BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-119-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-119 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 44
Votants : 53

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE.

Afin d'assurer le compte-rendu de la séance, il convient de nommer un secrétaire de séance qui assurera le compte-rendu des débats, conformément aux articles L2121-15 et L5211-1 du Code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **DESIGNE Serge BAL** en tant que secrétaire de séance.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-120-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-120 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 44
Votants : 53

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 10 AVRIL 2025.

Conformément de l'article L2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il convient d'approuver le procès-verbal de la séance précédente du conseil communautaire en date du 10 avril 2025.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 10 avril 2025.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-121-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-121 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 44
Votants : 53

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

INFORMATION SUR LES DECISIONS PRISES JUSQU'AU 13 JUIN 2025.

Le rapporteur expose

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération n°D-2022-247 du conseil communautaire en date du 14 décembre 2023 par laquelle a été consentie sous certaines conditions, des délégations à la présidente et au bureau exécutif ;

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, madame la présidente doit informer le conseil communautaire, à chaque séance, des décisions prises dans le cadre des délégations qui ont été consenties ;

Il est rendu compte des décisions suivantes :

- ***Bureaux exécutifs du 12 mai et 2 juin 2025 :***

Délibération	Compétence	Objet
D-2025-088	Tourisme	**Désignation de membres au sein du comité de direction de l'établissement public industriel et commercial Office de Tourisme Bugey Sud grand Colombier** Suite à la démission de 2 personnes au sein du collège socio-professionnels, il est décidé la désignation de de Cyril BERTHELET en remplacement de Véronique PERNOD-MATTE, et de Denis MARTIN-BARBAZ en remplacement de Clément METGE
D-2025-089	Tourisme	**Modification du règlement intérieur du port de Virignin** Il est décidé de préciser l'article : « Redevance d'occupation de l'emplacement » avec la mention suivante : « *En cas de non-paiement de la redevance, l'occupant sera invité à régulariser sa situation sous 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de régularisation, la résiliation du contrat d'amarrage sera prononcée ainsi que la perte de l'emplacement* ». Celle-ci annule et remplace la mention suivante : « *Le non-paiement de la redevance entraîne l'annulation immédiate de l'autorisation en cours et la perte de l'emplacement* ». Les autres articles sont inchangés.
D-2025-090	Tourisme	**Adhésion à la fondation du patrimoine du Département de l'Ain** Il est autorisé l'adhésion de la CCBS à la Fondation du Patrimoine de l'Ain qui œuvre à la restauration du patrimoine public et privé, avec une attention particulière portée au patrimoine rural et vernaculaire, à l'emploi et au maintien des savoir-faire, à l'environnement et à la transmission aux générations futures. La cotisation annuelle s'élève à 1 000 €.
D-2025-091	Mobilité	**Gratuité du service de transport urbain La Navette pour le challenge mobilité 2025 et la semaine européenne de la mobilité 2025** La Région Auvergne-Rhône-Alpes organisera le Challenge Mobilité le jeudi 5 juin 2025. De plus, une semaine de la mobilité est organisée annuellement en septembre. Ces événements sont des outils de promotion et de sensibilisation aux modes de transports alternatifs à la voiture individuelle destiné à toutes les entreprises, administrations ou associations. Il décidé de mettre en place une gratuité de « La Navette », lors de ces 2 évènements.
D-2025-092	Economie	**Baux dérogatoires avec l'entreprise EV4 France pour les ateliers 4 et 7 dans le bâtiment La Fabrique au pôle entrepreneurial Actipôle Bugey-Sud à Virignin** Il est décidé la signature de deux baux dérogatoires avec la société EV4 France (conception, fabrication et vente de tricycles et quadricycles électriques) pour les ateliers 4 et 7 du bâtiment La Fabrique jusqu'au 31 décembre 2026.
D-2025-093	Economie	**Dépôt d'une déclaration préalable à l'aménagement d'un terrain situé à Belley pour le projet de construction Odynéo** Il est autorisé la déclaration préalable nécessaire à l'aménagement de la parcelle AX 0273 d'une surface de 1,5 ha et située route de la Pélissière à Belley, en vue de sa vente à Odynéo, et à entreprendre toutes les démarches nécessaires au bornage des lots et à l'établissement du document modificatif du parcellaire cadastral.

D-2025-094	Urbanisme	**Avis sur le projet de plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Brégnier-Cordon au titre de la compatibilité avec le SCoT Bugey** Il est décidé : - D'émettre un avis défavorable sur le projet de PLU de la commune de Brégnier-Cordon considérant : o Le non-respect des objectifs du SCoT par rapport aux objectifs de population, de nouveaux logements et de consommation foncière. o Le fait que la mixité sociale et générationnelle ne soit pas incitée. - De porter à la connaissance de la commune la nécessité de compléter les annexes sanitaires avec des informations sur les ordures ménagères les réseaux secs, les eaux pluviales, la défense incendie et le schéma directeur des réseaux d'eau potable et eaux usées.
D-2025-095	Urbanisme	**Avis sur le projet de plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Virieu-le-Grand au titre de la compatibilité avec le SCoT Bugey** Il est décidé d'émettre un avis favorable avec réserves sur le projet de PLU de la commune de Virieu-le-Grand considérant la nécessité de revoir le calcul des besoins en logements et de consommation foncière en fonction de l'augmentation démographique et de porter à la connaissance de la commune la nécessité de compléter les annexes sanitaires.
D-2025-096	Urbanisme	**Avis sur le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Chazey-Bons au titre de la compatibilité avec le SCoT Bugey** Il est décidé d'émettre un avis favorable sur le projet de modification simplifié du plan local d'urbanisme de la commune de Chazey-Bons.
D-2025-097	Déchets	**Convention de partenariat pour le recyclage du flux petits aluminiums et souples du standard aluminium issu de collecte séparée avec Alliance pour le recyclage des capsules en aluminium (ARCA)** Il est autorisé la signature d'un contrat avec l'alliance pour le recyclage des capsules en aluminium (ARCA) pour le recyclage du flux petits aluminium et souples collectés dans les déchetteries de la CCBS. Ce contrat prend effet jusqu'au 31 décembre 2026.
D-2025-098	Alimentation	**Autorisation de candidature à l'appel à projets solidarité MSA Ain-Rhône 2025 pour le projet Challenge alimentation durable et approbation des actions** Il est acté le dépôt d'un dossier de candidature à l'Appel à Projets Solidarité MSA Ain-Rhône 2025 pour le projet "Challenge Alimentation Durable", qui vise à accompagner un changement de comportement alimentaire pour manger mieux, sans augmenter son budget alimentaire. La période de réalisation du projet est prévue d'octobre 2025 à février 2026. L'accompagnement envisagé comprend notamment une soirée de lancement, une visite de ferme organisée par l'Office du Tourisme Bugey-Sud, des ateliers nutrition, cuisine, une participation à la conférence sur la santé des sols, une soirée de clôture, un soutien à l'analyse du budget alimentaire des foyers. Le budget de ce projet est 11 254 €, l'aide de la MSA est sollicitée à hauteur du budget.
D-2025-099	Politique de la ville	**Demande de subvention à l'Etat pour soutenir des actions en faveur de l'intégration des primo-arrivants**

		Il est sollicité une subvention de l'Etat de 61 424 € pour la pérennisation ou la mise en place d'actions en faveur de l'intégration des primo-arrivants (personnes en situation régulière, habitant en France depuis moins de 5 ans). L'ensemble des actions est évalué à 76 781 €.
D-2025-100	Politique de la ville	**Demande de subvention à l'Etat au titre de l'appel à projet Mildeca pour la prévention des addictions** Il est sollicité une subvention de l'Etat de 24 000 € pour soutenir des actions de prévention des addictions en 2025 (dans la continuité des actions menées en 2023 et 2024). Le budget pour l'appel à projet MILDECA 2025 est évalué 30 000 €.
D-2025-101	Travaux	**Convention financière et administrative pour la réalisation d'une étude hydraulique sur une section du séran** Dans le cadre de la gestion des risques d'inondation et de l'amélioration de la sécurité des infrastructures routières, la CCBS va entreprendre l'extension du modèle hydraulique du Séran, avec pilotage technique du service GEMAPI. Cette étude visant notamment à explorer des pistes d'amélioration pour réduire l'inondabilité de la RD37 et de la route communale d'accès à Aignoz sur la commune de Ceyzérieu, est estimée à 24 800 € HT, sera financée par la CCBS (60%) et le département de l'Ain (40%). Il est donc autorisé la convention financière avec le département concernant cette étude.
D-2025-102	Eau/Assainissement	**Demandes de subvention auprès du Département de l'Ain pour des travaux d'adduction en eau potable sur la commune de Cressin-Rochefort** Il est sollicité des subventions auprès du Conseil départemental de l'Ain pour des travaux d'adduction en eau potable sur la commune de Cressin-Rochefort, estimés à 382 000 € HT, et pouvant être subventionnés à hauteur de 20% par le département.
D-2025-103	Eau/Assainissement	**Demandes de subvention auprès du Département de l'Ain et de l'agence de l'Eau RMC pour des travaux d'interconnexion en eau potable entre Marignieu et Pollieu/Flaxieu** Il est sollicité des subventions auprès du Conseil départemental de l'Ain et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour des travaux d'interconnexion en eau potable entre les communes de Marignieu, Pollieu et Flaxieu, estimés au stade PRO à 381 705 € HT, pouvant être subventionnés à hauteur de 20%.
D-2025-104	Eau/Assainissement	**Demandes de subvention auprès du Département de l'Ain et de l'agence de l'Eau RMC pour des travaux de réhabilitation des réservoirs de la Tovasse sur la commune de Peyrieu et de Charancin sur la commune de Valromey-sur-Séran et de Claire Fontaine sur la commune de Virieu-le-Grand** Il est sollicité des subventions auprès du Conseil départemental de l'Ain et de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse pour des travaux de réhabilitation sur ces réservoirs, estimés au stade AVP à 390 000 € HT, pouvant être subventionnés à hauteur de 20%.
D-2025-105	Eau/Assainissement	**Demandes de subvention auprès du Département de l'Ain pour des travaux de renouvellement de canalisation eau potable sur les communes de Belley et Ceyzérieu** Il est sollicité des subventions auprès du Conseil départemental de l'Ain pour des travaux de renouvellement des réseaux d'eau et d'assainissement route de Château Larron à Belley, et rue du Four

		Grammont à Ceyzérieu, estimés au stade AVP à 118 000 € HT, pouvant être subventionnés à hauteur de 20%.
D-2025-106	Eau/Assainissement	**Demandes de subvention auprès du Département de l'Ain pour des travaux de réhabilitation du poste de refoulement du Clos D'Estaing sur la commune de Belley** Il est sollicité des subventions auprès du Conseil départemental de l'Ain pour des travaux de réhabilitation du poste de refoulement sur la commune de Belley, estimés au stade PRO à 95 000 € HT, pouvant être subventionnés à hauteur de 20%.
D-2025-107	Ressources humaines	**Recrutement d'une directrice environnement et développement durable** Il est autorisé le recrutement d'un agent contractuel sur l'emploi permanent du grade d'attaché, échelon 5ème, relevant de la catégorie hiérarchique A, employé à temps complet (35h), pour une durée déterminée d'un an (cette durée pouvant être renouvelée jusqu'à 6 ans maximum) à compter du 1er juillet 2025.
D-2025-108	Administration générale	**Désignation d'un représentant au conseil de surveillance du centre hospitalier Bugey-Sud** Considérant la demande de l'ARS de procéder à la désignation d'un représentant, il est désigné Pauline GODET pour siéger au conseil de surveillance du centre hospitalier Bugey-Sud
D-2025-109	Ressources humaines	**Mise à jour du tableau des emplois privés pour la régie** Il est décidé de mettre à jour ce tableau en modifiant l'emploi d'agent d'exploitation Eau secteur Nord qui devient un emploi de chef d'équipe secteur Nord.
D-2025-110	Culture	**Adhésion à l'association Auvergne-Rhône-Alpes Livre et Lecture** Il est autorisé l'adhésion de la CCBS à l'association Auvergne-Rhône-Alpes Livre et Lecture, qui intervient pour l'information et la professionnalisation des acteurs de la filière, les projets régionaux de coopération, la promotion de la production littéraire et éditoriale, et coordonne des dispositifs de soutien aux auteurs, éditeurs et libraires financés par la Région et la DRAC Auvergne-Rhône-Alpes. La cotisation annuelle s'élève à 30 € pour la première année d'adhésion, puis à 60 € lors du renouvellement de l'adhésion.
D-2025-111	Tourisme	**Adhésion à Sites & Cités remarquables de France** Il est autorisé l'adhésion de la CCBS à l'association Sites & Cités remarquables de France, elle met en réseau les territoires qui s'appuient sur leurs richesses patrimoniales pour offrir un cadre de vie accessible, confortable et agréable. L'adhésion permet de bénéficier de l'expertise du réseau, de participer à des journées thématiques, des formations, des groupes de travail et de bénéficier d'un accompagnement dans les projets menés. La cotisation annuelle s'élève à 0.045 € par habitant.
D-2025-112	Tourisme	**Convention d'occupation avec la SARL Itinérances pour la mise à disposition de la capitainerie du port de Virignin** Depuis 2019, la CCBS a mis la capitainerie du port de Virignin à disposition de la SARL Itinérances pour son activité d'hébergements « Les lodges de la ViaRhôna » et ses services associés (petite épicerie...). Il est décidé la signature d'une nouvelle convention d'occupation temporaire, pour la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026, selon les modalités identiques à la précédente convention.

D-2025-113	Tourisme	**Port de Virignin : modification du règlement intérieur** Il est décidé la modification des articles 3 « conditions d'occupation de l'emplacement », 4 « redevance d'occupation de l'emplacement », 17 « état des navires », 22 « assurance » et 26 « conventions signées avec les particuliers » du règlement.
D-2025-114	Déchets	**Convention d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'une plateforme de déchets verts à Belley** Il est autorisé la convention d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'une plateforme de déchets verts à Belley avec l'Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain. Les prestations concernées, d'un montant de 12 600 € TTC, sont l'étude de programmation, l'assistance à la passation de prestations intellectuelles, le marché à procédure adaptée, l'appui technique en phase conception et l'assistance à la passation des marchés de travaux.
D-2025-115	Déchets	**Contrats relatifs à la prise en charge des articles de bricolage et de jardin** Il est autorisé la signature des contrats avec les éco-organismes Ecomaison, Valobat et Eco-DDS pour la prise en charge des articles de bricolage et de jardin collectés dans les déchetteries de la CCBS. Les contrats avec Ecomaison et Valobat prendront prend fin au plus tard le 31 décembre 2027, le contrat avec Eco-DDS sera de la durée de son agrément.
D-2025-116	Déchets	**Convention pour la collecte et le traitement des petits appareils extincteurs** Il est autorisé la signature d'un contrat avec l'éco-organisme ECOPAE pour la prise en charge des petits appareils extincteurs (inférieurs à 2kg) collectés dans les déchetteries de la CCBS, pour la durée de son agrément.
D-2025-117	Déchets	**Contrat relatif à la prise en charge des déchets de jouets** Il est autorisé la signature d'un contrat avec l'éco-organisme Ecomaison pour la prise en charge des déchets de jouets collectés dans les déchetteries de la CCBS, jusqu'au 31 décembre 2027.
D-2025-118	Déchets	**Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment** Il est autorisé la signature d'un contrat avec les éco-organismes Ecomaison, Ecominero, Valdelia et Valobat pour la prise en charge des déchets issus de produits et matériaux de construction du bâtiment collectés dans les déchetteries de la CCBS, jusqu'au 31 décembre 2027.

- ***Décisions de la présidente :***

Décision	Date	Compétence	Objet
DEC-2025-019	10/04/2025	Tourisme	**Convention d'occupation temporaire aux abords du lac de Virieu-le-Grand** Il est décidé la signature d'une convention d'occupation, non constitutive de droits réels, d'une partie du domaine public du lac de Virieu le Grand avec Monsieur DESMEDT afin de gérer et d'exploiter temporairement une activité de petite restauration du 01/06/2025 au 15/09/2027.
DEC-2025-020	17/04/2025	Ressources humaines	**Fourniture et mise en œuvre du système de gestion des temps Incovar +** Considérant la volonté de mettre en œuvre au sein de la collectivité un système informatisé de gestion du temps

			de travail, il est décidé de retenir la proposition de l'entreprise INCOTEC (67400 ILLKIRCH) et sa solution INCOVAR + pour un montant de 46 365,12 €.
DEC-2025-021	29/04/2025	Finances	**Admission en non-valeur sur les budgets eau et assainissement** Considérant les propositions d'admission en non-valeur émises par le SGC d'Oyonnax concernant les produits irrécouvrables et de créances éteintes en 2025, il est décidé de passer les écritures comptables sur les budgets annexe EAU (pour 115.63 €) et assainissement (pour 279.52 €).
DEC 2025-022	05/06/2025	Social	**Convention de mise à disposition de locaux à l'espace Pluriel** Il est décidé la signature d'une convention de mise à disposition du local de l'espace Pluriel avec l'association OBATALA dans le cadre de la programmation du contrat de ville de Belley à titre gratuit.

- ***Marchés publics :***

Marché	Date	Objet	Attributaire	Montant HT
2025-0000013-01-00	17/04/2025	Travaux STEP CEYZERIEU - Lot 1 raccordement Avrissieu-Bourg et démolition STEP actuelle	GPT SOMEC / SADE	157 461,50 €
2025-0000013-02-00	17/04/2025	Travaux STEP CEYZERIEU - Lot 2 Construction nouvelle STEP et ZRV, remise en état ancienne lagune	GPT SADE / SOMEC	924 114,00 €
2025-0000000014-00	25/04/2025	Gestion et maintenance de la flotte de VAE	SICLARI CYCLES 01350 CULOZ-BEON	8 310,00 €
2025-0000000015-00	04/04/2025	Réhabilitation du réservoir de la Tovasse à PEYRIEU	ETANDEX 69740 GENAS	102 500,00 €
2025-0000000016-00	11/04/2025	Travaux - ZA Brens	DUMAS TP	29 996,00 €
2025-0000000017-00	17/04/2025	Fourniture et pose Jeux - Lac Virieu	Algoa	24 790,00 €
2025-0000000018-00	13/05/2025	Réalisation de "goyas" - Programme 2025-2026	GPT YM/TCHASSAGNE /SUBLET 01110 HAUTEVILLE LOMPNES	320 932,50 €
2025-0000000019-00	10/06/2025	Travaux siège CCBS - Réparation plancher bâtiment	Perrouse constructions ZA Le Jasmin Nord 73240 St Genix les villages	68 264,68 €

- ***Bons de commande :***

Il est rendu compte des commandes passées sous délégations dont le montant est supérieur à 5.000 € HT et inférieur à 40.000 € HT

Date	Compétence	Objet	Prix HT	Prestataire
01/04/2025	REGIE EAU	Epandage boues BELLEY 738 t	10 701,00 €	SCEA LA PELISSIERE - 01300 ARBOYS
03/04/2025	BATIMENTS	Alimentation provisoire aire de GDV	7 715,00 €	CHANTELEC - 42380 PERIGNEUX

03/04/2025	REGIE EAU	Création 2 compteurs avec LS42 hameau de Gelignieux MURS ET GELIGNIEUX	8 911,22 €	AQUALTER - 01150 LAGNIEU
03/04/2025	REGIE EAU	Acquisition véhicule KANGOO FY-128-MS	9 166,67 €	LN OCCASION - 01300 BELLEY
03/04/2025	REGIE EAU	Acquisition véhicule KANGOO FY-166-MS	9 583,33 €	LN OCCASION - 01300 BELLEY
03/04/2025	REGIE EAU	Acquisition véhicule BERLINGO FQ-108-WZ	9 583,33 €	LN OCCASION - 01300 BELLEY
08/04/2025	MOBILITE	Licence pour 12 mois de GEOVELO MOBILITES	5 490,00 €	La Compagnie des Mobilités
09/04/2025	BATIMENTS	Surveillance du site de la cascade de Glandieu pour la saison 2025	21 410,70 €	AXIOME - BILLIEME
10/04/2025	REGIE EAU	Campagne de mesure réseau assainissement CULOZ	9 600,00 €	TRI-EAUX - 38330 ST ISMIER
11/04/2025	REGIE EAU	Broyage station Lavours 2025	5 040,00 €	BERGER JARDINS - CHANAZ
11/04/2025	REGIE EAU	Acquisition de 150 cybles everblu	5 197,50 €	ITRON - 69800 ST PRIEST
11/04/2025	REGIE EAU	Tonte STEP CULOZ 2025	6 860,00 €	BERGER JARDINS - CHANAZ
11/04/2025	REGIE EAU	Tonte STEP Massignieu de Rives 2025	8 400,00 €	BERGER JARDINS - CHANAZ
14/04/2025	TRIMAX	Travaux reprise grille évacuation eau pluviales déchetterie de Belley	5 050,60 €	MARTINS MACONNERIE - 01300 CHAZEY-BONS
14/04/2025	TRIMAX	Campagnes entretien espaces verts + lagunes année 2025 ex décharge des Erruts (2 passages)	5 683,34 €	GARDONI PAYSAGES - 01350 CULOZ
14/04/2025	TRIMAX	Tx préparation et réalisation enrobés autour des CSE site ZA en Sauvy - Virieu le Gd	6 500,00 €	FONTAINE TP - 01300 BELLEY
16/04/2025	VOIRIE	Enrochements Haut Valromey	11 854,00 €	MICHEL BORNAREL - HOTONNES
17/04/2025	REGIE EAU	Joints, clés compteurs, détecteur, manchons	5 016,82 €	VHM - 67120 MOLSHEIM
17/04/2025	REGIE EAU	Compteurs AQUADIS 170 Everblu	6 220,00 €	ITRON - 69800 ST PRIEST
18/04/2025	TOURISME	Préparation pour mise en place d'un container restauration au lac de Virieu	19 350,51 €	GCTP SARL Nicolas SERPOL/Guy CHASSARD - ARTEMARE
18/04/2025	TOURISME	Préparation pour mise en place d'un container Infirmerie au lac de Virieu	20 350,51 €	GCTP SARL Nicolas SERPOL/Guy CHASSARD - ARTEMARE
22/04/2025	GEMAPI	Transport de matériaux	5 700,00 €	SAVEY TP - MASSIGNIEU DE RIVES
22/04/2025	TOURISME	AMO Valorisation du Grand Colombier	11 325,00 €	Agence Départementale d'ingénierie de l'Ain-BOURG-en-BRESSE
22/04/2025	REGIE EAU	Création d'une chambre AEP pour nouvelle vanne motorisée St Germain les Paroisses	14 998,33 €	SAUR - 26200 MONTELIMAR

22/04/2025	BATIMENTS	Remplacement VMC Actipôle	32 953,00 €	REY FRERES - SAINT GENIX SUR GUIERS
24/04/2025	REGIE EAU	Curage 1er trim 2025	17 830,67 €	RAY Assainissement
25/04/2025	TRIMAX	Campagnes de sensibilisation des usagers en PAP sur le tri des déchets alimentaires année 2025	33 600,00 €	L&M ASSOCIES - 39800 POLIGNY
29/04/2025	SI	Renouvellement Licence ADOBE	5 293,00 €	LAFI - 92230 GENNEVILLIERS
05/05/2025	VOIRIE	Reprise de talus - Parves et Nattages	5 754,47 €	DUMAS TP - 01300 CHAZEY-BONS
06/05/2025	VOIRIE	Elagage Izieu	5 240,00 €	RABATEL - MONTAGNIEU
07/05/2025	TOURISME	Spectacle de Brassens le Cubain Musée du Bugey Valromey	5 760,00 €	OBATALA - BELLEY
07/05/2025	TOURISME	Chantier lac de Virieu	10 010,00 €	SARL XV- BRENS
13/05/2025	MOBILITE	Mission visa concessionnaire	12 616,00 €	CNR - BELLEY
20/05/2025	TRIMAX	Fabrication 3 bennes ampliroll de 30 m3 pour déchetteries de la CCBS	20 925,00 €	DUMOULIN ET MERMET-BOUVIER - 01300 CHAZEY-BONS
21/05/2025	REGIE EAU	Chaux 25T STEP BELLEY	5 186,75 €	SAINT HILAIRE - 38300 ST SAVIN
21/05/2025	REGIE EAU	Pompe relevage PR Cimetière BELLEY	6 015,92 €	ELECTREAU - 38890 ST CHEF
23/05/2025	COMMUNICATION	Impression magazine Tout Bugey Sud (TBS) n°13	6 150,00 €	GONNET IMPRIMEUR - VIRIGNIN
26/05/2025	COMMUNICATION	Distribution TBS n°13	5 630,11 €	LA POSTE - Lyon
03/06/2025	MOBILITE	Fourniture et pose d'un abri pour la navette	6 354,32 €	Rousseau - OFFRANVILLE
04/06/2025	REGIE EAU	Pose canal débitmètre pour mesure entrée STEP LAVOURS	5 995,00 €	SODEVAL - Arvière en Valromey
04/06/2025	REGIE EAU	Entretien espaces verts STEP Glandieu-St Benoit-Mollard-Groslée	6 880,00 €	BRIGADES NATURE - BELLEY
04/06/2025	REGIE EAU	Assistance pour le renouvellement du marché d'exploitation eau et ass	7 500,00 €	Agence Départementale d'ingénierie de l'Ain-BOURG-en-BRESSE
04/06/2025	REGIE EAU	Pose d'une échelle et passerelle réservoir de Thoys - ARBOYS EN BUGEY	5 666,38 €	AQUALTER - 01150 LAGNIEU
04/06/2025	REGIE EAU	Pose et raccordement UV Réservoir Béon	6 600,00 €	VHM - 67120 MOLSHEIM
05/06/2025	TRIMAX	Dossier servitures utilité publique pour projet centrale photovoltaïque ex décharge Erruts	5 400,00 €	GINGER BURGEAP - 69425 LYON CEDEX 03
06/06/2025	BATIMENTS	Projet piscine - Branchement EU définitif	26 587,00 €	DUMAS TP - 01300 CHAZEY-BONS
06/06/2025	VOIRIE	Fauchage Marignieu	5 280,00 €	YM ENTREPRISE - PLATEAU D'HAUTEVILLE
13/06/2025	REGIE EAU	Détecteurs métaux, marteaux, pinces, clés, échelle, disques diamant, modules	6 633,81 €	CHRISTAUD - 73420 VOGLANS
13/06/2025	REGIE EAU	Compteurs AQUADIS 110 Everblu	6 195,00 €	ITRON - 69800 ST PRIEST

16/06/2025	VOIRIE	Curage fosses à Pollieu	5 420,00 €	DUMAS TP - 01300 CHAZEY-BONS
16/06/2025	AGRICULTURE	Programme d'actions CNR 2025	16 100,00 €	CUMA AIN - BOURG EN BRESSE

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **PREND ACTE** des décisions listées ci-dessus.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-122-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-122 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

EVOLUTION DES DELEGATIONS DE POUVOIR DE L'ASSEMBLEE A LA PRESIDENTE ET AU BUREAU.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

VU l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui dispose que « le président, les vice-présidents ayant reçu délégation ou le bureau dans son ensemble peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

1- Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances ;
2- De l'approbation du compte administratif ;
3- Des dispositions à caractère budgétaire prises à la suite d'une mise en demeure en application de l'article L. 1612-15 du CGCT ;
4- Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
5- De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
6- De la délégation de gestion d'un service public ;
7- Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social, de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville. »

VU la délibération n°2020-96 en date du 17 septembre 2020, par laquelle le conseil communautaire nouvellement élu a procédé au renouvellement des actes de délégation en application de l'article L. 5211-10 du CGCT.

VU les délibérations n°2022-90 en date du 5 octobre 2022 et D-2023-247 en date du 14 décembre 2023, par lesquelles le conseil communautaire a procédé à des modifications des délégations consenties en 2020 pour améliorer le fonctionnement administratif de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) et l'organisation des assemblées.

CONSIDERANT la nécessité de recourir à l'emprunt pour financer certains investissements prévus au budget, et la durée limitée de certaines offres de prêt incompatibles avec le calendrier des assemblées, il est proposé au conseil communautaire de déléguer à la présidente, en matière d'emprunt pour la durée du mandat, les attributions suivantes :

- Signer les contrats d'emprunts, pour réaliser le programme d'investissement dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget principal et aux budgets annexes.
  La présidente reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme.
  Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après :
  - La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable.
  - La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt.
  - La possibilité d'allonger la durée du prêt.
  - La possibilité de procéder à un différé d'amortissement.
  - La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.
  - La faculté de procéder à des remboursements anticipés.
  - La faculté de souscrire à des lignes de trésorerie dans la limite d'un million d'euros pour le budget principal, et dans la limite d'un million d'euros pour chaque budget annexe.
- Décider des opérations financières utiles à la gestion des emprunts.
- Passer à ces effets les actes nécessaires.

Les autres délégations à la présidente et au bureau ne sont pas modifiées.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **DECIDE DE DELEGUER** les attributions définies ci-après à la présidente et au bureau décisionnel :

DOMAINE	DELEGATION A LA PRESIDENTE	DELEGATION AU BUREAU
Administration générale Juridique	Prendre toute décision pour le règlement amiable des conflits et l'approbation des protocoles transactionnels, dont l'incidence financière pour la CCBS n'excède pas 20 000 € toutes charges incluses, hors frais d'avocats.	
	Décider du choix des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.	
	Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts.	
	Agir ou défendre en justice, au nom de la CCBS, devant toutes les juridictions.	
	Signer toutes conventions (et leurs avenants) engageant la CCBS, dont l'objet est en lien avec ses statuts, sans échange financier ou ayant un échange financier dans la limite de 5 000 € TTC.	Signer toutes conventions (et leurs avenants) engageant la CCBS, dont l'objet est en lien avec ses statuts, ayant un échange financier compris entre 5 001 € TTC et 40 000 € TTC.
		Approuver, modifier et abroger les règlements intérieurs des services publics communautaires, à l'exception du règlement intérieur du conseil communautaire.

		Désigner les représentants de la CCBS dans les organismes extérieurs.
		Approuver la modification des statuts des organismes dont la CCBS est membre.
		Décider de l'adhésion de la CCBS à tous organismes (hors établissements publics) présentant un intérêt pour la Communauté.
		Prendre toute décision concernant les locations, aménagements et réparations des immeubles nécessaires au fonctionnement des services de la CCBS.
		Autoriser la réponse aux appels à candidature ou à manifestation d'intérêt.
Assurances	Décider de la passation des contrats d'assurance et l'acceptation des indemnités de sinistre y afférentes.	
Biens communautaires	Décider des permissions de voirie.	
		Décider la passation des baux, la conclusion et la révision du louage des biens de la CCBS pour une durée n'excédant pas douze ans.
		Décider des cessions de biens immobiliers, à l'amiable ou par expropriation, dont la valeur est inférieure à 5 000 € HT.
		Décider du don de biens mobiliers.
Economie		Donner un avis sur l'ouverture des commerces le dimanche dans les communes membres.
Environnement		Donner un avis sur toute demande d'autorisation environnementale.
		Autoriser la signature des contrats de de prise ou de reprise en charge des déchets collectés par la CCBS.
		Autoriser une demande de travaux de coupe et d'abattage d'arbres.
		Autoriser la signature de toute pièce nécessaire à l'autorisation environnementale des projets de la CCBS.
Finances	Décider d'une admission en non-valeur.	
	Décider de la création, de la modification ou de la suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services, ainsi que la fixation des taux de l'indemnité de responsabilité des régisseurs dans la limite des taux maximum en vigueur prévus par arrêté ministériel.	
	Accepter des dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.	
	Signer les contrats d'emprunts, pour réaliser le programme d'investissement dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget principal et aux budgets annexes. La présidente reçoit délégation aux fins de contracter tout emprunt à court, moyen ou long terme.	

	Le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après : o La faculté de passer du taux variable au taux fixe ou du taux fixe au taux variable. o La faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index relatif au calcul du ou des taux d'intérêt. o La possibilité d'allonger la durée du prêt. o La possibilité de procéder à un différé d'amortissement. o La faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement. o La faculté de procéder à des remboursements anticipés. o La faculté de souscrire à des lignes de trésorerie dans la limite d'un million d'euros pour le budget principal, et dans la limite d'un million d'euros pour chaque budget annexe. Décider des opérations financières utiles à la gestion des emprunts. Passer à ces effets les actes nécessaires.	
		Autoriser les demandes de subventions et de participations auprès de l'Etat, des collectivités territoriales ou d'organismes divers pour le financement en section de fonctionnement ou d'investissement de projets communautaires, et approuver les plans de financement correspondant en conformité avec les autorisations budgétaires.
		Fixer les tarifs des droits prévus au profit de la CCBS qui n'ont pas un caractère fiscal, à l'exception des tarifs des redevances eau et assainissement.
		Décider des durées d'amortissement des biens mobiliers et immobiliers de la CCBS.
Marchés publics	Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution, le règlement, l'abandon ou la réduction de pénalités, et le cas échéant, la résiliation des marchés publics, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.	
Ressources humaines		Confier des mandats spéciaux aux conseillers communautaires et leur accorder le remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ces mandats.
		Modifier le tableau des emplois.
		Décider de la création des emplois pour accroissement d'activité ou emplois saisonniers.

		Décider du recrutement d'un contractuel si, à l'issue d'une consultation, il n'a pas été possible de recruter un fonctionnaire.
		Déterminer les quotas d'avancement de grade et échelon spécial.
		Prendre toute décision relative au régime indemnitaire des agents de la CCBS, y compris pour les agents détachés sur un emploi fonctionnel.
		Décider des modalités de l'action sociale à destination des personnels.
		Décider des modalités d'application du télétravail dans le respect des textes en vigueur.
		Décider des modalités d'application du compte épargne temps dans le respect des textes en vigueur.
		Approuver ou modifier les règlements intérieurs des équipements et services communautaires applicables exclusivement aux agents dans l'exercice de leurs fonctions.
		Autoriser la signature de convention de mise à disposition d'agents entre la CCBS et les communes membres, ou entre la CCBS et les régies des eaux et assainissement Bugey-Sud.
		Autoriser la signature de convention avec l'Etat permettant le recrutement d'agents sur des dispositifs d'emplois aidés.
		Autoriser la signature de convention de formation professionnelle (alternant, apprentissage, ...) avec un organisme agrée.
		Autoriser la signature de convention de prestation de service avec le CDG01 (médecine du travail, service de remplacement, ...)
		Décider du reversement aux agents concernés des sommes perçues du FIPHFP par la collectivité en remboursements d'avance des frais.
		Approuver le document unique et ses mises à jour.
		Approuver le diagnostic des risques psychosociaux (RPS) et ses mises à jour.
Urbanisme		Donner un avis sur les procédures d'élaboration et/ou de mises à jour des documents d'urbanisme communaux des communes membres.
		Donner un avis sur les opérations foncières ou d'aménagement soumises à compatibilité avec le SCoT (articles L. 142-1-7 et R. 142-1 du code de l'urbanisme).
		Donner un avis sur les procédures d'élaboration et/ou de mises à jour des documents d'urbanisme limitrophes du territoire (SCoT, PLUi etc. voisins)
		Approuver et signer les dossiers de demande d'autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation ou à la modification d'un bâtiment, d'une

		infrastructure ou d'un aménagement communautaire.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-123-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-123 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

FIXATION DU NOMBRE ET DE LA REPARTITION DES SIEGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY-SUD DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

Le rapporteur expose :

VU le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 5211-6-1 ;

VU le courrier de Madame la Préfète de l'Ain en date du 11 mars 2025 relatif à la recomposition des conseils communautaires l'année précédant le renouvellement général des conseils municipaux ;

Madame la présidente rappelle au conseil communautaire que la composition du conseil communautaire de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- Selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
  - Être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune.
  - Chaque commune devra disposer d'au moins un siège.
  - Aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges.
  - La part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la CCBS doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes.
De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- À défaut d'un tel accord constaté par Madame la Préfète au 31 août 2025, elle fixera à **63 sièges, selon la procédure légale de droit commun**, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'elle répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT et tel que détaillé dans son courrier du 11 mars 2025.

Au plus tard au 31 octobre 2025, Madame la Préfète fixera par arrêté la composition du conseil communautaire de la CCBS, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale de droit commun.

Suite à la conférence des maires du 15 mai 2025, Madame la présidente indique au conseil communautaire qu'il a été décidé de conclure, entre les communes membres de la CCBS un **accord local, fixant à 65 le nombre de sièges du conseil communautaire de la CCBS**, répartis, conformément aux principes énoncés au 2°) du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Commune	Population municipale	Répartition par accord local Nombre de conseillers titulaires
Belley	9 270	**13**
Culoz-Béon	3 416	**5**
Valromey-sur-Séran	1 350	**2**
Groslée-Saint-Benoit	1 232	**2**
Chazey-Bons	1 165	**2**
Artemare	1 141	**2**
Virignin	1 122	**2**
Brens	1 117	**2**
Virieu-le-Grand	1 110	**2**
Ceyzérieu	1 028	**2**
Parves et Nattages	943	1
Peyrieu	918	1
Champagne-en-Valromey	826	1
Brégnier-Cordon	812	1
Haut Valromey	777	1
Arvière-en-Valromey	715	1
Arboys en Bugey	688	1

Magnieu	651	1
Massignieu-de-Rives	653	1
Talissieu	514	1
Contrevoz	489	1
Saint-Martin-de-Bavel	431	1
Cuzieu	423	1
Saint-Germain-les-Paroisses	423	1
Cressin-Rochefort	384	1
Andert-et-Condon	335	1
Prémeyzel	245	1
Murs-et-Gélignieux	239	1
Izieu	223	1
Pollieu	167	1
Marignieu	164	1
Colomieu	164	1
Rossillon	164	1
Conzieu	148	1
Lavours	138	1
Cheignieu-la-Balme	130	1
Ambléon	114	1
La Burbanche	97	1
Vongnes	71	1
Flaxieu	64	1
Armix	25	1
Total	34 086	**65**

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la CCBS.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire avec 41 voix POUR, 12 voix CONTRE (Jean-Michel BERTHET ayant le pouvoir d'Angélica DA COSTA, Dominique CANOT, Annie DELPON, Marie-Hélène DESCHAMPS, Jean-Yves HEDON, Daniel PONCY ayant le pouvoir d'Annie CLUZEL, Pierre ROUX, Sylvie SCHREIBER et Nadine THEVENOT), et 2 abstentions (Charlotte DEMENTHON ayant pouvoir de Marie-Christine ROZIER) :

- **DECIDE** de fixer, à **65** le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté de communes Bugey-Sud, répartis comme suit :

Commune	Population municipale	Répartition par accord local Nombre de conseillers titulaires
Belley	9 270	**13**
Culoz-Béon	3 416	**5**
Valromey-sur-Séran	1 350	**2**
Groslée-Saint-Benoit	1 232	**2**
Chazey-Bons	1 165	**2**
Artemare	1 141	**2**
Virignin	1 122	**2**

Brens	1 117	**2**
Virieu-le-Grand	1 110	**2**
Ceyzérieu	1 028	**2**
Parves et Nattages	943	1
Peyrieu	918	1
Champagne-en-Valromey	826	1
Brégnier-Cordon	812	1
Haut Valromey	777	1
Arvière-en-Valromey	715	1
Arboys en Bugey	688	1
Magnieu	651	1
Massignieu-de-Rives	653	1
Talissieu	514	1
Contrevoz	489	1
Saint-Martin-de-Bavel	431	1
Cuzieu	423	1
Saint-Germain-les-Paroisses	423	1
Cressin-Rochefort	384	1
Andert-et-Condon	335	1
Prémeyzel	245	1
Murs-et-Gélignieux	239	1
Izieu	223	1
Pollieu	167	1
Marignieu	164	1
Colomieu	164	1
Rossillon	164	1
Conzieu	148	1
Lavours	138	1
Cheignieu-la-Balme	130	1
Ambléon	114	1
La Burbanche	97	1
Vongnes	71	1
Flaxieu	64	1
Armix	25	1
Total	34 086	**65**

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-124-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-124 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COMMUNE DE COLOMIEU AUX COMMISSIONS THEMATIQUES CCBS.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

Par délibération en date du 14 septembre 2023, la CCBS a mis à jour la composition de ses commissions intercommunales en cohérence avec les objectifs du projet de territoire.

Le 9 mars 2025, la commune de Colomieu a procédé à des élections municipales partielles.
A la suite de l'installation du nouveau conseil municipal, il est proposé de d'intégrer :

- Aménagement du territoire, urbanisme, habitat et logement : Dominique Codex, Serge Labbé, Colette Vallin, Gilles Borgey,
- Développement économique : Gilles Borgey, Dominique Codex.
- Tourisme, patrimoine et culture : Jean-Loup Gravier, Laura Tétaz Perrier, Alix Goulevant.
- Cycles de l'eau ; Gilles Borgey, Michel Tellier, Jean-Loup Gravier.
- Infrastructures (voirie et bâtiments) : Dominique Codex, Serge Labbé, Colette Vallin
- Finances, ressources humaines : Gilles Borgey, Dominique Codex, Laura Tétaz Perrier.

- Transition écologique, agriculture : Jean-Loup Gravier, Gilles Borgey, Laura Tétaz Perrier
- Valorisation des déchets, économie circulaire : Colette Vallin, Alice Julliard, Isabelle Mercier en suppléante.
- Cadre de vie (politique de la ville, santé, solidarités, social, gens du voyage, fourrière animale) : Dominique Codex, Colette Vallin
- Mobilités, déplacements : Gilles Borgey, Dominique Codex ;
- Gouvernances, coopération, mutualisations et démocratie participative : Gilles Borgey, Laura Tétaz Perrier.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** les modifications apportées aux membres des commissions thématiques de la CCBS telles que présentées afin de tenir compte des élections municipales de la commune de Colomieu.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-125-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-125 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DU CONSEIL D'EXPLOITATION DES REGIES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT BUGEY-SUD.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

Par délibération en date du 17 novembre 2022, le conseil communautaire a décidé la création des régies de l'eau et de l'assainissement Bugey-Sud.

En date du 15 décembre 2022, les membre du conseil d'exploitation de ces régies ont été désignés. Pour rappel, les statuts de ces régies, dotées de la seule autonomie financière, prévoient que le conseil d'exploitation est composé de :
- 43 membres titulaires et suppléants représentant toutes les communes de la CCBS (1 membre par commune),
- 4 membres représentant la société civile, dont 1 revenant obligatoirement au conseil de développement.

Le 9 mars 2025, la commune de Colomieu a procédé à des élections municipales partielles.

A la suite de l'installation du conseil municipal, il est proposé de d'intégrer Monsieur Gilles BORGEY en tant que délégué titulaire et Monsieur Michel TELLIER, délégué suppléant au conseil d'exploitation des régies de l'eau et de l'assainissement Bugey-Sud.

Les autres membres du conseil d'exploitation restent inchangés.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** les modifications apportées aux membres du conseil d'exploitation des régies de l'eau et de l'assainissement Bugey-Sud telles que présentées afin de tenir compte des élections municipales partielles de la commune de Colomieu.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-126-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-126 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ADHESION AUX CHARTES NATIONALES QUALITE DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET/OU ASSAINISSEMENT PROPOSEES PAR L'AGENCE DE L'EAU RHONE MEDITERRANEE CORSE.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

Dans le cadre de son XIIe programme, l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) reconduit les exigences de qualité lors de la pose des réseaux d'eau potable et d'assainissement qu'elle subventionne ainsi que lors du contrôle de réception de ces réseaux.

Pour les opérations d'un montant supérieur ou égal à 150 000 €/HT, l'Agence exige l'engagement, par délibération, du maître d'ouvrage à respecter les chartes qualité nationales des réseaux d'eau potable et/ou d'assainissement.

L'application des chartes est une démarche collective qui vise l'amélioration des méthodes de travail à adopter par les acteurs de l'eau et de l'assainissement, et poursuit un objectif de réseaux fiables et pérennes. C'est un « guide de bonnes pratiques » à l'usage de tous, permettant d'améliorer la qualité des réseaux, d'allonger leur durée de vie, d'optimiser les investissements des collectivités et de préserver l'environnement.

Elles offrent des garanties supplémentaires de construire des ouvrages efficaces dans le temps pour préserver les ressources en eau et s'inscrivent parfaitement dans la démarche citoyenne de développement durable.

De ce fait, le conseil communautaire doit délibérer pour acter ce respect de la charte qualité nationale des réseaux d'assainissement ou eau potable.

Il est proposé que ce dernier engage la collectivité au respect de ces chartes qualité sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement et de le formaliser pour toutes les opérations à venir, d'étendre les principes de cette démarche à l'ensemble des programmes communautaires (travaux et études) et d'indiquer « opération réalisée sous charte qualité des réseaux d'eau potable » dans les pièces du dossier de consultation des entreprises.

VU l'avis du conseil d'exploitation du 22 mai 2025 ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'adhésion de la communauté de communes Bugey-Sud aux chartes qualité eau et assainissement proposées par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et s'engage à les faire appliquer sur l'ensemble de ses opérations.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.



Version 3
MAI 2016

CHARTE
Qualité des Réseaux d'Assainissement





Charte nationale de qualité des réseaux d'assainissement

astee
association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement



Introduction

Les défauts de réalisation des réseaux d'assainissement compromettent gravement le fonctionnement du système d'assainissement, la pérennité des ouvrages et la qualité du milieu naturel. Ils impliquent également une augmentation du prix de l'eau liée aux surcoûts d'investissement et d'exploitation. Ils induisent enfin des renouvellements prématurés. Pour garantir la fiabilité des investissements sur le long terme, les modalités d'interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance des ouvrages, et l'impact sur la santé des intervenants, doivent également être pris en compte.

Soucieux de l'amélioration de la qualité des ouvrages, de faciliter leur gestion et de la qualité environnementale des chantiers, les acteurs des travaux de création, de reconstruction ou de réhabilitation de réseaux se sont accordés sur des principes qu'ils s'engagent à tenir. Ces principes les ont conduits à la rédaction d'une Charte Qualité.

La Charte Qualité, plus qu'un document, est avant tout une démarche nationale partenariale fixant les objectifs de chacun des acteurs. Sa mise en application locale passe par la décision du maître d'ouvrage de réaliser son opération sous Charte Qualité, et par l'adhésion des autres partenaires, depuis l'assistant au maître d'ouvrage, au début de l'opération, jusqu'à l'exploitant après la réception.

La Charte Qualité ne se substitue ni aux textes réglementaires et autres référentiels en vigueur, ni aux missions des différents acteurs, ni à leur savoir-faire. Elle gère les interfaces entre les partenaires et traite à ce titre de l'organisation mise en place depuis les études initiales jusqu'à la mise en service (ou la remise en service dans le cas de réhabilitation) du réseau d'assainissement.

Sous Charte Qualité, tous les partenaires s'engagent notamment à :

- réaliser des études préalables complètes et à les prendre en compte ;
- examiner et proposer toutes les techniques existantes ;
- choisir tous les intervenants selon le principe de l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- organiser une période de préparation préalable au démarrage du chantier ;
- exécuter chacune des prestations selon une démarche qualité ;
- contrôler et valider la qualité des ouvrages réalisés ;
- contribuer à une meilleure gestion patrimoniale, et notamment entretenir les ouvrages pour garantir leur pérennité ;
- intégrer, dès la conception du projet, tout au long de sa réalisation, et pour son exploitation future, les dispositions de prévention des risques dans le cadre des Principes Généraux de Prévention.

Selon cette approche des partenaires ont signé plusieurs Chartes Qualité régionales qui couvrent, quatorze ans après, environ la moitié du territoire français et ont permis d'améliorer la qualité des réseaux.

La réunion sous un même texte de toutes les parties prenantes, maîtres d'ouvrage, assistants à maîtres d'ouvrage, exploitant du réseau d'assainissement, maîtres d'œuvre, entrepreneurs, fabricants, entreprises de contrôle, coordonnateurs SPS et financeurs... lève bien des lourdeurs et de nombreuses ambiguïtés. Les responsabilités de chacun sont valorisées et la volonté commune de réaliser une opération de qualité l'emporte.

Tout en renforçant la qualité des ouvrages réalisés, le respect d'une charte permet une meilleure maîtrise des coûts de réalisation, d'exploitation et de renouvellement, ainsi qu'une meilleure gestion des délais d'exécution.

C'est en tirant bénéfice de ces expériences et afin de renforcer les résultats, confirmé par le nombre de non conformités de plus en plus faible et d'homogénéiser les pratiques sur l'ensemble du territoire que cette Charte Qualité nationale est proposée à tous les acteurs. Afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation et les documents types publiés au niveau national, les acteurs signataires de cette Charte Qualité s'engagent à consulter régulièrement le portail d'information sur l'assainissement communal à l'adresse :

http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr



SOMMAIRE

4 Les acteurs
4 La structure du document
5 Quelques références législatives et réglementaires à la date de publication du présent document
6 Prévention des risques des accidents du travail et des maladies professionnelles

7 > 13 DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET
7 Fiche 1/3 : **Les objectifs**
8 Fiche 2/3 : **Choix des bureaux d'études préalables, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS**
11 Fiche 3/3 : **Elaboration du projet et des DCE : travaux et contrôles extérieurs**

14 > CHOIX DES ENTREPRISES
14 Fiche 1/2 : **Réponses des entreprises aux appels d'offres : travaux et contrôles extérieurs**
16 Fiche 2/2 : **Choix des entreprises**

17 > 21 PRÉPARATION DE CHANTIER
17 Fiche 1/1 : **Préparation du chantier**

22 > 25 CHANTIER
22 Fiche 1/2 : **Construction de l'ouvrage**
24 Fiche 2/2 : **Opérations préalables à la réception et réception**

26 > 26 APRÈS LA RÉCEPTION, SOLDE DES MARCHÉS ET DES AIDES
26 Fiche 1/1 : **Achèvement de l'opération**

27 > 27 DURANT LA VIE DE L'OUVRAGE
27 Fiche 1/1 : **Gestion patrimoniale**

34 > 42 Annexes
34 > Liste des abréviations
35 > Lexique
37 > Chronologie synthétique d'une opération d'assainissement



LES ACTEURS

Le Maître d'ouvrage

C'est l'entité, publique ou privée, à qui l'ouvrage à construire est destiné et qui le finance en intégralité (ou en partie si l'ouvrage est subventionné). Le maître d'ouvrage passe notamment tous les marchés et contrats avec les autres intervenants de l'opération.

L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

Le maître d'ouvrage peut être assisté dans ses tâches par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage au travers d'un contrat qui définit le champ de la mission d'assistance. Cette mission d'assistance est à distinguer d'une mission de maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre

C'est l'entité, publique ou privée, qui est chargée par le maître d'ouvrage de concevoir l'ouvrage pour répondre aux besoins exprimés, en respectant les exigences et les objectifs fixés, ainsi que les contraintes de l'opération (*), de diriger et de contrôler l'exécution des marchés de travaux, et de proposer leur réception et leur règlement. La maîtrise d'œuvre peut être assurée par un service interne du maître d'ouvrage. Dans le cas d'un marché de maîtrise d'œuvre privé, la mission comprend des éléments de mission normalisés dont le contenu est défini par les textes de référence (en phase de conception : EP/DIA, AVP et PRO, en phase de dévolution des marchés de travaux : ACT, et en phase d'exécution des travaux : VISA ou EXE, DET, AOR et OPC), complétées le cas échéant par des missions complémentaires d'assistance.

(*) Besoins et objectifs, exigences et contraintes sont définis dans le programme de l'opération

Les Bureaux d'études préalables

Ce sont des prestataires indépendants spécialisés, bureaux d'études, géomètres, géotechniciens... qui réalisent les études préalables au travers de marchés passés avec le maître d'ouvrage, avec, le cas échéant, l'aide de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ou du maître d'œuvre.

Les entreprises de travaux

Ce sont les entreprises qui sont chargées de la réalisation de l'ouvrage au travers d'un marché de travaux. Elles peuvent recourir à la sous-traitance pour une partie des prestations à réaliser.

Les Fournisseurs et fabricants

Ce sont des industriels qui fabriquent et fournissent les éléments de l'ouvrage (fournitures et matériaux) mis en œuvre par les entreprises de travaux. En général, les fournitures et matériaux sont achetés directement par l'entreprise de travaux.



Les Entreprises de contrôles

Ce sont des prestataires qui réalisent les contrôles extérieurs de l'ouvrage, au cours de sa construction, et pour sa réception au travers de marchés passés avec le maître d'ouvrage.

Le Coordonnateur SPS

C'est la personne physique qui est désignée par le Maitre d'ouvrage pour assurer la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur un chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants. Deux missions de coordination sont distinguées, en phase de conception et en phase de réalisation, qui peuvent être utilement confiées au même coordonnateur SPS.

Les financeurs

Ils apportent selon leurs règles une partie du financement de l'ouvrage au maître d'ouvrage, au travers de subventions ou d'aides.

L'Exploitant du réseau d'assainissement

C'est l'entité, publique ou privée, qui a en charge l'exploitation de l'ouvrage construit ; elle peut être assurée par un service interne du maître d'ouvrage.

Autres intervenants

Exploitants des autres réseaux, Gestionnaires de voiries, Contrôleurs Techniques...

LA STRUCTURE DU DOCUMENT

La structure du document est sous forme de fiches qui marquent les différentes étapes du déroulement d'une opération, et qui listent les tâches des différents acteurs :

› Définition et conception du projet :

- Fiche 1/3 : Les objectifs
- Fiche 2/3 : Choix des bureaux d'études préalables, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS
- Fiche 3/3 : Elaboration du projet et des DCE : travaux et contrôles extérieurs

› Choix des entreprises :

- Fiche 1/2 : Réponses des entreprises aux appels d'offres : Travaux et contrôles extérieurs
- Fiche 2/2 : Choix des entreprises

› Préparation de chantier :

- Fiche 1/1 : Préparation du chantier

› Chantier :

- Fiche 1/2 : Construction de l'ouvrage
- Fiche 2/2 : Opérations préalables à la réception et réception

› **Après la réception :**
  • Fiche 1/1 : Achèvement de l'opération

› **Durant la vie de l'ouvrage :**
  • Fiche 1/1 : Gestion patrimoniale



QUELQUES RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES À LA DATE DE PUBLICATION DU PRÉSENT DOCUMENT (*) :

Relatives à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre :

› Loi M.O.P. 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée

› Décrets 86-664 et 86-665 du 14 mars 1986, relatifs à la conduite d'opération

› Décret 93-1368 du 29 novembre 1993, relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

› Arrêté du 21 décembre 1993, précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé

› Guide à l'attention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre – Loi MOP mis à jour le 28 janvier 2011

Relatives à la passation des marchés publics :

› Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics

› Arrêté du 8 septembre 2009 modifié portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux

› Arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil

› Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de contrôle technique

Relatives à la Santé et la Sécurité :

L'obligation d'intégrer la prévention lors de la conception est fixée par la loi du 6 décembre 1976, confirmée par la Directive Cadre européenne 89/391 du 31 décembre 1989 et transposée en droit français par la Loi 14-14 du 31 décembre 1991

› Code du travail
  • Article L.4121-2 « Principes généraux de prévention des risques»
  • Article L.4211-1 « Le maître d'ouvrage »
  • Article L.4531-1 « Principes de prévention; bâtiments et génie civil »

› Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Relatives à la coordination SPS :

› Code du travail - Articles L.235-1 - R.238-16 - R.238-18

› Loi 93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du code du travail en matière de sécurité et de santé des travailleurs

› Décret 92-158 du 20 février 1992, relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

› Décret 94-1159 du 26 décembre 1994, Déclaration Préalable, Coordonnateur SPS, P.G.C.S.P.S., P.P.S.P.S., D.I.U.O., V.R.D.

› Décret 95-543 du 4 mai 1995, collège interentreprises (C.I.S.S.C.T.)

› Décret 95-607 du 6 mai 1995, travailleurs indépendants

Relative à la réforme anti-endommagement ou réforme DT-DICT :

› Articles L. 554-1 à L.554-5 de la partie législative du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement



- Articles R. 554-1 à R.554-38 de la partie réglementaire du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement
- Arrêté du 15/02/2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
- Norme NF S 70-003-1 de juillet 2012 « Travaux à proximité de réseaux Partie 1 : Prévention des dommages et de leurs conséquences » rendue d'application obligatoire par l'arrêté du 28/06/2012 pris en application de l'arrêté du 15/02/2012 (en cours de révision en 2016)
- Guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement, dont une version 1 du mois de juin 2012 accessible sur le site : http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr (en cours de révision en 2016)
- Norme NF S 70-003-2, Travaux à proximité de réseaux — Partie 2 : Technique de détection.
- Norme NF S 70-003-3, Travaux à proximité des réseaux — Partie 3 : Géoréférencement des ouvrages
- Norme XP S 70-003-4, Travaux à proximité de réseaux — Partie 4: Exemples de clauses particulières dans les marchés de travaux
- Norme XP S 70-003-5, Travaux à proximité de réseaux — Partie 5 : Éléments de mission spécifiques et clauses des marchés de prestations intellectuelles d'ingénierie et de maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage doit s'assurer que tous les intervenants disposent des certifications et habilitations au titre de ces différentes réglementations.

(*) Cette liste est indicative et non exhaustive ; pour la compléter et obtenir les textes dans leur dernière version, le lecteur se reportera utilement sur le site de Legifrance.gouv.fr : http://www.legifrance.gouv.fr/

PRÉVENTION DES RISQUES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Cette Charte Qualité intègre les aspects relatifs à l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnes dans une démarche globale consistant à :

- Intégrer dès la conception des projets les dispositions de prévention des risques pour les phases de construction, d'exploitation et de maintenance des ouvrages ;
- Intégrer ces dispositions dans les dossiers d'appels d'offres, et les prendre en compte dans l'analyse des offres ;
- Identifier et préciser les mesures impératives de prévention des risques et les faire prendre en compte par les entreprises titulaires et leurs sous-traitants sur les chantiers ;
- Développer les compétences pour favoriser la mise en œuvre systématique des mesures de prévention des risques dans les projets de construction (conception, construction, exploitation et maintenance), notamment en formant les chargés d'opération à la prévention des risques.

Une analyse de risques dès la conception est recommandée dans la mesure où elle alimentera les deux documents règlementaires suivants :

- Le DIUO, opposable au maître d'ouvrage ;
- Le DUER, opposable à l'exploitant.

La démarche proposée dans la brochure DTE 127 établie par la CRAMIF permet l'établissement de cette analyse de risques.



Fiche 1/3

LES OBJECTIFS

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

LE MAÎTRE D'OUVRAGE DÉCIDE PAR DÉLIBÉRATION D'APPLIQUER LA CHARTE QUALITÉ*

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Exploitant du réseau d'assainissement
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

› Définit le programme de l'opération :
  - détermine le périmètre des travaux et les objectifs recherchés en cohérence avec le zonage d'assainissement eaux usées (collectif/non collectif), et le cas échéant, eaux pluviales, ainsi qu'avec les documents d'urbanisme, (rue concernée, quartier, hameau... en tenant compte des extensions futures, amélioration du taux de collecte...),
  - fait les premiers choix techniques et environnementaux (protection du milieu, appréciation des coûts sociaux...),
  - fixe le calendrier ;

› Arrête l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération (Informe les financeurs et évalue les conséquences sur le prix de l'eau) ;

› Décide d'appliquer une démarche de prévention sur l'opération, en recherchant dès la programmation et tout au long du projet les techniques et l'organisation nécessaires permettant d'assurer à tout moment l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnels sur le chantier et lors de l'exploitation ultérieure de l'ouvrage ;

› Informe les riverains ;

› Associe les services de la MISEN, l'exploitant et les gestionnaires de voiries et des autres réseaux : Autorisations légales, gestion du pluvial, contraintes du milieu récepteur, etc.

L'EXPLOITANT du réseau d'assainissement :

› Exprime ses besoins (fonctionnels, techniques et technologiques, organisationnels, prévention des risques pour le personnel exploitant et les intervenants extérieurs, etc.) ;

› Indique au maître d'ouvrage les contraintes d'exploitation engendrées par le chantier et la future exploitation des ouvrages nouvellement construits.

Les FINANCEURS :

› Informent le maître d'ouvrage de leurs conditions d'intervention, d'instruction, de décision et de paiement de leurs aides, et de leurs délais propres ;

› Encouragent les démarches de certification ou de labellisation de tous les acteurs.

(*) Si le maître d'ouvrage est privé, il prend la décision d'appliquer la Charte Qualité et indique cette décision par tout moyen qu'il souhaite



Fiche 2/3

CHOIX DES BUREAUX D'ÉTUDES PRÉALABLES, DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET DU COORDONNATEUR SPS

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

OFFRES AVEC MÉMOIRE TECHNIQUE

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Bureau(x) d'études préalables
Maître d'œuvre
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Elabore le (les) dossier(s) de consultation du (des) bureau(x) d'études préalables en proposant des cahiers des clauses techniques détaillés, adaptés au contexte local, et en demandant la rédaction de mémoires techniques ;
- Choisit les offres économiquement les plus avantageuses pour les études, après analyse des mémoires techniques, en tenant compte de la santé et de la sécurité des personnes pour le chantier et pour les interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance sur les ouvrages ;
- S'assure de la maîtrise du foncier et des éventuels passages en servitude sur terrains privés ;
- Lance les études préalables (étude géotechnique documentaire, étude topographique, recensement de l'encombrement du sous-sol, étude de l'habitat, diagnostic des réseaux existants, diagnostic amiante...) ;
- Finalise le programme de l'opération pour la consultation du maître d'œuvre ;
- Elabore le dossier de consultation du maître d'œuvre et y annexe une synthèse du zonage et du programme d'assainissement, les résultats des études préalables, les contraintes liées au foncier et les règles relatives à la prise en compte de l'hygiène, de la santé, et de la sécurité des personnes pour le chantier et l'exploitation ultérieure de l'ouvrage ;
- Choisit le maître d'œuvre ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse après analyse du mémoire technique dans lesquels les éléments de prévention des risques seront développés ;
- Elabore le dossier de consultation du coordonnateur SPS en demandant la rédaction d'un mémoire technique ;
- Choisit le coordonnateur SPS ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, notamment selon les moyens proposés ;
- Détermine la nécessité de désigner un Contrôleur Technique dans le cas de travaux particuliers comportant des ouvrages de génie civil, ou à proximité de bâtiments ou d'ouvrages existants pouvant être déstabilisés par les travaux, ainsi que de mettre en place une procédure de référé préventif ;
- Demande les financements.

Le(s) BUREAU(X) D'ÉTUDES préalables :

- Remet(tent) une offre accompagnée d'un mémoire technique ;
- Réalise(nt) les études et rend(ent) les résultats dans le respect des délais.



Fiche 2/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Prend connaissance des résultats des études préalables ;
- Propose une offre accompagnée d'un mémoire technique (bonne compréhension des contraintes, approche des solutions techniques, approche du coût et du calendrier des travaux, prise en compte de la démarche relative à l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnels sur le chantier et lors de l'exploitation ultérieure de l'ouvrage...).

Les FINANCEURS :

- Prennent connaissance du zonage et du programme d'assainissement le cas échéant ;
- Apportent leurs avis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre à leur demande ;
- Apportent leur concours financier selon leurs modalités d'aide.

LES ÉTUDES PRÉALABLES CONCERNENT :

Etude des parcelles et de l'habitat pour permettre au niveau de chaque parcelle :

- d'identifier l'assainissement en place,
- d'identifier toutes les sorties des eaux usées et des eaux pluviales,
- de définir un projet de raccordement des eaux usées jusqu'au réseau public et d'en estimer le coût dans les conditions fixées par les articles L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales & L.1331-4 du Code de la Santé Publique pour la partie privative, en amont du point de raccordement sur la partie publique du branchement,
- de définir, éventuellement, un projet d'évacuation des eaux pluviales et d'en estimer le coût, suivant les prescriptions fixées dans le zonage eaux pluviales et dans les mêmes conditions que pour le projet de raccordement des eaux usées,
- de positionner la(es) boîte(s) de branchement en limite de propriété en planimétrie et en altimétrie,
- d'identifier les rejets non domestiques (pour élaboration ultérieure des autorisations de rejet),
- de recenser les contraintes (éventuelles) pour réaliser les travaux en toute sécurité.

Cette étude permet de caler le réseau en altimétrie tout en tenant compte dans le projet des futures zones à desservir.

Etude topographique de l'ensemble des secteurs concernés par le projet (rues à assainir, tracé des collecteurs de transfert, etc.). Le relevé topographique doit au moins concerner l'axe de la voirie ainsi que les éléments en surface permettant de renseigner sur l'encombrement du sous-sol, mais aussi un point devant chaque parcelle (correspondant au point envisagé de la (des) boîte(s) de branchement et tous les points singuliers). Ce plan doit être géo référencé en application de la réforme anti-endommagement.

Diagnostic des réseaux d'assainissement existants : Les diagnostics d'état et de fonctionnement des réseaux d'assainissement sont à réaliser ou à réactualiser (curage et inspection visuelle complète récente (idéalement de moins de 6 mois) des réseaux et, le cas échéant, des branchements indispensables lorsque des solutions de réhabilitation des réseaux existants sont envisagées).



Fiche 2/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

Les diagnostics sont des études préalables ou complémentaires d'aide à la décision qui ont pour but de dresser un bilan de fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif, d'éliminer le maximum d'eaux parasites et de mettre en place les améliorations nécessaires au bon fonctionnement des systèmes d'assainissement :

- Reconnaissance des réseaux (mise à jour des plans, visite des ouvrages, visite des regards),
- Identification des parties de réseau en amiante-ciment,
- Campagne de mesure de débit de temps sec,
- Campagne de mesure de débit de temps de pluie,
- Etalonnage de groupes de relèvement et de refoulement,
- Investigations nocturnes,
- Inspections visuelles,
- Contrôle de branchements par fumigation.

La vérification du dimensionnement hydraulique des réseaux peut nécessiter une modélisation éventuelle.

Recensement de l'encombrement du sous-sol : Ce recensement sera fait selon les dispositions de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux (réforme anti-endommagement) : Consultation du télé-service du guichet unique, envoi des Déclarations de projets de Travaux (DT) aux exploitants concernés et réalisation des investigations complémentaires s'il y a lieu, avec report géo-référencé des réseaux identifiés.

Etude géotechnique documentaire qui permet de connaître la nature et le niveau hydrique du sous-sol (nappe, source, roche, sol instable...) à l'emplacement des canalisations et de définir les choix techniques en fonction du milieu environnemental et de l'état du bâti (choix de la nature des tuyaux et/ou des matériaux de réhabilitation, des matériaux de la zone de pose et d'enrobage, des remblais en étudiant la possibilité de réutiliser des déblais extraits, des conditions de réalisation...). Cette étude documentaire peut déboucher sur la définition d'un programme d'investigations géotechniques. On se référera utilement au déroulé et au contenu des missions géotechniques tels que définis par la norme NF P 94-500 relative à la classification et aux spécifications des missions d'ingénierie géotechnique.

En cas de risques identifiés (base de données nationales), prévoir une étude de pollutions des sols en vue de déterminer les conditions de terrassement et d'évacuation des déblais.

Diagnostic amiante, en vue d'établir, le cas échéant, un plan de retrait, suivant la nature des canalisations existantes et de leur environnement immédiat (conduites concessionnaires, enrobés de voirie, etc.).

Si la présence d'amiante est avérée, l'ensemble des acteurs (maître d'œuvre, coordonnateur SPS, entreprises...) devra avoir reçu une formation par un organisme compétent.



Fiche 3/3

ÉLABORATION DU PROJET ET DES DCE
- TRAVAUX
- CONTRÔLES EXTÉRIEURS

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

PRISE EN COMPTE ET DÉFINITION DE LA VALEUR TECHNIQUE DANS LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Bureaux d'études préalables
Maître d'œuvre
Coordonnateur SPS
Exploitant du réseau d'assainissement
Financeurs
Exploitants des autres réseaux
Gestionnaires de voiries

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Gère les problèmes liés au foncier et aux autres contraintes extérieures (environnement, circulation...) ;
- Valide, finance et commande les études complémentaires si nécessaire ;
- S'assure que les dispositions relatives à la réforme anti-endommagement sont bien prises en compte et fait procéder s'il y a lieu à des investigations complémentaires avec report géo-référencé des réseaux identifiés, en vue de renseigner le dossier de consultation ;
- Choisit une solution parmi celles proposées par le maître d'œuvre et valide le projet ;
- Décide du mode et des conditions de consultation ;
- Valide et adopte le DCE travaux en vérifiant notamment que ce dernier :
  - prévoit que les travaux soient réalisés sous Charte Qualité,
  - prévoit au minimum 2 OS (préparation du chantier et travaux),
  - intègre les dispositions de la réforme anti-endommagement, notamment, réponses aux DT et résultats des investigations complémentaires, les mesures techniques et financières particulières si nécessaire,
  - inclue les informations issues des études préalables,
  - rende le fascicule 70-1 du CCTG contractuel,
  - indique les normes existantes à prendre en compte,
  - prévoit que la valeur technique soit le critère prépondérant d'attribution,
  - intègre des critères de développement durable dans la valeur technique de l'offre (tels que réduction des nuisances, tri des déchets, fiches de déclaration environnementales et Sanitaires des composants de canalisations – FDES, bilan carbone du chantier...),
  - demande un plan de gestion des déchets du chantier,
  - prévoit que les exigences en matière d'hygiène, de santé, et de sécurité des hommes durant le chantier, et pour les interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance sur les ouvrages, soient prises en compte (analyse de risques, PGC, orientations du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO).



Fiche 3/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

- Rédige le DCE contrôles extérieurs s'il n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance, en précisant les modalités d'intervention ;
- Finalise son plan de financement et sollicite des financeurs le versement des subventions allouées pour les études préalables ;
- Envoie la déclaration préalable aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT/CRAMIF/CGSS, OPPBTP...).

Le(s) BUREAU(X) D'ÉTUDES préalables :

- Remet(tent) une (des) offre(s) accompagnée(s) d'un mémoire technique ;
- Respecte(nt) les délais.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Prend en compte les études préalables et demande au maître d'ouvrage, si nécessaire, des études complémentaires (investigations géotechniques incluant l'étude de la réutilisation des déblais issus des tranchées, levé topographique complémentaire, études de l'habitat complémentaires, sondages complémentaires pour valider l'encombrement du sous-sol, curage et inspection visuelle...) ;
- S'assure que les dispositions de la réforme anti-endommagement sont bien prises en compte et demande au maître d'ouvrage des investigations complémentaires s'il y a lieu ;
- Elabore une analyse des risques sur le modèle proposé par la brochure DTE 127 de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (CRAMIF) qui sera examinée et validée dès l'attribution du marché de travaux par les acteurs concernés de l'opération (maître d'ouvrage, exploitant, coordonnateur SPS...) ;
- Consulte les exploitants, les gestionnaires au moyen des DT et les services de la police de l'eau si nécessaire ;
- Identifie les contraintes de réalisation des travaux : emprises minimales du chantier (largeur, longueur), incidences sur la circulation des tiers, sur l'activité humaine, économique..., contraintes particulières (limitations sonores, d'horaires ou de périodes de travail, indemnisations éventuelles...), prescriptions de réfections des voiries, continuité de service, etc. ;
- Réalise la conception du projet en s'appuyant sur les conclusions des études préalables et en prenant en compte les contraintes de réalisation :
  - choix d'un tracé et calage altimétrique,
  - choix des canalisations les plus adaptées vis à vis notamment de la nature des sols et des spécificités du projet, et vérification du dimensionnement mécanique des ouvrages suivant le fascicule 70-1 et, le cas échéant, pour la rénovation suivant les recommandations 3R2014 de l'ASTEE,
  - détermination des conditions d'exécution, avec ou sans tranchée, en tenant compte des contraintes spécifiques du projet et des contraintes de site,
  - détermination des conditions de réutilisation des sols extraits : Identification des sols, principes de traitement éventuel et emprises nécessaires,
  - détermination des exigences du projet en matière d'hygiène, de santé et de sécurité du personnel de chantier, d'exploitation et des intervenants extérieurs pour les taches de construction et d'exploitation ;
- Soumet au maître d'ouvrage une (ou éventuellement plusieurs) proposition(s) technique(s) ;
- Associe le coordonnateur SPS au projet dès sa conception, notamment sur les conditions d'exécution des travaux ;
- Fournit une évaluation prévisionnelle du montant des travaux sur la base d'un bordereau des prix adaptés à la spécificité du chantier ;
- Rédige le DCE travaux :
  - en indiquant que les travaux seront réalisés sous Charte Qualité,
  - en prévoyant au minimum 2 OS (préparation de chantier et travaux),
  - en incluant les informations issues des études préalables (notamment l'encombrement du sous-sol),



Fiche 3/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

- en rendant les fascicules du CCTG contractuels (notamment le fascicule 70-1),
- en indiquant les normes existantes à prendre en compte,
- en indiquant que la valeur technique soit le critère prépondérant d'attribution,
- en introduisant des critères de développement durable dans la valeur technique de l'offre (tels que réduction des nuisances, tri des déchets, fiches de déclaration environnementales et Sanitaires des composants de canalisations – FDES, bilan carbone du chantier...),
- en demandant un plan de gestion des déchets du chantier,
- en communiquant l'analyse des risques établie par ses soins au stade de la conception,
- en intégrant le PGC établi par le coordonnateur SPS, et les dispositions qui en découlent,
- en indiquant les orientations du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) ;

› Prépare son plan de contrôle ;

› Soumet le DCE travaux à l'approbation du maître d'ouvrage et propose une grille d'analyse des critères prévus dans le règlement de la consultation, dans laquelle sera identifié un critère indépendant en matière de santé et de sécurité pour le chantier et les interventions ultérieures sur les ouvrages ;

› Rédige le DCE contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance), le soumet à l'approbation du maître d'ouvrage et propose une grille d'analyse des critères prévus dans le règlement de la consultation ;

› Respecte les délais.

Le COORDONNATEUR SPS :

› Ouvre le Registre Journal ;

› Elabore le PGC, simplifié ou non ;

› Donne son avis sur le projet dès sa conception, notamment sur les conditions d'exécution des travaux ;

› Constitue le DIUO en s'appuyant sur l'analyse des risques élaborée par le maître d'œuvre.

L'EXPLOITANT du réseau d'assainissement :

› Conseille le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur les conditions d'exploitation futures, et provisoires durant la phase chantier ;

› Exprime ses besoins (fonctionnels, techniques et technologiques, organisationnels, prévention des risques pour le personnel exploitant et les intervenants extérieurs, etc.).

Les FINANCEURS :

› S'engagent à prendre en compte les études ;

› Apportent leur avis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre ;

› Apportent leur concours financier selon leurs modalités d'aide.

Les EXPLOITANTS des autres réseaux et les GESTIONNAIRES DE VOIRIES :

› Renseignent le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre sur le positionnement de leurs ouvrages conformément aux dispositions de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux et précisent les contraintes à prendre en compte ;

› Valident la programmation des travaux et délivrent les autorisations nécessaires.



Fiche 1/2

RÉPONSES DES ENTREPRISES AUX APPELS D'OFFRES :
- **TRAVAUX**
- **CONTRÔLES EXTÉRIEURS**

CHOIX DES ENTREPRISES

MÉMOIRE TECHNIQUE ADAPTÉ AU CHANTIER

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Entreprises de travaux candidates (+ sous-traitants éventuels)
Fournisseurs et fabricants
Maître d'œuvre
Entreprises de contrôles candidates

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

› Fournit aux entreprises des compléments d'information dans le cadre fixé par la réglementation relative aux marchés publics.

Les ENTREPRISES DE TRAVAUX candidates :

› Remettent une offre accompagnée en particulier d'un mémoire technique adapté au chantier (visite des lieux, motivation des choix techniques, prise en compte des contraintes spécifiques, sécuritaires et environnementales au sens large, caractéristiques des fournitures étayées par les documentations techniques des fournisseurs et fabricants...). Dans ce dernier sont détaillés les dispositions constructives proposées au regard des contraintes du chantier, l'organisation et les dispositions prévues pour la sécurité du chantier, ainsi que le schéma organisationnel qualité et environnement y compris le plan de contrôles intérieurs de l'entreprise ;

› Valident les choix techniques proposés par les fournisseurs, et fournissent les attestations de conformité et de performance des produits et matériaux proposés ;

› Proposent éventuellement les modalités opératoires pour la réutilisation/recyclage des matériaux de déblais et de déconstruction de voirie ;

› Proposent éventuellement des variantes et fournissent un mémoire technique explicitant leur proposition variante, en fournissant les détails des techniques et des technologies, y compris les justificatifs de performances des produits et matériaux.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

› Préconisent des solutions techniques adaptées aux contraintes spécifiques mises en évidence par l'entreprise et apportent les justifications nécessaires ;

› Fournissent aux entreprises les justificatifs de performances des produits et matériaux pour les joindre à leurs mémoires techniques.



Fiche 1/2

CHOIX DES ENTREPRISES

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Assiste le maître d'ouvrage à sa demande lors des visites des lieux par les entreprises ;
- Sur demande du maître d'ouvrage, fournit aux entreprises des compléments d'information dans le cadre fixé par la réglementation relative aux marchés publics.

Les ENTREPRISES DE CONTRÔLES candidates :

- Rédigent une offre accompagnée d'un mémoire technique adapté au chantier, en tenant compte des modalités d'intervention fixées dans le DCE.



Fiche 2/2

CHOIX DES ENTREPRISES

CHOIX DES OFFRES ECONOMIQUEMENT LES PLUS AVANTAGEUSES

ACTEURS :

Maître d'ouvrage (Commission d'Appels d'Offres ou Jury de concours selon le cas)
Maître d'œuvre

Le MAÎTRE D'OUVRAGE (Commission d'Appels d'Offres ou Jury de concours selon le cas) :

- Organise l'ouverture des plis conformément à la réglementation relative aux marchés publics.
- Choisit, après analyse du maître d'œuvre, l'entreprise de travaux qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse et qui respecte les exigences en matière de santé et de sécurité pour le chantier et les interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Choisit l'entreprise de contrôles qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse après analyse de l'assistant à maître d'ouvrage (AMO) ou du maître d'œuvre, le cas échéant.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Analyse les offres et leurs mémoires techniques associés selon les critères d'attribution prévus dans le règlement de consultation des appels d'offres et la grille d'analyse préalablement établie et validée ;
- Rapporte ses analyses à la Commission d'Appels d'Offres.

Le Président de la Commission d'Appels d'Offres peut, par arrêté, se faire assister par des personnes compétentes.



Fiche 1/1

PRÉPARATION DU CHANTIER

PRÉPARATION DE CHANTIER

PAS D'O.S. SANS MISE EN PLACE FORMELLE DES FINANCEMENTS

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Exploitant du réseau d'assainissement
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Exploitant des autres réseaux
Gestionnaires de voiries
Fournisseurs, fabricants
Financeurs
Entreprise de contrôles
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Envoie la déclaration préalable aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT/CRAMIF/CGSS, OPPBTP...) ;
- Informe les riverains et les usagers du service concernés ;
- Participe aux réunions ;
- Pour les ouvrages complexes (par exemple, réseaux comportant des postes de relevage, ou des chambres à sable), organise dès la phase de préparation des travaux une réunion spécifique d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Agréé les sous-traitants éventuels ;
- Vérifie que l'OS1-Préparation des travaux n'est pas donné sans accord préalable des financeurs ;
- S'assure du retour des récépissés des DICT des réseaux sensibles pour la sécurité et de la prise en compte des consignes des exploitants de ces réseaux, et statue sur le démarrage du chantier si ces retours ne sont pas exhaustifs ;
- Définit les conditions de réalisation des opérations de marquage-piquetage, en application de la réforme anti-endommagement ;
- Valide les plannings.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Participe à l'information des riverains ;
- Délivre l'OS 1 après vérification de l'accord des financeurs ;
- Contrôle les retours des récépissés des DICT et la prise en compte des consignes des exploitants des réseaux sensibles pour la sécurité ;
- Programme les réunions et fait les invitations en coordination avec le maître d'ouvrage, avec convocation de tous les acteurs à la réunion de préparation ;
- Participe aux opérations de marquage-piquetage, en application de la réforme anti-endommagement, dans les conditions fixées par la maîtrise d'ouvrage ;



Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

- Participe à la définition des opérations complémentaires de localisation des réseaux (si les investigations complémentaires au sens la réforme anti-endommagement n'ont pas été réalisées avant la passation du marché de travaux - cas dérogatoires ou si elles ont été réalisées, mais qu'elles ne permettent pas d'obtenir le niveau de précision requis pour l'ensemble des ouvrages ou tronçons concernés par l'emprise des travaux), et valide la prise en compte par l'entreprise des résultats de ces opérations ;
- Participe à la définition des contraintes extérieures ;
- Présente son plan de contrôle ;
- Valide les solutions visant à répondre aux contraintes révélées lors de la préparation et valide la nature des produits et matériaux en intégrant les dispositions relatives à l'hygiène, la santé, et la sécurité du personnel de chantier, d'exploitation et des intervenants extérieurs pour les taches de construction, d'exploitation et de maintenance ;
- Valide le planning des contrôles extérieurs ;
- Valide les plans d'exécution et le planning des travaux ;
- Valide le PAQE de l'entreprise de travaux ;
- Pilote et établit les comptes rendus des réunions d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Etablit le compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Participe à l'information des riverains ;
- Envoie les DICT en application de la réforme anti-endommagement ;
- Participe aux opérations de marquage-piquetage, dans les conditions fixées par la maîtrise d'ouvrage, et procède à la matérialisation des réseaux des concessionnaires si la prestation le lui est demandée et s'il dispose de points géo-référencés ou des qualifications nécessaires pour les implanter ;
- Réalise le cas échéant les opérations complémentaires de localisation des réseaux, et procède au piquetage de l'ouvrage à construire pour validation du choix technique de réalisation ;
- Adapte, en tant que de besoin, sa proposition (choix techniques, matériaux, conditions de mise en œuvre, hygiène, santé, sécurité...) aux éventuelles nouvelles contraintes révélées pendant la préparation du chantier, et la soumet au visa du maître d'œuvre ;
- Présente son plan de contrôles intérieurs (fourniture et pose) ;
- Présente son plan de tri des déchets et les sites d'évacuation en favorisant leur valorisation ;
- Présente ses principaux fabricants, fournisseurs et sous-traitants, et s'engage à les informer des principes de la Charte Qualité, et à suivre l'application par ceux-ci de la dite charte en cours d'exécution ;
- Élabore les documents d'exécution (adaptés aux contraintes éventuelles révélées pendant la préparation du chantier), et le planning des travaux ;
- Participe à la visite préalable inspection commune et rédige son PPSPS, simplifié ou non, et le transmet au coordonnateur SPS ;
- Procède dès la phase de préparation des travaux à l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Participe aux réunions des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Informe son personnel sur les dispositions de sécurité à respecter sur le chantier (port des EPI, blindage des fouilles, actions en cas de découverte de réseaux non identifiés...), et s'assure des niveaux de formations requis, notamment en application de la réforme anti-endommagement ;
- Etablit son PAQE destiné à être intégré dans le compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier.



Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Assistent l'entreprise de travaux en tant que de besoin à la validation des choix techniques ;
- Participent ou se font représenter, aux réunions si nécessaire.

L'ENTREPRISE DE CONTRÔLES :

- Organise la mise en place du planning de son intervention, en cohérence avec le déroulement du chantier ;
- Participe aux réunions ;
- Participe à la visite préalable inspection commune et rédige son PPSPS, simplifié ou non, et le transmet au coordonnateur SPS.

L'EXPLOITANT du réseau d'assainissement :

- Valide les dispositions ayant une incidence vis à vis de l'exploitation du réseau, la continuité de service pendant le chantier, l'exploitation ultérieure ;
- Participe aux réunions de chantier et d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages et planifie ses interventions en cohérence avec le déroulement du chantier.

Les EXPLOITANTS des autres réseaux et les GESTIONNAIRES DE VOIRIES :

- Répondent aux DICT et donnent toutes consignes spécifiques relatives à leurs ouvrages ;
- Participent le cas échéant aux opérations de marquage-piquetage dans les conditions fixées par la réforme anti-endommagement ;
- Valident le plan de circulation et les arrêts de stationnement (pour le gestionnaire de voiries et la Police) ;
- Participent aux réunions, en tant que de besoin.

Les FINANCEURS :

- Participent aux réunions le cas échéant.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Organise les visites préalables ou l'inspection commune ;
- Harmonise les PPSPS, simplifiés ou non ;
- Participe aux réunions, en tant que de besoin ;
- Assiste le maître d'ouvrage pour le contrôle du respect des emprises déclarées, des consignes de sécurité et précautions à adopter à proximité de réseaux sensibles ;
- Complète le Registre Journal et le PGC.



Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

TRAME DE LA RÉUNION DE FIN DE PRÉPARATION

› Validation des résultats des sondages préliminaires

› Validation des contraintes et des points sensibles :

- contraintes liées aux riverains et aux usagers,
- contraintes liées au milieu naturel et à l'environnement,
- contraintes et risques liés à la nature du sol,
- contraintes liées à la présence de la nappe et circulation d'eaux souterraines,
- contraintes liées à la gestion des déchets et aux respects des prescriptions environnementales,
- contraintes liées au droit du sol emprunté,
- contraintes liées au bâti,
- contraintes liées aux autres intervenants du chantier et au sol : réseaux existants et exiguïté, difficultés d'accès, distance minimum par rapport aux autres réseaux...,
- contraintes liées à la sécurité : signalisation, blindage...,
- contraintes liées au positionnement des ouvrages : regards, branchements, postes...,
- contraintes liées à la continuité du service,
- etc.

› Au vu des contraintes et points sensibles, confirmation des choix techniques, des matériaux et éléments constitutifs du réseau, des conditions de mise en œuvre

Nota bene : cela comprend notamment l'examen des conditions de calcul définies au fascicule 70-1 du CCTG ou au logiciel 3R2014 de l'ASTEE : nature du terrain, matériaux d'enrobage et de remblais, largeur de la tranchée, qualité des compactages, présence ou non de la nappe, charges de chantier et d'usage, retrait des blindages, hauteur de recouvrement...

› Validation des documents d'exécution

› Validation du mode de réalisation des plans de récolement en classe A

› Présentation par l'entreprise de travaux du plan de contrôle intérieur (Altimétrie, planimétrie, compacité du fond de fouille, du remblai de protection et du remblai complémentaire, contrôles d'étanchéité...) et validation par le maître d'œuvre

› Présentation par le maître d'œuvre de son plan de contrôle. Ce plan de contrôle doit permettre notamment de vérifier que les choix initiaux sont bien respectés

› Présentation des contrôles extérieurs par l'entreprise de contrôles extérieurs

› Présentation des prestations d'assistance par les principaux fabricants si nécessaire

› Choix des lieux d'implantation de la base de vie et de raccordements aux réseaux, de stockage des matériaux et la destination des déblais

› Remise et présentation des PPSPS

› Recalage du planning, y compris contrôles extérieurs.

› Mise à jour du PAQE. par l'entreprise des travaux



	M. ouvrage	M. œuvre	Entreprise de travaux	Fournisseurs et fabricants	Entreprise de contrôles	Exploitant réseaux d'assainissement	Exploitants des autres réseaux	Gestionnaires de voiries	Coordonnateur SPS	Coordonnateur SPS
Autorisations de voirie	i	P	X	-	-	-	-	V	-	i
Informations des riverains	X	P	P	-	-	i	-	-	-	i
OS1 (Ordre de Service) de préparation de chantier	(V)	X	P	-	i	-	-	-	i	i
DICT	i	i	X	-	-	P	P	-	-	i
Piquetage (réseau existant) et sondages complémentaires (confirmation réseau)	i	P	(V)/(X)	-	-	P	P	-	-	i
Sondages terrain	i	P	X	-	-	P	P	-	-	(P)
Réunion intermédiaire de préparation	X	X	X	(P)	(P)	X	(P)	(P)	(P)	X
Visite préalable inspection commune	(P)	P	X	(P)	(P)	(P)	(P)	(P)	-	X
Plans d'exécution (plans adaptés aux contraintes éventuelles révélées pendant la préparation)	(P)	V	X	(P)	-	(V)	-	-	-	P
Piquetage du réseau à réaliser	P	V	X	-	-	P	-	-	-	i
Opérations de marquage piquetage	X	P	P	-	-	(P)	(P)	-	-	i
Examen des contraintes d'organisation et d'interface installations de chantier, circulation, environnement, etc.)	(V)	V	X	-	P	P	P	P	-	V
Plannings des travaux et des contrôles extérieurs	V	V	X	P	X	i	i	i	i	P
Réunion fin de préparation	X	X	X	(P)	X	X	(P)	(P)	(P)	X
Plan d'assurance qualité	(V)	V	X	(P)	X	-	-	-	-	i
Rédaction et diffusion du compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier	V	X	P	i	i	i	i	i	i	i
OS2 travaux	(V)	X	P	i	i	i	i	i	i	i
OS contrôles extérieurs	(X)/(V)	i/(X)	i	i	P	i	-	-	i	i

V= validation – (V) = éventuellement – X = ceux qui font – (X) = éventuellement P = participant (P) = éventuellement i = les informer



Fiche 1/2

CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

CHANTIER

PAS D'OS TRAVAUX AVANT LA DIFFUSION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE FIN DE PRÉPARATION DU CHANTIER

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Fournisseurs, fabricants
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Délivre l'OS des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance ;
- Participe aux réunions de chantier et d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages en tant que de besoin ;
- Informe le coordonnateur SPS d'éventuels sous-traitants désignés en cours d'exécution ;
- Sollicite des financeurs le versement d'acomptes de subventions au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Délivre l'OS2 travaux, et l'OS des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Organise le suivi du chantier (réunions de chantier, rédaction et envoi des comptes rendus) en s'assurant du respect de l'organisation et des mesures mises en place pour la sécurité du chantier ;
- Suit le chantier sur les plans technique, financier et de la sécurité (en liaison avec le coordonnateur SPS) ;
- Applique son plan de contrôle et vérifie notamment la conformité des produits et matériaux (marquages et certifications) au regard du marché de travaux ;
- Met à jour l'analyse des risques au fur et à mesure des décisions prises en réunion ;
- Informe le maître d'ouvrage du déroulement de l'opération ;
- Vérifie l'application des décisions du compte rendu de la réunion de fin de préparation du chantier ;
- S'assure du respect des contraintes environnementales, de l'organisation et des mesures mises en place pour la sécurité du chantier.



Fiche 1/2

CHANTIER

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Assure préalablement l'installation de chantier ;
- Sensibilise son personnel aux aspects environnementaux du chantier ;
- Maintient en permanence le marquage piquetage des réseaux réalisé en phase préparation de chantier ;
- Réalise les travaux conformément au marché et aux textes réglementaires en vigueur, au PAQE et aux procédures associées ;
- Met en œuvre son plan de contrôle intérieur et transmet les résultats au maître d'œuvre ;
- Contrôle la conformité au marché à la commande des produits et matériaux à la livraison, et conserve les bons de livraison ;
- S'assure que les conditions de stockage et de mise en œuvre des fournitures et matériaux sur le chantier sont conformes aux dispositions du marché et aux préconisations des fournisseurs et fabricants ;
- S'assure que les conditions réelles de chantier et d'utilisation des matériaux sont bien celles prévues au marché et validées lors de la préparation de chantier ;
- Met en œuvre les décisions du compte rendu de la réunion de fin de préparation du chantier ;
- Met en place les dispositions lui permettant si cette tâche lui incombe de faire les levés topographiques des nouveaux ouvrages et des autres réseaux rencontrés dans les fouilles, ainsi que des inter-distances entre réseaux pour répondre aux obligations de la réforme anti-endommagement ;
- Gère ses sous-traitants et fournisseurs ;
- Informe le maître d'œuvre des non conformités éventuelles, propose des solutions pour les lever dans le respect des dispositions de son PAQE et les mets en œuvre après validation par le maître d'œuvre et acceptation du maître d'ouvrage ;
- Met en place l'organisation et les mesures de prévention des risques liés au chantier prévues dans le PGC et son PPSPS ;
- Demande la réception des travaux.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Fournissent une notice précisant le domaine d'emploi ainsi que les conditions d'utilisation, de manutention et de mise en œuvre des produits et matériaux ;
- Fournissent dans les délais les produits demandés conformément à la commande et à leurs engagements ;
- Fournissent des produits certifiés et/ou apportent la preuve de la conformité de leurs produits aux exigences spécifiées ;
- Fournissent, si nécessaire, une assistance technique à la mise en œuvre.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Suit la sécurité et l'hygiène du chantier ;
- Complète et tient à jour le Registre Journal, et veille au respect par l'entreprise de ses consignes ;
- Participe en tant que de besoin aux réunions de chantier et aux réunions d'analyse de risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des problèmes éventuels ;
- Complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier ;
- Coordonne les PPSPS ;
- Complète le DIUO.



Fiche 2/2

OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION ET RÉCEPTION

CHANTIER

LES OPR PEUVENT SE DÉCLENCHER PENDANT LE CHANTIER

CONTROLES EXTÉRIEURS PRÉVUS PAR LE FASCICULE 70-1 ET DANS LES CONDITIONS DE L'ARTICLE 10 DE L'ARRÊTÉ DU 21 JUILLET 2015 (INDÉPENDANCE DE L'ORGANISME DE CONTRÔLE ET SOUS ACCRÉDITATION)

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Fournisseurs/fabricants
Entreprise de contrôles extérieurs
Exploitant du réseau d'assainissement
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Valide les points de contrôle, et vérifie les rapports des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Valide le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Signe le PV de réception après levée de toutes les non-conformités éventuelles ;
- Transmet, après visa du maître d'œuvre, le DOE et l'analyse de risques des interventions ultérieures sur les ouvrages, mise à jour par l'entreprise de travaux, au coordonnateur SPS pour finalisation du DIUO et à l'exploitant du réseau ;
- Transmet aux financeurs les résultats des essais (si ceux-ci les ont demandés).

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Participe au choix des points de contrôle ;
- Informe l'exploitant, les fabricants et fournisseurs des dates et lieux des essais préalables à la réception des travaux ;
- Vérifie les rapports des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Prend en compte les conclusions de l'entreprise de contrôles, et propose au maître d'ouvrage le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Propose au maître d'ouvrage de signer la réception après levée de toutes les non-conformités éventuelles ;
- Finalise l'analyse des risques après mise à jour par l'entreprise de travaux et la transmets au coordonnateur SPS afin d'être jointe au DIUO de l'opération ;



Fiche 2/2

CHANTIER

- Réunit et vérifie les éléments constitutifs du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, fiches de non-conformités éventuelles, etc.) et les transmet au maître d'ouvrage dans les délais fixés dans les marchés.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Participe au choix des points de contrôle ;
- Propose le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Traite, en tant que de besoin, ces non-conformités ;
- Constitue les éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement établis avec une précision de classe A minimale suivant les dispositions de la réforme anti-endommagement en matière de géo-référencement, fiches produits, fiches de non-conformités éventuelles traitées, dossier de maintenance des équipements, etc.) et les transmet au maître d'œuvre dans les délais fixés par le marché de travaux ;
- Met à jour l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages, et la remet au maître d'œuvre.

L'ENTREPRISE DE CONTRÔLES :

- Réalise les contrôles conformément à son marché aux règles de l'art (norme NF EN 1610, fascicule 70-1, guide technique pour la réception des réseaux d'assainissement publié par l'ASTEE) ;
- Vérifie la conformité de l'ouvrage aux exigences spécifiées dans le marché travaux ;
- Respecte les délais de rendu des rapports.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Sont invités à participer en tant que de besoin aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Assistent le maître d'œuvre et l'entreprise de travaux, à leur demande, lors de la recherche des causes de non-conformités éventuelles ;
- Apportent leurs conseils, si nécessaire, sur les solutions proposées pour le traitement des éventuelles non-conformités.

L'EXPLOITANT du réseau d'assainissement :

- Participe en tant que de besoin aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Apporte son avis au maître d'ouvrage sur les propositions de traitement des non-conformités éventuelles.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Finalise le DIUO qui intègre l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages remise par le maître d'œuvre et le transmet au maître d'ouvrage.



Fiche 1/1

ACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION

APRES LA RÉCEPTION, SOLDE DES MARCHÉS ET DES AIDES

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (+ sous traitants)
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Solde tous les marchés : BET, entreprise de travaux, sous-traitants entreprise de contrôle, maître d'œuvre, AMO, coordonnateur SPS... ;
- Fournit aux financeurs, si demandés, les résultats des contrôles préalables à la réception ;
- Demande le solde des aides ;
- Informe les riverains de la date de mise en service du réseau et rappelle le délai maximal pour se raccorder ;
- Pendant le délai de garantie prévu au marché, formule le cas échéant des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Contrôle le projet de décompte final des entreprises ;
- Propose le décompte général et définitif et le paiement du solde au maître d'ouvrage ;
- Pendant le délai de garantie, prend en compte le cas échéant les réserves sur des malfaçons et s'assure de la réalisation des travaux permettant de remédier à tous les désordres signalés.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Etablit un projet de décompte final ;
- L'envoie au maître d'œuvre ;
- Pendant le délai de garantie, est tenue à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle elle doit remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Les FINANCEURS :

- Réceptionnent et étudient les documents nécessaires au solde comme prévu dans la convention d'attribution de l'aide ;
- Soldent les aides en respectant leurs procédures, leurs engagements et leurs délais.

Rappel : après la mise en service, les riverains ont deux ans pour se raccorder au réseau d'assainissement (cf. code de la santé publique article L 1331-1). Le maître d'ouvrage avec l'aide de l'exploitant du réseau s'assure de la réalisation conforme des branchements en domaine privé dans ce délai.



Fiche 1/1

GESTION PATRIMONIALE

DURANT LA VIE DE L'OUVRAGE

CGCT ARTICLES R.2224-6 ET R.2224-10 A R.2224-17 ARRÊTÉ DU 21 JUILLET 2015 DU MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

ACTEURS :

Maître d'ouvrage
Exploitant du réseau d'assainissement

Le MAÎTRE D'OUVRAGE :

- Remet l'ouvrage à son exploitant, avec, en cas de délégation, établissement d'un PV de remise comprenant en annexe le DOE et le DIUO ;
- Enregistre l'ouvrage dans ses outils de gestion du patrimoine (SIG...) : Localisation, date de réalisation, caractéristiques dimensionnelles (diamètres, profondeurs, pentes...), matériaux constitutifs, ouvrages spécifiques, autres données (nature des sols, environnement immédiat...)... Les données du DOE et du DIUO sont également enregistrées, archivées, et introduites dans le Document Unique ;
- Met en place dans son budget l'amortissement de l'ouvrage ;
- Transmet annuellement les résultats de suivi du fonctionnement de l'ouvrage (autosurveillance) aux autorités de contrôle ;
- Etablit suivant une fréquence n'excédant pas 10 ans un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées selon les prescriptions de l'article 12 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

L'EXPLOITANT du réseau d'assainissement :

- Prend en charge l'exploitation de l'ouvrage ;
- Enregistre les nouveaux ouvrages sur le Guichet Unique* ;
- Enregistre l'ouvrage dans ses outils de suivi de l'exploitation : Programme d'entretien préventif (curage, ITV...) en tenant compte des données du DIUO, programme d'autosurveillance (débits, flux rejetés...)..., ainsi que dans ses outils de modélisation ;
- Enregistre et archive les dysfonctionnements constatés au cours de la vie de l'ouvrage : Obstructions, casses, mises en charge, production d'H2S, corrosion ou autre altération... en précisant tous les éléments nécessaires pour constituer une base de données aussi fiable et aussi complète que possible, et permettre une bonne exploitation ultérieure (type, localisation précise, date, diagnostic et actions correctives, nature des sols...) ;
- Réalise le contrôle de conformité des branchements (existants et nouveaux) ;
- Réalise le contrôle des rejets non domestiques autorisés par arrêté ;
- S'assure que les conditions d'exécution des opérations de curage n'entraînent pas une dégradation prématurée des ouvrages ;
- Met en place des indicateurs de performance (Etat physique, fonctionnement, impacts des dysfonctionnements...).

(*) En application notamment des dispositions du décret n° 2010-1600 du 20 décembre 2010 relatif au Guichet Unique créé en application de l'article L. 554-2 du code de l'environnement



ANNEXE 1

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AEP	Alimentation en Eau Potable
AMO	Assistant à Maître d'Ouvrage
AOR	Assistance aux Opérations de Réception
ASTEE	Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (anciennement AGHTM)
AVP	Etudes d'Avant-Projet
BET	Bureau d'Etudes Techniques
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et Santé au Travail
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
CGSS	Caisse Générale de Sécurité Sociale (outre-mer seulement)
COFRAC	Comité Français d'Accréditation
CRAMIF	Caisse Retraite d'Assurance Maladie d'Ile de France
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
DIA	Etudes de Diagnostic
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
DIUO	Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DT	Demande de projet de Travaux
DUER	Dossier Unique d'Evaluation des Risques
EP	Eaux Pluviales
EPI	Equipement de Protection Individuelle
H2S	Hydrogène Sulfuré (gaz mortel pouvant être présent dans les réseaux)
ITV	Inspection Télévisée
MISEN	Missions Inter-Services de l'Eau et de la Nature
MOA	Maître d'Ouvrage
MOE	Maître d'œuvre
MP	Marquage Piquetage
OPC	Organisation Pilotage Coordination
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
OPR	Opérations Préalables à la Réception
OS	Ordre de Service
PAQ	Plan d'Assurance Qualité
PAQE ou PAE	Plan d'Assurance Qualité Environnementale ou Plan d'Assurance Environnemental
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier Sécurité Protection Santé
PRO	Etudes de Projet
PV	Procès-Verbal
RRR 98	Recommandations pour la Réhabilitation de Réseaux 1998
3R2014	Note de calculs 3R2014
SIG	Système d'Information Géographique
SPS	Sécurité et Protection de la Santé
VISA	Visa des Documents d'Exécution



ANNEXE 2

LEXIQUE

Zonage d'assainissement

Il délimite sur la commune les zones d'assainissement collectif et les zones relevant de l'assainissement non collectif, ainsi que les zones où des dispositions doivent être prises vis à vis des eaux pluviales en application de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (limitation de l'imperméabilisation des sols, maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales, nécessité d'installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement).

Programme d'opération

Il définit les objectifs de l'opération, les besoins qu'elle doit satisfaire, les contraintes et exigences relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage (qualité sociale – urbanistique – architecturale – fonctionnelle – technique et économique – d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement).

Fascicule n°70-1 « ouvrages d'assainissement » du CCTG

Règles techniques applicables à la pose des réseaux d'assainissement à écoulement libre.

Mieux-disant

Entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

Contrôles extérieurs

Contrôles exercés par un opérateur accrédité indépendant de l'entreprise chargée des travaux, pour le compte du maître d'ouvrage.

Contrôles intérieurs

Contrôles par l'entreprise de ses propres tâches :

autocontrôle : contrôle exercé par chaque intervenant à l'intérieur de son organisation pour s'assurer de la qualité de sa production ou de sa prestation ;

contrôle interne : opérations de surveillance, de vérifications, d'essais exercées sous l'autorité du responsable de la fabrication ou de la production dans les conditions définies par le PAQ ;

contrôle externe : opérations de surveillance, de vérifications, d'essais exercées par du personnel de l'entreprise indépendant de la chaîne de production ou par un organisme extérieur mandaté par l'entreprise.

Plan d'assurance qualité

Document explicitant, pour un chantier donné, les dispositions d'organisation et de contrôle prises par l'entreprise pour réaliser l'ouvrage et atteindre la qualité requise.

Plan d'Assurance Qualité Environnementale

Document explicitant, pour un chantier donné, les dispositions prises par l'entreprise en matière de limitation des impacts sur le plan environnemental

Guide technique pour la réception des réseaux d'assainissement neufs

Guide technique pour l'accréditation concernant les contrôles d'étanchéité, de compactage et les inspections de réception des réseaux d'assainissement.

Dossier des ouvrages exécutés

Il comprend notamment les plans de récolement, les notices de fonctionnement...

Etude géotechnique

L'étude géotechnique consiste tout d'abord en une recherche documentaire basée sur les cartes géologiques, l'expérience antérieure, les dossiers archivés, les enquêtes et les levés de terrain, etc. Cette étude doit permettre de connaître la nature et le niveau hydrique du sous-sol (nappe, source, roche, sol instable...) à l'emplacement des canalisations et de définir les choix techniques en fonction du milieu environnemental et de l'état du bâti (choix de la nature des tuyaux et/ou des matériaux de réhabilitation, des matériaux de la zone de pose et d'enrobage, des remblais en étudiant la possibilité de réutiliser des déblais extraits, des conditions de réalisation...). Cette étude répond aux objectifs de la phase 1 des études géotechniques définies dans le fascicule 70-1 version 2003.

Cette recherche documentaire peut déboucher sur la définition d'un programme d'investigations géotechniques : techniques géophysiques, sondages, essais in situ, essais de laboratoire... qui seront à interpréter pour atteindre les mêmes objectifs que précédemment.

Le traitement de problèmes spécifiques ou de risques peu fréquents (dimensionnement d'un rabattement par puits drainants, localisation précise de cavités souterraines, caractérisation de la résistance de sols rocheux, etc.) nécessite des moyens et des méthodes particuliers.



On se référera utilement au déroulé et au contenu des missions géotechniques tels que définis par la norme NF-P-94-500 relative à la classification et aux spécifications des missions d'ingénierie géotechnique.

Plan de contrôle

Document décrivant les dispositions spécifiques mises en œuvre pour effectuer le contrôle sur le chantier.

Certification

C'est la reconnaissance, par un organisme indépendant du fabricant ou du prestataire de service, de la conformité d'un produit, service, organisation ou personnel à des exigences fixées dans un référentiel.

Norme NF EN 1610 « mise en œuvre et essai des branchements et collecteurs d'assainissement »

Elle spécifie la mise en œuvre des branchements et collecteurs d'assainissement habituellement enterrés dans le sol et fonctionnant en écoulement libre et les modalités des contrôles et essais préalables à la réception.

Dossiers des interventions ultérieures sur l'ouvrage

Ensemble des éléments (plans, notices, prescriptions...) permettant d'assurer les interventions ultérieures dans le respect normatif de la sécurité.

Marquage CE

C'est un marquage réglementaire et obligatoire qui permet aux produits de circuler librement dans l'espace européen. Les produits marqués CE sont présumés conformes (auto-déclaration du fabricant pour les produits d'assainissement) à la partie harmonisée aux normes « produits » européennes (annexe ZA).

Marque NF

Elle certifie que les performances des produits sont conformes au référentiel de certification, basé sur les normes européennes et leurs compléments nationaux d'application et que les produits sont aptes à la réalisation d'ouvrages conformément au fascicule 70-1 du CCTG. Elle garantit que les exigences ont été contrôlées par un organisme tiers et qu'elles sont respectées de façon continue par le fabricant.

Prévention intégrée

Prise en compte de la prévention des risques dès la conception de l'ouvrage (loi de 1976 et directive 89-391)

Réforme anti-endommagement ou réforme DT-DICT

Réglementation qui concerne les travaux à proximité des réseaux applicable depuis le 1er juillet 2012



ANNEXE 3

CHRONOLOGIE SYNTHÉTIQUE D'UNE OPÉRATION D'ASSAINISSEMENT

ENQUÊTE PUBLIQUE DU ZONAGE D'ASSAINISSEMENT APPROUVÉE

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

Missions	Acteurs
Décision de réaliser les études de faisabilité des travaux	Maître d'ouvrage
Choix du ou des assistant(s) à maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage
Définition du programme des travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle et appel aux Financeurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à Maître d'ouvrage
Décision de réaliser les travaux	Maître d'ouvrage
Élaboration du DCE pour les études préalables et le choix du bureau d'études préalables	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Rendu des études préalables	Bureau d'Etudes Préalables
Validation des études préalables	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Finalisation du programme des travaux pour consultation du maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Choix du maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Choix du coordonnateur S P S	Maître d'ouvrage
Définition du mode et des conditions de consultation de l'entreprise de travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Conception du projet et proposition au maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
Rédaction du PGC et du DIUO	Coordonnateur SPS
Validation du projet	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Proposition du DCE travaux au maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
Validation du DCE travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Élaboration du DCE contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Validation du DCE contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Déclarations préalables (IT, CRAM...)	Maître d'ouvrage

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



CHOIX DES ENTREPRISES ET PRÉPARATION DU CHANTIER

Missions	Acteurs
Lancement des consultations des entreprises	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Remise des offres « travaux» accompagnées d'un mémoire technique adapté au chantier	Entreprises de Travaux
Remise des offres « contrôles Extérieurs » accompagnées d'un mémoire technique adapté	Entreprises de Contrôles Extérieurs
Analyses des offres des entreprises de travaux	Maître d'œuvre
Choix de l'entreprise de travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Analyses des offres des entreprises de contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Choix de l'entreprise de contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage
Notification des marchés « travaux» et «contrôles extérieurs »	Maître d'ouvrage
Délivrance de l'OS pour la préparation du chantier (OS1)	Maître d'œuvre
Préparation du chantier	Maître d'œuvre + Coordonnateur S P S + Entreprises de Travaux + Fournisseurs et Fabricants + Entreprises de Contrôles Extérieurs + Exploitants + gestionnaires de voiries et autres réseaux
Réunion de fin de préparation	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage + Maître d'œuvre + Coordonnateur S P S + Entreprises de Travaux + Fournisseurs et fabricants + Entreprises de Contrôles Extérieurs + Exploitant + gestionnaires de voiries et autres réseaux + Financeurs

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



CHANTIER

Missions	Acteurs
Délivrance de l'OS pour le démarrage des travaux (OS2)	Maître d'œuvre
Délivrance OS contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Marquage piquetage	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage + Maître d'œuvre + Coordonnateur S P S + Entreprises de Travaux + Exploitant + gestionnaires de voiries et autres réseaux
Réalisation du chantier	Entreprises de Travaux (+ Fournisseurs et Fabricants)
Suivi du chantier	Maître d'œuvre (+ Coordonnateur S P S)
Réunions de chantier	Maître d'œuvre + Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage + Coordonnateur S P S + Entreprises de Travaux + Fournisseurs et Fabricants + Entreprises de Contrôles Extérieurs + Exploitant + gestionnaires de voiries et autres réseaux
Contrôles extérieurs	Entreprises de Contrôles Extérieurs + Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Traitement des non conformités éventuelles	Maître d'œuvre + Entreprises de Travaux
Validation du traitement des non conformités	Maître d'ouvrage
Remise du Dossiers des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, etc.)	Entreprises de Travaux
Contrôle du Dossiers des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, etc.)	Maître d'œuvre
Envoi du DOE au Coordonnateur SPS	Maître d'ouvrage
Proposition de réception des travaux	Maître d'œuvre
Réception des travaux	Maître d'ouvrage

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



ACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION

Missions	Acteurs
Etablissement d'un projet de décompte final	Entreprises de Travaux
Proposition du décompte général et définitif et du paiement du solde au Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
Finalisation du DIUO	Coordonnateur SPS
Solde de tous les marchés : BET, entreprise de travaux, sous-traitants, entreprise de contrôles, maître d'oeuvre, assistant(s) à maître d'ouvrage, coordonnateur SPS...	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Demande aux Financeurs du solde des aides	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Solde des aides	Financeurs

DURANT LA VIE DE L'OUVRAGE

Missions	Acteurs
Remet l'ouvrage à son exploitant	Maître d'ouvrage
Enregistre l'ouvrage dans ses outils de gestion du patrimoine et met en place son amortissement	Maître d'ouvrage
Transmet annuellement les résultats de suivi de fonctionnement	Maître d'ouvrage
Diagnostic du système d'assainissement des eaux usées	Maître d'ouvrage
Prend en charge l'exploitation de l'ouvrage et l'enregistre dans ses outils de suivi	Exploitant
Enregistre et archive les dysfonctionnements constatés	Exploitant
Réalise les contrôles de conformité des branchements, des rejets non domestiques et des conditions de curage	Exploitant
Assure les opérations d'entretien et de maintenance nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages	Exploitant
Met en place des indicateurs de performance	Exploitant



LISTE DES SIGNATAIRES

Les représentants de l'Etat

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

Les représentants des maîtres d'ouvrage

Charles-Eric Lemaignen, Président

Olivier Landel, Délégué général

André Flajolet, Président de la commission Environnement et développement durable

Guy Geoffroy, Président

Luc Strehaiano, Vice-Président

Les collectivités territoriales

Fabien Le Port, Président

Patrick Berger, Président



Les établissements publics

Paul Michelet, Directeur Général

Olivier Thibault, Directeur Général

Martin Gutton, Directeur Général

Marc Hoeltzel, Directeur Général

Patricia Blanc, Directrice Générale

Laurent Roy, Directeur Général

Laurent Bergeot, Directeur Général

Les bureaux d'études et entreprises de pose

Alain-Henri Bellec, Président

Sébastien Pailhès, Président du GT Eau

Christine Berard, Présidente

Bruno Cavagné, Président

Alain Grizaud, Président

Michel Bonvalot, Président

Patrick Le Gal, Président

Les sociétés de contrôle

Gilles Giora, Président

Thierry Lozach, Président



Les fournisseurs

Pascal Farjot, Président

Benoit Hennaut, Président

Raoul Voisinet, Président

Marc-Antoine Blin, Président

Alain Bénichou, Président

Christian Jacob, Président du Groupe Assainissement

Philippe Le Treust, Président du Département Cycle de l'Eau

Les chartes

Pierre-Alain Roche, Président

ADOUR GARONNE
Sandrine Gardrat, Présidente

ARTOIS PICARDIE

ILE-DE-FRANCE
Emmanuel Pezet, SIARP

LANGUEDOC ROUSSILLON
Michel Benedetti, Président

NORMANDIE
Charles Revet, Président

MARNE MEUSE HAUTE-MARNE

AISNE ARDENNES OISE
Christelle Fremaux, Présidente





Santé, sécurité et prévention

Paul Duphil, Secrétaire général

Marine Jeantet, Directrice des Risques Professionnels

Les autres organismes professionnels

Tristan Mathieu, Délégué Général

Jean-Christophe Maistre

Gilles Bernardeau, Directeur Général

Roger Maxime, Directeur Nantes

Robert Olivé, Président

Marc-Yvan Laroye, Directeur Adjoint

François Guillot, Président

Denis Roynette, Président

Guy Bessiere

François Leparmentier, Vice-Président

Patrick Broud, Président

Daniel Flamme, Président

Patrice Dupont, Président



ASTEE
51 rue Salvador Allende
92027 NANTERRE CEDEX
Tel : 01 41 20 17 60
e-mail : astee@astee.org

La charte est disponible sur le site Internet
www.astee.org







Charte nationale de qualité des réseaux d'assainissement

astee
association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement



Version 2
MAI 2016

CHARTE
Qualité des Réseaux d'Eau Potable







Charte nationale de qualité des réseaux d'eau potable

astee
association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement



Introduction

Le service public de l'eau en France bénéficie d'une bonne image de la part des usagers, reflétant ainsi les efforts réalisés au cours des décennies passées pour en faire un service performant. Constitué à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle dans les villes et principalement après la seconde guerre mondiale jusque dans les années 80, en accompagnant les besoins des territoires (populations, industries...), ce service s'appuie sur un réseau particulièrement imposant de plus de 900 000 km de canalisations et près de 24 millions de branchements. Ce réseau, en partie vieillissant, doit faire l'objet d'entretien, de maintenance et de travaux de rénovation importants afin de maintenir un haut niveau de service public et prévenir la dégradation de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine.

En France, les pertes d'eau représentent environ 1/4 des volumes produits. Il s'agit des pertes physiques (les fuites sur conduites, branchements ou autres accessoires du réseau) et des pertes commerciales (erreurs de comptage, consommations non comptées, vols d'eau...). Ces pertes, en particulier les fuites, ont un impact négatif sur le milieu naturel, mais induisent aussi des coûts inutiles pour les collectivités et les usagers : énergie et réactifs pour la production d'eau, réparations des fuites, dégradations de voiries, inondations de bâtiments, interruptions du service...

De ce fait, le Grenelle de l'environnement a fixé des objectifs à atteindre en termes de rendements, qui imposent une meilleure gestion patrimoniale des réseaux. A côté des tâches d'exploitation, d'entretien et de maintenance, comme la sectorisation, la recherche des fuites ou la régulation de pression, la mise en place d'une véritable politique de renouvellement est une des réponses à cet objectif d'amélioration.

Le renouvellement des infrastructures va donc devenir un enjeu majeur pour les prochaines années, même si l'urgence est à relativiser en fonction du contexte local et de l'historique de pose des réseaux.

De plus, le vieillissement des canalisations est susceptible d'engendrer une altération de la qualité organoleptique, microbiologique ou physico-chimique de l'eau distribuée, résultant de phénomènes de corrosion (cas des canalisations métalliques et des bétons), de dégradation (cas des canalisations organiques) ou de relargage de substances indésirables (cas de certains revêtements intérieurs). C'est pourquoi l'entretien, la maintenance et le renouvellement des réseaux constituent également un enjeu sanitaire essentiel.

Les collectivités vont donc se trouver face à un besoin important de renouvellement, variable selon les contextes, mais qui va s'accentuer en moyenne dans les années à venir. Ces investissements doivent s'inscrire dans une véritable logique de développement durable, en ancrant dans le long terme ces réseaux de seconde génération pour assurer la pérennité de ce patrimoine. Alors que les contraintes financières sont fortes pour les collectivités, il importe d'optimiser ces opérations. Pour garantir la fiabilité des investissements sur le long terme, les modalités d'interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance des ouvrages et l'impact sur la santé des intervenants doivent également être pris en compte.

La présente Charte Qualité, élaborée en concertation avec les acteurs du service public de l'eau, définit les principes de bonnes pratiques, issus de l'expérience de chacun. Plus qu'un document, cette Charte Qualité est avant tout une démarche nationale partenariale fixant les objectifs de chacun des acteurs. Sa mise en application locale passe par la décision du maître d'ouvrage de réaliser son opération sous Charte Qualité, et par l'adhésion des autres partenaires, depuis l'assistant au maître d'ouvrage, au début de l'opération, jusqu'à l'exploitant du réseau d'eau potable après la réception de l'ouvrage construit.

La Charte Qualité ne se substitue ni aux textes réglementaires et autres référentiels en vigueur, ni aux missions des différents acteurs, ni à leur savoir-faire. Elle gère les interfaces entre les partenaires et traite à ce titre de l'organisation mise en place depuis les études initiales jusqu'à la mise en service (ou la remise en service dans le cas de réhabilitation) de la conduite.
Sous Charte Qualité, tous les partenaires s'engagent notamment à :

- Choisir tous les intervenants selon le principe du mieux disant ;
- Réaliser des études préalables complètes et à les prendre en compte ;





- Examiner et proposer toutes les techniques existantes et celles innovantes dans le domaine ;
- Organiser une période de préparation préalable au démarrage du chantier ;
- Exécuter chacune des prestations selon un processus qualité pré établi et maîtrisé ;
- Contrôler et valider la satisfaction aux exigences pré-définies des ouvrages réalisés ;
- Contribuer à une meilleure gestion patrimoniale ;
- Intégrer, dès la conception du projet, tout au long de sa réalisation, et pour son exploitation future, les dispositions de prévention des risques dans le cadre des Principes Généraux de Prévention.

Ce texte implique toutes les parties prenantes, maîtres d'ouvrage, assistants à maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, entrepreneurs, fabricants, entreprises de contrôle, exploitants du réseau d'eau potable, coordonnateurs SPS et financeurs... et précise clairement le champ d'actions et les responsabilités de chacun, ainsi que les interfaces, afin de garantir une opération de qualité.

L'application de cette Charte Qualité assure d'une meilleure maîtrise des coûts de réalisation, d'exploitation et de renouvellement, ainsi qu'une meilleure gestion des délais d'exécution. En ce sens, elle sert de guide aux collectivités-maîtres d'ouvrages pour permettre le maintien de l'excellence de nos services publics d'eau potable et constituer un référentiel sur lequel s'établiront les échanges avec les parties prenantes.





SOMMAIRE

6 Les acteurs
6 La structure du document
7 Quelques références législatives et réglementaires à la date de publication du présent document
8 Prévention des risques des accidents du travail et des maladies professionnelles

9 > 17 DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET
9 Fiche 1/3 : **Les objectifs**
11 Fiche 2/3 : **Choix des bureaux d'études préalables, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS**
14 Fiche 3/3 : **Elaboration du projet - Consultations pour la réalisation des travaux et contrôles extérieurs**

18 > 20 CHOIX DES ENTREPRISES
18 Fiche 1/2 : **Réponses des entreprises aux appels d'offres : travaux et contrôles extérieurs**
20 Fiche 2/2 : **Choix des entreprises**

21 > 25 PRÉPARATION DE CHANTIER
21 Fiche 1/1 : **Préparation du chantier**

26 > 31 CHANTIER
26 Fiche 1/2 : **Construction de l'ouvrage**
29 Fiche 2/2 : **Opérations préalables à la réception et réception**

32 > 33 APRÈS LA RÉCEPTION
32 Fiche 1/2 : **Solde des marchés**
33 Fiche 2/2 : **Gestion patrimoniale**

34 > 42 Annexes
34 > Liste des abréviations
35 > Lexique
37 > Chronologie synthétique d'une opération d'eau potable
41 > Réglementation applicable aux produits destinés à entrer en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine



LES ACTEURS

Le Maître d'ouvrage

C'est l'entité, publique ou privée, à qui l'ouvrage à construire est destiné et qui le finance en intégralité (ou en partie si l'ouvrage est subventionné). Le maître d'ouvrage passe notamment tous les marchés et contrats avec les autres intervenants de l'opération.

L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)

Le maître d'ouvrage peut être assisté dans ses tâches par un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage au travers d'un contrat qui définit le champ de la mission d'assistance. Cette mission d'assistance est à distinguer d'une mission de maîtrise d'œuvre.

Le Maître d'œuvre

C'est l'entité, publique ou privée, qui est chargée par le maître d'ouvrage de concevoir l'ouvrage pour répondre aux besoins exprimés, en respectant les exigences et les objectifs fixés, ainsi que les contraintes de l'opération (*), de diriger et de contrôler l'exécution des marchés de travaux, et de proposer leur réception et leur règlement. La maîtrise d'œuvre peut être assurée par un service interne du maître d'ouvrage. Dans le cas d'un marché de maîtrise d'œuvre privé, la mission comprend des éléments de mission normalisés dont le contenu est défini par les textes de référence (en phase de conception : EP/DIA, AVP et PRO, en phase de dévolution des marchés de travaux : ACT, et en phase d'exécution des travaux : VISA ou EXE, DET, AOR et OPC), complétées le cas échéant par des missions complémentaires d'assistance.

(*) Besoins et objectifs, exigences et contraintes sont définis dans le programme de l'opération

Les Bureaux d'études préalables

Ce sont des prestataires indépendants spécialisés, bureaux d'études, géomètres, géotechniciens... qui réalisent les études préalables au travers de marchés passés avec le maître d'ouvrage, avec, le cas échéant, l'aide de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ou du maître d'œuvre.

Les entreprises de travaux

Ce sont les entreprises qui sont chargées de la réalisation de l'ouvrage au travers d'un marché de travaux. Elles peuvent recourir à la sous-traitance pour une partie des prestations à réaliser.

Les Fournisseurs et fabricants

Ce sont des industriels qui fabriquent et fournissent les éléments de l'ouvrage (fournitures et matériaux) mis en œuvre par les entreprises de travaux. En général, les fournitures et matériaux sont achetés directement par l'entreprise de travaux.



Les Entreprises de contrôles

Ce sont des prestataires qui réalisent les contrôles extérieurs de l'ouvrage, au cours de sa construction, et pour sa réception au travers de marchés passés avec le maître d'ouvrage.

Le Coordonnateur SPS

C'est la personne physique qui est désignée par le Maitre d'ouvrage pour assurer la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur un chantier de bâtiment ou de génie civil où sont appelés à intervenir plusieurs entreprises ou travailleurs indépendants. Deux missions de coordination sont distinguées, en phase de conception et en phase de réalisation, qui peuvent être utilement confiées au même coordonnateur SPS.

Les financeurs

Ils apportent selon leurs règles une partie du financement de l'ouvrage au maître d'ouvrage, au travers de subventions ou d'aides.

L'Exploitant du réseau d'eau potable

C'est l'entité, publique ou privée, qui a en charge l'exploitation de l'ouvrage construit ; elle peut être assurée par un service interne du maître d'ouvrage.

Autres intervenants

Exploitants des autres réseaux, Gestionnaires de voiries, Contrôleurs Techniques...

LA STRUCTURE DU DOCUMENT

La structure du document est sous forme de fiches qui marquent les différentes étapes du déroulement d'une opération, et qui listent les tâches des différents acteurs :

› Définition et conception du projet :

- Fiche 1/3 : Les objectifs
- Fiche 2/3 : Choix des bureaux d'études préalables, du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS
- Fiche 3/3 : Elaboration du projet - Consultations pour la réalisation des travaux et des contrôles extérieurs

› Choix des entreprises :

- Fiche 1/2 : Réponses des entreprises aux appels d'offres : Travaux et contrôles extérieurs
- Fiche 2/2 : Choix des entreprises

› Préparation de chantier :

- Fiche 1/1 : Préparation du chantier

› Chantier :

- Fiche 1/2 : Construction de l'ouvrage
- Fiche 2/2 : Opérations préalables à la réception et réception

Après la réception :

- Fiche 1/2 : Solde des marchés
- Fiche 2/2 : Gestion patrimoniale



QUELQUES RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES À LA DATE DE PUBLICATION DU PRÉSENT DOCUMENT (*) :

Relatives à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre :

- Loi M.O.P. 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée
- Décrets 86-664 et 86-665 du 14 mars 1986, relatifs à la conduite d'opération
- Décret 93-1368 du 29 novembre 1993, relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
- Arrêté du 21 décembre 1993, précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé
- Guide à l'attention des maîtres d'ouvrage publics pour la négociation des rémunérations de maîtrise d'œuvre – Loi MOP mis à jour le 28 janvier 2011

Relatives à la passation des marchés publics :

- Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics
- Arrêté du 8 septembre 2009 modifié portant approbation du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux
- Arrêté du 30 mai 2012 relatif à la composition du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil
- Décret n°99-443 du 28 mai 1999 relatif au Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de contrôle technique

Relatives à la Santé et la Sécurité :

L'obligation d'intégrer la prévention lors de la conception est fixée par la loi du 6 décembre 1976, confirmée par la Directive Cadre européenne 89/391 du 31 décembre 1989 et transposée en droit français par la Loi 14-14 du 31 décembre 1991

- Code du travail
  - Article L.4121-2 « Principes généraux de prévention des risques»
  - Article L.4211-1 « Le maître d'ouvrage »
  - Article L.4531-1 « Principes de prévention; bâtiments et génie civil »
- Décret 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante

Relatives à la coordination SPS :

- Code du travail - Articles L.235-1 - R.238-16 - R.238-18
- Loi 93-1418 du 31 décembre 1993, modifiant les dispositions du code du travail en matière de sécurité et de santé des travailleurs
- Décret 92-158 du 20 février 1992, relatif aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure
- Décret 94-1159 du 26 décembre 1994, Déclaration Préalable, Coordonnateur SPS, P.G.C.S.P.S., P.P.S.P.S., D.I.U.O., V.R.D.
- Décret 95-543 du 4 mai 1995, collège interentreprises (C.I.S.S.C.T.)
- Décret 95-607 du 6 mai 1995, travailleurs indépendants

Relative à la réforme anti-endommagement ou réforme DT-DICT :

- Articles L. 554-1 à L.554-5 de la partie législative du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement
- Articles R. 554-1 à R.554-38 de la partie réglementaire du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement



- Arrêté du 15/02/2012 modifié pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution
- Norme NF S 70-003-1 de juillet 2012 « Travaux à proximité de réseaux Partie 1 : Prévention des dommages et de leurs conséquences » rendue d'application obligatoire par l'arrêté du 28/06/2012 pris en application de l'arrêté du 15/02/2012 (en cours de révision en 2016)
- Guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement, dont une version 1 du mois de juin 2012 accessible sur le site : http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr (en cours de révision en 2016)
- Norme NF S 70-003-2, Travaux à proximité de réseaux — Partie 2 : Technique de détection.
- Norme NF S 70-003-3, Travaux à proximité des réseaux — Partie 3 : Géoréférencement des ouvrages
- Norme XP S 70-003-4, Travaux à proximité de réseaux — Partie 4: Exemples de clauses particulières dans les marchés de travaux
- Norme XP S 70-003-5, Travaux à proximité de réseaux — Partie 5 : Éléments de mission spécifiques et clauses des marchés de prestations intellectuelles d'ingénierie et de maîtrise d'œuvre

Le maître d'ouvrage doit s'assurer que tous les intervenants disposent des certifications et habilitations au titre de ces différentes réglementations.

(*) Cette liste est indicative et non exhaustive ; pour la compléter et obtenir les textes dans leur dernière version, le lecteur se reportera utilement sur le site de Legifrance.gouv.fr : http://www.legifrance.gouv.fr/

PRÉVENTION DES RISQUES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Cette Charte Qualité intègre les aspects relatifs à l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnes dans une démarche globale consistant à :

- Intégrer dès la conception des projets les dispositions de prévention des risques pour les phases de construction, d'exploitation et de maintenance des ouvrages ;
- Intégrer ces dispositions dans les dossiers d'appels d'offres, et les prendre en compte dans l'analyse des offres ;
- Identifier et préciser les mesures impératives de prévention des risques et les faire prendre en compte par les entreprises titulaires et leurs sous-traitants sur les chantiers ;
- Développer les compétences pour favoriser la mise en œuvre systématique des mesures de prévention des risques dans les projets de construction (conception, construction, exploitation et maintenance), notamment en formant les chargés d'opération à la prévention des risques.

Une analyse de risques dès la conception est recommandée dans la mesure où elle alimentera les deux documents règlementaires suivants :

- Le DIUO, opposable au maître d'ouvrage ;
- Le DUER, opposable à l'exploitant.

La démarche proposée dans la brochure DTE 127 établie par la CRAMIF permet l'établissement de cette analyse de risques.



Fiche 1/3

LES OBJECTIFS

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

LE MAÎTRE D'OUVRAGE DÉCIDE PAR DÉLIBÉRATION D'APPLIQUER LA CHARTE QUALITÉ*

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Exploitant du réseau d'eau potable
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

› Définit le programme de l'opération :

- Vérifie la faisabilité de l'opération auprès des gestionnaires de voirie,
- Détermine le périmètre des travaux et les objectifs recherchés en cohérence avec le schéma de distribution d'eau potable établi conformément à l'article L 2224-7-1 du CGCT, le programme pluriannuel d'investissement et de renouvellement (schéma directeur), le Schéma communal (ou intercommunal) de Défense Extérieure Contre l'Incendie et l'expression des besoins identifiés en concertation avec l'exploitant du réseau mais également avec les autres services de la collectivité,
- (Rue concernée, quartier, hameau... en tenant compte des extensions futures, amélioration du taux de desserte et du rendement...),
- Décide d'appliquer une démarche de prévention sur l'opération, en recherchant dès la programmation et tout au long du projet les techniques et l'organisation nécessaires permettant d'assurer à tout moment l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnels sur le chantier et lors de l'exploitation ultérieure de l'ouvrage,
- Fait les premiers choix techniques au regard des contraintes sanitaires, environnementales, de l'état patrimonial du réseau à renouveler le cas échéant,
- (Protection du milieu, appréciation des coûts sociétaux, contraintes spécifiques...),
- Fixe le calendrier,
- Arrête l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération,

› (Informe les financeurs et évalue les conséquences sur le prix du service de l'eau) ;

› Associe les services de la MISEN, de l'ARS, du SDIS, l'exploitant du réseau d'eau potable et les gestionnaires de voiries et les exploitants des autres réseaux.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

› Exprime ses besoins (fonctionnels, techniques et technologiques, organisationnels, prévention des risques pour le personnel exploitant et les intervenants extérieurs, etc.) ;

› Indique au maître d'ouvrage les contraintes d'exploitation engendrées par le chantier et la future exploitation des ouvrages nouvellement construits.



Fiche 1/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

Les FINANCEURS :

- Informent le maître d'ouvrage de leurs conditions d'intervention, d'instruction, de décision et de paiement de leurs aides, et de leurs délais propres ;
- Encouragent les démarches de certification ou de labellisation de tous les acteurs.

(*) Si le maître d'ouvrage est privé, il prend la décision d'appliquer la Charte Qualité et indique cette décision par tout moyen qu'il souhaite



Fiche 2/3

CHOIX DES BUREAUX D'ÉTUDES PRÉALABLES, DU MAÎTRE D'ŒUVRE ET DU COORDONNATEUR SPS

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

OFFRES AVEC MÉMOIRE TECHNIQUE

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Bureau(x) d'études préalables
Maître d'œuvre
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Élabore le (les) dossier(s) de consultation du (des) bureau(x) d'études préalables en proposant des cahiers des clauses techniques détaillés, adaptés au contexte local, et en demandant en particulier systématiquement la fourniture de mémoires techniques dans les offres ;
- Choisit les offres économiquement les plus avantageuses pour les études préalables après analyse en particulier des mémoires techniques, en tenant compte de la santé et de la sécurité des personnes pour le chantier et pour les interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance sur les ouvrages ;
- S'assure de la maîtrise possible du foncier et des éventuels passages en servitude sur terrains privés ;
- Lance les études préalables (étude géotechnique documentaire, étude topographique, recensement de l'encombrement du sous-sol, étude de l'habitat, diagnostic des réseaux existants, diagnostic amiante...) ;
- Finalise le programme de l'opération pour la consultation du maître d'œuvre ;
- Élabore le dossier de consultation de maîtrise d'œuvre en :
  - précisant les règles d'attribution et notamment celles relatives à la prise en compte de l'hygiène, de la santé, et de la sécurité des personnes pour le chantier et l'exploitation ultérieure de l'ouvrage,
  - précisant les missions souhaitées (mission témoin selon la Loi MOP et autres missions complémentaires),
  - annexant une synthèse du schéma de distribution d'eau potable et du programme de travaux, les résultats des études préalables déjà réalisées et les contraintes liées au foncier,
  - demandant systématiquement la fourniture de mémoires techniques dans les offres, dans lesquels les éléments de prévention des risques seront développés ;
- Arrête des critères de jugement pertinents intégrant notamment l'hygiène, la santé, et la sécurité sur l'ensemble du projet (construction et exploitation), et établit une grille d'analyse des offres ;
- Choisit le maître d'œuvre ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse après analyse en particulier du mémoire technique ;
- Élabore le dossier de consultation du coordonnateur SPS en prenant compte de l'importance de l'opération et en demandant la rédaction d'un mémoire technique ;
- Choisit le coordonnateur SPS ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, notamment au regard du mémoire technique ;
- Demande les financements.

Dans certains cas très spécifiques, il peut être nécessaire de désigner un contrôleur technique



Fiche 2/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

Le(s) BUREAU(X) D'ÉTUDES préalables :

- Remet(tent) une offre accompagnée d'un mémoire technique ;
- Réalise(nt) les études et rend(ent) les résultats dans le respect des délais.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Prend connaissance des résultats des études préalables ;
- Propose une offre accompagnée d'un mémoire technique (bonne compréhension des contraintes, approche des solutions techniques et des variantes possibles, approche du coût et du calendrier des travaux, moyens humains pour l'exécution de la mission, prise en compte de la démarche relative à l'hygiène, la santé, et la sécurité des personnels sur le chantier et lors de l'exploitation ultérieure de l'ouvrage...).

Les FINANCEURS :

- Prennent connaissance du schéma de distribution d'eau potable et du programme de travaux le cas échéant ;
- Apportent leurs avis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre à leur demande ;
- Apportent leur concours financier selon leurs modalités d'aide.

LES ÉTUDES PRÉALABLES CONCERNENT :

Etude des parcelles et de l'habitat pour permettre au niveau de chaque parcelle :

- D'identifier les branchements en place et, éventuellement, la nécessité de leur mise en conformité (*plomb et plus généralement tous les matériaux périmés et/ou obsolètes, position de l'ensemble de comptage, diamètre...*) ;
- D'identifier les abonnés particuliers et les contraintes de rupture d'alimentation en eau ;
- De définir un projet de branchement d'eau jusqu'au compteur de l'abonné et d'en estimer le coût ;
- De positionner le cas échéant le(es) regard(s) et coffrets de comptage en limite de propriété en planimétrie et en altimétrie ;
- D'identifier les besoins en bornes fontaines, bornes de puisage, bornes d'irrigation, bouches de lavage, etc. ;
- D'identifier la pression de service et de définir les équipements complémentaires à la charge des abonnés ;
- De recenser les contraintes (éventuelles) pour réaliser les travaux en toute sécurité.

Etude des besoins en défense incendie : Elle permet de définir avec le maire de la commune et les services de secours le nombre d'hydrants, leur position et le débit nécessaire sur chacun d'eux.

Etude topographique de l'ensemble des secteurs concernés par le projet (rues à desservir, tracé des conduites, etc.). Le relevé topographique doit au moins concerner l'axe de la voirie ainsi que les éléments en surface permettant de renseigner sur l'encombrement du sous sol, mais aussi un point devant chaque parcelle (correspondant au point envisagé du (des) regard(s) à compteur) et tous les points singuliers. Les études topographiques doivent permettre d'identifier clairement les points hauts (ventouse) et les points bas (vidange) du profil. Ce plan doit être géo référencé en application de la réforme anti-endommagement.



Fiche 2/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

Diagnostic des conduites existantes : Les diagnostics de fonctionnement et d'état des conduites existantes sont à réaliser ou à réactualiser : inspections et investigations destructives ou non, sondages partiels (corrosion, obstruction, revêtement intérieur, présence de brai de houille et de plomb, etc.), fonctionnement des vannes et des robinets d'arrêt, matériaux sur lesquels le projet doit se raccorder, isolation électrique ou continuité , protection cathodique ?, fonctionnement et débit des hydrants, recensement des interventions antérieures (fuites, casses) et des plaintes des abonnés (goût, couleur, pression...)...

Étude du dimensionnement hydraulique de la conduite : Que les travaux projetés consistent à la construction d'une conduite neuve ou à la réhabilitation d'une canalisation en place, un diamètre trop important peut nuire à la qualité de l'eau distribuée (dégradation de la qualité de l'eau par une stagnation trop importante). A l'inverse, l'insuffisance de ce diamètre peut entraîner chez les abonnés un manque de débit ou de pression aux heures de pointe et, si la conduite est utilisée pour la défense incendie, les hydrants risquent d'être mal alimentés. Le diagnostic cité ci-dessus confronté au schéma directeur d'eau potable (avec modélisation numérique le cas échéant) permet au maître d'ouvrage et son maître d'œuvre de dimensionner le projet.

Etude géotechnique documentaire qui permet de connaître la nature et le niveau hydrique du sous-sol (nappe, source, roche, sol instable...) à l'emplacement des canalisations et de définir les choix techniques en fonction des conditions environnementales et de l'état du bâti (choix de la nature des tuyaux et/ou des matériaux de réhabilitation, des matériaux de la zone de pose et d'enrobage, des remblais en étudiant la possibilité de réutiliser/recycler des déblais extraits, des conditions de réalisation...).
Cette étude documentaire peut déboucher sur la définition d'un programme d'investigations géotechniques. On se référera utilement au déroulé et au contenu des missions géotechniques tels que définis par la norme NF P 94-500 relative à la classification et aux spécifications des missions d'ingénierie géotechnique.

En cas de risques identifiés (base de données nationales), prévoir une étude de pollutions des sols en vue de déterminer les conditions de terrassement et d'évacuation des déblais.

Recensement de l'encombrement du sous-sol : Ce recensement sera fait selon les dispositions de la réforme anti-endommagement : Consultation du télé-service du guichet unique, envoi des Déclarations de projets de Travaux (DT) aux exploitants concernés et réalisation des investigations complémentaires s'il y a lieu, avec report géo-référencé des réseaux identifiés.

Diagnostic amiante, en vue d'établir, le cas échéant, un plan de retrait, suivant la nature des canalisations existantes et de leur environnement immédiat (conduites concessionnaires, enrobés de voirie, etc.).

Si la présence d'amiante est avérée, l'ensemble des acteurs (maître d'œuvre, coordonnateur SPS, entreprises...) devra avoir reçu une formation par un organisme compétent.



Fiche 3/3

ÉLABORATION DU PROJET - CONSULTATIONS POUR LA RÉALISATION DES TRAVAUX ET LES CONTRÔLES EXTÉRIEURS

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

PRISE EN COMPTE ET DÉFINITION DE LA VALEUR TECHNIQUE DANS LES CRITÈRES D'ATTRIBUTION

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Bureaux d'études préalables
Maître d'œuvre
Coordonnateur SPS
Exploitant du réseau d'eau potable
Financeurs
Gestionnaires de voiries et exploitants des autres réseaux

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Gère les problèmes liés au foncier et aux autres contraintes extérieures (environnement, circulation, délais spécifiques...) ;
- Valide, finance et commande les études complémentaires si nécessaire ;
- S'assure que les projets proposés par le maître d'œuvre sont en adéquation avec l'expression des besoins formulés et le programme de l'opération défini à l'étape 1 ci-dessus, et en conformité avec les exigences réglementaires, notamment celles permettant de garantir l'innocuité des matériaux entrant en contact de l'eau destinée à la consommation humaine (cf. annexe 4), ainsi que les exigences en matière d'hygiène, de santé, et de sécurité des hommes durant le chantier, et lors de l'exploitation et de la maintenance ;
- Choisit une solution parmi celles proposées par le maître d'œuvre au stade de l'avant-projet, demande au Moe d'approfondir la solution retenue et valide le projet ;
- Arrête le coût prévisionnel définitif, et finalise son plan de financement ;
- Précise le planning prévisionnel de l'opération ;
- S'assure que les dispositions de la réforme anti-endommagement sont bien prises en compte : Consultation du télé-service du guichet unique, envoi des Déclarations de projets de Travaux (DT) aux exploitants concernés, et fait procéder s'il y a lieu à des investigations complémentaires avec report géo-référencé des réseaux identifiés, en vue de renseigner le dossier de consultation ;
- Décide du mode et des conditions de consultation, en favorisant la présentation de variantes ;
- Arrête des critères de jugement pertinents intégrant la valeur technique et la qualité d'usage (notamment l'hygiène, la santé, et la sécurité du personnel de chantier, d'exploitation et des intervenants extérieurs pour les taches de construction, d'exploitation et de maintenance), ainsi qu'une pondération adaptée à l'objet de la consultation et au contexte d'exécution du projet, et valide la grille d'analyse des offres ;
- Valide le DCE travaux en vérifiant notamment que ce dernier :
  - Prévoit que les travaux soient réalisés sous Charte Qualité,
  - Favorise la présentation de variantes,



Fiche 3/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

- Rend les fascicules du CCTG contractuels et notamment le fascicule 71,
- Indique les normes applicables ou les documents de référence à prendre en compte (mise à jour de la liste de normes figurant dans le fascicule 71),
- Intègre les dispositions de la réforme anti-endommagement, notamment, réponses aux DT et résultats des investigations complémentaires, les mesures techniques et financières particulières si nécessaire,
- Inclue les informations issues des études préalables,
- Préconise la mise en place d'une démarche qualité et d'une gestion des déchets (voire d'une démarche environnementale plus globale), formalisée dans un Plan d'Assurance Qualité et Environnemental (PAQE),
- Intègre le PGC établi par le coordonnateur SPS, et les dispositions qui en découlent,
- Intègre systématiquement la fourniture de mémoires techniques dans les offres, dans lesquels les éléments de prévention des risques seront développés,
- Prévoit au minimum 2 OS (OS1 Préparation de chantier, avec une durée suffisante selon la complexité des travaux (deux mois selon le CCAG) et OS2-Travaux),
- Précise le rôle des réunions « Santé et Sécurité » dédiées à l'examen pluridisciplinaire et participatif de l'analyse des risques élaborée par le maitre d'œuvre,
- Précise les opérations de contrôles extérieurs prévues préalablement à la réception,
- Précise le contenu des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), et fixe en particulier la classe de précision pour les plans de récolement (classe A minimale) en application des dispositions de la réforme anti-endommagement) et le délai de fourniture ;

› Valide les études préalables complémentaires à effectuer et rédige le ou les DCE nécessaire (s) s'il n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance ;

› Définit les contrôles extérieurs à effectuer et rédige le ou les DCE nécessaire (s) s'il n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance.

Le(s) BUREAU(X) D'ÉTUDES préalables :

› Remet(tent) une (des) offre(s) accompagnée(s) d'un mémoire technique ;

› Respecte(nt) les délais.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

› Prend en compte les études préalables et demande au maître d'ouvrage, si nécessaire, des études complémentaires (investigations géotechniques incluant une étude de la réutilisation des déblais issus des tranchées, levé topographique complémentaire, études de l'habitat complémentaires, nettoyage et inspection visuelle...) ;

› S'assure que les dispositions de la réforme anti-endommagement sont bien prises en compte et demande au maître d'ouvrage des investigations complémentaires s'il y a lieu ;

› Elabore une analyse des risques sur le modèle proposé par la brochure DTE 127 de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile de France (CRAMIF) qui sera examinée et validée dès l'attribution du marché de travaux par les acteurs concernés de l'opération (maître d'ouvrage, exploitant, coordonnateur SPS...) ;

› Consulte en tant que de besoin les services de la MISEN (passage sous cours d'eau par exemple), de l'ARS et du SDIS ;

› Consulte en tant que de besoin les organismes de Santé et de Sécurité (Inspection du travail, CARSAT/CRAMIF/CGSS, OPPBTP,..) ;

› Consulte l'exploitant du réseau d'eau potable sur les contraintes d'exploitation et définit la limite des prestations assurées sur le chantier par celui-ci (raccordements, branchements, mises en service, alimentations provisoires...) ;

› Identifie les contraintes de réalisation des travaux : emprises minimales du chantier (largeur, longueur), incidences sur la circulation des tiers, sur l'activité humaine, économique, contraintes particulières (limitations sonores, d'horaires ou de périodes de travail, indemnisations éventuelles...), prescriptions de réfections des voiries, continuité de service, etc. ;



Fiche 3/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

› Réalise la conception du projet en s'appuyant sur les conclusions des études préalables et en prenant en compte l'analyse des risques et les contraintes de réalisation et d'exploitation et de maintenance de l'ouvrage en sécurité :
  • Choix d'un tracé et calage altimétrique,
  • Dimensionnement et calcul des ouvrages (fascicule 71 et NF EN 805) en tenant compte des contraintes du sol et notamment son agressivité, des caractéristiques de l'eau et des conditions d'environnement (protection contre le gel...),
  • Recensement et prise en compte des conditions d'intervention ultérieures sur l'ouvrage demandées par l'exploitant et identifiées dans l'analyse des risques, les gestionnaires de voiries et le maître d'ouvrage,
  • Détermination des conditions d'exécution, avec ou sans tranchée, réhabilitation structurante ou non, etc., en tenant compte de la sécurité, des contraintes spécifiques du projet et des contraintes de site,
  • Détermination des conditions de réutilisation/recyclage des sols extraits et des matériaux de déconstruction de voirie : identification des sols, principes de traitement éventuel et emprises nécessaires ;

› Soumet au maître d'ouvrage une (ou éventuellement plusieurs) proposition(s) technique(s) ;

› Consulte avant la rédaction du DCE l'exploitant du réseau d'eau potable sur les dispositions du projet ;

› Propose au maître d'ouvrage, en vue de l'analyse des offres, des critères pertinents et une pondération adaptée à l'objet de la consultation et au contexte d'exécution du projet. Il propose également la grille d'analyse des offres ;

› Associe le coordonnateur SPS au projet dès sa conception, notamment sur les conditions d'exécution des travaux (en particulier, règles d'intervention à proximité des ouvrages aéro-souterrains), et les futures conditions d'exploitation et de maintenance de l'ouvrage en sécurité (cf. DIUO) ;

› S'engage sur une évaluation prévisionnelle du montant des travaux sur la base d'un cadre des prix adapté à la spécificité du chantier ;

› Rédige le DCE travaux :
  • En indiquant que les travaux seront réalisés sous Charte Qualité,
  • En favorisant la présentation de variantes et en précisant le cadre,
  • En rendant les fascicules du CCTG contractuels (notamment le fascicule 71),
  • En indiquant les normes applicables (mise à jour de la liste de normes du fascicule 71), les référentiels techniques et en rappelant les exigences en matière de conformité sanitaire pour les matériaux au contact de l'eau destinée à la consommation humaine (cf. annexe 4),
  • En intégrant les dispositions de la réforme anti-endommagement, notamment, réponses aux DT et résultats des investigations complémentaires à joindre au DCE,
  • En incluant les informations issues des études préalables,
  • En demandant la mise en place d'une démarche qualité et d'une gestion des déchets (voire d'une démarche environnementale plus globale), formalisée au travers d'un Schéma Organisationnel de Plan d'Assurance Qualité et Environnemental (PAQE),
  • En intégrant le PGC établi par le coordonnateur SPS et les dispositions qui en découlent,
  • En demandant systématiquement la fourniture de mémoires techniques dans les offres, dans lesquels les éléments de prévention des risques seront développés,
  • En prévoyant au minimum un OS1-Préparation de chantier, avec une durée suffisante selon la complexité des travaux (deux mois selon le CCAG) et un OS2-Travaux,
  • En précisant les opérations de contrôle prévues préalablement à la réception,
  • En précisant le contenu des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE), en fixant en particulier la classe de précision, classe A minimale, pour les plans de récolement (en application des dispositions de la réforme anti-endommagement), et le délai de fourniture,
  • En indiquant les orientations du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO),
  • En communiquant l'analyse des risques établie par ses soins au stade de la conception ;

› Prépare son plan de contrôle en identifiant notamment les points critiques et points d'arrêt du chantier ;





Fiche 3/3

DÉFINITION ET CONCEPTION DE L'OPÉRATION

- Participe à la définition des contrôles extérieurs à effectuer et rédige le ou les DCE nécessaires (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de missions complémentaires d'assistance), le soumet à l'approbation du maître d'ouvrage et propose une grille d'analyse des critères prévus dans le règlement de la consultation ;
- Respecte les délais.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Ouvre le Registre Journal ;
- Élabore le PGC, simplifié ou non ;
- Donne son avis sur le projet dès sa conception, notamment sur les conditions d'exécution des travaux, et les conditions d'exploitation de l'ouvrage ;
- Initialise le DIUO en s'appuyant sur l'analyse des risques élaborée par le maître d'œuvre.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

- Conseille le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sur les conditions d'exploitation futures et provisoires en sécurité pendant le chantier, et donne son avis sur le projet.

Les FINANCEURS :

- S'engagent à prendre en compte les études ;
- Apportent leur avis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre ;
- Apportent leur concours financier selon leurs modalités d'aide.

Les GESTIONNAIRES DE VOIRIES et les EXPLOITANTS des autres réseaux :

- Renseignent le maître d'ouvrage et son maître d'œuvre sur le positionnement de leurs ouvrages conformément aux dispositions de la réglementation relative aux travaux à proximité des réseaux et précisent les contraintes à prendre en compte ;
- Valident la programmation des travaux et délivrent les autorisations nécessaires.



Fiche 1/2

RÉPONSES DES ENTREPRISES AUX APPELS D'OFFRES :
- **TRAVAUX**
- **CONTRÔLES EXTÉRIEURS**

CHOIX DES ENTREPRISES

MEMOIRE TECHNIQUE ET SCHEMA ORGANISATIONNEL DU PLAN D'ASSURANCE QUALITE ET ENVIRONNEMENT (PAQE) ADAPTES AU CHANTIER

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Entreprises de travaux candidates (+ sous-traitants éventuels)
Fournisseurs et fabricants
Maître d'œuvre
Entreprises de contrôles candidates

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

› Fournit aux entreprises des compléments d'information dans le cadre fixé par la réglementation relative aux marchés publics et le DCE.

Les ENTREPRISES DE TRAVAUX candidates :

› Remettent une offre accompagnée en particulier d'un mémoire technique adapté au chantier (visite des lieux, motivation des choix techniques, prise en compte des contraintes spécifiques, sécuritaires et environnementales au sens large, caractéristiques des fournitures étayées par les documentations techniques des fournisseurs et fabricants,...). Dans ce dernier sont détaillés les dispositions constructives proposées au regard des contraintes du chantier, l'organisation et les dispositions prévues pour la sécurité du chantier, ainsi que le schéma organisationnel qualité et environnement y compris le plan de contrôles intérieurs de l'entreprise ;

› Valident les choix techniques proposés par les fournisseurs, et fournissent les attestations de conformité et de performance des produits et matériaux proposés ;

› Proposent éventuellement les modalités opératoires pour la réutilisation/recyclage des matériaux de déblais et de déconstruction de voirie ;

› Proposent éventuellement des variantes et fournissent un mémoire technique explicitant leur proposition variante, en fournissant les détails des techniques et des technologies, y compris les justificatifs de conformité sanitaire et de performances des produits et matériaux.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

› Préconisent des solutions techniques adaptées aux contraintes spécifiques mises en évidence par l'entreprise et apportent les justifications nécessaires ;

› Fournissent aux entreprises les justificatifs de conformité sanitaire et de performances des produits et matériaux pour les joindre à leurs mémoires techniques.



Fiche 1/2

CHOIX DES ENTREPRISES

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Assiste le maître d'ouvrage à sa demande lors des visites des lieux par les entreprises ;
- Sur demande du maître d'ouvrage, fournit aux entreprises des compléments d'information dans le cadre fixé par la réglementation relative aux marchés publics et le DCE.

Les ENTREPRISES DE CONTRÔLES candidates :

- Rédigent une offre accompagnée d'un mémoire technique adapté au chantier, en tenant compte des modalités d'intervention fixées dans le DCE.



Fiche 2/2

CHOIX DES ENTREPRISES

CHOIX DES ENTREPRISES

CHOIX DES OFFRES ECONOMIQUEMENT LES PLUS AVANTAGEUSES

ACTEURS :

Maître d'ouvrage
Maître d'œuvre

Le MAÎTRE D'OUVRAGE

- Organise l'ouverture des plis conformément au Règlement de Consultation ;
- Choisit, après analyse du maître d'œuvre, l'entreprise de travaux qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse et qui respecte les exigences en matière de santé et de sécurité pour le chantier et les interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Choisit l'entreprise de contrôles qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse après analyse des offres par l'Assistant à Maître d'ouvrage (AMO) ou le maître d'œuvre, le cas échéant.

Le maître d'Ouvrage peut se faire assister par des personnes compétentes.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Analyse les offres et en particulier leurs mémoires techniques associés selon les critères d'attribution prévus dans le règlement de consultation des appels d'offres et la grille d'analyse préalablement établie et validée ;
- Rapporte ses analyses au maître d'Ouvrage.



Fiche 1/1

PRÉPARATION DU CHANTIER

PRÉPARATION DE CHANTIER

PAS D'O.S. SANS MISE EN PLACE FORMELLE DES FINANCEMENTS

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Fournisseurs, fabricants
Entreprise de contrôles
Exploitant du réseau d'eau potable
Exploitants des autres réseaux
Gestionnaires de voiries
Financeurs
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Envoie la déclaration préalable aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT/CRAMIF/CGSS, OPPBTP...) ;
- Informe les riverains et les usagers du service concernés ;
- Participe aux réunions ;
- Pour les ouvrages complexes (par exemple, réseaux comportant des postes de refoulement ou des postes de chloration), organise dès la phase de préparation des travaux une réunion spécifique d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Agréé les sous-traitants éventuels ;
- Vérifie que l'OS1-Préparation des travaux n'est pas donné sans accord préalable des financeurs ;
- S'assure du retour des récépissés des DICT des réseaux sensibles pour la sécurité et de la prise en compte des consignes des exploitants de ces réseaux, et statue sur le démarrage du chantier si ces retours ne sont pas exhaustifs ;
- Définit les conditions de réalisation des opérations de marquage-piquetage, en application de la réforme anti-endommagement ;
- Valide les plannings.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Participe à l'information des riverains et des usagers du service (si besoin) ;
- Délivre l'OS1 après vérification de l'accord des financeurs ;
- Contrôle les retours des récépissés des DICT et la prise en compte des consignes des exploitants des réseaux sensibles pour la sécurité ;
- Programme les réunions et fait les invitations en coordination avec le maître d'ouvrage ;
- Participe aux opérations de marquage-piquetage, en application de la réforme anti-endommagement dans les conditions fixées par la maîtrise d'ouvrage ;



Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

- Participe à la définition des opérations complémentaires de localisation des réseaux (si les investigations complémentaires au sens la réforme anti-endommagement n'ont pas été réalisées avant la passation du marché de travaux - cas dérogatoires ou si elles ont été réalisées, mais qu'elles ne permettent pas d'obtenir le niveau de précision requis pour l'ensemble des ouvrages ou tronçons concernés par l'emprise des travaux), et valide la prise en compte par l'entreprise des résultats de ces opérations ;
- Participe à la définition des contraintes extérieures ;
- Présente son plan de contrôle ;
- Valide les solutions visant à répondre aux contraintes révélées lors de la préparation en intégrant les dispositions relatives à l'hygiène, la santé, et la sécurité du personnel de chantier, d'exploitation et des intervenants extérieurs pour les taches de construction, d'exploitation et de maintenance ;
- Valide la conformité des produits et matériaux (marquages et certifications, preuves de conformité sanitaire : Attestations de conformité Sanitaire (ACS), Attestations de conformité à des listes positives (CLP), déclarations sur l'honneur – cf. annexe 4) ;
- Valide le planning des contrôles extérieurs ;
- Valide les plans d'exécution et le planning des travaux ;
- Valide le PAQE de l'entreprise de travaux ;
- Pilote et établit les comptes rendus des réunions d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Établit le compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Participe à l'information des riverains et les usagers du service (si besoin) ;
- Envoie les DICT en application de la réforme anti-endommagement ;
- Participe aux opérations de marquage-piquetage, dans les conditions fixées par la maîtrise d'ouvrage, et procède à la matérialisation des réseaux des concessionnaires si la prestation le lui est demandée et s'il dispose de points géo-référencés ou des qualifications nécessaires pour les implanter ;
- Réalise le cas échéant les opérations complémentaires de localisation des réseaux, et procède au piquetage de l'ouvrage à construire pour validation du choix technique de réalisation ;
- Adapte, en tant que de besoin, sa proposition (choix techniques, matériaux, conditions de mise en œuvre, hygiène, santé, sécurité...) aux éventuelles nouvelles contraintes révélées pendant la préparation du chantier et la soumet au visa du maître d'œuvre ;
- Établit son PAQE, y compris son plan de contrôles intérieurs (fourniture et pose) destiné à être intégré dans le compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier ;
- Présente son plan de recyclage/tri des déchets et les sites d'évacuation en favorisant leur valorisation le cas échéant ;
- Confirme le choix de ses principaux fabricants, fournisseurs et sous-traitants, en complétant, le cas échéant, les éléments justificatifs remis au niveau de son offre et en explicitant toute différence éventuelle ;
- Élabore les documents d'exécution adaptés aux contraintes éventuelles révélées pendant la préparation du chantier et le planning des travaux ;
- Participe à la visite préalable inspection commune et rédige son PPSPS, simplifié ou non, et le transmet au coordonnateur SPS ;
- Procède dès la phase de préparation des travaux à l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Participe aux réunions des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;





Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

- Etablit et remet au coordonnateur SPS son PPSPS (en cohérence avec le PGC de l'opération) ;
- Informe son personnel sur les dispositions de sécurité à respecter sur le chantier (port des EPI, blindage des fouilles, actions en cas de découverte de réseaux non identifiés...), et s'assure des niveaux de formations requis, notamment en application de la réforme anti-endommagement.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Assistent l'entreprise de travaux en tant que de besoin à la validation des choix techniques ;
- Participent ou se font représenter aux réunions si nécessaire.

L'ENTREPRISE DE CONTRÔLES :

- Organise la mise en place du planning de son intervention, en cohérence avec le déroulement du chantier ;
- Participe aux réunions ;
- Participe à la visite préalable / inspection commune et rédige son PPSPS, simplifié ou non, et le transmet au coordonnateur SPS.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

- Valide les dispositions ayant une incidence vis à vis de l'exploitation du réseau, la continuité de service pendant le chantier, l'exploitation ultérieure, et la qualité des eaux ;
- Participe aux réunions de chantier et d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages, et planifie ses interventions en cohérence avec le déroulement du chantier.

Les GESTIONNAIRES DE VOIRIES et les EXPLOITANTS des autres réseaux :

- Répondent aux DICT et donnent toutes consignes spécifiques relatives à leurs ouvrages ;
- Participent le cas échéant aux opérations de marquage-piquetage dans les conditions fixées par la réforme anti-endommagement ;
- Valident le plan de circulation et les arrêts de stationnement (pour le gestionnaire de voiries et la Police) ;
- Participent aux réunions, en tant que de besoin.

Les FINANCEURS :

- Participent aux réunions le cas échéant.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Organise les visites préalables ou l'inspection commune ;
- Harmonise les PPSPS, simplifiés ou non ;
- Participe aux réunions, en tant que de besoin ;
- Assiste le maître d'ouvrage pour le contrôle du respect des emprises déclarées, des consignes de sécurité et précautions à adopter à proximité de réseaux sensibles ;
- Complète le Registre Journal et le PGC.



Fiche 1/1

PRÉPARATION DE CHANTIER

TRAME DE LA RÉUNION DE FIN DE PRÉPARATION

- Validation des résultats des sondages préliminaires ;
- Validation des contraintes et des points sensibles :
  - contraintes liées aux riverains, et aux usagers,
  - contraintes liées à la continuité du service et à la permanence de l'alimentation en eau des abonnés,
  - contraintes liées au milieu naturel et à l'environnement,
  - contraintes et risques liés à la nature du sol,
  - contraintes liées à la présence de la nappe et circulation d'eaux souterraines,
  - contraintes liées à la gestion des déchets et aux respects des prescriptions environnementales,
  - contraintes liées au droit du sol emprunté,
  - contraintes liées au bâti,
  - contraintes liées aux autres intervenants du chantier et au sol : réseaux existants et exiguïté, difficultés d'accès, distance minimum par rapport aux autres réseaux, etc.,
  - contraintes liées à la sécurité : signalisation, blindage, etc.,
  - contraintes liées au positionnement des ouvrages : vannes de coupure et de partage, ventouses, décharges, anti-bélier, réducteurs de pression, purges, surpresseurs, hydrants, etc.,
  - etc. ;
- Au vu des contraintes et points sensibles, confirmation des choix techniques, des matériaux et éléments constitutifs du réseau, et des conditions de mise en œuvre, soumis au visa du maître d'œuvre ;
- Etablissement des documents d'exécution par l'entreprise de travaux soumis au visa du maître d'œuvre ;
- Validation des dispositions à prendre si les inter-distances entre réseaux ne sont pas respectées ;
- Validation du mode de réalisation des plans de récolement en classe A ;
- Présentation par l'entreprise de travaux du PAQE devenant une pièce contractuelle du marché, y compris le plan de contrôle intérieur (Altimétrie, planimétrie, compacité du fond de fouille, du remblai de protection et du remblai complémentaire, procédure d'essai de pression, de désinfection, de prélèvements en vue d'analyses bactériologiques, etc...) et validation par le maître d'œuvre ;
- Présentation par le maître d'œuvre de son plan de contrôle. Ce plan de contrôle doit permettre notamment de vérifier que les choix initiaux sont bien respectés ;
- Présentation des prestations d'assistance par les principaux fabricants si nécessaire ;
- Présentation des contrôles extérieurs par l'entreprise de contrôles extérieurs ;
- Recalage du planning, y compris contrôles extérieurs ;
- Validation du projet des installations de chantier (implantation de la base de vie et de raccordements aux réseaux, de stockage des matériaux et la destination des déblais, etc.) dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité ;
- Remise et présentation des PPSPS.



	M. ouvrage	M. œuvre	Entreprise de travaux	Fournisseurs et fabricants	Entreprise de contrôles	Exploitant réseaux d'eau potable	Exploitants des autres réseaux	Gestionnaires de voiries	Coordonnateur SPS	Coordonnateur SPS
Autorisations de voirie	i	P	X	-	-	-	-	V	-	i
Informations des riverains	X	P	P	-	-	i	-	-	-	i
OS1 (Ordre de Service) de préparation de chantier	(V)	X	P	-	i	-	-	-	i	i
DICT	i	i	X	-	-	P	P	-	-	i
Piquetage (réseau existant) et sondages complémentaires (confirmation réseau)	i	P	(V)/(X)	-	-	P	P	-	-	i
Sondages terrain	i	P	X	-	-	P	P	-	-	(P)
Réunion intermédiaire de préparation	X	X	X	(P)	(P)	X	(P)	(P)	(P)	X
Visite préalable inspection commune	(P)	P	X	(P)	(P)	(P)	(P)	(P)	-	X
Plans d'exécution (plans adaptés aux contraintes éventuelles révélées pendant la préparation)	(P)	V	X	(P)	-	(V)	-	-	-	P
Piquetage du réseau à réaliser	P	V	X	-	-	P	-	-	-	i
Opérations de marquage piquetage	X	P	P	-	-	(P)	(P)	-	-	i
Examen des contraintes d'organisation et d'interface installations de chantier, circulation, environnement, etc.)	(V)	V	X	-	P	P	P	P	-	V
Plannings des travaux et des contrôles extérieurs	V	V	X	P	X	i	i	i	i	P
Réunion fin de préparation	X	X	X	(P)	X	X	(P)	(P)	(P)	X
Plan d'assurance qualité	(V)	V	X	(P)	X	-	-	-	-	i
Rédaction et diffusion du compte-rendu de réunion de fin de préparation de chantier	V	X	P	i	i	i	i	i	i	i
OS2 travaux	(V)	X	P	i	i	i	i	i	i	i
OS contrôles extérieurs	(X)/(V)	i/(X)	i	i	P	i	-	-	i	i

V= validation – (V) = éventuellement – X = ceux qui font – (X) = éventuellement P = participant (P) = éventuellement i = les informer



Fiche 1/2

CONSTRUCTION DE L'OUVRAGE

CHANTIER

PAS D'OS TRAVAUX AVANT LA DIFFUSION DU COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DE FIN DE PRÉPARATION DU CHANTIER

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Fournisseurs, fabricants
Exploitants du réseau d'eau potable
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Délivre l'OS des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Participe aux réunions de chantier et d'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages en tant que de besoin.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Délivre l'OS2-Travaux, et l'OS des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Organise le suivi du chantier (réunions de chantier, rédaction et envoi des comptes rendus), en s'assurant du respect de l'organisation et des mesures mises en place pour la sécurité du chantier ;
- Suit le chantier sur les plans technique, financier et de la sécurité (en liaison avec le coordonnateur SPS) en particulier par des visites sur le terrain ;
- Met à jour l'analyse des risques au fur et à mesure des décisions prises ;
- Coordonne les interventions de l'exploitant du réseau d'eau potable, de l'entreprise de travaux (ou des entreprises en cas d'allotissement) et des entreprises de contrôles extérieurs si la mission de coordination lui a été confiée ;
- Applique son plan de contrôle, notamment :
  - vérifie la conformité des produits et matériaux (marquages et certifications, preuves de conformité sanitaire : Attestations de conformité Sanitaire (ACS), Attestations de conformité à des listes positives (CLP), déclarations sur l'honneur – cf. annexe 4),
  - contrôle la bonne exécution des travaux au regard du marché de travaux ;
- Informe le maître d'ouvrage du déroulement de l'opération ;
- Vérifie l'application des décisions du compte rendu de la réunion de fin de préparation du chantier ;
- S'assure du respect des contraintes environnementales, de l'organisation et des mesures mises en place pour la sécurité du chantier.



Fiche 1/2

CHANTIER

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Assure préalablement l'installation de chantier ;
- Sensibilise son personnel aux aspects environnementaux du chantier, aux contraintes sanitaires liées à la distribution de l'eau potable (stockage des matériaux sur le chantier, protection des conduites contre les intrusions, règles d'hygiène relatives aux installations de distribution de l'eau potable imposées par le Code de la Santé publique, notamment relatives au nettoyage et à la désinfection après toute intervention et avant la mise ou remise en service, etc.) et aux risques particuliers liés à l'exécution des travaux ;
- Maintient en permanence le marquage piquetage des réseaux réalisé en phase préparation de chantier ;
- Réalise les travaux conformément au marché et aux textes réglementaires en vigueur et au PAQE et procédures associées ;
- Contrôle la conformité au marché des fournitures et matériaux et en assure la traçabilité ;
- S'assure que les conditions de stockage et de mise en œuvre des fournitures et matériaux sur le chantier sont conformes aux dispositions du marché, et aux préconisations des fournisseurs et fabricants ;
- Respecte les règles de l'art de montage des fournitures et les consignes des fournisseurs et fabricants (couples de serrage, longueurs d'emboîtement, déviations angulaires, etc....) ;
- Met en œuvre les décisions arrêtées lors de la réunion de fin de préparation du chantier, et des réunions de chantier ultérieures ;
- Met en place les dispositions lui permettant si cette tâche lui incombe de faire les levés topographiques des nouveaux ouvrages et des autres réseaux rencontrés dans les fouilles, ainsi que des inter-distances entre réseaux pour répondre aux obligations de la réforme anti-endommagement ;
- Gère et contrôle l'activité de ses sous-traitants et fournisseurs ;
- Informe le maître d'œuvre des non conformités éventuelles, propose des solutions pour les lever dans le respect des dispositions de son PAQE et les mets en œuvre après validation par le maître d'œuvre et acceptation du maître d'ouvrage ;
- Met en place l'organisation et les mesures de prévention des risques liés au chantier prévues dans le PGC et son PPSPS ;
- Demande la réception des travaux.

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Fournissent une notice précisant le domaine d'emploi ainsi que les conditions d'utilisation, de manutention et de mise en œuvre des produits et matériaux ;
- Fournissent dans les délais les produits demandés conformément à la commande et à leurs engagements ;
- Fournissent des produits certifiés et/ou apportent la preuve de la conformité de leurs produits aux exigences spécifiées, et notamment en matière de conformité sanitaire (cf. annexe 4) ;
- Fournissent, si nécessaire, une assistance technique à la mise en œuvre.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

- Intègre les prestations qui relèvent de sa compétence, dans le calendrier du chantier (manœuvres de vannes, consignations de réseaux, etc.) ;
- Renseigne au préalable les abonnés sur les coupures d'eau éventuelles ;
- Sensibilise son personnel aux aspects sécurité, sanitaires et environnementaux du chantier pour les travaux restant sous sa responsabilité.



Fiche 1/2

CHANTIER

Le COORDONNATEUR SPS :

- Suit la sécurité et l'hygiène du chantier ;
- Complète et tient à jour le Registre Journal, et veille au respect par l'entreprise de ces consignes ;
- Participe en tant que de besoin aux réunions de chantier et aux réunions d'analyse de risques des interventions ultérieures sur les ouvrages ;
- Informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre des problèmes éventuels et contribue le cas échéant à la recherche d'actions correctives ;
- Complète et adapte le PGC en fonction de l'évolution du chantier ;
- Coordonne les PPSPS ;
- Complète le DIUO.



Fiche 2/2

OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION ET RÉCEPTION

CHANTIER

LES OPR PEUVENT SE DÉCLENCHER PENDANT LE CHANTIER

CONTROLES EXTÉRIEURS RÉALISÉS AVANT LA MISE EN SERVICE DU RÉSEAU

Le code de la santé publique, notamment son article R. 1321-56, impose que les réseaux et installations de distribution d'eau destinées à la consommation humaine doivent être nettoyés, rincés et désinfectés avant toute mise ou remise en service. Le maître d'ouvrage et l'exploitant du réseau d'eau potable ont l'obligation de s'assurer de l'efficacité de ces opérations et de la qualité de l'eau potable avant la première mise en service, ainsi qu'après toute intervention susceptible d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau.

Si les analyses sont réalisées au titre du code de la santé publique, elles doivent être effectuées par un laboratoire agréé par le Ministère de la Santé.

Les autres contrôles :

- Vérification de la bonne exécution du remblaiement des fouilles,
- Épreuves sous pression et essais sur les équipements (vannes...),
- Essais de débit,
- Contrôle éventuel caméra (suivant la structure du réseau : diamètre, coudes...),
- Essais des hydrants,

peuvent également être confiés à des prestataires extérieurs.

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (et sous-traitants)
Fournisseurs/fabricants
Entreprise de contrôles extérieurs
Exploitant du réseau d'eau potable
Coordonnateur SPS

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Met en œuvre le plan de contrôles extérieurs, valide les points de contrôle de réception, et vérifie les rapports des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage n'a pas confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Valide le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Fait procéder à la vérification du respect des distances minimales entre ouvrages prévues par la réforme anti-endommagement, ainsi qu'au récolement en classe A des nouveaux ouvrages ;
- Signe le PV de réception après levée de toutes les réserves et non-conformités éventuelles ;
- Transmet, après visa du maître d'œuvre, le DOE et l'analyse de risques des interventions ultérieures sur les ouvrages, mise à jour par l'entreprise de travaux, au coordonnateur SPS pour finalisation du DIUO et à l'exploitant du réseau d'eau potable.



Fiche 2/2

CHANTIER

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Participe à la mise en œuvre du plan de contrôles extérieurs et définit l'implantation des points de contrôle de réception, en coordination avec tous les acteurs concernés ;
- Informe l'entreprise de travaux, l'exploitant du réseau d'eau potable, le cas échéant, des dates et lieux des essais préalables à la réception des travaux ;
- Assiste aux contrôles selon le plan de contrôle défini avec le maître d'ouvrage ;
- Vérifie la conformité des ouvrages aux exigences spécifiées dans le marché de travaux, identifie les non-conformités éventuelles et participe à la recherche de solutions pour les traiter ;
- Vérifie les rapports des contrôles extérieurs (si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance) ;
- Prend en compte les conclusions de l'entreprise de contrôles et propose au maître d'ouvrage le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Vérifie la levée de toutes les non-conformités éventuelles ;
- Propose au Maître d'ouvrage de signer la réception, avec ou sans réserve ;
- Finalise l'analyse des risques après mise à jour par l'entreprise de travaux et la transmet au coordonnateur SPS afin d'être jointe au DIUO de l'opération ;
- Réunit et vérifie les éléments constitutifs du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, fiches de non-conformités éventuelles traitées, dossier de maintenance des équipements, etc.) et les transmet au maître d'ouvrage dans les délais fixés par les marchés.

Les éléments justificatifs relatifs à la vérification du respect des distances minimales entre ouvrages prévues par la réglementation, ainsi que les plans de récolement des nouveaux ouvrages, sont à transmettre à l'exploitant du réseau avant la remise en eau.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Demande la réception des travaux en indiquant la date d'achèvement de ceux-ci (réelle ou prévisible) ;
- Participe à l'implantation des points de contrôle de réception ;
- Propose le traitement des non-conformités éventuelles ;
- Traite, en tant que de besoin, ces non-conformités ;
- Constitue les éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement établis avec une précision de classe A minimale suivant les dispositions de la réforme anti-endommagement en matière de géo-référencement, fiches produits, fiches de non-conformités éventuelles traitées, dossier de maintenance des équipements, etc.) et les transmet au maître d'œuvre dans les délais fixés par le marché de travaux.

Les plans de récolement seront établis sur support numérique.

- Met à jour l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages et la remet au maître d'œuvre.

L'ENTREPRISE DE CONTRÔLES :

- Réalisent les contrôles conformément à leurs marchés ;
- Vérifient la conformité de l'ouvrage aux exigences spécifiées dans le marché de travaux ;
- Respectent les délais de rendu des rapports.





Fiche 2/2

CHANTIER

Les FOURNISSEURS et FABRICANTS :

- Sont invités à participer en tant que de besoin aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Assistent le maître d'œuvre et l'entreprise de travaux, à leur demande, lors de la recherche des causes de non-conformités éventuelles ;
- Apportent leurs conseils, si nécessaire, sur les solutions proposées pour le traitement des éventuelles non-conformités.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

- Participe en tant que de besoin aux opérations préalables à la réception des travaux ;
- Participe aux essais de manœuvre de tous les accessoires de conduite (robinetterie, bornes, décharges, vidanges, équipements de protection, etc.) et des hydrants ;
- S'assure du résultat des épreuves de pression ;
- S'assure que les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection des réseaux et des installations de distribution d'eau destinée à la consommation humaine respectent les dispositions prévues à l'article R.1321-54 du code de la santé publique ;
- S'assure de l'efficacité des opérations de nettoyage, de rinçage et de désinfection de l'installation, ainsi que de la qualité de l'eau potable avant la mise en service de la conduite ;
- Apporte son avis au maître d'ouvrage sur les propositions de traitement des non-conformités éventuelles ;
- Se fait remettre avant la remise en eau les éléments justificatifs relatifs à la vérification du respect des distances minimales entre ouvrages prévues par la réglementation, ainsi que les plans de récolement des nouveaux ouvrages.

Le COORDONNATEUR SPS :

- Finalise le DIUO qui intègre l'analyse des risques des interventions ultérieures sur les ouvrages remise par le maître d'œuvre et le transmet au maître d'ouvrage.



Fiche 1/2

SOLDE DES MARCHÉS

APRES LA RÉCEPTION

ACTEURS :

Maître d'ouvrage et, le cas échéant, son Assistant (AMO)
Maître d'œuvre
Entreprise de travaux (+ sous traitants)
Financeurs

Le MAÎTRE D'OUVRAGE avec l'aide, le cas échéant, de son Assistant (AMO) :

- Solde tous les marchés : BET, entreprise de travaux, sous-traitants entreprise de contrôle, maître d'œuvre, AMO, coordonnateur SPS, etc. ;
- Fournit aux financeurs, si demandés, les résultats des contrôles préalables à la réception ;
- Demande le solde des aides ;
- Pendant le délai de garantie prévu au marché, formule le cas échéant des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le MAÎTRE D'ŒUVRE :

- Contrôle et approuve le projet de décompte final des entreprises ;
- Établit le décompte général et propose le paiement du solde au maître d'ouvrage ;
- Pendant le délai de garantie, prend en compte le cas échéant les réserves sur des malfaçons et s'assure de la réalisation des travaux permettant de remédier à tous les désordres signalés.

L'ENTREPRISE DE TRAVAUX :

- Établit le projet de décompte final ;
- L'envoie au maître d'œuvre ;
- Pendant le délai de garantie, est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle elle doit remédier à tous les désordres signalés par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Les FINANCEURS :

- Réceptionnent et étudient les documents nécessaires au solde comme prévu dans la convention d'attribution de l'aide ;
- Soldent les aides en respectant leurs procédures, leurs engagements et leurs délais.



Fiche 2/2

GESTION PATRIMONIALE

APRÈS LA RÉCEPTION

ACTEURS :

Maître d'ouvrage
Exploitant du réseau d'eau potable

Le MAÎTRE D'OUVRAGE :

- Remet l'ouvrage à son exploitant du réseau d'eau potable, avec, en cas de délégation, établissement d'un PV de remise comprenant en annexe le DOE et le DIUO ;
- Enregistre l'ouvrage dans ses outils de gestion du patrimoine (SIG...) et conformément aux dispositions réglementaires en vigueur* : localisation, date de réalisation, caractéristiques dimensionnelles (diamètres, profondeurs...), matériaux constitutifs, ouvrages spécifiques, autres données (nature des sols, environnement immédiat...), etc. Les données du DOE et du DIUO sont également enregistrées, archivées, et introduites dans le Document Unique ;
- Prévoit dans son budget l'amortissement de l'ouvrage.

L'EXPLOITANT du réseau d'eau potable :

- Prend en charge l'exploitation de l'ouvrage ;
- Enregistre les nouveaux ouvrages sur le Guichet Unique ;
- Enregistre l'ouvrage dans ses outils de suivi de l'exploitation de modélisation, et l'intègre dans son plan de maintenance (appareils de protection et de régulation, protections cathodiques, etc.) en tenant compte des données du DIUO ;
- Enregistre et archive les dysfonctionnements constatés au cours de la vie de l'ouvrage : baisses de pression, casses, qualité de l'eau... en précisant tous les éléments nécessaires pour constituer une base de données aussi fiable et aussi complète que possible, et permettre une bonne exploitation ultérieure (type, localisation précise, date, diagnostic et actions correctives, nature des sols...) ;
- Met en place des indicateurs de performance (état physique, fonctionnement, impacts des dysfonctionnements...).

(*) Notamment en application celles du décret n° 2012-97 du 27 janvier 2012 relatif à la définition d'un descriptif détaillé des réseaux des services publics de l'eau et de l'assainissement et d'un plan d'actions pour la réduction des pertes d'eau du réseau de distribution d'eau potable



ANNEXE 1

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACS	Attestation de Conformité Sanitaire
AEP	Alimentation en Eau Potable
AMO	Assistant à Maître d'Ouvrage
ARS	Agence Régionale de Santé
BET	Bureau d'Etudes Techniques
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et Santé au Travail
CAS	Certificat d'Aptitude Sanitaire
CLP	Certificat de conformité aux Listes Positives
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CGCT	Code Général des Collectivités Territoriales
CGSS	Caisse Générale de Sécurité Sociale (outre-mer seulement)
COFRAC	Comité Français d'Accréditation
CRAMIF	Caisse Retraite d'Assurance Maladie d'Ile de France
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DICT	Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux
DIUO	Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DT	Demande de projet de Travaux
DUER	Dossier Unique d'Evaluation des Risques
EP	Eaux Pluviales
EPI	Equipement de Protection Individuelle
ITV	Inspection Télévisée
MISEN	Missions Inter-Services de l'Eau et de la Nature
MOA	Maître d'Ouvrage
MOE	Maître d'œuvre
MP	Marquage Piquetage
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics
OPR	Opérations Préalables à la Réception
OS	Ordre de Service
PAQ	Plan d'Assurance Qualité
PAQE ou PAE	Plan d'Assurance Qualité et Environnementale
PRPDE	Personne Responsable de la Production et/ou de la Distribution d'Eau
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier Sécurité Protection Santé
PV	Procès-Verbal
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SIG	Système d'Information Géographique
SPS	Sécurité et Protection de la Santé



ANNEXE 2

LEXIQUE

Certification

C'est la reconnaissance, par un organisme indépendant du fabricant ou du prestataire de service, de la conformité d'un produit, service, organisation ou personnel à des exigences fixées dans un référentiel.

Contrôles extérieurs

Contrôles exercés par un opérateur accrédité indépendant de l'entreprise chargée des travaux, pour le compte du maître d'ouvrage.

Contrôles intérieurs

Contrôles par l'entreprise de ses propres tâches :

autocontrôle : contrôle exercé par chaque intervenant à l'intérieur de son organisation pour s'assurer de la qualité de sa production ou de sa prestation ;

contrôle interne : opérations de surveillance, de vérifications, d'essais exercées sous l'autorité du responsable de la fabrication ou de la production dans les conditions définies par le PAQ ;

contrôle externe : opérations de surveillance, de vérifications, d'essais exercées par du personnel de l'entreprise indépendant de la chaîne de production ou par un organisme extérieur mandaté par l'entreprise.

Dossiers des interventions ultérieures sur l'ouvrage

Ensemble des éléments (plans, notices, prescriptions...) permettant d'assurer les interventions ultérieures dans le respect normatif de la sécurité.

Dossier des ouvrages exécutés

Il comprend notamment les plans de récolement, les notices de fonctionnement...

Étude géotechnique

L'étude géotechnique consiste tout d'abord en une recherche documentaire basée sur les cartes géologiques, l'expérience antérieure, les dossiers archivés, les enquêtes et les levés de terrain, etc. Cette étude doit permettre de connaître la nature et le niveau hydrique du sous-sol (nappe, source, roche, sol instable...) à l'emplacement des canalisations et de définir les choix techniques en fonction du milieu environnemental et de l'état du bâti (choix de la nature des tuyaux et/ou des matériaux de réhabilitation, des matériaux de la zone de pose et d'enrobage, des remblais en étudiant la possibilité de réutiliser des déblais extraits, des conditions de réalisation...). Cette étude répond aux objectifs de la phase 1 des études géotechniques définies dans le fascicule 70-1 version 2003.

Cette recherche documentaire peut déboucher sur la définition d'un programme d'investigations géotechniques : techniques géophysiques, sondages, essais in situ, essais de laboratoire... qui seront à interpréter pour atteindre les mêmes objectifs que précédemment.

Le traitement de problèmes spécifiques ou de risques peu fréquents (dimensionnement d'un rabattement par puits drainants, localisation précise de cavités souterraines, caractérisation de la résistance de sols rocheux, etc.) nécessite des moyens et des méthodes particuliers.

On se référera utilement au déroulé et au contenu des missions géotechniques tels que définis par la norme NF-P-94-500 relative à la classification et aux spécifications des missions d'ingénierie géotechnique.

Fascicule n° 71 « Fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau »

Règles techniques applicables à la pose des conduites d'eau, robinetterie, branchements et accessoires.

Hydrants

Bouches et poteaux d'incendie

Marquage CE

C'est un marquage réglementaire et obligatoire qui permet aux produits de circuler librement dans l'espace européen. Les produits marqués CE sont présumés conformes aux normes « produits ». Le marquage CE ne vaut pas conformité sanitaire.

Marque NF

La marque NF est une marque collective de certification. Elle garantit la qualité et la sécurité des produits et services certifiés. La marque NF garantit non seulement la conformité aux normes en vigueur, mais aussi à des critères de qualité supplémentaires correspondant aux besoins des consommateurs.

Mieux-disant

Entreprise présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.



Offre économiquement la plus avantageuse

Offre qui satisfait au mieux l'ensemble des critères d'attribution du marché, qualité et prix, définis par l'acheteur. Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse s'oppose au choix du moins disant, fondé sur le seul critère financier.

Plan d'assurance qualité

Document explicitant, pour un chantier donné, les dispositions d'organisation et de contrôle prises par l'entreprise pour réaliser l'ouvrage et atteindre la qualité requise.

Plan d'Assurance Qualité et Environnemental

Document explicitant, pour un chantier donné, les dispositions prises par l'entreprise en matière de qualité et de prévention et limitation des impacts sur le plan environnemental au sens large.

Plan de contrôle

Document décrivant les dispositions spécifiques mises en œuvre pour effecteur le contrôle sur le chantier.

Prévention intégrée

Prise en compte de la prévention des risques dès la conception de l'ouvrage (loi de 1976 et directive 89-391)

Programme d'opération

Il définit les objectifs de l'opération, selon l'article 2 de la LOI MOP, les besoins qu'elle doit satisfaire, les contraintes et exigences relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage (qualité sociale – urbanistique – architecturale – fonctionnelle – technique et économique – d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement).

Réforme anti-endommagement ou réforme DT-DICT

Réglementation qui concerne les travaux à proximité des réseaux applicable depuis le 1er juillet 2012

Schéma de distribution d'eau potable

Il détermine sur la commune les zones desservies par un réseau de distribution (article L2224-7-1 du CGCT).



ANNEXE 3

CHRONOLOGIE SYNTHÉTIQUE D'UNE OPÉRATION D'EAU POTABLE

DÉFINITION ET CONCEPTION DU PROJET

Missions	Acteurs
Décision de réaliser les études de faisabilité des travaux	Maître d'ouvrage
Choix du ou des assistant(s) à maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage
Définition du programme des travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Détermination de l'enveloppe financière prévisionnelle et appel aux Financeurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à Maître d'ouvrage
Décision de réaliser les travaux	Maître d'ouvrage
Élaboration du DCE pour les études préalables et le choix du (ou des) bureau(x) d'études préalables	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Rendu des études préalables	Bureau d'Etudes Préalables
Validation des études préalables *avant la désignation du maître d'œuvre*	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Finalisation du programme des travaux pour consultation du maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Choix du maître d'oeuvre	Maître d'ouvrage
Choix du coordonnateur S P S	Maître d'ouvrage
Conception du projet et proposition au maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
Validation du projet et engagement du maître d'œuvre sur le montant	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Définition du mode et des conditions de consultation de l'entreprise de travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre
Élaboration du DCE travaux	Maître d'œuvre
Ouverture du registre journal, rédaction du PGC et initialisation du DIUO	Coordonnateur SPS
Validation du DCE travaux	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Élaboration du DCE contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Validation du DCE contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



CHOIX DES ENTREPRISES ET PRÉPARATION DU CHANTIER

Missions	Acteurs
Lancement des consultations des entreprises	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Remise des offres « travaux» accompagnées d'un mémoire technique adapté au chantier	Entreprises de Travaux
Remise des offres « contrôles Extérieurs » accompagnées d'un mémoire technique adapté	Entreprises de Contrôles Extérieurs
Analyses des offres des entreprises de travaux	Maître d'œuvre
Choix de l'entreprise de travaux	Maître d'ouvrage
Analyses des offres des entreprises de contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Choix de l'entreprise de contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage
Notification des marchés « travaux» et «contrôles extérieurs »	Maître d'ouvrage
Délivrance de l'OS pour la préparation du chantier (OS1)	Maître d'œuvre
Préparation du chantier	Maître d'œuvre + Coordonnateur S P S + Entreprise de travaux + Fournisseurs et fabricants + Entreprise de contrôles extérieurs + Exploitant du réseau d'eau potable + Gestionnaires de voiries et exploitants des autres réseaux
Réunion de fin de préparation	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage + Maître d'œuvre + Coordonnateur S P S + Entreprise de travaux + Fournisseurs et fabricants + Entreprise de contrôles extérieurs + Exploitant du réseau d'eau potable + Gestionnaires de voiries et exploitants des autres réseaux + Financeurs
Inspections communes Mise à jour du registre journal. Complément du PGC	Coordonnateur SPS

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'œuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



CHANTIER

Missions	Acteurs
Déclarations préalables (IT, CRAM...)	Maître d'ouvrage
Délivrance de l'OS pour le démarrage des travaux (OS2)	Maître d'œuvre
Délivrance OS contrôles extérieurs	Maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Inspections communes complémentaires Mise à jour du registre journal. Complément du PGC	Coordonnateur SPS
Réalisation du chantier	Entreprise de travaux (+ Fournisseurs et fabricants) et Exploitant du réseau d'eau potable le cas échéant pour les travaux relevant de sa responsabilité
Suivi du chantier	Maître d'œuvre + Coordonnateur SPS et Exploitant du réseau d'eau potable pour ce qui relève de sa responsabilité d'exploitant
Réunions de chantier	Maître d'œuvre + Maître d'ouvrage + Assistants à maître d'ouvrage + Coordonnateur S P S + Entreprise de travaux + Fournisseurs et fabricants + Entreprise de contrôles extérieurs + Exploitant du réseau d'eau potable + gestionnaires de voiries et exploitants des autres réseaux
Contrôles extérieurs	Entreprise de contrôles extérieurs + Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage (ou Maître d'œuvre*)
Traitement des non conformités éventuelles	Entreprise de travaux après validation du maître d'œuvre
Validation du traitement des non conformités	Maître d'œuvre après acceptation du Maître d'ouvrage
Vérification de la qualité de l'eau avant mise en service des ouvrages	Maître d'ouvrage assisté de l'Exploitant du réseau d'eau potable
Constitution des éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, etc.)	Entreprise de travaux
Collecte et vérification des éléments constitutifs du Dossier des Ouvrages Exécutés (plans de récolement, fiches produits, etc.)	Maître d'œuvre
Envoi du DOE au Coordonnateur SPS	Maître d'ouvrage
Proposition de réception des travaux	Maître d'œuvre
Réception des travaux	Maître d'ouvrage

(*) Si le maître d'ouvrage a confié cette prestation au maître d'oeuvre dans le cadre de Missions Complémentaires d'Assistance



ACHÈVEMENT DE L'OPÉRATION

Missions	Acteurs
Etablissement d'un projet de décompte final	Entreprises de Travaux
Etablissement du décompte général et définitif et proposition du paiement du solde au Maître d'ouvrage	Maître d'œuvre
Finalisation du DIUO	Coordonnateur SPS
Solde de tous les marchés : Bureaux d'études préalables, entreprise de travaux, sous-traitants, entreprise de contrôles, maître d'oeuvre, assistant(s) à maître d'ouvrage, coordonnateur SPS...	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Demande aux Financeurs du solde des aides	Maître d'ouvrage + Assistant(s) à maître d'ouvrage
Solde des aides	Financeurs
Obligation de remédier aux désordres non identifiés au moment de la réception	Entreprise de travaux

APRÈS LA RÉCEPTION

Missions	Acteurs
Remise de l'ouvrage à l'exploitant du réseau d'eau potable	Maître d'ouvrage
Enregistrement de l'ouvrage dans les outils de gestion du patrimoine et mise en place de son amortissement	Maître d'ouvrage
Transmission annuelle des résultats de suivi de fonctionnement	Maître d'ouvrage
Prise en charge de l'exploitation de l'ouvrage et enregistrement sur le guichet unique ainsi que dans les outils de suivi	Exploitant du réseau d'eau potable
Enregistrement et archivage des dysfonctionnements constatés	Exploitant du réseau d'eau potable
Mise en place des indicateurs de performance	Exploitant du réseau d'eau potable



ANNEXE 4

RÉGLEMENTATION APPLICABLE AUX PRODUITS DESTINÉS À ENTRER EN CONTACT AVEC L'EAU DESTINÉE À LA CONSOMMATION HUMAINE

Nature des preuves de conformité sanitaire

En application de l'article R. 1321-48 du code de la santé publique, toute personne responsable de la mise sur le marché d'un matériau ou d'un objet entrant en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine doit donc :

- proposer des matériaux et objets respectant les dispositions spécifiques fixées réglementairement pour le groupe de matériaux et objets auquel il appartient ;
- s'assurer, préalablement à la mise sur le marché, du respect des dispositions spécifiques le concernant ;
- tenir à disposition, de l'administration et de ses clients, les preuves de conformité sanitaire du matériau ou objet, attestant du respect des dispositions spécifiques.

En application de l'article R. 1321-49 du code de la santé publique, toute personne responsable de la production, de la distribution ou du conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine(PRPDE) doit, depuis le point de prélèvement jusqu'au point d'usage s'assurer qu'il n'utilise que des matériaux et objets conformes aux dispositions réglementaires. Il doit donc vérifier auprès de ses fournisseurs les preuves de conformité sanitaire des matériaux et objets avant leur mise en œuvre en contact avec l'eau destinée à la consommation humaine.

Dans l'attente de la publication des arrêtés cités à l'article R.1321-48-I du code de la santé publique, les dispositions spécifiques à respecter pour les différents groupes de matériaux et objets entrant au contact de l'eau sont celles définies par l'arrêté du 29 mai 1997 modifié relatif aux matériaux et objets utilisés dans les installations fixes de production, de traitement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Selon la nature constitutive et l'usage du matériau ou de l'objet, la preuve de conformité sanitaire doit être produite :

- soit par un laboratoire habilité par le ministre chargé de la santé (CAS, CLP ou ACS),
- soit par le responsable de la première mise sur le marché (déclaration sur l'honneur, certificats d'analyse, etc.).

Sous réserve qu'aucune évolution réglementaire ultérieure ne soit intervenue depuis la parution de la présente charte, les dispositions suivantes s'appliquent :

Groupe de matériaux et objets	Dispositions de référence	Nature de la preuve de conformité sanitaire
Matériaux et objets constitués de **matière métallique**	Annexe 1 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié	Déclaration sur l'honneur de conformité délivrée par le responsable de la mise sur le marché
Matériaux et objets constitués de **matière minérale**	Annexe 2.2 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié	Déclaration sur l'honneur de conformité délivrée par le responsable de la mise sur le marché



Groupe de matériaux et objets		Disposition de référence	Nature de la preuve de conformité sanitaire
Matériaux et objets constitués de **ciment**		Annexe 2.1 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié Avis du 24 février 2012	CLP ou Déclaration sur l'honneur de conformité délivrée par le responsable de la mise sur le marché selon les cas
Matériaux et objets constitués de **matière organique**	a) Matériau ou objet monomatière, multicouches et composites	Annexe 3 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié Circulaires ministérielles du 12 avril 1999 et du 27 avril 2000	ACS
	b) Adhésifs (colles), lubrifiants (graisses et huiles), joints de diamètre inférieur à 63mm	Annexe 3 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié Circulaires ministérielles du 12 avril 1999 et du 27 avril 2000	CLP
	c) Fibres de renfort	Circulaire ministérielle du 21 août 2006	CAS
« Produits assemblés » ou **« Accessoires »** - objets constitués de plusieurs composants - applicable uniquement pour les accessoires constitués d'au moins un composant organique entrant au contact avec l'eau		Annexes 1, 2 et 3 de l'arrêté du 29 mai 1997 modifié Circulaire ministérielle du 25 novembre 2002	ACS

La réglementation en vigueur est consultable sur le site Internet du ministère chargé de la santé :

http://www.sante.gouv.fr/materiaux-entrant-en-contact-avec-l-eau-destinee-a-la-consommation-humaine.html

Par ailleurs, en application de l'article R. 1321-54 du code de la santé publique, les produits utilisés pour le nettoyage et la désinfection des installations de production, de distribution et de conditionnement d'eau destinée à la consommation humaine sont composés de constituants autorisés dans les conditions fixées par l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié.*

(*) Décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec les denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux



LISTE DES SIGNATAIRES

Les représentants de l'Etat

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

Benoît Vallet, Directeur Général de la Santé

Les représentants des maîtres d'ouvrage

AdCF Assemblée des Communautés de France

Charles-Eric Lemaignen, Président

FRANCE URBAINE
MÉTROPOLES, AGGLOS ET GRANDES VILLES

Olivier Landel, Délégué général

AMF
ASSOCIATION DES MAIRES DE FRANCE ET DES PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉ

André Flajolet, Président de la commission Environnement et développement durable

Les Eco Maires

Guy Geoffroy, Président

FNCCR

Luc Strehaiano, Vice-Président

Les collectivités territoriales

attf
Association des Techniciens Territoriaux de France

Fabien Le Port, Président

AITF
ASSOCIATION DES INGÉNIEURS TERRITORIAUX DE FRANCE

Patrick Berger, Président

Syndicat National des Directeurs Généraux des Collectivités Territoriales



Les établissements publics

Paul Michelet, Directeur Général

Olivier Thibault, Directeur Général

Martin Gutton, Directeur Général

Marc Hoeltzel, Directeur Général

Patricia Blanc, Directrice Générale

Laurent Roy, Directeur Général

Laurent Bergeot, Directeur Général

Les bureaux d'études et entreprises de pose

Alain-Henri Bellec, Président

Sébastien Pailhès, Président du GT Eau

Bruno Cavagné, Président

Alain Grizaud, Président

Patrick Le Gal, Président

Les sociétés de contrôle

Gilles Giora, Président



Les fournisseurs

Pascal Farjot, Président

Benoit Hennaut, Président

Raoul Voisinet, Président

Alain Bénichou, Président

Philippe Le Treust, Président du Département Cycle de l'Eau

Les chartes

Pierre-Alain Roche, Président

ADOUR GARONNE
Sandrine Gardrat, Présidente

ARTOIS PICARDIE

ILE-DE-FRANCE
Emmanuel Pezet, SIARP

LANGUEDOC ROUSSILLON
Michel Benedetti, Président

NORMANDIE
Charles Revet, Président

MARNE MEUSE HAUTE-MARNE

AISNE ARDENNES OISE
Christelle Fremaux, Présidente



Santé, sécurité et prévention

Paul Duphil, Secrétaire général

Marine Jeantet, Directrice des Risques Professionnels

Les autres organismes professionnels

Tristan Mathieu, Délégué Général

Jean-Christophe Maistre

Gilles Bernardeau, Directeur Général

Roger Maxime, Directeur Nantes

Robert Olivé, Président

Marc-Yvan Laroye, Directeur Adjoint

François Guillot, Président

Denis Roynette, Président

Guy Bessiere

François Leparmentier, Vice-Président

Patrick Broud, Président

Patrice Dupont, Président



ASTEE
51 rue Salvador Allende
92027 NANTERRE CEDEX
Tel : 01 41 20 17 60
e-mail : astee@astee.org

La charte est disponible sur le site Internet
www.astee.org





Charte nationale de qualité des réseaux d'eau potable

astee
association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-127-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-127 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE VALROMEY-SUR-SERAN.

- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.
- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

La commune de Valromey-sur-Séran est en cours d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme et cette démarche nécessite notamment la révision des zonages d'assainissement et de gestion de eaux pluviales.

Dans le cadre de l'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriale, il appartient à la communauté de Communes Bugey-Sud (CCBS) d'approuver le zonage d'assainissement après enquête publique.

Ce zonage a pour effet de délimiter :

- Les zones d'assainissement collectif où la CCBS est tenue d'assurer la collecte des eaux domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,

- Les zones relevant de l'assainissement non collectif où la CCBS est tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif.

Il est par ailleurs proposé de confier l'enquête publique associée à ce projet de zonage à la commune de Valromey-sur-Séran, en lien avec l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et son enquête publique.

VU l'article L. 123.6 du Code de l'environnement permettant l'organisation et la conduite d'une enquête publique unique par la collectivité préalablement désignée d'un commun accord entre les collectivités concernées, et ce dès lors que plusieurs consultations publiques sont nécessaires à la réalisation d'un projet, plan ou programme ;

VU les pièces du dossier relatif au projet de zonage d'assainissement volet eaux usées à soumettre à l'enquête publique ;

CONSIDERANT que la commune de Valromey-sur-Séran est en cours d'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme et que cette démarche nécessite notamment la révision des zonages d'assainissement et de gestion de eaux pluviales ;

CONSIDERANT la compétence de la CCBS en matière d'assainissement collectif et non collectif sur le territoire de la commune de Valromey-sur-Séran ;

CONSIDERANT qu'il a été décidé d'un commun accord de confier la réalisation de l'enquête publique à la Commune de Valromey-sur-Séran ;

CONSIDERANT que conformément à l'article R.122.17 du Code de l'environnement, les documents relatifs au projet de zonage des eaux usées seront soumis à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) pour l'examen au cas par cas statuant, et sur la nécessité de procéder ou non à une évaluation environnementale et que la réponse de la MRAE sera intégrée au dossier d'enquête publique ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'ensemble des documents relatifs au projet de zonage d'assainissement collectif et non collectif sur la commune de Valromey-sur-Séran, tels que présentés et annexés à la présente délibération ;

- **DECIDE** que cette délibération annule et remplace la délibération n°D-2025-033 en date du 10 avril 2025 ;

- **AUTORISE** la mise à enquête publique du dossier de zonage d'assainissement collectif et non collectif ainsi élaboré dans le même temps que le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Valromey-sur-Séran et le zonage relatif à la gestion des eaux pluviales qui sera arrêté par la commune ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

06
2025

Notice du zonage assainissement de la commune de Valromey sur Séran



CONSULTING

SAFEGE
Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 LYON

Direction France Est

Version : 4

Sommaire

1 ..... Préambule 5

2 ..... Définitions et réglementation générales 6

2.1 Zonage d'assainissement 6

2.2 Assainissement Collectif 6

2.3 Assainissement Non Collectif 7

2.4 Portée réglementaire du zonage 8

3 ..... Rapport de présentation non technique 9

3.1 Synthèse des étapes aboutissant à la modification du zonage d'assainissement 9

3.2 Justifications 9

4 ..... Présentation de la commune 10

4.1 Localisation de la commune 10

4.2 Contexte socio-économique 11

4.2.1 Urbanisation et occupation des sols 11
4.2.2 Démographie et habitat 12
4.2.3 Urbanisation future 13
4.2.4 Activités professionnelles et établissements d'accueil 13

5 ..... Présentation du milieu naturel 14

5.1 Topographie 14

5.2 Contexte hydrographique 14

5.2.1 Présentation 14
5.2.2 Inondabilité 25

5.3 Pluviométrie 25

5.4 Géologie et hydrogéologie 26

5.4.1 Contexte géologique 26
5.4.2 Contexte hydrogéologique 27

5.5 Capacité des sols à l'infiltration 32

5.6 Zones naturelles et sites classés 32
5.7 Risques naturels 38
6 ..... Etat des lieux de l'assainissement collectif 39
6.1 Organisation et gestion 39
6.2 Stations d'épuration de Valromey sur Séran 39
6.3 Réseau de collecte 40
6.4 Charge collectée et taux de collecte 41
6.5 Bilan du fonctionnement des systèmes d'assainissement collectif et programme de travaux prévu sur la commune 43
7 ..... Etat des lieux de l'assainissement Non Collectif 48
8 ..... Zonage d'assainissement des Eaux Usées 49
8.1 Zones en assainissement collectif 49
8.2 Zones en assainissement non collectif 49
8.3 Plan de zonage assainissement 49
9 ..... Organisation du service 51
9.1 Service Public d'Assainissement Collectif 51
9.2 Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) 51
Annexe 1 Plan du zonage assainissement EU 55

Tables des illustrations

Figure 1 : Localisation de la commune 10
Figure 2 : Occupation des sol (source : CORINE LAND COVER 2018) 11
Figure 3 : Evolution de la population entre 1968 et 2017 (source : INSEE) 12
Figure 4 : Hydrographie sur la commune 15
Figure 5 : Profil en long du Séran (source : contrat de rivière Séran 2014-2018) 16
Figure 6 : Moyenne mensuelle des débits de 2000 à 2020 sur le Séran (source : Banque Hydro) 18
Figure 7 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/) 19
Figure 8 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/) 19
Figure 9 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/) 20
Figure 10 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération matières azotées (source : contrat de rivière Séran 2014-2018) 21
Figure 11 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération MOOX (source : contrat de rivière Séran 2014-2018) 22
Figure 12 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération nitrates (source : contrat de rivière Séran 2014-2018) 23
Figure 13 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération matières phosphorées (source : contrat de rivière Séran 2014-2018) 24
Figure 14 : Carte géologique au 1/50 000 à l'échelle de la commune (source : BRGM) 26
Figure 15 : Localisation des masses d'eau souterraine 28
Figure 16 : Niveau de la nappe par le piézomètre Confluence de Valromey sur Séran 29
Figure 17 : Niveau de la nappe par le piézomètre Pz1 de Valromey sur Séran 29
Figure 18 : Niveau de la nappe par le piézomètre Les Molards de Valromey sur Séran 30
Figure 19 : Captages AEP et périmètres de protection 31
Figure 20 : Localisation des espaces naturels protégés sur la commune 37

Table des tableaux

Tableau 1 : Résultats des recensements INSEE pour la population de la commune de Valromey sur Seran (source : INSEE) 12
Tableau 2 : Répartition des logements en 2017 (source : INSEE) 13
Tableau 3 : Projection de population d'après l'évolution annuelle de population 2006-2017 13
Tableau 4 : Cours d'eau présents sur la commune 17
Tableau 5 : Objectifs de qualité fixés par le SDAGE sur les masses d'eau du territoire (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/) 25
Tableau 6 : Moyenne mensuelle de donnée de température et de précipitation de la Station météo France de Chambéry - Aix-les-Bains 26
Tableau 7 : Piézomètres présents sur le périmètre d'étude 29
Tableau 8 : Etat qualitatif et quantitatif des aquifères en présence 30
Tableau 9 : Milieux sensibles concernés par les systèmes d'assainissement de la commune 36
Tableau 10 : Liste des stations d'épuration sur le secteur d'étude de la commune 39
Tableau 11 : Linéaire de réseaux (après mise à jour des plans) 40
Tableau 12 : Charge sur les systèmes d'assainissement étudiés 42
Tableau 13 : Programme de travaux sur l'assainissement collectif à Valromey-sur-Séran 44

1 PREAMBULE

L'évolution des structures d'assainissement, les changements de règlementations, le transfert de la compétence assainissement collectif à la CC Bugey Sud et l'élaboration par la commune de Valromey sur Séran de son PLU conduisent à la mise à jour de la carte de zonage d'assainissement.

L'objet du présent document est d'accompagner et de préciser la carte de zonage assainissement de la commune de Valromey sur Séran, afin de la mettre en concordance avec les nouvelles données en matière d'urbanisme, d'assainissement et de développement.

La révision du zonage fait également suite à une étude de schéma directeur assainissement, réalisée entre 2021 et 2023.

La présente notice traite uniquement du zonage d'assainissement pour la commune de Valromey sur Séran.

2 DEFINITIONS ET REGLEMENTATION GENERALES

2.1 Zonage d'assainissement

Un **zonage d'assainissement** intervient dans un double objectif, de salubrité publique et de protection de l'environnement. Il permet de fixer les grandes orientations en termes d'assainissement de la commune, notamment pour les secteurs actuellement non raccordés.

Plus concrètement, selon l'article L.2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, un zonage d'assainissement permet de définir précisément (pour chaque parcelle du territoire communal) :

1° *« Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

2° *Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ».*

Les collectivités, compétentes en matière d'assainissement, sont tenues réglementairement d'établir un projet de zonage, qui est soumis à enquête publique, puis approuvé par la collectivité.

Le présent zonage prend en compte la révision du PLU de 2023, et lui sera annexé, une fois approuvé.

2.2 Assainissement Collectif

L'**assainissement collectif** concerne toutes les habitations raccordées à un réseau public de canalisations destinées à acheminer les eaux usées à une station d'épuration.

L'assainissement collectif est notamment encadré par les articles et arrêtés suivants :

- L'article L1331-4 du Code de la Santé Publique indique que tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées vers le branchement collectif disposé en limite de propriété, sont à la charge du propriétaire.

- L'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique rend obligatoire le raccordement des immeubles aux réseaux disposés pour recevoir les eaux usées domestiques, dans un délai de deux ans après la mise en service de ces réseaux.

  Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut procéder aux travaux nécessaires, après mise en demeure, aux frais du propriétaire.

- Les articles L.2224-12-2 et R.2224-19 du Code Général des Collectivités Territoriales définissent la redevance d'assainissement, demandée à chaque particulier raccordé au réseau d'assainissement, qui comprend :

- une partie variable déterminée en fonction du volume d'eau prélevé par l'usager sur le réseau public ou sur toute autre source, dont l'usager génère le rejet au réseau d'assainissement,
- éventuellement une partie fixe, pour couvrir tout ou partie des charges fixes du service assainissement,

- Les articles L.1331-1 à L.1331-10 du Code de la Santé Publique,

- L'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020, est relatif aux prescriptions techniques, aux modalités de surveillance et au contrôle des installations d'assainissement collectif et des installations d'assainissement non collectif de capacité nominale supérieure à 1,2 kg/j de DBO5.

2.3 Assainissement Non Collectif

Les termes « installation **d'assainissement non collectif** » désignent toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

L'assainissement non collectif est notamment encadré par les articles et arrêtés suivants :

- L'article R.2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales pour les compétences des collectivités.

- L'article L.2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales pour le contrôle des installations.

- L'article L.1331-11-1 du Code de la Santé Publique.

- L'arrêté du 27 avril 2012 est relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

- L'arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixe les prescriptions techniques applicables aux installations d'ANC recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5, notamment son annexe 1.
  - Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, dont la liste est publiée au Journal Officiel *(Article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009).*
  - Signalons que le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ne permettent pas d'assurer sa dispersion dans le sol *(Article 12 de l'arrêté du 7 septembre 2009).*
  - Les installations d'assainissement non collectif doivent être correctement entretenues afin de permettre (*Article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009) :*

- Le bon fonctionnement des installations et des dispositifs de ventilation et de dégraissage (le cas échéant),
- Le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- L'accumulation normale des boues et flottants dans la fosse toutes eaux.

Les vidanges de fosses septiques toutes eaux doivent être adaptées en fonction de la hauteur de boues qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, les matières de vidange seront alors éliminées, conformément au plan départemental d'élimination des matières de vidange.

2.4 Portée réglementaire du zonage

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

Ainsi, le classement d'une zone en assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- Ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- Ni d'éviter au pétitionnaire situé en zone d'assainissement collectif, de réaliser une installation d'assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où le réseau collectif n'a pas « encore » été mis en place,
- Ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.

De même, le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif n'engage pas la collectivité à définir, au stade de la réalisation de son document de zonage :

- Le linéaire précis des canalisations de collecte,
- Le cheminement des réseaux, avec le passage éventuel en domaine privé,
- Le type de traitement des effluents domestiques,
- Les éventuels accords avec une commune mitoyenne pour traiter les effluents domestiques sur une unité de traitement intercommunale.

3 RAPPORT DE PRESENTATION NON TECHNIQUE

3.1 Synthèse des étapes aboutissant à la modification du **zonage d'assainissement**

Les étapes ayant permis l'élaboration du projet de zonage sont les suivantes :

- 2004-2006 : élaboration des cartes communales de Belmont-Luthézieu, Lompnieu, Sutrieu
- 01/01/2019 : fusion des communes de Belmont-Luthézieu, Lompnieu, Sutrieu et Vieu-en-Valromey : création de la commune de Valromey-sur-Séran
- 2021-2023 : Schéma Directeur Assainissement de la commune de Valromey-sur-Séran
- 01/01/2023 : transfert de la compétence assainissement collectif à la CC Bugey Sud
- 2023 : élaboration du PLU de la commune de Valromey-sur-Séran

3.2 Justifications

La mise à jour des zones à urbaniser et du schéma directeur d'assainissement rend nécessaire la mise à jour du zonage en cohérence avec :

- Le tracé du réseau d'assainissement collectif actuel afin d'identifier l'ensemble des zones desservies ;
- Les projets d'extension du réseau d'assainissement collectif au regard du nouveau PLU : desserte des zones urbanisables notamment.

4 PRESENTATION DE LA COMMUNE

4.1 Localisation de la commune

La commune de Valromey-sur-Seran est située au sud-est du département de l'Ain. Sa population était de 1311 habitants en 2017.

Il s'agit d'une commune nouvelle résultant de la fusion au 1er janvier 2019 des communes de :

- Belmont-Luthézieu
- Lompnieu
- Sutrieu
- Vieu-en-Valromey

Elle fait partie de la Communauté de Communes Bugey Sud, qui compte 33 848 habitants pour 43 communes. Le siège de la Communauté de Communes est situé à Belley.

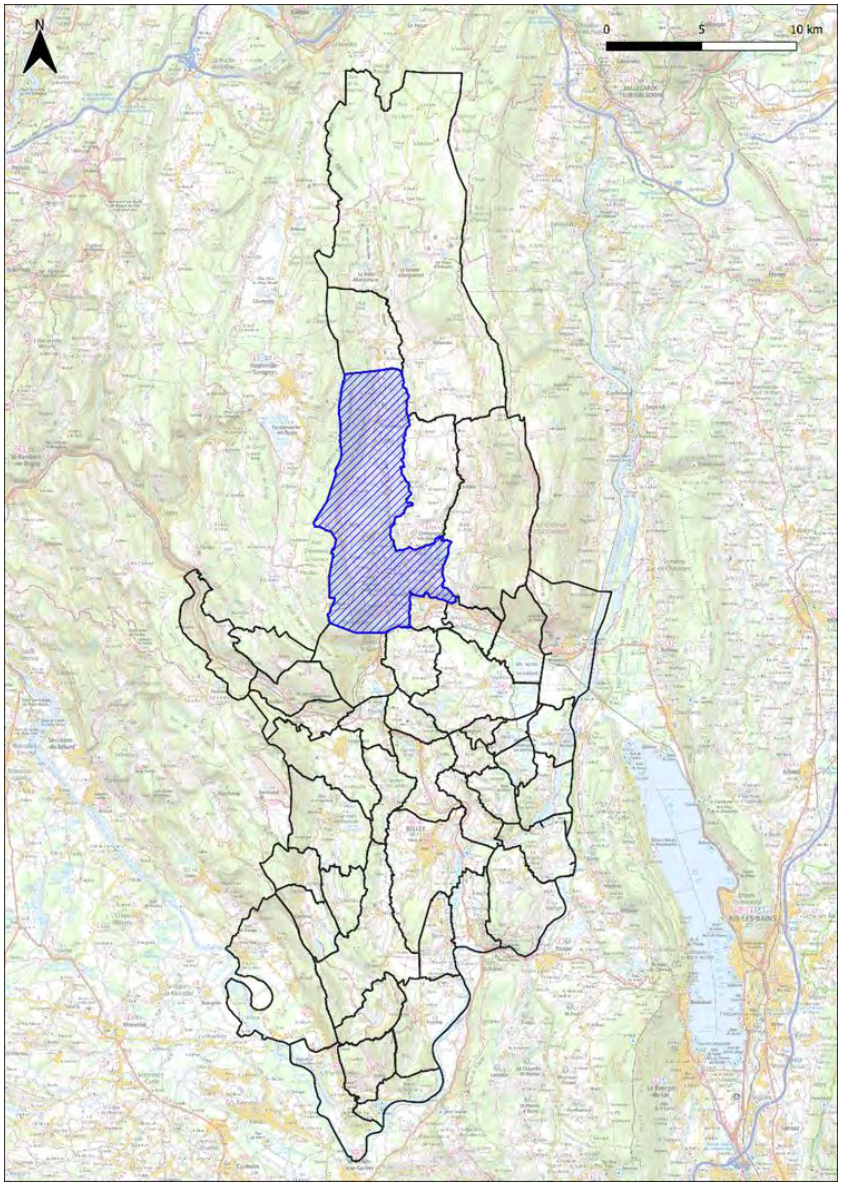


Figure 1 : Localisation de la commune

4.2 Contexte socio-économique

4.2.1 Urbanisation et occupation des sols

La commune de Valromey sur Séran se compose principalement :

- A l'ouest de forêts de feuillus, conifères et de forêts mélangés. On trouve également quelques espaces de pelouses et pâturages naturels.
- A l'est, des surfaces à usage agricoles de type prairies en herbe, des systèmes culturaux complexes et des surfaces agricoles interrompues par des espaces naturels importants.

Le tissu urbain « discontinu » est présent sur le secteur de Champdossin-Massignieu et de Don.

Les activités principales sur la commune sont l'agriculture (céréales, légumineuses et graines oléagineuses) et l'élevage (principalement de bovins et de vaches laitières), les commerces et activités de services, et les entreprises de constructions et travaux (menuiserie, charpente, maçonnerie, etc…).

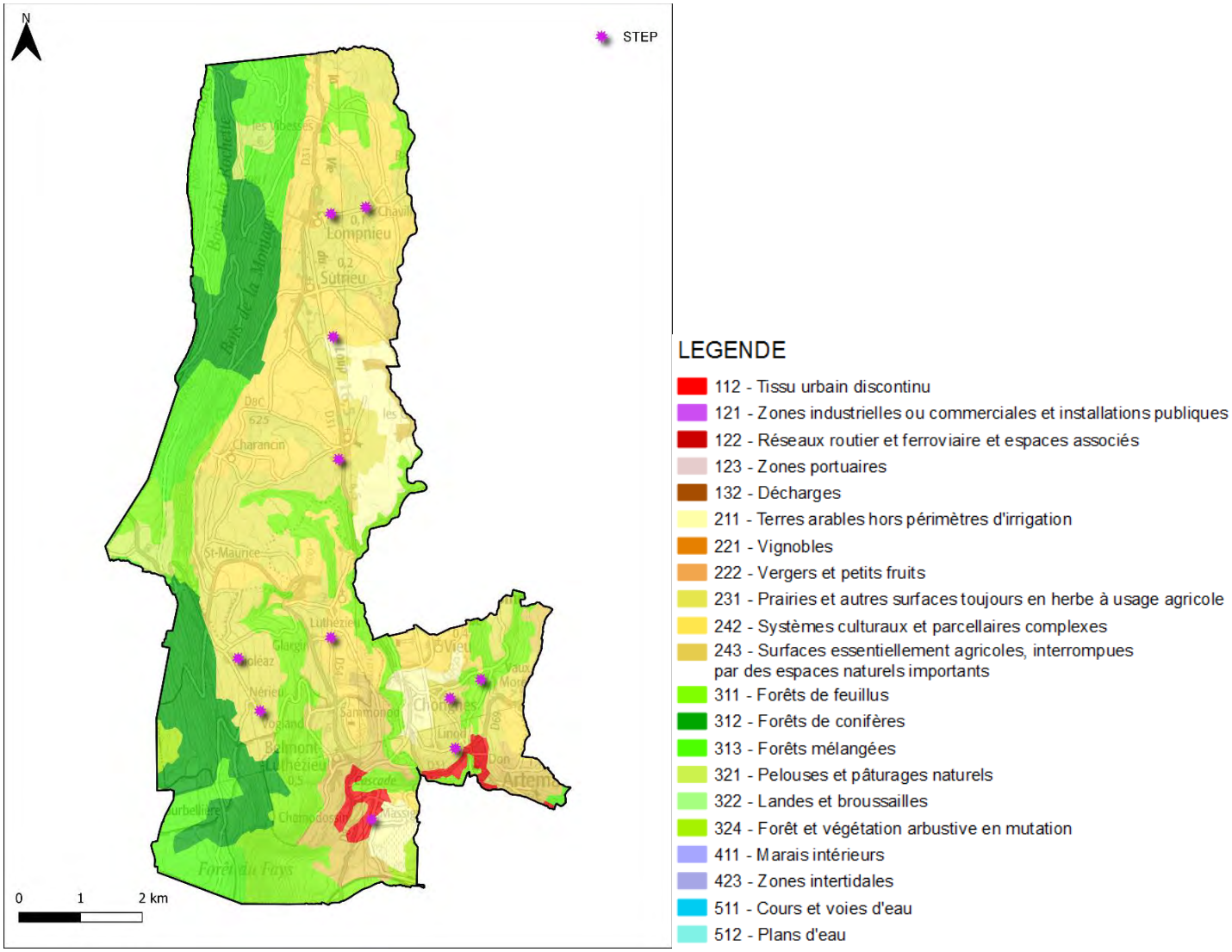


Figure 2 : Occupation des sol (source : CORINE LAND COVER 2018)

4.2.2 Démographie et habitat

- **Population :**

Les données des derniers recensements de l'INSEE sont rappelées dans les tableaux ci-dessous pour la population de la commune. Depuis 1975, la population de la commune croit avec une variation annuelle moyenne de +0,5 %.

Tableau 1 : Résultats des recensements INSEE pour la population de la commune de Valromey sur Seran (source : INSEE)

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012	2017
Population totale	1023	967	928	907	*1026*	*1180*	*1258*	*1311*
Variation annuelle moyenne (%)		-0.8	-0.6	-0.3	1.4	1.8	1.3	0.8

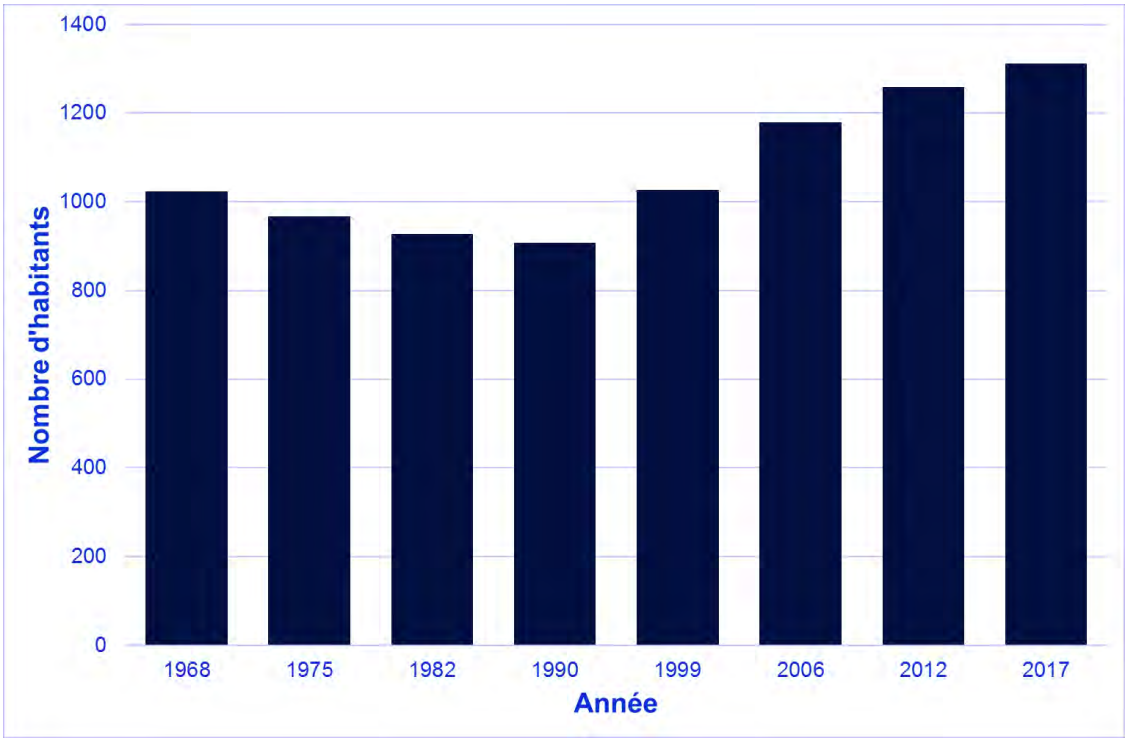


Figure 3 : Evolution de la population entre 1968 et 2017 (source : INSEE)

La commune de Valromey sur Séran connait un fort accroissement démographique depuis 1990.

- **Habitat :**

D'après le recensement de l'INSEE, en 2017, la commune de Valromey sur Seran se composait de **95 % de maisons individuelles** ce qui est caractéristique d'une **commune rurale.**

Les logements secondaires et vacants représentaient 38 % de l'immobilier de la commune.

Sur la base des données de 2017, le ratio habitants/logement principal peut être évalué à **2.18 habitants par logement principal.**

Tableau 2 : Répartition des logements en 2017 (source : INSEE)

Année	TOTAL	Logement principal	Logement secondaire ou occasionnel	Logement vacant	Maisons	Appartements
Nombre de logement	**970**	**602**	**287**	**81**	**917**	**50**
Répartition du type de logement par rapport au total	**100%**	**62%**	**29.6%**	**8.4%**	**94.5%**	**5.2%**

4.2.3Urbanisation future

Le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Bugey prévoit une croissance démographique de 0,6% / an à l'horizon 2036. Il prévoit dans cette optique de développer l'offre de logements avec 7500 logements nouveaux (construction, réhabilitation et résorption de la vacance), soit 378 nouveaux logements chaque année en moyenne. La commune pourrait donc atteindre une population de 1 559 habitants à l'horizon 2046 d'après les prévisions du SCoT.

Le tableau ci-après présente l'évolution annuelle de population sur la période 2006-2017.

Tableau 3 : Projection de population d'après l'évolution annuelle de population 2006-2017

Horizon de projection	Population communale d'après l'évolution annuelle 2006-2017
2046 (25 ans)	1 896
2061 (40 ans)	2 294

Le PLU de la commune, en cours d'élaboration, prévoit une croissance démographique de XXX%/an.

4.2.4 Activités professionnelles et établissements d'accueil

En 2020, 6,6% des 15 à 64 ans de la commune sont au chômage.

A l'échelle de la commune, concernant les établissements, le secteur « Commerce, transport, enseignement et services divers » (23%) est le plus représenté, suivi par les secteurs « Construction » (16%) et « Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien » (15%).

Une zone d'activités est présente sur Valromey sur Seran : il s'agit de la Zone Artisanale de la Sous Rivière à Sutrieu, d'une superficie de 2,2 hectares.

5 PRESENTATION DU MILIEU NATUREL

5.1 Topographie

La commune se situe dans le nord du Bugey. Cette zone correspond à la **vallée du Séran** qui rejoint le Rhône au sud-est. L'extrémité nord de ce secteur est délimitée par le plateau de Retord, l'ouest par la Grand Colombier et l'est par le Plateau d'Hauteville.

5.2 Contexte hydrographique

5.2.1 Présentation

Les milieux récepteurs de la commune de Valromey-sur-Séran sont **le Séran et son affluent l'Arvière.**

La carte suivante localise les masses d'eau superficielles en présence sur la commune.

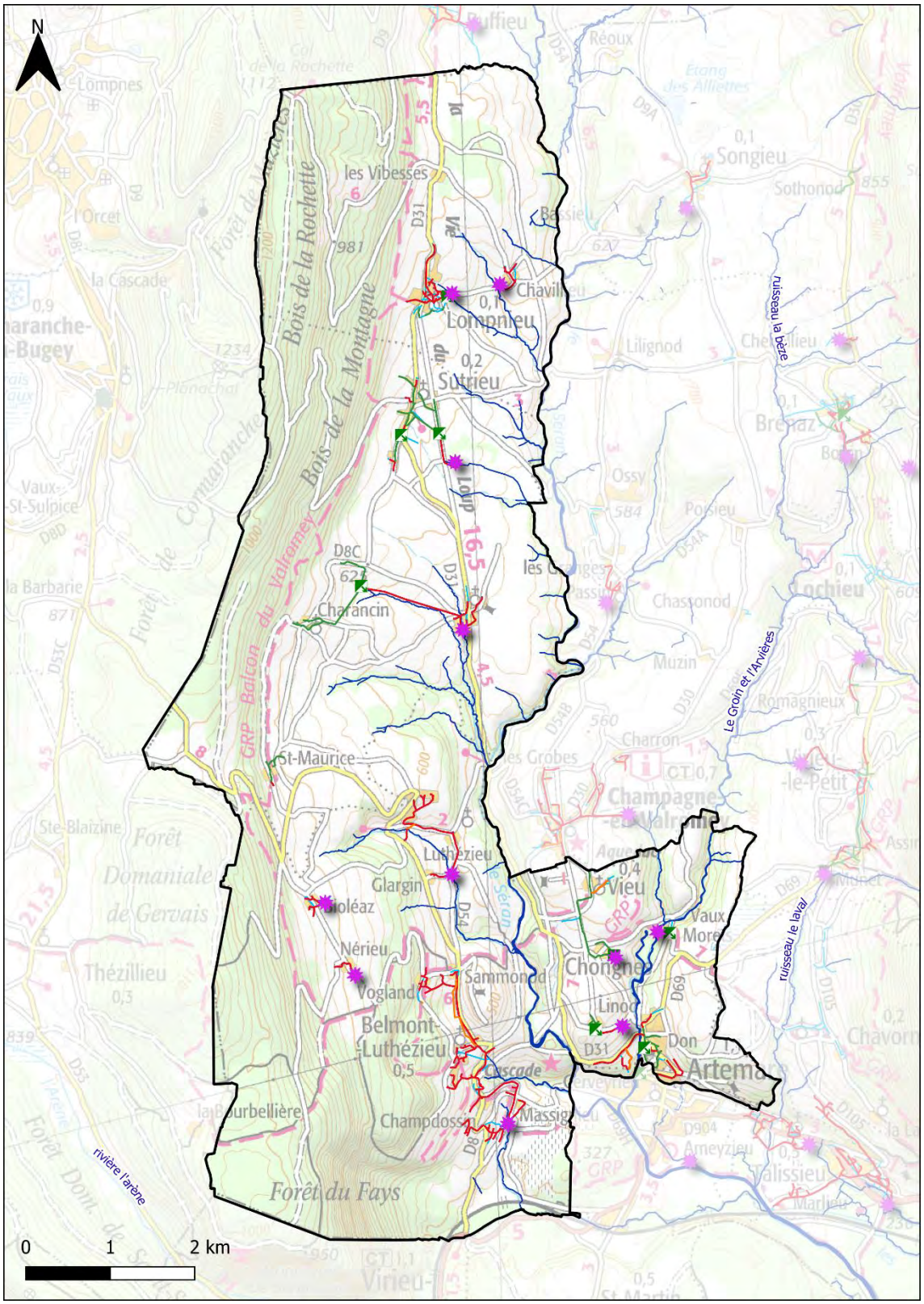


Figure 4 : Hydrographie sur la commune

- **Description**

Le Séran est un affluent de la rive droite du Rhône. Il prend sa source au niveau de la commune du Petit-Abergement et rejoint le Rhône au niveau de la commune de Cressin-Rochefort, 41,8 km en aval. Il prend sa source à une altitude de 1 090 m et se rejette à 230 m d'altitude.

D'une longueur d'environ 50 kilomètres et de pente moyenne de 1.7 %, le Séran, sur la base de ses caractéristiques géomorphologiques (profil en long et en plan), peut être scindé schématiquement en 2 grands secteurs :

- Le HAUT SERAN depuis sa source jusqu'au niveau de la cascade de Cerveyrieu ; pente moyenne forte de 2.3 %, faciès lotiques dominants avec la présence de cascades, de gouilles etc.
- Le BAS SERAN depuis la cascade de Cerveyrieu jusqu'à la confluence avec le Rhône. Traversant le secteur de plaine, la pente du cours d'eau diminue très nettement. Elle n'est plus que de 0.1 %.

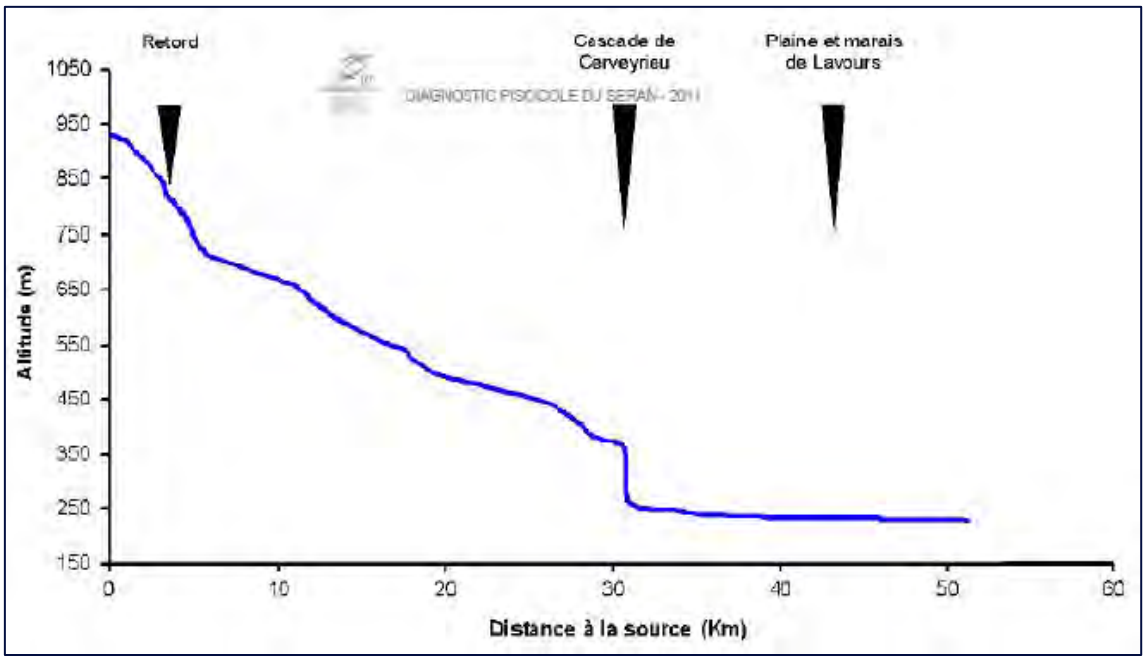


Figure 5 : Profil en long du Séran (source : contrat de rivière Séran 2014-2018)

Le tableau ci-dessous liste les principaux affluents référencés du Séran, la masse d'eau superficielle à laquelle ils se rapportent, et les systèmes d'assainissement concernés par ces cours d'eau.

Tableau 4 : Cours d'eau présents sur la commune

Affluents du Séran sur la commune	Masse d'eau associée	Système d'assainissement
L'Arvière	FRDR523 Le Groin et l'Arvières	Vaux Morêts
Le Groin	FRDR523 Le Groin et l'Arvières	Linod Chongnes
Ruisseau de l'Eau Morte	FRDR10542 Ruisseau de l'Eau Morte	Massignieu
Bief des Crouis	FRDR524 Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	Lompnieu
Ruisseau de la Doue	FRDR524 Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	Chavillieu
Bief de Sous Pré Neuf	FRDR524 Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	Sutrieu
Ruisseau de Longine	FRDR524 Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	Fitignieu
Ruisseau de la Madeleine	FRDR524 Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	Glargin

Hydrologie

Le cours d'eau est équipé d'une station hydrologique à Valromey sur Séran sur la commune déléguée de Belmont-Luthézieu (code station : V1414010). Elle est située à une altitude de 375 m et représente un bassin versant topographique de 158 km².

La période d'enregistrement des débits sur la station est de 1961 – 2021.

Les valeurs de débits caractéristiques sont les suivantes pour le cours d'eau le Séran :

- Module (débit moyen interannuel) : 1.19 m^3/s
- QMNA5 (débit moyen d'étiage sur 5 ans) : 0.003 m3/s
- Débit moyen mensuel sur la période 2000-2020 varie entre 0,13m^3/s et 2,68m^3/s :

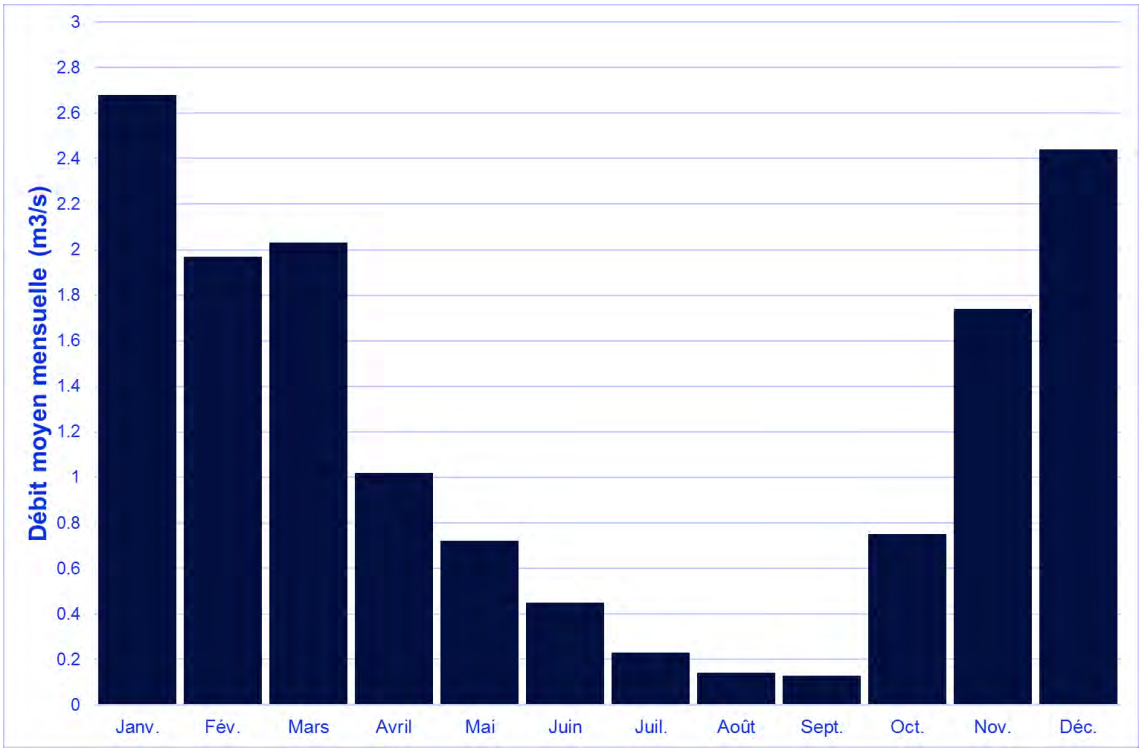


Figure 6 : Moyenne mensuelle des débits de 2000 à 2020 sur le Séran (source : Banque Hydro)

Sur la période 2000-2020, **le débit a tari plusieurs fois (0,0 m³/s)** sur les mois de juillet, août et septembre.

Qualité du cours d'eau

L'état des eaux au niveau de ces stations est donné conformément au nouvel arrêté du 27 juillet 2015, modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface. La légende est donnée ci-dessous :

État écologique

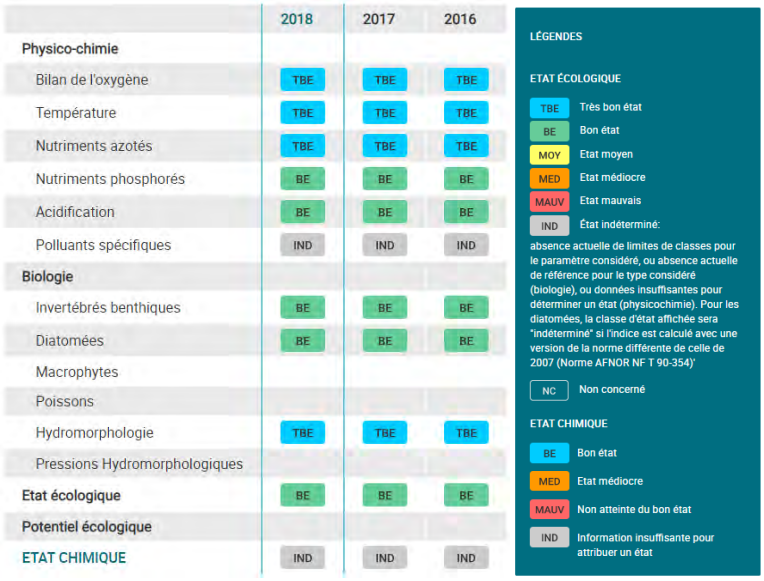
TBE	Très bon état
BE	Bon état
MOY	État moyen
MED	État médiocre
MAUV	État mauvais
Ind	État indéterminé : absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)
NC	Non Concerné
	Absence de données

État chimique

BE	Bon état
MAUV	Non atteinte du bon état
Ind	Information insuffisante pour attribuer un état
	Absence de données

Trois stations de mesures de la qualité présentent des données qualité sur les cours d'eau de la commune :

- **L'Arvière :**
  - Station « L'Arvière à Vieu 1 » (06076442) située à l'aval de la confluence entre la Vallière et l'Arvière à Vieu-en-Valromey, à l'amont immédiat de la STEP de Vaux Morêts



	2018	2017	2016
Physico-chimie			
Bilan de l'oxygène	TBE	TBE	TBE
Température	TBE	TBE	TBE
Nutriments azotés	TBE	TBE	TBE
Nutriments phosphorés	BE	BE	BE
Acidification	BE	BE	BE
Polluants spécifiques	IND	IND	IND
Biologie			
Invertébrés benthiques	BE	BE	BE
Diatomées	BE	BE	BE
Macrophytes			
Poissons			
Hydromorphologie	TBE	TBE	TBE
Pressions Hydromorphologiques			
Etat écologique	BE	BE	BE
Potentiel écologique			
ETAT CHIMIQUE	IND	IND	IND

LÉGENDES

ETAT ÉCOLOGIQUE

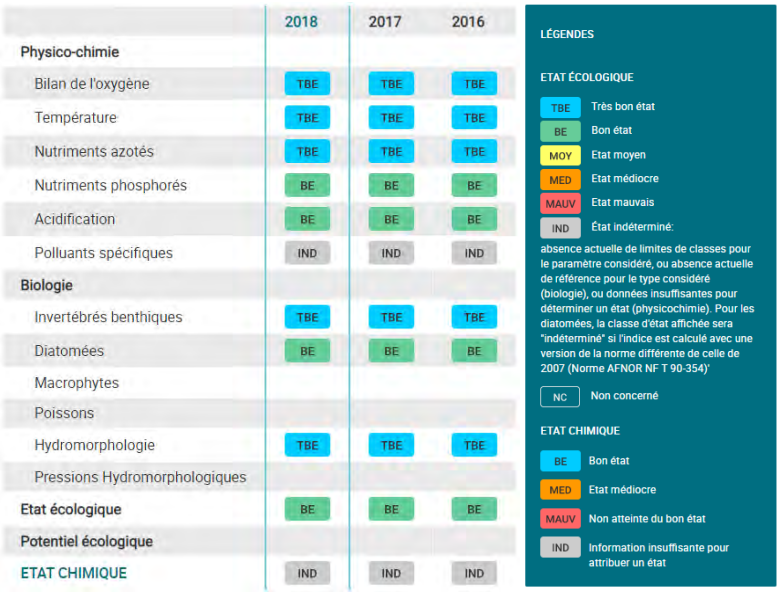
TBE Très bon état
BE Bon état
MOY Etat moyen
MED Etat médiocre
MAUV Etat mauvais
IND État indéterminé:
absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)'
NC Non concerné

ETAT CHIMIQUE

BE Bon état
MED Etat médiocre
MAUV Non atteinte du bon état
IND Information insuffisante pour attribuer un état

Figure 7 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/)

  - Station « L'Arvière à Vieu 2 » (06076443) située à l'aval immédiat de la STEP de Vaux Morêts



	2018	2017	2016
Physico-chimie			
Bilan de l'oxygène	TBE	TBE	TBE
Température	TBE	TBE	TBE
Nutriments azotés	TBE	TBE	TBE
Nutriments phosphorés	BE	BE	BE
Acidification	BE	BE	BE
Polluants spécifiques	IND	IND	IND
Biologie			
Invertébrés benthiques	TBE	TBE	TBE
Diatomées	BE	BE	BE
Macrophytes			
Poissons			
Hydromorphologie	TBE	TBE	TBE
Pressions Hydromorphologiques			
Etat écologique	BE	BE	BE
Potentiel écologique			
ETAT CHIMIQUE	IND	IND	IND

LÉGENDES

ETAT ÉCOLOGIQUE

TBE Très bon état
BE Bon état
MOY Etat moyen
MED Etat médiocre
MAUV Etat mauvais
IND État indéterminé:
absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)'
NC Non concerné

ETAT CHIMIQUE

BE Bon état
MED Etat médiocre
MAUV Non atteinte du bon état
IND Information insuffisante pour attribuer un état

Figure 8 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/)

Les paramètres mesurés montrent un état bon à très bon sur l'Arvière entre 2016 et 2018, sans dégradation à l'aval de la STEP de Vaux Morêts.

- **Le Séran :**
  - Station « Seran à Champagne en Valromey » (06076420) située au pont de la D31 lieu-dit La Faverge

	2020	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
Physico-chimie								
Bilan de l'oxygène	BE	BE	BE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Température	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Nutriments azotés	BE	BE	BE	TBE	TBE	TBE	BE	TBE
Nutriments phosphorés	BE	TBE	TBE	BE	BE	BE	BE	BE
Acidification	BE	BE	BE	BE	BE	BE	BE	BE
Polluants spécifiques	BE	BE	BE	BE	BE	BE	BE	BE
Biologie								
Invertébrés benthiques	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Diatomées	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE	TBE
Macrophytes	TBE	BE	MOY	MOY	MOY	BE	BE	BE
Poissons	MED	MAUV	MED	MED	MED	MED	MED	MOY
Hydromorphologie								
Pressions Hydromorphologiques								
Etat écologique	MED	MAUV	MED	MED	MED	MED	MED	MOY
Potentiel écologique								
ETAT CHIMIQUE	MAUV	MAUV	MAUV	BE	BE	BE	BE	BE

LÉGENDES

ETAT ÉCOLOGIQUE

- TBE : Très bon état
- BE : Bon état
- MOY : Etat moyen
- MED : Etat médiocre
- MAUV : Etat mauvais
- IND : État indéterminé: absence actuelle de limites de classes pour le paramètre considéré, ou absence actuelle de référence pour le type considéré (biologie), ou données insuffisantes pour déterminer un état (physicochimie). Pour les diatomées, la classe d'état affichée sera "indéterminé" si l'indice est calculé avec une version de la norme différente de celle de 2007 (Norme AFNOR NF T 90-354)'
- NC : Non concerné

ETAT CHIMIQUE

- BE : Bon état
- MED : Etat médiocre
- MAUV : Non atteinte du bon état
- IND : Information insuffisante pour attribuer un état

Figure 9 : Bilan d'état de la masse d'eau Le Groin et l'Arvières – FRDR523 (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/)

Les paramètres mesurés montrent un état écologique médiocre et un état chimique mauvais depuis plusieurs années.

Lors de l'établissement du contrat de rivière 2014-2018, des cartographies compilant l'ensemble des données qualité sur le bassin versant du Séran avaient été réalisées. Ces cartographies sont présentées ci-après.

Commune de Valromey sur Seran

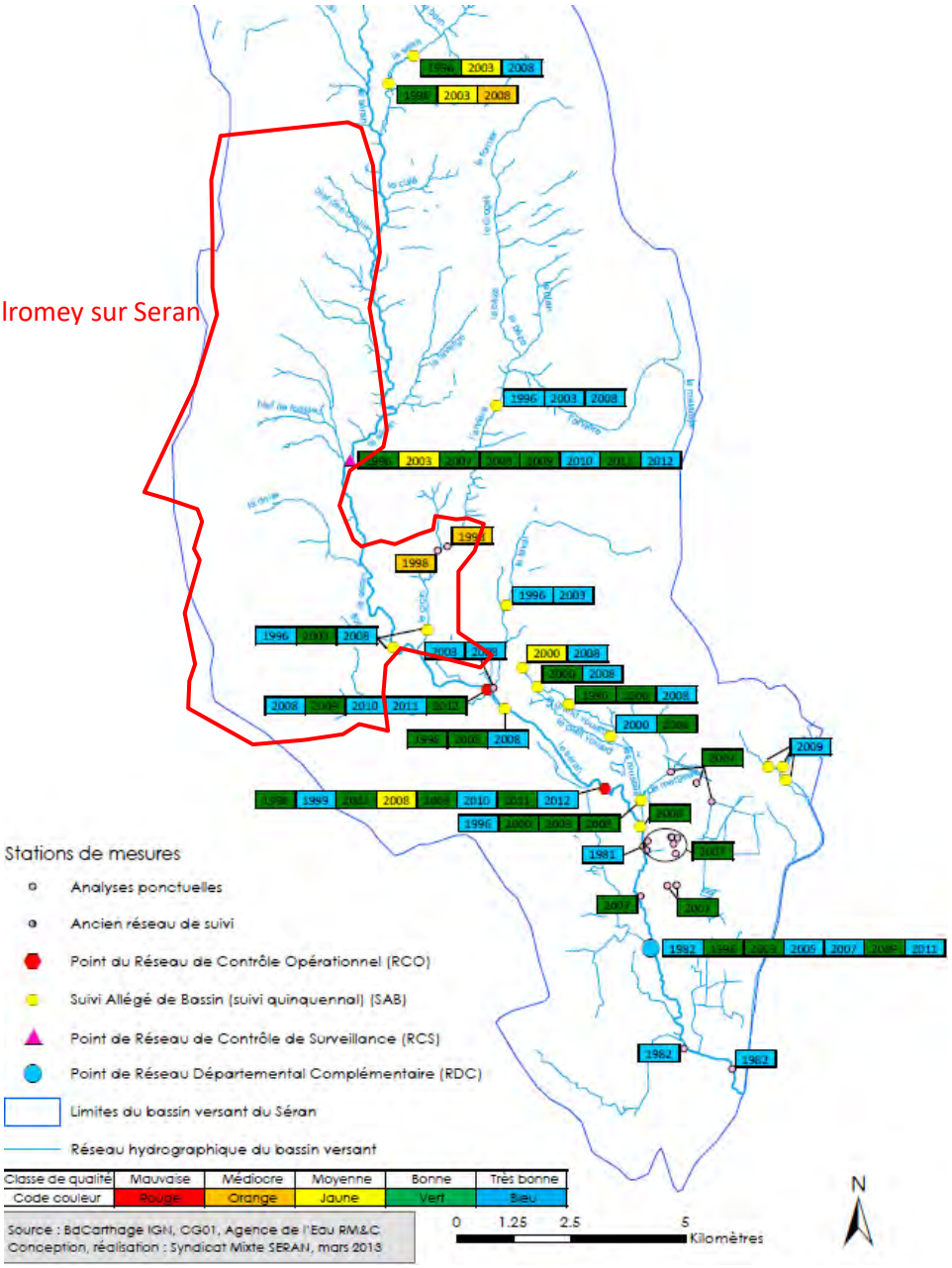


Figure 10 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération matières azotées (source : contrat de rivière Séran 2014-2018)

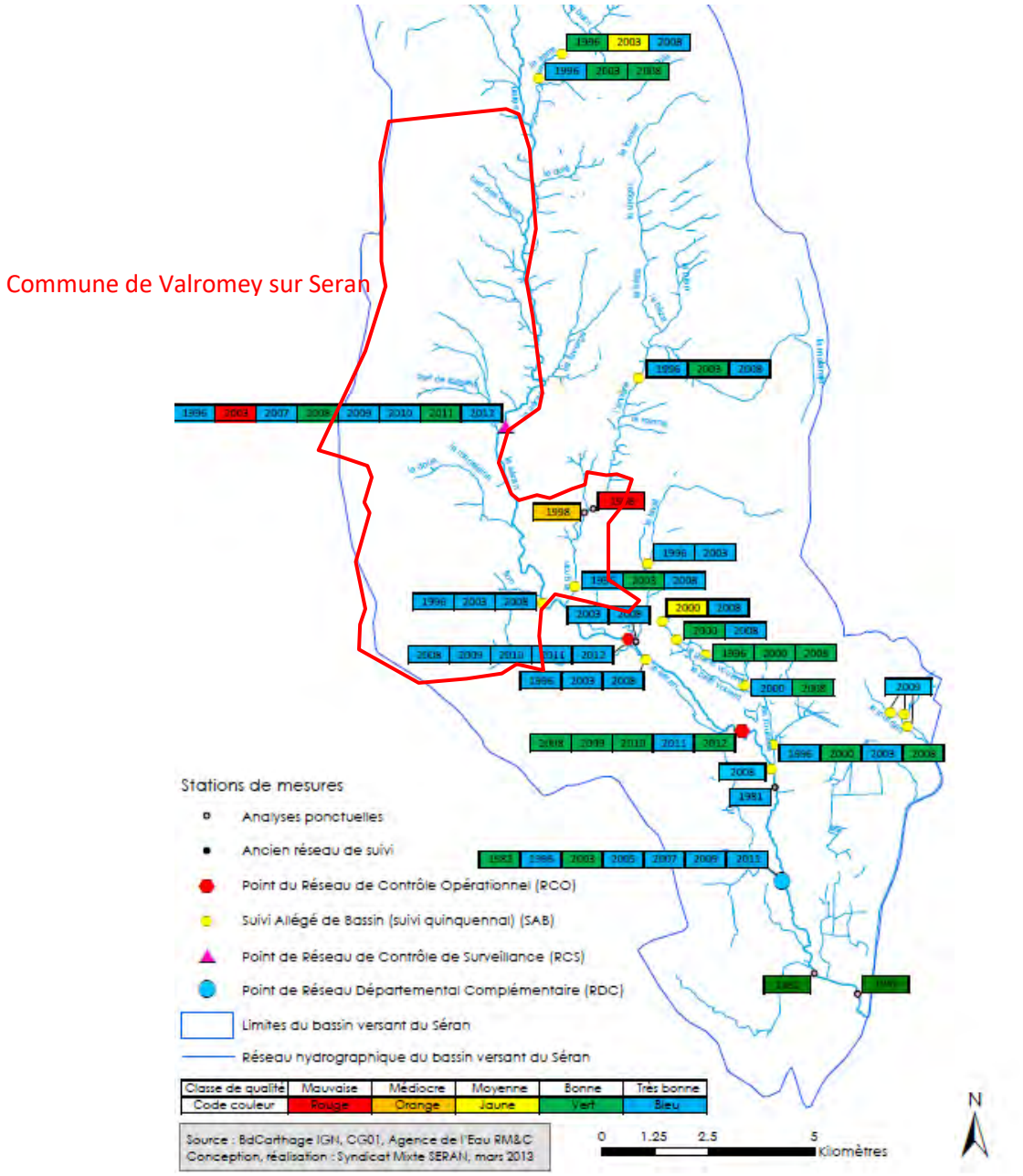


Figure 11 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération MOOX (source : contrat de rivière Séran 2014-2018)

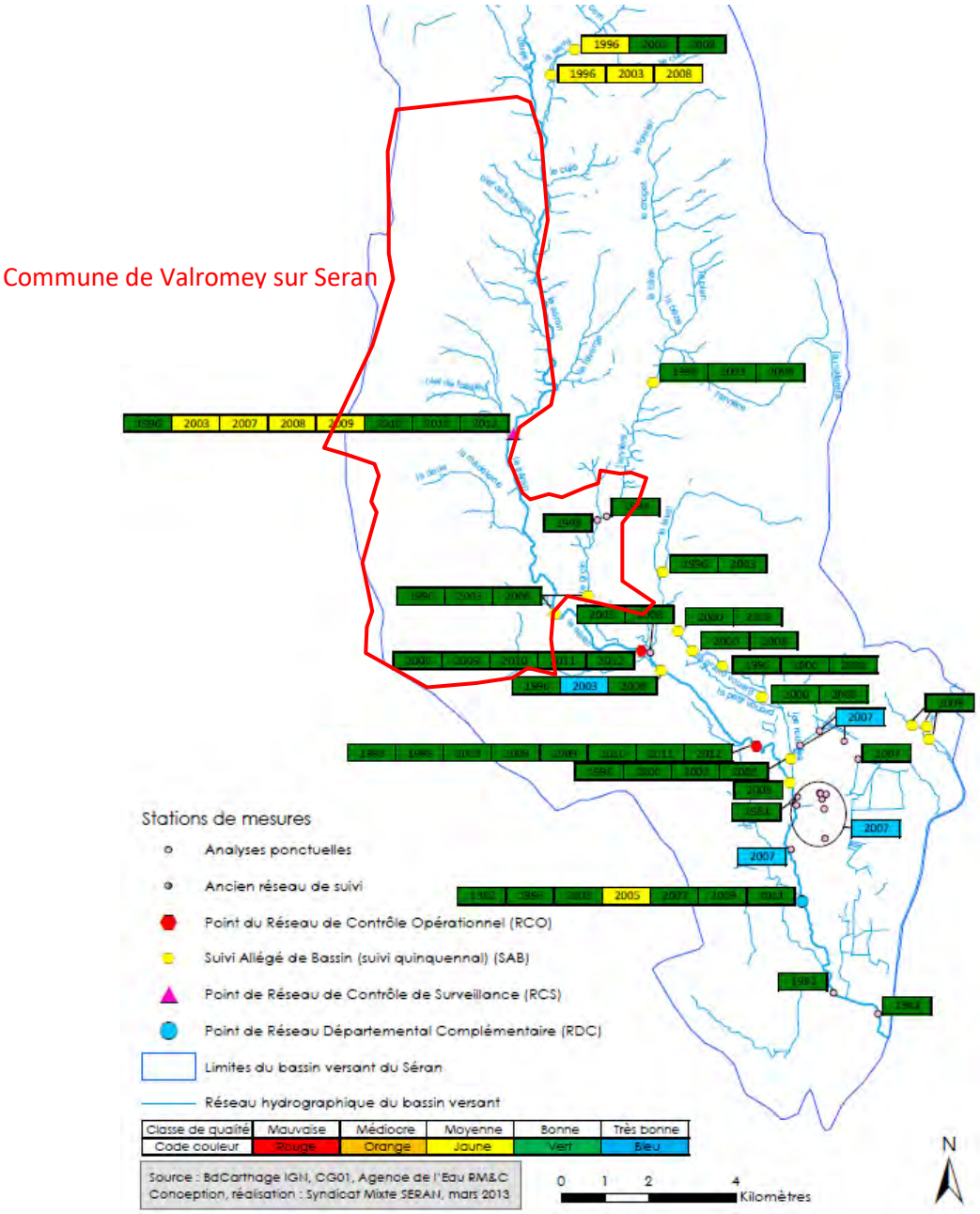


Figure 12 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération nitrates (source : contrat de rivière Séran 2014-2018)

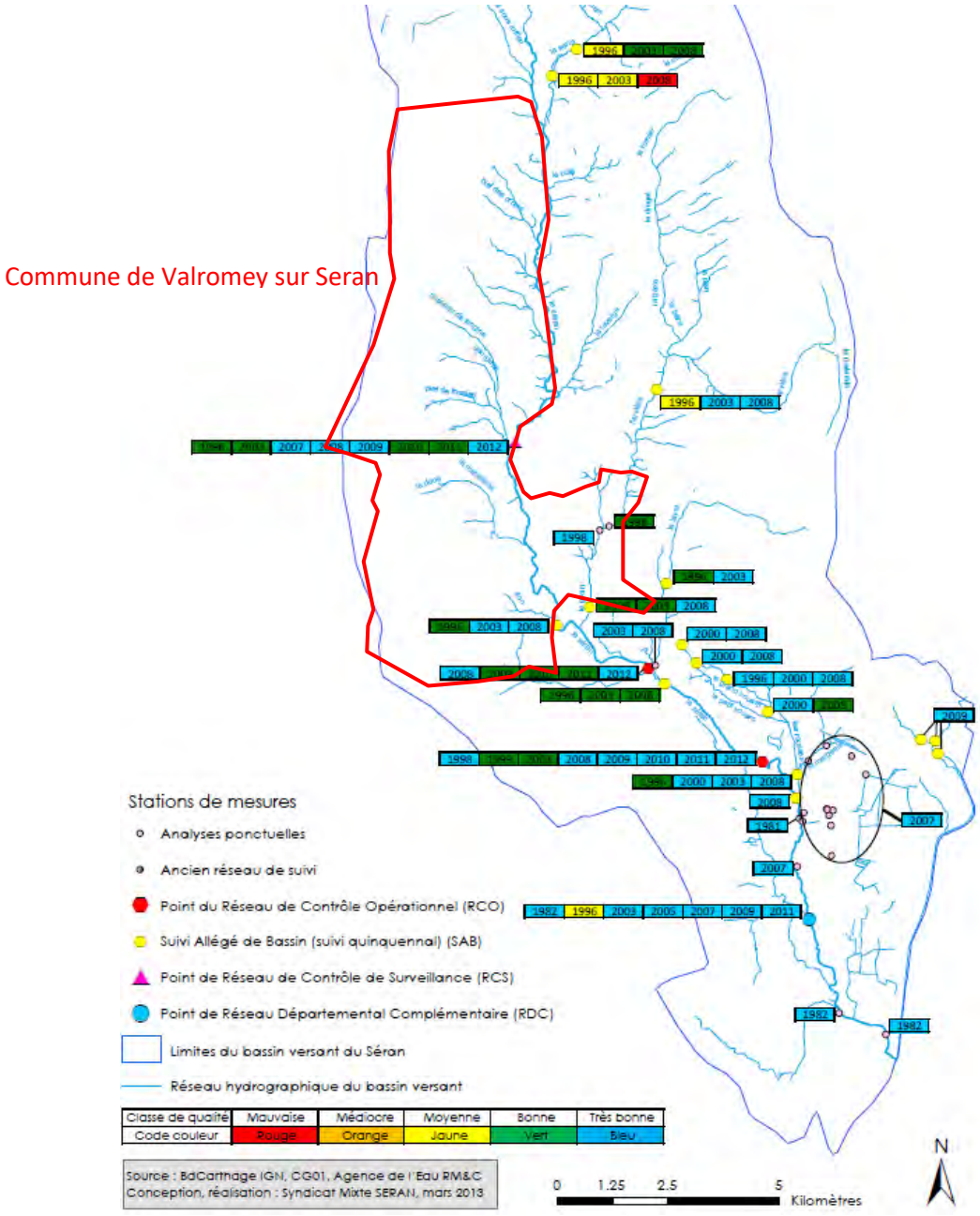


Figure 13 : Evolution de la qualité des eaux superficielles : altération matières phosphorées (source : contrat de rivière Séran 2014-2018)

Sur la commune de Valromey-sur-Seran, les cours d'eau présentent des **classes de qualité « bonne » à « très bonne »** sur le paramètre Phosphore.

En revanche, on note une **qualité « moyenne » sur le paramètre nitrates entre 2003 et 2009 sur le Séran**. De même sur les matières azotées en 2003. Une nette amélioration est à noter depuis.

En 2003, un déclassement sur le paramètre matières azotées était constaté sur le Séran en aval du **bief de Fossieu** où la **qualité était « mauvaise »**.

Des teneurs très importantes en MOOX ont aussi été enregistrées **sur le Séran à la station de Champagne-en- Valromey en 2003** où la qualité de l'eau était **« mauvaise ».**

Le tableau ci-dessous présente les objectifs fixés par le SDAGE pour les différentes masses d'eau du territoire concernées par des systèmes d'assainissement.

Tableau 5 : Objectifs de qualité fixés par le SDAGE sur les masses d'eau du territoire (source : https://www.rhone-mediterranee.eaufrance.fr/)

Masse d'eau	Code	Objectif Etat écologique	Etat écologique	Objectif Etat chimique	Etat chimique
Le Groin et l'Arvières	FRDR523	Bon état 2015	Très bon	Bon état 2015	Bon
Le Séran de sa source à sa confluence avec le Groin	FRDR524	Bon état 2027	Médiocre	Bon état 2015	Bon
Ruisseau de l'Eau Morte	FRDR10542	Bon état 2015	Bon	Bon état 2015	Bon

5.2.2 Inondabilité

La commune de Valromey sur Séran n'est pas soumise à un territoire à risque important d'inondation (TRI). Elle n'est pas non plus soumise à un Plan de prévention des risques inondation et ne fait pas l'objet d'un programme de prévention (PAPI). On dénombre tout de même 9 événements historiques d'inondation dans le département.

5.3 Pluviométrie

Le territoire de Bugey Sud peut être décrit à partir des données pluviométriques de la station Météo France de Chambéry - Aix-les-Bains située à environ 18 km du sud de la collectivité et 55 km du nord.

La station météo de Chambéry - Aix-les-Bains dispose de l'estimation des coefficients de Montana qui seront utilisés pour le dimensionnement des ouvrages hydrauliques. C'est pourquoi cette station météo a été retenue pour l'ensemble de l'étude. Les stations plus proches ne disposaient pas de ces coefficients statistiques.

Le secteur est globalement caractérisé par un climat de montagne avec des températures pouvant décroitre rapidement en prenant de l'altitude et une précipitation supérieure à la moyenne annuelle de France. Les maximums journaliers de précipitation sont observés le plus souvent fin d'année sur les mois d'octobre à décembre.

Tableau 6 : Moyenne mensuelle de donnée de température et de précipitation de la Station météo France de Chambéry - Aix-les-Bains

2020		Jan	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juill	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Année
Température moyen (°C)	**Max**	8,2	12,7	13,9	20,8	22,8	23,8	30,1	29,2	24,3	15,7	12,3	7.8	**18,5**
	Moy	3,6	7,2	8,7	13,4	16,9	18,6	22,8	22,4	18,2	11,6	7,7	4,5	**13,0**
	Min	-1,0	1,7	3,5	6,1	11,0	13,4	15,4	15,5	12,1	7,4	3,1	1,2	**7,5**
Précipitation (mm)		45,4	75,6	95,3	53,4	107,0	124,8	9,9	127,0	60,8	158,6	31,1	122,8	**1011,7**
Normale de précipitation entre 2017-2020 (mm)		91,8	79,3	107,3	50,0	99,3	97,9	35,0	92,1	50,1	101,8	99,5	176,5	1080,7

5.4 Géologie et hydrogéologie

5.4.1 Contexte géologique

Les cartes géologiques disponibles sur le site du BRGM ont été analysées

La situation géologique détaillée de la commune est présentée sur la carte ci-dessous :

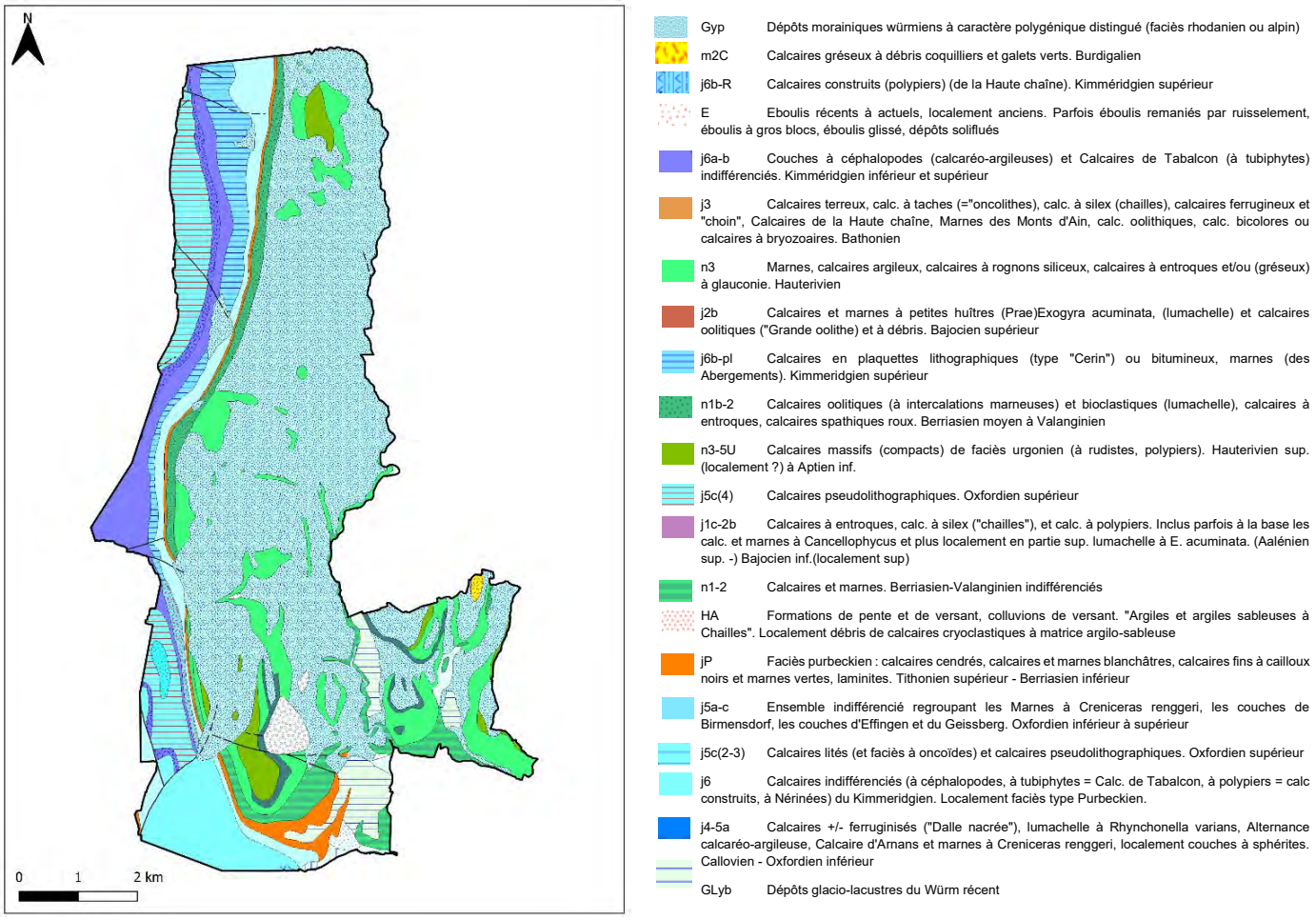


Figure 14 : Carte géologique au 1/50 000 à l'échelle de la commune (source : BRGM)

- Sur la moitié ouest, de massifs calcaires, de marnes.
- Sur la moitié est, du faciès rhodanien constitué principalement de dépôts glaciaires (Gyp dépôts morainiques würmiens à caractère polygénique).

Dans le cadre du diagnostic assainissement, **l'analyse du sol en présence permet de déterminer la capacité du sol à infiltrer**. Ce paramètre permet de définir le choix de la filière de traitement, que ce soit pour de l'assainissement collectif ou autonome ou d'estimer les apports d'eaux liés au ruissellement.

5.4.2 Contexte hydrogéologique

5.4.2.1 Présentation des nappes souterraines

Les masses d'eau souterraines localisées sur la commune sont présentées ci-dessous. Les caractéristiques sont issues des fiches « masse d'eau » disponibles sur le site http://www.rdbrmc.com/.

- **FRDG148 - Calcaires et marnes jurassiques - Haute Chaîne du Jura, Pays de Gex et Ht Bugey - BV Ht Rhône** : L'alimentation des réservoirs aquifères se fait essentiellement par l'intermédiaire de l'infiltration des pluies. Ces précipitations sont spatialement très inégalement réparties. L'altitude est également un facteur d'augmentation de la pluviométrie. A côté de cette source principale d'apports, des pertes au niveau de cours d'eau peuvent alimenter la masse d'eau (pertes de la Valserine).

  La décharge des magasins aquifères se fait par l'intermédiaire : des sources de débordement réparties en périphérie du massif, au contact entre Jurassique et Crétacé ou le long de grandes failles drainant la masse d'eau ; des résurgences importantes présentes au contact des marnes oxfordiennes pour le réservoir du Jurassique et des marnes liasiques pour le Jurassique moyen ; In fine, ces sources et résurgences alimentent les cours d'eau. Les aquifères sont majoritairement de type libre et karstique.

  La vulnérabilité de la masse d'eau est élevée, du fait des caractéristiques hydrodynamiques de la couverture et de l'affleurement de la masse d'eau. **Les sources potentielles de pollution de la masse d'eau sont principalement liées à l'activité agricole**

  Les écoulements sont complexes, de type karstique et soumis aux conditions locales de la fracturation, de la présence de failles et de la topographie. Toutefois, les systèmes ont pour niveau de base, en général, les cours d'eau qui traversent la masse d'eau.

- **FRDG149 Calcaires et marnes jurassiques Haut Jura et Bugey - BV Ain et Rhône** : La recharge se fait par l'intermédiaire des précipitations au niveau des affleurements des calcaires jurassiques. Des pertes d'écoulement peuvent localement avoir lieu comme la perte de la plaine du Bief à Innimond (01), Bief des maisons aux Chalesmes (39), l'Anquerne à La Pesse (39) ou encore l'Embouteilleux à La Pesse (39). Les exutoires correspondent à des sources de débordement réparties en périphérie du massif au contact entre Jurassique et Crétacé ou le long de grandes failles drainant la masse d'eau. Des résurgences importantes sont aussi présentes au contact des marnes oxfordiennes pour le réservoir du Jurassique et des marnes liasiques pour le Jurassique moyen. **La vulnérabilité de la masse d'eau est élevée**, du fait des caractéristiques hydrodynamiques de la couverture et de l'affleurement de la masse d'eau.

- **FRDG511 Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône :** L'essentiel de l'alimentation de cet aquifère provient des apports des versants calcaires (torrents, sources) et des précipitations sur l'impluvium. Les exutoires principaux sont le Rhône et les lacs du Bourget et d'Annecy. Le milieu est mixte : karstique et poreux. L'absence d'un réseau piézométrique significatif ne permet pas d'établir une piézométrie générale. Hormis sur les massifs calcaires, la couverture argileuse est généralement suffisante (> 2 m) pour assurer

une bonne protection de la masse d'eau, par conséquent une bonne qualité des eaux. Au niveau des massifs calcaires, compte tenu de l'absence de couverture épaisse et peu perméable, la vulnérabilité de la masse d'eau vis-à-vis des pollutions superficielles est forte. **Les sources potentielles de pollution de la masse d'eau sont principalement liées à l'activité agricole**

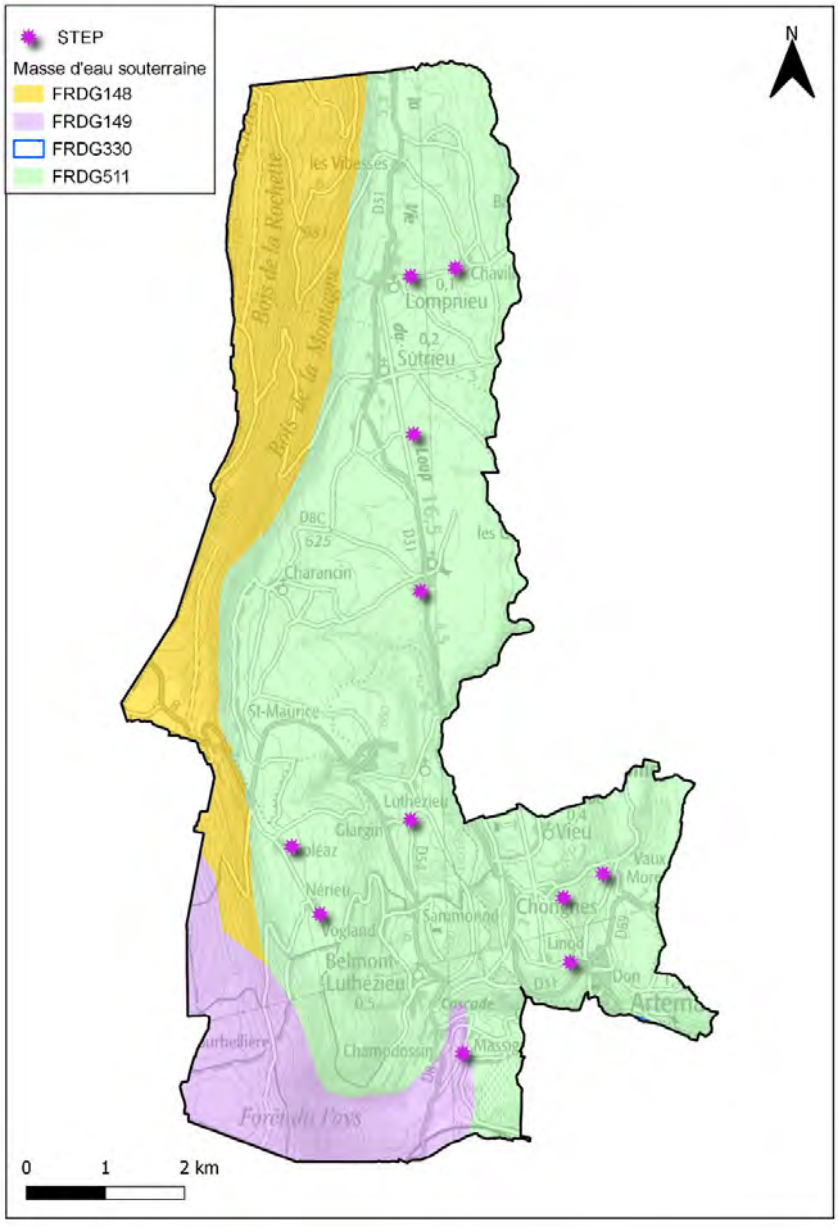


Figure 15 : Localisation des masses d'eau souterraine

Les rejets d'assainissement induits par le système d'assainissement peuvent impacter les masses d'eaux souterraines en présence.

Au vu de l'estimation des perméabilités, la masse d'eau ouest FRDG511 est potentiellement plus vulnérable aux rejets d'eau usées dans le sous-sol que les masses d'eau FRDG148 et FRDG149.

5.4.2.2 Quantité des eaux souterraines et niveaux d'eau

Le tableau suivant présente les piézomètres mesurant le niveau d'eau sur la commune de Valromey-sur-Séran :

Tableau 7 : Piézomètres présents sur le périmètre d'étude

Code	Suivi par	Nom / Commune	Altitude	Profondeur	Masse d'eau
BSS003EFKG	EauFrance	Confluence à ARTEMARE	246 mNGF	15 m	DG330
BSS004BLGH	EauFrance	Pz1 à ARTEMARE	-	-	DG330
BSS001TTPV	EauFrance	ARTEMARE	250 mNGF	50 m	DG330

L'évolution du niveau des nappes mesurées par ces trois piézomètres est donnée ci-dessous entre 2011 et 2021 :

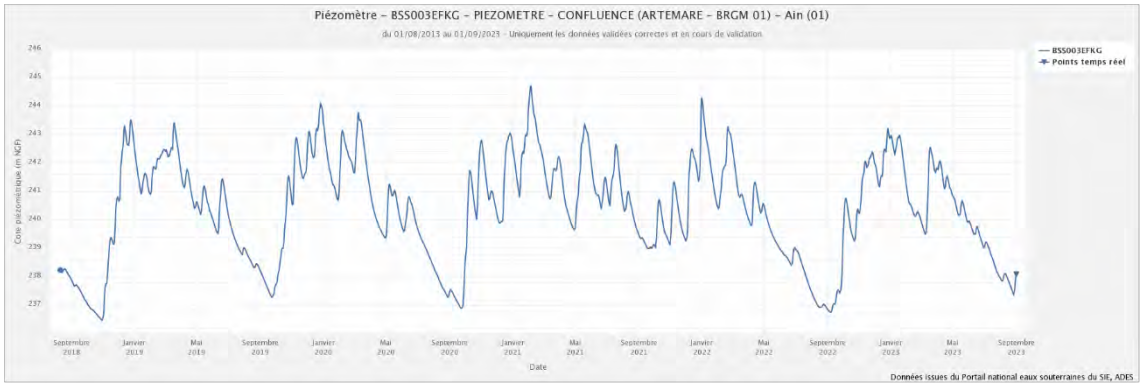


Figure 16 : Niveau de la nappe par le piézomètre Confluence de Valromey sur Séran

Entre 2019 et 2023, le niveau de la nappe oscille entre 236,46 mNGF (octobre 2018) et 244,7 mNGF (février 2021) pour une côte moyenne de 240,41 mNGF.

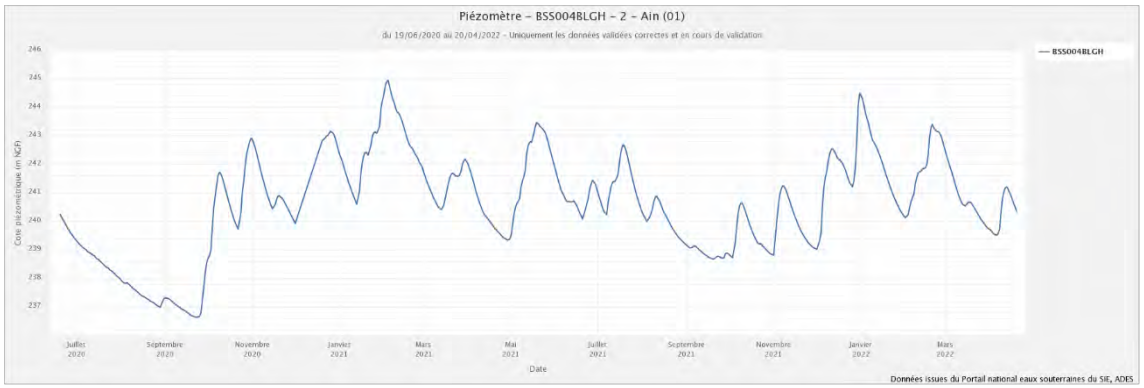


Figure 17 : Niveau de la nappe par le piézomètre Pz1 de Valromey sur Séran

Entre 2019 et 2023, le niveau de la nappe oscille entre 236,64 mNGF (septembre 2020) et 244,94 mNGF (février 2021) pour une côte moyenne de 240,64 mNGF.

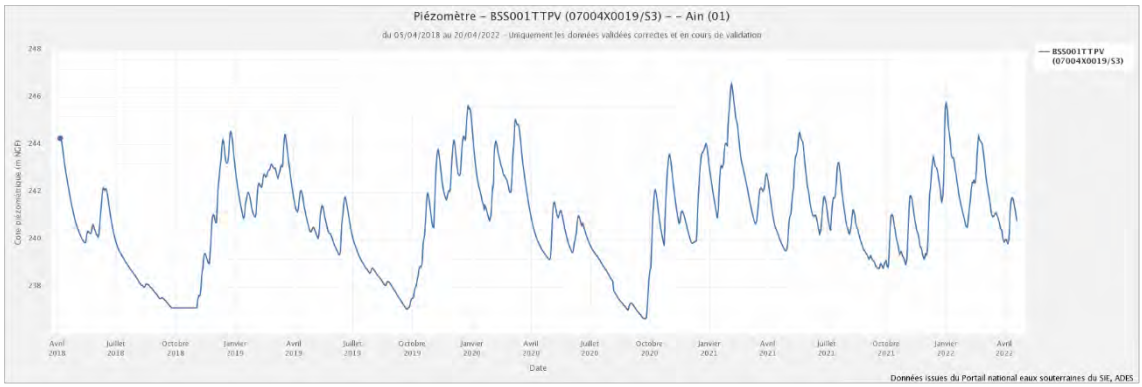


Figure 18 : Niveau de la nappe par le piézomètre Les Molards de Valromey sur Séran

Entre 2019 et 2023, le niveau de la nappe oscille entre 236,67 mNGF (septembre 2020) et 246,61 mNGF (février 2021) pour une côte moyenne de 240,44 mNGF.

5.4.2.3 Qualité des eaux souterraines

Le tableau suivant récapitule les informations concernant la quantité et la qualité des aquifères en présence sur la commune de Valromey sur Séran selon le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 :

Tableau 8 : Etat qualitatif et quantitatif des aquifères en présence

Code	Nom	Etat quantitatif	Etat chimique
FRDG330	**Alluvions Rhône marais de Chautagne et de Lavours**	**Médiocre**	**Bon** **Les eaux souterraines sont moyennement minéralisées, de type bicarbonaté calcique.**

5.4.2.4 Captages d'alimentation en eau potable

La commune de Valromey sur Séran est concernée par des captages d'alimentation en eau potable et des périmètres de protection.

Les captages d'alimentation en eau potable et les périmètres de protection de la commune sont présentés sur la carte ci-dessous :

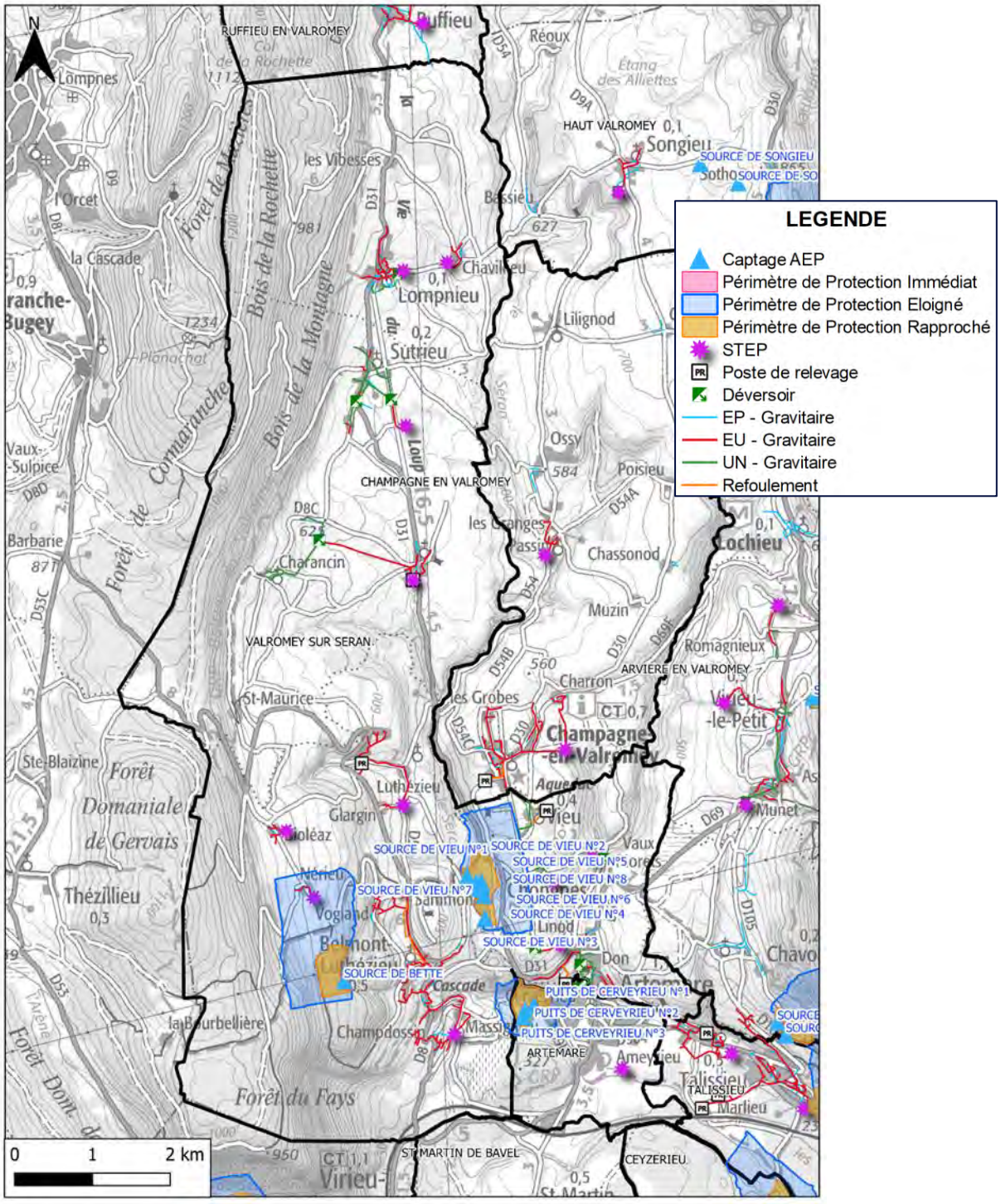


Figure 19 : Captages AEP et périmètres de protection

5.5 Capacité des sols à l'infiltration

Sur la commune, nous n'avons pas recensés de tests de perméabilité des sols.

En l'absence de données, il est possible d'évaluer la perméabilité des sols, en connaissant leur composition, à partir de la relation de Musy & Soutter (1991).

K (m/s)	10^{-1} 10^{-2} 10^{-3}	10^{-4} 10^{-5}	10^{-6} 10^{-7} 10^{-8}	10^{-9} 10^{-10} 10^{-11}
Types de sols	Gravier sans sable ni éléments fins	Sable avec gravier, Sable grossier à sable fin	Sable très fin Limon grossier à limon argileux	Argile limoneuse à argile homogène
Possibilités d'infiltration	Excellentes	Bonnes	Moyennes à faibles	Faibles à nulles

Ordres de grandeur de la conductivité hydraulique K dans différents sols (Musy & Soutter, 1991)

La partie est de la commune composée principalement des formations Gyp présente une lithologie principale de galets, blocs, graviers et sable. La perméabilité peut donc être estimée entre 10^{-6} et 10^{-4} m/s ce qui est propice à l'infiltration.

La partie ouest présente une lithologie principale de calcaires argileux. La perméabilité peut donc être estimée entre 10^{-9} et 10^{-11} m/s ce qui est faible pour envisager de l'infiltration

5.6 Zones naturelles et sites classés

L'inventaire des espaces protégés sur la commune est présenté ci-dessous. Les espèces protégées pouvant être impactées par les rejets des systèmes d'assainissement sont listées lorsque celles-ci sont présentes dans l'espace.

L'inventaire des espaces protégés sur la commune est présenté ci-dessous :

- **28 zones humides** au sens de l'arrêté du 1er octobre 2009 modifiant l'arrêté du 24 juin 2008 du code de l'environnement :
  - L'Arvière 10.1 - 01IZH0660
  - L'Arvière 12.1, 12.2 et 13.1 - 01IZH0661
  - L'Arvière 13.2 - 01IZH0662
  - L'Arvière 14.1 et 15.1 - 01IZH0663
  - Le Séran 4.2 et 5.1 - 01IZH0763
  - Le Séran 11.1 et 11.2 - 01IZH0766
  - Le Séran 13.1 et 13.3 - 01IZH0767
  - Le Séran 13.4 à 14.2 - 01IZH0768
  - le Séran 5.2 - 01IZH0773
  - Le Séran 5.3 - 01IZH0774
  - Le Séran 6.1 et 7.1 - 01IZH0775
  - Le Séran 8.1 - 01IZH0776
  - Le Séran 9.1 et 10.1 - 01IZH0777
  - Marais de Planchon - 01IZH0911
  - Marais et ruisseau de Grand Champ - 01IZH0971
  - Petit marais de Grobon - 01IZH1193

- Prairie et ruisseau de Longine - 01IZH1454
- Ruisseau de Fossieu - 01IZH1735
- Ruisseau de l'Eau Morte - 01IZH1738
- Ruisseau de la Vallière - 01IZH1749
- Ruisseau de Muffieu - 01IZH1765
- Ruisseau des Braises - 01IZH1775
- Ruisseau du Bois Quème au Bois Galland - 01IZH1787
- Ruisseau du Flon - 01IZH1792
- Ruisselet de Tremblay - 01IZH1836
- Ruisselet vers La Planche - 01IZH1841
- Source des Peupliers - 01IZH1858
- Zone humide de l'Ancienne Voie Romaine à Sutrieu - 01IZH1937

- **2 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2** :
  - Bassin de Belley – 820031196
    - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Bufo bufo (Linnaeus, 1758)* **(Crapaud commun**), *Hyla arborea (Linnaeus 1758)* (**Rainette verte**), *Rana dalmatina (Fitzinger in Bonaparte 1838)* (**Grenouille agile**), *Rana temporaria (Linnaeus 1758)* (**Grenouille rousse**), *Castor fiber (Linnaeus, 1758)* **(Castor d'Eurasie),** *Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)* **(Martin-pêcheur d'Europe**), *Anas crecca Linnaeus, 1758* **(Sarcelle d'hiver),** *Fulica atra (Linnaeus, 1758)* (**Foulque macroule**), *Gallinago gallinago (Linnaeus, 1758)* (**Bécassine des marais**), *Esox lucius (Linnaeus, 1758)* **(Brochet**), *Lampetra planeri (Bloch, 1784)* **(Lamproie de Planer),** *Thymallus thymallus (Linnaeus, 1758)* **(Ombre commun).**
  - Valromey – 820030722
    - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Austropotamobius pallipes (Lereboullet, 1858)* **(Écrevisse à pieds blancs, Écrevisse à pattes blanches, Écrevisse pallipède),** *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Fulica atra Linnaeus, 1758* **(Foulque macroule).**
- **12 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1** :
  - Pont navet – 820031175
    - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Hyla arborea (Linnaeus, 1758)* **(Rainette verte),** *Rana temporaria (Linnaeus, 1758)* **(Grenouille rousse).**
  - Cascade du séran – 820030662
    - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Hyla arborea (Linnaeus 1758)* (**Rainette verte**), *Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)* **(Salamandre tachetée).**
  - Aven de sutrieu - 820030669

- Eglise de charancin - 820030672
- Eglise de sutrieu - 820030673
- Cours du Séran des gorges de Turignin à la cascade de Cerveyrieu – 820030686
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Rana temporaria (Linnaeus 1758)* **(Grenouille rousse**), *Castor fiber (Linnaeus, 1758)* **(Castor d'Eurasie),** *Mergus merganser (Linnaeus, 1758)* **(Harle bièvre).**
- Eglise de Luthézieu - 820030697
- Ruisseau du Séran à Lilignod – 820030717
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Rana temporaria (Linnaeus 1758)* **(Grenouille rousse**), *Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)* **(Triton alpestre).**
- Pont de la Faverge – 820030718
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Alcedo Atthis (Linnaeus, 1758)* **(Martin pêcheur d'Europe).**
- Cours supérieur du ruisseau de l'Arvière – 820030720
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)* **(Salamandre tachetée**), *Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)* **(Triton alpestre)**, *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Rana dalmatina Fitzinger in Bonaparte, 1838* **(Grenouille agile),** *Austropotamobius pallipes (Lereboullet, 1858)* **(Écrevisse à pieds blancs, Écrevisse à pattes blanches, Écrevisse pallipède).**
- Prairies et marais du Fays – 820030766
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Bombina variegata (Linnaeus, 1758)* **(Sonneur à ventre jaune),** *Hyla arborea (Linnaeus, 1758)* **(Rainette verte),** *Pelophylax kl. esculentus (Linnaeus, 1758)* **(Grenouille verte (La), Grenouille commune),** *Rana temporaria (Linnaeus, 1758)* **(Grenouille rousse**), *Triturus cristatus (Laurenti, 1768)* **(Triton crêté),** *Rallus aquaticus (Linnaeus, 1758)* **(Râle d'eau),** *Ichthyosaura alpestris (Laurenti, 1768)* **(Triton alpestre),** *Rana dalmatina Fitzinger in Bonaparte, 1838* **(Grenouille agile),** *Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)* **(Salamandre tachetée).**
- Pelouse sèche des bosses – 820030770
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Rana temporaria (Linnaeus 1758)* **(Grenouille rousse**), *Rana dalmatina Fitzinger (Bonaparte, 1838)* **(Grenouille agile),** *Salamandra salamandra (Linnaeus, 1758)* **(Salamandre tachetée**).

- **2 Arrêtés de protection de biotope** :
  - Protection des oiseaux rupestres - FR3800192

- Arvière – FR3800528
  - Espèces en danger, vulnérables, rares ou endémiques qui requièrent une attention particulière pouvant être impactées par les systèmes d'assainissement : *Austropotamobius pallipes (Lereboullet, 1858)* **(Écrevisse à pieds blancs, Écrevisse à pattes blanches, Écrevisse pallipède)**, *Salmo trutta fario (Linnaeus 1758)* **(Truite sauvage).**

Les rejets des systèmes d'assainissement s'effectuent au sein de milieux naturels remarquables. Cette situation est intégrée dans la priorisation communautaire des travaux d'assainissement.

Tableau 9 : Milieux sensibles concernés par les systèmes d'assainissement de la commune

Système d'assainissement	Milieux naturels remarquables
Lompnieu Chef-lieu	ZNIEFF 2 Valromey ZH Le Séran 6.1 et 7.1
Lompnieu Chavillieu	ZNIEFF 2 Valromey ZH Le Séran 6.1 et 7.1
Sutrieu Chef-lieu	ZNIEFF 2 Valromey ZNIEFF 1 Eglise de Sutrieu ZH de l'Ancienne Voie Romaine à Sutrieu
Sutrieu Fitignieu	ZNIEFF 2 Valromey ZH Prairie et ruisseau de Longine
Belmont-Luthézieu Glargin	ZNIEFF 2 Valromey ZH Ruisseau de Muffieu
Belmont-Luthézieu Bioleaz	ZNIEFF 2 Valromey
Belmont-Luthézieu Nérieu	ZNIEFF 2 Valromey
Belmont-Luthézieu Massignieu	ZNIEFF 2 Valromey ZH Ruisseau du Bois du Quème au Bois Galland ZH Ruisseau du Flon
Vieu-en-Valromey Chongnes	ZNIEFF 2 Valromey ZNIEFF 1 Cours supérieur du ruisseau de l'Arvière ZH L'Arvière 13.2
Vieu-en-Valromey Vaux Morêts	APB Arvière ZNIEFF 2 Valromey ZNIEFF 1 Cours supérieur du ruisseau de l'Arvière ZH L'Arvière 12.1, 12.2 et 13.1
Vieu-en-Valromey Linod	ZNIEFF 2 Valromey ZH L'Arvière 14.1 et 15.1

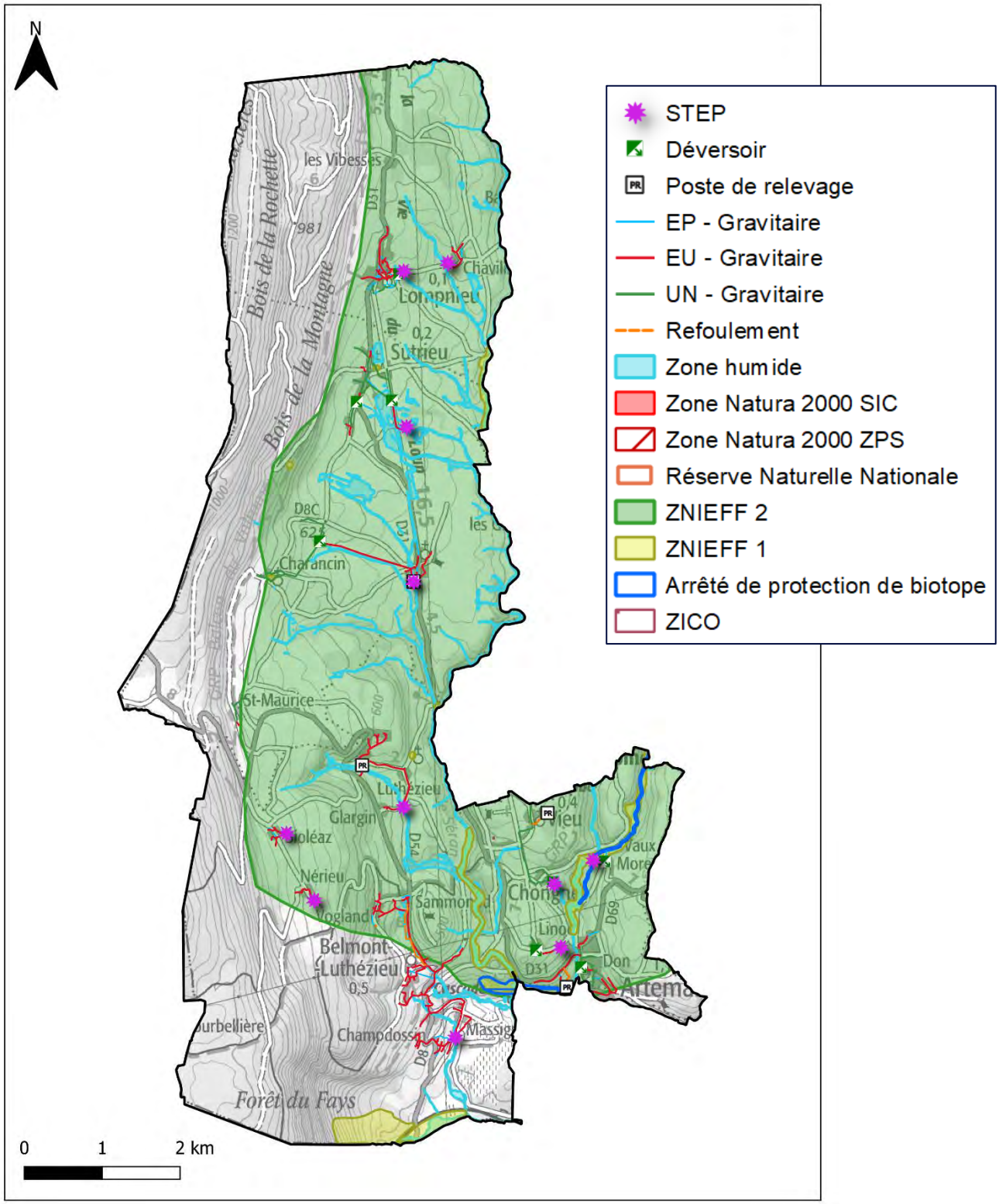


Figure 20 : Localisation des espaces naturels protégés sur la commune

5.7 Risques naturels

Les risques identifiés dans la commune sont issus du site https://www.georisques.gouv.fr/ :

- **Inondation**
  - Commune soumise à un territoire à risque important d'inondation (TRI) : Non
  - Evènements historiques d'inondation dans le département : 9
  - Commune soumise à un Plan de prévention des risques inondation : Non
  - Commune faisant l'objet d'un programme de prévention (PAPI) : Non
- **Mouvement de terrain**
  - Mouvements de terrain recensés dans la commune : Non
  - Commune soumise à un Plan de prévention des risques mouvements de terrain : Non
- **Cavités souterraines**
  - Cavités souterraines recensées dans la commune : 10
  - Commune soumise à un Plan de prévention des risques cavités souterraines : Non
- **Séisme**
  - Risque sismique dans la commune : 3 - MODEREE
  - Commune de votre localisation soumise à un Plan de prévention des risques sismiques : Non
- **Radon**
  - Potentiel radon de votre commune : Faible
- **Retrait-gonflements des sols argileux**
  - Exposition au retrait-gonflement des sols argileux dans la commune : Oui
  - Commune soumise à un Plan de prévention des risques retrait-gonflement des sols argileux : Non

La commune ne présente pas de risque majeur en lien avec l'assainissement.

6 ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

6.1 Organisation et gestion

Le service d'assainissement collectif est exploité par la CC Bugey Sud en régie, qui exerce les compétences de collecte, transport et dépollution.

6.2 Stations d'épuration de Valromey sur Séran

Les eaux usées de la commune de Valromey sur Séran sont traitées via 11 stations d'épuration dont les procédés sont les suivants :

Tableau 10 : Liste des stations d'épuration sur le secteur d'étude de la commune

Localisation	Année de mise en service	Capacité	Capacité hydraulique (m3/j)	Procédé de traitement	Milieu récepteur
LOMPNIEU Chef-lieu	01/05/2010	130 EH 7,8 kgDBO5/j	20	Filtre planté de roseaux	Bief de Crouis
LOMPNIEU Chavillieu	01/05/2010	50 EH 3 kgDBO5/j	8	Filtre planté de roseaux	Ruisseau de la Doue
SUTRIEU Chef-lieu	01/01/2010	150 EH 9 kgDBO5/j	22	Filtre planté de roseaux	Bief de Sous Pré Neuf
SUTRIEU Fitignieu	01/01/2017	175 EH 10,5 kgDBO5/j	21	Filtre planté de roseaux	Ruisseau de Longine
BELMONT-LUTHEZIEU Glargin	09/10/2019	160 EH 9,6 kgDBO5/j	24	Filtre planté de roseaux	Ruisseau la Madeleine
BELMONT-LUTHEZIEU Bioleaz	26/06/2019	90 EH 5,4 kgDBO5/j	13	Filtre planté de roseaux	Bioléaz
BELMONT-LUTHEZIEU Nérieu	01/01/2001	20 EH 1,2 kgDBO5/j	5	Décanteur Digesteur	Karst
BELMONT-LUTHEZIEU Massignieu	01/01/1991	566 EH 34 kgDBO5/j	90	Lit bactérien	L'Eau Morte
VIEU-EN-VALROMEY Chongnes	01/06/2014	300 EH 18 kgDBO5/j	45	Filtre planté de roseaux	Le Groin
VIEU-EN-VALROMEY Vaux Morêts	01/01/2011	50 EH 3 kgDBO5/j	7,5	Filtre planté de roseaux	L'Arvière

VIEU-EN-VALROMEY Linod	01/01/1981	90 EH 5,4 kgDBO5/j	15	Décanteur Digesteur	Le Groin

De plus :

- Les eaux usées du hameau de Don sont traitées à la station d'épuration d'Artemare ;
- Le hameau de Saint Maurice présente un réseau d'eaux pluviales. A ce jour il n'y a pas de collecte des eaux usées et de station de traitement. La CC Bugey Sud réalisera une étude de faisabilité technico-économique pour comparer le scénario de l'assainissement collectif au scénario de l'assainissement non collectif sur ce hameau.

6.3 Réseau de collecte

La commune est constituée de plusieurs systèmes indépendants de collecte des eaux usées.

Le tableau suivant récapitule les linéaires de réseaux par type de canalisation et par type d'effluents sur la commune de Valromey sur Séran, après la réalisation de la mise à jour des plans :

Tableau 11 : Linéaire de réseaux (après mise à jour des plans)

N°	Localisation	Capacité de la station d'épuration	Réseau Eaux usées stricte (EU) en m	Réseau Unitaires (UN) en m	Réseau pluvial (EP) en m
1	Lompnieu Chef-lieu	130 EH	2 480	434	2 992
2	Lompnieu Chavillieu	50 EH	807	0	899
3	Sutrieu Chef-lieu	150 EH	1 081	2 573	919
4	Sutrieu Fitignieu	175 EH	2 601	2 050	1 082
5	Belmont-Luthézieu Glargin	160 EH	2 702	0	162
6	Belmont-Luthézieu Bioleaz	90 EH	652	0	507
7	Belmont-Luthézieu Nérieu	20 EH	445	0	0
8	Belmont-Luthézieu Massignieu	566 EH	8 984	0	3 755
9	Vieu-en-Valromey Chongnes	300 EH	444	2 001	460
10	Vieu-en-Valromey Vaux-Morêts	50 EH	161	199	433
11	Vieu-en-Valromey Linod	90 EH	345	415	357

12	Secteur de Don à Vieu-en-Valromey[1]	225 EH	2 703	1 516	1 139
TOTAL			**23 406**	**9 188**	**12 706**

Le réseau de la commune représente un linéaire total d'environ 45 km dont 33 km pour la gestion des eaux usées. Il est à 70 % en séparatif.

6.4 Charge collectée et taux de collecte

Définitions :

Charge de pollution collectée : *la charge de pollution collectée est estimée de manière théorique avec un ratio de pollution par abonné, et de manière réelle par un bilan de pollution en entrée de STEP*

Taux de collecte *: rendement du réseau d'assainissement. Ce taux est approché par le rapport entre la charge de pollution collectée (au niveau de la STEP) et la pollution théorique estimée à partir du nombre d'abonnés et de l'équivalence : 1 EH ↔ 60 g/j de DBO5*

Le tableau suivant fournit la charge théorique (Phase 1 du SDA) des 11 systèmes d'assainissement présent sur la commune de Valromey sur Séran, ainsi que la charge réelle mesurée (Phase 2 du SDA – bilan de pollution entrée de STEP), ce qui permet d'estimer le taux de collecte, ainsi que le taux de charge des stations d'épuration.

Tableau 12 : Charge sur les systèmes d'assainissement étudiés

Paramètre	LOMPNIEU Chavillieu	LOMPNIEU Chef-lieu	SUTRIEU - Chef-lieu	SUTRIEU - Fitignieu	BELMONT-LUTHEZIEU Bioleaz	BELMONT-LUTHEZIEU Glargin	BELMONT-LUTHEZIEU Massignieu	BELMONT-LUTHEZIEU Nérieu	VIEU-EN-VALROMEY Chongnes	VIEU-EN-VALROMEY Linod	VIEU-EN-VALROMEY Vaux Morêts
Charge théorique											
Nombre de bâtiment raccordé	25	72	69	75	38	46	264	17	71	26	20
Nombre d'habitants*	55	157	150	164	83	100	576	37	155	57	44
Débit journalier (m3/j)	7,4	21,2	20,3	22,1	11,2	13,5	77,8	5,0	20,9	7,7	5,9
DBO5 (kg/j)	3,3	9,4	9,0	9,8	5,0	6,0	34,6	2,2	9,3	3,4	2,6
Charge mesurée et taux de collecte											
DBO5 (kg/j)	0,28	4,5	0,4	6,62	/	5,67	15,56	0,25	1,71 (AS 2017-2019)	/	/
Taux de collecte	8%	48%	4%	67%	/	95%	45%	11%	18%	/	/
Capacité station et taux de charge STEP											
Capacité hydraulique (m^3/j)	7,5	20	22	21	13	24	90	5	45	15	7,5
Capacité de pollution (kgDBO5/j)	3	7,8	9	10,5	5,4	9,6	34	1,2	18	5,4	3
Taux de charge STEP (pollution)	9%	58%	4%	63%	/	59%	46%	21%	10%	/	/

6.5 **Bilan du fonctionnement des systèmes d'assainissement** collectif et programme de travaux prévu sur la commune

Le schéma directeur intercommunal porté par la CCBS a permis de faire un bilan de chaque système d'assainissement de Valromey-sur-Seran et de situer leurs performances vis-à-vis des enjeux sur les milieux récepteurs ainsi que des performances des autres systèmes d'assainissement de la CCBS.

Cette analyse a abouti à un programme de travaux intercommunal, dont les lignes de travaux relatives à Valromey-sur-Séran sont présentées dans le tableau en page suivante.

Le montant total du programme de travaux sur Valromey-sur-Séran est de 4.99 M€ sur un total de 56 M€ de travaux à l'échelle de CCBS.

La répartition par thème et par priorité est la suivante :

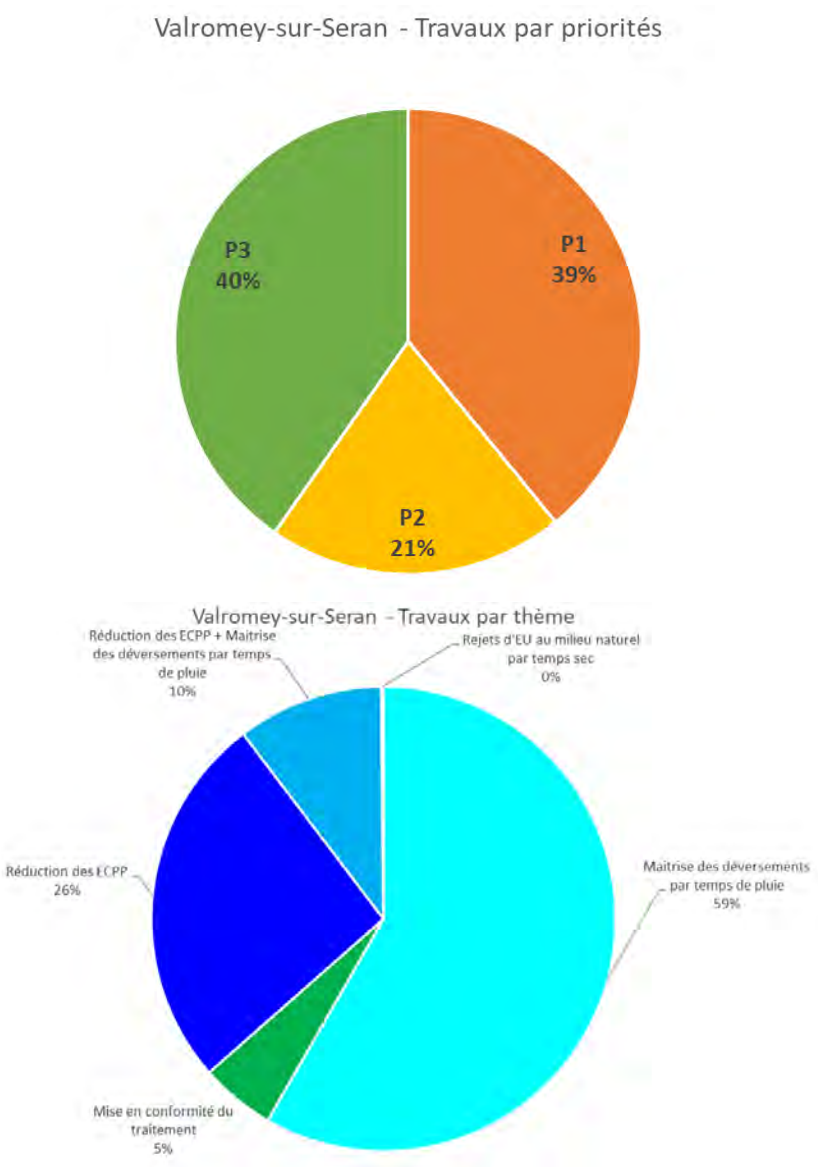


Tableau 13 : Programme de travaux sur l'assainissement collectif à Valromey-sur-Séran

Système	Thème	Problématique	Détail	Prix (€ HT)	Priorité échelle CCBS
Artemare	Maitrise des déversements par temps de pluie	Hameau Don - Déversement dès la pluie hebdomadaire au DO en sortie de Don	Mise en séparatif de l'ensemble des réseaux unitaires sur Don - Tranche 1 : rue des Jardins, route du Valromey, passage du Château	925 000	1
Artemare	Maitrise des déversements par temps de pluie	Hameau Don - Déversement dès la pluie hebdomadaire au DO en sortie de Don	Mise en séparatif de l'ensemble des réseaux unitaires sur Don - Tranche 3 : rue du Sautard, route de Don	500 000	3
Artemare	Maitrise des déversements par temps de pluie	Hameau Don - Déversement dès la pluie hebdomadaire au DO en sortie de Don	Mise en séparatif de l'ensemble des réseaux unitaires sur Don - Tranche 2 : route du Colombier, route de l'Arvière	350 000	2
Valromey-sur-Seran - Belmont Luthézieu Massignieu	Réduction des ECPP	Anomalies aux ITV (Priorité 1) : 3 tronçons en code A : 10 déformations ponctuelles du PVC et beaucoup de flaches	Renouvellement du collecteur rue des 2 Fontaines :	194 400	2
Valromey-sur-Seran - Belmont Luthézieu Neyrieu	Mise en conformité du traitement	Problématiques STEP : - Décanteur-digesteur de 2001 - Pas de prélèvement lors des bilans SATESE annuels depuis 2018 - Les tranchées d'infiltration se situent sur un terrain privé, elles semblent fonctionner - Le fonctionnement de la station est moyen (écoulement à travers le lit de pouzzolane difficile) entre 2017 et 2019. - Lors du bilan de pollution réalisé dans le cadre du SDA, les rendements épuratoires sont mauvais	Construction d'un filtre planté de roseaux pour remplacer le digesteur obsolète. Capacité : 50 EH correspondant à la charge théorique à l'horizon 2046 Contrainte : emprise foncière car décanteur actuel en terrain privé	100 000	2
Valromey-sur-Seran - Belmont Luthézieu Neyrieu	Réduction des ECPP	Anomalies aux ITV (Priorité 2) : 1 seul tronçon inspectable, code B : 1 déformation du PVC et 1 grosse casse	Un seul tronçon inspectable avec une grosse casse --> on suppose que l'ensemble de la canalisation est en mauvais état. Renouvellement du collecteur :	114 000	2
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Chef-lieu	Rejets d'EU au milieu naturel par temps sec	Problématiques sur le PR d'entrée de STEP : - Poste souvent à l'arrêt pendant les relèves de terrain. Déversement au DO/TP quand pompe à l'arrêt. - Le PR en entrée de STEP de Sutrieu est en défaut à	Remplacement de l'automate WIT par un nouvel automate de type SOFREL	8 000	1

Système	Thème	Problématique	Détail	Prix (€ HT)	Priorité échelle CCBS
		de nombreuses reprises sur l'ensemble de la campagne de mesures. La communauté de communes et l'exploitant ont été informés. Il semblerait que les pompes fonctionnent uniquement entre 06h et 17h, selon une régulation par un automate pour limiter la charge hydraulique sur le filtre planté de roseaux. - L'exploitant confirme que le poste est régulé par un automate WIT qui semble avoir une condition de sécurité pour préserver les pompes.			
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Chef-lieu	Réduction des ECPP	Anomalies aux ITV (Priorité 2) : VALRO_00695-VALRO_00712 et VALRO_00680-VALRO_00711A : Codes B, C : 8 joints d'étanchéité apparents, 5 fissures, 2 fissures ouvertes, 2 dégradations de surface, 2 dépôts durs ou compactés, 13 racines, 7 déviations angulaires, 1 déplacement d'assemblage VALRO_00683-VALRO_00680 et VALRO_00686-VALRO_00687 et VALRO_00681-VALRO_00687 : Codes B, C et 1 tronçon en A : 1 radicelles, 1 infiltration, 8 joints d'étanchéité apparents, 1 dégradation de surface, 11 fissures ouvertes, 21 dépôts durs ou compactés, 3 racines, 8 déviations angulaires, 1 déplacement d'assemblage, 11 fissures	Chemisage y compris fraisage préalable du reste du linéaire assainissement :	500 000	1
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Chef-lieu	Réduction des ECPP	Anomalies aux ITV (Priorité 2) : VALRO_00709-VALRO_00694 : Codes B, C et A (dernier tronçon) : 1 déplacement d'assemblage, 3 fissures, 1 infiltration, 7 racines	Reprise ponctuelles Chemin de Mazières :	11 150	1
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Chef-lieu	Réduction des ECPP + Maitrise des déversements par temps de pluie	Anomalies aux ITV (Priorité 2) : VALRO_00696A-VALRO_00696 et VALRO_00696E-VALRO_00687 : Code A aux ITV : énormément de fissures (dont certaines ouvertes), racines, dégradations de surface, épaufrures, déplacement d'assemblage, dépôts durs ou compactés,flaches, ...	Renouvellement du collecteur Voie du Tram et Chemin de Mazières, en profiter pour passer en séparatif : réutilisation du collecteur unitaire pour les EP et pose d'un collecteur EU.	508 000	1

Système	Thème	Problématique	Détail	Prix (€ HT)	Priorité échelle CCBS
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Fitignieu	Réduction des ECPP	Ressuyage après les pluies Capacité hydraulique dépassée lors du bilan de pollution réalisé dans le cadre du SDA et pendant la campagne de mesures Débit linéique d'ECPP élevé sur la canalisation de transfert des effluents de Cossonod et Charancin, lors des mesures nocturnes.	Inspections télévisuelles du collecteur de transfert des effluents de Cossonod et Charancin	6 025	2
Valromey-sur-Seran - Sutrieu Fitignieu	Maitrise des déversements par temps de pluie	Déversement dès la pluie hebdomadaire au DO Sortie Cossonod et Characin	Mise en séparatif des hameaux de Cossonod et Charancin : réemployer l'unitaire pour l'EP et pose d'un réseau EU.	1 135 000	3
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Chongnes	Réduction des ECPP	<u>Anomalies aux ITV (Priorité 3) :</u> Tronçons majoritairement code C, 1 tronçon en code A : Beaucoup de fissures, dont des fissures ouvertes, des racines	Chemisage y compris fraisage préalable :	376 000	3
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Linod	Réduction des ECPP	<u>Anomalies aux ITV (Priorité 2) :</u> VALRO_00571-VALRO_00567 : Code C : 1 racine	Reprises ponctuelles sur le collecteur en amont de la STEP :	4 500	2
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Linod	Réduction des ECPP	<u>Anomalies aux ITV (Priorité 2) :</u> VALRO_00590-VALRO_00582A : Code A pour le 1er tronçon et C pour le reste du linéaire : 1 fissure, 1 grosse racine isolée, 2 joints d'étanchéité apparents, 2 dépots durs ou compactés, 5 dégradations de surface, 2 racines, 11 déviations angulaires	Chemisage y compris fraisage préalable sur la route de Linod :	38 500	2
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Linod	Réduction des ECPP	<u>Anomalies aux ITV (Priorité 2) :</u> VALRO_00582A-VALRO_00575 : Code A : 10 déformations du PVC, 1 joint d'étanchéité apparent, 1 racine	Renouvellement du collecteur en aval du DO, chemin de la Balme :	55 170	2
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Linod	Mise en conformité du traitement	<u>Problématiques STEP :</u> - Décanteur-digesteur de 1981, aux performances insuffisantes (bilans de 2017 et 2019 non conformes) - Le décanteur digesteur est régulièrement lessivé pendant des évènements pluvieux en 2018 et 2019.	SC1 : Construction d'un filtre planté de roseaux de capacité 80 EH OU	160 000	2

Système	Thème	Problématique	Détail	Prix (€ HT)	Priorité échelle CCBS
		- Station vieillissante, située au bord du chemin, végétation - Le fonctionnement de la station est médiocre entre 2017 et 2019. Ce type d'ouvrage ne permet pas de répondre aux exigences réglementaires. - Lors du bilan de pollution réalisé dans le cadre du SDA, les rendements épuratoires sont mauvais - Capacité hydraulique dépassée pendant la campagne de mesures	SC 2 : Raccordement des effluents de Linod sur le système d'Artemare par un collecteur gravitaire (DN200 Fonte) sur une longueur de 250 m		
Valromey-sur-Seran - Vieu en Valromey Vaux Morets	Réduction des ECPP	<u>Anomalies aux ITV (Priorité 3) :</u> 2 tronçons en code B, le reste en C : 1 racine, 9 dépôts de matériau dur ou compacté et 14 déviations angulaires	Reprises ponctuelles Montée du Fou :	4 650	2

Le hameau de Saint Maurice présente un réseau d'eaux pluviales. A ce jour il n'y a pas de collecte des eaux usées et de station de traitement. La CC Bugey Sud réalisera une étude de faisabilité technico-économique pour comparer le scénario de l'assainissement collectif au scénario de l'assainissement non collectif sur ce hameau.

7 ETAT DES LIEUX DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Sur la commune le SPANC a recensé au 1er janvier 2019 **84 installations en ANC** réparties de la manière suivante :

- 20 ANC à Belmont-Luthézieu
- 23 ANC à Sutrieu
- 10 ANC à Lompnieu
- 31 ANC à Vieu-en-Valromey

En supposant un ratio de 2.18 habitants par logement, le nombre d'habitants disposant d'un ANC est d'environ **183 habitants** sur la commune, ce qui représente 14% de la population communale.

Le nombre de non-conformité sur la commune n'est pas renseigné.

En revanche, sur les 23 contrôles réalisés dernièrement par le SPANC sur la commune, 6 ANC étaient non conformes.

8 ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

8.1 Zones en assainissement collectif

Les zones actuellement raccordées sont classées en zone d'assainissement collectif.

Les réseaux d'assainissement existants et les ouvrages d'épuration en place permettent la collecte, le transit et le traitement des eaux usées qui seront générées par les constructions supplémentaires réalisées dans le cadre du PLU de la commune de Valromey sur Séran.

A noter

Il n'est plus défini de zones d'assainissement collectif futur. *Si une extension du réseau AC est réalisée en secteur ANC, en application du code de la Santé Publique, les riverains ont l'obligation de se raccorder.*

Pour le hameau de Saint Maurice, il est classé en zone d'assainissement collectif, dans l'attente de la réalisation de l'étude technico-économique qui permettra de statuer sur la mise en place ou non de l'assainissement collectif.

8.2 Zones en assainissement non collectif

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome, ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

Le reste de la commune présente un habitat diffus non raccordable facilement aux collecteurs existants, donc nécessitant des coûts de travaux importants. Par ailleurs, le sous-sol de la commune est moyennement favorable à l'infiltration des eaux, notamment par des risques de remontées de nappe à certains endroits. Pour ces raisons, le reste du territoire communal est maintenu en assainissement non collectif.

8.3 Plan de zonage assainissement

Suite à cette synthèse sur le fonctionnement actuel de l'assainissement sur la commune de Valromey sur Séran et l'évolution future de son urbanisation, il est possible de mettre à jour l'actuel zonage d'assainissement.

Sur le plan de zonage les informations suivantes apparaissent :

- Zone d'assainissement collectif : un réseau d'assainissement existe déjà
- Zone d'assainissement non collectif : des installations conformes d'ANC existent

9 ORGANISATION DU SERVICE

9.1 Service Public **d'Assainissement Collectif**

En zone d'assainissement collectif, la collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (Article L1331-1 du Code de la Santé publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires. La collectivité contrôle la conformité des installations correspondantes (Article L1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (Article L 1331-5 du CSP).

9.2 **Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)**

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 et son rôle a été confirmé par la Loi dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III.

Le SPANC informe, conseille et vérifie : l'objectif étant de donner à l'usager une meilleure assurance sur le bon fonctionnement actuel, et ultérieur de son système d'assainissement autonome. En plus de sa mission de conseil, le service SPANC de la communauté de communes Bugey-Sud est chargé d'assurer le contrôle obligatoire des installations existantes (diagnostic et vérification de bon fonctionnement) ainsi que l'examen de conception et de bonne réalisation des installations neuves ou réhabilitées.

Périodicité des contrôles :

- 4 ans pour une installation non conforme avec problème de salubrité publique (rejet en milieu superficiel)
- 6 ans pour une installation non conforme
- 10 ans pour une installation conforme et conforme avec réserve

Ce qu'il faut retenir…

Concernant les eaux usées :

En zone urbaine (zones U et AU du PLU)

Toute construction ou installation nouvelle ou existante doit être **raccordée au réseau collectif d'assainissement séparatif**.

Lorsque le terrain est situé en contrebas du réseau collectif existant, son raccordement aux collecteurs par dispositifs individuels appropriés (pompe de refoulement par exemple) peut être imposé.

Dans les **zones d'assainissement non collectif**, ou lorsque le réseau public ne dessert pas la parcelle, une **filière d'assainissement autonome** doit être mise en place ; elle devra être appropriée à la nature du terrain et du sol ; être dimensionnée en fonction des caractéristiques de la construction et être conforme à la réglementation en vigueur. Pour cela une étude de définition de filière doit être réalisée et un avis sur la conception doit être obtenu auprès du **Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC)** de l'agglomération avant le démarrage des travaux. L'évacuation des eaux usées non traitées dans les fossés, cours d'eau ou réseaux d'eaux pluviales est interdite.

Concernant les rejets d'eaux usées autres que domestiques :

En zone urbaine (zones U et AU du PLU) et zone industrielle

Les effluents qui, par leur nature ou leur composition (pollution microbienne, acidité, toxicité, matières en suspension…) ne sont pas assimilables à des eaux usées domestiques ne peuvent être évacués dans le réseau collectif que dans les conditions fixées dans l'autorisation de déversement émise par le gestionnaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées. L'évacuation de ces eaux résiduaires est soumise à autorisation de déversement.

ANNEXE 1
PLAN DU ZONAGE ASSAINISSEMENT EU

Département de l'Ain

COMMUNE DE VALROMEY-SUR-SERAN

Zonage d'assainissement

BUGEYSUD
Communauté de communes

Réseau d'assainissement et eaux pluviales : version de septembre 2023

Plan général de zonage eaux usées

NUMERO DE PLAN	
NUMERO D'ETUDE	**ECHELLE**
23CRA117	1:12 000
DATE - VERSION	**CHEF DE PROJET**
Juin 2025 - v5	PL

suez
Direction Déléguée Centre-Est
Agence de LYON
18, rue Felix Mangini
69009 LYON
Tél: +33 (0)4 72 19 89 70
Fax: +33 (0)4 72 19 86 74
E-mail: lyon@safege.fr

Légende :

Zonage Eaux Usées
- Assainissement collectif

Réseaux
- Eaux pluviales
- Eaux usées
- Unitaire

Ouvrages
- Station d'épuration
- Déversoir d'orage
- Poste de refoulement
- Bassin de rétention
- Regard
- Branchement
- Grille
- Puit perdu
- Rejet

Cadastre
- Bâti
- Cadastre

0 1 2 3 km

Département de l'Ain

COMMUNE DE VALROMEY-SUR-SERAN

Zonage d'assainissement

BUGEYSUD
Communauté de communes

Réseau d'assainissement et eaux pluviales : version de septembre 2023

Zonage eaux usées - Lompnieu - Sutrieu

NUMERO DE PLAN	
NUMERO D'ETUDE	**ECHELLE**
23CRA117	1:5 000
DATE - VERSION	**CHEF DE PROJET**
Juin 2025 - v5	PL

suez
Direction Déléguée Centre-Est
Agence de LYON
18, rue Felix Mangini
69009 LYON
Tél: +33 (0)4 72 19 89 70
Fax: +33 (0)4 72 19 86 74
E-mail: lyon@safege.fr

Légende :

Zonage Eaux Usées
- Assainissement collectif

Réseaux
- Eaux pluviales
- Eaux usées
- Unitaire

Ouvrages
- Station d'épuration
- Déversoir d'orage
- Poste de refoulement
- Bassin de rétention
- Regard
- Branchement
- Grille
- Puit perdu
- Rejet

Cadastre
- Bâti
- Cadastre

0 0.1 0.2 0.3 km

Département de l'Ain

COMMUNE DE VALROMEY-SUR-SERAN

Zonage d'assainissement

BUGEYSUD
Communauté de communes

Réseau d'assainissement et eaux pluviales : version de septembre 2023

Zonage eaux usées - Belmont-Luthézieu

NUMERO DE PLAN	
NUMERO D'ETUDE	**ECHELLE**
23CRA117	1:5 000
DATE - VERSION	**CHEF DE PROJET**
Juin 2025 - v5	PL

suez
Direction Déléguée Centre-Est
Agence de LYON
18, rue Felix Mangini
69009 LYON
Tél: +33 (0)4 72 19 89 70
Fax: +33 (0)4 72 19 86 74
E-mail: lyon@safege.fr

Légende :

Zonage Eaux Usées
- Assainissement collectif

Réseaux
- Eaux pluviales
- Eaux usées
- Unitaire

Ouvrages
- Station d'épuration
- Déversoir d'orage
- Poste de refoulement
- Bassin de rétention
- Regard
- Branchement
- Grille
- Puit perdu
- Rejet

Cadastre
- Bâti
- Cadastre

0 0.1 0.2 0.3 km

Département de l'Ain

COMMUNE DE VALROMEY-SUR-SERAN

Zonage d'assainissement

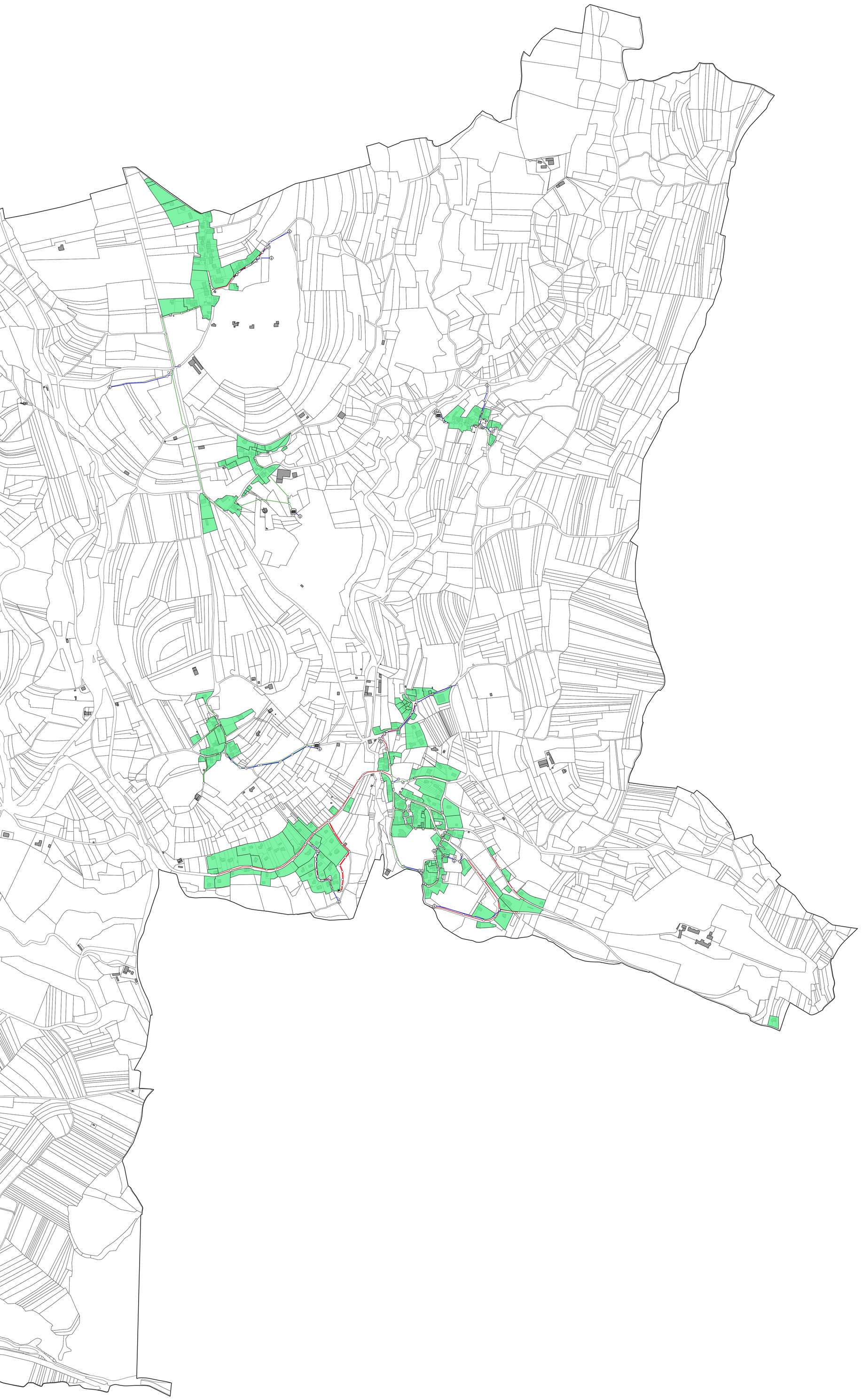
BUGEYSUD
Communauté de communes

Réseau d'assainissement et eaux pluviales : version de septembre 2023

Zonage eaux usées - Vieu-en-Valromey

NUMERO DE PLAN	
NUMERO D'ETUDE	**ECHELLE**
23CRA117	1:5 000
DATE - VERSION	**CHEF DE PROJET**
Juin 2025 - v5	PL

suez
Direction Déléguée Centre-Est
Agence de LYON
18, rue Felix Mangini
69009 LYON
Tél: +33 (0)4 72 19 89 70
Fax: +33 (0)4 72 19 86 74
E-mail: lyon@safege.fr



Légende :

Zonage Eaux Usées
- Assainissement collectif

Réseaux
- Eaux pluviales
- Eaux usées
- Unitaire

Ouvrages
- Station d'épuration
- Déversoir d'orage
- Poste de refoulement
- Bassin de rétention
- Regard
- Branchement
- Grille
- Puit perdu
- Rejet

Cadastre
- Bâti
- Cadastre

0 0.1 0.2 0.3 km

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-128-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-128 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS VERT POUR LES TRAVAUX DE REHABILITATION HYDRAULIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DU FURANS A CHAZEY-BONS

- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.
- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

La communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) dans le cadre de sa compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) » prévoit en 2025 la réalisation de travaux de réhabilitation environnementale et hydraulique du Furans entre le Pont de la Louvatière et le pont de l'Abbaye à Chazey-Bons sur un linéaire de 650 ml.

Ces travaux ont reçu un avis de principe favorable par la commission Cycles de l'eau de la CCBS en date du 10/12/2024 ainsi que par le conseil municipal de Chazey-Bons en date du 16/12/2024.
Ce projet a par ailleurs été validé financièrement lors des orientations budgétaires 2025.

Ces travaux ont pour objectifs de :

- Réhabiliter les services écologiques rendus par le cours d'eau (biodiversité, épuration/qualité de l'eau, eau potable, etc.) ;
- Améliorer la résistance/résilience du cours d'eau en période de crise (sécheresse, pollution accidentelle, etc) ;
- Réduire le risque inondation pour 150 parcelles bâties concernées aujourd'hui par les débordements du cours d'eau.

Par délibération du bureau décisionnel du 9 septembre 2024, une procédure de Déclaration d'Intérêt Général des travaux a été lancée, elle permettra de :

- Fixer par arrêté préfectoral le caractère d'intérêt général des travaux ;
- Légitimer l'intervention de la CCBS sur des propriétés privées au moyen de deniers publics ;
- Donner le droit d'accès aux parcelles privées pour la réalisation des travaux, parallèlement à la concertation amiable engagée auprès des riverains.

Afin de mettre ces travaux en œuvre, la communauté de communes souhaite déposer une demande d'aide financière auprès du Fonds vert pour l'année 2025.

Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

Financeurs	Montant
Agence de l'eau RMC	277 000 €
Conseil départemental de l'Ain	91 504 €
Compagnie Nationale du Rhône	48 400 €
Fonds Vert	49 180 €
Autofinancement	83 916 €
TOTAL GENERAL	550 000 € TTC

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le plan de financement prévisionnel présenté ci-dessus.
- **S'ENGAGE** à prendre en autofinancement la part qui ne serait pas obtenue au titre des subventions.
- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente décision

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTÉ de COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-129-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-129 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

RAPPORT ANNUEL 2024 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS (SERVICE DECHETS).

- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.

Le Code général des collectivités territoriales impose de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) d'élimination des déchets ménagers.

Ce rapport doit recueillir l'avis de l'assemblée délibérante et doit ensuite être porté à connaissance des conseils municipaux des communes membres en séance publique. Celui-ci doit ensuite être mis à la disposition du public.

Le RPQS d'élimination des déchets pour l'année 2024 a été présenté en commission déchets le 10 juin 2025.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le rapport annuel 2024 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers annexé à la présente délibération ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La Présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

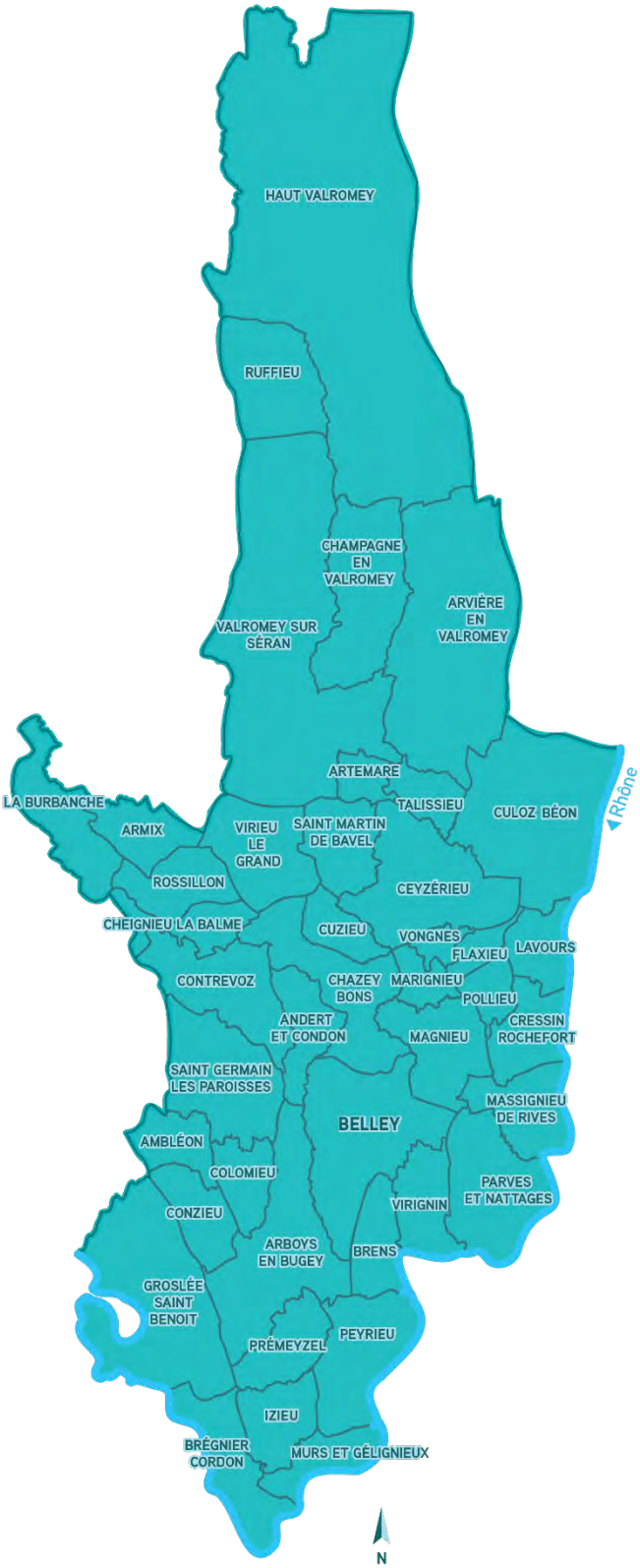
RAPPORT ANNUEL 2024

Communauté de communes Bugey-Sud
Service en charge de la gestion des déchets

Ce rapport, établi en application de l'article L2224-5 du code général des collectivités territoriales, et en réponse au décret n° 2000 – 404 du 11 mai 2000, présente le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets de la communauté de communes Bugey-Sud

Il synthétise les caractéristiques du service en 2024 et comprend des indicateurs d'ordre techniques et financiers qui concernent notamment les quantités collectées par flux de déchets, les équipements en service, les modes de valorisation et de traitement proposés. Les dépenses afférentes à la collecte et au traitement ainsi que les modalités de financement du service sont également détaillées.

Ce document sera présenté au Conseil Communautaire de la communauté de communes Bugey-Sud, conformément aux dispositions de l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales. Il devra également être transmis aux conseils municipaux de chaque communes membres qui devront prendre acte de ce rapport par délibération. Il est à disposition du public.



BUGEYSUD
Communauté de communes

www.ccbugeysud.com

LES COMPETENCES

- La collecte des déchets ménagers et assimilés
- Le quai de transfert
- Les déchetteries
- Les déchets alimentaires
- Les déchets verts
- Les actions de prévention
- Les indicateurs financiers

42 **communes desservies**

35 008 ***Habitants (INSEE 2024)***

LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES



Les habitants du territoire de la communauté de communes de Bugey-Sud bénéficient d'une collecte des déchets en point d'apport volontaire, répartis sur l'ensemble du territoire.

Depuis 2017, le service a déployé 226 points composés de :

- 862 conteneurs semi-enterrés
- 10 conteneurs enterrés

Chaque point regroupe entre 1 et 9 conteneurs selon la typologie du secteur d'implantation.
Afin de pouvoir effectuer les gestes de tri appropriés, les conteneurs ont été répartis de la manière suivante :

- 388 conteneurs pour le tri des emballages et papiers
- 184 conteneurs pour le tri du verre
- 300 conteneurs pour les ordures ménagères résiduelles

Tous les conteneurs bénéficient d'un lavage complet entre 1 à 2 fois dans l'année, selon la catégorie de déchets :

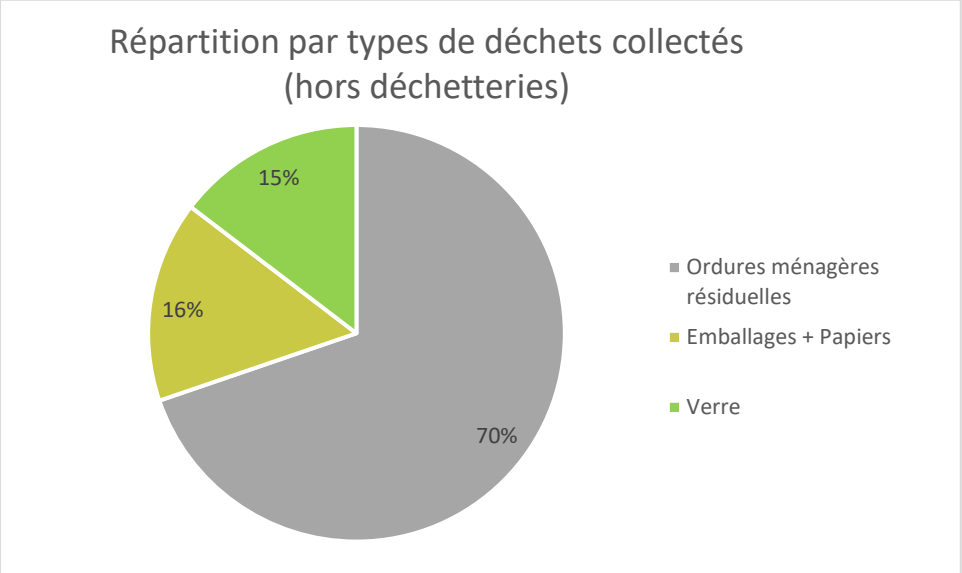
	Ordures ménagère résiduelles	Emballages et Papiers	Verre
1er lavage	Avril	Aout	Aout
2ème lavage	Octobre	Novembre	/

Campagnes de lavage 2024



SYNTHESE DES DECHETS COLLECTES EN POINT D'APPORT VOLONTAIRE

	2023		2024		Evolution
	Tonnage	kg/hab	Tonnage	kg/hab	
Ordures ménagères résiduelles	6 816	*195*	6 910	*197*	*+ 1 %*
Emballages et papiers	1 446	41.3	1 547	44.2	+ 7 %
Verre	1 494	42.7	1 449	41.4	- 3 %
Total	**9 756**	**278.6**	**9 906**	**283.0**	**+ 2 %**



LE QUAI DE TRANSFERT



9 929 tonnes de déchets ont transité par le quai de transfert

Un quai de transfert permet de massifier les déchets et ainsi réduire le transport routier vers le centre de tri ou le site de traitement.

Le quai de transfert de la communauté de communes Bugey-Sud permet de regrouper 3 types de déchets dans des bennes de semi-remorques à fond mouvant :

- Les ordures ménagères résiduelles collectées en point d'apport volontaire
- Les emballages et papiers collectés en point d'apport volontaire
- Les déchets déposés dans les bennes encombrants des trois déchetteries

Dès qu'une semi-remorque est pleine, un prestataire de transport transfère ces déchets vers un site de traitement ou un centre de tri selon la nature du déchet pris en charge.

6 910 t
Ordures Ménagères Résiduelles
Transférées à Bourgoin Jallieu

1 547 t
Emballages et papiers *(hors verre)*
Transférées au centre de tri à Chambéry

1 472 t
Encombrants
Transférées à Chamoux-sur-Gelon pour la fabrication d'un combustible de substitution

Les quantités de déchets transitées par le quai de transfert

LES DECHETTERIES



La communauté de communes Bugey-Sud dispose de trois déchetteries : Belley, Culoz-Béon et Virieu-le-Grand (soit une déchetterie pour 11 700 habitants).

Le dépôt de déchets est réservé uniquement aux habitants et professionnels (après souscription d'une taxe de redevance spéciale) du territoire.

L'accès en déchetterie est contrôlé au moyen d'un dispositif de lecture de la plaque d'immatriculation. Tous les habitants, associations ou établissements privés ou publics doivent inscrire leur véhicule au préalable. Chaque demande doit être accompagnée d'un justificatif de domicile et d'une copie de la carte grise du véhicule.

Afin d'améliorer le service pour les usagers éloignés des déchetteries existantes, la CCBS conventionne avec les territoires limitrophes afin de permettre l'accès à ces déchetteries :

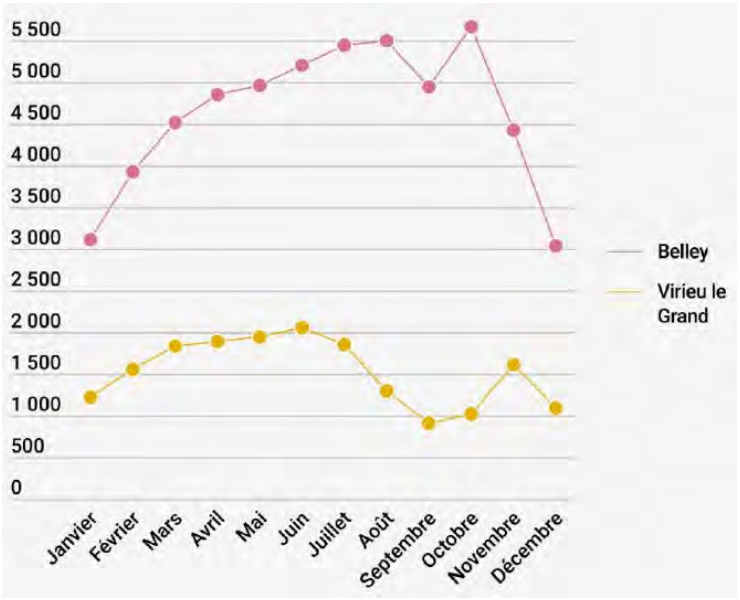
Collectivités conventionnées	Localisation de la déchetterie	Communes bénéficiaires	Nombre d'habitants concernés
CC Plaine de l'Ain	Lhuis	Groslée-St-Benoit	1 239
CC de Yenne	Yenne	Parves et Nattages	986
CC Haut Bugey Agglomération	Plateau d'Hauteville	Haut Valromey	780
SYCLUM	Avenières Génis sur Guiers	Izieu et Brégnier Murs-et-Gélignieux	1 120 256

BILAN DES ENTREES EN DECHETTERIES

88 378 visiteurs / an

	2023	2024	*Evolution*
Belley	51 393	55 591	*+ 8 %*
Culoz-Béon	14 345	14 500	*+ 1 %*
Virieu-le-Grand	20 258	18 287	*-10 %*
TOTAL	**85 996**	**88 378**	***- 8 %***

La fréquence des dépôts suit une logique saisonnière notamment rythmée par les apports des déchets verts.



BILAN 2024
TONNAGES COLLECTES EN DECHETTERIES

	BELLEY	CULOZ	VIRIEU	Total	Kg / hab	Collecte 2023		Evolution (%)
						Tonnes	kg/hab	
Encombrants	832,16	274,44	365,58	**1 472,18**	42,05	1 324	37,81	*11%*
Végétaux	1157,53	401,02	362,56	**1 921,11**	54,88	1 550	44,28	*24%*
Carton	241,92	77,80	83,30	**403,02**	11,51	352	10,07	*14%*
Bois A *Bois naturels non traités*	155,12	38,56	55,94	**249,62**	7,13	248	7,10	*0%*
Bois B *Bois transformés et/ou traités classés non dangereux*	351,82	163,84	203,76	**719,42**	20,55	695	19,84	*4%*
Bois C *Autres bois classés déchets dangereux*	28,06	7,66	20,62	**56,34**	1,61	49	1,39	*16%*
Ferraille	215,64	92,70	121,94	**430,28**	12,29	415	11,86	*4%*
Plâtre	126,82	48,32	48,68	**223,82**	6,39	211	6,02	*6%*
Mobilier	460,66	164,84	229,42	**854,92**	24,42	754	21,54	*13%*
Déchets d'Equipement Electrique et Electronique	191,30	73,44	91,05	**355,79**	10,16	331	9,44	*8%*
Lampes et tubes	1,00	0,17	0,28	**1,45**	0,04	1	0,04	*6%*
Articles de Sport et de Loisirs / Articles de Bricolage et de Jardin à moteur Thermique	19,36	4,83	9,35	**33,54**	0,96	21	0,61	*57%*
Déchets Dangereux Ménagers (ECO DDS)	17,20	6,32	6,53	**30,05**	0,86	29	0,82	*4%*
Déchets Dangereux Spécifiques (hors ECO DDS)	15,57	3,28	5,30	**24,15**	0,69	29	0,84	*-18%*
Huile végétale	2,13	0,58	0,86	**3,57**	0,10	3	0,10	*7%*
Huile minérale	10,35	5,76	6,44	**22,55**	0,64	24	0,68	*-5%*
Piles et batteries	2,07	0,83	1,66	**4,56**	0,13	3	0,08	*59%*
Pneumatiques	42,94	28,02	15,30	**86,26**	2,46	70	2,01	*23%*
Capsules café	1,16	0,44	0,49	**2,09**	0,06	2	0,06	*6%*
Polystyrène	2,23	0,43	0,56	**3,22**	0,09	4	0,12	*-20%*
TOTAL RECYCLE	**3875,04**	**1393,28**	**1629,62**	**6 897,94**	**197,04**	**6 116**	**174,69**	***13%***
Fibrociment	48,44	0,00	0,00	**48,44**	1,38	48	1,38	*0%*
Gravats	790,02	319,61	406,80	**1 516,43**	43,32	1 445	41,28	*5%*
TOTAL ELIMINE	**838,46**	**319,61**	**406,80**	**1 564,87**	**44,70**	**1 493**	**42,66**	***5%***
TOTAL DECHETTERIE	4713,50	1712,89	2036,42	**8462,81**	**241,74**	7 609	217	*11%*
Textiles (Bornes Relais 69)	/	/	/	**122,22**	3,49	100	0	*22%*
TOTAL				**8 585,03**	**245,23**	7 710	217	*11%*

AUTRES SERVICES DE COLLECTE

La collecte de l'amiante

La communauté de communes Bugey-Sud a reconduit son programme de collecte ponctuelle de déchets amiantés.

En 2024, les 5 dates proposées aux habitants du territoire ont permis de collecter 48 tonnes de fibrociment amianté.

La collecte des textiles, linge de maison et chaussures

Sur le territoire de la communauté de communes Bugey-Sud, 26 colonnes aériennes sont réparties. Elles permettent aux habitants de déposer du textile, du linge de maison et des chaussures qui seraient abimés ou non utilisés. En 2024, 122 tonnes ont pu être ainsi collectées.

Ces conteneurs sont collectés par une entreprise d'insertion, Le Relais 69, membre du réseau Emmaüs France.

Cette structure a été mandatée par l'éco-organisme Refashion pour assurer la collecte et le tri des textiles.



LE DEVENIR DES DECHETS

6 910 tonnes d'ordures ménagères résiduelles

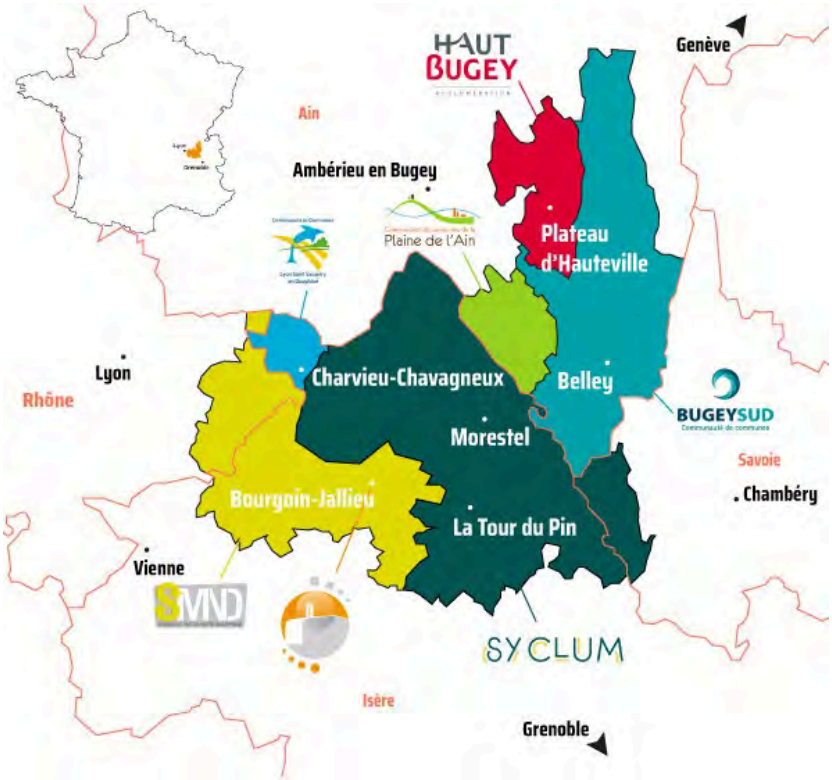
Les ordures ménagères sont acheminées vers l'usine de valorisation énergétique de Bourgoin-Jallieu.

L'incinérateur à Bourgoin Jallieu (SITOM Nord Isère)





La communauté de communes Bugey-Sud adhère au Syndicat Mixte de Traitement des Ordures Ménagères (SITOM Nord Isère). Ce dernier exerce la compétence de traitement des déchets ménagers résiduels et assimilés par valorisation énergétique pour 6 collectivités adhérentes. Mais également pour des partenaires publics et privés en fonction de la disponibilité de ses installations. Le SITOM incinère plus de **165 000 tonnes de déchets chaque année.**



1 472 tonnes d'encombrants

Les encombrants collectés en déchetteries sont acheminés vers l'usine de production et de recyclage BIOVAL, à Chamoux-sur-Gelon (Savoie), afin d'être transformés en combustible solide de récupération (CSR), puis utilisés comme combustible par des industriels.

Les collectivités ont la possibilité de contractualiser avec des éco-organismes dans l'objectif d'assurer la prise en charge des déchets collectés par des structures reconnues compétentes dans le réemploi, le recyclage ou la valorisation des déchets.

Les **éco-organismes** sont des organisations responsables de la gestion et du recyclage des déchets dans divers secteurs. Ils jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de la responsabilité élargie des producteurs (REP) en application du principe pollueur/payeur.
Ce qui signifie que les producteurs, qui mettent des produits sur le marché, sont responsables du financement et de l'organisation de leur collecte et de leur recyclage en fin de vie.
Ministère de la transition écologique



1 547 tonnes d'emballages et papiers (hors verre)

- Eco-organisme : CITEO
- Centre de tri de Savoie Déchets, à Chambéry
- Recyclage matière

1 449 tonnes d’emballages en verre

- Eco-organisme : CITEO
- Usine de fabrication d’emballages en verre : O.I Manufacturing
- Recyclage matière

LE DEVENIR DES DECHETS

Catégories de déchets	Destination Recycleur / **ECO-ORGANISME**	Recyclage / Traitement
Encombrants	SITOM Nord-Isère	Valorisation énergétique - Combustible pour cimenterie
Végétaux	Plateformes agricoles	Compostage et amendement pour les parcelles agricoles locales
Carton	Savoie Déchets > EPR	Papeterie
Bois A : *Bois naturels non traités*	SME	Bois de chauffage
Bois B : *Bois transformés et/ou traités classés non dangereux*	SME	Bois aggloméré
Bois C : *Autres bois classés déchets dangereux*	SME	Eliminés
Ferraille	SME Culoz	Recyclage
Plâtre	Société Nantet Locabennes	Valorisation de matière
Mobilier	Ecomaison	Recyclage par séparation des matières
Déchets d'Equipement Electrique et Electronique	**ECOSYSTEM**	Valorisation par séparation des matières
Lampes et tubes	**ECOSYSTEM**	Valorisation par séparation des matières
Articles de Sport et de Loisirs	**ECOLOGIC**	Réemploi Recyclage par matière Valorisation énergétique
Articles de Bricolage et de Jardin à moteur Thermique	**ECOLOGIC**	Dépollution des huiles et carburants résiduels Valorisation de matière
Déchets Dangereux Ménagers (ECO DDS)	**ECO-DDS**	Recyclage (filtre à huile et aérosols) Neutralisation (acides et bases) Valorisation énergétique
Déchets Dangereux Spécifiques (hors ECO DDS)	Trialp	Incinération Elimination par enfouissement - Installation de Stockage de Déchets Dangereux
Huile végétale	Trialp	Valorisation de matière - Biocarburant
Huile minérale	Faure Huile	Régénération de la qualité pour une réutilisation
Piles et batteries	**COREPILE**	Valorisation de matière
Pneumatiques	**ALIAPUR**	Valorisation de matière Valorisation énergétique
Capsules café	Nespresso	Valorisation de matière
Polystyrène	Brigade Nature	Valorisation de matière
Fibrociment	Trialp	Elimination par enfouissement - Installation de Stockage de Déchets Dangereux
Gravats / Déchets inertes	ISDND Grâce et Piccino	Recyclés Enfouis Eliminés en ISDND
Textiles (Bornes Relais 69)	**REFASHION** - Le Relais 69	Réemploi Valorisation de matière Valorisation énergétique

LES DECHETS ALIMENTAIRES



Pour réduire les quantités de déchets ménagers

- **Déchets alimentaires :** préparation de cuisine, restes de repas ou produits périmés non consommés.

Le compostage à domicile

Dans les zones rurales et pavillonnaires, la CCBS poursuit son déploiement de composteurs individuels.

La collectivité invite les habitants à acquérir un composteur individuel, d'un volume de 300 litres, en prenant en charge près de 50 % de son coût. Grâce à cette aide, le prix d'achat pour les usagers est ramené à 30 €.

Ce matériel peut être retiré dans l'une des trois déchetteries, sur présentation d'un justificatif de domicile.

395 composteurs distribués en 2024 contre 108 en 2023, soit une augmentation de 266%.

Au total, près de 2 700 composteurs ont été distribués depuis 1998.



La collecte des déchets alimentaires

Au printemps 2024, la collectivité a mis en place 38 conteneurs spécifiques des déchets alimentaires. Ces conteneurs ont été déployés dans les zones d'habitat dense et vertical afin de permettre la collecte des déchets alimentaires des administrés ne disposant pas de jardin.

- Belley : 19 bacs
- Culoz-Béon : 7 bacs
- Artemare : 5 bacs
- Virieu-le-Grand : 3 bacs
- Champagne-en-Valromey : 3 bacs
- Brégnier-Cordon : 1 bac



Les sites de compostage collectif ou autonome en établissement

La communauté de communes Bugey-Sud accompagne les copropriétés ainsi que les établissements publics ou privés pour organiser le tri et la valorisation de leurs biodéchets à travers des sites de compostage collectif.

La collectivité propose aux volontaires d'installer des composteurs, de bénéficier d'une formation sur la gestion d'un site de compostage et de réaliser un suivi.



Depuis 2014, 22 établissements ont bénéficié d'un site de compostage et d'une formation sur les gestes à appliquer pour assurer un bon processus de compostage.

LES DECHETS VERTS / LES VEGETAUX

Pour valoriser les déchets verts

- **Déchets verts** : tontes de pelouse et fauchage, feuilles mortes, tailles d'arbustes, haies et brindilles ou encore déchets ligneux issus de l'élagage et de l'abattage d'arbres et de haies.

La communauté de communes Bugey-Sud propose des solutions pour que les particuliers puissent valoriser leurs végétaux soit sur le jardin grâce à un service de broyage soit sur une parcelle agricole locale en les déposant en déchetterie.

Le broyage à domicile

La CCBS maintient son partenariat avec les Brigades-Nature pour proposer un service de de broyage des végétaux au domicile des habitants.

Ce dispositif permet de réduire le tonnage des déchets déposés en déchetteries et de proposer une valorisation locale.



Historique des interventions de broyage à domicile

	2020	2021	2022	2023	2024
Nb d'interventions	76	85	85	109	131

En 2024, plus de 90 tonnes de déchets verts ont été broyés à domicile par les Brigades nature.

Le compostage des déchets verts collectés en déchetterie

1 921 tonnes de déchets verts collectées en 2024

(contre 1 550 tonnes en 2023 soit une augmentation de 24 %)

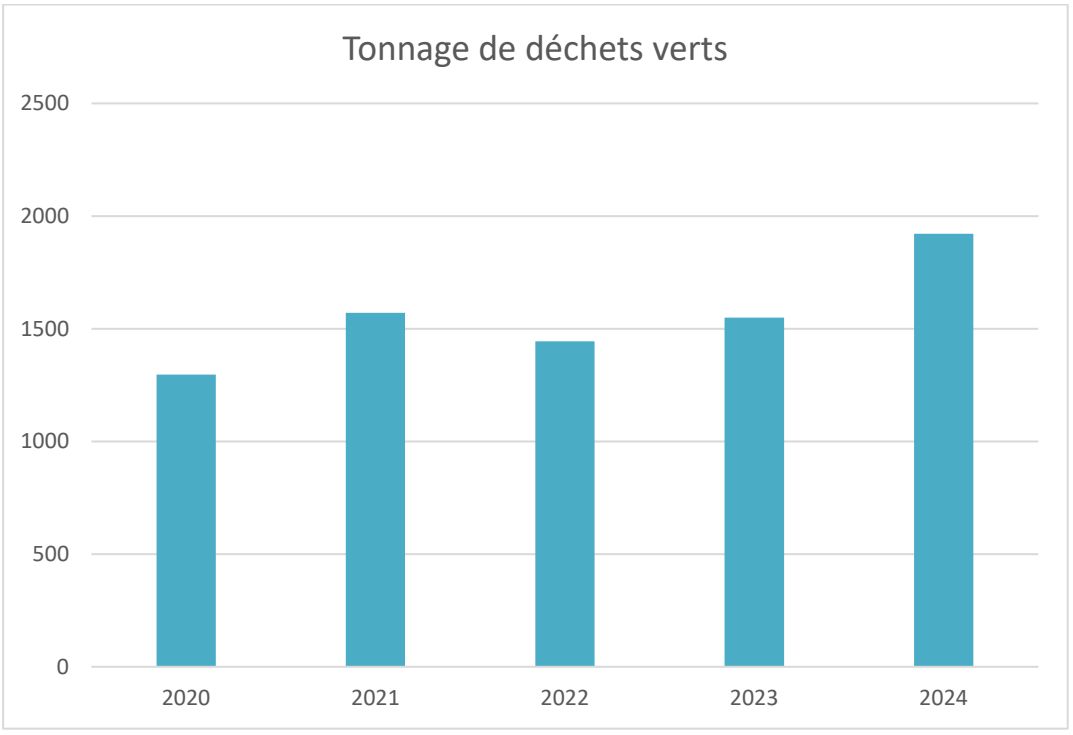
Les végétaux déposés dans les déchetteries sont transférés sur les plateformes de Belley, Brens et Saint-Martin-de-Bavel. Celles-ci sont gérées par des agriculteurs.

Les déchets verts sont ensuite broyés puis compostés avant d'être épandus sur les parcelles des agriculteurs.



La forte augmentation des apports de déchets verts observée en 2024 est également constatée sur les territoires limitrophes et s'explique par une météo favorable à la croissance des végétaux.

	Tonnages	*Evolution*
2020	1297	/
2021	1571	*21 %*
2022	1445	*- 8 %*
2023	1550	*7 %*
2024	1921	*24 %*



ACTIONS
DE PREVENTION DES DECHETS

La CCBS poursuit son engagement pour la prévention des déchets à travers différentes actions.

La sensibilisation des enfants

La communauté de communes Bugey-Sud propose aux écoles du territoire des interventions sur la problématique des déchets.

Les thématiques proposées :

- Le compost
- Le papier recyclé
- Les déchets de la nature
- Les déchets des humains
- La création d'un carré potager au naturel
- …

Tout au long de l'année scolaire 2023-2024, 23 classes ont pu bénéficier d'une animation permettant ainsi aux 491 enfants d'être sensibilisés à la problématique des déchets et de l'environnement.

Le réemploi

Le partenariat est organisé en collaboration avec l'association « les Valoristes Bugey-Sud »



L'objectif est de prolonger la durée de vie des objets afin de limiter la production de déchets.

Pour encourager le réemploi à l'échelle locale, la communauté de communes Bugey-Sud a installé un container maritime dans chacune des trois déchetteries du territoire.

Les habitants sont ainsi invités à y déposer les objets encore en bon état ou pouvant être réparés.

Chaque semaine, les valoristes récupèrent ces objets pour leur donner une seconde vie dans leurs ateliers en les restaurant ou les réparant si nécessaire, avant de les proposer à la vente dans leurs locaux.

V.B.S
Acteur du réemploi

Les manifestations éco-responsables

La CCBS organise la mise à disposition de portants pour les sacs ainsi que des colonnes aériennes sur roulettes afin d'assurer le tri des déchets sur les événements organisés sur le territoire.





10 manifestations ont été ainsi soutenues :

- Amicale des pompiers de Belley ;
- Club sportif Belleysan sur 2 événements ;
- Cyclo Bugey ;
- Foyer des Jeunes de Belley Basket (FJBB) ; (2 événements)
- Commune de Virignin ;
- Sou des écoles de Virignin ;
- UCAB de Belley ;
- Valromey Cyclo.

Les couches lavables

En 2024, la communauté de communes Bugey-Sud a proposé, en partenariat avec la maternité du Centre Hospitalier Bugey-Sud, un atelier d'information et de démonstration de couches lavables, animé par Couches Lavables & Co.



Ce dernier a également réalisé un état des lieux des ressentis et motivations des professionnels du territoire liés à la petite enfance.

INDICATEURS FINANCIERS

Taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères : 9,31 % (inchangé depuis 2021)

Fonctionnement

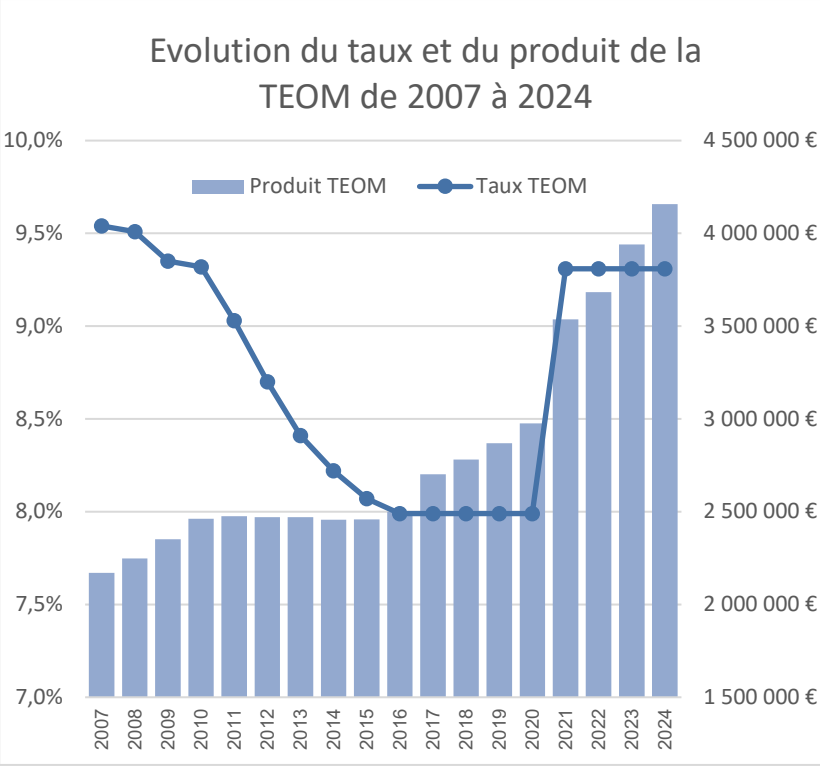
Montant des dépenses de fonctionnement : 4 937 197, 60 €

Montant annuel versé aux prestataires de marchés :

- Collecte OM : **592 737,75 €**
- Déchetteries : **985 341,01 €**
- Collecte sélective : **366 235,40 €**
- Centre de tri : **373 459,02 €**
- Quai de transfert : **304 325,51 €**
- Incinération (SITOM N.I.) : **980 100,81 €**

Modalité de financement :

- Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères
- Redevances Spéciales (établissements publics, professionnels, commerçants, artisans, …)



Endettement : annuité d'emprunt : 145 653,12 €/an (soit environ 4,16 €/hab/an)

Libellé dépenses	*Montant en €*	*%*
Collecte des ordures ménagères	592 737,75	12,01%
Traitement des ordures ménagères	980 100,81	19,85%
Déchetteries	985 341,01	19,96%
Co-compostage	39 712,44	0,80%
Collecte sélective et tri	739 694,42	14,98%
Accueil, gestion et transport quai CCBS	304 325,51	6,16%
Collecte et traitement des biodéchets	37 773,81	0,77%
Intérêts des Emprunts & opérations financières	14 590,70	0,30%
Charges à caractère général	686 916,04	13,91%
Frais de personnel	128 964,24	2,61%
Contributions diverses + subvention associations	147 959,30	3,00%
Amortissements et écritures immobilisations	279 081,57	5,65%
TOTAL	**4 937 197,60**	**100%**

Montant des recettes de fonctionnement : **7 287 205, 44 €**

Libellé recettes	*Montant en €*	*%*
TEOM	4 157 259,00	57,05%
FCTVA	4 318,20	0,06%
Dépôts sauvages, vte composteurs, divers	44 351,83	0,61%
Excédent antérieur reporté	1 948 363,94	26,74%
Subv éco-organismes (CITEO, éco DDS)	536 021,64	7,36%
Repreneurs matières	259 917,18	3,57%
Recyclage et valorisation végétaux communes	17 028,63	0,23%
Redevances spéciales entreprises et campings	319 945,02	4,39%
TOTAL	**7 287 205,44**	**100%**

Résultat de fonctionnement 2024 sans reprise de l'excédent antérieur : **401 643,90 €**

Investissement

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Libellé dépenses	*Montant en €*	%
Déficit d'investissement	-	0,00%
Frais études + tx ex décharge des Erruts	73 431,12	15,62%
Travaux mise en place conteneurs semi-enterrés	56 679,46	12,06%
Achat conteneurs semi-enterrés	32 436,00	6,90%
Equipements + tx divers déchetteries	47 158,14	10,03%
Achats de colonnes aériennes de tri "GP"	14 740,68	3,14%
Borne de pesées et logiciels pont bascule quai	14 592,00	3,10%
Maître œuvre pole économie circulaire	4 860,00	1,03%
Achats et installation composteurs grutables	90 640,00	19,29%
Amortissement subventions	4 386,00	0,93%
Capital emprunt quai	131 062,42	27,89%
TOTAL	**469 985,82**	**100%**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Libellé recettes	*Montant en €*	%
Excédent antérieur	53 898,87	15,19%
FCTVA	21 835,38	6,15%
Affectation en réserve	-	0,00%
Amortissements et écritures immo	279 081,57	78,66%
TOTAL	**354 815,82**	**100%**

Moyen humain du service gestion des déchets

- Un responsable de service
- Une assistante administrative et comptable
- Une chargée de mission

Marché public attribué en 2024

Collecte sélective des conteneurs d'apport volontaire « VERRE » et transfert aux centres d'affinage :

- Date de début de marché : 1/11/2024
- Attributaires : MINERIS
- Code postale attributaire : 84 918 AVIGNON
- Montant H.T : 130 000€/an

REDEVANCES SPECIALES

Depuis 2003, la communauté de communes de Bugey-Sud applique une redevance spéciale en complément de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Cette redevance permet aux établissements privés et public locaux de bénéficier du service public de collecte des déchets assimilés à ceux des ménages.

Ainsi, tout professionnel dont les déchets sont pris en charge par le service public est concerné par cette redevance.

Les professionnels ont toutefois le choix : ils peuvent soit utiliser le service public de collecte, soit faire appel à un prestataire privé. En optant pour une solution privée, ils ne sont alors pas soumis à la redevance spéciale.

La collecte des déchets assimilés à ceux des ménages

Au total, 69 entreprises ont adhéré à une collecte en porte-à-porte ou en apport volontaire, facilité par l'installation d'une large ouverture (trappe gros producteurs) sur les conteneurs semi-enterrés à proximité et rendue accessible à l'aide d'une clef.

Montant effectivement perçu au titre de 2024 :

273 623,37 €

(pour mémoire 2023 : 340 415,61 €)

Les accès en déchetterie

5 entreprises ont opté pour un contrat de redevance spéciale leur donnant accès aux déchetteries.

Montant effectivement perçu au titre de 2024 :

20 580,80 €

(Pour mémoire 2023 : 24 672,96 € et 6 entreprises)

Les campings

Tous les campings implantés sur le territoire sont assujettis à la redevance spéciale au nombre d'emplacements pour la collecte de leurs déchets car ils sont exonérés de TEOM

- Artemare
- Brégnier-Cordon
- Champagne en Valromey
- Massignieu-de-Rives
- Murs-et-Gélignieux
- Songieu

Montant effectivement perçu au titre de 2024 : 10 145,85 €
(pour mémoire 2023 : 10 500,60 €)

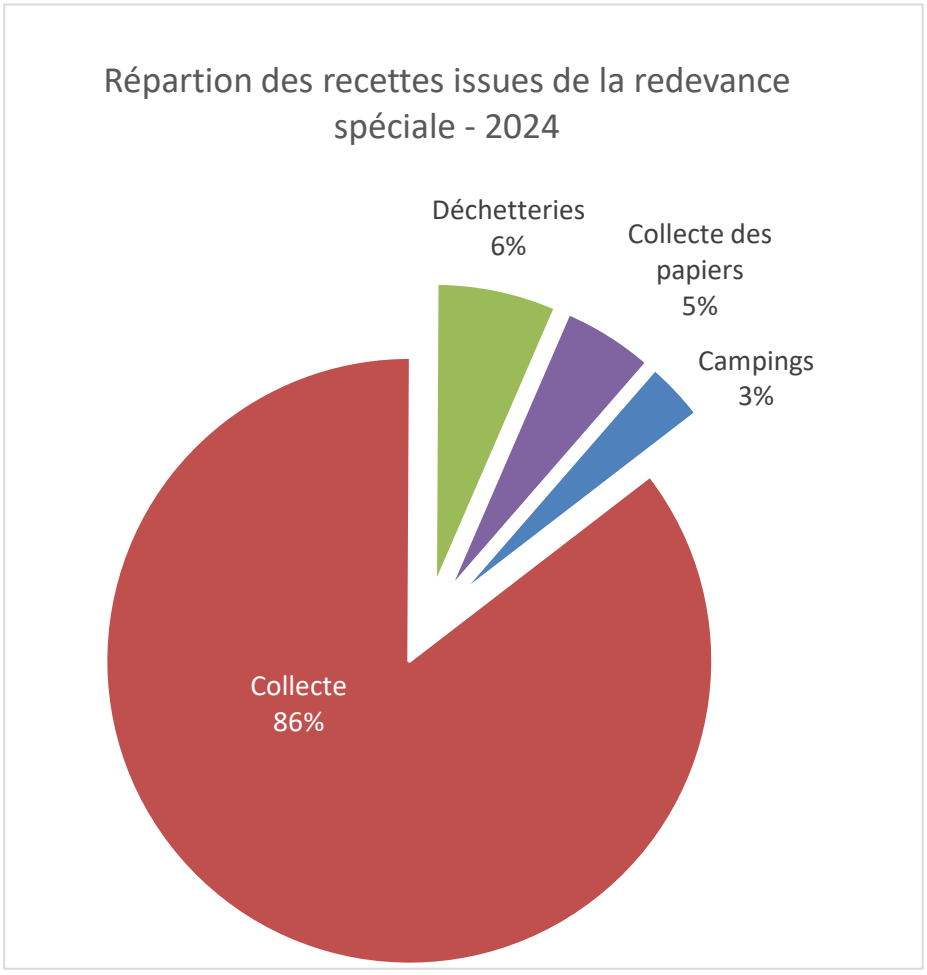
La collecte des papiers de bureaux

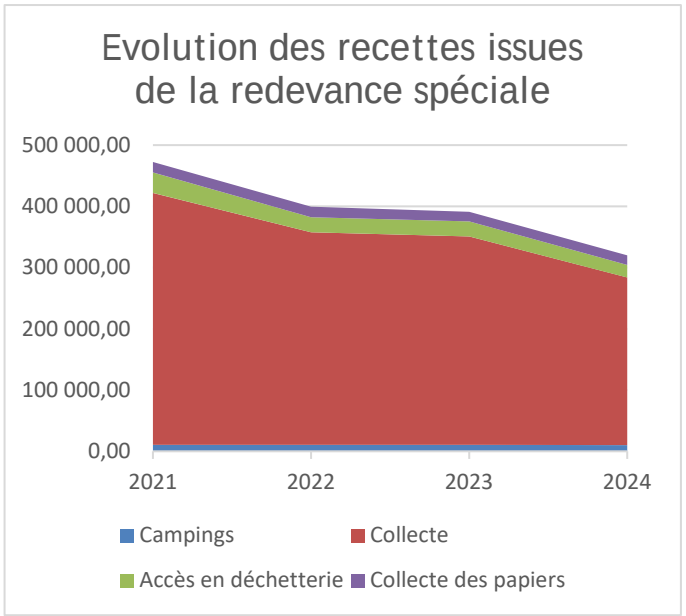
Les établissements administratifs peuvent souscrire à une collecte de papiers de bureau directement dans leurs locaux.

- 135 établissements concernés
- Tarif : 30 € la corbeille collectée, tarif inchangé depuis 2008.

Montant effectivement perçu au titre de la collecte des papiers de bureau : 15 615, 00 €
(pour mémoire 2023 : 15 510 €)

Synthèse des recettes issues de la redevance spéciale





ORIENTATIONS 2025 : SERVICE DECHETS

Collecte en conteneurs semi-enterrés
- Ajustement des besoins

Déchetterie
- Mise en place de la filière « Produits et matériaux du bâtiment et de la construction »
- Mise en place de la filière « Articles de bricolage et de jardinage » ainsi que de la filière « Jeux et jouets »

Actions de sensibilisation au tri
- Campagne de communication sur le tri, en porte à porte
- Continuation des interventions en milieu scolaire

Suivi de la décharge des Erruts
- Mise en place d'un compteur de lixiviat
- Etude sur la traitabilité des lixiviats
- Lancement d'un marché de traitement des lixiviats

Pôle économie circulaire sur la ZA de l'Ousson
- Etude du programme, recrutement d'une assistance à maitrise d'ouvrage

Plateforme de dépôt des déchets verts sur la ZA de l'Ousson
- Recrutement d'un MOE pour la création de la plateforme

Abréviations et sigles

CS : Collecte Sélective

CSE : Conteneurs Semi-Enterrés

D3E (DEEE) : Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques

D.D.M : Déchets Dangereux Ménagers

D.M.S. : Déchets Ménagers Spéciaux

J.M.P. : Journaux Magazines Prospectus

OM : Ordures Ménagères

PàP : Porte à Porte

PAV : Point d'Apport Volontaire

ABJ : Articles de Bricolage et de Jardin

ABJth : Articles de Bricolage et de Jardin à moteur thermique

ASL : Articles de Sport et de Loisirs

Horaires d'ouverture des déchetteries

DECHETTERIE DE BELLEY

ETE : du 1er juillet au 31 août
Du lundi au samedi : de 8h15 à de 15h30

HIVER : du 1er septembre au 30 juin
Du lundi au vendredi : de 8h45 à 12h30 et de 14h à 18h
Samedi : 8h45 à 18h

DECHETTERIE DE CULOZ-BEON

Fermée le jeudi

ETE : du 1er juillet au 31 août
Lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi : de 8h15 à 13h

HIVER : du 1er septembre au 30 juin
Lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi : de 8h45 à 12h30 et de 14h à 18h

DECHETTERIE DE VIRIEU LE GRAND

Fermée le mardi

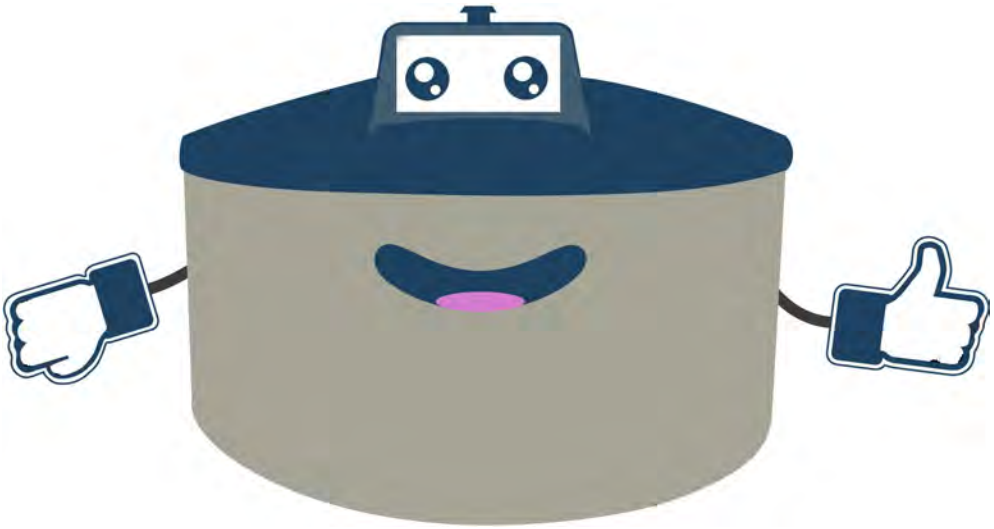
ETE : du 1er juillet au 31 août
Lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 8h15 à 13h

Hiver : du 1er septembre au 30 juin
Lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi : de 8h45 à 12h30 et de 14h à 18h

Toutes les déchetteries sont fermées les jours fériés.

Ensemble

pour notre environnement !



Tél. 04 79 81 01 99

www.ccbugeysud.com

BUGEYSUD
Communauté de communes

www.ccbugeysud.com

34 Grande Rue - 01300 Belley

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-130-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-130 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

CONVENTION AVEC LA VILLE DE BELLEY POUR LE DEPOT DES DECHETS ASSIMILES A DES ORDURES MENAGERES AU QUAI DE TRANSFERTS DE LA CCBS.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

La convention signée avec la ville de Belley pour le dépôt de ses déchets assimilés à des ordures ménagères, produits par le service propreté lors du nettoyage des voiries de la commune, au quai de transfert de la CCBS arrive à échéance le 31 décembre 2025.

Il est donc proposé de signer une nouvelle convention à compter du 1er janvier 2026 pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2028.

Considérant l'intérêt de cette filière de valorisation, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de partenariat pour le dépôt des déchets assimilés à des ordures ménagères au quai de transferts de la CCBS, dont le projet est annexé à la présente délibération ;

- **DECIDE** que le coût de la prestation de dépôt des déchets assimilés à des ordures ménagères sera facturé comme suit :
    - Transfert des déchets assimilés à des OM : 23 € TTC (grille tarifaire 2025).
    - Traitement des déchets en incinération assimilés à des OM : 147,40 € TTC (grille tarifaire 2025) ;

- **DECIDE** que ce tarif sera révisé annuellement et proposé dans la grille tarifaire annuelle de la CCBS ;

- **DECIDE** que cette convention prendra effet au 1er janvier 2026 pour une durée de trois ans soit jusqu'au 31 décembre 2028 ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

CONVENTION DE PARTENARIAT
pour dépôt des déchets assimilés à des ordures ménagères au quai de transfert de la CCBS

Entre :

La communauté de communes Bugey-Sud, désignée ci-après « la CCBS », dont le siège est sis 34 Grande Rue - 01300 BELLEY, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Pauline GODET dûment habilitée par délibération en date du

d'une part,

Et :

La **commune de BELLEY** désignée ci-après « la Commune » dont le siège est sis, 11 Boulevard de Verdun – 01300 BELLEY représentée par son Maire en exercice, Monsieur Dimitri LAHUERTA dûment habilité par délibération en date du

d'autre part,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La commune de Belley a sollicité la communauté de communes Bugey-Sud afin de pouvoir déposer ses déchets produits par le service propreté de la ville lors du nettoyage des voiries de la commune.

Il est convenu que la CCBS autorise la ville de Belley à décharger au quai de transfert les déchets issus du service propreté au moyen d'un véhicule à benne basculante et d'une balayeuse.

ARTICLE 2 : DUREE ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter du 1er janvier 2026, pour une durée de trois ans.

Elle pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, 3 mois avant l'expiration du terme.

ARTICLE 4 : DEFINITION DES CONDITIONS DES DEPOTS

4.1. : Nature des dépôts

La commune produit des «déchets assimilés à des ordures ménagères» provenant du nettoyage des voiries de la commune.

4.2. : Conditions de livraison

La commune se chargera du transport et du déchargement de ses déchets au quai de transfert de la CCBS, durant les jours et heures d'ouverture de celui-ci.

Elle s'engage sur :

- Le transport et le déchargement de ses déchets,
- La pesée des déchets au quai de transferts (doubles pesées, les bons de pesées).

A chaque livraison, la CCBS délivrera un bon de livraison comprenant les informations suivantes : nom du transporteur, nature et poids du produit, provenance de la livraison. Cette traçabilité est indispensable au bon fonctionnement de l'opération.

ARTICLE 3 : DEFINITION DU PRIX

La CCBS s'engage sur la prise en charge des déchets produits par le service propreté de la ville lors du nettoyage des voiries de la commune dans les conditions suivantes :

- Déchets assimilés à des ordures ménagères
- Encombrants interdits
- Pesée obligatoire des véhicules

Il indique que le coût de la prestation de dépôt des déchets assimilés à des ordures ménagères sera facturé :

• Transfert des déchets assimilés à des OM : **23 € la tonne TTC** (grille tarifaire année 2025)

• Traitement des déchets en incinération assimilés à des OM : **147,40 € TTC** la tonne (grille tarifaire année 2025)

Ce prix sera révisé chaque année et proposé dans la grille tarifaire annuelle de la CCBS.

Le non-respect d'une de ces clauses, peut conduire la CCBS à refuser les déchets. Dans ce cas, la commune prendra à sa charge le rechargement des déchets et l'évacuation vers un autre site de traitement.

Fait à Belley le :

Pour la Commune	Pour la CCBS
Le Maire,	La Présidente,
Dimitri LAHUERTA	Pauline GODET

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-131-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-131 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

CONVENTION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE AVEC L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE DE L'AIN POUR LA CONSTRUCTION D'UN POLE ECONOMIE CIRCULAIRE A BELLEY.

- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.

Considérant la nécessité d'avoir recours à une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un pôle économie circulaire à Belley.

Il est proposé de signer une convention avec l'Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain sise 102 boulevard Edouard Herriot - 01000 BOURG EN BRESSE pour les prestations suivantes :

- Etude de Programmation
- Assistance à la passation de Prestations intellectuelles
- Procédure de concours restreint sur esquisse
- Appui technique en phase conception
- Appui administratif (suivi de la MOE)
- Assistance à la passation des marchés de travaux

- AMO - Suivi de chantier
    - ▫ Option : Participation de l'AMO aux réunions de chantier sur une base de 14 mois de travaux (Environ 1 toutes les 2 semaines et à répartir selon les besoins et les phases du chantier)
    - ▫ Option : Assistance sur la phase AOR

Le montant des prestations s'élève à **41 400,00 € T.T.C.**

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer la convention d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la construction d'un pôle économie circulaire à Belley, dont le projet est annexé à la présente délibération.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La Présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD

Convention N°2025-067-VOI

Construction d'une recyclerie à Belley

Agence Départementale d'Ingénierie de l'Ain
102 boulevard Edouard Herriot - 01000 BOURG EN BRESSE
04 74 55 49 00

L'agence est un établissement public administratif créé entre le département et les communes et les établissements publics de coopération intercommunale conformément à l'article L5511-1 du code général des collectivités territoriales. L'agence est chargée d'apporter à ses adhérents, membres du conseil d'administration, une assistance d'ordre technique, juridique ou financier dans le cadre d'un contrat de quasi- régie conformément au code des marchés publics et de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005.

18 avril 2025

SOMMAIRE

Article 1.	Parties contractantes	3
Article 2.	Objet de la convention	3
Article 3.	Contenu de la prestation	4
Article 4.	Modalités de démarrage de la convention	5
Article 5.	Responsabilité des contractants	6
Article 6.	Engagement des parties	6
Article 7.	Conditions financières	6
Article 8.	Modification/résiliation	6
Article 9.	Contentieux	6

Article 1. Parties contractantes

ENTRE

D'une part,

l'Agence Départementale d'Ingenierie de l'Ain
102 boulevard Edouard Herriot - 01000 BOURG EN BRESSE

Représentée par son Président Jean DEGUERRY, représentant légal dûment habilité par délibération du conseil d'administration du 7 octobre 2013,

Désignée ci-après par « l'agence »,

ET

D'autre part,

COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD, adhérente à l'Agence Départementale, représentée par son Président, dûment habilité par délibération du Conseil du .....

Désignée ci-après par « le maître d'ouvrage »,

IL A ETE CONVENU CE QU'IL SUIT:

Article 2. Objet de la convention

La présente convention règle les rapports entre les parties en ce qui concerne les prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage suivantes :

- Etude de Programmation
- Assistance à la passation de Prestations intellectuelles
- Procédure de concours restreint sur esquisse
- Appui technique en phase conception
- Appui administratif (suivi de la MOE)
- Assistance à la passation des marchés de travaux
- AMO - Suivi de chantier

  ☐ Option : Participation de l'AMO aux réunions de chantier sur une base de 14 mois de travaux (Environ 1 toutes les 2 semaines et à répartir selon les besoins et les phases du chantier)

  ☐ Option : Assistance sur la phase AOR

Concernant les options, merci de cocher les cases correspondant aux prestations que vous souhaitez retenir.

Article 3. Contenu de la prestation

La présente convention au titre d'assistance à maîtrise d'ouvrage comprend les prestations suivantes :

ANNEXE FINANCIÈRE

Convention n°2025-067-VOI

Prestation pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage : Construction d'une recyclerie à Belley

Adhérent : **COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD**

PRESTATIONS	TEMPS (jours)	COÛT (Euros)
A - Etude pré-opérationnelle		
Etude de Programmation	**4**	**2 000.00 €**
Sur la base de l'étude de faisabilité et du scénario retenu, établissement du programme technique détaillé de l'opération (objectifs généraux, exigences fonctionnelles, architecturales et techniques) nécessaire à la consultation de l'équipe de maîtrise d'oeuvre.		
Animation d'une réunion de présentation du programme, échange sur les modalités de consultation du MOE, y compris mise à jour de programme et rédaction d'un compte rendu sous la forme d'une fiche projet.		
B - Assistance à la passation de Prestations intellectuelles		
Assistance à la passation de Prestations intellectuelles	**2**	**1 000.00 €**
Relevé topographique complementaire		
Etude géotechnique G2 AVP et G2PRO		
Contrôle technique		
Coordonnateur SPS		
C - Assistance à la passation du marché de Maîtrise d'œuvre		
Procédure de concours restreint sur esquisse	**23**	**11 500.00 €**
Rédaction du règlement de concours (phase candidature) et des avis de concours (JOUE et BOAMP).		
Mise en ligne du dossier sur le profil Acheteur et téléchargement des candidatures électroniques.		
Analyse des candidatures (1 à 60 candidatures réceptionnées).		
Organisation de la commission technique et du Jury de candidatures et participation à ces réunions.		
Rédaction des courriers de rejet de candidatures et diffusion via le profil acheteur.		
Rédaction du projet de marché de maîtrise d'œuvre.		
Rédaction du règlement de remise de concours.		
Visite du site avec les candidats admis à la phase esquisse et formalisation des questions/réponses pendant la phase de consultation.		
Ouverture des projets rendus et anonymat des esquisses.		
Analyse des esquisses.		
Organisation de la commission technique et du Jury prestation et participation à ces réunions.		
Procédure de négociation avec le ou les lauréat(s) du concours.		

ANNEXE FINANCIÈRE		
Finalisation de la procédure administrative d'attribution (parution de l'avis de résultat de concours au JOUE et BOAMP, demande des pièces à l'équipe retenue, notification du rejet des offres, préparation du dossier contrôle de légalité, préparation de la délibération d'attribution du marché négocié, parution de l'avis d'attribution au JOUE et BOAMP).		
D - Phase de conception		
Appui technique en phase conception	**10**	**5 000.00 €**
Relecture critique ESQ, APS, APD et PRO.		
Animation et participation aux réunions avec l'équipe de MOE et la Commune		
Relecture de l'ACT avant lancement de la consultation des entreprises		
Relecture de l'analyse des offres et participation à la commission d'attribution		
Appui administratif (suivi de la MOE)	**2**	**1 000.00 €**
Rédaction des ordres de services des missions MOE		
Rédaction des délibérations et avenants sur les missions MOE		
Validations des situations du MOE et établissement des certificats de paiement		
F - Assistance à la passation des marchés de travaux		
Assistance à la passation des marchés de travaux	**6**	**3 000.00 €**
Préparation des pièces administratives (Règlement de consultation, CCAP, Acte d'engagement, avis d'appel public à concurrence). Les pièces techniques sont préparées par le maître d'œuvre		
Gestion de la publication/mise en ligne		
Gestion des questions/réponses pendant la phase de consultation		
Relecture du rapport d'analyse des offres du maître d'œuvre/reprise du rapport par le maître d'œuvre		
Gestion des négociations si nécessaire (par échanges écrits)		
Mise au point des marchés de travaux		
Préparation du dossier pour envoi au contrôle de légalité		
Préparation des notifications		
Total des prestations d'AMO	47	23 500.00 €

OPTIONS	TEMPS (jours)	COÛT (Euros)
G - Réalisation des travaux		
AMO - Suivi de chantier	22	11 000.00 €
Participation de l'AMO aux réunions de chantier sur une base de 14 mois de travaux (Environ 1 toutes les 2 semaines et à répartir selon les besoins et les phases du chantier)		
Assistance sur la phase AOR		
Total des options	22	11 000.00 €

Les montants indiqués ci-dessus sont des montants hors taxes.

Durant toute sa mission, l'Agence assure, par son rôle de conseil, une assistance d'ordre technique, juridique et financière au maître d'ouvrage.

Article 4. Modalités de démarrage de la convention

La prestation globale sera réalisée suivant l'article 3 et démarre à la signature des deux parties engagées, sans autres formalités nécessaires.

Article 5. Responsabilité des contractants

Les avis et recommandations de l'agence sont de même nature que les aides à la décision qui émaneraient des services du maitre d'ouvrage. L'agence conseille le maitre d'ouvrage sans recevoir de mandat ou de délégation au sens des articles 3 et 5 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985. La responsabilité de l'agence s'exerce uniquement dans le cadre de sa responsabilité professionnelle du fait de ses activités, et des biens et des personnes nécessaires à leur accomplissement.

Article 6. Engagement des parties

L'agence s'engage à réaliser les prestations conformément à son règlement intérieur adopté par le conseil d'administration en date du 27 novembre 2013.
L'agence s'engage à respecter la confidentialité en ce qui concerne l'ensemble des informations et des documents recueillis au cours de ses interventions.

Article 7. Conditions financières

Le coût forfaitaire de la prestation de l'agence dû par le maître d'ouvrage résulte d'une estimation du temps nécessaire pour la réalisation des prestations définies et présentées à l'article 3 et du coût journalier défini par le Conseil d'administration de l'Agence.

Les prestations sont soumises à la TVA selon le taux en vigueur au moment de la facturation.

Le règlement des prestations s'effectue par mandat administratif.

Le versement des acomptes par le maître d'ouvrage est réalisé sur présentation d'un état dressé par l'Agence annexé à l'avis des sommes à payer et adressés par la paierie départementale.

Article 8. Modification/résiliation

En cas de modifications nécessaires à apporter à la présente convention, un avenant ou une nouvelle convention devra être conclu. L'avenant peut majorer ou minorer le coût de la prestation en fonction des missions ajoutées ou retirées.

Le maitre d'ouvrage peut mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour motif d'intérêt général. Si le maitre d'ouvrage souhaite mettre fin à l'exécution des prestations sans motifs, le solde des prestations déjà réalisées sera payé et une indemnité forfaitaire de 500 euros devra être versée pour les frais et investissements engagés par l'agence.

Article 9. Contentieux

A défaut d'accord amiable, en cas de litige relatif à l'application de la présente convention, le tribunal administratif de Lyon est le seul compétent.

En deux exemplaires originaux,

À ..... , le .....

Pour le Président de l'Agence et par délégation, le Directeur, Yvan PAUGET.	Le Président de COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-132-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-132 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

AVENANT N°1 A LA CONVENTION-CADRE ET CONSTITUTIVE D'UNE ENTENTE EN VUE DE LA REALISATION DU NOUVEAU CENTRE DE TRI.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun

Par délibération en date du 14 octobre 2021, la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) avait approuvé le projet de convention cadre constitutive d'une entente entre Savoie Déchets, le SICTOM de Morestel, le SICTOM du Guiers, la communauté de communes Bugey-Sud, le SIBRECSA et la communauté de communes Sources du Lac d'Annecy.

L'objectif était de construire en commun un nouveau centre de tri afin de pouvoir répondre à l'évolution de la réglementation en matière de tri des déchets issus des collectes sélectives avec l'imposition de l'extension des consignes de tris à tous les emballages plastiques (barquettes, films, pots, etc...).

Aux termes de la convention, les signataires, dits « partenaires », se sont engagés à construire et exploiter à frais communs le nouveau centre de tri mutualisé entre les partenaires membres de l'entente et ce, dans l'attente de la création entre eux d'une société publique locale (SPL).

A cet effet, Savoie Déchets devait lancer une consultation pour la passation d'un marché de conception réalisation, dans l'attente de la constitution de la SPL, qui se serait alors substituée à l'entente pour l'exploitation du nouveau centre de tri et le cas échéant pour l'exécution du marché.

Ledit marché a été notifié le 02/03/2023 par Savoie Déchets, au groupement momentané d'entreprises constitué entre Aktid (mandataire), Schatzle-Weitling architecture et Legendre Construction.

Ledit marché, d'un montant initial de 33 999 785,20 € est en cours d'exécution et a donné lieu à la signature de 3 avenants, pour un montant total de 1 695 577 € ; la livraison du nouveau centre de tri est prévue pour fin 2025 :

	Montant (€ HT)
Avenant 1	986 491,89 €
Avenant 2	289 084,70 €
Avenant 3	349 834,85 €

Il apparaît nécessaire d'adapter la convention, afin d'approuver les évolutions suivantes :

→ **Non sécabilité de la compétence déchets :**
La CCBS adhère au SITOM Nord Isère, lequel exerce la compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés » ; le SITOM Nord Isère entend donc adhérer à la convention d'entente pour faire partie des partenaires au sens de la présente convention aux côtés de la CCBS dans l'attente que le SITOM Nord Isère exerce pleinement le tri des collectes sélectives sur l'ensemble de son territoire ; après délibérations concordantes de la CCBS constatant la pleine substitution du SITOM Nord Isère s'agissant du tri des collectes des collectes sélectives, le SITOM Nord Isère sera intégralement substitué à la CCBS, ce qui emportera retrait de la CCBS (retrait-substitution de la CCBS à la convention d'entente, par le SITOM Nord Isère) ;

→ **Le montant prévisionnel du projet :**
Lors de la signature de la convention, le montant prévisionnel des coûts d'investissement afférents à la construction du nouveau centre de tri avait été estimé à 31 000 000 € HT, conformément au tableau relatif à l'estimation de la répartition des coûts (**Annexe**).

Au vu des évolutions rencontrées depuis la signature de la convention, il y a lieu d'actualiser ce montant, lequel s'élève, à la date de signature du présent avenant, à la somme de 33 970 000€ HT ;

→ **Les conditions de** répartition **des coûts du projet entre les partenaires :**
L'amortissement des coûts d'investissement précités (hors frais financiers) est calculé annuellement à partir de l'année 2026 :

- Sur une durée d'amortissement de 10 ans pour le process et de 25 ans pour les bâtiments,

En intégrant les frais financiers supportés par Savoie Déchets et déterminés sur la base du taux d'intérêt réel moyen pondéré constaté durant l'année précédente au titre des emprunts souscrits par Savoie Déchets pour le financement du projet (Savoie Déchets ayant souscrit des emprunts à taux fixe et à taux variable).

Les investissements qui seront réalisés ultérieurement à la signature de l'avenant seront intégrés dans les amortissements répartis entre les partenaires et feront l'objet d'un bilan annuel présenté aux partenaires dans le cadre de la conférence intercommunale.

La refacturation aux partenaires de l'amortissement des coûts d'investissement s'effectuera sous la forme d'une contribution appelée à rythme trimestriel à partir du 1er trimestre 2026. Contrairement aux coûts de fonctionnement, cette refacturation des investissements ne sera pas grevée de TVA puisqu'elle ne constitue pas une prestation.

La répartition de l'amortissement des coûts d'investissement entre les partenaires de l'entente se fait à due proportion de leurs populations DGF connues au moment de la répartition des coûts. Aussi, l'amortissement au titre de l'année N est réparti à due proportion des populations DGF des partenaires connues à la date du 31 décembre de l'année N-1.

→ **La gouvernance de l'entente :**
La convention initiale d'entente prévoyait la constitution d'une SPL en charge de l'exploitation du centre de tri. Depuis, il a finalement été convenu, d'un commun accord entre les partenaires, que l'exploitation du centre de tri serait assurée dans le cadre de l'entente (sans mise en place d'une SPL à ce stade) et en régie par Savoie Déchets avec des règles de gouvernance au sein de l'entente permettant aux partenaires d'être plus étroitement associés à l'exploitation du centre de tri.

Le nombre de représentants au sein du conseil d'exploitation élargi est défini selon la population des partenaires de l'entente, avec a minima un représentant par adhérent de Savoie Déchets et un représentant par partenaire pour les autres partenaires.

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représentant
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	3
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	3
	CA Grand Lac	85 626	3	10	10
	CA Grand Chambéry	148 435	5	18	17
	CC Yenne	7 906	1	1	3
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	3
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	3
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	3
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	3
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	3
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	8	7
	CC Cœur de Savoie	13 256	1	2	3
	TOTAL SAVOIE DECHETS	**552 513**	**21**	**67**	**70**
Collectivités partenaires	SYCLUM	161 154	5	19	17
	CC Bugey Sud	37 318	1	5	3
	SIBRECSA	60 614	2	7	7
	CC Sources du Lac d'Annecy	16 948	1	2	3
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	**276 034**	**9**	**33**	**30**
	TOTAL	**828 547**	**30**	**100**	**100**

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer l'avenant n° 1 à la convention-cadre et constitutive d'une entente en vue de la réalisation d'un nouveau centre de tri de collectes sélectives, dont le projet est annexé à la présente délibération.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2026.

La présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

AVENANT 1
A LA CONVENTION-CADRE ET CONSTITUTIVE D'UNE ENTENTE EN VUE DE LA REALISATION DU NOUVEAU CENTRE DE TRI DE COLLECTES SELECTIVES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat mixte de traitement des déchets Savoie Déchets sis 336 Rue de Chantabord CS 22425 à Chambéry 73024 (Savoie), représenté par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Comité Syndical du XXX 2025,
Ci-après désigné : « Savoie Déchets »
ET :

SYCLUM sis 784 chemin de la déchèterie – 38510 Arandon-Passins, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Comité Syndical du XXX 2025,

Ci-après désigné : « SYCLUM »

ET :

SIBRECSA sis 95, avenue de la gare – 38530 PONTCHARRA, représenté par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Comité Syndical du XXX 2025,
Ci-après désigné : « SIBRECSA »

ET :

La Communauté de Communes Bugey Sud sis 34, grande rue - 01300 BELLEY, représenté par sa Présidente en exercice, dûment habilitée à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Conseil Communautaire du XXX 2025,
Ci-après désignée : « CCBS »

ET :

SITOM Nord Isère sis 13 allée des Marettes - CS 42 008- 38307 BOURGOIN-JALLIEU cedex, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Comité Syndical du XXX 2025

Ci-après désigné : « SITOM Nord Isère »

ET :

Syndicat mixte du Lac d'Annecy (SILA) sis 7 rue des Terrasses - BP 39 - 74 962 CRAN GEVRIER Cedex, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet de signer les présentes par délibération n° XXX du Bureau Syndical du XXX 2025
Ci-après désigné : « SILA »

Ci-après dénommés ensemble « les Parties » ou les « partenaires », ont convenu :

PREAMBULE

Dans le cadre de leur compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés », Savoie Déchets, la CCBS, le SIBRECSA, la CCSLA et SYCLUM ont conclu en 2022-2023 une convention-cadre et constitutive d'une entente intercommunale au sens des articles L.5221-1 et L.5221-2 du CGCT, en vue de la réalisation d'un nouveau centre de tri des collectes sélectives, d'utilité commune et situé à Chambéry.

La convention-cadre précitée est dénommée la « Convention ».

Aux termes de la Convention, les signataires, dits « partenaires », se sont engagés à construire et exploiter à frais communs le nouveau centre de tri mutualisé entre les partenaires membres de l'entente et ce, dans l'attente de la création entre eux d'une société publique locale (SPL).

A cet effet, Savoie Déchets devait lancer une consultation pour la passation d'un marché de conception réalisation, dans l'attente de la constitution de la SPL, qui se serait alors substituée à l'entente pour l'exploitation du nouveau centre de tri et le cas échéant pour l'exécution du marché. Il a finalement été décidé une exploitation en régie par Savoie Déchets et l'abandon du projet de constitution d'une SPL.

Ledit marché a été notifié le 02/03/2023 par Savoie Déchets, au groupement momentané d'entreprises constitué entre Aktid (mandataire), Schatzle-Weitling architecture et Legendre Construction.

Ledit marché, d'un montant initial de 33 999 785,20 € est en cours d'exécution et a donné lieu à la signature de 3 avenants, pour un montant total de 1 695 577 € ; la livraison du nouveau centre de tri est prévue pour fin 2025 :

	Montant (€ HT)
Avenant 1	986 491,89 €
Avenant 2	289 084,70 €
Avenant 3	349 834,85 €

Il apparaît nécessaire d'adapter la Convention, afin d'approuver les évolutions suivantes, depuis la signature de la Convention en 2022 et 2023 ; portant notamment sur :

1) Les partenaires **membres de l'entente** ; à cet égard, il est précisé que :
   - Suite à la modification des statuts du SILA effective au 1er janvier 2024, le tri des collectes sélectives et leur transport ont été intégrés au sein de la compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés » que la CCSLA a transféré au SILA ; par conséquent, le SILA entend intégrer l'entente et faire partie des partenaires au sens de la présente convention et vient ainsi aux droits de la CCSLA à laquelle il est substitué à compter de la signature des présentes (retrait-substitution de la CCSLA à la convention d'entente, par le SILA, sans incidence sur l'entente) ;

   - SYCLUM et la CCBS adhèrent au SITOM Nord Isère, lequel exerce la compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés » ; le SITOM Nord Isère entend donc adhérer à la convention d'entente pour faire partie des partenaires au sens de la présente convention aux côtés de la CCBS et de SYCLUM dans l'attente que le SITOM Nord Isère exerce pleinement le tri des collectes sélectives sur l'ensemble de son territoire ; après délibérations concordantes de la CCBS et de SYCLUM constatant la pleine substitution du SITOM Nord Isère s'agissant du tri des collectes des collectes sélectives, le SITOM Nord Isère sera intégralement substitué à SYCLUM et à la CCBS, ce qui emportera retrait de ces deux partenaires (retrait-substitution de SYCLUM et de la CCBS à la convention d'entente, par le SITOM Nord Isère) ;

2) Le montant prévisionnel du projet,

Lors de la signature de la Convention, le montant prévisionnel des coûts d'investissement afférents à la construction du nouveau centre de tri avait été estimé à 31 000 000 € HT, conformément au tableau relatif à l'Estimation de la répartition des coûts (Annexe 1).

Au vu des évolutions rencontrées depuis la signature de la Convention, il y a lieu d'actualiser ce montant, lequel s'élève, à la date de signature du présent avenant, à la somme de 34 567 000€ HT (Annexe 1bis).

3) Les conditions de répartition des coûts du projet entre les partenaires,

4) La gouvernance **de l'entente** : la Convention initiale d'entente prévoyait la constitution d'une SPL en charge de l'exploitation du centre de tri. Depuis, il a finalement été convenu d'un commun accord entre les partenaires que l'exploitation du centre de tri serait assurée dans le cadre de l'entente (sans mise en place d'une SPL à ce stade) et en régie par Savoie Déchets avec des règles de gouvernance au sein de l'entente permettant aux partenaires d'être étroitement associés à l'exploitation du centre de tri.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

L'article 1 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, dénommée la Convention, entend définir les engagements des Parties signataires en vue de sécuriser l'apport des tonnages de déchets issus notamment des collectes sélectives dans le futur centre de tri et de sécuriser le portage financier de l'investissement et de l'exploitation du nouvel équipement.

A cet effet, les Parties constituent une entente intercommunale au sens des dispositions des articles L.5221-1 et L.5221-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

L'entente intercommunale ainsi créée est dépourvue de la personnalité juridique. Elle a pour objet :

- *La construction à frais communs d'un nouveau centre de tri d'utilité commune, mutualisé entre les partenaires membres de l'entente et pour lequel Savoie Déchets a conclu un marché de conception-réalisation.*
- ***L'exploitation** à frais communs du nouveau centre de tri mutualisé ; d'un commun accord les Parties décident que l'exploitation sera assurée en régie par Savoie Déchets selon les modalités de gouvernance et de mise en œuvre de l'entente intercommunale précisées à **l'article 5** de la Convention »*

ARTICLE 2 – DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La Convention avait été conclue pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction, dans l'attente de la création d'une société publique locale (SPL) qui se substituerait à l'entente.
Le projet de SPL ayant été abandonné, il est préférable que la Convention soit désormais conclue pour une durée correspondant à la durée d'amortissement des investissements (25 ans).

L'article 2 de la Convention est donc supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 2 – DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La Convention prendra effet à compter de sa date de signature.

L'échéance de la convention est fixée au 31/12/2050, correspondant à la fin de l'amortissement des investissements réalisés dans le cadre du marché de conception-réalisation *(25 ans à partir du 1er janvier 2026 comme précisé à **l'article 3.3.1**).*

La Convention prendra fin, avant le terme précité, en cas de constitution d'une structure juridique dotée de la personnalité morale se substituant à l'Entente ou si, consécutivement aux retraits successifs des partenaires, moins de deux partenaires adhèrent à l'entente. »

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTIES

La Convention prévoyait la constitution d'une SPL devant se substituer à l'Entente notamment pour l'exploitation du nouveau centre de tri ; en outre, les conditions d'exploitation notamment financières et d'entretien du futur centre de tri n'ont pas été définies dans la Convention et devaient l'être dans le cadre de l'entente, de la SPL ou de toute autre structure juridique qui se substituerait à l'entente.

Il y a donc lieu de modifier et compléter les dispositions de **l'article 3.2** de la Convention pour supprimer la référence à la création de la SPL et définir les conditions d'exploitation du nouveau centre de tri en cours de construction.

L'article 3.2 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

*« 3.2. Engagements généraux **des Parties partenaires de l'entente***

Les Parties partenaires de l'entente donnent leur accord de principe à ce que Savoie Déchets lance la consultation

*précitée et effectue les actes définis à **l'article 3.1.***

Les Partenaires de l'entente (y compris Savoie Déchets) :

- *S'engagent à confier et faire trier leurs déchets définis à **l'article 4** au futur centre de tri mutualisé et qui sera réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Savoie Déchets dans le cadre du marché public de conception réalisation précité ;*

  Il est précisé que l'estimation des besoins des partenaires signataires de l'entente devrait représenter 40 000 tonnes par an de collectes sélectives à l'échéance 2030. A la date de signature de la Convention, ils représentent environ 30 000 tonnes par an de collectes sélectives.

- *S'engagent à respecter le choix du titulaire du marché de conception réalisation désigné par Savoie Déchets ;*

- *Décident que l'exploitation du centre de tri sera assurée en régie directe par Savoie Déchets selon les modalités définies à **l'article 5** de la Convention ;*

- *S'engagent d'ores et déjà à approuver le transfert du marché de conception réalisation (si le marché est toujours en cours d'exécution) ainsi que le nouveau centre de tri créé dans le cadre de l'Entente, à toute structure dotée de la personnalité juridique qui serait le cas échéant constituée et substituée à l'Entente, ou à ne pas y faire obstacle ; sauf meilleur accord entre les Parties, celles-ci s'engagent à ce que les conséquences financières de leur retrait de la structure juridique constituée soient soumises aux mêmes principes que ceux définis à **l'article** 6.2 de la Convention ;*

- *Recherchent d'autres partenaires susceptibles d'adhérer, dans les conditions définies à **l'article 6.1** de la convention, à l'entente intercommunale. »*

Il est également créé et ajouté, après l'article 3.2 de la Convention, le nouvel article 3.3 suivant :

*« **3.3. Engagements financiers des Parties partenaires de l'entente***

3.3.1. Amortissement des investissements

Les partenaires de l'entente sont informés que Savoie Déchets a d'ores et déjà supporté, à la date de signature de la Convention, les coûts suivants qu'il conservera exclusivement à sa charge :

- *Personnels de Savoie Déchets dédiés au démarrage et pilotage du projet faisant l'objet de l'entente et en particulier au lancement et au suivi de la procédure de passation du marché de conception réalisation,*
- *Frais généraux de conseils juridiques et frais afférents à la constitution de l'entente,*
- *Etudes d'avant-projet,*
- *Etudes préalables en vue de la détermination du foncier pour le futur centre de tri.*

En dehors des coûts précités conservés à la charge de Savoie Déchets, les coûts d'investissement, répartis entre les partenaires, comprennent notamment :

- *La rémunération des missions d'Assistant à Maitrise d'Ouvrage pour la passation du marché global de conception réalisation et le suivi des travaux,*
- *Les primes versées aux Candidats non retenus dans le cadre de la passation du marché global de conception réalisation,*
- *La rémunération du Titulaire du marché de conception réalisation incluant notamment les investissements corporels et incorporels pour la réalisation du centre de tri, le cas échéant modifié par ses avenants successifs (à l'exception de la part des locaux administratifs dédiés aux services support de Savoie*

Déchets),

- *Les frais d'étude du terrain d'assiette du centre de tri, une fois celui-ci sélectionné,*
- *Les coûts de raccordement aux réseaux (dont réseau de chaleur urbain et raccordement électrique à l'UVETD)*
- *La construction d'une centrale photovoltaïque,*
- *Les frais financiers supportés par Savoie Déchets pour les investissements précités,*
- *Les véhicules et engins nécessaires à l'exploitation du centre de tri*
- *…*

L'amortissement des coûts d'investissement précités (hors frais financiers) est calculé annuellement :

- *Sur une durée d'amortissement de 10 ans pour le process et de 25 ans pour les bâtiments,*
- *En intégrant les frais financiers supportés par Savoie Déchets et déterminés sur la base du taux d'intérêt réel moyen pondéré constaté durant l'année précédente au titre des emprunts souscrits par Savoie Déchets pour le financement du projet (Savoie Déchets ayant souscrit des emprunts à taux fixe et à taux variable).*

Situation actualisée 2026 (estimation)	Montant estimé
Total général projet (prix 2023)	37 200 000 €
Centrale photovoltaïque	600 000 €
Révisions de prix et aléas	900 000 €
Montant total projet (prix révisés 2026)	**38 700 000 €**
Subventions	-2 500 000 €
Décote bâtiment supports	-1 633 000 €
Montant net total projet (partenaires)	**34 567 000 €**

Hors frais financiers

La répartition de l'amortissement des coûts d'investissement entre les partenaires de l'entente se fait à due proportion de leurs populations DGF connues au moment de la répartition des coûts. Aussi, l'amortissement au titre de l'année N est réparti à due proportion des populations DGF des partenaires connues à la date du 31 décembre de l'année N-1.

Un tableau prévisionnel de la répartition de l'amortissement des investissements de 2026 à 2050 est présenté en Annexe 2.

Les investissements qui seront réalisés ultérieurement à la prise d'effet de l'avenant (1er janvier 2026), dont le gros entretien renouvellement, seront intégrés dans les amortissements répartis entre les partenaires et feront l'objet d'un bilan annuel présenté aux partenaires dans le cadre de la conférence intercommunale.

La refacturation aux partenaires de l'amortissement des coûts d'investissement s'effectuera sous la forme d'une contribution appelée à rythme trimestriel à partir du 1er trimestre 2026. Contrairement aux coûts de fonctionnement, cette refacturation des investissements ne sera pas grevée de TVA puisqu'elle ne constitue pas une prestation.

Le montant annuel refacturé aux partenaires tel que prévu par le tableau prévisionnel (Annexe 2), le cas échéant actualisé au regard des évolutions prévisibles ou normales, est approuvé par les partenaires, conformément à ***l'article 5*** *de la Convention.*

A la date de signature de la Convention, la population DGF des Parties est la suivante :

COLLECTIVITES	Population DGF connue au 01/04/2021
SAVOIE DECHETS	541 123
SYCLUM	158 419
CC Bugey Sud (CCBS)	37 098
SIBRECSA	57 039
CC Sources du Lac d'Annecy (CCSLA)	16 740
TOTAL	810 419

A la date de signature de l'avenant n°1 à la Convention, la population DGF des Parties est la suivante :

COLLECTIVITES	Population DGF au 31/12/2024
SAVOIE DECHETS	552 513
SYCLUM	161 154
CC Bugey Sud (CCBS)	37 318
SIBRECSA	60 614
SILA *(population correspondant uniquement au territoire de la CCSLA)*	15 731
TOTAL	828 547

Pour les partenaires n'apportant au centre de tri de Chambéry dans le cadre de la convention d'entente qu'une partie des collectes sélectives multimatériaux collectées sur leur territoire, la population DGF prise en compte dans la répartition des coûts d'investissement est celle dont les collectes sélectives multimatériaux sont triées dans le cadre de la convention d'entente. A titre d'exemple, à la date de signature de l'avenant, le SILA contribue aux dépenses d'investissement à due proportion de la population DGF de la CCSLA, le seul de ses adhérents dont les déchets sont pris en charge par le centre de tri dans le cadre de la présente convention.

3.3.2. Coûts de fonctionnement pour le tri des collectes sélectives

Les coûts de fonctionnement (ou charges d'exploitation) annuels relatifs au tri des collectes sélectives sont répartis à l'euro-l'euro entre les partenaires, à due proportion de leurs quantités de collectes sélectives apportées au centre de tri.

Le montant annuel des frais d'exploitation à la charge de chacun des partenaires est estimé annuellement et comprend l'ensemble des frais nécessaires à l'exploitation et la maintenance du centre de tri :

- *Les charges de personnel,*

- *Les pièces et matériels,*
- *Les prestations sous-traitées,*
- *Les assurances,*
- *L'alimentation en eau, énergie,*
- *Les consommables,*
- *L'entretien et le renouvellement des installations du centre de tri (hors dépenses d'investissement),*
- *Autres frais nécessaires au tri des collectes sélectives*
- *…*

*Le coût de traitement des refus issus du tri fait l'objet d'une répartition spécifique définie à **l'article 3.3.3** de la Convention.*

Les coûts de fonctionnement seront refacturés mensuellement aux partenaires à partir du 01/01/2026. La TVA correspondant à cette prestation de tri sera appliquée selon le taux réglementaire (soit 5,5% au 01/05/2025).

Le compte d'exploitation prévisionnel est présenté en Annexe 3.

*Le montant annuel refacturé aux partenaires tel que prévu par le compte d'exploitation prévisionnel, le cas échéant actualisé au regard des évolutions prévisibles ou normales, est approuvé par les partenaires, conformément à **l'article 5** de la Convention.*

3.3.3. Coûts de traitement des refus de tri

Les coûts de traitement des refus de tri affectés aux partenaires de l'entente correspondent aux coûts réels de traitement des refus (rechargement, transport jusqu'au lieu de traitement, valorisation énergétique) ; à titre indicatif, le coût de traitement des refus de tri est de 130 € / tonne (TGAP comprise) en 2025.

Les coûts de traitement des refus de tri sont répartis entre les partenaires à due proportion de la quantité de refus générée par chacun des partenaires. La quantité de refus générée par un partenaire est calculée à partir du résultat moyen des caractérisations réalisées au cours de l'année précédente sur les apports de collectes sélectives à trier.

Les partenaires sont invités à assister aux caractérisations les concernant et dont la programmation leur est indiquée par Savoie Déchets un mois au moins avant la date de la caractérisation.

Le cas échéant, les partenaires le souhaitant pourront demander le transport de tout ou partie de leurs refus vers l'installation de traitement de leur choix. Dans ce cas, le transport et le traitement seront réalisés à leurs propres frais et les quantités de refus correspondantes ne seront pas intégrées dans la répartition des coûts de traitement des refus de tri.

Les coûts de traitement des refus de tri seront refacturés mensuellement aux partenaires à partir du 01/01/2026. »

3.3.4. Coûts de fonctionnement pour les cartons

Les coûts de fonctionnement (ou charges d'exploitation) annuels relatifs à la mise en balle et valorisation des cartons sont répartis à l'euro-l'euro entre les partenaires, à due proportion de leurs quantités de carton apportées au centre de tri.

Le montant annuel des frais d'exploitation à la charge de chacun des partenaires est estimé annuellement et comprend l'ensemble des frais nécessaires à l'exploitation du centre de tri :

- *Les charges de personnel,*
- *Les pièces et matériels,*
- *Les prestations sous-traitées,*
- *Les assurances,*
- *L'alimentation en eau, énergie,*
- *Les consommables,*
- *L'entretien et le renouvellement des installations du centre de tri (hors dépenses d'investissement),*
- *Autres frais nécessaires à la mise en balle des cartons.*

Les coûts de fonctionnement seront refacturés mensuellement aux partenaires à partir du 01/01/2026.

Le compte d'exploitation prévisionnel est présenté en Annexe 3.

Le montant annuel refacturé aux partenaires tel que prévu par le compte d'exploitation prévisionnel, le cas échéant actualisé au regard des évolutions prévisibles ou normales, est approuvé par les partenaires, conformément à ***l'article 5*** *de la Convention.*

ARTICLE 4 – DECHETS CONFIES AU FUTUR CENTRE DE TRI

L'article 4 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« ARTICLE 4 – DECHETS CONFIES AU NOUVEAU CENTRE DE TRI ET MATERIAUX ISSUS DU TRI

4.1. Déchets issus des collectes sélectives

Les déchets qui seront confiés au nouveau centre de tri sont principalement constitués de déchets ménagers et assimilés recyclables issus de la collecte sélective (collecte en porte à porte ou en points d'apport volontaire) et nécessitant un tri avant recyclage, nommés « collectes sélectives » dans la Convention ; à titre indicatif, ils comprennent notamment les déchets suivants :

- *journaux/magazines, publicités, papiers divers,*
- *emballages cartons, cartonnettes,*
- *emballages en plastique,*
- *bouteilles en plastique,*
- *emballages métalliques en acier et en aluminium,*
- *briques pour liquides alimentaires,*
- *…*

Les flux de collectes sélectives pourront être de différents types (multimatériaux, emballages, papiers), mais seront

triés de la même manière.

4.2. Cartons

Le centre de tri pourra prendre en charge des cartons collectés séparément et ne nécessitant pas de tri, mais uniquement pour un conditionnement en balles avant expédition vers des repreneurs chargés de leur recyclage. Ce flux, dénommé « carton » dans la Convention fait l'objet d'un traitement et d'une répartition financière spécifique.

4.3. Prise en charge des déchets par le centre de tri

Les conditions d'accès au centre de tri (horaires d'ouverture, délais de transmission des données par les partenaires, continuité des réceptions, qualité des flux triés…) sont définies en Annexe 6.

Les tonnages prévisionnels d'apport des déchets issus des collectes sélectives des partenaires à l'origine de l'entente, sont présentés en Annexe 4.
En cas de variation de plus de 25 % des tonnages prévisionnels pour un partenaire, la conférence intercommunale étudie la nécessité de faire évoluer le mode de répartition des dépenses présenté ci-dessus et soumet ensuite sa décision à l'agrément des partenaires ; à défaut de décision ratifiée par les partenaires, la répartition des coûts est inchangée.

Dans l'hypothèse d'apports de déchets (collectes sélectives ou cartons) par l'ensemble des partenaires qui deviendraient supérieurs aux capacités du centre de tri, Savoie Déchets prendra en charge le transport supplémentaire (par rapport à un déversement au centre de tri de Chambéry) des déchets excédant les capacités du centre de tri, lesquels seront acheminés vers des centres de tri alternatifs. Les coûts de transports supplémentaires et ceux facturés par les centres de tri alternatifs seront intégrés aux charges d'exploitation et donc répartis entre les membres de l'entente à due proportion de la quantité de déchets apportés durant l'année considérée.

En cas de quantités d'emballages apportées par les membres de l'entente inférieures aux capacités du centre de tri, des apports de déchets pourront être effectués en compléments par des tiers (non membres de l'entente).

Le prix refacturé aux tiers sera fixé dans les conditions prévues à ***l'****Annexe 5.*

Les recettes associées aux apports de déchets des tiers seront déduites du montant annuel, réparti entre les partenaires, des frais d'exploitation.

4.4. Reprise des matériaux issus du tri et contrats avec les repreneurs

Savoie Déchets assure pour le compte des partenaires la répartition des matériaux à recycler entre les différents repreneurs et transmet les données nécessaires pour les déclarations aux éco-organismes et pour la validation des factures. Les matériaux triés restent de la propriété des collectivités apportant des collectes sélectives (adhérents de Savoie Déchets ou partenaires hors Savoie Déchets), lesquelles contractualisent des « contrats de reprise » avec des repreneurs pour leur valorisation.

Afin d'optimiser le fonctionnement du centre de tri et faciliter ce travail de répartition des matières, les partenaires se concertent à chaque renouvellement d'un de leurs contrats de reprise dans l'objectif de désigner, dans le respect des dispositions applicables à la passation de leurs contrats, le même repreneur par matière pour l'ensemble des partenaires.

ARTICLE 5 – GOUVERNANCE **ET MISE EN ŒUVRE DE L'**ENTENTE INTERCOMMUNALE

Les Parties entendent faire évoluer les conditions de gouvernance de l'entente.

Outre les conférences intercommunales dont les missions sont définies aux articles 5.1 et 5.2 de la Convention, les partenaires seront également représentés dans le conseil d'exploitation élargi, qui sera mis en place au sein de Savoie Déchets sous réserve de l'approbation par les membres de Savoie Déchets d'une modification en ce sens de ses statuts.

Savoie Déchets soumettra à l'approbation de ses membres un projet de modification de ses statuts pour instituer un conseil d'exploitation élargi aux représentants des partenaires, en application des articles L.1412-1, R. 2221-4 et R.2221-6 du CGCT. Conformément à l'article R.2221-6 du CGCT, les représentants de Savoie Déchets doivent toutefois rester majoritaires.

En application des articles R.2221-64 et R.2221-72 du CGCT, les statuts de Savoie Déchets définiront les domaines pour lesquels le conseil d'exploitation de Savoie Déchets dispose d'un pouvoir de décision, étant précisé que les domaines visés à l'article R.2221-72 relèveront exclusivement du pouvoir de décision du comité syndical de Savoie Déchets et des assemblées délibérantes des partenaires. L'article R.2221-72 du CGCT dispose en effet :

> *« Le conseil municipal* [soit ici le comité syndical de Savoie Déchets], *après avis du conseil d'exploitation et dans les conditions prévues par les statuts :*
> *1° Approuve les plans et devis afférents aux constructions neuves ou reconstructions, travaux de première installation ou d'extension ;*
> *2° Autorise le maire à intenter ou soutenir les actions judiciaires, à accepter les transactions ;*
> *3° Vote le budget de la régie et délibère sur les comptes ;*
> *4° Délibère sur les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.*
> *5° Règle les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;*
> *6° Fixe les taux des redevances dues par les usagers de la régie. Ces taux sont établis de manière à assurer l'équilibre financier de la régie dans les conditions prévues aux articles L. 2224-1, L. 2224-2 et L. 2224-4. »*

L'article 5.2 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 5.2. Missions des conférences intercommunales

Les conférences ont pour mission de discuter de toute question d'intérêt commun se rapportant à l'objet de

l'entente, notamment les aspects relatifs aux objectifs poursuivis, aux modalités d'exploitation, de suivi, d'entretien et renouvellement des installations, de financement de l'équipement faisant l'objet de la présente entente (nouveau centre de tri mutualisé).

Les conférences se réunissent, chaque fois que nécessaire, dans le respect du CGCT, et notamment pour :

- ⇨ *Discuter de toute décision souhaitée, question ou demande de l'un des partenaires de l'entente et relative à l'objet de l'entente, dans le respect des modalités de gouvernance précisées à* ***l'article 5.3 et l'Annexe 5*** *;*

- ⇨ *Rendre compte aux partenaires de l'entente de l'état d'avancement de l'exécution du marché de conception réalisation ; en particulier, il sera débattu de tout projet d'avenant, du planning de la construction et de la mise en service du nouveau centre de tri, de toute modification de ce planning…*

- ⇨ *Rendre compte aux partenaires de l'entente des résultats du centre de tri et de ses conditions d'exploitation ;*

- ⇨ *Dresser un bilan de leurs actions communes et respectives en faveur de la promotion et sensibilisation au tri des déchets ;*

- ⇨ *Discuter de la répartition et du montant des coûts afférents à l'objet de l'entente ;*

- ⇨ *Discuter de toutes décisions en vue de la création de toute entité juridique qui se substituerait à l'Entente.*

Les décisions le cas échéant adoptées au sein des conférences ne sont exécutoires qu'après avoir été *ratifiées (approuvées) par délibérations concordantes des assemblées délibérantes des partenaires* ***de l'entente.***

Savoie Déchets présentera annuellement à la conférence un bilan d'activité de l'entente, comprenant notamment un bilan financier. »

Après l'article 5.2 de la Convention, il est créé un nouvel article 5.3 avec les dispositions suivantes :

« 5.3. Représentation des partenaires au sein du ***conseil d'exploitation élargi mis en place par Savoie*** *Déchets*

Sous réserve d'une modification en ce sens des statuts de Savoie Déchets, les partenaires seront représentés au sein du conseil d'exploitation élargi de Savoie Déchets et composé de 30 représentants désignés comme suit :

- o *21 représentants désignés par Savoie Déchets parmi les élus de ses membres (adhérents de Savoie Déchets) ;*
- o *9 représentants parmi les élus des autres partenaires, désignés par Savoie Déchets sur proposition du (de la) Président(e) de Savoie Déchets qui pourra recueillir l'avis de chaque partenaire pour ce qui*

le concerne.

Le nombre de représentants au sein du conseil d'exploitation élargi est défini selon la population des partenaires de l'entente, avec a minima un représentant par adhérent de Savoie Déchets et un représentant par partenaire pour les autres partenaires.

	COLLECTIVITES	Population DGF 2024	Représentants au conseil d'exploitation	% population totale	% représentant
SAVOIE DECHETS	CC Lac d'Aiguebelette	7 009	1	1	3
	CC Cœur de Chartreuse	19 195	1	2	3
	CA Grand Lac	85 626	3	10	10
	CA Grand Chambéry	148 435	5	18	17
	CC Yenne	7 906	1	1	3
	CC Haute Tarentaise	40 979	1	5	3
	CC Versants d'Aime	24 170	1	3	3
	CC Cœur de Tarentaise	23 794	1	3	3
	CC Val Vanoise	27 502	1	3	3
	CC Vallées d'Aigueblanche	11 523	1	1	3
	SIRTOM Maurienne	73 567	2	9	7
	CA Arlysère	69 551	2	8	7
	CC Cœur de Savoie	13 256	1	2	3
	TOTAL SAVOIE DECHETS	**552 513**	**21**	67	70
Collectivités partenaires	SYCLUM	161 154	5	19	17
	CC Bugey Sud	37 318	1	5	3
	SIBRECSA	60 614	2	7	7
	CC Sources du Lac d'Annecy	16 948	1	2	3
	TOTAL COLLECTIVITES PARTENAIRES	**276 034**	**9**	33	30
	TOTAL	**828 547**	**30**	100	100

Conformément aux dispositions de l'article R.2221-5 du CGCT, il pourra être mis fin aux fonctions des représentants au sein du conseil d'exploitation élargi, par le comité syndical de Savoie Déchets, sur proposition de son (sa) Président(e), avec désignation des nouveaux représentants des partenaires pour lesquels il aura été mis fin aux fonctions de ses représentants.

Le conseil d'exploitation se réunit au minimum tous les 3 mois ; il émet des avis préalablement aux décisions du comité syndical de Savoie Déchets, sauf dans les domaines définis par ses statuts pour lesquels il dispose d'un pouvoir de décision et ce, conformément aux dispositions des articles R.2221-64 et R.2221-72 du CGCT.

La répartition des compétences entre le conseil d'exploitation élargi de Savoie Déchets, les conférences intercommunales de l'entente et les assembles délibérantes des partenaires, est présentée en Annexe 5.

ARTICLE 6 – EVOLUTIONS DU PERIMETRE DE L'ENTENTE

L'article 6 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« *Article 6 – Evolutions du* ***périmètre de l'entente***

6.1. Adhésion de nouveaux membres à l'entente

Le périmètre de l'entente peut être étendu à d'autres groupements intercommunaux ou des collectivités territoriales disposant de la compétence impliquant le « tri des collectes sélectives » issues des déchets ménagers ou assimilés.

En ce cas, les Partenaires s'engagent à évoquer en préalable, dans les conférences, cette ou ces nouvelles adhésions à l'entente intercommunale.

Le nouveau partenaire devra approuver la convention cadre et constitutive d'entente modifiée par ses avenants successifs. L'adhésion du nouveau partenaire sera soumise à l'approbation de l'assemblée délibérante de chacun des partenaires et prendra effet à compter de la dernière délibération approuvant cette adhésion.

En cas d'adhésion d'un nouveau partenaire à l'entente intercommunale aboutissant à une augmentation de la population totale DGF des partenaires de l'entente, les coûts d'investissement seront répartis :

- *Entre les seuls partenaires de l'entente jusqu'à la date d'effet de l'adhésion du nouveau partenaire ;*
- *Entre l'ensemble des partenaires à compter de l'adhésion effective du nouveau partenaire et, s'agissant de ce dernier, au prorata du nombre de jours d'adhésion pour la première année d'adhésion.*

*Les coûts de fonctionnement seront facturés au nouveau partenaire sur la base de ses quantités de déchets apportés au centre de tri conformément à **l'article 3.3** de la Convention, à compter de la date d'effet de son adhésion.*

6.2. Retrait de l'entente intercommunale

Le retrait d'un membre de l'entente intercommunale est constaté par une décision notifiée par lettre RAR à la personne morale en assurant la présidence et sous réserve du respect d'un préavis d'un an. La décision précisera la date à laquelle le retrait prendra effet (cette date ne pouvant être antérieure à la date d'expiration du préavis précité).

Les Parties s'engagent à supporter les conséquences financières résultant de leur retrait de l'entente intercommunale créée.

A cet égard, et sauf meilleur accord entre les Partenaires de l'entente, la Partie sollicitant son retrait, ou toute personne juridique qui lui serait substituée, s'engage à prendre ou à conserver à sa charge la part des conséquences financières lui incombant et comportant :

- *La part de la valeur nette comptable des investissements réalisés non amortis définis à **l'article 3.**3.1 pour la réalisation des objectifs de l'Entente ;*

La part des conséquences financières incombant à la Partie sollicitant son retrait est déterminée à due proportion de la population DGF de son territoire (dernière valeur publiée à la date d'effet du retrait) et ce, par rapport à la totalité de la population DGF du territoire des membres de l'entente.

- *La part des autres conséquences financières résultant de son retrait et par voie de conséquence de la*

diminution des quantités triées par le centre de tri, de sorte à ce que les autres Partenaires de l'Entente ne subissent aucun surcoût, ou charges en plus, ou recettes en moins, induits par le retrait.

Les conséquences financières sur les coûts et les recettes de fonctionnement seront évaluées sur la base :

- *des coûts de fonctionnement par tonne pour le tri des collectes sélectives calculés pour l'année précédent la demande de retrait de l'entente, tel que prévu au 3.3.2,*
- *des quantités de collectes sélectives prévisionnelles devant être apportées annuellement par le partenaire demandant son retrait,*
- *de la diminution des recettes afférentes à ces tonnages manquants,*
- *de la diminution des charges variables afférentes à ces tonnages manquants,*
- *de la durée restante entre la date de prise d'effet du retrait de l'entente et l'échéance de la convention d'entente.*

Les autres Partenaires de l'Entente ne sauraient assumer une augmentation des tarifs et/ ou des prix payés dans le cadre de l'exploitation du centre de tri du fait du retrait d'un Partenaire.

A défaut d'accord entre les Parties demandant le retrait et les autres partenaires de l'entente, sur le montant des conséquences financières incombant au membre sollicitant son retrait, la Partie la plus diligente saisira la juridiction compétente aux fins de désignation d'un expert judiciaire ; celui-ci déterminera les conséquences financières de ce retrait en application des principes définis au présent article. Les frais d'expertise seront pris en charge par le Partenaire de l'entente sollicitant son retrait, sauf meilleur accord entre les Parties.

ARTICLE 7 – AUTRES DISPOSITIONS

Les autres clauses de la convention initiale non modifiées par le présent avenant, sont inchangées et demeurent applicables.

Fait en six exemplaires originaux, à Chambéry, le

Pour Savoie Déchets,	Pour SYCLUM
Mme Marie Bénévise	M. Frédéric GONZALEZ
Président(e)	Président(e)

Pour le SIBRECSA,
Mme Patricia BELLINI
Président(e)

Pour la Communauté de Communes Bugey Sud
Mme Pauline GODET
Président(e)

Pour le SITOM Nord Isère,
M. Jean-Pierre GIRARD
Président(e)

Pour le SILA
M. Pierre BRUYERE
Président(e)

ANNEXE 1bis – Actualisation du montant prévisionnel des coûts **d'investissement**

Le montant prévisionnel des coûts d'investissement afférents à la construction du nouveau centre de tri est actualisé à la somme de 34 567 000 € HT *(au lieu de 31 000 000 € HT en 2022, à la date des premières signatures de la convention cadre et constitutive d'entente).*

Cette augmentation du montant prévisionnel est liée à l'évolution des éléments suivants :

- Révisions prévues par le marché de conception/réalisation (estimées au 1er janvier 2026),
- Evolutions et aléas ayant nécessité la modification par avenant du marché de conception/réalisation,
- Prestations complémentaires au marché de conception/réalisation et nécessaires au fonctionnement du centre de tri (Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réception du centre de tri, raccordement électrique avec l'UVETD, analyses des eaux durant le chantier…),
- Déduction du coût des locaux sociaux dédiés aux activités de Savoie Déchets,
- Déduction des subventions obtenues.

Le calcul détaillé du montant prévisionnel actualisé est présenté dans le tableau ci-après :

Situation actualisée 2026 (estimation)	Montant avec avenants
Total général projet (prix 2023)	37 200 000 €
Centrale photovoltaïque	600 000 €
Révisions de prix et aléas	900 000 €
Montant total projet (prix révisés 2026)	**38 700 000 €**
Subventions	-2 500 000 €
Décote bâtiment supports	-1 633 000 €
Montant net total projet (partenaires)	**34 567 000 €**

Figure 1 : Décomposition du montant du projet

Sont ainsi déduits du montant des coûts d'investissement répartis entre les partenaires :

- Le montant des travaux (1 630 000 € HT) pour la réalisation des locaux des services supports propres aux autres activités (hors centre de tri) de Savoie Déchets (valorisation énergétique, compostage…).
- Le montant des subventions escomptées (2 500 000 €), soit :
  - ADEME : 1,1 M€
  - CITEO : 0,9 M€
  - Agence de l'eau : 500 k€

En cas de différence entre les montants de subvention obtenus et les montants prévisionnels précités, le montant du coût des investissements répartis entre les partenaires sera déterminé après déduction des montants à l'euro/l'euro des subventions effectivement allouées.

Part du marché de conception-réalisation correspondant au bâtiment administratif du nouveau centre de tri :

Bâtiment administratif CDT

Montant du marché correspondant au bâtiment administratif	**3 630 000 €**
Base tonnages (2030)	38 000 t.
Durée amortissement	25 ans
Part filière tri dans budget SD	30%

Etages	Destination	Montant	Part adhérents	Part partenaires
RDC + étage 1	Exploitation tri	1 815 000 €	100%	100%
Etages 2 et 3	Services supports	1 815 000 €	20%	10%
Ensemble bâtiment administratif		**3 630 000 €**		

Etages	Pop. DGF (2024)	Part (%)	Exploitation tri	Supports	Ens. bâtiment
Savoie Déchets	**552 513 hab.**	**66,7%**	**1 210 325 €**	**1 633 597 €**	**2 843 922 €**
SYCLUM	161 154 hab.	19,5%	353 021 €	105 906 €	458 927 €
SIBRECSA	60 614 hab.	7,3%	132 780 €	39 834 €	172 614 €
CC Bugey Sud	37 318 hab.	4,5%	81 748 €	24 524 €	106 273 €
CC Sources Lac d'Annecy / SILA	16 948 hab.	2,0%	37 126 €	11 138 €	48 264 €
Partenaires	**276 034 hab.**	**33,3%**	**604 675 €**	**181 403 €**	**786 078 €**
Total général	**828 547 hab.**	**100,0%**	**1 815 000 €**	**1 815 000 €**	**3 630 000 €**

ANNEXE 2 **– Tableau prévisionnel des coûts annuels d'investissement sur la durée de leur** amortissement (10 ans ou 25 ans)

Estimation des échéances annuelles en fonction des taux d'intérêts moyens constatés au 15/05/2025

Montant global estimé de l'amortissement des investissements du projet (avec déduction subventions et décote bâtiment administratif supports)

Année	Durée	Montant net estimé (part partenaires)	Échéances annuelles										
			2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036 à 2050
Process	10 ans	17 558 000 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	1 994 300 €	- €
Bâtiment	25 ans	17 009 000 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €	1 006 320 €
Total		**34 567 000 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**3 000 620 €**	**1 006 320 €**

Détail des emprunts contractés au 12/05/2025

Objet	Poste	Montant	Année prêt	Durée	Type	Conditions ou marge	Valeur index au 12/05/25	TEG global au 12/05/25	Etablissement
Echéances 2023 marché	Etudes et bâtiments	3 000 000 €	2023	15 ans	LIVRET A	0,50%	2,40%	2,90%	Caisse d'Epargne
Echéances 2024 marché	VRD & bâtiments	4 000 000 €	2024	25 ans	LIVRET A	0,40%	2,40%	2,80%	CDC
Echéances 2024 marché	VRD & bâtiments	2 000 000 €	2024	25 ans	Fixe	3,43%		3,43%	AFL
Echéances 2024 marché	VRD & bâtiments	2 000 000 €	2024	25 ans	EUR3M	0,88%	2,12%	3,00%	AFL
Echéances 2024 marché	Process	3 000 000 €	2024	10 ans	Fixe	3,06%		3,06%	Caisse d'Epargne
Echéances 2024 marché	Process	3 000 000 €	2024	10 ans	EUR3M	0,94%	2,12%	3,06%	AFL
Echéances 2025 marché	Bâtiments	2 000 000 €	2025	25 ans	Fixe phasé	3,05%		3,05%	SG
Echéances 2025 marché	Bâtiments	2 000 000 €	2025	25 ans	EUR3M	0,94%	2,12%	3,06%	SG
Echéances 2025 marché	Bâtiments	2 500 000 €	2025	25 ans	LIVRET A	0,40%	2,40%	2,80%	CDC
Emprunts contractés au 12/05/2025		**23 500 000 €**							

Au 15/05/2025, le taux moyen pondéré des emprunts contractés pour le projet s'établit à :

- 2,97% pour les bâtiments et VRD
- 3,13% pour le process

ANNEXE 3 – **Compte d'exploitation prévisionnel**

Charges de personnel insertion	1 700 K€	1 734 K€	1 769 K€	1 804 K€	1 849 K€	1 895 K€	1 943 K€	1 991 K€	2 041 K€	2 092 K€	2 144 K€
Sous-total charges de personnel	**3 950 K€**	**4 029 K€**	**4 110 K€**	**4 192 K€**	**4 273 K€**	**4 355 K€**	**4 440 K€**	**4 526 K€**	**4 613 K€**	**4 703 K€**	**4 794 K€**
Fournitures et petit matériel	280 K€	320 K€	326 K€	333 K€	340 K€	346 K€	353 K€	360 K€	368 K€	375 K€	382 K€
Maintenance matériel roulant	60 K€	63 K€	66 K€	69 K€	71 K€	72 K€	74 K€	75 K€	77 K€	78 K€	80 K€
Contrats de maintenance process	700 K€	725 K€	750 K€	776 K€	796 K€	815 K€	836 K€	857 K€	878 K€	900 K€	923 K€
Gardiennage	95 K€	97 K€	100 K€	102 K€	105 K€	107 K€	110 K€	113 K€	116 K€	119 K€	122 K€
Location d'engins	375 K€	383 K€	390 K€	398 K€	404 K€	410 K€	416 K€	422 K€	429 K€	435 K€	442 K€
Autres locations	25 K€	25 K€	26 K€	26 K€	27 K€	27 K€	27 K€	28 K€	28 K€	29 K€	29 K€
Autres contrats	100 K€	102 K€	104 K€	106 K€	108 K€	110 K€	113 K€	115 K€	117 K€	120 K€	122 K€
Réseau chaleur urbain	50 K€	51 K€	52 K€	53 K€	54 K€	55 K€	56 K€	57 K€	59 K€	60 K€	61 K€
Contrôles techniques	50 K€	51 K€	52 K€	52 K€	53 K€	54 K€	55 K€	55 K€	56 K€	57 K€	58 K€
Assurances	250 K€	263 K€	276 K€	289 K€	298 K€	307 K€	316 K€	326 K€	336 K€	346 K€	356 K€
Communication	10 K€	10 K€	10 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	12 K€	12 K€	12 K€
Formation	40 K€	40 K€	41 K€	41 K€	42 K€	42 K€	42 K€	43 K€	43 K€	44 K€	44 K€
Etudes	15 K€	15 K€	15 K€	15 K€	16 K€	16 K€	16 K€	16 K€	16 K€	16 K€	17 K€
Autres charges fixes	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€	20 K€
Entretien et renouvell^{t} process hors GER	0 K€	0 K€	0 K€	50 K€	75 K€	100 K€	125 K€	150 K€	175 K€	200 K€	225 K€
Sous-total charges fixes d'exploitation	**2 070 K€**	**2 165 K€**	**2 228 K€**	**2 343 K€**	**2 418 K€**	**2 494 K€**	**2 571 K€**	**2 649 K€**	**2 729 K€**	**2 810 K€**	**2 892 K€**
Eau	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€	7 K€	7 K€	7 K€	7 K€	7 K€
Electricité	150 K€	105 K€	107 K€	109 K€	111 K€	114 K€	116 K€	118 K€	121 K€	123 K€	125 K€
Carburant	40 K€	20 K€	20 K€	21 K€	21 K€	22 K€	22 K€	23 K€	23 K€	23 K€	24 K€
Autres fluides	10 K€	10 K€	10 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	12 K€	12 K€	12 K€
Frais de transport	5 K€	5 K€	5 K€	5 K€	5 K€	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€	6 K€
Personnel intérim	25 K€	26 K€	27 K€	28 K€	28 K€	29 K€	29 K€	30 K€	31 K€	31 K€	32 K€
Gestion refus (dont rotation)	10 K€	10 K€	10 K€	10 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	11 K€	12 K€
Autres charges variables	15 K€	15 K€	16 K€	16 K€	16 K€	17 K€	17 K€	17 K€	18 K€	18 K€	18 K€
Sous-total charges variables d'exploit°	**261 K€**	**198 K€**	**202 K€**	**206 K€**	**210 K€**	**214 K€**	**219 K€**	**223 K€**	**227 K€**	**232 K€**	**237 K€**
Services supports SD	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**	**0 K€**
Total charges d'exploitation	**6 281 K€**	**6 391 K€**	**6 539 K€**	**6 741 K€**	**6 901 K€**	**7 064 K€**	**7 229 K€**	**7 398 K€**	**7 570 K€**	**7 745 K€**	**7 923 K€**
Recettes PV	100 K€	102 K€	103 K€	105 K€	106 K€	108 K€	109 K€	111 K€	113 K€	114 K€	116 K€
Coût moyen estimé / tonne	**169,3 €**	**170,0 €**	**171,6 €**	**174,6 €**	**176,5 €**	**178,4 €**	**180,2 €**	**182,2 €**	**186,4 €**	**190,8 €**	**195,2 €**

ANNEXE 4 – Apports prévisionnels des déchets des partenaires

Collectivité	Tonnages		
	2024	Estimation 2026	Part (2026)
CA Grand Chambéry	6 498 t.	6 888 t.	18,8%
CA Grand Lac	4 079 t.	4 323 t.	11,8%
CA Arlysère	3 295 t.	3 493 t.	9,5%
SIRTOM Maurienne	2 657 t.	2 816 t.	7,7%
CC Haute Tarentaise	1 416 t.	1 501 t.	4,1%
CC Versants d'Aime	928 t.	984 t.	2,7%
CC Val Vanoise	930 t.	986 t.	2,7%
CC Cœur de Tarentaise	639 t.	677 t.	1,8%
CC Cœur de Chartreuse	507 t.	537 t.	1,5%
CC Cœur de Savoie	490 t.	519 t.	1,4%
CC Vallées d'Aigueblanche	358 t.	379 t.	1,0%
CC Yenne	367 t.	389 t.	1,1%
CC Lac d'Aiguebelette	351 t.	372 t.	1,0%
Total adhérents SD	**22 928 t.**	**23 866 t.**	**65,0%**
SYCLUM	4 840 t.	8 500 t.	23,2%
SIBRECSA	1 340 t.	2 000 t.	5,4%
CC Bugey Sud	1 521 t.	1 613 t.	4,4%
CCSLA / SILA	687 t.	728 t.	2,0%
Total partenaires SD	**8 388 t.**	**12 840 t.**	**35,0%**
Total général entente	**31 316 t.**	**36 706 t.**	**100,0%**

ANNEXE 5 – Gouvernance

** Sous réserve de l'approbation de la modification des statuts de Savoie Déchets afin de mettre en place un conseil d'exploitation élargi doté des compétences ainsi définies. Dans l'attente de cette modification statutaire, les décisions opérationnelles s'inscrivant dans les prévisions et le fonctionnement normal prévus par la Convention et ses avenants, sont prises par Savoie Déchets au titre de l'exploitation en régie du centre de tri.*

Domaines soumis à décisions *(lorsque la convention d'entente intercommunale et ses avenants n'emportent pas déjà décision des partenaires)*	Décision du conseil **d'exploitation** élargi de Savoie Déchets*	Décision en conférence intercommunale	Ratification par les assemblées délibérantes des partenaires de **l'entente**
Décisions relatives à l'exploitation en régie du nouveau centre de tri dans le cadre de l'évolution normale ou prévisible des conditions d'exploitation prévisionnelles résultant de la Convention + avenants	X		
Décisions relatives à l'exploitation en régie du nouveau centre de tri hors évolution normale ou prévisible au regard des conditions d'exploitation prévisionnelles résultant de la Convention + avenants		X	X
Approbation du montant des coûts d'investissement (décision annuelle) *(art. 3.3.1 de la Convention)*	X		
Approbation du montant des coûts d'investissement hors évolution normale ou prévisible selon Convention + avenants *(art. 3.3.1 de la Convention)*		X	X
Approbation du montant des coûts d'exploitation (décision annuelle) *(art. 3.3.2 de la Convention)*	X		
Approbation du montant des coûts d'exploitation hors évolution normale ou prévisible selon Convention + avenants *(art. 3.3.2 de la Convention)*		X	X
Evolution significative (hors évolution normale ou prévisible) des coûts, liée par exemple à : *l'évolution de la réglementation applicable au tri des déchets (agrément, normes, prescriptions techniques minimum…), de la fiscalité, des conditions/ obligations d'assurance…*		X	X
Modification du taux pour la refacturation des coûts de traitement des refus de tri *(art. 3.3.3 de la Convention)*		X	X
Conditions d'accès au centre de tri et de gestion administrative *(Annexe 6)*, protocole de sécurité applicable au centre de tri	X		
Répartition des coûts si évolution ±25% des apports prévisionnels des déchets d'un partenaire *(art. 4.3 de la Convention)*		X	X
Montant des coûts refacturés aux tiers (apports de déchets par des tiers) sauf	X		

augmentation significative des coûts *(art. 4.3 de la Convention)*			
Evolution du périmètre de l'entente : nouveau partenaire *(art. 6.1 de la Convention)*		x	x
Conséquences financières du retrait d'un partenaire *(art. 6.2 de la Convention)*		x	x
Modification de la Convention et/ ou de ses avenants		x	x

ANNEXE 6 **– Conditions d'accès au centre de tri et de gestion administrative**

Annexe 6 **– Conditions d'accès au centre de tri et de gestion** administrative

1 Fonctionnement général du centre de tri

Le centre de tri de Savoie Déchets assure :
- la réception, le contrôle et le pesage des déchets recyclables,
- le contrôle de la qualité et la caractérisation des déchets réceptionnés,
- le tri des déchets réceptionnés selon les standards définis par les Eco-organismes et les filières de recyclage,
- la traçabilité et le conditionnement des produits recyclables triés, et l'organisation avec les repreneurs de matériaux de la logistique d'expédition vers les filières de recyclage,
- le transfert des refus de tri vers l'usine d'incinération Savoie Déchets ou en cas d'indisponibilité, vers tout autre exutoire habilité.

2 Réception des déchets

2.1 Jours et horaires d'ouverture

Les horaires de fonctionnement du poste de pesage en entrée du site sont :

- du lundi au vendredi de 6 heures 15 à 17 heures 30 pour la collecte sélective
- du lundi au vendredi de 6 heures 15 à 18 heures 30 pour le carton
- le samedi de 8 heures à 12 heures.
- Les jours fériés de 8h à 12 heures

Ces horaires sont susceptibles d'être modifiés après validation du conseil d'exploitation.

2.2 Modalités de pesées

Les véhicules assurant la collecte ou le transport des déchets seront équipés de badges permettant l'accès au site et l'identification du client, la provenance et la nature du chargement.

Une double pesée « entrée/sortie » est effectuée à chaque vidage, avec délivrance d'un ticket à la sortie spécifiant entre autres :
- la provenance,
- le transporteur,
- la nature des déchets apportés (multimatériaux, emballages, papiers, cartons),
- la date,
- le poids brut et net ainsi que la tare.

Deux ponts bascules reliés à un réseau informatique assurent l'un l'entrée et l'autre la sortie. Ces fonctions sont interchangeables et il est possible de n'utiliser qu'un seul pont bascule en cas de maintenance. Les ponts bascule sont contrôlés et étalonnés chaque année.

Une barrière automatique autorise l'accès au pont après contrôle du badge et une barrière automatique autorise l'évacuation du pont après la pesée.

Le fonctionnement des pont-bascules est suivi par un agent en charge des flux logistiques, en horaire de journée. Le reste du temps, il est sous la gestion des responsables de quart, en charge de l'exploitation du site. Ils s'assurent :

- du contrôle d'accès ;
- de la pesée de tous les véhicules transportant de la matière ;
- du contrôle et du suivi de la base de données des pesées.

Un accès piétons permet d'accéder au bureau du pont bascule.

Un distributeur de boisson et des toilettes sont également mis à disposition des chauffeurs.

2.3 Vidage des véhicules

Une fois identifié et enregistré, le véhicule s'oriente vers les portes de déchargement (5 couloirs).

Les déchargements se font uniquement via les portes avec un feu vert. Si le feu est rouge, le véhicule ne doit pas s'engager.

De manière générale :

- Porte 1 : vidage FMA
- Porte 2 : vidage FMA
- Porte 3 : vidage BOM
- Porte 4 : vidage BOM
- Porte 5 : prélèvement caractérisation

L'affectation des portes peut évoluer en fonction de l'affluence sur le site.
Pour ce faire, le chauffeur doit se fier uniquement au feu. En cas de doute, il peut joindre l'exploitation via le talkie-walkie sur le pont bascule.

Les conditions de circulation sur le site ainsi que les modalités de dépotage dans les couloirs doivent respecter le « protocole de sécurité transport » qui devra être signé annuellement par chacun des apporteurs du centre de tri.

Le personnel au chargement contrôle visuellement la nature des déchets vidés. Si les déchets ne sont pas conformes, le véhicule est identifié. Les déchets sont mis au refus, comme indiqué dans la partie « gestion des litiges ».

2.4 Gestion administrative des entrants

Afin d'établir la facturation mensuelle des entrants aux collectivités :

- Avant le 5 du mois m : Savoie Déchets transmet les données entrantes du mois m-1, soit à la collectivité, soit au prestataire de la collectivité ;
- Avant le 10 du mois m : La collectivité, ou le transporteur valide les données à Savoie Déchets ou, le cas échéant, signale d'éventuelles erreurs ;
- Avant le 15 du mois m : Savoie Déchets confirme aux collectivités leurs apports du mois m-1 ;
- Avant le 20 du mois m : Savoie Déchets établit la facture du mois m-1.

Afin de tenir ces délais, chaque acteur doit respecter ce calendrier. Si les délais sont dépassés, les données transmises par Savoie Déchets seront considérées comme acceptées.

Il est de la responsabilité des adhérents et partenaires de faire respecter les délais indiqués par les collecteurs ou transporteurs chargés des prestations concernées.

2.5 Caractérisation des déchets ménagers recyclables

La caractérisation permet le suivi qualitatif de la collecte et la ventilation des tonnes de matériaux entre les différents apporteurs ou différents types de flux que reçoit le centre de tri.

La caractérisation des déchets ménagers recyclables réceptionnés est réalisée selon la norme AFNOR XP 30-437, laquelle définit le plan de prélèvements, le matériel nécessaire, le rapport de prélèvement et le rapport d'échantillonnage.

Le plan de prélèvement permet de réaliser le plan d'échantillonnage qui détermine le nombre de caractérisations par apporteur. Le nombre de caractérisations est proportionnel au tonnage du flux entrant. Ce plan est établi annuellement avec la collectivité et l'organisme agréé.

Les résultats de la caractérisation définissent la clé de répartition de chaque matière dans les collectes. Cette clé de répartition est appliquée sur l'ensemble des flux reçus dans le trimestre et détermine les flux à adresser aux repreneurs.

Les véhicules dont le chargement doit faire l'objet du prélèvement d'un échantillon sont informés via un calendrier hebdomadaire, affiché à la bascule. Ce calendrier est également partagé aux transporteurs et à la collectivité par mail.
Le chauffeur peut alors se manifester via le talkie-walkie à la bascule, pour que l'agent de caractérisation puisse procéder au prélèvement, à la porte 5. Le chauffeur doit alors suivre les consignes de déchargement qui lui sont données par celui-ci.
Le tri pour la caractérisation se déroule ensuite sur un équipement spécifique dans une salle de caractérisation dédiée. Le tri pour la caractérisation est représentatif du tri réellement réalisé par le process du centre de tri.

Les collectivités peuvent participer aux caractérisations les concernant, en prenant rendez-vous avec le responsable qualité, sécurité et environnement.

3 Traitement des matières au centre de tri

3.1 Quantités et nature de déchets accueillis :

La capacité de traitement du centre de tri est de 40 000 tonnes maximum par an de déchets issue de la collecte sélective, et 15 000 tonnes de cartons issus des déchetteries ou de producteurs privés.

Les déchets accueillis au centre de tri sont :

- Un flux « multimatériaux » composé des papiers et des emballages en mélange : papiers, cartons, briques, métaux, plastiques (bouteilles, pots, barquettes, films,) etc qui sera trié sur la ligne de tri ;
- **Un flux d'emballages seul**s : cartons, briques, métaux, plastiques (bouteilles, pots, barquettes, films) etc, qui sera trié sur la ligne de tri en mélange avec les multimatériaux ;
- Un flux de papiers seuls, qui sera trié sur la ligne de tri en mélange avec les multimatériaux ;
- Un flux de cartons seuls, qui sera mis en balle directement.

Les déchets suivants ne sont pas acceptés au centre de tri :

- Les emballages en verre ;
- Les emballages non vidés (pot de yaourt plein, barquette de jambon avec du jambon, bouteille ou pot contenant plus de 20% de liquide…) ;
- Les emballages ayant contenu des produits dangereux (ex. bidon pétrole, huile moteur, pesticide, pharmaceutique…) ;
- Les emballages de grandes dimensions (volume supérieur à 20 L pour les plastiques et métaux ou de longueur supérieure à 1 m pour les cartons) ;
- Les sacs pleins et fermés (même s'ils contiennent des déchets conformes aux consignes) ;

- Les piles, batteries, bouteilles de gaz, matériels pyrotechnique, DASRI, DEEE ;
- Les textiles sanitaires : couches, serviettes hygiéniques, mouchoir, essuie tout …)
- Les autres déchets résiduels, non compris dans les consignes de tri des emballages (inertes, déchets organiques, bois, textiles…)

Dans le cas de collectes en sacs, notamment les collectes hors foyers (corbeilles de rue, propreté…), les sacs doivent être ouverts et leur contenu vidé préalablement au transport vers le centre de tri.

Ce cahier des charges peut être mis à jour en fonction des évolutions du tri et des filières, après validation en conseil d'exploitation.

De manière générale, le contenu de tout camion dont la part de refus de tri dépasse les 50% ou comprenant un élément présentant un danger pour les opérateurs ou le matériel sera déclassé ; tout ou partie de son contenu sera directement orienté en refus et ne sera pas trié. En cas d'apports non-conformes répétés (plus de 50 % de refus), cette collecte ne sera plus acceptée en centre de tri et sera orientée vers l'UVETD de Savoie Déchets.

3.2 Gestion des apports non-conformes en entrée du centre de tri

Lorsqu'une composition non-conforme est constatée lors du vidage d'un camion dans le hall amont, l'agent Savoie Déchets alerte son responsable et rédige une fiche de non-conformité. La partie déclassée est mise au refus, et n'est pas comptabilisée dans le bilan de production de la collectivité.

Savoie Déchets informe la collectivité concernée et lui transmet la fiche de non-conformité, ainsi que des photos.

Suite à l'alerte de Savoie Déchets, la collectivité en charge du litige s'engage à rechercher l'origine de cette erreur de tri et à sensibiliser le producteur qui en est à l'origine, en tenant informé Savoie Déchets.

4 Tri des matières et évacuation des matières triées

4.1 Valorisation et commercialisation des matériaux extraits au centre de tri

Le centre de tri assure la séparation des déchets ménagers recyclables, le conditionnement et l'expédition des matériaux extraits vers les filières de recyclage, selon les standards définis par les éco-organismes et les prescriptions techniques des repreneurs :

- 1.05 Gros cartons
- PCNC 5.02
- 1.02 Gros de magasin
- 1.11 JRM
- 5.03 TETRA
- PET CLAIR Q9
- Flux développement
- Mix PE/PP
- Films plastiques PE/PP/Complexe
- Aluminium rigide
- Aluminium souple (Petit Aluminium)
- Acier
- Refus

Il assure dans ce cadre la traçabilité des déchets triés et la répartition des matériaux extraits pour chaque apporteur, sur la base de la caractérisation et des résultats de production du centre de tri, selon les préconisations des éco-organismes.

4.2 Gestion administrative des bilans de caractérisation et **d'expédition**

Savoie Déchets s'engage à partager :

- Mensuellement : les bilans de caractérisation,
- Trimestriellement : les bilans d'expédition, à condition que les repreneurs aient confirmé des données correctes.

Tout trimestre de production clôturé ne pourra pas être modifié.

Les collectivités étant signataires des contrats avec les repreneurs (et non Savoie Déchets), il leur appartient de :

- contractualiser avec les éco-organismes et les différents repreneurs ; conformément à la Convention d'entente intercommunale constituée en application des articles L.5221-1 et L.5221-2 du CGCT, les collectivités partenaires de l'entente se concertent à chaque renouvellement des contrats de reprise,
- s'assurer des évacuations de matières par leurs repreneurs dans les temps (prévoir dans le contrat des pénalités à appliquer en cas de retards),
- garantir la fourniture des données dans les temps par le repreneur (idem, avec pénalités si pas respecté),
- exiger des repreneurs le respect des règles de sécurité applicables sur le site.

4.3 Gestion des évacuations

Le conditionnement des matériaux recyclables est assuré à l'aide d'une presse à balles et d'une presse à paquets pour les emballages en acier. Les matériaux ainsi conditionnés sont ensuite transférés vers leurs aires de stockages respectives en attente d'expédition vers les filières de recyclage.

Lorsque la quantité en stock d'un matériau est suffisante pour commander un enlèvement, le centre de tri adresse une demande au repreneur concerné. Lorsque le transporteur affrété par le repreneur se présente sur le site, il est accueilli au poste de pesage ; après vérification des documents d'enlèvement et pesage, le véhicule est orienté vers les halls de chargement pour être chargé. A sa sortie, le chargement est pesé et les documents d'enlèvement sont complétés au poste de pesage.

Les refus non recyclables sont centralisés, stockés en compacteurs et transportés vers l'UVETD de Savoie Déchets pour une valorisation énergétique. Le cas échéant, les partenaires peuvent demander l'évacuation d'une quantité de refus équivalente à la production de refus issue de leurs apports.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-133-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-133 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

DEMANDE DE LABELISATION DE NIVEAU 2 DU PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL : MODIFICATION DU BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.
- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.

VU la décision DEC-2022-01 prise en janvier 2022 actant la volonté de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) d'être le pilote d'un Projet Agricole et Alimentaire territorial (PAT) ;

VU la délibération n°D-2024-260 en date du 12 décembre 2024 par laquelle le conseil communautaire a approuvé le plan d'action du projet alimentaire territorial 2025 - 2030 et autorisé le dépôt de dossier de reconnaissance officielle de niveau 2 auprès de la DRAAF ;

CONSIDERANT, l'avis défavorable rendu par la préfète dans son courrier du 13 novembre 2024 concernant la demande de reconnaissance officielle de niveau 2 « PAT opérationnel » déposé par la CC Bugey Sud en date du 20/09/2024, et accordant la prolongation de la labélisation de niveau 1, aux motifs suivants :

- Candidature prématurée

- Absence de projet de délibération du plan d'action, de l'engagement de communauté de communes quant à pérennisation de l'animation et la mobilisation ;

Il est proposé de déposer une nouvelle demande de reconnaissance officielle de niveau 2 « PAT opérationnel » pour le Projet Alimentaire Territorial Bugey-Sud avec les améliorations suivantes :

- Modifications du plan d'action tel que délibéré le 12 décembre 2024 : apport de précisions correspondant à l'avancement des actions entre la date de délibération du plan d'action (12/12/2024) et la date prévisionnelle de dépôt de la nouvelle demande de reconnaissance officielle de niveau 2 « PAT opérationnel » ;

- Modification du budget et du plan de financement prévisionnels correspondant à une valorisation des actions déjà programmées ou menées au sein d'autres politiques publiques portées par la CC Bugey Sud en partenariat avec le PAT (actions menées en transversalité avec le Schéma tourisme, le Projet Culturel de Territoire, la politique patrimoniale - Schéma patrimonial et candidature au label Pays d'art et d'histoire, la Convention Territoriale Globale et la politique de la ville, l'Office du Tourisme)

DEPENSES PREVISIONNELLES (HT)

Salaires	203 894 €
Autres dépenses	310 240 €
TOTAL des dépenses	514 134 €

RECETTES PREVISIONNELLES (HT)

Total aides publiques	302 167 €
Etat - DRAAF	187 973 €
Etat et EP de l'Etat (ADEME, DETR, DSIL, ARS, ...)	114 194 €
Total financeurs privés (Fondations et mécénat)	31 868 €
Autofinancement	180 099 €
TOTAL des dépenses	514 134 €

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** les modifications du plan d'action, du budget prévisionnel et du plan de financement du Projet Agricole et Alimentaire Territorial tel que présentés ;

- **AUTORISE** le dépôt de dossier de reconnaissance officielle de niveau 2 auprès de la DRAAF ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-134-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-134 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 Juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 Juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 9
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Regis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

AVIS SUR LE PROJET D'EXTENSION DE LA CARRIERE ALLUVIONNAIRE DE MURS-ET-GELIGNIEUX.

- ✓ Axe 2 du projet de territoire : préserver les ressources, le capital environnemental et la qualité de vie du territoire.

La Préfecture de l'Ain porte à la connaissance de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) la demande d'autorisation environnementale, présentée par la société CARRIERES MBTP, ayant pour objet l'extension d'une carrière alluvionnaire située sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

La société CARRIERES MBTP exploite actuellement 2 carrières sur la commune de Murs-et-Gélignieux à savoir les carrières Mongelaz et Courdan.

La carrière alluvionnaire de Courdan est implantée en bordure du Rhône et mise en exploitation depuis 2013 avec un rythme de production compris entre 40 à 60 000 tonnes de sables et de graviers. Depuis l'automne 2021, la carrière est épuisée demandant à l'entreprise exploitant le site à trouver d'autres sources extérieures afin de pouvoir fournir ses clients présents dans une zone de chalandise de 40 kms.

La société a souhaité étendre le site dans le prolongement de la carrière actuelle au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de 7,33 hectares sur des terrains exclusivement agricoles. La demande

d'autorisation d'exploiter est formulée pour une durée de 15 ans avec une capacité d'exploitation annuelle moyenne de 60 000 tonnes.

Le hameau de Trémurs situé au nord-est du projet présente les premières habitations à moins de 100 m des limites de propriété du site du projet.

L'entreprise propose un projet maintenant la méthode de traitement en dehors site sur la plateforme déjà existante présente sur la commune de Brégnier-Cordon et sur l'aménagement des horaires d'exploitation (en semaine entre 7h et 17h) et surtout prenant en compte la saisonnalité se limitant à 6,5 mois de l'année (de septembre à mars) capitalisant sur une concertation conduite avec la population et la mairie.

Le projet prévoit la remise en état du site à l'issu de son exploitation par un remblayage complet et structuré du carreau d'exploitation.
La Chambre d'Agriculture de l'Ain a d'ailleurs produit en 2022 une étude agro pédologique comprenant des recommandations sur les conditions de remblayage pour un retour à un usage agricole des sols.
Les surfaces agricoles concernées ont un très bon potentiel agronomique et permettent de très bons rendements et ce, sans irrigation. Ces cultures sont destinées soit à la vente, soit à l'alimentation des troupeaux dans un but d'autonomie alimentaire. La CCBS porte dans son projet de territoire l'objectif de préserver les espaces agricoles, nécessaires aussi bien pour le maintien de cette activité économique, pour la qualité de vie et pour atteindre les objectifs de son Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Il a été porté à la connaissance de la CCBS les avis de l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'avis délibéré de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) et le mémoire de réponse produit pour donner suite aux remarques par la société CARRIERES MBP.

Les principales remarques formulées dans le rapport de la MRAE portaient sur :

- L'absence de justification sur le besoin local en granulat tel que défini par le Schéma Régional des Carrières (SRC approuvé en 2021) et au regard du rythme d'exploitation demandée de 60 000 tonnes/an en augmentation par rapport au rythme actuel restant à justifier.
- Il est fait mention que l'entreprise dispose d'une activité de recyclage des matériaux inertes issus du BTP. Le dossier ne présente pas de bilan chiffré des quantités de matériaux produits issu de déchets recyclés alors même que le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGS approuvé en 2019) fixe des objectifs d'augmentation de la part des déchets du BTP recyclés dans les carrières à l'horizon 2025.
- Le besoin d'inclure dans le dossier les retours d'expérience et le résultat des suivis des mesures ERC actuellement en place sur la carrière autorisée depuis 2013
- La recommandation de mentionner et d'évaluer dans l'étude d'impact le risque de pollution des eaux souterraines par les déchets de remblaiement de la carrière et de présenter les mesures prévues pour le réduire.
- Le renforcement des mesures d'évitement et de réduction des incidences sur la biodiversité ou à défaut de définir des mesures compensatoires.
- La réalisation d'un travail comparatif entre les niveaux sonores entre l'état actuel, la phase d'exploitation et au regard des recommandations de l'OMS.

Compte tenu des recommandations de l'étude d'impact conduite par la MRAE et des réponses apportées par la société CARRIERS MBTP dans le mémoire de réponse du 28 mars 2025 sur les thématiques soulevées, la CCBS se questionne sur les points suivants :

- Sur le volet économique, le mémoire de réponse s'appuie sur les SCoT de l'Avant Pays Savoyard (2015), du Bugey (2017), du Nord Isère (2019) et de Métropole Savoie (2020) prévoyant pour chacun une augmentation de la population et donc du besoin en logement pour justifier de cette extension. Sur ce point, la CCBS attire l'attention de l'entreprise sur les révisions en cours ou à venir de ces SCoT et notamment d'une remise en perspective plus prononcé des rythmes de croissance des populations. Pour information, le SCoT du Bugey en 2017 prévoyait une croissance démographique de + 1,1 % par an alors que les trajectoires à venir font état d'une croissance comprise entre +0,2 à +0,4 % de la population.

- De plus, si la loi Climat et Résilience de 2023 n'intègre pas les carrières comme des espaces artificialisés, l'ensemble des autres aménagements / constructions sont soumis à un rythme de croissance divisé par deux sur les deux prochaines décennies appelant de facto à une moindre consommation de béton et donc de matières alluvionnaires. Il semble donc nécessaire d'intégrer au plus tôt cette réalité et de conditionner les ouvertures des phases 2 et 3 dans le temps à l'étude de l'état des besoins émis sur cette zone de chalandise à 40 kms du site.

- Sur la séquence Eviter / Réduire / Compenser, la société ne développe pas assez la question du recyclage des déchets de chantier du BTP et notamment leur réutilisation / transformation. L'étude d'impact fait état de d'une mesure d'évitement et de quinze mesures de réduction mais pas de mesures compensatoires qui pourraient faire l'objet d'un travail plus étoffé que ce soit sur l'aspect des projets et des volumes financiers.

  Des informations propres au site de Brégnier-Cordon sont attendues afin d'éclairer ce point spécifique.

- Sur le volet financier portant sur les cours d'eau (hors Zones humides) celui-ci est estimé à 7 500 € HT. Ce montant semble faible au regard des recettes à venir dans le cadre de l'exploitation de la carrière étendue. La CCBS vous invite à concevoir une approche plus ambitieuse ne se limitant pas essentiellement au droit du site sur le volet gestion des milieux aquatiques mais aller au-delà sur des projets de réhabilitation environnementale de milieux aquatiques à l'échelle de la commune de Murs-et-Gélignieux. C'est dans cette optique que la CCBS vous invite à vous rapprocher du service GEMAPI de la collectivité.

- Concernant l'impact du trafic poids lourds sur le réseau actuel, l'accroissement du flux sur la RD992 (de 8 aller-retours par jour à 14 AR/jour ; voir 17 AR / jour maximum) est limité au regard du nombre de véhicules en circulation. En revanche l'impact sur la qualité de vie des riverains tout le long du trajet que ce soit sur l'exposition aux bruits et aux poussières nécessiteraient un suivi et un travail tout au long de la période d'exploitation.

- Concernant les impacts sur l'agriculture, le dossier nous paraît particulièrement léger et ne donne aucun élément sur les solutions et compensations qui seront apportées aux agriculteurs qui, aujourd'hui, cultivent ces surfaces et ne sont pas forcément les propriétaires de ces parcelles : achat de parcelles libres ou louées ?
  Quelles compensations des manques à gagner pour les agriculteurs sur les années durant lesquelles ils ne pourront pas exploiter ces surfaces puis les années durant lesquelles les sols remis en place devront se reconstituer afin de retrouver leur potentiel agronomique ?
  Quelles compensations de l'absence des aides PAC pour lesquelles ces parcelles sont à ce jour engagées ? Le dossier ne précise pas si ce projet doit donner lieu à des compensations collectives agricoles au titre de l'article L.112-1-3 du code rural et de la pêche maritime.

VU les dispositions de l'article R181-38 du Code de l'environnement précisant les conditions de saisine par le Préfet de l'avis du conseil municipal de la ou des communes mentionnée(s) au III de l'article R123-11 ou au I de l'article R123-46-1 et des autres collectivités territoriales, qu'il estime intéressées par le projet notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire ;

VU le courrier reçu du 5 mai 2025 composé du dossier papier (résumé non technique), d'une clé USB comprenant le dossier complet, des 3 affiches et d'une copie d'arrêté ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 avril 2025 ordonnant l'ouverture d'une enquête publique à Murs-et-Gélignieux concernant cette demande d'autorisation environnementale ;

VU l'avis délibéré n° 2025-ARA-AP-1823 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) sur l'extension de la carrière exploitée par la société CARRIERES MBTP en date du 7 mars 2025 ;

VU les courriers de l'Agence Régionale de Santé (ARS) n° 266818 du 15 décembre 2023 sur le projet d'extension puis et n° 291261 du 27 septembre 2024 en retour aux réponses apportées par la société CARRIERES MBTP ;

CONSIDERANT l'avis positif rendu par la Mairie de Murs-et-Gélignieux en date du 17 juin 2023 sur le projet d'extension ;

CONSIDERANT le mémoire de réponse à l'avis de la MRAE visé présenté par la société CARRIERES MBTP ;

CONSIDERANT la présentation faite et l'avis rendu par la commission économique du 20 mai 2025 ;

Il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer sur les questions à formuler à l'attention de la Préfecture de l'Ain sur ce projet.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire avec 54 voix POUR et 1 abstention (Charlotte DEMENTHON) :

- **AUTORISE** Madame la présidente à porter à la connaissance de la Préfecture les questions soulevées par le conseil communautaire de la CCBS sur ce projet d'extension ;

- **AUTORISE** l'extension de la carrière sous réserve des réponses apportées aux questions posées par la CCBS ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ars Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

La délégation départementale
de l'Ain

Affaire suivie par :
Hervé BERTRAND
Service santé environnement
04 81 92 12 88
ars-dt01-environnement-sante@ars.sante.fr

PREFECTURE DE L'AIN
45, avenue d'Alsace-Lorraine
CS80400
01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Réf. : 266818 _Bugey\CC Bugey Sud\Murs-G\1-Activites\Carrieres

Bourg-en-Bresse, le 15/12/2023

Madame, Monsieur,

Par courrier électronique du 21 novembre 2023, vous m'avez transmis, pour avis, le dossier de la société MBTP, en vue du renouvellement et de l'extension de sa carrière de matériaux alluvionnaires, pour une durée de 15 ans.

Le projet prévoit notamment :

- Rubrique 2510-1 A : Exploitation d'une carrière en eau (cote limite d'exploitation fixée à 201 m NGF) d'une emprise cadastrale globale de 7,33 ha dont emprise autorisée de 60 481 m² et extension demandée de 73 297 m². Un rythme moyen d'extraction de 60 000 tonnes par an (maximum de 70 000 tonnes par an) pour un gisement de 740 000 tonnes (épaisseur entre 11 m et 14,5 m)
- Rubrique 2517-1 E : Exploitation d'une plateforme de transit et stockage des matériaux bruts, des matériaux inertes, de la terre de découverte sur une superficie maximale de 11 000 m²

Le remblaiement de la carrière exploitée en eau par des déchets inertes (rythme de 27 000 m3/ an, pour un volume global de 400 000 m3 et une cote limite de remblayage entre 214 m et 219 m NGF).

Volume global puis remise en état des terrains à vocation agricole.

L'exploitation sera réalisée en 3 phases quinquennales

La plateforme de traitement est située à l'extérieur du site (site de Brégnier-Cordon).

Localisation du projet :

Le site de la carrière MBTP de Murs et Gelignieux est implanté aux lieux-dits « Courdan » et « Tremurs ».

Les habitations les plus proches du projet sont situées :

- ✓ Au lieu-dit Trémurs à 60 m à l'Est du projet ;
- ✓ Au village de Murs à 975 m à l'Ouest du projet ;
- ✓ Route de Mortillet à 185 m à l'Ouest du projet ;
- ✓ Au lieu-dit Leschaux (Champagneux 74) à 375 m au Sud du projet ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Impact Hydrogéologique :

Le gisement à extraire est situé dans la nappe alluvionnaire du Rhône, notamment au sein d'une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée.

Le remblaiement avec des déchets dits « inertes » qui fera suite à l'extraction se fera, par conséquent, par immersion dans la nappe.

La qualité des déchets à stocker dans la nappe constitue un des principaux enjeux du dossier.

Le site de la carrière est situé en aval des puits d'eau de consommation humaine de Trémurs (à 600 m à l'Est du site), alimentant la commune de Murs et Gélignieux et du futur captage d'eau de consommation humaine de Champagneux (lieu-dit Leschaux), situé en face du projet, en rive gauche du Rhône.

I**mpact du projet de remblaiement sur la nappe sous-jacente non captée :**

Le remblaiement en nappe sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant :

- Des matériaux inertes issus des chantiers du BTP et provenant de la plateforme de Brégnier-Cordon ;
- Des matériaux stériles issus de la découverte.

D'après le dossier, les matériaux inertes entrants, stockés en nappe et compactés à l'avancement, (volume annuel de 29 000 m^3 , soit environ 44 000 t/an), proviendraient essentiellement des chantiers de BTP locaux. Ces derniers seraient préalablement mélangés afin d'obtenir un matériau de granulométrie et de perméabilité homogène.

Le dossier est particulièrement imprécis, notamment sur l'origine, la nature des matériaux inertes entrants, la procédure d'acceptation et les moyens de contrôle des matériaux entrants.

S'agissant d'un remblaiement en nappe alluviale, les matériaux doivent être strictement inertes, ne pas contenir de radioactivité naturelle ou artificielle, de composants solubles, ni traces de polluants lesquels seraient lessivés par l'écoulement de l'eau dans le stockage et constitueraient un vecteur de contamination de l'environnement, de nature à augmenter l'exposition chronique des populations situées à l'aval de cette nappe.

Une telle extraction de matériaux alluvionnaires avec remblaiement en nappe, notamment dans une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable reste, malgré toutes les vigilances possibles, des activités à risque, peu acceptable par nature.

Impacts sonore de la carrière :

L'impact sonore a été évalué sur la base d'une nouvelle campagne de mesure réalisée le lundi 5 juin 2023.

Cette campagne révèle les éléments suivants :

Les points de mesures en ZER (4 habitations les plus proches, dans 4 directions différentes) sont adaptés aux objectifs de l'étude.

Les niveaux de résiduels retenus, un peu élevés (43,5 à 46 dB) semblent cohérents (indicateurs retenus LAeq ou L50 si influence route).

L'impact du projet a été réalisé par modélisation pour chacune des 4 phases de travaux (de 0 à 3).

La première série de modélisations a révélé des non-conformité modélisées :

- En phase 0 : Emergences conformes mais élevées (4,5 dB en ZER 2, pour limite maximale de 5 dB)
- En phase 1 : Emergences conformes mais élevées (4 dB en ZER 4 et 4,5 dB en ZER 3, pour limite maximale de 5 dB) et Non-conforme en ZER2 (émergence de 9 dB pour limite maximale de 5 dB)
- En phase 2 : Emergences conformes mais élevées (4 dB en ZER 1 et 5 dB en ZER 2, pour limite maximale de 5 dB)
- En phase 3 : ZER 1, émergence non conforme de 6 dB (pour limite maximale de 5 dB)

Une seconde série de modélisations a été mise en œuvre sur la base d'hypothèses plus protectrices du voisinage : non cumul des activités bruyantes sur les phases 1, 2 et 3, déplacement (pour les phases 1, 2 et 3) en limite de propriété Sud-Est de l'accès agricole (ouverture dans merlon), initialement côté Nord-Est et création d'un nouvel accès agricole au Nord du site (phases 2 et 3). Cette nouvelle série de modélisations aboutit à des émergences conformes, sur toutes les phases de travaux, mais avec des émergences élevées :

- En phase 0 : Emergences de 4,5 dB en ZER 2, pour limite maximale de 5 dB (inchangé)
- En phase 1 : Emergences de 4 dB en ZER 3 pour limite maximale de 5 dB
- En phase 2 : Emergences de 4,5 dB en ZER 2, pour limite maximale de 5 dB
- En phase 3 : Emergences de 5 dB en ZER 1, pour limite maximale de 5 dB

Le bureau d'étude acoustique, attire l'attention sur l'importance des émergences modélisées, proches des limites autorisées et la proximité des riverains et donc sur l'extrême sensibilité des premières habitations en termes de nuisances sonores.

Dans ce contexte, le dossier est insuffisant pour démontrer la conformité future du site MBTP. Les conditions de réalisation de cette activité doivent être revues en intégrant de nouvelles mesures de protection sonores : mesures d'éloignement, de réduction de l'activité et/ou de protections complémentaires, etc.

Dans l'état actuel du dossier, le projet est susceptible de porter atteinte à la tranquillité publique et par voie de conséquence à la santé des riverains.

Exposition des riverains aux polluants atmosphériques :

Mesures de poussière sur site :

Compte tenu de la proximité de la carrière en configuration actuelle et future avec les premières habitations, une surveillance des retombées de poussières au niveau de riverains, est souhaitable et ce, même si la réglementation n'impose pas la réalisation d'un plan de surveillance poussière (article 19 de l'Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières).

Sans remettre en cause, le principe de proportionnalité et sans mettre en place un véritable plan de surveillance poussières, de simples contrôles d'empoussièrement pourraient être réalisés, notamment en périodes sèches et sur des phases de travaux favorables à l'envol de poussières.

Expositions aux pollens d'ambroisie (Ambrosia artemisiifolia) :

Ambrosia artemisiifolia a été identifiée à proximité et sur le site de la carrière. La commune de Murs et Gélignieux est classée en front de colonisation.

Par conséquent, l'exploitation de la carrière MBTP ne doit pas conduire à disperser ou laisser proliférer cette espèce nuisible à la santé humaine.

Le dossier n'indique aucune mesure de gestion de la plante.

L'arrêté préfectoral du 25 juin 2019, modifié, relatif à la lutte contre les espèces d'Ambroisie dans le département de l'Ain, devra être strictement appliqué. En complément, le plan départemental de lutte (ainsi que les différents documents mis à disposition par FREDON AURA ou par l'observatoire des ambroisies) explique en détail les mesures à prendre.

Il appartient à l'entreprise MBTP de mettre en place un plan de lutte (préventive et curative) et de désigner un référent ambroisie pour la mise en œuvre stricte de ce plan.

En conclusion, la lecture de ce dossier révèle les enjeux liés à l'impact sonore de l'activité, située à faible distance des habitations. Le dossier actuel ne garantit pas l'absence d'émergence non conforme.

Le dossier doit être complété par des mesures fortes de limitation de l'impact sonore afin de préserver la santé des riverains.

Même si le projet n'est pas situé à proximité directe de captages d'eau de consommation humaine, le remblaiement d'une carrière dans la nappe avec des déchets inertes, susceptibles de contenir des traces de polluants, est de nature à dégrader la qualité de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice générale et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Ain,
L'ingénieur d'études sanitaires

Copie : UD-DREAL

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Agence Régionale de Santé
Auvergne-Rhône-Alpes

La délégation départementale
de l'Ain

Affaire suivie par :
Hervé BERTRAND
Pôle santé environnement
04 81 92 12 88
ars-dt01-environnement-sante@ars.sante.fr

PREFECTURE DE L'AIN
45, avenue d'Alsace-Lorraine
CS80400
01012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Réf. : 291261_\Bugey\CC Bugey Sud\Murs-G\1-Activites\Carrieres\Carriere Murs et Gelignieux_MBTP Courdan\2024 Extension Courdan

Bourg-en-Bresse, le 27 SEP. 2024

Madame, Monsieur,

Par courrier électronique du 17 septembre 2024, vous m'avez transmis pour avis, le dossier modifié de la société MBTP en vue du renouvellement et de l'extension de sa carrière de matériaux alluvionnaires pour une durée de 15 ans.

Le projet prévoit notamment :
- Rubrique 2510-1 A : Exploitation d'une carrière en eau (cote limite d'exploitation fixée à 201 m NGF) d'une emprise cadastrale globale de 7,33 ha dont l'emprise autorisée est de 60 481 m². L'extension demandée est de 73 297 m². Un rythme moyen d'extraction de 60 000 tonnes par an (maximum de 70 000 tonnes par an) pour un gisement de 740 000 tonnes (épaisseur entre 11 m et 14,5 m).
- Rubrique 2517-1 E : Exploitation d'une plateforme de transit et stockage des matériaux bruts, des matériaux inertes, de la terre de découverte sur une superficie maximale de 11 000 m².

Le remblaiement de la carrière exploitée en eau par des déchets inertes (rythme de 29 000 m³/ an, pour un volume global de 410 000 m³ et une cote limite de remblaiement entre 214 m et 219 m NGF).
Puis remise en état des terrains à vocation agricole.
L'exploitation sera réalisée en 3 phases quinquennales.
La plateforme de traitement des matériaux est située sur le site MBTP de Brégnier-Cordon.

Le site de la carrière MBTP de Murs et Gelignieux est implanté aux lieux-dits « Courdan » et « Tremurs ».
Les habitations les plus proches du projet sont situées :
- ✓ Au lieu-dit Trémurs à 60 m à l'Est du projet ;
- ✓ Au village de Murs à 975 m à l'Ouest du projet ;
- ✓ Route de Mortillet à 185 m à l'Ouest du projet ;
- ✓ Au lieu-dit Leschaux (Champagneux 74) à 375 m au Sud du projet.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition et d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la protection des données de l'ARS (ars-ara-dpo@ars.sante.fr).

Impact hydrogéologique :

Le gisement à extraire est situé dans la nappe alluvionnaire du Rhône, notamment au sein d'une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée.

Le remblaiement de la carrière après exploitation se fera par immersion de déchets dits « inertes »

La qualité des déchets à stocker dans la nappe constitue un des principaux enjeux du dossier.

Il n'y a pas de captages d'eau de consommation humaine en aval direct du site.

Impact du projet de remblaiement sur la nappe sous-jacente non captée :

Le remblaiement en nappe sera réalisé à l'aide de stériles d'exploitation et de matériaux inertes provenant exclusivement des chantiers du BTP collectés exclusivement via la plateforme MBTP de Brégnier-Cordon.

Les déchets arrivant sur la plateforme MBTP de Brégnier-Cordon proviennent soit directement de chantiers professionnels, soit de la plateforme MBTP de Bourgoin-Jallieu (alimentée elle-même directement par des chantiers professionnels).

Seule la plateforme MBTP de Brégnier-Cordon dispose d'une procédure préalable d'acceptation des déchets inertes.

Cette procédure ne prend pas en compte les déchets interdits : déchets radioactifs, goudrons, amiante, déchets provenant de sites pollués.

L'acceptation de déchets provenant d'une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) n'est pas compatible avec un remblaiement en nappe. En effet, même si la procédure d'acceptation préalable prévoit une analyse chimique avant acceptation, celle-ci n'est pas suffisante pour caractériser des matériaux potentiellement hétérogènes et particulièrement à risque de pollution.

En ce qui concerne l'entrée sur le site de carrière MBTP de Courdan, la liste des déchets inertes admissibles est réduite à 3 types de déchets seulement :

- 17 01 07 Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses ;
- 17 05 04 Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse ;
- 20 02 02 Terres et pierres.

Une procédure de contrôle supplémentaire avant remblaiement y est mise en œuvre. Cette procédure prévoit un nouveau contrôle visuel et des analyses sur chacun des 3 lots constitués (700m³ par lot) en attente de remblaiement. En cas de non-conformité chimique d'un lot, celui-ci est éclaté en sous-lots pour de nouvelles analyses. Une attention particulière devra être portée au protocole d'échantillonnage des prélèvements sur ces lots.

Il apparait que de grandes quantités de matériaux entrant peuvent contourner cette procédure de contrôle à l'entrée de la carrière de Courdan sous réserve de qualification chimique sur le site de production. Ce cas particulier doit être strictement réservé à des matériaux provenant de sites naturels.

Compte tenu du fait que ce site se situe en nappe alluvionnaire du Rhône et au sein d'une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée, les procédures d'acceptation des déchets et les contrôles doivent être affinés pour garantir la qualité des matériaux stockés et l'absence d'impact sur la nappe et les éventuels captages d'eau de consommation humaine à venir.

Impact sonore de la carrière :

L'impact sonore a été évalué sur la base d'une campagne de mesure réalisée le lundi 05 juin 2023. Les points de mesures en ZER (4 habitations les plus proches dans 4 directions différentes) sont adaptés aux objectifs de l'étude.

En 2023, deux séries de modélisations destinées à évaluer prédictivement l'impact sonore de l'activité sur les riverains ont été réalisées.

La première modélisation avait révélé des émergences non conformes pour la totalité des phases de travaux.

Une seconde série de modélisations a été mise en oeuvre sur la base d'hypothèses plus protectrices du voisinage : non cumul des activités bruyantes sur les phases 1, 2 et 3, déplacement (pour les phases 1, 2 et 3) en limite de propriété Sud-Est de l'accès agricole (ouverture dans merlon) et création d'un nouvel accès agricole au Nord du site (phases 2 et 3).

Cette nouvelle série de modélisations avait abouti à des émergences élevées mais conformes, sur toutes les phases de travaux (émergences proches de la valeur limite autorisée).

Le dossier 2024 a pris en compte l'importance de ces émergences (et le risque de non-conformité) afin d'assurer une baisse des niveaux sonores. Une nouvelle modélisation a été réalisée sur la base de nouvelles hypothèses (cumulées avec les hypothèses de réduction sonore de la modélisation précédente) :

- ✓ Baisse du niveau de puissance de la drageline de 5dB ;
- ✓ Non-cumul du fonctionnement de la pelle et de drageline.

Il en résulte une baisse des émergences attendues, comprises entre 1 et 1,5 dB :

- En phase 0 : Emergences de 3,5 dB en ZER 2, soit une baisse de 1 dB de l'émergence
- En phase 1 : Emergences de 2,5 dB en ZER 3, soit une baisse de 1,5 dB de l'émergence
- En phase 2 : Emergences de 3,5 dB en ZER 2, soit une baisse de 1 dB de l'émergence
- En phase 3 : Emergences de 3,5 dB en ZER 1, soit une baisse de 1,5 dB de l'émergence

Les hypothèses retenues devraient permettre le respect des émergences réglementaire, sous condition d'une stricte mise en oeuvre. Les émergences réelles devront être vérifiées par des campagnes de mesures sonométriques représentatives de l'activité de chaque phase de travaux.

Les nuisances pourraient être aisément anticipées par la création d'un réseau de riverains sentinelles.

Exposition des riverains aux polluants atmosphériques :

Mesures de poussière sur site :

Compte tenu de la proximité de la carrière avec les premières habitations, et malgré l'absence d'obligation réglementaire, la société MBTP s'engage à réaliser une campagne triennale de contrôle des émissions de poussières. Les points de mesure retenus sont acceptables.

Expositions aux pollens d'ambroisie (Ambrosia artemisiifolia) :

Ambrosia artemisiifolia a été identifiée à proximité et sur le site de la carrière. La commune de Murs et Gélignieux est classée en front de colonisation.

Le dossier présenté prend en compte le risque de développement d'ambroisie sur le site de la carrière et prévoit des mesures de gestion préventives et correctives.

L'ARS attire l'attention de la société MBTP sur le fait que la désignation d'un référent au sein du site de Courdan, l'enherbement et le fauchage avant floraison sont des mesures de gestion reconnues de l'ambroisie mais peuvent se révéler insuffisantes.

La réglementation impose une obligation de résultats. Les moyens de lutte peuvent être cumulés.

Il appartient à la société MBTP de mettre en place un plan de lutte (préventive et curative).

Pour toute précision technique, il importe de se reporter à l'arrêté préfectoral du 25 juin 2019, modifié, relatif à la lutte contre les espèces d'Ambrosie dans le département de l'Ain, au plan départemental de lutte, ainsi qu'aux différents documents mis à disposition par FREDON AURA ou par l'observatoire des ambroisies.

En conclusion, le dossier corrigé révèle les enjeux suivants :

- L'impact sonore de l'activité : la société MBTP a fait évoluer ses modalités d'exploitation afin de réduire ces nuisances. L'absence de non-conformités sonores devra toutefois être vérifiée par des mesures sonométriques représentatives de l'activité de chaque phase de travaux.
- L'impact du remblaiement de la carrière après exploitation : la bonne application des protocoles d'admission des déchets inertes ainsi que les contrôles à réaliser, devraient permettre de réduire les risques de pollution de la nappe alluviale à court, moyen et long terme.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour la directrice générale et par délégation,
Pour la directrice départementale de l'Ain,
La cheffe de pôle santé-environnement,

Hélène VITRY

Copie : UD-DREAL

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Dossier de demande d'extension de la carrière de Courdan



Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024 20 décembre 2024

COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Volet 1 : Résumés non techniques

Volet 2 : Note de présentation du projet – Raisons du projet

Volet 3 : Etude d'impact

Volet 4 : Etude des dangers

Volet 5 : Etude des effets sur la santé

Volet 6 : Notice d'hygiène et sécurité

Volet 7 : Avis MRAe et mémoire en réponse

Volet 8 : Annexes

CARRIERES
MBTP
200 ZI Le Jasmin, Saint Genix sur Guiers
73 240 Saint-Genix-les-Villages
☎: 04 76 31 64 77

Saint-Genix-les-Villages, le 28 août 2023

Préfecture de l'Ain

Direction Départemental de la Protection des Populations (DDPP)
9 rue de la Grenouillère
01 012 Bourg-en-Bresse Cedex

A l'attention de Madame la Préfète

Objet : Carrière alluvionnaire de Courdan
Commune de Murs-et-Gélignieux
Demande d'extension

Madame la Préfète,

Je soussignée, Yves GIAIOURAS, agissant en qualité de directeur, au nom et pour le compte de la Société CARRIERES MBTP dont le siège se situe 200 Zi Le Jasmin, Saint Genix sur Guiers 73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES, ai l'honneur de solliciter l'extension de la carrière de matériaux alluvionnaires, localisée sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, au lieu-dit « La Ferrière », sur une superficie globale de l'ordre de 7,33 ha.

L'emprise cadastrale globale de la carrière actuelle représente environ 6,05 hectares. Le rythme maximum d'extraction est fixé à 60 000 tonnes par an. Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF.

Le projet d'extension porte sur une emprise globale de l'ordre de 7,33 hectares. La cote limite d'extraction de 201 m NGF sera maintenue.

Dans le cadre du projet, les rythmes d'exploitation seront les suivants :

- Rythme moyen d'exploitation : 60 000 tonnes par an ;
- Rythme maximal d'exploitation : 70 000 tonnes par an.

Les opérations de remise en état prévoient le remblayage complet du carreau d'exploitation et conduiront à la restitution d'un espace à vocation agricole et naturelle.

Cette activité est régie par les rubriques n° 2510 et 2517 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le dossier présenté est constitué en vue d'obtenir les autorisations prévues par le Code de l'Environnement et notamment son livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le contenu de ce dossier de demande d'autorisation est conforme aux exigences de l'article L. 5°a) de l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 et selon les dispositions du chapitre II du titre 1er du livre 5 du code de l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la préfète, en l'assurance de ma haute considération.

Yves GIAIOURAS
Directeur

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Demande d'autorisation environnementale

Articles R.181-13 et suivants du code de l'environnement

cerfa

N° 15964*01

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données recueillies dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès de l'autorité destinataire. Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à traiter une demande d'autorisation environnementale. Les destinataires des données sont les services de l'État.

Procédures concernées par l'autorisation environnementale sollicitée

Ne sont pas compris dans le champ d'application du présent Cerfa, les projets visés au II de l'article L.181-2 du code de l'environnement.

Demande d'autorisation environnementale concernant :

☐ **Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation** mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement

☒ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation** mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement)

☐ **Un autre projet soumis à évaluation environnementale** mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement

Autres procédures concernées :

☒ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement** mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement

☐ **Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration** mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement)

☐ **Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration** mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part

☐ **Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre** (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)

☐ **La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle** (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)

☐ **La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement** (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)

☐ **Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés »** (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)

☐ **Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000** (au titre de l'article L414-4 du code de l'environnement)

☐ **Un dossier agrément OGM** (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)

☐ **Un dossier agrément déchets** (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)

☐ **Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter** (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)

☐ **Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement** (au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier)

☐ **Une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent** (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5119-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)

Informations générales sur le projet

2.1 Nature de l'objet de la demande

Nouveau projet activité, installation ouvrage ou travaux ☐

Extension/Modification substantielle[1] ☒

2.2 Adresse du projet

N° voie		Type de voie	Nom de la voie
			Lieu-dit ou BP La Forrière
Code postal	1300	Localité Murs-et-Gélignieux	

[1] Modifications substantielles d'une AIOT existante conformément à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Le présent formulaire portera sur les modifications envisagées ainsi que leurs interactions avec les installations déjà existantes.

2.3 Pour un projet terrestre, précisez les références cadastrales :

Commune d'implantation	Code postal	N° de section	N° de parcelle	Superficie de la parcelle	Emprise du projet sur la parcelle
Voir liste sur papier libre en page suivante				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	ha a ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)
				__ha __a __ca (m²)	__ha __a __ca (m²)

2.4 Pour un projet maritime ou fluvial, précisez les références géographiques :

Situation (commune d'emprise ou limitrophe, levés topographiques, limites de rivage, géoréférencement, cours d'eau concerné, point kilométrique, rive, parcelle limitrophe, références cadastrales, autres critères ou procédés de délimitation de l'emprise, etc.) d'emprise ou limitrophe	Domaine public concerné s'il y a lieu	Consistance du domaine public concerné (nature des biens)	Superficie de l'emprise
Non concerné			

2.5 Certificat de projet éventuellement délivré

Avez-vous demandé un certificat de projet ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, précisez le numéro d'enregistrement du certificat de projet n°

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

S'agissant d'un projet IOTA (1° de l'article L. 181-1), nombre de pétitionnaires : __ [2]

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier)* : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom **Date de naissance**

Lieu de naissance Pays

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination Carrières MBTP Raison sociale Carrières MBTP

N° SIRET 377 629 589 00039 **Forme juridique** Société par actions simplifiés

3.2 Adresse

[2] Se référer à l'annexe II remplir autant de cadres que nécessaire

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie cadastrale globale (m²)	Emprise intégrée au périmètre carrière (m²)
Murs et Gélignieux	Courdan	A	354	9 185	9 185
			876	2 675	2 675
	La Ferrière	A	490	2 500	2 500
			498	2 740	2 740
			499	935	935
			500	1 900	1 900
			501	1 280	1 280
			502	6 450	6 450
			771	13 989	13 989
			812	3 429	3 429
			816	5 340	5 340
			834	3 508	3 508
			835	5 056	5 056
			854	1 257	1 257
			866	5 103	5 103
			874	6 837	6 837
			878	1 113	1 113
(pp) : Pour Partie			**Total**	**73 297 m²**	**73 297 m²**

N° voie 200 Type de voie Nom de voie Zone Industrielle Le Jasmin

Saint-Genix-sur-Guiers Lieu-dit ou BP

Code postal 73240 Localité Saint-Genix-les-Villages

Si le demandeur habite à l'étranger Pays Province/Région

N° de téléphone 04 76 31 64 77 Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☒

Nom, prénom Raison sociale

Service Fonction

Adresse

N° voie Type de voie Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal Localité

N° de téléphone Adresse électronique

Informations obligatoires sur le projet

4.1.1 Description de l'AIOT envisagée, de ses modalités d'exécution et de fonctionnement, des procédés de mise en œuvre, notamment sa nature et son volume *[et projets liés que définis à l'article L.181-1 du code de l'environnement]*.

La société « Carrières MBTP » exploite actuellement une carrière de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Murs et Gélignieux, au niveau du lieu-dit « Courdan », dans le département de l'Ain (01).
Le fonctionnement de ce site est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants :
- Arrêté préfectoral du 21 mars 2013 autorisant la société MBTP à exploiter une carrière à Murs-et-Gélignieux ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter.

L'emprise cadastrale actuellement autorisée est de 60 481 m². Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF. Le rythme annuel maximal d'exploitation est fixé à 60 000 tonnes. L'arrêté préfectoral d'autorisation arrivera à échéance le 21 mars 2024.

La société « Carrières MBTP » souhaite étendre le site d'exploitation dans le prolongement Est de l'actuelle carrière, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de l'ordre de 7,3 hectares. Le gisement en présence permet d'envisager une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris.

Le rythme moyen d'exploitation sera de 60 000 tonnes par an et le rythme maximal d'exploitation de 70 000 tonnes par an.
Le projet de remise en état du site intégrera un remblayage complet du carreau d'exploitation et une restitution des terrains à vocation agricole et naturelle

4.1.2. Description des moyens de suivi et de surveillance :

L'extraction du gisement, avec la dragline, sera sous-traitée, sous le contrôle du responsable de la carrière

Les horaires de travail sont les suivants : de 7 h à 17h, du lundi au vendredi

Un suivi des différents compartiments sera réalisé avec les objectifs suivants :
- Suivi hydrogéologique afin de mesurer les variations de la nappe d'accompagnement du Rhône ;
- Déterminer l'efficacité des différentes mesures proposées ;
- Définir les éventuels ajustements techniques à consentir.

Le suivi naturaliste concernera l'ensemble des terrains intégrés à l'emprise de la carrière. Toutefois, il convient de pouvoir porter un regard scientifique et objectif sur les résultats obtenus, notamment en ce qui concerne l'évolution des habitats recrées.

Le site de Courdan sera suivi par des experts écologues qui, en plus de réaliser un suivi naturaliste sur l'ensemble du site, assureront un rôle de conseil et d'assistance auprès du maître d'ouvrage sur les bonnes pratiques à adopter et aux différents ajustements à réaliser afin d'améliorer les aménagements déjà en place sur le site.

Un suivi spécifique des mesures ERC sera assuré par un organisme agréé.

4.1.3. Description des moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ainsi que les conditions de remise en état du site après exploitation et, le cas échéant, la nature, l'origine et le volume des eaux utilisées ou affectées :

:

Diverses mesures seront prises afin d'assurer l'organisation de la lutte contre les accidents. Elles comprennent :
- Des consignes générales et particulières affichées sur le site ;
- Une organisation de la formation et de la sensibilisation du personnel ;
- L'entretien régulier du matériel

Les travaux de remise en état seront combinés avec l'exploitation et devront répondre à plusieurs objectifs :
- Assurer la sécurité du site pendant l'exploitation et après l'arrêt des travaux ;
- Permettre la réintégration de la carrière dans son environnement ;
- Restituer des terrains agricoles.

Les travaux de remise en état du site permettront de restituer au droit de l'ancienne carrière :
- 7,10 ha de terrain agricoles ;
- Le ruisseau de la Janotte ;
- Une mare de 250 m² ;
- Des murgiers.

L'usage futur du site sera à vocation agricole et naturelle.

4.2.1 Activité IOTA

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature « loi sur l'eau » dans laquelle ou lesquelles l'installation, l'ouvrage, les travaux ou les activités doivent être rangés :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'insérit l'IOTA	Régime
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales	Carrières de 7,33 ha	D
3.1.2.0	Modification du lit mineur	Consommation de 165 ml du ruisseau de la Janotte puis restitution	A

4.2.2 Activité ICPE

Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Numéro des rubriques concernées	Libellés des rubriques avec seuil	Désignation des installations avec taille exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2510 - 1	Exploitation de carrière	Emprise de 7,33 ha - Rythme moyen de 60 000 t/an	A
2517	Station de transit	Stockage des matériaux sur une emprise maximale de 11 000 m²	E

4.2.3. Pour les projets, qui ne sont ni des IOTA ni des ICPE, mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1, lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, et pour les projets mentionnés au troisième alinéa de ce II :
Précisez la ou les rubrique(s) de la nomenclature relative à l'évaluation environnementale (annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement) dans laquelle ou lesquelles l'installation doit être rangée :

Signature de la demande

A Saint-Genix-les-Villages Le 20/10/2023

Signature du demandeur

CARRIERES MBTP SAS
Au capital de 266.000 €
230 ZI Le Jasmin
Saint Genix sur Guiers
73240 ST GENIX LES VILLAGES
Tél 04 76 31 64 77 - Fax 04 76 31 68 79
Siret 377 629 569 00039

Pièces à joindre à la demande d'autorisation environnementale

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous renseigner auprès de la préfecture de département.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale est adressé au préfet désigné par l'article R. 181-2 en quatre exemplaires papier et sous forme électronique. S'il y a lieu, il est également fourni sous les mêmes formes dans une version dont les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4[3] et au II. de l'article L. 124-5[4] sont occultées *(article R. 181-12 du code de l'environnement)*.
Chaque dossier est accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre autorisation, parmi celles énumérées ci-dessous.
Vous devez transmettre tous les documents concernés par votre demande. Le contenu de certaines pièces est détaillé dans l'annexe I.

1) Pièces à joindre pour tous les dossiers :

P.J.[5] n°1. - Un plan de situation du projet, à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur lequel sera indiqué l'emplacement du projet *(2° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☒
P.J. n°2. - Les éléments graphiques, plans ou cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier (notamment du point 4 du Cerfa et des pièces n°3 et n°5) *(7° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☒
P.J. n°3. - Un justificatif de la maîtrise foncière du terrain *(3° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☒
P.J. n°4. – Lorsque le projet est soumis à évaluation environnementale, l'étude d'impact réalisée en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 du code de l'environnement *(5° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)* **Se référer à l'annexe I**	☒
P.J. n°5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, l'étude d'incidence proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement *(article R. 181-14 du code de l'environnement)* **Se référer à l'annexe I**	☐
P.J. n° 6 – Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale à l'issue de l'examen au cas par cas prévu par l'article R.122-3, la décision correspondante, assortie, le cas échéant, de l'indication par le pétitionnaire des modifications apportées aux caractéristiques et mesures du projet ayant motivé cette décision *(6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☐
P.J. n°7. - Une note de présentation non technique du projet *(6° de l'article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☒
P.J. n°8. **(Facultatif)** Une synthèse des mesures envisagées, sous forme de propositions de prescriptions de nature à assurer le respect des dispositions des articles L.181-3, L.181-4 et R.181-43 *(article R. 181-13 du code de l'environnement)*	☐

[3] *Après avoir apprécié l'intérêt d'une communication, l'autorité publique peut refuser la demande d'une information relative à l'environnement dont la consultation ou la communication porte atteinte :*
1° Aux intérêts mentionnés aux articles L. 311-5 à L. 311-8 du code des relations entre le public et l'administration, à l'exception de ceux visés au c et au h du 2° de l'article L. 311-5 ;
2° A la protection de l'environnement auquel elle se rapporte ;
3° Aux intérêts de la personne physique ayant fourni, sans y être contrainte par une disposition législative ou réglementaire ni par un acte d'une autorité administrative ou juridictionnelle, l'information demandée sans consentir à sa divulgation ;
4° A la protection des renseignements prévue par l'article 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques.

[4] *I.-Lorsqu'une autorité publique est saisie d'une demande portant sur des informations relatives aux facteurs mentionnés au 2° de l'article L. 124-2, elle indique à son auteur, s'il le demande, l'adresse où il peut prendre connaissance des procédés et méthodes utilisés pour l'élaboration des données.*
II.-L'autorité publique ne peut refuser la demande d'une information relative à des émissions de substances dans l'environnement que dans le cas où sa consultation ou sa communication porte atteinte :
1° A la conduite de la politique extérieure de la France, à la sécurité publique ou à la défense nationale ;
2° Au déroulement des procédures juridictionnelles ou à la recherche d'infractions pouvant donner lieu à des sanctions pénales ;
3° A des droits de propriété intellectuelle.

[5] Pièce jointe

Pièces à joindre à la demande en fonction du projet envisagé

Le dossier de demande est complété par les pièces, documents et informations propres aux activités, installations, ouvrages et travaux prévus par le projet pour lequel l'autorisation est sollicitée ainsi qu'aux espaces et espèces faisant l'objet de mesures de protection auxquels il est susceptible de porter atteinte *[article R. 181-15 du code de l'environnement]*.

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 1° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *[au titre de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

I. Lorsqu'il s'agit de stations d'épuration d'une agglomération d'assainissement ou de dispositifs d'assainissement non collectif, la demande comprend également *[I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées *[1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*
Se référer à l'annexe I ☐

P.J. n°10. - Une description des modalités de traitement des eaux collectées *[2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*
Se référer à l'annexe I ☐

II. Lorsqu'il s'agit de déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées, la demande comprend également *[II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°11. - Une évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, parvenant au déversoir, ainsi que leurs variations, notamment celles dues aux fortes pluies *[1° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°12. - Une détermination du niveau d'intensité pluviométrique déclenchant un rejet dans l'environnement ainsi qu'une estimation de la fréquence des événements pluviométriques d'intensité supérieure ou égale à ce niveau *[2° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°13. - Une estimation des flux de pollution déversés au milieu récepteur en fonction des événements pluviométriques retenus en **P.J 11.** et l'étude de leur impact *[3° du II. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*. ☐

III. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R. 214-1 (barrages de retenue et ouvrages assimilés), la demande comprend également *[III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°14. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 *[1° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-3 du même code]* : ☐

P.J. n°15. - Une note décrivant la procédure de première mise en eau conformément aux dispositions du I de l'article R.214-121 *[2° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*. ☐

P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R.214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B *[3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :
Se référer à l'annexe I ☐

P.J. n°17. - Une note précisant que le porteur de projet disposera des capacités techniques et financières permettant d'assumer ses obligations à compter de l'exécution de l'autorisation environnementale jusqu'à la remise en état du site *[4° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°18. - Lorsque l'ouvrage est construit dans le lit mineur d'un cours d'eau *[5° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 7° de l'article R. 181-13]* :

- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique
- le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation
- un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale
- un plan des ouvrages et installations en rivière détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons

IV. Lorsqu'il s'agit d'ouvrages mentionnés à la rubrique 3.2.5.0 du tableau de l'article R. 214-1 (système d'endiguement, aménagement hydraulique), sous réserve des dispositions du II. de l'article R. 562-14 et du II. de l'article R. 562-19, la demande comprend en outre *[IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°19. - L'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de la protection, au sens de l'article R. 214-119-1 dont bénéficie cette dernière [1° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 5° de l'article R. 181-13 et à l'article R. 181-14 du même code] ;

P.J. n°20. - La liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des ouvrages préexistants qui contribuent à la protection du territoire contre les inondations et les submersions ainsi que, lorsque le pétitionnaire n'est pas le propriétaire de ces ouvrages, les justificatifs démontrant qu'il en a la disposition ou a engagé les démarches à cette fin *[2° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

P.J. n°21. - Dans le cas de travaux complémentaires concernant un système d'endiguement existant, au sens de l'article R. 562-13, la liste, le descriptif et la localisation sur une carte à l'échelle appropriée des digues existantes *[3° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°22. - Les études d'avant-projet des ouvrages à modifier ou à construire ou une notice décrivant leur fonctionnalité si ces ouvrages modifiés ou construits concernent des dispositifs de régulation des écoulements hydrauliques *[4° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°23. - L'étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 du code de l'environnement *[5° du IV de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Se référer à l'annexe I

P.J. n°24. - Le document, mentionné au titre du 2° du I de l'article R. 214-122 *[6° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément des informations prévues au 4° de l'article R. 181-13 du même code]*.

V. Lorsqu'il s'agit d'un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau prévue par l'article L. 215-15 du code de l'environnement, la demande comprend également *[V. de l'article D.181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°25. - La démonstration de la cohérence hydrographique de l'unité d'intervention *[1° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

P.J. n°26. - S'il y a lieu, la liste des obstacles naturels ou artificiels, hors ouvrages permanents, préjudiciables à la sécurité des sports nautiques non motorisés *[2° du V. de l'article D. 181-15-1 du code l'environnement]* :

P.J. n°27. - Le programme pluriannuel d'interventions *[3° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

P.J. n°28. - S'il y a lieu, les modalités de traitement des sédiments déplacés, retirés ou remis en suspension dans le cours d'eau *[4° du V. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

VI. Lorsqu'il s'agit d'installations utilisant l'énergie hydraulique, la demande comprend également *[VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

P.J. n°29. - Avec les justifications techniques nécessaires, le débit maximal dérivé, la hauteur de chute brute maximale, la puissance maximale brute calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute maximale, et le volume stockable *[1° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement, en complément du 4° de l'article R. 181-13 du même code]* ;

P.J. n°30. - Une note justifiant les capacités techniques et financières du pétitionnaire et la durée d'autorisation proposée *[2° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°31. - Pour les usines d'une puissance supérieure à 500 kW, les propositions de répartition entre les communes intéressées de la valeur locative de la force motrice de la chute et de ses aménagements *[3° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°32. - En complément du 7° de l'article R. *181-13 du code de l'environnement [4° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

- L'indication des ouvrages immédiatement à l'aval et à l'amont et ayant une influence hydraulique, le profil en long de la section de cours d'eau ainsi que, s'il y a lieu, de la dérivation ;

- Un plan des terrains submergés à la cote de retenue normale ;

- Un plan des ouvrages et installations en amont détaillés au niveau d'un avant-projet sommaire, comprenant, dès lors que nécessaire, les dispositifs assurant la circulation des poissons ;

P.J. n°33. - Si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent, l'étude de dangers établie pour ces ouvrages conformément à l'article R. 214-116 *[5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

Se référer à l'annexe

VII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique, le dossier de demande comprend également ***[VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*** :

P.J. n°34. - Le projet du premier plan annuel de répartition prévu au deuxième alinéa de l'article R. 214-31-1 du code de l'environnement, à savoir le projet du premier plan annuel de répartition entre préleveurs irrigants du volume d'eau susceptible d'être prélevé *[VII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

VIII. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un projet qui doit être déclaré d'intérêt général dans le cadre de l'article R. 214-88, le dossier de demande est complété par les éléments mentionnés à l'article R. 214-99, à savoir ***[VIII. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*** :

1. Dans tous les cas ***[I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*** :

P.J. n°35. - Un mémoire justifiant l'intérêt général ou l'urgence de l'opération *[1° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°36. - Un mémoire explicatif *[2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*

Se référer à l'annexe I

P.J. n°37. - Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux *[3° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*.

2. Dans les cas d'opérations pour lesquelles les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt sont appelées à participer aux dépenses ***[II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*** :

P.J. n°38. - La liste des catégories de personnes publiques ou privées, physiques ou morales appelées à participer à ces dépenses *[1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°39. - La proportion des dépenses dont le pétitionnaire demande la prise en charge par les personnes mentionnées au 1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement (PJ 32), en ce qui concerne, d'une part, les dépenses d'investissement, d'autre part, les frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages ou des installations *[2° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]*.

P.J. n°40. - Les critères retenus pour fixer les bases générales de répartition des dépenses prises en charge par les personnes mentionnées en PJ 32. *(1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [3° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°41. - Les éléments et les modalités de calcul qui seront utilisés pour déterminer les montants des participations aux dépenses des personnes mentionnées en PJ 32. *(1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement) [4° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°42. - Un plan de situation des biens et des activités concernés par l'opération *[5° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°43. - L'indication de l'organisme qui collectera les participations demandées aux personnes mentionnées en PJ 32. (1° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement), dans le cas où le pétitionnaire ne collecte pas lui-même la totalité de ces participations *(5° du II. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement)*.

IX. Lorsque l'autorisation environnementale porte sur un épandage de boues, le dossier de demande est complété, le cas échéant, par les éléments suivant *(IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement)* :

P.J. n°44. - Une étude préalable dont le contenu est précisé à l'article R. 211-37 *(IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement)* ; ☐

P.J. n°45. - Un programme prévisionnel d'épandage dans les conditions fixées par l'article R. 211-39 du code de l'environnement *(IX. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement)* ; ☐

VOLET 2. INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Lorsque l'autorisation environnementale concerne un projet relevant du 2° de l'article L. 181-1 du code de l'environnement, le dossier de demande est complété par les documents suivants *(article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* :

Pièces à joindre pour tous les dossiers ICPE :

P.J. n°46. - Une description des procédés de fabrication que le pétitionnaire mettra en œuvre, les matières qu'il utilisera, les produits qu'il fabriquera, de manière à apprécier les dangers ou les inconvénients de l'installation *(2° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* : ☒

Le cas échéant, le pétitionnaire pourra adresser, en exemplaire unique et sous pli séparé, les informations dont la diffusion lui apparaîtrait de nature à entraîner la divulgation de secrets de fabrication

P.J. n°47. - Une description des capacités techniques et financières mentionnées à l'article L. 181-27 dont le pétitionnaire dispose, ou, lorsque ces capacités ne sont pas constituées au dépôt de la demande d'autorisation, les modalités prévues pour les établir au plus tard à la mise en service de l'installation *(3° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* ; ☒

P.J. n°48. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que l'affectation des constructions et terrains avoisinants et le tracé de tous les réseaux enterrés existants. Une échelle réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration *(9° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* ; ☒

P.J. n°49. - L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 [10° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement].
Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation. Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation. En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite. Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. ☒
Se référer à l'annexe I

Pièces complémentaires à joindre selon la nature ou la situation du projet :

I. Lorsque le pétitionnaire requiert l'institution de servitudes d'utilité publique prévues à l'article L.515-8 pour une installation à implanter sur un site nouveau :

P.J. n°50. - Préciser le périmètre des ces servitudes et les règles souhaitées *(1° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* ;

I. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est destinée au traitement de déchets :

P.J. n°51. - L'origine géographique prévue des déchets *(4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* ; ☐

P.J. n°52. - La manière dont le projet est compatible avec les plans prévus aux articles L. 541-11, L. 541-11-1, L. 541-13 du code de l'environnement (les plans nationaux de prévention et de gestion des déchets) et L. 4251-1 du code des collectivités territoriales (le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) *[4° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
II. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à quotas d'émission de gaz à effet de serre (installations relevant des articles L. 229-5 et L. 229-6 du code de l'environnement) :	
P.J. n°53. - Une description des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre des gaz à effets de serre *[a) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☐
P.J. n°54. - Une description des différents sources d'émissions de gaz à effets de serre de l'installation *[b) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☐
P.J. n°55. - Une description des mesures prises pour quantifier les émissions à travers un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement prévu à l'article 14 de la directive 2003/87/ CE du 13 octobre 2003 modifiée. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant sans avoir à modifier son autorisation *[c) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☐
P.J. n°56. - Un résumé non technique des informations mentionnées aux a), b) et c) du 5° du I de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement (PJ 48, 49 et 50) *[d) du 5° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*	☐
III. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation IED (installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V, et visées à l'annexe I de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) :	
P.J. n°57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles, doit contenir les compléments prévus à l'article R.515-59 [I. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement] Se référer à l'annexe I	☐
P.J. n°58. - Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 du code de l'environnement *[II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]* ;	☐
P.J. n°59. - Une proposition motivée de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale *[II. de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]*.	☐
IV. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation soumise à garanties financières pour les installations mentionnées à l'article R. 516-1 ;	
P.J. n°60. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 *[6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☒
P.J. n°61. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement [1er alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement] ; Se référer à l'annexe I	☐
V. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation à implanter sur un site nouveau :	
P.J. n°62. - L'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le pétitionnaire, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation *[1° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☒
P.J. n°63. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation *[1° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;	☒
Ces avis (PJ 57 et 58) sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le pétitionnaire.	

VI. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :

P.J. n°64. - Sauf dans le cas d'une révision en cours (P.J. n°68), un document établi par le pétitionnaire justifiant que le projet est conforme, selon le cas, au règlement national d'urbanisme, au plan local d'urbanisme ou au document en tenant lieu ou à la carte communale en vigueur au moment de l'instruction *[a) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*

P.J. n°65. - La délibération favorable prévue à l'article L. 515-47 *(de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétence en matière de plan local d'urbanisme ou, à défaut, du conseil municipal de la commune concernée)* lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou une commune a arrêté un projet de plan local d'urbanisme avant la date de dépôt de la demande d'autorisation environnementale et que les installations projetées ne respectent pas la distance d'éloignement mentionnée à l'article L. 515-44 vis-à-vis des zones destinées à l'habitation définies dans le projet de plan local d'urbanisme *[b) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]* ;

P.J. n°66. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine [c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]

Se référer à l'annexe I

P.J. n°67. - Lorsque l'implantation des aérogénérateurs est prévue à l'intérieur de la surface définie par la distance minimale d'éloignement précisée par arrêté du ministre chargé des installations classées, une étude des impacts cumulés sur les risques de perturbations des radars météorologiques par les aérogénérateurs implantés en deçà de cette distance. Les modalités de réalisation de cette étude sont précisés par arrêté du ministre chargé ces installations classées [d) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]

VII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est mentionnée à l'article R. 516-1 ou à l'article R. 515-101

P.J. n°68. - Le montant des garanties financières exigées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement *[8° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*

VII. Si l'autorisation environnementale ou, le cas échéant, l'autorisation d'urbanisme nécessaire à la réalisation du projet, apparaît manifestement inacceptible d'être délivrée eu égard à l'affectation des sols définie par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu ou la carte communale en vigueur au moment de l'instruction, à moins qu'une procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant pour effet de permettre cette délivrance soit engagée :

P.J. n°69. - La délibération ou l'acte formalisant la procédure d'évolution du plan local d'urbanisme, du document en tenant lieu ou de la carte communale *[13° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*.

VIII. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une carrière ou une installation de stockage de déchets non inertes résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales :

P.J. n°70. - Le plan de gestion des déchets d'extraction *[14° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*.

IX. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation d'une puissance supérieure à 20 MW :

P.J. n°71. - L'analyse du projet sur la consommation énergétique mentionnée au 3° du II de l'article R. 122-5 comporte une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid *[II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*.

P.J. n°72. - une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation. Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. *II. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement]*

X. Si l'installation pour laquelle vous demandez l'autorisation environnementale est une installation de carrières destinées à l'exploitation souterraine de gypse située dans le périmètre d'une forêt de protection telle définie à l'article L. 141-1 du code :

P.J. n°73. - Une description du gisement sur lequel porte la demande ainsi que les pièces justifiant son intérêt national au regard des documents mentionnés au I de l'article R. 141-36-4.

P.J. n°74. - L'analyse de la compatibilité de l'opération avec la destination forestière des lieux et des modalités de reconstitution de l'état boisé au terme des travaux.

P.J. n°75. - Un document attestant que les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, seront définis et utilisés de façon à limiter le plus possible l'occupation des parcelles forestières classées. ☐

P.J. n°76. - Un document décrivant, pour les équipements, constructions, annexes et infrastructures indispensables à l'exploitation souterraine et à la sécurité de celle-ci, les voies d'accès en surface que le pétitionnaire utilisera. En cas d'impossibilité de les établir dans l'emprise des voies ou autres alignements exclus du périmètre de classement ou, à défaut, dans celle des routes forestières ou chemins d'exploitation forestiers, le document justifie de cette impossibilité. ☐

VOLET 2 bis/. ENREGISTREMENT

Lorsque le projet nécessite l'enregistrement d'installations mentionnées à article L. 512-7, le dossier de demande comporte : ***[article D. 181-15-2 bis du code de l'environnement]*** **:**

P.J. n°77. – Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du titre Ier du livre V du présent code, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7, présentant notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions. La demande d'enregistrement indique, le cas échéant, la nature, l'importance et la justification des aménagements aux prescriptions générales mentionnées à l'article L. 512-7 sollicités par l'expétitant. ☒

VOLET 3/. MODIFICATION D'UNE RÉSERVE NATURELLE

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état ou de l'aspect d'une réserve naturelle nationale ou d'une réserve naturelle classée en Corse par l'État, le dossier est complété par les documents suivants ***[article D. 181-15-3 du code de l'environnement]*** **:**

P.J. n°78. – Des éléments suffisants permettant d'apprécier les conséquences de l'opération sur l'espace protégé et son environnement mentionnés au 4° du I de l'article R.332-24. ☐

VOLET 4/. MODIFICATION D'UN SITE CLASSÉ

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement, le dossier de demande est complété par les informations et pièces complémentaires suivantes ***[article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*** **:**

P.J. n°79. - Une description générale du site classé ou en instance de classement accompagnée d'un plan de l'état existant *[1° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°80. - Le plan de situation du projet, mentionné au 2° de l'article R. 181-13 (à l'échelle 1/25 000 ou, à défaut, 1/50 000), précisant le périmètre du site classé ou en instance de classement *[2° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°81. - Un report des travaux projetés sur le plan cadastral à une échelle appropriée *[3° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°82. - Un descriptif des travaux en site classé précisant la nature, la destination et les impacts du projet à réaliser accompagné d'un plan du projet et d'une analyse des impacts paysagers du projet *[4° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°83. - Un plan de masse et des coupes longitudinales adaptées à la nature du projet et à l'échelle du site *[5° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°84. - La nature et la couleur des matériaux envisagés *[6° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°85. - Le traitement des clôtures ou aménagements et les éléments de végétation à conserver ou à créer *[7° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°86. - Des documents photographiques permettant de situer le terrain dans l'environnement proche et si possible dans le paysage lointain (reporter les points et les angles des prises de vue sur le plan de situation) *[8° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*. ☐

P.J. n°87. - Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site classé *[9° de l'article D. 181-15-4 du code de l'environnement]*. ☐

VOLET 5/. DÉROGATION « ESPÈCES ET HABITATS PROTÉGÉS »

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu de dérogation au titre du 4° de l'article L. 411-2, le dossier de demande est complété par la description *[article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* :

P.J. n°88. - Des espèces concernées, avec leur nom scientifique et nom commun *[1° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* : ☐

P.J. n°89. - Des spécimens de chacune des espèces faisant l'objet de la demande avec une estimation de leur nombre et de leur sexe *[2° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°90. - De la période ou des dates d'intervention *[3° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°91. - Des lieux d'intervention *[4° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* . ☐

P.J. n°92. - S'il y a lieu, des mesures de réduction ou de compensation mises en œuvre, ayant des conséquences bénéfiques pour les espèces concernées *[5° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°93. - De la qualification des personnes amenées à intervenir *[6° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°94. - Du protocole des interventions : modalités techniques et modalités d'enregistrement des données obtenues *[7° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°95. - Des modalités de compte-rendu des interventions *[8° de l'article D. 181-15-5 du code de l'environnement]* ; ☐

VOLET 6/. DOSSIER AGRÉMENT OGM

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés au titre de l'article L. 532-3, le dossier de demande est complété par les informations suivantes *[article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* :

P.J. n°96. - La nature de l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés que le demandeur se propose d'exercer *[1° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* . ☐

P.J. n°97. - Les organismes génétiquement modifiés qui seront utilisés et la classe de confinement dont relève cette utilisation *[2° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* . ☐

P.J. n°98. - Le cas échéant, les organismes génétiquement modifiés dont l'utilisation est déjà déclarée ou agréée et la classe de confinement dont celle-ci relève *[3° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°99. - Le nom du responsable de l'utilisation et ses qualifications *[4° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°100. - Les capacités financières de la personne privée exploitant une installation relevant d'une classe de confinement 3 ou 4 *[5° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* ; ☐

P.J. n°101. - Les procédures internes permettant de suspendre provisoirement l'utilisation ou de cesser l'activité *[6° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]* : ☐

P.J. n°102. - Un dossier technique, dont le contenu est fixé par l'arrêté du 28 mars 2012 relatif au dossier technique demandé pour les utilisations confinées d'organismes génétiquement modifiés prévu aux articles R. 532-6, R. 532-14 et R. 532-26 du code de l'environnement. *[7° de l'article D. 181-15-6 du code de l'environnement]*. ☐

VOLET 7/. DOSSIER AGRÉMENT DÉCHETS

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 :

P.J. n°103. - Le dossier de demande est complété par les informations requises par les articles R. 543-11, R. 543-13, R. 543-35, R. 543-145, R. 543-162 et D. 543-274. [Article D. 181-15-7 du code de l'environnement] ☐

VOLET 8/. DOSSIER ÉNERGIE

Lorsque le projet nécessite une autorisation d'exploiter une installation de production d'électricité au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie *[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]* :

P.J. n°104. - Le dossier de demande précise ses caractéristiques *[article D. 181-15-8 du code de l'environnement]* ☐
Se référer à l'annexe I

VOLET 9/. AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation de défrichement, le dossier de demande est complété par les éléments suivants *[article D. 181-15-9 du code de l'environnement]* :

P.J. n°105. - Une déclaration indiquant si, à la connaissance du pétitionnaire, les terrains ont été ou non parcourus par un incendie durant les quinze années précédant l'année de la demande.
Lorsque le terrain relève du régime forestier, cette déclaration est produite dans les conditions de l'article R. 341-2 du code forestier *[1° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]* ☐

P.J. n°106. - Sur le plan de situation mentionné au 2° de l'article R. 181-13, la localisation et la superficie de la zone à défricher par parcelle cadastrale et pour la totalité de ces superficies. ☐

P.J. n°107. - Un extrait du plan cadastral *[3° de l'article D. 181-15-9 du code de l'environnement]* ☐

Autres renseignements

Informations complémentaires et justificatifs éventuels :

Engagement du demandeur

Fait le 20/10/2023

Nom et signature du demandeur

GIANOURAS Yves



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe I : Renseignements à fournir dans le cadre de la demande d'autorisation environnementale

cerfa

N° 15964*01

Vous trouverez ci-dessous, des précisions sur certaines pièces qui sont demandées dans le document Cerfa n° :

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Etude d'impact :

P.J.n°4 Le contenu de l'étude d'impact[6] est proportionné à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée par le projet, à l'importance et la nature des travaux, installations, ouvrages, ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage projetés et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement ou la santé humaine (article R.122-5 du code l'environnement).

En application du 2° du II de l'article L. 122-3, l'étude d'impact comporte les éléments suivants, en fonction des caractéristiques spécifiques du projet et du type d'incidences sur l'environnement qu'il est susceptible de produire :

Un résumé non technique des informations prévues ci-dessous. Ce résumé peut faire l'objet d'un document indépendant ;

Une description du projet, y compris en particulier :

– une description de la localisation du projet ;

– une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition nécessaires, et des exigences en matière d'utilisation des terres lors des phases de construction et de fonctionnement ;

– une description des principales caractéristiques de la phase opérationnelle du projet, relatives au procédé de fabrication, à la demande et l'utilisation d'énergie, la nature et les quantités des matériaux et des ressources naturelles utilisés ;

– une estimation des types et des quantités de résidus et d'émissions attendus, tels que la pollution de l'eau, de l'air, du sol et du sous-sol, le bruit, la vibration, la lumière, la chaleur, la radiation, et des types et des quantités de déchets produits durant les phases de construction et de fonctionnement.

Pour les installations relevant du titre Ier du livre V du présent code et les installations nucléaires de base mentionnées à l'article L. 593-1, cette description pourra être complétée dans le dossier de demande d'autorisation en application des articles R. 181-13 et suivants et de l'article 8 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;

Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles ;

Une description des facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet : la population, la santé humaine, la biodiversité, les terres, le sol, l'eau, l'air, le climat, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris les aspects architecturaux et archéologiques, et le paysage ;

Une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant, entre autres :

- de la construction et de l'existence du projet, y compris, le cas échéant, des travaux de démolition ;

- de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier les terres, le sol, l'eau et la biodiversité, en tenant compte, dans la mesure du possible, de la disponibilité durable de ces ressources ;

[6] Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact, le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents

- de l'émission de polluants, du bruit, de la vibration, de la lumière, la chaleur et la radiation, de la création de nuisances et de l'élimination et la valorisation des déchets ;

- des risques pour la santé humaine, pour le patrimoine culturel ou pour l'environnement ;

- du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés, en tenant compte le cas échéant des problèmes environnementaux relatifs à l'utilisation des ressources naturelles et des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement susceptibles d'être touchées. Ces projets sont ceux qui, lors du dépôt de l'étude d'impact :
– ont fait l'objet d'une étude d'incidence environnementale au titre de l'article R. 181-14 et d'une enquête publique ;

– ont fait l'objet d'une évaluation environnementale au titre du présent code et pour lesquels un avis de l'autorité environnementale a été rendu public.

Sont exclus les projets ayant fait l'objet d'un arrêté mentionnant un délai et devenu caduc, ceux dont la décision d'autorisation est devenue caduque, dont l'enquête publique n'est plus valable ainsi que ceux qui ont été officiellement abandonnés par le maître d'ouvrage ;

- des incidences du projet sur le climat et de la vulnérabilité du projet au changement climatique ;

- des technologies et des substances utilisées.

La description des éventuelles incidences notables sur les facteurs mentionnés au III de l'article L. 122-1 porte sur les effets directs et, le cas échéant, sur les effets indirects secondaires, cumulatifs, transfrontaliers, à court, moyen et long termes, permanents et temporaires, positifs et négatifs du projet ;
Une description des incidences négatives notables attendues du projet sur l'environnement qui résultent de la vulnérabilité du projet à des risques d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné. Cette description comprend le cas échéant les mesures envisagées pour éviter ou réduire les incidences négatives notables de ces événements sur l'environnement et le détail de la préparation et de la réponse envisagée à ces situations d'urgence ;
Une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le maître d'ouvrage, en fonction du projet proposé et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix effectué, notamment une comparaison des incidences sur l'environnement et la santé humaine ;
Les mesures prévues par le maître de l'ouvrage pour :
– éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine et réduire les effets n'ayant pu être évités ;

– compenser, lorsque cela est possible, les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, le maître d'ouvrage justifie cette impossibilité.

La description de ces mesures doit être accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes, de
l'exposé des effets attendus de ces mesures à l'égard des impacts du projet sur les éléments mentionnés au 5° ;
Le cas échéant, les modalités de suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation proposées ;
Une description des méthodes de prévision ou des éléments probants utilisés pour identifier et évaluer les incidences notables sur l'environnement ;
Les noms, qualités et qualifications du ou des experts qui ont préparé l'étude d'impact et les études ayant contribué à sa réalisation ;
Lorsque certains des éléments requis ci-dessus figurent dans l'étude de maîtrise des risques pour les installations nucléaires de base ou dans l'étude des dangers pour les installations classées pour la protection de l'environnement, il en est fait état dans l'étude d'impact.
Pour les infrastructures de transport visées aux 5° à 9° du tableau annexé à l'article R. 122-2, l'étude d'impact **comprend, en outre :**
– une analyse des conséquences prévisibles du projet sur le développement éventuel de l'urbanisation ;
– une analyse des enjeux écologiques et des risques potentiels liés aux aménagements fonciers, agricoles et forestiers portant notamment sur la consommation des espaces agricoles, naturels ou forestiers induits par le projet, en fonction de l'ampleur des travaux prévisibles et de la sensibilité des milieux concernés ;
– une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité. Cette analyse comprendra les principaux résultats commentés de l'analyse socio-économique lorsqu'elle est requise par l'article L. 1511-2 du code des transports ;
– une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet, notamment du fait des déplacements qu'elle entraîne ou permet d'éviter ;
– une description des hypothèses de trafic, des conditions de circulation et des méthodes de calcul utilisées pour les évaluer et en étudier les conséquences.

Elle indique également les principes des mesures de protection contre les nuisances sonores qui seront mis en œuvre en application des dispositions des articles R. 571-44 à R. 571-52.
Pour les installations, ouvrages, travaux et aménagements relevant du titre Ier du livre II et faisant l'objet d'une évaluation environnementale, l'étude d'impact contient les éléments mentionnés au II de l'article R. 181-14.
Pour les projets soumis à une étude d'incidences en application des dispositions du chapitre IV du titre Ier du livre IV, le formulaire d'examen au cas par cas tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 lorsqu'il permet d'établir

l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000. S'il apparaît après examen au cas par cas que le projet est susceptible d'avoir des incidences significatives sur un ou plusieurs sites Natura 2000 ou si le projet est soumis à évaluation des incidences systématique en application des dispositions précitées, le maître d'ouvrage fournit les éléments exigés par l'article R. 414-23. L'étude d'impact tient lieu d'évaluation des incidences Natura 2000 si elle contient les éléments exigés par l'article R. 414-23.
Pour les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du titre 1er du livre V du présent code et les installations nucléaires de base relevant du titre IX du livre V du code de l'environnement susmentionnée, le contenu de l'étude d'impact est précisé et complété en tant que de besoin conformément au II de l'article D. 181-15-2 du présent code et à l'article 9 du décret du 2 novembre 2007 susmentionné.
Pour les installations de stockage des déchets, l'étude d'impact indique les techniques envisageables destinées à permettre une éventuelle reprise des déchets dans le cas où aucune autre technique ne peut être mise en œuvre conformément aux dispositions de l'article L.541-25 du code de l'environnement.
Afin de veiller à l'exhaustivité et à la qualité de l'étude d'impact :
- le maître d'ouvrage s'assure que celle-ci est préparée par des experts compétents ;
- l'autorité compétente veille à disposer d'une expertise suffisante pour examiner l'étude d'impact ou recourt si besoin à une telle expertise ;
- si nécessaire, l'autorité compétente demande au maître d'ouvrage des informations supplémentaires à celles fournies dans l'étude d'impact, mentionnées au II et directement utiles à l'élaboration et à la motivation de sa décision sur les incidences notables du projet sur l'environnement prévue au I de l'article L. 122-1-1.

Étude d'incidence :

P.J. n°5. - Si le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, le dossier comportera une étude d'incidence environnementale proportionnée à l'importance du projet et à son incidence prévisible sur l'environnement au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement *[article R. 181-14 du code de l'environnement]*
L'étude d'incidence environnementale comporte :

La description de l'état actuel du site sur lequel le projet doit être réalisé et de son environnement [1° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement] ;

Les incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes du projet, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, au égard à ses caractéristiques et à la sensibilité de son environnement *[2° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]* :

Les mesures envisagées pour éviter et réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement et la santé, les compenser s'ils ne peuvent être évités ou réduits et, s'il n'est pas possible de les compenser la justification de cette impossibilité *[3° du I. de l'article R.181-14 du code de l'environnement]* ;

Les mesures de suivi *[4° du I. de l'article 181-14 du code de l'environnement]*,

Les conditions de remise en état du site après exploitation *[5° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]* ;

Un résumé non technique *[6° du I. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]* ;

Lorsque le projet est susceptible d'affecter des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, l'étude d'incidence environnementale : *[II. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]* :

- porte sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques. Elle précise les raisons pour lesquelles le projet a été retenu parmi les alternatives au regard de ces enjeux ;

elle justifie, le cas échéant, de la compatibilité du projet avec :

* le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux,

* les dispositions du plan de gestion des risques d'inondation mentionné à l'article L. 566-7,

- elle justifie de la contribution du projet à la réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 211-1 ainsi que des objectifs de qualité des eaux prévus par l'article D. 211-10

Lorsque le projet est susceptible d'affecter un ou des sites Natura 2000, l'étude d'incidence environnementale comporte l'évaluation au regard des objectifs de conservation de ces sites dont le contenu est défini à l'article R. 414-23 du code de l'environnement *[II. de l'article R. 181-14 du code de l'environnement]*

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

VOLET 1/. LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

P.J. n°9. - Une description du système de collecte des eaux usées, comprenant *[1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Une description de la zone desservie par le système de collecte et les conditions de raccordement des immeubles desservis, ainsi que les déversements d'eaux usées non domestiques existants, faisant apparaître, lorsqu'il s'agit d'une agglomération d'assainissement, le nom des communes qui la constituent et sa délimitation cartographique *[a) du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Une présentation de ses performances et des équipements destinés à limiter la variation des charges entrant dans la station d'épuration ou le dispositif d'assainissement non collectif *[b) du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ,

L'évaluation des charges brutes et des flux de substances polluantes, actuelles et prévisibles, à collecter, ainsi que leurs variations, notamment les variations saisonnières et celles dues à de fortes pluies *[c) du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Le calendrier de mise en œuvre du système de collecte *[d) du 1° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

P.J. n°10. Une description des modalités de traitement des eaux collectées indiquant *[2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Les objectifs de traitement retenus compte tenu des obligations réglementaires et des objectifs de qualité des eaux réceptrices *[a) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Les valeurs limites des pluies en deçà desquelles ces objectifs peuvent être garantis à tout moment *[b) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

La capacité maximale journalière de traitement de la station pour laquelle les performances d'épuration peuvent être garanties hors périodes inhabituelles, pour les différentes formes de pollutions traitées, notamment pour la demande biochimique d'oxygène en cinq jours (DBO5) *[c) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

La localisation de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif et du point de rejet, et les caractéristiques des eaux réceptrices des eaux usées épurées *[d) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Le calendrier de mise en œuvre des ouvrages de traitement *[e) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* ;

Les modalités prévues d'élimination des sous-produits issus de l'entretien du système de collecte des eaux usées et du fonctionnement de la station d'épuration ou du dispositif d'assainissement non collectif *[f) du 2° du I. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*.

Etudes de dangers :

Barrages de retenue et ouvrages assimilés :

P.J. n°16. - Une étude de dangers établie conformément à l'article R. 214-116 si l'ouvrage est de classe A ou B *[3° du III. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Une explication des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures précitées ; elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture des ouvrages ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. *[I de l'article R214-116 du code de l'environnement]* ;

Un diagnostic exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue dont la description est transmise au préfet au moins six mois avant la réalisation de ce diagnostic. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité ;

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels ;

Une cartographie des zones de risques significatifs ;

Lorsqu'il s'agit d'une construction ou de la reconstruction d'un barrage de classe A, une démonstration de l'absence de risques pour la sécurité publique en cas de survenue d'une crue dont la probabilité d'occurrence annuelle est de 1/3 000 au cours de l'une quelconque des phases du chantier.

Système d'endiguement, aménagement hydraulique :

P.J. n°23. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement et portant sur la totalité des ouvrages composant le système d'endiguement ou l'aménagement hydraulique : *[5° du IV. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]*

Une présentation de la zone protégée sous une forme cartographique appropriée. L'étude de danger définit les crues des cours d'eau, les submersions marines et tout autre événement naturel dangereux contre lesquels le système ou l'aménagement apporte une protection. *[III . de l'article R214-116 du code de l'environnement]* ;

Lorsqu'il s'agit d'un système d'endiguement, un diagnostic approfondi de l'état des ouvrages ; l'étude de danger prend en compte le comportement des éléments naturels situés entre des tronçons de digues ou à l'extrémité d'une digue ou d'un ouvrage composant le système ;

La justification que les ouvrages sont adaptés à la protection annoncée et qu'il en va de même de leur entretien et de leur surveillance ;

L'indication des dangers encourus par les personnes en cas de crues ou submersions dépassant le niveau de protection assuré ainsi que les moyens du gestionnaire pour anticiper ces événements et, lorsque ceux-ci surviennent, alerter les autorités compétentes pour intervenir et les informer pour contribuer à l'efficacité de leur intervention ;

Un résumé non technique de l'étude de danger qui décrit succinctement les événements contre lesquels le système apporte une protection, précise le cas échéant les limites de cette protection et présente la cartographie de la zone protégée ;

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté du 7 avril 2017 définissant le plan de l'étude de dangers des digues organisées en système d'endiguement et des autres ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions.

Installations utilisant de l'énergie hydraulique :

P.J. n°33. - Une étude de dangers dont le contenu est précisé à l'article R. 214-116 du code de l'environnement , si le projet du pétitionnaire prévoit une ou plusieurs conduites forcées dont les caractéristiques sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement au regard des risques qu'elles présentent: *[5° du VI. de l'article D. 181-15-1 du code de l'environnement]* :

Une explicitation des risques pris en compte, le détail des mesures aptes à les réduire et une précision des risques résiduels une fois mises en œuvre les mesures prévues elle prend notamment en considération les risques liés aux crues, aux séismes, aux glissements de terrain, aux chutes de blocs et aux avalanches ainsi que les conséquences d'une rupture de l'ouvrage ; elle prend également en compte des événements de gravité moindre mais de probabilité plus importante tels les accidents et incidents liés à l'exploitation de l'aménagement. *[I. de l'article R214-116 du code de l'environnement]* ;

Un diagnostic exhaustif de l'état des ouvrages, réalisé conformément à une procédure adaptée à la situation des ouvrages et de la retenue dont la description est transmise au préfet au moins six mois avant la réalisation de ce diagnostic. L'étude évalue les conséquences des dégradations constatées sur la sécurité :

Un résumé non technique présentant la probabilité, la cinétique et les zones d'effets des accidents potentiels,

Une cartographie des zones de risques significatifs ,

Tout autre élément permettant de préciser le contenu de l'étude de danger conformément à l'arrêté ministériel définissant le contenu et le plan de l'étude de dangers des conduites forcées.

Déclaration d'intérêt général :

P.J. n°36. - Un mémoire explicatif présentant de façon détaillée *[2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* :

Une estimation des investissements par catégorie de travaux, d'ouvrages ou d'installations *[a) du 2° du I. de l'article R214-99 du code de l'environnement]* ,

Les modalités d'entretien ou d'exploitation des ouvrages, des installations ou du milieu qui doivent faire l'objet des travaux ainsi qu'une estimation des dépenses correspondantes *[b) du 2° du I. de l'article R. 214-99 du code de l'environnement]* ,

Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux et d'entretien des ouvrages, des installations ou du milieu qui doit faire l'objet des travaux.

- INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

P.J. n°49. - L'étude de dangers[7] mentionnée à l'article L. 181-25 et définie au III. de l'article D. 181-15-2 doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation, compte tenu de son environnement et de la vulnérabilité ces intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement *(III de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* .

Une explication des risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation [article L.181-25 du code de l'environnement] ;

Une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite [article L.181-25 du code de l'environnement] ;

Une définition et une justification des mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents [article L.181-25 du code de l'environnement] ;

Une justification que le projet permet d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;

La nature et l'organisation des moyens de secours dont le pétitionnaire dispose ou dont il s'est assuré le concours en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;

Un résumé non technique explicitant la probabilité et la cinétique des accidents potentiels, ainsi qu'une cartographie agrégée par type d'effet des zones de risques significatifs [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement] ;

Établissement **SEVESO** :

Pour les installations susceptibles de créer des accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, l'étude de dangers doit [article R.515-90 du code de l'environnement] :

- justifier que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement dans des conditions économiques acceptables, c'est-à-dire celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit pour la sécurité globale de l'installation, soit pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 ;

- démontrer qu'une politique de prévention des accidents majeurs telle que mentionnée à l'article L. 515-33 est mise en œuvre de façon appropriée ;

Établissement **SEVESO seuil haut** :

Pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement, l'étude de dangers :

---

[7] Les dispositions de l'article D.181-15-2 prévoient notamment que : « Le ministre chargé des installations classées peut préciser les critères techniques et méthodologiques à prendre en compte pour l'établissement de l'étude de dangers, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5.

Pour certaines catégories d'installations impliquant l'utilisation, la fabrication ou le stockage de substances dangereuses, le ministre chargé des installations classées peut préciser par arrêté pris en application de l'article L. 512-5, le contenu de l'étude de dangers portant, notamment, sur les mesures d'organisation et de gestion propres à réduire la probabilité et les effets d'un accident majeur. »

	- démontre qu'a été établi un plan d'opération interne et qu'a été mis en œuvre un système de gestion de la sécurité de façon appropriée [II de l'article R 515-98 du code de l'environnement] ;
	- est accompagnée d'un résumé non technique qui comprend au moins des informations générales sur les risques liés aux accidents majeurs et sur les effets potentiels sur la santé publique et l'environnement en cas d'accident majeur [II de l'article R 515-98 du code de l'environnement] ;
	- dans le cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L. 515-8, le pétitionnaire doit fournir les éléments indispensables pour l'élaboration par les autorités publiques d'un plan particulier d'intervention [III de l'article D.181-15-2 du code de l'environnement].

Installation IED :

P.J. n°57. - Le contenu de l'étude d'impact portant sur les meilleures techniques disponibles *présentant [I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement]* :	
La description des mesures prévues pour l'application des meilleures techniques disponibles prévue à l'article L. 515-28. Cette description complète la description des mesures réductrices et compensatoires mentionnées au 2° du II à l'article R. 512-8. **Cette description comprend une comparaison[4] du fonctionnement de l'installation avec :**	
	- les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées à l'article L. 515-28 et au I de l'article R. 515-62 ;
	- les meilleures techniques disponibles figurant au sein des documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013 mentionnés à l'article R. 515-64 en l'absence de conclusions sur les meilleures techniques disponibles mentionnées au I de l'article R. 515-62.
- L'évaluation prévue à l'article R. 515-68 lorsque l'exploitant demande à bénéficier de cet article ;	
- Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation[5]. Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et contient au minimum :	

[4] Cette comparaison positionne les niveaux des rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans les conclusions sur les MTD et les Brefs (documents de référence sur les meilleures techniques disponibles adoptés par la Commission européenne avant le 7 janvier 2013

Alinéas 6 et 7 du 1° du I de l'article R.515-59 : « *Si l'exploitant souhaite que les prescriptions de l'autorisation soient fixées sur la base d'une meilleure technique disponible qui n'est décrite dans aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables, cette description est complétée par une proposition de meilleure technique disponible et par une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63.*

Lorsque l'activité ou le type de procédé de production utilisé n'est couvert par aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou si ces conclusions ne prennent pas en considération toutes les incidences possibles de l'activité ou du procédé utilisé sur l'environnement, cette description propose une meilleure technique disponible et une justification de cette proposition en accordant une attention particulière aux critères fixés par l'arrêté du ministre chargé des installations classées prévu aux articles R. 515-62 et R. 515-63. »

[5] Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport

- des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

- des informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution au égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés à la pièce jointe n°57.3.

Garanties financières :

P.J. n°91. - Lorsque le dossier est déposé dans le cadre d'une demande de modification substantielle en application de l'article L. 181-14, l'état de pollution de pollution des sols prévu à l'article L. 512-18 du code de l'environnement (1er alinéa du 6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement).

Lorsque cet état de pollution des sols met en évidence une pollution présentant des dangers ou inconvénients pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques ou de nature à porter atteinte aux autres intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, la pétitionnaire propose *(6° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* :

- Soit les mesures de nature à éviter, réduire ou compenser cette pollution ainsi que le calendrier correspondant qu'il entend mettre en œuvre pour appliquer ces mesures ;

- Soit le programme des études nécessaires à la définition de telles mesures.

Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent :

P.J. n°86. - Lorsque l'autorisation environnementale tient lieu d'autorisation prévue par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine *(c) du 12° du I. de l'article D. 181-15-2 du code de l'environnement)* :

- Une notice de présentation des travaux envisagés indiquant les matériaux utilisés et les modes d'exécution des travaux ;

- Le plan de situation du projet, mentionné à l'article R. 181-13, qui précise le périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques ;

- Un plan de masse faisant apparaître les constructions, les clôtures et les éléments paysagers existants et projetés ;

- Deux documents photographiques permettant de situer le terrain respectivement dans l'environnement proche et le paysage lointain ;

- Des montages larges photographiques ou des dessins permettant d'évaluer dans de bonnes conditions les effets du projet sur le paysage en le situant notamment par rapport à son environnement immédiat et au périmètre du site patrimonial remarquable ou des abords de monuments historiques.

- DOSSIER ÉNERGIE

P.J. n°104. - Une description des caractéristiques du projet comportant notamment les éléments suivants *(article D. 181-15-6 du code de l'environnement)* :

- la capacité de production du projet ;

- les techniques utilisées ;

- les rendements énergétiques.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe II : Renseignements à fournir dans le cadre d'une demande d'autorisation environnementale formulée par plusieurs pétitionnaires

cerfa

N° 15964*01

Pour une demande d'autorisation environnementale formulée par plusieurs pétitionnaires, vous trouverez ci-dessous des cadres supplémentaires :

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier)* : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom — Date de naissance

Lieu de naissance — Pays

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination: Carrières MBTP — Raison sociale: Carrières MBTP

N° SIRET: 377 629 589 00039 — Forme juridique: Société par actions simplifiés

3.2 Adresse

N° voie: 200 — Type de voie — Nom de voie: Zone Industrielle Le Jasmin

Saint-Genix-sur-Guiers — Lieu-dit ou BP

Code postal: 73240 — Localité: Saint-Genix-les-Villages

Si le demandeur habite à l'étranger — Pays — Province/Région

N° de téléphone: 04 76 31 64 77 — Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire — Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☒

Nom, prénom — Raison sociale

Service — Fonction

Adresse

N° voie — Type de voie — Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal — Localité

N° de téléphone — Adresse électronique

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier)* : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom — Date de naissance

Lieu de naissance — Pays

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination — Raison sociale

N° SIRET — Forme juridique

3.2 Adresse

N° voie | Type de voie | Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal | Localité

Si le demandeur habite à l'étranger | Pays | Province/Région

N° de téléphone | Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire | Madame ☐ | Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom | Raison sociale

Service | Fonction

Adresse

N° voie | Type de voie | Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal | Localité

N° de téléphone | Adresse électronique

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier)* : | Madame ☐ | Monsieur ☐

Nom, prénom | Date de naissance

Lieu de naissance | Pays

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination | Raison sociale

N° SIRET | Forme juridique

3.2 Adresse

N° voie | Type de voie | Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal | Localité

Si le demandeur habite à l'étranger | Pays | Province/Région

N° de téléphone | Adresse électronique

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire | Madame ☐ | Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom | Raison sociale

Service | Fonction

Adresse

N° voie | Type de voie | Nom de voie

Lieu-dit ou BP

Code postal | Localité

N° de téléphone | Adresse électronique

Identification du demandeur *(remplir le 3.1.a pour un particulier, remplir le 3.1.b pour une entreprise)*

3.1.a Personne physique *(vous êtes un particulier) :* Madame ☐ Monsieur ☐

Nom, prénom | **Date de naissance**

Lieu de naissance | **Pays**

3.1.b Personne morale *(vous êtes une entreprise)*

Dénomination | **Raison sociale**

N° SIRET | **Forme juridique**

3.2 Adresse

N° voie | **Type de voie** | **Nom de voie**

Lieu-dit ou BP

Code postal | **Localité**

Si le demandeur habite à l'étranger | **Pays** | **Province/Région**

N° de téléphone | **Adresse électronique**

3.3 Référent en charge du dossier représentant le pétitionnaire Madame ☐ Monsieur ☐

Cocher la case si coordonnées identiques que celles du pétitionnaire (3.1) ☐

Nom, prénom | **Raison sociale**

Service | **Fonction**

Adresse

N° voie | **Type de voie** | **Nom de voie**

Lieu-dit ou BP

Code postal | **Localité**

N° de téléphone | **Adresse électronique**

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Résumés non techniques

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024 20 décembre 2024

SOMMAIRE

I. Préambule 1
I.A Pourquoi solliciter un nouvel arrêté préfectoral ? 1
I.A.1 Importance des granulats 1
I.A.2 Assurer la pérennité de l'approvisionnement en granulats de l'Avant Pays Savoyard 2
I.B Localisation du projet 3
I.B.1 Emplacement géographique 3
I.B.2 Emprises du projet d'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux 6
II. La carrière de Murs-et-Gélignieux en quelques chiffres 6
II.A La société Carrières MBTP 6
II.A.1 Présentation de la société 6
II.A.2 Effectifs 6
II.A.3 Moyens en matériel 7
II.B Activités sollicitées 7
II.C Un gisement d'excellente qualité 7
II.D Des modalités d'exploitation éprouvées et qui seront maintenues 8
II.E Niveau de production, cote limite d'extraction et durée d'autorisation 8
II.F Une exploitation organisée et un phasage adapté aux contraintes 8
II.G Synthèse 13
III. Résumé non technique de l'étude d'impacts 14
IV. Résumé non technique de l'étude des dangers 24
V. Résumé non technique de l'étude des effets sur la santé 27

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale 3
Figure 2 : Carte de localisation au 1/25 000e 4
Figure 3 : Vue aérienne du site 5
Figure 4 : Plan de synthèse des phases d'exploitation 9
Figure 5 : Plan d'exploitation - première phase quinquennale 10
Figure 6 : Plan d'exploitation - deuxième phase quinquennale 11
Figure 7 : Plan d'exploitation - troisième phase quinquennale 12
Figure 8 : Carte de synthèse des risques pour l'environnement extérieur 26

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site 3
Tableau 2 : Synthèse du parcellaire de la demande 6
Tableau 3 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité 7
Tableau 4 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau 7
Tableau 5 : Synthèse des chiffres clés du projet 13

I. PREAMBULE

Ce volet présente les différents résumés non techniques de la demande d'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux, conformément au titre des articles L.511-1 à L.517-1 du Code de l'Environnement.

Ce document présente de manière synthétique les objectifs et les mesures prévus dans le cadre de ce projet.

Il a été élaboré de manière à cerner rapidement l'ensemble les caractéristiques générales du projet.

Pour une information plus complète, le lecteur pourra se reporter aux différentes pièces constitutives du dossier de demande d'autorisation, présentant de manière exhaustive le projet et son empreinte environnementale.

I.A Pourquoi solliciter un nouvel arrêté préfectoral ?

I.A.I Importance des granulats



Définition :

Un « granulat » est un fragment de roche destiné à entrer dans la composition d'ouvrage de travaux publics, de génie civil et de bâtiments.

Chaque année, la France produit environ 340 millions de tonnes de granulats sur l'ensemble du territoire.

Les besoins en granulats diffèrent selon les aménagements réalisés :



L'extraction de minéraux (industriels ou à usage principal dans la construction) représente le premier flux de matières premières entrant dans l'économie.

Les produits des carrières constituent le matériau de base pour construire des routes, des chemins de fer, des voies d'eau navigables, des aéroports, ...

Indispensables à la fabrication du béton, les granulats constituent un matériau d'intérêt général.

En effet, le béton est aujourd'hui le produit le plus utilisé dans le monde pour la construction de bâtiments, d'infrastructures (immeubles, lycées, collèges, ponts, centrales électriques, digues portuaires…) et des éléments préfabriqués nécessaires à ces derniers (tuyaux d'assainissement, blocs, poutrelles, pavés, planchers, escaliers…).

Pour exemple, 200 à 500 tonnes de granulats sont ainsi nécessaires pour construire une maison individuelle et 20 à 40 000 tonnes pour un hôpital.

Les besoins totaux en matériaux (y compris issus du réemploi) pour la filière BTP sont estimés pour la région Auvergne-Rhône-Alpes à 57,16 Mt par an soit 7,26 t/an/habitant. (UNICEM – 2017)

La consommation de granulat représente environ 15 kg par jour et par habitant.

I.A.2 Assurer la pérennité de l'approvisionnement en granulats de l'Avant Pays Savoyard

Les granulats issus de la carrière exploitée par la société MBTP alimentent les marchés de l'Avant Pays Savoyard mais également une partie des départements de l'Ain et de l'Isère.

La poursuite de l'exploitation offre des perspectives de maintien de cette activité dans le temps à court et à moyen terme.

Les collectivités auraient intérêt à pérenniser cette offre pour permettre de maintenir un approvisionnement de proximité favorisant un moindre impact du développement du territoire au risque de voir la situation se dégrader fortement à très court terme.

Les perspectives de production de matériaux s'entendent sur la base des capacités des carrières à produire.

La production réelle est fonction de la demande au fil de l'eau. En tout état de cause, les capacités à produire sont des capacités maximales individuelles qui ne sauraient être supportées pendant toute la durée de l'autorisation, faute de voir les réserves de la carrière épuisées avant l'échéance de l'autorisation.

Le gisement de la carrière de Murs-et-Gélignieux permet de solliciter une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris.

Le projet de remise en état intégrera un remblayage et une remise en état à vocation agricole et naturelle.

Dans le cadre du projet, les rythmes d'exploitation seront les suivants :

- Rythme moyen d'extraction : 60 000 tonnes par an ;
- Rythme d'extraction maximum : 70 000 tonnes par an.

I.B Localisation du projet

I.B.I Emplacement géographique

L'actuelle carrière exploitée par la société MBTP se trouve localisée sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, dans le département de l'Ain (01).

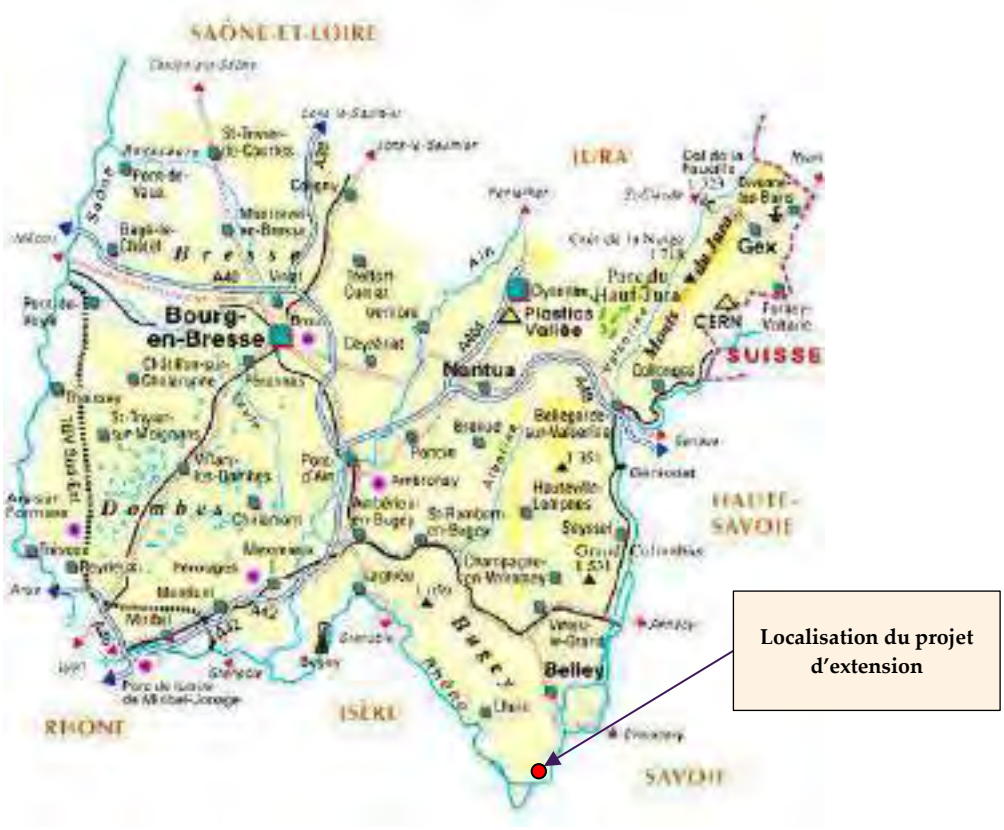


Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes :

Secteur concerné	Entrée du futur site		
Coordonnées	X	Y	Z
	45.640008	5.669878	215 m NGF

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site

La carrière actuellement autorisée est localisée au lieu-dit « Courdan ». Le projet d'extension est localisé au lieu-dit « La Ferrière ».

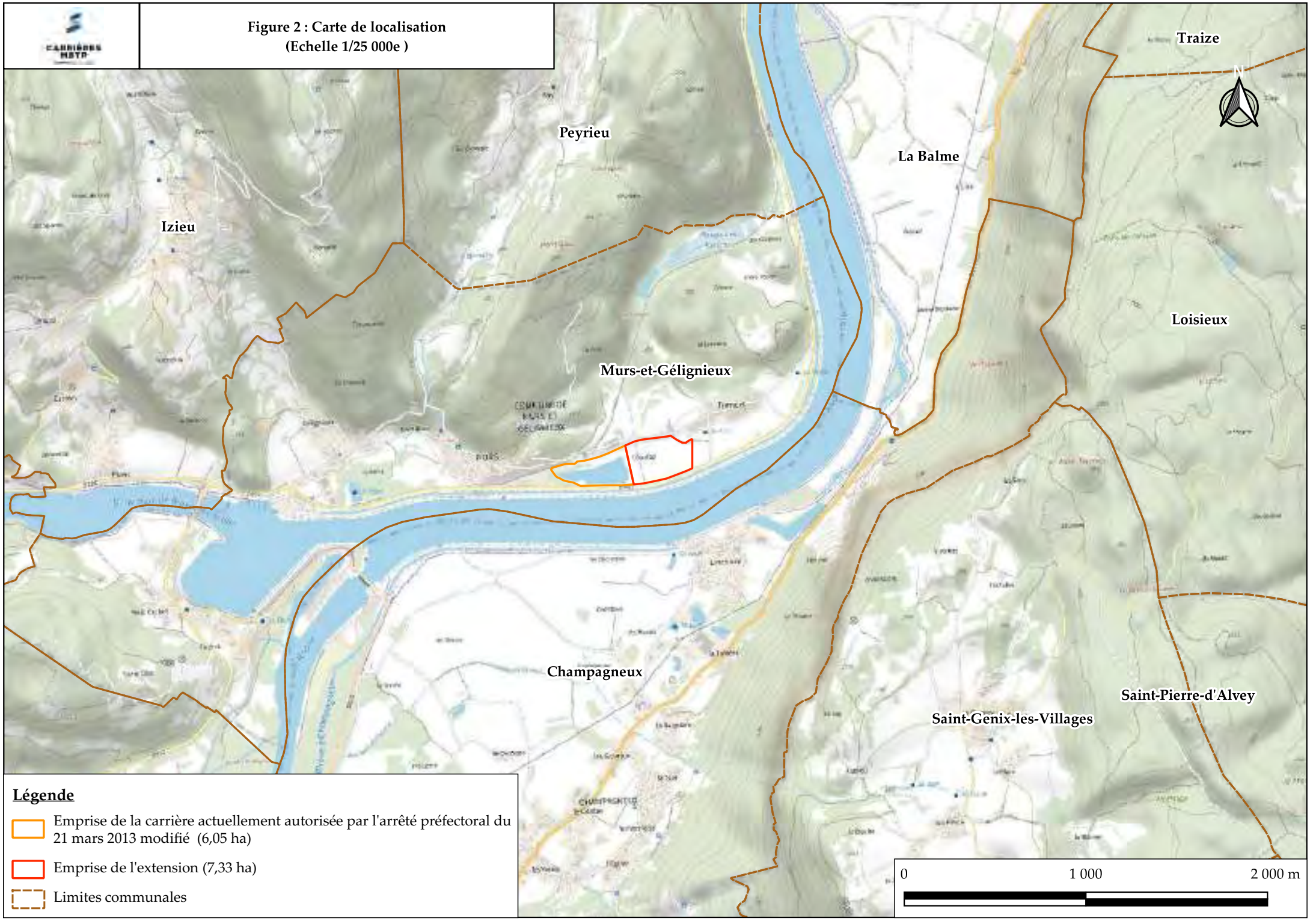
L'environnement proche du site se caractérise par la présence :

- De la route départementale n°992 et du Rhône au Sud ;
- D'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'Ouest ;
- De bâtiments agricoles, de champs et de boisements au Nord ;
- Du hameau de Tremurs au Nord-Est.

Sur le plan topographique, les terrains du projet d'extension de carrière sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.

Les cartes présentées en pages suivantes matérialisent la localisation du site.

Figure 2 : Carte de localisation
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Figure 3 : Vue aérienne
(Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

I.B.2 Emprises du projet d'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux

Le parcellaire global de la présente demande est synthétisé dans le tableau ci-dessous.

Synthèse du parcellaire de la demande d'autorisation	
Parcellaire actuellement autorisé	60 481 m²
Parcellaire de l'extension	**73 297 m²**

Tableau 2 : Synthèse du parcellaire de la demande

II. LA CARRIERE DE MURS-ET-GELIGNIEUX EN QUELQUES CHIFFRES

II.A La société Carrières MBTP

II.A.I Présentation de la société

La société Carrières MBTP, filiale du groupe SERFIM, a été racheté par ce dernier en 1990.

Le groupe SERFIM propose, à travers ses différentes entreprises, une large palette d'activités. Il est un acteur régional (AURA) important dans les travaux publics (Énergie, Eau, Ouvrages d'Art, Route), les métiers de l'environnement (Dépollution, Recyclage, Propreté urbaine), les T.I.C., avec une récente diversification dans les secteurs de l'industrie et des énergies renouvelables.

Au service notamment, mais pas exclusivement, des différentes branches d'activités du groupe, la filiale MBTP Carrières assure une partie de l'approvisionnement en matériaux (granulats, enrochements) à travers ses activités d'extraction, traitement, stockage et négoce ainsi qu'une solution pour le tri, la valorisation et la gestion des déchets du BTP (déchèteries, installation de traitement et plateforme logistique).

Elle exploite des carrières alluvionnaires et de roches massives dans les départements de l'Ain et de la Savoie.

Avec un chiffre d'affaires de 4 millions d'euros, l'entreprise emploie treize personnes.

La société CARRIERES MBTP fournit en matériaux les entreprises du BTP, les collectivités locales, les centrales à béton, les syndicats intercommunaux et les particuliers.

En plus de l'extraction des matériaux, CARRIERES MBTP recycle les matériaux issus des travaux du BTP, par revalorisation pour être ensuite remis sur le marché ou en utilisant ces matériaux dans les travaux de remblayage lors de la remise en état de carrière.

La société CARRIERES MBTP dispose donc de tout le savoir-faire et de toutes les compétences nécessaires au bon fonctionnement de ses Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un strict respect des conditions de travail, de sécurité et de protection de l'environnement humain ou naturel.

II.A.2 Effectifs

L'exploitation de la carrière sera sous le contrôle et la responsabilité d'un chef de carrière.

Le personnel appelé à participer aux divers travaux liés à l'extraction de matériaux comprend :

- Un conducteur à la pelle et au chargeur ;
- Un conducteur à la dragline ;
- Un conducteur au tombereau.

II.A.3 Moyens en matériel

Le matériel utilisé sur la carrière comprendra :

- Une dragline ;
- Un chargeur ;
- Deux pelles de 40 t ;
- Deux tombereaux ;
- Un bulldozer à chenille ;
- Une pelle long bras pour finaliser l'extraction.

L'évacuation des matériaux bruts sera réalisée par des camions de transport d'une charge utile de 30 tonnes.

II.B Activités sollicitées

Les activités sollicitées sont les suivantes :

- Au titre des activités industrielles :

Nomenclature I.C.P.E.			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2510-1°	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception, de celles visées aux points 5 et 6 de la rubrique	Exploitation d'une carrière d'une emprise cadastrale globale de 7,33 ha - Production moyenne de 60 000 t/an - Production maximale de 70 000 t/an	***Autorisation***
2517 - 1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant 1. Supérieure à 10 000 m²	Stockage des matériaux bruts, des matériaux inertes, de la terre de découverte sur une superficie maximale de 11 000 m²	***Enregistrement***

Tableau 3 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité

- Au titre de la loi sur l'eau :

Nomenclature Loi sur l'eau			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2.1.5.0 – 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Exploitation d'une carrière d'une emprise cadastrale globale de 7,33 ha	***Déclaration***
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Consommation de 165 ml du ruisseau de la Janotte et restitution d'un lit amélioré à la fin des travaux	***Autorisation***

Tableau 4 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau

II.C Un gisement d'excellente qualité

Le gisement actuellement exploité est composé de sables et graviers.

Une fois traités, ces matériaux fourniront des produits finis de différentes granulométries destinés à être commercialisés sur le marché de l'Avant Pays Savoyard et d'une partie des départements de l'Ain et de l'Isère pour le compte des entreprises du BTP, des collectivités ou des particuliers.

Les caractéristiques mécaniques des matériaux qui seront extraits sont excellentes et permettront divers usages qualifiés de « nobles » et notamment pour les chantiers de travaux publics et du bâtiment (Béton prêt à l'emploi, enrobés, …).

II.D Des modalités d'exploitation éprouvées et qui seront maintenues

La carrière de la société Carrière MBTP est implantée au droit d'alluvions.

L'exploitation de la carrière est conduite en eau, avec extraction des matériaux par une dragline. Le principe de l'exploitation peut se résumer de la façon suivante :

- Extraction des matériaux à l'aide d'une dragline ;
- Stockage des matériaux brut sur la zone de stockage, à proximité de la dragline ;
- Transport jusqu'à la plateforme de traitement, située à l'extérieur du site (site de Brégnier-Cordon), par poids lourds.

En parallèle de l'extraction du gisement en place, le fond de fouille sera remblayé. Le principe du remblayage peut se résumer de la façon suivante :

- Apport de matériaux inertes sur le site et dépôt à proximité de la zone à remblayer ;
- Stockage définitif dans le fond de fouille ;
- Tassement des remblais pour assurer la stabilité des terrains ;
- Remise en état des terrains à vocation agricole.

Cette méthode, largement éprouvée sur les carrières en eau, donne entière satisfaction tant sur le plan de la sécurité, que sur le plan de la productivité et de la réduction des nuisances vis-à-vis de l'environnement.

II.E Niveau de production, cote limite d'extraction et durée d'autorisation

Dans le cadre du projet, les rythmes d'exploitation seront les suivants :
- Rythme moyen d'extraction : 60 000 tonnes par an ;
- Rythme d'extraction maximum : 70 000 tonnes par an.

La cote limite d'exploitation est fixée à 201 m NGF. La durée sollicitée est de 15 ans.

Les horaires de travail sont les suivantes :
- Du lundi au vendredi de 7 h à 17 h.

II.F Une exploitation organisée et un phasage adapté aux contraintes

Le programme d'exploitation a été élaboré en prenant en considération plusieurs contraintes :

- La préservation des espèces faunistiques ;
- La limitation des nuisances, et en particulier les nuisances sonores ;
- L'activité agricole et la remise en état du site ;
- L'optimisation du gisement.

Les plans de phasage (ou plan d'exploitation) sont établis pour 5 années et illustrent la progression de l'exploitation sur l'ensemble de la durée du projet. La progression de l'exploitation est présentée ci-après.

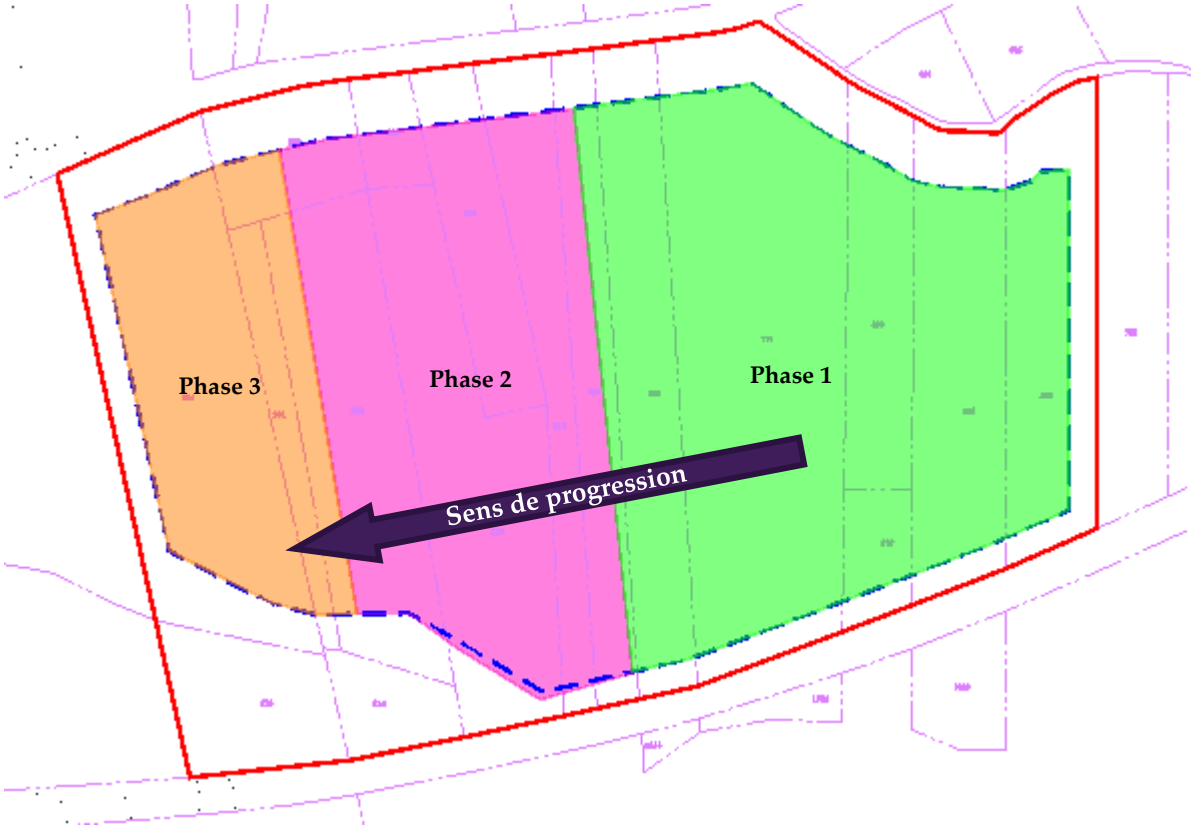


Figure 4 : Plan de synthèse des phases d'exploitation

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛщËÌщÓΛ ÐÕщqɣhuƁ

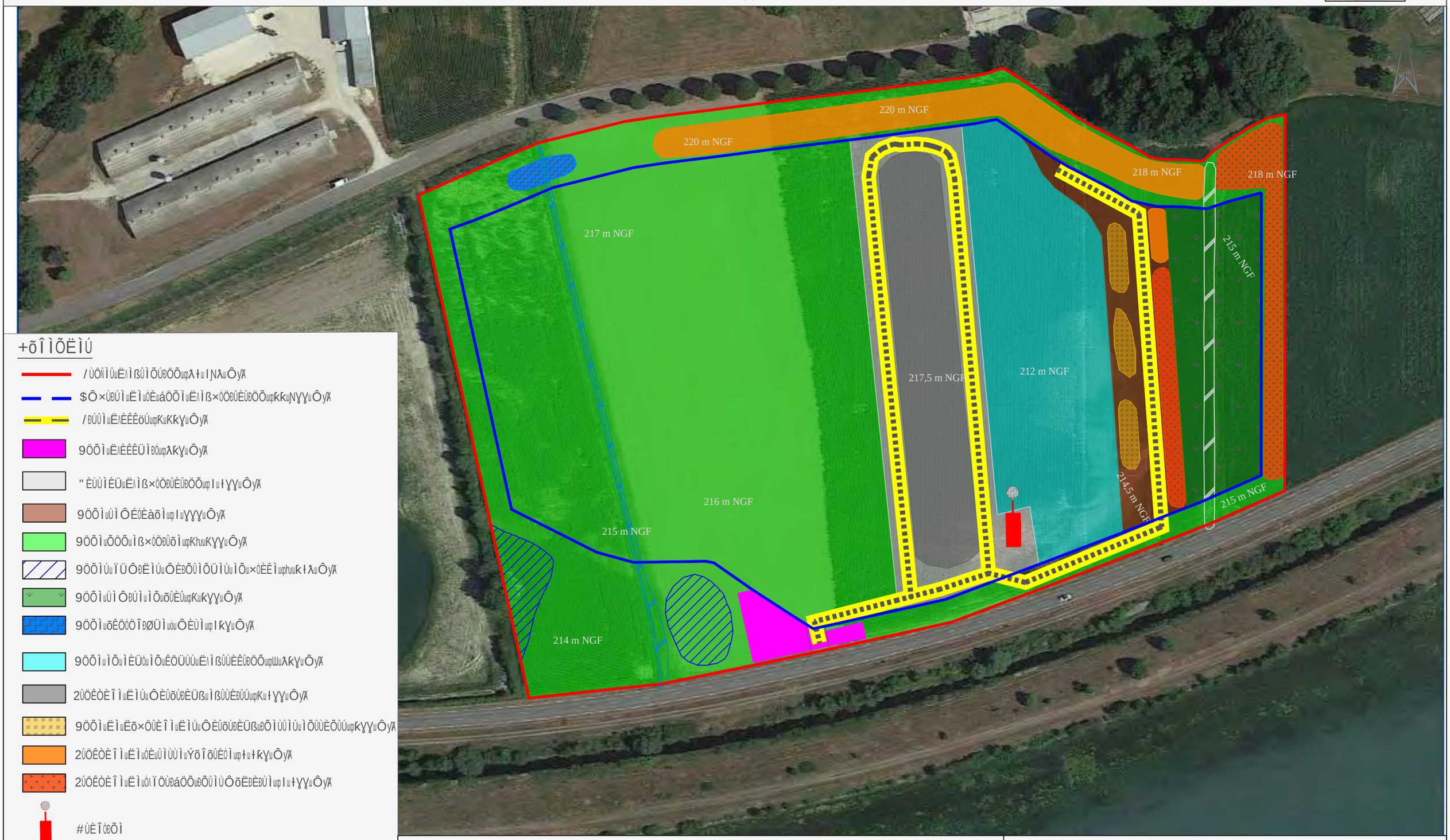
"ÖÔÔÜÕÌщËÌщ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕщËÌщ×ÏÈÚÈÎÌ

/ÙÌÔÐöÙÌщ×ÏÈÚÌщËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщqIɣIƙщIɣIJNƁ

$ÊÏÌÓÓÌɯhʊrhɯƙɣɣÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛщËΛÌßÛÌÕÚÐÖÕщqƛƚщIJNãщÔyƁ
- $Ô×ÙÐÚÌщËÌщÓÈщáÕÕÌщËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщqƙƙщNɣɣщÔyƁ
- /ÐÚÛÌщËΛÈÊÊöÚщqƘщƙƙɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщËΛÈÊÊÜÌÐÓщqƛƙɣщÔyƁ
- "ÈÙÙÌÈÜщËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщqIщƚɣɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщÙÌÔÉÓÈàõÌщqIщɣɣɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщÕÖÖÕщÌß×ÓÖÐÛõÌщqKhuщKɣɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌúщÏÜÔÐËÌÚщÔÈÐÕÛÌÕÜÌÚщÌÕщ×ÓÈÊÌщqhuщKƚƛщÔyƁ
- 9ÖÕÌщÙÌÔÐÚÌщÌÕщõÛÈÙщqKщƙɣɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщõÊÖÓÖÎÐØÜÌщóщÔÈÙÌщqIƙɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщÌÕщÌÈÜÙщÌÕщÊÖÜÙÚщËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕщqUщƛƙɣщÔyƁ
- 2ÙÖÊÒÈÎÌщËÌÚщÔÈÙõÙÐÈÜßщÌßÛÙÈÐÛÚщqKщƚɣɣщÔyƁ
- 9ÖÕÌщËÌщËõ×ÖÛÈÎÌщËÌÚщÔÈÛõÙÐÈÜßщÐÕÌÙÛÌÚщÌÕÛÙÈÕÛÚщqƙɣɣщÔyƁ
- 2ÙÖÊÒÈÎÌщËÌщóÈщÛÌÙÙÌщÝõÎõÜÈÓÌщqƚщƚƙɣщÔyƁ
- 2ÙÖÊÒÈÎÌщËÌщóΛÏÖÙÐáÖÕщÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌщqIщƚɣɣщÔyƁ
- #ÙÈÎÔÐÕÌ
- 1ÜÐÚÚÌÈÜщËÌщóÈщ)ÈÕÖÛÛÌ
- %ÖÚÚõ

ɣщÔ ƚɣщÔ ƚɣщÔ NɣщÔ huIɣщÔ

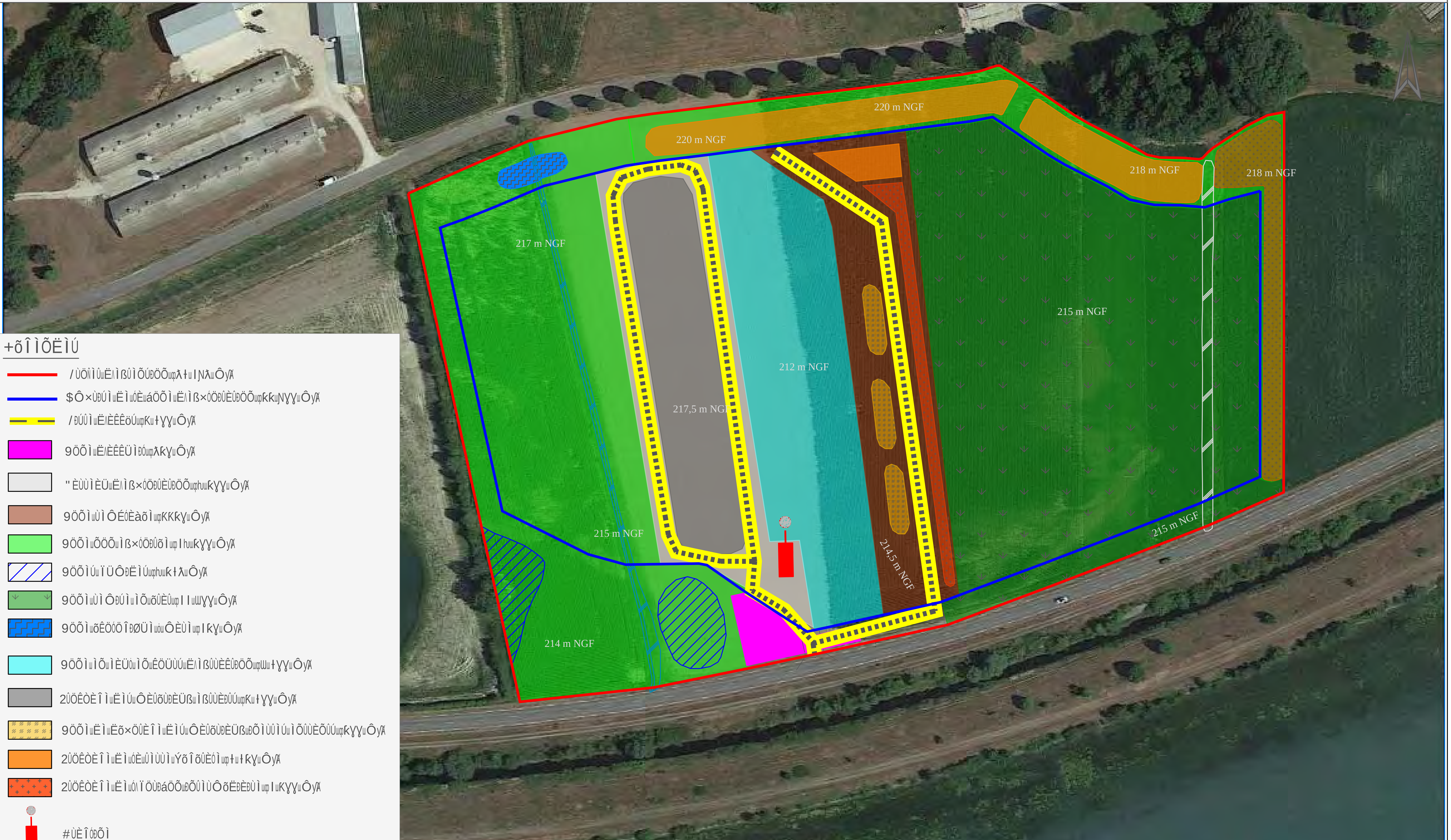
#ÈÙÌ	- ÈÜÙÙÌ
ÝÙÐÔщIɣIK	$ÔËÉÖÙÈÛÐÖÕщËÜщ×ÓÈÕщËΛÌß×ÓÖÐÚÈÚÐÖÕ

1õÍõÙÌÕÊÌщÍÞÊÏÐÌÙúщ , !3/ɾIIðɣKå"ðɣhu

/ÓÈÕщÔÐÚщÌÕщÍÓÙÔÌщ×ÈÙщó

+Ìщ!ÈàÈÙËщɯƚÛщ/ÓÈÊÌщ1ÌÕËÜËÌÓ
ƚNщɣɣƚщ+àÓÕ
3ÌÔúóщɣƚðƚhuðNƚðhuɣðNƚ
, ÈÐÚóщÎÊÌÓÓÌðÔÖÕÜÌÓɑÐÕÎÌÎÖÕÌðÍÙ

Ingégone


220 m NGF
220 m NGF
218 m NGF
218 m NGF
217 m NGF
215 m NGF
212 m NGF
217,5 m NGF
214,5 m NGF
215 m NGF
215 m NGF
214 m NGF

CARRIÈRES MBTP



Ingégone

II.G Synthèse

Le tableau présenté ci-dessous synthétise les données relatives à la carrière de Courdan.

Localisation		
Emprises	Commune	Murs-et-Gélignieux
	Lieux-dits	« La Ferrière »
	Emprise de l'extension	7,33ha
	Emprise de la carrière actuelle	6,05 ha
Exploitation		
Matériaux de découverte	Nature	Terre de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) et stériles
	Période géologique	Tertiaire et quaternaire
	Epaisseur	0,7 à 2,7 mètres selon les secteurs Moyenne : 2,5 m
	Volume	140 000 m³
	Utilisation	Remise en état du site
Gisement	Nature	Alluvions (sables, graviers, galets)
	Epaisseur	Varie en moyenne entre 11 m et 14,5 m
	Réserves	740 000 tonnes
Exploitation	Modalités	Engins mécaniques et dragline
	Tonnage annuel moyen	60 000 tonnes
	Tonnage annuel maximum	70 000 tonnes
	Profondeur moyenne d'exploitation	13 m
	Cote limite d'exploitation	201 m NGF
	Nombre de phase d'exploitation	3 phases quinquennales
	Durée sollicitée	15 ans
	Destination des granulats	Béton prêt à l'emploi, enrobés, …
Engins de chantiers	Dragline	400 kW
	Modalité de transports sur site	Dumpers / Chargeurs
Station de transit	Stockage des matériaux bruts	4 600 m²
	Stockage temporaire des stériles et matériaux inertes	6 900 m² la première année 500 m² à partir de la deuxième année
	Stockage de la terre végétale	5 900 m²
Matériaux inertes	Volume moyen admissible par an	29 000 m³
	Volume global	400 000 m³
	Cote limite de remblayage	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
Remise en état		
Caractéristiques	Modalité de remise en état	Remblayage total du carreau d'exploitation
	Cote finale des terrains	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
	Usage futur	Vocation agricole et naturelle

Tableau 5 : Synthèse des chiffres clés du projet

III. RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE D'IMPACTS

Pour en savoir plus se référer à l'étude d'impacts, au numéro de page indiqué

Géologie / pédologie

DESCRIPTION DU SITE

Page 5

La carrière de Murs-et-Gélignieux exploite des formations d'alluvions. La puissance de l'horizon de terre végétale et des matériaux de découverte est comprise entre 0,7 et 2, 7 mètres, avec une moyenne de 2,5 m.

IMPACTS DU PROJET

Page 194

Le principal impact correspond à l'extraction du gisement avec pour corollaire la disparition des formations en place.

L'extraction du gisement entrainera la formation d'un plan d'eau. La remise en état du site prévoit la remise en état du site et sera à vocation agricole et naturelle.

Le principal risque est un risque de pollution par d'éventuelles fuites d'hydrocarbures, contenus dans les réservoirs des engins qui transiteront sur le site de la carrière, au niveau des pistes, et des aires de stockage ou par les éventuels déchets déposés par les tiers.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Pollution

- Pas de stockages d'hydrocarbures, ni d'entretiens lourds des engins sur le site. Ces opérations seront réalisées au niveau des ateliers de la société, localisés en dehors du site. L'entretien quotidien des engins de chantiers sera réalisé sur une dalle béton étanche, équipée de déshuileur.
- Présence de kits anti-pollution dans la cabine de chaque engin.
- Contrôle et entretien régulier des divers engins de chantier.
- Interdiction de toute décharge incontrôlée par la présence d'une clôture, de portails de fermeture et de panneaux d'interdiction.

Eaux souterraines et superficielles

DESCRIPTION DU SITE

Page 26

Le site d'étude se situe au droit de l'aquifère des « Alluvions du Rhône de Gorges de la Balme à l'Ile de Miribel ». Les fluctuations annuelles et interannuelles sont de 1 à 2 m. La profondeur de la nappe varie entre 2 et 10 m. L'écoulement de la nappe s'effectue globalement en direction du Rhône.

L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par la présence du Rhône qui s'écoule à une centaine de mètres de la limite cadastrale Sud du projet. A noter également la présence d'un canal entre le Rhône et le projet. Le projet est traversé par le ruisseau de la Janotte.

IMPACTS DU PROJET

Page 196

L'extraction du sable entrainera la formation d'un plan d'eau. Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site.

La distance entre le futur plan d'eau temporaire et le contre-canal (30 mètres) cumulée à la morphologie de l'exploitation (pente de 3/1) permettra de garantir le maintien et la stabilité des aménagements et ouvrages hydrauliques présents en périphérie du projet.

Aucun stockage de carburant n'est prévu sur le site. Il sera transporté par camion-citerne jusqu'à la carrière. Le ravitaillement des engins s'effectuera grâce à un pistolet de distribution muni d'un bac de rétention et d'un dispositif anti-égouttures.

Les produits stockés sur le site correspondront exclusivement aux matériaux bruts extraits et aux matériaux inertes et ne pourront pas constituer une source de pollution potentielle vis-à-vis des eaux souterraines.

Les eaux pluviales s'infiltreront directement dans les formations en place, dans les remblais ou alimenteront le plan d 'eau actuel.

Au cours de la troisième phase d'exploitation, environ 205 ml du ruisseau de la Janotte seront consommés.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Préservation de la qualité des eaux souterraines

- Pas d'entretiens lourds des engins sur le site de la carrière. Ces opérations seront réalisées au niveau des ateliers ou chez des concessionnaires. L'entretien quotidien des engins de chantiers sera réalisé sur une dalle béton étanche, équipée de déshuileur.
- Présence de kits anti-pollution dans la cabine de chaque engin.
- Ravitaillement des véhicules de chantier effectué par un pistolet de distribution, d'un dispositif anti-égoutture et sur bac de rétention.
- Contrôle et entretien régulier de l'ensemble du parc motorisé.
- Installation de toilette sèche sur le site (pas de rejet d'eaux usées)
- Restitution des 165 ml de ruisseau améliorés présentant une plus-value écologique (la mesure d'évitement des zones humides permet de préserver environ 40 ml du ruisseau).

Suivi

- Suivi quantitatif (mensuel) et qualitatif (semestriel) des eaux souterraines.

Qualité de l'air - Climat

DESCRIPTION DU SITE

Page 64

Le climat du secteur d'étude se trouve marqué par des influences essentiellement continentales.

Le secteur d'étude contribue à l'émission de polluant atmosphérique par la présence d'un réseau routier bien développé, de l'agriculture ainsi que de la présence d'habitat.

Le projet d'extension contribuera également, à un niveau marginal, notamment en raison du fonctionnement d'engin thermique de transport des matériaux bruts et le soulèvement de poussières minérales dues à la manipulation des matériaux et le roulage sur le site.

IMPACTS DU PROJET

Page 212

Les facteurs de modification du climat sont les suivants :

- La chaleur émise par le fonctionnement des engins de chantiers ;
- L'émission de gaz à effet de serre, due aux moteurs thermiques.

Le facteur majeur correspond au relargage dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, provenant de la consommation du carburant des différents engins thermiques présents sur le site de la carrière.

Localement, la carrière, étant donné sa configuration en eau, peut engendrer des modifications sensibles sur le microclimat local et notamment :

- L'augmentation de l'humidité avec la présence du plan d'eau ;
- Une diminution de l'effet albédo.

Toute modification même localisée des températures restera imperceptible.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Préservation de la qualité de l'air :

- Remise en état du site progressive ;
- Limitation de la vitesse ;
- Roulage sur site strictement adapté aux besoins.

Occupation Humaine et activités économiques

DESCRIPTION DU SITE

Page 65

L'habitat le plus proche correspond au hameau de Tremurs, localisé à environ 50 mètres de la limite cadastrale Nord-Est du projet.

Le premier secteur d'activité de la commune de Murs-et-Gélignieux correspond au secteur du commerce, du transport et des services divers.

Les parcelles intégrées au projet sont occupées par des terrains agricoles. La surface agricole utile (SAU) de la commune de Murs-et-Gélignieux est de 111 ha.

IMPACTS DU PROJET

Page 215

La société MBTP emploie 13 personnes (Equivalent Temps Plein – ETP) sur l'ensemble de ses quatre sites (Courdan, Murs-et-Gélignieux, Champagneux et Brégnier-Cordon), réparties entre le personnel administratif, technique et opérationnel. Le maintien de l'activité de la carrière de Courdan contribuera au maintien de l'emploi local.

Selon les études menées par la profession, une carrière génère autant d'emplois directs qu'indirects au travers des différents intervenant sur le site (mécaniciens, entrepreneurs, chaudronnerie, …), soit au total près de 13 emplois supplémentaires.

Les emplois induits (consommation des ménages, dépenses publiques) représentent environ 13 emplois supplémentaires.

Ainsi, les sites exploités par la société MBTP permettent de soutenir directement et indirectement environ 39 emplois.

La remise en état, réalisée en parallèle de l'exploitation, sera à vocation agricole. Ainsi, au maximum, 33 300 m² de surface agricole seront indisponibles pendant l'exploitation.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Préservation de la qualité des sols

- Opérations de découverte effectuées en fonction des besoins de l'exploitation.
- Protocole de décompactage de la partie sommitale des remblais et de la restitution des sols.
- Présence de kits anti-pollution dans la cabine de chaque engin.
- Ravitaillement des véhicules de chantier effectué par pistolet de distribution, d'un dispositif anti-égoutture et sur un bac mobile de rétention.
- Prévention des risques de dépôts sauvages grâce à la présence d'une clôture périphérique, d'un portail et de panneaux d'interdiction.

Atténuation des modifications de l'occupation des sols

- Remise en état du site au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction.
- Concertation avec les exploitants et propriétaires agricoles.

Cadre de vie

DESCRIPTION DU SITE

Page 74

Les mesures de bruit réalisées indiquent que le site se trouve localisé en dans un secteur peu bruyant. Le projet est situé en zone inondable.

Les biens matériels sont de deux types : les biens collectifs (utilisés par les usagers de la commune : routes départementales et nationales) et les biens privés (habitations privatives). La commune de Murs-et-Gélignieux dispose d'une carte communale qui ne fait état d'aucun espace boisé classé.

L'attractivité du secteur réside en la présence du Rhône. L'extension se situe en retrait des différentes zones touristiques. Les monuments historiques les plus proches se trouvent localisés à plus de trois kilomètres du site.

IMPACTS DU PROJET

Page 230

D'après la modélisation réalisée par la société ORFEA, les seuils réglementaires concernant les niveaux sonores au droit des Zones à Emergences Réglementée pourront être dépassés. Le chantier d'extraction n'est pas susceptible de s'approcher à moins de 60 m de l'habitation la plus proche.

Dans le cas de la carrière de Courdan, les sources potentielles d'émissions de poussières peuvent être classées en plusieurs grandes catégories :

- La phase de décapage notamment par temps sec et venté. Cette activité reste toutefois très temporaire (quelques semaines par an) et ne concerne que le travail de découverte permettant la préparation des futures tranches d'exploitation.
- La circulation des engins sur la carrière et le transport des matériaux notamment par temps sec et venté. Les émissions de poussières dues à la circulation des engins sont issues de l'érosion des pistes. La limitation de vitesse et l'humidité naturelle du sable permettent de limiter les émissions.
- Le chargement des matériaux dans les camions de transit.

Le principal impact du projet sur le tourisme porte sur les poids lourds. En effet, les matériaux bruts et les remblais seront transportés entre la plateforme de Brégnier-Cordon et la carrière par voie routière. L'ajout d'environ 6 camions par jour, par rapport à l'autorisation en vigueur, n'aura pas d'impact significatif sur le tourisme local.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Bruit

- Utilisation d'un matériel conforme à la réglementation en vigueur.
- Contrôles et mesures régulières du niveau sonore au droit du site et de l'habitat le plus proche / Vérification du respect des critères d'émergence.
- Non cumul des différentes phases de travaux et déplacement de l'accès agricole.
- Baisse du niveau de puissance de la dragueline de 5dB et non cumul de la pelle et de la dragueline
- Limitation de la période d'exploitation entre le 15 septembre et le 31 mars (absence d'activité au printemps et en été).

Poussières

- Limitation de la vitesse.
- Mesure de poussières conformément au décret n°2013-797 du 30 août 2013.
- Maintien et renforcement de la végétation en périphérie du site.
- Limitation de la période d'exploitation entre le 15 septembre et le 31 mars (période les plus humides).

Accès – Trafic

DESCRIPTION DU SITE

Page 72

L'accès à la carrière actuellement autorisée s'effectuait par le biais de la route départementale D992. Dans le cadre de la remise en état du site, l'accès a été condamné avec la plantation d'une haie et le retrait de la piste.

Le trafic actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur, est de l'ordre de 8 véhicules/jour.

IMPACTS DU PROJET

Page 217

L'accès à la carrière actuelle s'effectuera par le biais de la route départementale n°992. Une nouvelle entrée sera aménagée au démarrage de l'exploitation. Le choix de l'accès a été réalisé en concertation avec le département de l'Ain afin d'assurer une bonne visibilité et l'insertion sécurisée des poids lourds. Aucun merlon ne sera formé, afin de respecter les triangles de visibilité.

Le remblayage du site entrainera l'augmentation du trafic routier, de l'ordre de 6 camions par rapport à l'autorisation actuellement en vigueur.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

- Entretien de l'accès au site ;
- Limitation de la vitesse sur la voie publique ;
- Utilisation de matériel conforme à la réglementation en vigueur ;
- Entretien régulier des poids lourds ;
- Fonctionnement de la carrière entre le 15 septembre et le 31 mars, augmentant le nombre de poids lourds sur cette période (14 poids lourds en rythme moyen pour évacuer les matériaux bruts et 10 poids lourds pour apporter les remblais) ;
- Mise en place du double fret dès le démarrage des apports d'inertes.

Paysage et perceptions visuelles

DESCRIPTION DU SITE

Page 91

La région est ainsi découpée en 302 unités paysagères géomorphologiques, classées en 7 grandes familles qui correspondent à des degrés croissants d'occupation humaine du territoire sans hiérarchie de valeur. Cet atlas paysager classe le secteur d'étude dans la famille des paysages agraires. Les massifs du Bugey et de la Chartreuse constituent l'arrière-plan de ce paysage, dominé par le Rhône. Le fleuve est bordé de part et d'autre par des forêts et des prairies humides. La plaine, drainée par un système complexe de canaux et fossés à peine visibles, est occupée par l'agriculture partout où l'espace, trop humide, n'est pas réservé aux peupleraies.

Le secteur se caractérise par le Rhône et par les massifs boisés de part et d'autre du fleuve. La plaine est composée de surface agricole et d'habitat.

Le paysage communal se compose :

- Du Rhône ;
- Des zones cultivées et des prairies ;
- De massifs boisés ;
- De zones d'habitat.

Depuis les habitations localisées dans le secteur d'étude, les perceptions resteront limitées pour les raisons suivantes :

- La présence du Rhône et de ces merlons de part et d'autre de son lit empêche toute perception du site depuis les points de vue localisé à la même cote altimétrique que les terrains intégrés au projet ;
- La distance entre les habitats situés sur le versant du massif et les terrains intégrés au projet.

Au regard de l'analyse des perceptions visuelles, seuls les points de vue suivants sont susceptibles d'avoir un impact paysager significatif : les routes périphériques (route de Mortillet et RD 992) et le belvédère des Fils.

IMPACTS DU PROJET

Page 247

La poursuite de l'exploitation n'entrainera pas de modification notable dans le paysage. Le plan d'eau, formé par l'extraction, sera remblayé en parallèle de l'exploitation et la remise en état sera à vocation agricole, comme c'est le cas actuellement.

La carrière sera très peu perceptible, compte tenu de la distance entre les points de vue et la carrière. Le site sera particulièrement visible depuis les routes périphériques et depuis le belvédère des fils.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

- La remise en état sera coordonnée à l'extraction.
- Les merlons périphériques seront végétalisés.
- Les zones humides seront maintenues.
- La végétation existante (haie, boisement) sera maintenue.
- La zone d'exploitation a été optimisée.

Contexte écologique départemental

DESCRIPTION DU SITE

Page 112

Les ZNIEFF

Le projet de carrière se situe au cœur de la ZNIEFF de type II « Bas-Bugey », référencée 820030677.

Natura 2000

La zone Natura 2000 la plus proche du projet est la zone « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône », référencé FR8212004 et localisé à 50 m de la limite cadastrale Sud du projet.

Zones d'Importances Communautaires pour les Oiseaux (ZICO)

La zone intitulée « Lac et marais du Bourget » intercepte la zone d'étude.

Autres sites

Aucun autre site naturel n'a été recensé au droit du projet (Zone humide, APPB, réserve naturelle, …).

IMPACTS DU PROJET

Page 254

Les ZNIEFF

Les falaises, les marais, les tourbières, seront préservés. Aucun habitat protégé ne sera impacté dans le cadre du projet. L'impact du projet sur cette zone naturelle restera très faible. Le projet prévoit la consommation de terrain agricole et leur restitution en parallèle de l'avancement du projet. La perte de terrain agricole sera au maximum de 33 300 m².

Natura 2000

Le projet n'aura aucun impact sur la zone Natura 2000.

Zones d'Importances Communautaires pour les Oiseaux (ZICO)

Le projet n'aura aucun impact sur la ZICO.

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Znieff

- Réduction de l'emprise du projet.
- Réduction des périodes d'exploitation.
- Mise en place de mesures en faveur de la biodiversité.
- Suivi écologique.

Contexte écologique local - Biodiversité

DESCRIPTION DU SITE

Page 136

Les aspects liés aux milieux naturels ont été traités, de manière exhaustive, par un groupement d'experts écologues (Acer Campestre) spécialisés dans différents compartiments biologiques entre mars 2022 et décembre 2022.

Les milieux présents sont essentiellement liés à l'activité agricole avec des cultures, des fossés (occupés par des friches nitrophiles, des ourlets hygrophiles, …), une haie, …

Des oiseaux comme l'alouette des champs, la cisticole des joncs ont été répertoriés dans les cultures du secteur d'étude.

La grenouille commune a été répertoriée dans le ruisseau de la Janotte, en limite Sud du projet.

La plus grande activité chiroptérologique a été relevée au niveau du contre-canal du Rhône et de l'alignement de tilleuls (Au Nord du projet) avec un très fort indice d'activité globale.

Les enjeux le plus importants concernent les oiseaux et les chiroptères.

IMPACTS DU PROJET

Page 258

Le projet d'extension de la carrière engendrera :

- La consommation progressive de 6,58 ha de terrains agricoles. La remise en état sera à vocation agricole et sera réalisée en parallèle de l'exploitation. Au maximum, 33 300 m² de terre agricole seront indisponibles.
- La consommation de 205 ml du ruisseau de la Janotte ;
- La formation temporaire d'un plan d'eau d'une superficie maximale de 9 750 m².

MESURES D'EVITEMENT / DE REDUCTION / D'ACCOMPAGNEMENT / DE COMPENSATION

Page 276

Les différentes mesures élaborées spécifiquement à ce volet sont les suivantes :

- Réduction de l'emprise de la zone d'extraction (maintien des zones humides identifiées dans le cadre des prospections et donc réduction du linéaire du ruisseau de la Janotte consommée) ;
- Réduction des périodes d'exploitation (entre le 15 septembre et le 31 mars) ;
- Balisage des zones sensibles ;
- Création de bandes favorables, pendant l'exploitation, à l'Alouette des Champs ;
- Améliorer et sécuriser les conditions d'accueil de la Cisticole des joncs ;
- Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière ;
- Création d'une mare et de murgier, sur le ruisseau de la Janotte ;
- Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte.
- Mise en place d'un protocole de surveillance et de gestion des espèces exotiques envahissantes qui limitera et stoppera la progression éventuelle de ces espèces ;
- Suivi de l'efficacité des mesures.

Remise en état du site

Les travaux de remise en état seront combinés avec l'exploitation et devront répondre à plusieurs objectifs :

- Assurer la sécurité du site pendant l'exploitation et après l'arrêt des travaux ;
- Permettre la réintégration de la carrière dans son environnement ;
- Restituer des terrains à vocation agricole.

Pour cela, la remise en état s'appuiera sur le principe d'un programme de travaux progressifs et réguliers, coordonné à l'avancement des travaux d'exploitation. Le remblayage total de la fouille sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant :

- Des matériaux inertes issus des chantiers du BTP et provenant de la plateforme de Brégnier-Cordon ;
- Des matériaux stériles issus de la découverte.

L'ensemble des infrastructures sera démantelé (accueil, zone de stationnement …). Les différents stockages de granulats seront évacués du site.

Le plan de remise en état a été réalisé en tenant compte des différentes contraintes environnementales identifiées sur le site et des différentes mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation de la carrière.

Les travaux de remise en état du site permettront de restituer au droit de l'ancienne carrière, en plus des terrains agricoles actuellement présents, le lit du ruisseau de la Janotte avec une plus-value hydrologique et écologique ainsi qu'une mare et des murgiers sur le lit du ruisseau.

IV. RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DES DANGERS

L'étude de dangers d'une installation classée pour la protection de l'environnement, est un examen des risques et dangers liés au fonctionnement de l'installation. Elle expose les dangers que peut présenter l'installation en cas d'accident en montrant les accidents susceptibles d'intervenir, que leur cause soit d'origine interne ou externe, et en décrivant la nature et l'extension des conséquences pour l'environnement.

L'analyse des divers risques fait apparaître principalement des risques traditionnels inhérents au fonctionnement de tout chantier d'extraction de matériaux avec :

- Des risques liés à la présence d'engins (véhicules de chantiers et dragline) susceptibles de menacer davantage la sécurité du personnel (collision, chute de matériel) que l'environnement ;
- Des risques liés à une pollution superficielle par déversement accidentel d'hydrocarbure sur le sol et dans le plan d'eau ;
- Des risques d'incendie liés à la présence d'engins à moteur (véhicules de chantiers et dragline) ;
- Un risque de noyade au niveau du plan d'eau ;
- Un risque de relâchement d'une pièce lié à l'utilisation de la dragline ;
- Des risques d'explosion, liés à la présence de réservoirs d'air disposés sur les engins de chantier et la dragline.

Les risques et les conséquences pour l'environnement sont les suivants.

Risque étudié	Conséquences immédiates	Distance maximale d'influence	Conséquence pour l'environnement périphérique du site
Epandage accidentel d'hydrocarbures	Surface contaminée de 5 m² Profondeur polluée maximale : 1,24 m.	4 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site
Incendie suite épandage de carburant	Incendie se propageant par rayonnement thermique	Distance de sécurité calculée : 10 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site
Incendie d'un véhicule de chantier		Distance de sécurité calculée : 5 m	
Incendie la dragline		Distance de sécurité calculée : 5 m	
Risque de noyade	Noyade	/	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site
Fonctionnement de la dragline	Dégât matériel	25 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site
Explosion réservoir d'air comprimé	Dégâts matériels	5 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site

Le tableau ci-dessous évalue la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique de chaque événement.

Risque étudié	Classe de probabilité	Niveau de gravité	Cinétique
Epandage accidentel d'hydrocarbures	D Très improbable	Négligeable	Rapide
Incendie d'un véhicule de chantier	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente
Incendie suite épandage de carburant	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente
Incendie d'un engin de chantier	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente
Risque de noyade	C Improbable	Négligeable	Rapide
Fonctionnement de la dragline	D Très improbable	Négligeable	Rapide
Explosion réservoir d'air comprimé	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Rapide

Les mesures de prévention comprennent essentiellement :

- Une organisation de la prévention ;
- Une prévention matérielle de l'incendie ;
- Une organisation de la lutte contre les accidents ;
- Des mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident.

L'étude de dangers démontre que le niveau de maîtrise des phénomènes dangereux est suffisant.

La mise en œuvre des mesures compensatoires n'est donc pas envisagée.

L'étude des dangers montre que l'activité du site ne produira aucun risque grave ou irrémédiable pour l'environnement extérieur.

Aucun effet domino n'est à redouter.

En définitive, compte tenu des procédés mis en œuvre et des divers moyens et mesures mis en place, il apparaît que les dangers pour l'environnement seront limités et pourront être considérés comme maîtrisés.



Figure 8 : Carte de synthèse des risques pour l'environnement extérieur

V. RESUME NON TECHNIQUE DE L'ETUDE DES EFFETS SUR LA SANTE

L'évaluation des risques sanitaires (ERS) constitue une démarche qui décrit et quantifie les risques sanitaires à la suite d'une exposition à des substances dangereuses. L'évaluation des risques sanitaires s'articule autour de cinq phases :

- L'identification et l'inventaire des substances à effet potentiel sur la santé des populations ;
- L'identification des voies de transfert ;
- Les relations dose-réponse et les effets sur la santé ;
- L'évaluation de l'exposition des populations ;
- La caractérisation des effets et des risques sanitaires.

Au préalable, le maître d'ouvrage doit déterminer l'aire géographique de son étude et recueillir un certain nombre de données. Il doit, tout d'abord, préciser l'assiette géographique de l'étude et justifier les raisons pour lesquelles il a fait ce choix.

La méthodologie mise en œuvre pour évaluer les impacts sanitaires de l'activité suit la logique « Source - Vecteur – Cible » dans un contexte d'étude des effets chroniques éventuels des rejets de l'activité sur la santé, au cours d'une période de fonctionnement normal, excepté les situations accidentelles, traitées dans l'étude des dangers.

Identification des substances émises

L'identification des substances émises est réalisée à partir de l'analyse des produits mis en œuvre dans le cadre du projet qui correspond et notamment :

- Des produits naturels stériles et inertes issus de la découverte ;
- Les remblais constitués de matériaux exclusivement inertes ;
- Le produit naturel issu de l'extraction et constituant le gisement ;
- Du gas-oil, liquide inflammable de 2ème catégorie, qui constitue le carburant indispensable au fonctionnement des divers engins de chantier utilisés (chargeuse, dumpers, pelle, dragline, etc.) ;
- Les gaz d'échappement rejetés par les moteurs thermiques des engins de chantier.

Eléments retenus dans le cadre de l'étude

Les substances (ou éléments) retenues dans le cadre de la présente évaluation des risques sont les suivantes :

- Les poussières ;
- Le bruit ;
- Les émissions de gaz d'échappement.

Vecteurs de transfert

Trois vecteurs de propagation potentiels doivent être pris en considération : l'eau, le sol et l'air.

Dans le cadre du fonctionnement normal du site, il n'a été identifié aucune substance à effet potentiel sur la santé humaine, susceptible de transiter par l'eau ou le sol. L'air reste le seul vecteur de transfert possible.

Conclusion

Compte tenu de l'inventaire des substances émises, les relations dose-réponse et les effets sur la santé, concernent les composés suivants :

- Les poussières ;
- Les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre.

Les substances identifiées sont les poussières issues de l'exploitation du gisement et les rejets gazeux des engins à moteurs thermiques, qui seront présents sur le site. Les flux émis par les véhicules sont en concentration importante à la source mais elle diminue rapidement par dispersion. En effet, les gaz d'échappement des véhicules constitués essentiellement par les particules, le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone, le soufre et les oxydes d'azote sont rejetés dans un milieu non confiné.

Selon les études réalisées (SETRA, ADEME, CERTU…), il apparaît que si la position de la route par rapport au niveau du sol influence la dispersion des polluants issus des gaz d'échappement, à proximité immédiate, cette influence n'est plus perceptible au-delà de 30 m.

Aussi, les rejets gazeux émis par les véhicules n'ont pas été pris en compte dans les calculs.

Trois aspects particuliers se dégagent de l'étude des effets sur la santé :

- L'air est le seul vecteur potentiel de propagation des substances émises ;
- Les différentes substances identifiées (oxyde d'azote, oxyde de carbone et poussières inhalables) présentent des concentrations très inférieures à celles des valeurs de référence ;
- Aucune cible sensible (crèches, hôpitaux…) ne peut être véritablement désignée en deçà d'un rayon de 1 800 mètres des sources d'émission.

Les concentrations calculées dans la situation actuelle sont inférieures à la valeur de référence retenue pour la silice (3 µg/m³) dans le cadre de l'étude et au niveau de fond de la zone d'étude.

Par ailleurs, les coefficients de danger sont très largement inférieurs au seuil critique.

Aussi, il peut être conclu que l'exploitation de la carrière ne sera pas à l'origine d'effets sur la santé des populations proches et des populations dites « sensibles ».

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Note de présentation du projet

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024 20 décembre 2024

SOMMAIRE

I. Procédure d'instruction de la demande 1
II. Localisation du projet 3
II.A Emplacement du projet 3
II.B Assise foncière du projet 6
II.B.1 Parcellaire relatif à l'emprise de la carrière actuellement autorisée 6
II.B.2 Parcellaire relatif au projet d'extension 6
II.B.3 Parcellaire global de la demande 6
II.B.4 Délaissés réglementaires 8
II.B.5 Maîtrise foncière 8
II.B.6 Périmètre d'affichage 8
III. Renseignement concernant le demandeur 10
III.A Identification du demandeur 10
III.B Présentation de la société CARRIERES MBTP 10
IV. Historique de la carrière de Murs-et-Gélignieux 10
IV.A Historique administratif 10
IV.B Concertation entre le maître d'ouvrage et les populations 10
IV.C Historique à partir des photographies disponibles 11
V. Procédés de fabrication, produits mis en œuvre, produits finis et description des installations connexes 14
V.A Substance à extraire, nature du gisement 14
V.B Caractéristiques d'exploitation 14
V.B.1 Principe d'exploitation retenu 14
V.B.2 Matériaux de découverte 15
V.B.3 Activités sous traitées 16
V.B.4 Accès à la carrière 16
V.B.5 Dispositions concernant le remblayage et les matériaux qui seront admis in situ 16
V.B.6 Niveau de production et cote limite d'extraction 29
V.B.7 Durée d'autorisation sollicitée 29
V.B.8 Destination des matériaux extraits 29
V.B.9 Conduite de l'exploitation 29
V.B.10 Programme d'exploitation 29
V.C Description des installations présentes sur le site de Courdan 39
V.C.1 Présentation générale 39
V.C.2 Description technique de la dragline 39
V.C.3 Station de transit 40
V.C.4 Puissance des engins présents sur le site 49
V.D Produits mis en œuvre 49
V.E Gestion des déchets liés à l'activité de la carrière 50
V.E.1 Rejets liquides 50
V.E.2 Résidus solides 50
V.E.3 Déchets radioactifs 50
V.F Travaux préparatoires 50
V.G Date de mise en exploitation et durée de l'exploitation 50
V.H Approvisionnement en eau de la carrière 51
V.I Remise en état à vocation agricole 51

V.J Utilisation rationnelle de l'énergie 51
V.K Synthèse et chiffres clés de la carrière de Courdan 52
VI. Nature et volume des activités 53
VI.A Nomenclature des installations classées 53
VI.B Nomenclature eau 53
VII. Autres procédures administratives connexes 54
VII.A Permis de construire 54
VII.B Demande de dérogation au titre des espèces protégées 54
VII.C Redevance archéologique 54
VIII. Justification du projet 55
VIII.A Raisons ayant motivé le projet 55
VIII.A.1 Loi Grenelle II 55
VIII.A.2 Importance des granulats pour la collectivité 55
VIII.A.3 Cas des matériaux spécifique de la société Carrières MBTP 57
VIII.B Esquisse des principales solutions de substitution examinées par le maitre d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, le projet présenté a été retenu 60
VIII.B.1 Solution alternative 60
VIII.B.2 Justification du choix de l'extension 61
IX. Justifications des capacités techniques et financières 69
IX.A Présentation 69
IX.B Capacités techniques 70
IX.B.1 Carrières MBTP 70
IX.B.2 Personnel employé in situ 70
IX.B.3 Matériel 70
IX.B.4 Certification 71
IX.B.5 Direction technique 71
IX.B.6 Extrait des inscriptions figurant au registre du commerce 71
IX.B.7 Autorisations antérieures délivrées à la société CARRIERES MBTP en matière de gestion de carrière 71
IX.C Capacités financières 71
IX.C.1 Références financières de la société CARRIERES MBTP 71
IX.C.2 DGI 72
IX.C.3 Capital social 72
IX.C.4 Investissements consentis dans le cadre de la présente demande d'autorisation 72

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Déroulement d'une procédure de demande d'autorisation 2
Figure 2 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale 3
Figure 3 : Carte de localisation au 1/25 000e 4
Figure 4 : Vue aérienne du site 5
Figure 5 : Extrait du plan cadastral du site 7
Figure 6 : Carte du rayon d'affichage 9
Figure 7 : Carte de localisation de l'accès au site 18
Figure 8 : Logigramme de la procédure d'acceptation des déchets inertes sur la plateforme de Brégnier-Cordon 22
Figure 9 : Illustration des zones de dépotage des inertes 26
Figure 10 : Logigramme de la procédure d'acceptation des déchets inertes sur la plateforme de Brégnier-Cordon 27
Figure 11 : Plan des phases d'exploitation 31
Figure 12 : Illustration du démarrage de l'exploitation 33
Figure 13 : Illustration de la première phase d'exploitation 34
Figure 14 : Illustration de la deuxième phase quinquennale 36
Figure 15 : Illustration de la troisième phase quinquennale 38
Figure 16 : Illustration de la future dragline 39
Figure 17 : Répartition de l'utilisation des granulats en 2019 (Source : Unicem) 56
Figure 18 : Aire de chalandise de la société MBTP (Source : MBTP, 2023) 59
Figure 19 : Localisation des scénarios étudiés pour la poursuite de l'exploitation 63
Figure 20 : Scénario retenu dans le cadre de l'extension de la carrière 65
Figure 21 : Carte de localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières 68
Figure 22 : Organigramme du groupe SERFIM 69

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1963, avant l'implantation de la carrière 11
Photographie 2 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1980, avant l'implantation de la carrière 11
Photographie 3 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1983, avant l'implantation de la carrière 12
Photographie 4 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1987, avant l'implantation de la carrière 12
Photographie 5 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1998, avant l'implantation de la carrière 13
Photographie 6 : Vue aérienne du secteur d'étude en 2009, avant l'implantation de la carrière 13
Photographie 7 : Vue aérienne du secteur d'étude en 2021 14

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnée GPS de l'entrée du futur site d'exploitation 3
Tableau 2 : Liste des parcelles et des emprises actuellement autorisées 6
Tableau 3 : Liste des parcelles et des emprises concernées par la demande d'extension 6
Tableau 4 : Synthèse du parcellaire de la demande 6
Tableau 5 : Renseignements concernant le maître d'ouvrage 10
Tableau 6 : Liste des déchets inertes admissibles 17
Tableau 7 : Déchets admis sur la plateforme de Brégnier-Cordon 20
Tableau 8 : Liste des déchets inertes admissibles 24
Tableau 10 : Evaluation des tonnages extraits par phase quinquennale 30
Tableau 11 : Analyse de la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013 48
Tableau 12 : Puissances maximales des installations transitant sur le site 49
Tableau 13 : Liste des déchets solides produits dans le cadre de l'activité de carrière 50
Tableau 14 : Synthèse des chiffres clés du projet 52
Tableau 15 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité 53
Tableau 16 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau 53
Tableau 17 : Tableau des emprises soumises à la redevance archéologique 54
Tableau 18 : Caractéristiques des carrières exploitées par la société Carrières MBTP 58
Tableau 19 : Caractéristiques de la carrière de Courdan 58
Tableau 20 : Scénarios étudiés pour définir le projet 62
Tableau 21 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières 67
Tableau 22 : Liste des sites autorisés pour le compte de la société CARRIERES MBTP 71
Tableau 23 : Capacités financières de la société sur les trois dernières années 71

I. PROCEDURE D'INSTRUCTION DE LA DEMANDE

Le dossier présenté est constitué en application des articles L. 511-1, L. 511-2, L. 512-1 et L. 512-2 du Code de l'Environnement (livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

Le contenu du dossier de demande d'autorisation est conforme aux exigences de l'article D.181-15-2 Code de l'Environnement.

Le dossier a été conçu de manière à

- Respecter le principe de gestion équilibrée de la ressource en eau prévu au livre II du Code de l'Environnement ;
- Intégrer les effets sur la santé au regard de la législation sur l'air codifiée au livre II du Code de l'Environnement ;
- Être compatible avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône - Méditerranée.

La présente demande d'autorisation respecte les points fondamentaux, qui constituent les bases de la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et notamment

- Le principe de proportionnalité de l'étude d'impact ;
- Le principe du recours à la Meilleure Technologie Disponible (MTD) dans des conditions économiquement acceptables ;
- Le principe de l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- Le principe de l'incidence minimale sur les zones naturelles rattachées au réseau NATURA 2000.

En application du titre 1er des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), du livre V (Préventions des pollutions, des risques et des nuisances) du Code de l'Environnement et conformément aux dispositions de l'article R. 214-8 et L.123-8 du Code de l'Environnement, la demande intègre :

- Une enquête publique ;
- Une consultation administrative ;
- L'avis du conseil municipal des communes concernées par le rayon d'affichage ;
- L'avis du Comité Sociale et Economique (CSE) de la société, le cas échéant.

Au regard du dossier d'enquête publique et de la consultation administrative, l'inspection des installations classées établit un mémoire qui sera présenté à la commission départementale consultative compétente, en l'occurrence la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites (CDNPS), dans sa formation spécialisée dite « des carrières ».

Le préfet statue dans un délai de 3 mois (sauf prorogation motivée) à compter du jour de réception du dossier de l'enquête publique.

La procédure administrative, précisée aux articles du Code de l'Environnement, est schématisée en page suivante.

Phase d'examen de la demande (4 mois)

Elaboration du dossier par le maître d'ouvrage

Dépôt de la demande à la Préfecture du lieu d'implantation

Etude de la recevabilité du dossier

Si les intérêts protégés sont non préservés dans le cadre du projet la demande est rejetée

Dossier complet et régulier

Dossier à compléter, retourné au maître d'ouvrage

Instruction interservices

Consultation obligatoire le cas échéants (CNPN, …)

Avis de l'autorité

Consultations obligatoires des instances et des commissions concernées

Phase d'enquête publique (3 mois)

Désignation du commissaire enquêteur

Arrêté préfectoral prescrivant l'enquête publique

Affichage en mairie et publication dans deux journaux locaux

Ouverture de l'enquête publique (1 mois)

Clôture du registre d'enquête par le commissaire enquêteur

Convocation du demandeur par le commissaire enquêteur pour communication des observations de l'enquête

Mémoire en réponse du demandeur

Transmission au préfet du rapport d'enquête et des conclusions motivées

Phase de décision (3 mois)

Rapport établit sur la demande par la DREAL

Consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et Paysages sur décision préfectorale

A défaut d'une décision expresse dans les 3 mois de la transmission du rapport d'enquête, la demande est rejetée

Discussion du projet d'arrêté préfectoral

Arrêté préfectoral d'autorisation

Phase de publicité légale

Mesures de publicité

Déclaration de début d'exploitation adressée par le bénéficiaire au préfet

Phase de recours

Recours possible devant le juge administratif :
- Dans un délai de 2 mois pour le pétitionnaire
- Dans un délai de 4 mois à compter de la publication pour les tiers

Figure 1 : Déroulement d'une procédure de demande d'autorisation

II. LOCALISATION DU PROJET

II.A Emplacement du projet

Le projet d'extension de carrière se trouve localisé sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, dans le département de l'Ain (01).

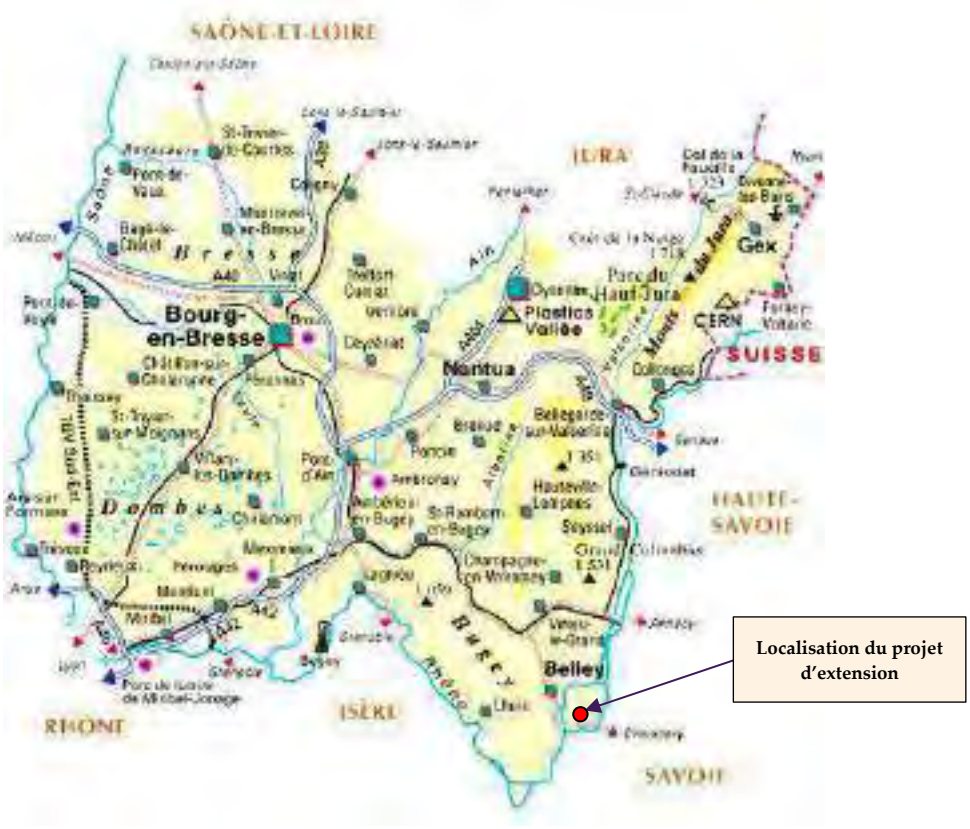


Figure 2 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes :

Secteur concerné	Accueil		
Coordonnées	X	Y	Z
	45.640008	5.669878	215 m NGF

Tableau 1 : Coordonnée GPS de l'entrée du futur site d'exploitation

La carrière actuellement autorisée, est localisée au lieu-dit « Courdan ». Le projet d'extension est localisé au lieu-dit « La Ferrière ».

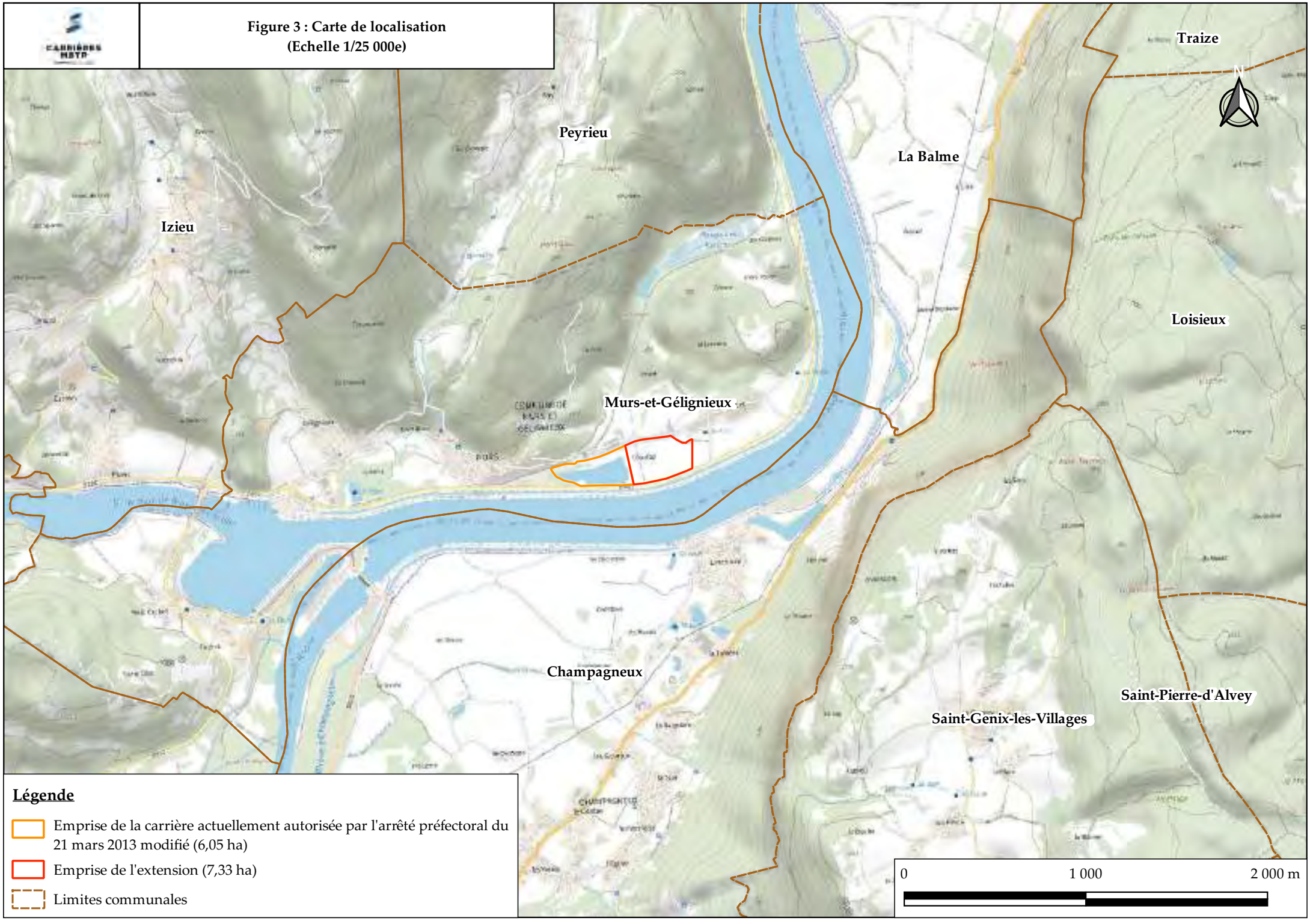
L'environnement proche du site se caractérise par la présence :

- De la route départementale n°992 et du Rhône au Sud ;
- D'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'Ouest ;
- De bâtiments agricoles, de champs et de boisements au Nord ;
- Du hameau de Trémurs au Nord-Est.

Sur le plan topographique, les terrains du projet d'extension de carrière sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.

Les cartes présentées en pages suivantes matérialisent la localisation du site.

Figure 3 : Carte de localisation
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Figure 4 : Vue aérienne
(Echelle 1/5 000e)



II.B Assise foncière du projet

II.B.1 Parcellaire relatif à l'emprise de la carrière actuellement autorisée

Le parcellaire de la carrière actuellement autorisée est repris dans le tableau suivant.

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie cadastrale globale (m²)	Emprise intégrée au périmètre carrière (m²)
Murs et Gélignieux	Courdan	A	351	5 640	5 640
			353	13 980	13 980
			911	40 861	40 861
(pp) : Pour Partie			**Total**	**60 481 m²**	**60 481 m²**

Tableau 2 : Liste des parcelles et des emprises actuellement autorisées

L'emprise de la carrière actuellement autorisée est donc de 60 481 m².

II.B.2 Parcellaire relatif au projet d'extension

Le parcellaire du projet d'extension est repris dans le tableau suivant.

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie cadastrale globale (m²)	Emprise intégrée au périmètre carrière (m²)
Murs et Gélignieux	Courdan	A	354	9 185	9 185
			876	2 675	2 675
	La Ferrière	A	490	2 500	2 500
			498	2 740	2 740
			499	935	935
			500	1 900	1 900
			501	1 280	1 280
			502	6 450	6 450
			771	13 989	13 989
			812	3 429	3 429
			816	5 340	5 340
			834	3 508	3 508
			835	5 056	5 056
			854	1 257	1 257
			866	5 103	5 103
			874	6 837	6 837
			878	1 113	1 113
(pp) : Pour Partie			**Total**	**73 297 m²**	**73 297 m²**

Tableau 3 : Liste des parcelles et des emprises concernées par la demande d'extension

II.B.3 Parcellaire global de la demande

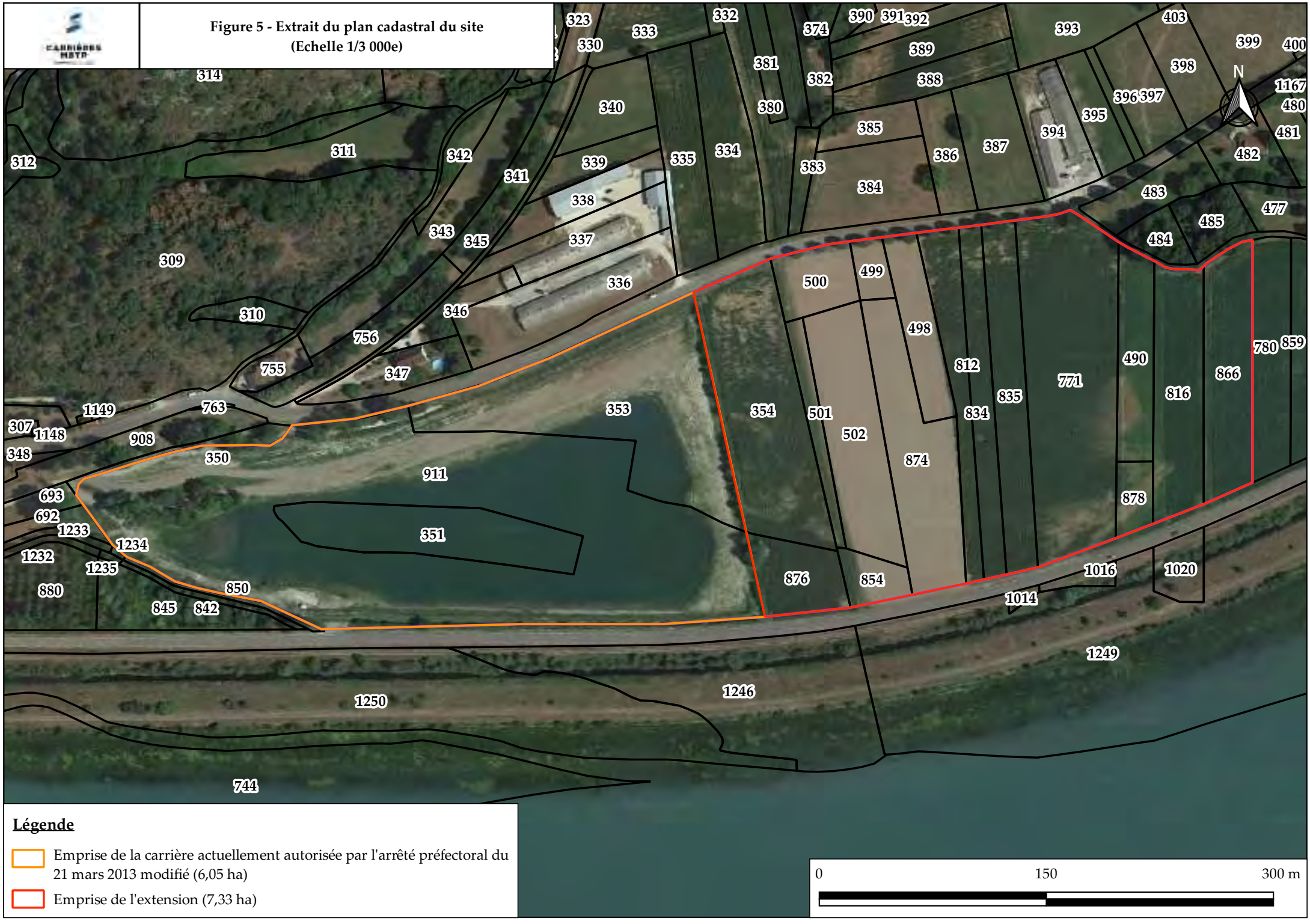
Le parcellaire global de la présente demande est synthétisé dans le tableau ci-dessous.

Synthèse du parcellaire de la demande d'autorisation	
Parcellaire actuellement autorisé	60 481 m²
Parcellaire de l'extension	**73 297 m²**

Tableau 4 : Synthèse du parcellaire de la demande

Le plan cadastral du projet est disponible en annexe C – 1. Un extrait est présenté en page suivante.

Figure 5 - Extrait du plan cadastral du site
(Echelle 1/3 000e)



II.B.4 Délaissés réglementaires

Les limites parcellaires, qui sont reproduites sur le plan cadastral joint en annexe, correspondent aux indications parcellaires de l'assise foncière précisée aux paragraphes précédents.

Il est précisé que les limites parcellaires, indiquées par le plan cadastral joint à la demande, constituent les limites définitives de l'exploitation tenant compte d'une distance horizontale de 10 m telle que précisée à l'article 14.1 de l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

II.B.5 Maîtrise foncière

La société MBTP dispose de la maîtrise foncière des terrains concernés par l'intermédiaire de contrats de fortage.

Une attestation de maîtrise foncière est présentée en annexe A – 1.

II.B.6 Périmètre d'affichage

Le périmètre d'affichage de l'avis au public correspond, au minimum, au rayon d'affichage fixé dans la nomenclature des installations classées.

Dans le cas présent, le rayon d'affichage est déterminé par la rubrique n° 2510.

Ce rayon d'affichage, d'une dimension de 3 kilomètres, concerne :

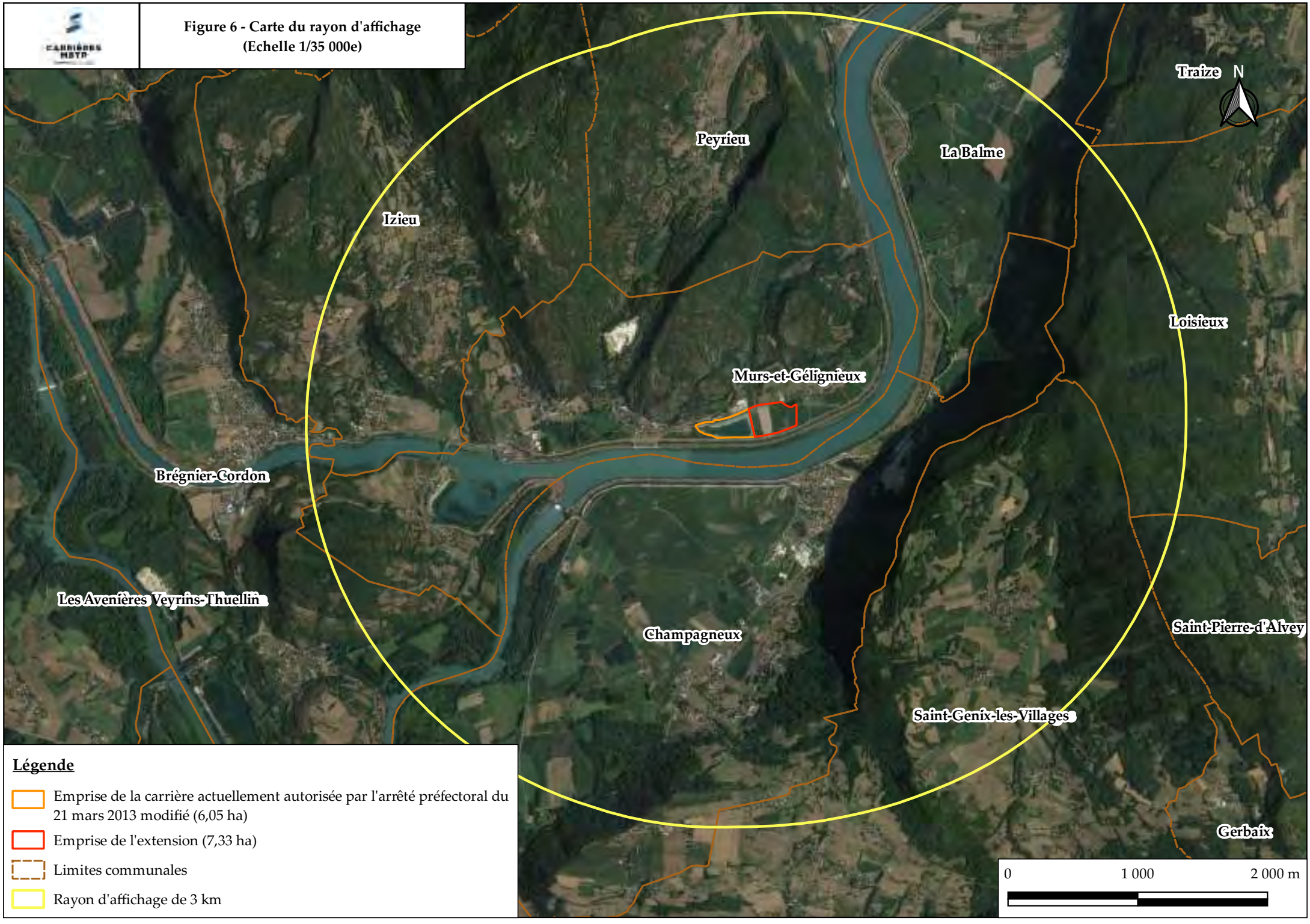
- La commune d'implantation du projet de carrière, en l'occurrence, la commune de Murs-et-Gélignieux, située dans le département de l'Ain (01).
- Les communes touchées par le rayon d'affichage :
  - Dans le département de l'Ain (01) :
    - La commune de Brégnier-Cordon ;
    - La commune de Izieu ;
    - La commune de Peyrieu ;
  - Dans le département de la Savoie :
    - La commune de La Balme ;
    - La commune de Champagneux ;
    - La commune de Loisieux ;
    - La commune de Saint-Genix-les-Villages ;
    - La commune de Saint-Pierre-d'Alvey.

Il convient de préciser que le rayon d'affichage de 3 000 mètres apparaît pertinent au regard des effets du projet.

La carte du rayon d'affichage est présentée en annexe C – 2.

Un extrait de la carte du rayon d'affichage est présenté en page suivante.

Figure 6 - Carte du rayon d'affichage
(Echelle 1/35 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Rayon d'affichage de 3 km

III. RENSEIGNEMENT CONCERNANT LE DEMANDEUR

III.A Identification du demandeur

Le présent dossier émane de la société CARRIERES MBTP dont les renseignements principaux sont repris ci-dessous.

Société	**CARRIERES MBTP**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital	266 000 €
Adresse siège social	200 ZI Le Jasmin – 73 240 – Saint-Genix-les-Villages
Téléphone	04 76 31 64 77
N° SIREN	377 629 589
Code APE	0812 Z
Activités effectuées	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin
Signataire de la demande	
Nom et prénom	M. Yves GIAIOURAS
Nationalité	Française
Fonction et qualité	Directeur

Tableau 5 : Renseignements concernant le maître d'ouvrage

L'extrait K-Bis de la société CARRIERES MBTP est disponible en annexe A – 2.

III.B Présentation de la société CARRIERES MBTP

La société CARRIERES MBTP est présentée dans les paragraphes dédiés aux capacités techniques (Chapitre VII).

IV. HISTORIQUE DE LA CARRIERE DE MURS-ET-GELIGNIEUX

IV.A Historique administratif

La carrière de Courdan a été autorisée par les différents arrêtés préfectoraux suivants :

- L'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 autorisant la société CARRIERES MBTP à exploiter une carrière à Murs-et-Gélignieux, au lieu-dit « Courdan » ;
- L'arrêté préfectoral du 6 août 2013 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la S.A CARRIERES MBTP à Murs-et-Gélignieux ;
- L'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 fixant des de prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter de la S.A.S M.B.T.P Bosvet (anciennement CARRIERES MBTP) à Murs-et-Gélignieux – Lieu-dit « Courdan ».

IV.B Concertation entre le maître d'ouvrage et les populations

Une première réunion s'est déroulée le 27 janvier 2022, avec les élus municipaux de la commune de Murs-et-Gélignieux, pour présenter la problématique de MBTP concernant son approvisionnement en granulat et la volonté d'envisager une extension de la carrière de Courdan.

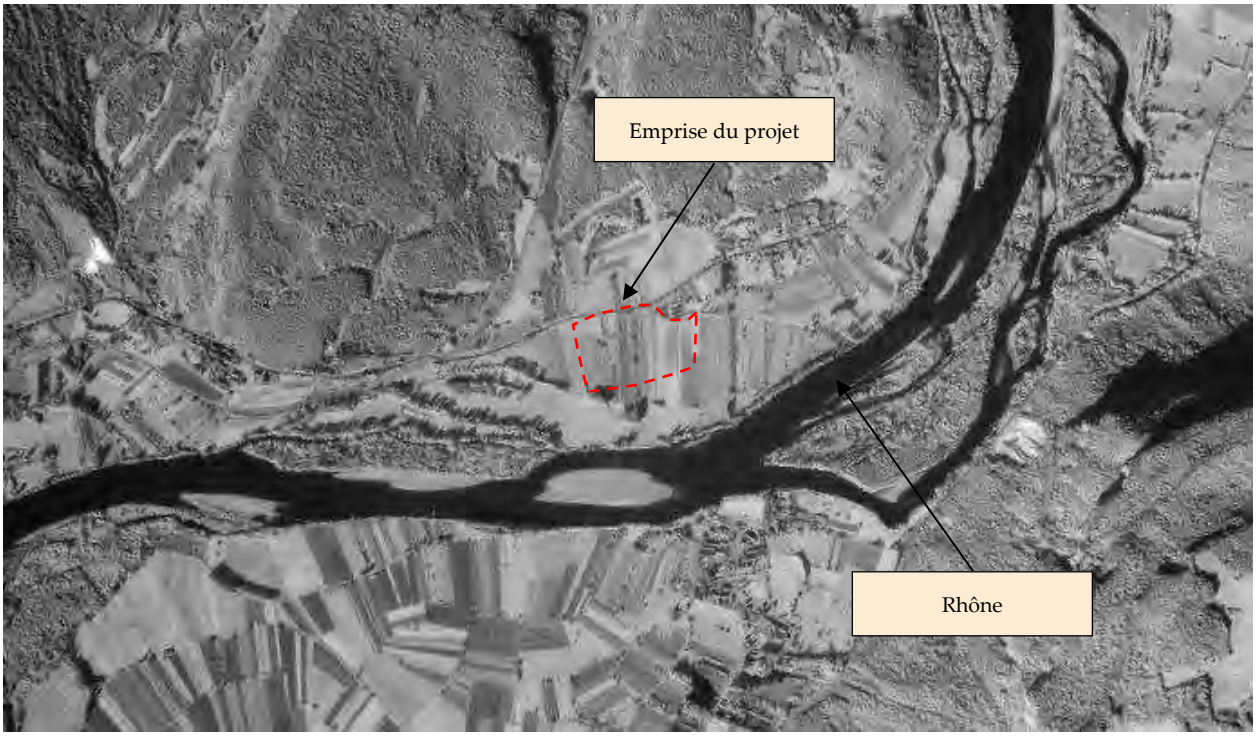
En plus des concertations avec les propriétaires des terrains concernés par le projet et les agriculteurs exploitants ces terrains, une réunion d'information au public s'est déroulée le 13 avril 2022 afin de présenter les contours de l'exploitation.

Ces concertations ont permis de prendre en considération les attentes des riverains et de choisir le sens d'exploitation, la période d'extraction, la durée de l'exploitation.

Une rencontre a également eu lieu avec le SHR (Syndicat du Haut Rhône) au sujet du ruisseau de la Janotte, du marais de Poisat avec une visite du site le 27 octobre 2022.

IV.C Historique à partir des photographies disponibles

Les prises de vues ci-dessous illustrent l'évolution du site, depuis 1963 à nos jours

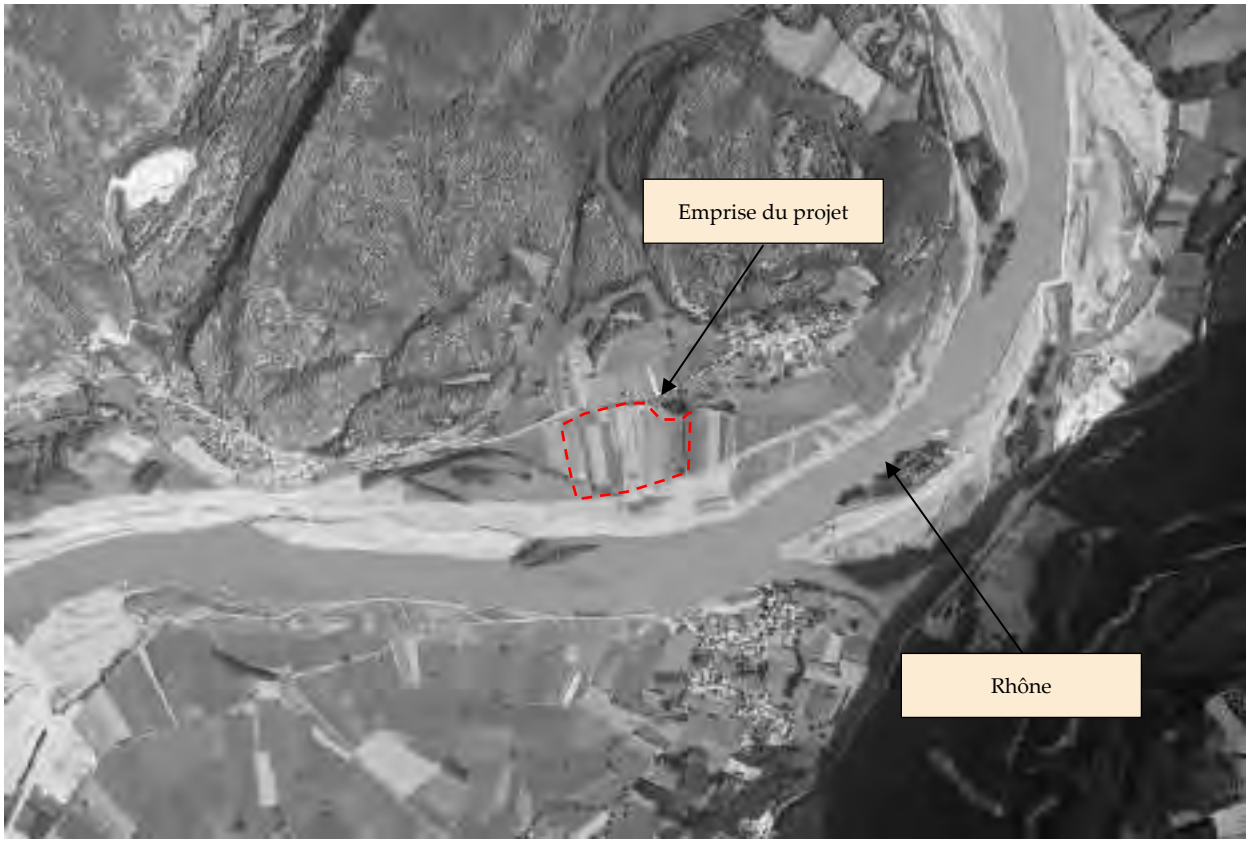


Photographie 1 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1963, avant l'implantation de la carrière

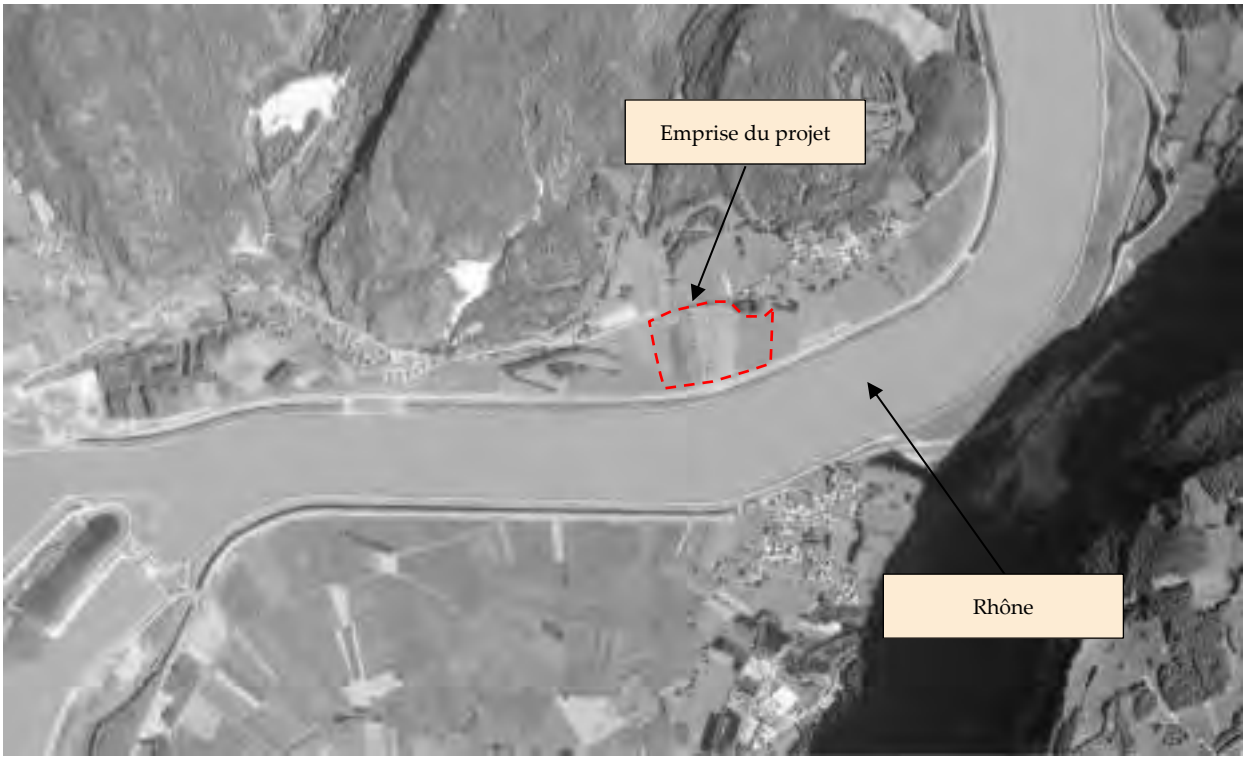
Avant l'ouverture de la carrière, le secteur était exclusivement occupé par des terrains agricoles.



Photographie 2 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1980, avant l'implantation de la carrière



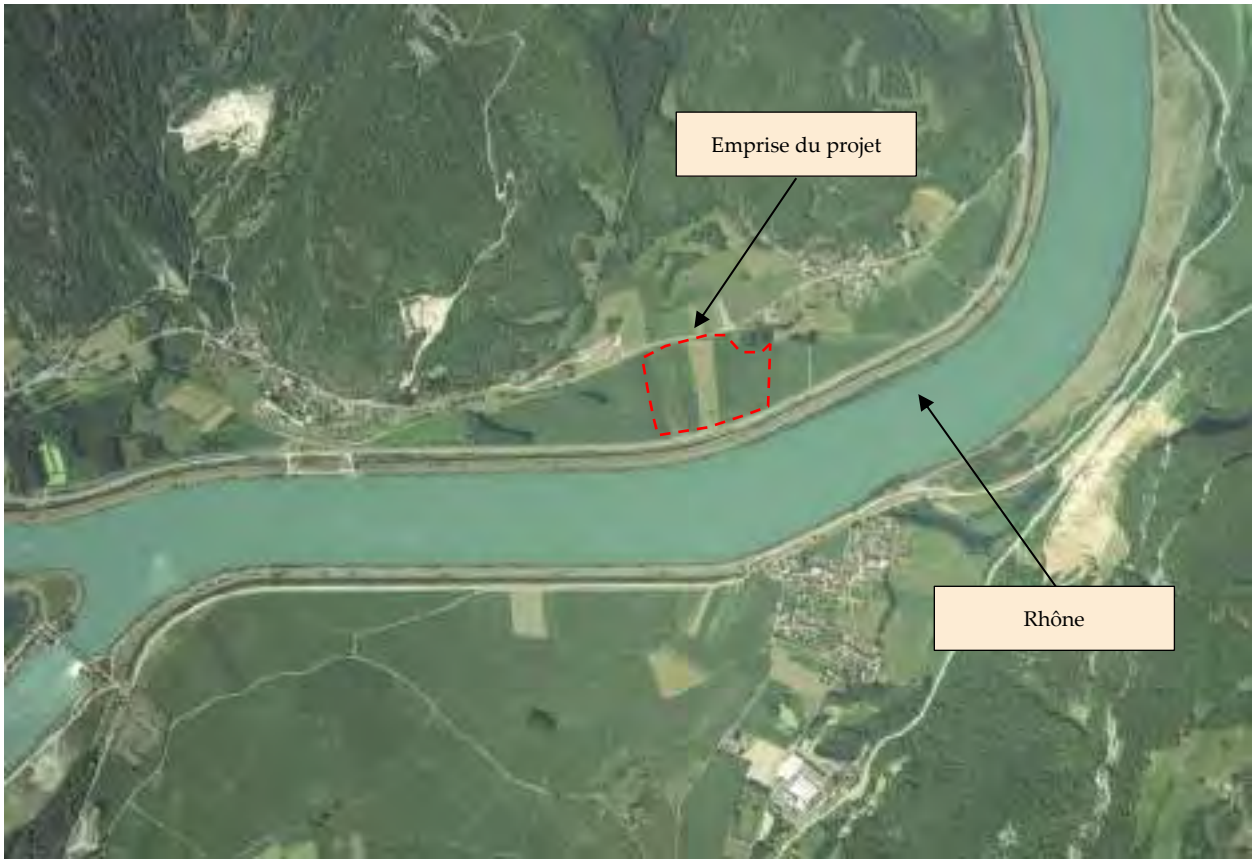
Photographie 3 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1983, avant l'implantation de la carrière



Photographie 4 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1987, avant l'implantation de la carrière

Pour la construction du barrage hydroélectrique de Brégnier-Cordon, dans les années 1980, le Rhône a été dévié. Son lit est maintenant situé à environ 65 m des terrains concernés par le projet d'extension.

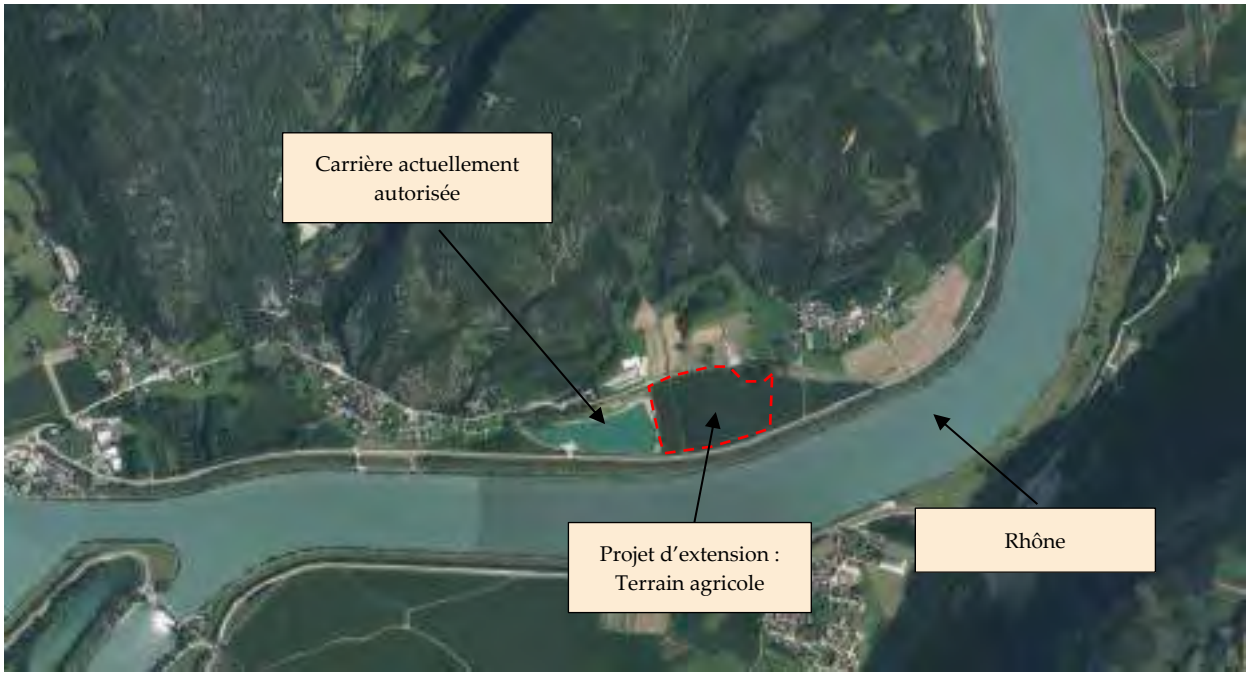
Les terrains sont toujours à vocation agricole.



Photographie 5 : Vue aérienne du secteur d'étude en 1998, avant l'implantation de la carrière



Photographie 6 : Vue aérienne du secteur d'étude en 2009, avant l'implantation de la carrière



Photographie 7 : Vue aérienne du secteur d'étude en 2021

L'exploitation de la carrière actuellement autorisée a entrainé la formation d'un plan d'eau.

V. PROCEDES DE FABRICATION, PRODUITS MIS EN ŒUVRE, PRODUITS FINIS ET DESCRIPTION DES INSTALLATIONS CONNEXES

V.A Substance à extraire, nature du gisement

Le gisement visé par la future exploitation correspond à des matériaux alluvionnaires constitués de sables, de graviers et de galets.

L'horizon superficiel des terrains concernés par l'extension est composé de terre végétale et de limon, d'une épaisseur moyenne comprise entre 0,7 et 2,7 m.

Le gisement de matériaux alluvionnaires, d'une composition hétérogène, présente une épaisseur d'une dizaine de mètres.

Le substratum se caractérise par une couche de marne grise, dont l'épaisseur dépasse 10 mètres.

V.B Caractéristiques d'exploitation

V.B.I Principe d'exploitation retenu

La carrière de Courdan est implantée au droit d'alluvions.

L'exploitation de la carrière est conduite en eau, avec extraction des matériaux par une dragline.

Le principe de l'exploitation peut se résumer de la façon suivante :

- Décapage des matériaux superficiels (terre végétale) et stockage en périphérie de la fouille, en attente d'être repris pour les ultimes opérations de remise en état du site
- Décapage des stériles et stockage définitif dans le plan d'eau ;
- Création des plateformes de stockage et des pistes ;
- Extraction des matériaux à l'aide d'une dragline ;
- Stockage temporaire des matériaux extraits à proximité de la dragline, avant d'être repris pour leur évacuation hors du site ;

- Transport des matériaux jusqu'à la plateforme de traitement située à Brégnier-Cordon ;
- Remblaiement avec des matériaux inertes et les stériles de l'exploitation et travaux de remise en état réalisés de manière coordonnée à l'avancée des travaux d'exploitation ;
- Nivellement des terrains à l'aide d'une couche de terre végétale et remise en état à vocation agricole.

Cette méthode, largement éprouvée sur des sites similaires, donne entière satisfaction tant sur le plan de la sécurité, que sur le plan de la productivité et de la réduction des nuisances vis-à-vis de l'environnement.

Les opérations seront dissociées de la manière suivante :
- Le décapage des terrains sera réalisé indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum) ;
- L'extraction du gisement, le remblaiement des terrains et l'évacuation des matériaux seront réalisés pendant la majorité du temps de l'activité de la carrière ;
- La remise en état qui consiste à recouvrir les terrains de terre végétale et de végétaliser les sols, sera réalisée indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum).

La durée des opérations dépendra des conditions météorologiques mais seront bien réalisée de manière dissociée, limitant ainsi les émissions à la source.

Ainsi, les opérations de décapage et de remise en état seront réalisées en dehors de la période d'extraction et de remblaiement.

V.B.2 Matériaux de découverte

La découverte est constituée par les matériaux situés au-dessus des matériaux visés par l'extraction.

La découverte se compose :
- De terre végétale, sur une épaisseur d'environ 0,30 m ;
- De l'horizon intermédiaire sur une épaisseur d'environ 0,25 m ;
- De matériaux limoneux d'une épaisseur variant entre 0,4 m et 2,4 m soit une moyenne sur l'ensemble du site de 1,95 m.

Une épaisseur moyenne de 2,5 m de matériaux de découverte a donc été prise dans la suite du dossier.

Les valeurs suivantes ont été retenue pour estimer les volumes des terres de découverte, sur la totalité du projet :
- Une zone d'exploitation de 55 900 m² ;
- Une emprise de 9 100 m² de surface à décaper pour la terre végétale et l'horizon intermédiaire, dans le délaissé règlementaire de 10 ml pour la création de piste, de stockage périphérique, … ;
- Une pente de 2 pour 3 dans la partie hors d'eau ;

Les matériaux sont répartis de la manière suivante :
- Terre végétale : 18 500 m³ ;
- Horizon intermédiaire : 15 500 m³ ;
- Stériles : 106 000 m³.

Les matériaux superficiels qui constituent la découverte seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction en fonction du plan d'exploitation.

Lors de la première phase, la terre végétale et l'horizon intermédiaire seront utilisés pour former les merlons périphériques qui seront maintenus sur l'ensemble de la durée de l'exploitation. Ces terres seront utilisées à la fin de l'exploitation, pour terminer les travaux de remise en état.

Après la formation de ces merlons, la terre végétale et l'horizon intermédiaire seront stockés temporairement sur les zones de remblais avant d'être utilisés pour la restitution des terrains agricoles.

Les stériles seront temporairement stockés sur le site lors de l'ouverture de l'exploitation avant d'être directement utilisés comme remblais dans le plan d'eau.

D'un point de vue pratique, le décapage des terres de découverte s'effectuera au moyen d'engins mécaniques.

Le volume annuel moyen de découverte sera de l'ordre de 9 500 m³ (hors travaux de démarrage).

Le plan de gestion des déchets inertes est disponible en annexe T – 11.

V.B.3 Activités sous traitées

La dragline ainsi que sa conduite feront l'objet d'une sous-traitance.

Les autres activités seront réalisées par la société CARRIERES MBTP.

V.B.4 Accès à la carrière

L'implantation du nouvel accès a été défini en concertation avec le service voirie du département de l'Ain qui a tenu compte du cahier des charges du guide du SETRA.

Dans ce contexte, l'accès a été implanté dans un secteur dans lequel les contraintes d'insertion, de visibilité et de sécurité ont été réunies.

L'accès à la carrière actuelle s'effectuera par le biais de la route départementale n°992.

L'entrée sera aménagée au démarrage de l'exploitation.

La localisation de l'accès au site a été défini afin d'assurer une bonne visibilité et l'insertion sécurisée des poids lourds.

Aucun merlon ne sera implanté dans le secteur afin de maintenir des conditions d'insertion et de visibilité optimales.

Le plan avec la localisation de l'accès, les triangles de visibilité, validé par le département de de l'Ain, est disponible en annexe C-4.

La carte présentée en page suivante illustre la localisation de cet accès et les triangles de visibilité.

Deux accès pour les agriculteurs seront également créés, munis chacun d'un portail, dans le respect des mesures de protection acoustiques (merlons paysagers nord et est) jouant un rôle d'atténuation des niveaux sonores modélisés sur les plus proches riverains.

L'ancien accès à la carrière sera détruit avant la création du nouvel accès.

Les enrobés seront retirés, la zone sera revégétalisée et le fossé recréé dans la continuité de celui existant de part et d'autre de l'ancien accès.

V.B.5 Dispositions concernant le remblayage et les matériaux qui seront admis in situ

V.B.5.a Quantités de matériaux admis sur le site

Les hypothèses retenues pour l'estimation des volumes de remblais admissibles, sur la totalité du site, sont les suivantes :

- Une emprise d'exploitation de 55 900 m² ;
- Une pente de 1 pour 3 dans la partie en eau ;
- Une épaisseur moyenne de gisement de 10,5 m.

Afin de remblayer le site, environ 410 000 m³ de matériaux devront être admis sur le site.

Les déchets qui seront acheminés sur le site correspondront exclusivement à des matériaux inertes (Déchets inertes non recyclables), et le rythme de déchargement des matériaux restera tributaire des marchés locaux.

L'apport de matériaux inertes commencera dès la deuxième année, permettant ainsi de créer une zone d'accueil suffisante pour stocker ces remblais.

Les quantités de matériaux admissibles seront les suivants :

- Quantité annuelle moyenne : 29 000 m³ ;
- Quantité globale admise : 410 000 m³.

Les stériles d'exploitation (environ 106 000 m³) seront directement employés pour le remblayage.

V.B.5.b Plan de remblayage des zones de stockage

Un plan de remblayage des zones de stockage sera tenu à jour. Ce plan coté devra permettre d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux et de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant dans le registre d'admission.

V.B.5.c Information

Un avis sera affiché de façon visible à l'entrée de l'installation, énumérant les types de matériaux inertes admissibles.

V.B.5.d Matériaux admissibles

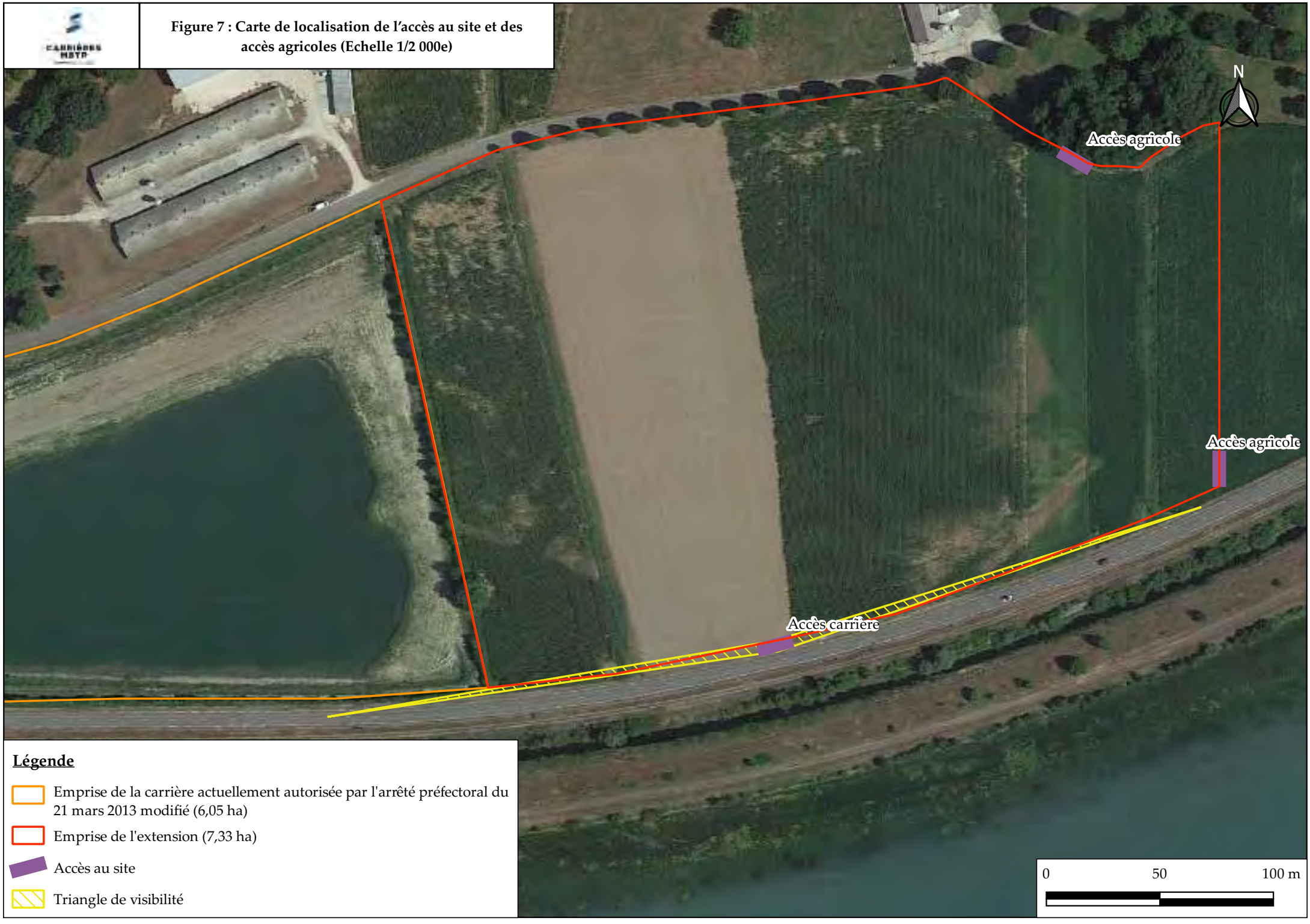
Les déchets présentés dans le tableau suivant, extrait de l'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014, pourront être admis sur le site.

Code	Description	Restriction
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tableau 6 : Liste des déchets inertes admissibles

Aucun déchet d'amiante lié aux matériaux inertes (amiante ciment) ne sera admis sur le site.

Figure 7 : Carte de localisation de l'accès au site et des accès agricoles (Echelle 1/2 000e)



V.B.5.e Règles d'admission et références réglementaires

Préambule

D'après le Code de l'Environnement (Article L 541-2) « Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers ».

Le producteur du déchet (le futur client) est donc responsable du caractère inerte du matériau que MBTP CARRIERES prend en charge sur les différentes plateformes de son réseau que ce soit à des fins de recyclage ou de stockage définitif.

Il est toutefois de la responsabilité du site d'accueil de mettre en œuvre les procédures d'acceptation, de contrôle et de suivi de la traçabilité des déchets réglementaires et adaptées à la configuration du site.

Il est rappelé que le remblayage d'une carrière à l'aide d'inertes constitue une activité largement répondue et encadrée réglementairement.

Le maitre d'ouvrage se pliera à toutes les exigences réglementaires en la matière qu'il s'agisse de la nature des matériaux admis ou du suivi des eaux souterraines.

Les dispositions prises concernant le remblayage sont précisées dans les paragraphes suivants.

Origine des déchets inertes admis sur la carrière de Courdan

Les matériaux inertes, utilisés pour le remblayage du site, proviendront de la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon, exploitée également par la société MBTP.

Ces matériaux correspondent à une partie des déchets inertes (professionnels) collectés :

- Sur la plateforme de tri et de négoce de Bourgoin-Jallieu (déchets inertes collectés auprès de professionnels) puis transportés sur la plateforme de Brégnier-Cordon (env. 70 % des déchets inertes transitant) ;
- Sur la plateforme de tri, traitement et négoce de Brégnier-Cordon (env. 30 % des déchets inertes).

Seuls les déchets inertes, non recyclables, seront acheminés vers la carrière de Courdan pour un stockage définitif.

Les deux plateformes (Bourgoin-Jallieu et Brégnier-Cordon) accueillent les déchets inertes professionnels répondant aux caractéristiques des matériaux inertes définies à l'Arrêté du 12/12/2014. Pour rappel, selon le Code de l'Environnement, un déchet inerte :

- Ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante ;
- Ne se décompose pas ;
- Ne brûle pas ;
- Ne produit aucune réaction physique ou chimique ;
- N'est pas biodégradable ;
- Ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.

Les contrôles de la qualité des matériaux inertes provenant de l'extérieur (professionnels) sont réalisés une première fois sur les sites de collecte de Bourgoin-Jallieu et de Brégnier-Cordon (la procédure mise en place par Carrières MBTP pour l'accueil de ces matériaux sur ces deux plateformes de transit et de traitement est rappelée dans les paragraphes suivants).

Procédure d'acceptation des déchets inertes s'appliquant sur les plateformes de Bourgoin-Jallieu et Brégnier-Cordon (Activités de transit et de recyclage)

Les déchets admis sur l'installation de traitement et plateforme de transit des produits minéraux de Brégnier-Cordon correspondent à des déchets inertes (professionnels) par apport direct, par voie routière depuis les chantiers ou acheminés par Carrières MBTP depuis sa plateforme de transit de Bourgoin-Jallieu.

L'activité du site concerne **l'accueil de matériaux inertes recyclables** (gravats béton, tuiles, briques, céramiques, mélange de béton, bitumineux et cailloux) pour la production de granulats recyclés ainsi que **le transit de matériaux inertes non recyclables** (matériaux de terrassement constitués de terres non polluées).

Les matériaux à recycler admis sur site seront **exclusivement des matériaux inertes** tels que définis par l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées, dont notamment ceux listés dans le tableau ci-après :

Code	Description	Restriction
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés.
17 05 08	Ballast de voie ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés et à l'exclusion de ceux ne respectant pas les critères figurant à l'annexe II.
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe.

Tableau 7 : Déchets admis sur la plateforme de Brégnier-Cordon

Aucun déchet dangereux n'est et ne sera accepté sur le site.

L'ensemble du site est clos et accessible uniquement aux horaires d'ouverture prévues. Un panneau placé à l'entrée du site rappelle les types de matériaux acceptés. Le site dispose d'un pont-bascule où s'effectue la pesée et un 1er contrôle visuel.

Ensuite, le site est divisé en six principales zones :

- Aire de stockage des déchets inertes recyclables ;
- Aire intermédiaire de stockage du granulats recyclés ;
- Aire de stockage « tampon » des déchets inertes non recyclables avant évacuation progressive sur le site de la carrière de Courdan (acceptation en remblais) ;
- Aire de stockage du tout-venant alluvionnaire extrait sur les carrières MBTP (en l'occurrence les matériaux de Courdan pour les prochaines années) ;
- Installation de traitement (groupe mobile constitué d'un crible sous eau et d'un concasseur) et de recyclage des eaux de traitement ;
- Zone de négoce comportant des casiers pour le stockage et la vente des produits (naturels ou recyclés).

Des bureaux d'accueil, un garage dédié aux petits entretiens mécaniques et une aire de lavage sont également présents.

L'ensemble de la procédure d'accueil des matériaux inertes extérieurs est détaillée dans le logigramme en pages suivantes.

En amont de l'acceptation des déchets d'un chantier connu à l'avance ou d'une série de livraison d'un même déchet, le producteur de déchets remet à l'exploitant le **Document d'Acceptation Préalable (DAP)** renseigné, identifiant :

- Identité et coordonnées du producteur de déchets
- Identité et coordonnées du transporteur
- L'adresse du ou des chantiers
- Quantité
- Classe de déchets
- Date et heure de réception

Pour des clients réguliers sur l'année ou une série d'un même déchet, Carrières MBTP (Bureaux / siège) vérifie la complétude des informations renseignées sur la DAP et valide ou non l'acceptation des déchets. Le transporteur doit se présenter, à l'arrivée sur le site, avec une copie de la DAP validée en amont entre le client et Carrières MBTP.

Pour des chantiers plus diffus, la DAP pré-remplie par le producteur est vérifiée directement sur la plateforme de Brégnier-Cordon, à l'arrivée du transporteur, par l'opérateur en charge sur la plateforme. En cas de doute ou de compléments, l'opérateur prend attache avec le producteur de déchets.

Ce document, signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, sert d'accusé de réception. L'exploitant conserve ce document, pendant au moins trois ans, et sera intégré dans un registre des admissions et des refus.

Des vérifications complémentaires seront demandées par Carrières MBTP au producteur de déchets pour les matériaux provenant d'une ICPE ou en cas de doute sur la provenance ou la nature inerte des déchets : un test analytique sera alors demandé au producteur de déchets inertes par Carrières MBTP pour vérification de la conformité avec les seuils réglementaires :

- En cas de non-respect des seuils, les déchets ne seront pas acceptés ;
- En cas de respect des seuils, ils seront acceptés.

A l'arrivée sur le site, le chargement fait l'objet d'un 1er contrôle visuel (opérateur Carrières MBTP Plateforme BC) en même temps qu'une pesée du volume entrant sur le site.

Chaque chargement est accompagné d'un bon de pesée numéroté en deux exemplaires comprenant :

- sa provenance et le propriétaire d'origine,
- sa quantité exprimée en unité de masse,
- sa nature, et les données d'information préalable,
- les moyens de transports utilisés,
- le nom et l'adresse du transporteur,
- la date d'arrivée sur la plateforme.

A ce bon de pesée est rattaché une DAP. L'exploitant conservera ce document, pendant au moins trois ans. Il sera intégré dans un registre des admissions et des refus.

A ce stade, en cas de suspicion sur la qualité des déchets, de préférence, la marchandise est refusée et rechargée par le transporteur.

Un registre d'acceptation ou de refus des inertes est tenu à jour (sur la plateforme Carrières MBTP Brégnier-Cordon ou au siège) et contient en complément du document préalable, les informations suivantes :

- quantité de déchets admise en tonnes ;
- date et heure de l'acceptation des déchets ;
- accusé d'acceptation préalable ;
- résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins 3 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le transport est ensuite déchargé de façon éclatée sur la zone dédiée, sous la responsabilité de l'opérateur qui effectue ici un 2e contrôle visuel et un contrôle organoleptique.

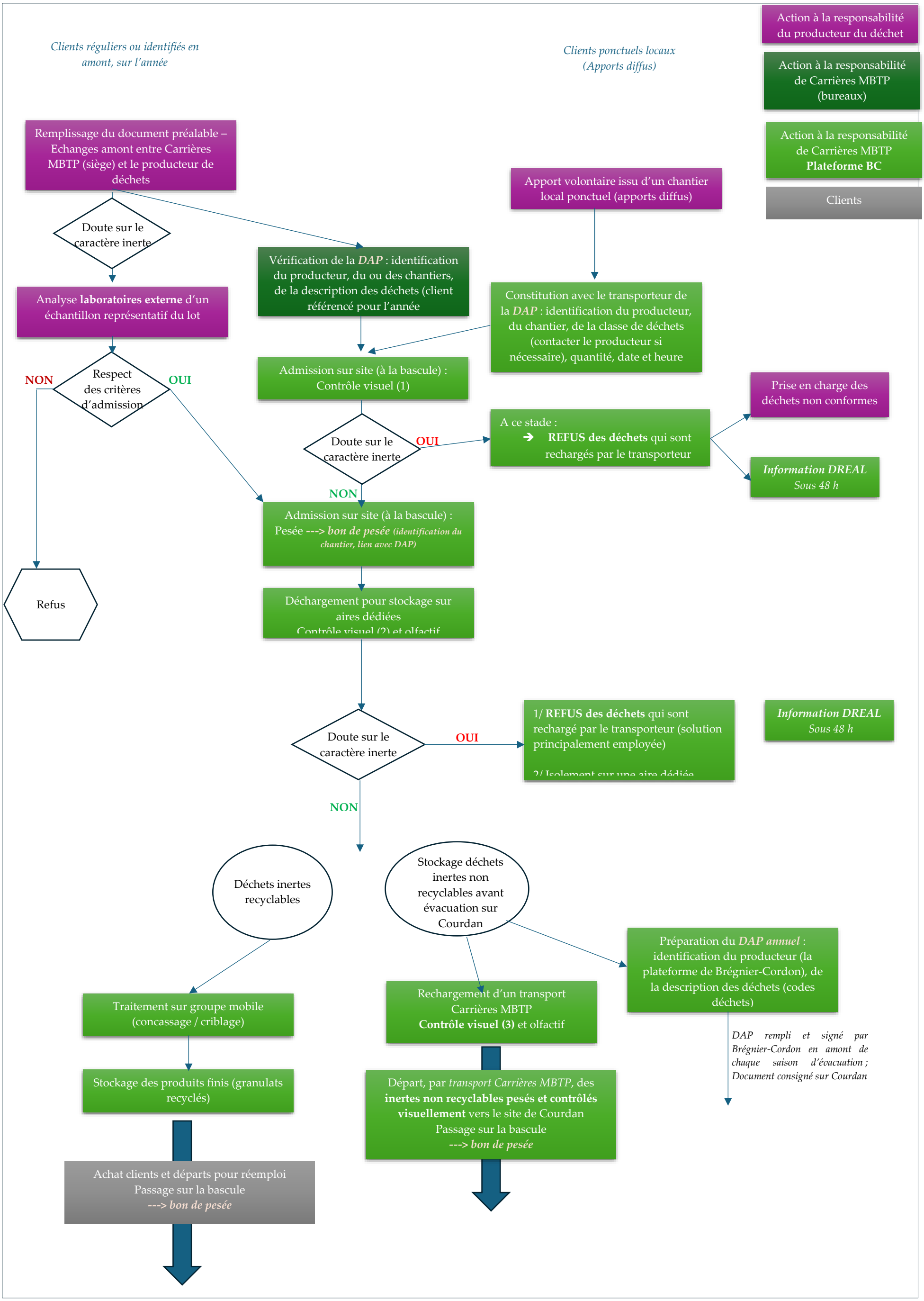


Figure 8 : Logigramme de la procédure d'acceptation des déchets inertes sur la plateforme de Brégnier-Cordon

A ce stade, en cas de suspicion sur la qualité des déchets :

- de préférence, la marchandise est refusée et rechargée par l'agent
- sinon et en cas de nécessité (observation suspicieuse tardive), il pourra être décidé d'isoler le chargement pour y effectuer un ou plusieurs prélèvements et une analyse en laboratoire afin de vérifier le respect des seuils
  - en cas de non-respect, le producteur de déchets sera obligé à venir recharger et évacuer vers une filière adaptée ses matériaux, à ses frais ;
  - en cas de respect des seuils, ces déchets pourront être déplacés sur l'aire de stockage des déchets acceptés.

Une benne de tri spécifique est également mise en place pour les déchets non acceptés, identifiés ultérieurement au déchargement et contrôles visuels et olfactifs réalisés par l'opérateur, avant leur évacuation vers un centre agréé. Rappelons que lorsqu'un chargement non conforme est constaté lors du contrôle initial le camion est immédiatement rechargé.

Les déchets inertes arrivant sur Brégnier-Cordon sont stockés sur des aires dédiées et identifiées :

- Zone d'accueil des déchets inertes revalorisables (recyclables) destinés à être traités (tri, scalpage et concassage) ;
- Zone d'accueil des déchets inertes non valorisables (non recyclables) destinés à être acheminés par campagne (septembre à mars) sur le site de la carrière de Courdan.

Une surface suffisante sera mobilisée sur la plateforme pour permettre le stockage temporaire des déchets non valorisable pour permettre, si nécessaire, en cours d'exploitation de la plateforme de transit, la réalisation de contrôles analytiques réguliers avant acheminement sur le site de Courdan.
Au démarrage de l'activité, il est probable que les contrôles analytiques se fassent préférentiellement sur Courdan pour des raisons d'organisation de la plateforme de Brégnier-Cordon d'ici au démarrage des travaux de remblaiement sur Courdan. A l'avenir il pourra être organisé un contrôle analytique dès la plateforme de Brégnier-Cordon.

En amont de l'évacuation des déchets inertes non recyclables sur Courdan, la plateforme de Brégnier-Cordon émet annuellement le Document d'Acceptation Préalable (DAP) renseigné, identifiant :

- Identité et coordonnées du producteur de déchets
- Identité et coordonnées du transporteur
- L'adresse du ou des chantiers
- Quantité
- Classe de déchets
- Date et heure de réception

Ce document est conservé sur le site de production (Plateforme de Brégnier-Cordon) et son client la carrière de Courdan (site d'accueil pour stockage définitif). Les matériaux inertes sortant de la plateforme, qu'il s'agisse de granulats recyclés ou de déchets inertes non recyclables, seront pesés avant de sortir du site. L'ensemble des pièces assurant la traçabilité des déchets est consigné par la société Carrières MBTP et alimentent un registre de suivi des admissions et des sorties :

- Avant d'être acheminés sur le site de la carrière de Courdan les déchets inertes non valorisables, sont à nouveaux contrôlés visuellement et olfactivement lors du chargement des camions Carrières MBTP, sous la surveillance de l'opérateur de la plateforme de Brégnier-Cordon, et pesés, afin de connaitre les tonnages sortis/ entrants sur Courdan, avec un nouveau passage sur la bascule ;

- Avant d'être acheminés vers d'autres chantiers de réemploi (clientèle « granulats recyclés de Carrières MBTP), les matériaux recyclés sont pesés, sous la surveillance l'opérateur de la plateforme de Brégnier-Cordon.

Chaque nouveau départ est accompagné de la production d'un **bon de pesée** numéroté, en deux exemplaires (un conservé sur la PF de Brégnier-Cordon et un pour les clients) comprenant :

- sa provenance et le propriétaire d'origine,
- sa quantité exprimée en unité de masse,
- sa nature, et les données d'information préalable,
- les moyens de transports utilisés,
- le nom et l'adresse du transporteur,
- la date d'arrivée sur la plateforme.

Procédure d'acceptation complémentaires s'appliquant aux déchets inertes issus de la plateforme de Brégnier-Cordon et arrivant sur le site de la carrière.

Les matériaux inertes, utilisés pour le remblayage du site, proviendront uniquement de la plateforme de transit de Brégnier-Cordon, exploitée également par la société Carrières MBTP.

Aucun apport direct depuis les chantiers ne sera réalisé et accepté sur le site de la carrière de Courdan.

Les matériaux acheminés par Carrières MBTP correspondent à la partie non recyclable des déchets inertes exclusivement (professionnels) collectés sur la plateforme de tri, traitement et négoce de Brégnier-Cordon.

Parmi la liste des déchets définies par annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014, seuls les déchets listés dans le tableau en page 17 et rappelé ci-dessous, seront accueillis sur le site de Courdan en remblaiement :

Code	Description	Restriction
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Tableau 8 : Liste des déchets inertes admissibles

Cette réduction de la liste des déchets qui seront admis sur Courdan correspond, d'une part, aux objectifs de recyclage recherchés par Carrières MBTP et, d'autre part à une démarche de contrôle plus fin des matériaux inertes mis en remblais dans le cadre du remblaiement de la carrière.

De manière plus précise, au regard du recyclage réalisé, ce sont principalement des déchets de terres et cailloux qui seront acheminés sur Courdan.

Ces déchets ont été une première fois contrôlés sur le site de collecte de Brégnier-Cordon (vérification préalable de Carrières MBTP des informations préalables transmises par la production de déchets (DAP) ; 2 contrôles visuels, déchargement éclaté sur l'aire de stockage, etc.).

Avant d'être acheminés par les camions Carrières MBTP sur le site de Courdan les déchets inertes non recyclables sont contrôlés une nouvelle fois par l'opérateur de la plateforme de Brégnier-Cordon au moment du chargement du camion puis pesée.

Le producteur de déchets est responsable des informations préalables délivrées à Carrières MBTP dans le cadre de sa demande de prise en charge des déchets sur la plateforme de Brégnier-Cordon. Le Document d'Acceptation préalable (DAP) sera renseigné et identifiera :

- Identité et coordonnées du producteur de déchets
- Identité et coordonnées du transporteur
- L'adresse du ou des chantiers
- Quantité
- Code déchets
- Date et heure de réception

Pour des clients réguliers sur l'année ou une série d'un même déchet, la DAP est renseignée par le producteur de déchets, vérifiée par *Carrières MBTP (bureaux/siège)*.

Pour des chantiers plus diffus, la DAP préremplie par le producteur est vérifiée directement sur la plateforme de Brégnier-Cordon, à l'arrivée du transporteur, par l'opérateur en charge sur la plateforme. En cas de doute ou de compléments, l'opérateur prend attache avec le producteur de déchets.

Un bon de pesée est préparé au départ de la plateforme de Brégnier-Cordon (pesée sur le site de Brégnier) sur lequel sont mentionnés les éléments suivants :

- Le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN : ici, systématiquement Carrières MBTP ;
- Origine du déchet : Identification du lot de déchet (zone de stockage) sur la plateforme intermédiaire (ici, Plateforme de tri, de traitement et de négoce de Brégnier-Cordon),
- Identification de la nature des déchets : libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement ;
- Quantité de déchets admise (pesée en sortie de la plateforme de Brégnier-Cordon) ;
- Résultat du contrôle visuel lors du chargement avant sortie de la plateforme ;
- Date et l'heure de l'accuse de réception,
- Identification du casier de stockage sur le site d'accueil définitif (Cf. plan de carroyage).

Un 4e contrôle visuel des déchets inertes sera réalisé par l'opérateur de la carrière de Courdan au déchargement des déchets sur les zones dédiées à leur stockage et vérification avant mise en œuvre dans les travaux de remblaiement. Les déchets seront stockés au sol, de manière « éclatée, en tas au sol », pour permettre ce contrôle visuel et olfactif par l'opérateur chargé de l'accueil des matériaux.

Le résultat de ce contrôle est consigné dans un registre des admissions sur le site de la carrière de Courdan (y est également rattaché le numéro ou les informations issus du bon de pesée correspondant établi au départ de la plateforme de Brégnier-Cordon).

Seuls les matériaux inertes caractérisés chimiquement en amont, sur la plateforme de Brégnier-Cordon ou directement sur le site de Courdan, pourront être admis dans les travaux de remblaiement de la carrière.

Un échantillon caractéristique des admissions hebdomadaires sera constitué selon les normes de prélèvement en vigueur afin d'être analysé.

Un échantillon représentatif de chaque lot de 700 m³ sera constitué à partir de quatorze prélèvements ponctuels réalisés.

- Les analyses « ISDI » conforme à l'arrêté ministériel du 12/12/14 seront réalisées par un laboratoire agréé.
- Les résultats d'analyses seront conservés a minima sur le site de Courdan (bungalow) en cas de contrôle de l'activité.
- En cas de retour d'analyse non conforme, une deuxième analyse sera faite sur le lot éclaté et séparé en plusieurs tas. La partie du lot non conforme est identifiée par quartage, isolée puis envoyée dans un centre de traitement adapté.
- En cas de refus, l'exploitant communique au préfet du département, au plus tard 48 heures après le refus :
- Les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- L'origine des déchets : Identification du lot de déchet,
- Le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- Le motif de refus d'admission.

Dans des cas plus exceptionnels de chantier où les matériaux y seraient caractérisés chimiquement avant le départ et après vérification par Carrières MBTP des conditions d'échantillonnage et des résultats de ces essais, ces matériaux pourront être acceptés *in fine* sur le site de Courdan sans nouveau contrôle. Les résultats d'essais devront impérativement être communiqués en amont à Carrières MBTP qui les archivera.

Seuls les matériaux caractérisés chimiquement comme inertes seront employés dans les travaux de remblaiement.

Sur Brégnier-Cordon, une surface suffisante (minimum 1 500 m2) sera mobilisée sur la plateforme pour permettre le stockage temporaire des déchets inertes non recyclables et la réalisation de contrôles analytiques réguliers avant acheminement sur le site de Courdan.

Sur Courdan, trois zones de stockage seront aménagées (minimum total de 1 500 m2) pour permettre le stockage temporaire des déchets inertes apportés sur site et la réalisation des contrôles analytiques avant mise en œuvre dans les travaux de remblaiement. Les 3 zones permettent d'assurer une continuité des opérations d'accueil, contrôles, remblaiement en permettant la constitution d'un second lot dans l'attente des résultats d'analyses effectués sur le premier voire de constituer un 3e lot s'il fallait isoler et recaractériser le 1er lot analysé.



Figure 9 : Illustration des zones de dépotage des inertes

Au démarrage de l'activité, il est probable que les contrôles analytiques se fassent préférentiellement sur Courdan pour des raisons d'organisation de la plateforme de Brégnier-Cordon d'ici au démarrage des travaux de remblaiement sur Courdan. A l'avenir il pourra être organisé un contrôle analytique dès la plateforme de Brégnier-Cordon.

Un plan de remblayage des zones de stockage sera tenu à jour.

Ce plan coté s'appuiera sur le levé topographique annuel du site permettant ainsi de suivre précisément l'avancée de l'exploitation, les différentes zones de stockages et l'avancée des opérations de remblaiement. Les zones dédiées au stockage des inertes extérieurs avant versement dans la fouille y sont notamment identifiés.

Gérée par informatique et à disposition de l'administration, ce plan de carroyage délimitera les zones de remblaiement et facilitera la traçabilité entre les matériaux acceptés et la zone de stockage définitive.

Des levés topographiques intermédiaires, en cours d'année, sont également réalisés par Carrières MBTP en fonction des besoins.

Ce plan est annuellement mis à jour et tenu à disposition de l'administration.

Le logigramme d'acceptation au droit de la carrière est présenté en page suivante.

Par les procédures mises en œuvre, CARRIERES MBTP met en place une traçabilité complète des matériaux inertes.

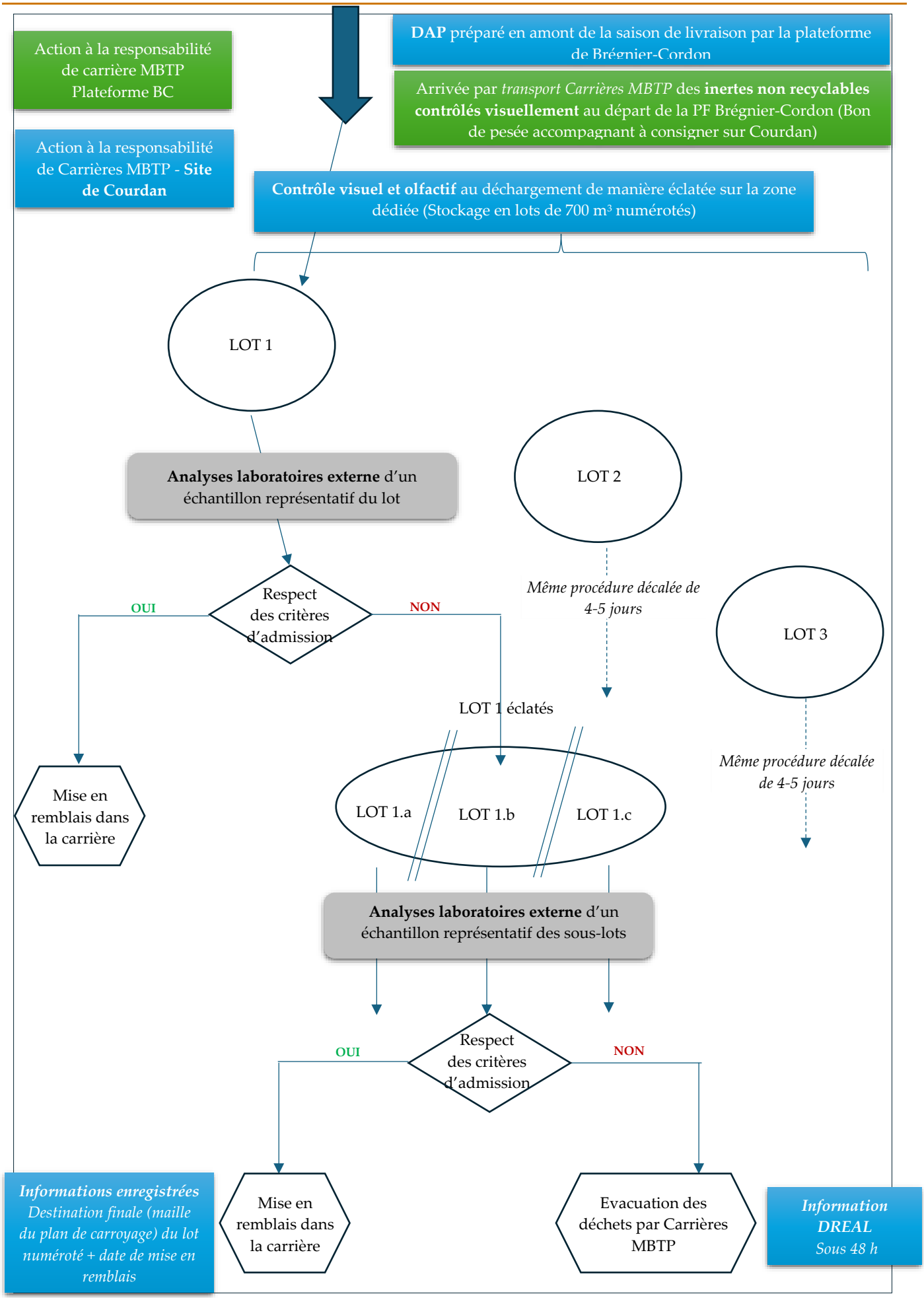


Figure 10 : Logigramme de la procédure d'acceptation des déchets inertes sur la plateforme de Brégnier-Cordon

V.B.5.f Gestion des matériaux inertes

Les matériaux inertes, utilisés pour le remblayage du site, proviendront de la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon, exploitée également par la société MBTP.

Ils correspondront à la fraction de matériaux non recyclables, qui seront valorisés sur la carrière de Courdan.

Le transport des matériaux inertes sera exclusivement réalisé par la société Carrières MBTP, supprimant ainsi le risque de contamination lors du transport (pollution par vandalisme).

Les contrôles de la qualité des matériaux seront réalisés au droit du site de Brégnier-Cordon.

Une nouvelle vérification visuelle sera réalisée dès l'arrivée des poids lourds sur le carreau avant et après dépotage sur la plateforme dédiée à la réception des déchets.

La caractérisation des matériaux ainsi que les provenance (immatriculation des poids lourds) seront consignée sur un registre et un plan annoté.

En retenant une moyenne réaliste de 10 camions par jour, d'une capacité de 30 tonnes, 300 t de matériaux seront acheminés sur le site chaque jour. Avec une densité moyenne de remblais de 1,6, cela représentera une moyenne de 185 m^3 chaque jour.

Ces matériaux seront déchargés sur la plateforme prévu à cet effet, à proximité du plan d'eau, sur une hauteur maximale de 4 m.

Ils seront ensuite poussés tous les jours ou tous les deux jours (en fonction des apports). Le stockage en surface sur le site sera donc temporaire.

Une emprise de 1 500 m^2, répartie en trois zones, le long du plan d'eau a donc été retenue, afin de palier un apport ponctuel important de matériaux sur le site ou un retard dans les travaux de remblayage du plan d'eau et permettre la réalisation préalable des contrôles analytiques.

Cette emprise a été volontairement réduite pour limiter les emprises de stock au sol et les incidences paysagères et assurer les opérations de remise en état de manière concomitante.

Cela a été également rendu possible par la proximité du site de Brégnier-Cordon (7,1 km) où les matériaux inertes sont temporairement entreposés avant leur acheminement sur le site de Courdan pour leur stockage ultime.

V.B.6 Niveau de production et cote limite d'extraction

Dans le cadre de l'autorisation en vigueur, la production maximale annuelle autorisée est de 60 000 tonnes.

La cote limite d'exploitation, fixée à 201 m NGF, sera maintenue.

Dans le cadre du projet, les rythmes d'exploitation seront les suivants :

- Rythme moyen d'extraction : 60 000 tonnes par an ;
- Rythme d'extraction maximum : 70 000 tonnes par an.

V.B.7 Durée d'autorisation sollicitée

La durée sollicitée est de 15 ans.

V.B.8 Destination des matériaux extraits

Une fois les matériaux traités, sur le site de Brégnier-Cordon, ils fourniront des produits finis de différentes granulométries destinés à être commercialisés sur le marché de l'Avant Pays Savoyard mais également des départements voisins (Ain et Isère) pour le compte des entreprises du BTP, des collectivités ou des particuliers.

Les caractéristiques mécaniques des matériaux qui seront extraits sont excellentes et permettront divers usages qualifiés de « nobles » et notamment pour les chantiers de travaux publics et du bâtiment (Béton prêt à l'emploi, enrobés, bétons Génie Civil …).

V.B.9 Conduite de l'exploitation

L'exploitation de la carrière est conduite sous la responsabilité d'un chef de carrière et d'un responsable d'exploitation.

Le personnel appelé à participer aux divers travaux liés à l'extraction de matériaux comprend :

- Un conducteur à la pelle ;
- Un conducteur au chargeur ;
- Un conducteur à la dragline ;
- Un conducteur au tombereau.

Les horaires de travail débuteront à 7h pour s'achever à 17 h, incluant une pause déjeuner, du lundi au vendredi inclus.

V.B.10 Programme d'exploitation

Le programme d'exploitation a été élaboré en prenant en considération plusieurs contraintes :

- La nécessité de préserver l'intégration paysagère du site ;
- La limitation des nuisances, en particulier les nuisances sonores et les envols éventuels de poussières, susceptibles d'être produites ;
- La remise en état de la carrière ;
- L'optimisation du gisement.

Les plans d'exploitation par phases quinquennales sont joints en annexes C – 5 et comprennent :

- Un plan topographique illustrant l'état actuel du site ;
- Un plan illustrant l'état intermédiaire de l'exploitation lors des trois phases quinquennales ;
- Le courrier de demande de dérogation au titre du plan topographique fourni à l'échelle 1/2 500^{ième} au lieu de l'échelle au 1/200^{ième} (article D.181-15-2 du Code de l'Environnement) est joint en annexe A-5.
- Un plan représentatif de l'état final de la carrière à l'issue des travaux de remise en état, associé à des coupes techniques.

Le tableau ci-après explicite le programme d'exploitation retenu en fonction des différentes zones et des niveaux exploités.

Phases	Tonnage moyen extrait
Phase 1 (2025 – 2029)	300 000
Phase 2 (2030 – 2034)	300 000
Phase 3 (2035 – 2039)	140 000
Total	**740 000 tonnes**

Tableau 9 : Evaluation des tonnages extraits par phase quinquennale

Le plan des phases d'exploitation est présenté en page suivante.

V.B.10.a Description de la première phase quinquennale d'exploitation

Lors de la première période quinquennale, plusieurs travaux de différentes natures seront réalisés :

- La création de l'accès au site et des pistes internes ;
- La mise en place de la zone d'accueil avec la plateforme de stationnement des véhicules et le bungalow ;
- Le décapage des terres végétales et la formation des merlons périphériques ;
- Le démarrage des travaux d'exploitation proprement dits.

Travaux préparatoires

Dès l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation, la société MBTP mettra en place l'accès à la carrière, depuis la route D922.

Une fois l'accès créé et sécurisé, la zone d'accueil sera aménagée avec la création de la zone de stationnement des véhicules et la mise en place du bungalow.

Les terres de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) seront décapées à l'aide d'une pelle sur une superficie de l'ordre de 30 000 m² et stockée au niveau des merlons périphériques.

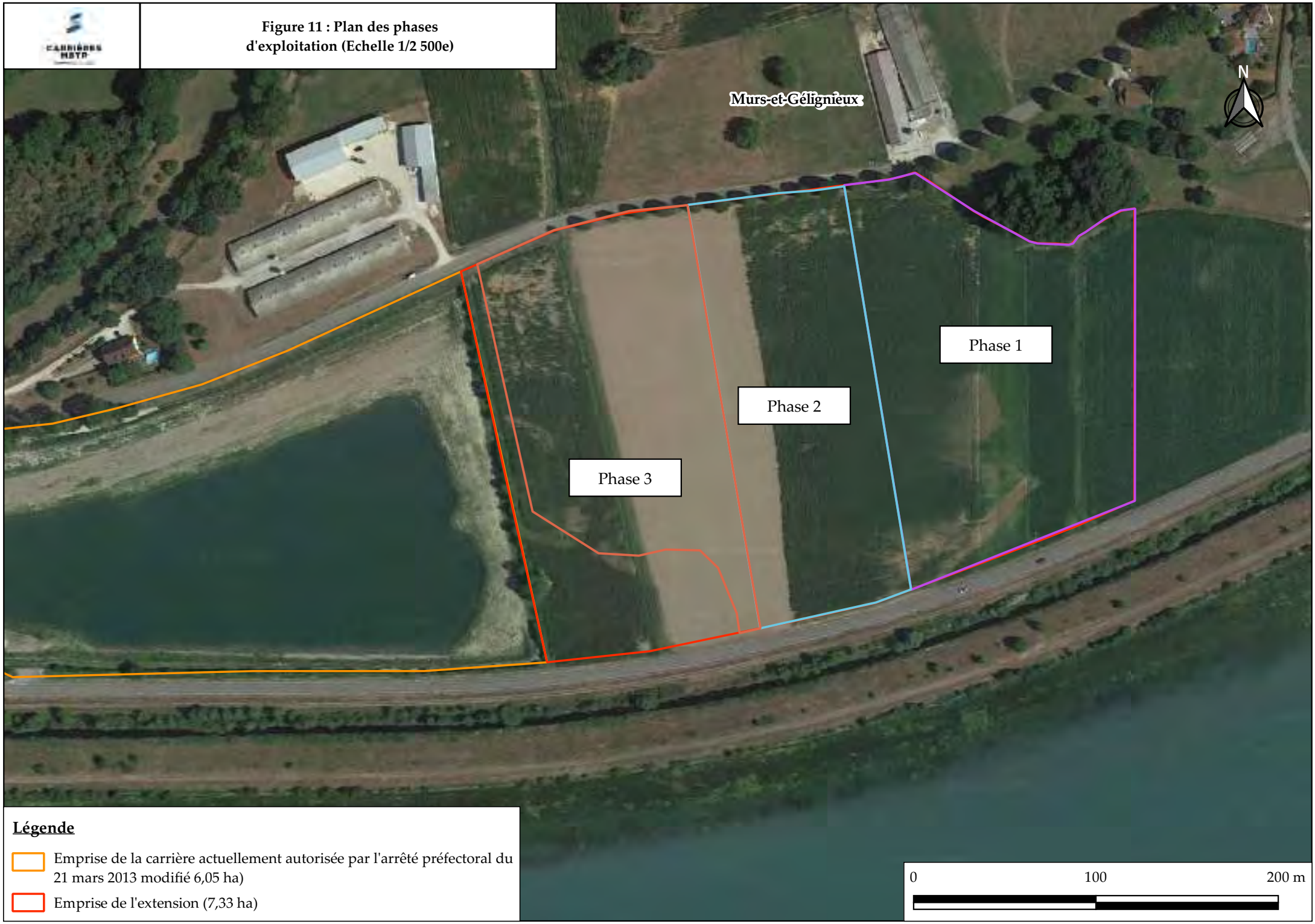
La terre végétale sera stockée sur une hauteur de 2,5 m et l'horizon intermédiaire sur une hauteur de 3 m.

Ces stocks seront maintenus durant la totalité de l'exploitation et seront mobilisés lors de la finalisation de la remise en état.

La mesure de réduction MR_3 qui prévoit la végétalisation et l'entretien de ces espaces sera mise en place dès la formation des merlons pour limiter notamment l'implantation d'espèces exotiques envahissantes.

La mesure de réduction MR_4 sera mise en place avec l'installation d'une clôture à trois ou quatre fils permettant le passage de la petite et moyenne faune.

Figure 11 : Plan des phases d'exploitation (Echelle 1/2 500e)



Démarrage de l'exploitation

Les stériles seront retirés à l'aide d'une pelle sur une emprise de l'ordre de 14 700 m² et stockés temporairement sur le site, sur une emprise de l'ordre de 6 900 m² et une hauteur de 6 m avant d'être employés pour remblayer le plan d'eau formé.

Les terres de découvertes (terre végétale et horizon intermédiaire) ne pouvant être stockées sur les merlons périphériques seront temporairement stockées à l'Ouest du stock de stérile.

La terre végétale sera stockée sur une hauteur de 2,5 m et l'horizon intermédiaire sur une hauteur de 3 m.

L'extraction du gisement sera effectuée à l'aide d'une dragline et débutera depuis la pointe Nord-Est vers le Sud-Ouest. Ce sens d'exploitation permettra de commencer le plus rapidement possible le remblayage du plan d'eau avec les stériles et limiter ainsi l'emprise des stocks au sol.

La figure présentée en page suivante illustre le principe d'exploitation au démarrage de l'exploitation.

Poursuite de l'exploitation

Une fois l'exploitation suffisamment avancée, l'ensemble des stériles sera directement utilisé dans les travaux de remblais du plan d'eau. Aucun stock de stérile ne sera formé en surface. L'emprise des stocks sera alors réduite au strict minimum.

La terre végétale, l'horizon intermédiaire issus du décapage des terrains en place ainsi que les matériaux inertes extérieures employés pour le remblaiement seront stockés sur la zone remblayée, à l'Est du plan d'eau.

L'extraction sera réalisée à l'aide de la dragline, par bande d'une vingtaine de mètres de largeur, depuis le Nord vers le Sud, en direction de l'Ouest.

Les matériaux bruts seront stockés à l'Ouest du plan d'eau, au plus proche de la dragline, sur une emprise de l'ordre de 4 600 m² et sur une hauteur de 4 m, avant d'être évacués du site par camion, en direction de la plateforme de traitement de la société MBTP, localisé à Brégnier-Cordon.

Au total, environ 37 400 m² de terres agricoles seront consommées au cours de cette phase.

La remise en état à vocation agricole sera réalisée en parallèle de l'exploitation, avec une restitution de 4 500 m² de terrain agricole au cours de la première phase.

Le fossé d'écoulement des eaux pluviales sera restitué à son emplacement initial.

La première surface agricole restituée à l'Est du fossé d'écoulement sera accessible par l'extrémité Sud-Est (merlon non constitué jusqu'en limite de parcelle).

La mesure MR2b, consistant au maintien d'une bande de cultures fourragères, sera mise en place dès le démarrage des travaux et en suivant l'avancée de l'exploitation, soit à l'ouest de la zone en travaux, soit à l'Est.

La mesure d'accompagnement MA_1, qui consiste en la création d'une mare de 250 m² à l'amont du ruisseau de la Janotte, sur le site, sera mise en place au début de la première phase, en fonction des conditions climatiques.

La figure présentée en page 34 illustre le principe d'exploitation de la première phase.

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛ₪ËÌ₪ÓΛ ÐÕ₪ϥhuÁ

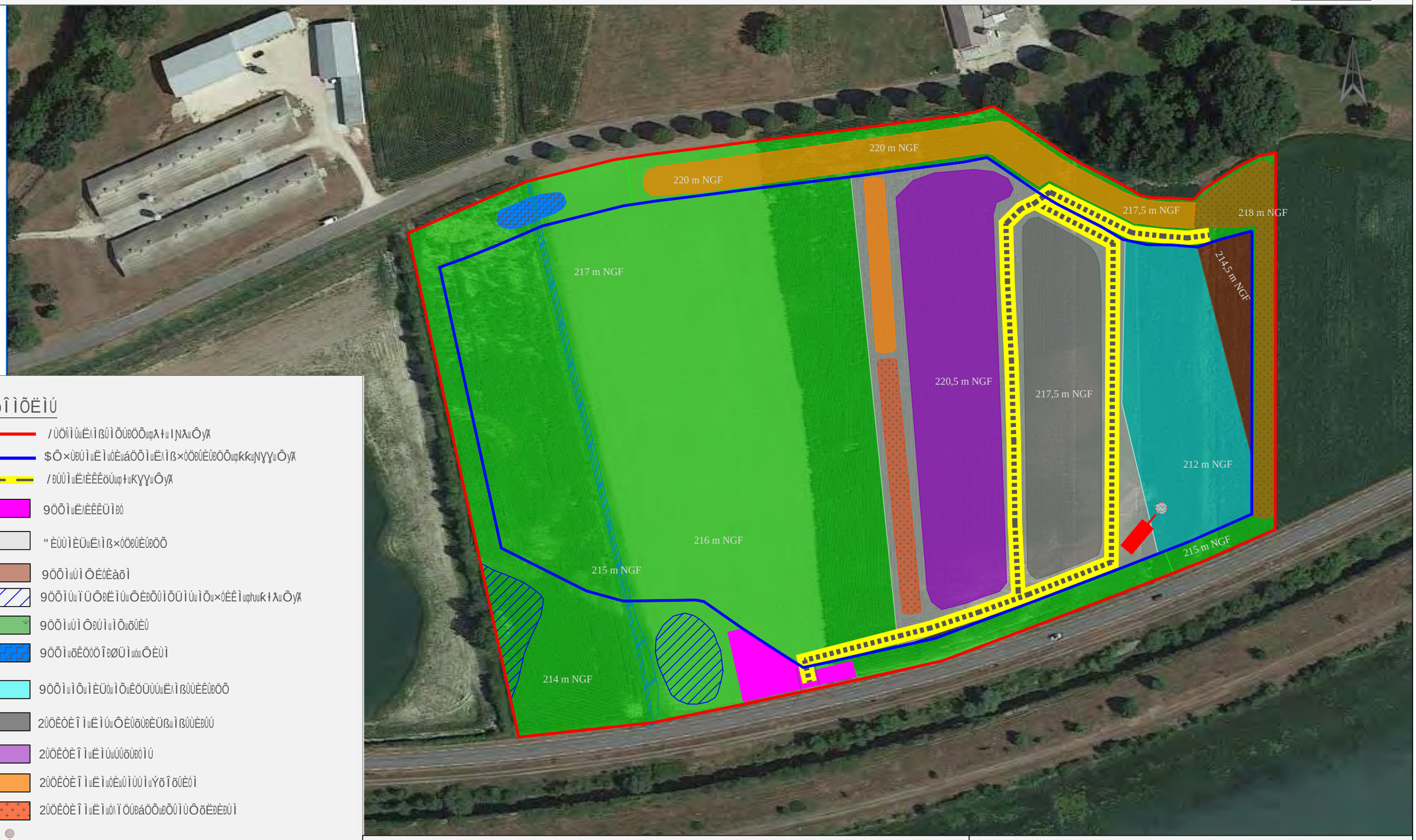
"ÖÔÔÜÕÌ₪Ë Ì₪ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕ₪ËÌ₪×ÏÈÚÈÎÌ

/ÙÌÔÐöÙÌ₪ÈÕÕõÌ₪ËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕ₪ϥIϒIKÁ

$ÊÏÌÓÓÌ₪hʊrhu₪ĸϒϒÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛ₪ËΛÌßÛÌÕÚÐÖÕ₪ϥ+₪IΝϫ₪ÔyÁ
- $Ô×ÙÐÚÌ₪ËÌ₪ÓÈ₪áÖÕÌ₪ËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕ₪ϥĸk₪ΝϒϒÔyÁ
- /ÐÚÛÌ₪ËΛÈÊÊöÚ₪ϥ+₪KϒϒÔyÁ
- 9ÖÕÌ₪ËΛÈÊÊÜÌÐÓ
- "ÈÙÛÌÈÜ₪ËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕ
- 9ÖÕÌ₪ÙÌÔÉÓÈàõÌ
- 9ÖÕÌÚ₪ÏÜÔÐËÌÚ₪ÔÈÐÕÛÌÕÜÌÚ₪ÌÕ₪×ÓÈÊÌ₪ϥhu₪ĸϥϫ₪ÔyÁ
- 9ÖÕÌ₪ÙÌÔÐÚÌ₪ÌÕ₪õÛÈÚ
- 9ÖÕÌ₪õÊÖÓÖÎÐØÜÌ₪Ú₪ÔÈÙÌ
- 9ÖÕÌ₪ÌÕ₪ÌÈÜÚ₪ÌÕ₪ÊÖÜÙÚ₪ËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌ₪ËÌÚ₪ÔÈÚõÙÐÈÜß₪ÌßÛÙÈÐÛÚ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌ₪ËÌÚ₪ÚÛõÙÐÓÌÚ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌ₪ËÌ₪ÓÈ₪ÙÌÙÌÙ₪ÝõÎõÛÈÓÌ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌ₪ËÌ₪ΛÏÖÙÐáÖÕ₪ÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌ
- #ÙÈÎÔÐÕÌ
- 1ÜÐÚÛÌÈÜ₪ËÌ₪ÓÈ₪)ÈÕÖÛÛÌ

ϒ₪Ô ϥϒ₪Ô ϥϒ₪Ô Νϒ₪Ô hu Iϒ₪Ô

#ËÙÌ	- ËÜÙÙÌ
ÝÚÐÛIϒIK	$ÛËÉÖÙÈÙÐÕÕ₪ËÜ₪×ÛÈÕ₪ËΛÌß×ÓÖÐÛÈÙÐÖÕ

1õÍÕÛÌÕÊÌ₪ÍÐÊÏÐÌÙÚÛ , !3/ɾIIðϒĸð"ðϒhu

/ÛÈÕ₪ÔÐÚÛÌÕ₪ÍÖÙÔÌ₪×ÈÙÚ

Ingégone

+Ì₪!ÈàÈÙËɯ₪ϥÛ/ÛÈÊÌ₪1ÌÕÈÜËÌÔ
ϥΝ₪ϒϒϥ+àÔÕ
3ÌÔÚÛϒϥðϥhuÑϥðhuϒÑΝϥ
, ÈÐÚÛÛÎÈÌÓÛÌðÔÕÕÛÌÔɑ₪ÕÎÌÎÕÕÌðÍÙ

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛШËÌШÓΛ ÐÕШqɣhuÆ

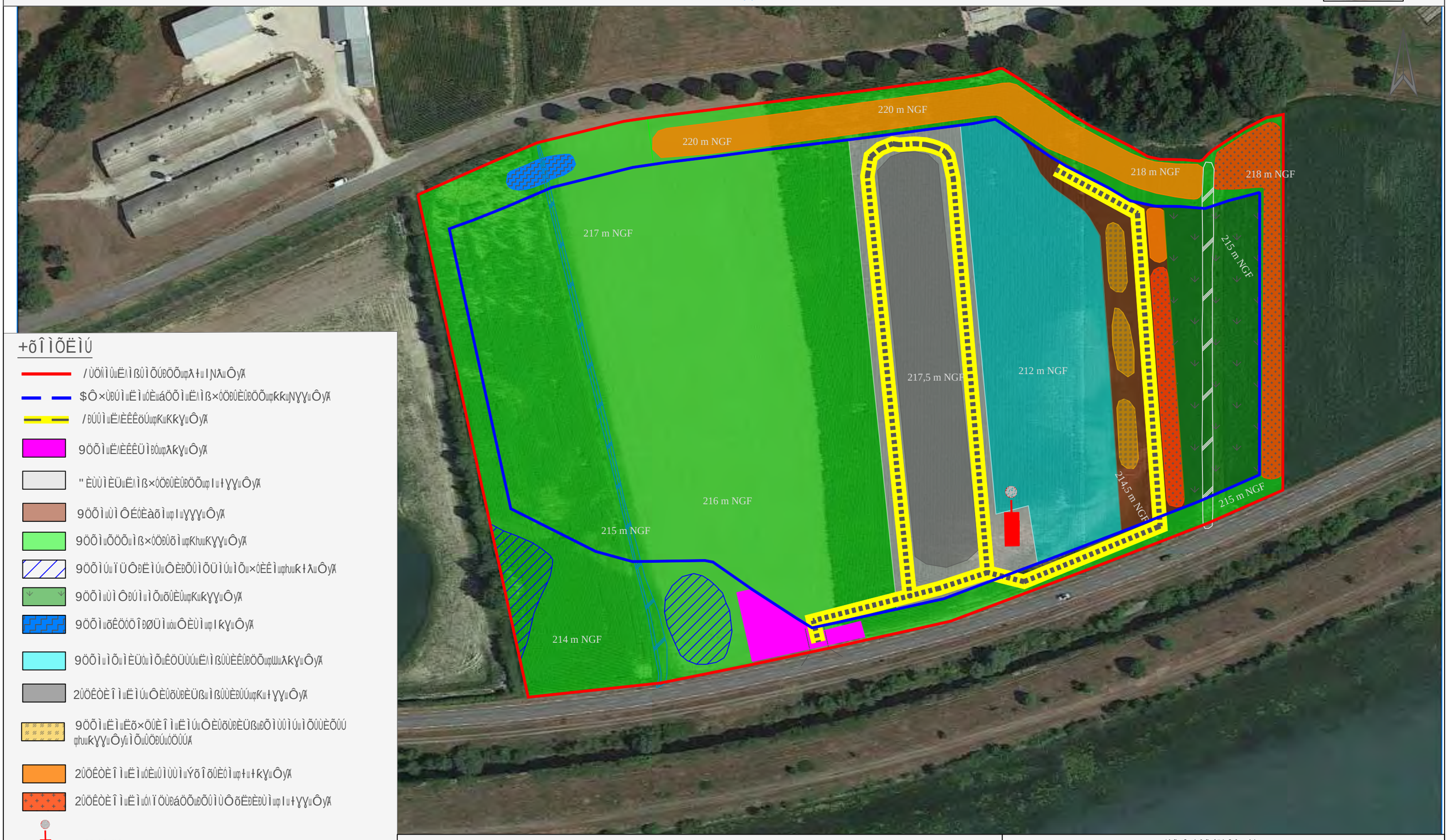
"ÖÔÔÜÕÌШËÌш , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕШËÌш×ÏÈÚÈÎÌ

/ÙÌÔÐöÙÌш×ÏÈÚÌШËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqIɣIʀШIɣIJÆ

$ÊÏÌÓÓÌɯhʊrhɯʀɣɣÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛШËΛÌßÙÌÕÚÐÖÕШqȚɬɯIJÑȚɯÔyÆ
- $Ô×ÙÐÚÌɯËÌɯÓÈɯáÖÕÌɯËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqʀkʀɯJNɣɣɯÔyÆ
- /ÐÚÛÌɯËΛÈÊÊöÚШqKɯKKɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯËΛÈÊÊÜÌÐÓШqȚKɣɯÔyÆ
- "ÈÙÙÌÈÜɯËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqIɯɬɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÙÌÔÉÓÈàõÌШqIɯɣɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÕÖÖÕɯÌß×ÓÖÐÛÕÌШqKhɯKɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌÚɯÏÜÔÐËÌÚɯÔÈÐÕÛÌÕÜÌÚɯÌÕɯ×ÓÈÊÌШqhɯʀɬȚɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÙÌÔÐÚÌɯÌÕɯõÛÈÙШqKɯkɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯõÊÖÓÖÎÐØÜÌɯóɯÔÈÙÌШqIʀkɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÌÕɯÌÈÜÙɯÌÕɯÊÖÜÙÚɯËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕШqŰɯȚkɣɯÔyÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌÚɯÔÈÙõÙÐÈÜßɯÌßÛÙÈÐÛÚШqKɯɬɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯËÌɯËõ×ÖÛÈÎÌɯËÌÚɯÔÈÛõÙÐÈÜßɯÐÕÌÙÛÌÚɯÌÕÛÙÈÕÛÚ qhɯʀkɣɣɯÔyɯÌÕɯÛÖÐÚɯÔÖÙÚÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌɯóÈɯÛÌÙÙÌɯÝõÎõÛÈÓÌШqɬɯɬkɣɯÔyÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌɯΛÏÖÙÐáÖÕɯÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌШqIɯɬɣɣɯÔyÆ
- #ÙÈÎÔÐÕÌ
- 1ÙÐÚÛÌÈÜɯËÌɯóÈɯ)ÈÕÖÚÛÌ
- %ÖÚÚõ

ɣɯÔ	ɬɣɯÔ	ɬɣɯÔ	NɣɯÔ	hʊIɣɯÔ
#ÈÙÌ	- ÈÙÚÙÌ			
ÝÙÐÛɯIɣIK	$ÛÊÉÖÙÈÛÐÕÕɯËÜɯ×ÛÈÕɯËΛÌß×ÓÖÐÚÈÛÐÖÕ			

1õÍõÙÌÕÊÌɯÍÐÊÏÐÌÙúú , !3/ʀIIðɣKð"ðɣhu

/ÛÈÕɯÔÐÚɯÌÕɯÍÓÙÔÌɯ×ÈÙúó

Ingégone

ɴÅÛu ÓÓõÌu ÔÌßÈÕËÙÌu!ÖÙÔËÐÕÌ
(ÔÔÌÙÉÓÌu+Ìu6ÖÔË"ÛÚÉ
ɬɴɯШɣɣɯ2ÈÐÕÛɪ/ÙÐÌÚÚ
3ÌÛúɯɣɬðɬɬðKɯШðhɯШßNɣ
, ÈÐÛúɯÍÜÓÐÌÕðÝÈÕÛËÙÈɑÐÕÎÌÎÔÕÌðÍÙ

V.B.10.b Deuxième phase quinquennale

La deuxième phase d'exploitation se poursuivra à l'Ouest de la première phase.

Un accès agricole aux terrains remis en état sera créé, après concertation avec les agriculteurs.

Les modalités d'exploitation seront maintenues.

Les terrains seront décapés à l'aide d'un chargeur. Les terres de découvertes seront stockées sur la zone de remblais avant d'être utilisées pour la remise en état des terres agricoles. Les stériles seront directement utilisés pour le remblaiement (sans stockage intermédiaire).

L'exploitation, à l'aide de la dragline, sera réalisée par bande d'une vingtaine de mètre de largeur, depuis le Nord vers le Sud.

Les matériaux bruts seront stockés à l'Ouest du plan d'eau, au plus proche de la dragline, sur une emprise de 4 600 m² et une hauteur de 4 m, avant d'être évacué du site par camion, en direction de la plateforme de traitement de la société MBTP, localisée à Brégnier-Cordon.

Les travaux de remblaiement se poursuivront, avec les matériaux inertes provenant de la plateforme de Brégnier-Cordon, qui seront dépotés sur les terrains remblayés avant d'être dirigés dans le plan d'eau.

Environ 19 000 m² supplémentaires de terrains agricoles seront consommés et environ 18 000 m² de terrains seront remis en état à vocation agricole durant cette phase.

Un extrait du plan de phasage est présenté en page suivante.


CARRIÈRES MBTP
220 m NGF
220 m NGF
218 m NGF
218 m NGF
217 m NGF
217,5 m NGF
212 m NGF
215 m NGF
215 m NGF
215 m NGF
214,5 m NGF
214 m NGF
Ingégone

V.B.10.c Troisième phase quinquennale

La troisième et dernière phase d'exploitation se poursuivra en direction de l'Ouest.

Les modalités d'exploitation seront maintenues.

Seul le sens d'exploitation sera modifié, afin d'optimiser le gisement et de préserver la haie à l'Ouest de la carrière.

Les terrains seront décapés à l'aide d'un chargeur. Les terres de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) seront stockées sur la zone de remblais avant d'être utilisée pour les dernières opération de remise en état agricole. Les stériles seront directement utilisés dans le remblaiement de la fosse d'exploitation (pas de stockage intermédiaire).

L'exploitation, à l'aide de la dragline, se fera depuis le Nord vers le Sud, avec l'ouverture d'un plan d'eau, au niveau du ruisseau de la Janotte, créant ainsi un exutoire temporaire pour ses eaux.

Les matériaux bruts seront stockés sur les terrains remblayé, à l'Est du plan d'eau, sur une emprise de 4 600 m² avant d'être évacués du site par camion, en direction de la plateforme de traitement de la société MBTP, localisée à Brégnier-Cordon.

Les ultimes travaux de remblaiement du plan d'eau seront réalisés à la fin des opérations d'extraction, en commençant par le Sud pour finir par le Nord, comme mentionné dans la mesure d'accompagnement MA_2 relative à la remise en état du ruisseau de la Janotte.

A noter que durant cette phase, la mesure de réduction MR9, relative à la cisticole des joncs sera également mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons et sera maintenue pendant 10 ans après la fin d'exploitation de la carrière.

A l'issue de cette phase, la totalité des terrains seront remis en état à vocation agricole, soit environ 7,10 hectares.

Un extrait du plan de phasage est présenté en page suivante.

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛщËÌщÓΛ ÐÕщφɣhuÁ

"ÖÔÔÜÕÌщËÌщ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕщËÌщ×ÏÈÚÈÎÌ

3ÙÖÐÚÐöÔÌщ×ÏÈÚÌщËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφIɣɬkшɪшIɣɬJNÁ

$ÊÏÌÓÓÌwhxrhwkɣɣÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛщËΛÌßÛÌÕÚÐÕÕщφɬшIJÑãшÔyÁ
- $Ô×ÙÐÚÌшËÌшÓÈшáÔÕÌшËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφkkшJNɣɣшÔyÁ
- /ÐÚÛÌшËΛÈÊÊöÚщIшkɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшËΛÈÊÊÜÌÐÓщφλkɣшÔyÁ
- "ÈÙÙÌÈÜшËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφhuшɣɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÙÌÔÉÓÈàõÌщφɬшɬɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÕÖÕÕшÌß×ÓÖÐÛÕÌщφhuшλɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌÚшÏÜÔÐËÌÚщφhuшkɬλшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÙÌÔÐÚÌшÌÕшõÛÈÙщφɬkшɣɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшõÊÖÓÖÎÐØÜÌшúшÔÈÙÌщφIkɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÌÕшÌÈÜÙшÌÕшÊÖÜÙÚшËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕщφJNшλkɣшÔyÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌÚшÔÈÙõÙÐÈÜßшÌßÛÙÈÐÛÚщφKшɬɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшËÌшËõ×ÖÛÈÎÌшËÌÚшÔÈÙõÙÐÈÜßшÐÕÌÙÛÌÚшÌÕÛÙÈÕÛÚ φhuшkɣɣшÔyшÌÕшÛÖÐÚшÓÛÚÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌшÓÈшÛÌÙÙÌшÝõÎõÛÈÓÌщφɬшkɣɣшÔyÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌшÛΛÏÖÙÐáÖÕшÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌщφIшIɣɣшÔyÁ
- #ÙÈÎÐÕÌ
- ÕÊÐÌÕшÓÐÛшÔÐÕÌÜÙшËÜшÙÜÐÚÛÌÈÜшËÌшÓÈш)ÈÕÖÛÛÌ
- %ÖÚÛõ

ɣшÔ ɬɣшÔ ɬɣшÔ JNɣшÔ huIɣшÔ

#ÈÙÌ	- ÈÙÜÙÌ
ÝÙÐÓшIɣIK	$ÓÈÉÖÙÈÛÐÕÕшËÜш×ÓÈÕшËΛÌß×ÓÖÐÚÈÛÐÖÕ

1õÍõÙÌÕÊÌшÍÐÊÏÐÌÙúш , !3/ɾIIðɣKð"ðɣhu

/ÓÈÕшÔÐÚшÌÕшÍÓÙÔÌш×ÈÙшó

ÑÃÔш ÖÖõÌш ÔÌßËÕËÜÌш!ÖÙÖËÐÕÌ (ÕÔÌÙÉÓÎш+Ìш6ÖÖË"ÖÙÉ ɬJNшWɣɣш2ËÐÕÛɪ/ÛÐÌÚÙ 3ÌÔúσɣɬðɬɬðKшÚĥhuшðÑɣ , ÈÐÓσшWÜÖÐÌÕðÝÈÕÜÈÙËɑÐÕÎÌÎÖÕÌðÍÙ

Ingégone

V.C Description des installations présentes sur le site de Courdan

V.C.1 Présentation générale

Le gisement de sables et de graviers est exploité à l'aide d'une dragline équipé d'un grappin, jusqu'à une profondeur de 13 m.

Les matériaux sont ensuite déposés à proximité de la dragline. Ils sont repris par une chargeuse qui les dépose sur la zone de stockage, prévue à cet effet.

V.C.2 Description technique de la dragline

La référence de la dragline utilisée est HS 885 HD.

La figure ci-dessous illustre cette dragline.

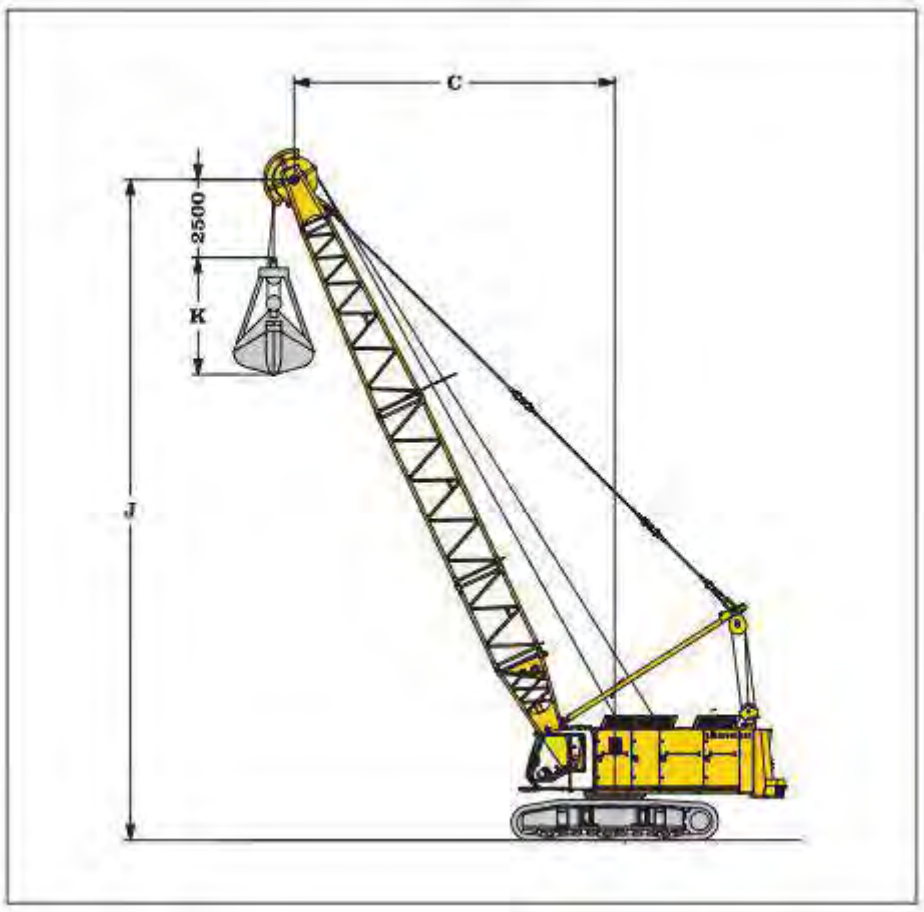


Figure 16 : Illustration de la future dragline

La dragline, d'une puissance de 400 kW, est équipée d'un bras d'environ 20 m.

Une rotation de 45° de la dragline permettra de déposer les matériaux sur le carreau d'exploitation.

V.C.3 Station de transit

V.C.3.a Description

La station de transit sera dédiée au stockage de matériaux bruts extraits de la carrière du site et comportera différents stocks :

- Un stockage des terres de découvertes (terre végétale et horizon intermédiaire) en périphérie du site (environ 4 800 m²) ;
- Un stockage des terres de découvertes (terre végétale et horizon intermédiaire), sur les terrains remblayés, à proximité des zones déjà réaménagées (environ 1 250 m²) ;
- Un stockage de matériaux extrait au droit du carreau d'extraction (environ 4 600 m²) ;
- Un stockage des matériaux inertes (500 m²).

La hauteur maximale du stock de terre végétale sera de 2,5 m, celui de l'horizon intermédiaire de 3 m et celui des matériaux extrait sera de 4 m.

Pendant l'exploitation, la station de transit représentera une emprise globale de l'ordre de 11 000 m².

A cela s'ajoutera, au cours de la première année d'exploitation, le stockage des stériles sur une emprise de l'ordre de 6 900 m²., sur une hauteur de 6 m.

V.C.3.b Comptabilité avec l'arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Le tableau ci-dessous présente la compatibilité du projet avec la rubrique 2517, relatif au stockage des matériaux inertes.

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
	Dispositions générales	
1	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées. Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées ou déclarées au titre de la rubrique n° 2517. « Il ne s'applique pas non plus aux installations soumises à la rubrique n° 2517 et qui relèvent également du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées. » Ces dispositions s'appliquent sans préjudice : - de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement ; - des autres législations ainsi que des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.	Pendant l'exploitation, la station de transit représentera une emprise globale de l'ordre de 11 000 m². A cela s'ajoutera, au cours de la première année d'exploitation, le stockage des stériles sur une emprise de l'ordre de 6 900 m².
2	Définitions	Sans objet
3	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	La localisation des stocks est présentée sur les plans d'exploitation, joints à la demande d'autorisation.
4	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le plan général des stockages de produits ou déchets non dangereux inertes (art. 3) ; - la notice récapitulant les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport ou de manipulation de produits ou de déchets (art. 5, 6 et 39) ; - la description des caractéristiques et modalités d'approvisionnement et de livraison des produits ou des déchets et les moyens mis en œuvre (art. 6) ; - les dispositions permettant l'intégration paysagère de l'installation (art. 7) ; - le plan de localisation des risques (art. 10) ; - le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (art. 11) ; - le plan général des stockages de produits dangereux (art. 11) ; - les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation (art. 12) ; - les rapports de vérifications périodiques (art. 13 et 22) ; - les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque incendie (art. 14) ; - les éléments justifiant de l'entretien et de la vérification des installations (art. 16 et 18) ; - les moyens de lutte contre l'incendie et l'avis écrit des services d'incendie et de secours, s'il existe, et les justificatifs relatifs aux capacités de lutte contre l'incendie (art. 19) ; - les consignes d'exploitation (art. 21) ; - la description des dispositions mises en œuvre pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement (art. 26) ; - le registre des résultats de mesures de prélèvement d'eau (art. 26) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents liquides (art. 28) ; - les justificatifs attestant de la conformité des rejets liquides (art. 34 et 35) ; - le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche de l'installation de traitement des effluents (si elle existe) au sein de l'installation (art. 37) ; - les documents ayant trait à la gestion des rejets atmosphériques (art. 39) ; - la justification du nombre de points de rejet atmosphérique (art. 40) ; - le nombre de points de mesure de retombées de poussières, les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités (art. 41) ; - les mesures de prévention mises en place pour réduire les nuisances acoustiques (art. 42) ; - les registres des déchets (art. 47 et 48) ; - le programme de surveillance des émissions (art. 49) ; - le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés par point de mesure, la durée d'exposition et les périodes de l'année au cours desquelles les points de mesures sont relevés (art. 50). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, le cas échéant, en tout ou partie, sous format informatique.	Le maître d'ouvrage tiendra à disposition l'ensemble de ces éléments aux bureaux d'accueil de l'installation.
5	Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, modalités d'arrosage, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; - des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Les zones de stockage sont, à la date de délivrance de l'arrêté préfectoral, implantées à une distance d'éloignement de 20 mètres des constructions à usage d'habitation ou des établissements destinés à recevoir des personnes sensibles (hôpital, clinique, maison de retraite, école, collège, lycée et crèche). Toutefois, pour les installations situées en bord de voie d'eau ou de voie ferrée, lorsque celles-ci sont utilisées pour l'acheminement de produits ou de déchets, cette distance d'éloignement est réduite à 10 mètres et ne concerne alors que les limites autres que celles contiguës à ces voies. Ces distances d'éloignement ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Les merlons périphériques, situé en limite Nord et Est du site, seront végétalisés et maintenus pendant toute la durée de l'exploitation. Les camions transportant les matériaux inertes et les produits bruts et reliant la station de traitement de Brégnier-Cordon et la carrière seront bâchés si nécessaire. L'accès à la carrière se fera par la route RD 992, au Sud du site. Les principales zones d'habitations sont au Nord de la carrière. La première habitation se situe à environ 60 m de la limite cadastrale Nord-Est, derrière un boisement maintenu en place. Un merlon sépare également cette habitation de l'exploitation.
6	Les produits ou les déchets en transit sont préférentiellement acheminés par voie d'eau ou par voie ferrée, dès lors que ces voies de transport sont voisines et aménagées à cet effet. L'exploitant récapitule dans une notice les mesures mises en œuvre pour réduire l'impact sur l'environnement des opérations de transport, entreposage, manipulation ou transvasement de produits ou de déchets (circulation, envol de poussières, bruit, etc.). Y sont également précisés : - les modalités d'approvisionnement et d'expédition (itinéraires, horaires, matériels de transport utilisés, limitation des vitesses sur le site en fonction des conditions météorologiques, etc.), ainsi que les techniques d'exploitation et aménagements prévus par l'exploitant ; - la liste des pistes revêtues ; - les dispositions prises en matière d'arrosage des pistes ; - les éléments technico-économiques justifiant l'impossibilité d'utiliser les voies de transport mentionnées ci-dessus. Pour les produits de granulométrie 0/D, en fonction de l'humidité des produits ou des déchets, les camions entrant ou sortant du site sont bâchés si nécessaire.	Les produits sont évacués vers la station de traitement de Brégnier-Cordon, située à environ 7,1 km du projet. Le transport par voie d'eau ou par voie ferré n'est pas envisageable. Les camions reliant la station de traitement de Brégnier-Cordon et la carrière seront bâchés si nécessaire.

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
7	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des équipements ou des stocks de grande hauteur. Il les précise dans son dossier de demande d'enregistrement. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords immédiats et accessibles de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les points d'accumulation de poussières, tels que les superstructures ou les contreventements, sont nettoyés régulièrement. Les opérations de nettoyage doivent être conduites en limitant au maximum l'envol des poussières.	Les stocks périphériques seront végétalisés.
	Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions	
	Section I : Généralités	
8	L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	L'exploitation de la carrière est conduite sous la responsabilité d'un chef de carrière et d'un responsable d'exploitation. L'accès à la carrière sera fermé par un portail en dehors des horaires d'ouverture.
9	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de poussières. L'utilisation de dispositifs soufflant de l'air comprimé à des fins de nettoyage est interdite, à l'exclusion de ceux spécialement conçus à cet effet (cabine de dépoussiérage des vêtements de travail, par exemple).	Les locaux seront régulièrement entretenus.
10	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant entraîner des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible. L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Les silos et réservoirs doivent être conçus pour pouvoir résister aux charges auxquelles ils pourraient être soumis (vent, neige, etc.).	Les documents seront tenus à jour par l'exploitant.
11	L'exploitant identifie, dans son dossier de demande d'enregistrement, les produits dangereux détenus sur le site. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. En cas de présence de telles matières, l'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.	Aucun produit autre que les matériaux bruts issus de l'exploitation et les matériaux inertes utilisés pour le remblai ne sera stockés sur le site.
12	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.	Les documents seront tenus à jour par l'exploitant.
	Section II : Tuyauteries de fluides - Flexibles	
13	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées. Les flexibles utilisés lors des transferts doivent être entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement doit s'arrêter automatiquement.	L'exploitant respectera les normes en vigueur.
	Section III : Comportement au feu des locaux	
14	Les locaux à risque incendie, identifiés à l'article 10, présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes : - murs extérieurs REI 60 ; - murs séparatifs E 30 ; - planchers/sol REI 30 ; - portes et fermetures EI 30 ; - toitures et couvertures de toiture R 30. Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines, de canalisations ou de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Les locaux respecteront la réglementation concernant le risque incendie.
	Section IV : Dispositions de sécurité	
15	L'installation dispose en permanence d'au moins un accès à l'installation pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules stationnent sur le site sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	L'accès à la carrière sera au droit de la RD 992. Les véhicules stationneront sur les emplacements prévus à cet effet.
16	Les installations sont maintenues constamment en bon état d'entretien et nettoyées aussi souvent qu'il est nécessaire. Toutes les précautions sont prises pour éviter un échauffement dangereux ou une surpression des installations. Des appareils d'extinction appropriés ainsi que des dispositifs d'arrêt d'urgence sont entretenus constamment en bon état et vérifiés par des tests périodiques.	Le site sera maintenu en bon état. Les locaux ainsi que les engins de chantier seront équipés d'extincteur.
17	Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 et recensées " atmosphères explosibles ", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du « décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques » ou, le cas échéant, aux dispositions réglementaires en vigueur. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.	Non concerné.
18	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	Le maître d'ouvrage tiendra à disposition l'ensemble de ces éléments aux bureaux d'accueil de l'installation.

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
19	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ; - d'appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) en nombre suffisant. Le détail des moyens de lutte contre l'incendie figure dans le dossier de demande d'enregistrement. Il est transmis aux services d'incendie et de secours. Les observations qui pourraient être faites par ce service sont prises en compte par l'exploitant. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	Le plan du site sera installé à l'entrée de la carrière. Les moyens de lutte contre les incendies sont présentés dans le dossier de demande d'autorisation.
	Section V : Exploitation	
20	Dans les parties de l'installation recensées à risque en application de l'article 10, les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis de travail » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité en configuration standard d'exploitation, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure. Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	En cas de risque incendie accru, l'exploitation mettra en place les actions nécessaires et respectera la réglementation en vigueur.
21	Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ; - la vérification du bon fonctionnement des circuits avant toute opération de dépotage ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du « permis travail » pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de stockage des produits ou des déchets non dangereux inertes, telles que les précautions à prendre pour éviter leurs chutes ou éboulements afin, notamment, de maintenir la largeur des voies de circulation à leur valeur requise et ne pas gêner au-delà des limites de propriété ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations et des convoyeurs ; les mesures à prendre en cas de fuite d'un récipient ou d'une tuyauterie contenant des produits pulvérulents ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23-IV du présent arrêté ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement et des services d'incendie et de secours ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, y compris celles des éventuelles structures supportant les stockages ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé. Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.	Les consignes seront affichées au droit de la zone d'accueil. Le personnel sera régulièrement formé.
22	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie ainsi que des dispositifs permettant de prévenir les surpressions. Les vérifications périodiques de ces matériels sont portées dans un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	Les opérations d'entretien régulier se dérouleront en dehors du site, dans les ateliers d'une société spécialisée ou chez les concessionnaires.
	Section VI : Pollutions accidentelles	
23.I	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	Aucun produit autre que les matériaux bruts issus de l'exploitation et les matériaux inertes utilisés pour le remblai ne sera stockés sur le site.
23.II	II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées aux paragraphes I et II du présent article. Tout nouveau réservoir installé sous le niveau du sol est à double enveloppe.	Aucun produit autre que les matériaux bruts issus de l'exploitation et les matériaux inertes utilisés pour le remblai ne sera installé sur le site.

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
	III. Rétention et confinement. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et des écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.	
23.III	Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume des matières stockées ; - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie, d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie, d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées ci-dessous, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement : Matières en suspension totales : 35 mg/l DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l Hydrocarbures totaux : 10 mg/l	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
	IV. Isolement des réseaux d'eau.	
23.IV	Le circuit nécessaire à la réutilisation des eaux industrielles telle que prévue au dernier alinéa de l'article 25 est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel des eaux réutilisées, est prévu.	L'exploitation n'impliquera pas de consommation d'eau.
	Chapitre III : Emissions dans l'eau	
	Section I : Principes généraux	
24	Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus. Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Un contrôle mensuel de la qualité des eaux souterraines sera assuré au droit des ouvrage intégrés au réseau de surveillance.
	Section II : Prélèvements et consommation d'eau	
25	Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Le prélèvement maximal effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser 75 m³/heure ni 75 000m³/an. L'utilisation des eaux pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter et de réduire le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation d'eau ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible. Les eaux d'arrosage des pistes non revêtues et les eaux d'arrosage des stockages sont réutilisées chaque fois que possible.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site.
26	L'exploitant indique, dans son dossier d'enregistrement, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement d'eau. Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces relevés sont enregistrés et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas l'écoulement normal des eaux et n'entravent pas les continuités écologiques.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site.
27	Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement. Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.	Le site est équipé d'un réseau de piézomètre pour assurer la surveillance du niveau et de la qualité des eaux souterraines. En cas de modification du réseau, le préfet sera informé.
	Section III : Collecte et rejet des effluents liquides	

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité** **Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
28	La collecte des effluents s'effectue par deux types d'ouvrages indépendants : les fossés de drainage pour les eaux non polluées et les réseaux étanches (tuyauteries) pour les autres effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise. Les eaux résiduaires rejetées par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux équipés de tuyauteries de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site. Le plan des ouvrages de collecte des effluents fait apparaître les types d'ouvrages (fossés ou tuyauteries), les secteurs collectés, le sens d'écoulement, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, etc. Il est conservé dans le dossier de demande d'enregistrement, daté et mis à jour en tant que de besoin.	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
29	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
30	Sur chaque tuyauterie de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.). Les points de mesure sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou des obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	Un point de contrôle sera implanté sur le séparateur à hydrocarbure lors de son installation. Ce séparateur sera régulièrement entretenu et vérifier tel que prévu par la réglementation.
31	Les « eaux » pluviales non polluées sont drainées par des fossés. La circulation des engins ne pollue pas les eaux de ces fossés. Ces eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec les zones d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. Les eaux pluviales polluées à la suite d'un ruissellement sur les voies de circulation revêtues, aires de stationnement, de chargement et de déchargement ou autres surfaces imperméables sont collectées spécifiquement et traitées par un ou plusieurs dispositifs adaptés aux polluants en présence. Lorsque le ruissellement sur l'ensemble des surfaces imperméables du site (voiries, aires de parking, par exemple), en cas de pluie correspondant au maximal décennal de précipitations, est susceptible de générer un débit à la sortie des ouvrages de traitement de ces eaux supérieur à 10 % du QMNA5 du milieu récepteur, l'exploitant met en place un ouvrage de collecte afin de respecter, en cas de précipitations décennales, un débit inférieur à 10 % de ce QMNA5. En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, l'autorisation de déversement prévue à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique fixe notamment le débit maximal. Les eaux pluviales polluées (EPp) ne peuvent être rejetées au milieu naturel que sous réserve de respecter les objectifs de qualité et les valeurs limites d'émission fixés par le présent arrêté (article 34 à 36). Leur rejet est étalé dans le temps en tant que de besoin en vue de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.	Les eaux pluviales percoleront dans les formations en place ou dans les remblais. Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimentent directement le plan d'eau et rejoignent la nappe d'accompagnement du Rhône.
32	Les rejets directs ou indirects d'eau résiduaires vers les eaux souterraines sont interdits.	Aucun rejet d'eau résiduaire ne sera réalisé dans la nappe.
	Section IV : Valeurs limites de rejet	
33	La dilution des effluents est interdite. Les prescriptions du présent article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.	Aucune dilution des effluents ne sera réalisée.
34	L'exploitant justifie, dans son dossier d'enregistrement, que le débit maximal journalier ne dépasse pas 1/10e du débit moyen interannuel du cours d'eau. La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5. La modification de couleur du milieu récepteur (cours d'eau, lac, étang, canal), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l. Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone de mélange : - une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et 2 °C pour les eaux conchylicoles ; - une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ; - un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6-9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5-8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7-9 pour les eaux conchylicoles ; - un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchylicoles. Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.	Aucun rejet ne sera réalisé dans un cours d'eau.
35	Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : - MEST : 35 mg/l ; - DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	Un contrôle semestriel de la qualité des eaux sera réalisé au niveau du séparateur à hydrocarbures.

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
36	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et à traiter l'effluent ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement est établie par le(s) gestionnaire(s) du réseau d'assainissement et du réseau de collecte. Sous réserve de l'autorisation de raccordement à la station d'épuration, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie du site ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l. Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter. Sauf dispositions contraires, les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur vingt-quatre heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.	La carrière ne sera pas reliée à une station d'épuration.
	Section V : Traitement des effluents	
37	Les installations de traitement des effluents sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation pendant cinq années. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier dans les meilleurs délais et pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. Les dispositifs de traitement sont correctement entretenus. Ils sont vidangés et curés régulièrement, à une fréquence permettant d'assurer leur bon fonctionnement. En tout état de cause, le report de ces opérations de vidange et de curage ne pourra pas excéder deux ans. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Lors de la vidange, une vérification du bon fonctionnement du dispositif d'obturation est également réalisée. Les fiches de suivi du nettoyage du dispositif de traitement ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système sera régulièrement entretenu. Un contrôle semestriel de la qualité des eaux sera réalisé au niveau du séparateur à hydrocarbures. En cas de dépassement des valeurs seuils, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier.
38	L'épandage des boues, déchets, effluents ou sous-produits est interdit.	Aucun épandage de boues, déchets, effluents ou sous-produits ne sera réalisé sur le site.
	Chapitre IV : Emissions dans l'air	
	Section I : Généralités	
39	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. A ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières. En fonction de la granulométrie et de l'humidité des produits ou des déchets non dangereux inertes, les opérations de chargement ou de déchargement nécessitent des dispositifs empêchant l'émission de poussières, tels que : - capotage et aspiration raccordée à une installation de traitement des effluents ; - brumisation ; - système adaptant la hauteur de la chute libre lors des déversements. Lorsque les stockages des produits ou des déchets non dangereux inertes se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envols de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite. Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) doivent être confinés (sachets, récipients, silos, bâtiments fermés). Le cas échéant, les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré.	Une lutte préventive efficace contre les soulèvements de poussières sera obtenue par le maintien des dispositions existantes suivantes : - L'installation de merlon périphérique et leur végétalisation ; - Le maintien de la limitation de vitesse des camions à 30 km/h afin d'éviter tout envol de poussières, valeur abaissée à 15 km/h, par temps sec et venté ; - La mise en sommeil du site durant la période estivale, période propice à la sécheresse de surface et donc à l'envol de poussière.
	Section II : Rejets à l'atmosphère	
40	L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Le nombre de points de mesure les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. A défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	La société CARRIERES MBTP réalisera une campagne triennale de contrôle des émissions de poussières.
	Section III : Valeurs limites d'émission	

Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013		
Article	**Point de conformité Contenu**	**Caractéristiques des futures installations**
	Les méthodes de mesures, de prélèvements et d'analyse de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel ». Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). La concentration en poussières totales des émissions canalisées est inférieure à : 30 mg/Nm3 ; 1 kg/heure par point de rejet.	
41	Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure. L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi se fera soit par la méthode des plaquettes de dépôt, soit, préférentiellement, par la méthode des jauges de retombées. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des plaquettes de dépôt sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008. Les mesures de retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées sont réalisées conformément aux dispositions de la norme NF X 43-014, version novembre 2003.	D'un point de vue pratique, ce suivi sera réalisé par la méthode des plaquettes, suivant la norme NF43-007 de décembre 2008.
	Chapitre V : Emissions dans les sols	
	Le présent chapitre ne comporte pas de disposition.	Non concerné
	Chapitre VI : Bruit et vibrations	
42	Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. La livraison des matières premières et l'expédition des produits se font préférentiellement en période diurne.	Les horaires d'ouverture débuteront à 7h pour s'achever à 17 h, du lundi au vendredi inclus. Le site ne fonctionnera que du 15 septembre au 31 mars
43	Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant : NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) / ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés / ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) / 6 dB(A) / 4 dB(A) Supérieur à 45 dB(A) / 5 dB(A) / 3 dB(A) De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies au point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté.	Les mesures des émissions sonores seront conformes à la réglementation en vigueur. Les émissions sonores respecteront les seuils établit par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997. En cas de dépassement, l'exploitant mettra en place des actions pour réduire ses émissions sonores.
44	Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	Les véhicules de transport, la dragline et les engins de chantier seront conformes à la réglementation en vigueur.
45	L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.	L'exploitation de la carrière par engin mécanique (dragline, chargeuse, …) n'est pas de nature à produire des vibrations susceptibles d'être ressentie en dehors du site.
	Chapitre VII : Déchets	
	A l'exception de l'article 48, les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas aux déchets non dangereux inertes reçus par l'installation.	
46	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, ; - s'assurer, pour les déchets ultimes, dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. De façon générale, l'exploitant organise la gestion des déchets dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations de destination et que les intermédiaires disposent des autorisation, enregistrement ou déclaration et agrément nécessaires.	Les matériaux utilisés pour remblayer le site seront exclusivement des matériaux inertes. Les déchets autres qu'inertes susceptibles d'être produits dans le cadre des opérations de valorisation du gisement, seront collectés et éliminés par l'intermédiaire de filières adaptées conformes à la réglementation en vigueur.
47	L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de valorisation ou d'élimination. L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets à un tiers.	
48	Les seuls déchets pouvant être réceptionnés sur l'emprise de l'installation sont des déchets non dangereux inertes tels que définis par « l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516 et 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ». L'exploitant assure la traçabilité des déchets sortant de l'installation selon les dispositions de l'arrêté du 29 février 2012 susvisé.	

Article	Prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013 Point de conformité Contenu	Caractéristiques des futures installations
	Chapitre VIII : Surveillance des émissions	
	Section I : Généralités	
49	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 50 à 53. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les méthodes de mesure, de prélèvement et d'analyse de référence en vigueur sont fixées « dans un avis publié au Journal officiel » ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Au moins une fois par an, les mesures portant sur les rejets liquides sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. L'inspection des installations classées peut prescrire tout prélèvement ou contrôle qu'elle pourrait juger nécessaire pour la protection de l'environnement. Les frais y afférents sont alors à la charge de l'exploitant.	Les caractéristiques sont développées dans les sections suivantes.
	Section II : Emissions dans l'air	
50	L'exploitant adresse tous les ans à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires, qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées, des niveaux de production et des superficies susceptibles d'émettre des poussières. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Cette périodicité peut être aménagée en fonction des conditions climatiques locales (vitesse moyenne et directions des vents dominants saisonniers, pluviométrie, ensoleillement). L'exploitant indique dans son dossier de demande d'enregistrement le type de réseau de surveillance, le nombre de relevés, la durée d'exposition et les mois de l'année au cours desquels sont effectués les relevés. Au cours de la première année de fonctionnement, l'exploitant fait réaliser, dans des conditions représentatives de l'activité, une mesure de chacun des points de rejet canalisé. Par la suite, la fréquence des mesures est trisannuelle. Ces contrôles sont réalisés par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Conformément à l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié, la société CARRIERES MBTP n'est pas soumis à la mise en œuvre d'un plan de surveillance des émissions de poussières. Cependant, malgré une exploitation en eau, la société CARRIERES MBTP réalisera une campagne triennale de contrôle des émissions de poussières. Une première campagne de mesure sera réalisée durant la première année d'exploitation. Un arrosage préventif des pistes et des stocks sera réalisé par temps sec et venté le cas échéant. D'un point de vue pratique, ce suivi sera réalisé par la méthode des plaquettes, suivant la norme NF43-007 de décembre 2008.
51	L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie à l'annexe du présent arrêté ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié en limite de propriété et de zone à émergence réglementée.	Le suivi de surveillance des émissions sonores sera composé de 4 points en Zone à Emergence Règlementée et un point en limite de propriété. Une mesure de la situation acoustique sera effectuée annuellement.
	Section III : Emissions dans l'eau	
52	La mesure des eaux pluviales polluées (EPp) est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de vingt-quatre heures proportionnellement au débit. POLLUANTS / FRÉQUENCE DCO (sur effluent non décanté) Matières en suspension totales Hydrocarbures totaux Pour les EPp déversées dans une station d'épuration : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum annuelle. Le premier contrôle est réalisé dans les six premiers mois de fonctionnement de l'installation. Pour les EPp déversées dans le milieu naturel : - la fréquence des prélèvements et analyses est au minimum suivant celle - si pendant une période d'au moins douze mois consécutifs, les résultats des analyses semestrielles sont inférieurs aux valeurs prévues à l'article 16, la fréquence des prélèvements et analyses pourra être au minimum annuelle ; - si un résultat d'une analyse est supérieur à un des paramètres visés à l'article 16, la fréquence des prélèvements et analyses devra être de nouveau au minimum semestrielle pendant douze mois consécutifs. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.	Le ravitaillement des engins en huiles et carburants sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système sera régulièrement entretenu. Un contrôle semestriel de la qualité des eaux sera réalisé au niveau du séparateur à hydrocarbure. En cas de dépassement des valeurs seuils, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour y remédier.
	Section IV : Impacts sur l'air	
	La présente section ne comporte pas de dispositions.	Non concerné
	Section V : Impacts sur les eaux de surface	
	La présente section ne comporte pas de dispositions.	Non concerné
	Section VI : Impacts sur les eaux souterraines	
53	Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.	Le projet d'extension de l'actuelle carrière de Courdan ne fera appel à aucun produit volatile susceptible d'engendrer une pollution de l'air.
	Section VII : Déclaration annuelle des émissions polluantes	
	La présente section ne comporte pas de dispositions.	Non concerné
	Chapitre IX : Exécution	
54	La directrice générale de la prévention des risques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. Fait le 10 décembre 2013. Pour le ministre et par délégation : La directrice générale de la prévention des risques, P. Blanc	Non concerné

Tableau 10 : Analyse de la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté du 10 décembre 2013

V.C.4 Puissance des engins présents sur le site

Le tableau ci-dessous synthétise la puissance des éléments constitutifs de ces installations connexes.

Type d'installation	Désignation	Puissance installée (kW)
Dragline	Pelle à câble HS 885 HD	400 kW
	Sous-total	400 kW
Matériel roulant concourant au fonctionnement des installations	Pelle mécanique (x2)	300
	Chargeuse (x 1)	170
	Dumper (x 2)	450
	Sous-total	920 kW
	Total	**1 320 kW**

Tableau 11 : Puissances maximales des installations transitant sur le site

V.D Produits mis en œuvre

Les produits mis en œuvre comprendront

- Les produits naturels, issus de la découverte et de l'exploitation de la carrière, constitués par :
  - De la terre végétale ;
  - Des stériles sur une épaisseur variable ;
  - Le gisement composé de sables, graviers, galets.
- Le Gas-oil Non Routier (GNR), liquide inflammable de 2ème catégorie, qui constituera le carburant indispensable au fonctionnement des engins de chantier utilisés et des groupes moteur. L'approvisionnement en carburant sera assuré par un camion-citerne.

Le GNR présente une teneur en soufre moins élevée que le gazole classique et favorise la diminution de gaz à effet de serre (notamment les oxydes d'azote Nox) et des émissions de particules polluantes : 10 ppm (10 mg/kg) contre 1000 ppm actuellement soit 100 fois moins élevée que le fioul.

L'indice de Cétane est plus élevé (51 contre 40 pour le fioul) et permet une meilleure combustion du carburant et une diminution des imbrûlés, particules polluantes et autres impuretés présents dans les gaz d'échappement.

- L'eau potable de consommation du personnel sera distribuée par bouteilles d'eau minérale.

Il convient de préciser que le ravitaillement en carburant pour les engins de chantier lourds (engins et dragline) sera réalisé par camion-citerne (en fonction des besoins), au-dessus d'un bac de rétention mobile, avec un pistolet de distribution muni d'un dispositif anti-égouttures.

V.E Gestion des déchets liés à l'activité de la carrière

V.E.I Rejets liquides

Seules les eaux traitées au niveau du séparateur à hydrocarbure seront rejetées dans le milieu. Un contrôle semestriel de leur qualité sera réalisé.

Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône.

V.E.2 Résidus solides

Les déchets autres qu'inertes susceptibles d'être produits dans le cadre des opérations de valorisation du gisement, seront collectés et éliminés par l'intermédiaire de filières adaptées conformes à la réglementation en vigueur.

L'activité de la carrière ne produira que peu de déchets dans le cadre de son fonctionnement, ainsi que le précise le tableau ci-après.

Type de déchets	Quantité produite (estimation)	Modalité de stockage sur site	Fréquence d'élimination
Ferrailles, bois, plastiques	20 kg / an	Stockage en bennes	Tous les trimestres
Chiffons souillés, cartouches de graisse	2 kg / an	Stockage en fûts	Tous les trimestres
Déchets ménagers et assimilés	2 kg / semaine	Stockage en fûts	Toutes les semaines

Tableau 12 : Liste des déchets solides produits dans le cadre de l'activité de carrière

V.E.3 Déchets radioactifs

Aucune source radioactive ne sera utilisée dans le cadre de l'exploitation du gisement. Les alluvions (sable et graviers) constituant le gisement ne présentent aucune émission de radioactivité.

La carrière ne générera donc aucun déchet radioactif.

V.F Travaux préparatoires

Comme décrits précédemment, les travaux préparatoires seront de différentes natures :

- La création de l'accès à la carrière via la RD 992 et des pistes internes ;
- La mise en place de la clôture périphérique et des panneaux de signalisation et de dangers ;
- La création de la zone d'accueil (bureau, bascule, …) ;
- Le décapage des terrains sur une superficie de l'ordre de 30 000 m² et de la formation des merlons périphériques

La durée prévisionnelle des travaux préparatoires est estimée à 2 mois, sous réserve de conditions météorologiques favorables.

V.G Date de mise en exploitation et durée de l'exploitation

La date prévue pour la mise en exploitation de la carrière correspondra à la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

La durée demandée est de 15 ans. Cette durée se trouve en cohérence avec les caractéristiques du gisement, les productions prévues, les investissements matériels ainsi qu'avec les modalités retenues pour la remise en état définitive du site.

V.H Approvisionnement en eau de la carrière

Aucun traitement ni aucun prélèvement d'eau dans la nappe ne sera réalisé sur le site Courdan.

Le lavage des matériaux issus de Courdan sera réalisé sur une plateforme de traitement et recyclage de l'entreprise, située sur la commune de Brégnier-Cordon (Voir développement dans l'étude d'impact).

De plus, la future carrière ne sera pas raccordée au réseau collectif. L'alimentation en eau potable du personnel de la carrière sera assurée par des bouteilles d'eau minérale acheminées sur place.

Des toilettes sèches seront installées sur le site.

V.I Remise en état à vocation agricole

Il est rappelé que les terrains concernés par le projet de carrière sont actuellement occupés par des terrains agricoles. Par ailleurs, l'environnement périphérique présente une vocation essentiellement agricole et forestière.

La remise en état sera à vocation agricole, conformément à l'occupation du sol actuelle.

V.J Utilisation rationnelle de l'énergie

Plusieurs dispositions ont été retenues pour limiter non seulement les nuisances, mais également les coûts d'exploitation avec pour corollaire une minimisation de la dépense énergétique globale à engager, ainsi que des émissions de gaz à effet de serre :

- L'utilisation d'une dragline plus récente que celle jusqu'alors utilisée sur le site, plus performante et moins exigeantes en énergie ;
- L'utilisation d'un matériel roulant récent, plus économe en gasoil, et équipé de nouveaux moteurs intégrant le recyclage des gaz d'échappement ;
- Le roulage sur le site sera limité au strict minimum, limitant ainsi les rejets atmosphériques ;
- Les travaux de remise en état s'effectueront progressivement, de manière coordonnée à l'extraction, ce qui limitera les reprises ultérieures d'importants volumes de matériaux stériles en stock ;
- Une valorisation aboutie du gisement avec réduction substantielle du volume de matériaux stériles, par la mise en place d'un plan d'exploitation optimisé ;
- La généralisation des variateurs de vitesse sur les moteurs afin d'utiliser les machines au point de fonctionnement optimum ;
- L'optimisation du rythme de fonctionnement des installations avec réduction des consommations énergétiques ;
- La société CARRIERES MBTP a élaboré une gestion et une logistique aboutie de la rotation des poids lourds par la mise en place de double fret, entre la carrière et la plateforme de traitement, avec les matériaux bruts sortant et les matériaux inertes entrant, ceci dans le but de limiter l'impact sur le trafic routier local.

V.K Synthèse et chiffres clés de la carrière de Courdan

Le tableau présenté en page suivante synthétise les données relatives à la carrière de Courdan.

Localisation		
Emprises	Commune	Murs-et-Gélignieux
	Lieux-dits	« La Ferrière »
	Emprise « Carrière »	7,33ha
	Emprise utile exploitable	5,6 ha
Exploitation		
Matériaux de découverte	Nature	Terre de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) et stériles
	Période géologique	Tertiaire et quaternaire
	Epaisseur	0,7 à 2,7 mètres selon les secteurs Moyenne : 2,5 m
	Volume	140 000 m³
	Utilisation	Remise en état du site
Gisement	Nature	Alluvions (sables, graviers, galets)
	Epaisseur	Varie en moyenne entre 11 m et 14,5 m
	Réserves	740 000 tonnes
Exploitation	Modalités	Engins mécaniques et dragline
	Tonnage annuel moyen	60 000 tonnes
	Tonnage annuel maximum	70 000 tonnes
	Profondeur moyenne d'exploitation	13 m
	Cote limite d'exploitation	201 m NGF
	Nombre de phase d'exploitation	3 phases quinquennales
	Durée sollicitée	15 ans
	Destination des granulats	Béton prêt à l'emploi, enrobés, …
Engins de chantiers	Dragline	400 kW
	Modalité de transports sur site	Dumpers / Chargeurs
Station de transit	Stockage des matériaux bruts	4 600 m²
	Stockage temporaire des stériles et matériaux inertes	6 900 m² la première année 1500 m² à partir de la deuxième année
	Stockage de la terre végétale	5 900 m²
Matériaux inertes	Volume moyen admissible par an	29 000 m³
	Volume global	410 000 m³
	Cote limite de remblayage	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
Remise en état		
Caractéristiques	Modalité de remise en état	Remblayage total du carreau d'exploitation
	Cote finale des terrains	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
	Usage futur	Vocation naturelle et agricole

Tableau 13 : Synthèse des chiffres clés du projet

VI. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

VI.A Nomenclature des installations classées

Compte tenu des caractéristiques des installations et des activités exercées, la nature et le volume des activités exercées sont repris dans les tableaux ci-dessous, conformément à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Nomenclature I.C.P.E.			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2510-1°	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception, de celles visées aux points 5 et 6 de la rubrique	Exploitation d'une carrière d'une emprise cadastrale globale de 7,33 ha Production moyenne de 60 000 t/an Production maximale de 70 000 t/an	***Autorisation***
2517 - 1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant 1. Supérieure à 10 000 m²	Stockage des matériaux bruts, des matériaux inertes, de la terre de découverte sur une superficie maximale de 11 000 m²	***Enregistrement***

Tableau 14 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité

VI.B Nomenclature eau

Conformément aux dispositions de l'article L. 214-7 du Code de l'Environnement la nature et le volume des activités exercées au titre de la nomenclature « Eau » sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Nomenclature Loi sur l'eau			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2.1.5.0 – 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 7,33 ha	***Déclaration***
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Consommation de 165 ml du ruisseau de la Janotte et restitution d'un lit amélioré à la fin des travaux	***Autorisation***

Tableau 15 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau

VII. AUTRES PROCEDURES ADMINISTRATIVES CONNEXES

VII.A Permis de construire

L'autorisation de la carrière ne nécessitera pas de permis de construire préalable.

VII.B Demande de dérogation au titre des espèces protégées

Aucune demande de dérogation au titre des espèces protégées ne sera produite dans le cadre du présent dossier.

VII.C Redevance archéologique

La redevance archéologique a été calculée, à partir de la topographie du site, de l'occupation du sol et des plans d'exploitation, sur l'emprise des terrains, touchés par les travaux d'extraction et ou de décapage.

Les plans d'exploitation sont disponibles en annexe C – 5. Le tableau ci-dessous mentionne les surfaces qui seront concernées par la redevance archéologique.

Phases	Surface décapée et soumise à la redevance archéologique
Phase 1 (2025 – 2029)	37 100 m²
Phase 2 (2030 – 2034)	19 000 m²
Phase 3 (2035 – 2039)	9 700 m²
Total	**65 800 m²**

Tableau 16 : Tableau des emprises soumises à la redevance archéologique

VIII. JUSTIFICATION DU PROJET

VIII.A Raisons ayant motivé le projet

VIII.A.1 Loi Grenelle II

Le Ministère de l'Ecologie et de la Transition (MET) a publié en mars 2012 une stratégie nationale pour la gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières.

Cette publication vise à assurer le maintien de l'autosuffisance en France, tout en s'inscrivant dans le respect des trois piliers du développement durable que sont l'environnement, le social et les aspects économiques.

Le Grenelle de l'Environnement prend des engagements concernant directement l'industrie extractive, à savoir :

- **Le développement par voie d'eau** : peu applicable dans le contexte de la carrière de Courdan. Un port de plaisance est présent à environ 2,3 km, par la route départementale D 992. Cependant, ce port n'est pas dimensionné pour le transport de marchandise. De plus, la carrière alimente en granulats des sites localisés généralement dans un rayon de 40 km. Le transport fluvial ne s'avère pas pertinent dans ce cas. Enfin, entre la carrière et la plateforme de traitement, se trouve un barrage hydroélectrique, empêchant toute navigation ;
- **Le développement des grandes infrastructures de transport** : Le site est connecté à un axe routier majeur : la RD 992 ;
- **La politique du logement, notamment social** : matériaux de construction pour le béton. Les granulats issus de la carrière de Courdan constituent une matière première de premier plan pour la réalisation de béton haute performance ou d'enrobés ;
- **La systématisation des études d'impact** : les études faune/flores ont été menées avant la constitution de l'évaluation environnementale du projet en vue d'évaluer l'environnement écologique avant de poursuivre le projet ;
- **L'engagement de développer le mode non routier et réduire les gaz à effet de serre** : Peu applicable au site de Courdan, en raison de l'absence d'autre mode de transport pérenne et techniquement viable en périphérie de la carrière ;
- **Utilisation plus rationnelle des ressources, recyclage des déchets du BTP** : Le gisement n'est exploité qu'en fonction de la demande du marché et pour les stricts besoins de la société MBTP. De plus, le projet prévoit le remblayage total du carreau d'exploitation, avec des matériaux inertes.

VIII.A.2 Importance des granulats pour la collectivité

VIII.A.2.a Définition

Le granulat est un fragment de roche, destiné à entrer dans la composition des matériaux destinés à la fabrication d'ouvrages de travaux publics, de génie civil et de bâtiment.

C'est la première ressource du sous-sol exploitée en France avec une consommation de 453 millions de tonnes en 2019 (72,3 % des granulats proviennent des carrières et 27,7 % du recyclage (source UNICEM)).

Il existe plusieurs types de granulat en fonction de leur origine ou de leur composition :

- Granulats de roches meubles ;
- Granulats de roches massives ;
- Granulats issus du recyclage ;
- Granulats marins (siliceux et calcaires).

VIII.A.2.b Un matériau indispensable

L'extraction de minéraux (industriels ou à usage principal dans la construction) représente le premier flux de matières premières entrants dans l'économie.

Les produits des carrières constituent les matériaux de base pour construire des routes, des chemins de fer, des voies d'eau navigables, des aéroports, restaurer des monuments historiques ou encore créer des aménagements paysagers. Indispensables à la fabrication du béton, les granulats constituent donc un matériau d'intérêt général.

En effet, le béton est aujourd'hui le produit le plus utilisé dans le monde pour la construction de bâtiments, d'infrastructures (immeubles, lycées, collèges, ponts, centrales électriques, digues portuaires…) et des éléments préfabriqués nécessaires à ces derniers (tuyaux d'assainissement, blocs, poutrelles, pavés, planchers, escaliers…).

La répartition des usages des granulats, en France, en 2019, est présentée dans le graphique ci-dessous.

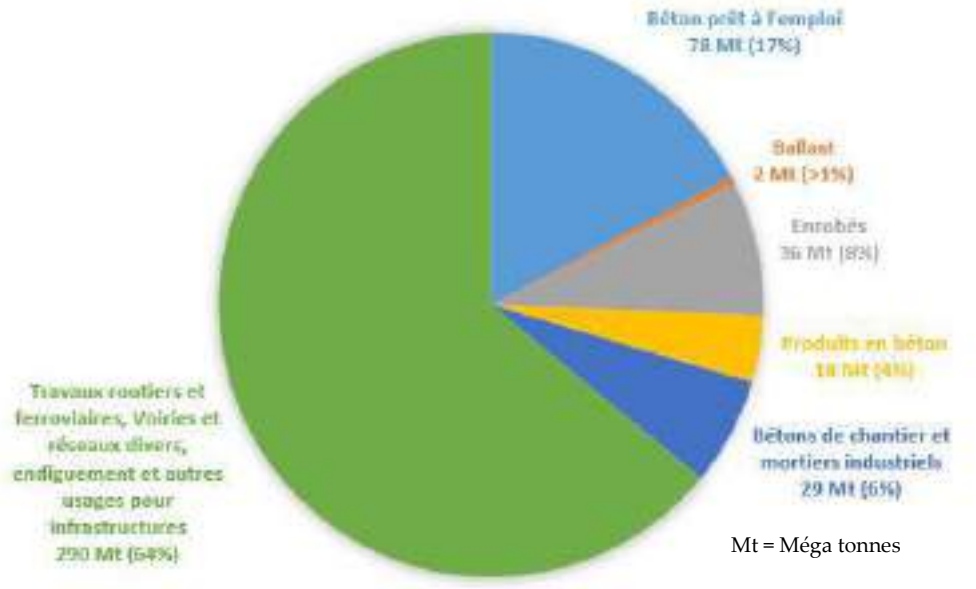


Figure 17 : Répartition de l'utilisation des granulats en 2019 (Source : Unicem)

Pour exemple, 100 à 300 tonnes de granulats sont ainsi nécessaires pour construire une maison individuelle, 20 000 à 40 000 tonnes pour un hôpital ou un lycée et 30 000 tonnes pour un kilomètre d'autoroute.

La consommation de granulat représente environ 15 kg par jour et par habitant.

Les besoins en matériaux (y compris ceux issus du recyclage) sont estimés, en région Auvergne-Rhône-Alpes, à 49 Mt par an (source UNPG).

La provenance de ces matériaux sont actuellement répartis de la manière suivante :

- Roches meubles : 25,2 Mt ;
- Roches massives : 20,1 Mt
- Matériaux recyclés : 4,7 Mt.

VIII.A.3 Cas des matériaux spécifique de la société Carrières MBTP

VIII.A.3.a Préambule

L'entreprise Carrières MBTP produit des matériaux destinés au bâtiment (béton prêt-à-l'emploi, préfabrication) et aux travaux publics (terrassement, V.R.D., aménagements paysagers). Sa clientèle se compose d'entreprises du BTP, de collectivités locales, de centrales à béton, de syndicats intercommunaux et de particuliers, répartie sur trois départements : l'Ain, l'Isère et la Savoie.

Elle dispose pour cela de plusieurs activités :

- Extraction de roches meubles (éboulis, alluvionnaires) ou massives (roches consolidées sédimentaire de type calcaires) pour la production de granulats et d'enrochements ;
- Recyclage des matériaux du BTP.

Les sites d'extraction des matériaux bruts sont localisés dans les départements de l'Ain et de la Savoie :

- La carrière de Courdan, à Murs-et-Gélignieux (01) pour l'alluvionnaire en eau ;
- La carrière de Mongelaz, à Murs-et-Gélignieux (01) pour le calcaire (roche massive) ;
- Les carrières de Champagneux et de La Balme (73), pour les éboulis calcaires.

Le tableau ci-après présente les autorisations préfectorales dont dispose l'entreprise Carrières MBTP pour l'exploitation de ses carrières ainsi que la nature des gisements exploités et les différents usages qu'il est fait des matériaux extraits.

La plateforme de Brégnier-Cordon (en cours d'enregistrement au moment du dépôt de la présente demande) assure le recyclage et le stockage des matériaux inertes et d'une partie des matériaux issus des carrières du maître d'ouvrage.

La société MBTP souhaite faire évoluer et améliorer le fonctionnement global de ses sites d'extraction et de recyclage de sorte à répondre le mieux possible aux enjeux économiques et environnementaux rencontrés et plus largement sur son territoire (mutualisation des moyens pour une meilleure gestion de la ressource primaire et secondaire ; fonctionnement saisonnière de certains sites envisagés ; double fret, etc.).

A ce titre, le site de Brégnier-Cordon deviendra à court terme un site stratégique de la société MBTP puisque ce dernier permettra d'une part de recycler et valoriser les matériaux inertes importer depuis les différents chantiers et d'autre part offrir une zone de traitement primaire et/ou secondaire des matériaux issus de quatre sites extractifs du maitre d'ouvrage à savoir Mongelaz, Champagneux, la Balme et Courdan, en proportion variable, en fonction des marchés et besoins locaux.

Cette plateforme permettra également de stocker de manière temporaire des produits finis issus du traitement réalisé in situ sur le site avant leur évacuation vers les centres de consommation.

L'activité générale de production de granulats (recyclés et naturels), de la société, augmente pour répondre aux besoins de sa clientèle, régulièrement renforcée, au sein de son aire de chalandise, présentée en page 59.

VIII.A.3.b Cas de la carrière de Courdan

Sur 2019 et 2020, le rythme moyen annuel d'exploitation pour la carrière de Courdan était de 55 600 tonnes.

Depuis l'automne 2021, ce gisement alluvionnaire est épuisé.

En 2022, MBTP Carrières a commercialisée 50 000 tonnes de matériaux restants de Courdan et acheté en supplément, pour répondre aux besoins de son réseau de client, 45 000 tonnes de matériaux de qualité équivalente à d'autres producteurs de granulats. Depuis l'écoulement de ses derniers stocks, MBTP Carrières procède à une sélection de ses chantiers et se fournit auprès d'autres exploitant pour acheter des matériaux de qualité équivalente, en attendant une possible reprise des activités sur Courdan.

Selon les prévisions de la société, les besoins en granulats (sables et graviers) sont équivalents voire légèrement en hausse par rapport à la période 2019/2021, d'où la demande des rythmes d'exploitation suivants :

- Rythme moyen annuel : 60 000 t ;
- Rythme maximal annuel : 70 000 t.

Les caractéristiques de la carrière alluvionnaire de Courdan sont présentées ci-dessous.

Site	Localisation	Arrêté préfectoral en vigueur	Durée de l'autorisation	Production Moyenne	Production Maximale	Type de matériaux	Usages	Procédure en cours
Carrière de Mongelaz	Murs-et-Gélignieux (01)	27 décembre 2017	12 ans	90 000 t	120 000 t	Grave calcaire concassé Gravillon concassé Blocs calcaires	Aménagement de plateforme logistique (50 %) Bétons spéciaux type béton décoratifs (10 %) Produits paysagers (40 %)	Demande de renouvellement et d'extension de la carrière
Carrière de Courdan		21 mars 2013	11 ans	40 000 t	60 000 t	Alluvions roulés calcaires : Sables et graviers lavés Tout venant alluvionnaire	Béton pour la construction (70 %) VRD (30%)	Demande d'extension en cours
Carrière de Champagneux	Champagneux (73)	7 janvier 2009	19 ans	70 000 t	100 000 t	Eboulis calcaires ocre, concassés	BTP / Paysagistes/Particuliers Utilisés en finition	Demande de renouvellement et de modification des conditions d'exploitation
Carrière de la Balme	La Balme (73)	22 octobre 2018	15 ans	25 000 t	30 000 t	Eboulis calcaires bruts	BTP / Réfection chemins forestiers, plateformes	/

Tableau 17 : Caractéristiques des carrières exploitées par la société Carrières MBTP

Gisement	Echéance de l'autorisation	Production actuellement autorisée	Production demandée	Historique de l'activité et perspectives	Type de matériaux	Usages	Marché et zones d'emploi
Alluvions du Rhône	21 mars 2024	Moyenne : 40 000 tonnes Maximale : 60 000 tonnes	Moyenne : 60 000 tonnes Maximale : 70 000 tonnes	Epuisement du gisement en automne 2021 avec sélection des chantiers (écoulement des stocks / refus de certains chantiers + achats de matériaux de qualité équivalente auprès d'autres exploitants) Rythme moyen annuel de 55 600 t sur la période 2019-2020 Prévisions des besoins futurs en granulats issus du site de Courdan au sein du réseau MBTP : quantité équivalente ou légèrement à la hausse.	Alluvions roulés calcaires : sables et graviers lavés tout venant alluvionnaire	Béton pour la construction (70 %) VRD (30%)	Avant Pays Savoyard /Nord de L'Isère / Ain Clients principaux : BETON RHONE ALPES - TABARINI (Oyeu, 38) - GUTTIN VEZIN (Les Abrets, 38) - SBTP (01) - RICHARD (Yenne, 73) - GIROUD GARAMPON (Massieu,38) EIFFAGE VOGLANS ET BELLEGARDE (Voglans, 73) - Agences SAMSE (Pont de Beauvoisin / St Savin, 38) - EIFFAGE Gauthey (Les Arbrets, Bourgoin, 38)

Tableau 18 : Caractéristiques de la carrière de Courdan

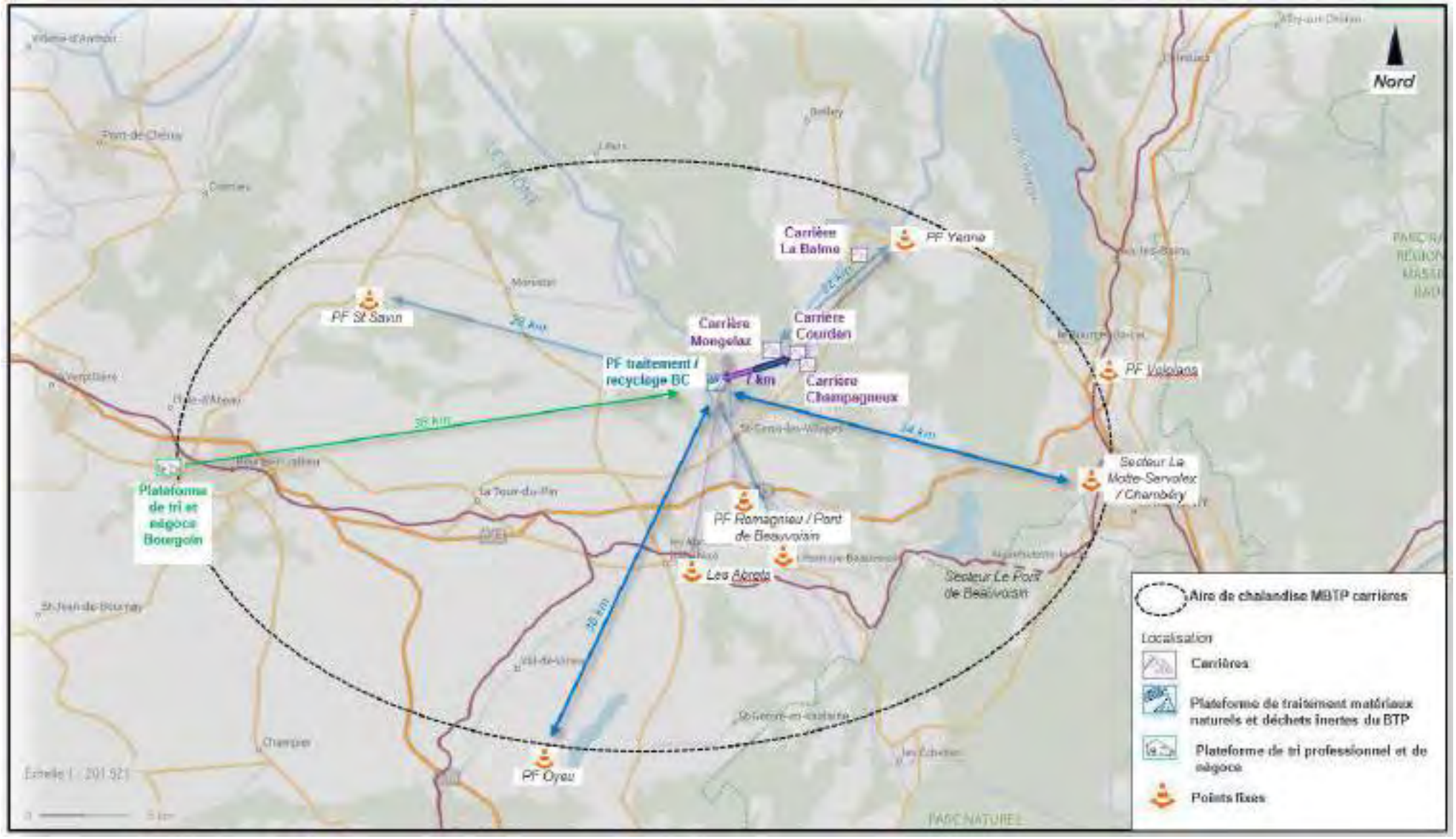


Figure 18 : Aire de chalandise de la société MBTP (Source : MBTP, 2023)

Une fois extraits, les matériaux alluvionnaires du site de Courdan sont acheminés sur une plateforme de traitement et de stockage spécifiquement dédiée à ces opérations, sur la commune de Brégnier-Cordon (01), située à environ 7,1 km de l'actuelle carrière.

Aujourd'hui, ce site accueille des installations dimensionnées pour permettre le stockage et le traitement des sables et graviers en provenance des carrières de MBTP ainsi que les matériaux inertes issus du BTP en vue de leur recyclage.

Les produits issus de ces deux activités (extraction, recyclage) sont complémentaires et permettent à MBTP à travers une large gamme de produits d'apporter une réponse spécifique à chaque besoin, pour chaque client.

La carrière de Courdan est à ce jour la seule carrière de la société à fournir des sables et graviers roulés.

La poursuite de l'exploitation permettra donc de pérenniser la société Carrières MBTP et la fourniture en matériaux nobles de qualité des clients et zones de consommation périphériques.

VIII.B Esquisse des principales solutions de substitution examinées par le maitre d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, le projet présenté a été retenu

VIII.B.I Solution alternative

Les solutions de substitution du projet d'extension ont été abordées sous différents angles :

- Le lieu d'implantation ;
- Les contraintes techniques, géologiques, environnementales et règlementaires ;
- Les choix stratégiques ;
- La faisabilité économique ;
- Les opportunités foncières.

Une solution alternative constitue une réponse possible à l'ensemble des attentes d'un projet. Elle est caractérisée par un procédé technique, un coût de mise en œuvre, un impact global sur l'environnement et sur la santé publique.
La localisation et la géométrie d'une carrière sont avant tout conditionnées par la présence d'un gisement d'un matériau de qualité en vue de son exploitation. Il s'agit du premier facteur de choix pris en compte lors des études préliminaires.

Les contraintes environnementales, paysagères, foncières, réglementaires et d'aménagement du territoire viennent s'ajouter à la détermination de l'emprise finale de la carrière.

Ainsi, la solution de substitution au projet d'extension aurait consisté en l'implantation d'une nouvelle carrière dans un nouveau site propice à l'extraction de granulats.

Il convient de souligner que la recherche d'un nouveau site d'extraction nécessite d'importantes et longues études préalables dont l'objectif prioritaire sera d'identifier un gisement présentant des caractéristiques géologiques compatibles avec la fabrication de granulats.

Au-delà des aspects qualitatifs, l'identification d'un autre site d'extraction reste tributaire d'un long processus qui répond aux objectifs suivants (liste non exhaustive) :

- Identifier et hiérarchiser les servitudes réglementaires susceptibles d'affecter le projet ou sa périphérie immédiate ;
- Proposer une approche et une méthode de travail pour traiter le cas de chaque servitude identifiée dans un cadre réglementaire exhaustif ;
- Déterminer le contenu scientifique et technique de l'expertise naturaliste qui devrait être impérativement jointe à la future étude d'impact ;
- Caractériser l'état des documents d'urbanisme au droit du projet et établir les conditions d'une éventuelle mise en compatibilité ;
- Entamer des discussions avec la commune, afin d'obtenir son accord pour implanter le projet sur son territoire communal ;
- Examiner, dans le cadre d'une approche sommaire, les aménagements à envisager pour l'accès au gisement ;
- Analyser le contenu détaillé des zones spécifiques établies au titre de mise en valeur ou de la protection du patrimoine naturel ;
- Analyser les contraintes potentielles liées à l'archéologie préventive ;
- Décrire, justifier et hiérarchiser les différentes études techniques et administratives indispensables au projet ;

- Evaluer le coût de mise en œuvre et l'articulation de ces différentes études et dossiers sur la base d'un échéancier réaliste ;
- Justifier l'intérêt économique du projet ;
- Identifier les propriétaires concernés par le projet ;
- Entamer une négociation foncière avec les propriétaires.

Un tel processus de recherche nécessite à minima une dizaine d'années de recherches et d'études, voire bien davantage, en prenant en considération les aléas liés à la maîtrise foncière des terrains intégrés au projet.

Une telle durée apparaît incompatible avec la réactivité que nécessite l'extension d'un site en fonctionnement présentant encore un potentiel intéressant localement.

VIII.B.2 Justification du choix de l'extension

VIII.B.2.a Préambule

La société Carrières MBTP est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire sur la commune de Murs-et-Gélignieux, au lieu-dit Coudan depuis 2013.

Depuis l'automne 2021, le gisement de la carrière de Courdan est épuisé, obligeant la société MBTP à s'alimenter plus loin, chez d'autres sites de production de confrères, afin d'approvisionner ses chantiers et points fixes, augmentant ainsi les trajets, les émissions de gaz à effet de serre associés et impliquant des surcoûts importants pour l'entreprise.

Les matériaux alluvionnaires issus de la carrière actuellement autorisée alimentaient les différents chantiers de constructions (bâtiments industriel, maisons) mais également les négoces de matériaux dans le secteur de l'avant pays savoyard.

Depuis le printemps 2020, la société MBTP cherche donc des solutions pour pérenniser son activité, localement avec en particulier la production de granulats alluvionnaires, matériaux nobles, destinés à la production de béton pour la construction, pour la majeure partie.

Un travail de prospection élargi a été mené sur son aire de chalandise afin d'identifier des fonciers éligibles à l'étude d'un projet d'ouverture de carrière alluvionnaire.

Dans un premier temps, les recherches se sont portées sur des sites avec une extraction hors d'eau, en adéquation avec les orientations du SRC, pour des nouveaux projets.

Une étude bibliographique a donc été réalisée afin de trouver des gisements alluvionnaires recensés par le BRGM et les sites de reports issus du schéma régional des carrières.

Les principales raisons qui ont conduits à ne pas retenir ces sites sont les suivantes :

- Incompatibilités d'ordre géologique ;
- Difficultés d'accès au site ;
- Localisation trop éloignée des plateformes de MBTP ;
- Habitations proches du site et/ou problème de covisibilité ;
- Incompatibilité avec les documents d'urbanisme (PLU) et refus de la municipalité.

Parmi les dernières solutions alternatives étudiées, MBTP Carrières avait retenu 4 scénarios de proximité avec la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon.

VIII.B.2.b Scénarios étudiés

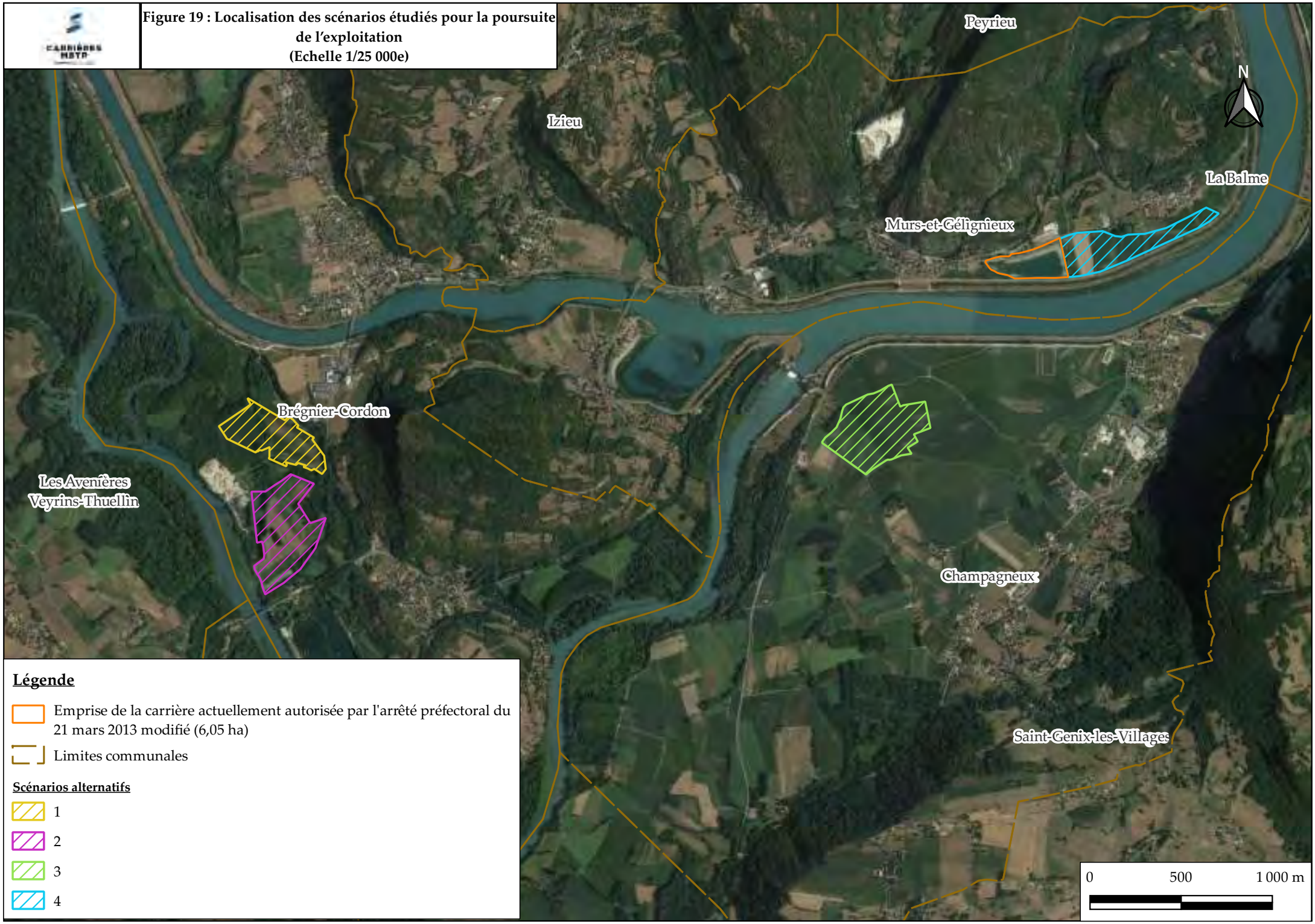
Compte tenu des différentes contraintes, 4 scénarios, situés à proximités de la plateforme de Brégnier-Cordon et constitués d'un gisement potentiellement compatible avec les besoins de la société MBTP, ont été retenus. Ils sont présentés dans le tableau en page suivante.

Les projets étudiés sont présentés sur la carte en page 63.

Critères	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Localisation	Brégnier-Cordon	Brégnier-Cordon	Champagneux	Murs-et-Gélignieux
Surface	Environ 11 hectares	Environ 12 hectares	Environ 16 hectares	Environ 10 hectares
Compatibilité géologique	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui
Proximité avec la plateforme de traitement	Moins de 400 m. Présence d'un chemin d'accès permettant de relier la plateforme.	Moins de 500 m. La route d'accès à la plateforme longe ce site.	Environ 6 km, sur les routes départementales n°125 et 992.	Environ 7,1 km, par la route départementale n° 992.
Zone à défricher	Présence de haie	Présence de haie	Non	Non
Agriculture	Terrain agricole	Cultures de céréales	Cultures de céréales	Cultures de céréales
Biodiversité	Intégré dans la Réserve Naturelle Nationale du Haut Rhône Présence de boisements et de haies présentant des fonctionnalités écologiques importantes	Intégré dans la ZNIEFF de type I « Milieux alluviaux Rhône du Pont de Groslée à Murs-et-Gélignieux » Présence de boisements et de haies présentant des fonctionnalités écologiques importantes	En dehors de toute zones règlementaires (ZNIEFF, réserves naturel, Natura 2000, …) Présence d'habitats de milieux ouverts	Enjeu faible sur l'habitat, composé de culture Enjeu faible à fort sur l'avifaune : présence de l'alouette des champs et de la cisticole des joncs sur le secteur d'étude Enjeu faible sur les reptiles et les amphibiens Enjeu modéré à fort sur les chiroptères, présent en périphérie du site Enjeu faible sur les zones humides
Perceptions visuelles du site	Faible : le site est situé dans une plaine et est entouré par des haies/bois Perceptions possibles depuis les massifs environnant	Faible : le site est situé dans une plaine et est entouré par des haies/bois Perceptions possibles depuis les massifs environnant	Modéré : Le site se situe dans une vaste plaine, avec des perceptions depuis les massifs environnant	Modéré : Le site se situe dans une vaste plaine, avec des perceptions depuis les massifs environnant
Exploitation	Ouverture d'une nouvelle carrière - probablement en eau	Ouverture d'une nouvelle carrière – probablement en eau	Ouverture d'une nouvelle carrière – probablement en eau	Extension latérale de la carrière en eau existante
Remise en état coordonnée à l'exploitation	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement
Type de remise en état	Agricole et écologique	Agricole et écologique	Agricole	Agricole et naturelle
Plus-value écologique ou paysagère	Non	Non	Non	Oui
Sensibilité du SRC	Réserve Naturelle Nationale : Sensibilité rédhibitoire	ZNIEFF de type I : Sensibilité forte	Masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée : Sensibilité forte	Masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée : Sensibilité forte
Niveau de sécurisation de l'exploitation	++	+++	+++	+++
Investissements totaux	++	++	+++	+++
Scénario retenu	×	×	×	✓

Tableau 19 : Scénarios étudiés pour définir le projet

Figure 19 : Localisation des scénarios étudiés pour la poursuite de l'exploitation (Echelle 1/25 000e)



VIII.B.2.c Scénario retenu

Compte tenu des enjeux biologiques (Réserve Naturelle Nationale pour le Scénario 1, ZNIEFF pour le scénario 2), ces deux sites n'ont pas été retenus pour la poursuite de l'activité extractive de la société MBTP.

Les scénarios 3 et 4 présentent des caractéristiques similaires.

Cependant, le gisement était bien connu au droit du scénario 4 puisqu'il est situé dans le prolongement de la carrière actuellement autorisée. Les matériaux composants ce gisement correspondent aux besoins de la société Carrières MBTP.

De plus, au droit des terrains inclus dans le projet, les propriétaires des terrains étaient déjà connus, la société MBTP étant déjà implantée localement, ce qui facilite les échanges.

Par ailleurs, le site n°4 présente l'avantage de se situer au droit d'une route départementale qui permettra de sécuriser l'insertion des futurs poids lourds sur le réseau routier périphériques, ce qui n'est pas le cas dans le scénario n°3.

La proximité avec le site existant a permis de rendre le projet acceptable auprès des riverains et de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Enfin, le gisement de la carrière actuellement autorisée étant épuisé, les délais d'ouverture d'une nouvelle carrière avec les différentes études, les discussions avec les propriétaires, les riverains … étaient incompatibles avec les besoins de la société MBTP de pérenniser son activité sur le territoire.

Le scénario 4, à savoir l'extension de la carrière actuellement autorisée, a donc été retenu.

VIII.B.2.d Adaptation du scénario retenu

Une fois la localisation du site retenue, l'emprise du projet d'extension a été ajustée en fonction du contexte local (biodiversité, agricole, riverain, …) et des opportunités foncières.

Pour limiter les impacts sur les habitants du hameau de Tremurs, une partie des terrains à l'Est a été retirée de l'emprise du projet.

L'emprise retenue est présentée en page suivante.

Figure 20 : Scénario retenu dans le cadre de l'extension de la carrière (Echelle 1/10 000e)



VIII.B.2.e Compatibilité du scénario retenu avec le Schéma Régional des Carrières

La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 a confié au préfet de région l'élaboration du schéma régional des carrières.

Ce document a été approuvé le 8 décembre 2021.

Ce schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région (art. L515-3 du Code de l'Environnement).

L'approvisionnement de la région repose pour une part importante sur l'alimentation par les carrières du territoire.

Les gisements sur lesquels elles sont implantées offrent des perspectives de maintien dans le temps à moyen et à long terme.

Le Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes a pour ambition de limiter le recours aux ressources minérales primaires et d'assurer un haut niveau de protection des enjeux environnementaux, paysagers agricoles ou patrimoniaux, tout en garantissant un approvisionnement suffisant pour répondre aux besoins.

Afin de définir cet équilibre, le Schéma Régional des Carrières (SRC) a conçu une méthodologie de diagnostic territorial d'approvisionnement, qui a notamment servi à établir les différents scénarios régionaux.

Cette démarche peut être appliquée à n'importe quel territoire de la région afin d'élaborer une politique locale d'approvisionnement en matériaux, compatible avec les orientations du SRC. Elle apporte notamment les éléments nécessaires pour suivre les orientations suivantes :

- Orientation 1.2 : Renforcer l'offre de recyclage en carrières ;
- Orientation 1.3 : Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit, et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logique de proximité des bassins de consommation ;
- Orientation 3 : Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits « de report » et de les exploiter
- Orientation 4 : Alimenter les territoires dans une logique de proximité ;
- Orientation 6 : Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire ;
- Orientation 7 : Eviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure ;
- Orientation 10 : Préserver les intérêts liés à la ressource en eau ;
- Orientation 12 : Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux.

Le projet d'extension de la carrière de Courdan tient compte de ces orientations et l'élaboration de la séquence « Eviter – Réduire – Compenser ».

Le projet est localisé en zone de sensibilité forte car il se situe dans :

- Un aquifère alluviaux issus de la BDLISA niveau 3 ordre 1 ;
- Une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée.

Le projet se situe en dehors de toute zone de sensibilité majeur et/ou rédhibitoire.

La localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières est présentée en page 68.

Au regard de ces éléments, les logigrammes des orientations VII.1 et X.2 du Schéma régional des carrières Auvergne Rhône Alpe ne s'appliquent donc pas au cas présent.

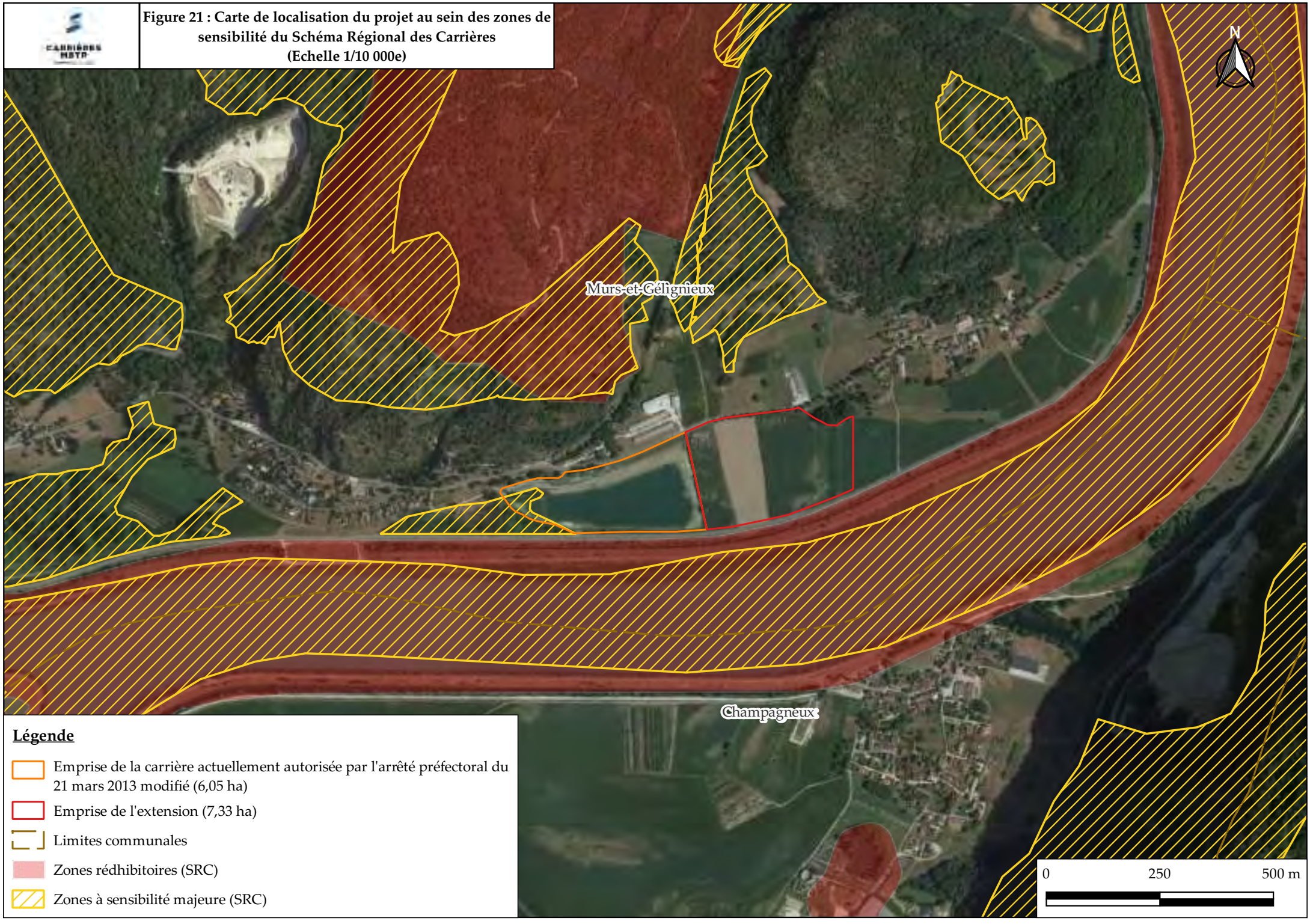
Conformément à l'article L181-3 du Code de l'Environnement, les mesures prises dans le cadre du projet assurent également la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement (Voir Chapitre XXIII.Q et XXIII.R de l'étude d'impact).

Le tableau présenté en page suivante précise les éléments de comptabilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations provisoires du Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes		
Orientation	**Contenu**	**Compatibilité**
I.1 Promouvoir des projets peu consommateurs en matériaux	➢ Favoriser les formes urbaines compactes ; ➢ Favoriser la rénovation urbaine et le renouvellement urbain en mettant en avant la priorité à la réhabilitation de l'existant sur la démolition/ reconstruction et en privilégiant, lorsque c'est possible ; ➢ Limiter la vacance des logements ; ➢ Favoriser la mobilité durable et limiter la création d'infrastructure routières nouvelles aux absolument nécessaires ; ➢ Préférer les aménagements moins artificiels comme les noues végétales pour gérer les eaux pluviales ; ➢ Favoriser l'emploi de matériaux biosourcés renouvelables, tout en privilégiant les filières présentant l'impact global le plus faible ; ➢ Chercher à réemployer voire réutiliser les déblais, les produits d'aménagement et mobiliers urbains en place ou à proximité pour les aménagements simples ; ➢ Adapter la qualité du matériau à son usage, sans faire de sur-qualité (bonne adéquation produit/besoins) et valoriser les ressources secondaires.	Les caractéristiques mécaniques des matériaux qui sont extraits sont excellentes et permettent divers usages qualifiés de « nobles » et notamment pour les chantiers de travaux publics et du bâtiment (Béton, enrobés, …). Le projet s'inscrit en continuité de l'actuelle carrière, dans un secteur où le maître d'ouvrage est déjà implanté et marqué par l'absence d'espèces protégées au sein même de la zone projetée. Plusieurs variantes ont été étudiées démontrant que le site retenu permettait d'impacter le moins possible la biodiversité, le paysage et les riverains. **→COMPATIBLE**
I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières	Dans le cadre de la logique de la séquence ERC, au motif de la réduction les porteurs de projets sont incités à étudier lors de l'élaboration de l'étude d'impact la possibilité d'accueillir des matériaux inertes en vue de leur recyclage ou de leur valorisation. Lorsqu'une ou plusieurs plateformes contribuent à la logistique de cette activité elle sera précisée dans l'étude.	Les matériaux bruts extraits seront directement dirigés vers les unités de traitement de matériaux de la société MBTP, localisées à Brégnier-Cordon. La plateforme accueille les matériaux inertes issus du BTP afin de les recycler. Ceux ne pouvant l'être seront valoriser dans le cadre des opérations de remise en état du site. **→COMPATIBLE**
I.3 Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logistique de proximité des bassins de consommation	Pour cela, les documents d'urbanisme prévoient l'espace nécessaire au fonctionnement et à l'accueil des installations permettant ce type d'activité. Il s'agit soit de plateformes logistiques de matériaux, d'installations dûment autorisées de recyclage, de valorisation des déchets ou de carrières. Elles accueillant des matériaux ou des déchets. En plus des carrières, le PRPGD identifie ces sites notamment pour les déchets du BTP.	
I.4 Optimiser l'exploitation des gisements primaires	Valoriser les déchets d'extraction pour les usages moins nobles, réserver les matériaux les plus performants aux usages nobles (alluvionnaires pour bétons et enrobés)	Dans le cadre du projet de la carrière, les matériaux de découverte ainsi que les refus des installations de traitement de matériaux seront réemployés dans le cadre des travaux de remise en état du site. **→COMPATIBLE**
II Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII, X et du schéma	/	Le projet correspond une extension de carrière. **→COMPATIBLE**
III Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits "de report "	L'identification des gisements potentiellement exploitables, aussi complète qu'elle puisse être, peut ne pas prendre en compte certains gisements encore inconnus ou non exploitables au moment de l'élaboration du schéma. Pour autant, cela n'obère pas l'opportunité de les exploiter à condition que les projets respectent les orientations du schéma.	Aucun gisement de report n'a été identifié (voir chapitre XX.A. Justifications du choix du site), à proximité de la plateforme de traitement préexistante (Brégnier-Cordon), dans un contexte de sensibilités environnementales satisfaisants (trop de sensibilités) **→COMPATIBLE**
IV Alimenter les territoires dans une logique de proximité	Pour assurer un approvisionnement de proximité en granulats courants, la zone chalandise des carrières est principalement de l'ordre de : ➢ 30 km dans les aires urbaines ; ➢ 60 km pour les autres territoires.	La carrière permet d'approvisionner en matière première de qualité les centrales à béton et unités d'enrobage du secteur (Belley, la Tour du Pin, …), dans la zone de Chalandise de la société MBTP. **→COMPATIBLE**
V Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état	Pour tout type d'enjeu comme défini dans le tableau de détail des enjeux en annexe I + notes thématiques	Sans objet
VI Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire	/	Le projet n'est pas localisé en zone de sensibilité rédhibitoire car il ne se situe pas : ↳ Dans un lit mineur de cours d'eau ni dans une zone de 50 mètres autour du cours d'eau ; ↳ Dans un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) ; ↳ Dans un périmètre de protection de captage d'eau potable. (Voir cartographie en page suivante) **→COMPATIBLE**
VII Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure	/	Le projet n'est pas localisé en zone de sensibilité majeure car il ne situe pas : ↳ Dans un espace de bon fonctionnement des cours d'eau ; ↳ En zone de sauvegardes des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ; ↳ En zone à objectif plus strict ; ↳ Dans un périmètre de protection éloignée de captage eau potable. (Voir cartographie en page suivante) **→COMPATIBLE**
VIII Remettre en état les carrières en assurant leur réversibilité dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols	Les projets de carrières prévus sur le long terme sont conçus de sorte à être le moins consommateur d'espace possible pendant et à l'issue de l'exploitation. Leur remise en état contribue à atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette à l'échelle de la région.	Le projet a été conçu de manière à limiter au strict minimum les surfaces dites « minérales » et privilégier les opérations de remblayage et de remise en état au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction. Les terrains seront également décapés selon les stricts besoins de la carrière tout en préservant au maximum les zones agricoles en place. **→COMPATIBLE**
IX Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets	/	Le projet d'extension de la carrière prévoit une remise en état intégrale des terrains à vocation agricole et naturelle. **→COMPATIBLE**
X Préserver les intérêts liés à la ressource en eau	/	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Les matériaux présents sur le site sont issus de l'extraction du gisement en place et sont inertes. **→COMPATIBLE**
XI Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	➢ Expérimenter et promouvoir les dispositifs permettant d'inscrire dans la durée la restitution au milieu naturel ➢ Expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps	Le projet d'extension de la carrière prévoit une remise en état intégrale des terrains à vocation agricole et naturelle. **→COMPATIBLE**
XII Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux	/	Sans Objet

Tableau 20 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières

Figure 21 : Carte de localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières (Echelle 1/10 000e)



IX. JUSTIFICATIONS DES CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

IX.A Présentation

La société Carrières MBTP, filiale du groupe SERFIM, a été racheté par ce dernier en 1990. Elle est intégrée à la branche SERFIM Recyclage.

SERFIM est une entreprise de taille intermédiaire, composée d'environ 2 600 salariés.

Le groupe SERFIM propose à travers ses différentes entreprises une large palette d'activités. Il est un acteur régional (AURA) important dans les travaux publics (Énergie, Eau, Ouvrages d'Art, Route), les métiers de l'environnement (Dépollution, Recyclage, Propreté urbaine), les T.I.C., avec une récente diversification dans les secteurs de l'industrie et des énergies renouvelables.

Elle propose une large palette d'activités depuis plus de 140 ans, dont les différentes branches sont présentées dans le diagramme ci-dessous.

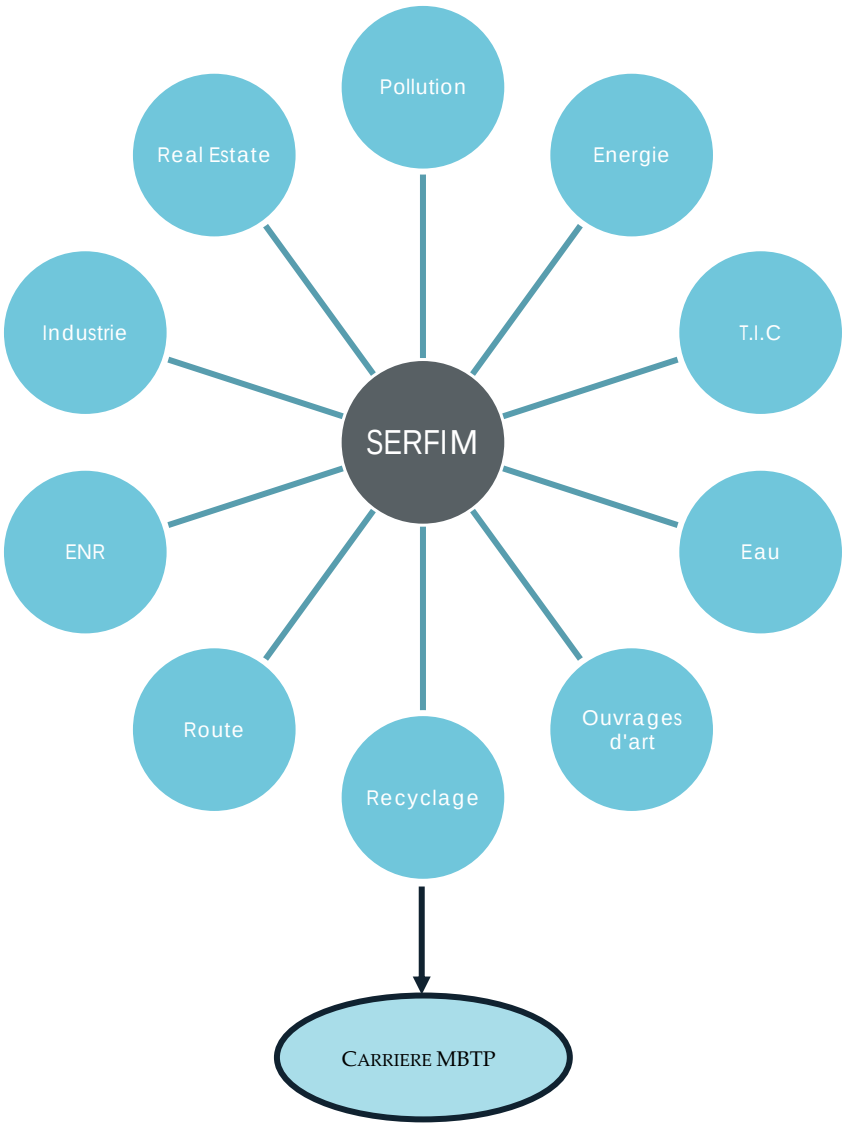


Figure 22 : Organigramme du groupe SERFIM

IX.B Capacités techniques

IX.B.1 Carrières MBTP

Au service notamment, mais pas exclusivement, des différentes branches d'activités du groupe, la filiale MBTP Carrières assure une partie de l'approvisionnement en matériaux (granulats, enrochements) à travers ses activités d'extraction, traitement, stockage et négoce ainsi qu'une solution pour le tri, la valorisation et la gestion des déchets du BTP (déchèteries, installation de traitement et plateforme logistique).

La société Carrières MBTP exploite des carrières alluvionnaires et de roches massives dans les départements de l'Ain et de la Savoie.

Avec un chiffre d'affaires est de 4 millions d'euros, l'entreprise emploie treize personnes.

La société CARRIERES MBTP dispose donc de tout le savoir-faire et de toutes les compétences nécessaires au bon fonctionnement de ses Installations Classées pour la Protection de l'Environnement dans un strict respect des conditions de travail, de sécurité et de protection de l'environnement humain ou naturel.

IX.B.2 Personnel employé in situ

L'exploitation de la carrière est conduite sous la responsabilité d'un chef de carrière et d'un responsable d'exploitation.

Le personnel employé sur le site bénéficiera d'une formation continue permanente qui se traduira par une participation à divers stages techniques ayant un lien avec l'activité d'extraction et de valorisation des matériaux.

Ces stages techniques porteront sur plusieurs thématiques :

- Maniement des extincteurs ;
- Prévention des risques liés aux activités physiques ;
- Sauveteur/secouriste du travail ;
- Équipements du travail et consignation ;
- Information sécurité « bruit » ;
- Information sécurité « conduite d'engins » ;
- Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité des engins de travaux publics catégories 2, 4 et 8.

Le personnel appelé à participer aux divers travaux liés à l'extraction de matériaux comprend :

- Un conducteur à la pelle et au chargeur ;
- Un conducteur à la dragline ;
- Un conducteur au tombereau.

IX.B.3 Matériel

Le matériel utilisé sur la carrière comprendra :

- Une dragline ;
- Un chargeur ;
- Deux pelles de 40 t ;
- Deux tombereaux ;
- Un bulldozer à chenille ;
- Une pelle long bras pour finaliser l'extraction.

L'évacuation des matériaux bruts sera réalisée par des camions de transport d'une charge utile de 30 tonnes.

IX.B.4 Certification

La société CARRIERE MBTP ne bénéficie d'aucune certification.

IX.B.5 Direction technique

L'exploitation de la carrière sera conduite sous la responsabilité d'un chef de carrière et d'un responsable d'exploitation.

IX.B.6 Extrait des inscriptions figurant au registre du commerce

Un extrait des inscriptions figurant au registre du commerce de Chambéry est présenté en annexe A – 2.

IX.B.7 Autorisations antérieures délivrées à la société CARRIERES MBTP en matière de gestion de carrière

La société CARRIERES MBTP a bénéficié, au cours des dernières années, de plusieurs arrêtés préfectoraux d'autorisation qui attestent du savoir-faire de la société en termes d'exploitation de carrière.

La liste des autorisations délivrées pour le compte de la société CARRIERES MBTP sont synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Type d'établissement	Lieu	Commune	Date de l'arrêté préfectoral
Carrière	Mongelaz	Murs-et-Gélignieux (01)	Arrêté préfectoral d'autorisation du 19 janvier 2018
Carrière	Le Pisseur	Champagneux (73)	AP de renouvellement et d'extension du 7 janvier 2009
Carrière	Letrechaud	La Balme (73)	AP de renouvellement et d'extension du 22 octobre 2018

Tableau 21 : Liste des sites autorisés pour le compte de la société CARRIERES MBTP

Les capacités techniques de la société, présentées ci-avant, attestent de son savoir-faire en matière de remise en état de carrières.

IX.C Capacités financières

IX.C.I Références financières de la société CARRIERES MBTP

Les capacités financières de la société CARRIERES MBTP sont synthétisées ci-après.

Paramètres économiques	2020	2021	2022
Chiffre d'affaires (en euros HT)	2 677 301	3 423 767	3 334 473
Résultat d'exploitation (en euros HT)	112 675	389 177	148 998
Résultat courant avant impôt (en euros HT)	109 905	385 233	152 235

Tableau 22 : Capacités financières de la société sur les trois dernières années

IX.C.2 DGI

Les D.G.I.F.I.P. n° 2050 à 2053, synthétisant l'actif, le passif et le compte de résultats, des dernières années sont présentés en annexe A-6.

IX.C.3 Capital social

Le capital social de Carrières MBTP s'élève à 266 000 euros.

La société Carrières MBTP est une filiale du groupe SERFIM.

IX.C.4 Investissements consentis dans le cadre de la présente demande d'autorisation

Dans le cadre de la présente demande d'autorisation, plusieurs investissements substantiels seront réalisés, en dehors de ceux déjà consentis pour la maîtrise foncière :

- Des travaux de terrassement préalables pour la création d'une piste d'accès ;
- Les travaux de viabilisation de la piste d'accès et de la carrière ;
- La réalisation d'une aire de stockage de matériaux ;
- Des travaux de remise en état et de mise en sécurité définitive du site ;
- Des études environnementales et techniques ainsi que des frais de dossier.

Le montant global de ces investissements représentera environ 1 500 000 € (hors foncier) sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Etude d'impact

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024 18 décembre 2024

SOMMAIRE

I. Description du projet ... 1
I.A Préambule ... 1
I.B Définition du périmètre du projet ... 1
II. Analyse de l'état initial du site et de son environnement ... 2
II.A Emplacement du projet ... 2
II.B Caractérisation du milieu physique ... 5
II.B.1 Géologie ... 5
II.B.2 Contexte pédologique ... 18
II.B.3 Hydrogéologie ... 26
II.B.4 Hydrographie ... 46
II.B.5 Occupation du sol ... 51
II.B.6 Climat et météorologie ... 61
II.B.7 Qualité de l'air ... 64
II.C Occupation humaine ... 66
II.C.1 Environnement humain ... 66
II.C.2 Activités économiques ... 67
II.D Cadre de vie ... 74
II.D.1 Niveaux acoustiques ... 74
II.D.2 Poussières ... 78
II.D.3 Vibrations et projections ... 78
II.D.4 Emissions lumineuses ... 78
II.D.5 Les risques naturels et technologiques ... 78
II.D.6 Patrimoine culturel et archéologique ... 84
II.D.7 Biens matériels ... 88
II.D.8 Les Espaces Boisés Classés ... 89
II.D.9 Tourisme ... 89
II.D.10 Itinéraire(s) de randonnée ... 89
II.E Paysage et perceptions visuelles ... 91
II.E.1 Contexte paysager régional et départemental ... 91
II.E.1 Caractéristiques du paysage « Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières » ... 93
II.E.2 Caractéristiques des composantes du paysage communal ... 94
II.E.3 Perceptions visuelles ... 97
II.F Biodiversité ... 112
II.F.1 Caractérisation du contexte écologique du secteur d'étude ... 112
II.F.2 Caractérisation du contexte écologique local ... 136
II.G Conclusion sur l'état initial ... 186
III. Interrelations potentielles entre les différents éléments constitutifs de l'état initial ... 189
IV. Scénario de référence – Evolution pressentie des parcelles intégrées au projet en l'absence de la future carrière ... 190
V. Evaluation et description des impacts du projet d'extension de la carrière de Courdan sur son environnement ... 194
V.A Préambule ... 194
V.B Impacts sur le milieu physique ... 194
V.B.1 Impacts la géologie, la géomorphologie et la pédologie ... 194
V.B.2 Impacts du remblayage du site ... 195
V.B.3 Impacts sur l'hydrogéologie ... 196

V.B.4 Impacts sur l'hydrographie ... 208
V.B.5 Impacts du défrichement ... 210
V.B.6 Impacts sur le climat ... 211
V.B.7 Impacts sur la qualité de l'air ... 212
V.C Impacts sur les activités économiques ... 215
V.C.1 Impact sur l'économie locale ... 215
V.C.2 L'agriculture ... 216
V.C.3 Impacts sur les infrastructures ... 217
V.C.4 Impact sur la consommation énergétique ... 218
V.D Impacts du projet sur le cadre de vie ... 220
V.D.1 Impacts sur les niveaux acoustiques ... 220
V.D.2 Impacts sur les poussières ... 237
V.D.3 Impacts sur les vibrations ... 239
V.D.4 Impacts sur les projections ... 239
V.D.5 Impacts sur les émissions lumineuses ... 240
V.D.6 Impacts sur les risques naturels et technologiques ... 240
V.D.7 Impacts sur les biens culturels et sur l'archéologie ... 240
V.D.8 Impacts sur les déchets ... 241
V.D.9 Impacts sur les Espaces Boisés Classés ... 242
V.D.10 Impacts sur le tourisme local ... 243
V.D.11 Impacts sur l'hygiène et salubrité publique ... 244
V.D.12 Impacts sur la sécurité publique ... 245
V.E Impacts sur le paysage et les perceptions visuelles ... 247
V.E.1 Impacts sur le paysage local ... 247
V.E.2 Impacts sur les perceptions visuelles ... 249
V.F Impacts sur la biodiversité ... 254
V.F.1 Impacts sur les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique ... 254
V.F.2 Impacts sur les zones rattachées au réseau Natura 2000 ... 255
V.F.3 Impacts sur les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) ... 255
V.F.4 Impacts sur les réserves naturelles ... 256
V.F.5 Impacts sur les ZICO ... 256
V.F.6 Impacts sur les tourbières ... 256
V.F.7 Impacts sur les zones humides ... 257
V.F.8 Impacts sur les autres zones naturelles ... 257
V.F.9 Impacts sur la trame verte et bleue ... 257
V.F.10 Impacts sur la biocénose locale ... 258
V.G Impacts des travaux préparatoires ... 265
VI. Analyse des impacts cumulés de la carrière de Courdan avec les autres installations périphériques relevant du régime des ICPE en fonctionnement ou susceptibles d'être autorisées à court terme ... 266
VI.A Installations périphériques répertoriées ... 266
VI.A.1 Installations périphériques existantes ... 266
VI.A.2 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en projet sur le territoire des communes rattachées au rayon d'affichage ... 268
VI.B Impacts cumulés sur les installations classées recensées dans le rayon d'affichage et l'environnement de la carrière ... 268
VI.B.1 Impacts cumulés sur les sols ... 268
VI.B.2 Impacts cumulés sur les eaux souterraines ... 268
VI.B.3 Impacts cumulés sur les eaux superficielles ... 268
VI.B.4 Impacts cumulés sur la qualité de l'air ... 268

VI.B.5 Impacts cumulés sur le paysage ... 269
VI.B.6 Impacts cumulés sur les émissions de poussières ... 269
VI.B.7 Impacts cumulés sur le milieu naturel ... 269
VI.B.8 Impacts cumulés sur l'économie locale ... 269
VI.B.9 Impacts cumulés sur les émissions sonores ... 269
VI.B.10 Impacts cumulés sur le transport routier ... 269
VI.C Analyse des impacts cumulés avec les autres installations exploitées par le maître d'ouvrage et des projets connus ... 270
VI.C.1 Impacts cumulés sur les sols ... 270
VI.C.2 Impacts cumulés sur les eaux souterraines ... 270
VI.C.3 Impacts cumulés sur les eaux superficielles ... 270
VI.C.4 Impacts cumulés sur la qualité de l'air ... 270
VI.C.5 Impacts cumulés sur le paysage et les perceptions visuelles ... 270
VI.C.6 Impacts cumulés sur les émissions de poussière ... 271
VI.C.7 Impacts cumulés sur les émissions sonores ... 271
VI.C.8 Impacts cumulés sur le milieu naturel ... 271
VI.C.9 Impacts cumulés sur les zones Natura 2000 ... 271
VI.C.10 Impacts cumulés sur l'économie locale ... 272
VI.C.11 Impacts cumulés sur le trafic routier ... 272
VII. Synthèse des impacts du projet ... 273
VIII. Interactions des effets du projet ... 275
IX. Développement de la séquence « Eviter, réduire compenser » - ERC ... 276
X. Mesures d'évitement qui seront mises en œuvre afin de supprimer les impacts du projet sur l'environnement ... 276
X.A Présentation ... 276
X.B ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ... 277
XI. Mesures de réduction complémentaires afin de limiter les impacts du projet sur l'environnement ... 279
XI.A Présentation ... 279
XI.B MR1-T : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation ... 280
XI.C MR2-T : Mise en défens des secteurs sensibles ... 281
XI.D MR3-T : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière ... 283
XI.A MR4-T : Création de bandes favorables à l'alouette des champs ... 285
XI.B MR5-T : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement ... 287
XI.C MR6-T : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes ... 288
XI.D MR7-T : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins ... 289
XI.E MR8-T : Re-végétalisation après remise en état ... 290
XI.A MR9-T : Mesure de réduction relative à la reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs. ... 291
XI.B MR10-T : Mesure de réduction relative à la gestion des eaux durant la phase d'exploitation. ... 294
XI.B.1 La conduite d'exploitation ... 294
XI.B.2 Prévention des pollutions accidentelles ... 294
XI.B.3 La gestion des eaux sanitaires ... 294
XI.C MR11-T : Mesure de réduction relative à la préservation des sols ... 295
XI.D MR12-T : Mesure de réduction relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre ... 296
XI.E MR13-T : Mesure de réduction relative aux commodités sur le voisinage ... 297
XI.E.1 Mesures relatives au bruit ... 297
XI.E.2 Mesures relatives aux poussières ... 310
XI.F MR14-T : Mesure de réduction relative au roulage et au transport de matériaux ... 313
XI.G MR15-T : Mesure de réduction relative à l'hygiène et la sécurité publique ... 313
XII. Synthèse des mesures d'évitement et de réduction qui seront mises en œuvre ... 314

XIII. Analyse des impacts résiduels du projet après la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction 315
XIII.A Impacts résiduels sur le milieu physique 315
XIII.A.1 Impacts résiduels sur la géomorphologie du site 315
XIII.A.2 Impacts résiduels sur les eaux superficielles et les eaux souterraines 315
XIII.A.3 Impacts résiduels sur le climat et la qualité de l'air 315
XIII.B Impacts résiduels sur les activités économiques 316
XIII.B.1 Impacts résiduels sur l'agriculture 316
XIII.B.2 Impacts résiduels sur les infrastructures et le transport 316
XIII.C Impacts résiduels sur le cadre de vie 317
XIII.C.1 Impacts résiduels sur les émissions sonores 317
XIII.C.2 Impacts résiduels sur les émissions de poussières 318
XIII.D Impacts résiduels sur les biens culturel et archéologie 318
XIII.E Impacts résiduels sur l'hygiène, la salubrité et la sécurité publique 318
XIII.F Impacts résiduels sur le mode et les conditions d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau 318
XIII.G Impacts résiduels sur les loisirs et le tourisme 318
XIII.H Impacts résiduels sur la consommation énergétique 318
XIII.I Impacts résiduels sur le paysage et les perceptions visuelles 318
XIII.J Impacts résiduels sur la biodiversité à l'échelle intercommunale. 319
XIII.J.1 Impacts résiduels sur les Znieff du secteur d'étude 319
XIII.J.2 Impacts résiduels sur les sites Natura 2000 319
XIII.J.3 Impacts résiduels sur les autres zones naturelles 319
XIII.K Impacts résiduels sur la trame verte et bleue 319
XIII.L Impacts résiduels sur la biocénose locale 319
XIII.L.1 Impact résiduel sur la flore 320
XIII.L.2 Impact résiduel sur les zones humides 320
XIII.L.1 Impact résiduel sur la faune 322
XIII.A Synthèse des impacts résiduels et nécessité d'engager une procédure de demande de dérogation 330
XIV. Définition des mesures compensatoires qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet 331
XV. Mesures d'accompagnement complémentaires prises dans le cadre du projet 331
XV.A MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens 331
XV.B MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte 334
XV.C MA3 : Mise en place d'un suivi des eaux souterraines 337
XV.D MA4 : Mesure d'accompagnement relatif à la création d'une Commission Locale d'Information (CLI) 339
XV.E Synthèse des mesures d'accompagnement qui seront mises en œuvre 339
XVI. Mesures de suivis 339
XVI.A Suivi de la mise en œuvre des mesures 340
XVI.B Synthèse de la mesure de suivi 344
XVII. Coût induit par la mise en œuvre des différentes mesures et performances attendues 344
XVIII. Mesures prises pour la remise en état du site de Courdan 346
XVIII.A Présentation 346
XVIII.B Principes retenus pour la remise en état et une insertion paysagère réussie 346
XVIII.C Remise en état prévue dans le cadre du projet de la carrière de Courdan 346
XVIII.D Echéancier de la remise en état 346
XIX. Usage futur du site 346
XX. Garanties financières liées à l'exploitation du site de Courdan 348
XX.A Principe de calcul des garanties financières 348
XX.B Application au site de Courdan 348

XX.B.1 Définition du terme S_1 ... 348
XX.B.1 Définition du terme S_2 ... 349
XX.B.1 Définition du terme L ... 349
XX.B.2 Calcul des garanties financières pour le site de Courdan ... 349
XXI. Esquisse des principales solutions de substitution examinées par le maitre d'ouvrage et les raisons pour lesquelles, le projet présenté a été retenu ... 350
XXI.A Solution alternative ... 350
XXI.B Justification du choix de l'extension ... 351
XXI.B.1 Préambule ... 351
XXI.B.2 Scénarios étudiés ... 351
XXI.B.3 Scénario retenu ... 354
XXI.B.4 Adaptation du scénario retenu ... 354
XXI.B.5 Compatibilité du scénario retenu avec le Schéma Régional des Carrières ... 354
XXII. Raisons ayant motivé le projet ... 356
XXII.A Loi Grenelle II ... 356
XXII.B Importance des granulats pour la collectivité ... 356
XXII.B.1 Définition ... 356
XXII.B.2 Un matériau indispensable ... 357
XXII.C Cas des matériaux spécifique de la société Carrières MBTP ... 358
XXII.C.1 Préambule ... 358
XXII.C.2 Cas de la carrière de Courdan ... 358
XXIII. Compatibilité du projet avec les servitudes et dispositions législatives ou réglementaires affectant l'utilisation ou l'occupation des sols. 361
XXIII.A Analyse de la compatibilité du projet avec Plans, schémas, programmes et autres documents de planification référencés par l'article R. 122-17 du code de l'Environnement ... 361
XXIII.B Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône – Méditerranée ... 363
XXIII.C Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ... 368
XXIII.D Les contrats de milieux ... 368
XXIII.E La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) ... 368
XXIII.F Le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT) ... 368
XXIII.G Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI) ... 372
XXIII.G.1 Définition ... 372
XXIII.G.2 Analyse de la compatibilité du projet avec le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée. ... 372
XXIII.H Le Schéma Régional des Carrières Auvergne – Rhône-Alpes ... 374
XXIII.I La Loi Montagne ... 377
XXIII.J La loi littorale ... 377
XXIII.K Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ... 377
XXIII.L Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) ... 378
XXIII.M Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) ... 379
XXIII.M.1 Préservation de réservoirs de biodiversité ... 379
XXIII.M.2 Climat, air et énergie ... 381
XXIII.M.3 La préservation du foncier agricole ... 381
XXIII.N Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) ... 386
XXIII.O Compatibilité du projet avec le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) ... 386
XXIII.P Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme de la commune de Murs-et-Gélignieux ... 388
XXIII.Q Compatibilité de la demande avec les intérêts vises par l'article 511-1 du Code de l'Environnement ... 388
XXIII.R Compatibilité de la demande avec la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (Article L211-1 du Code de l'Environnement) ... 389

XXIV.Informations relatives aux auteurs des études réalisées dans le cadre de l'élaboration de l'évaluation environnementale 390
XXV. Méthodologie 391
XXV.A Méthodologie générale 391
XXV.B Vocabulaire utilisé et définition 391
XXV.B.1 Nature des effets 391
XXV.B.2 Durée de la perturbation 391
XXV.B.3 Types d'effets 391
XXV.B.4 Intensité de la perturbation 392
XXV.B.5 Durée de l'effet 392
XXV.B.6 Etendue de l'effet 392
XXV.B.7 Notion d'impacts 392
XXV.B.8 Les mesures 392
XXV.C Méthodologie utilisée 393
XXV.C.1 Caractérisation de l'aire d'étude 393
XXV.C.2 Caractérisation de l'état initial 393
XXV.C.3 Identification des différentes sources d'impacts 393
XXV.C.4 Les interrelations entre les composantes du projet et le milieu 394
XXV.C.5 Définition des impacts bruts du projet 394
XXV.C.6 Définition des impacts cumulés 395
XXV.C.7 Définition des mesures retenues dans le cadre du projet 395
XXV.C.8 Définition des impacts résiduels 395
XXV.C.9 Définition des mesures de compensation 396
XXV.D Difficultés rencontrées et incertitudes 396
XXV.D.1 La méconnaissance des évaluations environnementales des projets proches 397
XXV.D.2 Le choix des méthodes 397
XXV.D.3 Le choix des mesures 397
XXV.D.4 La procédure unique 397
XXVI.Bibliographie 398
XXVI.A Bases de données en ligne 398
XXVI.B Etudes spécifiques réalisées in situ 398

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale 2
Figure 2 : Carte de localisation au 1/25 000e 3
Figure 3 : Vue aérienne du site 4
Figure 4 : Extrait de la carte géologique au 1/50 000e 6
Figure 5 : Légende de la carte géologique 1/50 000e 7
Figure 6 : Carte de localisation des ouvrages recensés dans la base de données du BRGM 9
Figure 7 : Localisation des sondages réalisés en mars 2022 au droit de l'extension 11
Figure 8 : Chaine de désintégration de l'uranium et du radon 14
Figure 9 : Potentiel Radon - IRSN – 2017 17
Figure 10 : Sol et évolution au cours du temps 18
Figure 11 : Cartographie des différents types de sols en France (INRA - 1998) 18
Figure 12 : Cartographie des différents types de sols dans le secteur d'étude (Source : Géoportail) 19
Figure 13 : Extrait de la carte pédologique du département de l'Ain au 1/30 000 20
Figure 14 : Localisation des profils agro-pédologiques 21
Figure 15 : Carte de localisation des sites BASIAS identifiés dans le secteur d'étude 24
Figure 16 : Carte de localisation des sites BASOL 25
Figure 17 : Graphique illustrant l'évolution de la piézométrie locale 28
Figure 18 : Carte piézométrique en basses eaux (Février 2023) 30
Figure 19 : Carte piézométrique en hautes eaux (Août 2022) 31
Figure 20 : Localisation de la station de mesure des eaux souterraines 33
Figure 21 : Localisation des piézomètres de la CNR 35
Figure 22 : Localisation des plans d'eau dans le secteur d'étude 37
Figure 23 : Localisation des captages AEP présents en périphérie du projet 39
Figure 24 : Triangle de feu : Conditions requises pour qu'un incendie se déclare 40
Figure 25 : Zones inondables du Rhône Amont - Murs-et-Gélignieux (source : Préfecture de l'Ain) 41
Figure 26 : Plans de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », soumis à enquête publique 42
Figure 27 : Localisation des bornes incendie 44
Figure 28 : Localisation des zones sujettes aux débordements de nappe 45
Figure 29 : Carte du réseau hydrographique local et localisation de la station de mesure de l'état des cours d'eau 47
Figure 30 : Carte de localisation des chenaux présents sur le site et du marais 50
Figure 31 : Localisation des prises de vue illustrant l'occupation du sol au droit du projet 52
Figure 32 : Rose des vents de la station d'Ambérieu 63
Figure 33 : Localisation des stations ATMO en périphérie du site (Source (ATMO - ARA) 64
Figure 34 : Evolution des polluants mesurés au droit de la station de Chambéry Pasteur 65
Figure 35 : Illustration des secteurs d'activité de la commune de Murs-et-Gélignieux – INSEE 2020 67
Figure 36 : Carte de localisation de l'habitat proche 68
Figure 37 : Localisation des ICPE proche du projet 69
Figure 38 : Chiffres clés de l'agriculture dans l'Ain (Source : Chambre d'agriculture de l'Ain) 70
Figure 39 : Localisation des infrastructures routières et fluviales 73
Figure 40 : Localisation des points de mesures acoustiques (source : Orfea - 2023) 75
Figure 41 : Zones inondables du Rhône Amont - Murs-et-Gélignieux 80
Figure 42 : Plans de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », soumis à enquête publique 81
Figure 43 : Cartographie matérialisant l'aléa « retrait et gonflement des argiles » 83
Figure 44 : Localisation des monuments historiques 85
Figure 45 : Carte de localisation des vestiges archéologiques identifiés en périphérie du projet 87
Figure 46 : Carte de localisation des itinéraires de promenade et randonnée 90
Figure 47 : Répartition des paysages dans l'Ain 91
Figure 48 : Familles de paysage 92
Figure 49 : Illustration des différents éléments paysagers du secteur d'étude 96
Figure 50 : Carte des visibilités potentielles sur le site 98
Figure 51 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles dynamiques 99
Figure 52 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles statiques rapprochées 103
Figure 53 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles statiques éloignées 107
Figure 54 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles éloignée depuis les points de vue remarquables 110
Figure 55 : Carte de localisation des ZNIEFF dans le secteur d'étude 113
Figure 56 : Localisation des sites rattachés au réseau Natura 2000 dans le secteur d'étude 121
Figure 57 : Localisation des Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope 126
Figure 58 : Localisation des réserves naturelles dans le secteur d'étude 127
Figure 59 : Localisation des Zones d'Importances Communautaires pour les Oiseaux (ZICO) 129
Figure 60 : Localisation des tourbières 131
Figure 61 : Localisation des zones humides 133
Figure 62 : Extrait de la carte du SCOT Bugey 135

Figure 63 : Protocoles d'inventaire 137
Figure 64 : Habitats naturels et flore 147
Figure 65 : Localisation des zones humides 150
Figure 66 : Avifaune nicheuse 154
Figure 67 : Avifaune hivernante 159
Figure 68 : Amphibiens 162
Figure 69 : Reptiles 165
Figure 70 : Mammifères 168
Figure 71 : Chiroptères 173
Figure 72 : Corridors écologiques locaux 183
Figure 73 : Synthèse des enjeux écologiques 185
Figure 74 : Evolution de la cote de la nappe (Source : suivi environnemental pour l'année 2021 - Anteagroup) 197
Figure 75 : Profil de la nappe pendant l'exploitation 199
Figure 76 : Modélisation hydrogéologique pendant l'exploitation 200
Figure 77 : Profil de la nappe après remblayage 201
Figure 78 : Schéma illustrant le contexte géologique local 201
Figure 79 : Modélisation hydrogéologique des écoulements après remblai 202
Figure 80 : Géomorphologie du Sud du site, en phase d'exploitation 204
Figure 81 : Evaluation des émissions de Gaz à Effet de Serre selon les secteurs d'activité (en milliers de tCo2) 213
Figure 82 : Localisation de l'accès à la carrière 219
Figure 83 : Localisation des points de mesures acoustiques (source : Orfea) 220
Figure 84 : Vue 3D du site et de son environnement 223
Figure 85 : Localisation de la zone d'extraction – Première année d'exploitation 224
Figure 86 : Localisation des sources - Première année d'exploitation 225
Figure 87 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 0 – Première année d'exploitation 225
Figure 88 : Localisation de la zone d'extraction – Première Phase d'exploitation 227
Figure 89 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation 228
Figure 90 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 1 – Première phase d'exploitation 229
Figure 91 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième Phase d'exploitation 230
Figure 92 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation 231
Figure 93 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation 232
Figure 94 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième Phase d'exploitation 233
Figure 95 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation 234
Figure 96 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 3 – Troisième phase d'exploitation 235
Figure 97 : Illustration d'un pied d'ambroisie à feuille d'armoise 244
Figure 98 : Localisation de l'accès à la carrière et des accès agricoles 246
Figure 99 : Impact brut sur les habitats naturels, la flore et les zones humides 261
Figure 100 : Identification des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en périphérie du projet, dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres. (Source : Base de données du Ministère de la Transition Ecologique (MTE)) 267
Figure 101 : Mesure d'évitement ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet 278
Figure 102 : Mesure de réduction MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles 282
Figure 103 : Localisation de la mesure MR9 relative à la reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des Joncs 293
Figure 104 : Localisation de la zone d'extraction – Première phase d'exploitation 298
Figure 105 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation 299
Figure 106 : Cartographie des niveaux sonores engendrés 299
Figure 107 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième phase d'exploitation 301
Figure 108 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation 302
Figure 109 : Cartographie des niveaux sonores engendrés 302
Figure 110 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième phase d'exploitation 304
Figure 111 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation 305
Figure 112 : Cartographie des niveaux sonores engendrés 305
Figure 113 : Localisation des points de mesure acoustiques 311
Figure 114 : Localisation des points de contrôle des émissions de poussières 312
Figure 115 : Impact résiduels sur les habitats naturels et flore 321
Figure 116 : Localisation de la mesure MA1 333
Figure 117 : Localisation de la mesure MA2 336
Figure 118 : Localisation des ouvrages de surveillance de la nappe 338
Figure 119 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques (source Acer Campestre - 2024) 343
Figure 120 : Plan de remise en état du site 347
Figure 121 : Localisation des scénarios étudiés pour la poursuite de l'exploitation 353
Figure 122 : Scénario retenu dans le cadre de l'extension de la carrière 355
Figure 123 : Répartition de l'utilisation des granulats en 2019 (Source : Unicem) 357
Figure 124 : Aire de chalandise de la société MBTP (Source : MBTP, 2023) 360
Figure 125 : Carte de localisation du projet au sein du SCOT – Carte de la trame Verte et Bleue (Source : SCOT Bugey) 371
Figure 126 : Carte de localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières 376
Figure 127 : Extrait de la cartographie illustrant les trames vertes et bleues à l'échelle régionale 380
Figure 128 : Extrait de la Carte Communale de Murs-et-Gélignieux 388

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques des sites exploités par la société MBTP 1
Tableau 2 : Coordonnées GPS du site 5
Tableau 3 : Ouvrages de la BSS répertoriés dans le secteur d'étude 8
Tableau 4 : Synthèse des profondeurs atteintes par les sondages réalisés in situ 10
Tableau 5 : Critère de détermination du potentiel radon 15
Tableau 6 : Composition des différents profils agro-pédologiques 21
Tableau 7 : Sites BASIAS recensés dans le secteur d'étude 23
Tableau 8 : Sites BASOL recensés dans le secteur d'étude 23
Tableau 9 : Tableau de synthèse des ouvrages intégrés au réseau de surveillance 27
Tableau 10 : Suivi piézométrique depuis juillet 2022 27
Tableau 11 : Synthèse des niveaux piézométriques 28
Tableau 12 : Caractéristiques de la station de mesure la plus proche du site (source : eaufrance) 32
Tableau 13 : Etat chimique de la nappe des alluvions des alluvions du Rhône des Gorges de la Balme à l'île de Miribel (source : eaufrance) 32
Tableau 14 : Liste des plans d'eau en périphérie du projet 36
Tableau 15 : Liste des captages AEP recensés dans le secteur d'étude 38
Tableau 16 : Données relatives à la station de mesure de la qualité des eaux de surface 46
Tableau 17 : Niveaux de précipitations 61
Tableau 18 : Niveaux des températures 61
Tableau 19 : Régime des vents de la station d'Ambérieu 62
Tableau 20 : Concentrations moyennes des polluants sur la période 2018 - 2022 sur la station de Chambéry Pasteur 65
Tableau 21 : Population de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee) 66
Tableau 22 : Evolution démographique de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee) 66
Tableau 23 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet 66
Tableau 24 : Liste des ICPE localisées dans un rayon de 3 km autour du projet 67
Tableau 25 : Evolution des exploitations agricoles départementales 70
Tableau 26 : Evolution des exploitations agricoles de la commune de Murs-et-Gélignieux (Source : Agreste - 2020) 71
Tableau 27 : Emprises agricoles intégrées au périmètre de la future carrière 71
Tableau 28 : Comptages routiers réalisés sur les axes périphériques 72
Tableau 29 : Niveaux acoustiques et émergences admissibles 74
Tableau 30 : Emplacement des points de mesures 76
Tableau 31 : Résultats nocturnes au point LP 1 76
Tableau 32 : Résultats nocturnes au point ZER 1 76
Tableau 33 : Résultats nocturnes au point ZER 2 76
Tableau 34 : Résultats nocturnes au point ZER 3 77
Tableau 35 : Résultats nocturnes au point ZER 4 77
Tableau 36 : Niveaux résiduels 77
Tableau 37 : Liste des monuments historiques en périphérie du projet 84
Tableau 38 : Liste des vestiges archéologiques les plus proches du projet 86
Tableau 39 : Liste des Sites Patrimoniaux Remarquable dans le secteur d'étude 88
Tableau 40 : Identification du paysage local 91
Tableau 41 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques rapprochées 102
Tableau 42 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques éloignées 105
Tableau 43 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques éloignées 108
Tableau 44 : Liste des ZNIEFF identifiées dans le secteur d'étude 112
Tableau 45 : Liste des zones rattachées au réseau Natura 2000 présentes dans le secteur d'étude 120
Tableau 46 : Informations relatives aux arrêtés préfectoraux de protection de biotope présents dans le secteur d'étude 124
Tableau 47 : Informations relatives aux réserves naturelles présentes dans le secteur d'étude 125
Tableau 48 : Informations relatives aux ZICO présentes dans le secteur d'étude 128
Tableau 49 : Informations relatives tourbières présentes dans le secteur d'étude 130
Tableau 50 : Liste des zones humides recensées dans le secteur d'étude 132
Tableau 51 : Dates des prospections sur site 138
Tableau 52 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité spécifique des Chiroptères (Programme Vigie-Chiro) 142
Tableau 53 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité globale des Chiroptères 142
Tableau 54 : Présentation des différents habitats 145
Tableau 55 : Habitats naturels inventoriés et niveau d'enjeu local 145
Tableau 56 : Liste des espèces de la flore exotique envahissante 146
Tableau 57 : Résultats des points d'analyse « zones humides » 149
Tableau 58 : Statuts des oiseaux observés en période de nidification 158
Tableau 59 : Statuts des oiseaux hors période de nidification 160
Tableau 60 : Statuts des amphibiens observés 163
Tableau 61 : Statuts des reptiles observés 166
Tableau 62 : Statuts des mammifères terrestres observés 169
Tableau 63 : Statuts des Chiroptères inventoriés 175
Tableau 64 : Statuts des papillons rhopalocères observés 178
Tableau 65 : Statuts des odonates observés 178

Tableau 66 : Statuts des orthoptères observés 180
Tableau 67 : Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels identifiés sur la zone d'étude 184
Tableau 68 : Tableau de synthèse des enjeux à l'issue de la constitution de l'état initial du site 187
Tableau 69 : Tableau de synthèse des enjeux à l'issue de la constitution de l'état initial du site (suite et fin) 188
Tableau 70 : Interrelations entre les différents éléments constitutifs de l'état initial 189
Tableau 71 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet 191
Tableau 72 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet (suite) 192
Tableau 73 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet (suite et fin) 193
Tableau 74 : Synthèse des surfaces concernées par le remblayage 195
Tableau 75 : Emprise du plan d'eau par phase 197
Tableau 76 : Distance entre le plan d'eau de la carrière actuelle et le plan d'eau créé dans le cadre du projet d'extension 198
Tableau 77 : Impact du site de Courdan sur les émissions annuelles de GES 212
Tableau 78 : Présentation des émissions en GES stockées dans la biomasse 214
Tableau 79 : Surface agricole consommée et restituée au cours de l'exploitation 216
Tableau 80 : Flux de transport à venir 217
Tableau 81 : Comptages routiers réalisés sur les axes périphériques 217
Tableau 82 : Emplacement des points de mesures 220
Tableau 83 : Niveaux de bruit résiduel utilisés pour les calculs 222
Tableau 84 : Sources prises en compte dans la simulation 1 224
Tableau 85 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation 226
Tableau 86 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation 226
Tableau 87 : Sources prises en compte dans la simulation 2 227
Tableau 88 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation 229
Tableau 89 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation 230
Tableau 90 : Sources prises en compte dans la simulation 3 231
Tableau 91 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation 232
Tableau 92 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation 233
Tableau 93 : Sources prises en compte dans la simulation 4 234
Tableau 94 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation 235
Tableau 95 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation 236
Tableau 96 : Résultats de l'ensemble des simulations 237
Tableau 97 : Liste des déchets produits dans le cadre du fonctionnement normal de la carrière 241
Tableau 98 : Emprise du plan d'eau par phase 248
Tableau 99 : Liste des zones rattachées au réseau Natura 2000 présentes dans le secteur d'étude 255
Tableau 100 : Informations relatives aux ZICO présentes dans le secteur d'étude 256
Tableau 101 : Informations relatives aux tourbières présentes dans le secteur d'étude 256
Tableau 102 : Typologie des d'impacts potentiels sur les habitats, la flore et la faune 258
Tableau 103 : Détail par phase des surfaces d'habitats impactés 259
Tableau 104 : Évaluation des impacts bruts sur les habitats naturels, la flore et les zones humides 260
Tableau 105 : Détail par phase des surfaces d'habitats d'espèces impactés avant mise en place des mesures 262
Tableau 106 : Évaluation des impacts bruts sur la faune 263
Tableau 107: Identification des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en périphérie du projet, dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres. (Source : Base de données du Ministère de la Transition Ecologique (MTE)) 266
Tableau 108 : Impact cumulé liés aux autres sites de la société MBTP relativement aux enjeux Natura 2000 (Source : Acer Campestre) 271
Tableau 109 : Tableau de qualification des impacts du projet 273
Tableau 110 : Tableau de qualification des impacts du projet (suite et fin) 274
Tableau 111 : Méthodologie employée dans le cadre de la séquence ERC appliquée au site de Courdan 276
Tableau 112 : Contenu de la mesure ME1 (source Acer Campestre - 2024) 277
Tableau 113 : Contenu de la mesure MR1 (source Acer Campestre - 2024) 280
Tableau 114 : Adaptation des périodes d'exploitation au regard des période de sensibilité des principales espèces à enjeu 280
Tableau 115: Contenu de la mesure MR1 (source Acer Campestre - 2024) 281
Tableau 116 : Contenu de la mesure MR3 (source Acer Campestre - 2024) 284
Tableau 117 : Contenu de la mesure MR4 (source Acer Campestre - 2024) 286
Tableau 118 : Contenu de la mesure MR5 (source Acer Campestre - 2024) 287
Tableau 119 : Contenu de la mesure MR6 (source Acer Campestre - 2024) 288
Tableau 120 : Contenu de la mesure MR7 (source Acer Campestre - 2024) 289
Tableau 121 : Contenu de la mesure MR8 (source Acer Campestre - 2024) 290
Tableau 122 : Contenu de la mesure MR9 (source Acer Campestre - 2024) 292
Tableau 123 : Estimation de la réduction des émissions de gaz à effet de serre par les travaux de remise en état 296
Tableau 124 : Sources prises en compte dans la simulation 5 299
Tableau 125 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements 300
Tableau 126 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements 300
Tableau 127 : Sources prises en compte dans la simulation 6 301
Tableau 128 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2– Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements 303
Tableau 129 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements 303
Tableau 130 : Sources prises en compte dans la simulation 7 304
Tableau 131 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3– Troisième phase d'exploitation – Post-traitements 306
Tableau 132 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation – Post-traitements 306

Tableau 133 : Sources prises en compte dans la simulation des actions complémentaires 307
Tableau 134 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 0 – Première année d'exploitation – Traitements complémentaires 307
Tableau 135 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 1 – Première phase d'exploitation – Traitements complémentaires 307
Tableau 136 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Traitements complémentaires 308
Tableau 137 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 3 – troisième phase d'exploitation – Traitements complémentaires 308
Tableau 138 : Niveaux acoustiques et émergences admissibles 310
Tableau 139 : Points de contrôle acoustique 310
Tableau 140 : Flux de transport venir 313
Tableau 141 : Tableau de synthèse des mesures d'évitement et de réduction en faveur de la biodiversité qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet (source : Acer Campestre, 2024) 314
Tableau 142 : Tableau de synthèse des mesures de réduction qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet 314
Tableau 143 : Flux de transport venir 316
Tableau 144 : Quantification des impacts résiduels sur les habitats naturels et la flore 320
Tableau 145 : Quantification des impacts résiduels sur la faune 323
Tableau 146 : Synthèse des surfaces utilisées et surfaces d'habitats d'espèces disponibles par phase 326
Tableau 147 : Contenu de la mesure MA1 332
Tableau 148 : Contenu de la mesure MA2 335
Tableau 149 : Tableaux de synthèse des mesures d'accompagnement qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet 339
Tableau 150 : Contenu de la mesure MS1 341
Tableau 151 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques (source Acer Campestre - 2024) 342
Tableau 152 : Synthèse des mesures de suivi 344
Tableau 153 : Coût induit par la mise en œuvre des différentes mesures et performances attendues 345
Tableau 154 : Emprises intégrées au terme S_1 349
Tableau 155 : Emprises intégrées au terme S_2 349
Tableau 156 : Emprises intégrées au terme L 349
Tableau 157 : Calcul détaillé des garanties financières 349
Tableau 158 : Scénarios étudiés pour définir le projet 352
Tableau 159 : Caractéristiques des carrières exploitées par la société Carrières MBTP 359
Tableau 160 : Caractéristiques de la carrière de Courdan 359
Tableau 161 : Analyse des points de compatibilité du projet avec les différents thèmes visés par l'article R122-17 du Code de l'Environnement 362
Tableau 162 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée 364
Tableau 163 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (Suite) 365
Tableau 164 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (suite 2) 366
Tableau 165 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (Suite et fin) 367
Tableau 166 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SCOT « Bugey « 369
Tableau 167 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SCOT « Bugey » (suite et fin) 370
Tableau 168 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PGRI 373
Tableau 169 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières 375
Tableau 170 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) 382
Tableau 171 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Suite 383
Tableau 172 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) – Suite 2 384
Tableau 173 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) – Suite et fin 385
Tableau 174 : Auteurs du dossier de demande d'autorisation 390
Tableau 175 : Auteurs des études connexes 390
Tableau 176 : Bibliographie en ligne 398
Tableau 177 : Bibliographie des études réalisées in situ 398

Liste des Photographies

Photographie 1 : Plan d'eau issu de l'extraction 36
Photographie 2 : Prise de vue illustrant le fonctionnement hydrologique en amont du marias de Poisat 49
Photographie 3 : Entrée actuelle de la carrière 51
Photographie 4 : Zone soumise au battement de nappe, en pointe du plan d'eau 53
Photographie 5 : Haie en bordure de la limite cadastrale Sud 53
Photographie 6 : Ancienne zone d'accueil 54
Photographie 7 : Ancien accès à la carrière 54
Photographie 8 : Vue sur le plan d'eau, depuis l'ancien accès au site 54
Photographie 9 : Haie plantée en bordure de route 55
Photographie 10 : Vue sur le plan d'eau depuis la pointe Sud-Est 55
Photographie 11 : Vue sur le plan d'eau depuis la limite Est de la carrière actuellement autorisée 55
Photographie 12 : Merlon et haie aménagés au Nord de la limite cadastrale de la carrière actuellement autorisée 56
Photographie 13 : Haie plantée au Nord de la limite cadastrale de la carrière actuellement autorisée 56

Photographie 14 : Portail installée au Nord de la carrière actuellement autorisée, pour permettre l'accès au site 56
Photographie 15 : Chemin traversant le petit boisement 57
Photographie 16 : Limite cadastrale Nord-Ouest du projet d'extension 57
Photographie 17 : Haie entre la carrière actuellement autorisée et les terrains intégrés au projet d'extension 57
Photographie 18 : Ruisseau de la Janotte traversant les terrains au Nord du projet 58
Photographie 19 : Ruisseau de la Janotte traversant les terrains intégrés au projet d'extension 58
Photographie 20 : Vue sur le ruisseau de la Janotte, depuis le milieu du champ 58
Photographie 21 : Vue sur le ruisseau de la Janotte, depuis le milieu du champ 59
Photographie 22 : Fossé permettant d'évacuer les eaux pluviales 59
Photographie 23 : Evacuation des eaux du fossé Est dans le canal 59
Photographie 24 : Illustration du site, depuis la route communale, à l'Est de la limite cadastrale du projet 60
Photographie 25 : Boisement au Nord-Est du projet 60
Photographie 26 : Illustration de la limite cadastrale Nord du projet d'extension 60
Photographie 27 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 42, proche du village de « Le Borgey » 97
Photographie 28 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 1516 100
Photographie 29 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 125, sur le barrage (image google maps) 100
Photographie 30 : Illustration de la perception visuelle depuis la Route de Mortillet 101
Photographie 31 : Illustration de la perception visuelle depuis la route D 992 101
Photographie 32 : Illustration de la perception visuelle depuis les habitations situées à Leschaux 102
Photographie 33 : Illustration de la perception visuelle depuis les habitations situées à Leschaux 102
Photographie 34 : Illustration de la perception visuelle depuis l'habitation située à Tremurs 104
Photographie 35 : Illustration de la perception visuelle depuis le centre du hameau de Tremurs 104
Photographie 36 : Illustration de la perception visuelle depuis une habitation située à Murs 104
Photographie 37 : Illustration de la perception visuelle depuis une habitation située à Murs 105
Photographie 38 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le lieu-dit « Le Mariage » 105
Photographie 39 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le bourg de Champagneux 106
Photographie 40 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la Tour 106
Photographie 41 : Illustration de la perception visuelle du site depuis les Bessons 106
Photographie 42 : Illustration de la perception visuelle du site depuis Cuchet 108
Photographie 43 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Borgey 108
Photographie 44 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la piste cyclable ViaRhôna 109
Photographie 45 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Belvédère des Fils 109
Photographie 46 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la plage du plan d'eau de Cuchet 109
Photographie 47 : Partie du ruisseau de la Janotte busée en amont de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023) 182
Photographie 48 : Obstacle infranchissable pour la faune aquatique en aval de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023) 182
Photographie 49 : Illustration de la perception visuelle depuis le centre du hameau de Tremurs 250
Photographie 50 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis le centre du hameau de Tremurs 250
Photographie 51 : Illustration de la perception visuelle depuis la Route de Mortillet 251
Photographie 52 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis la Route de Mortillet 251
Photographie 53 : Illustration de la perception visuelle depuis la route D 992 252
Photographie 54 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis la route D 992 252
Photographie 55 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Belvédère des Fils 253
Photographie 56 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis le Belvédère des Fils 253

I. DESCRIPTION DU PROJET

I.A Préambule

La société « Carrières MBTP » exploite actuellement une carrière de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, au niveau du lieu-dit « Courdan », dans le département de l'Ain (01).

Le fonctionnement de ce site est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants :

- Arrêté préfectoral du 21 mars 2013 autorisant la société MBTP à exploiter une carrière à Murs-et-Gélignieux ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter.

L'emprise cadastrale actuellement autorisée est de 60 481 m².

Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF. Le rythme annuel maximal d'exploitation est fixé à 60 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation arrivera à échéance le 21 mars 2024.

La société « Carrières MBTP » souhaite étendre le site d'exploitation dans le prolongement Est de l'actuelle carrière, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de l'ordre de 7,3 hectares.

Le gisement en présence permet d'envisager une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris.

Le rythme moyen d'exploitation sera de 60 000 tonnes par an et le rythme maximal d'exploitation de 70 000 tonnes par an.

Les terrains intégrés au projet d'extension se caractérisent par une occupation du sol exclusivement agricole.

Aucune installation de traitement ne sera acheminée sur le site de l'extension, ou sur le site actuellement autorisé.

Comme actuellement autorisé, les matériaux bruts seront temporairement stockés sur le site avant d'être évacués sur la plateforme de traitement et de stockage de Brégnier-Cordon en vue de leur transformation en différentes gammes de produits finis.

Le projet de remise en état du site intégrera un remblayage complet du carreau d'exploitation et une restitution des terrains à vocation agricole et naturelle.

I.B Définition du périmètre du projet

Le projet porté par la société Carrières MBTP correspond à l'extension de l'actuelle carrière autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié.

Dans le secteur d'étude, le maitre d'ouvrage exploite également d'autres installations classées dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau suivant :

Dénomination	Commune d'implantation	Situation administrative	Localisation par rapport au projet	
			Distance	Direction
Carrière de Mongelaz	Murs-et-Gélignieux (01)	Arrêté préfectoral d'autorisation du 27 décembre 2017	1 050 m	Nord-Ouest
Carrière d'éboulis	Champagneux (73)	Arrêté préfectoral d'autorisation du 7 janvier 2009	750 m	Sud-Est
Plateforme de transit et de traitement	Brégnier-Cordon (01)	En cours d'enregistrement	4 650 m	Sud-Ouest
Carrière de la Balme	La Balme (73)	Arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2018	6 800 m	Nord-Est

Tableau 1 : Caractéristiques des sites exploités par la société MBTP

Ces quatre entités possèdent (ou possèderont à terme) une autorisation propre, témoignant ainsi de la déconnexion des sites et du « projet » porté par la société Carrières MBTP.

La plateforme de Brégnier-Cordon (en cours d'enregistrement au moment du dépôt de la présente demande) assure le recyclage et le stockage des matériaux inertes et d'une partie des matériaux issus des carrières du maître d'ouvrage.

La société MBTP souhaite faire évoluer et améliorer le fonctionnement global de ses sites d'extraction et de recyclage de sorte à répondre le mieux possible aux enjeux économiques et environnementaux rencontrés et plus largement sur son territoire (mutualisation des moyens pour une meilleure gestion de la ressource primaire et secondaire ; fonctionnement saisonnière de certains sites envisagés ; double fret, etc.).

A ce titre, le site de Brégnier-Cordon deviendra à court terme un site stratégique de la société MBTP puisque ce dernier permettra d'une part de recycler et valoriser les matériaux inertes importer depuis les différents chantiers et d'autre part offrir une zone de traitement primaire et/ou secondaire des matériaux issus de quatre sites extractifs du maitre d'ouvrage à savoir Mongelaz, Champagneux, la Balme et Courdan, en proportion variable, en fonction des marchés et besoins locaux.

Cette plateforme permettra également de stocker de manière temporaire des produits finis issus du traitement réalisé in situ sur le site avant leur évacuation vers les centres de consommation.

En l'absence de la carrière de Courdan pour laquelle la présente demande d'extension est sollicitée, l'activité sur les quatre autres sites identifiés serait maintenue.

Ce mode de fonctionnement démontre que le site de traitement et de transit ainsi que les autres carrières sont clairement indépendants de la carrière de Courdan.

Les limites du « projet » doivent donc être considérés comme maitrisés, fiables et représentatives de l'extension sollicitée par le maitre d'ouvrage dans le cadre de la présente demande.

Le projet tel que présenté dans cette demande ne concerne donc que l'extension de la carrière de Courdan.

II. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

II.A Emplacement du projet

Le projet d'extension de la carrière, exploitée par la société MBTP, est localisé sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, dans le département de l'Ain (01).

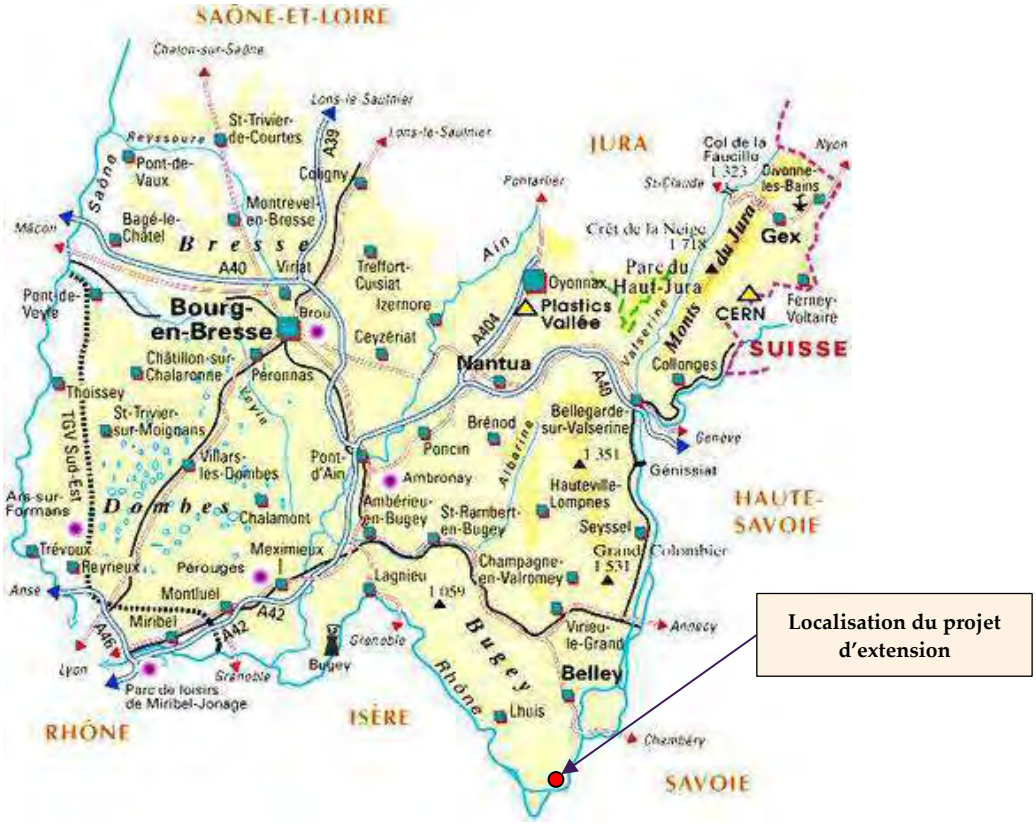
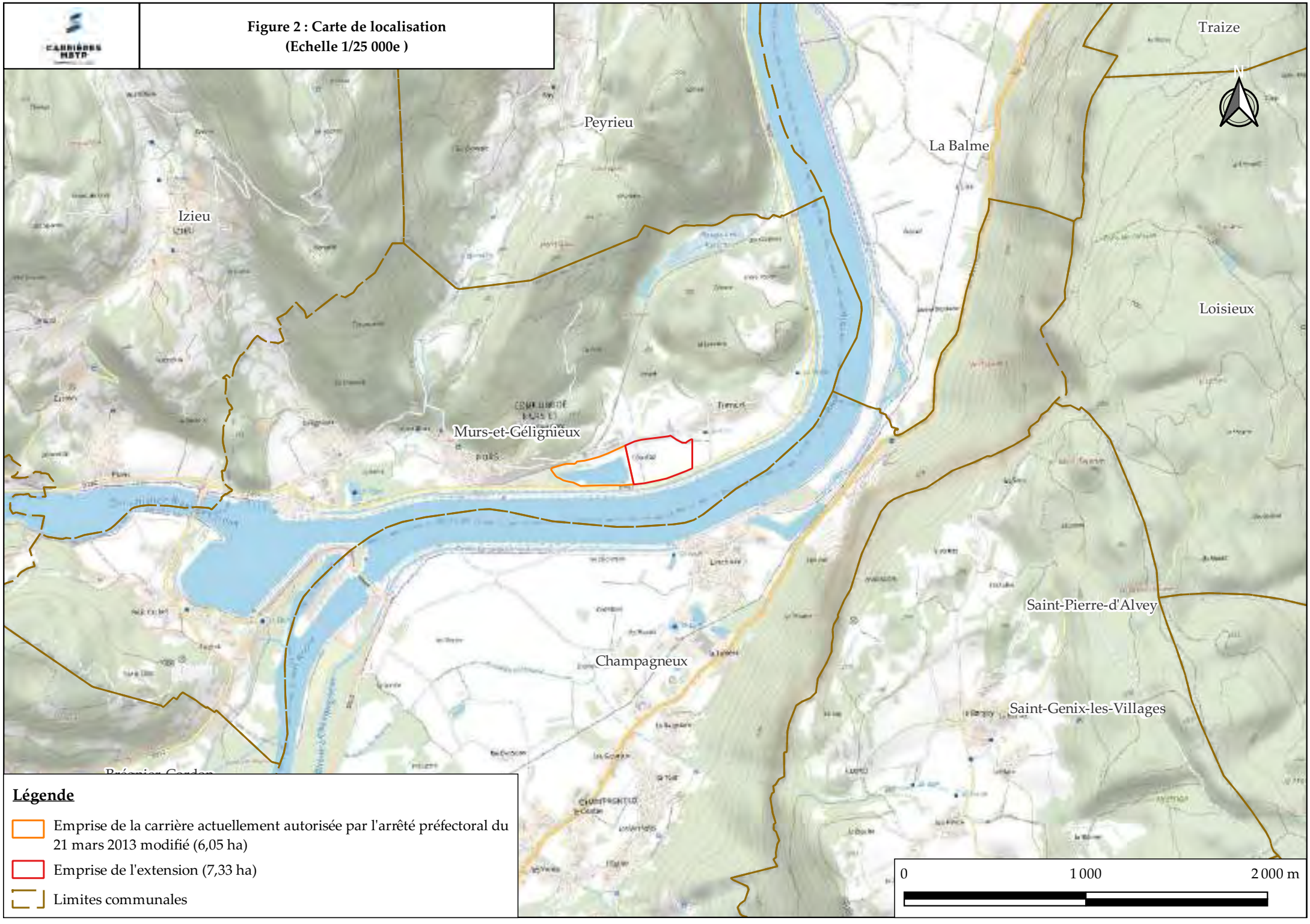


Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale

Les cartes présentées en pages suivantes matérialisent la localisation du site.

Figure 2 : Carte de localisation
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Figure 3 : Vue aérienne
(Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes :

Secteur concerné	Entrée du futur site		
Coordonnées	X	Y	Z
	45.640008	5.669878	215 m NGF

Tableau 2 : Coordonnées GPS du site

La carrière actuellement autorisée est localisée au lieu-dit « Courdan ». Le projet d'extension est localisé au lieu-dit « La Ferrière ».

L'environnement proche du site se caractérise par la présence :
- De la route départementale n°992 et du Rhône au Sud ;
- D'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'Ouest ;
- De bâtiments agricoles, de champs et de boisements au Nord ;
- Du hameau de Tremurs au Nord-Est.

Sur le plan topographique, les terrains du projet d'extension de carrière sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.

II.B Caractérisation du milieu physique

II.B.I Géologie

II.B.I.a Informations apportées par la carte géologique du BRGM n°724 du secteur de LA TOUR-DU-PIN

La carte géologique de la feuille de la Tour-du-Pin peut se décomposer en trois grandes unités géologiques :

- Les collines du Bas-Dauphiné, au Sud-Ouest, avec ces formations de molasses, recouvertes de moraines ;
- La région tabulaire de l'Ile-Crémieu, au Nord-Ouest, avec ces formations calcaires ;
- Les chaînons jurassiens, au Nord-Est et à l'Est.

Au Nord-Ouest de la feuille, le Rhône traverse les chaînons calcaires jurassiens qui datent de l'aire secondaire, avec des terrains affleurants formés entre le Bajocien et l'Hauterivien.

Dès le Lias et jusqu'au Miocène, la région est principalement recouverte par une mer, avec une sédimentation essentiellement calcaire et organogène.

Au cours du Miocène, en plus du retrait progressif et définitif de la mer, les contraintes responsables de la formation des Alpes atteignent le Jura méridional. Les terrains en place subissent leurs principales déformations, les plis sont accentués et de nombreuses cassures apparaissent.

Depuis la Pliocène, la région est dans un régime d'érosion continentale, excepté au cours de la dernière glaciation, le Würm.

La zone d'étude se situe dans la vallée du Rhône, entre deux chaînons jurassiens.

Le chaînon à l'Est du fleuve est celui de Parves-Mont-Tournier qui se caractérise par la présence d'un anticlinal.

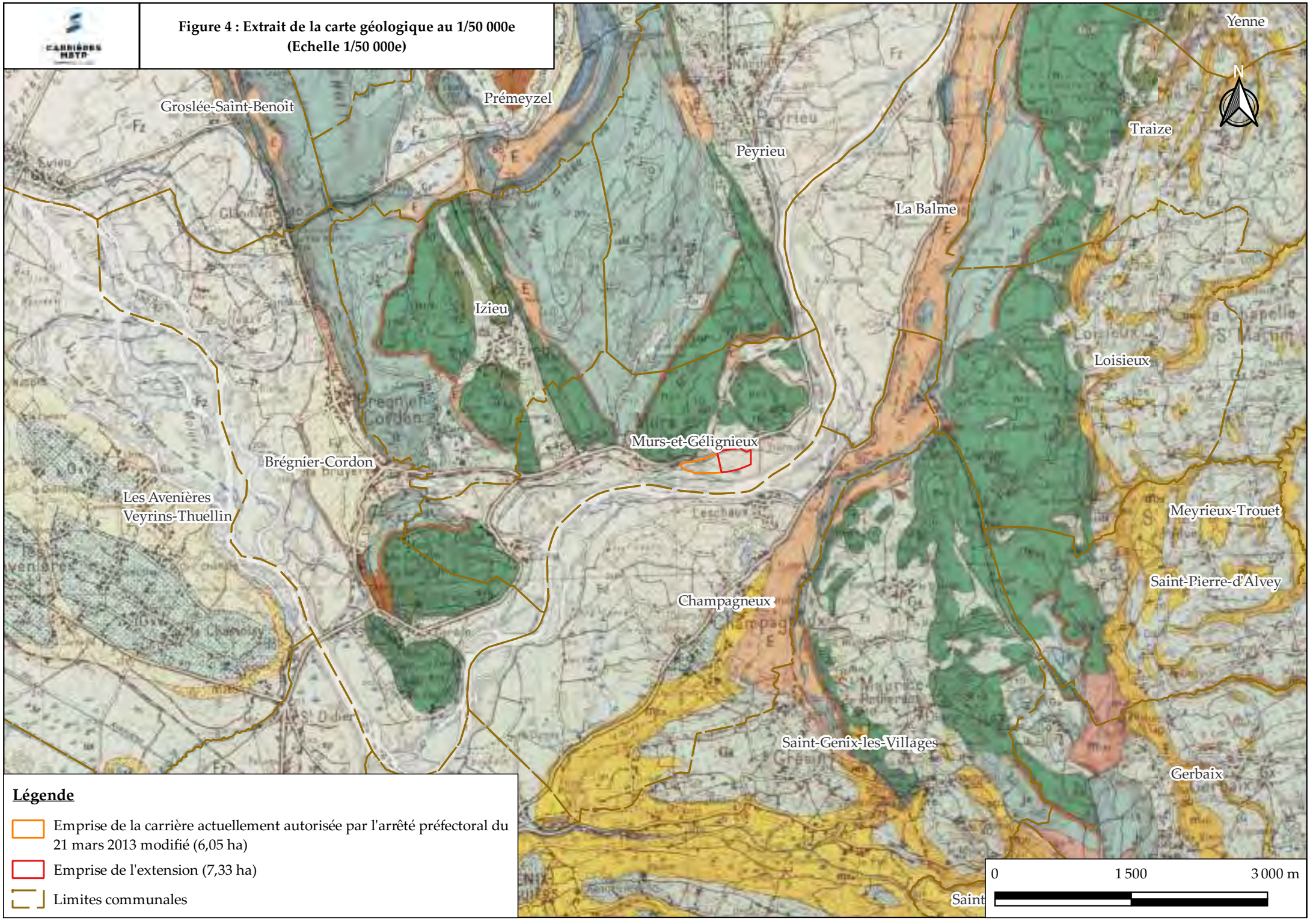
Dans le coude formé par le Rhône se trouve la partie méridionale du Bas-Bugey. Elle comprend deux anticlinaux séparés par un synclinal. Ces trois unités géologiques plongent en direction du Sud-Est, pour disparaître sous les formations du Bas-Dauphiné.

D'après les informations apportées par la carte géologique au 1/50 000ième de la carte de LA TOUR-DU-PIN, le projet d'extension de carrière se situe au droit d'alluvions holocènes et modernes, désignées sous le libellé « Fz » et constituées de galets, de sables avec également des lentilles d'argiles, des limons à tourbes.

Ces alluvions ne sont pas altérées.

L'extrait de la carte géologique du secteur est présenté en page suivante.

Figure 4 : Extrait de la carte géologique au 1/50 000e
(Echelle 1/50 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales



Figure 5 : Légende de la carte géologique 1/50 000e

II.B.I.b Informations apportées par les sondages répertoriés dans la Banque de données du Sous-Sol (BSS) du BRGM

D'après la consultation de la Banque du Sous-Sol du BRGM, plusieurs ouvrages proches des limites du projet sont répertoriés.

Les informations relatives aux ouvrages présents dans les formations alluvionnaires sont présentées dans le tableau suivant.

Numéro	Ouvrage	Commune	Code identification	Latitude Lambert 93	Longitude Lambert 93	Z (m)	Profondeur (m)
1	Forage	Murs-et-Gélignieux	BSS002PUDK	908098	6508165	219	11
2	Forage		BSS002PUDR	907842	6508037	218,6	11
3	Forage		BSS002PUDM	908048	6508004	219	11
4	Forage		BSS002PUDL	908209	6508007	216,7	11
5	Sondage		BSS001UWAN	907869	6507949	213,98	12
6	Sondage		BSS001UWAM	908316	6507953	214,28	12
7	Sondage		BSS001UWAP	908654	6507988	214,98	10
8	Sondage		BSS001UWAL	908772	6508134	214,69	12

Tableau 3 : Ouvrages de la BSS répertoriés dans le secteur d'étude

La localisation de ces sondages est matérialisée sur l'extrait de la vue aérienne, présenté en page suivante.

Les différentes coupes lithologiques disponibles ont permis de mettre en évidence la lithologie moyenne suivante :

- Un horizon de terre végétale allant de 0,3 m jusqu'à 1 m de profondeur ;
- Une formation de limons, sableux ou argileux, d'une épaisseur de l'ordre de 2 m ;
- Des graviers gris, plus ou moins sableux, avec une présence possible de galets, dont l'épaisseur varie entre 5 et 10 m (correspondant au gisement visé par le projet d'exploitation).

Au niveau de l'ouvrage 5 (BSS001UWAN), sous les graviers d'une épaisseur de l'ordre de 6 m, il a été identifié les strates suivantes :

- Des marnes de 0,90 m d'épaisseur ;
- Des sables argileux sur 0,50 m d'épaisseur ;
- Un sable grossier avec des passages argileux sur au moins 2,20 m de hauteur.

L'ouvrage 8 (BSS001UWAL) présente un niveau de sable gris et jaune d'une puissance d'au moins 5 m, sous la couche de graviers.

Figure 6 : Carte de localisation des ouvrages recensés dans la base de données du BRGM (Echelle 1/5 000e)



II.B.1.c Informations apportées par l'étude du contexte géologique local

Préambule

La société MBTP a mandaté la société ANTEMIS pour la réalisation de 9 sondages destructifs au droit du projet d'extension de la carrière afin d'affiner les connaissances géologiques locales. Ces sondages ont été réalisés en mars 2022.

Les coupes lithologiques des sondages sont présentées en annexe technique T - 1.

La localisation de ces sondages est matérialisée sur l'extrait de carte, présenté en page suivante.

Sondages réalisés

Les caractéristiques, des 9 sondages, sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Commune	Numéro de sondage	Profondeur atteinte (m)
Murs-et-Gélignieux	S1	20,1
	S2	20,0
	S3	15,0
	S4	10,9
	S5	14,0
	Pz 5	15,0
	Pz 6	13,2
	Pz 7	12,5
	Pz 8	20,0

Tableau 4 : Synthèse des profondeurs atteintes par les sondages réalisés in situ

Analyse lithologique

L'analyse lithologique de ces sondages montre une composition hétérogène des terrains, d'un secteur à l'autre du site.

L'ensemble des sondages réalisés présente un horizon de limons sableux sur une épaisseur variant de 0,7 m (Pz 7) à 2,7 m (S2).

Une formation de sables, graviers et galets, en proportion variable, est présente sous les limons, avec une épaisseur d'une dizaine de mètres pour les ouvrages Pz 7, S1 et S3 et une épaisseur d'environ 7 m pour les ouvrages S2 et S4.

Cette formation alluvionnaire repose sur un substratum constitué de marne grise, d'épaisseur inconnue.

La strate sableuse présente au droit des ouvrages Pz 5 et S 5 repose sur une roche massive (calcaire jurassique).

Au droit de l'ouvrage Pz 8, aucun substratum n'a été rencontré. La puissance des formations alluvionnaires de sables, graviers et galets est au minimum de 18 m.

Figure 7 : Localisation des sondages réalisés en mars 2022 au droit de l'extension (Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Sondages réalisés en mars 2022

II.B.1.d Approche géologique du potentiel amiantifère du gisement

Préambule



Il convient de rappeler que le terme d'amiante (ou asbeste) est utilisé pour identifier un groupe de six minéraux silicatés à habitus fibreux (asbestiformes) exploités pour leurs propriétés thermomécaniques. Ces six silicates appartiennent à deux groupes d'espèces minérales qui sont les serpentines et les amphiboles.

Les six minéraux silicatés sont les suivantes :

- Le chrysotile (ou amiante blanc) ;
- La crocidolite (ou riébeckite-amiante ou amiante bleue) ;
- L'amosite (ou grunérite-amiante ou amiante brun) ;
- L'anthophyllite-amiante ;
- La trémolite-amiante ;
- L'actinolite-amiante.

Parmi ces minéraux, le chrysotile constitue à lui seul 90 à 95 % de l'amiante produit à ce jour, le reste correspondant à des exploitations de crocidolite et d'amosite.

En termes de production, l'exploitation des variétés asbestiformes de l'anthophyllite, de la trémolite et de l'actinolite peut donc être considérée comme négligeable.

Cette liste de six minéraux, limitée aux seules espèces minéralogiques ayant fait ou faisant encore l'objet d'une exploitation industrielle, a été établie suivant une définition essentiellement commerciale de l'amiante.

En théorie, n'importe quelle roche possédant une composition chimique permettant la cristallisation de serpentines et/ou d'amphiboles est susceptible de contenir des formes dérivées fibreuses de ces minéraux.

Dans la majeure partie des cas, ces minéraux se présentent sous un habitus non asbestiforme.

En plus d'une composition chimique favorable, d'autres paramètres susceptibles de faciliter le développement de minéraux à faciès fibreux dans les roches doivent être pris en considération.

Ainsi, les zones correspondant à des domaines géologiques très déformés et/ou caractérisés par des circulations de fluides importantes constituent des environnements favorables à la cristallisation de minéraux asbestiformes.

Une attention particulière doit notamment être apportée aux failles, aux zones de cisaillement, aux limites géologiques tectonisées et aux zones métamorphiques.

Effets sanitaires

L'inhalation des fibres d'amiante est la principale voie d'entrée dans l'organisme.

Une exposition à l'amiante entraine donc principalement des maladies du systèmes respiratoires.

La morphologie, la composition chimique et la dimension des fibres déterminent le pouvoir pathogène de l'amiante.

Les pathologies causées par l'amiante sont les suivantes :

- Les cancers du poumon et le mésothéliome ;
- L'asbestose ;
- Les plaques pleurales ;
- Les pleurésies et les fibroses.

L'apparition de ces maladies après exposition aux fibres d'amiante est plus ou moins longue, allant de l'asbestose qui se déclenche rapidement jusqu'au mésothéliome qui se déclenche plus de 30 ans après l'exposition.

Caractérisation de « l'aléa amiante environnemental » à partir des données du site INFOTERRE géré par le BRGM

Dans le cadre de la mise en œuvre du quatrième Plan National Santé Environnement (PNSE4), qui prévoit de gérer les expositions à l'amiante environnementale, le BRGM procède, depuis plusieurs années, au recensement exhaustif des sites amiantifères à l'échelle du territoire national.

Sur la base de ce recensement, le BRGM appuie les pouvoirs publics dans l'exécution d'études et de travaux relatifs à la prévention des risques liés à l'exposition à l'amiante des travailleurs des industries extractives et, en régions, sur la réalisation d'expertises concernant la problématique de l'amiante environnementale.

En France, les principales zones amiantifères connues correspondent à des terrains cristallins essentiellement localisées dans les Alpes occidentales et en Haute-Corse.

A l'issue de l'année 2014, le BRGM avait déjà examiné le potentiel amiantifère de plus de 50 carrières à l'échelle du territoire national. Les données d'expertise acquises dans le cadre des différentes études successives ont servi de base à la constitution d'une cartographie de référence illustrant « l'aléa amiante Environnemental » à l'échelle du territoire national.

Aucune carte n'existe pour le département de l'Ain.

Les carrières présentes dans le secteur d'étude n'ont pas été répertoriées par le BRGM comme un site susceptible d'offrir un potentiel amiantifère particulier.

Analyse des données géologiques locales

Le gisement, visé par l'exploitation, est composé de sables et de graviers alluvionnaires holocènes et modernes.

Ce gisement ne présente aucune particularité pétrographique.

Par ailleurs, le dépôt des alluvions est récent. Il n'a pas été affecté par une tectonique complexe favorable aux phénomènes de recristallisation.

En définitive, la composition chimique dominante des formations de sables et graviers qui constituent le gisement n'apparaît pas favorable à la présence éventuelle de minéraux à faciès fibreux.

II.B.I.e Problématiques « Radon »

Qu'est-ce que le radon

Préambule

Le radon est un gaz naturel, incolore et inodore.

Il est issu de la désintégration de l'uranium, élément radioactif présent naturellement dans la croute terrestre et dans les sols.

L'élément le plus couramment rencontré dans l'atmosphère est le radon 222, avec une demi-vie de 3,82 jours.

La demi-vie d'un élément radioactif ou période radioactive correspond au temps au bout duquel la moitié des noyaux radioactifs d'une source se sont désintégrés.

Trois autres isotopes de radon existent à l'état naturel. Leur demi-vie étant inférieure à une minute, seul le radon 222 présente des problèmes de radioprotection et est traité dans la suite du rapport.

Sa chaine de désintégration est présentée dans la figure ci-après.

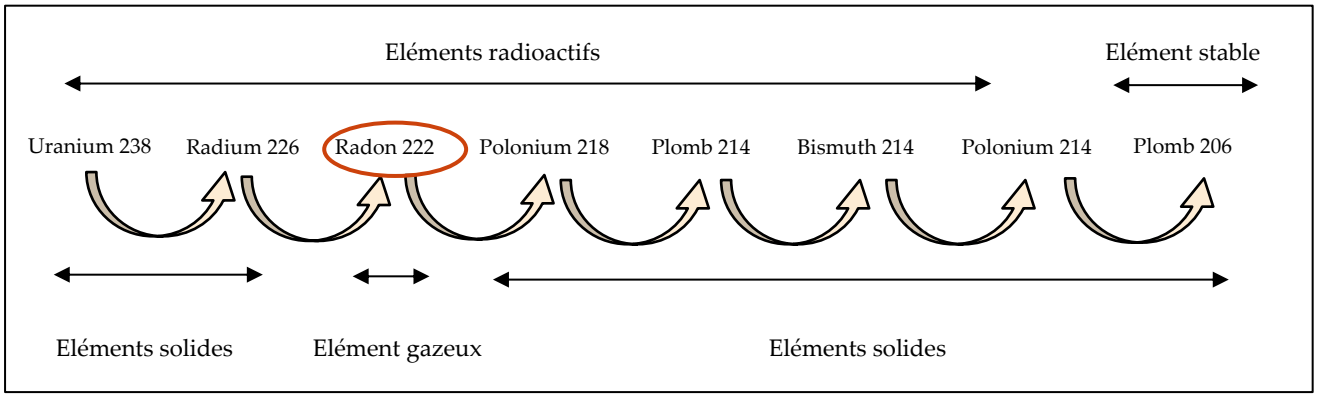


Figure 8 : Chaine de désintégration de l'uranium et du radon

La concentration du radon dans l'air se mesure en Becquerel par mètre cube (Bq/m³), avec 1 Becquerel correspondant à une désintégration par seconde.

Formation du radon et émission dans l'atmosphère

L'uranium est présent naturellement dans la croute terrestre, à hauteur de 2 à 3 grammes par tonne en moyenne.

Dans le sol, il est inégalement réparti à la surface du globe et est majoritairement présent dans les roches granitiques.

La désintégration de l'uranium 238 forme le radium 226 qui produit à son tour, par désintégration du radon 222.

Ce gaz circule alors dans le sous-sol, via la porosité des formations en place, des fractures, etc… et peut remonter à la surface.

La présence du radon est donc liée à la présence d'uranium dans le sous-sol et donc aux formations géologiques.

Problématique sur la santé publique

Le radon a été reconnu comme cancérigène pulmonaire certain pour l'homme en 1987 par le centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale pour la santé (OMS).

En effet, la peau, suffisamment épaisse, n'est pas affectée par les radiations émises par le radon.

Les descendants du radon sont des éléments solides, également radioactifs, qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et se déposer dans les voies respiratoires.

En milieu ouvert, le radon se dilue, restant en concentration faible, avec une radioactivité généralement de l'ordre de quelques dizaines Bq/m³.

Le problème se pose pour les milieux confinés (grottes, mines souterraines mais également pour les bâtiments en général) dans lesquels les concentrations sont élevées et pouvant atteindre plusieurs milliers de Bq/m³.

Les facteurs contrôlant la concentration en radon dans l'air intérieur sont les suivants :

- Les caractéristiques architecturales des bâtiments (matériaux de construction) ;
- La ventilation et le renouvellement de l'air dans les bâtiments ;
- Les formations géologiques sur lesquelles sont construites le bâtiment et qui peuvent émettre du radon.

La connaissance de la géologie du sous-sol permet donc d'établir une carte de probabilité de présence de radon en fonction des communes concernées.

Cartographie du risque radon

L'institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) a édité une cartographie spécifique du potentiel radon des différentes formations géologiques.

La méthode pour réaliser cette carte est divisée en 3 étapes :

- Evaluation du potentiel de production du radon à partir des formations géologiques, c'est-à-dire en fonction de leur teneur en uranium ;
- Pondération de ce potentiel en tenant compte des facteurs de transport du radon dans la roche : faille, porosité, source hydrothermale, ouvrages miniers souterrains…) ;
- Réalisation d'une carte, compilant l'ensemble de ces paramètres, pour déterminer le potentiel radon des communes.

Le tableau présenté ci-après, résume les correspondances entre le potentiel radon des formations géologiques et la classification des communes.

Eléments de classification du potentiel radon des formations géologiques		Classification du potentiel radon des formations géologiques	Passage aux catégories des communes selon le potentiel radon	
Teneurs en uranium des roches	Présence de facteurs géologiques particuliers (failles importantes, ouvrages miniers souterrains, sources hydrothermal) pouvant faciliter le transport du radon jusqu'à la surface		Occurrence des formations géologiques, classées selon leur potentiel radon, sur l'emprise communale	Catégorie de la commune selon son potentiel radon
Faibles	Non	Faible	Sur toute la surface communale	1
Faibles	Oui	Moyen à élevé	Au moins en partie sur la surface communale	2
Moyennes à élevées	Oui ou Non	Moyen à élever	Au moins en partie sur la surface communale	3

Tableau 5 : Critère de détermination du potentiel radon

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

Catégorie 1

« Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (Bassin parisien, Bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (Massif central, Polynésie française, Antilles…).

Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 Bq.m^{-3} et moins de 2% dépassent 300 Bq.m^{-3}. »

Catégorie 2

« Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments. »

Catégorie 3

« Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (Massif armoricain, Massif central, Guyane française…), certaines formations volcaniques (Massif central, Polynésie française, Mayotte…) mais également certains grés et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m^{-3} et plus de 10% dépassent 300 Bq.m^{-3}. »

Cas de la carrière de Courdan

Potentiel radon de la commune de Murs-et-Gélignieux

La commune de Murs-et-Gélignieux est classée en zone de catégorie « 1 », dite faible.

La carte présentée en page suivante illustre le classement du secteur d'étude vis-à-vis du potentiel Radon.

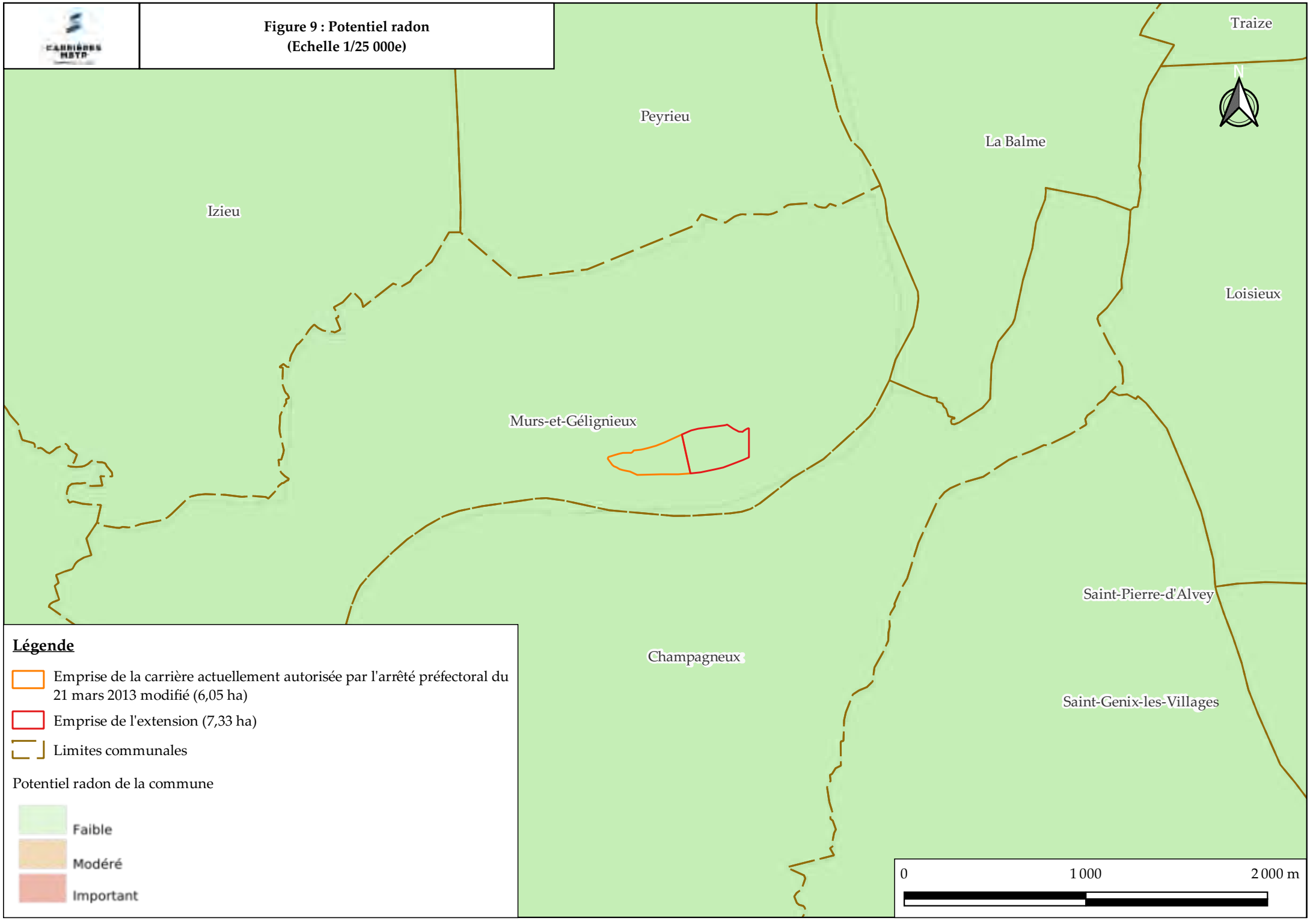
Matériau exploité par la carrière de l'entreprise MBTP

La formation exploitée est composée d'alluvions quaternaires.

La nature même de ces alluvions n'est pas susceptible de contenir des éléments radioactifs.

Le potentiel radon du secteur est donc très faible, voire nul.

Figure 9 : Potentiel radon
(Echelle 1/25 000e)



II.B.2 Contexte pédologique

II.B.2.a Typologie des sols

Le sol est une interface essentielle dans l'environnement. Il est issu de la dégradation des organismes vivants dans le sol et à sa surface (biosphère) qui fournit de la matière organique, et l'altération des roches (lithosphère) qui apporte la matière minérale : argiles, limons, sables, éléments grossiers. L'ensemble des processus conduisant à la formation et à l'évolution des sols est appelé pédogenèse.



Figure 10 : Sol et évolution au cours du temps

D'après la cartographie des sols dominants en France, établie par le Groupement d'intérêt scientifique Sol (Gis Sol), les sols présents dans le secteur d'étude correspond à des « Fluviosols ».

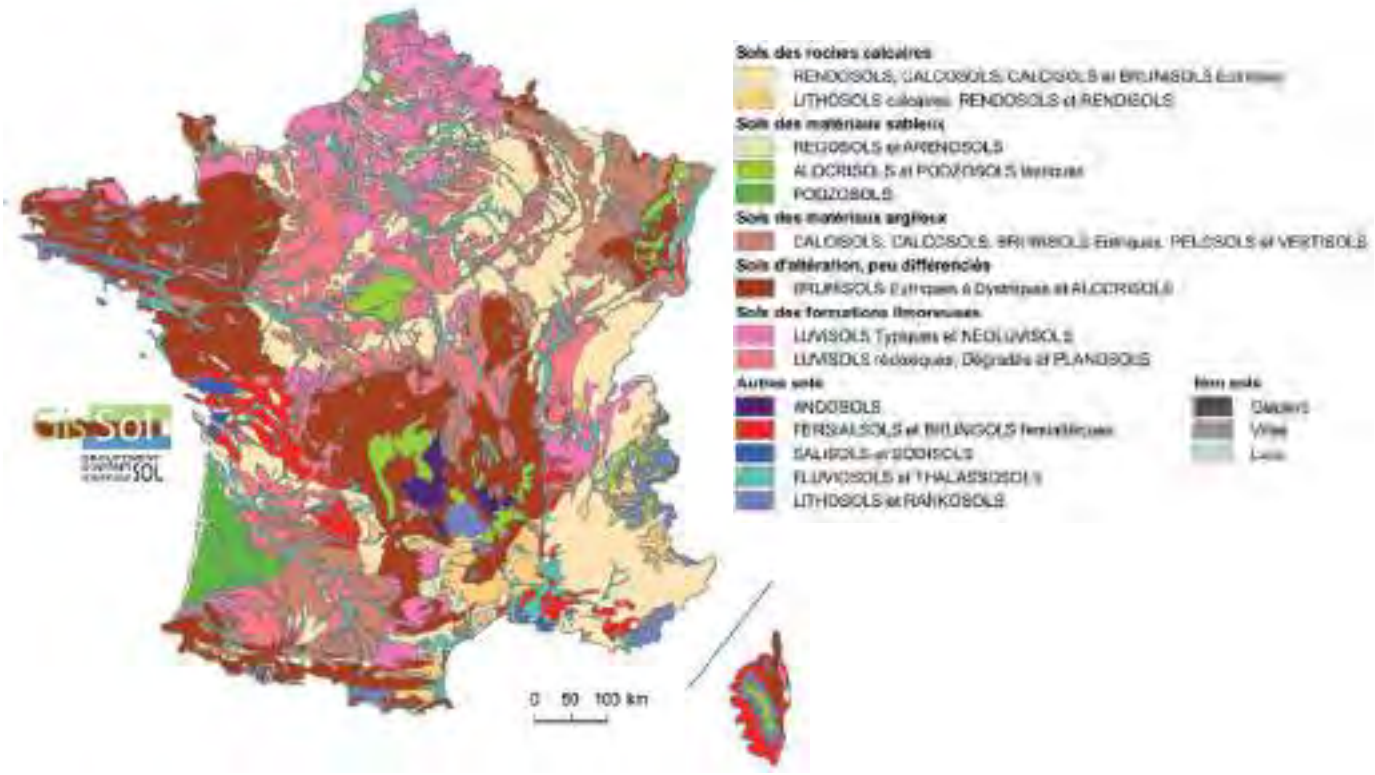


Figure 11 : Cartographie des différents types de sols en France (INRA - 1998)

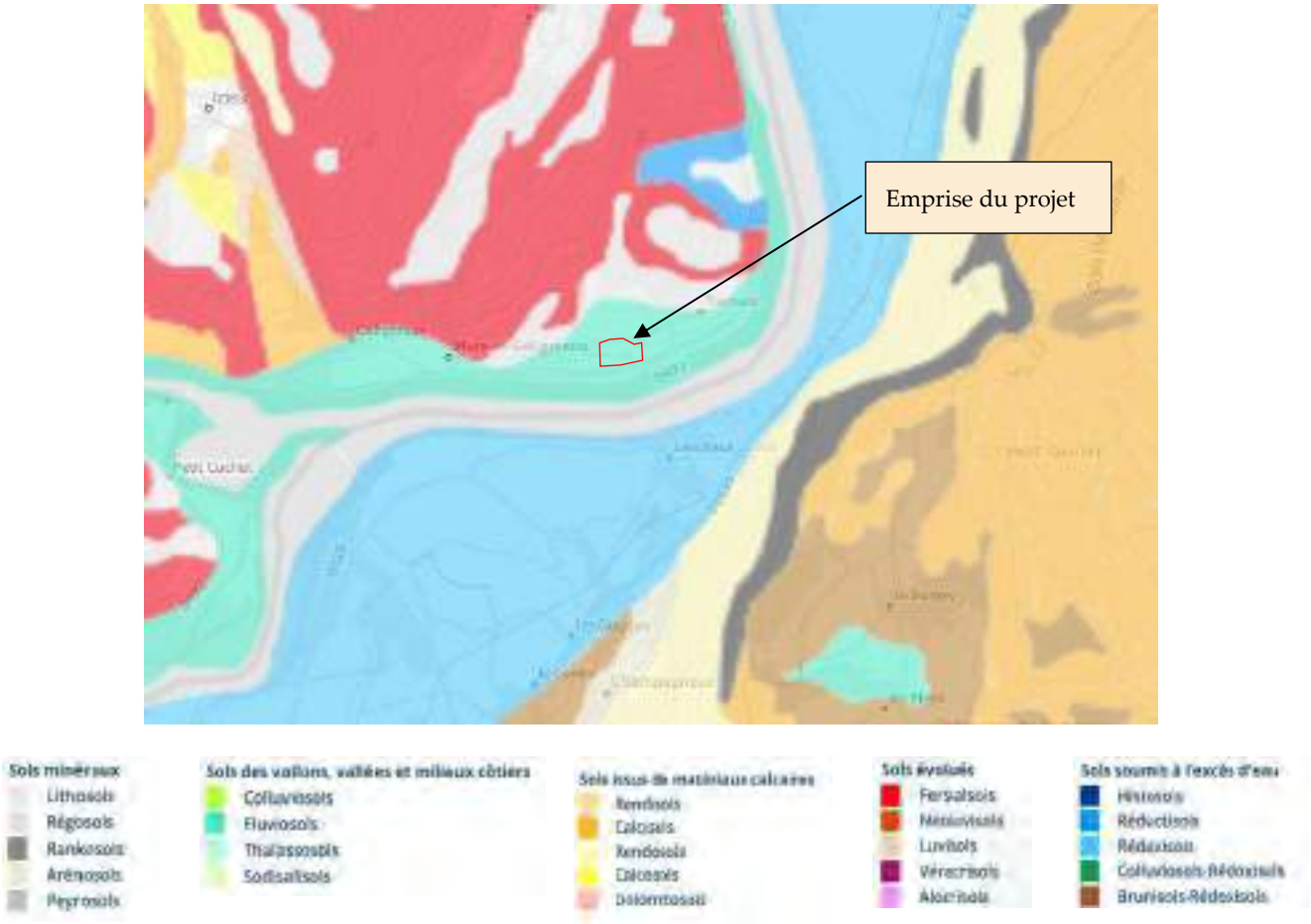


Figure 12 : Cartographie des différents types de sols dans le secteur d'étude (Source : Géoportail)

Les fluviosols sont des sols peu évolués, développés sur des alluvions fluviatiles. Ces sols sont observables dans les lits des rivières.

II.B.2.b Sols rencontrés au droit du site

Un diagnostic agro-pédologique a été réalisé, sur les terrains concernés par l'extension, par la chambre d'agriculture de l'Ain le 8 novembre 2022.

Ce rapport est disponible en annexe T-2.

Une synthèse de ce rapport est présentée dans les paragraphes suivants :

Carte pédologique

D'après l'analyse des cartes pédologiques au 1/30 000e, présentée ci-après, les terrains intégrés au projet sont constitués de l'Unité Cartographique de Sols (UCS 22), qui correspond à un sol limono-sablo-argileux calcaires du Rhône et de l'Ain.

Cette UCS regroupe 2 Unités Typologiques de sol (UTS) :

- UTS 41 : Sol brun alluvial limono-sablo-argileux caillouteux peu profond du Rhône et de l'Ain.
- UTS 40 : Sol brun alluvial limono-sablo-argileux profond du Rhône et de l'Ain.

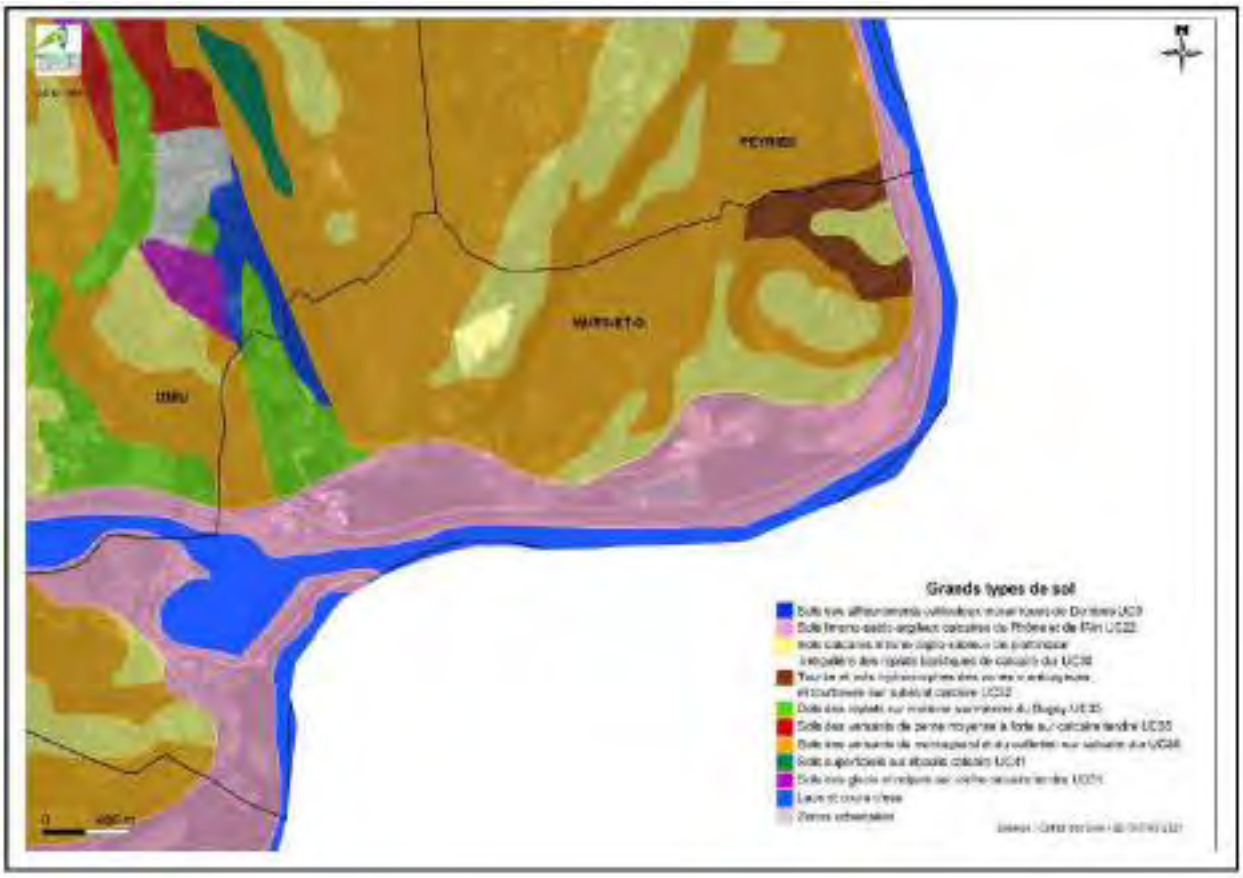


Figure 13 : Extrait de la carte pédologique du département de l'Ain au 1/30 000

Les observations terrain conduisent vers un fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.

Profils agro-pédologiques

Quatre profils agro-pédologiques ont été réalisés sur les parcelles concernées par le projet.

La carte présentée en page suivante illustre leur localisation.

Des sondages tarières viennent compléter le diagnostic.



Figure 14 : Localisation des profils agro-pédologiques

Le tableau ci-dessous présente les différents horizons observés pour chacun des profils.

Profil	Profil 1	Profil 2	Profil 3	Profil 4
Horizons	0 – 30 cm Horizon de surface meuble, quelques petits cailloux, brun. Présence de vers de terre et de racines. Terre végétale.	0-30 cm Horizon de surface meuble. Nombreuses racines et vers de terre. Terre végétale.	0-30 cm Horizon de surface meuble, présence de racines. Terre végétale.	0-40 cm Horizon de surface meuble, quelques cailloux. Terre végétale.
	30-55 cm Horizon intermédiaire, entre l'horizon de surface. Petits cailloux moins de 5 cm. Terre végétale.	30-80 cm Horizon intermédiaire, entre l'horizon de surface et la couche de sable. Présence plus importante de sable	30-55 cm Horizon intermédiaire, plus clair moins de matière organique, mottes plus fermées	40-100 cm Limons sableux, argiles décolorées déférifiées
	60-100 cm Horizon ocre, présence de gros cailloux plus de 5cm.	80-120 cm Horizon compacté présence d'argiles grises	55-100 cm Présence d'argiles	
	100-120 cm Horizon sableux, moins de cailloux, présence de concrétions ferromanganiques			
Type de sol	**Fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.**	**Fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique**	**Fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique**	**Fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique**

Tableau 6 : Composition des différents profils agro-pédologiques

Synthèse globale

Les différents profils, les observations terrains, les carottages amènent à conclure que la parcelle n'est pas très homogène avec de nombreux types de sous-couches.

Deux horizons agronomiques se distinguent :

- L'horizon de surface de 0 à 30 cm correspond à l'horizon de travail du sol qui amène de la porosité et de la structure.
- L'horizon intermédiaire de 30 à 55 cm non travaillé a des caractéristiques physico-chimiques proches de l'horizon de surface et une bonne structure.

Les horizons plus profonds sont constitués d'argiles, de sables, de cailloux en proportions variables, ils permettent une bonne circulation de l'eau avec des remontées capillaires intéressantes pour les cultures d'été.

II.B.2.c Etat de pollution des sols au droit du projet (Article L.512-8 du Code de l'Environnement)

Le projet de la société MBTP porte sur l'extension de l'exploitation d'un gisement de sables et graviers, exempt de toute activité industrielle jusqu'alors.

L'ensemble des terrains est occupé par une activité agricole.

Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI)

Le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI) du Service de l'Environnement Industriel (SEI) de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques (DPPR), du Ministère de la Transition Ecologique (MTE), recense les accidents industriels dans la base de données ARIA.

Aucun accident n'est répertorié pour la commune de Murs-et-Gélignieux dans cette base de données.

Base de données BASIAS

Cette base de données, élaborée par les services du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM), recense les anciens sites industriels et d'activités de service et permet de définir si une activité polluante a eu lieu dans un secteur prédéfini.

La consultation de cette base de données a permis de référencer douze sites dans un rayon de 3 km m autour du projet de carrière.

Les caractéristiques de ces sites sont présentées dans le tableau en page suivante.

Le site le plus proche correspond à la carrière d'éboulis de calcaire de la société MBTP, localisée sur le territoire de la commune de Champagneux, à 700 m au Sud-Est du projet.

La présence de ces sites n'est pas de nature à polluer les terrains intégrés au projet d'exploitation.

Ces sites sont localisés sur l'extrait de carte disponible en page 24.

Commune	Identifiant SSP	Identifiant BASIAS	Nom	Raison sociale	Etat	Localisation	
						Distance	Direction
Murs-et-Gélignieux	SSP4038987	RHA0100665	Carrière	M. GIANETTO Antoine	En arrêt	775 m	Nord-Est
	SSP4041569	RHA0103247	Carrière	MBTP ; anc. BEC Frères SA	En activité	800 m	Nord-Est
	SSP4041570	RHA0103248	Travail du plastique	Sté FIBRADIC	En arrêt	1 250 m	Est
Champagneux	SSP4075299	RHA7300419	Carrière d'éboulis de calcaires	Matériaux Bâtiment Et Travaux Publics - SA (MBTP Groupe SERFIM) ; anc. PERROUSE Lucien et Entreprise Général des Bâtiments FERRARD et Fils	En activité	700 m	Sud-Est
	SSP4075788	RHA7300934	Casse automobile	Sarl Eclat'Auto; anc. ?	En arrêt	920 m	Sud
	SSP4075793	RHA7300939	Teinturerie, avec DLI, station-d'épuration, anc. avec dépôt d'huiles lourdes	TIES (Teinture Impression Ennoblissement de Savoie); anc. Mme Jeanne BLANCHIN, anc. Ets BOUSQUET - LAMY (M. LAMY), anc. MM. CHOLAT Frères	En arrêt	925 m	Sud
	SSP4075794	RHA7300940	Dépôt d'ordures ménagères	Commune de Champagneux	En arrêt	1 040 m	Sud
	SSP4074892	RHA7300010	Travail des métaux	SA BOUSSEGUI AFFINAGE ; anc. Tuilerie Briqueterie (1926-1969)	En arrêt	1 230 m	Sud
	SSP4075795	RHA7300941	Café-Restaurant avec station-service ESSO	M. CURTILLAT Fernand; anc. M. ARNAUD Robert	En arrêt	1 915 m	Sud
Saint-Genix-les-Villages	SSP4076583	RHA7301746	Dépôt d'ordures ménagères	Commune de SAINT-MAURICE-DE-ROTHERENS	Indéter miné	1 525 m	Est
	SSP4075366	RHA7300490	Dépôt de ferrailles, stockage de véhicules hors d'usage	Non renseigné	Indéter miné	2 075 m	Sud-Est
	SSP4075367	RHA7300491	Dépôt de pneus et déchets verts (autres déchets possibles)	M. Christian Labully et M. Damien Guicherd	En arrêt	2 075 m	Sud-Est

Tableau 7 : Sites BASIAS recensés dans le secteur d'étude

Base de données BASOL

La base de données BASOL recense les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. Elle est gérée par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES)

La consultation de cette base de données a permis de référencer deux sites en périphérie du projet.

Commune	Identifiant SSP	Nom	Adresse	Activité	Localisation	
					Distance	Direction
Murs-et-Gélignieux	SSP001150301	Ancienne UIOM de Peyrieu	Le Marais des Planches	Démantèlement d'une usine d'incinération d'ordure ménagère	1 245 m	Nord
Champagneux	SSP000770201	Dépôts de déchets de Champagneux	/	/	725 m	Sud

Tableau 8 : Sites BASOL recensés dans le secteur d'étude

La carte de localisation présentée en page 25 précise l'emplacement de ces sites par rapport au projet d'extension de la carrière.

Ces sites, entièrement réhabilités, ne sont pas de nature à remettre en cause le projet.

Figure 15 : Carte de localisation des sites BASIAS identifiés dans le secteur d'étude (Echelle 1/20 000e)

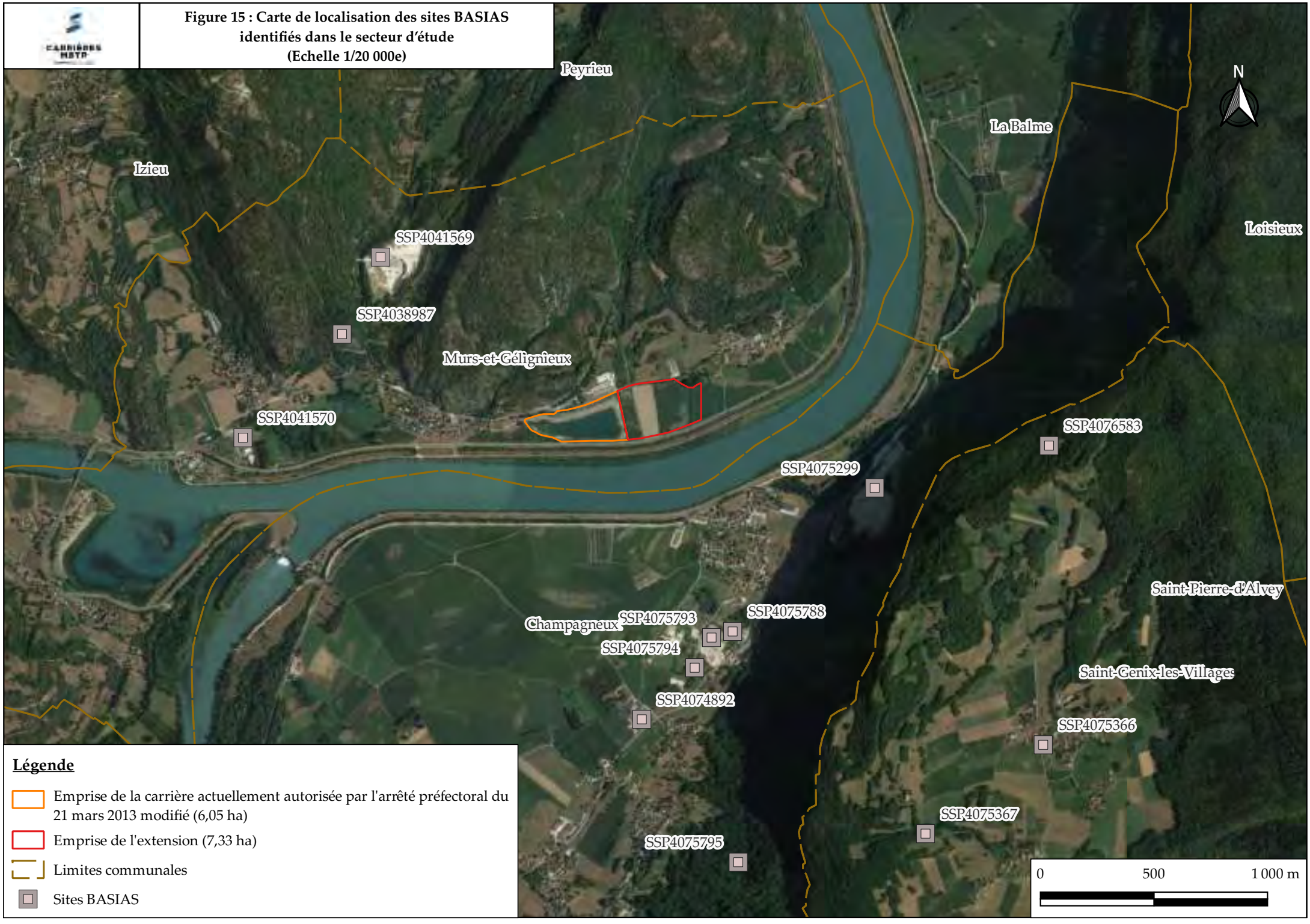


Figure 16 : Carte de localisation des sites BASOL
(Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Sites BASOL

II.B.3 Hydrogéologie

II.B.3.a Hydrogéologie locale

Préambule

Le site d'étude se situe au droit de l'aquifère des « Alluvions du Rhône de Gorges de la Balme à l'Ile de Miribel ».

L'aquifère principal est formé par des alluvions fluvio-glaciaires datant du Quaternaire.

Le schéma type est une alimentation par les cours d'eau (principalement le Rhône) dans les parties amonts des bandes alluviales puis un drainage par le Rhône dans les parties avales.

Les précipitations et les apports de versants (avec arrivées karstiques des massifs de l'Ile Crémieu, du Bugey méridional et du chaînon du Mont Tournier, dans une moindre mesure) participent également à l'alimentation de la masse d'eau.

C'est une nappe libre, localement captive sous des couches superficielles limono-argileuses.

L'écoulement de la nappe s'effectue globalement en direction du Rhône.

Les fluctuations annuelles et interannuelles sont faibles par rapport à l'épaisseur de l'aquifère, de 1 à 2 m. La profondeur de la nappe varie entre 2 et 10 m.

Les caractéristiques hydrodynamiques de cet aquifère sont les suivantes :

- Perméabilité :10^{-3} à 5.10^{-4} m/s ;
- Transmissivité : 10^{-2} à 5.10^{-3} m^2/s ;
- Porosité : environ 10 % en zone libre à 5-10% en zone captive ;
- Vitesse d'écoulement : 20 à 3 000 m/an (donc vitesse de propagation des polluants solubles ayant des caractéristiques physico-chimiques similaires à l'eau).

La zone non saturée, essentiellement composé de limons, est semi-perméable, avec une perméabilité comprise entre 10^{-6} et 10^{-8} m/s.

Aquifère alluvionnaire

Le site est localisé dans le sous-système « La plaine du Rhône à l'aval des gorges de la Balme ».

A la sortie des gorges de la Balme, le Rhône s'écoule dans un synclinale molassique, séparant le Mont Tournier et la terminaison méridionale du bas Bugey.

La molasse a été recouverte d'une importante couche d'alluvions et de remplissages lacustres post-glaciaires pouvant atteindre 60 m (barrage de Champagneux).

Elles se composent d'une cinquantaine de mètres de sédiments fins (sable argileux) puis d'une dizaine de mètres de matériel plus grossier allant du sable fin à des graviers et blocs de calcaire à proximité des versants.

En surface, une couche de terre végétale, de limons et de tourbes peut atteindre 2 mètres de hauteur.

II.B.3.b Données piézométriques locales

Réseau de piézomètres

Un réseau de contrôle et de suivi de la carrière, composé de six piézomètres, a été implanté en périphérie du site, en complément des piézomètres implantés par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR).

Les caractéristiques de ces ouvrages sont synthétisées dans le tableau ci-dessous :

Ouvrage	X (Lambert 93)	Y (Lambert 93)	Côte du repère (m)
Pz 1	908099	6508165	215,39
Pz 2	908209	6508007	215,80
Pz 3	908048	6508004	215,76
Pz 4	907842	6508037	216,66
Pz 7	908371	6508033	216,33
Pz 8	908519	6508084	214,71
CNR 1	908341	6502261	218,59
CNR 2	908536	6508252	216,00
CNR 3	908649	6508252	215,96
CNR 4	908616	6508129	215,65

Tableau 9 : Tableau de synthèse des ouvrages intégrés au réseau de surveillance

La localisation de ces ouvrages est illustrée en page 30.

Niveau statique de la nappe alluviale au droit de la carrière

Des mesures piézométriques de la nappe ont été réalisées mensuellement depuis juillet 2022.

Les tableaux ci-dessous présentent les niveaux statiques mesurés au droit de chacun des ouvrages constituant le réseau de surveillance.

Piézomètre	Niveaux piézométriques 2022 (m NGF)					
	juil.-22	août-22	sept.-22	oct.-22	nov.-22	déc.-22
Pz 1	212,55	212,55	212,56	212,5	/	/
Pz 2	212,59	212,58	212,58	212,47	212,42	212,54
Pz 3	212,46	212,46	212,46	212,3	212,34	212,41
Pz 4	214,12	214,08	214,04	213,93	213,93	214,09
Pz 7	212,7	212,71	212,71	212,6	212,55	212,66
Pz 8	/	/	/	/	212,68	213,46
CNR 1	214,25	214,17	214,17	214,19	214,18	214,4
CNR 2	/	/	/	/	212,87	212,91
CNR 3	/	/	/	/	212,86	212,91
CNR 4	212,78	212,8	212,81	212,71	212,97	214,64

Piézomètre	Niveaux piézométriques 2023 (m NGF)					
	janv-23	févr-23	mars-23	avril 23	mai 23	juin 23
Pz 1	/	212,36	212,37	212,46	212,49	212,54
Pz 2	212,39	212,30	212,33	212,94	212,84	212,59
Pz 3	212,29	212,17	212,21	212,25	212,32	212,45
Pz 4	213,99	213,74	213,83	213,23	213,78	214,09
Pz 7	212,52	212,43	212,46	212,50	212,69	212,75
Pz 8	212,63	212,54	212,58	212,60	212,73	212,78
CNR 1	214,60	214,59	214,30	214,34	214,27	214,21
CNR 2	213,06	212,78	212,68	212,75	212,80	212,83
CNR 3	212,76	212,66	212,62	212,66	212,68	212,86
CNR 4	212,80	212,56	212,66	212,78	212,77	212,75

Tableau 10 : Suivi piézométrique depuis juillet 2022

	PZ 1	PZ 2	PZ 3	PZ 4	PZ 7	PZ 8	CNR 1	CNR 2	CNR 3	CNR 4
Cote des plus hautes eaux (m NGF)	212,56	212,94	212,47	214,12	212,75	213,46	214,60	213,06	212,91	214,64
Cote des plus basses eaux (m NGF)	212,36	212,30	212,17	213,23	212,43	212,54	214,17	212,68	212,62	212,56
Battement de nappe mesuré (m)	0,20	0,64	0,30	0,89	0,32	0,92	0,43	0,38	0,29	2,08
Niveau piézométrique moyen (m NGF)	212,49	212,55	212,35	213,92	212,62	212,75	214,30	212,84	212,75	212,92

Tableau 11 : Synthèse des niveaux piézométriques

Le graphique suivant illustre les variations piézométriques au droit du site, lors des différentes campagnes de suivi piézométrique.

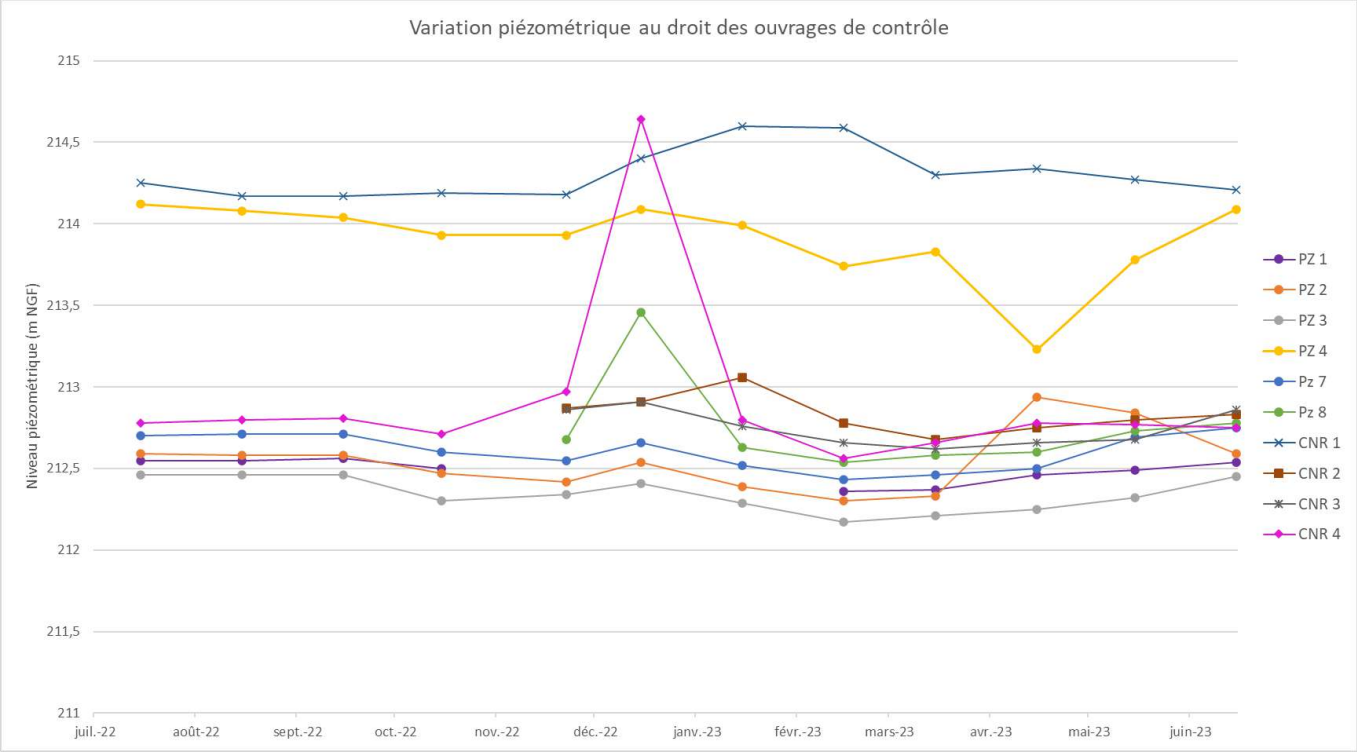


Figure 17 : Graphique illustrant l'évolution de la piézométrie locale

Ce graphique indique que les niveaux statiques présentent un battement de nappe compris entre 0,20 m (Pz 1) et 2,08 m (CNR 4).

Globalement, les niveaux d'eau au droit des ouvrages de contrôle évoluent de manière similaire, excepté pour CNR 1, ce qui traduit la continuité hydraulique entre les ouvrages.

Les niveaux piézométriques sont globalement stables, d'une campagne à l'autre, pour l'ensemble des piézomètres.

En décembre 2022, le niveau piézométrique, au droit de l'ouvrage Pz 8 et CNR 4, a fortement augmenté.

Cette forte hausse exceptionnelle et qui n'a plus été constaté depuis, peut être lié à l'incertitude de mesure.

De même, la forte baisse au droit de Pz 4, peut être liée au dénoyage de l'ouvrage à la suite des conditions météorologiques exceptionnelles enregistrées au début l'année 2023.

Les cartes d'interpolations piézométriques, représentatives des hautes eaux (Aout 2022) et de basses eaux (Février 2023) sont présentées en pages suivantes.

La poursuite de la sécheresse de l'été 2022 n'a pas permis la recharge de la nappe durant l'hiver 2022/2023, expliquant la période de basses eaux en février 2023.

Le sens d'écoulement des eaux souterraines est globalement orienté Nord - Sud.


Figure 18 : Carte piézométrique en basses eaux
Février 2023
(Echelle 1/4 000e)
Murs-et-Gélignieux
CNR 1
214.59
CNR 2
212.75
CNR 3
212.66
CNR 4
212.56
Pz1
212.35
Pz2
212.3
Pz3
212.17
Pz4
213.74
Pz5
212.54
Pz7
212.43
214
213.8
213.6
213.4
213.2
213
212.8
212.6
212.4
212.2
212
212.4
212.8
212.6
Champagneux
N
0
100
200 m
Légende
Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Piézomètre
Isopièze
Sens d'écoulement


Figure 19 : Carte piézométrique en hautes eaux
Août 2022
(Echelle 1/4 000e)
Murs-et-Gélignieux
CNR 1
214.17
Pz1
212.55
213.6
213.4
213.2
213
CNR 4
212.8
212.6
212.4
212.8
Pz4
214.08
Pz3
212.46
Pz2
212.58
Pz7
212.71
Champagneux
Légende
Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Piézomètre
Isopièze
Sens d'écoulement
0
100
200 m

II.B.3.c Qualité de la ressource

Contexte général

L'état chimique de la nappe des alluvions du Rhône des Gorges de la Balme à l'île de Miribel est contrôlé par plusieurs ouvrages.

Le tableau ci-dessous présente les caractéristiques de la station de mesure de la qualité des eaux souterraines la plus proche du site, situé en amont.

Commune	Code BRGM	Nom du captage	Situation hydrogéologique par rapport à la carrière	Situation géographique par rapport au projet		Etat chimique de la nappe de 2012 à 2021
				Distance	Direction	
Saint-Genix-les-Villages	BSS001UWGW	Puits la forêt	En aval hydraulique Situé sur la rive opposée du Rhône	7,7 km	Sud-Ouest	Bon état

Tableau 12 : Caractéristiques de la station de mesure la plus proche du site (source : eaufrance)

La localisation de cette station est matérialisée sur la cartographie présentée en page suivante.

Le tableau ci-dessous présente l'historique de l'état chimique des eaux souterraines au droit du puits la forêt, de 2014 à 2021. Aucune donnée n'est disponible pour 2022.

Le suivi est réalisé depuis 2012.

Ce site étant situé sur l'autre rive du Rhône, il n'a donc pas de lien hydrogéologique direct avec le projet.

Il est néanmoins localisé dans la même nappe, ce qui donne une tendance de son état chimique.



Tableau 13 : Etat chimique de la nappe des alluvions des alluvions du Rhône des Gorges de la Balme à l'île de Miribel (source : eaufrance)

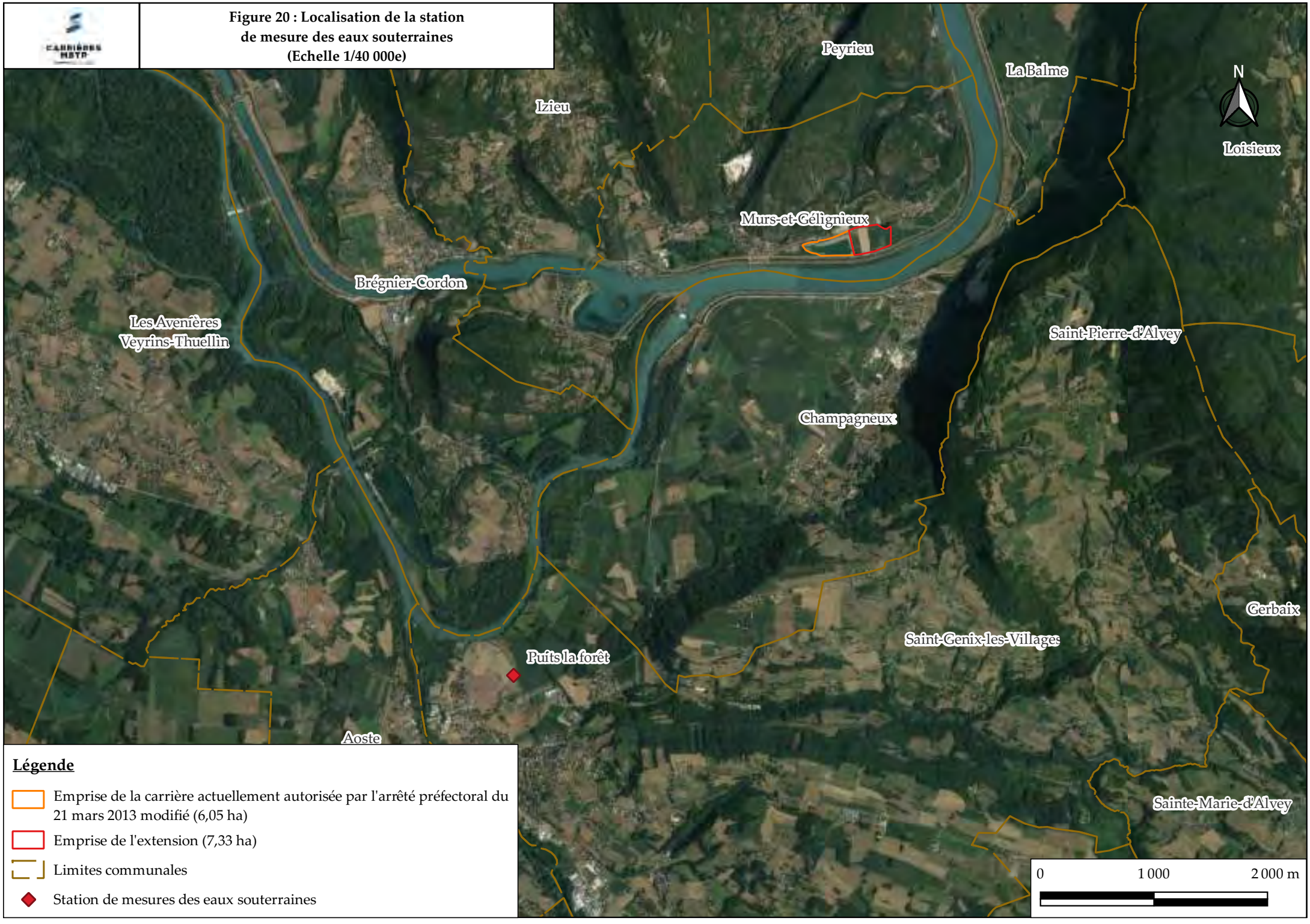
Contexte local

La société MBTP a mandaté la société Anteagroup afin de réaliser un contrôle de la qualité des eaux au droit des ouvrages CNR1, CNR2, Pz 7 et Pz 8, le 11 avril 2023.

Les paramètres suivants ont été analysés sur cet échantillon :

- Oxygène dissous ;
- Hydrocarbures dissous (C10-C40) ;
- Demande Chimique en Oxygène (DCO) ;
- Carbone Organique Total (COT) ;
- Chlorures ;
- Sulfates ;
- Nitrates ;
- Nitrites ;
- Ammonium ;
- Azote ;
- Indice phénol ;
- Fluorures ;
- Métaux lourds (Aluminium, Chrome, Manganèse, Nickel, Cuivre, Zinc, Arsenic, Sélénium, Molybdène, Cadmium, Antimoine, Baryum, Mercure et Plomb) ;

Figure 20 : Localisation de la station de mesure des eaux souterraines (Echelle 1/40 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Station de mesures des eaux souterraines

- Fer ;
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) ;
- Benzène et aromatiques (CAV-BTEX) ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- Polychlorobiphényles (PCB) ;
- Matières en suspension (MES).

Les valeurs mesurées respectent les valeurs limites de référence des eaux brutes du Code de la Santé Publique.

Aucune trace de pollution n'a été détectée pour chaque échantillon.

Les résultats de ces analyses sont présentés en annexe technique T – 3.

II.B.3.d Vulnérabilité de la ressource

La vulnérabilité des eaux souterraines dépend de plusieurs facteurs liés au milieu naturel et à l'impact de l'activité humaine.

Les alluvions du Rhône, entre, la Balme et Saint-Genix, sont recouvertes par des limons, d'une puissance variable.

L'épaisseur des limons présents au droit des terrains concernées par le projet est d'environ 1 à 2 m.

Cette formation constitue une protection partielle de la nappe vis-à-vis des pollutions superficielles.

L'environnement proche de la carrière est constitué principalement de parcelles agricoles (culture céréalière essentiellement) et du Rhône. Des axes de communications sont aussi présents sur le territoire d'étude (RD 992, route de Mortillet …).

Compte tenu de l'activité de l'actuelle carrière, la vulnérabilité actuelle des eaux souterraines est essentiellement liée aux activités agricoles (pollutions chroniques) ainsi qu'aux voies de communications (pollution accidentelles).

II.B.3.e Sources identifiées dans le secteur d'étude

Aucune source n'a été observée au droit du site, ni en périphérie proche.

II.B.3.f Puits et piézomètres recensés dans le secteur d'étude

La CNR (Compagnie Nationale du Rhône) possède un réseau de piézomètre, le long du Rhône, pour suivre l'évolution de sa nappe d'accompagnement.

Quatre piézomètres ont été recensés en périphérie du projet d'extension et intégrés au réseau de surveillance du site.

Leur emplacement est précisé en page suivante.

Figure 21 : Localisation des piézomètres de la CNR
(Echelle 1/2 500e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Piézomètres de la CNR

II.B.3.g Plans d'eau identifiés dans le secteur d'étude

Les plans d'eau les plus proches du site sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Désignation	Commune	Localisation par rapport au projet		Emprise
		Distance	Direction	
Plan d'eau de la carrière de Courdan	Murs et Gélignieux	20 m	Ouest	2,8 ha
Plan d'eau de Cuchet		1,5 km	Sud-Ouest	19 ha

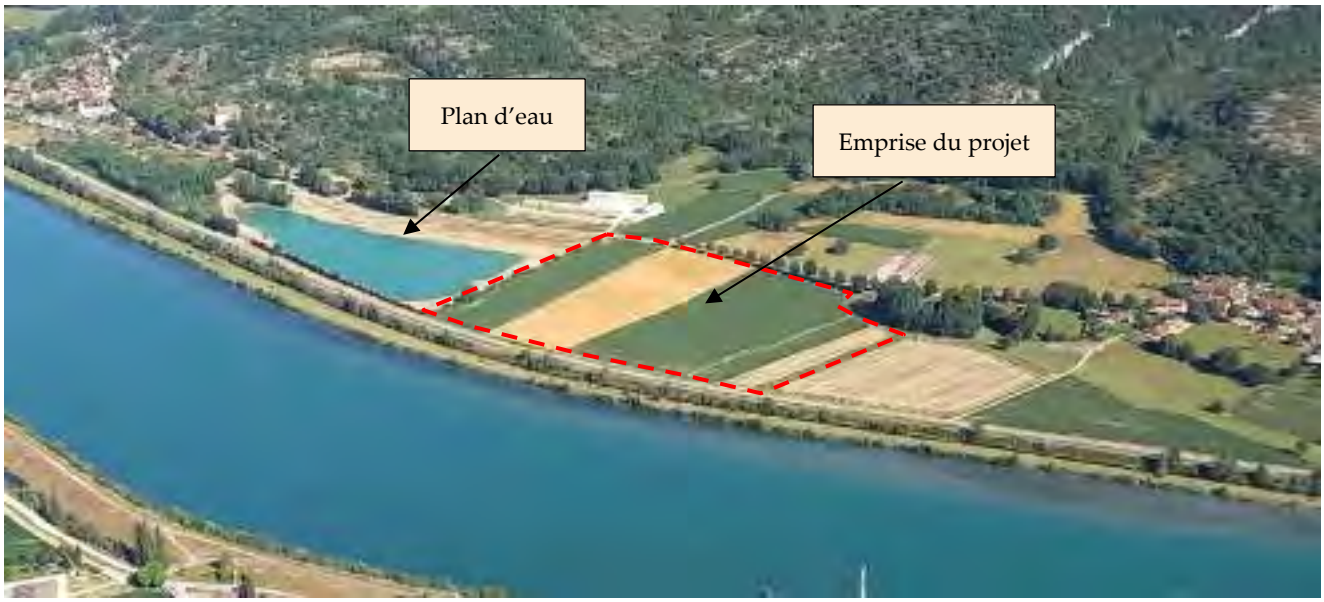
Tableau 14 : Liste des plans d'eau en périphérie du projet

La carte de localisation du plan d'eau est présentée en page suivante.

Le plan d'eau de la carrière de Courdan est issu de l'extraction des alluvions, sur la carrière actuellement autorisée.

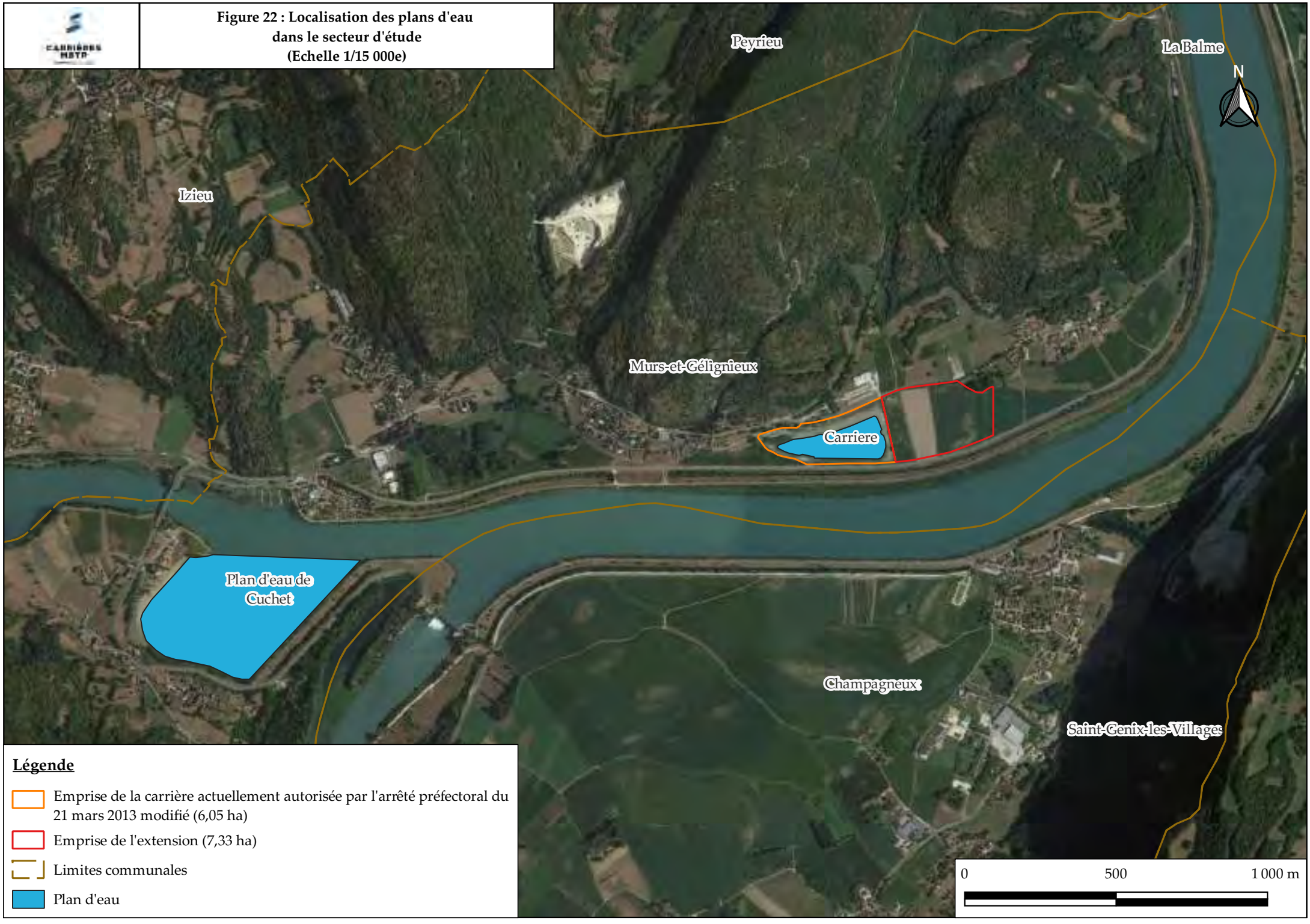
La prise de vue ci-après illustre cette étendue d'eau.

Le plan d'eau de Cuchet est un aménagement réalisé dans le lit du Rhône.



Photographie 1 : Plan d'eau issu de l'extraction

Figure 22 : Localisation des plans d'eau dans le secteur d'étude (Echelle 1/15 000e)



II.B.3.h Ouvrages utilisés pour l'alimentation en eau potable des populations locales

La consultation du service « Environnement et Santé » de l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Auvergne Rhône Alpes a permis de mettre en évidence deux captages et leurs périmètres de protection dans le secteur d'étude.

La carte présentée ci-après, permet de visualiser la localisation des captages AEP recensés dans le secteur d'étude ainsi que leurs périmètres de protection.

Les informations relatives aux captages présents autour du projet sont présentées dans le tableau suivant :

Numéro	Nom usuel	Commune	Situation hydraulique	Position par rapport au projet	
				Distance	Direction
1	Forage de Leschaux	Champagneux	Amont	580 m	Sud-Est
2	Puits de Tremurs	Murs-et-Gélignieux	Amont	680 m	Nord-Est
3	Source de Fay	Peyrieu	Amont	1 460 m	Nord-Ouest

Tableau 15 : Liste des captages AEP recensés dans le secteur d'étude

Le captage AEP le plus proche de l'emprise du projet d'extension se situe à 580 m, au Sud-Est de l'extension. Il s'agit du futur forage de Leschaux. Ses périmètres de protection ne sont pas encore définis.

Le projet figure en dehors de tout périmètre de protection de captage et en aval hydraulique de ces derniers.

II.B.3.i Gestion des eaux de ruissellement

Gestion des eaux de ruissellement sur les terrains non exploités

Les eaux pluviales percolent directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale et des limons, qui facilitent leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Gestion des eaux de ruissellement pluvial sur les terrains remis en état

Les eaux pluviales percolent directement et gravitairement dans les formations remaniées, constituées de terre végétale remise en place et de remblais, qui permettent leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Cas des eaux issues du ruissellement pluvial sur le plan d'eau

Les eaux pluviales alimentent directement le plan d'eau et rejoignent la nappe d'accompagnement du Rhône.

II.B.3.j Champs d'expansion de crue

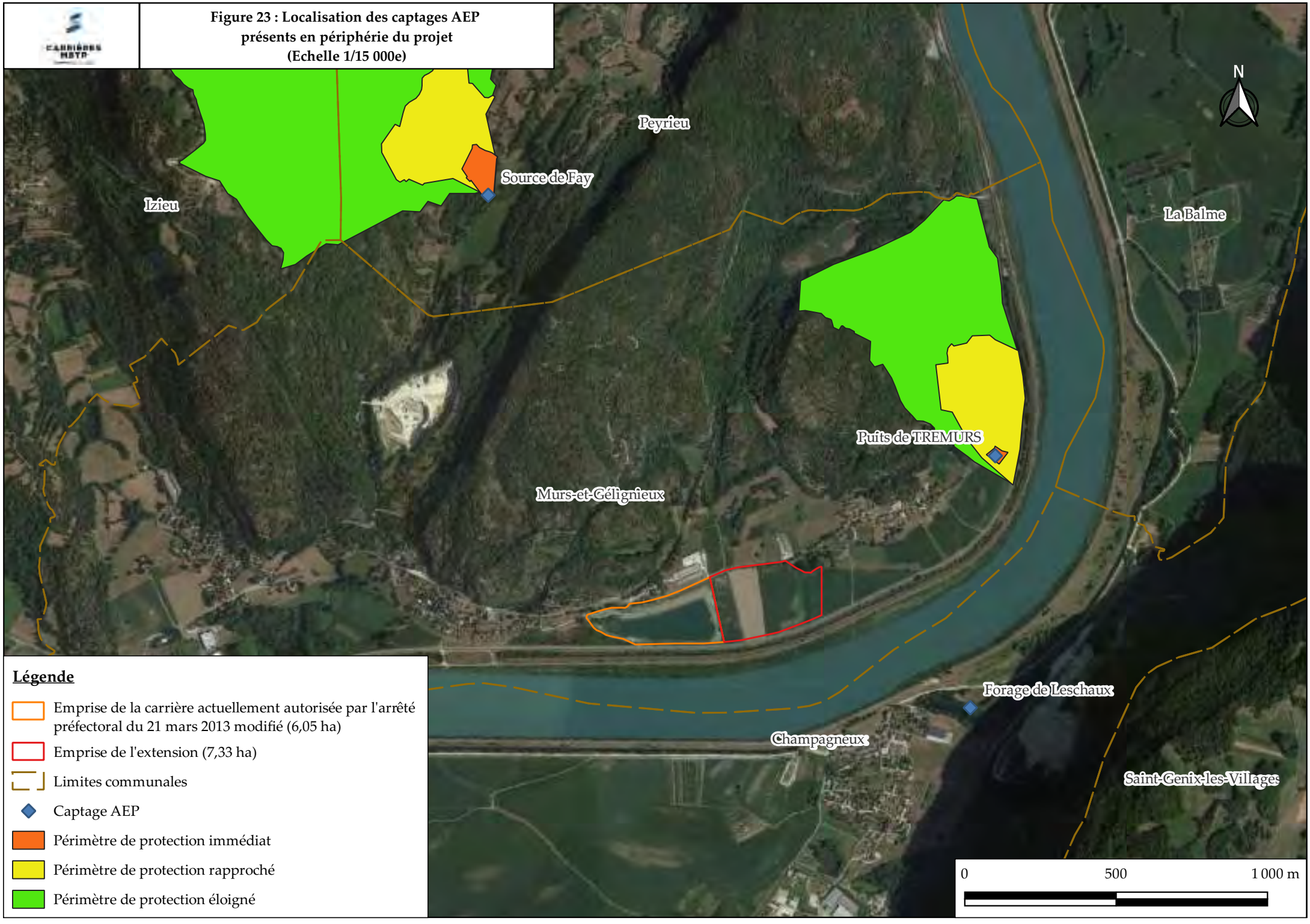
La commune de Murs-et-Gélignieux est concerné par le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, approuvé le 16 août 1972.

Un courrier ayant pour objet de « *porter à votre connaissance le nouvel aléa inondation du Rhône* » à l'intention des maires a été envoyé le 24 octobre 2013.

Il précise que les informations concernant l'aléa inondation ont été actualisées et qu'une nouvelle carte pour le Rhône a été réalisée.

En effet, la note de principe « Prévention du risque inondation en vallée du Rhône à l'amont de Lyon », réalisé à la suite du porter à connaissance du 24 octobre 2013, précise que « *La cartographie réglementaire du risque inondation en vallée du Rhône à l'amont de Lyon est actuellement assurée par des plans de prévention des risques d'inondation (PPRi) ou par le plan de surfaces submersibles (PSS) créé par décret du 16 août 1972, […]. Mais sa zone réglementée ne tient pas compte des aménagements CNR réalisés postérieurement. En outre, ses dispositions n'ont pas la capacité réglementaire suffisante pour assurer un bon niveau de prévention.* »

Figure 23 : Localisation des captages AEP présents en périphérie du projet (Echelle 1/15 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Captage AEP
- Périmètre de protection immédiat
- Périmètre de protection rapproché
- Périmètre de protection éloigné

« *Les documents réglementaires en vigueur (PPRI, PSS) demeurent valides. Cependant, les éléments de la présente note relatifs à la détermination et la prise en compte de l'aléa, doivent s'imposer*. »

La carte des zones inondables du Rhône amont, pour la commune de Murs-et-Gélignieux, est présentée en page suivante.

Le projet se trouve, pour partie, dans la bande de sécurité de 100m, derrière le contre-canal.

La note de principe précise : « *l'urbanisation est alors interdite sur une bande de sécurité de 100 m en arrière du contre-canal ; pour les établissements sensibles ou de secours, cette interdiction est étendue à toute la zone inondable à l'arrière de la digue*. »

Le projet de carrière ne correspond pas à une urbanisation du site.

Un arrêté « prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles "inondation du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain" sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, et la révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles sur les communes de BREGNIER-CORDON et GROSLEE-SAINT-BENOIT » a été prescrit le 9 janvier 2020.

Ce plan de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », a été soumis à enquête publique du 2 janvier 2024 au 2 février 2024.

Un extrait est présenté en page 42.

II.B.3.k Gestion des eaux d'incendie

Conditions requises pour qu'un incendie se déclare

Pour qu'un incendie se déclare, il est nécessaire que les trois conditions suivantes soient réunies simultanément :

- Présence d'un combustible : solide, liquide ou gazeux (exemple : fuel) ;
- Présence d'un comburant : oxygène, en général l'air qui contient 80 % d'azote inerte et 20 % d'oxygène ;
- Initiation de la réaction de combustion par une source d'ignition.

Le triangle de feu est présenté ci-dessous.

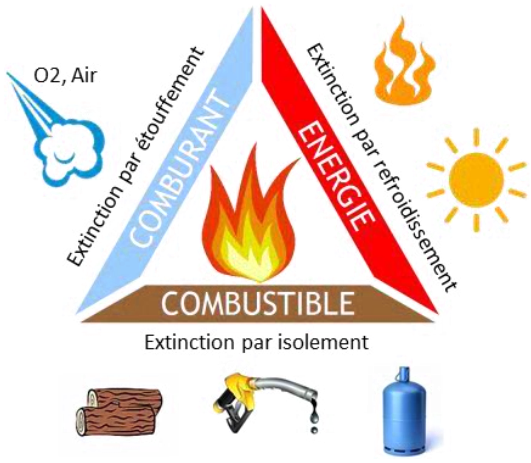


Figure 24 : Triangle de feu : Conditions requises pour qu'un incendie se déclare

Risque d'incendie identifié sur le site

Les principaux risques d'incendie sur le site sont liés par ordre d'importance à :

- Des feux de nappe d'hydrocarbures (huiles, fuel) dû à un épanchement accidentel d'une nappe d'hydrocarbures d'un engin puis son inflammation ;
- Des dysfonctionnements électriques à proximité d'éléments combustibles au niveau de la dragline et/ou des engins de chantier ;
- La présence de point chaud ;
- Une opération de maintenance.

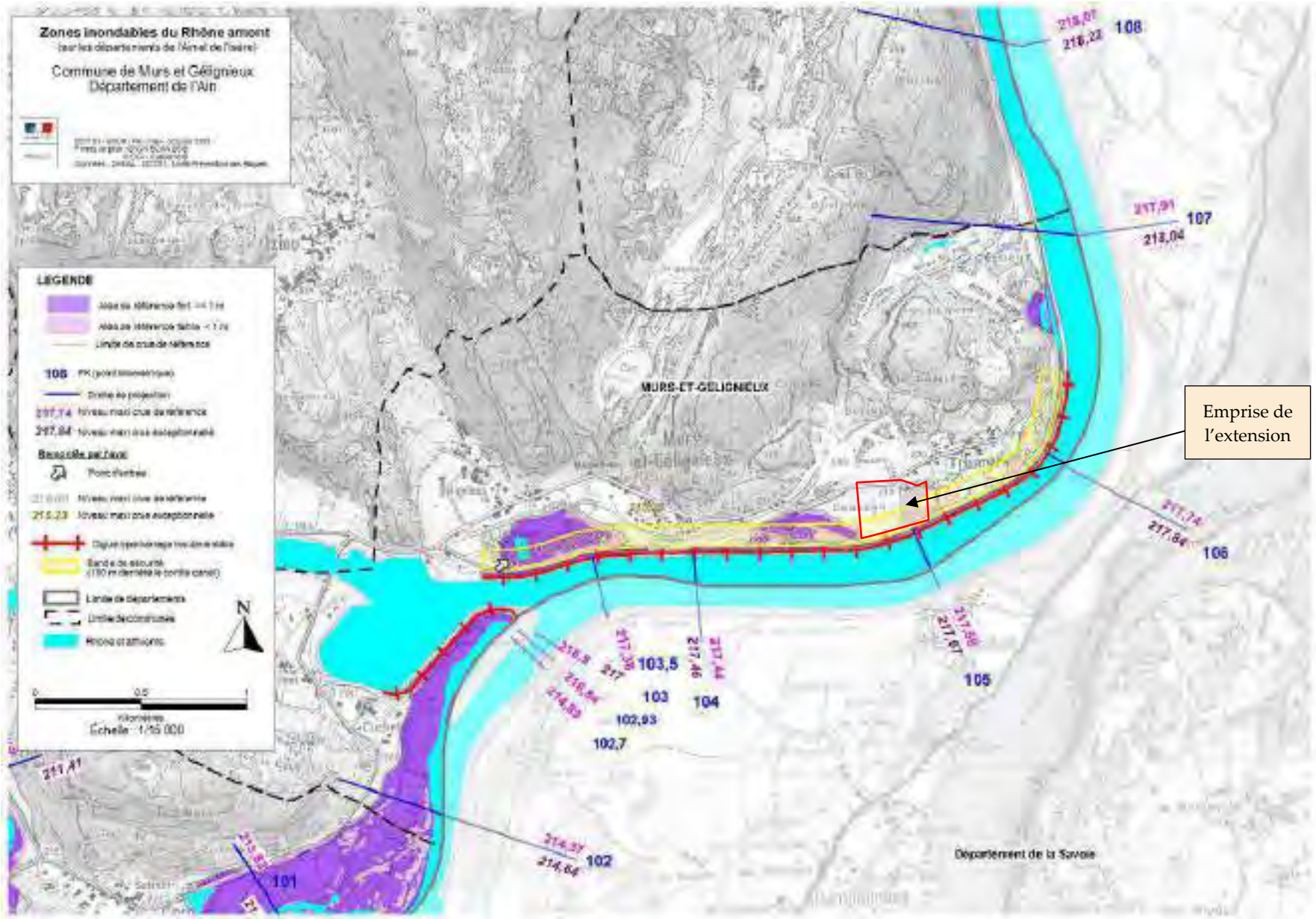


Figure 25 : Zones inondables du Rhône Amont - Murs-et-Gélignieux (source : Préfecture de l'Ain)

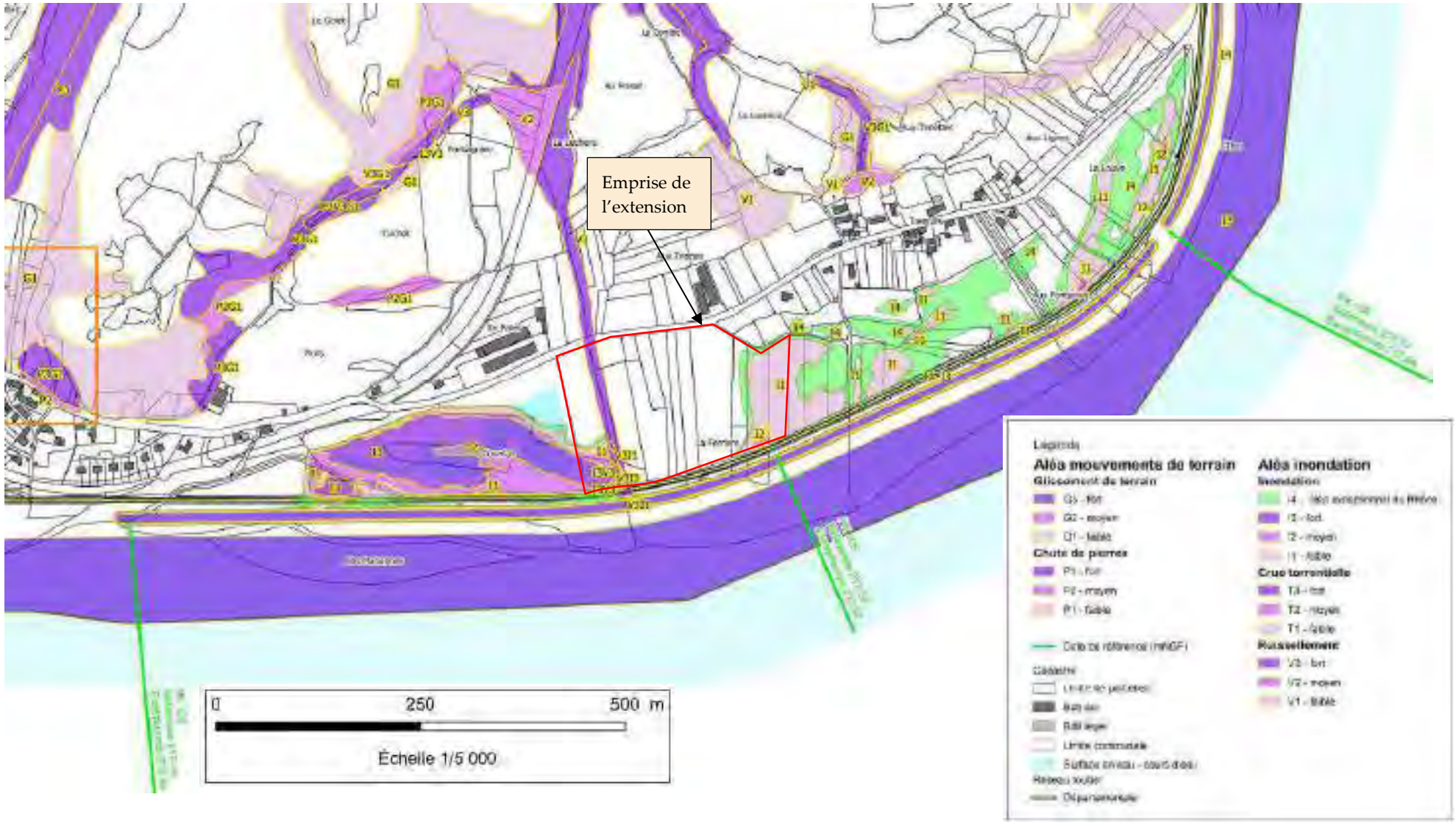


Figure 26 : Plans de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », soumis à enquête publique

Besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie

Vis-à-vis des besoins en eau pour la défense incendie, il est usage de s'inspirer des prescriptions précisées par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, complétée par la circulaire du 9 août 1967 du ministère de l'agriculture.

Ces textes fixent des recommandations concernant en particulier l'implantation des bornes à incendie et l'utilisation des points d'eau naturels. Les deux principes de base de la circulaire du 10 décembre 1951 sont :

- Le débit nominal d'un engin de lutte contre l'incendie est de 60 m^3/h sous 1 bar de pression ;
- La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évaluée à deux heures.

Il en résulte que les services incendie doivent pouvoir disposer sur place et en tout temps de 120 m^3 d'eau. Ces besoins en eau pour la lutte contre l'incendie peuvent être satisfaits indifféremment à partir du réseau de distribution ou par des points d'eau naturels ou artificiels

Réserves d'eau présentes sur site

Deux bornes incendie sont présentes en bordure de la route de Mortillet, en périphérie du site.

Leur localisation est précisée en page suivante.

Par conséquent, les ressources en eau à disposition sur le site satisfont largement les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie.

II.B.3.1 Remontée de nappe

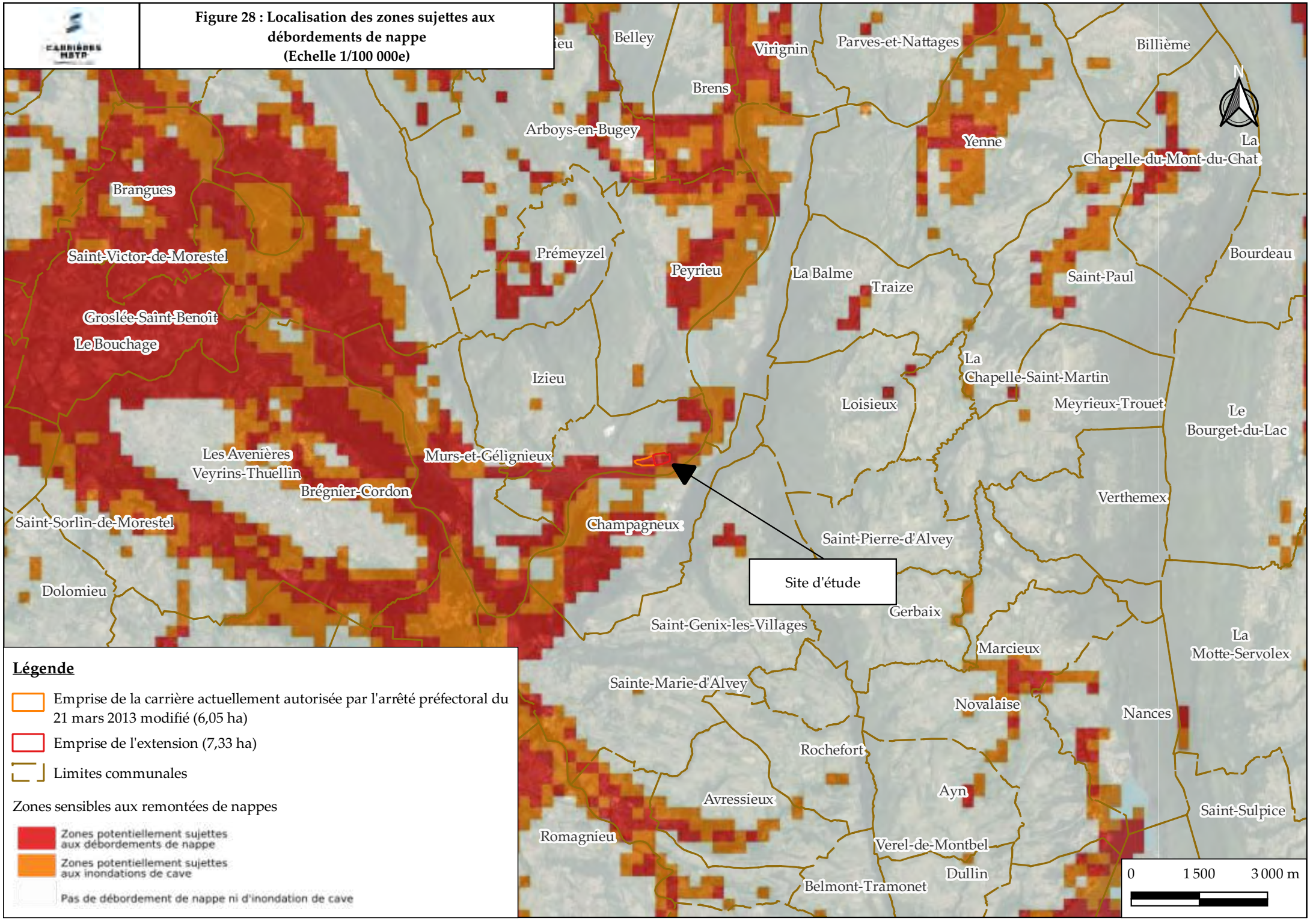
La carrière de Courdan se situe dans une zone potentiellement sujette aux débordements de nappe.

La carte présentée en page 45 illustre cet aspect.

Figure 27 : Localisation des bornes incendie
(Echelle 1/4 000e)



Figure 28 : Localisation des zones sujettes aux débordements de nappe (Echelle 1/100 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Zones sensibles aux remontées de nappes

- Zones potentiellement sujettes aux débordements de nappe
- Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave
- Pas de débordement de nappe ni d'inondation de cave

II.B.4 Hydrographie

II.B.4.a Données générales

L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par la présence du Rhône qui s'écoule à une centaine de mètres de la limite cadastrale Sud du projet.

Il est précisé ici qu'un contre-canal se situe entre la RD992 et le Rhône. Il n'a pas de lien hydrogéologique direct avec les écoulements souterrains localisés au droit du site. Le fil d'eau du contre-canal correspond globalement au niveau de la nappe sous-jacente.

A la station « la dérivation de Belley à Brens – CNR » (V144 0020 02), les débits caractéristiques du Rhône, entre le 1er janvier 1969 et le 1er décembre 2019, sont les suivants (Source : HydroPortail – EauFrance) :

- Débit moyen mensuel : 421 m^3/s ;
- Débit minimal mensuel : 149 m^3/s ;
- Débit maximal mensuel : 1 020 m^3/s ;
- Débit quinquennal : 350 m^3/s ;
- Module : 421 m^3/s.

Le projet d'extension est traversé par un cours d'eau temporaire (ruisseau de la Janotte) alimenté par la surverse hydraulique d'un marais situé à environ 250 m au Nord du site.

Le réseau hydrographique local est présenté par la carte en page suivante.

II.B.4.b Qualité des eaux de surface du Rhône

Une station de mesure de la qualité des eaux de surface est implantée sur le Rhône, sur le territoire de la commune de Brégnier-Cordon.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 fixe un objectif de « bon état » pour le Rhône au niveau de cette station.

La localisation de cette station de mesure est présentée en page suivante.

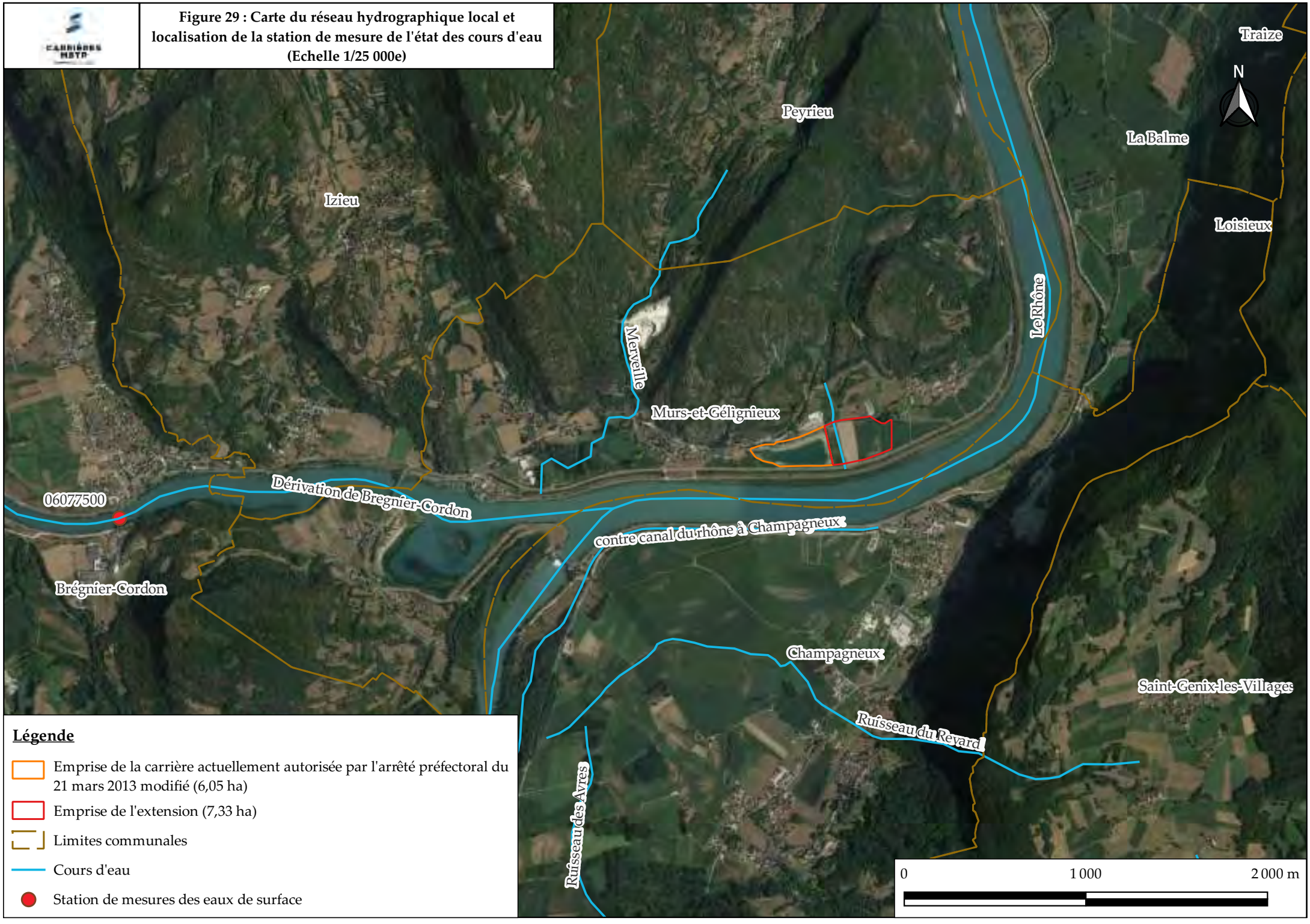
Les informations relatives à cette station sont présentées dans le tableau suivant.

Commune	Code	Situation hydrogéologique par rapport à la carrière	Situation par rapport au projet	
			Distance	Direction
Brégnier-Cordon	06077500	Aval hydraulique	3 900 m	Ouest

Tableau 16 : Données relatives à la station de mesure de la qualité des eaux de surface

Des analyses d'eau ont été réalisées par l'Agence de l'Eau RMC et l'Office International de l'Eau, depuis 2011 sur l'état physico-chimique et chimique.

Figure 29 : Carte du réseau hydrographique local et localisation de la station de mesure de l'état des cours d'eau (Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Cours d'eau
- Station de mesures des eaux de surface

Les données de 2015 à 2022 sont présentées dans le tableau suivant.

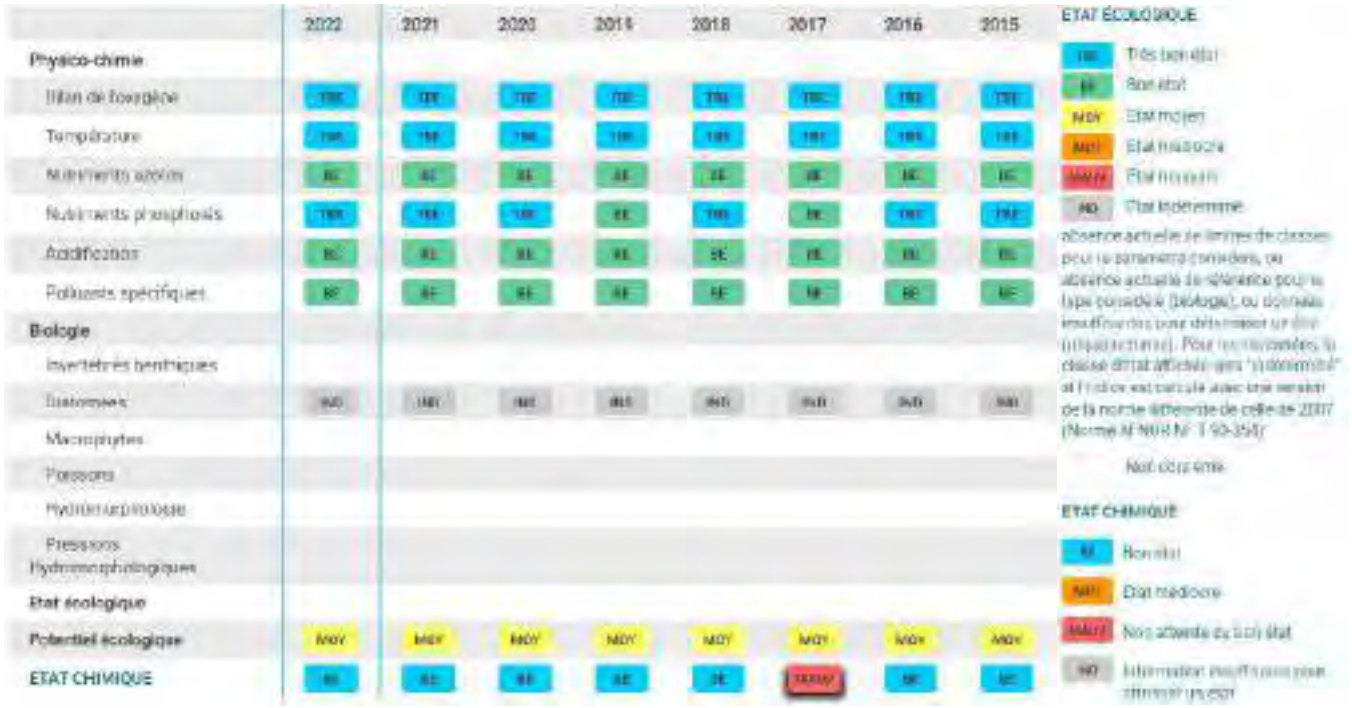


Tableau 4 : Evolution de l'état physico-chimique et écologique du Rhône à Brégnier-Cordon (Source : eaufrance.fr)

Le Rhône à Brégnier-Cordon présente un bon état voire un très bon état physico-chimique.

Le potentiel écologique reste inchangé depuis 2011 et est qualifié de « moyen ».

II.B.4.c Données locales

Deux chenaux présentant des écoulements temporaires sont présents au droit du projet d'extension.

Ils sont matérialisés sur la carte présentée en page 50.

La société MBTP a mandaté la société Ingégone pour expertiser ces écoulements. Cette étude est disponible en annexe T-4.

La synthèse des observations réalisées in situ est présentée dans les paragraphes suivants.

Cas du chenal Est

Le diagnostic de terrain a permis d'identifier clairement le cheminement hydraulique complet des eaux transitant par ce chenal.

L'origine des eaux transitant dans ce talweg provient presque exclusivement du réseau d'assainissement des eaux pluviales du hameau de Tremurs, localisé au Nord-Est du site.

Les eaux pluviales sont canalisées par un réseau spécifique dans l'accotement Nord de la route de Mortillet. Ce réseau est visible en différents secteurs par la présence de regard.

Aucune source (Hydrogéologiquement parlant) n'est à l'origine de la création de ce chenal.

La configuration rectiligne et sa géomorphologie sont incompatibles avec une origine naturelle, pour un ruisseau de tête de bassin. Ce chenal provient donc bien d'une action purement anthropique pour diriger les eaux pluviales en direction du Rhône (Ici le contre-canal).

Cas du chenal Ouest

Le chenal Ouest prend littéralement naissance à l'exutoire du marais de Poisat matérialisé par une vanne martellière, maintenue fermée tout au long de l'année pour assurer le maintien d'un niveau d'eau suffisant dans le marais et ainsi préserver les espèces qui y sont présentes.

Le marais de Poisat se situe dans le réseau des zones humides du Haut-Rhône. Il occupe avec le marais des Planches, une combe correspondant d'un point de vue hydrogéologique, au tracé d'un méandre historique du Rhône.

L'alimentation du marais est assurée directement par les eaux pluviales d'une part mais également à partir de deux sources temporaires identifiées de part et d'autre du marais. (Source : Syndicat du Haut-Rhône)

Le marais, la localisation des sources identifiées et de la vanne martellière sont localisés sur la cartographie présentée en page suivante.

L'alimentation du marais est complexe et multiple.

La source temporaire, qui compte tenu de sa position « draine » les infiltrations au droit du massif calcaire Sud, était tarie le jour de l'expertise, témoignant du lien direct entre précipitation et alimentation en eau de cette source.

La seconde source (secteur Nord-Ouest), n'a pu également être identifiée avec précision, en l'absence de résurgence ou de trace hydraulique.

Cependant, cette dernière alimente, avec les précipitations directes, un grand fossé situé de l'autre côté de l'ancienne voie ferrée le séparant du marais de Poisat.



Photographie 2 : Prise de vue illustrant le fonctionnement hydrologique en amont du marias de Poisat

Le fossé joue un rôle de réserve hydrique, qui lorsqu'il est rempli, surverse dans le marais de Poisat grâce notamment à un ouvrage d'art transitant sous l'ancienne voie ferrée.

Le sens des écoulements est identifié par les flèches bleues.

Figure 30 : Carte de localisation du marais et de ses alimentations (Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Marais de Poisat
- Vanne martelière
- Source temporaire

II.B.4.d Zone de répartition des eaux

Les zones de répartition des eaux (ZRE) sont définies en application de l'article R.211-71 du Code de l'Environnement comme étant « *zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins* ».

Le classement en ZRE constitue un signal fort de reconnaissance du déséquilibre durablement installé entre la ressource et les prélèvements en eau existants.

Elle suppose en préalable à la délivrance de nouvelles autorisations, l'engagement d'une démarche d'évaluation précise du déséquilibre constaté, de la répartition spatiale des prélèvements et si nécessaire de la réduction de ce déficit en concertation avec les différents usagers, dans un souci d'équité et dans un objectif de restauration durable d'un équilibre quantitatif.

Cet outil participe à la démarche globale à mettre en place à la suite des études d'Evaluation des Volumes Prélevables Globaux (EVPG) : élaboration du Plan de Gestion Quantitative des Ressources en Eau (PGRE), établissement des règles de répartition des volumes prélevés et révision des autorisations.

Une ZRE est donc caractérisée par une insuffisance chronique des ressources en eaux par rapport aux besoins.

Une commune dont une partie du territoire seulement serait concernée doit être incluse dans la ZRE pour la totalité de son territoire, la ZRE s'appliquant uniquement sur la masse d'eau visée.

Dans le cas des eaux souterraines, pour chaque commune est précisée la cote en dessous de laquelle les dispositions relatives à la ZRE deviennent applicables.

Le projet d'extension se situe en dehors de toute Zone de Répartition des Eaux.

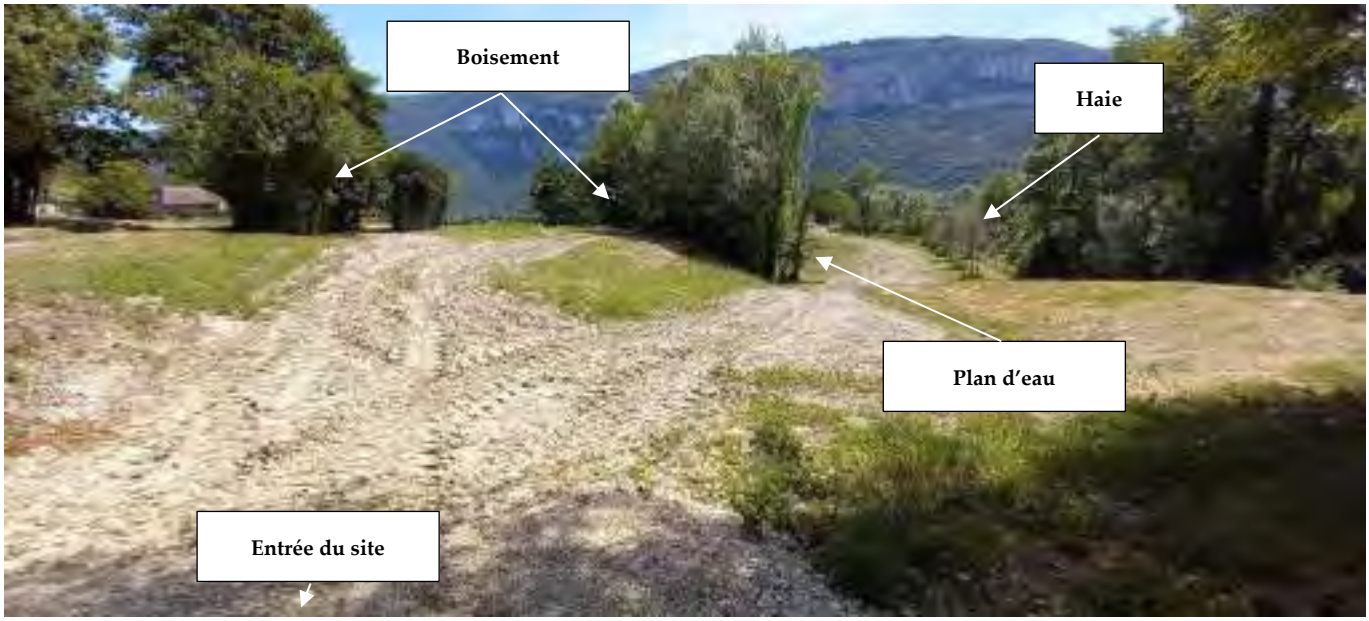
II.B.5 Occupation du sol

Le site est divisé en deux partie :

- Les terrains de la carrière actuellement autorisée. Ces terrains sont occupés par un plan d'eau et par différents aménagements liés à la remise en état du site après l'exploitation ;
- Les terrains intégrés au projet d'extension composés de parcelles agricoles.

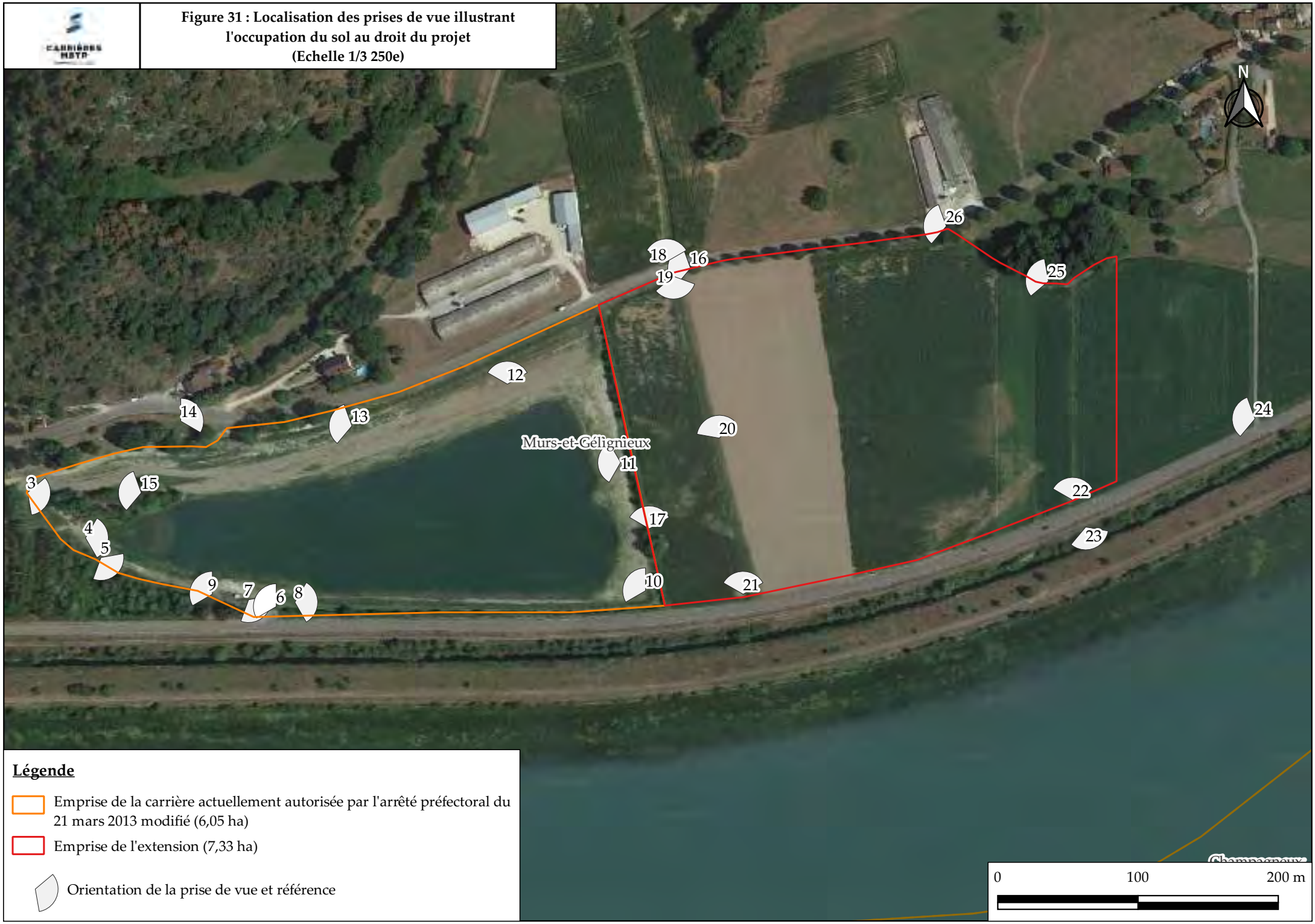
Les photos ci-après illustrent ses différentes composantes et dont la localisation est présentée sur la cartographie suivante.

II.B.5.a Occupation du sol de la carrière actuellement autorisée



Photographie 3 : Entrée actuelle de la carrière

Figure 31 : Localisation des prises de vue illustrant l'occupation du sol au droit du projet (Echelle 1/3 250e)





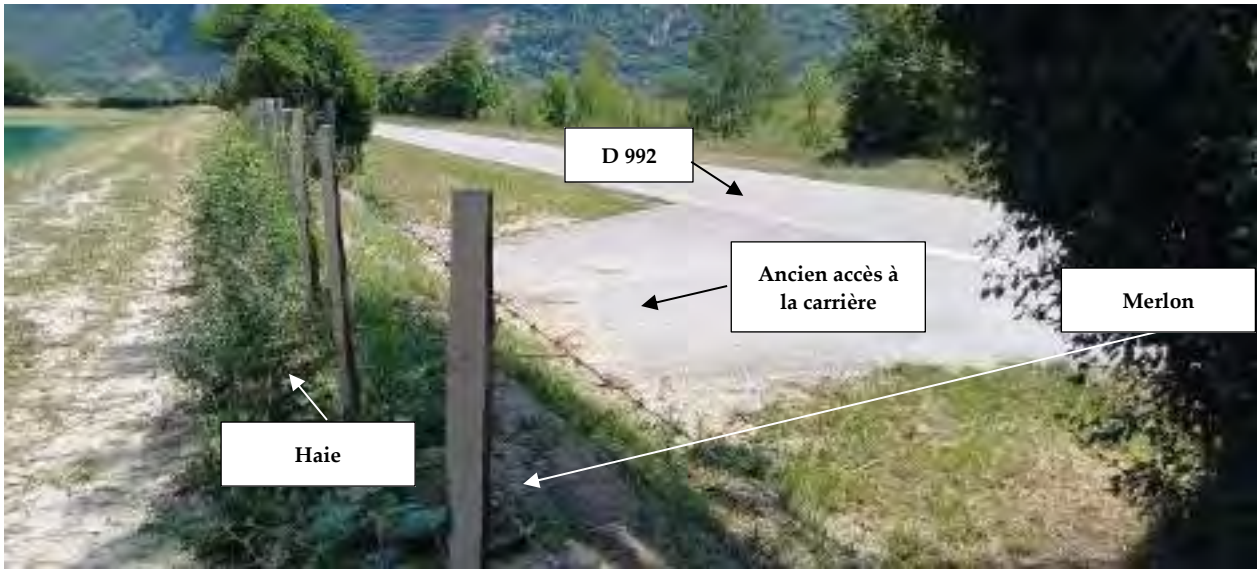
Photographie 4 : Zone soumise au battement de nappe, en pointe du plan d'eau



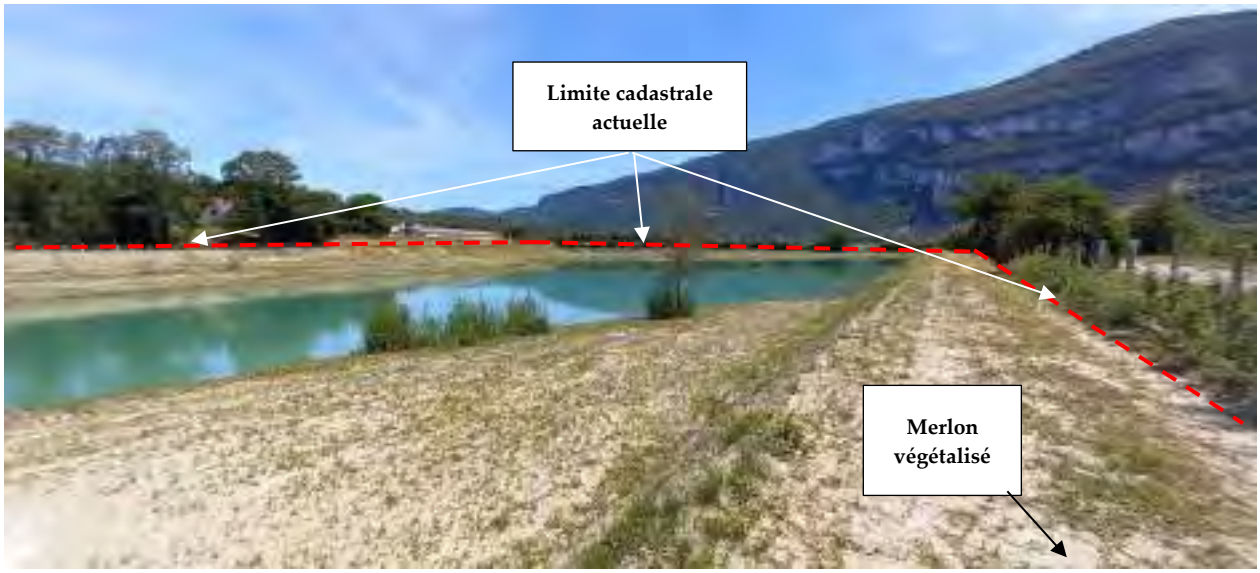
Photographie 5 : Haie en bordure de la limite cadastrale Sud



Photographie 6 : Ancienne zone d'accueil



Photographie 7 : Ancien accès à la carrière



Photographie 8 : Vue sur le plan d'eau, depuis l'ancien accès au site



Photographie 9 : Haie plantée en bordure de route



Photographie 10 : Vue sur le plan d'eau depuis la pointe Sud-Est



Photographie 11 : Vue sur le plan d'eau depuis la limite Est de la carrière actuellement autorisée



Photographie 12 : Merlon et haie aménagés au Nord de la limite cadastrale de la carrière actuellement autorisée



Photographie 13 : Haie plantée au Nord de la limite cadastrale de la carrière actuellement autorisée



Photographie 14 : Portail installée au Nord de la carrière actuellement autorisée, pour permettre l'accès au site



Photographie 15 : Chemin traversant le petit boisement

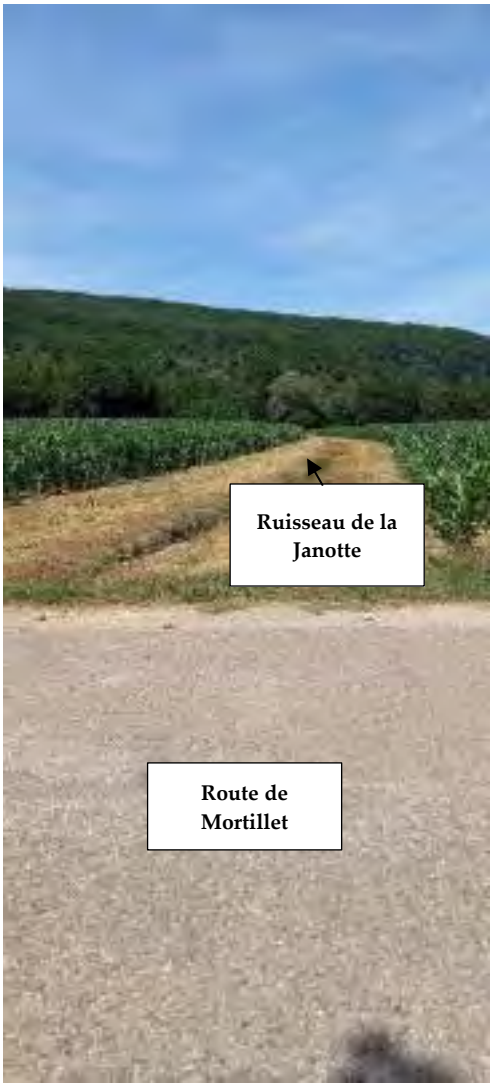
II.B.5.b Terrains concernés par la demande d'extension



Photographie 16 : Limite cadastrale Nord-Ouest du projet d'extension



Photographie 17 : Haie entre la carrière actuellement autorisée et les terrains intégrés au projet d'extension



Photographie 18 : Ruisseau de la Janotte traversant les terrains au Nord du projet



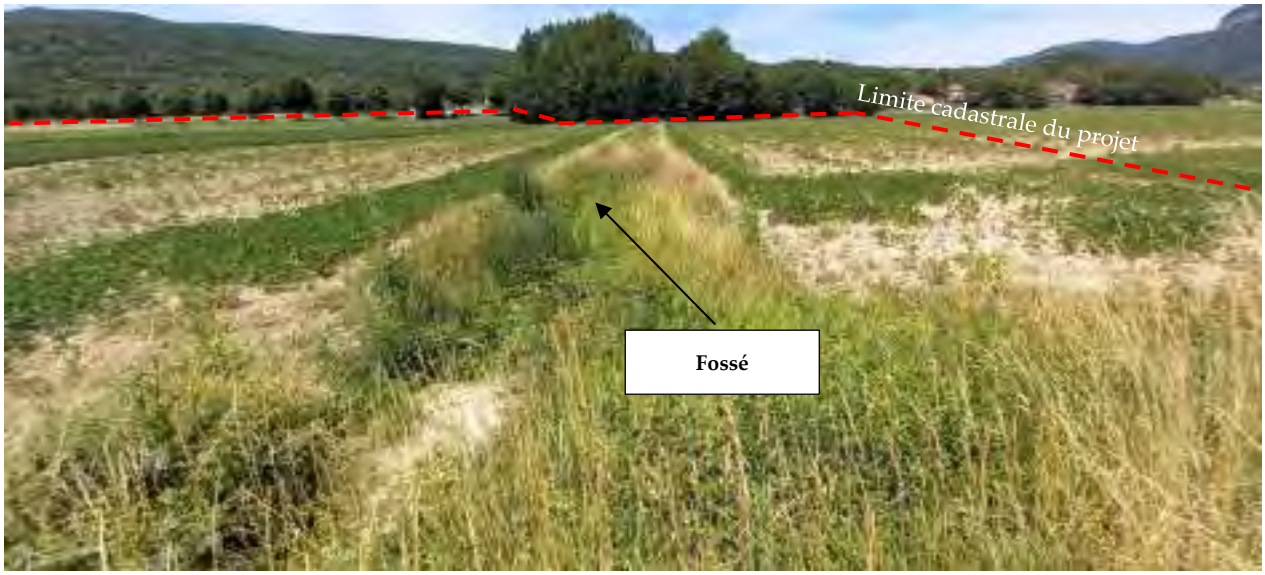
Photographie 19 : Ruisseau de la Janotte traversant les terrains intégrés au projet d'extension



Photographie 20 : Vue sur le ruisseau de la Janotte, depuis le milieu du champ



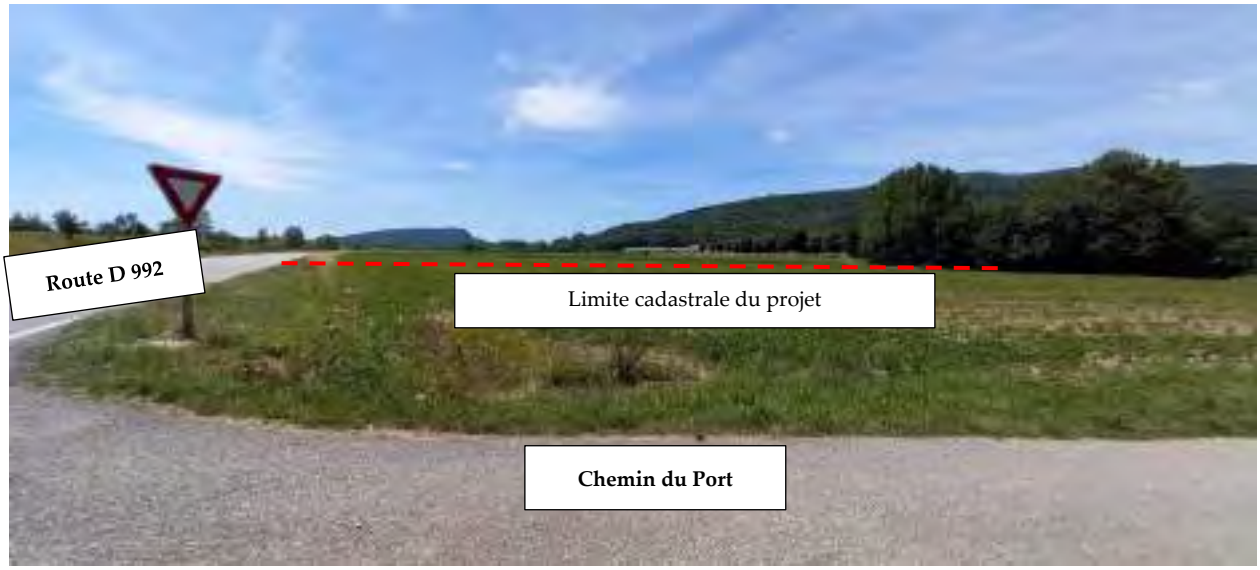
Photographie 21 : Vue sur le ruisseau de la Janotte, depuis le milieu du champ



Photographie 22 : Fossé permettant d'évacuer les eaux pluviales



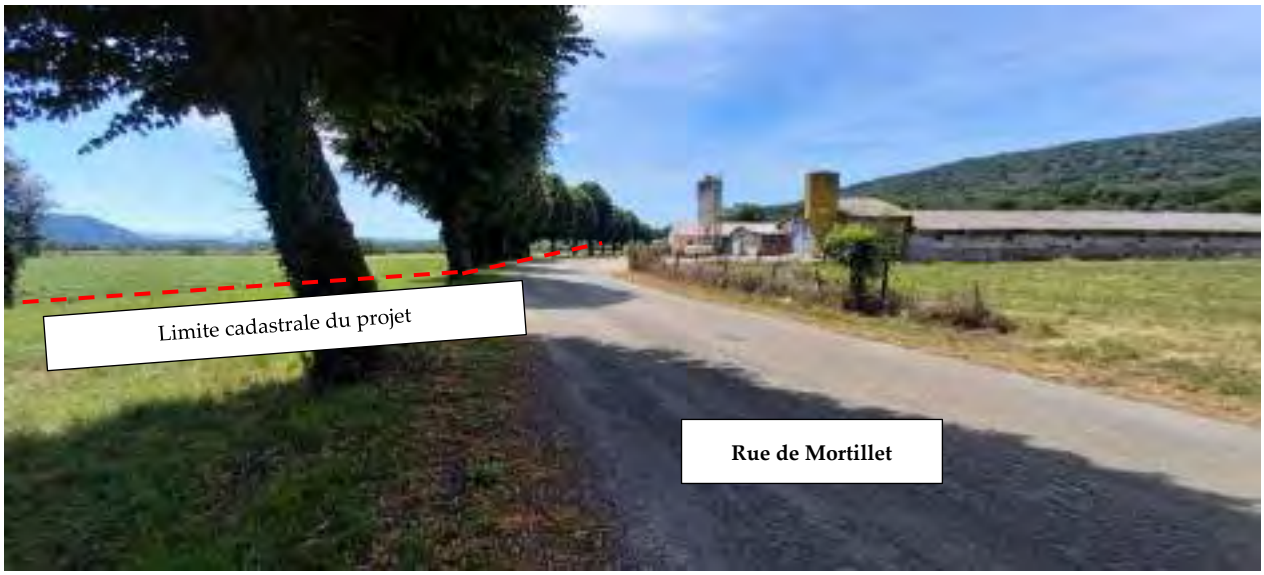
Photographie 23 : Evacuation des eaux du fossé Est dans le canal



Photographie 24 : Illustration du site, depuis la route communale, à l'Est de la limite cadastrale du projet



Photographie 25 : Boisement au Nord-Est du projet



Photographie 26 : Illustration de la limite cadastrale Nord du projet d'extension

II.B.6 Climat et météorologie

II.B.6.a Présentation

Le climat du secteur d'étude se trouve marqué par des influences essentiellement continentales.

Les données climatologiques provenant de la banque de données de Météo France concernent le poste climatologique le plus représentatif de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Ce dernier correspond au poste d'Ambérieu (01) (latitude : 45°58'30"N, longitude : 05°19'42"E, altitude : 250 m).

II.B.6.b Pluviométrie

Les précipitations concernant la période 1991 – 2020 sont récapitulées ci-dessous :

Mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Moyenne des précipitations (mm)	84,9	70	75	87,2	106,4	88,8	86	83	106,1	117,7	117,9	94,5	**1 117,5**
Hauteur maximale journalière (mm)	45,9	52,2	69,7	71,3	98,1	73,7	93,6	77,2	88,6	101,9	94,8	94,4	**101,9**

Tableau 17 : Niveaux de précipitations

La moyenne des précipitations pour la période de 1991 à 2020 est de 1 117,5 mm.

II.B.6.c Températures

Les données concernant les températures pour la période 1991 – 2020 sont synthétisées ci-dessous :

Mois	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Année
Moyenne des maximales (°C)	6,5	8,4	13,5	17,1	20,9	25	27,5	27,3	22,4	17,1	10,8	7	**17**
Moyenne des minimales (°C)	-0,1	0	2,6	5,5	9,5	13	14,7	14,4	10,9	8,1	3,5	0,8	**6,9**
Moyennes (°C)	3,2	4,2	8	11,3	15,2	19	21,1	20,9	16,7	12,6	7,1	3,9	**11,9**

Tableau 18 : Niveaux des températures

Le mois le plus froid est le mois de janvier et le mois le plus chaud est le mois de juillet.

II.B.6.d Intempéries

Les données concernant les intempéries pour la période 1991 – 2020 ne sont pas disponibles.

II.B.6.e Régime des vents

Les données concernant la ventosité sont issues de la station d'Ambérieu (01) (latitude : 45°58'35"N, longitude : 5°19'45"E, altitude : 250 m).

Direction	Vitesse			
	1,5 à 4,5 m/s	4,5 à 8 m/s	> 8 m/s	TOTAL
20	7,2	1,0	0,1	8,3
40	4,5	0,1	0,0	4,7
60	1,9	+	0,0	1,9
80	0,7	+	0,0	0,7
100	0,4	0,0	0,0	0,4
120	0,9	+	0,0	1,0
140	2,4	+	0,1	2,4
160	3,6	1,8	0,3	5,5
180	5,8	5,8	0,2	11,8
200	4,3	1,9	0,	6,4
220	2,3	0,4	+	2,8
240	1,1	+	0,0	1,2
260	0,6	+	0,0	0,6
280	0,5	+	+	0,6
300	0,8	0,1	+	0,9
320	1,8	0,5	+	2,3
340	4,4	3,3	0,4	8,1
360	6,5	3,9	07	11,1
Total	**49,7**	**19,1**	**2,0**	**70,8**
	De 0 à 1,5 m/s			**29,2**
Le signe + signifie une fréquence non nulle mais inférieure à 0,1 %				

Tableau 19 : Régime des vents de la station d'Ambérieu

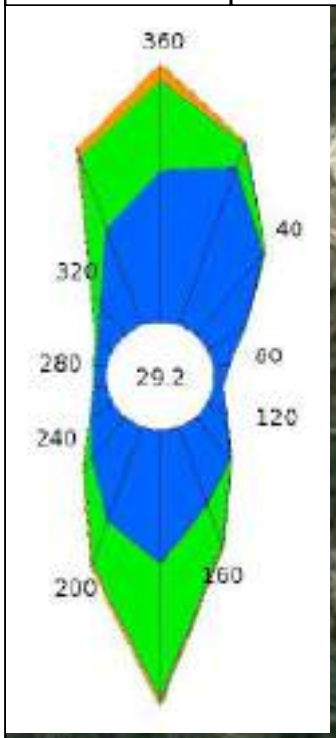
La rose des vents moyenne est présentée en page suivante pour la période du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2010.

Les vents dominants, compris entre 1,5 et 8 m/s, sont essentiellement de direction Nord-Sud.

Cette station n'est pas représentative du secteur d'étude.

En effet, avec la présence du massif du Bugey au Nord et du mont Tournier à l'Est, les vents ont tendance à suivre la vallée du Rhône. Les vents sont donc orientés Ouest – Est, suivant la direction de la vallée.

Figure 32 : Rose des vents de la station d'Ambérieu (Echelle 1/10 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

II.B.7 Qualité de l'air

II.B.7.a Présentation générale

L'association régionale Atmo Auvergne Rhône-Alpes centralise les données relatives à la surveillance de la qualité de l'air.

Elle dispose de stations de mesure fixes ou mobiles, réparties sur l'ensemble du territoire. La carte ci-dessous précise la localisation des stations les plus proches du site de Courdan.



Figure 33 : Localisation des stations ATMO en périphérie du site (Source (ATMO - ARA)

La station la plus proche est la station de Chambéry Pasteur, localisée à environ 21 km au Sud – Est du site.

Cette station permet de mesurer les concentrations des polluants suivants :

- Les particules PM10 ;
- Les particules PM2.5 ;
- Le dioxyde d'azote ;
- L'ozone ;
- Le monoxyde d'azote.

II.B.7.b Origine des polluants

Les particules PM 10 proviennent essentiellement de la combustion du bois charbon et du pétrole et de ses dérivés.

Les oxydes azotés sont issus de l'oxydation de l'azote atmosphérique lors de la combustion des énergies fossiles.

II.B.7.c Mesures

Les concentrations moyennes mesurées au droit de cette station sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Polluant	Année				
	2018	2019	2020	2021	2022
Dioxyde d'azote (µg/m³)	20,6	20,2	17,6	17,4	16,7
Monoxyde d'azote (µg/m³)	-	5,8	6,1	5,4	5,5
Ozone (µg/m³)	47,9	49	43,8	43,1	49,1
Particules PM10 (µg/m³)	14,8	13,3	12,5	15,2	16,7
Particules PM2,5 (µg/m³)	10,6	9	8,7	10,6	11

Tableau 20 : Concentrations moyennes des polluants sur la période 2018 - 2022 sur la station de Chambéry Pasteur

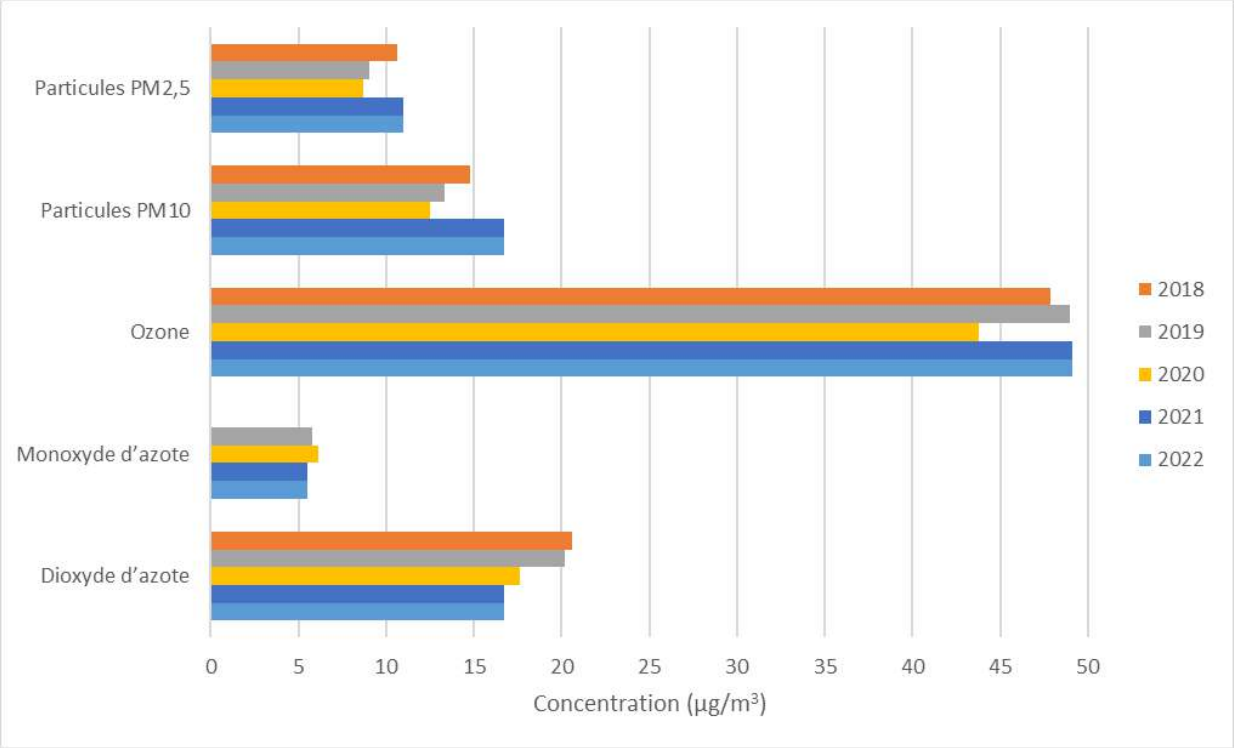


Figure 34 : Evolution des polluants mesurés au droit de la station de Chambéry Pasteur

II.B.7.d Limites réglementaires

Le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 relatif à la qualité de l'air fixe les normes et les seuils d'émissions à respecter.

Les normes annuelles sont les suivantes :

- Les particules PM10 : 30 µg/m³ en moyenne annuelle civile ;
- Le dioxyde d'azote : 40 µg / m³ en moyenne annuelle civile ;
- L'ozone : 120 µg/m³ pour le maximum journalier de la moyenne sur huit heures, pendant une année civile ;
- Le monoxyde d'azote : 30 µg/m³ en moyenne annuelle civile

Le secteur se situe dans une zone où la qualité de l'air peut être qualifiée de peu polluée.

II.B.7.e Contribution du secteur d'étude

Le secteur d'étude contribue à l'émission de ce type de polluant par la présence d'un réseau routier, d'une voie fluviale sur le Rhône, l'agriculture ainsi que de la présence d'habitat.

II.C Occupation humaine

D'une manière générale, le secteur d'étude se décompose en plusieurs zones bien distinctes :

- Un centre historique correspondant au bourg du village ;
- Des secteurs d'habitats dispersés, essentiellement sous forme de hameaux ;
- Des massifs, recouverts de forêt ;
- Un espace traditionnel agricole, tourné vers la culture et l'élevage.

II.C.I Environnement humain

II.C.I.a Démographie

Chiffres clés et évolution démographique

Démographie	Murs-et-Gélignieux
Population (2020)	244
Superficie (km²)	6,5
Densité	37,8
Densité départementale (Ain)	114,2

Tableau 21 : Population de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee)

Démographie

La commune de Murs-et-Gélignieux présente une démographe inférieure à la moyenne départementale.

Murs-et-Gélignieux	1990	1999	2008	2013	2020
Population	188	204	238	250	244
Densité	29,1	31,6	36,8	38,7	37,8

Tableau 22 : Evolution démographique de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee)

La population de la commune de Murs-et-Gélignieux est en constante progression depuis le début des années 90.

II.C.I.b Habitat

Le tableau ci-après présente les habitations les plus proches des limites cadastrales du projet.

Nom	Type	Commune	Situation par rapport au projet	
			Distance	Direction
Tremurs	Hameau	Murs-et-Gélignieux	60 m	Nord-Est
Route de Mortillet	Habitation		185 m	Est
Murs	Centre bourg		975 m	Est
Massillieu	Hameau		1 165 m	Nord-Est
Gélignieux	Ancien bourg		1 675 m	Nord-Est
Leschaux	Hameau	Champagneux	375 m	Sud
La Tuilière	Hameau		1 000 m	Sud
Champagneux	Centre bourg		1 200 m	Sud
La Saunière	Hameau		1 275 m	Sud
Les Gourjux	Hameau		1 475 m	Sud
Les Bessons	Hameau		1 700 m	Sud
La Tour	Hameau		1 675 m	Sud
Les Verrières	Hameau		1 935 m	Sud
Le Borgey	Hameau	Saint-Maurice-de-Rotherens	2 000 m	Sud-Est

Tableau 23 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet

L'habitat le plus proche correspond à l'habitation localisée dans le hameau de Tremurs, situé à 60 m au Nord-Est du projet.

L'extrait de la carte, présenté ci-après, illustre les zones d'habitat, localisées en périphérie du projet.

II.C.2 Activités économiques

II.C.2.a Secteurs d'activité

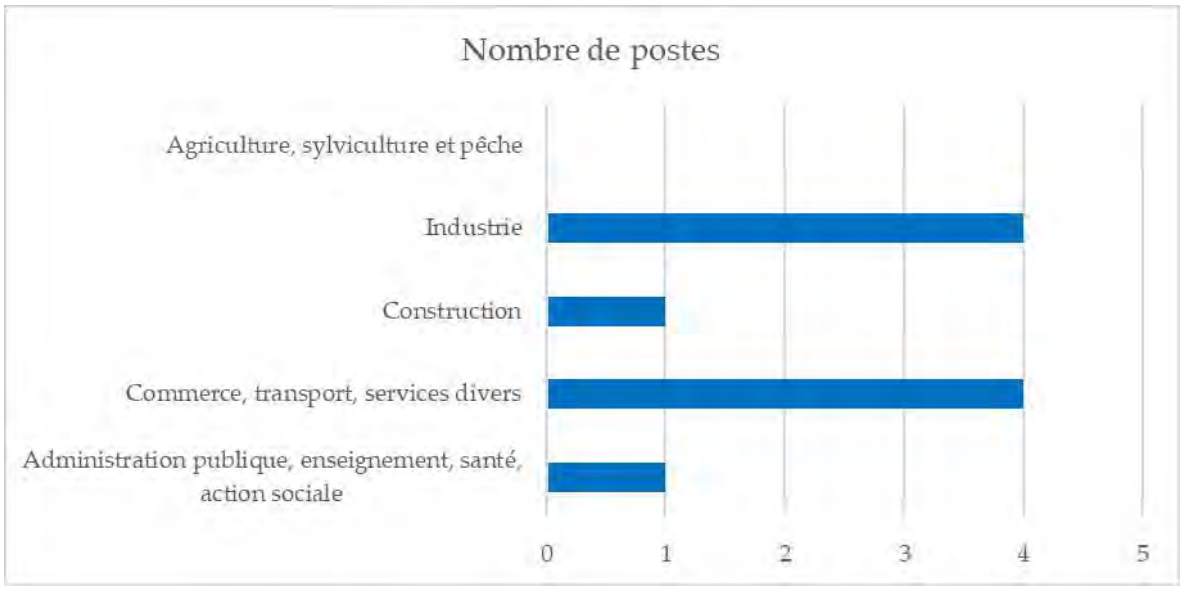


Figure 35 : Illustration des secteurs d'activité de la commune de Murs-et-Gélignieux – INSEE 2020

Le premier secteur d'activité de la commune de Murs-et-Gélignieux correspond au secteur du commerce, transport et services divers, selon les données de l'Insee (2020).

Cependant, selon le site de l'Agreste, il y a 2 exploitations agricoles en 2020.

II.C.2.b Industries

Dans un rayon de 3 km autour du projet d'extension, en plus de la carrière actuellement autorisée, il existe trois Installations Classée pour la Protection de l'Environnement en activité (Source : Ministère de la Transition Ecologique).

Les informations relatives aux Installations Classées sont présentées dans le tableau suivant.

Nom de l'établissement	Activité principal	Commune	Régime administratif	Statut SEVESO	Situation par rapport au site	
					Distance	Direction
/	Elevage de volaille	Murs-et-Gélignieux	Autorisation	Non Seveso	30 m	Nord-Ouest
MBTP BOSVET	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin		Autorisation	Non Seveso	1 050 m	Nord-Ouest
Carrières MBTP	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin	Champagneux	Autorisation	Non Seveso	750 m	Sud-Est

Tableau 24 : Liste des ICPE localisées dans un rayon de 3 km autour du projet

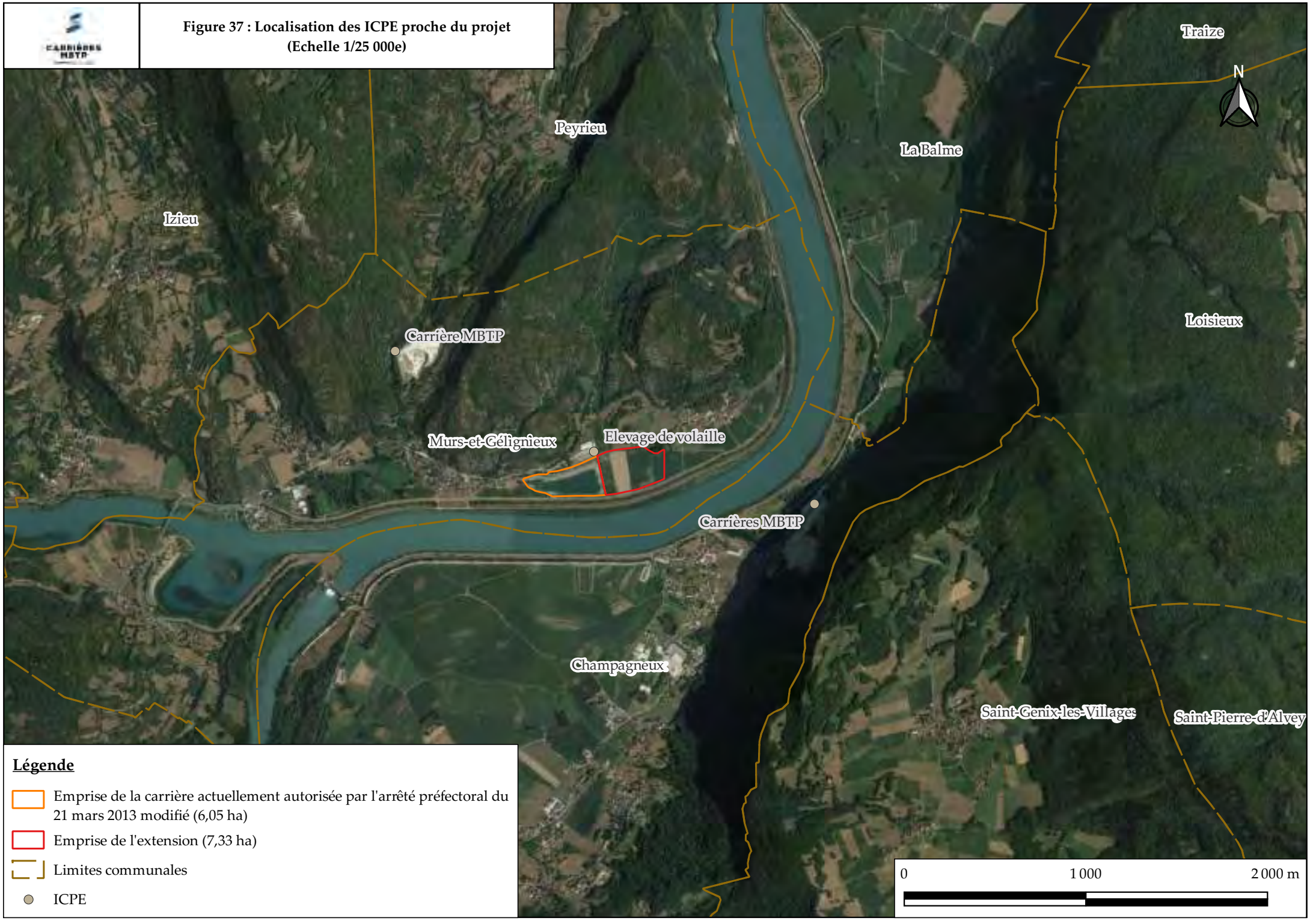
L'emplacement de ces établissements est présenté en page 69.

Ce recensement ne tient pas compte des activités commerciales et tertiaires ne relevant pas de ce type de classement.

Figure 35 : Carte de localisation de l'habitat proche (Echelle 1/10 000e)



Figure 37 : Localisation des ICPE proche du projet (Echelle 1/25 000e)



II.C.2.c Economie agricole locale

Les données sur l'économie agricole sont issues du ministère de l'Agriculture et de l'alimentation (agreste.agriculture.gouv.fr) et de la chambre d'agriculture de l'Ain (2020).

Contexte départemental

L'agriculture locale est présente sur tous les territoires du département : en montagne, en plaine, en zone péri-urbaine et également sur les reliefs présents dans le secteur d'étude. Cette diversité de territoires amène à une production diversifiée.

L'évolution du nombre d'exploitation agricole et de la surface agricole utilisée (SAU) départementale est illustrée dans le tableau ci-dessous.

	2010	2020
Exploitations agricoles	4 094	3 017
Surface Agricole Utile (SAU) - ha	247 402	244 785

Tableau 25 : Evolution des exploitations agricoles départementales

Le territoire se partage entre la viticulture, l'élevage et les grandes cultures.

Le département de l'Ain est le deuxième producteur de céréales en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le visuel présenté ci-dessous présente les chiffres clés de l'agriculture dans l'Ain.



Figure 38 : Chiffres clés de l'agriculture dans l'Ain (Source : Chambre d'agriculture de l'Ain)

Surface Agricole Utilisée (SAU) – Commune de Murs-et-Gélignieux

Le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux est composé de massifs boisés, du Rhône et de terres agricoles.

	2010	2020
Exploitations agricoles	-	2
Surface Agricole Utile (SAU) - ha	161	111

Tableau 26 : Evolution des exploitations agricoles de la commune de Murs-et-Gélignieux (Source : Agreste - 2020)

Entre 2010 et 2020, la SAU a diminué de 45,3%.

Les terrains intégrés au projet d'extension sont occupés par des cultures.

Les emprises agricoles intégrées dans l'emprise du projet sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Commune	Lieu-dit	Section	N° de parcelle	Superficie cadastrale globale (m²)	Emprise intégrée au périmètre carrière (m²)	Emprise agricole (m²)
Murs et Gélignieux	Courdan	A	354	9 185	9 185	9 185
			876	2 675	2 675	2 675
	La Ferrière	A	490	2 500	2 500	2 500
			498	2 740	2 740	2 740
			499	935	935	935
			500	1 900	1 900	1 900
			501	1 280	1 280	1 280
			502	6 450	6 450	6 450
			771	13 989	13 989	13 989
			812	3 429	3 429	3 429
			816	5 340	5 340	5 340
			834	3 508	3 508	3 508
			835	5 056	5 056	5 056
			854	1 257	1 257	1 257
			866	5 103	5 103	5 103
			874	6 837	6 837	6 837
			878	1 113	1 113	1 113
(pp) : Pour Partie			**Total**	**73 297 m²**	**73 297 m²**	**73 297 m²**

Tableau 27 : Emprises agricoles intégrées au périmètre de la future carrière

Appellations d'Origine

La consultation des services de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) a permis de mettre en évidence 48 produits d'appellation d'origine, recensés sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

45 de ces produits sont des vins, désignés sous une IGP. Les IGP représentent un enjeu fort de pérennisation et de valorisation de l'activité agricole sur le territoire communal.

Les terrains concernés par le projet ne sont pas occupés par des vignes.

Deux de ces produits sont des fromages. Il s'agit de l'Emmental français Est-Central et du Gruyère, protégés par une IGP.

Le dernier produit concerne les volailles de l'Ain.

Les terrains intégrés au projet, actuellement occupés par des cultures, ne sont pas spécifiquement concernés par ces IGP.

Zones vulnérables aux nitrates

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

Sont désignées comme zones vulnérables les zones où :

- Les eaux douces superficielles et souterraines, notamment celles destinées à l'alimentation en eau potable, ont ou risquent d'avoir une teneur en nitrates supérieure à 50 mg/l ;
- Les eaux des estuaires, les eaux côtières ou marines et les eaux douces superficielles qui ont subi ou montrent une tendance à l'eutrophisation susceptible d'être combattue de manière efficace par une réduction des apports en azote.

La totalité de la commune de Murs-et-Gélignieux ne se situe pas dans une zone vulnérable aux nitrates. (Source : Préfecture de l'Ain).

Zones agricoles protégées

Les Zones Agricoles Protégées ont été créées par la Loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999.

L'exposé des motifs précise le contexte de cette création : « *Il est apparu nécessaire de prendre des dispositions permettant de maîtriser les changements d'affectation ou les modes d'occupation du sol susceptibles de modifier durablement le potentiel agronomique et biologique, afin d'éviter la destruction non maîtrisée de l'espace agricole et forestier dans les zones périurbaines.* »

L'instauration d'une ZAP a pour effet de protéger durablement l'usage agricole des terres concernées. Une utilisation autre qu'agricole des espaces classés devient en effet exceptionnelle.

Dans les communes dotées d'un document d'urbanisme, la ZAP constitue une servitude d'utilité publique.

Aucune Zone Agricole Protégée n'a été identifiée dans le secteur d'étude.

II.C.2.d Infrastructures

Routière

La principale voie de communication du secteur d'étude est la route départementale 992 qui relie Cordon (01) à Chessenaz (74).

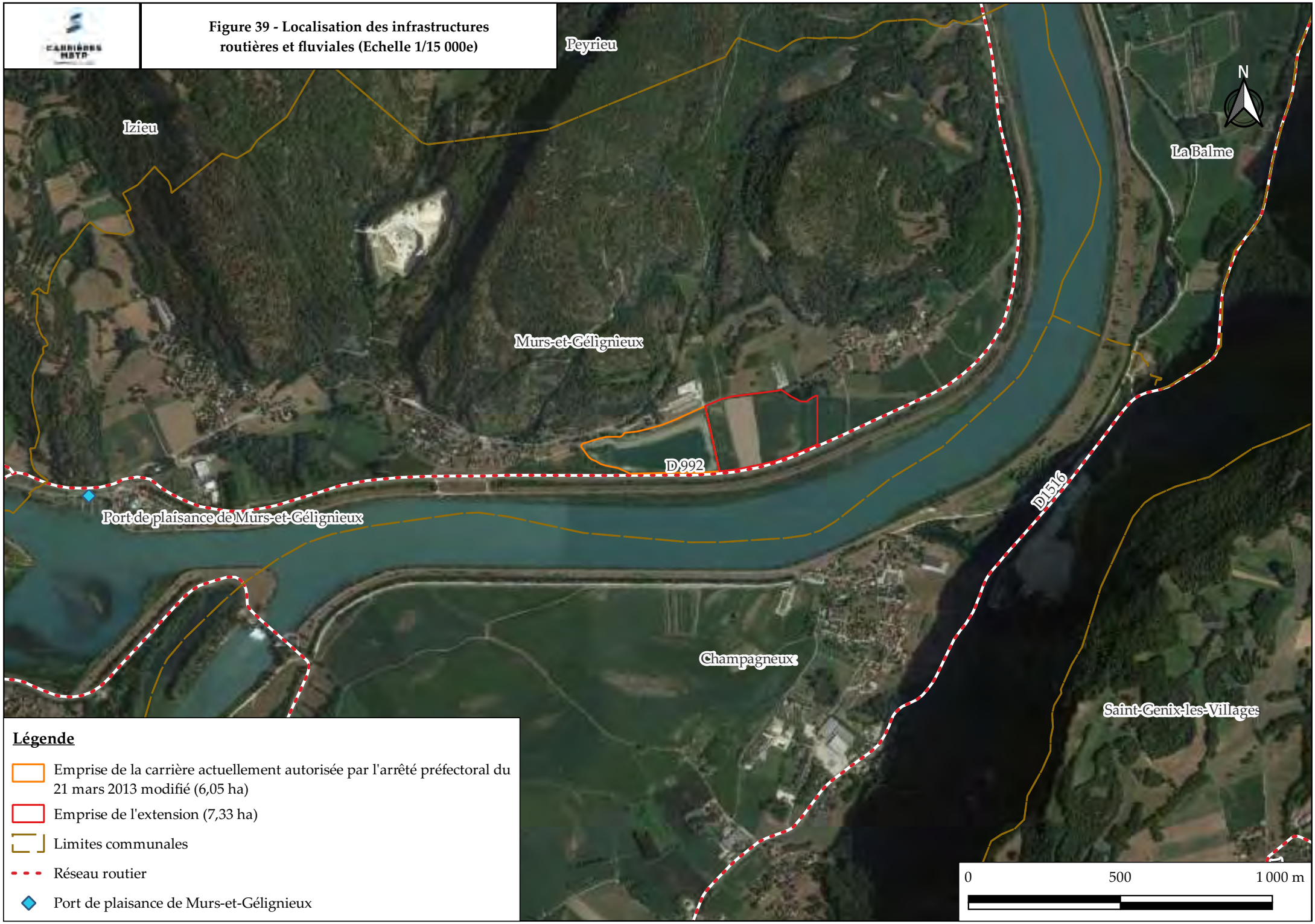
Les données disponibles relatives au trafic routier local sont répertoriées dans le tableau ci-après.

Comptages	2020	
	Flux (Véhicules/j)	% PL
RD 992	3 349	12,7

Tableau 28 : Comptages routiers réalisés sur les axes périphériques

L'extrait de la vue aérienne ci-après illustre cet aspect.

Figure 39 - Localisation des infrastructures routières et fluviales (Echelle 1/15 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Réseau routier
- Port de plaisance de Murs-et-Gélignieux

Ferroviaire

Aucune voie ferroviaire n'a été identifiée à proximité du site.

Fluviale

Le projet d'extension se situe en bordure de Rhône, qui est navigable.

Un port de plaisance se trouve à Murs-et-Gélignieux.

L'extrait de la vue aérienne ci-avant illustre cet aspect.

Réseau souterrain

L'emprise du projet n'est pas concernée par différents réseaux souterrains.

Réseau aérien

Aucune ligne électrique ne transite dans le secteur d'étude.

II.D Cadre de vie

II.D.I Niveaux acoustiques

Les valeurs d'émergences admissibles des niveaux sonores pour le site de l'actuelle carrière sont régies par les textes réglementaires suivant.

L'arrêté du 23 janvier 1997 (modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001)
Relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et relatives à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

Les bruits aériens émis par la carrière en limite de propriété sur laquelle porte l'autorisation, sont limités à 70 dB (A) de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés.

Les émissions sonores, doivent respecter les prescriptions définies par l'arrêté du 23 janvier 1997, qui fixe les critères d'émergences suivants :

Niveau de bruits ambiants existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dBA et inférieur ou égal à 45 dBA	6 dBA	4 dBA
Supérieur à 45 dBA	5 dBA	3 dBA

Tableau 29 : Niveaux acoustiques et émergences admissibles

II.D.I.a Préambule

L'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 reprend les exigences de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et indique l'emplacement des points de mesure et le protocole de mesure à suivre pour le bruit résiduel, au droit de la carrière historique de Courdan.

Un nouveau plan de surveillance des émissions sonores a été mise en œuvre au regard des caractéristique du projet, afin d'avoir un état des lieux initial représentatif et fiable des pressions acoustiques ressenties au droit des Zones à Emergences Règlementée.

Les détails du positionnement des points de contrôle sont présentés dans les paragraphes suivants.

II.D.1.b Mesure acoustique

Dans le cadre du projet, la société CARRIERE MBTP, par l'intermédiaire du bureau SOLEA, a sollicité le bureau d'études ORFEA Acoustique pour la réalisation d'une étude d'impact acoustique pour le projet dans le cadre de l'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux (01).

Le rapport complet de l'étude est disponible en annexe T-5.

Les paragraphes suivants reprennent des éléments de cette étude.

L'objectif de cette étude est de :

- Caractériser l'état sonore initial du site par la mesure des niveaux de bruit résiduel. Les mesures, dites de bruit résiduel, serviront de base à la détermination des futurs niveaux de bruit ambiant admissibles ;
- Construire un modèle numérique permettant de prédire l'impact potentiel du futur projet ;
- Le cas échéant, dimensionner les traitements et solutions acoustiques nécessaires à la diminution du bruit dans l'environnement.

Emplacements des points de mesures

Les mesures ont été réalisées conformément à la localisation suivante :



Figure 40 : Localisation des points de mesures acoustiques (source : Orfea - 2023)

Point	Localisation
LP 1	Limite de propriété Sud de la future zone d'exploitation
ZER 1	Riverain Ouest – Murs-et-Gélignieux
ZER 2	Riverain Est – Tremurs
ZER 3	Riverain Est – Tremurs
ZER 4	Riverain Sud - Leschaux

Tableau 30 : Emplacement des points de mesures

Résultats des mesures

Les niveaux globaux LAeq, LA90 et LA50 sont exprimés en dB(A). Tous ces niveaux sont arrondis à 0,5 dB près conformément à la norme NF S 31-010. Des fiches de mesure détaillées sont présentées en annexe.

Limite de propriété

LP 1		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	64,0	58,5	62,5	60,0	61,0	59,0	50,5	40,5	65,0
	L_{A90}	44,0	38,5	33,0	27,5	29,0	25,5	27,0	13,5	35,5
	L_{A50}	**49,5**	**43,0**	**37,0**	**32,0**	**36,0**	**33,5**	**31,5**	**23,5**	**41,5**

Tableau 31 : Résultats nocturnes au point LP 1

Zone à Émergence Réglementée

ZER 1		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	**50,5**	**46,0**	**46,5**	**39,5**	**38,0**	**35,0**	**34,0**	**26,5**	**44,5**
	L_{A90}	42,0	43,0	44,0	36,0	32,0	29,5	28,5	18,0	41,0
	L_{A50}	46,0	44,5	45,0	38,0	36,0	33,0	31,5	23,5	43,0

Tableau 32 : Résultats nocturnes au point ZER 1

ZER 2		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	53,0	50,5	**50,0**	48,5	**50,0**	45,0	44,0	35,5	53,5
	L_{A90}	41,5	33,0	30,0	32,5	30,5	27,5	34,5	21,5	39,5
	L_{A50}	**46,0**	**37,0**	**33,5**	**35,0**	**34,5**	**31,0**	**39,5**	**25,0**	**43,5**

Tableau 33 : Résultats nocturnes au point ZER 2

ZER 3		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	**52,5**	**48,0**	**37,5**	**35,5**	**35,5**	**33,0**	**43,5**	**26,5**	**46,0**
	L_{A90}	43,0	35,0	30,0	29,5	29,0	27,5	33,0	17,0	39,0
	L_{A50}	48,0	40,0	34,0	32,5	33,5	32,0	42,5	22,5	45,5

Tableau 34 : Résultats nocturnes au point ZER 3

ZER 4		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	50,5	44,5	39,5	39,0	40,5	**40,0**	47,0	37,5	50,0
	L_{A90}	43,5	37,0	33,5	33,0	33,5	33,0	36,0	30,5	42,0
	L_{A50}	**48,0**	**40,0**	**35,5**	**35,5**	**37,0**	**36,5**	**40,0**	**35,5**	**45,0**

Tableau 35 : Résultats nocturnes au point ZER 4

Analyse

Les mesures en Zone à Emergence Réglementée ainsi qu'en limite de propriété de la future zone d'extraction ont été réalisées hors période du midi, pour que les niveaux mesurés ne soient pas impactés par le trafic de la route D992.

Ci-dessous le tableau récapitulatif des niveaux résiduels mesurés en dB(A) en période hivernale (février 2021) et période estivale (juin 2023) aux points de mesure :

Point	Campagne février 2021		Campagne juin 2023	
	Indice	Niveau résiduel	Indice	Niveau résiduel
LP 1	-	-	L_{A50}	**41,5**
ZER 1[4]	L_{A50}	**42,0**	L_{Aeq}	**44,5**
ZER 2	L_{A50}	-	L_{A50}	**43,5**
ZER 3	L_{A50}	-	L_{Aeq}	**46,0**
ZER 4	-	-	L_{A50}	**45,0**

[4] Seul l'emplacement en ZER 1 était identique sur les deux campagnes de mesure

Tableau 36 : Niveaux résiduels

II.D.2 Poussières

II.D.2.a Contraintes imposées par la réglementation applicable

L'arrêté du 22 septembre 1994 (modifié par l'arrêté du 30 septembre 2016)
Relatif aux exploitations de carrière et portant notamment sur les dispositions applicables en termes de rejets de poussières

L'article 19.5 de l'arrêté du 30 septembre 2016 stipule que : « *Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.* »

L'article 19.6 stipule que : « Le plan de surveillance comprend :

- Au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- Le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- Une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. »

L'article 19.7 stipule que « L'objectif à atteindre est de 500 mg/ m²/ jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. ».

II.D.2.b Cas de la carrière de Courdan

La production maximale annuelle actuellement autorisée est de 60 000 t/an.

De plus, la société CARRIERE MBTP exploite une carrière en eau.

Aucun plan de surveillance des émissions de poussières n'a été mis en place.

II.D.3 Vibrations et projections

Aucune vibration ou projection particulière n'a été identifiée au droit de ce secteur.

II.D.4 Emissions lumineuses

Le site proprement dit est dépourvu de toutes émissions lumineuses, hormis l'éclairage des engins agricoles en période hivernale.

II.D.5 Les risques naturels et technologiques

Le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES), en partenariat avec le Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM) ont élaboré une plateforme permettant de déterminer les risques à l'échelle communale.

Les différents thèmes sont traités dans les paragraphes suivants.

II.D.5.a Les risques naturels

Le risque « Inondation »

La commune de Murs-et-Gélignieux est concerné par le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, approuvé le 16 août 1972.

Un courrier ayant pour objet de « *porter à votre connaissance le nouvel aléa inondation du Rhône* » à l'intention des maires a été envoyé le 24 octobre 2013.

Il précise que les informations concernant l'aléa inondation ont été actualisées et qu'une nouvelle carte pour le Rhône a été réalisée.

En effet, la note de principe « Prévention du risque inondation en vallée du Rhône à l'amont de Lyon », réalisé à la suite du porter à connaissance du 24 octobre 2013, précise que « *La cartographie réglementaire du risque inondation en vallée du Rhône à l'amont de Lyon est actuellement assurée par des plans de prévention des risques d'inondation (PPRi) ou par le plan de surfaces submersibles (PSS) créé par décret du 16 août 1972, […]. Mais sa zone réglementée ne tient pas compte des aménagements CNR réalisés postérieurement. En outre, ses dispositions n'ont pas la capacité réglementaire suffisante pour assurer un bon niveau de prévention.* »

« *Les documents réglementaires en vigueur (PPRI, PSS) demeurent valides. Cependant, les éléments de la présente note relatifs à la détermination et la prise en compte de l'aléa, doivent s'imposer.* »

La carte des zones inondables du Rhône amont, pour la commune de Murs-et-Gélignieux, est présentée en page suivante.

Le projet se trouve dans la bande de sécurité de 100 m, derrière le contre-canal.

La note de principe précise : « *l'urbanisation est alors interdite sur une bande de sécurité de 100 m en arrière du contre-canal ; pour les établissements sensibles ou de secours, cette interdiction est étendue à toute la zone inondable à l'arrière de la digue.* »

Le projet de carrière ne correspond pas à une urbanisation du site.

Un arrêté « prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles "inondation du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain" sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, et la révision des plans de prévention des risques naturels prévisibles sur les communes de BREGNIER-CORDON et GROSLEE-SAINT-BENOIT » a été prescrit le 9 janvier 2020.

Ce plan de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », a été soumis à enquête publique du 2 janvier 2024 au 2 février 2024.

Un extrait est présenté en page suivante.

Le risque « Mouvement de terrains »

Aucun mouvement de terrain n'a été recensé au droit des terrains concernés par le projet d'extension ou en périphérie.

Le risque « Sismicité »

En application du décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, le secteur d'étude est classé en zone de sismicité 4 (moyenne). (5 zones de sismicité croissante très faible, faible, modéré, moyen et fort)

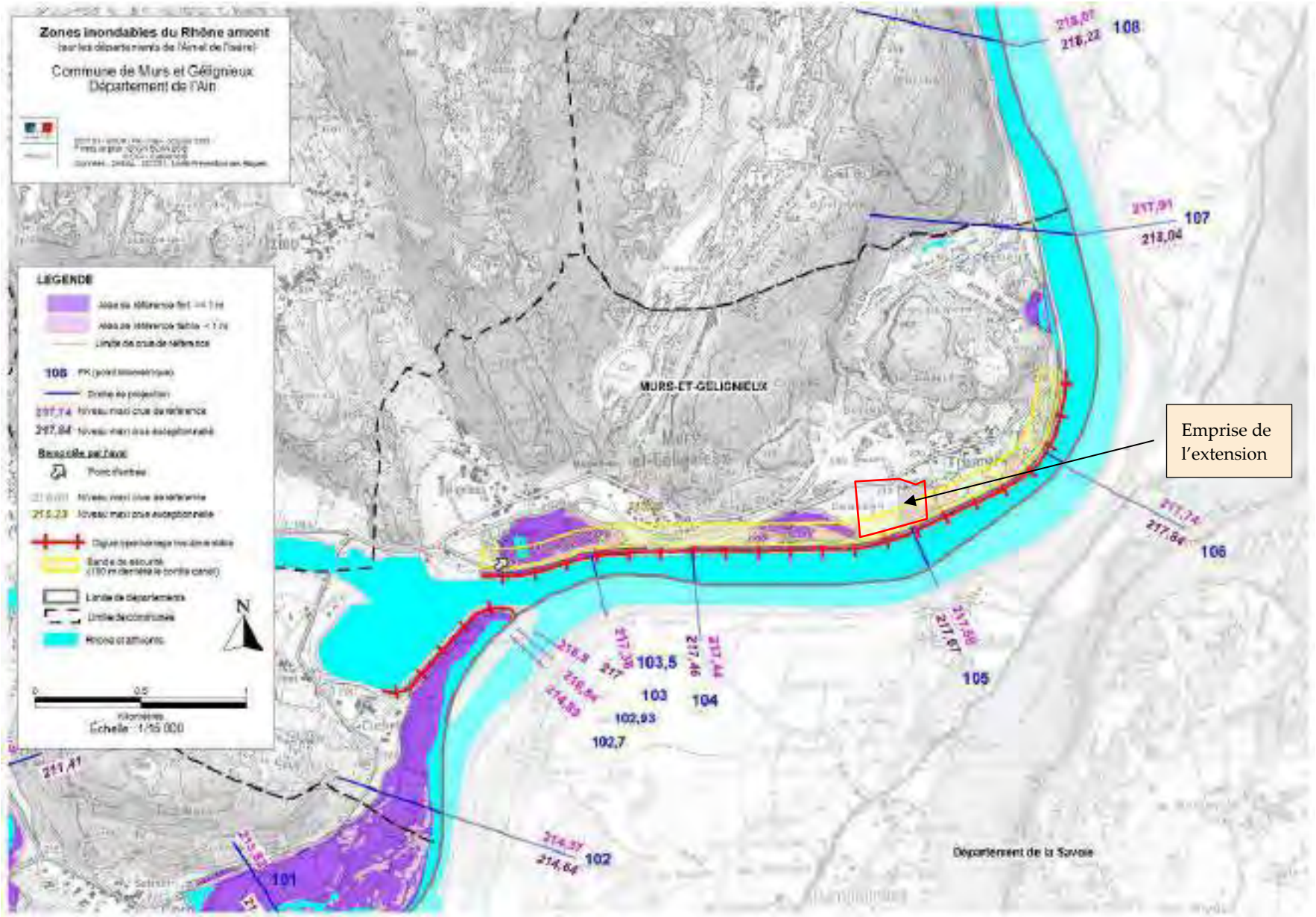


Figure 41 : Zones inondables du Rhône Amont - Murs-et-Gélignieux

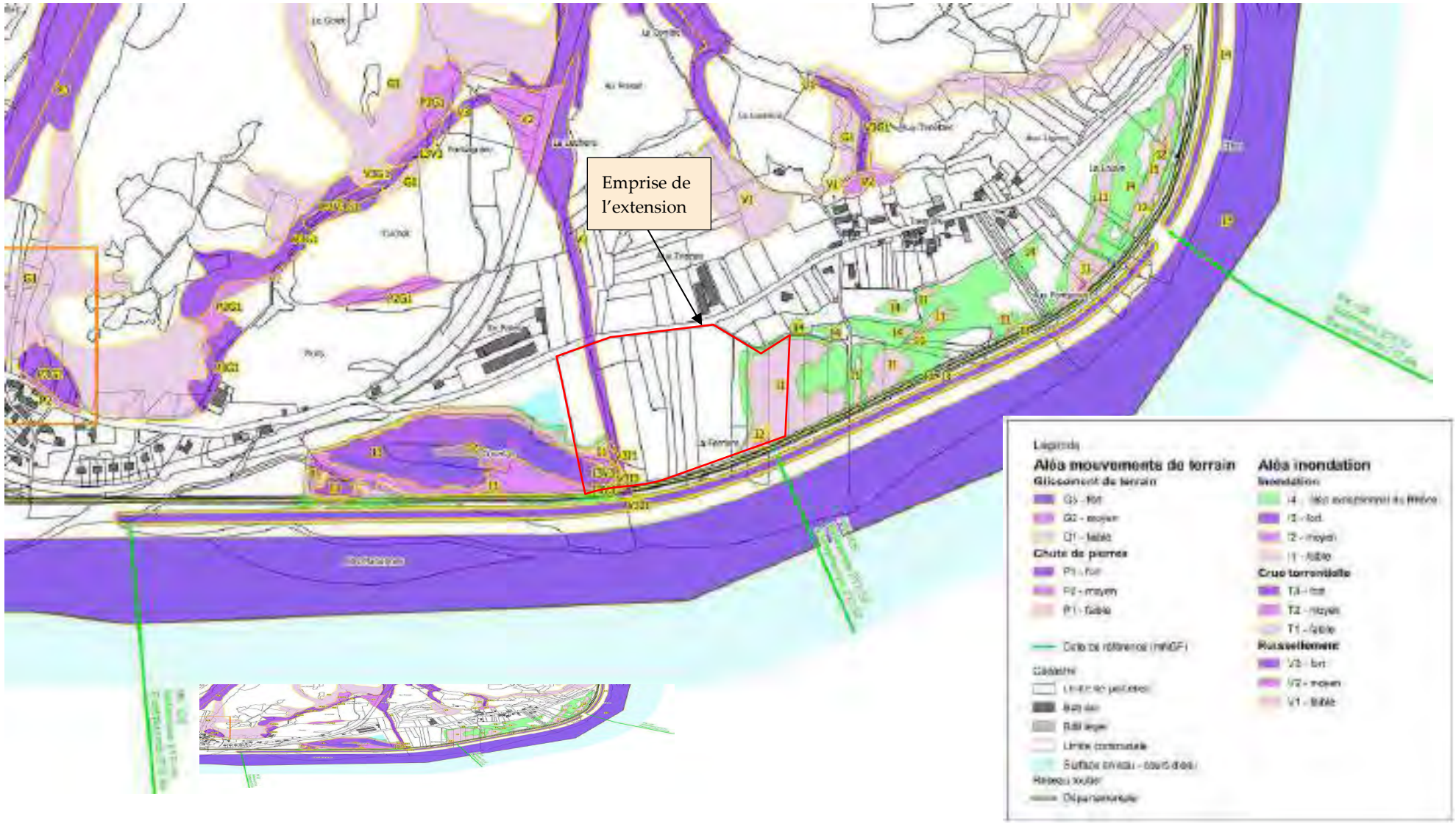


Figure 42 : Plans de prévention des risques « inondations du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain », soumis à enquête publique

Le risque « Retrait et gonflement des argiles »

Le retrait par assèchement des sols argileux lors d'une sécheresse prononcée et/ou durable produit des déformations de la surface des sols (tassements différentiels). Il peut être suivi de phénomènes de gonflement au fur et à mesure du rétablissement des conditions hydrogéologiques initiales ou plus rarement de phénomènes de fluage avec ramollissement.

La totalité du site est classé en zone d'aléa dit « Faible ».

La carte présentée en page suivante illustre cet aspect.

Le risque « Minier »

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Minier (PPRM).

Le risque « Feux de forêt »

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun Plan Départemental de Protection des Forêts contre l'Incendie (P.D.P.F.C.I.).

II.D.5.b Les risques industriels

Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Les PPRT sont des plans qui organisent la cohabitation des sites industriels à risques et des zones riveraines.

Ils ont vocation, par la mise en place de mesures préventives sur les zones habitées et sur les sites industriels, à protéger les vies humaines en cas d'accident.

L'objectif d'un PPRT est d'apporter une réponse aux situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements Seveso seuil haut existants, à des fins de protection des personnes.

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun PPRT.

Transport de matière dangereuse

Une matière dangereuse est une substance qui, par ses caractéristiques physico-chimiques, toxicologiques, ou bien par la nature des réactions qu'elle est susceptible de produire, peut présenter des risques pour l'homme, les biens et/ou l'environnement.

Il existe une grande variété de matières dangereuses dont la majeure partie (80%) est destinée à des usages industriels. Les matières dangereuses peuvent être acheminées par :

- Canalisation ;
- Voie routière ;
- Voie ferrée ;
- Voie fluviale.

Aucune canalisation de matières dangereuse n'a été identifiée dans le secteur d'étude.

Figure 43 : Cartographie matérialisant l'aléa « retrait et gonflement des argiles » (Echelle 1/15 000e)



Rupture de digue ou de barrage

De nombreux barrage ont été construits sur le Rhône.

Le barrage le plus proche de la carrière est celui de Champagneux, situé à environ 2,2 km, en aval hydraulique.

Le long du Rhône, une digue de type barrage insubmersible est présente, au Sud du projet.

Une partie du projet d'extension se situe dans la bande de sécurité de 100 m comme le montre la carte présentée en page 80.

La note de gestion des actes d'urbanisme, qui fait suite au porter à connaissance du 24 octobre 2013, précise :

« Une digue protège la zone de l'inondation sans communication avec le fleuve :

- *Soit la digue est un ouvrage de protection assimilé à un barrage (cas des digues CNR dites millénales) ; l'urbanisation est alors interdite sur une bande de sécurité de 100 m en arrière du contre-canal ; pour les établissements sensibles ou de secours, cette interdiction est étendue à toute la zone inondable à l'arrière de la digue.*
  Toutefois, dans quelques cas particuliers, la non-submersion de la zone est conditionnée au fonctionnement d'ouvrages de relèvement des eaux arrivant du bassin versant, qui peuvent connaître des défaillances. Dans ces cas la zone sera considérée inondable de la même façon que si il n'y avait pas de digue et avec application des règles attachées à la bande de sécurité ; »

La digue étant assimilée à un barrage, l'urbanisme est donc interdit dans la bande de sécurité.

Aucune construction ne sera réalisée au droit du projet.

Une éventuelle rupture de cette digue aurait peu de conséquence sur la future carrière.

II.D.6 Patrimoine culturel et archéologique

II.D.6.a Patrimoine culturel

Aucun monument classé ou inscrit au titre de la protection des Sites et Monuments n'a été recensé sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Dans le secteur étudié, il n'existe aucun monument classé ou inscrit (au titre de la protection des Sites et Monuments) qui soit situé dans un périmètre inférieur à 500 m autour de l'emprise du projet.

Les monuments historiques les plus proches du projet sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Commune	Désignation	Numéro d'inventaire	Date de protection	Localisation par rapport au projet	
				Distance	Direction
Brégnier-Cordon	Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme	PA00116349	13 juin 1913	3 250 m	Ouest
	Abri sous roche dit Grotte préhistorique de Lievrin	PA00116350	13 juin 1913	3 375 m	Ouest
Izieu	Maison dite des Enfants d'Izieu, ou maison d'Izieu, mémorial des enfants juifs exterminés	PA00116609	26 mars 1991	3 250 m	Nord-Ouest

Tableau 37 : Liste des monuments historiques en périphérie du projet

Les monuments historiques les plus proches (Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme et la Maison dite des Enfants d'Izieu) se trouvent localisés à une distance d'environ 3 250 m de la limite cadastral Ouest du projet.

L'extrait de la carte aérienne, présentée en page suivante, illustre la position de ce site par rapport au projet.

Figure 44 : Localisation des monuments historiques
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Monuments historiques

II.D.6.a Patrimoine archéologique

Zones de présomption de prescriptions archéologique (ZPPA)

Les Zones de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA) ont été créées par la loi du 1er août 2003 relative à l'archéologie préventive.

Elles se substituent aux zones de saisine instituées par la loi de 2001 qui elles-mêmes succédaient aux périmètres de protection archéologique pris dans le cadre du décret 86-192.

Les Zones de Présomption de Prescription Archéologique sont des zones dans lesquelles les travaux d'aménagement soumis à autorisation et les zones d'aménagement concertés (ZAC) de moins de trois hectares peuvent faire l'objet de prescription d'archéologie préventive.

Les ZPPA ont une portée réglementaire. Elles sont définies par un arrêté du préfet de région pour chaque commune concernée (Code du patrimoine, art. L. 522-5).

Aucune ZPPA n'a été identifiée dans un rayon de 3 km autour du projet.

Archéologie

Une demande de renseignement a été adressée au service « Archéologie » de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) Auvergne Rhône-Alpes.

De nombreux sites archéologiques sont répertoriés par la DRAC, dans le secteur d'étude.

Les vestiges archéologiques situé à moins de 1 000 m du projet sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Commune	Numéro	Désignation	Vestiges	Datation	Situation par rapport au site	
					Distance	Direction
Murs-et-Gélignieux	01 268 0005	Le Château de Murs	Maison forte	/	520 m	Ouest
	01 268 0009	Grotte de Murs	Foyer	/	600 m	Ouest
	01 268 0003	/	Dépôt monétaire	/	1 000 m	Ouest

Tableau 38 : Liste des vestiges archéologiques les plus proches du projet

L'extrait de la vue aérienne ci-après précise la position de ces vestiges.

II.D.6.b Sites inscrits ou classés

Sites inscrits

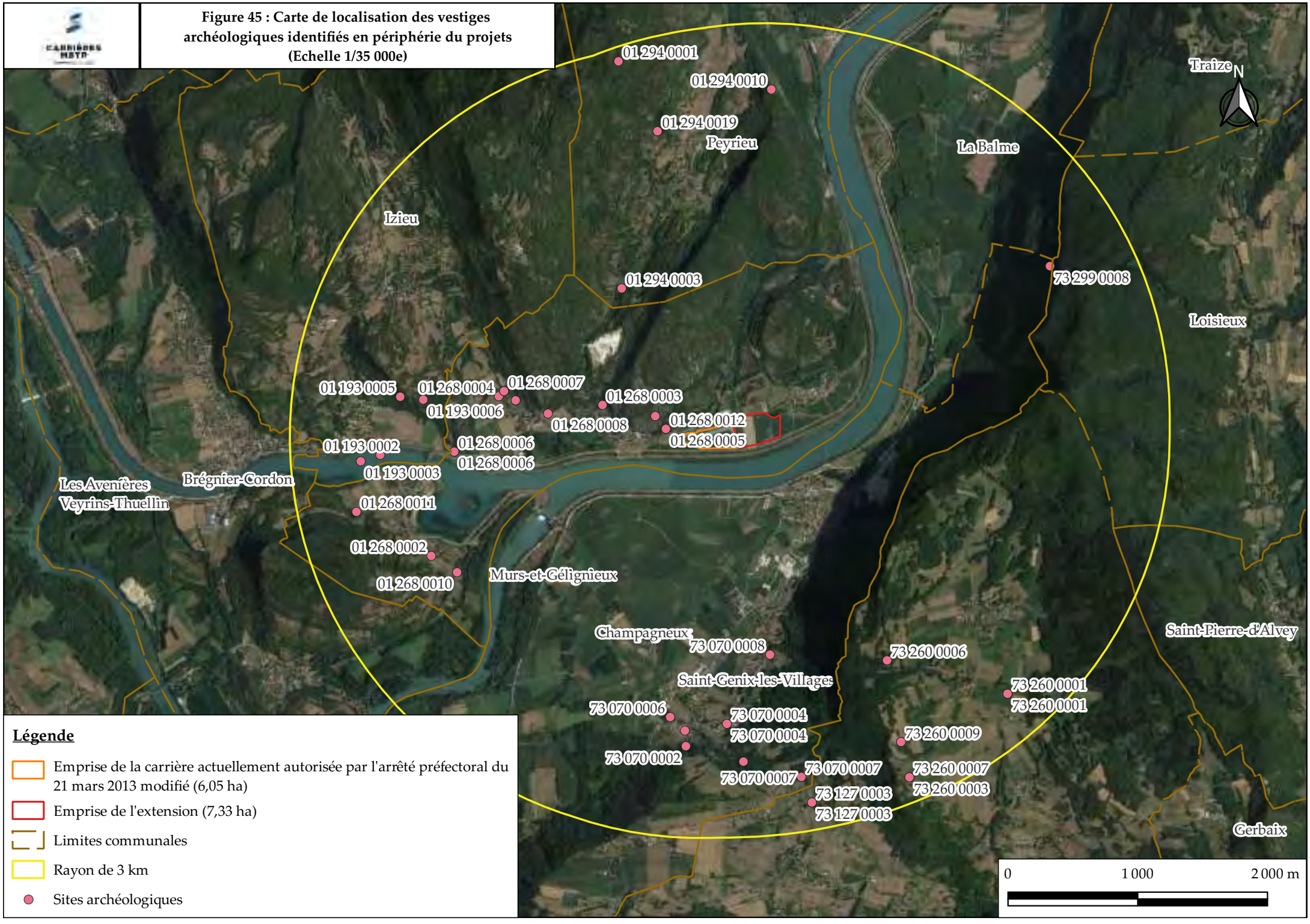
Plus de 700 sites, naturels ou bâtis, sont actuellement inscrits en Auvergne-Rhône-Alpes sur les « listes départementales des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente un intérêt général ».

La plupart ont été inscrits entre 1930 et 1950. L'inscription constituait à la fois un inventaire et une mesure de surveillance en vue d'un classement ultérieur de ces sites. En réalité, seule une partie des sites inscrits a été effectivement classée.

Pour d'autres, le maintien de l'inscription constitue une protection suffisante : en site inscrit, tout projet de travaux doit être porté à la connaissance de l'administration 4 mois à l'avance, ce qui peut lui donner le temps de s'assurer de leur conformité avec l'intérêt paysager du site.

D'après les bases de données de la DREAL Auvergne – Rhône-Alpes, aucun site inscrit n'a été recensé dans un rayon de 3 km autour du projet.

Figure 45 : Carte de localisation des vestiges archéologiques identifiés en périphérie du projets (Echelle 1/35 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Rayon de 3 km
- Sites archéologiques

Sites classés

Un site classé est un paysage exceptionnel, considéré comme l'un des plus beaux de France. A ce titre, il appartient au patrimoine national. Moins de 2 % du territoire est classé. Cette politique a inspiré le dispositif « patrimoine mondial de l'Unesco ».

D'après les bases de données de la DREAL Auvergne – Rhône-Alpes, aucun site classé n'a été recensé dans un rayon de 3 km autour du projet.

II.D.6.c Les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)

Les sites patrimoniaux remarquables (SPR) correspondent :

- A des villes, des villages ou des quartiers dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue historique, architectural, archéologique, artistique ou paysager, un intérêt public ;
- A des espaces ruraux et paysages qui forment avec ces villes, villages ou quartiers un ensemble cohérent, ou qui sont susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur.

Les SPR sont classés par :

- Décision du ministre chargé de la culture, sur proposition ou après accord de la collectivité ou l'établissement compétent en matière de plan local d'urbanisme (PLU, PLUi), document en tenant lieu ou carte communale et, le cas échéant, consultation de la ou des communes concernées ;
- Décret en Conseil d'Etat en cas d'absence d'accord de la collectivité ou de l'établissement compétent en matière de PLU(i), document en tenant lieu ou carte communale.

Les SPR les plus proches du projet sont présentés dans le tableau suivant.

Commune	Désignation	Numéro d'inventaire	Date de protection	Localisation par rapport au projet	
				Distance	Direction
Brégnier-Cordon	Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme	PA00116349	13 juin 1913	3 250 m	Est
	Abri sous roche dit Grotte préhistorique de Lievrin	PA00116350	13 juin 1913	3 375 m	Est
Izieu	Maison dite des Enfants d'Izieu, ou maison d'Izieu, mémorial des enfants juifs exterminés	PA00116609	26 mars 1991	3 250 m	Nord-Ouest

Tableau 39 : Liste des Sites Patrimoniaux Remarquable dans le secteur d'étude

II.D.7 Biens matériels

Les biens matériels sont de deux types :

- Les biens collectifs, utilisés par les usagers de la commune, telles que la route départementale D 992 ;
- Les biens privés, constitués par les habitations privatives.

Ces éléments sont par ailleurs détaillés dans les chapitres suivants.

II.D.8 Les Espaces Boisés Classés

Les espaces boisés classés ont pour objectif la protection ou la création de boisements ou d'espaces verts, particulièrement en milieu urbain ou péri-urbain.

Ils concernent les bois, forêts et parcs, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, qu'ils soient enclos ou non et attenants ou non à des habitations.

Ce classement peut également s'appliquer à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements.

Le classement en espaces boisés empêche les changements d'affectation ou les modes d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Il est fait exception à ces interdictions pour l'exploitation des produits minéraux importants pour l'économie nationale ou régionale, et dont les gisements ont fait l'objet d'une reconnaissance par un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé avant le 10 juillet 1973 ou par le document d'urbanisme en tenant lieu approuvé avant la même date.

Dans ce cas, l'autorisation ne peut être accordée que si le pétitionnaire s'engage préalablement à réaménager le site exploité et si les conséquences de l'exploitation, au vu de l'évaluation environnementale, ne sont pas dommageables pour l'environnement.

La commune de Murs-et-Gélignieux dispose d'une carte communale qui n'identifie aucun espace boisé classé.

Dans le cadre du projet d'extension, aucun espace boisé ne sera touché.

II.D.9 Tourisme

L'attractivité touristique du secteur réside en la présence du port de plaisance de Murs-et-Gélignieux et du camping, situés à environ 1 900 m à l'Ouest du projet.

La piste cyclable ViaRhôna est localisée à environ 350 m au Sud du projet, sur l'autre rive du Rhône.

La localisation de ces sites est présentée en page suivante.

Le projet est situé en retrait de toutes zones touristiques éventuelles.

II.D.10 Itinéraire(s) de randonnée

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) recense, dans chaque département, des itinéraires ouverts à la randonnée pédestre, et éventuellement équestre.

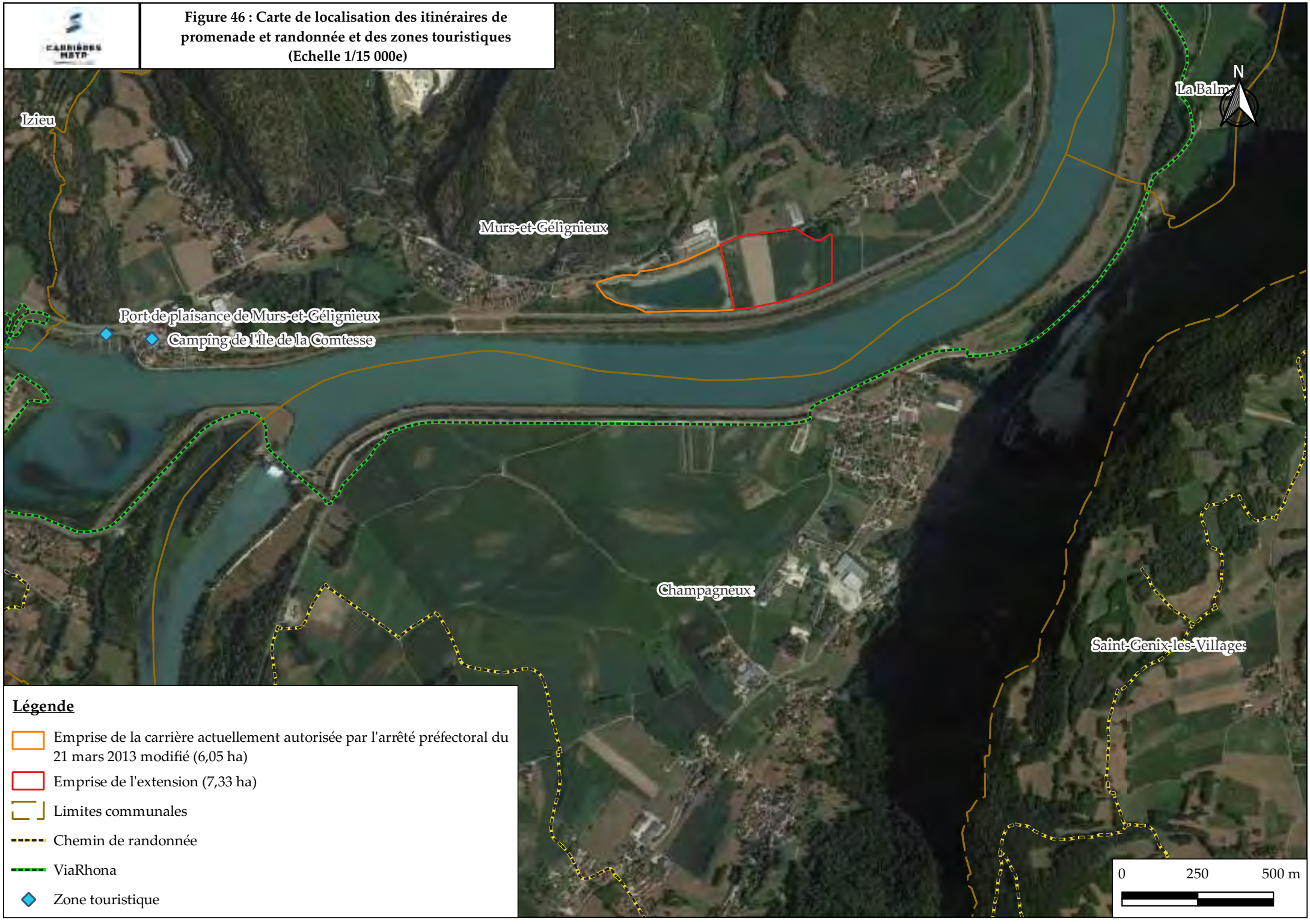
Chaque conseil général doit établir un PDIPR en application de l'article L.361-1 du Code de l'Environnement. La Fédération Française de Randonnée (FFR) confie la gestion de l'ensemble des itinéraires aux comités départementaux.

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Ain et de la Savoie a été consulté afin d'identifier les différents IPR présents dans le secteur d'étude.

La carte présentée en page suivante illustre l'emplacement des itinéraires de promenade et de randonnée.

L'itinéraire de promenade et de randonnée le plus proche du projet est situé à 1 180 m au Sud-Ouest, sur la rive du Rhône opposée.

Figure 46 : Carte de localisation des itinéraires de promenade et randonnée et des zones touristiques (Echelle 1/15 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Chemin de randonnée
- ViaRhona
- Zone touristique

II.E Paysage et perceptions visuelles

II.E.I Contexte paysager régional et départemental

Le thème du paysage est souvent évoqué en tant que concept général. L'article L.110-1 du Code de l'Environnement le décrit de la manière suivante : « *Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation. Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général* ».

La méthode retenue a été de conserver les acquis d'un précédent travail réalisé par la Direction Régionale de l'Environnement en 1996 (typologies et dynamiques des paysages) et de privilégier une approche typologique actualisée.

La région est ainsi découpée en 302 unités paysagères géomorphologiques, classées en 7 grandes familles qui correspondent à des degrés croissants d'occupation humaine du territoire sans hiérarchie de valeur.

La cartographie présentée en page suivante illustre la répartition des familles de paysage.

L'Ain est considéré comme un département de tradition rurale :

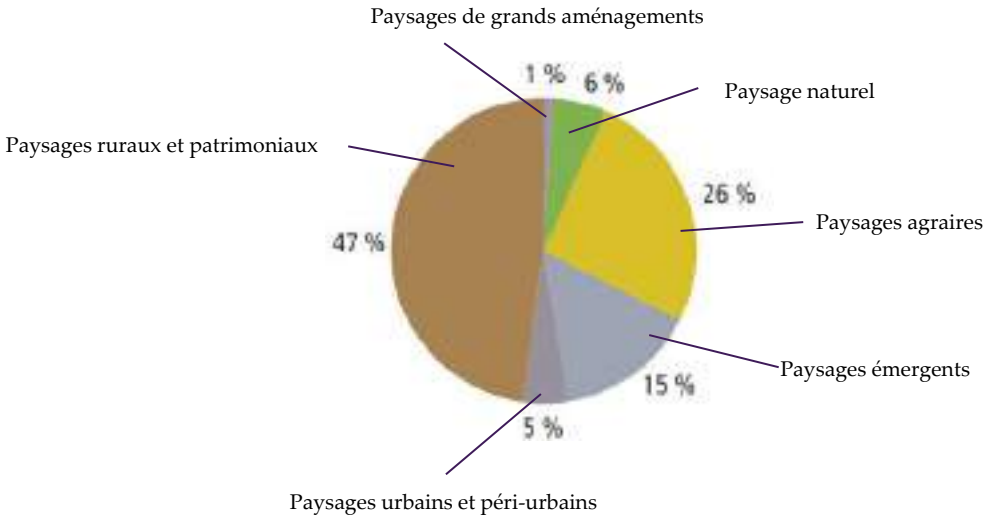


Figure 47 : Répartition des paysages dans l'Ain

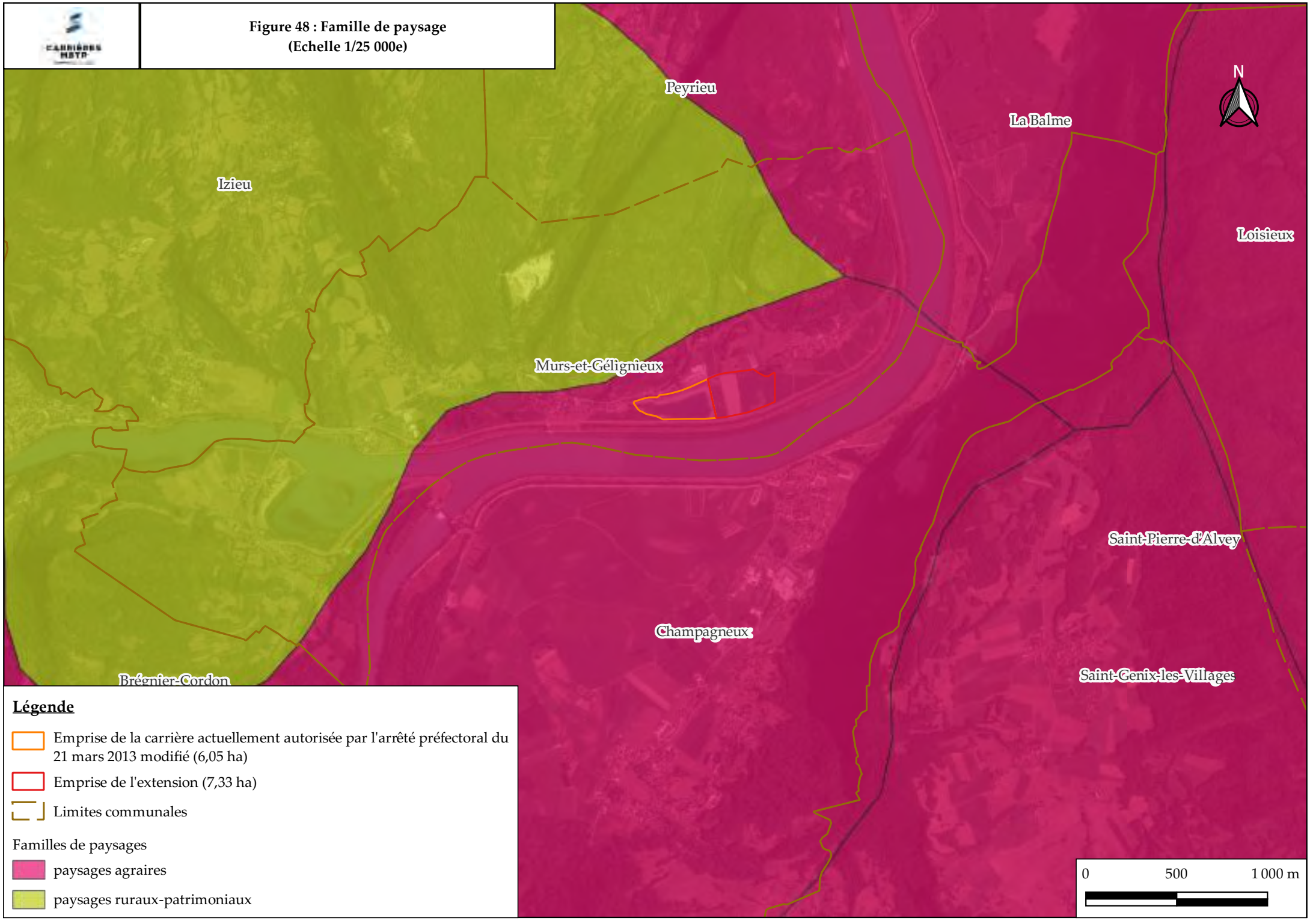
Cet atlas paysager classe le secteur d'étude dans la famille des paysages agraires.

Plus particulièrement, le secteur d'étude se situe dans l'unité paysagère suivante.

Famille de paysage	Identifiant	Intitulé
Agraire	191 – l - s	Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières

Tableau 40 : Identification du paysage local

Figure 48 : Famille de paysage
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Familles de paysages

- paysages agraires
- paysages ruraux-patrimoniaux

II.E.I Caractéristiques du paysage « Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières »

II.E.I.a Identification

Les massifs du Bugey et de la Chartreuse constituent l'arrière-plan de ce paysage, dominé par le Rhône.

Le fleuve est bordé de part et d'autre par des forêts et des prairies humides.

La plaine, drainée par un système complexe de canaux et fossés à peine visibles, est occupée par l'agriculture partout où l'espace, trop humide, n'est pas réservé aux peupleraies.

L'accès aux méandres et aux îles du grand fleuve est difficile, et les barrières végétales des peupleraies masquent la vue.

Sur le reste du territoire, les haies dessinent les parcelles, souvent closes à des fins d'élevage de bétail.

Autre élément diffus, l'habitat, dont l'étalement est très marqué, y compris aux abords du Rhône.

Le territoire des Avenières a conservé son caractère agricole mais le mitage se répand, au gré des terrains à vendre. De nombreux corps de ferme et de grosses maisons de pisé recouvertes de tuiles à écailles apportent une touche pittoresque et rurale mais les constructions nouvelles gagnent du terrain ; en ne respectant pas la topographie des terrains ni les matières naturelles locales, elles banalisent le paysage.

Des pressions s'exercent sur les terres agricoles et sur les marais et les zones humides, dont la valeur écologique pèse peu face à la valeur foncière.

II.E.I.b Qualification

L'urbanisation grignote cependant sur les terres agricoles, servie par le développement des axes de transport ; la plupart des communes et notamment Les Avenières, qui bénéficient de la proximité de l'autoroute A43, attirent un nombre croissant d'habitants. Venus chercher le calme de la campagne et les points de vue depuis les coteaux, ils s'installent précisément sur les hauteurs, de manière dispersée, créant des ruptures et des fermetures sur les paysages de la plaine.

Les terres agricoles ont peu d'arguments pour résister, à moins de stratégies volontaristes de développement de nouveaux modèles d'occupation agricole et d'entretien du territoire.

Du côté du Rhône, où la pression foncière est moins forte du fait de l'éloignement des grands axes, c'est le contact entre l'homme et le fleuve qu'il faut repenser. L'ambiance fluviale est inexistante, peu de mises à l'eau en cœur de village, peu d'embarcations, etc…

II.E.I.c Transformations paysagères

Entourées jusqu'au Moyen-Age par les eaux du Rhône, territoire frontalier, Les Avenières ont été longtemps un point de passage vers le duché de Savoie, alors indépendant.

L'histoire géopolitique a façonné le développement de ce territoire, comme à Aoste par exemple.

Sur les hauteurs, les logiques agricoles ont changé, pour passer du pré (élevage) au labour (cultures), dans une logique plus intensive avec de grandes parcelles dédiées au maïs.

Entre les champs, le mitage gourmand en espace finit par créer des continuités urbaines préjudiciables au caractère rural de ce territoire.

Aujourd'hui, la plupart des communes ont développé des activités industrielles (textile, petite mécanique, plastique, alimentaire), servies par un réseau routier dense et la proximité de l'autoroute. Elles jouent aussi la carte du tourisme vert et de porte d'entrée vers les montagnes.

Cependant, la vie avec le fleuve s'est étiolée et l'homme se désintéresse de cet imposant voisin. Il ne sait plus composer avec, laissant la plaine occupée par une mer de peupleraies.

La capacité d'absorption d'aménagements est forte en raison précisément de son caractère composite et des nombreuses vues fermées.

Témoin, l'installation en 1994 d'un grand parc d'attractions, sur 35 hectares ; masqué par la végétation, il ne détériore pas l'ambiance paysagère. Ses impacts bénéfiques –source de développement économique – l'emporte sur les effets collatéraux – et ne devraient pas être un prétexte à une urbanisation intensive.

II.E.1.d Objectifs de qualité paysagère

Il est essentiel que le bâti se confine aux microreliefs et aux buttes, pour conserver la structure paysagère du lit du Rhône comme zone agricole.

A ce titre, la préservation de la polyculture – pour éviter la banalisation d'une culture intensive dominée par le maïs par exemple -, de prairies d'élevage et de zones humides forment un enjeu important sur la Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon.

Les lônes qui, avec leurs eaux stagnantes, présentent un écosystème riche, font l'objet d'initiatives de préservation.

Quant au Rhône lui-même, il peut être au cœur d'un important projet paysager, pour valoriser ses berges et aménager son accessibilité, travailler sur une mise en valeur et une ambiance visuelle.

II.E.2 Caractéristiques des composantes du paysage communal

II.E.2.a Le Rhône

Le Rhône est l'élément marquant du paysage local.

D'une longueur de 812 km, il prend sa source au niveau du glacier du Rhône, en Suisse et fini son parcours dans la Méditerranée, après s'être divisé en deux au niveau de la ville de Arles (13).

Situé entre le Bas-Bugey et le mont Tournier, ce fleuve a entrainé le dépôt d'alluvions, formant une vaste plaine.

Son lit a été dévié et canalisé, entre deux digues.

Au niveau de Brégnier-Cordon, en aval du projet, un canal a été creusé pour permettre la construction d'un barrage.

Cet aménagement a entraîné la création du plan d'eau de Cuchet et du port de plaisance, favorisant le tourisme nautique dans la région.

II.E.2.b Les zones cultivées et les prairies

Les paysages agraires sont ceux que l'on assimile d'abord à des espaces façonnés et gérés par l'activité agricole, habités visiblement par l'homme de façon permanente.

L'activité humaine se traduit par la présence de champs cultivés, de prairies clôturées, de haies bocagères, de constructions ou d'ensembles bâtis.

Le mode d'assemblage de ces éléments constitue des structures paysagères complexes, qui varient selon la géographie et l'histoire locale. Ce type de paysage se rencontre essentiellement à flanc de relief.

En cohérence avec leur vocation productive, les paysages agraires présentent une certaine évolutivité et capacité d'absorption des modifications physiques.

Le faible dénivelé et la présence d'eau à faible profondeur dans la plaine du Rhône rendent les terrains agricoles présents entre les deux massifs, propices aux cultures céréalières.

II.E.2.c Les massifs boisés

La forêt couvre un tiers du territoire en Rhône-Alpes, soit 1 500 000 hectares. La région Rhône-Alpes est la première région productrice de bois en France. La récolte forestière est estimée à :

- 2 000 000 m³ de bois d'œuvre
- 254 000 m³ de bois d'industrie ;
- 400 000 à 1 000 000 m³ de bois de feu.

Les peuplements forestiers sont très variés, depuis les cembraies d'altitude jusqu'aux saulaies des bords du Rhône, en passant par les pessières et les sapinières de montagne, les hêtraies et les pinèdes xérophiles, les châtaigneraies et les chênaies des collines, les peupleraies des grandes vallées.

Les reliefs accidentés sont essentiellement occupés par la forêt, alors qu'agriculture et urbanisation occupent la plaine.

Dans l'ensemble, la surface forestière augmente, surtout dans les massifs où elle est déjà très présente, au rythme de 6 000 ha par an.

Cette situation modifie la perception du territoire, avec une progression de la forêt dans des zones abandonnées par l'agriculture et une fermeture du paysage sur les massifs montagneux.

Les massifs boisés sont très présents dans le secteur d'étude, constituant un élément marquant du paysage.

Les haies bocagères sont particulièrement développées le long du Rhône.

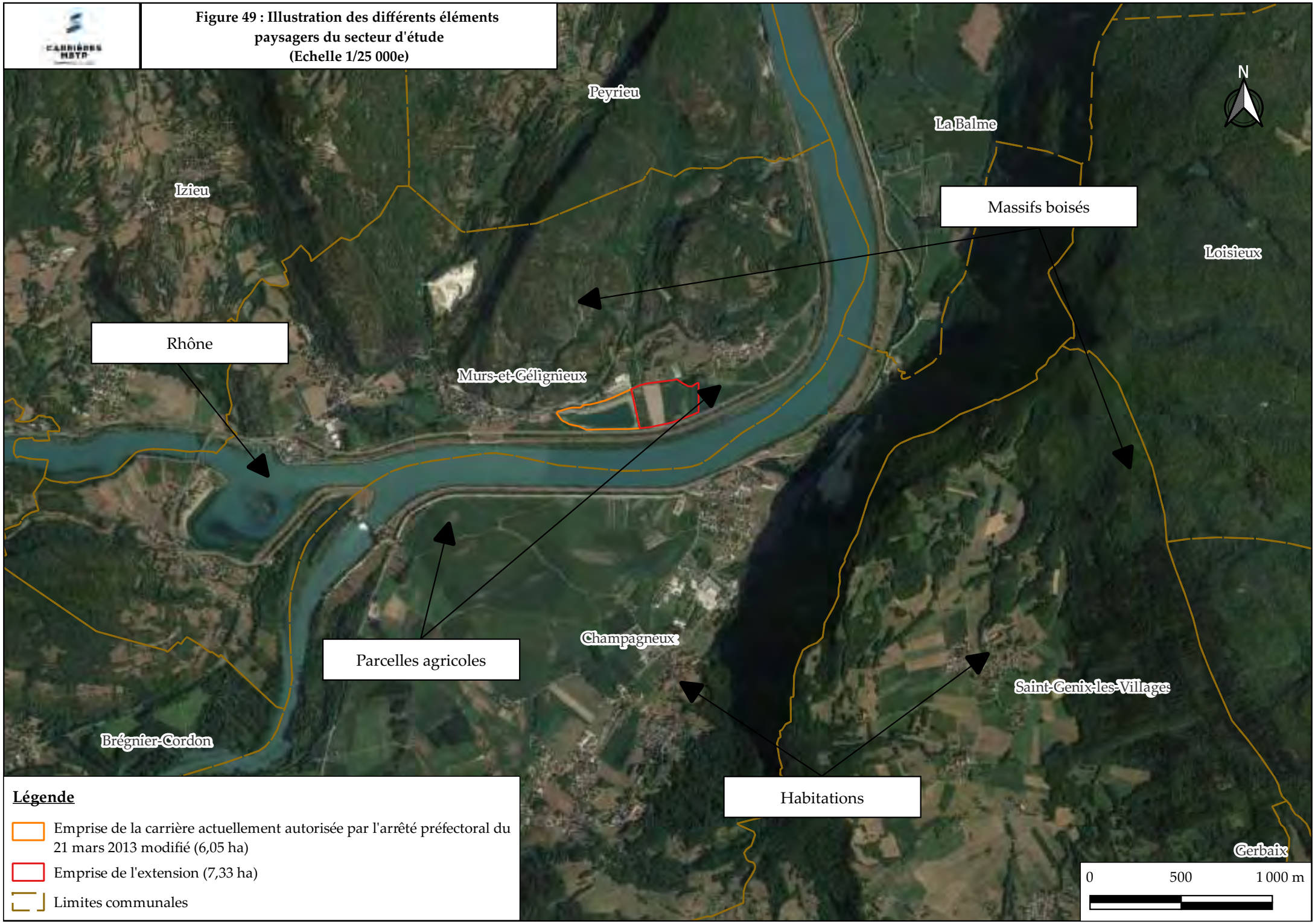
La couleur, plus foncée de cette unité paysagère spécifique, offre un contraste visuel avec les prairies environnantes de couleur claire et le bleu du Rhône.

II.E.2.d Les zones d'habitats

A l'échelle de la commune de Murs et Gélignieux, il est possible de distinguer deux catégories d'habitat :

- L'habitat concentré : Ce type d'habitat correspond essentiellement aux bourgs historiques de Murs et de Gélignieux (aujourd'hui regroupé pour former une même commune) où la concentration de la population est la plus importante. La plupart du temps, il s'agit d'un bourg historique à partir duquel s'est développé le type d'habitat dispersé.
- L'habitat dispersé : Il s'agit essentiellement de hameaux (ou de maisons isolées), comme ceux « Tremurs », « Cuchet », « Massilieu ». Ils sont peu nombreux sur le territoire de la commune de Murs et Gélignieux.

Figure 49 : Illustration des différents éléments paysagers du secteur d'étude (Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

II.E.3 Perceptions visuelles

La notion de perception visuelle dépend de nombreux critères qui peuvent être rappelés brièvement :

- Le mode de perception : statique ou dynamique ;
- L'éloignement : perception rapprochée ou éloignée ;
- Le mode de vue : rasante ou plongeante, directe ou ponctuelle.

II.E.3.a Carte de visibilité potentielle

La carte de visibilité, permettant d'estimer les zones d'où le site est potentiellement perceptible est présentée en page suivante

Elle a été réalisée à partir d'un MNT 25 m. Elle ne tient pas compte de la végétation ou des habitations qui peuvent réduire les perceptions visuelles.

D'après la carte, les zones les plus susceptible de percevoir le site sont :

- Le hameau de Tremurs ;
- Les habitations localisées sur le territoire de la commune de Champagneux et situées au pied du massif ;
- Le hameau du Cuchet.

Le secteur d'étude a été parcouru afin d'appréhender les zones ayant des perceptions visuelles du site.

II.E.3.b Perception dynamique du site

La perception visuelle dynamique du site a été appréciée en empruntant les routes alentours de la zone d'étude afin de repérer les points de vue qui s'offrent à l'usager depuis ces routes.

Les axes routiers proches du projet d'extension sont les suivants :

- Les voies communales et départementales reliant les différents hameaux du secteur d'étude ;
- La route départementale D 992 et la voie communale appelée « route de Mortillet » encadrant la carrière.

La carte présentée en page 99 illustre la position des prises de vue.

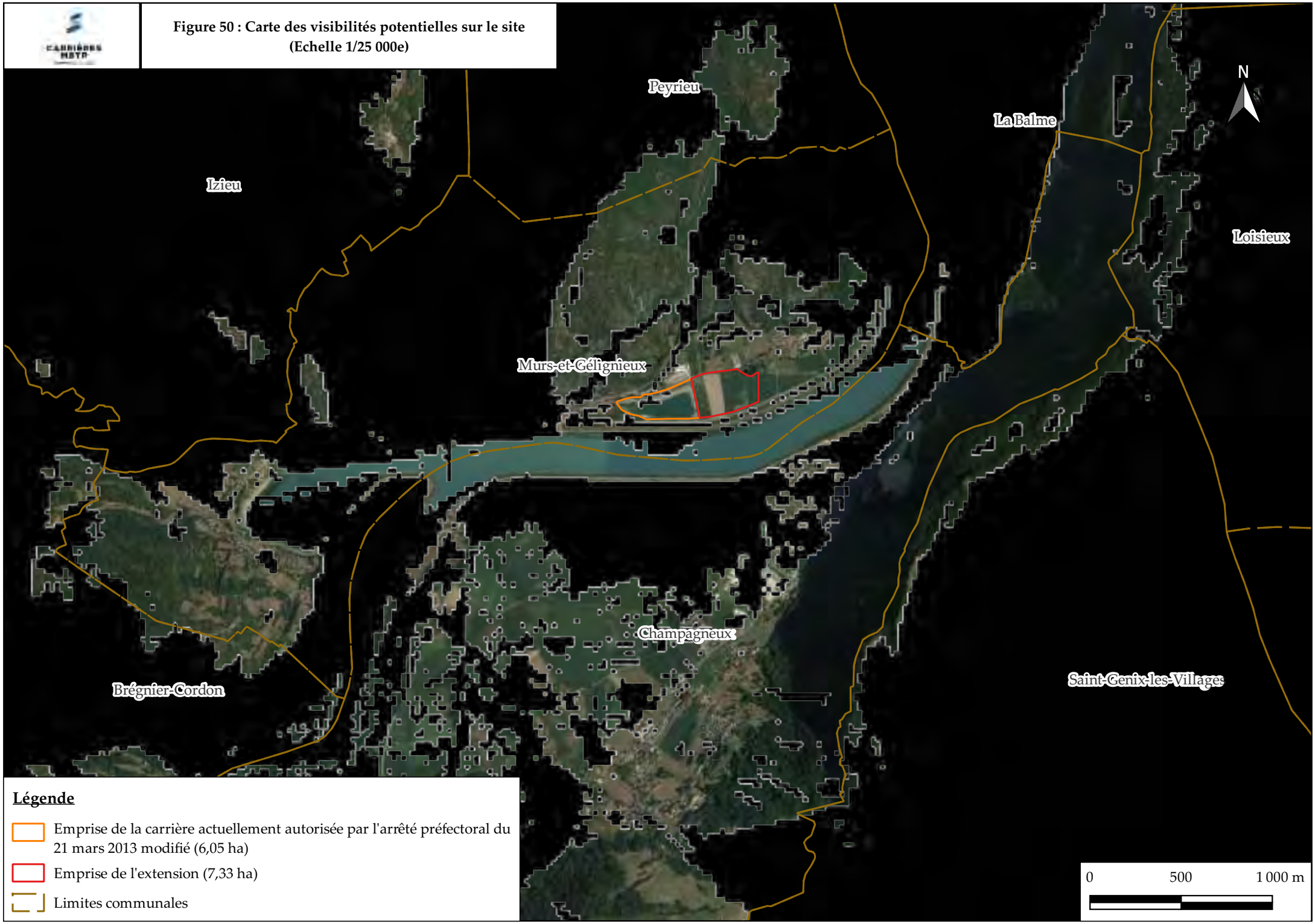
Les parcours ont été réalisés dans un secteur compris entre Tremurs, Murs et Gélignieux, Champagneux et le Borgey. Il ressort de l'analyse effectuée les points suivants :

Les terrains intégrés au projet d'extension de carrière ne sont pas perceptibles depuis les routes communales et départementales situées en altitude, à proximité des villages de « Le Borgey » et « Les Rives », en raison de la topographie et de la présence de boisements.



Photographie 27 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 42, proche du village de « Le Borgey »

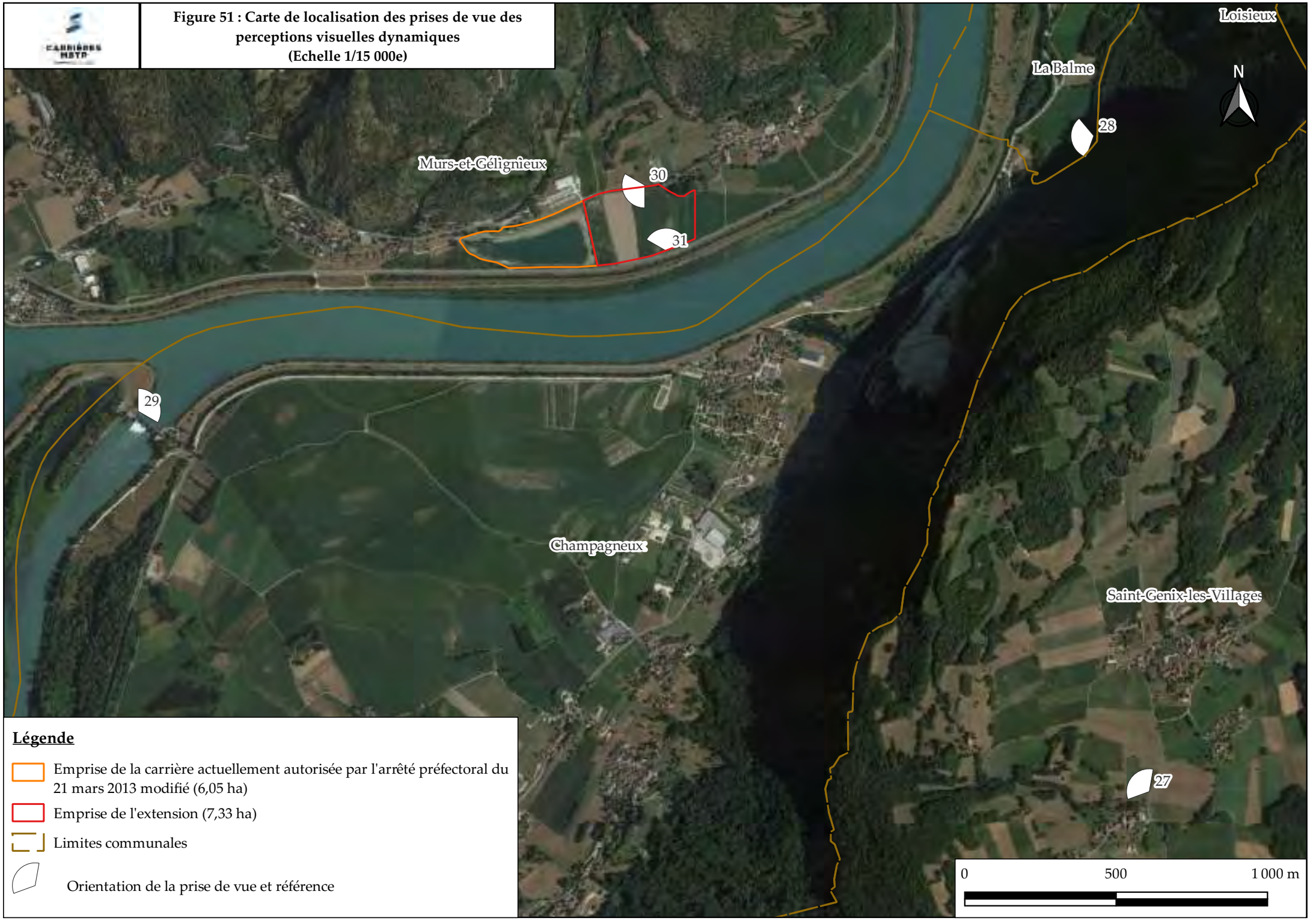
Figure 50 : Carte des visibilités potentielles sur le site (Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

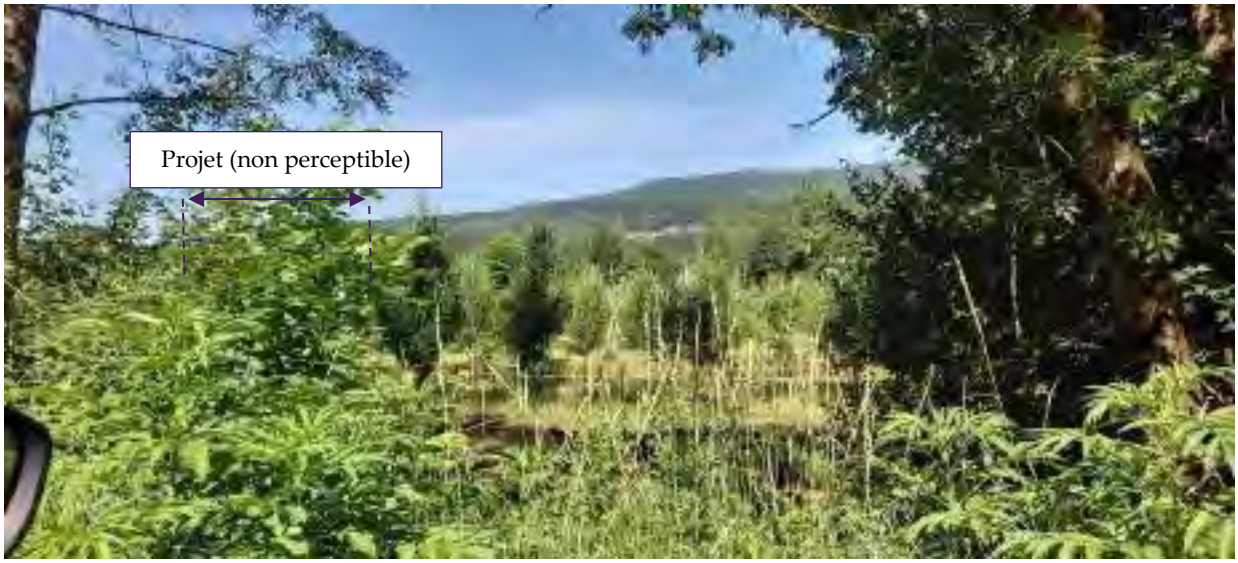
Figure 51 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles dynamiques (Echelle 1/15 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Orientation de la prise de vue et référence

La frange arborée et les merlons présents le long du Rhône rendent imperceptible le site depuis la route D 1516.



Photographie 28 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 1516

La végétation et la distance rendent imperceptible le projet d'extension depuis la route D 125

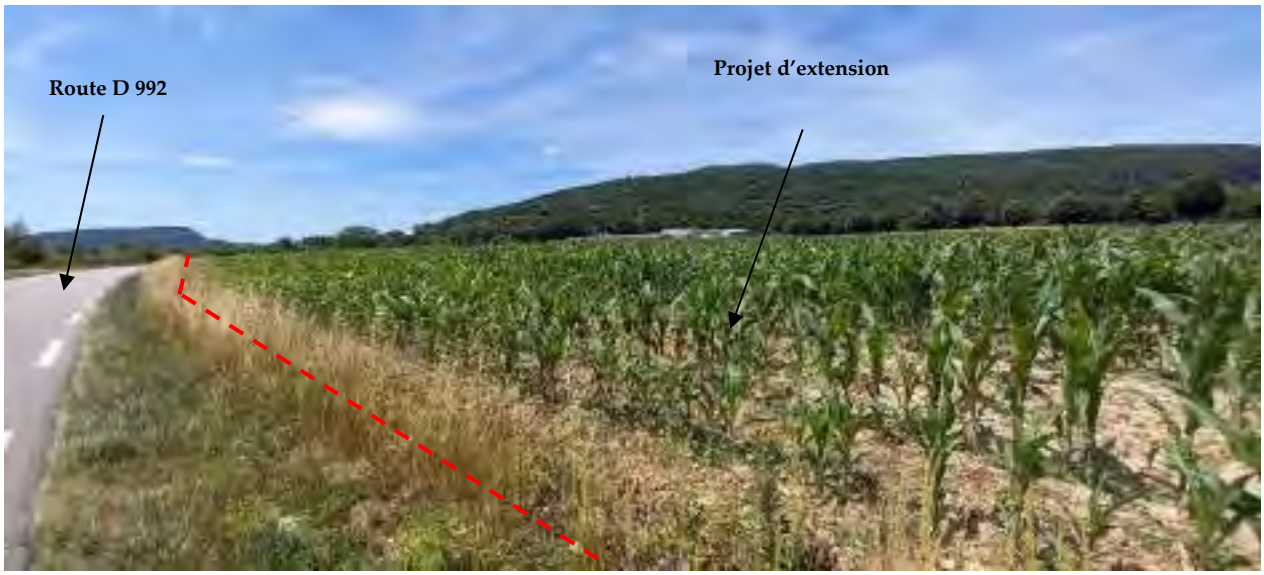


Photographie 29 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la route D 125, sur le barrage (image google maps)

Les perceptions visuelles sur le projet d'extension sont importantes depuis les deux routes (la route D 992 et la route de Mortillet) qui ceinturent le projet.



Photographie 30 : Illustration de la perception visuelle depuis la Route de Mortillet



Photographie 31 : Illustration de la perception visuelle depuis la route D 992

II.E.3.c Perception statique rapprochée

Ce type de perception concerne les habitations situées à moins de 500 mètres du futur site d'exploitation. Le tableau ci-après présente les habitations les plus proches des futures limites cadastrales retenues pour le projet et concernées par le mode de perception statique rapprochée.

N° de référence	Commune	Type	Lieu-dit	Situation par rapport aux limites cadastrales du projet	
				Distance	Direction
32	Champagneux	Habitat	Leschaux	375 m	Sud
33		Habitat		375 m	Sud
34	Murs et Gélignieux	Habitat	Tremurs	60 m	Nord-Est
35		Hameau		245 m	Nord-Est
36		Habitat	Murs	175 m	Nord
37		Habitat		350 m	Nord

Tableau 41 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques rapprochées

La localisation des prises de vue est présentée en page suivante.



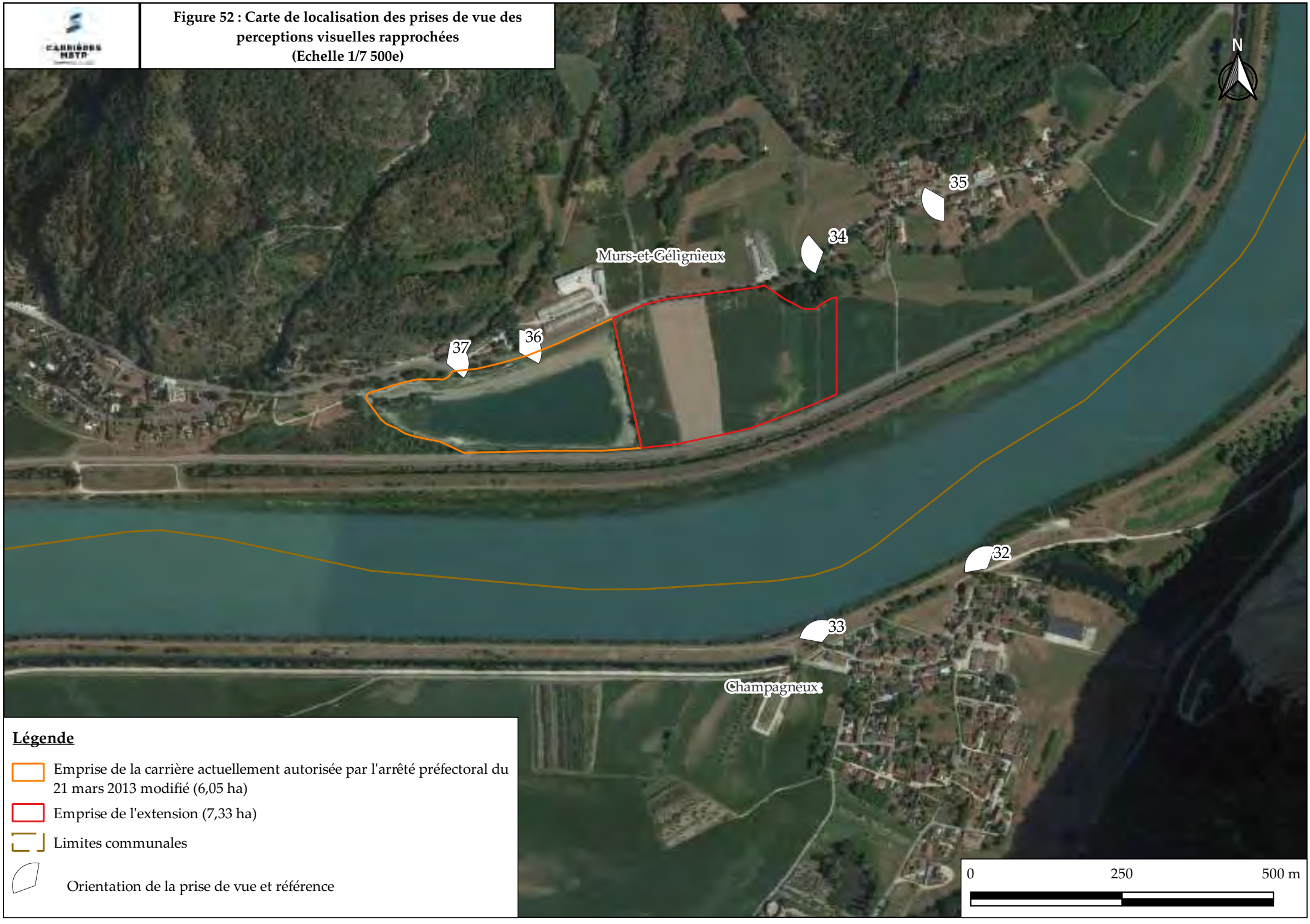
Photographie 32 : Illustration de la perception visuelle depuis les habitations situées à Leschaux



Photographie 33 : Illustration de la perception visuelle depuis les habitations situées à Leschaux

Depuis les habitations localisées à Leschaux, en bordure du Rhône, le merlon présent le long du fleuve, ainsi que la végétation, empêchent toute perception du site.

Figure 52 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles rapprochées (Echelle 1/7 500e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Orientation de la prise de vue et référence



Photographie 34 : Illustration de la perception visuelle depuis l'habitation située à Tremurs



Photographie 35 : Illustration de la perception visuelle depuis le centre du hameau de Tremurs

Depuis les habitations localisées à Tremurs, la carrière sera légèrement perceptible. Le bois présent entre le projet d'extension et le hameau limite dans de grande proportion voire empêche les perceptions visuelles du site.



Photographie 36 : Illustration de la perception visuelle depuis une habitation située à Murs



Photographie 37 : Illustration de la perception visuelle depuis une habitation située à Murs

Les habitations situées à Murs, en périphérie de la carrière actuelle, ont une vue sur le plan d'eau créé par l'extraction menée entre 2013 et 2021 et dont les berges ont été réaménagées.
Le projet d'extension se trouve masqué en grande partie par la haie centrale et par les arbres présents dans le secteur.

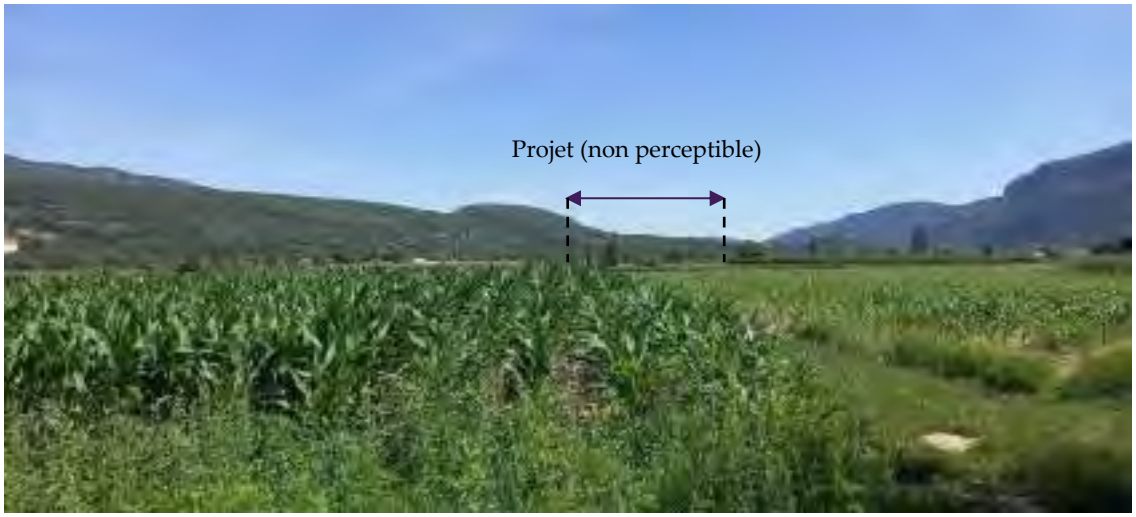
II.E.3.d Perception statique éloignée

Ce type de perception concerne les habitations situées à plus de 500 mètres.

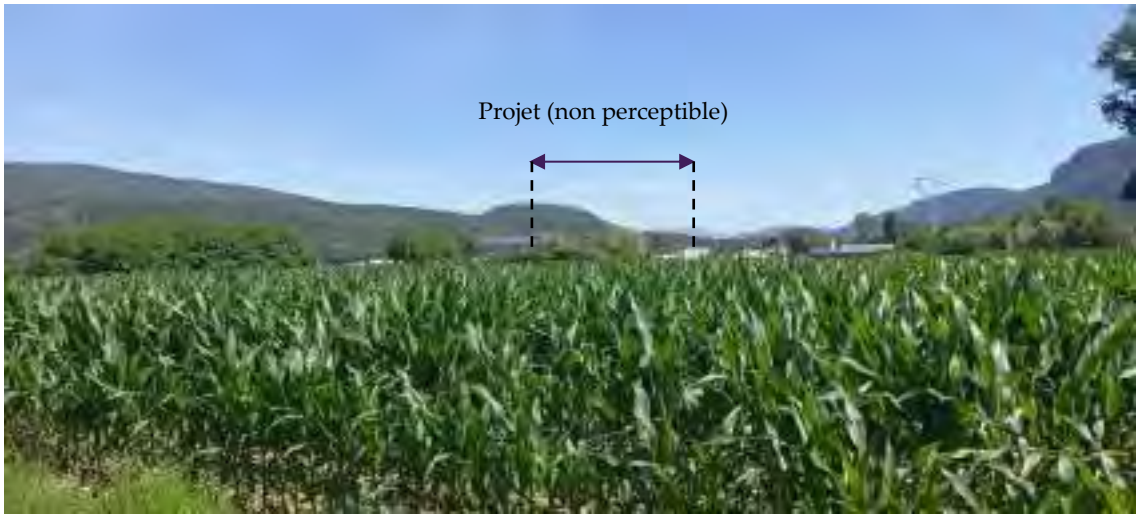
Le tableau ci-après présente les habitations les plus proches des futures limites cadastrales retenues pour le projet et concernées par le mode de perception statique éloignée.

N° de référence	Commune	Type	Lieu-dit	Situation par rapport aux limites cadastrales du projet	
				Distance	Direction
38	Champagneux	Lieu-dit	Le Mariage	915 m	Sud
39		Bourg	Champagneux	1 175 m	Sud
40		Habitat	La Tour	1 600 m	Sud
41		Hameau	Les Bessons	1 650 m	Sud
42	Murs et-Gélignieux	Hameau	Cuchet	2 375 m	Sud - Ouest
43	Saint-Maurice-de-Rotherens	Hameau	Le Borgey	2 100 m	Sud

Tableau 42 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques éloignées



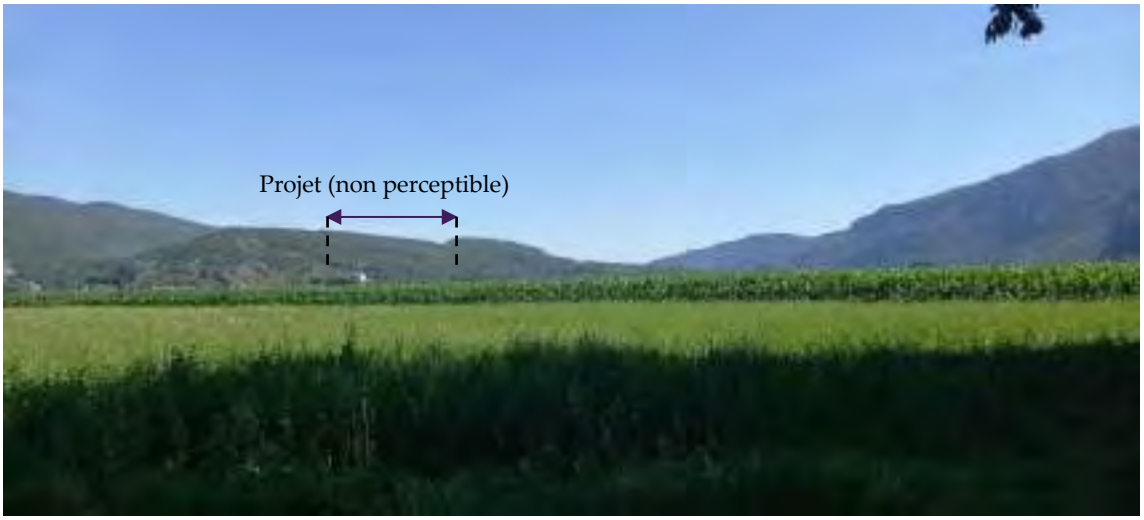
Photographie 38 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le lieu-dit « Le Mariage »



Photographie 39 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le bourg de Champagneux



Photographie 40 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la Tour

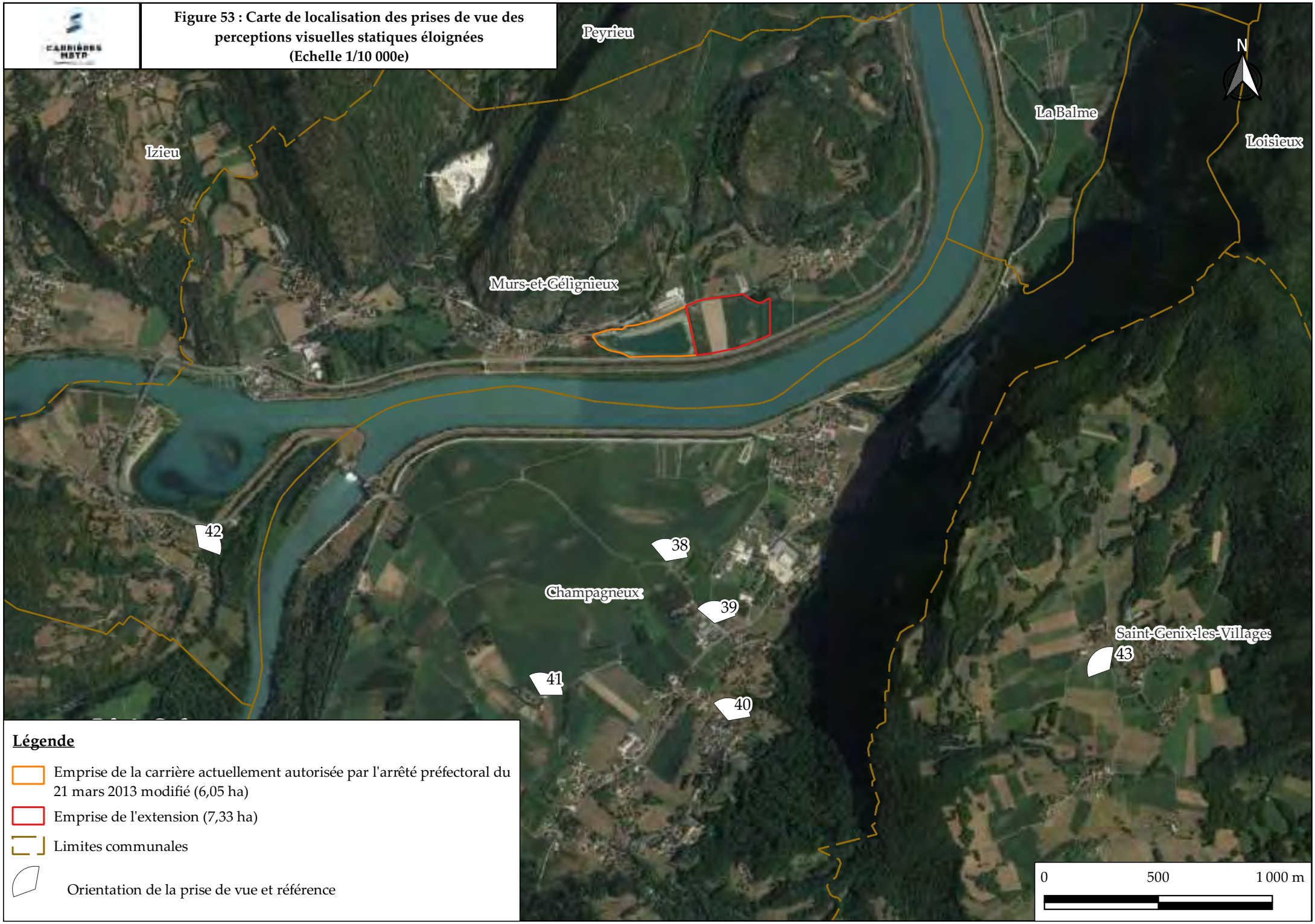


Photographie 41 : Illustration de la perception visuelle du site depuis les Bessons

Les terrains intégrés au projet ne sont pas perceptibles depuis les habitations situées sur la commune de Champagneux, dans la plaine du Rhône. La topographie favorable ainsi que la végétation permettent de limiter voire d'interdire la visibilité du site.

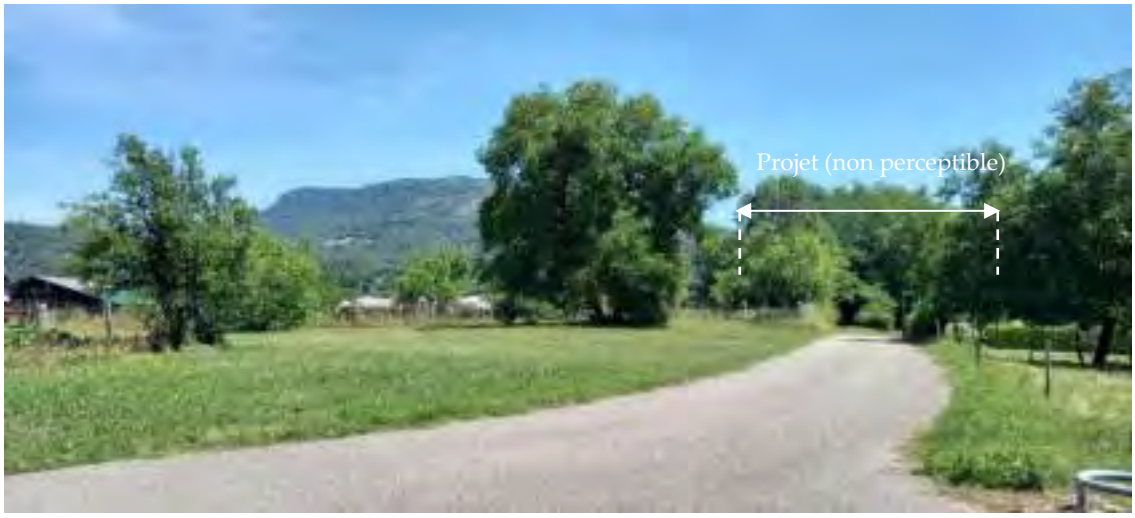
Depuis les habitations situées sur les versants du massif, la distance et la végétation limitent les perceptions du site.

Figure 53 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles statiques éloignées (Echelle 1/10 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Orientation de la prise de vue et référence



Photographie 42 : Illustration de la perception visuelle du site depuis Cuchet

Les terrains intégrés au projet ne sont pas perceptibles depuis les villages situés au Sud-Ouest (Cuchet), en raison de la distance, de la végétation et de la topographie.



Photographie 43 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Borgey

En raison de la topographie et de la végétation, les terrains intégrés au projet ne sont pas perceptibles depuis les villages situés sur le massif (Le Borgey…).

II.E.3.e Perception éloignée depuis les points de vue remarquables voisins

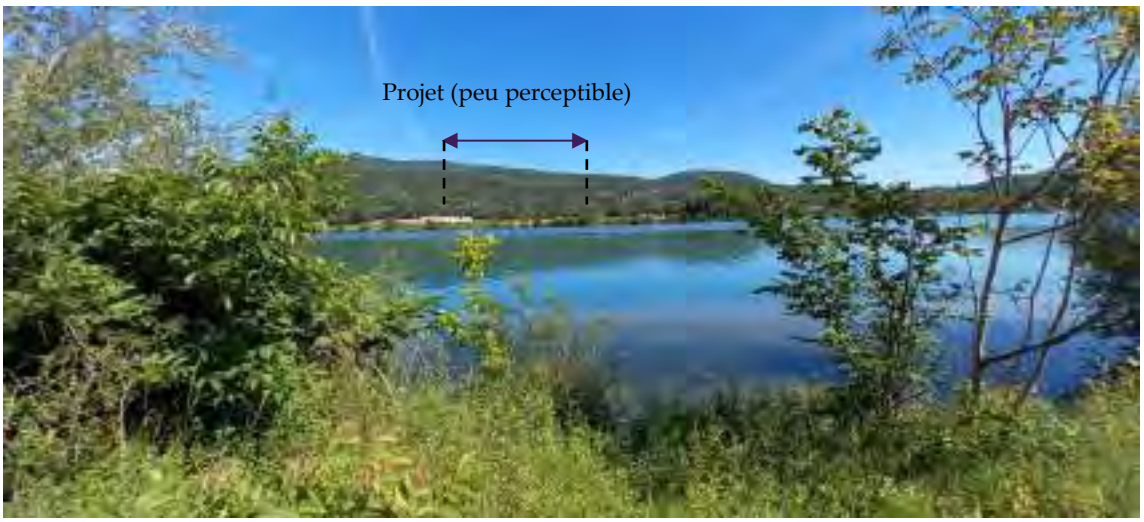
Ce type de perception concerne les points de vue remarquables situés aux alentours du projet et qui sont susceptibles d'offrir une vue plongeante sur les terrains intégrés au projet.

Le tableau, ci-après, présente ces points de vue spécifiques.

N° de référence	Type	Situation par rapport aux limites cadastrales du projet	
		Distance	Direction
44	Piste cyclable	350 m	Sud
45	Belvédère des Fils	1 200 m	Sud
46	Plan d'eau des Cuchet	2 450 m	Sud-Ouest

Tableau 43 : Liste des habitations concernées par les perceptions statiques éloignées

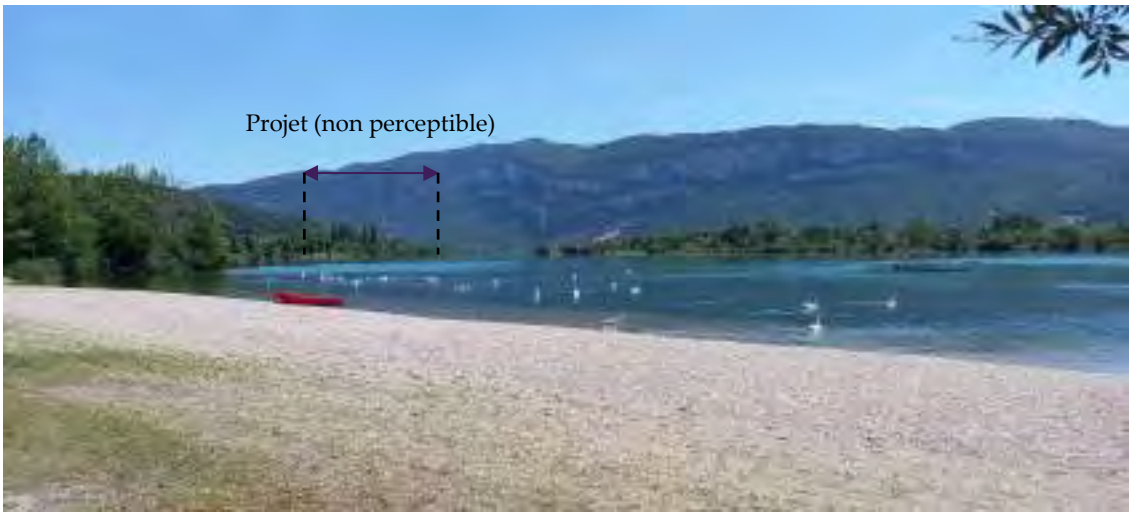
Les prises de vue, illustrant les perceptions visuelles depuis ces points de vue spécifiques, sont présentées ci-après.



Photographie 44 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la piste cyclable ViaRhôna



Photographie 45 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Belvédère des Fils



Photographie 46 : Illustration de la perception visuelle du site depuis la plage du plan d'eau de Cuchet

Figure 54 : Carte de localisation des prises de vue des perceptions visuelles éloignée depuis les points de vue remarquables (Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Orientation de la prise de vue et référence

II.E.3.f Conclusions sur les perceptions visuelles du site

Depuis les habitations localisées dans le secteur d'étude, les perceptions resteront limitées pour les raisons suivantes :

- La présence du Rhône et de ces aménagements périphériques de part et d'autre de son lit empêche toute perception du site depuis les points de vue localisés à la même cote altimétrique que les terrains intégrés au projet ;
- La distance entre les habitats situés sur le versant du massif et les terrains intégrés au projet ;
- Le relief qui empêche toute perception du Rhône et de sa plaine aux habitations localisées sur le massif.

Le site est particulièrement visible depuis les routes encadrant les terrains (route de Mortillet et route D 992).

Le site est également perceptible depuis un seul point de vue remarquable situé sur le territoire de la commune de Saint-Maurice-de-Rotherens. Il s'agit du belvédère des Fils, situé au bord des falaises du massif, à environ 1 200 m au Sud-Est du projet.

Les habitations localisées au hameau de Tremurs auront peu de perception sur le projet d'extension, compte tenu de la présence du boisement de 3 500 m² environ, situé à l'extrémité Nord-Est du projet d'extension.

Les habitations localisées à Murs, en périphérie de la carrière actuellement autorisée, n'auront pas ou peu de perceptions sur le projet d'extension, compte tenu de la présence d'une haie, entre la carrière actuellement autorisée et l'extension, et de la présence d'une frange arborescente bien développée.

En définitive, les terrains concernés par le projet restent discrets, notamment en raison d'un environnement géomorphologique favorable et d'une intégration satisfaisante dans le paysage local.

Au regard de l'analyse des perceptions visuelles, les points de vue susceptible d'avoir un impact paysager significatif ont été réduit par rapport à la carte de visibilité potentielle. Il s'agit :

- Des routes périphériques : route de Mortillet et RD 992 ;
- Du belvédère des Fils.

II.F Biodiversité

II.F.I Caractérisation du contexte écologique du secteur d'étude

II.F.I.a Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

Lancé en 1982, l'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation.

On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I : secteurs de grand intérêt biologique ou écologique ;
- Les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

Les ZNIEFF identifiées dans le secteur d'études sont synthétisée dans le tableau ci-dessous.

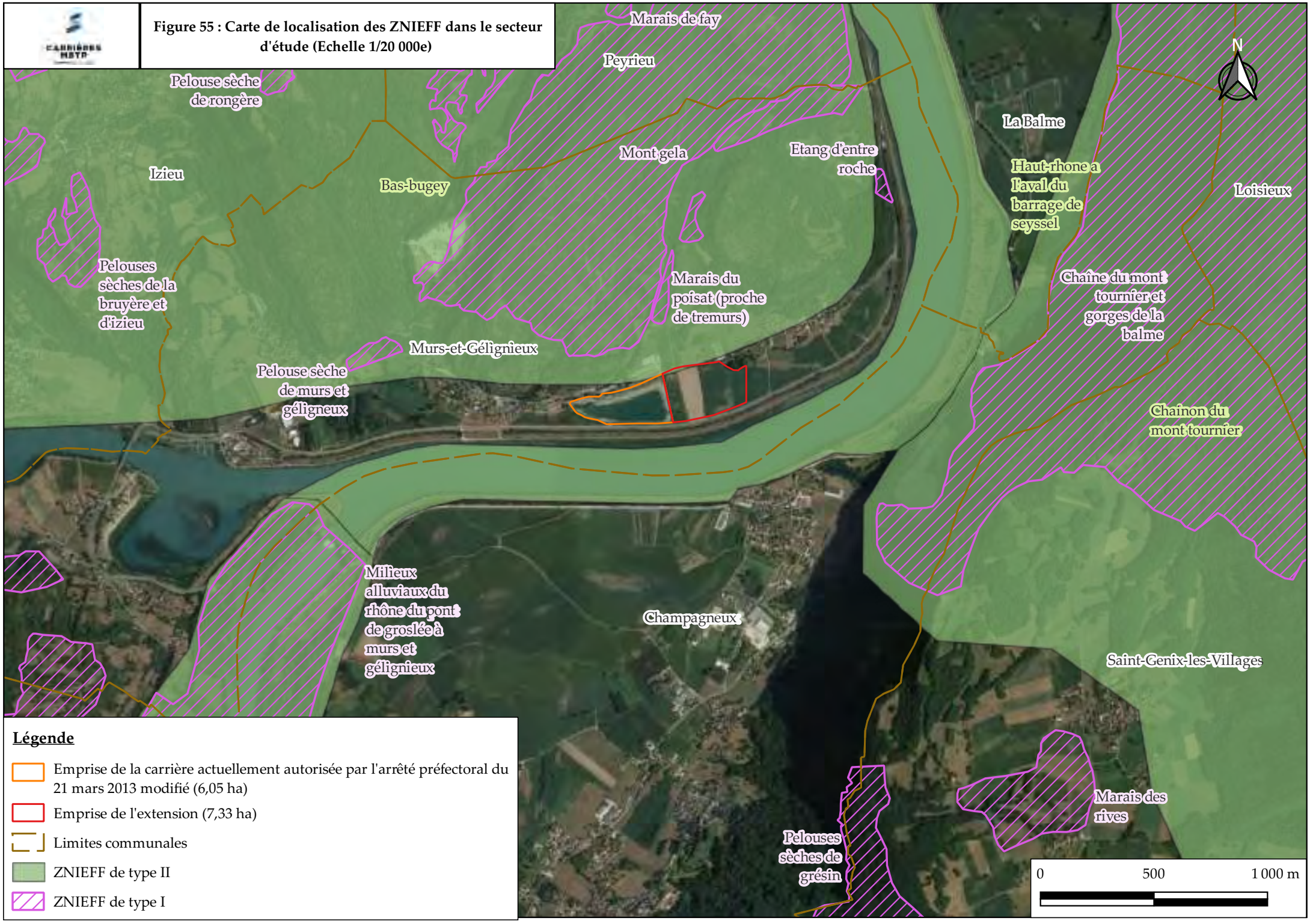
Type ZNIEFF	Code ZNIEFF	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude		Critères d'intérêts
				Distance	Direction	
II	820030677	Bas-Bugey	27 860 ha	Intercepte le projet d'extension		Patrimoniaux (Ecologique, faunistique, floristique, …) et fonctionnels (Expansion naturelle des crues, corridor écologique, …)
II	820030955	Haut-Rhône à L'aval Du barrage de Seyssel	3 130 ha	110 m	Sud	Patrimoniaux (Ecologique, faunistique, floristique, …), fonctionnels (Autoépuration des eaux, expansion naturelle des crues, corridor écologique, …), paysager, géologique, …
II	820000382	Chainon Du Mont Tournier	4 815 ha	700 m	Sud-Est	Patrimoniaux (Ecologique, faunistique, floristique, …), fonctionnels (Corridor écologique, zone particulière d'alimentation, …), paysager, géomorphologique, …
I	820031062	Mont Gela	149 ha	150 m	Nord	Patrimoniaux (écologique, faunistique, oiseaux)
I	820031117	Marais du Poisat	1,2 ha	150 m	Nord	Patrimoniaux (Ecologique, floristique et ptéridophytes)
I	820031064	Falaise de la Combe	1 ha	460 m	Nord	Patrimoniaux (écologique, faunistique, oiseaux)
I	820031274	Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme	1 636 ha	650 m	Sud-Est	Patrimoniaux (Ecologique, Faunistique, Floristique)
I	820031086	Marais des planches	7 ha	850 m	Nord-Est	Patrimoniaux (Ecologique, Faunistique, Floristique)
I	820030749	Etang d'entre Roche	0,6 ha	950 m	Nord-Est	Patrimoniaux (Ecologique, faunistique, insecte)

Tableau 44 : Liste des ZNIEFF identifiées dans le secteur d'étude

La carte ci-après précise la position de chacune des ZNIEFF par rapport au projet.

Les fiches descriptives de ces zones naturelles sont consignées en annexe N-1.

Figure 55 : Carte de localisation des ZNIEFF dans le secteur d'étude (Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- ZNIEFF de type II
- ZNIEFF de type I

Znieff de type II n° 820030677 « Bas-Bugey »

Le projet d'extension intercepte la ZNIEFF de type II « Bas-Bugey », référencé 820030677.

Cette ZNIEFF présente la particularité de couvrir un territoire important puisqu'elle porte sur une emprise d'environ 27 860 hectares.

Le massif du Bas-Bugey (ou « Bugey blanc ») reste, en dépit de la proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise, faiblement peuplé ; il conserve des paysages globalement très bien préservés.

Entre la plaine du Rhône à 250 m d'altitude et le point culminant du massif, pourtant d'altitude modeste (Mollard de Don à 1 219 m), il présente un relief accusé qui contribue à de forts contrastes de climat, de pluviométrie et de végétation.

Celle-ci s'échelonne de la série xérophile (c'est à dire adaptée aux situations sèches) du Chêne pubescent jusqu'à celle de la hêtraie-sapinière montagnarde, avec des plantes telles que le Chèvrefeuille bleu. Certaines combes sont occupées par des pâturages à la flore vernale spectaculaire (Erythrone dent de chien…).

Sur les versants les plus chauds dominant la vallée du Rhône, des espèces méditerranéennes (Aspérule taurine, Pistachier térébinthe, fougère Capillaire, Grande Cigale…) parviennent à s'insinuer.

L'intérêt souvent exceptionnel des lacs, marais et tourbières dissimulés dans le massif, notamment vers le sud, mérite d'être particulièrement signalé.

D'autre part, les falaises qui bordent le massif de tous côtés constituent souvent de bons sites de nidification de rapaces.

L'entomofaune est également intéressante, et une espèce au moins est considérée comme spécifique au Bugey (le coléoptère Pterostichus nodicornis).

Enfin, le secteur abrite un karst de type jurassien. Ce type de karst se développe sur un substrat tabulaire ou plissé ; il est caractérisé par l'abondance des dolines, l'existence de vastes « poljé » dans les synclinaux, la formation de cluses, et le développement de vastes réseaux spéléologiques sub-horizontaux.

Le peuplement faunistique du karst jurassien est relativement bien connu, et le Bas-Bugey est concerné par certains sites de recherche (réseau spéléologique de Dorvan, comprenant un ensemble de rivières souterraines et de zones noyées considéré comme l'un des plus importants de France en matière de patrimoine faunistique souterrain).

Il apparaît néanmoins moins riche que celui du Vercors en espèces terrestres troglobies (c'est à dire vivant exclusivement dans les cavités souterraines). On y connaît ainsi actuellement trois espèces de coléoptères et sept de collemboles ; certaines espèces (par exemple un coléoptère trécheniné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au massif jurassien. En revanche, la faune stygobie (c'est à dire vivant dans les eaux souterraines) peut être diversifiée ; on connaît ainsi trois espèces de mollusques aquatiques dans le karst de Dorvan.

Les secteurs présentant le cortège le plus riche en termes d'habitats naturels et d'espèces de faune ou de flore remarquables sont identifiés ici par de très nombreuses ZNIEFF de type I (zones humides dont des tourbières, pelouses sèches, falaises...).

Le zonage de type II souligne tout d'abord les interactions multiples entre ces diverses zones, souvent constituées en véritable réseau (cas des pelouses sèches…).

Il traduit également diverses fonctionnalités naturelles majeures, parmi lesquelles peuvent être citées :

- Celle de bassin versant peu perturbé alimentant des réseaux karstiques, ces derniers abritant des populations d'espèces troglobies remarquables. La sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive ;

- De zone abritant des espèces remarquables exigeant de vastes territoires vitaux (Lynx d'Europe…), - de zone de passages, d'alimentation et de reproduction pour de nombreuses espèces, notamment parmi les libellules -bien représentés ici-, les oiseaux et la grande faune …) ;
- En ce qui concerne les zones humides, celles de nature hydraulique (rôle dans l'expansion naturelle des crues, le ralentissement du ruissellement, le soutien naturel d'étiage, l'auto-épuration des eaux).

L'intérêt géologique et paléontologique de cet ensemble (avec les carrières de pierre lithographique de Cérin ainsi que la carrière de Villebois citées à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes) est également notable.

Znieff de type II n° 820030955 « Haut-Rhône à l'aval du barrage de Seyssel »

Le projet se situe à une centaine de mètre au Nord de la ZNIEFF de type II « Haut-Rhône à l'aval du barrage de Seyssel », référencé 820030955.

Cette ZNIEFF porte sur une emprise d'environ 3 130 hectares.

Le tronçon identifié ici concerne le cours du Rhône et ses annexes fluviales ; il est circonscrit à son lit majeur.

Il a été très profondément modifié par les aménagements hydrauliques.

Néanmoins, subsistent certains témoins des « Lônes » (milieux humides annexes alimentés par le cours d'eau ou la nappe phréatique, correspondant souvent à d'anciens cours ou à d'anciens bras), ou des « Brotteaux » couverts de riches forêts alluviales installés sur les basses terrasses.

La flore présente un grand intérêt (Epipactis du Rhône, Ache rampante…).

Cette partie du fleuve s'inscrivait auparavant dans l'espace fréquenté par les diverses espèces de poisson migrateur du Rhône, et cet axe demeure toujours de grande importance pour la migration des oiseaux.

Le secteur du Haut-Rhône est d'ailleurs cité (avec le lac du Bourget voisin) à l'inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Les secteurs présentant le cortège le plus riche en termes d'habitats naturels et d'espèces de faune ou de flore remarquables sont identifiés ici par une forte proportion de ZNIEFF de type I.

Le zonage de type II traduit quant à lui l'importance des liens fonctionnels existant (notamment en matière hydraulique) entre celles-ci.

De plus, il illustre particulièrement les fonctionnalités naturelles liées :

- Au régime hydraulique (avec un rôle naturel de champ d'expansion des crues) ;
- À la préservation des populations animales ou végétales.

Le cours du Rhône demeure notamment un corridor écologique remarquable. Ainsi, le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE) fixe des objectifs ambitieux de restauration biologique du fleuve, tant sur plan de la qualité physique que chimique.

Il préconise en particulier le rétablissement des possibilités de migration des poissons, qu'ils soient amphihalins (Alose feinte du Rhône, Lamproies marine et fluviatile, Anguilles...), ou strictement d'eau douce (Ombre commun). Il évoque notamment à ce propos l'objectif guide du « plan migrateur », qui consiste à parvenir à la restauration des frayères historiques de l'Alose (région de Belley) sur le Haut Rhône. Le Rhône joue également sur cette partie de son cours un rôle important de zone de stationnement et de dortoir pour l'avifaune migratrice, de zone d'alimentation ou liée à la reproduction des espèces (Ombre commun, Harle bièvre, crapaud Sonneur à ventre jaune, Castor d'Europe...).

Znieff de type II n° 820000382 « Chainon du Mont Tournier »

Le projet se situe à environ 700 m au Nord-Ouest de la ZNIEFF de type II « Chainon du Mont Tournier », référencé 820000382.

Cette ZNIEFF porte sur une emprise d'environ 4 815 hectares.

Ce chaînon (dont le tunnel de Dullin permet le franchissement par l'autoroute A 43) a l'aspect d'une lourde échine qui surplombe à l'ouest le cours du Rhône, depuis la cluse de La Balme jusqu'aux abords de Saint-Genix-sur-Guiers. Géologiquement rattaché au massif jurassien, il n'atteint pas 900 m d'altitude.

Au nord, il se raccorde aux reliefs du Bas-Bugey par-delà le défilé de Pierre Châtel (ou « Cluse de la Balme »), qui ouvre passage au Rhône. Au sud de La Bridoire, une nette inflexion marque le raccord des plis jurassiens et subalpins, au contact du massif de la Chartreuse.

Très boisé, l'ensemble présente néanmoins des habitats rocheux (dalles) typiques.

Son intérêt faunistique est élevé ; il est entre autres très favorable à l'avifaune rupicole (Grand-Duc d'Europe, Faucon pèlerin, Martinet à ventre blanc…) ainsi qu'aux chauve-souris du fait de la présence d'abrupts, armés par les calcaires récifaux du Kimméridgien, très bien exposé en versant ouest).

Du point de vue botanique, on observe le développement à exposition favorable de « colonies méridionales », avant-postes d'espèces méditerranéennes (Laîche à bec court, Pistachier térébinthe, Stipe plumeuse…) et refuge d'autres espèces remarquables adaptées aux milieux rocheux (Aconit anthora, Primevère oreille d'ours).

L'ensemble remplit en outre une évidente fonction de corridor écologique, formant l'une des principales liaisons naturelles entre les massifs subalpins et l'arc jurassien.

Le secteur abrite enfin un karst de type jurassien. Ce type de karst se développe sur un substrat tabulaire ou plissé ; il est caractérisé par l'abondance des dolines, l'existence de vastes « poljé » dans les synclinaux, la formation de cluses, et le développement de vastes réseaux spéléologiques subhorizontaux.

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les espaces les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits à travers plusieurs zones de type I (falaises, grottes, gorges…) au fonctionnement fortement interdépendant.

Il traduit également particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que corridor écologique, zone d'alimentation ou de reproduction pour de nombreuses espèces, dont celles précédemment citées.

Il souligne également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu.

Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône.

En ce qui concerne le milieu karstique, la sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines.

Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive.

L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager, géomorphologique et biogéographique (développement important des « colonies méridionales »).

Znieff de type I n° 820031062 « Mont Gela »

Le projet se situe à environ 150 m au Sud de la ZNIEFF de type I « Mont Gela », d'une emprise d'environ 150 hectares et référencé 820031062.

Le massif du Bas-Bugey est une région d'une très grande richesse biologique. A l'écart des principales voies de communication, il reste bien préservé.

Mais c'est sa physionomie qui présente le plus d'intérêt. De la plaine du Rhône au sommet du massif (Molard Dedon, 1219 m), le dénivelé est de près de 1 000 m. Les conditions climatiques rencontrées sur l'ensemble du massif sont particulièrement variées et permettent une grande diversité botanique.

Les milieux rencontrés sont aussi divers que tourbières, lacs, forêts montagnardes, pelouses sèches, pâturages, falaises...

Le mont Gela est recouvert d'une chênaie pubescente, à différents stades d'évolution.

Dans la partie sud-ouest, se développent ainsi des pelouses sèches de type Mesobromion (pelouse maigre dominée par une graminée : le Brome dressé).

Il comporte en outre de nombreuses falaises ; la plupart orientées nord/ nord-est sud/sud-ouest. Elles offrent bon nombre de sites favorables à la nidification de certain rapaces (Faucon pèlerin, Grand-Duc d'Europe).

Une part importante des effectifs français du Faucon pèlerin niche dans le département de l'Ain. Les sites connus et retenus à l'inventaire sont de toute première importance pour la préservation de ce faucon en France.

La situation du Grand-Duc d'Europe est un peu moins claire. Peu de sites de nidification sont actuellement connus dans le département.

Le Circaète Jean-le-blanc et le Milan noir nichent également sur les pentes boisées du mont Gela.

Znieff de type I n° 820031117 « Marais du Poisat »

Le projet se situe à environ 150 m au Sud de la ZNIEFF de type I « Marais du Poisat », d'une emprise d'environ 1,2 hectares et référencé 820031117.

Le marais du Poisat appartient aux tourbières dites alcalines. Ce type de tourbière se développe sur des sols riches en calcaire.

La tourbe qui s'y accumule est formée de nombreuses laîches mais aussi de mousses particulières : les Hypnacées.

Les tourbières alcalines sont fortement présentes dans les vallées alluviales et les Préalpes calcaires où l'influence des glaciers jurassiens et alpins a été importante. Elles représentent 55% de la surface des tourbières de la région.

Le marais du Poisat est en grande partie recouvert de peupliers. Seule la partie nord, très réduite, est encore occupée par une cladiaie (formation végétale dominée par la marisque) avec en périphérie des bosquets de saules.

La flore remarquable est représentée par la Fougère des marais.

Znieff de type I n° 820031064 « Falaise de la Combe »

Le projet se situe à environ 460 m au Sud de la ZNIEFF de type I « Falaise de la Combe », d'une emprise d'environ 1 hectare et référencé 820031064.

Le massif du Bas-Bugey est une région d'une très grande richesse biologique. A l'écart des principales voies de communication il reste bien préservé. L'ensemble est particulièrement diversifié.

Ce secteur de bois exposé sud-est est particulièrement intéressant, d'autant que sa richesse biologique est probablement sous-évaluée.

Seule l'avifaune a jusqu'à présent été correctement prospectée.

Le Mont Gela est bordé au sud et l'est par les eaux du Rhône ; le rocher bordant le site au sud-ouest abrite depuis quelques années un couple de grand-duc d'Europe. Les effectifs de ce grand rapace sont en légère hausse à l'échelle nationale, témoignant d'un retour progressif de l'oiseau sur d'anciens sites de nidification abandonnés plutôt que d'une extension de son aire de répartition. Le nombre de nicheurs restent malgré tout encore bien faibles, et l'espèce reste sensible. Le département de l'Ain héberge une dizaine de couples, la plupart dans le Bugey ou le Bas-Bugey.

La falaise la plus à l'est, elle, abrite un couple de faucon pèlerin. Là aussi la nidification est suivie depuis quelques années. Cette partie du Bugey accueille une part importante des couples nichant dans le département. Le reste correspond à un bois de feuillus sec.

Un autre rapace y niche : le circaète Jean-le-Blanc. Les plateaux situés au sud sont de vastes terrains de chasse pour ces deux espèces. Après avoir très fortement régressé au début du siècle, les effectifs actuels du circaète semblent se stabiliser à l'échelle du pays. Mais on assiste globalement à une augmentation très légère du nombre de couples sur les secteurs favorables, alors que les effectifs semblent continuer à chuter sur les zones fortement perturbées. Quelques couples trouvent refuge dans le département. Il semble particulièrement important de veiller à la conservation de leurs territoires.

Znieff de type I n° 820031274 « Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme »

Le projet se situe à environ 650 m au Nord-Ouest de la ZNIEFF de type I « Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme », d'une emprise d'environ 1 636 hectares et référencé 820031274.

Cette zone regroupe les gorges de la Balme traversées par le "vieux Rhône" et la chaîne du mont Tournier, massif calcaire étiré du nord vers le sud qui culmine à 877 m.

Les milieux les plus remarquables de cet ensemble sont ici :

- De grandes falaises calcaires où nichent les rapaces rupestres (Faucon pèlerin, Hibou grand-duc) ;
- Des forêts de feuillus (buxaies, charmaies, chênaies) où fleurissent plusieurs plantes remarquables, avec notamment la Laîche poilue, le Doronic mort-aux-panthères, la Pyrole intermédiaire ;
- Des pelouses sèches. Celles-ci sont bien développées en particulier au-dessus du bourg de Yenne. Il s'agit d'habitats naturels favorables aux plantes et aux animaux qui vivent sur ces coteaux calcaires et plus particulièrement dans les milieux herbacés.

Znieff de type I n° 820031086 « Marais des Planches »

Le projet se situe à environ 850 m au Sud-Ouest de la ZNIEFF de type I « Marais des Planches », d'une emprise d'environ 7 hectares et référencé 820031086.

Le massif du Bas-Bugey est une région d'une très grande richesse biologique. A l'écart des principales voies de communication, il reste bien préservé.

Mais c'est sa physionomie qui présente le plus d'intérêt. De la plaine du Rhône au sommet du massif (Molard Dedon, 1219 m), le dénivelé est de près de 1000 m.

Les conditions climatiques rencontrées sur l'ensemble du massif sont particulièrement variées et permettent une grande diversité botanique. Les milieux rencontrés sont aussi divers que tourbières, lacs, forêts montagnardes, pelouses sèches, pâturages, falaises...

Le marais des Planches appartient aux tourbières dites alcalines. Elles se développent sur des sols riches en calcaire. La tourbe qui s'y accumule est formée de nombreuses laîches mais aussi de mousses particulières : les hypnacées.

Les tourbières alcalines sont fortement présentes dans les vallées alluviales et les Préalpes calcaires où l'influence des glaciers jurassiens et alpins a été importante. Elles représentent 55% de la surface des tourbières de la région. Les milieux de tourbières alcalines sont très variés.

En bordure du marais des Planches se trouve une forêt marécageuse avec aulnes et frênes. Ailleurs le Phragmite et le Marisque occupent une grande partie du marais. Ils envahissent les quelques zones à Molinie bleue.

La diversité floristique du marais est relativement importante. Plusieurs espèces remarquables s'y développent. Une petite station d'Ecuelle d'eau en particulier semble menacée par l'extension d'un remblai.

Le site présente également un grand intérêt odonatologique. Citons notamment l'Orthétrum à stylets blancs.

Znieff de type I n° 820030749 « Etang d'entre Roche »

Le projet se situe à environ 950 m au Sud-Ouest de la ZNIEFF de type I « Etang d'entre Roche », d'une emprise d'environ 0,6 hectares et référencé 820030749.

Le massif du Bugey est une région d'une très grande richesse biologique. A l'écart des principales voies de communication, au moins dans sa partie la plus au sud, il reste bien préservé. L'ensemble est particulièrement diversifié.

Ce petit étang, situé à proximité de la rive gauche du Rhône, présente un grand intérêt odonatologique. Les demoiselles (zygoptères) telles que l'Agrion gracieux, l'Agrion à pattes larges et l'Agrion délicat fréquentent surtout le pourtour de l'étang.

Les libellules (anisoptères) semblent préférer les parties plus ensoleillées. On remarque ainsi la présence de la Grande Aeschne.

II.F.1.b Les sites rattachés au réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité.

Ce réseau mis en place en application de la Directive « Oiseaux » datant de 1979 et de la Directive « Habitats » datant de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe.

Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

La structuration de ce réseau comprend :

- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive « Oiseaux » ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs ;
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive « Habitats ».

Aucune zone rattachée au réseau Natura 2000 n'a été répertoriée au droit du projet.

Les zones Natura 2000, les plus proches du site, sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Type Zone	Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude		Critères d'intérêts
				Distance	Direction	
Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et Site d'Importance Communautaire (SIC)	FR8212004	Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône	2 736 ha	50 m	Sud	Habitats, faune et flore.
Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et Site d'Importance Communautaire (SIC)	FR8201641	Milieux remarquables du Bas Bugey	4 463 ha	100 m	Nord	Habitat, faune, flore, géologie.
Zones de Protection Spéciales (ZPS)	FR8212003	Avant-pays savoyard	3 125 ha	740 m	Sud	Zones humides, habitats, faune.

Tableau 45 : Liste des zones rattachées au réseau Natura 2000 présentes dans le secteur d'étude

La cartographie présentée en page suivante précise la localisation de cette zone.

Les fiches descriptives de ces zones naturelles sont consignées en annexe N-2.

Zone Natura n° FR8212004 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône »

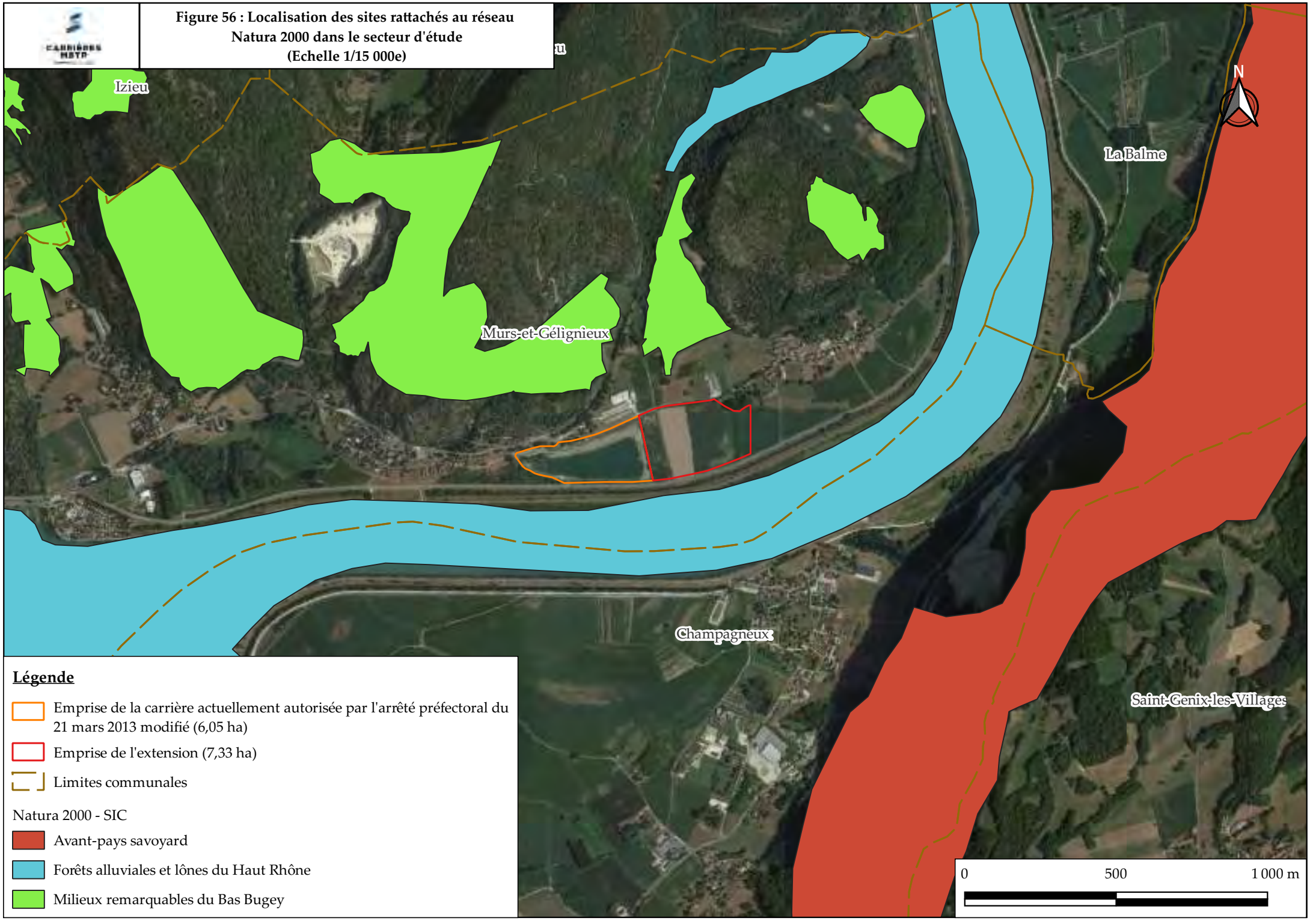
Le projet se situe à environ 50 m au Nord de la Zone Natura 2000 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône », référencée FR8212004.

Cette zone Natura 2000 couvre une emprise de 2 736 ha.

Entre Alpes et Jura, cette zone comprend le cours du Rhône pris en compte sur la totalité de son parcours commun aux départements de l'Ain et de la Savoie, ainsi que des marais attenants.

Les nombreux aménagements pour la navigation du 19ème siècle et les aménagements hydroélectriques du 20ème siècle sur le fleuve Rhône ont altéré la dynamique fluviale avec pour conséquences la modification des processus hydrologiques et sédimentaires, induisant la perte des annexes hydrauliques périphériques, l'eutrophisation, l'absence de milieux aquatiques pionniers, la dégradation de la vie aquatique du fleuve...

Figure 56 : Localisation des sites rattachés au réseau Natura 2000 dans le secteur d'étude (Echelle 1/15 000e)



L'incision du lit du fleuve et de la nappe phréatique associée ont provoqué :

- Une évolution du cortège des boisements rivulaires et des forêts alluviales situées sur les grandes îles, sur lesquelles se sont également développées les peupleraies et les espèces exotiques envahissantes ;
- L'atterrissement des marais de la plaine alluviale, avec un abandon des pratiques agricoles traditionnelles sur les prairies humides conduisant à une évolution vers le boisement.

Enfin, l'intensification de certaines pratiques agricoles s'est également traduite par du drainage ou de la mise en culture de prairies humides.

Il est important de noter que les aménagements hydroélectriques sur le Rhône ont créé de nouveaux milieux comme les retenues ou lacs artificiels qui accueillent un cortège d'espèces affectionnant les grandes étendues d'eau stagnantes.

Ces milieux sont en interaction avec le lac du Bourget voisin du site.

Les habitats les plus vulnérables sont donc :

- Les forêts alluviales résiduelles des îles ou rivulaires du Haut-Rhône, dû à l'abaissement du niveau de la nappe phréatique,
- Les bas-marais neutro-alcalins,
- Les annexes fluviales (bras secondaires, lônes, mortes, marais péri-fluviaux, ...),
- Les herbiers et roselières aquatiques situées notamment sur des secteurs plus artificialisés.

Ces milieux sont directement liés au fonctionnement hydraulique du Rhône. Ils sont par conséquent sensibles à différents facteurs, dont l'importance est variable selon la localisation sur le site : perte de dynamique fluviale, abaissement des nappes, perte de connexions hydrauliques, perte des effets des crues, qualité de l'eau...

Les zones humides périphériques ont également tendance à s'atterrir et se boiser (aulnes, saules, bouleaux...) par la perte d'hydratation liée à l'abaissement de la nappe phréatique du Rhône, l'abandon de certaines pratiques (fauche, broyage, ...) et des destructions (drainage, plantation, ...). La faune et la flore associées se banalisent et cela provoque une érosion de la richesse biologique des marais.

Enfin la gestion de la fréquentation est aussi un enjeu sur ce site, notamment avec la navigation à proximité des roselières et dans les lônes.

Le Rhône et les marais attenants jouissent de nombreux statuts liés à l'intérêt national et européen du site : réserve naturelle nationale du Haut Rhône Français, site classé, ZNIEFF, arrêté préfectoral de protection de biotope (îles de Malourdie).

L'intérêt du site pour les habitats naturels et les espèces vient de la juxtaposition de nombreux habitats aquatiques et humides (boisements alluviaux, bancs d'alluvions, lônes, plans d'eau libre, roselières et herbiers aquatiques, prairies humides, tourbières alcalines...).

Une vingtaine d'espèces inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux se reproduisent sur le site. Ce site est également un lieu d'hivernage très intéressant pour plusieurs espèces d'oiseaux d'eau en lien avec le Lac du Bourget et les plans d'eau périphériques.

Par ailleurs, le site est également inscrit dans le réseau Natura 2000 en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC)

Zone Natura n° FR8201641 « Milieux remarquables du Bas Bugey »

Le projet se situe à environ 100 m au Sud de la Zone Natura 2000 « Milieux remarquables du Bas Bugey », référencée FR8201641.

Cette zone Natura 2000 couvre une emprise de 4 463 ha.

Le massif du Bas-Bugey (ou « Bugey blanc ») est un massif calcaire, qui s'élève rapidement par paliers jusqu'à plus de 1 200 mètres d'altitude. Il se présente comme une étroite masse de hautes terres, faite de blocs basculés entre les failles.

En dépit de la proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise, ce massif reste faiblement peuplé ; il conserve des paysages globalement très bien préservés.

La déprise du pastoralisme sur les alpages risque d'être à l'origine de l'envahissement des pelouses par les ligneux.

Le massif du Bas-Bugey présente un relief accusé qui contribue à de forts contrastes de climat, de pluviométrie et de végétation. Son altitude oscille de 250 m dans la plaine du Rhône à 1 219 m au point culminant du massif, le Mollard de Don.

La végétation s'échelonne de la série xérophile (c'est-à-dire adaptée aux situations sèches) du Chêne pubescent jusqu'à celle de la hêtraie-sapinière montagnarde.

La forêt domine globalement le paysage. Sur les versants les plus chauds dominant la vallée du Rhône, des espèces méditerranéennes (Aspérule de Turin, Pistachier térébinthe, Fougère capillaire, Grande Cigale) parviennent à s'insinuer.

Les habitats agro-pastoraux (pelouses sèches et prairies de fauche) constituent une part importante du site.

L'agriculture de montagne participe à la préservation de ces habitats.

L'intérêt souvent exceptionnel des lacs, marais et tourbières dissimulés dans le massif, notamment vers le sud, mérite d'être particulièrement signalé.

D'autre part, les falaises qui bordent le massif de tous côtés constituent souvent de bons sites de nidification de rapaces.

Enfin, le secteur présente un karst de type jurassien. Un réseau très dense de cavités souterraines abrite des populations exceptionnelles de chauves-souris qui trouvent également des gîtes dans le bâti. Ce site présente donc un fort intérêt pour les chauves-souris, certaines espèces étant en limite de leur aire de répartition (Rhinolophe euryale).

Les Marais à Cladium mariscus sont bien représentés. On note enfin la présence d'habitats de tourbières hautes actives (habitat 7110*) en contexte géologique calcaire et de cours d'eau à Ecrevisses à pieds blancs

Zone Natura n° FR8212003 « Avant-pays savoyard »

Le projet se situe à environ 740 m au Nord de la Zone Natura 2000 « Avant pays savoyard », référencée FR8212003.

Cette zone Natura 2000 couvre une emprise de 3 125 ha.

Ce réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises se situe dans les chaînons calcaires de l'avant-pays savoyard.

Il englobe :

- Des massifs forestiers qui représentent près de 60 % des surfaces.
- Des marais neutro-alcalins et trois lacs localisés dans les dépressions marneuses. Ces zones humides présentent des étendues d'eau libre, des roselières, des prairies humides et des cariçaies encore fauchées et des faciès d'embroussaillement plus ou moins évolués.
- Des coteaux exposés au sud et au sud-ouest où se succèdent des pelouses sèches, quelques landes à genévrier et des fourrés à buis sur dalle.
- Des falaises de calcaire massif.
- Divers milieux agricoles (dominés par des prairies) plus ou moins intensifiés.

Le site est localisé sur 2 domaines biogéographiques : 32% pour l'alpin et 68% pour le continental.

Vulnérabilité :

- Régression progressive des roselières.
- Fermeture progressive des zones de marais.
- Activités de vol libre.

Le troisième lac naturel français, le lac d'Aiguebelette, fait partie intégrante de ce réseau.

L'ensemble de ces sites dispersés permet de regrouper sur une surface totale limitée un échantillonnage très varié d'espèces d'oiseaux de l'annexe I de la directive Oiseaux, allant des espèces de marais ou milieux aquatiques (comme le Blongios nain ou le Martin pêcheur) aux rapaces diurnes (Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Bondrée apivore...) ou nocturnes (Grand-duc d'Europe) en passant par des espèces forestières ou de bocages (Engoulevent d'Europe, Pic noir, Alouette lulu, Pie-grièche écorcheur...).

L'Aigle royal ne niche pas sur le site, mais le prospecte régulièrement.

De plus ce site accueille au passage, voire en hivernage, quelques Anatidés : Sarcelle d'hiver, Sarcelle d'été, Fuligule milouin et Fuligule morillon.

La Bécasse des bois est présente toute l'année, alors que la Bécassine des marais n'est observée qu'au passage.

II.F.1.c Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

Un biotope est un milieu de vie offrant des conditions écologiques favorables au complet développement d'une espèce animale ou végétale (abri, reproduction, repos, nourriture, …). Il peut s'agir de milieux très variés (mares, marais, haies, bosquets, landes, dunes, pelouses, forêts, …) plus ou moins anthropisés.

Un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) a pour objectif de protéger le milieu de vie des espèces protégées, dont la liste est fixée par le ministre de la Transition Ecologique, afin de prévenir leur disparition.

Les informations relatives à l'APPB recensé à proximité du projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Type de Protection	Code zone	Date de création	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
				Distance	Direction
Protection des oiseaux rupestres	FR3800192	Créé le 20 juillet 1987 et modifié le 4 décembre 2002	11 535 ha	80 m	Nord-Ouest

Tableau 46 : Informations relatives aux arrêtés préfectoraux de protection de biotope présents dans le secteur d'étude

Cet arrêté, portant création d'une zone de protection des biotopes d'oiseaux nichant dans les falaises, zones rocheuses et forêts voisines, a été approuvé le 20 juillet 1987 et modifié le 4 décembre 2002.

Il concerne les espèces suivantes :

- Aigle royal ;
- Autour des Palombas ;
- Bondrée apivore ;
- Circaète Jean-le-blanc ;
- Faucon pèlerin ;
- Grand corbeau ;
- Hibou grand-duc ;
- Hirondelle de rochers ;
- Martinet à ventre blanc ;
- Milan noir ;
- Milan royal ;
- Tichodrome échelette.

Des mesures sont prises dans les périmètres concernés par l'arrêté et les activités suivantes sont interdites (sauf autorisation) :

- Escalade ;
- Descente en rappel ;
- Décollage et atterrissage de tout aéronef
- Survol de tout aéronef à moins de 150 m du sol et des parois rocheuses ;
- L'installation de tout équipement fixe destiné à faciliter l'accès des falaises et des sites rocheux.

La carte de localisation de ce site est présentée en page suivante.

II.F.I.d Les réserves naturelles

Une réserve naturelle est une partie du territoire où la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière. On distingue différents types de réserves :

- Les réserves naturelles nationales (RNN) ;
- Les réserves naturelles de la collectivité territoriale de Corse (RNC) ;
- Les réserves naturelles régionales (RNR).

Un plan de gestion, rédigé par l'organisme gestionnaire de la réserve pour cinq ans, prévoit les objectifs et les moyens à mettre en œuvre sur le terrain afin d'entretenir ou de restaurer les milieux.

Leur gestion est confiée à des associations de protection de la nature dont les conservatoires d'espaces naturels, à des établissements publics (parcs nationaux, Office national des forêts...) et à des collectivités locales (communes, groupements de communes, syndicats mixtes...).

Les informations relatives à la réserve naturelle national, recensée à proximité du projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Type de Protection	Code zone	Nom	Date de création	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
					Distance	Direction
Réserve naturelle nationale	FR3600179	Haut-Rhône français	4 décembre 2013	1 707 ha	1 500 m	Sud-Ouest

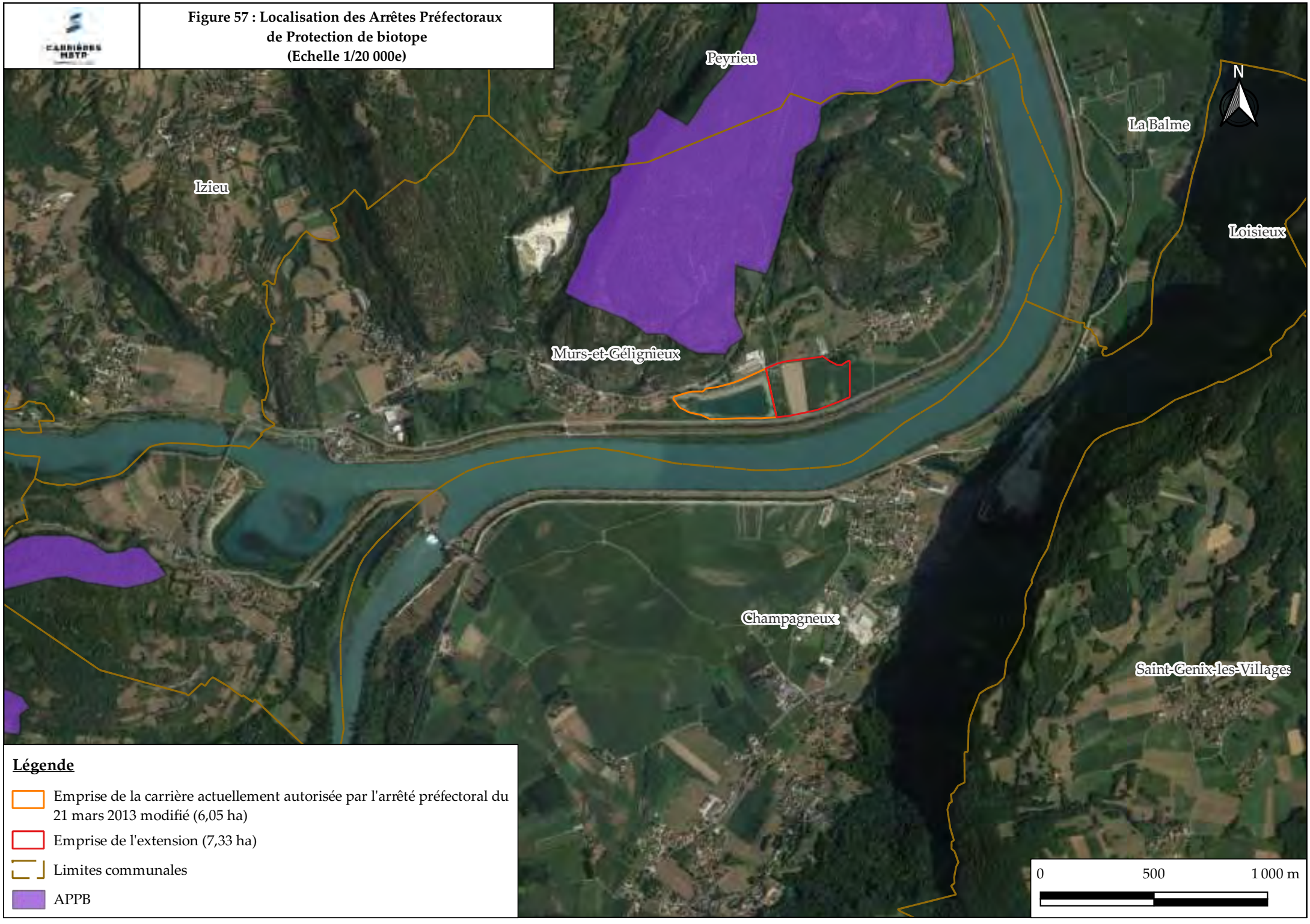
Tableau 47 : Informations relatives aux réserves naturelles présentes dans le secteur d'étude

La localisation de cette réserve est présentée en page 127.

La réserve naturelle nationale « Haut-Rhône français » s'étend entre le barrage de Champagneux et l'aval du défilé naturel de Malarage.

D'une longueur de 25 kilomètres et d'une emprise de 1 707 ha, elle constitue la plus grande réserve fluviale forestière de France.

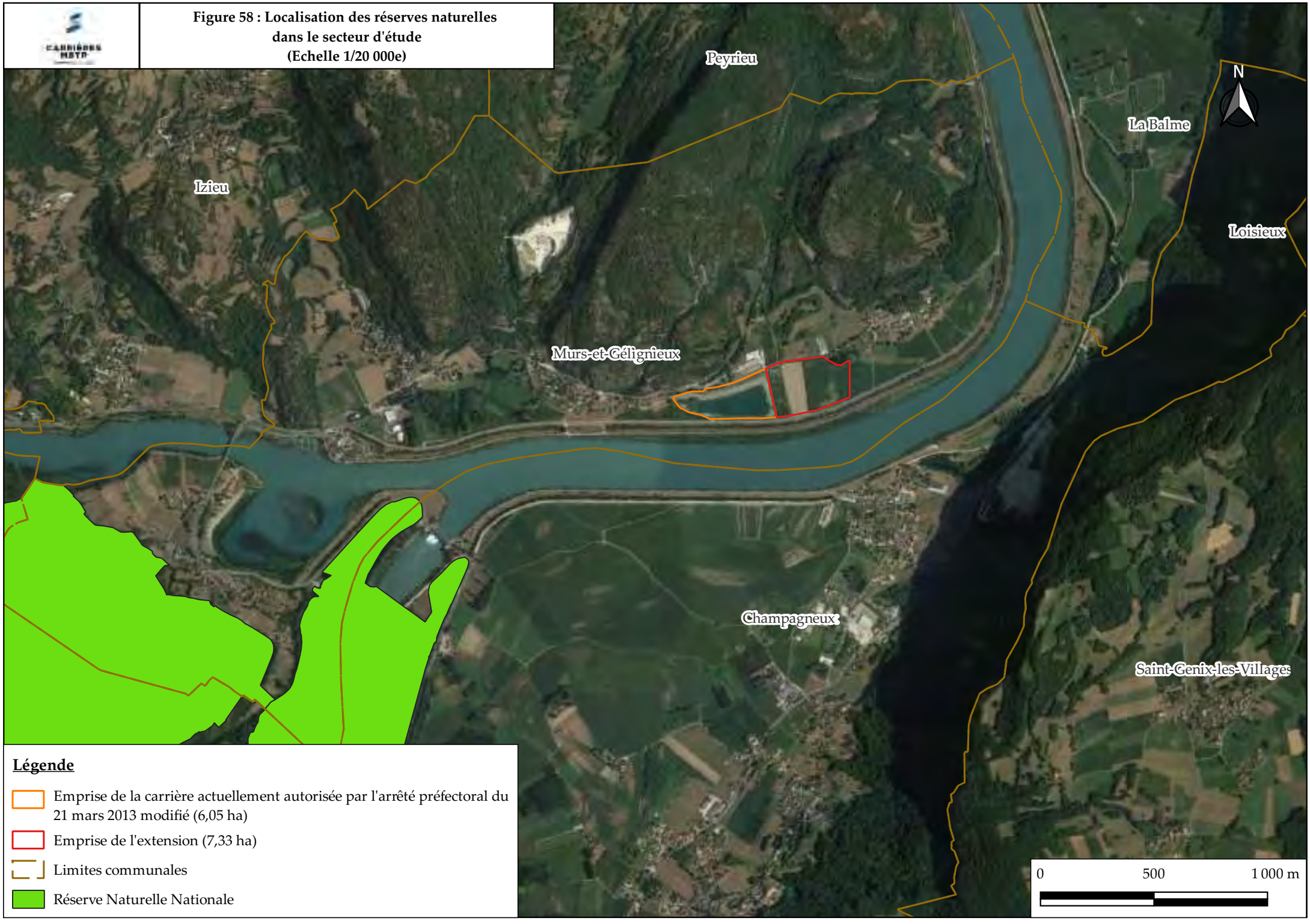
Figure 57 : Localisation des Arrêtes Préfectoraux de Protection de biotope (Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- APPB

Figure 58 : Localisation des réserves naturelles dans le secteur d'étude (Echelle 1/20 000e)



Le site accueille une grande diversité de milieux : ripisylves, saulaies, roselières, prairies inondables.

Plus d'une dizaine de plantes remarquables ont été recensées, parmi lesquelles l'hottonie des marais, la renoncule grande douve, la petite naïade, la fritillaire pintade.

L'avifaune du site compte l'aigrette garzette, le faucon hobereau, le héron pourpre, le martin-pêcheur…

II.F.1.e Les Géoparc mondial UNESCO

Dans les années 2000 sont créés les Géoparcs européens et les Géoparcs nationaux chinois. En 2004, les 17 Géoparcs européens et 8 Géoparcs chinois se sont réunis au siège de l'UNESCO à Paris pour former le Réseau mondial des Géoparcs (Global Geopark Network - GGN).

Géoparc mondial UNESCO est un label territorial international attribué par l'UNESCO et le Réseau mondial des Géoparcs, à un territoire pour **son patrimoine géologique remarquable** et son projet de développement durable.

Un Géoparc développe des actions de recherche et de préservation des patrimoines géologiques en liaison avec les autres patrimoines du territoire (naturel, culturel, immatériel), l'éducation, la sensibilisation du grand public, etc…

Les Géoparcs donnent des moyens d'action aux communautés locales et leur permettent de développer des partenariats cohérents dans le but commun de promouvoir les processus géologiques, les caractéristiques, les périodes, les thèmes historiques liés à la géologie ou la beauté géologique exceptionnelle de la région.

Il existe sept Géoparcs en France :

- Haute Provence depuis 2000 ;
- Parc Naturel régional du Luberon depuis 2004 ;
- Massif des Bauges depuis 2011 ;
- Chablais depuis 2012 ;
- Mont d'Ardèche depuis 2014 ;
- Causses du Quercy depuis 2017 ;
- Beaujolais depuis 2018

Le projet d'extension de la carrière de Courdan se situe à environ 20 km à l'Est du Massif des Bauges.

II.F.1.f Les Zones d'Importances Communautaires pour les Oiseaux (ZICO)

La directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 dite « directive Oiseaux » vise à assurer une protection de toutes les espèces d'Oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire Européen.

Elle impose aux États membres l'interdiction de les tuer ou de les capturer intentionnellement, de détruire ou d'endommager leurs nids, de ramasser leurs œufs dans la nature, de les perturber intentionnellement ou les détenir (exception faite des espèces dont la chasse est autorisée).

En France, l'inventaire des ZICO a été conduit en 1990/1991 par la Ligue pour la Protection des Oiseaux et le service du Patrimoine Naturel du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le compte du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES).

Les informations relatives aux ZICO, recensées dans le secteur d'étude sont présentées dans le tableau ci-dessous.

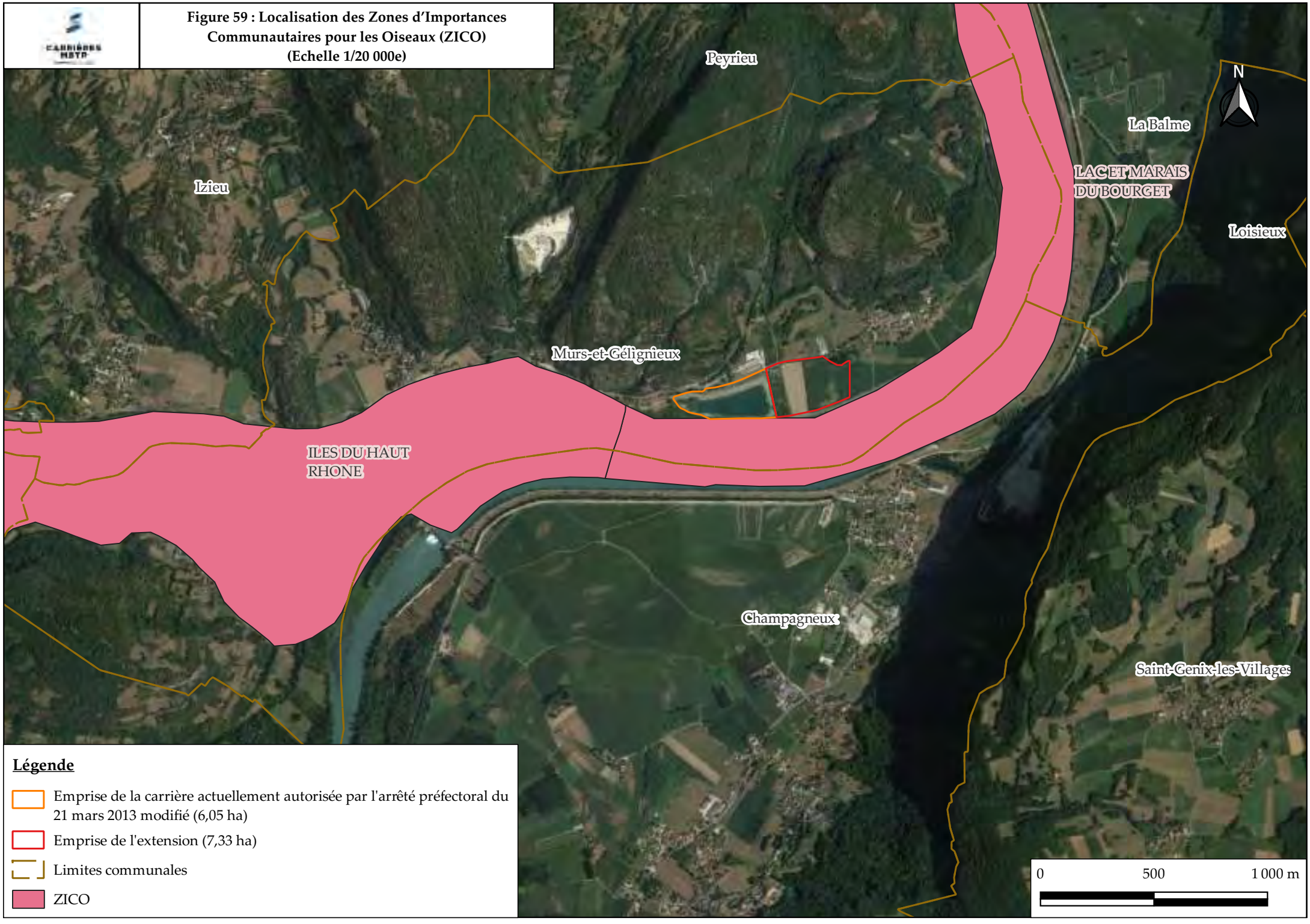
Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
			Distance	Direction
RA13	Lac et marais du Bourget	8 776 ha	Intercepte l'aire d'étude	
RA08	Iles du Haut-Rhône	3 281 ha	800 m	Sud-Ouest

Tableau 48 : Informations relatives aux ZICO présentes dans le secteur d'étude

La ZICO intitulée « Lac et marais du Bourget », intercepte l'aire d'étude.

La localisation de cette zone est présentée en page suivante.

Figure 59 : Localisation des Zones d'Importances Communautaires pour les Oiseaux (ZICO) (Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- ZICO

II.F.1.a Zone humide d'importance internationale découlant de la convention RAMSAR

La Convention sur les zones humides d'importance internationale, appelée Convention de Ramsar, est un traité intergouvernemental qui sert de cadre à l'action nationale et à la coopération internationale pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources.

Négocié dans les années 1960 par des pays et des organisations non gouvernementales préoccupés devant la perte et la dégradation croissantes des zones humides qui servaient d'habitats aux oiseaux d'eau migrateurs, le traité a été adopté dans la ville iranienne de Ramsar, en 1971, et est entré en vigueur en 1975.

La Convention est le seul traité mondial du domaine de l'environnement qui porte sur un écosystème particulier et les pays membres de la Convention couvrent toutes les régions géographiques de la planète.

La Convention adopte une optique large pour définir les zones humides qui relèvent de sa mission, à savoir marais et marécages, lacs et cours d'eau, prairies humides et tourbières, oasis, estuaires, deltas et étendues à marée, zones marines proches du rivage, mangroves et récifs coralliens, sans oublier les sites artificiels tels que les bassins de pisciculture, les rizières, les réservoirs et les marais salants.

Aucune zone humide relevant de cette convention n'a été recensée sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

II.F.1.b Inventaire régional des tourbières

Les tourbières sont des zones humides et des écosystèmes à part. Leur développement est lié principalement à une température basse, à une humidité forte, à une topographie propice à la stagnation des eaux et à des sols globalement pauvres en oxygène.

La réunion de ces caractéristiques limite la dégradation complète de la matière organique et produit donc la tourbe par dépôt au fond de la zone humide.

Ces milieux ont subi et subissent toujours de fortes pressions, que ce soit l'exploitation de la tourbe, le drainage agricole, le développement d'exploitations forestières, l'assèchement pour raison de salubrité publique ou encore leur artificialisation ou le dérèglement de leur fonctionnement par apport de polluants.

Deux tourbières ont été recensées sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Les informations relatives à ces tourbières sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
			Distance	Direction
01BB38	Marais du Poisat	1,3 ha	205 m	Nord
01BB37	Marais des Planches	5,4 ha	925 m	Nord-Est

Tableau 49 : Informations relatives tourbières présentes dans le secteur d'étude

La carte présentée en page suivante illustre la localisation des tourbières dans le secteur d'étude.

Figure 60 : Localisation des tourbières
(Echelle 1/20 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Tourbière

II.F.1.c Les zones humides

Les zones humides sont des écosystèmes très variés qui se forment, en frange des rivières, des étangs, des lacs, des estuaires, des deltas, des baies ou encore des sources.

Le terme « zone humide » recouvre des milieux très divers (vasières, marais et lagunes littoraux, prés salés, prairies humides, marais salants, mares temporaires ou permanentes, forêts ou annexes alluviales, tourbières, mangroves…) qui présentent les caractéristiques suivantes :

- Présence d'eau au moins une partie de l'année ;
- Présence de sols hydromorphes (sols saturés en eau) ;
- Présence d'une végétation de type hygrophile, adaptée à la submersion ou aux sols saturés d'eau.

L'article L.211-1 du Code de l'Environnement définit les zones humides comme « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

Les zones humides les plus proches sont recensées dans le tableau ci-dessous (Source DREAL).

Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au projet		Critères d'intérêts
			Distance	Direction	
01IZH0252	Canaux de dérivation et Rhône modifié	662 ha	45 m	Sud	/
01IZH0913	Marais de Poisat	1,11 ha	106 m	Nord	Flore
01IZH1974	Zones humides de Mure et Gélignieux	12,3 ha	183 m	Ouest	Habitats
73CPNS3047	La Tuilerie, étang de Leschaux	6,8 ha	390 m	Sud	Entomologique, herpétologique et ornithologique.
73CPNS3037	Les Bessons, bord du Rhône	19,7 ha	660 m	Est	Habitats relais pour la faune
01IZH0950	Marais des Planches	7,5 ha	676 m	Nord	Cladiaie
01IZH0816	Lône entre Roche	0,5 ha	855 m	Nord-Est	/

Tableau 50 : Liste des zones humides recensées dans le secteur d'étude

La cartographie ci-après précise la position de ces zones humides.

La zone humide la plus proche correspond au « Canaux de dérivation et Rhône modifié », localisée à environ 50 mètres au Sud du projet.

Les fiches descriptives des zones humides sont disponibles en annexe N-3.

Zone humide n° 01IZH0913 « Marais de Poisat »

Située à 106 m au Nord du projet d'extension, la zone humide du Marais de Poisat a une superficie de 1,11 hectares.

Cette zone humide présente les milieux suivants :

- Eaux dormantes ;
- Bois marécageux a aulne, saule et piment royal ;
- Phragmitaies ;
- Peuplements de grandes laîches (magnocariçaies) ;
- Cladiaies ;
- Plantations de peupliers.

Figure 61 : Localisation des zones humides
(Echelle 1/10 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Zones humides

Zone humide n° 01IZH1974 « Zones humides de Mure et Gélignieux »

Située à 183 m à l'Ouest du projet d'extension, la zone humide « Zones humides de Mure et Gélignieux » a une superficie de 12,3 hectares.

Cette zone humide présente les milieux suivants :
- Forêts galeries de Saules blancs ;
- Roselières ;
- Plantations de Peupliers.

Zone humide n° 73CPNS3047 « La Tuilerie, étang de Leschaux »

Située à 390 m au Sud du projet d'extension, la zone humide « La Tuilerie, étang de Leschaux » a une superficie de 6,8 hectares.

Cette zone humide se caractérise par les milieux suivants :
- Aulnaies-frênaies médio-européennes ;
- Saussaies marécageuses ;
- Plans d'eau artificialisés et canaux.

Cette zone humide présente plusieurs intérêts :
- Hydrobiologiques en ralentissant le ruissellement ;
- Socio-économiques en présentant un intérêt paysager ;
- Patrimonial (Habitats).

Zone humide n° 73CPNS3037 « Les Bessons, bord du Rhône »

Située à 660 m à l'Est du projet, la zone humide « Les Bessons, bord du Rhône » a une superficie de 19,7 hectares.

Cette zone humide se caractérise par des hautes prairies humides méditerranéennes.

Cette zone humide présente plusieurs intérêts :
- Hydrobiologiques en étant une zone d'expansion naturelle des crues (contrôle des crues ; écrêtement des crues ; stockage des eaux de crues ; prévention des inondations) et en jouant un rôle naturel de protection contre l'érosion ;
- Biologique en servant d'habitat pour les populations animales ou végétales, en permettant les connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels, …) et en étant une étape migratoire ;
- Socio-économiques avec les productions biologiques (pâturage, fauche, sylviculture, …), un intérêt paysager, pour les loisirs ;
- Patrimonial (oiseaux).

II.F.1.a Les Parcs Naturels Nationaux et Régionaux

Aucun Parc Naturel National ou Parc Naturel Régional n'a été recensé dans le secteur d'étude.

II.F.1.b La trame verte ou bleue – Corridors biologiques

La fragmentation et la destruction des habitats naturels par artificialisation ou changement d'occupation des sols constituent, avec la pollution de l'eau, des sols et de l'air, la surexploitation des ressources naturelles, le changement climatique et les espèces exotiques envahissantes, les principales causes d'érosion de la biodiversité.

Sont en cause notamment l'extension de l'urbanisation, la création ou l'élargissement d'infrastructures de transport, l'aménagement des rivières et le développement de certaines pratiques agricoles ou forestières.

Pour enrayer ce phénomène de fragmentation des réseaux écologiques, les lois issues du « Grenelle de l'environnement » ont prévu la constitution d'une trame verte et bleue pour préserver, gérer et remettre en bon état les continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines.

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement durable du territoire, complémentaire des dispositifs existants de protection d'espaces ou d'espèces remarquables.

Elle vise en particulier à favoriser la fonctionnalité des écosystèmes et la mobilité des espèces, y compris ordinaires, au travers d'un réseau écologique cohérent. Sa mise en œuvre se décline à différentes échelles spatiales :

- L'échelle nationale avec les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques élaborées par l'Etat en association avec le Comité national « trames verte et bleue ». Elles fixent le cadre pour la déclinaison de la TVB dans les territoires et veillent à la cohérence de cette trame écologique sur l'ensemble du territoire national et avec les pays frontaliers ;
- L'échelle régionale, avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) élaboré conjointement par l'Etat et la Région en association avec un comité régional « trames verte et bleue ». Ce schéma vise à identifier, préserver ou remettre en bon état de conservation le réseau régional des continuités écologiques, en intégrant les critères de cohérence nationaux ;
- L'échelle locale, avec la prise en compte, dans les documents de planification et les projets de l'Etat, ainsi que des collectivités territoriales et de leurs groupements, des objectifs de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques définis dans le cadre du SRADDET.

Ces corridors biologiques sont repris soit dans les documents d'urbanisme des communes concernées soit dans les Schémas de COhérence Territorial (SCOT) ou encore dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).



Figure 62 : Extrait de la carte du SCOT Bugey

Le projet d'extension se situe au sein d'un corridor d'importance régionale à préserver.

II.F.2 Caractérisation du contexte écologique local

II.F.2.a Aires d'étude

Deux aires d'étude distinctes ont été étudiées :

- Une aire d'étude rapprochée correspondant à la zone directement concernée par le projet ; ici définie comme le périmètre de demande d'extension ;
- une aire d'étude élargie incluant la zone d'influence potentielle du projet pour certains groupes faunistiques et les espaces pouvant présenter des liens écologiques particuliers avec l'aire d'étude rapprochée ; ici définie comme une zone tampon de 100 m autour de l'aire d'étude rapprochée à laquelle sont ajoutées la carrière actuelle, à l'ouest, et la surverse du Marais de Poisat, au nord, dans une limite de 300 m de distance ; sur ce périmètre ont été réalisés des inventaires visant les groupes suivants : mammifères, chiroptères, oiseaux et amphibiens.

L'analyse bibliographique, présentée dans le rapport complet, a été effectuée à une plus large échelle et permet d'intégrer et d'analyser les zonages de connaissance et de protection à l'échelle du secteur paysager du projet.

Les aires d'étude sont figurées sur la carte en page suivante.

II.F.2.b Interventions sur site

Les investigations faune et flore sur la zone concernée par ce projet ont été réalisées par Acer Campestre de mars 2022 à décembre 2022, soit sur l'ensemble de la période de floraison et d'activité des différents groupes faunistiques, potentiellement présent sur le site.

L'étude naturaliste complète est disponible en annexe N-4.

Les éléments de cette étude sont présentés dans les paragraphes suivants.

La fréquence des interventions sur site a permis de cibler l'ensemble des espèces patrimoniales potentielles sur les milieux en présence.

Les experts naturalistes en charge de la réalisation des inventaires sont les suivants :

- P. Rochas : Chargé d'étude faune ;
- M. Legaye : Chargé d'étude faune et phytosociologue ;
- C. Verbeke : Chargée d'étude faune ;
- L. Philippe : Chargé d'étude flore et zones humides.

Au total, 14 interventions d'inventaires naturalistes ont été réalisées au cours de l'année 2022 à proximité immédiate du projet et ont été prises en compte pour définir les enjeux écologiques dans le cadre de ce projet.

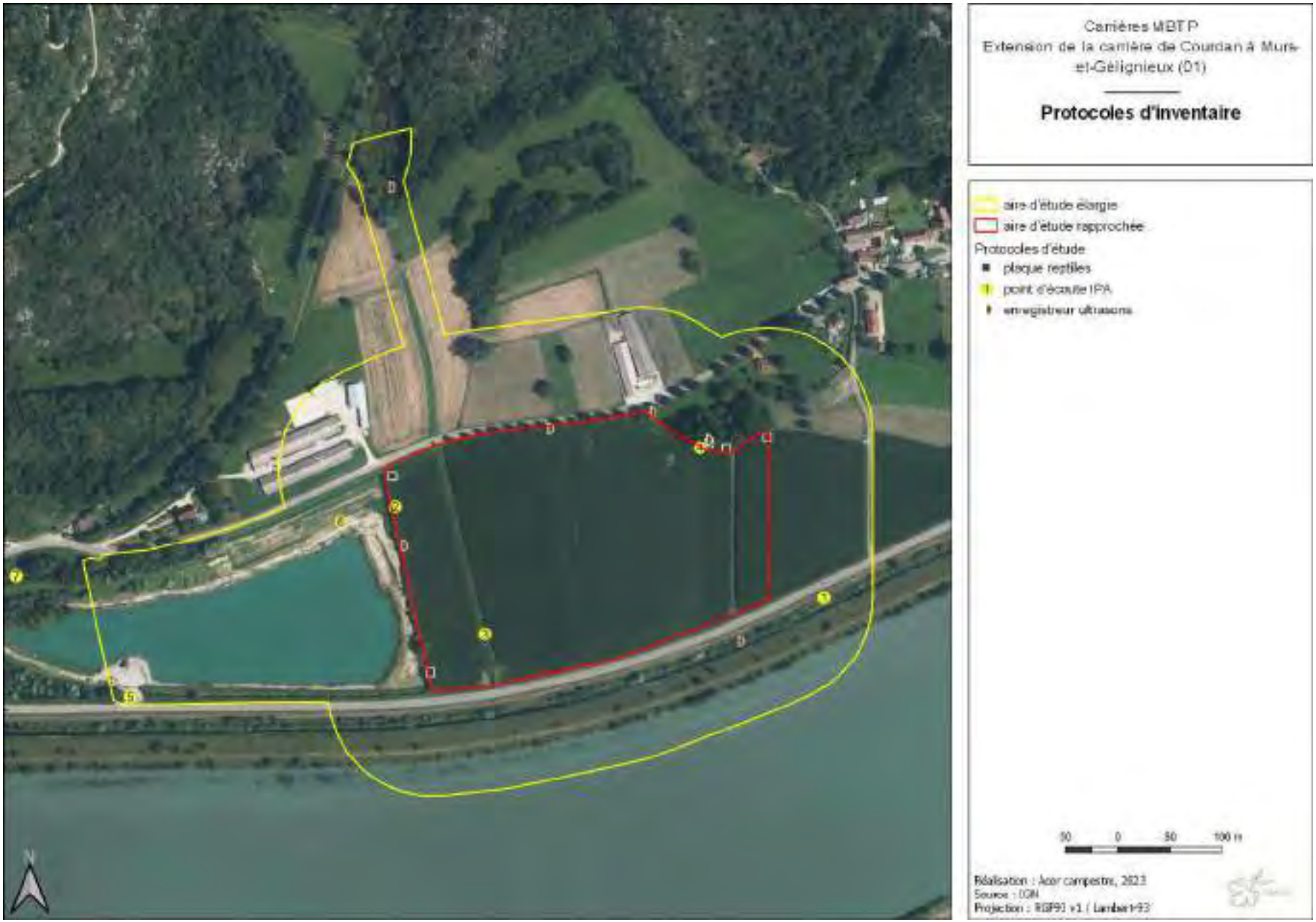


Figure 63 : Protocoles d'inventaire

Le détail des interventions sur le terrain prises en compte pour définir les enjeux est synthétisé dans le tableau suivant.

Date de prospection	Intervenants	Conditions météorologiques	Zones humides	Flore / Habitats Naturels	Avifaune	Amphibiens	Reptiles	Mammifères	Chiroptères	Insectes
14/03/2022 (soirée)	P. Rochas	Températures fraiches Ciel nuageux Vent faible			(X)	X				
07/04/2022	M. Legaye	Températures fraiches Ciel couvert Faibles précipitations Vent faible		X						
11/04/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel clair Vent faible			X	X	X	X		(X)
11/04/2022	L. Philippe	Températures modérées Ciel clair Vent faible	X							
09/05/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel clair Vent faible			X	(X)	X	X		X
03/06/2022	M. Legaye	Températures chaudes Ciel clair Vent faible	X	X						
22/06/202 (soirée)	C. Verbeke	Températures modérées Ciel nuageux Faibles précipitations Vent faible					(X)	(X)	X	
23/06/2022	P. Rochas	Températures chaudes Ciel peu nuageux Vent faible			X	(X)	X	X		X
02/08/2022	M. Legaye	Températures chaudes Ciel clair Vent modéré		X						
09/08/2022 (soirée)	P. Rochas	Températures chaudes Ciel clair Vent faible						(X)	X	
10/08/2022	P. Rochas	Températures chaudes Ciel clair Vent modéré			X	(X)	(X)	X		X
18/10/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel peu nuageux Vent modéré			X	(X)	X	X		
27/10/2023	M. Legaye	Températures fraiches, ciel dégagé, vent faible		X						
20/12/2022	P. Rochas	Températures fraiches, ciel dégagé, vent faible			X			X		

X : taxons faisant l'objet d'inventaires spécifiques, périodes optimales
(x) : taxons notés lors d'inventaires spécifiques d'autres groupes

Tableau 51 : Dates des prospections sur site

II.F.2.c Protocoles d'inventaires naturalistes

Méthodologies

Les protocoles d'inventaires mis en œuvre présentés dans l'étude naturaliste, disponible en annexe N-4 sont synthétisés ci-après. Les conditions météorologiques ont été globalement favorables. Toute la zone d'étude a pu être examinée et le site rendu accessible de jour et de nuit.

Habitats naturels

Afin de caractériser les habitats naturels, des relevés floristiques ont été réalisés sur placettes ou le long de transects pour les habitats linéaires (haies, végétation de ceinture des bords des eaux). Les espèces ont été déterminées par strate et leur abondance-dominance précisée. La pression d'inventaire a été adaptée en fonction de l'intérêt et de la complexité des milieux, un échantillonnage plus poussé ayant été mis en place sur les espaces en mosaïque et sur les habitats susceptibles de relever de la directive « Habitats, faune, flore ».

À partir de ces inventaires, une carte des habitats naturels a été établie selon la typologie EUNIS et la nomenclature Eur27.

Zones humides

La présence et la délimitation de la zone humide s'est basé sur deux procédés :

- **Les relevés pédologiques :**

Des transects de prélèvements ont été réalisés au sein de la zone d'étude à l'aide d'une tarière. L'analyse des prélèvements de sol et le degré d'engorgement en eau a permis de déterminer son éventuel caractère hygromorphe (horizons oxydés réduits à moins de 50 cm de la surface, réductisol en profondeur, présence de concrétions de Fer et de Manganèse). Les sols rencontrés ont été classés selon les classes d'hydromorphie du GEPPA 1981 modifié.

- **Les relevés floristiques :**

Cette méthode a été utilisée dans le cas de présence d'une végétation spontanée ou de présence en position dominante (> 50 % de recouvrement) d'espèces indicatrices des zones. Les relevés de végétation ont été réalisés à une période propice à la détermination des espèces. La topographie et l'hydrologie ont été analysées « à dire d'expert » afin de compléter les informations floristiques et pédologiques et affiner les délimitations.

Flore

La phase de terrain pour la flore a été menée en parallèle de celle pour les habitats. L'ensemble des habitats naturels susceptibles d'accueillir des espèces patrimoniales et/ou protégées (en référence aux listes locales, régionales, nationales et internationales) a été parcouru pour vérifier la présence ou non de ces espèces.

Une attention particulière a porté sur la recherche des espèces remarquables identifiées historiquement dans le petit secteur géographique.

Oiseaux

Les prospections avifaunistiques ont été réparties au sein des différentes unités écologiques représentées dans la zone d'étude. La pression d'observation a été accentuée au sein des milieux naturels jugés intéressants en termes d'accueil pour les oiseaux.

Concernant les oiseaux nicheurs, la méthodologie utilisée est celle des Indices Ponctuels d'Abondance (IPA). Des points d'écoute, d'une durée de 20 minutes chacun, ont été réalisés, permettant d'avoir la meilleure représentativité au niveau de la population nicheuse. Le nombre et la localisation des points d'écoute ont été adaptés en fonction des milieux naturels dans la zone d'étude et ont permis l'identification des habitats pour chaque espèce d'oiseaux présente. Les inventaires ont été réalisés à l'aube et au plus tard dans les trois premières heures du jour (période d'activité maximale des passereaux nicheurs), dans des conditions météorologiques favorables (jours sans pluie ni brouillard, ni vent trop fort).

Une sortie d'écoute nocturne a également été réalisée afin d'inventorier les espèces de rapaces nocturnes potentiellement présentes dans le secteur.

La plupart des espèces a été déterminée grâce à leur chant ou leur cri. Les observations visuelles (à l'œil nu, aux jumelles ou à la longue-vue) ont permis de compléter les inventaires ou de confirmer des déterminations auditives. Les résultats de ces points d'écoute permettent d'établir une bonne représentation des espèces les plus abondantes, de leur fréquence relative et de la capacité d'accueil des milieux en termes de biodiversité avifaunistique.

Pour chaque inventaire, les écoutes ont été consignées sur des fiches de relevés (localisation, observateur, n°, date, heure, météo, description de la station, espèces observées, remarques). Le statut de nidification de chaque espèce a également été relevé, basé sur les indices observés sur le terrain.

Hors période de reproduction, des investigations sont conduites en hiver afin d'évaluer l'utilisation de la zone par l'avifaune à cette période de l'année (migration et hivernage) et pour détecter les premiers cantonnements d'oiseaux précoces. Les prospections consistent à cheminer sur le site et à répertorier à l'avancée toutes les espèces contactées à vue ou à l'ouïe.

Reptiles

L'inventaire des reptiles a pour objectif d'identifier les espèces présentes dans les sites favorables à l'accomplissement de leur cycle biologique annuel. Les inventaires ont porté sur les habitats les plus favorables au groupe : pelouses sèches, lisières, zones humides, cavités superficielles, affleurements rocheux, pierriers, talus.

La recherche a été faite à vue, par observations directes des individus et par recherche des indices de présence (mues et traces par exemple), principalement au printemps, lorsque les animaux émergent de leur période d'hivernation et recherchent donc activement les rayons du soleil. Il est également propice de chercher les reptiles en fin d'été (septembre), lorsque les animaux sortent plus longuement au soleil pour se thermoréguler.

Des recherches systématiques ont, par ailleurs, été réalisées par retournement des pierres et des souches (replacement avec soin). Une recherche des individus écrasés sur les routes à proximité du site d'étude a également été effectuée.

Un réseau de plaque refuge a, en outre, été mis en place afin d'augmenter la détectabilité de ces espèces discrètes. Les plaques ont été disposées à proximité des habitats intéressants pour les reptiles et ont systématiquement été inspectées à chaque passage d'un écologue sur site (inventaires botaniques, avifaunistiques, etc.). Cette méthode permet d'augmenter considérablement la pression d'observation sur ce groupe d'espèces et permet de déceler la présence d'espèces discrètes.

Amphibiens

L'inventaire batrachologique a pour objectif d'identifier les espèces présentes au sein des habitats favorables, tout au long de leur cycle biologique, et d'en connaitre les populations de manière quantitative et qualitative.
L'inventaire in situ s'est focalisé en premier lieu sur les habitats naturels susceptibles d'accueillir les amphibiens en période de reproduction. Les milieux aquatiques et humides ont été recherchés et examinés en termes de potentialité d'accueil.

Les amphibiens ont été détectés et dénombrés grâce à un ensemble de méthodes complémentaires :

- Détection visuelle : recherche des espèces pendant la période de reproduction, de jour mais surtout de nuit (en condition météorologique humide), à l'aide d'un projecteur. Cette détection visuelle nous permet de repérer d'éventuels phénomènes migratoires, lors de soirées douces et pluvieuses.
- Détection auditive : recherche et écoute des chants des espèces d'anoures le long d'un trajet nocturne avec positionnement de points d'écoute. Les chants permettent d'identifier les espèces et d'estimer leur nombre.
- Comptage des pontes dans les zones humides accessibles : cette technique est réservée aux espèces pour lesquelles les pontes sont individualisables.
- Pêche des adultes et des jeunes à l'épuisette dans les mares : cette technique permet d'échantillonner les espèces, en particulier celles qui ne chantent pas (comme les tritons).

Mammifères (hors Chiroptères)

Ce volet s'intéresse à l'étude de la petite faune (mustélidés, Lièvre, Hérisson, etc.) et aux grands mammifères (Sanglier, Chevreuil, Renard, Blaireau, etc.). Il vise à appréhender les espèces à enjeux cynégétiques et les espèces à enjeux de conservation (espèces protégées et patrimoniales).

Les investigations de terrain ont été mises en place sur l'ensemble de la période de prospection (y compris automne et hiver), à l'aide de méthodes complémentaires :

- Observation directe des animaux lors de circuits de prospections réalisées à l'aube et au crépuscule ;
- Recherche diurne d'indices de présence : observation des indices de présence en journée (traces, fèces, poils, etc.). Ce travail est complété par des sorties après de grosses pluies sur des endroits stratégiques susceptibles de nous fournir des informations de type « traces ». Les terriers observés sont localisés par GPS (Blaireau, Lapin de Garenne, etc.).
- Le cas échéant, identification des individus écrasés sur les routes à proximité de la zone d'étude.

Une attention particulière a été donnée à la recherche de la petite faune protégée vivant à proximité de l'Homme (Ecureuil roux, Hérisson d'Europe). Les différents individus de la faune observés lors des sorties ont été géolocalisés et l'abondance des populations présentes a été estimée dans la mesure du possible.

Chiroptères

Le but de l'expertise chiroptérologique est de dresser un inventaire des chiroptères puis de quantifier et de qualifier l'activité relevée sur les différents milieux de la zone d'étude. Cette expertise a été menée à travers deux méthodes complémentaires qui sont un inventaire acoustique et une recherche de gîtes.

Inventaire acoustique

Les chiroptères utilisent l'écholocation pour se déplacer. Ils émettent des signaux ultrasonores puis réceptionnent et analysent les signaux retours afin de percevoir leur environnement. Il est donc possible grâce à des détecteurs à ultrasons, de capter ces signaux puis de les analyser.

Des enregistreurs automatiques « Song Meter Mini Bat » ont été utilisés pour mener cet inventaire acoustique. Ces enregistreurs ont été déposés avant le début de l'activité des chauves-souris, sur des points d'écoute fixes, choisis en fonction de la potentialité de présence d'individus sur le site et le type d'habitat. Ils ont été récupérés, au minimum au bout d'une nuit d'écoute complète.

L'inventaire acoustique 2022 se compose de deux passages estivaux, qui ont nécessité au total la pose de six enregistreurs au cours de deux nuits d'écoute complètes.

Au cours de l'analyse des données ultrasonores, la plateforme de reconnaissance automatique Tadarida (Bas Y., Bas D., Julien J.F., Leblond E., MNHN) a été utilisée pour effectuer un premier tri des fichiers sons et une première identification des signaux assortie d'un indice de confiance. Ensuite, l'opérateur chiroptérologue a utilisé le logiciel BatSound (Pettersson, v 4.1.4) pour vérifier les identifications automatiques et analyser les sons avec la méthode d'écologie acoustique des Chiroptères d'Europe (Barataud M., 2020).

Caractérisation de l'activité chiroptérologique

La caractérisation de l'activité chiroptérologique consiste à calculer le nombre de contacts enregistré sur le site d'étude pour chaque station d'écoute. Un contact est défini par la présence d'1 cri ou plus dans un pas de temps de 5 secondes.

Dans un premier temps, un indice d'activité spécifique (nombre de contacts par espèce et par nuit) est calculé pour chaque point d'écoute. Chaque indice est ensuite comparé au référentiel d'activité national définis par le programme Vigie-Chiro (Bas et al., 2020) pour déterminer le niveau d'activité spécifique correspondant, selon des valeurs seuils, présenté dans le tableau suivant. Les niveaux d'activité spécifique obtenus permettent d'apprécier l'importance des habitats étudiés pour chaque espèce de chiroptères présentes au sein de l'aire d'étude. Cette évaluation permet enfin d'analyser les enjeux présents dans la zone d'étude.

Quantiles	Niveau d'activité
< Q25	Faible
Q25 – Q75	Moyen
Q75 – Q98	Fort
> Q98	Très fort

Tableau 52 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité spécifique des Chiroptères (Programme Vigie-Chiro)

Dans un second temps, un indice d'activité globale, correspondant au nombre total de contacts enregistrés toute espèce confondue et sur l'ensemble de la nuit, est calculé pour chaque station d'écoute. Chaque indice est comparé à des valeurs seuils permettant de déterminer le niveau d'activité globale correspondant, présenté dans le tableau suivant.

Seuils	Niveau d'activité globale
< 50 contacts / nuit	Très faible
50 – 250 contacts / nuits	Faible
250 – 500 contacts / nuits	Moyen
500 – 1 000 contacts / nuits	Fort
> 1 000 contacts / nuits	Très fort

Tableau 53 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité globale des Chiroptères

À partir des travaux précédents, il a été défini les modes d'utilisation de l'espace par les chauves-souris sur la zone d'étude : présence de gites, zone de chasse, axes de déplacements. Ceci nous permet d'établir un état initial suffisant pour avoir une approche de la diversité locale (y compris les espèces rares) et une approche de la fonctionnalité des milieux en présence (secteurs les plus chassés, zones de transit).

Insectes

Les lépidoptères diurnes, les odonates, les orthoptères et les coléoptères saproxyliques de la Directive Habitats ont été recherchés.

Trois critères ont été retenus :

- Espèce d'intérêt patrimonial (protection et/ou liste rouge, nationale ou internationale) ;
- Et / ou présence de données publiées (bibliographie) ou non (communication personnelle) au droit du projet ;
- Et / ou présence potentielle de l'espèce au vu des habitats présents et des facteurs biogéographiques.

Lépidoptères rhopalocères et odonates

Les insectes ont été, dans un premier temps, identifiés à vue, en phase adulte, à l'aide de jumelles ou par capture à l'aide d'un filet à insectes. Les individus capturés ont été relâchés après identification. Les inventaires ont été menés par cheminement aléatoire et par grand type de milieux favorables aux papillons et/ou aux libellules (milieux secs, zones humides, cours d'eau), permettant ainsi de caractériser les cortèges en fonction des habitats naturels.

Une attention particulière a été portée aux espèces patrimoniales potentiellement présentes sur la zone d'étude. Celles-ci ont été, le cas échéant, dénombrées par classes d'effectifs (1 individu, 2-3, 4-5, 5-10, >10 individus) et, dans la mesure du possible, sexées.

Concernant les odonates, une recherche des exuvies, enveloppes abandonnées par les larves lors de leur émergence, a également été réalisée. Celles-ci sont ramassées sur la végétation des bords du cours d'eau et identifiées a posteriori, à l'aide d'une loupe binoculaire. Les éventuels indices de reproduction permettant de juger de l'autochtonie (preuve que l'espèce effectue l'ensemble de son cycle biologique sur la zone d'étude) des espèces ont été notés : cœur copulatoire, présence d'exuvie, etc.

Orthoptères
Les orthoptères (criquets, grillons et sauterelles) ont été inventoriés à vue, en phase adulte, après capture à l'aide d'un filet fauchoir ou par battement des feuilles pour les espèces arboricoles. Les individus capturés ont été directement relâchés après leur identification. Des sessions d'écoute des stridulations émis par certaines espèces ("chant") ont également été réalisées afin de compléter les inventaires, en journée et de nuit.

Les prospections ont été réalisées en journée, dans la mesure du possible sous conditions ensoleillées et peu ventées, conditions favorables à la détection des insectes. Elles ont été effectuées entre 10 h et 16 h, lorsque la température extérieure permet une activité optimale de ces animaux (température supérieure à 18 °C). Les espèces contactées par stridulation en session nocturne ont également été répertoriées.

Coléoptères saproxyliques
Pour les coléoptères saproxyliques, des inventaires à vue dans les secteurs favorables aux espèces patrimoniales ont été réalisés : Grand Capricorne et Lucane cerf-volant. Les recherches se sont focalisées sur et à proximité des vieux arbres et arbres à cavités, à la recherche d'indices de présence : trous d'émergence, restes d'individus aux pieds des arbres, etc. Les inventaires ont été réalisés en journée et en soirée.

Limites des inventaires réalisés

Les prospections se sont déroulées dans de bonnes conditions. Pour autant, certaines limites peuvent être identifiées :

- Les conditions météorologiques particulièrement chaudes et sèches de l'été 2022 ont pu être défavorables à certaines espèces, lesquelles ont pu être sous observées ;
- Malgré une recherche spécifique et la mise en place de plaque refuges, l'inventaire des reptiles n'est pas réputé comme exhaustif ; en effet, ces espèces restent discrètes et peu observables ;
- Le traitement des sons de Chiroptères récoltées par enregistreurs automatiques s'est borné notamment à vérifier la présence des espèces d'intérêt patrimonial dans l'aire d'étude et non à vérifier systématiquement l'ensemble des séquences enregistrées ; par ailleurs, les limites de la méthodologie d'identification ne permettent pas toujours d'identifier l'espèce contactée mais parfois uniquement des groupes d'espèces dont les fréquences d'émission se recouvrent ;
- Certaines espèces végétales ne se développent pas toutes les années (espèces dites à éclipse), elles ne sont donc pas détectables chaque année, l'inventaire ne peut donc pas être qualifié d'exhaustif.

Malgré les limites identifiées ci-dessus, les prospections réalisées sont, par leur nature (déploiement de méthodes d'inventaires « actives » et « passives »), leur précision, leur fréquence et les groupes concernés, jugées suffisantes à l'établissement d'un diagnostic écologique fiable des enjeux du site.

II.F.2.d Résultats des inventaires

Habitats naturels

À l'issue des inventaires de terrain, 10 classes d'occupation du sol ont été décrites sur le site, dont certaines sous forme de mosaïques d'habitats élémentaires. Les habitats élémentaires présents sur le site sont décrits ci-dessous.
Il s'agit d'habitats modérément à fortement anthropisés, caractéristiques des espaces agricoles de plaine. Aucun des habitats répertoriés ne représente un enjeu de conservation important (inscription sur liste rouge ou habitat d'intérêt communautaire).

Nom	Code EUNIS	Description	Répartition générale / sur le site	Illustration
Phragmitaie	D5.11	Habitat dominé par le Roseau commun. Cette végétation se développe sur des sols régulièrement engorgés, voire temporairement inondés.	Cet habitat très commun est régulièrement présent dans les plaines agricoles et friches humides de la région. Il est ici représenté sur les berges de la partie aval du fossé qui traverse l'aire d'étude à l'ouest (ruisseau de la Janotte), ainsi que de façon diffuse au sein de fourrés qui bordent la limite ouest du site.	
Friche nitrophile	E5.11	Habitat dominé par des espèces rudérales nitrophiles telles l'Ortie dioïque, le Liseron des haies ou encore le Laiteron maraîcher. Cette végétation témoigne de conditions eutrophes et mésohygrophiles.	Cet habitat est très commun dans toutes les friches et espaces marginaux des secteurs agricoles. Il est ici représenté en bordure de culture, le long du fossé qui traverse la moitié est de l'aire d'étude.	
Ourlet hygrophile	E5.41	Habitat dominé par des espèces de hautes herbacées hygrophiles dont la Reine des prés, la Laiche des marais, la Prêle des champs. Il comprend également, en plus ou moins grande densité, le Solidage géant, espèce exotique envahissante, ainsi que des espèces nitrophiles. Cette végétation se développe typiquement sur des sols saturés en eau une grande partie de l'année et bénéficiant d'apports d'éléments minéraux en provenance des cultures voisines.	Cet habitat est très commun dans de nombreuses zones humides et fossés agricoles. Il est ici présent sur le fond des deux fossés qui traversent l'aire d'étude.	
Ourlet à Solidage	E5.41	Habitat dominé par le Solidage géant, espèce exotique envahissante qui forme des massifs très denses. Cette végétation se développe dans une large variété de conditions, hygrophiles à mésohygrophiles, sur sols perturbés ou en substitution de végétations herbacées indigènes.	Cet habitat est très commun et en extension dans de nombreuses friches et habitats alluviaux de la région. Il forme ici des massifs discontinus le long du fossé qui traverse l'aire d'étude à l'ouest.	
Fourrés mésophiles	F3.11	Habitat arbustif comportant une grande variété d'espèces ligneuses indigènes ou exotiques telles que le Charme, le Cornouiller sanguin, le Buddleia de David ou le Noisetier. Cet habitat se développe en conditions mésophiles, sur des sols modérément fertiles.	Cet habitat est très commun dans la région. Notons cependant que les haies d'espèces indigènes en bon état de conservation (présence d'une grande diversité d'espèces, formant plusieurs strates, présence de bois mort) sont en régression dans les secteurs de plaine. L'habitat est ici présent sous forme d'une haie récemment plantée en bordure de parcelle, à l'ouest de l'aire d'étude rapprochée.	
Boisement secondaire de frênes	G1.A2	Habitat boisé dominé par le Frêne, le Peuplier noir (dont une partie au moins est issue de ressemis de variétés cultivées), l'Érable champêtre. Ce boisement correspond à un stade avancé de la recolonisation d'anciennes pâtures ou cultures par les ligneux.	Cet habitat est très commun dans les secteurs de plaine de toute la région. L'habitat forme un bosquet peu étendu au nord-est de l'aire d'étude.	

Nom	Code EUNIS	Description	Répartition générale / sur le site	Illustration
Cultures	I1.1	Les cultures de l'aire d'étude sont des grandes cultures de céréales et protéagineux. La flore compagne (messicoles) y est relativement pauvre, constituée d'espèces communes, et, pour la plupart, nitrophiles. On peut citer le Chénopode blanc, le Sorgho d'Alep, la Digitaire sanguine.	Cet habitat est très commun dans les secteurs agricoles intensifs. Cet habitat domine largement les surfaces de l'aire d'étude rapprochée.	
Friche herbacée	I1.53	Habitat herbacé dominé par des graminées telles que le Fromental, le Dactyle aggloméré, le Brome stérile, comportant également des dicotylédones plus ou moins rudérales ou nitrophiles telles que le Gaillet commun, la Cardère ou le Rumex crépus.	Cet habitat est très commun dans toute la région. Il occupe ici la plupart des marges de champs et talus de l'aire d'étude.	
Alignement d'arbres	G5.1	Habitat constitué par des arbres plantés en alignement, dans un but paysager ou fonctionnel.	Cet habitat est très commun dans toute la région. Il est ici constitué par un alignement de Tilleuls le long de la route qui longe l'aire d'étude au nord.	

Tableau 54 : Présentation des différents habitats

Intitulé Habitat naturel	Codes EUNIS	Codes Natura 2000	Statut de conservation *	Etat de conservation	Enjeu local de conservation	Surface dans la zone d'étude (ha)	Proportion par rapport à la surface de la zone d'étude (%)	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
Phragmitaie	D5.11	-		Moyen	faible	0,02	0,25	faible
Friche nitrophile	E5.11	6210		Moyen	faible	0,04	0,5	faible
Ourlet hygrophile	E5.41			Dégradé à moyen	faible	0,05	0,63	faible
Ourlet à Solidage	E5.41			Dégradé	négligeable	0,03	0,39	négligeable
Fourrés mésophiles	F3.11			Moyen	faible	0,04	0,57	faible
Fourrés mésophiles et phragmitaie	F3.11xD5.11			Moyen	faible	0,01	0,08	faible
Boisement secondaire de frênes	G1.A2	91E0		Moyen	faible	0,01	0,07	négligeable
Cultures	I1.1			Dégradé	négligeable	7,06	94,49	négligeable
Friche herbacée	I1.53	7220		Moyen	faible	0,15	2,05	faible
Friche herbacée et alignement d'arbres	I1.53xG5.1			Moyen	faible	0,08	1,09	faible

Légende : le statut de conservation est indiqué selon les listes rouges : CR : en danger critique d'extinction dans la région ; EN : en danger ; VU : vulnérable ; NT : quasi menacé ; LC : préoccupation mineure ; DD : données insuffisantes.
* Seuls les habitats naturels caractéristiques relevant de liste rouge sont retenus

Tableau 55 : Habitats naturels inventoriés et niveau d'enjeu local

Flore

Au total, 117 espèces ont été identifié sur la zone d'étude. La liste des espèces floristiques inventoriées est annexée au présent rapport.

Flore d'intérêt patrimonial

Parmi les 117 espèces inventoriées, aucune ne fait l'objet d'un statut de protection ni n'est identifiée comme menacée.

Flore exotique envahissante

Plusieurs espèces identifiées au sein de l'aire d'étude et à proximité sont des espèces exotiques envahissantes. La flore exotique envahissante constitue le pool d'espèces exotiques (non indigènes) capables d'envahir les milieux et d'avoir un impact sur la biodiversité. On parle également de flore invasive.
Le statut d'invasibilité est déterminé grâce aux données fournies par le pôle d'information sur la flore et les habitats (pifh.fr) :

- Fort = taxon exotique (ou cryptogène) très envahissant, dominant ou codominant dans les milieux naturels ou semi-naturels, ayant un impact direct fort sur la composition, la structure et le fonctionnement des écosystèmes
- Moyen = taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant dans les milieux naturels ou semi-naturels avec une densité plus ou moins importante sans toutefois dominer ou codominer la végétation
- Faible = taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant uniquement dans les milieux régulièrement perturbés par les activités humaines (bords de route, cultures, pâturages...) avec une densité plus ou moins forte

La cartographie des principaux foyers (espèces d'invasibilité modérée à forte) est présentée page suivante.

Nom français	Nom latin	Statut d'invasibilité	Effectifs / répartition	Enjeu au sein de l'aire d'étude de
Erable negundo	*Acer negundo* L.	Moyen	Présent au sein du bosquet au nord-est de l'aire d'étude	Faible
Amarante hybride	*Amaranthus hybridus* L.	Faible	Dispersé dans les cultures	Faible
Amarante réfléchie	*Amaranthus retroflexus* L.	Faible	Dispersé dans les cultures	Faible
Ambroisie à feuilles d'Armoise	*Ambrosia artemisiifolia* L.	Fort	Dispersé dans les cultures	[illegible]
Buddleja du père David, Arbre à papillon	*Buddleja davidii* Franch.	Fort	Présent au sein de la haie, à l'ouest, et le bosquet, au nord-est de l'aire d'étude	Modéré
Vergerette annuelle	*Erigeron annuus* (L.) Desf.	Moyen	Présent au sein de la carrière actuelle, à l'ouest	Faible
Solidage glabre	*Solidago gigantea* Aiton	Fort	Fortement présent dans les zones de friche et au bord des fossés	[illegible]

Tableau 56 : Liste des espèces de la flore exotique envahissante

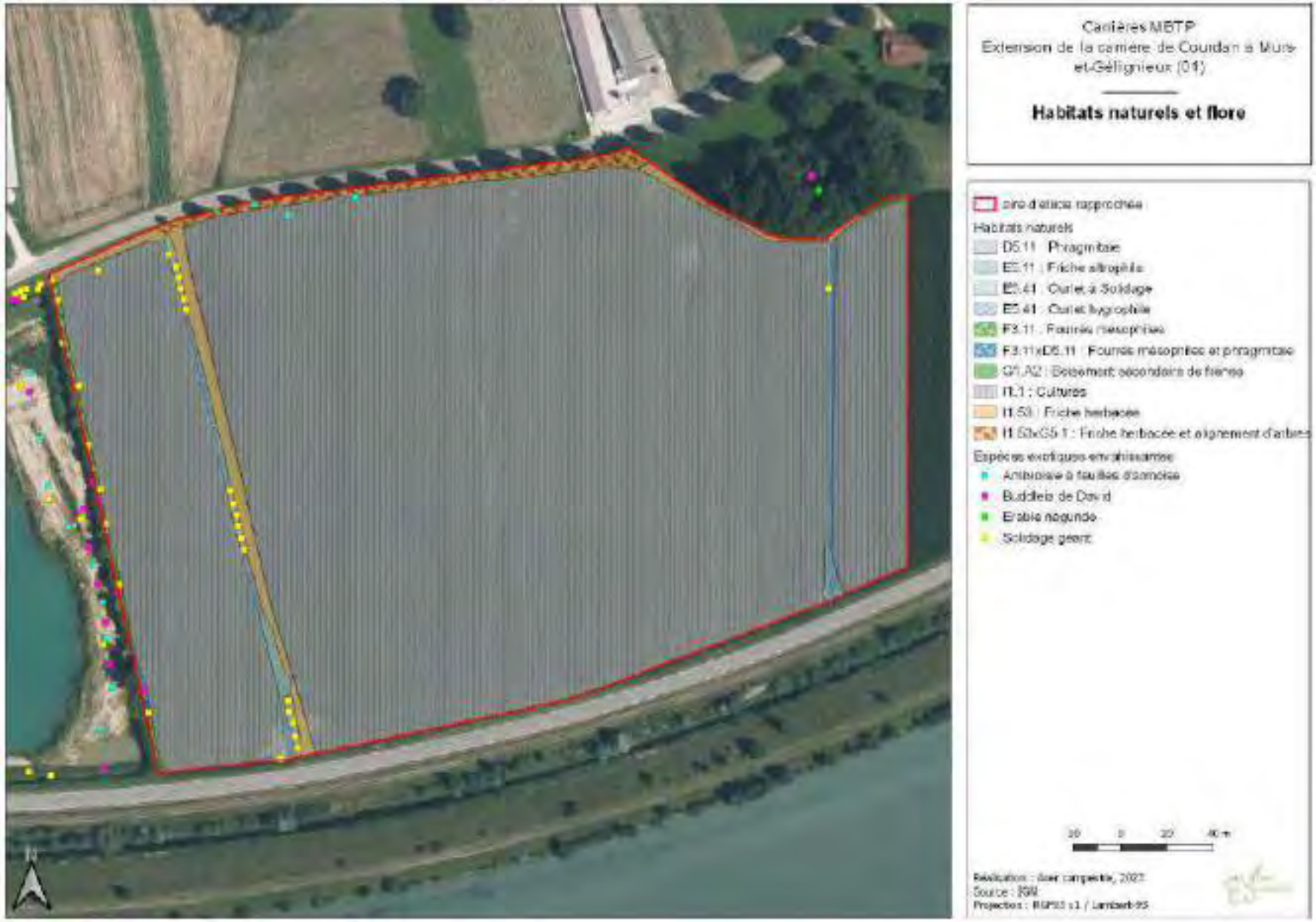


Figure 64 : Habitats naturels et flore

Zone humide

La délimitation des zones humides s'est appuyée sur **34 points d'analyses pédologiques et/ou floristique**. La délimitation a été complétée par l'analyse de la topographie, de l'occupation du sol.

La plupart des sondages pédologiques réalisés au sein de l'aire d'étude ont révélé la présence d'une fraction fine (limoneuse ou argileuse) susceptible de marquer l'hydromorphie à plus ou moins grande profondeur. Le cas particulier des fluvisols constitués de matériaux très pauvres en fer ou de granulométrie grossière et ne marquant pas l'hydromorphie peut donc être exclu. Parmi les quatre sondages relevant des sols indicateurs de zone humide, tous présentent des traces d'oxydation avant 25cm suivis par l'apparition d'un horizon réductique (se classant ainsi quand la catégorie VIc du tableau GEPPA).

L'essentiel du site est constitué de cultures où ne s'exprime que peu de végétation spontanée, rendant peu pertinente l'application du critère floristique. Seuls quatre points d'analyses ont montré une végétation hygrophile (phragmitaies et cariçaies). Deux d'entre eux sont situés au sein d'un fossé rectiligne traversant la zone d'étude du nord au sud et correspondant au lit du ruisseau dit « la Janotte ». Or, conformément à l'article R211-108 Code de l'environnement, les critères de délimitation des zones humides "*ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales*". A ce titre, le fossé n'a pas été classé en zone humide malgré la présence de végétations hygrophiles au sein de ce dernier.

Sur la base des points d'analyse réalisés **0,15 hectare de zones humides ont été identifiés au sein de l'aire d'étude rapprochée**, divisées en deux secteurs :

- L'une en contrebas d'une parcelle agricole, de 0,08 ha, dans le quart sud-ouest de la zone d'étude ;
- L'autre, de 0,07 ha, au sein d'un point bas topographique sur une parcelle agricole en bordure est de la zone d'étude.

La **première zone humide (0,08 ha),** est située au sein d'une parcelle agricole. Elle est légèrement sur élevée par rapport au fossé voisin. La nature du sol pourrait expliquer la forte rétention d'eau sur ce secteur. Les résultats de prospections géotechniques menées en parallèle des inventaires écologiques laissent à penser que ce secteur aurait pu faire l'objet de remblaiements lors de l'endiguement du Rhône dans les années 1980, expliquant ainsi la nature différente du sol.

La **seconde zone (0,07 ha),** située sur la bordure ouest de la zone d'étude, s'inscrit au sein d'un point bas topographique. La présence d'un merlon de terre en limite d'aire d'étude rapprochée pourrait favoriser la rétention d'eaux de ruissellement sur ce point bas. Il n'est pas non plus exclu que la zone humide soit en partie alimentée par la nappe.

Pour les deux zones, leur petite taille, leur situation en contexte agricole ainsi que la faible présence de végétations spontanées permettent de considérer leur fonctionnalités hydrauliques, biologiques et épuratrices comme étant faibles.

Les zones humides ont par ailleurs été recherchées dans une zone tampon de 100 m autour de l'aire d'étude rapprochée. Ces prospections ont permis d'identifier la présence de zones humides prenant la forme de fourrés hygrophiles le long du contre-canal du Rhône, au sud. Aucune zone humide supplémentaire n'a été identifiée dans les zones agricoles et anthropiques situées à proximité de l'aire d'étude rapprochée.

Les résultats des relevés botaniques et pédologiques sont présentés dans le tableau et la carte pages suivantes.

N°	Végétation	Indic Végét	Sol	Indic. Sol	Prof redox (cm)	Prof Reduc. (cm)	Pro. Sondage (cm)	Commentaire	Zone humide
1	Pas de végétation	nh	Horizon sableux à 40 cm.	nh	30		120		NON
2	Aucune	nh	Limoneux argileux. Horizon réductique présent à partir de 80.	h	25	80	120		OUI
3	Aucune	nh	Limoneux argileux. Pas de réduction.	nh	70		100		NON
4	Terre quasi nue, quelques adventices	nh	Limono sableux, zone de stagnation temporaire d'eau en surface	h	20	60	100		OUI
5	Terre quasi nue, quelques adventices	nh	Limoneux sableux	h	10	60	100		OUI
6	Culture	nh	Traces d'oxydation dès 10cm.	h	10	50	100		OUI
7	Culture	nh	Limoneux sableux.	nh	60	80	100		NON
8	Culture	nh	Limoneux sableux. Traces d'oxydation très légères.	nh	90		100		NON
9	Culture	nh	Limoneux sableux.	nh	45		100		NON
10	Culture	nh	Pas de traits réductiques. Limoneux sableux.	nh	50		120		NON
11	Culture	nh	Très peu de traces d'oxydation. Limoneux sableux.	nh	75		100		NON
12	Culture	nh	Limono sableux.	nh			100		NON
13	Absence	nh	Matrice légèrement orangée mais ne correspondant pas à des traits rédoxiques.	nh			100		NON
14	Absence	nh	Limoneux sableux.	nh	100		120		NON
15	Maïs	nh	Limoneux sableux puis sableux. Refus de tarière à 80cm.	nh	55		80		NON
16	Pas de végétation	nh	Refus de tarière à 40 cm. Aucune trace.	nh			40		NON
17	Aucune	nh	Aucune trace d'oxydation.	nh			100		NON
18	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
19	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
20	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
21	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			120		NON
22	Aucune	nh	Faibles traces à 80.	nh	80		120		NON
23	Pas de végétation	nh	Horizon superficiel limono argileux. Sableux vers 50. Absence d'horizon réductique.	nh	50		120		NON
24	Phragmites australis	h						Fossé : critères de végétation non applicable	NON
25	Phragmites australis	h							OUI
26	Phragmites australis, Carex acutiformis	h							OUI
27	Culture	nh	Limoneux	nh			80		NON
28	Culture	nh	Limoneux	nh			80		NON
29	Ourlet hygrophile	h						Fossé : critères de végétation non applicable	NON
30	Prairie mésophile	nh	Limono sableux	nh			80		NON
31	Boisement de frênes	nh	Limono sableux	nh			100		NON
32	Fourrés de saules	h	Refus de tarière en surface.						OUI
33	Fourrés de saules	h							OUI
34	Végétation rudérale	nh	Horizon sablo limoneux peu différencié. Potentiels traits rédoxiques fossiles. Anthroposol.	nh			55		NON

Indic. véget. : caractère indicateur de la végétation, h = hygrophile, nh = non hygrophile ; Indic. sol : caractère indicateur du sol, h = hydromorphe, nh = non hydromorphe ; Prof. redox : profondeur d'apparition des traits rédoxiques ; Prof. réduc : profondeur d'apparition des traits réductiques ; Prof. sondage : profondeur maximale atteinte par le sondage.

Tableau 57 : Résultats des points d'analyse « zones humides »



Figure 65 : Localisation des zones humides

Avifaune

Un total de 71 espèces a été répertorié au cours des différentes sessions d'inventaires au sein de la zone d'étude élargie.

Période de nidification

En période de nidification (avril – juillet essentiellement), les inventaires ont permis de recenser 67 espèces, dont 39 espèces nicheuses possibles à certaines dans la zone d'étude ou à sa périphérie immédiate. Parmi ces espèces recensées, une grande partie est protégée ainsi que leurs habitats de nidification comme les milieux bocagers et agricole. Les statuts de protection sont indiqués dans le tableau suivant.

Les espèces ont été réparties en fonction des habitats qu'elles fréquentent habituellement en période de nidification.

Les différents cortèges avifaunistiques sont présentés dans les paragraphes ci-dessous.

Cortège des milieux agricoles ouverts (4 espèces)
Les oiseaux de ce cortège recherchent les milieux ouverts, le plus souvent à végétation rase, que ce soit pour établir leur nichée ou pour chasser :

- Alouette des champs,
- Linotte mélodieuse,
- Cisticole des joncs.

Hormis l'Alouette des champs, ces espèces sont protégées en France (individus et habitats).

Deux espèces représentent des enjeux forts de conservation :

- L'Alouette des champs ;
- La Cisticole des joncs.

Le Petit Gravelot (espèce menacée) a choisi une parcelle en semis de maïs pour se cantonner. Il utilise probablement les zones de terres nues des cultures pour nidifier et les rives du plan d'eau de l'ancienne exploitation pour se nourrir. La parcelle choisie est située hors du projet d'extension.

Au sein de la zone d'étude, les espèces de ce cortège sont principalement localisées dans les cultures de céréales et de maïs. Notons toutefois que les cultures tardives (maïs, tournesol), laissant le sol à nu au printemps ne sont pas attractives pour les passereaux. Les espaces incultes entre les cultures notamment au niveau des bandes enherbées et des fossés de drainage sont attractifs pour ces espèces et peuvent représenter un choix d'emplacement de nid intéressant.

Cortège des milieux anthropisés (6 espèces)
Ce cortège observé regroupe des espèces qui sont retrouvées quasi-exclusivement au contact de l'homme comme :

- Le Moineau domestique ;
- L'Hirondelle rustique ;
- La Tourterelle turque ;
- L'Hirondelle de fenêtre ;
- Le Rougequeue noir.

Cortège des milieux aquatiques et humides (1 espèce)
Les espèces regroupées au sein de ce cortège recherchent la présence de l'eau libre pour se nourrir et se cantonner. Elles utilisent toutefois des milieux différents pour leur nidification.

Les espèces spécialisées à ce type d'habitat sont peu présentes et seul le Canard colvert apparait nicheur possible au sein du contre canal. Le marais de Poisat étant particulièrement sec au printemps 2022, il n'a pas retenu d'espèces paludicoles.

Sur la zone d'étude élargie, ce cortège est retrouve le long des principaux habitats aquatiques (fossés, contre canal du Rhône et marais de Poisat, et potentiellement, plan d'eau de la carrière actuelle).

Cortège des milieux bocagers (28 espèces)

Ce cortège comprend les espèces recherchant les milieux ouverts avec la présence d'arbres ou d'arbustes, de haies et de bosquets pour y établir leur nid. Ce cortège est le plus riche en espèces et abrite une espèce de la Directive Oiseaux : La Pie grièche écorcheur. Celle-ci est également considérée comme « quasi menacée » en région Rhône Alpes.

Un nombre important des espèces de ce cortège représentent des enjeux de conservation notables mais elles occupent essentiellement le boqueteau et le bocage du nord et de l'ouest du village hors des emprises du projet (Chardonneret élégants, Torcol fourmilier, Buse variable etc.).

Parmi ces espèces nicheuses, notons la présence d'espèce représentant un enjeu significatif au sein de l'aire d'étude rapprochée :

Alouette des champs

Un couple est présent sur l'aire d'étude. Le secteur identifié se situe au sud de la zone d'étude rapprochée non loin d'une bande enherbée. Les habitats favorables ne sont pas suffisamment vastes pour accueillir plusieurs couples.
La nidification est terrestre. Sont préférés les habitats où le sol n'est jamais détrempé et où la strate herbacée est assez lâche et pas trop haute.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification. Elle est directement menacée par la dégradation de son habitat du fait de la modification des pratiques agricoles (traitements phytosanitaires, augmentation du travail du sol).

Pie-grièche écorcheur

L'espèce fréquente les milieux ouverts, les landes et les prés avec des haies de buissons épineux, qu'elle utilise comme « lardoirs », pour y accrocher ses proies.
Dans la majorité des cas, le nid se situe à une hauteur de 1 à 1,5 mètre dans un arbuste épineux ou petit conifère.

Un couple se reproduit probablement dans la haie bocagère qui entoure la carrière actuelle.

L'espèce est inscrite à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux et est considérée comme « quasi-menacée » en France. Les principales menaces qui pèsent sur cette espèce sont la destruction de ses habitats et la régression des populations proies (gros insectes).

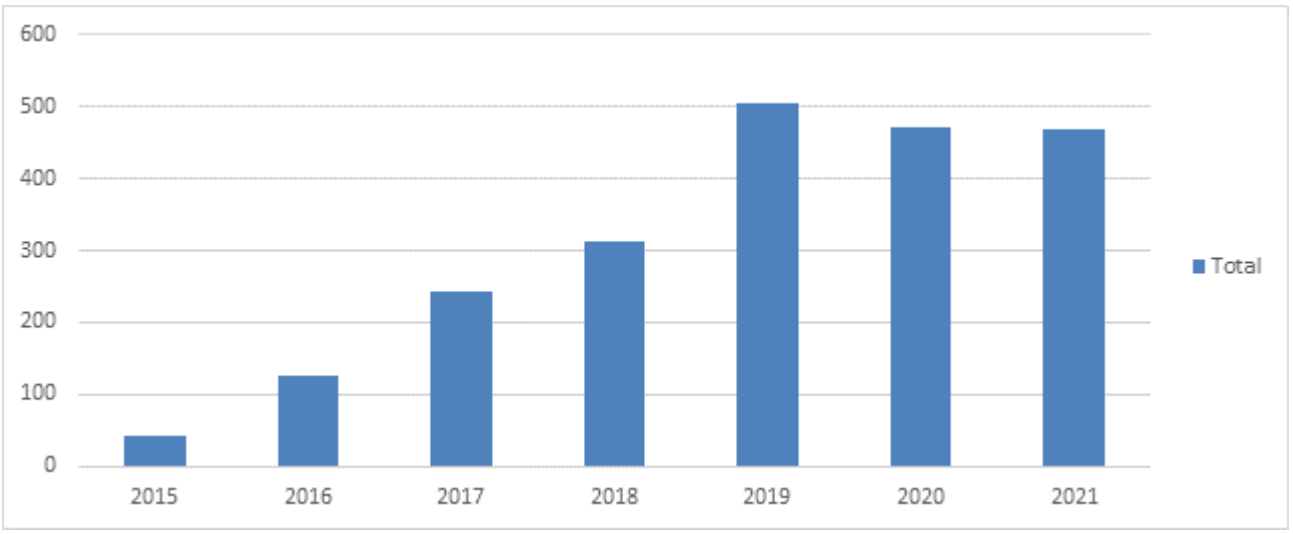
Cisticole des joncs,

C'est une espèce des régions méditerranéennes, océaniques et semi-océaniques. "*Elle fréquente les milieux ouverts secs ou humides, dominés par une végétation herbacée lâche, souvent graminéenne, parsemée ou non de ligneux bas, de plantes à tiges souples et de buissons dont la hauteur est inférieure à 1 m. L'habitat recherché doit faciliter l'accès à un sol mou plus ou moins dégagé et offrir des supports flexibles comme des fines tiges d'herbes pour l'installation du nid. L'espèce niche dans les friches, prairies, landes, pannes dunaires, cultures sèches (céréales, luzernes), rizières, scirpaies, phragmitaies, et ripisylves lâches.*" (Issa N, Muller Y. Atlas des oiseaux de France métropolitaine : Nidification et présence hivernale. Paris: DELACHAUX; 2015.).

En Région Auvergne-Rhône-Alpes, cette espèce habite les prairies ouvertes de longues herbes, les friches abandonnées et les lisières des terres agricoles. Le nid est généralement installé dans les hautes herbes à une quarantaine de centimètre du sol. Trois couvées ont lieu par saison, la première en avril, la deuxième en juin et la troisième en aout, presque toujours à la fin du mois.

L'espèce est en extension en région Rhône Alpes où elle se montre peu exigeante pour son habitat de nidification, pour peu qu'il comporte une végétation herbacée haute. Elle est donc régulièrement observée en marge des cultures (bandes enherbées, bordures végétalisées, etc.) et friches prairiales et post-culturales. Les données du pôle Biodiv'Aura concernant les observations de l'espèce en reproduction durant les dernières décennies montrent ainsi une forte progression de l'espèce dans la région jusqu'en 2019 puis une stabilisation. Le graphique en page suivante illustre cet aspect.

Cette espèce représente un enjeu fort de conservation car considérée comme « vulnérable » à l'échelle nationale.



Nombre de données de Cisticole des Joncs en reproduction en Auvergne-Rhône-Alpes (source : Biodiv'AURA)

Au moment des inventaires écologiques, l'habitat de l'espèce dans le secteur d'étude était constitué, selon toute vraisemblance, d'une partie d'une culture de soja colonisée par des adventices (Chénopode blanc, Millet diffus, Sorgho d'Alep...).

L'observation de la Cisticole des Joncs concerne un individu cantonné (mâle chanteur) contacté uniquement en fin de saison, à proximité de vastes secteurs de la culture de soja, en dehors de l'emprise projet, fortement colonisés par les adventices.

L'espèce n'y a été observée que tardivement (les trois interventions diurnes visant la faune et réalisés le 7 avril et le 23 juin n'ont pas permis de détecter l'espèce, ce n'est que le 9 aout qu'un mâle chanteur a été détecté) en lien avec la physionomie de végétation qui lui était peu favorable avant juin ou juillet (le Soja ayant été semé au cours du printemps, la végétation a eu un développement plus tardif que sur les cultures d'hiver ou sur les bandes enherbées).

Le statut reproducteur de l'espèce sur cet habitat resterait à confirmer au cours de l'année d'inventaires (erratisme ou tentative effective de nidification « tardive »).

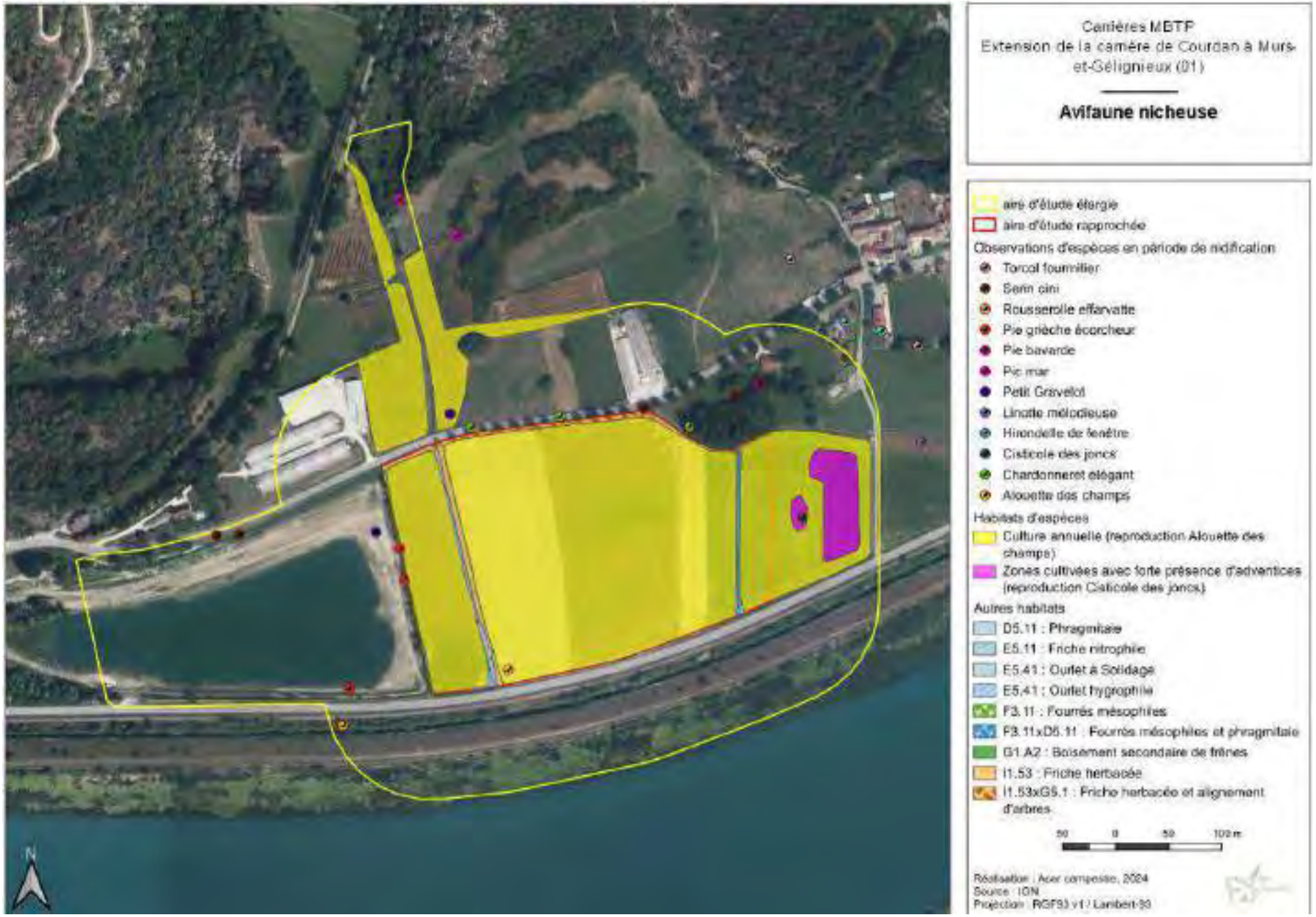
Le secteur utilisé par l'espèce en 2022 est, en tout état de cause, situé hors périmètre d'étude rapprochée et n'est donc non pas concerné directement par le projet.

Notons que certaines bandes enherbées et végétations des fossés localisés au sein du périmètre projet, au vu de leurs caractéristiques, pourraient constituer un habitat de report possible pour l'espèce, mais la reproduction de l'espèce n'a pas été attestée au sein de ces milieux malgré 3 passages aux périodes favorables au cours de l'année 2022.

On peut avancer l'hypothèse que ces habitats ne correspondent pas tout à fait aux exigences de l'espèce (type de végétation, pression d'entretien) et que le couple cantonné tardivement en 2022 a trouvé dans la culture envahie de mauvaises herbes, à l'est, un milieu plus attractif.

Les observations notables d'oiseaux en période de nidification, sont localisées sur la carte suivante.

Seule l'alouette des Champs est nicheuse probable sur les terrains intégrés au projet d'extension.


Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
Avifaune nicheuse
aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée
Observations d'espèces en période de nidification
Torcol fourmilier
Serin cini
Rousserolle effarvatte
Pie grièche écorcheur
Pie bavarde
Pic mar
Petit Gravelot
Linotte mélodieuse
Hirondelle de fenêtre
Cisticole des joncs
Chardonneret élégant
Alouette des champs
Habitats d'espèces
Culture annuelle (reproduction Alouette des champs)
Zones cultivées avec forte présence d'adventices (reproduction Cisticole des joncs)
Autres habitats
D5.11 : Phragmitaie
E5.11 : Friche nitrophile
E5.41 : Ourlet à Solidage
E5.41 : Ourlet hygrophile
F3.11 : Fourrés mésophiles
F3.11xD5.11 : Fourrés mésophiles et phragmitaie
G1.A2 : Boisement secondaire de frênes
I1.53 : Friche herbacée
I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres
50 0 50 100 m
Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93
N

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Bruant zizi	*Emberiza cirlus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	Non estimé	Nicheur probable	Milieu bocager et lisières associées	Faible
Buse variable	*Buteo buteo*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Alimentation		Faible
Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	1-2 couples	Nicheur certain dans le bosquet		Faible
Corneille noire	*Corvus corone*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Épervier d'Europe	*Accipiter nisus*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Étourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Grosbec casse-noyaux	*Coccothraustes coccothraustes*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Hypolaïs polyglotte	*Hippolais polyglotta*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Merle noir	*Turdus merula*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Orite à longue queue	*Aegithalos caudatus*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange charbonnière	*Parus major*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange nonnette	*Poecile palustris*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Pic vert	*Picus viridis*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Pie bavarde	*Pica pica*	-	O2/2	-	LC	LC	NT	Modéré	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	BE2	O1	PN3	LC	NT	LC	Modéré	1 couple	Nicheur probable		Modéré
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	BE3	O3/1	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Rougequeue à front blanc	*Phoenicurus phoenicurus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	transit		Faible
Serin cini	*Serinus serinus*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur probable autour du village		Faible
Torcol fourmilier	*Jynx torquilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	VU	Fort	-	Nicheur possible à proximité de l'aire d'étude		Faible
Verdier d'Europe	*Chloris chloris*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur probable autour du village		Faible
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	BE3	O2/2	-	LC	NT	VU	Fort	1 couple	Nicheur probable	Milieu agricole ouvert	Fort
Bergeronnette printanière	*Motacilla flava*	BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	transit		Faible
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	BE3	O2/1, O3/1	-	LC	LC	-	Faible	-	Lâcher cynégétique		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Cisticole des joncs	*Cisticola juncidis*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	1 couple	Nicheur possible	Milieu agricole ouvert (parcelle de Soja salie par des adventices)	Modéré
Linotte mélodieuse	*Linaria cannabina*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur possible à proximité de l'aire d'étude		Faible
Petit Gravelot	*Charadrius dubius*	BO2, BE2	-	PN3	LC	-	NT	Modéré	-	Nicheur probable		Faible
Pipit farlouse	*Anthus pratensis*	BE2	-	PN3	NT	VU	LC	Fort	-	Transit		Faible
Tarier des prés	*Saxicola rubetra*	BE2	-	PN3	LC	VU	VU	Fort	-	Transit		Faible
Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable	Milieu anthropique	Faible
Hirondelle de fenêtre	*Delichon urbicum*	BE2	-	PN3	LC	NT	VU	Fort	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Hirondelle rustique	*Hirundo rustica*	BE2	-	PN3	LC	NT	EN	Très fort	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Moineau domestique	*Passer domesticus*	-	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Rougequeue noir	*Phoenicurus ochruros*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	BE2	-	PN3	LC	EN	VU	Très fort	-	Transit	Milieu aquatique	Faible
Canard colvert	*Anas platyrhynchos*	BO2, BE3	O2/1, O3/1	-	LC	-	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Chevalier culblanc	*Tringa ochropus*	BO2, BE2	-	PN3	LC	-	-	Faible	-	Transit		Faible
Goéland leucophée	*Larus michahellis*	BE3	O2/2	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible
Grand Cormoran	*Phalacrocorax carbo*	BE3	-	PN3	LC	LC	NA	Faible	-	Transit		Faible
Harle bièvre	*Mergus merganser*	BO2, BE3	O2/2	PN3	LC	NT	LC	Modéré	-	Transit		Faible
Héron cendré	*Ardea cinerea*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Alimentation		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Locustelle tachetée	*Locustella naevia*	BE2	-	PN3	LC	NT	CR	Majeur	-	Transit hors zone d'étude		Faible
Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	BE2	O1	PN3	VU	VU	VU	Fort	-	Alimentation		Faible
Rousserolle effarvatte	*Acrocephalus scirpaceus*	BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit	Milieu boisé	Faible
Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Circaète Jean-le-Blanc	*Circaetus gallicus*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Milan noir	*Milvus migrans*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Alimentation		Faible
Milan royal	*Milvus milvus*	BO2, BE2	O1	PN3	NT	VU	CR	Majeur	-	Transit		Faible
Pic mar	*Dendrocopos medius*	BE2	O1	PN3	LC	LC	CR	Majeur	-	Alimentation		Faible
Bruant fou	*Emberiza cia*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit	Milieu rupestre	Faible
Grand corbeau	*Corvus corax*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible
Martinet à ventre blanc	*Tachymarptis melba*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible

Statut de protection : BO2 : Convention de Bonn Annexes 2 ; BE2, BE3 : Convention de Berne Annexes 2 et 3 ; O1 : Directive Oiseaux Annexe 1 (espèce protégée), O2 et O3 : Directive Oiseaux Annexes 2 et 3 (espèce réglementée non protégée) ; PN3 : Espèce protégée (art. 3 arrêté du 29 octobre 2009)
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documentée, NE : non évalué,
* Statut biologique selon codification EOAC (cf. tableau présenté en méthodologie d'inventaires)

Tableau 58 : Statuts des oiseaux observés en période de nidification

Espèces hors période de nidification

En hiver, au cours des inventaires réalisés en octobre, décembre et mars 2022, 17 espèces ont été contactées. Il s'agit essentiellement d'espèces communes, hormis la Grue cendrée, celle-ci a été observée en survol lors de sa migration prénuptiale et n'utilise donc pas la zone. L'Alouette des champs représente le seul enjeu notable pour la période de migration et d'hivernage. Elle a été observée dans les parcelles de céréales d'hiver présentant un couvert herbacé bas.

Sur la carte suivante sont localisées les observations notables d'oiseaux hors période de nidification.



Figure 67 : Avifaune hivernante

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (hivernant)		Statut de conservation (en transit)		Enjeu local de conservation	Effectif	Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes	France	RA				
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	BE2	-	PN3	NA	LC	-	LC	Faible	-	-	Faible
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	BE3	O2/2	-	LC	VU	NA	VU	Fort	2	Cultures et marges enherbées	Fort
Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	BO2/BE2		PN3	NA	LC	NA	-	Faible	-	-	Faible
Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	BE2	-	PN3	-	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Bruant fou	*Emberiza cia*	BE2	-	PN3	-	LC	-	LC	Faible	-	-	Faible
Busard des roseaux	*Circus aeruginosus*	BO2, BE2	O1	PN3	NA	-	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Chevalier culblanc	*Tringa ochropus*	BO2, BE2	-	PN3	NA	-	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	BE3	O2/1, O3/1	-	-	-	-	-	Faible	-	-	Faible
Goéland leucophée	*Larus michahellis*	BE3	O2/2	PN3	NA	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Grand corbeau	*Corvus corax*	BE3	-	PN3	-	-	-	-	Faible	-	-	Faible
Grand Cormoran	*Phalacrocorax carbo*	BE3	-	PN3	LC	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Grue cendrée	*Grus grus*	BO1, BE2	O1	PN3	NT	-	NA	LC	Modéré	-	-	Faible
Milan royal	*Milvus milvus*	BO2, BE2	O1	PN3	VU	CR	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pinson du nord	*Fringilla montifringilla*	BE3	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pipit farlouse	*Anthus pratensis*	BE2	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pipit spioncelle	*Anthus spinoletta*	BE2	-	PN3	NA	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Tarin des aulnes	*Spinus spinus*	BE2	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible

Statut de protection : BO2 : Convention de Bonn Annexes 2 ; BE2, BE3 : Convention de Berne Annexes 2 et 3 ; O1 : Directive Oiseaux Annexe 1 (espèce protégée), O2 et O3 : Directive Oiseaux Annexes 2 et 3 (espèce réglementée non protégée) ; PN3 : Espèce protégée (art. 3 arrêté du 29 octobre 2009)
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documentée, NE : non évalué

Tableau 59 : Statuts des oiseaux hors période de nidification

Amphibiens

L'année 2022 a été confrontée une fois de plus à une sécheresse importante et ce dès le début du printemps, période privilégiée pour la reproduction des amphibiens. Ce phénomène a engendré des niveaux d'eau particulièrement bas, du marais (amont) aux exutoires (fossés). Les résultats d'inventaire ont pu être influencés par ces mauvaises conditions hydriques.

Au total, deux espèces ont été notées dans l'aire d'étude élargie :

- La Grenouille commune (*Pelophylax kl. Esculentus*). Ces Grenouilles fréquentent la plupart des points d'eau stagnante ou courante bien ensoleillés (depuis les mares jusqu'aux rivières calmes), plutôt en prairies et bocages mais aussi dans les forêts de feuillus ou en zones de cultures.
  Cette espèce est abondante au niveau du lac artificiel issu de la gravière actuelle. Un individu erratique a été observé au niveau d'un fossé traversant les parcelles cultivées. Il n'y a pas de reproduction avérée de cette espèce dans l'aire d'étude rapprochée.

- La Salamandre tachetée (*Salamandra salamandra*) est une espèce terrestre et nocturne typiquement forestière.
  Un maximum de 3 larves a été observé dans l'aire d'étude élargie dans l'exutoire du marais. Malgré les conditions hydriques défavorables, la présence d'individus le long de fossés des parties cultivées est peu probable, cette espèce recherchant des eaux bien oxygénées courantes à proximité des lieux boisés.

Seule la salamandre est protégée (individus).

Les milieux de carrières anciennement exploités permettent l'installation d'espèces pionnières (Crapaud calamite, Pélodyte ponctué, Grenouille rieuse, Alyte accoucheur).

Aucune de ces espèces n'a été détectée lors des inventaires.

Bien que non citées dans la bibliographie (sauf Alyte accoucheur), il n'est pas exclu que ces espèces puissent, à moyen terme, coloniser l'aire d'étude si des secteurs favorables se créent (ornières en eau, flaques, bassins, accumulation de matériaux rocheux).

Sur la carte suivante sont localisées les observations d'amphibiens.

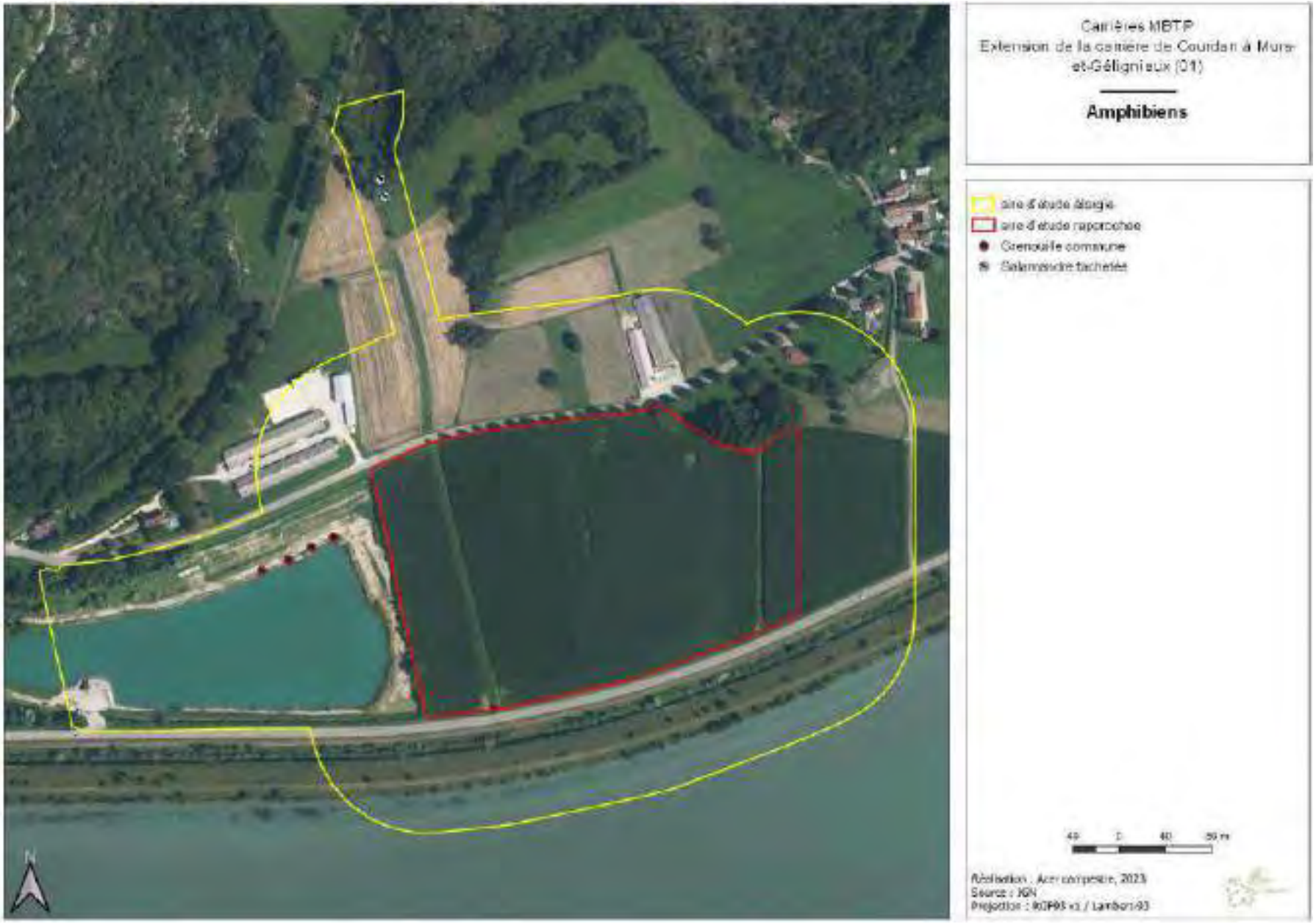


Figure 68 : Amphibiens

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation		Enjeu local de conservation	Effectifs	Habitats d'espèces dans la zone d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes				
Grenouille commune	*Pelophylax kl. esculentus*	BE3	DH5	PN5	LC	NT	Modéré	1 individu erratique nombreux individus sur la pièce d'eau	Eaux stagnantes ou légèrement courantes	Faible
Salamandre tachetée	*Salamandra salamandra*	BE3	-	**PN3**	LC	LC	Faible	3 larves dans le fossé issu du marais situé à l'amont hors zone d'étude rapprochée	Espèce typique des forêts feuillues ou mixtes. Elle peut également être trouvée dans certains bois de résineux (rarement au cœur des grands massifs) et dans d'autres habitats secondaires tels que des abords de villages, vieux murs, carrières, abords de voies ferrées..., le plus souvent à proximité de forêts.	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2, PN3 et PN5 : art. 2, 3, et 5 de l'arrêté du 23 avril 2007
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable

Tableau 60 : Statuts des amphibiens observés

Reptiles

Trois espèces fréquentent la zone d'étude et une quatrième espèce a été observée dans la zone d'étude élargie. Il s'agit de :

- **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis*), thermophile, ce Lézard familier est inféodé aux milieux chauds et secs, il recherche principalement les habitats ensoleillés exposés au sud. Actif la journée même par de fortes températures, facile à observer et excellent grimpeur, il se rencontre dans beaucoup de milieux pierreux, les éboulis et falaises, les vieux murs, les bâtiments, les ponts, les cimetières ou les vieux arbres. L'espèce est également observée dans les pelouses sèches, les landes et les friches, dans les tas de cailloux, de tuiles, de bois, et autres matériaux emmagasinant la chaleur. Les parades nuptiales et les accouplements ont lieu en avril-mai, la ponte jusqu'en juin. Les œufs, de deux à dix généralement, éclosent de juillet à septembre après une durée d'incubation variable (6 à 11 semaines). Il existe probablement plusieurs épisodes de reproduction du printemps à l'automne. Il est présent sur les secteurs bien exposés de l'aire d'étude (talus du bord de route essentiellement).

- **Lézard à deux raies** (*Lacerta bilineata*), ce lézard aime la chaleur. Il fréquente souvent les mêmes milieux que d'autres espèces thermophiles comme la Vipère aspic, le Lézard des murailles, ou encore la Couleuvre verte et jaune. C'est l'hôte typique des pelouses sèches et des zones de fourrés bien exposées, des vergers, bords de vignobles, de haies, de ponts, de digues et de voies ferrées... Les milieux rocheux et sableux (comme sur les bords de grands cours d'eau, dans lesquels il peut parfois tremper son ventre) sont très appréciés. Buissons, ronciers, tas de pierres, de branches, arbres morts, rochers parsemant son territoire sont des éléments indispensables pour y trouver refuge en cas de dérangement, ou s'abriter légèrement lors des journées très chaudes. Il fréquente les milieux les mieux pourvus en végétation sur l'aire d'étude (haie et talus enherbés).

- **Couleuvre verte et jaune** (*Hierophis viridiflavus*), cette couleuvre fréquente le bocage et les milieux secs, chauds et ensoleillés, plutôt pentus, elle affectionne les pelouses calcaires, les zones rocheuses recolonisées par une végétation broussailleuse, les haies, les friches et bords de voies de communication où, cachée, elle peut passer inaperçue. On l'observera parfois dans les landes et les cultures, près des vieux murs et des tas de pierre ou de bois, plus rarement dans les prairies humides. La Couleuvre trouve refuge et chaleur dans divers micro-habitats et objets au sol. Un individu a été noté sur le talus enherbé en bord de route secondaire.

- **Couleuvre helvétique** (*Natrix helvetica*), cette couleuvre est un Reptile ubiquiste très étroitement inféodé aux milieux aquatiques, elle fréquente tous les milieux pourvu qu'il y ait de l'eau à disposition, mais elle peut s'en éloigner pour chasser sur la terre ferme ou lors d'autres déplacements, pour rechercher un partenaire ou aller pondre par exemple. Elle a une préférence pour les eaux stagnantes des mares, étangs et réservoirs riches en herbiers aquatiques, qui sont des zones de chasse privilégiées, et dans une moindre mesure pour les petites rivières et autres milieux courants. On l'observe principalement dans les prairies humides, les bocages mais aussi dans les habitats assez fermés comme les boisements humides à caractère marécageux et les forêts de feuillus. La Couleuvre recherche aussi des micro-habitats lui offrant des sites pour se cacher, réguler sa température ou constituer un site de ponte (pierres, bois, tas d'herbe…). Un individu a été observé au niveau du contre canal et est certainement présente au sein du lac artificiel.

Il s'agit d'espèces protégées (individus et habitats). Elles sont relativement communes régionalement et localement.

Parmi les espaces enherbés du site (bandes enherbés, végétation des fossés), ce sont ceux situés en limite nord et ouest des parcelles agricoles qui constituent l'habitat fonctionnel de chasse et transit de ce cortège.

Aucun habitat de reproduction n'est présent au sein de l'aire d'étude rapprochée (absence d'amas de pierres ou de branchage favorable).

Sur la carte suivante sont localisées les observations de reptiles.



Figure 69 : Reptiles

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation		Enjeu local de conservation	Effectifs	Habitats d'espèces dans la zone d'étude et état de conservation des habitats	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes				
Couleuvre verte et jaune	*Hierophis viridiflavus*	BE2	**DH4**	**PN2**	LC	LC	Faible	1 station répertoriées	Secteurs herbeux proches de haies ou de taillis Etat de conservation moyen	Faible
Lézard à deux raie	*Lacerta bilineata*	BE2		**PN2**	LC	LC	Faible	4 stations répertoriées	Secteurs herbeux proches de haies ou de taillis Etat de conservation moyen	Faible
Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	BE2	**DH4**	**PN2**	LC	LC	Faible	6 stations répertoriées	A proximité des bâtiments, sur les murets et les ballasts Etat de conservation moyen	Faible
Couleuvre helvétique	*Natrix helvetica*	BE3	-	**PN2**	LC	LC	Faible	1 station répertoriée	Berges enrochées ou végétalisées des rivières Bon état de conservation sur le contre canal	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2, PN3 et PN5 : art. 2, 3, et 5 de l'arrêté du 23 avril 2007
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable

Tableau 61 : Statuts des reptiles observés

Mammifères (hors Chiroptères)

Plusieurs espèces ont été notées dans la zone d'étude. Il s'agit d'espèces relativement communes.

Une espèce est protégée, le Castor d'Eurasie, et une espèce est menacée, le Lapin de Garenne.

- **Blaireau européen** (*Meles meles*), des latrines ont été observées sur les bordures de la haie principale. L'espèce fréquente possiblement les secteurs embroussaillés de la carrière actuelle.

- **Castor d'Eurasie** (*Castor fiber*), hôte des fleuves à faible pente, rivières, cours d'eau et boisements humides proches (moins de 30 m), le Castor a une activité principalement nocturne. L'eau lui permet de se déplacer tandis que la terre ferme lui fournit le gîte et la nourriture. Lorsque le creusement des berges est impossible, le Castor construit des huttes en branchages. Quand les conditions lui permettent, il construit des barrages sur les petits cours d'eau pour élever le niveau d'eau et ainsi accéder à l'entrée de son gîte sous l'eau. Il utilise régulièrement le contre canal pour s'alimenter. Il n'a pas été observé dans la carrière actuelle mais sa présence est possible car celle-ci pourrait constituer un habitat d'alimentation intéressant en cas de colonisation par des ligneux.

- **Chevreuil** (*Capreolus capreolus*), utilise l'aire d'étude pour s'alimenter.

- **Crocidure musette** (*Crocidura russula*) est un petit insectivore très discret des milieux bocagers.

- **Lapin de garenne** (*Oryctolagus cuniculus*) est un adepte des secteurs à couverts arbustifs (ronces, haies, etc.) et des zones ouvertes (prairie, cultures). Ses effectifs ont régressé de manière importante ces dernières décennies à cause notamment des épizooties de Myxomatose et est donc considéré comme « vulnérable » sur la liste rouge des mammifères de Rhône Alpes. Le lapin a un comportement grégaire, il vit en groupe familial et ses terriers sont le centre d'intérêt du groupe (la garenne). Un terrier a été localisé sur les bordures du bosquet proche du village. Quelques crottiers sont visibles proche du bosquet.

- **Rat surmulot** (*Rattus norvegicus*), fréquente les bords de fossés humides.

- **Renard roux** (*Vulpes vulpes*), utilise l'aire d'étude pour se nourrir.

- **Sanglier** (*Sus scrofa*), utilise l'aire d'étude pour se nourrir.

- **Taupe d'Europe** (*Talpa europaea*), rencontrée sur les prairies de l'aire d'étude.

Considérant les éléments bibliographiques, une autre espèce de mammifère notable est susceptible d'être présente dans la zone d'étude. Il s'agit du **Hérisson d'Europe** (*Erinaceus europaeus*) dans le secteur du bosquet autour du village. Cette espèce protégée apprécie les jardins peu entretenus et proches de bocages ou de bosquets. Cet insectivore est considéré comme « quasi menacé » dans la région Rhône Alpes.

Sur la carte suivante sont localisées les observations de mammifères.

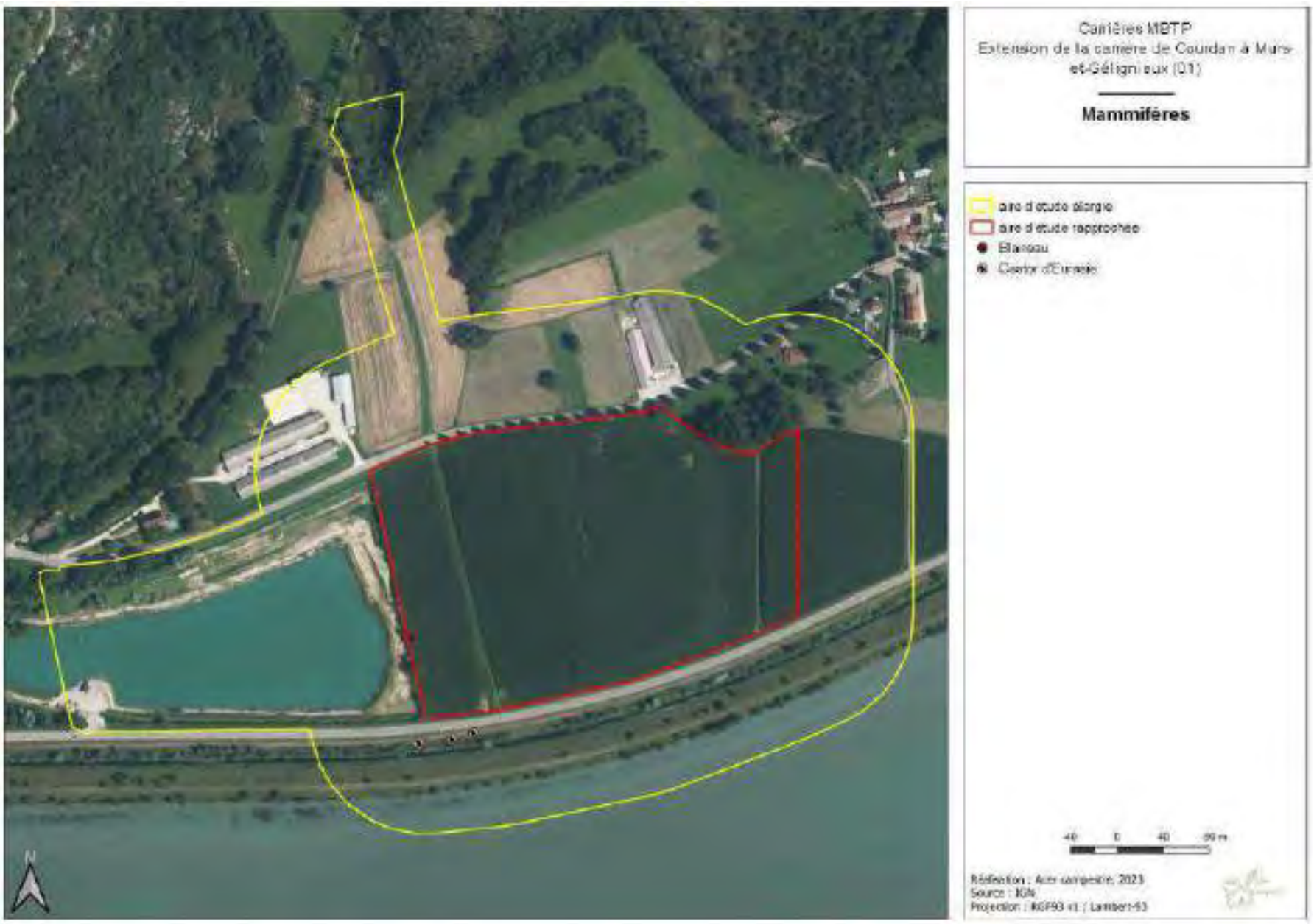


Figure 70 : Mammifères

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Effectifs/ observations	Habitats d'espèces dans la zone d'étude et état de conservation des habitats	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes				
Blaireau européen	*Meles meles*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Castor d'Eurasie	*Castor fiber*	BE3	**DH2, DH4**	**PN2**	LC	LC	LC	Faible	-	Berges du contre canal dans la zone d'étude élargie	Faible
Chevreuil européen	*Capreolus capreolus*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Crocidure musette	*Crocidura russula*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus*	BE3	-	**PN2**	LC	LC	NT	Modéré	Espèce potentielle	Jardins, fourrés, secteurs bocagers	Modéré
Lapin de garenne	*Oryctolagus cuniculus*	-	-	-	LC	NT	VU	Fort	1 terrier en lisière de bosquet	Talus, fourrés	Faible
Rat surmulot	*Rattus norvegicus*	-	-	-	-	NA	-	Faible	-	-	Faible
Renard roux	*Vulpes vulpes*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Sanglier	*Sus scrofa*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Taupe d'Europe	*Talpa europaea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2 : art. 2 de l'arrêté du 23 avril 2007
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable
Taxon surligné de gris : Espèce potentielle

Tableau 62 : Statuts des mammifères terrestres observés

Chiroptères

Inventaire acoustique

Au total, treize espèces de Chiroptères, représentant deux genres, ont été recensés dans l'aire d'étude au cours de l'inventaire acoustique.

Trois espèces potentiellement contactées sur le site n'ont pas pu être identifié de façon certaine, et sont considérées comme des espèces potentielles. Il s'agit :

- Du Minioptère de Schreibers ;
- Du Murin d'Alcathoé ;
- De la Sérotine de Nilsson.

Par ailleurs, les signaux des genres Myotis et Plecotus n'ont pas été assez discriminants pour déterminer de façon certaine à qu'elles espèces ils appartiennent. Ainsi il est possible que d'autres espèces de murins, l'Oreillard gris ou l'Oreillard roux, soient présents sur le site. C'est pourquoi les genres apparaissent dans la diversité chiroptérologique et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée associé est défini en fonction des murins et oreillards pouvant utiliser cette zone en chasse, en déplacement ou en gîte.

Toutes les espèces de Chiroptères sont protégées en France depuis 1976 (art. L.411-1 CE), et depuis 2007, il en est de même pour leurs habitats. Parmi les espèces recensées, douze représentent un enjeu de conservation notable au sein de l'aire d'étude rapprochée. Parmi ces espèces, le **Minioptère de Schreiber** et le **Petit rhinolophe** représentent un fort enjeu.

- **La Barbastelle d'Europe** montre une préférence pour les milieux semi-ouverts et bocagers pour chasser. Sa présence est possible dans l'aire d'étude rapprochée, surtout en déplacement, et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **Le Minioptère de Schreiber** est exclusivement cavernicole, il est coutumier des paysages karstiques. Il gîte dans le milieu souterrain, naturel ou artificiel, et plus rarement dans les ouvrages d'art. Ses principaux terrains de chasse sont les mosaïques d'habitats, les lisières et les zones éclairées artificiellement.
  Sa présence est possible dans l'aire d'étude rapprochée, en chasse ou en déplacement, et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est fort.

- **Le Molosse de Cestoni** est l'une des plus grandes chauves-souris d'Europe. S'il présente une affinité marquée pour les milieux rupestres, ses habitats de chasse sont constitués d'une grande diversité de milieu : zones agricoles, pelouses, landes et prairies, canopée des forêts, ainsi que la proximité des lampadaires des villes et villages.
  L'espèce ne présente pas de statut de conservation défavorable en Europe et au sein de la région Rhône-Alpes, mais elle est jugée « quasi-menacée » à l'échelle du territoire français.
  Il a été contacté dans l'aire d'étude rapprochée en transit, il est possible que l'espèce chasse dans cette aire, et l'enjeu aire d'étude rapprochée est modéré.

- **Le Murin à oreilles échancrées** semble se satisfaire d'une grande variété d'habitats : milieux boisés feuillus ou mixtes, milieux ruraux, parcs et jardins.
  Sa présence est probable dans l'aire d'étude rapprochée (murins non identifiés), avec des terrains de chasse, des axes de déplacement et des gites potentiels favorables. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- Le genre des murins : les espèces présentes dans le département pouvant utiliser les habitats de l'aire d'étude rapprochée en chasse et/ou en gîte qui n'ont pas déjà été identifiées au cours de l'inventaire sont le **Grand Murin**, le **Murin de Bechstein**, et le **Murin de Brandt**. L'utilisation des habitats de l'aire d'étude rapprochée pour la chasse est plus probable pour le **Grand Murin**.

- **La Noctule de Leisler** est une espèce forestière avec une affinité pour les milieux humides. C'est une espèce migratrice, deux fois par an sur un axe nord-est/sud-ouest. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Elle utilise l'aire d'étude rapprochée surement pour chasser et se déplacer, et il est possible qu'elle gîte dans les arbres de la zone. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **Le Petit rhinolophe** est une espèce de plaine et de moyenne montagne liée aux forêts de feuillus ou mixtes et à la proximité de l'eau. Elle colonise toutes les cavités souterraines en hiver et souvent les combles de grands bâtiments en été.

C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères).
Le contexte environnant favorable à la présence d'un gîte, la fidélité aux terrains de chasse, la faible distance entre gîte et terrains de chasse, et l'utilisation importante de l'aire d'étude implique un fort enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée.

- **La Pipistrelle commune** évolue dans tous les milieux, elle peut être retrouvée dans les monocultures céréalières et en centre-ville, là où peu d'autres chauve-souris s'aventure. Cette espèce se retrouve essentiellement dans des gîtes anthropiques, notamment dans les habitations.
C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères).
Son activité au sein de l'aire d'étude domine majoritairement celle de la diversité chiroptérologique. Des cris sociaux ont même été enregistrés. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **La Pipistrelle de Nathusius** est une espèce forestière avec une affinité pour les milieux humides. Elle chasse fidèlement sur ses terrains, situés essentiellement dans les massifs boisés, les zones humides et au niveau des lisières et haies.
C'est une espèce migratrice, deux fois par an sur un axe sud-ouest/nord-est pour rejoindre les gîtes de mise-bas ou les gîtes d'hibernation.
C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères).
Elle a été contactée en chasse et en transit au sein de l'aire d'étude rapprochée, il est possible qu'elle gîte dans les arbres de la zone et son enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **La Pipistrelle pygmée** semble plus spécialisée que sa jumelle, la Pipistrelle commune, quant à ses milieux. En effet, elle est très liée aux zones humides proche de zones boisées. Ses terrains de chasse sont donc proches de l'eau, dans les forêts, de préférence feuillus, les ripisylves, les clairières, et lisières.
Sa présence dans l'aire d'étude rapprochée est possible, en activité de chasse, en transit ou en gîte dans le patrimoine arboré. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **La Sérotine commune** évolue dans les milieux mixtes, elle est campagnarde ou urbaine. Elle se reproduit dans des combles très chauds de bâtiments ou dans les sous-toitures.
C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères).
Elle a été contactée dans l'aire d'étude rapprochée, en transit et en chasse. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

- **La Sérotine de Nilsson** est une espèce forestière de plaine et de montagne jusqu'à 2000 m, et se montre aussi très liée aux villages. Ses terrains de chasse se situent dans le milieu forestier parsemé de zones humides, mais se restreignent aux habitats assez ouverts. Elle peut chasser près de l'eau à 2 m jusqu'à une cinquantaine de mètres en plein ciel. Elle recherche avant tout les secteurs les plus denses en proies, au grès opportuniste de ses déplacements. Elle gîte essentiellement dans les bâtiments, et en hibernation également dans le milieu souterrain ou dans les fissures de falaise. Cette Sérotine est probablement migratrice, de grands déplacements saisonniers ont été observé, mais plus d'études sur ce comportement sont à mener. Le réchauffement climatique est une des grandes menaces qui pèse sur cette espèce typiquement boréale. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Sa présence dans l'aire d'étude élargie est possible, elle pourrait se retrouver en transit dans l'aire d'étude rapprochée. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

Les contacts enregistrés correspondent à des **activités trophiques** liées à des comportements de chasse (active ou passive), et de **transit,** liées à des déplacements entre les gites et les terrains de chasse ou entre les différents terrains de chasse eux-mêmes. Des **interactions sociales** ont également été enregistrées chez la Pipistrelle commune. Ces zones d'intérêt font parties du **domaine vital** des individus contactés.

La plus grande activité chiroptérologique a été relevée au niveau du contre-canal du Rhône et de l'alignement de tilleuls avec un très fort indice d'activité globale. Au niveau de l'alignement de tilleuls, l'activité est dominée par la Pipistrelle commune et la Pipistrelle de Kuhl. Au niveau du contre-canal, l'activité est particulièrement élevée, dominée par le Murin à moustaches, la Pipistrelle commune, les couples d'identification Murin de Daubenton/Murin à moustaches, Murin à oreilles échancrées/Murin à moustaches et Pipistrelle pygmée/Minioptère de Schreiber.

Il est à noter qu'à ce point d'écoute, il y a aussi une forte activité du Murin de Natterer, du Petit rhinolophe, de la Pipistrelle de Kuhl et potentiellement de la Sérotine de Nilsson. **La diversité chiroptérologique est également la plus grande à ce point d'écoute au niveau du contre-canal, avec onze espèces identifiées et cinq espèces potentielles.**

Deux facteurs sont à prendre en compte dans l'analyse des résultats. D'une part, la météo n'était pas la plus favorable au cours du premier passage de juin, en raison de l'occurrence de pluie. Étant donné l'été particulièrement sec de 2022, les Chiroptères ont été probablement plus sujets à ne pas sortir chasser un des rare jour de pluie. Ceci expliquerait l'absence ou la faible activité enregistrée en juin, alors que les niveaux d'activité d'août sont beaucoup plus élevés dans un périmètre proche (voir dans le même habitat, si l'on considère le point d'écoute de l'alignement de tilleuls). D'autre part, des bruits parasites provenant d'Orthoptères ont eu un impact négatif sur la détection et la réussite d'identification des signaux de Chiroptères. Ainsi, il est probable que l'activité et la diversité chiroptérologique soient sous-estimées.

Recherche de gites

Les gites potentiels pour les Chiroptères de l'aire d'étude élargie se concentrent dans le milieu arboricole. En effet, les bâtiments agricoles présents ne sont pas favorables, étant donné leur structure métallique.

Les gites arboricoles peuvent être utilisés par onze espèces identifiées au cours de l'inventaire à différentes périodes de l'année.

L'essentiel des arbres-gites potentiels de l'aire d'étude rapprochée se situe au niveau de **l'alignement de tilleuls le long de route de Mortillet, au nord**. Aucune des cavités visibles et accessibles de ces arbres ne montrent de trace de présence de Chiroptères. Ils restent néanmoins favorables au gitage des Chiroptères en raison de leurs caractéristiques (essence, diamètre, localisation, structure) et car, en plus de l'existence très probable de cavités non visibles, des cavités visibles n'ont pas pu être contrôlées.

Au sein de l'aire d'étude élargie, le patrimoine arboré du marais au nord et des bosquets à l'est et à l'ouest, est également favorable au gitage des Chiroptères.

Concernant le bosquet à l'est accolé à l'aire d'étude rapprochée, il se compose majoritairement de feuillus, de petits à moyens diamètres, présentant des anfractuosités (par exemple fissures, décollements d'écorce) et des cavités pouvant être colonisées par des individus. Le bosquet résiduel à l'ouest a un plus faible potentiel pour accueillir des chauves-souris en gîte.

Synthèse de l'utilisation de l'aire d'étude par les chiroptères

De manière générale, la zone d'extension de la carrière ne présente pas un intérêt majeur pour les Chiroptères. En revanche le contexte environnant est lui très favorable aux Chiroptères.

Celui-ci est attractif en raison de la diversité des milieux, de la présence de zones rocheuses ou minérales (zones de gîte potentiel du Minioptère de Schreiber), de zones humides, de milieux ruraux et de forêts bien préservées. Le marais et le contre-canal au sein de l'aire d'étude élargie sont par ailleurs des habitats très fonctionnels pour de nombreuses espèces patrimoniales, dont l'enjeu de conservation est important.

La forte activité du Petit rhinolophe et la présence probable du Minioptère de Schreiber sont à prendre en considération pour la conservation de ces espèces patrimoniales à fort enjeu.

Aucun gîte avéré n'a été trouvé dans l'aire d'étude. La potentialité de gîte se restreint au patrimoine arboré du bosquet et de l'alignement de tilleuls au nord.

En limite de l'aire d'étude rapprochée, l'alignement de tilleuls, la haie et les lisières, situés au nord et à l'ouest, sont utilisés par les Chiroptères en tant qu'axes de déplacements, terrains de chasse. Le linéaire fonctionnel que forment ces habitats en contact avec l'aire d'étude rapprochée est estimé à 607 m de longueur.

- 210 m d'alignement de tilleuls en limite nord du périmètre projet, le long de la route de Mortillet, constituant un axe de déplacement possible mais jouant un rôle marginal dans la chasse (absence de strate arbustive) ;
- 90 m de lisière de bosquet au nord-est de l'aire d'étude rapprochée dont la fonctionnalité pour la chasse et le transit est qualifiée de modérée ;
- 210 m de haie située en bordure ouest de l'aire d'étude rapprochée dont la fonctionnalité pour la chasse et le transit est qualifiée de modérée ;
- Une centaine de mètres linéaires de friches herbacées pouvant être franchis par les espèces les moins sensibles à la continuité des habitats, mais jouant un rôle négligeable en tant que zone de chasse.

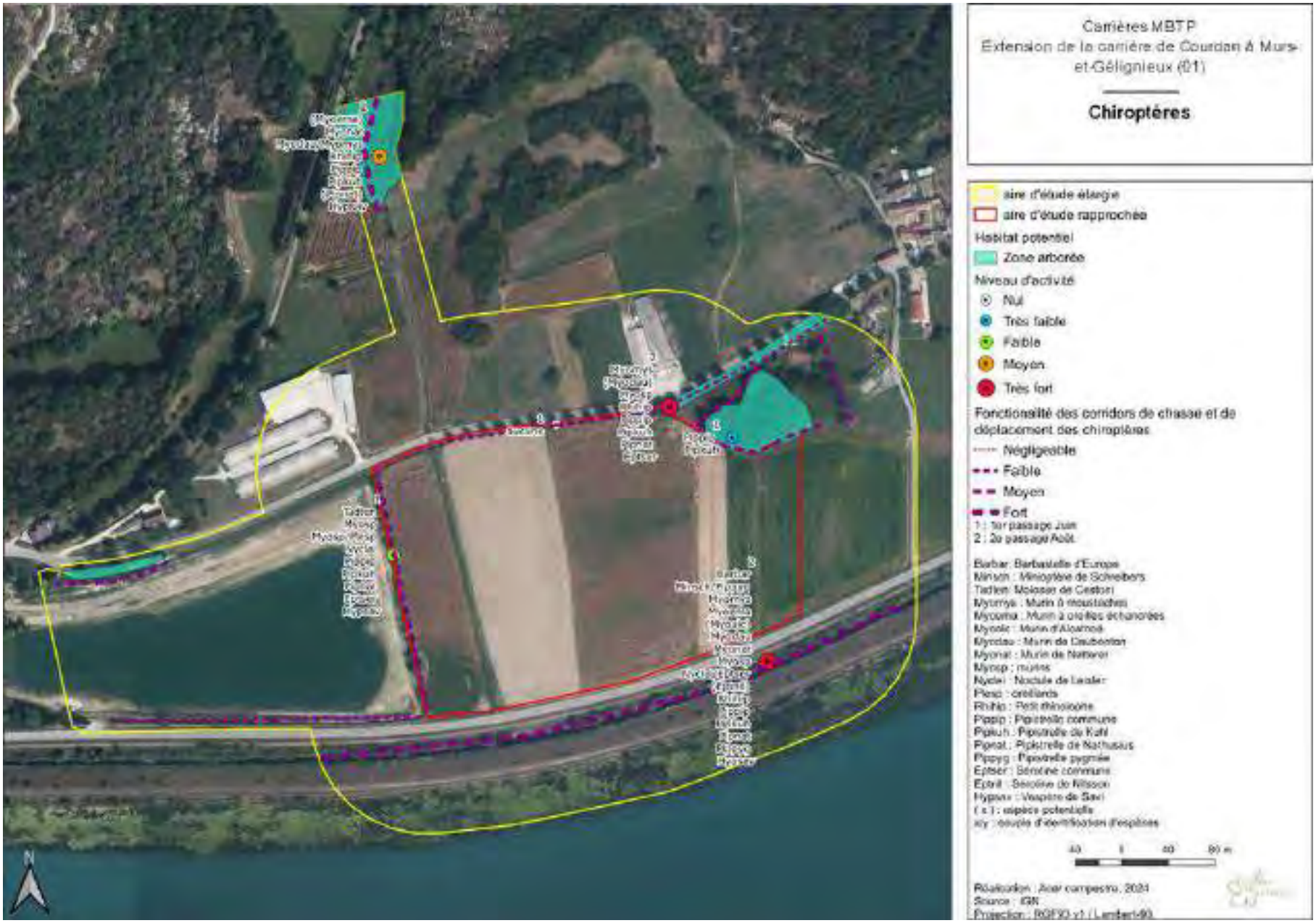


Figure 71 : Chiroptères

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Caractérisation de la présence sur site			Enjeu au sein de la zone d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes		Comportements	Utilisation préférentielle	Niveau d'activité	
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	VU	LC	LC	Fort	C, T	E, H, R	Moyen	Modéré
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	NT	VU	EN	Très fort	C et/ou T	Espèce cavernicole	Faible à très fort	Fort
Molosse de Castoni	*Tadarida teniotis*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	T	Espèce fissuricole	Faible	Modéré
Murin à moustaches	*Myotis mystacinus*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E (H, R moins fréquents)	Faible à très fort	Faible
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	LC	LC	NT	Modéré	C, T	E	Faible à très fort	Modéré
Murin d'Alcathoé	*Myotis alcathoe*	-	DH4	PN2	DD	LC	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Moyen	Faible
Murin de Daubenton	*Myotis daubentonii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E, H, R	Moyen à fort	Faible
Murin de Natterer	*Myotis nattereri*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E, R	Faible à fort	Faible
Murins	*Myotis sp*	BO2, BE2	DH4 à DH2	PN2	DD à VU	LC à NT	LC à EN	Très fort	C, T	E, H, R	Faible à moyen	Modéré
Oreillards	*Plecotus sp*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	T	E, H, R	Faible à moyen	Faible
Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Faible à moyen	Modéré
Petit rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	NT	LC	NT	Modéré	C, T	Espèce cavernicole	Moyen à fort	Fort
Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	BO2, BE3	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	C, S, T	H	Faible à très fort	Modéré
Pipistrelle de Kuhl	*Pipistrellus kuhlii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	(E moins fréquent)	Faible à fort	Faible
Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Faible	Modéré
Pipistrelle pygmée	*Pipistrellus pygmaeus*	BO2, BE3	DH4	PN2	LC	LC	NT	Modéré	C, T	E, H, R	Moyen à fort	Modéré
Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	C, T	H (E moins fréquent)	Faible à moyen	Modéré

Sérotine de Nilsson	*Eptesicus nilssonii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	DD		Modéré	A, T	H (E, R moins fréquents)	Moyen à fort	Modéré
Vespère de Savi	*Hypsugo savii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E	Faible à moyen	Faible

Les lignes surlignées en gris indiquent des espèces potentiellement présentes sur site mais non identifiées de façon certaine.
Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; BO2 : Annexe 2 de la Convention de Bonn ; DH2, DH4 : Annexes 2 et 4 de la Directive Habitats ; PN2 : spécimens et habitats d'espèce protégée (art. 2 de l'arrêté du 23 avril 2007).
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu ; CR : en danger critique ; DD : données insuffisantes ; EN : en danger ; LC : préoccupation mineure ; NA : non applicable ; NE : non évalué ; NT : quasi menacé ; VU : vulnérable.
Comportements : A : phase d'approche de proie (chasse) ou d'obstacle (transit) ; C : activités de chasse ; G : gitage ; S : interactions sociales ; T : activités de transit.
Utilisation du patrimoine arboricole possible : E : gîte d'été (estivage) ; H : gîte d'hiver (hibernation) ; R : gîte de mise-bas (reproduction).

Tableau 63 : Statuts des Chiroptères inventoriés

Insectes

La liste des espèces inventoriées figure pages suivantes.

Lépidoptères rhopalocères

Un total de 38 espèces de papillons de jour a été inventorié, toutes communes. Aucune espèce protégée n'a été inventoriée. Nous les avons dissociés par cortège :

Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles : Azuré de la Bugrane, Azuré des Anthyllides, Cuivré commun, Cuivré fuligineux, Demi-Deuil, Fadet commun, Hespérie de la Mauve, Hespérie de l'Alcée, Machaon, Mégère, Mélitée de Fruhstorfer, Mélitée du Mélampyre, Mélitée du Plantain, Paon-du-jour, Petite Violette, Piéride du Lotier, Piéride du Navet, Souci, Soufré.

Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles : Amaryllis, Aurore, Azuré de la Faucille, Azuré des Nerpruns, Citron, Flambé, Grande Tortue, Myrtil, Nacré de la Ronce, Petite Tortue, Robert-le-diable, Sylvain azuré, Sylvaine, Tircis, Vulcain.

Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles : Argus frêle, Argus bleu nacré, Azuré bleu céleste.

Lépidoptères hétérocères

Les milieux présents ne sont pas favorables à la Laineuse du Prunellier (espèce protégée d'intérêt patrimonial présente localement dans le massif du Bugey).

Odonates

La zone d'étude rapprochée est peu favorable aux odonates. Les quelques fossés humides qui parcourent l'aire d'étude ne retiennent que peu d'espèces.

Un total de 9 espèces d'odonates a été noté sur la zone d'étude. Les espèces inventoriées sont toutes communes à assez communes et non protégées en France. Il s'agit d'espèces ubiquistes des eaux stagnantes (5 espèces), des eaux courantes (1 espèce) et des eaux faiblement courantes à stagnantes (3 espèces).

Orthoptères

Un total de 23 espèces d'orthoptères a été répertorié sur la zone d'étude. Il s'agit d'espèces non protégées, pour la plupart communes à assez communes à l'échelle française et dans le domaine biogéographique de la zone d'étude (domaine némoral).

Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles : Criquet mélodieux, Criquet verte échine, Criquet des brômes, Grillon champêtre, Criquet des roseaux, Criquet noir ébène, Criquet des pâtures,

Cortège des lisières et ourlets et fourrés méso-hygrophiles : Gomphocère roux, Decticelle bariolée, Decticelle cendrée, Grande sauterelle verte, Conocéphale bigarré, Criquet des clairières

Cortège des prairies humides : Grillon des marais, Criquet ensanglanté, Tétrix riverain

Cortège des pelouses sèches et milieux très ouverts xérophiles : Aïolope automnal, Caloptène italien, Criquet duettiste, Criquet blafard, Oedipode turquoise, Decticelle carroyée, Decticelle grisâtre.

Coléoptères saproxyliques

Malgré une recherche spécifique selon une méthodologie adaptée, aucune espèce de coléoptère d'intérêt patrimonial ou protégé n'a été inventoriée dans la zone d'étude rapprochée et dans la zone d'étude élargie. Les boisements présents dans la zone d'étude rapprochée sont peu favorables aux coléoptères saproxyliques.

Aucun indice attestant de la présence du Grand Capricorne, de Lucane cerf-volant ou de Pique-prune n'a été répertorié dans les boisements et les arbres isolés.

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Effectifs/ Observations et statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes			
Amaryllis	*Pyronia tithonus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Argus bleu nacré	*Lysandra coridon*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Assez rare	Faible
Argus frêle	*Cupido minimus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Assez rare	Faible
Aurore	*Anthocharis cardamines*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Azuré bleu-céleste	*Lysandra bellargus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Commun	Faible
Azuré de la Bugrane	*Polyommatus icarus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles Commun	Faible
Azuré de la Faucille	*Cupido alcetas*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Azuré des Anthyllides	*Cyaniris semiargus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Azuré des Nerpruns	*Celastrina argiolus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Carte géographique	*Araschnia levana*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Assez rare	Faible
Citron	*Gonepteryx rhamni*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Cuivré commun	*Lycaena phlaeas*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Cuivré fuligineux	*Lycaena tityrus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Demi-Deuil	*Melanargia galathea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Fadet commun	*Coenonympha pamphilus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Flambé	*Iphiclides podalirius*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Grande Tortue	*Nymphalis polychloros*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Hespérie de la Mauve	*Pyrgus malvae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Hespérie de l'Alcée	*Carcharodus alceae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Machaon	*Papilio machaon*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Mégère	*Lasiommata megera*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée de Fruhstorfer	*Melitaea nevadensis*	-	-	-	-	-	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée du Mélampyre	*Melitaea athalia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée du Plantain	*Melitaea cinxia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Myrtil	*Maniola jurtina*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Nacré de la Ronce	*Brenthis daphne*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Assez rare	Faible
Paon-du-jour	*Aglais io*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Petite Tortue	*Aglais urticae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Petite Violette	*Boloria dia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Piéride du Lotier	*Leptidea sinapis*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible

Piéride du Navet	*Pieris napi*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Robert-le-diable	*Polygonia c-album*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Souci	*Colias crocea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Soufre	*Colias hyale*	-	-	-	LC	LC	DD	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Sylvain azuré	*Limenitis reducta*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Sylvaine	*Ochlodes sylvanus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Tircis	*Pararge aegeria*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Vulcain	*Vanessa atalanta*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2 : Annexes 2 et 4 de la Directive Habitats ; PN2 et PN3 : art. 2 et 3 de l'arrêté du 23 avril 2007
Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable. Orthoptères : espèce proche de l'extinction, 2 : espèce fortement menacée d'extinction, 3 : espèce menacée, à surveiller, 4 : espèce non menacée

Tableau 64 : Statuts des papillons rhopalocères observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation				Enjeu local de conservation	Effectifs/ Observations	Habitats d'espèces dans la zone d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes	01				
Caloptéryx vierge	*Calopteryx virgo*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Agrion porte-coupe	*Enallagma cyathigerum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Agrion élégant	*Ischnura elegans*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Libellule déprimée	*Libellula depressa*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Orthétrum réticulé	*Orthetrum cancellatum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Petite nymphe au corps de feu	*Pyrrhosoma nymphula*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Sympétrum de Fonscolombe	*Sympetrum fonscolombii*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Sympétrum sanguin	*Sympetrum sanguineum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible

Statut de protection : - Monde / Europe (EU) : BE2 = Convention de Berne Annexe 2 ; DH2, DH4 = Directive Habitats Annexes 2 et 4
- France (FR) : N art. 2-5 = Espèce protégée (art. 2 à 5 arrêté du 23 avril 2007)
Statut de conservation (listes rouges) : - Europe (EU), France (FR), Rhône-Alpes (RA) : RE = disparue, CR = en danger critique, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = quasi-menacée, DD = insuffisamment documentée"
Ain (01) : TM = très menacé, M = menacé, AM = assez menacé, NM = non menacé, PM = peu menacé

Tableau 65 : Statuts des odonates observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation				Enjeu local de conservation	Effectifs/ Statut local	Habitats d'espèces dans la zone d'étude/Statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes	01				
Oedipode automnale	*Aiolopus strepens*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés Commun	Faible
Caloptène italien	*Calliptamus italicus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés Commun	Faible
Criquet mélodieux	*Chorthippus biguttulus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet duettiste	*Chorthippus brunneus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Criquet verte-échine	*Chorthippus dorsatus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet des clairières	*Chrysochraon dispar*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Conocéphale bigarré	*Conocephalus fuscus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet des Bromes	*Euchorthippus declivus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet blafard	*Euchorthippus elegantulus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Gomphocère roux	*Gomphocerippus rufus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Lisières buissonnantes, accrus forestiers et boisements	Faible
Grillon champêtre	*Gryllus campestris*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible

Criquet des Roseaux	*Mecostethus parapleurus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Oedipode turquoise	*Oedipoda caerulescens*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Decticelle cendrée	*Pholidoptera griseoaptera*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle grisâtre	*Platycleis albopunctata*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet des pâtures	*Pseudochorthippus parallelus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Grillon des marais	*Pteronemobius heydenii*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle bariolée	*Roeseliana roeselii*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet ensanglanté	*Stethophyma grossum*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	**Rare** uniquement dans le marais	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle carroyée	*Tessellana tessellata*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Grande Sauterelle verte	*Tettigonia viridissima*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Ourlets, friches et prairies thermophiles	Faible

Statut de protection : - Monde / Europe (EU) : BE2 = Convention de Berne Annexe 2 ; DH2, DH4 = Directive Habitats Annexes 2 et 4
- France (FR) : N art. 2-5 = Espèce protégée (art. 2 à 5 arrêté du 23 avril 2007)
Statut de conservation (listes rouges) : - Europe (EU), France (FR), Rhône-Alpes (RA) : RE = disparue, CR = en danger critique, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = quasi-menacée, DD = insuffisamment documentée"

Tableau 66 : Statuts des orthoptères observés

Crustacés

La seule espèce de crustacé patrimoniale identifiée dans le secteur d'étude à partir des recherches bibliographiques était l'Écrevisse à pieds blancs. L'aire d'étude rapprochée n'est pas favorable à la présence de cette espèce (absence de cours d'eau permanent).

Corridors écologiques aquatiques et terrestres

L'aire d'étude s'inscrit dans un contexte paysager constitué d'habitats diversifiés, comprenant des cultures, bandes enherbées, prairies, bosquets ainsi que des zones bâties et un plan d'eau. Les zones arborées et arbustives, les zones en herbe, la digue et le contre-canal du Rhône constituent des espaces modérément à fortement perméables qui permettent le déplacement de la faune.

Ces structures paysagères sont reliées au réservoir de biodiversité du massif du Bugey et du marais de Poisat, au nord. Le fleuve Rhône, au sud, constitue en revanche un obstacle majeur pour la faune terrestre limitant les connexions avec le réservoir de biodiversité du massif du Mont Tournier.

Au niveau de l'aire d'étude rapprochée la trame paysagère est essentiellement composée de milieux agricoles intensivement cultivés. Ces milieux sont traversés à l'ouest par :

- Une haie champêtre en bon état de conservation possédant plusieurs strates et bien fournie. (Intérêt fonctionnel pour les oiseaux, mammifères, reptiles) ;
- Deux fossés humides végétalisés dont un longé par une bande enherbée assez large. (Intérêt fonctionnel pour les invertébrés, reptiles, petits mammifères) ;
- Les parcelles cultivées sont entourées de fossés et de talus enherbés (intérêt fonctionnel pour les invertébrés et reptiles).

La présence de ces infrastructure écologiques linéaires confèrent au site une perméabilité jugée moyenne pour la faune terrestre.

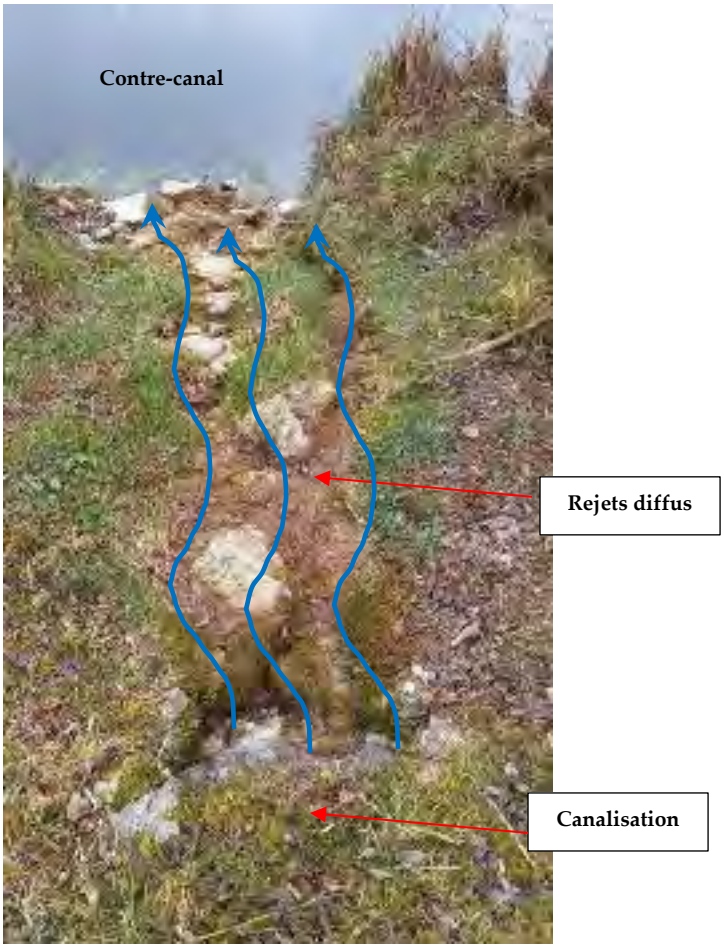
La perméabilité pour la faune aquatique ou amphibie est, elle, jugée faible du fait de ruptures de continuité écologique au nord et au sud de l'aire d'étude. Les deux fossés qui comportent un écoulement temporaire sont en effet longuement busés en amont de l'aire d'étude et comportent chacun un obstacle quasi infranchissable à l'aval (débouché de buse avec fort dénivelé et écoulement diffus dans la pente du talus du contre-canal, comme illustré en page suivante). Le fonctionnement hydrologique de ces deux écoulements a été détaillé dans le cadre d'une expertises hydrologique, disponible en annexe T-4).

L'enjeu constitué par les continuités écologiques terrestres au sein de l'aire d'étude rapprochées est qualifié de modéré car, bien que faiblement à moyennement fonctionnelle, les végétations herbacées interstitielles contribuent, pour la petite faune, à permettre des échanges de population entre les milieux bordant le Rhône, au sud et le Bugey au nord.

L'enjeu constitué par les continuités écologiques aquatiques est qualifié de faible du fait de la présence d'obstacles infranchissables en amont et en aval de l'aire d'étude.



Photographie 47 : Partie du ruisseau de la Janotte busée en amont de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023)



Photographie 48 : Obstacle infranchissable pour la faune aquatique en aval de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023)

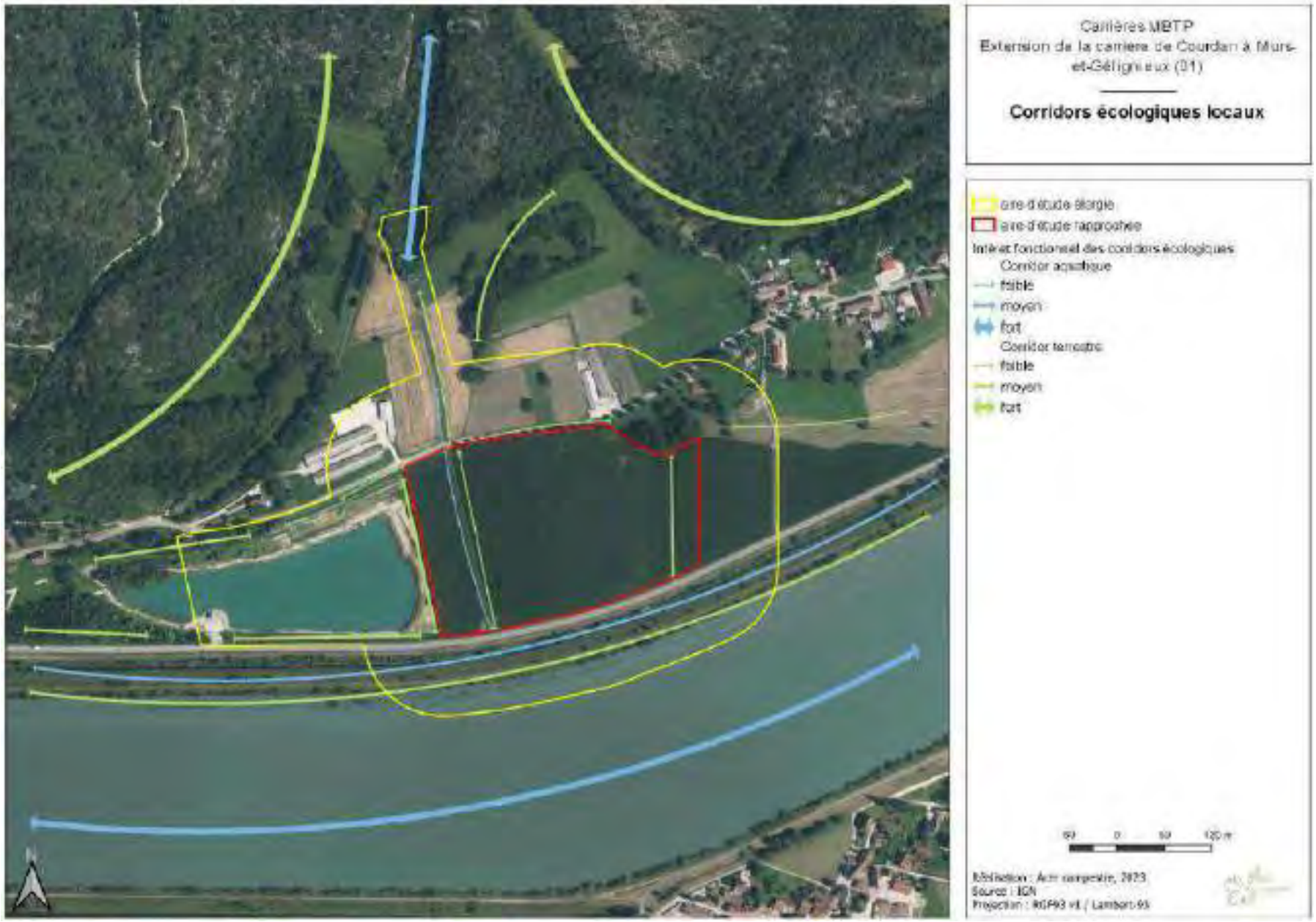


Figure 72 : Corridors écologiques locaux

II.F.2.e Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels

A l'échelle de l'aire d'étude, trois secteurs principaux peuvent être mis en avant par leur rôle biologique :

- Les parties cultivées hétérogènes (maïs, oléagineux, bandes enherbées interstitielles). Ces espaces ouverts de vastes étendues sont favorables à une avifaune insectivore et herbivores nichant au sol. C'est au cœur de cette matrice que nichent la Cisticole des joncs et l'Alouette des champs, espèces considérées comme « vulnérables ». Ces milieux peuvent être occupés en phase de chasse par le Hérisson d'Europe. L'ensemble de ces secteurs cultivés fait partie de la sous trame verte agricole à perméabilité moyenne, permettant la circulation et les déplacements pour une faune terrestre de petite à moyenne taille.
- Les lisières et fourrés : ces milieux abritent une avifaune recherchant les espaces bocagers. La Pie grièche écorcheur niche au sein de la haie qui est située à l'Ouest de l'aire d'étude rapprochée. Ces linéaires offrent également nourriture et couvert au Hérisson d'Europe. Ils sont des sites de choix pour l'activité de chasse des Chauves-souris. Ils constituent également des corridors écologiques dans le cadre de la trame verte.
- Les fossés et les étendues d'eau de surface : ces milieux sont les habitats de reproduction des amphibiens et notamment de la Grenouille commune.

Entité / Taxon		Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
Habitats naturels		
Habitats non patrimoniaux		Faible
Flore		
Espèces non patrimoniales		Faible
Gestion des espèces exotiques envahissantes		Fort
Zones humides		
Zones humides sur terrains cultivés		Modéré
Avifaune nicheuse		
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Modéré
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	Fort
Cisticole des joncs	*Cisticola juncidis*	Modéré
Autres espèces		Faible
Avifaune migratrice ou hivernante		
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	Fort
Amphibiens		
Toutes espèces		Faible
Reptiles		
Couleuvre verte et jaune	*Hierophis viridiflavus*	Faible
Lézard à deux raie	*Lacerta bilineata*	Faible
Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	Faible
Couleuvre helvétique	*Natrix helvetica*	Faible
Insectes		
Espèces non patrimoniales		Faible
Mammifères terrestres		
Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus*	Modéré
Chiroptères		
Arbres-gîtes potentiels de l'aire d'étude rapprochée		Modéré
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	Modéré
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	Fort
Molosse de Cestoni	*Tadarida teniotis*	Modéré
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	Modéré
Murins	*Myotis sp*	Modéré
Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	Modéré
Petit rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	Fort
Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	Modéré
Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	Modéré
Pipistrelle pygmée	*Pipistrellus pygmaeus*	Modéré
Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	Modéré
Sérotine de Nilsson	*Eptesicus nilssonii*	Modéré
Corridors écologiques		
Corridor terrestre		Modéré
Corridor aquatique		Faible

Tableau 67 : Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels identifiés sur la zone d'étude

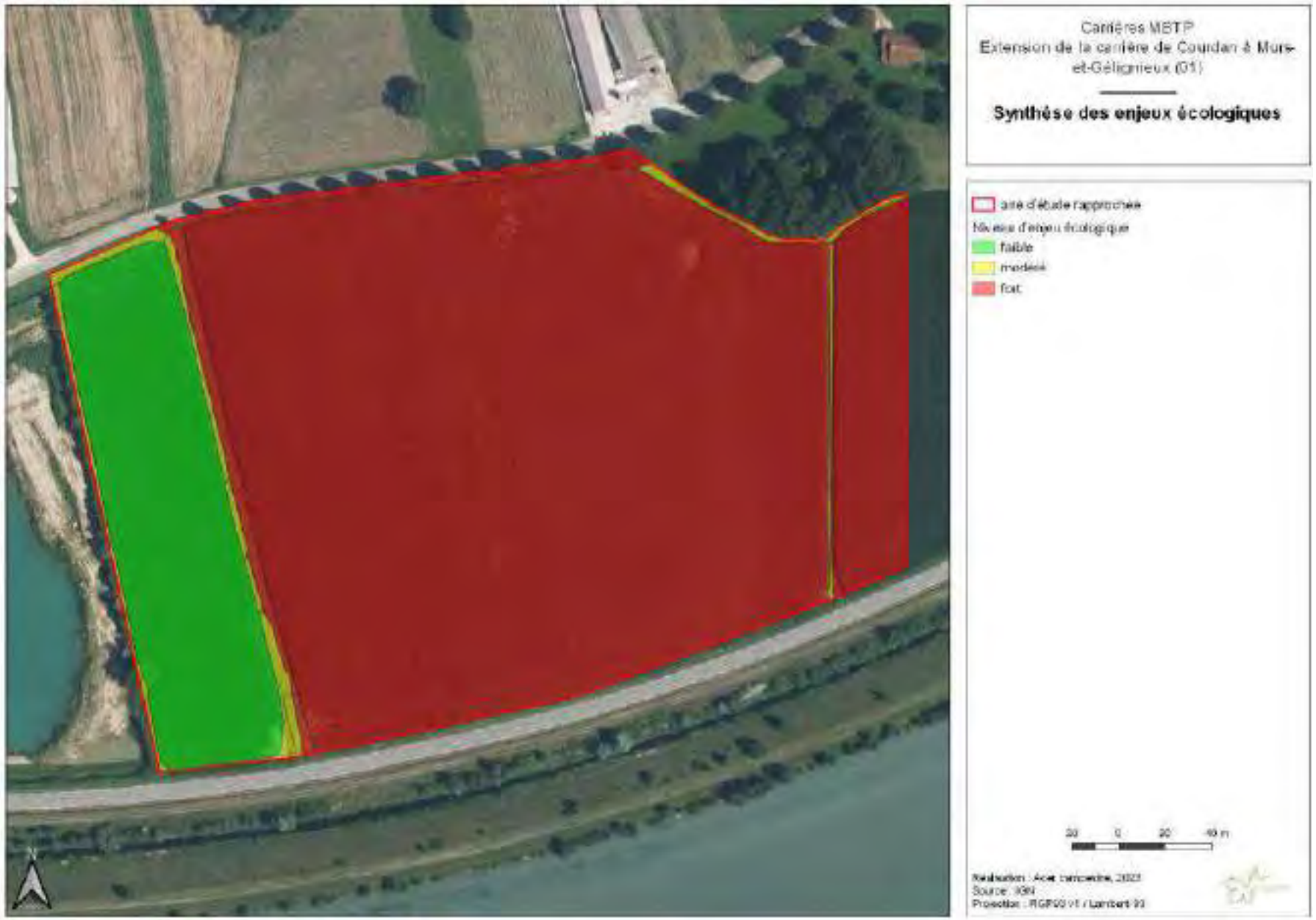


Figure 73 : Synthèse des enjeux écologiques

II.G Conclusion sur l'état initial

Le tableau présenté ci-après synthétise les enjeux et la sensibilité locale au regard du projet d'extension de la carrière de Courdan par thématiques.

La hiérarchisation des sensibilités sera établie selon la grille de lecture suivante.

Sensibilité	**Nulle**
	Très faible
	Faible
	Modérée
	Forte

		Synthèse de l'état initial	Sensibilité
Milieu physique	*Géologie*	➢ Le projet se situe au droit d'alluvions quaternaire. ➢ Aucun risque lié à l'amiante n'a été identifié. ➢ Aucun risque lié au radon n'a été identifié.	Nulle
	Pédologie	➢ Le sol correspond à un fluviosol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux. ➢ Deux horizons agronomiques se distinguent : un horizon de surface (terre végétale) de 30 cm d'épaisseur et un horizon intermédiaire de 25 cm d'épaisseur. ➢ Aucune pollution n'a été recensée au droit du projet.	Très faible
	Hydrologie	➢ Le projet d'extension est traversé par le ruisseau de la Janotte. ➢ L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par le Rhône, présent à centaine de mètre, au Sud du projet.	Modérée
	Hydrogéologie	➢ Le projet se situe au sein de l'aquifère des « Alluvions du Rhône des Gorges de la Balme à l'Ile de Miribel ». ➢ Les formations constituant le gisement sont composées d'alluvions, recouverts de couches limono-argileuses. ➢ Dix piézomètres composent le réseau de surveillance. ➢ Les eaux s'écoulent globalement en direction du Rhône. ➢ Le captage AEP le plus proche de l'emprise du projet d'extension se situe à 580 m, au Sud-Est de l'extension. Il s'agit du futur forage de Leschaux. Ses périmètres de protection ne sont pas encore définis ➢ Les valeurs mesurées au droit des ouvrages de contrôle respectent les valeurs limites de référence des eaux brutes du Code de la Santé Publique.	Modéré
	Occupation du sol	➢ L'occupation du sol se caractérise par la présence de zones agricoles, du ruisseau de la Janotte et d'un fossé à l'Est.	Modéré
	Qualité de l'air	➢ Le secteur d'étude ne se situe pas dans une zone sensible à la qualité de l'air. ➢ Les données issues du suivi au droit de la station de Chambéry Pasteur indiquent que les seuils réglementaires pour les différents paramètres mesurés sont respectés. ➢ Les polluants liés à la combustion (Nox, ...) sont dus en majorité au trafic routier dense effectif sur les axes routiers périphériques.	Faible
Occupation humaine	*Habitat*	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux s'étend sur une emprise de 6,5 km² et comptait 244 habitants au dernier recensement. ➢ Les secteurs d'habitats dispersés s'organisent essentiellement sous forme de hameaux, répartis principalement entre le Rhône et le massif calcaire, autour d'un bourg historique. ➢ L'habitat le plus proche des limites cadastrales du site correspond au lieu-dit de « Tremurs », localisé à environ 60 m de la limite cadastrale Nord - Est du projet.	Modérée
	Activités économiques	➢ L'activité économique de la commune de Murs-et-Gélignieux se répartit essentiellement autour du commerce, transport et des services divers.	Faible
	Infrastructures	➢ Le principal axe de communication est la RD 992, localisée en limite de la limite cadastrale Sud du projet. ➢ Le Rhône, qui est navigable dans cette partie, se situe à environ 100 m au Sud du projet. ➢ Aucune ligne électrique ne transite au droit du projet. ➢ Aucune canalisation n'a été recensée au droit du secteur d'étude.	Modérée
Cadre de vie	*Niveaux acoustiques*	➢ Aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté en période diurne. ➢ Aucune tonalité marquée n'a été identifiée.	Faible
	Poussières	➢ Aucune mesure n'a été réalisée. La société MBTP exploitant une carrière en eau, les émissions de poussières sont limitées.	Faible
	Vibrations	➢ Le site est dépourvu de vibrations.	Nulle
	Risques naturels	➢ Le secteur d'étude est classé en zone de sismicité 4 (moyen). ➢ La commune de Murs-et-Gélignieux est en zone inondable du Rhône. Un arrêté, en date du 9 janvier 2020, prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) pour la commune de Murs-et-Gélignieux. ➢ La totalité du site est classé en zone d'aléa dit « faible » pour le retrait et le gonflement des argiles. ➢ Aucun glissement de terrains n'a été répertorié sur le territoire du secteur d'étude.	Modéré
	Risques technologiques	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux n'est soumise à aucun plan des Risques Technologiques.	Faible
	Patrimoine culturel	➢ Les monuments historiques les plus proches (Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme et la Maison dite des Enfants d'Izieu) se trouvent localisés à une distance d'environ 3 250 m de la limite cadastral Ouest du projet. ➢ Aucun site inscrit ou classé n'a été identifié dans le secteur d'étude. ➢ Le site archéologique le plus proche du projet correspond au château de Murs, localisé à environ 520 m, à l'Ouest du projet.	Faible
	Biens et matériels	➢ Les biens collectifs, utilisés par les usagers de la commune, telles que la route départementale D 992. ➢ Les biens privés, constitués par les habitations privatives.	Très faible
	Espaces Boisés Classés	➢ Aucun Espace Boisé Classé (EBC) n'a été identifié au droit du projet	Nulle
	Tourisme	➢ Le secteur d'étude possède une faible attractivité touristique. L'attractivité réside dans le port de plaisance de Murs et Gélignieux et du camping situé à côté.	Très faible
Paysage et perceptions	*Paysage*	➢ Le secteur d'étude se classe dans la famille des paysage agraires. ➢ Le secteur d'étude se situe dans l'unité paysagère « Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières » (Code 45-R-L)	Faible
	Perceptions visuelles	➢ La présence du Rhône et de ces merlons de part et d'autre de son lit empêche toute perception du site depuis les points de vue localisé à la même cote altimétrique que les terrains intégrés au projet. ➢ La distance entre les habitats situés sur le versant du massifs et les terrains intégrés au projet. ➢ Le relief qui empêche toute perception du Rhône et de sa plaine aux habitations localisées sur le massif. ➢ Le site est particulièrement visible depuis les routes encadrant les terrains (route de Mortillet et route D 992). ➢ Le site est également perceptible depuis un seul point de vue remarquable situé sur le territoire de la commune de Saint-Maurice-de-Rotherens. Il s'agit du belvédère des Fils, situé au bord des falaises du massif. ➢ Les habitations localisées au hameau de Tremurs auront peu de perception sur le projet d'extension, compte tenu de la présence du boisement. ➢ Les habitations localisées à Murs, en périphérie de la carrière actuellement autorisée, n'auront pas ou peu de perceptions sur le projet d'extension, compte tenu de la présence d'une haie, entre la carrière actuellement autorisée et l'extension, et de la présence d'un alignement d'arbres en bordure de route de Mortillet en limite Nord du périmètre d'extension.	Modérée

Tableau 68 : Tableau de synthèse des enjeux à l'issue de la constitution de l'état initial du site

Biodiversité	***Zonage réglementaire***	➢ Le projet d'extension se situe dans la ZNIEFF de type II intitulée « Bas-Bugey » et référencée n°820030677. ➢ La ZICO (Lac et marais du Bourget) intercepte l'aire d'étude. ➢ Le projet d'extension se situe à 50m, au Nord de la zone Natura 2000 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » et référencé FR8212004. ➢ Le projet d'extension se situe en dehors de toute zone naturelle (APPB, zones humides, réserve naturelle, Géoparc…).	Faible
	Trame verte et bleue	➢ Le projet se situe dans un corridor d'importance régional à préserver.	Modéré
	Habitats	➢ Champs agricoles, friches agricoles, haies arbustives, boisement.	Faible
	Flore	➢ Aucune espèce protégée n'a été recensée.	Faible
	Zone humide	➢ Deux zones humides d'une superficie de 0,08 ha et de 0,07 ha ont été recensées.	Faible
	Amphibiens	➢ Deux espèces d'amphibiens ont été identifiées dans l'aire d'étude élargie.	Faible
	Reptiles	➢ Trois espèces ont été identifiées au droit du projet et une en périphérie.	Faible
	Insectes	➢ Aucune espèce protégée n'a été identifiée au droit du site.	Faible
	Mammifères	➢ Plusieurs espèces ont été notées dans la zone d'étude élargie. Il s'agit d'espèces relativement communes. ➢ Une espèce est protégée, le Castor d'Eurasie, et une espèce est menacée, le Lapin de Garenne.	Modéré
	Crustacés	➢ La zone étudiée n'est pas favorable à la présence d'Écrevisses à pieds blancs.	Faible
	Chiroptères	➢ Treize espèces de chauves-souris ont été recensées dans l'aire d'étude élargie.	Modérée à fort
	Avifaune	➢ Présences d'espèces intérêt dans l'aire d'étude rapprochée telles que, l'Alouette des champs, la pie-grièche écorcheur, la cisticole des joncs.	Modérée à Forte

Tableau 69 : Tableau de synthèse des enjeux à l'issue de la constitution de l'état initial du site (suite et fin)

III. INTERRELATIONS POTENTIELLES ENTRE LES DIFFERENTS ELEMENTS CONSTITUTIFS DE L'ETAT INITIAL

Le tableau ci-dessous permet d'analyser les interrelations entre les différents éléments constitutifs de l'état initial.

Grille de lecture :

- Lorsqu'aucune interaction n'a été identifiée : « **X** »
- Interaction potentielle : « **O** »

	Géologie	Géomorphologie	Pédologie	Eaux souterraines	Eaux superficielles	Climat	Qualité de l' air	Paysage	Patrimoine culture	Contexte socio-économique	Infrastructures	Transport	Vibration	Bruit	Poussières	Biodiversité
Géologie																
Géomorphologie	O															
Pédologie	O	O														
Eaux souterraines	O	X	X													
Eaux superficielles	O	O	O	O												
Climat	X	X	X	X	X											
Qualité de l'air	X	X	X	X	X	O										
Paysage	O	O	O	X	O	X	X									
Patrimoine culturel	X	X	X	O	O	X	X	O								
Contexte socio-économique	X	O	X	O	O	X	O	X	O							
Infrastructures	O	X	X	X	O	X	X	O	O	O						
Transport	O	O	X	X	O	X	X	O	O	O	O					
Vibration	O	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X				
Bruit	X	O	X	X	X	X	X	X	X	X	X	O	O			
Poussières	O	O	X	X	X	X	O	O	O	X	X	O	O	O		
Biodiversité	O	O	X	X	O	O	X	X	X	O	O	O	O	O	O	

Tableau 70 : Interrelations entre les différents éléments constitutifs de l'état initial

Les éléments constitutifs de l'état initial ne présentent que peu d'interactions potentielles.

Ces éléments apparaissent relativement cloisonnés et les possibilités de connexions restent très restreintes et portent sur des points très spécifiques.

Une interaction potentielle de faible ampleur existe cependant entre la géologie, l'hydrogéologie et l'hydrologie, la topographie.

Une interaction peut également être notée entre la nature géologique des formations exploitées, le type de sol caractéristique de la zone d'étude, le paysage et la végétation.

Les caractéristiques géomorphologiques du site et les différents facteurs biotiques influent également sur la présence ou non d'espèces végétales ou animales, présentant un fort enjeu patrimonial ou non protégées.

Une interaction forte existe également, indépendamment du site entre le contexte humain global et les infrastructures : transports, bruit, atmosphère, topographie, les eaux et le paysage.

Il existe également une relation non négligeable entre la biodiversité et les activités anthropiques.

IV. SCENARIO DE REFERENCE – EVOLUTION PRESSENTIE DES PARCELLES INTEGREES AU PROJET EN L'ABSENCE DE LA FUTURE CARRIERE

L'article R122-5.II.3° du Code de l'Environnement précise que : « *Une description des aspects pertinents de l'état actuel de l'environnement, dénommée "scénario de référence", et de leur évolution en cas de mise en œuvre du projet ainsi qu'un aperçu de l'évolution probable de l'environnement en l'absence de mise en œuvre du projet, dans la mesure où les changements naturels par rapport au scénario de référence peuvent être évalués moyennant un effort raisonnable sur la base des informations environnementales et des connaissances scientifiques disponibles.* »

Ces scénarii sont étudiés dans le tableau ci-après. Seules les thématiques majeures et pertinentes à l'échelle du projet ont été retenues.

		Synthèse de l'état initial	Evolution probable du site en l'absence d'extension	Evaluation probable du site en cas de mise en œuvre du projet
Milieu physique	***Géologie***	➢ Le projet se situe au droit d'alluvions quaternaire. ➢ Aucun risque lié à l'amiante n'a été identifié. ➢ Aucun risque lié au radon n'a été identifié.	➔ Maintien du gisement en place.	➔ Consommation du gisement disponible. ➔ Valorisation économique de la ressource. ➔ Maintien d'un point de collecte de matériaux inertes
	Pédologie	➢ Le sol correspond à un fluviosol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique. ➢ Deux horizons agronomiques se distinguent : un horizon de surface (terre végétale) de 30 cm d'épaisseur et un horizon intermédiaire de 25 cm d'épaisseur. ➢ Aucune pollution n'a été recensée au droit du projet.	➔ Maintien du sol en place sur l'ensemble du site. ➔ Maintien des pratiques agricoles	➔ Disparition du sol en place au niveau de la zone d'extraction. ➔ Restitution d'un sol anthropique par remblayage, réaménagé en zone agricole.
	Hydrologie	➢ Le projet d'extension est traversé par le ruisseau de la Janotte. ➢ L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par le Rhône, présent à centaine de mètre, au Sud du projet.	➔ Modalité de gestion des eaux pluviales inchangées au droit des zones agricoles. ➔ Maintien du cours d'eau	➔ Consommation puis restitution d'un cours d'eau.
	Hydrogéologie	➢ Le projet se situe au sein de l'aquifère des « Alluvions du Rhône de Gorge de la Balme à l'Ile de Miribel ». ➢ Les formations constituant le gisement sont composées d'alluvions, recouverts de couches limono-argileuse. ➢ Dix piézomètres composent le réseau de surveillance. ➢ Les eaux s'écoulent globalement en direction du Rhône ➢ Le captage AEP le plus proche se situe à 580 mètres, au Sud-Est du projet. ➢ Les valeurs des paramètres physico-chimique analysés par la société Anteagroup respectent les valeurs limites de référence des eaux brutes du Code de la Santé Publique.	➔ Aucune modification.	➔ Risques de pollutions chroniques ou accidentelles des cours d'eau et de la nappe
	Occupation du sol	➢ L'occupation du sol se caractérise par la présence de zones agricoles, du ruisseau de la Janotte et d'un fossé à l'Est.	➔ Maintien de l'occupation du sol actuelle.	➔ Remblayage et recréation d'un sol agricole sur l'ensemble du site. ➔ Restitution du cours d'eau et du fossé à l'Est.
	Qualité de l'air	➢ Le secteur d'étude ne se situe pas dans une zone sensible à la qualité de l'air. ➢ Les données issues du suivi au droit de la station de Chambéry Pasteur indiquent que les seuils réglementaires pour les différents paramètres mesurés sont respectés. ➢ Les polluants liés à la combustion (Nox, ...) sont dus en majorité au trafic routier dense effectifs sur les axes routiers périphériques.	➔ Maintien des émissions atmosphériques actuelles.	➔ Augmentation limitée des émissions atmosphériques du site sur la durée de l'autorisation sollicitée.
Occupation humaine	***Habitat***	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux s'étend sur une emprise de 6,5 km² et comptait 244 habitants au dernier recensement. ➢ Les secteurs d'habitats dispersés s'organisent essentiellement sous forme de hameaux, répartis principalement entre le Rhône et le massif calcaire, autour d'un bourg historique. ; ➢ L'habitat le plus proche des limites cadastrales du site correspond au lieu-dit de « Tremurs », localisé à environ 60 m de la limite cadastrale Nord - Est du projet.	➔ L'occupation du sol est à vocation agricole et en zone inondable. Aucune zone d'habitation ne peut se développer sur les terrains intégrés au projet	➔ L'occupation du sol est à vocation agricole et en zone inondable. ➔ Aucune zone d'habitation ne peut se développer sur les terrains intégrés au projet.

Tableau 71 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet

		Synthèse de l'état initial	Evolution probable du site en l'absence d'extension	Evaluation probable du site en cas de mise en œuvre du projet
Occupation humaine	*Activités économiques*	➢ L'activité économique de la commune de Murs-et-Gélignieux se répartit essentiellement autour du commerce, transport et des services divers.	➔ Suppression des emplois liés à l'activité de la carrière	➔ Maintien des emplois liés à l'activité de la carrière
	Infrastructures	➢ Le principal axe de communication est la RD 992, localisée le long de la limite cadastrale Sud du projet. ➢ Le Rhône, qui est navigable dans cette partie, se situe à environ 100 m au Sud du projet. ➢ Aucune ligne électrique ne transite au droit du projet. ➢ Aucune canalisation n'a été recensée au droit du secteur d'étude	➔ L'ensemble des infrastructures sera maintenu.	➔ L'ensemble des infrastructures sera également maintenu ➔ Augmentation locale du trafic routier poids lourds
Cadre de vie	*Niveaux acoustiques*	➢ Aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté en période jour. ➢ Aucune tonalité marquée n'a été identifiée	➔ Maintien des émissions sonores actuelles.	➔ Augmentation limitée des émissions sonores dues à l'exploitation de la carrière.
	Poussières	➢ Aucune mesure n'a été réalisée. La société MBTP exploitant une carrière en eau, les émissions de poussières sont limitées.	➔ Maintien des émissions de poussières actuelles	➔ Augmentation limitée des émissions de poussières dues à l'exploitation de la carrière puisque la société MBTP exploite une carrière en eau
	Vibrations	➢ Le site est dépourvu de vibrations	➔ Aucune vibration ne serait engendrée	➔ Aucune vibration ne serait engendrée
	Risques naturels	➢ Le secteur d'étude est classé en zone de sismicité 4 (moyen). ➢ La commune de Murs-et-Gélignieux est en zone inondable du Rhône. Un arrêté, en date du 9 janvier 2020, prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) pour la commune de Murs-et-Gélignieux. ➢ La totalité du site est classé en zone d'aléa dit « faible » pour le retrait et le gonflement des argiles. ➢ Aucun glissement de terrains n'a été répertorié sur le territoire du secteur d'étude.	➔ Aucun changement n'est à redouter.	➔ L'activité liée à l'exploitation de la carrière ne sera pas susceptible d'influencer le niveau d'aléa des risques naturels identifiés au droit du site
	Risques technologiques	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux n'est soumise à aucun plan des Risques Technologiques	➔ Aucun changement n'est à redouter.	➔ Aucun changement n'est à redouter en cas d'extension.
	Patrimoine culturel	➢ Le monument historique le plus proche (Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme) se trouve localisé à une distance de 3 250 m de la limite cadastrale Ouest du projet. ➢ Aucun site inscrit ou classé n'a été identifié dans le secteur d'étude. ➢ Le site archéologique le plus proche du proche du projet correspond au château de Murs, localisé à environ 520 m, à l'Ouest du projet	➔ Aucune altération des biens privés n'est à redouter.	➔ Aucun changement n'est à redouter en cas d'extension de l'exploitation.
	Biens et matériels	➢ Les biens collectifs, utilisés par les usagers de la commune, telles que la route départementale D 992. ➢ Les biens privés, constitués par les habitations privatives.	➔ Aucune altération des biens privés n'est à redouter	➔ Usure progressive de la chaussée ➔ Aucune altération des biens privés n'est à redouter en cas de poursuite de l'exploitation
	Espaces Boisés Classés	➢ Aucun Espace Boisé Classé (EBC) n'a été identifié au droit du projet	➔ Aucun bois n'est présent sur les terrains intégrés au projet	➔ Aucun bois n'est présent sur les terrains intégrés au projet
	Tourisme	➢ Le secteur d'étude possède une faible attractivité touristique. L'attractivité réside dans le port de plaisance de Murs et Gélignieux et du camping situé à côté. ➢ La piste cyclable Via Rhôna, est situé sur l'autre rive du Rhône.	➔ Aucun changement n'est à redouter en cas d'arrêt de l'exploitation.	➔ Aucun changement n'est à redouter en cas d'extension, l'extraction se faisant en dehors des périodes touristiques.

Tableau 72 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet (suite)

		Synthèse de l'état initial	Evolution probable du site en l'absence d'extension	Evaluation probable du site en cas de mise en œuvre du projet
Paysage et perceptions	*Paysage*	➢ Le secteur d'étude se classe dans la famille des paysage agraires. ➢ Le secteur d'étude se situe dans l'unité paysagère « Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières » (Code 45-R-L)	➔ Maintien des champs agricoles	➔ L'exploitation entrainera la modification temporaire du paysage, avant la restitution de terrain agricoles à l'issue de l'exploitation.
	Perceptions visuelles	➢ La présence du Rhône et de ses merlons de part et d'autre de son lit empêchent toute perception du site depuis les points de vue localisés à la même cote altimétrique que les terrains intégrés au projet ; ➢ Compte tenu de la distance, les perceptions sont limitées depuis les habitations localisées sur le versant du massif ; ➢ Le relief empêche toute perception du Rhône et de sa plaine aux habitations localisées sur le massif. ➢ Le site est particulièrement visible depuis les routes encadrant les terrains intégrés au projet (route de Mortillet et route D 992). ➢ Le site est également perceptible depuis un seul point de vue remarquable situé sur le territoire de la commune de Saint-Maurice-de-Rotherens. Il s'agit du belvédère des Fils, situé au bord des falaises du massif. ➢ Les habitations localisées au hameau de Tremurs auront peu de perception sur le projet d'extension, compte tenu de la présence du boisement. ➢ Les habitations localisées à Murs, en périphérie de la carrière actuellement autorisée, n'auront pas ou peu de perceptions sur le projet d'extension, compte tenu de la présence d'une haie, entre la carrière actuellement autorisée et l'extension, et de la présence d'arbres.	➔ Maintien des perceptions visuelles depuis ces points de vue spécifiques.	➔ L'exploitation entrainera la modification temporaire des perceptions, avant la restitution de terrain agricoles.
Biodiversité	*Zonage réglementaire*	➢ Le projet d'extension se situe dans la ZNIEFF de type II intitulée « Bas-Bugey » et référencée n°820030677. ➢ La ZICO (Lac et marais du Bourget) intercepte l'aire d'étude. ➢ Le projet d'extension se situe à 50m, au Nord de la zone Natura 2000 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » et référencé FR8212004. ➢ Le projet d'extension se situe en dehors de toute zone naturelle (APPB, zones humides, réserve naturelle, Géoparc…).		
	Trame verte et bleue	➢ Le projet se situe dans un corridor d'importance régional à préserver.		
	Habitats	➢ Champs agricoles, friche agricoles, haies arbustives, boisement.	➔ Maintien des champs agricoles. ➔ Maintien du ruisseau de la Janotte. ➔ Maintien des zones humides	➔ Création temporaire d'un plan d'eau avec des habitats favorables à des espèces pionnières telles que l'hirondelle de rivage ou le guêpier d'Europe. ➔ Consommation temporaire des terrains agricoles favorables à la faune locale avant leur restitution. ➔ Consommation des zones humides. ➔ Consommation puis restitution du ruisseau.
	Flore	➢ Aucune espèce protégée n'a été recensée.		
	Zones humides	➢ Deux zones humides d'une superficie de 0,08 ha et de 0,07 ha ont été recensées.		
	Amphibiens	➢ Deux espèces d'amphibiens ont été identifiées dans l'aire d'étude élargie. ➢ Trois espèces de reptiles ont été identifiées au droit du projet et une en périphérie.		
	Reptiles	➢ Aucune espèce protégée n'a été identifiée au droit du site.		
	Insectes	➢ Plusieurs espèces d'insectes ont été notées dans la zone d'étude. Il s'agit d'espèces relativement communes.		
	Mammifères	➢ Une espèce est protégée, le Castor d'Eurasie, et une espèce est menacée, le Lapin de Garenne.		
	Crustacés	➢ La zone étudiée n'est pas favorable à la présence d'Écrevisses à pieds blancs.		
	Chiroptères	➢ Treize espèces de chauves-souris ont été recensées dans l'aire d'étude.		
	Avifaune	➢ Présences d'espèces intérêt telles que, l'Alouette des champs, la pie-grièche écorcheur, la cisticole des joncs.		

Tableau 73 : Scénario de référence et évolution probable des terrains en l'absence du projet (suite et fin)

V. EVALUATION ET DESCRIPTION DES IMPACTS DU PROJET D'EXTENSION DE LA CARRIERE DE COURDAN SUR SON ENVIRONNEMENT

V.A Préambule

Ce chapitre présente les impacts dits « bruts » de la carrière sur son environnement avant la mise en œuvre des différentes mesures qui seront prises par le maître d'ouvrage et notamment :

- Les mesures d'évitement ;
- Les mesures de réduction ;
- Les mesures d'accompagnement ;
- Le cas échéant, les mesures de compensation.

V.B Impacts sur le milieu physique

V.B.I Impacts la géologie, la géomorphologie et la pédologie

V.B.I.a Impact sur les sols au sein de la carrière

Le principal impact correspond à l'extraction du gisement avec pour corollaire la disparition des formations géologiques en place.

Les opérations de terrassement entraineront la modification structurelle du sol puisque que les terres décapées seront stockées sous forme de merlons de faible hauteur (< 3 mètres) et réemployées lors des opérations de remise en état.

Le retrait du sol affecte surtout la structure et la vie biologique des sols.

En cas de stockage prolongé des horizons de sols décapés et selon les conditions, une perte de matière organique et d'azote, ainsi que d'éléments minéraux (magnésium, phosphore, potassium) peut également se produire.

Conjointement à l'extraction du gisement, la société MBTP prévoit de remblayer complètement le carreau d'exploitation.

Les matériaux inertes entrants, seront stockés et compactés à l'avancement afin de recréer une géomorphologie proche de celle existante avant l'exploitation de la carrière.

Ce mode opératoire permettra de limiter l'emprise du plan d'eau et une remise en état progressive du site, de manière coordonnée à l'avancée de l'extraction.

La consommation du gisement sera réalisée par phase successive, sur une emprise déterminée par les plans de phasage, disponibles en annexe C – 5.

Les opérations de remise en état du site permettront également de restituer un sol agricole, grâce à la mise en place d'un horizon de terre végétale sur les remblais, qui subira un traitement adapté avant d'être remis en culture.

Le projet aura donc un impact faible sur la pédologie.

V.B.1.b Impact sur la stabilité des terrains

L'exploitation du gisement de sable est autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013. Ce dernier ne définit aucune géométrie d'exploitation.

Pour rappel, le gisement sera réalisé par une dragline.

Cette méthodologie d'extraction permet une exploitation douce du sable, et restituera naturellement une pente au gisement de l'ordre de 20° dans la partie immergée.

La partie du gisement hors d'eau, présentera une pente de l'ordre de 33° sur une hauteur de l'ordre de 3 m.

De plus, le carreau d'exploitation sera remblayé à l'avancement.

Avec les modalités d'exploitation retenues, le risque d'instabilité des terrains pendant l'exploitation est marginal.

A l'issue de l'exploitation, l'ensemble du site sera remblayé et restitué à vocation agricole, supprimant ainsi tout risque d'instabilité des terrains sur le long terme.

Définition de l'impact brut – Géologie – Géomorphologie – Pédologie						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.2 Impacts du remblayage du site

Parallèlement à l'extraction du gisement, le projet d'exploitation prévoit également le remblayage total du carreau d'exploitation par des matériaux inertes provenant :

- Des matériaux de découverte ;
- Des matériaux inertes issus la plateforme de Brégnier-Cordon.

Les opérations de remblayage se dérouleront de manière concomitante à l'extraction du gisement.

Le tableau ci-dessous précise les emprises concernées par les opérations de remblayage au milieu de chaque phase quinquennale.

Phases	Surface concernée par les opérations de remblayage
Phase 1 (2025 – 2029)	8 800 m²
Phase 2 (2030 – 2034)	21 250 m²
Phase 3 (2035 – 2039)	16 500 m²
Remise en état	9 350 m²
Total	**55 900 m²**

Tableau 74 : Synthèse des surfaces concernées par le remblayage

Les matériaux inertes entrants, seront stockés et compactés à l'avancement afin de recréer une géomorphologie proche de celle existante avant l'exploitation de la carrière actuelle.

Ce mode opératoire permettra de limiter l'emprise du plan d'eau, issu de l'extraction du gisement et de réaliser une remise en état progressive du site, de manière coordonnée à l'extraction.

Les opérations de remise en état du site permettront de restituer un sol agricole, grâce à la mise en place d'un horizon de terre végétale sur les derniers centimètres du remblaiement.

Toutefois, ce néosol n'aura pas les mêmes propriétés physiques et organiques que le sol qui a été décapé. Des mesures devront être mises en œuvre afin de limiter cet impact.

La quantité annuelle moyenne de matériaux inertes sera de 29 000 m³, soit environ 44 000 t.

Une augmentation du trafic routier journalier est à prévoir, avec 6 poids lourds.

Le remblayage n'aura pas d'incidence sur le paysage puisqu'il permettra de restituer des terrains à vocation agricole, comme c'est le cas actuellement.

Définition de l'impact brut – Remblayage						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.3 Impacts sur l'hydrogéologie

V.B.3.a Effets quantitatifs

Au droit des terrains concernés par le projet, la nappe d'accompagnement du Rhône se situe à une profondeur de l'ordre de 2 à 3 mètres, selon les secteurs. L'extraction du gisement entrainera donc la formation d'un plan d'eau.

Le sens d'écoulement des eaux est globalement orienté du Nord vers le Sud, en direction du Rhône.

D'après le suivi réalisé depuis le début de l'autorisation de la carrière actuelle, les niveaux piézométriques sont stables et la création d'un plan d'eau pérenne dans le cadre de la précédente autorisation n'a pas eu d'impact sur les niveaux piézométriques locaux et a fortiori sur les ouvrages et aménagements hydrauliques périphériques.

La figure, présentée en page suivante, illustre l'évolution de la nappe du Rhône dans ce secteur. Ce graphique permet d'identifier des variations saisonnières normales, sans modifications majeures, indiquant l'absence d'impacts dus à la création du plan d'eau au droit de l'ancienne carrière.

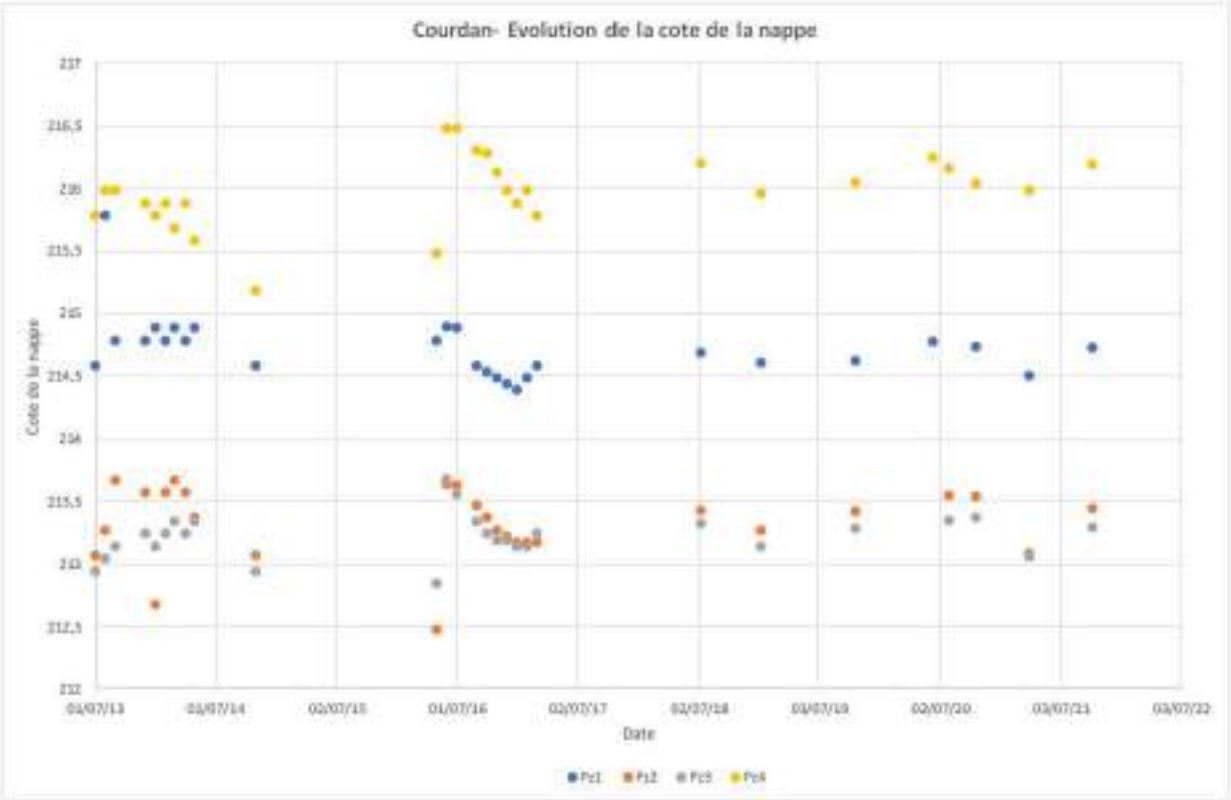


Figure 74 : Evolution de la cote de la nappe (Source : suivi environnemental pour l'année 2021 - Anteagroup)

Les opérations d'extraction proprement dite ne seront à l'origine d'aucun prélèvement d'eau.

Le lavage des matériaux, issus de la carrière, sera réalisé sur le site de Brégnier-Cordon, dédié au traitement des matériaux issus de l'ensemble des sites du maîtres d'ouvrage sur lequel les matériaux bruts extraits de la carrière seront directement dirigés.

A noter que cette méthodologie était déjà mise en œuvre lors de de la dernière autorisation. Aucun impact complémentaire n'est donc à redouter.

A titre informatif, le volume d'eau nécessaire au lavage d'une tonne de matériaux est de l'ordre de 1 m^3 soit 60 000 m^3 par an. A noter que l'installation de traitement du tout-venant sur la plateforme de Brégnier-Cordon sera prochainement équipée d'un système de récupération et de recyclage des eaux permettant de limiter les prélèvements dans le milieu à un volume annuel de 9 000 m^3, correspondant à l'appoint de l'installation de recyclage (Cf. dossier d'Enregistrement de la plateforme de Brégnier-Cordon).

Actuellement, ce site est en cours d'enregistrement même s'il existe depuis les années 1990. Historiquement déclarée cette plateforme a été reprise, dans les années 2000, par CARIERES MBTP qui y réalisait déjà le traitement de matériaux alluvionnaires Un pompage est présent sur ce site depuis plusieurs années, dans la nappe alluviale d'accompagnement du Rhône.

Le projet d'exploitation de la carrière prévoit le remblayage total du carreau d'exploitation, qui sera réalisé de manière coordonnée à l'extraction, limitant ainsi l'emprise du plan d'eau créé.

Le tableau ci-dessous précise les caractéristiques du plan d'eau pour chaque phase.

Phase	Superficie
Phase 1 (2025 – 2029)	0,87 ha
Phase 2 (2030 – 2034)	0,83 ha
Phase 3 (2035 – 2039)	0,97 ha

Tableau 75 : Emprise du plan d'eau par phase

L'emprise du **plan d'eau temporaire,** créé dans le cadre de la future extension, sera de **moins d'un hectare**.

V.B.3.b Impacts physiques et hydrodynamiques

Impacts liés à l'exploitation de la carrière et la présence du plan d'eau

La première extraction réalisée au droit de l'actuelle carrière a entrainé la mise à nu de la nappe d'accompagnement du Rhône, ce qui a modifié sensiblement la piézométrie locale, comme précisé dans les paragraphes précédents.

Actuellement, le plan d'eau ainsi restitué présente les caractéristiques suivantes :
- Superficie : 2,8 ha ;
- Longueur : environ 325 mètres ;
- Largeur : entre 45 et 140 mètres ;
- Profondeur : environ 10 mètres.

Le battement moyen, lié aux variations saisonnières de la nappe est de l'ordre de 0,50 mètre.

La piézométrie au droit des terrains intégrés au projet d'extension a donc été sensiblement modifiée par la création de ce plan d'eau.

Au regard des suivis réalisés, la nappe d'accompagnement du Rhône présente une pente moyenne faible et stable au droit du projet :
- En période de hautes eaux : 5,5‰ ;
- En période de basses eaux : 7,9 ‰.

L'exploitation du gisement entrainera la création d'un plan d'eau et donc une déformation locale des isopièzes avec pour corollaire une modification de la direction et de la vitesse d'écoulement des eaux souterraines.

Il s'agit de l'effet de pénétration dans la nappe.

D'un point de vue hydrodynamique, le relèvement du plan d'eau sera proportionnel au gradient naturel de la nappe.

En théorie, il en résulterait un effet de drainage vers l'amont associé à un rabattement du niveau piézométrique.

La partie aval se caractériserait au contraire par un rehaussement du niveau piézométrique, relèvement identique, en valeur absolue, à la baisse enregistrée en amont.

Cependant, la présence du plan d'eau de 2,8 ha, situé latéralement par rapport au sens d'écoulement des eaux, permettra de limiter les effets en absorbant les modifications piézométriques de la création d'un plan d'eau beaucoup plus modeste, étant rappelé que le plan d'eau n'excédera pas 1 ha dans le cadre de la nouvelle exploitation.

Le niveau statique des plans d'eau successifs se calera sur le plan d'eau existant à une cote similaire ou sensiblement plus hautes (quelques centimètres).

Les échanges seront maximaux entre la nappe et la gravière durant la première phase d'exploitation en raison de l'éloignement entre le plan d'eau de la carrière et celui du futur site.

En effet, le plan d'eau créé dans le cadre de la nouvelle autorisation se rapprochera progressivement du plan d'eau existant comme le précise le tableau ci-dessous, limitant d'autant la variation de la ligne d'eau.

Phase	Distance au plan d'eau actuel
Phase 1 (2025 – 2029)	320 m
Phase 2 (2030 – 2034)	150 m
Phase 3 (2035 – 2039)	40 m

Tableau 76 : Distance entre le plan d'eau de la carrière actuelle et le plan d'eau créé dans le cadre du projet d'extension

Au regard du développement précédent, l'impact le plus important est donc attendu lors de la première phase d'exploitation, lorsque le nouveau plan d'eau sera le plus éloigné de la carrière actuelle.

Dans ce cas de figure, le phénomène est explicité par le schéma de principe présenté ci-après.

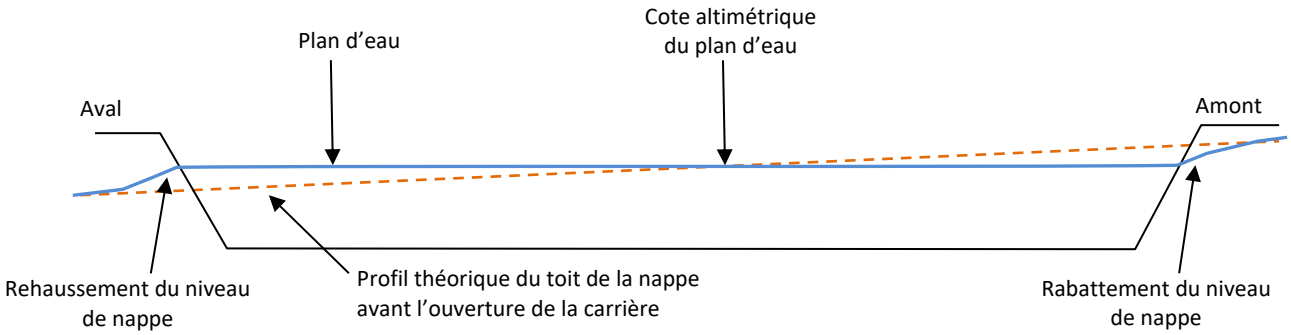


Figure 75 : Profil de la nappe pendant l'exploitation

En théorie et de manière empirique, la piézométrie retrouve son niveau d'équilibre à une distance qui correspond, au maximum, à 70 % de la longueur du plan d'eau mesuré suivant le sens d'écoulement des eaux souterraines.

Cependant, la présence du plan d'eau localisé à une distance comprise entre 40 m et 320 m à l'Ouest, en position latérale d'un point de vue hydraulique, permettra de limiter les effets de pénétration de nappe, comme l'indique la carte de simulation hydrogéologique présentée en page suivante.

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière, et en période de hautes eaux (configuration la plus pénalisante), la baisse enregistrée en amont (Pz CNR1) serait de 0,18 m et une hausse en aval (Pz 7) de 0,2 m.

Au droit de l'ouvrage CNR4, situé à environ 50 mètres à l'Est et en aval hydraulique du Rhône, le niveau piézométrique enregistrerait une sensible augmentation de 0,11 m. Par ailleurs, le sens d'écoulement actuel global des eaux sera maintenu.

Dans la simulation, il apparait donc que l'exploitation du site (intégrant la présence du plan d'eau) ne présenterait pas d'impacts significatifs sur le régime d'écoulement du Rhône.

Impacts liés au risque de colmatage durant l'exploitation

L'extraction des granulats conduira inévitablement à une mise en suspension de la faible fraction de fines argileuses du gisement avec un accroissement ponctuel et localisé de la turbidité en eau.

Ce phénomène d'intensité et d'extension limitée s'estompe presque totalement environ deux heures après l'arrêt des travaux d'affouillement. Cette durée de 2 heures correspond au temps optimal nécessaire à l'abattement d'au moins 90 % des matières en suspension.

Toutefois, un colmatage partiel du plan d'eau reste inévitable. Ce colmatage intervient essentiellement sur le front aval immergé. Durant la phase d'exploitation, ce front sera exploité au fur et à mesure de l'avancement des travaux, limitant ainsi dans de grande propension les effets de colmatage.

Il est plus important que ce phénomène n'a pas été identifié lors de l'exploitation de l'actuelle carrière.

Compte tenu des caractéristiques d'exploitation et de la géomorphologie du site, le colmatage n'aura lieu que sur les deux à trois mètres de la franche supérieure du milieu saturé, limitant ainsi l'impact sur la nappe d'accompagnement du Rhône.

Il est précisé ici que la totalité de l'aquifère présent ne sera pas exploité, permettant également la libre circulation des eaux en deçà de la cote limite d'extraction.


Figure 76 : Modélisation hydrogéologique pendant l'exploitation (hautes eaux) (Echelle 1/2 500e)
CARRIÈRES METP
N
CNR1
213.98
213
212.5
212.3
CNR4
212.91
212
212.5
P.7
212.71
P.2
212.71
212.5
Légende
Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Piézomètres
Isopièze
Sens d'écoulement
0
100
200 m

Impacts liés aux opérations de remblayage dans le cadre des opérations de remise en état

Dans le cadre des opérations de remise en état du site, il est prévu de procéder au remblayage total du plan d'eau, de manière coordonnée à l'extraction des matériaux.

Les matériaux qui seront utilisés correspondront exclusivement à des matériaux inertes qui proviendront essentiellement des chantiers de BTP locaux.

Ces derniers seront préalablement mélangés avant leur stockage ultime afin d'obtenir un matériau présentant une granulométrie homogène et garantir ainsi une perméabilité suffisante et cohérente d'un secteur à un autre du site et permettre l'écoulement de la nappe dans des conditions optimales.

Durant ces opérations, il se produira un inévitable colmatage du front d'exploitation mais qui restera partiel.

La perméabilité moyenne résiduelle reconstituée devrait se situer à environ 10^{-4} m.s^{-1}. Les matériaux les plus argileux ne seront pas employés pour assurer les travaux de remblaiement de la zone saturée.

En effet, les fractions les plus fines seront conservées puis réutilisées dans le cadre de l'aménagement final des espaces agricoles ou du ruisseau de la Janotte, qui ne seront pas en contact avec la nappe sous-jacente.

D'un point de vue pratique, l'effet sur les écoulements souterrains sera alors inversé, par rapport à la situation précédente :

- La partie aval sera drainée, ce qui entraîne une baisse du niveau piézométrique ;
- La partie amont se trouvera mise en charge engendrant un relèvement du niveau piézométrique.

Ces phénomènes sont illustrés par la figure théorique ci-après.

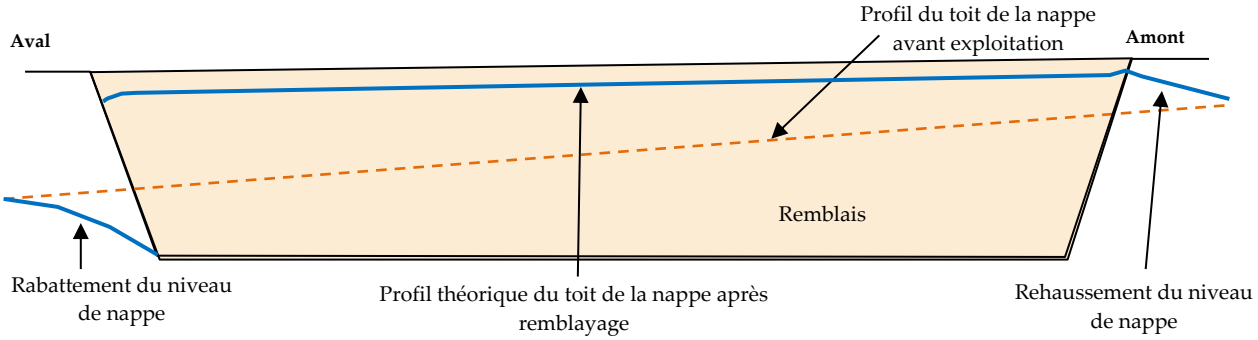


Figure 77 : Profil de la nappe après remblayage

Une modélisation hydrogéologique des écoulements après remblais a été réalisé au droit du projet. La carte correspondante est présentée en page suivante.

Par rapport à la piézométrie de référence de hautes eaux, le projet de remise en état avec remblaiement total du site induirait une augmentation de la piézométrie en amont du site (Pz CNR 1) d'environ 0,09 m.

A noter que cet impact sera d'autant limité que le contexte géologique structurel du secteur (cf. chapitre II.B.1 et suivant de l'étude d'impact) démontre la présence du biseau de contact calcaire/alluvionnaire au droit du Pz CNR1.

La coupe ci-dessous illustre cet aspect.

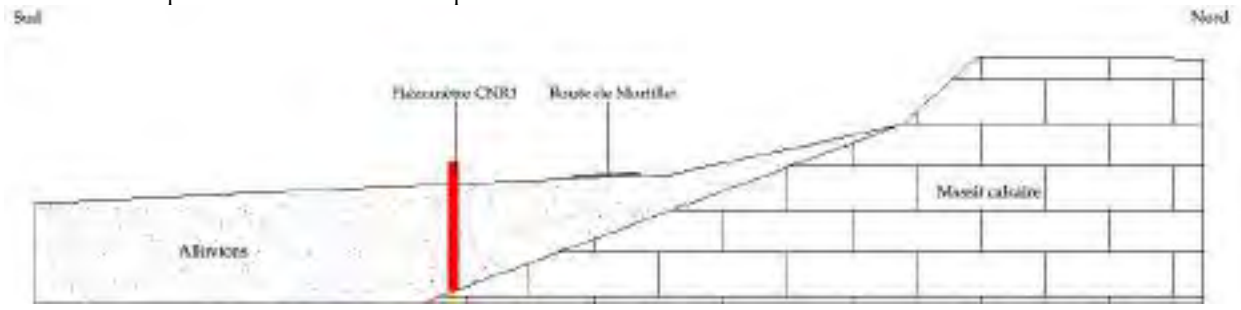
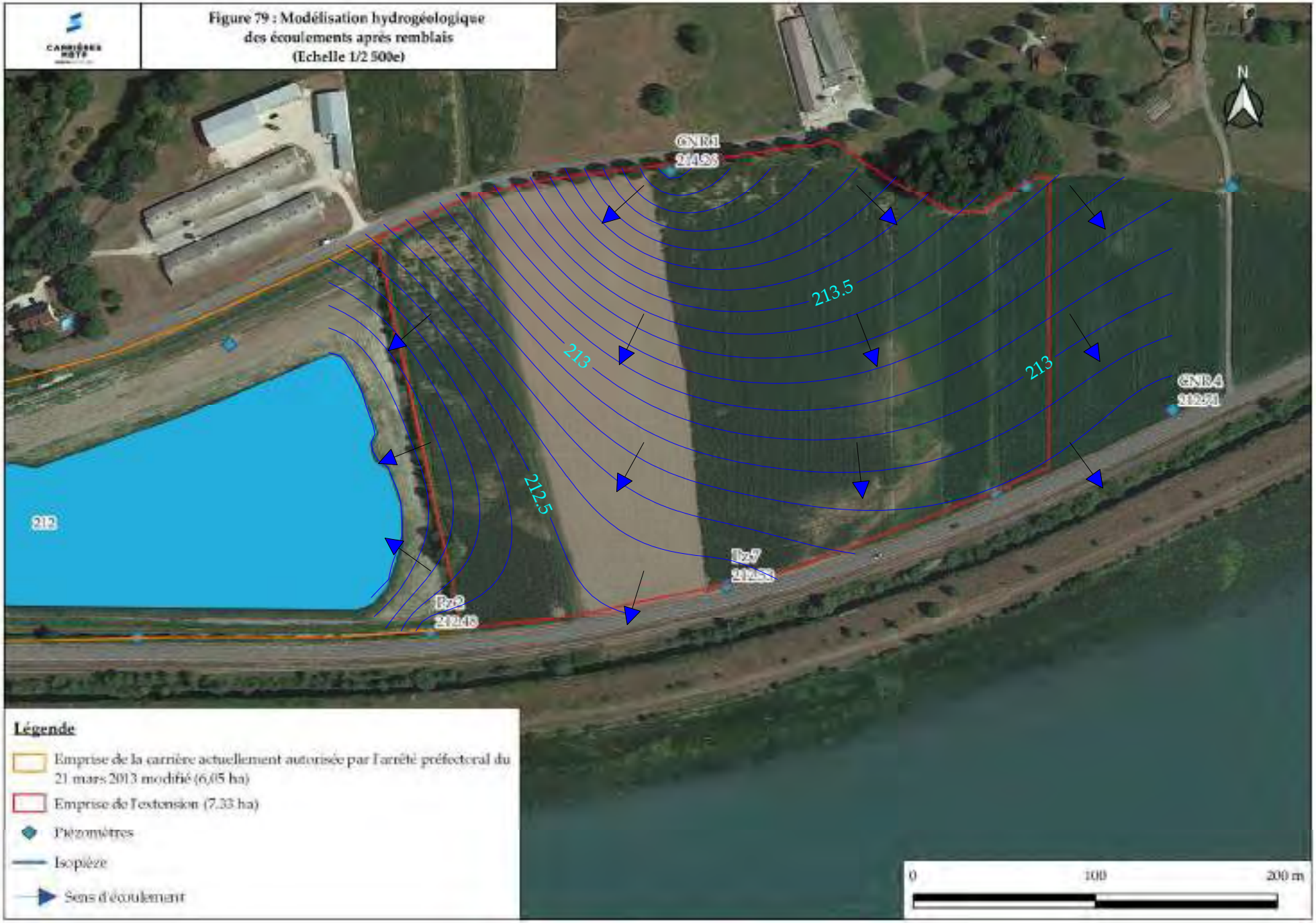


Figure 78 : Schéma illustrant le contexte géologique local


Figure 79 : Modélisation hydrogéologique
des écoulements après remblais
(Echelle 1/2 500e)
N
PZ1
214.26
213.5
213
213
PZ4
212.51
212.5
212
PZ7
214.53
PZ2
214.43
Légende
Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
Emprise de l'extension (7.33 ha)
Piézomètres
Isopièze
Sens d'écoulement
0
100
200 m

Par conséquent l'impact hydrogéologique :

- A l'amont sera particulièrement réduit :
- En aval hydraulique du projet, une diminution sensible de la piézométrie sera attendue et réduite. En effet, cette diminution sera de :
  - 0,1 m au droit de Pz 2 ;
  - 0,18 m au droit de Pz 7 ;
  - 0,09 m au droit de Pz CNR4 ;

  Cette faible diminution du niveau local ne sera de nature ni à impacter l'alimentation du Rhône ou du contre-canal ni à modifier leur régime d'écoulement.
- Le maintien du sens d'écoulement des eaux souterraines au droit du projet d'extension. Le gradient hydraulique serait alors de 7,3‰ contre 7,9 ‰ actuellement.

L'incidence sur les écoulements souterrains sera donc marginale.

L'abaissement de la nappe occasionné par le remblayage, en aval du projet, ne serait pas significatif, puisque le niveau piézométrique attendu au droit de l'ouvrage de contrôle Pz 7 serait similaire à la ligne d'écoulement avant-projet comme démontré ci-avant.

A noter également que la remontée de nappe à l'amont n'occasionnerait :

- Aucun risque d'inondation des parcelles agricoles (en période de hautes eaux). En effet, le niveau modélisé de la nappe en hautes eaux resterait en dessous du terrain naturel ;
- Aucune perte de productivité des ouvrages de prélèvement AEP présents à 680 mètres à l'Est du projet. En effet, le niveau piézométrique à 50 m serait plus bas de 9 cm par rapport à l'actuel. Ce delta s'amenuisera en progressant vers l'Est. Dans ce contexte, l'impact du projet sur le captage AEP sera marginal.

Le régime d'écoulement des eaux souterraines, durant l'exploitation et après la remise en état du site, n'engendrera pas d'impacts significatifs sur la relation entre la nappe d'accompagnement et le Rhône.

Il est précisé ici que la puissance de l'aquifère est de l'ordre de 20 mètres et que l'exploitation du gisement ne concerne que la partie supérieure de l'aquifère.

Dans ce contexte, l'impact d'un éventuel colmatage serait par conséquent limité à la frange supérieure de la zone saturée.

D'autre part, il convient de prendre en considération les éléments suivants :

- Le projet d'exploitation présente une emprise restreinte (surface utile inférieure à 6 hectares) par rapport à la superficie du bassin versant d'alimentation qui couvre plus de 13 000 km² ;
- Les données géologiques et hydrogéologiques relatives à la caractérisation du site démontrent qu'au droit de ce dernier, les alluvions matérialisent un réservoir aquifère homogène présentant d'excellentes caractéristiques hydrodynamiques.

Le remblaiement du site ne présentera pas d'incidence déterminante sur les circulations souterraines périphériques pour plusieurs raisons essentielles :

- D'excellentes caractéristiques hydrodynamiques relevées au droit du secteur d'étude ;
- Les modalités techniques retenues pour le remblaiement avec le mélange des matériaux avant leur utilisation afin d'obtenir un ensemble présentant une granulométrie homogène et garantir ainsi une perméabilité suffisante et cohérente et la mise en place systématique d'une couche de base constituée de matériaux inertes grossiers, sur une épaisseur minimale de 1 mètre ;
- Une exploitation dans la partie supérieure de la nappe d'accompagnement du Rhône permettant de limiter les effets du remblayage.

Dans ce contexte, les effets du colmatage du plan d'eau resteront extrêmement limités.

Compte tenu des modifications restreintes apportées au milieu et compte tenu de la taille de l'aquifère local, les relations avec le Rhône et le contre-canal, ne seront pas modifiées.

Impacts sur les aménagements et ouvrages hydrauliques périphériques

Le gisement sera réalisé par une dragline. Cette méthodologie d'extraction permet une exploitation douce du sable, et restituera naturellement une pente au gisement de l'ordre de 20° dans la partie immergée.

La partie du gisement hors d'eau, présentera une pente de l'ordre de 33° sur une hauteur de l'ordre de 3 m.

De plus, le carreau d'exploitation sera remblayé à l'avancement.

Avec les modalités d'exploitation retenues, le risque d'instabilité des terrains pendant l'exploitation est marginal.

Le schéma présenté ci-après illustre les conditions d'extraction de la carrière en phase d'exploitation.

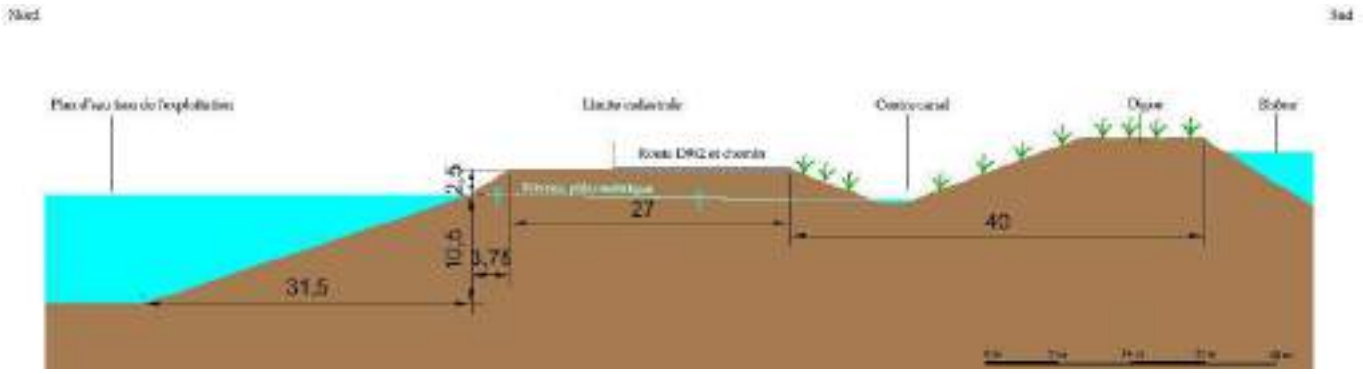


Figure 80 : Géomorphologie du Sud du site, en phase d'exploitation

Le futur plan d'eau créé sera localisé à environ :

- 30 mètres du contre-canal ;
- 70 mètres du Rhône.

Cette distance cumulée à la morphologie d'exploitation sous eau (pente de 3/1) permettra de garantir le maintien et la stabilité de la route départementale n°992 et des aménagements et ouvrages hydrauliques présents en périphérie du projet.

A noter que cette situation ne sera que temporaire et localisée au regard de l'emprise du plan d'eau au cours des différentes phases d'exploitation, puisque le projet prévoit le remblayage intégral du site, avec pour corollaire le confortement des terrains périphériques.

Le tableau ci-dessous rappelle les caractéristiques du plan d'eau pour chaque phase.

Phase	Superficie	Longueur	Largeur
Phase 1 (2025 – 2029)	0,87 ha	190 m	55 m
Phase 2 (2030 – 2034)	0,83 ha	205 m	45 m
Phase 3 (2035 – 2039)	0,97 ha	155 m	75 m

Tableau 75 : Emprise du plan d'eau par phase

Concernant le contre-canal, le projet n'aura aucune incidence sur les objectifs et le mode de fonctionnement de cet ouvrage.

Et effet, cet aménagement permet de délester le Rhône en cas de crue (ou de niveau très haut) en redirigeant le surplus d'eau en direction du contre-canal par différence de charge hydraulique.

Il a été précisé dans les paragraphes précédents que le niveau piézométrique en aval immédiat du site ne serait que faiblement impacté par l'exploitation et le remblayage du site.

Comme indiqué ci-avant, l'alimentation du contre canal est assuré par délestage du Rhône et non par la nappe d'accompagnement.

Dans ce contexte, la modification attendue n'aura pas d'influence sur l'alimentation du contre-canal.

V.B.3.a Effets qualitatifs

Pollution accidentelle

Les produits stockés sur le site correspondent exclusivement à des matériaux inertes, provenant de la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon, qui ne pourront pas constituer une source de pollution vis-à-vis des eaux souterraines.

Les sources potentielles de pollution des eaux sur la carrière pendant l'exploitation sont principalement liées à l'utilisation d'hydrocarbures. Ces pollutions peuvent être chroniques et/ou accidentelles.

Dans le cadre de l'exploitation de la carrière par la société MBTP, de nombreuses mesures préventives de sécurité ont été prises pour minimiser le risque de pollution des eaux souterraines et du plan d'eau.

Les pollutions potentielles des eaux souterraines pourraient provenir d'un épanchement d'hydrocarbures (Gazole Non Routier (GNR)), à la suite d'une collision de véhicules, d'une rupture de tuyau de la dragline ou un acte de malveillance, ou de vandalisme.

Ce volet est traité dans l'étude des dangers.

Aucun stockage de carburant n'est prévu sur le site. Il sera transporté par camion-citerne jusqu'à la carrière.

Le ravitaillement des engins s'effectuera grâce à un pistolet de distribution muni d'un bac de rétention et d'un dispositif anti-égouttures.

Le stationnement et l'entretien quotidien des engins de chantiers seront réalisés sur une dalle béton étanche, équipée de déshuileurs.

L'entretien régulier des engins de chantier ou de la dragline sera réalisé chez un concessionnaire ou dans un atelier du maitre d'ouvrage.

Les mesures effectives (formation du personnel, vérification quotidienne des engins avant utilisation, ...) sur le site devront être maintenues afin de garantir le niveau de vigilance actuel à son maximum.

Impact sur la ressource en eau

Le site se trouve éloigné, et en aval hydraulique, des ressources utilisées pour l'alimentation en eau potable des populations.

L'extension de la carrière n'induira pas d'impact complémentaire.

Composition chimique des eaux souterraines

L'ouverture d'une carrière se traduit généralement par un accroissement de la minéralisation totale de l'eau, de la dureté, de l'alcalinité et du pH avec pour corollaire une précipitation des bicarbonates et des hydroxydes de fer et de manganèse.

La modification de la composition chimique des eaux souterraines est directement liée à l'oxygénation du plan d'eau ainsi qu'à l'activité photosynthétique des algues qui sont susceptibles d'y proliférer.

Des analyses d'eau ont été réalisées au niveau des ouvrages amont et aval de l'actuelle carrière, afin de caractériser la composition chimique des eaux souterraines transitant au droit du site.

Les résultats, sont disponibles en annexe T-3. La campagne de caractérisation des eaux souterraines a été réalisée le 11 avril 2023, par la société ANTEA group.

Dans le cas du site de Courdan, les résultats indiquent que les paramètres analysés sont stables de l'amont vers l'aval et sont caractéristiques des nappes d'accompagnement de rivière.

Compte tenu de l'emprise du futur plan d'eau, les échanges et interactions entre la nappe et l'atmosphère seront limités, et l'impact de la future carrière sur la composition chimique de la nappe sous-jacente restera particulièrement limité.

Un protocole de suivi adapté de la qualité des eaux souterraines permettra de valider ces aspects.

Influence du plan d'eau sur l'évolution d'une pollution bactériologique

Le sous-sol constitue un milieu inapproprié pour le développement de bactéries ou de virus, leur espérance de survie dans un tel milieu ne dépassant pas 30 à 50 jours.

Dans le cas d'une pollution organique de surface, les différents facteurs nécessaires à une contamination bactérienne (ou virale) ne peuvent être réunis (temps de transfert, hauteur de la frange non saturée, …).

Dans le cadre du projet de carrière de MBTP, l'apport de matière organique sera strictement interdit, hormis dans le cadre des opérations de remise en état du site et plus particulièrement lors de l'amendement des sols avant d'être restituer à l'agriculture.

Cet amendement pourra être réalisé à partir de fumier ou d'engrais appauvri en azote, au droit des futures zones de cultures et en dehors du niveau de battement de la nappe sous-jacente.

En se plaçant dans le cas défavorable d'une contamination bactériologique du plan d'eau, les vitesses de transfert de la nappe du Rhône, ainsi que les volumes engagés, ne permettent pas d'envisager la dégradation de la qualité des eaux souterraines.

Les temps de transfert en particulier, sont suffisamment longs pour garantir une action efficiente des mécanismes géo-épurateurs naturels.

De plus, le projet figure en dehors de tout périmètre de protection de captage.

Aussi, compte tenu de ces éléments, toute contamination bactériologique des captages utilisés pour l'alimentation en eau potable des communes doit être exclue.

Pouvoir épurateur des eaux souterraines vis-à-vis des nitrates

Le futur plan d'eau présentera également un effet épurateur significatif vis-à-vis des pollutions azotées.

Les études scientifiques et techniques disponibles démontrent clairement que la présence d'une gravière entraîne une baisse significative de la teneur en nitrates des eaux souterraines.

Le mécanisme de dénitratation, qui présente un caractère saisonnier, peut s'expliquer de la manière suivante.

Sous l'effet, de l'insolation, des populations d'algues se développent à la surface du plan d'eau. Elles assurent leur croissance en utilisant à la fois le carbone de l'atmosphère et les nitrates contenus dans les eaux de nappe.

A la fin de leur cycle d'activité, lorsque l'ensoleillement devient trop faible, les algues meurent, précipitent au fond du plan d'eau et forment un tapis de sédiments organiques.

La décomposition de cette matière organique libère à la fois de l'ammoniaque (NH_4), mais également du carbone utile à la vie des bactéries.

Juste à la surface de cette couche de sédiments organiques, il existe une zone oxygénée qui permet la transformation de l'ammoniaque naissant en nitrates.

Sous cette zone, se situe une frange centimétrique de couleur noirâtre qui correspondant à une couche réductrice où vivent des souches bactériennes anaérobies.

Les bactéries vont consommer l'oxygène des nitrates et libérer de l'azote sous forme gazeuse (N_2) qui gagnera l'atmosphère.

Il s'agit donc d'un phénomène saisonnier, qui nécessite pour être réellement efficace, des volumes d'eau importants et régulièrement renouvelés (présence d'écoulements souterrains).

Le rendement épuratoire moyen annuel de ce mécanisme atteint toutefois une valeur de l'ordre de 1 000 kg de nitrates par hectare.

En conséquence, la présence d'un plan d'eau d'une superficie moyenne globale de l'ordre de 1 hectares est donc susceptible d'assurer l'élimination d'environ 1 tonnes de nitrates chaque année.

V.B.3.b Impacts sur la gestion des eaux au sein de la carrière

Impact sur les prélèvements en eau

L'extraction proprement dite, ne nécessitera aucun prélèvement dans la nappe d'accompagnement du Rhône.

Les matériaux bruts seront évacués du site vers la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon où une partie des matériaux seront lavés.

Cette plateforme existe depuis les années 1990 et fait l'objet d'une demande d'enregistrement. Historiquement déclarée cette plateforme a été reprise, dans les années 2000, par CARIERES MBTP qui y réalisait déjà le traitement de matériaux alluvionnaires

Un pompage est présent sur ce site depuis plusieurs années, dans la nappe alluviale d'accompagnement du Rhône.

Le volume d'eau nécessaire au lavage d'une tonne de matériaux est de l'ordre de 1 m^3. **Dans le cas des matériaux issus du site de Courdan, les besoins en eau pour le lavage représenteront annuellement environ 60 000 m^3.**

A noter que l'installation de traitement du tout-venant sur la plateforme de Brégnier-Cordon sera prochainement équipée d'un système de récupération et de recyclage des eaux permettant de limiter les prélèvements dans le milieu à un volume annuel de 9 000 m^3, correspondant à l'appoint de l'installation de recyclage.

Impacts des installations mobiles de traitement

Aucune installation de traitement complémentaire ne sera acheminée sur le site de la carrière. Aucun impact complémentaire n'est donc à redouter.

Impact de la dragline

Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé pour le fonctionnement de la dragline. L'utilisation de la dragline n'aura donc aucun impact sur la qualité des eaux souterraines.

Eaux d'arrosage

L'exploitation des matériaux étant réalisée en eau, aucun arrosage de la piste par temps sec ne sera réalisé sur le site. Dans le cadre du projet, aucune modification n'est prévue. Aucun impact n'est donc à prévoir.

Eaux sanitaires et de consommation

La carrière n'est pas reliée au réseau d'eau potable.

L'alimentation en eau potable du personnel de la carrière sera assurée par des bouteilles d'eau minérale acheminées sur place. Des toilettes sèches seront installées sur le site.

Les déchets issus des sanitaires sont collectés puis stockés temporairement avant d'être évacués par une société spécialisée.

V.B.3.c Impacts sur la gestion des eaux d'incendie

Le plan d'eau qui aura une superficie moyenne de l'ordre 0,8 ha pour une profondeur d'environ 10 m constituera une réserve suffisante dans le cadre de la lutte contre l'incendie.

Deux bornes incendie sont également présentent le long de la route de Mortillet, au Nord du projet.

V.B.3.d Impacts sur la gestion des eaux de ruissellement au sein de la carrière

Cas des eaux issues du ruissellement sur le plan d'eau

Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône.

Cas des eaux issues du ruissellement sur les terrains non exploités

Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Cas des eaux issues du ruissellement sur les terrains remis en état

Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente.

Au regard de ces éléments, l'impact du projet sur les eaux souterraines tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif apparaît comme faible.

Définition de l'impact brut – Hydrogéologie						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.4 Impacts sur l'hydrographie

L'activité de la carrière est susceptible de générer plusieurs impacts spécifiques sur les eaux superficielles.

V.B.4.a Les eaux usées sanitaires

Des toilettes sèches seront installées sur le site.

Les déchets issus des sanitaires sont collectés puis stockés temporairement avant d'être évacués par une société spécialisée.

Aucun impact sur l'environnement n'est donc à redouter.

V.B.4.b Ecoulement de crues

La commune de Murs-et-Gélignieux est concernée par le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, approuvé le 16 août 1972.

Un courrier ayant pour objet de « *porter à votre connaissance le nouvel aléa inondation du Rhône* » à l'intention des maires a été envoyé le 24 octobre 2013.

Il précise que les informations concernant l'aléa inondation ont été actualisées et qu'une nouvelle carte pour le Rhône a été réalisée.

Le projet se trouve la bande de sécurité de 100m, derrière le contre-canal, soumis à la remontée de nappe.

La présence d'un plan d'eau pendant l'exploitation permettra d'écrêter les phénomènes de crue. En cas de remontée de nappe, les différents stockages présents sur le site ne seront pas de nature à entraver ce phénomène.

A la fin de l'exploitation, les terrains seront restitués à vocation agricole, permettant ainsi le libre écoulement des eaux en cas de crue.

Le site est situé au droit d'une zone de remontée de nappe. Les différentes structures ne sont pas de nature à entraver ces remontées qui seront écrêtées par la présence des plans d'eau.

Dans ce contexte, le projet ne sera donc à l'origine d'aucun effet de barrage en cas de remontée de nappe du Rhône.

V.B.4.c Impacts sur le régime hydrologique local

Impact sur le chenal Est

Le chenal Est, talweg d'évacuation des eaux pluviales, sera consommé au cours de la première phase.

L'extraction du gisement entrainera la formation d'un plan d'eau qui sera l'exutoire des eaux pluviales.

Ce chenal sera restitué à l'identique lors des travaux de remise en état, au cours de la première phase.

Aucun impact n'est donc à prévoir.

Impact sur le ruisseau de la Janotte

Les impacts sur le ruisseau de la Janotte sont développés de manière exhaustive dans l'expertise hydrogéologique, réalisée par la société Ingégone, et disponible en annexe T - 4.

Compte tenu de la présence d'une géologie défavorable dans le secteur Nord, une bande de 10 mètres de terrain sera maintenue en place, en plus du délaissé réglementaire de 10 ml sur l'ensemble du pourtour de l'emprise cadastrale.

Les travaux d'exploitation prévus par le plan de phasage permettent d'indiquer que ce cours d'eau sera consommé partiellement au début de la 3e phase quinquennale d'exploitation.

Ainsi, environ 205 mètres linéaires seront consommés durant l'exploitation supprimant ainsi la continuité hydrologique de ce cours d'eau. L'exutoire du cours d'eau sera alors modifié et sera constitué par le plan d'eau issu de l'extraction du gisement.

Il est rappelé ici que ce cours d'eau est en assec 9 mois sur 12. L'impact sur le ruisseau sera donc fort.

Une mesure d'accompagnement spécifique sera mise en place pour restituer et améliorer le fonctionnement hydraulique et écologique de ce cours d'eau.

V.B.4.d Pollutions accidentelles

L'ensemble des opérations d'entretien régulier se déroulera en dehors du site, dans les ateliers d'une société spécialisée ou chez les concessionnaires.

Le ravitaillement des engins de chantiers s'effectuera par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible.

Les engins stationneront sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant de la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.

Les produits stockés sur le site correspondront exclusivement à des matériaux inertes et ne pourront pas constituer une source de pollution potentielle vis-à-vis des eaux superficielles.

Définition de l'impact brut – Hydrologie						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.5 Impacts du défrichement

Le site se situe au droit de terrain agricole, dépourvu de boisement.

Aucun défrichement ne sera donc réalisé.

Aucun impact n'est donc à redouter.

Définition de l'impact brut – Défrichement						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.6 Impacts sur le climat

V.B.6.a Impacts sur le climat global

Comme toute activité industrielle, une carrière, en raison de l'utilisation d'engins thermiques, prend part à la modification du climat.

Les facteurs de modification sont les suivants :

- La chaleur émise par le fonctionnement des tombereaux, des pelles mécaniques, des camions déchargeant les matériaux inertes ;
- L'émission de gaz à effet de serre, due aux moteurs thermiques.

Le facteur majeur correspond au relargage dans l'atmosphère des gaz à effet de serre, provenant de la consommation du carburant des différents engins thermiques présents sur le site de la carrière.

Compte tenu du nombre d'engins restreints transitant sur le site, l'impact du projet sur le climat général apparaît comme non significatif.

V.B.6.b Impacts sur le climat local

Localement, la carrière, étant exploitée en eau, peut engendrer des modifications sensibles sur le microclimat local et notamment :

- Une diminution de l'effet albédo.
  Ce terme correspond à la quantité de rayonnement solaire réfléchi par la surface terrestre. Plus le rayonnement absorbé par la surface est important et moins il est réfléchi, plus la surface chauffe. Les objets noirs, tels que l'asphalte de nos routes ou un T-shirt noir, ont une valeur albédo faible et absorbent donc une grosse partie des rayons du soleil et se réchauffent fortement. Les objets blancs ont un albédo élevé et réfléchissent les rayons du soleil beaucoup plus fortement, de sorte qu'ils se réchauffent moins rapidement. Dans le cas de la carrière de Murs-et-Gélignieux, les cultures ont un albédo de l'ordre de 0,20 et la surface du plan d'eau environ 0,04. Un plan d'eau existe déjà sur les terrains de la carrière actuellement autorisée. De même, le Rhône est présent à proximité du site. Compte tenu de la faible étendue du plan d'eau issu de l'extraction (moins de 1 ha) et les caractéristiques locales, les modifications engendrées resteront peu perceptibles à l'échelle de la carrière.
- Une augmentation de l'humidité avec la présence du plan d'eau.

Toute modification même localisée des températures restera imperceptible.

Définition de l'impact brut – Climat						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.B.7 Impacts sur la qualité de l'air

V.B.7.a Préambule

En France, le secteur des transports qui constitue un enjeu majeur en matière de consommation des ressources d'origine fossile (en particulier le pétrole), est le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre.

En effet, en 2010 en France Métropolitaine, 36,5 % des émissions de CO_2 et 27,3 % des émissions de gaz à effet de serre sont dues aux activités de transports. Lors du Grenelle de l'environnement, la France s'est fixée un objectif de réduction de 20 % des émissions des gaz à effet de serre afin de les ramener à leur niveau de 1990.

Le secteur des transports fait donc l'objet de mesures importantes pour encourager les modes les moins émetteurs (développement des infrastructures ferroviaires et fluviales et des transports en commun) et améliorer les performances des véhicules.

L'information CO_2 fait partie des mesures de sensibilisation des usagers et des clients.

Elle complète d'autres mesures du même type comme l'étiquetage CO_2 des véhicules neufs chez les concessionnaires ou, au-delà du seul secteur des transports, le développement d'un affichage environnemental pour les produits de grande consommation.

V.B.7.b Emissions de GES dues à l'activité du site de Courdan

Le projet d'extension de l'actuelle carrière de Courdan ne fera appel à aucun produit volatile susceptible d'engendrer une pollution de l'air.

Les modalités d'exploitation seront maintenues et par conséquent les émissions dues à l'exploitation du gisement se maintiendront au niveau actuellement autorisé. Les seules émissions atmosphériques liées à l'activité de la carrière sont et resteront :

- Les émissions de poussières dues essentiellement au roulage sur piste et au déchargement des matériaux inertes dans le cadre des opérations de remise en état du site (voir chapitre dédié) ;
- Les émissions liées au fonctionnement des moteurs des engins de chantiers (pelle, tombereaux et dragline) et des poids lourds transitant sur le site et évacuant les matériaux extraits et entrants (inertes).

Les impacts environnementaux sont calculés sur la base des équivalents tonnes CO_2 en fonction des activités (Source ADEME – UNPG) :

- 0,81 kg éqCo_2 par m^3 de fioul consommé ;
- 59 g éqCo_2 par tonne et km de produit transporté ;

Dans le cadre des activités du site, aucune installation de traitement ne sera installée sur le site, les produits seront évacués vers la plateforme de Brégnier-Cordon, située à 7,1 km, au Sud-Ouest.

Les matériaux inertes proviendront également de cette plateforme.

L'impact environnemental du site de Courdan a été étudié à partir d'hypothèses majorantes. Les résultats sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Item	Impact unitaire	Activité	Total annuel
Engins d'exploitation	0,81 kg Co_2 /m^3	Exploitation du gisement / remise en état	0,2 t Co_2
Produit extraits évacué	59 g éqCo_2 /t/km	60 000 tonnes produites	50,3 t Co_2
Produits inertes entrants	59 g éqCo_2 /t/km	44 000 tonnes d'inerte	36,9 t Co_2
		Total	**97,4 t Co_2**

Tableau 77 : Impact du site de Courdan sur les émissions annuelles de GES

La carrière de Courdan participerait à hauteur de 1 461 t Co_2 à l'émission de gaz à effet de serre sur l'ensemble de la durée de l'autorisation. Le graphique ci-après illustre les niveaux d'émission européen par secteur d'activité.

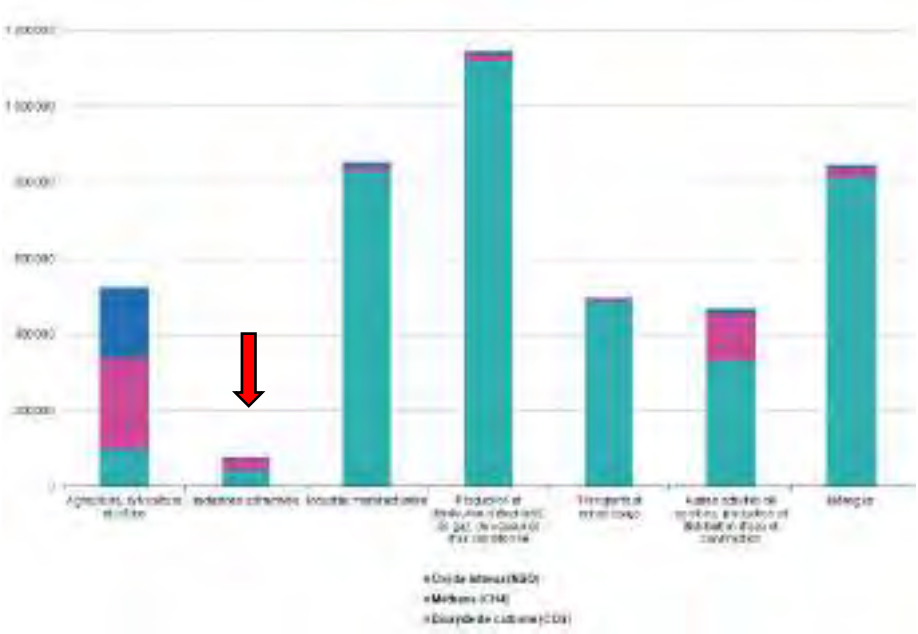


Figure 81 : Evaluation des émissions de Gaz à Effet de Serre selon les secteurs d'activité (en milliers de tCo2)

L'industrie extractive constitue le secteur d'activité générant le moins d'émissions de gaz à effet de serre. En France, l'industrie extractive génère environ 50 000 000 tCo_2 par an. (Source Eurostat). Le site de Courdan contribuerait à hauteur de 0,0002% des émissions des industries extractives à l'échelle nationale.

Les ressources en granulats dans l'Ain et la Savoie sont limitées et l'arrêt de la carrière de Courdan entrainerait un apport complémentaire en matériaux depuis des départements voisins, qui génèrerait davantage d'émission que l'extension de la carrière.

V.B.7.c Bilan carbone dû au changement d'affectation du sol

Préambule

Les gaz à effet de serre connus et dont l'impact est quantifiable sont :

- Les gaz du protocole de Kyoto (dioxyde de carbone (CO2), méthane (CH4), protoxyde d'azote (N2O), halocarbures (HFC's), perfluorocarbures (PFC's) et hexafluorure de soufre (SF6)),
- Les chloro-fluoro-carbures (CFC's) et halo-chloro-fluoro-carbures (HCFC) : ils ne sont pas pris en compte dans le protocole de Kyoto car ils sont soumis à la convention de Montréal qui lui est antérieure ;
- La vapeur d'eau lorsqu'elle est relâchée dans les couches hautes et stables de l'atmosphère (aviation).

Méthodologie

Il n'est pas possible de procéder directement à la mesure des émissions directes et induites pour une activité complexe. Par retour d'expérience, les émissions liées à la plupart des procédés sont connues ou modélisables en convertissant des données liées à un processus en émissions de gaz à effet de serre.

Ces facteurs de conversion sont appelés facteurs d'émission et sont majoritairement issus de la Base Carbone® de l'ADEME. En effet, dans un souci de transparence de la méthode, l'ensemble des facteurs d'émission utilisés et leurs justifications sont en libre téléchargement sur le site de la Base Carbone®.

D'autres sources de facteurs d'émission ont été employées en complément. Leur origine et le traitement effectué sont décrits le cas échéant. Il s'agit de prendre en compte dans ce chapitre les émissions suivantes :

- Le déstockage du carbone dans les strates herbacées et arborées à l'occasion du chantier de décapage.
- Le déstockage du carbone dans le terrain lui-même à l'occasion du chantier de décapage et d'exploitation de la carrière.
- Le déficit de stockage de carbone lié à la perte des strates herbacées et arborées.

Calculs

Stock contenu dans le sol

Les terrains considérés sont occupés par des cultures. Le décapage et l'extraction entrainera la mise à nu des sables et graviers et la formation d'un plan d'eau.

Le type de changement d'affectation du sol qui se rapproche le plus de ce cas est un passage de culture vers des sols non imperméabilisés. D'après Base Carbone®, le facteur d'émission est nul.

Le changement d'affectation n'entrainera donc pas d'émission de GES supplémentaire.

Stock contenu dans la biomasse (strate herbacée et arborée)

Des données de l'INRA présentent une approche complète des différentes strates :

- Le captage de CO_2 par photosynthèse est évalué pour chaque hectare à 13 t/an.
- Le CO_2 stocké est évalué à 15 t/ha pour la strate herbacée (valeur moyenne des valeurs indiquées par l'INRA) ;
- Le CO_2 stocké est évalué à 236 t/ha pour la strate arborée (valeur moyenne des valeurs indiquées par l'INRA).

Phases	Surface concernée	Déstockage strate herbacée	Déficit de captage de CO2 par photosynthèse
Phase 1 (2025 – 2029)	37 400 m²	55,7 tCO_2	48,2 tCO_2
Phase 2 (2030 – 2034)	20 000 m²	30,0 tCO_2	26,0 tCO_2
Phase 3 (2035 – 2039)	9 900 m²	14,9 tCO_2	12,8 tCO_2
Total	***67 300 m²***	**100,6 tCO_2**	**87,0 tCO_2**

Tableau 78 : Présentation des émissions en GES stockées dans la biomasse

Les opérations de décapage seront à l'origine d'un déstockage de 100,1 tCO_2 et d'un déficit de captage l'ordre de 86,7 tCO_2.

L'impact total du décapage sur les gaz à effet de serre représentera 187,6 $tC0_2$ sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Le projet aura donc un impact fort sur la qualité de l'air et les émissions de gaz à effet de serre.

Définition de l'impact brut – Qualité de l'air						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.C Impacts sur les activités économiques

V.C.I Impact sur l'économie locale

La carrière Courdan appartient au secteur industriel.

L'industrie joue un rôle important dans l'économie française autant au niveau des exportations que dans l'effort d'innovation de l'économie. 235 000 entreprises françaises travaillent pour l'industrie, en majorité dans les secteurs de la réparation, de l'installation et des produits manufacturés.

L'industrie représente 12,4 % du PIB en France.

L'activité extractive participe au développement économique local des secteurs ruraux où elle s'implante, en s'intégrant à part entière dans la vie locale.

V.C.1.a Importance de la société MBTP sur la vie économique locale

Actuellement, la société MBTP emploie 13 personnes (Equivalent Temps Plein – ETP) sur l'ensemble de ces quatre sites (Courdan, Murs-et-Gélignieux, Champagneux et Brégnier-Cordon), réparti entre le personnel administratif, technique et opérationnel.

Le personnel de la société MBTP est amené à travailler sur l'ensemble des sites, selon les besoins de l'entreprise.

L'exploitation des sites génère autant d'emplois indirects par le biais de la chaine des fournisseurs tels que : les transporteurs, les électriciens, les chaudronniers, les entreprises de maintenance et de contrôle, etc…

Les emplois induits (consommation des ménages, dépenses publiques) représentent environ 13 emplois supplémentaires.

De plus, les sites de la carrières MBTP génèrent également un écosystème d'emploi lié à la clientèle et au soutien des activités et chantiers en proposant une gamme de produits spécifiques dont les points d'approvisionnement sont restreints ou très éloignés des points de consommation, avec pour corollaire une augmentation des coûts de transport et un bilan carbone défavorable.

L'extension de la carrière permettra de maintenir l'activité local de la société et d'approvisionner le marché local.

Ainsi, les sites exploités par la société MBTP permettent de soutenir directement et indirectement environ 39 emplois, faisant de la société MBTP un acteur social de premier plan dans ce secteur géographique.

Un autre aspect de nature social pour la collectivité est la consommation des ménages des salariés qui habitent à moins de 20 km de la carrière et qui « consomment localement » et contribuent au maintien des services publics de proximité : écoles, crèches, poste, services municipaux, … qui indirectement permettent de maintenir les emplois publics.

V.C.1.b Les avantages indirects

Comme indiqué dans le paragraphe précédent, les centres d'approvisionnement de ce type de matériaux produit par la carrière sont souvent restreints voire très éloignés des zones de consommation.

Outre l'augmentation du coût de transport (souvent multiplié par deux), et le bilan carbone défavorable déjà évoqué, la pérennisation de la carrière permet d'instaurer une concurrence d'approvisionnement des chantiers qui permet de limiter les augmentations galopantes des coûts de fourniture.

L'activité extractive participe également à l'effort financier par le biais de taxe et autres contributions pour la collectivité.

Le projet aura donc un impact positif sur l'économie locale.

Définition de l'impact brut – Economie locale						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.C.2 L'agriculture

Les parcelles, intégrées au projet, sont composées de terrains agricoles, occupés par des cultures.

L'extraction du gisement entrainera leur consommation progressive et temporaire.

Le projet prévoit le remblaiement complet du carreau d'exploitation, qui sera réalisé en concomitance avec l'extraction.

La remise en état sera à vocation agricole et naturelle.

Le tableau ci-dessous présente la consommation des terrains agricoles et la restitution pour chaque phase.

Pour rappel, la Surface Agricole Utile (SAU) de la commune de Murs-et-Gélignieux était de 111 hectares en 2020.

Phases	Surface consommée	Surface restituée	Perte de terre agricole	Perte de terre agricole (% SAU)
Phase 1 (2025 – 2029)	37 100 m²	4 500 m²	32 600 m²	2,9 %
Phase 2 (2030 – 2034)	56 100 m²	22 800 m²	33 300 m²	3,0 %
Phase 3 (2035 – 2039)	65 800 m²	35 000 m²	30 800 m²	2,8 %
Remise en état du site	65 800 m²	65 800 m²	0 m²	/

Tableau 79 : Surface agricole consommée et restituée au cours de l'exploitation

Les travaux d'exploitation engendreront la perte momentanée de maximum 3 % des zones agricoles communales.

L'utilisation de ces parcelles contribue de manière marginale à la filière agricole communale et départementale. La consommation de ces espaces dans le cadre du projet aura donc un impact économique négligeable sur la filière agricole.

L'impact sur l'agriculture sera donc faible.

Définition de l'impact brut – Agriculture						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.C.3 Impacts sur les infrastructures

V.C.3.a Impact sur le réseau routier

Le transport des matériaux dans le cadre de l'autorisation actuelle est réalisé à l'aide de véhicules d'une charge utile maximale de 30 tonnes et est effectif sur l'ensemble de l'année.

Dans le cadre du projet, le transport des matériaux bruts sera réalisé à l'aide de véhicules d'une charge utile maximale de 30 tonnes et sera effectif sur l'ensemble de l'année, sur une durée de 12,5 années.

L'apport de remblai débutera dès la deuxième année d'exploitation, et se poursuivra jusqu'à la fin de l'arrêté préfectoral, soit un apport sur 14 années, sur l'ensemble de l'année.

Les flux de transport estimés, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, sont présentés dans le tableau ci-après.

Paramètres	Situation actuelle		Situation future		
	Rythme maximum	Remblayage	Rythme moyen	Rythme maximum	Remblayage
Production annuelle (en tonnes)	60 000 t	/	60 000 t	70 000 t	44 000 t
Nombre annuelle de rotation	2 000	/	2 000	2 333	1 466
Trafic journalier moyen	8	/	8	9	6

Tableau 80 : Flux de transport à venir

Pour rappel, les données disponibles relatives au trafic routier local sont répertoriées dans le tableau ci-après.

Comptage	2020	
	Flux (Véhicules/j)	%PL
RD 992	3 349	12,7

Tableau 81 : Comptages routiers réalisés sur les axes périphériques

Compte tenu du contexte sanitaire en 2020, les données disponibles relatives au trafic routier dans le secteur n'est pas représentatif du trafic effectif.

L'apport de remblais, qui n'était pas autorisé dans le cadre de l'autorisation en vigueur engendrera automatiquement une augmentation des rotations journalière de poids lourds au niveau des axes routiers périphériques, à hauteur d'environ 6 poids lourds soit une augmentation de l'ordre de 1,4% par rapport à 2020.

Par ailleurs, un nouvel accès sera réalisé sur la RD 992 pour permettre une évacuation sécurisée des matériaux extraits.

Sa localisation a été choisie, en concertation avec le service voirie du département de l'Ain qui a tenu compte du cahier des charges du guide du SETRA. Aucun merlon ne sera formé, afin de respecter les triangles de visibilité. La localisation de cet accès est précisée en page suivante.

La période de travaux nécessaire à cet aménagement sera de l'ordre de 1 semaine, durant lesquels le trafic local sera sensiblement perturbé. Les travaux de raccordement proprement dits à la RD 992 seront réalisés sous le contrôle et la supervision du service voirie du département de l'Ain,

L'impact sur le réseau routier sera donc modéré. Des mesures spécifiques seront mises en œuvre pour limiter l'impact du projet sur le trafic routier.

Définition de l'impact brut – Réseau routier						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.C.3.a Impact sur le réseau de transport souterrain et aérien

Pour rappel, aucun réseau n'est présent au droit du site. Le projet aura donc un impact nul sur les infrastructures de transport souterrain et aérien.

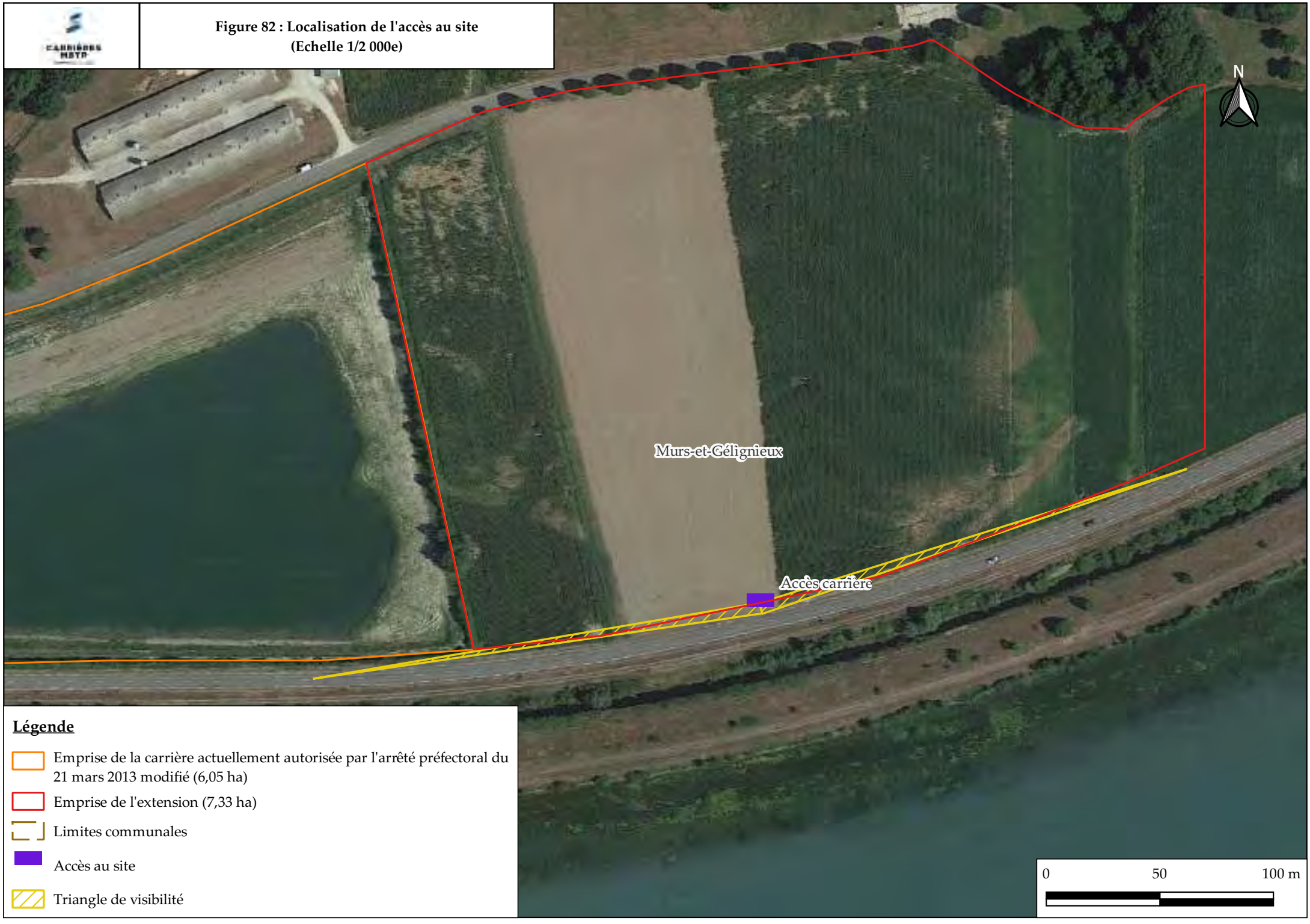
Définition de l'impact brut – Réseau aérien et souterrain						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.C.4 Impact sur la consommation énergétique

Le projet de carrière de Courdan intègre dans sa conception plusieurs dispositions pour limiter les dépenses énergétiques globales à engager, ainsi que des émissions de gaz à effet de serre :

- L'utilisation d'une dagline plus récente, plus performante et moins exigeante en énergie ;
- L'utilisation d'un matériel roulant récent, plus économe en gasoil, et équipé de nouveaux moteurs intégrant le recyclage des gaz d'échappement ;
- Le roulage sur le site sera limité au strict minimum, limitant ainsi les rejets atmosphériques ;
- Les travaux de remise en état s'effectueront progressivement, de manière coordonnée à l'extraction, ce qui limitera les reprises ultérieures d'importants volumes de matériaux stériles en stock ;
- Une valorisation aboutie du gisement avec réduction substantielle du volume de matériaux stériles, par la mise en place d'un plan d'exploitation optimisé ;
- La généralisation des variateurs de vitesse sur les moteurs afin d'utiliser les machines au point de fonctionnement optimum ;
- L'optimisation du rythme de fonctionnement des installations avec réduction des consommations énergétiques.

Figure 82 : Localisation de l'accès au site
(Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Accès au site
- Triangle de visibilité

V.D Impacts du projet sur le cadre de vie

V.D.I Impacts sur les niveaux acoustiques

La société CARRIERE MBTP, par l'intermédiaire du bureau SOLEA, a sollicité le bureau d'études ORFEA Acoustique pour la réalisation d'une étude d'impact acoustique pour le projet d'extension de la carrière de Courdan (01).

Le rapport complet de l'étude est disponible en annexe T-5.

Les paragraphes suivants reprennent des éléments de cette étude.

L'objectif de cette étude est de :

- Caractériser l'état sonore initial du site par la mesure des niveaux de bruit résiduel. Les mesures, dites de bruit résiduel, serviront de base à la détermination des futurs niveaux de bruit ambiant admissibles ;
- Construire un modèle numérique permettant de prédire l'impact potentiel du futur projet ;
- Le cas échéant, dimensionner les traitements et solutions acoustiques nécessaires à la diminution du bruit dans l'environnement.

V.D.I.a Rappel de la localisation des points de mesure



Figure 83 : Localisation des points de mesures acoustiques (source : Orfea)

Point	Localisation
LP 1	Limite de propriété Sud de la future zone d'exploitation
ZER 1	Riverain Ouest – Murs-et-Gélignieux
ZER 2	Riverain Est – Tremurs
ZER 3	Riverain Est – Tremurs
ZER 4	Riverain Sud - Leschaux

Tableau 82 : Emplacement des points de mesures

V.D.1.b Modélisation – Généralité

Méthodologie

Dans le but de définir l'impact sonore de la future zone d'extraction et de son extension vers l'Est, au niveau du voisinage, la méthodologie suivante a été retenue :

- Construire un modèle acoustique permettant de simuler l'impact sonore du site sur l'environnement.
  Ce modèle numérique réunit l'ensemble des données topographiques de la zone, les bâtiments et les données dimensionnelles et acoustiques des principales sources sonores.
- Simuler l'impact sonore de l'extension du site vers l'Est sur l'environnement.
  Si nécessaire, des solutions de traitement seront proposées et intégrées au modèle numérique afin de vérifier leur efficacité dans l'environnement.

Simulations réalisées

Cette étude présente les résultats estimés au niveau des habitations les plus proches (ZER1 – ZER2 – ZER3 – ZER4) et en limite de propriété du projet (LP1) pour les différentes phases du projet suivantes, les plus impactantes :

- Simulation 1 : 1ère année d'exploitation ;
- Simulation 2 : 1ère phase d'exploitation ;
- Simulation 3 : 2ème phase d'exploitation ;
- Simulation 4 : 3ème phase d'exploitation.

Toutes les phases seront calculées avec merlons de terre prévus côté Nord et Est. Également, un passage (trouée dans le merlon), en limite Nord-Est du site, est intégré dans les simulations 1 à 4.

Méthode de calcul prévisionnel : norme ISO 9613

Le calcul des niveaux sonores en tout point du site étudié s'appuie sur une méthode de calcul prévisionnel conforme aux exigences des réglementations actuelles : la norme ISO 9613 « Atténuation du son lors de sa propagation à l'air libre, partie 2 : méthode générale de calcul ».

Cette méthode de calcul prend en compte le bâti, la topographie du site, ainsi que tous les phénomènes liés à la propagation des ondes sonores (réflexion, absorption, effets météorologiques, etc.).

Le site

Le site a été modélisé à partir d'une digitalisation manuelle du site en s'appuyant sur un fond de plan Google Earth, sur les données SIG disponibles (bâtiments, axes routiers, topographie) et celles récoltées par ailleurs lors de l'intervention in situ.

Logiciel de calcul prévisionnel : CadnaA

Le logiciel CadnaA, développé par DATAKUSTIK, permet de modéliser la propagation acoustique en espace extérieur en utilisant l'ensemble des paramètres imposés par la méthode ISO 9613.

Les conditions météorologiques

Les conditions météorologiques jouent un rôle important sur la propagation du son. La norme ISO 9613-2 décrit une méthode pour le calcul des niveaux sonores dans des conditions météorologiques favorables à la propagation.
Pour la simulation de l'état initial, des conditions météorologiques similaires aux mesures sont considérées, à savoir des conditions défavorables pour la propagation.
Pour les simulations des effets de l'extension (Simulations 1 - 4), les occurrences retenues sont 100 % favorables à la propagation des rayons sonores.

Environnement sonore du projet d'extension et évolution du projet d'exploitation

Dans le cadre du projet d'extension, l'environnement sonore n'est pas modifié et reste toujours largement marqué par le trafic de la route départementale.

L'exploitation de la carrière sur l'extension aura lieu uniquement en période diurne, de 7h à 17h.

La technique d'extraction reste identique impliquant l'utilisation des mêmes engins à la différence près que Carrière MBTP mettra en œuvre du matériel plus récent et notamment une dragline beaucoup plus performante d'un point de vue des nuisances acoustiques associées afin de réduire techniquement la part du bruit du site.

Le projet d'extension intégrera, contrairement à la première autorisation, des travaux de remblaiement pour lesquels le chargeur mis en œuvre a été pris en compte dans les calculs de prédiction acoustique.

En revanche, aucun traitement ne sera réalisé sur le site, même sous la forme de campagne mobile, comme il était précédemment réalisé.

Les hypothèses de modélisation

Afin de palier à l'absence de certaines données, les hypothèses suivantes ont été considérées dans la modélisation du site. Ces hypothèses ont été discutées et validées avec le maître d'ouvrage :

- Niveau sonore retenu pour une source sonore non caractérisée ;
- Configurations d'activités retenues ;
- Trafic de camions retenu ;
- Non prise en compte des bruits de comportements des opérateurs.

Niveaux sonores aux points de calculs

Seront retenus pour la suite de l'étude les niveaux résiduels mesurés en période hivernale, représentatifs de l'environnement sonore de la future période d'activité du site (limitée entre le 15 septembre et 31 mars de chaque année).
Le niveau mesuré au point ZER 1 en février 2021, jugé plus contraignant, sera utilisé aux points ZER 2, ZER 3 et ZER 4.
Les niveaux sonores utilisés pour les calculs sont ainsi donnés dans le tableau ci-après.

Résultats en dB(A)	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Niveaux de bruit résiduel diurne mesurés	42,0	42,0	42,0	42,0	41,5

Tableau 83 : Niveaux de bruit résiduel utilisés pour les calculs

Présentation du modèle 3D

A partir de ces éléments, un modèle informatique a pu être créé. Les illustrations ci-dessous présentent une vision 3D du site dans son état actuel :



Figure 84 : Vue 3D du site et de son environnement

Le point de calcul en ZER 2 a été placé en façade Sud du riverain, localisation la plus contraignante.

V.D.1.c Simulation 1 – Phase 0 : Première année d'exploitation (2025)

Description de la phase 0 – Première année d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le côté Est du site :



Figure 85 : Localisation de la zone d'extraction – Première année d'exploitation

Les travaux de décapage, remblaiement, remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

Source de bruit prises en compte

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Transport de matériaux	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camion	Piste d'accès	Apport en matériaux pour le remblaiement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 84 : Sources prises en compte dans la simulation 1

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 86 : Localisation des sources - Première année d'exploitation

Cartographie sonore – Phase 0 : Première année d'exploitation

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du Phase 0 – Première année d'exploitation :

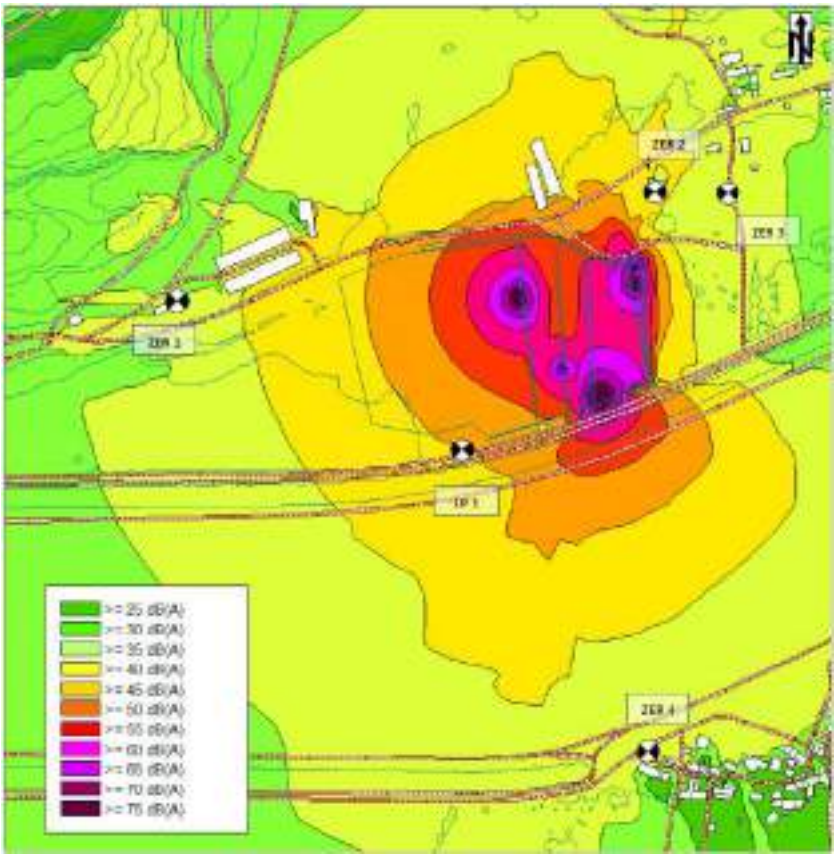


Figure 87 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 0 – Première année d'exploitation

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	47,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 85 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	40,0	44,5	39,0	41,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	44,0	46,5	43,5	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**2,0**	**4,5**	**1,5**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 86 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté.

Toutefois, l'émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 représente un point de vigilance.

V.D.1.d Simulation 2 – Phase 1 : Première phase d'exploitation (2025 – 2029)

Description de la phase 1 – Première Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le côté Centre-Est du site :



Figure 88 : Localisation de la zone d'extraction – Première Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, remblaiement, remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique LW estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	110,9 dB(A)
S02	Pelle x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	103,9 dB(A)
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	104,9 dB(A)
S04	Tombereau x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	103,9 dB(A)
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	98,0 dB(A)
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	102,9 dB(A)

Tableau 87 : Sources prises en compte dans la simulation 2

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 89 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation

Cartographie sonore – Phase 1 – Première phase d'exploitation

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du Phase 1 – Première phase d'exploitation :

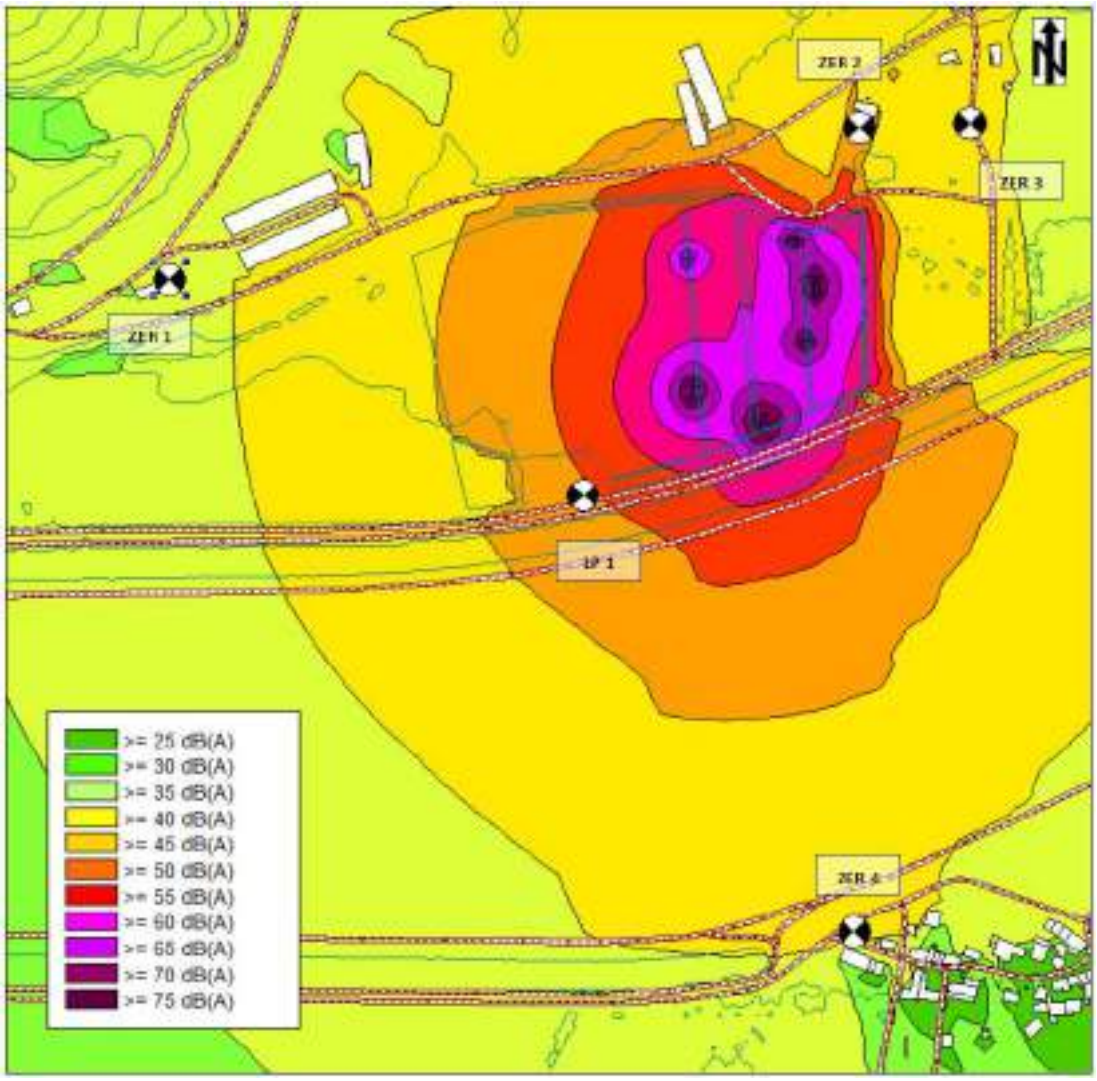


Figure 90 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 1 – Première phase d'exploitation

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	51,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	51,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 88 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	43,0	50,5	45,0	44,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveau de bruit résiduel + Niveau de bruit particulier)*	45,5	51,0	46,5	46,0
Emergences calculées en dB(A)	**3,5**	**9,0**	**4,5**	**4,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	5,0	5,0	5,0
Dépassement	NON	OUI	NON	NON

Tableau 89 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation

D'après les calculs, un dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée serait constaté au point ZER 2.

V.D.1.e Simulation 3 – Phase 2 : Deuxième phase d'exploitation (2030 – 2034)

Description de la phase 2 – Deuxième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise au centre du site :



Figure 91 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, remblaiement, remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Transport de matériaux	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 90 : Sources prises en compte dans la simulation 3

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 92 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation

Cartographie sonore – Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation :

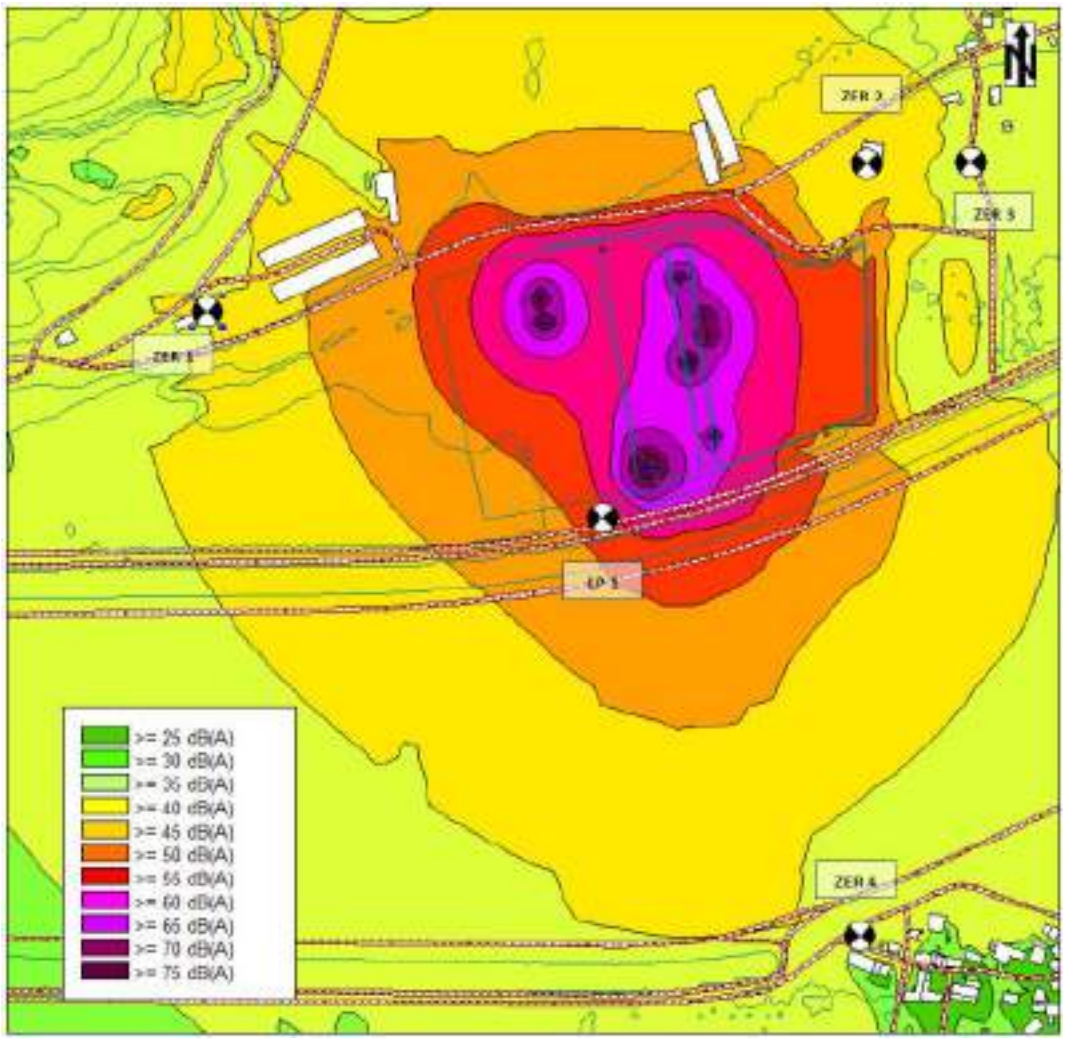


Figure 93 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	55,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	55,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 91 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particuliers simulés en dB(A)	44,0	45,5	42,5	42,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) (Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particuliers)	46,0	47,0	45,0	45,0
Emergences calculées en dB(A)	**4,0**	**5,0**	**3,0**	**3,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 92 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté.

Toutefois, les émergences de 4,0 dB(A) au point ZER 1 et de 5,0 dB(A) au point ZER 2 représentent des points de vigilance.

V.D.1.f Simulation 3 – Phase 3 : troisième phase d'exploitation (2035 – 2039)

Description de la phase 3 – Troisième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le penchant Ouest du site :



Figure 94 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, remblaiement, remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	110,0 dB(A)
S02	Pelle x 2	Zone exploitée	Extraction des matériaux	103,0 dB(A)
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	104,0 dB(A)
S04	Tombereau x 2	Zone exploitée	Transport de matériaux	103,0 dB(A)
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	98,0 dB(A)
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	102,0 dB(A)

Tableau 93 : Sources prises en compte dans la simulation 4

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 95 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation

Cartographie sonore – Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du Phase 3 – Troisième phase d'exploitation :

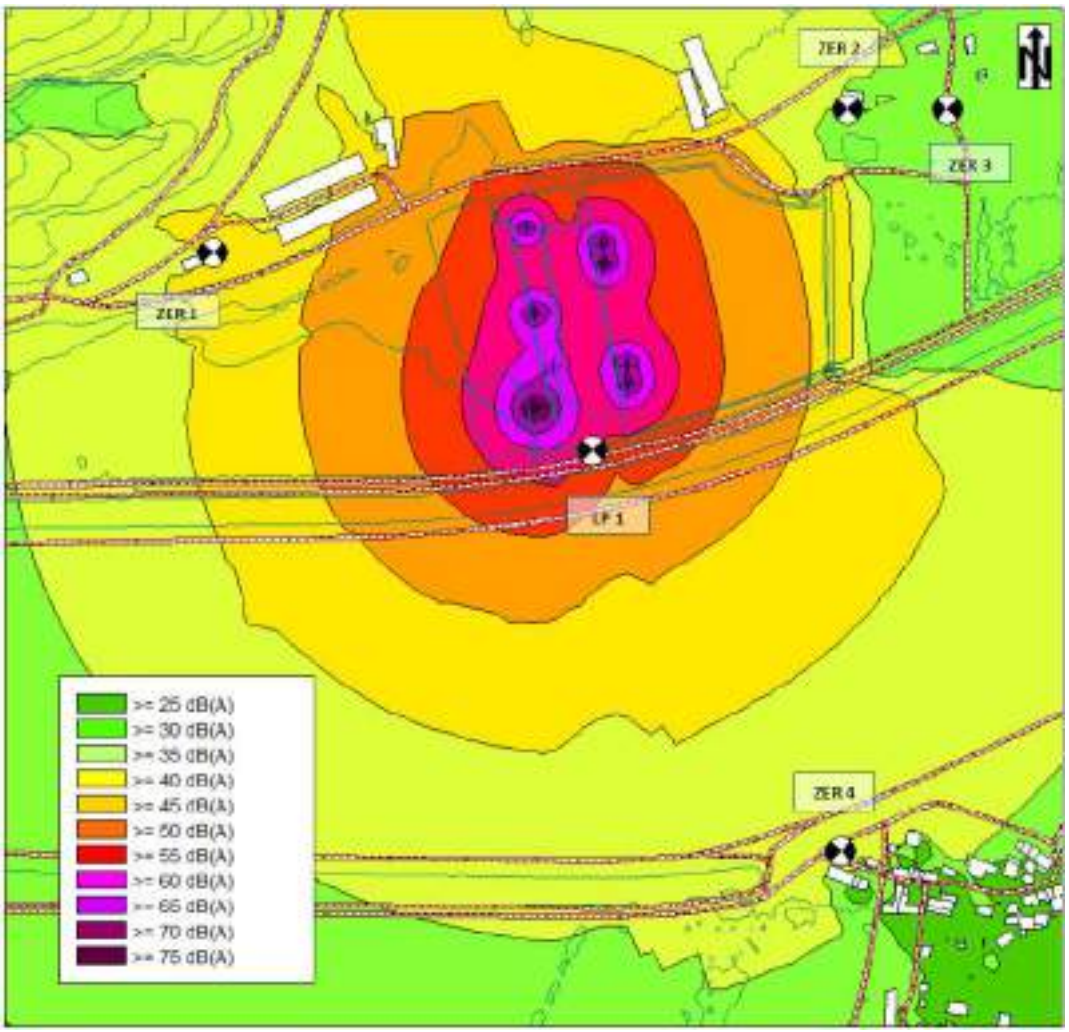


Figure 96 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	58,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	58,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 94 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,5	41,0	40,5	42,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	48,0	44,5	44,5	45,0
Emergences calculées en dB(A)	**6,0**	**2,5**	**2,5**	**3,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	5,0	6,0
Dépassement	OUI	NON	NON	NON

Tableau 95 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

D'après les calculs, un dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée serait constaté de jour au point ZER1.

V.D.I.g Conclusion

Les simulations ont permis de réaliser les constatations suivantes :

Simulation 1 – Phase 0 – Première année d'exploitation (2024)

Période diurne	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Limite de propriété	-	-	-	-	✓
Emergence réglementaire	✓	✓	✓	✓	-

Simulation 2 – Phase 1 – Première phase d'exploitation (année 2024-2028)

Période diurne	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Limite de propriété	-	-	-	-	✓
Emergence réglementaire	✓	✗	✓	✓	

Simulation 3 – Phase 0 – Deuxième phase d'exploitation (année 2029-2033)

Période diurne	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Limite de propriété	-	-	-	-	✓
Emergence réglementaire	✓	✓	✓	✓	-

Simulation 4 – Phase 3 – Troisième phase d'exploitation (année 2034-2038)

Période diurne	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Limite de propriété	-	-	-	-	✓
Emergence réglementaire	✗	✓	✓	✓	-

Légende :

- ✓ Aucun dépassement n'a été constaté
- ✗ Un dépassement a été constaté

Tableau 96 : Résultats de l'ensemble des simulations

Le projet aura donc un impact modéré sur les émissions sonores. Des mesures de réduction seront donc proposées afin de limiter les impacts.

Définition de l'impact brut – Bruits						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.2 Impacts sur les poussières

V.D.2.a Définition des sources de poussières sur la carrière de Courdan

Dans le cas de la carrière de Courdan, les sources potentielles d'émissions de poussières peuvent être classées en plusieurs grandes catégories :

- La phase de décapage, qui peut induire un soulèvement de poussières notamment par temps sec et venté. Cette activité reste toutefois très temporaire et ne concerne que le travail de découverte permettant la préparation des futures tranches d'exploitation.

- La circulation des engins sur la carrière et le transport des matériaux : elle est à l'origine de faibles envols de poussières, notamment par temps sec et venté. Les émissions de poussières dues à la circulation des engins se ramènent aux grains de poussières émis par l'érosion des pistes. Il est communément admis d'indiquer que cette circulation provoque une gêne sur une distance estimée de 50 m, sous des conditions météorologiques normales. La limitation de vitesse et l'humidité naturelle du sable permettent de limiter les émissions.
- Le chargement des matériaux dans les camions de transit.

V.D.2.b Impacts des soulèvements de poussières

Il est précisé ici que les poussières qui seraient émises dans le cadre de l'exploitation du site sont exclusivement issues du roulage.

Les principaux effets sont les suivants :
- Une pollution ponctuelle de l'air avec pour corollaire :
  - Des irritations des muqueuses et du système respiratoire du personnel de la carrière et des riverains ;
  - Une sédimentation au niveau des habitations ou sur les potagers et les cultures.
- Un ralentissement de la croissance des cultures agricoles, par obstruction des mécanismes de photosynthèse ;
- Un dépôt sur la végétation qui modifierait le développement de la biodiversité locale ;
- Une modification du paysage.

V.D.2.c Niveau d'empoussièrement à prévoir

Aucune mesure des retombées des poussières n'a été réalisée à ce jour.

La carrière étant exploitée en eau, les émissions de poussière seront réduites lors de l'exploitation.

Seules les opérations de décapage, le roulage sur le site et le transport des matériaux pourront être à l'origine de l'émission de poussière.

Diverses dispositions seront mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation afin de limiter les sources de poussières.

Le projet aura donc un impact faible sur les émissions de poussières.

Définition de l'impact brut – Poussières						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.3 Impacts sur les vibrations

L'exploitation de la carrière par engin mécanique (dragline, chargeuse, …) n'est pas de nature à produire des vibrations susceptibles d'être ressentie en dehors du site.

Les méthodes d'exploitations seront maintenues.

L'extension de la carrière n'aura donc pas d'impact complémentaire sur les vibrations.

Définition de l'impact brut – Vibrations						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.4 Impacts sur les projections

En carrière, les origines de projection concernent uniquement les tirs de mines.

La carrière actuelle est exclusivement exploitée par engins mécaniques (dragline, chargeur, …). Tout risque de projection doit être exclu.

Les modalités d'exploitation étant maintenu, le projet n'a donc aucun impact sur les projections.

Définition de l'impact brut – Projections						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.5 Impacts sur les émissions lumineuses

La carrière ne fonctionnera pas en période nocturne et ne produira donc pas d'émissions lumineuses particulières, hormis l'éclairage des engins de chantiers en période hivernale ou en début de matinée.

Le projet aura donc un impact nul concernant les émissions lumineuses.

Définition de l'impact brut – Emissions lumineuses						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.6 Impacts sur les risques naturels et technologiques

L'exploitation du site n'exerce aucune influence sur les risques naturels.

Par ailleurs, l'étude des dangers produite en pièce 4 démontre l'absence d'effet domino avec d'autres structures ou ICPE présentes à proximité du site.

Le projet n'aura donc aucun impact concernant les risques naturels et technologiques.

Définition de l'impact brut – Risques naturels et technologiques						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.7 Impacts sur les biens culturels et sur l'archéologie

V.D.7.a Impacts sur les vestiges archéologiques

L'analyse de l'état initial a démontré l'absence de vestiges archéologiques et de Zones de Présomption de Prescription Archéologique (ZPPA) sur le secteur d'étude. Aucun impact n'est donc à redouter.

V.D.7.b Impacts sur les sites inscrits et/ou classés

Aucun site inscrit et/ou classé n'ayant été identifié au droit du secteur d'étude, l'impact du projet sera donc nul.

V.D.7.c Impacts sur les monuments historiques

Pour rappel, les monuments historiques les plus proches du projet se situent à environ 3 250 m du projet. Il s'agit de l'Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme, localisé à l'Ouest du projet et de la Maison dite des Enfants d'Izieu, localisée au Nord-Ouest du projet.

Compte tenu de la distance séparant ces monuments du projet, les seuls impacts possibles sont de l'ordre du visuel.

Cette grotte est située au milieu des bois. Aucune perception de la carrière n'est possible.

Une colline sépare la maison dite des Enfants d'Izieu de la carrière. Aucune perception n'est possible.

Le projet aura donc un impact nul concernant les biens culturels et l'archéologie.

Définition de l'impact brut – Biens culturels et l'archéologie						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.8 Impacts sur les déchets

V.D.8.a Déchets non inertes

Pour rappel, aucun carburant ne sera stocké sur la zone d'exploitation.

Le ravitaillement des engins en huiles sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Le ravitaillement des engins de chantiers et de la dragline s'effectuera par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible.

Les engins stationneront sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.

L'exploitation de la carrière ne produira que peu de déchets dans le cadre de son fonctionnement, ainsi que le précise le tableau ci-après :

Type de déchets	Quantité produite (estimation)	Modalité de stockage sur site	Fréquence d'élimination
Ferrailles, bois, plastiques	20 kg / an	Stockage en bennes	Tous les trimestres
Chiffons souillés, cartouches de graisse	2 kg / an	Stockage en fûts	Tous les trimestres
Déchets ménagers et assimilés	1 kg / semaine	Stockage en fûts	Toutes les semaines

Tableau 97 : Liste des déchets produits dans le cadre du fonctionnement normal de la carrière

Les déchets autres qu'inertes susceptibles d'être produits dans le cadre des opérations de valorisation du gisement, seront collectés et éliminés par l'intermédiaire de filières adaptées conformes à la réglementation en vigueur.

V.D.8.b Caractéristiques détaillées des différents déchets minéraux produits

Les déchets minéraux susceptibles d'être produits dans le cadre de la valorisation du gisement de la carrière correspondent exclusivement aux matériaux de découverte.

Les terres de découverte sont constituées par les matériaux impropres situés au-dessus des matériaux visés par l'extraction.

Elle correspond à un recouvrement de limons et à la frange de terre végétale d'une épaisseur variant de 0,7 à 2,7 mètres selon les secteurs.

Le volume global de découverte a été estimé à environ 135 000 m³.

Ces matériaux superficiels seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction en fonction du plan d'exploitation.

La terre végétale sera soigneusement conservée et temporairement stockée sur place, avant d'être réutilisée dans le cadre des ultimes opérations de remise en état.

Les stériles, quant à eux, seront directement utilisés pour les opérations de remblayage du site.

Le projet aura donc un impact très faible sur la production de déchets.

Le plan de gestion des déchets inertes issus de l'exploitation de la carrière est présenté en annexe T – 6.

Définition de l'impact brut – Déchets						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.9 Impacts sur les Espaces Boisés Classés

La commune de Murs-et-Gélignieux dispose d'une carte communale qui ne fait état d'aucun espace boisé classé.

Dans le cadre du projet d'extension, aucun espace boisé ne sera touché.

Par conséquent, l'impact sera nul.

Définition de l'impact brut – Espaces boisés classés						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.10 Impacts sur le tourisme local

Dans le secteur d'étude, la piste cyclable ViaRhôna se situe sur l'autre rive du Rhône.

Le port de plaisance et le camping sont situés à environ 1 900 m à l'Ouest du projet.

Compte tenu de la distance et des caractéristiques paysagère du secteur (présence du Rhône, de champs) l'extension de la carrière n'aura pas d'impact sur les principaux lieux touristiques.

Le principal impact du projet porte sur les poids lourds. En effet, les matériaux bruts et les remblais seront transportés entre la plateforme de Brégnier-Cordon et la carrière par voie routière.

Le camping, le port de plaisance ainsi que la piste cyclable se situe en bordure de la route empruntée par les poids lourds.

Les poids lourds emprunteront le pont qui permet à la piste cyclable ViaRhôna de traverser le Rhône et ainsi de changer de rive.

L'ajout d'environ 6 camions par jour, par rapport à l'autorisation en vigueur n'aura pas d'impact significatif sur le tourisme local.

Le projet d'extension aura donc un impact faible sur le tourisme local.

Définition de l'impact brut – Tourisme						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.II Impacts sur l'hygiène et salubrité publique

Les matériaux naturels extraits ainsi que les matériaux de remblais seront exclusivement inertes, conformément à l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif au critères d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

La manipulation de ces matériaux n'entrainera pas de d'impacts sur l'hygiène et la salubrité publique. Des mesures seront mises en place afin de limiter les risques de pollution au droit des zones de ravitaillement des engins.

L'exploitation du gisement engendrera la mise à nu de matériaux altérés, terrains de prédilection de l'Ambroisie à feuilles d'armoise. (Voir photo ci-dessous).



Figure 97 : Illustration d'un pied d'ambroisie à feuille d'armoise

Cette espèce peut être l'origine d'allergies, parfois sévères, qui se traduisent par des symptômes tels que la trachéite, la conjonctivite ou encore l'eczéma. Cette problématique fait l'objet d'une préoccupation de santé publique de premier plan.

En l'absence de mesures spécifiques, cette espèce est amenée à s'étendre et coloniser l'ensemble des terrains découverts. Les semences d'Ambroisie sont principalement disséminées par les activités humaines telles que :

- Le déplacement de terre ;
- L'activité agricole ;
- L'entretien d'espaces verts ou des bords de route.

L'avifaune est également responsable de cette dissémination, tout comme le ruissellement des eaux pluviales qui joue un rôle de premier plan sur le transfert de graines.

Le projet aura donc un impact modéré sur la l'hygiène et la santé publique.

Définition de l'impact brut – Hygiène et salubrité publique						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.D.12 Impacts sur la sécurité publique

V.D.12.a A l'intérieur du site

L'accès à la carrière sera strictement interdit à toutes personnes extérieures, non habilitées ou expressément invitées par le responsable du site.

L'exploitation de la carrière sera conduite sous la responsabilité d'un chef de carrière et d'un responsable d'exploitation. Les horaires d'ouverture débuteront à 7h pour s'achever à 17 h, du lundi au vendredi inclus. En dehors de ces créneaux horaires, le site sera clôturé par un portail de fermeture, muni d'un cadenas.

La circulation sur le site de la carrière sera strictement réglementée par un plan de circulation, affiché de manière visible et lisible à l'entrée du site. Les consignes de sécurité seront, quant à elles, disponibles au bureau d'accueil.

La notice d'hygiène et sécurité présentée en pièce 6 précise l'ensemble de ces aspects.

V.D.12.b A l'extérieur du site

L'accès à la carrière actuelle s'effectuera par le biais de la route départementale n°992.

L'entrée sera aménagée au démarrage de l'exploitation.

Le choix de l'accès a été réalisé en concertation avec le département de l'Ain afin d'assurer une bonne visibilité et l'insertion sécurisée des poids lourds.

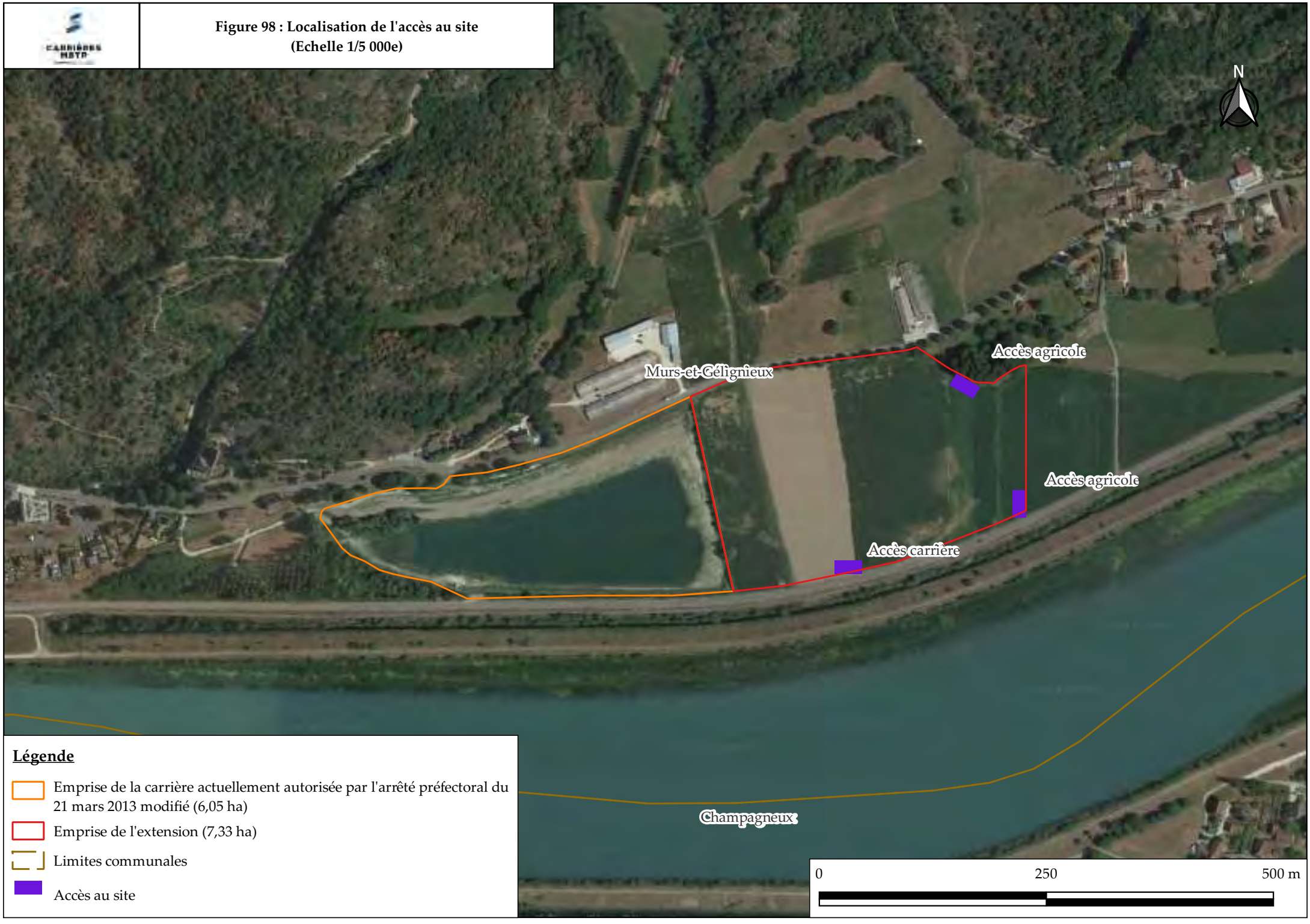
Deux accès pour les agriculteurs seront également créés, munis chacun d'un portail.

La carte présentée en page suivante illustre la localisation de ces accès.

Le projet aura donc un impact très faible sur la sécurité publique.

Définition de l'impact brut – Sécurité publique						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

Figure 98 : Localisation de l'accès au site
(Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Accès au site

V.E Impacts sur le paysage et les perceptions visuelles

V.E.I Impacts sur le paysage local

Le secteur d'étude se classe dans les paysages agraires.

L'environnement du projet est dominé par les massifs boisés, encadrant le Rhône et les zones agricoles.

Les terrains intégrés au projet sont occupés par des cultures. La couleur, le type de végétation varie donc au fil des années et des saisons.

Les massifs boisés sont très présents au niveau des reliefs. Ils sont reliés entre eux par de nombreuses haies bocagères ou de petits massifs regroupés, constituant un élément marquant du paysage.

L'exploitation des terrains concernés par le projet entraînera la disparition du couvert végétal et la mise à nu de matériaux aux couleurs et aux caractéristiques différentes de celles qui caractérisent l'occupation actuelle du sol.

Cette gamme de couleur est déjà présente au niveau de l'actuelle carrière ainsi qu'au niveau des chemins ruraux. En période estivale, les contrastes seront plus importants. Les matériaux de découverte (stériles) seront directement utilisés dans le cadre des opérations de remblayage.

La terre végétale sera temporairement stockée en périphérie de l'exploitation puis réemployé dans le cadre des opérations de remise en état du site qui se dérouleront de manière coordonnée aux travaux d'extraction proprement dits.

V.E.I.a Le décapage des terrains et le stockage

Le décapage des terrains entrainera la mise à nu des matériaux.

Les terrains étant occupés par des cultures, ils sont labourés à l'automne et la terre est à nu ou avec un faible couvert végétal en hiver, période du décapage.

La différence de couleurs entre la terre labourée et les matériaux du gisement sera faible, le décapage aura donc peu d'impact sur le paysage.

Une partie des terres de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) seront stockées en périphérie Nord et Est du site sur une emprise maximale de l'ordre de 5 000 m².

Le reste des terres de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) sera stocké en périphérie de la zone remise en état, avant d'être réemployé dans les travaux ultimes, sur une surface maximale de l'ordre de 1 000 m².

La hauteur maximale du stock de terre végétale, installée au Nord, sera de 2,5 m. Celle du stock de l'horizon intermédiaire, installé à l'Est, sera de 3 m.

Les stériles seront directement employés dans les travaux de remblais du plan d'eau.

Aucun stockage de stérile ne sera réalisé en surface, excepté la première année, sur une emprise de l'ordre de 6 800 m², et une hauteur maximale de 6 m, afin de limiter l'emprise au sol, en attendant que le fond de fouille puisse accueillir des remblais.

Les matériaux bruts seront stockés sur une surface de l'ordre de 4 600 m², sur une hauteur de 4 m.

L'impact sur le paysage sera faible, et limité dans le temps.

V.E.1.b La formation du plan d'eau

La nappe d'accompagnement du Rhône étant sub-affleurante, l'extraction du gisement formera un plan d'eau.

La couleur et les caractéristiques seront donc différentes de celles qui caractérisent l'état actuel du sol.

Ce plan d'eau, temporaire, aura les mêmes caractéristiques que le plan d'eau issu de l'exploitation de la carrière actuellement autorisée. Il présentera également les mêmes teintes de couleur que le Rhône, élément central du paysage.

De plus, l'étendu du plan d'eau sera limitée dans l'espace et le temps puisqu'il sera remblayé en parallèle de l'exploitation.

Le tableau ci-dessous précise l'emprise du plan d'eau pour chaque phase.

Phase	Superficie
Phase 1 (2025 – 2029)	0,87 ha
Phase 2 (2030 – 2034)	0,83 ha
Phase 3 (2035 – 2039)	0,97 ha

Tableau 98 : Emprise du plan d'eau par phase

Compte tenu des caractéristiques du paysage locale ainsi que de la faible extension du plan d'eau, l'impact de l'ouverture d'un plan d'eau sera faible.

V.E.1.c Remblayage et remise en état du site

Le projet prévoit le remblayage complet du carreau d'exploitation.

Une fois le plan d'eau remblayé, les remblais émergeront.

Leurs couleurs et caractéristiques se rapprocheront des terres labourées.

La remise en état du site sera réalisée en concomitance avec l'avancement de l'extraction et sera à vocation agricole et naturelle.

Les terrains ainsi restitués auront donc les mêmes caractéristiques que les terrains actuels.

L'impact sur le paysage sera donc restreint.

V.E.1.d Conclusion

Compte tenu des caractéristiques du site (durée et emprise liées à l'avancement progressif de l'exploitation, du type de matériaux, de l'absence d'installation de traitement, etc ...), le projet s'intégrera dans le paysage local et aura un impact faible sur ce dernier.

Définition de l'impact brut – Paysage local						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.E.2 Impacts sur les perceptions visuelles

Il a été démontré dans la caractérisation de l'état initial et par le biais de la carte de covisibilité, que le projet d'extension n'était que très peu perceptible, en raison d'une configuration géomorphologique favorable.

Depuis les habitations localisées dans le secteur d'étude, les perceptions resteront limitées pour les raisons suivantes :

- La présence du Rhône et de ces aménagements périphériques de part et d'autre de son lit empêche toute perception du site depuis les points de vue localisés à la même cote altimétrique que les terrains intégrés au projet ;
- La distance entre les habitats situés sur le versant du massif et les terrains intégrés au projet ;
- Le relief qui empêche toute perception du Rhône et de sa plaine aux habitations localisées sur le massif.

Le site est particulièrement visible depuis les routes encadrant les terrains (route de Mortillet et route D 992).

Le site est également perceptible depuis un seul point de vue remarquable situé sur le territoire de la commune de Saint-Maurice-de-Rotherens. Il s'agit du belvédère des Fils, situé au bord des falaises du massif, à environ 1 200 m du projet.

Les habitations localisées au hameau de Tremurs auront peu de perception sur le projet d'extension, compte tenu de la présence du boisement de 3 500 m² environ, situé à l'extrémité Nord-Est du projet d'extension.

Les habitations localisées à Murs, en périphérie de la carrière actuellement autorisée, n'auront pas ou peu de perceptions sur le projet d'extension, compte tenu de la présence d'une haie, entre la carrière actuellement autorisée et l'extension, et de la présence d'une frange arborescente bien développée.

En définitive, les terrains concernés par le projet restent discrets, notamment en raison d'un environnement géomorphologique favorable et d'une intégration satisfaisante dans le paysage local.

Quatre points de perceptions ont été retenus afin de quantifier l'impact du projet d'extension sur les perceptions visuelles :

- Les habitations du hameau de Trémurs ;
- Les routes périphériques : route de Mortillet et RD 992 ;
- Le belvédère des Fils.

Cas du lieu-dit « Trémurs »

La perception actuelle depuis ce secteur est rappelée ci-dessous.



Photographie 49 : Illustration de la perception visuelle depuis le centre du hameau de Tremurs



Photographie 50 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis le centre du hameau de Tremurs

En effet, seule la zone de stockage périphérique (sous forme de merlon) sera perceptible depuis ce secteur. La zone d'extraction ne sera pas perceptible depuis ce point de vue.

La distance entre le site et le point d'observation, cumulée au faible contraste de couleur, permettra de réduire les incidences du projet.

A noter que depuis ce point de vue spécifique, la dragline restera imperceptible.

Cas de la route de Mortillet

La perception actuelle depuis ce secteur est rappelée ci-dessous.



Photographie 51 : Illustration de la perception visuelle depuis la Route de Mortillet



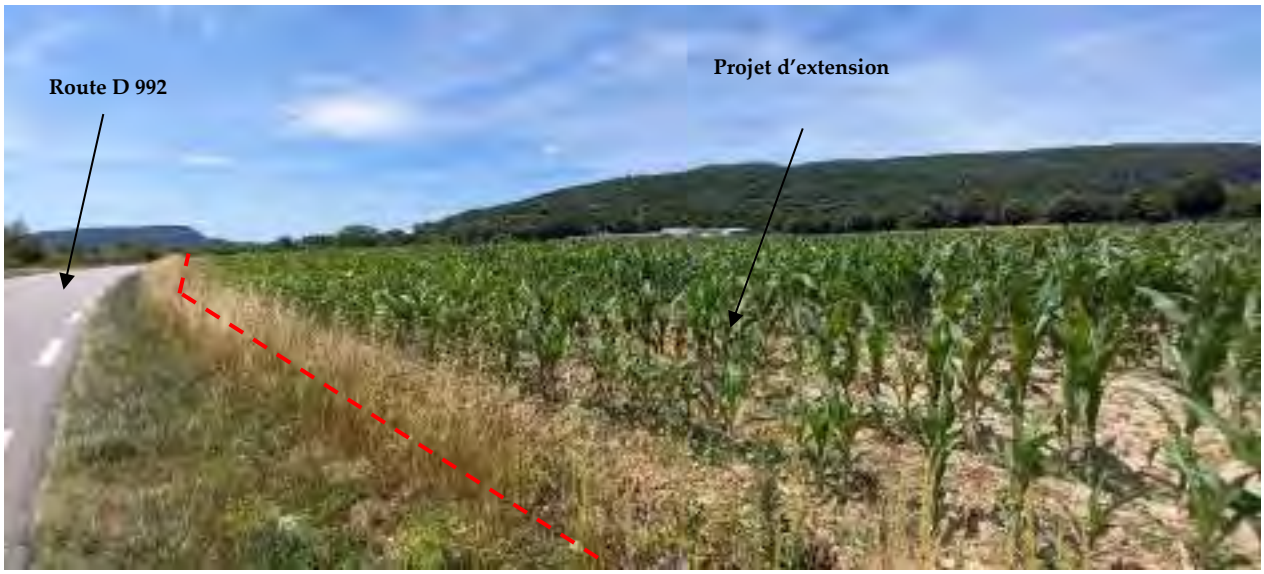
Photographie 52 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis la Route de Mortillet

Dans ce secteur, seule la zone de stockage périphérique (sous forme de merlon) et la flèche de la dragline ne seront perceptibles.

La végétalisation du merlon permettra de réduire l'impact visuel en supprimant toute perception directe sur la zone d'extraction.

Cas de la route départementale 992

La perception actuelle depuis ce secteur est rappelée ci-dessous.



Photographie 53 : Illustration de la perception visuelle depuis la route D 992



Photographie 54 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis la route D 992

Dans ce secteur, seules la zone de stockage périphérique (sous forme de merlon), la flèche de la dragline et une partie des stockages de matériaux bruts et des inertes seront perceptibles.

L'absence de merlon pour des raisons de sécurisation de l'accès induira une vue directe sur l'ensemble de la zone d'exploitation.

Cas du belvédère des fils

La perception actuelle depuis ce secteur est rappelée ci-dessous.



Photographie 55 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Belvédère des Fils



Photographie 56 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis le Belvédère des Fils

Il s'agira là du point offrant une vue globale du site intégrant le plan d'eau transitoire, les merlons périphériques ainsi sue les différents stockages.

Cependant, les contrastes de couleur, cumulé à l'effet de distance entre le site et le belvédère des Fils (1 200 mètres) permettront de gommer l'aspect artificialisé du site.

Compte tenu des caractéristiques paysagère du secteur d'étude, cette perception ne présente pas un caractère disgracieux ni pénalisant pour l'observateur.

Les opérations de remise en état se déroulera de manière concomitante à l'extraction et sera à vocation agricole et naturelle, comme c'est le cas actuellement.

L'impact sera donc limité et partiel.

L'impact paysager de la carrière restera donc limité et maîtrisé, hormis au droit de la route départementale 992, pour les raisons suivantes :

- Une configuration d'exploitation, qui permettra de limiter efficacement les perceptions visuelles du site ;
- La faiblesse de l'habitat environnant ;
- La présence d'obstacles physiques significatifs (frange arborescente, relief, Rhône) dans le champ de vision depuis les différents points d'observation ;
- L'effet de distance conjugué au caractère restreint des différentes phases du projet limitera dans des proportions significatives, le contraste de couleur ;
- La remise en état du site à vocation agricole et naturelle, comme c'est le cas actuellement.

Pour ces raisons, l'impact paysager de la carrière sur les perceptions visuelles restera modéré.

Définition de l'impact brut – Perceptions visuelles						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.F Impacts sur la biodiversité

V.F.I Impacts sur les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Le projet d'extension intercepte la ZNIEFF de type II « Bas Bugey », référencé 820030677.

Compte tenu de la remise en état progressive du site, à vocation agricole et naturelle, le projet ne modifiera pas le paysage local.

Les falaises, les marais et les tourbières seront préservés.

Aucun habitat protégé ne sera impacté dans le cadre du projet.

Les impacts sur la faune et la flore au sein du projet sont présentés dans le chapitre V.F.10.

Par conséquent, l'impact du projet sur cette zone naturelle restera très faible. Des mesures devront être prises afin de limiter les impacts du projet sur cette zone.

Définition de l'impact brut – ZNIEFF						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.F.2 Impacts sur les zones rattachées au réseau Natura 2000

Aucune zone rattachée au réseau Natura 2000 n'a été répertoriée au droit du projet.

Les sites les plus proches du site sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Type Zone	Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude		Critères d'intérêts
				Distance	Direction	
Zones de Protection Spéciales (ZPS)	FR8212004	Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône	2 736 ha	50 m	Sud	Habitats, faune et flore.
Site d'Importance Communautaire (SIC)	FR8201641	Milieux remarquables du Bas Bugey	4 463 ha	100 m	Nord	Habitat, faune, flore, géologie.
Zones de Protection Spéciales (ZPS)	FR8212003	Avant-pays savoyard	3 125 ha	740 m	Sud	Zones humides, habitats, faune.

Tableau 99 : Liste des zones rattachées au réseau Natura 2000 présentes dans le secteur d'étude

La zone « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » se situe à 50 m au Sud du projet.

La notice d'incidence, réalisé par Acer Campestre, est disponible en annexe N-5.

Le projet n'aura aucune incidence sur cette zone Natura 2000.

Définition de l'impact brut – Zones Natura 2000						
Nature de l'impact	Direct				Indirect	
Durée de l'impact	Temporaire				Permanent	
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible				Irréversible	
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.F.3 Impacts sur les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB)

L'APPB le plus proche du site se trouve localisé à 80 m au Nord-Ouest du projet.
Il concerne les espèces suivantes :

- Aigle royal ;
- Autour des Palombas ;
- Bondrée apivore ;
- Circaète Jean-le-blanc ;
- Faucon pèlerin ;
- Grand corbeau ;
- Hibou grand-duc ;
- Hirondelle de rochers ;
- Martinet à ventre blanc ;
- Milan noir ;
- Milan royal ;
- Tichodrome échelette.

Ces espèces n'ont soit pas été contactées sur le site, soit ne présentent pas d'enjeu au sein du projet.

Au regard de l'impact du projet, présentées dans les paragraphes précédents, le projet aura un impact très faible sur l'ABBP.

V.F.4 Impacts sur les réserves naturelles

La réserve naturelle la plus proche est intitulée « Haut Rhône français ». Elle se situe à 1 500 m au Sud-Ouest du projet.

Compte tenu de la distance séparant la réserve naturelle et le projet, aucun impact n'est à redouter.

V.F.5 Impacts sur les ZICO

Les informations relatives aux ZICO, recensées à proximité du projet sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
			Distance	Direction
FR8212004	Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône	2 736 ha	3 m	Sud
FR8201641	Iles du Haut-Rhône	3 281 ha	800 m	Est

Tableau 100 : Informations relatives aux ZICO présentes dans le secteur d'étude

Au regard de l'impact du projet, présentées dans les paragraphes précédents, le projet un impact très faible sur cette zone.

Définition de l'impact brut – ZICO						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.F.6 Impacts sur les tourbières

Deux tourbières ont été recensées sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Les informations relatives à ces tourbières sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Code zone	Nom	Superficie	Situation par rapport au secteur d'étude	
			Distance	Direction
01BB38	Marais du Poisat	1,3 ha	205 m	Nord
01BB37	Marais des Planches	5,4 ha	925 m	Nord-Est

Tableau 101 : Informations relatives aux tourbières présentes dans le secteur d'étude

Compte tenu de la distance séparant les tourbières et l'extension, des caractéristiques du projet, aucun impact n'est à redouter.

V.F.7 Impacts sur les zones humides

Aucune zone humide n'a été recensé au droit du site.

Pour rappel, la zone humide la plus proche est la zone humide « Canaux de dérivation et Rhône modifié », localisée à 45 m au Sud du projet.

Aucun impact n'est à redouter.

V.F.8 Impacts sur les autres zones naturelles

Aucune autre zone n'a été identifiée dans le secteur d'étude (Zones humides RAMSAR, Parcs Naturels Nationaux et Régionaux, Géoparc). Aucun impact n'est donc à redouter.

V.F.9 Impacts sur la trame verte et bleue

L'impact sur la trame verte et bleue a été traité dans l'étude naturaliste réalisé par Acer Campestre, disponible en annexe N-4.

Un extrait est repris ci-dessous.

De manière générale, la modification des milieux dans l'emprise et à proximité directe d'un projet peut potentiellement perturber les capacités de déplacement des espèces. La possibilité de se déplacer est essentielle au bon fonctionnement des populations animales ; l'augmentation de la fragmentation écologique est susceptible de fragiliser les populations locales. Il s'agit d'onc d'un impact indirect sur la faune.

Les deux fossés présents au sein de l'aire d'étude, du fait de la présence d'une végétation herbacée vivace, ont été identifiés comme des supports faiblement fonctionnels de déplacement de la petite faune terrestre. La fonctionnalité pour la faune aquatique a été qualifiée, elle, de négligeable à faible en raison de la présence de nombreux obstacles.

Dans le cadre du projet, les fossés seront impactés successivement en phase 1 (fossé à l'est) puis en phase 3 (fossé à l'ouest correspondant au cours d'eau de la Janotte). Les fossés seront restitués à l'issue de chacune des phases concernées (dès l'année 2 pour le fossé situé à l'est). On s'attend à ce que la végétation s'y développe rapidement et que la fonctionnalité pour la petite faune terrestre soit pleinement restaurée un à deux ans après la restauration. Par ailleurs, la haie située à l'ouest, constituant un axe de déplacement fonctionnel, ne sera pas impactée. Ainsi, en tout temps du fonctionnement de la carrière, sera conservée la possibilité de transit nord-sud pour la petite faune. L'impact est donc qualifié de négligeable.

L'impact sur les corridors écologiques aquatiques interviendra en phase 1, lors de la consommation du fossé est, et en phase 3, lors de la consommation du cours d'eau de la Janotte. Cet impact est cependant temporaire puisque le fossé situé à l'est sera consommé pendant la première année d'activité de la carrière puis restauré dès l'année 2, et que le cours d'eau sera restitué à l'issue de la phase 3. Les deux écoulements ne sont donc pas impactés en même temps, et au moins un des deux linéaires orientés sera maintenu fonctionnel en tout temps du fonctionnement de la carrière. La possibilité de transit nord-sud sera donc maintenue à un niveau de fonctionnalité proche du niveau initial pendant toute la durée du fonctionnement de la carrière pour la petite faune semi-aquatique ou amphibie. L'impact global est donc qualifié de négligeable.

Le projet aura donc un impact faible sur la trame verte et bleue.

Définition de l'impact brut – Trame verte et bleue						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Intensité de l'impact	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

V.F.10 Impacts sur la biocénose locale

Les niveaux d'impacts du projet sont définis, pour chaque groupe biologique, dans l'expertise naturaliste réalisée par Acer Campestre.

Ce document est présenté en annexe N-4 du présent dossier de demande d'autorisation.

Les impacts sont présentés dans les paragraphes suivants.

V.F.10.a Méthodologie

La typologie des impacts est présentée dans le tableau ci-après.

Durée	Type d'impact	Description de l'impact	Espèces ou groupes susceptibles d'être impactés
Impacts temporaires	Altération des habitats naturels et habitats d'espèces	Altérations indirectes : mise en suspension de poussières ou de fines, assèchement par modification du fonctionnement hydraulique du secteur, zones de circulation d'engins, pollutions accidentelles (liée à l'utilisation d'hydrocarbures, d'huiles, etc.), émission de poussières (liées à la circulation des engins et au stockage de matériaux)	habitats naturels, habitats d'espèces (oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, flore, mollusques), flore
	Dérangement d'espèces	Impact lié à la présence humaine, d'engins de chantier (mouvement, bruit)	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, chiroptères
Impacts permanents	Destruction d'habitats naturels	Destruction irrémédiable d'habitats naturels	habitats naturels
	Destruction accidentelle d'individus	Destruction directe (écrasement lors de la circulation des engins de chantier, les terrassements, le traitement des végétations…)	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, flore, mollusques
	Destruction ou dégradation de tout ou d'une partie de l'habitat d'espèces animales	Destruction par terrassement et décapage des milieux naturels pouvant être utilisés par la faune : zone de nidification, zone de chasse, support de déplacements, aire de repos, d'hivernage	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, mollusques
	Dégradation des fonctionnalités écologiques (corridor biologique)	Dégradation des corridors biologiques présents dans la zone d'étude : corridors terrestres et aquatiques	amphibiens, reptiles, mammifères, chiroptères, mollusques
	Propagation d'espèces invasives	Risque lié aux mouvements de terres qui peuvent conduire à déplacer les graines voire les racines (rhizomes) d'espèces végétales invasives et aux engins provenant d'autres chantiers	habitats naturels, flore

Tableau 102 : Typologie des d'impacts potentiels sur les habitats, la flore et la faune

V.F.10.b Flore et habitats naturels

Habitats naturels

L'emprise concernée par la demande d'extension couvre une surface globale de 7,33 ha.

Ce périmètre est occupé à plus de 94 % de grandes cultures, le reste étant pour l'essentiel constitué d'habitats de friches, et de la végétation des fossés.

Les impacts bruts recouvrent d'une part la destruction directe des habitats lors de la phase de démarrage de l'exploitation (destruction de la végétation existante, décapage des terres), et d'autre part les impacts indirects sur les habitats proches, liés à la circulation sur le site.

Une bande non exploitée règlementaire de 10 m sera respectée tout autour du site. Les principales zones de circulation seront localisées à l'intérieur du site et en limite sud. La bande réglementaire de 10 m ne sera utilisée, au nord et à l'est, que pour du stockage de terres sous forme de merlons, mis en place en début de phase 1 et non remobilisées jusqu'à la fin de la phase 3. L'impact indirect sur la haie à l'ouest et sur le bosquet au nord sera donc négligeable (absence de circulation à proximité et effet protecteur des merlons.

Du fait du phasage de l'exploitation, tous les impacts ne surviendront pas au même moment. Le détail des surfaces d'habitat impactés pour chaque phase et donné ci-dessous. Notons que, du fait de la superposition partielle des emprises des différentes phases, la surface totale impactée peut être inférieure à la somme des surfaces d'habitat impactés par phase.

Code EUNIS	Nom	Surface impactée en phase 1 (ha)	Surface impactée en phase 2 (ha)	Surface impactée en phase 3 (ha)	Surface totale impactée (ha)
D5.11	Phragmitaie		0,02		0,02
E5.11	Friche nitrophile	0,03	< 0,01	< 0,01	0,03
E5.41	Ourlet hygrophile	0,02	0,03	0,05	
E5.41	Ourlet à Solidage		0,03		0,03
I1.1	Cultures	3,48	3,21	3,18	6,68
I1.53	Friche herbacée	< 0,01	< 0,01	0,10	0,10
I1.53xG5.1	Friche herbacée et alignement d'arbres	< 0,01	< 0,01	< 0,01	< 0,01

Tableau 103 : Détail par phase des surfaces d'habitats impactés

Considérant les faibles niveaux d'enjeux portés par les habitats ou les faibles surfaces impactées, les niveaux d'impacts bruts sur les différents habitats sont qualifiés de négligeables.

Flore d'intérêt patrimonial

Aucune espèce floristique protégée au niveau national, régional ou inscrite sur les listes rouges nationale et régionale de la flore vasculaire n'a été observée lors des états initiaux de terrain.

Le niveau d'impact brut, détaillé dans le tableau page suivante, est qualifié de négligeable.

Espèces exotiques envahissantes

Plusieurs espèces au caractère invasif ont été répertoriées dans l'aire d'étude : Érable negundo, Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre.

Les mouvements de terre et de matériaux liés à l'exploitation de la carrière sont susceptibles, d'une part, de créer sur site des conditions très favorables au développement de ces espèces, d'autre part, de propager hors site des propagules pouvant conduire au développement de nouveaux foyers. En effet, une graine ou un fragment de rhizome emporté accidentellement sur les roues d'un camion ou dans un stock de matériaux peut suffire à créer un nouveau foyer dans une zone non encore contaminée.

Zones humides

Deux zones humides sont présentes au sein de l'emprise de demande d'autorisation, représentant une surface totale de 0,15 ha.

La réalisation des différentes fosses d'exploitation et des aménagements associés est susceptible de détruire en totalité ces zones humides par suppression du sol ou modification des conditions hydrologiques locales.

Cet impact est qualifié de direct et permanent car la restauration à l'identique, après la fin de l'exploitation, des conditions hydrologiques et pédologiques ne constituent pas un objectif raisonnablement atteignable. Le niveau d'impact est qualifié de faible.

L'évaluation des impacts bruts sur la flore et les habitats naturels est présentée dans le tableau suivant.

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Surface ou effectif concerné dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
Direct et indirect, temporaire et permanent	Altération ou destruction d'habitats naturels	Phragmitaie (D5.11)	Faible	0,02 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche nitrophile (E5.11)	Faible	0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet hygrophile (E5.41)	Faible	0,05 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet à Solidage (E5.41)	Négligeable	0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Fourrés mésophiles (F3.11) et Fourrés mésophiles et phragmitaie (F3.11xD5.11)	Faible	Haie à l'ouest (204 m, impact indirect uniquement)	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Boisement secondaire de frênes (G1.A2)	Faible	Bosquet au nord-est (0,35 ha, impact indirect uniquement)	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Cultures (I1.1)	Négligeable	6,68 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée (I1.53)	Faible	0,10 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée et alignement d'arbres (I1.53xG5.1)	Faible	< 0,01 ha	Négligeable
Direct et permanent	Destruction d'espèces végétales patrimoniales	Aucune espèce concernée	Négligeable	-	Négligeable
Indirect et permanent	Dissémination d'espèces végétales envahissantes	Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre	Fort	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleia à proximité de l'emprise, 6,68 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	Fort
Direct et permanant	Destruction de zones humides	Zones humides sur terrains cultivés	Faible	0,15 ha	Faible

Tableau 104 : Évaluation des impacts bruts sur les habitats naturels, la flore et les zones humides

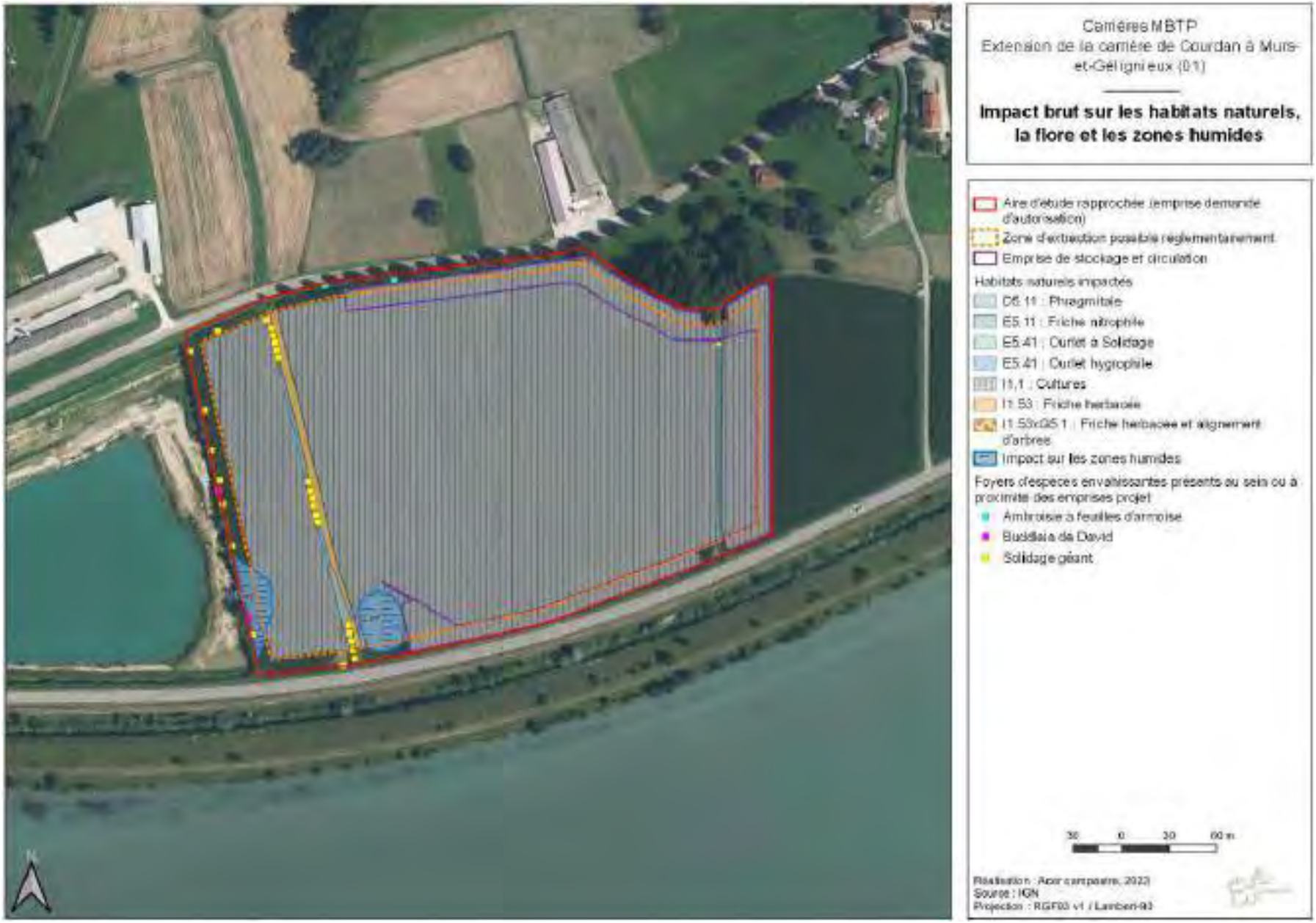


Figure 99 : Impact brut sur les habitats naturels, la flore et les zones humides

V.F.10.c Faune

Destruction d'individus

La circulation des engins, les interventions de décapage des terres et de mise en stock, sont susceptible d'engendrer une destruction accidentelle directe d'animaux par écrasement ou par abandon de nichée à la suite d'un trop fort dérangement des adultes nicheurs.

De manière générale, la sensibilité des animaux au risque de destruction est liée à la mobilité des espèces, ainsi qu'à la période et au milieu dans lequel ils se trouvent. Le risque de destruction est ainsi particulièrement important pour les oiseaux au nid ou en cavités, en particulier les juvéniles, pour les chiroptères en gîte, pour les reptiles en léthargie hivernale reptiles et pour amphibiens au sol.

Dans le cas du projet d'extension de la carrière de Courdan, les espèces et groupes d'espèces concernés par une niveau d'impact brut significatif sont les suivants :

- L'Alouette des champs : l'espèce est susceptible de nicher dans les cultures au sein de l'emprise du projet ;
- **La Cisticole des Joncs : un individu chanteur a été détecté en 2022 à proximité directe de l'emprise du projet. Dans le cadre de la détermination des impacts, cet individu isolé a été assimilé à un couple compte tenu de son attitude. Il ne peut pas être complètement exclu que ce « couple » fréquente les espaces périphériques de son lieu d'identification de façon significative (matrice culturale en bordure ou sur le projet, ni les végétations herbacées hautes existantes en limite de ses parcelles) à des fins strictement alimentaires sur la période de référence de 2022** ;
- La Pie-Grièche écorcheur : l'espèce est nicheuse au sein de la haie située à l'ouest, un trop fort dérangement en période de reproduction est susceptible de provoquer un abandon de la nichée ;
- Insectes : même si aucune espèce patrimoniale n'a été détectée, les populations d'espèces communes, présentes au sein des végétations herbacées, sont susceptibles d'être impactées.

Les autres espèces animales, au vu de leur statut biologique au sein de l'aire d'étude, ne sont pas soumises à un risque significatif de destruction d'individu. Le détail des niveaux impacts bruts est présentée dans le tableau en page suivante.

Destruction d'habitats d'espèces

La destruction des habitats d'espèces survient lorsque les caractéristiques du milieu sont radicalement modifiées au point de le rendre inapte à accueillir les espèces qui y étaient initialement présentes.

L'impact sera ici lié aux zones d'extraction, de stock et de circulation associées. Les habitats d'espèces impactés sont ici les cultures ainsi que les espaces herbacés associés, espaces anthropiques mais qui constituent cependant des habitats fonctionnels pour certaines espèces.

Cet impact est ici temporaire puisque le projet prévoit la restitution des terrains à l'agriculture et que les habitats concernés (cultures, friches herbacées, végétation des fossés) sont susceptibles de retrouver rapidement leurs caractéristiques initiales au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation du gisement. Par ailleurs, dans le cadre du projet, du fait de l'exploitation par phases, les habitats d'espèces ne seront pas tous impactés au même moment. Ainsi, l'impact maximum instantané sera de 3,34 ha pour les cultures (phase 1) et 0,17 ha pour les zones herbacées (en phase 3). Le détail par phase des surfaces d'habitat d'espèces impactés est détaillé ci-dessous. Notons que, du fait de la superposition partielle des emprises des différentes phases (zones d'extraction, de stockage et de circulation comprises), la surface totale impactée peut être inférieure à la somme des surfaces d'habitat impactés par phase. Il s'agit là des impacts bruts, c'est-à-dire avant prise en compte des mesures d'évitement et de réduction.

Habitat d'espèce	Surface impactée en phase 1 (ha)	Surface impactée en phase 2 (ha)	Surface impactée en phase 3 (ha)	Surface totale impactée au cours du fonctionnement de la carrière(ha)
Zones herbacées (friches et végétation des fossés)	0,07	0	0,17	**0,23**
Cultures	3,34	3,07	3,05	**6,68**

Tableau 105 : Détail par phase des surfaces d'habitats d'espèces impactés avant mise en place des mesures

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
Direct et permanent	**Destruction d'individus**	Avifaune nicheuse : Alouette des champs	Fort	1 couple	Modéré
		Avifaune nicheuse : Cisticole des joncs	Modéré	1 couple nichant hors emprise	Faible
		Avifaune nicheuse : Pie-grièche écorcheur	Modéré	1 couple nichant en bordure	Faible
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Individus erratiques	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Individus en transit ou en chasse	Négligeable
		Insectes : toutes espèces	Faible	Populations établies dans les bandes enherbées et végétation des fossés	Faible
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Individus en transit	Négligeable
		Chiroptères	Faible à fort	Individus en transit et en chasse (pas de gîte impacté, très faible risque de destruction d'individus)	Négligeable
Direct et temporaire	**Destruction d'habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs	Fort	Au total 6,90 ha de milieux agricoles (cultures et habitats connexes) ; impact instantané maximal sur 3,34 ha (en phase 1)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Cisticole des joncs	Modéré	Habitat de l'espèce situé en dehors de l'emprise projet	Négligeable
		Avifaune, autres cortèges	Faible à modéré	Habitats non impactés	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Habitats non impactés	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable
		Insectes	Faible	0,23 ha de zones enherbées, lisières et végétation des fossés (principalement pendant la phase 3)	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable
		Chiroptères	Modéré à fort	Zones de chasse et de transit : impactées à la marge uniquement (<0,01 ha) Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs, Cisticole des joncs, Linotte mélodieuse, Petit gravelot	Faible à fort	Habitats en contact : matrice agricole environnante (cultures, marges enherbées)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux bocagers : toutes espèces dont Chardonneret élégant (bosquet au nord-est), Torcol fourmilier, Pie-grièche écorcheur (haie à l'ouest)	Faible à modéré	Habitats en contact indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux anthropique	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux aquatiques	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	Espèces non nicheuses à proximité du projet	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune et salamandre	Faible à modéré	Pas de milieux favorables directement connectés aux emprises projet	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitats en contact indirectement impactés : 607 m de talus, lisières et haies, à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible
		Insectes	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Chiroptères, espèces arboricoles en gites	Faible à modéré	Gîtes potentiels proches : bosquet (espèces potentiellement nicheuses peu sensibles au dérangement car supportant déjà la proximité de la route) Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible
		Chiroptères, autres espèces	Fort	Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières et haies, successivement au cours des différentes phases d'exploitation Pas de gîte impacté	Modéré
Indirect et temporaire	**Dégradation des fonctionnalités écologiques**	Corridors écologiques terrestres	Modéré	Continuité écologique nord-sud au travers des fossés et bandes enherbés	Négligeable
		Corridors écologiques aquatiques	Faible	Continuité écologique nord-sud peu fonctionnelle à travers les fossés et notamment le ruisseau de la Janotte	Négligeable

Tableau 106 : Évaluation des impacts bruts sur la faune

L'Alouette est susceptible de subir un impact significatif sur son habitat. Considérant que :

- L'impact n'est que temporaire,
- pour les milieux agricoles, la surface maximale impactée (3,48 ha en phase 1) est relativement faible au regard des habitats similaires disponibles aux alentours,
- Les habitats impactés sont de faible qualité puisqu'un seul reproducteur a été détecté lors des inventaires sur les 7 ha de culture,
- La qualité de cet habitat est très variable d'année en année au gré de l'assolement et des pratiques agricoles, l'impact brut sur l'Alouette est qualifié de faible.

L'habitat de la Cisticole des joncs, constitué de culture de Soja fortement colonisée par des adventices, situé à l'est, en dehors des terrains intégrés au projet d'extension, n'est pas impacté.

Il est probable que l'espèce y ait trouvé en 2022 un habitat de substitution pour une nichée tardive. Il s'agit cependant ici d'un habitat non pérenne, susceptible de fluctuer au gré des rotations culturales et des aléas agricoles et surtout non représentatif des parcelles du projet très régulièrement planté jusqu'en limite de parcelle.

Le projet n'impacte donc aucun habitat avéré de l'espèce.

L'évaluation des impacts bruts, selon les groupes d'espèces, est détaillée dans le tableau précédent.

Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces

De manière générale le fonctionnement d'une carrière peut induire des effets nouveaux sur le milieu : bruit, vibrations, poussières, lumière. Ces paramètres sont susceptibles de générer une perturbation pour certaines espèces faunistiques (notamment oiseaux, mammifères, reptiles, etc.).

Ces impacts sont indirects et temporaires. Ils sont susceptibles d'affecter toutes les espèces animales fréquentant les emprises projet ainsi que les milieux situés à proximité. Ils ne concernent que la phase de fonctionnement de la carrière et cesseront dès la fin de la remise en état du site.

Dans le cas de l'extension de la carrière de Courdan, les matériaux extraits ne seront pas traités sur place, le seul bruit significatif sera celui, relativement limité, lié aux engins d'extraction et de transport. Par ailleurs les vibrations liées aux engins n'ont qu'une portée limitée à quelques mètres. Les émissions de poussières seront également limitées car les stocks de matériaux seront humides du fait qu'ils sont extraits sous l'eau, et les pistes sont arrosées en cas de forte sécheresse. Enfin, la carrière aura une activité nocturne très limitée (une heure et quart maximum, lors des jours les plus courts de l'année) et l'éclairage artificiel sera limité aux phares des engins et à l'éclairage des installations d'accueil.

Par ailleurs, l'impact sur les milieux proches sera limité du fait que :

- Un merlon de terre séparera la zone d'extraction des phases 1 et 2 du bosquet situé au nord et de la plus grande partie du linéaire de tilleuls bordant le chemin de la route de Mortillet ;
- La zone d'extraction en eau de la phase 3 sera positionnée à l'ouest des zones de stockage de cette même phase ; il n'y aura donc pas, hors travaux préparatoires de décapage, et hors opérations courantes d'entretien de la végétation, de circulation à proximité de la haie située à l'ouest ;
- L'accès au site se fera par le sud, limitant de fait le passage à proximité des zones plus sensibles identifiées à l'ouest (haie), au nord (talus et alignement de tilleuls) et au nord-est (bosquet).

Le niveau impacts bruts, détaillé dans le tableau précédent, est, au regard des éléments présentés ci-dessus, qualifié de négligeable à modéré.

Dégradation des fonctionnalités écologiques

De manière générale, la modification des milieux dans l'emprise et à proximité directe d'un projet peut potentiellement perturber les capacités de déplacement des espèces.

La possibilité de se déplacer est essentielle au bon fonctionnement des populations animales ; l'augmentation de la fragmentation écologique est susceptible de fragiliser les populations locales. Il s'agit d'onc d'un impact indirect sur la faune.

Les deux fossés présents au sein de l'aire d'étude, du fait de la présence d'une végétation herbacée vivace, ont été identifiés comme des supports faiblement fonctionnels de déplacement de la petite faune terrestre. La fonctionnalité pour la faune aquatique a été qualifiée, elle, de négligeable à faible en raison de la présence de nombreux obstacles.

Dans le cadre du projet, les fossés seront impactés successivement en phase 1 (fossé à l'est) puis en phase 3 (fossé à l'ouest correspondant au cours d'eau de la Janotte). Les fossés seront restitués à l'issue de chacune des phases concernées (dès l'année 2 pour le fossé situé à l'est).

On s'attend à ce que la végétation s'y développe rapidement et que la fonctionnalité pour la petite faune terrestre soit pleinement restaurée un à deux ans après la restauration.

Par ailleurs, la haie située à l'ouest, constituant un axe de déplacement fonctionnel, ne sera pas impactée. Ainsi, en tout temps du fonctionnement de la carrière, sera conservée la possibilité de transit nord-sud pour la petite faune. L'impact est donc qualifié de négligeable.

L'impact sur les corridors écologiques aquatiques interviendra en phase 1, lors de la consommation du fossé est, et en phase 3, lors de la consommation du cours d'eau de la Janotte. Cet impact est cependant temporaire puisque le fossé situé à l'est sera consommé pendant la première année d'activité de la carrière puis restauré dès l'année 2, et que le cours d'eau sera restitué à l'issue de la phase 3.

Les deux écoulements ne sont donc pas impactés en même temps, et au moins un des deux linéaires orientés sera maintenu fonctionnel en tout temps du fonctionnement de la carrière. La possibilité de transit nord-sud sera donc maintenue à un niveau de fonctionnalité proche du niveau initial pendant toute la durée du fonctionnement de la carrière pour la petite faune semi-aquatique ou amphibie.

L'impact global est donc qualifié de négligeable.

L'évaluation des impacts bruts sur les continuités écologiques est détaillée dans le tableau précédent.

V.G Impacts des travaux préparatoires

Les travaux préparatoires seront de différentes natures :

- La création de l'entrée de la carrière et des pistes ;
- La mise en place de la clôture périphérique et des panneaux de signalisation et de dangers ;
- La création de la zone d'accueil (bureau, zone de stationnement, …) ;
- Le décapage des terrains et la formation des merlons périphériques.

Les impacts liés au travaux préparatoires ont été traités dans les paragraphes précédents.

VI. ANALYSE DES IMPACTS CUMULES DE LA CARRIERE DE COURDAN AVEC LES AUTRES INSTALLATIONS PERIPHERIQUES RELEVANT DU REGIME DES ICPE EN FONCTIONNEMENT OU SUSCEPTIBLES D'ETRE AUTORISEES A COURT TERME

VI.A Installations périphériques répertoriées

VI.A.I Installations périphériques existantes

L'exploitation de la base de données du Ministère de la Transition Ecologique (MTE) a permis d'identifier méthodiquement les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement existantes à l'échelle du territoire des communes rattachées au rayon d'affichage de 3 kilomètres.

Dans le périmètre du rayon d'affichage, les installations classées identifiées sont les suivantes :

- Un élevage de volaille ;
- Deux carrières de la société MBTP.

Les informations inhérentes à ces différentes installations sont présentées dans le tableau ci-après.

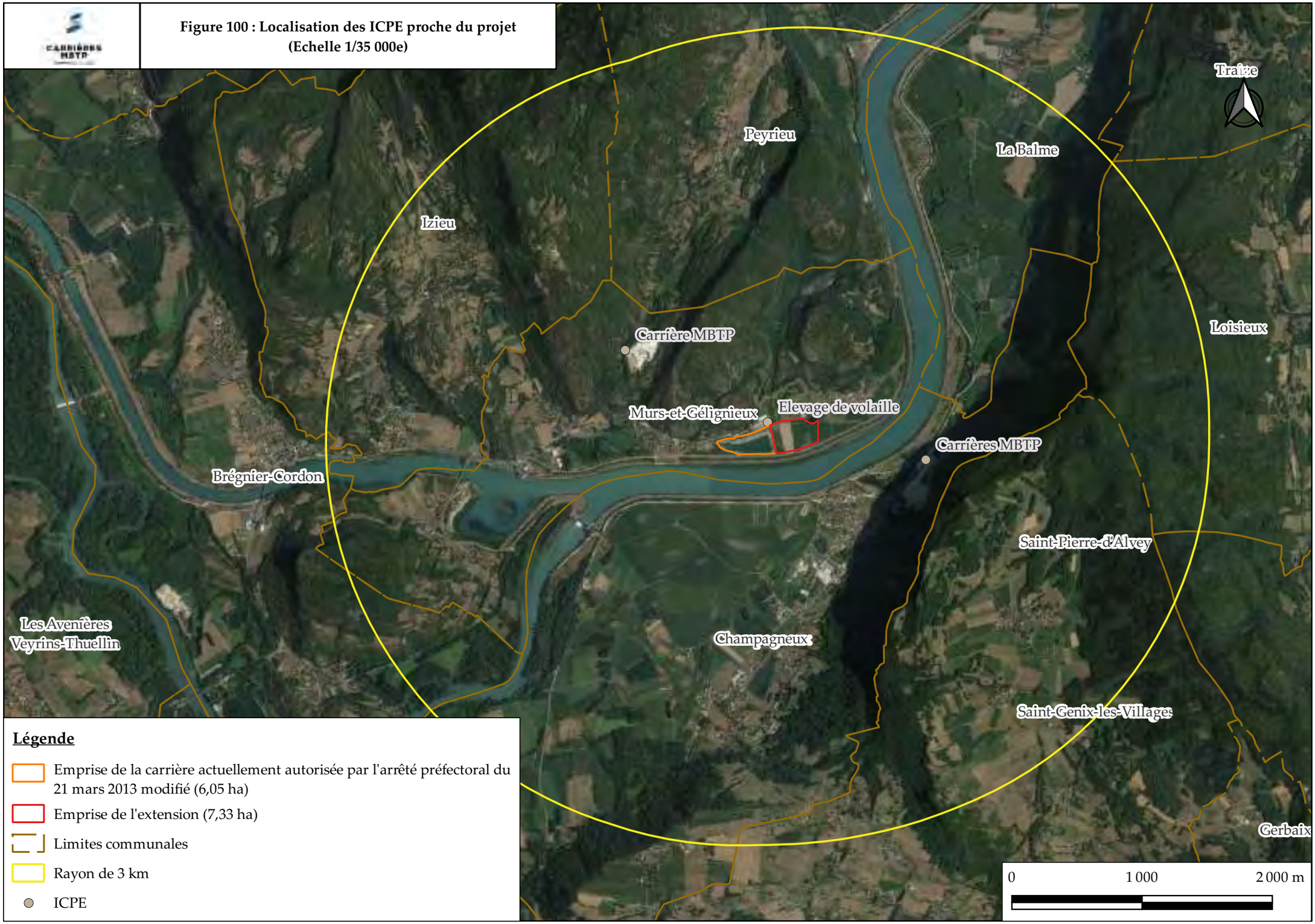
Dans la situation actuelle, l'installation classée la plus proche du projet de carrière correspond à l'élevage de volaille, localisée sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux. Il se trouve à une distance de l'ordre de 30 m au Nord-Ouest du site.

L'ensemble des établissements recensés est localisé sur l'extrait de la vue aérienne présenté en page suivante.

Commune	Nom	Activités exercées	Date d'autorisation	Régime	Rubrique ICPE	Situation par rapport au projet	
						Distance	Direction
Murs-et-Gélignieux	ALAIN MALOD	Établissement d'élevage de volailles	2 mai 2013	A	2111-1	30 m	Nord-Ouest
	CARRIERES MBTP (CARRIERE DE MONGELAZ)	Carrière	30 avril 2010	A A	2510-1 2515-1	1 050 m	Nord-Ouest
Champagneux	CARRIERES MBTP (CARRIERE DE CHAMPAGNEUX)	Carrière	7 janvier 2009	A A	2510-1 2515-1	750 m	Sud-Est

Tableau 107: Identification des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en périphérie du projet, dans le rayon d'affichage des 3 kilomètres. (Source : Base de données du Ministère de la Transition Ecologique (MTE))

Figure 100 : Localisation des ICPE proche du projet (Echelle 1/35 000e)



VI.A.2 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en projet sur le territoire des communes rattachées au rayon d'affichage

Il convient de relever qu'au regard du Code de l'Environnement, les projets connus sont ceux qui ont déjà fait l'objet, a minima, de la rédaction d'un avis de l'autorité environnementale.

Une recherche concomitante menée auprès de la DREAL Auvergne – Rhône-Alpes n'a pas permis de mettre en évidence de nouveaux projets d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sur le territoire des communes rattachées au rayon d'affichage des 3 kilomètres.

VI.B Impacts cumulés sur les installations classées recensées dans le rayon d'affichage et l'environnement de la carrière

L'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement existante la plus proche du projet se trouve localisée à environ 30 m au Nord-Ouest du site.

Pour mémoire, il s'agit de l'élevage de volailles de Alain Malot.

VI.B.1 Impacts cumulés sur les sols

En ce qui concerne le décapage des matériaux de découverte, les impacts se cumulent à tout aménagement nécessitant un terrassement préalable.

Toutefois, ces impacts resteront faibles, maîtrisés et réversibles dans le cadre des opérations de remise en état du site qui prévoient la restitution de zones agricoles et naturelles.

Tout impact cumulé sur les sols est donc à exclure.

VI.B.2 Impacts cumulés sur les eaux souterraines

Les opérations d'extraction proprement dite ne seront à l'origine d'aucun prélèvement d'eau. Le lavage des matériaux, issus de la carrière, sera réalisé sur le site de Brégnier-Cordon, dédié au traitement des matériaux issus de l'ensemble des sites du maîtres d'ouvrage sur lequel les matériaux bruts extraits de la carrière seront directement dirigés.

A noter que cette méthodologie était déjà mise en œuvre lors de de la dernière autorisation. Aucun impact complémentaire n'est donc à redouter.

Aucun impact cumulé d'un point de vue quantitatif n'est donc à prévoir.

D'un point de vue qualitatif, la société MBTP maintiendra en place les dispositifs pour prévenir du risque de pollution.

Aucun impact cumulé d'un point de vue qualitatif n'est donc à prévoir.

VI.B.3 Impacts cumulés sur les eaux superficielles

L'exploitation prévoit la consommation puis la restitution du ruisseau de la Janotte.

Aucun impact cumulé n'est donc à prévoir.

VI.B.4 Impacts cumulés sur la qualité de l'air

Les impacts sur l'air viendront se cumuler avec les différentes activités périphériques en plus des ICPE identifiées dans le rayon d'affichage.

La part de responsabilité de la carrière de Courdan sur l'altération de la qualité de l'air apparait négligeable par rapport aux émissions atmosphériques induites par le trafic routier effectif dans le secteur d'étude.

Il est rappelé ici que plus de 3 300 véhicules par jours transitent sur la RD 992.

VI.B.5 Impacts cumulés sur le paysage

L'élevage de volaille existe actuellement et est intégré dans le paysage local.

Compte tenu des caractéristiques du site (durée, emprise et remblayage), le projet s'intégrera dans le paysage local et aura un impact faible sur ce dernier.

L'impact cumulé paysager apparaît donc très faible.

VI.B.6 Impacts cumulés sur les émissions de poussières

La carrière étant exploitée en eau, les émissions de poussière seront réduites lors de l'exploitation.

Seules les opérations de décapage, le roulage sur le site et le transport des matériaux pourront être à l'origine de l'émission de poussière.

L'élevage de volaille, étant situé dans un bâtiment fermé, les émissions de poussières se limitent au roulage à l'extérieur du site.

Ces activités susceptibles d'émettre des poussières, par temps sec et venté, sont ponctuelles.

L'impact cumulé restera marginal.

VI.B.7 Impacts cumulés sur le milieu naturel

Compte tenu de l'absence d'impact de la carrière sur les zones naturelles, aucun impact cumulé n'est à redouter.

VI.B.8 Impacts cumulés sur l'économie locale

L'extension de la carrière et donc de l'activité de la société MBTP dans le secteur permettra de maintenir 13 emplois ainsi que des emplois indirects.

Concernant l'économie agricole, l'exploitation entrainera la perte momentanée de maximum 3 % des zones agricoles communales

Les opérations de remise en état du site permettront de restituer des terrains à vocation agricole et naturelle au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation.

L'impact cumulé sur l'économie locale peut être qualifiée de marginal.

VI.B.9 Impacts cumulés sur les émissions sonores

Des dépassements des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Règlementée sont constatés.

L'impact cumulé sur le niveau acoustique sera donc modéré.

VI.B.10 Impacts cumulés sur le transport routier

Le remblayage du site entrainera l'augmentation du trafic routier, de l'ordre de 6 camions par jour.

L'accès à la carrière étant localisé au Sud, au niveau de la route RD 992, la poursuite de l'exploitation n'aura pas d'impact sur les routes communales (route de Mortillet).

L'impact cumulé sur le trafic routier apparaît donc très faible.

VI.C Analyse des impacts cumulés avec les autres installations exploitées par le maître d'ouvrage et des projets connus

En plus des deux carrières exploitées dans le secteur par la société Carrières MBTP (Carrière de Champagneux et carrière de Mongelaz), le maitre d'ouvrage dispose d'une plateforme de traitement des matériaux, située sur le territoire de Brégnier-Cordon, à 7,1 km du projet (en prenant la route RD 992).

Cette plateforme accueillera les matériaux bruts issus de l'exploitation.

Les matériaux inertes nécessaire aux travaux de remise en état proviendront également de cette plateforme.

Les paragraphes suivants traitent de l'impact cumulé avec ces trois sites.

VI.C.1 Impacts cumulés sur les sols

Compte tenu de la distance séparant ces trois sites et le projet, aucun impact cumulé n'est à redouter.

VI.C.2 Impacts cumulés sur les eaux souterraines

Ces sites ne se situent pas dans le même aquifère que le projet.

Aucun impact cumulé n'est à redouter

VI.C.3 Impacts cumulés sur les eaux superficielles

La carrière de Champagneux et la plateforme de Brégnier-Cordon, sont situées sur l'autre rive du Rhône.

La carrière de Mongelaz, localisée sur la même commune que le projet, se situe de l'autre côté du massif Mont Gela, sur un bassin versant géographique différent de celui du projet.

Aucun impact cumulé n'est donc à prévoir.

VI.C.4 Impacts cumulés sur la qualité de l'air

Compte tenu de la distance séparant ces trois sites et le projet, aucun impact cumulé n'est à redouter.

VI.C.5 Impacts cumulés sur le paysage et les perceptions visuelles

La topographie du secteur (présence de nombreux massifs), les forêts ainsi que la distance entre les sites ne permettront pas de voir conjointement la plateforme de Brégnier-Cordon et la carrière de Mongelaz et le projet.

La carrière de Champagneux, exploitée à flanc de massif, est visible depuis les terrains intégrés au projet.

Malgré la différence de teinte de couleur entre les matériaux fraichement mis à nu et les matériaux des falaises naturellement en place, la carrière s'inscrit dans la continuité du massif calcaire en place.

Le projet quant à lui aura un impact limité dans le temps. La remise en état est à vocation agricole et naturelle, comme c'est le cas actuellement.

Pendant l'exploitation, l'extraction entrainera la formation d'un plan d'eau. Ces couleurs rappelleront celles du plan d'eau issu de la carrière actuellement autorisé ou encore celles du Rhône.

La carrière s'inscrit donc dans le paysage local.

Aucun impact cumulé sur le paysage n'est donc à prévoir.

VI.C.6 Impacts cumulés sur les émissions de poussière

Compte tenu des conditions d'exploitation du projet d'extension (exploitation en eau) et de la distance séparant les sites (au moins 750 m), aucun impact cumulé sur les émissions de poussière n'est à prévoir.

VI.C.7 Impacts cumulés sur les émissions sonores

Compte tenu des conditions d'exploitation du projet d'extension (exploitation en eau par dragline) et de la distance séparant les sites (au moins 750 m), aucun impact cumulé sur les émissions sonores n'est à prévoir.

VI.C.8 Impacts cumulés sur le milieu naturel

Les milieux des installations exploitées par le maitre d'ouvrage étant très différente des milieux concernés par le projet d'extension de la carrière de Courdan, il n'y a donc pas d'impacts cumulé significatif entre les projets.

VI.C.9 Impacts cumulés sur les zones Natura 2000

Le tableau ci-dessous présente les impacts cumulés liés aux autres sites de la société MBTP.

Carrière	Situation par rapport au projet		Description	Impacts propres au projet	Impacts cumulés
	Distance	Direction			
Murs-et-Gélignieux (Courdan, carrière actuelle)	0 m	Ouest	Carrière de matériaux alluvionnaires dont le premier arrêté d'autorisation a été pris en 2010. L'exploitation de de cette carrière est actuellement à l'arrêt. La carrière fait actuellement l'objet d'une demande d'extension (objet du présent dossier). Les emprises de la carrière initiales ont fait l'objet d'une remise en état achevée au cours de l'automne 2023.	La carrière a été ouverte au sein de zones cultivées. Aucun enjeu en lien avec Natura 2000 n'avait été pointé lors des études écologiques réalises en 2013. La remise en état a restitué un site globalement plus favorable aux espèces (notamment avifaune) qu'il ne l'était avant exploitation. Les milieux remis en état comportent actuellement un plan d'eau, des berges en pente douce végétalisées, cariçaie.	La carrière actuelle n'est plus en exploitation. Les milieux issus de la remise en état constituent des zones refuges potentielles pour la faune. Le seul impact cumulé potentiel concerne la dispersion des espèces exotiques envahissantes. Ce point fait l'objet d'une mesure spécifique (MR4). ➞ Impacts cumulés non significatifs
Murs-et-Gélignieux (Carrière du Mont Gela)	1 050 m	Nord-ouest	Carrière de roches massives de Mongelaz dont le premier arrêté d'autorisation a été pris en 2010, suivi d'un nouvel arrêté pour extension en 2017 et ayant fait l'objet d'une étude d'impact La carrière fait actuellement l'objet d'études écologiques dans le cadre d'une nouvelle demande d'extension.	L'avis de l'autorité environnementale suite à la demande d'extension de 2017 note l'absence d'impact significatif sur la faune et la flore. Les études écologiques en cours dans le cadre d'une nouvelle demande d'extension ont pointé des impacts potentiels du nouveau projet d'extension sur une espèce végétale menacée : la Knautie de Timeroy, sur des pelouses sèches calcicoles et sur des espèces animales forestières et bocagères.	Les milieux concernés (coteaux boisés) sont très différents des milieux concernés par le projet d'extension de la carrière de Courdan, il n'y a donc pas d'impact cumulé significatif entre les deux projets. ➞ Impacts cumulés non significatifs
Champagneux	750 m	Sud-est	Carrière en exploitation depuis 1977, ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de renouvellement en 2009.	Projet n'ayant pas fait l'objet d'une étude d'impacts.	Les milieux concernés (milieux rocheux) sont très différents des milieux concernés par le projet d'extension de la carrière de Courdan, il n'y a donc pas d'impacts cumulé entre les deux projets ➞ Impacts cumulés non significatifs

Tableau 108 : Impact cumulé liés aux autres sites de la société MBTP relativement aux enjeux Natura 2000 (Source : Acer Campestre)

VI.C.10 Impacts cumulés sur l'économie locale

L'extension et donc le maintien d'une activité de carrière sur le territoire permettra de maintenir l'emploi local.

La société MBTP, qui exploite trois carrières dans le secteur d'étude et une plateforme de traitement des matériaux, emploie 13 personnes.

En plus du maintien des emplois, ce maillage de carrière, avec des matériaux de différents type permet d'approvisionner le marché local en granulat et participe au développement du territoire.

VI.C.11 Impacts cumulés sur le trafic routier

Le projet d'extension prévoit le remblayage complet du carreau d'exploitation.

A ce titre, les matériaux inertes proviendront de la plateforme de Brégnier-Cordon.

Le trafic avenir se substituera au trafic autorisé avec pour corollaire l'absence d'impact cumulé sur le trafic routier local.

L'impact cumulé du projet sur le trafic routier sera donc faible.

VII. SYNTHESE DES IMPACTS DU PROJET

Le tableau présenté ci-après synthétise les enjeux, la sensibilité locale et la qualification des impacts au regard du projet de carrière de Courdan par thématiques.

La hiérarchisation des sensibilités sera établie selon la grille de lecture suivante.

Sensibilité
Nulle
Très faible
Faible
Modérée
Forte

		Synthèse de l'état initial	Sensibilité	Impacts
Milieu physique	*Géologie*	➢ Le projet se situe au droit d'alluvions quaternaire. ➢ Aucun risque lié à l'amiante n'a été identifié. ➢ Aucun risque lié au radon n'a été identifié.	Nulle	Nulle
	Pédologie	➢ Le sol correspond à un fluviosol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux. ➢ Deux horizons agronomiques se distinguent : un horizon de surface de 30 cm d'épaisseur et un horizon intermédiaire de 25 cm d'épaisseur. ➢ Aucune pollution n'a été recensée au droit du projet.	Très faible	Faible
	Hydrogéologie	➢ Le projet se situe au sein de l'aquifère des « Alluvions du Rhône de Gorge de la Balme à l'Ile de Miribel ». ➢ Les formations constituant le gisement sont composées d'alluvions, recouverts de couches limono-argileuse. ➢ Dix piézomètres composent le réseau de surveillance. ➢ Les eaux s'écoulent globalement en direction du Rhône ➢ Le captage AEP le plus proche se situe à 580 mètres, au Sud-Est du projet, en amont hydraulique. ➢ Les valeurs mesurées au droit des ouvrages de contrôle respectent les valeurs limites de référence des eaux brutes du Code de la Santé Publique.	Modéré	Faible
	Hydrologie	➢ Le projet d'extension est traversé par le ruisseau de la Janotte. ➢ L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par le Rhône, présent à centaine de mètre, au Sud du projet.	Modérée	Fort
	Occupation du sol	➢ L'occupation du sol se caractérise par la présence de zones agricoles et du ruisseau de la Janotte.	Modéré	Faible
	Qualité de l'air	➢ Le secteur d'étude ne se situe pas dans une zone sensible à la qualité de l'air. ➢ Les données issues du suivi au droit de la station de Chambéry Pasteur indiquent que les seuils réglementaires pour les différents paramètres mesurés sont respectés. ➢ Les polluants liés à la combustion (Nox, ...) sont dus en majorité au trafic routier dense effectifs sur les axes routiers périphériques.	Faible	Fort
Occupation humaine	*Habitat*	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux s'étend sur une emprise de 6,5 km² et comptait 246 habitants au dernier recensement. ➢ Les secteurs d'habitats dispersés s'organisent essentiellement sous forme de hameaux, répartis principalement entre le Rhône et le massif calcaire, autour d'un bourg historique. ➢ L'habitat le plus proche des limites cadastrales du site correspond au lieu-dit de « Tremurs », localisé à environ 50 m de la limite cadastrale Nord - Est du projet.	Modérée	Faible
	Activités économiques	➢ L'activité économique de la commune de Murs-et-Gélignieux se répartit essentiellement autour du commerce, transport et des services divers.	Faible	Positif
	Infrastructures	➢ Le principal axe de communication est la RD 992, localisée en limite de la limite cadastrale Sud du projet. ➢ Le Rhône, qui est navigable dans cette partie, se situe à environ 100 m au Sud du projet. ➢ Aucune ligne électrique ne transite au droit du projet. ➢ Aucune canalisation n'a été recensée au droit du secteur d'étude.	Modérée	Modéré
Cadre de vie	*Niveaux acoustiques*	➢ Des dépassements des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée sont constatés sur la modélisation.	Faible	Modéré
	Poussières	➢ Aucune mesure n'a été réalisée. La société MBTP exploitant une carrière en eau, les émissions de poussières sont limitées.	Faible	Faible
	Vibrations	➢ Le site est dépourvu de vibrations.	Nulle	Nulle
	Risques naturels	➢ Le secteur d'étude est classé en zone de sismicité 4 (moyen). ➢ La commune de Murs-et-Gélignieux est en zone inondable du Rhône. Un arrêté, en date du 9 janvier 2020, prescrit l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) pour la commune de Murs-et-Gélignieux. ➢ La totalité du site est classé en zone d'aléa dit « faible » pour le retrait et le gonflement des argiles. ➢ Aucun glissement de terrains n'a été répertorié sur le territoire du secteur d'étude.	Modéré	Nulle
	Risques technologiques	➢ La commune de Murs-et-Gélignieux n'est soumise à aucun plan des Risques Technologiques	Faible	Nulle
	Patrimoine culture	➢ Les monuments historiques les plus proches (Abri sous roche dit Grotte préhistorique de la Bonne-Femme et la Maison dite des Enfants d'Izieu) se trouvent localisés à une distance d'environ 3 250 m de la limite cadastral Ouest du projet. ➢ Aucun site inscrit ou classé n'a été identifié dans le secteur d'étude. ➢ Le site archéologique le plus proche du proche du projet correspond au château de Murs, localisé à environ 520 m, à l'Ouest du projet	Faible	Nulle
	Biens et matériels	➢ Les biens collectifs, utilisés par les usagers de la commune, telles que la route départementale D 992. ➢ Les biens privés, constitués par les habitations privatives.	Très faible	
	Espaces Boisés Classés	➢ Aucun Espace Boisé Classé (EBC) n'a été identifié au droit du projet	Nulle	Nulle
	Tourisme	➢ Le secteur d'étude possède une faible attractivité touristique. L'attractivité réside dans le port de plaisance de Murs et Gélignieux et du camping situé à côté.	Très faible	Faible

Tableau 109 : Tableau de qualification des impacts du projet

Paysage et perceptions	*Paysage*	➢ Le secteur d'étude se classe dans la famille des paysage agraires. ➢ Le secteur d'étude se situe dans l'unité paysagère « Plaine du Rhône de Brégnier-Cordon/ Les Avenières » (Code 45-R-L)	Faible	Faible
	Perceptions visuelles	➢ La présence du Rhône et de ces merlons de part et d'autre de son lit empêche toute perception du site depuis les points de vue localisé à la même que les terrains intégrés au projet ; ➢ La distance entre les habitats situés sur le versant du massifs et les terrains intégrés au projet ; ➢ Le relief qui empêche toute perception du Rhône et de sa plaine aux habitations localisées sur le massif. ➢ Le site est particulièrement visible depuis les routes encadrant les terrains (route de Mortillet et route D 992). ➢ Le site est également perceptible depuis un seul point de vue remarquable situé sur le territoire de la commune de Saint-Maurice-de-Rotherens. Il s'agit du belvédère des Fils, situé au bord des falaises du massif. ➢ Les habitations localisées au hameau de Tremurs auront peu de perception sur le projet d'extension, compte tenu de la présence du boisement. ➢ Les habitations localisées à Murs, en périphérie de la carrière actuellement autorisée, n'auront pas ou peu de perceptions sur le projet d'extension, compte tenu de la présence d'une haie, entre la carrière actuellement autorisée, et de la présence d'arbres.	Modérée	Modérée
Biodiversité	*Zonage réglementaire*	➢ Le projet d'extension se situe dans la ZNIEFF de type II intitulée « Bas-Bugey » et référencée n°820030677. ➢ La ZICO (Lac et marais du Bourget) intercepte l'aire d'étude. ➢ Le projet d'extension se situe à 50m, au Nord de la zone Natura 2000 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » et référencé FR8212004. ➢ Le projet d'extension se situe en dehors de toute zone naturelle (APPB, zones humides, réserve naturelle, Géoparc…).	Faible	Faible
	Trame verte et bleue	➢ Le projet se situe dans un corridor d'importance régional à préserver.	Modéré	Faible
	Habitats	➢ Champs agricoles, friche agricoles, haies arbustives, boisement.	Faible	Très faible
	Flore	➢ Aucune espèce protégée n'a été recensée.	Faible	Très faible
	Zone humide	➢ Deux zones humides d'une superficie de 0,08 ha et de 0,07 ha ont été recensées.	Faible	Très faible
	Amphibiens	➢ Deux espèces d'amphibiens ont été identifiées dans l'aire d'étude élargie.	Faible	Très faible
	Reptiles	➢ Trois espèces ont été identifiées au droit du projet et une en périphérie.	Faible	Faible
	Insectes	➢ Aucune espèce protégée n'a été identifiée au droit du site.	Faible	Faible
	Mammifères	➢ Plusieurs espèces ont été notées dans la zone d'étude. Il s'agit d'espèces relativement communes. ➢ Une espèce est protégée, le Castor d'Eurasie, et une espèce est menacée, le Lapin de Garenne.	Modéré	Faible
	Crustacés	➢ La zone étudiée n'est pas favorable à la présence d'Écrevisses à pieds blancs.	Faible	Nulle
	Chiroptères	➢ Treize espèces de chauves-souris ont été recensées dans l'aire d'étude.	Modérée à Fort	Faible à modéré
	Avifaune	➢ Présences d'espèces intérêt telles que, l'Alouette des champs, la pie-grièche écorcheur, la cisticole des joncs.	Modérée à Forte	Faible à modéré

Tableau 110 : Tableau de qualification des impacts du projet (suite et fin)

VIII. INTERACTIONS DES EFFETS DU PROJET

Les différents éléments constitutifs de l'étude d'impact ne présentent que peu d'interactions potentielles. Ils apparaissent en effet relativement cloisonnés et les possibilités d'interconnexion apparaissent restreintes.

Les différentes interactions concernent :

- Le milieu physique (Sol, eaux souterraines et superficielles, pédologie, …) ;
- Le milieu naturel (Faune et flore essentiellement) ;
- Le paysage ;
- Le milieu humain.

Le milieu physique

L'exploitation du site engendrera une modification du milieu physique avec pour corolaire un impact potentiel sur :

- L'agriculture : la structure du sol sera modifiée et le projet d'exploitation engendrera la perte momentanée de zones agricoles. Les opérations de remise en état du site permettront restituer les zones agricoles et naturelles.
- La biodiversité : l'occupation du sol sera temporairement modifiée avec pour corolaire une modification des habitats pour la faune et la flore et les habitats présents. La remise en état du site restituera des espaces agricoles et naturels.
- Le paysage : il sera impacté faiblement dans la mesure où les modifications du milieu resteront peu perceptibles et temporaire.
- Le milieu humain : L'intensité de la gêne ressentie reste tributaire de l'activité et de sa perception. Il n'y aura que très peu d'interactions avec ce compartiment.

Le milieu naturel

L'exploitation du site sera à l'origine de la formation temporaire d'un plan d'eau.

La remise en état sera à vocation agricole et naturelle.

Cet écosystème interagira avec son milieu environnant.

Le paysage

Les opérations de remise en état auront une interaction directe sur le paysage local et les perceptions visuelles du site puisque ceux-ci permettront de restituer des terrains agricoles, comme c'est le cas actuellement.

Le milieu humain

Les interactions avec milieu humain concernent essentiellement les zones habitats. Les zones habitées existantes sont très peu impactées par le projet.

IX. DEVELOPPEMENT DE LA SEQUENCE « EVITER, REDUIRE COMPENSER » - ERC

Le développement de la séquence ERC a été réalisée selon la nomenclature des documents suivants :

- Guide d'aide à la définition des mesures ERC – Cerema – Janvier 2018 ;
- Guide technique « Eviter, Réduire, Compenser » - Déclinaison au secteur des carrières – Unicem – 2020.



Tableau 111 : Méthodologie employée dans le cadre de la séquence ERC appliquée au site de Courdan

X. MESURES D'EVITEMENT QUI SERONT MISES EN ŒUVRE AFIN DE SUPPRIMER LES IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

X.A Présentation

Les lignes directrices sur la séquence Eviter/Réduire/Compenser (ERC) définissent la mesure d'évitement comme étant une « *mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait* ».

Différentes mesures d'évitement existent :

- Les mesures dites « par choix d'opportunité » (MEx-O) : prises à l'amont du projet dans le cadre de la conception même du projet ;
- Les mesures dites « géographiques » (MEx-G) : qui permettent d'éviter totalement certains impacts sur l'environnement ou le paysage ;
- Les mesures dites « techniques » (MEx-T) : correspondent à la solution la plus favorable à l'environnement ;
- Les mesures dites « temporelles » (MEx-Tp) : portant sur la période des travaux, ou les horaires.

Les fiches des différentes mesures d'évitement sont disponibles en annexe T-7.

X.B ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet

Type de mesure	**Évitement (géographique)**
Code	**ME1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E1.1c. Redéfinition des caractéristiques du projet** **E2.2d. Mesure d'orientation d'une installation ou d'optimisation de la géométrie du projet** **E2.2e. Limitation (/ adaptation) des emprises du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Réduction et adaptation de l'emprise projet**
Objectifs	Éviter les zones sensibles identifiées au sein des emprises de projet et à proximité
Calendrier	Conception du projet
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	L'intégration des enjeux écologiques dès le début de la phase de conception du projet ont permis d'adapter la géométrie des zones d'extraction, de stockage, de circulation, le positionnement de l'entrée du site et de la zone d'accueil afin de réduire l'impact global sur le milieu naturel. À l'échelle de la zone d'extension, le plan proposé permet ainsi de réduire les surfaces d'impact direct sur certaines des zones identifiées comme représentant un enjeu écologique. Les adaptations suivantes ont ainsi été faites : - application d'un délaissé supplémentaire de 10 m en limite nord ; cette disposition a été prise pour des raisons techniques (hauteur de gisement, besoin d'espace de stockage de matériaux de découverte) et car elle permet d'éloigner les zones d'extraction du linéaire arboré, du bosquet, et de créer dès la phase 1 une zone favorable à la faune en amont de la Janotte ; - évitement géographique des deux zones humides identifiés au sud-ouest. Pour une surface de demande d'autorisation de 7,33 ha, la surface d'extraction possible correspondait à 6,42 ha (en tenant compte de délaissés règlementaires de 10 m). À la suite de l'application de cette mesure, la surface d'extraction a été réduite à 5,59 ha, correspondant à une surface totale utilisée (zone d'extraction, pistes et zones de stockage) de 6,38 ha. La perte de gisement qui résulte de l'évitement de l'impact sur les deux zones humides est estimée à 70 000 t.
Modalité de suivi	-
Coût	Intégré au projet

Tableau 112 : Contenu de la mesure ME1 (source Acer Campestre - 2024)



Figure 101 : Mesure d'évitement ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet

XI. MESURES DE REDUCTION COMPLEMENTAIRES AFIN DE LIMITER LES IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

XI.A Présentation

Les lignes directrices sur la séquence ERC définissent la mesure de réduction comme étant une « *mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation* ».

Comme pour les mesures d'évitement, il faut différencier les mesures de la manière suivante :

- Les mesures dites « géographiques » (MRx-G) : qui permettent de réduire totalement certains impacts sur l'environnement ou le paysage ;
- Les mesures dites « techniques » (MRx-T) : correspond à la solution technique permettant de limiter l'atteinte à l'environnement ;
- Les mesures dites « temporelles » (MRx-Tp) : portant sur la période des travaux, ou les horaires.

Il s'agit de mesures de réduction de la durée, de l'intensité ou de l'étendue de l'impact. Elles doivent être mises en œuvre sur le site ou en périphérie immédiate, au démarrage de la phase de travaux ou de la phase d'exploitation.

Les fiches des différentes mesures de réduction sont disponibles en annexe T-8.

XI.B MR1-T : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E4.2a Adaptation des périodes d'exploitation / d'activité /d'entretien sur l'année** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Adaptation des périodes d'exploitation**
Objectifs	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, reptiles, mammifères
Mise en œuvre	L'exploitation du site sera saisonnière. Les périodes d'exploitation de la gravière seront limitées dans le temps et le site sera mis en sommeil pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu identifiées sur le site et à proximité. Ces dispositions permettront de limiter très fortement l'activité sur le site pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu. Les premiers travaux préparatoires (traitement des végétations, décapages) seront réalisés, pour chaque nouvelle phase à partir du 15 septembre. Les créations de pistes et plateformes, puis l'extraction, l'évacuation des matériaux bruts, l'amenée des matériaux inertes et les travaux de remblaiement seront lancés en parallèle et se poursuivront, au plus tard jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les remblaiements avec des matériaux inertes seront menés à l'avancée des opérations d'extraction. Les opérations de remise en état (régalage des terres, recréations de fossés, semis éventuels) seront menées en parallèle, à l'avancée des opérations de remblaiement. L'activité sur le site sera donc très réduite à partir du 1er avril (passage occasionnel de véhicules léger pour maintenance et suivi, activités agricoles habituelles sur les parcelles cultivées) ; les espèces animales pourront donc accomplir leur reproduction dans le site et à proximité. Le dérangement pour les oiseaux n'interviendra qu'à des phases de faible sensibilité (période internuptiale, premières semaines de cantonnement pour l'Alouette des champs). les 17 derniers jours de chaque période d'exploitation, soit du 15 au 31 mars, seront consacrés à l'exploitation et l'évacuation du gisement, au remblaiement et à la remise en état ; aucun nouveau décapage ne sera réalisé pendant cette période, évitant ainsi toute destruction d'habitat de l'Alouette des champs pendant le début de sa période de reproduction. Cette mesure est complémentaire de la mesure, qui vise à recréer des zones attractives pour la faune au sein des marges d'exploitation (bande des 10 m, talus végétalisés).
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

Tableau 113 : Contenu de la mesure MR1 (source Acer Campestre - 2024)

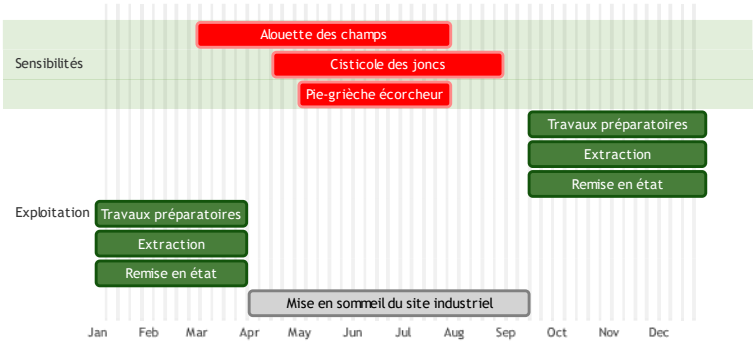


Tableau 114 : Adaptation des périodes d'exploitation au regard des période de sensibilité des principales espèces à enjeu

XI.C MR2-T : Mise en défens des secteurs sensibles

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR2**
Classification Guide ERC du CGDD	**R1.1c – Réduction géographique en phase travaux** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Mise en défens des secteurs sensibles**
Objectifs	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Afin de prévenir tout dégât accidentel sur des milieux naturels conservés à proximité des emprises d'exploitation, ainsi que sur les milieux faisant l'objet d'une mesure d'accompagnement (mare, gites reptiles), une mise en défens sera réalisée à l'aide de grillages avertisseurs, chainette bicolore ou tout autre dispositif suffisamment visible et durable. La mise en défens sera mise en œuvre dès le démarrage des phases d'exploitation concernées, en amont des travaux préparatoires. Un panneautage pourra accompagner ce dispositif afin de mieux sensibiliser le personnel de la carrière. Cette mesure sera maintenue en place durant toute la durée de l'exploitation, et éventuellement déplacée ou adaptée pour chaque nouvelle phase d'exploitation.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	1 € par ml soit environ 400 €

Tableau 115: Contenu de la mesure MR1 (source Acer Campestre - 2024)


Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles
Emprise demande d'autorisation
Zone d'extraction possible réglementairement
Zone d'extraction réduite
Emprise de stockage et circulation uniquement (pas d'extraction)
Zones humides
Mises en défens (MR2)
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens
Muret
Mare
30 0 30 60 m
Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93
N

XI.D MR3-T : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR3**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière**
Objectifs	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, les reptiles, mammifères
Mise en œuvre	Les inventaires écologiques ont mis en évidence la présence, à proximité et au sein de la zone d'extension, d'espèces animales inféodées aux paysages agricoles ouverts et fréquentant les zones herbacées hautes pour leurs déplacements ou leur alimentation. Ces espèces appartiennent majoritairement à la petite et moyenne faune (mammifères, reptiles, insectes). Afin de maintenir et augmenter la possibilité pour ces espèces d'accomplir leurs fonctions biologiques pendant la durée de fonctionnement de la carrière, des zones d'habitat herbacé favorable seront conservées ou créés au sein du périmètre d'extension. Ces habitats seront créés et renforcés par le maintien de zones de friche et jachère au droit des zones non exploitées (notamment bande des 10 m) ainsi que des stocks de terre végétale. Parmi les stocks de terre, on distingue : ➢ Les stocks mis en place dès le début de la première phase d'exploitation (0,47 ha) qui resteront en place jusqu'au derniers travaux de remise en état ; ➢ Les stocks de terre mis en place plus provisoirement, sur la zone technique (à proximité de la fouille) et qui seront remobilisés au fil de l'avancée de l'exploitation et des remises en état à l'avancement. Les stocks de terre, qu'ils soient mis en place à court terme ou à long terme feront l'objet d'une végétalisation systématique. Ils ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période de faible sensibilité pour les espèces animales. Avant le démantèlement en fin d'exploitation des merlons constitués en bordure de site lors du démarrage de l'activité (merlons supports de zones herbacées), une mesure de création d'un « habitat relai » sera mise en œuvre sur des terrains finis d'être réaménagés (Cf. Mesure MR9), assurant ainsi une continuité du maintien des habitats favorables à la faune jusqu'à la fermeture du site Par ailleurs, toute surface qui ne serait pas mise en culture, avant exploitation ou après remblaiement, sera rapidement végétalisée avec un mélange grainier de type engrais vert ou jachère. Les émissions de poussières susceptibles de dégrader ces habitats et les autres habitats conservés à proximité de la carrière seront très limitées car les stocks de matériaux seront humides du fait qu'ils sont extraits sous l'eau et pendant des saisons humides uniquement (automne et hiver). Les pistes seront arrosées en cas de forte sécheresse au moyen d'une citerne avec rampe de distribution (cette disposition fait l'objet d'une mesure dédiée dans l'étude d'impact).

	Ainsi, ces espaces herbacés diversifiés, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (Mesure de réduction MR1).constitueront des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Ils pourront, en particulier, profiter à l'Alouette des champs et à la Cisticole des Joncs et tout le cortège des oiseaux bocagers en tant que zones de repos et d'alimentation. Mélanges graniers utilisables : - Jachère vivace : Liste d'espèces guide : Achillea millefolium, Anthyllis vulneraria, Arrhenatherum elatius, Centaurea jacea, Dipsacus fullonum, Leucanthemum vulgare, Lotus corniculatus, Cichorium intybus, Daucus carota, Plantago lanceolata, Poa pratensis, Ranunculus acris, Salvia pratensis, Schedonorus arundinaceus, Schedonorus pratensis, Vicia sativa ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent. - Engrais vert : Liste d'espèces guide : Trifolium repens, Trifolium pratense, Trifolium incarnatum, Medicago sativa, Sinapis alba, Secale cereale ; Diversité : 1 à 4 espèces ; Densité de semis : 30 kg/ha ; Période de semis ; toute l'année hors période de gel et de forte sècheresse. Les modalités de gestion de ces habitats sont les suivantes : - Pour les zones où une végétation herbacée existe : entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinées à rester en herbe pendant plus d'un an (nouveaux stocks de terre, zones décapées non exploitées) : semis un mélange grainier de type jachère fleurie vivace ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinés à rester en herbe pendant moins d'un an (stocks temporaires, zones remises en état non encore cultivées) : semis d'un mélange de type engrais vert ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; Ces modalités de gestion ne sont pas applicables en bord de route de part et d'autre de l'accès poids lourds au sud où la végétation devra être maintenue basse pour assurer une bonne visibilité.
Modalité de suivi	MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 750€ Engrais vert : environ 4 000 m² au total sur les différentes phases d'exploitation, à 0,05 €/m² soit 200 € Broyage bisannuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 4 000 €

Tableau 116 : Contenu de la mesure MR3 (source Acer Campestre - 2024)

Un courrier de sensibilisation des mesures agro-environnementales a été signée par les exploitants agricoles concernés.

Ces courriers sont disponibles en annexe N-6.

XI.A MR4-T : Création de bandes favorables à l'alouette des champs

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR4**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création de bandes favorables à l'Alouette des champs**
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. La surface d'habitats agricoles disponibles n'est pas ici le facteur limitant pour l'espèce. C'est en revanche la disponibilité en habitats adaptés pour la réalisation du cycle de vie de l'espèce qui limite les potentialités d'accueil de l'Alouette des champs. Cette mesure vise à sécuriser les capacités d'accueil de l'Alouette en fournissant des milieux ouverts et des végétations pérennes exemptes de perturbation anthropique, en complément des milieux agricoles conservés ou remis en état à proximité. Cette mesure s'inspire de procédés ayant fait preuve de leur efficacité (Jansson, Mattis, 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology ; Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis, disponible sur https://cdi.eau-rhinmeuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf ; Guide Céréaliers et biiodiversité, OFB, 2020, disponible sur https://professionnels.ofb.fr/sites/default/files/pdf/documentation/2020_AGPB_CerealiersBiodiversite.pdf). Ainsi, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, les dispositions suivantes seront mises en œuvre : - Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs sur une surface minimale jugée acceptable pour la population initialement recensée. - En complément, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

	Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3 (voir localisation p. 118 et 119). Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessus afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Cette mesure a été validée, par lettre contresignée (voir annexe) par les agriculteurs exploitant les terrains, lesquels s'engagent à maintenir, en plus des rotations de culture actuellement pratiquées intégrant des cultures d'hiver propices à l'espèce, ces nouvelles modalités de culture et d'entretien dont la localisation évoluera pour suivre l'avancée de l'exploitation extractive. Modalités d'implantation de la culture fourragère pérenne : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (pistes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Cette mesure, bien qu'occupant une faible surface, permettra de sécuriser la présence de l'espèce sur le site. En combinaison avec le maintien en tout temps d'au moins 3,72 ha d'espaces agricoles au sein de l'aire d'étude, cette mesure sera suffisante pour maintenir, à minima, le niveau de population initialement présent sur le site, répondant ainsi à l'impératif d'absence de perte nette de biodiversité.
Modalité de suivi	MS1 : suivi des mesures
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

Tableau 117 : Contenu de la mesure MR4 (source Acer Campestre - 2024)

Une convention de gestion a été ratifiée entre l'exploitant et les propriétaires des terrains concernés afin de maintenir un habitat favorable aux espèces rencontrées sur et à proximité du site.

Cette convention est disponible en annexe N-6.

XI.B MR5-T : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR5**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1h. Clôture et dispositif de franchissement provisoires adaptés aux espèces animales cibles** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement**
Objectifs	Maintenir la perméabilité écologique
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Faune tous groupes
Mise en œuvre	Les clôtures installées autour de la carrière en phase exploitation seront transparentes et permettront le passage de la faune. Elles seront constituées par exemple de clôture herbagère à trois ou quatre fils, aisément franchissable par la petite et moyenne faune.  *Clôture trois fils*
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

Tableau 118 : Contenu de la mesure MR5 (source Acer Campestre - 2024)

XI.C MR6-T : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR6**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1f – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes**
Objectifs	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes
Calendrier	Phase de fonctionnement, phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	La réalisation d'importants mouvements de terre, l'apport et l'export de matériaux, la circulation d'engins, constituent autant de facteur qui sont susceptible de disperser des espèces envahissantes et de créer de conditions favorables à leur développement. Des mesures spécifiques seront mises en œuvre afin d'éradiquer les foyers existants et de limiter le risque de dispersion. Le plan de lutte contre les espèces végétales envahissantes comprend les dispositions suivantes : - Sensibilisation des équipes à la problématique des espèces envahissantes ; - Balisage puis traitement des foyers d'espèces invasives présents au sein de l'emprise d'extension (espèces aux enjeux modéré à fort) en amont des opérations de terrassement ; - Contrôle systématique de la propreté des engins à l'arrivée et au départ de la carrière ; - Végétalisation systématique des terres mises à nu ; - Suivi régulier par un écologue tout au long de l'exploitation, notamment des zones de stockage et lors des phases de décapage ; - Suivi pendant trois années suivant la remise en état du site et mise en œuvre d'éventuelles mesures de gestion (à adapter selon les espèces). Les espèces envahissantes dont des foyers ont été identifiés lors du diagnostic écologique au sin des emprises projet et à proximité seront traitées selon les modalités suivantes : - Ambroisie à feuilles d'Armoise : fauche avant montée à graines ; - Buddleja du père David : arrachage avant montée à graine ; - Solidage glabre : fauche avant montée à graines, décaissage des terres contaminées et positionnement en fond de fouille, sous m de 1 m de remblai minimum. Le chef de carrière sera désigné référent espèces exotiques envahissantes et aura la charge de faire procéder à l'application de ce plan de lutte. Il sera appuyé par l'écologue référent qui réalisera une mise à jour régulière de la cartographie des espèces exotiques envahissantes sur le site
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Suivi intégré au suivi écologique de l'exploitation. Forfait de trois interventions d'arrachage des foyers espèces envahissantes après remise en état : 1 800 €

Tableau 119 : Contenu de la mesure MR6 (source Acer Campestre - 2024)

XI.D MR7-T : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR7**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1i - Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins**
Objectifs	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Amphibiens
Mise en œuvre	Lors du fonctionnement de la carrière, la stabilisation des pistes permettra de limiter la création d'ornières par les engins. En effet, les ornières en eau pourraient être colonisées par des amphibiens susceptibles d'être écrasés par la circulation des engins (Crapaud calamite notamment, espèce non observée sur le site ou à proximité mais capable de coloniser de nouveaux sites favorables parfois éloignés de ses foyers de présence initiaux). La surveillance de l'apparition d'ornières en eau sera renforcée entre mi-février et mars, période d'activité des amphibiens. Cette mesure ne concerne pas les zones d'exploitation en eau, qui seront peu attractives pour les amphibiens du fait de l'activité régulière des engins d'extraction.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

Tableau 120 : Contenu de la mesure MR7 (source Acer Campestre - 2024)

XI.E MR8-T : Re-végétalisation après remise en état

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR8**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q – Dispositif de repli du chantier** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Re-végétalisation après remise en état**
Objectifs	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation
Calendrier	Phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Dans le cadre de la remise en état du site, les zones ayant fait l'objet d'une extraction puis d'un remblaiement par des matériaux inertes seront restituées à leur état d'origine après exploitation. Les divers aménagements seront déconstruits puis les terres végétales seront régalées avant restitution à l'agriculture. Les stocks de terre végétale ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période d'activité du site (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation), correspondant à la période de faible sensibilité pour les espèces animales. Les dispositions suivantes seront prises afin d'accélérer la renaturation du site et améliorer la qualité des milieux restitués. Pour toutes les zones où une mise en culture n'est pas prévue immédiatement, un semis de couvert végétal sera réalisé avec un mélange grainier de type engrais vert (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière). Pour toutes les zones non destinées à une mise en culture (bandes enherbées, zones écologiques), un semis de type prairial sera réalisé. Certaines zones feront en outre l'objet de mesures de remise en état et de gestion complémentaires destinées à améliorer la qualité écologique (voir MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte et MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs). Mélanges graniers utilisables : • Secteurs non humides : mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) ; • Secteurs humides (fossés) : Liste d'espèces guide : Agrostis capillaris, Anthoxanthum odoratum, Carex acutiformis, Chaerophyllum hirsutum, Epilobium hirsutum, Filipendula ulmaria, Holcus lanatus, Lathyrus pratensis, Lotus pedunculatus, Lychnis flos-cuculi, Lysimachia vulgaris, Lythrum salicaria, Phalaris arundinacea, Phleum pratense, Ranunculus acris, Sanguisorba officinalis, Trifolium repens, Valeriana officinalis, Vicia cracca ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Cout	Semis : 3 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 500 €

Tableau 121 : Contenu de la mesure MR8 (source Acer Campestre - 2024)

XI.A MR9-T : Mesure de réduction relative à la reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs.

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR9**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création d'habitats favorables à la Cisticole des joncs**
Objectifs	Maintenir et renforcer conditions d'accueil de la Cisticole des joncs pendant la durée d'exploitation et au-delà
Calendrier	Phase 3.1
Espèces cibles	Cisticole des joncs
Mise en œuvre	La Cisticole des joncs a été contactée en aout 2022 au sein d'une parcelle agricole salie par des adventices à proximité du projet. Il est probable que l'espèce a trouvé là un habitat de report pour une nichée tardive. Il s'agit cependant là d'un habitat non pérenne, susceptible de fluctuer au gré des rotations culturales et des aléas agricoles. Les mesures de maintien des habitats pour la faune au sein des emprises d'extension (voir MR3) seront favorables à la Cisticole pendant toute la durée d'activité de la carrière, du fait de l'augmentation des surfaces d'habitat disponibles (stocks de terre végétalisés). Cette surface d'habitats disponibles pour l'espèce réduira lorsqu'il y aura nécessité en dernière phase d'exploitation de démanteler les merlons de terres végétales (à la place desquels il sera, à l'issue des travaux de réaménagement, remis des cultures). Afin de sécuriser les capacités d'accueil de la Cisticole des joncs sur le site après la remise en état, un habitat favorable sera maintenu sur une surface d'environ 5 000 m², surface située de part et d'autre de la Janotte. Cette surface sera ensemencée d'un mélange grainier spécifique et entretenue selon des pratiques favorables à l'espèce. Cette mesure s'inscrit au droit de terrain correspondant actuellement à : - une bande tampon règlementaire (BCAE) respectée en rive gauche de la Janotte et faisant aujourd'hui l'objet d'une fauche précoce et régulière qui la rend peu favorable à la Cisticole ; - des terrains cultivés, soumis à la rotation des cultures. L'implantation d'un couvert comportant une forte part de graminées et dicotylédones de grande taille (Fétuque faux-roseau, Centaurée Jacée…), associé à une fauche très tardive, permettra d'orienter la végétation vers une friche herbacée haute particulièrement favorable à la Cisticole des joncs. Ces espaces, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (voir Mesure MR1) constitueront ainsi des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Cette mesure sera mitoyenne et fonctionnera en synergie avec les mesures MA2 et, formant ainsi un ensemble d'une surface totale d'environ 5 500 m². surface largement suffisante pour constituer une zone de refuge et de nidification pour au moins un couple de Cisticoles. Cette mesure contribue en outre à renforcer la connectivité nord-sud pour la petite et la moyenne faune. Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons, soit au cours de la phase 3.2, et sera maintenue pendant 10 ans après la fin d'exploitation de la carrière.

	Mise en œuvre Semis mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitatsfavorables à la faune au sein de la carrière) pendant l'automne suivant la remise en état des terrains. **Suivi et entretien** Fauche annuelle au mois d'octobre avec export ou broyage sur place de la végétation. Hauteur de coupe réglée à 14 cm minimum. Une convention de gestion a été établie avec les exploitants agricoles pour garantir le maintien de ce mode d'entretien pendant une durée minimale 10 ans après la fin d'activité de la carrière (voir annexes).
Suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Semis jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre), avec éventualité d'une replantation intermédiaire, soit 1 500 € Fauche annuelle pendant 12 ans : 500€/passage soit 6 000 €

Tableau 122 : Contenu de la mesure MR9 (source Acer Campestre - 2024)

Les convention d'engagement sont présentées en annexe N-7.


Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs
Aire d'étude rapprochée
Cultures
Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
MR9 : Création d'un habitat favorable à la Cisticole sur 5 000 m²
Mesures connexes :
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens
Muret
Mare
MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte
30 0 30 60 m
Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

XI.B MR10-T : Mesure de réduction relative à la gestion des eaux durant la phase d'exploitation.

L'analyse de l'état actuel et des effets potentiels de la carrière permet d'indiquer que les impacts consécutifs à l'exploitation concerneront essentiellement les eaux souterraines.

Ces mesures intéressent les divers stades de l'exploitation et comprennent :

- La conduite d'exploitation ;
- Une prévention des pollutions accidentelles. ;
- La gestion des eaux des sanitaires.

XI.B.1 La conduite d'exploitation

L'exploitation de la carrière est menée par une dragline. Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé dans le plan d'eau.

XI.B.2 Prévention des pollutions accidentelles

Dans le cadre de la prévention des pollutions accidentelles, il est prévu :

- Un entretien régulier des divers engins de chantier, en dehors de l'emprise de la carrière dans les ateliers prévus à cet effet ou chez des concessionnaires ;
- Le stationnement et l'entretien quotidien des engins de chantiers seront réalisés sur une dalle béton étanche, équipée de déshuileurs.
- L'interdiction de toute décharge incontrôlée par la présence d'une clôture, de portails de fermeture et de panneaux d'interdiction ;
- Le ravitaillement des engins à moteur thermique s'effectuera uniquement en fonction des besoins à l'extérieur de la zone de chantier, par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible ;
- Le stockage sur rétention de lubrifiant neufs, indispensables à la réalisation de l'entretien régulier des engins de chantier sera réalisé au niveau des ateliers en dehors de la carrière. Les cartouches usagées seront éliminées du site sous un délai rapide, par une filière agréée ;
- Des feuilles absorbantes spécifiques seront à la disposition des chauffeurs de chaque véhicule afin de traiter toutes pollutions légères éventuelles par hydrocarbures.

Ces mesures déjà en place seront maintenues dans le cadre de l'extension.

XI.B.3 La gestion des eaux sanitaires

Des toilettes sèches seront installées sur le site.

Les déchets seront stockés puis évacués par une société spécialisée.

XI.C MR11-T : Mesure de réduction relative à la préservation des sols

Cette mesure intervient dans le cadre de la restitution qualitative de parcelles agricoles. Le but du réaménagement à vocation agricole est avant tout de restituer un sol apte à produire, moyennant des pratiques culturales normales, des rendements satisfaisants.

Les opérations de remblayage finalisées, la société MBTP mettra en place un protocole spécifique afin de restituer un sol le plus propice possible à la mise en culture. Les différentes étapes clés suivantes seront respectées :

- Scarification du toit des remblais, sur une épaisseur de l'ordre de 0,5 m ;
- Dépotage des stériles de découverte sur les remblais scarifiés ;
- Mise en place au bull (Pas de circulation des dumpers sur la zone scarifiée) ;
- Scarification du toit des stériles (50 cm) ;
- Dépotage des terres végétales sur les stériles scarifiés. Mise en place au bull. Pas de circulation des dumpers sur la zone scarifiée ;
- Scarification du toit de la terre végétale (10 cm) ;
- Poursuite du réaménagement sur une bande de 20 mètres de large.

La terre végétale est un ensemble complexe, fragile, indispensable au parfait achèvement du chantier de remblayage.

À la suite de la restitution de parcelles agricoles réhabilitées avec le plus grand soin de la part du maître d'ouvrage, le terrain reste des plus sensibles aux dégradations de structure. Cette sensibilité est liée à :

- La destruction de l'organisation des particules ;
- La diminution de l'activité biologique qui participe activement à cette organisation des particules ;
- La baisse de la teneur en matière organique qui alimente l'activité biologique.

La structure conserve une certaine souplesse, car les particules sont tenues éloignées les unes des autres, par la force de l'eau mais aucun squelette n'est présent.

Toute action pouvant tasser le sol entraînera donc des conséquences très importantes. Les interventions, même avec des engins agricoles doivent donc être bien réfléchies.

L'objectif pour pérenniser une structure de qualité est de réinstaller une vie biologique dans ces sols le plus rapidement possible, et notamment une trame racinaire dense et profonde.

Pendant une période donnée, il est nécessaire de donner la priorité à la restauration d'une structure stable plutôt qu'à la production qui nécessite forcément des interventions dont les critères de choix sont plus liés à l'état de la culture qu'aux conditions de sol (lutte phytosanitaire, récolte...). Cette période doit progressivement évoluer vers la production pour tirer le profit normal attendu de la parcelle.

Il est donc conseillé pendant au moins 2 ans de choisir des espèces végétales dont le seul but sera de restructurer le sol par rapport à plusieurs de leurs propriétés :

- Un système racinaire pouvant avoir différentes caractéristiques : puissamment perforant pour pénétrer dans des matériaux peu propices, résistant à une faible aération du sol, avec un fort pouvoir de colonisation (comme le blé) pour avoir une action répartie dans tout le volume de sol ;
- Une production importante de matière organique qui une fois enfouie dynamisera la vie biologique ou fournira de l'humus pour stabiliser la structure ;
- Une action particulièrement favorable sur la vie biologique du sol comme avec les légumineuses (fabacées) alors que les crucifères (Brassicacées) ont un effet plutôt dépréciateur ;
- Une installation et un développement rapide pour éviter l'installation d'adventices.

Le couvert végétal le plus intéressant sera donc un mélange dont la composition doit être adapté aux conditions pédoclimatiques, mais de multiples combinaisons peuvent être réalisées.

Le couvert végétal ne devrait pas être récolté, la récolte étant une intervention avec des engins forcément lourds, traumatisante pour la structure et réalisée à une période pas toujours adaptée en termes d'humidité du sol.

Il devra être laissé en place pour pratiquer un semis sous-couvert vivant ou mort ou éventuellement broyé et enfoui proche de la surface du sol (déchaumeur) et une nouvelle culture ressemée le plus rapidement possible.

Un suivi de 5 années des terrains agricoles restitués sera assuré.

D'un point de vue pratique, ce suivi prendra la forme d'une étude agro-pédologique, réalisée par une structure indépendante et compétente, en concertation avec les agriculteurs locaux.

Cette étude déterminera s'il est nécessaire ou non de procéder à l'amendement organique des sols et le cas échéant définira le type et les quantités pour chaque parcelle resituée à l'agriculture.

Cette mesure sera mise en œuvre dès la restitution des premières zones agricoles et se poursuivra jusqu'à la fin des travaux de remise en état.

XI.D MR12-T : Mesure de réduction relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Il a été démontré dans les chapitres précédents que les émissions des gaz à effet de serre seront limitées par les opérations de remise en état, avec la restitution de l'intégralité des terrains agricoles.

Des données de l'INRA présentent une approche complète des différentes strates :

- Le captage de CO_2 par photosynthèse est évalué pour chaque ha à 13 t/an.
- Le CO_2 stocké est évalué à 15 t/ha pour la strate herbacée (valeur moyenne des valeurs indiquées par l'INRA) ;
- Le CO_2 stocké est évalué à 236 t/ha pour la strate arborée (valeur moyenne des valeurs indiquées par l'INRA).

Le tableau ci-dessous précise les niveaux de réduction des émissions des gaz à effet de serre en fonction de la remise en état par phase quinquennale.

Phases	Type de remise en état	Emprise remise en état	Captage de CO2 par photosynthèse	Stockage strate herbacée
Phase 1 (2025 – 2029)	Agricole	4 500 m²	5,8 tCO_2	6,8 tCO_2
Phase 2 (2030 – 2034)	Agricole	18 300 m²	23,8 tCO_2	27,5 tCO_2
Phase 3 (2035 – 2039)	Agricole	12 200 m²	15,9 tCO_2	18,3 tCO_2
	Total	**35 000 m²**	**45,5 tCO_2**	**52,6 tCO_2**

Tableau 123 : Estimation de la réduction des émissions de gaz à effet de serre par les travaux de remise en état

Ainsi, les opérations de remise en état conduiront à la limitation des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 98,1 tonnes de Co_2 sur la totalité de la durée d'exploitation.

Au total, les opérations de remise en état permettront de limiter l'impact du projet sur le bilan carbone, puisqu'il est rappelé que les émissions induites par le projet était estimée à 1 453,8 tonnes de CO_2.

Le bilan des émissions de gaz à effet serait donc excédentaire de 1 355,7 tonnes de CO_2.

Par ailleurs, d'autres mesures seront mises en œuvre sur le site de Courdan afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre, et notamment :

- La limitation au strict nécessaire des travaux et de décapage des zones agricoles pour réduire le déstockage du carbone ;
- L'optimisation des distances de transport grâce à la réutilisation de matériaux stériles sans stockage préalable dans la mesure du possible et éviter ainsi les reprises ultérieures de stock ;
- L'utilisation d'engins récents moins émetteurs ;
- La limitation de la vitesse au sein du site ;
- La formation régulière et la sensibilisation des chauffeurs ;
- La réalisation de la remise en état de manière coordonnée aux travaux d'extraction sur toute la totalité de l'autorisation ;
- Sensibiliser les collaborateurs aux écogestes.

XI.E MR13-T : Mesure de réduction relative aux commodités sur le voisinage

XI.E.I Mesures relatives au bruit

XI.E.I.a Incidence de la mise en œuvre de la mesure MR1

Afin de permettre une meilleure insertion du projet dans le tissu social et son environnement naturel, Carrières MBTP a fait le choix très en amont d'étudier la faisabilité d'une exploitation saisonnière.

Les rares enjeux écologiques mis en évidence ainsi que les engagements pris du pétitionnaire auprès de la commune, des riverains, en concertation amont, l'ont conduit à confirmer cette position et travailler un projet d'exploitation limité à 6,5 mois de l'année, **du 15 septembre au 31 mars**.

Cette mesure de saisonnalité répond pleinement à des enjeux de qualité de vie des riverains sur la période printanière et estivale, notamment pendant les longs weekends du mois de mai et les vacances scolaires estivales. Même s'il est évident que tous les habitants ne disposent pas des mêmes habitudes de vie et périodes de congés, cette période de fermeture répond au plus grand nombre.

Cette mesure de saisonnalité qui vise à diviser par deux la durée d'exploitation doit être considérée comme significative, efficace et proportionnée aux enjeux humains locaux.

Elle ne constitue pas une mesure de routine, régulièrement mise en œuvre et proposée dans le cadre de l'exploitation des carrières car elle **implique une organisation technique et une logistique particulière pour l'exploitant**. Elle est plus qu'engageante pour la société qui démontre ici sa volonté de travailler sur le territoire tout en tenant le plus possible compte des enjeux naturels et humains identifiés sur et autour du site.

Et même si le site est existant depuis 10 ans et de ce fait ancré dans l'environnement local, cette mesure a été jugée pertinente pour trouver un bon compromis entre pérennité de l'activité et respect de l'environnement du projet.

Par ailleurs et pour réduire les niveaux de bruits attendus au niveau des plus proches habitations, une mesure de non-cumul de certains postes de travail a été prévue, impliquant :

- Un décapage des terrains, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum) ;
- Une extraction du gisement, le remblaiement des terrains et l'évacuation des matériaux pendant la majorité du temps de l'activité de la carrière ;
- Une remise en état qui consiste à recouvrir les terrains de terre végétale et de végétaliser les sols, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum).

La durée des opérations dépendra des conditions météorologiques mais celles-ci seront bien réalisées de manière dissociées, limitant ainsi les émissions à la source.

Ainsi, les opérations de décapage et de remise en état seront réalisées en dehors de la période d'extraction et de remblaiement.

Cette organisation ne constitue pas une difficulté technique et organisationnelle pour l'exploitant et s'adapte même mieux aux capacités techniques (engins) et humaines qu'il pourra mobiliser pour l'exploitation de ce site.

L'ensemble de ces mesures prévues assurent :

- Une tranquillité des riverains 5,5 mois de l'année (aux périodes printanières et estivales le plus sensibles d'un point de vue acoustiques) ;
- Le respect des seuils réglementaires, les 6,5 mois restants (périodes automnale et hivernales), en termes de niveau sonore modélisé en limite du futur site et des émergences calculées au niveau des plus proches habitations.

XI.E.1.b Modification des modalités d'exploitation

Compte tenu du dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée probables au point ZER 2 sur la SIMULATION 2 (Phase 1), et au point ZER 1 sur la SIMULATION 4 (Phase 3), plusieurs axes de solutions ont été discutés, modélisés et étudiés :

- **Non-cumul de l'ensemble des ateliers** au cours des Phases 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ; la société MBTP valide le fait qu'elle pourra s'organiser pour réaliser les opérations de décapage et de remise en état de manière scindée aux travaux d'extraction, de remblaiement et d'évacuation ;
- **Déplacement en limite de propriété Sud-Est de l'ouverture dans la butte** (accès agricole), initialement côté Nord-Est ;
- **Création d'un nouvel accès agricole plein Nord**, uniquement sur les Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ;

La société ORFEA a modélisé à nouveau les différentes phases d'exploitation en retenant ces critères.

Simulation 5 – Phase 1 : Première phase d'exploitation post traitement

La zone d'extraction se localise sur le côté Est du site :



Figure 104 : Localisation de la zone d'extraction – Première phase d'exploitation

L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer).

Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et est considéré simultanément les trois ateliers d'extraction, de remblaiement et de remise en état.

Source de bruit prises en compte

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	110,0 dB(A)
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	103,0 dB(A)
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	104,0 dB(A)
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	103,0 dB(A)
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	98,0 dB(A)

Tableau 124 : Sources prises en compte dans la simulation 5

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 105 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation

Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 1 – Première phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, et la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est :

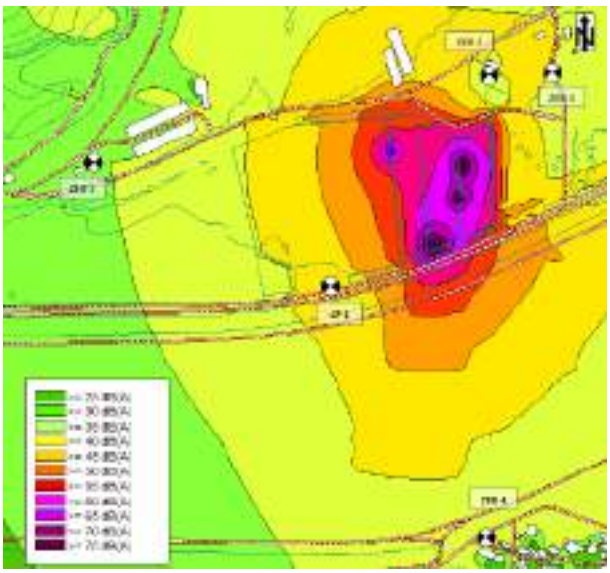


Figure 106 : Cartographie des niveaux sonores engendrés

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	47,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 125 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	38,5	42,0	43,5	41,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	43,5	45,0	46,0	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,5**	**3,0**	**4,0**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	6,0	5,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 126 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Simulation 6 – Phase 2 : Deuxième phase d'exploitation post traitement

La zone d'extraction se localise sur le côté Est du site :



Figure 107 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième phase d'exploitation

L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

Un second accès agricole (passage dans la butte) a été ajouté en limite de propriété Nord du site ;

Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer) ;

Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et toujours en simultané avec les travaux de remblaiement, de remise en état et d'extraction, considérés de manière simultanée dans la simulation.

Source de bruit prises en compte

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	110,0 dB(A)
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	103,0 dB(A)
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Transport de matériaux	104,0 dB(A)
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	103,0 dB(A)
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	98,0 dB(A)

Tableau 127 : Sources prises en compte dans la simulation 6

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 108 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation

Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est et l'ajout d'une seconde entrée plein Nord :

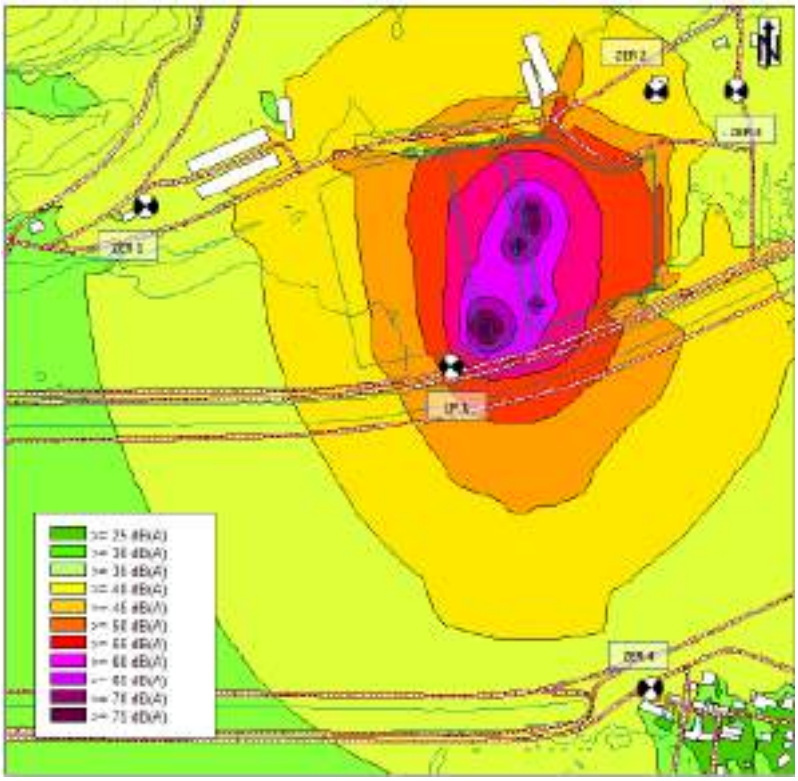


Figure 109 : Cartographie des niveaux sonores engendrés

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	55,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	55,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 128 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2– Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	41,5	45,0	42,0	41,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) (Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)	44,5	46,5	45,0	44,5
Emergences calculées en dB(A)	2,5	4,5	3,0	2,5
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 129 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Simulation 7 – Phase 3 : Troisième phase d'exploitation post traitement

La zone d'extraction se localise sur le côté Est du site :



Figure 110 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième phase d'exploitation

L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

Un second accès agricole (passage dans la butte) a été ajouté en limite de propriété Nord du site.

Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer).

Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et toujours en simultané avec les travaux de remblaiement, de remise en état et d'extraction, considérés de manière simultanée dans la simulation.

Source de bruit prises en compte

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	110,0 dB(A)
S02	Pelle	Zone exploitée	Extraction des matériaux	103,0 dB(A)
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	104,0 dB(A)
S04	Tombereau	Zone exploitée	Transport de matériaux	103,0 dB(A)
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	98,0 dB(A)

Tableau 130 : Sources prises en compte dans la simulation 7

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 111 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation

Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est et l'ajout d'une seconde entrée plein Nord :

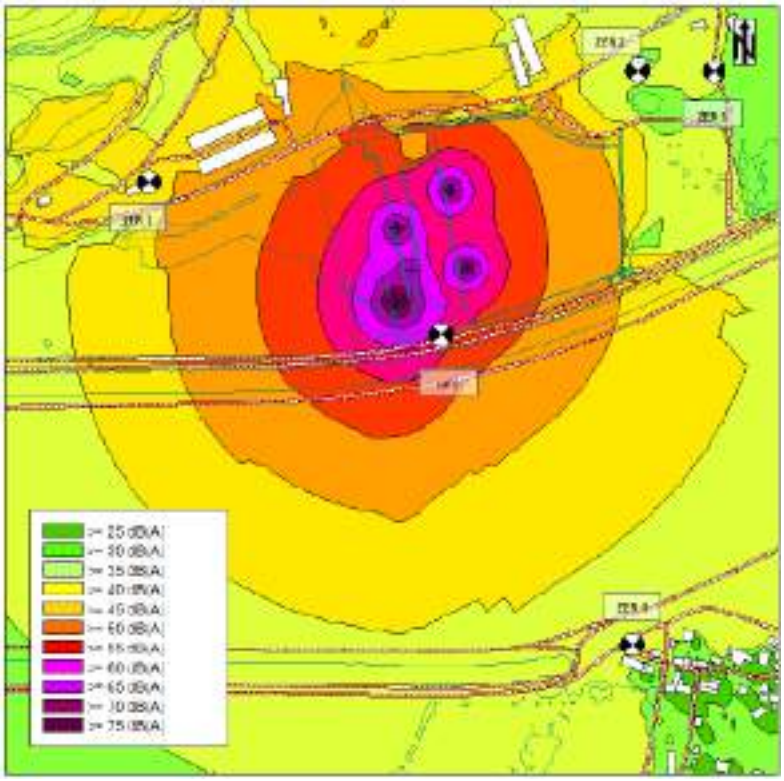


Figure 112 : Cartographie des niveaux sonores engendrés

Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	LP1
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	58,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	58,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	NON

Tableau 131 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3– Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté de jour dans la configuration actuelle.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	45,5	39,0	38,5	41,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	47,0	43,5	43,5	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**5,0**	**1,5**	**1,5**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 132 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Traitements complémentaires

Afin d'assurer une baisse des niveaux sonores, la société Carrières MBTP :

- **n'utilisera pas de manière simultanée la pelle et la dragline** afin de réduire la puissance acoustique total à source ;
- recherchera auprès d'une société spécialisée **une mesure d'insonorisation** qui portera sur la dragline (source de bruit la plus élevée) afin de réduire **d'environ 5dB(A)** les émissions sonores de cette source de bruit.

Sources de bruits pris en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**105,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**

Tableau 133 : Sources prises en compte dans la simulation des actions complémentaires

Résultats obtenus

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	38,5	42,5	38,5	38,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) (Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)	43,5	45,5	43,5	43,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,5**	**3,5**	**1,5**	**1,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 134 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 0 – Première année d'exploitation – Traitements complémentaires

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	36,5	39,0	40,5	38,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) (Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)	43,0	44,0	44,5	43,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,0**	**2,0**	**2,5**	**1,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 135 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 1 – Première phase d'exploitation – Traitements complémentaires

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	39,0	42,5	39,0	39,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	44,0	45,5	44,0	44,0
Emergences calculées en dB(A)	**2,0**	**3,5**	**2,0**	**2,0**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 136 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Traitements complémentaires

JOUR 07h – 22h	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	42,5	35,5	35,5	37,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	45,5	43,0	43,0	43,0
Emergences calculées en dB(A)	**3,5**	**1,0**	**1,0**	**1,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	NON	NON	NON	NON

Tableau 137 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 3 – troisième phase d'exploitation – Traitements complémentaires

Conclusions

Les simulations ont permis de réaliser les constatations suivantes :

- Les émergences sonores réglementaires peuvent être dépassées, notamment pour le point ZER2, du fait d'une ouverture agricole située dans la butte côté nord-est ;
- Le cumul des différents ateliers (décapage, remblaiement, remise en état et extraction peut engendrer également des dépassements d'émergence (notamment pour le point ZER1 situé à l'Ouest et non protégé par des buttes de terre).

Suite aux résultats des simulations, plusieurs axes de solutions ont donc été discutés puis modélisés :

- Non-cumul de l'ensemble des ateliers au cours des Phases 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ; sont ainsi retirés de la modélisation pour chaque phase la source S6 (bulldozer), et les sources S2 / S4 (un des couples pelle / tombereau).
- Déplacement en limite de propriété Sud-Est de l'ouverture de la butte (accès agricole), initialement côté Nord-Est. Cette relocalisation est modélisée sur les Phase 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.
- Création d'un nouvel accès agricole plein Nord, uniquement sur les Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.

La mise en œuvre de traitement tel que le non-cumul des différents ateliers, le déplacement et la création de certaines ouvertures dans les merlons ont permis de réaliser les constatations suivantes : Les émergences sonores sont ainsi respectées pour toutes les phases d'exploitation et tous les points de mesure en ZER.

A l'issue des simulations post-traitements, une attention particulière se doit toutefois d'être portée sur les points suivants :

- Phase 1 : émergence de 4,0 dB(A) au point ZER 3 ;
- Phase 2 : émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 ;
- Phase 3 : émergence de 5,0 dB(A) au point ZER 1.

Cependant, malgré la mise en place de ces premiers traitements, les émergences prévisionnelles constatées sont à la limite des seuils réglementaires.

C'est pourquoi, la mise en œuvre de traitements complémentaires a été simulée. Ces traitements complémentaires sont la diminution du niveau de puissance de la dragline de 5dB (mise en œuvre de capotage, choix d'un engin moins bruyant…) et le non-cumul de la pelle et la dragline.

La mise en œuvre de ces traitements complémentaire a permis de diminuer les émergences constatées au niveau des riverains en-dessous de 3,5 dB(A) pour l'ensemble des phases d'exploitation et sur l'ensemble des ZER.

XI.E.1.c Actions complémentaires

Le matériel mobile

La réduction des bruits des engins mobiles sera obtenue grâce au respect de quelques mesures simples :

- L'entretien régulier des engins ;
- Le remplacement immédiat d'une pièce au niveau de la dragline ou d'un silencieux d'échappement défectueux ;
- Les contrôles réguliers des émissions sonores des engins et de la dragline.

Une conduite de l'exploitation appropriée

Les horaires seront aménagés pour minimiser les nuisances sonores et la gêne ressentie par le voisinage. A cet effet, le site fonctionnera uniquement les jours ouvrables du lundi au vendredi, de 7 h à 17 h.

La mesure de réduction prévoit le non-cumul des opérations ce qui implique :

- Un décapage des terrains, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum) ;
- Une extraction du gisement, le remblaiement des terrains et l'évacuation des matériaux pendant la majorité du temps de l'activité de la carrière ;
- Une remise en état qui consiste à recouvrir les terrains de terre végétale et de végétaliser les sols, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum).

La durée des opérations dépendra des conditions météorologiques mais seront bien réalisées de manière dissociée, limitant ainsi les émissions à la source.

Ainsi, les opérations de décapage et de remise en état seront réalisées **en dehors de la période d'extraction et de remblaiement**.

Contrôles

Les niveaux d'émissions sonores liés à l'activité de la carrière feront l'objet d'un contrôle de vérification tous les ans.

Méthode

Les valeurs d'émergences admissibles des niveaux sonores pour le site de l'actuelle carrière sont régies par le texte réglementaire suivant.

L'arrêté du 23 janvier 1997 (modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001)
Relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et relatives à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées

Les bruits aériens émis par la carrière en limite de propriété sur laquelle porte l'autorisation, sont limités à 70 dB (A) de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés.

Les émissions sonores, doivent respecter les prescriptions définies par l'arrêté du 23 janvier 1997, qui fixe les critères d'émergences suivants :

Niveau de bruits ambiants existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dBA et inférieur ou égal à 45 dBA	6 dBA	4 dBA
Supérieur à 45 dBA	5 dBA	3 dBA

Tableau 138 : Niveaux acoustiques et émergences admissibles

Les mesures seront effectuées conformément à la norme NF S 31 010 de décembre 1996 « Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement », sans déroger à aucune de ses dispositions. Elles seront réalisées :

- En limites de propriété de l'entreprise ;
- Au niveau des zones à émergence réglementée.

La carte présentée en page suivante illustre l'emplacement des points de mesure.

Point	Désignation	Commune	Position par rapport au site	
			Distance	Direction
LP 1	Limite de propriété Sud de la carrière	Murs-et-Gélignieux	En limite Sud de propriété	
ZER 1	Riverain Ouest – Murs-et-Gélignieux		180 m	Nord-Ouest
ZER 2	Riverain Est – Tremurs		60 m	Nord-Est
ZER 3	Riverain Est – Tremurs		100 m	Nord-Est
ZER 4	Riverain Sud - Leschaux	Champagneux	380 m	Sud

Tableau 139 : Points de contrôle acoustique

La modélisation acoustique réalisé dans le cadre du dossier (Annexe T - 5) a démontré que les mesures mises en place permettraient de respecter les seuils réglementaires.

XI.E.2 Mesures relatives aux poussières

Une lutte préventive efficace contre les soulèvements de poussières sera obtenue par le maintien des dispositions existantes suivantes :

- L'installation de merlon périphérique et leur végétalisation ;
- Le maintien de la limitation de vitesse des camions à 30 km/h afin d'éviter tout envol de poussières, valeur abaissée à 15 km/h, par temps sec et venté ;
- La mise en sommeil du site durant la période estivale, période propice à la sécheresse de surface et donc à l'envol de poussière.

Conformément à l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22.09.1994 modifié la société CARRIERES MBTP n'est pas soumis à la mise en œuvre d'un plan de surveillance des émissions de poussières. Cependant, malgré une exploitation en eau, la société CARRIERES MBTP réalisera une campagne triennale de contrôle des émissions de poussières.

Un arrosage préventif sera réalisé au niveau des pistes et des stockages de matériaux (bruts et inertes entrants) par temps sec et venté le cas échéant. Cet arrosage sera réalisé à partir d'une citerne équipée d'une rampe de distribution. L'eau proviendra du plan d'eau restitué par l'exploitation du gisement.

Le volume d'eau estimé sera de l'ordre de 100 m^3 par an.

Les travaux étant réalisés en période automnale et hivernale, les envols de poussières resteront limités.

Ces mesures seront réalisées lorsque la carrière sera en fonctionnement.

Une première campagne de mesure sera réalisée durant la première année d'exploitation.

Les points de contrôle sont présentés sur la carte en pages suivantes.

Figure 113 : Localisation des points de mesure acoustiques (Echelle 1/5 000e)



Figure 114 : Localisation des points de contrôle des émissions de poussières (Echelle 1/4 000e)



XI.F MR14-T : Mesure de réduction relative au roulage et au transport de matériaux

La société Carrières MBTP a élaboré une gestion et une logistique aboutie de la rotation des poids lourds entre la plateforme de traitement et le site, ceci dans le but de limiter l'impact sur le trafic routier local.

Au lieu de repartir « à vide », les camions, acheminant les matériaux inertes jusqu'à la carrière, repartiront, dans la mesure du possible « en charge », avec les matériaux bruts, en direction de la plateforme de traitement.

Cette mesure permet non seulement de s'affranchir de rotations supplémentaires de camions mais également de limiter les émissions de gaz à effet de serre, par une rentabilisation et une utilisation maximale des poids lourds transitant actuellement au droit du site.

Cette mesure ne pourra être mise en place la première année, compte tenu de l'absence de remblaiement.

Elle sera effective dès le début des travaux de remblais et jusqu'à épuisement du gisement (le remblaiement se poursuivant après épuisement du gisement, pour remettre en état les terrains).

Cette mesure sera d'autant plus importante avec la mise en place de la mesure ME2, l'exploitation du site ne sera pas réalisée sur 12 mois, mais sur 6 mois et demi, entre le 15 septembre et le 31 mars, entrainant une augmentation du trafic sur cette période et un arrêt du trafic lié à la carrière en dehors de la période d'activité.

Le transport des matériaux sera réalisé à l'aide de véhicules d'une charge utile maximale de 30 tonnes.

Les flux de transport estimés, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, sont présentés dans le tableau ci-après.

Paramètres	Situation actuelle		Situation avant mesures			Situation après mesure d'évitement et de réduction		
	Rythme maximum	Remblayage	Rythme moyen	Rythme maximum	Remblayage	Rythme moyen	Rythme maximum	Remblayage
Production en tonnes	60 000 t	0	60 000 t	70 000 t	44 000	60 000 t	70 000 t	44 000
Nombre de rotation	2 000	/	2 000	2 333	1 466	2 000	2 333	1 466
Flux journalier moyen de poids lourds	8	/	8	9	6	14	17	10

Tableau 140 : Flux de transport venir

Avec en moyenne 14 poids lourds sur les routes, contre 8 dans le cadre de l'autorisation actuelle, une augmentation de 6 poids lourds est à prévoir sur les axes routiers.

Avec 3 349 véhicules par jour, recensés en 2020, dont 12,7% de poids lourds (soit environ 425 poids lourds), l'augmentation du nombre de poids lourds sera de l'autre de 1,4%.

XI.G MR15-T : Mesure de réduction relative à l'hygiène et la sécurité publique

Les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité publique sont précisées en pièce 6 intitulée « Notice d'hygiène et sécurité ».

Pour mémoire, elles comprennent :

- Le respect de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité ;
- La formation et une information permanente du personnel ;
- Le respect de l'hygiène du personnel ;
- Le respect strict des consignes de sécurité ;
- Des vérifications techniques préventives des matériels ;
- L'information des riverains ;
- Le maintien d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site et de portails de fermeture ;
- Une signalisation des zones de dangers avec une matérialisation des zones dangereuses.

XII. SYNTHESE DES MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION QUI SERONT MISES EN ŒUVRE

Le tableau présenté ci-après synthétise les mesures de réduction qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet d'exploitation.

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet	Éviter les zones sensibles identifiées au sein de l'emprise de projet et à proximité	Conception du projet	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	Intégré au projet
MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	Intégré au projet
MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation	Phase de fonctionnement	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	400 €
MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	4 950 €
MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs	Phase de fonctionnement	Alouette des champs	9 300 €
MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Maintenir la perméabilité écologique	Phase de fonctionnement	Faune tous groupes	Intégré au projet
MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes	Phase de fonctionnement, phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	1 800 €
MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire	Phase de fonctionnement	Amphibiens	Intégré au projet
MR8 : Revégétalisation après remise en **état**	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation	Phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	500 €
MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	Améliorer et sécuriser les conditions d'accueil de la Cisticole des joncs	Phase de fonctionnement (1 an avant le démantèlement des merlons périphériques)	Cisticole des joncs	7 500 €

Tableau 141 : Tableau de synthèse des mesures d'évitement et de réduction en faveur de la biodiversité qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet (source : Acer Campestre, 2024)

Nom	Type	Désignation	Localisation	Date de mise en œuvre de la mesure	Effet de la mesure
MR10	Technique	Mesure de réduction relative à la gestion des eaux durant la phase d'exploitation	Ensemble du site	1ière phase quinquennale	➔ Prévention des pollutions accidentelles
MR11	Technique	Mesure de réduction relative à la préservation des sols	Ensemble du site	1ière phase quinquennale	➔ Préservation des sols lors de la remise en état à vocation agricole
MR12	Technique	Mesure de réduction relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre	Ensemble du site	1ière phase quinquennale	➔ Réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de l'exploitation et dans la modification du sol
MR13	Technique	Mesure de réduction relative aux commodités sur le voisinage	Ensemble du site	1ière phase quinquennale	➔ Limiter les nuisances sonores ➔ Limiter les émissions de poussières par la mise en place de mesure préventive et de suivi
MR14	Technique	Mesure de réduction relative au roulage et au transport de matériaux	Axes routiers	1ière phase quinquennale	➔ Mise en place de double fret entre la carrière et la plateforme de traitement pour réduire le trafic routier.
MR15	Technique	Mesure de réduction relative à l'hygiène et la sécurité publique	Ensemble du site	Immédiat	➔ Maintien de bonnes pratiques limitant les risques pour le personnel et les riverains

Tableau 142 : Tableau de synthèse des mesures de réduction qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet

XIII. ANALYSE DES IMPACTS RESIDUELS DU PROJET APRES LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'EVITEMENT ET DE REDUCTION

XIII.A Impacts résiduels sur le milieu physique

XIII.A.I Impacts résiduels sur la géomorphologie du site

Le principal impact correspond à l'extraction du gisement avec pour corollaire la disparition des formations géologiques en place.

Les opérations de remise en état du site permettront également de restituer un sol agricole, grâce à la mise en place d'un horizon de terre végétal sur les remblais.

Le projet aura donc un impact résiduel très faible sur la géomorphologie du site.

XIII.A.2 Impacts résiduels sur les eaux superficielles et les eaux souterraines

Les impacts sur le ruisseau de la Janotte sont développés de manière exhaustive dans l'expertise hydrogéologique, réalisée par la société Ingégone, et disponible en annexe T - 4.

Les travaux d'exploitation prévus par le plan de phasage permettent d'indiquer que ce cours d'eau sera consommé partiellement au début de la 3e phase quinquennale d'exploitation.

La mesure de réduction ME_1 permettra de réduire le linéaire de ruisseau consommé.

Ainsi, environ 165 mètres linéaires seront consommés durant l'exploitation supprimant ainsi la continuité hydrologique de ce cours d'eau. L'exutoire du cours d'eau sera alors modifié et sera constitué par le plan d'eau issu de l'extraction du gisement.

Il est rappelé ici que ce cours d'eau est en assec 9 mois sur 12. L'impact résiduel sur le ruisseau sera donc fort.

Une mesure d'accompagnement spécifique sera mise en place pour restituer et améliorer le fonctionnement hydraulique et écologique de ce cours d'eau.

Les mesures relatives à la gestion des eaux permettront de supprimer les autres impacts résiduels du projet.

Pour rappel, ces mesures concernent :
- Une conduite d'exploitation appropriée ;
- Une prévention des pollutions accidentelles ;
- La gestion des eaux sanitaires.

Par conséquent, l'impact résiduel du projet sera donc fort.

XIII.A.3 Impacts résiduels sur le climat et la qualité de l'air

Les paragraphes précédents ont démontré que le site participerait de manière importante aux émissions de gaz à effet de serre (Emission de 1 648 t Co2).

Les opérations de restitution de terrains agricoles permettront de limiter l'impact du projet sur le bilan carbone (98,1 t Co2). Cependant, le bilan reste négatif avec des émissions excédentaires à hauteur de 1 550 tonnes CO_2, sur l'ensemble de la durée d'exploitation.

Il a été démontré que le maintien des bonnes pratiques en termes d'exploitation, seront de nature à limiter les émissions de poussières.

Par conséquent, l'impact résiduel du projet sera modéré.

XIII.B Impacts résiduels sur les activités économiques

XIII.B.1 Impacts résiduels sur l'agriculture

Le projet prévoit le remblayage complet du carreau d'exploitation et une remise en état à vocation agricole et naturelle.

Pour rappel, les travaux d'exploitation engendreront la perte momentanée de maximum 3 % des zones agricoles communales.

Par conséquent, l'impact résiduel du projet sur l'agriculture sera donc très faible.

XIII.B.2 Impacts résiduels sur les infrastructures et le transport

La société Carrières MBTP a élaboré une gestion et une logistique aboutie de la rotation des poids lourds entre la plateforme de traitement et le site, ceci dans le but de limiter l'impact sur le trafic routier local.

Avec la mise en place de la mesure d'évitement ME2, l'activité du site sera condensée entre le 15 septembre et le 31 mars.

Avec la mise en place de la mesure de réduction MR9 - T, au lieu de repartir « à vide », les camions, acheminant les matériaux inertes jusqu'à la carrière, repartiront, dans la mesure du possible « en charge », avec les matériaux bruts, en direction de la plateforme de traitement.

Cette mesure permet non seulement de s'affranchir de rotations supplémentaires de camions mais également de limiter les émissions de gaz à effet de serre, par une rentabilisation et une utilisation maximale des poids lourds transitant actuellement au droit du site.

Le transport des matériaux sera réalisé à l'aide de véhicules d'une charge utile maximale de 30 tonnes.

Les flux de transport estimés, dans le cadre de l'exploitation de la carrière, sont présentés dans le tableau ci-après.

Paramètres	Situation actuelle		Situation avant mesures			Situation après mesure d'évitement et de réduction		
	Rythme maximum	Remblayage	Rythme moyen	Rythme maximum	Remblayage	Rythme moyen	Rythme maximum	Remblayage
Production en tonnes	60 000 t	0	60 000 t	70 000 t	44 000	60 000 t	70 000 t	44 000
Nombre de rotation	2 000	/	2 000	2 333	1 466	2 000	2 333	1 466
Trafic journalier moyen	8	/	8	9	6	14	17	10

Tableau 143 : Flux de transport venir

Avec en moyenne 14 poids lourds sur les routes, contre 8 dans le cadre de l'autorisation actuelle, une augmentation de 6 poids lourds est à prévoir sur les axes routiers, **uniquement entre le 15 septembre et le 31 mars**.

La mise en place du double fret permettra de supprimer les effets du remblayage pendant la durée de l'extraction et donc de réduire le nombre de poids lourds sur les routes.

Avec 3 349 véhicules par jour, recensés en 2020, dont 12,7% de poids lourds (soit environ 425 poids lourds), l'augmentation du nombre de poids lourds sera de l'autre de 1,4%.

L'impact résiduel sur le réseau routier sera donc faible.

XIII.C Impacts résiduels sur le cadre de vie

XIII.C.I Impacts résiduels sur les émissions sonores

Pour rappel, l'exploitation de la carrière aura lieu uniquement en période diurne, de 7h à 17h.

La mesure de réduction ME2 « Réduction et adaptation des périodes d'exploitation » prévoit une exploitation du site entre le 15 septembre au 31 mars. Aucune activité ne sera exercée sur le site en période entre le 1er avril et le 14 septembre, période la plus propice aux activités extérieures pour les riverains.

Cette mesure qui vise à diviser par deux la durée d'exploitation doit être considérée comme significative, efficace et proportionnée aux enjeux humains locaux.

De plus, dans le cadre du projet, la société MBTP a fait l'acquisition de matériels roulants récents, et notamment une nouvelle dragline, qui sera par conséquent moins bruyante et moins émissive en termes de gaz à effet de serre.

En 2018, une commission locale de suivi annuelle a été créée. Elle a eu pour objectif de vérifier l'absence de gêne dans le cadre de la précédente exploitation. Cette commission sera maintenue dans le cadre du projet. Cette mesure sera ajoutée aux mesures d'accompagnement.

La société réalisera un contrôle annuel des niveaux sonores, pour s'assurer du respect des seuils et mettra en place, le cas échéant, des mesures pour atteindre ses objectifs.

Au regard des simulations réalisées, les seuils réglementaires seront respectés.

La mesure de réduction MR12-T prévoit le non-cumul des opérations ce qui implique :

- Un décapage des terrains, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum) ;
- Une extraction du gisement, le remblaiement des terrains et l'évacuation des matériaux pendant la majorité du temps de l'activité de la carrière ;
- Une remise en état qui consiste à recouvrir les terrains de terre végétale et de végétaliser les sols, indépendamment des autres opérations. Cette opération sera de courte durée (1 à 2 semaines maximum).

La durée des opérations dépendra des conditions météorologiques mais seront bien réalisée de manière dissociée, limitant ainsi les émissions à la source.

La mise en œuvre de traitement tel que le non-cumul des différents ateliers, le déplacement et la création de certaines ouvertures dans les merlons ont permis de réaliser les constatations suivantes :

- Les émergences sonores sont ainsi respectées pour toutes les phases d'exploitation et tous les points de mesure en ZER.
- A l'issue des simulations post-traitements, une attention particulière se doit toutefois d'être portée sur les points suivants :
  - Phase 1 : émergence de 4,0 dB(A) au point ZER 3 ;
  - Phase 2 : émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 ;
  - Phase 3 : émergence de 5,0 dB(A) au point ZER 1.

Cependant, malgré la mise en place de ces premiers traitements, les émergences prévisionnelles constatées sont à la limite des seuils réglementaires.

C'est pourquoi, la mise en œuvre de traitements complémentaires a été simulée. Ces traitements complémentaires sont la diminution du niveau de puissance de la dragueline de 5dB (mise en œuvre de capotage, choix d'un engin moins bruyant…) et le non-cumul de la pelle et la dragueline.

La mise en œuvre de ces traitements complémentaires a permis de diminuer les émergences constatées au niveau des riverains en-dessous de 3,5 dB(A) pour l'ensemble des phases d'exploitation et sur l'ensemble des ZER.

Ainsi, les impacts résiduels sur les émissions sonores seront faibles.

XIII.C.2 Impacts résiduels sur les émissions de poussières

Pour rappel, la carrière sera exploitée en eau ce qui induit que les matériaux extraits présenteront une humidité intrinsèques élevée.

Seules les opérations de décapage pourraient être à l'origine d'envol de poussières.

Le maitre d'ouvrage a élaboré différentes mesures d'évitement et de réduction qui permettront de limiter les nuisances potentiellement ressenties au droit des premières habitation et notamment :

- MR1 : réduction du calendrier d'exploitation qui sera réalisée du 15 septembre au 31 mars. Ainsi, le site restera inactif du 1er avril au 14 septembre, période la plus chaude et donc la plus propice aux envols de poussières.
- MR12 : un suivi triennal des poussières a été proposé par le maître d'ouvrage en plus des mesures de réductions de la vitesse de roulage des engins. Ce suivi intègre trois points de contrôle autour de la future carrière dont les habitations les plus proches. Une première campagne de suivi sera réalisée dès l'obtention de l'arrêté préfectoral.

Ainsi, les impacts résiduels sur les émissions de poussières resteront particulièrement limités.

XIII.D Impacts résiduels sur les biens culturel et archéologie

Le projet n'ayant pas d'impact sur les biens culturels et archéologie, compte tenu de la distance.

L'impact résiduel sera donc nul.

XIII.E Impacts résiduels sur l'hygiène, la salubrité et la sécurité publique

L'impact résiduel sur les l'hygiène, la salubrité et la sécurité publique sera marginal.

XIII.F Impacts résiduels sur le mode et les conditions d'approvisionnement et d'utilisation de l'eau

L'impact résiduel sur cette thématique sera marginal.

XIII.G Impacts résiduels sur les loisirs et le tourisme

La mise en sommeil du site entre le 1er avril et le 14 septembre, période la plus touristique, permettra de réduire l'impact sur le tourisme. En effet, durant cette période, aucun poids lourds ne circulera sur la route.

De plus, la mise en place du double fret (mesure de réduction MR11-T) permettra de réduire le trafic pendant la période d'activité.

Au regard des différentes mesures prises dans le cadre du projet, l'impact résiduel sur le tourisme sera marginal.

XIII.H Impacts résiduels sur la consommation énergétique

Les consommations énergétiques seront optimisées et limitées aux stricts besoins de l'exploitation de la carrière.

L'impact résiduel du projet sera donc marginal.

XIII.I Impacts résiduels sur le paysage et les perceptions visuelles

Les différentes mesures qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet seront efficaces à court terme et permettront d'intégrer de manière optimale le projet dans le paysage local.

Par ailleurs, ces dispositions permettront également de limiter les perceptions visuelles du site depuis les points de vue périphériques les plus sensibles.

L'impact résiduel du projet sur le paysage et les perceptions visuelles restera très faible.

XIII.J Impacts résiduels sur la biodiversité à l'échelle intercommunale.

XIII.J.1 Impacts résiduels sur les Znieff du secteur d'étude

Le projet d'extension intercepte la ZNIEFF de type II « Bas Bugey ».

L'impact du projet était faible sur cette zone.

Avec la mise en place des mesures de la séquence ERC, l'impact résiduel du projet sera très faible.

XIII.J.2 Impacts résiduels sur les sites Natura 2000

Le projet d'extension se situe à 50 m au Nord de la zone Natura 2000 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône ».

L'impact du projet était faible sur cette zone.

Avec la mise en place des mesures de la séquence ERC, l'impact résiduel du projet sera très faible.

XIII.J.3 Impacts résiduels sur les autres zones naturelles

L'impact du projet sur les autres zones naturelles était faible.

Avec la mise en place des mesures de la séquence ERC, l'impact résiduel du projet sera très faible.

XIII.K Impacts résiduels sur la trame verte et bleue

La mise en place des mesures en faveur de la faune locale réduire l'impact sur la trame verte, en maintenant en place les champs agricoles encore non exploités et la remise en état en état à vocation agricole et naturelle permettront réduire l'impact sur la trame verte.

L'impact brut du projet sur la trame bleue était faible.

L'impact sur la trame verte et bleue sera donc faible.

XIII.L Impacts résiduels sur la biocénose locale

Le tableau présenté en page suivante, et réalisé par les experts écologues, synthétise les impacts résiduels par groupement et au regard des enjeux locaux de conservation.

XIII.L.1 Impact résiduel sur la flore

Caractéristique de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Surface ou effectif concerné dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée (ha)	Impact résiduel
Direct et indirect, temporaire et permanent	Altération ou destruction d'habitats naturels	Phragmitaie (D5.11)	Faible	0,02 ha	Négligeable	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état	< 0,01 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche nitrophile (E5.11)	Faible	0,03 ha	Négligeable		0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet hygrophile (E5.41)	Faible	0,05 ha	Négligeable		0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet à Solidage (E5.41)	Négligeable	0,03 ha	Négligeable		0,01 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Fourrés mésophiles (F3.11) et Fourrés mésophiles et phragmitaie (F3.11xD5.11)	Faible	Haie à l'ouest (204 m, impact indirect uniquement)	Négligeable		0,00 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Boisement secondaire de frênes (G1.A2)	Faible	Bosquet au nord-est (0,35 ha, impact indirect uniquement)	Négligeable		0,00 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Cultures (I1.1)	Négligeable	6,68 ha	Négligeable		6,12 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée (I1.53)	Faible	0,10 ha	Négligeable		0,00 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée et alignement d'arbres (I1.53xG5.1)	Faible	< 0,01 ha	Négligeable		< 0,01 ha	Négligeable
Direct et permanent	Destruction d'espèces végétales patrimoniales	Aucune espèce concernée	Négligeable	-	Négligeable	-		Négligeable
Indirect et permanent	Dissémination d'espèces végétales envahissantes	Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre	Fort	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleja en bordure d'emprise, 7,06 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	Fort	MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleja en bordure d'emprise. 7,06 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	Faible
Direct et permanent	Destruction de zones humides	Zones humides sur terrains cultivés	Faible	0,15 ha	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	0,00 ha	Négligeable

Tableau 144 : Quantification des impacts résiduels sur les habitats naturels et la flore

La carte présentée en page suivante présente les impacts résiduels sur les habitats naturels et la flore.

XIII.L.2 Impact résiduel sur les zones humides

Le choix a été fait d'exclure ces zones humides du périmètre d'exploitation afin d'éviter tout impact direct. Ci-après sont détaillées les raisons pour lesquelles aucun impact indirect n'est à attendre en lien avec l'exploitation de la carrière :

- Le caractère humide des sols sur la zone sud-ouest (715 m²), correspondant à un ancien axe de drainage qui traversait l'emprise initiale de la carrière, est vraisemblablement en lien avec une perméabilité importante des terrains selon ce même axe drainant les eaux pluviales s'infiltrant au droit de la parcelle ainsi que les eaux de ruissèlement amont.

  Constituant un point bas topographique par rapport aux terrains agricoles environnants sur l'emprise d'extension, cette zone (cote de la surface du sol au droit de la zone humide : 214 m NGF), reste toutefois au-dessus et déconnectée du niveau de la nappe sous-jacente (cote maximale de la nappe au point de suivi piézométrique le plus proche pz2 : 2012,59 m NGF) et au-dessus de la cote du plan d'eau ouvert par l'exploitation des terrains voisins (cote du plan d'eau 212,5 m NGF, source : IGN LIDAR HD, 2021).

  Le plan d'eau existant, à distance équivalente du futur plan d'eau qui sera temporairement créée (en phase 3) lors de l'exploitation des terrains à l'Est, n'a pas d'impact sur cette zone humide pédologique. Par ailleurs, lorsqu'en début de phase 3 (11/12 ans), l'exploitation sera située au plus près de cette zone, une bande nord-sud, de largeur 10 m, de terrains agricoles ou de lisières herbacées sera maintenue au nord de cette zone et contribuera toujours à une alimentation de ce point bas par ruissèlement. Lors de la remise en état agricole des terrains (remblaiement), une légère pente sera maintenue pour favoriser le ruissèlement et retrouver les mêmes conditions topographiques qu'actuellement observées.

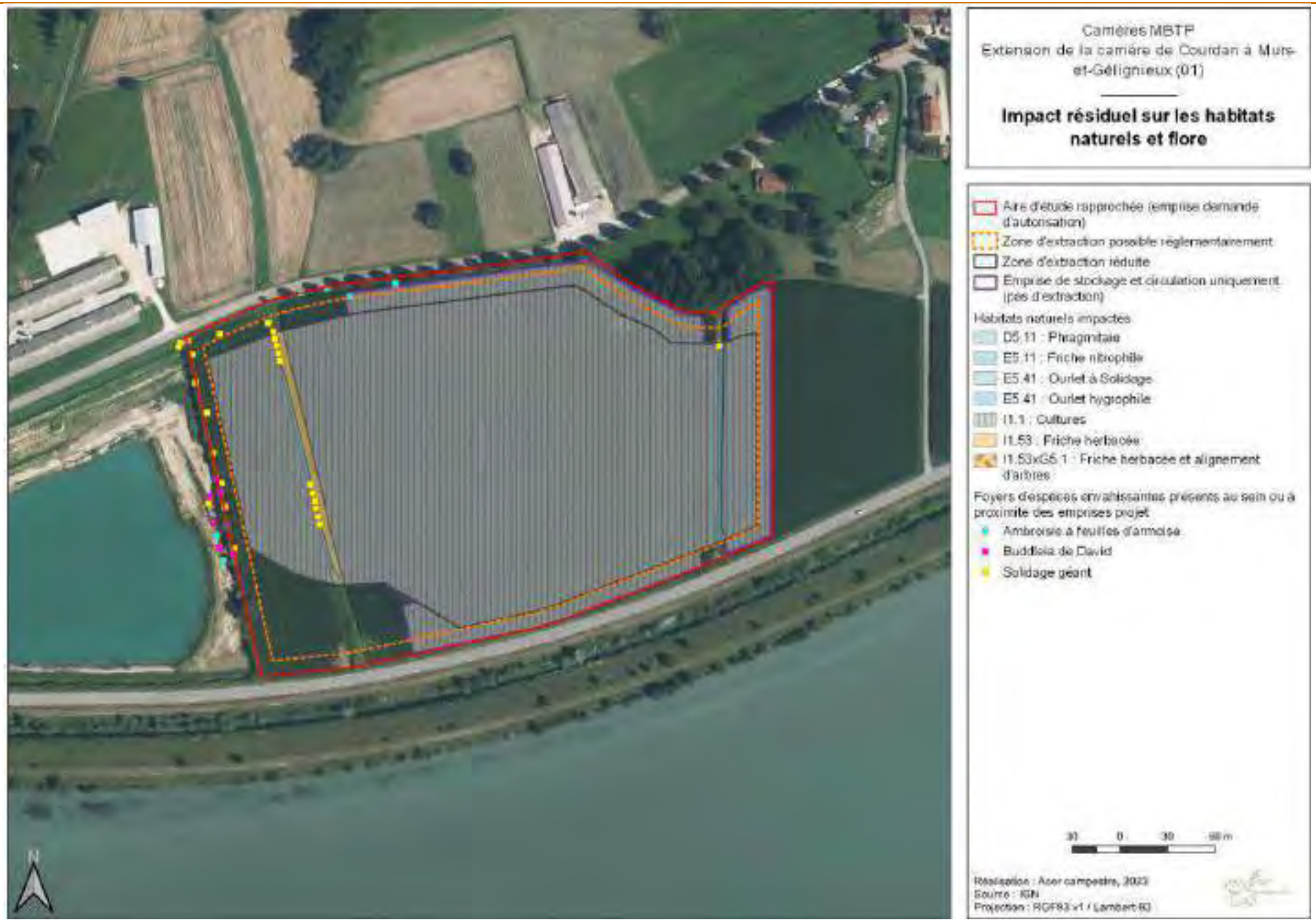
- Le caractère humide de la zone sud-est (852 m²) est lié à un tassement différentiel des terrains (en partie constitués par des remblais anthropiques à cet endroit précis).

  Elle est déconnectée du niveau de la nappe sous-jacent ainsi que du lit de la Janotte (situé en-dessous topographiquement). L'alimentation se fait par les eaux pluviales captées directement sur la zone et celles ruisselant sur les parcelles agricoles au nord.

  Afin de renforcer l'alimentation de cette zone humide en phase d'exploitation, les eaux pluviales de toiture du local d'accueil seront rejetées à l'extrémité nord-ouest de cette petite zone de 850 m², maintenant l'alimentation qu'elle connait actuellement. Lors du remblaiement des terrains agricoles, une légère pente sera maintenue pour favoriser le ruissèlement et retrouver les mêmes conditions topographiques qu'actuellement observé.

A l'issue de la remise en état, les terrains seront restitués à l'agriculture. La perméabilité des terrains sera sensiblement identique à l'état initial. Le fonctionnement de ces zones humides sera donc restitué à l'identique.

Considérant qu'aucun impact direct n'est porté sur ces zones humides, considérant que les mesures permettent de maintenir à l'identique leurs conditions d'alimentation, et compte-tenu du faible niveau de leurs fonctions écologiques, il n'apparait pas opportun de déployer des mesures de suivi post exploitation.


Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
Impact résiduel sur les habitats naturels et flore
Aire d'étude rapprochée (emprise demande d'autorisation)
Zone d'extraction possible réglementairement
Zone d'extraction réduite
Emprise de stockage et circulation uniquement (pas d'extraction)
Habitats naturels impactés
D5.11 : Phragmitaie
E5.11 : Friche nitrophile
E5.41 : Ourlet à Solidage
E5.41 : Ourlet hygrophile
I1.1 : Cultures
I1.53 : Friche herbacée
I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres
Foyers d'espèces envahissantes présents au sein ou à proximité des emprises projet
Ambroisie à feuilles d'armoise
Buddleia de David
Solidage géant
30 0 30 60 m
Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93
N

XIII.L.I Impact résiduel sur la faune

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
Direct et permanent	**Destruction d'individus**	Avifaune nicheuse : Alouette des champs	Fort	1 couple	Modéré	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : Cisticole des joncs	Modéré	1 couple nichant hors emprise	Faible		-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : Pie-grièche écorcheur	Modéré	1 couple nichant en bordure	Faible		-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : autres espèces, nicheuses hors emprises projet	Faible	-	Négligeable		-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Individus erratiques	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Individus en transit ou en chasse	Négligeable		-	Négligeable
		Insectes : toutes espèces	Faible	Populations établies dans les bandes enherbées et végétation des fossés	Faible		-	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Individus en transit	Négligeable		-	Négligeable
		Chiroptères	Faible à fort	Individus en transit et en chasse (pas de gîte impacté, très faible risque de destruction d'individus)	Négligeable		-	Négligeable
Direct et temporaire	**Destruction d'habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs	Fort	Au total 6,90 ha de milieux agricoles (cultures et habitats connexes) ; impact instantané maximal sur 3,34 ha (en phase 1)	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	Maintien, en tout temps, au sein des emprises, d'au moins 3,72 ha d'habitat fonctionnel pour l'espèce, dont 0,3 ha de couvert fourrager en fauche tardive avec placettes de terre nue.	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Cisticole des joncs	Modéré	Habitat de l'espèce situé en dehors de l'emprise projet	Négligeable		Aucun. Pas d'impact sur l'habitat de reproduction. Augmentation temporaire de la surface d'habitat disponible (maintien, en tout temps, au sein des emprises, d'au moins 0,87 ha de végétations herbacées hautes)	Négligeable
		Avifaune, autres cortèges	Faible à modéré	Habitats non impactés	Négligeable		-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Habitats non impactés	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'impactant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit	Négligeable
		Insectes	Faible	0,23 ha de zones enherbées, lisières et végétation des fossés (principalement pendant la phase 3)	Négligeable		Au maximum, suppression temporaire de 0,18 ha de zones enherbées au cours de l'exploitation	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'impactant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit	Négligeable
		Chiroptères	Modéré à fort	Zones de chasse et de transit : impactées à la marge uniquement (<0,01 ha) Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'affectant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs, Cisticole des joncs, Linotte mélodieuse, Petit gravelot	Faible à fort	Habitats en contact : matrice agricole environnante (cultures, marges enherbées)	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité ou d'absence des espèces (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux bocagers : toutes espèces dont Chardonneret élégant (bosquet au nord-est), Torcol fourmilier, Pie-grièche écorcheur (haie à l'ouest)	Faible à modéré	Habitats en contact, non directement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité ou d'absence des espèces (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux anthropique	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable		-	Négligeable

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux aquatiques	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable		-	Négligeable
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	Espèces non nicheuses à proximité du projet	Négligeable		-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune et salamandre	Faible à modéré	Pas de milieux favorables directement connectés aux emprises projet	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitats en contact, non directement impactés : 607 m de talus, lisières et haies, à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Insectes	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Chiroptères, espèces arboricoles en gites	Faible à modéré	Gîtes potentiels proches : bosquet (espèces potentiellement nicheuses peu sensibles au dérangement car supportant déjà la proximité de la route) Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars), absence d'activité nocturne	Négligeable
		Chiroptères, autres espèces	Fort	Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières et haies, successivement au cours des différentes phases d'exploitation Pas de gîte impacté	Modéré		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars), absence d'activité nocturne Pas de gîte impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dégradation des fonctionnalités écologiques**	Corridors écologiques terrestres	Modéré	Continuité écologique nord-sud au travers des fossés et bandes enherbés	Négligeable	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	Maintien de la connectivité nord-sud pendant toute la durée d'exploitation	Négligeable
		Corridors écologiques aquatiques	Faible	Continuité écologique nord-sud peu fonctionnelle à travers les fossés et notamment le ruisseau de la Janotte	Négligeable		Maintien en tout temps d'au moins un des deux fossés assurant la continuité nord-sud	Négligeable

Tableau 145 : Quantification des impacts résiduels sur la faune

XIII.L.1.a Destruction d'individus

L'évitement temporel (Mesure MR1) constitue l'axe central de la stratégie d'atténuation du risque de destruction d'individus.

En effet, l'exploitation démarrera chaque année à partir du 15 septembre, se poursuivra pendant l'automne et l'hiver puis l'activité sur le site sera très limitée à partir du 31 mars. On évite ainsi le risque de destruction d'espèces en léthargie hivernale (reptiles, insectes, amphibiens seront en mesure de fuir vers des habitats proches lors de chaque démarrage de l'activité sur un nouveau secteur) et le risque de destruction de nichées (aucune nichée ne sera en cours dans les milieux agricoles entre septembre et mars).

Le maintien de zones refuge fonctionnelles à proximité des zones en exploitation permettra d'assurer des capacités de fuite et de refuge pour la faune.

Certains amphibiens ont une activité précoce et sont susceptibles de coloniser des flaques et ornières, y compris au sein de carrières en activité. C'est notamment le cas du Crapaud calamite ; il s'agit d'une espèce pionnière, qui est susceptible de coloniser des zones qui lui seraient devenues favorables. Même si aucune espèce de crapaud n'a été détectée sur le site lors des inventaires naturalistes, des dispositions seront prises pour éviter la création d'ornières et ainsi exclure le risque de destruction d'individus pendant l'exploitation.

Suite à l'application des mesures de réduction et d'évitement, l'impact par destruction d'individus est considéré comme négligeable, voir tableau suivant.

XIII.L.1.b Destruction d'habitats d'espèces

Rappelons que les habitats impactés sont des habitats relativement anthropisés (grandes cultures et milieux connexes). Les modalités d'exploitation de la carrière permettront de réduire fortement l'impact sur les habitats d'espèces situés au sein ou à proximité des emprises projet.

D'une part l'emprise projet a été optimisée afin de réduire autant que possible l'impact sur les habitats importants pour la faune (ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet, MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles). Par ailleurs le fait que l'exploitation soit réalisée par phases avec remise en état à l'avancement permettra de réduire très significativement l'impact instantané sur les habitats d'espèces.

En outre, les stocks de terre créés temporairement lors de l'exploitation seront végétalisés et entretenus de façon à favoriser leur fonctionnalité pour la faune (MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière). Ces zones ainsi que les zones agricoles conservées ou recréées au sein de l'emprise projet seront pleinement fonctionnelles pendant les périodes de reproductions et d'activité de la majeure partie des espèces car le site ne sera pas actif entre le 31 mars et le 15 septembre (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation).

Ainsi, le projet ne génèrera aucun impact direct sur la haie de compensation située à l'ouest, sur le boisement situé au nord-est ou sur l'alignement d'arbres situé au nord, ni sur les écotones constitués par les lisères de ces différents habitats.

Pour l'Alouette des champs, un habitat de reproduction, constitué par les cultures, est initialement présent au droit de l'emprise projet. Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

En cours d'exploitation, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude restera en tout temps supérieur à 3,72 ha (voir tableau p. 117 et graphique p. 118). Par ailleurs, une bande de culture fourragère dotée de plots non semés (MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs) sera mise en œuvre sur une surface de 0,3 ha minimum, permettant de sécuriser, pendant toute la période d'ouverture de la carrière, la présence d'habitat de reproduction, d'alimentation et de refuge pour l'Alouette.

Rappelons que le site ne sera pas actif entre le 31 mars et le 15 septembre (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation).

Ces dispositions permettent d'assurer la capacité d'accueil suffisante pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple) pendant toute la durée d'ouverture de la carrière. Lors de la remise en état de la carrière, les zones agricoles seront restituées à l'identique et seront soumises au même type de rotation culturale.

L'Alouette des champs pourra donc y effectuer sa reproduction dans les mêmes conditions qu'avant l'ouverture de la carrière. L'impact résiduel sur cette espèce est donc négligeable.

Concernant la Cisticole des joncs, l'habitat de l'espèce tel qu'observé en 2022 est situé en dehors de l'aire d'étude rapprochée et ne sera dont pas impacté par le projet.

L'impact brut par destruction d'habitat d'espèce est donc négligeable.

Signalons en outre que les plans de phasage de l'exploitation prévoient la constitution d'au moins 0,56 ha de stocks de terre végétalisés, dont 0,47 ha seront végétalisés sur le long terme (dès la phase 1 et maintenus jusqu'à la fin de l'exploitation).

Ces espaces à végétation herbacée haute, exempts de perturbation majeure chaque année pendant toute la période de reproduction de l'espèce, représentent des habitats très favorables à l'espèce. Ainsi l'espèce bénéficiera d'espaces de report supplémentaires pendant toute la phase de fonctionnement de la carrière (voir tableau p. 117). La capacité d'accueil sera donc temporairement renforcée.

En outre, la mesure « MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs » prévoit la recréation d'habitats très favorables à l'espèces et qui seront maintenus après la fin de l'exploitation de la carrière. L'impact résiduel est négligeable voire positif.

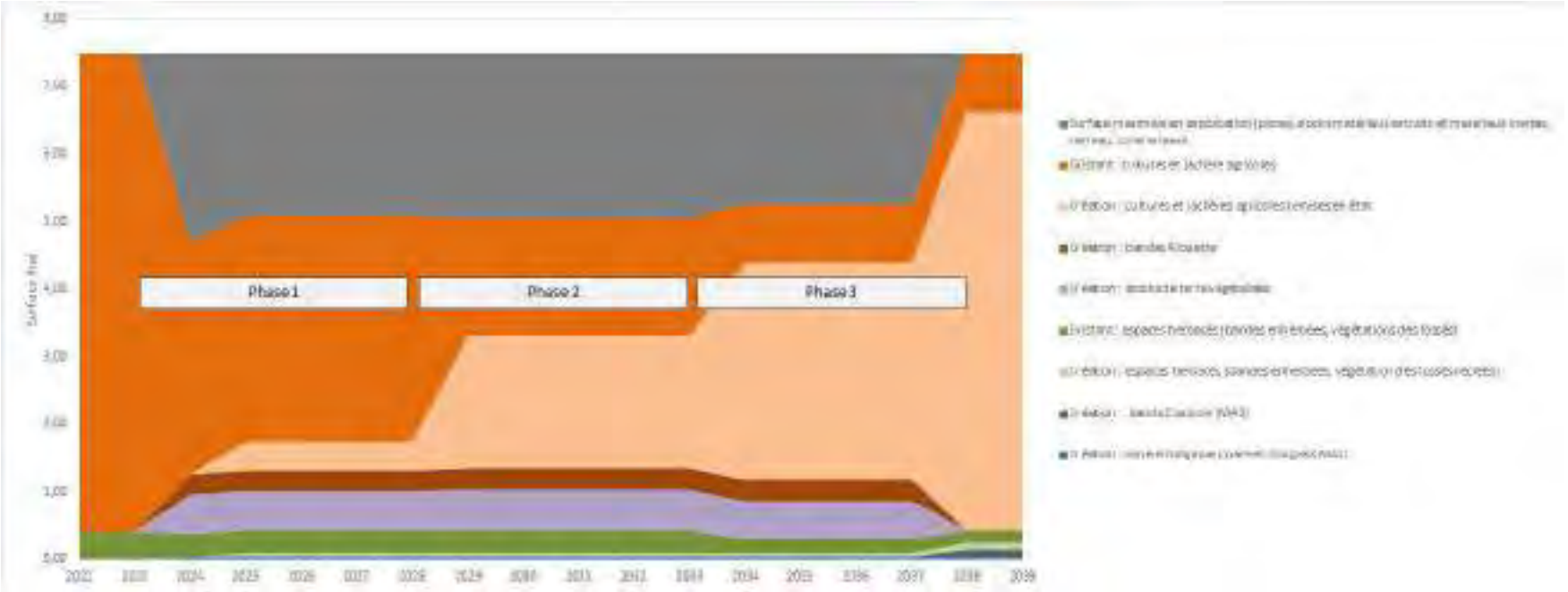
Pour les reptiles, les habitats de chasse et de transit, situés au nord et à l'ouest de l'aire d'étude rapprochée, ne subiront pas d'impact significatif dans le cadre du projet.

Sur les trois quarts est de l'aire d'étude, ils seront en contact avec des merlons de terre végétalisés, mis en place en début de phase 1 puis maintenus jusqu'à la phase finale de remise en état. Sur le quart ouest, ils resteront au contact de zones cultivées puis, en phase 2 et 3, ils seront compris dans la bande non exploitée (10 m à l'ouest, 20 m au nord).

Du fait de la présence des merlons et des bandes non exploitées, les habitats des reptiles ne seront pas en contact direct avec l'exploitation.

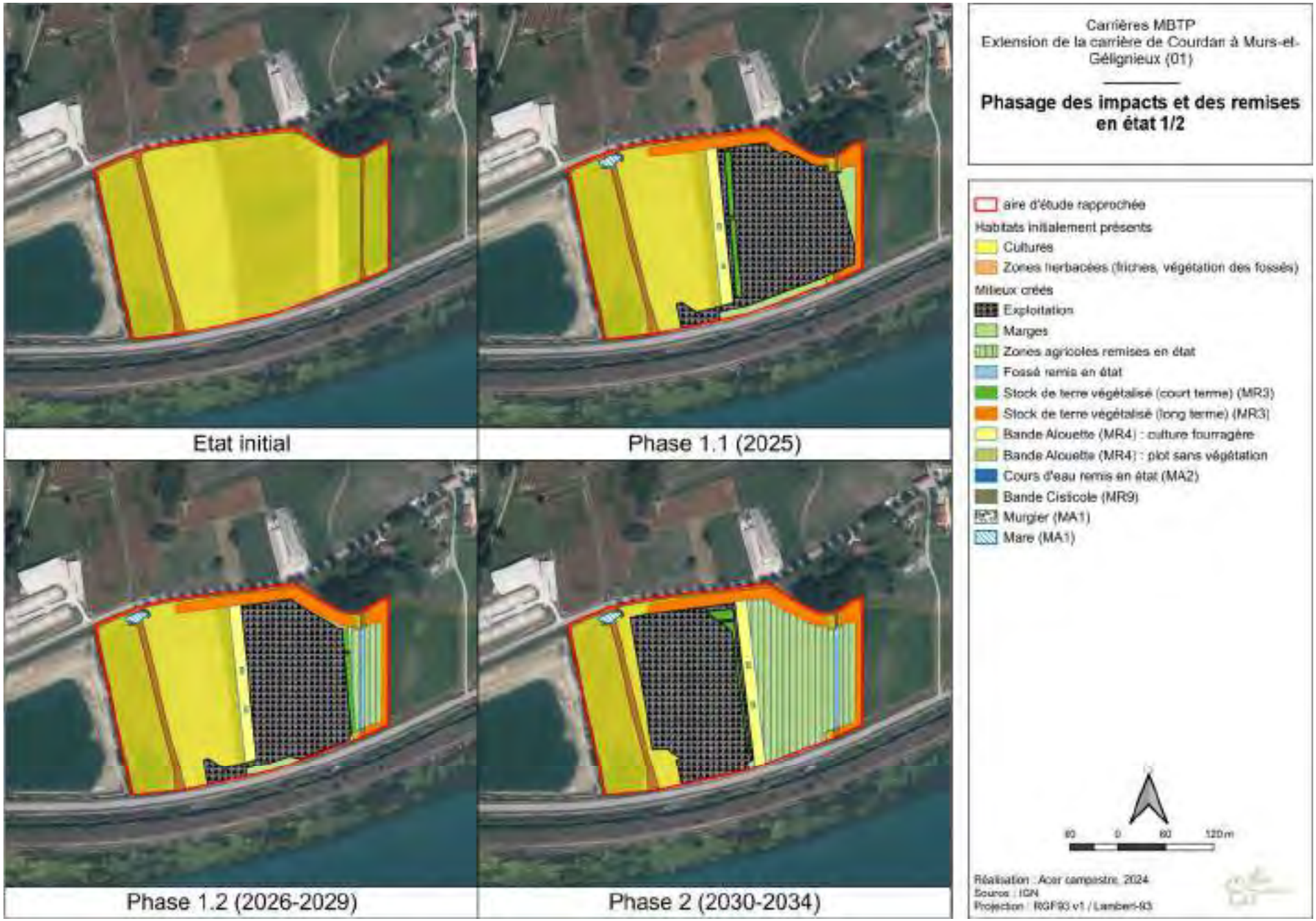
La végétation herbacée maintenue sur les merlons et les bandes non exploitées offrira, en outre, une surface supérieure exploitable par les reptiles pour la chasse et le transit.

Une mesure d'accompagnement visera en outre à favoriser la présence de milieux de reproduction pour les reptiles (voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens).



	État initial	Phase 1		Phase 2	Phase 3.1	Phase 3.2	État final
Période	Ante 2025	2025-2026	2026-2029	2030-2034	2035-2037	2038-2039	Post 2039
Surface maximale en exploitation (pistes, stocks matériaux extraits et matériaux inertes, carreau, zone en eau)	0,00 ha	2,80 ha	2,40 ha	2,43 ha	2,23 ha	1,47 ha	0,00 ha
Existant : cultures et jachère agricoles (a)	7,06 ha	3,42 ha	3,34 ha	1,74 ha	0,86 ha	0,75 ha	0,75 ha
Création : cultures et jachères agricoles remises en état (b)	0,00 ha	0,00 ha	0,43 ha	1,97 ha	3,21 ha	3,68 ha	5,93 ha
Création : bande Alouette (c)	0,00 ha	0,30 ha	0,30 ha	0,31 ha	0,31 ha	0,31 ha	0,00 ha
Existant : espaces herbacés (bandes enherbées, végétations des fossés) (d)	0,42 ha	0,35 ha	0,35 ha	0,35 ha	0,22 ha	0,17 ha	0,17 ha
Création : espaces herbacés (bandes enherbées, végétation des fossés et cours d'eau recréés) (e)	0,00 ha	0,00 ha	0,06 ha	0,06 ha	0,06 ha	0,10 ha	0,10 ha
Création : bande Cisticole (MR9) (f)	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,50 ha	0,50 ha
Création : stocks de terre végétalisés (g)	0,00 ha	0,58 ha	0,57 ha	0,59 ha	0,56 ha	0,47 ha	0,00 ha
Création : zone écologique (MA1) (h)	0,00 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha
Soit habitat fonctionnel pour l'Alouette des champs (a+b+c)	**7,06 ha**	**3,72 ha**	**4,07 ha**	**4,02 ha**	**4,38 ha**	**4,74 ha**	**6,68 ha**
Autre habitat herbacé, constituant une zone refuge potentielle pour la petite faune (d+e+f+g+h)	**0,42 ha**	**0,96 ha**	**1,01 ha**	**1,03 ha**	**0,87 ha**	**1,27 ha**	**0,80 ha**

Tableau 146 : Synthèse des surfaces utilisées et surfaces d'habitats d'espèces disponibles par phase


Etat initial
Phase 1.1 (2025)
Phase 1.2 (2026-2029)
Phase 2 (2030-2034)
Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
Phasage des impacts et des remises en état 1/2
aire d'étude rapprochée
Habitats initialement présents
Cultures
Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
Milieux créés
Exploitation
Marges
Zones agricoles remises en état
Fossé remis en état
Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
Cours d'eau remis en état (MA2)
Bande Cisticole (MR9)
Murgier (MA1)
Mare (MA1)
0
60
120m
Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2

aire d'étude rapprochée
Habitats initialement présents
Cultures
Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
Milieux créés
Exploitation
Marges
Zones agricoles remises en état
Fossé remis en état
Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
Cours d'eau remis en état (MA2)
Bande Cisticole (MR9)
Murgier (MA1)
Mare (MA1)

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

XIII.L.1.c Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces

Le dérangement des populations animales présentes sur le site et à proximité sera négligeable du fait de l'absence d'activité extractive sur le site pendant les périodes de reproduction (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation).

Par ailleurs, l'organisation de l'exploitation, avec mise en place d'un merlon de terre au nord et à l'est, mise en place d'un délaissé supplémentaire de 10 m au nord, et positionnement des stocks et carreau d'exploitation à distance de la haie située à l'est, la mise en place de balisages (ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet, MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles), permettront d'éviter tout impact indirect sur les habitats situés à proximité.

Concernant le bruit généré par la carrière, rappelons qu'il n'y aura pas d'utilisation d'explosif et que les seuls bruits significatifs seront des bruits mécaniques liés au fonctionnement de la dragline et des engins. Le maitre d'ouvrage a pris des mesures pour réduire à la source les émissions sonores par rapport aux modalités d'exploitation de la carrière initiale : 1) le site sera mis en sommeil du 31 mars au 15 septembre, il n'y aura donc aucune émission sonore en période de reproductions de la faune. 2) sur la période d'ouverture du site, de septembre à mi-mars uniquement, l'exploitation sera menée avec des mesures de modernisation du matériel roulant, de non-cumul des activités les plus bruyantes et avec la mise en place d'un protocole de suivi des émissions sonores.

Notons en outre qu'il n'y aura aucune activité nocturne sur le site. Enfin, la mise en place de merlons de terre au nord et à l'est du site permettra de réduire encore le volume sonore perceptible au droit des milieux boisés. Ainsi, considérant qu'aucun enjeu relatif aux chiroptères en hivernation n'est présent à proximité de la zone d'extension, considérant que des mesures ont été prises pour réduire les émissions sonores pendant les périodes d'activité de la carrière, considérant que les nuisances sonores seront absentes pendant la période de reproduction de la plupart des espèces animales, l'impact sonore du projet n'est pas jugé significatif sur la faune.

Concernant la haie de compensation située à l'ouest, l'extraction ne sera pas susceptible de se rapprocher à moins de 10 mètres de ce linéaire, comme ce fut le cas dans le cadre de la précédente exploitation. L'exploitation de l'ancienne carrière à l'ouest n'a pas remis en cause les habitats de ce linaire, preuve en est que l'inventaire naturaliste a mis en évidence la présence d'espèce à enjeu, soulignant au passage l'efficacité de la haie. Les modalités d'exploitation seront maintenues. La mesure de réduction MR1 qui limitera l'extraction du 15 septembre au 31 mars permettra de supprimer les impacts du projet sur ce linaire, durant les phases plus sensibles que sont la reproduction et l'élevage des oisillons.

L'exploitation de l'ancienne carrière n'a pas empêché l'implantation et le développement de diverses populations de passereaux (Pie Grièche écorcheur, …) au droit de ce linéaire. Les modalités d'exploitation reconduites, cumulée à la mesure de réduction de la période de travaux (non existante dans le cadre de la précédente autorisation) permettront de réduire les impacts indirects du projet à un niveau marginal.

Concernant le boisement situé au nord-est et l'alignement d'arbres situé au nord, L'extraction ne sera pas susceptible de se rapprocher à moins de 20 mètres de ces éléments. Seuls des chiroptères ont été identifiés dans le boisement. Le niveau d'activité a été qualifié de faible par les experts naturalistes, traduisant un habitat peu favorable pour ces espèces et l'absence de gîtes. La présence de merlons et d'une période d'exploitation réduite permettront de limiter au maximum les impacts sur ce milieu en période diurne. En période nocturne, aucun impact n'est à redouter puisque la carrière ne fonctionnera pas la nuit. Comme indiqué précédemment, aucune vibration ne sera ressentie au niveau du boisement.

Pour les poussières, comme indiqué précédemment, les envols de poussières sont conditionnés par le niveau d'ensoleillement et de ventosité sui seront peu important lors de la période d'exploitation. L'extraction en eau permettra de limiter les impacts indirects. Une mesure relative à l'arrosage des pistes est présente dans l'étude d'impact, permettant de limiter l'envol de poussières en cas de grand vent et fort ensoleillement.

Concernant les reptiles, rappelons que les lisières susceptibles d'être fréquentées par ce groupe d'espèces, en chasse ou transit, ne seront pas directement impactées (aucune destruction de ces habitats). La période de mise en sommeil du site sera du 31/03 au 15/09 ; cette période d'activité de la carrière ne se superposera donc que de façon marginale à la période d'activité des reptiles (un mois et demi tout au plus, de mi-septembre à fin octobre).

Rappelons par ailleurs que le dérangement ne serait lié qu'aux bruits mécaniques des engins présents sur le site. Ces bruits mécaniques seraient liés à trois à quatre engins, y compris la dragline, simultanément présents sur le site pour l'extraction, et à la rotation de deux camions pour évacuer les matériaux vers le site de Brégnier.

Ce dérangement sera fortement atténué par l'organisation du plan d'exploitation : des merlons de terre créeront un effet protecteur au nord et à l'est du site, la présence de la zone en eau à l'ouest de la dernière phase d'exploitation éloignera, de fait, l'essentiel des activités mécaniques sur le site (circulations, chargements, déchargements) des zones les plus sensibles à l'ouest (haie et talus de la route).

Signalons enfin que ce dérangement ne pourrait porter que sur une partie des habitats concernés à la fois puisque l'exploitation de fera à l'avancement, de l'est vers l'ouest (200 m en phase 1, 135 m en phase 2, 185 m en phase 3). En prenant en compte ces facteurs d'atténuation du dérangement, et considérant le bruit ambiant initial, lié aux circulations sur les deux routes bordant le site, l'impact résiduel par dérangement sur les reptiles n'apparait pas significatif.

Concernant les chiroptères en chasse ou transit, rappelons qu'il n'y aura aucun impact direct significatif sur les 607 m de lisières et haies bordant le site et pouvant être utilisés comme zone de chasse ou de transit. Les mesures de balisage des zones sensibles, la réduction des emprises projet et la réduction des périodes d'exploitation de la carrière (fonctionnement sur 5,5 mois en période hivernale) permettent de supprimer totalement l'impact indirect par altération ou dérangement des espèces.

L'ensemble des mesures permet en effet de conserver intacte la fonctionnalité de ces lisières et haies en tant que zone de chasse pour les chiroptères (rôle de guide pour le vol et de réservoir de proies).Concernant les chiroptères en gites, comme expliqué ci-avant, le bruit de l'exploitation n'aura qu'un effet très limité sur le bosquet situé au nord-est.

Concernant les chiroptères en gites, comme expliqué ci-avant, le bruit de l'exploitation n'aura qu'un effet très limité sur le bosquet situé au nord-est. Le bruit n'interviendra qu'en période d'hibernation et ce bosquet ne présente qu'un très faible potentiel pour les chiroptères en hibernation (absence d'arbres de gros diamètre).

La présence des merlons de terre, atténuera encore la portée du bruit sur ces habitats potentiels. En conséquence, le bruit éventuellement subit au droit des habitats potentiels d'hivernation des chiroptères ne sera pas significativement supérieur au bruit ambiant lié à la circulation des véhicules et aux autres activités humaines.

L'impact résiduel par dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces, analysé dans le tableau suivant, est négligeable pour tous les groupes d'espèces.

XIII.L.1.d Dégradation des fonctionnalités écologiques

Un impact potentiel sur les continuités écologiques avait été identifié du fait de la présence d'axes de circulations de la petite faune au sein de la zone d'extension.

Le phasage du projet permet de garantir qu'en tout temps sera maintenu au moins un linéaire de fossé végétalisé permettant le transit de la petite faune du nord au sud au sein de l'emprise projet. Notons par ailleurs que les clôtures seront adaptées afin de maintenir la perméabilité écologique (MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement).

L'impact du projet sur les continuités écologiques sera faible et, en tout état de cause, temporaire.

XIII.A Synthèse des impacts résiduels et nécessité d'engager une procédure de demande de dérogation

Les tableaux, présentés en pages précédentes, synthétisent les impacts sur les différents groupes biologiques étudiés et les mesures qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet.

Il est rappelé ici que la société Carrières MBTP a élaboré un protocole d'évitement et de réduction d'impact efficace qui permettra de limiter au maximum son empreinte sur l'environnement ainsi qu'un programme de remise en état qui permettra de restituer au site une vocation agricole et naturelle.

Ainsi, l'impact résiduel du projet sur la biocénose restera faible.

Dans ce contexte, aucune procédure de demande de dérogation ne s'avère nécessaire.

XIV. DEFINITION DES MESURES COMPENSATOIRES QUI SERONT MISES EN ŒUVRE DANS LE CADRE DU PROJET

Compte tenu de l'absence d'impact résiduel du projet sur la biodiversité, aucune mesure compensatoire ne sera mise en œuvre.

XV. MESURES D'ACCOMPAGNEMENT COMPLEMENTAIRES PRISES DANS LE CADRE DU PROJET

Les mesures d'accompagnement correspondent à des mesures complémentaires aux mesures d'évitement, de réduction et de compensation. Il s'agit essentiellement de mesures qui seront prises dans le cadre des opérations de remise en état du site afin de réduire davantage l'empreinte écologique et environnementale du projet.

Les fiches des différentes mesures d'accompagnement sont disponibles en annexe T-9.

XV.A MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA1**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.a – Aménagement ponctuel (abris ou gites artificiels pour la faune)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens**
Objectifs	Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune
Calendrier	Début de la phase de fonctionnement, maintenu à l'issu de la remise en état
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Une zone favorable à la faune sera créée au nord-ouest de la zone d'extension, au niveau du lit de la Janotte, en aval du franchissement de la route de Mortillet (voir localisation p. 118 et 119). Cette zone écologique comprendra une mare temporaire, dont les berges seront en partie végétalisées ainsi que cinq amoncellements de pierres constituant des zones refuges pour les reptiles et amphibiens (murgiers). **Mare** La mare aura une surface de 250 m². Les profils de berges seront diversifiés (pente variant de 5 à 30 %). La forme de la mare ne sera pas géométrique, mais présentera des contours aléatoires et naturels. Le terrassement de la marre sera réalisé par tassement différentiel (par engin mécanique) des formations géologiques marneuses présentes naturellement dans le sous-sol, une fois la couche de terre végétale soigneusement retirée. Cette méthodologie offrira ainsi les garanties nécessaires pour assurer la perméabilité de la mare ainsi restituée. Le point haut de la ligne d'eau de la mare sera aligné et connecté au fond du lit mineur amont du ruisseau de manière que les écoulements puissent remplir gravitairement la mare. Un exutoire sera également créé et aligné sur le tronçon aval, laissant ainsi un libre écoulement des eaux en direction du Rhône et garantissant la libre circulation des espèces. Une partie des berges sera recouverte de galets lavés (20-40 mm), issus de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP. Le reste de la berge sera ensemencé avec un mélange grainier adapté aux sols humides. On s'attend à ce que la végétation hélophytique spontanée recolonise progressivement les parties les plus humides des berges. L'aménagement de la mare sera réalisé en période d'étiage ou d'assec afin de ne pas perturber les écoulements du cours d'eau, ni les espèces qui pourraient fréquenter ce secteur. Le semis sera effectué à l'automne ou au printemps. L'alimentation de la mare sera assurée par le cours d'eau ainsi que par les eaux de ruissellement de l'impluvium local. En cas d'étiage sévère ou d'assec, la mare ne sera plus alimentée et l'eau présente au sein de cette structure s'évaporera lentement, jusqu'à son assèchement complet.

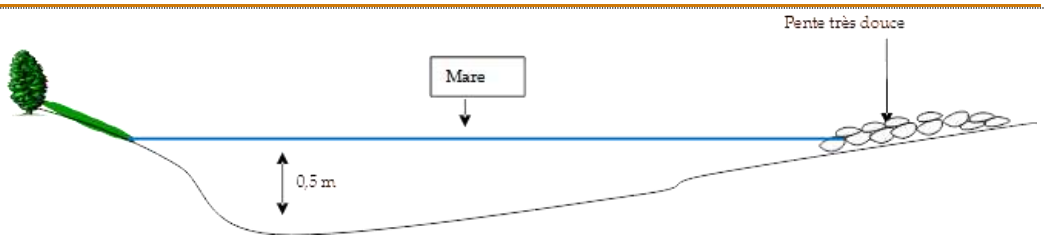


Schéma de principe d'aménagement de la mare (source Ingégone)

Murgiers

Les zones refuges pour les reptiles et amphibiens seront réalisées par création d'amoncèlements de pierres constitués des éléments suivants :

- 60 % de pierres de calibre 20-40 cm ;
- 20 % de pierres de calibre autre ;
- 20 % branchages et souches, positionnés à la base de l'amoncèlement.

Les matériaux nécessaires à la création de murgiers proviendront de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP.
Les murgiers seront mis en place pendant la première phase d'exploitation, entre le 15 sept et le 31 octobre.
Cette mesure permettra d'offrir un habitat de reproduction pour certaines espèces telles que les crapauds ou les reptiles.

Suivi et entretien

Si besoin, en cas de développement excessif des plantes hydrophytes (phragmites notamment), des opérations ponctuelles de faucardage avec dépôt des matériaux à proximité seront conduites dans la mare (fréquence tous les 5 ans maximum). Un curage et un remodelage du fond de la zone pourra également être conduit au bout de 10 ans à l'aide d'une mini-pelle en cas de comblement ou d'atterrissement des zones en eau. Les vases prélevées seront exposées au moins 48h sur les berges à proximité avant évacuation afin de permettre aux larves et insectes aquatiques de regagner la zone en eau. Ces différentes opérations seront systématiquement menées en septembre-octobre, hors période de reproduction et de présence des amphibiens dans le milieu aquatique et avant les températures rigoureuses de l'hiver (engourdissement des larves qui ne peuvent regagner l'eau).
L'entretien des murgiers n'appelle pas d'autre mesures que la poursuite de la gestion courante de la végétation des talus et bords de champs (fauche ou broyage annuel ou bisannuel).
L'objectif est d'assurer la tenue de l'aménagement tel que dimensionné au démarrage sur la durée de l'exploitation puis de laisser ce milieu humide évoluer naturellement sans intervention anthropique post-exploitation.

Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Mare : 1 000 € Murgiers : 500 € par murgier soit 2 500 €

Tableau 147 : Contenu de la mesure MA1

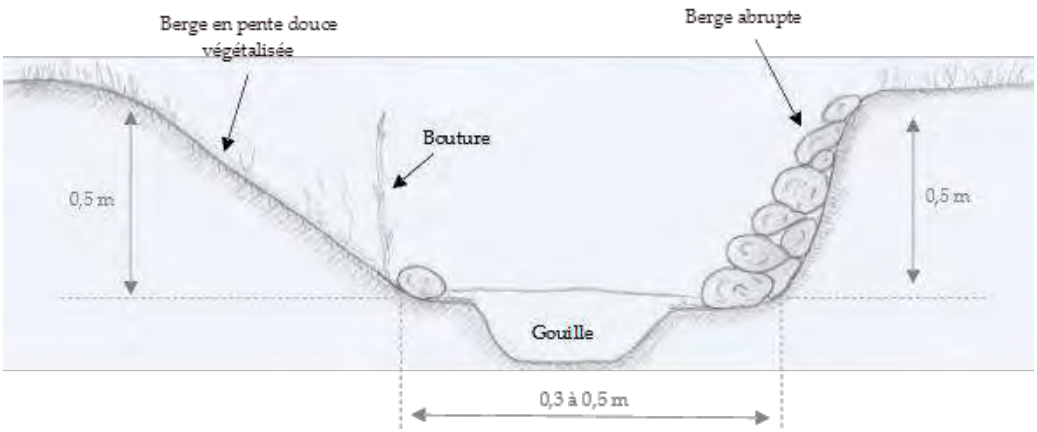
La carte présentée en page suivante illustre la position de cette mesure.

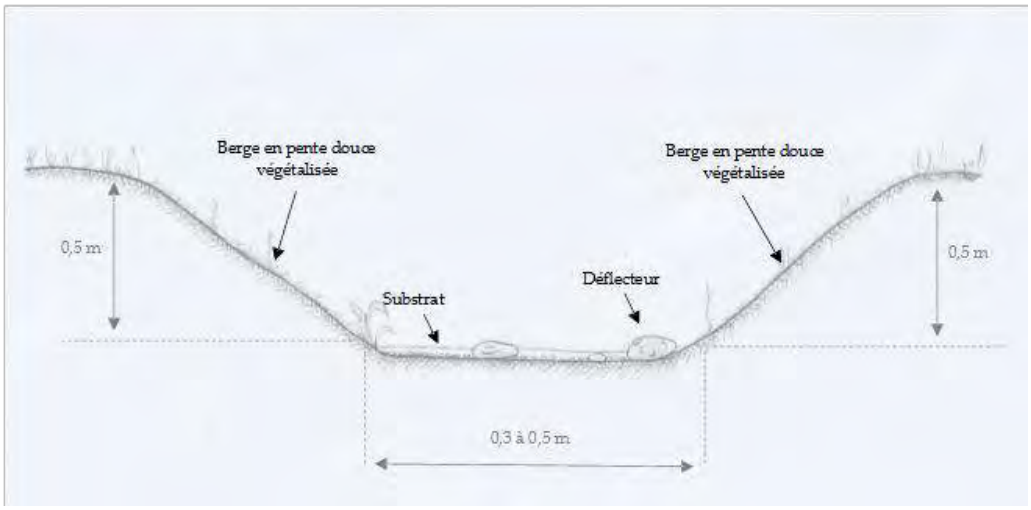
Figure 116 : Localisation de la mesure MA1
(Echelle 1/3 000e)



XV.B MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA2**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.b - Aide à la recolonisation végétale** **A3.c - Autre** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte**
Objectifs	Améliorer la perméabilité écologique
Calendrier	Phase de remise en état
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Le lit de la Janotte sera restitué à l'issu de la dernière phase d'exploitation et du remblaiement de la zone (voir localisation p. 118 et 119). La remise en état du chenal constitue une opportunité d'améliorer le fonctionnement hydrologique et écologique du cours d'eau selon les modalités suivantes. - étanchéification grâce à la mise en place d'un placage de marne (sur une épaisseur de 15 à 20 cm) naturellement présente sur le site ; - modelage des berges présentant une pente, variant entre 35 et 80°% ; - diversification des profils d'écoulement par la mise en place de blocs décamétriques groupés sous forme de déflecteurs, seuils échancrés, surcreusement de gouilles ; - mise en place d'un substrat sédimentaire centimétrique grâce à des matériaux exogènes, exemptes de toute pollution ou contamination bactérienne, issus de la carrière voisine exploitée par la société MBTP, sur une épaisseur maximale de 0,02 m ; - plantations, sur les berges, de bouture de saules en faible densité (50 boutures au total, groupées par petits massifs) et ensemencement adapté aux sols humides. Le ruisseau restitué présentera ainsi un tracé sinueux et varié avec une pente moyenne de 0,02 m/m, induisant une vitesse d'écoulement relativement élevée et donc favorable à une bonne oxygénation des eaux. La présence de surcreusements localisés (gouilles) permettra de prolonger les capacités d'accueil de la faune aquatique ou amphibie au début des périodes d'assec. La reconstitution d'une végétation rivulaire dense permettra de renforcer la fonctionnalité du tronçon concerné en tant que corridor écologique local. La restauration sera menée d'aval vers l'amont afin pouvoir connecter le chenal restitué à la partie amont, sans écoulement diffus au niveau des zones agricoles remises en état et maintenir une zone d'infiltration dans la nappe sous-jacente pendant la phase travaux.





Profils variés du lit restitué (source : Ingégone)

Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons, soit au cours de la troisième et dernière phase d'exploitation.

Suivi et entretien
Après remise en état, le lit de la Janotte sera entretenu par fauchage, par les exploitants agricoles de la même façon que les bandes enherbées riveraines. Le mode de gestion traditionnel tel que constaté en 2022 (fauche annuelle), apparait favorable au développement d'une végétation herbacée haute et de taillis de saules, favorable à la faune. Aucune convention de gestion n'est envisagée avec les agriculteurs concernant la gestion de la végétation dans le lit de la Janotte.

Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Restauration du lit et plantations : 7 500 €

Tableau 148 : Contenu de la mesure MA2

Figure 117 : Localisation de la mesure MA2
(Echelle 1/3 000e)



XV.C MA3 : Mise en place d'un suivi des eaux souterraines

Un relevé du niveau piézométrique sera réalisé mensuellement au droit de l'ensemble des ouvrages composant le réseau de surveillance actuel, pendant toute la durée de l'exploitation.

La localisation de ces ouvrages est présentée sur la carte en page suivante.

De plus, un prélèvement semestriel d'eaux souterraines et représentatif des périodes de hautes et basses eaux sera réalisé sur ces ouvrages ainsi qu'au droit du point de contrôle implanté au droit du séparateur à hydrocarbure.

Après mesure des niveaux piézométriques, les ouvrages seront purgés à l'aide d'une pompe submersible. Le temps de purge théorique correspond à un volume de purge égal à au moins trois fois le volume d'eau contenu dans chacun des ouvrages de suivis. Des fiches de prélèvements seront élaborées puis consignées dans chaque rapport d'étude.

Les échantillons seront identifiés par le nom de l'ouvrage de prélèvement. Le conditionnement des échantillons d'eau sera effectué à l'aide du flaconnage fourni par le laboratoire d'analyses.

Les flacons seront immédiatement placés dans une glacière réfrigérée, puis envoyés en fin de journée au laboratoire agréé.

Un échantillon d'eau sera prélevé par ouvrage puis analysé. Les paramètres suivants seront recherchés :

- Oxygène dissous ;
- Hydrocarbures dissous (C10-C40) ;
- Demande Chimique en Oxygène (DCO) ;
- Carbone Organique Total (COT) ;
- Chlorures ;
- Sulfates ;
- Nitrates ;
- Nitrites ;
- Ammonium ;
- Azote ;
- Indice phénol ;
- Fluorures ;
- Métaux lourds (Aluminium, Chrome, Manganèse, Nickel, Cuivre, Zinc, Arsenic, Sélénium, Molybdène, Cadmium, Antimoine, Baryum, Mercure et Plomb) ;
- Fer ;
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) ;
- Benzène et aromatiques (CAV-BTEX) ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- Polychlorobiphényles (PCB) ;
- Matières en suspension (MES).

Un rapport de synthèse sera réalisé à l'issue de chaque campagne de suivi et sera transmis à la préfecture de l'Ain.

Figure 119 : Localisation des ouvrages de surveillance de la nappe (Echelle 1/4 000e)



XV.D MA4 : Mesure d'accompagnement relatif à la création d'une Commission Locale d'Information (CLI)

Dans le cadre de l'autorisation en vigueur, une commission locale de suivi annuelle a été créée en 2018.

Instance de débat et de vigilance, les Commission Locale d'Information (CLI) assurent une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière d'impact des activités sur les personnes et l'environnement.

Représentative des populations riveraines et des installations suivies, les CLI rassemblent, toutes opinions confondues, des élus locaux, des associations environnementales, des délégués syndicaux, des experts et des représentants du monde économique, le cas échéant.

Cette commission, qui se réunira à l'initiative de la municipalité de Murs-et-Gélignieux ou du maître d'ouvrage, aura pour principal objectif de présenter l'état d'avancement de l'exploitation et les résultats des différents suivis menés sur le site.

Elle permettra également au maître d'ouvrage de recueillir un retour d'expérience de la part de la mairie et des riverains en termes de bruits, poussières, trafic, etc.

XV.E Synthèse des mesures d'accompagnement qui seront mises en œuvre

Le tableau présenté en page suivante synthétise les mesures d'accompagnement qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation.

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune	Début de la phase d'exploitation, maintenu à l'issu de la remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	3 500 €
MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	Améliorer la perméabilité écologique	Phase de remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	7 500 €

Nom	Désignation	Localisation	Contenu de la mesure	Impact résiduel après mise en œuvre de la mesure
MA3	Suivi des eaux souterraines	Réseau de surveillance piézométrique	Réalisation d'un suivi quantitatif et qualitatif sur l'ensemble de la durée de l'autorisation : ↳ Relevé piézométrique mensuel ; Analyses semestrielles des eaux souterraines	Positif en termes de connaissance des modifications hydrogéologiques locales
MA4	Création d'une Commission Locale d'Information	Ensemble du site	↳ Mise en place d'une commission locale d'information	Positif en termes de retour d'expérience

Tableau 149 : Tableaux de synthèse des mesures d'accompagnement qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet

XVI. MESURES DE SUIVIS

Les mesures de suivi ont pour objectif de rendre compte de la bonne exécution des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ainsi que de s'assurer de leur efficacité.

Les fiches des différentes mesures d'accompagnement sont disponibles en annexe T-10.

XVI.A Suivi de la mise en œuvre des mesures

Type de mesure	**Suivi**
Code	**MS1**
Nom	**Suivi de la mise en œuvre des mesures**
Objectifs	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état
Calendrier	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore
Mise en œuvre	L'exploitant veillera à la bonne application des mesures d'évitement et de réduction pendant toute l'exploitation de la carrière. Les prescriptions environnementales (zones sensibles, mises en défens) figureront sur le plan d'exploitation. L'exploitant sera accompagné par un écologue lors des phases critiques de l'exploitation du site. Un suivi de la faune et de la flore sera par ailleurs réalisé visant, pour chaque campagne concernée les groupes suivants : - Espèces exotiques envahissantes : 1 intervention sur site au mois de septembre, visant à mettre à jour la répartition des espèces exotiques envahissantes connues ou nouvelles ; - Reptiles et avifaune : 3 interventions sur site entre avril et aout visant à identifier les espèces présentes (points d'écoute, observation directe, utilisation de plaques à reptiles) ; - Amphibiens : deux interventions nocturnes entre mars et mai visant à identifier les espèces présentes (recherche de pontes, larves et adultes, points d'écoutes). Le suivi de la faune sera mené par observation directe, recherche de traces et points d'écoute. Les écoutes seront réalisées en matinée, sous conditions météorologiques favorables (absence de fort vent, forte précipitations ou canicule). Toutes les observations pertinentes au regard de la biologie des espèces seront consignées lors des interventions de l'écologue (nombre d'individus contactés, comportement, indices de reproduction). Les suivis devront porter une attention particulière sur la présence de la Cisticole des Joncs au niveau des merlons végétalisés, de la végétation présente le long des fossés ou cours d'eau réaménagés et au niveau des bandes de jachère mises en place en phase 3 de part et d'autre de la Janotte. Les suivis porteront également sur les aménagements temporaires (bande en friche et plots non semés) mis en place pour l'Alouette des champs. Les points de contrôle devant faire l'objet d'une attention particulière lors des suivis écologue sont localisés sur la carte dédiée. Ces suivis permettront rendre compte de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement mises en œuvre, et de proposer d'éventuelles adaptations ou mesures correctives. Ils permettront, en outre d'améliorer les connaissances sur l'écologie de la Cisticole des joncs, espèce dont l'écologie est encore mal connue en région Auvergne-Rhône-Alpes **Le détail de la mise en œuvre de la présente fiche mesure devra être communiqué à l'écologue en charge du ou des suivis.** Les interventions de l'écologue pendant l'exploitation seront organisées comme suit : - Sensibilisation initiale des équipes lors du démarrage de l'exploitation ; - Cartographie des espèces envahissantes pendant l'été précédent chaque ouverture d'une nouvelle tranche d'exploitation ; - Quatre campagnes de suivi de l'avifaune et des reptiles réparties pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Trois campagnes de suivi supplémentaire de l'avifaune pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Deux campagnes de suivi des amphibiens comprenant chacune 2 interventions sur site ;

	- Deux visites spécifiques d'encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement : - Constatation des remises en état et production d'un bilan final de la mise en œuvre des mesures environnementales. Un suivi écologue sera par ailleurs mené les trois années suivant la remise en état : - Trois campagnes de suivi de la flore exotique envahissante visant à contrôler l'émergence de nouveaux foyers sur les zones remises en état et, le cas échéant, préconiser des mesures de gestion ; - Trois campagnes de suivi de la faune comprenant chacune 3 interventions sur site. Chaque campagne de suivi fera l'objet d'un compte rendu faisant état des espèces présentes sur le site, de l'application des mesures environnementales et formulera d'éventuelles mesures correctives. Il est rappelé qu'une CLIS sera organisée annuellement. A cette commission seront notamment conviés les agriculteurs exploitant les parcelles de l'emprise du projet permettant, à travers les résultats de suivis, de réaliser une sensibilisation régulière sur les enjeux de biodiversité autour de la matrice culturale locale.
Coût	33 interventions de suivi écologique pendant l'exploitation avec production d'un compte rendu par campagne : 23 550 € Production d'un bilan général en fin d'exploitation : 900 € 12 visites de suivi faune et espèces envahissantes post exploitation avec production d'un rapport : 7 200 € (ne comprend la mise en œuvre des éventuelles mesures correctives)

Tableau 150 : Contenu de la mesure MS1

	2025	2026			2027	2028	2029				2030	2031	2032			2033	2034	2035			2036	2037					2038			2039			2040			2041			2042		
		av.	juin	août			mars	av.	mai	juin	août			av.	juin	août			av.	juin	août		mars	av.	mai	juin	août	oct.	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août
PHASAGE TECHNIQUE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE																																							
Phase technique quinquennale	Phase 1 : à l'extrémité Est de l'emprise										Phase 2 : au centre de l'emprise							Phase 3 : à l'extrémité ouest de l'emprise																							
Travaux de constitution des merlons de terres végétales au nord et à l'est du site	X																												X										
Travaux d'arase du merlon																															X								
Travaux de restitution des terrains agricoles	En continu, de manière coordonnée à l'avancée de l'exploitation																																						
MESURES DE REDUCTION ECOLOGIQUE																																							
Mise en œuvre de MR1 : Réduction des périodes d'exploitation entre mi-septembre et fin mars	Arrêt complet de toutes les activités, tous les ans, de fin mars à mi-septembre																																						
Mise en œuvre mesure MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	X																					X																	
Mise en œuvre mesure MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	X																																						
Mise en œuvre de MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintien d'une surface de 3 000 m² plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																						
Mise en œuvre de MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Clôture des zones en chantier de manière perméable au passage de la faune																																						
Mise en œuvre mesure MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Entretien du matériel roulant, végétalisation des terres mises à nu, balisage et traitement des foyers Mesure liée à MR3 et MS1																																						
Mise en œuvre mesure MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Maintien d'une surface de 3 000 m2 plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																						
Mise en œuvre mesure MR8 : Revégétalisation après remise en état	Végétalisation en début du projet de deux merlons principaux constitués au nord et à l'est de l'emprise, puis progressive au gré des surfaces libres de cultures ou d'exploitation du gisement																																						
Mise en œuvre mesure MR9 : Maintien d'habitats favorables à la Cisticole des joncs																						X																	
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT																																							
Mise en œuvre de MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	X																																						
Mise en œuvre de MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte																						X																	
MESURES DE SUIVI ECOLOGIQUE (Mesure MS1)																																							
Cartographie es espèces envahissantes	X					X				X					X					X					X														
Suivi des espèces envahissantes post-exploitation																																	X			X			X	
Sensibilisation initiale	X																																						
Suivi reptile et avifaune		X	X	X				X		X	X							X	X	X							X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi complémentaire avifaune uniquement													X	X	X								X		X	X				X	X	X							
Suivi amphibien							X		X													X		X															

X : intervention de suivi par un écologue

Tableau 151 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques (source Acer Campestre - 2024)

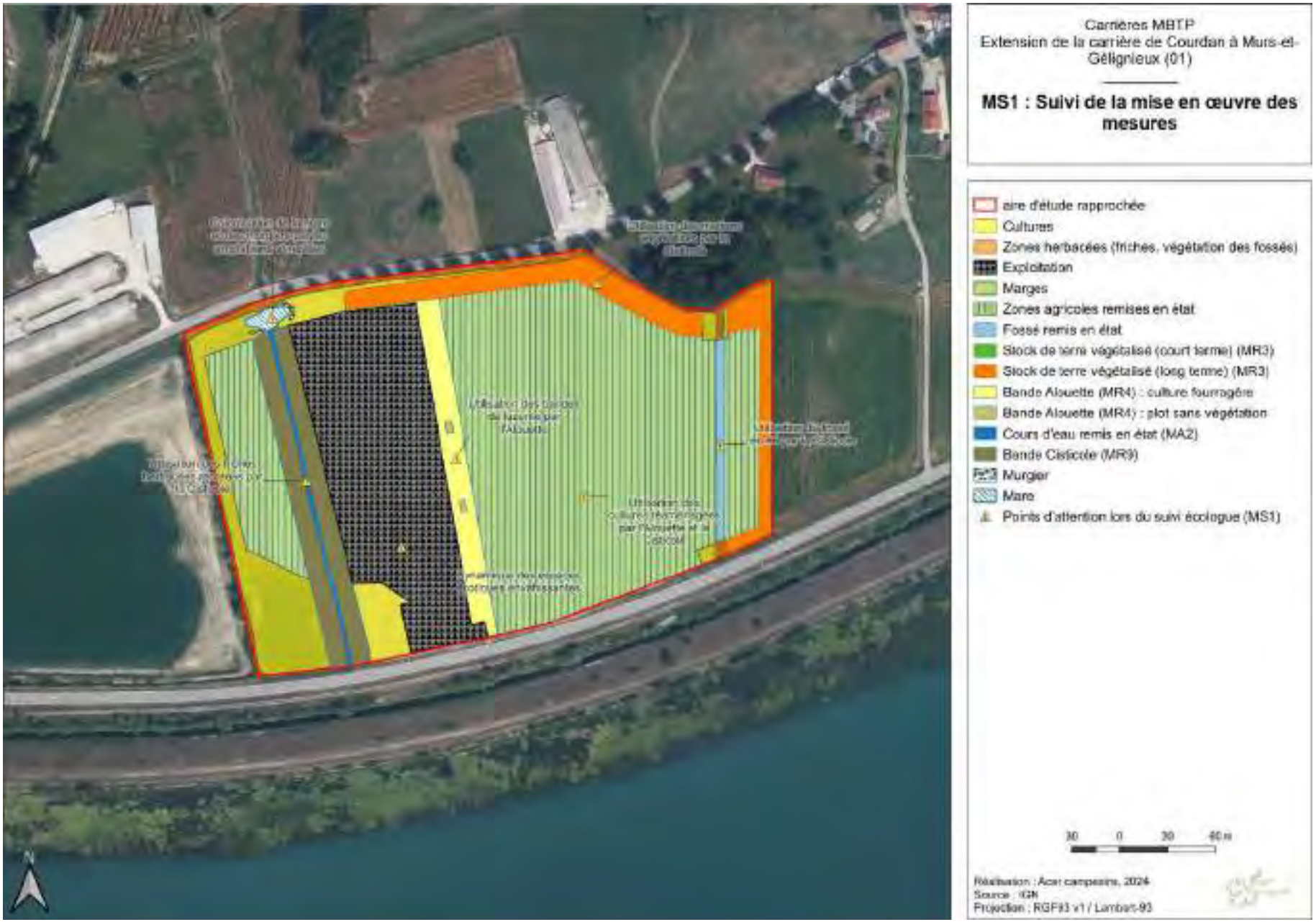


Figure 119 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques (source Acer Campestre - 2024)

XVI.B Synthèse de la mesure de suivi

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore	31 650 €

Tableau 152 : Synthèse des mesures de suivi

XVII. COUT INDUIT PAR LA MISE EN ŒUVRE DES DIFFERENTES MESURES ET PERFORMANCES ATTENDUES

Les niveaux de performances attendus pour les mesures font l'objet d'une appréciation en prenant en considération deux critères :

- L'intensité de l'effet potentiel avec la graduation suivante : faible, moyenne ou importante. Chaque fois que cela est possible, la réduction d'incidence se trouve quantifiée par une unité de mesure physique.
- Le délai d'application avec le choix arbitraire des annotations suivantes :
  - « Immédiat » : mesure déjà en vigueur ou avant exploitation du site ;
  - « Court terme » : au cours de la 1ère phase quinquennale d'exploitation ;
  - « Moyen terme » : au-delà de la 1ère phase quinquennale d'exploitation.

Les performances attendues des mesures qui seront mises en œuvre par catégories respectives sont présentées dans le tableau ci-après.

Les mesures d'évitement, de réduction, d'accompagnement et de compensation, destinées à réduire et supprimer les impacts du projet de carrière, représenteront un montant global de l'ordre de 192 000 Euros HT sur l'ensemble de la durée d'exploitation soit 15 ans.

Mesure	Désignation	Contenu	Coût € HT	Performances	
				Intensité	Application
ME1	Réduction et adaptation de l'emprise du projet	➔ Éviter les zones sensibles identifiées au sein de l'emprise de projet et à proximité	Mémoire	Importante	Immédiat
		Sous-Total Mesures d'évitement	**0 € HT**		
MR1	Réduction et adaptation des périodes d'adaptation	➔ Exploitation du site entre le 15 septembre au 31 mars.	Mémoire	Importante	Immédiat
MR2	Mise en défens des secteurs sensibles	➔ Mise en défens des milieux naturels sensibles	400 € HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR3	Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	➔ Mise en jachère ; ➔ Engrais vert ; ➔ Broyage bisannuel.	750 € HT 200 € HT 4 000 € HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR4	Création de bandes favorables à l'alouette des champs	➔ Implantation de végétation ➔ Broyage annuel	1800 € HT 7 500 € HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR5	Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	➔ Mise en place de clôture perméable aux passages de la faune	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR6	Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	➔ Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes ➔ Intervention d'arrachage des foyers après remise en état (3 passages)	Intégré au suivi 1 800 HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR7	Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	➔ Stabilisation des pistes	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR8	Revégétalisation après remise en état	➔ Végétalisation des terrains après remblaiement par des matériaux inertes et par la couche de terre végétale en surface.	500 € HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR9	Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	➔ Améliorer et sécuriser les conditions d'accueil de la Cisticole des joncs	7500 € HT	Importante	Court et moyen terme
MR10	Mesure relative à la gestion des eaux durant l'exploitation	➔ Maintien des modalités de gestion des eaux pluviales	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR11	Mesure relative à la préservation des sol	➔ Mise en place de bonne pratique pour restituer des sols	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR12	Mesure relative à la réduction des gaz à effet de serre	➔ Remise en état en parallèle de l'exploitation et restitution de sol agricole	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR13	Mesure relative aux commodités du voisinage	➔ Conduite d'exploitation ➔ Matériel conforme aux normes 1 000 € HT / an (15 ans) ➔ Mesures et contrôles 1 500 € HT / unité ➔ Limitation de la vitesse si nécessaire ➔ Plan de surveillance des retombées de poussières	Mémoire 15 000 € HT 22 500 € HT Mémoire 15 000 € HT	Importante	Court, moyen et long terme
MR14	Mesure relative au roulage et au transport des matériaux	➔ Mise en place du double fret	Mémoire	Importante	Court, moyen et long terme
MR15	Mesure relative à l'hygiène et la sécurité publique	➔ Formation et information permanente du personnel ➔ Respect strict des consignes de sécurité ➔ Vérifications techniques préventives du matériel ➔ Informations par panneaux ➔ Interdiction d'accès à toute personne étrangère à l'exploitation ➔ Remise en état coordonnée à l'extraction ➔ Tenue d'un plan d'exploitation remis à jour annuellement ➔ Aménagement de l'accès ➔ Entretien du portail d'entrée	Mémoire Mémoire Mémoire Mémoire Mémoire Mémoire 15 000 € HT Mémoire Mémoire	Important	Court, moyen et long terme
		Sous-Total Mesures de réduction	**91 950 € HT**		
MA1	Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	➔ Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune	3 500 € HT	Importante	Immédiat
MA2	Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	➔ Restituer le ruisseau de la Janotte et améliorer la perméabilité écologique	7 500 € HT	Importante	Immédiat
MA3	Suivi des eaux souterraines	➔ Réalisation d'un suivi quantitatif et qualitatif sur l'ensemble de la durée de l'autorisation : ➔ Relevé piézométrique mensuel ; ➔ Analyses semestrielles des eaux souterraines	Mémoire 60 000 € HT	Importante	Immédiat
MA4	Création d'une Commission Locale d'Information	➔ Mise en place d'une commission locale d'information	Mémoire	Important	Court, moyen et long terme
		Sous-Total Mesures d'accompagnement	**71 000 € HT**		
MS1	Suivi de la mise en œuvre des mesures	➔ Visite expert écologue ➔ Production de bilan ➔ Suivi faune et plantes invasives	31 650 € HT	Important	Court, moyen et long terme
		Sous-Total Mesures de suivi	**31 650 HT**		
		Total Mesures	**194 600 € HT**		

Tableau 153 : Coût induit par la mise en œuvre des différentes mesures et performances attendues

XVIII. MESURES PRISES POUR LA REMISE EN ETAT DU SITE DE COURDAN

XVIII.A Présentation

Il est rappelé que les terrains concernés par le projet d'extension de la carrière sont actuellement occupés par des terrains agricoles.

Par ailleurs, l'environnement périphérique présente une vocation essentiellement agricole et naturelle.

Compte tenu des éléments constitutifs de l'environnement local, une remise en état à vocation agricole et naturelle a été retenue en concertation avec les propriétaires des terrains.

XVIII.B Principes retenus pour la remise en état et une insertion paysagère réussie

Les travaux de remise en état seront combinés avec l'exploitation et devront répondre à plusieurs objectifs :

- Assurer la sécurité du site pendant l'exploitation et après l'arrêt des travaux ;
- Permettre la réintégration de la carrière dans son environnement ;
- Restituer des terrains à vocation agricole.

Pour cela, la remise en état s'appuiera sur le principe d'un programme de travaux progressifs et réguliers, coordonné à l'avancement des travaux d'exploitation. Le remblayage total de la fouille sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant :

- Des matériaux inertes issus des chantiers du BTP et provenant de la plateforme de Brégnier-Cordon ;
- Des matériaux stériles issus de la découverte.

L'ensemble des infrastructures sera démantelé (bureau, zone de stationnement …). Les différents stockages de granulats seront évacués du site.

XVIII.C Remise en état prévue dans le cadre du projet de la carrière de Courdan

Le plan de remise en état a été réalisé en tenant compte des différentes contraintes environnementales identifiées sur le site et des différentes mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation de la carrière.

Les travaux de remise en état du site permettront de restituer au droit de l'ancienne carrière, en plus des terrains agricoles, une mare en tête du ruisseau de la Janotte et le lit mineur de ce dernier, amélioré en termes d'écoulement et de fonctionnalités écologiques.

Le plan technique de remise en état du site, présenté en page suivante, est disponible en annexe C - 7.

XVIII.D Echéancier de la remise en état

L'échéancier prévisible de la remise en état et des aménagements est fonction :

- De la date de l'octroi de l'autorisation demandée (attendu pour le premier trimestre 2025) ;
- De la date de début des travaux (premier trimestre 2025) ;
- Du programme d'exploitation établi.

XIX. USAGE FUTUR DU SITE

Les travaux de remise en état du site permettront de restituer au droit de l'ancienne carrière, en plus des terrains agricoles, une mare en tête du ruisseau de la Janotte et le lit du ruisseau de la Janotte.

L'usage du site sera exclusivement à vocation agricole et naturelle.

Les avis de la commune de Murs-et-Gélignieux et des propriétaires des terrains sur les modalités de remise en état et la vocation future du site, sont respectivement présentés en annexes A – 3 et A – 4.

Figure 120 : Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)



XX. GARANTIES FINANCIERES LIEES A L'EXPLOITATION DU SITE DE COURDAN

XX.A Principe de calcul des garanties financières

Les garanties financières ont été calculées conformément à l'annexe I de l'arrêté du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées.

La carrière de Courdan est assimilée à une carrière dite « carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ». Le point 1 de l'annexe I de l'arrêté du 9 février 2004 modifié précise que le montant de la garantie financière est calculé par la relation suivante :

$$CR = \alpha (S_1C_1 + S_2C_2 + LC_3)$$

- CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée (*).
- S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.
- S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.
- L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Avec les coûts unitaires suivants (TTC)

- C_1 : « 15 555 » €/ha ;
- C_2 : « 34 070 » €/ha ;
- L : « 47 » €/m.

Le coefficient correctif α tient compte de l'érosion monétaire, ainsi que l'évolution du taux de TVA. Il est calculé de la manière suivante :

$$\alpha = \frac{Index}{Index_0} \times \frac{1+TVA_R}{1+TVA_0}$$

- Index : Indice TP01 au moment du dépôt de la demande d'autorisation, ou dépôt du dossier de réactualisation de la garantie financière ;
- Index0 : Indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
- TVAR : Taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;
- TVA0 : Taux de la TVA applicable en janvier 2009 soit 0,196.

Au mois de septembre 2024, le dernier indice TP01 connu, base 2010, s'établissait à 129,8 (Indice juin 2024 publié au Journal Officiel le 14 août 2024), soit une valeur corrigée de 848,18 en utilisant le coefficient de raccordement fourni par l'INSEE (6,5345).

Le coefficient α ressort à 1,376.

XX.B Application au site de Courdan

XX.B.I Définition du terme S_1

Dans le cas du site de Courdan, le terme S_1 prend en compte :

- L'emprise des pistes internes de circulation ;
- Les emprises de stockage ;
- L'emprise des aires de stationnement, des bureaux.

Le tableau ci-après précise la valeur du terme S_1 en fonction de chaque phase quinquennale d'exploitation.

Phases	Emprise des pistes internes	Aire dédiée au stockage des matériaux	Aire dédiée aux zones connexes	Emprise totale terme S_1
Phase 1 (2025 – 2029)	4 450 m²	10 680 m²	750 m²	1,59 ha
Phase 2 (2030 – 2034)	4 300 m²	10 930 m²	750 m²	1,60 ha
Phase 3 (2035 – 2039)	2 500 m²	10 580 m²	750 m²	1,38 ha

Tableau 154 : Emprises intégrées au terme S_1

XX.B.1 Définition du terme S_2

Le terme S_2 a été calculé en fonction des zones en travaux et des zones remises en état pour chaque phase quinquennale selon les plans d'exploitation présentés en annexe C - 5.

Le tableau ci-dessous précise la valeur du terme S_2 en fonction de chaque phase quinquennale d'exploitation.

Phases	Carreau d'exploitation	Zone en cours de remblai	Emprise totale terme S_2
Phase 1 (2025 – 2029)	2 600 m²	2 000 m²	0,46 ha
Phase 2 (2030 – 2034)	1 500 m²	4 450 m²	0,60 ha
Phase 3 (2035 – 2039)	1 000 m²	3 300 m²	0,43 ha

Tableau 155 : Emprises intégrées au terme S_2

XX.B.1 Définition du terme L

Le terme L a été calculé en fonction du linéaire de berge pour chaque phase quinquennale selon les plans d'exploitation présentés en annexe C - 5.

Le tableau ci-après précise la valeur du terme S_3 en fonction de chaque phase quinquennale d'exploitation.

Phases	Linéaire de berge en travaux
Phase 1 (2025 – 2029)	455 ml
Phase 2 (2030 – 2034)	480 ml
Phase 3 (2035 – 2039)	440 ml

Tableau 156 : Emprises intégrées au terme L

XX.B.2 Calcul des garanties financières pour le site de Courdan

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé des garanties financières associées à chaque phase d'exploitation de la carrière de Courdan.

Phases	Terme S_1	Terme S_2	Terme L	Terme S_1C_1	Terme S_2C_2	Terme LC_3	Sous Total	α	CR € TTC
Phase 1 (2025 – 2029)	1,59	0,46	455	24 701	15 672	21 385	61 759	1,376	**84 980**
Phase 2 (2030 – 2034)	1,60	0,60	480	24 857	20 272	22 560	67 689		**93 140**
Phase 3 (2035 – 2039)	1,38	0,43	440	21 513	14 650	20 680	56 843		**78 216**

Tableau 157 : Calcul détaillé des garanties financières

XXI. ESQUISSE DES PRINCIPALES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION EXAMINEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE ET LES RAISONS POUR LESQUELLES, LE PROJET PRESENTE A ETE RETENU

XXI.A Solution alternative

Les solutions de substitution du projet d'extension ont été abordées sous différents angles :

- Le lieu d'implantation ;
- Les contraintes techniques, géologiques, environnementales et règlementaires ;
- Les choix stratégiques ;
- La faisabilité économique ;
- Les opportunités foncières.

Une solution alternative constitue une réponse possible à l'ensemble des attentes d'un projet. Elle est caractérisée par un procédé technique, un coût de mise en œuvre, un impact global sur l'environnement et sur la santé publique.
La localisation et la géométrie d'une carrière sont avant tout conditionnées par la présence d'un gisement d'un matériau de qualité en vue de son exploitation. Il s'agit du premier facteur de choix pris en compte lors des études préliminaires.

Les contraintes environnementales, paysagères, foncières, réglementaires et d'aménagement du territoire viennent s'ajouter à la détermination de l'emprise finale de la carrière.

Ainsi, la solution de substitution au projet d'extension aurait consisté en l'implantation d'une nouvelle carrière dans un nouveau site propice à l'extraction de granulats.

Il convient de souligner que la recherche d'un nouveau site d'extraction nécessite d'importantes et longues études préalables dont l'objectif prioritaire sera d'identifier un gisement présentant des caractéristiques géologiques compatibles avec la fabrication de granulats.

Au-delà des aspects qualitatifs, l'identification d'un autre site d'extraction reste tributaire d'un long processus qui répond aux objectifs suivants (liste non exhaustive) :

- Identifier et hiérarchiser les servitudes réglementaires susceptibles d'affecter le projet ou sa périphérie immédiate ;
- Proposer une approche et une méthode de travail pour traiter le cas de chaque servitude identifiée dans un cadre réglementaire exhaustif ;
- Déterminer le contenu scientifique et technique de l'expertise naturaliste qui devrait être impérativement jointe à la future étude d'impact ;
- Caractériser l'état des documents d'urbanisme au droit du projet et établir les conditions d'une éventuelle mise en compatibilité ;
- Entamer des discussions avec la commune, afin d'obtenir son accord pour implanter le projet sur son territoire communal ;
- Examiner, dans le cadre d'une approche sommaire, les aménagements à envisager pour l'accès au gisement ;
- Analyser le contenu détaillé des zones spécifiques établies au titre de mise en valeur ou de la protection du patrimoine naturel ;
- Analyser les contraintes potentielles liées à l'archéologie préventive ;
- Décrire, justifier et hiérarchiser les différentes études techniques et administratives indispensables au projet ;
- Evaluer le coût de mise en œuvre et l'articulation de ces différentes études et dossiers sur la base d'un échéancier réaliste ;
- Justifier l'intérêt économique du projet ;
- Identifier les propriétaires concernés par le projet ;
- Entamer une négociation foncière avec les propriétaires.

Un tel processus de recherche nécessite à minima une dizaine d'années de recherches et d'études, voire bien davantage, en prenant en considération les aléas liés à la maîtrise foncière des terrains intégrés au projet.

Une telle durée apparaît incompatible avec la réactivité que nécessite l'extension d'un site en fonctionnement présentant encore un potentiel intéressant localement.

XXI.B Justification du choix de l'extension

XXI.B.1 Préambule

La société Carrières MBTP est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire sur la commune de Murs-et-Gélignieux, au lieu-dit Coudan depuis 2013.

Depuis l'automne 2021, le gisement de la carrière de Courdan est épuisé, obligeant la société MBTP à s'alimenter plus loin, chez d'autres sites de production de confrères, afin d'approvisionner ses chantiers et points fixes, augmentant ainsi les trajets, les émissions de gaz à effet de serre associés et impliquant des surcoûts importants pour l'entreprise.

Les matériaux alluvionnaires issus de la carrière actuellement autorisée alimentaient les différents chantiers de constructions (bâtiments industriel, maisons) mais également les négoces de matériaux dans le secteur de l'avant pays savoyard.

Depuis le printemps 2020, la société MBTP cherche donc des solutions pour pérenniser son activité, localement avec en particulier la production de granulats alluvionnaires, matériaux nobles, destinés à la production de béton pour la construction, pour la majeure partie.

Un travail de prospection élargi a été mené sur son aire de chalandise afin d'identifier des fonciers éligibles à l'étude d'un projet d'ouverture de carrière alluvionnaire.

Dans un premier temps, les recherches se sont portées sur des sites avec une extraction hors d'eau, en accord avec les orientations du SRC.

Une étude bibliographique a donc été réalisée afin de trouver des gisements alluvionnaires recensés par le BRGM et les sites de reports issus du schéma régional des carrières.

Les principales raisons qui ont conduits à ne pas retenir ces sites sont les suivantes :

- Incompatibilités d'ordre géologique ;
- Difficultés d'accès au site ;
- Localisation trop éloignée des plateformes de MBTP ;
- Habitations proches du site et/ou problème de covisibilité ;
- Incompatibilité avec les documents d'urbanisme (PLU) et refus de la municipalité.

Parmi les dernières solutions alternatives étudiées, MBTP Carrières avait retenu 4 scénarios de proximité avec la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon.

XXI.B.2 Scénarios étudiés

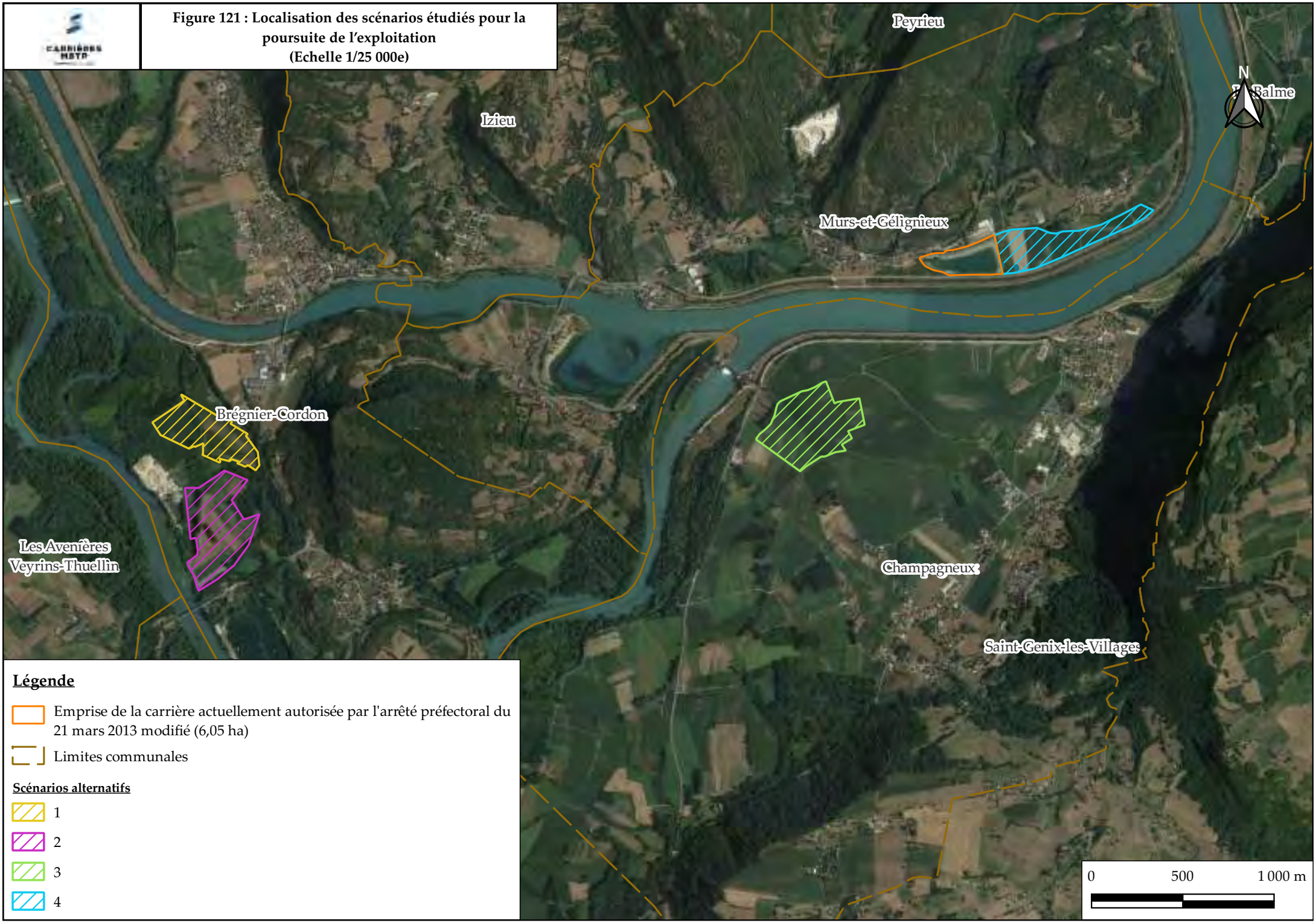
Compte tenu des différentes contraintes, 4 scénarios, situés à proximités de la plateforme de Brégnier-Cordon et constitués d'un gisement potentiellement compatible avec les besoins de la société MBTP, ont été retenus. Ils sont présentés dans le tableau en page suivante.

Les projets étudiés sont présentés sur la carte en page 353.

Critères	Scénario 1	Scénario 2	Scénario 3	Scénario 4
Localisation	Brégnier-Cordon	Brégnier-Cordon	Champagneux	Murs-et-Gélignieux
Surface	Environ 11 hectares	Environ 12 hectares	Environ 16 hectares	Environ 10 hectares
Compatibilité géologique	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui	Formation alluvionnaire (Fz) - Oui
Proximité avec la plateforme de traitement	Moins de 400 m. Présence d'un chemin d'accès permettant de relier la plateforme.	Moins de 500 m. La route d'accès à la plateforme longe ce site.	Environ 6 km, sur les routes départementales n°125 et 992.	Environ 7,1 km, par la route départementale n° 992.
Zone à défricher	Présence de haie	Présence de haie	Non	Non
Agriculture	Terrain agricole	Cultures de céréales	Cultures de céréales	Cultures de céréales
Biodiversité	Intégré dans la Réserve Naturelle Nationale du Haut Rhône Présence de boisements et de haies présentant des fonctionnalités écologiques importantes	Intégré dans la ZNIEFF de type I « Milieux alluviaux Rhône du Pont de Groslée à Murs-et-Gélignieux » Présence de boisements et de haies présentant des fonctionnalités écologiques importantes	En dehors de toute zones règlementaires (ZNIEFF, réserves naturel, Natura 2000, …) Présence d'habitats de milieux ouverts	Enjeu faible sur l'habitat, composé de culture Enjeu faible à fort sur l'avifaune : présence de l'alouette des champs et de la cisticole des joncs sur le secteur d'étude Enjeu faible sur les reptiles et les amphibiens Enjeu modéré à fort sur les chiroptères, présent en périphérie du site Enjeu faible sur les zones humides
Perceptions visuelles du site	Faible : le site est situé dans une plaine et est entouré par des haies/bois Perceptions possibles depuis les massifs environnant	Faible : le site est situé dans une plaine et est entouré par des haies/bois Perceptions possibles depuis les massifs environnant	Modéré : Le site se situe dans une vaste plaine, avec des perceptions depuis les massifs environnant	Modéré : Le site se situe dans une vaste plaine, avec des perceptions depuis les massifs environnant
Exploitation	Ouverture d'une nouvelle carrière - probablement en eau	Ouverture d'une nouvelle carrière – probablement en eau	Ouverture d'une nouvelle carrière – probablement en eau	Extension latérale de la carrière en eau existante
Remise en état coordonnée à l'exploitation	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement	Remblayage du carreau d'exploitation à l'avancement
Type de remise en état	Agricole et écologique	Agricole et écologique	Agricole	Agricole et naturelle
Plus-value écologique ou paysagère	Non	Non	Non	Oui
Sensibilité du SRC	Réserve Naturelle Nationale : Sensibilité rédhibitoire	ZNIEFF de type I : Sensibilité forte	Masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée : Sensibilité forte	Masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée : Sensibilité forte
Niveau de sécurisation de l'exploitation	++	+++	+++	+++
Investissements totaux	++	++	+++	+++
Scénario retenu	×	×	×	✓

Tableau 158 : Scénarios étudiés pour définir le projet

Figure 121 : Localisation des scénarios étudiés pour la poursuite de l'exploitation (Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Limites communales

Scénarios alternatifs

- 1
- 2
- 3
- 4

XXI.B.3 Scénario retenu

Compte tenu des enjeux biologiques (Réserve Naturelle Nationale pour le Scénario 1, ZNIEFF pour le scénario 2), ces deux sites n'ont pas été retenus pour la poursuite de l'activité extractive de la société MBTP.

Les scénarios 3 et 4 présentent des caractéristiques similaires.

Cependant, le gisement était bien connu au droit du scénario 4 puisqu'il est situé dans le prolongement de la carrière actuellement autorisée. Les matériaux composants ce gisement correspondent aux besoins de la société Carrières MBTP.

De plus, au droit des terrains inclus dans le projet, les propriétaires des terrains étaient déjà connus, la société MBTP étant déjà implantée localement, ce qui facilite les échanges.

Par ailleurs, le site n°4 présente l'avantage de se situer au droit d'une route départementale qui permettra de sécuriser l'insertion des futurs poids lourds sur le réseau routier périphériques, ce qui n'est pas le cas dans le scénario n°3.

La proximité avec le site existant a permis de rendre le projet acceptable auprès des riverains et de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Enfin, le gisement de la carrière actuellement autorisée étant épuisé, les délais d'ouverture d'une nouvelle carrière avec les différentes études, les discussions avec les propriétaires, les riverains … étaient incompatibles avec les besoins de la société MBTP de pérenniser son activité sur le territoire.

Le scénario 4, à savoir l'extension de la carrière actuellement autorisée, a donc été retenu.

XXI.B.4 Adaptation du scénario retenu

Une fois la localisation du site retenue, l'emprise du projet d'extension a été ajustée en fonction du contexte local (biodiversité, agricole, riverain, …) et des opportunités foncières.

Pour limiter les impacts sur les habitants du hameau de Tremurs, une partie des terrains à l'Est a été retirée de l'emprise du projet.

L'emprise retenue est présentée en page suivante.

XXI.B.5 Compatibilité du scénario retenu avec le Schéma Régional des Carrières

La compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières est présentée dans le chapitre XXIII.H.

Figure 122 : Scénario retenu dans le cadre de l'extension de la carrière (Echelle 1/10 000e)



XXII. RAISONS AYANT MOTIVE LE PROJET

XXII.A Loi Grenelle II

Le Ministère de l'Ecologie et de la Transition (MET) a publié en mars 2012 une stratégie nationale pour la gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières.

Cette publication vise à assurer le maintien de l'autosuffisance en France, tout en s'inscrivant dans le respect des trois piliers du développement durable que sont l'environnement, le social et les aspects économiques.

Le Grenelle de l'Environnement prend des engagements concernant directement l'industrie extractive, à savoir :

- **Le développement par voie d'eau** : peu applicable dans le contexte de la carrière de Courdan. Un port de plaisance est présent à environ 2,3 km, par la route départementale D 992. Cependant, ce port n'est pas dimensionné pour le transport de marchandise. De plus, la carrière alimente en granulats des sites localisés généralement dans un rayon de 40 km. Le transport fluvial ne s'avère pas pertinent dans ce cas. Enfin, entre la carrière et la plateforme de traitement, se trouve un barrage hydroélectrique, empêchant toute navigation ;
- **Le développement des grandes infrastructures de transport** : Le site est connecté à un axe routier majeur : la RD 992 ;
- **La politique du logement, notamment social** : matériaux de construction pour le béton. Les granulats issus de la carrière de Courdan constituent une matière première de premier plan pour la réalisation de béton haute performance ou d'enrobés ;
- **La systématisation des études d'impact** : les études faune/flores ont été menées avant la constitution de l'évaluation environnementale du projet en vue d'évaluer l'environnement écologique avant de poursuivre le projet ;
- **L'engagement de développer le mode non routier et réduire les gaz à effet de serre** : Peu applicable au site de Courdan, en raison de l'absence d'autre mode de transport pérenne et techniquement viable en périphérie de la carrière ;
- **Utilisation plus rationnelle des ressources, recyclage des déchets du BTP** : Le gisement n'est exploité qu'en fonction de la demande du marché et pour les stricts besoins de la société MBTP. De plus, le projet prévoit le remblayage total du carreau d'exploitation, avec des matériaux inertes.

XXII.B Importance des granulats pour la collectivité

XXII.B.I Définition

Le granulat est un fragment de roche, destiné à entrer dans la composition des matériaux destinés à la fabrication d'ouvrages de travaux publics, de génie civil et de bâtiment.

C'est la première ressource du sous-sol exploitée en France avec une consommation de 453 millions de tonnes en 2019 (72,3 % des granulats proviennent des carrières et 27,7 % du recyclage (source UNICEM)).

Il existe plusieurs types de granulat en fonction de leur origine ou de leur composition :

- Granulats de roches meubles ;
- Granulats de roches massives ;
- Granulats issus du recyclage ;
- Granulats marins (siliceux et calcaires).

XXII.B.2 Un matériau indispensable

L'extraction de minéraux (industriels ou à usage principal dans la construction) représente le premier flux de matières premières entrants dans l'économie.

Les produits des carrières constituent les matériaux de base pour construire des routes, des chemins de fer, des voies d'eau navigables, des aéroports, restaurer des monuments historiques ou encore créer des aménagements paysagers. Indispensables à la fabrication du béton, les granulats constituent donc un matériau d'intérêt général.

En effet, le béton est aujourd'hui le produit le plus utilisé dans le monde pour la construction de bâtiments, d'infrastructures (immeubles, lycées, collèges, ponts, centrales électriques, digues portuaires…) et des éléments préfabriqués nécessaires à ces derniers (tuyaux d'assainissement, blocs, poutrelles, pavés, planchers, escaliers…).

La réparation des usages des granulats, en France, en 2019, est présentée dans le graphique ci-dessous.

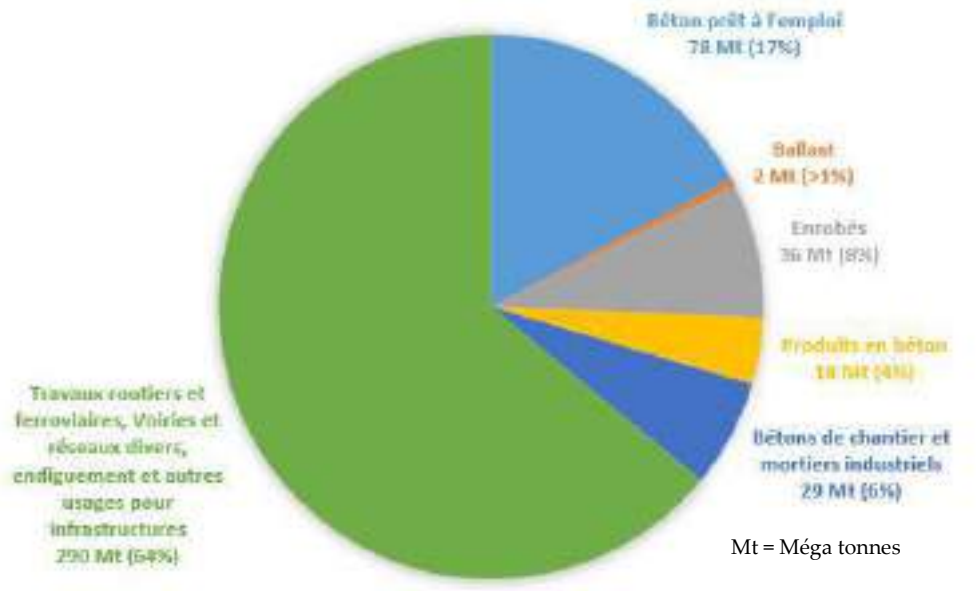


Figure 123 : Répartition de l'utilisation des granulats en 2019 (Source : Unicem)

Pour exemple, 100 à 300 tonnes de granulats sont ainsi nécessaires pour construire une maison individuelle, 20 000 à 40 000 tonnes pour un hôpital ou un lycée et 30 000 tonnes pour un kilomètre d'autoroute.

La consommation de granulat représente environ 15 kg par jour et par habitant.

Les besoins en matériaux (y compris ceux issus du recyclage) sont estimés, en région Auvergne-Rhône-Alpes, à 49 Mt par an (source UNPG).

La provenance de ces matériaux sont actuellement répartis de la manière suivante :

- Roches meubles : 25,2 Mt ;
- Roches massives : 20,1 Mt
- Matériaux recyclés : 4,7 Mt.

XXII.C Cas des matériaux spécifique de la société Carrières MBTP

XXII.C.1 Préambule

L'entreprise Carrières MBTP produit des matériaux destinés au bâtiment (béton prêt-à-l'emploi, préfabrication) et aux travaux publics (terrassement, V.R.D., aménagements paysagers). Sa clientèle se compose d'entreprises du BTP, de collectivités locales, de centrales à béton, de syndicats intercommunaux et de particuliers, répartie sur trois départements : l'Ain, l'Isère et la Savoie.

Elle dispose pour cela de plusieurs activités :

- Extraction de roches meubles (éboulis, alluvionnaires) ou massives (roches consolidées sédimentaire de type calcaires) pour la production de granulats et d'enrochements ;
- Recyclage des matériaux du BTP.

Les sites d'extraction des matériaux bruts sont localisés dans les départements de l'Ain et de la Savoie :

- La carrière de Courdan, à Murs-et-Gélignieux (01) pour l'alluvionnaire en eau ;
- La carrière de Mongelaz, à Murs-et-Gélignieux (01) pour le calcaire (roche massive) ;
- Les carrières de Champagneux et de La Balme (73), pour les éboulis calcaires.

Le tableau ci-après présente les autorisations préfectorales dont dispose l'entreprise Carrières MBTP pour l'exploitation de ses carrières ainsi que la nature des gisements exploités et les différents usages qu'il est fait des matériaux extraits.

La plateforme de Brégnier-Cordon (en cours d'enregistrement au moment du dépôt de la présente demande) assure le recyclage et le stockage des matériaux inertes et d'une partie des matériaux issus des carrières du maître d'ouvrage.

La société MBTP souhaite faire évoluer et améliorer le fonctionnement global de ses sites d'extraction et de recyclage de sorte à répondre le mieux possible aux enjeux économiques et environnementaux rencontrés et plus largement sur son territoire (mutualisation des moyens pour une meilleure gestion de la ressource primaire et secondaire ; fonctionnement saisonnière de certains sites envisagés ; double fret, etc.).

A ce titre, le site de Brégnier-Cordon deviendra à court terme un site stratégique de la société MBTP puisque ce dernier permettra d'une part de recycler et valoriser les matériaux inertes importer depuis les différents chantiers et d'autre part offrir une zone de traitement primaire et/ou secondaire des matériaux issus de quatre sites extractifs du maitre d'ouvrage à savoir Mongelaz, Champagneux, la Balme et Courdan, en proportion variable, en fonction des marchés et besoins locaux.

Cette plateforme permettra également de stocker de manière temporaire des produits finis issus du traitement réalisé in situ sur le site avant leur évacuation vers les centres de consommation.

L'activité générale de production de granulats (recyclés et naturels), de la société, augmente pour répondre aux besoins de sa clientèle, régulièrement renforcée, au sein de son aire de chalandise, présentée en page 360.

XXII.C.2 Cas de la carrière de Courdan

Sur 2019 et 2020, le rythme moyen annuel d'exploitation pour la carrière de Courdan était de 55 600 tonnes.

Depuis l'automne 2021, ce gisement alluvionnaire est épuisé.

En 2022, MBTP Carrières a commercialisée 50 000 tonnes de matériaux restants de Courdan et acheté en supplément, pour répondre aux besoins de son réseau de client, 45 000 tonnes de matériaux de qualité équivalente à d'autres producteurs de granulats. Depuis l'écoulement de ses derniers stocks, MBTP Carrières procède à une sélection de ses chantiers et se fournit auprès d'autres exploitant pour acheter des matériaux de qualité équivalente, en attendant une possible reprise des activités sur Courdan.

Selon les prévisions de la société, les besoins en granulats (sables et graviers) sont équivalents voire légèrement en hausse par rapport à la période 2019/2021, d'où la demande des rythmes d'exploitation suivants :

- Rythme moyen annuel : 60 000 t ;
- Rythme maximal annuel : 70 000 t.

Les caractéristiques de la carrière alluvionnaire de Courdan sont présentées en page suivante.

Site	Localisation	Arrêté préfectoral en vigueur	Durée de l'autorisation	Production Moyenne	Production Maximale	Type de matériaux	Usages	Procédure en cours
Carrière de Mongelaz	Murs-et-Gélignieux (01)	27 décembre 2017	12 ans	90 000 t	120 000 t	Grave calcaire concassé Gravillon concassé Blocs calcaires	Aménagement de plateforme logistique (50 %) Bétons spéciaux type béton décoratifs (10 %) Produits paysagers (40 %)	Demande de renouvellement et d'extension de la carrière
Carrière de Courdan		21 mars 2013	11 ans	40 000 t	60 000 t	Alluvions roulés calcaires : Sables et graviers lavés Tout venant alluvionnaire	Béton pour la construction (70 %) VRD (30%)	Demande d'extension en cours
Carrière de Champagneux	Champagneux (73)	7 janvier 2009	19 ans	70 000 t	100 000 t	Eboulis calcaires ocre, concassés	BTP / Paysagistes/Particuliers Utilisés en finition	Demande de renouvellement et de modification des conditions d'exploitation
Carrière de la Balme	La Balme (73)	22 octobre 2018	15 ans	25 000 t	30 000 t	Eboulis calcaires bruts	BTP / Réfection chemins forestiers, plateformes	/

Tableau 159 : Caractéristiques des carrières exploitées par la société Carrières MBTP

Gisement	Echéance de l'autorisation	Production actuellement autorisée	Production demandée	Historique de l'activité et perspectives	Type de matériaux	Usages	Marché et zones d'emploi
Alluvions du Rhône	21 mars 2024	Moyenne : 40 000 tonnes Maximale : 60 000 tonnes	Moyenne : 60 000 tonnes Maximale : 70 000 tonnes	Epuisement du gisement en automne 2021 avec sélection des chantiers (écoulement des stocks / refus de certains chantiers + achats de matériaux de qualité équivalente auprès d'autres exploitants) Rythme moyen annuel de 55 600 t sur la période 2019-2020 Prévisions des besoins futurs en granulats issus du site de Courdan au sein du réseau MBTP : quantité équivalente ou légèrement à la hausse.	Alluvions roulés calcaires : sables et graviers lavés tout venant alluvionnaire	Béton pour la construction (70 %) VRD (30%)	Avant Pays Savoyard /Nord de L'Isère / Ain Clients principaux : BETON RHONE ALPES - TABARINI (Oyeu, 38) - GUTTIN VEZIN (Les Abrets, 38) - SBTP (01) - RICHARD (Yenne, 73) - GIROUD GARAMPON (Massieu,38) EIFFAGE VOGLANS ET BELLEGARDE (Voglans, 73) - Agences SAMSE (Pont de Beauvoisin / St Savin, 38) - EIFFAGE Gauthey (Les Arbrets, Bourgoin, 38)

Tableau 160 : Caractéristiques de la carrière de Courdan

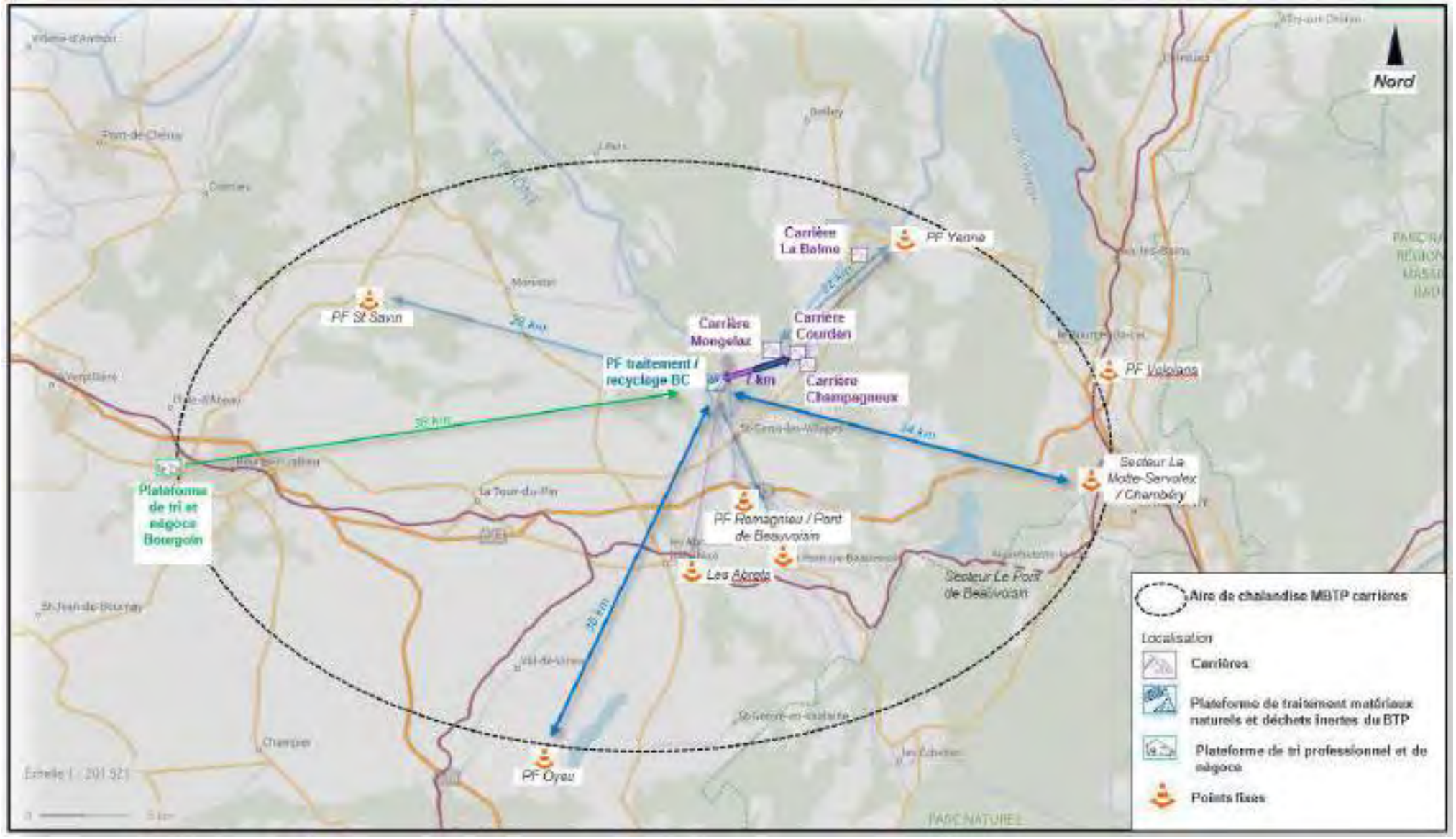


Figure 124 : Aire de chalandise de la société MBTP (Source : MBTP, 2023)

Une fois extraits, les matériaux alluvionnaires du site de Courdan sont acheminés sur une plateforme de traitement de la société (plateforme de traitement et recyclage de Brégnier-Cordon) localisée à environ 7,1 km environ du site de Courdan.

Aujourd'hui, ce site accueille des installations dimensionnées pour permettre le stockage et le traitement de matériaux primaires extraits en carrière ou issus de chantiers de terrassement ainsi que des déchets inertes issus du BTP en vue de leur recyclage. »

Les produits issus de ces deux activités (extraction, recyclage) sont complémentaires et permettent à MBTP à travers une large gamme de produits d'apporter une réponse spécifique à chaque besoin, pour chaque client.

La carrière de Courdan est à ce jour la seule carrière de la société à fournir des sables et graviers roulés.

La poursuite de l'exploitation permettra donc de pérenniser la société Carrières MBTP et la fourniture en matériaux nobles de qualités des clients et zones de consommation périphériques.

XXIII. COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES SERVITUDES ET DISPOSITIONS LEGISLATIVES OU REGLEMENTAIRES AFFECTANT L'UTILISATION OU L'OCCUPATION DES SOLS.

XXIII.A Analyse de la compatibilité du projet avec Plans, schémas, programmes et autres documents de planification référencés par l'article R. 122-17 du code de l'Environnement

L'article R. 122-17 du Code de l'Environnement identifie les différents plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à une évaluation environnementale. Sont présentés dans les tableaux suivants, les différents thèmes visés par l'article R122-17 du Code de l'Environnement.

Plan, schéma, programme, document de planification	Commentaire
1° Programmes opérationnels élaborés par les autorités de gestion établies pour le Fonds européen de développement régional à l'exception des programmes opérationnels de coopération territoriale européenne qui ne relèvent pas du II de l'article L. 122-4 du présent code, le Fonds européen agricole et de développement rural et le Fonds de l'Union européenne pour les affaires maritimes et la pêche	Pas de connexion avec le projet
2° Schéma décennal de développement du réseau prévu par l'article L. 321-6 du Code de l'Energie	Pas de connexion avec le projet
3° Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables prévu par l'article L. 321-7 du Code de l'Energie	Pas de connexion avec le projet
4 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du Code de l'Environnement	Le projet est concerné par le SDAGE Rhône Méditerranée.
5 Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du Code de l'Environnement	Le projet n'est concerné par aucun SAGE
6° Le document stratégique de façade prévu par l'article L. 219-3, y compris son chapitre relatif au plan d'action pour le milieu marin	Pas de connexion avec le projet
7° Le document stratégique de bassin maritime prévu par les articles L. 219-3 et L. 219-6	Pas de connexion avec le projet
8 Programmation pluriannuelle de l'énergie prévue aux articles L. 141-1 et L. 141-5 du Code de l'Energie	Pas de connexion avec le projet
8 bis Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse prévue à l'article L. 211-8 du code de l'énergie	Pas de connexion avec le projet
8 ter Schéma régional de biomasse prévu par l'article L. 222-3-1 du code de l'environnement	Pas de connexion avec le projet
9 Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie prévu par l'article L. 222-1 du Code de l'Environnement	Le SRCAE a été arrêté le 24 avril 2014
10 Plan climat air énergie territorial prévu par l'article R. 229-51 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
11 Charte de parc naturel régional prévue au II de l'article L. 333-1 du Code de l'Environnement	Pas de connexion directe avec le projet
12 Charte de parc national prévue par l'article L. 331-3 du Code de l'Environnement	Pas de connexion directe avec le projet
13 Plan départemental des itinéraires de randonnée motorisée prévu par l'article L. 361-2 du Code de l'Environnement	Aucun itinéraire de randonnée n'a été identifié au droit du projet
14 Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques prévues à l'article L. 371-2 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
15 Schéma régional de cohérence écologique prévu par l'article L. 371-3 du Code de l'Environnement	Le SRCE a été arrêté le 6 mai 2015 et a été intégré au SRADDET
16 Plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation des incidences Natura 2000 au titre de l'article L. 414-4 du code de l'environnement, à l'exception de ceux mentionnés au II de l'article L. 122-4 du même code	Le projet se situe en dehors de tout site rattaché au réseau Natura 2000
17 Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du Code de l'Environnement	Le projet est soumis au schéma régional des carrières
18 Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
19 Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
20 Plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
21° Plan national de gestion des matières et déchets radioactifs prévu par l'article L. 542-1-2 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
22° Plan de gestion des risques d'inondation prévu par l'article L. 566-7 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
23 Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
24° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du Code de l'Environnement	Pas de connexion avec le projet
25 Programme national de la forêt et du bois prévu par l'article L. 121-2-2 du Code Forestier	Pas de connexion avec le projet
26° Programme régional de la forêt et du bois prévu par l'article L. 122-1 du Code Forestier	Pas de connexion avec le projet
27° Directives d'aménagement mentionnées au 1° de l'article L. 122-2 du Code Forestier	Pas de connexion avec le projet
28° Schéma régional mentionné au 2° de l'article L. 122-2 du Code Forestier	Pas de connexion avec le projet
29° Schéma régional de gestion sylvicole mentionné au 3° de l'article L. 122-2 du Code Forestier	Pas de connexion avec le projet
30° Schéma départemental d'orientation minière prévu par l'article L. 621-1 du Code Minier	Pas de connexion avec le projet
31° Les 4° et 5° du projet stratégique des grands ports maritimes, prévus à l'article R. 5312-63 du Code des Transports	Pas de connexion avec le projet
32° Réglementation des boisements prévue par l'article L. 126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime	Pas de connexion avec le projet
33° Schéma régional de développement de l'aquaculture marine prévu par l'article L. 923-1-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime	Pas de connexion avec le projet
34 Schéma national des infrastructures de transport prévu par l'article L. 1212-1 du code des transports	Pas de connexion avec le projet
35° Schéma régional des infrastructures de transport prévu par l'article L.1213-1 du Code des Transports	Pas de connexion avec le projet
36° Plan de mobilité prévu par les articles L. 1214-1 et L. 1214-9 du code des transports	Pas de connexion avec le projet
37° Contrat de plan Etat-région prévu par l'article 11 de la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification	Pas de connexion avec le projet
38° Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, prévu par l'article L. 4251-1 du Code Général des Collectivités Territoriales	Pas de connexion avec le projet
39° Schéma de mise en valeur de la mer élaboré selon les modalités définies à l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions	Pas de connexion avec le projet
40° Schéma d'ensemble du réseau de transport public du Grand Paris et contrats de développement territorial prévus par les articles 2,3 et 21 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris	Pas de connexion avec le projet
41° Schéma des structures des exploitations de cultures marines prévu par à l'article D. 923-6 du Code Rural et de la Pêche Maritime	Pas de connexion avec le projet
42 Schéma directeur territorial d'aménagement numérique mentionné à l'article L. 1425-2 du Code Général des Collectivités Territoriales	Pas de connexion avec le projet
43° Directive territoriale d'aménagement et de développement durable prévue à l'article L. 102-4 du code de l'urbanisme	Le projet n'est concerné par aucune DTA
43 bis Directive territoriale d'aménagement prévue à l'article L. 172-1 du code de l'urbanisme	Pas de connexion avec le projet
44° Schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 122-5	Pas de connexion avec le projet
45 Schéma d'aménagement régional prévu à l'article L. 4433-7 du Code Général des Collectivités Territoriales	Pas de connexion avec le projet
46° Plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales	Pas de connexion avec le projet
47 Schéma de cohérence territoriale	Le projet est concerné par le SCOT du Bugey
48° Plan local d'urbanisme	Le projet est concerné par la carte communale de Murs-et-Gélignieux.
49° Prescriptions particulières de massif prévues à l'article L. 122-24 du Code de l'Urbanisme	Pas de connexion avec le projet
49 bis Les unités touristiques nouvelles structurantes prévues au second alinéa de l'article L. 122-20 du code de l'urbanisme et mentionnées à l'article R. 104-17-1 et aux a et c du 1° de l'article R. 104-17-2 de ce code	Pas de connexion avec le projet
49 ter Les unités touristiques nouvelles locales prévues au second alinéa de l'article L. 122-21 du code de l'urbanisme lorsqu'elles permettent la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000	Pas de connexion avec le projet
50° Schéma d'aménagement prévu à l'article L. 121-8 du Code de l'Urbanisme	Pas de connexion avec le projet
51 Carte communale lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000	Pas de connexion avec le projet

Tableau 161 : Analyse des points de compatibilité du projet avec les différents thèmes visés par l'article R122-17 du Code de l'Environnement

XXIII.B Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône – Méditerranée

Le SDAGE 2022-2027 a été adopté le 18 mars 2022 par le comité de bassin Rhône-Méditerranée.

Au travers de ses 9 orientations fondamentales, il concerne l'ensemble des milieux aquatiques du bassin Rhône-Méditerranée.

Les 9 orientations majeures se déclinent de la manière suivante :

- S'adapter aux effets du changement climatique ;
- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité ;
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques ;
- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau ;
- Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux ;
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé ;
- Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides ;
- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir ;
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

L'analyse de la compatibilité du projet avec les principales orientations du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027, se trouve présentée dans les tableaux ci-après.

Il est démontré que l'activité envisagée ne se situe pas dans un contexte particulièrement sensible du point de vue des eaux superficielles.

Concernant les eaux souterraines, il peut être démontré que l'activité envisagée, et ses procédés d'extraction, ne sauraient présenter d'incidences ni sur la qualité des eaux souterraines, ni sur les objectifs de préservation et de qualité retenus pour cette dernière.

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SDAGE Rhône-Méditerranée			
Type d'orientation fondamentale	**Référencement de l'orientation**	**Libellé et descriptif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
S'adapter aux effets du changement climatique	0-01 à 0-04	➔ Agir plus vite et plus fort face au changement climatique ; ➔ Développer la prospective pour anticiper le changement climatique ; ➔ Eclairer la décision sur le recours aux aménagements nouveaux et infrastructures pour s'adapter au changement climatique ; ➔ Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	Le projet s'inscrit dans le cadre de l'extension de la carrière de Courdan. L'accès se fera via la route D 992, limitant la création d'infrastructure complémentaire lourde. Seul un accès sera aménagé afin de sécuriser l'insertion des poids lourds sur cet axe routier. Toutefois, dans le cadre de sa conception, le projet intègre les meilleures technologies disponibles pour limiter son empreinte sur l'environnement et les changements climatiques. Les investissements consentis (nouvelle dragline) dans le cadre de ce projet attestent de la volonté du Maître d'Ouvrage de se projeter sur le long terme, tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre.
Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1-01 à 1-07	➔ Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention ; ➔ Développer les analyses prospectives dans les documents de planification ; ➔ Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention ; ➔ Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale ; ➔ Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention ; ➔ Systématiser la prise en compte de la prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques ; ➔ Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	Sans objet
Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques	2-01 à 2-04	➔ Mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » ; ➔ Evaluer et suivre les impacts des projets ; ➔ Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et les contrats de milieu et de bassin versant ; ➔ Sensibiliser les maîtres d'ouvrages en amont des procédures réglementaires sur les enjeux environnementaux à prendre en compte	Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône. Par ailleurs, une mesure d'accompagnement a été prise afin que le tronçon de la Janotte qui sera impacté par le projet soit restitué de manière à améliorer ses fonctionnalités hydrauliques et écologiques. (Mesure MA2) Les engins stationneront sur une aire étanche munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles. Seules les eaux traitées au niveau du séparateur à hydrocarbure seront rejetées dans le milieu. Un contrôle mensuel de leur qualité sera réalisé.
Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau	3-01 à 3-07	➔ Mieux connaître et mieux appréhender les impacts sociaux et économiques : ↳ Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques ; ↳ Prendre en compte les enjeux socioéconomiques liés à la mise en œuvre du SDAGE ; ↳ Ecouter et associer les territoires dans la construction des projets ; ↳ Développer les analyses économiques dans les programmes et projets. ➔ Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur : ↳ Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts ; ↳ Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs. ➔ Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau : ↳ Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses ;	Sans objet
Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	4-01 à 4-15	➔ Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau : ↳ Développer la concertation multi-acteurs sur les bassins versants ; ↳ Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et les contrats de milieux et bassin versant ; ↳ Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et bassin versant ; ↳ Promouvoir des périmètres de SAGE et de contrats de milieu ou de bassin versant au plus proche du terrain ; ↳ Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte des objectifs du SDAGE ; ↳ Intégrer un volet mer dans les SAGE et contrats de milieux côtiers ; ↳ Assure la coordination au niveau supra bassin versant ➔ Structurer la maîtrise d'ouvrage à une échelle pertinente : ↳ Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants ; ↳ Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB ; ↳ Structurer la maîtrise d'ouvrage des services publics d'eau et d'assainissement à une échelle pertinente ; ↳ Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement ➔ Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau : ↳ Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique ; ↳ Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire ; ↳ Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques ; ↳ Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	Sans objet Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé dans le cadre du projet. Le projet d'extension ne sera pas raccordé au réseau collectif. L'alimentation en eau potable du personnel de la carrière sera assurée par des bouteilles d'eau minérale acheminées sur place. Des toilettes sèches seront installées sur le site. Les déchets issus des sanitaires sont collectés puis stockée temporairement avant d'être évacués par une société spécialisée. Les engins stationneront sur une aire étanche munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles. Seules les eaux traitées au niveau du séparateur à hydrocarbure seront rejetées dans le milieu. Un contrôle mensuel de leur qualité sera réalisé. Le projet ne sera pas de nature à modifier les conditions d'approvisionnement en eau des populations, ni de modifier le sens des écoulements des eaux souterraines.

Tableau 162 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SDAGE Rhône-Méditerranée			
Type d'orientation fondamentale	**Référencement de l'orientation**	**Libellé et descriptif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	5A-01 à 5A-07	**Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle** ➔ Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux ; ➔ Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de " flux admissible " ; ➔ Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine ; ➔ Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées ; ➔ Adapter les dispositifs en milieu rural en confortant les services d'assistance technique ; ➔ Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE ; ➔ Réduire les pollutions en milieu marin	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône. Par ailleurs, une mesure d'accompagnement a été prise afin que le tronçon de la Janotte qui sera impacté par le projet soit restitué de manière à améliorer ses fonctionnalités hydrauliques et écologiques. (Mesure MA2). Des toilettes sèches seront installées sur le site. Les déchets issus des sanitaires sont collectés puis stockés temporairement avant d'être évacués par une société spécialisée. Le remblayage et la remise en état à vocation agricole et naturelle seront réalisés de manière concomitante. Les engins stationneront sur une aire étanche munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.
	5B-01 à 5B-04	**Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques** ➔ Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation ; ➔ Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant ; ➔ Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation ; ➔ Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	Les matériaux entrant sur le site et qui seront employés dans le cadre des opérations de remise en état seront strictement inertes. Aucun intrant ne sera appliqué sur les zones agricoles restituées. Aucun produit autre que naturel ne sera utilisé dans le cadre du projet, limitant ainsi le phénomène d'eutrophisation.
	5C-01 à 5C-07	**Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses** ➔ Réduire les émissions et éviter les dégradations chroniques : ↳ Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin ; ↳ Développer des approches territoriales pour réduire les émissions de substances dangereuses et le niveau d'imprégnation des milieux ; ↳ Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations ; ↳ Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés ; ↳ Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques. ➔ Sensibiliser et mobiliser les acteurs : ↳ Intégrer la problématique "substances dangereuses" dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels. ➔ Améliorer les connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles : ↳ Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes, pour guider l'action et évaluer les progrès accomplis	Le ravitaillement des engins en huiles sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant de la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le ravitaillement des engins de chantier et la dragline s'effectuera par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible. Les engins stationneront sur une aire étanche, munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles. Sans objet Sans objet
	5D-01 à 5D-05	**Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles** ➔ Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes ; ➔ Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers ; ➔ Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux ; ➔ Engager des actions en zones non agricoles ; ➔ Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires.	Aucun intrant ne sera appliqué sur les zones agricoles restituées. Aucun produit autre que naturel ne sera utilisé dans le cadre du projet, limitant ainsi le phénomène d'eutrophisation.
	5E-01 à 5E-08	**Evaluer, prévenir et maitriser les risques pour la santé humaine** ➔ Protéger la ressource en eau potable : ↳ Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ; ↳ Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité ; ↳ Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable ; ↳ Restaurer la qualité des captages d'eau potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées. ➔ Atteindre les objectifs de qualité propres aux eaux de baignade et aux eaux conchylicoles : ↳ Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité ➔ Réduire l'exposition des populations aux substances chimiques via l'environnement, y compris les polluants émergents : ↳ Prévenir les risques sanitaires de pollutions accidentelles dans les territoires vulnérables ; ↳ Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé ↳ Réduire l'exposition des populations aux pollutions	La consultation du service « Environnement et Santé » de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes a permis de mettre en évidence l'absence de captages d'Alimentation en Eau Potable (AEP), associés à des périmètres de protection sur au droit du projet. Pour rappel, le captage le plus proche est situé à 580 m en amont du projet et ses périmètres de protection ne sont pas encore définis. Sans objet Les engins stationneront sur une aire étanche, munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.

Tableau 163 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (Suite)

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SDAGE Rhône-Méditerranée			
Type d'orientation fondamentale	**Référencement de l'orientation**	**Libellé et descriptif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides	6A-00 à 6A-16	**Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques** ↳ Préserver et restaurer les milieux aquatiques et humides avec une approche intégrée, en ciblant les solutions les plus efficaces. ➔ Définir, préserver et restaurer l'espace de bon fonctionnement : ↳ Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines ; ↳ Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques. ➔ Maintenir et restaurer les processus écologiques des milieux aquatiques : ↳ Préserver les réservoirs biologiques et renforcer leur rôle à l'échelle des bassins versants ; ↳ Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves ; ↳ Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques ; ↳ Poursuivre la reconquête des axes de vie des poissons migrateurs amphihalins et consolider le réseau de suivi des populations ; ↳ Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments ; ↳ Restaurer les milieux aquatiques en ciblant les actions les plus efficaces et en intégrant les dimensions économiques et sociologiques ; ↳ Evaluer l'impact à long terme des pressions et des actions de restauration sur l'hydromorphologie des milieux aquatiques ; ↳ Réduire les impacts des éclusées sur les cours d'eau pour une gestion durable des milieux et des espèces ; ↳ Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants. ➔ Assurer la non-dégradation : ↳ Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages ; ↳ Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux ; ↳ Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau. ➔ Mettre en œuvre une gestion adaptée aux plans d'eau et littoral : ↳ Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau. ➔ Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux.	Deux zones humides ont été identifiées au sein de l'extension. Elles font l'objet d'une mesure d'évitement, qui permettra de les sauvegarder durant l'exploitation de la carrière et de les pérenniser à l'issue des opérations de remise en état du site Le ruisseau de la Janotte, qui sera consommé au cours de la troisième phase, fait l'objet d'une mesure d'accompagnement Elle prévoit notamment l'étanchéification du lit mineur, l'aménagement de différents écoulements (épis, seuils, gouilles…), la création de berges diversifiées (pentes douces, berges abruptes, …) et végétalisées.
	6B-01 à 6B-04	**Préserver, restaurer et gérer les zones humides** ➔ Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégique des zones humides sur les territoires pertinents ; ➔ Mobiliser les documents de planification, les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides ; ➔ Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets ; ➔ Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance.	Deux zones humides ont été identifiées au sein de l'extension. Elles font l'objet d'une mesure d'évitement, qui permettra de les sauvegarder durant l'exploitation de la carrière et de les pérenniser à l'issue des opérations de remise en état du site
	6C-01 à 6C-04	**Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau** ➔ Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce ; ➔ Gérer les espèces autochtones en cohérence avec l'objectif de bon état des milieux ; ➔ Organiser une gestion préventive et raisonnée des espèces exotiques envahissantes, adaptée à leur stade de colonisation et aux caractéristiques des milieux aquatiques et humides ; ➔ Préserver le milieu marin méditerranéen de l'introduction d'espèces exotiques envahissantes.	
Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7-01 à 7-09	➔ Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire : ↳ Élaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau ; ↳ Démultiplier les économies d'eau ; ↳ Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire. ➔ Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau : ↳ Anticiper face aux effets du changement climatique ; ↳ Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource ; ↳ Mieux connaître et encadrer les prélèvements à usage domestique. ➔ Renforcer les outils de pilotage et de suivi : ↳ S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines ; ↳ Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion ; ➔ Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau.	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Seules les eaux traitées au niveau du séparateur à hydrocarbure seront rejetées dans le milieu. Un contrôle mensuel de leur qualité sera réalisé. Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône. Par ailleurs, une mesure d'accompagnement a été prise afin que le tronçon de la Janotte qui sera impacté par le projet soit restitué de manière à améliorer ses fonctionnalités hydrauliques et écologiques. (Mesure MA2). Des toilettes sèches seront installées sur le site. Les déchets issus des sanitaires sont collectés puis stockés temporairement avant d'être évacués par une société spécialisée.

Tableau 164 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (suite 2)

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SDAGE Rhône-Méditerranée			
Type d'orientation fondamentale	**Référencement de l'orientation**	**Libellé et descriptif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	8-01 à 8-12	➔ Agir sur les capacités d'écoulement : ↳ Préserver les champs d'expansion des crues ; ↳ Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues ; ↳ Éviter les remblais en zones inondables ; ↳ Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants ; ↳ Limiter le ruissellement à la source ; ↳ Favoriser la rétention dynamique des écoulements ; ↳ Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines ; ↳ Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire ; ↳ Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux.	La commune de Murs-et-Gélignieux est concerné par le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, approuvé le 16 août 1972. Un arrêté « prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles "inondation du Rhône, crues torrentielles, ruissellement et mouvements de terrain" sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX » a été prescrit le 9 janvier 2020. La carrière est en zone potentiellement sujettes aux débordements de nappe, avec une fiabilité forte. L'exploitation de la carrière entrainera la formation temporaire d'un plan d'eau, qui pourra, le cas échéant, jouer un rôle d'écrêteur de crue. La restitution de terrains agricoles à l'issu de l'exploitation permettra de restituer les zones d'expansion des crues, comme c'est le cas actuellement.
		➔ Prendre en compte les risques torrentiels : ↳ Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels.	Le projet prévoit le remblayage total des terrains avec des matériaux inertes, issus des travaux du BTP. La composition de ces matériaux ne sera pas de nature à empêcher l'écoulement des eaux, malgré une perméabilité plus faible, compte tenu de leur caractéristiques différentes de celles des formations en place (granulométrie, densité, …).
		➔ Prendre en compte l'érosion côtière du littoral : ↳ Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion ; ↳ Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales des territoires exposés à un risque important d'érosion	Sans objet

Tableau 165 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SDAGE Rhône-Méditerranée (Suite et fin)

XXIII.C Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Le projet n'est concerné par aucun SAGE.

XXIII.D Les contrats de milieux

Un contrat de milieu (généralement contrat de rivière, mais également de lac, de baie ou de nappe) correspond à un accord technique et financier entre partenaires concernés pour une gestion globale, concertée et durable à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente.

Avec le SAGE, le contrat de milieu est un outil pertinent pour la mise en œuvre des SDAGE et des programmes de mesures approuvés en 2009 pour prendre en compte les objectifs et dispositions de la directive cadre sur l'eau.

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun contrat de milieu.

XXIII.E La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA)

Issue de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire du 4 février 1995, modifiée par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999, la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) est un document de planification et d'aménagement.

Ciblées en fonction de grands objectifs sélectionnés pour leur enjeu, les DTA ne traitent que des questions pour lesquelles les outils de droit commun sont insuffisants. Leurs orientations prescriptives encadrent les documents d'urbanisme de rang inférieur qui doivent leur être compatibles.

Les DTA définissent les orientations fondamentales de l'État en matière d'aménagement, et d'équilibre entre les perspectives de développement, de protection et de mise en valeur des territoires.

Elles fixent les principaux objectifs de l'État en matière de localisation de grandes infrastructures de transport et des grands équipements, ainsi qu'en matière de préservation des espaces naturels, des sites et des paysages.

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est pas concernée par cette directive.

XXIII.F Le Schéma de COhérence Territoriale (SCOT)

Situé à l'extrémité sud-est du département de l'Ain, en Auvergne-Rhône-Alpes, le SCOT Bugey a été approuvé le 26 septembre 2017.

Il est composé de 3 communautés de communes, qui rassemble 64 communes. Il couvre une superficie de 77 829 hectares et compte 38 485 habitants en 2011.

Ce document, prévu par le code de l'urbanisme, a pour objet de rendre cohérents entre eux les différents documents de planification, locaux ou thématiques, élaborés par les collectivités sur un même territoire.

Concrètement, le SCOT du Bugey a pour principaux objectifs de :

- S'appuyer sur la diversité du territoire pour sa reconnaissance à l'échelle régionale ;
- Affermir et développer les ressources économiques pour ancrer et spécifier le territoire dans les flux régionaux ;
- Consolider les ressources environnementales et paysagères pour créer un effet vitrine et renouveler l'image de marque du Bugey
- Organiser les complémentarités urbaines et rurales pour préserver les échelles de proximité

L'analyse de la compatibilité du projet de carrière avec les principales orientations du SCOT du Bugey, se trouve présentée dans les tableaux ci-après.

Par ailleurs, la cartographie associée au SCOT indique que les terrains intégrés au projet de carrière se situent au droit d'un corridor d'importance régionale à préserver.

Les études réalisées in situ et les résultats, présentés dans les paragraphes précédents, tendent à démontrer que le site pressenti se caractérise par une fonctionnalité restreinte des corridors présents, qu'il s'agisse du ruisseau de la Janotte ou des terrains agricoles périphériques

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SCOT « Bugey »			
Partie	**Orientation**	**Objectif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
S'appuyer sur la diversité du territoire du SCoT du Bugey pour sa reconnaissance à l'échelle régionale	1.1 Une organisation polycentrique qui renforce la place de Belley dans le concert des agglomérations Nord Rhônalpines et pérennise les échelles de proximité	1.1.1. Valoriser des vocations au service des habitants et des acteurs économiques en fonction des espaces de vie de plaine et de montagne	Sans objet
		1.1.2. Réaffirmer le rôle du pôle régional de Belley	
		1.1.3. Renforcer les pôles dans la programmation du développement pour conforter des modes de vie différenciés	
		1.1.4. Réaffirmer le rôle clé des infrastructures ferrées, routières et numériques dans le projet de développement	
	1.2. Le fonctionnement écologique des espaces naturels et agricoles pour valoriser la trame verte et bleue qui fonde l'identité du Bugey	1.2.1. Protéger les réservoirs de biodiversité	Les inventaires naturalistes ont permis de mettre en évidence l'absence d'espèces protégées au droit du projet d'extraction. Les mesures de la séquence ERC permettront de réduire l'impact sur la biodiversité et de favoriser l'implantation et la reproduction des amphibiens et de l'avifaune notamment
		1.2.2. Protéger les milieux humides et les abords des cours d'eau	Deux zones humides ont été identifiées au sein de l'extension. Elles font l'objet d'une mesure d'évitement, qui permettra de les sauvegarder durant l'exploitation de la carrière et de les pérenniser à l'issue des opérations de remise en état du site Le ruisseau de la Janotte, qui sera consommé au cours de la troisième phase, fait l'objet d'une mesure d'accompagnement Elle prévoit notamment l'étanchéification du lit mineur, l'aménagement de différents écoulements (épis, seuils, gouilles…), la création de berges diversifiées (pentes douces, berges abruptes, …) et végétalisées.
		1.2.3. Assurer une gestion durable de la ressource forestière pour le maintien d'usages multiples	Aucun boisement n'est présent sur les terrains intégrés au projet.
		1.2.4. Renforcer et valoriser les continuités écologiques entre les différents milieux	Les mesures d'accompagnement concernant la création de la mare et le ruisseau de la Janotte permettront de renforcer le corridor écologique présent entre le marais de Poisat et le Rhône tout en améliorant la qualité du milieu (formation d'une petite étendue d'eau, sur le site, en amont du ruisseau, étanchéification du lit mineur, végétalisation des berges, …)
	1.3. L'espace agricole productif pour préserver dans le temps des activités primaires dynamiques et fonctionnelles qui contribuent à la reconnaissance du Bugey	1.3.1. Privilégier l'enveloppe urbaine	Les terrains seront entièrement remblayés et la remise en état à vocation agricole et naturelle, comme c'est le cas actuellement.
		1.3.2. Limiter la consommation d'espace en extension	
		1.3.3. Faciliter le fonctionnement des exploitations en prenant en compte leur nature (viticulture, élevage, sylviculture, etc.)	
		1.3.4. Spécifier le mode de développement en zone de montagne	
Affermir et développer les ressources économiques pour ancrer et spécifier le territoire dans les flux régionaux	2.1. Orchestrer le développement au travers d'espaces économiques au service de vocations lisibles	2.1.1. Un schéma de développement économique pour asseoir le SCoT du Bugey dans son environnement régional	Sans objet
		2.1.2. Promouvoir un mode d'aménagement de haute qualité, flexible et adaptable dans le temps et l'espace	
		2.1.3. Répondre au défi de la transition énergétique, de l'éco-construction et des technologies innovantes liées à l'eau par une offre foncière et immobilière située sur l'Actipole de Virignin	
		2.1.4. Maintenir et développer le pilier de la santé pour préserver des savoir-faire reconnus sur Belley et Hauteville-Lompnes	
		2.1.5. Développer les activités tertiaires et productives sur Belley pour l'arrimer aux économies agglomérées régionales	
		2.1.6. Réaffirmer la vocation productive et innovante de Culoz	
		2.1.7. Valoriser la filière forêt-bois sur Cormaranche-en-Bugey	
		2.1.8. Organiser l'irrigation artisanale dans les espaces ruraux en réponse aux enjeux de proximité	
		2.1.9. Favoriser les activités tertiaires et le petit artisanat dans l'enveloppe urbaine	
	2.2. Valoriser économiquement et durablement l'exploitation des ressources naturelles	2.2.1. Organiser l'exploitation des ressources du sous-sol par une gestion amont-aval durable	L'exploitation prévoit l'exploitation du sous-sol, selon les stricts besoins de la société MBTP et une remise en état à vocation agricole et naturelle.
		2.2.2. Affirmer la filière forêt-bois comme une filière à rayonnement régional	Sans objet
		2.2.3. Produire de l'énergie renouvelable à partir d'autres ressources naturelles pour répondre aux enjeux du réchauffement climatique	
		2.2.4. Faciliter les mutations technologiques	
		2.2.5. Rationnaliser la production des déchets et améliorer leur traitement	Les matériaux inertes ne pouvant pas être recyclés sur la plateforme de traitement de la société MBTP seront valoriser dans le cadre des opérations de remise en état du site de Murs et Gélignieux
	2.3. Soutenir l'agriculture et sa diversification	2.3.1. Faciliter le développement des activités accessoires créatrices de valeur ajoutée	Sans objet
		2.3.2. Développer des circuits de proximité	
		2.3.3. Prévoir des espaces d'activités pour répondre aux nouveaux besoins	

Tableau 166 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SCOT « Bugey «

Analyse de la compatibilité du projet de Courdan avec le SCOT « Bugey »			
Partie	**Orientation**	**Objectif**	**Dispositions retenues dans le cadre de l'exploitation du site pour garantir le respect des orientations**
Consolider les ressources environnementales et paysagères pour créer un effet vitrine et renouveler l'image de marque du Bugey	3.1 L'armature paysagère pour affirmer une signature bugiste	3.1.1. Préserver et valoriser les vues sur les grands paysages depuis les routes et les points de vue reflétant la diversité bugiste	Les terrains concernés par le projet restent discrets, notamment en raison d'un environnement géomorphologique favorable et d'une intégration satisfaisante dans le paysage local. De plus, la remise en état à vocation agricole et naturelle permettra de restituer progressivement des terrains agricoles, comme c'est le cas actuellement. L'impact sur le paysage sera temporaire.
		3.1.2. Valoriser le patrimoine naturel et bâti et gérer ses abords pour renforcer son appropriation par les usagers	
		3.1.3. Qualifier le rôle des entrées de villes et de lisières urbaines	
		3.1.4. Assurer la compatibilité entre paysage et renouvellement du territoire	
	3.2. L'eau et la ressource en eau, un or « bleu » à préserver et valoriser	3.2.1. Assurer la qualité des eaux superficielles et souterraines en cohérence avec l'image de marque du Bugey	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Seules les eaux traitées au niveau du séparateur à hydrocarbure seront rejetées dans le milieu. Un contrôle mensuel de leur qualité sera réalisé. Au droit des zones non exploitées, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement dans les formations en place, constituées par de la terre végétale, des sables et des graviers, qui faciliteront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit des terrains remis en état, les eaux pluviales percoleront directement et gravitairement au travers de l'horizon de terre végétale et des remblais, qui permettront leur infiltration jusqu'à la nappe sous-jacente. Au droit du plan d'eau, les eaux pluviales alimenteront directement le plan d'eau et rejoindront la nappe d'accompagnement du Rhône. Par ailleurs, une mesure d'accompagnement a été prise afin que le tronçon de la Janotte qui sera impacté par le projet soit restitué de manière à améliorer ses fonctionnalités hydrauliques et écologiques. (Mesure MA2). Des mesures de lutte contre les pollutions seront mises en place dans le cadre du projet comme : ↳ Le ravitaillement des engins en huiles sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant de la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. ↳ Le ravitaillement des engins de chantiers et de la dragline s'effectuera par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible. ↳ Les engins stationneront sur une aire étanche, munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.
		3.2.2. Sécuriser l'approvisionnement en eau potable en lien avec le développement choisi	
		3.2.3. Valoriser l'eau comme élément fédérateur structurant l'image du Bugey	Sans objet
	3.3. Organiser le développement touristique et structurer son animation pour la reconnaissance d'un accueil bugiste	3.3.1. Créer des flux touristiques en montagne à partir de projets structurants	Sans objet
		3.3.2. Valoriser la relation touristique à l'eau	
		3.3.3. Le Bugey, un territoire de Vélo	
		3.3.4. Renforcer et valoriser les « aménités » touristiques en lien avec les activités de montagne, sportives, patrimoniales, culturelles et les destinations extérieures	
Organiser les complémentarités urbaines et rurales pour préserver les échelles de proximité	4.1 Organiser des mobilités pour une accessibilité aux équipements, aux services et à l'emploi optimisée	4.1.1. Organiser les transports au sein du pôle de Belley	Sans objet
		4.1.2. Organiser l'intermodalité et le rabattement sur les gares de Tenay-Hauteville, Virieu-le-Grand – Belley et Culoz	
		4.1.3. Développer les mobilités à l'échelle des micro-bassins de vie en lien avec les équipements et services de proximité	
		4.1.4. Développer le co-voiturage et des modes alternatifs ciblés	
	4.2. Affirmer le commerce et les services comme un vecteur de cadre de vie	4.2.1. Renforcer la fréquentation des centres villes et bourgs par la présence des commerces et des services	Sans objet
		4.2.2. Animer les centres par un commerce qualitatif et diversifié dans les différentes polarités	
		4.2.3. Des principes de localisations préférentielles en soutien de l'organisation des complémentarités urbaines et rurales, centre et périphérie	
		4.2.4. Document d'Aménagement Artisanal et Commercial	
	4.3. Assurer un développement résidentiel favorable à la sociabilité, la convivialité, ainsi qu'à la mixité générationnelle et sociale	4.3.1. Développer une offre de logements pour renforcer ou maintenir la vitalité des centres villes, bourgs et villages	Sans objet
		4.3.2. Organiser la mixité sociale et générationnelle pour renforcer l'esprit de convivialité	
		4.3.3. Favoriser des morphologies résidentielles adaptées aux différents contextes des espaces de vie	
		4.3.4. Protéger les personnes et les biens des risques et nuisances pour un développement paisible	

Tableau 167 : Analyse de la compatibilité du projet avec le SCOT « Bugey » (suite et fin)

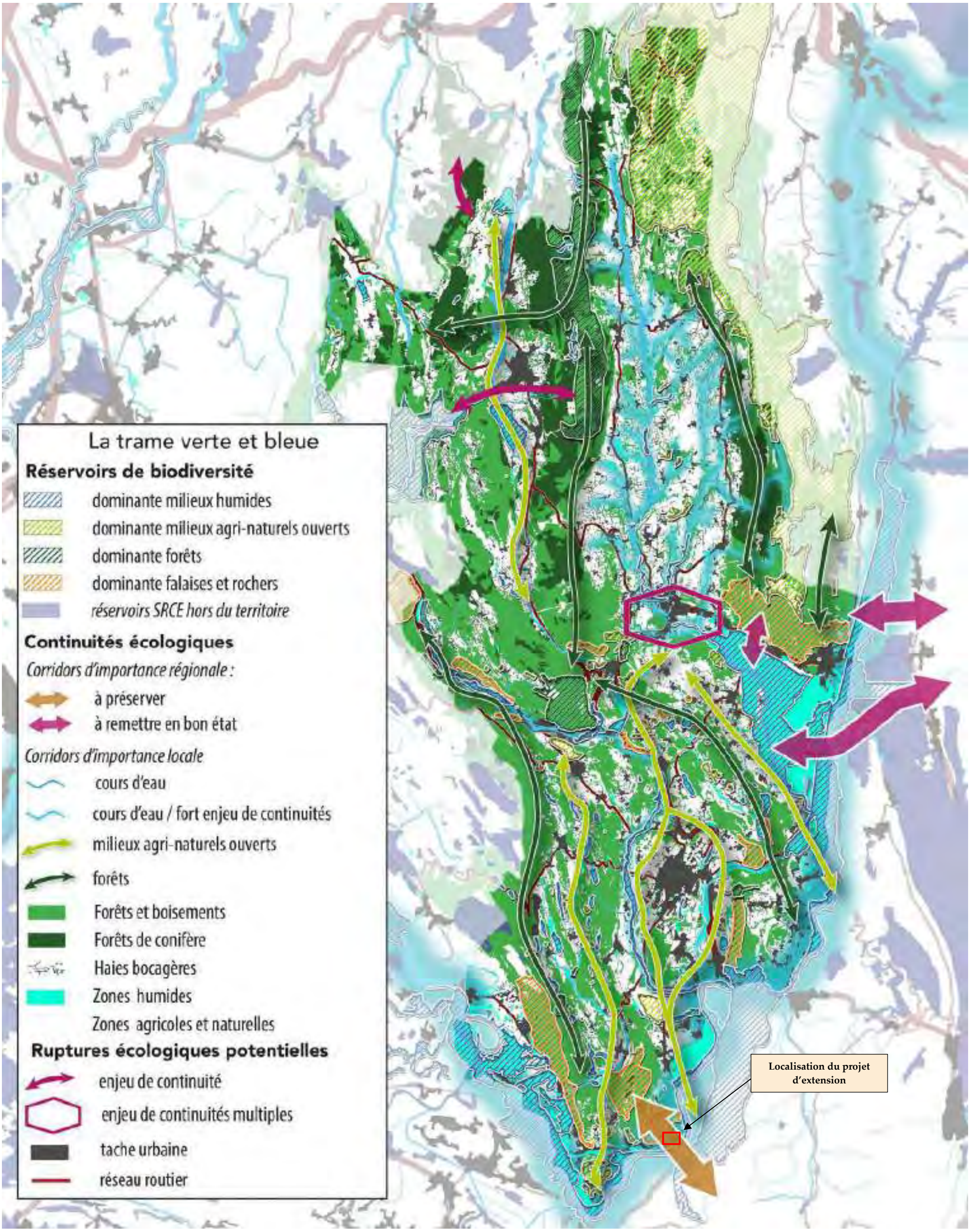


Figure 125 : Carte de localisation du projet au sein du SCOT – Carte de la trame Verte et Bleue (Source : SCOT Bugey)

XXIII.G Plan de Gestion des Risques Inondation (PGRI)

XXIII.G.1 Définition

La France dispose déjà d'outils de gestion performants (PPR : Plans de prévention des risques, PAPI : Programmes d'action de prévention des inondations, Plans Grands Fleuves, …), qui sont aujourd'hui mobilisables pour mettre en œuvre la directive inondation. La directive inondation constitue une opportunité de faire avancer la politique actuelle, de l'organiser et de la hiérarchiser davantage, tout en responsabilisant ses différents intervenants.

Elle donne une place de premier plan aux collectivités territoriales et s'inscrit de manière étroite avec les évolutions apportées par la loi de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 (dite loi MAPAM) qui crée la compétence « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI).

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) est l'outil de mise en œuvre de la directive inondation. Il vise à :

- Encadrer l'utilisation des outils de la prévention des inondations à l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée ;
- Définir des objectifs priorisés pour réduire les conséquences négatives des inondations des 31 Territoires à Risques Important d'inondation du bassin Rhône-Méditerranée.

L'élaboration du PGRI Rhône-Méditerranée s'est engagée dans la continuité des étapes précédentes de mise en œuvre de la directive inondation.

Le PGRI 2022-2027 a été élaboré avec le retour d'expérience sur la mise en œuvre de chaque grand objectif du PGRI précédent.

Le préfet coordonnateur de bassin a arrêté, le 21 mars 2022, le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée.

XXIII.G.2 Analyse de la compatibilité du projet avec le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée.

L'analyse de la compatibilité du projet avec le PGRI est présentée dans le tableau page suivante.

Grands Objectifs	Orientations	Dispositions	Compatibilité du projet avec le PGRI
Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	Améliorer la connaissance de la vulnérabilité du territoire	D 1-1 Mieux connaître les enjeux d'un territoire pour pouvoir agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité	Le projet est en zones sensibles aux remontées de nappes.
		D 1-2 Maîtriser le coût des dommages en cas d'inondation en agissant sur la vulnérabilité des biens, au travers des stratégies locales, des programmes d'action ou réglementaires	Sans objet
	Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations	D 1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque	Sans objet
		D 1-4 Valoriser les zones inondables	Le plan d'eau, formé au cours de l'exploitation, pourra collecter les eaux en cas d'inondation. La remise en état prévoit un remblayage total du site et une restitution des terrains agricoles permettant la libre circulation des eaux en cas d'inondation.
		D 1-5 Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement	Sans objet
		D 1-6 Sensibiliser les opérateurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation au travers des stratégies locales	
Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Agir sur les capacités d'écoulement	D 2-1 Préserver les champs d'expansion des crues	Le plan d'eau, formé au cours de l'exploitation, pourra collecter les eaux en cas d'inondation. La remise en état prévoit un remblayage total du site et une restitution des terrains agricoles permettant la libre circulation des eaux en cas d'inondation.
		D 2-2 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	Sans objet
		D 2-3 Éviter les remblais en zones inondables	Le projet est en zones sensibles aux remontées de nappes. Le projet prévoit le remblayage total des terrains avec des matériaux inertes, issus des chantiers du BTP. La composition de ces matériaux ne sera pas de nature à empêcher l'écoulement des eaux, malgré une perméabilité sensiblement plus faible, compte tenu de leur caractéristiques différentes.
		D 2-4 Limiter le ruissellement à la source	Sans objet
		D 2-5 Favoriser la rétention dynamique des écoulements	Sans objet
		D 2-6 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	Sans objet
		D 2-7 Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	Sans objet
		D 2-8 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	Sans objet
	Prendre en compte les risques torrentiels	D 2-9 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	Sans objet
	Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	D 2-10 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	Sans objet
		D 2-11 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	
	Assurer la performance des ouvrages de protection	D 2-12 Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	Sans objet
		D 2-13 L imiter l'exposition des enjeux protégés par des ouvrages de protection	
		D 2-14 Assurer la performance des systèmes de protection	
		D 2-15 Garantir la pérennité des systèmes de protection	
Améliorer la résilience des territoires exposés	Agir sur la surveillance et la prévision	D 3-1 Organiser la surveillance, la prévision et la transmission de l'information sur les crues et les submersions marines	Sans objet
		D 3-2 Passer de la prévision des crues à la prévision des inondations	
		D 3-3 Pour les phénomènes plus localisés et soudains : améliorer les outils d'avertissement automatiques et inciter la mise en place d'outils locaux de prévision	
	Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	D 3-4 Améliorer la gestion de crise	Sans objet
		D 3-5 Conforter les plans communaux de sauvegarde (PCS)	
		D 3-6 Intégrer un volet relatif à la gestion de crises dans les stratégies locales	
		D 3-7 Développer des volets inondation au sein des dispositifs ORSEC départementaux	
		D 3-8 Sensibiliser les gestionnaires de réseaux au niveau du bassin	
		D 3-9 Assurer la continuité des services publics pendant et après la crise	
		D 3-10 Accompagner les diagnostics et plans de continuité d'activité au niveau des stratégies locales	
		D 3-11 Évaluer les enjeux au ressuyage au niveau des stratégies locales	
	Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et l'information	D 3-12 Rappeler les obligations d'information préventive	Sans objet
		D 3-13 Développer les opérations d'affichage du danger du danger (repères de crues ou de laisse de mer)	
		D 3-14 Développer la culture du risque	
Organiser les acteurs et les compétences	Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire et gestion du trait de côte	D 4-1 Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI	Sans objet
		D 4-2 Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de gestion des risques d'inondation	
		D 4-3 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
		D 4-4 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	
		D 4-5 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	
	Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection	D 4-6 Considérer les ouvrages de protection dans leur ensemble	Sans objet
		D 4-7 Favoriser la constitution de gestionnaires au territoire d'intervention adapté	
Développer les connaissances sur les phénomènes et les risques d'inondation	Développer la connaissance sur les risques d'inondation	D 5-1 Favoriser le développement de la connaissance des aléas	Sans objet
		D 5-2 Renforcer la connaissance des aléas littoraux dans le contexte du changement climatique	
		D 5-3 Renforcer la connaissance des aléas torrentiels dans le contexte du changement climatique	
		D 5-4 Approfondir la connaissance sur la vulnérabilité des réseaux	
	Améliorer le partage de la connaissance	D 5-5 Mettre en place des lieux et des outils pour favoriser le partage de la connaissance et la communication	Sans objet
		D 5-6 Inciter le partage des enseignements des catastrophes	

Tableau 168 : Analyse de la compatibilité du projet avec le PGRI

XXIII.H Le Schéma Régional des Carrières Auvergne – Rhône-Alpes

La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 a confié au préfet de région l'élaboration du schéma régional des carrières.

Ce document a été approuvé le 8 décembre 2021.

Ce schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région (art. L515-3 du Code de l'Environnement).

L'approvisionnement de la région repose pour une part importante sur l'alimentation par les carrières du territoire.

Les gisements sur lesquels elles sont implantées offrent des perspectives de maintien dans le temps à moyen et à long terme.

Le Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes a pour ambition de limiter le recours aux ressources minérales primaires et d'assurer un haut niveau de protection des enjeux environnementaux, paysagers agricoles ou patrimoniaux, tout en garantissant un approvisionnement suffisant pour répondre aux besoins.

Afin de définir cet équilibre, le Schéma Régional des Carrières (SRC) a conçu une méthodologie de diagnostic territorial d'approvisionnement, qui a notamment servi à établir les différents scénarios régionaux.

Cette démarche peut être appliquée à n'importe quel territoire de la région afin d'élaborer une politique locale d'approvisionnement en matériaux, compatible avec les orientations du SRC. Elle apporte notamment les éléments nécessaires pour suivre les orientations suivantes :

- Orientation 1.2 : Renforcer l'offre de recyclage en carrières ;
- Orientation 1.3 : Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit, et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logique de proximité des bassins de consommation ;
- Orientation 3 : Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits « de report » et de les exploiter
- Orientation 4 : Alimenter les territoires dans une logique de proximité ;
- Orientation 6 : Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire ;
- Orientation 7 : Eviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure ;
- Orientation 10 : Préserver les intérêts liés à la ressource en eau ;
- Orientation 12 : Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux.

Le projet d'extension de la carrière de Courdan tient compte de ces orientations et l'élaboration de la séquence « Eviter – Réduire – Compenser ».

Le projet est localisé en zone de sensibilité forte car il se situe dans :

- Un aquifère alluviaux issus de la BDLISA niveau 3 ordre 1 ;
- Une masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable sur Rhône Méditerranée.

Le projet se situe en dehors de toute zone de sensibilité majeur et/ou rédhibitoire.

La localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières est présentée en page 376.

Au regard de ces éléments, les logigrammes des orientations VII.1 et X.2 du Schéma régional des carrières Auvergne Rhône Alpe ne s'applique donc pas au cas présent.

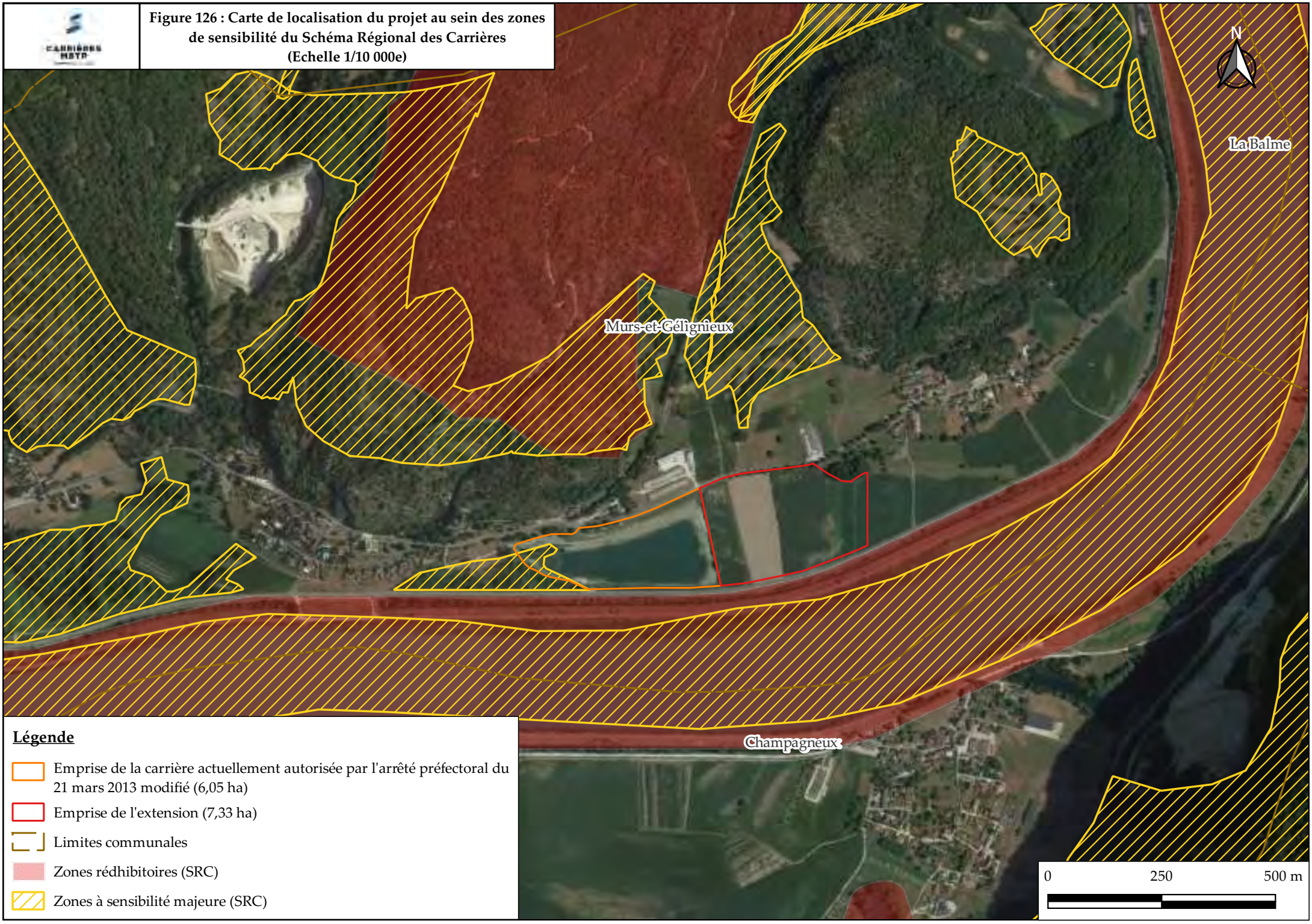
Conformément à l'article L181-3 du Code de l'Environnement, les mesures prises dans le cadre du projet assurent également la prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts visés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'Environnement (Voir Chapitre XXIII.Q et XXIII.R de l'étude d'impact).

Le tableau présenté en page suivante précise les éléments de comptabilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations provisoires du Schéma Régional des Carrières d'Auvergne-Rhône-Alpes		
Orientation	**Contenu**	**Compatibilité**
I.1 Promouvoir des projets peu consommateurs en matériaux	➢ Favoriser les formes urbaines compactes ; ➢ Favoriser la rénovation urbaine et le renouvellement urbain en mettant en avant la priorité à la réhabilitation de l'existant sur la démolition/ reconstruction et en privilégiant, lorsque c'est possible ; ➢ Limiter la vacance des logements ; ➢ Favoriser la mobilité durable et limiter la création d'infrastructure routières nouvelles aux absolument nécessaires ; ➢ Préférer les aménagements moins artificiels comme les noues végétales pour gérer les eaux pluviales ; ➢ Favoriser l'emploi de matériaux biosourcés renouvelables, tout en privilégiant les filières présentant l'impact global le plus faible ; ➢ Chercher à réemployer voire réutiliser les déblais, les produits d'aménagement et mobiliers urbains en place ou à proximité pour les aménagements simples ; ➢ Adapter la qualité du matériau à son usage, sans faire de sur-qualité (bonne adéquation produit/besoins) et valoriser les ressources secondaires.	Les caractéristiques mécaniques des matériaux qui sont extraits sont excellentes et permettent divers usages qualifiés de « nobles » et notamment pour les chantiers de travaux publics et du bâtiment (Béton, enrobés, …). Le projet s'inscrit en continuité de l'actuelle carrière, dans un secteur où le maître d'ouvrage est déjà implanté et marqué par l'absence d'espèces protégées au sein même de la zone projetée. Plusieurs variantes ont été étudiées démontrant que le site retenu permettait d'impacter le moins possible la biodiversité, le paysage et les riverains. **→COMPATIBLE**
I.2 Renforcer l'offre de recyclage en carrières	Dans le cadre de la logique de la séquence ERC, au motif de la réduction les porteurs de projets sont incités à étudier lors de l'élaboration de l'étude d'impact la possibilité d'accueillir des matériaux inertes en vue de leur recyclage ou de leur valorisation. Lorsqu'une ou plusieurs plateformes contribuent à la logistique de cette activité elle sera précisée dans l'étude.	Les matériaux bruts extraits seront directement dirigés vers les unités de traitement de matériaux de la société MBTP, localisées à Brégnier-Cordon. La plateforme accueille les matériaux inertes issus du BTP afin de les recycler. Ceux ne pouvant l'être seront valoriser dans le cadre des opérations de remise en état du site. **→COMPATIBLE**
I.3 Maintenir et favoriser les implantations de regroupement, tri, transit et recyclage des matériaux et déchets valorisables s'insérant dans une logistique de proximité des bassins de consommation	Pour cela, les documents d'urbanisme prévoient l'espace nécessaire au fonctionnement et à l'accueil des installations permettant ce type d'activité. Il s'agit soit de plateformes logistiques de matériaux, d'installations dûment autorisées de recyclage, de valorisation des déchets ou de carrières. Elles accueillant des matériaux ou des déchets. En plus des carrières, le PRPGD identifie ces sites notamment pour les déchets du BTP.	
I.4 Optimiser l'exploitation des gisements primaires	Valoriser les déchets d'extraction pour les usages moins nobles, réserver les matériaux les plus performants aux usages nobles (alluvionnaires pour bétons et enrobés)	Dans le cadre du projet de la carrière, les matériaux de découverte ainsi que les refus des installations de traitement de matériaux seront réemployés dans le cadre des travaux de remise en état du site. **→COMPATIBLE**
II Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées sous réserve des orientations VI, VII, X et du schéma	/	Le projet correspond une extension de carrière. **→COMPATIBLE**
III Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits "de report "	L'identification des gisements potentiellement exploitables, aussi complète qu'elle puisse être, peut ne pas prendre en compte certains gisements encore inconnus ou non exploitables au moment de l'élaboration du schéma. Pour autant, cela n'obère pas l'opportunité de les exploiter à condition que les projets respectent les orientations du schéma.	Aucun gisement de report n'a été identifié (voir chapitre XX.A. Justifications du choix du site), à proximité de la plateforme de traitement préexistante (Brégnier-Cordon), dans un contexte de sensibilités environnementales satisfaisants (trop de sensibilités) **→COMPATIBLE**
IV Alimenter les territoires dans une logique de proximité	Pour assurer un approvisionnement de proximité en granulats courants, la zone chalandise des carrières est principalement de l'ordre de : ➢ 30 km dans les aires urbaines ; ➢ 60 km pour les autres territoires.	La carrière permet d'approvisionner en matière première de qualité les centrales à béton et unités d'enrobage du secteur (Belley, la Tour du Pin, …), dans la zone de Chalandise de la société MBTP. **→COMPATIBLE**
V Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état	Pour tout type d'enjeu comme défini dans le tableau de détail des enjeux en annexe I + notes thématiques	Sans objet
VI Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire	/	Le projet n'est pas localisé en zone de sensibilité rédhibitoire car il ne se situe pas : ↳ Dans un lit mineur de cours d'eau ni dans une zone de 50 mètres autour du cours d'eau ; ↳ Dans un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) ; ↳ Dans un périmètre de protection de captage d'eau potable. (Voir cartographie en page suivante) **→COMPATIBLE**
VII Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure	/	Le projet n'est pas localisé en zone de sensibilité majeure car il ne situe pas : ↳ Dans un espace de bon fonctionnement des cours d'eau ; ↳ En zone de sauvegardes des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ; ↳ En zone à objectif plus strict ; ↳ Dans un périmètre de protection éloignée de captage eau potable. (Voir cartographie en page suivante) **→COMPATIBLE**
VIII Remettre en état les carrières en assurant leur réversibilité dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols	Les projets de carrières prévus sur le long terme sont conçus de sorte à être le moins consommateur d'espace possible pendant et à l'issue de l'exploitation. Leur remise en état contribue à atteindre l'objectif de zéro artificialisation nette à l'échelle de la région.	Le projet a été conçu de manière à limiter au strict minimum les surfaces dites « minérales » et privilégier les opérations de remblayage et de remise en état au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction. Les terrains seront également décapés selon les stricts besoins de la carrière tout en préservant au maximum les zones agricoles en place. **→COMPATIBLE**
IX Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets	/	Le projet d'extension de la carrière prévoit une remise en état intégrale des terrains à vocation agricole et naturelle. **→COMPATIBLE**
X Préserver les intérêts liés à la ressource en eau	/	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Les matériaux présents sur le site sont issus de l'extraction du gisement en place et sont inertes. **→COMPATIBLE**
XI Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel	➢ Expérimenter et promouvoir les dispositifs permettant d'inscrire dans la durée la restitution au milieu naturel ➢ Expérimenter un cadre d'autorisation permettant des options de remise en état concertées au fil du temps	Le projet d'extension de la carrière prévoit une remise en état intégrale des terrains à vocation agricole et naturelle. **→COMPATIBLE**
XII Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux	/	Sans Objet

Tableau 169 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières

Figure 126 : Carte de localisation du projet au sein des zones de sensibilité du Schéma Régional des Carrières (Echelle 1/10 000e)



XXIII.I La Loi Montagne

La loi Montagne reconnaît la spécificité d'un espace, de son aménagement et de sa protection. Elle définit la montagne comme une zone où les conditions de vie sont plus difficiles, freinant ainsi l'exercice de certaines activités économiques, entre autres, lié à l'altitude, aux conditions climatiques et aux fortes pentes.

La loi Montagne est une loi d'aménagement et d'urbanisme et a pour but de permettre aux populations montagnardes de vivre et de travailler dans leurs régions en surmontant les handicaps naturels, économiques et sociaux :

- En facilitant le développement de la pluriactivité par complémentarité ;
- En développant la diversité de l'offre touristique ;
- En protégeant et en valorisant le patrimoine naturel et culturel.

Différents dispositifs de la loi Montagne participent à la protection du patrimoine naturel et culturel :

- En définissant une spécificité naturelle et culturelle propre à chaque massif et en la valorisant ;
- En maîtrisant l'urbanisme : construction en continuité ou en hameau nouveau intégré, non constructibilité dans certain cas ;
- En maîtrisant et en contrôlant le développement touristique grâce à la création d'UTN (Unité Touristique Nouvelle).

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est pas soumise à la loi montagne.

XXIII.J La loi littorale

La loi « Littoral » est entrée en application le 6 Janvier 1986.

Les modalités d'application de cette loi s'effectuent au travers des documents d'urbanisme et des plans de planification (Schémas de Cohérence territoriale, …).

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est pas soumise à la loi Littoral.

XXIII.K Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) a été introduit par la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) du 30 décembre 1996.

Les plans de protection de l'atmosphère, élaborés sous l'autorité des préfets, ont pour objectif de ramener les niveaux de pollution atmosphérique en-dessous des valeurs limites de qualité de l'air.

Il constitue un outil de gestion de la qualité de l'air qui doit être élaboré par toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants.

La commune de Murs-et-Gélignieux n'est soumise à aucun Plan de Protection de l'Atmosphère.

XXIII.L Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

L'article 28 de la directive n°2008/98 du 19 novembre 2008 précise l'obligation faite aux Etats membres d'élaborer un ou des plans de gestion des déchets. Ces plans couvrent, seuls ou en combinaison, l'ensemble du territoire géographique de l'État membre concerné.

Pour la France, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) précise dans son article 8 les nouvelles modalités qui s'appliquent à la planification des déchets. Elle modifie de manière conséquente le Code de l'environnement et ses articles L541-13 et L541-14, transférant des Départements à la Région la compétence relative à la planification des déchets.

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets a été adopté le 19 décembre 2019.

La carrière de Courdan accueillera exclusivement des déchets inertes.

La production de déchets inertes est évaluée à 24,5 Mt, dont :

- 21,8 Mt, dont 6,5 Mt réemployés, sont produits par les travaux publics,
- 2 Mt produits par l'activité de déconstruction du bâtiment,
- 0,5 Mt produits par l'activité construction/réhabilitation du bâtiment,
- 0,2 Mt produits par les chantiers des ménages.

Les quantités suivies en 2015 par la base de données SINDRA-SINOE et par le Registre des Emissions Polluantes s'élèvent à 3 776 000 tonnes.

Au global, 86 % des quantités de déchets inertes suivies sont envoyés en remblai sous forme de stockage définitif de déchets inertes ou en carrière pour leur remise en état.

Le site de Courdan permettra d'accueillir environ 29 000 m^3 de matériaux inertes par an sur une période de 14 ans (Aucun apport ne sera réalisé la première année d'exploitation).

Ce plan s'intègre désormais au Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, approuvé le 10 avril 2020. (Voir paragraphes suivants)

XXIII.M Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET est défini par les articles L4251-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le SRADDET vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Ce schéma doit respecter les règles générales d'aménagement et d'urbanisme à caractère obligatoire ainsi que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols. Il doit être compatible avec les SDAGE, ainsi qu'avec les plans de gestion des risques inondations.

Il doit prendre en compte les projets d'intérêt général, une gestion équilibrée de la ressource en eau, les infrastructures et équipements en projet et les activités économiques, les chartes des parcs nationaux sans oublier les schémas de développement de massif.

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

XXIII.M.I Préservation de réservoirs de biodiversité

Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent.

Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique.

Ils doivent identifier les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute atteinte à leur fonctionnalité écologique en fixant notamment des limites précises à l'urbanisation.

Le SRADDET présente une cartographie de synthèse des trames vertes et bleues d'Auvergne Rhône Alpes.

Un extrait de cette carte est présenté ci-après

Le projet de carrière se situe au sein d'un corridor d'importance régionale à préserver.

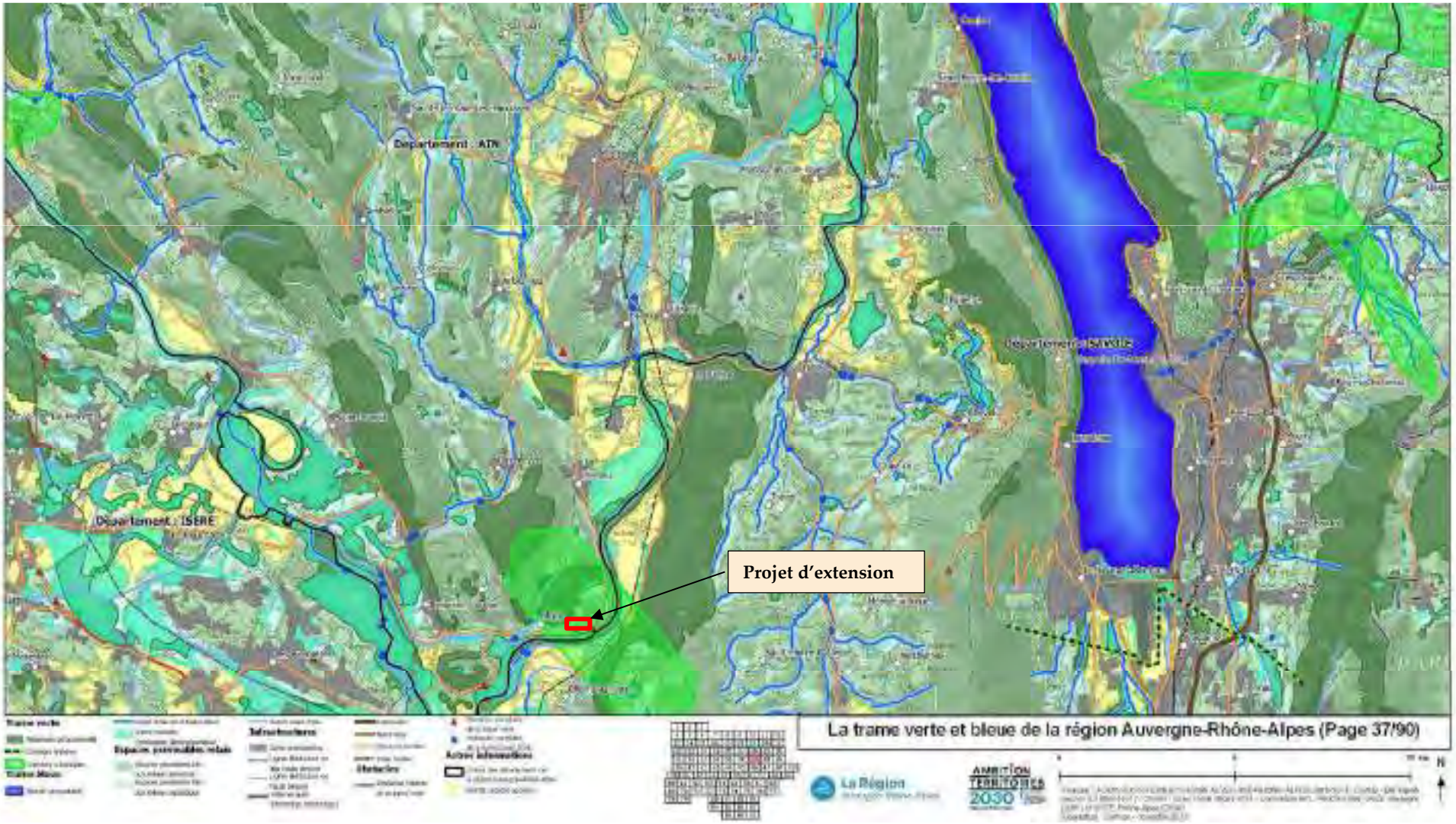


Figure 127 : Extrait de la cartographie illustrant les trames vertes et bleues à l'échelle régionale

XXIII.M.2 Climat, air et énergie

Les SCoT, et à défaut les PLU(i), devront faire respecter des objectifs performanciels en matière d'énergie pour tous les projets d'aménagements, neufs ou en requalification :

- Recherche de neutralité carbone.
- Optimisation de l'accessibilité par des transports moins carbonés.
- Réflexion sur la morphologie urbaine : compacité des bâtiments, potentiel de mise en place de réseaux de chaleur, gestion de l'eau et de la biodiversité (lutte contre les ilots de chaleur).
- Utilisation de matériaux à faible énergie grise.

Le projet de carrière de la société MBTP intègre dans sa conception plusieurs dispositions pour limiter les dépenses énergétiques globale à engager, ainsi que des émissions de gaz à effet de serre :

- L'utilisation d'un matériel roulant récent, plus économe en gasoil, et équipé de nouveaux moteurs intégrant le recyclage des gaz d'échappement ;
- L'utilisation d'une dragline plus récente que celle actuellement autorisée, plus économe en gasoil et plus performante ;
- Le roulage sur le site sera limité au strict minimum, avec l'optimisation du plan d'exploitation, limitant ainsi les rejets atmosphériques ;
- Les travaux de remise en état s'effectueront progressivement, de manière coordonnée à l'extraction, ce qui limitera les reprises ultérieures d'importants volumes de matériaux stériles en stock ;
- Une valorisation aboutie du gisement avec réduction substantielle du volume de matériaux stériles, par la mise en place d'un plan d'exploitation optimisé ;
- La mise en place du double fret pour évacuer les matériaux bruts extraits jusqu'à la plateforme de traitement et pour amener les matériaux inertes depuis la plateforme de traitement en vue de leur enfouissement ultime lors des travaux de remise en état.

XXIII.M.3 La préservation du foncier agricole

Afin de favoriser la protection du foncier agricole, tout en articulant au mieux les enjeux agricoles et forestiers avec ceux de préservation de la biodiversité, il convient de :

- Définir et identifier de manière partagée les dynamiques agricoles du territoire, les espaces agricoles et forestiers stratégiques du point de vue de la production agricole, de la qualité agronomique des sols, des paysages remarquables et de la biodiversité.
- Identifier en parallèle les secteurs de déprise à l'origine des friches agricoles.
- Mettre en œuvre les mesures nécessaires à la structuration et la préservation des espaces agricoles et forestiers stratégiques sous pression foncière, tout en rendant possibles les activités indispensables à leur fonctionnement.
- Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité.

Le projet intègre la consommation progressive de 6,4 hectares de zones agricoles au cours des différentes phases d'exploitation. Les opérations de remise en état du site restitueront de manière coordonnée, l'intégralité des terrains agricoles sur l'ensemble de la durée d'exploitation.

La compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) est analysé dans le tableau ci-après.

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)			
Orientation	**Objectif**	**Contenu**	**Compatibilité**
Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	➢ 1.1 : Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté	• Rénover l'habitat en adaptant l'offre de logements aux besoins des populations. • Favoriser l'implantation d'équipements structurants et de services à la population.	Non concerné
	➢ 1.2 : Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat	• Améliorer l'accessibilité de l'habitat aux différents âges de la vie, aux personnes à mobilité réduite et aux personnes aux revenus modestes. • Diversifier, y compris dans les agglomérations denses et les métropoles, les types de logements produits. • Etc	Non concerné
	➢ 1.3 : Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements	• Favoriser une urbanisation en pôles de développement (multipolaire) denses et ouverts à diverses fonctions • Localiser en priorité le développement de l'habitat, de l'emploi, des commerces et des services	Non concerné
	➢ 1.4 : Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale	• Promouvoir l'innovation et les bonnes pratiques qui concourent à la rationalisation des parcours et à l'optimisation de l'utilisation des matériels de transport. • Favoriser, lorsque cela est économiquement possible, le report modal depuis l'utilisation de la voiture vers des transports ou services de mobilité moins consommateurs d'espace et d'énergie	Non concerné
	➢ 1.5 : Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050	• Mettre en œuvre, prioritairement, des actions spécifiques et adaptées sur les neuf zones prioritaires les plus concernées par l'enjeu réglementaire : Vallée de l'Arve, métropoles de Grenoble, Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand, agglomérations de Valence, Chambéry et Annecy, ainsi que le territoire du Grand Genève. • Accompagner, sur le long terme, les territoires concernés par un dépassement de seuil dans leurs efforts pour atteindre les niveaux de recommandations sanitaires de l'OMS.	L'extraction sera réalisée par campagne d'une durée totale de 6,5 mois, limitant ainsi la durée de travail et donc les émissions afférentes. Les déplacements au sein de la carrière seront limités au strict minimum. Avec la mise en place du double fret entre la plateforme de Brégnier-Cordon et la carrière, l'optimisation du trafic permettra de limiter le nombre de poids lourds sur les axes routiers périphériques, avec pour corollaire une limitation des émissions de gaz à effet de serre
	➢ 1.6 : Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières	Préserver et gérer les milieux boisés avec les actions suivantes : • Préserver les forêts à forte naturalité • Favoriser la diversité des essences et des âges au sein des peuplements forestiers. • Améliorer la prise en compte de la biodiversité dans la gestion courante des milieux forestiers. • Améliorer la prise en compte des arbres hors forêts dans la continuité des milieux boisés. • Préserver et remettre en bon état le maillage bocager et les ripisylves • Améliorer la connaissance des effets du changement climatique sur les peuplements forestiers • Définir une politique de préservation ou de plantations d'espaces forestiers à long terme dans un but de séquestration du carbone	Aucun espace boisé ne sera impacté par le projet.
		1.6.2. Maintenir des milieux ouverts diversifiés avec les actions suivantes : • Maintenir les pratiques agro-pastorales permettant une gestion des milieux ouverts • Maintenir la richesse de la biodiversité prairiale • Limiter la conversion de prairies en cultures et de prairies permanentes en prairies temporaires • Développer des pratiques culturales favorables à la présence d'espèces associées aux milieux cultivés • Enrayer la disparition des milieux thermophiles en limitant les causes et les préserver par des pratiques agricoles extensives.	Les terrains seront remblayés et la remise en état sera à vocation agricole et naturelle.
		1.6.3. Protéger les milieux humides avec les actions suivantes : • Stopper le processus de disparition des zones humides • Renforcer la préservation des milieux humides d'exception rencontrés en Auvergne-Rhône-Alpes et restaurer les zones humides dégradées importantes pour la fonctionnalité de la trame bleue • Renforcer la protection des tourbières • Protéger par une gestion appropriée les zones humides même de faible importance • Favoriser le maintien d'activités agricoles permettant la préservation de ces milieux humides : • Améliorer la connaissance ainsi que la prise en compte des zones humides par l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire et les particuliers.	Les deux zones humides présentent au sein du site font l'objet d'une mesure d'évitement et seront maintenue durant et à l'issue de l'exploitation de la carrière.
		1.6.4. Contribuer à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau et des lacs avec les actions suivantes : • Maintenir et restaurer en cohérence avec les enjeux socioéconomiques une dynamique fluviale satisfaisante • Poursuivre en cohérence avec les programmes de mesure des SDAGE et les plans de gestion des poissons migrateurs, la restauration de la continuité écologique des cours d'eau • Mener des actions de restauration hydromorphologique pour restaurer les habitats naturels • Garantir une gestion équilibrée des cours d'eau et des lacs et lutter contre les pollutions des milieux aquatiques	Le ruisseau de la Janotte sera consommé au cours de la troisième phase. Une mesure d'accompagnement a été mise en place afin de restituer le cours d'eau et d'améliorer ses fonctionnalités hydrauliques et écologiques.

Tableau 170 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)			
Orientation	**Objectif**	**Contenu**	**Compatibilité**
Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	➢ 1.6 : Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières	1.6.5. Maîtriser l'étalement urbain et prendre en compte la Trame Verte et Bleue dans les documents d'urbanisme et les projets d'aménagement avec les actions suivantes : • Préserver les continuités écologiques (trame verte et bleue), composées de réservoirs de • Réduire fortement la consommation des espaces de nature ordinaire • Préserver le foncier naturel et agricole par la diminution de l'étalement urbain et des zones d'activité. • Prendre en compte la pollution lumineuse • Favoriser la présence de végétaux en ville • Intégrer le plus en amont possible une réflexion sur la préservation de la trame verte et bleue, • Renaturer, au titre de la compensation environnementale, qui ne doit intervenir que s'il est impossible d'éviter ou de réduire, des espaces dégradé	Les différentes mesures d'évitement et de réduction présentées dans le dossier, concourent à la préservation et au développement de la trame verte et bleue.
		1.6.6. Améliorer la transparence écologique des infrastructures linéaires de transport avec les actions suivantes : • Recenser les ruptures de continuités écologiques du territoire liées aux grandes infrastructures de transport existantes • Etudier et mettre en œuvre des solutions pour améliorer leur transparence • Faciliter les échanges de faune au niveau des grandes infrastructures par des aménagements spécifiques • Intégrer le plus en amont possible une réflexion sur la préservation de la trame verte et bleue, • Réduire fortement l'impact sur les continuités écologiques	L'accès à la carrière se fera par le biais de la RD 992. Aucune zone agricole, naturelle ou forestière ne sera donc impactée.
		1.6.7. Préserver la perméabilité des milieux agricoles et forestiers et la mosaïque d'habitats d'Auvergne-Rhône-Alpes avec les actions suivantes : • Maintenir des zones agricoles et forestières de qualité • Préserver de l'urbanisation les espaces perméables relais pour la biodiversité, proches des villes en favorisant des zones de production alimentaire de proximité • Préserver une mosaïque d'habitats au sein des grands ensembles fonctionnels et conserver les interactions entre milieux ouverts et les milieux boisés. • Lutter contre les espèces envahissantes	Les terrains seront remblayés et la remise en état sera à vocation agricole et naturelle.
		1.6.8. Prendre en compte la biodiversité dans les activités de pleine nature avec les actions suivantes : • Maintenir ou restaurer les continuités écologiques d'altitude au sein des grands domaines skiables. • Favoriser le développement d'un tourisme • Sensibiliser les pratiquants et les professionnels des activités de pleine nature	Non concerné
		1.6.9. Améliorer la connaissance de la biodiversité et s'adapter aux changements climatiques avec les actions suivantes : Améliorer et approfondir les connaissances • Mettre en œuvre un suivi de l'occupation des sols et de l'évolution de la trame verte et bleue. • Promouvoir le recours aux solutions fondées sur la nature • Permettre l'adaptation des espèces au changement climatique	Non concerné
		1.6.10. Mettre en œuvre des démarches de préservation et de restauration de la Trame Verte et Bleue	Les différentes mesures d'évitement et de réduction présentées dans le dossier, concourent à la préservation et au développement de la trame verte et bleue.
	➢ 1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région	• Encourager la réalisation de plans « paysage » dans chaque SCoT (ou, à défaut, PLUi) et de cahiers de recommandations architectural et paysager • Intégrer la compétence des paysagistes-concepteurs et des architectes en amont des projets pour s'assurer de la prise en compte de la qualité paysagère dans ces derniers, • Réaliser des plans d'ensemble pour des opérations d'ampleur encadrées par des OAP, et encourager une approche multisite. • Penser l'intégration paysagère des aménagements et constructions • Faire vivre le « Réseau régional paysage » et participer à la diffusion de ses travaux et recommandations • Protéger et valoriser les paysages dits ordinaires, les patrimoines architecturaux, historiques, naturels et paysager, le patrimoine immatériel et non protégé. • Poursuivre le classement • Développer les projets de renaturation en milieu urbain, • Limiter la pollution visuelle en maîtrisant le développement de la publicité extérieure et des enseignes • Faire des paysages et de la qualité environnementale un élément d'attractivité (économique, touristique, résidentielle) des territoires, et mettre en valeur la montagne (qualité environnementale et paysagère).	Non concerné

Tableau 171 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) - Suite

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)			
Orientation	**Objectif**	**Contenu**	**Compatibilité**
Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	➢ 1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés	• Inverser le regard en envisageant le développement du territoire régional à partir de l'armature des espaces naturels et agricoles. • Valoriser dans les documents de planification et d'urbanisme les services rendus par les espaces agricoles et naturels ((qualité des paysages, amélioration du cadre de vie, préservation du patrimoine naturel, etc.) afin de contribuer à leur préservation et valorisation • Poser des limites à l'urbanisation dans les documents de planification et d'urbanisme • Proposer une structuration de l'armature urbaine hiérarchisée • Maintenir les fonctions économiques des territoires ruraux et favoriser l'accès à la ressource forestière et aux zones agricoles • Densifier et utiliser les capacités de renouvellement urbain ⊗ Générer la massification de la nature en ville • Favoriser le développement de l'agriculture périurbaine et urbaine	Non concerné
	➢ 1.9. Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique	La ressource en eau • Promouvoir et soutenir les économies d'eau : face au manque d'eau, la priorité passe par les économies et la lutte contre les gaspillages, les stratégies de partage, d'optimisation et de réutilisation. • Préserver les potentialités des ressources et des milieux pour préserver les marges de manœuvre pour le futur, en particulier concernant les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site.
Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires	➢ 2.1. Couvrir 100 % du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile	/	Non concerné
	➢ 2.2. Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région	/	Non concerné
	➢ 2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires	/	Non concerné
	➢ 2.4. Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises	/	Non concerné
	➢ 2.5. Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics	/	Non concerné
	➢ 2.6. Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes	/	Non concerné
	➢ 2.7. Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente	/	Non concerné
	➢ 2.8. Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires	/	Non concerné
	➢ 2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale	/	Non concerné
Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources	➢ 3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces	/	Non concerné
	➢ 3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental	/	Non concerné
	➢ 3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable,	/	Non concerné
	➢ 3.4. Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité	/	Non concerné
	➢ 3.5. Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale	/	Non concerné
	➢ 3.6. Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes	/	Non concerné
	➢ 3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable	/	Non concerné
	➢ 3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030	/	Non concerné
Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources	➢ 3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région	/	Non concerné
Faire une priorité des territoires en fragilité	➢ 4.1. Désenclaver les territoires ruraux et de montagne	/	Non concerné
	➢ 4.2. Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité	/	Non concerné
	➢ 4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels	/	Non concerné
	➢ 4.4. Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole	/	Non concerné
	➢ 4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes	/	Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé sur le site. Le ravitaillement des engins en huiles sera conduit sur une aire étanche, ceinturée d'un caniveau, relié à un point bas, muni d'un séparateur à hydrocarbures permettant de la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le ravitaillement des engins de chantiers et la dragline s'effectuera par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible. Les engins stationneront sur une aire étanche, munie de déshuileurs. Ils seront également régulièrement entretenus et contrôlés pour limiter les casses mécaniques ou ruptures de flexibles éventuelles.

Tableau 172 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) – Suite 2

Analyse de la compatibilité du projet avec les orientations le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)			
Orientation	**Objectif**	**Contenu**	**Compatibilité**
Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité	➢ 5.1. Promouvoir une organisation multipolaire	/	Non concerné
	➢ 5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes	/	Non concerné
	➢ 5.3. Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité	/	Non concerné
	➢ 5.4. Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport	/	Non concerné
	➢ 5.5. Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret	/	Non concerné
	➢ 5.6. Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires	/	Non concerné
Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région	➢ 6.1. Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement	/	Non concerné
	➢ 6.2. Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales	/	Non concerné
	➢ 6.3. Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale	/	Non concerné
Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional	➢ 7.1. Renforcer les échanges transfrontaliers	/	Non concerné
	➢ 7.2. Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève	/	Non concerné
	➢ 7.3. Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français	/	Non concerné
	➢ 7.4. Valoriser le corridor Rhône-Saône	/	Non concerné
	➢ 7.5. Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales	/	Les différentes mesures d'évitement et de réduction présentées dans le dossier, concourent à la préservation et au développement de la trame verte et bleue et de la biodiversité
Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires	➢ 8.1. Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires	/	Non concerné
	➢ 8.2. Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les changements	/	Non concerné
	➢ 8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets	/	Les matériaux qui ne pourront être recyclés sur la plateforme de Brégnier-Cordon seront revalorisés dans le cadre des travaux de remise en état.
	➢ 8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets	/	Non concerné
	➢ 8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire	/	Non concerné
	➢ 8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air déchets et biodiversité de la Région		Non concerné
	➢ 8.7. Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité		Non concerné
Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages,	➢ 9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie	/	Non concerné
	➢ 9.2. Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques	/	Non concerné
	➢ 9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité	/	Non concerné
	➢ 9.4. Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité	/	Non concerné
Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux	➢ 10.1. Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports	/	Non concerné
	➢ 10.2. Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie	/	Non concerné
	➢ 10.3. Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale	/	Non concerné
	➢ 10.4. Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux	/	Non concerné

Tableau 173 : Analyse de la compatibilité du projet avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) – Suite et fin

XXIII.N Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR)

Le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) recense, dans chaque département, des itinéraires ouverts à la randonnée pédestre, et éventuellement équestre.

Chaque conseil général doit établir un PDIPR en application de l'article L361-1 du Code de l'Environnement. La Fédération Française de Randonnée (FFR) confie la gestion de l'ensemble des itinéraires aux comités départementaux.

Le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre de l'Ain a été consulté afin d'identifier les différents IPR présents dans le secteur d'étude.

Aucun itinéraire de promenades et de randonnées n'est recensé au sein de l'emprise cadastrale du projet.

XXIII.O Compatibilité du projet avec le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE)

Le SRCAE Rhône Alpes a été approuvé par arrêté du 24 avril 2014.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de SRCAE Rhône-Alpes, la DREAL a engagé en janvier 2012, une démarche d'assistance dont la finalité a été de réaliser des documents d'accompagnement.

Ces documents sont destinés aux collectivités engagées dans une démarche énergie/climat et aux instances régionales chargées de rédiger un avis de compatibilité. Ceci dans le but de faciliter l'appropriation du projet de SRCAE, Schéma régional Climat Air Energie.
La loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE ou Grenelle 2) rend les Plans Climat-Energie Territoriaux (PCET) obligatoires pour les collectivités de plus de 50 000 habitants, devant être adoptés avant le 31 décembre 2012.

Le PCET définit dans les champs de compétences respectifs de chacune des collectivités publiques concernées :

- Les objectifs stratégiques et opérationnels de la collectivité afin d'atténuer et lutter efficacement contre le réchauffement climatique et de s'y adapter ;
- Le programme des actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, d'augmenter la production d'énergie renouvelable et de réduire l'impact des activités en termes d'émissions de GES ;
- Un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats ;
- Les modalités d'élaboration et de concertation du projet de PCET.

Il est précisé ici que la commune de Murs-et-Gélignieux ne fait pas partie des collectivités publiques obligées.

En 2005, en Rhône-Alpes, les consommations d'énergie finale à climat normal, s'élèvent à 17 Mtep (Méga tonne équivalent pétrole) soit 10,6 % de la consommation nationale. La consommation d'énergie finale est de 2,8 tep/hbt contre 2,6 tep/hbt de moyenne nationale. La région Rhône-Alpes a connu une croissance de sa consommation d'énergie finale moins marquée que la France sur la période 1990-2000.

La consommation a augmenté par la suite pour atteindre un pic de consommation en 2005 avec une augmentation de plus de 13% par rapport à 1990 (contre 14% au niveau national). On note en particulier une hausse de la consommation de gaz et d'électricité.

Alors que la consommation reste constante au niveau national, une baisse de la consommation a été constatée en région Rhône-Alpes depuis 2005.

Le secteur résidentiel-tertiaire est le premier poste consommateur d'énergie en Rhône-Alpes (41% de la consommation totale d'énergie finale de la région). Ces consommations sont réparties de manière équilibrée entre les produits pétroliers, le gaz et l'électricité.

Marquée par une tradition industrielle forte, Rhône-Alpes conserve une composante industrielle très présente qui en fait la 2ème région industrielle française derrière l'Île de France et la 1ère région française pour certains secteurs industriels (industrie des équipements mécaniques, métallurgie, chimie, plastiques, caoutchouc…).

L'industrie a une part importante dans les consommations d'énergie finale de la région Rhône-Alpes (31% de la consommation régionale en 2005). L'électricité et le gaz sont les deux énergies les plus consommées dans le secteur industriel et représentent respectivement 37% et 26% des consommations du secteur.

Les objectifs retenus par le SRCAE Rhône Alpes sont les suivants :

- Un objectif de réduction de 29% de la consommation énergétique finale d'ici 2020 (par rapport à 1990) ;
- Un objectif de réduction de 27% d'ici à 2020 et de 75% d'ici à 2050 des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 ;
- Un objectif de réduction de 38% en 2015 des Nox par rapport à 2007.

Plusieurs orientations principales sont retenues pour le transport et l'industrie :

- Optimiser le transport de marchandises en encourageant les schémas logistiques les moins polluants et les plus sobres :
  - Planification urbaine ;
  - Intermodalité ou multimodalité.
- Encourager les nouvelles technologies de transport :
  - Optimisation des réseaux ;
  - Amélioration des performances des véhicules ;
  - Développement du véhicule électrique.
- Réaliser des économies d'énergie dans les différents secteurs industriels :
  - Sobriété et efficacité énergétique ;
  - Ingénierie financière ;
  - Développement des EnR (Energie Renouvelables) tout en préservant la qualité de l'air.
- Maîtriser les émissions polluantes du secteur industriel :
  - Qualité de l'air.
- Repenser l'organisation de l'activité industrielle sur le territoire :
  - Ecologie industrielle ;
  - Eco-conception, nouvelles technologies.

Le choix de l'extension a été conditionné en premier lieu par la qualité du gisement, puis par des opportunités foncières.

L'élaboration du projet est issue d'une réflexion aboutie qui prend en compte les différents aspects énergétiques et écologiques tout en limitant les rejets atmosphériques (poussières, Nox, …).

Dans le cadre du projet, le transport des matériaux bruts vers la plateforme de traitement sera réalisé par le biais des infrastructures restantes (RD 992), sur une distance de l'ordre de 7,1 km.

Du double fret sera mis en place, avec le transport des matériaux inertes issus de la plateforme vers la carrière.

XXIII.P Compatibilité du projet avec les documents d'urbanisme de la commune de Murs-et-Gélignieux

La commune de Murs-et-Gélignieux possède une Carte Communale, approuvé le 28 novembre 2017.

Les terrains intégrés au projet de carrière sont classés en zone « ZnC », libellé « Secteur non ouvert à la construction, sauf exceptions prévues par la loi ».

Le projet d'extension apparait compatible avec la Carte Communale.

Un extrait de la Carte Communale est présenté ci-dessous.

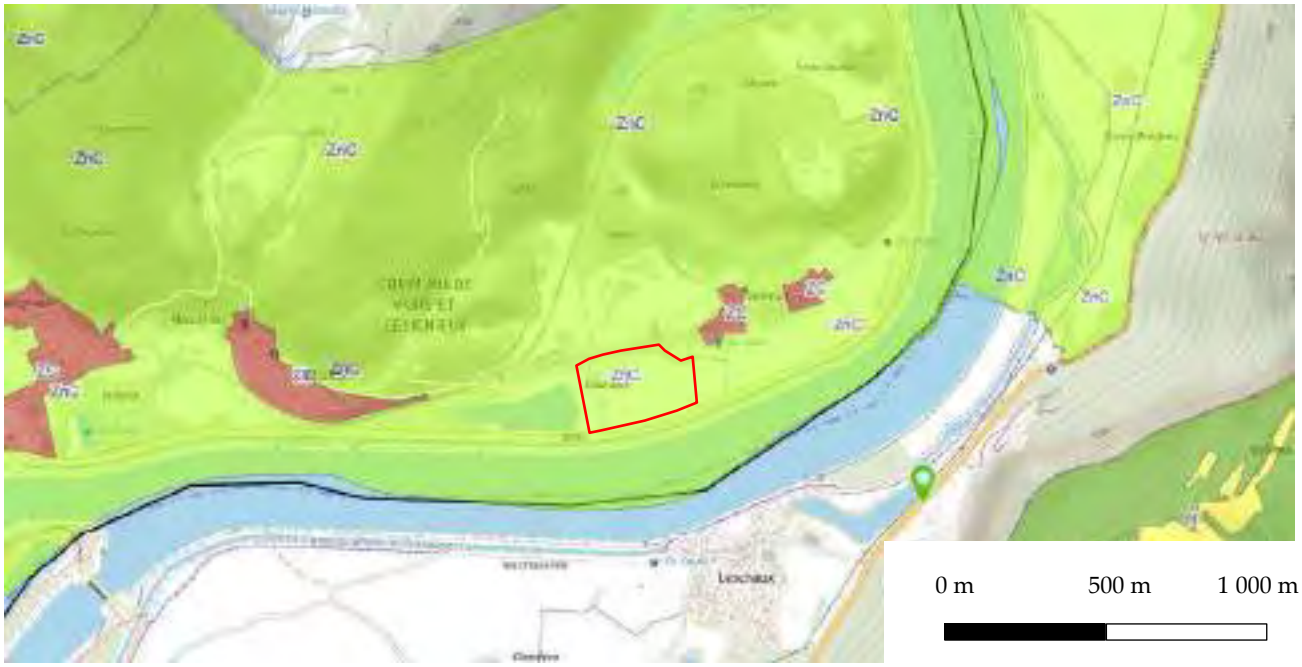


Figure 128 : Extrait de la Carte Communale de Murs-et-Gélignieux

XXIII.Q Compatibilité de la demande avec les intérêts vises par l'article 511-1 du Code de l'Environnement

Pour mémoire l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement correspond à un ensemble de dispositions générales s'appliquant aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

L'article L. 511-1 est ainsi libellé :

« Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Les dispositions du présent titre sont également applicables aux exploitations de carrières au sens des articles L. 100-2 et L. 311-1 du code minier. »

Au regard des éléments présentés dans les chapitres précédents, le projet d'extension de la carrière de Courdan n'est pas susceptible de porter atteinte aux intérêts visés par l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.

XXIII.R Compatibilité de la demande avec la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (Article L211-1 du Code de l'Environnement)

Pour mémoire l'article L. 211-1 du Code de l'Environnement présente les objectifs à atteindre pour assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau

L'article L. 211-1 est ainsi libellé :

« I.- Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer :

1° La prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ; on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ;

2° La protection des eaux et la lutte contre toute pollution par déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects de matières de toute nature et plus généralement par tout fait susceptible de provoquer ou d'accroître la dégradation des eaux en modifiant leurs caractéristiques physiques, chimiques, biologiques ou bactériologiques, qu'il s'agisse des eaux superficielles, souterraines ou des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales ;

3° La restauration de la qualité de ces eaux et leur régénération ;

4° Le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau ;

5° La valorisation de l'eau comme ressource économique et, en particulier, pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource ;

5° bis La promotion d'une politique active de stockage de l'eau pour un usage partagé de l'eau permettant de garantir l'irrigation, élément essentiel de la sécurité de la production agricole et du maintien de l'étiage des rivières, et de subvenir aux besoins des populations locales ;

6° La promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau ;

7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques.

Un décret en Conseil d'Etat précise les critères retenus pour l'application du 1°.

II.- La gestion équilibrée doit permettre en priorité de satisfaire les exigences de la santé, de la salubrité publique, de la sécurité civile et de l'alimentation en eau potable de la population.

Elle doit également permettre de satisfaire ou concilier, lors des différents usages, activités ou travaux, les exigences :

1° De la vie biologique du milieu récepteur, et spécialement de la faune piscicole et conchylicole ;

2° De la conservation et du libre écoulement des eaux et de la protection contre les inondations ;

3° De l'agriculture, des pêches et des cultures marines, de la pêche en eau douce, de l'industrie, de la production d'énergie, en particulier pour assurer la sécurité du système électrique, des transports, du tourisme, de la protection des sites, des loisirs et des sports nautiques ainsi que de toutes autres activités humaines légalement exercées.

III.- La gestion équilibrée de la ressource en eau ne fait pas obstacle à la préservation du patrimoine hydraulique, en particulier des moulins hydrauliques et de leurs dépendances, ouvrages aménagés pour l'utilisation de la force hydraulique des cours d'eau, des lacs et des mers, protégé soit au titre des monuments historiques, des abords ou des sites patrimoniaux remarquables en application du livre VI du code du patrimoine, soit en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme. »

Au regard des éléments présentés dans les chapitres précédents, le projet d'extension de la carrière de Courdan apparaît compatible avec une gestion durable et équilibrée de la ressource en eau tel que défini par l'article L.211.1 du Code de l'Environnement.

XXIV. INFORMATIONS RELATIVES AUX AUTEURS DES ETUDES REALISEES DANS LE CADRE DE L'ELABORATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de demande d'autorisation se doit de préciser les personnes ayant participé directement ou indirectement à la réalisation de l'évaluation environnementale.

Les différents participant à ce dossier sont repris dans les tableaux ci-dessous :

Rédaction du dossier de demande d'autorisation

Maître d'ouvrage	
Nom	Carrière de Courdan
Adresse	200 ZI Le Jasmin – 73 240 – Saint-Genix-les-Villages
Contact	Yves GIAIOURAS
Coordonnées mail	Yves.GIAIOURAS@mbtp.eu
Coordonnées téléphoniques	06.81.07.64.36
Bureau d'étude en charge de la rédaction du dossier	
Nom	Ingégone
Adresse	97, Allée Alexandre Borodine – Immeuble WoodClub – 69 800 Saint-Priest
Contact	M. Julien VANTARD
Coordonnées mail	julien.vantard@ingegone.fr
Coordonnées téléphoniques	06.63.58.18.90

Tableau 174 : Auteurs du dossier de demande d'autorisation

Rédaction des études connexes intégrées au dossier

Etudes spécifiques intégrée au dossier				
Nom de la société	**Etude réalisée**	**Référence**	**Date**	**Auteurs**
Chambre d'agriculture de l'Ain	Etude Agro-pédologique	/	2023	Stéphanie CHAVEROT
Anteagroup	Analyse des eaux souterraines	/	12/04/2023	/
Ingégone	Expertise hydrologique	23.10.EX.01	13/06/2023	Julien VANTARD
ORFEA	Etude acoustique	RAP1-A2305-075	05/07/2024	Martin COURTOIS
Acer Campestre	Expertise naturaliste	/	17/10/2023	Martin LEGAYE
	Incidence sur les sites Natura 2000	/	27/09/2023	

Tableau 175 : Auteurs des études connexes

XXV. METHODOLOGIE

XXV.A Méthodologie générale

La constitution d'une évaluation environnementale résulte d'un processus long et rigoureux où des étapes clés successives doivent être respectées.

L'élaboration de ce type d'étude doit répondre aux principaux objectifs suivants :

- Présenter de manière exhaustive l'environnement dans lequel le maître d'ouvrage souhaite implanter son exploitation ;
- Définir les impacts bruts du projet ;
- Présenter les mesures qui permettront de supprimer, réduire ou compenser ces impacts ;
- Intégrer dès la conception du projet les contraintes environnementales, techniques, financières et humaines.

La description détaillée et exhaustive du projet et de l'environnement de sa future implantation constitue un préalable indispensable à l'évaluation des impacts.

L'élaboration de l'état initial est réalisée par la collecte de données auprès des services de l'Etat et des organismes compétents, des acteurs locaux, de l'exploitant et par des investigations de terrain.

Les prospections et les inventaires de terrain doivent se dérouler dans des conditions optimales et favorables à l'observation, tant en termes de saisons climatiques que de conditions météorologiques.

L'identification et la quantification des effets du projet, qu'ils soient positifs ou négatifs, sont réalisées selon une démarche stricte, objective et impartiale, elle-même basée sur un raisonnement rigoureux et scientifique.

L'évaluation environnementale est présentée par thématique. Les effets sont quantifiés lorsque cela est possible ou dans le cas contraire, l'approche reste qualitative.

XXV.B Vocabulaire utilisé et définition

L'évaluation environnementale fait appel à un vocabulaire spécifique dans le cadre de la définition des impacts du projet. Les définitions suivantes permettront de faciliter la compréhension des tableaux de synthèse, présentés au sein de l'évaluation environnementale.

XXV.B.1 Nature des effets

- **Effets directs** : effets directement imputés à la mise en œuvre du projet.
- **Effets indirects** : effets résultants d'interventions induites par la mise en œuvre d'aménagements spécifiques. Ces effets sont généralement éloignés du projet lui-même et différés dans le temps.

XXV.B.2 Durée de la perturbation

- **Effets temporaires** : effets de durée transitoire ou qui survient dès la mise en œuvre de l'activité et qui se termine au moment de l'arrêt de l'activité.
- **Effets permanents** : Effets apparaissant au démarrage de l'activité et qui perdure après l'arrêt de cette activité.

XXV.B.3 Types d'effets

- **Effets positifs** : Effets ayant une conséquence positive sur l'environnement du site et qui améliore la fonctionnalité du milieu concerné ou une plus-value sur un thème spécifique.
- **Effets négatifs** : Effets inverses qui engendre une perte qualitative ou quantitative par rapport à l'état initial du site.

XXV.B.4 Intensité de la perturbation

- **Intensité faible** : altération légère d'une composante sans remise en cause de l'intégrité ou la fonctionnalité de celle-ci ni entraîner de modification profonde ou irréversible.
- **Intensité modérée** : altération significative d'une composante sans remettre en cause de son intégrité ou sa fonctionnalité, mais induisant une modification limitée de celle-ci.
- **Intensité forte** : altération significative d'une composante remettant en cause de son intégrité ou sa fonctionnalité, induisant une modification profonde et/ou irréversible du milieu concerné.

XXV.B.5 Durée de l'effet

- **Effets à court terme** : Effets ressentis de manière continue ou discontinue sur une période transitoire (en général, inférieure à une année) pouvant correspondre à la mise en œuvre de travaux spécifiques.
- **Effets à moyen terme** : Effets ressentis dès le démarrage de l'activité, de manière continue ou discontinue, sur une période entre 1 et 5 ans.
- **Effets à long terme** : Effets ressentis dès le démarrage de l'activité, de manière continue ou discontinue, perceptible tout au long de la durée de l'activité et potentiellement au-delà.

XXV.B.6 Etendue de l'effet

Cette notion se réfère à la position ou au rayonnement de l'effet du projet.

- **Effet ponctuel** : effet ressenti au droit de l'activité qui n'affecte qu'une faible emprise du projet et est circonscrit au site.
- **Effet localisé** : effet affectant une zone restreinte du site et ressenti, en périphérie du projet, par une partie de l'environnement humain ou naturel.
- **Effet diffus** : effet affectant une vaste zone en dehors du site (plusieurs centaines de mètres) et ressenti par une forte proportion de l'environnement humain ou naturel.

XXV.B.7 Notion d'impacts

- **Impacts bruts :** impacts générés par la mise en œuvre du projet.
- **Impacts cumulés** : impacts générés par la mise en œuvre du projet lui-même et par d'autres projets connus en périphérie du lieu d'implantation de l'activité.
- **Impacts résiduels** : Impacts persistant après la mise en œuvre des mesures de d'évitement et de réduction.

XXV.B.8 Les mesures

- **Mesure d'évitement** : mesure qui modifie un projet ou une action d'un document de planification, afin de supprimer un impact négatif identifié que ce projet ou cette action engendrerait. Cette mesure nécessite une adaptation du projet afin de supprimer totalement cet impact.
- **Mesure de réduction** : mesure définie après l'évitement et visant à réduire les impacts négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement, en phase chantier ou en phase exploitation. Ces mesures sont les plus fréquentes et sont définies dans l'emprise même du projet et sont mise en œuvre, dans la mesure du possible dès les premières années de fonctionnement et est effective jusqu'à la fin de l'activité voire au-delà.
- **Mesure d'accompagnement** : Mesure qui ne permet pas de réduire un impact mais généralement permet de suivre et quantifier cet impact.
- **Mesure de compensation** : mesure ultime prise dans le cas où les mesures d'évitement et de réduction ne seraient pas assez efficace et que le niveau des impacts résiduels resterait significatif. Elles apportent une contrepartie à ces impacts et doivent être mise en œuvre sur l'emprise du projet ou en périphérie proche.

XXV.C Méthodologie utilisée

XXV.C.1 Caractérisation de l'aire d'étude

L'aire d'étude est définie au préalable en fonction :

- De l'emprise déjà autorisée ;
- De l'environnement humain et naturel ;
- Du projet du maître d'ouvrage ;

Le périmètre d'étude varie en fonction des thématiques étudiées, des éléments de terrains, des caractéristiques du projet et des impacts potentiels pouvant avoir des répercutions notables lointaines.

XXV.C.2 Caractérisation de l'état initial

La caractérisation des composantes environnementales porte sur :

- Les populations et l'environnement économique ;
- Les sites, paysages et espaces ;
- Les milieux naturels ;
- La biodiversité ;
- Le contexte agricole ;
- La géologie, l'hydrogéologie, l'hydrologie, l'hydraulique ;
- Les commodités du voisinage, notamment en matière de bruits, de vibrations et de pollution atmosphérique ;
- La climatologie avec les facteurs climatiques, etc.

La sensibilité environnementale est définie pour chacune de ces composantes. Les composantes sont hiérarchisées sous forme de tableau en fonction des enjeux définis localement.

L'enjeu correspond à une valeur donnée à chaque composante au regard de différents paramètres tels que la qualité, la rareté, la diversité, la richesse ou encore sa valeur patrimoniale ou culturelle par rapport au projet.

- **Enjeu faible** : composante à laquelle le projet n'est pas susceptible de porter atteinte ou de manière non significative.
- **Enjeu modéré** : composante à laquelle le projet pourrait altérer sa qualité ou sa représentativité au sein du secteur concerné.
- **Enjeu fort** : composante dont l'intégrité ou la fonctionnalité pourrait être remise en cause par la mise en œuvre du projet.

Le tableau ci-dessous illustre un exemple d'enjeu.

Composante	Définition de l'enjeu	Quantification de l'enjeu		
		Faible	Modéré	Fort
Paysage	Présence d'habitats proches			

Il est précisé ici que la méthodologie relative à l'étude d'impact sur la biodiversité sera intégrée et développée dans ladite étude par les experts naturalistes.

XXV.C.3 Identification des différentes sources d'impacts

La détermination des différentes sources d'impacts consiste à bien cerner l'ensemble des activités qui seront mises en œuvre dans le cadre du projet et qui seraient susceptibles d'engendrer des modifications sur les milieux humains, physiques ou biologiques.

Les différentes sources d'impacts liées à l'exploitation de la carrière sont les suivantes :

- Sources dues au fonctionnement de la carrière elle-même : paysage, bruit, poussières, … ;
- Sources de pollutions chroniques ou accidentelles ;
- Sources dues à la présence d'engins motorisés et/ou d'installation de traitement de matériaux.

XXV.C.4 Les interrelations entre les composantes du projet et le milieu

Les interrelations entre les différents éléments concernant les milieux et la zone du projet sont récapitulées sous la forme d'un tableau matriciel, puis détaillées en fonction des interrelations qui ont été déterminées.

Généralement, les éléments apparaissent relativement cloisonnés et les possibilités de connexions restent très restreintes et portent sur des points très spécifiques.

Une interrelation potentielle de faible ampleur existe cependant entre la géologie, l'hydrogéologie et l'hydrologie, la topographie.

Une interrelation peut également être notée entre la nature géologique des formations exploitées, le type de sol caractéristique de la zone d'étude, le paysage et la végétation.

Une interrelation forte existe également, indépendamment du site entre le contexte humain global et les infrastructures : transports, bruit, atmosphère, topographie, les eaux et le paysage.

XXV.C.5 Définition des impacts bruts du projet

C'est par une approche thématique que sont menées la détermination des impacts du projet sur l'environnement, puis l'identification des mesures d'évitement et/ou de réduction les plus pertinentes pour limiter ou supprimer les impacts du projet sur l'environnement.

Pour chacune des thématiques étudiées, il convient de définir précisément les impacts potentiels du projet afin de pouvoir dans un deuxième temps élaborer les mesures d'évitement et/ou de réduction les plus adaptées au site et à son environnement proche.

Cette définition des impacts du projet s'appuie non seulement sur des méthodes d'évaluation des impacts conformes aux textes réglementaires en vigueur, mais également, sur l'expérience acquise par différents Maîtres d'Ouvrage et les bureaux d'études en charge de l'élaboration du dossier, sur des projets similaires.

Elle se fonde donc assez largement sur les impacts constatés pour des projets de même type et donne une présentation, des grands types d'impacts sur l'environnement.

Conformément à la réglementation relative aux évaluations environnementales, les différents impacts du projet ont été déclinés en effets directs, indirects, temporaires ou permanents pour chacune des thématiques environnementales analysées.

Un tableau de synthèse sera rempli par thématique afin d'illustrer le niveau d'impact du projet sur la composante étudiée. (Voir exemple ci-dessous)

Composante Définition de l'impact brut						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Intensité de l'impact	Faible		Modérée		Forte	
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Impact résiduel	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

XXV.C.6 Définition des impacts cumulés

La recherche des projets connus sera réalisée dans un rayon au moins égal au rayon d'affichage. Les effets cumulés seront étudiés par thématique et de manière exhaustive. Le niveau d'impact du projet sera revu et le tableau ci-dessus modifié en conséquence.

XXV.C.7 Définition des mesures retenues dans le cadre du projet

Les mesures retenues se référeront au « Guide d'aide à la définition des mesures ERC » édité par le Commissariat Général au Développement Durable en Janvier 2018.

Les mesures d'évitement et de réduction seront classées puis hiérarchisées de manière suivante :

- Les mesures d'évitement :
  - Les mesures dites « par choix d'opportunité » (MEx-O) : prises à l'amont du projet dans le cadre de la conception même du projet ;
  - Les mesures dites « géographiques » (MEx-G) : qui permettent d'éviter totalement certains impacts sur l'environnement ou le paysage ;
  - Les mesures dites « techniques » (MEx-T) : correspondent à la solution la plus favorable à l'environnement ;
  - Les mesures dites « temporelles » (MEx-Tp) : portant sur la période des travaux, ou les horaires.

- Les mesures de réduction :
  - Les mesures dites « géographiques » (MRx-G) : qui permettent de réduire totalement certains impacts sur l'environnement ou le paysage ;
  - Les mesures dites « techniques » (MRx-T) : correspond à la solution technique permettant de limiter l'atteinte à l'environnement ;
  - Les mesures dites « temporelles » (MRx-Tp) : portant sur la période des travaux, ou les horaires.

Les mesures de réduction porteront sur la durée, de l'intensité ou de l'étendue de l'impact. Elles devront être mise en œuvre sur le site ou en périphérie immédiate, au démarrage de la phase de travaux ou de la phase d'exploitation.

Un tableau permettra de synthétiser les différentes mesures. (Voir exemple ci-dessous) Des fiches actions pour chaque mesure seront également élaborées.

Nom	Type	Désignation	Localisation	Délai de mise en œuvre	Effet de la mesure
MR1-G	Géographique	Mesure relative au paysage	Zone d'accès au site	Première phase quinquennale	Limitation des perceptions visuelles du site depuis les terrains périphériques et l'habitat proche

XXV.C.8 Définition des impacts résiduels

Les impacts résiduels sont définis en fonction de l'impact brut, et de l'impact cumulé le cas échéant, tout en tenant compte des effets des mesures d'évitement et de réduction.

Un nouveau tableau sera alors mis à jour afin de prendre en compte le niveau d'impact final du projet.

Composante Définition de l'impact résiduel						
Nature de l'impact	Direct			Indirect		
Intensité de l'impact	Faible		Modérée		Forte	
Durée de l'impact	Temporaire			Permanent		
Echéance de l'impact	Court terme		Moyen terme		Long terme	
Etendue de l'impact	Ponctuelle		Localisée		Diffuse	
Réversibilité	Réversible			Irréversible		
Impact résiduel	Positif	Nul	Très faible	Faible	Modéré	Fort
Prise en compte des enjeux	Aucune mesure		Evitement	Réduction	Accompagnement	Compensation

XXV.C.9 Définition des mesures de compensation

Si le niveau d'impact résiduel est trop important, il est alors nécessaire de définir des mesures de compensation.

Les mesures compensatoires peuvent comporter :

- Des acquisitions foncières : localisation de la zone à acquérir (cartographie), évaluation succincte de la richesse biologique, superficie, coût, garanties sur l'inaliénabilité des terrains (rétrocession) ;
- Des mesures de gestion : localisation (cartographie), superficie, maîtrise foncière, coût/ha/an, durée d'engagement, partenariats actés, éventuellement orientations de gestion ;
- Des mesures spécifiques : localisation (cartographie), superficie, maîtrise foncière, éventuellement orientations de réglementation, coût, méthode spécifique.

Toutes les mesures prévues doivent faire l'objet d'un engagement du maître d'ouvrage à les réaliser (délais de réalisation, courrier d'engagement, convention de gestion…), et leur réalisation doit comprendre leur suivi et leur évaluation.

XXV.D Difficultés rencontrées et incertitudes

Les mesures par construction étant celles qui ont été prises en compte dès la conception du projet avant les mesures pouvant découler de l'analyse des effets à court, moyen et long terme, qu'ils soient temporaires ou permanents, négatifs ou positifs.

Une étude des différentes obligations de conformité ou de compatibilité découlant des instruments de planification a été réalisée.

Cette étude a conduit tout naturellement à réaliser dans un premier temps, l'analyse des divers instruments, plans, schémas ou arrêtés d'ordre public, afin d'intégrer dans la conception du projet les mesures en découlant, mesures qui ne sont pas la conséquence de l'analyse des effets, mais la conséquence des obligations de compatibilité ou de conformité.

Les diverses obligations ont donc comme conséquence, une forte implication dans l'analyse des effets, conduisant à les diminuer très fortement, voire à les annuler.

Ceci ne permet pas de voir une grande différence entre les potentiels d'impact avant ou après mesures d'atténuation, puisqu'une grande partie des dites mesures est prise en compte dans le cadre de la conception du projet.

XXV.D.1 La méconnaissance des évaluations environnementales des projets proches

La méconnaissance des évaluations environnementales des projets proches ne permet pas de prendre correctement l'ensemble des effets cumulés de l'ensemble des projets connus.

En effet, si dans le cadre du cadrage des études d'impact ou de la connaissance des lieux, il est relativement aisé de connaître les projets connus au début de la réalisation de l'évaluation environnementale, deux difficultés essentielles apparaissent évidentes :

- Le fait que d'autres projets non connus puissent voir le jour lors de l'élaboration de l'évaluation environnementale ;
- Le fait que si les projets connus peuvent être identifiés, il est quasiment impossible d'obtenir les études d'impacts desdits projets.

XXV.D.2 Le choix des méthodes

Si de nombreuses méthodes sont décrites dans leurs principes, il convient toutefois de choisir la méthode la mieux adaptée au regard du projet, tant sur le plan économique, qu'environnemental, afin de déterminer de façon précise, mais non disproportionnée, les effets et les mesures en découlant.

XXV.D.3 Le choix des mesures

Le nombre de mesures pouvant être prises en compte étant très important, la difficulté consiste à retenir les mesures adaptées aux conséquences du projet et à la sensibilité environnementale des lieux.

Il est nécessaire de prendre en compte l'aspect économique lié aux coûts desdites mesures, coûts qui peuvent quelquefois remettre en cause tout ou partie du projet et par voie de conséquence, le développement économique.

XXV.D.4 La procédure unique

Les décrets n°2017-81 et n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale avec la mise en place d'un système d'autorisation unique et d'un certificat de projet devrait permettre de simplifier les procédures et d'apporter une meilleure information au public.

XXVI. BIBLIOGRAPHIE

L'élaboration de l'évaluation environnementale se base sur les éléments et documents suivants :

XXVI.A Bases de données en ligne

Organisme	Site internet
Bureau de recherche géologique et minière (BRGM)	www.infoterre.brgm.fr
Inventaire National du Patrimoine Naturel (INPN)	www.inpn.mnhn.fr
Ministère de la culture	www.culture.gouv.fr
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)	www.inao.gouv.fr
Ministère de l'Action et des Comptes Publics	www.cadastre.gouv.fr
Institut Géographique National (IGN)	www.geoportail.fr
Préfecture de l'Ain	https://www.ain.gouv.fr/
	www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/
Agence de l'eau Rhône Méditerranée	www.lesagencesdeleau.fr
Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire	www.georisques.gouv.fr
	www.hydro.eaufrance.fr
Fédération des Associations de Surveillance de la Qualité de l'Air	www.atmo.fr
Agence Régionale de Santé	www.ars.gouv.fr
Météo France	www.meteofrance.fr

Tableau 176 : Bibliographie en ligne

XXVI.B Etudes spécifiques réalisées in situ

Nom de la société	Etudes spécifiques intégrée au dossier Etude réalisée	Référence	Date	Auteurs
Chambre d'agriculture de l'Ain	Etude Agro-pédologique	/	2023	Stéphanie CHAVEROT
Anteagroup	Analyse des eaux souterraines	/	12/04/2023	/
Ingégone	Expertise hydrologique	23.10.EX.01	13/06/2023	Julien VANTARD
ORFEA	Etude acoustique	RAP-A2305-075	05/07/2024	Martin COURTOIS
Acer Campestre	Expertise naturaliste	/	17/10/2023	Martin LEGAYE
	Incidence sur les sites Natura 2000	/	27/09/2023	

Tableau 177 : Bibliographie des études réalisées in situ

Etude des dangers

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux 01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024

SOMMAIRE

I. Préambule ... 2
I.A Principe de l'étude de dangers ... 2
I.B Rappels réglementaires ... 2
II. Vocabulaire ... 3
III. Localisation du projet ... 4
IV. Identification des sources potentielles de dangers ... 7
IV.A Classification des sources de dangers par nature ... 7
IV.B Classification des sources de dangers par causes extérieurs ... 7
V. Analyse préliminaire des risques ... 9
V.A Présentation ... 9
V.B Accidents recensés par le BARPI ... 9
V.C Prise en compte de l'accidentologie dans la conception du projet ... 10
V.D Conclusion sur les risques inhérents au site ... 10
VI. Evaluation détaillée des risques ... 11
VI.A Méthodologie, évaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique ... 11
VI.A.1 Probabilité d'occurrence ... 11
VI.A.2 Intensité des effets ... 11
VI.A.3 La gravité ... 12
VI.A.4 La cinétique ... 12
VI.A.5 Niveau de criticité ... 12
VI.B Scénarii étudiés ... 13
VI.B.1 Conséquences d'un déversement accidentel d'hydrocarbures sur le sol ... 13
VI.B.2 Le risque incendie ... 17
VI.B.3 Le risque de noyade ... 20
VI.B.4 Le risque lié au fonctionnement de la dragline ... 20
VI.B.5 Le risque d'explosion du réservoir d'air comprimé d'un système de freinage ... 21
VI.C Synthèse des risques analysés et de leurs conséquences pour l'environnement ... 24
VII. Effet domino ... 26
VII.A Généralités ... 26
VII.B Evaluation des effets dominos ... 26
VII.B.1 Effets dominos internes ... 26
VII.B.2 Effets dominos externes ... 27
VIII. Les mesures de prévention ... 28
VIII.A L'organisation de la prévention ... 28
VIII.A.1 Les activités spécifiques et les travaux dangereux ... 28
VIII.A.2 Conduite et entretien des installations ... 28
VIII.A.3 Interdiction de feux nus et de fumer ... 28
VIII.A.4 Vêtements de travail ... 28
VIII.A.5 Entreprises extérieures ... 28
VIII.B La prévention matérielle de l'incendie ... 29
VIII.B.1 Extincteurs ... 29
VIII.B.2 Equipements d'intervention ... 29
VIII.B.3 Réserves d'eau présentes sur site ... 29
VIII.C La tenue des plans ... 29

VIII.D L'organisation de la lutte contre les accidents 29
VIII.D.1 Les consignes générales 29
VIII.D.2 Les consignes particulières 30
VIII.D.3 Les consignes affichées 30
VIII.D.4 Manuel de sécurité 30
VIII.D.5 Qualification et formation du personnel 30
VIII.D.6 Visite et entretien du matériel 31
IX. Mesures compensatoires 31
X. Conclusion 31

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Définition du Risque 3
Figure 2 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale 4
Figure 3 : Carte de localisation au 1/25 000e 5
Figure 4 : Vue aérienne du site 6
Figure 5 : Abaque permettant de définir les distances de sécurité en fonction des surpressions 23
Figure 6 : Carte de synthèse des risques pour l'environnement extérieur 25

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site 4
Tableau 2 : Synthèse des sources de dangers par nature et causes extérieures 8
Tableau 3 : Dispositions retenues pour réduire ou supprimer les risques 10
Tableau 4 : Classe de probabilité d'occurrence 11
Tableau 5 Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets toxiques 12
Tableau 6 : Echelle d'appréciation de la gravité sur l'Homme 12
Tableau 7 : Niveaux de criticité 13
Tableau 8 : Hypothèses retenues pour le scénario de pollution de sol par épandage d'hydrocarbures 14
Tableau 9 : Synthèse des caractéristiques du milieu 14
Tableau 10 : Résultat de la modélisation d'un épandage de carburant 15
Tableau 11 : Identification des autres sources potentielles de pollution par hydrocarbures 16
Tableau 12 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque épandage accidentel de carburant 17
Tableau 13 : Distance de sécurité à la suite d'un incendie sur la dragline 19
Tableau 14 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque incendie 20
Tableau 15 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque noyade 20
Tableau 16 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque dysfonctionnement de l'installation de traitement 21
Tableau 17 : Distance de sécurité en fonction des effets d'une surpression 22
Tableau 18 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque surpression 23
Tableau 19 : Tableau de synthèse de la prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique des différents scénarii étudiés 24
Tableau 20 : Liste des effets dominos internes 27

I. PREAMBULE

I.A Principe de l'étude de dangers

L'étude de dangers de la carrière et de ses installations est un document qui consiste à analyser et à prévoir les risques d'accident, leurs conséquences potentielles sur l'environnement, ainsi que les mesures prises permettant de réduire ou de supprimer ces risques.

L'étude de dangers recense de façon exhaustive tous les risques et les dangers que peut représenter l'activité de la carrière pour le personnel et les tiers. Ceux-ci sont ensuite hiérarchisés en fonction de leur probabilité d'apparition et de leur gravité sur le site et dans l'environnement proche.

Dans un second temps, les scénarios les plus probables et/ou les plus graves sont étudiés plus précisément, en prenant en compte leurs causes et leurs effets. Il sera également précisé l'ensemble des mesures de prévention qui seront mises en place sur le site, dans le but de diminuer les risques pour chaque scénario.

L'étude de dangers précise également les moyens de secours privés ou publics dont dispose le site en cas d'accident.

Le projet d'extension de la carrière de Courdan vise l'exploitation de sables et graviers provenant de formations alluvionnaires interglaciaires en place, ne présentant pas de caractère nocif particulier.

Les dangers recensés sont donc les dangers classiques, inhérents à toute exploitation de carrière.

Dans le cas présent, ils concernent l'extraction et le transport des matériaux.

La carrière accueillera également des matériaux de remblais inertes provenant de l'extérieur du site.

I.B Rappels réglementaires

Le contenu de l'étude de dangers doit être proportionnée, c'est-à-dire en cohérence avec l'importance du projet (nature et taille de l'installation projetée), et est définie par plusieurs textes réglementaires.

Ces textes sont les suivants :

- **Les articles L.181-25 et D.181-15-2, III du Code de l'Environnement**, qui précise le contenu de l'étude de dangers. Celle-ci doit justifier que l'installation permet d'atteindre un niveau de risque aussi bas que possible, dans des conditions économiquement acceptables.
- **L'arrêté du 29 Septembre 2005** relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Il détermine les règles minimales pour ces évaluations et ses prises en comptes, et donne en annexe les échelles de probabilité et les valeurs de références.
- **La circulaire du 10 mai 2010**, récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées.
- **L'arrêté du 26 mai 2014** relatif à la prévention des risques majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation. Il précise les analyses des risques qui doivent être étudiées dans l'étude de dangers.
- Le document de juin 2003 du ministère de l'Environnement, concernant les principes généraux pour l'élaboration et la lecture des études de dangers ;
- La circulaire du 2 octobre 2003 relative aux mesures d'application immédiate introduite par la loi n°2003-699 du 31 juillet 2003 en matière de prévention des risques technologiques des installations ;
- Les méthodes utilisées, les cahiers de sécurité de l'Union des Industries Chimiques (UIC), l'analyse des méthodes de défaillance et leurs effets (AMDE), les règles APSAD pour la prévention incendie.

Le résumé non technique de l'étude de dangers est présenté en pièce 1 du présent dossier intitulé « Résumés non techniques ».

II. VOCABULAIRE

Risque

Possibilité de survenance d'un dommage résultant d'une exposition à un phénomène dangereux. Le risque est, la combinaison de la probabilité d'occurrence d'un évènement (incident ou accident) et la gravité de ses conséquences sur des éléments vulnérables.

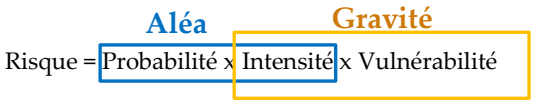


Figure 1 : Définition du Risque

Evènement initiateur / Cause

Déroulement anormal, interne ou externe qui constitue une cause directe d'un phénomène dangereux.

Accident

Phénomène dangereux qui entraîne des conséquences / des dommages sur les cibles.

Probabilité d'occurrence

Dans les études de danger de carrière, la probabilité d'occurrence sera définie de manière qualitative à partir notamment de la banque de données du BARPI constituant un retour d'expérience non exhaustif relatif aux incidents ou accidents survenus sur d'autres carrières.

Gravité des conséquences

La gravité résulte de la combinaison, en un point de l'espace, de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets.

Vulnérabilité

Elle est soit liée à l'environnement naturel (vulnérabilité naturelle ou VN), soit aux installations (vulnérabilité matérielle ou VM) soit à la population avoisinante (vulnérabilité humaine ou VH).

Il s'agit de l'appréciation de la sensibilité des cibles présentes dans la zone à un type d'effet donné.

Par exemple, des zones d'habitat sont plus sensibles à un aléa d'explosion que des zones de terres agricoles, en raison de la présence de constructions et de personnes.

Aléa

Probabilité qu'un phénomène accidentel produise, en un point donné, des effets d'une gravité potentielle donnée, au cours d'une période déterminée.

L'aléa est donc l'expression, pour un type d'accident donné, du couple probabilité d'occurrence/gravité potentielle des effets.

L'exposition au risque d'une zone donnée résulte de la combinaison de l'aléa dans cette zone avec la vulnérabilité de la zone.

III. LOCALISATION DU PROJET

Le projet d'extension de la carrière de Courdan se trouve localisé sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, dans le département de l'Ain (01).

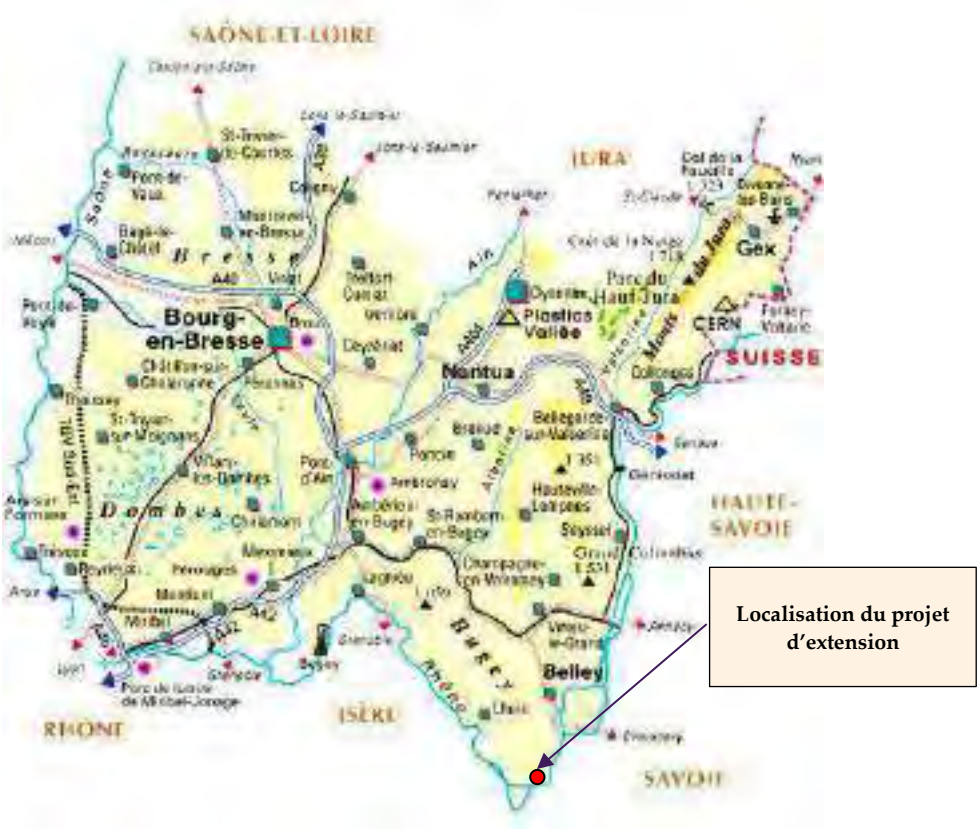


Figure 2 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes :

Secteur concerné	Entrée du futur site		
Coordonnées	**X**	**Y**	**Z**
	45.640008	5.669878	215 m NGF

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site

La carrière actuellement autorisée est localisée au lieu-dit « Courdan ». Le projet d'extension est localisé au lieu-dit « La Ferrière ».

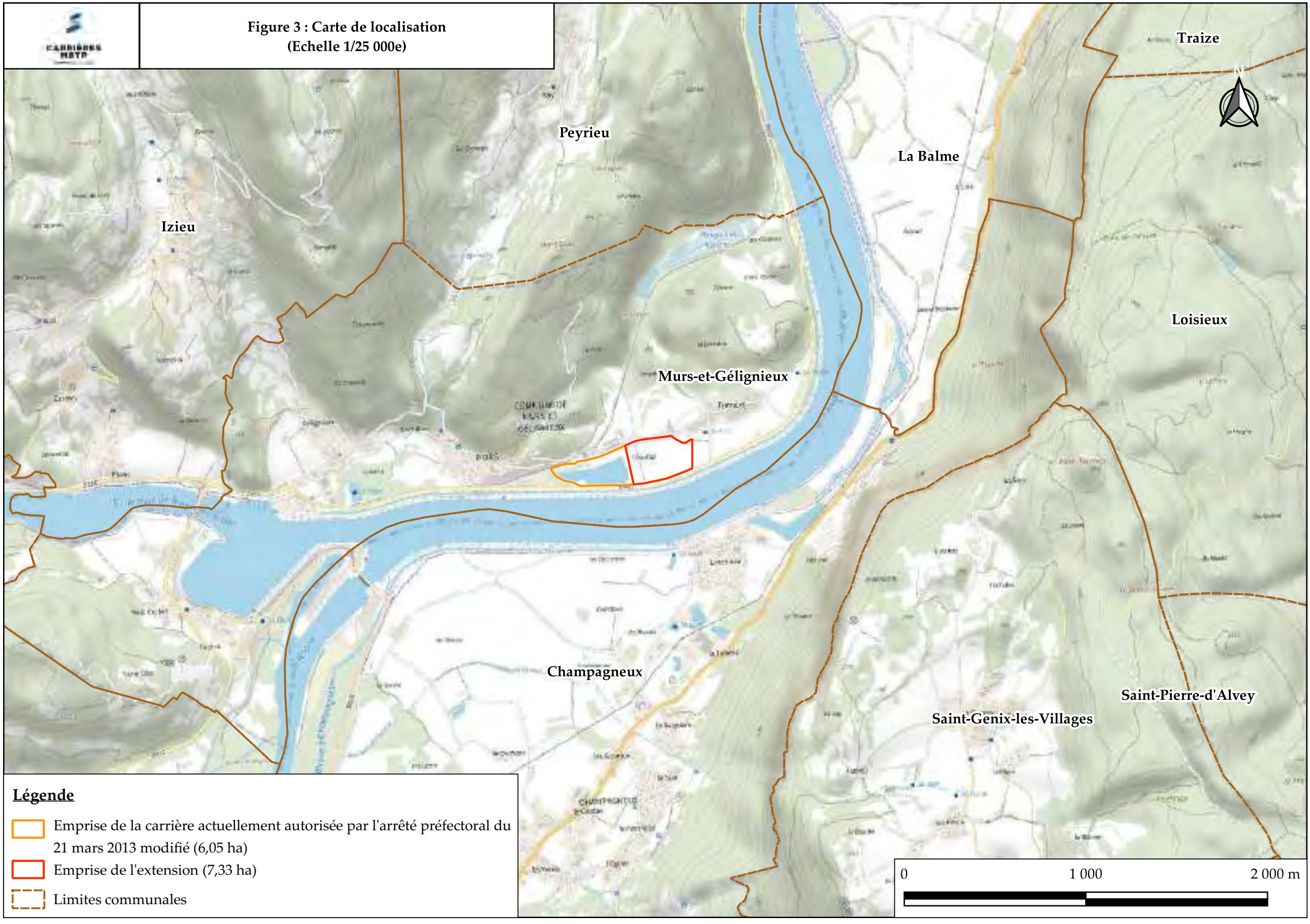
L'environnement proche du site se caractérise par la présence :

- De la route départementale n°992 et du Rhône au Sud ;
- D'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'Ouest ;
- De bâtiments agricoles, de champs et de boisements au Nord ;
- Du hameau de Trémurs au Nord-Est.

Sur le plan topographique, les terrains du projet d'extension de carrière sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.

Les cartes présentées en pages suivantes matérialisent la localisation du site.

Figure 3 : Carte de localisation
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Figure 4 : Vue aérienne
(Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

IV. IDENTIFICATION DES SOURCES POTENTIELLES DE DANGERS

IV.A Classification des sources de dangers par nature

Le tableau présenté en page suivante présente les sources de dangers en fonction de leur nature.

IV.B Classification des sources de dangers par causes extérieurs

Le tableau exposé en page suivante présente les sources de dangers en fonction de leurs causes extérieures.

Sources de dangers par nature			
Origine	**Type**	**Description de la source de dangers**	**Sur le site de Murs-et-Gélignieux**
Mécanique	Récipients sous pression	Les récipients sous pression comprendront essentiellement les réservoirs d'air comprimé et les appareils sous pression.	Sur le site, les réservoirs d'air comprimé seront implantés sur les véhicules de transport et engins d'exploitation (système de freinage).
	Manutention	Cette source correspond au déplacement des produits extraits	La manutention n'apportera pas de risque sur l'environnement extérieur.
	Pièce en mouvement	Les pièces en mouvement concernent principalement les engins de chantier et les différentes unités mobiles de traitement des matériaux.	Seuls les engins et la dragline présenteront un risque. Les risques essentiels liés aux pièces en mouvement concernent le personnel.
	Eléments sous contraintes mécaniques	Cette source correspond aux pièces qui par leur fonctionnement peuvent induire un risque	Seuls les roulements ou les pièces spécifiques de la dragline seront concernés.
Chimique	Réactions chimiques	Cette source correspond au mélange de produits chimiques	Les procédés d'exploitation ne feront pas appel à des réactions chimiques
	Explosions d'origine chimique	Cette source correspond à la présence simultanée de produits chimiques à un endroit donné du site	Aucun produit chimique ne sera utilisé ou stocké sur le site. En conséquence, tout risque d'explosion d'origine chimique doit être exclu
	Toxicologie et agressivité des produits employés	Cette source correspond à la toxicité des produits employés sur le site	Aucun produit toxique ou agressif pour l'environnement ne sera employé sur le site.
Electrique	Condensateurs de grande puissance	Cette source correspond à la présence de condensateur ou de transformateur électrique	Aucun transformateur ne sera installé sur le site.
	Lignes hautes tension	Cette source correspond à la présence de ligne électrique aérienne ou enterrée	Le site est dépourvu de lignes électriques haute tension.
Incendie	Thermique ou électrique	Cette source correspond à la présence de sources de chaleur ou de transport électrique	Il n'y aura pas de sources de dangers d'incendie sur le site si ce n'est les moteurs des véhicules et engins de chantier et de la dragline.
Explosion	Pneumatique	Les explosions pneumatiques libèrent un fluide préexistant, enfermé, sous une pression plus ou moins élevée, dans une enceinte dont la paroi cède.	Cette source ne concerne que les engins et les poids lourds intervenant sur le site de la carrière.
	Electrique	Les explosions électriques sont dues à l'échauffement considérable et très rapide d'une matière traversée par un courant électrique intense comme par exemple, la décharge d'un condensateur ou la foudre.	Le site ne sera pas concerné par ce type de danger.
	Chimique	Les explosions chimiques sont le fait d'une réaction chimique rapide dont le corps, appelé explosif, est le siège.	Aucun explosif n'est utilisé sur le site.
Rayonnement	Rayonnement ionisant	Les rayonnements ionisants sont une forme d'énergie libérée par les atomes qui se propage par le biais d'ondes électromagnétiques (rayons gamma ou X) ou de particules (neutrons, particules bêta ou alpha)	Il n'y aura pas de sources de danger de rayonnement ionisant.
	Radioactivité	/	Il n'y aura pas de sources radioactives sur le site
Biologique	Microbiologique	Cette source est liée à la présence de bactéries, virus ou encore de toxines.	Il n'y aura pas de sources de dangers biologiques dans les procédés d'exploitation employés
Pollution	Eaux	Cette source est liée à la présence de substances susceptibles de polluer les eaux souterraines et/ou superficielles	Les sources de pollution des eaux sont directement liées à l'éventuelle rupture de l'enveloppe extérieure du réservoir de carburant ou d'un flexible.
	Sols	Cette source est liée à la présence de substances susceptibles de polluer les sols	
Projection	Solides	Les sources de projections proviendront des tirs de mines.	Aucun tir de mine n'est réalisé sur le site.
Instabilité	Terrains en place	Les sources d'instabilité concernent essentiellement les mouvements de terrains.	L'exploitation du site est menée de manière à prévenir tout type de faiblesses mécaniques.
Evènements naturels	Sismicité	Mise en mouvement du sol mettant en péril les infrastructures de la carrière	En application du décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français, le secteur d'étude est classé en zone de sismicité 4 (Moyenne).
	Mouvement de terrain	Source d'instabilité	Aucun glissement de terrains n'a été répertorié sur le territoire du site.
	Inondation	Source d'inondabilité ou de submersion	Les terrains intégrés au projet se situent en zone inondable. La commune de Murs-et-Gélignieux est concerné par le Plan des Surfaces Submersibles (PSS) du Rhône, approuvé le 16 août 1972. Un courrier de porter à la connaissance des maires concernant le nouvel aléa inondation du Rhône a été envoyé le 24 octobre 2013. Il précise que les informations concernant l'aléa inondation ont été actualisées et qu'une nouvelle carte pour le Rhône a été réalisée. Le projet se trouve dans la bande de sécurité de 100 m, derrière le contre-canal.
	Retrait et gonflement des argiles	Modification structurelle du sol mettant en péril les infrastructures de la carrière	La totalité du site est classé en zone d'aléa dit « Faible ».
	Risque minier	Présence de cavités souterraines	La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun Plan de Prévention des Risques Minier (PPRM).
	Feux de forêt	Présence de boisements périphériques	La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun Plan Départemental de Protection des Forêts contre l'Incendie (P.D.P.F.C.I.).
	Foudre	Impact de foudre sur le site	Le nombre d'impact moyen dans l'Ain est de 1,36 nsg/km²/an. La commune de Murs-et-Gélignieux se situe en zone d'aléa faible.
Evènements extérieurs	Chute d'avion	Risque de crash sur la carrière	La carrière se trouve localisée à une distance de 5,9 km de l'aéroclub de Belley-Peyrieu. En retenant la probabilité moyenne en France de chute d'avion ($0{,}1.10^{-9}$ chute par an et par m²), le risque de chute d'avion sur le site est négligeable.
	Acte de malveillance	Intrusion humaine, volontaire ou non entrainant une dégradation du matériel ou produisant une source de pollution	La potentialité d'actes de malveillance est difficile à quantifier. Elle concerne des risques de détérioration du matériel dont les conséquences en termes de dangers pour l'environnement sont : incendie ou pollution des eaux ou du sol.
	Risques technologiques	Présence d'Installation Classées ou SEVESO à proximité de la carrière ou de transport de matière dangereuse	La commune de Murs-et-Gélignieux n'est concernée par aucun PPRT. Aucune canalisation de matières dangereuses n'a été identifiée dans le secteur d'étude.

Tableau 2 : Synthèse des sources de dangers par nature et causes extérieures

V. ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES

V.A Présentation

La notion de risque est ainsi caractérisée par le couple probabilité d'occurrence – gravité des conséquences, appliqué à un événement redouté. La démarche retenue pour l'analyse des risques est la méthode « Analyse des Modes de Défaillances des Effets et Criticité », appelée également démarche AMDEC.

Cette méthode inductive est basée sur un recensement exhaustif des modes de défaillances des composants d'un système pouvant conduire directement ou indirectement à une situation de risque. Cette méthode progresse des causes vers les effets.

Elle permet d'obtenir une cotation à partir d'échelles de la probabilité d'occurrence et de la gravité du risque, complétée par des mesures correctives ou préventives le cas échéant.

L'article 2 de l'arrêté du 29 septembre 2005 et de la circulaire du 10 mai 2010 relatifs à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation précise notamment :

« *L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.*

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables ».

L'étude de l'accidentologie sera abordée à partir de la banque de données gérée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) du Ministère de la Transition Ecologique (MTE).

V.B Accidents recensés par le BARPI

Le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI) du Ministère de la Transition Ecologique (MTE) a rassemblé depuis 1900, dans la base de données ARIA (www.aria.developpement-durable.gouv.fr/barpi_stats.gnc), les informations concernant les accidents sur les sites industriels.

L'inventaire des accidents technologiques et industriels liés aux carrières fait apparaître, sur les trente dernières années, plus de deux cents accidents et incidents dont :

- Une soixantaine de cas concerne des déversements accidentels, en particulier d'hydrocarbures ou d'eau boueuse, avec une pollution du milieu naturel ;
- Une quarantaine de cas concerne des incendies, notamment sur les relais et les moteurs électriques, les bandes transporteuses par suite d'échauffement et un entrepôt abritant des matériaux et matériels divers ;
- Une vingtaine de cas concerne des tirs de mines avec des projections de matériaux ;
- Un cas concerne une explosion de bouteilles de gaz stockées avec des explosifs ;
- Une quarantaine de cas concerne des accidents et incidents divers comme des accidents routiers, des accidents de personnel, des électrocutions et un effondrement en carrière souterraine.

Pour les événements relatifs aux déversements accidentels d'hydrocarbures, les cas suivants ont été répertoriés :

- Des actes de vandalisme sur des cuves de stockage de FOD ;
- L'absence de capacité de rétention pour les stockages ;
- Une cuve enterrée fuyarde ;
- Un déversement d'huiles usagées ;
- Une erreur de manipulation des vannes de stockage.

Les accidents liés à des explosions sont rarissimes avec seulement cinq cas répertoriés :

- Une explosion de bouteilles de gaz stockées avec des explosifs dans une cabane de chantier (1 blessé grave) ;
- Un incident de tir de mines avec des projections dans l'environnement (quelques dégâts matériels) ;
- Trois accidents de tir de mines ayant conduit au décès de personnel.

Les modalités d'exploitation ne font pas intervenir de tirs de mines, ce qui exclut totalement l'apparition de projections lors des travaux d'extraction.

V.C Prise en compte de l'accidentologie dans la conception du projet

Le projet présenté prend en considération, dans sa conception même, les renseignements fournis par l'accidentologie.

Les risques d'accidents ou d'incidents spécifiques seront réduits grâce à des dispositions particulières présentées ci-après.

Type de risques	Dispositions spécifiques retenues dans le cadre du projet afin d'éliminer ou réduire le risque
Pollution par hydrocarbures	➢ Absence de stockage d'hydrocarbures sur le site ; ➢ Le ravitaillement des engins s'effectuera grâce à un pistolet de distribution muni d'un bac de rétention et d'un dispositif anti-égouttures. ➢ Interdiction de pénétration des tiers grâce à une clôture et un portail de fermeture ; ➢ Entretien des engins effectué à l'extérieur du site (aucun stockage d'huile usagée ou neuve sur le site), hormis l'entretien quotidien, réaliser sur la dalle en béton...
Pollution par rejet de matières en suspension	➢ Percolation des eaux pluviales de ruissellement dans les formations en place, les remblais ou dans le plan d'eau ; ➢ Interdiction totale de toute importation de matériaux extérieurs autres qu'inertes ; ➢ Analyses semestrielles des eaux souterraines.
Incendie sur les engins de chantier	➢ Installation électrique répondant aux normes, équipée de dispositifs de sécurité coupant l'alimentation en cas de surchauffe d'un moteur ; ➢ Vérifications techniques périodiques des équipements ; ➢ Installation d'extincteurs à poudre sur les engins et la dragline.
Noyade	Sans objet

Tableau 3 : Dispositions retenues pour réduire ou supprimer les risques

V.D Conclusion sur les risques inhérents au site

L'analyse des divers risques fait apparaître principalement des risques traditionnels inhérents au fonctionnement de tout chantier d'extraction de matériaux avec :

- Des risques liés à la présence d'engins (véhicules de chantiers et dragline) susceptibles de menacer davantage la sécurité du personnel (collision, chute de matériel) que l'environnement ;
- Des risques liés à une pollution superficielle par déversement accidentel d'hydrocarbure sur le sol et dans le plan d'eau ;
- Des risques d'incendie liés à la présence d'engins à moteur (véhicules de chantiers et dragline) ;
- Un risque de noyade au niveau du plan d'eau ;
- Un risque de relâchement d'une pièce lié à l'utilisation de la dragline ;
- Des risques d'explosion, liés à la présence de réservoirs d'air disposés sur les engins de chantier et la dragline.

VI. EVALUATION DETAILLEE DES RISQUES

VI.A Méthodologie, évaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

VI.A.1 Probabilité d'occurrence

La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes, définies en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Elle définit les phénomènes dangereux et les accidents potentiels sur cinq classes :

- A : Evènement courant ;
- B : Evènement probable ;
- C : Evènement improbable ;
- D : Evènement très improbable ;
- E : Evénement possible mais extrêmement peu probable.

Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans le tableau ci-dessous.

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
Qualitative (1) (Les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants)[2]	***« Evénement possible mais extrêmement peu probable » :*** N'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations	***« Evénement très improbable » :*** S'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.	***« Evénement improbable » :*** Un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité	***« Evénement probable » :*** S'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation	***« Evénement courant » :*** S'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives.
Semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.				
Quantitative (Par unité et par an)		10^{-5}	10^{-4}	10^{-3}	10^{-2}

Tableau 4 : Classe de probabilité d'occurrence

VI.A.2 Intensité des effets

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures.

Le détail des valeurs applicables est précisé dans le tableau ci-après.

Seuils d'effets toxiques pour l'homme par inhalation			
	Types d'effets constaté	**Concentration d'exposition**	**Références**
Exposition de 1 à 60 minutes	***Létaux***	SELS (CL 5 %) Seuil des Effets Létaux Significatifs SEL (CL 1 %) Seuil des Effets Létaux	Seuils de toxicité aiguë Emissions accidentelles de substances chimiques dangereuses dans l'atmosphère. Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable. Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques. 2003 (et ses mises à jour ultérieures)
	Irréversibles	SEI : Seuil des Effets Irréversibles	
	Réversibles	SER : Seuil des Effets Réversibles	

Tableau 5 Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets toxiques

VI.A.3 La gravité

L'échelle d'appréciation de la gravité sur l'Homme d'un accident à l'extérieur des installations, en tenant compte des mesures constructives mises en œuvre est présentée de la manière suivante en annexe 3 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

Niveau de gravité des conséquences	Zone délimitée par le seuil des effets létaux significatifs (200 mbar, 8 kW/m²)	Zone délimitée par le seuil des effets létaux (140 mbar, 5 kW/m²)	Zone délimitée par le seuil des effets irréversibles sur la vie humaine (50 mbar, 3 kW/m²)
Désastreux	Plus de 10 personnes exposées	Plus de 100 personnes exposées	Plus de 1 000 personnes exposées
Catastrophique	Moins de 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées	Entre 100 et 1 000 personnes exposées
Important	Au plus 1 personne exposée	Entre 1 et 10 personnes exposées	Entre 10 et 100 personnes exposées
Sérieux	Aucune personne exposée	Au plus 1 personne exposée	Moins de 10 personnes exposées
Modéré	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne »

Tableau 6 : Echelle d'appréciation de la gravité sur l'Homme

VI.A.4 La cinétique

Les études de dangers fournissent des éléments de cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets, tenant compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site.

VI.A.5 Niveau de criticité

L'évaluation de la criticité sera effectuée à partir de la grille d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents majeurs présentée ci-dessous et issue de la circulaire du 10 mai 2010 pour les établissements dits SEVESO, en l'absence de méthode d'évaluation réglementaire adaptée pour les installations soumises à simple autorisation.

Criticité = Probabilité x Gravité

Les niveaux de criticité sont définis par le tableau ci-après.

	Niveau de probabilité	Niveau de gravité M Modéré	S Sérieux	I Important	C Catastrophique	D Désastreux
E	Extrêmement peu probable					
D	Très improbable					
C	Improbable					
B	Probable					
A	Courant					

Acceptable | Critique | Inacceptable

Tableau 7 : Niveaux de criticité

VI.B Scénarii étudiés

L'activité liée à l'extraction des matériaux ne constituera pas une source de dangers importante pour l'environnement extérieur.

Il convient d'examiner tous les risques susceptibles de se manifester dans le cadre de l'exploitation et de présenter des conséquences sur l'environnement.

Cette démarche permettra de définir les mesures destinées à prévenir l'apparition des risques envisagés et les dispositions qui permettront d'en réduire les conséquences s'ils venaient à se produire.

Les risques suivants et leurs conséquences sur l'environnement seront examinés dans les paragraphes suivants :

- Le risque de déversement accidentel de gasoil sur le sol à la suite de la rupture du réservoir d'engins de chantier ;
- Le risque d'incendie d'un véhicule de chantier ou de la dragline ;
- Le risque de noyade au niveau du plan d'eau ;
- Le relâchement d'une pièce de la dragline ;
- Le risque d'explosion du réservoir d'air comprimé d'un système de freinage d'un engin de chantier.

VI.B.I Conséquences d'un déversement accidentel d'hydrocarbures sur le sol

VI.B.I.a Préambule

Les travaux d'extraction ne constitueront pas une source de dangers importante pour l'environnement, les matériaux exploités étant inertes.

A ce titre, il est toutefois examiné ci-après le risque d'une contamination accidentelle du sol à la suite d'un accident impliquant un engin de chantier.

VI.B.I.b Caractéristiques locales des formations superficielles

La géologie du secteur d'étude montre que les formations superficielles sont constituées par un limon sableux, d'une épaisseur comprise entre 0,7 et 2,7 m. La perméabilité de ces matériaux est de l'ordre de 10^{-5} m/s.

Le gisement visé par l'extraction correspond à des sables, graviers et galets. La perméabilité de ces matériaux est de l'ordre de 10^{-3} m/s.

A titre d'illustration, il est retenu trois scénarii, impliquant le déversement accidentel de gazole à la suite de la rupture de l'un des réservoirs d'un chargeur ou du réservoir de la dragline, réservoirs remplis jusqu'à leur capacité maximale.

Les trois scénarii sont les suivants :

- Accident se produisant au droit des formations limoneuses (scénario 1) ;
- Accident se produisant pendant l'extraction des matériaux, dans la partie composée de sables, graviers et galets (scénario 2).
- Accident se produisant au droit du plan d'eau (Scénario 3).

VI.B.1.c Hypothèses générales retenues

Source de pollution

Paramètres	Type d'engin	
	Chargeur Caterpillar 988	Dragline HS 885 HD
Volume des réservoirs	500 litres	920 litres
Nombre de réservoirs	2	1
Quantité répandue	250 litres	920 litres
Surface de percolation	5 à 10 m²	5 à 10 m²

Tableau 8 : Hypothèses retenues pour le scénario de pollution de sol par épandage d'hydrocarbures

Caractéristiques du milieu

Paramètres	Caractéristiques physiques des formations superficielles		Plan d'eau
	Scenario 1	Scenario 2	Scénario 3
Nature des terrains	Formation limoneuse	Sable, gravier et galet	Eau
Porosité de la formation en place	30 %	35 %	
Perméabilité	10^{-5} m/s	10^{-3} m/s	
Teneur en eau	10 %	8 %	
Masse spécifique de la matrice	1 400 kg/m³	1 800 kg/m³	
Degré de saturation du sol	45 %	45 %	

Tableau 9 : Synthèse des caractéristiques du milieu

VI.B.1.d Evolution probable du polluant

Cas des formations superficielles

Compte tenu de la perméabilité moyenne du recouvrement superficiel, la percolation du polluant dans la formation géologique se déroulera lentement.

Le degré de saturation du sol en place est de 45% ce qui signifie que 45% des vides du sol sont occupés par de l'eau.

L'eau se présente sous forme de films liquides de quelques micromètres d'épaisseur entourant énergiquement les agrégats qui constituent le sol.

Le polluant va progressivement percoler dans le sol puis envahir le volume des vides utilisables et chasser une partie de l'eau.

En raison de la présence de nombreuses charges électriques à leur surface, les molécules d'hydrocarbures présentent une forte affinité avec les agrégats du sol qui les fixeront plus énergiquement que les molécules d'eau.

Ces dernières seront donc partiellement repoussées.

Toutefois dans le cadre de la modélisation du comportement du polluant, ce phénomène ne sera pas pris en compte.

Nous considérerons que le carburant, libéré lors de l'accident, occupe uniquement les vides disponibles (ce qui constitue une hypothèse plus pénalisante).

En l'absence de toute intervention, le polluant va donc percoler gravitairement dans la formation superficielle puis envahir le volume des vides utilisables dans le sous-sol.

Cas du plan d'eau

En cas de déversement de carburant sur le plan d'eau, une nappe d'hydrocarbure se formera en surface.

En effet, le gazole non routier utilisé pour le fonctionnement des engins de chantier (dragline, chargeuse) a une densité moyenne comprise entre 0,82 et 0,85 contre 1 contre pour l'eau.

Il est donc moins dense que l'eau du plan et restera en surface.

VI.B.1.e Résultats de la modélisation

L'évolution probable de la pollution, en fonction des milieux rencontrés, est décrite dans le tableau présenté en page suivante.

Scénario étudié		Chargeur N°1	Chargeur N°2	Dragline N°1	Dragline N°2
Volume des vides Total /m³ de formation en place		300 litres	350 litres	300 litres	350 litres
Volume des vides correspondant à la capacité équivalente /m³ des matériaux		270 litres	322 litres	270 litres	322 litres
Volume des vides occupé par l'eau des matériaux m³		121,5 litres	145 litres	121,5 litres	145 litres
Volume des vides disponible pour le polluant /m³ des matériaux		148,5 litres	177 litres	148,5 litres	177 litres
Profondeur maximale atteinte par le polluant en fonction de la surface de percolation	*Cas A : 5 m²*	0,34 m	0,28 m	1,24 m	1,04 m
	Cas B : 10 m²	0,17 m	0,14 m	0,62 m	0,52 m
Temps nécessaire au polluant pour atteindre la profondeur maximale en fonction de la perméabilité	*Cas A : 5 m²*	9 h	5 min	34,4 h	17 min
	Cas B : 10 m²	4,5 h	2,5 min	17,2 h	8,5 min

Tableau 10 : Résultat de la modélisation d'un épandage de carburant

Le calcul montre que dans le cas le plus défavorable (surface de percolation limitée à 5 m²) l'épaisseur de sol contaminée ne dépasserait pas 1,24 mètre, au droit de l'horizon superficiel.

Par ailleurs, la durée totale de percolation du produit serait de l'ordre de quelques minutes à plusieurs heures.

En raisonnant sur la base d'une surface de contamination de 10 m², plus réaliste dans le cas de l'accident à l'origine de la pollution, la profondeur atteinte par la pollution ne dépasserait pas 62 cm.

La percolation la plus rapide est observée pour le scénario 2 (épandage au droit du gisement). Le temps de percolations est inférieur à 17 minutes pour la dragline et 5 min pour le chargeur avec une frange polluée n'excédant pas respectivement 1,04 m et 28 cm.

Il convient de souligner que ces résultats ont été obtenus en considérant des hypothèses de base particulièrement pénalisantes qui auront peu de chances de se répéter dans la réalité.

De plus, la modélisation du phénomène de percolation du polluant est réalisée en assimilant les formations superficielles à un milieu homogène et isotrope, ce qui n'est vraisemblablement pas vérifié sur l'ensemble du site.

Les résultats présentés ci-avant doivent donc être considérés comme pessimistes, mais ils permettent toutefois d'estimer de manière fiable le temps limite d'intervention en cas de pollution, soit quelques minutes à plusieurs heures selon la nature du sol impacté.

VI.B.1.f Identification des autres sources potentielles de pollution par hydrocarbures

Les autres sources possibles de pollutions accidentelles par déversement d'hydrocarbures sont présentées dans le tableau ci-après.

Evénement	Effets possibles	Localisation géographique
Renversement, collision d'engins	Fuite de carburant, fuite d'huiles	Piste, zone de chargement
Incident moteur	Rupture de durite Fuites d'huiles	Ensemble du site
Acte de malveillance, vandalisme	Siphonage d'engins	Ensemble du site

Tableau 11 : Identification des autres sources potentielles de pollution par hydrocarbures

Le risque de déversement de gasoil à la suite de la rupture d'un réservoir d'engins apparaît comme le risque le plus important. Il s'agit bien entendu d'un incident rarissime, mais qui doit être envisagé afin de définir de manière rigoureuse les consignes d'intervention les mieux adaptées.

VI.B.1.g Consignes d'intervention en cas de pollution accidentelle par hydrocarbures

Consignes d'intervention générales

➔ Protection immédiate de la zone sinistrée

Dans un premier temps, il est nécessaire de délimiter si possible la zone sinistrée pour empêcher toute aggravation de la pollution.

➔ Evaluation visuelle du sinistre

Par définition, une pollution légère sera considérée comme une pollution pouvant être confinée et traitée par les moyens d'intervention présents sur le site.

Une pollution grave correspondra à une pollution ne pouvant pas être confinée et traitée par les moyens d'intervention présents sur le site et nécessitant des moyens plus conséquents et l'intervention extérieure par une société spécialisée.

➔ Alerte des services concernés

En cas de dommages corporels, il conviendra d'alerter les pompiers (18 ou 112 depuis un portable) ou le SAMU (15). Dans tous les cas, le responsable d'exploitation sera prévenu. Ce dernier pourra alors demander l'assistance d'une société extérieure spécialisée dans les interventions d'urgence en cas de pollution accidentelle grave.

➔ Action rapide sur le sinistre

La première action à effectuer consiste en premier lieu à colmater les fuites puis confiner la zone de sinistre et enfin traiter la pollution, en appliquant les consignes d'intervention en cas de pollution légère.

Consignes d'intervention en cas de pollution légère

- ➔ Constitution d'une équipe d'intervention ;
- ➔ Préparation de l'équipe d'intervention (gants, lunettes, combinaisons si nécessaire) ;
- ➔ Confinement et traitement de la pollution du sol :
  - Colmatage des fuites éventuelles ;
  - Confinement de la nappe d'hydrocarbures avec des rouleaux absorbants ;
  - Mise en place de kits anti-pollution sur la nappe d'hydrocarbures ;
  - Récupération des feuilles absorbantes usagées dans des fûts prévus à cet effet ;
  - Excavation de la couche de terre superficielle touchée par les hydrocarbures ;
  - Stockage des terres polluées dans des bennes couvertes ;
  - Évacuation des terres excavées et des produits souillés vers un centre agréé où ils y seront traités.
- ➔ Informations des autorités compétentes après la maîtrise de la pollution.

Après traitement complet de la pollution, le correspondant Environnement (ou à défaut le responsable technique du site) rédigera un rapport dans lequel il explicitera la nature de l'accident ayant abouti à la pollution, les méthodes de traitement mises en œuvre ainsi que les résultats obtenus.

Par ailleurs, le stock de matériaux absorbants utilisés pour circonscrire la pollution sera entièrement reconstitué.

Les produits, équipements et terres polluées seront dirigés vers un centre spécialisé pour y être traités.

Caractéristiques techniques des produits employés pour traiter les pollutions par hydrocarbures

Le traitement des pollutions par hydrocarbures sera réalisé à partir de matériaux absorbants synthétiques.

Par rapport à des matériaux organiques (sciure de bois, rafle de maïs...) ou minéraux (argile, sépiolite), ils présentent plusieurs avantages importants :

- Ils disposent d'un excellent pouvoir absorbant ;
- Leur mise en œuvre est très aisée ;
- Ils sont légers et facilement manipulables et éliminables.

Par ailleurs, l'utilisation de ces matériaux est fortement recommandée par l'Institut Français du Pétrole (I.F.P.).

Coût estimatif de la mise en place d'un plan d'urgence destiné à traiter une pollution du sol par hydrocarbures

En retenant un épandage accidentel de 250 litres de gazole, volume qui correspondrait à la capacité totale de l'un des réservoirs du chargeur, le coût de la mise en place d'un plan d'urgence destiné à traiter ce type de pollution serait de l'ordre de 25 000 € HT.

Le renouvellement des feuillets absorbants représenterait une enveloppe de 500 € HT.

VI.B.1.h Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

Risque étudié	Classe de probabilité	Définition qualitative	Niveau de gravité	Cinétique	Criticité
Epandage accidentel d'hydrocarbures	D	Très improbable	Négligeable	Rapide	Acceptable

Tableau 12 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque épandage accidentel de carburant

VI.B.2 Le risque incendie

VI.B.2.a Incendie consécutif à un épandage

Nature du risque et hypothèse de base

Le risque d'incendie est examiné à titre d'illustration sur un engin de reprise fonctionnant sur le site de la carrière.

Le flux rayonné, reçu à une distance x de l'incendie est donné par la formule dite formule de MICHAELIS (Guide d'intervention face au risque chimique, Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers Français).

$$\phi = 18{,}9\ (Deq/x)^2 \quad [kw/m^2]$$

Avec : Deq = diamètre équivalent = $(4 * S_{nappe} / \text{périmètre}_{nappe}) = 2\ R$

Donc $\phi = 1{,}89\ (Deq^2/x^2)$ [w/cm²]

En fonction de flux critiques, la distance de sécurité x se déduira donc par la formule :

$$x = \sqrt{\frac{1{,}89 * D_{eq}^2}{\emptyset}}$$

Conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005, les valeurs de flux critiques retenues sont :

- 0,3 W/cm² pour le seuil des effets irréversibles et des dégâts légers ;
- 0,5 W/cm² pour le seuil des dégâts graves et des premiers effets létaux ;
- 0,8 W/cm² pour le seuil des effets létaux significatifs et des effets domino.

Distance de sécurité

Les distances de sécurité calculées à l'aide de la formule de MICHAELIS seraient donc, pour une nappe de fuel de 2 m de rayon :

- Pour ϕ = 0,3 w/cm² : x = 10,0 m ;
- Pour ϕ = 0,5 w/cm² : x = 7,8 m ;
- Pour ϕ = 0,8 w/cm² : x = 6,1 m.

La simulation d'accident effectuée précédemment pour un scénario hautement improbable montre qu'il n'existe pas, dans les cas les plus défavorables, de risques pour l'environnement.

Il convient de noter que la distance de sécurité maximale de 10 mètres correspond au délaissé réglementaire minimum imposé à l'article 14 de l'arrêté interministériel du 22 septembre 1994 modifié.

VI.B.2.b Feu sur un engin de chantier

Hypothèses et méthodes de calcul

La capacité du réservoir de la dragline est de 920 l (0,92 m³).

Il peut être envisagé comme dimension de la nappe de gazole prenant feu, un rayon de 1 m avec un incendie se développant sur la partie du véhicule tracteur, soit une surface d'environ 20 m².

Le flux rayonné reçu, ϕ à la distance x du centre de la nappe est donné par la formule de MICHAELIS (guide d'intervention face au risque chimique, par la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers Français) :

$\phi = 0{,}05\ \phi_0\ K1\ (D_{eq}^2/x^2)\mu$

Avec :

- ϕ_0 : flux rayonné émis = 108 KW/m² ;
- K1 : égal à 3,5 ;
- μ : Facteur d'atténuation de l'air égal à1.

$D_{éq}$ = (4 * surface nappe / périmètre nappe) = 2 R

Dans le cas d'une nappe circulaire de 1 m de rayon : $\phi = 18{,}9 \times (2R^2/x^2)$ $x = (18{,}9/\phi)^{1/2}.\ 2R$

Calcul des distances de sécurité (x)

- Dans le cas d'un rayonnement de 8 KW/m² : $x = (18{,}9/8)^{1/2} \times 2 = 3{,}1$ m environ.
- Dans le cas d'un rayonnement de 5 KW/ m² : $x = (18{,}9/5)^{1/2} \times 2 = 3{,}9$ m environ.
- Dans le cas d'un rayonnement de 3 KW/m² : $x = (18{,}9/3)^{1/2} \times 2 = 5$ m environ.

Conclusion

En conclusion, le risque d'incendie par suite d'un épandage au niveau d'un engin de chantier, déjà très improbable restera donc maîtrisé à l'intérieur du site.

Par ailleurs, ce risque sera encore minimisé par :

- L'entretien régulier des engins (détection des fuites éventuelles) ;
- La présence, dans chaque engin, d'un extincteur de classe B de 2 kg (ou poudre polyvalente) ;
- La présence d'un plan d'eau formé lors de l'exploitation de la carrière constitue une réserve suffisante (au moins 25 000 m³ pendant l'exploitation) en cas de sinistre ;
- La présence de deux bornes incendie au bord de la route de Mortillet, le long de la limite cadastrale Nord.

VI.B.2.c Feu au droit de la dragline

Hypothèses et méthodes de calcul

Le risque d'incendie est examiné à partir d'un court-circuit électrique se produisant au niveau de la console de commande de la dragline.

Le flux rayonné reçu, ϕ, à la distance x du centre du foyer est donné par la formule suivante :

$$\phi''_{fm} = \alpha_{fm} F_{fm-fl} \varepsilon_{fl} \sigma T_{fl}^4$$

Avec :

- ϕ'' : flux rayonné émis KW/m² ;
- α : coefficient d'absorption pris à 1 ;
- F : Facteur de forme égale à la distance x-3.15 ;
- ε : émissivité prise à 0,97 ;
- σ : la constante de Stefan Boltzman (5.67.10-⁸) ;
- T : la température en K.

Calcul des distances de sécurité

Flux	8 KW/m²	5 KW/m²	3 KW/m²
Distance de sécurité	3,75 m	4,25 m	5,15 m

Tableau 13 : Distance de sécurité à la suite d'un incendie sur la dragline

Conclusion

En conclusion, le risque d'incendie à la suite d'un court-circuit au droit de la console électrique du système, déjà très improbable restera donc maîtrisé à l'intérieur du site.

Par ailleurs, ce risque sera encore minimisé par :

- L'entretien régulier des engins (détection des fuites éventuelles) ;
- La présence, dans chaque engin, d'un extincteur de classe B de 2 kg (ou poudre polyvalente) ;
- La présence d'un plan d'eau formé lors de l'exploitation de la carrière constitue une réserve suffisante (au moins 25 000 m³ pendant l'exploitation) en cas de sinistre ;
- La présence de deux bornes incendie au bord de la route de Mortillet, le long de la limite cadastrale Nord.

VI.B.2.d Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

Risque étudié	Classe de probabilité	Définition qualitative	Niveau de gravité	Cinétique	Criticité
Incendie suite épandage de carburant	E	Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Acceptable
Incendie sur engin de chantier	E	Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Acceptable
Incendie d'un engin de chantier	E	Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Acceptable

Tableau 14 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque incendie

VI.B.3 Le risque de noyade

VI.B.3.a Caractérisation du risque

Ce risque ne peut se manifester qu'au droit du plan d'eau issu de l'extraction des matériaux. L'origine de l'accident peut être multiple :

- Chute accidentelle du personnel ;
- Le non-respect des consignes de sécurité.

Ce type de risque n'induit pas de conséquence sur l'environnement extérieur, mais uniquement pour le personnel.

VI.B.3.b Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

Risque étudié	Classe de probabilité	Définition qualitative	Niveau de gravité	Cinétique	Criticité
Noyade	C	Improbable	Négligeable	Rapide	Acceptable

Tableau 15 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque noyade

VI.B.4 Le risque lié au fonctionnement de la dragline

VI.B.4.a Hypothèse de base

Le risque étudié est examiné à partir du relâchement d'une pièce en mouvement. Ce scénario, quoiqu'extrêmement improbable, est l'objet des calculs suivants :

- L'installation présente une vitesse nominale de 350 t/min et un diamètre de 1 m (par défaut) est pris pour la couronne de rotation ;
- La vitesse initiale (Vo) de la roue est calculée avec l'hypothèse défavorable d'un angle d'envol de 45°.

VI.B.4.b Calculs

Vo est donnée par la formule :

$$Vo = \frac{\sqrt{2}}{2} \pi \frac{d\omega}{60}$$

Avec :

- d = 1 m ;
- ω= 350 tours/min.

Vo = 13 m/s

La durée de parcours de la roue est alors : $t = \frac{Vo}{g}$

Avec g (accélération de la pesanteur) = 9,81 m²/s

$$t = \frac{V_0}{g} = \frac{0{,}13}{9{,}81} = 1{,}3\ s$$

La portée de la pièce en mouvement peut donc être calculée à l'aide de la formule suivante :

$$d = \frac{1}{2}\, g\, t^2 + V_0\, t$$

d = 25 mètres

Le maintien d'une bande de 10 m non exploité au Sud et la longueur du bras de la dragline (environ 20m) permettront de respecter la distance de sécurité en cas de relâchement d'une pièce en mouvement qui est de 25 m.

Le danger induit par le risque de relâchement d'une des pièces en mouvement restera circonscrit à l'environnement immédiat de la dragline et concernera uniquement la sécurité du personnel.

VI.B.4.c Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

Risque étudié	Classe de probabilité	Définition qualitative	Niveau de gravité	Cinétique	Criticité
Dysfonctionnement de l'installation de traitement	D	Très improbable	Négligeable	Rapide	Acceptable

Tableau 16 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque dysfonctionnement de l'installation de traitement

VI.B.5 Le risque d'explosion du réservoir d'air comprimé d'un système de freinage

VI.B.5.a Méthodologie

Ce risque peut apparaître lors de la rupture de la paroi d'un réservoir sous pression, dispositif que l'on retrouve, entre autres, au niveau des systèmes de freinage des camions routiers.

Le risque d'explosion est déterminé à titre d'exemple sur le réservoir d'air comprimé.

La distance d'effet de l'explosion peut être évaluée en fonction de l'énergie dégagée, à l'aide de la formule :

$$E = P_1 \,.\, V_1 \,.\, \mathrm{Log}\, \frac{P_1}{P_2}$$

Avec :

E = énergie de compression isotherme en Joules ;

P_1 = pression initiale dans le récipient en Pascal (pression de service retenue : 11 Bars soit 11.10^5 Pa) ;

P_2 = pression finale = pression atmosphérique = 10^5 Pa ;

V_1 = volume du récipient en m^3 (dans le cas présent : 0,25 m^3).

E = 11.10^5.0,25 Log (P1/P2) = 659 421 J

Cette énergie correspond à une masse équivalente de TNT de 143,3 g (facteur de conversion : 1 g de TNT équivaut à 4,6 KJ). L'abaque de TM5-1300, indique la surpression incidente et ses effets en fonction de la distance réduite ($R = \lambda\ m^{1/3}$)

En se basant sur l'abaque des distances réduites pour la classification des dégâts, il est possible de déterminer les zones limites de sécurité (voir paragraphe ci-après), avec la formule suivante :

$R = \lambda\ m^{1/3}$

Avec :

- R = Distance en m ;
- λ= Distance réduite ;
- m = masse en kg de TNT.

Sources: Structures to resist the effects of accidental explosions - Departments of the Army, the Navy and the Air Force - TMS 1300/NAV VAC - P 397/AFM 88 -22 - Juin 1969 -abaque joint ci-après.

VI.B.5.b Détermination des zones de sécurité

Pour déterminer les zones de sécurité, il est retenu les surpressions suivantes :

- 50 mbars : destruction de 75 % des vitres ;
- 70 mbars : destruction de 100 % des vitres ;
- 140 mbars : premiers effets de mortalité ;
- 170 mbars : limite inférieure des dégâts graves aux structures ;
- 700 mbars : destruction des murs en béton armé avec dommages graves aux machines situées dans les bâtiments et destruction probable des bâtiments.

Les données sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Niveau de surpression en millibars	Effets	Distance au centre d'explosion en mètres
50	Destruction de 75 % des vitres	12
70	Destruction totale des vitres	9
140	Premiers effets de mortalité	5
170	Dégâts graves aux structures	4
700	Destruction du béton	2

Tableau 17 : Distance de sécurité en fonction des effets d'une surpression

L'explosion pourra entraîner des conséquences sur l'environnement sur une distance inférieure à 5 m.

Le risque d'explosion lié à la rupture de l'enveloppe d'un récipient sous pression sera simplement réduit en procédant à des contrôles rigoureux des systèmes de freinage.

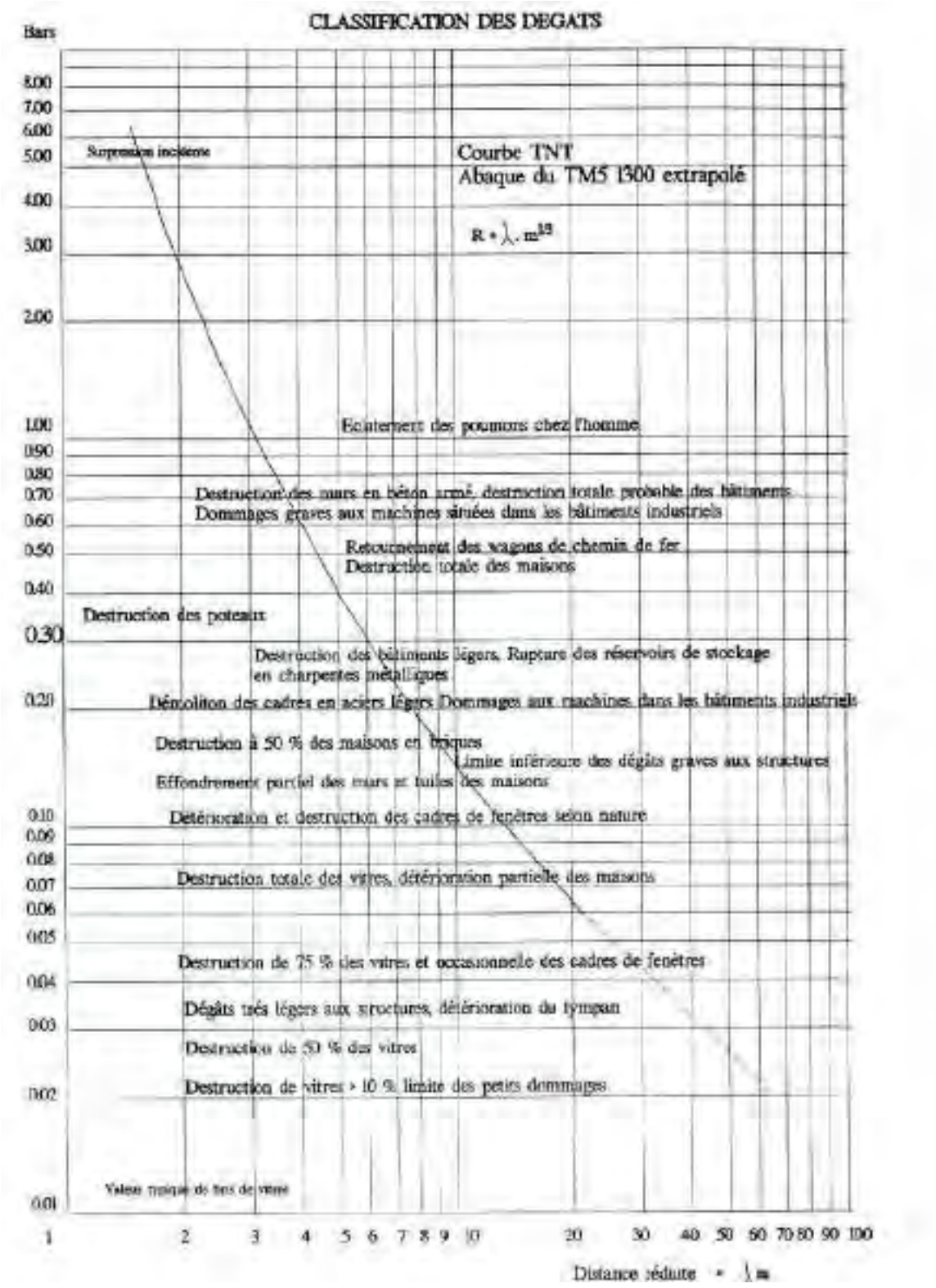


Figure 5 : Abaque permettant de définir les distances de sécurité en fonction des surpressions

VI.B.5.c Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique

Risque étudié	Classe de probabilité	Définition qualitative	Niveau de gravité	Cinétique	Criticité
Explosion réservoir d'air comprimé	E	Extrêmement peu probable	Négligeable	Rapide	Acceptable

Tableau 18 : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique pour le risque surpression

VI.C Synthèse des risques analysés et de leurs conséquences pour l'environnement.

Le tableau ci-dessous synthétise l'évaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique des différents scénarii étudiés

Risque étudié	Conséquences immédiates	Distance maximale d'influence	Conséquence pour l'environnement périphérique du site	Classe de probabilité	Niveau de gravité	Cinétique	Mesures préventives	Mesures d'intervention d'urgence
Epandage accidentel d'hydrocarbures	Surface contaminée de 5 m² Profondeur polluée maximale de : 1,24 m.	4 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site	D Très improbable	Négligeable	Rapide	Entretien régulier des engins dans un atelier adapté situé à l'extérieur de l'emprise de la carrière Plan de circulation interne des engins Consignes de sécurité et formation du personnel.	Confinement de la pollution à partir de feuilles et rouleaux absorbants ; Plan d'intervention.
Incendie suite épandage de carburant	Incendie se propageant par rayonnement thermique	Distance de sécurité calculée : 10 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Entretien des engins ; Clôture périphérique et portail de fermeture.	Présence d'un extincteur de classe B dans chaque engin.
Incendie d'un véhicule de chantier		Distance de sécurité calculée : 5 m		E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Entretien des engins ; Clôture périphérique et portail de fermeture.	Présence d'un extincteur de classe B dans chaque engin.
Incendie la dragline		Distance de sécurité calculée : 5 m		E Extrêmement peu probable	Négligeable	Lente	Entretien du matériel Consignes de sécurité et formation du personnel.	Présence d'un extincteur de classe B implantés dans la dragline
Risque de noyade	Noyade	/	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site	C Improbable	Négligeable	Rapide	Mise en place de bouée, munies de toulines à proximité du plan d'eau	Présence d'un gilet de sauvetage dans les engins circulant au niveau du plan d'eau
Fonctionnement de la dragline	Dégât matériel	25 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site	D Très improbable	Négligeable	Rapide	Entretien des engins ; Consignes de sécurité et formation du personnel ; Merlons en périphérie du site ; Bardage de la dragline.	Plan d'intervention.
Explosion réservoir d'air comprimé	Dégâts matériels	5 m	Pas de conséquence, le phénomène restera circonscrit dans l'emprise du site	E Extrêmement peu probable	Négligeable	Rapide	Entretien des engins ; Plan de circulation interne des engins ; Consignes de sécurité et formation du personnel.	Plan d'intervention.

Tableau 19 : Tableau de synthèse de la prise en compte de la probabilité d'occurrence, la gravité des conséquences et la cinétique des différents scénarii étudiés



Figure 6 : Carte de synthèse des risques pour l'environnement extérieur

VII. EFFET DOMINO

VII.A Généralités

La définition retenue pour un effet domino est la suivante :
« Action d'un phénomène accidentel affectant une ou plusieurs installations d'un établissement qui pourrait déclencher un phénomène accidentel sur une installation ou un établissement voisin, conduisant à une aggravation générale des conséquences ».

Les effets subis par un bâtiment ou une installation en cas de phénomène accidentel survenant à proximité dépendent :

- Du type de phénomène accidentel (incendie, explosion, diffusion toxique ou effet missile) ;
- Des caractéristiques du bâtiment ou de l'installation vis-à-vis des effets ;
- Des mesures de protection existantes ;
- De la cinétique des effets et des délais de mise en œuvre d'éventuels moyens de protection.

Les valeurs seuils d'effets retenues à partir desquelles un effet domino sur les installations voisines est envisageable sont les suivantes :

- Pour les effets thermiques : 8 kW/m², correspondant au seuil des dégâts graves sur les structures ;
- Pour les effets de surpression : 200 mbar.

Ces valeurs constituent des limites inférieures à partir desquelles des effets dominos sont envisageables. Les seuils réellement retenus peuvent être supérieurs en fonction des éventuelles dispositions constructives et/ou caractéristiques des bâtiments et installations cibles.

Pour les effets de projection, compte tenu des connaissances limitées en matière de détermination et de modélisation des effets de projection, il n'existe pas à l'heure actuelle de valeur de référence pour la délimitation des zones d'effets sur l'homme ou sur les structures des installations classées.

VII.B Evaluation des effets dominos

VII.B.I Effets dominos internes

La méthodologie est basée sur l'identification des potentiels de dangers et des Phénomènes Dangereux Maximums associés sans chercher à déterminer les événements initiateurs pouvant être à l'origine de ces phénomènes dangereux.

Chaque phénomène dangereux peut être à l'origine d'effet domino ou être généré à la suite d'un effet domino.

Le tableau suivant présente les effets domino éventuels :

Risque étudié	Type d'effet	Distance d'effet domino	Cible atteinte	Phénomènes dangereux associés
Epandage accidentel d'hydrocarbures	Toxique	6 m	Le seul effet domino correspondrait à l'incendie de l'épandage et ou du poids lourd	/
Incendie suite épandage de carburant	Thermique	10 m	L'incendie d'une zone en exploitation est un phénomène à cinétique lente. Aussi, si un tel incident se produisait, toutes les dispositions pourraient être prises pour éviter les effets sur les structures périphériques. Aucun effet domino ne serait à redouter.	/
Incendie d'un engin de chantier	Thermique	5 m		/
Incendie sur la dragline	Thermique	5 m		/
Risque de noyade	/	/	/	/
Fonctionnement de la dragline	Mécanique	25 m	Les projections de pièce en mouvement ne peuvent pas être à l'origine d'effet domino	/
Explosion réservoir d'air comprimé	Surpression	5 m	La surpression maximale générée par l'explosion ne serait pas suffisante pour atteindre les effets de surpression correspondant aux effets dominos.	/

Tableau 20 : Liste des effets dominos internes

Dans ce paragraphe, les effets dominos susceptibles de se produire à la suite des différents phénomènes dangereux ont été identifiés.

Il apparaît que, les conséquences de ces effets seraient localisées et limitées. Elles ne seraient donc pas majorantes par rapport aux effets du phénomène dangereux initial.

Ainsi, il n'apparaît pas d'effet aggravant en cas d'occurrence d'un sinistre survenant sur un de ces phénomènes.

VII.B.2 Effets dominos externes

Les distances des effets dominos ne sortent pas du site.

VIII. LES MESURES DE PREVENTION

Ces mesures comprennent essentiellement :

- Une organisation de la prévention ;
- Une prévention matérielle de l'incendie ;
- Une organisation de la lutte contre les accidents ;
- Des mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident.

VIII.A L'organisation de la prévention

L'organisation de la prévention s'articule en fonction des éléments reconnus dangereux et précisés ci-après.

VIII.A.1 Les activités spécifiques et les travaux dangereux

Les mesures de prévention seront liées et intégrées à certaines opérations techniques sous la responsabilité d'un chef de carrière.

VIII.A.2 Conduite et entretien des installations

La conduite et l'entretien du site feront l'objet :

- D'une formation du personnel relative à la conduite et à l'entretien des installations ;
- Des instructions et des consignes écrites pour garantir le bon fonctionnement du site.

VIII.A.3 Interdiction de feux nus et de fumer

L'interdiction de feux nus et l'interdiction de fumer seront applicables à l'ensemble des zones déterminées à risque d'explosion, notamment, lors du ravitaillement des engins de chantier.

VIII.A.4 Vêtements de travail

Les vêtements de travail devront être adaptés en fonction des travaux à effectuer et de la nature des risques.

VIII.A.5 Entreprises extérieures

L'intervention des entreprises extérieures ne peut s'effectuer que dans le cadre d'un règlement spécifique, régissant l'activité des entreprises extérieures susceptibles d'intervenir sur le site.

Le règlement précise :

- Les dispositions générales applicables au site ;
- L'application des règlements ;
- La mise au point des mesures à prendre ;
- Les obligations contractuelles des entreprises extérieures ;
- La coordination des travaux ;
- L'information du personnel de l'entreprise extérieure.

Cette disposition est renforcée par le décret n° 92-158 du 20.02.1992 complétant le Code du Travail (articles R.237-1 à R.237-28) et le RGIE titre Entreprise Extérieure.

VIII.B La prévention matérielle de l'incendie

VIII.B.1 Extincteurs

La prévention matérielle de l'incendie sera assurée par des extincteurs de classe B mis à demeure dans les véhicules et engins de chantier et au niveau du bureau d'accueil.

VIII.B.2 Equipements d'intervention

Les équipements d'intervention comprendront :

- Des moyens d'éclairage mobile ;
- Des moyens de secourisme (a minima une trousse à pharmacie) ;
- De l'outillage adapté ;
- Des moyens de communication fiable pour prévenir les secours, le cas échéant.

VIII.B.3 Réserves d'eau présentes sur site

Un plan d'eau, issu de l'extraction des matériaux, présentant un volume minimal de l'ordre de 25 000 m^3, pendant l'exploitation, constitue une réserve d'eau suffisante sur le site (avant le remblayage total du site).

De plus, deux bornes incendie sont localisées au bord de la limite cadastrale Nord du projet d'extension.

VIII.C La tenue des plans

Les plans et schémas suivants seront régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés :

- Le plan de bornage ;
- Le plan cadastral ;
- Le plan d'exploitation.

VIII.D L'organisation de la lutte contre les accidents

Diverses mesures seront prises afin d'assurer l'organisation de la lutte contre les accidents. Elles comprennent :

- Des consignes générales et particulières affichées sur le site ;
- Une organisation de la formation du personnel ;
- L'entretien régulier du matériel.

VIII.D.1 Les consignes générales

Les consignes générales comprendront :

- Un règlement intérieur ;
- Un Document Unique (DU) contenant (non exhaustif) :
  - Les règles générales ;
  - Les règles concernant la manutention lourde ;
  - Les règles concernant les travaux à grande hauteur ;
  - Les règles concernant les travaux à proximité des câbles haute-tension ;
  - Les règles concernant les produits toxiques ;
  - Les règles concernant les courants électriques ;
  - Les règles générales concernant la formation ;
  - Les règles et consignes particulières ;
  - etc.
- Une consigne en cas d'incendie ;
- Une consigne relative à la conduite à tenir en cas d'accident (secourisme) ;
- Une consigne relative à l'intervention éventuelle des entreprises extérieures ;
- Une consigne relative à la conduite à suivre en cas de pollution accidentelle par hydrocarbures.

VIII.D.2 Les consignes particulières

Elles comprendront :

- Une consigne de permis de feu et travaux dangereux ;
- Les diverses consignes applicables ;
- Les divers dossiers de prescriptions techniques élaborés en application du Code du Travail :
  - Les équipements de travail mobiles ;
  - L'électricité ;
  - Le bruit ;
  - Les poussières ;
  - Les équipements de travail ;
  - Les vibrations.

VIII.D.3 Les consignes affichées

Les consignes affichées comprendront les différentes règles que chaque intervenant devra connaître avant d'exécuter une tâche sur le site de la carrière de Courdan.

Ces consignes sont relatives :

- À certains procédés particuliers ;
- Aux moyens d'alarme ;
- Aux moyens d'intervention rapide ;
- Etc.

VIII.D.4 Manuel de sécurité

Un manuel de sécurité regroupera l'ensemble des consignes concernant l'exploitation de la future carrière.

VIII.D.5 Qualification et formation du personnel

Elles comprendront :

- Une formation de base concernant la sécurité ;
- Une formation générale assurée pour tout le personnel en ce qui concerne l'incendie. Cette formation est complétée spécifiquement pour les membres des équipes d'intervention ;
- Une formation particulière assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des installations susceptibles, en cas de fonctionnement anormal, de porter atteinte à la santé et à la sécurité des personnes.

Cette formation comportera notamment :

- Toutes les informations utiles sur les produits manipulés et opérations de fabrication mises en œuvre ;
- Les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes ;
- Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité ;
- Une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

L'information et la formation du personnel, qui seront répétées périodiquement, seront effectuées également en fonction du manuel de sécurité. D'autre part, la formation tiendra compte de la catégorie des personnes à former.

De plus, une information régulière sera également portée à la connaissance du personnel, notamment en ce qui concerne :

- Les risques pour la sécurité et la santé ;
- Les différents types de fonction de travail et les mesures de prévention correspondantes ;
- Les moyens en personnel et matériel pour assurer les premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des personnes en cas de danger.

VIII.D.6 Visite et entretien du matériel

Le matériel sera régulièrement entretenu et fera l'objet d'examens périodiques.

IX. MESURES COMPENSATOIRES

L'étude de dangers démontre que le niveau de maîtrise des phénomènes dangereux est suffisant.

La mise en œuvre des mesures compensatoires n'est donc pas envisagée.

X. CONCLUSION

L'analyse des risques dans le cadre du projet a permis de mettre en évidence :

- Le risque de déversement accidentel de gasoil sur le sol et dans l'eau à la suite de la rupture du réservoir d'engins de chantier ;
- Le risque d'incendie d'un véhicule de chantier ;
- Le risque d'incendie au droit de la dragline ;
- Le risque de noyade au niveau du plan d'eau ;
- Le relâchement d'une pièce au droit de la dragline ;
- Un scénario concernant l'explosion du réservoir d'air comprimé d'un système de freinage consécutivement à une rupture de l'enveloppe de ce réservoir.

L'étude des dangers potentiels montre que l'activité du site ne produira aucun risque grave ou irrémédiable pour l'environnement extérieur.

Aucun effet domino n'est à redouter.

En définitive, compte tenu des procédés mis en œuvre et des divers moyens et mesures mis en place, il apparaît que les dangers pour l'environnement seront limités et pourront être considérés comme maîtrisés.

Par ailleurs, au regard des critères fixés par l'arrêté du 29.09.2005, les différents scénarios d'accidents examinés ne seraient à l'origine d'aucune conséquence humaine et présenteraient un niveau de gravité négligeable pour l'environnement avec une probabilité d'occurrence de classe D à E (selon les scénarii étudiés).

Etude des effets sur la santé

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux 01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024

SOMMAIRE

I. Préambule 1
II. Méthodologie 1
III. Identification des substances émises pouvant avoir un ou des effets sur la santé 2
III.A Préambule 2
III.B Identification des sources de risques sur le site de Courdan 2
III.B.1 Identification des substances et des produits mis en jeu 2
III.B.2 Activités susceptibles d'engendrer un risque 2
III.B.3 Substances retenues dans le cadre de la présente étude 3
III.C Caractérisation des substances retenues 3
III.C.1 Les poussières 3
III.C.2 Le bruit 4
III.C.3 Les émissions des gaz d'échappement 4
IV. Identification des enjeux sanitaires et des populations cibles du secteur d'étude 5
IV.A Environnement du secteur d'étude 5
IV.B Démographie 5
IV.C Habitat proche 6
IV.D Identification des populations dites sensibles 6
IV.E Délimitation de la zone retenue dans le cadre de l'étude des effets sur la santé 9
IV.E.1 La position géographique du site 9
IV.E.2 La faiblesse du secteur industriel et commercial 9
IV.E.3 Conclusions sur la délimitation de l'aire d'étude et sur les cibles potentielles 9
V. Caractérisation des vecteurs de transfert pour chaque substance – Schéma conceptuel 10
V.A Identification des vecteurs de transfert 10
V.B Schéma conceptuel 10
VI. Définition des Doses – Réponses 12
VI.A Cas des gaz d'échappement 12
VI.A.1 Cas du benzène 12
VI.A.2 Le dioxyde d'azote 12
VI.A.3 Le dioxyde de soufre 12
VI.A.4 Le monoxyde de carbone 12
VI.A.5 L'ozone 12
VI.B Cas des poussières 12
VI.C Cas du bruit 13
VII. Evaluation des effets sur la santé 13
VII.A Préambule 13
VII.B Cas des gaz d'échappement 14
VII.C Cas des poussières 14
VII.C.1 Modélisation des doses moyennes journalières résultant de l'activité du site 14
VII.C.2 Application numérique 15
VII.C.3 Estimation des risques pour les populations concernées 15
VII.C.4 Incertitudes 16
VIII. Conclusions 17

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de localisation de l'habitat proche 7
Figure 2 : Carte de localisation des populations dites sensibles 8
Figure 3 : Schéma conceptuel du site de Murs-et-Gélignieux 11
Figure 4 : Illustration des seuils de gêne du bruit 13

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principales sources de dangers ou de nuisances des carrières 2
Tableau 2 : Population de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee) 5
Tableau 3 : Evolution démographique de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee) 5
Tableau 4 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet 6
Tableau 5 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet 6
Tableau 6 : Identification des vecteurs de transfert par substance 10
Tableau 7 : VTR et effets sur la santé pour les poussières 12
Tableau 8 : Dose maximale journalière calculée en fonction de la distance d'émission et des CTA 16

I. PREAMBULE

En France, l'article L511-1 du Code de l'Environnement introduit la notion de « santé et sécurité publique » et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Cette étude est réalisée en application de l'article L.122-1 à L.122-3 du Code de l'Environnement, modifié par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 et par l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 introduisant la nécessité d'évaluer : « les incidences notables directes et indirectes d'un projet sur la population et la santé humaine » et de définir, le cas échéant, les mesures pour supprimer, réduire, voire compenser les conséquences dommageables du projet sur son environnement.

Cette étude concerne uniquement les populations riveraines susceptibles d'être exposer au risque et non le personnel travaillant sur le site de la carrière.

II. METHODOLOGIE

Au regard du 5e alinéa de la circulaire du 9 août 2013, la carrière de Courdan constitue une installation classée non mentionnée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010.

Dans ce contexte, l'analyse des effets sur la santé requise sera réalisée sous une forme qualitative.

L'évaluation des risques sanitaires (ERS) constitue une démarche qui décrit et quantifie les risques sanitaires à la suite d'une exposition à des substances dangereuses.

L'évaluation des risques sanitaires s'articule autour de cinq phases :

- L'identification et l'inventaire des substances à effet potentiel sur la santé des populations ;
- L'identification des voies de transfert ;
- Les relations dose-réponse et les effets sur la santé ;
- L'évaluation de l'exposition des populations ;
- La caractérisation des effets et des risques sanitaires.

Au préalable, le maître d'ouvrage doit déterminer l'aire géographique de son étude et recueillir un certain nombre de données. Il doit, tout d'abord, préciser l'assiette géographique de l'étude et justifier les raisons pour lesquelles il a fait ce choix.

La méthodologie mise en œuvre pour évaluer les impacts sanitaires de l'activité suit la logique « Source – Vecteur – Cible » dans un contexte d'étude des effets chroniques éventuels des rejets de l'activité sur la santé, au cours d'une période de fonctionnement normal, excepté les situations accidentelles, traitées dans l'étude danger (voir pièce 4).

Un inventaire des substances émises sera donc réalisé. Un examen minutieux des propriétés toxicologiques de ces substances permettra de ne retenir pour l'étude de quantification que les seules substances susceptibles de produire un ou des effets potentiels sur la santé.

Dans le cadre de la réalisation de cette étude, les documentations suivantes ont été consultées :

- Méthodologie pour l'analyse du volet sanitaire – Institut de Veille Sanitaire – 2000 ;
- Document d'orientation sur les risques sanitaires liés aux carrières – BRGM - 2004
- « Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires » - INERIS – 2013 ;
- Les valeurs toxicologiques de référence (VTR) fournies par l'INERIS et l'ANSES
- Les données issues des bases de US EPA et de l'OMS.

III. IDENTIFICATION DES SUBSTANCES EMISES POUVANT AVOIR UN OU DES EFFETS SUR LA SANTE

III.A Préambule

Le document d'orientation sur les risques sanitaires liés aux carrières du BRGM recense les principales sources de dangers et/ou de nuisances, rencontrées dans les carrières.

Sources d'émissions vers l'Air	***Sources canalisées***	Poussières, Gaz de combustion (Moteur et explosifs)
	Sources non canalisées	Poussières
Sources d'émissions vers l'Eau	***Eaux de surface***	Drainage acide, Substances explosives et Carburants
	Eaux souterraines	Drainage acide, Substances explosives et Carburants Coagulants et floculants
Sources de Bruit et Vibrations	***Bruit***	Extraction, transport et traitement
	Vibrations	Extraction (Tirs et foration) et traitement

Tableau 1 : Principales sources de dangers ou de nuisances des carrières

III.B Identification des sources de risques sur le site de Courdan

III.B.1 Identification des substances et des produits mis en jeu

L'identification des substances émises est réalisée à partir de l'analyse des produits mis en œuvre dans le cadre de la future exploitation du site qui comprend :

- Des produits naturels stériles et inertes issus de la découverte ;
- Les remblais constitués de matériaux exclusivement inertes ;
- Le produit naturel issu de l'extraction et constituant le gisement ;
- Du gas-oil, liquide inflammable de 2ème catégorie, qui constitue le carburant indispensable au fonctionnement des divers engins de chantier utilisés (chargeuse, dumpers, pelle, dragline, etc.) ;
- Les gaz d'échappement rejetés par les moteurs thermiques des engins de chantier.

Les substances émises se regroupent en trois catégories :

- Des rejets gazeux provenant du fonctionnement des véhicules thermiques utilisés sur le site ;
- Des particules solides de faible diamètre qui correspondent à des poussières liées à l'exploitation de la carrière et à la circulation des engins ;
- Le bruit généré par l'utilisation des engins thermiques et de la dragline, le chargement et le déchargement des matériaux inertes.

III.B.2 Activités susceptibles d'engendrer un risque

III.B.2.a Le décapage des terres de découverte

Cette opération sera réalisée par une pelle et un tombereau. Elle peut potentiellement générer des émissions de poussières et du bruit.

Etant des engins à moteur thermique, la pelle et le tombereau seront également à l'origine de rejets atmosphériques de gaz d'échappement.

III.B.2.b L'extraction du gisement

L'extraction sera conduite par la dragline. Cette activité ne constitue pas une opération de nature à produire des poussières, l'exploitation étant réalisée en eau.

Les matériaux bruts seront stockés sur la zone de stockage.

Cette activité pourra potentiellement générer :

- Du bruit ;
- D'émissions atmosphériques (gaz d'échappement).

III.B.2.c Le traitement des matériaux extraits

Une fois extrait, les matériaux sont stockés temporairement sur le site avant d'être évacués vers les zones de traitement, localisées à l'extérieur de l'emprise du projet (site de Brégnier-Cordon).

Les opérations de chargement des camions lors de la reprise des stocks sont génératrices :
- D'émission de poussières ;
- De bruit ;
- D'émissions atmosphériques (gaz d'échappement).

III.B.2.d L'apport de matériaux inertes extérieurs

L'apport de matériaux inertes sera réalisé par poids lourds, qui déverseront leur cargaison sur une plateforme dédiée.

Cette activité peut générer du bruit et de la poussière lors des opérations de dépotage.

Les camions seront également à l'origine :
- D'émissions de poussières par temps sec et venté lors de leur passage sur les pistes de circulation interne ;
- De bruit ;
- D'émissions atmosphériques (gaz d'échappement).

III.B.2.e La circulation des engins sur la carrière et le transport des matériaux

Elle sera à l'origine d'envols de poussières, notamment par temps sec et venté. Les émissions de poussières dues à la circulation des engins se ramènent aux grains de poussières émis par l'érosion des pistes.

Cette circulation provoque une gêne sur une distance estimée de 50 m, sous des conditions météorologiques normales.

La limitation de vitesse et l'humidité naturelle du sol permettront de limiter les émissions.

III.B.3 Substances retenues dans le cadre de la présente étude

Les substances retenues dans le cadre de la présente évaluation des risques sont les suivantes :
- Les poussières ;
- Le bruit ;
- Les émissions de gaz d'échappement.

III.C Caractérisation des substances retenues

III.C.1 Les poussières

La propagation des poussières est liée :
- Aux conditions climatiques ;
- Aux principes de diffusion atmosphérique ;
- A la topographie locale.

En cas d'inhalation, les poussières peuvent provoquer différentes affections pulmonaires :
- La silicose, liée à la présence de silice cristalline ;
- L'asbestose, liée à la présence de minéraux asbestiformes de certains minéraux silicatés magnésiens ;
- La béryllose, liée à l'emploi de béryllium en milieu industriel.

Ces maladies pulmonaires peuvent apparaître à la suite d'une exposition plus ou moins longue à ces poussières. Dans le cas de la carrière de Courdan, aucun minéral asbestiforme ni aucun béryllium ne compose le gisement visé par l'exploitation.

La silicose est la seule affection pouvant être développée dans le cadre de l'exploitation de la carrière. La silice se présente dans la nature sous forme cristalline (quartz, tridymite, ...) ou sous forme amorphe (silex, opale, calcédoine, etc.). Les formes les plus agressives sont les formes cristallines.

Le développement de la silicose reste tributaire de deux facteurs principaux :

- La concentration de poussières inhalées ;
- La durée d'exposition.

D'autres facteurs peuvent également intervenir dans l'apparition de cette maladie : hygiène de vie, défenses immunitaires, etc…

Le maître d'ouvrage ne dispose pas de la valeur du taux de quartz de ce gisement.

III.C.2 Le bruit

Le son découle de vibrations générées dans l'air. Il se propage depuis sa source dans toutes les directions en se transformant en ondes acoustiques.
Selon la nature de la surface des parois, il peut être réfléchi, absorbé ou transmis. Plus ces vibrations émises dans l'air s'éloignent de leur source initiale, plus elles s'affaiblissent et perde en intensité. Si les sons sont perçus comme une source de gêne, on parle alors de bruit.

Selon l'INRS, deux types d'effets sanitaires peuvent être induits par le bruit :

- Les effets traumatiques : Ils affectent directement le système auditif et peuvent provoquer des acouphènes ou une hypersensibilité de l'oreille. Les conséquences du bruit peuvent dans ce cas aller de la surdité partielle à la surdité totale dans les cas les plus extrêmes ;
- Les effets non traumatiques : Ils se comportent comme des sources de stress qui épuisent l'organisme. Le bruit peut également entraîner des conséquences sur le comportement, avec un accroissement de l'agressivité par exemple ou encore une diminution des capacités intellectuelles.

La société MBTP a mandaté le bureau d'étude Orfea afin de réaliser une étude acoustique sur le site de l'extension. L'expertise complète est disponible en annexe T-5. Le bruit résiduel, représentatif du secteur d'étude, ressort à 42 dBA.

D'après la modélisation, des dépassements de seuils réglementaires sont observés au droit des Zones à Emergence Réglementée.

Des mesures seront mises en place comme :

- La réalisation des opérations de décapage et de remise en état de manière scindée aux travaux d'extraction, de remblaiement et d'évacuation ;
- Une modification du positionnement des "trouées" maintenues dans le merlon périphérique pour permettre l'entrée des engins agricoles sur les surfaces non exploitées ou réaménagées et restituées à l'agriculture.

D'après la nouvelle modélisation, les émergences sonores sont ainsi respectées pour toutes les phases d'exploitation et tous les points de mesure en ZER.

Dans le cadre de la mise en fonctionnement de la carrière, des mesures seront effectuées au niveau des Zones à Emergence Réglementaire (ZER) les plus proches du site ainsi qu'en limite de propriété, dès le démarrage de l'activité.

III.C.3 Les émissions des gaz d'échappement

Plusieurs polluants susceptibles d'engendrer des risques pour la santé humaine seront émis par le fonctionnement des engins et des camions :

- Le dioxyde de soufre (SO_2) : Il provient essentiellement de la combustion du soufre contenu dans les combustibles fossiles et les carburants. Il s'agit d'un gaz irritant, altérant les défenses pulmonaires. En cas d'exposition prolongée à haute concentrations, ce gaz peut induire chez l'Homme une diminution de la fonction respiratoire, des toux chroniques.
- L'oxyde d'azote (NOx) : il se forme sous l'effet des hautes températures obtenues dans les processus de combustion. Les risques pour la santé proviennent surtout du dioxyde d'azote (NO_2) qui, à forte concentration, est un gaz toxique pour les yeux et les voies respiratoires.

- Le monoxyde de carbone (CO) : il résulte de la combustion incomplète des carburants et combustibles dans les moteurs thermiques. Après inhalation, le monoxyde d'azote se fixe en effet sur l'hémoglobine et entraine un manque d'oxygénation de l'organisme. En cas d'exposition très élevée et prolongée, il entraîne des troubles neuropsychiques irréversibles voire la mort.
- Le dioxyde de carbone (CO_2) : Il résulte essentiellement de la combustion des énergies fossiles et du changement d'utilisation des sols. A partir d'une certaine concentration dans l'air, ce gaz s'avère dangereux voire mortel.
- Les Composés Organiques Volatils (COV) : Leurs effets sur la santé varient selon leur nature : ils peuvent provoquer une gêne olfactive, une irritation respiratoire, ou engendrer des effets mutagènes et cancérogènes.
- Les particules en suspension (MES) : Les particules les plus fines (< 2,5 µm) présentent un risque de pénétrer dans les alvéoles pulmonaires et sons susceptibles de véhiculer des composés toxiques. Certaines particules présentent des propriétés cancérigènes et mutagènes.

Généralement, les effets induits par les rejets atmosphériques d'une installation sont ressentis dans un rayon de 100 à 150 mètres (données empiriques) de leur point d'émission.

IV. IDENTIFICATION DES ENJEUX SANITAIRES ET DES POPULATIONS CIBLES DU SECTEUR D'ETUDE

IV.A Environnement du secteur d'étude

La carrière se situe sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux.

Démographie	Murs-et-Gélignieux
Population (2020)	244
Superficie (km²)	6,5
Densité	37,8
Densité départementale (Ain)	114,2

Tableau 2 : Population de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee)

IV.B Démographie

La commune de Murs-et-Gélignieux présente une démographe inférieure à la moyenne départementale.

Murs-et-Gélignieux	1990	1999	2008	2013	2020
Population	188	204	238	250	244
Densité	29,1	31,6	36,8	38,7	37,8

Tableau 3 : Evolution démographique de la commune de Murs-et-Gélignieux (Insee)

La population de la commune de Murs-et-Gélignieux est en constante progression depuis le début des années 90.

IV.C Habitat proche

Le tableau ci-après présente les habitations les plus proches des limites cadastrales du projet.

Nom	Type	Commune	Situation par rapport au projet	
			Distance	Direction
Tremurs	Hameau	Murs-et-Gélignieux	60 m	Nord-Est
Route de Mortillet	Habitation		185 m	Est
Murs	Centre bourg		975 m	Est
Massillieu	Hameau		1 165 m	Nord-Est
Gélignieux	Ancien bourg		1 675 m	Nord-Est
Leschaux	Hameau	Champagneux	375 m	Sud
La Tuilière	Hameau		1 000 m	Sud
Champagneux	Centre bourg		1 200 m	Sud
La Saunière	Hameau		1 275 m	Sud
Les Gourjux	Hameau		1 475 m	Sud
Les Bessons	Hameau		1 700 m	Sud
La Tour	Hameau		1 675 m	Sud
Les Verrières	Hameau		1 935 m	Sud
Le Borgey	Hameau	Saint-Maurice-de-Rotherens	2 000 m	Sud-Est

Tableau 4 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet

L'habitat le plus proche correspond à l'habitation localisée dans le hameau de Tremurs, situé à 60 m au Nord-Est du projet.

L'extrait de la carte topographique, présenté ci-après, illustre les zones d'habitat, localisées en périphérie du projet.

IV.D Identification des populations dites sensibles

Réglementairement, les cibles sensibles correspondent à la catégorie de la population qui fréquente les établissements suivants : crèches, écoles primaires, collèges et lycées, maisons de retraites et hôpitaux.

Par définition, il s'agit de populations qui en raison de la tranche d'âge où elles se situent, ou de leur état de santé, peuvent présenter une vulnérabilité supérieure vis-à-vis de certains agents extérieurs ou de phénomènes physiques particuliers.

Les établissements susceptibles d'accueillir ce type de populations sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, ou les communes limitrophes, ont été recensés, et sont présentés dans le tableau suivant.

Type d'établissement	Commune	Situation par rapport au projet	
		Distance	Direction
Centre de santé	Champagneux	1 800 m	Sud
Ecole primaire		1 850 m	Sud
Hôpital Métropole Savoie	Murs-et-Gélignieux	2 500 m	Sud - Ouest

Tableau 5 : Identification des zones d'habitation les plus proches du projet

La localisation des populations dites sensibles est présentée sur la carte page 8.

L'établissement le plus proche du site est le centre de santé, localisé sur le territoire de la commune de Champagneux, à environ 1 800 m au Sud du projet.

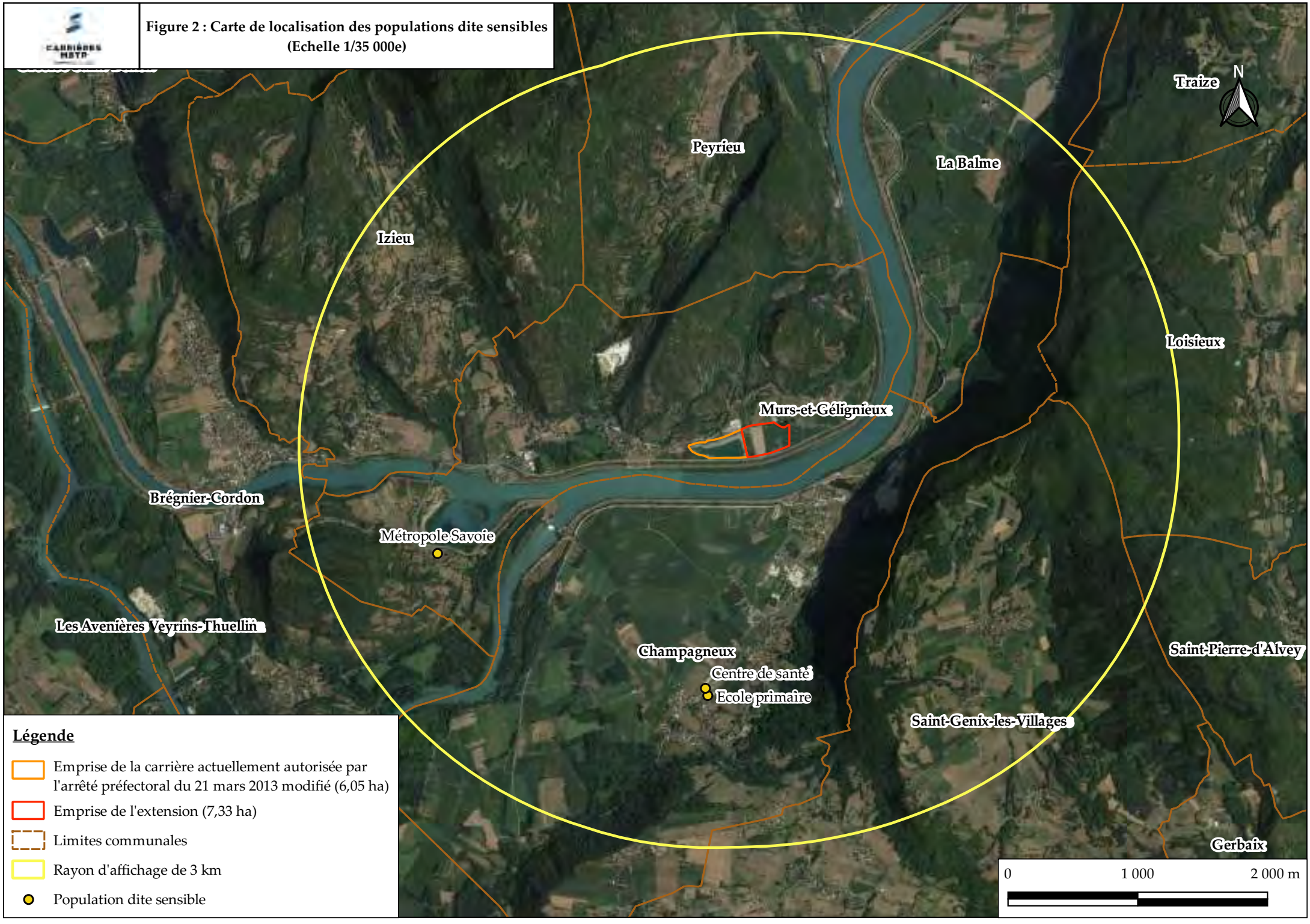
Figure 1 : Carte de localisation de l'habitat proche
(Echelle 1/10 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Habitat proche

Figure 2 : Carte de localisation des populations dite sensibles (Echelle 1/35 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Rayon d'affichage de 3 km
- Population dite sensible

IV.E Délimitation de la zone retenue dans le cadre de l'étude des effets sur la santé

D'après le guide INERIS, le secteur étudié : « *peut correspondre au périmètre d'affichage de l'enquête publique* ».

Dans le cas du projet d'extension de la carrière de Courdan, l'activité est soumise à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées, dont le rayon d'affichage est 3 kilomètres.

Toutefois ce rayon peut faire l'objet d'une modification en fonction de différents facteurs, telle la composition de la rose des vents, ou certaine composantes paysagères (reliefs, …)

IV.E.1 La position géographique du site

La station météorologique la plus proche du site est celle d'Ambérieu-en-Bugey. Cette station n'est pas représentative du secteur d'étude.

Avec la présence du massif du Bugey au Nord et du mont Tournier à l'Est, les vents ont tendance à suivre la vallée du Rhône.

Les vents sont donc orientés Ouest – Est, suivant la direction de la vallée.

IV.E.2 La faiblesse du secteur industriel et commercial

La commune de Murs-et-Gélignieux est principalement occupée par des boisements, localisés sur les massifs.

L'essentiel de l'activité humaine se concentre au niveau de la plaine du Rhône, avec la présence de cultures.

Trois installations classées ont été répertoriées dans le secteur d'étude.

Dans la situation actuelle, l'installation classée la plus proche du projet, correspond à l'élevage de volaille, localisée sur le territoire de la commune de Murs et Gélignieux, à 30 mètres au Nord du projet.

IV.E.3 Conclusions sur la délimitation de l'aire d'étude et sur les cibles potentielles

Les mécanismes physiques présidant à la diffusion des effluents gazeux et la faiblesse des flux séparant les sources potentielles identifiées (élevage de volaille), permettent d'exclure tout effet cumulatif.

Deux carrières, appartenant à la société MBTP, sont également présentes dans le secteur d'étude.

La première est située à 750 m, au Sud-Est du projet, de l'autre côté du Rhône.

La deuxième est située à 1 050 m au Nord-Ouest du projet, de l'autre côté du massif.

Compte tenu de la distance de plusieurs centaines de mètres entre les sites et de la géomorphologie du secteur (massif ou fleuve), le projet de carrière doit donc être considéré comme une entité unique et donc comme une source d'émission distincte n'interagissant pas avec d'autres sources.

Dans le cas des futures activités, les deux catégories de substances émises (effluents gazeux et poussières) ont un rayon d'influence maximum limité à 300 m (données empiriques). Dans ces conditions spécifiques, il apparaît difficile de retenir une aire d'étude des effets sur la santé supérieure à un rayon de 300 m autour des limites de l'exploitation.

L'identification des cibles peut donc être réalisée en prenant en considération le voisinage immédiat jusque dans un rayon de 300 m maximum, par rapport au projet.

Dans ce rayon, aucune cible dite sensible n'a été recensée.

V. CARACTERISATION DES VECTEURS DE TRANSFERT POUR CHAQUE SUBSTANCE – SCHEMA CONCEPTUEL

V.A Identification des vecteurs de transfert

Les différentes voies de transfert des substances identifiées précédemment sont présentées ci-dessous.

Substance	Vecteurs de transfert
Poussières	Voie aérienne : transport dans l'air puis sédimentation au sol ou inhalation par les populations
Bruit	Propagation dans l'air.
Gaz d'échappement	Voie aérienne : transport dans l'air puis sédimentation au sol ou inhalation par les populations

Tableau 6 : Identification des vecteurs de transfert par substance

V.B Schéma conceptuel

Le schéma conceptuel a été réalisé selon les recommandations définies dans le guide du Ministère de la Transition Ecologique (MTE) « Schéma conceptuel et modèle de fonctionnement », Avril 2017.

D'une manière générale, le schéma de fonctionnement doit permettre d'identifier, de caractériser et d'apprécier les relations entre :

- Les sources de pollution (nature, concentration, volume) ;
- Les voies de transfert qui correspondent aux voies de passage de la substance d'un milieu source (sol, eau, gaz) au milieu d'exposition. Elles sont liées aux caractéristiques du sous-sol, des aménagements et des propriétés des polluants ;
- Les cibles, qui sont les personnes susceptibles d'être exposées, de manière chronique à des substances présentes au droit du site, soit par exposition directe avec les sources de pollution, soit par exposition indirecte avec les milieux récepteurs de la pollution, via les voies de transfert (populations, ressources à protéger) ;
- Les milieux d'exposition sont définis par rapport aux voies de transfert, aux cibles potentielles, à la qualité résiduelle des milieux et à l'aménagement du site ;
- Les voies d'exposition correspondent à la voie de passage d'une substance de la source vers une cible.

Toutes ces informations vont permettre d'identifier et caractériser la ou les sources de pollution et leurs impacts ainsi que de déterminer les potentiels de migration de la pollution, d'atteinte aux populations et les risques associés.

A partir de l'ensemble des informations collectées, un schéma de fonctionnement ou schéma conceptuel peut être établi.

Le schéma conceptuel définit le risque, en termes de sources de pollution, de voies de transfert, de voies d'exposition et de cibles.

Il permet de définir un état des lieux et une première évaluation qualitative des risques encourus sur site et hors site selon l'équation suivante :

Risque = f (Source, Vecteur/Transfert, Cible/Enjeu à protéger)

Rappelons que l'existence d'un risque est liée à la présence simultanée :
- D'une source de substances polluantes mobilisables ;
- D'une ou de plusieurs voie(s) de transfert ;
- D'un enjeu ou d'une cible pouvant être atteint(e) par ces substances polluantes.

L'absence de l'un de ces trois facteurs conduit à l'absence de risques.

Le schéma conceptuel ci-après illustre les sources, les vecteurs et les cibles présents sur le site.

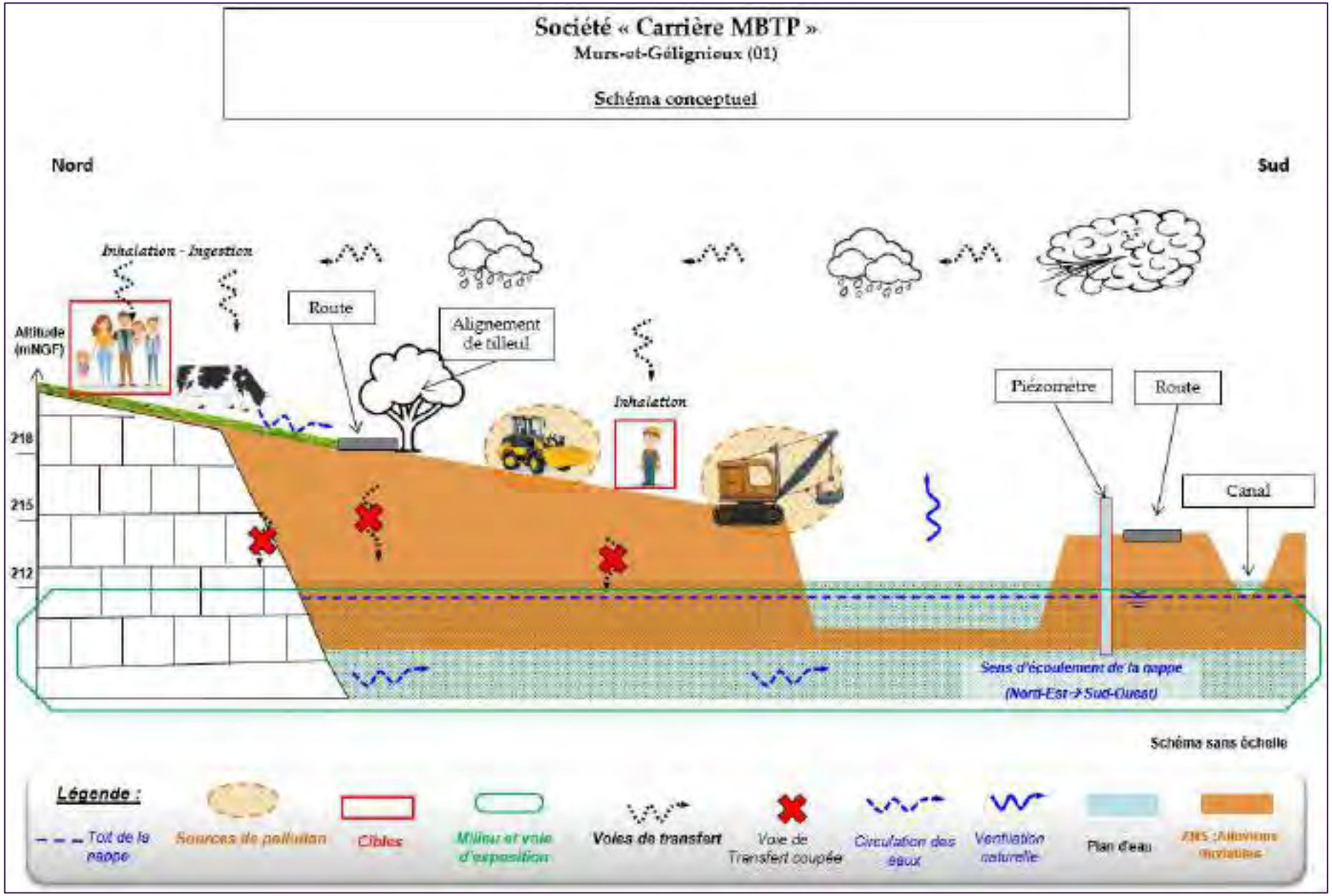


Figure 3 : Schéma conceptuel du site de Murs-et-Gélignieux

VI. DEFINITION DES DOSES – REPONSES

La relation dose-réponse d'un vecteur d'exposition établit un lien entre la dose de substance émise et en contact avec l'organisme et l'occurrence d'un effet toxique jugé critique, définie par une Valeur Toxicologique de Référence (V.T.R.).

VI.A Cas des gaz d'échappement

VI.A.1 Cas du benzène

L'OMS estime que pour une concentration dans l'air de 1 µg/m³, le risque de leucémie pour une exposition de 70 années, est de 6 x10^{-6}.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) mentionne une VTR de 2,6.10^{-5} µg/m³.

VI.A.2 Le dioxyde d'azote

L'OMS précise que le seuil d'exposition à ne pas dépasser est de 200 µg/m³/h

VI.A.3 Le dioxyde de soufre

L'OMS préconise une exposition de 10 minutes à 500 µg/m³ ou de 24 heures à 20 µg/m³.

VI.A.4 Le monoxyde de carbone

Les valeurs guides de l'OMS sont les suivantes :

- Pour une exposition de 10 à 15 minutes : concentration maximale de 100 000 µg/m³ ;
- Pour une exposition de 30 minutes : concentration maximale de 60 000 µg/m³ ;
- Pour une exposition d'une heure : concentration maximale de 300 000 µg/m³ ;
- Pour une exposition de 8 heures : concentration maximale de 10 000 µg/m³.

VI.A.5 L'ozone

La concentration limite recommandée par l'OMS est fixée à 100 µg/m³ pour 8 heures d'exposition.

VI.B Cas des poussières

Les poussières peuvent être dissociées en trois catégories :

- Les poussières inhalables qui ont un diamètre supérieur à 10 µm ;
- Les poussières alvéolaires qui passent dans les poumons et notamment :
  - Les PM 10 (diamètres < à 10 µm) ;
  - Les PM 2,5 (diamètres < à 2,5 µm) ;
- La poussière alvéolaire siliceuse correspond à la fraction de poussière inhalable susceptible de se déposer dans les alvéoles pulmonaires lorsque la teneur en quartz excède 1%.

Les principales Valeurs de Références Toxicologiques (VTR) afférentes à ces poussières sont présentées ci-après.

Type de poussières		VTR et effets sur la santé
Poussières alvéolaires siliceuses		→ Toxicité aigüe : irritation des voies aériennes → Toxicité chronique : maladie pulmonaire, cancer des voies aériennes → Relation Dose – Réponse : VTR Exposition chronique : 3 µg/m³.
Poussières alvéolaires	***PM 10***	→ Valeur de référence UE : 50 µg/m³ (sur 24h) et 40 µg/m³ (valeur limite annuelle) → Relation Dose – Réponse : Pas de VTR
	PM 2,5	→ Valeur de référence US EPA : 65 µg/m³ (sur 24h) et 15 µg/m³ (valeur limite annuelle) → Relation Dose – Réponse : Pas de VTR

Tableau 7 : VTR et effets sur la santé pour les poussières

VI.C Cas du bruit

Il n'existe aucune valeur toxicologique de référence pour le bruit.

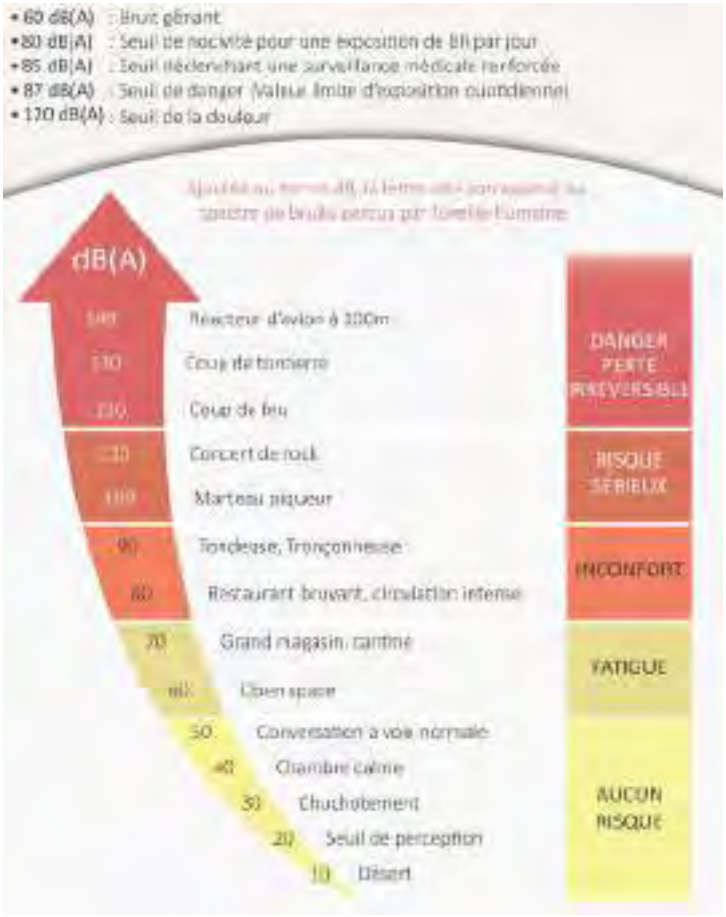


Figure 4 : Illustration des seuils de gêne du bruit

L'OMS estime que le bruit devient dangereux vers 85-90 dB(A).

VII. EVALUATION DES EFFETS SUR LA SANTE

VII.A Préambule

Conformément à la circulaire DGS/SD.7B n°2006-234 du 30 mai 2006 relative aux modalités de sélection des substances chimiques et de choix des Valeurs Toxicologiques de Référence (VTR) pour mener les évaluations des risques sanitaires dans le cadre des évaluation environnementales, les VTR présentées dans ce volet sanitaire sont issues des bases de données de :

- US EPA (United States – Environmental Protection Agency),
- ATSDR (United States – Agency for Toxic Substances and Disease Registry),
- OMS/IPCS (Organisation Mondiale de la Santé / International Program on Chemical Safety), Health Canada,
- RIVM (Rijksinstituut voor Volksgezondheid en Milieu / Institut national de la santé publique et de l'environnement – Pays-Bas),
- OEHHA (Office of Environmental Health Hazard Assessment – Etat de Californie).

Les données toxicologiques de ce dossier sont également issues des fiches de données toxicologiques et environnementales des substances chimiques de l'INERIS qui se réfèrent aux bases de données précitées et de l'INRS.

En l'absence de cibles dites sensibles et de VTR pour les substances identifiées et pour une exposition chronique, les effets sur la santé ne peuvent être étudiés.

A titre informatif, une évaluation des expositions des populations a été réalisée sur la base de la diffusion atmosphérique.

VII.B Cas des gaz d'échappement

Les effluents gazeux produits par le fonctionnement des engins à moteur thermique qui seront utilisés sur le site de la carrière ne sont pas susceptibles de présenter un effet particulier sur la santé des populations périphériques, pas plus que sur celle du personnel.

En effet, bien que les concentrations « à la source », des oxydes d'azotes et de monoxyde de carbone ne soient pas négligeables, elles s'estompent très rapidement par dilution dans l'atmosphère.

Ainsi, à une distance de quelques mètres de la sortie du pot d'échappement, les concentrations des différentes substances rejetées deviennent très inférieures aux Concentrations limites Admissibles dans l'Air. (C.A.A)

Les engins fonctionnent à l'air libre, dans une atmosphère qui n'est jamais confinée, ce qui permet à la diffusion atmosphérique de jouer pleinement son rôle. Les phénomènes de micro-turbulence favorisent notamment les échanges gazeux avec l'atmosphère.

Par ailleurs, compte tenu de leur température élevée, les gaz d'échappement ont plutôt tendance à s'élever dans l'atmosphère.

Selon les études réalisées (SETRA, ADEME, CERTU…), il apparaît que si la position de la piste par rapport au niveau du sol influence la dispersion des polluants issus des gaz d'échappement, à proximité immédiate, cette influence n'est plus perceptible au-delà de 30 m.

Dans le cas précis des oxydes d'azote et de l'oxyde de carbone, la modélisation fait ressortir une distance d'effet de l'ordre de quelques mètres.

Cette distance reste très inférieure à celle qui sépare le futur front d'exploitation, des habitations les plus proches.

En conséquence, les rejets gazeux, susceptibles d'être émis au droit du site, ne sauraient être à l'origine d'effets sur la santé des populations et du personnel de l'exploitation.

VII.C Cas des poussières

VII.C.I Modélisation des doses moyennes journalières résultant de l'activité du site

La dose moyenne journalière dans l'air au lieu considéré (DMJ_{INH}) peut être obtenue grâce à la relation suivante :

$$\mathbf{DMJ_{INH}\ silice = CTA \,.\, Q \,.\, TE \,.\, DV \,.\, CR \,.\, CA}$$

Avec :

- CTA : coefficient de transfert atmosphérique (conditions de diffusion, issu de la BAC pour un vent de 3 m/s) ;
- Q : débit de la substance concernée en mg/m3/s (fonction de la vitesse du vent et de la CMAd) ;
- CMAd : concentration moyenne dans l'air des poussières alvéolaires siliceuses ;
- TE : taux d'exposition annuel des populations ;
- DV : coefficient lié à l'orientation et la vitesse des vents (prise comme référence à 3 m/s) ;
- CR : terme correctif dans le cas d'une émission voisine du sol ;
- CA : coefficient d'appauvrissement des poussières dû à un processus de dépôt sur le sol avant d'atteindre les habitations, et à un dépôt précipité résultant des précipitations atmosphériques.

Calcul de la concentration moyenne dans l'air (CMAd) des poussières alvéolaires et notamment siliceuses.

En retenant une valeur maximale d'empoussiérage (VMemp) de 5 mg/m³ telle que définie par la valeur limite réglementaire du code du travail pour les poussières alvéolaires, la CMAd silice ressort à 0,50 mg/m³ en retenant, de manière défavorable, un taux de quartz de 10 %.

Détermination du débit Q

Le débit de la substance concernée (Q), est fonction de la vitesse du vent et de la CMAd, il sera calculé pour une vitesse de référence du vent de 3 m/s, ce qui permet d'obtenir une valeur de 1,5 mg/m^3/s sur la base de la valeur retenue pour la CMAd.

Taux d'exposition TE

Le taux d'exposition de la population TE. En prenant en compte une durée de travail de 35 heures par semaine sur 235 jours de travail effectif, le TE annuel ressort à 0,196.

Coefficient DV

Ce coefficient exprime la variabilité des directions de la ventosité et donc de la rose des vents.

En retenant l'ensemble de la rose des vents qui comprend 18 secteurs de 20°, le taux de variabilité peut être retenu de façon conservatoire à 0,056.

Choix du terme correctif CR

Ce correctif de réflexion (CR), dans le cas d'une émission voisine du sol, s'obtient par adjonction d'une source virtuelle et symétrique de la source réelle par rapport au sol réflecteur (source image), soit un coefficient CR maximum de 2.

Choix du taux correctif d'appauvrissement CA

Le taux correctif d'appauvrissement (CA), reste lié à :

- Un processus induisant à un dépôt sur le sol, dit dépôt sec ;
- Un processus de précipitation par lavage, dit dépôt précipité consécutif aux précipitations atmosphériques locales (pluies, neiges…).

Ce correctif d'appauvrissement est peu significatif pour des distances courtes, notamment inférieures à 2 000 m, tant en ce qui concerne les dépôts secs que les dépôts précipités. Après calcul, le coefficient CA est de 0,99.

Il sera pris à 1 dans le cadre de la modélisation.

VII.C.2 Application numérique

L'introduction des hypothèses de base dans la relation permet d'obtenir la relation simplifiée suivante :

$$\mathbf{DMJ_{INH}\ silice = 0{,}033 \times CTA}$$

VII.C.3 Estimation des risques pour les populations concernées

Les effets des poussières se rattachent à la catégorie des effets toxiques réputés à seuils, c'est-à-dire qu'ils sont toxiques à partir d'une certaine concentration et sur un temps d'exposition donné.

Dans le cas des effets toxiques à seuil (cas d'expositions à dose faible et prolongée, sans effet cancérogène), l'estimation des risques s'effectue au moyen :

- Du coefficient de danger (QD), pour une voie d'exposition donnée ;
- D'un indice de danger (ID) correspondant à la somme des (QD) pour chaque voie d'exposition concernée.

Sur le site, l'unique voie d'exposition correspond à la voie respiratoire, aussi, seul le coefficient de danger permet d'estimer les risques d'exposition.

Le coefficient de danger correspond au rapport de la DMJ_{INH} et du temps d'exposition (TE) par rapport à la concentration de référence admissible dans l'air (CAA) à partir de laquelle il est possible de voir survenir des effets sur la santé.

$$QD_{INH} = \frac{DMI_{INH}}{CAA}$$

Un rapport < 1 signifie que la population exposée est théoriquement hors de danger. Un rapport > 1 signifie que l'effet toxique peut se déclarer, sans qu'il soit possible de prédire la probabilité d'occurrence de cet événement.

Les différents coefficients de danger QD ont été calculés en fonction de la distance en se plaçant dans des conditions de diffusion moyenne, ce qui correspond au cas le plus pénalisant.

Les résultats sont synthétisés dans le tableau présenté ci-après.

Distance (m)	CTA vent de 3m/s	DMJ_{INH} (mg/m³)	QD_{INH}
20	1,90E-02	6,27E-04	0,2089
30	1,10E-02	3,63E-04	0,1209
60	4,40E-03	1,45E-04	0,0484
90	2,50E-03	8,25E-05	0,0275
120	1,80E-03	5,94E-05	0,0198
150	1,40E-03	4,62E-05	0,0154
180	1,10E-03	3,63E-05	0,0121
210	9,00E-04	2,97E-05	0,0099
240	6,00E-04	1,98E-05	0,0066
270	5,00E-04	1,65E-05	0,0055
300	4,50E-04	1,48E-05	0,0049

Tableau 8 : Dose maximale journalière calculée en fonction de la distance d'émission et des CTA

Les résultats obtenus montrent que même en retenant des critères défavorables, la dose moyenne journalière d'exposition résultante apparaît très inférieure à la VTR de 3 µg/m³ (0,0001 mg/m³) dans le cas d'une source localisée à 20 m.

A une distance de 300 m, la DMJ_{INH} résultante reste 200 fois inférieure à la VTR de 3 µg/m³. Les différents coefficients de danger QD calculés sont inférieurs à 1 (0,21 à 20 mètres).

En conséquence, la poussière alvéolaire siliceuse, susceptible d'être émise par le site, ne pourra apporter aucun effet sur la santé des populations et du personnel de l'exploitation.

VII.C.4 Incertitudes

Compte tenu des éléments précités, aucun calcul d'incertitude n'est réalisé, les flux qualifiés étant négligeables.

Toutefois, en ce qui concerne les poussières, et en particulier les poussières alvéolaires siliceuses, il convient de préciser que le calcul apparaît particulièrement conservatoire notamment en ce qui concerne les hypothèses retenues et notamment :

- De la valeur à seuil pour la voie d'exposition (0,003 mg/m³ – Source : National ambiant quality standard ou NAQS), qui constitue une valeur de gestion particulièrement contraignante au regard de la valeur d'exposition professionnelle de 0,1 mg/m³ ;
- La teneur en quartz retenue pour les calculs qui a été fixée à 10 %, alors que les teneurs en silice mesurées au droit de sites similaires, sont de l'ordre de 3 à 5 % ;
- Le calcul du CMAd a été réalisé en retenant la valeur d'empoussiérage la plus pénalisante fixée par le Code du Travail, soit 5 mg/m³.

VIII. CONCLUSIONS

L'évaluation des risques sanitaires a été réalisée selon la méthodologie de l'INERIS.

Compte tenu de l'inventaire des substances émises, les relations dose-réponse et les effets sur la santé, concernent les composés suivants :

- Les poussières ;
- Les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre.

Toutes ces substances (hors poussières qui n'ont pas d'effets spécifiques) sont réputées à effets toxiques à seuil.

Les effets toxiques à seuil correspondent aux effets aigus et à certains effets sub-chroniques non cancérigènes, non génotoxiques et non mutagènes dont la gravité est proportionnelle à la dose.

Aucune valeur toxicologique de référence n'est disponible pour ces substances pour la voie d'exposition « inhalation sub-chronique ».
En l'absence de cibles sensibles et de VTR pour les substances identifiées et pour une exposition sub-chronique, les effets sur la santé ne peuvent être étudiés.

A titre informatif, une évaluation des expositions des populations a été réalisée sur la base de la diffusion atmosphérique en ce qui concerne la silice.

Au regard des matières et des produits mis en œuvre sur le site, seul l'air a été retenu comme vecteur de transfert avec pour voie d'exposition l'appareil respiratoire (inhalation).

Les substances identifiées sont les poussières issues de l'exploitation du gisement et les rejets gazeux des engins à moteurs thermiques, qui seront présents sur le site.

Les flux émis par les véhicules sont en concentration importante à la source mais elle diminue rapidement par dispersion.

En effet, les gaz d'échappement des véhicules, constitués essentiellement par les particules, le monoxyde de carbone, le dioxyde de carbone, le soufre et les oxydes d'azote, sont rejetés dans un milieu non confiné.

Selon les études réalisées (SETRA, ADEME, CERTU…), il apparaît que si la position de la route par rapport au niveau du sol influence la dispersion des polluants issus des gaz d'échappement, à proximité immédiate, cette influence n'est plus perceptible au-delà de 30 m.

Aussi, les rejets gazeux émis par les véhicules n'ont pas été pris en compte dans les calculs.

Trois aspects particuliers se dégagent de l'étude des effets sur la santé :

- L'air est le seul vecteur potentiel de propagation des substances émises ;
- Les différentes substances identifiées (oxyde d'azote, oxyde de carbone et poussières inhalables) présentent des concentrations très inférieures à celles des valeurs de référence ;
- Aucune cible sensible (crèches, hôpitaux…) ne peut être véritablement désignée en deçà d'un rayon de 1 775 mètres des sources d'émission.

Les concentrations calculées dans la situation actuelle sont inférieures à la valeur de référence retenue pour la silice (10 $\mu g/m^3$) dans le cadre de l'étude et au niveau de fond de la zone d'étude.

Par ailleurs, les coefficients de danger sont très largement inférieurs à 1.

Aussi, il peut être conclu que l'exploitation de la carrière ne sera pas à l'origine d'effets sur la santé des populations proches et des populations dites « sensibles ».

Mémoire sur l'hygiène et la sécurité du personnel

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux 01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024

SOMMAIRE

I. Préambule 1
II. Dispositions générales 1
III. Organismes de préventions 2
III.A Le CSE (Comité Social et Economique) 2
III.B Les Services de Santé au Travail 2
III.C Le service social du travail et autres institutions 3
III.D Organisme extérieur de prévention 3
IV. Formation et information du personnel 3
IV.A Formation du personnel 3
IV.B Information du personnel 4
V. Consignes de sécurité 4
VI. Le Document Unique (DU) 4
VII. Aménagement du lieu de travail 5
VII.A Aération et assainissement 5
VII.A.1 Locaux à pollution spécifique 5
VII.A.2 Cas spécifique des carrières 5
VII.B Installations électriques 5
VII.C Eclairage, insonorisation et ambiance thermique 6
VII.D Postes de travail 6
VII.E Installations sanitaires, restauration et hébergement 6
VIII. Sécurité du personnel 6
VIII.A Mesures générales 6
VIII.B Sécurité des lieux de travail 7
VIII.C Circulation des engins et du personnel 7
VIII.D Risques de chute 7
VIII.E Risques d'incendie 7
VIII.F Installations dangereuses, équipements de travail 8
VIII.G Risques d'explosion 8
VIII.H Intervention d'entreprises extérieures 8
VIII.I Risques de noyade 8
VIII.J Risques électriques 8
IX. Santé du personnel 9
IX.A Mesures générales 9
IX.B Mesures particulières liées aux poussières 9
IX.B.1 Les poussières totales ou inhalables 9
IX.B.2 Les poussières alvéolaires siliceuses 10
IX.B.3 Le personnel 10
IX.B.4 Prévention des poussières 11
IX.C Mesures particulières liées au bruit 11
IX.D Mesures particulières liées aux vibrations 12
IX.E Moyens de secours, d'information et de prévention 13
X. Vérifications techniques 13
XI. Sécurité publique 14
XII. Plan d'intervention en cas d'accident sur le site 14

XII.A Numéro d'appel d'urgence 14
XII.B Consignes en cas d'accident 14
XII.C Consignes en cas d'incendie 15
XIII. Effets sur la sante 15

I. PREAMBULE

Ce mémoire, relatif à l'hygiène et à la sécurité du personnel, complète les différentes mesures mises en place en ce qui concerne la sécurité industrielle et la prévention des risques.

Cette notice d'hygiène et de sécurité est établie conformément à l'article R.181-13 à R.181-15 du Code de l'Environnement.

Le présent mémoire expose la compatibilité du projet en matière d'hygiène et de sécurité du personnel sur l'ensemble des installations et dans leur voisinage immédiat, avec :

- La sauvegarde de la sécurité ;
- L'hygiène du personnel ;
- La protection de la sécurité publique.

A cet effet, la société CARRIERES MBTP, agissant en tant qu'exploitant de la carrière de Courdan, a la responsabilité de l'exploitation du site et devra veiller au respect des textes principaux suivants :

- La partie IV du Code du Travail « Santé et Sécurité au Travail » (dite « SST »), et notamment dans les limites définies à l'article L. 4111-4 ;
- Le décret n°2013-797 du 30 août 2013 fixant certains compléments et adaptations spécifiques au Code du Travail pour les mines et carrières en matière de poussières alvéolaires ;
- Le décret n° 2021-1838 du 24/12/21 fixant certains compléments et adaptations du code du travail spécifiques aux mines et carrières en matière de règles générales et portant abrogation de dispositions relatives à la police des carrières.

II. DISPOSITIONS GENERALES

Conformément à l'article L.4121-3 du Code du Travail, la société CARRIERES MBTP doit procéder à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Cette évaluation consiste à appréhender les dangers pouvant menacer la santé et/ou la sécurité des travailleurs à tout moment dans le cadre des activités exercées sur le site de la carrière.

Ce travail d'analyse consiste en l'identification :

- Des dangers potentiels : repérage d'un équipement, d'une substance, d'une méthode de travail susceptible de causer un dommage corporel ;
- Des facteurs de risques : conditions de travail, contraintes, aire de travail, …

Sur la base des résultats de cette évaluation, la société CARRIERES MBTP doit mettre œuvre les actions de prévention ainsi que les méthodes de travail et de production nécessaires au maintien du niveau de protection maximum de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Le maître d'ouvrage intègrera ces actions et ces méthodes dans l'ensemble des activités exercées sur le site de la carrière et à tous les niveaux de l'encadrement.

L'information des travailleurs et la formation à la sécurité sont des aspects majeurs qui concourent à la prévention des risques professionnels.

Pour chaque travailleur exposé à un ou plusieurs facteurs de pénibilité mentionnés à l'article D.4121-5 du Code du Travail, une fiche de prévention des expositions est créée. Cette dernière doit mentionner :

- Les conditions de pénibilité auxquelles le travailleur est exposé ;
- La période au cours de laquelle cette exposition est survenue ;
- Les mesures de prévention mises en œuvre par l'employeur pour faire disparaître ou réduire ces facteurs durant cette période.

Ce document est ensuite communiqué au service de santé au travail, puis transmis au médecin du travail. Il complète le dossier médical de chaque travailleur.

La fiche est mise à jour lors de toute modification des conditions d'exposition pouvant avoir un impact sur la santé du travailleur.

Les poussières, le bruit et les vibrations mécaniques correspondent à des facteurs de pénibilité pouvant être rencontrés dans le cadre de l'exploitation de la carrière.

III. ORGANISMES DE PREVENTIONS

Le Code du Travail établit les différentes dispositions concernant les institutions et organismes de prévention en matière de santé et sécurité au travail.

III.A Le CSE (Comité Social et Economique)

Le comité social et économique (CSE) remplace les représentants élus du personnel dans l'entreprise.

Il fusionne l'ensemble des instances représentatives du personnel (IRP), délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

La délégation du personnel au CSE a pour mission de présenter à l'employeur les réclamations individuelles ou collectives relatives aux salaires, à l'application du code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale, ainsi que des conventions et accords applicables dans l'entreprise.

Elle contribue à promouvoir la santé, la sécurité et les conditions de travail dans l'entreprise et réalise des enquêtes en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel.

Les membres de la délégation du personnel du CSE peuvent saisir l'inspection du travail de toutes les plaintes et observations relatives à l'application des dispositions légales dont elle est chargée d'assurer le contrôle.

Le CSE est informé et consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise

Dans le champ de la santé, de la sécurité et des conditions de travail, le CSE :

- Procède à l'analyse des risques professionnels auxquels peuvent être exposés les travailleurs, notamment les femmes enceintes ;
- Contribue notamment à faciliter l'accès des femmes à tous les emplois, à la résolution des problèmes liés à la maternité, l'adaptation et à l'aménagement des postes de travail afin de faciliter l'accès et le maintien des personnes handicapées à tous les emplois au cours de leur vie professionnelle ;
- Peut susciter toute initiative qu'il estime utile et proposer notamment des actions de prévention du harcèlement moral, du harcèlement sexuel et des agissements sexistes.

Le CSE procède, à intervalles réguliers, à des inspections en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail. Il réalise des enquêtes en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ou à caractère professionnel.

Les entreprises n'ont pas l'obligation de mettre en place le CSE directement au 1er janvier 2018 si les mandats en cours ne sont pas terminés et ce pour ne pas gêner le fonctionnement normal des entreprises et ne pas perturber les équilibres en place.

La société CARRIERES MBTP ne dispose pas d'un comité social et économique.

III.B Les Services de Santé au Travail

Ils comprennent, selon les entreprises :

- Le médecin du travail ;
- Le collaborateur médecin ;
- L'interne en médecine du travail ;
- Le personnel infirmier ;
- L'intervenant en prévention des risques professionnels des services de santé au travail interentreprises ;
- L'assistant de service de santé au travail.

Le Code du Travail établit les missions, actions et moyens de ces services, ainsi que leurs prérogatives en matière de surveillance médicale.

III.C Le service social du travail et autres institutions

Le service social du travail est imposé dans tout établissement employant habituellement au moins deux cent cinquante salariés.

Le Code du Travail définit ses missions, organisation et fonctionnement.

La société CARRIERES MBTP ne dispose pas d'un service social du travail.

III.D Organisme extérieur de prévention

Concernant le développement de la prévention en matière de sécurité et de santé au travail, la société CARRIERES MBTP sera assistée par un organisme extérieur agréé.

IV. FORMATION ET INFORMATION DU PERSONNEL

IV.A Formation du personnel

Le personnel reçoit une formation dispensée en plusieurs phases :

- Une formation sécurité de base ;
- Une formation générale portant sur :
  - Les règles générales de sécurité, la connaissance des textes réglementaires et les instructions relatives à son travail ;
  - Les dangers encourus ;
  - L'incendie.
- Une formation spécifique adaptée au poste de travail, comme :
  - Les informations particulières à la fonction de travail ;
  - La conduite et l'entretien courant des véhicules ;
  - Les risques d'accidents attachés aux véhicules et aux engins de chantier avec une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger ;
  - Le secourisme.
- Une formation particulière en ce qui concerne les risques portant sur :
  - Le bruit ;
  - L'empoussiérage.

Concernant le bruit, il est rappelé au personnel :

- Les niveaux limites de bruits aux différents postes de travail avec les notions et les définitions sous-jacentes, ainsi que les effets physiologiques ;
- L'aptitude en lien avec le dossier médical et la surveillance médicale, si nécessaire ;
- La prévention pour ce qui est :
  - Des protections individuelles et de leur entretien ;
  - De la signalisation des lieux éventuellement bruyants, ainsi que leurs conditions d'accès.
- Le dossier de prescriptions techniques.

En ce qui concerne l'empoussiérage, il est rappelé au personnel :

- Les effets des poussières avec la différentiation entre les poussières inhalables et les poussières alvéolaires ;
- La prévention avec la réduction des émissions de poussières et les recommandations ;
- Le dossier de prescriptions techniques.

Ces formations, qui sont répétées périodiquement, sont dispensées également lors :

- De l'embauche ;
- D'une mutation ou d'un changement de fonction ou du poste ;
- De l'introduction d'un nouvel engin ou du changement d'un équipement de travail ;
- De la mise en place d'une nouvelle technologie ou d'une modification substantielle de l'organisation de la fonction de travail.

IV.B Information du personnel

Une information régulière est portée à la connaissance du personnel, notamment en ce qui concerne :

- Les risques pour la sécurité et la santé (en particulier le bruit, les poussières) ;
- Les différents types de fonction de travail et les mesures préventives correspondantes ;
- Les moyens en personnel et matériel pour assurer les premiers secours, la lutte contre l'incendie et l'évacuation des personnes en cas de danger.

V. CONSIGNES DE SECURITE

La carrière sera exploitée sous la responsabilité d'un chef de carrière et l'autorité d'un directeur technique.

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des diverses consignes qui seront applicables sur le site et en particulier :

- Les consignes générales ;
  - Le règlement général d'hygiène et de sécurité ;
  - La consigne générale incendie ;
  - La consigne d'alerte en cas d'accident ;
  - La consigne permis de feu et travaux dangereux ;
  - La consigne de secourisme.
- Les consignes particulières ;
  - L'emploi des machines dangereuses.
- Les dossiers de prescriptions spécifiques ;
  - « Véhicules sur piste » ;
  - « Equipements de protection individuelle » ;
  - « Equipements de travail » ;
  - « Bruit » ;
  - « Electricité » ;
  - « Travail et circulation en hauteur » ;
  - « Poussières » ;
  - « Règles générales » ;« Vibration ».

A ces dossiers seront joints les consignes particulières telles que précisées dans les dossiers de prescriptions ainsi que les différents registres prévus par le Code du Travail.

Dans le cadre de cette réglementation, les entreprises amenées à travailler sur le site seront tenues de suivre les mêmes dispositions que le personnel de la société.

VI. LE DOCUMENT UNIQUE (DU)

Conformément à l'article R.4121-1 du Code du Travail, le Maître d'Ouvrage transcrit et met à jour dans son document unique les résultats de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Cette mise à jour est réalisée au moins une fois par an, lors de toutes modifications des conditions de santé et de sécurité ou lorsqu'une information supplémentaire intéressant l'évaluation d'un risque dans une unité de travail est recueillie.

Dans les établissements dotés d'un CSE, le document unique d'évaluation des risques est utilisé pour l'établissement du rapport et du programme de prévention des risques professionnels annuels.

Le document unique d'évaluation des risques est tenu à la disposition des travailleurs et d'un certain nombre d'instances internes et externes à la société. Un avis indiquant les modalités d'accès au document unique est affiché de façon visible, avec le règlement intérieur s'il existe.

Dans les industries extractives, le Document Unique est établi par l'exploitant avant le début des travaux puis est tenu à jour régulièrement.

Il porte sur la détermination et l'évaluation des risques auxquels le personnel est susceptible d'être exposé, ainsi que les mesures prises au niveau de la conception, de l'utilisation et de l'entretien des lieux de travail et des équipements connexes pour assurer la sécurité et la santé du personnel.

VII. AMENAGEMENT DU LIEU DE TRAVAIL

Les dispositions applicables aux lieux de travail sont définies au Livre II de la partie SST du Code du Travail et notamment en ce qui concerne les conditions de maintenance, les règles d'aménagement des bâtiments et des locaux, et en particulier des locaux sanitaires, seront mis à disposition du personnel.

L'article R.4221-1 du Code du Travail définit les « lieux de travail » comme étant les lieux destinés à recevoir des postes de travail situés ou non dans les bâtiments de l'établissement, ainsi que tout autre endroit compris dans l'aire de l'établissement auquel le travailleur a accès dans le cadre de son travail.

VII.A Aération et assainissement

Le Code du Travail définit les règles d'aération et d'assainissement pour les locaux fermés des bâtiments et de leurs aménagements.

VII.A.I Locaux à pollution spécifique

Le terme « poussière totale ou inhalable » désigne toute particule solide dont le diamètre aérodynamique est inférieur ou égal à 100 µm ou dont la vitesse limite de chute, dans les conditions normales de température, est inférieure ou égale à 0,25 mètre par seconde.

Le terme « poussière alvéolaire » désigne toute poussière susceptible d'atteindre les alvéoles pulmonaires (0/10 µm).

Le terme « locaux à pollution spécifique » désigne les locaux dans lesquels des substances dangereuses ou gênantes sont émises sous forme de gaz, vapeurs, aérosols solides ou liquides autres que celles qui sont liées à la seule présence humaine ainsi que locaux pouvant contenir des sources de micro-organismes potentiellement pathogènes et locaux sanitaires.

Dans les locaux à pollution spécifique, les concentrations moyennes en poussières totales et alvéolaires de l'atmosphère inhalée par un travailleur, sont évaluées sur une période de huit heures.

L'article R. 4222-10 du Code du Travail précise les seuils à ne pas dépasser pour ces deux catégories :

- Poussières inhalables : 10 mg/m³ d'air ;
- Poussières alvéolaires : 5 mg/m³ d'air.

VII.A.2 Cas spécifique des carrières

Le décret n°2013-797 du 30 août 2013, précise que pour le cas spécifique des mines et carrières, la concentration moyenne limite en poussières alvéolaires inhalée par un travailleur (valeur de 5 mg/m³), s'applique également aux lieux de travail se trouvant à l'extérieur.

VII.B Installations électriques

À la suite de la modification de la réglementation relative aux installations électriques, le Code du Travail établit les dispositions applicables :

- Au maitre d'ouvrage pour la conception et la mise en œuvre initiale et la réalisation de nouvelles installations ou aux modifications apportées aux installations existantes ainsi qu'aux vérifications périodiques obligatoires ;
- Aux travailleurs indépendants ou aux employeurs exerçant directement une activité annexe sur le site de la carrière ;
- Aux habilitations.

VII.C Eclairage, insonorisation et ambiance thermique

Le Code du Travail fixe les règles pour :

- Les locaux de travail et de leurs dépendances, notamment les passages et les escaliers ;
- Les espaces extérieurs où sont réalisés des travaux permanents ;
- Les zones et voies de circulation extérieures empruntées durant les heures de travail.

En termes d'insonorisation, les locaux dans lesquels doivent être installés des équipements de travail susceptibles d'exposer les travailleurs à un niveau d'exposition sonore quotidienne supérieure à 85 dB(A) doivent respecter, à la conception, des règles techniques permettant de limiter la réverbération du bruit sur les parois.

Concernant l'ambiance thermique, l'employeur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des travailleurs contre le froid et les intempéries.

VII.D Postes de travail

Les dispositions du Code du Travail, relatives à l'aménagement des postes de travail, portent sur :

- Le dimensionnement des locaux et de l'espace libre au poste de travail ;
- Les conditions d'effectifs pour lesquelles un local destiné aux premiers secours est obligatoire ;
- Les obligations en matière de signalisation de santé et de sécurité ;
- Les postes de travail extérieurs ;
- La mise à disposition de boissons et de sièges ;
- L'accès aux travailleurs handicapés aux différents postes de travail, aux sanitaires et au local de restauration.

VII.E Installations sanitaires, restauration et hébergement

En matière d'installations sanitaires, les obligations du Code du Travail imposent aux maîtres d'Ouvrage de mettre à la disposition des travailleurs les moyens d'assurer leur propreté individuelle, notamment des vestiaires, des lavabos, des toilettes et, le cas échéant, des douches.

Sur le site de la carrière, le personnel disposera :

- D'un local réservé au personnel ;
- D'eau potable (eau en bouteilles) ;
- De sanitaires.

VIII. SECURITE DU PERSONNEL

VIII.A Mesures générales

Le maître d'ouvrage désigne une personne chargée de faire respecter les obligations réglementaires en matière de sécurité, d'hygiène et de santé du personnel.

Par ailleurs, la carrière sera exploitée de manière à respecter :

- Une bande horizontale non exploitée de 10 mètres en bordure de l'exploitation ;
- Une hauteur moyenne de 3 mètres hors d'eau pour les fronts de taille.

Conformément au Code du Travail, le personnel disposera et portera sur le site les équipements de protection individuelle (gants, lunettes, chaussures de sécurité, équipements anti-bruit, si nécessaire, ceintures de sûreté et longes).

Les coordonnées des organismes de sécurité publique auxquels il peut être fait appel en cas d'accident sont affichées de manière visible et permanente aux endroits appropriés (locaux du personnel, bureaux, atelier).

Des moyens d'intervention et de premiers secours sont disponibles sur le site :

- Une trousse à pharmacie pour les soins de première urgence ;
- Une ligne téléphonique pour alerter les secours le cas échéant.

VIII.B Sécurité des lieux de travail

Le Code du Travail précise les dispositions permettant de garantir la sécurité des travailleurs et notamment en ce qui concerne :

- Les voies de circulation et les accès ;
- Les quais et rampes de chargement ;
- L'aménagement des lieux et postes de travail ;
- La maintenance, l'entretien et la vérification des installations présentes sur le site ;
- La signalisation ;
- Etc.

VIII.C Circulation des engins et du personnel

Le Code du Travail impose également, parmi d'autres mesures, la mise en place des éléments suivants :

- L'établissement d'un dossier de prescriptions définissant, entre autres, les règles de circulation ;
- L'établissement d'un plan de circulation ;
- La vérification et l'entretien périodiques des engins ;
- La vérification des dispositifs techniques de sécurité sur les engins (avertisseur de recul, …) ;
- La vérification de l'aménagement des pistes de circulation (pente inférieure à 20%, …) ;
- La mise en place d'une signalisation appropriée et lisible sur le site ;
- Etc.

VIII.D Risques de chute

Ce chapitre concerne tous les travaux ou installations où une personne est susceptible de faire une chute de plus de 2 mètres de hauteur.

Les dispositions du Code du Travail précise le choix et l'utilisation des équipements de travail permettant l'accès et le séjour à des postes de travail en hauteur.

La prévention des chutes du personnel sera assurée par une information régulièrement renouvelée, concernant l'usage et les conditions d'utilisation des matériels roulants, les règles de circulation, les consignes de sécurité passive et active mis en place sur les engins et les équipements de travail.

Le risque de chute sera principalement lié aux travaux en bord de front de fouille, et sur les installations de traitement de matériaux. Le personnel sera régulièrement informé du risque.

Il convient également de rappeler que l'exploitant respectera les distances réglementaires et les dispositifs de sécurité en matière d'aménagement des pistes en bordure des fronts d'exploitation.

VIII.E Risques d'incendie

Les mesures de lutte contre les incendies seront conformes aux prescriptions retenues par les articles 3 et 12 à 14 du Code du Travail concernant les risques d'incendies.

Les moyens de prévention pour les risques d'incendie seront principalement liés à l'interdiction :

- De tout brûlage ;
- De fumer lors du ravitaillement et à proximité de zones végétalisées.

Les moyens à la disposition de l'exploitant contre un éventuel sinistre se composeront :

- D'un plan de secours incendie ;
- D'extincteurs contrôlés annuellement en nombre suffisant dans chaque engin, au niveau des installations et du local du personnel ;
- Du maintien du libre accès du site aux secours ;
- D'une réserve d'eau ;
- De consignes spécifiques ;
- D'une formation du personnel aux moyens de lutte contre l'incendie.

VIII.F Installations dangereuses, équipements de travail

Les installations de traitement des matériaux doivent comprendre des aménagements spécifiques destinés à assurer la sécurité du personnel :

- Des protections passives adaptées sur les équipements travail : protections sur les zones présentant des risques d'entraînement ou d'arrachement ;
- Des protections actives adaptées sur les équipements de travail : arrêts d'urgence, …
- Des moyens de protection collective : passerelles munies de garde-corps, …

Le cas échéant, les appareils de levage et de manutention porteront l'indication du poids maximum qu'ils peuvent soulever ou déplacer. Ils sont munis de freins ou toute autre disposition permettant leur immobilisation immédiate.

Aucune installation de traitement des matériaux ne sera acheminée sur le site d'exploitation. Les matériaux seront traités au droit d'une installation spécifique localisée à proximité de la zone d'exploitation, faisant l'objet d'un arrêté préfectoral dissocié.

VIII.G Risques d'explosion

L'exploitation de la carrière de Courdan n'impliquera pas l'utilisation d'explosif.

VIII.H Intervention d'entreprises extérieures

L'intervention d'entreprises extérieurs est réglementée par le titre Ier du Livre V de la partie SST du Code du Travail.

En cas d'intervention d'entreprises extérieures, les dispositions suivantes devront être respectées :

- Déclaration à la DREAL de toutes les entreprises extérieures amenées à intervenir sur le site ;
- Communication de l'ensemble des consignes de sécurité et des dossiers de prescriptions ;
- Etablissement d'un plan de prévention ou permis de travail spécial.

Avant leur intervention, les entreprises extérieures indiquent à l'exploitant :

- La date et la durée prévisible de leur intervention ;
- Le nombre des personnes affectées aux travaux à réaliser ;
- Le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention ;
- L'identification des travaux sous-traités et les noms et références des sous-traitants correspondants.

VIII.I Risques de noyade

L'exploitation sera réalisée en eau. La nappe d'accompagnement du Rhône mise à nu forme un plan d'eau au droit de la zone d'extraction sur une hauteur de l'ordre de 10 à 11 mètres selon la saison.

Les moyens de prévention sont les suivant :

- Une signalisation adaptée (panneau d'interdiction, risque de noyade, …) ;
- Des consignes spécifiques ;
- Une formation du personnel aux premiers secours ;
- La présence d'une bouée en périphérie des zones en eau.

VIII.J Risques électriques

L'intervention d'entreprises extérieurs est réglementée par le titre Ier du Livre V de la partie SST du Code du Travail.

La carrière et les locaux sont reliés au réseau électrique.

Les moyens de prévention seront les suivant :

- Le personnel étant amené à travailler sur les installations électriques devront être titulaires d'habilitation spécifiques à ce type de travaux ;
- Des consignes spécifiques seront disponibles pour chaque installation ;
- Des contrôles réguliers seront réalisés sur les installations électriques ;

- Des dispositifs d'arrêt d'urgence seront installés sur toutes les installations électriques ;
- L'ensemble des appareils électriques et des câbles présentera un niveau d'isolement conformément à la réglementation ;
- Une formation du personnel aux premiers secours.

IX. SANTE DU PERSONNEL

Le livre IV « Risques d'expositions particuliers » de la partie SST du Code du Travail précise les dispositions à mettre en œuvre pour garantir la santé du personnel.

En application de l'article L.4111-4 du Code du Travail, les dispositions de la partie SST sont complétées par le décret n°2013-797 du 30 août 2013.

IX.A Mesures générales

Elles comprennent :

- Des équipements individuels pour le personnel, (gants, lunettes, chaussures de sécurité, équipements anti-bruit, si nécessaire, ceintures de sûreté et longes) ;
- Des équipements spécifiques conformes aux règlements en vigueur pour les engins (cabines renforcées, arceaux de sécurité, ceintures de sécurité) ;
- Des engins et véhicules conformes aux règlements en vigueur ;
- Une protection des pistes et voies d'accès aux chantiers, par la mise en place d'un merlon de protection implanté en bordure pour éviter tout risque de chute ;
- Le port du casque obligatoire ;
- Une signalisation des voies de circulation par la mise en place de panneaux spécifiques ;
- Une protection incendie avec la mise à disposition d'extincteurs ;
- Une organisation des secours et du sauvetage ;
- Etc. ...

IX.B Mesures particulières liées aux poussières

Les mesures particulières liées à l'empoussiérage sont édictées par le décret n°2013-797 du 30 août 2013. A cet effet, diverses dispositions sont prises au niveau :

- Des poussières inhalables ;
- Des poussières alvéolaires siliceuses ;
- Du personnel ;
- De la prévention ;
- De la formation et l'information du personnel.

IX.B.I Les poussières totales ou inhalables

Le terme « poussière totale ou inhalable » désigne toute particule solide dont le diamètre aérodynamique est inférieur ou égal à 100 µm ou dont la vitesse limite de chute, dans les conditions normales de température, est inférieure ou égale à 0,25 mètre par seconde.

L'objectif fixé est de rester en dessous d'une valeur de concentration de 10 mg/m^3.

Après une évaluation initiale, des objectifs de concentrations moyennes en poussières inhalables doivent être définis tous les ans dans l'atmosphère des lieux de travail de l'exploitation.

Ces objectifs sont fixés après avoir recueilli l'avis du médecin du travail. La concentration moyenne de poussières inhalables doit être la plus basse pouvant être raisonnablement atteinte.

Les quantités de poussières inhalables dans l'atmosphère des lieux de travail sont évaluées par la concentration moyenne, exprimée en mg/m^3 d'air, sur une période de 8 heures.

Ces analyses, sont effectuées tous les cinq ans, et complétées par :

- Des objectifs de concentrations moyennes en poussières inhalables ;
- Des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs définis.

La station ATMO la plus proche est la station de Chambéry Pasteur, localisée à environ 21 km au Sud – Est du site. Les concentrations moyennes mesurées au droit de cette station sont synthétisées dans le tableau ci-après.

Polluant	Année				
	2018	2019	2020	2021	2022
Dioxyde d'azote (µg/m³)	20,6	20,2	17,6	17,4	16,7
Monoxyde d'azote (µg/m³)	-	5,8	6,1	5,4	5,5
Ozone (µg/m³)	47,9	49	43,8	43,1	49,1
Particules PM10 (µg/m³)	14,8	13,3	12,5	15,2	16,7
Particules PM2,5 (µg/m³)	10,6	9	8,7	10,6	11

Tableau 1 : Concentrations moyennes des polluants sur la période 2018 - 2022 sur la station de Chambéry Pasteur

Le secteur d'étude peut être considéré en zone peu polluée en ce qui concerne les différents paramètres analysés.

IX.B.2 Les poussières alvéolaires siliceuses

Les poussières alvéolaires siliceuses désignent la fraction des poussières inhalables susceptibles de se déposer dans les alvéoles pulmonaires (0/10 µm).

En cas de risque d'exposition à la silice cristalline pouvant être contenue dans l'atmosphère des lieux de travail (intérieurs et extérieurs), l'exploitant doit procéder régulièrement à la mesure du taux d'exposition des travailleurs.

Concernant l'exposition à la silice cristalline, les mesures doivent être réalisées par un organisme accrédité au moins une fois par an ou lors de tout changement susceptible d'entraîner des conséquences directes sur l'exposition des travailleurs (articles R.4412-1 et suivants du Code du Travail).

Les Valeurs Limites d'Exposition Professionnelles (VLEP) à ne pas dépasser sur le lieu de travail du personnel sont définies à l'article R.4412-149 du Code du Travail :

- VLEP quartz : 0,1 mg/m³ ;
- VLEP cristobalite : 0,05 mg/m³ ;
- VLEP tridymite : 0,05 mg/m³.

Conformément à l'article R.4412-154 du Code du Travail, lorsque l'évaluation des risques met en évidence la présence simultanée de poussières alvéolaires contenant de la silice cristalline et d'autres poussières alvéolaires non silicogènes, la VLEP correspondant au mélange est fixée par la formule suivante :

$$Cns/Vns + Cq/0,1 + Cc/0,05 + Ct/0,05 \leq 1$$

Avec :

- Cns représente la concentration en poussières alvéolaires non silicogènes en mg/m³,
- Vns la valeur limite de moyenne d'exposition pour les poussières alvéolaires sans effet spécifique (5 mg/m³),
- Cq, Cc et Ct les concentrations respectives en quartz, cristobalite et tridymite en mg/m³.

Des mesures seront réalisées régulièrement dans le cadre de l'exploitation du site.

IX.B.3 Le personnel

Un dossier de prescriptions rassemble les documents nécessaires pour communiquer au personnel intéressé, de façon pratique et opérationnelle, les instructions qui le concerne, notamment :

- Les règles de conduite pour limiter la mise en suspension des poussières dans l'atmosphère des lieux de travail ;
- Les conditions, d'une part de la bonne efficacité des moyens propres à éviter la mise en suspension des poussières dans l'atmosphère des lieux de travail, d'autre part de la vérification périodique de cette efficacité.

Toute personne exposée aux poussières est informée :

- Des risques présentés par les poussières alvéolaires siliceuses, ainsi que des moyens mis en œuvre pour l'en prémunir ;
- Des méthodes de travail qui entraînent les plus faibles expositions aux poussières ;
- De l'utilité des mesures de l'empoussiérage de l'atmosphère des lieux de travail.

Cette information est actualisée en tant que de besoin et notamment en cas de modification de la fonction de travail.

IX.B.4 Prévention des poussières

Les sources d'émission de poussières tant silicogènes que non silicogènes doivent être identifiées et des moyens propres à éviter les émissions de poussières dans les lieux de travail devront être mis en œuvre.

Ces moyens feront l'objet de vérifications périodiques dont les résultats sont reportés dans le document unique d'évaluation prévu par l'article R.4121-1 du Code du Travail et tenu à la disposition de l'agent exerçant les missions d'inspection du travail.

En complément de l'article R.4412-28 du Code du Travail, des mesures de prévention et de protection propres à assurer la protection des travailleurs sont prises immédiatement par l'employeur en cas de dépassement de la valeur limite d'exposition professionnelle fixée à l'article R.4412-154 du Code du Travail.

Pour la réduction des émissions de poussières inhalables dans l'atmosphère des lieux de travail, différentes dispositions spécifiques seront prises et notamment :

- L'arrosage des surfaces où se constituent des dépôts (l'aspersion des pistes) ;
- Le maintien des cabines propres en fermant les portes et fenêtres ;
- La limitation de la vitesse de circulation.

Les préoccupations en matière de prévention des poussières sont prises en compte dès la phase de conception du projet. En tout état de cause, les moyens préventifs sont mis en place avant le début des travaux.

Lorsque l'empoussiérage constaté dépasse l'empoussiérage de référence de la zone géographique concernée, le travail y est interdit si aucune mesure n'est immédiatement mise en œuvre pour y remédier.

L'efficacité des mesures prises est vérifiée par un nouveau contrôle de l'empoussiérage, le plus rapidement possible, dans un délai maximal d'un mois.

Pour l'application des dispositions de l'alinéa précédent, l'empoussiérage constaté peut être divisé par 1,5 lorsqu'un dispositif de protection individuelle à ventilation forcée, dont le rendement d'épuration en service normal est au moins égal à 50 %, est porté en permanence sur le lieu de travail.

IX.C Mesures particulières liées au bruit

Les exigences de la réglementation (art. R.4431-1 et suite du nouveau Code du Travail) sont basées sur la comparaison de l'exposition sonore du salarié à différents seuils. Si les seuils sont dépassés, des actions doivent être entreprises.

L'exposition est évaluée à partir de deux paramètres :

- L'exposition « moyenne » sur 8 heures (notée LEx, 8h) ;
- Le niveau de bruit impulsionnel maximal dit « niveau crête » (noté Lp,c).

Les deux paramètres sont comparés à trois seuils :

- La Valeur d'Exposition Inférieure (VEI) déclenchant l'action, seuil le plus bas déclenchant les premières actions de prévention ;
- La Valeur d'Exposition Supérieure (VES) déclenchant l'action. C'est le second seuil pour lequel des actions correctives doivent être mises en œuvre ;
- La Valeur Limite d'Exposition (VLE) qui ne doit être dépassé en aucun cas. Elle prend en compte l'atténuation du bruit apporté par les protections individuelles.

Le tableau suivant synthétise les valeurs retenues pour chacun des paramètres.

Seuils	Paramètres	Valeur retenue (art. 4431-2 Code du Travail)
*Valeur d'Exposition Inférieure déclenchant l'action préventive (VEI)**	Exposition moyenne (LEx, 8h)	80 dB(A)
	Niveau de crête (Lp, c)	135 dB(A)
*Valeur d'Exposition Supérieure déclenchant l'action corrective (VES)**	Exposition moyenne (LEx, 8h)	85 dB(A)
	Niveau de crête (Lp, c)	137 dB(A)
*Valeur Limite d'Exposition (VLE)**	Exposition moyenne (LEx, 8h)	87 dB(A)
	Niveau de crête (Lp, c)	140 dB(A)

* : sans prise en compte des protections individuelles contre le bruit

Les résultats obtenus sont regroupés dans le tableau suivant (niveaux en dB(A)).

L'évaluation des niveaux sonores des personnels sera effectuée tous les ans. Les résultats seront archivés pendant 10 ans et sont tenus à la disposition :

- Des personnes exposées ;
- Du médecin du travail ;
- De l'inspection du travail ;
- Des agents de services de prévention des organismes de sécurité sociale ;
- Des représentants des organismes professionnels d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail.

La méthode de mesurage, définie dans un document spécifique, repose sur le principe de mesurage indirect, à l'aide d'un sonomètre intégrateur agréé. Tous les postes devront être conformes à la Valeur Limite d'Exposition. Le port de protections auditives est obligatoire pour les différents opérateurs (installation de traitement des matériaux, …)

Concernant les conducteurs de engins de chantier (tombereaux, chargeur, pelle), le port de protections auditives n'est pas obligatoire, si le niveau de crête est respecté. Des protections auditives seront cependant mises à disposition du personnel et utilisées, le cas échéant.

IX.D Mesures particulières liées aux vibrations

Le titre IV « Prévention des risques d'exposition aux vibrations mécaniques » du Livre IV de la partie SST du Code du Travail précise les différentes prescriptions à mettre en œuvre et concernent notamment :

- Les principes de prévention ;
- Les Valeurs Limites d'Exposition ;
- L'évaluation des risques ;
- Les mesures et les moyens de prévention ;
- La formation et l'information du personnel ;
- Une surveillance médicale.

Conformément au décret n°2013-797 du 30 août 2013, les résultats de l'évaluation des risques dus à l'exposition aux vibrations mécaniques sont rassemblés dans un dossier de prescriptions spéciales précisant les dispositions à prendre vis-à-vis de ce risque.

L'arrêté du 6 juillet 2005 pris pour l'application des articles R. 231-118, R. 231-120 et R. 231-121 du Code du Travail précise le mode de détermination des paramètres physiques caractérisant l'exposition aux vibrations.

Il existe deux types d'exposition :

- Les vibrations transmises aux mains et aux bras. Ce type de vibration mécanique peut entraîner des troubles vasculaires, des lésions ostéo-articulaires ou des troubles neurologiques ou musculaires ;
- Les vibrations transmises à l'ensemble du corps. Ce type de vibration peut entraîner des lombalgies et des microtraumatismes de la colonne vertébrale.

Les Valeurs Limites d'Exposition et les Valeurs d'Exposition déclenchant une action de prévention sont définies dans le tableau suivant.

Seuils	Niveau d'exposition
Valeur Limite d'Exposition	Exposition journalière aux vibrations mécaniques, rapportée à une période de référence de 8h : 5m/s² pour les vibrations aux mains et bras 1,15 m/s² pour les vibrations à l'ensemble du corps
Valeurs d'exposition déclenchant les actions de prévention suivantes : ***Un programme de mesures techniques ou organisationnelles visant à réduire au minimum l'exposition aux vibrations ;*** ***Une surveillance médicale renforcée.***	Exposition journalière aux vibrations mécaniques, rapportée à une période de référence de 8h : 2,5m/s² pour les vibrations aux mains et bras 0,5 m/s² pour les vibrations à l'ensemble du corps

L'exposition aux vibrations mécaniques sera contrôlée dès la mise en fonctionnement de la carrière.

IX.E Moyens de secours, d'information et de prévention

Les différentes mesures, précisées aux paragraphes précédents, sont complétées par la mise en place de moyens de secours, d'information et de prévention avec :

- Un affichage des coordonnées des principaux services publics et administratifs :
  - D.R.E.A.L. ;
  - Inspecteur du travail ;
  - Mairie de Murs-et-Gélignieux ;
  - Gendarmerie ;
  - Pompiers ;
  - SAMU, ambulance, … ;
  - Médecins (au moins 2), …
- Un affichage portant sur les matériels de prévention et d'extinction avec :
  - Les matériels d'extinction et de prévention incendie ;
  - Le matériel de premier secours et de sauvetage.
- Des moyens de premiers secours qui sont constitués a minima d'une trousse à pharmacie ;
- Une politique de prévention en matière d'hygiène et sécurité du travail ;
- Une surveillance médicale du personnel assurée par la médecine du travail dans le cadre des visites annuelles et des aptitudes liées au bruit et à l'empoussiérage.

X. VERIFICATIONS TECHNIQUES

Les divers équipements présents sur le site feront l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés :

- Les véhicules utilisés seront contrôlés périodiquement ;
- Les accessoires de lavage seront contrôlés tous les ans ;
- Les engins de levage feront l'objet de vérifications bisannuelles avec certificat de conformité ;
- Les appareils à pression (compresseurs par exemple) font l'objet de vérifications et d'épreuves périodiques réglementaires avec certificat de conformité ;
- Les installations électriques seront vérifiées et contrôlées annuellement conformément aux dispositions du Code du Travail ;
- Les équipements de protection individuelle et les équipements de travail seront contrôlés et remplacés si nécessaire ;
- Le matériel incendie sera vérifié chaque année.

Ces divers contrôles et vérifications sont consignés sur différents registres qui sont tenus à la disposition de l'administration (inspecteurs des installations classées).

XI. SECURITE PUBLIQUE

Dans le cadre des mesures propres à la sécurité publique, il est prévu en complément des dispositions précitées :

- Une information à tous les riverains du site de l'exploitation sur :
  - Le périmètre d'exploitation ;
  - La durée des travaux ;
  - Les horaires de travail ;
  - etc...
- L'implantation de panneaux de signalisation permettant d'indiquer :
  - Les dangers éventuels (circulation, engins) ;
  - Les interdictions d'accès à toute zone réputée dangereuse ;
  - L'identité de l'exploitant et la référence de l'autorisation préfectorale (panneau situé à l'entrée) ;
  - L'interdiction d'accès au site à toute personne non autorisée.
- La matérialisation de l'interdiction d'accès aux zones dangereuses par des obstacles empêchant toute progression des tiers (merlons, talus, fossés, clôtures, etc.) ;
- Une organisation des secours et du sauvetage ;
- Une lutte contre les poussières par l'humidification des pistes de roulage par un arrosage préventif permettant de limiter de manière significative l'envol des poussières.

XII. PLAN D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT SUR LE SITE

XII.A Numéro d'appel d'urgence

Les principaux numéros d'appel d'urgence sont les suivants :

- SAMU : 15 ;
- Pompier : 18 ;
- Police : 17 ;
- EDF : 0 810 333 776 ;
- GDF : 0 800 473 333 ;
- Numéro d'urgence Européen : 112 ;
- Centre antipoison de Lyon : 04 72 11 69 11 ;
- Centre antipoison de Paris : 01 40 05 48 48 ;
- Centre antipoison de Bordeaux : 05 56 96 40 80.

XII.B Consignes en cas d'accident

Les consignes en cas d'accident sont les suivantes :

- Protéger la victime ;
  - Supprimer le danger de manière permanente et sans risques ;
  - Isoler la zone dangereuse de manière permanente et sans risques ;
  - Soustraire la victime de la zone dangereuse et sans risques ;
  - Interdire l'accès à la zone dangereuse et alerter les secours spécialisés.
- Examiner et rechercher les signes qui indiquent que la vie de la victime est menacée ;
  - La victime saigne-t-elle abondamment ?
  - La victime s'étouffe-t-elle ?
  - La victime est-elle consciente ?
  - La victime respire-t-elle ?
- Alerter les secours (SAMU ou Pompiers) ;
- Décrire l'alerte ;
  - Nom et adresse de l'entreprise ;
  - Nature de l'accident ;
  - Nombre de victimes ;
  - L'état de la (des) victimes(s) ;
  - Laisser un numéro de téléphone ;

- Consignes ;
  - Ne pas raccrocher le premier ;
  - S'assurer que l'alerte a bien été donnée ;
  - Envoyer une personne aux devant des secours.
- Secourir ;
  - Prévenir un Sauveteur Secouriste du Travail (SST) ;
  - Ne jamais laisser une victime sans surveillance.

XII.C Consignes en cas d'incendie

Les consignes en cas d'incendie sont les suivantes :

- Alerter les secours (SAMU ou Pompiers) ;
- Message d'alerte ;
  - Nom et adresse de l'entreprise ;
  - Type de problème ;
  - Localisation précise du sinistre ;
  - Nombre de victimes ;
  - L'état de la (des) victimes(s) ;
  - Laisser un numéro de téléphone ;
- Consignes ;
  - Ne pas raccrocher le premier ;
  - S'assurer que l'alerte a bien été donnée ;
  - Envoyer une personne aux devant des secours.
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
  - Intervention immédiate sur un début d'incendie en utilisant les moyens d'extinction disponibles (extincteur, …) ;
  - Diriger le jet d'extinction vers la base des flammes ;
  - Ne jamais mettre sa vie en danger ;
  - Pour un feu de gaz, fermer préalablement les vannes en se protégeant les mains.
- Informations sur les extincteurs ;

Classes de feux	Agents d'extinction préconisés	Distances d'attaque
Classe A (Feux de matériaux solides : bois, papiers, cartons)	Eau (Poudre ABC)	Eau : 1,5 m Poudre ABC : 3,5 m
Classe B (Feux de solides liquéfiables ou de liquides (huiles, essences)	CO_2 (Poudre ABC)	CO_2 : 1 m Poudre ABC : 3,5 m
Classe C (Feux de Gaz)	CO_2 (Poudre ABC)	Poudre ABC : 3,5 m
Classe F (Feux liés aux auxiliaires de cuisson : huiles, graisses)	Etouffement en couvrant ou CO_2	CO_2 : 1 m
Feu électrique	CO_2	CO_2 : 1 m

- Règles d'évacuation ;
- A l'audition de l'alerte, fermer les portes et les fenêtres sans les verrouiller ;
- Emprunter calmement les issues de secours ;
- Se diriger vers le point de rassemblement.
- Consignes ;
  - Se baisser pour ne pas inhaler de la fumée ;
  - Ne pas revenir en arrière ;
  - Vérifier que personne ne manque, sinon attendre les secours et les informer de la disparition.

XIII. EFFETS SUR LA SANTE

Comme précisé dans le volet « effets sur la santé », relative à l'analyse des effets sur la santé, le fonctionnement de la carrière n'induira pas d'effets potentiels sur la santé du personnel.

Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

Avis délibéré de la mission régionale d'autorité environnementale sur l'extension d'une carrière de roche alluvionnaire, au lieu-dit "Courdan", par la société CARRIERES MBTP sur la commune de Murs-et-Gelinieux (01)

Avis n° 2025-ARA-AP-1823

Avis délibéré le 7 mars 2025

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), a décidé dans sa réunion collégiale du 18 février 2025 que l'avis sur l'extension d'une carrière de roche alluvionnaire, au lieu-dit "Courdan" sur la commune de Murs-et-Gelinieux (01) serait délibéré collégialement par voie électronique entre le 3 et le 7 mars 2025.

Ont délibéré : Pierre Baena,, Marc Ezerzer, Jeanne Garric, Anne Guillabert, Yves Majchrzak, François Munoz, Muriel Preux, Emilie Rasooly, Catherine Rivoallon-Pustoc'h et Véronique Wormser.

En application du règlement intérieur de la MRAe en date du 13 octobre 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

***

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie le 9 janvier 2025, par les autorités compétentes pour délivrer l'autorisation du projet, pour avis au titre de l'autorité environnementale.

Conformément aux dispositions du II de l'article R. 122-7 du code de l'environnement, l'avis doit être fourni dans le délai de deux mois.

Conformément aux dispositions du même code, les services de la préfecture de l'Ain, au titre de ses attributions dans le domaine de l'environnement, et l'agence régionale de santé ont été consultées et ont transmis leurs contributions en dates respectivement du 19 décembre 2023 et du 15 décembre 2023.

La Dreal a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis. Sur la base de ces travaux préparatoires, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Pour chaque projet soumis à évaluation environnementale, l'autorité environnementale doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public.

Cet avis porte sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. L'avis n'est donc ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent.

Le présent avis est publié sur le site internet des MRAe. Conformément à l'article R. 123-8 du code de l'environnement, il devra être inséré dans le dossier du projet soumis à enquête publique ou à une autre procédure de consultation du public prévue par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Conformément à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le présent avis devra faire l'objet d'une réponse écrite de la part du maître d'ouvrage qui la mettra à disposition du public par voie électronique au plus tard au moment de l'ouverture de l'enquête publique prévue à l'article L. 123-2 ou de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L. 123-19.

Synthèse

La carrière alluvionnaire de Murs-et-Gélinieux (01), implantée en bordure du Rhône au lieu-dit « Courdan », a été mise en exploitation en 2013. La société Carrières MBTP était autorisée à y exploiter des matériaux alluvionnaires jusqu'en mars 2024, mais depuis l'automne 2021 ce gisement est épuisé. La société souhaite étendre le site dans son prolongement est, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de 7,33 hectares. Les terrains intégrés au projet d'extension sont exclusivement agricoles. Le hameau de Trémurs situé au nord-est du projet, présente des premières habitations à moins de 100 m des limites de propriété du site projet.

La demande d'autorisation d'exploiter est formulée pour une durée de 15 ans avec une capacité d'exploitation moyenne annuelle de 60 000 tonnes de granulats, légèrement supérieure à l'actuelle. Le pétitionnaire prévoit que l'exploitation de l'extension soit conduite selon la même méthode d'extraction, à savoir une extraction en eau, puis un traitement hors site sur la plateforme dédiée existante de Bregnier-Cordon, également exploitée par la société Carrières MBTP. La grande nouveauté du projet réside dans la saisonnalité de l'exploitation, limitée à 6,5 mois de l'année, et fruit d'une concertation amont menée avec la commune et les riverains. Le projet de remise en état prévoit un remblayage complet du carreau d'exploitation à l'avancée, à partir de déchets inertes, et une restitution des terrains à vocation agricole.

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- la ressource en eau
- les milieux naturels et la biodiversité ;
- le cadre de vie des riverains et leur santé ;
- l'impact paysager
- le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre.

Le dossier permet une bonne compréhension du projet et de ses impacts. Les études et documents fournis en annexe fournissent des éléments d'analyse approfondie du projet. Certaines thématiques doivent cependant être mieux exposées voire prises en compte, notamment en ce qui concerne :

- la justification du projet, du rythme d'exploitation demandé et la quantification de l'activité de recyclage de la société,
- les retours d'expérience et le résultat des suivis actuellement en place sur la carrière autorisée,
- l'impact résiduel sur les milieux naturels et la biodiversité jugé faible sur certaines espèces protégées qui nécessite de renforcer les mesures d'évitement et de réduction des incidences sur la biodiversité ou, à défaut, de définir des mesures de compensation,
- les mesures mises en place pour limiter le risque de pollution chronique de la nappe par les déchets mis en remblaiement,
- - la justification de l'absence d'impact lié aux émissions sonores sur la santé des riverains,
- - les émissions de gaz à effet de serre générés par le projet, et leur compensation;
- l'impact éventuel de la carrière en phase d'exploitation sur la tenue de la digue de la CNR dans toutes les situations et notamment en cas de crue du Rhône.

L'ensemble des recommandations de l'Autorité environnementale est présenté dans l'avis détaillé.

Avis

1. Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

1.1. Contexte et présentation du projet

La carrière alluvionnaire de Murs-et-Gélinieux (01), implantée en bordure du Rhône au lieu-dit « Courdan », a été mise en exploitation en 2013. La société Carrières MBTP était autorisée à y exploiter des matériaux alluvionnaires jusqu'en mars 2024, mais depuis l'automne 2021 ce gisement est épuisé.

La société souhaite étendre le site dans son prolongement est, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de 7,33 hectares. Les terrains intégrés au projet d'extension sont exclusivement agricoles et sont traversés par un cours d'eau dénommé « La Janotte ».

L'environnement proche du site se caractérise par la présence :

- de la route départementale n°992 et du Rhône au sud ;
- d'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'ouest ;
- de bâtiments agricoles, de champs et de boisements au nord ;
- du hameau de Trémurs et de champs à l'est.



Figure 1: photographie aérienne de la carrière (source : dossier)

La demande d'autorisation d'exploiter est formulée pour une durée de 15 ans, réaménagement compris, avec une capacité d'exploitation légèrement supérieure à l'actuelle (demande pour une capacité moyenne annuelle de 60 000 tonnes de granulats à comparer au rythme moyen annuel de 55 600 tonnes sur 2019 et 2020, et demande d'une capacité maximale annuelle[1] de 70 000 tonnes au lieu de 60 000 tonnes actuellement).

Le pétitionnaire prévoit que l'exploitation de l'extension soit conduite selon la même méthode d'extraction que l'actuelle carrière, à savoir une extraction en eau jusqu'à la cote limite d'extraction de 201 m NGF[2]. En revanche, les opérations d'extraction se dérouleront désormais de septembre à mars afin de réduire l'impact du projet sur les riverains et sur les espèces animales et végétales. Cette mesure peu commune implique une organisation technique et logistique particulière pour l'exploitant, et est le fruit d'une concertation amont menée avec la commune et les riverains.

Le projet ne prévoit aucun traitement de matériaux sur place. Les matériaux extraits seront emportés et traités sur une plateforme dédiée existante, exploitée également par la société Carrières MBTP et située sur la commune limitrophe de Bregnier-Cordon. Le dossier indique que cette plateforme accueille les matériaux[3] des carrières de Courdan (01) (jusqu'en septembre 2021), de Mongelaz (01), de Champagneux (73) et de La Balme (73) en plus de déchets du BTP à recycler.

Le projet de remise en état prévoit un remblayage complet du carreau d'exploitation à partir de déchets inertes, la reconstitution du lit du cours d'eau La Janotte et une restitution des terrains à vocation agricole.

1.2. Procédures relatives au projet

Le projet est soumis à autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, il fait l'objet d'une évaluation environnementale préalablement à une enquête publique. Le présent avis est rendu dans ce cadre, sur la version du dossier et les compléments reçus par l'Autorité environnementale le 9 janvier 2025.

1.3. Principaux enjeux environnementaux

Pour l'Autorité environnementale, les principaux enjeux du territoire et du projet sont :

- la ressource en eau
- les milieux naturels et la biodiversité ;
- le cadre de vie des riverains et leur santé ;
- l'impact paysager
- le changement climatique et les émissions de gaz à effet de serre;
- les inondations.

1 L'arrêté d'autorisation de 2013 ne fixe qu'une capacité maximale annuelle.
2 Les terrains du projet d'extension sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.
3 Les tonnages respectifs ne sont pas fournis.

2. Analyse de l’étude d’impact

2.1. Observations générales

Si le dossier traite et illustre les milieux physiques, naturels, humain et paysager avec qualité, un développement plus robuste est attendu sur les justifications du projet et les choix retenus en termes de rythme d’exploitation.

En outre, si le scénario de référence, sans réalisation du projet et donc sans reprise d'une exploitation sur un périmètre étendu à l'est, est bien décrit comme l'absence totale d'exploitation de la carrière et sa remise en état, certaines conclusions de l'étude d'impact (pour le trafic par exemple) comparent *in fine* les incidences du projet à l'exploitation telle qu'elle était jusqu'en 2021 et pas à celle sans projet.

Le résumé non technique de l’étude d’impact, comporte 23 pages, est clair, cohérent avec celle-ci et facilite la prise de connaissance du projet par le public. Il conviendra de le faire évoluer suite aux recommandations du présent avis.

2.2. Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l’environnement

Le dossier justifie de l’intérêt du projet en s’appuyant principalement sur la présence de clients à proximité de la carrière (zone de chalandise de 40 km) et sur la qualité des granulats alluvionnaires qualifiés de « matériaux nobles ». Ces deux arguments sont insuffisants pour justifier à eux seuls le projet.

Sur le premier point le dossier confond présence de clients et besoin local en granulats tel que défini par le schéma régional des carrières[4] (SRC – approuvé en décembre 2021). Il n’est ainsi pas démontré que le territoire du Scot du Bugey présentera un déficit en granulat primaire sur la période d’exploitation demandée en renouvellement. Depuis l’épuisement du gisement sur l’emprise actuelle de la carrière, la société MBTP a d’ailleurs réussi à s’approvisionner auprès d’autres sites de production pour satisfaire ses clients, sans plus de précision sur la localisation de ces sites. Le tableau de la page 58 de la note de présentation montre également que des demandes de renouvellement et d’extension sont en cours sur les carrières MBTP de Mongelaz et de Champagneux situées à proximité, ce qui nécessite une présentation de la stratégie d’ensemble de la société en termes de production de matériaux primaires à l’échelle locale.

Sur le deuxième point, la production de granulats alluvionnaires du site est destinée pour la majeure partie à la production de béton pour la construction. Or il est possible de fabriquer des bétons entièrement à partir de matériaux de carrière de roches massives, si ces derniers subissent une élaboration spécifique. La qualité des granulats alluvionnaires présente donc un intérêt économique sans pour autant en faire un matériau non substituable.

Le rythme d’exploitation demandé (60 000 t/an en moyenne), en augmentation par rapport au rythme actuel, n’est également pas suffisamment justifié dans le dossier. Il est difficile d’appréhender si la demande intègre suffisamment les principes de l’économie circulaire et de la diminution de consommation de granulats au profit de la revalorisation de déchets inertes. La société Carrières MBTP dispose d’une activité de recyclage des matériaux inertes issus du BTP mais le dossier n’en présente pas les tonnages. Il n'y a aucun bilan chiffré sur ces dernières années des quantités de matériaux primaires extraits et des quantités de matériaux produits issus de déchets

4 Les besoins futurs en matériaux neuf prennent en compte deux leviers : la sobriété et le recyclage

recyclés, ce qui empêche d'évaluer la pertinence de l'activité demandée en renouvellement. Ce bilan est nécessaire pour mieux appréhender et justifier, au regard des objectifs législatifs et transcrits dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD - approuvé le 19 décembre 2019), l'activité demandée en renouvellement. Le PRPGD fixe comme objectifs d'augmenter la part de déchets du BTP recyclés dans les carrières, les plates-formes de recyclage et sur les chantiers pour atteindre au global un taux de 37 à 52 % (selon les méthodes de calcul) de déchets inertes recyclés à l'horizon 2025.

L'Autorité environnementale recommande de justifier le rythme d'exploitation demandé en renouvellement, au regard :

- **du besoin local en granulats tel que défini par le SRC,**
- **de celui projeté par la société pour le recyclage de matériaux issus du BTP et des objectifs régionaux inscrits au PRPGD.**

Concernant le choix d'implantation du projet, un travail de prospection a été mené sur l'aire de chalandise de la carrière actuelle afin d'identifier des fonciers éligibles à l'étude d'un projet d'ouverture de carrière alluvionnaire. Une étude bibliographique a été réalisée afin de trouver des gisements alluvionnaires recensés par le BRGM[5] et les sites de reports issus du schéma régional des carrières. Plusieurs critères de non-sélection ont été appliqués comme la présence d'habitations à proximité du site, des problèmes de covisibilité ou l'incompatibilité avec les documents d'urbanisme. Quatre sites ont été identifiés dans l'analyse comme potentiellement favorables à l'accueil d'un projet de carrière selon les critères retenus, dont l'extension est de la carrière actuelle de Courdan.



Figure 2: variante retenue dans le cadre de l'extension de la carrière (source : dossier)

Un tableau comparatif des quatre scénarios selon des critères environnementaux est présent en page 62 de la note de présentation et leur localisation est cartographiée p 63. Compte tenu des enjeux biodiversité des scénarios 1 et 2 (Réserve Naturelle Nationale et ZNIEFF de type I), ces

5 Bureau de recherches géologiques et minières

sites n'ont pas été retenus pour la poursuite de l'activité extractive de la société MBTP. Le site n°4 présente l'avantage de se situer au droit d'une route départementale qui permettra de sécuriser l'insertion des futurs poids lourds sur le réseau routier périphérique, ce qui n'est pas le cas dans le scénario n°3. Il correspond également à l'extension de la carrière existante permettant des délais d'ouverture plus rapide que pour un nouveau site.

Enfin l'emprise du projet d'extension a été ajustée en fonction du contexte local (biodiversité, agriculture, présence de riverains, …) et des opportunités foncières. Pour limiter les impacts sur les habitants du hameau de Tremurs, une partie des terrains à l'est a été retirée de l'emprise du projet. L'emprise retenue est présentée sur la figure suivante.

2.3. État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, les réduire ou les compenser (mesures ERC)

Les impacts directs et indirects du projet en phase d'exploitation sont identifiés pour les différentes thématiques environnementales et sanitaires. Les mesures prévues pour les éviter ou les réduire sont présentées. Néanmoins les résultats des suivis et retours d'expérience sur l'efficacité des mesures ERC en place sur le périmètre actuel de la carrière de Courdan ne sont pas inclus dans le dossier. Leur absence nuit à l'établissement de l'état initial et à la définition des mesures ERC futures.

L'Autorité environnementale recommande d'inclure dans le dossier les retours d'expérience et le résultat des suivis des mesures ERC actuellement en place sur la carrière autorisée depuis 2013.

2.3.1. Ressource en eau

Le gisement à extraire est situé dans la nappe alluvionnaire du Rhône, masse d'eau stratégique pour l'alimentation en eau potable du SDAGE[6] Rhône Méditerranée. Le site n'est néanmoins pas directement situé dans un périmètre de protection d'un captage d'eau potable. L'état chimique de la nappe est bon d'après la station de mesure de la qualité des eaux souterraines de St-Genix-les-Villages. Plus spécifiquement, un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit de la future exploitation a été réalisé en avril 2023 sur de nombreux paramètres (liste p 32 et 34 de l'étude d'impact). Les valeurs mesurées respectent les valeurs limites de référence des eaux brutes du code de la santé publique.

Le remblaiement avec des déchets dits « inertes » qui fera suite à l'extraction se fera par immersion dans la nappe. Ainsi la qualité des déchets à stocker dans la nappe constitue un des principaux enjeux du dossier.

Le remblaiement en nappe sera réalisé à partir :

- de matériaux inertes issus de chantiers du BTP provenant de la plateforme de Brégnier-Cordon ;

- des matériaux stériles issus de la découverte.

Les matériaux inertes entrants, stockés en nappe et compactés à l'avancement, (volume annuel de 29 000 m^3 , soit environ 44 000 t/an), seraient préalablement mélangés afin d'obtenir un matériau de granulométrie et de perméabilité homogène, et de garantir des conditions optimales d'écoulement de la nappe. Un relevé du niveau piézométrique sera réalisé mensuellement au droit de l'ensemble des ouvrages composant le réseau de surveillance (10 piézomètres) pendant toute la durée de l'exploitation pour s'assurer de l'absence de colmatage des écoulements.

6 Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux

Concernant le risque de pollution des eaux souterraines, des mesures de réduction sont présentes en page 294 de l'étude d'impact. Ces mesures concernent le risque de pollution accidentelle par des hydrocarbures liés aux engins de chantier, que l'on retrouve également dans l'étude des dangers. L'étude d'impact omet en revanche de mentionner le risque de pollution chronique par des déchets mis en nappe qui ne seraient pas strictement inertes. Il faut se référer à la note de présentation pour voir apparaître le sujet de la qualité des déchets admis sur le projet d'extension de carrière et leur contrôle.

Un prélèvement semestriel d'eaux souterraines et représentatif des périodes de hautes et basses eaux sera réalisé sur les dix piézomètres du site ainsi qu'au droit du point de contrôle implanté au droit du séparateur à hydrocarbure pour s'assurer de l'absence d'une pollution accidentelle.

L'Autorité environnementale recommande de mentionner et évaluer dans l'étude d'impact le risque de pollution des eaux souterraines par les déchets de remblaiement de la carrière, de présenter les mesures prévues pour le réduire (procédures d'acceptation et moyens de contrôle des matériaux entrants), et, selon la qualification de l'impact résiduel sur la nappe, de proposer des mesures de réduction supplémentaires.

2.3.2. Milieux naturels et biodiversité

Deux périmètres ont été définis :

- une aire d'étude rapprochée correspondant à la zone directement concernée par le projet, ici définie comme le périmètre de demande d'extension ;

- une aire d'étude élargie incluant la zone d'influence potentielle du projet pour certains groupes faunistiques et les espaces pouvant présenter des liens écologiques particuliers avec l'aire d'étude rapprochée, ici définie comme une zone tampon de 100 m autour de l'aire d'étude rapprochée à laquelle sont ajoutées la carrière actuelle, à l'ouest, et la surverse du Marais de Poisat, au nord, dans une limite de 300 m de distance (cartographie p 137 de l'étude d'impact) ;

L'analyse bibliographique de la biodiversité a été effectuée à une plus large échelle et permet d'intégrer et d'analyser les zonages de connaissance et de protection à l'échelle du secteur paysager du projet.

Le projet s'insère dans un secteur riche en biodiversité.

Le périmètre d'étude intercepte la Znieff[7] de type II « Bas-Bugey », et se situe à proximité des Znieff de type I « Mont Gela » (150 m), « Marais du Poisat » (150 m), « Falaise de la Combe » (460 m), « Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme » (650 m) et « Marais des planches » (850 m), ainsi que des ZNIEFF de type II « Haut-Rhône à l'aval du barrage de Seyssel » (110 m) et « Chainon Du Mont Tournier » (700 m).

Il est également situé à proximité directe des sites Natura 2000[8] « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » (ZPS, ZSC, 50 m) et « Milieux remarquables du Bas-Bugey » (ZSC, 100 m), ainsi que de l'APPB[9] « Protection des oiseaux rupestres » (80 m).

En matière de continuités écologiques, le projet d'extension se situe au sein d'un corridor d'importance régionale à préserver au titre du SCoT[10] du Bugey.

7 Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique

8 La structuration de ce réseau comprend des zones de protection spéciales (ZPS), visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant dans la Directive « Oiseaux »(1979), des zones spéciales de conservation (ZSC) visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant dans la Directive « Habitats faune flore » (1992).

L'état initial repose sur 14 passages naturalistes réalisés sur quatre saisons en 2022. Les dates de terrain montrent un effort de prospection satisfaisant et ciblé sur les périodes les plus propices pour chaque compartiment biologique. Les groupes taxonomiques diagnostiqués couvrent bien les espèces susceptibles de présenter des enjeux sur la zone. Les protocoles utilisés semblent adaptés. Une analyse bibliographique a permis d'évaluer les espèces potentielles. L'état initial apparaît donc suffisant pour juger des enjeux du secteur et proportionné aux habitats rencontrés et à l'ampleur du projet.

Le périmètre de demande d'extension couvre 10 **habitats**, dominés par les grandes cultures (céréales, protéagineux) sur 7,06 ha, et dont l'état est présenté comme dégradé à moyen (friches, ourlets, fourrés). L'enjeu de conservation est qualifié de négligeable à faible.

Deux zones humides ont été identifiées au sein de l'aire d'étude rapprochée et cartographiées page 150 de l'étude d'impact :

- l'une en contrebas d'une parcelle agricole, de 0,08 ha, au sud-ouest de la zone d'étude ;
- l'autre, de 0,07 ha, au sein d'un point bas topographique en bordure est de la zone d'étude.

Aucune espèce protégée ou patrimoniale de **flore** n'a été contactée dans l'aire d'étude rapprochée. Sept espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) sont présentes sur la zone d'étude, la plupart sur une zone de friche de la carrière actuelle, ce qui interroge sur les capacités de l'exploitant à réaliser une remise en état de qualité et d'en faire un suivi.

Concernant la **faune**, l'état initial conduit à soulever les enjeux suivants :

- avifaune nicheuse : 39 espèces sont nicheuses possibles à certaines, sur ou aux alentours de l'aire d'étude élargie, dont 29 protégées et 2 patrimoniales. Parmi elles, l'Alouette des champs (enjeux forts de conservation), la Pie-grièche écorcheur (protégée) et la Cisticole des joncs (protégée et considérée vulnérable nationalement), mais seule l'Alouette des champs est considérée comme nicheuse probable sur le périmètre de demande d'extension (enjeu qualifié de fort) ; le périmètre retenu pour le projet n'inclut pas le secteur où la Cisticole des joncs a été contactée en août 2022, conduisant à lui attribuer un enjeu modéré.

- amphibiens : deux espèces protégées sont reproductrices au sein de l'aire d'étude élargie mais à distance du périmètre de demande d'extension ;

- reptiles : quatre espèces protégées fréquentent le périmètre de demande d'extension (Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raies, Lézard des murailles) ;

- mammifères terrestres : deux espèces protégées fréquentent l'aire d'étude élargie de manière certaine (Castor d'Eurasie) ou potentielle (Hérisson d'Europe) ;

- chiroptères : 17 espèces protégées ont été contactées en chasse et/ou transit sur un linéaire de 607 m de haies et lisières, en bordure du périmètre d'extension du site. Aucun gîte n'y est reporté. Du fait notamment des conditions climatiques lors du premier passage de juin et des bruits parasites provenant d'orthoptères (sauterelles, criquets et grillons) lors de la détection, « il est probable que l'activité et la diversité chiroptérologiques soient sous-estimées » (p.172).

- insectes : aucune espèce protégée n'a été contactée.

9 Un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB) a pour objectif de protéger le milieu de vie des espèces protégées, dont la liste est fixée par le ministre de la Transition Ecologique, afin de prévenir leur disparition

10 Schéma de cohérence territoriale

Ainsi les enjeux les plus importants (qualifiés de forts) concernent les oiseaux et les chiroptères. Pour les autres espèces, les enjeux sont faibles à modérés. La synthèse des enjeux écologiques est cartographiée sur la figure suivante.



Figure 3: synthèse des enjeux écologiques (source : dossier)

Le projet d'extension de la carrière engendrera :

- la consommation progressive[11] de 6,58 ha de terrains agricoles avec au maximum 33 300 m² de terre agricole indisponibles en simultané ;

- la consommation temporaire de 205 ml du ruisseau de la Janotte[12] ;

- la formation temporaire d'un plan d'eau d'une superficie maximale de 9 750 m².

Les impacts bruts sur la biodiversité sont au maximum qualifiés de modérés d'après l'analyse faite dans les tableaux d'évaluation des impacts bruts sur les habitats naturels, les zones humides, la flore, et la faune (p 260 et 263 de l'étude d'impact), sauf en ce qui concerne les EVEE dont la dissémination par le projet en l'absence de mesures engendrerait un impact fort sur la biodiversité.

Une mesure d'**évitement** et quinze mesures de **réduction** sont proposées pour réduire l'impact écologique. Elles sont décrites à partir de la p.276 de l'étude d'impact. On peut noter en particulier :

- la réduction des périodes d'exploitation du 15 septembre au 31 mars. Le site sera mis en sommeil pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu identifiées sur site et à proximité ;

- l'évitement des zones humides identifiées au sud-ouest et l'application d'un délaissé en limite nord pour éloigner les zones d'extraction du linéaire arboré et du bosquet de la zone d'étude ;

11 La remise en état sera à vocation agricole et sera réalisée en parallèle de l'exploitation

12 L'exutoire du cours d'eau sera temporairement constitué par le plan d'eau issu de l'extraction du gisement. Le ruisseau La Janotte est en assec 9 mois sur 12.

- le maintien d'habitat favorables à la faune au sein de la carrière, la création de bandes favorables à l'alouette des champs et reconstitution d'habitats favorables à la Cisticoles des joncs ;

- la mise en place d'un dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives).

Des mesures d'**accompagnement**, telles que la création d'une mare et de murgiers au niveau du lit de la Janotte dès le début de la phase de fonctionnement de la carrière, et l'amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte à l'issue de la dernière phase d'exploitation, sont également favorables à la réduction des impacts sur la biodiversité.

L'impact résiduel sur les milieux naturels et la biodiversité est jugé négligeable à faible par le dossier. Aucune **mesure compensatoire** ne sera mise en œuvre et aucune procédure de demande de dérogation à la protection des espèces ne s'avère nécessaire. Pourtant, des mesures de compensation sont à prévoir dès que l'impact résiduel est significatif ; un impact qualifié de faible est à compenser.

L'Autorité environnementale recommande de renforcer les mesures d'évitement et de réduction des incidences sur la biodiversité ou, à défaut, de définir les mesures de compensation nécessaires.

2.3.3. Santé humaine et cadre de vie des riverains

Le hameau de Trémurs est situé au nord-est du projet. Sa première habitation est située à seulement 60 m des limites de propriété.

Bruit

L'exploitation de la carrière actuelle de Courdan a fait l'objet de plusieurs plaintes pour nuisances sonores par le passé, faisant des émissions sonores de la future installation un enjeu fort, objet de concertations avec les riverains.

Une étude d'impact acoustique a été réalisée en 2023 pour le projet. Elle a permis de :

- caractériser l'état sonore initial du site sans activité,

- construire un modèle numérique permettant de prédire l'impact potentiel du projet,

- dimensionner les traitements et solutions acoustiques nécessaires à la diminution du bruit dans l'environnement.

Les mesures et résultats de simulation ont été fournis pour les localisations suivantes : cf. figure 4.

Quatre zones à émergence réglementée[13] (ZER) ont été définies, correspondant aux riverains de Trémurs à l'est, de Murs à l'ouest et de Leschaux au sud. Une mesure a été réalisée en limite de propriété sud (LP1) correspondant à l'accès à la D 992.

Le calcul de l'estimation des niveaux sonores en ces points a été réalisé pour différentes phases du projet, considérées comme les plus impactantes (1ère année d'exploitation, 1ère phase d'exploitation, 2ème phase d'exploitation, 3ème phase d'exploitation). Toutes les phases d'exploitation

13 Les zones à émergence réglementée sont :
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables et publiés à la date de l'autorisation;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches

ont été modélisées avec les merlons de terre prévus en périphérie. Les travaux de décapage, remblaiement, remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.



Figure 4: localisation des points de mesures acoustiques (source : dossier)

L'étude d'impact acoustique et la concertation amont avec les riverains a permis de définir plusieurs mesures de réduction, dont la principale est la limitation de l'exploitation du 15 septembre au 31 mars. L'étude a également permis d'optimiser le placement des accès agricoles (maintien de l'activité) qui impliquent des ouvertures dans le merlon périphérique.

Par ailleurs et pour réduire les niveaux de bruits attendus au niveau des plus proches habitations, une mesure de non-cumul de certains postes de travail a été prévue, impliquant le décapage des terrains et la remise en état indépendamment des autres opérations (extraction, remblaiement et évacuation des matériaux). L'exploitant s'engage également à ne pas utiliser de manière simultanée la pelle et la dragline.

Les niveaux de bruit calculés après mise en place de ces mesures sont conformes à la réglementation nationale. Il conviendrait de les comparer aux recommandations de l'OMS qui font référence en matière de santé humaine.

Les niveaux d'émissions sonores liés à l'activité de la carrière feront l'objet d'un contrôle de vérification tous les ans.

L'Autorité environnementale recommande de comparer les niveaux sonores, actuels et estimés en phase d'exploitation au niveau des habitations, aux recommandations de l'OMS et de proposer de nouvelles mesures de réduction le cas échéant.

<u>Poussière</u>

D'après les données de l'ATMO Rhône-Alpes, la qualité de l'air dans le secteur du projet est bonne. La principale source de pollution locale est le trafic routier de la RD 992. Aucune mesure des retombées des poussières n'a été réalisée à ce jour.

La formation exploitée est composée d'alluvions quaternaires. La nature même de ces alluvions n'est pas susceptible de contenir des éléments radioactifs.

La carrière étant exploitée en eau, les émissions de poussière seront réduites lors de l'exploitation. Seules les opérations de décapage, le roulage sur le site et le transport des matériaux pourront être à l'origine d'émission de poussière.

Diverses dispositions seront mises en œuvre dans le cadre de l'exploitation afin de limiter les sources de poussières :

- l'installation de merlons périphériques et leur végétalisation ;
- la limitation de vitesse des camions à 30 km/h, abaissée à 15 km/h par temps sec et venté ;
- la mise en sommeil du site durant la période estivale, période propice à la sécheresse de surface et donc à l'envol de poussière ;
- le cas échéant l'arrosage préventif des pistes et des stockages de matériaux (bruts et inertes entrants) par temps sec et venté, à partir du plan d'eau créé par l'exploitation du gisement.

Le projet devrait donc avoir un impact faible sur les émissions de poussières. Un contrôle triennal des émissions est prévu dès la première année d'exploitation.

Trafic

Le projet d'extension est directement desservi par la RD 992, qui longe le site au sud, et qui le relie à l'installation de traitement située à 7 km sans passer par des bourgs ou villages. Pour réduire le nombre de rotation, un système de double fret sera mis en place avec la plateforme de Brégnier-Cordon : les camions acheminant les matériaux inertes jusqu'à la carrière repartiront dans la mesure du possible « en charge » avec les matériaux bruts en direction de la plateforme de traitement. Le trafic routier est ainsi estimé à 14 allers/retours par jour de poids-lourds entre l'installation de traitement de Brégnier-Cordon et le projet d'extension pour une production moyenne et 17 allers/retours par jour pour une production maximale. Le trafic était antérieurement de huit allers/retours journaliers ; l'augmentation est liée à la réduction de la période d'exploitation. La RD 992 est correctement dimensionnée pour accueillir le trafic induit par la carrière : elle accueillait en 2020 un trafic de 3 349 véhicules dont 425 poids-lourds ; la nouvelle exploitation de la carrière va générer une hausse du trafic de poids-lourds de l'ordre de 3,3 %, par rapport à la situation d'exploitation antérieure à 2022).

Que ce soit pour les poussières ou le bruit, le dossier n'évoque ni n'évalue les incidences du transport des matériaux entre la carrière et la plateforme de traitement sur d'éventuelles populations. Il n'est pas fait mention d'éventuelles mesures de réduction de l'envol des poussières. Leur caractère non significatif reste à démontrer.

2.3.4. Paysage

Le Rhône est l'élément marquant du paysage local. Son lit a été dévié et canalisé, entre deux digues. Le secteur se caractérise par les massifs boisés de part et d'autre du fleuve. La plaine est composée de surfaces agricoles et d'habitat.

L'analyse des perceptions visuelles du projet depuis différents points de vue, proches et éloignés, est très complète et s'appuie sur 46 prises de vues. L'analyse conclut que les terrains concernés par le projet restent discrets, notamment en raison d'un environnement géomorphologique favorable et d'une intégration satisfaisante dans le paysage local. Au regard de l'analyse des perceptions visuelles, les points de vue susceptibles d'avoir un impact paysager sont limités :

- aux routes périphériques (route de Mortillet et RD 992) ;
- au belvédère des Fils, à environ 1 200 m au sud-est du projet.

Les habitations les plus proches du projet, localisées au hameau de Tremurs, auront peu de perception sur la carrière compte tenu de l'exclusion du projet des parcelles les plus proches (voir les variantes étudiées Figure 2) et de la présence du boisement de 3 500 m² environ situé à l'extrémité nord-est du projet d'extension. Au vu de la proximité avec le projet, ce point de perception a tout de même été retenu par le dossier pour un photomontage, en plus des perceptions citées supra, pour la bonne information du public.

Quatre photomontages (cf. figure 5) illustrant l'impact du projet sur les perceptions visuelles depuis



Photographie 55 : Illustration de la perception visuelle du site depuis le Belvédère des Fils



Photographie 56 : Photomontage illustrant les perceptions visuelles depuis le Belvédère des Fils

les points de vue identifiés à enjeux ont été réalisées.

Figure 5: Vues avant et après projet depuis le Belvédère des Fils (source : dossier)

Ces photomontages ont été faits à une seule saison, estivale. Un photomontage en saison hivernale, à laquelle les arbres décidus sont sans feuilles, complèterait larestitution par le dossier

des incidences paysagères du futur projet. En termes de mesures de réduction, les terres décapées seront stockées sous forme de merlons de faible hauteur (< 3 mètres) en périphérie du site, sauf au niveau de l'accès pour des raisons de sécurisation. La végétalisation du merlon permettra de réduire l'impact visuel depuis les routes périphériques en supprimant toute perception directe sur la zone d'extraction. Concernant le Belvédère des Fils, l'effet de distance permettra de "gommer" l'aspect artificialisé du site et le plan d'eau, formé par l'extraction, sera remblayé en parallèle de l'exploitation. La remise en état sera à vocation agricole, comme c'est le cas actuellement. La végétation existante (haie, boisement) et les zones humides seront maintenues. L'impact résiduel du projet sur le paysage et les perceptions visuelles est qualifié de très faible.

L'Autorité environnementale recommande de fournir des photomontages du projet en saison sans feuilles.

2.3.5. Changement climatique et émissions de gaz à effet de serre (GES)

Le dossier estime les émissions de GES en lien avec l'activité d'extraction et de transport jusqu'à la plateforme de Cordon-Brégnier à environ 94,7 teqCO_2/an, soit 1421 teqCO_2 sur 15 ans. Cette estimation est réalisée à partir des facteurs d'émission de l'Ademe et de l'UNPG [14]indiqués p 212 de l'étude d'impact. Les émissions issues de la biomasse (changement d'affectation du sol) sont estimées à 188 teqCO_2 sur l'ensemble de la durée d'exploitation du projet. Elles prennent en compte le déstockage par la strate herbacée et le déficit de captage par la photosynthèse ce qui est relativement rare dans les études d'impact des carrières et mérite d'être souligné.

Les opérations de remise en état à l'avancée conduiront à la limitation des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 98 tonnes de CO2 sur la totalité de la durée d'exploitation.

Le bilan des émissions de gaz à effet serait donc excédentaire de 1 511 tonnes de CO2 d'après le dossier.

Le bilan carbone des granulats du projet n'est cependant pas complet car il ne prend pas en compte les émissions liées à leur traitement et à leur acheminement jusqu'à leur destination finale pour l'utilisation en travaux de construction. Ainsi les émissions spécifiques du projet ne peuvent être comparées avec l'émission de 7,83 kgCO_2éq/t calculée par l'UNPG dans son bilan carbone des granulats en France. Des mesures de compensation seront à présenter le cas échéant : création et sécurisation de puits de carbone, désimperméabilisation, désartificialisation et revégétalisation de surfaces par exemple.

L'Autorité environnementale recommande d'inclure dans l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre liées au projet ,les émissions liées au traitement et à l'acheminement des granulats produits jusqu'à leur destination finale, et de compléter le dossier par des propositions de mesures visant à compenser localement ces émissions, ~~par exemple par la réalisation et la sécurisation de puits de carbone,~~ afin que le projet contribue à la réalisation des engagements nationaux et internationaux pris par la France pour lutter contre les émissions de GES et le réchauffement climatique.

2.3.6. Risques inondation

Le long du Rhône, une digue de type barrage insubmersible est présente, au Sud du projet (cf. figure 6). Une partie du projet d'extension se situe dans la bande de sécurité de 100 m. D'après le dossier, une éventuelle rupture de cette digue aurait peu de conséquence sur la future carrière. Le futur plan d'eau créé sera localisé à environ 30 mètres du contre-canal et 70 mètres du Rhône.

14 Union nationale des producteurs de granulats

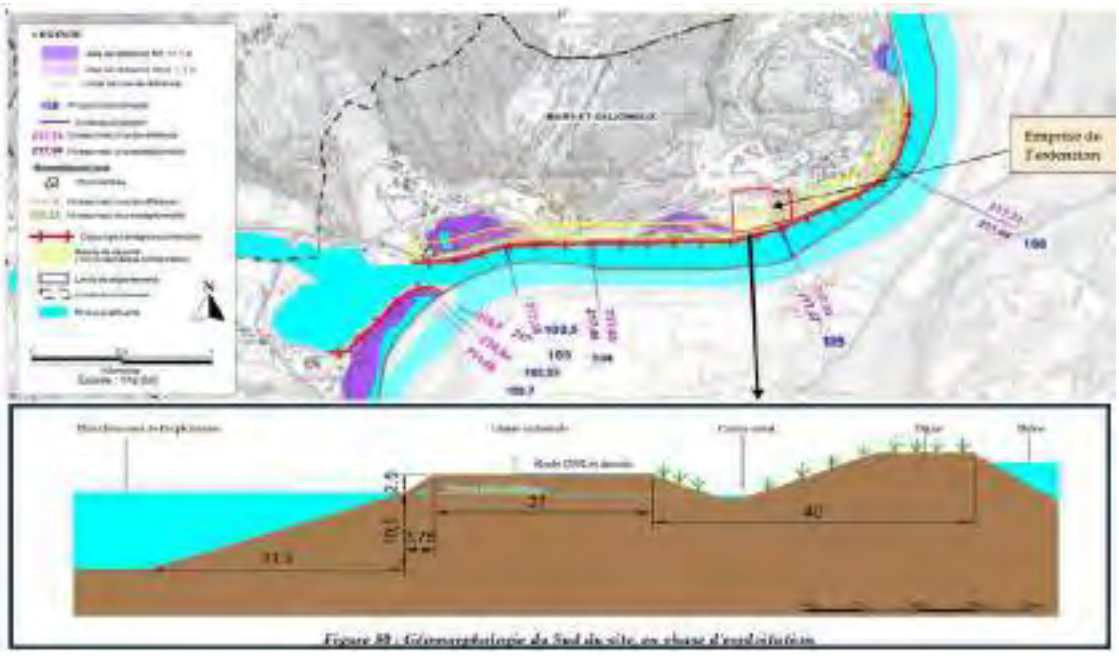


Figure 6: Plans de la digue de la CNR

Cette distance cumulée à la morphologie d'exploitation sous eau (pente de 3/1) permettra selon le dossier de garantir le maintien et la stabilité de la route départementale n°992 et des aménagements et ouvrages hydrauliques présents en périphérie du projet. Le plan d'eau, formé au cours de l'exploitation, pourra collecter les eaux en cas d'inondation. Cette situation ne sera que temporaire puisque le projet prévoit *in fine* le remblayage intégral du site. Cependant l'impact de la future carrière sur l'ouvrage de la Compagnie Nationale du Rhône n'est pas suffisamment explicité dans le dossier notamment en phase d'exploitation conjuguée à une crue importante.

L'Autorité environnementale recommande de mieux expliciter l'impact éventuel de la carrière en phase d'exploitation sur la tenue de la digue de la CNR dans toutes les situations et notamment en cas de crue du Rhône.

2.4. Dispositif de suivi

Le dossier prévoit la mise en œuvre d'un dispositif de suivi de l'état de l'environnement et des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement définies dans le cadre du présent projet (degré d'efficacité et pérennité des mesures) pendant toute la durée de l'exploitation et les trois années suivant la remise en état.

Au total 33 interventions de suivi écologique sont prévues pendant l'exploitation et 12 visites de suivi faune et espèces envahissantes post exploitation. Ce suivi est décrit au niveau de la mesure MS1 p 340 et suivantes de l'étude d'impact. Le suivi par l'écologue des espèces protégées et plus largement à enjeu fort et modéré d'avifaune nicheuse sera à ajuster aux mesures complémentaires recommandées dans le présent avis et sa fréquence adaptée aux enjeux en présence.

Pour le suivi des autres thématiques environnementales (bruit, poussière, eaux souterraines, …) sa description est réalisée au sein des paragraphes dédiés à chaque thématique ou au niveau des mesures d'accompagnement. Le suivi proposé apparaît adapté et proportionné aux enjeux, à la condition toutefois qu'un recueil et traitement en continu des observations des riverains soit également assuré . Un bilan au sein du chapitre XVI « Mesures de suivi » en faciliterait la lecture.

Depuis 2018 et suite à des plaintes de riverains relatives au bruit émis par l'exploitation de la carrière de Courdan, une Commission locale d'information (CLI) de périodicité annuelle assure une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière d'impact des activités sur les personnes et l'environnement. Son maintien est proposé par le pétitionnaire (mesure MA4 décrite p339 de l'étude d'impact). Cette commission analysera utilement l'ensemble des observations recueillies et des traitements effectués par la maîtrise d'ouvrage en cours d'année.

L'Autorité environnementale recommande de conforter le suivi des espèces protégées à enjeu fort et modéré et de mettre en place un dispositif de recueil et traitement en continu des observations des riverains.

3. Étude de dangers

L'étude de dangers justifie que le projet permet d'atteindre un niveau de risque acceptable, compte tenu de l'état des connaissances, des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Elle explicite la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des scénarios d'accidents potentiels, de manière à en définir une criticité.

Elle mène une réflexion approfondie sur la façon de réduire les risques à la source, de les maîtriser et d'en limiter les effets.

En conclusion de la présente étude de dangers, aucun phénomène dangereux potentiellement majeur n'est identifié sur le site et les zones de risques liées aux divers phénomènes dangereux restent circonscrites à l'intérieur du périmètre de la carrière.

L'étude n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Autorité environnementale.

Mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnemental (MRAE) Auvergne-Rhône-Alpes Avis n°2025-ARA-AP-1823 du 7 mars 2025

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur du document : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 28 mars 2025
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : /

SOMMAIRE

I. Préambule 1

II. Réponse à l'avis détaillé de la MRAE 2

II.A Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux 2

II.A.1 Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement 2

II.A.2 État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, les réduire ou les compenser (mesures ERC) 4

II.A.2.a Ressources en eau 5

II.A.2.b Milieux naturels et biodiversité 6

II.A.2.c Bruit 7

II.A.2.d Paysage 8

II.A.2.e Changement climatique et émissions de gaz à effet de serre (GES) 9

II.A.2.f Risque inondation 10

II.A.3 Dispositif de suivi 11

I. PREAMBULE

La société « Carrières MBTP » exploite actuellement une carrière de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, au niveau du lieu-dit « Courdan », dans le département de l'Ain (01).

Le fonctionnement de ce site est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants :

- Arrêté préfectoral du 21 mars 2013 autorisant la société MBTP à exploiter une carrière à Murs-et-Gélignieux ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter.

L'emprise cadastrale actuellement autorisée est de 60 481 m².

Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF. Le rythme annuel maximal d'exploitation est fixé à 60 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation est arrivé à échéance le 21 mars 2024.

La société « Carrières MBTP » souhaite étendre le site d'exploitation dans le prolongement Est de l'actuelle carrière, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de l'ordre de 7,3 hectares.

Le gisement en présence permet d'envisager une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris.

Le rythme moyen d'exploitation sera de 60 000 tonnes par an et le rythme maximal d'exploitation de 70 000 tonnes par an.

Les terrains intégrés au projet d'extension se caractérisent par une occupation du sol exclusivement agricole.

Aucune installation de traitement ne sera acheminée sur le site de l'extension, ou sur le site actuellement autorisé.

Comme actuellement autorisé, les matériaux bruts seront temporairement stockés sur le site avant d'être évacués sur la plateforme de traitement et de stockage de Brégnier-Cordon en vue de leur transformation en différentes gammes de produits finis.

Le projet de remise en état du site intégrera un remblayage complet du carreau d'exploitation et une restitution des terrains à vocation agricole et naturelle.

Le dossier de demande d'autorisation a été officiellement déposé le 17 novembre 2023 sur la plateforme GUNenv.

Dans le cadre de l'instruction du dossier, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) Auvergne-Rhône-Alpes a transmis, un avis n°2025-ARA-AP-1823, daté du 7 mars 2025, sur le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Le présent document a pour objectif d'apporter un éclairage précis sur les points spécifiques, abordés dans cet avis.

Afin de conserver la meilleure clarté possible, les réponses ont été formulées en conservant l'ordre des remarques.

II. REPONSE A L'AVIS DETAILLE DE LA MRAE

II.A Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

II.A.I Alternatives examinées et justification des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

Le rythme d'exploitation demandé (60 000 t/an en moyenne), en augmentation par rapport au rythme actuel, n'est également pas suffisamment justifié dans le dossier. Il est difficile d'appréhender si la demande intègre suffisamment les principes de l'économie circulaire et de la diminution de consommation de granulats au profit de la revalorisation de déchets inertes. La société Carrières MBTP dispose d'une activité de recyclage des matériaux inertes issus du BTP mais le dossier n'en présente pas les tonnages. Il n'y a aucun bilan chiffré sur ces dernières années des recyclés, ce qui empêche d'évaluer la pertinence de l'activité demandée en renouvellement. Ce bilan est nécessaire pour mieux appréhender et justifier, au regard des objectifs législatifs et transcrits dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD - approuvé le 19 décembre 2019), l'activité demandée en renouvellement. Le PRPGD fixe comme objectifs d'augmenter la part de déchets du BTP recyclés dans les carrières, les plates-formes de recyclage et sur les chantiers pour atteindre au global un taux de 37 à 52 % (selon les méthodes de calcul) de déchets inertes recyclés à l'horizon 2025.

L'Autorité environnementale recommande de justifier le rythme d'exploitation demandé en renouvellement, au regard :

- **du besoin local en granulats tel que défini par le SRC,**
- **de celui projeté par la société pour le recyclage de matériaux issus du BTP et des objectifs régionaux inscrits au PRPGD.**

Réponse

Comme indiqué en page 29 de la note de présentation de projet, les rythmes seront sensiblement les mêmes que l'autorisation actuelle.

Pour rappel, dans le cadre de l'autorisation en vigueur, la production maximale annuelle autorisée est de 60 000 tonnes.

Dans le cadre du projet, les rythmes d'exploitation seront les suivants :

- Rythme moyen d'extraction : 60 000 tonnes par an ;
- Rythme d'extraction maximum : 70 000 tonnes par an.

Le rythme moyen sera identique au rythme maximal autorisé.

La compatibilité du projet avec le Schéma Régional des Carrières Auvergne – Rhône-Alpes est présenté en page 374 et suivantes de l'étude d'impact.

Le projet d'extension de la carrière de Courdan a été élaboré en tenant compte des orientations du SRC. L'orientation IV du SRC précise que :
« Pour assurer un approvisionnement de proximité en granulats courants, la zone chalandise des carrières est principalement de l'ordre de :

- *30 km dans les aires urbaines ;*
- *60 km pour les autres territoires. »*

Un chapitre dédié, au devenir des matériaux et à la zone de chalandise, est présenté en pages 57 et suivantes de la note de présentation de projet.

La clientèle de la plateforme se trouve dans un rayon de 30 à 40 km sur les territoires à la fois du SCOT Avant Pays Savoyard (2015), du SCOT Bugey (2017), SCOT Métropole Savoie (2020), et du SCOT Nord Isère (2019).
Les quatre documents prévoient, chacun pour leur territoire, une augmentation de la population et donc un besoin en logements.

Le rythme d'exploitation sollicité :

- tient compte de l'économie circulaire et de la réduction de la consommation des granulats au profit de la revalorisation des déchets inertes ;
- est en adéquation avec les besoins locaux, les chantiers en cours ou à venir sur l'aire de chalandise se situant au maximum à 40 km autour de la carrière de Courdan.

Carrières MBTP dispose de trois sites de production à moins de 10 km de sa plateforme de regroupement, tri et traitement des matériaux localisée à Brégnier-Cordon. Cette plateforme permet notamment le recyclage des déchets issus du BTP, le traitement des matériaux extraits à Courdan et la valorisation commerciale de l'ensemble des produits selon les différents usages.

Elle est à distance raisonnable d'une seconde plateforme de collecte des déchets professionnels Carrières MBTP, localisée à Bourgoin-Jallieu (38), dans l'Isère et aux portes de l'Aire urbaine de Chambéry où elle alimente historiquement plusieurs points fixes.

Cette organisation assure le bon emploi des matériaux, un excellent maillage du territoire quant à la disponibilité des matériaux de construction, rénovation et aménagement paysager en mutualisant les coûts de transport et en limitant ainsi les nuisances (**maximiser le double fret**).

Les principes d'économie de la ressource, d'optimisation des flux et de réduction du nombre de transports routiers gouvernent l'activité de Carrières MBTP et ses équipes au quotidien.

La carrière alluvionnaire de Courdan est à ce jour la seule carrière de la société pouvant fournir des sables et graviers roulés, matériau employé en majeure partie pour la production de béton de construction. Les caractéristiques des autres gisements autorisés de l'entreprise ne répondent pas à aux mêmes usages.

Le gisement autorisé de Courdan étant épuisé, Carrières MBTP s'approvisionne depuis 2022 chez d'autres exploitants pour alimenter sa clientèle spécifique (béton pour la construction) en matériaux de qualité équivalente. Ces achats et transferts sont à la fois couteux et impactant quant au nombre de trajets de camion réalisés.

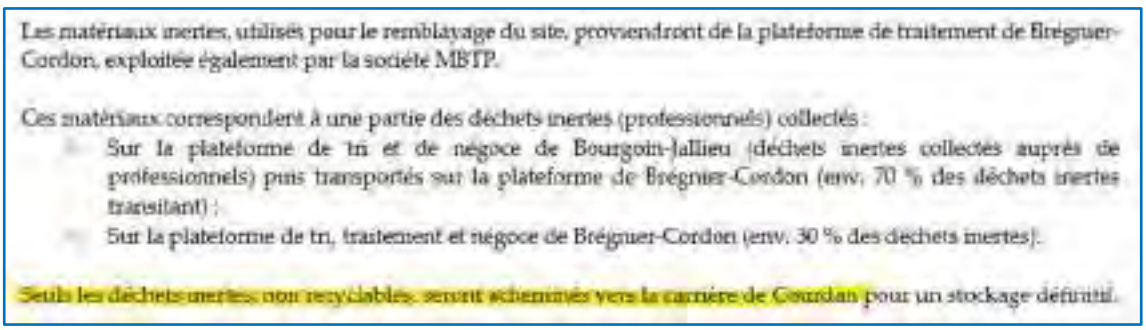
Sites d'approvisionnement de la PF de Brégnier-Cordon	Distance à Brégnier-Cordon	Double fret	Part de l'approv. 2023 / PF de Brégnier	Part de l'approv. 2024 / PF de Brégnier
Carrière de Tignieu (Tignieu-Jameyzieu, 38)	44 km	Non	14 %	36 %
Carrière Budillon (Izeaux, 38)	66 km	Non	72 %	42 %
Carrière Gavend (Rochefort, 73)	16 km	Non	8 %	6 %
Revalgreen (Groupe Serfim, Greny, 38)	59 km	Non	4 %	13 %
Autres provenances	-	Non	2 %	3 %

Les modalités de remblaiement de la carrière par l'apport d'inertes ne sont pas en contradiction avec les objectifs et intérêts de l'entreprise d'augmenter sa part de matériaux recyclés.

Par ailleurs, il est indiqué en page 16 de la note de présentation du projet que :

« *Les déchets qui seront acheminés sur le site correspondront exclusivement à des matériaux inertes* (***Déchets inertes non recyclables***), *et le rythme de déchargement des matériaux restera tributaire des marchés locaux.* »

En page 19 du même document, il est indiqué :



Les matériaux inertes, utilisés pour le remblayage du site, proviendront de la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon, exploitée également par la société MBTP.

Ces matériaux correspondent à une partie des déchets inertes (professionnels) collectés :

- Sur la plateforme de tri et de négoce de Bourgoin-Jallieu (déchets inertes collectés auprès de professionnels) puis transportés sur la plateforme de Brégnier-Cordon (env. 70 % des déchets inertes transitant) ;
- Sur la plateforme de tri, traitement et négoce de Brégnier-Cordon (env. 30 % des déchets inertes).

Seuls les déchets inertes non recyclables, seront acheminés vers la carrière de Courdan pour un stockage définitif.

Aucun tri ou recyclage complémentaire ne sera réalisé sur le site de Courdan.

Carrières MBTP continue de s'informer sur les évolutions en termes de recyclage pour faire améliorer ses performances quant aux recyclages des déchets professionnels dont les déchets inertes issus des chantiers du BTP.

Les installations de carrières MBTP participent localement au développement d'une économie circulaire. Le développement et le perfectionnement de ses installations n'est possible qu'en permettant une diversité des services, une diversité des matériaux produits afin de répondre à la large palette des besoins locaux.

II.A.2 État initial de l'environnement, incidences du projet sur l'environnement et mesures prévues pour les éviter, les réduire ou les compenser (mesures ERC)

Les impacts directs et indirects du projet en phase d'exploitation sont identifiés pour les différentes thématiques environnementales et sanitaires. Les mesures prévues pour les éviter ou les réduire sont présentées. Néanmoins les résultats des suivis et retours d'expérience sur l'efficacité des mesures ERC en place sur le périmètre actuel de la carrière de Courdan ne sont pas inclus dans le dossier. Leur absence nuit à l'établissement de l'état initial et à la définition des mesures ERC futures.

L'Autorité environnementale recommande d'inclure dans le dossier les retours d'expérience et le résultat des suivis des mesures ERC actuellement en place sur la carrière autorisée depuis 2013.

Réponse

Le fonctionnement de l'actuelle carrière, aujourd'hui entièrement remise en état, est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013.

Cet arrêté préfectoral ne prévoyait aucun suivi des mesures de réduction et des mesures de compensation prévues au dossier de demande d'autorisation.

Comme indiqué en page 136 de l'étude d'impact, l'état initial écologique réalisé par Acer Campestre de mars 2022 à décembre 2022, a été établi sur deux aires d'étude distinctes ont été étudiées :

- Une aire d'étude rapprochée correspondant à la zone directement concernée par le projet ;
- Une aire d'étude élargie incluant la zone d'influence potentielle du projet pour certains groupes faunistiques et les espaces pouvant présenter des liens écologiques particuliers avec l'aire d'étude rapprochée.

Pour rappel, les inventaires de l'état de référence est présenté en page suivante.



Figure 1 : carte de localisation des inventaires

L'aire d'étude élargie intègre donc bien les deux structures de compensation définie à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 à savoir :

- La haie en limite Nord ;
- La haie séparant l'ancienne carrière et le projet d'extension.

De plus, en page 153 de l'étude d'impact, il est clairement indiqué qu'un couple de Pie-grièche écorcheur se reproduit probablement dans la haie bocagère qui entoure la carrière actuelle, attestant ainsi de la qualité des habitats restitués.

De la même manière, la cartographie présentée en page 154 de l'étude d'impact, indique la présence de la pie bavarde se cantonnant au niveau de la haie au Nord.

L'inventaire naturaliste (ou état initial de la biodiversité) doit donc être considéré comme complet et exhaustif, intégrant également l'efficience des mesures prescrites dans l'arrêté préfectoral en vigueur.

II.A.2.a Ressources en eau

> Concernant le risque de pollution des eaux souterraines, des mesures de réduction sont présentes en page 294 de l'étude d'impact. Ces mesures concernent le risque de pollution accidentelle par des hydrocarbures liés aux engins de chantier, que l'on retrouve également dans l'étude des dangers. L'étude d'impact omet en revanche de mentionner le risque de pollution chronique par des déchets mis en nappe qui ne seraient pas strictement inertes. Il faut se référer à la note de présentation pour voir apparaître le sujet de la qualité des déchets admis sur le projet d'extension de carrière et leur contrôle.
>
> Un prélèvement semestriel d'eaux souterraines et représentatif des périodes de hautes et basses eaux sera réalisé sur les dix piézomètres du site ainsi qu'au droit du point de contrôle implanté au droit du séparateur à hydrocarbure pour s'assurer de l'absence d'une pollution accidentelle.
>
> **L'Autorité environnementale recommande de mentionner et évaluer dans l'étude d'impact le risque de pollution des eaux souterraines par les déchets de remblaiement de la carrière, de présenter les mesures prévues pour le réduire (procédures d'acceptation et moyens de contrôle des matériaux entrants), et, selon la qualification de l'impact résiduel sur la nappe, de proposer des mesures de réduction supplémentaires.**

Réponse

L'impact du remblayage du site est présenté en page 201 et suivante de l'étude d'impact. Pour rappel, le projet d'exploitation prévoit également le remblayage total du carreau d'exploitation par des matériaux **strictement inertes** provenant :

- Des matériaux de découverte ;
- Des matériaux inertes issus la plateforme de Brégnier-Cordon.

L'apport de matériaux non inertes sera proscrit.

Par ailleurs, parmi la liste des déchets définis par annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, seuls les déchets listés dans le tableau en page 24 et rappelé ci-dessous, seront accueillis sur le site de Courdan en remblaiement :

Code	Description	Restriction
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

Cette réduction de la liste des déchets admis sur Courdan correspond, d'une part, **aux** objectifs de recyclage recherchés par Carrières MBTP et, d'autre part à une démarche de contrôle plus fin des matériaux inertes mis en remblais dans le cadre du remblaiement de la carrière.

Les procédures d'acceptation sont détaillées en pages 20 à 27 de la note de présentation du projet.

Elle détaille l'ensemble des contrôles prévus avant le déplacement des inertes depuis la plateforme de Brégnier-Cordon jusqu'au site de Courdan ainsi que les contrôles prévus à l'arrivée, avant réemploi pour les travaux de remblaiement.

Une démarche préalable d'identification et de traçabilité des déchets arrivant sur la plateforme de Brégnier-Cordon puis sur le site de Courdan est en place notamment au travers la démarche d'Acceptation Préalable.

Spécifiquement pour les travaux de remblaiement sur le site de Courdan, des mesures complémentaires de vérification chimique sont prévues de manière systématique (tous les 700 m³).

Ainsi seuls les matériaux inertes caractérisés chimiquement en amont, sur la plateforme de Brégnier-Cordon ou directement sur le site de Courdan, pourront être admis dans les travaux de remblaiement de la carrière.

Le logigramme synthétisant la procédure d'acceptation des déchets inertes sur la plateforme de Brégnier-Cordon, présenté en page 27 de la note de présentation, est remise *en Annexe au présent document*.

II.A.2.b Milieux naturels et biodiversité

L'impact résiduel sur les milieux naturels et la biodiversité est jugé négligeable à faible par le dossier. Aucune **mesure compensatoire** ne sera mise en œuvre et aucune procédure de demande de dérogation à la protection des espèces ne s'avère nécessaire. Pourtant, des mesures de compensation sont à prévoir dès que l'impact résiduel est significatif ; un impact qualifié de faible est à compenser.

L'Autorité environnementale recommande de renforcer les mesures d'évitement et de réduction des incidences sur la biodiversité ou, à défaut, de définir les mesures de compensation nécessaires.

Réponse

L'évaluation des impacts résiduels sur la biocénose est présentée dans le tableau page 322 de l'étude d'impact.

Les seuls impacts dits « faibles » correspondent aux impacts bruts du projet **AVANT** mis en place de la séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC). **Les impacts résiduels du projet (dernière colonne du tableau) sont systématiquement qualifiés de « Négligeable », pour l'ensemble des groupes biologiques.**

Seuls l'impact résiduel vis-à-vis du risque de dissémination d'espèces végétales envahissantes est qualifié de faible car il ne peut jamais être totalement exclu le risque d'apparition ou de dispersion, sur un site, d'espèces envahissantes.

Les mesures de surveillance et de suppression régulière des espèces invasives permettront toutefois de maitriser ce risque pendant toute la durée de l'exploitation et au-delà, après les derniers travaux de réaménagement agricoles.

Par conséquent, les mesures d'évitement et de réduction apparaissent suffisamment dimensionnées et aucune mesure compensatoire ne s'avère donc nécessaire.

II.A.2.c Bruit

L'Autorité environnementale recommande de comparer les niveaux sonores, actuels et estimés en phase d'exploitation au niveau des habitations, aux recommandations de l'OMS et de proposer de nouvelles mesures de réduction le cas échéant.

Réponse

L'actuelle carrière est actuellement remise en état et aucuns travaux ne sont réalisés sur le site.

Dans ce contexte, La société CARRIERE MBTP a sollicité le bureau d'études ORFEA Acoustique pour la réalisation d'une étude d'impact acoustique pour le projet d'extension.

L'objectif de cette étude est de :

- Caractériser l'état sonore initial du site par la mesure des niveaux de bruit résiduel. Les mesures, dites de bruit résiduel, serviront de base à la détermination des futurs niveaux de bruit ambiant admissibles ;
- Construire un modèle numérique permettant de prédire l'impact potentiel du futur projet ;
- Le cas échéant, dimensionner les traitements et solutions acoustiques nécessaires à la diminution du bruit dans l'environnement.

Ces modélisations sont présentées en page 221 de l'étude d'impact et suivantes.

Au regard des résultats des modélisations, le maître d'ouvrage, en concertation avec le bureau d'études acoustiques, a établi des mesures de réduction précises (page 297 et suivantes de l'étude d'impact).

La mise en œuvre de ces mesures de réduction permettra de diminuer les émergences constatées au niveau des riverains en-dessous de 3,5 dB(A) pour l'ensemble des phases d'exploitation et sur l'ensemble des ZER.

Le maître d'ouvrage se conformera aux valeurs d'émergences admissibles régies par l'arrêté du 23 janvier 1997 (modifié par l'arrêté du 24 janvier 2001) relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières et relatives à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées.

Les niveaux d'émissions sonores liés à l'activité de la carrière feront l'objet d'un contrôle dès la première année de fonctionnement puis tous les ans.

En cas de dépassement constaté, le maître d'ouvrage proposera une (ou des) mesure(s) complémentaire(s), le cas échéant.

II.A.2.d Paysage

L'Autorité environnementale recommande de fournir des photomontages du projet en saison sans feuilles.

Réponse

Comme indiqué en page 249 de l'étude d'impact, des photomontages ont été réalisés au droit des points de perceptions les plus pénalisants.

En page 253, le photomontage présente l'impact du projet en période estivale, la plus pénalisante pour les carrières.

En effet, l'ouverture d'un site d'exploitation modifie l'occupation du sol et met à nu les matériaux sous-jacents le plus souvent de couleur marron ou grise, tranchant avec les couleurs vives du milieu environnant.

Cet aspect est encore plus flagrant pour le site de Courdan, dans la mesure où celui-ci se situe au milieu de zones agricoles et boisées, traversées par le Rhône.

En période hivernale (sans feuille), les contraste sont tout autre. En effet , les zones agricoles sont dépourvues de culture et présentent des terrains minéraux, dans lesquels l'exploitation se mêle parfaitement, limitant de facto les incidences sur le paysage et les perceptions visuelles.

Il est rappelé que l'étude d'impact présentée a été constituée en retenant l'impact le plus significatif et en définissant des mesures d'évitement et de réduction permettant de limiter cet impact. Les mesures proposées par le maître d'ouvrage seront également efficaces en hiver, comme en été.

Il est par ailleurs rappelé que, dans le cadre de la construction du projet, des perceptions visuelles aux différentes saisons, y compris en période hivernale, ont bien été réalisées au démarrage du projet et présentées lors d'une 1ère réunion publique. Ces vues démontraient l'absence de d'incidences paysagères significatives.

Elles n'ont pas été reprises dans le corps de l'étude d'impacts car elles n'intègrent pas les dernières mesures prévues de mise en place d'un merlon végétalisé en bordure Est, réduisant encore la perception sur le site.



Extrait n°1 de la vidéo de présentation amont du projet - Phase technique 1 en période hivernale (ne faisant pas apparaitre les merlons paysagers qui ceintureront le site en bordure nord et est)



Extrait n°2 de la vidéo de présentation amont du projet - Phase technique 3 en période estivale (ne faisant pas apparaitre les merlons paysagers qui ceintureront le site en bordure nord et est)

II.A.2.e Changement climatique et émissions de gaz à effet de serre (GES)

Le bilan carbone des granulats du projet n'est cependant pas complet car il ne prend pas en compte les émissions liées à leur traitement et à leur acheminement jusqu'à leur destination finale pour l'utilisation en travaux de construction. Ainsi les émissions spécifiques du projet ne peuvent être comparées avec l'émission de 7,83 kgCO_2éq/t calculée par l'UNPG dans son bilan carbone des granulats en France. Des mesures de compensation seront à présenter le cas échéant : création et sécurisation de puits de carbone, désimperméabilisation, désartificialisation et revégétalisation de surfaces par exemple.

L'Autorité environnementale recommande d'inclure dans l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre liées au projet ,les émissions liées au traitement et à l'acheminement des granulats produits jusqu'à leur destination finale, et de compléter le dossier par des propositions de mesures visant à compenser localement ces émissions, ~~par exemple par la réalisation et la sécurisation de puits de carbone~~, afin que le projet contribue à la réalisation des engagements nationaux et internationaux pris par la France pour lutter contre les émissions de GES et le réchauffement climatique.

Réponse

L'étude d'impact n'a pas vocation à présente le bilan carbone d'une société mais bien de présenter l'impact sur les Gaz à Effet de Serre (GES) de l'activité, objet de la demande d'autorisation environnementale.

Comme explicité dans le dossier de demande d'autorisation, les travaux de remise en état permettront un retour total à une vocation agricole et écologique des terrains intégrés au projet, supprimant ainsi toute surface imperméabilisée ou artificialisée.

Les zones naturelles restituées et maintenues (haies, zones humides, ruisseau de la Janotte, ancienne carrière) constitueront des zones de captation de carbone qui s'inscriront localement sur le long terme avec pour effet direct la création d'un puits de carbone local et participera à la réduction de l'empreinte carbone du projet.

Le « bilan carbone » de l'activité sera à neutralité 5 années à l'issue de l'exploitation de la carrière.

II.A.2.f Risque inondation

L'Autorité environnementale recommande de mieux expliciter l'impact éventuel de la carrière en phase d'exploitation sur la tenue de la digue de la CNR dans toutes les situations et notamment en cas de crue du Rhône.

Réponse

Comme mentionné dans l'avis de la MRAe : « une digue de **type barrage insubmersible** » est présente au Sud du projet.

Comme son nom l'indique, cet ouvrage a été dimensionné pour résister à des crues exceptionnelles du Rhône.

Comme mentionné en page 209 de l'étude d'impact, le projet se trouve dans la bande de sécurité de 100m, derrière le contre-canal, soumis à la remontée de nappe.

La présence d'un plan d'eau pendant l'exploitation permettra d'écrêter les phénomènes de crue. En cas de remontée de nappe, les différents stockages présents sur le site ne seront pas de nature à entraver ce phénomène.

A la fin de l'exploitation, les terrains seront restitués à vocation agricole, permettant ainsi le libre écoulement des eaux en cas de crue. Le site est situé au droit d'une zone de remontée de nappe. Les différentes structures ne sont pas de nature à entraver ces remontées qui seront écrêtées par la présence des plans d'eau.

Par ailleurs, l'exploitation du gisement sera réalisée par une dragline. Cette méthodologie d'extraction permet une exploitation douce du sable, et restituera naturellement une pente au gisement de l'ordre de 20° dans la partie immergée.

Le carreau d'exploitation sera remblayé à l'avancement, ce qui limitera d'avantage les risques d'instabilités déjà particulièrement réduits.

A noter que l'exploitation de la carrière actuelle n'a eu aucun impact sur la digue lors des différentes crues observées ces dernières années. Avec les modalités d'exploitation retenues, identiques à celle de l'ancienne carrière, le risque d'instabilité des terrains pendant l'exploitation est donc marginal.

Enfin, la CNR exploitant l'ouvrage suit historiquement le battement de la nappe grâce à un réseau de piézomètres de surveillance disposés le long de la digue et notamment à proximité de la carrière. Elle n'a jamais fait remonter aucun désagrément à Carrières MBTP concernant l'exploitation de son site.

Le projet d'extension de la carrière de Courdan a été porté à la connaissance de la Direction de l'exploitation de la CNR et plus précisément de l'équipe exploitation GC du Haut-Rhône en charge des examens de compatibilité des travaux de tiers vis-à-vis de la concession et de des ouvrages CNR, ainsi qu'auprès de CESAME (Centre d'Essais, de Surveillance, d'Analyse et de Mesures de l'Exploitation), garant de la maitrise des activités de mesures des écoulements et ouvrages GC de la concession CNR.

Le projet a été intégré dans la mise à jour de l'analyse de « Sûreté » réalisé à l'été 2024 sur le tronçon de digue concerné par la proximité du projet, analyse portant notamment sur l'évolution du niveau de nappe phréatique susceptible d'influencer le comportement des barrages latéraux (digues) et d'avoir des répercussions sur la piézométrie sous et/ou au sein de la digue.

À la suite de ces vérifications techniques, la CNR a rendu un avis positif sur le projet au regard de l'absence de risque lié au projet sur la sureté de l'ouvrage (*Cf. retour CNR Annexé*).

II.A.3 Dispositif de suivi

Depuis 2018 et suite à des plaintes de riverains relatives au bruit émis par l'exploitation de la carrière de Courdan, une Commission locale d'information (CLI) de périodicité annuelle assure une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière d'impact des activités sur les personnes et l'environnement. Son maintien est proposé par le pétitionnaire (mesure MA4 décrite p339 de l'étude d'impact). Cette commission analysera utilement l'ensemble des observations recueillies et des traitements effectués par la maîtrise d'ouvrage en cours d'année.

L'Autorité environnementale recommande de conforter le suivi des espèces protégées à enjeu fort et modéré et de mettre en place un dispositif de recueil et traitement en continu des observations des riverains.

Réponse

Le maître d'ouvrage se tient à disposition des riverains qui pourraient signaler une espèce protégée non contactée lors des investigations de référence de 2022.

Dans ce contexte, le maître d'ouvrage fera appel à un bureau d'expert écologues pour confirmer la présence ou non de cette espèce.

Annexe 1 : Avis de la CNR sur le projet de Courdan

Julie NICLOT

De: MAURE Florian <F.MAURE@cnr.tm.fr>
Envoyé: dimanche 4 août 2024 15:45
À: Julie NICLOT
Cc: PREVOST Franck - DREAL Auvergne-Rhône-Alpes/UD-A/RCSS; vincent.saint-eve@rhone.gouv.fr; GIAIOURAS Yves; TONINI Laurent; CASTEL Thomas
Objet: CNR - BC - AVIS CNR - MBTP - Projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Murs-et-Gélignieux

Bonjour Mlle NICLOT,

Je reviens vers vous au sujet de votre sollicitation dans le cadre du projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Murs-et-Gélignieux.

Notre laboratoire (SESAME) a finalisé l'analyse spécifique de votre demande. Pour rappel, Cet avis attendu pour instruire la demande d'autorisation environnementale du projet d'extension, a pour objectif de déterminer si l'extension de cette carrière pourrait impacter le niveau de sûreté des ouvrages hydroélectriques CNR et plus spécifiquement la sûreté des barrages latéraux situés à proximité du projet.

Pour rappel, le bureau d'étude SOLEA a sollicité CNR le début février 2022, à la suite de cet échange nous vous avions informé qu'une variation de niveau de nappe nécessiterait une vérification approfondie afin de confirmer l'absence d'impact sur notre barrage latéral.

Les documents transmis par MBTP et/ou ses prestataires début mai 2024 dans le cadre du projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Murs-et-Gélignieux ont permis à CNR d'évaluer si le projet d'extension de carrière présent un impact éventuel sur le niveau de sureté et la sécurité des ouvrages CNR situé à proximité.

Il en ressort que ce projet, tel que présenté, n'est pas de nature à impacter défavorablement le niveau de sûreté et de sécurité des ouvrages CNR.

Afin de confirmer cette absence d'impact nous préconisons une continuité du suivi piézométrique par MBTP (ou son exploitant), a minima au pas de temps trimestriel, de l'ensemble des piézomètres situés dans le périmètre de la carrière. Les données issues de ce suivi pourront être demandées par CNR, au besoin, dans le cadre du suivi de ses ouvrages.

Espérant vous avoir informé utilement, nous restons à votre disposition pour tout complément information et afin de remettre notre avis dans le cadre de l'instruction des dossiers administratifs de votre projet.

Cordialement.

Florian MAURE

Exploitation Opérationnelle du Rhône - Périmètre du Haut Rhône

Tél : +33 (0)4 79 81 78 00 - Mobile : +33 (0)6 88 89 27 17
Chemin des soupirs – 01300 BELLEY
f.maure@cnr.tm.fr

cnr.tm.fr

CNR INGÉNIERIE
L'énergie au cœur des territoires

ÉCO-GESTE SIMPLE : N'IMPRIMEZ CET EMAIL QU'EN CAS DE NÉCESSITÉ

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Annexes

Extension de l'actuelle carrière de « Courdan »

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Ingégone

97, Allée Alexandre Borodine
Immeuble WoodClub
69 800 SAINT-PRIEST
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves Mme. NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 17 novembre 2023
Référence dossier : 24.05.C.01	Modifié le : 30 août 2024 18 décembre 2024

SOMMAIRE

I. ANNEXES CARTOGRAPHIQUES (ANNEXE C-)

Annexe C - 1 : Plan cadastral et des abords
Annexe C - 2 : Carte du rayon d'affichage
Annexe C - 3 : Plan topographique illustrant l'état actuel du site
Annexe C - 4 : Plan d'accès au futur site
Annexe C - 5 : Plans de phasage du projet
Annexe C - 6 : Plans des garanties financières
Annexe C - 7 : Plan de remise en état du site et coupes techniques

II. ANNEXES ADMINISTRATIVES (ANNEXE A-)

Annexe A - 1 : Attestation de maîtrise foncière
Annexe A - 2 : Extrait K-Bis de la société Carrières MBTP
Annexe A - 3 : Avis de la commune de Murs-et-Gélignieux sur les modalités de remise en état et la vocation future du site
Annexe A - 4 : Avis des propriétaires des terrains sur les modalités de remise en état et la vocation future du site
Annexe A - 5 : Courrier de demande de dérogation au titre du plan topographique fourni à l'échelle 1/2 500ième au lieu de l'échelle au 1/200ième (article D.181-15-2 du code de l'Environnement)
Annexe A - 6 : DGI 2050 à 2053 sur les trois dernières années

III. ANNEXES TECHNIQUES (ANNEXE T-)

Annexe T- 1 : Etude géologique – coupes lithologiques des sondages - 2022
Annexe T- 2 : Etude agro-pédologique – Chambre d'agriculture de l'Ain – 2022
Annexe T- 3 : Analyse eau souterraine – Antéa - 2023
Annexe T- 4 : Expertise hydrologique – Ingégone - 2023
Annexe T- 5 : Etude acoustique – ORFEA- 2023
Annexe T- 6 : Plan de gestion des déchets inertes issus de l'exploitation du gisement
Annexe T- 7 : Fiches mesures d'évitement
Annexe T- 8 : Fiches mesures de réduction
Annexe T- 9 : Fiches mesures d'accompagnement
Annexe T- 10 : Fiches mesures de suivi

IV. ANNEXES NATURALISTES (ANNEXE N-)

Annexe N- 1 : Fiches descriptives des ZNIEFF
Annexe N- 2 : Fiches descriptives des zones Natura 2000
Annexe N- 3 : Fiches descriptives des zones humides
Annexe N- 4 : Inventaire naturaliste – Acer Campestre - 2024
Annexe N- 5 : Notice d'incidences Natura 2000 – Acer Campestre - 2024
Annexe N- 6 : Lettres d'information/sensibilisation Pour la mise en œuvre de la mesure MR4
Annexe N- 7 : Convention d'engagement pour la mise en ouvre de la mesure MR9

ANNEXES CARTOGRAPHIQUES

Annexe C - 1 : Plan cadastral et des abords

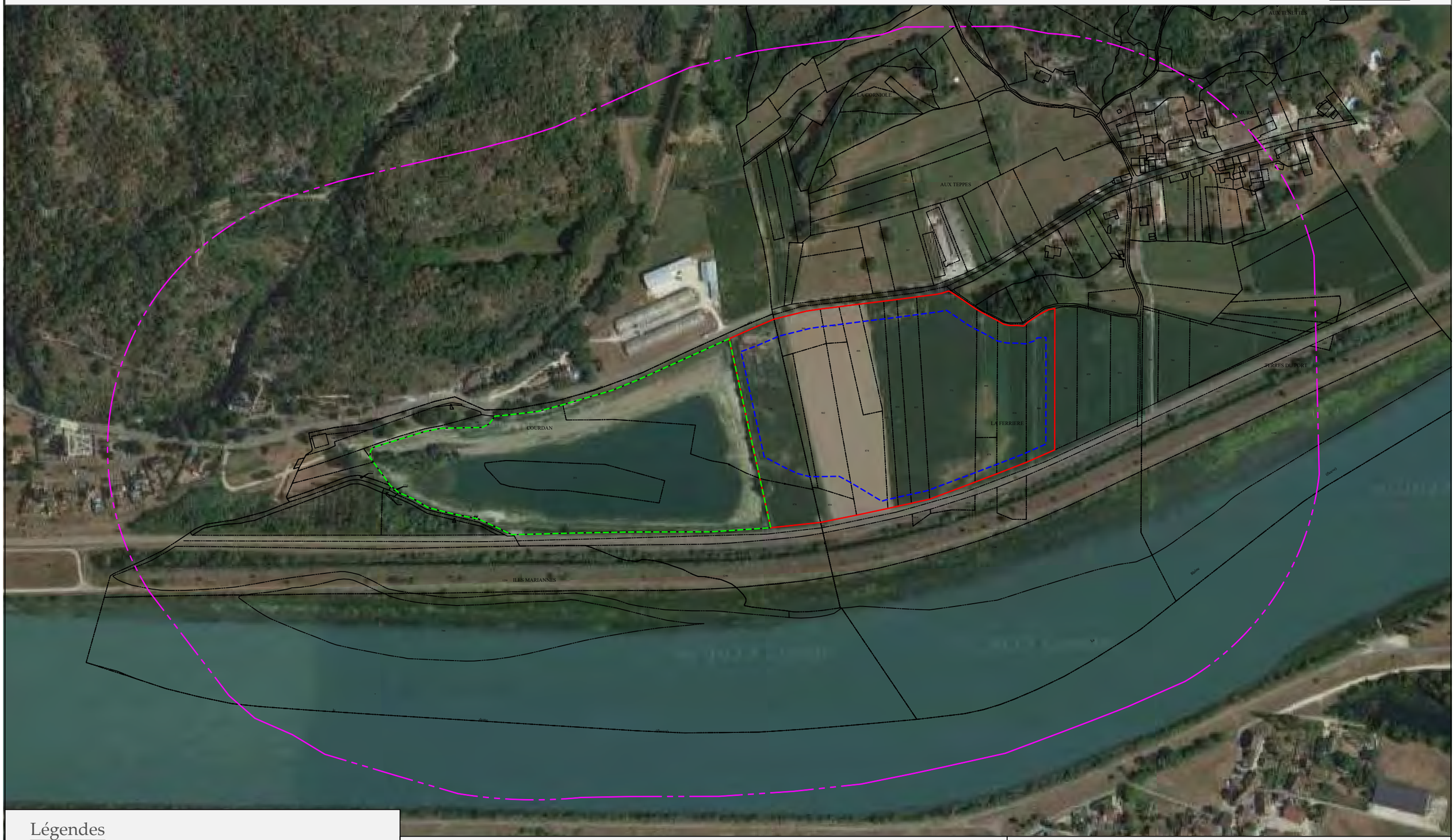
Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Plan cadastral du projet d'extension et de la carrière actuelle

Echelle 1/4 000e

CARRIÈRES MBTP



Légendes

- Projet d'extension (73 297 m²)
- Emprise de la zone d'exploitation (55 900 m²)
- Emprise de la carrière actuelle (60 841 m²)
- Rayon de 300 m

0 m — 80 m — 160 m — 240 m — 320 m

Date	Nature
Novembre 2023	Elaboration du plan cadastral

Référence fichier : MBTP_22.05.C.01

Plan mis en forme par :

Ingégone

21, Avenue Georges Pompidou
69 003 Lyon
Tel : 06.61.93.10.93
Mail : gaelle.montel@ingegone.fr

Annexe C - 2 : Carte du rayon d'affichage

Carte du rayon d'affichage
(Echelle 1/25 000e)

Groslée-Saint-Benoit

Peyrieu

La Balme

Traize

Izieu

Loisieux

Murs-et-Gélignieux

Brégnier-Cordon

Champagneux

Saint-Pierre-d'Alvey

Les Avenières Veyrins-Thuellin

Saint-Genix-les-Villages

Gerbaix

N

Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013 modifié (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales
- Rayon d'affichage de 3 km

0 1 000 2 000 m

Annexe C - 3 : Plan topographique illustrant l'état actuel du site

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Plan topographique de la carrière actuelle et du projet d'extension

Echelle 1/2 500e

CARRIÈRES MBTP

Légendes

- Projet d'extension (73 297 m²)
- Emprise de la zone d'exploitation (55 900 m²)
- Emprise de la carrière actuelle (60 841 m²)
- Rayon de 35 ml
- Réseau d'eaux pluviales

0 m — 50 m — 100 m — 150 m — 200 m

Date	Nature
Novembre 2023	Elaboration du plan topograpraphique

Référence fichier : MBTP_22.05.C.01

Plan mis en forme par :

Ingégone

21, Avenue Georges Pompidou
69 003 Lyon
Tel : 06.61.93.10.93
Mail : gaelle.montel@ingegone.fr

Annexe C - 4 : Plan d'accès au futur site

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Localisation du futur accès au site

Echelle 1/1 500e

CARRIÈRES MBTP



Légendes

- Projet d'extension (73 297 m²)
- Emprise de la zone d'exploitation (55 900 m²)
- Emprise de la carrière actuelle (60 841 m²)
- Triangle de visibilité

0 m — 30 m — 60 m — 90 m — 120 m

Date	Nature
Novmebre 2023	Localisation de l'accès au site

Référence fichier : MBTP_22.05.C.01

Plan mis en forme par :

Ingégone

21, Avenue Georges Pompidou
69 003 Lyon
Tel : 06.61.93.10.93
Mail : gaelle.montel@ingegone.fr

Annexe C - 5 : Plans de phasage du projet

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛШËÌШÓΛ ÐÕШqɣhuÆ

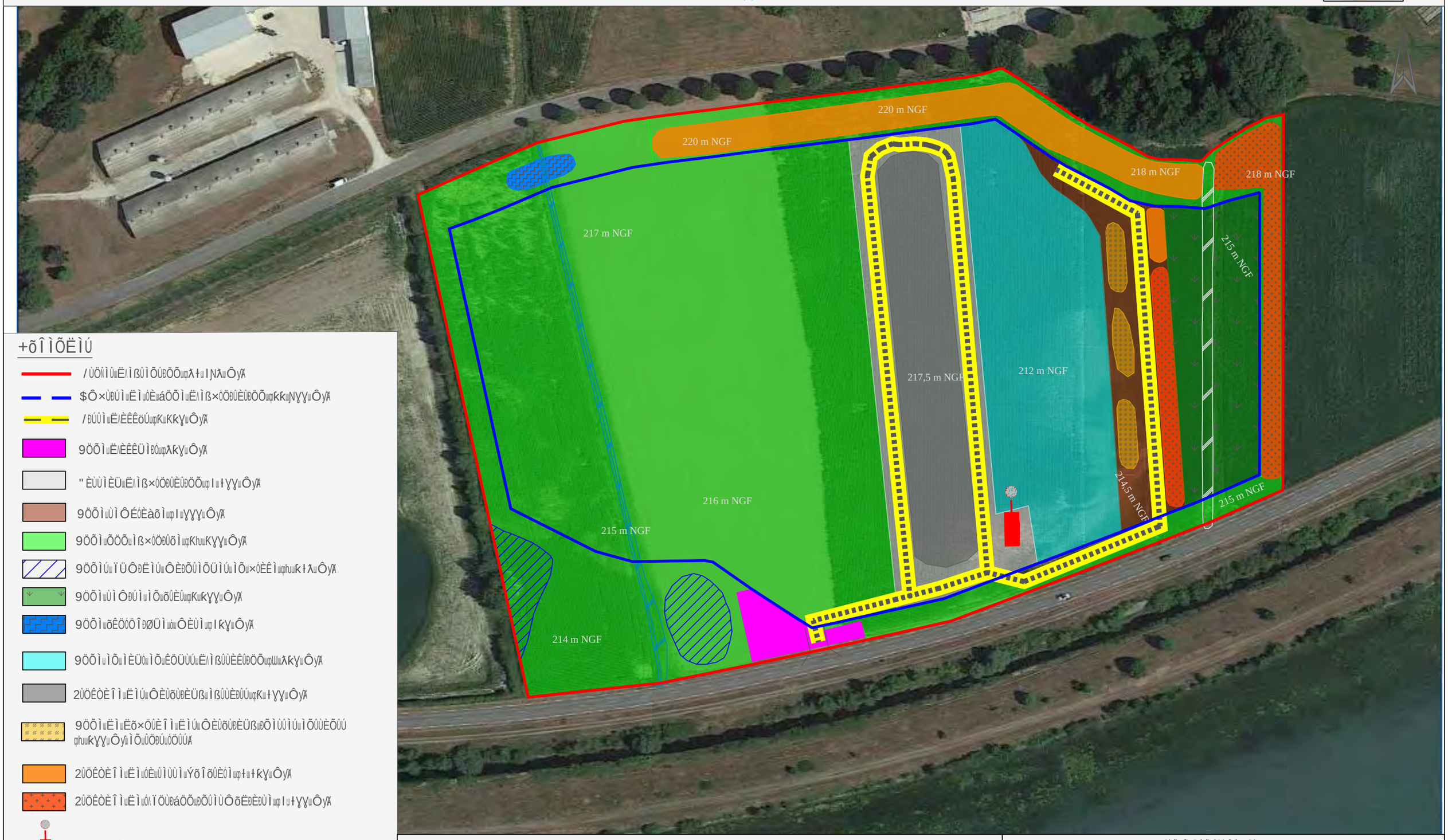
"ÖÔÔÜÕÌШËÌш , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕШËÌш×ÏÈÚÈÎÌ

/ÙÌÔÐöÙÌш×ÏÈÚÌШËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqIɣIʀШIɣIJÆ

$ÊÏÌÓÓÌɯhʊrhɯʀɣɣÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛШËΛÌßÙÌÕÚÐÖÕШqȚɬɯIJÑȚɯÔyÆ
- $Ô×ÙÐÚÌɯËÌɯÓÈɯáÖÕÌɯËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqʀkʀɯJNɣɣɯÔyÆ
- /ÐÚÛÌɯËΛÈÊÊöÚШqKɯKKɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯËΛÈÊÊÜÌÐÓШqȚKɣɯÔyÆ
- "ÈÙÙÌÈÜɯËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕШqIɯɬɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÙÌÔÉÓÈàõÌШqIɯɣɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÕÖÖÕɯÌß×ÓÖÐÛÕÌШqKhɯKɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌÚɯÏÜÔÐËÌÚɯÔÈÐÕÛÌÕÜÌÚɯÌÕɯ×ÓÈÊÌШqhɯʀɬȚɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÙÌÔÐÚÌɯÌÕɯõÛÈÙШqKɯkɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯõÊÖÓÖÎÐØÜÌɯóɯÔÈÙÌШqIʀkɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯÌÕɯÌÈÜÙɯÌÕɯÊÖÜÙÚɯËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕШqŰɯȚkɣɯÔyÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌÚɯÔÈÙõÙÐÈÜßɯÌßÛÙÈÐÛÚШqKɯɬɣɣɯÔyÆ
- 9ÖÕÌɯËÌɯËõ×ÖÛÈÎÌɯËÌÚɯÔÈÛõÙÐÈÜßɯÐÕÌÙÛÌÚɯÌÕÛÙÈÕÛÚ qhɯʀkɣɣɯÔyɯÌÕɯÛÖÐÚɯÔÖÙÚÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌɯóÈɯÛÌÙÙÌɯÝõÎõÛÈÓÌШqɬɯɬkɣɯÔyÆ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌɯËÌɯΛÏÖÙÐáÖÕɯÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌШqIɯɬɣɣɯÔyÆ
- #ÙÈÎÔÐÕÌ
- 1ÙÐÚÛÌÈÜɯËÌɯóÈɯ)ÈÕÖÚÛÌ
- %ÖÚÚõ

ɣɯÔ	ɬɣɯÔ	ɬɣɯÔ	NɣɯÔ	hʊIɣɯÔ
#ÈÙÌ	- ÈÙÚÙÌ			
ÝÙÐÛɯIɣIK	$ÛÊÉÖÙÈÛÐÕÕɯËÜɯ×ÛÈÕɯËΛÌß×ÓÖÐÚÈÛÐÖÕ			

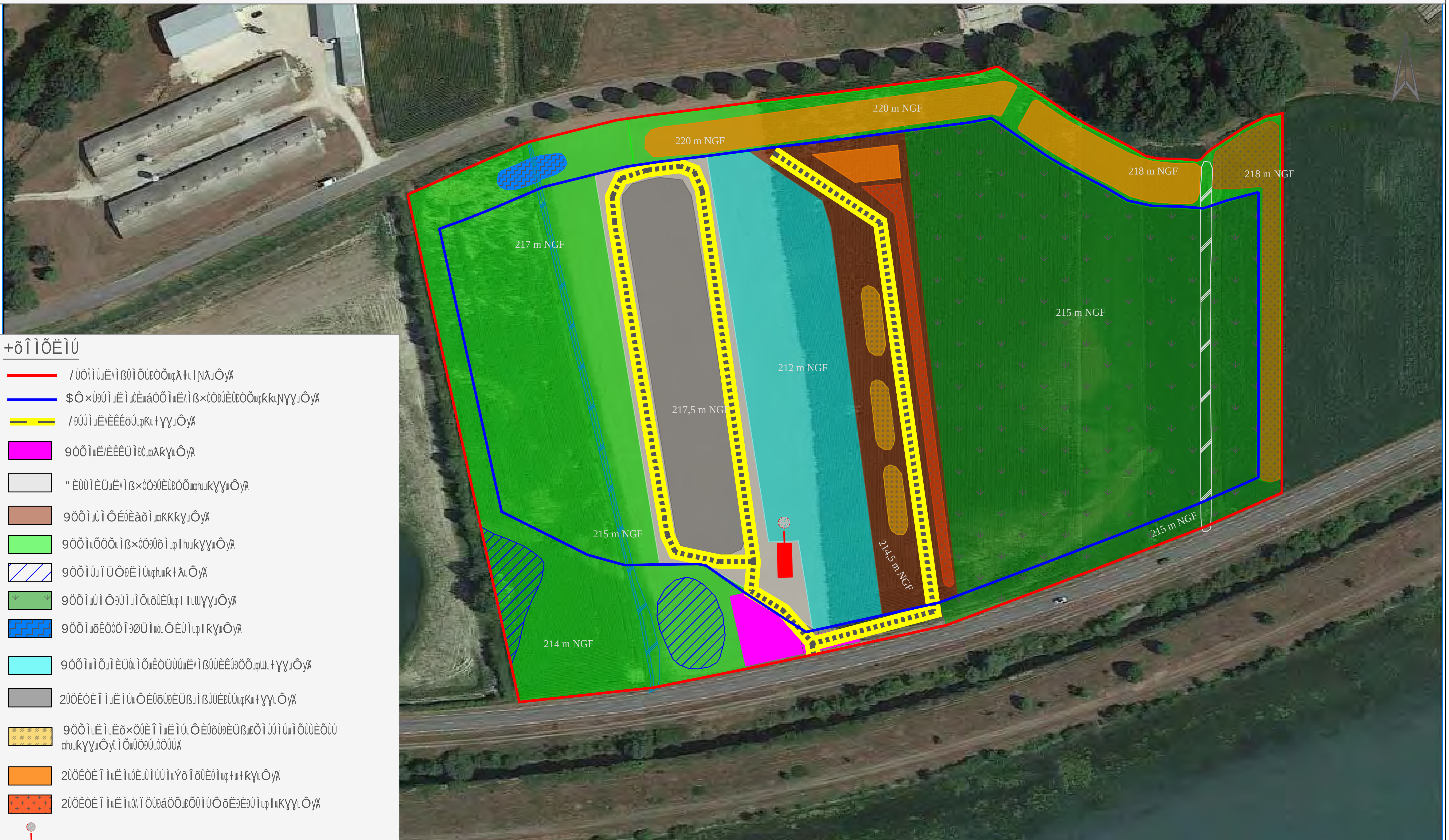
1õÍõÙÌÕÊÌɯÍÐÊÏÐÌÙúú , !3/ʀIIðɣKð"ðɣhu

/ÛÈÕɯÔÐÚɯÌÕɯÍÓÙÔÌɯ×ÈÙúó

Ingégone

ɴÅÛu ÓÓõÌu ÔÌßÈÕËÙÌu!ÖÙÔËÐÕÌ
(ÔÔÌÙÉÓÌu+Ìu6ÖÔË"ÛÚÉ
ɬɴɯШɣɣɯ2ÈÐÕÛɪ/ÙÐÌÚÚ
3ÌÛúɯɣɬðɬɬðKɯШðhɯШßNɣ
, ÈÐÛúɯÍÜÓÐÌÕðÝÈÕÛËÙÈɑÐÕÎÌÎÔÕÌðÍÙ

CARRIÈRES MBTP



Ingégone

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛщËÌщÓΛ ÐÕщφɣhuÁ

"ÖÔÔÜÕÌщËÌщ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÐÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕщËÌщ×ÏÈÚÈÎÌ

3ÙÖÐÚÐöÔÌщ×ÏÈÚÌщËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφIɣɬkшɪшIɣɬJNÁ

$ÊÏÌÓÓÌwhxrhwkɣɣÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛщËΛÌßÛÌÕÚÐÕÕщφɬшIJÑãшÔyÁ
- $Ô×ÙÐÚÌшËÌшÓÈшáÔÕÌшËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφkkшJNɣɣшÔyÁ
- /ÐÚÛÌшËΛÈÊÊöÚщIшkɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшËΛÈÊÊÜÌÐÓщφλkɣшÔyÁ
- "ÈÙÙÌÈÜшËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕщφhuшɣɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÙÌÔÉÓÈàõÌщφɬшɬɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÕÖÕÕшÌß×ÓÖÐÛÕÌщφhuшλɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌÚшÏÜÔÐËÌÚщφhuшkɬλшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÙÌÔÐÚÌшÌÕшõÛÈÙщφɬkшɣɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшõÊÖÓÖÎÐØÜÌшúшÔÈÙÌщφIkɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшÌÕшÌÈÜÙшÌÕшÊÖÜÙÚшËΛÌßÛÙÈÊÛÐÖÕщφJNшλkɣшÔyÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌÚшÔÈÙõÙÐÈÜßшÌßÛÙÈÐÛÚщφKшɬɣɣшÔyÁ
- 9ÖÕÌшËÌшËõ×ÖÛÈÎÌшËÌÚшÔÈÙõÙÐÈÜßшÐÕÌÙÛÌÚшÌÕÛÙÈÕÛÚ φhuшkɣɣшÔyшÌÕшÛÖÐÚшÓÛÚÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌшÓÈшÛÌÙÙÌшÝõÎõÛÈÓÌщφɬшkɣɣшÔyÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌшËÌшÛΛÏÖÙÐáÖÕшÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌщφIшIɣɣшÔyÁ
- #ÙÈÎÐÕÌ
- ÕÊÐÌÕшÓÐÛшÔÐÕÌÜÙшËÜшÙÜÐÚÛÌÈÜшËÌшÓÈш)ÈÕÖÛÛÌ
- %ÖÚÛõ

ɣшÔ ɬɣшÔ ɬɣшÔ JNɣшÔ huIɣшÔ

#ÈÙÌ	- ÈÙÜÙÌ
ÝÙÐÓшIɣIK	$ÓÈÉÖÙÈÛÐÕÕшËÜш×ÓÈÕшËΛÌß×ÓÖÐÚÈÛÐÖÕ

1õÍõÙÌÕÊÌшÍÐÊÏÐÌÙúш , !3/ɾIIðɣKð"ðɣhu

/ÓÈÕшÔÐÚшÌÕшÍÓÙÔÌш×ÈÙшó

ÑÃÔш ÖÖõÌш ÔÌßËÕËÜÌш!ÖÙÖËÐÕÌ (ÕÔÌÙÉÓÎш+Ìш6ÖÖË"ÖÙÉ ɬJNшWɣɣш2ËÐÕÛɪ/ÛÐÌÚÙ 3ÌÔúσɣɬðɬɬðKшÚĥhuшðÑɣ , ÈÐÓσшWÜÖÐÌÕðÝÈÕÜÈÙËɑÐÕÎÌÎÖÕÌðÍÙ

Ingégone

Annexe C - 6 : Plans des garanties financières

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛѪËÌѪÓΛ ÐÕѪqƳhѪÁ

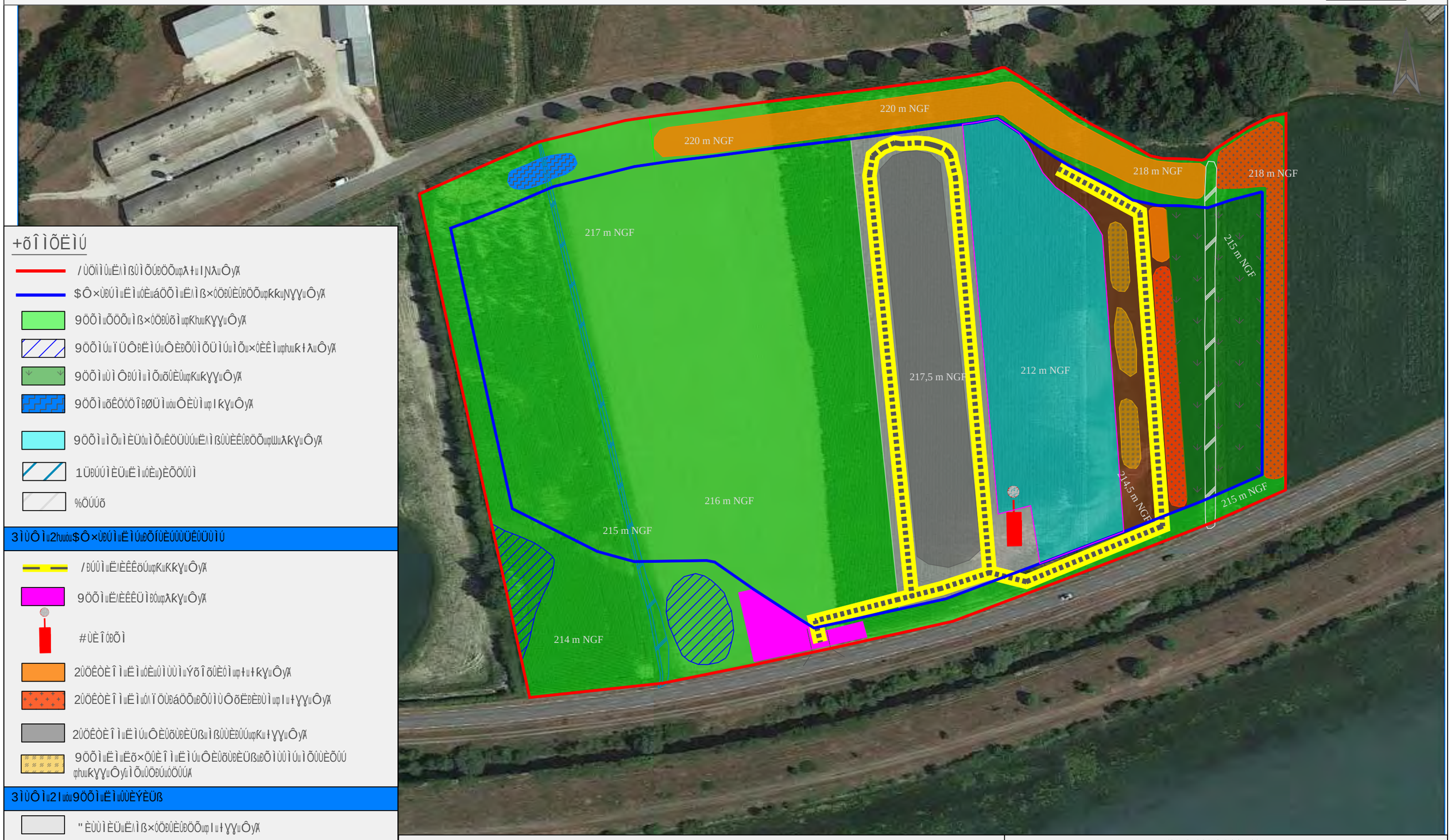
"ÖÔÔÜÕÌѪËÌѪ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÞÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕѪËÌÚѪÎÈÙÈÕÛÞÌÚѪÍÐÕÈÕÊÐöÙÌÚ

/ÙÌÔÐöÙÌѪ×ÏÈÚÌѪËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÞÖÕѪqIƳIƙѪIƳIJNÁ

$ÊÏÌÓÓÌѪhʏrhѪƙƳƳÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖÑÌÛѪËΛÌßÙÌÕÚÞÖÕѪqȚłѪIJNȚѪÔƳÁ
- $Ô×ÙÞÚÌѪËÌѪÓÈѪáÕÕÌѪËΛÌß×ÓÖÞÛÈÙÞÖÕѪqƘƘѪJNƳƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪÕÖÕѪÌß×ÓÖÞÛÕÌѪqKhѪKƳƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌÚѪÏÜÔÞËÌÚѪÔÈÞÕÛÌÕÜÌÚѪÌÕѪ×ÓÈÊÌѪqhѪKłȚѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÞÚÌѪÌÕѪõÛÈÙqKѪkƳƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪõÊÖÓÕÎÞØÜÌѪÚÈÙÌѪqIƘƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪÌÕѪÌÈÜÙѪÌÕѪÊÖÜÙÚѪËΛÌßÛÙÈÊÛÞÖÕѪqWѪȚƘƳѪÔƳÁ
- 1ÜÞÚÚÌÈÜѪËÌѪÓÈѪ)ÈÕÖÚÙÌ
- %ÖÚÚõ

3ÌÙÔÌѪ2hѪÚѪ$Ô×ÙÞÚÌѪËÌÚѪÐÕÍÛÈÚÙÜÊÛÜÙÌÚ

- /ÐÚÛÌѪËΛÈÊÊöÚqKѪKƘƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪËΛÈÊÊÜÌÐÓqȚƘƳѪÔƳÁ
- #ÙÈÎÓÞÕÌ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѪÒÈѪÛÌÙÙÌѪÝõÎõÛÈÓÌqȚѪłƘƳѪÔƳÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѪÓΛÏÖÙÞáÖÕѪÞÕÛÌÙÔõËÞÈÞÙÌqIѪłƳƳѪÔƳÁ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÞÈÜßѪÌßÛÙÈÞÛÚqKѪłƳƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪËÌѪËõ×ÖÛÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÞÈÜßѪÞÕÌÙÛÌÚѪÌÕÛÙÈÕÛÚ qhѪKƳƳѪÔƳÁ

3ÌÙÔÌѪ2IѪÚ9ÖÕÌѪËÌѪÛÙÈÝÈÜß

- "ÈÙÙÌÈÜѪËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÞÖÕqIѪłƳƳѪÔƳÁ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÉÚÈàõÌqIѪƳƳƳѪÔƳÁ

3ÌÙÔÌѪ+ÚѪ+ÞÕõÈÐÙÌѪËÌѪÉÌÙÎÌ

- !ÌÙÎÌÚѪÌÕѪÊÖÜÙÚѪËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÞÖÕѪKƘƘѪÔÓ

ƳѪÔ ȚƳѪÔ ȚƳѪÔ JNƳѪÔ hѪIƳѪÔ

#ÈÙÌ	- ÈÙÜÙÌ
ÝÙÞÚѪIƳIK	$ÚÈÉÖÙÈÛÞÕÕѪËÌÚѪÎÈÙÈÕÛÞÌÚѪÍÐÕÈÕÊÐØÙÌÚ

1õÍõÙÌÕÊÌѪÞÊÏÞÌÙѪÚ , !3/ғIIðƳKõ"ðƳh

/ÚÈÕѪÔÞÚѪÌÕѪÍÓÙÔÌѪ×ÈÙѪÚ

ÑÃÛ ÚÖõÌѪ ÔÌßÈÒËÚÌѪ!ÖÙÖËÞÕÌ
(ÔÔÌÜÉÚÌѪ+Ì 6 ÖÖË"ÓÜÉ
ȚÑѪШƳѪ2ÈÞÕÚɪ/ÚÞÌÚÙ
3ÌÚѪÚѪƳðȚȚðKѪШhѪШðÑƳ
, ÈÞÚѪÚѪÜÚÞÌÕðÝÈÕÛÈÙËаÞÕÎÌÎÔÕÌðÍÙ

Ingégone

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛѪÈÌѺÓʌ ÐÕѼqƳhѦ

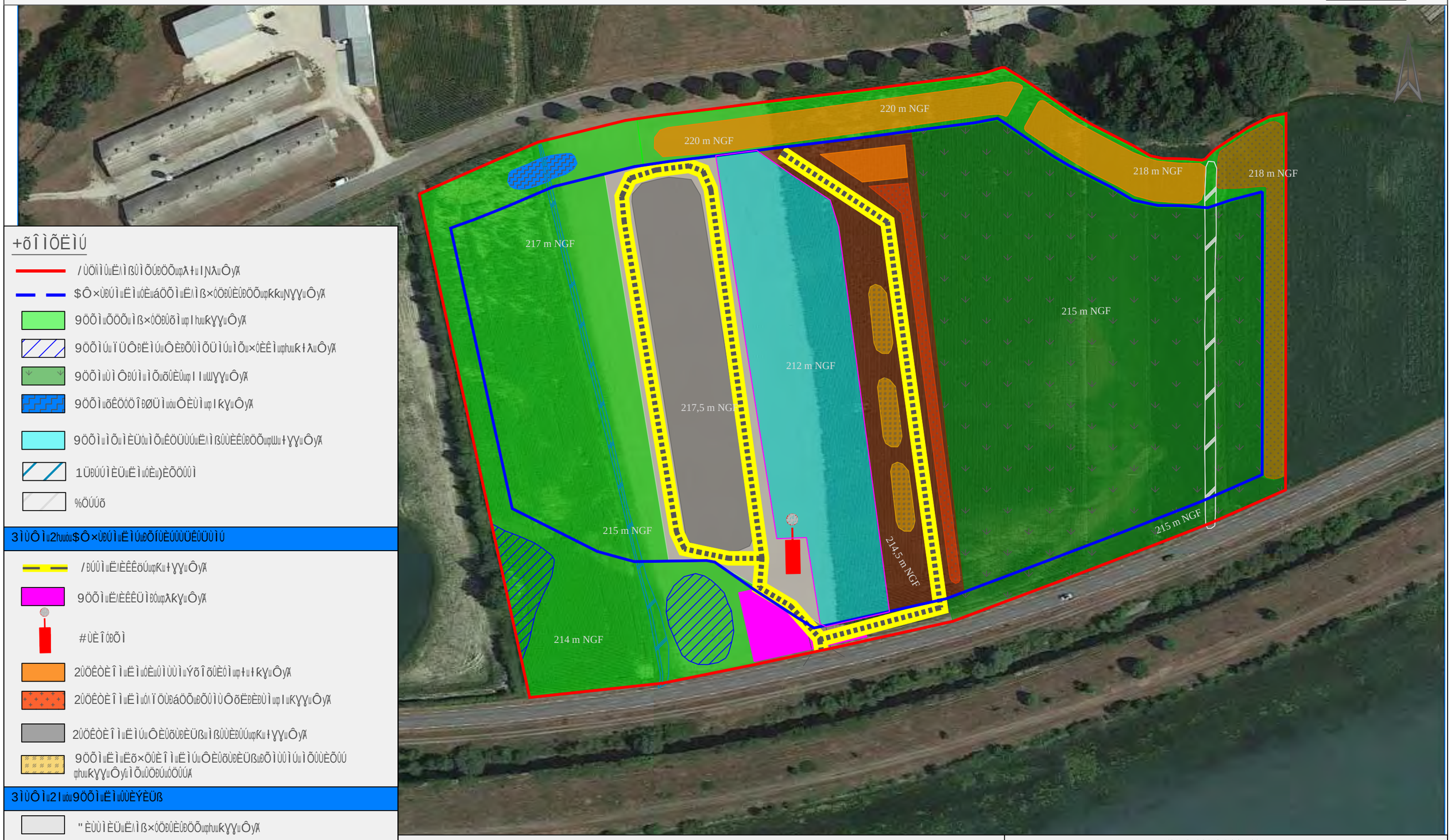
"ÖÔÔÜÕÌѪËÌѪ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÞÎÕÐÌÜß

/ÓÈÕѪËÌÚѪÎÈÙÈÕÛÐÌÚѪÍÐÕÈÕÊÐöÙÌÚ

#ÌÜßÐöÔÌѪ×ÏÈÚÌѪËʌÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕѼqƖƴƳѪɪѪƖƴƘѦ

$ÊÏÌÓÓÌѺhʊrhѪƘƴƳÌ

CARRIÈRES MBTP



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖѸÌÛѪËʌÌßÙÌÕÚÐÖÕѼqʎƖѺƖNʎѪÔyѦ
- $Ô×ÙÐÚÌѪËÌѪóÈѪáÕÕÌѪËʌÌß×ÓÖÐÛÈÙÐÖÕѼqƘƘѪNƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪÕÖÕѪÌß×ÓÖÐÛõÌѼqƖhѪƘƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌÚѪÏÜÔÐËÌÚѪÔÈÐÕÛÌÕÜѸÌÚѪÌÕѪ×ÓÈÊÌѼqhѪƘƭʎѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÐÚÌѪÌÕѪõÛÈÙѼqƖѪѪWƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪõÊÖÓÕÎÐØÜÌѪÔÈÙÌѼqƖƘƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪÌÕѪÌÈÜÙѸÌÕѪÊÖÜÙÚѪËʌÌßÛÙÈÊÛÐÖÕѼqWѪƭƳƳѪÔyѦ
- 1ÜÐÚÚÌÈÜѪËÌѪóÈѪ)ÈÕÖÚÙÌ
- %ÖÚÚõ

3ÌÙÔÌѪ2hѪѺѪ$Ô×ÙÐÚÌѪËÌÚѪÕÍÙÈÚÛÙÜÊÛÜÙÌÚ

- /ÐÚÛÌѪËʌÈÊÊöÚѼqKѪƭƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪËʌÈÊÊÜÌÐÓѼqʎƘƳѪÔyѦ
- #ÙÈÎÓÐÕÌ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѪóÈѪÛÌÙÙÌѪÝõÎõÛÈÓÌѼqƭѪƭƘƳѪÔyѦ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѪóʌÏÖÙÐáÖÕѪÐÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌѼqƖѪKƳƳѪÔyѦ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÐÈÜßѪÌßÛÙÈÐÛÚѼqKѪƭƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪËÌѪËõ×ÖÙÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÐÈÜßѪÐÕÌÙÛÌÚѪÌÕÛÙÈÕÛÚ qhѪƘƳѪÔyѪÌÕѪÜÖÐÚѪÓÛÚѦ

3ÌÙÔÌѪ2IѺѪ9ÖÕÌѪËÌѪÛÙÈÝÈÜß

- "ÈÙÛÌÈÜѪËʌÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕѼqhѪƘƳƳѪÔyѦ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÉÚÈàõÌѼqKѪKƘƳѪÔyѦ

3ÌÙÔÌѪ+ѺѪÐÕõÈÐÙÌѪËÌѪÉÌÙÎÌ

- !ÌÙÎÌÚѪÌÕѪÊÖÜÙÚѪËʌÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕѪKWƳѪÔÓ

ƳѪÔ ƭƳѪÔ ƭƳѪÔ ŊƳѪÔ hѪIƳѪÔ

#ÈÙÌ	- ÈÙÜÙÌ
ÝÙÐÛIƳIK	$ÓÈÉÖÙÈÛÐÕÕѪËÌÚѪÎÈÙÈÕÛÐÌÚѪÍÐÕÈÕÊÐØÜÌÚ

1õÍõÙÌÕÊÌѪÍÐÊÏÐÌÙѺѺ , !3/ғIIðƳKõ"ðƳhѺ

/ÛÈÕѪÔÐÚѪÌÕѪÍÓÙÔÌѪ×ÈÙѺ

ŊʌÛѪ ÛÖõÌѪ ÔÌßÈÕËÜÌѪ!ÖÙÖËÐÕÌ
(ÔÔÌÙÉÔÌѪ+ÌѪ6ÕÖË"ÛÙÉ
ƭŊѺWƳƳѪ2ÈÐÕÛɪ/ÛÐÌÚÚ
3ÌÛѺѺƳƭƭƭõKѪWßhѪWßŊƳ
, ÈÐÛѺѺÌÜÛÐÌÕßÝÈÕÛÈÙËaÐÕÎÌÎÔÕÌõÍÚ

Ingégone

#õ×ÈÙÛÌÔÌÕÛѪÌѺΛ ÐÕѬqɣhѦ

"ÖÔÔÜÕÌѪËÌѬ , ÜÙÚɪÌÛɪ&õÓÞÎÕÞÌÜß

/ÓÈÕѬËÌÚѬÎÈÙÈÕÛÞÌÚѬÍÐÕÈÕÊÐöÙÌÚ

3ÙÖÐÚÐöÔÌѬ×ÏÈÚÌѪËΛÌß×ÓÖÐÛÈÛÐÖÕѬqIɣɬƙѬɪIɣɬJΝѦ

$ÊÏÌÓÓÌѡhɤrhѡƙɣɣÌ



+õÎÌÕËÌÚ

- /ÙÖѬÌÛѪΛÌßÛÌÕÚÞÖÕѬqλɬѡIJΝλѪÔɣѦ
- $Ô×ÙÞÚÌѪËÌѬÓÈѪáÕÕÌѪËΛÌß×ÓÖÞÛÈÙÞÖÕѬqƙƘѬJΝɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪÕÖÕѪÌß×ÓÖÞÛõÌѬqhѵѡλɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌÚѡÏÜÔÞËÌÚѪÔÈÞÕÛÌÕÜÌÚѡÌÕѡ×ÓÈÊÌѬqɬѡλѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÞÚÌѡÌÕѪõÚÈÙѬqɬƘѪɣɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪõÊÖÓÕÎÞØÜÌѬÓÈÙÌѬqIƙɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѡÌÕѪÌÈÜÙѪÌÕѪÊÖÜÙÚѪËΛÌßÛÙÈÊÛÞÖÕѬqJNѪλƘɣѪÔɣѦ
- 1ÜÞÚÚÌÈÜѪËÌѬÓÈѪ)ÈÕÖÚÛÌ
- %ÖÚÚõ

3ÌÙÔÌѪ2hѬÓѪ$Ô×ÙÞÚÌѪËÌÚѪÕÕÍÙÈÚÛÙÜÊÛÜÙÌÚ

- /ÐÚÛÌѪËΛÈÊÊÖÚqIѪKɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪËΛÈÊÊÜÌÐÓqλƘɣɣѪÔɣѦ
- #ÙÈÎÓÞÕÌ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѬÓÈѪÛÌÙÙÌѪÝõÎõÛÈÓÌqɬѪKɣɣѪÔɣѦ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌѬÓΛÏÖÙÞáÖÕѪÞÕÛÌÙÔõËÐÈÐÙÌqIѪIɣɣѪÔɣѦ
- 2ÛÖÊÒÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÞÈÜßѪÌßÛÙÈÐÛÚqKѪɬɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪËÌѪËõ×ÖÙÈÎÌѪËÌÚѪÔÈÛõÙÞÈÜßѪÞÕÌÙÛÌÚѪÌÕÛÙÈÕÛÚ qhѵѪKɣɣѪÔɣѦÌÕѪÙÖÞÚѪÖÛÚΛ

3ÌÙÔÌѪ2IѬÓ9ÖÕÌѪËÌѪÛÙÈÝÈÜß

- "ÈÙÛÌÈÜѪËΛÌß×ÓÖÞÛÈÛÞÖÕqhѵɣɣɣѪÔɣѦ
- 9ÖÕÌѪÙÌÔÉÚÈàõÌqɬѪɬɣɣѪÔɣѦ

3ÌÙÔÌѪ+ѬÓ+ÞÕõÈÞÙÌѪËÌѪÉÌÛÎÌ

- !ÌÙÎÌÚѪÌÕѪÊÖÜÙÚѪËΛÌß×ÓÖÞÛÈÛÞÖÕѪKKɣѪÔÓ

ɣѪÔ	ɬɣѪÔ	ɬɣѪÔ	ΝɣѪÔ	hѵIɣѪÔ
#ÈÛÌ	- ÈÛÜÙÌ			
ÝÙÞÔѵIɣIK	$ÚÈÉÖÙÈÛÞÖÕѪËÌÚѪÎÈÙÈÕÛÞÌÚѵÍÞÕÈÕÊÞÐÙÌÚ			

1õÍõÙÌÕÊÌѪÎÞÊÏÐÌÙѬ , !3/ғIIðɣKð"ðɣhѵ

/ÚÈÕѪÔÞÚѵÌÕѪÍÓÙÔÌѪ×ÈÙѬ

Ingégone

ΝλÛѪ ÓÕõÌѪ ÓÌßÈÕËÜÌѪ!ÓÙÜËÞÕÌ
(ÔÔÌÜËÓÌѪ+ÌѪ6ÓÒËѺÜÉ
ɬΝѪѪɣѪ2ÈÞÕÛɪ/ÙÐÌÚÚ
3ÌÛѬѵɣɬɬåKѪѡßhѵѡßΝɣ
, ÈÐÛѬѵѪÜÓÞÌÕßÝÈÕÛÈÙËаÞÕÎÌÎÕÕÌßÍÙ

Annexe C - 7 : Plan de remise en état du site et coupes techniques

Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Zone agricole (7,10 ha)
- Chenal d'évacuation des eaux pluviales
- Ruisseau de la Janotte
- Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
- Murgiers
- Mare (250 m²)

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Plan de remise en état

Echelle 1/500 e

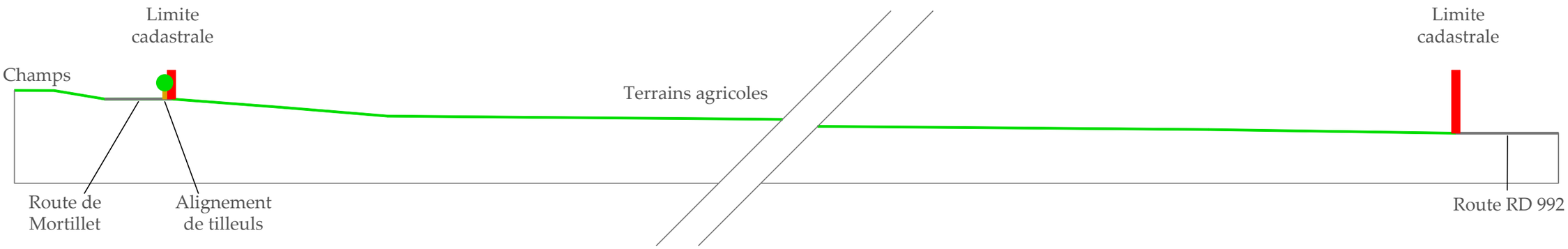
N

Nord

Sud

A

A'



0 m 10 m 20 m 30 m 40 m

Date	Nature
Septembre 2023	Coupe de remise en état

Référence fichier : MBTP_22.05.C.01

Plan mis en forme par :

21, Avenue Georges Pompidou
69 003 Lyon
Tel : 06.61.93.10.93
Mail : gaelle.montel@ingegone.fr

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

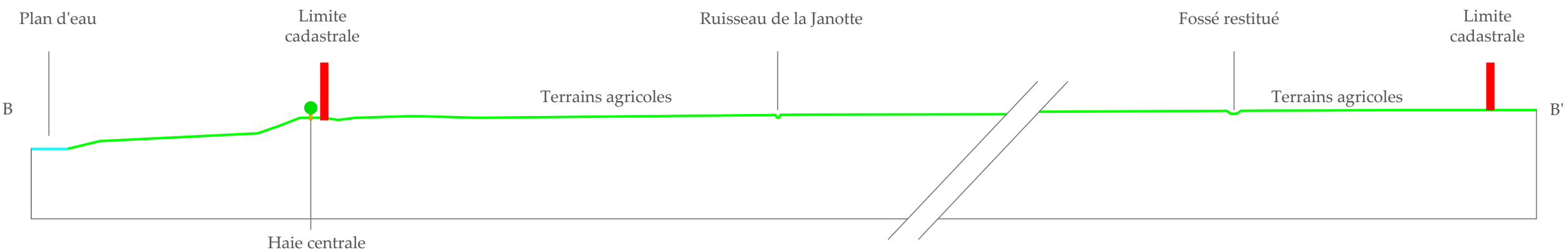
Plan de remise en état

Echelle 1/500 e

N

Ouest

Est



0 m 10 m 20 m 30 m 40 m

Date	Nature
Septembre 2023	Coupe de remise en état

Référence fichier : MBTP_22.05.C.01

Plan mis en forme par :

21, Avenue Georges Pompidou
69 003 Lyon
Tel : 06.61.93.10.93
Mail : gaelle.montel@ingegone.fr

ANNEXES ADMINISTRATIVES

Annexe A - 1 : Attestation de maîtrise foncière

**Pli confidentiel envoyé à la l'Unité Départementale de l'Ain (UD01)
de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
(à l'attention de l'inspecteur des Installations Classées)**

Annexe A - 2 : Extrait K-Bis de la société Carrières MBTP

Greffe du Tribunal de Commerce de Chambéry
12 BD DE LA COLONNE
73008 CHAMBERY CEDEX

N° de gestion 1990B00199

Code de vérification : BV7LuHKOAn
https://controle.infogreffe.fr/controle

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 14 avril 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	377 629 589 R.C.S. Chambéry
Date d'immatriculation	24/04/1990
Dénomination ou raison sociale	**CARRIERES MBTP**
Forme juridique	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
Capital social	266 000,00 Euros
Adresse du siège	Zone Industrielle Le Jasmin Saint-Genix-sur-Guiers 73240 ST GENIX LES VILLAGES
Activités principales	Toutes carrières (exploitation). Négoce des matériaux extraits sous leur forme d'origine ou après transformation.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 24/04/2080
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

Dénomination	SERFIM RECYCLAGE
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Adresse	2 Chemin du Génie 69200 Vénissieux
Immatriculation au RCS, numéro	392 928 826 Lyon

Directeur général

Nom, prénoms	VAN TROYS Eric Claude
Date et lieu de naissance	Le 13/03/1970 à Douai (59)
Nationalité	Française
Domicile personnel	218 B Terre de Perrière 38460 Dizimieu

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	CONSEILS ET EXPERTISE RHONE ALPES CERALP
Forme juridique	Société anonyme
Adresse	270 Rue Jean-Michel Savigny 69400 Villefranche-sur-Saône
Immatriculation au RCS, numéro	340 228 212 RCS Villefranche-Tarare

Commissaire aux comptes suppléant

Nom, prénoms	GRESLE Stéphanie
Date et lieu de naissance	Le 13/10/1970 à Bordeaux (33)
Nationalité	Française
Domicile personnel ou adresse professionnelle	270 Rue Jean-Michel Savigny Bp 255 69659 Villefranche-sur-Saône Cedex

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Adresse de l'établissement	Zone Industrielle Le Jasmin Saint-Genix-sur-Guiers 73240 ST GENIX LES VILLAGES
Activité(s) exercée(s)	Toutes carrières (exploitation). Négoce des matériaux extraits sous leur forme d'origine ou après transformation.
Date de commencement d'activité	30/11/1996
Origine du fonds ou de l'activité	Création

Greffe du Tribunal de Commerce de Chambéry
12 BD DE LA COLONNE
73008 CHAMBERY CEDEX

N° de gestion 1990B00199

Précédent exploitant

Nom, prénoms	PERROUSE Lucien François
Mode d'exploitation	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bourg-en-Bresse

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention du 24/04/1990	Historique des observations depuis le 24/04/1990 : - Date de commencement d'activite à l'origine : le 01/04/1990. - Fonds précédent : SAINT GENIX SUR GUIERS, Rue des Juifs du 01/10/1990 au 30/11/1996. - Fusion par absorption de la SOCIETE SAVOISIENNE DE DRAGAGES SOSADRAG (747 020 311 RCS BELLEY) à compter du 01/12/2003 (avec effet rétroactif au 01/01/2003).
- Mention du 20/06/2016	Société ayant participé à l'opération de fusion : dénomination RMBTP-BOSVET Forme juridique SASU Siège social ZI le Jasmin 73240 ST GENIX SUR GUIERS Rcs 437 180 185 RCS CHAMBERY

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

TRIBUNAL DE COMMERCE
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GREFFE

Annexe A - 3 : Avis de la commune de Murs-et-Gélignieux sur les modalités de remise en état et la vocation future du site

Murs-et-Gélignieux, le 17 mai 2023

Mairie de Murs-et-Gélignieux
985 route de Galletti
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le panan
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT-GENIX LES VILLAGES

Objet *Projet d'extension de la carrière de sables et graviers*
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part du projet de remise en état de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « la Ferrière », localisée sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à vocation agricole, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A364 et A500.

Je soussignée, Pierre VALLIN, agissant en qualité de Maire de la commune de Murs-et-Gélignieux donne l'avis suivant sur les modalités de remise en état et l'usage futur du site, au lieu-dit « la Ferrière » :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Pierre VALLIN

Maire de la commune de Murs-et-Gélignieux

MAIRIE DE MURS-ET-GÉLIGNIEUX (Ain)

Annexe A - 4 : Avis des propriétaires des terrains sur les modalités de remise en état et la vocation future du site

DUFOUR Jérôme
298 Chemin du Lac
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : *Projet d'extension de la carrière de sables et graviers*
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Jérôme DUFOUR**, en ma qualité de nu propriétaire des **parcelles cadastrées A 354 et 876** d'une surface totale de 11 880 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société **MBTP** et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

- [x] Avis favorable
- [ ] Avis défavorable
- [ ] Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Jérôme DUFOUR

Date et Signature

le 27 juillet 2023

Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de l'extension (7,23 ha)
- Zone agricole (7,10 ha)
- Chenal d'évacuation des eaux pluviales
- Ruisseau de la Jarrotte
- Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
- Murgers
- Mare (250 m²)

DUFOUR Marie-Claude
298 Chemin du Lac
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Madame Marie-Claude DUFOUR**, en ma qualité d'usufruitier des **parcelles cadastrées A 354 et 876** d'une surface totale de 11 860 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

- [X] Avis favorable
- [ ] Avis défavorable
- [ ] Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Marie-Claude DUFOUR

Date et Signature

27-7-2023

M.-C. Dufour

Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Zone agricole (7,10 ha)
- Chenal d'évacuation des eaux pluviales
- Ruisseau de la Janotte
- Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
- Merlons
- Mare (250 m²)

CONAND Jean-Paul
1536 Route de Mortillet
Hameau de Trémurs
01 300 Murs-et-Gélignieux

Societe MBTP
200 ZI Le Jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 Saint Genix les Villages

Murs-et-Gélignieux, le 27 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fernère », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à vocation agricole, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussigné, **Monsieur Jean-Paul CONAND**, en ma qualité de propriétaire de la parcelle cadastrée A 498 d'une surface totale de 2 740 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état de la parcelle susmentionnée, présentée sur le plan joint :

☑ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Jean-Paul CONAND
Date et Signature 27.07.2023


Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)
N
499
500
498
812
490
771
866
816
835
834
354
501
502
874
878
876
854
0
50
100 m
Légende
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Zone agricole (7,10 ha)
Chenal d'évacuation des eaux pluviales
Ruisseau de la Janotie
Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
Murgiers
Mare (250 m²)

ALPHONSINE Dominique
949 Route du Bugey
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 27 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fenière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Madame Dominique ALPHONSINE**, en ma qualité de propriétaire de la **parcelle cadastrée A 771** d'une surface totale de 13 969 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société **MBTP** et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état de la parcelle susmentionnée, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Dominique ALPHONSINE

Date et Signature

le 27/07/23

Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)



Légende

- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Zone agricole (7,10 ha)
- Chenal d'évacuation des eaux pluviales
- Ruisseau de la Janotte
- Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
- Murgiers
- Mare (250 m²)

27/09/23.

La société des ILES MARIANNES
291 Chemin des Cigales
01 300 Murs-et-Gélignieux

Societe MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 Saint Genix les Villages

Murs-et-Gélignieux, le 24 juillet 2023

Objet : *Projet d'extension de la carrière de sables et graviers*
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fenière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Gérard BETTANT**, en ma qualité de gérant de **La société des ILES MARIANNES**, propriétaire des **parcelles cadastrées A 500, 501, 502, 654** d'une surface totale de 10 867 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX dans l'emprise du projet d'extension de la carrière sise à Courdan, sur la commune MURS-ET-GELIGNIEUX exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Gérard BETTANT
Gérant de La Société des ILES MARIANNES

Date et Signature

27/07/2023


Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)
N
499
500
498
490
812
771
866
816
835
834
354
501
502
874
878
876
854
Légende
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Zone agricole (7,10 ha)
Chenal d'évacuation des eaux pluviales
Ruisseau de la Janotte
Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
Mare (250 m²)
50
100 m.

MALOD Alain
635 route de Mortillet
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole,** conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Alain MALOD**, en ma qualité de nu propriétaire des **parcelles cadastrées A 490 et 878** d'une surface totale de 3 613 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

- [X] Avis favorable
- [ ] Avis défavorable
- [ ] Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Alain MALOD
Date et Signature
14/08/2023

MALOD Eliane
119 rue de la mairie
01 300 Brégnier-Cordon

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fernère », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Madame Eliane MALOD**, en ma qualité de nu propriétaire des **parcelles cadastrées A 490 et 878** d'une surface totale de 3 613 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Eliane MALOD

Date et Signature

14 Août 2023

Malod

MALOD Elisabeth
512 chemin des cigales
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole,** conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Madame Elisabeth MALOD**, en ma qualité de nu propriétaire et usufruitière des **parcelles cadastrées A 490 et 878 d'une** surface totale de 3 613 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Elisabeth MALOD

Date et Signature
14/08/2023

PICOT GUERAUD Françoise
1056 route de Galletti
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole,** conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Madame Françoise PICOT GUERAUD**, en ma qualité de nu propriétaire des **parcelles cadastrées A 490 et 878** d'une surface totale de 3 613 m² située sur la commune de **MURS-ET-GELIGNIEUX**, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société **MBTP** et dont la **Demande d'Autorisation Environnementale** sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles susmentionnées, présentée sur le plan joint :

- [X] Avis favorable
- [ ] Avis défavorable
- [ ] Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Françoise PICOT GUERAUD
Date et Signature
14/08/2023

Picot Gueraud

REY Jacky
575 route de Duisse
73 240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fenière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole,** conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Jacky REY**, en ma qualité de nu propriétaire en indivision des **parcelles cadastrées A 499, 866, 874 d'une surface totale de 12 875 m²** située sur la commune de **MURS-ET-GELIGNIEUX**, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Jacky REY

Date et Signature

1.8.23

REY Yvette
Hameau de Trémurs
01 300 Murs-et-Gélignieux

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500

Je soussignée, **Madame Yvette REY**, en ma qualité de nu propriétaire en indivision des **parcelles cadastrées A 499, 866, 874** d'une surface totale de 12 875 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la **Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis** suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Yvette REY

Date et Signature

5.8.23

Y. Rey

REY Michel
114 rue de la Vellaz
01 510 Saint-Marcel-de-Bavel

Societe MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 Saint Genix les Villages

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Michel REY**, en ma qualité de nu propriétaire en indivision des **parcelles cadastrées A 499, 868, 874** d'une surface totale de 12 875 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Michel REY

Date et Signature

1-08-23

Société SOLEA
9 Parc d'activité du Buisson Rond
38 460 VILLEMOIRIEU

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole,** conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussignée, **Monsieur Patrice GIAIOURAS**, en ma qualité de Président de la société ALEO GROUPE, elle-même Présidente de la société SOLEA, propriétaire de la **parcelle cadastrée A 812** d'une surface totale de 3 429 m² située sur la commune de **MURS-ET-GELIGNIEUX**, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société **MBTP** et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaires(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Patrice GIAIOURAS

Date et Signature

Le 5/09.23

MORNEY Alexis
628 bis rue Henri Dunant
01 120 NIEVROZ

SOCIETE MBTP
200 ZI Le jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Murs-et-Géligneux, le 26 juillet 2023

Objet : Projet d'extension de la carrière de sables et graviers
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension *de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Fenière », localisé sur la commune de Murs-et-Géligneux (01).*

L'usage futur des terrains sera à vocation agricole, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation *actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours* d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussigné, Monsieur Alexis MORNEY, *en ma qualité de propriétaire de la* parcelle cadastrée A 816 d'une surface totale de *5 340 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans* l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société *MBTP* et dont la Demande d'Autorisation *Environnementale* sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en *état de la parcelle susmentionnée, présentée sur le plan joint :*

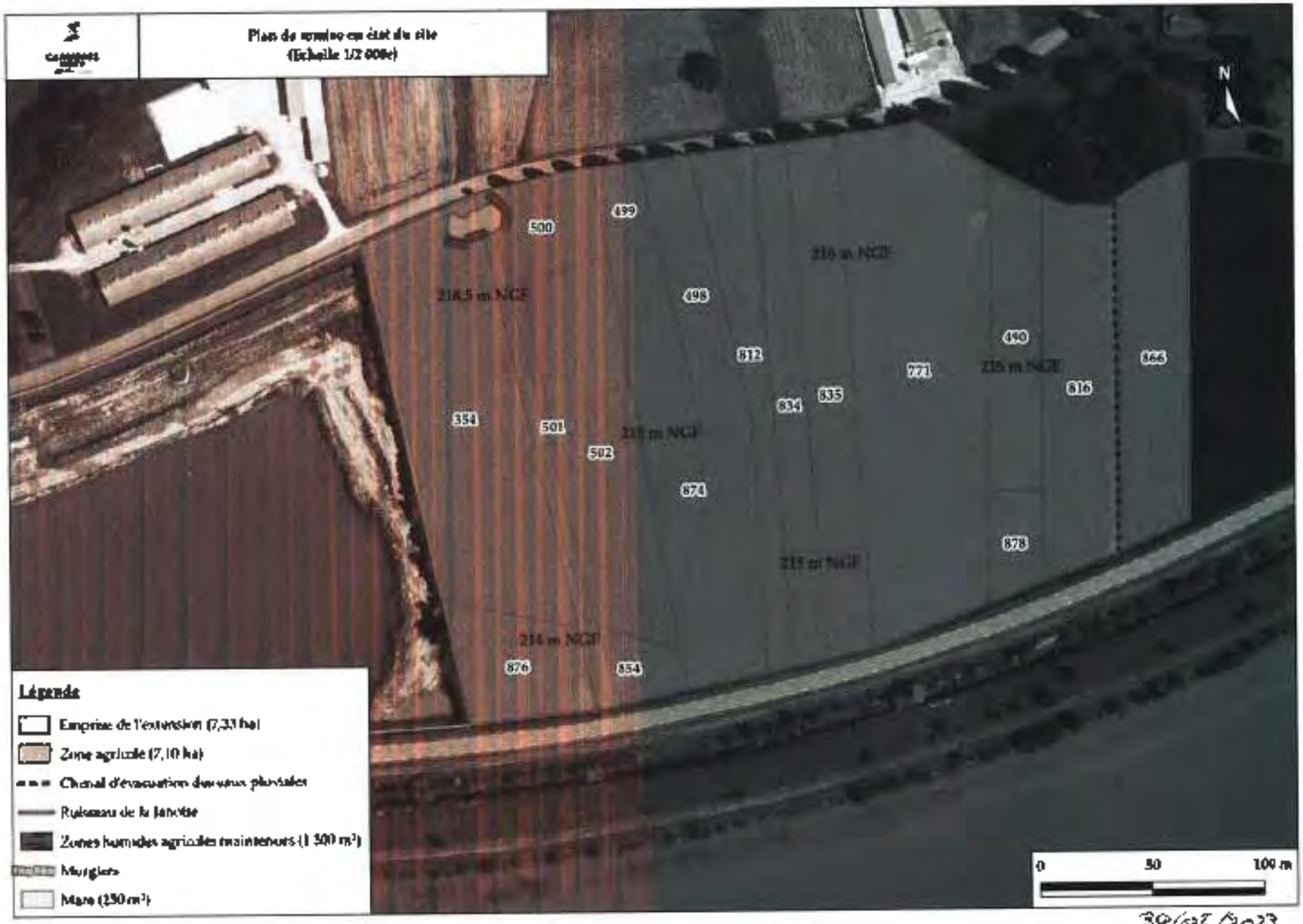
☒ *Avis favorable*

☐ *Avis défavorable*

☐ *Autre(s) commentaire(s)*

Nous vous prions d'agréer, Monsieur *le Directeur,* l'expression de nos *sentiments les plus respectueux.*

Alexis MORNEY
Date et Signature
30/07/2023


Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)
N
499
500
216 m NGF
216,5 m NGF
498
490
812
771
215 m NGF
866
816
835
834
354
501
215 m NGF
502
874
878
215 m NGF
214 m NGF
876
854
0
50
100 m
Légende
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Zone agricole (7,10 ha)
Chemin d'évacuation des eaux pluviales
Ruisseau de la Jalousie
Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
Merlons
Mare (250 m²)

30/06/2023

VOIRON SERGE
11 rue des Douaniers
Hameau de Murs
01 300 Murs-et-Gélignieux

Societe MBTP
200 ZI Le Jasmin
Saint Genix sur Guiers
73 240 Saint Genix les Villages

Murs-et-Gélignieux, le 25 juillet 2023

Objet : *Projet d'extension de la carrière de sables et graviers*
Remise en état et usage futur

Monsieur le Directeur,

Vous nous avez fait part de la remise en état prévue sur les terrains objet de votre projet d'extension de la carrière de sables et graviers, sis au lieu-dit « La Ferrière », localisé sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

L'usage futur des terrains sera à **vocation agricole**, conformément au règlement d'urbanisme et à l'occupation actuelle du sol. Une mare écologique sera par ailleurs aménagée en tête du tronçon reconstitué du cours d'eau de la Janotte, sur les parcelles A354 et A500.

Je soussigné, **Monsieur Serge VOIRON**, en ma qualité de propriétaire des **parcelles cadastrées A 834 et 835** d'une surface totale de 8 584 m² située sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX, dans l'emprise du projet d'extension de la carrière exploitée par la société MBTP et dont la Demande d'Autorisation Environnementale sera prochainement déposée en Préfecture de l'Ain, émet l'avis suivant sur la remise en état des parcelles mentionnées, présentée sur le plan joint :

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Autre(s) commentaire(s)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments les plus respectueux.

Serge VOIRON

Date et Signature

27.07.2023.


Plan de remise en état du site
(Echelle 1/2 000e)
N
499
500
498
490
812
866
771
816
835
834
354
501
502
874
878
876
854
Légende
Emprise de l'extension (7,33 ha)
Zone agricole (7,10 ha)
Chenal d'évacuation des eaux pluviales
Ruisseau de la Jonotte
Zones humides agricoles maintenues (1 500 m²)
Murgiers
Mare (250 m²)
0
50
100 m

Annexe A - 5 : Courrier de demande de dérogation au titre du plan topographique fourni à l'échelle 1/2 500ième au lieu de l'échelle au 1/200ième (article D.181-15-2 du code de l'Environnement)

CARRIÈRES
MBTP
200 Zi Le Jasmin, Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Saint Genix les Villages, le 6 novembre 2023

Préfecture de l'Ain

Bureau de l'urbanisme de l'aménagement et des installations classées
45 Av. Alsace Lorraine
01012 Bourg-en-bresse

A l'attention de Madame la Préfète

Objet : Demande de dérogation
Article D.181-15-2 du Code de l'environnement

Madame la Préfète,

Je soussigné, Yves GIAIOURAS, agissant en qualité de Directeur, au nom et pour le compte de la Société CARRIERES MBTP dont le siège se situe 200 Zi Le Jasmin, Saint Genix sur Guiers 73 240 SAINT GENIS LES VILLAGES, ai l'honneur de solliciter pour des raisons de présentation, une dérogation concernant le plan topographique fourni à l'échelle 1/2 500e au lieu de l'échelle au 1/200e (Article D. 181-15-2 du Code de l'Environnement).

Je vous prie de croire, Madame la Préfète, en l'assurance de ma haute considération.

Yves GIAIOURAS
Directeur

Annexe A - 6 : DGI 2050 à 2053 sur les trois dernières années

1 - BILAN ACTIF

DGFiP N° 2050 2020

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP

Adresse de l'entreprise : 200 ZI Le Jasmin 73240 SAINT GENIX SUR GUIERS

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

si déposé néant, cochez la case :

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2020 Net 3
		Capital souscrit non appelé (I)	AA			
ACTIF IMMOBILISÉ *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement *	AB	AC		
		Frais de développement *	CX	CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	53 132	AG 53 132	0
		Fonds commercial (1)	AH	126 761	AI	126 761
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	37 647	AK 37 647	
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM	
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	593 820	AO 376 336	217 484
		Constructions	AP	135 871	AQ 132 832	3 040
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 975 572	AS 1 574 662	400 910
		Autres immobilisations corporelles	AT	649 436	AU 252 885	396 551
		Immobilisations en cours	AV		AW	
		Avances et acomptes	AX		AY	
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT	
		Autres participations	CU		CV	
		Créances rattachées à des participations	BB		BC	
		Autres titres immobilisés	BD		BE	
		Prêts	BF		BG	
		Autres immobilisations financières *	BH	21 168	BI	21 168
		TOTAL (II)	BJ	3 593 408	BK 2 427 493	1 165 914
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM	
		En cours de production de biens	BN		BO	
		En cours de production de services	BP		BQ	
		Produits intermédiaires et finis	BR	353 930	BS	353 930
		Marchandises	BT		BU	
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW	
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)*	BX	464 999	BY 30 092	434 907
		Autres créances (3)	BZ	575 716	CA	575 716
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC	
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres : .....)	CD	1 216	CE	1 216
		Disponibilités	CF	61 211	CG	61 211
Comptes de Régularisation		Charges constatées d'avance (3)*	CH	23 425	CI	23 425
		TOTAL (III)	CJ	1 480 497	CK 30 092	1 450 405
		Frais d'emission d'emprunt à étaler (IV)	CW			
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM			
		Ecarts de conversion actif * (VI)	CN			
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	5 073 905	1A 2 457 586	2 616 319

Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes :	CP		(3) Part à plus d'un an :	CR	
Clause de réserve de propriété : *	Immobilisations :		Stocks :			Créances :	

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

2 - BILAN PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2020

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

				Exercice N
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 266 000)		DA	266 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		DB	40 018
	Écarts de réévaluation (2) * (dont écart d'équivalence : EK)		DC	
	Réserve légale (3)		DD	26 600
	Réserves statutaires ou contractuelles		DE	
	Réserves réglementées (3)* (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours : B1)		DF	
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants * EJ)		DG	590 600
	Report à nouveau		DH	
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		DI	116 625
	Subventions d'investissement		DJ	
	Provisions réglementées *		DK	
	TOTAL (I)		DL	1 039 843
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs		DM	
	Avances conditionnées		DN	
	TOTAL (II)		DO	
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques		DP	
	Provisions pour charges		DQ	296 076
	TOTAL (III)		DR	296 076
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles		DS	
	Autres emprunts obligataires		DT	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)		DU	695 354
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)		DV	65 980
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		DW	3 285
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		DX	349 890
	Dettes fiscales et sociales		DY	153 236
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		DZ	
	Autres dettes		EA	12 656
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)		EB	
	TOTAL (IV)		EC	1 280 401
	Écarts de conversion passif * **(V)**		ED	
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)		EE	2 616 319

RENVOIS				
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital		1B	
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C	
		Écart de réévaluation libre	1D	
		Réserve de réévaluation (1976)	1E	
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *		EF	
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		EG	781 502
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		EH	65 801

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en liste) DGFiP N° 2052 2020

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

				Exercice N				
				France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *		FA	2 415 837	FB		FC	2 415 837
	Production vendue	biens *	FD		FE		FF	
		services *	FG	261 464	FH		FI	261 464
	Chiffres d'affaires nets *		FJ	2 677 301	FK		FL	2 677 301
	Production stockée *						FM	(26 531)
	Production immobilisée *						FN	
	Subventions d'exploitation						FO	
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)						FP	91 727
	Autres produits (1) (11)						FQ	67
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	2 742 563
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *						FS	119 773
	Variation de stock (marchandises) *						FT	
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *						FU	708
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)*						FV	
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis)*						FW	1 676 663
	Impôts, taxes et versements assimilés *						FX	79 605
	Salaires et traitements *						FY	417 224
	Charges sociales (10)						FZ	173 399
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations - dotations aux amortissements *					GA	120 504
		Sur immobilisations - dotations aux provisions					GB	
		Sur actif circulant : dotations aux provisions *					GC	
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	37 066
	Autres charges (12)						GE	4 946
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	2 629 888
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							GG	112 675
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée * **(III)**						GH	
	Perte supportée ou bénéfice transféré * **(IV)**						GI	
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ	
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK	
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	3
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM	
	Différences positives de change						GN	
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO	
	Total des produits financiers (V)						GP	3
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions *						GQ	
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	2 773
	Différences négatives de change						GS	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT	
	Total des charges financières (VI)						GU	2 773
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	(2 770)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)							GW	109 905

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

4 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite) — DGFiP N° 2053 2020

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

			Exercice N
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	57 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	57 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	3 373
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	3 373
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	53 627
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ	
Impôts sur les bénéfices * **(X)**		HK	46 906
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	2 799 566
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	2 682 941
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	116 625

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO	
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G	
(3) Dont	- Crédit-bail mobilier *	HP	43 565
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H	
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J	
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K	
(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX	
(6 ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC	
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9)	Dont transferts de charges	A1	53 880
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13) (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) A5	A2	
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3	
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4	
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles : facultatives A6	obligatoires A9	
	dont cotisations facultatives Madelin	A7	
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	A8	

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N Charges exceptionnelles	Exercice N Produits exceptionnels
VNC SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS	3 373	
PRODUITS SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS		57 000
TOTAL GENERAL	3 373	57 000

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N Charges antérieures	Exercice N Produits antérieurs
TOTAL GENERAL		

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

* Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032 - NOT

1 - BILAN ACTIF

DGFiP N° 2050 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP

Adresse de l'entreprise : 200 ZI Le Jasmin 73240 SAINT GENIX SUR GUIERS

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

si déposé néant, cochez la case :

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2021 Net 3	Exercice N-1 Net 4
		Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	AB		AC		
		Frais de développement	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	54 712	AG 53 212	1 499	0
		Fonds commercial (1)	AH	126 761	AI	126 761	126 761
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	37 646	AK 37 646		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	593 820	AO 385 615	208 204	217 484
		Constructions	AP	135 871	AQ 135 784	86	3 039
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 663 483	AS 1 329 075	334 407	400 910
		Autres immobilisations corporelles	AT	683 931	AU 300 328	383 603	396 550
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières	BH	30 287	BI	30 287	21 167
		TOTAL (II)	BJ	3 326 514	BK 2 241 663	1 084 851	1 165 914
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	236 875	BS	236 875	353 930
		Marchandises	BT		BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)	BX	310 953	BY 31 618	279 335	434 906
		Autres créances (3)	BZ	949 676	CA	949 676	575 716
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	1 215	CE	1 215	1 215
		Disponibilités	CF	126 450	CG	126 450	61 210
Comptes de Régularisation		Charges constatées d'avance (3)	CH	12 069	CI	12 069	23 425
		TOTAL (III)	CJ	1 637 240	CK 31 618	1 605 622	1 450 404
		Frais d'emission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
		Ecarts de conversion actif (VI)	CN				
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	4 963 755	1A 2 273 281	2 690 473	2 616 319

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an : CR

Clause de réserve de propriété : Immobilisations : | Stocks : | Créances :

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

2 - BILAN PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

					Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)	(Dont versé : 266 000)		DA	266 000	266 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB	40 017	40 017
	Écarts de réévaluation (2)	(dont écart d'équivalence : EK)		DC		
	Réserve légale (3)			DD	26 599	26 599
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)	Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours	B1	DF		
	Autres réserves	Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants	EJ	DG	607 125	590 599
	Report à nouveau			DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	318 997	116 625
	Subventions d'investissement			DJ	59 949	
	Provisions réglementées			DK		
	TOTAL (I)			DL	1 318 689	1 039 843
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM		
	Avances conditionnées			DN		
	TOTAL (II)			DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP		
	Provisions pour charges			DQ	258 473	296 075
	TOTAL (III)			DR	258 473	296 075
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	508 757	695 353
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs		EI	DV	3 104	65 980
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	3 284	3 284
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	389 176	349 890
	Dettes fiscales et sociales			DY	190 157	153 235
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ		
	Autres dettes			EA	18 830	12 655
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB		
	TOTAL (IV)			EC	1 113 311	1 280 400
	Écarts de conversion passif **(V)**			ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	2 690 473	2 616 319

RENVOIS						
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital			1B		
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		1C		
		Écart de réévaluation libre		1D		
		Réserve de réévaluation (1976)		1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme			EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	813 731	781 502
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH	13 143	65 801

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en liste) DGFiP N° 2052 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

			Exercice N						Exercice N-1
			France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		FA	3 096 933	FB		FC	3 096 933	2 415 836
	Production vendue	biens	FD		FE		FF		
		services	FG	326 833	FH		FI	326 833	261 463
	Chiffres d'affaires nets		FJ	3 423 767	FK		FL	3 423 767	2 677 300
	Production stockée						FM	(117 055)	(26 531)
	Production immobilisée						FN		
	Subventions d'exploitation						FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)						FP	96 641	91 726
	Autres produits (1) (11)						FQ	13	66
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	3 403 367	2 742 563
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)						FS	230 007	119 772
	Variation de stock (marchandises)						FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						FU	1 995	707
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						FV		
	Autres achats et charges externes (3)						FW	1 845 271	1 676 662
	Impôts, taxes et versements assimilés						FX	81 535	79 605
	Salaires et traitements						FY	498 688	417 223
	Charges sociales (10)						FZ	184 709	173 399
	DOTATIONS D'EXPLOITATION — Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *					GA	134 885	120 503
		- dotations aux provisions					GB		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions						GC	1 744	
	Pour risques et charges : dotations aux provisions						GD	35 119	37 066
	Autres charges (12)						GE	232	4 946
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	3 014 190	2 629 887
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							GG	389 177	112 675
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée **(III)**						GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré **(IV)**						GI		
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	129	2
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM		
	Différences positives de change						GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO		
	Total des produits financiers (V)						GP	129	2
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions						GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	4 073	2 773
	Différences négatives de change						GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT		
	Total des charges financières (VI)						GU	4 073	2 773
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	(3 943)	(2 770)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)							GW	385 233	109 904

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

4 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite) DGFiP N° 2053 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

			Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	53 508	57 000
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	53 508	57 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF	4 348	3 372
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	4 348	3 372
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	49 160	53 627
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ		
Impôts sur les bénéfices **(X)**		HK	115 396	46 906
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	3 457 006	2 799 566
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	3 138 009	2 682 940
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	318 997	116 625
RENVOIS (1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme	HO		
(2) Dont	produits de locations immobilières	HY		
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(3) Dont	- Crédit-bail mobilier	HP	43 564	43 564
	- Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées	1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées	1K		
(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)	HX		
(6 ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)	RC		
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD		
(9)	Dont transferts de charges	A1	23 701	53 879
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) **A5**	A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)	A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)	A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles facultatives **A6** / obligatoires **A9**			
	dont cotisations facultatives Madelin **A7**			
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite **A8**			

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
VNC SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS	4 348	
PRODUIT SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS		45 000
QUOTE PART SUBV INVESTISSEMENTS		8 508
TOTAL GENERAL	4 348	53 508

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs
TOTAL GENERAL		

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

1 - BILAN ACTIF

DGFiP N° 2050 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP

Adresse de l'entreprise : 200 ZI Le Jasmin 73240 SAINT GENIX SUR GUIERS

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

si déposé néant, cochez la case :

			Brut 1		Amortissements, provisions 2	Exercice N clos le, 31/12/2022 Net 3	Exercice N-1 Net 4
		Capital souscrit non appelé (I)	AA				
ACTIF IMMOBILISÉ *	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissement	AB		AC		
		Frais de développement	CX		CQ		
		Concessions, brevets et droits similaires	AF	54 712	AG 53 528	1 183	1 499
		Fonds commercial (1)	AH	126 761	AI	126 761	126 761
		Autres immobilisations incorporelles	AJ	37 646	AK 37 646		
		Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	AL		AM		
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains	AN	593 820	AO 394 894	198 925	208 204
		Constructions	AP	135 871	AQ 135 871	0	86
		Installations techniques, matériel et outillage industriels	AR	1 229 697	AS 865 369	364 327	334 407
		Autres immobilisations corporelles	AT	801 004	AU 346 755	454 249	383 603
		Immobilisations en cours	AV		AW		
		Avances et acomptes	AX		AY		
	IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (2)	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence	CS		CT		
		Autres participations	CU		CV		
		Créances rattachées à des participations	BB		BC		
		Autres titres immobilisés	BD		BE		
		Prêts	BF		BG		
		Autres immobilisations financières	BH	30 287	BI	30 287	30 287
		TOTAL (II)	BJ	3 009 801	BK 1 834 066	1 175 734	1 084 851
ACTIF CIRCULANT	STOCKS *	Matières premières, approvisionnements	BL		BM		
		En cours de production de biens	BN		BO		
		En cours de production de services	BP		BQ		
		Produits intermédiaires et finis	BR	201 044	BS	201 044	236 875
		Marchandises	BT		BU		
		Avances et acomptes versés sur commandes	BV		BW		
	CRÉANCES	Clients et comptes rattachés (3)	BX	433 205	BY 5 429	427 775	279 335
		Autres créances (3)	BZ	598 351	CA	598 351	949 676
		Capital souscrit et appelé, non versé	CB		CC		
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	CD	1 215	CE	1 215	1 215
		Disponibilités	CF	80 374	CG	80 374	126 450
Comptes de Régularisation		Charges constatées d'avance (3)	CH	13 906	CI	13 906	12 069
		TOTAL (III)	CJ	1 328 097	CK 5 429	1 322 668	1 605 622
		Frais d'emission d'emprunt à étaler (IV)	CW				
		Primes de remboursement des obligations (V)	CM				
		Ecarts de conversion actif (VI)	CN				
		TOTAL GÉNÉRAL (I à VI)	CO	4 337 899	1A 1 839 495	2 498 403	2 690 473

Renvois : (1) Dont droit au bail : | (2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes : CP | (3) Part à plus d'un an : CR 6 515

Clause de réserve de propriété : Immobilisations : | Stocks : | Créances :

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

2 - BILAN PASSIF avant répartition

DGFiP N° 2051 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

					Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1)	(Dont versé :	266 000	DA	266 000	266 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...			DB	40 017	40 017
	Écarts de réévaluation (2)	(dont écart d'équivalence : EK		DC		
	Réserve légale (3)			DD	26 599	26 599
	Réserves statutaires ou contractuelles			DE		
	Réserves réglementées (3)	Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1		DF		
	Autres réserves	Dont réserve relative à l'achat d'oeuvres originales d'artistes vivants EJ		DG	576 122	607 125
	Report à nouveau			DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			DI	(79 913)	318 997
	Subventions d'investissement			DJ	104 178	59 949
	Provisions réglementées			DK		
	TOTAL (I)			DL	933 004	1 318 689
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs			DM		
	Avances conditionnées			DN		
	TOTAL (II)			DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques			DP		
	Provisions pour charges			DQ	314 337	258 473
	TOTAL (III)			DR	314 337	258 473
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles			DS		
	Autres emprunts obligataires			DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)			DU	599 788	508 757
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs	EI		DV	208	3 104
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			DW	3 284	3 284
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés			DX	472 697	389 176
	Dettes fiscales et sociales			DY	150 166	190 157
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			DZ		
	Autres dettes			EA	24 914	18 830
Compte régul.	Produits constatés d'avance (4)			EB		
	TOTAL (IV)			EC	1 251 061	1 113 311
	Écarts de conversion passif **(V)**			ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)			EE	2 498 403	2 690 473

RENVOIS						
(1)	Écart de réévaluation incorporé au capital			1B		
(2)	Dont	Réserve spéciale de réévaluation (1959)		1C		
		Écart de réévaluation libre		1D		
		Réserve de réévaluation (1976)		1E		
(3)	Dont réserve spéciale des plus-values à long terme			EF		
(4)	Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an			EG	917 754	813 731
(5)	Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			EH	46 644	13 143

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

3 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (en liste) DGFiP N° 2052 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

				Exercice N						Exercice N-1
				France		Exportations et livraisons intracommunautaires		Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises		FA	2 993 609	FB		FC	2 993 609		3 096 933
	Production vendue	biens	FD		FE		FF			
		services	FG	340 864	FH		FI	340 864		326 833
	Chiffres d'affaires nets		FJ	3 334 473	FK		FL	3 334 473		3 423 767
	Production stockée						FM	(35 831)		(117 055)
	Production immobilisée						FN			
	Subventions d'exploitation						FO			
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges (9)						FP	62 999		96 641
	Autres produits (1) (11)						FQ	13 543		13
	Total des produits d'exploitation (2) (I)						FR	3 375 185		3 403 367
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises (y compris droits de douane)						FS	410 952		230 007
	Variation de stock (marchandises)						FT			
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)						FU	3 915		1 995
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						FV			
	Autres achats et charges externes (3)						FW	2 148 087		1 845 271
	Impôts, taxes et versements assimilés						FX	78 838		81 535
	Salaires et traitements						FY	467 675		498 688
	Charges sociales (10)						FZ	186 305		184 709
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Sur immobilisations	- dotations aux amortissements *				GA	132 038		134 885
			- dotations aux provisions				GB			
		Sur actif circulant : dotations aux provisions					GC	5 421		1 744
		Pour risques et charges : dotations aux provisions					GD	60 901		35 119
	Autres charges (12)						GE	30 047		232
	Total des charges d'exploitation (4) (II)						GF	3 524 183		3 014 190
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)							GG	(148 998)		389 177
opérations en commun	Bénéfice attribué ou perte transférée **(III)**						GH			
	Perte supportée ou bénéfice transféré **(IV)**						GI			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations (5)						GJ			
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)						GK			
	Autres intérêts et produits assimilés (5)						GL	182		129
	Reprises sur provisions et transferts de charges						GM			
	Différences positives de change						GN			
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						GO			
	Total des produits financiers (V)						GP	182		129
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions						GQ			
	Intérêts et charges assimilées (6)						GR	3 418		4 073
	Différences négatives de change						GS			
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						GT			
	Total des charges financières (VI)						GU	3 418		4 073
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)							GV	(3 236)		(3 943)
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)							GW	(152 235)		385 233

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

4 - COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (suite) DGFiP N° 2053 2022

Désignation de l'entreprise : CARRIERES MBTP — Néant ☐

			Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	HB	71 301	53 508
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC		
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	71 301	53 508
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	HF		4 348
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	HG		
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH		4 348
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	71 301	49 160
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise **(IX)**		HJ		
Impôts sur les bénéfices **(X)**		HK	(1 020)	115 396
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)		HL	3 446 669	3 457 006
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)		HM	3 526 582	3 138 009
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	(79 913)	318 997

RENVOIS

(1)	Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO		
(2)	Dont	produits de locations immobilières	HY		
		produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	1G		
(3)	Dont	- Crédit-bail mobilier	HP	43 564	43 564
		- Crédit-bail immobilier	HQ		
(4)	Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		1H		
(5)	Dont produits concernant les entreprises liées		1J		
(6)	Dont intérêts concernant les entreprises liées		1K		
(6 bis)	Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C.G.I.)		HX		
(6 ter)	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC		
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)		RD		
(9)	Dont transferts de charges		A1	26 352	23 701
(10)	Dont cotisations personnelles de l'exploitant (dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS) **A5**		A2		
(11)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (produits)		A3		
(12)	Dont redevances pour concessions de brevets, de licences (charges)		A4		
(13)	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles facultatives **A6**	obligatoires **A9**			
	dont cotisations facultatives Madelin	**A7**			
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	**A8**			

(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :

	Exercice N	
	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
PRODUIT SUR CESSIONS IMMOBILISATIONS		52 000
QUOTE PART SUBV INVESTISSEMENTS		19 301
TOTAL GENERAL		71 301

(8) Détail des produits et charges sur exercices antérieurs :

	Exercice N	
	Charges antérieures	Produits antérieurs
TOTAL GENERAL		

© Invoke - Formulaire TDFC - non réglementaire pour les dépôts papier

Cliquer sur ce lien pour accéder à la notice 2032-NOT-SD

ANNEXES TECHNIQUES

Annexe T- 1 : Etude géologique – coupes lithologiques des sondages - 2022

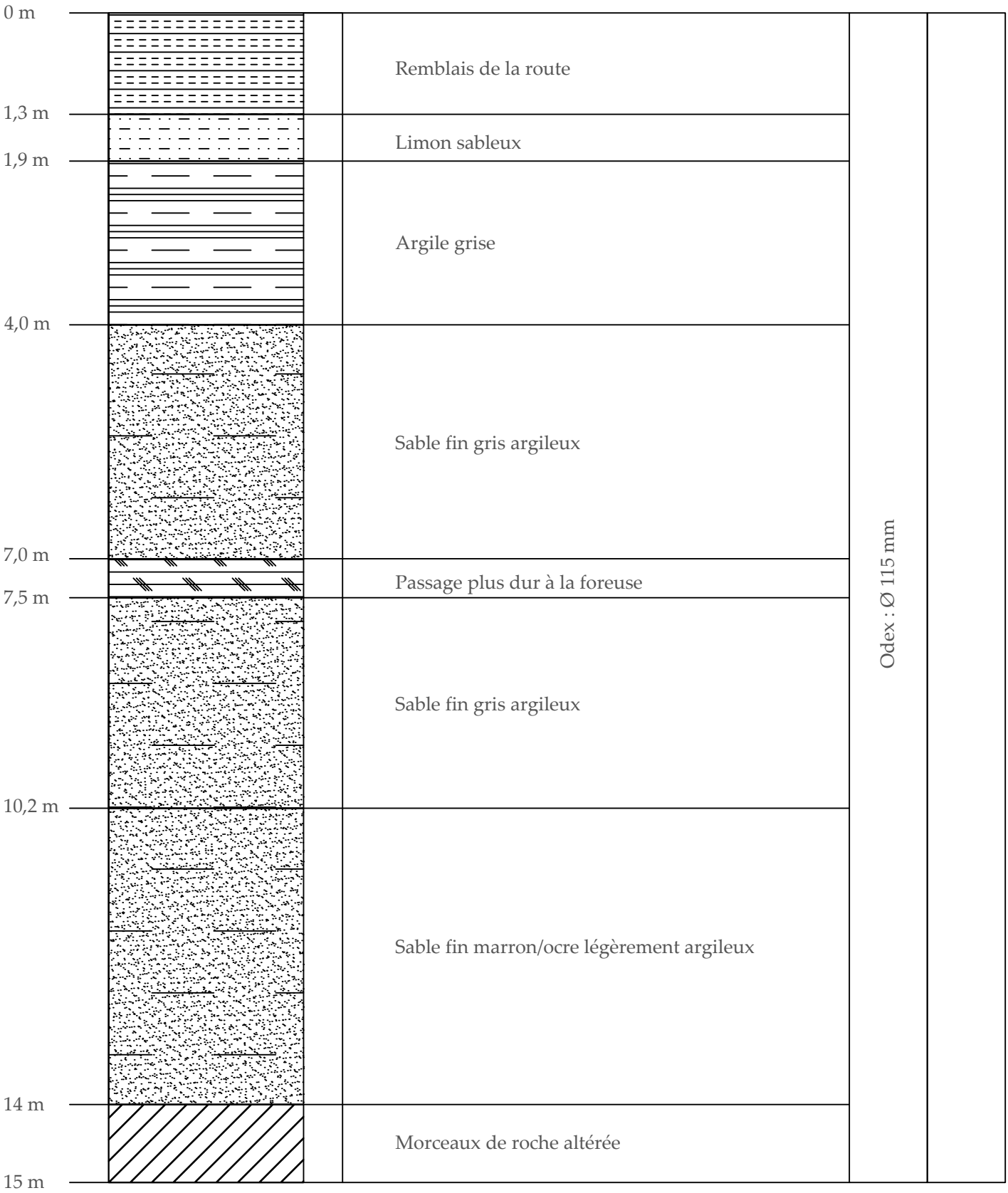
CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage Pz 5

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau



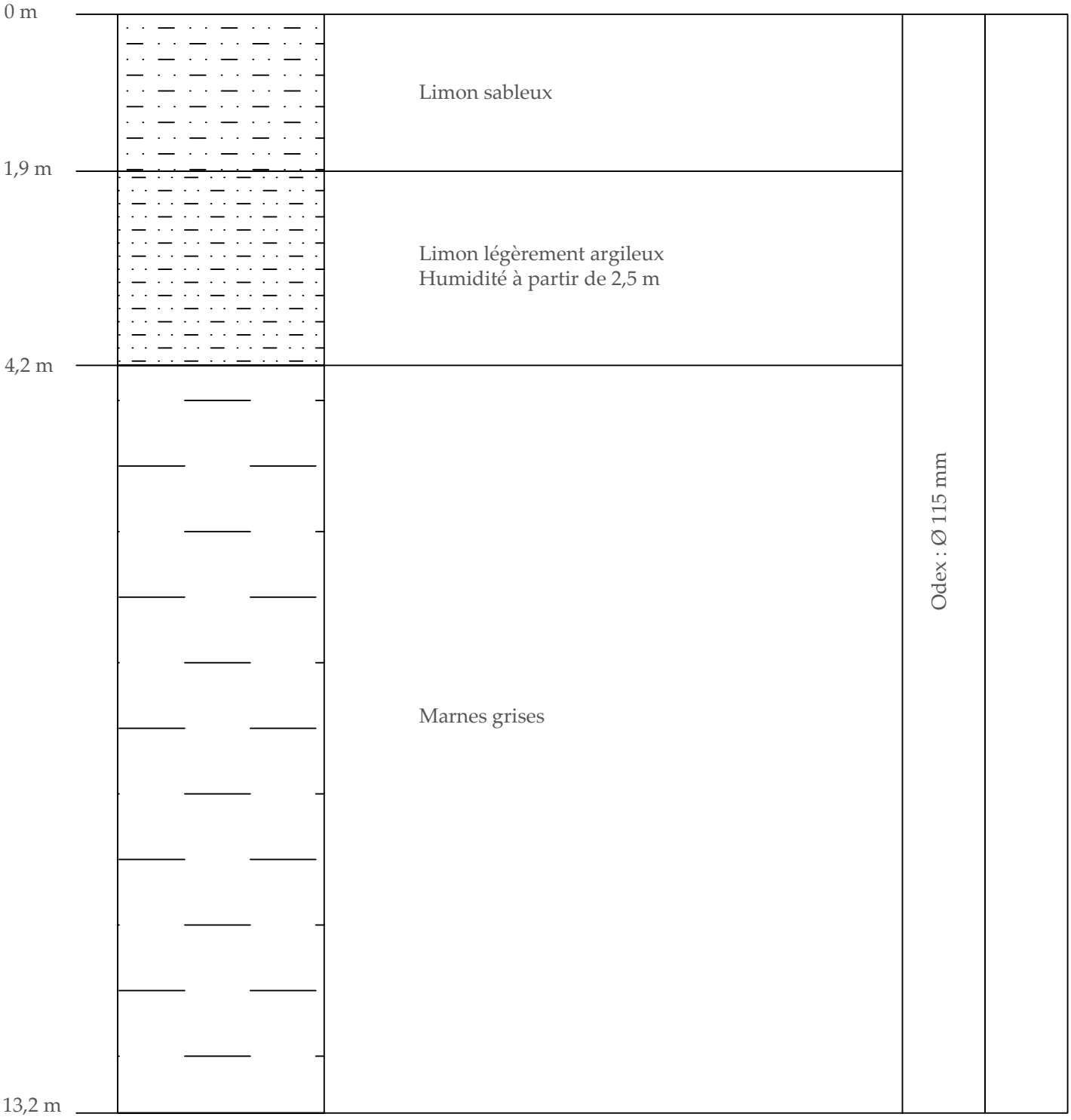
CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage Pz 6

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau



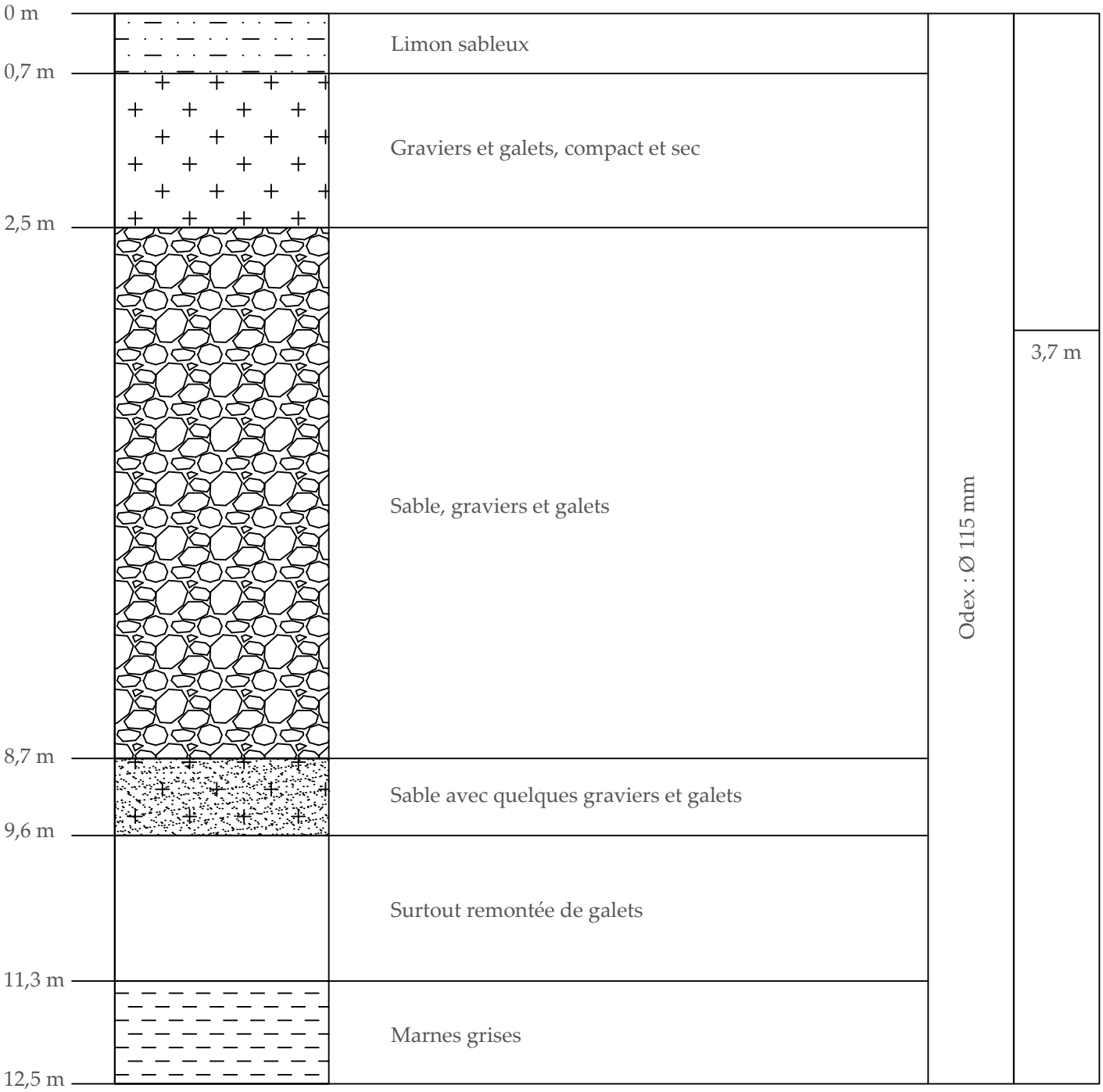
CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage Pz 7

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau

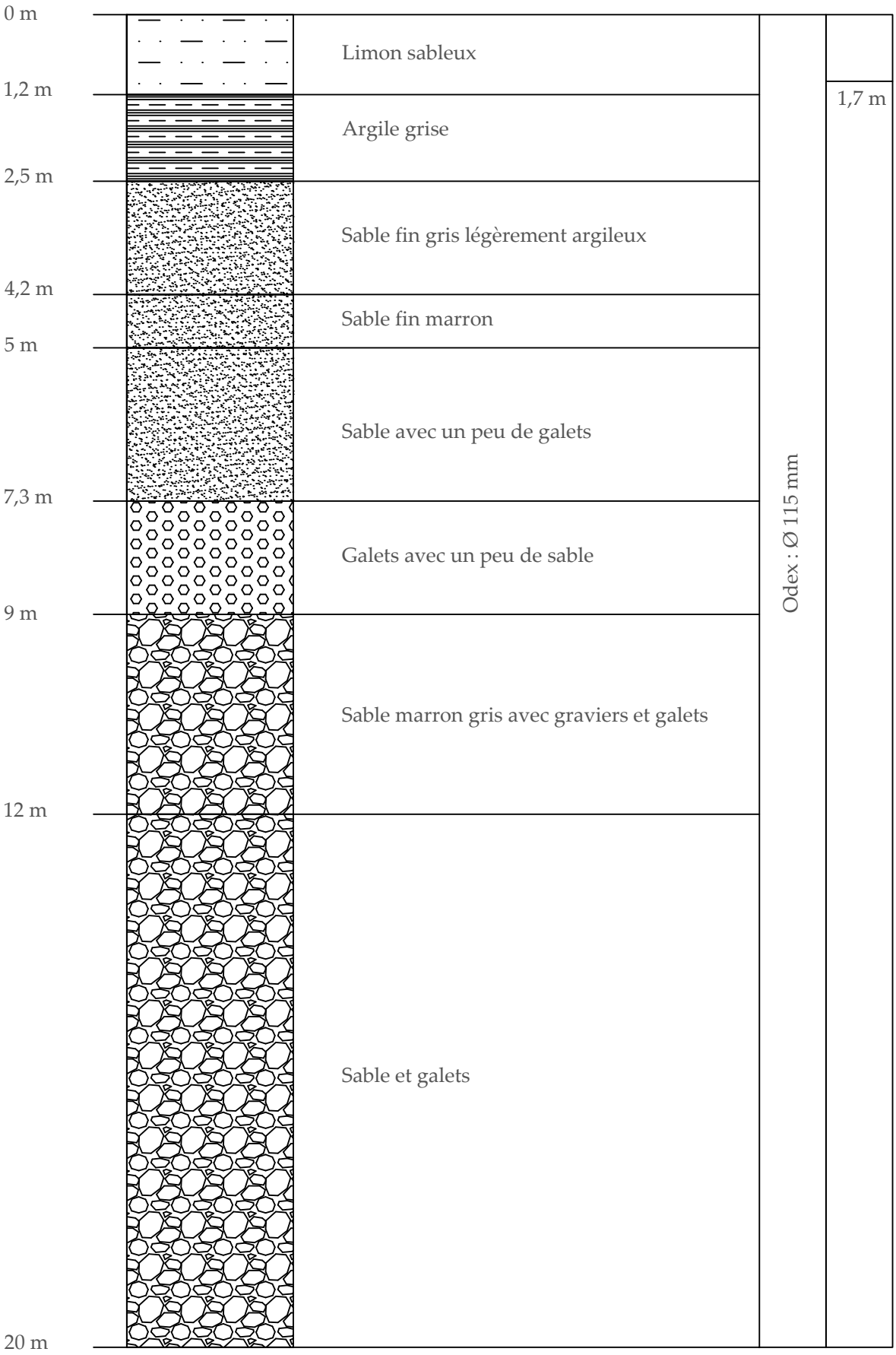


CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage Pz 8

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

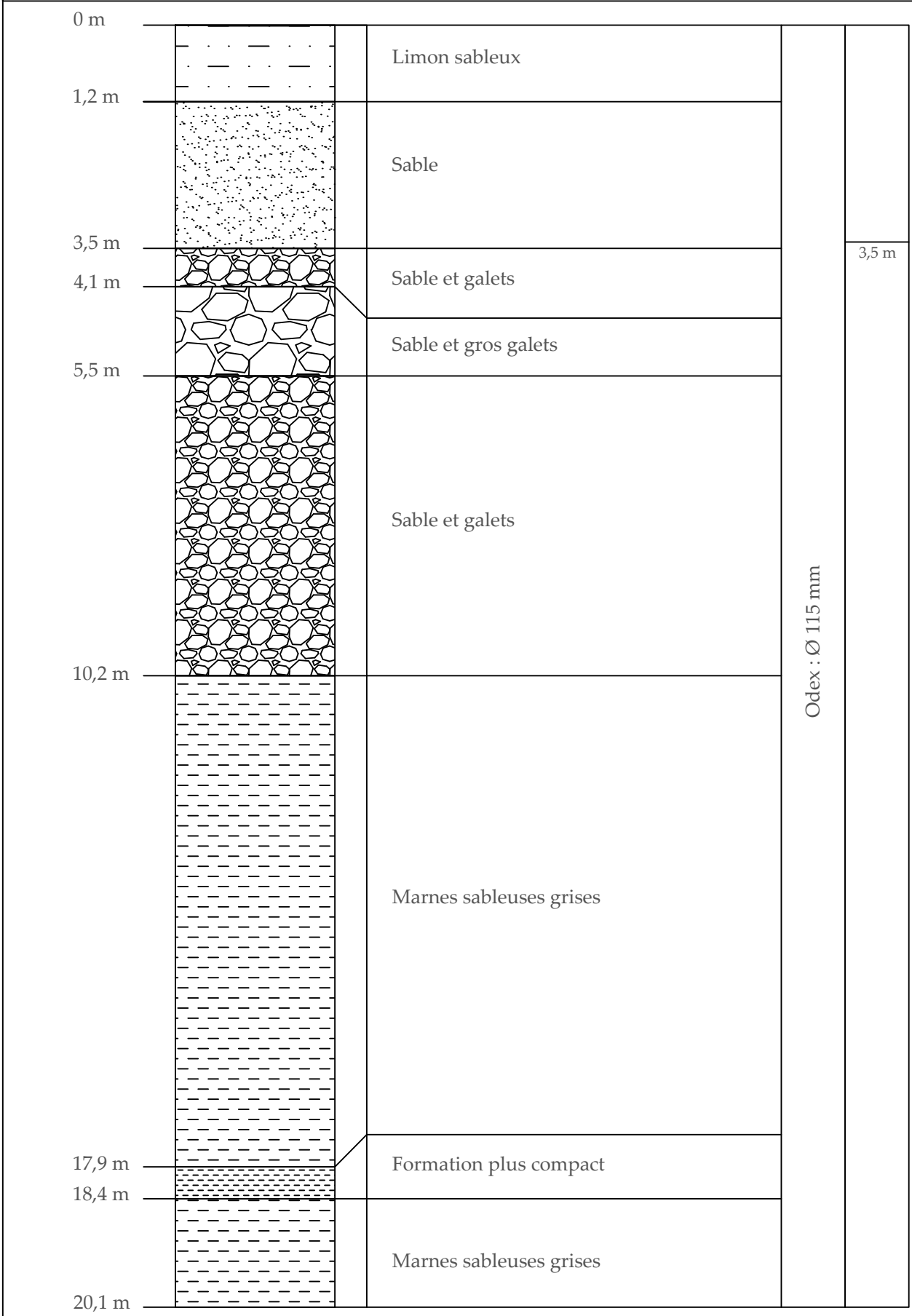


CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage S1

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

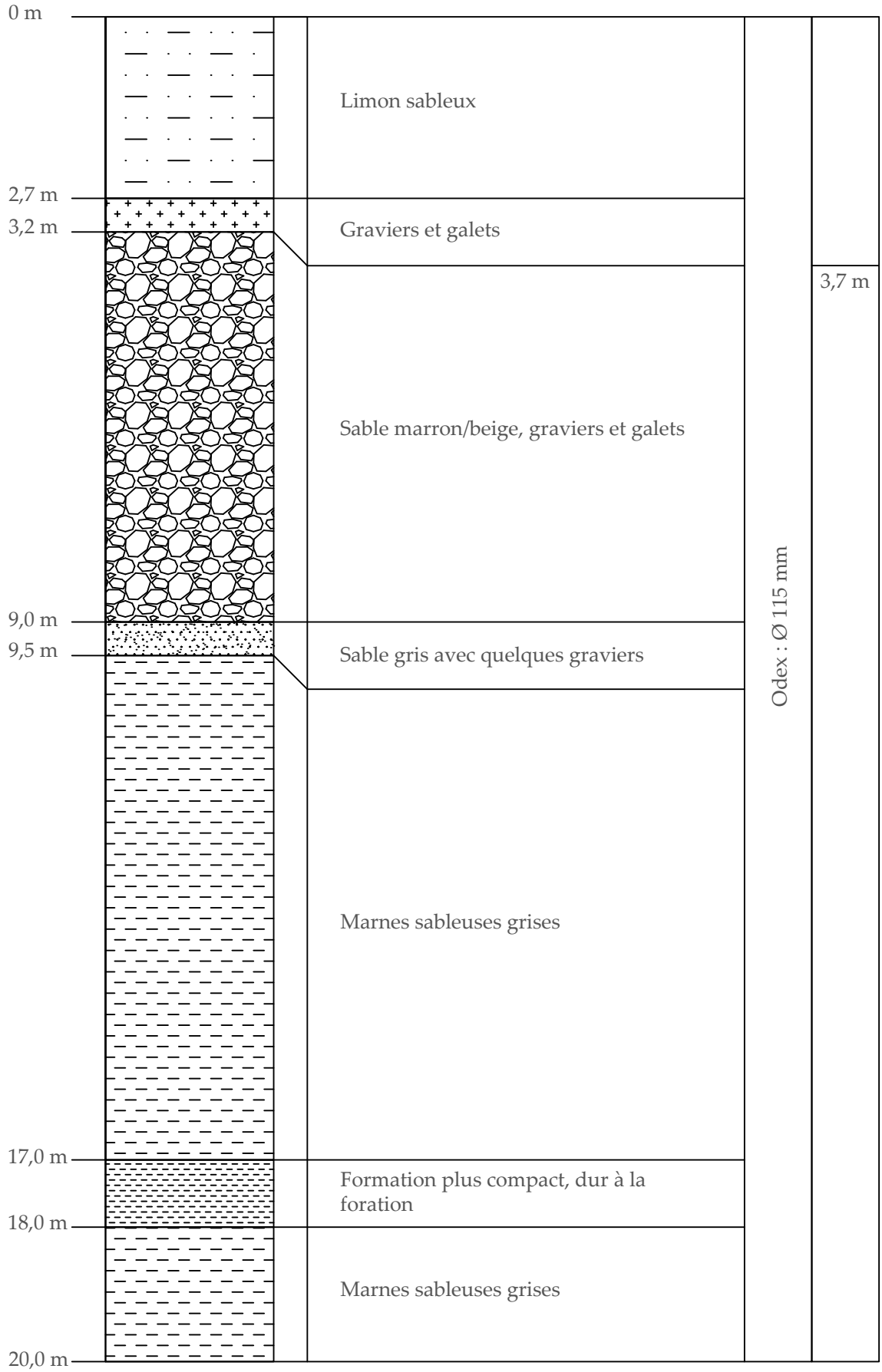


CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage S2

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

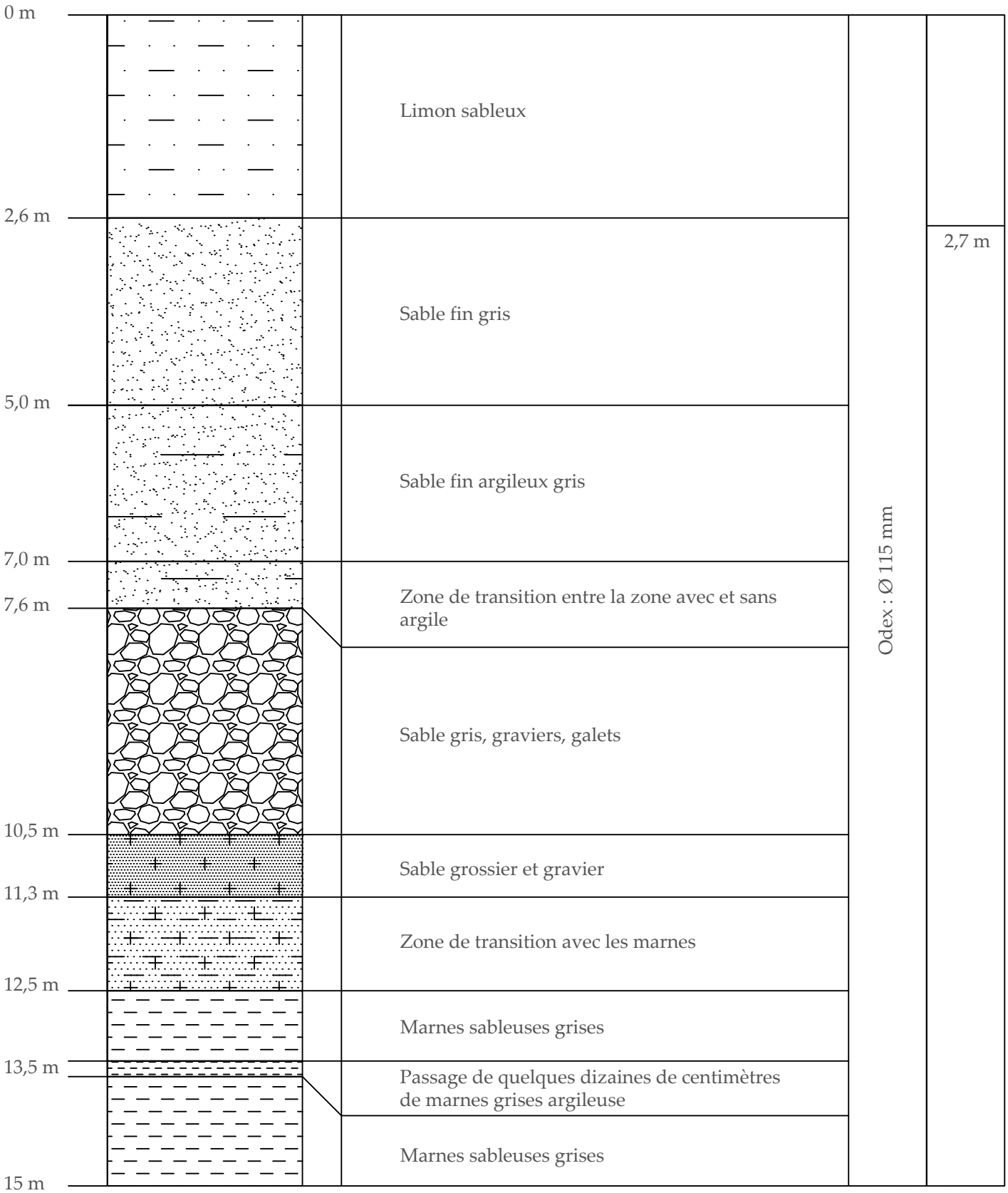


CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage S3

Département de l'Ain (01)
Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau



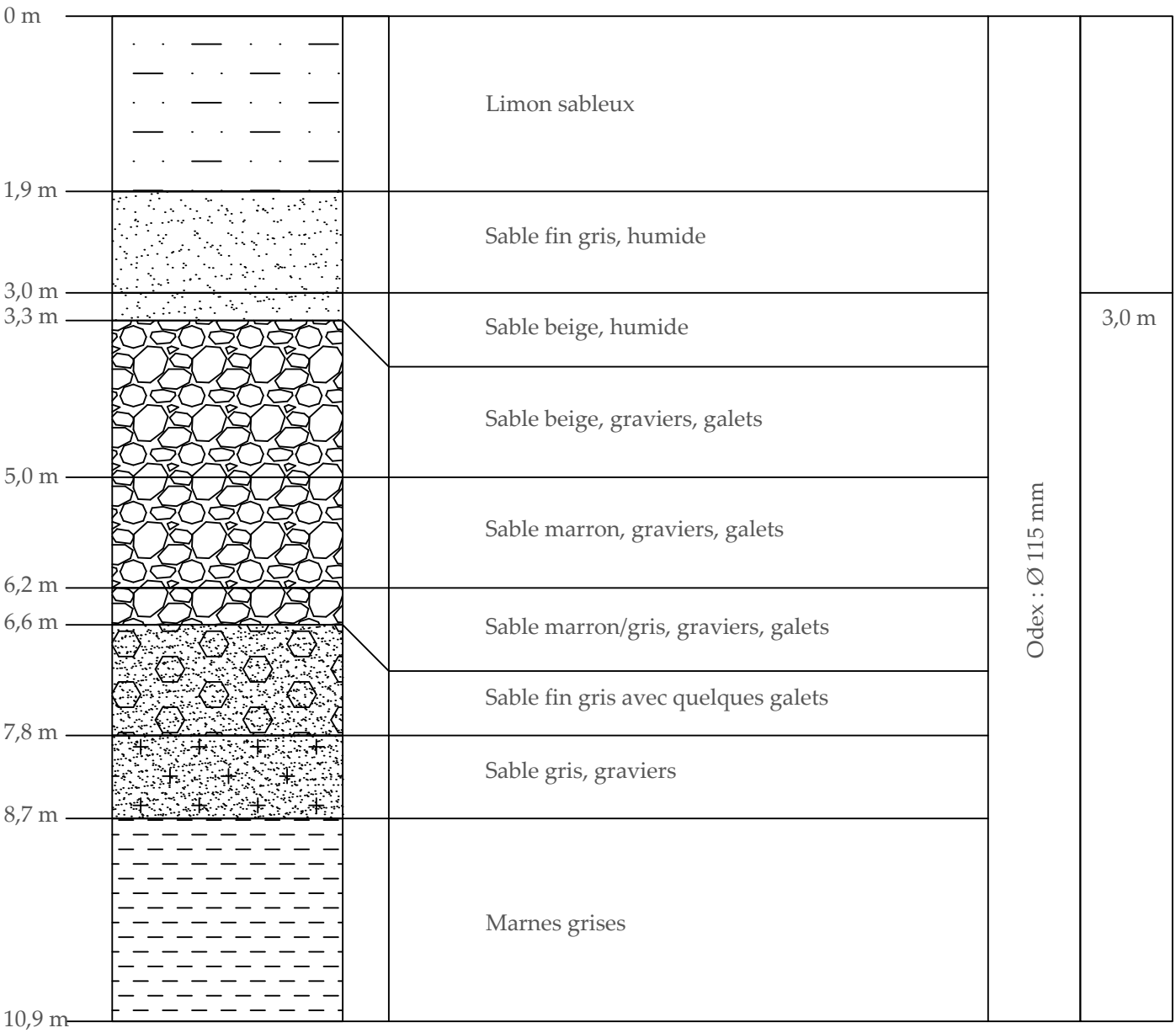
CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage S4

Département de l'Ain (01)

Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau

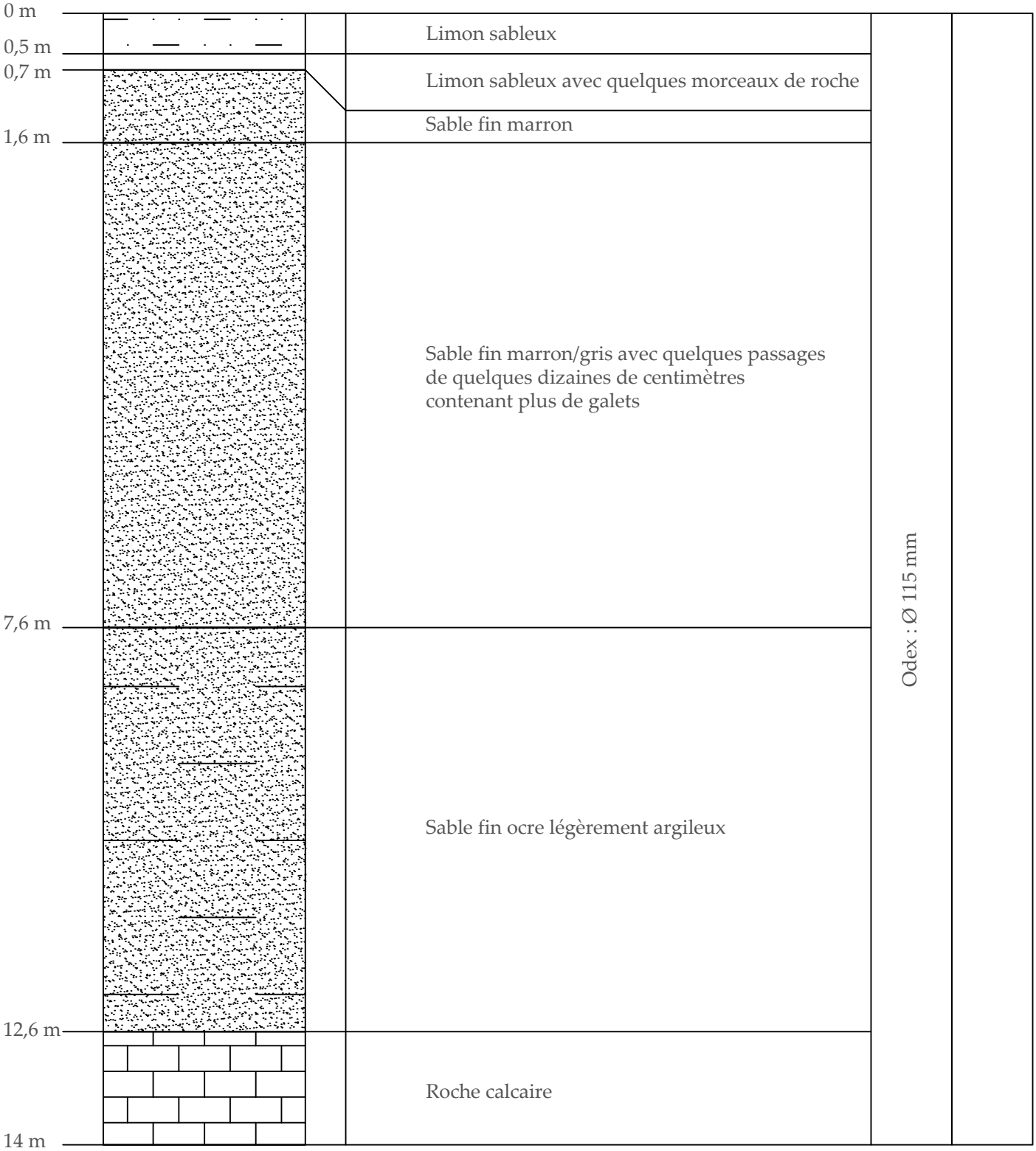


CARRIÈRES MBTP

Coupe lithologique
Sondage S5

Département de l'Ain (01)
Commune de Murs-et-Gélignieux

Profondeur	Lithologie	Niveau d'eau



Annexe T- 2 : Etude agro-pédologique – Chambre d'agriculture de l'Ain – 2022

Diagnostic agro-pédologique et préconisations

en vue du projet d'extension du site alluvionnaire de Courdan commune Murs et Geligneux (01)

RAPPORT

Réalisé pour le compte de :

SAS Carrières MBTP

73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Votre contact
Stéphanie CHAVEROT
Conseillère Agronomie-Environnement
Tél. 04 74 45 67 18
stephanie.chaverot@ain.chambagri.fr

www.ain.chambre-agriculture.fr

Sommaire

1- Objectif de l'étude 3

2- Méthodologie mise en œuvre 3

3- Carte pédologique..... 4

4- Profils agro pédologiques 5

5- Synthèse globale de l'observation des profils..... 14

6- Décapage des horizons 14

7- Remise en état du site : perspectives et propositions..... 15

A N N E X E S..... 17

Analyses de sols 17

1- Objectif de l'étude

La société Carrières MBTP exploite actuellement le site alluvionnaire de Courdan sur la commune de Murs et Geligneux.

Dans le cadre de la pérennisation de son activité et en prévision de l'épuisement des réserves de gisement, la société Carrières MBTP déposera une demande d'autorisation d'extension au second semestre 2023. La durée de la demande d'autorisation sera de 15 ans maximum.
Cette demande d'extension concernera une surface d'environ 7,5 hectares pour permettre une extraction des matériaux, le remblaiement et le réaménagement des terrains. Cette surface est aujourd'hui en cultures.

La société Carrières MBTP envisage de rétrocéder à l'agriculture, à l'issue de l'exploitation du projet, les surfaces exploitées de la carrière. Ces surfaces doivent pouvoir être restituées de telle sorte que leur exploitation, par les agriculteurs, soit la plus proche possible de l'usage actuel et soit intégrée à la gestion des systèmes d'exploitation.

Dans le cadre des études préalables à cette extension, la société Carrières MBTP sollicite la Chambre d'agriculture de l'Ain pour établir un état des lieux agro-pédologique du site permettant de caractériser les sols et les potentialités agricoles des parcelles, proposer des mesures pour la gestion des terres lors des phases d'exploitation de la carrière et apporter une expertise et des propositions pour la future remise en état du site.

2- Méthodologie mise en œuvre

La mission a été conduite en plusieurs étapes :

- Une rencontre dans les locaux de la Société Carrières MBTP à SAINT-GENIX-LES VILLAGES, le 22 novembre 2021, afin de prendre connaissance du contexte de l'étude et des besoins du client. La commande a été validée le 11 février 2022.

- Une réunion de présentation du projet en présence des exploitants le 15 février 2022.

- Une visite terrain et une rencontre avec les exploitants des parcelles de l'EARL de CUCHET et M. CONAND Jean-Paul, le 25 octobre 2022, afin de récupérer les données sur les récoltes des années précédentes et les pratiques agricoles, notamment de travail du sol.

- Une analyse de la carte pédologique au 1/30 000 permettant d'extraire un ensemble de données du territoire pour identifier les types de sols présents sur les parcelles d'étude et de définir le nombre et la localisation des profils pédologiques.

- Des sondages tarières effectués le 25 octobre 2022 pour confirmer la localisation des profils pédologiques à mettre en œuvre.

- L'analyse des profils pédologiques le 8 novembre 2022 sur les parcelles concernées par l'extension de la carrière afin de décrire les différents sols rencontrés et leurs caractéristiques, et de comprendre également le fonctionnement hydraulique de la parcelle.

3- Carte pédologique

L'analyse des cartes pédologiques au 1/30 000 nous permet d'extraire les points suivants :

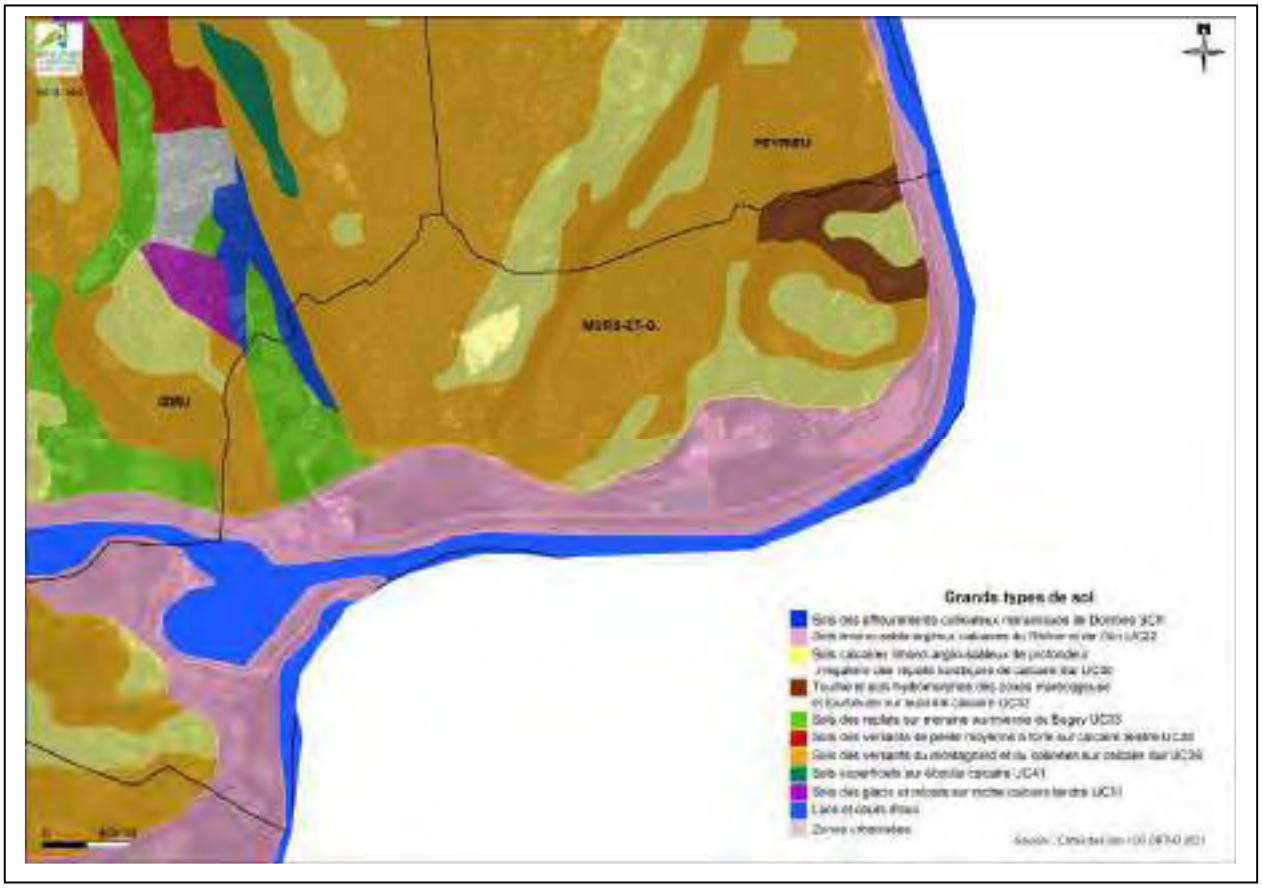
Une unité cartographique de sols (UCS 22) est répertoriée sur le secteur d'étude :

Sols limono-sablo-argileux calcaires du Rhône et de l'Ain.

Cette UCS regroupe 2 unités typologiques de sol (UTS) :

- UTS 41 : Sol brun alluvial limono-sablo-argileux caillouteux peu profond du Rhône et de l'Ain.

- UTS 40 : Sol brun alluvial limono-sablo-argileux profond du Rhône et de l'Ain.



Extrait de la carte pédologique du département de l'Ain au 1/30 000

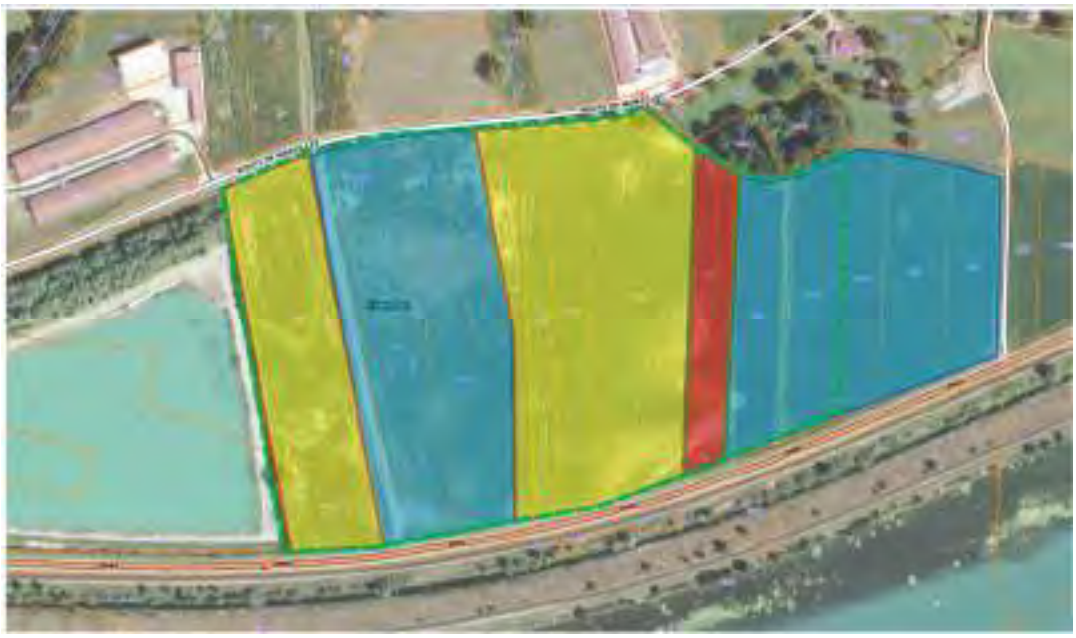
Ces Unités de Sol correspondent à des grands types de sol au sens pédologique (RPF : référentiel Pédologique Français).

NO_UC	NO_US	POURCENT	NOM_US	RPF
22	41	60%	Sol brun alluvial limono-sablo-argileux profond du Rhône et de l'Ain.	FLUVISOL brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.
-	40	40%	Sol brun alluvial limono-sablo-argileux profond du Rhône et de l'Ain.	FLUVISOL brunifié limono-sablo-argileux pachique.

Les observations terrain nous conduisent vers un fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.

4- Profils agro pédologiques

Le secteur de l'extension de la carrière est composé de plusieurs parcelles.



Situation des parcelles agricoles

La culture en place pour 2022 était le maïs pour les 2 parcelles de l'EARL de CUCHET, M. Jérôme DUFOUR.

La parcelle de Monsieur CONAND était en blé.

Les parcelles à l'Est, de Monsieur MALOD et Monsieur CONAND, sont implantées en blé pour la campagne 2023.

Les potentiels des cultures sont les suivants :

- Mais grain : 120-140 q
- Blé : 70 q
- Soja : 40 q



Vue globale des parcelles

Localisation des profils pédologiques

4 profils agro-pédologiques ont été observés sur les parcelles disponibles, des sondages tarières viennent compléter le diagnostic pour les parcelles implantées en blé.



Situation des profils agro-pédologiques

Les profils permettent de repérer les différents horizons pédologiques du sol et d'évaluer leurs potentialités agricoles.

Les observations des profils permettent d'identifier la profondeur du sol, l'épaisseur des différents horizons. Pour chacun des horizons, différents paramètres sont observés : texture, structure, porosité, caractéristiques pédologiques, enracinement, galeries de vers de terre, couleur, traces d'hydromorphie, …

Des analyses de terre pour l'horizon de surface ont été effectuées sur les profils 1 et 3, l'horizon intermédiaire du profil 3 a également été analysé.

Pour chacun des profils, la pelle mécanique a creusé jusqu'à atteindre l'argile ou le tout-venant.

Description du profil 1

- Type de sol : fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.

- Profondeur du profil : 120 cm.

- Horizons observés :
  - 0-30 cm : horizon de surface meuble, quelques petits cailloux, brun. Présence de vers de terre et de racines. Terre végétale.
  - 30-55 cm : horizon intermédiaire, entre l'horizon de surface. Petits cailloux moins de 5 cm. Terre végétale.
  - 60-100 cm : horizon ocre, présence de gros cailloux plus de 5cm.
  - 100-fin : horizon sableux, moins de cailloux, présence de concrétions ferro-manganiques.

- Description synthétique du profil :
  - Horizon de surface à structure relativement bonne et meuble, horizon intermédiaire bien structuré.
  - Porosité importante sur tout le profil.
  - Colonisation importante des racines.
  - Présence de vers de terre.

Profil 1 : 4 horizons



Analyse de terre de l'horizon de surface profil 1

Paramètres	Horizon de surface			
Granulométrie en % de terre fine	**Cailloux**	**Sables**	**Limons**	**Argiles**
	-	36.1	45.4	18.5
pH	8.16			
CEC en méq/kg	88			
MO en %	2.28			
C/N	8			
Fertilité chimique en g/kg	**P2O5**	**K2O**	**CaO**	**MgO**
	0.073	0.404	8.55	0.110

Conclusion :

- Sol profond, peu caillouteux.
- Sol battant, teneur en limons très élevée, possible imperméabilisation des sols en fin d'hiver.
- Bonne circulation de l'eau assurée par la porosité sur tout le profil.
- Sol à pH élevé.
- Teneur en matière organique moyenne.
- Sol moyennement pourvu en phosphore et très pourvu en potassium.
- Capacité d'Echange Cationique faible.
- Potentiel agronomique moyen pour les cultures d'hiver car printemps et hivers humides, très bon pour les cultures d'été, sol peu séchant, remontées capillaires d'eau de la nappe d'accompagnement du Rhône.

Description du profil 2

- Type de sol : fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.
- Profondeur du profil : 120 cm.

- Horizons observés :
  - 0-30 cm : horizon de surface meuble. Nombreuses racines et vers de terre. Terre végétale.
  - 30-80 cm : horizon intermédiaire, entre l'horizon de surface et la couche de sable. Présence plus importante de sable.
  - A partir de 80 cm : horizon compacté présence d'argiles grises.

- Description synthétique du profil :
  - Horizon de surface à structure relativement bonne et meuble, horizon intermédiaire plus compact du fait de la teneur en sable.
  - Porosité moyenne, plus faible sur l'horizon intermédiaire.

Profil 2 : 3 horizons



Conclusion :

- Sol profond, peu caillouteux.
- Sol limono-argilo sableux permettant une bonne infiltration et capillarité de l'eau mais une rétention peu élevée.
- Sol à bon potentiel agronomique

Description du profil 3

- Type de sol : fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique.
- Profondeur du profil : 100 cm.

- Horizons observés :
  - 0-30 cm : horizon de surface meuble, présence de racines. Terre végétale.
  - 30-55 cm : horizon intermédiaire, plus clair moins de matière organique, mottes plus fermées
  - 55-100 cm : présence d'argiles

- Description synthétique du profil :
  - Horizon de surface à structure meuble.
  - Bonne porosité, bonne circulation de l'eau.
  - Présence de racines.
  - Présence de vers de terre.
  - Pas de traces d'hydromorphie.

Profil 3 : 3 horizons



Analyse de terre de l'horizon de surface profil 3

Paramètres	Horizon de surface			
Granulométrie en % de terre fine	**Cailloux**	**Sables**	**Limons**	**Argiles**
	-	47.1	38	14.9
pH	6.21			
CEC en méq/kg	84			
MO en %	2.27			
C/N	8			
Fertilité chimique en g/kg	**P2O5**	**K2O**	**CaO**	**MgO**
	0.120	0.214	1.28	0.13

Analyse de terre de l'horizon intermédiaire profil 3

Paramètres	Horizon de surface			
Granulométrie en % de terre fine	**Cailloux**	**Sables**	**Limons**	**Argiles**
	-	43.3	38.3	18.4
pH	6.64			
CEC en méq/kg	82			
MO en %	1.44			
C/N	7			
Fertilité chimique en g/kg	**P2O5**	**K2O**	**CaO**	**MgO**
	0.019	0.178	1.32	0.166

Conclusion :

- Sol profond, de type argilo-limono-sableux.
- Sol faiblement acide.
- Structure de surface très instable battante.
- Teneur en matière organique satisfaisante.
- Teneurs élevées en phosphore et satisfaisantes en potassium.
- Capacité d'Echange Cationique faible.
- Bon potentiel agronomique pour les cultures d'été avec un sol non séchant. Sol plus difficile pour les cultures d'hiver.

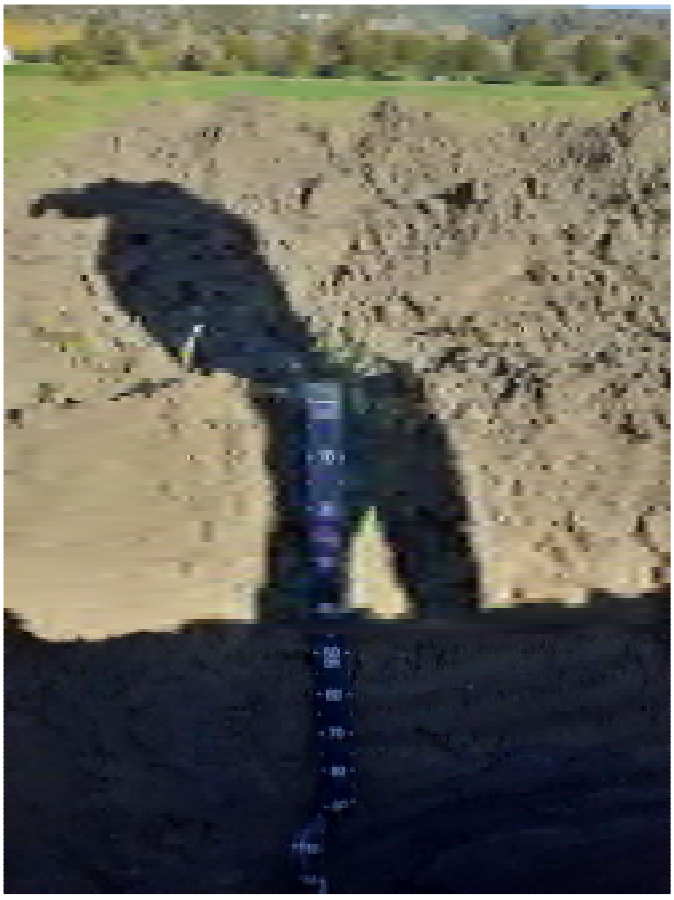
Description du profil 4

- Type de sol : : fluvisol brunifié limono-sablo-argileux caillouteux leptique
- Profondeur du profil : 100 cm.

- Horizons observés :
  - 0-40 cm : horizon de surface meuble, quelques cailloux. Terre végétale.
  - A partir de 40 cm : limons sableux, argiles décolorées déférifiées

- Description synthétique du profil :
  - Horizon de surface à structure meuble.
  - Horizon inférieur : couche limono sableuse compacte.
  - Porosité moyenne sur l'horizon de surface, presque nulle dans la couche inférieure.
  - Présence de remblai (bois, roche) sur le fond du profil.
  - Nombreuses traces d'hydromorphie sur l'horizon inférieur.

Profil 4 : 2 horizons



Conclusion :

- Sol profond, de type limon argilo-sableux.
- L'horizon inférieur entraine des problèmes d'écoulement de l'eau, la présence de nombreuses traces d'oxydation indique la présence fréquente d'eau.
- Cette zone n'est pas représentative de la parcelle : petite surface. A noter que cette zone a été inventoriée par les écologues en zone humide. Elle correspond à une zone de remblai lors de la construction du canal du Rhône.

5- Synthèse globale de l'observation des profils

Les différents profils, les observations terrains, les carottages nous amènent à conclure que le périmètre d'étude n'est pas très homogène avec de nombreux types de sous-couches.
On peut malgré tout distinguer 2 horizons agronomiques :

- L'horizon de surface de 0 à 30 cm correspond à l'horizon de travail du sol qui amène de la porosité et de la structure.

- L'horizon intermédiaire de 30 à 55 cm non travaillé a des caractéristiques physico chimiques proches de l'horizon de surface et une bonne structure.

Les horizons plus profonds sont constitués d'argiles, de sables, de cailloux en proportions variables, ils permettent une bonne circulation de l'eau avec des remontées capillaires intéressantes pour les cultures d'été.

6- Décapage des horizons

Le décapage sélectif des horizons agronomiques sera à effectuer selon les profondeurs suivantes :

- La terre végétale a une profondeur moyenne de l'ordre de 30 cm.
- L'horizon intermédiaire entre 30 et 55 cm.

Deux merlons seront donc nécessaires pour le stockage des terres.
Les terres ne constituant pas un matériau alluvionnaire exploitable pourront également être stockées et remises en place.

Les règles suivantes devront être respectées lors du décapage et pour le stockage des terres :

- Le décapage de la terre végétale doit avoir lieu en conditions de sol ressuyées. Ceci permet à la fois de créer le stock de terre dans de bonnes conditions et de ne pas impacter les couches plus profondes. Il est préférable d'intervenir avec des engins limitant la pression exercée sur le sol.

- Avant le décapage de la terre végétale, broyer les éventuels résidus de culture en place.

- Les terres doivent être modelées en merlons en bordure de site. **Chaque horizon fera l'objet d'un merlon séparé afin de ne pas mélanger les 2 premiers horizons agronomiques.**

- Attention à la position des merlons. Si un merlon devait être positionné perpendiculairement au sens de l'écoulement de l'eau, il serait nécessaire de créer un cheminement d'écoulement de l'eau pour éviter que le merlon ne fasse blocage.

- De manière générale, il faudra veiller au bon écoulement de l'eau sur l'ensemble du périmètre afin de ne pas créer de problèmes hydrauliques lors de la phase de chantier.

- La hauteur des tas de terre végétale doit être au maximum de 2,5 m, afin d'éviter les tassements naturels et la fermentation interne.

- Il est interdit de rouler sur les tas en cours de constitution.

- Une fois constitués, les tas ne doivent plus être déplacés jusqu'à la remise en état.

- La végétation spontanée poussant sur les tas doit être régulièrement fauchée ou broyée notamment pour limiter le développement et la grenaison des adventices. Une surveillance approfondie sera réalisée pour le suivi des espèces indésirables comme l'ambroisie, afin de ne pas favoriser son développement ni sa dissémination.

- Selon la durée où les tas resteront en place, il peut être envisagé de les ensemencer puis les entretenir afin de limiter le développement des adventices.

7- Remise en état du site : perspectives et propositions

Comme indiqué précédemment, l'objectif de la remise en état est d'essayer de restituer un sol agricole dans les conditions de l'état initial, voire de l'améliorer si possible.
L'un des points clés concerne la gestion de l'écoulement de l'eau.

Au moment du chantier de remise en état des parcelles exploitées pour l'extraction de matériaux, il conviendra d'être vigilant à la situation hydraulique de l'ensemble des parcelles.
Les traces d'hydromorphie montrent que ces sols sont saturés régulièrement. Un travail sur les pentes pourra être effectué afin de favoriser la circulation de l'eau.

Autre point de vigilance, la remise en état des terrains devra être la plus homogène possible. En effet, chacune des zones devra être remise en état avec la même profondeur de terre qu'initialement.

- La remise en place des terres devra se faire en conditions météorologiques bonnes et en conditions ressuyées.

- La remise en place successive des couches se fera en « marche arrière » afin que les engins ne roulent pas sur la terre fraîchement replacée.

- Entre la remise en place des inertes de remblaiement, de l'horizon intermédiaire et la terre végétale, il est préférable d'attendre au moins 2 semaines afin que la terre se « tasse » naturellement.

- Les inertes feront l'objet d'une procédure d'acceptation adaptée garantissant le caractère inerte des matériaux mis en remblais sur le site. Selon leur nature une réflexion pourra avoir lieu sur l'infiltration de l'eau.

- Avant la remise en place de la terre végétale, il faudra vérifier la compaction de l'horizon intermédiaire et si besoin intervenir avec un matériel agricole de décompaction ou de griffage.

- Une fois la terre végétale remise en place, un griffage de la surface pourra être réalisé.

  Enfin, il est fortement recommandé, après réhabilitation, d'observer une période de convalescence 3 à 5 ans. Durant cette période, il sera recommandé de limiter l'installation de cultures de printemps (maïs, soja) et de privilégier les cultures d'automne (céréales), les légumineuses ou les couverts végétaux ou dans l'idéal installer une prairie longue durée. Selon les résultats des analyses, un apport de compost pourra aussi permettre d'améliorer le sol et de favoriser sa reprise.

Centre Scientifique Agricole Régional

Laboratoire agréé par le Ministère de l'Agriculture
agrément type 1, 2 5

BULLETIN d'ANALYSE de TERRE

Intermédiaire :

CHAMBRE AGRI. 01
STEPHANIE CHAVEROT

Vos références :

Parcelle : **P3H1**
Commune :
Sol :
Utilisation :
Coordonnées GPS degrés : **N** **E**
Tx apparent de cailloux :

CHAMBRE D'AGRICULTURE 01
4 AV.DU CHAMP DE FOIRE BP 84

01003 BOURG EN BRESSE

Nos références :

N° échantillon : **TER-22110098** *Reçu le :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022** *1er envoi :* **23/11/2022**

CONDUCTIVITÉ

NFX 31-113

Conductivité : *Résistivité :* **Ω.cm**

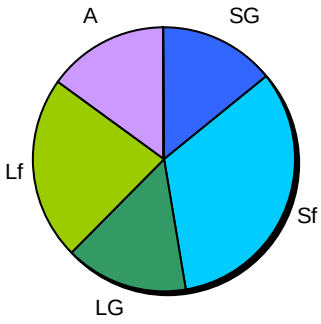
HUMIDITÉS

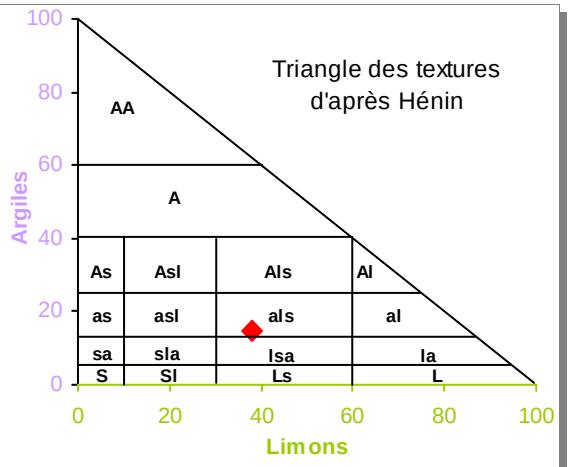
À 105°C : NFX 31-102 *Équivalente :*

GRANULOMÉTRIE

NFX 31-107

Refus : *Terre fine*	*g / Kg*	*%*
		de terre fine
Sables grossiers	**144**	*Sables :*
Sables fins	**327**	**47.1%**
Limons grossiers	**151**	*Limons :*
Limons fins	**229**	**38.0%**
Argiles	**149**	**14.9%**



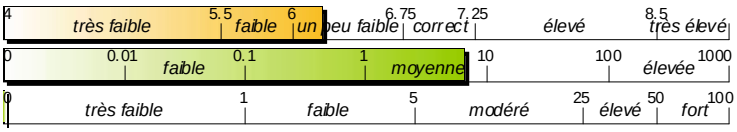


Type de sol : **argilo-limono-sableux**
Texture : **équilibrée**
Pierrosité :
Structure : **très instable**
Risque d'asphyxie : **faible à moyen**
Aptitude fissuration : **aucune aptitude**
Indice de battance : **1.21**

Battance généralisée, imperméabilité totale en fin d'hiver, érosion sur faible pente.

STATUT ACIDO-BASIQUE

pH eau : NFX 31-117 **6.21** **sol faiblement acid**
pH KCl : NFX 31-117 **5.19** *acidité potentielle :*
Calcaire total : NFX 31-105 **0** *g/kg*
Calcaire actif : NFX 31-106 *g/kg*
Indice de pouvoir chlorosant :



STATUT ORGANIQUE

Carbone organique : ISO 10694 **13.2** *g/kg*
Matière organique : **22.7** *g/kg*
Azote total : ISO 13878 **1.6** *g/kg*
Rapport C/N : **8**



Page 1/2
Numéro échantillon : **TER-22110098**
Date de réception échantillon : **09/11/2022**
Date envoi bulletin : **23/11/2022**

MEMBRE GEMAS

SAS CESAR R.C.S. Bourg-en-Bresse 969 600 253
Laboratoire de Ceyzériat : 259 route des Soudanières - CS 10002 - 01250 CEYZERIAT
Tél. : 04 74 25 09 90 - Fax. : 04 74 25 09 95
Site Internet - Email : www.labo-cesar.com - cesar@labo-cesar.com

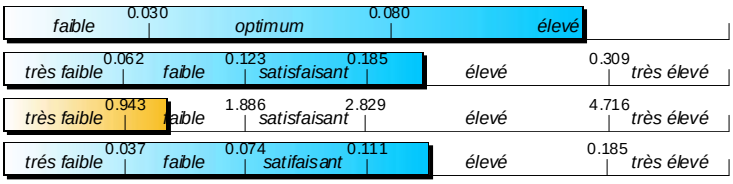
NOS Références :

Numéro échantillon : **TER-22110098** *Date de réception échantillon :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022**

ÉLÉMENTS FERTILISANTS

élément	*g/Kg* oxyde	*méq/Kg* élément	*niveau souhaitable* oxyde
Phosphore Olsen NFX 31-160	**0.120**	-	
Potassium NFX 31-108	**0.214**	4.5	**0.154**
Calcium NFX 31-108	**1.280**	45.7	**2.358**
Magnésium NFX 31-108	**0.130**	6.5	**0.092**
Phosphore Total P2O5			

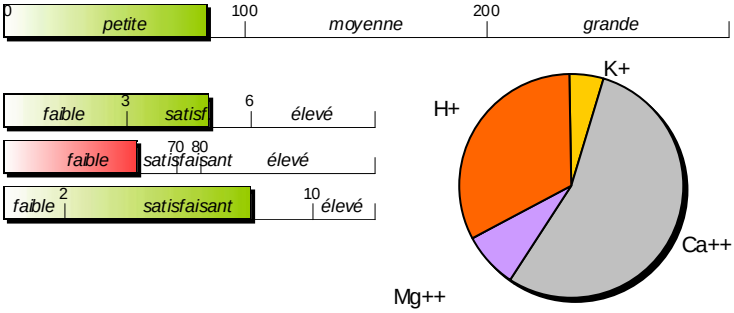
Interprétation classique basée sur la CEC



CEC et ÉQUILIBRES CHIMIQUES

Capacité d'Échange Cationique (CEC) NFX 31-130 **84 méq/Kg**

		%	*niveaux souhaitables*	
Potassium/CEC		**5**	**3**	**6**
Calcium/CEC		**54**	**70**	**80**
Magnésium/CEC		**8**	**2**	**10**
Sodium/CEC			-	2
Taux de saturation : S/T		**67**	méso-saturé	



OLIGO-ÉLÉMENTS

élément	*mg/Kg = ppm*	*niveaux. souhaitables*	
Cuivre NFX 31-120		**0.5**	3
Zinc NFX 31-120		**0.5**	3.5
Manganèse NFX 31-120		**4**	80
Fer		**15**	350
Bore NFX 31-122		**0.2**	1.1
Molybdène			
Soufre-SO4		**25**	80

ÉLÉMENTS TRACES MÉTALLIQUES (ETM)

élément	*mg/Kg = ppm*	*limites*
Chrome		150
Cuivre		100
Nickel		50
Zinc		300
Cadmium		2
Plomb		100
Mercure		1
Selenium		10

TESTS DE GERMINATION

Monocotylédones :

Dicotylédones :

COMMENTAIRE ET CONSEIL DE FUMURE

La responsable du laboratoire : C. GRASSOT

Date de réception échantillon : **09/11/2022**

Date envoi bulletin : **23/11/2022**

SAS CESAR R.C.S. Bourg-en-Bresse 969 600 253
Laboratoire de Ceyzériat : 259 route des Soudanières - CS 10002 - 01250 CEYZERIAT
Tél. : 04 74 25 09 90 - Fax. : 04 74 25 09 95
Site Internet - Email : www.labo-cesar.com - cesar@labo-cesar.com

Centre Scientifique Agricole Régional

Laboratoire agréé par le Ministère de l'Agriculture
agrément type 1, 2 5

BULLETIN d'ANALYSE de TERRE

Intermédiaire :

CHAMBRE AGRI. 01
STEPHANIE CHAVEROT

Vos références :

Parcelle : **P3H2**
Commune :
Sol :
Utilisation :
Coordonnées GPS degrés : **N** **E**
Tx apparent de cailloux :

CHAMBRE D'AGRICULTURE 01
4 AV.DU CHAMP DE FOIRE BP 84

01003 BOURG EN BRESSE

Nos références :

N° échantillon : **TER-22110099** *Reçu le :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022** *1er envoi :* **23/11/2022**

CONDUCTIVITÉ

NFX 31-113

Conductivité : *Résistivité :* **Ω.cm**

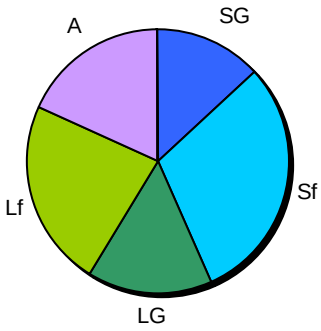
HUMIDITÉS

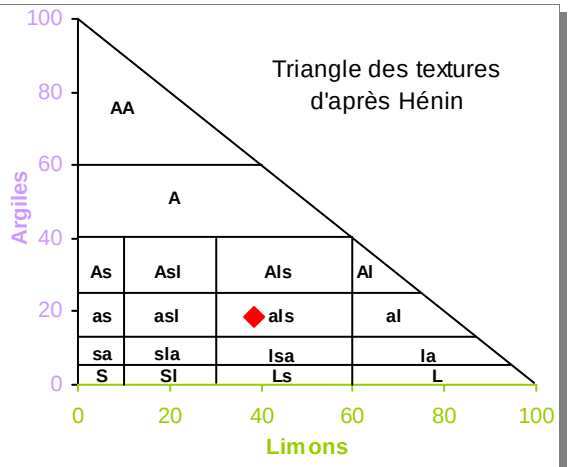
À 105°C : NFX 31-102 *Équivalente :*

GRANULOMÉTRIE

NFX 31-107

Refus : *Terre fine*	*g / Kg* de terre fine	*%* de terre fine
Sables grossiers	**132**	*Sables :*
Sables fins	**301**	**43.3%**
Limons grossiers	**153**	*Limons :*
Limons fins	**230**	**38.3%**
Argiles	**184**	**18.4%**



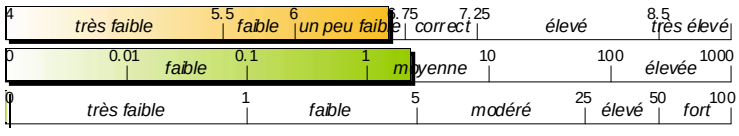


Type de sol : **argilo-limono-sableux**
Texture : **équilibrée**
Pierrosité :
Structure : **très instable**
Risque d'asphyxie : **moyen à élevé**
Aptitude fissuration : **faible à moyen**
Indice de battance : **1.40**

Battance généralisée, imperméabilité totale en fin d'hiver, érosion sur faible pente.

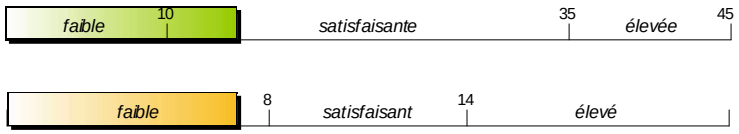
STATUT ACIDO-BASIQUE

pH eau : NFX 31-117 **6.64** **sol faiblement acid**
pH KCl : NFX 31-117 **5.64** *acidité potentielle :*
Calcaire total : NFX 31-105 **0** *g/kg*
Calcaire actif : NFX 31-106 *g/kg*
Indice de pouvoir chlorosant :



STATUT ORGANIQUE

Carbone organique : ISO 10694 **8.4** *g/kg*
Matière organique : **14.4** *g/kg*
Azote total : ISO 13878 **1.0** *g/kg*
Rapport C/N : **7**



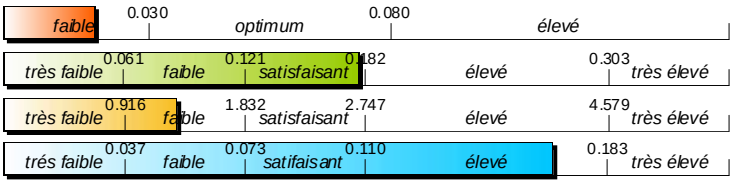
NOS Références :

Numéro échantillon : **TER-22110099** *Date de réception échantillon :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022**

ÉLÉMENTS FERTILISANTS

élément	g/Kg oxyde	méq/Kg élément	niveau souhaitable oxyde
Phosphore Olsen NFX 31-160	**0.019**	-	
Potassium NFX 31-108	**0.178**	3.8	**0.152**
Calcium NFX 31-108	**1.320**	47.1	**2.290**
Magnésium NFX 31-108	**0.166**	8.2	**0.091**
Phosphore Total P2O5			

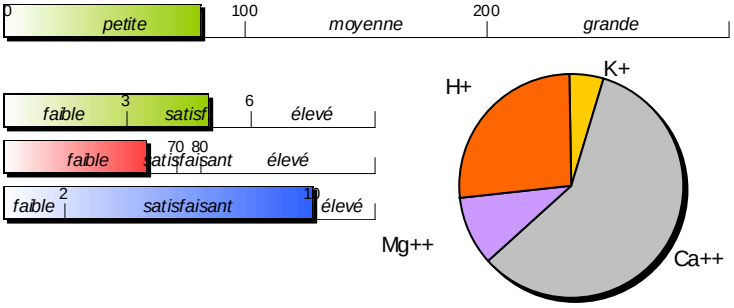
Interprétation classique basée sur la CEC



CEC et ÉQUILIBRES CHIMIQUES

Capacité d'Échange Cationique (CEC) NFX 31-130 **82 méq/Kg**

	%	niveaux souhaitables	
Potassium/CEC	**5**	**3**	**6**
Calcium/CEC	**58**	**70**	**80**
Magnésium/CEC	**10**	**2**	**10**
Sodium/CEC		**-**	**2**
Taux de saturation : S/T	**72**	méso-saturé	



OLIGO-ÉLÉMENTS

élément	mg/Kg = ppm	niveaux. souhaitables	
Cuivre NFX 31-120		**0.5**	**3**
Zinc NFX 31-120		**0.5**	**3.5**
Manganèse NFX 31-120		**4**	**80**
Fer		**15**	**350**
Bore NFX 31-122		**0.2**	**1.1**
Molybdène			
Soufre-SO4		**25**	**80**

ÉLÉMENTS TRACES MÉTALLIQUES (ETM)

élément	mg/Kg = ppm	limites
Chrome		**150**
Cuivre		**100**
Nickel		**50**
Zinc		**300**
Cadmium		**2**
Plomb		**100**
Mercure		**1**
Selenium		**10**

TESTS DE GERMINATION

Monocotylédones :

Dicotylédones :

COMMENTAIRE ET CONSEIL DE FUMURE

La responsable du laboratoire : C. GRASSOT

MEMBRE GEMAS

SAS CESAR R.C.S. Bourg-en-Bresse 969 600 253

Laboratoire de Ceyzériat : 259 route des Soudanières - CS 10002 - 01250 CEYZERIAT

Tél. : 04 74 25 09 90 - Fax. : 04 74 25 09 95

Site Internet - Email : www.labo-cesar.com - cesar@labo-cesar.com

Centre Scientifique Agricole Régional

Laboratoire agréé par le Ministère de l'Agriculture
agrément type 1, 2 5

BULLETIN d'ANALYSE de TERRE

Intermédiaire :

CHAMBRE AGRI. 01
STEPHANIE CHAVEROT

Vos références :

Parcelle : **P1H1**
Commune :
Sol :
Utilisation :
Coordonnées GPS degrés : **N** **E**
Tx apparent de cailloux :

CHAMBRE D'AGRICULTURE 01
4 AV.DU CHAMP DE FOIRE BP 84

01003 BOURG EN BRESSE

Nos références :

N° échantillon : **TER-22110100** *Reçu le :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022** *1er envoi :* **23/11/2022**

CONDUCTIVITÉ

NFX 31-113

Conductivité : *Résistivité :* **Ω.cm**

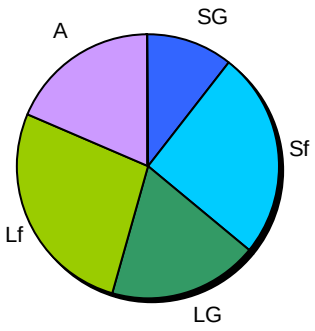
HUMIDITÉS

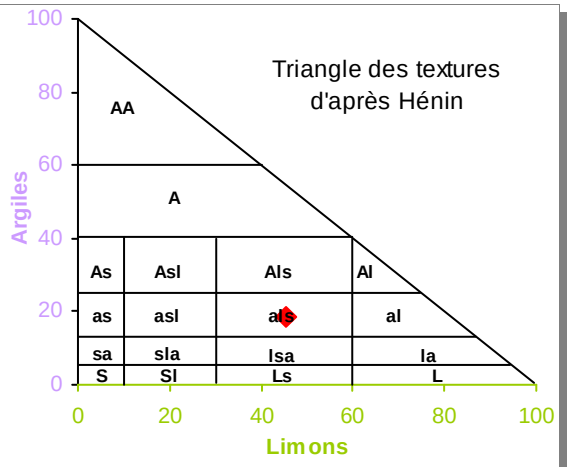
À 105°C : NFX 31-102 *Équivalente :*

GRANULOMÉTRIE

NFX 31-107

Refus : Terre fine	*g / Kg de terre fine*	*%*
Sables grossiers	**109**	*Sables :*
Sables fins	**252**	**36.1%**
Limons grossiers	**181**	*Limons :*
Limons fins	**273**	**45.4%**
Argiles	**185**	**18.5%**



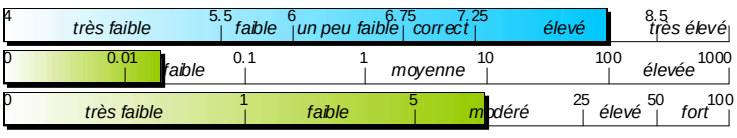


Type de sol : **argilo-limono-sableux**
Texture : **équilibrée**
Pierrosité :
Structure : **très instable**
Risque d'asphyxie : **moyen à élevé**
Aptitude fissuration : **faible à moyen**
Indice de battance : **1.32**

Battance généralisée, imperméabilité totale en fin d'hiver, érosion sur faible pente.

STATUT ACIDO-BASIQUE

pH eau : NFX 31-117 **8.16** **sol alcalin**
pH KCl : NFX 31-117 **7.6** *acidité potentielle :*
Calcaire total : NFX 31-105 **98** *g/kg*
Calcaire actif : NFX 31-106 *g/kg*
Indice de pouvoir chlorosant :



STATUT ORGANIQUE

Carbone organique : ISO 10694 **13.2** *g/kg*
Matière organique : **22.8** *g/kg*
Azote total : ISO 13878 **1.6** *g/kg*
Rapport C/N : **8**



Numéro échantillon : **TER-22110100**
Date de réception échantillon : **09/11/2022**
Date envoi bulletin : **23/11/2022**

SAS CESAR R.C.S. Bourg-en-Bresse 969 600 253
Laboratoire de Ceyzériat : 259 route des Soudanières - CS 10002 - 01250 CEYZERIAT
Tél. : 04 74 25 09 90 - Fax. : 04 74 25 09 95
Site Internet - Email : www.labo-cesar.com - cesar@labo-cesar.com

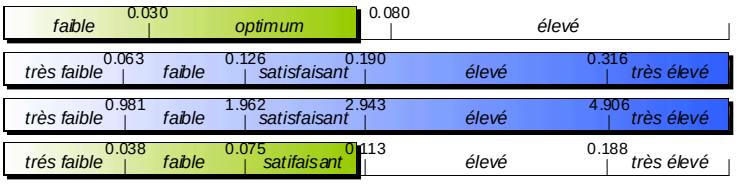
NOS Références :

Numéro échantillon : **TER-22110100** *Date de réception échantillon :* **09/11/2022** *Date envoi bulletin :* **23/11/2022**

ÉLÉMENTS FERTILISANTS

élément	*g/Kg* oxyde	*méq/Kg* élément	*niveau souhaitable* oxyde
Phosphore Olsen NFX 31-160	**0.073**	-	
Potassium NFX 31-108	**0.404**	8.6	**0.158**
Calcium NFX 31-108	**8.550**	305.0	**2.453**
Magnésium NFX 31-108	**0.110**	5.5	**0.094**
Phosphore Total P2O5			

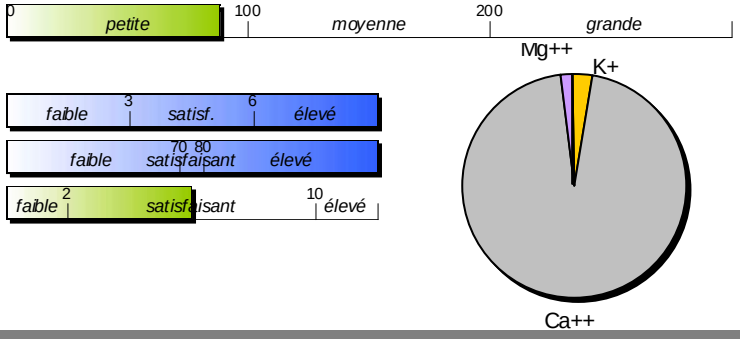
Interprétation classique basée sur la CEC



CEC et ÉQUILIBRES CHIMIQUES

Capacité d'Échange Cationique (CEC) NFX 31-130 **88 méq/Kg**

	%	*niveaux souhaitables*	
Potassium/CEC	**10**	**3**	**6**
Calcium/CEC	**346**	**70**	**80**
Magnésium/CEC	**6**	**2**	**10**
Sodium/CEC		**-**	**2**
Taux de saturation : S/T	**100**	saturé	



OLIGO-ÉLÉMENTS

élément	*mg/Kg = ppm*	*niveaux. souhaitables*	
Cuivre NFX 31-120		**0.5**	**3**
Zinc NFX 31-120		**0.5**	**3.5**
Manganèse NFX 31-120		**4**	**80**
Fer		**15**	**350**
Bore NFX 31-122		**0.2**	**1.1**
Molybdène			
Soufre-SO4		**25**	**80**

ÉLÉMENTS TRACES MÉTALLIQUES (ETM)

élément	*mg/Kg = ppm*	*limites*
Chrome		**150**
Cuivre		**100**
Nickel		**50**
Zinc		**300**
Cadmium		**2**
Plomb		**100**
Mercure		**1**
Selenium		**10**

TESTS DE GERMINATION

Monocotylédones :

Dicotylédones :

COMMENTAIRE ET CONSEIL DE FUMURE

La responsable du laboratoire : C. GRASSOT

SAS CESAR R.C.S. Bourg-en-Bresse 969 600 253
Laboratoire de Ceyzériat : 259 route des Soudanières - CS 10002 - 01250 CEYZERIAT
Tél. : 04 74 25 09 90 - Fax. : 04 74 25 09 95
Site Internet - Email : www.labo-cesar.com - cesar@labo-cesar.com

Annexe T- 3 : Analyse eau souterraine – Antéa - 2023

Accréditation n°1-1364
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

WESSLING France, 40 rue du Ruisseau, 38070 Saint-Quentin-Fallavier Cedex

ANTEA GROUP
Monsieur Patrice LAURENDON
109 rue des mercières CS 20214
69142 RILLIEUX-LA-PAPE Cedex

N° rapport d'essai	ULY23-009092-1
N° commande	ULY-08136-23
Interlocuteur (interne)	Y. Lafond
Téléphone	+33 474 990 554
Courrier électronique	y.lafond@wessling.fr
Date	20.04.2023

Rapport d'essai

RHAP180269-COURDAN-EXT



Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai et tels qu'ils ont été reçus.
Les résultats des paramètres couverts par l'accréditation EN ISO/CEI 17025 sont marqués d'un (A).
La portée d'accréditation COFRAC n°1-1364 essais du laboratoire WESSLING de Lyon (St Quentin Fallavier) est disponible sur le site www.cofrac.fr pour les résultats accrédités par ce laboratoire.
Le COFRAC est signataire des accords de reconnaissance mutuels de l'ILAC et de l'EA pour les activités d'essai.
Les organismes d'accréditation signataires de ces accords pour les activités d'essai reconnaissent comme dignes de confiance les rapports couverts par l'accréditation des autres organismes d'accréditation signataires des accords des activités d'essai.
Ce rapport d'essai ne peut être reproduit que sous son intégralité et avec l'autorisation des laboratoires WESSLING.
Les laboratoires WESSLING autorisent leurs clients à extraire tout ou partie des résultats d'essai envoyés à titre indicatif sous format excel uniquement à des fins de retraitement, de suivi et d'interprétation de données sans faire allusion à l'accréditation des résultats d'essai.
Les données fournies par le client sont sous sa responsabilité et identifiées en italique.

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

N° d'échantillon		**23-051713-02**	**23-051713-03**	**23-051713-04**	
Désignation d'échantillon	**Unité**	***CNR2***	***PZ7***	***PZ8***	
Chrome III - Par calcul - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Chrome III	mg/l E/L	<0,005	<0,005	<0,005	
Analyse physique					
Conductivité électrique sur eau / lixiviat - NF EN 27888 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Conductivité [25°C]	µS/cm E/L	530 (#)	380 (#)	460 (#)	
Résidu sec après filtration à 105+/-5°C - NF T90-029 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Résidu sec après filtration	mg/l E/L	340 (A)	240 (A)	290 (A)	
pH - NF EN ISO 10523 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
pH	E/L	7,7 (#)	7,8 (#)	7,5 (#)	
Température de mesure du pH	°C E/L	17,7	17,7	17,7	
Oxygène dissous - NF EN 25814 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Oxygène dissous	mg/l E/L	7,9	5,1	7,1	
Paramètres globaux / Indices					
Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT) - NF EN ISO 9377-2 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Indice hydrocarbure C10-C40	mg/l E/L	<0,05 (A)	<0,05 (A)	<0,05 (A)	
Hydrocarbures > C10-C12	mg/l E/L	<0,05	<0,05	<0,05	
Hydrocarbures > C12-C16	mg/l E/L	<0,05	<0,05	<0,05	
Hydrocarbures > C16-C21	mg/l E/L	<0,05	<0,05	<0,05	
Hydrocarbures > C21-C35	mg/l E/L	<0,05	<0,05	<0,05	
Hydrocarbures > C35-C40	mg/l E/L	<0,05	<0,05	<0,05	
ST-DCO - ISO 15705 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
DCO (homogénéisé)	mg/l E/L	<10 (A)	<10 (A)	<10 (A)	
Carbone organique total (COT) - NF EN 1484 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Carbone organique total (COT)	mg/l E/L	3,3 (A)	0,7 (A)	1,1 (A)	

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

N° d'échantillon		**23-051713-02**	**23-051713-03**	**23-051713-04**	
Désignation d'échantillon	**Unité**	***CNR2***	***PZ7***	***PZ8***	

Cations, anions et éléments non métalliques

Anions dissous (filtration à 0,2 µm) - Méthode interne : ANIONS - IC - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Chlorures (Cl)	mg/l E/L	3,0 (A)	12 (A)	7,0 (A)	
Nitrates (NO3)	mg/l E/L	3,0 (A)	<1,0 (A)	<1,0 (A)	
Nitrates (NO3-N)	mg/l E/L	0,68	<0,23	<0,23	
Sulfates (SO4)	mg/l E/L	12 (A)	33 (A)	16 (A)	
Nitrites (NO2)	mg/l E/L	<0,05 (A)	<0,05 (A)	<0,05 (A)	
Nitrites-N (NO2-N)	mg/l E/L	<0,015	<0,015	<0,015	

Ammonium (NH4) - NF EN ISO 11732 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Ammonium (NH4)	mg/l E/L	<0,1 (A)	0,1 (A)	0,1 (A)	
Azote ammoniacal (NH4-N)	mg/l E/L	<0,078	0,078	0,078	

Azote (Kjeldahl) sur eau / lixiviat (conservation à 3°C+-2°C) - NF EN 25663 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Azote Kjeldahl (NTK)	mg/l E/L	<2,0 (A)	<2,0 (A)	<2,0 (A)	

Azote total (calc.) - DIN 38409 H12 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Azote total	mg/l E/L	0,68	-/-	-/-	

Phénol total (indice) après distillation sur eau / lixiviat - NF EN ISO 14402 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Phénol (indice)	mg/l E/L	<0,05 (A)	<0,01 (A)	<0,01 (A)	

Fluorures - NFT 90-004 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Fluorures (F)	mg/l E/L	0,1 (A)	0,09 (A)	0,09 (A)	

Eléments

Chrome VI - NF T 90-043 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Chrome (VI)	mg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	

Métaux dissous sur eaux / lixiviat (ICP-MS) - NF EN ISO 17294-2 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)

Aluminium (Al)	µg/l E/L	<30 (A)	<30 (A)	<30 (A)	
Chrome (Cr)	µg/l E/L	<5,0 (A)	<5,0 (A)	<5,0 (A)	
Manganèse (Mn)	µg/l E/L	<5,0 (A)	<5,0 (A)	<5,0 (A)	
Nickel (Ni)	µg/l E/L	<10 (A)	<10 (A)	<10 (A)	
Cuivre (Cu)	µg/l E/L	<5,0 (A)	<5,0 (A)	<5,0 (A)	
Zinc (Zn)	µg/l E/L	<50 (A)	<50 (A)	<50 (A)	
Arsenic (As)	µg/l E/L	<3,0 (A)	<3,0 (A)	<3,0 (A)	
Sélénium (Se)	µg/l E/L	<10 (A)	<10 (A)	<10 (A)	
Cadmium (Cd)	µg/l E/L	<1,5 (A)	<1,5 (A)	<1,5 (A)	
Baryum (Ba)	µg/l E/L	<5,0 (A)	<5,0 (A)	<5,0 (A)	
Plomb (Pb)	µg/l E/L	<10 (A)	<10 (A)	<10 (A)	
Molybdène (Mo)	µg/l E/L	<10 (A)	<10 (A)	<10 (A)	
Antimoine (Sb)	µg/l E/L	<5,0 (A)	<5,0 (A)	<5,0 (A)	
Mercure (Hg)	µg/l E/L	<0,1 (A)	<0,1 (A)	<0,1 (A)	

Préparation d'échantillon

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

N° d'échantillon		**23-051713-02**	**23-051713-03**	**23-051713-04**	
Désignation d'échantillon	**Unité**	***CNR2***	***PZ7***	***PZ8***	
Minéralisation à l'eau régale pour métaux totaux - NF EN ISO 15587-1 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Minéralisation à l'eau régale	E/L	19/04/2023 (A)	19/04/2023 (A)	19/04/2023 (A)	
Métaux totaux					
Métaux totaux - NF EN ISO 17294-2 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Fer (Fe)	mg/l E/L	2,2 (A)	<0,05 (A)	0,22 (A)	
Hydrocarbures halogénés volatils (COHV)					
Hydrocarbures halogénés volatils (COHV) sur eau - NF EN ISO 10301 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Chlorure de vinyle	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Dichlorométhane	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
cis-1,2-Dichloroéthylène	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
trans-1,2-Dichloroéthylène	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Trichlorométhane	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
1,1,1-Trichloroéthane	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Tétrachlorométhane	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Trichloroéthylène	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Tétrachloroéthylène	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
1,1-Dichloroéthane	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
1,1-Dichloroéthylène	µg/l E/L	<0,5 (#)	<0,5 (#)	<0,5 (#)	
Somme des COHV	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	
Benzène et aromatiques (CAV - BTEX)					
Benzène et aromatiques (CAV-BTEX) - NF ISO 11423-1 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Benzène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Toluène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Ethylbenzène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
o-Xylène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
m-, p-Xylène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Cumène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Mésitylène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
o-Ethyltoluène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
m-, p-Ethyltoluène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Pseudocumène	µg/l E/L	<0,5 (A)	<0,5 (A)	<0,5 (A)	
Somme des BTEX	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

N° d'échantillon		**23-051713-02**	**23-051713-03**	**23-051713-04**	
Désignation d'échantillon	**Unité**	***CNR2***	***PZ7***	***PZ8***	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)					
HAP - Méthode interne : HAP-PCB-GC/MS - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Naphtalène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Acénaphtylène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Acénaphtène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Fluorène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Phénanthrène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Anthracène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Fluoranthène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Pyrène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Benzo(a)anthracène	µg/l E/L	<0,01 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Chrysène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Benzo(b)fluoranthène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Benzo(k)fluoranthène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Benzo(a)pyrène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Dibenzo(a,h)anthracène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Indéno(1,2,3,c,d)pyrène	µg/l E/L	<0,02 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Benzo(g,h,i)pérylène	µg/l E/L	<0,01 (A)	<0,02 (A)	<0,02 (A)	
Somme des 4 HAP	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	
Somme des 6 HAP	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	
Somme des HAP	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	
Polychlorobiphényles (PCB)					
PCB - NF EN ISO 6468 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
PCB n° 28	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,004 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 52	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 101	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 118	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 138	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 153	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
PCB n° 180	µg/l E/L	<0,003 (A)	<0,003 (A)	<0,003 (A)	
Somme des 7 PCB	µg/l E/L	-/-	-/-	-/-	
Analyse physico-chimique					
MES (Filtre Muntkell GF047C) - NF EN 872 - Réalisé par WESSLING Lyon (France)					
Matières en suspension (MES)	mg/l E/L	42 (A)	<2,0 (A)	4,2 (A)	

E/L : Eau/lixiviat
< : résultat inférieur à la limite de quantification

Rapport d'essai n°. : ULY23-009092-1
Projet : *RHAP180269-COURDAN-EXT*

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

N° d'échantillon		**23-051713-02**	**23-051713-03**	**23-051713-04**
Désignation d'échantillon	**Unité**	***CNR2***	***PZ7***	***PZ8***

Informations sur les échantillons

Date de réception :	13.04.2023	13.04.2023	13.04.2023	
Type d'échantillon :	*Eau souterraine*	*Eau souterraine*	*Eau souterraine*	
Date de prélèvement :	*11.04.2023*	*11.04.2023*	*11.04.2023*	
Heure de prélèvement :	*10:00*	*10:00*	*10:00*	
Récipient :	500ml PE WES005+250ml Verre WES020+250ml V/H2SO4 WES203+100ml V/H2SO4 WES109+100ml PE WES100+100ml PE/HNO3 WES113+7*60ml PE WES101+2*60ml PE/HNO3 WES112+3*60ml PE/H2SO4 WES111+3*40ml HS (Headspace)+40ml HS/H2S04 WES114	500ml PE WES005+250ml Verre WES020+250ml V/H2SO4 WES203+100ml V/H2SO4 WES109+100ml PE WES100+100ml PE/HNO3 WES113+7*60ml PE WES101+2*60ml PE/HNO3 WES112+3*60ml PE/H2SO4 WES111+3*40ml HS (Headspace)+40ml HS/H2S04 WES114	500ml PE WES005+250ml Verre WES020+250ml V/H2SO4 WES203+100ml V/H2SO4 WES109+100ml PE WES100+100ml PE/HNO3 WES113+7*60ml PE WES101+2*60ml PE/HNO3 WES112+3*60ml PE/H2SO4 WES111+3*40ml HS (Headspace)+40ml HS/H2S04 WES114	
Température à réception (C°) :	7	7	7	
Début des analyses :	13.04.2023	13.04.2023	13.04.2023	
Fin des analyses :	20.04.2023	20.04.2023	20.04.2023	
Préleveur :	*ANTEA PL*	*ANTEA PL*	*ANTEA PL*	

WESSLING
Quality of Life

WESSLING France
Z.I. de Chesnes Tharabie · 40 rue du Ruisseau
BP 50705 · 38297 Saint-Quentin-Fallavier
Tél. +33 (0)4 74 99 96 20
labo@wessling.fr · www.wessling.fr

Le 20.04.2023

Commentaires retirant l'accréditation de vos résultats d'analyses :

: Le délai de mise en analyse par rapport au prélèvement est supérieur aux exigences normatives, ce qui peut potentiellement impacter l'exactitude du résultat.

Informations sur vos résultats d'analyses :

Pour parfaire la lecture de vos résultats, les seuils sont susceptibles d'être augmentés en fonction de la nature chimique de la matrice.

L'extraction réalisée sur le contrôle interne d'eau dopée n'est pas incluse dans les exigences de la méthode ce qui peut potentiellement augmenter l 'incertitude liée au résultat :
-Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT), Indice hydrocarbure C10-C40 : Valable pour tous les échantillons.

La présence d'un dépôt dans l'échantillon a nécessité de réaliser l'extraction dans un autre flacon. Cela peut potentiellement augmenter l'incertitude liée au résultat :
-Indice hydrocarbures (GC) sur eau / lixiviat (HCT), Indice hydrocarbure C10-C40 : Valable pour l'échantillon 23-051713-02

Limite de quantification augmentée en raison de la présence d'un dépôt dans l'échantillon :
-Phénol total (indice) après distillation sur eau / lixiviat, Phénol (indice) après distillation : Valable pour l'échantillon 23-051713-02

Limite de quantification augmentée en raison de la dilution nécessaire de l'échantillon. :
-Chrome VI : Valable pour tous les échantillons.

Valeur de MES approximative en raison du Résidu Sec inférieur à 2 mg :
-MES (Filtre Muntkell GF047C), Matières en suspension (MES) : Valable pour les échantillons 23-051713-03, -04

Approuvé par :
Alexandra GUTTIN
Responsable Qualité et Sécurité
Le 20 avril 2023

Annexe T- 4 : Expertise hydrologique – Ingégone - 2023

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

200 Zi Le Jasmin, Saint Genis sur Guiers
73 240 SAINT GENIS LES VILLAGES

Extension de la carrière de Courdan

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Expertise hydrologique des écoulements présents au droit des terrains intégrés à la demande d'extension

Ingégone

21, avenue Georges Pompidou
69 003 LYON
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : M. VANTARD Julien	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Andy Mme NICLOT Julie
Relecture et assurance qualité : Mme MONTEL Gaëlle	Elaboré le : 27 février 2023
Référence dossier : 23.10.EX.01	Modifié le : 2 mars 2023 13 juin 2023

SOMMAIRE

I. Préambule 1
II. Localisation du site 2
III. Contexte géologique et hydrogéologique local 5
III.A Informations apportées par la carte géologique du BRGM n°724 du secteur de LA TOUR-DU-PIN et sondages in situ 5
III.B .Hydrogéologie 7
III.B.1 Hydrogéologie locale 7
III.B.1.a Préambule 7
III.B.1.b Aquifère alluvionnaire 7
III.B.2 Sources identifiées dans le secteur d'étude 7
III.B.3 Puits et piézomètres recensés dans le secteur d'étude 7
III.C Hydrographie 9
III.C.1 Données générales 9
III.C.2 Données locales 9
IV. Expertise hydrologique des deux chenaux 11
IV.A Préambule 11
IV.B Cas du chenal Est 11
IV.B.1 Origine et cheminement hydraulique 11
IV.B.2 Définition et caractérisation des tronçons du chenal 18
IV.B.2.a Préambule 18
IV.B.2.b Caractérisation des tronçons types 18
IV.C Cas du chenal Ouest 23
IV.C.1 Origine et cheminement hydraulique 23
IV.C.2 Définition et caractérisation des tronçons du chenal Ouest 26
IV.C.2.a Préambule 26
IV.C.2.b Caractérisation des tronçons types 26
V. Caractérisation et classification hydrologique des deux chenaux 44
V.A Synthèse des observations réalisées in situ 44
V.A.1 Cas du chenal Est 44
V.A.2 Cas du chenal Ouest 44
V.B Classification au regard des critères de cartographie et d'identification des cours d'eau du département de l'Ain. 46
V.B.1 Eléments apportés par les cartographies historiques du secteur d'étude 46
V.B.1.a Carte de Cassini ..... **Erreur ! Signet non défini.**
V.B.1.b Photographies aériennes historiques 46
V.B.2 Cartographie issue de la base de données de la Direction Départementale des Territoires de l'Ain 49
V.B.2.a Cas du chenal Est 50
V.B.2.b Cas du chenal Ouest 50
V.B.3 Cartographie dans la base de données BD Carthage 50
V.B.4 Classification au regard de l'annexe 1 de la note d'accompagnement « Méthodologie d'identification des cours d'eau » 50
V.B.4.a Préambule 50
V.B.4.b Application au cas du chenal Ouest 52
V.B.4.c Classification au regard de l'annexe 1 de la note d'accompagnement « Méthodologie d'identification des cours d'eau » 53
VI. Devenir envisagé du chenal pendant et après l'exploitation 53
VI.A Données naturalistes 53
VI.A.1 SRADETT Auvergne – Rhône Alpes 53

VI.A.2 Donnée naturalistes acquises in situ 54
VI.A.2.a Habitats naturels 54
VI.A.2.b Corridors et fonctionnalités écologiques 55
VI.A.2.c Reptiles 55
VI.A.2.d Les amphibiens 56
VI.A.2.e Conclusions sur les aspects écologiques 56
VI.B Travaux envisagés au droit du chenal, échéanciers et premiers impacts projetés 56
VI.C Options sur la gestion du chenal durant la phase d'exploitation 57
VI.C.1 Premier scénario : déviation du chenal à l'Ouest 57
VI.C.2 Second scénario : Consommation du chenal et restitution d'un lit amélioré à l'issue des travaux de remise en état 59

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale 2
Figure 2 : Carte de localisation au 1/25 000e 3
Figure 3 : Vue aérienne du site 4
Figure 4 : Extrait de la carte géologique 6
Figure 5 : Localisation des ouvrages piézométriques 8
Figure 6 : Illustration du contexte hydrographique local et des deux chenaux 10
Figure 7 : Caractérisation du cheminement hydraulique des eaux transitant dans le chenal 17
Figure 8 : Illustration de la localisation des tronçons du chenal Est 19
Figure 9 : Coupe type du tronçon T1 20
Figure 10 : Coupe type du tronçon T1 21
Figure 11 : Carte de localisation du marais et de ses alimentations 24
Figure 12 : Schéma type de la vanne martellière 25
Figure 13 : Illustration de la localisation des tronçons du chenal Ouest 27
Figure 14 : Coupe type du tronçon T1 28
Figure 15 : Coupe type du tronçon T3 32
Figure 16 : Coupe type du tronçon T4 33
Figure 17 : Coupe type du tronçon T5 37
Figure 18 : Coupe type du tronçon T6 39
Figure 19 : Coupe type du tronçon T7 41
Figure 20 : Extrait de la carte de Cassini n° 118 - Belley 46
Figure 21 : Extrait de la carte de l'Institut Géographique National (IGN) dans les années 1950 47
Figure 22 : Identification des cours d'eau répertoriés dans la base de données BD Carthage 51
Figure 23 : Extrait de l'atlas du SRADETT Auvergne – Rhône Alpes 53
Figure 24 : Extrait de l'étude naturaliste réalisée in situ 54
Figure 25 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la fonctionnalité de milieux 55
Figure 26 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la présence de reptiles au droit du Chenal 55
Figure 27 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la présence d'amphibien au droit du Chenal 56
Figure 28 : Localisation du linéaire dévié 58
Figure 29 : Localisation des aménagements du second scénario 61

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site 2
Tableau 2 : caractéristiques des regards identifiés au droit du tronçon T2 30
Tableau 3 : Synthèse des critères pour déterminer le statut de la surverse 53
Tableau 4 : Avantages et inconvénients du scénario 1 57
Tableau 5 : Avantages et inconvénients du scénario 2 59

LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 : Prise de vue illustrant la localisation des réseaux EP 11
Photographie 2 : Illustration du regard accotement Sud 12
Photographie 3 : Illustration du rejet dans la noue de 3 m² 12
Photographie 4 : Prise de vue illustrant les perceptions des phases aériennes et busées au droit des dessertes agricoles 13
Photographie 5 : Prise de vue illustrant l'écoulement gravitaire en périphérie du boisement de Tremurs en direction du Sud 13
Photographie 6 : Prise de vue illustrant la noue et son busage 14
Photographie 7 : Illustration du Chenal Est (Direction Sud) 14
Photographie 8 : Illustration de l'exutoire sous la RD 992 15
Photographie 9 : Prise de vue au droit de la RD 992 15
Photographie 10 : Exutoire du Chenal Est 16
Photographie 11 : Prise de vue illustrant le tronçon T1 18
Photographie 12 : Prise de vue illustrant le tronçon T2 21
Photographie 13 : Prise de vue illustrant le fonctionnement hydrologique en amont du marias de Poisat 23
Photographie 14 : Prise de vue illustrant la vanne martellière 25
Photographie 15 : Prise de vue illustrant le tronçon T1 26
Photographie 16 : Prise de vue illustrant le tronçon T2 29
Photographie 17 : Illustration des trois regards identifiés au droit du tronçon T2 30
Photographie 18 : Prise de vue illustrant le tronçon T3 31
Photographie 19 : Prise de vue illustrant la berge Ouest du tronçon T3 31
Photographie 20 : Prise de vue illustrant le tronçon T4 33
Photographie 21 : Prise de vue illustrant la canalisation dite Est 34
Photographie 22 : Prise de vue illustrant les canalisations dites Ouest 34
Photographie 23 : Prise de vue illustrant l'origine de la canalisation ϕ 300 mm 35
Photographie 24 : Prise de vue illustrant le tronçon T5 36
Photographie 25 : Illustration de la zone d'infiltration 38
Photographie 26 : Prise de vue illustrant le tronçon T6 39
Photographie 27 : Illustration du fond de chenal du tronçon T6 40
Photographie 28 : Prise de vue illustrant le tronçon T7 41
Photographie 29 : Prise de vue illustrant le tronçon T8 42
Photographie 30 : Prise de vue illustrant le passage busé sous la RD 922 43
Photographie 31 : Prise de vue illustrant le passage busé sous la RD 922 43
Photographie 32 : Carte aérienne de 1931 47
Photographie 33 : Carte aérienne de 1970 48
Photographie 34 : Carte aérienne de 1982 49
Photographie 35 : Extrait de la base de données de la DDT 01 et localisation de chenaux expertisés 49

I. PREAMBULE

La société « Carrières MBTP » exploite actuellement une carrière de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Murs et Gélignieux, au niveau du lieu-dit « Courdan », dans le département de l'Ain (01).

Le fonctionnement de ce site est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants :

- Arrêté préfectoral du 21 mars 2013 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017.

L'emprise cadastrale actuellement autorisée est de 60 481 m².

Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF. Le rythme annuel maximal est fixé à 60 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation arrivera à échéance le 21 mars 2024.

La société « Carrières MBTP » souhaite étendre le site d'exploitation dans le prolongement Est de l'actuelle carrière, sur une emprise de l'ordre de 7,3 hectares.

Ces terrains se caractérisent par la présence exclusive de parcelles dédiées à l'agriculture au sein desquelles, il existe deux chenaux orientés globalement Nord/Sud, présentant des écoulements temporaires.

La présente expertise a pour principal objectif de définir l'origine et le fonctionnement hydrologique de ces chenaux en vue de l'exploitation des terrains sous-jacents.

II. LOCALISATION DU SITE

Le projet de renouvellement et d'extension de la carrière, exploitée par la société MBTP, est localisé sur le territoire de la commune de Murs-et-Gélignieux, dans le département de l'Ain (01).

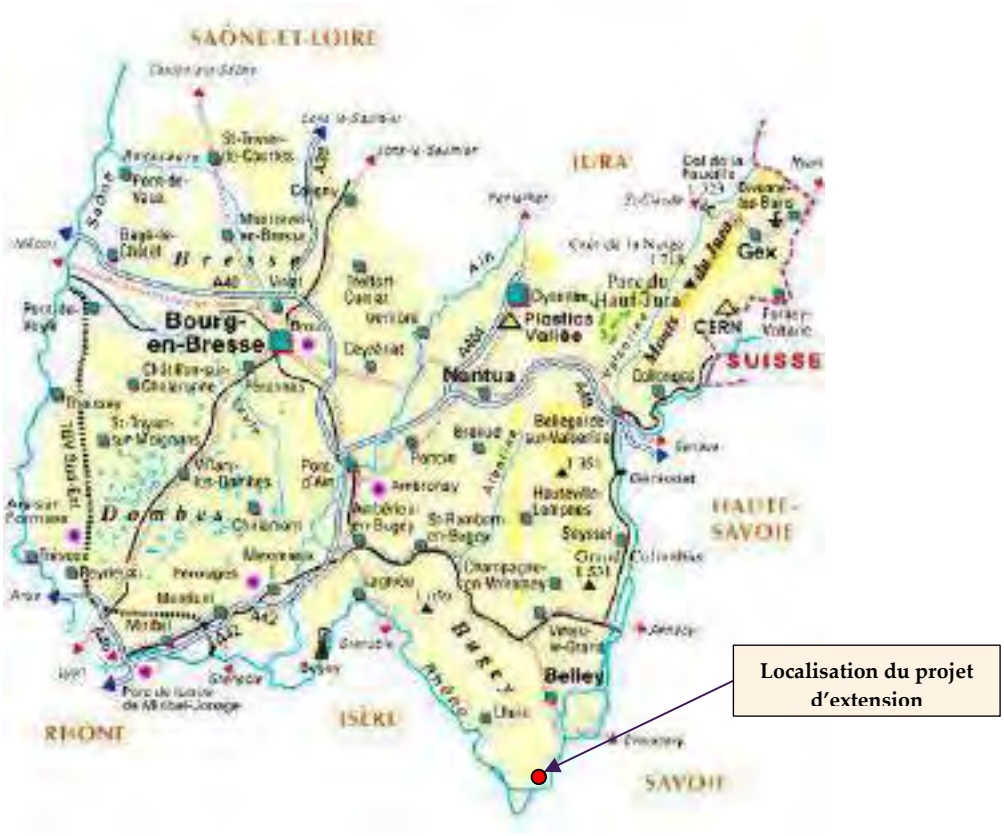


Figure 1 : Carte de localisation du projet à l'échelle départementale

Les coordonnées GPS du site sont les suivantes :

Secteur concerné	Entrée du futur site		
Coordonnées	X	Y	Z
	45.640008	5.669878	214 m NGF

Tableau 1 : Coordonnées GPS du site

La carrière actuellement autorisée est localisée au lieu-dit « Courdan » et le projet d'extension est localisé au lieu-dit « La Ferrière ».

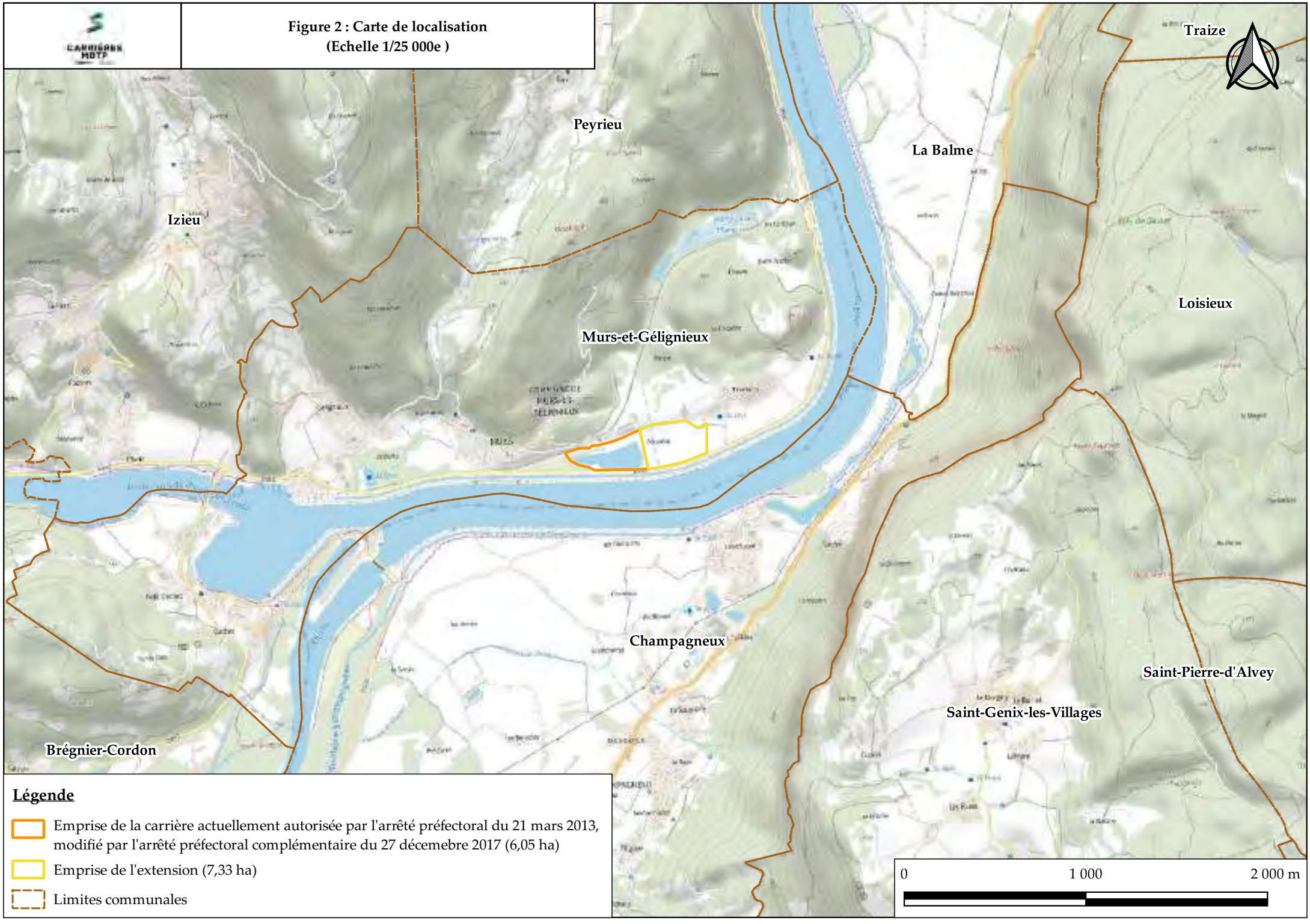
L'environnement proche du site se caractérise par la présence :

- De la route départementale n°992 et du Rhône au Sud ;
- D'une zone boisée et du bourg de Murs-et-Gélignieux à l'Ouest ;
- De bâtiments agricoles, de champs et de boisements au Nord ;
- Du hameau de Tremurs au Nord-Est.

Sur le plan topographique, les terrains du projet de renouvellement et d'extension de carrière sont situés à une cote altimétrique comprise entre 214 m NGF et 219 m NGF.

Les cartes présentées en pages suivantes matérialisent la localisation du site.

Figure 2 : Carte de localisation
(Echelle 1/25 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décemebre 2017 (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

Figure 3 : Vue aérienne
(Echelle 1/5 000e)



Légende

- Emprise de la carrière actuellement autorisée par l'arrêté préfectoral du 21 mars 2013, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 (6,05 ha)
- Emprise de l'extension (7,33 ha)
- Limites communales

III. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE LOCAL

III.A Informations apportées par la carte géologique du BRGM n°724 du secteur de LA TOUR-DU-PIN ET sondages in situ

La carte géologique de la feuille de la Tour-du-Pin peut se décomposer en trois grandes unités géologiques :

- Les collines du Bas-Dauphiné, au Sud-Ouest, avec ces formations de molasses, recouverte de moraines ;
- La région tabulaire de l'Ile-Crémieu, au Nord-Ouest, avec ces formations calcaires ;
- Les chaînons jurassiens, au Nord-Est et à l'Est.

Au Nord-Ouest de la feuille, le Rhône traverse les chaînons calcaires jurassiens qui datent de l'aire secondaire, avec des terrains affleurants formés entre le Bajocien et l'Hauterivien.

Dès le Lias et jusqu'au Miocène, la région est principalement recouverte par une mer, avec une sédimentation essentiellement calcaire et organogène.

Au cours du Miocène, en plus du retrait progressif et définitif de la mer, les contraintes responsables de la formation des Alpes atteignent le Jura méridional. Les terrains en place subissent leurs principales déformations, les plis sont accentués et de nombreuses cassures apparaissent.

Depuis la Pliocène, la région est dans un régime d'érosion continentale, excepté au cours de la dernière glaciation, le Würm.

La zone d'étude se situe dans la vallée du Rhône, entre deux chaînons jurassiens.

Le chaînon à l'Est du fleuve est celui de Parves-Mont-Tournier qui est globalement un anticlinal.

Dans le coude formé par le Rhône se trouve la partie méridionale du Bas-Bugey. Elle comprend deux anticlinaux séparés par un synclinal. Ces trois unités géologiques plongent en direction du Sud-Est, pour disparaître sous les formations du Bas-Dauphiné.

D'après les informations apportées par la carte géologique au 1/50 000ième de la carte de LA TOUR-DU-PIN, le projet d'extension de carrière se situe au droit d'alluvions holocènes et modernes, désignées sous le libellé « Fz » et constituées de galets, de sables avec également des lentilles d'argiles, des limons à tourbes.

Ces alluvions ne sont pas altérées.

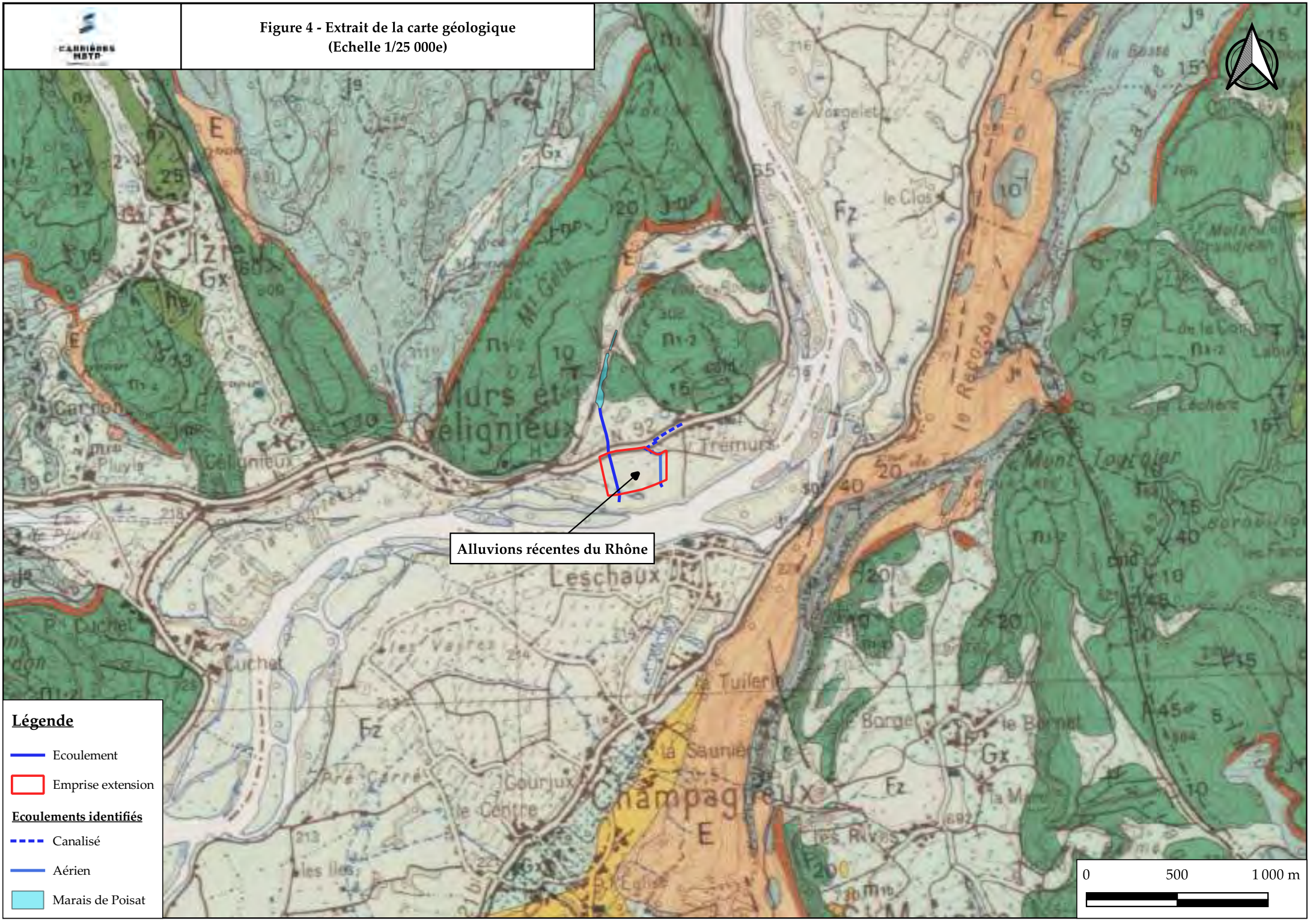
L'extrait de la carte géologique du secteur est présenté en page suivante.

La société MBTP a mandaté la société ANTEMIS pour la réalisation de 9 sondages destructifs au droit du projet d'extension de la carrière.

Le secteur Nord (au-delà de la route de Mortillet) se caractérise par la présence de calcaire sous les terrains agricoles.

Au Sud, l'analyse lithologique de ces sondages montrent une composition hétérogène des terrains :
- Jusqu'à 0,7 à 2,7 m selon les secteurs : limons sableux ;
- Puis sur une puissance de 7 à 10 mètres des sables et graviers.

Figure 4 - Extrait de la carte géologique
(Echelle 1/25 000e)



III.B .Hydrogéologie

III.B.1 Hydrogéologie locale

III.B.1.a Préambule

Le site d'étude se situe au droit de l'aquifère des « Alluvions du Rhône de Gorges de la Balme à l'Ile de Miribel ».

L'aquifère principal est formé par des alluvions fluvio-glaciaires datant du Quaternaire.

Le schéma type est une alimentation par les cours d'eau (et surtout le Rhône) dans les parties amont des bandes alluviales puis un drainage par le Rhône dans les parties aval.

Les précipitations et les apports de versants (avec arrivées karstiques des massifs de l'Ile Crémieu, du Bugey méridional et du chaînon du Mont Tournier -dans une moindre mesure-) participent également à l'alimentation de la masse d'eau.

C'est une nappe libre, localement captive sous des couches superficielles limono-argileuses. L'écoulement de la nappe s'effectue globalement en direction du Rhône.

Les fluctuations annuelles et interannuelles sont faibles par rapport à l'épaisseur de l'aquifère, de 1 à 2 m. La profondeur de la nappe varie entre 2 et 10 m.

Les caractéristiques hydrodynamiques de cet aquifère sont les suivantes :

- Perméabilité :10^{-3} à 5.10^{-4} m/s ;
- Transmissivité : 10^{-2} à 5.10^{-3} m²/s ;
- Porosité : environ 10 % en zone libre à 5-10% en zone captive ;
- Vitesse d'écoulement : 20 à 3 000 m/an (donc vitesse de propagation des polluants solubles ayant des caractéristiques physico-chimiques similaires à l'eau).

La zone non saturée, essentiellement composé de limon, est semi-perméable, avec une perméabilité comprise entre 10^{-6} et 10^{-8} m/s.

III.B.1.b Aquifère alluvionnaire

Le site est localisé dans le sous-système « La plaine du Rhône à l'aval des gorges de la Balme ».

A la sortie des gorges de la Balme, le Rhône s'écoule dans un synclinale molassique, séparant le Mont Tournier et la terminaison méridionale du bas Bugey.

La molasse a été recouverte d'une importante couche d'alluvions et de remplissage lacustre post-glaciaire pouvant atteindre 60 m (barrage de Champagneux).

Elles se composent d'une cinquantaine de mètres de sédiments fins (sable argileux) puis d'une dizaine de mètres de matériel plus grossier allant du sable fin à des graviers et blocs de calcaires à proximité des versants.

En surface, une couche de terre végétale, limon et tourbe peut atteindre 2 mètres.

III.B.2 Sources identifiées dans le secteur d'étude

Aucune source n'a été observée au droit du site, ni en périphérie proche.

III.B.3 Puits et piézomètres recensés dans le secteur d'étude

La CNR (Compagnie Nationale du Rhône) possède un réseau de piézomètre, le long du Rhône, pour suivre l'évolution de sa nappe d'accompagnement. Quatre piézomètres ont été recensé en périphérie du projet d'extension. S'ajoute à cela l'implantation de deux piézomètres complémentaires par la société MBTP, dans le cadre du projet.

Leurs remplacements sont précisés en page suivante.

Figure 5 - Carte de localisation des piézomètres
(Echelle 1/5 000e)



III.C Hydrographie

III.C.1 Données générales

L'hydrographie du secteur d'étude est dominée par la présence du Rhône qui s'écoule à une centaine de mètres de la limite cadastrale Sud du projet.

A noter également la présence d'un contre-canal entre le Rhône et la route départementale n°992.

A la station « la dérivation de Belley à Brens – CNR » (V144 0020 02), les débits caractéristiques du Rhône, entre le 1er janvier 1969 et le 1er décembre 2019, sont les suivants (Source : HydroPortail – EauFrance) :

- Débit moyen mensuel : 421 m^3/s ;
- Débit minimal mensuel : 149 m^3/s ;
- Débit maximal mensuel : 1 020 m^3/s ;
- Débit quinquennal : 350 m^3/s ;
- Module : 421 m^3/s.

III.C.2 Données locales

Le projet d'extension est traversé par deux chenaux présentant des écoulements temporaires.

Ces derniers sont matérialisés sur la carte présentée en page suivante.

Ces écoulements font l'objet de la présente expertise afin de déterminer l'origine des eaux et le fonctionnement hydraulique et hydrologique de chacun d'entre eux.

Figure 6 - Hydrographie locale
(Echelle 1/5 000e)



IV. EXPERTISE HYDROLOGIQUE DES DEUX CHENAUX

IV.A Préambule

L'expertise hydrologique des deux chenaux a été réalisée le 22 février 2023, sur site, par Julien VANTARD, Hydrogéologue et gérant de la société Ingégone.

Cette expertise a pour objectifs de :

- Définir l'origine des différents écoulements :
- Définir les modalités d'écoulement ;
- Caractériser les différents tronçons types de chaque chenal (géomorphologie du chenal) ;
- Identifier l'exutoire des écoulements ;
- Caractériser hydrologiquement les écoulements.

Les chapitres suivants décrivent de **manière factuelle et scientifique** les observations de terrains et le fonctionnement hydraulique et hydrologique de chacun des chenaux.

IV.B Cas du chenal Est

IV.B.I Origine et cheminement hydraulique

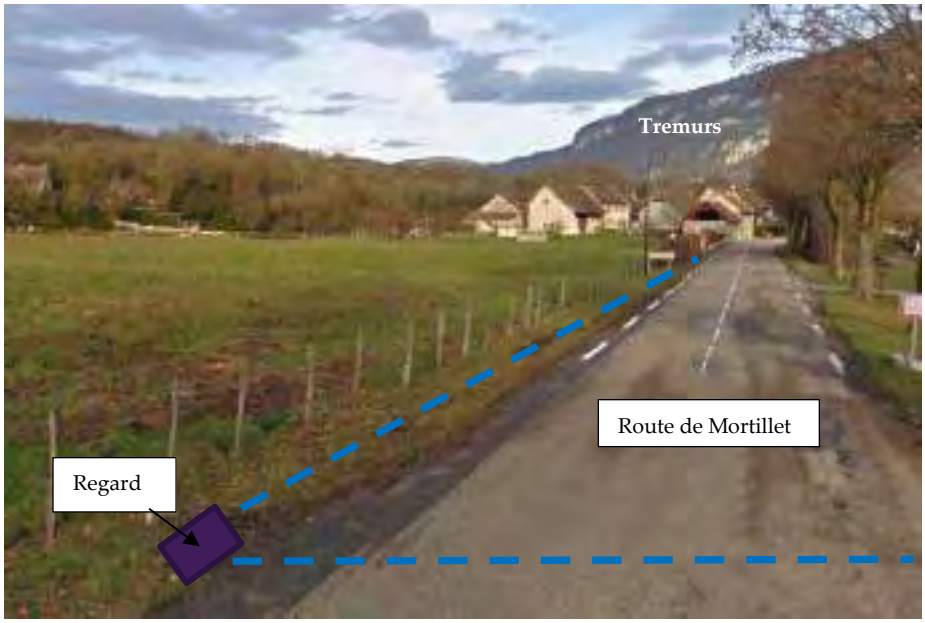
Le diagnostic de terrain a permis d'identifier clairement le cheminement hydraulique complet des eaux transitant par ce chenal.

L'origine des eaux transitant dans ce talweg provient presque exclusivement du réseau d'assainissement des eaux pluviales du hameau de Tremurs, localisé au Nord-Est du site.

Les eaux pluviales sont canalisées par un réseau spécifique dans l'accotement Nord de la route de Mortillet. Ce réseau est visible en différents secteurs par la présence de regard.

En effet, il a été identifié une canalisation ϕ 300 mm au droit de l'accotement Nord de la route dite « de Mortillet », évacuant les eaux pluviales du hameau de Tremurs.

Cette canalisation se développe sur une distance de l'ordre de 175 mètres et rejoint un regard de contrôle dans lequel aboutit également une canalisation ϕ 300 mm provenant de l'Ouest, débouchant dans le chenal Ouest (Voir chapitres suivants dédiés au chenal Ouest).



Photographie 1 : Prise de vue illustrant la localisation des réseaux EP

Les eaux pluviales sont ensuite dirigées gravitairement sous la route « de Mortillet » par une canalisation ϕ 300 mm jusqu'à un regard.



Photographie 2 : Illustration du regard accotement Sud

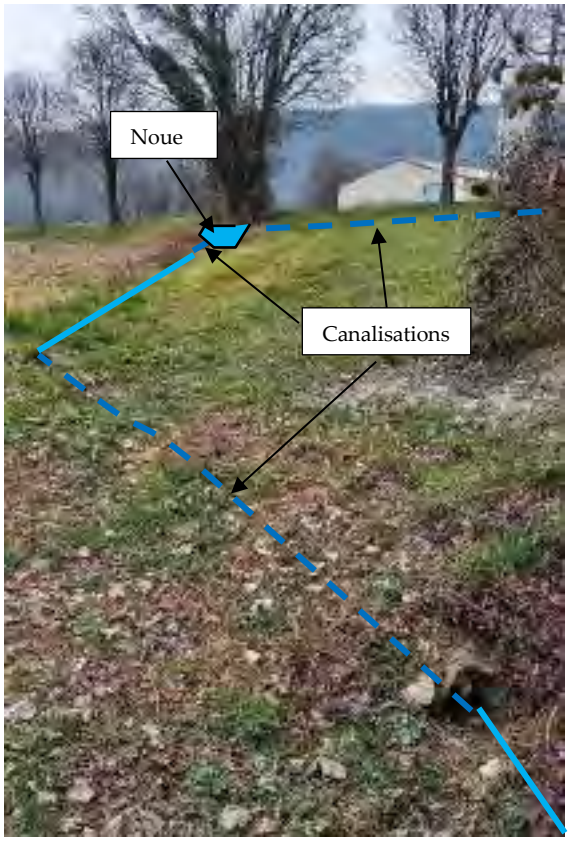
De ce dernier, les eaux sont canalisées (sur une distance de 60 m) vers un exutoire naturel (noue) de l'ordre de 3 m², localisé à l'angle du boisement de Tremurs.



Photographie 3 : Illustration du rejet dans la noue de 3 m²

La partie aval de cette noue est busée (ϕ 300 mm sur 2,5 mètres) afin de permettre l'accès aux terrains agricoles voisins.

L'écoulement s'effectue à nouveau à l'air libre sur une trentaine de mètres, avant d'être à nouveau canalisé sur 3m pour permettre à nouveau le passage d'engins agricoles.



Photographie 4 : Prise de vue illustrant les perceptions des phases aériennes et busées au droit des dessertes agricoles

Les écoulements transitent gravitairement ensuite en aérien en périphérie du boisement de Tremurs et sont dirigés vers une noue réduite (1 m²)



Photographie 5 : Prise de vue illustrant l'écoulement gravitaire en périphérie du boisement de Tremurs en direction du Sud

Une partie des eaux pluviales précipitant au sein du boisement localisé immédiatement au nord du chenal participe de manière marginale à l'alimentation en eau de ce dernier. Le « bassin versant » naturel de cette noue est de l'ordre de 4000 m²

En effet, une partie des eaux pluviales s'infiltre directement et gravitairement dans l'horizon de terre végétale qui est ensuite mobilisée par la végétation ou percole directement dans les sols en place. Une fois cette formation saturée, l'eau ruisselle sur le sol et le long de la ligne de plus grande pente avant de trouver son exutoire au niveau de cette noue. (Voir photographies page suivantes)

Cette noue est munie d'une canalisation de surverse (ϕ 400 mm) qui trouve son exutoire dans le chenal Est.



Photographie 6 : Prise de vue illustrant la noue et son busage

Le chenal se développe sur un linéaire de 153 mètres. La description exhaustive de ce dernier est présentée dans le chapitre suivant.



Photographie 7 : Illustration du Chenal Est (Direction Sud)

L'exutoire de ce chenal est constitué par un busage sous la RD 992 (ϕ 500 mm), partiellement obstrué muni d'un regard.



Photographie 8 : Illustration de l'exutoire sous la RD 992



Photographie 9 : Prise de vue au droit de la RD 992

Ce busage, d'une longueur de 25 mètres trouve son exutoire dans le contre-canal du Rhône.



Photographie 10 : Exutoire du Chenal Est

La carte présentée en page suivante illustre le cheminement hydraulique complet du hameau de Tremurs à son exutoire constitué par le contre-canal du Rhône.

Figure 7 - Cheminement hydraulique "Est"
(Echelle 1/2 000e)



IV.B.2 Définition et caractérisation des tronçons du chenal

IV.B.2.a Préambule

Ce chenal ne présente pas de débit à proprement parlé, puisque les écoulements transitant dans celui-ci sont directement et exclusivement tributaires de l'apport en eaux pluviales.

En l'absence de précipitation, le chenal est à sec, ou seuls certains secteurs présentant une dépression au droit du talweg permettent de conserver une fine lame d'eau.

Lors de l'expertise de terrain, il a été possible d'identifier deux tronçons, différenciés par la végétalisation des berges.

Son tracé général est clairement rectiligne, avec une pente homogène sur l'ensemble du tracé. La localisation de ces tronçons ainsi que des prises de vue les illustrant sont présentés en pages suivantes.

IV.B.2.b Caractérisation des tronçons types

Tronçon T1

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 60 mètres

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 11 : Prise de vue illustrant le tronçon T1

Figure 8 - Délimitation des tronçon du Chenal "Est"
(Echelle 1/1 500e)



Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les talus se caractérisent par une pente uniforme (~ 40°) dans les formations en place, sur une hauteur moyenne de l'ordre 0,90 mètre. Dans ce tronçon, le « lit mineur » présente une largeur moyenne de 1,9 mètre.

Dans ce secteur, une faible lame d'eau stagnante (0,03 mètre) a été identifiée en différents endroits du « lit mineur », non connectés. La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

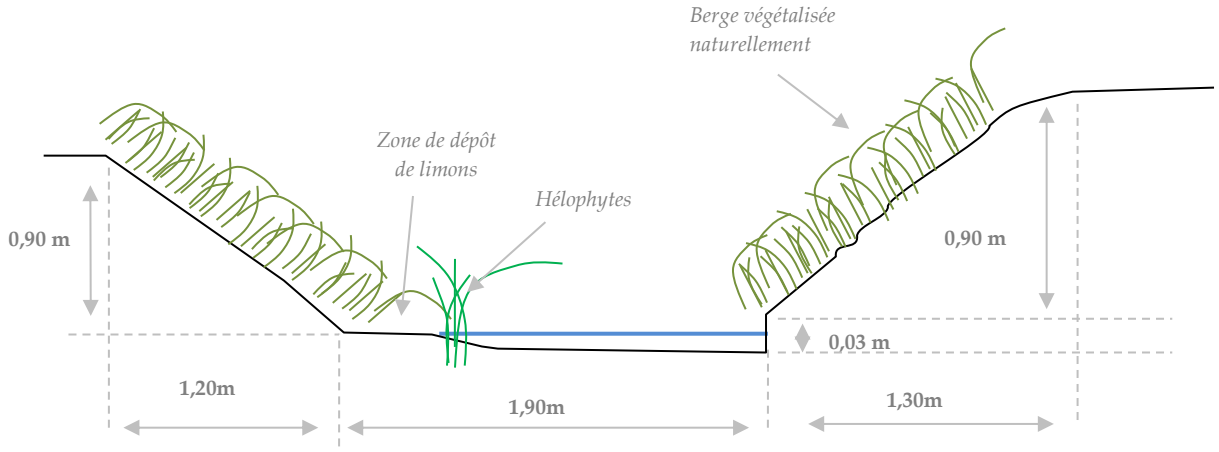


Figure 9 : Coupe type du tronçon T1

Caractérisation du substrat

Il n'existe aucun substrat au sens hydrologique. Le lit est constitué par un mélange de terre, plus ou moins argileuse, et de végétaux morts, formant d'avantage un humus gorgé d'eau qu'un substrat.

L'écoulement des eaux, lorsqu'existant, n'a permis d'obtenir un profil d'équilibre avec un granoclassement typique de cours d'eau puisque ce chenal constitue une collecte directe des eaux pluviales, non chargée (ou très peu) en sédiments.

Végétalisation du chenal

D'une manière générale, la végétation est abondante au niveau des berges.

Le lit mineur présente une colonisation importante de plantes hygrophiles. Il est à noter également la présence de renoncules.

Des hélophytes, sont également présents à différents endroits de ce tronçon.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, aucun écoulement n'a été constaté au droit de ce chenal.

Seules de faibles lames d'eau stagnantes non connectées ont été identifiées en différents endroits du « lit mineur ».

Tronçon T2

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 92 mètres

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 12 : Prise de vue illustrant le tronçon T2

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les talus se caractérisent par une pente uniforme (~ 40°) dans les formations en place, sur une hauteur moyenne de l'ordre 0,90 mètre. Dans ce tronçon, le « lit mineur » présente une largeur moyenne de 0,7 mètre.

La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

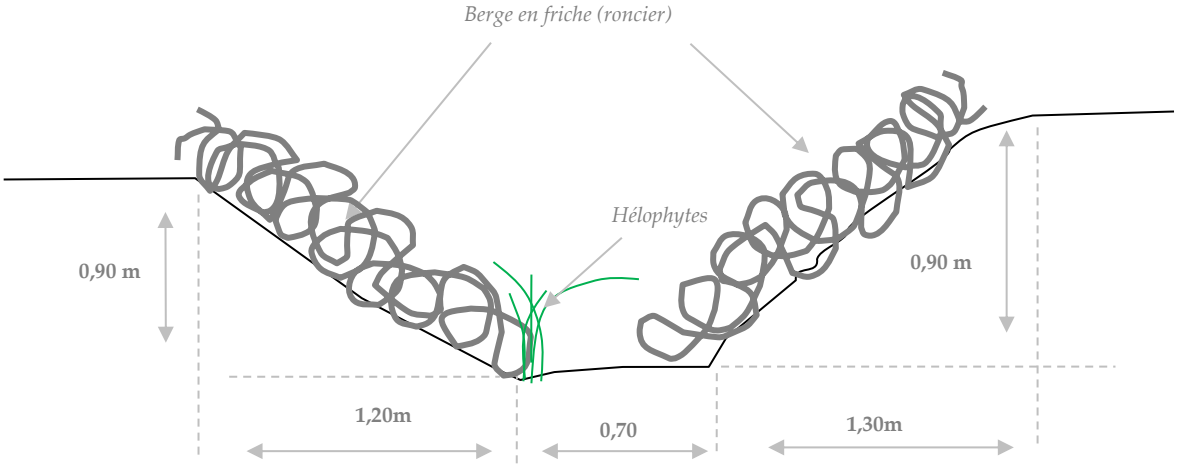


Figure 10 : Coupe type du tronçon T1

Caractérisation du substrat

Il n'existe aucun substrat au sens hydrologique. Le lit est constitué par un mélange de terre battue, très fine plus ou moins argileuse, et de végétaux morts, formant un paillage.

L'écoulement des eaux est inexistant et n'a permis d'obtenir un profil d'équilibre avec un granoclassement typique de cours d'eau puisque ce chenal constitue une collecte directe des eaux pluviales, non chargée (ou très peu) en sédiments.

Végétalisation du chenal

D'une manière générale, la végétation est abondante au niveau des berges sous forme de friche de ronces.

Le lit mineur présente aucune colonisation importante de plantes hygrophiles. Cependant, des hélophytes subsistent à quelques rares endroits de ce tronçon, témoignant d'une humidité résiduelle, sous forme de gouille retenant davantage l'eau dans ces secteurs préférentiels.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, aucun écoulement, ni aucune gouille (ou zones d'eau stagnante) n'a été constaté au droit de ce chenal.

IV.C Cas du chenal Ouest

IV.C.I Origine et cheminement hydraulique

Le chenal Ouest prend littéralement naissance à l'exutoire du marais de Poisat matérialisé par une vanne martellière, maintenue fermée tout au long de l'année pour assurer le maintien d'un niveau d'eau suffisant dans le marais et ainsi préserver les espèces qui y sont présentes.

Le marais de Poisat se situe dans le réseau des zones humides du Haut-Rhône. Il occupe avec le marais des Planches, une combe correspondant d'un point de vue hydrogéologique, au tracé d'un méandre historique du Rhône.

L'alimentation du marais est assurée par l'alimentation directe des eaux pluviales d'une part mais également à partir de deux sources temporaires identifiées de part et d'autre du marais.(Source : Syndicat du Haut-Rhône)

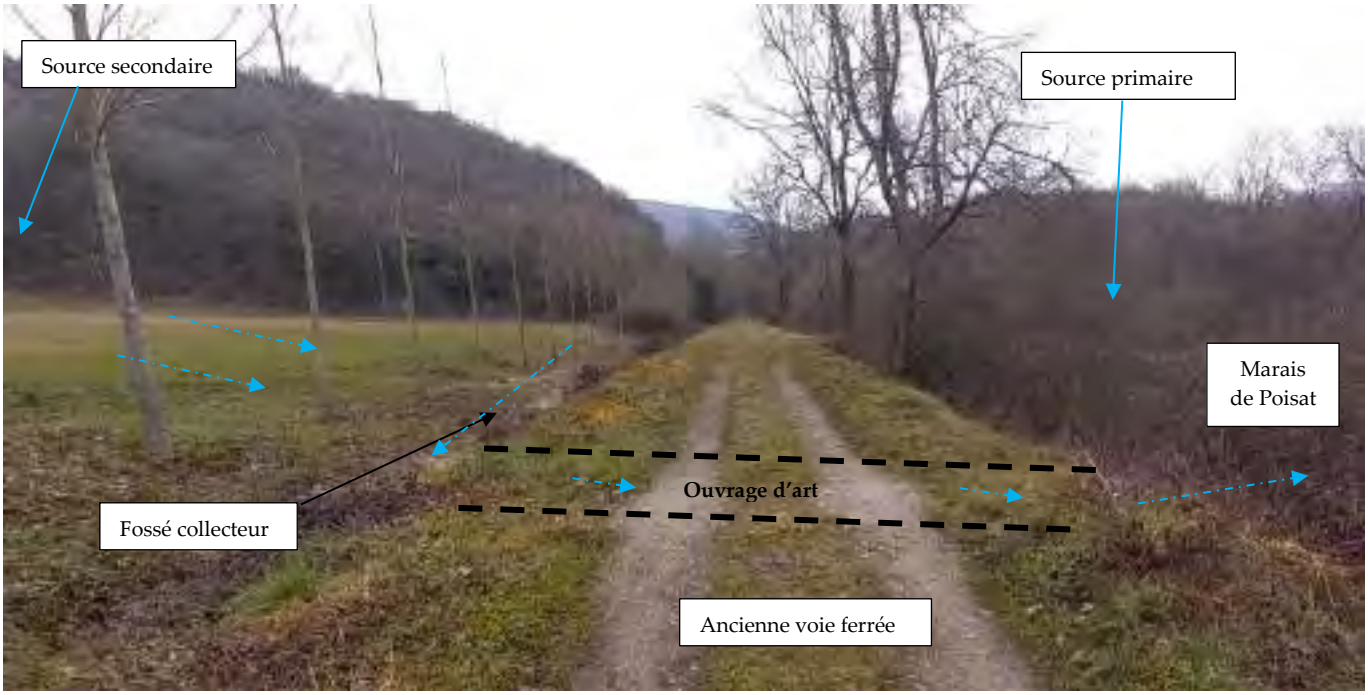
Le marais, la localisation des sources identifiées et de la vanne martellière sont localisés sur la cartographie présentée en page suivante.

L'alimentation du marais est complexe et multiple.

La source temporaire, qui compte tenu de sa position « draine » les infiltrations au droit du massif calcaire Sud, était tarie le jour de l'expertise, témoignant du lien direct entre précipitation et alimentation en eau de cette source.

La seconde source (secteur Nord-Ouest) ,n'a pu également être identifiée avec précision, en l'absence de résurgence ou de trace hydraulique.

Cependant, cette dernière alimente, avec les précipitations directes, un grand fossé situé de l'autre côté de l'ancienne voie ferrée le séparant du marais de Poisat.



Photographie 13 : Prise de vue illustrant le fonctionnement hydrologique en amont du marias de Poisat

Le fossé joue un rôle de réserve hydrique, qui lorsqu'il est rempli, surverse dans le marais de Poisat grâce notamment à un ouvrage d'art transitant sous l'ancienne voie ferrée.

Le sens des écoulements est identifié par les flèches bleues.

L'alimentation du marais dépend donc directement du débit de la source et du niveau de remplissage dudit fossé.

A noter que durant l'expertise de terrain, aucune venue d'eau n'a été identifiée que ce soit au niveau du fossé ou de la source présente au droit du marais.

Figure 11 - Origine et cheminement hydrologique des eaux (Echelle 1/5 000e)



L'origine de l'écoulement dans le talweg visé par cette expertise reste strictement tributaire de la vanne martellière implantée en aval du marais.

La prise de vue de ce dispositif est présentée ci-dessous.



Photographie 14 : Prise de vue illustrant la vanne martellière

Les dimensions de cet ouvrage sont reprises par le schéma ci-dessous.

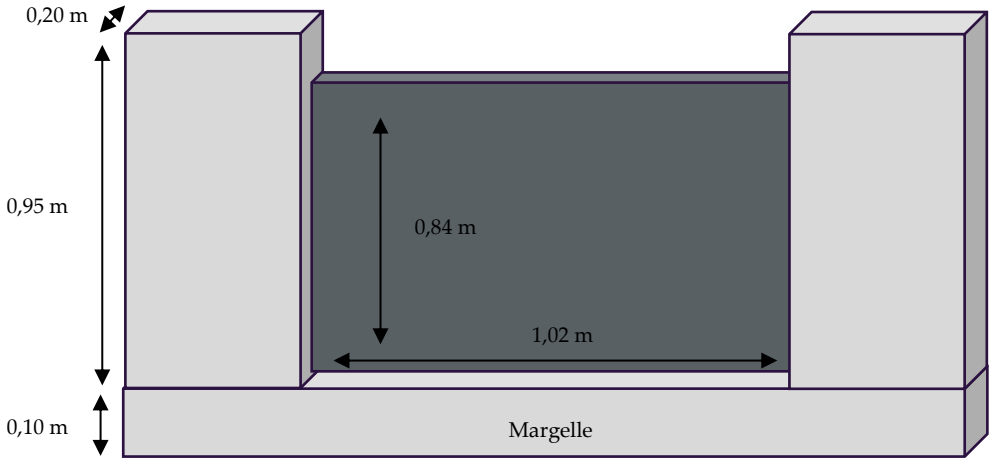


Figure 12 : Schéma type de la vanne martellière

A noter que lors de l'expertise, la position de la vanne était fermée supprimant tout passage d'eau du marais en direction du chenal.

Le niveau d'eau mesuré, côté marais était de 0,02 mètres au-dessus de la margelle, soit 0,82 mètres en dessous de la zone de surverse de la vanne martellière.

Des renseignements ont été sollicités auprès du Syndicat du Haut-Rhône, gestionnaire du marais de Poisat, sur les modalités de fonctionnement de cette vanne martellière.

Le gestionnaire indique ne pas modifier le positionnement de la vanne martellière afin de maintenir un niveau d'eau suffisant pour conserver et renforcer le fonctionnement du marais et maintenir les espèces remarques qui y sont présentes.

Ainsi, la vanne martellière reste donc en position haute tout au long de l'année, interdisant toute fuite du marais en direction du chenal.

Il est précisé ici que la vanne n'est pas hermétique à 100 % puisqu'il existe des interstices au niveau de la fermeture pouvant induire des fuites de très faibles ampleurs lorsque la ligne d'eau augmente au niveau du marais.

Ces fuites ne peuvent en aucun cas constituer un débit spécifique de l'ouvrage et représente généralement au maximum 0,00051 m^3/h à 0,001 m^3/h sur ce type d'ouvrage.

IV.C.2 Définition et caractérisation des tronçons du chenal Ouest

IV.C.2.a Préambule

Ce chenal ne présente pas de débit à proprement parlé, puisque les écoulements transitant dans celui-ci sont directement et exclusivement tributaires des fuites de la vanne martellière, puisque sa position ne varie pas ou peu durant l'année. L'origine de l'eau présente au sein de ce chenal n'est pas avérée.

En l'absence de précipitation, le chenal est à sec, ou seuls certains secteurs présentant une dépression au droit du talweg permettent de conserver une fine lame d'eau, issue soit des fuites de la vanne martellière ou du ressuyage des terrains voisins.

Lors de l'expertise de terrain, il a été possible d'identifier plusieurs tronçons, différenciés par leur géomorphologie essentiellement. Son tracé général est clairement rectiligne, avec une pente homogène sur l'ensemble du tracé. La localisation de ces tronçons ainsi que des prises de vue les illustrant sont présentées en pages suivantes.

IV.C.2.b Caractérisation des tronçons types

Tronçon T1

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 15 mètres entre la vanne martellière et un passage busé (ϕ 400 mm)

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 15 : Prise de vue illustrant le tronçon T1

Figure 13 - Origine et cheminement hydrologique des eaux (Echelle 1/5 000e)



Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les talus se caractérisent par une pente uniforme (~ 80°) dans les formations en place, sur une hauteur moyenne de l'ordre 1,10 mètre. Dans ce tronçon, le « lit mineur » présente une largeur moyenne de 1,4 mètre.

Dans ce secteur, une faible lame d'eau stagnante (maximum 0,05 mètre) a été identifiée en différents endroits du « lit mineur », non connectées. La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

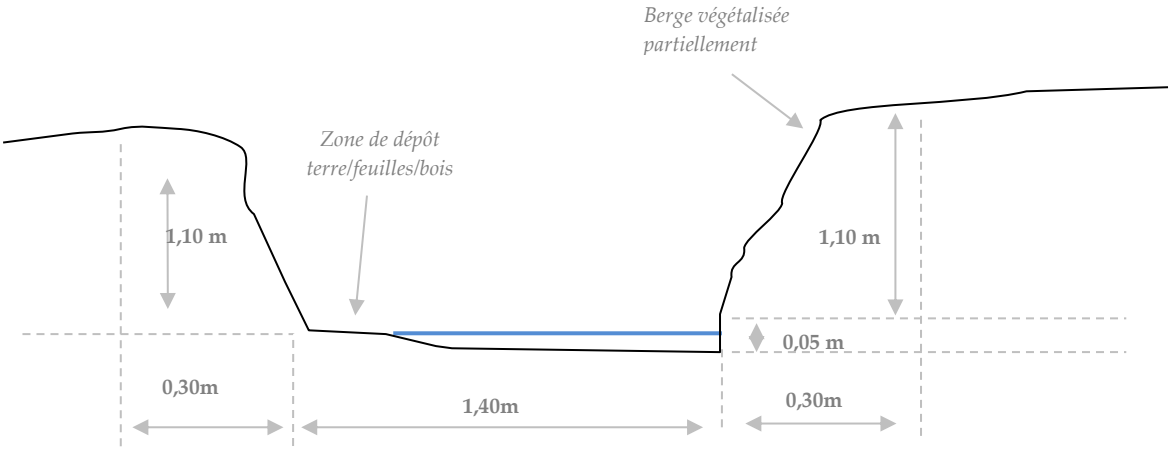


Figure 14 : Coupe type du tronçon T1

Les dimensions de ce chenal apparaissent surdimensionnées et beaucoup trop profonds pour un ruisseau de tête de bassin.

Comme mentionné dans les paragraphes précédents, ce chenal se trouve localisé dans un paléo-méandre du Rhône. Il est donc vraisemblable, compte tenu de ses dimensions que ce chenal puisse être un vestige d'un des anciens bras morts du Rhône.

Toutefois, la notice de gestion 2014-2018 du marais de Poisat, émise par le Syndicat du Haut-Rhône précise qu'une partie des fossés présents au droit du marais ont été : « *(re)creusé par le propriétaire de la parcelle* » et que « *Le fossé n°4, prolonge les deux précédents dans la prairie à blache et se perd au sud du site dans un passage busé,* ***créé par le propriétaire****. L'eau qui coule dans ces fossés rejoint le Rhône via un réseau souterrain.* »

Une création anthropique de ce tronçon est donc à privilégier.

Caractérisation du substrat

Il n'existe aucun substrat au sens hydrologique. Le lit est constitué par un mélange de terre, plus ou moins argileuse, et de végétaux morts (feuilles, branches, …), formant d'avantage un agrégat biologique qu'un substrat.

L'écoulement des eaux, lorsqu'existant, n'est pas en mesure de déposer un quelconque substrat puisque la fonction première d'un marais est de limiter l'écoulement des eaux au sein d'une végétation qui capterait les particules, mêmes les plus fines en amont.

Seules des éléments végétaux peuvent s'y déposer comme en témoigne les dépôts observés au droit de ce tronçon.

Végétalisation du tronçon

D'une manière générale, la végétation est peu abondante au niveau des berges et se limite à une végétalisation rustique agricole intégrant quelques arbres et arbrisseaux.

Le lit mineur ne présente aucune plante hygrophile.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, aucun écoulement n'a été constaté au droit de ce chenal.

Seules de faibles lames d'eau stagnantes non connectées ont été identifiées en différents endroits du « lit mineur ».

Tronçon T2

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 175 mètres.

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon enterré.



Photographie 16 : Prise de vue illustrant le tronçon T2

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les écoulements transitent exclusivement par une buse enterrée (ϕ 400 mm).

Ce secteur se caractérise par une occupation du sol variable :

- Une friche sur les 40 premières mètres ;
- Une zone agricole tampon sur les 135 derniers mètres.

Caractérisation du substrat

Il n'existe aucun substrat au sein des canalisation, hormis de très petites fractions de béton provenant de l'usure des canalisations.

Végétalisation du tronçon

Aucune végétalisation n'a été identifiée dans les canalisations.

Ecoulements et hauteur d'eau

A noter la présence de trois **regards apparents** au droit de la zone agricole qui permettent de confirmer la présence d'un busage sur l'ensemble du linéaire.

Les caractéristiques de ces regards sont reprises dans le tableau ci-dessous.

Position du regard	Type d'ouvrage	Longueur	Largeur	Profondeur	Présence d'eau	Présence d'écoulement
Regard amont	Ouvrage maçonné	900 mm	500 mm	700 mm	Oui	Non
Regard médian		750 mm	500 mm	650 mm	Oui	Oui (Mesuré à 0,015 m³/h)
Regard aval		500 mm	450 mm	750 mm	Oui	Oui (Mesuré à 0,010 m³/h)

Tableau 2 : caractéristiques des regards identifiés au droit du tronçon T2

Les prises de vue des trois regards sont présentées ci-dessous.



Photographie 17 : Illustration des trois regards identifiés au droit du tronçon T2

A la lecture du tableau, il apparaît qu'un très faible débit a été mesuré (par débitmètre) lors de l'expertise dans la canalisation située en les regards amont et médian.

Plusieurs hypothèses sont donc à émettre :

- Une remontée de nappe ;
- La captation d'une source qui au gré d'une fracture de la buse béton rejoindrait l'écoulement ;
- La présence d'un drain agricole issus de terrains (ou bâtiments) voisins .

La nature géologique et hydrogéologique des terrains au droit de ce secteur permet d'exclure les deux premières hypothèses.

De plus, hydrogéologiquement, la captation d'une source au sein d'une canalisation enterrée n'est pas envisageable. L'eau, issue de cette source potentielle, s'écoulerait en premier lieu dans la tranchée et non dans la canalisation comme c'est le cas actuellement.

La dernière est à privilégier. Les regards identifiés sont ceux qui sont apparents, dépourvus de couverture. Il n'est pas exclu que d'autres regards soient présents et recouverts par la terre végétale et la végétation.

Cet aspect et corroboré par l'éloignement des ouvrages les uns par rapport aux autres. En effet, le regard amont est distant de 14 mètres avec le regard médian, alors que ce dernier est séparé de plus de 45 mètres du regard aval.

Il est donc fort probable qu'une autre canalisation soient présentes entre le regard amont et le regard médian, collectant possiblement des drains agricoles, possiblement à l'origine de ces faibles écoulements.

Une fuite du réseau communal n'est également pas à exclure.

Ce débit se retrouve dans le regard aval mais à un débit sensiblement plus faible. Cette différence est à mettre au compte de l'incertitude de la mesure.

Tronçon T3

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 35 mètres entre la sortie de la section busée et l'ouvrage d'art situé au niveau de la route de Mortillet

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 18 : Prise de vue illustrant le tronçon T3

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les berges gauches et droites sont drastiquement différentes.

En effet, la berge située en rive droite se caractérise par un enrochement décimétrique clairement anthropique et donc artificiel, comme le présente la prise de vue suivante.



Photographie 19 : Prise de vue illustrant la berge Ouest du tronçon T3

Cette berge d'une hauteur régulière de l'ordre de 0,60 mètre est sub-verticale.

La berge Est, quant à elle, présente une tout autre géométrie et se situe à une cote altimétrique plus faible que la berge Ouest.

Elle se caractérise par une pente faible (~ 40°) dans les formations en place, sur une hauteur moyenne de l'ordre 0,40 mètre. Dans ce tronçon, le « lit mineur » présente une largeur moyenne de 0,35 à 0,50 mètre.

Dans ce secteur, une faible lame d'eau est présente (maximum 0,02 mètre) sur une très faible largeur.

La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

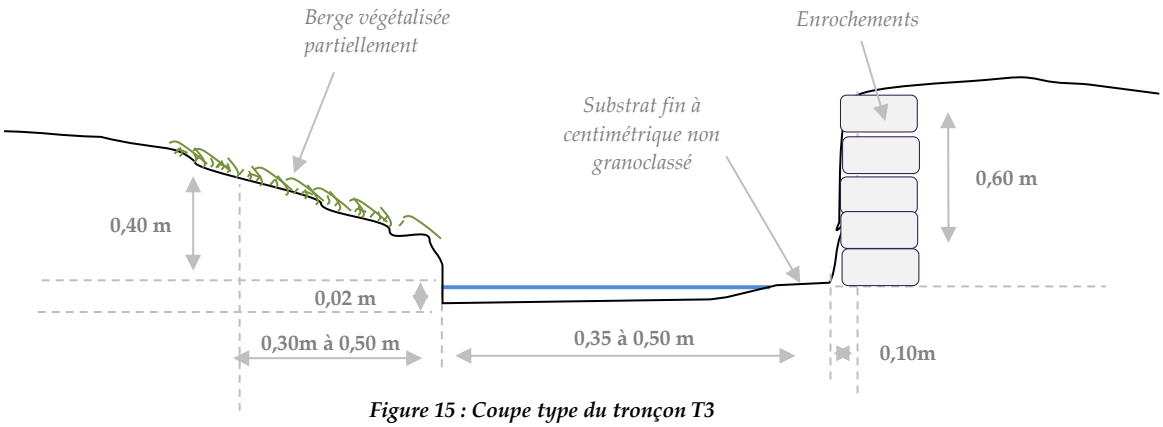


Figure 15 : Coupe type du tronçon T3

Les dimensions de ce chenal ne sont pas cohérentes avec celui du tronçon T1. En effet, il est communément observé que les lits mineurs de cours d'eau s'agrandissent de l'amont vers l'aval, notamment au gré d'une topographie stable et d'une géologie identique.

Dans le cas présent, c'est clairement l'inverse, où la largeur du lit mineur est près de 3 fois plus faible que celui du tronçon T1.

Caractérisation du substrat

Un substrat de faible épaisseur (centimétrique) a été identifié. Ce dernier est composé d'éléments fins à centimétriques.

La fraction limoneuse reste majoritaire.

Végétalisation du tronçon

D'une manière générale, la végétation est peu abondante au niveau des berges abruptes et se limite à une végétalisation rustique agricoles au niveau de la berge Est.

Le lit mineur ne présente aucune plante hygrophile mais est envahi par de la friche (ronces) sur une majeure partie de son linéaire.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, un très faible écoulement a été identifié au droit de cette section, s'établissant à environ 0,007 m^3/h.

Tronçon T4

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon correspond à l'ouvrage d'art sous la route de Mortillet, qui se développe sur une longueur de 11 mètres.

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 20 : Prise de vue illustrant le tronçon T4

Caractéristiques géomorphologiques

Cet ouvrage d'art est un ouvrage maçonné d'une section carrée de 1 m², surmonté d'une dalle béton d'une épaisseur de 0,20 mètres.

Deux busages d'un diamètre ϕ 400 mm sont néanmoins présents à l'entrée de cet ouvrage, comme en témoigne la prise de vue ci-avant.

La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

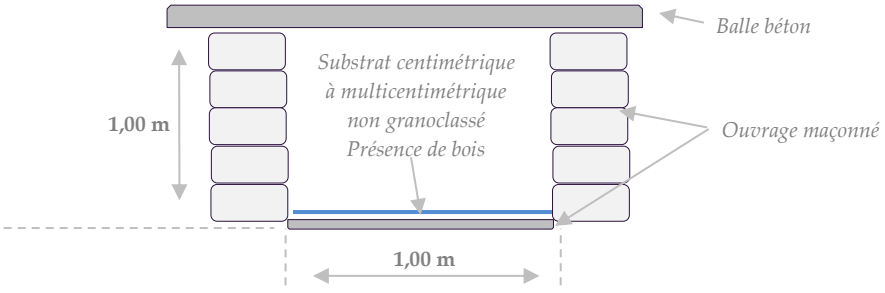


Figure 16 : Coupe type du tronçon T4

Dans ce secteur, une très faible lame d'eau est présente (maximum 0,01 mètre) sur l'ensemble de la largeur de l'ouvrage.

NB :

Au niveau de l'entrée de l'ouvrage maçonné, trois buses latérales sont présentes dans la maçonnerie de l'ouvrage de franchissement de la route de Mortillet :

- Une canalisation provenant de l'est (ϕ 300 mm) ;
- Deux canalisations provenant de l'ouest :
  - Un ϕ 300 mm ;
  - Un ϕ 150 mm.

Les prises de vues ci-dessous illustrent cet aspect.



Photographie 21 : Prise de vue illustrant la canalisation dite Est



Photographie 22 : Prise de vue illustrant les canalisations dites Ouest

La canalisation Est, correspond à une **extension du réseau d'évacuation des eaux pluviales**, identifié dans le paragraphe IV.B.I, relatif à l'origine des écoulements du chenal Est.

Cette canalisation permet donc de rejeter une partie des eaux pluviales issues du hameau de Tremurs dans le Chenal Ouest.

La canalisation ϕ 300 mm, provenant de l'Ouest permet de gérer les eaux pluviales issues pour partie de la route de Mortillet mais également de gérer les évacuations des eaux pluviales des bâtiments agricoles situés à l'Ouest du Chenal, comment en témoigne la prise de vus ci-dessous.



Photographie 23 : Prise de vue illustrant l'origine de la canalisation ϕ 300 mm

L'évacuation des eaux pluviales issues de la route de Mortillet et des bâtiments agricoles trouvent leurs exutoires dans le chenal Ouest, objet de la présente expertise.

L'origine de la canalisation de petite section(ϕ 150 mm) n'a pu être identifiée.

Lors de l'expertise, aucun débit n'a été identifié au droit de ces trois canalisations, en raison de l'absence de pluviométrie significative depuis plus de 30 jours.

Caractérisation du substrat

Des matériaux non granoclassés ont été identifiés dans l'ouvrage. Ces derniers sont composés d'éléments centimétriques à multicentimétriques non granoclassés.

A noter la présence de bois au sein de l'ouvrage.

Végétalisation du tronçon

Aucune végétation n'est présente au sein de l'ouvrage.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, un très faible écoulement a été identifié au droit de cette section, s'établissant à environ 0,010 m³/h.

Tronçon T5

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 50 mètres à partir la sortie de l'ouvrage d'art située au niveau de la route de Mortillet

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 24 : Prise de vue illustrant le tronçon T5

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les berges gauches et droites sont différentes.

En effet, la berge gauche se caractérise par une pente très douce (40°), végétalisée, présentant quelques plantes hydrophiles et hélophytes.

La rive droite, quant à elle, présente une forme arrondie en son sommet (comme un petit merlon), et est végétalisée avec des graminées rustiques.

Cette berge présente une hauteur régulière de l'ordre de 0,80 mètre.

Cette caractéristique (présence d'une forme arrondie) se retrouve sur l'ensemble du linéaire du chenal présent entre la route de Mortillet et la RD 992 au Sud.

À la suite de l'identification des canalisations de rejet des eaux pluviales, les matériaux composant ce merlon à fait l'objet d'une comparaison avec ceux du fond du chenal.

Ces matériaux sont identiques.

Ce modelé, non naturel pour ce type de cours d'eau, est donc la conséquence directe d'une intervention anthropique pour soit créer un chenal, soit l'approfondir.

Dans ce tronçon, le « lit mineur » présente une largeur moyenne de 0,70 mètre.

La coupe transversale type de ce tronçon est présentée ci-dessous.

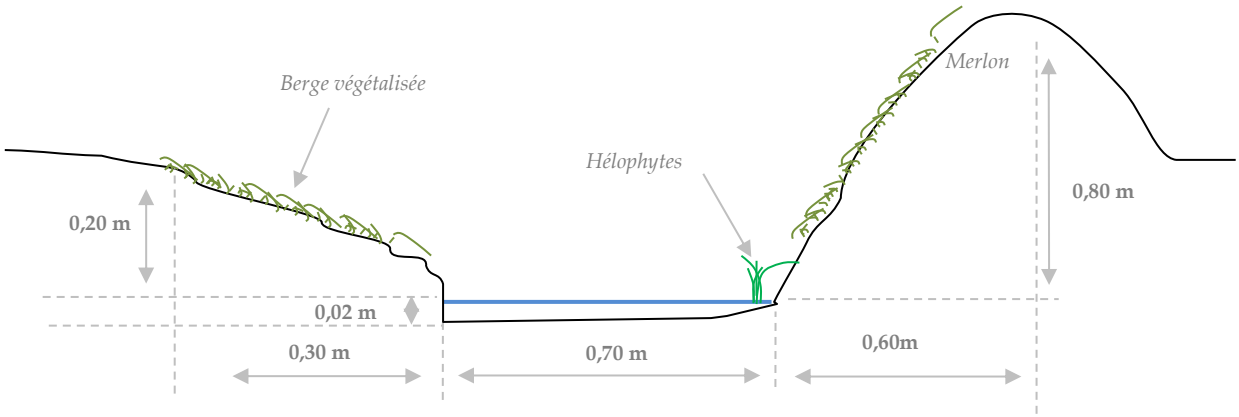


Figure 17 : Coupe type du tronçon T5

Caractérisation du substrat

Un substrat de faible épaisseur (centimétrique) a été identifié. Ce dernier est composé d'éléments fins de type limoneux voir argileux.

La fraction limoneuse reste très largement majoritaire.

Végétalisation du tronçon

D'une manière générale, la végétation est peu abondante. Seuls quelques hélophytes sont présents au droit du fond du chenal.

Les berges sont presque exclusivement végétalisées par des essences prairiales classiques, largement répandues dans le secteur d'étude.

De toute évidence, les végétaux présents font l'objet d'une fauche régulière par les agriculteurs locaux, interdisant tout développement d'une flore et d'une éventuelle ripisylve spécifique.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, un très faible écoulement a été identifié au droit de cette section, s'établissant à 0,005 m³/h.

Dans ce secteur, une faible lame d'eau est présente (maximum 0,02 mètre) sur une très faible largeur.

NB :

Les écoulements identifiés dans ce tronçon (voir flèche sur prise de vue suivante) diminuent d'amont en aval pour finir par s'infiltrer complètement en fond de chenal, dans sa partie aval.

La prise de vue ci-dessous illustre cet aspect.



Photographie 25 : Illustration de la zone d'infiltration

Cette caractéristique permet de conclure que :

- Le lit du chenal n'est donc pas imperméabilisé sur l'ensemble du linéaire.
- L'eau s'écoulant dans ce chenal est en majorité issue des rejets d'eaux pluviales, dépourvue de particules fines pouvant naturellement sédimenter dans le fond du chenal et ainsi naturellement colmater ce dernier.

Ces points sont par ailleurs corroborés par la géologie locale. En effet, les investigations menées in situ par la société MBTP a permis de mettre en évidence une large bande de matériaux marneux d'environ une vingtaine de mètres au Sud de la route de Mortillet, pour laisser ensuite place à des matériaux beaucoup plus perméables.

La zone d'infiltration identifiée se trouve localisée au droit de ce changement de lithologie, pouvant également expliquer pourquoi ces eaux s'infiltrent à cet endroit spécifique et pas plus en amont.

Tronçon T6

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de 110 mètres. La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 26 : Prise de vue illustrant le tronçon T6

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les berges gauches et droites sont presque identiques. Le modelé présenté au tronçon précédent, se retrouve également sur ce tronçon.

Les deux berges, composées de terre végétale et de végétation sèche, présentent une hauteur régulière de l'ordre de 0,50 mètre et une pente moyenne de 45°. Dans ce tronçon, le fond de chenal présente une largeur moyenne de 0,70 mètre.

Dans ce secteur, aucun écoulement n'a été identifié. La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

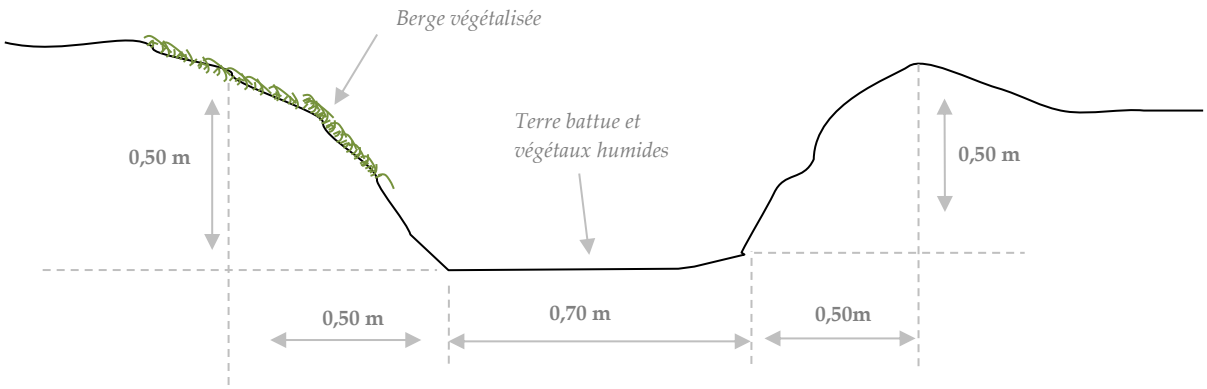


Figure 18 : Coupe type du tronçon T6

Caractérisation du substrat

Aucun substrat n'a été identifié. Le fond de chenal est composé de terre battue, et de végétaux parfois humides, comme en témoigne la prise de vue suivante.



Photographie 27 : Illustration du fond de chenal du tronçon T6

La fraction limoneuse est également très largement majoritaire.

Végétalisation du tronçon

Ce tronçon se caractérise par la présence d'une végétation rase, sèche et de toute évidence régulièrement fauchée par les agriculteurs locaux, comme sur le tronçon précédent.

Aucune végétalisation typique de cours d'eau, ni ripisylve ne peuvent se développer de manière pérenne sur ce tronçon.

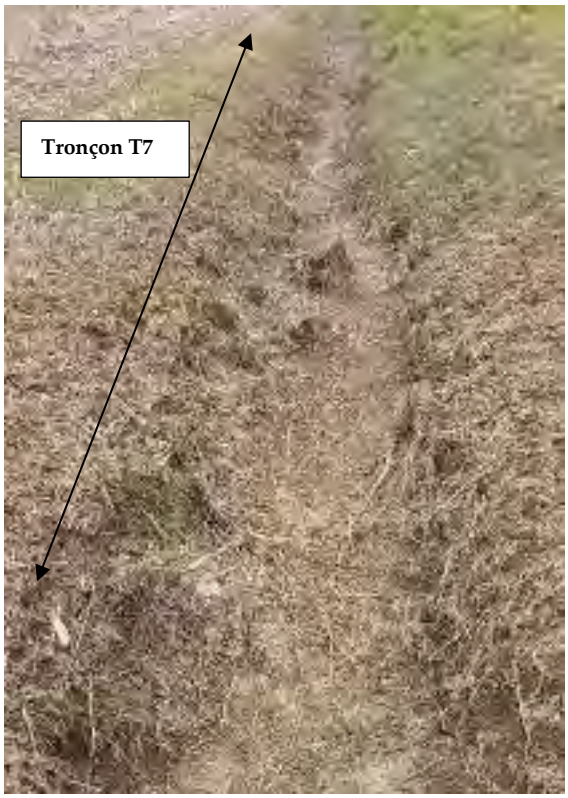
Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, aucun écoulement n'a été identifié au droit de ce tronçon. Seules quelques traces d'humidité ont pu être identifiées , au gré de zones plus argileuses, permettant d'adsorber une humidité intrinsèque.

Tronçon T7

Caractéristique du tronçon

Ce tronçon se développe sur une longueur de l'ordre de 70 mètres. La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 28 : Prise de vue illustrant le tronçon T7

Caractéristiques géomorphologiques

Dans ce secteur spécifique, les talus gauches et droits sont très différents.

Ils sont composés de terre végétale et de végétation sèche, présentent une hauteur respective de 0,80 mètre et 1,90 à 2 mètres.

Dans ce tronçon, le fond de chenal présente une largeur moyenne de 0,30 à 0,40 mètre.

Dans ce secteur, aucun écoulement n'a été identifié. La coupe transversale type de ce tronçon est présenté ci-dessous.

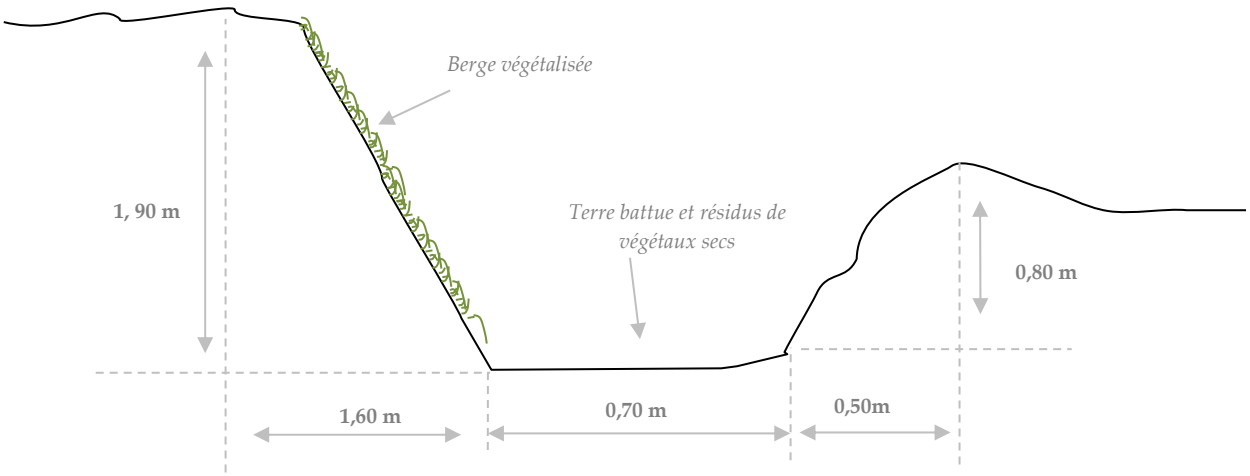


Figure 19 : Coupe type du tronçon T7

Caractérisation du substrat

Aucun substrat n'a été identifié. Le fond de chenal est composé de terre battue, et de résidus de végétaux coupés secs.

Végétalisation du tronçon

Ce tronçon se caractérise par la présence d'une végétation rase, sèche et de toute évidence régulièrement fauchée par les agriculteurs locaux, comme sur les tronçons précédents.

Aucune végétalisation typique de cours d'eau, ni ripisylve ne peuvent se développer de manière pérenne sur ce tronçon.

Ecoulements et hauteur d'eau

Lors de l'expertise, aucun écoulement ni aucune trace d'humidité n'a été identifié au droit de ce tronçon.

Tronçon T8

Ce tronçon se caractérise par l'ultime section busée (30 mètres) afin d'assurer le franchissement de la route départementale 992.

La prise de vue ci-dessous illustre ce tronçon.



Photographie 29 : Prise de vue illustrant le tronçon T8

Le passage sous la RD 992 et le chemin de halage est assuré par une section ϕ 500 mm, ne présentant aucune végétalisation ni aucun substrat spécifique. En amont de l'ouvrage, une autre canalisation provenant de l'Est a été identifiée. La prise de vue présentée en page suivante illustre la partie amont du passage sous la RD 992.

A noter que le busage tel que positionné (voir prise de vue suivante) ne permet pas d'évacuer les eaux issues du chenal. En effet, il se situe à plusieurs centimètres du lit mineur, ce qui conduit inévitablement à l'écoulement des eaux de part et d'autre de l'ouvrage.

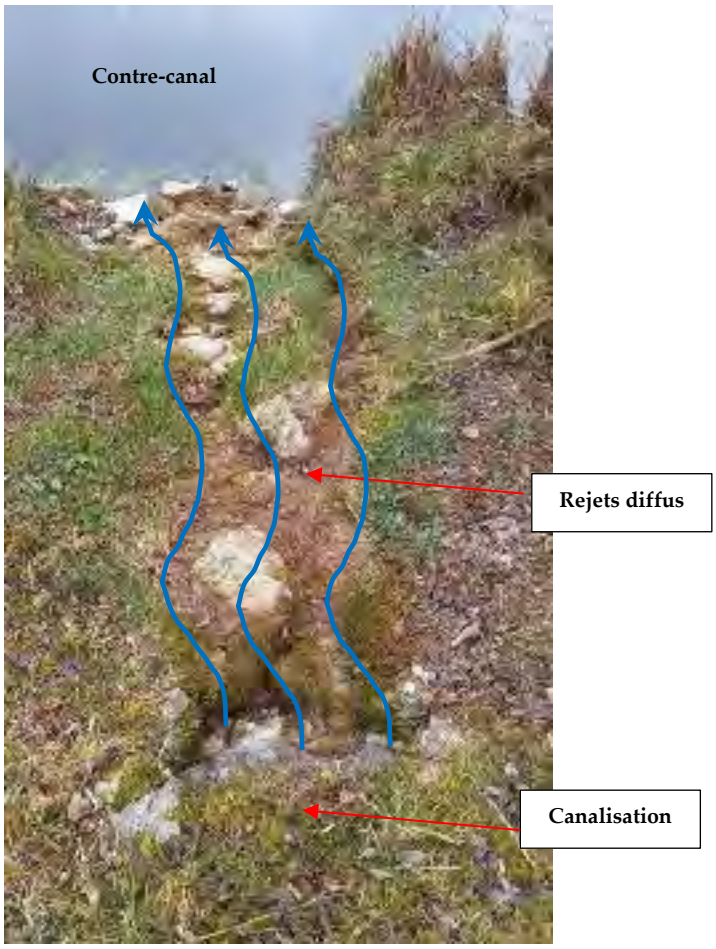
D'une section ϕ 200 mm, cette canalisation en PEHD semble intégrer le réseau de collecte des eaux pluviales de la RD 992, légèrement pentée en direction du Nord. Néanmoins, aucun regard n'a pu être identifié dans le cadre de cette expertise



Photographie 30 : Prise de vue illustrant le passage busé sous la RD 922

L'exutoire, côté contre-canal, est réalisé en hauteur par rapport à ce dernier et ne permet pas d'assurer une continuité hydrobiologique, ni la libre circulation d'espèces biologiques telles que l'ichtyofaune ou encore la faune benthique invertébrée, en raison notamment d'un rejet diffus dans le milieu naturel, même sur une très courte distance (ici environ 3 mètres).

La prise de vus ci-dessous illustre cet aspect.



Photographie 31 : Prise de vue illustrant le passage busé sous la RD 922

V. CARACTERISATION ET CLASSIFICATION HYDROLOGIQUE DES DEUX CHENAUX

V.A Synthèse des observations réalisées in situ

V.A.1 Cas du chenal Est

Le diagnostic de terrain a permis d'identifier clairement le cheminement hydraulique complet des eaux transitant par ce chenal.

Il est apparu clairement que ce chenal constitue un talweg d'évacuation des eaux pluviales issues à la fois du réseau de collecte du hameau de Tremurs et pour une partie infime de l'eau pluviale issue du boisement de Tremurs situé immédiatement au Nord.

Aucune source (Hydrogéologiquement parlant) n'est à l'origine de la création de ce chenal.

La configuration rectiligne et sa géomorphologie sont incompatibles avec une origine naturelle, pour un ruisseau de tête de bassin. Ce chenal provient donc bien d'une action purement anthropique pour diriger les eaux pluviales en direction du Rhône (Ici le contre-canal).

V.A.2 Cas du chenal Ouest

Le cas de ce chenal est plus complexe que le précédent. Il prend **littéralement naissance à l'exutoire du marais de Poisat matérialisé par une vanne martellière**, maintenue fermée tout au long de l'année pour assurer le maintien d'un niveau d'eau suffisant dans le marais et ainsi préserver les espèces qui y sont présentes.

L'alimentation du marais est assurée par **l'alimentation directe des eaux pluviales** d'une part mais également à partir de **deux sources temporaires** identifiées de part et d'autre du marais.(Source : Syndicat du Haut-Rhône)

La source temporaire, qui compte tenu de sa position « draine » les infiltrations au droit du massif calcaire Sud, était **tarie le jour de l'expertise**, témoignant du lien direct entre précipitation et alimentation en eau de cette source.

La seconde source (secteur Nord-Ouest), n'a pu également être identifiée en l'absence de résurgence ou de trace hydraulique.

Cependant, cette dernière alimente, avec les précipitations directes, un grand fossé situé de l'autre côté de l'ancienne voie ferrée le séparant du marais de Poisat. Ce fossé joue un rôle de réserve hydrique, qui lorsqu'il est rempli, surverse dans le marais de Poisat grâce notamment à un ouvrage d'art transitant sous l'ancienne voie ferrée. L'alimentation du marais dépend donc directement du débit de la source et du niveau de remplissage dudit fossé.

L'origine de l'écoulement dans le talweg visé par cette expertise **reste strictement tributaire de la vanne martellière** implantée en aval du marais **maintenue en position dite fermée tout au long de l'année**.(Source : Syndicat du Haut-Rhône)

Il est précisé ici que la vanne n'est pas hermétique à 100 % puisqu'il existe des interstices au niveau de la fermeture pouvant induire des fuites de très faibles ampleurs lorsque la ligne d'eau augmente au niveau du marais.

Il est rappelé que les dimensions de ce chenal (Tronçon 1) apparaissent surdimensionnées et beaucoup trop profonds pour un ruisseau de tête de bassin.

Ce chenal se trouve localisé dans un paléo-méandre du Rhône. Il est donc vraisemblable, compte tenu de ses dimensions que ce chenal puisse être un vestige d'un des anciens bras morts du Rhône.

Il est rappelé ici que la notice de gestion 2014-2018 du marais de Poisat, émise par le Syndicat du Haut-Rhône précise qu'une partie des fossés présents au droit du marais ont été : « *(re)creusé par le propriétaire de la parcelle* » et que « *Le fossé n°4, prolonge les deux précédents dans la prairie à blache et se perd au sud du site dans un passage busé,* ***créé par le propriétaire****. L'eau qui coule dans ces fossés rejoint le Rhône via un réseau souterrain.* »

Une création anthropique de ce tronçon n'est donc pas à exclure.

Au niveau du tronçon busé T2, il apparaît qu'un très faible débit a été enregistré lors de l'expertise dans la canalisation située entre les regards amont et médian, alors qu'aucun débit n'a été observé au droit du tronçon T1.

Plusieurs hypothèses sont donc à émettre :
- Une remontée de nappe ;
- La captation d'une source qui au gré d'une fracture de la buse béton rejoindrait l'écoulement ;
- La présence d'un drain agricole.

La nature géologique des terrains au droit de ce secteur permet d'exclure les deux premières hypothèses. De plus, hydrogéologiquement, la captation d'une source au sein d'une canalisation enterrée n'est pas envisageable. L'eau, issue de cette source potentielle, s'écoulerait en premier lieu dans la tranchée et non dans la canalisation comme c'est le cas actuellement.

La dernière hypothèse est à privilégier, tout en sachant qu'une fuite du réseau communal n'est également pas à exclure.

Par ailleurs, au niveau de l'entrée de l'ouvrage maçonné de franchissement de la route de Mortillet, à l'extrémité sud du tronçon T3, trois buses latérales sont présentes :
- Une canalisation provenant de l'est (ϕ 300 mm) ;
- Deux canalisations provenant de l'ouest :
  - Un ϕ 300 mm ;
  - Un ϕ 150 mm.

Il a été démontré que ces canalisations faisaient partie intégrante du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la commune de Murs et Gélignieux, directement déversées dans ce chenal Ouest, concourant au débit dans ce dernier lors d'épisodes pluvieux.

En amont de l'ouvrage, une autre canalisation provenant de l'Est a été identifiée. D'une section ϕ 200 mm, cette canalisation en PEHD semble intégrer le réseau de collecte des eaux pluviales de la RD 992.

Des renseignements complémentaires ont été également sollicités auprès du Syndicat du Haut-Rhône et des agriculteurs locaux pour estimer la période en eau de ce chenal. Il en ressort que ce chenal n'est pas en eau 9 mois sur 12, soit 75 % du temps.

Il est rappelé que le jour de l'expertise (22 février 2023), il a été démontré que :
- Le chenal est busé sur 216 mètres, soit 44 % de son linéaire ;
- Les dimensions du chenal ne sont pas cohérentes avec un cours d'eau de tête de bassin ;
- Le débit, lorsque observé est très faible dans la partie amont (quelques litres par heure) et dépendent également du niveau de fuite de la vanne martellière, maintenue en position fermée ;
- Les sources identifiées en amont du marais ne concourent pas directement à l'alimentation en eau de ce chenal ;
- Le débit, lorsqu'existant, est clairement soutenu par l'évacuation des eaux pluviales communales ;

Au regard de ce qui précède, le chenal Ouest s'apparente hydrologiquement davantage à une évacuation d'un trop plein d'eau (surverse du marais de Poisat) et une évacuation des eaux pluviales communales, largement anthropisé que d'un cours d'eau naturel, malgré une alimentation issue de sources en amont du marais de Poisat.

V.B Classification au regard des critères de cartographie et d'identification des cours d'eau du département de l'Ain.

V.B.I Eléments apportés par les cartographies historiques du secteur d'étude

V.B.I.a Cadastre napoléonien

Institué sous Napoléon, par une loi impériale de 1807, sa fonction initiale – qui reste fondamentale – consiste à doter l'administration des contributions directes d'un outil fiable et rationnel pour répartir l'impôt entre les contribuables dans un système fiscal qui repose alors essentiellement sur la propriété foncière et immobilière.

Ce cadastre est d'une extrême précision et d'une grande richesse. Il permet de voir distribution parcellaire du 19e siècle, les hameaux, et les différentes infrastructures naturelles ou non, existant à l'époque.

Sur chaque carte est reporté en plus du parcellaire, les habitations, les lieux dits, les routes, **les cours d'eau**, les bois…

La feuille du secteur correspond à la feuille dite du Village feuille 2, répertoriée sous le numéro 3P7588, datant de 1836.

L'extrait de cette cartographie est présenté ci-dessous.

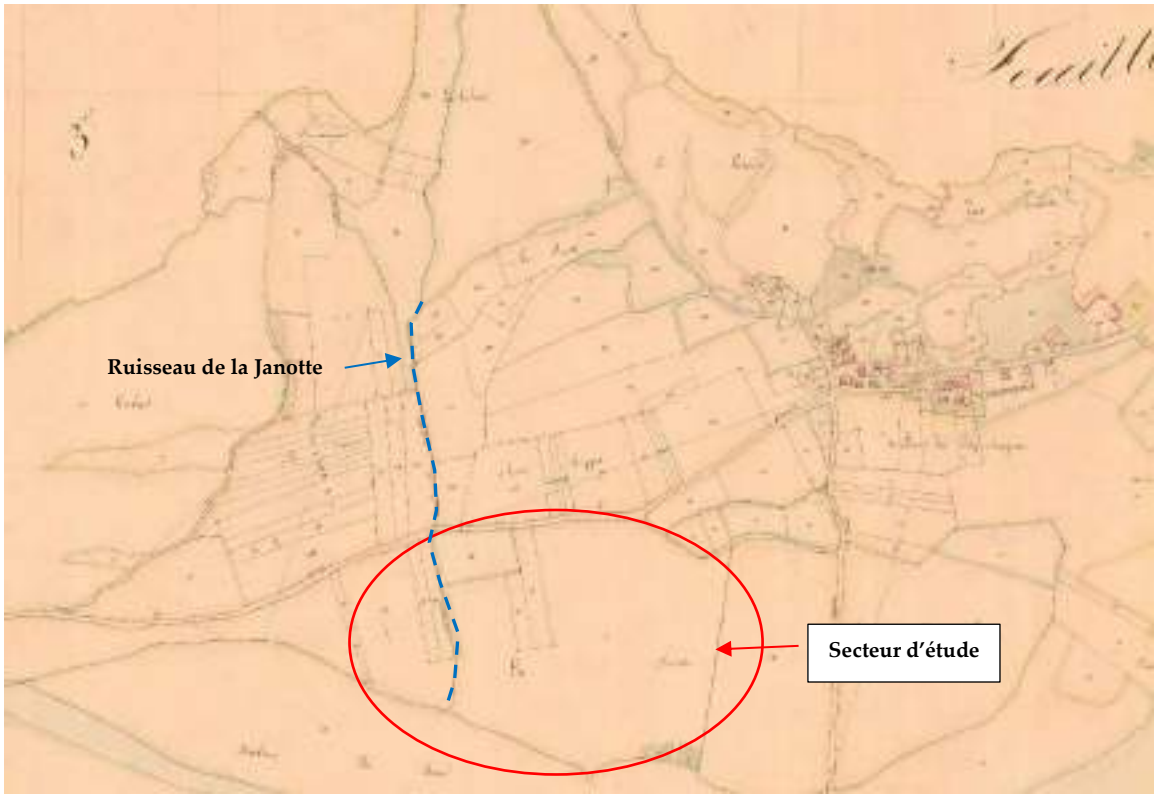


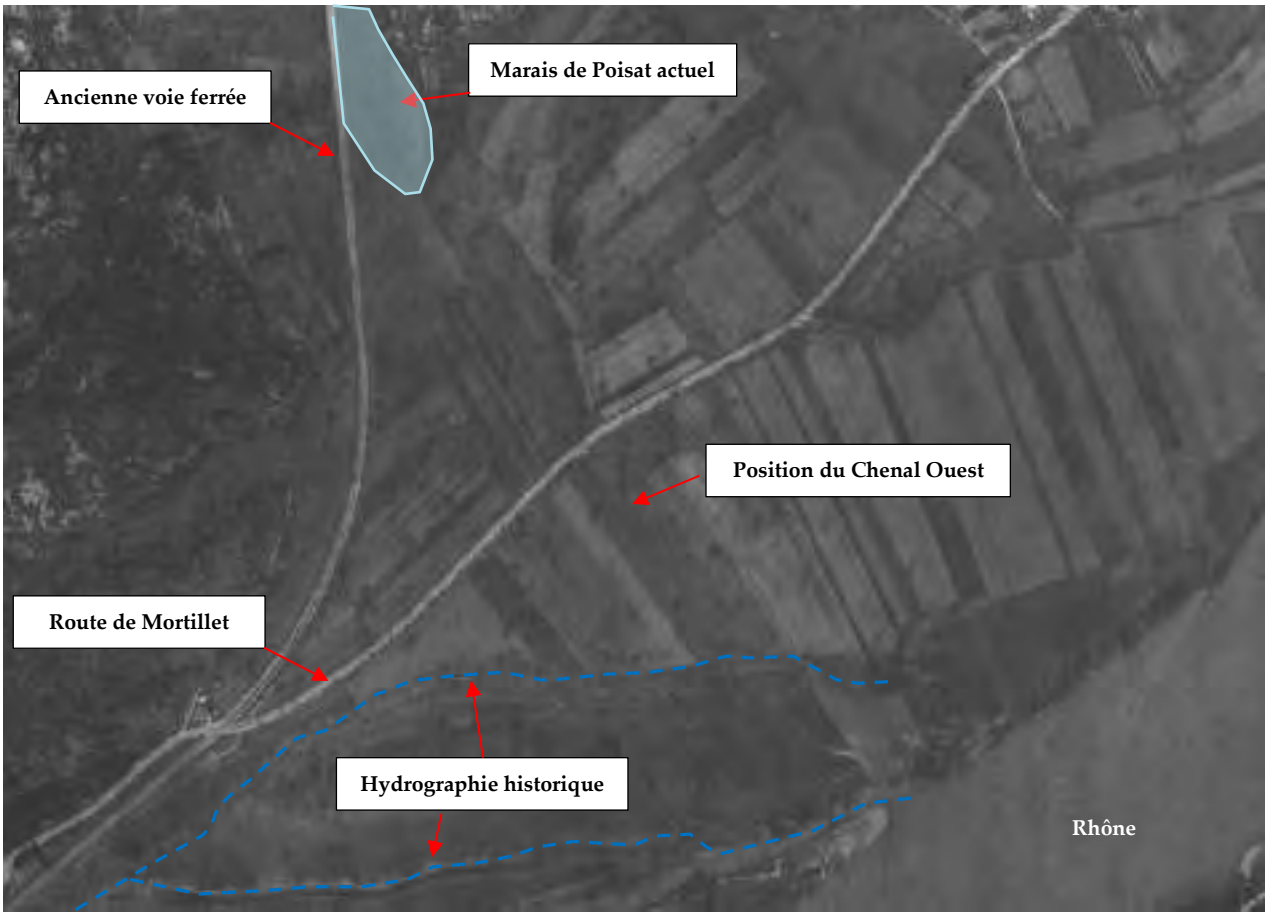
Figure 20 : Extrait du cadastre napoléonien

Cette carte historique permet de mettre en évidence **la présence d'un cours d'eau** dans le secteur d'étude, le **ruisseau de la Janotte.**

V.B.I.b Photographies aériennes historiques

La base de données de l'Institut Géographique National (IGN) dispose de prises de vue aériennes sur plusieurs décennies. La consultation de ces cartes permet de visionner directement les modifications apportées à un milieu sur une période donnée.

Dans le secteur d'étude, la première photographie aérienne disponible date de 1931. (Voir photographie ci-après).



Photographie 32 : Carte aérienne de 1931

Sur cette cartographie, le chenal Ouest n'est pas clairement identifié.

Il n'existe aucune ripisylve comme pour les réseaux hydrographiques historiques repérés sur cette carte, aujourd'hui disparus. Ces réseaux présentent une méandrisation marquée en raison de la topographie tabulaire contrairement au chenal Ouest.

Ceci laisse à penser que si ce chenal existait à cette époque, son évolution ne serait pas d'origine naturelle comme pour les deux autres réseaux.

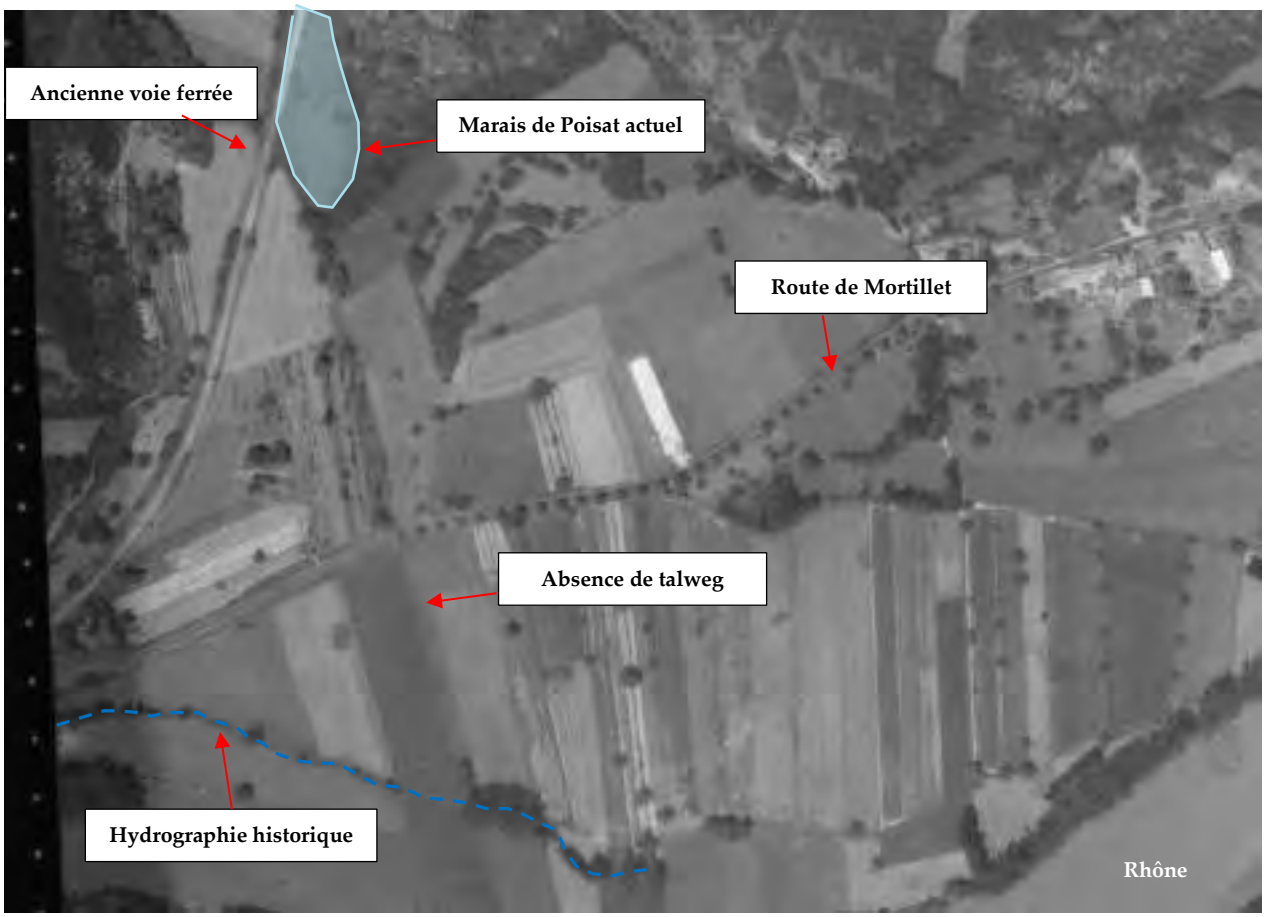
Un extrait de la carte IGN réalisée dans les années 1950 est présentée ci-dessous. Il met en évidence très explicitement **l'absence de cours d'eau même temporaire au droit du secteur d'étude.**



Figure 21 : Extrait de la carte de l'Institut Géographique National (IGN) dans les années 1950

En 1970, (voir carte aérienne ci- dessous), le milieu a également évolué. Cette carte, de meilleure définition, ne permet pas d'identifier de cours d'eau au droit du secteur d'étude.

Aucune ripisylve naturelle n'est perceptible sur cette vue aérienne, que ce soit en amont ou en aval de la route de Mortillet.



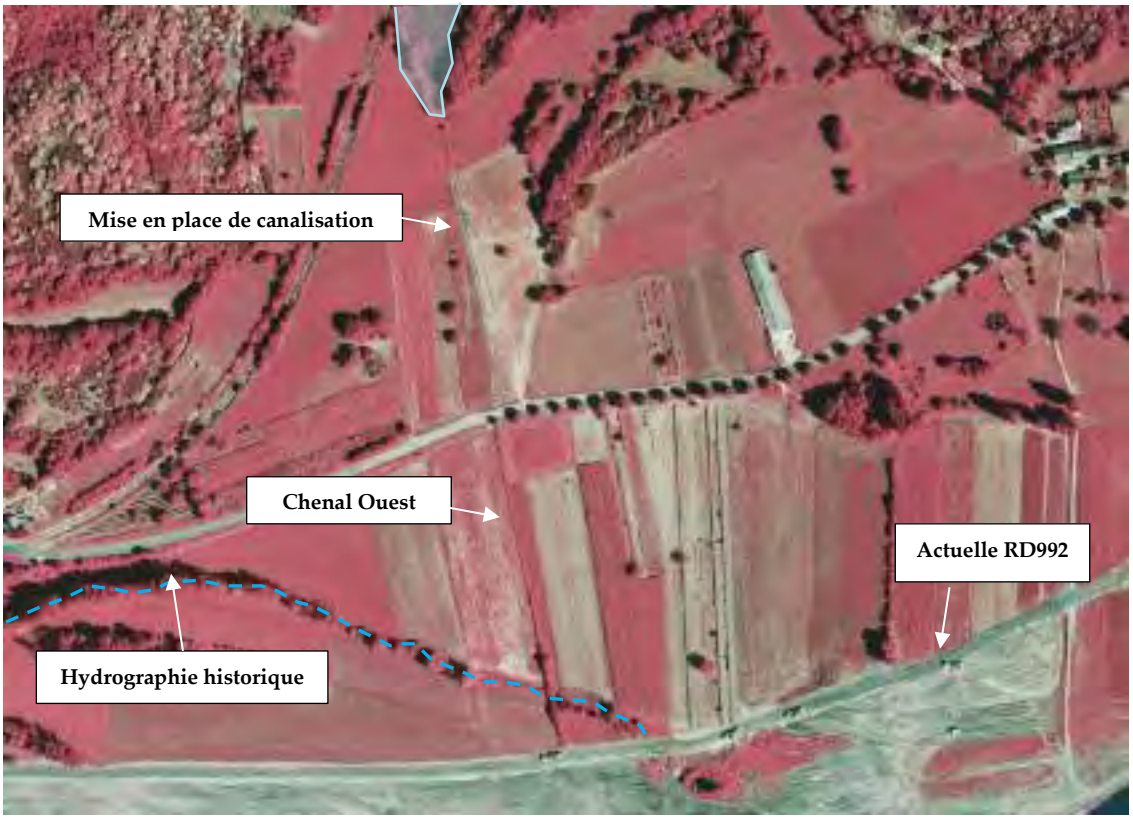
Photographie 33 : Carte aérienne de 1970

En 1982, (voir carte aérienne en infra rouge en page suivante), il est possible de repérer de nombreux changements qui ont conduit au milieu tels qu'il est actuellement :

- La réalisation de travaux de busage au Nord de la route de Mortillet
- Les travaux de terrassement de la RD992 au Sud interrompant les réseaux hydrographiques locaux ;
- La présence d'un talweg au droit des terrains intégrés au projet d'extension.

Il n'est pas possible de définir avec certitude si la vanne martellière a été également implantée à cette même période, mais il est cependant vraisemblable que les travaux de mise en place des busages au Nord de la route de Mortillet, se soient déroulés à sec à la suite de la mise en œuvre de cette vanne.

Il ressort de cette analyse historique que l'aspect actuel du chenal Ouest soit bien d'origine anthropique.



Photographie 34 : Carte aérienne de 1982

V.B.2 Cartographie issue de la base de données de la Direction Départementale des Territoires de l'Ain

Conformément à l'instruction du 3 juin 2015 du ministère en charge de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, une cartographie des cours d'eau est en cours d'élaboration dans le département de l'Ain. La Direction Départementale des Territoires de l'Ain (01) dispose d'une base de données en ligne, permettant d'identifier les écoulements classés comme cours d'eau au titre de la police de l'eau.

L'extrait de la cartographie, au 27 février 2023, issue de la base de données de la DDT 01 présentée ci-dessous, permet de localiser les deux chenaux expertisés



Photographie 35 : Extrait de la base de données de la DDT 01 et localisation de chenaux expertisés

V.B.2.a Cas du chenal Est

Le chenal Est n'est pas répertorié dans la base de données de la DDT 01.

V.B.2.b Cas du chenal Ouest

Au regard de la légende de cette cartographie, le chenal Ouest correspond à un cours d'eau « par défaut », sans pour autant avoir été expertisé.

NB : A noter que le cours d'eau situé à l'Ouest de ce chenal n'existe plus, puisqu'en lieu et place de celui, se développe un plan d'eau.

V.B.3 Cartographie dans la base de données BD Carthage

La BD Carthage® (Base de Données sur la Cartographie Thématique des Agences de l'eau et du ministère chargé de l'environnement) est le fruit de la volonté nationale de disposer d'un système de repérage spatial des milieux aquatiques superficiels pour la France.

Elle est produite par les Agences de l'eau à partir de la base de données cartographiques BD CARTO ® de l'IGN qui décrit sous forme numérique l'ensemble des informations présentes sur le territoire national.

Elle est mise à jour annuellement selon un cycle impliquant les agences de l'eau et l'IGN.

Les écoulements au droit du chenal Ouest ne sont pas répertoriés dans la base de données BD Carthage, comme en témoigne la carte d'information présentée en page suivante.

V.B.4 Classification au regard de l'annexe I de la note d'accompagnement « Méthodologie d'identification des cours d'eau »

V.B.4.a Préambule

D'après l'article L215-7-1 du Code de l'environnement : « *Constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales*. »

La méthodologie d'identification s'appuie sur la jurisprudence du 21 octobre 2011 du Conseil d'État : « *constitue un cours d'eau, un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant une majeure partie de l'année* ».

Trois **critères cumulatifs** doivent ainsi être retenus pour caractériser un cours d'eau :

- Présence et permanence d'un lit naturel à l'origine ;
- Un débit suffisant une majeure partie de l'année ;
- L'alimentation par une source.

Un écoulement est considéré comme cours d'eau si chacun des trois critères est confirmé.

Si au moins un des critères est infirmé, alors l'écoulement n'est pas considéré comme un cours d'eau.

Figure 22 - Identification des cours d'eau répertoriés dans la base de données BD Carthage
(Echelle 1/1000e)



V.B.4.b Application au cas du chenal Ouest

Présence et permanence d'un lit naturel à l'origine

Il a été démontré dans les paragraphes précédents qu'aucun cours d'eau n'était présent dans les années 1950, **carte IGN de 1950 à l'appui**.

Cet argument se conforte également notamment grâce à :

- La géologie locale et l'absence de méandrisation comme pour le réseau historique identifié sur les différentes vues aériennes ;
- Une vue aérienne témoignant des travaux de mise en place de canalisations au Nord de la route de Mortillet ;
- Au linéaire conséquent enterré : 44 % ;
- L'absence de substrat granoclassé ou différencié ;
- La présence d'une vanne martellière au droit du marais de Poisat interdisant le libre écoulement des eaux ;
- L'identification de rejets d'eaux pluviales en différents endroits du chenal ;
- L'absence de continuité biologique à l'exutoire final, entravant la libre circulation d'espèces biologiques telles que l'ichtyofaune ou encore la faune benthique invertébrée.

Le cadastre napoléonien mentionne cependant ce chenal sous l'appellation « ruisseau de la Janotte ». Dans ce contexte, la présence d'un lit originel naturel serait donc avérée au regard de l'état actuel du linéaire.

Ce critère est donc rempli.

Débit suffisant une majeure partie de l'année

Comme mentionné dans les paragraphes précédents, les renseignements complémentaires pris auprès du Syndicat du Haut-Rhône et des agriculteurs locaux permettent d'affirmer que ce chenal est **en assec 9 mois sur 12**, soit 75 % du temps.

Ce critère n'est donc pas rempli.

Alimentation par une source

Le marais de Poisat est alimenté par deux sources issues de la vidange karstiques des massifs calcaires voisins, qui se rechargent exclusivement par les précipitations.

Le jour de l'expertise, aucun écoulement n'a été observé au droit de ces deux sources toutefois présente dasn la littérature. L'origine des écoulements au droit du chenal Ouest ne peut donc pas être d'origine d'un crénon puisque ces écoulements sont canalisés à l'origine par des aménagement anthropiques.

Il serait possible de considérer le marais lui-même comme une source hélocrène.

Cependant, la mise en place d'une vanne martellière, maintenue en position fermée interdit tout transfert d'eau significatif en fonctionnement normal, s'apparentant donc davantage à un système de surverse en période de très forte précipitation.

Il est rappelé que l'objectif de la vanne martellière est de conserver et renforcer le fonctionnement du marais et maintenir les espèces remarques qui y sont présentes

L'alimentation en eau de ce chenal ne dépend donc pas d'une source naturelle au sens littéral, mais de multicritères qui sont brièvement rappelés ci-dessous :

- La position d'une vanne martellière maintenue en position fermée sur l'ensemble de l'année ;
- D'un faible apport, sans doute canalisé au niveau de la section canalisée du tronçon T2 ;
- Des rejets d'eaux pluviales de la commune de Murs et Gélignieux et à moindre échelle de la RD992.

Ce critère est donc a priori rempli.

V.B.4.c Classification au regard de l'annexe 1 de la note d'accompagnement « Méthodologie d'identification des cours d'eau »

Une synthèse des critères de classification au regard de l'annexe 1 de la note d'accompagnement « Méthodologie d'identification des cours d'eau » est présentée dans le tableau ci-dessous.

Critère à vérifier	Observation	Critère rempli
Présence et permanence d'un lit, naturel à l'origine	Identification du ruisseau dans le cadastre Napoléonien	**Oui**
Débit suffisant une majeure partie de l'année	Assec 9 mois sur 12, associé à un très faible débit	**Non**
Alimentation par une source	Alimentation en amont par deux sources	**Oui**

Tableau 3 : Synthèse des critères pour déterminer le statut de la surverse

L'expertise de l'écoulement au droit du chenal Ouest permet de conclure que ce dernier constitue un cours d'eau au sens de l'article L215-7-1 du Code de l'environnement.

VI. DEVENIR ENVISAGE DU COURS D'EAU PENDANT ET APRES L'EXPLOITATION

VI.A Données naturalistes

VI.A.1 SRADETT Auvergne – Rhône Alpes

Une recherche dans l'atlas du SRADETT Auvergne – Rhône Alpes permet d'indiquer que :

- Aucune trame bleue n'est identifiée sur cet atlas, au droit du chenal Ouest ;
- Aucune zone humide ou d'intérêt biologique n'est recensée au droit du site et de ce chenal.

L'extrait de cet atlas confirme cet aspect.

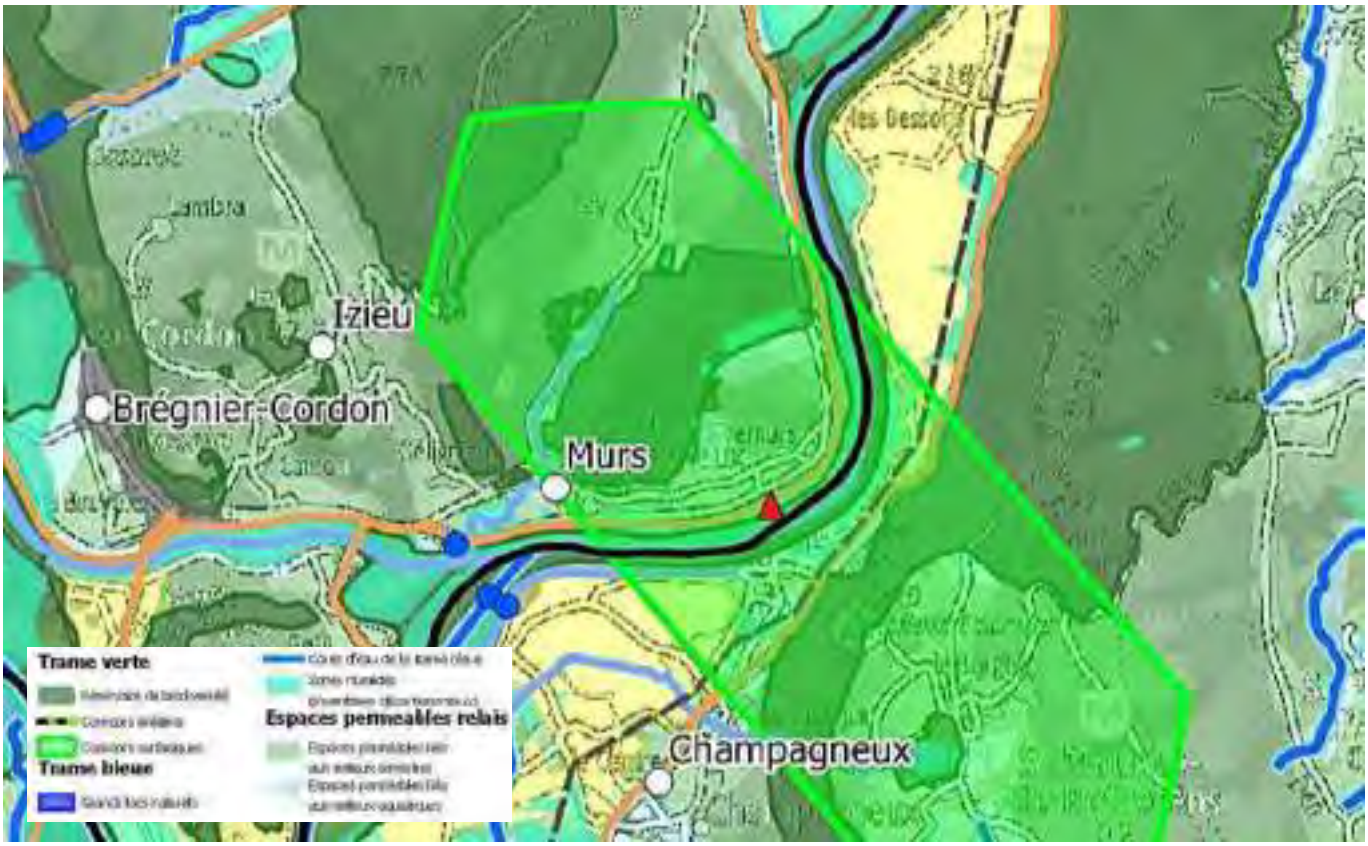


Figure 23 : Extrait de l'atlas du SRADETT Auvergne – Rhône Alpes

VI.A.2 Données naturalistes acquises in situ

Les aspects liés aux milieux naturels ont été traités, de manière exhaustive, par un groupement d'experts écologues (Acer Campestre) spécialisés dans différents compartiments biologiques au cours de l'année 2022.

Ces études spécifiques ont été réalisées au droit du projet ainsi que sur les terrains périphériques, sur au moins un cycle biologique complet. Les différents compartiments biologiques étudiés sont les suivants :

- La flore ;
- Les habitats naturels ;
- Les zones humides ;
- L'avifaune ;
- Les reptiles ;
- Les amphibiens ;
- Les insectes ;
- Les mammifères ;
- Les chiroptères.

Ces études ont permis de caractériser l'ensemble des milieux présents au droit du site et notamment le chenal Ouest.

Les milieux identifiés sont présentés de la manière suivante.

VI.A.2.a Habitats naturels



Figure 24 : Extrait de l'étude naturaliste réalisée in situ

L'eau présente au droit de l'habitat D5.11 est issue de la remontée de la nappe d'accompagnement du Rhône au regard de la topographie du secteur d'étude. Une alimentation en eau, significative, à partir de l'amont du chenal est exclu, comme présenté précédemment.

Les enjeux locaux de conservation sont faibles pour les habitats présents.

VI.A.2.b Corridors et fonctionnalités écologiques

D'un point de vue des corridors fonctionnels, cette étude conduit à qualifier le chenal Ouest de corridor aquatique et terrestre **à faible intérêt fonctionnel,** comme en témoigne l'extrait présenté en page suivant.



Figure 25 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la fonctionnalité de milieux

VI.A.2.c Reptiles

Aucun reptile n'a été identifié au droit de ce chenal.



Figure 26 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la présence de reptiles au droit du Chenal

VI.A.2.d Les amphibiens

Seule une grenouille commune a été identifiée au droit de la limite cadastrale Sud du projet, au droit de la zone soumise à la remontée de la nappe sous-jacente.



Figure 27 : Conclusions de l'étude naturaliste sur la présence d'amphibien au droit du Chenal

VI.A.2.e Conclusions sur les aspects écologiques

Au regard des paragraphes précédents, les enjeux liées à la biodiversité liées aux milieux aquatiques sont très faibles à faibles au droit du chenal.

VI.B Travaux envisagés au droit du cours d'eau, échéanciers et premiers impacts projetés

Les travaux d'exploitation prévus par le plan de phasage permettent d'indiquer que ce cours d'eau sera consommé au début de la 3e phase quinquennale d'exploitation.

Compte tenu de la présence d'une géologie défavorable dans le secteur Nord, une bande de 10 mètres de terrain sera maintenue en place, en plus du délaissé réglementaire de 10 ml sur l'ensemble du pourtour de l'emprise cadastrale.

Ainsi, environ 205 mètres linéaires seront impactés.

Dans le secteur Sud, la zone soumise au battement de nappe où a été identifiée la grenouille commune, sera conservée, permettant à cette espèce de se maintenir in situ.

L'impact de l'exploitation sera de trois types :

- Une première phase extractive, en eau, favorable aux amphibiens, permettra de maintenir le corridor de faible enjeu identifié précédemment (2 années) ;
- Une phase de remblayage, en eau qui assurera également le maintien de la continuité écologique du milieu (1,5 année) ;
- Une phase de remblayage, hors d'eau interrompant cette continuité (1,5 année).

VI.C Options sur la gestion du cours d'eau durant la phase d'exploitation

VI.C.1 Premier scénario : déviation du tracé à l'Ouest

Cette option consiste à restituer un cours d'eau, de l'aval de l'ouvrage de la route de Mortillet à l'amont de l'ouvrage de la RD 992.

La présence d'un point haut au Nord (218 m NGF) et d'un point bas au Sud (~ 214 m NGF) permet d'envisager une déviation, permettant d'assurer une continuité hydraulique. Ces travaux s'accompagneraient également d'une amélioration du milieu par une diversification des écoulements et des berges végétalisées, offrant ainsi une plus-value écologique.

La carte ci-après illustre le linéaire dévié.

Ce linéaire représenterait une longueur de 315 mètres. La pente du chenal restituée serait alors de l'ordre de 1%, pente compatible avec des petits cours d'eau de plaine.

Les travaux pourraient se dérouler dès les premières années de la première phase quinquennal. Les aménagements ainsi restitués seraient fonctionnels pour la faune avant la survenue des impacts et maintenus à l'issue de l'échéance de l'arrêté préfectoral. Le tableau ci-dessous liste les avantages et inconvénients de ce scénario.

Scénario 1 : Restitution d'un lit mineur en périphérie Ouest	
Avantages	**Inconvénients**
➢ Maintien de la continuité hydraulique d'amont en aval ➢ Amélioration intrinsèque du chenal (mise en place d'un substrat, d'aménagements de différentiation des écoulements (seuil, épis, ...) ➢ Création de berges diversifiées (pentes douces, berges abruptes, …) et végétalisation (boutures, …)	➢ Consommation d'une zone humide sur une emprise globale de 715 m², avec nécessité de compenser cette perte à hauteur de 200 % ➢ Absence de débit suffisant afin de pérenniser les aménagements projetés au regard des conditions météorologiques défavorables (limitation des pluies, apport hydrologique très faible à inexistant à 75 % du temps, …) ➢ Absence de résultats en termes d'amélioration de milieux et de colonisation d'espèces aquatiques en raison de la faible alimentation en eau ➢ Consommation d'emprise agricoles définitive de l'ordre de 3000 m² ➢ Risque important de colonisation des berges et du lit mineur par des espèces exotiques invasives en l'absence d'un développement suffisant de la végétation des berges ➢ Nécessité de réaliser des travaux de réhabilitation régulièrement pendant et après la durée d'exploitation ➢ Durée de travaux importante (3 mois) ayant une incidence sur les espèces protégées périphériques, les bruits, poussières et les émissions de gaz à effet de serre

Tableau 4 : Avantages et inconvénients du scénario 1

Au regard des éléments présentés dans le tableau ci-avant, l'objectif de dévier les écoulements afin d'obtenir une amélioration du milieu aquatiques et une plus-value écologique serait **vain** en raison de la très faible alimentation en eau actuellement observée.

En effet, les témoignages recueillis précisent que ce chenal est assec 75% de l'année, avec pour corollaire, la présence d'espèces exotiques invasives dans le chenal actuel.

Les changements climatiques actuels ne permettent pas d'être optimistes , comme en témoigne le début de l'année 2023 ou le manque d'eau est le plus important depuis plus de 70 ans pour un mois de février.

Figure 28 - Localisation du linéaire dévié
(Echelle 1/1500e)



Légende

Tronçons chenal Ouest

- Tronçon n°1
- Tronçon n°2
- Tronçon n°3
- Tronçon n°4
- Tronçon n°5
- Tronçon n°6
- Tronçon n°7
- Tronçon n°8
- Emprise extension
- Délaissé réglementaire 10 ml
- Linéaire dévié

Aussi, la déviation du cours d'eau de très faible ampleur tel que celui observé au droit du tracé Ouest serait donc un non-sens hydrologique et écologique.

Les objectifs de résultats attendus par une telle déviation ne pourraient être atteints.

De la même manière, la déviation envisagée **ne permettrait pas de rétablir la continuité hydrobiologique**, et la libre circulation d'espèces biologiques telles que l'ichtyofaune ou encore la faune benthique invertébrée au niveau de l'exutoire final qui serait intégralement maintenu en l'état.

Pour ces raisons, ce scénario ne semble pas pertinent.

VI.C.2 Second scénario : Consommation du cours d'eau et restitution d'un lit amélioré à l'issue des travaux de remise en état

Ce scénario consiste à la restitution d'un chenal en lieu et place de l'actuel, **après les travaux d'exploitation et au cours des opérations de remise en état de la future carrière.**

Cette option implique que durant de la phase de remblayage hors d'eau (avant dernière année), les travaux débutent en aval afin de permettre de connecter le chenal restitué à la partie amont, sans écoulement diffus au niveau des prairies agricoles ainsi remise en état et maintenir une zone d'infiltration dans la nappe sous-jacente.

Le tableau ci-dessous liste les avantages et inconvénients de ce scénario.

Scénario 2 : Restitution du chenal à l'issue des travaux	
Avantages	**Inconvénients**
➢ Maintien de la zone humide de 715 m² ➢ Maintien de la continuité hydraulique d'amont en aval ➢ Restitution d'un lit mineur au droit de l'ancien chenal en intégrant une amélioration du chenal initial, (colmatage par argiles issues du site, mise en place d'un substrat local., d'aménagements de différentiation des écoulements (seuil, épis, ...) ➢ Création de berges diversifiées (pentes douces, berges abruptes, …) et végétalisation (boutures, …) ➢ Maintien des emprises agricoles actuelles ➢ Durée de travaux réduite (intégrée à la remise en état) n'ayant aucune incidence sur les espèces protégées périphériques, les bruits, poussières ou les émissions de gaz à effet de serre	➢ Absence de débit suffisant afin de pérenniser les aménagements projetés au regard des conditions météorologiques défavorables (limitation des pluies, apport hydrologique très faible à inexistant à 75 % du temps, …) ➢ Absence de résultats en termes d'amélioration de milieux et de colonisation d'espèces aquatiques en raison de la faible alimentation en eau ➢ Risque important de colonisation des berges et du lit mineur par des espèces exotiques invasives en l'absence d'un développement suffisant de la végétation des berges ➢ Nécessité de réaliser des travaux de réhabilitation régulièrement après la durée d'exploitation

Tableau 5 : Avantages et inconvénients du scénario 2

A l'instar du scénario 1, l'objectif d'obtenir une amélioration du milieu et une plus-value écologique serait **vain** en raison de la très faible alimentation en eau actuellement observée. Cependant, ce scénario présente plus d'avantages que le précédent en termes d'impacts globaux.

Afin d'améliorer la qualité intrinsèque et obtenir une plus-value hydrologique et écologique certaine, il est possible d'assortir ce scénario d'un aménagement spécifique au droit de la sortie de l'ouvrage d'art de la route de Mortillet.

En effet, il est rappelé qu'un délaissé de 20 mètres sera maintenu dans ce secteur spécifique laissant la possibilité de créer une zone écologique tampon entre le marais de Poisat et le contre-canal du Rhône.

En retenant une largeur conservatrice de 0,40 mètre pour le fond de chenal actuel et un linéaire impacté de 215 mètres, il serait possible de restituer une zone humide de l'ordre de 250 m², de faible profondeur, imperméabilisée qui serait alimentée par les écoulements amont aussi faibles soient-ils.

Différents aménagements seraient alors créés afin d'améliorer la qualité intrinsèque de cette mare : murgiers, zones de bas fond, zones de galets, plantation d'une roselière par exemple.

Une surverse de cette mare sera également aménagée en direction du chenal aval recréé, afin de diriger les eaux excédentaires en direction du contre-canal.

Cette mesure permettrait de créer un milieu favorable aux amphibiens et aux reptiles actuellement absents du site.

La carte des aménagements du second scénario est présentée en page suivante.

Figure 29 - Localisation du second scénario
(Echelle 1/1500e)



Annexe T- 5 : Etude acoustique – ORFEA- 2023



RAPPORT D'ETUDE ACOUSTIQUE

PROJET D'EXTENSION DE LA CARRIERE DE MURS ET GELIGNIEUX (01)

POUR LE COMPTE DE CARRIERES MBTP SAS

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Client : CARRIERES MBTP
Contact : Monsieur Yves GIAIOURAS
Etabli par : Martin COURTOIS, Acousticien
Approbateur : Stéphane BEAUDET, Acousticien Chargé d'Affaires
N° Rapport : RAP1-A2305-075
Version : 5
Type d'étude : ICPE PROJET
Date : 05/07/2024
Référence Qualité : R2-DOC-004-14-ICPE

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous la forme de facsimilé photographique intégral.
Ce rapport contient : 78 pages

SOMMAIRE

1. CONTEXTE 5

1.1 Objet de l'étude 5

1.2 Objectifs de l'étude acoustique 5

1.3 Eléments transmis 5

2. REGLEMENTATION 6

2.1 Arrêté du 23 janvier 1997 6

3. DEFINITION DES GRANDEURS ACOUSTIQUES 7

3.1 Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A 7

3.2 Emergences 7

3.3 Niveau acoustique fractile 8

4. CAMPAGNE DE MESURE 9

4.1 Site à l'étude 9

4.2 Mesures acoustiques 11

4.3 Résultats de mesure 13

4.4 Analyse 14

5. MODELISATION – GENERALITE 15

5.1 Méthodologie 15

5.2 Simulations réalisées 15

5.3 Méthode de calcul prévisionnel : norme ISO 9613 15

5.4 Le site 15

5.5 Logiciel de calcul prévisionnel : CadnaA 16

5.6 Les conditions météorologiques 16

5.7 Les hypothèses de modélisation 16

5.8 Présentation du modèle 3D 17

6. SIMULATION 1 – PHASE 0 - PREMIERE ANNEE D'EXPLOITATION (2024) 18

6.1 Description de la Phase 0 – Première année d'exploitation 18

6.2 Sources de bruit prises en compte 19

6.3 Cartographie sonore - *Phase 0 – Première année d'exploitation* 21

6.4 Résultats 22

7. SIMULATION 2 – PHASE 1 – PREMIERE PHASE D'EXPLOITATION (2024-2028) 23

7.1 Description de la phase 1 – Première Phase d'exploitation 23

7.2 Sources de bruit prises en compte 24

7.3 Cartographie sonore – *Phase 1 – Première phase d'exploitation* 26
7.4 Résultats 27
8. SIMULATION 3 – PHASE 2 – DEUXIEME PHASE D'EXPLOITATION (2029-2033) 28
8.1 Description de la phase 2 – Deuxième Phase d'exploitation 28
8.2 Sources de bruit prises en compte 29
8.3 Cartographie sonore – *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation* 31
8.4 Résultats 32
9. SIMULATION 4 – PHASE 3 – TROISIEME PHASE D'EXPLOITATION (2034-2038) 33
9.1 Description de la phase 3 – Troisième Phase d'exploitation 33
9.2 Sources de bruit prises en compte 34
9.3 Cartographie sonore – *Phase 3 – Troisième phase d'exploitation* 36
9.4 Résultats 37
10. SOLUTIONS DE TRAITEMENTS ET PRECONISATIONS 38
11. SIMULATION 5 – PHASE 1 – PREMIERE PHASE D'EXPLOITATION (2024-2028) – POST-TRAITEMENTS 39
11.1 Description de la phase 1 – Première Phase d'exploitation 39
11.2 Sources de bruit prises en compte 40
11.3 Cartographie sonore – *Phase 1 – Première phase d'exploitation* 42
11.4 Résultats 43
12. SIMULATION 6 – PHASE 2 – DEUXIEME PHASE D'EXPLOITATION (2029-2033) – POST-TRAITEMENTS 44
12.1 Description de la phase 2 – Deuxième Phase d'exploitation 44
12.2 Sources de bruit prises en compte 45
12.3 Cartographie sonore – *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation* 47
12.4 Résultats 48
13. SIMULATION 7 – PHASE 3 – TROISIEME PHASE D'EXPLOITATION (2034-2038) – POST-TRAITEMENTS 49
13.1 Description de la phase 3 – Troisième Phase d'exploitation 49
13.2 Sources de bruit prises en compte 50
13.3 Cartographie sonore – *Phase 3 – Troisième phase d'exploitation* 52
13.4 Résultats 53
14. TRAITEMENTS COMPLEMENTAIRES 54
14.1 Sources de bruit prises en compte 54
14.2 Phase 0 – Première année d'exploitation 55

14.3 Phase 1 – Année d'explotation 2024 à 2028 57
14.4 Phase 2 – Année d'explotation 2029 à 2033 59
14.5 Phase 3 – Année d'explotation 2034 à 2038 61
15. CONCLUSION 63
16. ANNEXES 65
16.1 Fiches de mesures du bruit dans l'environnement 65
16.2 Niveau de pression sonore des sources de bruit ponctuelles 71
16.3 Conditions de propagation d'après la norme NF S 31-010 74
16.4 Echelle de niveaux sonores 76
17. GLOSSAIRE 77

1. CONTEXTE

1.1 Objet de l'étude

La société CARRIERES MBTP, par l'intermédiaire du bureau SOLEA, a sollicité le bureau d'études ORFEA Acoustique pour la réalisation d'une étude d'impact acoustique pour le projet d'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux (01), dans le cadre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

1.2 Objectifs de l'étude acoustique

L'étude acoustique consiste à :

- Caractériser l'état sonore initial du site par la mesure des niveaux de bruit résiduel. Les mesures, dites de bruit résiduel, serviront de base à la détermination des futurs niveaux de bruit ambiant admissibles ;
- Construire un modèle numérique permettant de prédire l'impact potentiel du futur projet ;
- Le cas échéant, dimensionner les traitements et solutions acoustiques nécessaires à la diminution du bruit dans l'environnement.

1.3 Eléments transmis

La société CARRIERES MBTP a transmis, par l'intermédiaire des bureaux d'études INGEGONE et SOLEA, les éléments suivants pour la réalisation de la présente mission :

- Plan d'exploitation – 1ère année ;
- Plan d'exploitation – 1ère phase quinquennale ;
- Plan d'exploitation – 2ème phase quinquennale ;
- Plan d'exploitation – 3ème phase quinquennale ;
- Plan prévisionnel de localisation des points de mesure, ayant subi modification (localisation ZER 4) ;
- Liste des équipements en fonctionnement durant les futures phases d'exploitation ;
- Données acoustiques de l'équipement Dragline.

2. REGLEMENTATION

2.1 Arrêté du 23 janvier 1997

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), établit que le seuil admissible des émissions sonores émis par une installation au niveau des Zones à Emergence Réglementée (ZER) se détermine comme suit :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'établissement	Emergence[1] admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Sup à 35 dB(A) et inf ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Une zone à émergence réglementée étant définie comme :

- « l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles […]. »

D'autre part, l'arrêté ministériel précise que « l'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder **70 dB(A)** pour la période de jour et **60 dB(A)** pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. »

Enfin, le critère de tonalité marquée est également à respecter. « La tonalité marquée est détectée dans un spectre non pondéré de tiers d'octave quand la différence de niveau entre la bande de tiers d'octave et les quatre bandes de tiers d'octave les plus proches (les deux bandes immédiatement inférieures et les deux bandes immédiatement supérieures) atteint ou dépasse les niveaux indiqués dans le tableau [ci-après] » :

Bandes de tiers d'octave	50 Hz à 315 Hz	400 Hz à 1250 Hz	1600 Hz à 8000 Hz
Seuil de détection de tonalité marquée	10 dB	5 dB	5 dB

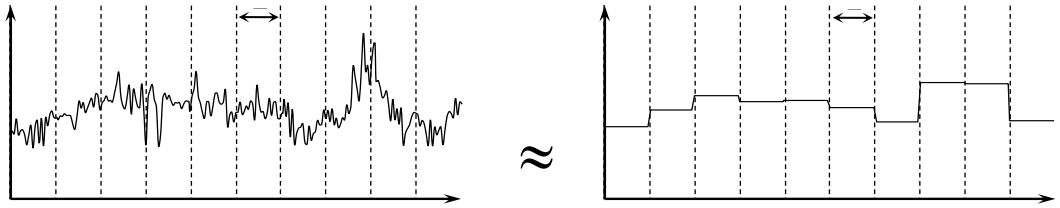
« Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée […], de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne […]. »

[1] Émergence : « la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) »

3. DEFINITION DES GRANDEURS ACOUSTIQUES

3.1 Niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A

Le niveau de pression acoustique continu équivalent d'un bruit est le niveau de pression acoustique d'un son continu et stable qui, sur une période de temps T appelée durée d'intégration, a la même pression acoustique quadratique moyenne que le bruit considéré.



Evolution temporelle du niveau de pression acoustique d'un bruit

Evolution temporelle du niveau de pression acoustique continu équivalent du bruit

La pondération A appliquée à un spectre de pression acoustique, effectue une correction du niveau en fonction de la fréquence et permet de rendre compte de la sensibilité de l'oreille humaine qui n'est pas identique à toutes les fréquences.

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A est noté $L_{Aeq,T}$ et sa valeur est exprimée en dB(A).

3.2 Emergences

L'émergence est évaluée en calculant la différence entre :

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du **bruit ambiant** (bruit de l'environnement incluant le bruit de l'installation en marche, objet de l'étude, que l'on nomme le **bruit particulier**) ;

et le niveau de pression acoustique continu équivalent A du **bruit résiduel** (bruit de l'environnement en l'absence du bruit particulier, c'est à dire avec l'installation à l'arrêt).

Soit :

$$\mathbf{E = L_{Aeq,\ Tpart} - L_{Aeq,\ Tres}}$$

Avec :

- **E** : l'indicateur d'émergence de niveau en dB(A) ;
- $\mathbf{L_{Aeq,\ Tpart}}$: le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit ambiant, déterminé pendant les périodes d'apparition du bruit particulier et dont la durée cumulée est T_{part} ;
- $\mathbf{L_{Aeq,\ Tres}}$: le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit résiduel, déterminé pendant les périodes d'absence du bruit particulier et dont la durée cumulée est T_{res}.

3.3 Niveau acoustique fractile

Par analyse statistique des niveaux de pression acoustique continus équivalents pondérés A obtenus sur des intervalles de temps t «courts», on peut déterminer le niveau de pression acoustique pondéré A qui est dépassé pendant N % de la période de mesure : on le nomme le **niveau de pression acoustique fractile** et on le note $L_{AN,t}$.

Par exemple, $L_{A50,1s}$ est le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A dépassé pendant 50 % de la période de mesure, avec une durée d'intégration égale à 1 seconde.

Dans le cas général (voir définition de l'émergence), l'indicateur préférentiel est celui indiquant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant $\mathbf{L_{Aeq,\,Tpart}}$ et du bruit résiduel $\mathbf{L_{Aeq,\,Tres}}$, déterminés selon la norme NF S 31-010.

Dans certaines situations particulières, cet indicateur n'est pas suffisamment adapté et on préfère employer le niveau acoustique fractile.

Ces indicateurs sont utilisés lors de situations se caractérisant par la présence de bruits intermittents, porteurs de beaucoup d'énergie mais qui ont une durée d'apparition suffisamment faible pour ne pas présenter, à l'oreille, d'effet de masque du bruit d'une l'installation. Une telle situation se rencontre notamment lorsqu'il existe un trafic routier très discontinu.

Le choix sur les indicateurs de niveaux sonores est guidé par la réglementation (Annexe : Méthode de mesure des émissions sonores de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997) : elle indique notamment que si la différence $L_{Aeq} - L_{A50}$ est supérieure à 5 dB(A), alors est utilisé comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L_{A50} calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

4. CAMPAGNE DE MESURE

4.1 Site à l'étude

4.1.1 Environnement

L'extension de la carrière de la société CARRIERES MBTP se situe sur les terrains contigus à l'Est, et à environ 800m à l'Est de la commune de Murs-et-Gélignieux.

L'environnement du site est le suivant :

- Habitations les plus proches à 200 m du site à l'Ouest, 60 m à l'Est et 400 m au Sud-Est ;
- Chaussée communale « Route de Mortillet » avec trafic faible longeant la limite de propriété Nord de la future zone d'extraction ;
- Voie routière D992 avec trafic faible discontinu longeant la limite de propriété Sud de la future zone d'extraction ;
- Trafic aérien faible ;
- Aucune société voisine.



Figure 1 : Vue aérienne du site et de son environnement [2]

[2] Source Google maps : le site est susceptible d'avoir évolué depuis la date de la prise de vue

4.1.2 Activité et fonctionnement

L'activité de la future zone d'extraction de la société CARRIERES MBTP consiste à extraire et exploiter des matériaux alluvionnaires (sables et graviers) afin de produire des matériaux élaborés après lavage-concassage-criblage pour la confection de béton. L'extraction se fait avec une dragline.

Les activités liés à ce projet d'extension correspondent ainsi aux travaux de décapage, extraction des matériaux, remblaiement et remise en état.

Le traitement des matériaux n'est pas réalisé sur ce site mais sur une plateforme MBTP dédiée située sur la commune de Brégnier-Cordon.

L'étude prendra en compte la planification de plusieurs phases d'exploitation quinquennales du site, s'étalant de 2024 à 2038, dans lesquelles les différentes zones d'activités seront soumises à des changements de position.

Par ailleurs, les différents ateliers qui seront menés sur le site ne sont pas tous réalisés sur la même durée au cours de l'année :

- Activité régulière : permise sur 6 mois, mais réalisée en quelques campagne de plusieurs semaine : extraction des matériaux ;

- Activité régulière : amené par camions sur le site de la carrière de matériaux inertes destinés au remblaiement de la fosse d'extraction et évacuation du tout-venant hors site, vers un site de traitement ;

- Activités ponctuels (durée de l'ordre de 2 à 6 semaines en générale, sauf retards exceptionnels et non prévisibles) : opération de décapage à l'avancement du chantier d'extraction, campagne de remise en état final du site.

Toutefois l'étude s'attache à étudier les niveaux sonores dans les situations les plus impactantes avec le cumul des certains ateliers.

4.2 Mesures acoustiques

4.2.1 Appareillage utilisé

Les appareils utilisés pour faire les mesures sont :

Appareils	Marque	Type	N° de série de l'appareil	Type et n° de série du microphone	Type et n° de série du préamplificateur	Classe
Sonomètre	01dB	FUSION	11192	GRAS 40CE 259562	Interne	1

Tableau 1 : Liste des appareils de mesure utilisés

Ce matériel permet de :

- Faire des mesures de niveau de pression et de niveau équivalent selon la pondération A ;
- Faire des analyses temporelles de niveau équivalent et de valeur crête ;
- Faire des analyses spectrales.

Les appareils de mesure sont calibrés, avant et après chaque série de mesurages, avec un calibreur acoustique de classe 1.

Les logiciels d'exploitation des enregistrements sonores permettent de caractériser les différentes sources de bruit repérées lors des enregistrements (codage d'évènements acoustiques et élimination des évènements parasites), et de chiffrer leurs contributions effectives au niveau de bruit global.

La durée d'intégration du L_{Aeq} est de 1 seconde.

4.2.2 Période d'intervention

Les mesures ont été effectuées le lundi 5 juin 2023 par Martin COURTOIS, acousticien de la société ORFEA Acoustique.

4.2.3 Conditions de mesurage

Les mesures ont été réalisées conformément à la norme en vigueur NF S 31-010 de décembre 1996 relative aux mesures de bruit dans l'environnement.

Lors de la campagne de mesure, les conditions météorologiques étaient les suivantes :

- Couverture nuageuse : ciel dégagé ;
- Vent : faible, de direction variable ;
- Température : 28 °C environ ;
- Humidité en surface : surface sèche.

Toutes les conditions météorologiques de l'intervention ainsi que leur interprétation sont reportées dans les fiches de mesures en partie annexe. Il convient de noter qu'à courte distance l'influence des conditions météorologiques sur la propagation sonore est minime.

Les valeurs mesurées sont représentatives de la période de mesurage et dépendent de nombreux facteurs (circulation routière et ferroviaire, trafic aérien, activités humaines alentours et bruits de l'environnement en général). Elles sont donc susceptibles de variations quotidiennes, hebdomadaires ou saisonnières.

4.2.4 Emplacements des mesures

Les mesures ont été réalisées conformément à la localisation suivante :

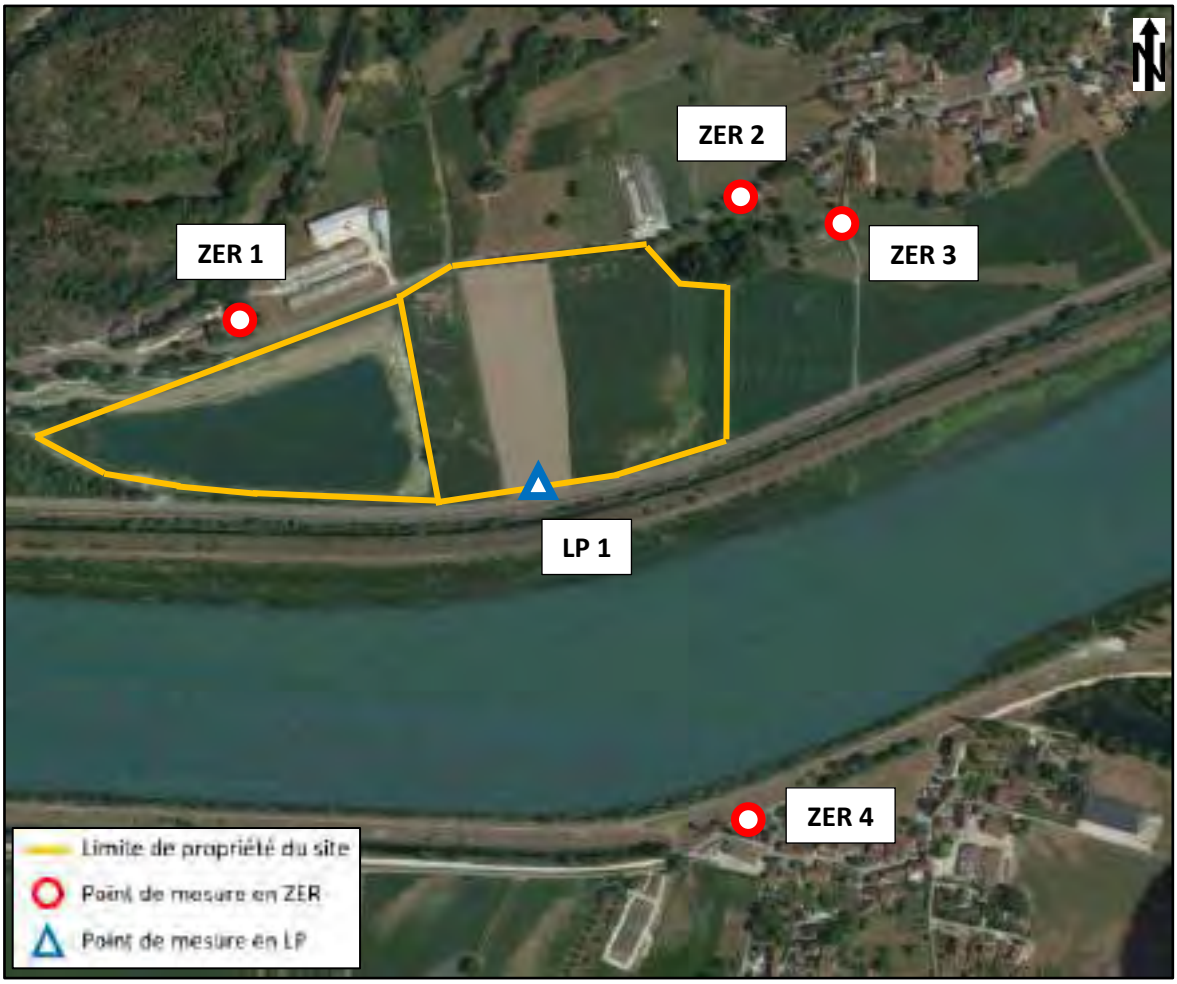


Figure 2 : Localisation des points de mesures [3]

Localisation des points :

Point	Localisation
LP 1	Limite de propriété Sud de la future zone d'exploitation
ZER 1	Riverain Ouest – Murs-et-Gélignieux
ZER 2	Riverain Est – Tremurs
ZER 3	Riverain Est – Tremurs
ZER 4	Riverain Sud - Leschaux

Tableau 2 : Emplacement des points de mesures

[3] Source Google Earth : le site est susceptible d'avoir évolué depuis la date de la prise de vue

4.3 Résultats de mesure

Les niveaux globaux L_{Aeq}, L_{A90} et L_{A50} sont exprimés en dB(A). Tous ces niveaux sont arrondis à 0,5 dB près conformément à la norme NF S 31-010. Des fiches de mesure détaillées sont présentées en annexe.

4.3.1 Limite de propriété

LP 1		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	64,0	58,5	62,5	60,0	61,0	59,0	50,5	40,5	65,0
	L_{A90}	44,0	38,5	33,0	27,5	29,0	25,5	27,0	13,5	35,5
	L_{A50}	**49,5**	**43,0**	**37,0**	**32,0**	**36,0**	**33,5**	**31,5**	**23,5**	**41,5**

Tableau 3 : Résultats nocturnes au point LP 1

4.3.2 Zone à Émergence Réglementée

ZER 1		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	**L_{Aeq}**	**50,5**	**46,0**	**46,5**	**39,5**	**38,0**	**35,0**	**34,0**	**26,5**	**44,5**
	L_{A90}	42,0	43,0	44,0	36,0	32,0	29,5	28,5	18,0	41,0
	L_{A50}	46,0	44,5	45,0	38,0	36,0	33,0	31,5	23,5	43,0

Tableau 4 : Résultats diurnes au point ZER 1

ZER 2		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	53,0	50,5	50,0	48,5	50,0	45,0	44,0	35,5	53,5
	L_{A90}	41,5	33,0	30,0	32,5	30,5	27,5	34,5	21,5	39,5
	L_{A50}	**46,0**	**37,0**	**33,5**	**35,0**	**34,5**	**31,0**	**39,5**	**25,0**	**43,5**

Tableau 5 : Résultats diurnes au point ZER 2

ZER 3		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	**L_{Aeq}**	**52,5**	**48,0**	**37,5**	**35,5**	**35,5**	**33,0**	**43,5**	**26,5**	**46,0**
	L_{A90}	43,0	35,0	30,0	29,5	29,0	27,5	33,0	17,0	39,0
	L_{A50}	48,0	40,0	34,0	32,5	33,5	32,0	42,5	22,5	45,5

Tableau 6 : Résultats diurnes au point ZER 3

ZER 4		Niveaux par bande d'octave en dB								NIVEAU GLOBAL dB(A)
		63Hz	125Hz	250Hz	500Hz	1000Hz	2000Hz	4000Hz	8000Hz	
Résiduel	L_{Aeq}	50,5	44,5	39,5	39,0	40,5	40,0	47,0	37,5	50,0
	L_{A90}	43,5	37,0	33,5	33,0	33,5	33,0	36,0	30,5	42,0
	L_{A50}	**48,0**	**40,0**	**35,5**	**35,5**	**37,0**	**36,5**	**40,0**	**35,5**	**45,0**

Tableau 7 : Résultats diurnes au point ZER 4

4.4 Analyse

Les mesures en Zone à Emergence Réglementée ainsi qu'en limite de propriété de la future zone d'extraction ont été réalisées hors période du midi, pour que les niveaux mesurés ne soient pas impactés par la baisse éventuelle du trafic de la route D992.

Ci-dessous le tableau récapitulatif comparant les niveaux résiduels mesurés en dB(A) en période hivernale (février 2021) et période estivale (juin 2023) aux points de mesure :

Point	Campagne février 2021		Campagne juin 2023	
	Indice	Niveau résiduel	Indice	Niveau résiduel
LP 1	-	-	L_{A50}	**41,5**
ZER 1[4]	L_{A50}	**42,0**	L_{Aeq}	**44,5**
ZER 2	L_{A50}	-	L_{A50}	**43,5**
ZER 3	L_{A50}	-	L_{Aeq}	**46,0**
ZER 4	-	-	L_{A50}	**45,0**

Tableau 8 : Niveaux résiduels

[4] Seul l'emplacement en ZER 1 était identique sur les deux campagnes de mesure

5. MODELISATION – GENERALITE

5.1 Méthodologie

Dans le but de définir l'impact sonore de la future zone d'extraction et de son extension vers l'Est, au niveau du voisinage, la méthodologie suivante a été retenue :

- **Construire un modèle acoustique permettant de simuler l'impact sonore du site sur l'environnement.**

  Ce modèle numérique réunit l'ensemble des données topographiques de la zone, les bâtiments et les données dimensionnelles et acoustiques des principales sources sonores.

- **Simuler l'impact sonore de l'extension du site vers le l'Est sur l'environnement.**

  Si nécessaire, des solutions de traitement seront proposées et intégrées au modèle numérique afin de vérifier leur efficacité dans l'environnement.

5.2 Simulations réalisées

Cette étude présente les résultats estimés au niveau des habitations les plus proches (ZER1 – ZER2 – ZER3 – ZER4) et en limite de propriété du projet (LP1) pour les différentes phases du projet suivantes, les plus impactantes :

- **Simulation 1** : 1ère année d'exploitation ;
- **Simulation 2** : 1ère phase d'exploitation ;
- **Simulation 3** : 2ème phase d'exploitation ;
- **Simulation 4** : 3ème phase d'exploitation.

Toutes les phases seront calculées avec merlons de terre prévus côté Nord et Est.

Également, un passage (trouée dans le merlon), en limite Nord-Est du site, est intégré dans les simulations 1 à 4.

5.3 Méthode de calcul prévisionnel : norme ISO 9613

Le calcul des niveaux sonores en tout point du site étudié s'appuie sur une méthode de calcul prévisionnel conforme aux exigences des réglementations actuelles : la norme ISO 9613 « Atténuation du son lors de sa propagation à l'air libre, partie 2 : méthode générale de calcul ».

Cette méthode de calcul prend en compte le bâti, la topographie du site, ainsi que tous les phénomènes liés à la propagation des ondes sonores (réflexion, absorption, effets météorologiques, etc.).

5.4 Le site

Le site a été modélisé à partir d'une digitalisation manuelle du site en s'appuyant sur un fond de plan Google Earth, sur les données SIG disponibles (bâtiments, axes routiers, topographie) et celles récoltées par ailleurs lors de l'intervention in situ.

5.5 Logiciel de calcul prévisionnel : CadnaA

Le logiciel CadnaA, développé par DATAKUSTIK, permet de modéliser la propagation acoustique en espace extérieur en utilisant l'ensemble des paramètres imposés par la méthode ISO 9613.

5.6 Les conditions météorologiques

Les conditions météorologiques jouent un rôle important sur la propagation du son. La norme ISO 9613-2 décrit une méthode pour le calcul des niveaux sonores dans des conditions météorologiques favorables à la propagation.

Pour la simulation de l'état initial, des conditions météorologiques similaires aux mesures sont considérées, à savoir des conditions défavorables pour la propagation.

Pour les simulations des effets de l'extension (Simulations 1 - 4), les occurrences retenues sont 100 % favorables à la propagation des rayons sonores.

5.7 Les hypothèses de modélisation

Afin de palier à l'absence de certaines données, les hypothèses suivantes ont été considérées dans la modélisation du site. Ces hypothèses ont été discutées et validées avec le client :

- Niveau sonore retenu pour une source sonore non caractérisée ;
- Configurations d'activités retenues ;
- Trafic de camions retenu ;
- Non prise en compte des bruits de comportements des opérateurs.

5.7.1 Niveau de bruit résiduel retenu aux points de calculs

Seront retenus pour la suite de l'étude les niveaux de bruit résiduels mesurés en **période hivernale**, représentatifs de l'environnement sonore de la future période d'activité du site (limitée entre le 15 septembre et 31 mars de chaque année).

Le niveau mesuré au point ZER 1 en février 2021, jugé plus contraignant, sera utilisé aux points ZER 2, ZER 3 et ZER 4.

Les niveaux sonores utilisés pour les calculs sont ainsi donnés dans le tableau ci-après.

Résultats en dB(A)	ZER 1	ZER 2	ZER 3	ZER 4	LP 1
Niveaux de bruit résiduel diurne mesurés	42,0	42,0	42,0	42,0	41,5

Tableau 9 : Niveaux de bruit résiduel utilisés pour les calculs

5.8 Présentation du modèle 3D

A partir de ces éléments, un modèle informatique a pu être créé. Les illustrations ci-dessous présentent une vision 3D du site dans son état actuel :

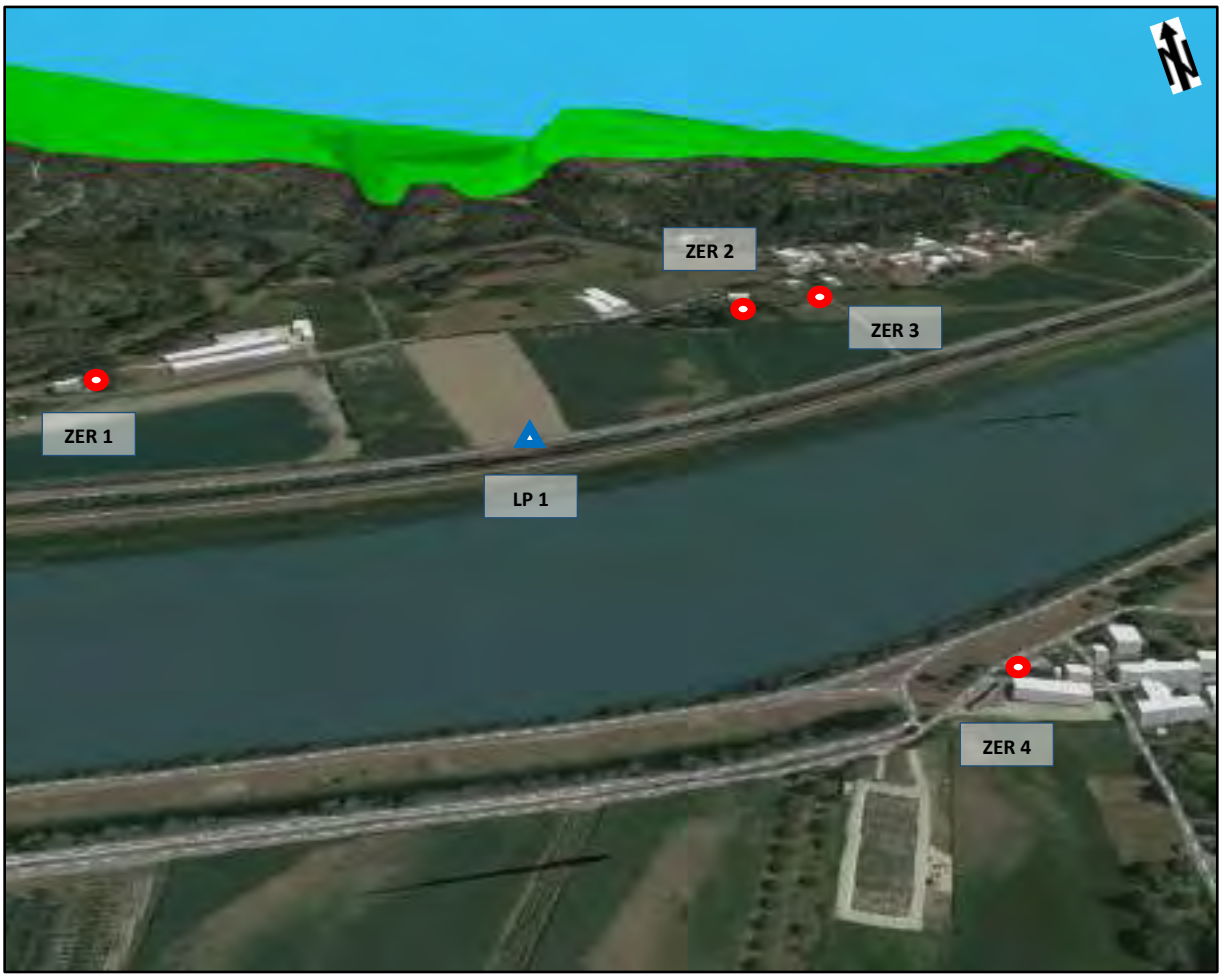


Figure 3 : Vue 3D du site et de son environnement

⚠ Le point de calcul en ZER 2 a été placé en façade Sud du riverain, localisation la plus contraignante.

6. SIMULATION 1 – PHASE 0 - PREMIERE ANNEE D'EXPLOITATION (2024)

6.1 Description de la Phase 0 – Première année d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le côté Est du site :

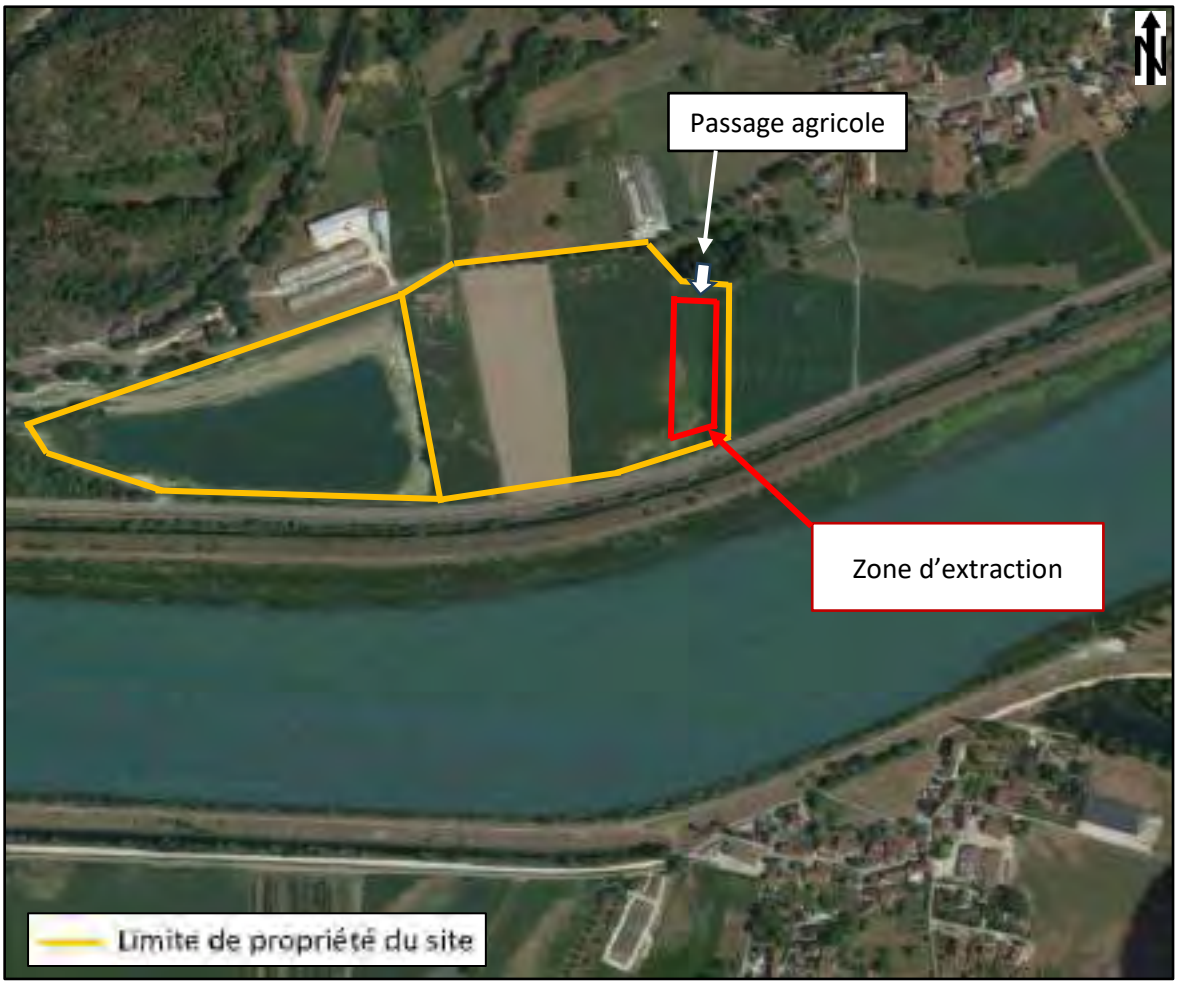


Figure 4 : Localisation de la zone d'extraction – Première année d'exploitation

Les travaux de décapage, de remblaiement, de remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

6.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camion	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 10 : Sources prises en compte dans la simultation 1

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 5 : Localisation des sources - Première année d'exploitation

La vue 3D de la simulation 1 est donnée ci-après :

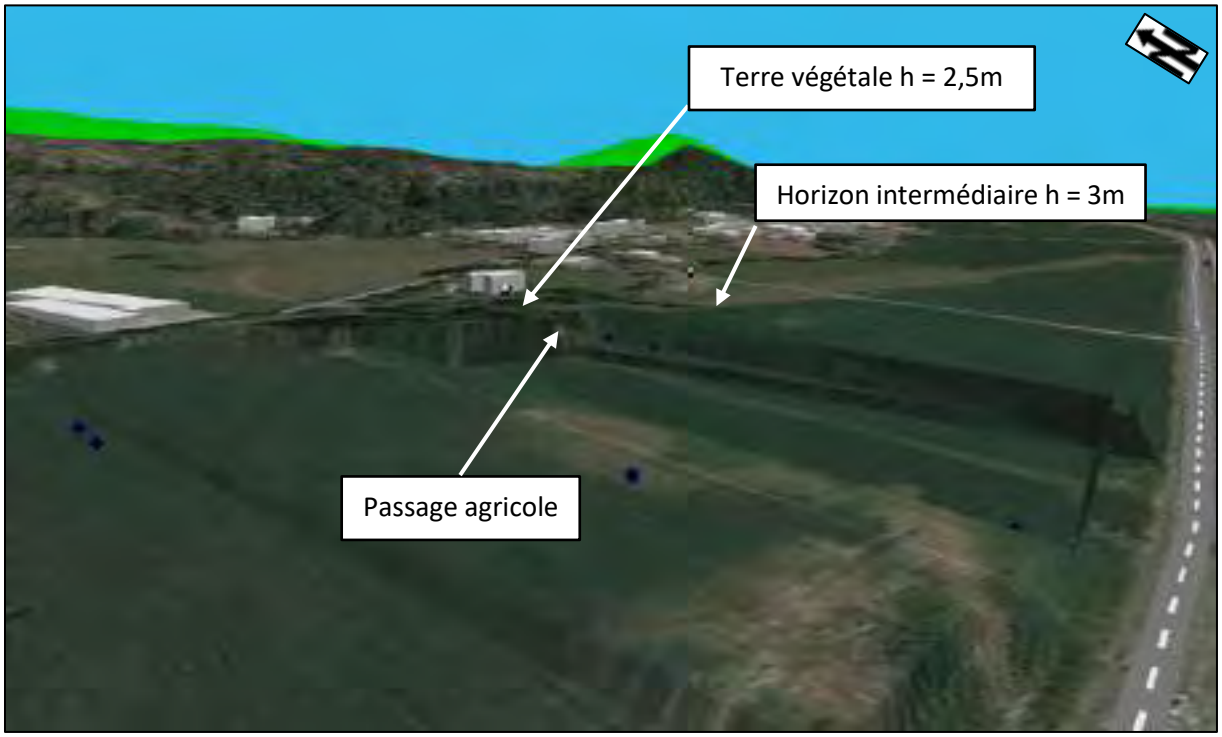


Figure 6 : Vue 3D de la Simulation 1 – Phase 0 – Première année d'exploitation

6.3 Cartographie sonore - *Phase 0 – Première année d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du *Phase 0 – Première année d'exploitation* :

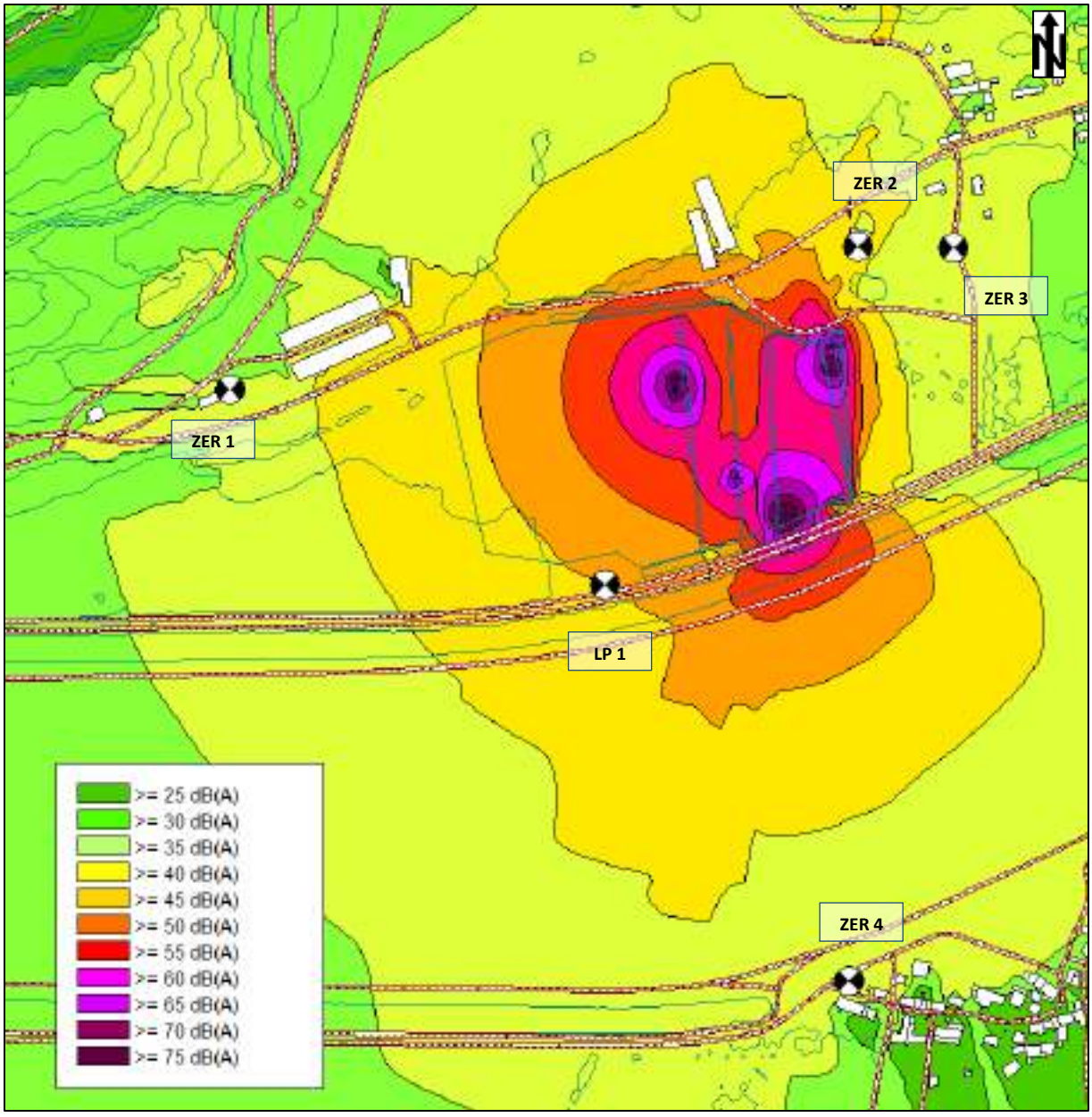


Figure 7 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 0 – Première année d'exploitation

6.4 Résultats

6.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	47,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 11 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

6.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	40,0	44,5	39,0	41,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	44,0	46,5	43,5	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**2,0**	**4,5**	**1,5**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 12 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 0 – Première année d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté.

Toutefois, l'émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 représente un point de vigilance.

7. SIMULATION 2 – PHASE 1 – PREMIERE PHASE D'EXPLOITATION (2024-2028)

7.1 Description de la phase 1 – Première Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le côté Centre-Est du site :

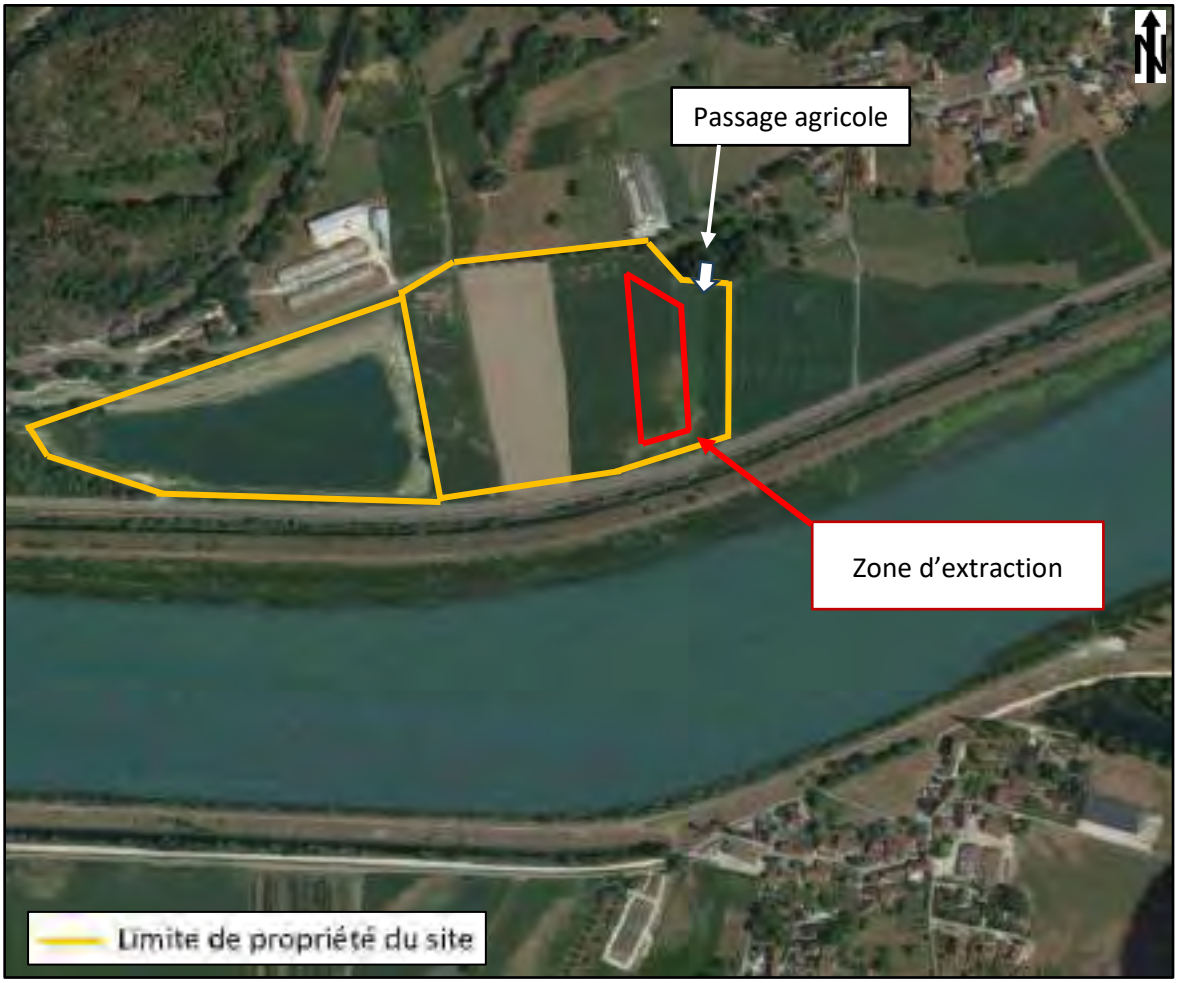


Figure 8 : Localisation de la zone d'extraction – Première Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, de remblaiement, de remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

7.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 13 : Sources prises en compte dans la simultation 2

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 9 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation

La vue 3D de la simulation 2 est donnée ci-après :

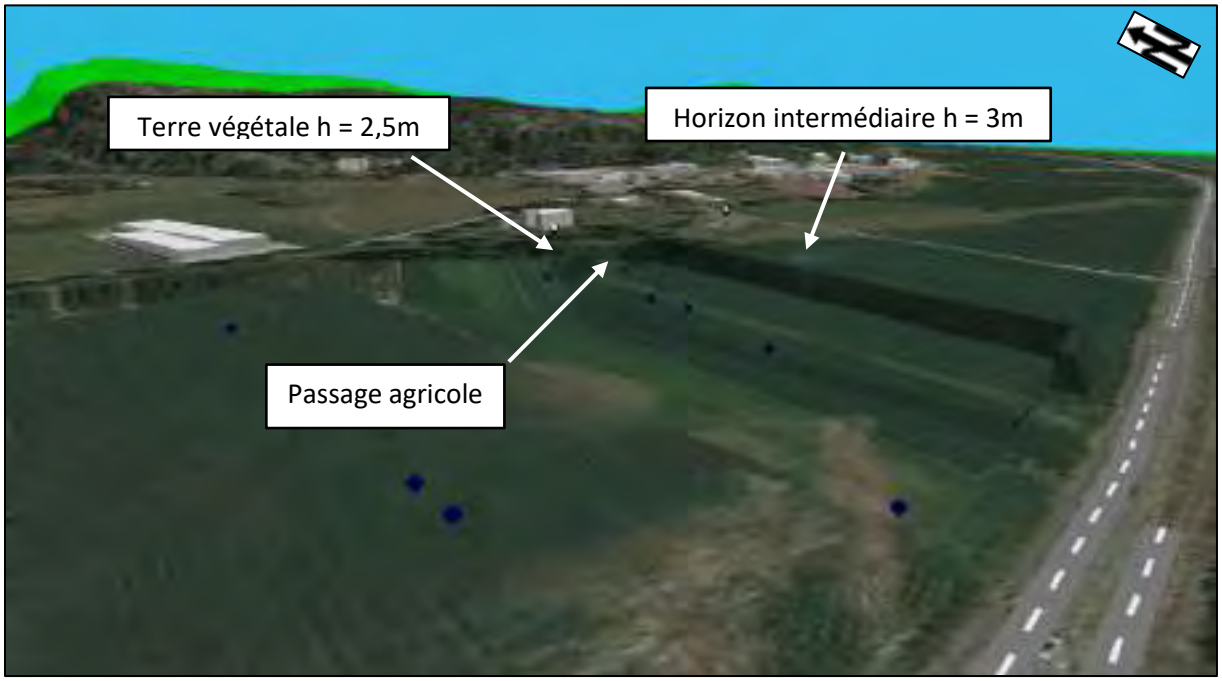


Figure 10 : Vue 3D de la Simulation 2 – Phase 1 – Première année d'exploitation

7.3 Cartographie sonore – *Phase 1 – Première phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du *Phase 1 – Première phase d'exploitation* :

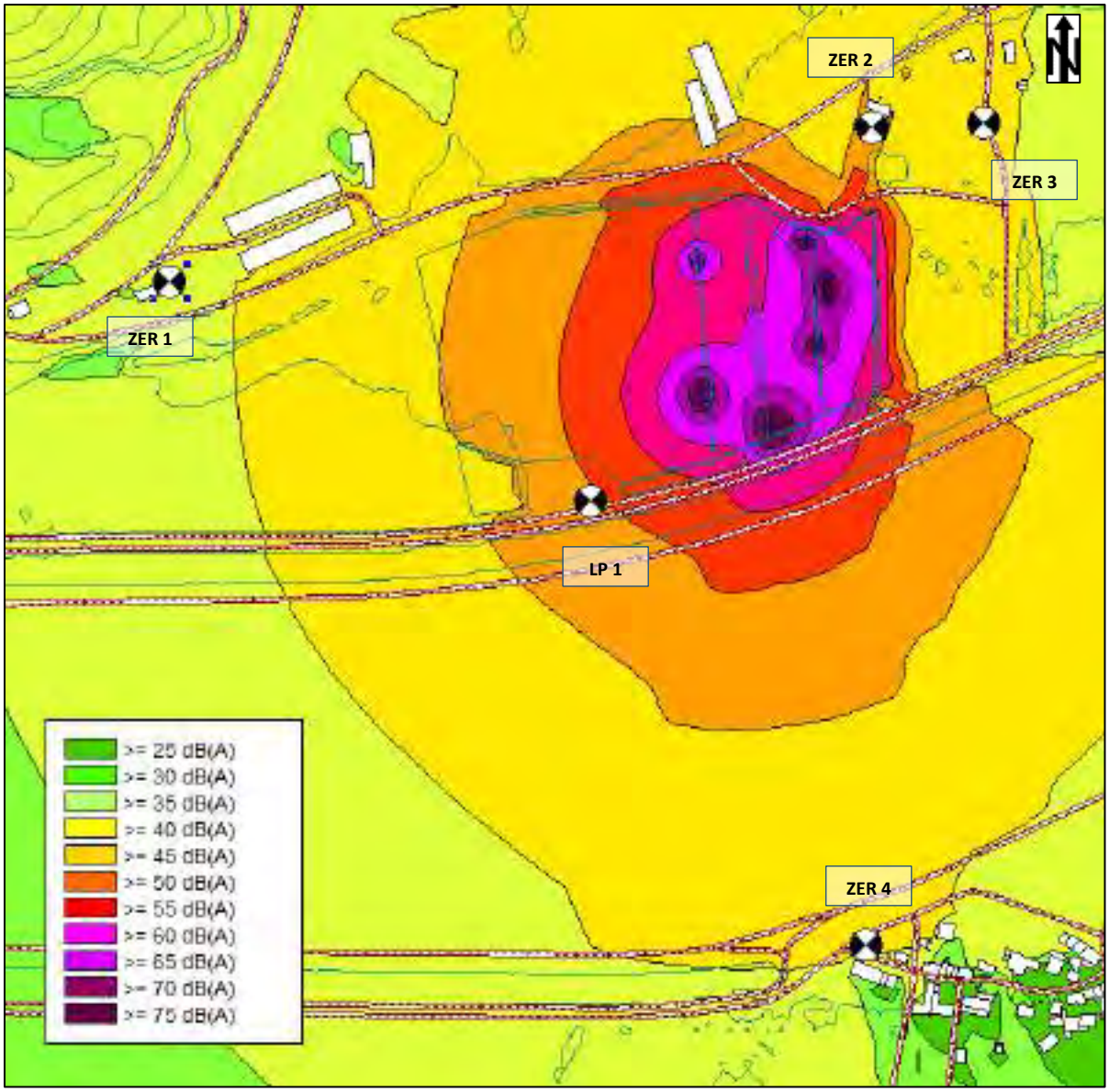


Figure 11 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 1 – Première phase d'exploitation

7.4 Résultats

7.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	51,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	51,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 14 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

7.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	43,0	50,5	45,0	44,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	45,5	51,0	46,5	46,0
Emergences calculées en dB(A)	**3,5**	**9,0**	**4,5**	**4,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	5,0	5,0	5,0
Dépassement	**NON**	**OUI**	**NON**	**NON**

Tableau 15 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation

D'après les calculs, un dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée est constaté au point ZER 2.

8. SIMULATION 3 – PHASE 2 – DEUXIEME PHASE D'EXPLOITATION (2029-2033)

8.1 Description de la phase 2 – Deuxième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise au centre du site :

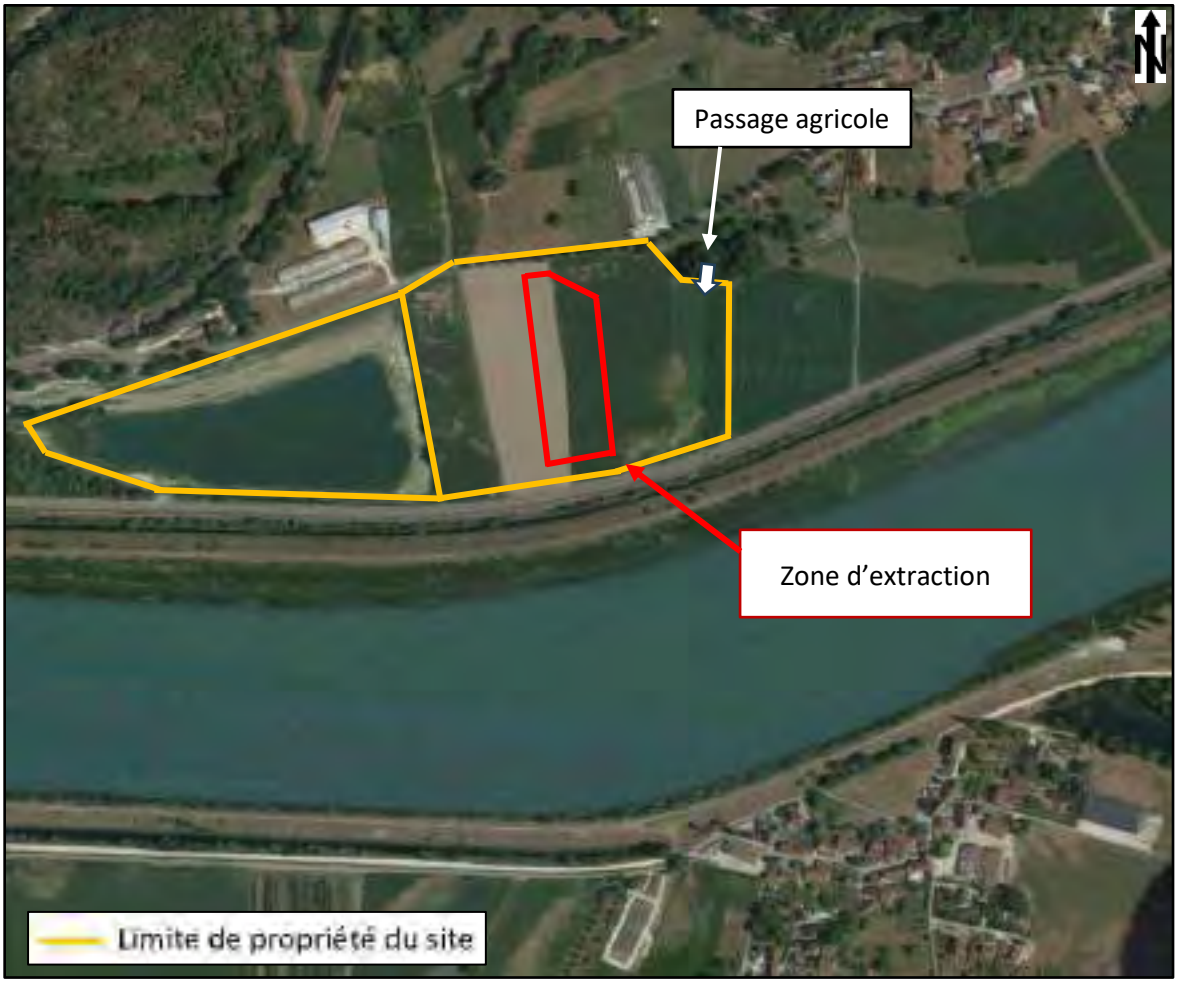


Figure 12 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, de remblaiement, de remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

8.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Transport de matériaux	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau x 2	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 16 : Sources prises en compte dans la simultation 3

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 13 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation

La vue 3D de la simulation 3 est donnée ci-après :

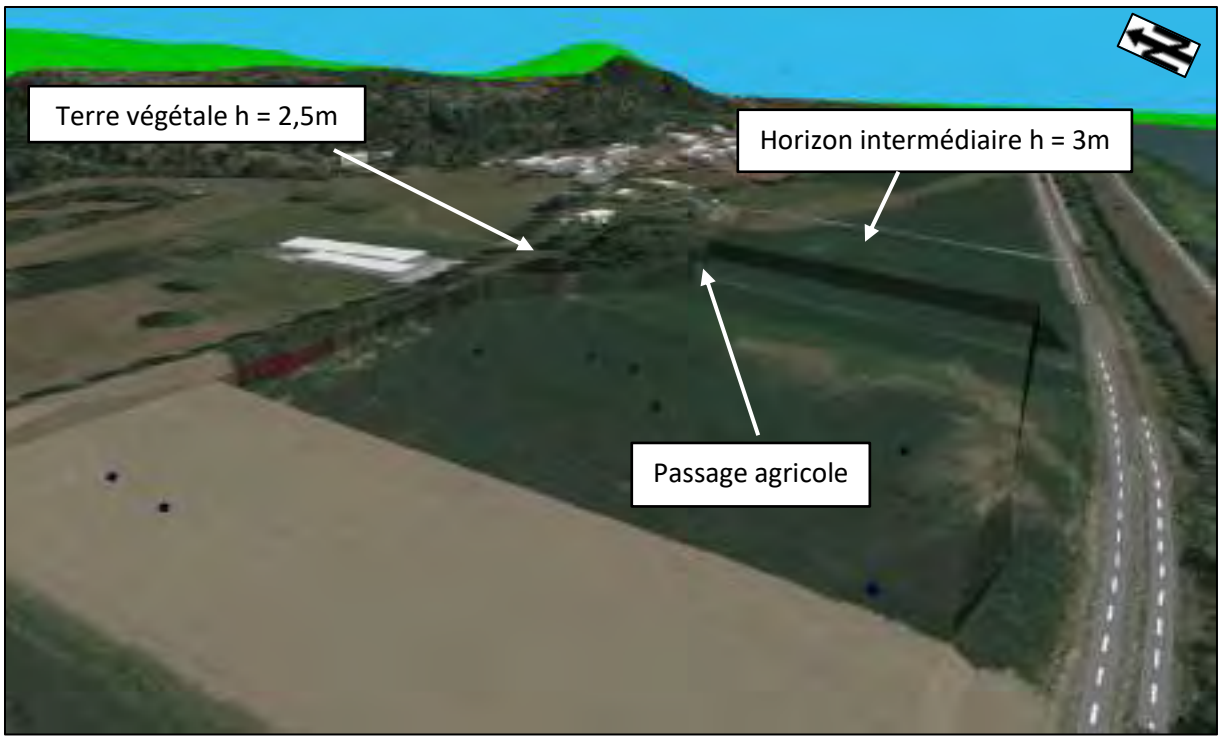


Figure 14 : Vue 3D de la Simulation 3 – Phase 2 – Deuxième année d'exploitation

8.3 Cartographie sonore – *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation* :

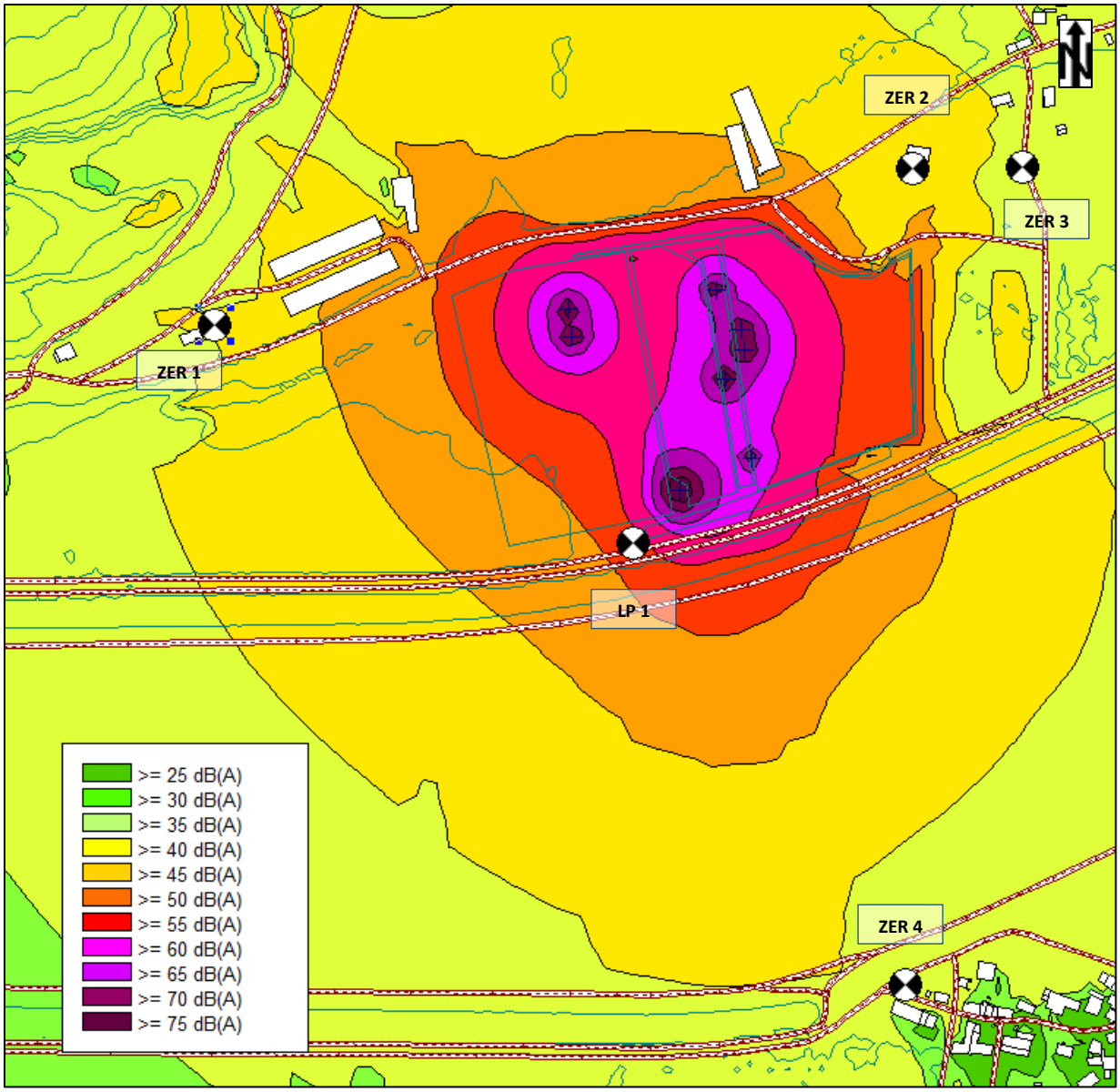


Figure 15 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

8.4 Résultats

8.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	55,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	55,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 17 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

8.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	44,0	45,5	42,5	42,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	46,0	47,0	45,0	45,0
Emergences calculées en dB(A)	**4,0**	**5,0**	**3,0**	**3,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 18 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté.

Toutefois, les émergences de 4,0 dB(A) au point ZER 1 et de 5,0 dB(A) au point ZER 2 représentent des points de vigilance.

9. SIMULATION 4 – PHASE 3 – TROISIEME PHASE D'EXPLOITATION (2034-2038)

9.1 Description de la phase 3 – Troisième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le penchant Ouest du site :



Figure 16 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième Phase d'exploitation

Les travaux de décapage, de remblaiement, de remise en état et d'extraction sont considérés de manière simultanée dans la simulation.

9.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle x 2	Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau x 2	Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**
S06	Bulldozer	Zone remblayée	Aménagement des matériaux de remblaiement	**102,0 dB(A)**

Tableau 19 : Sources prises en compte dans la simultation 4

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 17 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation

La vue 3D de la simulation 4 est donnée ci-après :

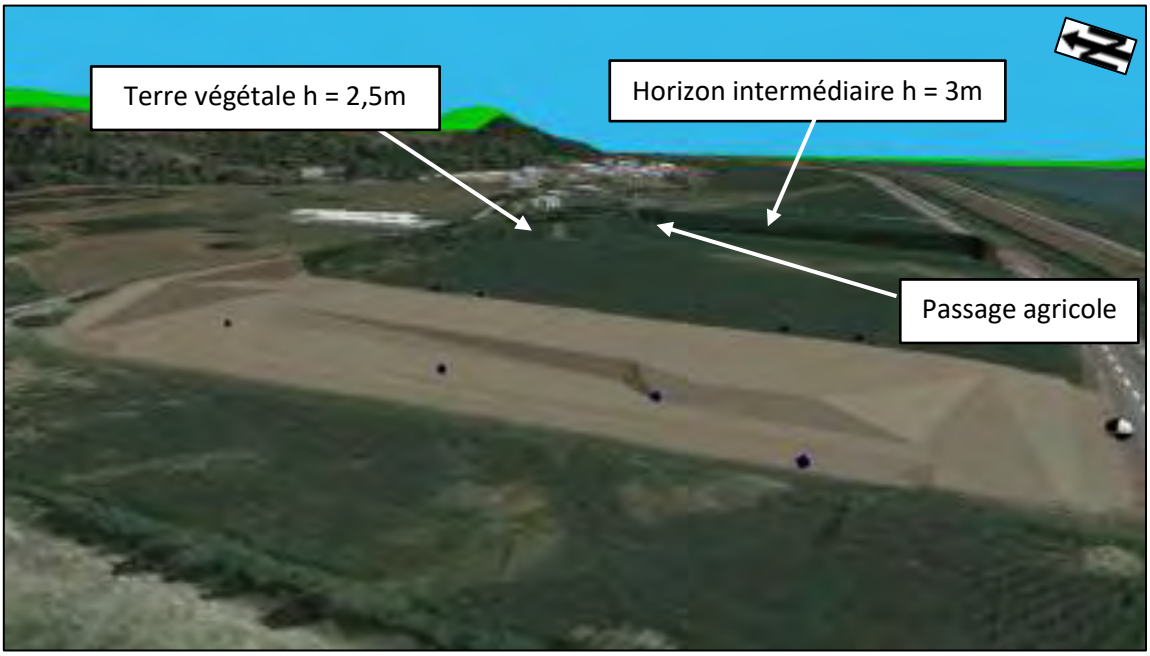


Figure 18 : Vue 3D de la Simulation 4 – Phase 3 – Troisième année d'exploitation

9.3 Cartographie sonore – *Phase 3 – Troisième phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, toutes sources en fonctionnement selon la configuration d'activité du *Phase 3 – Troisième phase d'exploitation* :

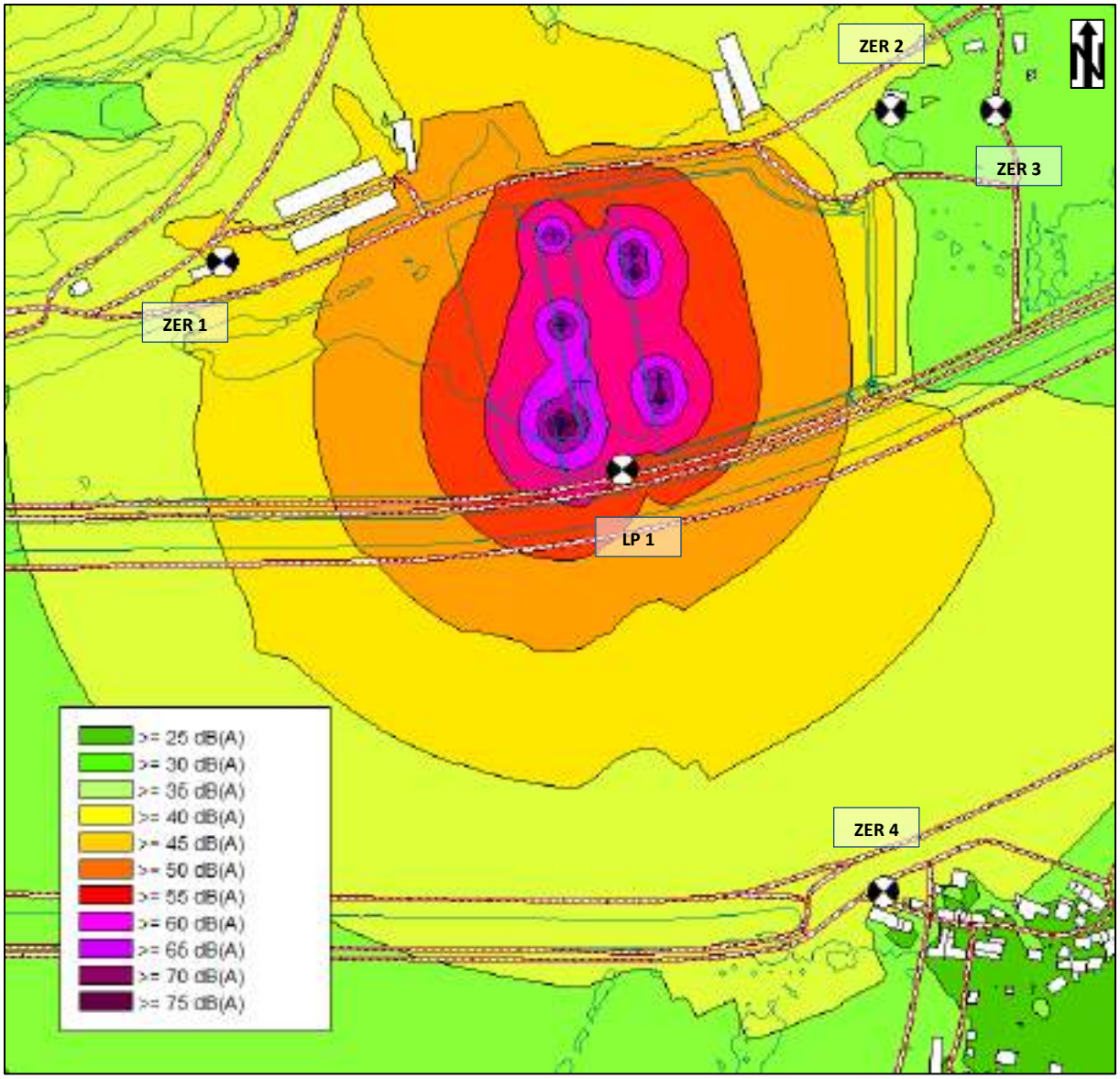


Figure 19 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

9.4 Résultats

9.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	58,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	58,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 20 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

9.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,5	41,0	40,5	42,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	48,0	44,5	44,5	45,0
Emergences calculées en dB(A)	**6,0**	**2,5**	**2,5**	**3,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	5,0	6,0
Dépassement	**OUI**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 21 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation

D'après les calculs, un dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée est constaté au point ZER 1.

10. SOLUTIONS DE TRAITEMENTS ET PRECONISATIONS

Compte tenu du dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée constaté au point ZER 2 sur la SIMULATION 2 (Phase 1), et au point ZER 1 sur la SIMULATION 4 (Phase 3), plusieurs axes de solutions ont été discutés, modélisés et étudiés :

- Non-cumul des différents ateliers au cours des Phases 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ; la société MBTP valide le fait qu'elle pourra s'organiser pour réaliser les opérations de décapage et de remise en état de manière scindée aux travaux d'extraction, de remblaiement et d'évacuation. Sont ainsi retirées de la modélisation pour chaque phase la source S6 (bulldozer), et les sources S2 / S4 (un des couples pelle / tombereau).

- Déplacement en limite de propriété Sud-Est de l'ouverture dans la butte (accès agricole), initialement côté Nord-Est. Cette relocalisation est modélisée sur les Phase 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.

- Création d'un nouvel accès agricole plein Nord, uniquement sur les Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.

- Traitement complémentaire : Baisse du niveau de puissance de la drageline de 5dB et non cumul de la pelle et de la drageline.

11. SIMULATION 5 – PHASE 1 – PREMIERE PHASE D'EXPLOITATION (2024-2028) – POST-TRAITEMENTS

11.1 Description de la phase 1 – Première Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le côté Centre-Est du site :



Figure 20 : Localisation de la zone d'extraction – Première Phase d'exploitation

- L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

- Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer) ;

- Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et est considéré simultanément les trois ateliers d'extraction, de remblaiement et de remise en état.

11.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**

Tableau 22 : Sources prises en compte dans la simultation 5 – Post-traitements

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 21 : Localisation des sources - Première phase d'exploitation – Post-traitements

La vue 3D de la simulation 5 est donnée ci-après :

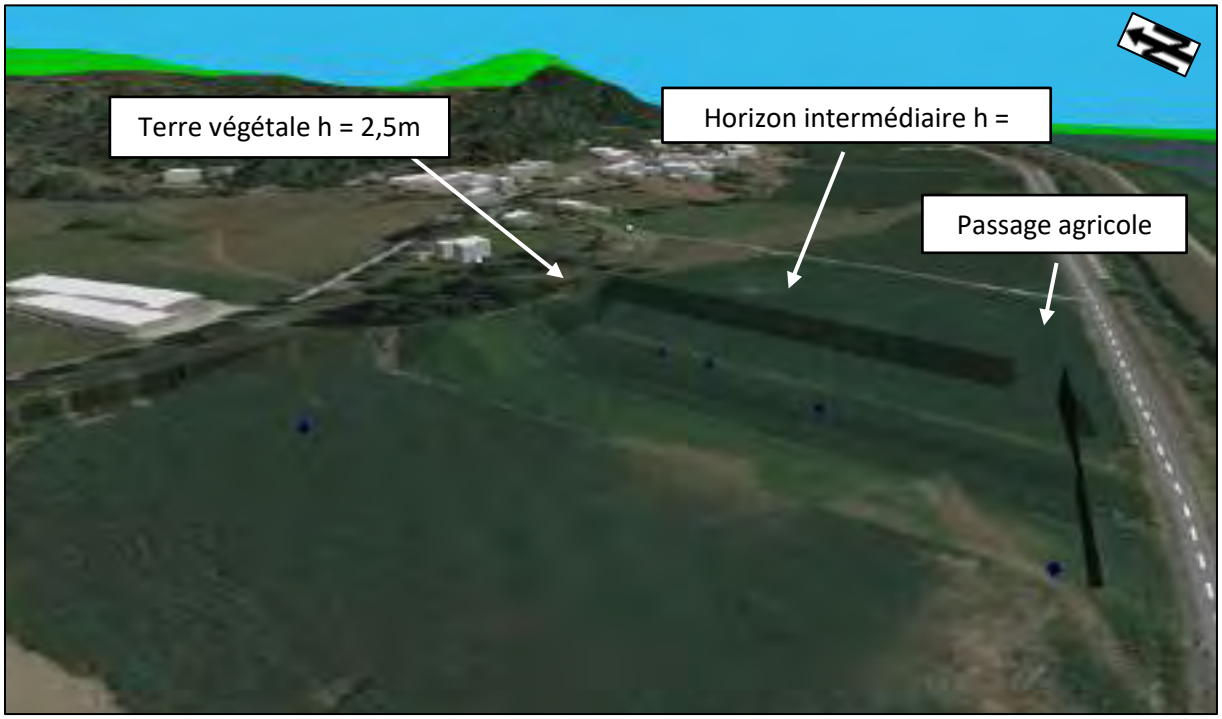


Figure 22 : Vue 3D de la Simulation 5 – Phase 1 – Première année d'exploitation - Post-traitements

11.3 Cartographie sonore – *Phase 1 – Première phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 1 – Première phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, et la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est :

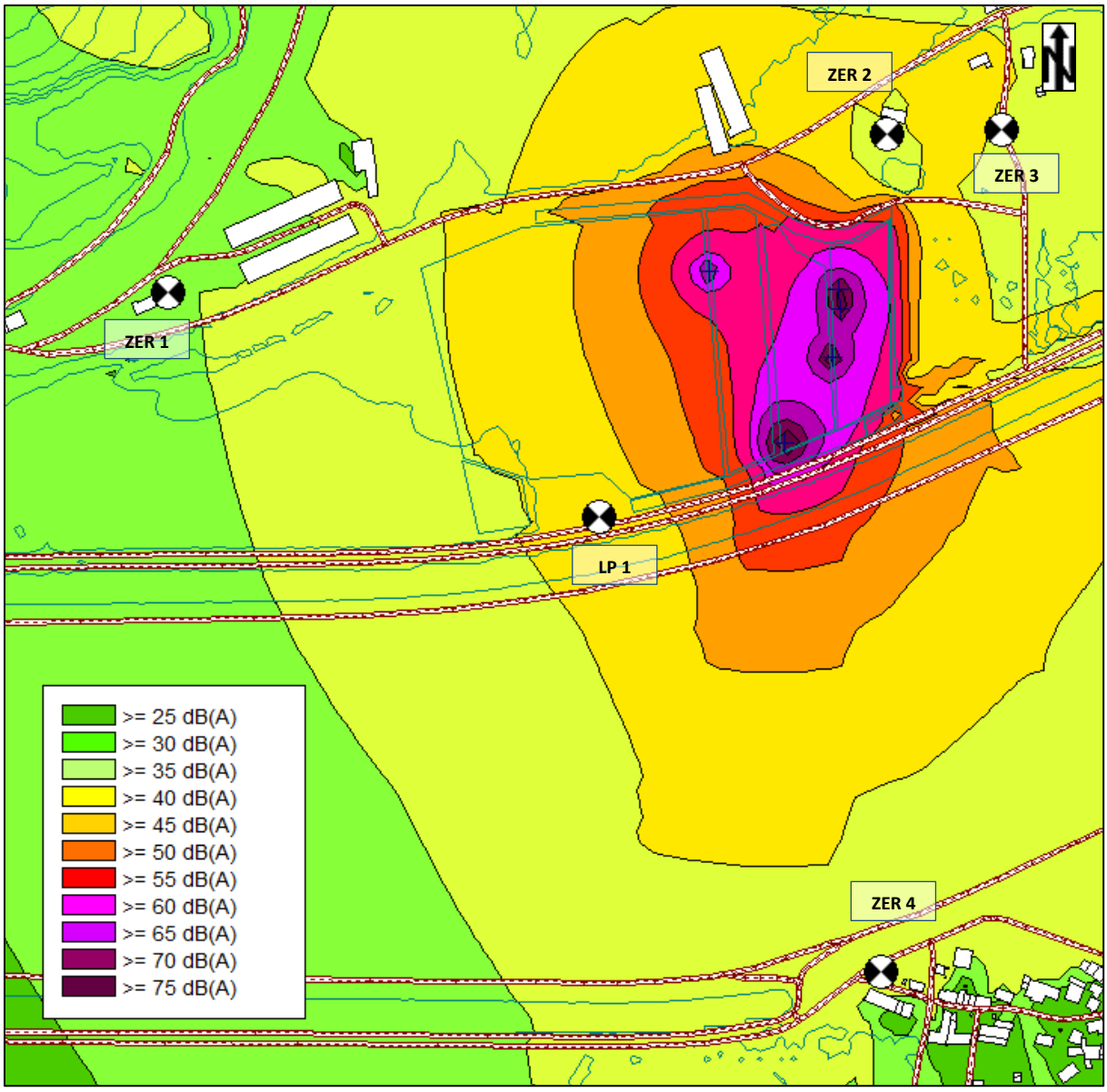


Figure 23 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 1 – Première phase d'exploitation- Post-traitements

11.4 Résultats

11.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	46,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	47,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 23 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

11.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	38,5	42,0	43,5	41,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	43,5	45,0	46,0	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,5**	**3,0**	**4,0**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	6,0	5,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 24 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 1 – Première phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Toutefois, l'émergence de 4,0 dB(A) au point ZER 3 représente encore un point de vigilance.

12. SIMULATION 6 – PHASE 2 – DEUXIEME PHASE D'EXPLOITATION (2029-2033) – POST-TRAITEMENTS

12.1 Description de la phase 2 – Deuxième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise au centre du site :



Figure 24 : Localisation de la zone d'extraction – Deuxième Phase d'exploitation

- L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

- Un second accès agricole (passage dans la butte) a été ajouté en limite de propriété Nord du site ;

- Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer) ;

- Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et toujours en simultané avec les travaux de remblaiement, de remise en état et d'extraction, considérés de manière simultanée dans la simulation.

12.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Transport de matériaux	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone stockage de terre végétale / Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**

Tableau 25 : Sources prises en compte dans la simultation 6 – Post-traitements

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 25 : Localisation des sources - Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements

La vue 3D de la simulation 6 est donnée ci-après :

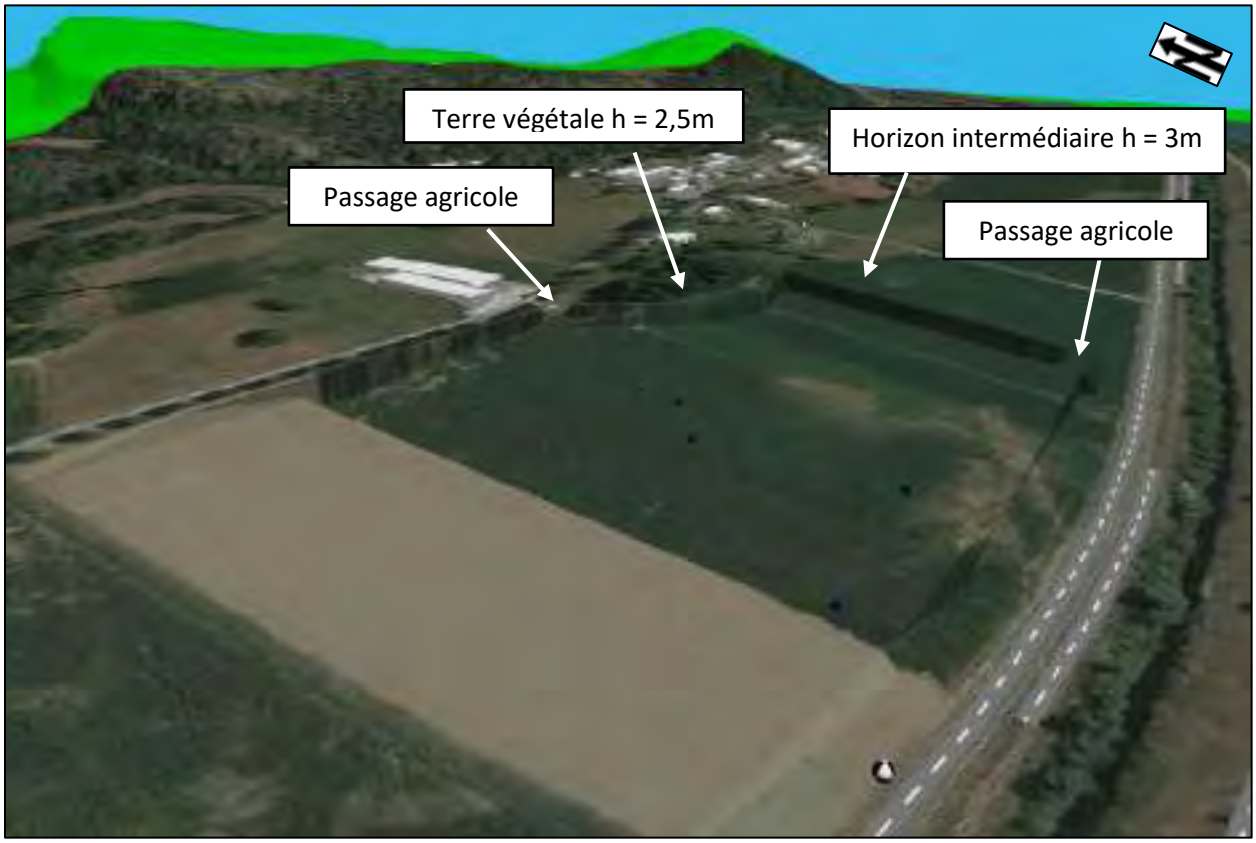


Figure 26 : Vue 3D de la Simulation 6 – Phase 2 – Deuxième année d'exploitation - Post-traitements

12.3 Cartographie sonore – *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est et l'ajout d'une seconde entrée plein Nord :

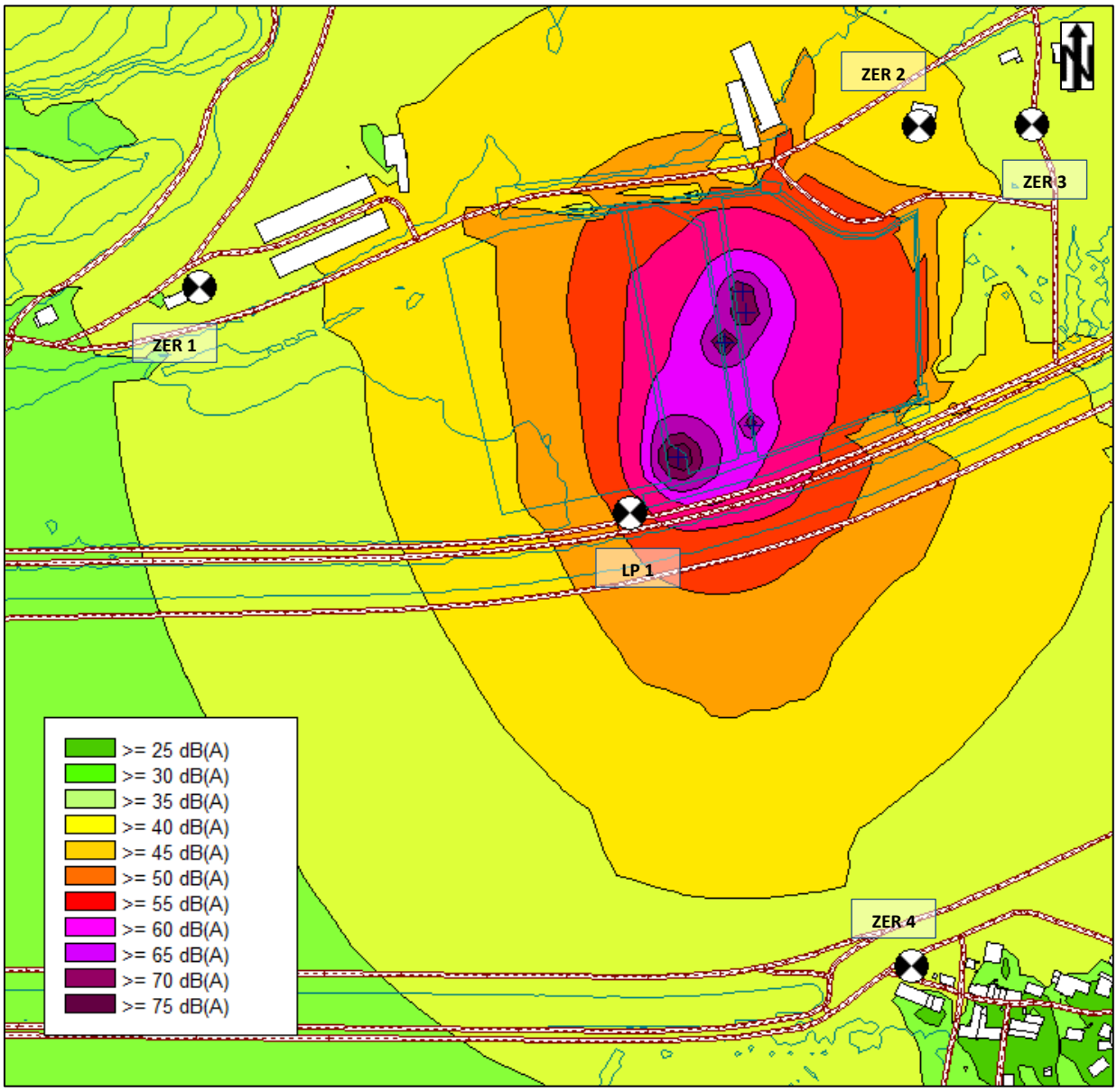


Figure 27 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation - Post-traitements

12.4 Résultats

12.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	55,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	55,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 26 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

12.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	41,5	45,0	42,0	41,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	44,5	46,5	45,0	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**2,5**	**4,5**	**3,0**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 27 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 2 – Deuxième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Toutefois, l'émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 représente encore un point de vigilance.

13. SIMULATION 7 – PHASE 3 – TROISIEME PHASE D'EXPLOITATION (2034-2038) – POST-TRAITEMENTS

13.1 Description de la phase 3 – Troisième Phase d'exploitation

La zone d'extraction se localise sur le penchant Ouest du site :



Figure 28 : Localisation de la zone d'extraction – Troisième Phase d'exploitation

- L'accès agricole a été déplacé sur la limite de propriété Sud-Est du site.

- Un second accès agricole (passage dans la butte) a été ajouté en limite de propriété Nord du site ;

- Les travaux de décapage ne sont plus considérés dans la simulation (suppression bulldozer) ;

- Les travaux de remise en état sont diminués de moitié (suppression d'un couple pelle / tombereau) et toujours en simultané avec les travaux de remblaiement, de remise en état et d'extraction, considérés de manière simultanée dans la simulation.

13.2 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**110,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**

Tableau 28 : Sources prises en compte dans la simultation 7 – Post-traitements

La localisation des sources est donnée ci-après :



Figure 29 : Localisation des sources - Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

La vue 3D de la simulation 7 est donnée ci-après :

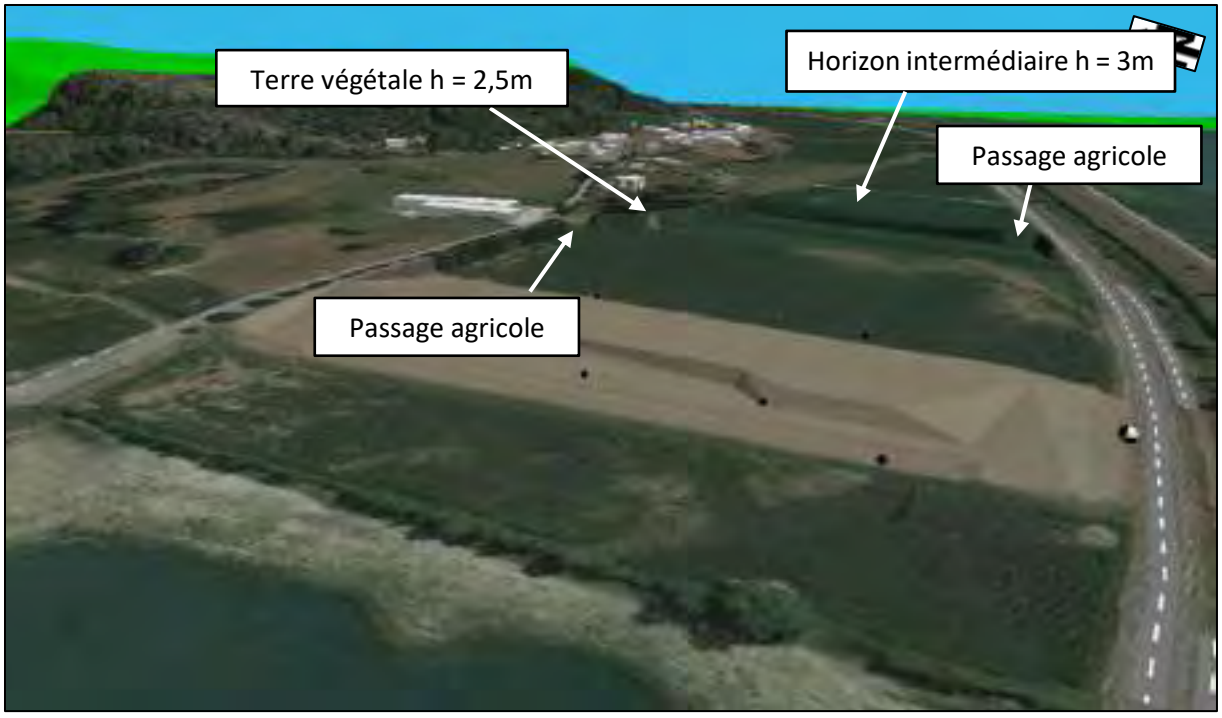


Figure 30 : Vue 3D de la Simulation 7 – Phase 3 – Troisième année d'exploitation – Post-traitements

13.3 Cartographie sonore – *Phase 3 – Troisième phase d'exploitation*

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 3 –Troisième phase d'exploitation*, avec le bulldozer et le couple pelle / tombereau initialement positionnés côté Ouest en moins, la relocalisation de l'entrée agricole côté Sud-Est et l'ajout d'une seconde entrée plein Nord :

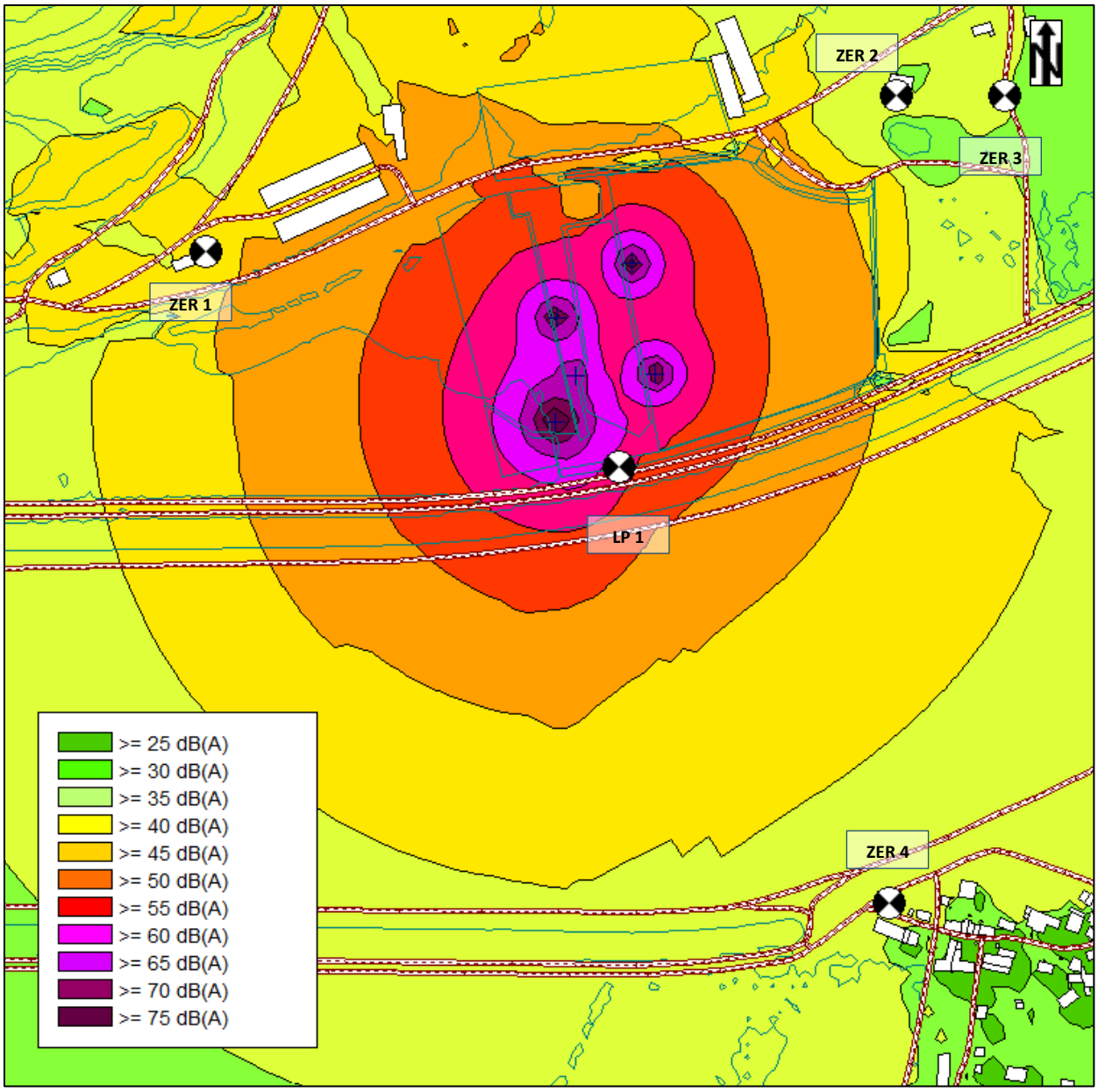


Figure 31 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 3 – Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

13.4 Résultats

13.4.1 Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	58,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	58,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 29 : Résultats en limite de propriété - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté dans la configuration actuelle.

13.4.2 Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	45,5	39,0	38,5	41,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	47,0	43,5	43,5	44,5
Emergences calculées en dB(A)	**5,0**	**1,5**	**1,5**	**2,5**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 30 : Résultats en zone à émergence réglementée - configuration Phase 3 – Troisième phase d'exploitation – Post-traitements

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté dans cette configuration post-traitements.

Toutefois, l'émergence de 5,0 dB(A) au point ZER 1 représente encore un point de vigilance.

14. TRAITEMENTS COMPLEMENTAIRES

En plus des traitements mis en œuvre dans les simulations précédentes, des traitements complémentaires sont mis en œuvre afin de limiter l'impact du site au niveau des riverains.

Les traitements complémentaires sont mis en œuvre sur l'ensemble des phases simulées et sont les suivants :

- Baisse du niveau de puissance de la drageline de 5dB ;
- Non-cumul du fonctionnement de la pelle et de drageline.

14.1 Sources de bruit prises en compte

Le tableau suivant donne toutes les sources de bruit prise en compte dans la simulation :

Référence	Source de bruit	Localisation	Détail	Puissance acoustique Lw estimée en dB(A)
S01	Dragline	Carreau d'exploitation	Extraction des matériaux	**105,0 dB(A)**
S02	Pelle	Zone exploitée	Extraction des matériaux	**103,0 dB(A)**
S03	Chargeuse	Zone remblayée	Travaux de remblaiement	**104,0 dB(A)**
S04	Tombereau	Zone exploitée	Transport de matériaux	**103,0 dB(A)**
S05	Camions	Piste d'accès	Apport d'inertes pour le remblaiement et évacuation du tout-venant vers le site de traitement	**98,0 dB(A)**

Tableau 31 : Sources prises en compte dans les simultations de traitements complémentaires

14.2 Phase 0 – Première année d'exploitation

14.2.1 Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 0*, avec la mise en œuvre des traitements complémentaires :

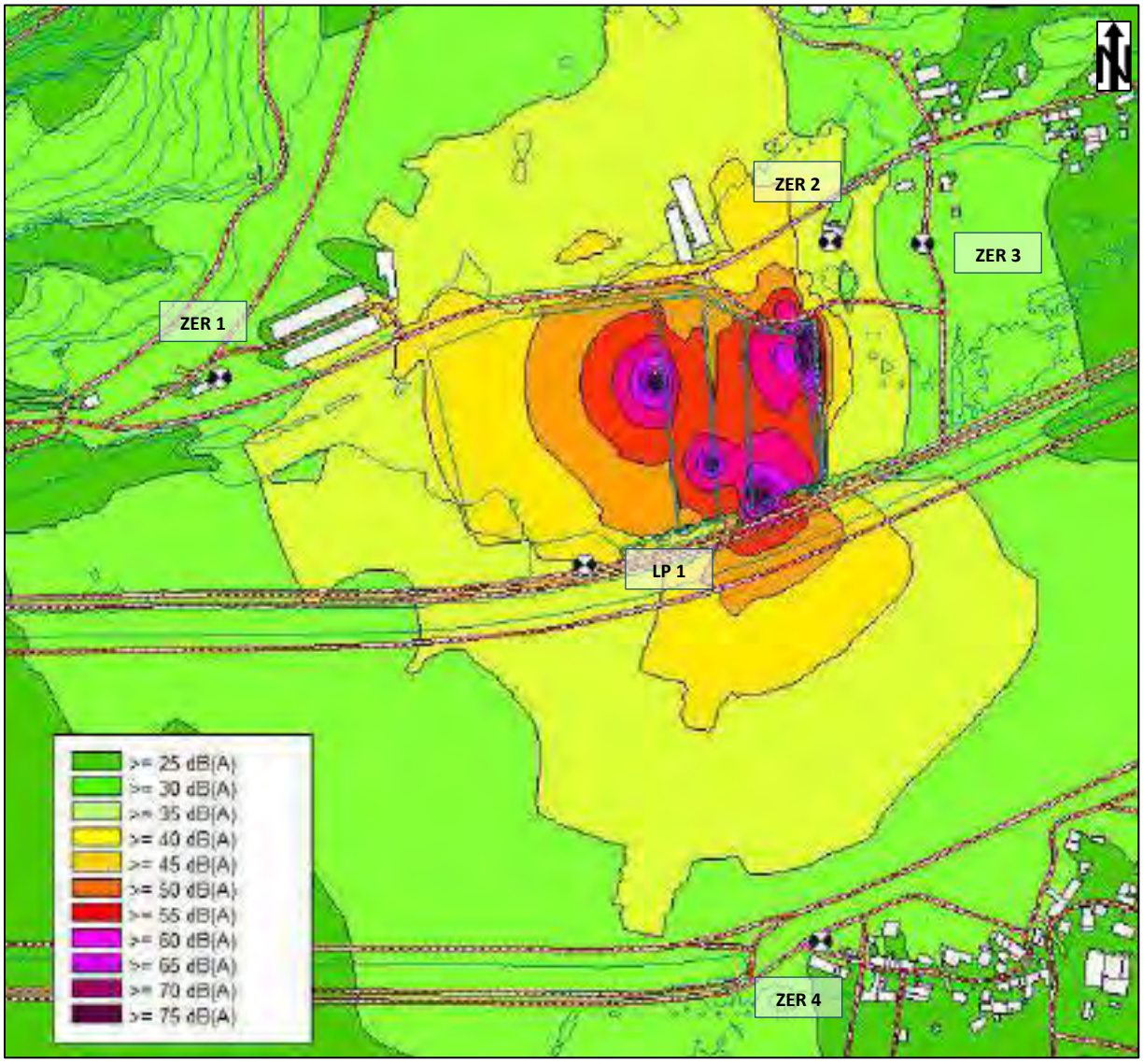


Figure 32 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 0 – Première année d'exploitation – Traitements complémentaires

14.2.2 Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	44,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	46,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 32 : Résultats en limite de propriété - Phase 0 – Première année d'exploitation – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	38,5	42,5	38,5	38,5
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	43,5	45,5	43,5	43,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,5**	**3,5**	**1,5**	**1,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 33 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 0 – Première année d'exploitation – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

14.3 Phase 1 – Année d'explotation 2024 à 2028

14.3.1 Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 1*, avec la mise en œuvre des traitements complémentaires :

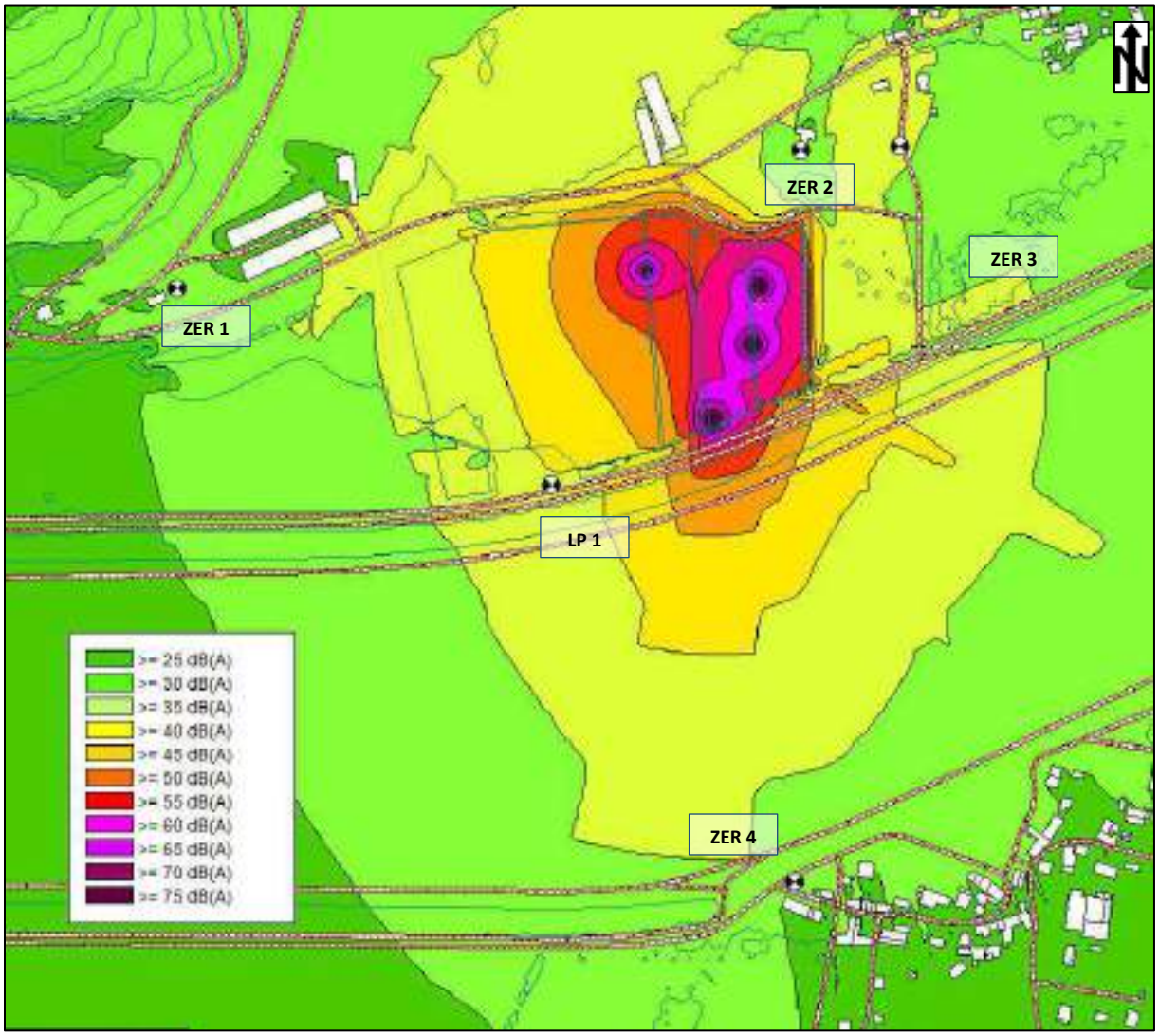


Figure 33 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 1 – Année d'exploitation 2024 à 2028 – Traitements complémentaires

14.3.2 Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	44,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	46,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 34 : Résultats en limite de propriété - Phase 1 – Année d'exploitation 2024 à 2028 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	36,5	39,0	40,5	38,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	43,0	44,0	44,5	43,5
Emergences calculées en dB(A)	**1,0**	**2,0**	**2,5**	**1,5**
Emergence réglementaire admissible	6,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 35 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 1 – Année d'exploitation 2024 à 2028 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

14.4 Phase 2 – Année d'explotation 2029 à 2033

14.4.1 Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 2*, avec la mise en œuvre des traitements complémentaires :

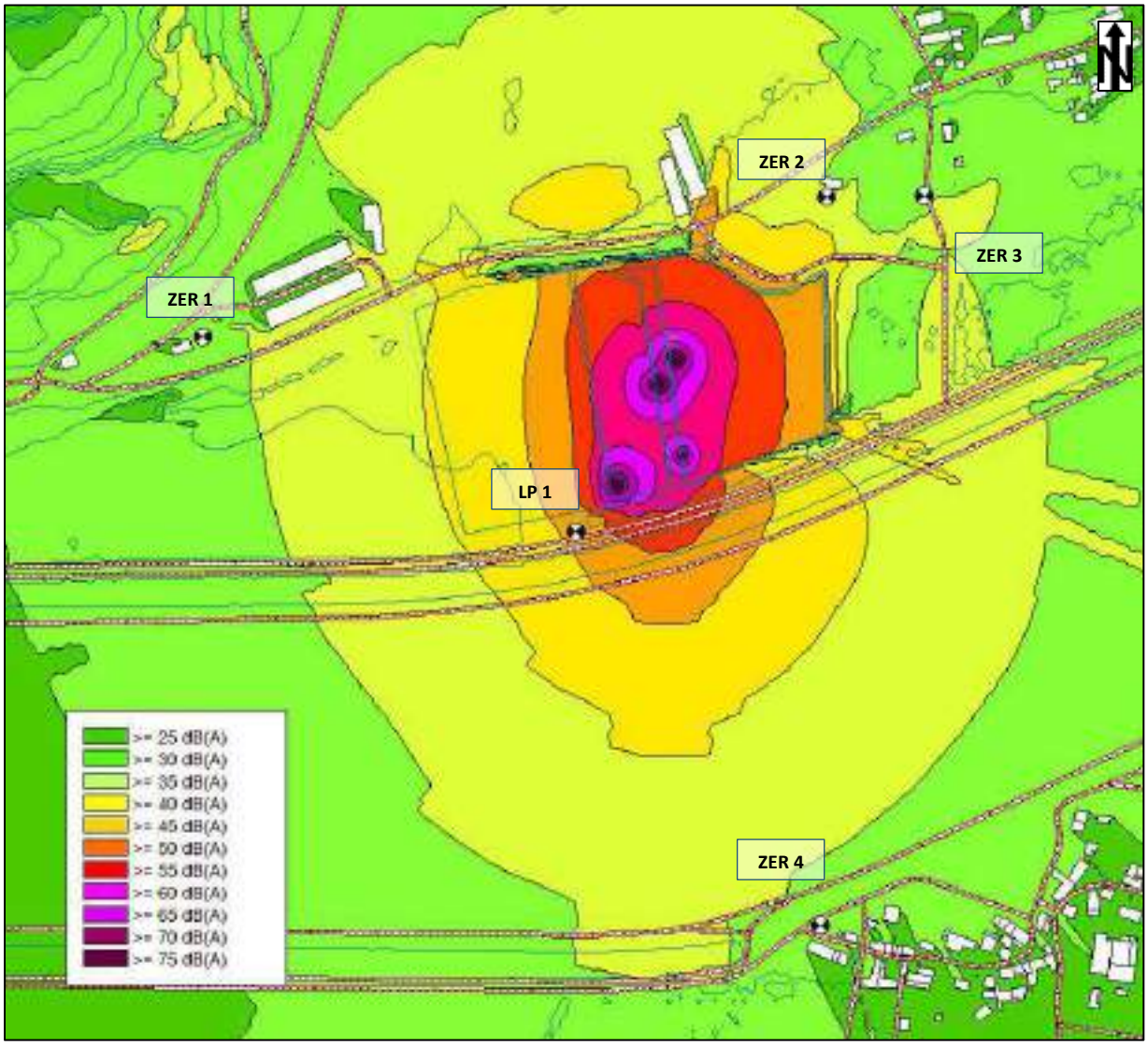


Figure 34 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 2 – Année d'exploitation 2029 à 2033 – Traitements complémentaires

14.4.2 Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	51,5
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	42,0
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 36 : Résultats en limite de propriété - Phase 2 – Année d'exploitation 2029 à 2033 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	39,0	42,5	39,0	39,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	44,0	45,5	44,0	44,0
Emergences calculées en dB(A)	**2,0**	**3,5**	**2,0**	**2,0**
Emergence réglementaire admissible	6,0	5,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 37 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 2 – Année d'exploitation 2029 à 2033 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

14.5 Phase 3 – Année d'explotation 2034 à 2038

14.5.1 Cartographie sonore

La cartographie suivante présente les niveaux sonores particuliers en dB(A) engendrés à 1,5m de hauteur par le site, selon la configuration d'activité du *Phase 3*, avec la mise en œuvre des traitements complémentaires :

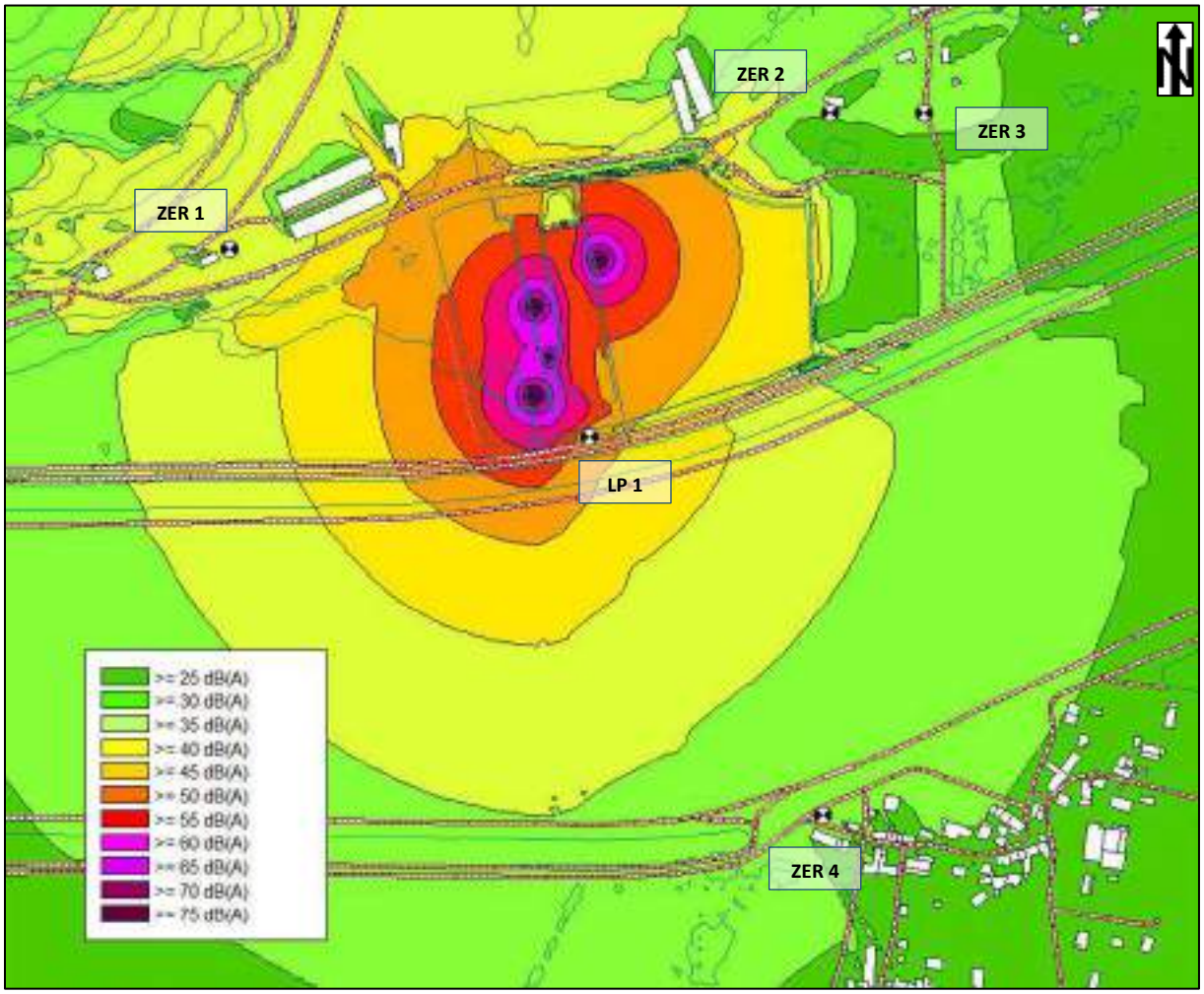


Figure 35 : Cartographie des niveaux sonores engendrés par le site lors de la Phase 3 – Année d'exploitation 2034 à 2038 – Traitements complémentaires

14.5.2 Résultats

Limite de propriété

Les niveaux de bruit ambiant calculés aux points de calculs en LP sont donnés dans les tableaux ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**LP1**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	53,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A)	53,5
Seuil réglementaire en dB(A)	70,0
Dépassement	**NON**

Tableau 84 : Résultats en limite de propriété - Phase 3 – Année d'exploitation 2034 à 2038 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Limite de Propriété n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

Zones à Emergence Réglementée

Les niveaux de bruit simulés aux points de calculs en ZER sont donnés dans le tableau ci-après et arrondis à 0,5 dB(A) près.

JOUR 07h – 22h	**ZER 1**	**ZER 2**	**ZER 3**	**ZER 4**
Niveaux de bruit particulier simulés en dB(A)	42,5	35,5	35,5	37,0
Niveaux de bruit résiduel mesurés en dB(A)	42,0	42,0	42,0	42,0
Niveaux de bruit ambiant calculés en dB(A) *(Niveaux de bruit résiduel + Niveaux de bruit particulier)*	45,5	43,0	43,0	43,0
Emergences calculées en dB(A)	**3,5**	**1,0**	**1,0**	**1,0**
Emergence réglementaire admissible	5,0	6,0	6,0	6,0
Dépassement	**NON**	**NON**	**NON**	**NON**

Tableau 39 : Résultats en zone à émergence réglementée - Phase 3 – Année d'exploitation 2034 à 2038 – Traitements complémentaires

D'après les calculs, aucun dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée n'est constaté après la mise en œuvre des traitements complémentaires.

15. CONCLUSION

La société CARRIERES MBTP, par l'intermédiaire du bureau SOLEA, a sollicité le bureau d'études ORFEA Acoustique pour la réalisation d'une étude d'impact acoustique pour le projet d'extension de la carrière de Murs-et-Gélignieux (01), dans le cadre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Les simulations ont permis de réaliser les constatations suivantes :

- Les émergences sonores réglementaires peuvent être dépassées, notamment pour le point ZER2, du fait d'une ouverture agricole située dans la butte côté nord-est ;
- Le cumul des différents ateliers (décapage, remblaiement, remise en état et extraction peut engendrer également des dépassements d'émergence (notamment pour le point ZER1 situé à l'Ouest et non protégé par des buttes de terre).

Suite aux résultats des simulations, plusieurs axes de solutions ont donc été discutés puis modélisés :

- Non-cumul de l'ensemble des ateliers au cours des Phases 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ; sont ainsi retirés de la modélisation pour chaque phase la source S6 (bulldozer), et les sources S2 / S4 (un des couples pelle / tombereau).
- Déplacement en limite de propriété Sud-Est de l'ouverture de la butte (accès agricole), initialement côté Nord-Est. Cette relocalisation est modélisée sur les Phase 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.
- Création d'un nouvel accès agricole plein Nord, uniquement sur les Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.

La mise en œuvre de traitement tel que le non-cumul des différents ateliers, le déplacement et la création de certaines ouvertures dans les merlon ont permis de réaliser les constatations suivantes :

- Les émergences sonores sont ainsi respectées pour toutes les phases d'exploitation et tous les points de mesure en ZER.
- A l'issue des simulations post-traitements, une attention particulière se doit toutefois d'être portée sur les points suivants :
    - Phase 1 : émergence de 4,0 dB(A) au point ZER 3 ;
    - Phase 2 : émergence de 4,5 dB(A) au point ZER 2 ;
    - Phase 3 : émergence de 5,0 dB(A) au point ZER 1.

Cependant, malgré la mise en place de ces premiers traitements, les émergences prévisionnelles constatées sont à la limite des seuils réglementaires.
C'est pourquoi, la mise en œuvre de traitements complémentaires a été simulée. Ces traitements complémentaires sont la diminution du niveau de puissance de la drageline de 5dB (mise en œuvre de capotage, choix d'un engin moins bruyant…) et le non-cumul de la pelle et la drageline.
La mise en œuvre de ces traitements complémentaire a permis de diminuer les émergences constatés au niveau des riverains en-dessous de 3,5 dB(A) pour l'ensemble des phases d'exploitation et sur l'ensemble des ZER.

Rédacteur	Vérificateur/ Approbateur
Martin COURTOIS	Stéphane BEAUDET

16. ANNEXES

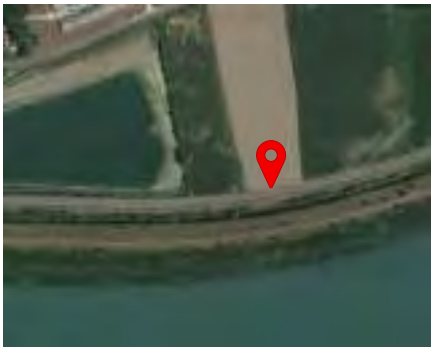
16.1 Fiches de mesures du bruit dans l'environnement

LP 1	Mesure en Limite de Propriété Sud du site BRUIT RESIDUEL	Fiche N° 1

POINT DE MESURE



LOCALISATION



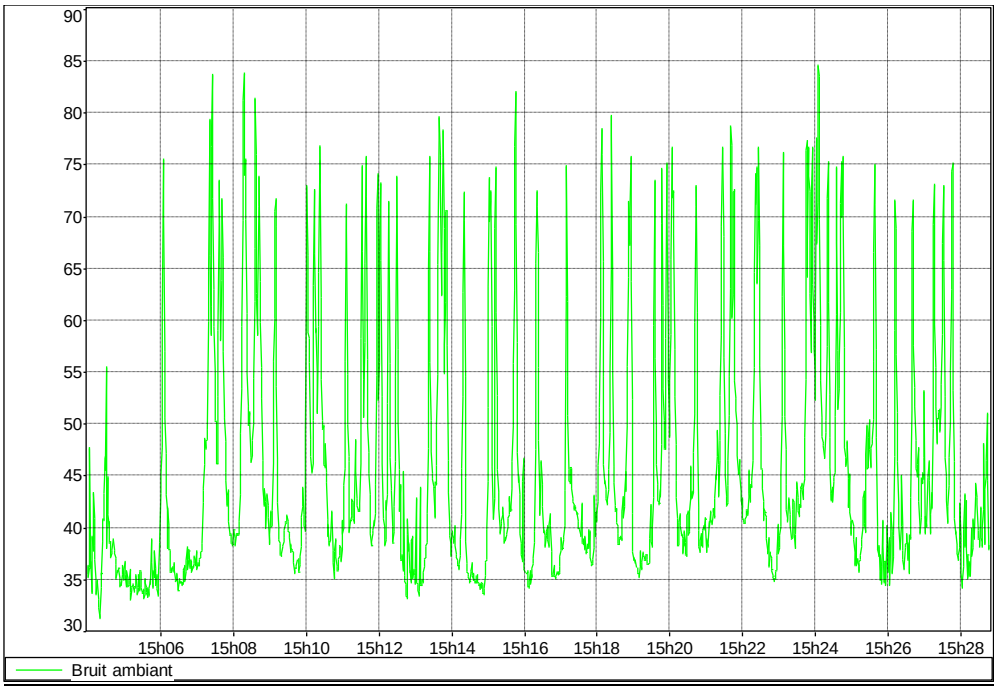
PARAMETRES DE MESURAGE

Appareil de mesure :	Sonomètre FUSION N°11192 Classe1
Période de mesurage :	Le 05/05/2023 de 15h04 à 15h28
Durée :	30 min
Emplacement :	En Zone à Emergence Réglementée A 1,5 mètre du sol

CONDITIONS METEOROLOGIQUES (selon NF S 31-010)

Période Jour	U3/T2	Conditions défavorables pour la propagation sonore

EVOLUTION TEMPORELLE DU NIVEAU SONORE ($L_{Aeq,Xs}$ EN dB(A))



Sources de bruit / Observations

Le point LP 1 est impacté de manière prépondérante par le trafic de la voie D992 et faiblement par l'activité de la carrière MBTP CHAMPAGNEUX à 920m à l'Est.

RESULTATS

Configuration/Période	Indice	Niveaux sonores par bandes d'octaves (dB) 63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz	8 kHz	Global (dB(A))
Bruit résiduel JOUR	L_{eq}	63,9	58,6	62,3	59,8	60,8	59,0	50,3	40,5	65,1
	L_{90}	44,2	38,6	32,9	27,6	29,0	25,7	26,9	13,6	35,3
	L_{50}	**49,3**	**43,1**	**36,9**	**32,2**	**36,1**	**33,7**	**31,7**	**23,7**	**41,3**

ZER 1	Mesure en Zone à Emergence Réglementée BRUIT RESIDUEL	Fiche N° 2

POINT DE MESURE



LOCALISATION



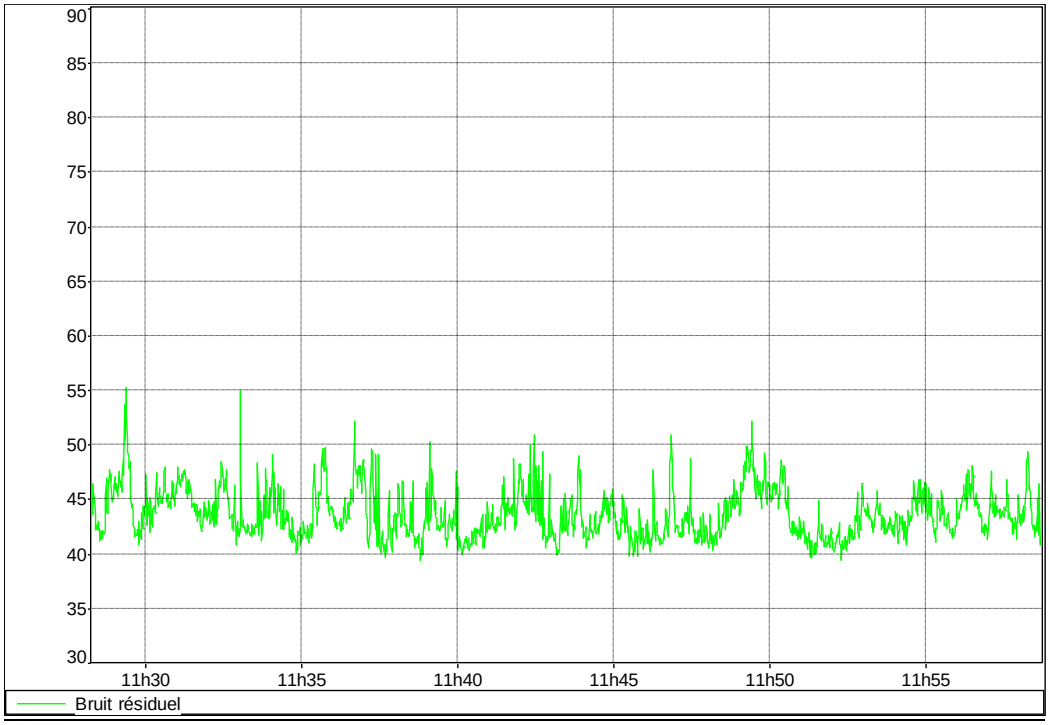
PARAMETRES DE MESURAGE

Appareil de mesure :	Sonomètre FUSION N°11192 Classe1
Période de mesurage :	Le 05/05/2023 de 11h28 à 11h58
Durée :	30 min
Emplacement :	En Zone à Emergence Réglementée A 1,5 mètre du sol

CONDITIONS METEOROLOGIQUES (selon NF S 31-010)

Période Jour	U3/T2	Conditions défavorables pour la propagation sonore

EVOLUTION TEMPORELLE DU NIVEAU SONORE ($L_{Aeq,Xs}$ EN dB(A))



Sources de bruit / Observations

Le point ZER 1 est impacté de manière prépondérante par le trafic de la voie D992.

RESULTATS

Configuration/Période	Indice	Niveaux sonores par bandes d'octaves (dB) 63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz	8 kHz	Global (dB(A))
Bruit résiduel JOUR	**L_{eq}**	**50,3**	**46,1**	**46,6**	**39,5**	**38,2**	**35,1**	**34,1**	**26,4**	**44,3**
	L_{90}	42,1	42,8	44,2	35,9	32,0	29,6	28,5	18,1	41,1
	L_{50}	46,2	44,5	45,8	37,8	35,9	33,2	31,5	23,5	43,1

ZER 2	Mesure en Zone à Emergence Réglementée BRUIT RESIDUEL	Fiche N° 3

POINT DE MESURE



LOCALISATION



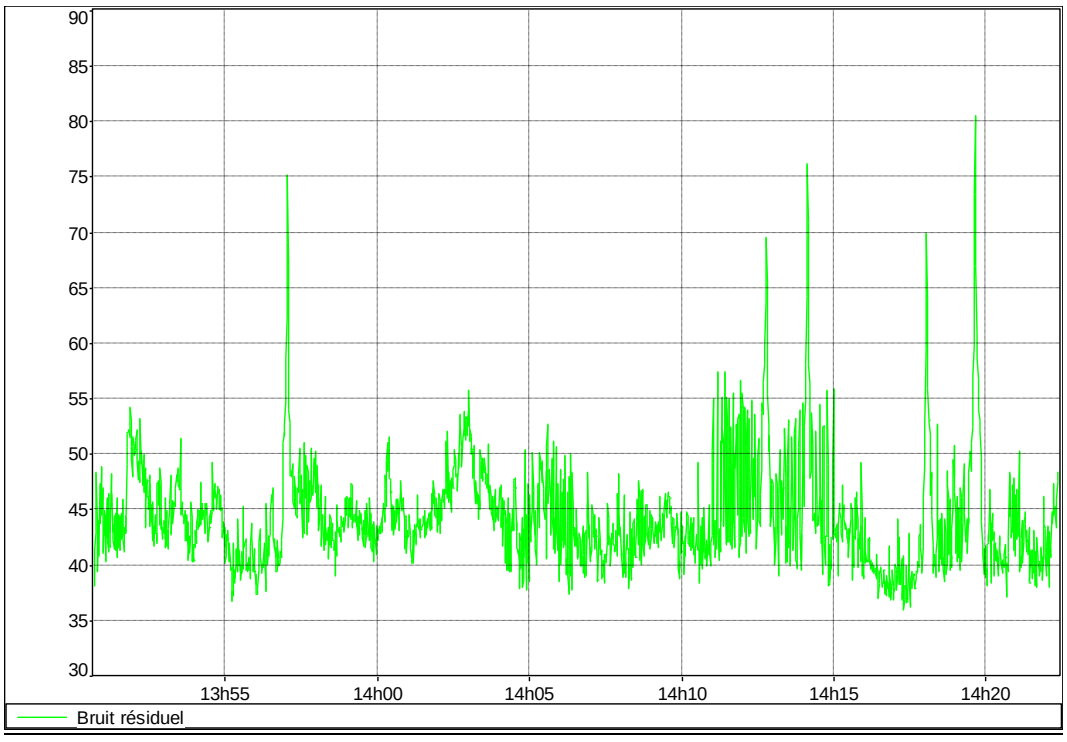
PARAMETRES DE MESURAGE

Appareil de mesure :	Sonomètre FUSION N°11192 Classe1
Période de mesurage :	Le 05/05/2023 de 13h50 à 14h22
Durée :	30 min
Emplacement :	En Zone à Emergence Réglementée A 1,5 mètre du sol

CONDITIONS METEOROLOGIQUES (selon NF S 31-010)

Période Jour	U3/T2	Conditions défavorables pour la propagation sonore

EVOLUTION TEMPORELLE DU NIVEAU SONORE ($L_{Aeq,Xs}$ EN dB(A))



Sources de bruit / Observations

Le point ZER 2 est impacté de manière prépondérante par le trafic de la voie D992, le passage de quelques véhicules le long de la Route de Mortillet et faiblement par l'activité de la carrière MBTP CHAMPAGNEUX à 1km au Sud-Est.

RESULTATS

Configuration/Période	Indice	Niveaux sonores par bandes d'octaves (dB) 63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz	8 kHz	Global (dB(A))
Bruit résiduel JOUR	L_{eq}	53,1	50,3	49,9	48,3	49,8	45,0	44,1	35,7	53,4
	L_{90}	41,3	33,2	30,2	32,5	30,6	27,3	34,3	21,3	39,6
	L_{50}	**45,8**	**37,2**	**33,6**	**34,8**	**34,3**	**30,9**	**39,6**	**25,2**	**43,5**

ZER 3	Mesure en Zone à Emergence Réglementée BRUIT RESIDUEL	Fiche N° 4

POINT DE MESURE



LOCALISATION



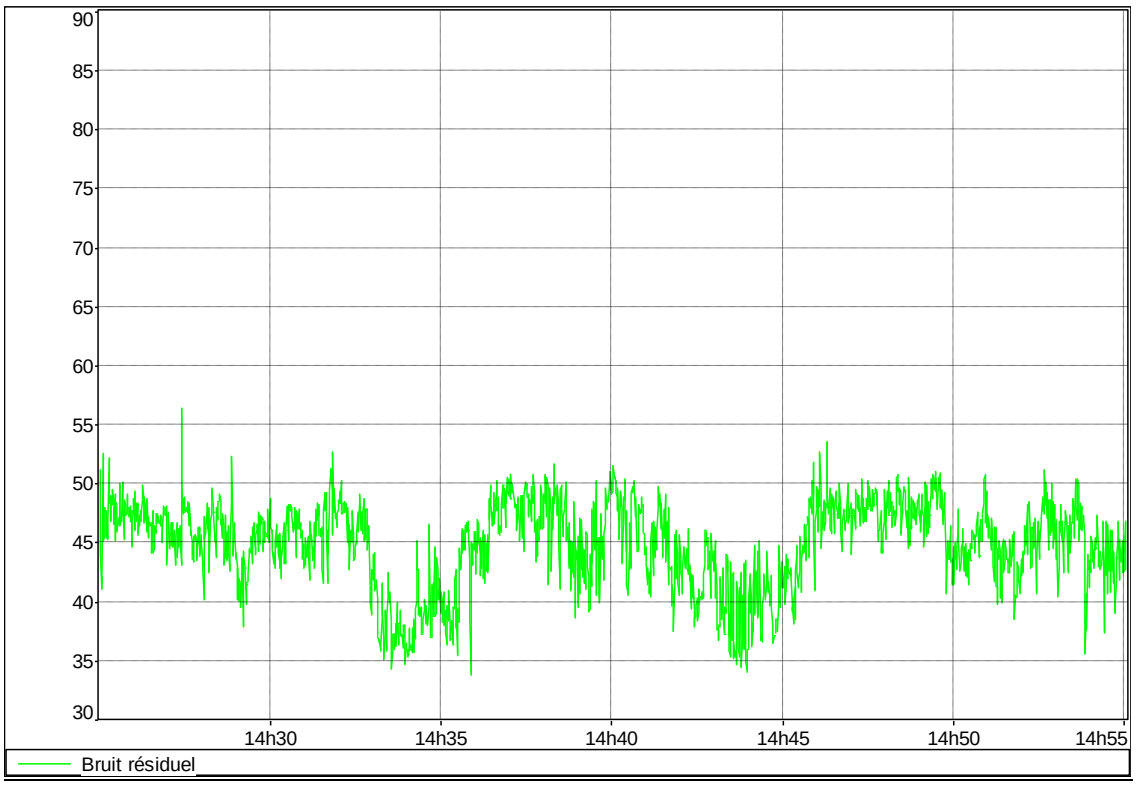
PARAMETRES DE MESURAGE

Appareil de mesure :	Sonomètre FUSION N°11192 Classe1
Période de mesurage :	Le 05/05/2023 de 14h25 à 14h55
Durée :	30 min
Emplacement :	En Zone à Emergence Réglementée A 1,5 mètre du sol

CONDITIONS METEOROLOGIQUES (selon NF S 31-010)

Période Jour	U3/T2	Conditions défavorables pour la propagation sonore

EVOLUTION TEMPORELLE DU NIVEAU SONORE ($L_{Aeq,Xs}$ EN dB(A))



Sources de bruit / Observations

Le point ZER 3 est impacté de manière prépondérante par le trafic de la voie D992 et faiblement par l'activité de la carrière MBTP CHAMPAGNEUX à 850m au Sud-Est.

RESULTATS

Configuration/Période	Indice	Niveaux sonores par bandes d'octaves (dB) 63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz	8 kHz	Global (dB(A))
Bruit résiduel JOUR	**L_{eq}**	**52,4**	**47,8**	**37,6**	**35,3**	**35,6**	**33,1**	**43,7**	**26,5**	**46,1**
	L_{90}	42,8	35,1	30,1	29,3	29,1	27,5	33,2	17,1	39,2
	L_{50}	47,8	40,0	34,0	32,3	33,3	31,8	42,7	22,5	45,4

ZER 4	Mesure en Zone à Emergence Réglementée BRUIT RESIDUEL	Fiche N° 5

POINT DE MESURE



LOCALISATION



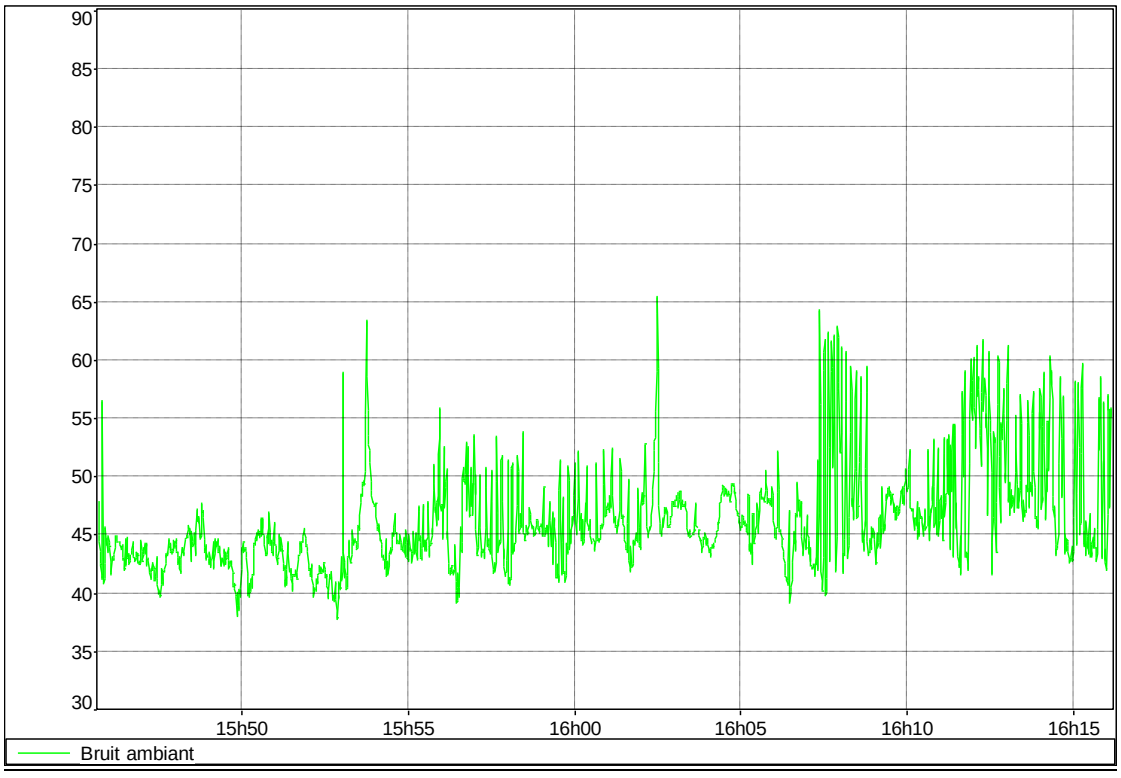
PARAMETRES DE MESURAGE

Appareil de mesure :	Sonomètre FUSION N°11192 Classe1
Période de mesurage :	Le 05/05/2023 de 14h25 à 14h55
Durée :	30 min
Emplacement :	En Zone à Emergence Réglementée A 1,5 mètre du sol

CONDITIONS METEOROLOGIQUES (selon NF S 31-010)

Période Jour	U3/T2	Conditions défavorables pour la propagation sonore

EVOLUTION TEMPORELLE DU NIVEAU SONORE ($L_{Aeq,Xs}$ EN dB(A))



Sources de bruit / Observations

Le point ZER 4 est impacté de manière prépondérante par le trafic de la voie D992 et faiblement par l'activité de la carrière MBTP CHAMPAGNEUX à 800m au Sud-Est.

RESULTATS

Configuration/Période	Indice	Niveaux sonores par bandes d'octaves (dB) 63 Hz	125 Hz	250 Hz	500 Hz	1 kHz	2 kHz	4 kHz	8 kHz	Global (dB(A))
Bruit résiduel JOUR	L_{eq}	50,7	44,3	39,7	39,2	40,3	39,9	46,8	37,4	49,8
	L_{90}	43,6	37,2	33,4	32,8	33,6	33,1	36,0	30,6	41,8
	L_{50}	**47,9**	**39,9**	**35,7**	**35,6**	**37,0**	**36,3**	**39,9**	**35,3**	**45,0**

16.2 Niveau de pression sonore des sources de bruit ponctuelles

Les tableaux ci-dessous présentent pour l'ensemble des sources de bruit considérées dans l'étude leur niveau de pression acoustique exprimé en niveau global dB(A) et par bande d'octave en dB, mesuré à une distance de 1 à 4 mètres.

Toutes les données proviennent de la base de données interne d'ORFEA Acoustique ; les données relatives à la Dragline ont été transmises par le client MBTP et proviennent d'un modélisation sonore réalisée par VENATECH pour un site en PACA (SCM à Piolenc).

Les fiches suivantes présentent les résultats de mesure des équipements concernés :

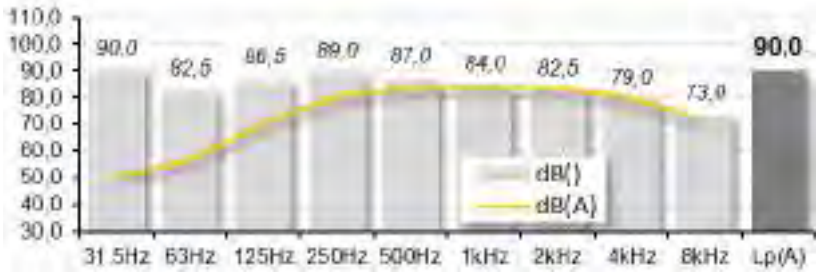
Identifiant – S01	Dragline
Distance de la mesure de pression	Cycle complet de l'équipement à 3 m
Commentaire	Provenance : Rapport VENATECH libre accès
-	

Figure 3 : Principales sources bruyantes du site - Dragline

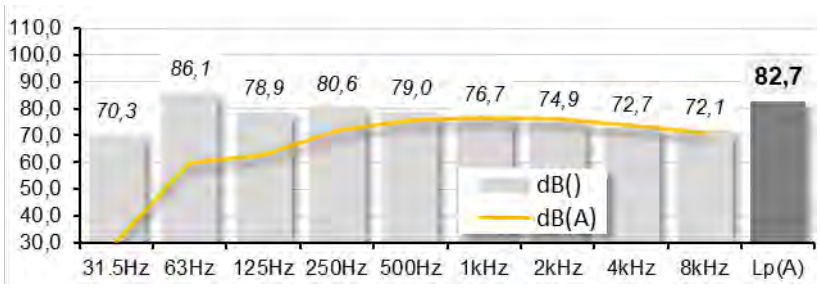
Identifiant – S02	Pelle mécanique
Distance de la mesure de pression	4 m
Commentaire	Provenance : BDD ORFEA Acoustique
-	

Figure 4 : Principales sources bruyantes du site – Pelle

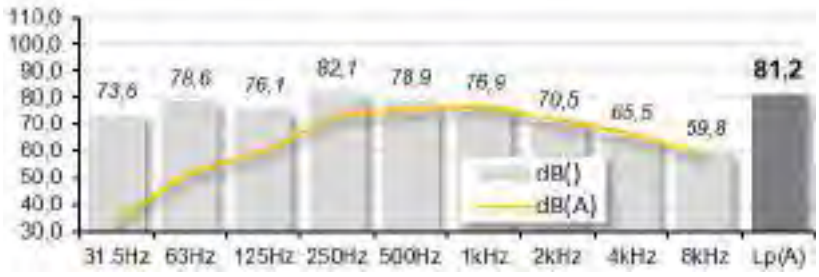
Identifiant – S03	Chargeuse
Distance de la mesure de pression	5 m
Commentaire	Provenance : BDD ORFEA Acoustique
-	

Figure 5 : Principales sources bruyantes du site – Chargeuse

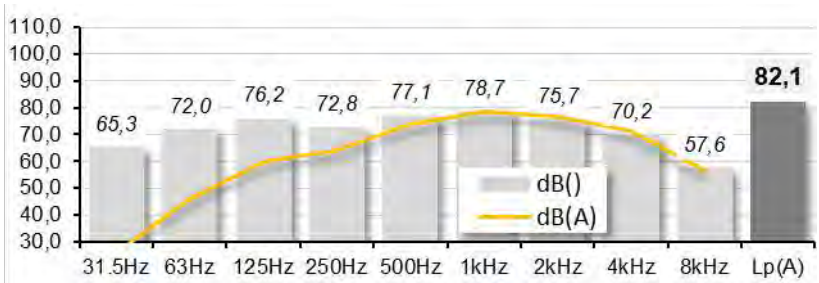
Identifiant – S04	Tombereau
Distance de la mesure de pression	4 m
Commentaire	Provenance : BDD ORFEA Acoustique
-	

Figure 6 : Principales sources bruyantes du site – Tombereau

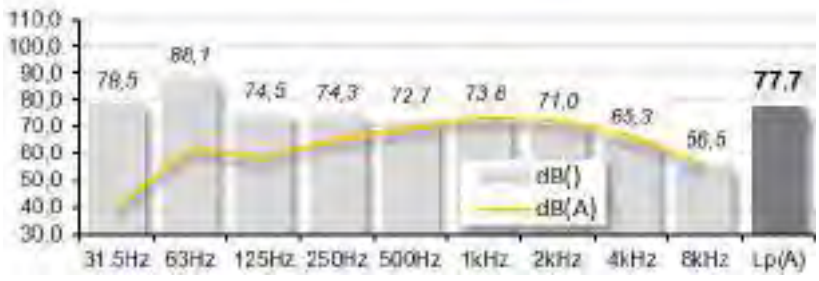
Identifiant – S05	Camion
Distance de la mesure de pression	4 m
Commentaire	Provenance : BDD ORFEA Acoustique
-	

Figure 7 : Principales sources bruyantes du site – Camion

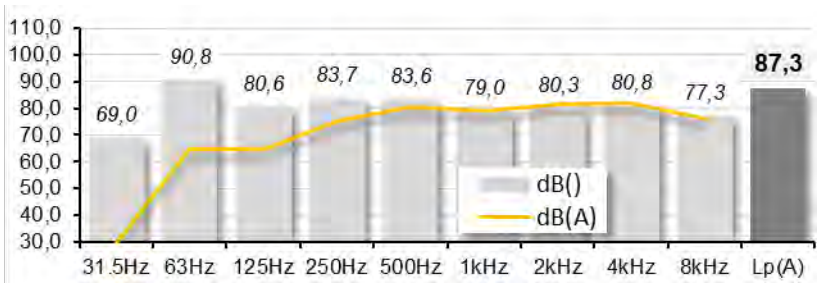
Identifiant – S06	Bulldozer
Distance de la mesure de pression	2 m
Commentaire	Provenance : BDD ORFEA Acoustique
-	

Figure 8 : Principales sources bruyantes du site – Bulldozer

16.3 Conditions de propagation d'après la norme NF S 31-010

Afin d'évaluer les effets des conditions météorologiques sur la propagation sonore pendant la durée de mesurage pour une source et un récepteur donné, la norme NF S 31-010 et l'amendement A1 de décembre 2008 définissent une méthodologie permettant de catégoriser les conditions de mesurage.

L'influence des conditions météorologiques sur la propagation sonore est d'autant plus importante que l'on s'éloigne de la source.

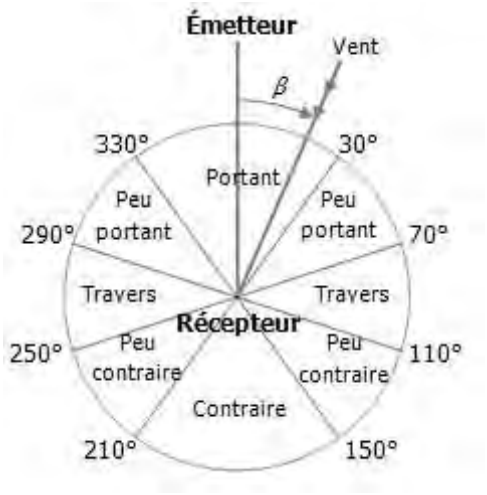
16.3.1 Définitions des conditions aérodynamiques

	Contraire	Peu contraire	De travers	Peu Portant	Portant
Vent fort	U1	U2	U3	U4	U5
Vent moyen	U2	U2	U3	U4	U4
Vent faible	U3	U3	U3	U3	U3

La vitesse du vent est caractérisée de façon conventionnelle à 2 m au-dessus du sol par les termes suivants :

- vent fort : vitesse du vent > 3m/s ;
- vent moyen : 1 m/s < vitesse du vent < 3m/s ;
- vent faible : vitesse du vent < 1 m/s.

Les différentes catégories de vent sont définies par référence au secteur d'où vient le vent :



16.3.2 Définition des conditions thermiques

Période	Rayonnement	Humidité en surface	Vent	Ti
Jour	Fort	Surface sèche	Faible ou moyen	T1
			Fort	T2
		Surface humide	Faible ou moyen ou fort	T2
	Moyen à faible	Surface sèche	Faible ou moyen ou fort	T2
		Surface humide	Faible ou moyen	T2
			Fort	T3
Période de lever ou de coucher du soleil				T3

Période	Couverture nuageuse	Vent	Ti
Nuit	Ciel nuageux	Faible ou moyen ou fort	T4
	Ciel dégagé	Moyen ou fort	T4
		Faible	T5

Les indices « jour » et « nuit » ont ici le sens courant et ne renvoient pas à une période réglementaire.

Le rayonnement est fonction de l'intensité de l'énergie solaire qui arrive au sol.

- un fort rayonnement se rencontre au moment où le soleil est au voisinage du zénith (± 3h) avec une absence totale de nuages, dans la période allant de l'équinoxe de printemps à celui d'automne ;
- un rayonnement moyen se rencontre dans l'une des circonstances suivantes :
  - soleil à ± 3h par rapport au zénith mais avec une couverture nuageuse au moins égale à 6 octas ;
  - 1h après le lever du soleil jusqu'à 3h avant le zénith avec une couverture nuageuse au plus égale à 4 octas ;
  - 3h après le zénith jusqu'à 1h avant le coucher du soleil avec une couverture nuageuse au plus égale à 4 octas.

La couverture nuageuse est appréciée de façon conventionnelle selon les deux catégories suivantes :

- ciel nuageux : correspond à plus de 20% du ciel caché (entre 3 et 8 octas) ;
- ciel dégagé : correspond à plus de 80% du ciel dégagé (inférieure ou égale à 2 octas).

L'humidité en surface peu se définir ainsi :

- surface sèche : il n'y a pas eu de pluie dans les 48h précédant le mesurage et pas plus de 2 mm dans le courant de la semaine précédant le mesurage ;
- surface humide : il est tombé au moins 4 mm à 5 mm d'eau dans les dernières 24h.

Ces états correspondent à des états particuliers. En réalité, la surface du sol passe de façon continue d'un état à l'autre. La description donnée consiste à préciser l'état dont elle est le plus proche.

16.3.3 Définition des conditions de propagation Grille Ui/Ti :

	U1	U2	U3	U4	U5
T1		- -	-	-	
T2	- -	-	-	Z	+
T3	-	-	Z	+	+
T4	-	Z	+	++	++
T5		+	+	++	

- - Conditions défavorables pour la propagation sonore
- Conditions défavorables pour la propagation sonore
Z Conditions homogènes pour la propagation sonore
+ Conditions favorables pour la propagation sonore
++ Conditions favorables pour la propagation sonore

16.4 Echelle de niveaux sonores



17. GLOSSAIRE

Bruit ambiant

Bruit total composé de l'ensemble des bruits émis par les sources proches et éloignées existantes, dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné.

Bruit particulier

Bruit émis par une source identifiée spécifiquement.

Bruit résiduel

Bruit ambiant d'un site sans l'activité et sans les sources de bruit incriminées influençant son niveau.

Emergence

L'émergence est la différence arithmétique entre le niveau de bruit ambiant (avec source de bruit incriminée) et le niveau de bruit résiduel (sans source de bruit incriminée) au cours d'un intervalle d'observation.

Décibel

Le décibel est une unité de mesure logarithmique en acoustique. C'est un terme sans dimension. Il est noté **dB**.

Bandes d'Octaves, de Tiers d'Octaves et Niveau Global

Deux fréquences sont dites séparées d'une octave si le rapport de la plus élevée à la plus faible est égal à 2. Dans le cas du tiers d'octave, ce rapport est de 2 à la puissance 1/3.

Le niveau global correspond à la somme énergétique de toutes les bandes d'octaves. Il est noté **L**.

Niveau sonore

Le niveau sonore d'un bruit est évalué par l'amplitude de la variation de pression par rapport à la pression atmosphérique moyenne.

Le niveau sonore est généralement exprimé en décibel dB et calculé comme suit :

$$\mathbf{L_p = 20 \log\left(\frac{p}{p_0}\right)}$$

Avec :

$\mathbf{p_0}$ = 2.10^{-5} Pascal (pression de référence : seuil d'audibilité)

p = pression acoustique

Cette grandeur est dépendante de l'environnement de la source.

Afin de caractériser un bruit fluctuant par une seule valeur, on calcule le niveau de pression acoustique continu équivalent $\mathbf{L_{eq}}$. Le niveau sonore équivalent représente le niveau sonore qui contiendrait autant d'énergie que le niveau réel fluctuant sur la durée de l'intervalle considéré. Cet indicateur pondéré A s'écrit $\mathbf{L_{Aeq}}$ et s'exprime en dB(A).

Spectre sonore

Un spectre sonore est la décomposition fréquentielle d'un son. Cette décomposition est couramment réalisée en octave ou tiers d'octave.

Pondération A

La pondération A est un filtre particulier dont l'objet est de corriger un signal afin de tenir compte de la non linéarité de perception de l'oreille humaine.

Lorsqu'on applique cette correction sur un niveau sonore, celui-ci s'exprime en dB(A).

Il existe d'autres pondérations moins courantes qui peuvent être utilisées dans des cas particuliers, les pondérations B et C.

Indices statistiques (ou indices fractiles)

Cet indice représente le niveau de pression acoustique dépassé pendant X% de l'intervalle de temps considéré. Les indices les plus souvent utilisés sont les suivants:

- $\mathbf{L_{10}}$: niveau sonore atteint ou dépassé pendant 10 % du temps de la mesure,
- $\mathbf{L_{50}}$: niveau sonore atteint ou dépassé pendant 50% du temps de la mesure,
- $\mathbf{L_{90}}$: niveau sonore atteint ou dépassé pendant 90% du temps de la mesure.

Agence de PARIS
11 rue des Cordelières
75013 Paris
T : 01 55 06 04 87
agence.paris@orfea-acoustique.com

Agence de CAEN
Centre Odyssée - Bât. F.
4 avenue de Cambridge
14200 Hérouville Saint Clair
T : 02 31 24 33 60
agence.caen@orfea-acoustique.com

Agence de METZ
29 rue de Sarre
Quartier des Entrepreneurs
57071 Metz
T : 01 55 06 04 87
agence.metz@orfea-acoustique.com

Agence de RENNES
Rue de la Terre Victoria
Parc d'affaires Edonia - Bât. B
35760 Saint Grégoire
T : 02 23 40 06 06
agence.rennes@orfea-acoustique.com

Agence de CLERMONT-FERRAND
Bâtiment Le Triangle - 1er étage
21 rue de Sarliève
63800 Cournon-d'Auvergne
T : 04 73 83 58 34
agence.clermont@orfea-acoustique.com

Agence de LIMOGES
22 rue Atlantis,
Immeuble Antarès, Parc d'Ester
87069 Limoges Cedex
T : 05 55 56 31 25
agence.limoges@orfea-acoustique.com

Agence de LYON
66 boulevard Niels Bohr
69100 Villeurbanne
T : 04 78 36 35 30
agence.lyon@orfea-acoustique.com

Agence de BORDEAUX
8 rue du Pr. André Lavignolle - Bât. 3
33049 Bordeaux Cedex
T : 05 56 07 38 49
agence.bordeaux@orfea-acoustique.com

Agence de VALENCE
28 rue Paul Henri Spaak
26000 Valence
T : 04 75 25 50 18
agence.valence@orfea-acoustique.com

Agence de BRIVE et Siège social
33 rue de l'Ile du Roi - BP 40008
19103 Brive Cedex
T : 05 55 86 34 50
agence.brive@orfea-acoustique.com

ORFEA Acoustique FRANCE - T : 05 55 86 34 50 - contact@orfea-acoustique.com



www.orfea-acoustique.com

ORFEA Acoustique - SAS au capital de 163 236 €
SIRET 414 127 092 000 16 | RCS BRIVE 414 127 092
TVA intra-communautaire FR 50 414 127 092
NACE 7112B | NAF 742C | TVA payée sur les encaissements

Une société du Groupe LACORT

Annexe T- 6 : Plan de gestion des déchets inertes issus de l'exploitation du gisement

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

200 Zi Le Jasmin, Saint Genix sur Guiers
73 240 SAINT GENIX LES VILLAGES

Extension de la carrière de Courdan

Commune de Murs-et-Gélignieux (01)

Plan de gestion des déchets inertes

Ingégone

21, avenue Georges Pompidou
69 003 LYON
Tel : 06.63.58.18.90
julien.vantard@ingegone.fr

Auteur de l'étude : Mme Montel Gaëlle	**Validation du maître d'ouvrage** M. GIAIOURAS Yves
Relecture et assurance qualité : M. VANTARD Julien	Elaboré le : 9 novembre 2023
Référence dossier : 22.05.C.01	Modifié le : /

SOMMAIRE

I. Préambule 1
II. Renseignements concernant le maître d'ouvrage et la carrière de Courdan 1
II.A Identification du demandeur 1
II.B Rappel des activités qui seront exercées sur le site de la carrière 2
II.C Synthèse et chiffres clés de la carrière de Courdan 3
III. Nature et volume des activités 4
III.A Nomenclature des installations classées 4
IV. Modalités de gestion des déchets inertes sur le site de la carrière 4
IV.A Contexte réglementaire 4
IV.B Caractérisation qualitative et quantitative des déchets inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière 5
IV.C Description de l'exploitation générant ces déchets et traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis 6
IV.C.1 Description de l'exploitation générant la production de déchets inertes 6
IV.C.1 Description des traitements ultérieurs auxquels les déchets sont soumis 6
IV.D Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine ainsi que les mesures préventives qu'il est nécessaire de prendre pour réduire les incidences sur l'environnement au minimum 7
IV.D.1 Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine 7
IV.D.1.a Horizon humifère ou « terre végétale » 7
IV.D.1.b L'horizon intermédiaire 7
IV.D.1.c Les stériles 7
IV.D.2 Description des mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement 7
IV.E Description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets 8
IV.F Le plan de remise en état 8
IV.G La procédure de contrôle et de surveillance 8
IV.H Mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol 8
IV.I Etude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets 8
IV.J Déclaration annuelle à l'administration 8
IV.K Eléments propres à prévenir les risques d'accidents majeurs en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 9
IV.K.1 Préambule 9
IV.K.2 Quantification du risque de perte d'intégrité structurelle dans le cas de la carrière 9
V. Synthèse sur les modalités de gestion des déchets inertes 9
VI. Annexes 9

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Identification du demandeur 1
Tableau 2 : Synthèse des chiffres clés du projet 3
Tableau 3 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité 4
Tableau 4 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau 4
Tableau 5 : Caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation 6

I. PREAMBULE

L'arrêté du 5 mai 2010 a modifié l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière pour la prise en compte des dispositions de la directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive.

L'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié précise que « *l'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière* ».

Le plan de gestion de déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière s'applique aux substances provenant du décapage, de l'extraction ou de traitement de la ressource minérale sur le site.

Il ne s'applique pas aux déchets extérieurs accueillis sur le site pour le remblayage (Article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié).

II. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE MAITRE D'OUVRAGE ET LA CARRIERE DE COURDAN

II.A Identification du demandeur

Le présent dossier émane de la société Carrières MBTP dont les renseignements principaux sont repris ci-dessous.

Société	**CARRIERES MBTP**
Forme juridique	Société par actions simplifiée
Capital	266 000 €
Adresse siège social	200 ZI Le Jasmin – 73 240 – Saint-Genix-les-Villages
Téléphone	04 76 31 64 77
N° SIREN	377 629 589
Code APE	0812 Z
Activités effectuées	Exploitation de gravières et sablières, extraction d'argiles et de kaolin
Signataire de la demande	
Nom et prénom	M. Yves GIAIOURAS
Nationalité	Française
Fonction et qualité	Directeur

Tableau 1 : Identification du demandeur

II.B Rappel des activités qui seront exercées sur le site de la carrière

La société « Carrières MBTP » exploite actuellement une carrière de matériaux alluvionnaires, sur le territoire de la commune de Murs et Gélignieux, au niveau du lieu-dit « Courdan », dans le département de l'Ain (01).

Le fonctionnement de ce site est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation suivants :

- Arrêté préfectoral du 21 mars 2013 autorisant la société MBTP à exploiter une carrière à Murs-et-Gélignieux ;
- Arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2017 fixant des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter.

L'emprise cadastrale actuellement autorisée est de 60 481 m².

Cette exploitation est conduite en eau jusqu'à la cote limite de 201 m NGF. Le rythme annuel maximal d'exploitation est fixé à 60 000 tonnes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation arrivera à échéance le 21 mars 2024.

La société « Carrières MBTP » souhaite étendre le site d'exploitation dans le prolongement Est de l'actuelle carrière, au lieu-dit « La Ferrière » sur une emprise de l'ordre de 7,3 hectares.

Le gisement en présence permet d'envisager une durée d'exploitation de 15 années, travaux de remise en état compris.

Le rythme moyen d'exploitation sera de 60 000 tonnes par an et le rythme maximal d'exploitation de 70 000 tonnes par an.

Les terrains intégrés au projet d'extension se caractérisent par une occupation du sol exclusivement agricole.

Le projet de remise en état du site intégrera un remblayage complet du carreau d'exploitation et une restitution des terrains à vocation agricole et naturelle.

II.C Synthèse et chiffres clés de la carrière de Courdan

Le tableau présenté en page suivante synthétise les données relatives à la carrière de Courdan.

Localisation		
Emprises	Commune	Murs-et-Gélignieux
	Lieux-dits	« La Ferrière »
	Emprise « Carrière »	7,33ha
	Emprise utile exploitable	5,6 ha
Exploitation		
Matériaux de découverte	Nature	Terre de découverte (terre végétale et horizon intermédiaire) et stériles
	Période géologique	Tertiaire et quaternaire
	Epaisseur	0,7 à 2,7 mètres selon les secteurs Moyenne : 2,5 m
	Volume	140 000 m³
	Utilisation	Remise en état du site
Gisement	Nature	Alluvions (sables, graviers, galets)
	Epaisseur	Varie en moyenne entre 11 m et 14,5 m
	Réserves	740 000 tonnes
Exploitation	Modalités	Engins mécaniques et dragline
	Tonnage annuel moyen	60 000 tonnes
	Tonnage annuel maximum	70 000 tonnes
	Profondeur moyenne d'exploitation	13 m
	Cote limite d'exploitation	201 m NGF
	Nombre de phase d'exploitation	3 phases quinquennales
	Durée sollicitée	15 ans
	Destination des granulats	Béton prêt à l'emploi, enrobés, …
Engins de chantiers	Dragline	400 kW
	Modalité de transports sur site	Dumpers / Chargeurs
Station de transit	Stockage des matériaux bruts	4 600 m²
	Stockage temporaire des stériles et matériaux inertes	6 900 m² la première année 500 m² à partir de la deuxième année
	Stockage de la terre végétale	5 900 m²
Matériaux inertes	Volume moyen admissible par an	27 000 m³
	Volume global	410 000 m³
	Cote limite de remblayage	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
Remise en état		
Caractéristiques	Modalité de remise en état	Remblayage total du carreau d'exploitation
	Cote finale des terrains	Entre 214 m NGF et 219 m NGF
	Usage futur	Vocation naturelle et agricole

Tableau 2 : Synthèse des chiffres clés du projet

III. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

III.A Nomenclature des installations classées

Compte tenu des caractéristiques des installations et des activités exercées, la nature et le volume des activités exercées sont repris dans les tableaux ci-dessous, conformément à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Nomenclature I.C.P.E.			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2510-1°	Carrières (exploitation de) 1. Exploitation de carrières, à l'exception, de celles visées aux points 5 et 6 de la rubrique	Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 7,33 ha Production moyenne de 60 000 t/an Production maximale de 70 000 t/an	***Autorisation***
2517 - 1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant 1. Supérieure à 10 000 m²	Stockage des matériaux bruts, des matériaux inertes, de la terre de découverte sur une superficie maximale de 11 000 m²	***Enregistrement***

Tableau 3 : Tableau des rubriques ICPE concernées par l'activité

Nomenclature Loi sur l'eau			
Numéro de la rubrique	**Désignation de l'activité**	**Quantification**	**Régime**
2.1.5.0 – 2	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2 : Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Exploitation d'une carrière emprise cadastrale globale de 7,33 ha	***Déclaration***
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou en le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m Le lit mineur d'un cours d'eau est l'espace recouvert par les eaux coulant à pleins bords avant débordement.	Consommation de 165 ml du ruisseau de la Janotte et restitution d'un lit amélioré à la fin des travaux	***Autorisation***

Tableau 4 : Tableau des rubriques au titre de la loi sur l'eau

IV. MODALITES DE GESTION DES DECHETS INERTES SUR LE SITE DE LA CARRIERE

IV.A Contexte réglementaire

L'article 16 bis de l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, précise les éléments entrant dans la constitution du plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement d'une carrière.

Ce document doit être composé de :

- La caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- La description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis ;
- La description de la manière dont le dépôt des déchets pourrait affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il conviendrait de mettre en œuvre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- La description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- Le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets ;

- Les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- Les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- Une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets ;
- Les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières.

IV.B Caractérisation qualitative et quantitative des déchets inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière

Les matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation de la carrière correspondent exclusivement aux matériaux issus de la découverte du gisement.

La découverte, qui constitue les terrains impropres situés au-dessus des matériaux à extraire, est composée :
- D'une couche de terre végétale ;
- D'une couche d'un horizon intermédiaire ;
- De stérile, composé de matériaux limoneux.

Les matériaux superficiels qui constituent la découverte seront enlevés au fur et à mesure de l'avancement de l'extraction en fonction du programme d'exploitation. Ces matériaux seront utilisés dans le cadre des opérations de remise en état du site.

La terre végétale et l'horizon intermédiaire seront soigneusement conservés et stockés soit en périphérie Nord et Est du site, au niveau des merlons avant d'être employés pour la finalisation de la remise en état du site, soit sur les zones remblayées, avant d'être directement employés pour la remise en état à vocation agricole.

Cette mesure sera de nature à limiter de manière significative, la reprise de volumes importants de matériaux en fin d'exploitation, avec pour corolaire, la diminution importante des sources d'émissions de poussières et de gaz à effet de serre.

Les stériles, hormis la première année ou ils seront stockés temporairement en surface, serviront directement dans les travaux de remblai du site.

D'un point de vue pratique, le décapage des terres de découverte s'effectuera au moyen d'engins mécaniques.

Le tableau suivant synthétise les caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation.

Code déchet	Nature	Origine	Phase d'exploitation concernée	Quantité estimée	Modalité de stockage - Gestion
01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	Terre végétale	Opérations de décapage superficiel	Phase 1 (2024 – 2028)	11 000 m³	Les matériaux seront exclusivement utilisés dans le cadre des opérations de remise en état du site. La terre végétale et l'horizon intermédiaire seront soigneusement stockés à part afin et sur une faible hauteur (respectivement < 2,5 mètres et < 3 mètres) afin de ne pas endommager la structure de cet horizon. Les stériles seront directement employés dans les travaux de remblayage
			Phase 2 (2029 – 2033)	5 000 m³	
			Phase 3 (2034 – 2034)	2 500 m³	
01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	Horizon intermédiaire	Opérations de décapage superficiel	Phase 1 (2024 – 2028)	9 000 m³	
			Phase 2 (2029 – 2033)	4 500 m³	
			Phase 3 (2034 – 2034)	2 000 m³	
01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	Stériles	Opérations de découverte du gisement	Phase 1 (2024 – 2028)	51 000 m³	
			Phase 2 (2029 – 2033)	37 000 m³	
			Phase 3 (2034 – 2034)	18 000 m³	
			Total	**140 000 m³**	

Tableau 5 : Caractéristiques des matériaux inertes produits dans le cadre de l'exploitation

Les opérations de découverte généreront un volume total de l'ordre de 140 000 m³ de matériaux inertes sur l'ensemble de la durée de l'autorisation.

IV.C Description de l'exploitation générant ces déchets et traitements ultérieurs auxquels ils seront soumis

IV.C.I Description de l'exploitation générant la production de déchets inertes

Les travaux de décapage de la terre de découverte ont pour finalité de mettre à nu le gisement à extraire sur l'ensemble du site.

Ils sont effectués par campagnes, à l'aide d'un bull (ou d'une pelle mécanique) et de tombereaux.

Ces opérations sont réalisées de manière sélective, de façon à ne pas mêler la terre végétale et l'horizon intermédiaire constituant les horizons de surface avec les stériles de découverte.

Ces matériaux sont ensuite transportés vers la fouille et utilisés pour les opérations de remise en état.

IV.C.I Description des traitements ultérieurs auxquels les déchets sont soumis

Ces matériaux ne subiront aucun traitement spécifique.

Ils seront directement employés dans le cadre des opérations de remise en état du site. Seuls la terre végétale et l'horizon intermédiaire seront temporairement stockés in situ.

IV.D Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine ainsi que les mesures préventives qu'il est nécessaire de prendre pour réduire les incidences sur l'environnement au minimum

IV.D.I Description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine

IV.D.I.a Horizon humifère ou « terre végétale »

La terre végétale est un ensemble complexe, fragile, indispensable au parfait achèvement du chantier de remblayage.

Sur le site de la carrière, elle sera stockée en cordon de faible hauteur (inférieure à deux mètres cinquante), sur une zone spécifiquement dédiée à cet effet.

La structure conserve une certaine souplesse. Ce protocole de stockage limite la destruction de cette structure ainsi que son activité microbiologique. Le stockage pourra être réalisé au droit de la carrière actuelle, en attendant d'être repris pour les ultimes travaux de remise en état.

Aucun impact sur l'environnement et la santé humaine n'est à redouter.

IV.D.I.b L'horizon intermédiaire

Cet horizon est non travaillé par les engins agricoles. Il présente des caractéristiques physico-chimiques proches de celles de la terre végétale en surface, et une bonne structure.

Sur le site de la carrière, il sera stocké en cordon de faible hauteur (inférieure à trois mètre), sur une zone spécifiquement dédiée à cet effet.

Aucun impact sur l'environnement et la santé humaine n'est à redouter.

IV.D.I.c Les stériles

Les stériles de la découverte qui seront utilisés pour le remblayage du site correspondent à des matériaux locaux issus de formations en place, non polluées. Ils ne sont pas de nature à affecter l'environnement ou la santé humaine.

Ces matériaux seront directement employés dans le cadre des opérations de remblayage et de remise en état du site.

IV.D.2 Description des mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement

Les travaux de remise en état seront combinés avec l'exploitation et devront répondre à plusieurs objectifs :

- Assurer la sécurité du site pendant l'exploitation et après l'arrêt des travaux ;
- Permettre la réintégration de la carrière dans son environnement ;
- Restaurer les espaces agricoles.

Pour cela, la remise en état s'appuiera sur le principe d'un programme de travaux progressifs et réguliers, coordonné à l'avancement des travaux d'exploitation. Le remblayage partiel programmé d'une partie de la fouille sera réalisé à l'aide de matériaux inertes provenant :

- Des stériles issus du décapage des terrains exploités ;
- Des matériaux inertes issus des chantiers locaux du BTP.

L'ensemble des infrastructures sera démantelé (bureau, aire de stationnement, …). Les différents stockages de matériaux bruts (sables et graviers) seront évacués du site vers la plateforme de traitement de Brégnier-Cordon, le cas échéant.

IV.E Description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets

La terre végétale et l'horizon intermédiaire seront soigneusement conservés et stockés soit en périphérie Nord et Est du site, au niveau des merlons avant d'être employés pour la finalisation de la remise en état du site, soit sur les zones remblayées, avant d'être directement employés pour la remise en état à vocation agricole.

Les autres matériaux (stériles) seront directement employés dans le cadre des opérations de remblayage, qui s'effectueront de manière coordonnée à l'extraction.

IV.F Le plan de remise en état

La progression du remblayage des matériaux inertes issus de la découverte est régie par les plans de phasage de l'exploitation et le plan de remise en état finale de la carrière.

IV.G La procédure de contrôle et de surveillance

Le remblayage du site s'effectuera en partie avec les stériles dans le cadre des opérations de remise en état du site. La procédure de surveillance correspondra exclusivement à un contrôle visuel régulier, par le responsable de la carrière, ou les opérateurs en charge des travaux.

IV.H Mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol

Compte tenu de leurs caractéristiques intrinsèques, les déchets inertes stockés ne seront pas de nature à engendrer une pollution des eaux, de l'air ou du sol.

Les déchets étant issus des sols en place, aucun impact sur le sol n'est à redouter.

Concernant les eaux, les eaux de ruissellement pluviales n'auront pas d'impact sur l'environnement. En effet, les stockages seront réalisés au droit de l'emprise de la carrière. Les eaux pluviales s'infiltreront gravitairement dans les formations en place ou dans les remblais, constitués de stériles d'exploitation et de matériaux inertes provenant de la plateforme de traitement.

IV.I Etude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets

La fouille n'est pas susceptible de subir des dommages dus à l'accueil des stériles.

Les stériles permettront de remblayer le plan d'eau, formé par l'extraction du gisement en place, en parallèle de l'exploitation.

Une fois les opérations de remise en état finalisées, les terrains ayant accueillis le stockage seront décompactés selon le protocole énoncé dans les paragraphes précédents et la terre végétale sera réutilisée afin de recréer une zone agricole au droit de l'ancien stockage.

Dans ce contexte, le stockage de déchets inertes ne sera pas susceptible de porter atteinte au site.

IV.J Déclaration annuelle à l'administration

Comme le précise la circulaire du 28 juin 2006 relative à la mise en œuvre de l'obligation de déclaration annuelle pour les installations de stockage de déchets inertes, la remise en état d'une carrière, réalisée grâce aux déchets inertes et aux terres non polluées provenant de la carrière, constitue une opération de valorisation de déchets inertes.

L'exploitant de la carrière n'est donc pas soumis à l'obligation de déclaration annuelle (art. 5 du décret no 2005-635 du 30 mai 2005).

IV.K Eléments propres à prévenir les risques d'accidents majeurs en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010

IV.K.1 Préambule

Que ce soit pour des déchets inertes ou des déchets dangereux ou des déchets non inertes non dangereux, indépendamment des règles générales applicables aux sites de stockage, les exploitants se doivent d'évaluer les risques d'accidents majeurs que leurs zones de stockage pourraient présenter.

La méthode pour l'évaluation de ces risques est celle figurant en annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives non inertes.

Si au terme de cette évaluation, une zone de stockage est considérée comme présentant un risque d'accident majeur, ou autrement appelée une zone de catégorie « A », son exploitation sera soumise aux mesures complémentaires définies aux articles 7 à 9 de l'arrêté du 19 avril 2010.

Une installation de gestion de déchets est classée dans la catégorie « A », au sens de l'arrêté du 19 avril 2010, si les effets, à court ou à long terme, d'une défaillance due à une perte d'intégrité structurelle ou des défaillances de fonctionnement ou d'exploitation d'une installation de gestion de déchets peuvent entraîner :

- Des conséquences graves sur les personnes physiques ;
- Des dommages graves sur la santé humaine et l'environnement.

IV.K.2 Quantification du risque de perte d'intégrité structurelle dans le cas de la carrière

L'exploitation du gisement se déroulera en eau, à l'aide d'une dragline.

Les stériles seront dirigés dans le plan d'eau formé, dans le cadre des opérations de remise en état et n'interféreront pas dans le phasage d'exploitation. Les terrains concernés seront restitués avec un usage agricole et naturel.

Dans ce contexte, il n'existera aucun risque de perte d'intégrité structurelle du site de Courdan.

V. SYNTHESE SUR LES MODALITES DE GESTION DES DECHETS INERTES

Les stériles générés par l'exploitation de la carrière proviennent exclusivement des matériaux de découverte du gisement. Ces matériaux inertes seront employés pour la remise en état du site.

Au regard des critères retenus par l'annexe I de l'arrêté du 22 septembre 1994, relatif aux exploitations de carrières, les matériaux stériles qui sont issus de l'activité de la carrière de Courdan se rattachent à la catégorie des déchets inertes.

Il s'agit de matériaux naturels qui ne sont soumis à aucun processus chimique ou thermique susceptible de modifier leurs propriétés minéralogiques ou leur structure, et ils conservent donc l'intégralité de leurs propriétés minéralogiques et chimiques initiales.

Les matériaux utilisés sur le site pour les opérations de remise en état par remblaiement n'apparaissent pas classables au titre de la rubrique 2720 créée par le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010.

Enfin, les éléments exploitables permettent de considérer que le site n'est soumis à aucun risque de perte d'intégrité structurelle au sens de l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets de l'industrie extractive.

Les fiches de synthèse de stockage des déchets inertes sont présentées en annexe 1.

VI. ANNEXES

Annexe 1 : Fiche de synthèse des stockages des déchets inertes

Annexe 1 : Fiche de synthèse des stockages des déchets inertes

Stockage 1 : Terre Végétale	Carrière de Courdan
Code déchets	01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.
Caractéristiques	Terre végétale
Exploitation générant le déchet	Décapage superficiel
Quantité stockée	Environ 18 500 m³ au total
Durée maximale du stockage	15 années – Les terres stockées au niveau des merlons périphériques seront maintenues jusqu'aux ultimes travaux de remise en état. Les terres stockées sur les remblais seront utilisées dans les travaux de remise en état, conjointement à l'exploitation.
Stabilité du stockage	Mise en stock sous forme de cordon de faible hauteur : inférieure à 2,5 mètres
Traitement du déchet	Aucun traitement.
Utilisation/gestion du déchet	Utilisée dans le cadre de la remise en état ultime de la carrière



Santé et Environnement	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts éventuels	Négligeable	Nul	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.
Moyens de prévention	Eaux de ruissellement pluviales s'infiltreront dans les formations en place ou les remblais	Décapage préalable de la terre végétale sous le stockage de stériles	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques
Procédure de contrôle et de surveillance	Contrôle visuel	Contrôle visuel	/	/
Etudes complémentaires à mener	/	/	/	/

Stockage 2 : Horizon intermédiaire		Carrière de Courdan
Code déchets	01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	
Caractéristiques	Horizon intermédiaire	
Exploitation générant le déchet	Décapage superficiel	
Quantité stockée	Environ 15 500 m³ au total	
Durée maximale du stockage	15 années – Les terres stockées au niveau des merlons périphériques seront maintenues jusqu'aux ultimes travaux de remise en état. Les terres stockées sur les remblais seront utilisées dans les travaux de remise en état, conjointement à l'exploitation.	
Stabilité du stockage	Mise en stock sous forme de cordon de faible hauteur : inférieure à 3 mètres	
Traitement du déchet	Aucun traitement.	
Utilisation/gestion du déchet	Utilisée dans le cadre de la remise en état ultime de la carrière	

Santé et Environnement	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts éventuels	Négligeable	Nul	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.
Moyens de prévention	Eaux de ruissellement pluviales s'infiltreront dans les formations en place ou les remblais	Décapage préalable de la terre végétale sous le stockage de stériles	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques
Procédure de contrôle et de surveillance	Contrôle visuel	Contrôle visuel	/	/
Etudes complémentaires à mener	/	/	/	/

Stockage 3 : Stériles		Carrière de Courdan
Code déchets	01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères.	
Caractéristiques	Niveau limoneux	
Exploitation générant le déchet	Matériaux de découverte	
Quantité stockée	Environ 106 000 m³ au total	
Durée maximale du stockage	0 année – Directement réemployés dans le cadre des opérations de remblayage du site	
Stabilité du stockage	Stockage dans le plan d'eau.	
Traitement du déchet	Aucun traitement.	
Utilisation/gestion du déchet	Utilisés dans le cadre de la remise en état ultime de la carrière	

Santé et Environnement	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts éventuels	Négligeable	Nul	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.	Les risques d'émission de poussières lors de la manipulation ou du stockage de ce déchet est négligeable.
Moyens de prévention	Eaux de ruissellement pluviales s'infiltreront dans les formations en place ou les remblais	Décapage préalable de la terre végétale sous le stockage de stériles	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques	Travaux réalisés sur des périodes de courtes durées, entre le 15 septembre et le 31 mars et végétalisation des stocks périphériques
Procédure de contrôle et de surveillance	Contrôle visuel	Contrôle visuel	/	/
Etudes complémentaires à mener	/	/	/	/

Annexe T- 7 : Fiches mesures d'évitement

III. Mesures d'évitement et de réduction d'impact

III.A. Mesures d'évitement d'impacts

III.A.1. ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet

Type de mesure	**Évitement (géographique)**
Code	**ME1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E1.1c. Redéfinition des caractéristiques du projet** **E2.2d. Mesure d'orientation d'une installation ou d'optimisation de la géométrie du projet** **E2.2e. Limitation (/ adaptation) des emprises du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Réduction et adaptation de l'emprise projet**
Objectifs	Éviter les zones sensibles identifiées au sein des emprises de projet et à proximité
Calendrier	Conception du projet
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	L'intégration des enjeux écologiques dès le début de la phase de conception du projet ont permis d'adapter la géométrie des zones d'extraction, de stockage, de circulation, le positionnement de l'entrée du site et de la zone d'accueil afin de réduire l'impact global sur le milieu naturel. À l'échelle de la zone d'extension, le plan proposé permet ainsi de réduire les surfaces d'impact direct sur certaines des zones identifiées comme représentant un enjeu écologique. Les adaptations suivantes ont ainsi été faites : - application d'un délaissé supplémentaire de 10 m en limite nord ; cette disposition a été prise pour des raisons techniques (hauteur de gisement, besoin d'espace de stockage de matériaux de découverte) et car elle permet d'éloigner les zones d'extraction du linéaire arboré, du bosquet, et de créer dès la phase 1 une zone favorable à la faune en amont de la Janotte (voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens) ; - évitement géographique des deux zones humides identifiés au sud-ouest.
	Pour une surface de demande d'autorisation de 7,33 ha, la surface d'extraction possible correspondait à 6,42 ha (en tenant compte de délaissés règlementaires de 10 m). Suite à l'application de cette mesure, la surface d'extraction a été réduite à 5,59 ha, correspondant à une surface totale utilisée (zone d'extraction, pistes et zones de stockage) de 6,38 ha (voir carte p. 98). La perte de gisement qui résulte de l'évitement de l'impact sur les deux zones humides est estimée à 70 000 t.
Modalité de suivi	-
Coût	Intégré au projet

Annexe T- 8 : Fiches mesures de réduction

III.B. Mesures de réduction d'impact

III.B.1. MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E4.2a Adaptation des périodes d'exploitation / d'activité / d'entretien sur l'année** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Adaptation des périodes d'exploitation**
Objectifs	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, reptiles, mammifères
Mise en œuvre	L'exploitation du site sera saisonnière. Les périodes d'exploitation de la gravière seront limitées dans le temps et le site sera mis en sommeil pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu identifiées sur le site et à proximité. Ces dispositions permettront de limiter très fortement l'activité sur le site pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu. Les premiers travaux préparatoires (traitement des végétations, décapages) seront réalisés, pour chaque nouvelle phase à partir du 15 septembre. Les créations de pistes et plateformes, puis l'extraction, l'évacuation des matériaux bruts, l'amenée des matériaux inertes et les travaux de remblaiement seront lancés en parallèle et se poursuivront, au plus tard jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les remblaiements avec des matériaux inertes seront menés à l'avancée des opérations d'extraction. Les opérations de remise en état (régalage des terres, recréations de fossés, semis éventuels) seront menées en parallèle, à l'avancée des opérations de remblaiement. L'activité sur le site sera donc très réduite à partir du 1er avril (passage occasionnel de véhicules léger pour maintenance et suivi, activités agricoles habituelles sur les parcelles cultivées) ; les espèces animales pourront donc accomplir leur reproduction dans le site et à proximité. Le dérangement pour les oiseaux n'interviendra qu'à des phases de faible sensibilité (période internuptiale, premières semaines de cantonnement pour l'Alouette des champs).
	les 17 derniers jours de chaque période d'exploitation, soit du 15 au 31 mars, seront consacrés à l'exploitation et l'évacuation du gisement, au remblaiement et à la remise en état ; aucun nouveau décapage ne sera réalisé pendant cette période, évitant ainsi toute destruction d'habitat de l'Alouette des champs pendant le début de sa période de reproduction. Cette mesure est complémentaire de la mesure MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière, qui vise à recréer des zones attractives pour la faune au sein des marges d'exploitation (bande des 10 m, talus végétalisés).
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

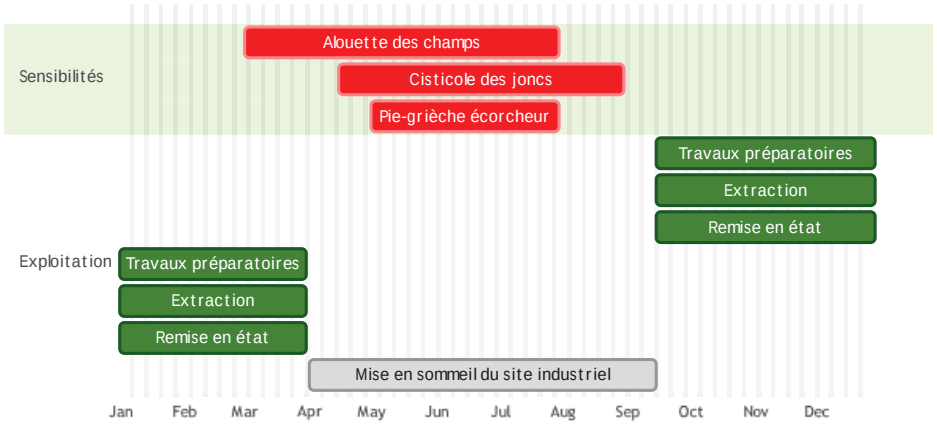


Illustration 25 : Adaptation des périodes d'exploitation au regard des période de sensibilité des principales espèces à enjeu

III.B.2. MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR2**
Classification Guide ERC du CGDD	**R1.1c – Réduction géographique en phase travaux** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Mise en défens des secteurs sensibles**
Objectifs	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Afin de prévenir tout dégât accidentel sur des milieux naturels conservés à proximité des emprises d'exploitation, ainsi que sur les milieux faisant l'objet d'une mesure d'accompagnement (mare, gites reptiles, voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens), une mise en défens sera réalisée à l'aide de grillages avertisseurs, chainette bicolore ou tout autre dispositif suffisamment visible et durable. La mise en défens sera mise en œuvre dès le démarrage des phases d'exploitation concernées, en amont des travaux préparatoires. Un panneautage pourra accompagner ce dispositif afin de mieux sensibiliser le personnel de la carrière. Cette mesure sera maintenue en place durant toute la durée de l'exploitation, et éventuellement déplacée ou adaptée pour chaque nouvelle phase d'exploitation.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	1 € par ml soit environ 400 €



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles

Emprise demande d'autorisation
Zone d'extraction possible réglementairement
Zone d'extraction réduite
Emprise de stockage et circulation uniquement (pas d'extraction)
Zones humides
Mises en défens (MR2)
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens
Muret
Mare

Réalisation : Acer campestre, 2014
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

III.B.3. MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR3**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière**
Objectifs	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, les reptiles, mammifères
Mise en œuvre	Les inventaires écologiques ont mis en évidence la présence, à proximité et au sein de la zone d'extension, d'espèces animales inféodées aux paysages agricoles ouverts et fréquentant les zones herbacées hautes pour leurs déplacements ou leur alimentation. Ces espèces appartiennent majoritairement à la petite et moyenne faune (mammifères, reptiles, insectes). Afin de maintenir et augmenter la possibilité pour ces espèces d'accomplir leurs fonctions biologiques pendant la durée de fonctionnement de la carrière, des zones d'habitat herbacé favorable seront conservées ou créés au sein du périmètre d'extension. Ces habitats seront créés et renforcés par le maintien de zones de friche et jachère au droit des zones non exploitées (notamment bande des 10 m) ainsi que des stocks de terre végétale (voir localisation p. 119 et 120). Parmi les stocks de terre, on distingue : - les stocks mis en place dès le début de la première phase d'exploitation (0,47 ha) qui resteront en place jusqu'au derniers travaux de remise en état. - les stocks de terre mis en place plus provisoirement, sur la zone technique (à proximité de la fouille) et qui seront remobilisés au fil de l'avancée de l'exploitation et des remises en état à l'avancement. Les stocks de terre, qu'ils soient mis en place à court terme ou à long terme feront l'objet d'une végétalisation systématique. Ils ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période de faible sensibilité pour les espèces animales.

	Avant le démantèlement en fin d'exploitation des merlons constitués en bordure de site lors du démarrage de l'activité (merlons supports de zones herbacées), une mesure de création d'un habitat relai sera mise en œuvre sur des terrains finis d'être réaménagés (Cf. Mesure MR9), assurant ainsi une continuité du maintien des habitats favorables à la faune jusqu'à la fermeture du site. Par ailleurs, toute surface qui ne serait pas mise en culture, avant exploitation ou après remblaiement, sera rapidement végétalisée avec un mélange grainier de type engrais vert ou jachère. Les émissions de poussières susceptibles de dégrader ces habitats et les autres habitats conservés à proximité de la carrière seront très limitées car les stocks de matériaux seront humides du fait qu'ils sont extraits sous l'eau et pendant des saisons humides uniquement (automne et hiver). Les pistes seront arrosées en cas de forte sécheresse au moyen d'une citerne avec rampe de distribution (cette disposition fait l'objet d'une mesure dédiée dans l'étude d'impact : MR12). Ainsi, ces espaces herbacés diversifiés, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation), constitueront des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Ils pourront, en particulier, profiter à l'Alouette des champs et à la Cisticole des Joncs et tout le cortège des oiseaux bocagers en tant que zones de repos et d'alimentation. Mélanges graniers utilisables : - Jachère vivace : Liste d'espèces guide : Achillea millefolium, Anthyllis vulneraria, Arrhenatherum elatius, Centaurea jacea, Dipsacus fullonum, Leucanthemum vulgare, Lotus corniculatus, Cichorium intybus, Daucus carota, Plantago lanceolata, Poa pratensis, Ranunculus acris, Salvia pratensis, Schedonorus arundinaceus, Schedonorus pratensis, Vicia sativa ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent. - Engrais vert : Liste d'espèces guide : Trifolium repens, Trifolium pratense, Trifolium incarnatum, Medicago sativa, Sinapis alba, Secale cereale ; Diversité : 1 à 4 espèces ; Densité de semis : 30 kg/ha ; Période de semis ; toute l'année hors période de gel et de forte sècheresse. Les modalités de gestion de ces habitats sont les suivantes :

	- Pour les zones où une végétation herbacée existe : entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinées à rester en herbe pendant plus d'un an (nouveaux stocks de terre, zones décapées non exploitées) : semis un mélange grainier de type jachère fleurie vivace ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinés à rester en herbe pendant moins d'un an (stocks temporaires, zones remises en état non encore cultivées) : semis d'un mélange de type engrais vert ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; Ces modalités de gestion ne sont pas applicables en bord de route de part et d'autre de l'accès poids lourds au sud où la végétation devra être maintenue basse pour assurer une bonne visibilité.
Modalité de suivi	MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 750€ Engrais vert : environ 4 000 m² au total sur les différentes phases d'exploitation, à 0,05 €/m² soit 200 € Broyage bisannuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 4 000 €

III.B.4. MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR4**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création de bandes favorables à l'Alouette des champs**
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. La surface d'habitats agricoles disponibles n'est pas ici le facteur limitant pour l'espèce. C'est en revanche la disponibilité en habitats adaptés pour la réalisation du cycle de vie de l'espèce qui limite les potentialités d'accueil de l'Alouette des champs. Cette mesure vise à sécuriser les capacités d'accueil de l'Alouette en fournissant des milieux ouverts et des végétations pérennes exemptes de perturbation anthropique, en complément des milieux agricoles conservés ou remis en état à proximité. Cette mesure s'inspire de procédés ayant fait preuve de leur efficacité (Jansson, Mattis, 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology ; Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis, disponible sur https://cdi.eau-rhinmeuse.

	fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf ; Guide Céréaliers et biiodiversité, OFB, 2020, disponible sur https://professionnels.ofb.fr/sites/default/files/pdf/documentation/2020_AGPB_CerealiersBiodiversite.pdf). Ainsi, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, les dispositions suivantes seront mises en œuvre pendant toute la durée d'exploitation de la carrière : - les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs sur une surface minimale jugée acceptable pour la population initialement recensée. - en complément et afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, il sera créée une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce. Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3 (voir localisation p. 118 et 119). Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessus afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Cette mesure a été validée, par lettre contresignée (voir annexe) par les agriculteurs exploitant les terrains, lesquels s'engagent à maintenir, en plus des rotations de culture actuellement pratiquées intégrant des cultures d'hiver propices à l'espèce, ces nouvelles modalités de culture et d'entretien dont la localisation évoluera pour suivre l'avancée de l'exploitation extractive. Modalités d'implantation de la culture fourragère pérenne : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (pistes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Cette mesure, bien qu'occupant une faible surface, permettra de sécuriser la présence de l'espèce sur le site. En combinaison avec le maintien en tout temps d'au moins 3,72 ha d'espaces agricoles au sein de l'aire d'étude, cette mesure sera suffisante pour maintenir, à minima, le niveau de population initialement présent sur le site, répondant ainsi à l'impératif d'absence de perte nette de biodiversité.
Modalité de suivi	MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

III.B.5. MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR5**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1h. Clôture et dispositif de franchissement provisoires adaptés aux espèces animales cibles** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement**
Objectifs	Maintenir la perméabilité écologique
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Faune tous groupes
Mise en œuvre	Les clôtures installées autour de la carrière en phase exploitation seront transparentes et permettront le passage de la faune. Elles seront constituées par exemple de clôture herbagère à trois ou quatre fils, aisément franchissable par la petite et moyenne faune.  *Illustration 26 : Clôture trois fils*
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

III.B.6. MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR6**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1f – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes**
Objectifs	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes
Calendrier	Phase de fonctionnement, phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	La réalisation d'importants mouvements de terre, l'apport et l'export de matériaux, la circulation d'engins, constituent autant de facteur qui sont susceptible de disperser des espèces envahissantes et de créer de conditions favorables à leur développement. Des mesures spécifiques seront mises en œuvre afin d'éradiquer les foyers existants et de limiter le risque de dispersion. Le plan de lutte contre les espèces végétales envahissantes comprend les dispositions suivantes : - Sensibilisation des équipes à la problématique des espèces envahissantes ; - Balisage puis traitement des foyers d'espèces invasives présents au sein de l'emprise d'extension (espèces aux enjeux modéré à fort) en amont des opérations de terrassement ; - Contrôle systématique de la propreté des engins à l'arrivée et au départ de la carrière ; - Végétalisation systématique des terres mises à nu (voire MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) ; - Suivi régulier par un écologue tout au long de l'exploitation, notamment des zones de stockage et lors des phases de décapage ; - Suivi pendant trois années suivant la remise en état du site et mise en œuvre d'éventuelles mesures de gestion (à adapter selon les espèces).

	Les espèces envahissantes dont des foyers ont été identifiés lors du diagnostic écologique au sin des emprises projet et à proximité seront traitées selon les modalités suivantes : - Ambroisie à feuilles d'Armoise : fauche avant montée à graines ; - Buddleja du père David : arrachage avant montée à graine ; - Solidage glabre : fauche avant montée à graines, décaissage des terres contaminées et positionnement en fond de fouille, sous m de 1 m de remblai minimum. Le chef de carrière sera désigné référent espèces exotiques envahissantes et aura la charge de faire procéder à l'application de ce plan de lutte. Il sera appuyé par l'écologue référent qui réalisera une mise à jour régulière de la cartographie des espèces exotiques envahissantes sur le site
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Suivi intégré au suivi écologique de l'exploitation. Forfait de trois interventions d'arrachage des foyers espèces envahissantes après remise en état : 1 800 €

III.B.7. MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR7**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1i - Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins**
Objectifs	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Amphibiens
Mise en œuvre	Lors du fonctionnement de la carrière, la stabilisation des pistes permettra de limiter la création d'ornières par les engins. En effet, les ornières en eau pourraient être colonisées par des amphibiens susceptibles d'être écrasés par la circulation des engins (Crapaud calamite notamment, espèce non observée sur le site ou à proximité mais capable de coloniser de nouveaux sites favorables parfois éloignés de ses foyers de présence initiaux). La surveillance de l'apparition d'ornières en eau sera renforcée entre mi-février et mars, période d'activité des amphibiens. Cette mesure ne concerne pas les zones d'exploitation en eau, qui seront peu attractives pour les amphibiens du fait de l'activité régulière des engins d'extraction.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

III.B.8. MR8 : Revégétalisation après remise en état

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR8**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q – Dispositif de repli du chantier** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Revégétalisation après remise en état**
Objectifs	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation
Calendrier	Phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Dans le cadre de la remise en état du site, les zones ayant fait l'objet d'une extraction puis d'un remblaiement par des matériaux inertes seront restituées à leur état d'origine après exploitation. Les divers aménagements seront déconstruits puis les terres végétales seront régalées avant restitution à l'agriculture. Les stocks de terre végétale ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période d'activité du site (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation), correspondant à la période de faible sensibilité pour les espèces animales. Les dispositions suivantes seront prises afin d'accélérer la renaturation du site et améliorer la qualité des milieux restitués. Pour toutes les zones où une mise en culture n'est pas prévue immédiatement, un semis de couvert végétal sera réalisé avec un mélange grainier de type engrais vert (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière). Pour toutes les zones non destinées à une mise en culture (bandes enherbées, zones écologiques), un semis de type prairial sera réalisé. Certaines zones feront en outre l'objet de mesures de remise en état et de gestion complémentaires destinées à améliorer la qualité écologique (voir MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte et MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs). Mélanges graniers utilisables : - Secteurs non humides : mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) ; - Secteurs humides (fossés) : Liste d'espèces guide : Agrostis capillaris, Anthoxanthum odoratum, Carex acutiformis, Chaerophyllum hirsutum, Epilobium hirsutum, Filipendula ulmaria, Holcus lanatus, Lathyrus pratensis, Lotus pedunculatus, Lychnis flos-cuculi, Lysimachia vulgaris, Lythrum salicaria, Phalaris arundinacea, Phleum pratense, Ranunculus acris, Sanguisorba officinalis, Trifolium repens, Valeriana officinalis, Vicia cracca ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Cout	Semis : 3 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 500 €

III.B.9. MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR9**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création d'habitats favorables à la Cisticole des joncs**
Objectifs	Maintenir et renforcer conditions d'accueil de la Cisticole des joncs pendant la durée d'exploitation et au-delà
Calendrier	Phase 3.1
Espèces cibles	Cisticole des joncs
Mise en œuvre	La Cisticole des joncs a été contactée en aout 2022 au sein d'une parcelle agricole salie par des adventices à proximité du projet. Il est probable que l'espèce a trouvé là un habitat de report pour une nichée tardive. Il s'agit cependant là d'un habitat non pérenne, susceptible de fluctuer au gré des rotations culturales et des aléas agricoles. Les mesures de maintien des habitats pour la faune au sein des emprises d'extension (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) seront favorables à la Cisticole pendant toute la durée d'activité de la carrière, du fait de l'augmentation des surfaces d'habitat disponibles (stocks de terre végétalisés). Cette surface d'habitats disponibles pour l'espèce réduira lorsqu'il y aura nécessité en dernière phase d'exploitation de démanteler les merlons de terres végétales (à la place desquels il sera, à l'issue des travaux de réaménagement, remis des cultures). Afin de sécuriser les capacités d'accueil de la Cisticole des joncs sur le site après la remise en état, un habitat favorable sera maintenu sur une surface d'environ 5 000 m², surface située de part et d'autre de la Janotte (voir localisation p. 109). Cette surface sera ensemencée d'un mélange grainier spécifique et entretenue selon des pratiques favorables à l'espèce. Cette mesure s'inscrit au droit de terrain correspondant actuellement à : - une bande tampon règlementaire (BCAE) respectée en rive gauche de la Janotte et faisant aujourd'hui l'objet d'une fauche précoce et régulière qui la rend peu favorable à la Cisticole ; - des terrains cultivés, soumis à la rotation des cultures. L'implantation d'un couvert comportant une forte part de graminées et dicotylédones de grande taille (Fétuque faux-roseau, Centaurée Jacée…), associé à une fauche très tardive, permettra d'orienter la végétation vers une friche herbacée haute particulièrement favorable à la Cisticole des joncs. Ces espaces, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation) constitueront ainsi des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Cette mesure sera mitoyenne et fonctionnera en synergie avec les mesures MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte et MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens, formant ainsi un ensemble d'une surface totale d'environ 5 500 m², surface largement suffisante pour constituer une zone de refuge et de nidification pour au moins un couple de Cisticoles. Cette mesure contribue en outre à renforcer la connectivité nord-sud pour la petite et la moyenne faune. Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons et sera maintenue pendant 10 ans après la fin d'exploitation de la carrière. **Mise en œuvre** Semis mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) pendant l'automne suivant la remise en état des terrains. **Suivi et entretien** Fauche annuelle au mois d'octobre avec export ou broyage sur place de la végétation. Hauteur de coupe réglée à 14 cm minimum. Une convention de gestion a été établie avec les exploitants agricoles pour garantir le maintien de ce mode d'entretien pendant une durée minimale 10 ans après la fin d'activité de la carrière (voir annexes).
Suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Semis jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre), avec éventualité d'une replantation intermédiaire, soit 1 500 € Fauche annuelle pendant 12 ans : 500€/passage soit 6 000 €



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs

Aire d'étude rapprochée
Cultures
Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
MR9 : Création d'un habitat favorable à la Cisticole sur 5 000 m²

Mesures connexes :

MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens
Murgier
Mare
MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Jarotte

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Fiche Mesure MR10-T

Type de mesure : Réduction

Thématique concernée : Eau

Désignation :

Mesure de réduction relative à la gestion des eaux durant la phase d'exploitation.

Justification de la mesure :

Gestion de la ressource en eau

Description technique de la mesure :

Ces mesures intéressent les divers stades de l'exploitation et comprennent :

- La conduite d'exploitation ;
- Une prévention des pollutions accidentelles. ;
- La gestion des eaux des sanitaires.

La conduite d'exploitation

L'exploitation de la carrière est menée par une dragline. Aucun prélèvement d'eau ne sera réalisé dans le plan d'eau.

Prévention des pollutions accidentelles

Dans le cadre de la prévention des pollutions accidentelles, il est prévu :

- Un entretien régulier des divers engins de chantier, en dehors de l'emprise de la carrière dans les ateliers prévus à cet effet ou chez des concessionnaires ;
- Le stationnement et l'entretien quotidien des engins de chantiers seront réalisés sur une dalle béton étanche, équipée de déshuileurs ;
- L'interdiction de toute décharge incontrôlée par la présence d'une clôture, de portails de fermeture et de panneaux d'interdiction ;
- Le ravitaillement des engins à moteur thermique s'effectuera uniquement en fonction des besoins à l'extérieur de la zone de chantier, par un camion-citerne, muni d'un pistolet anti-égouttures et au-dessus d'un bac de récupération amovible ;
- Le stockage sur rétention de lubrifiant neufs, indispensables à la réalisation de l'entretien régulier des engins de chantier sera réalisé au niveau des ateliers en dehors de la carrière. Les cartouches usagées seront éliminées du site sous un délai rapide, par une filière agréée ;
- Des feuilles absorbantes spécifiques seront à la disposition des chauffeurs de chaque véhicule afin de traiter toutes pollutions légères éventuelles par hydrocarbures.

Ces mesures déjà en place seront maintenues dans le cadre de l'extension.

La gestion des eaux sanitaires

Des toilettes sèches seront installées sur le site.

Les déchets seront stockés puis évacués par une société spécialisée.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble de la zone d'exploitation

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la phase de travaux préliminaires et sera maintenue sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Modalité de suivi de la mesure :

Aucune mesure de suivi n'a été retenue

Fiche Mesure MR11-T

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Réduction	Sol

Désignation :

Mesure de réduction relative à la préservation des sols

Justification de la mesure :

Réaménagement des terrains à vocation agricole, permettant de restituer un sol apte à produire

Description technique de la mesure :

Les opérations de remblayage finalisées, la société MBTP mettra en place un protocole spécifique afin de restituer un sol le plus propice possible à la mise en culture. Les différentes étapes clés suivantes seront respectées :

- Scarification du toit des remblais, sur une épaisseur de l'ordre de 0,5 m ;
- Dépotage des stériles de découverte sur les remblais scarifiés ;
- Mise en place au bull (Pas de circulation des dumpers sur la zone scarifiée) ;
- Scarification du toit des stériles (50 cm) ;
- Dépotage des terres végétales sur les stériles scarifiés. Mise en place au bull. Pas de circulation des dumpers sur la zone scarifiée ;
- Scarification du toit de la terre végétale (10 cm) ;
- Poursuite du réaménagement sur une bande de 20 mètres de large.

La terre végétale est un ensemble complexe, fragile, indispensable au parfait achèvement du chantier de remblayage.

À la suite de la restitution de parcelles agricoles réhabilitées avec le plus grand soin de la part du maître d'ouvrage, le terrain reste des plus sensibles aux dégradations de structure. Cette sensibilité est liée à :

- La destruction de l'organisation des particules ;
- La diminution de l'activité biologique qui participe activement à cette organisation des particules ;
- La baisse de la teneur en matière organique qui alimente l'activité biologique.

La structure conserve une certaine souplesse, car les particules sont tenues éloignées les unes des autres, par la force de l'eau mais aucun squelette n'est présent.

Toute action pouvant tasser le sol entraînera donc des conséquences très importantes. Les interventions, même avec des engins agricoles doivent donc être bien réfléchies.

L'objectif pour pérenniser une structure de qualité est de réinstaller une vie biologique dans ces sols le plus rapidement possible, et notamment une trame racinaire dense et profonde.

Pendant une période donnée, il est nécessaire de donner la priorité à la restauration d'une structure stable plutôt qu'à la production qui nécessite forcément des interventions dont les critères de choix sont plus liés à l'état de la culture qu'aux conditions de sol (lutte phytosanitaire, récolte...). Cette période doit progressivement évoluer vers la production pour tirer le profit normal attendu de la parcelle.

Il est donc conseillé pendant au moins 2 ans de choisir des espèces végétales dont le seul but sera de restructurer le sol par rapport à plusieurs de leurs propriétés :

- Un système racinaire pouvant avoir différentes caractéristiques : puissamment perforant pour pénétrer dans des matériaux peu propices, résistant à une faible aération du sol, avec un fort pouvoir de colonisation (comme le blé) pour avoir une action répartie dans tout le volume de sol ;
- Une production importante de matière organique qui une fois enfouie dynamisera la vie biologique ou fournira de l'humus pour stabiliser la structure ;
- Une action particulièrement favorable sur la vie biologique du sol comme avec les légumineuses (fabacées) alors que les crucifères (Brassicacées) ont un effet plutôt dépréciateur ;
- Une installation et un développement rapide pour éviter l'installation d'adventices.

Le couvert végétal le plus intéressant sera donc un mélange dont la composition doit être adapté aux conditions pédoclimatiques, mais de multiples combinaisons peuvent être réalisées.

Le couvert végétal ne devrait pas être récolté, la récolte étant une intervention avec des engins forcément lourds, traumatisante pour la structure et réalisée à une période pas toujours adaptée en termes d'humidité du sol.

Il devra être laissé en place pour pratiquer un semis sous-couvert vivant ou mort ou éventuellement broyé et enfoui proche de la surface du sol (déchaumeur) et une nouvelle culture ressemée le plus rapidement possible.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble de la zone d'exploitation

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la restitution des premières zones agricoles et se poursuivra jusqu'à la fin des travaux de remise en état.

Modalité de suivi de la mesure :

Un suivi de 5 années des terrains agricoles restitués sera assuré. D'un point de vue pratique, ce suivi prendra la forme d'une étude agro-pédologique, réalisée par une structure indépendante et compétente, en concertation avec les agriculteurs locaux.

Cette étude déterminera s'il est nécessaire ou non de procéder à l'amendement organique des sols et le cas échéant définira le type et les quantités pour chaque parcelle resituée à l'agriculture.

Fiche Mesure MR12-T

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Réduction	Emission de gaz à effet de serre

Désignation :

Mesure de réduction relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre

Justification de la mesure :

Limiter l'impact sur le climat

Description technique de la mesure :

Les émissions des gaz à effet de serre seront limitées par les opérations de remise en état, avec la restitution de l'intégralité des terrains agricoles.

Par ailleurs, d'autres mesures seront mises en œuvre sur le site de Courdan afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre, et notamment :

- La limitation au strict nécessaire des travaux et de décapage des zones agricoles pour réduire le déstockage du carbone ;
- L'optimisation des distances de transport grâce à la réutilisation de matériaux stériles sans stockage préalable dans la mesure du possible et éviter ainsi les reprises ultérieures de stock ;
- L'utilisation d'engins récents moins émetteurs ;
- La limitation de la vitesse au sein du site ;
- La formation régulière et la sensibilisation des chauffeurs ;
- La réalisation de la remise en état de manière coordonnée aux travaux d'extraction sur toute la totalité de l'autorisation ;
- Sensibiliser les collaborateurs aux écogestes.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble de la zone d'exploitation

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la première année de la première phase quinquennale et sera maintenue sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Modalité de suivi de la mesure :

Aucune mesure de suivi n'a été retenue

Fiche Mesure MR13-T

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Réduction	Bruit - Poussières

Désignation :

Mesure de réduction relative aux commodités sur le voisinage

Justification de la mesure :

Présence de population riveraine

Description technique de la mesure :

Compte tenu du dépassement des seuils réglementaires applicables en Zones à Emergence Réglementée probables au point ZER 2 sur la SIMULATION 2 (Phase 1), et au point ZER 1 sur la SIMULATION 4 (Phase 3), plusieurs axes de solutions ont été discutés, modélisés et étudiés :

- Non-cumul de l'ensemble des ateliers au cours des Phases 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation ; sont ainsi retirés de la modélisation pour chaque phase la source S6 (bulldozer), et les sources S2 / S4 (un des couples pelle / tombereau).
- Déplacement en limite de propriété Sud-Est de l'ouverture de la butte (accès agricole), initialement côté Nord-Est. Cette relocalisation est modélisée sur les Phase 1, Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.
- Création d'un nouvel accès agricole plein Nord, uniquement sur les Phase 2 et Phase 3 d'exploitation.

Cependant, malgré la mise en place de ces premiers traitements, les émergences prévisionnelles constatées sont à la limite des seuils réglementaires. C'est pourquoi, la mise en œuvre de traitements complémentaires a été simulée. Ces traitements complémentaires sont la diminution du niveau de puissance de la dragline de 5dB (mise en œuvre de capotage, choix d'un engin moins bruyant…) et le non-cumul de la pelle et la dragline.

La mise en œuvre de ces traitements complémentaire a permis de diminuer les émergences constatées au niveau des riverains en-dessous de 3,5 dB(A) pour l'ensemble des phases d'exploitation et sur l'ensemble des ZER.

La réduction des bruits des engins mobiles sera obtenue grâce au respect de quelques mesures simples :

- L'entretien régulier des engins ;
- Le remplacement immédiat d'une pièce au niveau des installations mobiles de traitement de matériaux ou d'un silencieux d'échappement défectueux ;
- Les contrôles réguliers des émissions sonores des engins et de la dragline.

Une lutte préventive efficace contre les soulèvements de poussières sera donc obtenue par le maintien des dispositions existantes suivantes :

- L'installation de merlon périphérique et leur végétalisation ;
- Le maintien de la limitation de vitesse des camions à 30 km/h afin d'éviter tout envol de poussières, valeur abaissée à 15 km/h, par temps sec et venté ;
- La mise en sommeil du site durant la période estivale, période propice à la sécheresse de surface et donc à l'envol de poussière
- Un arrosage préventif sera réalisé au niveau des pistes et des stockages de matériaux (bruts et inertes entrants) par temps sec et venté le cas échéant.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble du site

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la première année de la première phase quinquennale et sera maintenue sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Modalité de suivi de la mesure :

Les niveaux d'émissions sonores liés à l'activité de la carrière feront l'objet d'un contrôle de vérification tous les 3 ans.

Les niveaux d'émissions sonores liés à l'activité de la carrière feront l'objet d'un contrôle de vérification tous les ans.

Fiche Mesure MR14-T

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Réduction	Transport routier

Désignation :

Mesure de réduction relative au roulage et au transport de matériaux

Justification de la mesure :

Gestion de la rotation des poids lourds

Description technique de la mesure :

La société Carrières MBTP a élaboré une gestion et une logistique aboutie de la rotation des poids lourds entre la plateforme de traitement et le site, ceci dans le but de limiter l'impact sur le trafic routier local.

Au lieu de repartir « à vide », les camions, acheminant les matériaux inertes jusqu'à la carrière, repartiront, dans la mesure du possible « en charge », avec les matériaux bruts, en direction de la plateforme de traitement.

Cette mesure permet non seulement de s'affranchir de rotations supplémentaires de camions mais également de limiter les émissions de gaz à effet de serre, par une rentabilisation et une utilisation maximale des poids lourds transitant actuellement au droit du site.

Cette mesure ne pourra être mise en place la première année, compte tenu de l'absence de remblaiement.

Elle sera effective dès le début des travaux de remblais et jusqu'à épuisement du gisement (le remblaiement se poursuivant après épuisement du gisement, pour remettre en état les terrains).

Cette mesure sera d'autant plus importante avec la mise en place de la mesure ME2, l'exploitation du site ne sera pas réalisée sur 12 mois, mais sur 6 mois et demi, entre le 15 septembre et le 31 mars, entrainant une augmentation du trafic sur cette période et un arrêt du trafic lié à la carrière en dehors de la période d'activité.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble du site

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en place dès la deuxième année (et le début de l'apport de matériaux inertes) et sera maintenue jusqu'à épuisement du gisement (et donc l'arrêt du transport de matériaux bruts).

Modalité de suivi de la mesure :

Aucune mesure de suivi n'a été retenue

Fiche Mesure MR15-T

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Réduction	Hygiène et sécurité

Désignation :

Mesure de réduction relative à l'hygiène et la sécurité publique

Justification de la mesure :

Présence de population riveraine

Description technique de la mesure :

Les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité publique sont précisées en pièce 6 intitulée « Notice d'hygiène et sécurité »

Pour mémoire, elles comprennent :

- Le respect de la réglementation en vigueur en ce qui concerne la sécurité ;
- La formation et une information permanente du personnel ;
- Le respect de l'hygiène du personnel ;
- Le respect strict des consignes de sécurité ;
- Des vérifications techniques préventives des matériels ;
- L'information des riverains ;
- Le maintien d'une clôture sur la totalité de la périphérie du site et de portails de fermeture ;
- Une signalisation des zones de dangers avec une matérialisation des zones dangereuses.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble du site

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la première année de la première phase quinquennale et sera maintenue sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Modalité de suivi de la mesure :

Aucune mesure de suivi n'a été retenue.

Annexe T- 9 : Fiches mesures d'accompagnement

V. Mesures d'accompagnement et de suivi

V.A. Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement décrites ci-dessous ne visent pas à répondre à un impact précis. Elles visent à apporter une plus-value écologique au projet et à renforcer sur le long terme la pertinence des mesures d'évitement et de réduction décrites ci-avant.

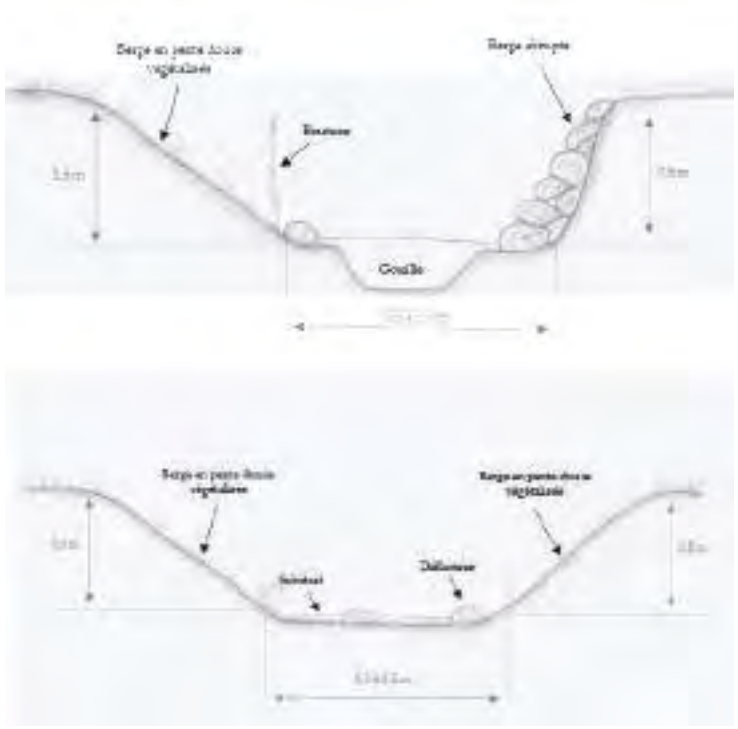
V.A.1. MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA1**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.a – Aménagement ponctuel (abris ou gites artificiels pour la faune)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens**
Objectifs	Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune
Calendrier	Début de la phase de fonctionnement, maintenu à l'issu de la remise en état
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Une zone favorable à la faune sera créée au nord-ouest de la zone d'extension, au niveau du lit de la Janotte, en aval du franchissement de la route de Mortillet (voir localisation p. 118 et 119). Cette zone écologique comprendra une mare temporaire, dont les berges seront en partie végétalisées ainsi que cinq amoncellements de pierres constituant des zones refuges pour les reptiles et amphibiens (murgiers). **Mare** La mare aura une surface de 250 m². Les profils de berges seront diversifiés (pente variant de 5 à 30 %). La forme de la mare ne sera pas géométrique, mais présentera des contours aléatoires et naturels. Le terrassement de la marre sera réalisé par tassement différentiel (par engin mécanique) des formations géologiques marneuses présentes naturellement dans le sous-sol, une fois la couche de terre végétale soigneusement retirée. Cette méthodologie offrira ainsi les garanties nécessaires pour assurer la perméabilité de la mare ainsi restituée. Le point haut de la ligne d'eau de la mare sera aligné et connecté au fond du lit mineur amont du ruisseau de manière que les écoulements puissent remplir gravitairement la mare. Un exutoire sera également créé et aligné sur le tronçon aval, laissant ainsi un libre écoulement des eaux en direction du Rhône et garantissant la libre circulation des espèces. Une partie des berges sera recouverte de galets lavés (20-40 mm), issus de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP. Le reste de la berge sera ensemencé avec un mélange grainier adapté aux sols humides (voir MR8 : Revégétalisation après remise en état). On s'attend à ce que la végétation hélophytique spontanée recolonise progressivement les parties les plus humides des berges. L'aménagement de la mare sera réalisé en période d'étiage ou d'assec afin de ne pas perturber les écoulements du cours d'eau, ni les espèces qui pourraient fréquenter ce secteur. Le semis sera effectué à l'automne ou au printemps. L'alimentation de la mare sera assurée par le cours d'eau ainsi que par les eaux de ruissellement de l'impluvium local. En cas d'étiage sévère ou d'assec, la mare ne sera plus alimentée et l'eau présente au sein de cette structure s'évaporera lentement, jusqu'à son assèchement complet.  *Illustration 28 : Schéma de principe d'aménagement de la mare (source Ingegone)* **Murgiers** Les zones refuges pour les reptiles et amphibiens seront réalisées par création d'amoncèlements de pierres constitués des éléments suivants : - 60 % de pierres de calibre 20-40 cm ; - 20 % de pierres de calibre autre ; - 20 % branchages et souches, positionnés à la base de l'amoncèlement. Les matériaux nécessaires à la création de murgiers proviendront de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP. Les murgiers seront mis en place pendant la première phase d'exploitation, entre le 15 sept et le 31 octobre. Cette mesure permettra d'offrir un habitat de reproduction pour certaines espèces telles que les crapauds ou les reptiles.

	Suivi et entretien Si besoin, en cas de développement excessif des plantes hydrophytes (phragmites notamment), des opérations ponctuelles de faucardage avec dépôt des matériaux à proximité seront conduites dans la mare (fréquence tous les 5 ans maximum). Un curage et un remodelage du fond de la zone pourra également être conduit au bout de 10 ans à l'aide d'une mini-pelle en cas de comblement ou d'atterrissement des zones en eau. Les vases prélevées seront exposées au moins 48h sur les berges à proximité avant évacuation afin de permettre aux larves et insectes aquatiques de regagner la zone en eau. Ces différentes opérations seront systématiquement menées en septembre-octobre, hors période de reproduction et de présence des amphibiens dans le milieu aquatique et avant les températures rigoureuses de l'hiver (engourdissement des larves qui ne peuvent regagner l'eau). L'entretien des murgiers n'appelle pas d'autre mesures que la poursuite de la gestion courante de la végétation des talus et bords de champs (fauche ou broyage annuel ou bisannuel). L'objectif est d'assurer la tenue de l'aménagement tel que dimensionné au démarrage sur la durée de l'exploitation puis de laisser ce milieu humide évoluer naturellement sans intervention anthropique post-exploitation.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Mare : 1 000 € Murgiers : 500 € par murgier soit 2 500 €

V.A.2. MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA2**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.b - Aide à la recolonisation végétale** **A3.c - Autre** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte**
Objectifs	Améliorer la perméabilité écologique
Calendrier	Phase 3.1
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Le lit de la Janotte sera restitué à l'issu de la dernière phase d'exploitation et du remblaiement de la zone (voir localisation p. 118 et 119). La remise en état du chenal constitue une opportunité d'améliorer le fonctionnement hydrologique et écologique du cours d'eau selon les modalités suivantes. - étanchéification grâce à la mise en place d'un placage de marne (sur une épaisseur de 15 à 20 cm) naturellement présente sur le site ; - modelage des berges présentant une pente variant entre 35 et 80°% ; - diversification des profils d'écoulement par la mise en place de blocs décamétriques groupés sous forme de déflecteurs, seuils échancrés, surcreusement de gouilles ; - mise en place d'un substrat sédimentaire centimétrique grâce à des matériaux exogènes, exemptes de toute pollution ou contamination bactérienne, issus de la carrière voisine exploitée par la société MBTP, sur une épaisseur maximale de 0,02 m ; - plantations, sur les berges, de bouture de saules en faible densité (50 boutures au total, groupées par petits massifs) et ensemencement adapté aux sols humides (voir MR8 : Revégétalisation après remise en état). Le ruisseau restitué présentera ainsi un tracé sinueux et varié avec une pente moyenne de 0,02 m/m, induisant une vitesse d'écoulement relativement élevée et donc favorable à une bonne oxygénation des eaux. La présence de surcreusements localisés (gouilles) permettra de prolonger les capacités d'accueil de la faune aquatique ou amphibie au début des périodes d'assec. La reconstitution d'une végétation rivulaire dense permettra de renforcer la fonctionnalité du tronçon concerné en tant que corridor écologique local.

	La restauration sera menée d'aval vers l'amont afin pouvoir connecter le chenal restitué à la partie amont, sans écoulement diffus au niveau des zones agricoles remises en état et maintenir une zone d'infiltration dans la nappe sous-jacente pendant la phase travaux.  *Illustration 29 : Profils variés du lit restitué (source : Ingégone)* Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons, soit au cours de la phase 3.1. **Suivi et entretien** Après remise en état, le lit de la Janotte sera entretenu par fauchage, par les exploitants agricoles de la même façon que les bandes enherbées riveraines. Le mode de gestion traditionnel tel que constaté en 2022 (fauche annuelle), apparait favorable au développement d'une végétation herbacée haute et de taillis de saules, favorable à la faune. Aucune convention de gestion n'est envisagée avec les agriculteurs concernant la gestion de la végétation dans le lit de la Janotte.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Restauration du lit et plantations : 7 500 €

Fiche Mesure MA3

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Accompagnement	Eau souterraine

Désignation :

Mise en place d'un suivi des eaux souterraines

Justification de la mesure :

Gestion des eaux souterraines

Description technique de la mesure :

Un relevé du niveau piézométrique sera réalisé mensuellement au droit de l'ensemble des ouvrages composant le réseau de surveillance actuel, pendant toute la durée de l'exploitation.

De plus, un prélèvement semestriel d'eaux souterraines et représentatif des périodes de hautes et basses eaux sera réalisé sur ces ouvrages ainsi qu'au droit du point de contrôle implanté au droit du séparateur à hydrocarbure.

Après mesure des niveaux piézométriques, les ouvrages seront purgés à l'aide d'une pompe submersible. Le temps de purge théorique correspond à un volume de purge égal à au moins trois fois le volume d'eau contenu dans chacun des ouvrages de suivis. Des fiches de prélèvements seront élaborées puis consignées dans chaque rapport d'étude.

Les échantillons seront identifiés par le nom de l'ouvrage de prélèvement. Le conditionnement des échantillons d'eau sera effectué à l'aide du flaconnage fourni par le laboratoire d'analyses.

Les flacons seront immédiatement placés dans une glacière réfrigérée, puis envoyés en fin de journée au laboratoire agréé.

Un échantillon d'eau sera prélevé par ouvrage puis analysé. Les paramètres suivants seront recherchés :

- Oxygène dissous ;
- Hydrocarbures dissous (C10-C40) ;
- Demande Chimique en Oxygène (DCO) ;
- Carbone Organique Total (COT) ;
- Chlorures ;
- Sulfates ;
- Nitrates ;
- Nitrites ;
- Ammonium ;
- Azote ;
- Indice phénol ;
- Fluorures ;
- Métaux lourds (Aluminium, Chrome, Manganèse, Nickel, Cuivre, Zinc, Arsenic, Sélénium, Molybdène, Cadmium, Antimoine, Baryum, Mercure et Plomb) ;
- Fer ;
- Composés Organo-Halogénés Volatils (COHV) ;
- Benzène et aromatiques (CAV-BTEX) ;
- Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- Polychlorobiphényles (PCB) ;
- Matières en suspension (MES).

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble du site d'exploitation

Echéancier et durée de la mesure :

Cette mesure sera mise en œuvre dès la phase de travaux préliminaires et sera maintenue sur l'ensemble de la durée d'autorisation.

Fiche Mesure MA4

Type de mesure :	*Thématique concernée :*
Accompagnement	Toutes

Désignation :

Mesure d'accompagnement relatif à la création d'une Commission Locale d'Information (CLI).

Justification de la mesure :

Présentation de l'état d'avancement des travaux

Description technique de la mesure :

Dans le cadre de l'autorisation en vigueur, une commission locale de suivi annuelle a été créée en 2018.

Instance de débat et de vigilance, les Commission Locale d'Information (CLI) assurent une mission générale de suivi, d'information et de concertation en matière d'impact des activités sur les personnes et l'environnement.

Représentative des populations riveraines et des installations suivies, les CLI rassemblent, toutes opinions confondues, des élus locaux, des associations environnementales, des délégués syndicaux, des experts et des représentants du monde économique, le cas échéant.

Elle permettra également au maître d'ouvrage de recueillir un retour d'expérience de la part de la mairie et des riverains en termes de bruits, poussières, trafic, etc.

Localisation spatiale de la mesure :

Ensemble de la zone d'exploitation

Echéancier et durée de la mesure :

Cette commission, qui se réunira à l'initiative de la municipalité de Murs-et-Gélignieux ou du maître d'ouvrage, aura pour principal objectif de présenter l'état d'avancement de l'exploitation et les résultats des différents suivis menés sur le site.

Modalité de suivi de la mesure :

Aucune modalité de suivi n'a été retenu

Modalité de suivi de la mesure :

Un relevé du niveau piézométrique sera réalisé mensuellement.

Un prélèvement semestriel d'eaux souterraines et représentatif des périodes de hautes et basses eaux sera réalisé sur ces ouvrages ainsi qu'au droit du point de contrôle implanté au droit du séparateur à hydrocarbure.

Un rapport de synthèse sera réalisé à l'issue de chaque campagne de suivi et sera transmis à la préfecture de l'Ain.

Annexe T- 10 : Fiches mesures de suivi

V.B. Mesures de suivis

Les mesures de suivi ont pour objectif de rendre compte de la bonne exécution des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ainsi que de s'assurer de leur efficacité.

V.B.1. MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures

Type de mesure	**Suivi**
Code	**MS1**
Nom	**Suivi de la mise en œuvre des mesures**
Objectifs	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état
Calendrier	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore
Mise en œuvre	L'exploitant veillera à la bonne application des mesures d'évitement et de réduction pendant toute l'exploitation de la carrière. Les prescriptions environnementales (zones sensibles, mises en défens) figureront sur le plan d'exploitation. L'exploitant sera accompagné par un écologue lors des phases critiques de l'exploitation du site. Un suivi de la faune et de la flore sera par ailleurs réalisé visant, pour chaque campagne concernée les groupes suivants : - Espèces exotiques envahissantes : 1 intervention sur site au mois de septembre, visant à mettre à jour la répartition des espèces exotiques envahissantes connues ou nouvelles ; - Reptiles et avifaune : 3 interventions sur site entre avril et aout visant à identifier les espèces présentes (points d'écoute, observation directe, utilisation de plaques à reptiles) ; - Amphibiens : deux interventions nocturnes entre mars et mai visant à identifier les espèces présentes (recherche de pontes, larves et adultes, points d'écoutes). Le suivi de la faune sera mené par observation directe, recherche de traces et points d'écoute. Les écoutes seront réalisées en matinée, sous conditions météorologiques favorables (absence de fort vent, forte précipitations ou canicule). Toutes les observations pertinentes au regard de la biologie des espèces seront consignées lors des interventions de l'écologue (nombre d'individus contactés, comportement, indices de reproduction). Les suivis devront porter une attention particulière sur la présence de la Cisticole des Joncs au niveau des merlons végétalisés, de la végétation présente le long des fossés ou cours d'eau réaménagés et au niveau des bandes de jachère mises en place en phase 3 de part et d'autre de la Janotte.

	Les suivis porteront également sur les aménagements temporaires (bande en friche et plots non semés) mis en place pour l'Alouette des champs. Les points de contrôle devant faire l'objet d'une attention particulière lors des suivis écologue sont localisés sur la carte p. 132. Ces suivis permettront rendre compte de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement mises en œuvre, et de proposer d'éventuelles adaptations ou mesures correctives. Ils permettront, en outre d'améliorer les connaissances sur l'écologie de la Cisticole des joncs, espèce dont l'écologie est encore mal connue en région Auvergne-Rhône-Alpes **Le détail de la mise en œuvre de la présente fiche mesure devra être communiqué à l'écologue en charge du ou des suivis.** Les interventions de l'écologue pendant l'exploitation seront organisées comme suit (voir illustration ci-dessous) : - Sensibilisation initiale des équipes lors du démarrage de l'exploitation ; - Cartographie des espèces envahissantes pendant l'été précédent chaque ouverture d'une nouvelle tranche d'exploitation ; - Quatre campagnes de suivi de l'avifaune et des reptiles réparties pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Trois campagnes de suivi supplémentaire de l'avifaune pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Deux campagnes de suivi des amphibiens comprenant chacune 2 interventions sur site ; - Deux visites spécifiques d'encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement : - Constatation des remises en état et production d'un bilan final de la mise en œuvre des mesures environnementales. Un suivi écologue sera par ailleurs mené les trois années suivant la remise en état : - Trois campagnes de suivi de la flore exotique envahissante visant à contrôler l'émergence de nouveaux foyers sur les zones remises en état et, le cas échéant, préconiser des mesures de gestion ; - Trois campagnes de suivi de la faune comprenant chacune 3 interventions sur site. Chaque campagne de suivi fera l'objet d'un compte rendu faisant état des espèces présentes sur le site, de l'application des mesures environnementales et formulera d'éventuelles mesures correctives.

	Il est rappelé qu'une CLIS sera organisée annuellement. A cette commission seront notamment conviés les agriculteurs exploitant les parcelles de l'emprise du projet permettant, à travers les résultats de suivis, de réaliser une sensibilisation régulière sur les enjeux de biodiversité autour de la matrice culturale locale.
Coût	33 interventions de suivi écologique pendant l'exploitation avec production d'un compte rendu par campagne : 23 550 € Production d'un bilan général en fin d'exploitation : 900 € 12 visites de suivi faune et espèces envahissantes post exploitation avec production d'un rapport : 7 200 € (ne comprend la mise en œuvre des éventuelles mesures correctives)

Tableau 38 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques

	2025	2026			2027	2028	2029				2030	2031	2032			2033	2034	2035			2036	2037						2038			2039			2040			2041			2042		
		av.	juin	août			mars	av.	mai	juin	août			av.	juin	août			av.	juin	août		mars	av.	mai	juin	août	oct.	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août
PHASAGE TECHNIQUE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE																																									
Phase technique quinquennale	Phase 1 : à l'extrémité Est de l'emprise										Phase 2 : au centre de l'emprise											Phase 3 : à l'extrémité ouest de l'emprise																		
Travaux de constitution des merlons de terres végétales au nord et à l'est du site	X																																							
Travaux d'arase du merlon																														X										
Travaux de restitution des terrains agricoles	En continu, de manière coordonnée à l'avancée de l'exploitation																																							
MESURES DE REDUCTION ECOLOGIQUE																																								
Mise en œuvre de MR1 : Réduction des périodes d'exploitation entre mi-septembre et fin mars	Arrêt complet de toutes les activités, tous les ans, de fin mars à mi-septembre																																							
Mise en œuvre mesure MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	X																					X																		
Mise en œuvre mesure MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	X																																							
Mise en œuvre de MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintien d'une surface de 3 000 m² plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																							
Mise en œuvre de MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Clôturage des zones en chantier de manière perméable au passage de la faune																																							
Mise en œuvre mesure MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Entretien du matériel roulant, végétalisation des terres mises à nu, balisage et traitement des foyers Mesure liée à MR3 et MS1																																							
Mise en œuvre mesure MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Maintien d'une surface de 3 000 m2 plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																							
Mise en œuvre mesure MR8 : Revégétalisation après remise en état	Végétalisation en début du projet de deux merlons principaux constitués au nord et à l'est de l'emprise, puis progressive au gré des surfaces libres de cultures ou d'exploitation du gisement																																							
Mise en œuvre mesure MR9 : Maintien d'habitats favorables à la Cisticole des joncs																						X																		
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT																																								
Mise en œuvre de MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	X																																							
Mise en œuvre de MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte																						X																		
MESURES DE SUIVI ECOLOGIQUE (Mesure MS1)																																								
Cartographie es espèces envahissantes	X					X				X					X					X					X															
Suivi des espèces enhavissantes post-texploitation																																		X			X			X		
Sensibilisation initiale	X																																							
Suivi reptile et avifaune		X	X	X				X		X	X							X	X	X							X	X	X			X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi complémentaire avifaune uniquement													X	X	X								X		X	X				X	X	X								
Suivi amphibien							X		X													X		X																

X : intervention de suivi par un écologue



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures

- aire d'étude rapprochée
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier
- Mare
- Points d'attention lors du suivi écologique (MS1)

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

ANNEXES NATURALISTES

Annexe N- 1 : Fiches descriptives des ZNIEFF

BAS-BUGEY
(Identifiant national : 820030677)

(ZNIEFF Continentale de type 2)

(Identifiant régional : 0119)

La citation de référence de cette fiche doit se faire comme suite : DIREN RHONE-ALPES (CHATELAIN Marc), .- 820030677, BAS-BUGEY. - INPN, SPN-MNHN Paris, 24P. *https://inpn.mnhn.fr/zone/znieff/820030677.pdf*

Région en charge de la zone : Rhône-Alpes
Rédacteur(s) :DIREN RHONE-ALPES (CHATELAIN Marc)
Centroïde calculé : 854416°-2094416°

Dates de validation régionale et nationale

Date de premier avis CSRPN : 17/12/2009
Date actuelle d'avis CSRPN :
Date de première diffusion INPN : 01/01/1900
Date de dernière diffusion INPN : 06/04/2011

1. DESCRIPTION 2
2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE 3
3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE 4
4. FACTEUR INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE 5
5. BILAN DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS 5
6. HABITATS 5
7. ESPECES 7
8. LIENS ESPECES ET HABITATS 24
9. SOURCES 24

1. DESCRIPTION

1.1 Localisation administrative

- Département : Ain

- Commune : Montagnieu (INSEE : 01255)
- Commune : Conzieu (INSEE : 01117)
- Commune : Tenay (INSEE : 01416)
- Commune : Ambutrix (INSEE : 01008)
- Commune : Saint-Bois (INSEE : 01340)
- Commune : Lhuis (INSEE : 01216)
- Commune : Marchamp (INSEE : 01233)
- Commune : Peyrieu (INSEE : 01294)
- Commune : Arandas (INSEE : 01013)
- Commune : Brégnier-Cordon (INSEE : 01058)
- Commune : Saint-Rambert-en-Bugey (INSEE : 01384)
- Commune : Seillonnaz (INSEE : 01400)
- Commune : Souclin (INSEE : 01411)
- Commune : Colomieu (INSEE : 01110)
- Commune : Vaux-en-Bugey (INSEE : 01431)
- Commune : Arbignieu (INSEE : 01015)
- Commune : Serrières-de-Briord (INSEE : 01403)
- Commune : Innimond (INSEE : 01190)
- Commune : Saint-Sorlin-en-Bugey (INSEE : 01386)
- Commune : Groslée (INSEE : 01182)
- Commune : Izieu (INSEE : 01193)
- Commune : Ordonnaz (INSEE : 01280)
- Commune : Burbanche (INSEE : 01066)
- Commune : Ambléon (INSEE : 01006)
- Commune : Bettant (INSEE : 01041)
- Commune : Sault-Brénaz (INSEE : 01396)
- Commune : Cleyzieu (INSEE : 01107)
- Commune : Lompnas (INSEE : 01219)
- Commune : Briord (INSEE : 01064)
- Commune : Saint-Denis-en-Bugey (INSEE : 01345)
- Commune : Cheignieu-la-Balme (INSEE : 01100)
- Commune : Villebois (INSEE : 01444)
- Commune : Conand (INSEE : 01111)
- Commune : Contrevoz (INSEE : 01116)
- Commune : Ambérieu-en-Bugey (INSEE : 01004)
- Commune : Bénonces (INSEE : 01037)
- Commune : Lagnieu (INSEE : 01202)
- Commune : Torcieu (INSEE : 01421)
- Commune : Saint-Germain-les-Paroisses (INSEE : 01358)
- Commune : Murs-et-Gélignieux (INSEE : 01268)
- Commune : Prémeyzel (INSEE : 01310)
- Commune : Argis (INSEE : 01017)
- Commune : Saint-Benoît (INSEE : 01338)

1.2 Superficie

27859,41 hectares

1.3 Altitude

Minimale (mètre):
Maximale (mètre):

1.4 Liaisons écologiques avec d'autres ZNIEFF

Non renseigné

1.5 Commentaire général

Non renseigné

1.6 Compléments descriptifs

1.6.1 Mesures de protection

Non renseigné

Commentaire sur les mesures de protection

aucun commentaire

1.6.2 Activités humaines

Non renseigné

Commentaire sur les activités humaines

aucun commentaire

1.6.3 Géomorphologie

Non renseigné

Commentaire sur la géomorphologie

aucun commentaire

1.6.4 Statut de propriété

Non renseigné

Commentaire sur le statut de propriété

aucun commentaire

2. CRITERES D'INTERET DE LA ZONE

Patrimoniaux	Fonctionnels	Complémentaires
- Ecologique - Faunistique - Poissons - Amphibiens - Reptiles - Oiseaux - Autre Faune (préciser) - Insectes - Floristique - Ptéridophytes - Phanérogames	- Auto-épuration des eaux - Expansion naturelle des crues - Ralentissement du ruissellement - Soutien naturel d'étiage - Corridor écologique, zone de passages, zone d'échanges - Etapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs - Zone particulière d'alimentation - Zone particulière liée à la reproduction	- Paysager - Géologique - Paléontologique

Commentaire sur les intèrêts

aucun commentaire

3. CRITERES DE DELIMITATION DE LA ZONE

- Répartition des espèces (faune, flore)
- Répartition et agencement des habitats

Commentaire sur les critères de délimitation de la zone

Le massif du Bas-Bugey (ou « Bugey blanc ») reste, en dépit de la proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise, faiblement peuplé ; il conserve des paysages globalement très bien préservés.

Entre la plaine du Rhône à 250 m d'altitude et le point culminant du massif, pourtant d'altitude modeste (Mollard de Don à 1219 m), il présente un relief accusé qui contribue à de forts contrastes de climat, de pluviométrie et de végétation.

Celle-ci s'échelonne de la série xérophile (c'est à dire adaptée aux situations sèches) du Chêne pubescent jusqu'à celle de la hêtraie-sapinière montagnarde, avec des plantes telles que le Chèvrefeuille bleu. Certaines combes sont occupées par des pâturages à la flore vernale spectaculaire (Erythrone dent de chien…).

Sur les versants les plus chauds dominant la vallée du Rhône, des espèces méditerranéennes (Aspérule taurine, Pistachier térébinthe, fougère Capillaire, Grande Cigale…) parviennent à s'insinuer.

L'intérêt souvent exceptionnel des lacs, marais et tourbières dissimulés dans le massif, notamment vers le sud, mérite d'être particulièrement signalé.

D'autre part, les falaises qui bordent le massif de tous côtés constituent souvent de bons sites de nidification de rapaces.

L'entomofaune est également intéressante, et une espèce au moins est considérée comme spécifique au Bugey (le coléoptère Pterostichus nodicornis).

Enfin, le secteur abrite un karst de type jurassien. Ce type de karst se développe sur un substrat tabulaire ou plissé ; il est caractérisé par l'abondance des dolines, l'existence de vastes « poljé » dans les synclinaux, la formation de cluses, et le développement de vastes réseaux spéléologiques sub-horizontaux

Le peuplement faunistique du karst jurassien est relativement bien connu, et le Bas-Bugey est concerné par certains sites de recherche (réseau spéléologique de Dorvan, comprenant un ensemble de rivières souterraines et de zones noyées considéré comme l'un des plus importants de France en matière de patrimoine faunistique souterrain).

Il apparaît néanmoins moins riche que celui du Vercors en espèces terrestres troglobies (c'est à dire vivant exclusivement dans les cavités souterraines). On y connaît ainsi actuellement trois espèces de coléoptères et sept de collemboles ; certaines espèces (par exemple un coléoptère tréchiné) sont des endémiques dont la répartition est circonscrite au massif jurassien. Par contre, la faune stygobie (c'est à dire vivant dans les eaux souterraines) peut être diversifiée ; on connaît ainsi trois espèces de mollusques aquatiques dans le karst de Dorvan.

Les secteurs présentant le cortège le plus riche en terme d'habitats naturels et d'espèces de faune ou de flore remarquables sont identifiés ici par de très nombreuses ZNIEFF de type I (zones humides dont des tourbières, pelouses sèches, falaises...).

Le zonage de type II souligne tout d'abord les interactions multiples entre ces diverses zones, souvent constituées en véritable réseau (cas des pelouses sèches…).

Il traduit également diverses fonctionnalités naturelles majeures, parmi lesquelles peuvent être citées :

- celle de bassin versant peu perturbé alimentant des réseaux karstiques, ces derniers abritant des populations d'espèces troglobies remarquables. La sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive ;

- de zone abritant des espèces remarquables exigeant de vastes territoires vitaux (Lynx d'Europe…),

- de zone de passages, d'alimentation et de reproduction pour de nombreuses espèces, notamment parmi les libellules -bien représentés ici-, les oiseaux et la grande faune ...),

- en ce qui concerne les zones humides, celles de nature hydraulique (rôle dans l'expansion naturelle des crues, le ralentissement du ruissellement, le soutien naturel d'étiage, l'auto épuration des eaux).

L'intérêt géologique et paléontologique de cet ensemble (avec les carrières de pierre lithographique de Cérin ainsi que la carrière de Villebois citées à l'inventaire des sites géologiques remarquables de la région Rhône-Alpes) est également notable.

4. FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

Commentaire sur les facteurs

aucun commentaire

5. BILANS DES CONNAISSANCES - EFFORTS DES PROSPECTIONS

5.1 Espèces

Nulle	Faible	Moyen	Bon
- Algues	- Amphibiens		
- Bryophytes	- Autre Faunes		
- Lichens	- Oiseaux		
- Mammifères	- Phanérogames		
- Mollusques	- Poissons		
- Crustacés	- Ptéridophytes		
- Arachnides	- Reptiles		
- Myriapodes	- Odonates		
- Orthoptères	- Lépidoptères		
- Coléoptères			
- Diptères			
- Hyménoptères			
- Autres ordres d'Hexapodes			
- Hémiptères			
- Ascomycètes			
- Basidiomycètes			
- Autres Fonges			

5.2 Habitats

6. HABITATS

6.1 Habitats déterminants

Non renseigné

6.2 Habitats autres

Non renseigné

6.3 Habitats périphériques

Non renseigné

6.4 Commentaire sur les habitats

aucun commentaire

7. ESPECES

7.1 Espèces déterminantes

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Amphibiens	197	*Alytes obstetricans (Laurenti, 1768)*	*Alyte accoucheur, Crapaud accoucheur*	Reproduction indéterminée					
	259	*Bufo bufo (Linnaeus, 1758)*	*Crapaud commun (Le)*	Reproduction indéterminée					
	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	*Grenouille rousse*	Reproduction indéterminée					
Crustacés	18437	*Austropotamobius pallipes (Lereboullet, 1858)*	*Écrevisse à pieds blancs (L'), Écrevisse à pattes blanches (L'), Écrevisse pallipède (L')*	Reproduction indéterminée					
Lépidoptères	53865	*Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)*	*Damier de la Succise (Le), Artémis (L'), Damier printanier (Le), Mélitée des marais (La), Mélitée de la Scabieuse (La), Damier des marais (Le)*	Reproduction indéterminée					
	53765	*Limenitis populi (Linnaeus, 1758)*	*Grand Sylvain (Le), Nymphale du Peuplier (La)*	Reproduction indéterminée					
	54080	*Maculinea alcon (Denis & Schiffermüller, 1775)*	*Azuré de la Croisette (L'), Argus bleu marine (L')*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
Odonates	65456	*Aeshna affinis Vander Linden, 1820*	*Aeschne affine*	Reproduction indéterminée					
	65446	*Aeshna grandis (Linnaeus, 1758)*	*Grande Aeschne (La)*	Reproduction indéterminée					
	65462	*Aeshna isosceles (Müller, 1767)*	*Aeschne isocèle*	Reproduction indéterminée					
	65169	*Ceriagrion tenellum (de Villers, 1789)*	*Agrion délicat*	Reproduction indéterminée					
	65133	*Coenagrion mercuriale (Charpentier, 1840)*	*Agrion de Mercure*	Reproduction indéterminée					
	65145	*Coenagrion pulchellum (Vander Linden, 1825)*	*Agrion joli*	Reproduction indéterminée					
	65227	*Gomphus pulchellus Selys, 1840*	*Gomphe joli (Le)*	Reproduction indéterminée					
	65265	*Libellula fulva O.F. Müller, 1764*	*Libellule fauve (La)*	Reproduction indéterminée					
	65282	*Orthetrum albistylum (Selys, 1848)*	*Orthétrum à stylets blancs (L')*	Reproduction indéterminée					
	65184	*Platycnemis pennipes (Pallas, 1771)*	*Agrion à larges pattes, Pennipatte bleuâtre*	Reproduction indéterminée					
	65395	*Somatochlora flavomaculata (Vander Linden, 1825)*	*Cordulie à taches jaunes (La)*	Reproduction indéterminée					
Oiseaux	2891	*Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)*	*Autour des palombes*	Reproduction indéterminée					
	4198	*Acrocephalus arundinaceus (Linnaeus, 1758)*	*Rousserolle turdoïde*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	4187	*Acrocephalus schoenobaenus (Linnaeus, 1758)*	*Phragmite des joncs*	Reproduction indéterminée					
	3571	*Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)*	*Martin-pêcheur d'Europe*	Reproduction indéterminée					
	3558	*Apus melba (Linnaeus, 1758)*	*Martinet à ventre blanc, Martinet alpin*	Reproduction indéterminée					
	3493	*Bubo bubo (Linnaeus, 1758)*	*Grand-duc d'Europe*	Reproduction indéterminée					
	3540	*Caprimulgus europaeus Linnaeus, 1758*	*Engoulevent d'Europe*	Reproduction indéterminée					
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	*Grimpereau des bois*	Reproduction indéterminée					
	2873	*Circaetus gallicus (Gmelin, 1788)*	*Circaète Jean-le-Blanc*	Reproduction indéterminée					
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	*Grand corbeau*	Reproduction indéterminée					
	4663	*Emberiza cia Linnaeus, 1766*	*Bruant fou*	Reproduction indéterminée					
	4665	*Emberiza hortulana Linnaeus, 1758*	*Bruant ortolan*	Reproduction indéterminée					
	4669	*Emberiza schoeniclus (Linnaeus, 1758)*	*Bruant des roseaux*	Reproduction indéterminée					
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	*Faucon pèlerin*	Reproduction indéterminée					
	3670	*Lullula arborea (Linnaeus, 1758)*	*Alouette lulu*	Reproduction indéterminée					
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	*Milan noir*	Reproduction indéterminée					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	4064	*Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)*	*Traquet motteux*	Reproduction indéterminée					
	2559	*Scolopax rusticola Linnaeus, 1758*	*Bécasse des bois*	Reproduction indéterminée					
	3590	*Upupa epops Linnaeus, 1758*	*Huppe fasciée*	Reproduction indéterminée					
Phanérogames	80856	*Aira capillaris Savi, 1798*	*Canche à feuilles de jonc, Canche moyenne*	Reproduction certaine ou probable					
	80871	*Aira elegantissima Schur, 1853*	*Canche élégante, Aïra élégant*	Reproduction certaine ou probable					
	82288	*Anacamptis pyramidalis (L.) Rich., 1817*	*Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide*	Reproduction certaine ou probable					
	83528	*Arctostaphylos uva-ursi (L.) Spreng., 1825*	*Raisin d'ours, Arbousier traînant*	Reproduction certaine ou probable					
	84328	*Asperula taurina L., 1753*	*Grande Croisette, Aspérule de Turin*	Reproduction certaine ou probable					
	84626	*Aster amellus L., 1753*	*Marguerite de la Saint-Michel, Étoilée*	Reproduction certaine ou probable					
	86018	*Biscutella auriculata L., 1753*	*Lunetière auriculée*	Reproduction certaine ou probable					
	86025	*Biscutella cichoriifolia Loisel., 1810*	*Lunetière à feuilles de chicorée*	Reproduction certaine ou probable					
	87678	*Campanula medium L., 1753*	*Campanule carillon, Fausse Raiponce*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	87925	*Cardamine heptaphylla (Vill.) O.E.Schulz, 1903*	*Dentaire pennée*	Reproduction certaine ou probable					
	88344	*Carex appropinquata Schumach., 1801*	*Laîche paradoxale*	Reproduction certaine ou probable					
	88468	*Carex diandra Schrank, 1781*	*Laîche arrondie, Laîche à tige arrondie, Laîche à deux étamines*	Reproduction certaine ou probable					
	88632	*Carex limosa L., 1753*	*Laîche des tourbières, Laîche des vases, Laîche des bourbiers*	Reproduction certaine ou probable					
	88755	*Carex paradoxa Willd., 1794*	*Laîche paradoxale*	Reproduction certaine ou probable					
	88774	*Carex pilosa Scop., 1772*	*Laîche pileux, Laîche poilue, Laîche pileuse*	Reproduction certaine ou probable					
	88794	*Carex pseudocyperus L., 1753*	*Laîche faux-souchet*	Reproduction certaine ou probable					
	88802	*Carex pulicaris L., 1753*	*Laîche puce, Carex pucier*	Reproduction certaine ou probable					
	88913	*Carex teretiuscula Gooden., 1794*	*Laîche arrondie, Laîche à tige arrondie, Laîche à deux étamines*	Reproduction certaine ou probable					
	133044	*Centaurium pulchellum subsp. ramosissimum (Pers.) P.Fourn., 1938*	*Petite centaurée délicate*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	89852	*Centaurium pulchellum (Sw.) Druce, 1898*	*Petite centaurée délicate*	Reproduction certaine ou probable					
	91398	*Cirsium rivulare (Jacq.) All., 1789*	*Cirse des ruisseaux, Cirse de Salzbourg*	Reproduction certaine ou probable					
	92217	*Comarum palustre L., 1753*	*Potentille des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	92308	*Convolvulus cantabrica L., 1753*	*Liseron des monts Cantabriques, Herbe de Biscaye*	Reproduction indéterminée					
	94287	*Dactylorhiza traunsteineri (Saut.) Soó, 1962*	*Orchis de Traunsteiner*	Reproduction certaine ou probable					
	94618	*Dentaria pinnata Lam., 1786*	*Dentaire pennée*	Reproduction certaine ou probable					
	94629	*Deschampsia juncea (Chaix) P.Beauv., 1812*	*Canche à feuilles de jonc, Canche moyenne*	Reproduction certaine ou probable					
	94633	*Deschampsia media (Gouan) Roem. & Schult., 1817*	*Canche à feuilles de jonc, Canche moyenne*	Reproduction certaine ou probable					
	94693	*Dianthus armeria L., 1753*	*Oeillet velu, Armoirie, Oeillet à bouquet*	Reproduction certaine ou probable					
	95436	*Drosera anglica Huds., 1778*	*Rossolis à feuilles longues, Droséra à longues feuilles*	Reproduction certaine ou probable					
	95439	*Drosera longifolia L., 1753*	*Rossolis à feuilles longues, Droséra à longues feuilles*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	*Rossolis à feuilles rondes*	Reproduction certaine ou probable					
	96465	*Epipactis palustris (L.) Crantz, 1769*	*Épipactis des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	96843	*Eriophorum alpinum L., 1753*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	97309	*Erythraea pulchella (Sw.) Fr., 1814*	*Petite centaurée délicate*	Reproduction certaine ou probable					
	97325	*Erythronium dens-canis L., 1753*	*Érythrone dent-de-chien, Érythronium Dent-de-chien*	Reproduction certaine ou probable					
	98816	*Fragaria elatior Ehrh., 1792*	*Fraisier musqué*	Reproduction certaine ou probable					
	98830	*Fragaria moschata Weston, 1771*	*Fraisier musqué*	Reproduction certaine ou probable					
	99016	*Fumana ericoides (Cav.) Gand., 1883*	*Hélianthème à allure de bruyère, Hélianthème de Spach, Fumana fausse bruyère*	Reproduction certaine ou probable					
	99185	*Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809*	*Gagée jaune, Gagée des bois, Étoile jaune, Ornithogale jaune*	Reproduction certaine ou probable					
	154937	*Gagea pusilla subsp. burnatii (A.Terracc.) Guin., 1978*	*Gagée de Burnat*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	99889	*Gentiana germanica Willd., 1798*	*Gentianelle d'Allemagne*	Reproduction certaine ou probable					
	99922	*Gentiana pneumonanthe L., 1753*	*Gentiane des marais, Gentiane pulmonaire des marais, Gentiane pneumonanthe*	Reproduction certaine ou probable					
	99986	*Gentianella germanica (Willd.) Börner, 1912*	*Gentianelle d'Allemagne*	Reproduction certaine ou probable					
	100614	*Gymnadenia odoratissima (L.) Rich., 1817*	*Gymnadenie odorante, Orchis odorant*	Reproduction certaine ou probable					
	103027	*Hottonia palustris L., 1753*	*Hottonie des marais, Millefeuille aquatique*	Reproduction certaine ou probable					
	103142	*Hydrocotyle vulgaris L., 1753*	*Écuelle d'eau, Herbe aux Patagons*	Reproduction certaine ou probable					
	103917	*Isopyrum thalictroides L., 1753*	*Isopyre faux Pigamon*	Reproduction certaine ou probable					
	105148	*Lathraea squamaria L., 1753*	*Clandestine écailleuse, Lathrée écailleuse*	Reproduction certaine ou probable					
	105280	*Lathyrus vernus (L.) Bernh., 1800*	*Gesse printanière, Orobe printanier*	Reproduction certaine ou probable					
	105841	*Leucojum vernum L., 1753*	*Nivéole de printemps, Nivéole printanière*	Reproduction certaine ou probable					
	106353	*Liparis loeselii (L.) Rich., 1817*	*Liparis de Loesel*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	106555	*Lonicera caerulea L., 1753*	*Camérisier bleu*	Reproduction certaine ou probable					
	106761	*Lunaria rediviva L., 1753*	*Lunaire vivace, Lunaire odorante*	Reproduction certaine ou probable					
	107172	*Malaxis loeselii (L.) Sw., 1805*	*Liparis de Loesel*	Reproduction certaine ou probable					
	107790	*Melampyrum cristatum L., 1753*	*Mélampyre à crêtes*	Reproduction certaine ou probable					
	109396	*Nasturtium asperum (L.) Boiss., 1839*	*Cresson rude*	Reproduction certaine ou probable					
	109732	*Nuphar lutea (L.) Sm., 1809*	*Nénuphar jaune, Nénufar jaune*	Reproduction certaine ou probable					
	110899	*Orchis laxiflora Lam., 1779*	*Orchis à fleurs lâches*	Reproduction certaine ou probable					
	138383	*Orchis laxiflora subsp. palustris (Jacq.) Bonnier & Layens, 1894*	*Orchis des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	110948	*Orchis palustris Jacq., 1786*	*Orchis des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	110968	*Orchis pyramidalis L., 1753*	*Orchis pyramidal, Anacamptis en pyramide*	Reproduction certaine ou probable					
	111008	*Orchis traunsteineri Saut., 1837*	*Orchis de Traunsteiner*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	111761	*Orobus vernus L., 1753*	*Gesse printanière, Orobe printanier*	Reproduction certaine ou probable					
	112590	*Pedicularis palustris L., 1753*	*Pédiculaire des marais, Tartarie rouge*	Reproduction certaine ou probable					
	112601	*Pedicularis sylvatica L., 1753*	*Pédiculaire des forêts, Pédiculaire des bois, Herbe aux poux*	Reproduction certaine ou probable					
	112843	*Peucedanum carvifolium Vill., 1779*	*Peucédan à feuilles de Cumin*	Reproduction certaine ou probable					
	112845	*Peucedanum chabraei (Jacq.) Rchb., 1827*	*Peucédan à feuilles de Cumin*	Reproduction certaine ou probable					
	112873	*Peucedanum palustre (L.) Moench, 1794*	*Peucédan des marais, Persil des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	113748	*Pistacia terebinthus L., 1753*	*Pistachier térébinthe, Pudis*	Reproduction certaine ou probable					
	114312	*Poa palustris L., 1759*	*Pâturin des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	114539	*Polygala calcarea F.W.Schultz, 1837*	*Polygale du calcaire, Polygala du calcaire*	Reproduction certaine ou probable					
	115587	*Potentilla palustris (L.) Scop., 1771*	*Potentille des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	115631	*Potentilla rupestris L., 1753*	*Potentille des rochers*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	115837	*Primula auricula L., 1753*	*Oreille d'ours, Primevère auricule, Primevère de Balbis*	Reproduction certaine ou probable					
	115993	*Prunella grandiflora (L.) Schöller, 1775*	*Brunelle à grandes fleurs*	Reproduction certaine ou probable					
	116405	*Pulicaria vulgaris Gaertn., 1791*	*Herbe de Saint-Roch, Pulicaire annuelle, Pulicaire commune*	Reproduction certaine ou probable					
	116453	*Pulsatilla pratensis*		Reproduction indéterminée					
	116456	*Pulsatilla rubra (Lam.) Delarbre, 1800*	*Pulsatille rouge*	Reproduction certaine ou probable					
	116460	*Pulsatilla vulgaris Mill., 1768*	*Pulsatille vulgaire*	Reproduction certaine ou probable					
	116547	*Pyrola rotundifolia L., 1753*	*Pyrole à feuilles rondes, Pirole à feuilles rondes*	Reproduction certaine ou probable					
	117049	*Ranunculus gramineus L., 1753*	*Renoncule graminée, Renoncule à feuilles de graminée*	Reproduction certaine ou probable					
	117096	*Ranunculus lingua L., 1753*	*Grande douve, Renoncule Langue*	Reproduction certaine ou probable					
	117731	*Rhynchospora alba (L.) Vahl, 1805*	*Rhynchospore blanc, Rhynchospore blanche*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	117935	*Rorippa aspera (L.) Maire, 1927*	*Cresson rude*	Reproduction certaine ou probable					
	120192	*Salix repens L., 1753*	*Saule à feuilles étroites, Saule rampant*	Reproduction certaine ou probable					
	120732	*Samolus valerandi L., 1753*	*Samole de Valerand, Mouron d'eau*	Reproduction certaine ou probable					
	121729	*Scirpus hudsonianus (Michx.) Fernald, 1906*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	122140	*Sedum cepaea L., 1753*	*Orpin pourpier, Orpin paniculé*	Reproduction certaine ou probable					
	122678	*Senecio paludosus L., 1753*	*Séneçon des marais*	Reproduction certaine ou probable					
	122794	*Serapias cordigera L., 1763*	*Sérapias en coeur*	Reproduction certaine ou probable					
	123367	*Silaum silaus (L.) Schinz & Thell., 1915*	*Silaüs des prés, Cumin des prés*	Reproduction certaine ou probable					
	123369	*Silaus flavescens Bernh., 1800*	*Silaüs des prés, Cumin des prés*	Reproduction certaine ou probable					
	123789	*Sisymbrella aspera (L.) Spach, 1838*	*Cresson rude*	Reproduction certaine ou probable					
	126034	*Teucrium scordium L., 1753*	*Germandrée des marais, Chamaraz, Germandrée d'eau*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	141580	*Teucrium scordium subsp. palustre Gams, 1927*	*Germandrée des marais, Chamaraz, Germandrée d'eau*	Reproduction certaine ou probable					
	126628	*Tilia cordata Mill., 1768*	*Tilleul à petites feuilles, Tilleul des bois*	Reproduction certaine ou probable					
	126648	*Tilia parvifolia (Ehrh.) Ehrh. ex Hoffm., 1791*	*Tilleul à petites feuilles, Tilleul des bois*	Reproduction certaine ou probable					
	126837	*Tordylium maximum L., 1753*	*Tordyle majeur*	Reproduction certaine ou probable					
	127191	*Trichophorum alpinum (L.) Pers., 1805*	*Scirpe de Hudson*	Reproduction certaine ou probable					
	128315	*Utricularia minor L., 1753*	*Petite utriculaire, Utriculaire mineure*	Reproduction certaine ou probable					
	128322	*Utricularia vulgaris L., 1753*	*Utriculaire vulgaire, Utriculaire commune*	Reproduction certaine ou probable					
	129529	*Viola canina L., 1753*	*Violette des chiens*	Reproduction certaine ou probable					
	129557	*Viola elatior Fr., 1828*	*Violette élevée*	Reproduction certaine ou probable					
Poissons	67606	*Esox lucius Linnaeus, 1758*	*Brochet*	Reproduction indéterminée					
Ptéridophytes	447951	*Adiantum capillus-veneris L., 1753*	*Capillaire de Montpellier, Cheveux de Vénus, Capillaire Cheveu-de-Vénus*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	84387	*Aspidium aculeatum (L.) Sw., 1802*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					
	84417	*Aspidium lobatum (Huds.) Sw., 1802*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					
	84485	*Asplenium fontanum (L.) Bernh., 1799*	*Doradille de Haller, Doradille des sources, Asplénium de Haller*	Reproduction certaine ou probable					
	84490	*Asplenium halleri (Roth) DC., 1815*	*Doradille de Haller, Doradille des sources, Asplénium de Haller*	Reproduction certaine ou probable					
	110304	*Ophioglossum alpinum Rouy, 1897*	*Ophioglosse commun, Langue de serpent, Ophioglosse Langue-de-serpent*	Reproduction certaine ou probable					
	110313	*Ophioglossum vulgatum L., 1753*	*Ophioglosse commun, Langue de serpent, Ophioglosse Langue-de-serpent*	Reproduction certaine ou probable					
	115041	*Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799*	*Polystic à aiguillons, Polystic à frondes munies d'aiguillons*	Reproduction certaine ou probable					
	115082	*Polystichum thelypteris (L.) Roth, 1799*	*Fougère des marais, Thélyptéris des marais, Théliptéris des marécages*	Reproduction certaine ou probable					

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Nom scientifique de l'espèce	Nomm vernaculaire de l'espèce	Statut(s) biologique(s)	Sources	Degré d'abondance	Effectif inférieur estimé	Effectif supérieur estimé	Année/ Période d'observation
	126276	*Thelypteris palustris Schott, 1834*	*Fougère des marais, Thélyptéris des marais, Théliptéris des marécages*	Reproduction certaine ou probable					
Reptiles	77692	*Lacerta vivipara Jacquin, 1787*	*Lézard vivipare*	Reproduction indéterminée					
	78141	*Vipera berus (Linnaeus, 1758)*	*Vipère péliade*	Reproduction indéterminée					

7.2 Espèces autres

Non renseigné

7.3 Espèces à statut réglementé

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
Amphibiens	197	*Alytes obstetricans (Laurenti, 1768)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	259	*Bufo bufo (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
	351	*Rana temporaria Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Crustacés	18437	*Austropotamobius pallipes (Lereboullet, 1858)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Protection des écrevisses autochtones sur le territoire français métropolitain *(lien)*
Insectes	53865	*Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	65133	*Coenagrion mercuriale (Charpentier, 1840)*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
Oiseaux	2559	*Scolopax rusticola Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée *(lien)*
				Protection et commercialisation de certaines espèces d'oiseaux sur le territoire français national *(lien)*
	2840	*Milvus migrans (Boddaert, 1783)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2873	*Circaetus gallicus (Gmelin, 1788)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2891	*Accipiter gentilis (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	2938	*Falco peregrinus Tunstall, 1771*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3493	*Bubo bubo (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3540	*Caprimulgus europaeus Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3571	*Alcedo atthis (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3590	*Upupa epops Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3670	*Lullula arborea (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	3784	*Certhia familiaris Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4064	*Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
				Liste des oiseaux représentés dans le département de la Guyane protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4187	*Acrocephalus schoenobaenus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4198	*Acrocephalus arundinaceus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4510	*Corvus corax Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4663	*Emberiza cia Linnaeus, 1766*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4665	*Emberiza hortulana Linnaeus, 1758*	Déterminante	Directive 79/409/CEE (Directive européenne dite Directive Oiseaux) *(lien)*
				Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
	4669	*Emberiza schoeniclus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection *(lien)*
Poissons	67606	*Esox lucius Linnaeus, 1758*	Déterminante	Liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire français national *(lien)*
Reptiles	78141	*Vipera berus (Linnaeus, 1758)*	Déterminante	Listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire français et les modalités de leur protection *(lien)*
Angiospermes	84328	*Asperula taurina L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	84626	*Aster amellus L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	88632	*Carex limosa L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	94693	*Dianthus armeria L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
	95439	*Drosera longifolia L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	95442	*Drosera rotundifolia L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	97325	*Erythronium dens-canis L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*
	99185	*Gagea lutea (L.) Ker Gawl., 1809*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	105841	*Leucojum vernum L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*

Groupe	Code Espèce (CD_NOM)	Espèce (nom scientifique)	Statut de déterminance	Réglementation
	106353	*Liparis loeselii (L.) Rich., 1817*	Déterminante	Directive 92/43/CEE (Directive européenne dite Directive Habitats-Faune-Flore) *(lien)*
				Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	116405	*Pulicaria vulgaris Gaertn., 1791*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	117096	*Ranunculus lingua L., 1753*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
	129557	*Viola elatior Fr., 1828*	Déterminante	Liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire français métropolitain *(lien)*
Ptéridophytes	115041	*Polystichum aculeatum (L.) Roth, 1799*	Déterminante	Liste des espèces végétales sauvages pouvant faire l'objet d'une réglementation préfectorale permanente ou temporaire *(lien)*

8. LIENS ESPECES ET HABITATS

Non renseigné

9. SOURCES

Type	Auteur	Année de publication	Titre
Bibliographie	BALIAN C.	2000	Inventaire et étude sur l'écrevisse à pieds blancs (Austropotamobius pallipes)
	BRAUD Y., SCHLEICHER J.	2002	Site FR8201688 - Reptiles et Insectes inscrits à la directive Habitats Faune Flore
	Bulletin Français de la Pêche et de la Pisciculture	2004	Les écrevisses européennes autochtones en relation avec l'occupation des sols et la détérioration de l'habitat, plus spécialement Austropotamobius torrentium : CRAYNET meeting, Innsbruck, Autriche, 8-11septembre 2004 (volume 3)
	CHABROL L., GAILLARD N., DELMAS S. et al.	2001	Préservation de Maculinea alcon (Lep., Lycaenidae) en Limousin : exemples de gestion écologique
	CORA	2002	Reptiles et amphibiens de Rhône-Alpes : atlas préliminaire, hors série n°1
	CORA	2003	Atlas des oiseaux nicheurs de Rhône-Alpes
	CPNS	2000	Plan de gestion des marais de Chautagne - phase 1 -
	DELIRY C., GRAND D. et al.	1998	L'Agrion de Mercure (Coenagrion mercuriale) dans la Moyenne vallée du Rhône : mise en perspective des données par rapport à la région Rhône-Alpes
	FAURE J.P.	2004	Suivi des populations d'écrevisses à pieds blancs dans le PNR du Pilat
	FROMENT B. ; PETIT-MARTENON V.	2001	Etat des populations d'écrevisse à pieds blancs (Austropotamobius pallipes) - Ravins rhodaniens du Parc Naturel régional du Pilat
	GRAND D.	2004	Les libellules du Rhône

Type	Auteur	Année de publication	Titre
	GRAND D., BOUDOT J.P.	2006	Les libellules de France, Belgique et Luxembourg
	GRES P.	2004	Actualisation des données sur les sites à écrevisses à pieds blancs du Parc Naturel Régional du Pilat (Loire)
	GROSSI J-L.	1998	"Haut-Rhône-Chautagne-Lavours-Bourget" : document d'objectifs Natura 2000
	GROSSI J.L.	1998	Haut-Rhône - Chautagne - Lavours - Bourget - Document d'objectifs - volume annexe
	HENRY C., AMOROS C.	1999	La vallée du Rhône, étude préalable à la mise en place d'une gestion intégrée : diagnostic des potentialités évolutives, typologie et cartographie des lônes sur l'ensemble du Rhône, chute de Sault Brenaz (01)
	HENRY C., AMOROS C.	1999	La vallée du Rhône, étude préalable à la mise en place d'une gestion intégrée : diagnostic des potentialités évolutives, typologie et cartographie des lônes sur l'ensemble du Rhône, chute de Sault-Brénaz : 2- fiches descriptives
	LAFRANCHIS J.	2003	Le Damier de la Succise
	LAFRANCHIS T.	2000	Les papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles
	PIERRON V., COIC B.	2003	Tourbière de Cerin - commune de Marchamp (01) : révision du plan de gestion - évaluation du plan de gestion 1997/2002 - plan de gestion 2003/2007
	PIERRON V., THILL A.	2003	Tourbière de Cerin - commune de Marchamp (01) : suivi de l'impact de la fauche dans la partie sud 1997-2003
	ROZIER Y.	1997	Suivi Maculinea - Marais des Bidonnes - été 1997
	ROZIER Y.	1998	Les Maculinea (Lepidoptera, Lycaenidae) des zones humides : l'exemple de la Réserve naturelle du Marais de Lavours (Ain, France)
	ROZIER Y.	2004	Tourbière de Cerin - commune de Marchamp (01) : suivi lépidoptères année 2004
	SAULNIER A.	2002	Mise en place d'un programme agro-environnemental - les pelouses sèches du Bas-Bugey
	VIERON J.P., FATON J.M.	1998	Etude des écrevisses dans les zones éligibles de la directive "Habitats" du département de la Drôme

Annexe N- 2 : Fiches descriptives des zones Natura 2000

NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES
Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR8201771 - Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône

1. IDENTIFICATION DU SITE 1
2. LOCALISATION DU SITE 2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES 4
4. DESCRIPTION DU SITE 7
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE 9
6. GESTION DU SITE 10

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type
B (pSIC/SIC/ZSC)

1.2 Code du site
FR8201771

1.3 Appellation du site
Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône

1.4 Date de compilation
31/12/1995

1.5 Date d'actualisation
18/11/2021

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Rhône-Alpes	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site
Date de transmission à la Commission Européenne : 30/04/2002

(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 07/12/2004
(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 17/10/2008

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?cidTexte=JORFTEXT000019826144

Explication(s) :

Réduction du site initial (retrait du lac du Bourget et du marais de Chautagne, repris au sein d'un nouveau site). Consultations menées en 2019. Site renommé à cette occasion.

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : 5,76878°

Latitude : 45,79238°

2.2 Superficie totale

2740,99 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
82	Rhône-Alpes

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
73	Savoie	82 %
01	Ain	18 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
01010	ANGLEFORT
73028	BALME
01058	BREGNIER-CORDON
01061	BRENS
73070	CHAMPAGNEUX
73073	CHANAZ
01133	CRESSIN-ROCHEFORT
01138	CULOZ
01193	IZIEU
73140	JONGIEUX

01208	LAVOURS
73149	LUCEY
01239	MASSIGNIEU-DE-RIVES
73180	MOTZ
01268	MURS-ET-GELIGNIEUX
01286	PARVES ET NATTAGES
01294	PEYRIEU
73218	RUFFIEUX
73236	SAINT GENIX LES VILLAGES
73286	SERRIERES-EN-CHAUTAGNE
01407	SEYSSEL
73327	VIONS
01454	VIRIGNIN
73330	YENNE

2.7 Région(s) biogéographique(s)

Continentale (100%)

3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
					A|B|C|D	A|B|C		
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	Représent -ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
3140 *Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.*		71,3 *(2,61 %)*		P	A	C	B	B
3150 *Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*		10 *(0,36 %)*		P	D			
3240 *Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à Salix elaeagnos*		10 *(0,36 %)*		P	D			
3260 *Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion*		10 *(0,36 %)*		P	D			
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*		12,6 *(0,46 %)*		P	B	C	B	B
6410 *Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)*		10 *(0,36 %)*		P	D			
6430 *Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin*		10 *(0,36 %)*		P	D			
7210 *Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae*	X	10 *(0,36 %)*		P	B	B	B	B
91E0 *Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)*	X	394,7 *(14,42 %)*		P	B	C	C	B

- **PF :** Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- **Superficie relative :** A = 100 $\geq$ p > 15 % ; B = 15 $\geq$ p > 2 % ; C = 2 $\geq$ p > 0 % .
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
M	1337	*Castor fiber*	p			i	C	P	C	B	B	B
M	1361	*Lynx lynx*	p			i	V	DD	D			
F	5339	*Rhodeus amarus*	p			i	R	P	C	B	B	B
F	6147	*Telestes souffia*	p			i	P	DD	C	B	B	B
F	6150	*Parachondrostoma toxostoma*	p			i	P	DD	C	B	B	B
I	6177	*Phengaris teleius*	p			i	V	DD	D			
I	1042	*Leucorrhinia pectoralis*	p			i	V	DD	D			
I	1044	*Coenagrion mercuriale*	p			i	V	DD	D			
I	1060	*Lycaena dispar*	p			i	P	DD	C	B	B	B
I	1083	*Lucanus cervus*	p			i	P	DD	C	B	B	B
I	1088	*Cerambyx cerdo*	p			i	P	P	C	B	B	B
F	1096	*Lampetra planeri*	p			i	P	P	C	B	B	B
F	1163	*Cottus gobio*	p			i	P	P	C	B	B	B
A	1193	*Bombina variegata*	p			i	R	P	C	B	B	B
R	1220	*Emys orbicularis*	p			i	V	DD	C	C	A	C
M	1308	*Barbastella barbastellus*	p			i	P	DD	D			

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type :** p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population :** A = 100 ≥ p > 15 % ; B = 15 ≥ p > 2 % ; C = 2 ≥ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Isolement :** A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site				Motivation					
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max		C|R|V|P	IV	V	A	B	C	D
B		*Streptopelia turtur*	3	37	p	P			X		X	

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Motivation : IV, V :** annexe où est inscrite l'espèce (directive «Habitats») ; **A :** liste rouge nationale ; **B :** espèce endémique ; **C :** conventions internationales ; **D :** autres raisons.

4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	48 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	3 %
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	2 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	10 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	3 %
N16 : Forêts caducifoliées	28 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	6 %

Autres caractéristiques du site

Entre Alpes et Jura, cette zone comprend le cours du Rhône pris en compte sur la totalité de son parcours commun aux départements de l'Ain et de la Savoie, ainsi que des marais attenants.

Les nombreux aménagements pour la navigation du 19e et les aménagements hydroélectriques du 20e sur le fleuve Rhône ont altéré la dynamique fluviale avec pour conséquences la modification des processus hydrologiques et sédimentaires, induisant la perte des annexes hydrauliques périphériques, l'eutrophisation, l'absence de milieux aquatiques pionniers, la dégradation de la vie aquatique du fleuve

L'incision du lit du fleuve et de la nappe phréatique associée ont provoqué :
- une évolution du cortège des boisements rivulaires et des forêts alluviales situées sur les grandes îles, sur lesquelles se sont également développées les peupleraies et les espèces exotiques envahissantes,
- l'atterrissement des marais de la plaine alluviale, avec un abandon des pratiques agricoles traditionnelles sur les prairies humides conduisant à une évolution vers le boisement.

Enfin, l'intensification de certaines pratiques agricoles s'est également traduite par du drainage ou de la mise en culture de prairies humides.

Il est important de noter que les aménagements hydroélectriques sur le Rhône ont créés de nouveaux milieux comme les retenues ou lacs artificiels qui accueillent un cortège d'espèces affectionnant les grandes étendues d'eau stagnantes. Ces milieux sont en interaction avec le lac du Bourget.

Vulnérabilité
: Les habitats les plus vulnérables sont donc :
- Les forêts alluviales résiduelles des îles ou rivulaires du Haut-Rhône, dû à l'abaissement du niveau de la nappe phréatique,
- Les bas-marais neutro-alcalins,
- Les annexes fluviales (bras secondaires, lônes, mortes, marais péri-fluviaux,...),
- Les herbiers et roselières aquatiques situées notamment sur des secteurs plus artificialisés.

Ces milieux sont directement liés au fonctionnement hydraulique du Rhône. Ils sont par conséquent sensibles à différents facteurs, dont l'importance est variable selon la localisation sur le site : perte de dynamique fluviale, abaissement des nappes, perte de connexions hydrauliques, perte des effets des crues, qualité de l'eau

Les zones humides périphériques ont également tendance à s'atterrir et se boiser (aulnes, saules, bouleaux...) de part la perte d'hydratation liée à l'abaissement de la nappe phréatique du Rhône, l'abandon de certaines pratiques (fauche, broyage ..) et des destructions (drainage, plantation ...). La faune et la flore associées se banalisent et cela provoque une érosion de la richesse biologique des marais.

Enfin la gestion de la fréquentation est aussi un enjeu sur ce site, notamment avec la navigation à proximité des roselières et dans les lônes.

4.2 Qualité et importance

Le Rhône et les marais attenants jouissent de nombreux statuts liés à l'intérêt national et européen du site : réserve naturelle nationale du Haut Rhône Français, site classé, ZNIEFF, arrêté préfectoral de protection de biotope (îles de Malourdie).

L'intérêt du site pour les habitats naturels et les espèces vient de la juxtaposition de nombreux habitats aquatiques et humides (boisements alluviaux, bancs d'alluvions, lônes, plans d'eau libre, roselières et herbiers aquatiques, prairies humides, tourbières alcalines...).

Dans le contexte communautaire, le site présente une responsabilité particulière dans la sauvegarde de certains peuplements et habitats d'espèces, soit parce que ces habitats trouvent ici une expression optimale, soit parce qu'ils constituent une priorité en termes de rareté. Citons ici:
- des espèces telles que le Sonneur à ventre jaune, la Lamproie de Planer...
- des formations végétales telles que les forêts alluviales, les cladiaies, les formations pionnières sur tourbe, les saulaies riveraines, les herbiers et roselières aquatiques.

Ce site, également inscrit dans le réseau Natura 2000 en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS), est un lieu de reproduction et d'hivernage pour de très nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s’agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
H	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		I
H	B01.02	Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)		I
H	C01.01.01	Carrières de sable et graviers		I
H	J02.01.03	Comblement des fossés, digues, mares, étangs, marais ou trous		I
H	J02.06	Captages des eaux de surface		I
H	J02.12	Endigages, remblais, plages artificielles		I
L	G01.01	Sports nautiques		I
L	G05	Autres intrusions et perturbations humaines		I
M	A07	Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques		I
M	D03.01	Zones portuaires		I
M	H01	Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres)		I
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
M	A04	Pâturage		I

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.

- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	29,84 %
Propriété d'une association, groupement ou société	52,98 %
Etablissement public	1,33 %
Domaine public communal	6,83 %
Domaine public départemental	0,24 %
Domaine public de l'état	8,78 %

4.5 Documentation

- Bilan des données avifaunistiques (inventaires + bibliographie) "partie Rhône" - 2012
- Suivi scientifique RhonEco http://restaurationrhone.univ-lyon1.fr
- Plan de gestion de la Réserve Naturelle Nationale du Haut-Rhône français (en cours de rédaction en 2019)

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
32	Site classé selon la loi de 1930	5,8 %
36	Réserve naturelle nationale	6,57 %
38	Arrêté de protection de biotope, d#habitat naturel ou de site d#intérêt géologique	20,3 %

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
32	DEFILE DE PIERRE CHATEL	*	3%
32	COTEAUX VITICOLES DE JONGIEUX-MARESTEL	*	3%
36	Haut-Rhône français	*	7%
38	Ile de Chautagne-Malourdie	+	20%

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture

5.3 Désignation du site

6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation : Syndicat du Haut-Rhône

Adresse : ZAC des Fontanettes 73170 YENNE

Courriel : e.wichroff@haut-rhone.com

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

[X] Oui Nom : Document d'objectif du site FR8201771
Lien : http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRAURA/doc/IFD/IFD_REFDOC_0523985/2002-document-d-objectifs-natura-2000-ensemble-lac-du-bourget-chautagne-rhone-fr8212004-fr8201771

[ ] Non, mais un plan de gestion est en préparation.

[ ] Non

6.3 Mesures de conservation

- Document d'objectifs du site "Lac du Bourget-Chautagne-Haut Rhône" approuvé le 06/03/98 et révisé en 2010.

OBJECTIFS ET PRINCIPES DE GESTION :
- Stopper et inverser la tendance au drainage des zones humides.
- Définir de nouvelles règles de fonctionnement de la cote du lac du Bourget;
- Restaurer la dynamique fluviale et mettre en place un "espace de liberté" du Rhône.
- Maintenir et restaurer le fonctionnement hydraulique, la continuité des cours d'eau et la gestion raisonnée des rives des cours d'eau.
- Maintenir et améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines.
- Maintenir une activité agricole diversifiée et non intensive dans un périmètre rapproché des sites.
- Mettre en oeuvre des pratiques agricoles compatibles avec les habitats ou espèces patrimoniales.
- Reconvertir des cultures en prairies permanentes diversifiées.
- Maintenir la mosaïque des milieux, recréer des stades pionniers, restaurer des milieux herbacés (limiter l'embroussaillement et l'envahissement par les ligneux dans les prairies humides et sur les pelouses sèches).
- Restauration des zones humides et des pelouses calcicoles par débroussaillement, puis par un entretien soit par fauche dans les zones humides, soit par pâturage extensif sur les coteaux calcaires.
- Mettre en place un réseau de vieux bois en milieu forestier et renaturer certaines peupleraies.
- Eviter le dérangement des gîtes à chauve-souris.
- Gérer la fréquentation touristique et motorisée.

INSTRUMENTS CONTRACTUELS, REGLEMENTAIRES ET FINANCIERS à envisager :
- Mesures contractuelles type mesures agri-environnementales ou contrats Natura 2000.
- Maîtrise foncière et d'usage, en particulier sur les espaces naturels remarquables et "l'espace de liberté" du Rhône.
- Extension du territoire de compétence du Conservatoire du Littoral
- Conventions de gestion.

NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES
Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR8201770 - Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard

1. IDENTIFICATION DU SITE 1
2. LOCALISATION DU SITE 2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES 4
4. DESCRIPTION DU SITE 9
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE 11
6. GESTION DU SITE 12

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type
B (pSIC/SIC/ZSC)

1.2 Code du site
FR8201770

1.3 Appellation du site
Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard

1.4 Date de compilation
31/12/1995

1.5 Date d'actualisation
03/06/2016

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Rhône-Alpes	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site

Date de transmission à la Commission Européenne : 30/04/2002
(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 07/12/2004
(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 30/08/2016

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033098787&dateTexte=

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : 5,7107°

Latitude : 45,6644°

2.2 Superficie totale

3151 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
82	Rhône-Alpes

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
73	Savoie	100 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
73001	AIGUEBELETTE-LE-LAC
73022	ATTIGNAT-ONCIN
73027	AYN
73028	BALME
73042	BILLIEME
73058	BRIDOIRE
73070	CHAMPAGNEUX
73073	CHANAZ
73091	CONJUX
73092	CORBEL
73104	DULLIN
73122	GERBAIX

73140	JONGIEUX
73145	LEPIN-LE-LAC
73147	LOISIEUX
73149	LUCEY
73152	MARCIEUX
73184	NANCES
73191	NOVALAISE
73214	ROCHEFORT
73236	SAINT GENIX LES VILLAGES
73219	SAINT-ALBAN-DE-MONTBEL
73229	SAINT-CHRISTOPHE
73254	SAINTE-MARIE-D'ALVEY
73245	SAINT-JEAN-DE-CHEVELU
73269	SAINT-PAUL
73273	SAINT-PIERRE-DE-CURTILLE
73274	SAINT-PIERRE-D'ENTREMONT
73299	TRAIZE
73309	VEREL-DE-MONTBEL
73326	VIMINES
73330	YENNE

2.7 Région(s) biogéographique(s)

Alpine (35,2%)
Continentale (64,8%)

3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
					A|B|C|D	A|B|C		
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	Représent -ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
3140 *Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.*		0,01 *(0 %)*		M	B	C	B	B
3150 *Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*		6,3 *(0,2 %)*		G	B	C	C	C
5110 *Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)*		63,02 *(2 %)*		G	A	C	A	A
5130 *Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires*		18,91 *(0,6 %)*		G	B	C	C	C
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*		18,91 *(0,6 %)*		G	A	C	C	C
6410 *Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)*		13 *(0,41 %)*		G	A	C	B	A
6510 *Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*		58 *(1,84 %)*		G	B	C	C	C
7210 *Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae*	X	15,76 *(0,5 %)*		G	A	C	B	B
7220 *Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)*	X	3,15 *(0,1 %)*		G	A	C	B	B
7230 *Tourbières basses alcalines*		100 *(3,17 %)*		G	A	C	B	B
8130 *Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles*		25 *(0,79 %)*		G	B	C	B	B
8210 *Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique*		472,65 *(15 %)*		G	A	C	A	A
8310		0		P	B	C	B	B

Grottes non exploitées par le tourisme		*(0 %)*						
9150 *Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion*		50 *(1,59 %)*		G	B	C	B	B
9180 *Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion*	X	535,67 *(17 %)*		G	A	C	C	C

- **PF :** Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- **Superficie relative :** A = 100 $\geq$ p > 15 % ; B = 15 $\geq$ p > 2 % ; C = 2 $\geq$ p > 0 % .
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
M	1324	*Myotis myotis*	p			i	P	G	D			
M	1337	*Castor fiber*	p			i	P	DD	C	B	C	B
M	1361	*Lynx lynx*	p			i	P	DD	C	B	C	B
F	6147	*Telestes souffia*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	6177	*Phengaris teleius*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	6179	*Phengaris nausithous*	p			i	P	DD	C	C	C	C
P	1903	*Liparis loeselii*	p			i	P	DD	C	C	C	C
I	1044	*Coenagrion mercuriale*	p			i	P	DD	D			
I	1060	*Lycaena dispar*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	1065	*Euphydryas aurinia*	p			i	P	DD	C	C	C	C
I	1083	*Lucanus cervus*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	1088	*Cerambyx cerdo*	p			i	P	DD	C	B	C	B

I	1092	*Austropotamobius pallipes*	p			i	P	DD	C	B	C	B
F	1096	*Lampetra planeri*	p			i	P	DD	C	B	C	B
F	1163	*Cottus gobio*	p			i	P	DD	C	B	C	B
A	1193	*Bombina variegata*	p			i	P	DD	C	C	C	C
M	1303	*Rhinolophus hipposideros*	p			i	P	DD	D			
M	1304	*Rhinolophus ferrumequinum*	p			i	P	DD	D			
M	1307	*Myotis blythii*	p			i	P	P	D			
M	1308	*Barbastella barbastellus*	p			i	P	DD	D			
M	1321	*Myotis emarginatus*	p			i	P	DD	D			
M	1323	*Myotis bechsteinii*	p			i	P	DD	D			

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type :** p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population :** A = 100 $\geq$ p > 15 % ; B = 15 $\geq$ p > 2 % ; C = 2 $\geq$ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Isolement :** A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site				Motivation					
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max		C|R|V|P	IV	V	A	B	C	D
A		*Pelodytes punctatus*				P					X	
A		*Hyla arborea*				P	X				X	
P		*Carex appropinquata*				P						X

P		*Carex brevicollis*				P						X
P		*Carex lasiocarpa*				P						X
P		*Cirsium monspessulanum*				P						X
P		*Drosera rotundifolia*				P						X
P		*Gentiana pneumonanthe*				P						X
P		*Gratiola officinalis*				P						X
P		*Hydrocotyle vulgaris*				P						X
P		*Ludwigia palustris*				P						X
P		*Najas marina*				P						X
P		*Najas minor*				P						X
P		*Ophioglossum vulgatum*				P						X
P		*Orchis laxiflora*				P						X
P		*Peucedanum palustre*				P						X
P		*Pyrola media*				P						X
P		*Ranunculus lingua*				P						X
P		*Senecio doria*				P						X
P		*Senecio paludosus*				P						X
P		*Spiranthes aestivalis*				P	X		X		X	
P		*Thelypteris palustris*				P						X
P		*Utricularia intermedia*				P			X			
P		*Orchis palustris var. palustris*				P						X

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

- **Motivation : IV, V :** annexe où est inscrite l'espèce (directive «Habitats») ; **A :** liste rouge nationale ; **B :** espèce endémique ; **C :** conventions internationales ; **D :** autres raisons.

4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	17 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	6 %
N08 : Landes, Broussailles, Recrus, Maquis et Garrigues, Phrygana	2 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	1 %
N10 : Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	2 %
N14 : Prairies ameliorées	4 %
N15 : Autres terres arables	0 %
N16 : Forêts caducifoliées	55 %
N19 : Forêts mixtes	4 %
N20 : Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	3 %
N21 : Zones de plantations d'arbres (incluant les Vergers, Vignes, Dehesas)	0 %
N22 : Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	6 %
N23 : Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	0 %

Autres caractéristiques du site

Ce réseau se situe dans les chaînons calcaires de l'avant-pays savoyard. Il englobe des marais neutro-alcalins localisés dans les dépressions marneuses et des coteaux exposés au sud et au sud-ouest.
Le site est localisé sur 2 zones biogéographiques : le domaine alpin et le domaine continental (majoritairement).

Vulnérabilité
: Vulnérabilité :

- Intensification agricole
- Exploitation forestière
- Régression des roselières
- Fermeture des zones de marais.

4.2 Qualité et importance

Les zones humides de l'avant-pays savoyard présentent des étendues d'eau libre, des roselières, des prairies humides et des cariçaies encore fauchées et des faciès d'embroussaillement plus ou moins évolués.

Le troisième lac naturel français, le lac d'Aiguebelette, fait partie intégrante de ce réseau.

Sur les coteaux se succèdent des pelouses chaudes et sèches, des landes à genévrier, des pentes colonisées par le buis et surmontées par des falaises de calcaire massif.

L'ensemble de ces sites dispersés permet de regrouper sur une surface totale limitée un échantillonnage exceptionnel d'habitats d'intérêt communautaire (15 habitats ont été recensés sur ce site, dont 3 prioritaires).

On note également la présence d'un grand nombre d'espèces d'intérêt communautaire :
3 poissons ;

1 amphibien : le Sonneur à ventre jaune ;
1 plante : le Liparis de Loesel ;
8 invertébrés : 7 insectes, dont 4 espèces de papillons, et 1 crustacé : l'Ecrevisse à pattes blanches ;
9 mammifères, dont 6 des 10 espèces de chiroptères de l'annexe II présents en Rhône-Alpes.
Pour ces derniers, l'intérêt du site en hivernage est lié à la variété des espèces qui fréquentent les cavités naturelles, les boisements et les milieux bocagers du réseau, plus qu'aux effectifs des populations qui se limitent à quelques dizaines d'individus.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
H	A01	Mise en culture (y compris augmentation de la surface agricole)		I
H	A07	Utilisation de biocides, d'hormones et de produits chimiques		I
H	J02.06	Captages des eaux de surface		I
L	C01.01	Extraction de sable et graviers		O
L	D01.02	Routes, autoroutes		I
L	F01	Aquaculture (eau douce et marine)		I
L	G01.04	Alpinisme, escalade, spéléologie		I
L	H01	Pollution des eaux de surfaces (limniques et terrestres, marines et saumâtres)		I
L	J02.03	Canalisation et dérivation des eaux		I
L	J02.15	Autres changements des conditions hydrauliques induits par l'homme		I
M	B02.02	Coupe forestière (éclaircie, coupe rase)		I
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
M	A04	Pâturage		I

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	%
Propriété d'une association, groupement ou société	%

Collectivité territoriale	%
Domaine régional	%

4.5 Documentation

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
31	Site inscrit selon la loi de 1930	17 %
32	Site classé selon la loi de 1930	10 %
38	Arrêté de protection de biotope, d#habitat naturel ou de site d#intérêt géologique	6 %
80	Parc naturel régional	14 %

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
31	Lac d'Aiguebelette	+	17%
32	Coteaux viticoles de Jongieux-Marestel	*	10%
38	Marais du Puits de l'Enfer	*	1%
38	Lacs et marais de Saint-Jean de Chevelu	*	2%
38	Lac d'Aiguebelette	*	3%
80	Chartreuse	*	14%

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture

5.3 Désignation du site

OBJECTIFS ET PRINCIPES DE GESTION (à préciser avec les acteurs locaux) :
- Eviter le drainage des zones humides.
- Maintenir et restaurer le fonctionnement hydraulique des zones humides (bouchage des drains, pose de barrage seuil).
- Gestion raisonnée des rives des cours d'eau.
- Retour à un entretien par fauche des zones humides herbacées comparable aux pratiques traditionnelles ancestrales.
- Maintenir une activité agricole diversifiée et non intensive dans un périmètre rapproché des sites.

- Maintenir et améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines.
- Maintenir la mosaïque des milieux, recréer des stades pionniers, restaurer des milieux herbacés (contrôle des ligneux).
- Gérer la fréquentation touristique.
- Eviter le dérangement des gîtes à chauves-souris.

INSTRUMENTS CONTRACTUELS, REGLEMENTAIRES ET FINANCIERS à envisager :
- Contrat de lac (Aiguebelette).
- Maîtrise foncière et d'usage.
- Mesures agri-environnementales (District du Guiers et Lac d'Aiguebelette en cours).
- Mesures contractuelles en plus de celles existantes.
- Mesures réglementaires (falaises).

La restauration des zones humides, déjà engagée par le Conservatoire du patrimoine naturel de la Savoie sur certains sites, nécessitera un débroussaillement mécanique, un dessouchage, avant d'envisager une fauche périodique. Localement, recréation de petits milieux aquatiques, avec entretien de roselières aquatiques. Localement, conservation de landes arbustives et de buissons isolés. Sur les pelouses calcaires, débroussaillement mécanique, suivi selon les faisabilités d'un pâturage extensif. Sur l'ensemble des sites, complément des mesures réglementaires de protection et contrôle de la fréquentation humaine.

6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation :	Sur une partie de la zone (APPB + pelouses sèches à Lucey, Billième par convention) : Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Savoie
Adresse :	
Courriel :	
Organisation :	Conservatoire des espaces naturels de la Savoie
Adresse :	Le Prieuré - BP 51 73372 Le Bourget du Lac
Courriel :	l.biehler@cen-savoie.org
Organisation :	SMAPS (Syndicat mixte de l'Avant Pays Savoyard)
Adresse :	Parc d'activités Val Guiers 73330 Belmont - Tramonet
Courriel :	christophe.maurel@avant-pays-savoyard.com info@avant-pays-savoyard.com

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

[X] Oui Nom : Document d'objectif du site FR8201770
Lien : http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRAURA/doc/IFD/IFD_REFDOC_0523979/2006-document-d-objectifs-natura-2000-reseau-de-zones-humides-pelouses-landes-et-falaises-de-l-avant

[ ] Non, mais un plan de gestion est en préparation.

☐ Non

6.3 Mesures de conservation

Le document d'objectifs a été validé par le Comité de pilotage du 14 février 2006.

PRINCIPAUX OBJECTIFS ET PRINCIPES DE GESTION :
- Eviter le drainage des zones humides.
- Maintenir et restaurer le fonctionnement hydraulique des zones humides (bouchage des drains, pose de barrage seuil).
- Gestion raisonnée des rives des cours d'eau.
- Retour à un entretien par fauche des zones humides herbacées comparable aux pratiques traditionnelles ancestrales.
- Maintenir une activité agricole diversifiée et non intensive dans un périmètre rapproché des sites.
- Maintenir et améliorer la qualité des eaux de surface et souterraines.
- Maintenir la mosaïque des milieux, recréer des stades pionniers, restaurer des milieux herbacés (contrôle des ligneux).
- Gérer la fréquentation touristique.
- Eviter le dérangement des gîtes à chauves-souris.

INSTRUMENTS CONTRACTUELS, REGLEMENTAIRES ET FINANCIERS à envisager :
- Contrat de lac (Aiguebelette).
- Maîtrise foncière et d'usage.
- Mesures agri-environnementales (District du Guiers et Lac d'Aiguebelette en cours).
- Mesures contractuelles en plus de celles existantes.
- Mesures réglementaires (3 APPB existants).

La restauration des zones humides, déjà engagée par le Conservatoire du patrimoine naturel de la Savoie sur certains sites, nécessitera un débroussaillement mécanique, un dessouchage, avant d'envisager une fauche périodique. Localement : recréation de petits milieux aquatiques, avec entretien de roselières aquatiques ; conservation de landes arbustives et de buissons isolés. Sur les pelouses calcaires, débroussaillement mécanique, suivi selon les faisabilités d'un pâturage extensif. Sur l'ensemble des sites, complément des mesures réglementaires de protection et contrôle de la fréquentation humaine.

NATURA 2000 - FORMULAIRE STANDARD DE DONNEES
Pour les zones de protection spéciale (ZPS), les propositions de sites d'importance communautaire (pSIC), les sites d'importance communautaire (SIC) et les zones spéciales de conservation (ZSC)

FR8201641 - Milieux remarquables du Bas Bugey

1. IDENTIFICATION DU SITE 1
2. LOCALISATION DU SITE 2
3. INFORMATIONS ECOLOGIQUES 4
4. DESCRIPTION DU SITE 8
5. STATUT DE PROTECTION DU SITE 10
6. GESTION DU SITE 10

1. IDENTIFICATION DU SITE

1.1 Type
B (pSIC/SIC/ZSC)

1.2 Code du site
FR8201641

1.3 Appellation du site
Milieux remarquables du Bas Bugey

1.4 Date de compilation
31/12/1995

1.5 Date d'actualisation
14/03/2016

1.6 Responsables

Responsable national et européen	Responsable du site	Responsable technique et scientifique national
Ministère en charge de l'écologie	DREAL Rhône-Alpes	MNHN - Service du Patrimoine Naturel
www.developpement-durable.gouv.fr	www.rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr	www.mnhn.fr www.spn.mnhn.fr
en3.en.deb.dgaln@developpement-durable.gouv.fr		natura2000@mnhn.fr

1.7 Dates de proposition et de désignation / classement du site
Date de transmission à la Commission Européenne : 31/03/1999

(Proposition de classement du site comme SIC)

Dernière date de parution au JO UE : 26/11/2015
(Confirmation de classement du site comme SIC)

ZSC : date de signature du dernier arrêté (JO RF) : 21/04/2016

Texte juridique national de référence pour la désignation comme ZSC : https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032465470&dateTexte=

2. LOCALISATION DU SITE

2.1 Coordonnées du centre du site [en degrés décimaux]

Longitude : 5,68473°

Latitude : 45,6505°

2.2 Superficie totale

4463 ha

2.3 Pourcentage de superficie marine

Non concerné

2.4 Code et dénomination de la région administrative

Code INSEE	Région
82	Rhône-Alpes

2.5 Code et dénomination des départements

Code INSEE	Département	Couverture (%)
01	Ain	100 %

2.6 Code et dénomination des communes

Code INSEE	Communes
01009	ANDERT-ET-CONDON
01015	ARBOYS EN BUGEY
01017	ARGIS
01019	ARMIX
01037	BENONCES
01058	BREGNIER-CORDON
01064	BRIORD
01098	CHAZEY-BONS
01107	CLEYZIEU
01110	COLOMIEU
01111	CONAND
01116	CONTREVOZ
01338	GROSLEE-SAINT-BENOIT
01190	INNIMOND

01193	IZIEU
01216	LHUIS
01219	LOMPNAS
01233	MARCHAMP
01255	MONTAGNIEU
01268	MURS-ET-GELIGNIEUX
01280	ORDONNAZ
01185	PLATEAU D HAUTEVILLE
01310	PREMEYZEL
01329	ROSSILLON
01358	SAINT-GERMAIN-LES-PAROISSES
01386	SAINT-SORLIN-EN-BUGEY
01400	SEILLONNAZ
01403	SERRIERES-DE-BRIORD
01411	SOUCLIN
01416	TENAY
01421	TORCIEU
01444	VILLEBOIS

2.7 Région(s) biogéographique(s)

Continentale (100%)

3. INFORMATIONS ÉCOLOGIQUES

3.1 Types d'habitats présents sur le site et évaluations

Types d'habitats inscrits à l'annexe I					Évaluation du site			
					A|B|C|D	A|B|C		
Code	PF	Superficie (ha) (% de couverture)	Grottes [nombre]	Qualité des données	Représent -ativité	Superficie relative	Conservation	Évaluation globale
3150 *Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*		2 *(0,04 %)*		G	B	C	B	B
5110 *Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)*		427 *(9,57 %)*		G	B	C	B	B
6110 *Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi*	X	1,5 *(0,03 %)*		G	D			
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*	X	61 *(1,37 %)*		G	B	C	C	C
6210 *Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*		1418 *(31,77 %)*		G	B	C	C	C
6410 *Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)*		24 *(0,54 %)*		G	B	C	B	B
6510 *Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*		980 *(21,96 %)*		G	B	C	A	A
7110 *Tourbières hautes actives*	X	0,25 *(0,01 %)*		G	D			
7140 *Tourbières de transition et tremblantes*		3 *(0,07 %)*		G	D			
7150 *Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion*		0,02 *(0 %)*		G	D			
7210 *Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae*	X	32 *(0,72 %)*		G	B	C	B	B
7220 *Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)*	X	49 *(1,1 %)*		G	B	C	B	B

7230 *Tourbières basses alcalines*		12 *(0,27 %)*		G	B	C	B	B
8130 *Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles*		140 *(3,14 %)*		G	B	C	B	B
8210 *Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique*		39 *(0,87 %)*		G	B	C	B	B
8310 *Grottes non exploitées par le tourisme*		0 *(0 %)*	49	G	B	C	B	B
91D0 *Tourbières boisées*	X	0,23 *(0,01 %)*		G	D			
91E0 *Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)*	X	13 *(0,29 %)*		G	B	C	B	B
9130 *Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum*		16 *(0,36 %)*		G	B	C	B	B
9150 *Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion*		128 *(2,87 %)*		G	B	C	B	B
9180 *Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion*	X	49 *(1,1 %)*		G	B	C	B	B

- **PF :** Forme prioritaire de l'habitat.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M = «Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple).
- **Représentativité :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative» ; D = «Présence non significative».
- **Superficie relative :** A = 100 $\geq$ p > 15 % ; B = 15 $\geq$ p > 2 % ; C = 2 $\geq$ p > 0 % .
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.2 Espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE et évaluation

Espèce			Population présente sur le site					Évaluation du site			
Groupe	Code	Nom scientifique	Type	Taille		Unité	Cat.	Qualité des données	A|B|C|D	A|B|C		
				Min	Max		C|R|V|P		Pop.	Cons.	Isol.	Glob.
M	1324	*Myotis myotis*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1337	*Castor fiber*	p			i	R	DD	C	C	C	B
M	1361	*Lynx lynx*	p			i	P	DD	C	B	C	A

P	6216	*Hamatocaulis vernicosus*	p			i	R	DD	B	B	B	B
P	1903	*Liparis loeselii*	p			i	R	DD	B	B	C	B
I	1014	*Vertigo angustior*	p			i	R	DD	B	B	C	B
I	1044	*Coenagrion mercuriale*	p			i	P	DD	C	B	C	B
I	1060	*Lycaena dispar*	p			i	P	DD	C	C	C	B
I	1065	*Euphydryas aurinia*	p			i	R	DD	C	C	C	B
I	1092	*Austropotamobius pallipes*	p			i	R	DD	C	C	C	B
F	1096	*Lampetra planeri*	p			i	R	DD	C	C	C	C
A	1193	*Bombina variegata*	p			i	P	DD	C	C	C	B
M	1303	*Rhinolophus hipposideros*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1304	*Rhinolophus ferrumequinum*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1305	*Rhinolophus euryale*	p			i	P	DD	C	B	B	A
M	1308	*Barbastella barbastellus*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1310	*Miniopterus schreibersii*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1321	*Myotis emarginatus*	p			i	P	DD	C	B	C	A
M	1323	*Myotis bechsteinii*	p			i	P	DD	C	B	C	A

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Type :** p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Qualité des données :** G = «Bonne» (données reposant sur des enquêtes, par exemple); M =«Moyenne» (données partielles + extrapolations, par exemple); P = «Médiocre» (estimation approximative, par exemple); DD = Données insuffisantes.
- **Population :** A = 100 $\geq$ p > 15 % ; B = 15 $\geq$ p > 2 % ; C = 2 $\geq$ p > 0 % ; D = Non significative.
- **Conservation :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
- **Isolement :** A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.
- **Evaluation globale :** A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Significative».

3.3 Autres espèces importantes de faune et de flore

Espèce			Population présente sur le site				Motivation					
Groupe	Code	Nom scientifique	Taille		Unité	Cat.	Annexe Dir. Hab.		Autres catégories			
			Min	Max		C|R|V|P	IV	V	A	B	C	D
B		*Streptopelia turtur*	10		p	P			X		X	

- **Groupe :** A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, Fu = Champignons, I = Invertébrés, L = Lichens, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
- **Unité :** i = individus, p = couples , adults = Adultes matures , area = Superficie en m2 , bfemales = Femelles reproductrices , cmales = Mâles chanteurs , colonies = Colonies , fstems = Tiges florales , grids1x1 = Grille 1x1 km , grids10x10 = Grille 10x10 km , grids5x5 = Grille 5x5 km , length = Longueur en km , localities = Stations , logs = Nombre de branches , males = Mâles , shoots = Pousses , stones = Cavités rocheuses , subadults = Sub-adultes , trees = Nombre de troncs , tufts = Touffes.
- **Catégories du point de vue de l'abondance (Cat.) :** C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
- **Motivation : IV, V :** annexe où est inscrite l'espèce (directive «Habitats») ; **A :** liste rouge nationale ; **B :** espèce endémique ; **C :** conventions internationales ; **D :** autres raisons.

4. DESCRIPTION DU SITE

4.1 Caractère général du site

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
N06 : Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	1 %
N07 : Marais (vegetation de ceinture), Bas-marais, Tourbières,	6 %
N09 : Pelouses sèches, Steppes	41 %
N22 : Rochers intérieurs, Eboulis rocheux, Dunes intérieures, Neige ou glace permanente	4 %
N25 : Prairies et broussailles (en général)	28 %
N26 : Forêts (en général)	17 %
N27 : Agriculture (en général)	3 %

Autres caractéristiques du site

Le massif du Bas-Bugey (ou « Bugey blanc ») est un massif calcaire, qui s'élève rapidement par paliers jusqu'à plus de 1200 mètres d'altitude. Il se présente comme une étroite masse de hautes terres, faite de blocs basculés entre les failles.
En dépit de la proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise, ce massif reste faiblement peuplé ; il conserve des paysages globalement très bien préservés.

Vulnérabilité
: Vulnérabilité :

La déprise du pastoralisme sur les alpages risque d'être à l'origine de l'envahissement des pelouses par les ligneux.

4.2 Qualité et importance

Le massif du Bas-Bugey présente un relief accusé qui contribue à de forts contrastes de climat, de pluviométrie et de végétation. Son altitude oscille de 250 m dans la plaine du Rhône à 1219 m au point culminant du massif, le Mollard de Don.

La végétation s'échelonne de la série xérophile (c'est-à-dire adaptée aux situations sèches) du Chêne pubescent jusqu'à celle de la hêtraie-sapinière montagnarde. La forêt domine globalement le paysage. Sur les versants les plus chauds dominant la vallée du Rhône, des espèces méditerranéennes (Aspérule de Turin , Pistachier térébinthe, Fougère capillaire, Grande Cigale) parviennent à s'insinuer.

Les habitats agro-pastoraux (pelouses sèches et prairies de fauche) constituent une part importante du site. L'agriculture de montagne participe à la préservation de ces habitats.
L'intérêt souvent exceptionnel des lacs, marais et tourbières dissimulés dans le massif, notamment vers le sud, mérite d'être particulièrement signalé. D'autre part, les falaises qui bordent le massif de tous côtés constituent souvent de bons sites de nidification de rapaces.
Enfin, le secteur présente un karst de type jurassien. Un réseau très dense de cavités souterraines abrite des populations exceptionnelles de chauves-souris qui trouvent également des gîtes dans le bâti. Ce site présente donc un fort intérêt pour les chauves-souris, certaines espèces étant en limite de leur aire de répartition (Rhinolophe euryale).
Les Marais à Cladium mariscus sont bien représentés. On note enfin la présence d'habitats de tourbières hautes actives (habitat 7110*) en contexte géologique calcaire et de cours d'eau à Ecrevisses à pieds blancs.

4.3 Menaces, pressions et activités ayant une incidence sur le site

Il s'agit des principales incidences et activités ayant des répercussions notables sur le site

Incidences négatives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
H	A04.03	Abandon de systèmes pastoraux, sous-pâturage		I
M	B01.02	Plantation forestière en terrain ouvert (espèces allochtones)		I
M	C01.01	Extraction de sable et graviers		I
M	E01.03	Habitations dispersées		I
M	G01	Sports de plein air et activités de loisirs et récréatives		I
M	I01	Espèces exotiques envahissantes		I
M	J02.07	Captage des eaux souterraines		I
M	J02.07	Captage des eaux souterraines		B
Incidences positives				
Importance	Menaces et pressions [code]	Menaces et pressions [libellé]	Pollution [code]	Intérieur / Extérieur [i|o|b]
H	A03	Fauche de prairies		I
H	A04	Pâturage		I

- **Importance** : H = grande, M = moyenne, L = faible.
- **Pollution** : N = apport d'azote, P = apport de phosphore/phosphate, A = apport d'acide/acidification, T = substances chimiques inorganiques toxiques, O = substances chimiques organiques toxiques, X = pollutions mixtes.
- **Intérieur / Extérieur** : I = à l'intérieur du site, O = à l'extérieur du site, B = les deux.

4.4 Régime de propriété

Type	Pourcentage de couverture
Propriété privée (personne physique)	%
Propriété d'une association, groupement ou société	%
Collectivité territoriale	%
Domaine régional	%
Domaine public de l'état	%

4.5 Documentation

Document d'objectifs du site Natura 2000 « Milieux remarquables du Bas Bugey » FR8201641 # CREN (Conservatoire Rhône-Alpes des espaces naturels) # Office National des Forêts # Société d'économie montagnarde de l'Ain - CORA Faune Sauvage - Novembre 2010 - 142 pages.

Lien(s) :

5.1 Types de désignation aux niveaux national et régional

Code	Désignation	Pourcentage de couverture
31	Site inscrit selon la loi de 1930	0,06 %
32	Site classé selon la loi de 1930	0 %
N29	Arrêté prefectoral de protection de biotope	9,5 %

5.2 Relation du site considéré avec d'autres sites

Désignés aux niveaux national et régional :

Code	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture
31	Gouffre de la Morne	*	0%
32	Cascade de Glandieu	+	0%
N29	Protection des oiseaux rupestres	*	10%

Désignés au niveau international :

Type	Appellation du site	Type	Pourcentage de couverture

5.3 Désignation du site

6. GESTION DU SITE

6.1 Organisme(s) responsable(s) de la gestion du site

Organisation :

Adresse :

Courriel :

Organisation : Conservatoire d'Espaces Naturels de Rhône-Alpes

Adresse : Maison Forte 2 rue des Vallières 69390 VOURLES

Courriel : crenra.secretariat@espaces-naturels.fr

6.2 Plan(s) de gestion

Existe-il un plan de gestion en cours de validité ?

[X] Oui Nom : Document d'objectif du site FR8201641
Lien :
http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/DRAURA/doc/IFD/IFD_REFDOC_0523569/document-d-objectifs-natura-2000-milieux-remarquables-du-bas-bugey-fr8201641

[ ] Non, mais un plan de gestion est en préparation.

☐ Non

6.3 Mesures de conservation

Le document d'objectifs du site Natura 2000 FR8201641 "Milieux remarquables du Bas Bugey" a été validé par le Comité de pilotage du 10 décembre 2010.

MESURES INCITATIVES, CONVENTIONNELLES,...
- La conservation des pelouses sèches passe par la mise en place d'un programme de mesures agri-environnementales qui soutiendrait le maintien ou un retour du pastoralisme extensif dans les pelouses.
- Le maintien des pelouses sèches et zones humides, où le retour de l'agriculture n'est plus envisageable, pourra être favorisé avec le concours d'autres opérateurs locaux (collectivités locales, sociétés de chasse, propriétaires, CREN...).
- Une analyse des impacts avec d'éventuelles mesures compensatoires devra être définie dans le cadre du projet de ferroutage.

MESURES REGLEMENTAIRES
- Les pelouses sèches à orchidées devront faire l'objet d'une réglementation les préservant de l'enrésinement.
- Zonage des éboulis et falaises à fort enjeu afin de les préserver d'une ouverture ou extension de carrière.
- Réglementation à mettre en place pour limiter le phénomène de comblement des zones humides par des remblais (Arrêté de Protection de Biotope ?).

Annexe N- 3 : Fiches descriptives des zones humides

Marais de Poisat

1 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 - Identification de la zone humide

Nom de la zone : Marais de Poisat

Autre nom :

Code hydrographique : 01IZH0913

Nom du grand ensemble :

Localisation de la zone humide :

Coordonnées Lambert 93: **X** 908188 **Y** 6508587

Altitude moyenne (m) : 300

Remarques :

1.2 - Auteur de la fiche

Organisme : CREN RHONE-ALPES Antenne Ain

Coordonnées :

Date d'établissement de la fiche : 26/10/2011

Remarques :

1.4 - Principales références bibliographiques

N° Référence	Titre du document	Auteur	Année de parution
4	Inventaire des tourbières de Rhône-Alpes 2000 (BD Access)		2000

2 - DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE ET DE L'ESPACE DE FONCTIONNALITE

2.1 - Critères de délimitation de la zone humide

Critères utilisés :
- présence ou absence d'une végétation hygrophile

Contacts :

Remarques :

3 -DESCRIPTION DU BASSIN VERSANT ET DE LA ZONE HUMIDE

3.1 - Bassin versant de la zone humide

3.2 - Présentation de la zone humide et de ses milieux

Superficie de la zone humide (ha) : 1,11

Longueur d'une zone humide bordant un cours d'eau (km) :

Types de milieux Corine Biotope

EAUX DORMANTES

BOIS MARECAGEUX A AULNE, SAULE ET PIMENT ROYAL

Phragmitaies

Peuplements de grandes Laîches (Magnocariçaies)

CLADIAIES

Plantations de Peupliers

4 - FONCTIONS ECOLOGIQUES, VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES, INTERET PATRIMONIAL

5.1 - FONCTIONS HYDROLOGIQUES

5.2 - FONCTIONS BIOLOGIQUES

5.3 - VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES

5.4 - INTERET PATRIMONIAL

5 - STATUTS ET GESTION DE LA ZONE HUMIDE

5.1 - Autres inventaires

Autres inventaires :

5.2 Principaux statuts de protection

Statut Arrêté Préfectoral de protection de Biotope

Remarque PROTECTION DES OISEAUX RUPESTRES

6 - EVALUATION GENERALE DU SITE

6.1 -Intérêt patrimonial majeur (faune, flore, habitats...)

Une partie des informations est disponible dans le champs 3.2 Présentation de la zone humide et de ses milieux.
Autres informations disponibles dans l'inventaire ZNIEFF, sites gérés et sites protégés du département de l'Ain

Zones humides de Mure et Gélignieu

1 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 - Identification de la zone humide

Nom de la zone : Zones humides de Mure et Gélignieu

Autre nom :

Code hydrographique : 01IZH1974

Nom du grand ensemble :

Localisation de la zone humide :

Coordonnées Lambert 93: **X** 906992 **Y** 6508038

Altitude moyenne (m) : 300

Remarques :

1.2 - Auteur de la fiche

Organisme : CREN RHONE-ALPES Antenne Ain

Coordonnées :

Date d'établissement de la fiche : 26/10/2011

Remarques :

1.4 - Principales références bibliographiques

2 - DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE ET DE L'ESPACE DE FONCTIONNALITE

2.1 - Critères de délimitation de la zone humide

Critères utilisés :
- présence ou absence d'une végétation hygrophile

Contacts :

Remarques :

3 -DESCRIPTION DU BASSIN VERSANT ET DE LA ZONE HUMIDE

3.1 - Bassin versant de la zone humide

3.2 - Présentation de la zone humide et de ses milieux

Superficie de la zone humide (ha) : 12,31

Longueur d'une zone humide bordant un cours d'eau (km) : 0,05

Types de milieux Corine Biotope

EAUX DORMANTES

Forêts galeries de Saules blancs

ROSELIERES

Plantations de Peupliers

4 - FONCTIONS ECOLOGIQUES, VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES, INTERET PATRIMONIAL

5.1 - FONCTIONS HYDROLOGIQUES

5.2 - FONCTIONS BIOLOGIQUES

5.3 - VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES

5.4 - INTERET PATRIMONIAL

5 - STATUTS ET GESTION DE LA ZONE HUMIDE

5.1 - Autres inventaires

ZICO : ra13

Autres inventaires :

5.2 Principaux statuts de protection

6 - EVALUATION GENERALE DU SITE

6.1 -Intérêt patrimonial majeur (faune, flore, habitats...)

Une partie des informations est disponible dans le champs 3.2 Présentation de la zone humide et de ses milieux.
Autres informations disponibles dans l'inventaire ZNIEFF, sites gérés et sites protégés du département de l'Ain

La Tuilerie, étang de Leschaux

1 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 - Identification de la zone humide

Nom de la zone : La Tuilerie, étang de Leschaux

Autre nom :

Code hydrographique : 73CPNS3047

Nom du grand ensemble : Le Rhône du Furans au Guiers **Code :** V147

Localisation de la zone humide :

Coordonnées Lambert II: **X** 860791.2912 **Y** 2076399.698

Altitude moyenne (m) : 218

Remarques :

1.2 - Auteur de la fiche

Organisme : Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Savoie

Coordonnées : 04 75 25 20 32

Date d'établissement de la fiche : 01/06/2007

Remarques :

1.4 - Principales références bibliographiques

2 - DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE ET DE L'ESPACE DE FONCTIONNALITE

2.1 - Critères de délimitation de la zone humide

Critères utilisés :
- présence ou absence d'une végétation hygrophile

Contacts :
- Manuel BOURON
- Philippe FREYDIER

Remarques :

3 -DESCRIPTION DU BASSIN VERSANT ET DE LA ZONE HUMIDE

3.1 - Bassin versant de la zone humide

3.2 - Présentation de la zone humide et de ses milieux

Superficie de la zone humide (ha) : 6.7994580475675

Longueur d'une zone humide bordant un cours d'eau (km) : 3199.26136798191

Types de milieux Corine Biotope

AULNAIES-FRENAIES MEDIO-EUROPEENNES

Saussaies marécageuses

Plans d’eau artificialisés et canaux

4 - FONCTIONS ECOLOGIQUES, VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES, INTERET PATRIMONIAL

4.1 - Fonctions hydrobiologiques

Critère ralentissement du ruissellement

Justification

4.2 - Fonctions biologiques

4.3 - Valeurs socio-économiques

Critère intérêt paysager

Justification

4.4 - Intêret patrimonial

Critère HABITATS

Justification

5 - STATUTS ET GESTION DE LA ZONE HUMIDE

5.1 - Autres inventaires

RAMSAR : 00000

Inventaire préliminaire Natura 2000 : 1

ZICO : 1

Znieff 2ème génération : 1

Site de l'observatoire national des zones humides : 1

Autres inventaires :

5.2 Principaux statuts de protection

Statut Indéterminé

Remarque

6 - EVALUATION GENERALE DU SITE

6.1 -Intérêt patrimonial majeur (faune, flore, habitats...)

Intérêts entomologique, herpéthologique et ornithologique.

Les Bessons, bord du Rhône

1 - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

1.1 - Identification de la zone humide

Nom de la zone : Les Bessons, bord du Rhône

Autre nom :

Code hydrographique : 73CPNS3037

Nom du grand ensemble : Le Rhône du Furans au Guiers **Code :** V147

Localisation de la zone humide :

Coordonnées Lambert II: **X** 861117.6759 **Y** 2078977.581

Altitude moyenne (m) : 218

Remarques :

1.2 - Auteur de la fiche

Organisme : Conservatoire du Patrimoine Naturel de la Savoie

Coordonnées : 04 75 25 20 32

Date d'établissement de la fiche : 01/06/2007

Remarques :

1.4 - Principales références bibliographiques

2 - DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE ET DE L'ESPACE DE FONCTIONNALITE

2.1 - Critères de délimitation de la zone humide

Critères utilisés :
- présence ou absence d'une végétation hygrophile

Contacts :
- Manuel BOURON
- Philippe FREYDIER

Remarques :

3 -DESCRIPTION DU BASSIN VERSANT ET DE LA ZONE HUMIDE

3.1 - Bassin versant de la zone humide

3.2 - Présentation de la zone humide et de ses milieux

Superficie de la zone humide (ha) : 19.730550029889

Longueur d'une zone humide bordant un cours d'eau (km) : 5744.59952176685

Types de milieux Corine Biotope

HAUTES PRAIRIES HUMIDES MEDITERRANEENNES

4 - FONCTIONS ECOLOGIQUES, VALEURS SOCIO-ECONOMIQUES, INTERET PATRIMONIAL

4.1 - Fonctions hydrobiologiques

Critère expansion naturelle des crues (contrôle des crues; écrêtement des crues; stockage des eaux de crues; prévention des inondations)

Justification

Critère rôle naturel de protection contre l'érosion

Justification

4.2 - Fonctions biologiques

Critère FONCTION D'HABITAT POUR LES POPULATIONS ANIMALES OU VEGETALES

Justification Flore

Critère connexions biologiques (continuité avec d'autres milieux naturels), zone d'échanges, zone de passages, corridor écologique (faune, flore)

Justification

Critère étapes migratoires, zones de stationnement, dortoirs

Justification

4.3 - Valeurs socio-économiques

Critère production biologique (pâturage; fauche; sylviculture; aquaculture; pêche; chasse)

Justification

Critère intérêt paysager

Justification

Critère intérêt pour les loisirs/valeurs récréatives

Justification Itinéraire cycliste

4.4 - Intêret patrimonial

Critère oiseaux

Justification

5 - STATUTS ET GESTION DE LA ZONE HUMIDE

5.1 - Autres inventaires

RAMSAR : 00000

Inventaire préliminaire Natura 2000 : FR8201771

ZICO : ra13

Znieff 2ème génération : 1

Site de l'observatoire national des zones humides : FR71300104

Autres inventaires :

5.2 Principaux statuts de protection

Statut Indéterminé

Remarque

6 - EVALUATION GENERALE DU SITE

6.1 -Intérêt patrimonial majeur (faune, flore, habitats...)

Habitats relais pour la faune.

Annexe N- 4 : Inventaire naturaliste – Acer Campestre - 2024

Projet d'extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)
Études spécifiques sur le milieu naturel, la faune et la flore

Acer campestre



Version G

12/12/2024

Projet d'extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Études spécifiques sur le milieu naturel, la faune et la flore

Indice	Date	Modifications	Établi par	Vérifié par
A	24/02/2023	Version 0 état initial	M. Legaye, C. Verbeke, P. Rochas	M. Legaye
B	16/05/2023	Ajout impacts et mesures ER	M. Legaye	M. Legaye
C	19/06/2023	Prise en compte remarques MO	M. Legaye	M. Legaye
D	27/09/2023	Prise en compte remarques DREAL	M. Legaye	M. Legaye
E	17/10/2023	Corrections mineures	M. Legaye	M. Legaye
F	29/07/2024	Prise en compte demandes de compléments DREAL et DDT, modification des mesures	M. Legaye	M. Legaye
G	12/12/2024	Compléments suite échanges avec PPME	M. Legaye	M. Legaye

Maître d'ouvrage

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Expertise écologique

ACER CAMPESTRE
Bureau d'études en écologie
20 rue Pré Gaudry
69 007 Lyon

Tél. : 04 78 03 29 20
acer@acer-campestre.fr

Responsable : Sabine Laval (gérante)
Responsable du dossier : Martin Legaye
(ingénieur écologue)

Note : sauf mention contraire, toutes illustrations/photos présentes dans ce rapport ont été produites par Acer campestre dans le cadre de ses missions. Elles sont la propriété d'Acer campestre. Toute utilisation en dehors de cette étude devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Sommaire

Introduction 6

Etat initial de la zone d'étude et synthèse des enjeux écologiques 7

I. Analyse bibliographique 7
I.A. Zonages d'inventaires 7
I.A.1. Inventaire ZNIEFF 7
I.A.2. Inventaire des zones humides 11
I.A.3. Inventaire ZICO 11
I.B. Zonages règlementaires 11
I.B.1. Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, géotopes et des habitats naturels 11
I.B.2. Réseau Natura 2000 12
I.B.3. Réserves Naturelles Nationales (RNN) et Régionales (RNR) 15
I.B.4. Parc Naturel National (PNN) 15
I.B.5. Parcs Naturels Régionaux (PNR) 15
I.C. Autres zonages nature 15
I.C.1. Mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité 15
I.C.2. Ramsar 15
I.C.3. Sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) 15
I.C.4. Espaces naturels sensibles (ENS) 16
I.D. Données naturalistes en ligne 18
I.D.1. Espèces faunistiques vertébrées 18
I.D.2. Espèces faunistiques invertébrées 18
I.D.3. Espèces floristiques 19
I.E. Autres données et études naturalistes 19
I.E.1. Études naturalistes antérieures 19
I.E.2. Données de mortalité routière de la faune sauvage 19
I.F. Fonctionnalités écologiques 20
I.F.1. SRADDET 20
I.F.2. SCOT 22
I.F.3. Continuités écopaysagères d'intérêt départemental 22

II. Inventaires de terrain 24
II.A. Aires d'étude 24
II.B. Interventions sur site 24
II.C. Protocoles d'inventaires naturalistes 25
II.C.1. Méthodologies 25
II.C.2. Limites des inventaires réalisés 29
II.D. Protection des espèces et évaluation des enjeux écologiques 31
II.D.1. Protection des espèces 31
II.D.2. Listes rouges et listes des espèces menacées 32
II.D.3. Evaluation des enjeux écologiques 32
II.E. Résultats des inventaires 34
II.E.1. Habitats naturels 34
II.E.2. Flore 40
II.E.3. Zone humide 42
II.E.4. Avifaune 46
II.E.5. Amphibiens 57
II.E.6. Reptiles 60
II.E.7. Mammifères (hors Chiroptères) 63
II.E.8. Chiroptères 67
II.E.9. Insectes 72
II.E.10. Crustacés 77
II.E.11. Corridors écologiques aquatiques et terrestres 77

III. Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels 80

Evaluation des impacts bruts et stratégie d'évitement et de réduction d'impacts 82

I. Présentation du projet 82

II. Évaluation des impacts bruts 87
II.A. Méthodologie 87
II.A.1. Typologie des impacts 87

II.A.2. Évaluation des niveaux d'impacts bruts 88
II.B. Flore et habitats naturels 88
II.B.1. Habitats naturels 88
II.B.2. Flore d'intérêt patrimonial 88
II.B.3. Espèces exotiques envahissantes 88
II.B.4. Zones humides 89
II.C. Faune 92
II.C.1. Destruction d'individus 92
II.C.2. Destruction d'habitats d'espèces 92
II.C.3. Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces 92
II.C.4. Dégradation des fonctionnalités écologiques 93
III. Mesures d'évitement et de réduction d'impact **97**
III.A. Mesures d'évitement d'impacts 97
III.A.1. ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet 97
III.B. Mesures de réduction d'impact 99
III.B.1. MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation 99
III.B.2. MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles 100
III.B.3. MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière 102
III.B.4. MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs 103
III.B.5. MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement 105
III.B.6. MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes 105
III.B.7. MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins 106
III.B.8. MR8 : Revégétalisation après remise en état 107
III.B.9. MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs 108
III.C. Synthèse des mesures d'évitement et de réduction 110
IV. Impacts résiduels **111**
IV.A. Flore et habitats naturels 111
IV.A.1. Habitats naturels 111
IV.A.2. Flore patrimoniale 111
IV.A.3. Espèces exotiques envahissantes 111
IV.A.4. Zones humides 111
IV.B. Faune 116
IV.B.1. Destruction d'individus 116
IV.B.2. Destruction d'habitats d'espèces 116
IV.B.3. Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces 121
IV.B.4. Dégradation des fonctionnalités écologiques 122
V. Mesures d'accompagnement et de suivi **127**
V.A. Mesures d'accompagnement 127
V.A.1. MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens 127
V.A.2. MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte 128
V.B. Mesures de suivis 129
V.B.1. MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures 129
V.C. Synthèse des mesures d'accompagnement et de suivi 133
VI. Impacts cumulés **134**

Conclusion **137**

Bibliographie **138**

Annexes **140**

I. Liste des espèces végétales inventoriées **140**
II. Conventions d'engagement pour mise en œuvre de la mesure MR9 **146**
III. Lettres d'information et sensibilisation pour mise en œuvre de la mesure MR4 **147**

Index des tableaux

Tableau 1 : Liste des ZNIEFF localisées à proximité de la zone d'étude 8

Tableau 2 : Liste des zones humides inventoriées à proximité de la zone d'étude 11

Tableau 3 : Liste des ZICO localisées à proximité de la zone d'étude 11

Tableau 4 : Liste des APPB et APHN localisés à proximité de la zone d'étude 12

Tableau 5 : Liste des sites Natura 2000 localisés à proximité de la zone d'étude 13

Tableau 6 : Liste réserves naturelles localisées à proximité de la zone d'étude 15

Tableau 7 : Liste des sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels situés à proximité de la zone d'étude 16

Tableau 8 : Espèces faunistiques remarquables inventoriées sur la commune de Saint-Martin-de-la-Porte (source : LPO / ORB-AuRA, 23/05/2022) 18

Tableau 9 : Invertébrés protégés et/ou menacés connus sur la commune de Murs et Géligneux (PRI / ORB-AuRA, 23/05/2022) 18

Tableau 10 : Espèces floristiques protégées et/ou menacées inventoriées depuis 1990 sur la commune de Murs et Géligneux (pifh.fr, 23/05/2022) 19

Tableau 11 : Liste des intervenants 24

Tableau 12 : Dates des prospections sur site 24

Tableau 13 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité spécifique des Chiroptères (Programme Vigie-Chiro) 28

Tableau 14 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité globale des Chiroptères 28

Tableau 15 : Textes relatifs à la protection des espèces 31

Tableau 16 : Habitats naturels inventoriés et niveau d'enjeu local 39

Tableau 17 : Liste des espèces de la flore exotique envahissante 40

Tableau 18 : Résultats des points d'analyse « zones humides » 44

Tableau 19 : Statuts des oiseaux observés en période de nidification 49

Tableau 20 : Statuts des oiseaux hors période de nidification 55

Tableau 21 : Statuts des amphibiens observés 58

Tableau 22 : Statuts des reptiles observés 61

Tableau 23 : Statuts des mammifères terrestres observés (en grisé espèce potentielle) 66

Tableau 24 : Statuts des Chiroptères inventoriés 70

Tableau 25 : Statuts des papillons rhopalocères observés 73

Tableau 26 : Statuts des odonates observés 74

Tableau 27 : Statuts des orthoptères observés 75

Tableau 28 : Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels identifiés sur la zone d'étude 80

Tableau 29 : Typologie des d'impacts potentiels sur les habitats, la flore et la faune 87

Tableau 30 : Détail par phase des surfaces d'habitats impactés 88

Tableau 31 : Évaluation des impacts bruts sur les habitats naturels, la flore et les zones humides 90

Tableau 32 : Détail par phase des surfaces d'habitats d'espèces impactés (avant mesures d'évitement et de réduction) 92

Tableau 33 : Évaluation des impacts bruts sur la faune 94

Tableau 34 : Synthèse des mesures d'évitement et de réduction d'impact 110

Tableau 35 : Évaluation des impacts résiduels sur les habitats naturels et la flore 113

Tableau 36 : Synthèse des surfaces utilisées et surfaces d'habitats d'espèces disponibles par phase 117

Tableau 37 : Évaluation des impacts résiduels sur la faune 123

Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques 131

Tableau 38 : 131

Tableau 39 : Synthèse des mesures d'accompagnement et de suivi 133

Tableau 40 : Analyse des impacts cumulés 134

Index des illustrations

Illustration 1 : Tableau « GEPPA » de morphologies des sols correspondant à des « zones humides » 25

Illustration 2 : Plaque reptile déposée en lisière du boqueteau 27

Illustration 3 : Pose d'un enregistreur « Song Meter Mini Bat » au niveau du marais 28

Illustration 4 : En haut, aperçu de la première zone humide, en eau au moment de l'expertise. En bas, aperçu de la seconde zone humide et du bandeau de phragmitaie le long de la haie. 42

Illustration 5 : Suivi piézométriques réalisés sur le site entre juillet 2022 et mars 2023 (source Ingégone) 43

Illustration 6 : Localisation des piézomètres (source : Ingégone) 43

Illustration 7 : Habitat de reproduction de l'Alouette des champs au sein de l'aire d'étude 47

Illustration 8 : Habitat de reproduction de la Cisticole des joncs à l'extérieur de l'aire d'étude rapprochée 47

Illustration 9 : Nombre de données de Cisticole des Joncs en reproduction en Auvergne-Rhône-Alpes (source : Biodiv'AURA) 48

Illustration 10 : Habitat d'hivernage pour l'Alouette des champs au sein de l'aire d'étude. 54

Illustration 11 : Biotope favorable à la Couleuvre verte et jaune 60

Illustration 12 : Ecorçage et bois rongé par le Castor sur le contre canal 63

Illustration 13 : Crottier de Lapin de garenne 63

Illustration 14 : Habitat de chasse et zone refuge favorable pour le Hérisson d'Europe. 64

Illustration 15 : Gites arboricoles favorables au gitage des Chiroptères. À gauche : alignement de tilleuls de la route de Mortillet ; à droite : bosquet. 69

Illustration 16 : Argus bleu nacré 72

Illustration 17 : Bande enherbée favorable aux lépidoptères floricoles..... 72

Illustration 18 : Structures paysagères assurant une perméabilité au milieu agricole (en haut et au centre) et réservoir de biodiversité local (marais de Poisat) 77

Illustration 19 : Partie du ruisseau de la Janotte busée en amont de l'aire d'étude (Source : Solea, expertise hydrologique 2023)..... 78

Illustration 20 : Obstacle infranchissable pour la faune aquatique en aval de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023)..... 78

Illustration 21 : Plans d'exploitation : phase 1, première année 83

Illustration 22 : Plans d'exploitation : phase 1, années 2 à 4 84

Illustration 23 : Plans d'exploitation : phase 2 85

Illustration 24 : Plans d'exploitation : phase 3 86

Illustration 25 : Adaptation des périodes d'exploitation au regard des période de sensibilité des principales espèces à enjeu 99

Illustration 26 : Clôture trois fils..... 105

Illustration 27 : Évolution de l'occupation du sol et des habitats naturels au cours de la période de fonctionnement de la carrière..... 118

Illustration 28 : Schéma de principe d'aménagement de la mare (source Ingegone) 127

Illustration 29 : Profils variés du lit restitué (source : Ingégone) 129

Illustration 30 : Panorama de la carrière remise en état, reconstitué à partir de photographies prises en septembre 2024 (source : Ingégone)..... 135

Index des cartes

Carte 1 : Analyse bibliographique : inventaire du patrimoine naturel et zonages règlementaires ... 17

Carte 2 : Cartographie de la mortalité de la faune sauvage 20

Carte 3 : Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires 21

Carte 4 : Réservoirs de biodiversité extrait du DOO Scot Bugey 22

Carte 5 : La trame verte et bleue extraite du DOO Scot Bugey..... 22

Carte 6 : Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental (source : département de l'Ain, Conservatoire des espaces naturels Rhône-Alpes) 23

Carte 7 : Méthodes d'inventaires naturalistes 30

Carte 8 : Habitats naturels et flore 41

Carte 9 : Délimitation des zones humides 45

Carte 10 : Inventaire des oiseaux : localisation des observations notables ou d'espèces d'intérêt patrimonial en période de nidification 53

Carte 11 : Inventaire des oiseaux : localisation des observations d'oiseaux d'intérêt patrimonial hors période de nidification.....56

Carte 12 : Inventaire des amphibiens : localisation des observations 59

Carte 13 : Inventaire des reptiles : localisation des observations.....62

Carte 14 : Inventaire des mammifères : localisation des observations notables 65

Carte 15 : Inventaires des Chiroptères : localisation des espèces inventoriées, des niveaux d'activité et des gites potentie 71

Carte 16 : Corridors écologiques locaux.....79

Carte 17 : Synthèse des enjeux écologiques 81

Carte 18 : Impact brut sur les habitats naturels, la flore et les zones humides 91

Carte 19 : ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet 98

Carte 20 : MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles..... 101

Carte 21 : MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs..... 109

Carte 22 : Impact résiduel sur les habitats naturels, la flore et les zones humides 115

Carte 23 : Phasage des impacts et des remises en état 1/2..... 119

Carte 24 : Phasage des impacts et des remises en état 2/2..... 120

Carte 25 : MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures..... 132

Carte 26 : Impacts cumulés : localisation des projets pris en compte..... 136

Introduction

La société MBTP souhaite étendre l'exploitation d'un gisement alluvionnaire en continuité d'une carrière existante au lieudit « Courdan » sur la commune de Murs-et-Géligneux (voir carte ci-contre).

Afin de disposer d'un état initial permettant une bonne prise en compte des enjeux liés au milieu naturel, le maître d'ouvrage a lancé des études spécifiques d'environnement. Les inventaires ont été menés pendant un cycle biologique complet sur l'année 2022. La fréquence des interventions sur site a permis de cibler l'ensemble des espèces patrimoniales potentielles sur les milieux en présence.

L'analyse des impacts du projet et la définition des mesures environnementales a ensuite été menée selon la séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC). La séquence ERC vise à éviter les atteintes environnementales et à réduire celles qui n'ont pu être évitées. La compensation n'intervient, le cas échéant, qu'en dernier recours, quand les impacts n'ont pu être évités ou suffisamment réduits. Cette démarche concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement, et notamment les milieux naturels. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets dans le cadre des procédures administratives de leur autorisation (étude d'impacts ou étude d'incidences thématiques, i.e. loi sur l'eau, Natura 2000, espèces protégées, ...).

La démarche adoptée dans le cadre de la présente étude d'impact comprend plusieurs étapes, menées en parallèle de la définition du projet :

- évaluation des enjeux naturalistes (état initial du site) ;
- estimation des impacts potentiels du projet ;
- définition de mesures d'atténuation (mesures d'évitement et de réduction) ;
- appréciation des impacts résiduels (après application des mesures d'atténuation).

En l'absence d'impacts résiduels significatifs du projet sur les espèces et habitats, aucune mesure compensatoire n'a été prescrite.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de
Courdan à Murs-et-Gélignieux
(01)

Localisation

100 0 100 200 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93



Etat initial de la zone d'étude et synthèse des enjeux écologiques

I. Analyse bibliographique

I.A. Zonages d'inventaires

I.A.1. Inventaire ZNIEFF

L'inventaire ZNIEFF est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère en charge de l'Environnement. Il est mis en œuvre dans chaque région par les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et constitue un outil de connaissance du patrimoine national. Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On décrit deux types de ZNIEFF définies selon la méthodologie nationale :

- Une **ZNIEFF de type 1** est un territoire correspondant à une ou plusieurs unités écologiques homogènes. Elle abrite au moins une espèce ou un habitat déterminant. D'une superficie généralement limitée, souvent incluse dans une ZNIEFF de type II plus vaste, elle représente en quelque sorte un « point chaud » de la biodiversité régionale.

- Une **ZNIEFF de type 2** est un grand ensemble naturel riche ou peu modifié, ou qui offre des potentialités biologiques importantes. Elle peut inclure une ou plusieurs ZNIEFF de type I. Sa délimitation s'appuie en priorité sur son rôle fonctionnel. Il peut s'agir de grandes unités écologiques (massifs, bassins versants, ensemble de zones humides, etc.) ou de territoires d'espèces à grand rayon d'action.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

Les ZNIEFF identifiées à proximité de la zone d'étude sont présentées ci-dessous.

Tableau 1 : Liste des ZNIEFF localisées à proximité de la zone d'étude

Noms Codes ZNIEFF Surfaces	Enjeux écologiques	Distances par rapport à l'aire d'étude rapprochée
ZNIEFF de type 2		
Bas-Bugey **27860 ha**	Faune : Alyte accoucheur, Ecrevisse à pieds blancs, Damier de la Succise, Azuré de la croisette, Agrion de Mercure, Cordulie à taches jaunes, Circaète Jean Le Blanc, Grand-Duc d'Europe, Engoulevent d'Europe, Faucon pèlerin, Rousserolle turdoïde, Bruant des roseaux, Flore : Aspérule de Turin, Aster amelle, Laîche des tourbières, Rossolis à feuille ronde, Gagée jaune, Liparis de Loesel, Pulicaire commune, Grande douve, Violette élevée	Intercepte l'aire d'étude au nord
Haut-Rhône à L'aval Du barrage de Seyssel **3130 ha**	Faune : Sonneur à ventre jaune, Rainette verte, Campagnol amphibie, Castor d'Eurasie, Loutre d'Europe, Putois d'Europe, Agrion joli, Cordulégastre bidenté, Gomphe semblable, Leucorrhine à front blanc, Leucorrhine à large queue, Cordulie à taches jaunes, Gomphe à pattes jaunes, Sympetrum déprimé, Hérisson d'Europe, Barbastelle d'Europe, Canard chipeau, Vanneau huppé, Guifette noire, Tourterelle des bois, Hirondelle de rivage, Bouscarle de cetti, Locustelle tachetée, Locustelle luscinioïde, Rousserolle effarvatte, Rousserolle verderolle, Rousserolle turdoïde, Gobemouche gris, Cistude d'Europe, Couleuvre vipérine Flore : Aster amelle, Ache rampante, Ophioglosse commun,	110m au sud
Chainon Du Mont Tournier **4815 ha**	Faune : Alyte accoucheur, Sonneur à ventre jaune, Grenouille agile, Ecrevisse à pieds blancs, Cuivré des marais, Chat forestier, Loutre d'Europe, Murin d'Alcathoe, Putois d'Europe, Murin à oreille échancrée, Grand Murin, Grand et petit Rhinolophe, Aeschne des joncs, Agrion de Mercure, Gomphe semblable, Alouette des champs, Aigle royal, Grand-Duc-d 'Europe, Pigeon colombin, Faucon pèlerin, Torcol fourmilier, Pic mar, Pic épeichette, Bruant jaune, Harle bièvre, Moineau friquet, Bouvreuil pivoine, Tourterelle des bois, Tarier des prés, Decticelle frêle, Pie grièche écorcheur, Gobemouche gris, Bondrée apivore, Hirondelle rustique, Busard Saint Martin, Couleuvre d'Esculape, Flore : Aster amelle, Aconit Napel	700m à l'est
Iles du Haut-Rhône **4401 ha**	Faune : Sonneur à ventre jaune, Crapaud commun, Agrion de Mercure, Grand et petit Rhinolophe, Agrion de Mercure, Sympetrum déprimé, Petit Gravelot, Grand-Duc d'Europe, Faucon pèlerin, Castor d'Eurasie, Alouette lulu, Locustelle tachetée, Martin pêcheur d'Europe, Cistude d'Europe, Flore : Grande Douve. Utriculaire élevée, Pigamon jaune, Renoncule scélérate, Pulsatille rouge, Pulsatille vulgaire, Peucédan des marais, Morène, Hottonie des marais, Euphorbe des marais,	1400m
ZNIEFF de type 1		
Marais du Poisat **1.2 ha**	Flore : Fougère des marais	150m au nord
Mont Gela **149 ha**	Faune : Agrion joli, Salamandre tachetée, Couleuvre verte et jaune, Circaète jean Le Blanc	150m au nord
Falaise de la Combe **1 ha**	Faune : Faucon pèlerin, Grand Rhinolophe	460m au nord
Chaîne du mont Tournier et gorges de la Balme **1636 ha**	Cf Znieff II du Chainon du Mont Tournier ainsi que : Azuré Osiris, Azuré du Serpolet, Linotte mélodieuse, Crapaud commun, Hespérie de la Malope, Vipère aspic	650m à l'est

Noms Codes ZNIEFF Surfaces	Enjeux écologiques	Distances par rapport à l'aire d'étude rapprochée
Marais des Planches **6.97 ha**	Faune : Agrion de Mercure, Agrion joli, Gomphe semblable, Flore : Séneçon des marais, Peucédan des marais, Fougère des marais,	850m au nord-est
Etang d'entre Roche **6 ha**	Faune : Grande Aeschne, Agrion joli	950m au nord-est
Pelouse sèche de Murs et Géligneux **1.72 ha**	Flore : Ophrys abeille, Spiranthe d'automne	1150m
Pelouse sèche de Saint Bois **5.76 ha**	Flore : Epipactis de Müller	1300m
Milieux alluviaux du Rhône du Pont de Groslée à Murs et Gélignieux **2110 ha**	Cf Znieff de type II des Iles du Haut Rhône ainsi que Bihoreau gris	1400m
Marais de Fay **1.4 ha**	Flore : Séneçon des marais	1550m
Pelouses sèches de Grésin **77.66 ha**	Faune : Ecrevisse à pieds blancs, Azuré du Serpolet, Zygène des Thérésiens Flore, Aster amelle, Aster linosyris	1650m
Marais des Rives **17.66 ha**	Faune : Damier de la Succise, Azuré du Serpolet, Rat des moissons, Aeschne printanière, Criquet palustre, Barbastelle d'Europe, Lapin de garenne,	1940m
Pelouse sèche de Rongère **2.2 ha**	Flore : Ophrys de Conrad, Epipactis de Muller	2000m
Adret du Grand Thur **160.7 ha**	Chat forestier, Grenouille rousse, Petit et grand Rhinolophe, Circaète Jean Le Blanc, Milan noir,	2450m
Pelouses sèches de la Bruyère et d'Izieu **2528 ha**	Flore : Epipactis de Muller	2520m
Marais du château de Tavollet **2576 ha**	Faune : Aeschne affine, Flore : Fougère des marais	2550m
Ile des Brotteaux **2679 ha**	Faune : Castor d'Eurasie, Rousserolle turdoïde, Harle bièvre, Tarier pâtre Flore : Butome en ombelle, Scirpe triquètre, Rubanier émergé	2680m
Mont de Cordon **2732 ha**	Faune : Sonneur à ventre jaune, Grenouille rousse, Azuré de la chevrette, Grand-Duc-D 'Europe, Salamandre tachetée, Marbré de Frayer, Couleuvre verte et jaune, Couleuvre d'Esculape, Bondrée apivore, Tourterelle des bois, Guêpier d'Europe, Fauvette grisette Flore : Aster amelle, Crépide à rhizome, Anacamptide odorante	2750m
Falaises de Saint Benoît à Brégnier-Cordon **584 ha**	Faune : Murin à oreilles échancrées, Grand Murin, Murin à moustaches, Grand et petit Rhinolophe, Engoulevent d'Europe, Coronelle girondine, Orvet fragile, Ecureuil roux, Hirondelle de rochers, Flore : Ibéride de Timéroy, Knautie de Timéroy, Tulipe sylvestre	3300m

Noms Codes ZNIEFF Surfaces	Enjeux écologiques	Distances par rapport à l'aire d'étude rapprochée
Pelouse sèche de Cordon **15.94 ha**	Flore : Carex à fruits lustrés Faune : Couleuvre verte et jaune	3600m
Cours du Truison et marais riverains **44 ha**	Faune : Sonneur à ventre jaune, Ecrevisse à pieds blancs, Molosse de cestoni, Murin de Brandt, Oreillard roux, Murin de Daubenton, Criquet palustre, Barbastelle d'Europe, Lézard à deux raies Flore : Millepertuis androsème, Inule de Suisse, Fougère des marais,	3800m
Marais de Bourbeux **6.22 ha**	Isopyre faux pigamon	4221m
Tourbière de l'Etang **22 ha**	Faune : Agrion de Mercure, Martin pêcheur d'Europe Flore : Epipactis des marais, Pulicaire commune, Fougère des marais	4350m
Marais de Vaux de Saint Bois **26.38 ha**	Faune : Aeschne paisible, Agrion délicat, Agrion de Mercure, Engoulevent d'Europe Flore : Epipactis des marais, Pâturin des marais, Séneçon des marais,	4650m
Pelouse sèche de Prémeyzel **2.6 ha**	Faune : Tarier pâtre	4650m

I.A.2. Inventaire des zones humides

Un inventaire des zones humides a été réalisé à l'échelle du département de l'Ain. Il s'agit d'un inventaire à vocation d'information et d'alerte mais les zonages présentés ne constituent pas des délimitations opposables. Sont reprises ci-après les données provenant de l'inventaire départemental des zones humides, situées à proximité de la zone d'étude :

Tableau 2 : Liste des zones humides inventoriées à proximité de la zone d'étude

Noms	Codes Zones humides	Surfaces	Distances par rapport à l'aire d'étude rapprochée
Canaux de dérivation et Rhône modifié	01IZH0252	662,17	45m
Marais de Poissat	01IZH0913	1,11	106m
Zones humides de Mure et Gélignieu	01IZH1974	12,33	183m
Marais des Planches	01IZH0950	7,51	676m
Lône entre Roche	01IZH0816	0,55	855m
Prairie humide de Merveille	01IZH1496	3,10	1147m
Zones humides de Fay	01IZH1973	1,48	1455m
Le Rhône dévié a Brégnier-Cordon	01IZH0761	168,39	1483m
Plaine alluviale du Rhône a Cordon	01IZH1255	155,90	1610m
Plantation de Pluvis	01IZH1342	0,35	2664m
Plaine alluviale du Rhône a Peyrieu	01IZH1256	253,23	2923m
Tourbière du Mont Cordon	01IZH1906	1,25	3302m
Le Gland 02	01IZH0741	79,26	4005m
Marais de Bourbeux	01IZH0830	14,48	4058m
Marais de l'Etang	01IZH0901	21,22	4265m
Gravière de Cordon	01IZH0648	22,17	4283m
Plaine alluviale la Touche	01IZH1262	13,88	4329m
Plaine alluviale du Rhône a Brégnier-Cordon et Gla	01IZH1257	235,22	4362m
Marais de la Farolière	01IZH0861	7,29	4362m

I.A.3. Inventaire ZICO

La directive européenne n°79-409 du 6 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages s'applique à tous les états membres de l'union européenne. Elle préconise de prendre « toutes les mesures nécessaires pour préserver, maintenir ou rétablir une diversité et une superficie suffisante d'habitats pour toutes les espèces d'oiseaux vivant naturellement à l'état sauvage sur le territoire européen ».

Les Etats membres doivent maintenir leurs populations au niveau qui réponde notamment aux exigences écologiques, scientifiques et culturelles compte tenu des exigences économiques et récréatives ». Les mêmes mesures doivent également être prises pour les espèces migratrices dont la venue est régulière.

Dans ce contexte européen, la France a décidé d'établir un inventaire des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Il s'agit de sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne.

Les ZICO situées dans un périmètre de 5 km autour de la zone d'étude figurent dans le tableau suivant :

Tableau 3 : Liste des ZICO localisées à proximité de la zone d'étude

Noms	Numéros	Surfaces	Principaux enjeux ornithologiques	Distances par rapport à l'aire d'étude rapprochée
Lac et marais du Bourget	00189	8850 ha	Grand-Duc d'Europe, Gorgebleue à miroir, Blongios nain, Crabier chevelu, Héron pourpré, Aigrette garzette, Héron garde-bœuf, Bihoreau gris, Nette rousse, Fuligule milouin, Busard des roseaux, Marouette ponctuée, Vanneau huppé, Courlis cendré, Mouette rieuse, Caille des blés,	Intercepte l'aire d'étude
Iles Du Haut Rhône	00184	3394 ha	Martin pêcheur d'Europe, Butor étoilé, Canard chipeau, Sarcelle d'été, Busard Saint Martin, Balbuzard pêcheur, Effraie des clochers, Phragmite des joncs	800m au sud-ouest

I.B. Zonages règlementaires

I.B.1. Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, géotopes et des habitats naturels

Les Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope (APPB) ont pour objectif de prévenir, par des mesures règlementaires spécifiques de préservation de leurs biotopes, la disparition d'espèces protégées et couvrent une grande diversité de milieux.

Dans le cadre de la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, le législateur a souhaité compléter cet outil en prévoyant des dispositions permettant aux préfets de protéger d'autres éléments constitutifs du patrimoine naturel par :

- les arrêtés de protection des sites d'intérêts géologiques appelés « géotopes » (APG) ;
- les arrêtés de protection des habitats naturels (APHN), dispositif visant à protéger un habitat naturel en tant que tel sans qu'il soit besoin d'établir qu'il constitue par ailleurs un habitat d'espèces protégées. (liste des habitats naturels fixés par l'arrêté du 19 décembre 2018 et identifiés par les instances scientifiques du MNHN, CNRS, de l'OFB, et du CNPN. (156 habitats reconnus).

Le dispositif APHN fait partie du plan biodiversité du gouvernement publié en 2018 « Protéger et restaurer la nature dans toutes ses composantes ». Cet outil permet des actions locales ciblées.

La procédure est identique à l'APPB, il protège un habitat naturel en tant que tel sans besoin de démontrer la présence d'une espèce protégée.

L'APPB situé dans un périmètre de 5 km autour de la zone d'étude figure dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Liste des APPB et APHN localisés à proximité de la zone d'étude

Noms	Numéros	Date de l'arrêté	Surfaces	Intérêts patrimoniaux	Distances par rapport au projet
Protection Des Oiseaux Rupestres	FR3800192	20/07/1987	216761 ha	Autour des palombes, Aigle royal, Grand-Duc d'Europe, Circaète Jean le Blanc, Grand corbeau, Faucon pèlerin, Milan noir, Milan royal, Bondrée apivore, Hirondelle des rochers, Martinet à ventre blanc, Tichodrome échelette	80m

I.B.2. Réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 s'appuie sur deux Directives européennes :

- La Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979, appelée plus généralement Directive Oiseaux, prise par l'Union européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen ;
- La Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages, plus généralement appelée Directive Habitats.

Ce réseau est constitué de Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) et Zone Spéciale de Conservation (ZSC) présentant des enjeux au niveau des habitats naturels et des espèces de la faune et de la flore sauvage en application de la Directive Habitats, ainsi que de Zones de Protection Spéciales (ZPS) présentant des enjeux au niveau de l'avifaune en application de la Directive Oiseaux. La constitution de ce réseau vise ainsi à la conservation à long terme d'espèces de faune et de flore sauvages et d'habitats naturels de l'Union Européenne.

Les sites Natura 2000 situés à proximité de la zone d'étude figurent dans le tableau suivant :

Tableau 5 : Liste des sites Natura 2000 localisés à proximité de la zone d'étude

Noms Type de site Numéros Directives Surfaces	Principaux enjeux liés aux espèces et habitats ayant justifié la désignation du site	Distances par rapport au projet
Milieux Remarquables Du Bas Bugey **ZSC FR8201641** **4471ha**	-Habitats prioritaires : Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables) Tourbières hautes actives Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) Tourbières boisées Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion -Espèces de faune et flore inscrites à l'annexe II : Grand Murin, Castor d'Eurasie, Lynx d'Europe, Hypne brillante, Liparis de Loesel, Vertigo étroit, Agrion de Mercure, Cuivré des marais, Damier de la Succise, Ecrevisse à pieds blancs, Lamproie de Planer, Sonneur à ventre jaune, Grand et Petit Rhinolophe, Rhinolophe euryale, Barbastelle d'Europe, Minioptère de Schreiber, Murin à oreilles échancrée, Murin de Bechstein	100m
Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône **ZSC FR8201771** **8203ha**	-Habitats prioritaires Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) -Espèces de faune et flore inscrites à l'annexe II : Castor d'Eurasie, Lynx d'Europe, Bouvière, Blageon, Toxostome, Azuré de la Sanguisorbe, Leucorrhine à gros thorax, Agrion de Mercure, Cuivré des marais, Lucane cerf-volant, Grand capricorne, Lamproie de Planer, Chabot, Sonneur à ventre jaune, Cistude d'Europe, Barbastelle d'Europe.	50m
Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard **ZSC FR8201770** **3155ha**	-Habitats prioritaires Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion) Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion -Espèces de faune et flore inscrites à l'annexe II : Cf espèces citées ci-dessus ainsi que : Azuré des paluds, Petit Murin,	740m
Iles du Haut Rhône **ZSC FR8201748** **89ha**	-Habitats prioritaires Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) -Espèces de faune et flore inscrites à l'annexe II : Loutre d'Europe, Grand Murin	4450m

Noms Type de site Numéros Directives Surfaces	Principaux enjeux liés aux espèces et habitats ayant justifié la désignation du site	Distances par rapport au projet
Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône **ZPS FR8212004** **8203ha**	Espèces inscrites à l'annexe I : Grand-Duc d'Europe, Engoulevent d'Europe, Martin pêcheur d'Europe, Pic noir, Pic mar, Alouette lulu, Gorgebleue à miroir, Pie grièche écorcheur, Bruant ortolan, Blongios nain, Bihoreau gris, Crabier chevelu, Aigrette garzette, Héron pourpré, Bondrée apivore, Milan noir, Milan royal, Circaète Jean Le Blanc, Busard des roseaux, Faucon pèlerin,	53m
Avant-pays savoyard **ZPS FR8212003** **3124ha**	Espèces inscrites à l'annexe I : Grand-Duc d'Europe, Engoulevent d'Europe, Martin pêcheur d'Europe, Pic noir, Pic mar, Alouette lulu, Gélinotte des bois,	740m
Îles du haut Rhône **ZPS FR8210058** **274ha**	Espèces inscrites à l'annexe I Cf ZPS « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » ainsi que : Butor étoilé, Busard Saint Martin, Balbuzard pêcheur, Combattant varié, Chevalier sylvain,	4450m

I.B.3. Réserves Naturelles Nationales (RNN) et Régionales (RNR)

Une Réserve Naturelle Nationale (RNN) est un outil de protection à long terme d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les sites sont gérés par un organisme local en concertation avec les acteurs du territoire. Ils sont soustraits à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader mais peuvent faire l'objet de mesures de réhabilitation écologique ou de gestion en fonction des objectifs de conservation.

Les Réserves Naturelles Régionales présentent les mêmes caractéristiques de gestion que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont créées par les Régions. Elles constituent aujourd'hui à la fois un vecteur des stratégies régionales en faveur de la biodiversité et un outil de valorisation des territoires.

La Réserve Naturelle Nationale située à moins de 5 km de l'aire d'étude figure dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Liste réserves naturelles localisées à proximité de la zone d'étude

Noms	Numéros	Date de l'arrêté	Surfaces	Intérêts patrimoniaux	Distances par rapport au projet
Haut-Rhône Français	FR3600179	04/12/2013	1707ha	Cf ZNIEFF de type II « Ile du Haut Rhône » ainsi que : Coronelle lisse, Rainette verte, Couleuvre vipérine, Triton crêté, Planorbe naine, Chevalier guignette, Campagnol amphibie, Chevêche d'Europe, Blackstonie acuminée, Cordulégastre bidenté, Goéland leucophée, Cuivré des marais, Muscardin, Putois d'Europe, Noctule commune, Azuré de la Sanguisorbe, Azuré des paluds, Râle d'eau, Renoncule scélérate, Rémiz penduline, Vertigo de Des Moulins,	1500m

I.B.4. Parc Naturel National (PNN)

Les parcs nationaux sont des espaces protégés soumis à une réglementation spécifique (articles L331 et R331 du code de l'environnement) qui assure la sauvegarde de leur patrimoine naturel et culturel reconnu comme exceptionnel.

A proximité de la zone d'étude, aucun Parc Naturel National n'est présent.

I.B.5. Parcs Naturels Régionaux (PNR)

Un Parc Naturel Régional (PNR) est un territoire ayant choisi volontairement un mode de développement basé sur la mise en valeur et la protection de patrimoines naturels et culturels considérés comme riches et fragiles. Les PNR sont chargés de mettre en œuvre des actions selon cinq missions : développer leur territoire en le protégeant, protéger leur territoire en le mettant en valeur, participer à un aménagement fin des territoires, accueillir, informer et éduquer les publics aux enjeux qu'ils portent, expérimenter de nouvelles formes d'action publique et d'action collective.

A proximité de la zone d'étude, aucun Parc Naturel Régional n'est présent.

I.C. Autres zonages nature

I.C.1. Mesures compensatoires des atteintes à la biodiversité

Depuis mars 2019 une cartographie des sites compensatoires existants sur le territoire métropolitain a été mise en place, les données sont consultables sur le site de Géoportail (https://www.geoportail.gouv.fr).

Une consultation des mesures compensatoires identifiées à proximité de la zone d'étude a été réalisée le 02/07/2019.

A moins de 3 km de la zone d'étude, il n'y a pas de mesures compensatoires identifiées.

I.C.2. Ramsar

Signataire de la Convention de Ramsar en 1971, la France a ratifié ce traité en 1986. La France s'est engagée, avec les autres parties contractantes à :

- désigner des zones humides d'importance internationale et maintenir leur caractéristique écologique ;
- prendre en compte la conservation des zones humides notamment dans les documents de planification et d'aménagement,
- favoriser la recherche, la formation, l'échange de données et de publications sur les zones humides,
- promouvoir la gestion et l'utilisation rationnelle des zones humides.

Le site RAMSAR le plus proche est situé à plus de 15 km et couvre les habitats aquatiques du Lac du Bourget.

I.C.3. Sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels (CEN)

A proximité de la zone d'étude, aucun site n'est géré par le Conservatoire d'espaces naturels.

Les sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels à proximité de la zone d'étude figurent dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Liste des sites gérés par le Conservatoire d'espaces naturels situés à proximité de la zone d'étude

Noms	Identifiant	Surfaces	Distances par rapport à la zone d'étude
Marais Des Rives	FR1504806	5.9249ha	2016m
Cote-Envers	FR1504826	2.8072ha	3832m

I.C.4. Espaces naturels sensibles (ENS)

Les espaces naturels sensibles des départements (ENS) sont un outil de protection des espaces naturels par leur acquisition foncière ou par la signature de conventions avec les propriétaires privés ou publics mis en place dans le droit français et régis par le code de l'urbanisme.

En 1985, la politique des Périmètres Sensibles est remplacée par celle des Espaces Naturels Sensibles (ENS). La décentralisation y est encore plus marquée, avec la volonté d'étendre la politique. La Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS), instituée par délibération du Conseil Général remplace la TDEV. Le département délimite et institue également les zones de préemption et peut déléguer son droit de préemption. Le champ de la politique a ensuite évolué en incorporant des notions comme les habitats naturels ou les champs d'expansion des crues.

Aujourd'hui, l'article L.142-1 du code de l'urbanisme donne les termes de la politique espaces naturels sensibles telle qu'elle est conçue par le législateur :

« Afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels selon les principes posés à l'article L. 110, le département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles, boisés ou non. »

Aucun ENS n'est situé à proximité de la zone d'étude.

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Zonages environnementaux

aire d'étude rapprochée

Protection réglementaire
- Arrêté de protection de biotope
- Réserve naturelle nationale

Natura 2000
- Directive Habitats (ZSC, SIC, pSIC)
- Directive Oiseaux (ZPS)

Zonages d'inventaire
- Znieff de type 1
- Znieff de type 2

Protection foncière
- Terrain du Conservatoire des espaces naturels

Autre
- Inventaire départemental des zones humides

500 0 500 1 000 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN, INPN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

I.D. Données naturalistes en ligne

Pour compléter l'analyse bibliographique, différentes sources d'informations naturalistes ont été consultées afin d'identifier la présence éventuelle d'espèces patrimoniales à proximité de l'aire d'étude et d'orienter les prospections.

En mai 2022, les ressources suivantes ont été consultées :

- Le **portail français** d'accès aux données d'observation sur les espèces, piloté par **l'INPN** (https://openobs.mnhn.fr/) ;
- Le **portail cartographique de l'Observatoire Régional de la Biodiversité** de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (https://atlas.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr/) ;
- La base de données communales **Pôle d'information naturaliste « Flore-Habitats-Fonge »** de la région Rhône-Alpes piloté par les Conservatoires Botaniques Nationaux Alpin et du Massif Central (https://pifh.fr/index.php/flore-en-ligne) ;
- la base de données communales **Pôle Régional Invertébrés** (https://atlas.pole-invertebres.fr/) de la région Rhône-Alpes ;
- la base de données https://www.faune-ain.org, base de données du réseau visionature, administrée par la LPO Ain.

I.D.1. Espèces faunistiques vertébrées

Tableau 8 : Espèces faunistiques remarquables inventoriées sur la commune de Saint-Martin-de-la-Porte (source : LPO / ORB-AuRA, 23/05/2022)

Groupe taxonomique	Espèces remarquables	Typologie d'habitat d'espèce
Oiseaux (Espèces nicheuses possibles à certaines)	Grand-Duc d'Europe,	Falaises
	Bouscarle de cetti	Rives des cours d'eau
	Chevalier guignette	Rives des cours d'eau
	Circaète Jean Le Blanc	Milieu boisé collinéen
	Fuligule morillon	Milieu aquatique
	Gobemouche gris	Milieu bocager, boisement rivulaire
	Harle bièvre	Boisement rivulaire
	Hirondelle de fenêtre	Milieu anthropique
	Huppe fasciée	Milieu bocager
	Nette rousse	Milieu aquatique
	Petit gravelot	Milieu anthropique/ Rives des cours d'eau
	Pic épeichette	Boisement rivulaire
	Rousserolle effarvatte	Milieu aquatique
	Rousserolle verderolle	Milieu marécageux
	Torcol fourmilier	Milieu bocager
	Tourterelle des bois	Milieu bocager
Reptiles	Couleuvre d'esculape	Milieu bocager
	Couleuvre helvétique	Milieu aquatique
	Couleuvre verte et jaune	Milieu bocager
	Couleuvre vipérine	Milieu aquatique
	Orvet fragile	Milieu bocager
Amphibiens	Grenouille agile	Milieu marécageux
	Grenouille rieuse	Plan d'eau, étangs, mares
	Grenouille rousse	Milieu marécageux
	Salamandre tachetée	Cours d'eau forestiers, ornières
Mammifères	Castor d'Eurasie	Milieu aquatique
	Chamois	Milieu boisé collinéen
	Ecureuil roux	Milieu bocager
	Hérisson d'Europe	Milieu bocager
	Hermine	Milieu bocager

I.D.2. Espèces faunistiques invertébrées

Tableau 9 : Invertébrés protégés et/ou menacés connus sur la commune de Murs et Gélignieux (PRI / ORB-AuRA, 23/05/2022)

Nom français	Nom scientifique	Statut	Date d'observation	Type de milieu
Aeschne printanière	*Brachytron pratense*	NT	2020	Eaux faiblement courantes et stagnantes

Nom français	Nom scientifique	Statut	Date d'observation	Type de milieu
Agrion de Mercure	*Coenagrion mercuriale*	PN3/DH2	2018	Eaux faiblement courantes
Agrion joli	*Coenagrion pulchellum*	EN RA M Menacé dpt 01	2018	Eaux faiblement courantes et stagnantes
Cordulie à taches jaunes	*Somatochlora flavomaculata*	NT RA	2021	Zones marécageuses
Gomphe semblable	*Gomphus simillimus*	NT RA TM (Très menacé dpt 01)	2019	Eaux courantes
Chlorocordulie métallique	*Somatochlora metallica*	VU RA	2021	Eaux faiblement courantes et stagnantes
Cordulie bronzée	*Cordulia aenea*	NT RA	2020	Eaux stagnantes
Hespérie de l'Epiaire	*Carcharodus lavatherae*	NT RA	2021	Pelouses sèches et rocailleuses
Azuré du Serpolet	*Phengaris arion*	PN2/DH4 EN Europe	2019	Pelouses sèches et rocailleuses
Azuré Osiris	*Cupido osiris*	NT France	2018	Pelouses sèches et rocailleuses

I.D.3. Espèces floristiques

La Région Rhône-Alpes, dans le cadre de sa politique en faveur du patrimoine naturel et des Réserves Naturelles Régionales (délibération n° 06.08.539 de la Commission permanente du 20 juillet 2006), a initié la mise en place de Pôles d'information naturaliste. L'enjeu est d'animer le réseau des acteurs de l'information naturaliste en région Rhône-Alpes et de mutualiser les connaissances. Le Pôle d'information naturaliste « Flore-Habitats » a ainsi vocation à constituer la déclinaison régionale du SINP dans le champ de la mutualisation et de la diffusion des données flore-habitats (source : www.pifh.fr). Cette base de données nous renseigne sur les espèces patrimoniales, protégées ou non, potentiellement observables sur le site d'étude.

Une consultation en ligne a été réalisée le 23/05/2022 pour la commune de Murs et Géligneux.

Au total, 6 espèces protégées et/ou patrimoniales sont connues sur les communes concernées par la recherche, répertoriées dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Espèces floristiques protégées et/ou menacées inventoriées depuis 1990 sur la commune de Murs et Géligneux (pifh.fr, 23/05/2022)

Nom français	Nom scientifique	Protection	Liste rouge régionale	Dernière observation
Epipactide des hêtraies	*Epipactis fageticola*	**-**	**VU**	28/06/2021
Séséli annuel	*Seseli annuum*	**-**	**VU**	10/06/2008
Souchet de Tabernaemontanus	*Schoenoplectus tabernaemontani*	**-**	**NT**	10/09/2010
Pigamon jaune,	*Thalictrum flavum*	**-**	**NT**	17/10/2015
Séneçon des marais	*Jacobaea paludosa*	**RA**	**EN**	29/06/2006
Rubanier émergé,	*Sparganium emersum*	**RA**	LC	28/09/2012

I.E. Autres données et études naturalistes

I.E.1. Études naturalistes antérieures

Acer campestre : Études faune-flore dans le cadre d'une demande d'extension de carrière de roche massive sur la commune de Murs et Géligneux dont les inventaires ont été réalisés en 2021.

- Flore : Une espèce patrimoniale a été inventoriée, la Knautie de Timeroy, espèce que l'on retrouve dans les pelouses sèche calcicoles.
- Faune : Les études mettent en avant cinq espèces remarquables de reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raies et Lézard des murailles, Vipère aspic et Couleuvre helvétique. Parmi les oiseaux nicheurs sont notés : La Buse variable, le Pic épeichette, l'Engoulevent d'Europe et le Verdier d'Europe. Le Bouvreuil pivoine a été noté en hivernage. Les amphibiens sont représentés par la Salamandre tachetée et la grenouille commune. La Noctule commune est la Chauve-souris représentant l'enjeu le plus fort des Chiroptères inventoriés. Concernant les insectes, le Mercure espèce menacée au niveau régional a été observé sur les parties sèches très ouvertes de l'aire d'étude. Le Lucane Cerf-volant est assez fréquent dans les vieux boisements de feuillus.

I.E.2. Données de mortalité routière de la faune sauvage

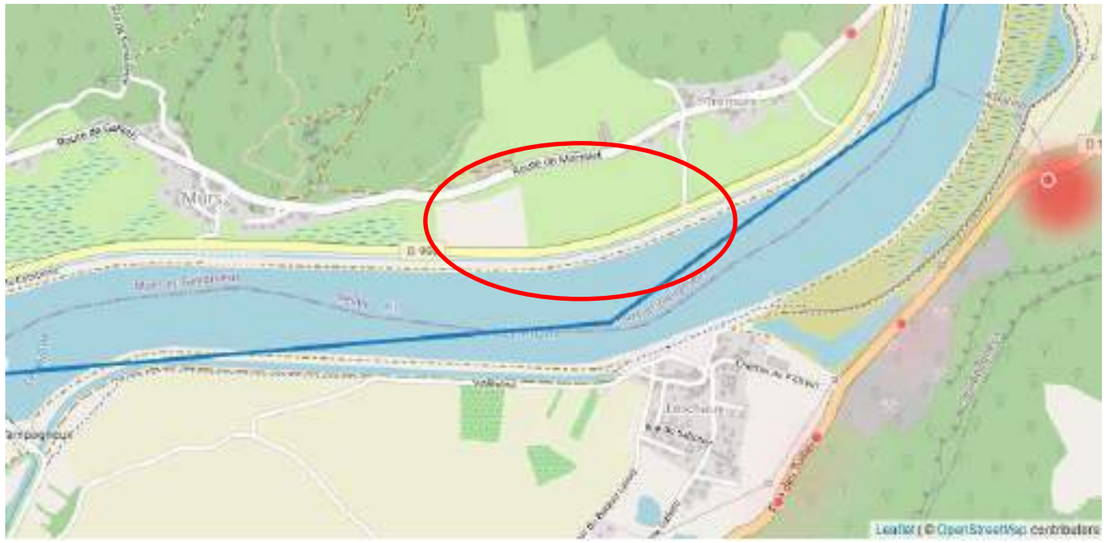
Un portail a été mis en ligne dans le cadre d'un programme thématique de mise en œuvre du SRCE Rhône-Alpes ayant pour objectif l'amélioration de la connaissance et la réduction de l'impact des infrastructures linéaires de transport sur les continuités écologiques de Rhône-Alpes. Il est mis en œuvre sous l'égide de la DREAL et la Région Auvergne-Rhône-Alpes, avec le CEREMA comme chef de file et les partenaires suivants : FNE, LPO Auvergne-Rhône-Alpes et FRC Auvergne-Rhône-Alpes.

La LPO contribue sur différentes actions et notamment l'identification des points de conflits faune / infrastructures de transports en transmettant les données de mortalité dont elle a connaissance grâce à ses observateurs.

Il a été réalisé d'après les 62861 données collectées par 2005 observateurs au travers des portails visionature du réseau des LPO de la coordination Auvergne-Rhône-Alpes accessibles ici fauneauvergnerhonealpes.org et en date du 30/09/2018.

Le portail cartographique « aura-partage.lpo.fr/minisite/mortaroutera/#carte », a été consulté le 23/05/2022.

La RD 992 n'enregistre pas beaucoup de collisions de faune en raison peut être de sa situation à proximité du lit mineur du Rhône qui constitue un barrage naturel peu attractif pour la faune terrestre non aquatique. Une seule collision est notée sur la route de Mortillet à l'est de l'aire d'étude.



Carte 2 : Cartographie de la mortalité de la faune sauvage

I.F. Fonctionnalités écologiques

I.F.1. SRADDET

Le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), nouveau schéma transversal et intégrateur, dont l'élaboration a été confiée aux Conseil régionaux, a été institué par la loi du 7 aout 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe.

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'élaboration a été officiellement engagée en 2017. Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes a ensuite été adopté par le Conseil régional les 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

Le SRADDET vient se substituer à compter de son approbation aux schémas préexistants suivants : schéma régional climat air énergie (SRCAE), schéma régional de l'intermodalité, plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), **schéma régional de cohérence écologique** (SRCE). Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes comprend une carte de la trame verte et bleue, qui reprend en grande partie les éléments de l'ancien SRCE.

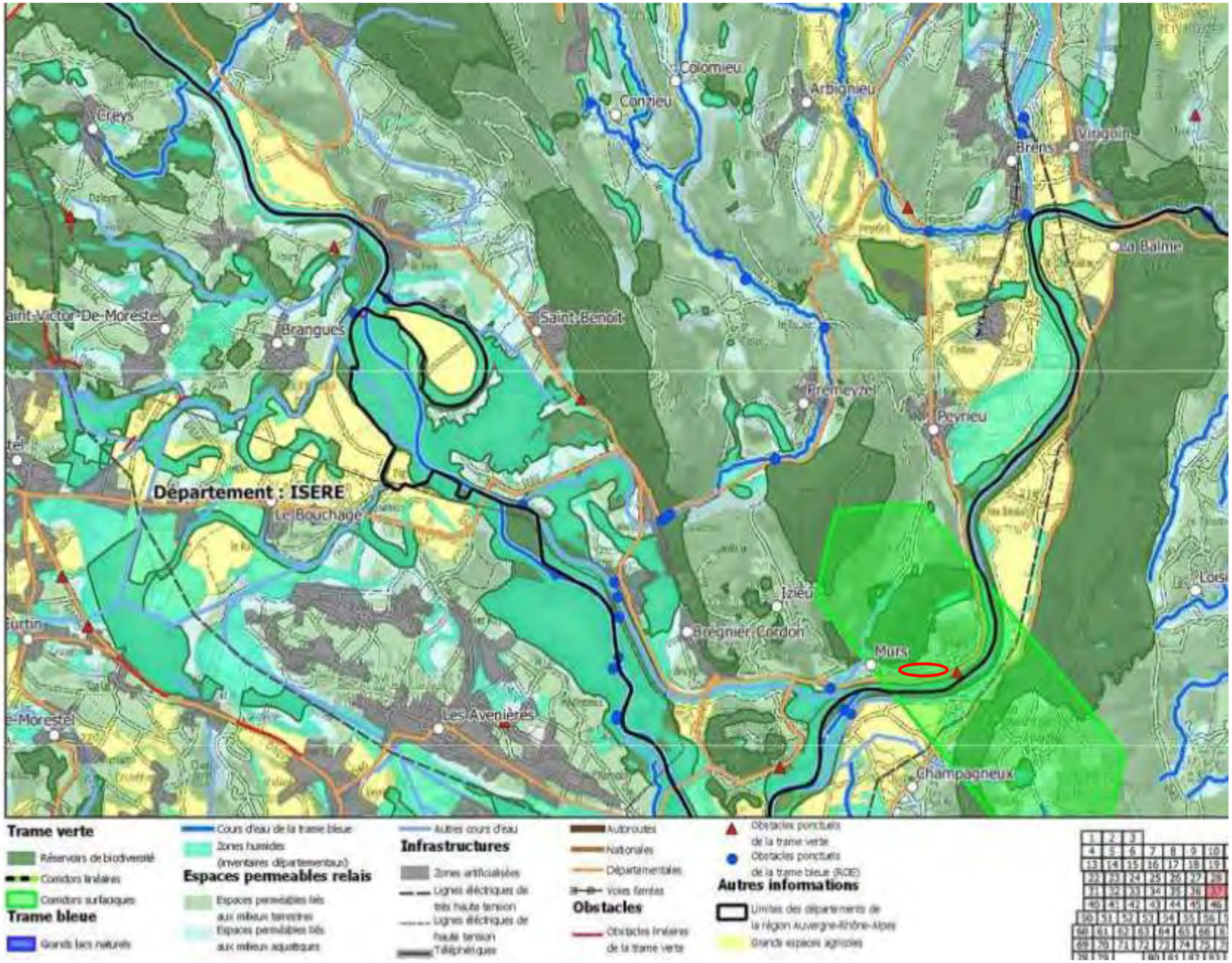
La zone d'étude est concernée par :

- Le SRADDET identifie un corridor surfacique d'importance régionale à préserver entre le massif du Bugey sud et le massif du mont Tournier en Savoie. Un point de conflit demeure entre ces deux réservoirs biologiques en raison de la présence de la RD 992 (risque de collisions). De plus, la sous-trame forestière et bocagère est interrompue par le cours du Rhône.

- Elle est située entre deux réservoirs de biodiversité identifiés (ZNIEFF de type I et II, arrêté de biotope, Natura 2000). Il s'agit de milieux boisés, de pelouses et prairies et de zones humides en bon état de conservation. La majeure partie de l'aire d'étude est qualifiée en espace perméable relai lié aux milieux terrestres.

- un obstacle ponctuel est identifié le long de la RD 992 qui correspond à un cours d'eau busé qui passe sous la route départementale.

Carte 3 : Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires



I.F.2. SCOT

La commune de Murs et Gélignieux fait partie de la Communauté de Commune de Bugey sud et appartient au SCOT du Bugey. Le SCOT a été approuvé 26/09/2017 et validé par le préfet pour exécution le 04/01/2018.

Le PADD décline des objectifs stratégiques autour de trois orientations dont deux sont :

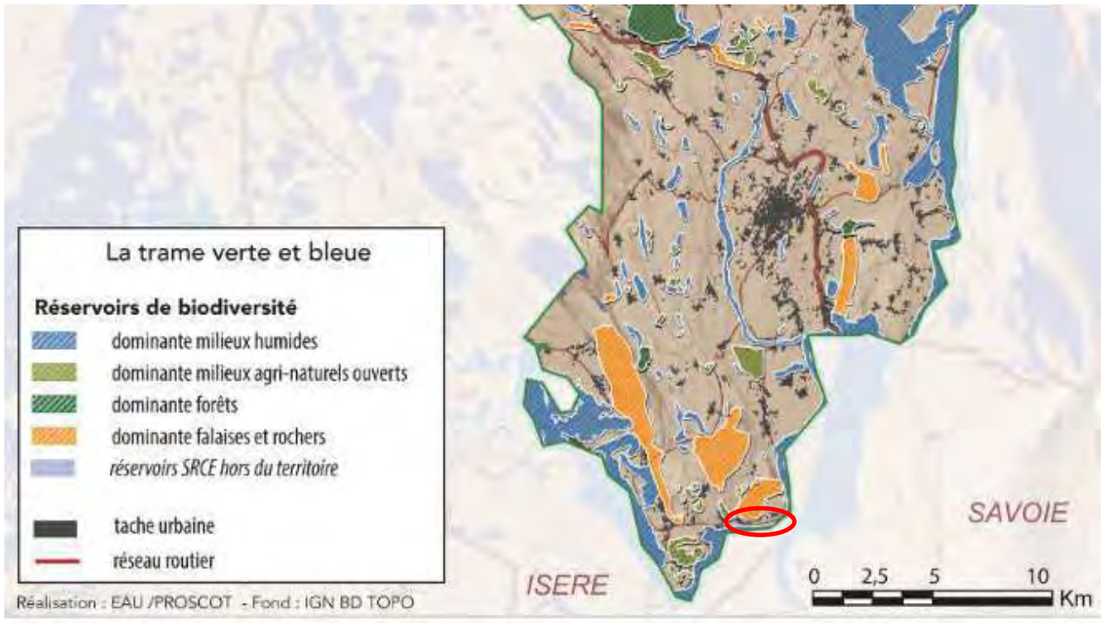
« Gérer durablement les milieux naturels, agricoles et forestiers du Pays du Bugey pour développer et fixer durablement leur valeur ajoutée ».

« Consolider les ressources, la qualité environnementale et paysagère, pour créer un effet vitrine et renouveler l'image de marque des différents espaces caractéristiques du Bugey ».

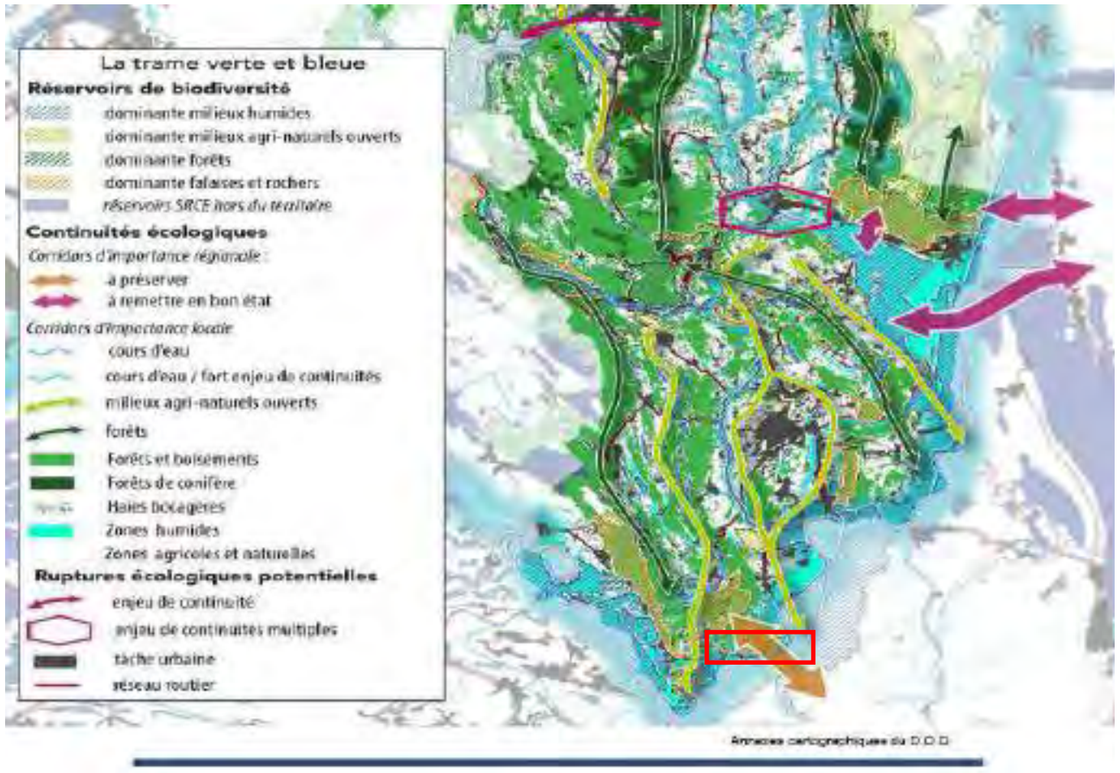
Le DOO (Document d'orientation et d'objectifs) décline, pour chaque orientation inscrite dans le PADD (Projet d'aménagement et de développement durables), des prescriptions et des recommandations sur les moyens de les mettre en œuvre.

Le DOO est opposable aux communes, c'est-à-dire que les prescriptions qu'il contient s'imposent à elles par le biais de leur document d'urbanisme. Les prescriptions du DOO s'imposent également directement à certaines opérations d'aménagement.

Les cartes ci-dessous illustrent le fait que l'aire d'étude est située dans un complexe naturel bien préservé en termes de réservoir de biodiversité ou de corridors écologiques.



Carte 4 : Réservoirs de biodiversité extrait du DOO Scot Bugey



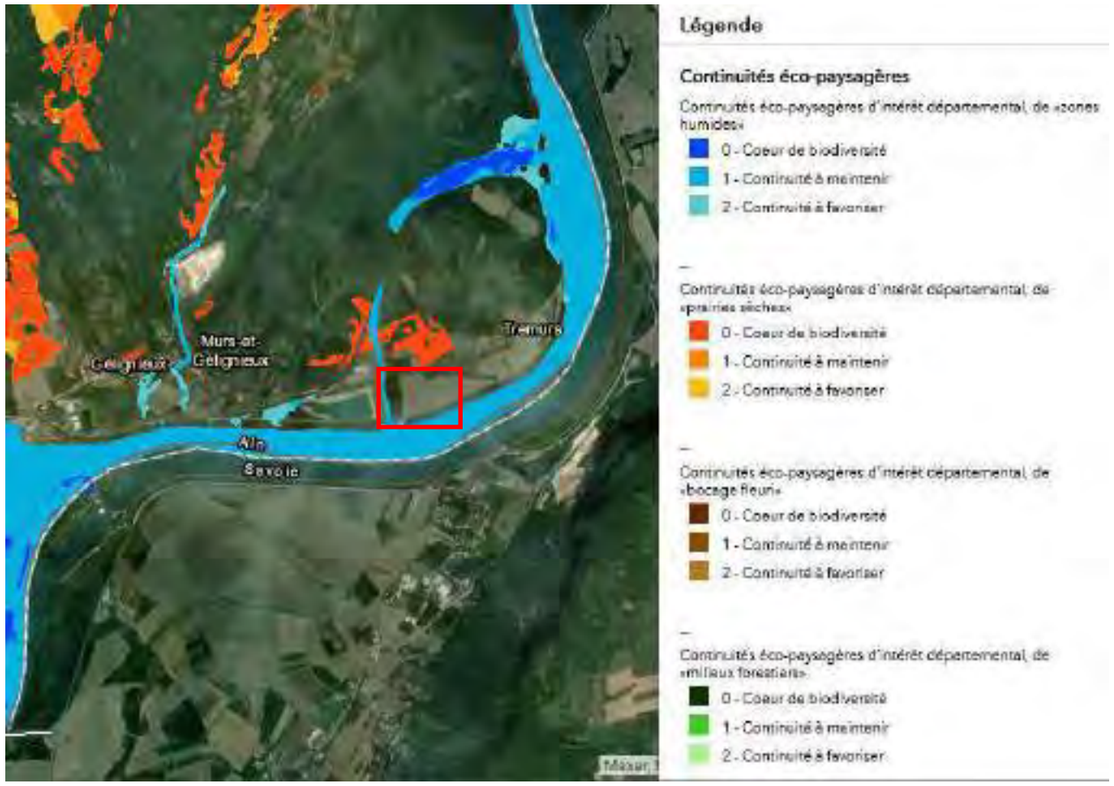
Carte 5 : La trame verte et bleue extraite du DOO Scot Bugey

I.F.3. Continuités écopaysagères d'intérêt départemental

Le département de l'Ain, en partenariat avec le Conservatoire des espaces naturels (CEN), dans le cadre de sa politique Espace Naturel Sensible (Plan Nature dans l'Ain), a mis en œuvre une cartographie des continuités éco-paysagères d'intérêt départemental. Cette cartographie traduit une déclinaison des enjeux du SRCE à plus grande échelle.

La zone d'étude et ses environs sont concernés par :

- Une continuité « zone humides » à maintenir, au sud, constituée par la Rhône ;
- Une continuité « zone humides » à maintenir, du nord au sud, reliant le marais de Poisat, au nord et le Rhône, au sud ;
- Des continuités prairies sèches « cœur de biodiversité », au nord.



Légende

Continuités éco-paysagères

Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental, de «zones humides»
- 0 - Coeur de biodiversité
- 1 - Continuité à maintenir
- 2 - Continuité à favoriser

Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental, de «prairies sèches»
- 0 - Coeur de biodiversité
- 1 - Continuité à maintenir
- 2 - Continuité à favoriser

Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental, de «bocage fleuri»
- 0 - Coeur de biodiversité
- 1 - Continuité à maintenir
- 2 - Continuité à favoriser

Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental, de «milieux forestiers»
- 0 - Coeur de biodiversité
- 1 - Continuité à maintenir
- 2 - Continuité à favoriser

Carte 6 : Continuités éco-paysagères d'intérêt départemental (source : département de l'Ain, Conservatoire des espaces naturels Rhône-Alpes)

II. Inventaires de terrain

II.A. Aires d'étude

Deux aires d'étude distinctes ont été étudiées :

- une **aire d'étude rapprochée** correspondant à la zone directement concernée par le projet ; ici définie comme le périmètre de demande d'extension ;

- une **aire d'étude élargie** incluant la zone d'influence potentielle du projet pour certains groupes faunistiques et les espaces pouvant présenter des liens écologiques particuliers avec l'aire d'étude rapprochée ; ici définie comme une zone tampon de 100 m autour de l'aire d'étude rapprochée à laquelle sont ajoutées la carrière actuelle, à l'ouest, et la surverse du Marais de Poisat, au nord, dans une limite de 300 m de distance ; sur ce périmètre ont été réalisés des inventaires visant les groupes suivants : mammifères, chiroptères, oiseaux et amphibiens.

L'analyse bibliographique présentée ci-avant a, elle, été effectuée à une plus large échelle et permet d'intégrer et d'analyser les zonages de connaissance et de protection à l'échelle du secteur paysager du projet.

Les aires d'étude sont figurées sur la carte p. 30.

II.B. Interventions sur site

Les investigations faune et flore sur la zone concernée par ce projet ont débuté en mars 2022 et se sont déroulées jusqu'en décembre 2022, soit sur l'ensemble de la période de floraison et d'activité des différents groupes faunistiques. La fréquence des interventions sur site a permis de cibler l'ensemble des espèces patrimoniales potentielles sur les milieux en présence.

Les intervenants de terrain sont les suivants :

Tableau 11 : Liste des intervenants

Noms des intervenants	Qualification
P. Rochas	Chargé d'étude faune – Acer campestre BTS GPN
M. Legaye	Chargé d'étude flore et phytosociologue – Acer campestre M2 Fonctionnement des écosystèmes et anthropisation
C. Verbeke	Chargée d'étude faune – Acer campestre M2 Biodiversité Écologie Évolution
L. Philippe	Chargé d'étude flore et zones humides – Acer campestres M2 Ingénierie en Écologie et Gestion de la Biodiversité

Au total, **14 interventions d'inventaires naturalistes** ont été réalisées au cours de l'année 2022 à proximité immédiate du projet et ont été prises en compte pour définir les enjeux écologiques dans le cadre de ce projet.

Le détail des interventions sur le terrain prises en compte pour définir les enjeux est synthétisé dans le tableau suivant :

Tableau 12 : Dates des prospections sur site

Date de prospection	Intervenants	Conditions météorologiques	Zones humides	Flore / Habitats Naturels	Avifaune	Amphibiens	Reptiles	Mammifères	Chiroptères	Insectes
14/03/2022 (soirée)	P. Rochas	Températures fraiches Ciel nuageux Vent faible			(X)	X				
07/04/2022	M. Legaye	Températures fraiches Ciel couvert Faibles précipitations Vent faible		X						
11/04/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel clair Vent faible			X	X	X	X		(X)
11/04/2022	L. Philippe	Températures modérées Ciel clair Vent faible	X							
09/05/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel clair Vent faible			X	(X)	X	X		X
03/06/2022	M. Legaye	Températures chaudes Ciel clair Vent faible	X	X						
22/06/202 (soirée)	C. Verbeke	Températures modérées Ciel nuageux Faibles précipitations Vent faible					(X)	(X)	X	
23/06/2022	P. Rochas	Températures chaudes Ciel peu nuageux Vent faible			X	(X)	X	X		X
02/08/2022	M. Legaye	Températures chaudes Ciel clair Vent modéré		X						
09/08/2022 (soirée)	P. Rochas	Températures chaudes Ciel clair Vent faible						(X)	X	
10/08/2022	P. Rochas	Températures chaudes			X	(X)	(X)	X		X

Date de prospection	Intervenants	Conditions météorologiques	Zones humides	Flore / Habitats Naturels	Avifaune	Amphibiens	Reptiles	Mammifères	Chiroptères	Insectes
		Ciel clair Vent modéré								
18/10/2022	P. Rochas	Températures modérées Ciel peu nuageux Vent modéré			X	(X)	X	X		
27/10/2022	M. Legaye	Températures fraiches, ciel dégagé, vent faible		X						
20/12/2022	P. Rochas	Températures fraiches, ciel dégagé, vent faible			X			X		

X : taxons faisant l'objet d'inventaires spécifiques, périodes optimales
(x) : taxons notés lors d'inventaires spécifiques d'autres groupes

II.C. Protocoles d'inventaires naturalistes

II.C.1. Méthodologies

Les protocoles d'inventaires mis en œuvre sont présentés ci-après. Les conditions météorologiques ont été globalement favorables. Toute la zone d'étude a pu être examinée et le site rendu accessible de jour et de nuit.

II.C.1.a. Habitats naturels

Afin de caractériser les habitats naturels, des relevés floristiques ont été réalisés sur placettes ou le long de transects pour les habitats linéaires (haies, végétation de ceinture des bords des eaux). Les espèces ont été déterminées par strate et leur abondance-dominance précisée. La pression d'inventaire a été adaptée en fonction de l'intérêt et de la complexité des milieux, un échantillonnage plus poussé ayant été mis en place sur les espaces en mosaïque et sur les habitats susceptibles de relever de la directive « Habitats, faune, flore ».

À partir de ces inventaires, une carte des habitats naturels a été établie selon la typologie EUNIS et la nomenclature Eur27.

II.C.1.b. Zones humides

La délimitation s'est appuyée sur l'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 211-1 et R. 211-108 du code de l'environnement, et de la circulaire d'application du 18 janvier 2010.

Afin de clarifier la définition des zones humides, un amendement au projet de loi de création de l'Office français de la biodiversité (OFB) a été présenté le 2 avril 2019. À la suite de cet amendement le **recours aux critères redevient alternatif**. Ainsi, désormais l'arrêt du Conseil d'Etat du 22 février 2017 n'a plus d'effet, de même que la note technique DEB du 26 juin 2017 devenue caduque : la nouvelle définition législative s'impose à compter de ce jour, sur tous les dossiers de demande d'autorisation, déjà déposés et à venir

Une zone humide est définie selon différents critères :

- La présence de végétation hygrophile (inféodée aux milieux humides, taux de recouvrement supérieur à 50 %) ;
- la présence de sols hydromorphes, révélant la présence d'une nappe d'eau superficielle.

La présence et la délimitation de la zone humide s'est basé sur deux procédés :

- les **relevés pédologiques** ;

Des transects de prélèvements ont été réalisés au sein de la zone d'étude à l'aide d'une tarière. L'analyse des prélèvements de sol et le degré d'engorgement en eau a permis de déterminer son éventuel caractère hygromorphe (horizons oxydés réduits à moins de 50 cm de la surface, réductisol en profondeur, présence de concrétions de Fer et de Manganèse). Les sols rencontrés ont été classés selon les classes d'hydromorphie du GEPPA 1981 modifié.

- les **relevés floristiques**.

Cette méthode a été utilisée dans le cas de présence d'une végétation spontanée ou de présence en position dominante (> 50 % de recouvrement) d'espèces indicatrices des zones. Les relevés de végétation ont été réalisés à une période propice à la détermination des espèces.

La topographie et l'hydrologie ont été analysées « à dire d'expert » afin de compléter les informations floristiques et pédologiques et affiner les délimitations.

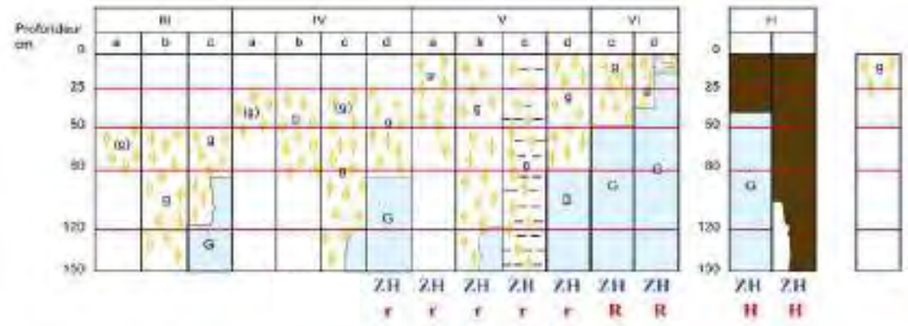


Illustration 1 : Tableau « GEPPA » de morphologies des sols correspondant à des « zones humides »

II.C.1.c. Flore

La phase de terrain pour la flore a été menée en parallèle de celle pour les habitats. L'ensemble des habitats naturels susceptibles d'accueillir des espèces patrimoniales et/ou protégées (en référence

aux listes locales, régionales, nationales et internationales) ont été parcourus pour vérifier la présence ou non de ces espèces.

Les espèces à enjeux ainsi que les espèces envahissantes, ont été pointées sur tablette numérique disposant d'un système de positionnement par satellite. Une attention particulière a porté sur la recherche des espèces remarquables identifiées historiquement dans le petit secteur géographique.

II.C.1.d. Oiseaux

Les prospections avifaunistiques ont été réparties au sein des différentes unités écologiques représentées dans la zone d'étude. La pression d'observation a été accentuée au sein des milieux naturels jugés intéressants en termes d'accueil pour les oiseaux.

Concernant les oiseaux nicheurs, la méthodologie utilisée est celle des Indices Ponctuels d'Abondance (IPA). Des points d'écoute, d'une durée de 20 minutes chacun, ont été réalisés, permettant d'avoir la meilleure représentativité au niveau de la population nicheuse. Le nombre et la localisation des points d'écoute ont été adaptés en fonction des milieux naturels dans la zone d'étude et ont permis l'identification des habitats pour chaque espèce d'oiseaux présente. Les inventaires ont été réalisés à l'aube et au plus tard dans les trois premières heures du jour (période d'activité maximale des passereaux nicheurs), dans des conditions météorologiques favorables (jours sans pluie ni brouillard, ni vent trop fort).

Une sortie d'écoute nocturne a également été réalisée afin d'inventorier les espèces de rapaces nocturnes potentiellement présentes dans le secteur. Nous utilisons la technique dite de "la repasse", qui consiste à émettre le chant d'une espèce cible à l'aide d'un haut-parleur afin de stimuler une réponse chez les individus présents sur la zone. Cette prospection est combinée avec la recherche d'amphibiens au mois de mars.

La plupart des espèces ont été déterminées grâce à leur chant ou leur cri. Les observations visuelles (à l'œil nu, aux jumelles ou à la longue-vue) ont permis de compléter les inventaires ou de confirmer des déterminations auditives. Les résultats de ces points d'écoute permettent d'établir une bonne représentation des espèces les plus abondantes, de leur fréquence relative et de la capacité d'accueil des milieux en termes de biodiversité avifaunistique.

Pour chaque inventaire, les écoutes ont été consignées sur des fiches de relevés (localisation, observateur, n°, date, heure, météo, description de la station, espèces observées, remarques). Le statut de nidification de chaque espèce a également été relevé, basé sur les indices observés sur le terrain. Leur traduction est expliquée dans le tableau ci-après, reprenant les c*odes comportementaux et statuts de reproduction définis d'après l'EOAC (European Ornithological Atlas Committee).*

Nicheur possible
1. Espèce observée durant la saison de reproduction dans un habitat favorable à la nidification.
2. Mâle chanteur (ou cris de nidification) en période de reproduction.
Nicheur probable
3. Couple observé dans un habitat favorable durant la saison de reproduction.
4. Territoire permanent présumé en fonction de l'observation de comportements territoriaux ou de l'observation à huit jours d'intervalle au moins d'un individu au même endroit.
5. Parades nuptiales.
6. Fréquentation d'un site de nid potentiel.
7. Signes ou cris d'inquiétude d'un individu adulte.
8. Plaque incubatrice sur un oiseau tenu en main.
9. Construction d'un nid ou creusement d'une cavité.
Nicheur certain
10. Adulte feignant une blessure ou cherchant à détourner l'attention.
11. Nid utilisé récemment ou coquille vide (œuf pondu pendant l'enquête).
12. Jeunes fraîchement envolés (nidicoles) ou poussins (nidifuges).
13. Adultes entrant ou quittant un site de nid laissant supposer un nid occupé (incluant les nids situés trop haut ou les cavités et nichoirs dont le contenu n'a pas pu être examiné) ou adulte en train de couver.
14. Adulte transportant des sacs fécaux ou de la nourriture pour les jeunes.
15. Nid avec œuf(s).
16. Nid avec jeune(s) (vu ou entendu).

Tableau 1 : Codes comportementaux et statuts de reproduction définis
d'après l'EOAC (European Ornithological Atlas Committee)

Hors période de reproduction, des investigations sont conduites en hiver afin d'évaluer l'utilisation de la zone par l'avifaune à cette période de l'année (migration et hivernage) et pour détecter les premiers cantonnements d'oiseaux précoces. Les prospections consistent à cheminer sur le site et à répertorier à l'avancée toutes les espèces contactées à vue ou à l'ouïe.

II.C.1.e. Reptiles

L'inventaire des reptiles a pour objectif d'identifier les espèces présentes dans les sites favorables à l'accomplissement de leur cycle biologique annuel. Les inventaires ont porté sur les habitats les plus favorables au groupe : pelouses sèches, lisières, zones humides, cavités superficielles, affleurements rocheux, pierriers, talus.

La recherche a été faite à vue, par observations directes des individus et par recherche des indices de présence (mues et traces par exemple), principalement au printemps, lorsque les animaux émergent de leur période d'hivernation et recherchent donc activement les rayons du soleil. Il est également propice de chercher les reptiles en fin d'été (septembre), lorsque les animaux sortent plus longuement au soleil pour se thermoréguler.

Des recherches systématiques ont, par ailleurs, été réalisées par retournement des pierres et des souches (replacement avec soin). Une recherche des individus écrasées sur les routes à proximité du site d'étude a également été effectuée.

Un réseau de plaque refuge a, en outre, été mis en place afin d'augmenter la détectabilité de ces espèces discrètes. Les plaques ont été disposées à proximité des habitats intéressants pour les reptiles et ont systématiquement été inspectées à chaque passage d'un écologue sur site (inventaires botaniques, avifaunistiques, etc.). Cette méthode permet d'augmenter considérablement la pression d'observation sur ce groupe d'espèces et permet de déceler la présence d'espèces discrètes.



Illustration 2 : Plaque reptile déposée en lisière du boqueteau

II.C.1.f. Amphibiens

L'inventaire batrachologique a pour objectif d'identifier les espèces présentes au sein des habitats favorables, tout au long de leur cycle biologique, et d'en connaitre les populations de manière quantitative et qualitative.

L'inventaire in situ s'est focalisé en premier lieu sur les habitats naturels susceptibles d'accueillir les amphibiens en période de reproduction. Les milieux aquatiques et humides ont été recherchés et examinés en termes de potentialité d'accueil.

Les amphibiens ont été détectés et dénombrés grâce à un ensemble de méthodes complémentaires :

- Détection visuelle : recherche des espèces pendant la période de reproduction, de jour mais surtout de nuit (en condition météorologique humide), à l'aide d'un projecteur. Cette détection visuelle nous permet de repérer d'éventuels phénomènes migratoires, lors de soirées douces et pluvieuses.
- Détection auditive : recherche et écoute des chants des espèces d'anoures le long d'un trajet nocturne avec positionnement de points d'écoute. Les chants permettent d'identifier les espèces et d'estimer leur nombre.
- Comptage des pontes dans les zones humides accessibles : cette technique est réservée aux espèces pour lesquelles les pontes sont individualisables.
- Pêche des adultes et des jeunes à l'épuisette dans les mares : cette technique permet d'échantillonner les espèces, en particulier celles qui ne chantent pas (comme les tritons).

II.C.1.g. Mammifères (hors Chiroptères)

Ce volet s'intéresse à l'étude de la petite faune (mustélidés, Lièvre, Hérisson, etc.) et aux grands mammifères (Sanglier, Chevreuil, Renard, Blaireau, etc.). Il vise à appréhender les espèces à enjeux cynégétiques et les espèces à enjeux de conservation (espèces protégées et patrimoniales).

Les investigations de terrain ont été mises en place sur l'ensemble de la période de prospection (y compris automne et hiver), à l'aide de méthodes complémentaires :

- Observation directe des animaux lors de circuits de prospections réalisées à l'aube et au crépuscule ;
- Recherche diurne d'indices de présence : observation des indices de présence en journée (traces, fèces, poils, etc.). Ce travail est complété par des sorties après de grosses pluies sur des endroits stratégiques susceptibles de nous fournir des informations de type « traces ». Les terriers observés sont localisés par GPS (Blaireau, Lapin de Garenne, etc.).
- Le cas échéant, identification des individus écrasés sur les routes à proximité de la zone d'étude.

Une attention particulière a été donnée à la recherche de la petite faune protégée vivant à proximité de l'Homme (Ecureuil roux, Hérisson d'Europe). Les différents individus de la faune observés lors des sorties ont été géolocalisés et l'abondance des populations présentes a été estimée dans la mesure du possible.

II.C.1.h. Chiroptères

Le but de l'expertise chiroptérologique est de dresser un inventaire des chiroptères puis de quantifier et de qualifier l'activité relevée sur les différents milieux de la zone d'étude. Cette expertise a été menée à travers deux méthodes complémentaires qui sont un inventaire acoustique et une recherche de gites.

Inventaire acoustique

Les chiroptères utilisent l'écholocation pour se déplacer. Ils émettent des signaux ultrasonores puis réceptionnent et analysent les signaux retours afin de percevoir leur environnement. Il est donc possible grâce à des détecteurs à ultrasons, de capter ces signaux puis de les analyser.

Des enregistreurs automatiques « Song Meter Mini Bat » ont été utilisés pour mener cet inventaire acoustique. Ils se composent d'un enregistreur et d'un microphone ultrasonique permettant de détecter des signaux allant de 0 kHz à 250 kHz puis de les enregistrer. En France métropolitaine, les chiroptères utilisent une gamme de fréquence allant de 5 à 120 kHz. Ces enregistreurs ont été déposés avant le début de l'activité des chauves-souris, sur des points d'écoute fixes, choisis en fonction de la potentialité de présence d'individus sur le site et le type d'habitat. Ils ont été récupérés, au minimum au bout d'une nuit d'écoute complète.

L'inventaire acoustique 2022 se compose de deux **passages estivaux**, qui ont nécessité au total la pose de **six enregistreurs** au cours de **deux nuits** d'écoute complète.

Au cours de l'analyse des données ultrasonores, la plateforme de reconnaissance automatique Tadarida (Bas Y., Bas D., Julien J.F., Leblond E., MNHN) a été utilisée pour effectuer un premier tri des fichiers sons et une première identification des signaux assortie d'un indice de confiance. Ensuite, l'opérateur chiroptérologue a utilisé le logiciel BatSound (Pettersson, v 4.1.4) pour vérifier les identifications automatiques et analyser les sons avec la méthode d'écologie acoustique des Chiroptères d'Europe (Barataud M., 2020).



Illustration 3 : Pose d'un enregistreur « Song Meter Mini Bat » au niveau du marais

Caractérisation de l'activité chiroptérologique

La caractérisation de l'activité chiroptérologique consiste à calculer le nombre de contacts enregistré sur le site d'étude pour chaque station d'écoute. Un contact est défini par la présence d'1 cri ou plus dans un pas de temps de 5 secondes.

Dans un premier temps, un indice d'activité spécifique (nombre de contacts par espèce et par nuit) est calculé pour chaque point d'écoute. Chaque indice est ensuite comparé au référentiel d'activité national définis par le programme Vigie-Chiro (Bas et al., 2020) pour déterminer le niveau d'activité spécifique correspondant, selon des valeurs seuils (Tableau 12). Les niveaux d'activité spécifique obtenus permettent d'apprécier l'importance des habitats étudiés pour chaque espèce de chiroptères présentes au sein de l'aire d'étude. Cette évaluation permet enfin d'analyser les enjeux présents dans la zone d'étude.

Quantiles	Niveau d'activité
< Q25	Faible
Q25 – Q75	Moyen
Q75 – Q98	Fort
> Q98	Très fort

Tableau 13 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité spécifique des Chiroptères (Programme Vigie-Chiro)

Dans un second temps, un indice d'activité globale, correspondant au nombre total de contacts enregistrés toute espèce confondue et sur l'ensemble de la nuit, est calculé pour chaque station d'écoute. Chaque indice est comparé à des valeurs seuils permettant de déterminer le niveau d'activité globale correspondant (Tableau 13).

Seuils	Niveau d'activité globale
< 50 contacts / nuit	Très faible
50 – 250 contacts / nuits	Faible
250 – 500 contacts / nuits	Moyen
500 – 1 000 contacts / nuits	Fort
> 1 000 contacts / nuits	Très fort

Tableau 14 : Seuils définis pour déterminer le niveau d'activité globale des Chiroptères

À partir des travaux précédents, nous définissons les modes d'utilisation de l'espace par les chauves-souris sur la zone d'étude : présence de gites, zone de chasse, axes de déplacements. Ceci nous permet d'établir un état initial suffisant pour avoir une approche de la diversité locale (y compris les espèces rares) et une approche de la fonctionnalité des milieux en présence (secteurs les plus chassés, zones de transit).

II.C.1.i. Insectes

Les groupes d'insectes sur lesquels nous avons focalisé notre attention sont les **lépidoptères diurnes,** les **odonates**, les **orthoptères** et les **coléoptères saproxyliques** de la Directive Habitats.

Les espèces ont été recherchées à partir de trois critères :

- Espèce d'intérêt patrimonial (protection et/ou liste rouge, nationale ou internationale) ;
- Et / ou présence de données publiées (bibliographie) ou non (communication personnelle) au droit du projet ;
- Et / ou présence potentielle de l'espèce au vu des habitats présents et des facteurs biogéographiques.

Lépidoptères rhopalocères et odonates

Les insectes ont été, dans un premier temps, identifiés à vue, en phase adulte, à l'aide de jumelles ou par capture à l'aide d'un filet à insectes. Les individus capturés ont été relâchés après identification. Les inventaires ont été menés par cheminement aléatoire et par grand type de milieux favorables aux papillons et/ou aux libellules (milieux secs, zones humides, cours d'eau), permettant ainsi de caractériser les cortèges en fonction des habitats naturels.

Une attention particulière a été portée aux espèces patrimoniales potentiellement présentes sur la zone d'étude. Celles-ci ont été, le cas échéant, dénombrées par classe d'effectifs (1 individu, 2-3, 4-5, 5-10, >10 individus) et, dans la mesure du possible, sexées.

Concernant les odonates, une recherche des exuvies, enveloppe abandonnée par les larves lors de leur émergence, a également été réalisée. Celles-ci sont ramassées sur la végétation des bords du cours d'eau et identifiées *a posteriori*, à l'aide d'une loupe binoculaire. Les éventuels indices de reproduction permettant de juger de l'autochtonie (preuve que l'espèce effectue l'ensemble de son cycle biologique sur la zone d'étude) des espèces ont été notés : cœur copulatoire, présence d'exuvie, etc.

Orthoptères

Les orthoptères (criquets, grillons et sauterelles) ont été inventoriés à vue, en phase adulte, après capture à l'aide d'un filet fauchoir ou par battement des feuilles pour les espèces arboricoles. Les individus capturés ont été directement relâchés après leur identification. Des sessions d'écoute des stridulations émis par certaines espèces ("chant") ont également été réalisées afin de compléter les inventaires, en journée et de nuit.

Les prospections ont été réalisées en journée, dans la mesure du possible sous conditions ensoleillées et peu ventées, conditions favorables à la détection des insectes. Elles ont été effectuées entre 10 h et 16 h, lorsque la température extérieure permet une activité optimale de ces animaux (température supérieure à 18 °C). Les espèces contactées par stridulation en session nocturne ont également été répertoriées.

Coléoptères saproxyliques

Pour les coléoptères saproxyliques, des inventaires à vue dans les secteurs favorables aux espèces patrimoniales ont été réalisés : Grand Capricorne et Lucane cerf-volant. Les recherches se sont focalisées sur et à proximité des vieux arbres et arbres à cavités, à la recherche d'indices de présence : trous d'émergence, restes d'individus aux pieds des arbres, etc. Les inventaires ont été réalisés en journée et en soirée.

II.C.2. Limites des inventaires réalisés

Les prospections se sont déroulées dans de bonnes conditions. Pour autant, certaines limites peuvent être identifiées :

- les conditions météorologiques particulièrement chaudes et sèches de l'été 2022 ont pu être défavorables à certaines espèces, lesquelles ont pu être sous observées ;
- malgré une recherche spécifique et la mise en place de plaque refuges, l'inventaire des reptiles n'est pas réputé comme exhaustif ; en effet, ces espèces restent discrètes et peu observables ;
- L'étude des chiroptères par détection acoustique est tributaire des conditions météorologiques ; certaines espèces sont, par ailleurs plus difficilement détectables que d'autres (identification au niveau de groupes d'espèces dont les fréquences d'émission se recouvrent), ce qui peut conduire à sous-estimer occasionnellement la diversité spécifique réellement présente ; le traitement des sons de Chiroptères récoltés par enregistreurs automatiques a donc visé en premier lieu à vérifier la présence des espèces d'intérêt patrimonial dans l'aire d'étude et non à vérifier systématiquement l'ensemble des séquences enregistrées ;
- certaines espèces végétales ne se développent pas toutes les années (espèces dites à éclipse), elles ne sont donc pas détectables chaque année, l'inventaire ne peut donc pas être qualifié de rigoureusement exhaustif.

Malgré les limites identifiées ci-dessus, les prospections réalisées sont, par leur nature (déploiement de méthodes d'inventaires « actives » et « passives »), leur précision, leur fréquence et les groupes concernés, jugées suffisantes à l'établissement d'un diagnostic écologique fiable des enjeux du site. EN particulier, concernant les chiroptères, la méthode d'inventaire déployée ici (deux sessions d'enregistrement nocturne et recherche systématique de gites), apparait dimensionnée aux enjeux du projet et a permis d'établir un état initial satisfaisant pour ce groupe d'espèces.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Protocoles d'inventaire

aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée

Protocoles d'étude
- plaque reptiles
- point d'écoute IPA
- enregistreur ultrasons

50 0 50 100 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.D. Protection des espèces et évaluation des enjeux écologiques

II.D.1. Protection des espèces

La préservation du patrimoine biologique est un impératif majeur des politiques environnementales. Elle se fixe en particulier pour objectif de restaurer et de maintenir l'état de conservation des espèces les plus menacées.

A cet effet, à l'image de différentes dispositions internationales et communautaires, l'article L. 411-1 du Code de l'environnement prévoit un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont les listes sont fixées par arrêté ministériel.

Concernant ces espèces, il est notamment interdit de les capturer, de les transporter, de les perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent s'étendre aux habitats des espèces protégées pour lesquelles la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération. Le non-respect de ces règles fait l'objet de sanctions pénales, prévues à l'article L. 415-3 du code de l'environnement.

L'article L. 411-2 du code de l'environnement prévoit que l'on puisse déroger aux dispositions prises pour la protection des espèces de la faune et de la flore sauvages « à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle :

a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ;

b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ;

c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ;

d) Á des fins de recherche et d'éducation, de repeuplement et de réintroduction de ces espèces et pour des opérations de reproduction nécessaires à ces fins, y compris la propagation artificielle des plantes ;

e) Pour permettre, dans des conditions strictement contrôlées, d'une manière sélective et dans une mesure limitée, la prise ou la détention d'un nombre limité et spécifié de certains spécimens. »

Tableau 15 : Textes relatifs à la protection des espèces

Taxons		Texte
Flore	Protection au niveau national	Arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire, modifié par l'Arrêté du 31/08/1995.
	Protection au niveau régional et départemental	Arrêté du 30 mars 1990 relatif à la liste des espèces protégées en région Auvergne, Arrêté du 27 mars 1992 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Bourgogne, Arrêté du 8 février 1988 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Champagne-Ardenne, Arrêté du 22 juin 1992 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Franche-Comté, Arrêté du 29 octobre 1997 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Languedoc-Roussillon Arrêté du 9 mai 1994 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Arrêté du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes complétant la liste nationale
Vertébrés		Arrêté du 9 juillet 1999 fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département
Mammifères		Arrêté du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (modif. Arrêté du 15 septembre 2012).
Oiseaux		Arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.
Amphibiens et Reptiles		Arrêté du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection
Insectes		Arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection

II.D.2. Listes rouges et listes des espèces menacées

Echelle	Texte
Tous groupes	
Monde	INPN, 2014. Liste rouge mondiale de l'IUCN international.
Faune	
Europe	UICN, 2010. Liste rouge européenne des Odonates. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 40 p. UICN, 2010. Liste rouge européenne des papillons de jour. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 60 p. UICN, 2009. Liste rouge européenne des Reptiles. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 34 p. UICN, 2009. Liste rouge européenne des Amphibiens. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 34 p. UICN, 2007. Statut et distribution des Mammifères européen. Comité Européen de l'UICN, Gland, Suisse. 47 p.
France	UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS, 2017. La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Mammifères de France métropolitaine. Paris, France. 16 p. UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France. 32 p. UICN France, MNHN, OPIE & SFO, 2016. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Libellules de France métropolitaine. Paris, France. 5 p. UICN, 2015. La liste rouge des espèces menacées en France - chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Comité français de l'UICN, MNHN, Paris, France. 8 p. UICN, 2012. La liste rouge des espèces menacées en France - chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Comité français de l'UICN, MNHN, Paris, France. 18 p. UICN France, MNHN, SFI & ONEMA, 2010. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Poissons d'eau douce de France métropolitaine. Paris, France. 12 p. SARDET E. & B. DEFAUT (coordinateurs), 2004. Les Orthoptères menacés en France. Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques. Matériaux Orthoptériques et Entomocénotiques, 9 : 125-13. 14 p.
Rhône-Alpes	Flavia APE, 2018, Liste rouge des Rhopalocères de la région Rhône-Alpes, 22p. LPO Rhône-Alpes, Groupe Chiroptères Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des chauves-souris menacées en Rhône-Alpes. 2 p. LPO Rhône-Alpes & Groupe Herpétologique Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des amphibiens menacés en Rhône-Alpes. 2 p. LPO Rhône-Alpes & Groupe Herpétologique Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des reptiles menacés en Rhône-Alpes. 2 p. DELIRY C. et Groupe Sympétrum, 2013. Liste Rouge des Odonates en Rhône-Alpes & Dauphiné - version 15 déc. 2013. Histoires Naturelles n°25, Collection Concepts et Méthodes du Groupe Sympétrum. 55 p. DE THIERSANT M.P., DELIRY C. (coord.), 2008 - Liste Rouge résumée des Vertébrés Terrestres de la région Rhône-Alpes. Version 3 (14 mars 2008). CORA Faune Sauvage. 22 p. DELIRY C., 2008. Espèces menacées ou rares de Rhopalocères de la région Rhône-Alpes. 5 p.
	SARDET, E. (coord.), 2018. Liste rouge des Orthoptères de la région Rhône-Alpes. Etude commandée et financée par DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. 32 pp + 4 Annexes. [Rapport non publié]
	LPO Isère, 2015. Mise à jour des statuts de conservation de la faune vertébrée terrestre de l'Isère. 25p.
	LPO HAUTE-SAVOIE et FRAPNA HAUTE-SAVOIE, 2014. Reptiles et Amphibiens de Haute-Savoie. Etat des lieux et plan d'actions. Conseil Général de Haute-Savoie et Région Rhône-Alpes. 35 p.

Echelle	Texte
Flore	
Europe	BILZ M., KELL S.P., MAXTED N. and LANSDOWN R.V., 2011. European Red List of Vascular Plants. Luxembourg : Publications Office of the European Union. 142 p.
France	UICN France, FCBN, AFB & MNHN (2018). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine. Paris, France.
Rhône-Alpes	CBNA, CBNMC, 2015. Liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes. 27 p.
Habitats	
Rhône-Alpes	CHOISNET G., MIKOLAJCZAK A., BOULLET V., 2012. Liste rouge des végétations de Rhône-Alpes. Tableur.

II.D.3. Evaluation des enjeux écologiques

L'évaluation des enjeux écologiques est basée sur **l'enjeu local de conservation**. Cet enjeu est déterminé en fonction de plusieurs critères :

- Statut de protection aux échelles internationales, nationales, régionales et départementales ;
- Statut de conservation aux échelles internationales, nationales, régionales et départementales.

Les tableaux présentent les critères d'évaluation des enjeux locaux de conservation.

Flore

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères
Négligeable	Espèce non indigène
Faible	Espèce inscrite en catégorie "LC" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
Modéré	Espèce protégée au niveau régional ou départemental
	Espèce inscrite en catégorie "NT" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
Fort	Espèce protégée au niveau national
	Espèce inscrite en catégorie "VU" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
	Espèce inscrite à l'Annexe IV de la Directive Habitats
Très fort	Espèce inscrite en catégorie "EN" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
	Espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats
Majeur	Espèce inscrite en catégorie « CR » sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées

Habitats naturels

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères
Négligeable	Habitat d'origine anthropique
Faible	Habitat naturel ou semi-naturel et en mauvais état de conservation
Modéré	Habitat naturel ou semi-naturel en bon état de conservation
	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "NT" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des habitats menacés
Fort	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit à l'Annexe I de la Directive Habitat
	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "VU" sur la liste départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des habitats menacés
Très fort	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "EN" sur la liste départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des habitats menacés
Majeur	Habitat naturel ou semi-naturel inscrit en catégorie "CR" sur la liste départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des habitats menacés

Faune

Niveau minimal d'enjeu local de conservation	Critères
Négligeable	Espèce non indigène
Faible	Espèce inscrite en catégorie "LC" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
Modéré	Espèce inscrite en catégorie "NT" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
	Espèce inscrite à l'Annexe IV de la Directive Habitats
	Espèce inscrite à l'Annexe I de la Directive Oiseaux
Fort	Espèce inscrite à l'Annexe II de la Directive Habitats Espèce inscrite en catégorie "VU" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
Très fort	Espèce inscrite en catégorie "EN" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées
Majeur	Espèce inscrite en catégorie "CR" sur la liste rouge départementale, régionale, nationale, européenne ou mondiale des espèces menacées

Le niveau d'enjeu peut être modulé en fonction d'autres critères et permet de déduire **l'enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude** :

- Localisation de la donnée par rapport aux aires de répartition connues de l'espèce ou de l'habitat ;
- Population observée (effectif) ;
- Surface d'habitats ;
- Vulnérabilité des espèces ou habitats (dynamique des populations, écologie de l'espèce…) ;
- Statut biologique de l'espèce observée (reproduction, hivernant, sédentaire).

II.E. Résultats des inventaires

II.E.1. Habitats naturels

À l'issue des inventaires de terrain, 10 classes d'occupation du sol ont été décrites sur le site, dont certaines sous forme de mosaïques d'habitats élémentaires. Les habitats élémentaires présents sur le site sont décrits ci-dessous.

Il s'agit d'habitats modérément à fortement anthropisés, caractéristiques des espaces agricoles de plaine. Aucun des habitats répertoriés ne représente un enjeu de conservation important (inscription sur liste rouge ou habitat d'intérêt communautaire).

Phragmitaie	
Code EUNIS : D5.11	Code Natura 2000 : -
Description : Habitat dominé par le Roseau commun. Cette végétation se développe sur des sols régulièrement engorgés, voire temporairement inondés.	
Répartition générale / sur le site : Cet habitat très commun est régulièrement présent dans les plaines agricoles et friches humides de la région. Il est ici représenté sur les berges de la partie aval du fossé qui traverse l'aire d'étude à l'ouest (ruisseau de la Janotte), ainsi que de façon diffuse au sein de fourrés qui bordent la limite ouest du site.	
	
Liste rouge : -	
Enjeu local de conservation : faible	

Friche nitrophile	
Code EUNIS : E5.11	Code Natura 2000 : -

Description :

Habitat dominé par des espèces rudérales nitrophiles telles l'Ortie dioïque, le Liseron des haies ou encore le Laiteron maraîcher. Cette végétation témoigne de conditions eutrophes et mésohygrophiles.

Répartition générale / sur le site :

Cet habitat est très commun dans toutes les friches et espaces marginaux des secteurs agricoles.

Il est ici représenté en bordure de culture, le long du fossé qui traverse la moitié est de l'aire d'étude.



Liste rouge : -

Enjeu local de conservation : faible

Ourlet hygrophile	
Code EUNIS : E5.41	Code Natura 2000 : -

Description :

Habitat dominé par des espèces de hautes herbacées hygrophiles dont la Reine des prés, la Laiche des marais, la Prêle des champs. Il comprend également, en plus ou moins grande densité, le Solidage géant, espèce exotique envahissante, ainsi que des espèces nitrophiles. Cette végétation se développe typiquement sur des sols saturés en eau une grande partie de l'année et bénéficiant d'apports d'éléments minéraux en provenance des cultures voisines.

Répartition générale / sur le site :

Cet habitat est très commun dans de nombreuses zones humides et fossés agricoles.

Il est ici présent sur le fond des deux fossés qui traversent l'aire d'étude.



Liste rouge : -

Enjeu local de conservation : faible

Ourlet à Solidage	
Code EUNIS : E5.41	Code Natura 2000 : -

Description :

Habitat dominé par le Solidage géant, espèce exotique envahissante qui forme des massifs très denses. Cette végétation se développe dans une large variété de conditions, hygrophiles à mésohygrophiles, sur sols perturbés ou en substitution de végétations herbacées indigènes.

Répartition générale / sur le site :

Cet habitat est très commun et en extension dans de nombreuses friches et habitats alluviaux de la région.

Il forme ici des massifs discontinus le long du fossé qui traverse l'aire d'étude à l'ouest.



Liste rouge : -

Enjeu local de conservation : négligeable

Fourrés mésophiles	
Code EUNIS : F3.11	Code Natura 2000 : -

Description :

Habitat arbustif comportant une grande variété d'espèces ligneuses indigènes ou exotiques telles que le Charme, le Cornouiller sanguin, le Buddleia de David ou le Noisetier. Cet habitat se développe en conditions mésophiles, sur des sols modérément fertiles.

Répartition générale / sur le site :

Cet habitat est très commun dans la région. Notons cependant que les haies d'espèces indigènes en bon état de conservation (présence d'une grande diversité d'espèces, formant plusieurs strates, présence de bois mort) sont en régression dans les secteurs de plaine.

L'habitat est ici présent sous forme d'une haie récemment plantée en bordure de parcelle, à l'ouest de l'aire d'étude rapprochée.



Liste rouge : -

Enjeu local de conservation : faible

Boisement secondaire de frênes	
Code EUNIS : G1.A2	Code Natura 2000 : -
Description : Habitat boisé dominé par le Frêne, le Peuplier noir (dont une partie au moins est issue de ressemis de variétés cultivées), l'Érable champêtre. Ce boisement correspond à un stade avancé de la recolonisation d'anciennes pâtures ou cultures par les ligneux.	
Répartition générale / sur le site : Cet habitat est très commun dans les secteurs de plaine de toute la région. L'habitat forme un bosquet peu étendu au nord-est de l'aire d'étude.	
	
Liste rouge : -	
Enjeu local de conservation : faible	

Cultures	
Code EUNIS : I1.1	Code Natura 2000 : -
Description : Les cultures de l'aire d'étude sont des grandes cultures de céréales et protéagineux. La flore compagne (messicoles) y est relativement pauvre, constituée d'espèces communes, et, pour la plupart, nitrophiles. On peut citer le Chénopode blanc, le Sorgho d'Alep, la Digitaire sanguine.	
Répartition générale / sur le site : Cet habitat est très commun dans les secteurs agricoles intensifs. Cet habitat domine largement les surfaces de l'aire d'étude rapprochée.	
	
Liste rouge : -	
Enjeu local de conservation : négligeable	

Friche herbacée	
Code EUNIS : I1.53	Code Natura 2000 : -
Description : Habitat herbacé dominé par des graminées telles que le Fromental, le Dactyle aggloméré, le Brome sterile, comportant également des dicotylédones plus ou moins rudérales ou nitrophiles telles que le Gaillet commun, la Cardère ou le Rumex crépus.	
Répartition générale / sur le site : Cet habitat est très commun dans toute la région. Il occupe ici la plupart des marges de champs et talus de l'aire d'étude.	
	
Liste rouge : -	
Enjeu local de conservation : faible	

Alignement d'arbres	
Code EUNIS : G5.1	Code Natura 2000 : -
Description : Habitat constitué par des arbres plantés en alignement, dans un but paysager ou fonctionnel.	
Répartition générale / sur le site : Cet habitat est très commun dans toute la région. Il est ici constitué par un alignement de Tilleuls le long de la route qui longe l'aire d'étude au nord.	
	
Liste rouge : -	
Enjeu local de conservation : faible	

Tableau 16 : Habitats naturels inventoriés et niveau d'enjeu local

Intitulé habitat naturel	Code EUNIS	Code Natura 2000	Statut de conservation*	Etat de conservation	Enjeu local de conservation	Surface dans la zone d'étude (ha)	Proportion par rapport à la surface de la zone d'étude (%)	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
Phragmitaie	D5.11	-		Moyen	faible	0,02	0,25	faible
Friche nitrophile	E5.11	6210		Moyen	faible	0,04	0,5	faible
Ourlet hygrophile	E5.41			Dégradé à moyen	faible	0,05	0,63	faible
Ourlet à Solidage	E5.41			Dégradé	négligeable	0,03	0,39	négligeable
Fourrés mésophiles	F3.11			Moyen	faible	0,04	0,57	faible
Fourrés mésophiles et phragmitaie	F3.11xD5.11			Moyen	faible	0,01	0,08	faible
Boisement secondaire de frênes	G1.A2	91E0		Moyen	faible	0,01	0,07	négligeable
Cultures	I1.1			Dégradé	négligeable	7,06	94,49	négligeable
Friche herbacée	I1.53	7220		Moyen	faible	0,15	2,05	faible
Friche herbacée et alignement d'arbres	I1.53xG5.1			Moyen	faible	0,08	1,09	faible

Légende : le statut de conservation est indiqué selon les listes rouges : CR : en danger critique d'extinction dans la région ; EN : en danger ; VU : vulnérable ; NT : quasi menacé ; LC : préoccupation mineure ; DD : données insuffisantes.

* Seuls les habitats naturels caractéristiques relevant de liste rouge sont retenus

II.E.2. Flore

Au total, 117 espèces ont été identifié sur la zone d'étude. La liste des espèces floristiques inventoriées est annexée au présent rapport.

II.E.2.a. Flore d'intérêt patrimonial

Parmi les 117 espèces inventoriées, aucune ne fait l'objet d'un statut de protection ni n'est identifiée comme menacée.

II.E.2.b. Flore exotique envahissante

Plusieurs espèces identifiées au sein de l'aire d'étude et à proximité sont des espèces exotiques envahissantes. La flore exotique envahissante constitue le pool d'espèces exotiques (non indigènes) capables d'envahir les milieux et d'avoir un impact sur la biodiversité. On parle également de flore invasive.

Le statut d'invasibilité est déterminé grâce aux données fournies par le pôle d'information sur la flore et les habitats (pifh.fr) :

- Fort = taxon exotique (ou cryptogène) très envahissant, dominant ou co-dominant dans les milieux naturels ou semi-naturels, ayant un impact direct fort sur la composition, la structure et le fonctionnement des écosystèmes

- Moyen = taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant dans les milieux naturels ou semi-naturels avec une densité plus ou moins importante sans toutefois dominer ou co-dominer la végétation

- Faible = taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant uniquement dans les milieux régulièrement perturbés par les activités humaines (bords de route, cultures, pâturages...) avec une densité plus ou moins forte

La cartographie des principaux foyers (espèces d'invasibilité modérée à forte) est présentée page suivante.

Tableau 17 : Liste des espèces de la flore exotique envahissante

Nom français	Nom latin	Statut d'invasibilité	Effectifs / répartition	Enjeu au sein de l'aire d'étude de
Érable negundo	*Acer negundo* L.	Moyen	Présent au sein du bosquet au nord-est de l'aire d'étude	Faible
Amarante hybride	*Amaranthus hybridus* L.	Faible	Dispersé dans les cultures	Faible
Amarante réfléchie	*Amaranthus retroflexus* L.	Faible	Dispersé dans les cultures	Faible
Ambroisie à feuilles d'Armoise	*Ambrosia artemisiifolia* L.	Fort	Dispersé dans les cultures	Fort
Buddleja du père David, Arbre à papillon	*Buddleja davidii* Franch.	Fort	Présent au sein de la haie, à l'ouest, et le bosquet, au nord-est de l'aire d'étude	Modéré
Vergerette annuelle	*Erigeron annuus* (L.) Desf.	Moyen	Présent au sein de la carrière actuelle, à l'ouest	Faible
Solidage glabre	*Solidago gigantea* Aiton	Fort	Fortement présent dans les zones de friche et au bord des fossés	Fort



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Habitats naturels et flore

aire d'étude rapprochée

Habitats naturels
- D5.11 : Phragmitaie
- E5.11 : Friche nitrophile
- E5.41 : Ourlet à Solidage
- E5.41 : Ourlet hygrophile
- F3.11 : Fourrés mésophiles
- F3.11xD5.11 : Fourrés mésophiles et phragmitaie
- G1.A2 : Boisement secondaire de frênes
- I1.1 : Cultures
- I1.53 : Friche herbacée
- I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres

Espèces exotiques envahissantes
- Ambroisie à feuilles d'armoise
- Buddleia de David
- Erable negundo
- Solidage géant

20 0 20 40 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.3. Zone humide

La délimitation des zones humides s'est appuyée sur **34 points d'analyses pédologiques et/ou floristique.** La délimitation a été complétée par l'analyse de la topographie, de l'occupation du sol.

La plupart des sondages pédologiques réalisés au sein de l'aire d'étude ont révélé la présence d'une fraction fine (limoneuse ou argileuse) susceptible de marquer l'hydromorphie à plus ou moins grande profondeur. Le cas particulier des fluvisols constitués de matériaux très pauvres en fer ou de granulométrie grossière et ne marquant pas l'hydromorphie peut donc être exclu. Parmi les quatre sondages relevant des sols indicateurs de zone humide, tous présentent des traces d'oxydation avant 25cm suivis par l'apparition d'un horizon réductique (se classant ainsi quand la catégorie VIc du tableau GEPPA).

L'essentiel du site est constitué de cultures où ne s'exprime que peu de végétation spontanée, rendant peu pertinente l'application du critère floristique. Seuls quatre points d'analyses ont montré une végétation hygrophile (phragmitaies et cariçaies). Deux d'entre eux sont situés au sein d'un fossé rectiligne traversant la zone d'étude du nord au sud et correspondant au lit du ruisseau dit « la Janotte ». Or, conformément à l'article R211-108 Code de l'environnement, les critères de délimitation des zones humides "*ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales*". A ce titre, le fossé n'a pas été classé en zone humide malgré la présence de végétations hygrophiles au sein de ce dernier.

Sur la base des points d'analyse réalisés **0,15 hectare de zones humides ont été identifiés au sein de l'aire d'étude rapprochée**, divisées en deux secteurs :

- l'une en contrebas d'une parcelle agricole, de 0,08 ha, dans le quart sud-ouest de la zone d'étude ;
- l'autre, de 0,07 ha, au sein d'un point bas topographique sur une parcelle agricole en bordure est de la zone d'étude.

La première zone humide (0,08 ha), est située au sein d'une parcelle agricole. Elle est légèrement sur élevée par rapport au fossé voisin. La nature du sol pourrait expliquer la forte rétention d'eau sur ce secteur. Les résultats de prospections géotechniques menées en parallèle des inventaires écologiques laissent à penser que ce secteur aurait pu faire l'objet de remblaiements lors de l'endiguement du Rhône dans les années 1980, expliquant ainsi la nature différente du sol.

La seconde zone (0,07 ha), située sur la bordure ouest de la zone d'étude, s'inscrit au sein d'un point bas topographique. La présence d'un merlon de terre en limite d'aire d'étude rapprochée pourrait favoriser la rétention d'eaux de ruissellement sur ce point bas. Il n'est pas non plus exclu que la zone humide soit en partie alimentée par la nappe.

Pour les deux zones, leur petite taille, leur situation en contexte agricole ainsi que la faible présence de végétations spontanées permettent de considérer leur fonctionnalités hydrauliques, biologiques et épuratrices comme étant faibles.

Les zones humides ont par ailleurs été recherchées dans une zone tampon de 100 m autour de l'aire d'étude rapprochée. Ces prospections ont permis d'identifier la présence de zones humides prenant la forme de fourrés hygrophiles le long du contre-canal du Rhône, au sud. Aucune zone humide supplémentaire n'a été identifiée dans les zones agricoles et anthropiques situées à proximité de l'aire d'étude rapprochée.

Les résultats des relevés botaniques et pédologiques sont présentés dans le tableau et la carte pages suivantes.





Illustration 4 : En haut, aperçu de la première zone humide, en eau au moment de l'expertise. En bas, aperçu de la seconde zone humide et du bandeau de phragmitaie le long de la haie.

Les résultats des suivis piézométriques effectués sur le site sont donnés ici à titre indicatif (voir graphique ci-dessous). Ils confirment l'absence d'engorgement prolongé à faible profondeur sur des secteurs ou aucune zone humide n'a été mise en évidence.

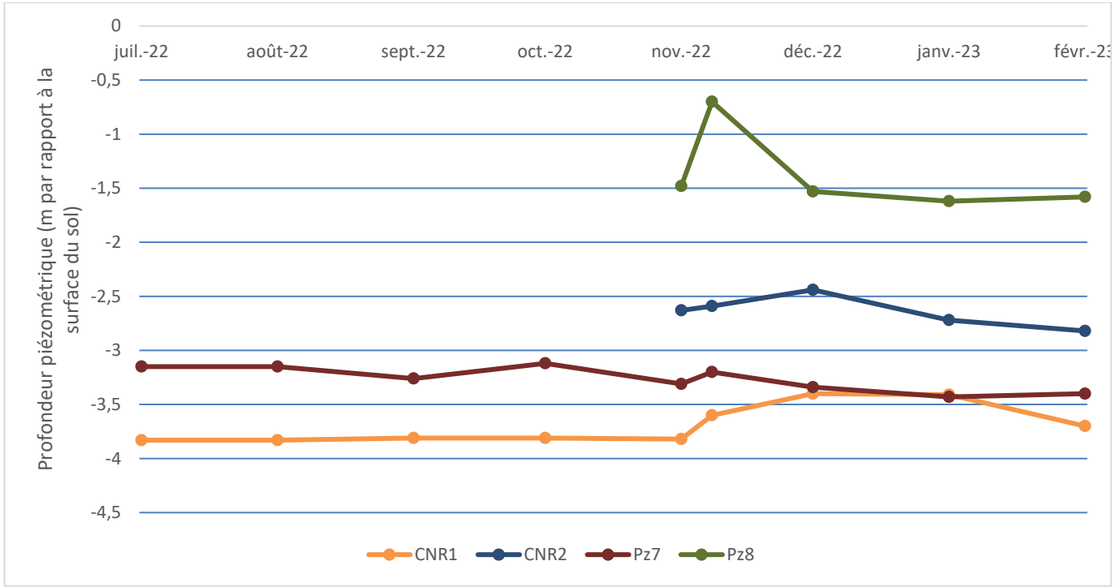


Illustration 5 : Suivi piézométriques réalisés sur le site entre juillet 2022 et mars 2023 (source Ingégone)



Illustration 6 : Localisation des piézomètres (source : Ingégone)

Tableau 18 : Résultats des points d'analyse « zones humides »

N°	Végétation	Indic. végét.	Sol	Indic. sol	Prof. redox (cm)	Prof. réduc (cm)	Prof. sondage (cm)	Commentaire	Zone humide
1	Pas de végétation	nh	Horizon sableux à 40 cm.	nh	30		120		NON
2	Aucune	nh	Limoneux argileux. Horizon réductique présent à partir de 80.	h	25	80	120		OUI
3	Aucune	nh	Limoneux argileux. Pas de réduction.	nh	70		100		NON
4	Terre quasi nue, quelques adventices	nh	Limono sableux, zone de stagnation temporaire d'eau en surface.	h	20	60	100		OUI
5	Terre quasi nue, quelques adventices	nh	Limoneux sableux	h	10	60	100		OUI
6	Culture	nh	Traces d'oxydation dès 10cm.	h	10	50	100		OUI
7	Culture	nh	Limoneux sableux.	nh	60	80	100		NON
8	Culture	nh	Limoneux sableux. Traces d'oxydation très légères.	nh	90		100		NON
9	Culture	nh	Limoneux sableux.	nh	45		100		NON
10	Culture	nh	Pas de traits réductiques. Limoneux sableux.	nh	50		120		NON
11	Culture	nh	Très peu de traces d'oxydation. Limoneux sableux.	nh	75		100		NON
12	Culture	nh	Limono sableux.	nh			100		NON
13	Absence	nh	Matrice légèrement orangée mais ne correspondant pas à des traits rédoxiques.	nh			100		NON
14	Absente	nh	Limoneux sableux.	nh	100		120		NON
15	Maïs	nh	Limoneux sableux puis sableux. Refus de tarière à 80cm.	nh	55		80		NON
16	Pas de végétation	nh	Refus de tarière à 40 cm. Aucune trace.	nh			40		NON
17	Aucune	nh	Aucune trace d'oxydation.	nh			100		NON
18	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
19	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
20	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			100		NON
21	Aucune	nh	Limoneux sableux.	nh			120		NON
22	Aucune	nh	Faibles traces à 80.	nh	80		120		NON
23	Pas de végétation	nh	Horizon superficiel limono argileux. Sableux vers 50. Absence d'horizon réductique.	nh	50		120		NON
24	Phragmites australis	h						Fossé : critères de végétation non applicable	NON
25	Phragmites australis	h							OUI
26	Phragmites australis, Carex acutiformis	h							OUI
27	Culture	nh	Limoneux.	nh			80		NON
28	Culture	nh	Limoneux.	nh			80		NON
29	Ourlet hygrophile	h						Fossé : critères de végétation non applicable	NON
30	Prairie mésophile	nh	Limono sableux.	nh			80		NON
31	Boisement de frênes	nh	Limono sableux.	nh			100		NON
32	Fourrés de saules	h	Refus de tarière en surface.						OUI
33	Fourrés de saules	h							OUI
34	Végétation rudérale	nh	Horizon sablo limoneux peu différencié. Potentiels traits rédoxiques fossiles. Anthroposol.	nh			55		NON

Indic. véget. : caractère indicateur de la végétation, h = hygrophile, nh = non hygrophile ; Indic. sol : caractère indicateur du sol, h = hydromorphe, nh = non hydromorphe ; Prof. redox : profondeur d'apparition des traits rédoxiques ; Prof. réduc : profondeur d'apparition des traits réductiques ; Prof. sondage : profondeur maximale atteinte par le sondage.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Zones humides

aire d'étude rapprochée
Zone humide
Point d'analyse
flore hygrophile
flore non hygrophile
sol hydromorphe
sol non hydromorphe

20 0 20 40 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.4. Avifaune

Un total de 71 espèces a été répertorié au cours des différentes sessions d'inventaires au sein de la zone d'étude élargie.

II.E.4.a. Période de nidification

En période de nidification (avril – juillet essentiellement), les inventaires ont permis de recenser 67 espèces, dont 39 espèces nicheuses possibles à certaines dans la zone d'étude ou à sa périphérie immédiate. Parmi ces espèces recensées, une grande partie est protégée ainsi que leurs habitats de nidification comme les milieux bocagers et agricole. Les statuts de protection sont indiqués dans le tableau suivant. Les espèces ont été réparties en fonction des habitats qu'elles fréquentent habituellement en période de nidification. Les différents cortèges avifaunistiques sont présentés ci-dessous.

Cortège des milieux agricoles ouverts (4 espèces)

Les oiseaux de ce cortège recherchent les milieux ouverts, le plus souvent à végétation rase ou basse, que ce soit pour établir leur nichée ou pour chasser : Alouette des champs, Linotte mélodieuse, Cisticole des joncs. Hormis l'Alouette des champs, ces espèces sont protégées en France (individus et habitats). Deux espèces représentent des enjeux forts de conservation : l'Alouette des champs et la Cisticole des joncs. Le Petit Gravelot (espèce menacée) a choisi une parcelle en semis de maïs pour se cantonner. Il utilise probablement les zones de terres nues des cultures pour nidifier et les rives du plan d'eau de la carrière actuelle pour se nourrir. La parcelle choisie est située hors du projet d'extension. Au sein de la zone d'étude, les espèces de ce cortège sont principalement localisées dans les cultures de céréales et de maïs. Notons toutefois que les cultures tardives (maïs, tournesol), laissant le sol à nu au printemps ne sont pas attractives pour les passereaux. Les espaces incultes entre les cultures notamment au niveau des bandes enherbées et des fossés sont attractifs pour ces espèces et peuvent représenter un choix d'emplacement de nid intéressant.

Cortège des milieux anthropisés (6 espèces)

Ce cortège observé regroupe des espèces qui sont retrouvées quasi-exclusivement au contact de l'homme. Certaines espèces comme le Moineau domestique, l'Hirondelle rustique et la Tourterelle turque, en sont même commensales. D'autres, plus opportunistes, mettent à profits les habitats favorables qu'elles retrouvent à proximité des habitations. Parmi ces espèces, bien représentées dans les secteurs bâtis de la zone d'étude, on peut citer l'Hirondelle de fenêtre et le Rougequeue noir.

Cortège des milieux aquatiques et humides (1 espèce)

Les espèces regroupées au sein de ce cortège recherchent la présence de l'eau libre pour se nourrir et se cantonner. Elles utilisent toutefois des milieux différents pour leur nidification. Les espèces spécialisées à ce type d'habitat sont peu présentes et seul le Canard colvert apparait nicheur possible au sein du contre canal. Le marais de Poisat, au nord, étant particulièrement sec au printemps 2022, il n'a pas retenu d'espèces paludicoles.

Sur la zone d'étude élargie, ce cortège est retrouve le long des principaux habitats aquatiques (contre canal du Rhône et marais de Poisat, et potentiellement, plan d'eau de la carrière actuelle).

Cortège des milieux bocagers (28 espèces)

Ce cortège comprend les espèces recherchant les milieux ouverts avec la présence d'arbres ou d'arbustes, de haies et de bosquets pour y établir leur nid. Ce cortège est le plus riche en espèces et abrite une espèce de la Directive Oiseaux : La Pie grièche écorcheur. Celle-ci est également considérée comme « quasi menacée » en région Rhône Alpes. Un nombre important des espèces de ce cortège représentent des enjeux de conservation notables mais elles occupent essentiellement le boqueteau et le bocage du nord et de l'ouest du village hors des emprises du projet (Chardonneret élégants, Torcol fourmilier, Buse variable etc.). L'alignement de Tilleuls situé en contact avec l'aire d'étude rapprochée, au nord, ne constitue pas un habitat de reproduction pour l'avifaune : la proximité de la route, les tailles régulières, l'absence de strate arbustive et l'absence de cavité le rendent peu attractif. Les chardonnerets élégants qui ont été observés au droit de cet alignement d'arbres semblent plus volontiers nicher au sein du bosquet situé plus à l'est.

Parmi ces espèces nicheuses, notons la présence d'espèce représentant un enjeu significatif au sein de l'aire d'étude rapprochée :

- **Alouette des champs :** un couple est présent sur l'aire d'étude. L'espèce a été contactée en avril 2022 au sein d'une parcelle d'une surface de 2,00 ha, occupée alors par une culture de blé. L'espèce est susceptible d'utiliser, au fil des rotation culturales, les différentes parcelles cultivées du secteur pour effectuer sa nidification ; les céréales d'hiver restent les cultures les plus favorables à l'espèce en début de période de reproduction car elles offrent alors un couvert végétal significatif.

Les habitats favorables ne sont pas suffisamment vastes pour accueillir plusieurs couples. En effet, cette espèce colonise essentiellement de vastes zones à végétation rase. La période de reproduction commence généralement tôt, dès le mois de mars et se poursuit jusqu'à l'été. Elle se manifeste par les vols territoriaux du mâle chanteur. La nidification est terrestre. Sont préférés les habitats où le sol n'est jamais détrempé et où la strate herbacée est assez lâche et pas trop haute. L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification. Elle est directement menacée par la dégradation de son habitat du fait de la modification des pratiques agricoles (traitements phyosanitaires, augmentation du travail du sol).



Illustration 7 : Habitat de reproduction de l'Alouette des champs au sein de l'aire d'étude

- **Pie-grièche écorcheur**, l'espèce fréquente les milieux ouverts, les landes et les prés avec des haies de buissons épineux, qu'elle utilise comme « lardoirs », pour y accrocher ses proies. Le mâle choisit le site du nid qu'il va construire avec sa partenaire en 4 à 6 jours. Dans la majorité des cas, le nid se situe à une hauteur de 1 à 1,5 mètre dans un arbuste épineux ou petit conifère. Un couple se reproduit probablement dans la haie bocagère qui entoure la carrière actuelle. L'espèce est inscrite à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux et est considérée comme « quasi-menacée » en France. Les principales menaces qui pèsent sur cette espèce sont la destruction de ses habitats et la régression des populations proies (gros insectes).

- **Cisticole des joncs**, c'est une espèce des régions méditerranéennes, océaniques et semi-océaniques. "*Elle fréquente les milieux ouverts secs ou humides, dominés par une végétation herbacée lâche, souvent graminéenne, parsemée ou non de ligneux bas, de plantes à tiges souples et de buissons dont la hauteur est inférieure à 1 m. L'habitat recherché doit faciliter l'accès à un sol mou plus ou moins dégagé et offrir des supports flexibles comme des fines tiges d'herbes pour l'installation du nid. L'espèce niche dans les friches, prairies, landes, pannes dunaires, cultures sèches (céréales, luzernes), rizières, scirpaies, phragmitaies, et ripisylves lâches.*" (Issa N, Muller Y. Atlas des oiseaux de France métropolitaine : Nidification et présence hivernale. Paris: DELACHAUX; 2015.). En Région Auvergne-Rhône-Alpes, cette espèce habite les prairies ouvertes de longues herbes, les friches abandonnées et les lisières des terres agricoles. Le nid est généralement installé dans les hautes herbes à une quarantaine de centimètre du sol. Trois couvées ont lieu par saison, la première en avril, la deuxième en juin et la troisième en aout, presque toujours à la fin du mois.

L'espèce est en extension en région Rhône Alpes où elle se montre peu exigeante pour son habitat de nidification, pour peu qu'il comporte une végétation herbacée haute. Elle est donc régulièrement observée en marge des cultures (bandes enherbées, bordures végétalisées, etc.) et friches prairiales et post-culturales. Les données du pôle Biodiv'Aura concernant les observations de l'espèce en reproduction durant les dernières décennies montrent ainsi une forte progression de l'espèce dans la région jusqu'en 2019 puis une stabilisation (voir raphique p. 48.

Cette espèce représente un enjeu fort de conservation car considérée comme « vulnérable » à l'échelle nationale.

Au moment des inventaires écologiques, l'habitat de l'espèce dans le secteur d'étude était constitué, selon toute vraisemblance, d'une partie d'une culture de soja colonisée par des adventices (Chénopode blanc, Millet diffus, Sorgho d'Alep…). L'observation de la Cisticole des Joncs concerne un individu cantonné (mâle chanteur) contacté uniquement en fin de saison, à proximité de vastes secteurs de la culture de soja, **en dehors de l'emprise projet**, fortement colonisés par les adventices. L'espèce n'y a été observée que tardivement (les trois interventions diurnes visant la faune et réalisés le 7 avril et le 23 juin n'ont pas permis de détecter l'espèce, ce n'est que le 9 aout qu'un mâle chanteur a été détecté) en lien avec la physionomie de végétation qui lui était peu favorable avant juin ou juillet (le Soja ayant été semé au cours du printemps, la végétation a eu un développement plus tardif que sur les cultures d'hiver ou sur les bandes enherbées). Le statut reproducteur de l'espèce sur cet habitat resterait à confirmer au cours de l'année d'inventaires (erratisme ou tentative effective de nidification « tardive »). Le secteur utilisé par l'espèce en 2022 est, en tout état de cause, situé hors périmètre d'étude rapprochée et n'est donc non pas concerné directement par le projet.

Notons que certaines bandes enherbées et végétations des fossés localisés au sein du périmètre projet, au vu de leurs caractéristiques, pourraient constituer un habitat de report possible pour l'espèce, mais la reproduction de l'espèce n'a pas été attestée au sein de ces milieux malgré 3 passages aux périodes favorables au cours de l'année 2022. On peut avancer l'hypothèse que ces habitats ne correspondent pas tout à fait aux exigences de l'espèce (type de végétation, pression d'entretien) et que le couple cantonné tardivement en 2022 a trouvé dans la culture envahie de mauvaises herbes, à l'est, un milieu plus attractif.



Illustration 8 : Habitat de reproduction de la Cisticole des joncs à l'extérieur de l'aire d'étude rapprochée

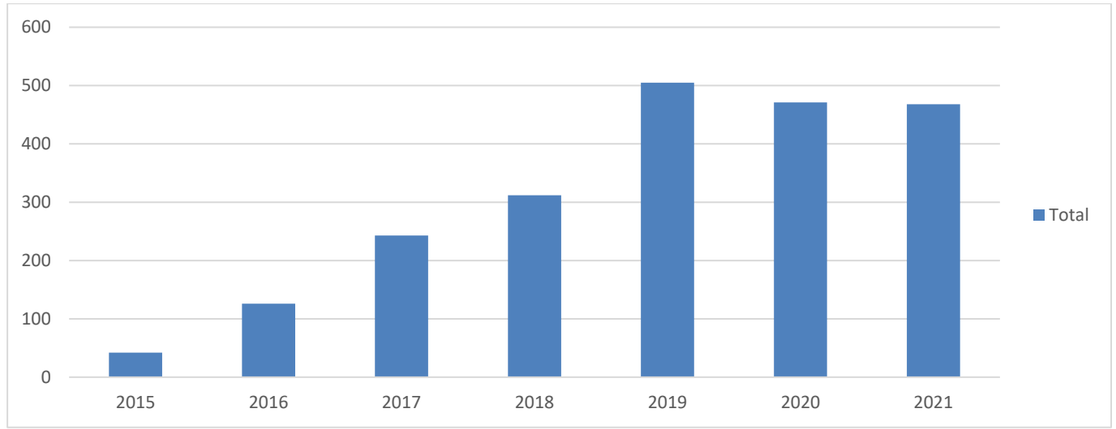


Illustration 9 : Nombre de données de Cisticole des Joncs en reproduction en Auvergne-Rhône-Alpes (source : Biodiv'AURA)

Carte suivante, sont localisées les observations notables d'oiseaux en période de nidification et les habitats d'espèces.

Tableau 19 : Statuts des oiseaux observés en période de nidification

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Bruant zizi	*Emberiza cirlus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	Non estimé	Nicheur probable		Faible
Buse variable	*Buteo buteo*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Alimentation		Faible
Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	1-2 couples	Nicheur certain dans le bosquet		Faible
Corneille noire	*Corvus corone*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Épervier d'Europe	*Accipiter nisus*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Étourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	-	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable	Milieu bocager et lisières associées	Faible
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Grosbec casse-noyaux	*Coccothraustes coccothraustes*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Hypolaïs polyglotte	*Hippolais polyglotta*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Merle noir	*Turdus merula*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Orite à longue queue	*Aegithalos caudatus*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange charbonnière	*Parus major*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Mésange nonnette	*Poecile palustris*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Pic vert	*Picus viridis*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Pie bavarde	*Pica pica*	-	O2/2	-	LC	LC	NT	Modéré	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	BE2	O1	PN3	LC	NT	LC	Modéré	1 couple	Nicheur probable		Modéré
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	BE3	O3/1	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain		Faible
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Rossignol philomèle	*Luscinia megarhynchos*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable		Faible
Rougequeue à front blanc	*Phoenicurus phoenicurus*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	transit		Faible
Serin cini	*Serinus serinus*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur probable autour du village		Faible
Torcol fourmilier	*Jynx torquilla*	BE2	-	PN3	LC	LC	VU	Fort	-	Nicheur possible à proximité de l'aire d'étude		Faible
Verdier d'Europe	*Chloris chloris*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur probable autour du village		Faible
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	BE3	O2/2	-	LC	NT	VU	Fort	1 couple	Nicheur probable	Milieu agricole ouvert	Fort
Bergeronnette printanière	*Motacilla flava*	BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	transit		Faible
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	BE3	O2/1, O3/1	-	LC	LC	-	Faible	-	Lâcher cynégétique		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Cisticole des joncs	*Cisticola juncidis*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	1 couple	Nicheur possible	Milieu agricole ouvert (parcelle de Soja salie par des adventices)	Modéré
Linotte mélodieuse	*Linaria cannabina*	BE2	-	PN3	LC	VU	LC	Fort	-	Nicheur possible à proximité de l'aire d'étude		Faible
Petit Gravelot	*Charadrius dubius*	BO2, BE2	-	PN3	LC	-	NT	Modéré	-	Nicheur probable		Faible
Pipit farlouse	*Anthus pratensis*	BE2	-	PN3	NT	VU	LC	Fort	-	Transit		Faible
Tarier des prés	*Saxicola rubetra*	BE2	-	PN3	LC	VU	VU	Fort	-	Transit		Faible
Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur probable	Milieu anthropique	Faible
Hirondelle de fenêtre	*Delichon urbicum*	BE2	-	PN3	LC	NT	VU	Fort	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Hirondelle rustique	*Hirundo rustica*	BE2	-	PN3	LC	NT	EN	Très fort	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Moineau domestique	*Passer domesticus*	-	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Rougequeue noir	*Phoenicurus ochruros*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	BE3	O2/2	-	LC	LC	LC	Faible	-	Nicheur certain dans le village		Faible
Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	BE2	-	PN3	LC	EN	VU	Très fort	-	Transit	Milieu aquatique	Faible
Canard colvert	*Anas platyrhynchos*	BO2, BE3	O2/1, O3/1	-	LC	-	LC	Faible	-	Nicheur possible		Faible
Chevalier culblanc	*Tringa ochropus*	BO2, BE2	-	PN3	LC	-	-	Faible	-	Transit		Faible
Goéland leucophée	*Larus michahellis*	BE3	O2/2	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible
Grand Cormoran	*Phalacrocorax carbo*	BE3	-	PN3	LC	LC	NA	Faible	-	Transit		Faible
Harle bièvre	*Mergus merganser*	BO2, BE3	O2/2	PN3	LC	NT	LC	Modéré	-	Transit		Faible
Héron cendré	*Ardea cinerea*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Alimentation		Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (nicheurs)			Enjeu local de conservation	Effectif	Statut biologique	Cortèges / Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes					
Locustelle tachetée	*Locustella naevia*	BE2	-	PN3	LC	NT	**CR**	Majeur	-	Transit hors zone d'étude		Faible
Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	BE2	O1	PN3	**VU**	**VU**	**VU**	Fort	-	Alimentation		Faible
Rousserolle effarvatte	*Acrocephalus scirpaceus*	BE2	-	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	BO2, BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit	Milieu boisé	Faible
Bondrée apivore	*Pernis apivorus*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Circaète Jean-le-Blanc	*Circaetus gallicus*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	NT	Modéré	-	Transit		Faible
Milan noir	*Milvus migrans*	BO2, BE2	O1	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Alimentation		Faible
Milan royal	*Milvus milvus*	BO2, BE2	O1	PN3	NT	**VU**	**CR**	Majeur	-	Transit		Faible
Pic mar	*Dendrocopos medius*	BE2	O1	PN3	LC	LC	**CR**	Majeur	-	Alimentation		Faible
Bruant fou	*Emberiza cia*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit	Milieu rupestre	Faible
Grand corbeau	*Corvus corax*	BE3	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible
Martinet à ventre blanc	*Tachymarptis melba*	BE2	-	PN3	LC	LC	LC	Faible	-	Transit		Faible

Statut de protection : BO2 : Convention de Bonn Annexes 2 ; BE2, BE3 : Convention de Berne Annexes 2 et 3 ; O1 : Directive Oiseaux Annexe 1 (espèce protégée), O2 et O3 : Directive Oiseaux Annexes 2 et 3 (espèce réglementée non protégée) ; PN3 : Espèce protégée (art. 3 arrêté du 29 octobre 2009)

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documentée, NE : non évalué,

* Statut biologique selon codification EOAC (cf. tableau présenté en méthodologie d'inventaires)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Avifaune nicheuse



aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée

Observations d'espèces en période de nidification
- Torcol fourmilier
- Serin cini
- Rousserolle effarvatte
- Pie grièche écorcheur
- Pie bavarde
- Pic mar
- Petit Gravelot
- Linotte mélodieuse
- Hirondelle de fenêtre
- Cisticole des joncs
- Chardonneret élégant
- Alouette des champs

Habitats d'espèces
- Culture annuelle (reproduction Alouette des champs)
- Zones cultivées avec forte présence d'adventices (reproduction Cisticole des joncs)

Autres habitats
- D5.11 : Phragmitaie
- E5.11 : Friche nitrophile
- E5.41 : Ourlet à Solidage
- E5.41 : Ourlet hygrophile
- F3.11 : Fourrés mésophiles
- F3.11xD5.11 : Fourrés mésophiles et phragmitaie
- G1.A2 : Boisement secondaire de frênes
- I1.53 : Friche herbacée
- I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres

50 0 50 100 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.4.b. Espèces hors période de nidification

En hiver, Au cours des inventaires réalisés en octobre, décembre et mars 2022, 17 espèces ont été contactées. Il s'agit essentiellement d'espèces communes, hormis la Grue cendrée, celle-ci a été observée en survol lors de sa migration prénuptiale et n'utilise donc pas la zone. L'Alouette des champs représente le seul enjeu notable pour la période de migration et d'hivernage. Elle a été observée dans les parcelles de céréales d'hiver présentant un couvert herbacé bas.



Illustration 10 : Habitat d'hivernage pour l'Alouette des champs au sein de l'aire d'étude.

Carte suivante, sont localisées les observations notables d'oiseaux hors période de nidification.

Tableau 20 : Statuts des oiseaux hors période de nidification

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation (hivernant)		Statut de conservation (en transit)		Enjeu local de conservation	Effectif	Habitats d'espèces dans l'aire d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes	France	RA				
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	BE2	-	PN3	NA	LC	-	LC	Faible	-	-	Faible
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	BE3	O2/2	-	LC	VU	NA	VU	Fort	2	Cultures et marges enherbées	Fort
Autour des palombes	*Accipiter gentilis*	BO2/BE2		PN3	NA	LC	NA	-	Faible	-	-	Faible
Bruant des roseaux	*Emberiza schoeniclus*	BE2	-	PN3	-	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Bruant fou	*Emberiza cia*	BE2	-	PN3	-	LC	-	LC	Faible	-	-	Faible
Busard des roseaux	*Circus aeruginosus*	BO2, BE2	O1	PN3	NA	-	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Chevalier culblanc	*Tringa ochropus*	BO2, BE2	-	PN3	NA	-	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Faisan de Colchide	*Phasianus colchicus*	BE3	O2/1, O3/1	-	-	-	-	-	Faible	-	-	Faible
Goéland leucophée	*Larus michahellis*	BE3	O2/2	PN3	NA	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Grand corbeau	*Corvus corax*	BE3	-	PN3	-	-	-	-	Faible	-	-	Faible
Grand Cormoran	*Phalacrocorax carbo*	BE3	-	PN3	LC	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Grue cendrée	*Grus grus*	BO1, BE2	O1	PN3	NT	-	NA	LC	Modéré	-	-	Faible
Milan royal	*Milvus milvus*	BO2, BE2	O1	PN3	VU	CR	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pinson du nord	*Fringilla montifringilla*	BE3	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pipit farlouse	*Anthus pratensis*	BE2	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Pipit spioncelle	*Anthus spinoletta*	BE2	-	PN3	NA	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible
Tarin des aulnes	*Spinus spinus*	BE2	-	PN3	DD	LC	NA	LC	Faible	-	-	Faible

Statut de protection : BO2 : Convention de Bonn Annexes 2 ; BE2, BE3 : Convention de Berne Annexes 2 et 3 ; O1 : Directive Oiseaux Annexe 1 (espèce protégée), O2 et O3 : Directive Oiseaux Annexes 2 et 3 (espèce réglementée non protégée) ; PN3 : Espèce protégée (art. 3 arrêté du 29 octobre 2009)

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documentée, NE : non évalué



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Avifaune hivernante

aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée
Observations d'espèces en période hivernale
Alouette des champs

50 0 50 100 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.5. Amphibiens

L'année 2022 a été confrontée une fois de plus à une sécheresse importante et ce dès le début du printemps, période privilégiée pour la reproduction des amphibiens. Ce phénomène a engendré des niveaux d'eau particulièrement bas, du marais (amont) aux exutoires (fossés). Les résultats d'inventaire ont pu être influencés par ces mauvaises conditions hydriques.

Au total, deux espèces ont été notées dans l'aire d'étude élargie :

- **La Grenouille commune** (*Pelophylax kl. Esculentus*), Ces Grenouilles fréquentent la plupart des points d'eau stagnante ou courante bien ensoleillés (depuis les mares jusqu'aux rivières calmes), plutôt en prairies et bocages mais aussi dans les forêts de feuillus ou en zones de cultures. Elles s'accommodent de la présence des poissons. Les observations en milieux terrestres concernent principalement les déplacements migratoires vers les sites de reproduction ou vers un autre point d'eau. Cette espèce est abondante au niveau du lac artificiel issu de la gravière actuelle. Un individu erratique a été observé au niveau d'un fossé traversant les parcelles cultivées. Il n'y a pas de reproduction avérée de cette espèce dans l'aire d'étude rapprochée.

- **La Salamandre tachetée** (*Salamandra salamandra)* est une espèce terrestre et nocturne typiquement forestière que l'on rencontre dans les forêts de feuillus et mélangées, les bocages, en plaine ou en régions vallonnées, à proximité des sources, ruisselets, mares, fossés, lavoirs, ornières et autres zones humides où l'adulte gîte sous une pierre, un tronc, dans un petit terrier etc. Ses larves se développent généralement dans des points d'eau et cours d'eau non poissonneux. Adultes et jeunes sont souvent signalés dans les grottes ou des caves de bâtiments. Les accouplements se déroulent à terre dès l'automne, la fécondation étant différée, et la mise bas dès le début de l'hiver, parfois plus tard au cours du printemps, voire à l'automne. Le pic d'observation des larves se situe au printemps, avec de quelques individus à plusieurs milliers présents au même endroit. Un maximum de 3 larves a été observé dans l'aire d'étude élargie dans l'exutoire du marais. Malgré les conditions hydriques défavorables, la présence d'individus le long de fossés des parties cultivées est peu probable, cette espèce recherchant des eaux bien oxygénées courantes à proximité des lieux boisés.

Les milieux de carrières anciennement exploités permettent l'installation d'espèces pionnières (Crapaud calamite, Pélodyte ponctué, Grenouille rieuse, Alyte accoucheur). Aucune de ces espèces n'a été détectée lors des inventaires. Bien que non citées dans la bibliographie (sauf Alyte accoucheur), il n'est pas exclu que ces espèces puissent, à moyen terme, coloniser l'aire d'étude si des secteurs favorables se créent (ornières en eau, flaques, bassins, accumulation de matériaux rocheux).

Carte suivante, sont localisées les observations d'amphibiens.

Tableau 21 : Statuts des amphibiens observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation		Enjeu local de conservation	Effectifs	Habitats d'espèces dans la zone d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes				
Grenouille commune	*Pelophylax kl. esculentus*	BE3	DH5	PN4	LC	NT	Modéré	1 individu erratique nombreux individus sur la pièce d'eau	Eaux stagnantes ou légèrement courantes	Faible
Salamandre tachetée	*Salamandra salamandra*	BE3	-	**PN3**	LC	LC	Faible	3 larves dans le fossé issu du marais situé à l'amont hors zone d'étude rapprochée	Espèce typique des forêts feuillues ou mixtes. Elle peut également être trouvée dans certains bois de résineux (rarement au cœur des grands massifs) et dans d'autres habitats secondaires tels que des abords de villages, vieux murs, carrières, abords de voies ferrées..., le plus souvent à proximité de forêts.	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2, PN3 et PN4 : art. 2, 3, et 5 de l'arrêté du 23 8 janvier 2021

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Amphibiens

- aire d'étude élargie
- aire d'étude rapprochée
- Grenouille commune
- Salamandre tachetée

40 0 40 80 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.6. Reptiles

Trois espèces fréquentent la zone d'étude et une quatrième espèce a été observée dans la zone d'étude élargie. Il s'agit d'espèces protégées (individus et habitats). Elles sont relativement communes régionalement et localement :

- Lézard des murailles (*Podarcis muralis*), thermophile, ce Lézard familier est inféodé aux milieux chauds et secs, il recherche principalement les habitats ensoleillés exposés au sud. Actif la journée même par de fortes températures, facile à observer et excellent grimpeur, il se rencontre dans beaucoup de milieux pierreux, les éboulis et falaises, les vieux murs, les bâtiments, les ponts, les cimetières ou les vieux arbres. L'espèce est également observée dans les pelouses sèches, les landes et les friches, dans les tas de cailloux, de tuiles, de bois, et autres matériaux emmagasinant la chaleur. Les parades nuptiales et les accouplements ont lieu en avril-mai, la ponte jusqu'en juin. Les œufs, de deux à dix généralement, éclosent de juillet à septembre après une durée d'incubation variable (6 à 11 semaines). Il existe probablement plusieurs épisodes de reproduction du printemps à l'automne. Il est présent sur les secteurs bien exposés de l'aire d'étude (talus du bord de route essentiellement).

- Lézard à deux raies (*Lacerta bilineata*), ce lézard aime la chaleur. Il fréquente souvent les mêmes milieux que d'autres espèces thermophiles comme la Vipère aspic, le Lézard des murailles, ou encore la Couleuvre verte et jaune. C'est l'hôte typique des pelouses sèches et des zones de fourrés bien exposées, des vergers, bords de vignobles, de haies, de ponts, de digues et de voies ferrées... Les milieux rocheux et sableux (comme sur les bords de grands cours d'eau, dans lesquels il peut parfois tremper son ventre) sont très appréciés. Buissons, ronciers, tas de pierres, de branches, arbres morts, rochers parsemant son territoire sont des éléments indispensables pour y trouver refuge en cas de dérangement, ou s'abriter légèrement lors des journées très chaudes. Il fréquente les milieux les mieux pourvus en végétation sur l'aire d'étude (haie et talus enherbés).

- Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*), cette couleuvre fréquente le bocage et les milieux secs, chauds et ensoleillés, plutôt pentus, elle affectionne les pelouses calcaires, les zones rocheuses recolonisées par une végétation broussailleuse, les haies, les friches et bords de voies de communication où, cachée, elle peut passer inaperçue. On l'observera parfois dans les landes et les cultures, près des vieux murs et des tas de pierre ou de bois, plus rarement dans les prairies humides. La Couleuvre trouve refuge et chaleur dans divers micro-habitats et objets au sol. Un individu a été noté sur le talus enherbé en bord de route secondaire.

- Couleuvre helvétique (*Natrix helvetica*), cette couleuvre est un Reptile ubiquiste très étroitement inféodé aux milieux aquatiques, elle fréquente tous les milieux pourvu qu'il y ait de l'eau à disposition, mais elle peut s'en éloigner pour chasser sur la terre ferme ou lors d'autres déplacements, pour rechercher un partenaire ou aller pondre par exemple. Elle a une préférence pour les eaux stagnantes des mares, étangs et réservoirs riches en herbiers aquatiques, qui sont des zones de chasse privilégiées, et dans une moindre mesure pour les petites rivières et autres milieux courants. On l'observe principalement dans les prairies humides, les bocages mais aussi dans les habitats assez fermés comme les boisements humides à caractère marécageux et les forêts de feuillus. La Couleuvre recherche aussi des micro-habitats lui offrant des sites pour se cacher, réguler sa température ou constituer un site de ponte (pierres, bois, tas d'herbe…). Un individu a été observé au niveau du contre canal et est certainement présente au sein du lac artificiel.

Ces reptiles ont été observés le long des bordures nord et ouest de l'aire d'étude rapprochée ou le long du contre-canal au sud. Les habitats de talus herbacés et de lisières, arbustive ou arborée, situés en limite d'aire d'étude rapprochée constituent des habitats de chasse et de transit pour ce groupe d'espèces. Les habitats d'espèces sont localisés sur la carte ci-après.

Parmi les espaces enherbés du site (bandes enherbés, végétation des fossés), ce sont ceux situés en limite nord et ouest des parcelles agricoles qui constituent **l'habitat fonctionnel de chasse et transit de ce cortège**. Aucun habitat de reproduction n'est présent au sein de l'aire d'étude rapprochée (absence d'amas de pierres ou de branchage favorable).



Illustration 11 : Biotope favorable à la Couleuvre verte et jaune

Carte suivante, sont localisées les observations de reptiles.

Tableau 22 : Statuts des reptiles observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation		Enjeu local de conservation	Effectifs	Habitats d'espèces dans la zone d'étude et état de conservation des habitats	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	France	Rhône-Alpes				
Couleuvre verte et jaune	*Hierophis viridiflavus*	BE2	**DH4**	**PN2**	LC	LC	Faible	1 station répertoriées	Secteurs herbeux proches de haies ou de taillis Etat de conservation moyen	Faible
Lézard à deux raie	*Lacerta bilineata*	BE2		**PN2**	LC	LC	Faible	4 stations répertoriées	Secteurs herbeux proches de haies ou de taillis Etat de conservation moyen	Faible
Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	BE2	**DH4**	**PN2**	LC	LC	Faible	6 stations répertoriées	A proximité des bâtiments, sur les murets et les ballasts Etat de conservation moyen	Faible
Couleuvre helvétique	*Natrix helvetica*	BE3	-	**PN2**	LC	LC	Faible	1 station répertoriée	Berges enrochées ou végétalisées des rivières Bon état de conservation sur le contre canal	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2, PN3 et PN5 : art. 2, 3, et 5 de l'arrêté du 23 avril 2007

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Reptiles

aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée

Reptiles
- Couleuvre helvétique
- Couleuvre verte et jaune
- Lézard à deux raies
- Lézard des murailles

Habitats d'espèces
- Friche herbacée, lisière arbustive ou arborée : habitat de chasse ou de transit

40 0 40 80 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.7. Mammifères (hors Chiroptères)

Plusieurs espèces ont été notées dans la zone d'étude. Il s'agit d'espèces relativement communes :

Une espèce est protégée, le Castor d'Eurasie, et une espèce est menacée, le Lapin de Garenne.

- **Blaireau européen** (*Meles meles*), des latrines ont été observées sur les bordures de la haie principale. L'espèce fréquente possiblement les secteurs embroussaillés de la carrière actuelle.
- **Castor d'Eurasie** (*Castor fiber*), hôte des fleuves à faible pente, rivières, cours d'eau et boisements humides proches (moins de 30 m), le Castor a une activité principalement nocturne. L'eau lui permet de se déplacer tandis que la terre ferme lui fournit le gîte et la nourriture. Lorsque le creusement des berges est impossible, le Castor construit des huttes en branchages. Quand les conditions lui permettent, il construit des barrages sur les petits cours d'eau pour élever le niveau d'eau et ainsi accéder à l'entrée de son gîte sous l'eau. Il utilise régulièrement le contre canal pour s'alimenter. Il n'a pas été observé dans la carrière actuelle mais sa présence est possible car celle-ci pourrait constituer un habitat d'alimentation intéressant en cas de colonisation par des ligneux.
- Chevreuil (*Capreolus capreolus*), utilise l'aire d'étude pour s'alimenter.
- Crocidure musette (*Crocidura russula*) est un petit insectivore très discret des milieux bocagers.
- **Lapin de garenne** (*Oryctolagus cuniculus*) est un adepte des secteurs à couverts arbustifs (ronces, haies, etc.) et des zones ouvertes (prairie, cultures). Ses effectifs ont régressé de manière importante ces dernières décennies à cause notamment des épizooties de Myxomatose et est donc considéré comme « vulnérable » sur la liste rouge des mammifères de Rhône Alpes. Le lapin a un comportement grégaire, il vit en groupe familial et ses terriers sont le centre d'intérêt du groupe (la garenne). Un terrier a été localisé sur les bordures du bosquet proche du village. Quelques crottiers sont visibles proche du bosquet.
- Rat surmulot (*Rattus norvegicus*), fréquente les bords de fossés humides.
- Renard roux (*Vulpes vulpes),* utilise l'aire d'étude pour se nourrir.
- Sanglier (*Sus scrofa*), utilise l'aire d'étude pour se nourrir.
- Taupe d'Europe (*Talpa europaea*), rencontrée sur les prairies de l'aire d'étude.

Considérant les éléments bibliographiques, une autre espèce de mammifère notable est susceptible d'être présente dans la zone d'étude. Il s'agit de :

- **Hérisson d'Europe** (*Erinaceus europaeus*) dans le secteur du bosquet autour du village. Cette espèce protégée apprécie les jardins peu entretenus et proches de bocages ou de bosquets. Cet insectivore est considéré comme « quasi menacé » dans la région Rhône Alpes.



Illustration 12 : Ecorçage et bois rongé par le Castor sur le contre canal



Illustration 13 : Crottier de Lapin de garenne



Illustration 14 : Habitat de chasse et zone refuge favorable pour le Hérisson d'Europe.

Carte suivante, sont localisées les observations de mammifères.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Mammifères

- aire d'étude élargie
- aire d'étude rapprochée
- Blaireau
- Castor d'Eurasie

40 0 40 80 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Effectifs / observations	Habitats d'espèces dans la zone d'étude et état de conservation des habitats	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes				
Blaireau européen	*Meles meles*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Castor d'Eurasie	*Castor fiber*	BE3	**DH2, DH4**	**PN2**	LC	LC	LC	Faible	-	Berges du contre canal dans la zone d'étude élargie	Faible
Chevreuil européen	*Capreolus capreolus*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Crocidure musette	*Crocidura russula*	BE3	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus*	BE3	-	**PN2**	LC	LC	**NT**	Modéré	Espèce potentielle	Jardins, fourrés, secteurs bocagers	Modéré
Lapin de garenne	*Oryctolagus cuniculus*	-	-	-	LC	**NT**	**VU**	Fort	1 terrier en lisière de bosquet	Talus, fourrés	Faible
Rat surmulot	*Rattus norvegicus*	-	-	-	-	NA	-	Faible	-	-	Faible
Renard roux	*Vulpes vulpes*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Sanglier	*Sus scrofa*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible
Taupe d'Europe	*Talpa europaea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	-	-	Faible

Tableau 23 : Statuts des mammifères terrestres observés (en grisé espèce potentielle)

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2, DH4, DH5 : Annexes 2, 4 et 5 de la Directive Habitats ; PN2 : art. 2 de l'arrêté du 23 avril 2007

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable

Taxon surligné de gris : Espèce potentielle

II.E.8. Chiroptères

II.E.8.a. Inventaire acoustique

Au total, treize espèces de Chiroptères, représentant deux genres, ont été recensés dans l'aire d'étude au cours de l'inventaire acoustique. Trois espèces potentiellement contactées sur le site n'ont pas pu être identifié de façon certaine, et sont considérées comme des **espèces potentielles**. Il s'agit du Minioptère de Schreibers, du Murin d'Alcathoé et de la Sérotine de Nilsson. Par ailleurs, les signaux des genres ***Myotis*** et ***Plecotus*** n'ont pas été assez discriminants pour déterminer de façon certaine à qu'elles espèces ils appartiennent. Ainsi il est possible que d'autres espèces de murins, l'Oreillard gris ou l'Oreillard roux, soient présents sur le site. C'est pourquoi les genres apparaissent dans la diversité chiroptérologique et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée associé est défini en fonction des murins et oreillards pouvant utiliser cette zone en chasse, en déplacement ou en gîte.

Toutes les espèces de Chiroptères sont protégées en France depuis 1976 (art. L.411-1 CE), et depuis 2007, il en est de même pour leurs habitats. Parmi les espèces recensées, **douze représentent un enjeu de conservation notable au sein de l'aire d'étude rapprochée**. Parmi ces espèces, le Minioptère de Schreibers et le Petit rhinolophe représentent un fort enjeu.

- La **Barbastelle d'Europe** montre une préférence pour les milieux semi-ouverts et bocagers pour chasser. Elle utilise majoritairement les lisières, les allées forestières, les ripisylves et les milieux ouverts avec haies champêtre, tandis qu'elle délaisse les forêts denses, les milieux ouverts agricoles, les milieux rocheux et les secteurs urbains. Elle montre une spécialisation dans son régime alimentaire pour les micros-Lépidoptères. Sa présence est possible dans l'aire d'étude rapprochée, surtout en déplacement, et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- Le **Minioptère de Schreibers** est exclusivement cavernicole, il est coutumier des paysages karstiques. Il gîte dans le milieu souterrain, naturel ou artificiel, et plus rarement dans les ouvrages d'art. Ses principaux terrains de chasse sont les mosaïques d'habitats, les lisières et les zones éclairées artificiellement. Il possède un vol très rapide rappelant le vol de l'Hirondelle. Ces individus ont un grand domaine vital, et peuvent s'éloigner jusqu'à 35 km de leur gîte pour aller chasser. Cependant ils n'utilisent fidèlement qu'une infime partie de ce territoire, environ 0,05 %, en se concentrant sur les zones les plus rentables. Sa spécialisation trophique pour les Lépidoptères nocturnes peut le rendre vulnérable, surtout pour les grandes colonies. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Sa présence est possible dans l'aire d'étude rapprochée, en chasse ou en déplacement, et l'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est fort.
- Le **Molosse de Cestoni** est l'une des plus grandes chauves-souris d'Europe. L'espèce présente une répartition paléarctique à tendance méridionale et est principalement contacté en région dans les secteurs calcaires de l'Ardèche, de la Drôme et de l'Isère. S'il présente une affinité marquée pour les milieux rupestres, ses habitats de chasse sont constitués d'une grande diversité de milieu : zones agricoles, pelouses, landes et prairies, canopée des forêts, ainsi que la proximité des lampadaires des villes et villages. L'espèce ne présente pas de statut de conservation défavorable en Europe et au sein de la région Rhône-Alpes, mais elle est jugée « quasi-menacée » à l'échelle du territoire français. Il a été contacté dans l'aire d'étude rapprochée en transit, il est possible que l'espèce chasse dans cette aire, et l'enjeu aire d'étude rapprochée est modéré.
- Le **Murin à oreilles échancrées** semble se satisfaire d'une grande variété d'habitats : milieux boisés feuillus ou mixtes, milieux ruraux, parcs et jardins. Il utilise un grand domaine vital proportionnellement à sa taille moyenne de chauve-souris, et couvre jusqu'à une quinzaine de kilomètres de rayon. Elle chasse beaucoup les araignées puis les mouches. En hibernation l'espèce est cavernicole strict, du milieu naturel ou artificiel, tandis qu'elle utilise des habitats variés pour l'estivage. Les gites de mise-bas sont dans les combles. Ce murin est donc très sensible au traitement chimique des charpentes (DDT et lindane). Sa présence est probable dans l'aire d'étude rapprochée (murins non identifiés), avec des terrains de chasse, des axes de déplacement et des gites potentiels favorables. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- Le **genre des murins** les espèces présentes dans le département pouvant utiliser les habitats de l'aire d'étude rapprochée en chasse et/ou en gîte qui n'ont pas déjà été identifiées au cours de l'inventaire sont le Grand Murin, le Murin de Bechstein, et le Murin de Brandt. L'utilisation des habitats de l'aire d'étude rapprochée pour la chasse est plus probable pour le Grand Murin.
- La **Noctule de Leisler** est une espèce forestière avec une affinité pour les milieux humides. C'est néanmoins une espèce adaptable en fonction des habitats les plus disponibles et favorables. Suivants les régions de son aire de distribution, elle sera plus forestière ou anthropique. En France métropolitaine, c'est une espèce arboricole typique pour les tous les types de gites. Elle utilise un réseau de gites proches et se montre très mobile au cours de la saison d'été. Ses terrains de chasse sont variés, ils situent en forêt, au niveau de plus petits boisements, au-dessus des eaux calmes ou des étendues céréalières, et dans les milieux ruraux. Ils sont généralement à moins d'une dizaine de kilomètres de leur gîte. Cette noctule est opportuniste et adapte sa technique de chasse en fonction de la saison et des milieux prospectés. C'est une espèce migratrice, deux fois par an sur un axe nord-est/sud-ouest. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Elle utilise l'aire d'étude rapprochée surement pour chasser et se déplacer, et il est possible qu'elle gîte dans les arbres de la zone. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- Le **Petit rhinolophe** est une espèce de plaine et de moyenne montagne liée aux forêts de feuillus ou mixtes et à la proximité de l'eau. Elle colonise toutes les cavités souterraines en hiver et souvent les combles de grands bâtiments en été. Elle est très lucifuge et sensible au dérangement humain en hibernation. Son domaine vital est de l'ordre d'une dizaine d'hectares. Ce rhinolophe chasse très proche de son gîte (90 % des terrains de chasse sont à moins de 2,5 km du gîte) et est fidèle à ses terrains de chasse. Cette activité est surtout liée à la forêt, mais aussi aux pâtures bocagères et prairies maillées de vergers. Il est ubiquiste dans la sélection des proies. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Comme les autres espèces du genre *Rhinolophus*, la distance de détection avec un détecteur d'ultrasons est très faible (env. 5 m). Ayant été détectée sur toutes les stations d'écoute au cours du 2eme passage de l'inventaire, sa présence témoigne de l'utilisation proéminente des habitats de l'aire d'étude (aire de nourrissage et axes de déplacements). Le contexte environnant favorable à la présence d'un gîte, la fidélité aux terrains de chasse, la faible distance entre gîte et terrains de chasse, et l'utilisation importante de l'aire d'étude implique un fort enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée.

- La **Pipistrelle commune** évolue dans tous les milieux, elle peut être retrouvée dans les monocultures céréalières et en centre-ville, là où peu d'autres chauve-souris s'aventure. Cette espèce se retrouve essentiellement dans des gites anthropiques, notamment dans les habitations. Elle est très plastique et chasse partout où il peut y avoir des insectes. En revanche, l'espèce utilise les mêmes axes de déplacement au fil des ans, tant que ceux-ci perdurent. Le domaine vital de la Pipistrelle commune est variable d'une colonie à l'autre, passant d'un territoire restreint à un plus étendu. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Son activité au sein de l'aire d'étude domine majoritairement celle de la diversité chiroptérologique. Des cris sociaux ont même été enregistrés. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- La **Pipistrelle de Nathusius** est une espèce forestière avec une affinité pour les milieux humides. Elle chasse fidèlement sur ses terrains, situés essentiellement dans les massifs boisés, les zones humides et au niveau des lisières et haies. Elle utilise un vaste domaine vital, jusqu'à une vingtaine de kilomètres carrés. Son régime alimentaire suit les variations saisonnières des insectes. La pipistrelle de Nathusius peut chasser dans la colonne aérienne jusqu'à 20 m de hauteur et descend près des rives au niveau des zones humides. En gîte, c'est une espèce arboricole tout au long de son cycle vital, mais peut aussi se rencontrer dans les nichoirs ou au niveau des bâtiments, derrière les bardages en bois ou les murs creux. C'est une espèce migratrice, deux fois par an sur un axe sud-ouest/nord-est pour rejoindre les gites de mise-bas ou les gites d'hibernation. Ce comportement entraîne de fortes disparités dans la répartition saisonnière et géographique des populations. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Elle a été contactée en chasse et en transit au sein de l'aire d'étude rapprochée, il est possible qu'elle gîte dans les arbres de la zone et son enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- La **Pipistrelle pygmée** semble plus spécialisée que sa jumelle, la Pipistrelle commune, quant à ses milieux. En effet, elle est très liée aux zones humides proche de zones boisées. Ses terrains de chasse sont donc proches de l'eau, dans les forêts, de préférence feuillus, les ripisylves, les clairières, et lisières. Elle chasse sur un territoire de 7 à 8 km^2, dans un rayon de 3 km autour de son gîte. Ses gites se retrouvent essentiellement dans le milieu arboricole, ou dans les bâtiments en mixité avec les autres espèces de Pipistrelles en période d'hibernation. La Pipistrelle pygmée est une espèce sédentaire ou migrante partielle. Des comportements migratoires ont été observé mais des études restent à poursuivre. Une grande activité au niveau de l'aire d'étude élargie a été enregistrée et attribuée au couple d'espèces Minioptère/Pipistrelle pygmée. Sa présence dans l'aire d'étude rapprochée est possible, en activité de chasse, en transit ou en gîte dans le patrimoine arboré. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- La **Sérotine commune** évolue dans les milieux mixtes, elle est campagnarde ou urbaine. Elle se reproduit dans des combles très chauds de bâtiments ou dans les sous-toitures. Le plus souvent, la colonie se dissimule sur la poutre faitière ou derrière des panneaux, ce qui la rend peu visible. Elle chasse au printemps et en été en lisière forestière, le long des éclairages publics et dans les prairies et jardins. Les émergences d'insectes en bordure de ruisseaux sont aussi exploitées. Dès la fin de l'été et en automne, seules les prairies pâturées sont visitées à la recherche des vols nocturnes de tipules et de petits bousiers. La sérotine commune est recensée en très petit nombre en hibernation, le plus souvent à l'entrée de cavités souterraine. Elle hiberne surtout dans des anfractuosités de sous-toitures, de murs, de falaises, ou de pierriers. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Elle a été contactée dans l'aire d'étude rapprochée, en transit et en chasse. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.
- La **Sérotine de Nilsson** est une espèce forestière de plaine et de montagne jusqu'à 2000 m, et se montre aussi très liée aux villages. Ses terrains de chasse se situent dans le milieu forestier parsemé de zones humides, mais se restreignent aux habitats assez ouverts. Elle peut chasser près de l'eau à 2 m jusqu'à une cinquantaine de mètres en plein ciel. Elle recherche avant tout les secteurs les plus denses en proies, au grès opportuniste de ses déplacements. Elle gîte essentiellement dans les bâtiments, et en hibernation également dans le milieu souterrain ou dans les fissures de falaise. Cette Sérotine est probablement migratrice, de grands déplacements saisonniers ont été observé, mais plus d'études sur ce comportement sont à mener. Le réchauffement climatique est une des grandes menaces qui pèse sur cette espèce typiquement boréale. C'est une espèce prioritaire du PNAC (Plan National d'Action des Chiroptères). Sa présence dans l'aire d'étude élargie est possible, elle pourrait se retrouver en transit dans l'aire d'étude rapprochée. L'enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée est modéré.

Les contacts enregistrés correspondent à des **activités trophiques** liées à des comportements de chasse (active ou passive), et de **transit** liées à des déplacements entre les gites et les terrains de chasse ou entre les différents terrains de chasse eux-mêmes. Des **interactions sociales** ont également été enregistrées chez la Pipistrelle commune. Ces zones d'intérêt font parties du **domaine vital** des individus contactés.

La plus grande activité chiroptérologique a été relevée au niveau du contre-canal du Rhône et de l'alignement de tilleuls avec un très fort indice d'activité globale. Au niveau de l'alignement de tilleuls, l'activité est dominée par la Pipistrelle commune et la Pipistrelle de Kuhl. Au niveau du contre-canal, l'activité est particulièrement élevée, dominée par le Murin à moustaches, la Pipistrelle commune, les couples d'identification Murin de Daubenton/Murin à moustaches, Murin à oreilles échancrées/Murin à moustaches et Pipistrelle pygmée/Minioptère de Schreibers. Il est à noter qu'à ce point d'écoute, il y a aussi une forte activité du Murin de Natterer, du Petit rhinolophe, de la Pipistrelle de Kuhl et potentiellement de la Sérotine de Nilsson. **La diversité chiroptérologique est également la plus grande à ce point d'écoute au niveau du contre-canal, avec onze espèces identifiées et cinq espèces potentielles.**

Deux facteurs sont à prendre en compte dans l'analyse des résultats. D'une part, la météo n'était pas la plus favorable au cours du premier passage de juin, en raison de l'occurrence de pluie. Étant donné l'été particulièrement sec de 2022, les Chiroptères ont été probablement plus sujets à ne pas sortir chasser pendant une des rare jour de pluie. Ceci expliquerait l'absence ou la faible activité enregistrée en juin, alors que les niveaux d'activité d'août sont beaucoup plus élevés dans un périmètre proche (voir dans le même habitat, si l'on considère le point d'écoute de l'alignement de tilleuls). D'autre part, des bruits parasites provenant d'Orthoptères ont eu un impact négatif sur la détection et la réussite d'identification des signaux de Chiroptères. Ainsi, il est probable que l'activité et la diversité chiroptérologique soient sous-estimées.

II.E.8.b. Recherche de gites

Les gites potentiels pour les Chiroptères de l'aire d'étude élargie se concentrent dans le milieu arboricole. En effet, les bâtiments agricoles présents ne sont pas favorables, étant donné leur structure métallique. **Les gites arboricoles peuvent être utilisés par onze espèces identifiées au cours de l'inventaire à différentes période de l'année.**

L'essentiel des arbres-gites potentiels de l'aire d'étude élargie se situe au niveau de **l'alignement de tilleuls le long de route de Mortillet, au nord**. Aucune des cavités visibles et accessibles de ces arbres ne montrent de trace de présence de Chiroptères. Certains sont néanmoins favorables au gitage des Chiroptères en raison de leurs caractéristiques (essence, diamètre, localisation, structure) et car, en plus de l'existance très probable de cavités non visibles, des cavités visibles n'ont pas pu être controlées. Les arbres situés le long de la route de Mortillet directement au contact de l'aire d'étude rapprochée ne présentent, eux, pas de potentialités significatives d'acceuil des Chiroptères (absence de marques de sénescence, faibles diamètres). Notons que cet alignement de Tilleuls ne constitue pas un habitat de reproduction pour l'avifaune, voir II.E.4). Concernant le bosquet à l'est accolé à l'aire d'étude rapprochée, il se compose majoritairement de feuillus, de petits à moyens diamètres, dont certains présentent des anfractuosités (par exemple fissures, décollements d'écorce) et des cavités pouvant être colonisées par des individus. La haie à l'ouest a, elle, ne présente pas de potentuiel significatif d'accueil des chauve-souris en gîte.

Plus éloigné, le patrimoine arboré du marais au nord et des bosquets à l'est et à l'ouest, est favorable au gitage des Chiroptères.



Illustration 15 : Gites arboricoles favorables au gitage des Chiroptères. À gauche : alignement de tilleuls de la route de Mortillet ; à droite : bosquet.

II.E.8.c. Synthèse de l'utilisation de l'aire d'étude par les chiroptères

De manière générale, la zone d'extension de la carrière ne présente pas un intérêt majeur pour les Chiroptères. En revanche le contexte environnant est, lui, très favorable aux Chiroptères. Celui-ci est attractif en raison de la diversité des milieux, de la présence de zones rocheuses ou minérales (zones de gîte potentiel du Minioptère de Schreibers), de zones humides, de milieux ruraux et de forêts bien préservées. Le marais et le contre-canal au sein de l'aire d'étude élargie sont par ailleurs des habitats très fonctionnels pour de nombreuses espèces patrimoniales, dont l'enjeu de conservation est important. La forte activité du Petit rhinolophe et la présence probable du Minioptère de Schreibers sont à prendre en considération pour la conservation de ces espèces patrimoniales à fort enjeu.

Aucun gîte avéré n'a été trouvé dans l'aire d'étude. La potentialité de gîte à proximité de l'aire d'étude rapprochée se restreint au patrimoine arboré du bosquet situé au nord-est. L'alignement de tilleuls en limite nord du périmètre projet, le long de la route de Mortillet ne comporte pas d'arbres à cavités (au contraire des arbres d'alignement situés plus à l'est, qui présentent, eux, quelques cavités et décollements d'écorce).

En limite de l'aire d'étude rapprochée, l'alignement de tilleuls, la haie et les lisières, situés au nord et à l'ouest, sont utilisés par les Chiroptères en tant qu'axes de déplacements ou terrains de chasse. Au total, ce sont 607 m de corridors utilisables par les chiroptères sont en contact avec l'aire d'étude rapprochée, constitués comme suit :

- 210 m d'alignement de tilleuls en limite nord du périmètre projet, le long de la route de Mortillet, constituant un axe de déplacement possible mais jouant un rôle marginal dans la chasse (absence de strate arbustive) ;
- 90 m de lisière de bosquet au nord-est de l'aire d'étude rapprochée dont la fonctionnalité pour la chasse et le transit est qualifiée de modérée ;
- 210 m de haie située en bordure ouest de l'aire d'étude rapprochée dont la fonctionnalité pour la chasse et le transit est qualifiée de modérée ;
- Une centaine de mètres linéaires de friches herbacées pouvant être franchis par les espèces les moins sensibles à la continuité des habitats, mais jouant un rôle négligeable en tant que zone de chasse.

Les corridors de chasse et de déplacement des chiroptères au sein de l'aire d'étude élargie ont été localisés sur la carte ci-après

Tableau 24 : Statuts des Chiroptères inventoriés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Caractérisation de la présence sur site			Enjeu au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes		Comportements	Utilisation patrimoine arboricole	Niveau d'activité	
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	VU	LC	LC	Fort	C, T	E, H, R	Moyen	Modéré
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	NT	VU	EN	Très fort	C et/ou T	Espèce cavernicole	Faible à très fort	Fort
Molosse de Cestoni	*Tadarida teniotis*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	T	Espèce fissuricole	Faible	Modéré
Murin à moustaches	*Myotis mystacinus*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E (H, R moins fréquents)	Faible à très fort	Faible
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	LC	LC	NT	Modéré	C, T	E	Faible à très fort	Modéré
Murin d'Alcathoé	*Myotis alcathoe*	-	DH4	PN2	DD	LC	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Moyen	Faible
Murin de Daubenton	*Myotis daubentonii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E, H, R	Moyen à fort	Faible
Murin de Natterer	*Myotis nattereri*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E, R	Faible à fort	Faible
Murins	*Myotis sp*	BO2, BE2	DH4 à DH2	PN2	DD à VU	LC à NT	LC à EN	Très fort	C, T	E, H, R	Faible à moyen	Modéré
Oreillards	*Plecotus sp*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	T	E, H, R	Faible à moyen	Faible
Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Faible à moyen	Modéré
Petit rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	BO2, BE2	DH2, DH4	PN2	NT	LC	NT	Modéré	C, T	Espèce cavernicole	Moyen à fort	Fort
Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	BO2, BE3	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	C, S, T	H	Faible à très fort	Modéré
Pipistrelle de Kuhl	*Pipistrellus kuhlii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	(E moins fréquent)	Faible à fort	Faible
Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	NT	Modéré	A, T	E, H, R	Faible	Modéré
Pipistrelle pygmée	*Pipistrellus pygmaeus*	BO2, BE3	DH4	PN2	LC	LC	NT	Modéré	C, T	E, H, R	Moyen à fort	Modéré
Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	NT	LC	Modéré	C, T	H (E moins fréquent)	Faible à moyen	Modéré
Sérotine de Nilsson	*Eptesicus nilssonii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	DD	NT	Modéré	A, T	H (E, R moins fréquents)	Moyen à fort	Modéré
Vespère de Savi	*Hypsugo savii*	BO2, BE2	DH4	PN2	LC	LC	LC	Faible	C, T	E	Faible à moyen	Faible

Les lignes surlignées en gris indiquent des espèces potentiellement présentes sur site mais non identifiées de façon certaine.

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; BO2 : Annexe 2 de la Convention de Bonn ; DH2, DH4 : Annexes 2 et 4 de la Directive Habitats ; PN2 : spécimens et habitats d'espèce protégée (art. 2 de l'arrêté du 23 avril 2007).

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu ; CR : en danger critique ; DD : données insuffisantes ; EN : en danger ; LC : préoccupation mineure ; NA : non applicable ; NE : non évalué ; NT : quasi menacé ; VU : vulnérable.

Comportements : A : phase d'approche de proie (chasse) ou d'obstacle (transit) ; C : activités de chasse ; G : gitage ; S : interactions sociales ; T : activités de transit.

Utilisation du patrimoine arboricole possible : E : gîte d'été (estivage) ; H : gîte d'hiver (hibernation) ; R : gîte de mise-bas (reproduction).



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Chiroptères

aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée

Habitat potentiel
Zone arborée

Niveau d'activité
Nul
Très faible
Faible
Moyen
Très fort

Fonctionalité des corridors de chasse et de déplacement des chiroptères
Négligeable
Faible
Moyen
Fort

1 : 1er passage Juin
2 : 2e passage Août

Barbar: Barbastelle d'Europe
Minsch : Minioptère de Schreibers
Tadten: Molosse de Cestoni
Myomys : Murin à moustaches
Myoema : Murin à oreilles échancrées
Myoalc : Murin d'Alcathoé
Myodau : Murin de Daubenton
Myonat : Murin de Natterer
Myosp : murins
Nyclei : Noctule de Leisler
Plesp : oreillards
Rhihip : Petit rhinolophe
Pippip : Pipistrelle commune
Pipkuh : Pipistrelle de Kuhl
Pipnat : Pipistrelle de Nathusius
Pippyg : Pipistrelle pygmée
Eptser : Sérotine commune
Eptnil : Sérotine de Nilsson
Hypsav : Vespère de Savi
(x) : espèce potentielle
x/y : couple d'identification d'espèces

40 0 40 80 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.E.9. Insectes

La liste des espèces inventoriées et la cartographie des observations d'espèces d'intérêt patrimonial figurent page suivante.

II.E.9.a. Lépidoptères rhopalocères

Un total de 38 espèces de papillons de jour a été inventorié, toutes communes. Aucune espèce protégée n'a été inventoriée. Nous les avons dissociés par cortège :

Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles : Azuré de la Bugrane, Azuré des Anthyllides, Cuivré commun, Cuivré fuligineux, Demi-Deuil, Fadet commun, Hespérie de la Mauve, Hespérie de l'Alcée, Machaon, Mégère, Mélitée de Fruhstorfer, Mélitée du Mélampyre, Mélitée du Plantain, Paon-du-jour, Petite Violette, Piéride du Lotier, Piéride du Navet, Souci, Soufré.

Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles : Amaryllis, Aurore, Azuré de la Faucille, Azuré des Nerpruns, Carte géographique, Citron, Flambé, Grande Tortue, Myrtil, Nacré de la Ronce, Petite Tortue, Robert-le-diable, Sylvain azuré, Sylvaine, Tircis, Vulcain.

Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles : Argus frêle, Argus bleu nacré, Azuré bleu céleste.

II.E.9.b. Lépidoptères hétérocères

Les milieux présents ne sont pas favorables à la Laineuse du Prunellier (espèce protégée d'intérêt patrimonial présente localement dans le massif du Bugey).

La zone d'étude rapprochée est peu favorable aux odonates. Les quelques fossés humides qui parcourent l'aire d'étude ne retiennent que peu d'espèces.

Un total de 9 espèces d'odonates a été noté sur la zone d'étude. Les espèces inventoriées sont toutes communes à assez communes et non protégées en France. Il s'agit d'espèces ubiquistes des eaux stagnantes (5 espèces), des eaux courantes (1 espèce) et des eaux faiblement courantes à stagnantes (3 espèces).

II.E.9.c. Orthoptères

Un total de 23 espèces d'orthoptères a été répertorié sur la zone d'étude. Il s'agit d'espèces non protégées, pour la plupart communes à assez communes à l'échelle française et dans le domaine biogéographique de la zone d'étude (domaine némoral).

Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles : Criquet mélodieux, Criquet verte échine, Criquet des brômes, Grillon champêtre, Criquet des roseaux, Criquet noir ébène, Criquet des pâtures,

Cortège des lisières et ourlets et fourrés méso-hygrophiles : Gomphocère roux, Decticelle bariolée, Decticelle cendrée, Grande sauterelle verte, Conocéphale bigarré, Criquet des clairières

Cortège des prairies humides : Grillon des marais, Criquet ensanglanté, Tétrix riverain

Cortège des pelouses sèches et milieux très ouverts xérophiles : Aïolope automnal, Caloptène italien, Criquet duettiste, Criquet blafard, Oedipode turquoise, Decticelle carroyée, Decticelle grisâtre.

II.E.9.d. Coléoptères saproxyliques

Malgré une recherche spécifique selon une méthodologie adaptée, aucune espèce de coléoptère d'intérêt patrimonial ou protégé n'a été inventoriée dans la zone d'étude rapprochée et dans la zone d'étude élargie. Les boisements présents dans la zone d'étude rapprochée sont peu favorables aux coléoptères saproxyliques. Aucun indice attestant de la présence du Grand Capricorne, de Lucane cerf-volant ou de Pique-prune n'a été répertorié dans les boisements et les arbres isolés.



Illustration 16 : Argus bleu nacré



Illustration 17 : Bande enherbée favorable aux lépidoptères floricoles

II.E.9.e. Odonates

Tableau 25 : Statuts des papillons rhopalocères observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Effectifs / Observations et statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes			
Amaryllis	*Pyronia tithonus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Argus bleu nacré	*Lysandra coridon*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Assez rare	Faible
Argus frêle	*Cupido minimus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Assez rare	Faible
Aurore	*Anthocharis cardamines*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Azuré bleu-céleste	*Lysandra bellargus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses sèches et milieux ouverts xérophiles Commun	Faible
Azuré de la Bugrane	*Polyommatus icarus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries mésophiles Commun	Faible
Azuré de la Faucille	*Cupido alcetas*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Azuré des Anthyllides	*Cyaniris semiargus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Azuré des Nerpruns	*Celastrina argiolus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Carte géographique	*Araschnia levana*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Assez rare	Faible
Citron	*Gonepteryx rhamni*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Cuivré commun	*Lycaena phlaeas*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Cuivré fuligineux	*Lycaena tityrus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Demi-Deuil	*Melanargia galathea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Fadet commun	*Coenonympha pamphilus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Flambé	*Iphiclides podalirius*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Grande Tortue	*Nymphalis polychloros*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Hespérie de la Mauve	*Pyrgus malvae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Hespérie de l'Alcée	*Carcharodus alceae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Machaon	*Papilio machaon*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Mégère	*Lasiommata megera*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée de Fruhstorfer	*Melitaea nevadensis*	-	-	-	-	-	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée du Mélampyre	*Melitaea athalia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Mélitée du Plantain	*Melitaea cinxia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Myrtil	*Maniola jurtina*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Nacré de la Ronce	*Brenthis daphne*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Assez rare	Faible
Paon-du-jour	*Aglais io*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Assez rare	Faible
Petite Tortue	*Aglais urticae*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Petite Violette	*Boloria dia*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Piéride du Lotier	*Leptidea sinapis*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Piéride du Navet	*Pieris napi*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation			Enjeu local de conservation	Effectifs / Observations et statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes			
Robert-le-diable	*Polygonia c-album*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Souci	*Colias crocea*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Soufré	*Colias hyale*	-	-	-	LC	LC	DD	Faible	Cortège des pelouses et prairies fleuries Commun	Faible
Sylvain azuré	*Limenitis reducta*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Sylvaine	*Ochlodes sylvanus*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Tircis	*Pararge aegeria*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible
Vulcain	*Vanessa atalanta*	-	-	-	LC	LC	LC	Faible	Cortège des lisières et ourlets méso-hygrophiles Commun	Faible

Statut de protection : BE2, BE3 : Annexes 2 et 3 de la Convention de Berne ; DH2 : Annexes 2 et 4 de la Directive Habitats ; PN2 et PN3 : art. 2 et 3 de l'arrêté du 23 avril 2007

Statut de conservation (listes rouges) : RE : disparu, CR : en danger critique, EN : en danger, VU : vulnérable, NT : quasi-menacée, LC : peu concerné, DD : insuffisamment documenté, NE : non évalué, NA : non applicable. Orthoptères : espèce proche de l'extinction, 2 : espèce fortement menacée d'extinction, 3 : espèce menacée, à surveiller, 4 : espèce non menacée

Tableau 26 : Statuts des odonates observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation				Enjeu local de conservation	Effectifs / Observations	Habitats d'espèces dans la zone d'étude	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes	01				
Caloptéryx vierge	*Calopteryx virgo*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Agrion porte-coupe	*Enallagma cyathigerum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Agrion élégant	*Ischnura elegans*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Libellule déprimée	*Libellula depressa*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Orthétrum réticulé	*Orthetrum cancellatum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Petite nymphe au corps de feu	*Pyrrhosoma nymphula*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Sympétrum de Fonscolombe	*Sympetrum fonscolombii*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible
Sympétrum sanguin	*Sympetrum sanguineum*	-	-	-	LC	LC	LC	NM	Faible	Non estimé	Milieux aquatiques stagnants à faiblement courants	Faible

Statut de protection : - Monde / Europe (EU) : BE2 = Convention de Berne Annexe 2 ; DH2, DH4 = Directive Habitats Annexes 2 et 4

- France (FR) : N art. 2-5 = Espèce protégée (art. 2 à 5 arrêté du 23 avril 2007)

Statut de conservation (listes rouges) : - Europe (EU), France (FR), Rhône-Alpes (RA) : RE = disparue, CR = en danger critique, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = quasi-menacée, DD = insuffisamment documentée"

Ain (01) : TM = très menacé, M = menacé, AM = assez menacé, NM = non menacé, PM = peu menacé

Tableau 27 : Statuts des orthoptères observés

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation				Enjeu local de conservation	Effectifs / Statut local	Habitats d'espèces dans la zone d'étude / Statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes	01				
Oedipode automnale	*Aiolopus strepens*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés Commun	Faible
Caloptène italien	*Calliptamus italicus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés Commun	Faible
Criquet mélodieux	*Chorthippus biguttulus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet duettiste	*Chorthippus brunneus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Criquet verte-échine	*Chorthippus dorsatus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet des clairières	*Chrysochraon dispar*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Conocéphale bigarré	*Conocephalus fuscus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet des Bromes	*Euchorthippus declivus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet blafard	*Euchorthippus elegantulus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Gomphocère roux	*Gomphocerippus rufus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Lisières buissonnantes, accrus forestiers et boisements	Faible
Grillon champêtre	*Gryllus campestris*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible

Nom français	Nom latin	Statut de protection			Statut de conservation				Enjeu local de conservation	Effectifs / Statut local	Habitats d'espèces dans la zone d'étude / Statut local	Enjeu de conservation au sein de l'aire d'étude
		Monde	Europe	France	Europe	France	Rhône-Alpes	01				
Criquet des Roseaux	*Mecostethus parapleurus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Oedipode turquoise	*Oedipoda caerulescens*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Decticelle cendrée	*Pholidoptera griseoaptera*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle grisâtre	*Platycleis albopunctata*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Criquet des pâtures	*Pseudochorthippus parallelus*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Commun	Milieux herbeux diversifiés	Faible
Grillon des marais	*Pteronemobius heydenii*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle bariolée	*Roeseliana roeselii*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Criquet ensanglanté	*Stethophyma grossum*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	**Rare** uniquement dans le marais	Prairies et ourlets humides à moyennement humide	Faible
Decticelle carroyée	*Tessellana tessellata*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Prairies maigres, zones peu végétalisés	Faible
Grande Sauterelle verte	*Tettigonia viridissima*	-	-	-	LC	-	LC	-	Faible	Assez rare	Ourlets, friches et prairies thermophiles	Faible

Statut de protection : - Monde / Europe (EU) : BE2 = Convention de Berne Annexe 2 ; DH2, DH4 = Directive Habitats Annexes 2 et 4
- France (FR) : N art. 2-5 = Espèce protégée (art. 2 à 5 arrêté du 23 avril 2007)
Statut de conservation (listes rouges) : - Europe (EU), France (FR), Rhône-Alpes (RA) : RE = disparue, CR = en danger critique, EN = en danger, VU = vulnérable, NT = quasi-menacée, DD = insuffisamment documentée"

II.E.10. Crustacés

La seule espèce de crustacé patrimoniale identifiée dans le secteur d'étude à partir des recherches bibliographiques était l'Écrevisse à pieds blancs. L'aire d'étude rapprochée n'est pas favorable à la présence de cette espèce (absence de cours d'eau permanent).

II.E.11. Corridors écologiques aquatiques et terrestres

L'aire d'étude s'inscrit dans un contexte paysager constitué d'habitats diversifiés, comprenant des cultures, bandes enherbées, prairies, bosquets ainsi que des zones bâties et un plan d'eau. Les zones arborées et arbustives, les zones en herbe, la digue et le contre-canal du Rhône constituent des espaces modérément à fortement perméables qui permettent le déplacement de la faune terrestre.

Ces structures paysagères sont reliées au réservoir de biodiversité du massif du Bugey et du marais de Poisat, au nord. Le fleuve Rhône, au sud, constitue en revanche un obstacle majeur pour la faune terrestre limitant les connexions avec le réservoir de biodiversité du massif du Mont Tournier.

Au niveau de l'aire d'étude rapprochée la trame paysagère est essentiellement composée de milieux agricoles intensivement cultivés. Ces milieux sont traversés à l'ouest par :

- une haie champêtre en bon état de conservation possédant plusieurs strates et bien fournie. (intérêt fonctionnel pour les oiseaux, mammifères, reptiles) ;
- deux fossés humides végétalisés dont un longé par une bande enherbée assez large. (intérêt fonctionnel pour les invertébrés, reptiles, petits mammifères) ;
- les parcelles cultivées sont localement bordées de fossés et de talus enherbés (intérêt fonctionnel pour les invertébrés et reptiles).

La présence de ces infrastructure écologiques linéaires confèrent au site une perméabilité jugée moyenne pour la faune terrestre.

La perméabilité pour la faune aquatique ou amphibie est, elle, jugée faible du fait de ruptures de continuité écologique au nord et au sud de l'aire d'étude. Les deux fossés qui comportent un écoulement temporaire sont en effet longuement busés en amont de l'aire d'étude et comportent chacun un obstacle quasi infranchissable à l'aval (débouché de buse avec fort dénivelé et écoulement diffus dans la pente du talus du contre-canal, voir illustrations p. 78). Le fonctionnement hydrologique de ces deux écoulements a été détaillé dans le cadre d'une expertises hydrologique (Ingégone, 2023. Extension de la carrière de Courdan, Expertise hydrologique des écoulements présents au droit des terrains intégrés à la demande d'extension, 61 p.).

L'enjeu constitué par les continuités écologiques terrestres au sein de l'aire d'étude rapprochées est qualifié de modéré car, bien que faiblement à moyennement fonctionnelle, les végétations herbacées interstitielles contribuent, pour la petite faune, à permettre des échanges de population entre les milieux bordant le Rhône, au sud et le Bugey au nord.

L'enjeu constitué par les continuités écologiques aquatiques est qualifié de faible du fait de la présence d'obstacles infranchissables en amont et en aval de l'aire d'étude.



Illustration 18 : Structures paysagères assurant une perméabilité au milieu agricole (en haut et au centre) et réservoir de biodiversité local (marais de Poisat)



Illustration 19 : Partie du ruisseau de la Janotte busée en amont de l'aire d'étude (Source : Solea, expertise hydrologique 2023)

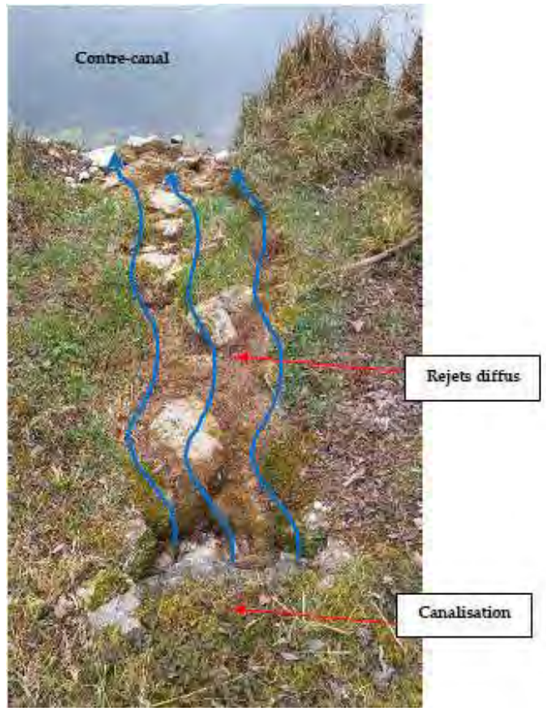
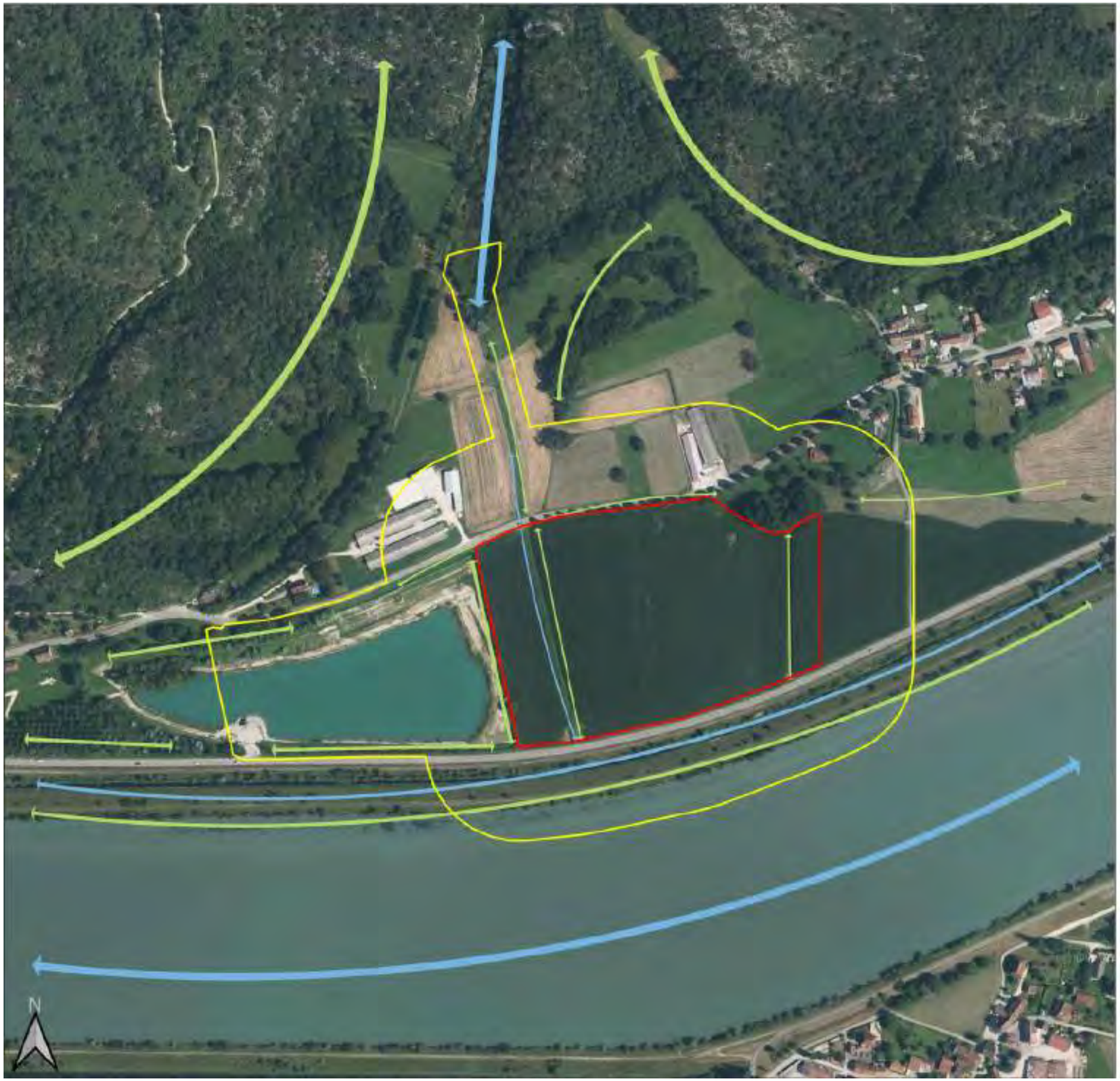


Illustration 20 : Obstacle infranchissable pour la faune aquatique en aval de l'aire d'étude (Source : Ingégone, expertise hydrologique 2023)



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Corridors écologiques locaux

aire d'étude élargie
aire d'étude rapprochée

Intérêt fonctionnel des corridors écologiques
Corridor aquatique
faible
moyen
fort
Corridor terrestre
faible
moyen
fort

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

III. Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels

A l'échelle de l'aire d'étude rapprochée, trois typologies paysagères peuvent être distinguées, selon leur rôle biologique :

- Les parties cultivées hétérogène (maïs, oléagineux, bandes enherbées interstitielles). Ces espaces ouverts de vaste étendue sont utilisés par l'avifaune insectivore et herbivores nichant au sol. C'est au cœur de cette matrice que nichent la Cisticole des joncs et l'Alouette des champs, espèces considérées comme « vulnérables ». Ces milieux sont potentiellement utilisés en phase de chasse par le Hérisson d'Europe. L'ensemble de ces secteurs cultivés, et en particulier les bandes enherbées, participent de la trame agricole, au sein de laquelle peuvent s'effectuer des déplacements d'espèces terrestres de petite à moyenne taille.
- Les lisières et fourrés : ces milieux abritent une avifaune recherchant les espaces bocagers. La Pie grièche écorcheur niche au sein de la haie qui est située à l'ouest de l'aire d'étude. Ces linéaires offrent également nourriture et couvert au Hérisson d'Europe. Ils supportent en outre l'activité de chasse des chauves-souris. Les haies et lisières constituent des corridors écologiques dans le cadre de la trame verte.

Tableau 28 : Synthèse des enjeux liés aux milieux naturels identifiés sur la zone d'étude

Entité / Taxon		Enjeu au sein de l'aire d'étude rapprochée
Habitats naturels		
Habitats non patrimoniaux		Faible
Flore		
Espèces non patrimoniales		Faible
Gestion des espèces exotiques envahissantes		Fort
Zones humides		
Zones humides sur terrains cultivés		Modéré
Avifaune nicheuse		
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Modéré
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	Fort
Cisticole des joncs	*Cisticola juncidis*	Modéré
Autres espèces		Faible
Avifaune migratrice ou hivernante		
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	Fort
Amphibiens		
Toutes espèces		Faible
Reptiles		
Couleuvre verte et jaune	*Hierophis viridiflavus*	Faible
Lézard à deux raie	*Lacerta bilineata*	Faible
Lézard des murailles	*Podarcis muralis*	Faible
Couleuvre helvétique	*Natrix helvetica*	Faible
Insectes		
Espèces non patrimoniales		Faible
Mammifères terrestres		
Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus*	Modéré
Chiroptères		
Arbres-gites potentiels de l'aire d'étude rapprochée		Modéré
Barbastelle d'Europe	*Barbastella barbastellus*	Modéré
Minioptère de Schreibers	*Miniopterus schreibersii*	Fort
Molosse de Cestoni	*Tadarida teniotis*	Modéré
Murin à oreilles échancrées	*Myotis emarginatus*	Modéré
Murins	*Myotis sp*	Modéré
Noctule de Leisler	*Nyctalus leisleri*	Modéré
Petit rhinolophe	*Rhinolophus hipposideros*	Fort
Pipistrelle commune	*Pipistrellus pipistrellus*	Modéré
Pipistrelle de Nathusius	*Pipistrellus nathusii*	Modéré
Pipistrelle pygmée	*Pipistrellus pygmaeus*	Modéré
Sérotine commune	*Eptesicus serotinus*	Modéré
Sérotine de Nilsson	*Eptesicus nilssonii*	Modéré
Corridors écologiques		
Corridors terrestres		Modéré
Corridors aquatiques		Faible

Les espèces sont potentielles sont représentées par une ligne grisée.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Synthèse des enjeux écologiques

aire d'étude rapprochée

Niveau d'enjeu écologique

faible

modéré

fort

20 0 20 40 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Evaluation des impacts bruts et stratégie d'évitement et de réduction d'impacts

I. Présentation du projet

Le projet consiste à poursuivre de l'exploitation de granulat à proximité de la carrière actuelle.

L'exploitation de la carrière se déroulera de l'est vers l'ouest sur une durée totale de 15 ans dès l'obtention de l'autorisation. L'exploitation se déroulera selon les étapes suivantes, qui seront réalisées progressivement, à l'avancée de l'exploitation, de l'est vers l'ouest :

- traitement éventuel de la végétation (fauche ou broyage) ;
- décapage des matériaux de découverte (terre végétale, horizon sous-jacent de qualité agronomique intéressante puis des stériles) à la pelle mécanique ;
- mise en stock des matériaux de découverte, de façon plus pérenne,sous forme de merlons en marge du site, et de façon plus provisoire, sous la forme de stocks sur la zone technique , au plus proche du point de réemploi et régulièrement avancés pour suivre l'avancée du front de remise en état ;
- création des divers aménagements liés à l'exploitation (pistes, zone d'accueil, plateformes de stockage, carreau d'exploitation) ;
- l'extraction des matériaux sous l'eau par une dragline ;
- la mise en stock temporaire des matériaux extraits ;
- l'exportation des matériaux bruts vers la plateforme existante de Brégnier-Cordon où ils seront traités puis commercialisés ;
- l'importation de matériaux inertes pour remblaiement ;
- le régalage de l'horizon intermédiaire puis de la terre végétale pour remise en état du site.

La carrière comprendra ainsi plusieurs zones de travaux distinctes qui coexisteront : une zone décapée, une aire de stockage des matériaux bruts, une zone en cours d'extraction, une zone en cours de remblaiement avec deux zones de stockage tampons des matériaux inertes à employer, des surfaces récemment réaménagées pour restitution à l'agriculture. Ces différentes surfaces progresseront de l'est vers l'ouest au fur et à mesure de l'exploitation du gisement

L'ouverture de l'exploitation en année 1 nécessite le décapage d'un volume important de matériaux de découverte afin de dégager une surface suffisante pour le travail d'extraction en eau. Les matériaux de découverte décapés en année 1 seront stockés en merlons au nord et à l'est du site et ne seront remobilisé que lors de la fin des travaux de réaménagement du site en phase 3. Lors des campagnes de décapage suivantes, les matériaux de découverte seront stockés en long, entre les limites des surfaces en cours de remblaiement et en cours de réaménagement final.

Les plans de phasage de l'exploitation sont présentés ci-après. Le détail de la première année (Illustration 21 : Plans d'exploitation : phase 1, première année) est donné à titre indicatif, à fin de bonne compréhension des premières opérations de décapage.



Illustration 21 : Plans d'exploitation : phase 1, première année



Illustration 22 : Plans d'exploitation : phase 1, années 2 à 4



Illustration 23 : Plans d'exploitation : phase 2



Illustration 24 : Plans d'exploitation : phase 3

II. Évaluation des impacts bruts

II.A. Méthodologie

II.A.1. Typologie des impacts

Plusieurs types d'impacts potentiels peuvent être distingués :

- les impacts permanents sont les impacts irréversibles ;
- les impacts temporaires sont liés, généralement à la phase de démarrage de l'activité ou à l'exploitation, à condition qu'ils soient réversibles (bruit, poussières, installations provisoires…) ;
- enfin, les impacts induits sont des impacts non liés au projet lui-même, mais à d'autres aménagements ou à des modifications induites par le projet (augmentation de la fréquentation à la suite de la création d'une piste pour les travaux, pression urbanistique autour d'un aménagement…) ;

Les différents types d'effets négatifs que ce type de projet est susceptible de générer sur les milieux naturels, la faune et la flore sont décrits dans le tableau suivant. Il s'agit là d'une grille d'analyse permettant de balayer tous les types d'impacts envisageables en lien avec ce type de projet, la quantification de chaque impact étant réalisée pour chaque composante dans les paragraphes suivant.

Tableau 29 : Typologie des d'impacts potentiels sur les habitats, la flore et la faune

Durée	Type d'impact	Description de l'impact	Espèces ou groupes susceptibles d'être impactés
Impacts temporaires	Altération des habitats naturels et habitats d'espèces	Altérations indirectes : mise en suspension de poussières ou de fines, assèchement par modification du fonctionnement hydraulique du secteur, zones de circulation d'engins, pollutions accidentelles (liée à l'utilisation d'hydrocarbures, d'huiles, etc.), émission de poussières (liées à la circulation des engins et au stockage de matériaux)	habitats naturels, habitats d'espèces (oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, flore, mollusques), flore
	Dérangement d'espèces	Impact lié à la présence humaine, d'engins de chantier (mouvement, bruit)	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, chiroptères
Impacts permanents	Destruction d'habitats naturels	Destruction irrémédiable d'habitats naturels	habitats naturels
	Destruction accidentelle d'individus	Destruction directe (écrasement lors de la circulation des engins de chantier, les terrassements, le traitement des végétations…)	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, flore, mollusques
	Destruction ou dégradation de tout ou d'une partie de l'habitat d'espèces animales	Destruction par terrassement et décapage des milieux naturels pouvant être utilisés par la faune : zone de nidification, zone de chasse, support de déplacements, aire de repos, d'hivernage	oiseaux, amphibiens, reptiles, mammifères, insectes, chiroptères, mollusques
	Dégradation des fonctionnalités écologiques (corridor biologique)	Dégradation des corridors biologiques présents dans la zone d'étude : corridors terrestres et aquatiques	amphibiens, reptiles, mammifères, chiroptères, mollusques
	Propagation d'espèces invasives	Risque lié aux mouvements de terres qui peuvent conduire à déplacer les graines voire les racines (rhizomes) d'espèces végétales invasives et aux engins provenant d'autres chantiers	habitats naturels, flore

II.A.2. Évaluation des niveaux d'impacts bruts

L'analyse des niveaux d'impacts bruts est basée sur :

- les enjeux écologiques issus du diagnostic naturaliste, intégrant l'analyse bibliographique ;
- la sensibilité des espèces et habitats ;
- la nature des effets attendus du projet sur les espèces et habitats.

Cette première évaluation des impacts bruts se base sur l'hypothèse d'une exploitation totale de la surface d'extraction possible règlementairement (emprise demande d'autorisation à laquelle est retranché un délaissé règlementaire de 10m par rapport aux limites parcellaires). Sont également pris en compte toutes les zones de circulation, stockage et d'installations liées à la carrière, lesquelles peuvent dépasser des strictes limites de la zone d'extraction (voir carte p. 91).

L'évaluation des impacts bruts ne prend pas en compte les mesures d'évitement et de réduction.

II.B. Flore et habitats naturels

II.B.1. Habitats naturels

L'emprise concernée par la demande d'extension couvre une surface globale de 7,33 ha.

Ce périmètre est occupé à plus de 94 % de de grandes cultures, le reste étant pour l'essentiel constitué d'habitats de friches, et de la végétation des fossés.

Les impacts bruts recouvrent d'une part la destruction directe des habitats lors de la phase de démarrage de l'exploitation (destruction de la végétation existante, décapage des terres), et d'autre part les impacts indirects sur les habitats proches, liés à la circulation sur le site.

Une bande non exploitée règlementaire de 10 m sera respectée tout autour du site. Les principales zones de circulation seront localisées à l'intérieur du site et en limite sud. La bande réglementaire de 10 m ne sera utilisée, au nord et à l'est, que pour du stockage de terres sous forme de merlons, mis en place en début de phase 1 et non remobilisées jusqu'à la fin de la phase 3. L'impact indirect sur la haie à l'ouest et sur le bosquet au nord sera donc négligeable (absence de circulation à proximité et effet protecteur des merlons.

Du fait du phasage de l'exploitation, tous les impacts ne surviendront pas au même moment. Le détail des surfaces d'habitat impactés pour chaque phase et donné ci-dessous. Notons que, du fait de la superposition partielle des emprises des différentes phases, la surface totale impactée peut être inférieure à la somme des surfaces d'habitat impactés par phase.

Tableau 30 : Détail par phase des surfaces d'habitats impactés

Code EUNIS	Nom	Surface impactée en phase 1 (ha)	Surface impactée en phase 2 (ha)	Surface impactée en phase 3 (ha)	Surface totale impactée (ha)
D5.11	Phragmitaie			0,02	**0,02**
E5.11	Friche nitrophile	0,03	< 0,01	< 0,01	**0,03**
E5.41	Ourlet hygrophile	0,02		0,03	**0,05**
E5.41	Ourlet à Solidage			0,03	**0,03**
I1.1	Cultures	3,48	3,21	3,18	**6,68**
I1.53	Friche herbacée	< 0,01	< 0,01	0,10	**0,10**
I1.53xG5.1	Friche herbacée et alignement d'arbres	< 0,01	< 0,01	< 0,01	**< 0,01**

Considérant les faibles niveaux d'enjeux portés par les habitats ou les faibles surfaces impactées, les niveaux d'impacts bruts sur les différents habitats sont qualifiés de négligeable.

L'évaluation des niveaux d'impacts bruts est détaillée dans le tableau page 90.

II.B.2. Flore d'intérêt patrimonial

Aucune espèce floristique protégée au niveau national, régional ou inscrite sur les listes rouges nationale et régionale de la flore vasculaire n'a été observée lors des états initiaux de terrain.

Le niveau d'impact brut, détaillé dans le tableau page suivante, est qualifié de négligeable.

II.B.3. Espèces exotiques envahissantes

Plusieurs espèces au caractère invasif ont été répertoriées dans l'aire d'étude : Érable negundo, Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre.

Les mouvements de terre et de matériaux liés à l'exploitation de la carrière sont susceptibles, d'une part, de créer sur site des conditions très favorables au développement de ces espèces, d'autre part, de propager hors site des propagules pouvant conduire au développement de nouveaux foyers. En effet, une graine ou un fragment de rhizome emporté accidentellement sur les roues d'un camion ou dans un stock de matériaux peut suffire à créer un nouveau foyer dans une zone non encore contaminée.

L'évaluation des niveaux d'impacts bruts est présentée dans le tableau page suivante.

II.B.4. Zones humides

Deux zones humides sont présentes au sein de l'emprise de demande d'autorisation, représentant une surface totale de 0,15 ha.

La réalisation des différentes fosses d'exploitation et des aménagements associés est susceptible de détruire en totalité ces zones humides par suppression du sol ou modification des conditions hydrologiques locales.

Cet impact est qualifié de direct et permanent car la restauration à l'identique, après la fin de l'exploitation, des conditions hydrologiques et pédologiques ne constitue pas un objectif raisonnablement atteignable. Le niveau d'impact est qualifié de faible

L'évaluation des impacts bruts est présentée dans le tableau page suivante.

Tableau 31 : Évaluation des impacts bruts sur les habitats naturels, la flore et les zones humides

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Surface ou effectif concerné dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
Direct et indirect, temporaire et permanent	Altération ou destruction d'habitats naturels	Phragmitaie (D5.11)	Faible	0,02 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche nitrophile (E5.11)	Faible	0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet hygrophile (E5.41)	Faible	0,05 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet à Solidage (E5.41)	Négligeable	0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Fourrés mésophiles (F3.11) et Fourrés mésophiles et phragmitaie (F3.11xD5.11)	Faible	Haie à l'ouest (204 m, impact indirect uniquement)	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Boisement secondaire de frênes (G1.A2)	Faible	Bosquet au nord-est (0,35 ha, impact indirect uniquement)	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Cultures (I1.1)	Négligeable	6,68 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée (I1.53)	Faible	0,10 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée et alignement d'arbres (I1.53xG5.1)	Faible	< 0,01 ha	Négligeable
Direct et permanent	Destruction d'espèces végétales patrimoniales	Aucune espèce concernée	Négligeable	-	Négligeable
Indirect et permanent	Dissémination d'espèces végétales envahissantes	Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre	Fort	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleia à proximité de l'emprise, 6,68 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	Fort
Direct et permanant	Destruction de zones humides	Zones humides sur terrains cultivés	Faible	0,15 ha	Faible

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Impact brut sur les habitats naturels, la flore et les zones humides

Aire d'étude rapprochée (emprise demande d'autorisation)
Zone d'extraction possible réglementairement
Emprise de stockage et circulation

Habitats naturels impactés
D5.11 : Phragmitaie
E5.11 : Friche nitrophile
E5.41 : Ourlet à Solidage
E5.41 : Ourlet hygrophile
I1.1 : Cultures
I1.53 : Friche herbacée
I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres
Impact sur les zones humides

Foyers d'espèces envahissantes présents au sein ou à proximité des emprises projet
Ambroisie à feuilles d'armoise
Buddleia de David
Solidage géant

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

II.C. Faune

II.C.1. Destruction d'individus

La circulation des engins, les interventions de décapage des terres et de mise en stock, sont susceptible d'engendrer une destruction accidentelle directe d'animaux par écrasement ou par abandon de nichée suite à un trop fort dérangement des adultes nicheurs.

De manière générale, la sensibilité des animaux au risque de destruction est liée à la mobilité des espèces, ainsi qu'à la période et au milieu dans lequel ils se trouvent. Le risque de destruction est ainsi particulièrement important pour les oiseaux au nid ou en cavités, en particulier les juvéniles, pour les chiroptères en gîte, pour les reptiles en léthargie hivernale reptiles et pour amphibiens au sol.

Dans le cas du projet d'extension de la carrière de Courdan, les espèces et groupes d'espèces concernés par une niveau d'impact brut significatif sont les suivants :

- l'Alouette des champs : l'espèce est susceptible de nicher dans les cultures au sein de l'emprise du projet ;
- Cisticole des Joncs : un individu chanteur a été détecté en 2022 à proximité directe de l'emprise du projet. Dans le cadre de la détermination des impacts, cet individu isolé a été assimilé à un couple compte tenu de son attitude. Il ne peut pas être complètement exclu que ce « couple » fréquente les espaces périphériques de son lieu d'identification de façon significative (matrice culturale en bordure ou sur le projet, ni les végétations herbacées hautes existantes en limite de ses parcelles) à des fins strictement alimentaires sur la période de référence de 2022 ;
- la Pie-Grièche écorcheur : l'espèce est nicheuse au sein de la haie située à l'ouest, un trop fort dérangement en période de reproduction est susceptible de provoquer un abandon de la nichée ;
- insectes : même si aucune espèce patrimoniale n'a été détectée, les populations d'espèces communes, présentes au sein des végétations herbacées, sont susceptibles d'être impactées.

Les autres espèces animales, au vu de leur statut biologique au sein de l'aire d'étude, ne sont pas soumises à un risque significatif de destruction d'individu.

Le détail des niveaux impacts bruts est présentée dans le tableau page 94.

II.C.2. Destruction d'habitats d'espèces

La destruction des habitats d'espèces survient lorsque les caractéristiques du milieu sont radicalement modifiées au point de le rendre inapte à accueillir les espèces qui y étaient initialement présentes.

L'impact sera ici lié aux zones d'extraction, de stock et de circulation associées. Les habitats d'espèces impactés sont ici les cultures ainsi que les espaces herbacés associés, espaces anthropiques mais qui constituent cependant des habitats fonctionnels pour certaines espèces.

Cet impact est ici temporaire puisque le projet prévoit la restitution des terrains à l'agriculture et que les habitats concernés (cultures, friches herbacées, végétation des fossés) sont susceptibles de retrouver rapidement leurs caractéristiques initiales au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation du gisement. Par ailleurs, dans le cadre du projet, du fait de l'exploitation par phases, les habitats d'espèces ne seront pas tous impactés au même moment. Ainsi, l'impact maximum instantané sera de 3,34 ha pour les cultures (phase 1) et 0,17 ha pour les zones herbacées (en phase 3). Le détail par phase des surfaces d'habitat d'espèces impactés est détaillé ci-dessous. Notons que, du fait de la superposition partielle des emprises des différentes phases (zones d'extraction, de stockage et de circulation comprises), la surface totale impactée peut être inférieure à la somme des surfaces d'habitat impactés par phase. Il s'agit là des impacts bruts, c'est-à-dire avant prise en compte des mesures d'évitement et de réduction.

Tableau 32 : Détail par phase des surfaces d'habitats d'espèces impactés (avant mesures d'évitement et de réduction)

Habitat d'espèce	Surface impactée en phase 1 (ha)	Surface impactée en phase 2 (ha)	Surface impactée en phase 3 (ha)	Surface totale impactée au cours du fonctionnement de la carrière(ha)
Zones herbacées (friches et végétation des fossés)	0,07	0	0,17	**0,23**
Cultures	3,48	3,07	3,05	**6,68**

L'Alouette est susceptible de subir un impact significatif sur son habitat. Considérant que :

- l'impact n'est que temporaire,
- pour les milieux agricoles, la surface maximale impactée (3,48 ha en phase 1) est relativement faible au regard des habitats similaires disponibles aux alentours,
- les habitats impactés sont de faible qualité puisque un seul reproducteur a été détecté lors des inventaires sur les 7 ha de culture,
- la qualité de cet habitat est très variable d'année en année au gré de l'assolement et des pratiques agricoles, l'impact brut sur l'Alouette est qualifié de faible.

L'habitat de la Cisticole des joncs, constitué de culture de Soja fortement colonisée par des adventices, situé à l'est, en dehors des terrains intégrés au projet d'extension, n'est pas impacté. Il est probable que l'espèce y ait trouvé en 2022 un habitat de substitution pour une nichée tardive. Il s'agit cependant ici d'un habitat non pérenne, susceptible de fluctuer au gré des rotations culturales et des aléas agricoles et surtout non représentatif des parcelles du projet très régulièrement planté jusqu'en limite de parcelle. Le projet n'impacte donc aucun habitat avéré de l'espèce. L'évaluation des impacts bruts, selon les groupes d'espèces, est détaillée dans le tableau page 94.

II.C.3. Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces

De manière générale le fonctionnement d'une carrière peut induire des effets nouveaux sur le milieu : bruit, vibrations, poussières, lumière. Ces paramètres sont susceptibles de générer une perturbation pour certaines espèces faunistiques (notamment oiseaux, mammifères, reptiles, etc.).

Ces impacts sont indirects et temporaires. Ils sont susceptibles d'affecter toutes les espèces animales fréquentant les emprises projet ainsi que les milieux situés à proximité. Ils ne concernent que la phase de fonctionnement de la carrière et cesseront dès la fin de la remise en état du site.

Dans le cas de l'extension de la carrière de Courdan, les matériaux extraits ne seront pas traités sur place, le seul bruit significatif sera celui, relativement limité, lié aux engins d'extraction et de transport. Par ailleurs les vibrations liées aux engins n'ont qu'une portée limitée à quelques mètres. Les émissions de poussières seront également limitées car les stocks de matériaux seront humides du fait qu'ils sont extraits sous l'eau et pendant des saisons humides uniquement (automne et hiver). Les pistes seront arrosées en cas de forte sécheresse au moyen d'une citerne avec rampe de distribution (cette disposition fait l'objet d'une mesure dédiée dans l'étude d'impact). Enfin, la carrière aura une activité nocturne très limitée (une heure et quart maximum, lors des jours les plus courts de l'année) et l'éclairage artificiel sera limité aux phares des engins et à l'éclairage des installations d'accueil.

Par ailleurs, l'impact sur les milieux proches sera limité du fait que :

- un merlon de terre séparera la zone d'extraction des phases 1 et 2 du bosquet situé au nord et de la plus grande partie du linéaire de tilleuls bordant le chemin de la route de Mortillet ;
- la zone d'extraction en eau de la phase 3 sera positionnée à l'ouest des zones de stockage de cette même phase ; il n'y aura donc pas, hors travaux préparatoires de décapage, et hors opérations courantes d'entretien de la végétation, de circulation à proximité de la haie située à l'ouest ;
- l'accès au site se fera par le sud, limitant de fait le passage à proximité des zones plus sensibles identifiées à l'ouest (haie), au nord (talus et alignement de tilleuls) et au nord-est (bosquet).

Le niveau impacts bruts, détaillé dans le tableau page 94, est, au regard des éléments présentés ci-dessus, qualifié de négligeable à modéré.

II.C.4. Dégradation des fonctionnalités écologiques

De manière générale, la modification des milieux dans l'emprise et à proximité directe d'un projet peut potentiellement perturber les capacités de déplacement des espèces. La possibilité de se déplacer est essentielle au bon fonctionnement des populations animales ; l'augmentation de la fragmentation écologique est susceptible de fragiliser les populations locales. Il s'agit d'onc d'un impact indirect sur la faune.

Les deux fossés présents au sein de l'aire d'étude, du fait de la présence d'une végétation herbacée vivace, ont été identifiés comme des supports faiblement fonctionnels de déplacement de la petite faune terrestre. La fonctionnalité pour la faune aquatique a été qualifiée, elle, de négligeable à faible en raison de la présence de nombreux obstacles.

Dans le cadre du projet, les fossés seront impactés successivement en phase 1 (fossé à l'est) puis en phase 3 (fossé à l'ouest correspondant au cours d'eau de la Janotte). Les fossés seront restitués à l'issue de chacune des phases concernées (dès l'année 2 pour le fossé situé à l'est). On s'attend à ce que la végétation s'y développe rapidement et que la fonctionnalité pour la petite faune terrestre soit pleinement restaurée un à deux ans après la restauration. Par ailleurs, la haie située à l'ouest, constituant un axe de déplacement fonctionnel, ne sera pas impactée. Ainsi, en tout temps du fonctionnement de la carrière, sera conservée la possibilité de transit nord-sud pour la petite faune. L'impact est donc qualifié de négligeable.

L'impact sur les corridors écologiques aquatiques interviendra en phase 1, lors de la consommation du fossé est, et en phase 3, lors de la consommation du cours d'eau de la Janotte. Cet impact est cependant temporaire puisque le fossé situé à l'est sera consommé pendant la première année d'activité de la carrière puis restauré dès l'année 2, et que le cours d'eau sera restitué à l'issue de la phase 3. Les deux écoulements ne sont donc pas impactés en même temps, et au moins un des deux linéaires orientés sera maintenu fonctionnel en tout temps du fonctionnement de la carrière. La possibilité de transit nord-sud sera donc maintenue à un niveau de fonctionnalité proche du niveau initial pendant toute la durée du fonctionnement de la carrière pour la petite faune semi-aquatique ou amphibie. L'impact global est donc qualifié de négligeable.

L'évaluation des impacts bruts sur les continuités écologiques est détaillée dans le tableau page suivante.

Tableau 33 : Évaluation des impacts bruts sur la faune

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
Direct et permanent	**Destruction d'individus**	Avifaune nicheuse : Alouette des champs	Fort	1 couple	Modéré
		Avifaune nicheuse : Cisticole des joncs	Modéré	1 couple nichant hors emprise	Faible
		Avifaune nicheuse : Pie-grièche écorcheur	Modéré	1 couple nichant en bordure	Faible
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Individus erratiques	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Individus en transit ou en chasse	Négligeable
		Insectes : toutes espèces	Faible	Populations établies dans les bandes enherbées et végétation des fossés	Faible
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Individus en transit	Négligeable
		Chiroptères	Faible à fort	Individus en transit et en chasse (pas de gîte impacté, très faible risque de destruction d'individus)	Négligeable
Direct et temporaire	**Destruction d'habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs	Fort	Au total 6,90 ha de milieux agricoles (cultures et habitats connexes) ; impact instantané maximal sur 3,34 ha (en phase 1)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Cisticole des joncs	Modéré	Habitat de l'espèce situé en dehors de l'emprise projet	Négligeable
		Avifaune, autres cortèges	Faible à modéré	Habitats non impactés	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Habitats non impactés	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable
		Insectes	Faible	0,23 ha de zones enherbées, lisières et végétation des fossés (principalement pendant la phase 3)	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
		Chiroptères	Modéré à fort	Zones de chasse et de transit : impactées à la marge uniquement (<0,01 ha) Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs, Cisticole des joncs, Linotte mélodieuse, Petit gravelot	Faible à fort	Habitats en contact : matrice agricole environnante (cultures, marges enherbées)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux bocagers : toutes espèces dont Chardonneret élégant (bosquet au nord-est), Torcol fourmilier, Pie-grièche écorcheur (haie à l'ouest)	Faible à modéré	Habitats en contact indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux anthropique	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux aquatiques	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	Espèces non nicheuses à proximité du projet	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune et salamandre	Faible à modéré	Pas de milieux favorables directement connectés aux emprises projet	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitats en contact indirectement impactés : 607 m de talus, lisières et haies, à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible
		Insectes	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible
		Chiroptères, espèces arboricoles en gites	Faible à modéré	Gîtes potentiels proches : bosquet (espèces potentiellement nicheuses peu sensibles au dérangement car supportant déjà la proximité de la route) Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de	Faible

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut
				lisières à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	
		Chiroptères, autres espèces	Fort	Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières et haies, successivement au cours des différentes phases d'exploitation Pas de gîte impacté	Modéré
Indirect et temporaire	**Dégradation des fonctionnalités écologiques**	Corridors écologiques terrestres	Modéré	Continuité écologique nord-sud au travers des fossés et bandes enherbés	Négligeable
		Corridors écologiques aquatiques	Faible	Continuité écologique nord-sud peu fonctionnelle à travers les fossés et notamment le ruisseau de la Janotte	Négligeable

III. Mesures d'évitement et de réduction d'impact

III.A. Mesures d'évitement d'impacts

III.A.1. ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet

Type de mesure	**Évitement (géographique)**
Code	**ME1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E1.1c. Redéfinition des caractéristiques du projet** **E2.2d. Mesure d'orientation d'une installation ou d'optimisation de la géométrie du projet** **E2.2e. Limitation (/ adaptation) des emprises du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Réduction et adaptation de l'emprise projet**
Objectifs	Éviter les zones sensibles identifiées au sein des emprises de projet et à proximité
Calendrier	Conception du projet
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	L'intégration des enjeux écologiques dès le début de la phase de conception du projet ont permis d'adapter la géométrie des zones d'extraction, de stockage, de circulation, le positionnement de l'entrée du site et de la zone d'accueil afin de réduire l'impact global sur le milieu naturel. À l'échelle de la zone d'extension, le plan proposé permet ainsi de réduire les surfaces d'impact direct sur certaines des zones identifiées comme représentant un enjeu écologique. Les adaptations suivantes ont ainsi été faites : - application d'un délaissé supplémentaire de 10 m en limite nord ; cette disposition a été prise pour des raisons techniques (hauteur de gisement, besoin d'espace de stockage de matériaux de découverte) et car elle permet d'éloigner les zones d'extraction du linéaire arboré, du bosquet, et de créer dès la phase 1 une zone favorable à la faune en amont de la Janotte (voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens) ; - évitement géographique des deux zones humides identifiés au sud-ouest.
	Pour une surface de demande d'autorisation de 7,33 ha, la surface d'extraction possible correspondait à 6,42 ha (en tenant compte de délaissés règlementaires de 10 m). Suite à l'application de cette mesure, la surface d'extraction a été réduite à 5,59 ha, correspondant à une surface totale utilisée (zone d'extraction, pistes et zones de stockage) de 6,38 ha (voir carte p. 98). La perte de gisement qui résulte de l'évitement de l'impact sur les deux zones humides est estimée à 70 000 t.
Modalité de suivi	-
Coût	Intégré au projet



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet

- Aire d'étude rapprochée (emprise demande d'autorisation)
- Zone d'extraction possible réglementairement
- Zone d'extraction réduite
- Emprise utilisées pour le stockage et la circulation uniquement (pas d'extraction)
- Zone humide

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

III.B. Mesures de réduction d'impact

III.B.1. MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR1**
Classification Guide ERC du CGDD	**E4.2a Adaptation des périodes d'exploitation / d'activité /d'entretien sur l'année** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Adaptation des périodes d'exploitation**
Objectifs	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, reptiles, mammifères
Mise en œuvre	L'exploitation du site sera saisonnière. Les périodes d'exploitation de la gravière seront limitées dans le temps et le site sera mis en sommeil pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu identifiées sur le site et à proximité. Ces dispositions permettront de limiter très fortement l'activité sur le site pendant les périodes de reproduction des espèces à enjeu. Les premiers travaux préparatoires (traitement des végétations, décapages) seront réalisés, pour chaque nouvelle phase à partir du 15 septembre. Les créations de pistes et plateformes, puis l'extraction, l'évacuation des matériaux bruts, l'amenée des matériaux inertes et les travaux de remblaiement seront lancés en parallèle et se poursuivront, au plus tard jusqu'au 31 mars de l'année suivante. Les remblaiements avec des matériaux inertes seront menés à l'avancée des opérations d'extraction. Les opérations de remise en état (régalage des terres, recréations de fossés, semis éventuels) seront menées en parallèle, à l'avancée des opérations de remblaiement. L'activité sur le site sera donc très réduite à partir du 1er avril (passage occasionnel de véhicules léger pour maintenance et suivi, activités agricoles habituelles sur les parcelles cultivées) ; les espèces animales pourront donc accomplir leur reproduction dans le site et à proximité. Le dérangement pour les oiseaux n'interviendra qu'à des phases de faible sensibilité (période internuptiale, premières semaines de cantonnement pour l'Alouette des champs). les 17 derniers jours de chaque période d'exploitation, soit du 15 au 31 mars, seront consacrés à l'exploitation et l'évacuation du gisement, au remblaiement et à la remise en état ; aucun nouveau décapage ne sera réalisé pendant cette période, évitant ainsi toute destruction d'habitat de l'Alouette des champs pendant le début de sa période de reproduction. Cette mesure est complémentaire de la mesure MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière, qui vise à recréer des zones attractives pour la faune au sein des marges d'exploitation (bande des 10 m, talus végétalisés).
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

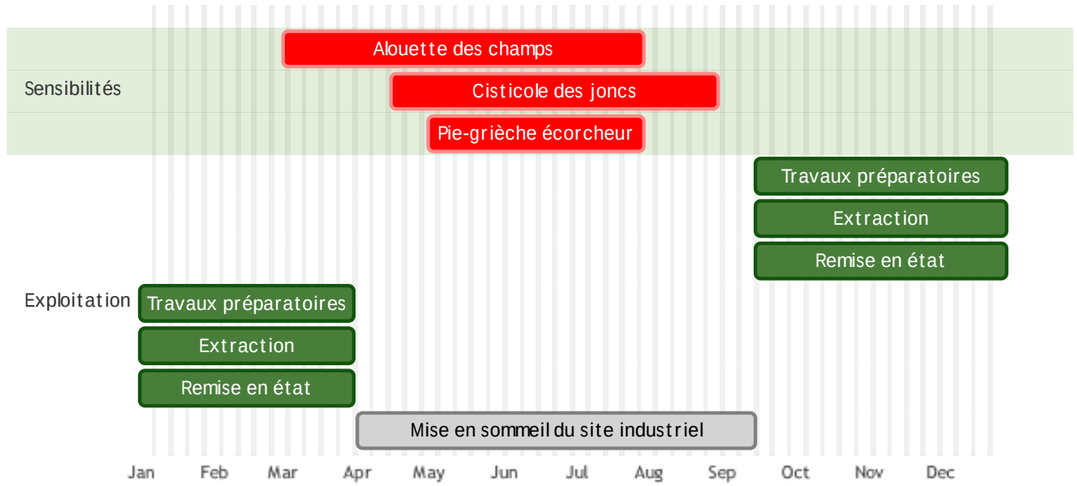


Illustration 25 : Adaptation des périodes d'exploitation au regard des période de sensibilité des principales espèces à enjeu

III.B.2. MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR2**
Classification Guide ERC du CGDD	**R1.1c – Réduction géographique en phase travaux** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Mise en défens des secteurs sensibles**
Objectifs	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Afin de prévenir tout dégât accidentel sur des milieux naturels conservés à proximité des emprises d'exploitation, ainsi que sur les milieux faisant l'objet d'une mesure d'accompagnement (mare, gites reptiles, voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens), une mise en défens sera réalisée à l'aide de grillages avertisseurs, chainette bicolore ou tout autre dispositif suffisamment visible et durable. La mise en défens sera mise en œuvre dès le démarrage des phases d'exploitation concernées, en amont des travaux préparatoires. Un panneautage pourra accompagner ce dispositif afin de mieux sensibiliser le personnel de la carrière. Cette mesure sera maintenue en place durant toute la durée de l'exploitation, et éventuellement déplacée ou adaptée pour chaque nouvelle phase d'exploitation.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	1 € par ml soit environ 400 €



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles

- Emprise demande d'autorisation
- Zone d'extraction possible réglementairement
- Zone d'extraction réduite
- Emprise de stockage et circulation uniquement (pas d'extraction)
- Zones humides
- Mises en défens (MR2)

MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens

- Murgier
- Mare

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

III.B.3. MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR3**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière**
Objectifs	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Oiseaux, les reptiles, mammifères
Mise en œuvre	Les inventaires écologiques ont mis en évidence la présence, à proximité et au sein de la zone d'extension, d'espèces animales inféodées aux paysages agricoles ouverts et fréquentant les zones herbacées hautes pour leurs déplacements ou leur alimentation. Ces espèces appartiennent majoritairement à la petite et moyenne faune (mammifères, reptiles, insectes). Afin de maintenir et augmenter la possibilité pour ces espèces d'accomplir leurs fonctions biologiques pendant la durée de fonctionnement de la carrière, des zones d'habitat herbacé favorable seront conservées ou créés au sein du périmètre d'extension. Ces habitats seront créés et renforcés par le maintien de zones de friche et jachère au droit des zones non exploitées (notamment bande des 10 m) ainsi que des stocks de terre végétale (voir localisation p. 119 et 120). Parmi les stocks de terre, on distingue : - les stocks mis en place dès le début de la première phase d'exploitation (0,47 ha) qui resteront en place jusqu'au derniers travaux de remise en état. - les stocks de terre mis en place plus provisoirement, sur la zone technique (à proximité de la fouille) et qui seront remobilisés au fil de l'avancée de l'exploitation et des remises en état à l'avancement. Les stocks de terre, qu'ils soient mis en place à court terme ou à long terme feront l'objet d'une végétalisation systématique. Ils ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période de faible sensibilité pour les espèces animales. Avant le démantèlement en fin d'exploitation des merlons constitués en bordure de site lors du démarrage de l'activité (merlons supports de zones herbacées), une mesure de création d'un habitat relai sera mise en œuvre sur des terrains finis d'être réaménagés (Cf. Mesure MR9), assurant ainsi une continuité du maintien des habitats favorables à la faune jusqu'à la fermeture du site. Par ailleurs, toute surface qui ne serait pas mise en culture, avant exploitation ou après remblaiement, sera rapidement végétalisée avec un mélange grainier de type engrais vert ou jachère. Les émissions de poussières susceptibles de dégrader ces habitats et les autres habitats conservés à proximité de la carrière seront très limitées car les stocks de matériaux seront humides du fait qu'ils sont extraits sous l'eau et pendant des saisons humides uniquement (automne et hiver). Les pistes seront arrosées en cas de forte sécheresse au moyen d'une citerne avec rampe de distribution (cette disposition fait l'objet d'une mesure dédiée dans l'étude d'impact : MR12). Ainsi, ces espaces herbacés diversifiés, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation), constitueront des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Ils pourront, en particulier, profiter à l'Alouette des champs et à la Cisticole des Joncs et tout le cortège des oiseaux bocagers en tant que zones de repos et d'alimentation. Mélanges graniers utilisables : - Jachère vivace : Liste d'espèces guide : Achillea millefolium, Anthyllis vulneraria, Arrhenatherum elatius, Centaurea jacea, Dipsacus fullonum, Leucanthemum vulgare, Lotus corniculatus, Cichorium intybus, Daucus carota, Plantago lanceolata, Poa pratensis, Ranunculus acris, Salvia pratensis, Schedonorus arundinaceus, Schedonorus pratensis, Vicia sativa ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent. - Engrais vert : Liste d'espèces guide : Trifolium repens, Trifolium pratense, Trifolium incarnatum, Medicago sativa, Sinapis alba, Secale cereale ; Diversité : 1 à 4 espèces ; Densité de semis : 30 kg/ha ; Période de semis ; toute l'année hors période de gel et de forte sècheresse. Les modalités de gestion de ces habitats sont les suivantes :

	- Pour les zones où une végétation herbacée existe : entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinées à rester en herbe pendant plus d'un an (nouveaux stocks de terre, zones décapées non exploitées) : semis un mélange grainier de type jachère fleurie vivace ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; - Pour les zones où aucune végétation herbacée vivace n'est présente et destinés à rester en herbe pendant moins d'un an (stocks temporaires, zones remises en état non encore cultivées) : semis d'un mélange de type engrais vert ; entretien par broyage annuel ou bisannuel de la végétation, au mois d'octobre ; Ces modalités de gestion ne sont pas applicables en bord de route de part et d'autre de l'accès poids lourds au sud où la végétation devra être maintenue basse pour assurer une bonne visibilité.
Modalité de suivi	MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 750€ Engrais vert : environ 4 000 m² au total sur les différentes phases d'exploitation, à 0,05 €/m² soit 200 € Broyage bisannuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 4 000 €

III.B.4. MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR4**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création de bandes favorables à l'Alouette des champs**
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. La surface d'habitats agricoles disponibles n'est pas ici le facteur limitant pour l'espèce. C'est en revanche la disponibilité en habitats adaptés pour la réalisation du cycle de vie de l'espèce qui limite les potentialités d'accueil de l'Alouette des champs. Cette mesure vise à sécuriser les capacités d'accueil de l'Alouette en fournissant des milieux ouverts et des végétations pérennes exemptes de perturbation anthropique, en complément des milieux agricoles conservés ou remis en état à proximité. Cette mesure s'inspire de procédés ayant fait preuve de leur efficacité (Jansson, Mattis, 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology ; Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis, disponible sur https://cdi.eau-rhinmeuse.

	fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf ; Guide Céréaliers et biiodiversité, OFB, 2020, disponible sur https://professionnels.ofb.fr/sites/default/files/pdf/documentation/2020_AGPB_CerealiersBiodiversite.pdf). Ainsi, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, les dispositions suivantes seront mises en œuvre pendant toute la durée d'exploitation de la carrière : - les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs sur une surface minimale jugée acceptable pour la population initialement recensée. - en complément et afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, il sera créée une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce. Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3 (voir localisation p. 118 et 119). Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessus afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Cette mesure a été validée, par lettre contresignée (voir annexe) par les agriculteurs exploitant les terrains, lesquels s'engagent à maintenir, en plus des rotations de culture actuellement pratiquées intégrant des cultures d'hiver propices à l'espèce, ces nouvelles modalités de culture et d'entretien dont la localisation évoluera pour suivre l'avancée de l'exploitation extractive. Modalités d'implantation de la culture fourragère pérenne : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (pistes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Cette mesure, bien qu'occupant une faible surface, permettra de sécuriser la présence de l'espèce sur le site. En combinaison avec le maintien en tout temps d'au moins 3,72 ha d'espaces agricoles au sein de l'aire d'étude, cette mesure sera suffisante pour maintenir, à minima, le niveau de population initialement présent sur le site, répondant ainsi à l'impératif d'absence de perte nette de biodiversité.
Modalité de suivi	MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

III.B.5. MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR5**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1h. Clôture et dispositif de franchissement provisoires adaptés aux espèces animales cibles** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement**
Objectifs	Maintenir la perméabilité écologique
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Faune tous groupes
Mise en œuvre	Les clôtures installées autour de la carrière en phase exploitation seront transparentes et permettront le passage de la faune. Elles seront constituées par exemple de clôture herbagère à trois ou quatre fils, aisément franchissable par la petite et moyenne faune.  *Illustration 26 : Clôture trois fils*
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

III.B.6. MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR6**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1f – Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes**
Objectifs	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes
Calendrier	Phase de fonctionnement, phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	La réalisation d'importants mouvements de terre, l'apport et l'export de matériaux, la circulation d'engins, constituent autant de facteur qui sont susceptible de disperser des espèces envahissantes et de créer de conditions favorables à leur développement. Des mesures spécifiques seront mises en œuvre afin d'éradiquer les foyers existants et de limiter le risque de dispersion. Le plan de lutte contre les espèces végétales envahissantes comprend les dispositions suivantes : - Sensibilisation des équipes à la problématique des espèces envahissantes ; - Balisage puis traitement des foyers d'espèces invasives présents au sein de l'emprise d'extension (espèces aux enjeux modéré à fort) en amont des opérations de terrassement ; - Contrôle systématique de la propreté des engins à l'arrivée et au départ de la carrière ; - Végétalisation systématique des terres mises à nu (voire MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) ; - Suivi régulier par un écologue tout au long de l'exploitation, notamment des zones de stockage et lors des phases de décapage ; - Suivi pendant trois années suivant la remise en état du site et mise en œuvre d'éventuelles mesures de gestion (à adapter selon les espèces).

	Les espèces envahissantes dont des foyers ont été identifiés lors du diagnostic écologique au sin des emprises projet et à proximité seront traitées selon les modalités suivantes : - Ambroisie à feuilles d'Armoise : fauche avant montée à graines ; - Buddleja du père David : arrachage avant montée à graine ; - Solidage glabre : fauche avant montée à graines, décaissage des terres contaminées et positionnement en fond de fouille, sous m de 1 m de remblai minimum. Le chef de carrière sera désigné référent espèces exotiques envahissantes et aura la charge de faire procéder à l'application de ce plan de lutte. Il sera appuyé par l'écologue référent qui réalisera une mise à jour régulière de la cartographie des espèces exotiques envahissantes sur le site
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Suivi intégré au suivi écologique de l'exploitation. Forfait de trois interventions d'arrachage des foyers espèces envahissantes après remise en état : 1 800 €

III.B.7. MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR7**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1i - Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux et/ou limitant leur installation** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins**
Objectifs	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Amphibiens
Mise en œuvre	Lors du fonctionnement de la carrière, la stabilisation des pistes permettra de limiter la création d'ornières par les engins. En effet, les ornières en eau pourraient être colonisées par des amphibiens susceptibles d'être écrasés par la circulation des engins (Crapaud calamite notamment, espèce non observée sur le site ou à proximité mais capable de coloniser de nouveaux sites favorables parfois éloignés de ses foyers de présence initiaux). La surveillance de l'apparition d'ornières en eau sera renforcée entre mi-février et mars, période d'activité des amphibiens. Cette mesure ne concerne pas les zones d'exploitation en eau, qui seront peu attractives pour les amphibiens du fait de l'activité régulière des engins d'extraction.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Intégré au projet

III.B.8. MR8 : Revégétalisation après remise en état

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR8**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q – Dispositif de repli du chantier** **R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Revégétalisation après remise en état**
Objectifs	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation
Calendrier	Phase de remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels
Mise en œuvre	Dans le cadre de la remise en état du site, les zones ayant fait l'objet d'une extraction puis d'un remblaiement par des matériaux inertes seront restituées à leur état d'origine après exploitation. Les divers aménagements seront déconstruits puis les terres végétales seront régalées avant restitution à l'agriculture. Les stocks de terre végétale ne pourront être remobilisés qu'entre le 15 septembre et le 31 mars, soit pendant la période d'activité du site (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation), correspondant à la période de faible sensibilité pour les espèces animales. Les dispositions suivantes seront prises afin d'accélérer la renaturation du site et améliorer la qualité des milieux restitués. Pour toutes les zones où une mise en culture n'est pas prévue immédiatement, un semis de couvert végétal sera réalisé avec un mélange grainier de type engrais vert (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière). Pour toutes les zones non destinées à une mise en culture (bandes enherbées, zones écologiques), un semis de type prairial sera réalisé. Certaines zones feront en outre l'objet de mesures de remise en état et de gestion complémentaires destinées à améliorer la qualité écologique (voir MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte et MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs). Mélanges graniers utilisables : - Secteurs non humides : mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) ; - Secteurs humides (fossés) : Liste d'espèces guide : Agrostis capillaris, Anthoxanthum odoratum, Carex acutiformis, Chaerophyllum hirsutum, Epilobium hirsutum, Filipendula ulmaria, Holcus lanatus, Lathyrus pratensis, Lotus pedunculatus, Lychnis flos-cuculi, Lysimachia vulgaris, Lythrum salicaria, Phalaris arundinacea, Phleum pratense, Ranunculus acris, Sanguisorba officinalis, Trifolium repens, Valeriana officinalis, Vicia cracca ; Diversité minimale : 15 espèces ; part maximale de graminées en poids dans le mélange : 70% ; densité de semis : selon poids spécifiques et préconisations du fournisseur ; période de semis : automne ; origine des semences : formes sauvages, si possibles labellisées « Végétal local » ou équivalent.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Cout	Semis : 3 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 500 €

III.B.9. MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs

Type de mesure	**Réduction**
Code	**MR9**
Classification Guide ERC du CGDD	**R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu** **R2.2o. Gestion écologique des habitats dans la zone d'emprise du projet** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Création d'habitats favorables à la Cisticole des joncs**
Objectifs	Maintenir et renforcer conditions d'accueil de la Cisticole des joncs pendant la durée d'exploitation et au-delà
Calendrier	Phase 3.1
Espèces cibles	Cisticole des joncs
Mise en œuvre	La Cisticole des joncs a été contactée en aout 2022 au sein d'une parcelle agricole salie par des adventices à proximité du projet. Il est probable que l'espèce a trouvé là un habitat de report pour une nichée tardive. Il s'agit cependant là d'un habitat non pérenne, susceptible de fluctuer au gré des rotations culturales et des aléas agricoles. Les mesures de maintien des habitats pour la faune au sein des emprises d'extension (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) seront favorables à la Cisticole pendant toute la durée d'activité de la carrière, du fait de l'augmentation des surfaces d'habitat disponibles (stocks de terre végétalisés). Cette surface d'habitats disponibles pour l'espèce réduira lorsqu'il y aura nécessité en dernière phase d'exploitation de démanteler les merlons de terres végétales (à la place desquels il sera, à l'issue des travaux de réaménagement, remis des cultures). Afin de sécuriser les capacités d'accueil de la Cisticole des joncs sur le site après la remise en état, un habitat favorable sera maintenu sur une surface d'environ 5 000 m², surface située de part et d'autre de la Janotte (voir localisation p. 109). Cette surface sera ensemencée d'un mélange grainier spécifique et entretenue selon des pratiques favorables à l'espèce. Cette mesure s'inscrit au droit de terrain correspondant actuellement à : - une bande tampon règlementaire (BCAE) respectée en rive gauche de la Janotte et faisant aujourd'hui l'objet d'une fauche précoce et régulière qui la rend peu favorable à la Cisticole ; - des terrains cultivés, soumis à la rotation des cultures. L'implantation d'un couvert comportant une forte part de graminées et dicotylédones de grande taille (Fétuque faux-roseau, Centaurée Jacée…), associé à une fauche très tardive, permettra d'orienter la végétation vers une friche herbacée haute particulièrement favorable à la Cisticole des joncs. Ces espaces, non soumis au dérangement du 31 mars au 15 septembre (voir MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation) constitueront ainsi des zones de repos, d'alimentation et de reproduction pour une grande part de la petite et moyenne faune fréquentant le site. Cette mesure sera mitoyenne et fonctionnera en synergie avec les mesures MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte et MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens, formant ainsi un ensemble d'une surface totale d'environ 5 500 m², surface largement suffisante pour constituer une zone de refuge et de nidification pour au moins un couple de Cisticoles. Cette mesure contribue en outre à renforcer la connectivité nord-sud pour la petite et la moyenne faune. Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons et sera maintenue pendant 10 ans après la fin d'exploitation de la carrière. **Mise en œuvre** Semis mélange de type jachère vivace (voir MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière) pendant l'automne suivant la remise en état des terrains. **Suivi et entretien** Fauche annuelle au mois d'octobre avec export ou broyage sur place de la végétation. Hauteur de coupe réglée à 14 cm minimum. Une convention de gestion a été établie avec les exploitants agricoles pour garantir le maintien de ce mode d'entretien pendant une durée minimale 10 ans après la fin d'activité de la carrière (voir annexes).
Suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Semis jachère vivace : 5 000 m² au total, à 0,15 €/m² (semence et mise en œuvre), avec éventualité d'une replantation intermédiaire, soit 1 500 € Fauche annuelle pendant 12 ans : 500€/passage soit 6 000 €



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs

- Aire d'étude rapprochée
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
- MR9 : Création d'un habitat favorable à la Cisticole sur 5 000 m²

Mesures connexes :

MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles e amphibiens
- Murgier
- Mare

MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

III.C. Synthèse des mesures d'évitement et de réduction

Tableau 34 : Synthèse des mesures d'évitement et de réduction d'impact

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet	Éviter les zones sensibles identifiées au sein de l'emprise de projet et à proximité	Conception du projet	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	Intégré au projet
MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	Intégré au projet
MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation	Phase de fonctionnement	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	400 €
MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	4 950 €
MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs	Phase de fonctionnement	Alouette des champs	9 300 €
MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Maintenir la perméabilité écologique	Phase de fonctionnement	Faune tous groupes	Intégré au projet
MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes	Phase de fonctionnement, phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	1 800 €
MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire	Phase de fonctionnement	Amphibiens	Intégré au projet
MR8 : Revégétalisation après remise en état	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation	Phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	500 €
MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	Améliorer et sécuriser les conditions d'accueil de la Cisticole des joncs	Phase de fonctionnement (1 an avant le démantèlement des merlons périphériques)	Cisticole des joncs	7 500 €

Les couts estimatifs sont donnés hors taxes

IV. Impacts résiduels

Les impacts résiduels, subsistant après la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction d'impact, sont analysés ci-après.

IV.A. Flore et habitats naturels

IV.A.1. Habitats naturels

L'impact brut sur les habitats naturels est qualifié de négligeable compte tenu des faibles niveaux d'enjeu représentés par les habitats impactés et de la faible durée des impacts. L'application des mesures de réduction de l'emprise projet permet de réduire encore le niveau d'impact.

L'impact résiduel du projet est négligeable sur les habitats naturels.

IV.A.2. Flore patrimoniale

Aucune espèce floristique protégée au niveau national ou régional et/ou inscrite sur les listes rouges nationale et régionale de la flore vasculaire n'a été observée lors des états initiaux de terrain.

L'impact résiduel du projet sur la flore patrimoniale est donc considéré comme négligeable.

IV.A.3. Espèces exotiques envahissantes

Six espèces exotiques envahissantes ont été répertoriées sur la zone concernée par le projet, dont trois sont fortement invasives. Des mesures spécifiques seront mises en œuvre pour réduire au maximum les risques de propagation de ces espèces au sein de l'exploitation et dans les milieux environnants.

En particulier, des dispositions sont prévues concernant l'Ambroisie à feuille d'armoise, espèce susceptible d'avoir des effets sur la santé et faisant l'objet, dans le département de l'Ain, d'un arrêté préfectoral (arrêté préfectoral du 25 juin 2019 relatif à la lutte contre les espèces d'ambroisies dans l'Ain) et d'un plan de lutte. La modalité prévue pour l'élimination des foyers d'Ambroisie à feuille d'Armoise est la fauche avant montée à graines. Associée à la végétalisation systématique des terres mises à nue, ce mode de lutte permettra de contrôler l'ambroisie sur le site, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Le chef de carrière sera désigné référent espèces exotiques envahissantes et aura la charge de faire procéder à l'application de ce plan de lutte.

L'impact résiduel du projet est qualifié de faible pour la problématique des espèces exotiques envahissantes.

IV.A.4. Zones humides

Les deux zones humides concernées sont situées en zones agricoles régulièrement cultivées. En l'absence de flore hygrophile, c'est le critère pédologique qui a été mobilisé pour identifier ces zones humides. Le faible niveau d'engorgement en eau, l'absence de végétation pérenne, la faible étendue de ces zones humides, sont autant de critères qui indiquent le faible niveau des fonctions écologiques qu'elles supportent.

Le choix a été fait d'exclure ces zones humides du périmètre d'exploitation afin d'éviter tout impact direct. Ci-après sont détaillées les raisons pour lesquelles aucun impact indirect n'est à attendre en lien avec l'exploitation de la carrière :

- Le caractère humide des sols sur la zone sud-ouest (715 m²), correspondant à un ancien axe de drainage qui traversait l'emprise initiale de la carrière, est vraisemblablement en lien avec une perméabilité importante des terrains selon ce même axe, drainant les eaux pluviales s'infiltrant au droit de la parcelle ainsi que les eaux de ruissèlement amont. Constituant un point bas topographique par rapport aux terrains agricoles environnants sur l'emprise d'extension, cette zone (cote de la surface du sol au droit de la zone humide : 214 m NGF), reste toutefois au-dessus et déconnectée du niveau de la nappe sous-jacente (cote maximale de la nappe au point de suivi piézométrique le plus proche pz2 : 2012,59 m NGF) et au-dessus de la cote du plan d'eau ouvert par l'exploitation des terrains voisins (cote du plan d'eau 212,5 m NGF, source : IGN LIDAR HD, 2021). Le plan d'eau existant, à distance équivalente du futur plan d'eau qui sera temporairement créée (en phase 3) lors de l'exploitation des terrains à l'Est, n'a pas d'impact sur cette zone humide pédologique. Par ailleurs, lorsqu'en début de phase 3 (11/12 ans), l'exploitation sera située au plus près de cette zone, une bande nord-sud, de largeur 10 m, de terrains agricoles ou de lisières herbacées sera maintenue au nord de cette zone et contribuera toujours à une alimentation de ce point bas par ruissèlement. Lors de la remise en état agricole des terrains (remblaiement), une légère pente sera maintenue pour favoriser le ruissèlement et retrouver les mêmes conditions topographiques qu'actuellement observées.
- Le caractère humide de la zone sud-est (852 m²) est lié à un tassement différentiel des terrains (en partie constitués par des remblais anthropiques à cet endroit précis). Elle est déconnectée du niveau de la nappe sous-jacent ainsi que du lit de la Janotte (situé en-dessous topographiquement). L'alimentation se fait par les EP captées directement sur la zone et celles ruisselant sur les parcelles agricoles au nord. Afin de renforcer l'alimentation de cette zone humide en phase d'exploitation, les eaux pluviales de toiture du local d'accueil seront rejetées à l'extrémité nord-ouest de cette petite zone de 850 m2, maintenant l'alimentation qu'elle connait actuellement. Lors du remblaiement des terrains agricoles, une légère pente sera maintenue pour favoriser le ruissèlement et retrouver les mêmes conditions topographiques qu'actuellement observé.

À l'issue de la remise en état, les terrains seront restitués à l'agriculture. La perméabilité des terrains sera sensiblement identique à l'état initial. Le fonctionnement de ces zones humides sera donc restitué à l'identique.

Ainsi, les zones humides existantes, définies sur la base de critères pédologiques uniquement, et évitées dans le cadre du projet, garderont, post-exploitation, le même usage qu'actuellement à savoir une utilisation agricole avec une alternance des rotations. Il n'est pas justifié, au regard de l'absence

d'enjeu écologique et hydrobiologique sur ces deux zones, de modifier les usages qui sont et seront fait des terrains. Ces zones humides, non extraites et non impactées par l'exploitation et les travaux de remise en état, perdureront dans l'état de qualité qu'elles offrent actuellement.

Considérant qu'aucun impact direct n'est porté sur ces zones humides, considérant que les mesures permettent de maintenir à l'identique leurs conditions d'alimentation, et compte-tenu du faible niveau de leurs fonctions écologiques, il n'apparait pas opportun de déployer des mesures de suivi post exploitation.

L'impact résiduel sur les zones humides est qualifié de négligeable.

Le tableau page suivante synthétise les impacts résiduels du projet sur les habitats naturels et la flore.

Tableau 35 : Évaluation des impacts résiduels sur les habitats naturels et la flore

Caractéristiques de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Surface ou effectif concerné dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée (ha)	Impact résiduel
Direct et indirect, temporaire et permanent	Altération ou destruction d'habitats naturels	Phragmitaie (D5.11)	Faible	0,02 ha	Négligeable	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	< 0,01 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche nitrophile (E5.11)	Faible	0,03 ha	Négligeable		0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet hygrophile (E5.41)	Faible	0,05 ha	Négligeable		0,03 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Ourlet à Solidage (E5.41)	Négligeable	0,03 ha	Négligeable		0,01 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Fourrés mésophiles (F3.11) et Fourrés mésophiles et phragmitaie (F3.11xD5.11)	Faible	Haie à l'ouest (204 m, impact indirect uniquement)	Négligeable		0,00 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Boisement secondaire de frênes (G1.A2)	Faible	Bosquet au nord-est (0,35 ha, impact indirect uniquement)	Négligeable		0,00 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Cultures (I1.1)	Négligeable	6,68 ha	Négligeable		6,12 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée (I1.53)	Faible	0,10 ha	Négligeable		0,08 ha	Négligeable
	Altération ou destruction d'habitats naturels	Friche herbacée et alignement d'arbres (I1.53xG5.1)	Faible	< 0,01 ha	Négligeable		< 0,01 ha	Négligeable
Direct et permanent	Destruction d'espèces végétales patrimoniales	Aucune espèce concernée	Négligeable	-	Négligeable	-		Négligeable
Indirect et permanent	Dissémination d'espèces végétales envahissantes	Amarante hybride, Amarante réfléchie, Ambroisie à feuilles d'Armoise, Buddleja du père David, Vergerette annuelle, Solidage glabre	Fort	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleja en bordure d'emprise, 7,06 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	Fort	MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	15 foyers de Solidage glabre, 4 massifs de Buddleja en bordure d'emprise,	Faible

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Surface ou effectif concerné dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée (ha)	Impact résiduel
							7,06 ha de cultures potentiellement contaminées par l'Ambroisie.	
Direct et permanant	Destruction de zones humides	Zones humides sur terrains cultivés	Faible	0,15 ha	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	0,00 ha	Négligeable



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Impact résiduel sur les habitats naturels et flore

Aire d'étude rapprochée (emprise demande d'autorisation)
Zone d'extraction possible réglementairement
Zone d'extraction réduite
Emprise de stockage et circulation uniquement (pas d'extraction)

Habitats naturels impactés
D5.11 : Phragmitaie
E5.11 : Friche nitrophile
E5.41 : Ourlet à Solidage
E5.41 : Ourlet hygrophile
I1.1 : Cultures
I1.53 : Friche herbacée
I1.53xG5.1 : Friche herbacée et alignement d'arbres

Foyers d'espèces envahissantes présents au sein ou à proximité des emprises projet
Ambroisie à feuilles d'armoise
Buddleia de David
Solidage géant

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

IV.B. Faune

IV.B.1. Destruction d'individus

L'évitement temporel (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation) constitue l'axe central de la stratégie d'atténuation du risque de destruction d'individus. En effet, l'exploitation démarrera chaque année à partir du 15 septembre, se poursuivra pendant l'automne et l'hiver puis l'activité sur le site sera très limitée à partir du 31 mars. On évite ainsi le risque de destruction d'espèces en léthargie hivernale (reptiles, insectes, amphibiens seront en mesure de fuir vers des habitats proches lors de chaque démarrage de l'activité sur un nouveau secteur) et le risque de destruction de nichées (aucune nichée ne sera en cours dans les milieux agricoles entre septembre et mars).

Le maintien de zones refuge fonctionnelles à proximité des zones en exploitation (ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet, MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles, MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière, MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs) permettra d'assurer des capacités de fuite et de refuge pour la faune.

Certains amphibiens ont une activité précoce et sont susceptibles de coloniser des flaques et ornières, y compris au sein de carrières en activité. C'est notamment le cas du Crapaud calamite ; il s'agit d'une espèce pionnière, qui est susceptible de coloniser des zones qui lui seraient devenues favorables. Même si aucune espèce de crapaud n'a été détectée sur le site lors des inventaires naturalistes, des dispositions seront prises pour éviter la création d'ornières et ainsi exclure le risque de destruction d'individus pendant l'exploitation (MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins).

Suite à l'application des mesures de réduction et d'évitement, l'impact par destruction d'individus est considéré comme négligeable, voir tableau suivant.

IV.B.2. Destruction d'habitats d'espèces

Rappelons que les habitats impactés sont des habitats relativement anthropisés (grandes cultures et milieux connexes). Les modalités d'exploitation de la carrière permettront de réduire fortement l'impact sur les habitats d'espèces situés au sein ou à proximité des emprises projet.

D'une part l'emprise projet a été optimisée afin de réduire autant que possible l'impact sur les habitats importants pour la faune (ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet, MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles). Par ailleurs le fait que l'exploitation soit réalisée par phases avec remise en état à l'avancement permettra de réduire très significativement l'impact instantané sur les habitats d'espèces. En outre, les stocks de terre créés temporairement lors de l'exploitation seront végétalisés et entretenus de façon à favoriser leur fonctionnalité pour la faune (MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière). Ces zones ainsi que les zones agricoles conservées ou recréées au sein de l'emprise projet seront pleinement fonctionnelles pendant les périodes de reproductions et d'activité de la majeure partie des espèces car le site ne sera pas actif entre le 31 mars et le 15 septembre (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation).

Ainsi, le projet ne génèrera aucun impact direct sur la haie de compensation située à l'ouest, sur le boisement situé au nord-est ou sur l'alignement d'arbres situé au nord, ni sur les écotones constitués par les lisères de ces différents habitats.

Pour l'Alouette des champs, un habitat de reproduction, constitué par les cultures, est initialement présent au droit de l'emprise projet. Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction. En cours d'exploitation, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude restera en tout temps supérieur à 3,72 ha (voir tableau p. 117 et graphique p. 118). Par ailleurs, une bande de culture fourragère dotée de plots non semés (MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs) sera mise en œuvre sur une surface de 0,3 ha minimum, permettant de sécuriser, pendant toute la période d'ouverture de la carrière, la présence d'habitat de reproduction, d'alimentation et de refuge pour l'Alouette. Rappelons que le site ne sera pas actif entre le 31 mars et le 15 septembre (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation). Ces dispositions permettent d'assurer la capacité d'accueil suffisante pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple) pendant toute la durée d'ouverture de la carrière. Lors de la remise en état de la carrière, les zones agricoles seront restituées à l'identique et seront soumises au même type de rotation culturale. L'Alouette des champs pourra donc y effectuer sa reproduction dans les mêmes conditions qu'avant l'ouverture de la carrière. L'impact résiduel sur cette espèce est donc négligeable.

Concernant la Cisticole des joncs, l'habitat de l'espèce tel qu'observé en 2022 est situé en dehors de l'aire d'étude rapprochée et ne sera dont pas impacté par le projet. L'impact brut par destruction d'habitat d'espèce est donc négligeable. Signalons en outre que les plans de phasage de l'exploitation prévoient la constitution d'au moins 0,56 ha de stocks de terre végétalisés, dont 0,47 ha seront végétalisés sur le long terme (dès la phase 1 et maintenus jusqu'à la fin de l'exploitation). Ces espaces à végétation herbacée haute, exempts de perturbation majeure chaque année pendant toute la période de reproduction de l'espèce, représentent des habitats très favorables à l'espèce. Ainsi l'espèce bénéficiera d'espaces de report supplémentaires pendant toute la phase de fonctionnement de la carrière (voir tableau p. 117). La capacité d'accueil sera donc temporairement renforcée. En outre, la mesure « MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs » prévoit la recréation d'habitats très favorables à l'espèces et qui seront maintenus après la fin de l'exploitation de la carrière. L'impact résiduel est négligeable voire positif. Pour les reptiles, les habitats de chasse et de transit, situés au nord et à l'ouest de l'aire d'étude rapprochée, ne subiront pas d'impact significatif dans le cadre du projet. Sur les trois quarts est de l'aire d'étude, ils seront en contact avec des merlons de terre végétalisés, mis en place en début de phase 1 puis maintenus jusqu'à la phase finale de remise en état. Sur le quart ouest, ils resteront au contact de zones cultivées puis, en phase 2 et 3, ils seront compris dans la bande non exploitée (10 m à l'ouest, 20 m au nord). Du fait de la présence des merlons et des bandes non exploitées, les habitats des reptiles ne seront pas en contact direct avec l'exploitation. La végétation herbacée maintenue sur les merlons et les bandes non exploitées offrira, en outre, une surface supérieure exploitable par les reptiles pour la chasse et le transit. Une mesure d'accompagnement visera en outre à favoriser la présence de milieux de reproduction pour les reptiles (voir MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens).

Enfin, notons, en complément, que la création d'une zone d'extraction en eau, bordée de berges en pente douce, pourra être favorable à d'autres espèces telles que le petit gravelot (zone de nidification), les Hirondelles (zone de chasse) ou les Chiroptères (zone de chasse).

Suite à la remise en état du site (MR8 : Revégétalisation après remise en état), les fonctionnalités des habitats d'espèces seront restaurées. Le retour de la végétation à un état proche de l'état initial étant garanti par la bonne capacité de résilience de ces habitats anthropiques. Le site retrouvera donc un fonctionnement écologique sensiblement identique voire meilleur qu'à l'état initial.

L'impact résiduel par destruction d'habitats d'espèces, analysé dans le tableau suivant, est négligeable pour tous les groupes d'espèces.

Tableau 36 : Synthèse des surfaces utilisées et surfaces d'habitats d'espèces disponibles par phase

	État initial	Phase 1		Phase 2	Phase 3.1	Phase 3.2	État final
Période	Ante 2025	2025-2026	2026-2029	2030-2034	2035-2037	2038-2039	Post 2039
Surface maximale en exploitation (pistes, stocks matériaux extraits et matériaux inertes, carreau, zone en eau)	0,00 ha	2,80 ha	2,40 ha	2,43 ha	2,23 ha	1,47 ha	0,00 ha
Existant : cultures et jachère agricoles (a)	7,06 ha	3,42 ha	3,34 ha	1,74 ha	0,86 ha	0,75 ha	0,75 ha
Création : cultures et jachères agricoles remises en état (b)	0,00 ha	0,00 ha	0,43 ha	1,97 ha	3,21 ha	3,68 ha	5,93 ha
Création : bande Alouette (c)	0,00 ha	0,30 ha	0,30 ha	0,31 ha	0,31 ha	0,31 ha	0,00 ha
Existant : espaces herbacés (bandes enherbées, végétations des fossés) (d)	0,42 ha	0,35 ha	0,35 ha	0,35 ha	0,22 ha	0,17 ha	0,17 ha
Création : espaces herbacés (bandes enherbées, végétation des fossés et cours d'eau recréés) (e)	0,00 ha	0,00 ha	0,06 ha	0,06 ha	0,06 ha	0,10 ha	0,10 ha
Création : bande Cisticole (MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs) (f)	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha	0,50 ha	0,50 ha
Création : stocks de terre végétalisés (g)	0,00 ha	0,58 ha	0,57 ha	0,59 ha	0,56 ha	0,47 ha	0,00 ha
Création : zone écologique (MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens) (h)	0,00 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha	0,03 ha
Soit habitat fonctionnel pour l'Alouette des champs (a+b+c)	**7,06 ha**	**3,72 ha**	**4,07 ha**	**4,02 ha**	**4,38 ha**	**4,74 ha**	**6,68 ha**
Autre habitat herbacé, constituant une zone refuge potentielle pour la petite faune (d+e+f+g+h)	**0,42 ha**	**0,96 ha**	**1,01 ha**	**1,03 ha**	**0,87 ha**	**1,27 ha**	**0,80 ha**

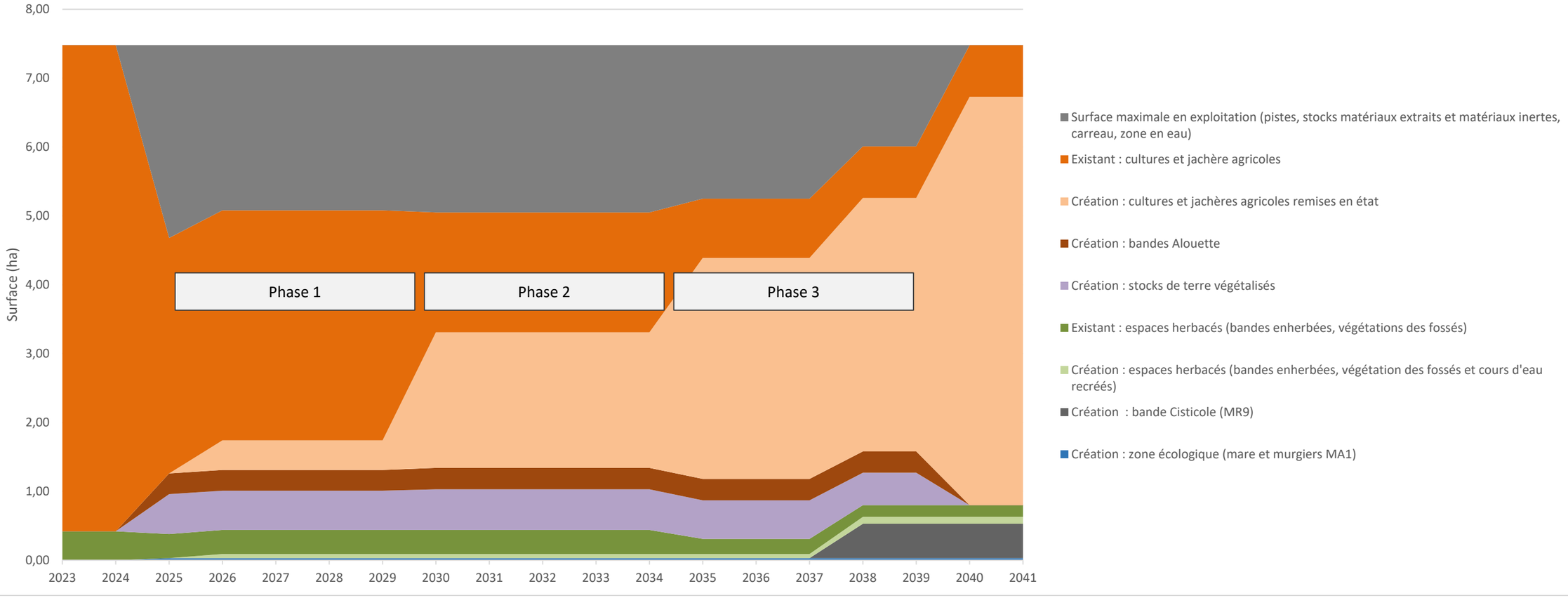


Illustration 27 : Évolution de l'occupation du sol et des habitats naturels au cours de la période de fonctionnement de la carrière

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2



Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)



Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

IV.B.3. Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces

Le dérangement des populations animales présentes sur le site et à proximité sera négligeable du fait de l'absence d'activité extractive sur le site pendant les périodes de reproduction (MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation). Par ailleurs, l'organisation de l'exploitation, avec mise en place d'un merlon de terre au nord et à l'est, mise en place d'un délaissé supplémentaire de 10 m au nord, et positionnement des stocks et carreau d'exploitation à distance de la haie située à l'est, la mise en place de balisages (ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet, MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles), permettront d'éviter tout impact indirect sur les habitats situés à proximité.

Concernant le bruit généré par la carrière, rappelons qu'il n'y aura pas d'utilisation d'explosif et que les seuls bruits significatifs seront des bruits mécaniques liés au fonctionnement de la dragline et des engins. Le maitre d'ouvrage a pris des mesures pour réduire à la source les émissions sonores par rapport aux modalités d'exploitation de la carrière initiale : 1) le site sera mis en sommeil du 31 mars au 15 septembre, il n'y aura donc aucune émission sonore en période de reproductions de la faune. 2) sur la période d'ouverture du site, de septembre à mi-mars uniquement, l'exploitation sera menée avec des mesures de modernisation du matériel roulant, de non-cumul des activités les plus bruyantes et avec la mise en place d'un protocole de suivi des émissions sonores. Notons en outre qu'il n'y aura aucune activité nocturne sur le site. Enfin, la mise en place de merlons de terre au nord et à l'est du site permettra de réduire encore le volume sonore perceptible au droit des milieux boisés. Ainsi, considérant qu'aucun enjeu relatif aux chiroptères en hivernation n'est présent à proximité de la zone d'extension, considérant que des mesures ont été prises pour réduire les émissions sonores pendant les périodes d'activité de la carrière, considérant que les nuisances sonores seront absentes pendant la période de reproduction de la plupart des espèces animales, l'impact sonore du projet n'est pas jugé significatif sur la faune.

Concernant la haie de compensation située à l'ouest, l'extraction ne sera pas susceptible de se rapprocher à moins de 10 mètres de ce linéaire, comme ce fut le cas dans le cadre de la précédente exploitation. L'exploitation de l'ancienne carrière à l'ouest n'a pas remis en cause les habitats de ce linaire, preuve en est que l'inventaire naturaliste a mis en évidence la présence d'espèce à enjeu, soulignant au passage l'efficacité de la haie. Les modalités d'exploitation seront maintenues. La mesure de réduction MR1 qui limitera l'extraction du 15 septembre au 31 mars permettra de supprimer les impacts du projet sur ce linaire, durant les phases plus sensibles que sont la reproduction et l'élevage des oisillons. D'autre part, durant la période d'exploitation, les impacts seront minimes puisque les modalités d'extraction et les mesures mises en œuvre limiteront les effets et notamment :

- Vibration : Le site ne produira aucune vibration particulière, hormis les vibrations solidiennes produites par les engins de chantiers (imperceptible à quelques mètres du point d'émission). Aucun tir de mine ne sera réalisé dans le cadre de l'exploitation.
- Bruit : L'exploitation de l'ancienne carrière n'a pas empêché l'implantation et le développement de diverses populations de passereaux (Pie Grièche écorcheur, …) au droit de ce linéaire. Les modalités d'exploitation reconduites, cumulée à la mesure de réduction de la période de travaux (non existante dans le cadre de la précédente autorisation) permettront de réduire les impacts indirects du projet à un niveau marginal.
- Poussières : Les envols de poussières sont conditionnés par le niveau d'ensoleillement et de ventosité sui seront peu important lors de la période d'exploitation. L'extraction en eau permettra de limiter les impacts indirects. Une mesure relative à l'arrosage des pistes est présente dans l'étude d'impact, permettant de limiter l'envol de poussières en cas de grand vent et fort ensoleillement.

Concernant le boisement situé au nord-est et l'alignement d'arbres situé au nord, L'extraction ne sera pas susceptible de se rapprocher à moins de 20 mètres de ces éléments. Seuls des chiroptères ont été identifiés dans le boisement. Le niveau d'activité a été qualifié de faible par les experts naturalistes, traduisant un habitat peu favorable pour ces espèces et l'absence de gîtes. La présence de merlons et d'une période d'exploitation réduite permettront de limiter au maximum les impacts sur ce milieu en période diurne. En période nocturne, aucun impact n'est à redouter puisque la carrière ne fonctionnera pas la nuit. Comme indiqué précédemment, aucune vibration ne sera ressentie au niveau du boisement.

Pour les poussières, comme indiqué précédemment, les envols de poussières sont conditionnés par le niveau d'ensoleillement et de ventosité sui seront peu important lors de la période d'exploitation. L'extraction en eau permettra de limiter les impacts indirects. Une mesure relative à l'arrosage des pistes est présente dans l'étude d'impact, permettant de limiter l'envol de poussières en cas de grand vent et fort ensoleillement.

Ainsi, les mesures décrites ci-dessus permettent d'éviter tout dérangement sur la Pie-grièche écorcheur et le Torcol fourmilier puisque ces deux espèces migratrices seront absentes pendant que le site sera actif. Le Chardonneret élégant, lui, est présent en hivernation sur le site mais cette espèce ne subira qu'un dérangement négligeable du fait que l'exploitation ne se situera jamais à moins d'une dizaine de mètres de la haie et des lisières, qu'un délaissé supplémentaire de 10 m sera respecté au nord et à l'est du projet (ME1) éloignant de 20 m la zone en travaux, que l'espèce bénéficiera de zones d'alimentation très favorables au sein des merlons végétalisés (MR3) présents en périphérie du site.

Concernant les reptiles, rappelons que les lisières susceptibles d'être fréquentées par ce groupe d'espèces, en chasse ou transit, ne seront pas directement impactées (aucune destruction de ces habitats). La période de mise en sommeil du site sera du 31 mars au 15 septembre ; cette période d'activité de la carrière ne se superposera donc que de façon marginale à la période d'activité des reptiles (un mois et demi tout au plus, de mi-septembre à fin octobre). Rappelons par ailleurs que le dérangement ne serait lié qu'aux bruits mécaniques des engins présents sur le site. Ces bruits mécaniques seraient liés à trois à quatre engins, y compris la dragline, simultanément présents sur le site pour l'extraction, et à la rotation de deux camions pour évacuer les matériaux vers le site de Brégnier. Ce dérangement sera fortement atténué par l'organisation du plan d'exploitation : des merlons de terre créeront un effet protecteur au nord et à l'est du site, la présence de la zone en eau à l'ouest de la dernière phase d'exploitation éloignera, de fait, l'essentiel des activités mécaniques sur le site (circulations, chargements, déchargements) des zones les plus sensibles à l'ouest (haie et talus de la route). Signalons enfin que ce dérangement ne pourrait porter que sur une partie des habitats concernés à la fois puisque l'exploitation de fera à l'avancement, de l'est vers l'ouest (200 m en phase 1, 135 m en phase 2, 185 m en phase 3). En prenant en compte ces facteurs d'atténuation du dérangement, et considérant le bruit ambiant initial, lié aux circulations sur les deux routes bordant le site, l'impact résiduel par dérangement sur les reptiles n'apparait pas significatif.

Concernant les chiroptères en chasse ou transit, rappelons qu'il n'y aura aucun impact direct significatif sur les 607 m de lisières et haies bordant le site et pouvant être utilisés comme zone de chasse ou de transit. Les mesures de balisage des zones sensibles, la réduction des emprises projet et la réduction des périodes d'exploitation de la carrière (fonctionnement sur 5,5 mois en période hivernale) permettent de supprimer totalement l'impact indirect par altération ou dérangement des espèces. L'ensemble des mesures permet en effet de conserver intacte la fonctionnalité de ces lisières et haies en tant que zone de chasse pour les chiroptères (rôle de guide pour le vol et de réservoir de proies).

Concernant les chiroptères en gites, comme expliqué ci-avant, le bruit de l'exploitation n'aura qu'un effet très limité sur le bosquet situé au nord-est. Le bruit n'interviendra qu'en période d'hibernation et ce bosquet ne présente qu'un très faible potentiel pour les chiroptères en hibernation (absence d'arbres de gros diamètre). La présence des merlons de terre, atténuera encore la portée du bruit sur ces habitats potentiels. En conséquence, le bruit éventuellement subit au droit des habitats potentiels d'hivernation des chiroptères ne sera pas significativement supérieur au bruit ambiant lié à la circulation des véhicules et aux autres activités humaines.

L'impact résiduel par dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces, analysé dans le tableau suivant, est négligeable pour tous les groupes d'espèces.

IV.B.4. Dégradation des fonctionnalités écologiques

Un impact potentiel sur les continuités écologiques avait été identifié du fait de la présence d'axes de circulations de la petite faune au sein de la zone d'extension. Le phasage du projet permet de garantir qu'en tout temps sera maintenu au moins un linéaire de fossé végétalisé permettant le transit de la petite faune du nord au sud au sein de l'emprise projet. Notons par ailleurs que les clôtures seront adaptées afin de maintenir la perméabilité écologique (MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement).

L'impact du projet sur les continuités écologiques sera faible et, en tout état de cause, temporaire.

Tableau 37 : Évaluation des impacts résiduels sur la faune

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
Direct et permanent	**Destruction d'individus**	Avifaune nicheuse : Alouette des champs	Fort	1 couple	Modéré	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet	-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : Cisticole des joncs	Modéré	1 couple nichant hors emprise	Faible	MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation	-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : Pie-grièche écorcheur	Modéré	1 couple nichant en bordure	Faible	MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	-	Négligeable
		Avifaune nicheuse : autres espèces, nicheuses hors emprises projet	Faible	-	Négligeable	MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Individus erratiques	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Individus en transit ou en chasse	Négligeable		-	Négligeable
		Insectes : toutes espèces	Faible	Populations établies dans les bandes enherbées et végétation des fossés	Faible		-	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Individus en transit	Négligeable		-	Négligeable
		Chiroptères	Faible à fort	Individus en transit et en chasse (pas de gîte impacté, très faible risque de destruction d'individus)	Négligeable		-	Négligeable
Direct et temporaire	**Destruction d'habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs	Fort	Au total 6,90 ha de milieux agricoles (cultures et habitats connexes) ; impact instantané maximal sur 3,34 ha (en phase 1)	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintien, en tout temps, au sein des emprises, d'au moins 3,72 ha d'habitat fonctionnel pour l'espèce, dont 0,3 ha de couvert fourrager en fauche tardive avec placettes de terre nue.	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Cisticole des joncs	Modéré	Habitat de l'espèce situé en dehors de l'emprise projet	Négligeable		Aucun. Pas d'impact sur l'habitat de reproduction. Augmentation temporaire de la surface d'habitat disponible (maintien, en	Négligeable

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
						MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	tout temps, au sein des emprises, d'au moins 0,87 ha de végétations herbacées hautes)	
		Avifaune, autres cortèges	Faible à modéré	Habitats non impactés	Négligeable		-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune	Faible	Habitats non impactés	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'impactant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit	Négligeable
		Insectes	Faible	0,23 ha de zones enherbées, lisières et végétation des fossés (principalement pendant la phase 3)	Négligeable		Au maximum, suppression temporaire de 0,18 ha de zones enherbées au cours de l'exploitation	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible à modéré	Habitat de chasse et de transit : zones enherbées en talus et proches des lisières impactées à la marge uniquement (< 0,01 ha)	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'impactant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit	Négligeable
		Chiroptères	Modéré à fort	Zones de chasse et de transit : impactées à la marge uniquement (<0,01 ha) Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable		Impact marginal sur les lisières (< 0,01 ha), n'affectant pas leur fonctionnalité en tant que zone de chasse et de transit Pas de gîte arboricole impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dérangement d'espèces et altération temporaire des habitats d'espèces**	Avifaune nicheuse, cortège des milieux agricoles ouverts : Alouette des champs, Cisticole des joncs, Linotte mélodieuse, Petit gravelot	Faible à fort	Habitats en contact : matrice agricole environnante (cultures, marges enherbées)	Faible	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation	Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité ou d'absence des espèces (15 septembre au 31 mars)	Négligeable

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux bocagers : toutes espèces dont Chardonneret élégant (bosquet au nord-est), Torcol fourmilier, Pie-grièche écorcheur (haie à l'ouest)	Faible à modéré	Habitats en contact, non directement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible	MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité ou d'absence des espèces (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux anthropique	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable		-	Négligeable
		Avifaune nicheuse, cortège des milieux aquatiques	Faible	Pas de milieux favorables à proximité directe des emprises projet	Négligeable		-	Négligeable
		Avifaune, espèces en transit ou alimentation	Faible	Espèces non nicheuses à proximité du projet	Négligeable		-	Négligeable
		Amphibiens : Grenouille commune et salamandre	Faible à modéré	Pas de milieux favorables directement connectés aux emprises projet	Négligeable		-	Négligeable
		Reptiles : Couleuvre verte et jaune, Lézard à deux raie, Lézard des murailles, Couleuvre helvétique	Faible	Habitats en contact, non directement impactés : 607 m de talus, lisières et haies, à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Insectes	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Mammifères terrestres : toutes espèces dont Hérisson d'Europe	Faible	Habitats en contact, indirectement impactés : 214 m de haie, à l'ouest (uniquement en phase 3) et 0,35 ha de bosquet, au nord-est (en phase 1)	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars)	Négligeable
		Chiroptères, espèces arboricoles en gites	Faible à modéré	Gîtes potentiels proches : bosquet (espèces potentiellement nicheuses	Faible		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15	Négligeable

Caractéristiques de de l'impact	Nature de l'impact brut	Habitats et espèces concernées	Enjeu au sein de l'aire d'étude	Population et habitats concernés dans les emprises projet	Appréciation de l'impact brut	Mesures d'évitement et de réduction	Surface impactée ou population impactée	Impact résiduel
				peu sensibles au dérangement car supportant déjà la proximité de la route) Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières à l'ouest et au nord, successivement au cours des différentes phases d'exploitation			septembre au 31 mars), absence d'activité nocturne	
		Chiroptères, autres espèces	Fort	Zones de chasse et de transit, indirectement impactés : 607 m de lisières et haies, successivement au cours des différentes phases d'exploitation Pas de gîte impacté	Modéré		Dérangement faible et limité à des périodes de faible sensibilité (15 septembre au 31 mars), absence d'activité nocturne Pas de gîte impacté	Négligeable
Indirect et temporaire	**Dégradation des fonctionnalités écologiques**	Corridors écologiques terrestres	Modéré	Continuité écologique nord-sud au travers des fossés et bandes enherbés	Négligeable	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	Maintien de la connectivité nord-sud pendant toute la durée d'exploitation	Négligeable
		Corridors écologiques aquatiques	Faible	Continuité écologique nord-sud peu fonctionnelle à travers les fossés et notamment le ruisseau de la Janotte	Négligeable	MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR8 : Revégétalisation après remise en état MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs	Maintien en tout temps d'au moins un des deux fossés assurant la continuité nord-sud	Négligeable

V. Mesures d'accompagnement et de suivi

V.A. Mesures d'accompagnement

Les mesures d'accompagnement décrites ci-dessous ne visent pas à répondre à un impact précis. Elles visent à apporter une plus-value écologique au projet et à renforcer sur le long terme la pertinence des mesures d'évitement et de réduction décrites ci-avant.

V.A.1. MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA1**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.a – Aménagement ponctuel (abris ou gites artificiels pour la faune)** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens**
Objectifs	Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune
Calendrier	Début de la phase de fonctionnement, maintenu à l'issu de la remise en état
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Une zone favorable à la faune sera créée au nord-ouest de la zone d'extension, au niveau du lit de la Janotte, en aval du franchissement de la route de Mortillet (voir localisation p. 118 et 119). Cette zone écologique comprendra une mare temporaire, dont les berges seront en partie végétalisées ainsi que cinq amoncellements de pierres constituant des zones refuges pour les reptiles et amphibiens (murgiers). **Mare** La mare aura une surface de 250 m². Les profils de berges seront diversifiés (pente variant de 5 à 30 %). La forme de la mare ne sera pas géométrique, mais présentera des contours aléatoires et naturels. Le terrassement de la marre sera réalisé par tassement différentiel (par engin mécanique) des formations géologiques marneuses présentes naturellement dans le sous-sol, une fois la couche de terre végétale soigneusement retirée. Cette méthodologie offrira ainsi les garanties nécessaires pour assurer la perméabilité de la mare ainsi restituée. Le point haut de la ligne d'eau de la mare sera aligné et connecté au fond du lit mineur amont du ruisseau de manière que les écoulements puissent remplir gravitairement la mare. Un exutoire sera également créé et aligné sur le tronçon aval, laissant ainsi un libre écoulement des eaux en direction du Rhône et garantissant la libre circulation des espèces. Une partie des berges sera recouverte de galets lavés (20-40 mm), issus de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP. Le reste de la berge sera ensemencé avec un mélange grainier adapté aux sols humides (voir MR8 : Revégétalisation après remise en état). On s'attend à ce que la végétation hélophytique spontanée recolonise progressivement les parties les plus humides des berges. L'aménagement de la mare sera réalisé en période d'étiage ou d'assec afin de ne pas perturber les écoulements du cours d'eau, ni les espèces qui pourraient fréquenter ce secteur. Le semis sera effectué à l'automne ou au printemps. L'alimentation de la mare sera assurée par le cours d'eau ainsi que par les eaux de ruissellement de l'impluvium local. En cas d'étiage sévère ou d'assec, la mare ne sera plus alimentée et l'eau présente au sein de cette structure s'évaporera lentement, jusqu'à son assèchement complet.  *Illustration 28 : Schéma de principe d'aménagement de la mare (source Ingegone)* **Murgiers** Les zones refuges pour les reptiles et amphibiens seront réalisées par création d'amoncèlements de pierres constitués des éléments suivants : - 60 % de pierres de calibre 20-40 cm ; - 20 % de pierres de calibre autre ; - 20 % branchages et souches, positionnés à la base de l'amoncèlement. Les matériaux nécessaires à la création de murgiers proviendront de la carrière voisine, exploitée par la société MBTP. Les murgiers seront mis en place pendant la première phase d'exploitation, entre le 15 sept et le 31 octobre. Cette mesure permettra d'offrir un habitat de reproduction pour certaines espèces telles que les crapauds ou les reptiles.

	Suivi et entretien Si besoin, en cas de développement excessif des plantes hydrophytes (phragmites notamment), des opérations ponctuelles de faucardage avec dépôt des matériaux à proximité seront conduites dans la mare (fréquence tous les 5 ans maximum). Un curage et un remodelage du fond de la zone pourra également être conduit au bout de 10 ans à l'aide d'une mini-pelle en cas de comblement ou d'atterrissement des zones en eau. Les vases prélevées seront exposées au moins 48h sur les berges à proximité avant évacuation afin de permettre aux larves et insectes aquatiques de regagner la zone en eau. Ces différentes opérations seront systématiquement menées en septembre-octobre, hors période de reproduction et de présence des amphibiens dans le milieu aquatique et avant les températures rigoureuses de l'hiver (engourdissement des larves qui ne peuvent regagner l'eau). L'entretien des murgiers n'appelle pas d'autre mesures que la poursuite de la gestion courante de la végétation des talus et bords de champs (fauche ou broyage annuel ou bisannuel). L'objectif est d'assurer la tenue de l'aménagement tel que dimensionné au démarrage sur la durée de l'exploitation puis de laisser ce milieu humide évoluer naturellement sans intervention anthropique post-exploitation.
Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Mare : 1 000 € Murgiers : 500 € par murgier soit 2 500 €

V.A.2. MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte

Type de mesure	**Accompagnement**
Code	**MA2**
Classification Guide ERC du CGDD	**A3.b - Aide à la recolonisation végétale** **A3.c - Autre** (en référence à : MTES, CEREMA « Evaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Théma Balises, CGDD, 2018).
Nom	**Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte**
Objectifs	Améliorer la perméabilité écologique
Calendrier	Phase 3.1
Espèces cibles	Reptiles, amphibiens, petite faune
Mise en œuvre	Le lit de la Janotte sera restitué à l'issu de la dernière phase d'exploitation et du remblaiement de la zone (voir localisation p. 118 et 119). La remise en état du chenal constitue une opportunité d'améliorer le fonctionnement hydrologique et écologique du cours d'eau selon les modalités suivantes. - étanchéification grâce à la mise en place d'un placage de marne (sur une épaisseur de 15 à 20 cm) naturellement présente sur le site ; - modelage des berges présentant une pente variant entre 35 et 80°% ; - diversification des profils d'écoulement par la mise en place de blocs décamétriques groupés sous forme de déflecteurs, seuils échancrés, surcreusement de gouilles ; - mise en place d'un substrat sédimentaire centimétrique grâce à des matériaux exogènes, exemptes de toute pollution ou contamination bactérienne, issus de la carrière voisine exploitée par la société MBTP, sur une épaisseur maximale de 0,02 m ; - plantations, sur les berges, de bouture de saules en faible densité (50 boutures au total, groupées par petits massifs) et ensemencement adapté aux sols humides (voir MR8 : Revégétalisation après remise en état). Le ruisseau restitué présentera ainsi un tracé sinueux et varié avec une pente moyenne de 0,02 m/m, induisant une vitesse d'écoulement relativement élevée et donc favorable à une bonne oxygénation des eaux. La présence de surcreusements localisés (gouilles) permettra de prolonger les capacités d'accueil de la faune aquatique ou amphibie au début des périodes d'assec. La reconstitution d'une végétation rivulaire dense permettra de renforcer la fonctionnalité du tronçon concerné en tant que corridor écologique local.

La restauration sera menée d'aval vers l'amont afin pouvoir connecter le chenal restitué à la partie amont, sans écoulement diffus au niveau des zones agricoles remises en état et maintenir une zone d'infiltration dans la nappe sous-jacente pendant la phase travaux.

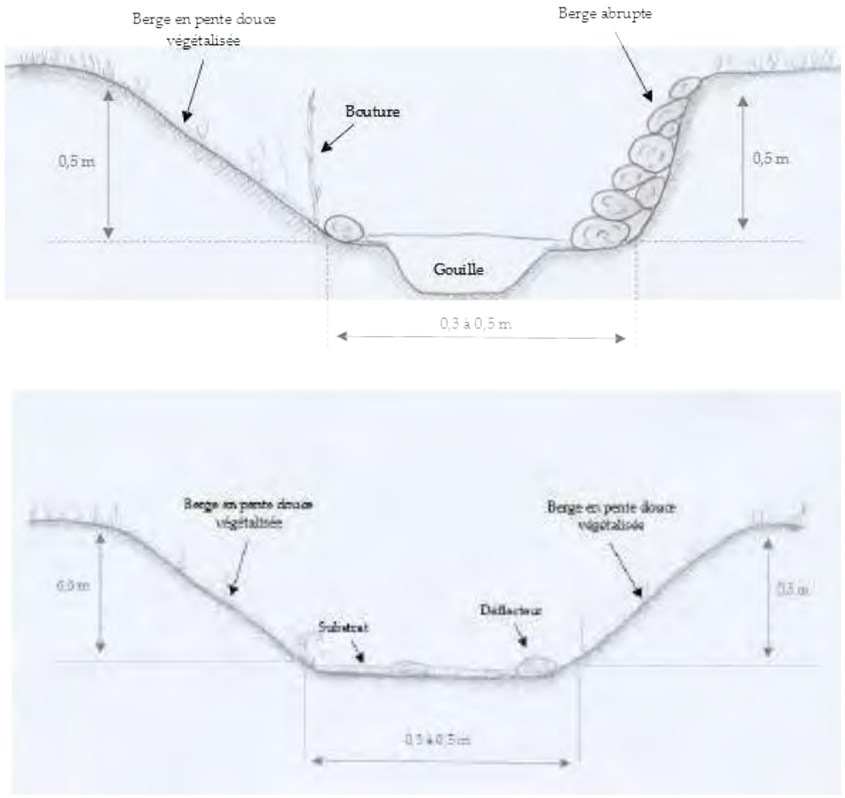


Illustration 29 : Profils variés du lit restitué (source : Ingégone)

Cette mesure sera mise en œuvre au plus tard l'année précédant la remise en état finale et le démantèlement des merlons, soit au cours de la phase 3.1.

Suivi et entretien

Après remise en état, le lit de la Janotte sera entretenu par fauchage, par les exploitants agricoles de la même façon que les bandes enherbées riveraines. Le mode de gestion traditionnel tel que constaté en 2022 (fauche annuelle), apparait favorable au développement d'une végétation herbacée haute et de taillis de saules, favorable à la faune. Aucune convention de gestion n'est envisagée avec les agriculteurs concernant la gestion de la végétation dans le lit de la Janotte.

Modalité de suivi	MS1 - Suivi de la mise en œuvre des mesures
Coût	Restauration du lit et plantations : 7 500 €

V.B. Mesures de suivis

Les mesures de suivi ont pour objectif de rendre compte de la bonne exécution des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement ainsi que de s'assurer de leur efficacité.

V.B.1. MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures

Type de mesure	**Suivi**
Code	**MS1**
Nom	**Suivi de la mise en œuvre des mesures**
Objectifs	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état
Calendrier	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état
Espèces cibles	Ensemble des cortèges faune et flore
Mise en œuvre	L'exploitant veillera à la bonne application des mesures d'évitement et de réduction pendant toute l'exploitation de la carrière. Les prescriptions environnementales (zones sensibles, mises en défens) figureront sur le plan d'exploitation. L'exploitant sera accompagné par un écologue lors des phases critiques de l'exploitation du site. Un suivi de la faune et de la flore sera par ailleurs réalisé visant, pour chaque campagne concernée les groupes suivants : - Espèces exotiques envahissantes : 1 intervention sur site au mois de septembre, visant à mettre à jour la répartition des espèces exotiques envahissantes connues ou nouvelles ; - Reptiles et avifaune : 3 interventions sur site entre avril et aout visant à identifier les espèces présentes (points d'écoute, observation directe, utilisation de plaques à reptiles) ; - Amphibiens : deux interventions nocturnes entre mars et mai visant à identifier les espèces présentes (recherche de pontes, larves et adultes, points d'écoutes). Le suivi de la faune sera mené par observation directe, recherche de traces et points d'écoute. Les écoutes seront réalisées en matinée, sous conditions météorologiques favorables (absence de fort vent, forte précipitations ou canicule). Toutes les observations pertinentes au regard de la biologie des espèces seront consignées lors des interventions de l'écologue (nombre d'individus contactés, comportement, indices de reproduction). Les suivis devront porter une attention particulière sur la présence de la Cisticole des Joncs au niveau des merlons végétalisés, de la végétation présente le long des fossés ou cours d'eau réaménagés et au niveau des bandes de jachère mises en place en phase 3 de part et d'autre de la Janotte.

	Les suivis porteront également sur les aménagements temporaires (bande en friche et plots non semés) mis en place pour l'Alouette des champs. Les points de contrôle devant faire l'objet d'une attention particulière lors des suivis écologue sont localisés sur la carte p. 132. Ces suivis permettront rendre compte de l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement mises en œuvre, et de proposer d'éventuelles adaptations ou mesures correctives. Ils permettront, en outre d'améliorer les connaissances sur l'écologie de la Cisticole des joncs, espèce dont l'écologie est encore mal connue en région Auvergne-Rhône-Alpes **Le détail de la mise en œuvre de la présente fiche mesure devra être communiqué à l'écologue en charge du ou des suivis.** Les interventions de l'écologue pendant l'exploitation seront organisées comme suit (voir illustration ci-dessous) : - Sensibilisation initiale des équipes lors du démarrage de l'exploitation ; - Cartographie des espèces envahissantes pendant l'été précédent chaque ouverture d'une nouvelle tranche d'exploitation ; - Quatre campagnes de suivi de l'avifaune et des reptiles réparties pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Trois campagnes de suivi supplémentaire de l'avifaune pendant la durée d'exploitation comprenant chacune 3 interventions sur site ; - Deux campagnes de suivi des amphibiens comprenant chacune 2 interventions sur site ; - Deux visites spécifiques d'encadrement de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement : - Constatation des remises en état et production d'un bilan final de la mise en œuvre des mesures environnementales. Un suivi écologue sera par ailleurs mené les trois années suivant la remise en état : - Trois campagnes de suivi de la flore exotique envahissante visant à contrôler l'émergence de nouveaux foyers sur les zones remises en état et, le cas échéant, préconiser des mesures de gestion ; - Trois campagnes de suivi de la faune comprenant chacune 3 interventions sur site. Chaque campagne de suivi fera l'objet d'un compte rendu faisant état des espèces présentes sur le site, de l'application des mesures environnementales et formulera d'éventuelles mesures correctives.
	Il est rappelé qu'une CLIS sera organisée annuellement. A cette commission seront notamment conviés les agriculteurs exploitant les parcelles de l'emprise du projet permettant, à travers les résultats de suivis, de réaliser une sensibilisation régulière sur les enjeux de biodiversité autour de la matrice culturale locale.
Coût	33 interventions de suivi écologique pendant l'exploitation avec production d'un compte rendu par campagne : 23 550 € Production d'un bilan général en fin d'exploitation : 900 € 12 visites de suivi faune et espèces envahissantes post exploitation avec production d'un rapport : 7 200 € (ne comprend la mise en œuvre des éventuelles mesures correctives)

Tableau 38 : Planning de suivi de la mise en œuvre des mesures écologiques

	2025	2026			2027	2028	2029				2030	2031	2032			2033	2034	2035			2036	2037						2038			2039			2040			2041			2042		
		av.	juin	août			mars	av.	mai	juin	août			av.	juin	août			av.	juin	août		mars	av.	mai	juin	août	oct.	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août	av.	juin	août
PHASAGE TECHNIQUE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIERE																																									
Phase technique quinquennale	Phase 1 : à l'extrémité Est de l'emprise										Phase 2 : au centre de l'emprise							Phase 3 : à l'extrémité ouest de l'emprise																								
Travaux de constitution des merlons de terres végétales au nord et à l'est du site	X																																							
Travaux d'arase du merlon																															X									
Travaux de restitution des terrains agricoles	En continu, de manière coordonnée à l'avancée de l'exploitation																																							
MESURES DE REDUCTION ECOLOGIQUE																																								
Mise en œuvre de MR1 : Réduction des périodes d'exploitation entre mi-septembre et fin mars	Arrêt complet de toutes les activités, tous les ans, de fin mars à mi-septembre																																							
Mise en œuvre mesure MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles	X																					X																		
Mise en œuvre mesure MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	X																																							
Mise en œuvre de MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs	Maintien d'une surface de 3 000 m² plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																							
Mise en œuvre de MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Clôturage des zones en chantier de manière perméable au passage de la faune																																							
Mise en œuvre mesure MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Entretien du matériel roulant, végétalisation des terres mises à nu, balisage et traitement des foyers Mesure liée à MR3 et MS1																																							
Mise en œuvre mesure MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Maintien d'une surface de 3 000 m2 plantée en luzerne avec au milieu deux plots non plantés																																							
Mise en œuvre mesure MR8 : Revégétalisation après remise en état	Végétalisation en début du projet de deux merlons principaux constitués au nord et à l'est de l'emprise, puis progressive au gré des surfaces libres de cultures ou d'exploitation du gisement																																							
Mise en œuvre mesure MR9 : Maintien d'habitats favorables à la Cisticole des joncs																						X																		
MESURES D'ACCOMPAGNEMENT																																								
Mise en œuvre de MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	X																																							
Mise en œuvre de MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte																						X																		
MESURES DE SUIVI ECOLOGIQUE (Mesure MS1)																																								
Cartographie es espèces envahissantes	X					X				X				X					X				X																	
Suivi des espèces enhavissantes pos-texploitation																																		X			X			X		
Sensibilisation initiale	X																																							
Suivi reptile et avifaune		X	X	X				X		X	X								X	X	X							X	X	X				X	X	X	X	X	X	X	X	X
Suivi complémentaire avifaune uniquement													X	X	X								X		X	X					X	X	X							
Suivi amphibien							X		X														X		X																

X : intervention de suivi par un écologue



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures

- aire d'étude rapprochée
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier
- Mare
- Points d'attention lors du suivi écologue (MS1)

30 0 30 60 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

V.C. Synthèse des mesures d'accompagnement et de suivi

Tableau 39 : Synthèse des mesures d'accompagnement et de suivi

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	Améliorer les capacités d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune	Début de la phase d'exploitation, maintenu à l'issu de la remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	3 500 €
MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	Améliorer la perméabilité écologique	Phase de remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	7 500 €
MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore	31 650 €

Les couts estimatifs sont donnés hors taxes

VI. Impacts cumulés

L'article R122-5 du Code de l'environnement dispose que l'étude d'impact doit comprendre « *une description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant* […] du cumul des incidences avec d'autres projets existants ou approuvés […]. » Doivent être pris en compte les projets existants, c'est-à-dire ceux qui ont été réalisés, et ceux qui ont fait l'objet d'une décision leur permettant d'être réalisés.

Les projets qui ont été pris en compte sont les installations classées existantes ou approuvées, situées dans un rayon de 3 km autour du projet. Les projets pris en compte sont localisés sur la carte p. 136. L'analyse des impacts cumulés est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 40 : Analyse des impacts cumulés

Commune	Nom	Activités exercées	Situation par rapport au projet		Description	Impacts propres au projet	Impacts cumulés
			Distance	Direction			
Murs-et-Gélignieux	Carrières MBTP (carrière de Courdan, faisant l'objet de la demande d'extension)	Carrière	0 m	Ouest	Carrière de matériaux alluvionnaires dont le premier arrêté d'autorisation a été pris en 2010. L'exploitation de de cette carrière est actuellement à l'arrêt. La carrière fait actuellement l'objet d'une demande d'extension (objet du présent dossier). Les emprises de la carrière initiales ont fait l'objet d'une remise en état achevée au cours de l'automne 2023.	La carrière a été ouverte au sein de zones cultivées. Aucun enjeu écologique (y compris en lien avec Natura 2000) n'avait été pointé lors des études écologiques réalises en 2013. La remise en état a restitué un site globalement plus favorable aux espèces (notamment avifaune) qu'il ne l'était avant exploitation. Les milieux remis en état comportent actuellement un plan d'eau, des berges en pente douce végétalisées, cariçaie.	La carrière actuelle n'est plus en exploitation. Les milieux issus de la remise en état constituent des zones refuges potentielles pour la faune. Le seul impact cumulé potentiel concerne la dispersion des espèces exotiques envahissantes. Ce point fait l'objet d'une mesure spécifique (MR6). ➞ Impacts cumulés non significatifs
	Alain Malod	Établissement d'élevage de volailles	30 m	Nord-ouest	Élevage de volailles en activité depuis au moins 1978 (premier arrêté d'autorisation)	Projet n'ayant pas fait l'objet d'une étude d'impacts. Impact probablement négligeable à faible sur les milieux agricoles (prairies ou grandes cultures) au sein desquels s'insère le projet.	Il a été démontré plus haut que les impacts résiduels du projet d'extension de la carrière Courdan sur la faune inféodée aux milieux agricoles étaient négligeables et, en tout état de cause, temporaires. ➞ Impacts cumulés non significatifs
	Carrières MBTP (Carrière de Montgelaz)	Carrière	1 050 m	Nord-ouest	Carrière de roches massives de Montegelaz dont le premier arrêté d'autorisation a été pris en 2010, suivi d'un nouvel arrêté pour extension en 2017 et ayant fait l'objet d'une étude d'impact La carrière fait actuellement l'objet d'études écologiques dans le cadre d'une nouvelle demande d'extension.	L'avis de l'autorité environnementale suite à la demande d'extension de 2017 note l'absence d'impact significatif sur la faune et la flore. Les études écologiques en cours dans le cadre d'une nouvelle demande d'extension ont pointé des impacts potentiels du nouveau projet d'extension sur une espèce végétale menacée : la Knautie de Timeroy, sur des pelouses sèches calcicole et sur des espèces animales forestières et bocagères.	Les milieux concernés (coteaux boisés) sont très différents des milieux concernés par le projet d'extension de la carrière de Courdan, il n'y a donc pas d'impacts cumulé significatif entre les deux projets. ➞ Impacts cumulés non significatifs
Champagneux	Carrières MBTP	Carrière	750 m	Sud-est	Carrière en exploitation depuis 1977, ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral de renouvellement en 2009.	Projet n'ayant pas fait l'objet d'une étude d'impacts.	Les milieux concernés (milieux rocheux) sont très différents des milieux concernés par le projet d'extension de la carrière de Courdan, il n'y a donc pas d'impacts cumulé entre les deux projets ➞ Impacts cumulés non significatifs

Rappelons que l'ancienne carrière aujourd'hui remise en état et historiquement exploitée par le maître d'ouvrage ne fait pas partie du projet. Ce secteur spécifique ne fait pas l'objet d'un renouvellement et ne sera pas touché par l'exploitation de la future carrière. Ainsi cette zone réaménagée ne sera pas de nature à générer des impacts complémentaires.



Illustration 30 : Panorama de la carrière remise en état, reconstitué à partir de photographies prises en septembre 2024 (source : Ingégone)

Ainsi, sur la base des éléments analysés, il est estimé que le cumul des impacts n'est pas de nature à changer le niveau des impacts identifiés précédemment.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de
Courdan à Murs-et-Gélignieux
(01)

Impacts cumulés : localisation des projets pris en compte

aire d'étude rapprochée

400 0 400 800 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Conclusion

Dans le cadre du projet d'extension de la carrière de Courdan sur la commune de Murs-et-Géligneux (01), une étude faune flore milieux naturels a été menée par le bureau d'étude Acer campestre au cours de l'année 2022. L'expertise écologique a été menée sur un cycle biologique complet et a visé la flore, les habitats naturels, les zones humides et la faune.

L'aire d'étude concernée par le projet est composée en majorité de grandes cultures et de végétations annexes, associées aux fossés et bandes enherbées.

Les inventaires naturalistes ont permis de mettre en évidence un certain nombre d'enjeux écologiques résidant dans la présence de deux zones humides au sein des emprises de projet ainsi que d'espèces animales d'intérêt patrimoniales se reproduisant au sein de l'aire d'étude ou à proximité : Pie-grièche écorcheur, Alouette des champs, Cisticole des joncs et plusieurs espèces de reptiles et mammifères (y compris chiroptères) protégés. A également été relevée la présence d'espèces végétales envahissantes constituant un enjeu de gestion.

Les mesures d'évitement et de réduction suivantes ont été prescrites afin de limiter les impacts du projet sur le milieu naturel :

- ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet
- MR1 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation
- MR2 : Mise en défens des secteurs sensibles
- MR3 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière
- MR4 : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
- MR5 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement
- MR6 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes
- MR7 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins
- MR8 : Revégétalisation après remise en état
- MR9 : Reconstitution d'habitats favorables à la Cisticole des joncs

En complément, sont également prévues les mesures d'accompagnement suivantes :

- MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens
- MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte

La mise en œuvre de ces mesures fera l'objet d'un suivi (MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures) permettant de rendre compte de leur bonne réalisation et de s'assurer de leur efficacité.

L'analyse des impacts résiduels, tenant compte de l'application des mesures d'évitement et de réduction, démontre qu'il ne subsiste qu'un impact négligeable sur le milieu naturel. En particulier, il ne subsiste aucun impact résiduel significatif sur les espèces protégées ainsi que sur les zones humides.

Au regard des impacts résiduels, il n'apparait pas nécessaire de solliciter une demande dérogation à la protection des espèces au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement. Il n'apparait pas non plus nécessaire de mettre en œuvre une compensation des zones humides.

Bibliographie

Ouvrages

ACEMAV coll., Duguet R. & Melki F. ed., 2003 – Les Amphibiens de France Belgique et Luxembourg. Collection Parthénope, éditions biotope, Mèze (Frannce). 480 p.

ARTHUR L. & LEMAIRE M., 2021. Les chauves-souris de France, Belgique, Luxembourg et Suisse. Éditions Biotope, Mèze, Muséum national d'Histoire Naturelle, Paris, 3e éd., 592 p.

BARATAUD M., 2020. Écologie acoustique des Chiroptères d'Europe, identification des espèces, étude de leurs habitats et comportements de chasse. 4e éd. Biotopes éditions, Mèze ; Muséum national d'Histoire Naturelle, Paris (collection Inventaires & biodiversité), 360 p.

BAS Y, KERBIRIOU C, ROEMER C & JULIEN JF, 2020. Bat reference scale of activity levels (Version 2020-04-10) [refPF_Total_2020-04-10.csv] Muséum national d'Histoire naturelle. https://croemer3.wixsite.com/teamchiro/reference-scales-of-activity

BENSETTITI F., GAUDILLAT V. (Coord.), 2002 – Cahier d'habitat Natura 2000 : Tome 7 : Espèces animales. Muséum National d'Histoire Naturelle, La documentation Française, Paris, 353 p

BILZ M., KELL S.P., MAXTED N. and LANSDOWN R.V., 2011. European Red List of Vascular Plants. Luxembourg : Publications Office of the European Union. 142 p.

DOMMANGET J.-L., PRIOUL B., GAJDOS A., BOUDOT J.-P., 2008. Document préparatoire à une Liste Rouge des Odonates de France métropolitaine complétée par la liste des espèces à suivi prioritaire. Société française d'odonatologie. Rapport non publié, 47 p.

GRAND D., BOUDOT J.-P., 2006. Les Libellules de France, Belgique et Luxembourg. Biotope, Mèze (Collection Parthénope), 480 p.

HAGEMEIJER W.J.M. & BLAIR M.J. (eds) 1997. The EBCC Atlas of European Breeding Birds: Their distribution and abundance. T & A Poyser, London.

ISSA N. & MULLER Y. (coord.), 2015. Atlas des oiseaux de France métropolitaine. Nidification et présence hivernale. LPO / SEOF / MNHN. Delachaux et Niestlé, Paris, 1408 p.

LAFRANCHIS, T., 2000 – Les papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles. Collection Parthénope, éditions Biotope, Mèze (France), 488 p.

LESCURE J. & MASSARY de J.-C. (coords), 2012. Atlas des Amphibiens et Reptiles de France. Biotope, Mèze ; MNHN, Paris (collection Inventaires & biodiversité), 272 p.

MNHN / SEH, 1997. Atlas of amphibians and reptiles in Europe. Collection Patrimoines Naturels, 29, Paris, SPN / IEGB / MNHN, 496 pp.

MULLER S. (coord.), 2004. Plantes invasives en France. MNHN, Paris, 168 p.

SARDET E. & B. DEFAUT (coordinateurs), 2004. Les Orthoptères menacés en France. Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques. Matériaux Orthoptériques et Entomocénotiques, 9 : 125-13. 14 p.

UICN Europe, 2007. Statut et distribution des Mammifères européen. Comité Européen de l'UICN, Gland, Suisse. 47 p.

UICN Europe, 2009. Liste rouge européenne des Reptiles. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 34 p.

UICN Europe, 2009. Liste rouge européenne des Amphibiens. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 34 p.

UICN Europe, 2010. Liste rouge européenne des Odonates. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 40 p.

UICN Europe, 2010. Liste rouge européenne des papillons de jour. Comité Européen de l'UICN, Luxembourg, Belgique. 60 p.

UICN France, FCBN, AFB & MNHN (2018). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine. Paris, France

UICN France, 2012. La liste rouge des espèces menacées en France - chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Comité français de l'UICN, MNHN, Paris, France. 18 p.

UICN France, 2015. La liste rouge des espèces menacées en France - chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Comité français de l'UICN, MNHN, Paris, France. 8 p.

UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS, 2016. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France. 32 p.

UICN France, MNHN, OPIE & SFO, 2016. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Libellules de France métropolitaine. Paris, France. 5 p.

UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS, 2017. La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Mammifères de France métropolitaine. Paris, France. 16 p.

UICN, 2012. La liste rouge des espèces menacées en France - chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Comité français de l'UICN, MNHN, Paris, France, 18 p.

VACHER J.-P. et GENIEZ M. (coords), 2010 : les reptiles de France, Belgique, Luxembourg et Suisse. Biotope, Mèze (Collection Parthénope) ; Muséum national d'Histoire naturelle, Paris, 544p.

Rhône-Alpes

CBNA, CBNMC, 2015. Liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes. 27 p.

CHOISNET G., MIKOLAJCZAK A., BOULLET V., 2012. Liste rouge des végétations de Rhône-Alpes. Tableur.

DELIRY C. et Groupe Sympetrum, 2014. Liste Rouge des Odonates en Rhône-Alpes & Dauphiné - version 15 déc. 2013. Histoires Naturelles n°25, Collection Concepts et Méthodes du Groupe Sympetrum. 55 p.

CORA 2003 – Les oiseaux nicheurs de Rhône-Alpes – CORA Editeur 336p.

DELIRY C., 2008. Espèces menacées ou rares de Rhopalocères de la région Rhône-Alpes. 5 p.

DE THIERSANT M.P., DELIRY C. (coord.), 2008 - Liste Rouge résumée des Vertébrés Terrestres de la région Rhône-Alpes. Mise à jour 2015. CORA Faune Sauvage. 22 p.

LPO Rhône-Alpes, Groupe Chiroptères Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des chauves-souris menacées en Rhône-Alpes. 2 p.

LPO Rhône-Alpes & Groupe Herpétologique Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des amphibiens menacés en Rhône-Alpes. 2 p.

LPO Rhône-Alpes & Groupe Herpétologique Rhône-Alpes, 2015. Liste rouge des reptiles menacés en Rhône-Alpes. 2 p.

SARDET, E. (coord.), 2018. Liste rouge des Orthoptères de la région Rhône-Alpes. Etude commandée et financée par DREAL Auvergne-Rhône-Alpes. 32 pp + 4 Annexes. [Rapport non publié]

Flavia APE, 2018, Liste rouge des Rhopalocères de la région Rhône-Alpes, 22p.

BRAUD Y., 2014. Les orthoptères du département de l'Isère. Programme d'amélioration des connaissances : bilan 2012-2013, pré-atlas cartographique, liste d'alerte sur les espèces menacées. Rapport MIRAMELLA pour le Conseil Général de l'Isère. 63 p. [rapport non publié]

LPO Isère (coord.), 2016. Mise à jour des statuts de conservation des vertébrés terrestres de l'Isère.

LPO HAUTE-SAVOIE, 2016. Oiseaux menacés et à surveiller en Haute-Savoie - Liste rouge des oiseaux nicheurs de Haute-Savoie.

LPO HAUTE-SAVOIE et FRAPNA HAUTE-SAVOIE, 2014. Reptiles et Amphibiens de Haute-Savoie. Etat des lieux et plan d'actions. Conseil Général de Haute-Savoie et Région Rhône-Alpes.

LPO SAVOIE, 2017. Liste rouge des vertébrés menacés de Savoie – 17 p.

Internet

Site Coronella : http://coronella.free.fr/

Site Oiseaux Europe : http://www.oiseaux-europe.com/

Site de la société européenne d'herpétologie : http://www.seh-herpetology.org/

Site de l'inventaire national du Patrimoine Naturel : http://inpn.mnhn.fr/accueil/index

Site de l'atlas de la biodiversité en Auvergne-Rhône-Alpes : https://atlas.biodiversite-auvergne-rhone-alpes.fr/

Site de la plateforme Vigie-Chiro du MNHN : https://www.vigienature.fr/fr/chauves-souris

Annexes

I. Liste des espèces végétales inventoriées

Nom scientifique (Taxref V12.0)	Nom vernaculaire	Indigénat Rhône-Alpes	Règlementation								Menaces (Listes rouges)				Invasives		Déterminant ZNIEFF
			Europe	France	Rhône-Alpes	Ain	Drôme	Isère	Loire	Haute-Savoie	Monde	Europe	France	Rhône-Alpes	Europe	Invasibilité régionale (PIFH)	
Acer campestre L., 1753	Érable champêtre	I												LC			
Acer negundo L., 1753	Érable negundo															Moyen	
Achillea millefolium L., 1753	Achillée millefeuille	I												LC			
Alliaria petiolata (M.Bieb.) Cavara & Grande, 1913	Alliaire	I												LC			
Allium oleraceum L., 1753	Ail maraîcher	I												LC			
Amaranthus hybridus L., 1753	Amarante hybride															Faible	
Amaranthus retroflexus L., 1753	Amarante réfléchie															Faible	
Ambrosia artemisiifolia L., 1753	Ambroisie à feuilles d'Armoise															Fort	
Anisantha sterilis (L.) Nevski, 1934	Brome stérile	I												LC			
Arctium lappa L., 1753	Grande bardane, Bardane commune	I												LC			
Arrhenatherum elatius (L.) P.Beauv. ex J.Presl & C.Presl, 1819	Fromental élevé	I												LC			
Artemisia vulgaris L., 1753	Armoise commune	I												LC			
Avena sativa L., 1753	Avoine cultivée	I												LC			
Avena sterilis L., 1762	Avoine à grosses graines																
Brachypodium rupestre (Host) Roem. & Schult., 1817	Brachypode des rochers	I												LC			
Bromus catharticus Vahl, 1791	Brome faux Uniola, Brome purgatif																
Bromus hordeaceus L., 1753	Brome mou	I												LC			
Bryonia cretica subsp. dioica (Jacq.) Tutin, 1968	Bryone dioïque	I												LC			
Buddleja davidii Franch., 1887	Buddleja du père David, Arbre à papillon															Fort	
Capsella bursa-pastoris (L.) Medik., 1792	Capselle bourse-à-pasteur	I												LC			
Carex acutiformis Ehrh., 1789	Laîche des marais	I												LC			
Carex divulsa Stokes, 1787	Laîche écartée	I												LC			
Carex hirta L., 1753	Laîche hérissée	I												LC			

Nom scientifique (Taxref V12.0)	Nom vernaculaire	Indigénat Rhône-Alpes	Règlementation								Menaces (Listes rouges)				Invasives		Déterminant ZNIEFF
			Europe	France	Rhône-Alpes	Ain	Drôme	Isère	Loire	Haute-Savoie	Monde	Europe	France	Rhône-Alpes	Europe	Invasibilité régionale (PIFH)	
Carex spicata Huds., 1762	Laîche en épis	I												LC			
Carex sylvatica Huds., 1762	Laîche des bois	I												LC			
Carpinus betulus L., 1753	Charme	I												LC			
Chaerophyllum aureum L., 1762	Cerfeuil doré, Chérophylle doré	I												LC			
Chenopodium album L., 1753	Chénopode blanc	I												LC			
Circaea lutetiana L., 1753	Circée de Paris	I												LC			
Clematis vitalba L., 1753	Clématite des haies	I												LC			
Convolvulus arvensis L., 1753	Liseron des champs	I												LC			
Convolvulus sepium L., 1753	Liseron des haies	I												LC			
Cornus sanguinea L., 1753	Cornouiller sanguin	I												LC			
Corylus avellana L., 1753	Noisetier	I												LC			
Crataegus monogyna Jacq., 1775	Aubépine à un style	I												LC			
Dactylis glomerata L., 1753	Dactyle aggloméré	I												LC			
Daucus carota L., 1753	Carotte sauvage	I												LC			
Digitaria sanguinalis (L.) Scop., 1771	Digitaire sanguine	I												LC			
Dipsacus fullonum L., 1753	Cardère sauvage	I												LC			
Echinochloa crus-galli (L.) P.Beauv., 1812	Échinochloé Pied-de-coq	I									LC			LC			
Elymus caninus (L.) L., 1755	Froment des haies	I												LC			
Elytrigia repens (L.) Desv. ex Nevski, 1934	Chiendent rampant	I												LC			
Epilobium hirsutum L., 1753	Épilobe hérissé, Épilobe hirsute	I									LC			LC			
Epilobium tetragonum L., 1753	Épilobe à quatre angles	I												LC			
Equisetum arvense L., 1753	Prêle des champs	I												LC			
Erigeron acris L., 1753	Vergerette acre, Érigeron âcre	I												LC			
Erigeron annuus (L.) Desf., 1804	Vergerette annuelle															Moyen	
Euonymus europaeus L., 1753	Fusain d'Europe	I												LC			
Euphorbia flavicoma DC., 1813	Euphorbe à tête jaune-d'or, Euphorbe à ombelles jaunes	I												LC			
Filipendula ulmaria (L.) Maxim., 1879	Reine des prés	I												LC			
Fraxinus excelsior L., 1753	Frêne élevé	I												LC			

Nom scientifique (Taxref V12.0)	Nom vernaculaire	Indigénat Rhône-Alpes	Règlementation								Menaces (Listes rouges)				Invasives		Déterminant ZNIEFF
			Europe	France	Rhône-Alpes	Ain	Drôme	Isère	Loire	Haute-Savoie	Monde	Europe	France	Rhône-Alpes	Europe	Invasibilité régionale (PIFH)	
Galeopsis tetrahit L., 1753	Galéopsis tétrahit	I												LC			
Galium mollugo L., 1753	Gaillet commun	I												LC			
Geranium rotundifolium L., 1753	Géranium à feuilles rondes	I												LC			
Geum urbanum L., 1753	Benoîte commune	I												LC			
Glechoma hederacea L., 1753	Lierre terrestre	I												LC			
Hedera helix L., 1753	Lierre grimpant	I												LC			
Holcus lanatus L., 1753	Houlque laineuse	I												LC			
Humulus lupulus L., 1753	Houblon grimpant	I												LC			
Juglans regia L., 1753	Noyer royal																
Juncus bufonius L., 1753	Jonc des crapauds	I									LC			LC			
Kickxia elatine (L.) Dumort., 1827	Linaire élatine	I												LC			
Lapsana communis L., 1753	Lampsane commune	I												LC			
Lathyrus pratensis L., 1753	Gesse des prés	I												LC			
Lemna minor L., 1753	Petite lentille d'eau	I									LC			LC			
Ligustrum vulgare L., 1753	Troëne commun	I												LC			
Linaria vulgaris Mill., 1768	Linaire commune	I												LC			
Lolium perenne L., 1753	Ivraie vivace	I												LC			
Lysimachia arvensis (L.) U.Manns & Anderb., 2009	Mouron rouge	I												LC			
Lysimachia vulgaris L., 1753	Lysimaque commune	I												LC			
Lythrum salicaria L., 1753	Salicaire commune	I												LC			
Malva sylvestris L., 1753	Grande mauve	I												LC			
Mentha suaveolens Ehrh., 1792	Menthe à feuilles rondes	I												LC			
Milium effusum L., 1753	Millet diffus	I												LC			
Papaver rhoeas L., 1753	Coquelicot	I												LC			
Persicaria maculosa Gray, 1821	Renouée persicaire	I									LC			LC			
Picris hieracioides L., 1753	Picride fausse-épervière	I												LC			
Plantago lanceolata L., 1753	Plantain lancéolé	I												LC			
Plantago major L., 1753	Plantain majeur	I												LC			

Nom scientifique (Taxref V12.0)	Nom vernaculaire	Indigénat Rhône-Alpes	Règlementation								Menaces (Listes rouges)				Invasives		Déterminant ZNIEFF
			Europe	France	Rhône-Alpes	Ain	Drôme	Isère	Loire	Haute-Savoie	Monde	Europe	France	Rhône-Alpes	Europe	Invasibilité régionale (PIFH)	
Poa annua L., 1753	Pâturin annuel	I									LC			LC			
Poa trivialis L., 1753	Pâturin commun	I												LC			
Polygonum aviculare L., 1753	Renouée des oiseaux	I												LC			
Populus nigra L., 1753	Peuplier noir	I												LC			
Populus x canescens (Aiton) Sm., 1804	Peuplier grisard																
Potentilla reptans L., 1753	Potentille rampante	I												LC			
Prunus spinosa L., 1753	Prunellier	I												LC			
Rubus caesius L., 1753	Ronce bleue	I												LC			
Rubus fruticosus L., 1753	Ronce de Bertram, Ronce commune	I												DD			
Rubus ulmifolius Schott, 1818	Ronce à feuilles d'Orme	I												LC			
Rumex crispus L., 1753	Oseille crépue	I												LC			
Salix alba L., 1753	Saule blanc	I												LC			
Salix cinerea L., 1753	Saule cendré	I												LC			
Sambucus nigra L., 1753	Sureau noir	I												LC			
Scrophularia auriculata L., 1753	Scrofulaire aquatique	I												LC			
Scrophularia nodosa L., 1753	Scrophulaire noueuse	I												LC			
Senecio vulgaris L., 1753	Séneçon commun	I												LC			
Setaria pumila (Poir.) Roem. & Schult., 1817	Sétaire glauque, Sétaire naine	I												LC			
Silene dioica (L.) Clairv., 1811	Compagnon rouge, Robinet rouge	I												LC			
Silene vulgaris (Moench) Garcke, 1869	Silène enflé	I												LC			
Solidago gigantea Aiton, 1789	Solidage glabre															Fort	
Sonchus oleraceus L., 1753	Laiteron potager	I												LC			
Sorbus aucuparia L., 1753	Sorbier des oiseleurs	I												LC			
Sorghum halepense (L.) Pers., 1805	Sorgho d'Alep, Herbe de Cuba																
Stachys sylvatica L., 1753	Épiaire des bois	I												LC			
Taraxacum officinale F.H.Wigg., 1780	Pissenlit																
Tilia cordata Mill., 1768	Tilleul à petites feuilles	I												LC			X
Trifolium pratense L., 1753	Trèfle des prés	I									LC			LC			

Nom scientifique (Taxref V12.0)	Nom vernaculaire	Indigénat Rhône-Alpes	Règlementation								Menaces (Listes rouges)				Invasives		Déterminant ZNIEFF
			Europe	France	Rhône-Alpes	Ain	Drôme	Isère	Loire	Haute-Savoie	Monde	Europe	France	Rhône-Alpes	Europe	Invasibilité régionale (PIFH)	
Trifolium repens L., 1753	Trèfle rampant	I												LC			
Ulmus minor Mill., 1768	Orme champêtre	I												LC			
Urtica dioica L., 1753	Ortie dioïque	I												LC			
Verbena officinalis L., 1753	Verveine officinale	I												LC			
Veronica beccabunga L., 1753	Véronique des ruisseaux	I									LC			LC			
Veronica persica Poir., 1808	Véronique de Perse																
Viburnum lantana L., 1753	Viorne lantane	I												LC			
Viburnum opulus L., 1753	Viorne obier	I												LC			
Vicia cracca L., 1753	Vesce cracca	I												LC			
Vicia sativa L., 1753	Vesce cultivée	I												LC			
Xanthium strumarium L., 1753	Lampourde glouteron	I												DD			

Légende

Indigénat	
source : CBNA-CBNMC - liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes, 2014	
I	Indigène
E	Exotique
I?	Doute sur l'indigénat

Législation	
Europe	
source : directive 92/43/CEE dite "Habitats"	
DH2, DH4, DH5	taxon inscrit à l'annexe 2, 4 ou 5 de la Directive habitat

France	
source : arrêté du 20 janvier 1982 fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire	
Annexe I	Taxon protégé, inscrit à l'annexe I
Annexe II	Taxon protégé, inscrit à l'annexe II

Rhône-Alpes	
source : arrêté du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes complétant la liste nationale	
Art. 1	Taxon protégé, listé dans l'article 1

Ain	
source : arrêté du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Rhône-Alpes complétant la liste nationale & arrêté préfectoral relatif à la cueillette des champignons du 20/02/2013	
Art. 2	Taxon protégé, listé dans l'article 2
"cueillette"	Taxon dont la cueillette est réglementée par arrêté préfectoral

Menaces (listes rouges)
Monde
source : INPN - liste rouge mondiale de l'IUCN international (2014)
Europe
source : Bilz, M., Kell, S.P., Maxted, N. and Lansdown, R.V., 2011. European Red List of Vascular Plants. Luxembourg : Publications Office of the European Union. 142p.
France
source : UICN France, FCBN & MNHN, 2012. La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine : premiers résultats pour 1000 espèces, sous-espèces et variétés. Dossier électronique.
Rhône-Alpes
source : CBNA, CBNMC - Liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes - 2015

EX	Eteinte au niveau mondial
EW	Eteinte au niveau sauvage
RE	Eteinte au niveau régional
CR	En danger critique
EN	En danger critique
VU	Vulnérable
NT	Quasi-menacée
LC	Préoccupation mineure
DD	Données insuffisantes
NA	Non-applicable
NE	Non-évaluée

Invasives
Europe
source : Invasive Alien Species of Union conern, European Union, 2017.
Invasibilité régionale Rhône-Alpes
Source : PIFH, nov 2017 - http://pifh.fr/pifh/pifh/index.php/recherche_par_theme

Fort	*Taxon exotique (ou cryptogène) très envahissant, dominant ou co-dominant dans les milieux naturels ou semi-naturels, ayant un impact direct fort sur la composition, la structure et le fonctionnement des écosystèmes*
Moyen	*taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant dans les milieux naturels ou semi-naturels avec une densité plus ou moins importante sans toutefois dominer ou co-dominer la végétation*
Faible	*taxon exotique (ou cryptogène) envahissant se propageant uniquement dans les milieux régulièrement perturbés par les activités humaines (bords de route, cultures, pâturages...) avec une densité plus ou moins forte*

Déterminant ZNIEFF
source : CBNA-CBNMC - liste rouge de la flore vasculaire de Rhône-Alpes, 2014 ; CBNBP, "LRR Bourgogne 15.04.2015" ; CBNFC - Catalogue 2016 ; "Liste Auvergne végétaux vasculaires déterminants (ZNIEFF)", 2014 ; CBNMed, "Liste des espèces végétales protégées et patrimoniales [de Langedoc-Roussillon]", 2010

II. Conventions d’engagement pour mise en œuvre de la mesure MR9

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES

Entre Société CARRIERES MBTP

Et M. Jérôme DUFOUR

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
	YG.

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES ENTRE J DUFOUR ET SOCIETE CARRIERES MBTP

Entre les soussignés :

Monsieur DUFOUR Jérôme, Domicilié 298 chemin du lac – 01300 MURS-ET-GELIGNIEUX.

Ci-après dénommé « **Le Propriétaire** »

D'une part,

ET

La société CARRIERES MBTP, Société par action simplifiée unipersonnelle au capital de 266.000 euros dont le siège est fixé au ZI le Jasmin 73240 ST GENIX-LES-VILLAGES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY sous le numéro 377 626 589 RCS, représentée par M. Yves GIAIOURAS en sa qualité de Directeur,

Ci-après dénommée « L'Exploitant ».

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La société CARRIERES MBTP a déposé le 17 novembre 2023 une demande d'autorisation environnementale (ci-après dénommée « l'Autorisation ») auprès de la préfecture de l'Ain afin d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Géligneux (01300).

Dans le cadre de l'instruction de sa demande par les services de la préfecture, le pôle préservation des milieux et des espèces (PPME) a émis un avis, le 22 octobre 2024, dans lequel il demande des *« compléments d'engagement en matière de réduction des impacts en faveur de l'espèce (la cisticole des joncs), notamment par l'engagement à maintenir, après remise en état, les merlons de terre végétalisées sur 5 600 m² »*.

Il ressort des échanges entre l'Exploitant et le PPME après cet avis, qu'il est possible, afin de procéder à l'arase des merlons à la fin de l'autorisation, de mettre en place une mesure de végétalisation spécifique pour favoriser la venue de la Cisticole des joncs, espèce aviaire protégée, observée en dehors du périmètre du projet en 2022. Cette mesure devra porter sur une surface d'environ 5 000 m², ci-après désignée « La Mesure MR9 ».

L'Exploitant a identifié un secteur d'environ 5 000 m², de part et d'autre du fossé de la Janotte pour mettre en place La Mesure MR9. Seuls 2 500 m² environ, situés à l'ouest de la Janotte, font l'objet de la présente convention (voir le plan indicatif du lieu de la mesure porté en Annexe 1).

La Mesure MR9 sera mitoyenne d'autres mesures environnementales déjà prévues dans le cadre du projet ICPE, certaines mises en œuvre plus précocement (MA1 : *« Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens »*) et d'autres mises en œuvre à la même période (MA2 : *« Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du fil de la Janotte »*), formant ainsi un ensemble de milieux intéressants pour l'espèce.

C'est dans ce contexte, que l'Exploitant s'est rapproché du Propriétaire et du Preneur des terrains (ci-après désignés Le « Tènement foncier »).

Monsieur Jérôme DUFOUR intervient à la présente convention en sa qualité de propriétaire et exploitant agricoles des parcelles visées à l'article 2 de la convention.

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG.

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES ENTRE J DUPOUR ET SOCIETE CARRIERES MBTP

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et de mise en place de La Mesure de réduction MR9. Cette mesure prévoit la création, dans les 24 mois précédant la fin de l'Autorisation, d'un couvert végétal favorable à la Cisticole des Joncs.

La mise en place de cette mesure interviendra préalablement à l'arase des merlons, support de la Mesure de réduction MR3. En effet, la Mesure de réduction MR3 prévoit la végétalisation des merlons de terres constitués, tout au long de la vie du projet d'exploitation de la carrière, en bordure nord du périmètre sollicité. Elle vise à maintenir temporairement, pendant la durée de l'exploitation, une végétation favorable à la faune dont bénéficiera aussi la Cisticole des Joncs.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU TENEMENT FONCIER

La présente convention porte sur le Tènement foncier, appartenant au Propriétaire. Le Ténement foncier est situé au lieu-dit Courdan sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX. La Mesure MR9 présentée à l'article susvisé concerne une emprise de 2 520 m² répartie sur les parcelles cadastrales ci-dessous (voir le plan cadastral présenté en Annexe 2).

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de parcelle
Murs-et-Géligrieux	A	Courdan	354pp
			876pp

ARTICLE 3 - CHARGES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

En tant qu'exploitant agricole de sa parcelle, Le propriétaire s'engage à mettre en œuvre, sur l'emprise portée en annexe, La Mesure MR9 prévue à l'article 1 et ci-après détaillée.

Sur une bande d'environ 12 mètres par 220 mètres, le long et à l'ouest du fossé de la Janolle, le Preneur sèmera durant l'automne et avant l'arase des merlons sur lesquels La Mesure MR3 est prévue, un mélange de jachère vivace comportant une forte part de graminées et de dicotyledones de grande taille (Fétuques faux roseau, centaurée Jacée...).

Le coût des semences sera pris en charge par l'Exploitant qui remboursera l'agriculteur sur présentation de facture. Le règlement interviendra dans les 30 jours suivant la facturation.

Le Propriétaire entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de toutes personnes physiques ou morales qui lui succéderaient et à l'égard desquelles il s'engage à transmettre les droits et obligations résultant du présent contrat.

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG.

Dans l'hypothèse où un bail rural venait à être conclu par le Propriétaire sur Le Tènement foncier, le Propriétaire devra informer tout repreneur de l'exploitation agricole du Tènement foncier, des droits et obligations contenus dans la présente convention, à charge pour ce dernier de s'engager à exécuter la présente convention en lieu et place du Propriétaire.

ARTICLE 4 – DEVOIR D'INFORMATION

Les parties conviennent d'un commun accord de :

- se concerter sur les démarches entreprises par l'Exploitant portant sur l'avancée des zones en travaux, en vue d'anticiper le point de démarrage de la mesure de réduction prévoyant la mise en place d'une prairie le long de la Jarotte dont le tracé aura été réaménagé (MA2). **L'Exploitant informera le preneur de la nécessité de mettre en œuvre La Mesure MR9 au moins une année culturale à l'avance.**

- communiquer entre elles toutes informations utiles pour permettre la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée équivalente à la durée de l'Autorisation (durée de 15 ans sollicitée) **augmentée d'une durée de 10 années pour la mise en place et le maintien des modalités de gestion de La Mesure MR9**, objet de la présente convention.

Elle prendra effet à la date de réalisation de la condition suspensive prévue par l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est soumise à la réalisation de la condition suspensive d'obtention par Carrières MBTP de l'Autorisation d'extension de sa carrière.

Il est précisé que cette condition suspensive sera considérée comme étant levée à la date à laquelle ladite Autorisation sera devenue définitive, c'est-à-dire à la date à laquelle elle sera purgée de tous droits de recours et de retrait.

PARAPHES	
Le Propriétaire	**L'Exploitant de carrière**
JD	YG

ARTICLE 7 – LITIGE- ELECTION DE DOMICILE

Les parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente Convention.

En l'absence de règlement amiable, les Parties décident que tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera soumis à la juridiction compétente de LYON.

Les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

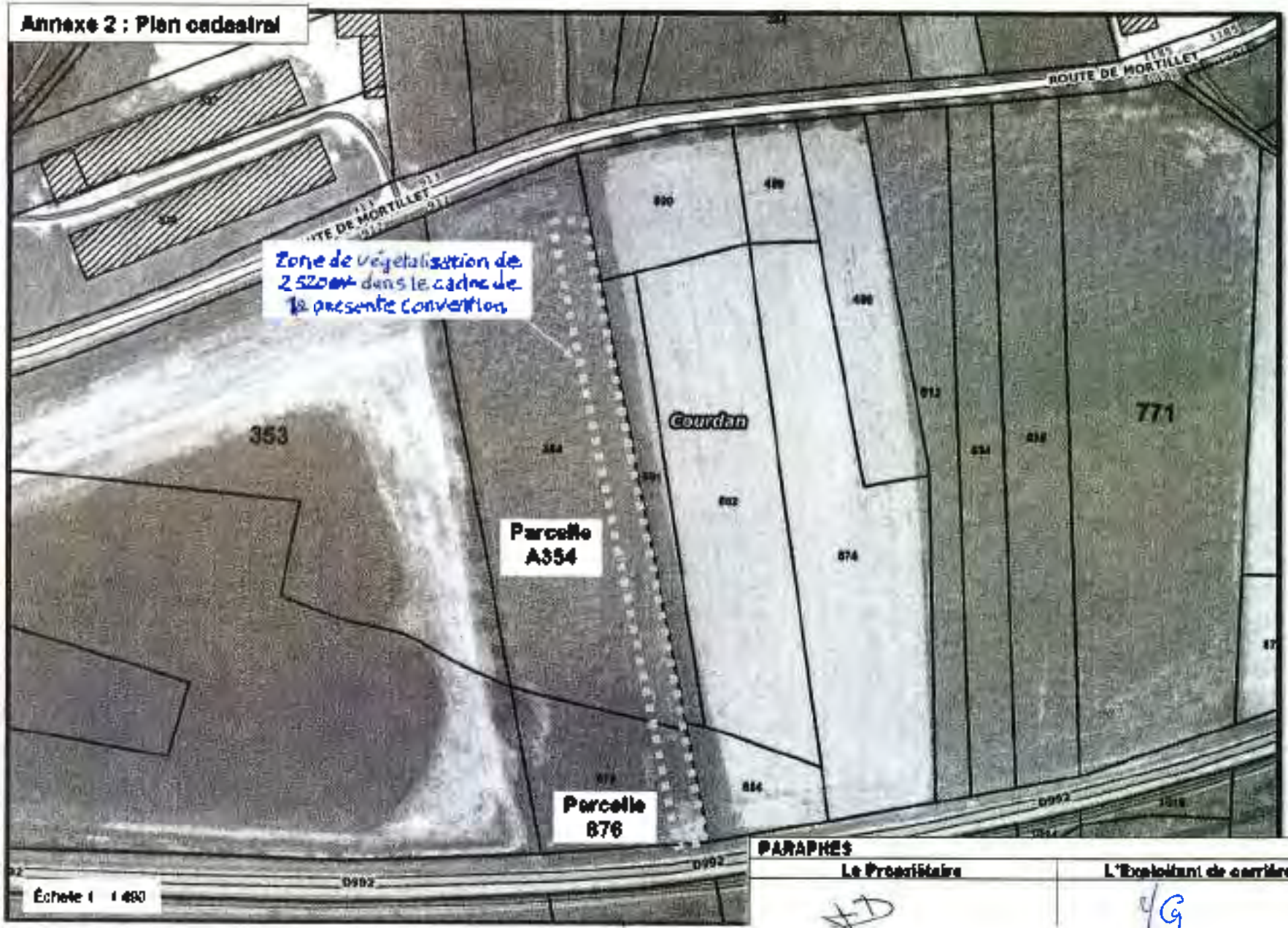
Fait en deux exemplaires,
A Murs-et-Gélignieux,
Le 21 octobre 2024

M. Jérôme DUFOUR

Pour CARIERRES MBTP
M. Yves GIAIOURAS

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG

Annexe 2 : Plan cadastral



PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière

CONVENTION D'ENGAGEMENT
POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES

Entre Société CARRIRES MBTP

-

Et M. Jean-Paul CONAND

-

Et M. Gérard BETTANT

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière

Entre les soussignés :

Monsieur CONAND Jean-Paul, *Domicilié 1498 route de Montillet – 01300 MURS-ET-GELIGNIEUX*

Ci-après dénommé « Le Preneur »

D'une part,

ET

La **société DES ILES MARIANNES**, *Société Civile Immobilière au capital de 70 443 euros dont le siège social est fixé 291 Chemin des Cigales à MURS-ETGELIGNIEUX (01 300), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 507 436 038, représentée par M. Gérard BETTANT en sa qualité de Gérant,*

Ci-après dénommée « Le Propriétaire »

D'autre part,

ET

La société CARRIERES MBTP, Société par action simplifiée unipersonnelle au capital de 266.000 euros dont le siège est fixé au ZI le Jasmin 73240 ST GENIX-LES-VILLAGES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY sous le numéro 377 626 589 RCS, représentée par M. Yves GIAIOURAS en sa qualité de Directeur.

Ci-après dénommée « L'Exploitant ».

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La société CARRIERES MBTP a déposé le 17 novembre 2023 une demande d'autorisation environnementale (ci-après dénommée « l'Autorisation ») auprès de la préfecture de l'Ain afin d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01300).

Dans le cadre de l'instruction de sa demande par les services de la préfecture, le pôle préservation des milieux et des espèces (PPME) a émis un avis le 22 octobre 2024 dans lequel il demande des « compléments d'engagement en matière de réduction des impacts en faveur de l'espèce (la cisticole des joncs), notamment par l'engagement à maintenir, après remise en état, les merlons de terre végétalisées sur 5 600m² ».

Il ressort des échanges entre l'Exploitant et le PPME après cet avis, qu'il est possible, afin de procéder à l'arase des merlons à la fin de l'autorisation, de mettre en place une mesure de végétalisation spécifique pour favoriser la venue de la cisticole des joncs, espèce aviaire protégée, observée en dehors du périmètre du projet en 2022. Cette mesure devra porter sur une surface d'environ 5 000m², ci-après désignée « La Mesure MR9 ».

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G. B	J PC	

L'Exploitant a identifié un secteur d'environ 5 000m², de part et d'autre du fossé de la Janotte pour mettre en place La Mesure MR9. Seuls 2 500m² situés à l'Est de la Janotte font l'objet de la présente convention (voir le plan indicatif du lieu de la mesure porté en Annexe 1).

C'est dans ce contexte, que l'Exploitant s'est rapproché du Propriétaire et du Preneur des terrains (ci-après désignés Le « Ténement foncier »).

Monsieur Gérard BETTANT intervient à la présente convention en sa qualité de représentant de la SCI DES ILES MARIANNES, propriétaire des parcelles visées à l'article 2 de la convention.

M. Jean-Paul CONAND intervient aux présentes en tant qu'exploitant agricole locataire du Ténement foncier. Il est titulaire d'un bail soumis au statut des fermages.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et de mise en place de La Mesure de réduction MR9. Cette mesure prévoit la création, dans les 24 mois précédant la fin de l'Autorisation, d'un couvert végétal favorable à la Cisticole des Joncs.

La mise en place de cette mesure interviendra préalablement à l'arase des merlons, supports de la mesure MR3. En effet, la mesure de réduction MR3 prévoit la végétalisation des merlons de terres constitués tout au long de la vie du projet d'exploitation de la carrière en bordure nord du périmètre sollicité. Elle vise à maintenir temporairement, pendant la durée de l'exploitation, une végétation favorable à la faune dont bénéficiera aussi la Cisticole des Joncs.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU TENEMENT FONCIER

La présente convention porte sur le Ténement foncier, appartenant au Propriétaire. Le Ténement foncier est situé au lieu-dit Courdan sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX. La Mesure MR9 présentée à l'article susvisé ne concerne qu'une emprise de 2 520 m² (voir le plan cadastral présenté en Annexe 2).

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de parcelle
Murs-et-Géligneux	A	Courdan	500pp
			501pp
			502pp
			854pp

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G.B	J P C	

ARTICLE 3 - CHARGES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Les obligations du Propriétaire à l'égard de l'Exploitant sont strictement limitées et consistent *à lui assurer la mise à disposition du Ténement foncier dans le cadre de la présente convention à moins qu'il exerce son droit de reprise pour cultiver les parcelles en application de l'article L411-47 et suivants du code rural et de la pêche maritime ou de l'article L411- 6 du même code pour l'un de ses descendants.*

Dans ce cas, Le Propriétaire sera tenu d'exécuter en lieu et place du Preneur l'ensemble des obligations de la présente convention.

Le Propriétaire entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de toutes personnes physiques ou morales qui lui succéderaient et à l'égard desquelles il s'engage à transmettre les droits et obligations résultant du présent contrat.

Dans l'hypothèse où le bail à ferme en cours venait à être résilié pour quelque motif que ce soit (décès du preneur par exemple), le Propriétaire devra informer tout repreneur de l'exploitation agricole du Ténement foncier, des droits et obligations contenus dans la présente convention, à charge pour ce dernier de s'engager à exécuter la présente convention en lieu et place du Preneur actuel. Il en sera de même en cas de cession du Ténement foncier vis-à-vis du cessionnaire.

ARTICLE 2 – CHARGES ET OBLIGATIONS DU PRENEUR

A compter de la date de prise d'effet de la présente convention, le Preneur s'engage *à mettre en* œuvre, sur l'emprise portée *en annexe, La Mesure MR9 prévue* à l'article 1.

Sur une bande d'environ 12 mètres de large et 230 mètres de long, le Preneur sèmera durant l'automne et avant l'arase des merlons sur lesquels *La Mesure MR3 est prévue*, un **mélange de jachère vivace comportant une forte part de graminées et de dicotyledones de grande taille (Fétuques faux roseau, centaurée Jacée...).**

Le coût des semences sera pris en charge par l'Exploitant qui remboursera l'agriculteur sur présentation *de facture. Le règlement interviendra dans les 30 jours suivant la facturation.*

Cette mesure sera mitoyenne d'autres mesures environnementales prévues dans le cadre du projet ICPE, certaines mises en œuvre plus précocement (MA1) et d'autres mises en œuvre *à la même* période, formant ainsi un ensemble de milieux intéressants pour l'espèce.

Les droits et obligations stipulés au profit ou à la charge du Preneur par la présente convention seront transmis de plein droit en cas de cession de ces droits. Sont notamment visés les échanges et sous-locations entre agriculteurs mentionnés à l'article L411-39 du code rural et de la pêche maritime ainsi que les cessions et transmissions de baux prévus par l'article L411-35 du même code. Il s'engage à informer tout bénéficiaire futur du bail en cours, de l'existence des clauses de la convention de gestion et des obligations qui en découlent.

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'éxploitant de carrière
	JPC	

ARTICLE 3 – DEVOIR D'INFORMATION

Les parties conviennent d'un commun accord de :

- *se concerter sur les démarches entreprises par* l'Exploitant portant sur l'avancée des zones en travaux, en vue d'anticiper le *point de démarrage de la mesure de réduction prévoyant la mise* en place d'une prairie le long de la Jenotte dont le *tracé aura été réaménagé (MA2).* **L'Exploitant informera le preneur de la nécessité de mettre en œuvre La Mesure MR9 au moins une année à culturale à l'avance.**

- *communiquer entre elles toutes informations utiles pour permettre la bonne exécution de la présente convention.*

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée équivalente à la durée de l'Autorisation *(durée* de 15 ans sollicitée) augmentée d'une durée de 10 années pour la mise en place et le maintien des *modalités de gestion de La Mesure MR9, objet de la présente convention.*

Elle prendra effet à la date de réalisation de la condition suspensive prévue par l'article *5 de la présente convention.*

ARTICLE 5 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est soumise à la réalisation de la condition suspensive d'obtention par Carrières MBTP de l'Autorisation d'extension de sa carrière.

Il est précisé que cette condition suspensive sera considérée comme étant levée à la date à laquelle ladite Autorisation sera devenue définitive, *c'est-à-dire à la date à laquelle elle sera purgée de tous droits de recours et de retrait.*

ARTICLE 6 – LITIGE- ELECTION DE DOMICILE

Les parties s'efforceront *de régler entre elles, de bonne foi et à* l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente Convention.

En l'absence de règlement amiable, les Parties décident que tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera *soumis à la juridiction compétente de LYON.*

Les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G B.	J PC	

Fait en trois exemplaires,
A Murs-et-Gélignieux,
Le 21.11.2024

M. Jean-Paul CONAND



Pour la SCI DES ILES MARIANNES
M. Gérard BETTANT



Pour CARIERRES MBTP
M. Yves GIAIOURAS



Annexe 1 : Localisation de la mesure de réduction MR9



Carrières METP
Extension de la carrière de Coudain à Mars-et-Gélignieux (01)

Localisation de la mesure de réduction visant la création, en dernière phase, de deux bandes de prairie le long de la clôture

Emprise demande d'autorisation

MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles

Création d'un habitat favorable à la Cistude sur 5 000 m² > Ensemencement en prairie et fascie herbeux

Mesures d'entretien :

MA1 : aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens :

Margeon

Mare

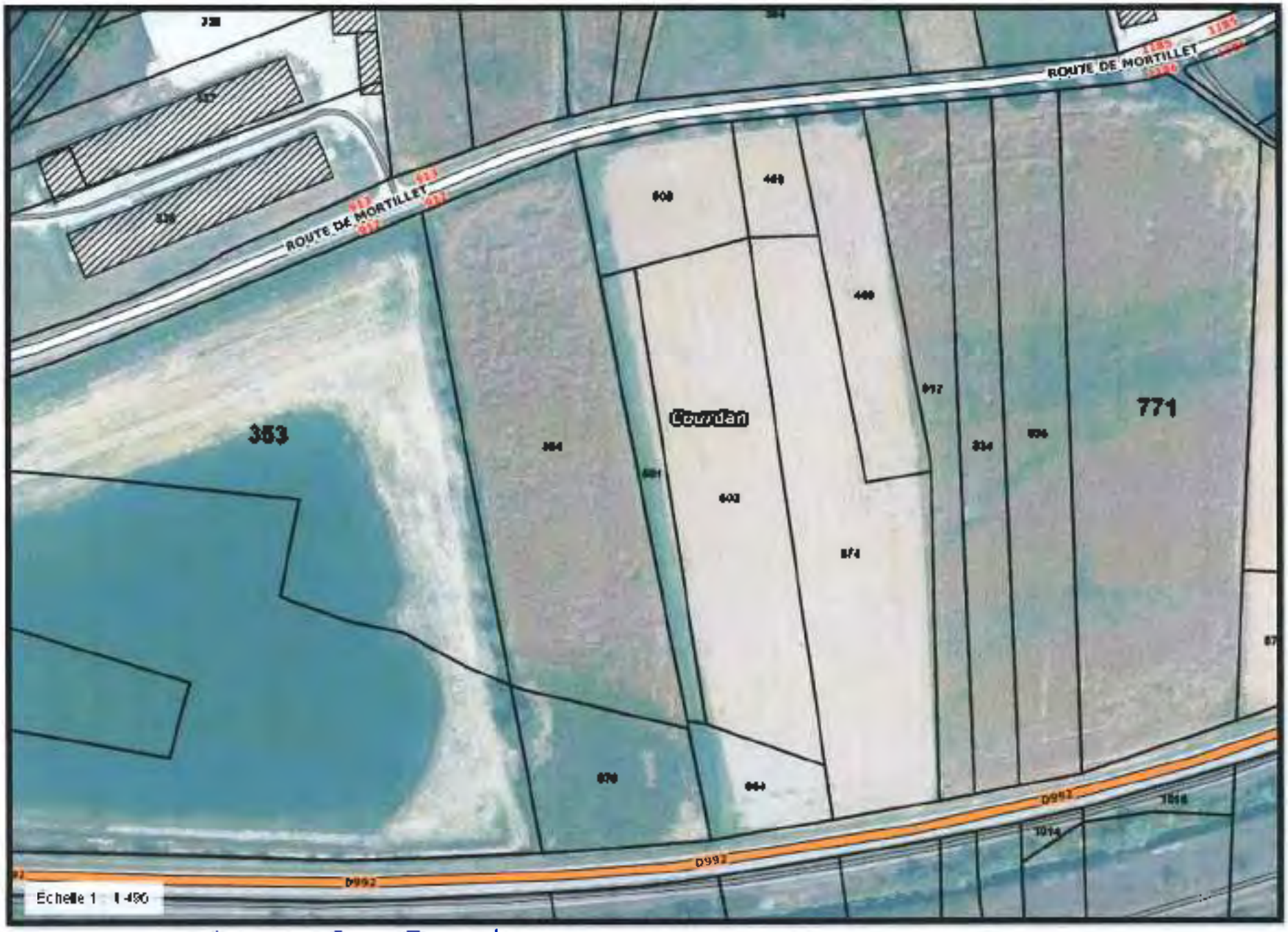
MA 2 : Cours d'eau créé et lit

30 0 30 60 m

Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Cig. CJP YG

Annexe 2 : Plan cadastral



III. Lettres d’information et sensibilisation pour mise en œuvre de la mesure MR4

CARRIÈRES MBTP
SABLE RECYCLAGE

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur CONAND Jean-Paul
1498 Route de Mortillet
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 31 juillet 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans).

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d un mélange de graminées et légumineuses à part égales , espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : lavée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en oeuvre de la mesure écologique MR2b.

CARRIÈRES MBTP

Pour sa mise en œuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

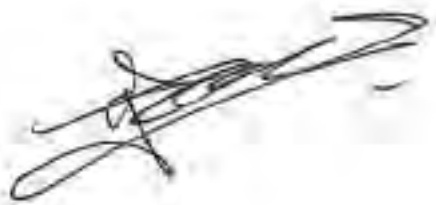
Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M Jean-Paul CONAND
Agriculteur locataire et propriétaire



ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2 1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2 1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimulé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établi souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée, positionnement à plus de 30 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (postes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. **Références** : Jansson, Mattis, 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=1200246948208File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

CARRIÈRES MBTP

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur MALOD Alain
635 Route de Mortillet
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 1er août 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

AM

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

AM

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans).

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction.

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Daclylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en oeuvre de la mesure écologique MR2b.

AM

Pour sa mise en oeuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M. Alain MALOD
Agriculteur et propriétaire en indivision

AM

ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

CARRIÈRES NETP

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactyle glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (postes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Références : Jansson, Mattis. 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en oeuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

CARRIERES MBTP
BERRIMRECYCLAGE

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur DUFOUR Jérôme
298 Chemin du Lac
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 1er août 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans)

Lorsque cette mesure est mise en œuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction.

Lorsque cette mesure est mise en œuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en œuvre de la mesure écologique MR2b.

Pour sa mise en oeuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

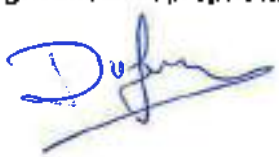
Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M. Jérôme DUFOUR
Agriculteur et propriétaire en indivision



ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

CARRIÈRES MBTP
BERNAY RECYCLAGE

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2.1g - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimulé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levés du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (pistes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Références : Jansson, Mattis. 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

Annexe N- 5 : Notice d'incidences Natura 2000 – Acer Campestre - 2024

Projet d'extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Évaluation des incidences sur l'état de conservation des sites Natura 2000

Acer campestre

Version 1

27/09/2023

Projet d'extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Évaluation des incidences sur l'état de conservation des sites Natura 2000

Indice	Date	Modifications	Établi par	Vérifié par
A	04/09/2023	Version initiale	M. Legaye	B. Thinon
B	27/09/2023	Corrections diverses	M. Legaye	M. Legaye

Maître d'ouvrage

CARRIÈRES MBTP
SERFIM RECYCLAGE

Expertise écologique

ACER CAMPESTRE
Bureau d'études en écologie
20 rue Pré Gaudry
69 007 Lyon

Tél. : 04 78 03 29 20
acer@acer-campestre.fr

Responsable : Sabine Laval (gérante)
Responsable du dossier : Martin Legaye
(ingénieur écologue)

Note : sauf mention contraire, toutes illustrations/photos présentes dans ce rapport ont été produites par Acer campestre dans le cadre de ses missions. Elles sont la propriété d'Acer campestre. Toute utilisation en dehors de cette étude devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Sommaire

Introduction 4

Cadre règlementaire 5

Présentation des sites Natura 2000 concernés 6

I. Sites relevant de la Directive « Habitats » 8

I.A. ZSC FR8201641 « Milieux Remarquables Du Bas Bugey » 8

I.B. ZSC FR8201771 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » 11

I.C. ZSC FR8201770 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard » 14

II. Sites relevant de la Directive « Oiseaux » 17

II.A. ZPS FR8212004 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » 17

II.B. ZPS FR8212003 « Avant-pays savoyard » 20

Évaluation des incidences 22

I. Présentation du projet 22

II. Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement et de suivi 22

III. Analyse des incidences 24

III.A. ZSC FR8201641 « Milieux Remarquables Du Bas Bugey » 24

III.B. ZSC FR8201771 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » 29

III.C. ZSC FR8201770 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard » 32

III.D. ZPS FR8212004 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » 36

III.E. ZPS FR8212003 « Avant-pays savoyard » 41

Conclusion 44

Index des tableaux

Tableau 1 : Liste des sites Natura 2000 localisés à proximité de la zone d'étude 6

Tableau 2 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641 9

Tableau 3 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641 10

Tableau 4 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201771 12

Tableau 5 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201771 13

Tableau 6 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201770 15

Tableau 7 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201770 16

Tableau 8 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212004 17

Tableau 9 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212003 20

Tableau 10 : Synthèse des mesures d'évitement et de réduction d'impact 22

Tableau 11 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641 24

Tableau 12 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641 26

Tableau 13 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201771 29

Tableau 14 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201771 30

Tableau 15 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201770 32

Tableau 16 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201770 33

Tableau 17 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212004 36

Tableau 18 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212003 41

Index des cartes

Carte 1 : Localisation 4

Carte 2 : Réseau Natura 2000 7

Index des illustrations

Illustration 1 : Logotype du réseau Natura 2000 5

Introduction

La société MBTP souhaite étendre l'exploitation d'un gisement alluvionnaire en continuité d'une carrière existante au lieudit « Courdan » sur la commune de Murs-et-Géligneux (voir carte ci-contre).

Afin de disposer d'un état initial permettant une bonne prise en compte des enjeux environnementaux, le maître d'ouvrage a lancé des études spécifiques d'environnement. Les inventaires ont été menés pendant un cycle biologique complet sur l'année 2022. La fréquence des interventions sur site a permis de cibler l'ensemble des espèces patrimoniales potentielles sur les milieux en présence. Le détail des méthodes et résultats de ces inventaires sont détaillés dans le volet « milieu naturel, faune et flore » de l'étude d'impact.

Conformément aux articles 6.3 et 6.4 de la directive 79/409/CEE et de sa transposition en droit français (articles L. 414-4 à L. 414-7 du code l'environnement, articles R. 214-25 et R. 214-34 à R. 214-39 du code de l'environnement, circulaire DGALN/DEB/SDEN DEVN1010526C du 15 avril 2010), la présence de sites Natura 2000 situés à proximité du projet nécessite la réalisation d'une étude des incidences du projet.

Le présent dossier détaille l'analyse des incidences potentielles du projet sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 proches, ainsi que les mesures envisagées pour éviter et réduire les incidences dommageables éventuelles.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de
Courdan à Murs-et-Géligneux
(01)

Localisation

100 0 100 200 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93



Cadre règlementaire

Avec la constitution du réseau Natura 2000, l'Union européenne a créé un réseau de sites écologiques dont les objectifs sont, d'une part, de préserver la diversité biologique, et d'autre part, de valoriser le patrimoine naturel des territoires. Le maillage de sites s'étend sur toute l'Europe de façon à rendre cohérente cette initiative de préservation des espèces et des habitats naturels.

Le réseau Natura 2000 s'appuie sur deux Directives européennes : la Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979, appelée plus généralement « Directive Oiseaux », adoptée par l'Union européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen, et la Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, plus généralement appelée « Directive Habitats », concernant la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages.

Le réseau Natura 2000 est constitué des Sites d'Intérêt Communautaire (SIC) présentant des enjeux relatifs aux habitats naturels et des espèces de la faune et de la flore sauvage en application de la Directive Habitats, et de Zones de Protection Spéciales (ZPS) présentant des enjeux relatifs à l'avifaune en application de la Directive Oiseaux. La constitution de ce réseau vise ainsi la conservation à long terme d'espèces de faune et de flore sauvages et d'habitats naturels de l'Union européenne

L'évaluation des incidences a pour but de vérifier la compatibilité d'une activité avec les objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés. Plus précisément, il convient de déterminer si le projet peut avoir un effet significatif dommageable sur les habitats et les espèces végétales et animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Le dispositif d'évaluation des incidences Natura 2000 définit par la directive 92/43 dite « Habitats » et est transposé en droit français depuis 2001 français à travers les articles L. 414-4 à L. 414-7 du code l'environnement, les articles R. 214-25 et R. 214-34 à R. 214-39 du code de l'environnement, et la circulaire DGALN/DEB/SDEN DEVN1010526C du 15 avril 2010.

Illustration 1 : Logotype du réseau Natura 2000

Présentation des sites Natura 2000 concernés

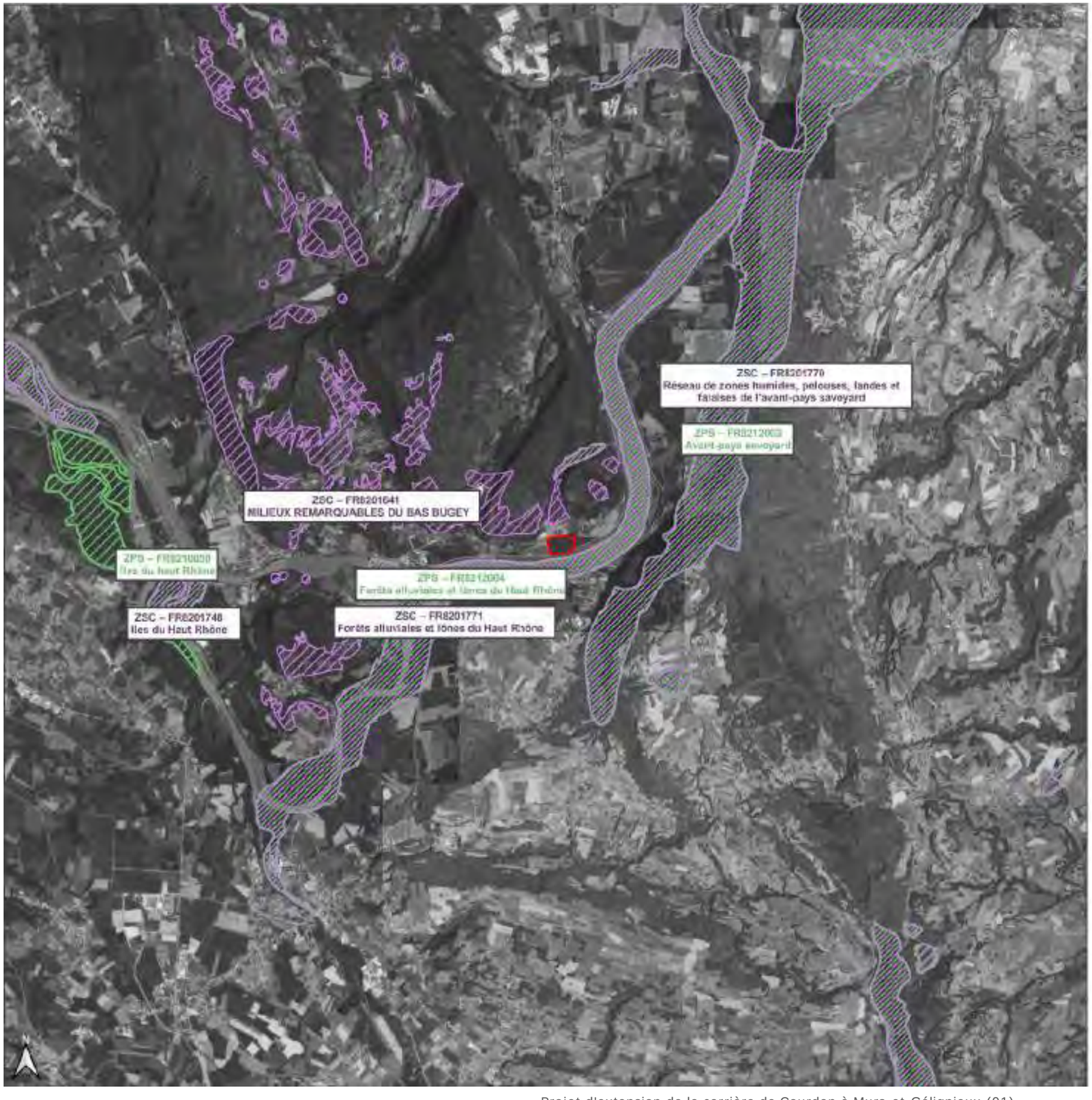
Sept sites Natura 2000 sont identifiés dans un rayon de cinq kilomètres autour du projet (voir carte p 7). Les sites Natura 2000 situés dans un périmètre proche autour de la zone d'étude sont listés dans le tableau ci-après.

Tableau 1 : Liste des sites Natura 2000 localisés à proximité de la zone d'étude

Type de site	Nom et numéro	Surface	Distances par rapport au projet
ZSC	Milieux Remarquables Du Bas Bugey ZSC FR8201641	4471 ha	100 m
ZSC	Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône ZSC FR8201771	8203 ha	50 m
ZSC	Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard ZSC FR8201770	3155 ha	740 m
ZSC	Iles du Haut Rhône ZSC FR8201748	89 ha	4450 m
ZPS	Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône ZPS FR8212004	8203 ha	53 m
ZPS	Avant-pays savoyard ZPS FR8212003	3124 ha	740 m
ZPS	Îles du haut Rhône ZPS FR8210058	274 ha	4450 m

Compte tenu de la nature et des dimensions du projet ainsi que des milieux concernés, l'analyse est menée sur les cinq sites distants de moins d'un kilomètre. L'analyse n'est donc pas menée sur les ZSC et ZPS des « Iles du Haut Rhône », sites distants de plus de quatre kilomètres et désignés au titre d'espèces et habitats forestiers, lesquels ne sont pas représentés sur le site du projet.

Les sites sur lesquels a été menée l'analyse sont présentés en détail ci-après.



Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Réseau Natura 2000

Aire d'étude rapprochée (emprise du projet)

Réseau Natura 2000

Directive Habitats (ZSC, SIC, pSIC)

Directive Oiseaux (ZPS)

500 0 500 1 000 m

Réalisation : Acer campestre, 2023
Source : IGN, INPN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

I. Sites relevant de la Directive « Habitats »

I.A. ZSC FR8201641 « Milieux Remarquables Du Bas Bugey »

Description (source : inpn.mnhn.fr, formulaire standard de données du site, date d'édition 02/08/2023) :

Le massif du Bas-Bugey (ou « Bugey blanc ») est un massif calcaire, qui s'élève rapidement par paliers jusqu'à plus de 1200 mètres d'altitude. Il se présente comme une étroite masse de hautes terres, faite de blocs basculés entre les failles.

En dépit de la proximité de la vallée du Rhône et de l'agglomération lyonnaise, ce massif reste faiblement peuplé ; il conserve des paysages globalement très bien préservés.

Qualité et importance :

Le massif du Bas-Bugey présente un relief accusé qui contribue à de forts contrastes de climat, de pluviométrie et de végétation. Son altitude oscille de 250 m dans la plaine du Rhône à 1219 m au point culminant du massif, le Mollard de Don.

La végétation s'échelonne de la série xérophile (c'est-à-dire adaptée aux situations sèches) du Chêne pubescent jusqu'à celle de la hêtraie-sapinière montagnarde. La forêt domine globalement le paysage. Sur les versants les plus chauds dominant la vallée du Rhône, des espèces méditerranéennes (Aspérule de Turin, Pistachier térébinthe, Fougère capillaire, Grande Cigale…) parviennent à s'insinuer.

Les habitats agro-pastoraux (pelouses sèches et prairies de fauche) constituent une part importante du site. L'agriculture de montagne participe à la préservation de ces habitats.

L'intérêt souvent exceptionnel des lacs, marais et tourbières dissimulés dans le massif, notamment vers le sud, mérite d'être particulièrement signalé. D'autre part, les falaises qui bordent le massif de tous côtés constituent souvent de bons sites de nidification de rapaces.

Enfin, le secteur présente un karst de type jurassien. Un réseau très dense de cavités souterraines abrite des populations exceptionnelles de chauves-souris qui trouvent également des gîtes dans le bâti. Ce site présente donc un fort intérêt pour les chauves-souris, certaines espèces étant en limite de leur aire de répartition (Rhinolophe euryale).

Les Marais à Cladium mariscus sont bien représentés. On note enfin la présence d'habitats de tourbières hautes actives (habitat 7110*) en contexte géologique calcaire et de cours d'eau à Écrevisses à pieds blancs.

Vulnérabilité :

La déprise du pastoralisme sur les alpages risque d'être à l'origine de l'envahissement des pelouses par les ligneux.

Tableau 2 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		2 (0,04%)		B	B
5110 - Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)		427 (9,57%)		B	B
6110 - Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi	oui	1,5 (0,03%)		D	
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	oui	61 (1,37%)		B	C
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		1418 (31,77%)		B	C
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		24 (0,54%)		B	B
6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)		980 (21,96%)		B	A
7110 - Tourbières hautes actives	oui	0,25 (0,01%)		D	
7140 - Tourbières de transition et tremblantes		3 (0,07%)		D	
7150 - Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion		0,02 (0%)		D	
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	32 (0,72%)		B	B
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	oui	49 (1,1%)		B	B
7230 - Tourbières basses alcalines		12 (0,27%)		B	B
8130 - Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles		140 (3,14%)		B	B
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique		39 (0,87%)		B	B
8310 - Grottes non exploitées par le tourisme		0 (0%)	49	B	B
91D0 - Tourbières boisées	oui	0,23 (0,01%)		D	
91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	oui	13 (0,29%)		B	B
9130 - Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum		16 (0,36%)		B	B
9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion		128 (2,87%)		B	B
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	oui	49 (1,1%)		B	B

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 3 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement
P	*Hamatocaulis vernicosus*	Hypne brillante	p	R	B	B	B
P	*Liparis loeselii*	Liparis de Loesel	p	R	B	B	C
M	*Rhinolophus ferrumequinum*	Grand rhinolophe	p	P	C	B	C
M	*Myotis bechsteinii*	Murin de Bechstein	p	P	C	B	C
M	*Rhinolophus hipposideros*	Petit rhinolophe	p	P	C	B	C
M	*Rhinolophus euryale*	Rhinolophe euryale	p	P	C	B	B
M	*Miniopterus schreibersii*	Minioptère de Schreibers	p	P	C	B	C
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	C	B	C
M	*Myotis emarginatus*	Murin à oreilles échancrées	p	P	C	B	C
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	P	C	B	C
M	*Myotis myotis*	Grand Murin	p	P	C	B	C
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	R	C	C	C
I	*Vertigo angustior*	Vertigo étroit	p	R	B	B	C
I	*Austropotamobius pallipes*	Écrevisse à pieds blancs	p	R	C	C	C
I	*Euphydryas aurinia*	Damier de la Succise	p	R	C	C	C
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	C	C
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	P	C	B	C
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	R	C	C	C
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	P	C	C	C

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

I.B. ZSC FR8201771 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône »

Description (source : inpn.mnhn.fr, formulaire standard de données du site, date d'édition 02/08/2023) :

Entre Alpes et Jura, cette zone comprend le cours du Rhône pris en compte sur la totalité de son parcours commun aux départements de l'Ain et de la Savoie, ainsi que des marais attenants.

Les nombreux aménagements pour la navigation du 19ème siècle et les aménagements hydroélectriques du 20ème siècle sur le fleuve Rhône ont altéré la dynamique fluviale avec pour conséquences la modification des processus hydrologiques et sédimentaires, induisant la perte des annexes hydrauliques périphériques, l'eutrophisation, l'absence de milieux aquatiques pionniers, la dégradation de la vie aquatique du fleuve …

L'incision du lit du fleuve et de la nappe phréatique associée ont provoqué :

- une évolution du cortège des boisements rivulaires et des forêts alluviales situées sur les grandes îles, sur lesquelles se sont également développées les peupleraies et les espèces exotiques envahissantes,

- l'atterrissement des marais de la plaine alluviale, avec un abandon des pratiques agricoles traditionnelles sur les prairies humides conduisant à une évolution vers le boisement.

Enfin, l'intensification de certaines pratiques agricoles s'est également traduite par du drainage ou de la mise en culture de prairies humides.

Il est important de noter que les aménagements hydroélectriques sur le Rhône ont créés de nouveaux milieux comme les retenues ou lacs artificiels qui accueillent un cortège d'espèces affectionnant les grandes étendues d'eau stagnantes. Ces milieux sont en interaction avec le lac du Bourget.

Qualité et importance :

Le Rhône et les marais attenants jouissent de nombreux statuts liés à l'intérêt national et européen du site : réserve naturelle nationale du Haut Rhône Français, site classé, ZNIEFF, arrêté préfectoral de protection de biotope (îles de Malourdie).

L'intérêt du site pour les habitats naturels et les espèces vient de la juxtaposition de nombreux habitats aquatiques et humides (boisements alluviaux, bancs d'alluvions, lônes, plans d'eau libre, roselières et herbiers aquatiques, prairies humides, tourbières alcalines...).

Dans le contexte communautaire, le site présente une responsabilité particulière dans la sauvegarde de certains peuplements et habitats d'espèces, soit parce que ces habitats trouvent ici une expression optimale, soit parce qu'ils constituent une priorité en termes de rareté. Citons ici :

- des espèces telles que le Sonneur à ventre jaune, la Lamproie de Planer...

- des formations végétales telles que les forêts alluviales, les cladiaies, les formations pionnières sur tourbe, les saulaies riveraines, les herbiers et roselières aquatiques.

Ce site, également inscrit dans le réseau Natura 2000 en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS), est un lieu de reproduction et d'hivernage pour de très nombreuses espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire.

Vulnérabilité :

Les habitats les plus vulnérables sont donc :

- Les forêts alluviales résiduelles des îles ou rivulaires du Haut-Rhône, dû à l'abaissement du niveau de la nappe phréatique,

- Les bas-marais neutro-alcalins,

- Les annexes fluviales (bras secondaires, lônes, mortes, marais péri-fluviaux, ...),

- Les herbiers et roselières aquatiques situées notamment sur des secteurs plus artificialisés.

Ces milieux sont directement liés au fonctionnement hydraulique du Rhône. Ils sont par conséquent sensibles à différents facteurs, dont l'importance est variable selon la localisation sur le site : perte de dynamique fluviale, abaissement des nappes, perte de connexions hydrauliques, perte des effets des crues, qualité de l'eau…

Les zones humides périphériques ont également tendance à s'atterrir et se boiser (aulnes, saules, bouleaux...) de par la perte d'hydratation liée à l'abaissement de la nappe phréatique du Rhône, l'abandon de certaines pratiques (fauche, broyage ...) et des destructions (drainage, plantation ...). La faune et la flore associées se banalisent et cela provoque une érosion de la richesse biologique des marais.

Enfin la gestion de la fréquentation est aussi un enjeu sur ce site, notamment avec la navigation à proximité des roselières et dans les lônes.

Tableau 4 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201771

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.		71,3 (2,61%)		A	B
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		10 (0,36%)		D	
3240 - Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à Salix elaeagnos		10 (0,36%)		D	
3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion		10 (0,36%)		D	
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		12,6 (0,46%)		B	B
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		10 (0,36%)		D	
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin		10 (0,36%)		D	
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	10 (0,36%)		B	B
91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	oui	394,7 (14,42%)		B	C

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 5 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201771

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement
R	*Emys orbicularis*	Cistude d'Europe	p	V	C	C	A
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	D		
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	V	D		
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	C	C	B	B
I	*Lucanus cervus*	Lucane cerf-volant	p	P	C	B	B
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	V	D		
I	*Cerambyx cerdo*	Grand Capricorne	p	P	C	B	B
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	B	B
I	*Phengaris teleius*	Azuré de la Sanguisorbe	p	V	D		
I	*Leucorrhinia pectoralis*	Leucorrhine à gros thorax	p	V	D		
F	*Cottus gobio*	Chabot	p	P	C	B	B
F	*Rhodeus amarus*	Bouvière	p	R	C	B	B
F	*Telestes souffia*	Blageon	p	P	C	B	B
F	*Parachondrostoma toxostoma*	Toxostome	p	P	C	B	B
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	P	C	B	B
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	R	C	B	B

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

I.C. ZSC FR8201770 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard »

Description (source : inpn.mnhn.fr, formulaire standard de données du site, date d'édition 02/08/2023) :

Ce réseau se situe dans les chaînons calcaires de l'avant-pays savoyard. Il englobe des marais neutro-alcalins localisés dans les dépressions marneuses et des coteaux exposés au sud et au sud-ouest.

Le site est localisé sur 2 zones biogéographiques : le domaine alpin et le domaine continental (majoritairement).

Qualité et importance :

Les zones humides de l'avant-pays savoyard présentent des étendues d'eau libre, des roselières, des prairies humides et des cariçaies encore fauchées et des faciès d'embroussaillement plus ou moins évolués.

Le troisième lac naturel français, le lac d'Aiguebelette, fait partie intégrante de ce réseau.

Sur les coteaux se succèdent des pelouses chaudes et sèches, des landes à genévrier, des pentes colonisées par le buis et surmontées par des falaises de calcaire massif.

L'ensemble de ces sites dispersés permet de regrouper sur une surface totale limitée un échantillonnage exceptionnel d'habitats d'intérêt communautaire (15 habitats ont été recensés sur ce site, dont 3 prioritaires).

On note également la présence d'un grand nombre d'espèces d'intérêt communautaire :

- 3 poissons ;
- 1 amphibien : le Sonneur à ventre jaune ;
- 1 plante : le Liparis de Loesel ;
- 8 invertébrés : 7 insectes, dont 4 espèces de papillons, et 1 crustacé : l'Écrevisse à pattes blanches ;
- 9 mammifères, dont 6 des 10 espèces de chiroptères de l'annexe II présents en Rhône-Alpes.

Pour ces derniers, l'intérêt du site en hivernage est lié à la variété des espèces qui fréquentent les cavités naturelles, les boisements et les milieux bocagers du réseau, plus qu'aux effectifs des populations qui se limitent à quelques dizaines d'individus.

Vulnérabilité :

- Intensification agricole

- Exploitation forestière

- Régression des roselières

- Fermeture des zones de marais.

Les zones humides périphériques ont également tendance à s'atterrir et se boiser (aulnes, saules, bouleaux...) de par la perte d'hydratation liée à l'abaissement de la nappe phréatique du Rhône, l'abandon de certaines pratiques (fauche, broyage ...) et des destructions (drainage, plantation ...). La faune et la flore associées se banalisent et cela provoque une érosion de la richesse biologique des marais.

Enfin la gestion de la fréquentation est aussi un enjeu sur ce site, notamment avec la navigation à proximité des roselières et dans les lônes.

Tableau 6 : Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201770

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.		0,01 (0%)		B	B
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		6,3 (0,2%)		B	C
5110 - Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)		63,02 (2%)		A	A
5130 - Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires		18,91 (0,6%)		B	C
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		18,91 (0,6%)		A	C
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		13 (0,41%)		A	B
6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)		58 (1,84%)		B	C
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	15,76 (0,5%)		A	B
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	oui	3,15 (0,1%)		A	B
7230 - Tourbières basses alcalines		100 (3,17%)		A	B
8130 - Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles		25 (0,79%)		B	B
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique		472,65 (15%)		A	A
8310 - Grottes non exploitées par le tourisme		0 (0%)		B	B
9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion		50 (1,59%)		B	B
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	oui	535,67 (17%)		A	C

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 7 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC ZSC FR8201770

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement
P	*Liparis loeselii*	Liparis de Loesel	p	P	C	C	C
M	*Rhinolophus hipposideros*	Petit rhinolophe	p	P	D		
M	*Myotis bechsteinii*	Murin de Bechstein	p	P	D		
M	*Myotis emarginatus*	Murin à oreilles échancrées	p	P	D		
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	D		
M	*Myotis blythii*	Petit Murin	p	P	D		
M	*Rhinolophus ferrumequinum*	Grand rhinolophe	p	P	D		
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	P	C	B	C
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	P	C	B	C
M	*Myotis myotis*	Grand Murin	p	P	D		
I	*Lucanus cervus*	Lucane cerf-volant	p	P	C	B	C
I	*Phengaris teleius*	Azuré de la Sanguisorbe	p	P	C	B	C
I	*Austropotamobius pallipes*	Écrevisse à pieds blancs	p	P	C	B	C
I	*Phengaris nausithous*	Azuré des paluds	p	P	C	C	C
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	B	C
I	*Euphydryas aurinia*	Damier de la Succise	p	P	C	C	C
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	P	D		
I	*Cerambyx cerdo*	Grand Capricorne	p	P	C	B	C
F	*Cottus gobio*	Chabot	p	P	C	B	C
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	P	C	B	C
F	*Telestes souffia*	Blageon	p	P	C	B	C
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	P	C	C	C

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

II. Sites relevant de la Directive « Oiseaux »

II.A. ZPS FR8212004 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône »

Description (source : inpn.mnhn.fr, formulaire standard de données du site, date d'édition 02/08/2023) :

Ce réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises se situe dans les chaînons calcaires de l'avant-pays savoyard. Il englobe :

- des massifs forestiers qui représentent près de 60 % des surfaces.

- des marais neutro-alcalins et trois lacs localisés dans les dépressions marneuses. Ces zones humides présentent des étendues d'eau libre, des roselières, des prairies humides et des cariçaies encore fauchées et des faciès d'embroussaillement plus ou moins évolués.

- des coteaux exposés au sud et au sud-ouest où se succèdent des pelouses sèches, quelques landes à genévrier et des fourrés à buis sur dalle.

- des falaises de calcaire massif.

- divers milieux agricoles (dominés par des prairies) plus ou moins intensifiés.

Le site est localisé sur 2 domaines biogéographiques : 32% pour l'alpin et 68% pour le continental.

Qualité et importance :

Le Rhône et les marais attenants jouissent de nombreux statuts liés à l'intérêt national et européen du site : réserve naturelle nationale du Haut Rhône Français, site classé, ZNIEFF, arrêté préfectoral de protection de biotope (îles de Malourdie).

L'intérêt du site pour les habitats naturels et les espèces vient de la juxtaposition de nombreux habitats aquatiques et humides (boisements alluviaux, bancs d'alluvions, lônes, plans d'eau libre, roselières et herbiers aquatiques, prairies humides, tourbières alcalines...).

Une vingtaine d'espèces inscrites à l'annexe I de la directive Oiseaux se reproduisent sur le site. Ce site est également un lieu d'hivernage très intéressant pour plusieurs espèces d'oiseaux d'eau en lien avec le Lac du Bourget et les plans d'eau périphériques.

Par ailleurs, le site est également inscrit dans le réseau Natura 2000 en tant que Zone Spéciale de Conservation (ZSC).

Vulnérabilité

Les habitats les plus vulnérables sont donc :

- Les forêts alluviales résiduelles des îles ou rivulaires du Haut-Rhône, dû à l'abaissement du niveau de la nappe phréatique,

- Les bas-marais neutro-alcalins,

- Les annexes fluviales (bras secondaires, lônes, mortes, marais péri-fluviaux...),

- Les herbiers et roselières aquatiques situées notamment sur des secteurs plus artificialisés.

Ces milieux sont directement liés au fonctionnement hydraulique du Rhône. Ils sont par conséquent sensibles à différents facteurs, dont l'importance est variable selon la localisation sur le site : perte de dynamique fluviale, abaissement des nappes, perte de connexions hydrauliques, perte des effets des crues, qualité de l'eau...

Les zones humides périphériques ont également tendance à s'atterrir et se boiser (aulnes, saules, bouleaux...) de par la perte d'hydratation liée à l'abaissement de la nappe phréatique du Rhône, l'abandon de certaines pratiques (fauche, broyage ...) et des destructions (drainage, plantation ...). La faune et la flore associées se banalisent et cela provoque une érosion de la richesse biologique des marais.

Enfin la gestion de la fréquentation est aussi un enjeu sur ce site, notamment avec la navigation à proximité des roselières et dans les lônes.

Tableau 8 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212004

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance	Population relative	Conservation	Isolement
Actitis hypoleucos	Chevalier guignette	w	P	C	C	C
Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	p (10-19p)	P	C	B	C
Anas acuta	Canard pilet	w (1-15i)	R	C	C	C
Anas clypeata	Canard souchet	w (1-6i)	R	C	C	C
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	w (50-220i)	P	D	-	-
Anas penelope	Canard siffleur	w (7-94i)	R	C	C	C
Anas platyrhynchos	Canard colvert	r, w (450-1700i)	P, C	D, C	-, B	-, C
Anas querquedula	Sarcelle d'été	c (1-10i)	R	C	C	C

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance	Population relative	Conservation	Isolement
Anas strepera	Canard chipeau	w (20-230i)	C	C	C	C
Ardea cinerea	Héron cendré	w (30-45p)	P	C	B	C
Ardea purpurea	Héron pourpré	c (1-3p)	P	C	C	C
Ardeola ralloides	Crabier chevelu, Héron crabier	c (0-1p)	V	D	-	-
Aythya ferina	Fuligule milouin	r, w (240-800i)	R, P	D, C	-, B	-, C
Aythya fuligula	Fuligule morillon	w (3000-5000i)	P	B	B	C
Aythya marila	Fuligule milouinan	w (1-2i)	R	D	-	-
Aythya nyroca	Fuligule nyroca	w (1-2i)	R	D	-	-
Botaurus stellaris	Butor étoilé	w (0-1i)	V	D	-	-
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	p (1-1p)	P	C	B	C
Bubulcus ibis	Héron garde-boeufs, Pique bœufs	w (0-1i)	V	D	-	-
Bucephala clangula	Garrot à oeil d'or	w (1-40i)	P	C	C	C
Charadrius dubius	Petit Gravelot	w	R	D	-	-
Charadrius hiaticula	Grand Gravelot	w (1-2i)	V	C	C	C
Chlidonias niger	Guifette noire	c (0-5p)	V	C	C	C
Circus aeruginosus	Busard des roseaux	w (1-2i)	V	C	C	C
Cygnus olor	Cygne tuberculé	r, w (150-700i)	P, P	C, C	A, A	C, C
Dendrocopos medius	Pic mar	p (0-2p)	V	C	C	C
Dryocopus martius	Pic noir	p (0-2p)	R	C	C	C
Egretta alba	Grande Aigrette	p (1-12p)	P	C	B	C
Egretta garzetta	Aigrette garzette	w (1-10i)	V	C	C	C
Fulica atra	Foulque macroule	r, w (100-2000i)	P, P	D, C	-, B	-, C
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	w (1-25i)	P	C	C	C
Gallinula chloropus	Gallinule poule-d'eau, Poule-d'eau	r, w (1-20i)	P, P	D, D	-, -	-, -
Himantopus himantopus	Echasse blanche	p (1-2p)	V	D	-	-
Ixobrychus minutus	Blongios nain, Butor blongios	r (0-1p)	V	D	-	-
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	r	P	C	C	C
Larus michahellis	Goéland leucophée	w	P	C	C	C
Larus ridibundus	Mouette rieuse	w	P	D	-	-
Lullula arborea	Alouette lulu	r (0-3p)	R	C	C	C

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance	Population relative	Conservation	Isolement
Luscinia svecica	Gorgebleue à miroir	c (1-4p)	V	C	C	A
Melanitta fusca	Macreuse brune	w (0-3i)	V	D	-	-
Mergus merganser	Harle bièvre	r, w (25-100i)	P, P	D, B	-, B	-, C
Milvus migrans	Milan noir	r	P	D	-	-
Netta rufina	Nette rousse	r, w (1-16i)	R,	D, D	-, -	-, -
Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris, Héron bihoreau	p (1-5p)	R	C	C	B
Pandion haliaetus	Balbuzard pêcheur	p (1-5p)	V	B	C	A
Phalacrocorax carbo	Grand Cormoran	w (20-130i)	P	C	C	C
Philomachus pugnax	Combattant varié, Chevalier combattant	w (1-10i)	R	C	C	C
Platalea leucorodia	Spatule blanche	w (0-2i)	V	D	-	-
Podiceps cristatus	Grèbe huppé	r, w (30-100i)	P, P	D, C	-, B	-, C
Podiceps nigricollis	Grèbe à cou noir	w (2-6i)	R	C	C	C
Porzana porzana	Marouette ponctuée	r (0-1p), w (1-2i)	V, R	C, D	C, -	C, -
Rallus aquaticus	Râle d'eau	r, w	P, P	D, D	-, -	-, -
Recurvirostra avosetta	Avocette élégante	w (0-2i)	V	D	-	-
Sterna caspia	Sterne caspienne	c (1-3p)	V	D	-	-
Sterna hirundo	Sterne pierregarin	r (0-1p)	V	D	-	-
Tachybaptus ruficollis	Grèbe castagneux	r, w (60-200i)	P, P	D, C	-, C	-, C
Tadorna tadorna	Tadorne de Belon	w (0-20i)	R	C	B	C
Tringa glareola	Chevalier sylvain	c (1-5i)	R	C	C	C
Tringa nebularia	Chevalier aboyeur	w (1-5i)	V	C	C	C
Tringa ochropus	Chevalier culblanc	w (1-5i)	V	D	-	-
Vanellus vanellus	Vanneau huppé	r, w (1-2i)	P, V	D, D	-, -	-, -

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

II.B. ZPS FR8212003 « Avant-pays savoyard »

Description (source : inpn.mnhn.fr, formulaire standard de données du site, date d'édition 02/08/2023) :

Entre Alpes et Jura, cette zone comprend le cours du Rhône pris en compte sur la totalité de son parcours commun aux départements de l'Ain et de la Savoie, ainsi que des marais attenants.

Les nombreux aménagements pour la navigation du 19ème siècle et les aménagements hydroélectriques du 20ème siècle sur le fleuve Rhône ont altéré la dynamique fluviale avec pour conséquences la modification des processus hydrologiques et sédimentaires, induisant la perte des annexes hydrauliques périphériques, l'eutrophisation, l'absence de milieux aquatiques pionniers, la dégradation de la vie aquatique du fleuve...

L'incision du lit du fleuve et de la nappe phréatique associée ont provoqué :

- une évolution du cortège des boisements rivulaires et des forêts alluviales situées sur les grandes îles, sur lesquelles se sont également développées les peupleraies et les espèces exotiques envahissantes ;
- l'atterrissement des marais de la plaine alluviale, avec un abandon des pratiques agricoles traditionnelles sur les prairies humides conduisant à une évolution vers le boisement.

Enfin, l'intensification de certaines pratiques agricoles s'est également traduite par du drainage ou de la mise en culture de prairies humides.

Il est important de noter que les aménagements hydroélectriques sur le Rhône ont créé de nouveaux milieux comme les retenues ou lacs artificiels qui accueillent un cortège d'espèces affectionnant les grandes étendues d'eau stagnantes. Ces milieux sont en interaction avec le lac du Bourget voisin du site.

Qualité et importance :

Le troisième lac naturel français, le lac d'Aiguebelette, fait partie intégrante de ce réseau.

L'ensemble de ces sites dispersés permet de regrouper sur une surface totale limitée un échantillonnage très varié d'espèces d'oiseaux de l'annexe I de la directive Oiseaux, allant des espèces de marais ou milieux aquatiques (comme le Blongios nain ou le Martin pêcheur) aux rapaces diurnes (Aigle royal, Circaète Jean-le-Blanc, Bondrée apivore...) ou nocturnes (Grand-duc d'Europe) en passant par des espèces forestières ou de bocages (Engoulevent d'Europe, Pic noir, Alouette lulu, Pie-grièche écorcheur...).

L'Aigle royal ne niche pas sur le site, mais le prospecte régulièrement.

De plus ce site accueille au passage, voire en hivernage, quelques Anatidés : Sarcelle d'hiver, Sarcelle d'été, Fuligule milouin et Fuligule morillon.

La Bécasse des bois est présente toute l'année, alors que la Bécassine des marais n'est observée qu'au passage.

Vulnérabilité

- Régression progressive des roselières ;
- Fermeture progressive des zones de marais ;
- Activités de vol libre.

Tableau 9 : Espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212003

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance	Population relative	Conservation	Isolement
Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	p (5-10p)	R	C	B	C
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	w (30-30i)	V	C	B	C
Anas querquedula	Sarcelle d'été	c (20-20i)	V	C	B	C
Aquila chrysaetos	Aigle royal	c (2-1i)	V	D	-	-
Aythya ferina	Fuligule milouin	w (50-50i)	R	D	-	-
Aythya fuligula	Fuligule morillon	w (50-50i)	R	D	-	-
Bonasa bonasia	Gélinotte des bois	p (30-30p)	V	C	B	C
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	p (6-6p)	R	C	B	C
Caprimulgus europaeus	Engoulevent d'Europe	r (1-5p)	V	D	-	-
Circaetus gallicus	Circaète Jean-le-Blanc	r (3-3p)	V	C	C	B
Dendrocopos medius	Pic mar	p (2-5p)	R	C	B	C

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance	Population relative	Conservation	Isolement
Dryocopus martius	Pic noir	p (15-15p)	P	C	B	C
Falco peregrinus	Faucon pèlerin	p (6-6p)	R	C	B	C
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	c (100-100i)	V	C	B	C
Ixobrychus minutus	Blongios nain, Butor blongios	r (0-2p)	V	C	C	C
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	r (20-20p)	R	D	-	-
Lullula arborea	Alouette lulu	r (1-2p)	V	D	-	-
Milvus migrans	Milan noir	r (2-5p)	P	C	B	C
Milvus milvus	Milan royal	p (0-1p)	V	D	-	-
Pernis apivorus	Bondrée apivore	r (5-5p)	R	D	-	-
Scolopax rusticola	Bécasse des bois	c, r (150-150p), w	P, P, P	C, C, C	B, B, B	C, C, C

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

Évaluation des incidences

I. Présentation du projet

Le projet consiste à poursuivre de l'exploitation de granulat à proximité de la carrière actuelle.

La demande d'extension porte sur une surface globale de 7,33 ha. L'exploitation se déroulera en trois phases avec remise en état à l'avancement. La durée totale d'exploitation est de 15 ans.

Les milieux impactés par le projet sont des grandes cultures et leurs espaces interstitiels associés (bandes enherbées, fossés).

Les modalités d'exploitation et l'analyse détaillée des impacts sur le milieu naturel sont présentés dans le volet « milieu naturel, faune et flore » de l'étude d'impact.

II. Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement et de suivi

Les mesures environnementales liées au milieu naturel et mises en œuvre dans le cadre du projet sont listées dans le tableau suivant.

Les modalités de mise en œuvre de ces mesures sont détaillées dans le volet « milieu naturel, faune et flore » de l'étude d'impact.

Tableau 10 : Synthèse des mesures d'évitement et de réduction d'impact

Mesure	Objectifs	Phasage par rapport au projet	Espèces visées	Coûts
ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet	Éviter les zones sensibles identifiées au sein de l'emprise de projet et à proximité	Conception du projet	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	Intégré au projet
ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation	Éviter le risque de destruction d'individus et de dérangement en période de reproduction de la faune	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	Intégré au projet
MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles	Réduire le risque de dégradation des milieux naturels en périphérie de l'exploitation	Phase de fonctionnement	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	400 €
MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière	Maintenir et renforcer les possibilités d'accueil de la faune pendant la durée d'exploitation de la carrière	Phase de fonctionnement	Oiseaux, reptiles, mammifères	4 450 €
MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	Maintenir la perméabilité écologique	Phase de fonctionnement	Faune tous groupes	Intégré au projet
MR4 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes	Réduire le risque de dispersion et éradiquer les foyers d'espèces exotiques envahissantes présentes	Phase de fonctionnement, phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	1 800 €
MR5 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins	Éviter toute destruction d'amphibiens ayant colonisé des ornières au sein des zones de circulation pour s'y reproduire	Phase de fonctionnement	Amphibiens	Intégré au projet

MR6 : Revégétalisation après remise en état	Restaurer les milieux au droit des zones d'exploitation, des pistes et des installations après la fin de l'exploitation	Phase de remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore, habitats naturels	500 €
MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens	Améliorer les capacité d'accueil de la faune, créer une zone relai pour la petite faune	Début de la phase d'exploitation, maintenu à l'issu de la remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	3 500 €
MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	Améliorer la perméabilité écologique	Phase de remise en état	Reptiles, amphibiens, petite faune	7 500 €
MS1 : Suivi de la mise en œuvre des mesures	Veiller à la bonne application des différentes mesures d'évitement et de réduction pendant toute la phase d'exploitation et de remise en état	Pendant toute la durée de l'exploitation, 3 années suivant la remise en état	Ensemble des cortèges faune et flore	11 100 €

Les couts estimatifs sont donnés hors taxes

III. Analyse des incidences

Ci-après sont analysées les incidences du projet sur les habitats et espèces ayant justifié la désignation des sites Natura 2000 proches, compte tenu des mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement mises en œuvre.

III.A. ZSC FR8201641 « Milieux Remarquables Du Bas Bugey »

Aucun des habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site n'est présent dans l'emprise du projet. Trois espèces de chiroptères inscrites au FSD du site ont cependant été contactées en chasse ou transit à proximité des emprises projet : le Petit rhinolophe, le Murin à oreilles échancrées, et la Barbastelle d'Europe. Le Grand Murin et le Minioptère de Schreibers, sont par ailleurs considérés comme potentiellement présents, en chasse ou en transit.

Les mesures environnementales mises en œuvre ont notamment consisté à adapter l'emprise du projet et à adapter les périodes d'exploitation au cours de l'année (absence d'activité d'extraction sur le site pendant les périodes de forte sensibilité des espèces). Ces dispositions permettent de garantir que les linéaires de lisières et haie présents à proximité du projet resteront utilisables comme zone de transit et d'alimentation pour les chiroptères. De plus, le maintien d'une distance minimale de 20 m entre l'alignement de tilleuls, au nord, et les zones d'extraction permettra de conserver les possibilités d'utilisation d'éventuels gîtes arboricoles par ces espèces, tant en période estivale qu'en période hivernale. Les mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du projet (amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques d'un cours d'eau et création d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles) vont en outre permettre de diversifier les milieux et profiter, de manière générale, à la faune.

Tableau 11 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation	Présence dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		2 (0,04%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
5110 - Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)		427 (9,57%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
6110 - Pelouses rupicoles calcaires ou basiphiles de l'Alysso-Sedion albi	oui	1,5 (0,03%)		D		non	-	nulle	-	nulle
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)	oui	61 (1,37%)		B	C	non	-	nulle	-	nulle
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		1418 (31,77%)		B	C	non	-	nulle	-	nulle
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		24 (0,54%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)		980 (21,96%)		B	A	non	-	nulle	-	nulle

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation	Présence dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
7110 - Tourbières hautes actives	oui	0,25 (0,01%)		D		non	-	nulle	-	nulle
7140 - Tourbières de transition et tremblantes		3 (0,07%)		D		non	-	nulle	-	nulle
7150 - Dépressions sur substrats tourbeux du Rhynchosporion		0,02 (0%)		D		non	-	nulle	-	nulle
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	32 (0,72%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	oui	49 (1,1%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
7230 - Tourbières basses alcalines		12 (0,27%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
8130 - Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles		140 (3,14%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique		39 (0,87%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
8310 - Grottes non exploitées par le tourisme		0 (0%)	49	B	B	non	-	nulle	-	nulle
91D0 - Tourbières boisées	oui	0,23 (0,01%)		D		non	-	nulle	-	nulle
91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	oui	13 (0,29%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
9130 - Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum		16 (0,36%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion		128 (2,87%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	oui	49 (1,1%)		B	B	non	-	nulle	-	nulle

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 12 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201641

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	P	C	C	C	absente	-	nulle	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR4 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR5 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins MR6 : Revégétalisation après remise en état MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	nulle
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
I	*Austropotamobius pallipes*	Écrevisse à pieds blancs	p	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
I	*Euphydryas aurinia*	Damier de la Succise	p	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
I	*Vertigo angustior*	Vertigo étroit	p	R	B	B	C	absente	-	nulle		nulle
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	C	B	C	présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement Reproduction : gîtes potentiels situés à l'extérieur des emprises projet, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	faible		négligeable
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
M	*Miniopterus schreibersii*	Minioptère de Schreibers	p	P	C	B	C	Potentiellement présente (chasse et transit)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	négligeable		négligeable

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
M	*Myotis bechsteinii*	Murin de Bechstein	p	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
M	*Myotis emarginatus*	Murin à oreilles échancrées	p	P	C	B	C	présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement Reproduction : gîtes potentiels situés à l'extérieur des emprises projet, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	faible		négligeable
M	*Myotis myotis*	Grand Murin	p	P	C	B	C	Potentiellement présente (chasse et transit)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	négligeable		
M	*Rhinolophus euryale*	Rhinolophe euryale	p	P	C	B	B	absente	-	nulle		nulle
M	*Rhinolophus ferrumequinum*	Grand rhinolophe	p	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
M	*Rhinolophus hipposideros*	Petit rhinolophe	p	P	C	B	C	présente (chasse et transit)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	négligeable		négligeables
P	*Hamatocaulis vernicosus*	Hypne brillante	p	R	B	B	B	absente	-	nulle		nulle
P	*Liparis loeselii*	Liparis de Loesel	p	R	B	B	C	absente	-	nulle		nulle

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.
Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

III.B. ZSC FR8201771 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône »

Aucun des habitats d'intérêt communautaire n'ayant justifié la désignation de la ZSC FR8201771 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône » n'est représenté au sein des emprises projet. Seule une espèce de chiroptère inscrites au FSD du site a été contactée en chasse ou transit à proximité des emprises projet : la Barbastelle d'Europe.

Les mesures environnementales mises en œuvre ont notamment consisté à adapter l'emprise du projet et à adapter les périodes d'exploitation au cours de l'année (absence d'activité d'extraction sur le site en période estivale). Ces dispositions permettent de garantir que les linéaires de lisières et haie présents à proximité du projet resteront utilisables comme zone de transit et d'alimentation pour cette espèce. Le maintien d'une distance minimale de 20 m entre l'alignement de tilleuls, au nord, et les zones d'extraction permettra de conserver les possibilités d'utilisation d'éventuels gîtes arboricoles par cette espèce. Les mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du projet (amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques d'un cours d'eau et création d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles) vont en outre permettre de diversifier les milieux et profiter, de manière générale, à la faune.

L'analyse des incidences du projet sur chacun des habitats et espèces inscrits au FSD du site est détaillée ci-après.

Tableau 13 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201771

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation	Présence dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.		71,3 (2,61%)		A	B	non	-	nulle		nulle
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		10 (0,36%)		D		non	-	nulle		nulle
3240 - Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à Salix elaeagnos		10 (0,36%)		D		non	-	nulle		nulle
3260 - Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion		10 (0,36%)		D		non	-	nulle		nulle
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		12,6 (0,46%)		B	B	non	-	nulle		nulle
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		10 (0,36%)		D		non	-	nulle		nulle
6430 - Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin		10 (0,36%)		D		non	-	nulle		nulle
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	10 (0,36%)		B	B	non	-	nulle		nulle
91E0 - Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)	oui	394,7 (14,42%)		B	C	non	-	nulle		nulle

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 14 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201771

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement		Analyse des incidences résiduelles
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	R	C	B	B	absente	-	nulle	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR4 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR5 : Procédure pour limiter la création		nulle
F	*Cottus gobio*	Chabot	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
F	*Parachondrostoma toxostoma*	Toxostome	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
F	*Rhodeus amarus*	Bouvière	p	R	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
F	*Telestes souffia*	Blageon	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
I	*Cerambyx cerdo*	Grand Capricorne	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	V	D			absente	-	nulle			nulle
I	*Leucorrhinia pectoralis*	Leucorrhine à gros thorax	p	V	D			absente	-	nulle			nulle
I	*Lucanus cervus*	Lucane cerf-volant	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
I	*Phengaris teleius*	Azuré de la Sanguisorbe	p	V	D			absente	-	nulle			nulle

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement		Analyse des incidences résiduelles
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	D			présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement Reproduction : gîtes potentiels situés à l'extérieur des emprises projet, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement	faible	d'ornière par les engins MR6 : Revégétalisation après remise en état MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte		négligeable
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	C	C	B	B	absente	-	nulle			nulle
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	V	D			absente	-	nulle			nulle
R	*Emys orbicularis*	Cistude d'Europe	p	V	C	C	A	absente	-	nulle			nulle

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.

Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).

Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.

Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.

Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».

Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

III.C. ZSC FR8201770 « Réseau de zones humides, pelouses, landes et falaises de l'avant-pays savoyard »

Aucun des habitats d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site n'est présent dans l'emprise du projet. Deux espèces de chiroptères inscrites au FSD du site ont cependant été contactées en chasse ou transit à proximité des emprises projet : le Murin à oreilles échancrées, et la Barbastelle d'Europe. Le Grand Murin est considéré comme potentiellement présent, en chasse ou en transit.

Les mesures environnementales mises en œuvre ont notamment consisté à adapter l'emprise du projet et à adapter les périodes d'exploitation au cours de l'année (absence d'activité d'extraction sur le site en période estivale). Ces dispositions permettent de garantir que les linéaires de lisières et haie présents à proximité du projet resteront utilisables comme zone de transit et d'alimentation pour les chiroptères. De plus, le maintien d'une distance minimale de 20 m entre l'alignement de tilleuls, au nord, et les zones d'extraction permettra de conserver les possibilités d'utilisation d'éventuels gîtes arboricoles par ces espèces, tant en période estivale qu'en période hivernale. Les mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du projet (amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques d'un cours d'eau et création d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles) vont en outre permettre de diversifier les milieux et profiter, de manière générale, à la faune.

L'analyse des incidences du projet sur chacun des habitats et espèces inscrits au FSD du site est détaillée ci-après.

Tableau 15 : Analyse des incidences sur les Habitats d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201770

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation	Présence dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
3140 - Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.		0,01 (0%)		B	B	non	-	nulle		nulle
3150 - Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition		6,3 (0,2%)		B	C	non	-	nulle		nulle
5110 - Formations stables xérothermophiles à Buxus sempervirens des pentes rocheuses (Berberidion p.p.)		63,02 (2%)		A	A	non	-	nulle		nulle
5130 - Formations à Juniperus communis sur landes ou pelouses calcaires		18,91 (0,6%)		B	C	non	-	nulle		nulle
6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)		18,91 (0,6%)		A	C	non	-	nulle		nulle
6410 - Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)		13 (0,41%)		A	B	non	-	nulle		nulle
6510 - Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)		58 (1,84%)		B	C	non	-	nulle		nulle
7210 - Marais calcaires à Cladium mariscus et espèces du Caricion davallianae	oui	15,76 (0,5%)		A	B	non	-	nulle		nulle
7220 - Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)	oui	3,15 (0,1%)		A	B	non	-	nulle		nulle
7230 - Tourbières basses alcalines		100 (3,17%)		A	B	non	-	nulle		nulle
8130 - Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles		25 (0,79%)		B	B	non	-	nulle		nulle

Habitat	Forme prioritaire	Surface (ha) (pourcentage de couverture)	Grottes (nombre)	Représentativité	Conservation	Présence dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique		472,65 (15%)		A	A	non	-	nulle		nulle
8310 - Grottes non exploitées par le tourisme		0 (0%)		B	B	non	-	nulle		nulle
9150 - Hêtraies calcicoles médio-européennes du Cephalanthero-Fagion		50 (1,59%)		B	B	non	-	nulle		nulle
9180 - Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion	oui	535,67 (17%)		A	C	non	-	nulle		nulle

Représentativité : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Significative ; D = Présence non significative.
Conservation : A = Excellente ; B = Bonne ; C = Moyenne / réduite.

Tableau 16 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZSC FR8201770

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences brutes	Analyse des incidences résiduelles
A	*Bombina variegata*	Sonneur à ventre jaune	p	P	C	C	C	absente	-	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR4 : Limitation de la propagation des	nulle	nulle
F	*Cottus gobio*	Chabot	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
F	*Lampetra planeri*	Lamproie de Planer	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
F	*Telestes souffia*	Blageon	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
I	*Austropotamobius pallipes*	Écrevisse à pieds blancs	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
I	*Cerambyx cerdo*	Grand Capricorne	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
I	*Coenagrion mercuriale*	Agrion de Mercure	p	P	D			absente	-		nulle	nulle
I	*Euphydryas aurinia*	Damier de la Succise	p	P	C	C	C	absente	-		nulle	nulle
I	*Lucanus cervus*	Lucane cerf-volant	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
I	*Lycaena dispar*	Cuivré des marais	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences brutes	Analyse des incidences résiduelles
I	*Phengaris nausithous*	Azuré des paluds	p	P	C	C	C	absente	-	espèces végétales envahissantes MR5 : Procédure pour limiter la création d'ornière par les engins MR6 : Revégétalisation après remise en état MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	nulle	nulle
I	*Phengaris teleius*	Azuré de la Sanguisorbe	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
M	*Barbastella barbastellus*	Barbastelle d'Europe	p	P	D			présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement Reproduction : gîtes potentiels situés à l'extérieur des emprises projet, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement		faible	négligeable
M	*Castor fiber*	Castor d'Eurasie	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
M	*Lynx lynx*	Lynx boréal	p	P	C	B	C	absente	-		nulle	nulle
M	*Myotis bechsteinii*	Murin de Bechstein	p	P	D			absente	-		nulle	nulle
M	*Myotis blythii*	Petit Murin	p	P	D			absente	-		nulle	nulle
M	*Myotis emarginatus*	Murin à oreilles échancrées	p	P	D			présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement Reproduction : gîtes potentiels situés à l'extérieur des emprises projet, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement		faible	négligeable

Groupe taxonomique	Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences brutes	Analyse des incidences résiduelles
M	*Myotis myotis*	Grand Murin	p	P	D			Potentiellement présente (chasse et transit, gîtage potentiel)	Alimentation : haies et lisières situées à l'extérieur des emprises projet, 607 ml, fonctionnalité modérée → risque d'altération/dérangement		négligeable	négligeable
M	*Rhinolophus ferrumequinum*	Grand rhinolophe	p	P	D			absente	-		nulle	nulle
M	*Rhinolophus hipposideros*	Petit rhinolophe	p	P	D			absente	-		nulle	nulle
P	*Liparis loeselii*	Liparis de Loesel	p	P	C	C	C	absente	-		nulle	nulle

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.
Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

III.D. ZPS FR8212004 « Forêts alluviales et lônes du Haut Rhône »

Plusieurs espèces inscrites au FSD du site ont été contactées en alimentation ou en transit à proximité des emprises projet : le Martin-pêcheur d'Europe, le Canard colvert, le Héron cendré, le Busard des roseaux, le Busard des roseaux, le Milan noir et le Pic mar. Il a été établi, considérant les milieux en présence (milieux agricoles intensivement cultivées), les effectifs et comportements observé (simple transit ou alimentation d'un faible nombre d'individus), que l'emprise du projet jouent un rôle marginal dans le cycle de vie des population locales de ces espèces. Seule la Pie-grièche écorcheur est susceptible d'accomplir une part significative de son cycle de vie au sein de la zone d'influence du projet. Un couple nicheur de cette espèce a en effet été détecté au sein de la haie située à l'ouest de l'emprise du projet. Le rôle des milieux situées dans l'emprise du projet (milieux agricoles intensément cultivés) est cependant marginal pour cette espèce, les individus concernés se nourrissant plus probablement dans les zones de friche situés plus à l'ouest (secteur de la carrière actuelle).

Les mesures environnementales mises en œuvre ont notamment consisté à adapter l'emprise du projet, à adapter les périodes d'exploitation au cours de l'année (absence d'activité d'extraction sur le site en période estivale) et à maintenir des surfaces de friches et jachères agricoles tout au long de la période de fonctionnement de la carrière. Ces dispositions permettent de garantir l'absence de de dérangement lié à l'activité de la carrière pendant la période de reproduction, ainsi que le maintien de zones d'alimentation pour l'espèce tout au long de la durée de fonctionnement du site. Les mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du projet (amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques d'un cours d'eau et création d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles) vont en outre permettre de diversifier les milieux et profiter, de manière générale, à la faune.

L'analyse des incidences du projet sur chacune des espèces inscrites au FSD du site est détaillée ci-après.

Tableau 17 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212004

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Actitis hypoleucos	Chevalier guignette	w	P	C	C	C	absente	-	nulle	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement	nulle
Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	p (10-19p)	P	C	B	C	Absente (mais alimentation à proximité)	-	nulle		nulle
Anas acuta	Canard pilet	w (1-15i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Anas clypeata	Canard souchet	w (1-6i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	w (50-220i)	P	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Anas penelope	Canard siffleur	w (7-94i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Anas platyrhynchos	Canard colvert	r, w (450-1700i)	P, C	D, C	-, B	-, C	Absente (mais nicheur à proximité)		nulle		nulle
Anas querquedula	Sarcelle d'été	c (1-10i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Anas strepera	Canard chipeau	w (20-230i)	C	C	C	C	absente	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Ardea cinerea	Héron cendré	w (30-45p)	P	C	B	C	alimentation (1 individu)	Alimentation : zones cultivées, au maximum 3,48 ha impactés simultanément au cours de l'exploitation, faiblement fonctionnel → contribution négligeable des emprises projet à l'aire d'alimentation de l'espèce	négligeable	MR4 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR6 : Revégétalisation après remise en état MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	négligeable
Ardea purpurea	Héron pourpré	c (1-3p)	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Ardeola ralloides	Crabier chevelu, Héron crabier	c (0-1p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Aythya ferina	Fuligule milouin	r, w (240-800i)	R, P	D, C	-, B	-, C	absente	-	nulle		nulle
Aythya fuligula	Fuligule morillon	w (3000-5000i)	P	B	B	C	absente	-	nulle		nulle
Aythya marila	Fuligule milouinan	w (1-2i)	R	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Aythya nyroca	Fuligule nyroca	w (1-2i)	R	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Botaurus stellaris	Butor étoilé	w (0-1i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	p (1-1p)	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Bubulcus ibis	Héron garde-boeufs, Pique bœufs	w (0-1i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Bucephala clangula	Garrot à oeil d'or	w (1-40i)	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Charadrius dubius	Petit Gravelot	w	R	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Charadrius hiaticula	Grand Gravelot	w (1-2i)	V	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Chlidonias niger	Guifette noire	c (0-5p)	V	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Circus aeruginosus	Busard des roseaux	w (1-2i)	V	C	C	C	transit	-	nulle		nulle
Cygnus olor	Cygne tuberculé	r, w (150-700i)	P, P	C, C	A, A	C, C	absente	-	nulle		nulle
Dendrocopos medius	Pic mar	p (0-2p)	V	C	C	C	alimentation à proximité		nulle		nulle
Dryocopus martius	Pic noir	p (0-2p)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Egretta alba	Grande Aigrette	p (1-12p)	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Egretta garzetta	Aigrette garzette	w (1-10i)	V	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Fulica atra	Foulque macroule	r, w (100-2000i)	P, P	D, C	-, B	-, C	absente	-	nulle		nulle
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	w (1-25i)	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Gallinula chloropus	Gallinule poule-d'eau, Poule-d'eau	r, w (1-20i)	P, P	D, D	-, -	-, -	absente	-	nulle		nulle
Himantopus himantopus	Echasse blanche	p (1-2p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Ixobrychus minutus	Blongios nain, Butor blongios	r (0-1p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	r	P	C	C	C	reproduction à proximité	Reproduction : haie présente à proximité du projet, modérément fonctionnelle, 214 m linéaires → non impactée directement mais risque de d'altération/dérangement en période de reproduction Habitat d'alimentation : zones agricoles situées dans l'emprise du projet très faiblement fonctionnelles pour l'espèce, au maximum 3,48 ha impactés simultanément au cours de l'exploitation → impact faible sur les capacités de l'espèce à accomplir son cycle de vie à proximité du site	faible		négligeable
Larus michahellis	Goéland leucophée	w	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Larus ridibundus	Mouette rieuse	w	P	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Lullula arborea	Alouette lulu	r (0-3p)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Luscinia svecica	Gorgebleue à miroir	c (1-4p)	V	C	C	A	absente	-	nulle		nulle
Melanitta fusca	Macreuse brune	w (0-3i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Mergus merganser	Harle bièvre	r, w (25-100i)	P, P	D, B	-, B	-, C	absente	-	nulle		nulle
Milvus migrans	Milan noir	r	P	D	-	-	Alimentation à proximité	Alimentation : zones cultivées, faiblement fonctionnel, au maximum 3,48 ha impactés simultanément au cours de l'exploitation → contribution négligeable des emprises projet à l'aire d'alimentation de l'espèce	négligeable		négligeable
Netta rufina	Nette rousse	r, w (1-16i)	R,	D, D	-, -	-, -	absente	-	nulle		nulle
Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris, Héron bihoreau	p (1-5p)	R	C	C	B	absente	-	nulle		nulle
Pandion haliaetus	Balbuzard pêcheur	p (1-5p)	V	B	C	A	absente	-	nulle		nulle
Phalacrocorax carbo	Grand Cormoran	w (20-130i)	P	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Philomachus pugnax	Combattant varié, Chevalier combattant	w (1-10i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Platalea leucorodia	Spatule blanche	w (0-2i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Podiceps cristatus	Grèbe huppé	r, w (30-100i)	P, P	D, C	-, B	-, C	absente	-	nulle		nulle
Podiceps nigricollis	Grèbe à cou noir	w (2-6i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Porzana porzana	Marouette ponctuée	r (0-1p), w (1-2i)	V, R	C, D	C, -	C, -	absente	-	nulle		nulle
Rallus aquaticus	Râle d'eau	r, w	P, P	D, D	-, -	-, -	absente	-	nulle		nulle
Recurvirostra avosetta	Avocette élégante	w (0-2i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Sterna caspia	Sterne caspienne	c (1-3p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Sterna hirundo	Sterne pierregarin	r (0-1p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Tachybaptus ruficollis	Grèbe castagneux	r, w (60-200i)	P, P	D, C	-, C	-, C	absente	-	nulle		nulle
Tadorna tadorna	Tadorne de Belon	w (0-20i)	R	C	B	C	absente	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Tringa glareola	Chevalier sylvain	c (1-5i)	R	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Tringa nebularia	Chevalier aboyeur	w (1-5i)	V	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Tringa ochropus	Chevalier culblanc	w (1-5i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Vanellus vanellus	Vanneau huppé	r, w (1-2i)	P, V	D, D	-, -	-, -	absente	-	nulle		nulle

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.
Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

III.E. ZPS FR8212003 « Avant-pays savoyard »

Plusieurs espèces inscrites au FSD du site ont été contactées en alimentation ou en transit à proximité des emprises projet : le Martin-pêcheur d'Europe, le Pic mar, le Circaète Jean-le-Blanc, le Milan noir, le Milan royal et la Bondrée apivore. Il a été établi, considérant les milieux en présence (milieux agricoles intensivement cultivées), les effectifs et comportements observé (simple transit ou alimentation d'un faible nombre d'individus), que l'emprise du projet jouent un rôle marginal dans le cycle de vie des population locales de ces espèces. Seule la Pie-grièche écorcheur est susceptible d'accomplir une part significative de son cycle de vie au sein de la zone d'influence du projet. Un couple nicheur de cette espèce a en effet été détecté au sein de la haie bordant la zone d'étude à l'ouest. Le rôle des milieux situées dans l'emprise du projet (milieux agricoles intensément cultivés) est cependant marginal pour cette espèce, les individus concernés se nourrissant plus probablement dans les zones de friche situés plus à l'ouest (secteur de la carrière actuelle).

Les mesures environnementales mises en œuvre ont notamment consisté à adapter l'emprise du projet, à adapter les périodes d'exploitation au cours de l'année (absence d'activité d'extraction sur le site en période estivale) et à maintenir des surfaces de friches et jachères agricoles tout au long de la période de fonctionnement de la carrière. Ces dispositions permettent de garantir l'absence de de dérangement lié à l'activité de la carrière pendant la période de reproduction, ainsi que le maintien de zones d'alimentation pour l'espèce tout au long de la durée de fonctionnement du site. Les mesures d'accompagnement proposées dans le cadre du projet (amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques d'un cours d'eau et création d'habitats favorables aux amphibiens et reptiles) vont en outre permettre de diversifier les milieux et profiter, de manière générale, à la faune.

L'analyse des incidences du projet sur chacune des espèces inscrites au FSD du site est détaillée ci-après.

Tableau 18 : Analyse des incidences sur les espèces d'intérêt communautaire inscrits au FSD de la ZPS FR8212003

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	p (5-10p)	R	C	B	C	absente (mais alimentation à proximité)	-	nulle	ME1 : Réduction et adaptation de l'emprise projet ME2 : Réduction et adaptation des périodes d'exploitation MR1 : Mise en défens des secteurs sensibles MR2 : Maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière MR3 : Maintien de la perméabilité écologique en phase de fonctionnement MR4 : Limitation de la propagation des espèces végétales envahissantes MR6 : Revégétalisation après remise en état	nulle
Anas crecca	Sarcelle d'hiver	w (30-30i)	V	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Anas querquedula	Sarcelle d'été	c (20-20i)	V	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Aquila chrysaetos	Aigle royal	c (2-1i)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Aythya ferina	Fuligule milouin	w (50-50i)	R	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Aythya fuligula	Fuligule morillon	w (50-50i)	R	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Bonasa bonasia	Gélinotte des bois	p (30-30p)	V	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Bubo bubo	Grand-duc d'Europe	p (6-6p)	R	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Caprimulgus europaeus	Engoulevent d'Europe	r (1-5p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Circaetus gallicus	Circaète Jean-le-Blanc	r (3-3p)	V	C	C	B	transit	-	nulle		nulle
Dendrocopos medius	Pic mar	p (2-5p)	R	C	B	C	Alimentation à proximité		nulle		nulle
Dryocopus martius	Pic noir	p (15-15p)	P	C	B	C	absente	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Falco peregrinus	Faucon pèlerin	p (6-6p)	R	C	B	C	absente	-	nulle	MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens MA2 : Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du lit de la Janotte	nulle
Gallinago gallinago	Bécassine des marais	c (100-100i)	V	C	B	C	absente	-	nulle		nulle
Ixobrychus minutus	Blongios nain, Butor blongios	r (0-2p)	V	C	C	C	absente	-	nulle		nulle
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	r (20-20p)	R	D	-	-	reproduction à proximité	Reproduction : haie présente à proximité du projet, modérément fonctionnelle, 214 m linéaires → non impactée directement mais risque de d'altération/dérangement en période de reproduction Habitat d'alimentation : zones agricoles situées dans l'emprise du projet très faiblement fonctionnelles pour l'espèce, au maximum 3,48 ha impactés simultanément au cours de l'exploitation → impact faible sur les capacités de l'espèce à accomplir son cycle de vie à proximité du site	faible		négligeable
Lullula arborea	Alouette lulu	r (1-2p)	V	D	-	-	absente	-	nulle		nulle
Milvus migrans	Milan noir	r (2-5p)	P	C	B	C	alimentation à proximité	Alimentation : zones cultivées, faiblement fonctionnel, au maximum 3,48 ha impactés simultanément au cours de l'exploitation → contribution négligeable des emprises projet à l'aire d'alimentation de l'espèce	négligeable		négligeable
Milvus milvus	Milan royal	p (0-1p)	V	D	-	-	transit	-	nulle		nulle

Espèce	Nom français	Statut de l'espèce sur le site et population estimée	Abondance sur le site	Population relative	Conservation	Isolement	Présence et statut dans la zone d'étude rapprochée	Caractérisation des habitats potentiellement impactés	Analyse des incidences brutes	Mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement	Analyse des incidences résiduelles
Pernis apivorus	Bondrée apivore	r (5-5p)	R	D	-	-	transit	-	nulle		nulle
Scolopax rusticola	Bécasse des bois	c, r (150-150p), w	P, P, P	C, C, C	B, B, B	C, C, C	absente	-	nulle		nulle

Groupe taxonomique : A = Amphibiens, B = Oiseaux, F = Poissons, I = Invertébrés, M = Mammifères, P = Plantes, R = Reptiles.
Statut de l'espèce sur le site : p = espèce résidente (sédentaire), r = reproduction (migratrice), c = concentration (migratrice), w = hivernage (migratrice).
Abondance sur le site : C = espèce commune, R = espèce rare, V = espèce très rare, P: espèce présente.
Population relative : A = 100 ⩾ p > 15 % ; B = 15 ⩾ p > 2 % ; C = 2 ⩾ p > 0 % ; D = Non significative.
Conservation : A = «Excellente» ; B = «Bonne» ; C = «Moyenne / réduite».
Isolement : A = population (presque) isolée ; B = population non isolée, mais en marge de son aire de répartition ; C = population non isolée dans son aire de répartition élargie.

Conclusion

Les inventaires naturalistes menés sur un cycle biologique complet en 2022 dans le cadre du projet d'extension de la carrière de Courdan, à Murs-et-Géligneux (01), ont mis en évidence la présence d'enjeux en lien avec le réseau Natura 2000. Le projet s'inscrit en effet dans l'environnement de plusieurs sites ayant fait l'objet d'un classement en tant que zones spéciales de conservation (ZSC) ou zones de protection spéciale (ZPS).

L'analyse des incidences du projet sur les espèces et habitats ayant justifié la désignation des sites susceptibles d'être impactés à été menée tenant compte (i) de l'état initial du site établi sur la base d'une analyse bibliographique et d'inventaires de terrain (ii) des caractéristiques du projet et des mesures environnementales mises en œuvre pour éviter et réduire les impacts potentiels sur la faune et la flore, ainsi que des mesures d'accompagnement (iii) des caractéristiques écologiques des espèces et habitats concernés.

Il ressort de cette analyse que le projet ne présente pas d'incidences résiduelles significatives sur les habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire ayant contribué à la désignation des sites Natura 2000 concernés, et ne remet pas donc pas en cause les objectifs de conservation de ces derniers.

Annexe N- 6 : Lettres d'information/sensibilisation Pour la mise en œuvre de la mesure MR4

III. Lettres d’information et sensibilisation pour mise en œuvre de la mesure MR4

CARRIÈRES MBTP
SABLE RECYCLAGE

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur CONAND Jean-Paul
1498 Route de Mortillet
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 31 juillet 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans).

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d un mélange de graminées et légumineuses à part égales , espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : lavée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en oeuvre de la mesure écologique MR2b.

CARRIÈRES MBTP

Pour sa mise en œuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

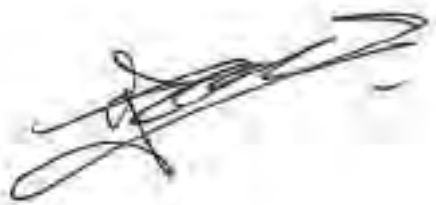
Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M Jean-Paul CONAND
Agriculteur locataire et propriétaire



ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2 1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2 1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimulé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établi souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée, positionnement à plus de 30 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (postes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. **Références** : Jansson, Mattis, 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=1200246948208File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

CARRIÈRES MBTP

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur MALOD Alain
635 Route de Mortillet
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 1er août 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

AM

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

AM

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans).

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction.

Lorsque cette mesure est mise en oeuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Daclylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en oeuvre de la mesure écologique MR2b.

AM

Pour sa mise en oeuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M. Alain MALOD
Agriculteur et propriétaire en indivision

AM

ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

CARRIÈRES NETP

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2.1p - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactyle glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (postes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Références : Jansson, Mattis. 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en oeuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

CARRIERES MBTP
BERRIMRECYCLAGE

Carrières MBTP
ZI le Jasmin 73240
ST GENIX SUR GUIERS

Monsieur DUFOUR Jérôme
298 Chemin du Lac
01300 MURS-ET-GELIGNIEUX

Le 1er août 2024,

Objet : Information sur les mesures environnementales complémentaires associées au projet d'extension de la carrière alluvionnaire de Courdan

Avant-propos

La société CARRIERRES MBTP réalise actuellement les démarches administratives en vue de l'obtention d'une autorisation d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01).

Dans le cadre de la définition de son projet technique tenant compte des résultats de l'analyse des impacts bruts, de l'avis des services de l'Etat rendu le 1er Mars 2024 et du travail des bureaux d'études, des mesures environnementales de réduction et d'accompagnement supplémentaires ont été intégrées au projet.

Parmi ces mesures, l'une d'elles vise à renforcer la séquence d'atténuation des effets du projet sur l'Alouette des Champs exploitant la matrice agricole.

L'espèce concernée par la mesure

Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension.

L'Alouette des champs, non protégée en France, est « quasi-menacée » en France et « vulnérable » en Rhône-Alpes en période de nidification.

Les cultures du secteur d'étude sont caractérisées par des rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja ; parmi ces cultures, les céréales d'hivers constituent l'habitat le plus favorables pour l'Alouette, notamment pour le début de sa période de reproduction.

Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimilé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation).

Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements inter-saisonniers (rotation des cultures) et intra-saisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures

présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et des milieux au sein de la matrice agricole.

Impacts résiduels du projet d'exploitation de la carrière sur l'Alouette des Champs

L'exploitation des terrains avancera progressivement et sera suivi d'une remise en état progressive des terrains exploités avec restitution de la matrice agricole.

Le projet prévoit le maintien d'habitats favorables à la faune au sein de la carrière en prévoyant une végétalisation adaptée des zones périphériques à l'exploitation (merlons, bandes non exploitées) qui ne seront plus cultivées.

Pendant l'exploitation de la carrière, l'habitat disponible pour l'Alouette au sein de l'aire d'étude diminuera suite à la consommation temporaire des surfaces agricoles au niveau de la « zone en travaux ».

Cette « zone en travaux » notamment constituée des pistes, des stocks de terres végétales, stocks d'horizon de terre sous-jacent, d'une zone de décapage, d'une zone en extraction, stock de tout-venant, zone en cours de remblaiement, zone en cours de remise en état final, intègre également les zones intermédiaires où sont mises en place les mesures de gestion environnementale. Elles font partie intégrante du projet.

La mesure présentée ci-dessous s'ajoute à cette emprise du projet d'exploitation.

Il restera, en tout temps du projet d'exploitation de la carrière, une surface agricole supérieure à 3,72 ha, ce qui est suffisant pour maintenir le niveau de population initialement présent (un couple). L'impact qui en résulte en termes de perte d'habitats pour l'Alouette a ainsi été qualifié de faible à négligeable selon les phases. Cet impact reste, en tout état de cause, temporaire. L'impact global est qualifié de négligeable.

Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, **une mesure complémentaire (MR2b) sera mise en œuvre**, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Mesure environnementale complémentaire (MR2b) en faveur de l'Alouette des champs

Cette mesure concerne la création d'une bande de végétation favorable à l'espèce, c'est à dire répondant aux exigences écologiques de l'espèce.

Cette bande végétalisée sera implantée en limite des zones qui seront utilisées par Carrières MBTP pour son activité (la « zone en travaux ») et des parcelles agricoles cultivées (*Cf. Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b*). L'emplacement de cette bande évoluera pour suivre l'avancée

des travaux de carrière et sera mise en place selon les phases techniques soit à l'ouest de la zone en travaux (phase 0-5 ans), soit à l'Est (Phases 5-10 et 10-15 ans)

Lorsque cette mesure est mise en œuvre sur des parcelles agricoles destinées à être exploitée pour leur gisement alluvionnaire, soit à l'ouest de la « zone en travaux », elles sont mobilisées préalablement au démarrage des travaux de décapage puis d'extraction.

Lorsque cette mesure est mise en œuvre sur des terrains remblayés et réaménagés, à l'Est de la « zone en travaux », elle conduit à restituer plus progressivement les surfaces agricoles. Elle peut être considérée comme une « période de convalescence » des terrains réaménagés avant retour aux pratiques agricoles actuellement en place privilégiant une rotation régulière des cultures.

Cette bande comprendra les éléments suivants :

- une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ;
- deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m.

Elle sera mise en place selon les modalités suivantes :

- ***Modalités d'implantation de la jachère*** : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue.
- ***Modalité de création des plots à Alouette*** : levée du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts.
- ***Modalités de gestion*** : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 aout, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible).

La fiche action de cette mesure, présentée au dossier de demande d'Autorisation d'Exploiter, est annexée au présent document (*Cf. Annexe 2*).

Responsabilités environnementales

Dans le cadre de l'Autorisation Préfectorale qui lui sera délivrée, Carrières MBTP sera responsable de la bonne mise en œuvre de la mesure écologique MR2b.

Pour sa mise en oeuvre, elle s'engage à solliciter en priorité les agriculteurs sur leurs parcelles. Si l'agriculteur concerné ne peut réaliser ses mesures de plantation, de gestion, Carrières MBTP pourra solliciter tout autre éventuel prestataire qualifié pour mener ces travaux.

Sensibilisation autour des pratiques agricoles favorables à l'habitat de l'Alouette des Champs

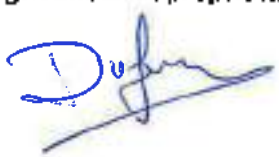
Comme précédemment décrit le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole.

L'alternance des cultures pratiquées sur les terrains du projet (rotations associant blé tendre d'hiver, maïs et soja) sont fortement favorables à l'espèce. Il convient de les maintenir sur les surfaces agricoles cultivées de manière synchrone à l'exploitation de la carrière ainsi que sur les surfaces agricoles restituées après finalisation des derniers travaux de remise en état.

Ce courrier est remis en main propre à son destinataire.

Carrières MBTP sollicite un retour signé de l'exploitant agricole afin de certifier la bonne prise en compte de ces adaptations du projet par l'ensemble des parties prenantes.

M. Jérôme DUFOUR
Agriculteur et propriétaire en indivision



ANNEXES :
Annexe 1 : Localisation de la mesure MR2b
Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2ab

Etat initial



Phase 1.1 (2025)



Phase 1.2 (2026-2029)



Phase 2 (2030-2034)

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 1/2

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Carrières MBTP
Extension de la carrière de Courdan à Murs-et-Gélignieux (01)

Phasage des impacts et des remises en état 2/2



Phase 3.1 (2035-2037)



Phase 3.2 (2038-2039)



Etat final

- aire d'étude rapprochée

Habitats initialement présents
- Cultures
- Zones herbacées (friches, végétation des fossés)

Milieux créés
- Exploitation
- Marges
- Zones agricoles remises en état
- Fossé remis en état
- Stock de terre végétalisé (court terme) (MR3)
- Stock de terre végétalisé (long terme) (MR3)
- Bande Alouette (MR4) : culture fourragère
- Bande Alouette (MR4) : plot sans végétation
- Cours d'eau remis en état (MA2)
- Bande Cisticole (MR9)
- Murgier (MA1)
- Mare (MA1)

N

60 0 60 120 m

Réalisation : Acer campestre, 2024
Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

CARRIÈRES MBTP
BERNAY RECYCLAGE

Annexe 2 : Fiche action de la mesure MR2a

MR2b : Création de bandes favorables à l'Alouette des champs

Type de mesure	Réduction
Code	MR2b
Classification Guide ERC du CGDD	R2.1g - Gestion écologique temporaire des habitats dans la zone d'emprise des travaux R2.1q - Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu (en référence à : MTES, CEREMA « Évaluation environnementale – Guide d'aide à la définition des mesures ERC ». Thema Balises, CGDD, 2018).
Nom	Création de bandes favorables à l'Alouette des champs
Objectifs	Maintenir et renforcer les capacités d'accueil de l'Alouette des champs
Calendrier	Phase de fonctionnement
Espèces cibles	Alouette des champs
Mise en œuvre	Les inventaires naturalistes ont mis en évidence la présence d'un couple d'Alouette des champs nicheur en 2022 au sein des parcelles agricoles comprises dans la zone d'extension. Cette espèce recherche, pour effectuer sa reproduction, la présence d'un couvert herbacé peu dense (végétation au sein de laquelle est dissimulé le nid) et de zones de terre nue (zones d'alimentation). Au sein de la matrice agricole, l'Alouette doit donc continuellement s'adapter aux changements intersaisonniers (rotation des cultures) et intrasaisonniers (croissance des cultures, récoltes) de la végétation. Ainsi l'Alouette des champs établit souvent ses premières nichées au sein des cultures présentant un couvert suffisamment développé, pour se reporter sur les cultures à développement plus tardif dès que le premier site de nidification n'est plus favorable. Ainsi, le principal facteur favorisant la présence et la reproduction de l'Alouette est la diversité des cultures et milieux au sein de la matrice agricole. Pendant toute la période d'exploitation de la carrière, les espaces agricoles conservés (devant le front d'exploitation) ou restaurés (espaces remblayés) au sein des emprises foncières de l'extension seront exploités de la même façon qu'actuellement, c'est à dire avec des rotations intégrant cultures d'hiver et d'été. Ces espaces resteront donc favorables à l'Alouette des champs. Cependant, afin de sécuriser les capacités d'accueil de cette espèce, une mesure complémentaire sera mise en œuvre, sous la forme d'une bande de végétation répondant aux exigences écologiques de l'espèce (voir localisation p. 118 et 119). Cette bande comprendra les éléments suivants : - Une végétation de type culture fourragère pérenne, sur une largeur minimale de 15 m ; - Deux plots non semés d'une largeur comprise entre 2,5 m et 4 m et d'une longueur comprise entre de 5 m et 10 m. La bande sera positionnée en limite ouest de la carrière en phase 1 puis à l'est en phase 2 et 3. Elle sera recréée autant de fois que nécessaire selon les modalités décrites ci-dessous afin de suivre l'avancée du front d'exploitation. Modalités d'implantation de la jachère : semis en fin d'été ou à l'automne d'un mélange de graminées et légumineuses à part égales ; espèces préconisées : Medicago sativa, Dactylis glomerata ; alternativement, d'autres espèces pourront être proposées et soumises à validation de l'écologue. Modalité de création des plots à Alouette : levés du semoir sur 5 à 10 m de long afin d'obtenir une surface non semée de 15 à 25 m² ; création de deux plots au centre de la bande végétalisée ; positionnement à plus de 90 m des arbres et points hauts. Modalités de gestion : Fauche ou broyage de la végétation à partir du 15 août, à une hauteur minimale de 14 cm. La biomasse pourra être exportée pour valorisation (fourrage, litière). En cas de trop fort développement des espèces adventices, possibilité de détruire le couvert en fin d'été

	et de le ressemer. En cas de trop fort développement de la végétation au sein des plots à Alouette, possibilité de griffer le sol à l'automne ou en fin d'hiver (herse, godet de pelle, ou autre outil disponible). Ainsi, par la mise en place de bandes de Luzerne équipées de plots non semés, on sécurise la possibilité de reproduction pour l'espèce : - Présence d'un couvert végétal protecteur dès le début de la période de reproduction, dont l'attractivité est renforcée par la présence des plots non semés (pistes d'atterrissage) ; - Présence de secteurs de sol nu permettant l'alimentation ; - Absence de perturbation du nid pendant toute la période de reproduction. Références : Jansson, Mattis. 2012. Effects of unsown patches in autumn-sown fields on Skylark territory densities : a study on skylark plots made in central Sweden. Second cycle, A2E. Uppsala: SLU, Dept. of Ecology Eraud, C. 2002 Fiche Habitat-Espèce L'Alouette des champs Alauda arvensis disponible sur https://cdi.eau-rhin-meuse.fr/GEIDEFile/26396.pdf?Archive=120024694820&File=26396%5Fpdf
Modalité de suivi	**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**
Coût	Implantation de la végétation : environ 3 000 m² ressemé 4 à 6 fois, à 0,10 €/m² (semence et mise en œuvre) soit 1 800 € Broyage annuel : 500€/passage sur 15 ans, soit 7 500 €

Annexe N- 7 : Convention d'engagement pour la mise en ouvre de la mesure MR9

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES

Entre Société CARRIERES MBTP

Et M. Jérôme DUFOUR

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
	YG.

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES ENTRE J DUFOUR ET SOCIETE CARRIERES MBTP

Entre les soussignés :

Monsieur DUFOUR Jérôme, Domicilié 298 chemin du lac – 01300 MURS-ET-GELIGNIEUX.

Ci-après dénommé « **Le Propriétaire** »

D'une part,

ET

La société CARRIERES MBTP, Société par action simplifiée unipersonnelle au capital de 266.000 euros dont le siège est fixé au ZI le Jasmin 73240 ST GENIX-LES-VILLAGES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY sous le numéro 377 626 589 RCS, représentée par M. Yves GIAIOURAS en sa qualité de Directeur,

Ci-après dénommée « L'Exploitant ».

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La société CARRIERES MBTP a déposé le 17 novembre 2023 une demande d'autorisation environnementale (ci-après dénommée « l'Autorisation ») auprès de la préfecture de l'Ain afin d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Géligneux (01300).

Dans le cadre de l'instruction de sa demande par les services de la préfecture, le pôle préservation des milieux et des espèces (PPME) a émis un avis, le 22 octobre 2024, dans lequel il demande des *« compléments d'engagement en matière de réduction des impacts en faveur de l'espèce (la cisticole des joncs), notamment par l'engagement à maintenir, après remise en état, les merlons de terre végétalisées sur 5 600 m² »*.

Il ressort des échanges entre l'Exploitant et le PPME après cet avis, qu'il est possible, afin de procéder à l'arase des merlons à la fin de l'autorisation, de mettre en place une mesure de végétalisation spécifique pour favoriser la venue de la Cisticole des joncs, espèce aviaire protégée, observée en dehors du périmètre du projet en 2022. Cette mesure devra porter sur une surface d'environ 5 000 m², ci-après désignée « La Mesure MR9 ».

L'Exploitant a identifié un secteur d'environ 5 000 m², de part et d'autre du fossé de la Janotte pour mettre en place La Mesure MR9. Seuls 2 500 m² environ, situés à l'ouest de la Janotte, font l'objet de la présente convention (voir le plan indicatif du lieu de la mesure porté en Annexe 1).

La Mesure MR9 sera mitoyenne d'autres mesures environnementales déjà prévues dans le cadre du projet ICPE, certaines mises en œuvre plus précocement (MA1 : *« Aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens »*) et d'autres mises en œuvre à la même période (MA2 : *« Amélioration des fonctionnalités hydrauliques et écologiques du fil de la Janotte »*), formant ainsi un ensemble de milieux intéressants pour l'espèce.

C'est dans ce contexte, que l'Exploitant s'est rapproché du Propriétaire et du Preneur des terrains (ci-après désignés Le « Tènement foncier »).

Monsieur Jérôme DUFOUR intervient à la présente convention en sa qualité de propriétaire et exploitant agricoles des parcelles visées à l'article 2 de la convention.

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG.

CONVENTION D'ENGAGEMENT POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES ENTRE J DUPOUR ET SOCIETE CARRIERES MBTP

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et de mise en place de La Mesure de réduction MR9. Cette mesure prévoit la création, dans les 24 mois précédant la fin de l'Autorisation, d'un couvert végétal favorable à la Cisticole des Joncs.

La mise en place de cette mesure interviendra préalablement à l'arase des merlons, support de la Mesure de réduction MR3. En effet, la Mesure de réduction MR3 prévoit la végétalisation des merlons de terres constitués, tout au long de la vie du projet d'exploitation de la carrière, en bordure nord du périmètre sollicité. Elle vise à maintenir temporairement, pendant la durée de l'exploitation, une végétation favorable à la faune dont bénéficiera aussi la Cisticole des Joncs.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU TENEMENT FONCIER

La présente convention porte sur le Tènement foncier, appartenant au Propriétaire. Le Ténement foncier est situé au lieu-dit Courdan sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX. La Mesure MR9 présentée à l'article susvisé concerne une emprise de 2 520 m² répartie sur les parcelles cadastrales ci-dessous (voir le plan cadastral présenté en Annexe 2).

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de parcelle
Murs-et-Géligrieux	A	Courdan	354pp
			876pp

ARTICLE 3 - CHARGES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

En tant qu'exploitant agricole de sa parcelle, Le propriétaire s'engage à mettre en œuvre, sur l'emprise portée en annexe, La Mesure MR9 prévue à l'article 1 et ci-après détaillée.

Sur une bande d'environ 12 mètres par 220 mètres, le long et à l'ouest du fossé de la Janolle, le Preneur sèmera durant l'automne et avant l'arase des merlons sur lesquels La Mesure MR3 est prévue, un mélange de jachère vivace comportant une forte part de graminées et de dicotyledones de grande taille (Fétuques faux roseau, centaurée Jacée...).

Le coût des semences sera pris en charge par l'Exploitant qui remboursera l'agriculteur sur présentation de facture. Le règlement interviendra dans les 30 jours suivant la facturation.

Le Propriétaire entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de toutes personnes physiques ou morales qui lui succéderaient et à l'égard desquelles il s'engage à transmettre les droits et obligations résultant du présent contrat.

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG.

Dans l'hypothèse où un bail rural venait à être conclu par le Propriétaire sur Le Tènement foncier, le Propriétaire devra informer tout repreneur de l'exploitation agricole du Tènement foncier, des droits et obligations contenus dans la présente convention, à charge pour ce dernier de s'engager à exécuter la présente convention en lieu et place du Propriétaire.

ARTICLE 4 – DEVOIR D'INFORMATION

Les parties conviennent d'un commun accord de :

- se concerter sur les démarches entreprises par l'Exploitant portant sur l'avancée des zones en travaux, en vue d'anticiper le point de démarrage de la mesure de réduction prévoyant la mise en place d'une prairie le long de la Jarotte dont le tracé aura été réaménagé (MA2). **L'Exploitant informera le preneur de la nécessité de mettre en œuvre La Mesure MR9 au moins une année culturale à l'avance.**

- communiquer entre elles toutes informations utiles pour permettre la bonne exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée équivalente à la durée de l'Autorisation (durée de 15 ans sollicitée) **augmentée d'une durée de 10 années pour la mise en place et le maintien des modalités de gestion de La Mesure MR9**, objet de la présente convention.

Elle prendra effet à la date de réalisation de la condition suspensive prévue par l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 6 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est soumise à la réalisation de la condition suspensive d'obtention par Carrières MBTP de l'Autorisation d'extension de sa carrière.

Il est précisé que cette condition suspensive sera considérée comme étant levée à la date à laquelle ladite Autorisation sera devenue définitive, c'est-à-dire à la date à laquelle elle sera purgée de tous droits de recours et de retrait.

PARAPHES	
Le Propriétaire	**L'Exploitant de carrière**
JD	YG

ARTICLE 7 – LITIGE- ELECTION DE DOMICILE

Les parties s'efforceront de régler entre elles, de bonne foi et à l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente Convention.

En l'absence de règlement amiable, les Parties décident que tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera soumis à la juridiction compétente de LYON.

Les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

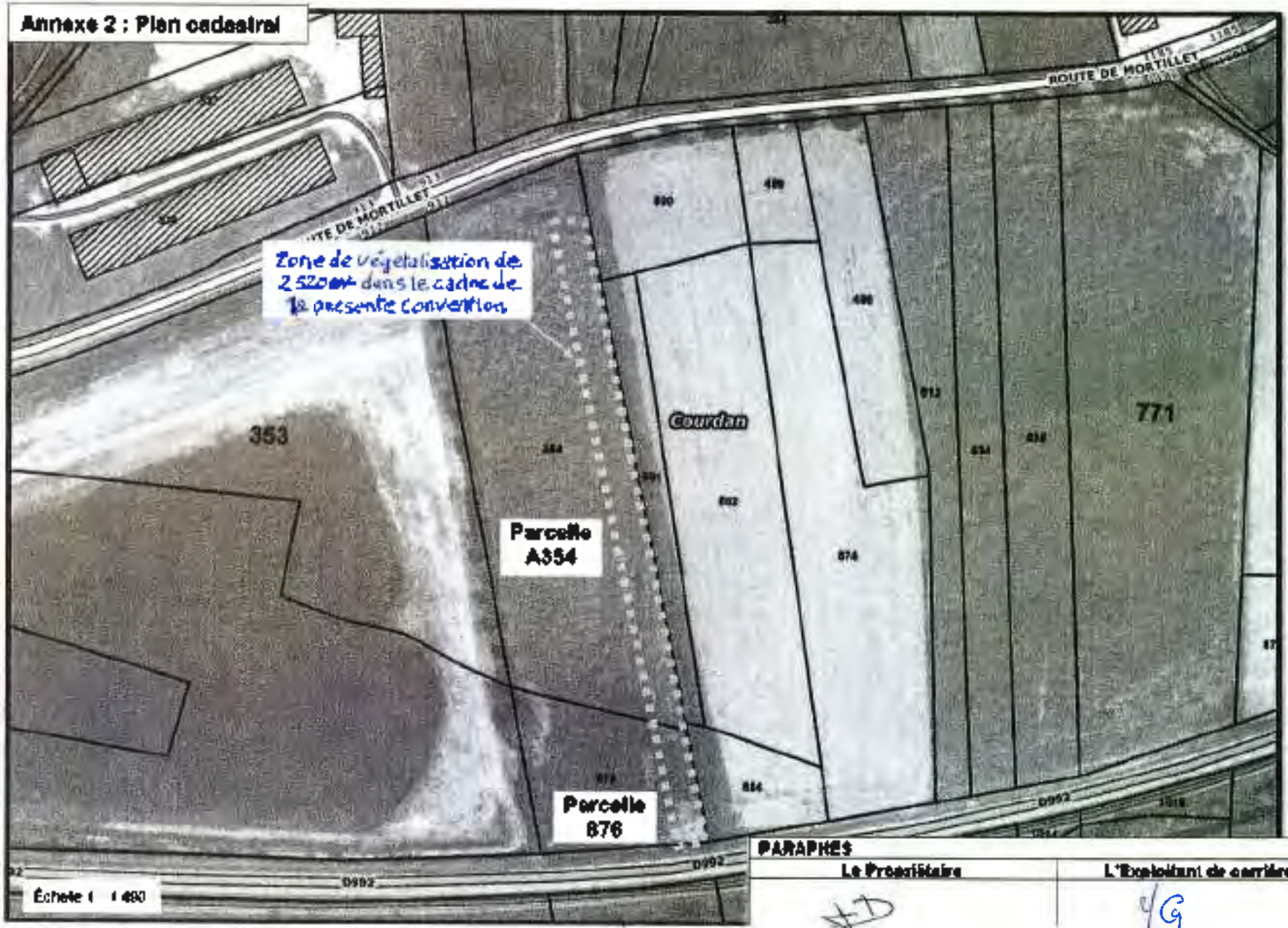
Fait en deux exemplaires,
A Murs-et-Gélignieux,
Le 21 octobre 2024

M. Jérôme DUFOUR

Pour CARIERRES MBTP
M. Yves GIAIOURAS

PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière
JD	YG

Annexe 2 : Plan cadastral



PARAPHES	
Le Propriétaire	L'Exploitant de carrière

CONVENTION D'ENGAGEMENT
POUR LE RESPECT DE MESURES ECOLOGIQUES

Entre Société CARRIRES MBTP

-

Et M. Jean-Paul CONAND

-

Et M. Gérard BETTANT

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière

Entre les soussignés :

Monsieur CONAND Jean-Paul, *Domicilié 1498 route de Montillet – 01300 MURS-ET-GELIGNIEUX*

Ci-après dénommé « Le Preneur »

D'une part,

ET

La **société DES ILES MARIANNES**, *Société Civile Immobilière au capital de 70 443 euros dont le siège social est fixé 291 Chemin des Cigales à MURS-ETGELIGNIEUX (01 300), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE sous le numéro 507 436 038, représentée par M. Gérard BETTANT en sa qualité de Gérant,*

Ci-après dénommée « Le Propriétaire »

D'autre part,

ET

La société CARRIERES MBTP, Société par action simplifiée unipersonnelle au capital de 266.000 euros dont le siège est fixé au ZI le Jasmin 73240 ST GENIX-LES-VILLAGES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de CHAMBERY sous le numéro 377 626 589 RCS, représentée par M. Yves GIAIOURAS en sa qualité de Directeur.

Ci-après dénommée « L'Exploitant ».

IL EST D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT :

La société CARRIERES MBTP a déposé le 17 novembre 2023 une demande d'autorisation environnementale (ci-après dénommée « l'Autorisation ») auprès de la préfecture de l'Ain afin d'étendre sa carrière alluvionnaire de Courdan, sur la commune de Murs-et-Gélignieux (01300).

Dans le cadre de l'instruction de sa demande par les services de la préfecture, le pôle préservation des milieux et des espèces (PPME) a émis un avis le 22 octobre 2024 dans lequel il demande des « compléments d'engagement en matière de réduction des impacts en faveur de l'espèce (la cisticole des joncs), notamment par l'engagement à maintenir, après remise en état, les merlons de terre végétalisées sur 5 600m² ».

Il ressort des échanges entre l'Exploitant et le PPME après cet avis, qu'il est possible, afin de procéder à l'arase des merlons à la fin de l'autorisation, de mettre en place une mesure de végétalisation spécifique pour favoriser la venue de la cisticole des joncs, espèce aviaire protégée, observée en dehors du périmètre du projet en 2022. Cette mesure devra porter sur une surface d'environ 5 000m², ci-après désignée « La Mesure MR9 ».

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G. B	J PC	

L'Exploitant a identifié un secteur d'environ 5 000m², de part et d'autre du fossé de la Janotte pour mettre en place La Mesure MR9. Seuls 2 500m² situés à l'Est de la Janotte font l'objet de la présente convention (voir le plan indicatif du lieu de la mesure porté en Annexe 1).

C'est dans ce contexte, que l'Exploitant s'est rapproché du Propriétaire et du Preneur des terrains (ci-après désignés Le « Ténement foncier »).

Monsieur Gérard BETTANT intervient à la présente convention en sa qualité de représentant de la SCI DES ILES MARIANNES, propriétaire des parcelles visées à l'article 2 de la convention.

M. Jean-Paul CONAND intervient aux présentes en tant qu'exploitant agricole locataire du Ténement foncier. Il est titulaire d'un bail soumis au statut des fermages.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et de mise en place de La Mesure de réduction MR9. Cette mesure prévoit la création, dans les 24 mois précédant la fin de l'Autorisation, d'un couvert végétal favorable à la Cisticole des Joncs.

La mise en place de cette mesure interviendra préalablement à l'arase des merlons, supports de la mesure MR3. En effet, la mesure de réduction MR3 prévoit la végétalisation des merlons de terres constitués tout au long de la vie du projet d'exploitation de la carrière en bordure nord du périmètre sollicité. Elle vise à maintenir temporairement, pendant la durée de l'exploitation, une végétation favorable à la faune dont bénéficiera aussi la Cisticole des Joncs.

ARTICLE 2 – DESIGNATION DU TENEMENT FONCIER

La présente convention porte sur le Ténement foncier, appartenant au Propriétaire. Le Ténement foncier est situé au lieu-dit Courdan sur la commune de MURS-ET-GELIGNIEUX. La Mesure MR9 présentée à l'article susvisé ne concerne qu'une emprise de 2 520 m² (voir le plan cadastral présenté en Annexe 2).

Commune	Section	Lieu-dit	Numéro de parcelle
Murs-et-Géligneux	A	Courdan	500pp
			501pp
			502pp
			854pp

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G.B	J P C	

ARTICLE 3 - CHARGES ET OBLIGATIONS DU PROPRIETAIRE

Les obligations du Propriétaire à l'égard de l'Exploitant sont strictement limitées et consistent *à lui assurer la mise à disposition du Ténement foncier dans le cadre de la présente convention à moins qu'il exerce son droit de reprise pour cultiver les parcelles en application de l'article L411-47 et suivants du code rural et de la pêche maritime ou de l'article L411- 6 du même code pour l'un de ses descendants.*

Dans ce cas, Le Propriétaire sera tenu d'exécuter en lieu et place du Preneur l'ensemble des obligations de la présente convention.

Le Propriétaire entend s'engager tant en son nom personnel qu'au nom de toutes personnes physiques ou morales qui lui succéderaient et à l'égard desquelles il s'engage à transmettre les droits et obligations résultant du présent contrat.

Dans l'hypothèse où le bail à ferme en cours venait à être résilié pour quelque motif que ce soit (décès du preneur par exemple), le Propriétaire devra informer tout repreneur de l'exploitation agricole du Ténement foncier, des droits et obligations contenus dans la présente convention, à charge pour ce dernier de s'engager à exécuter la présente convention en lieu et place du Preneur actuel. Il en sera de même en cas de cession du Ténement foncier vis-à-vis du cessionnaire.

ARTICLE 2 – CHARGES ET OBLIGATIONS DU PRENEUR

A compter de la date de prise d'effet de la présente convention, le Preneur s'engage *à mettre en* œuvre, sur l'emprise portée *en annexe, La Mesure MR9 prévue* à l'article 1.

Sur une bande d'environ 12 mètres de large et 230 mètres de long, le Preneur sèmera durant l'automne et avant l'arase des merlons sur lesquels *La Mesure MR3 est prévue*, un **mélange de jachère vivace comportant une forte part de graminées et de dicotyledones de grande taille (Fétuques faux roseau, centaurée Jacée...).**

Le coût des semences sera pris en charge par l'Exploitant qui remboursera l'agriculteur sur présentation *de facture. Le règlement interviendra dans les 30 jours suivant la facturation.*

Cette mesure sera mitoyenne d'autres mesures environnementales prévues dans le cadre du projet ICPE, certaines mises en œuvre plus précocement (MA1) et d'autres mises en œuvre *à la même* période, formant ainsi un ensemble de milieux intéressants pour l'espèce.

Les droits et obligations stipulés au profit ou à la charge du Preneur par la présente convention seront transmis de plein droit en cas de cession de ces droits. Sont notamment visés les échanges et sous-locations entre agriculteurs mentionnés à l'article L411-39 du code rural et de la pêche maritime ainsi que les cessions et transmissions de baux prévus par l'article L411-35 du même code. Il s'engage à informer tout bénéficiaire futur du bail en cours, de l'existence des clauses de la convention de gestion et des obligations qui en découlent.

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'éxploitant de carrière
	JPC	

ARTICLE 3 – DEVOIR D'INFORMATION

Les parties conviennent d'un commun accord de :

- *se concerter sur les démarches entreprises par* l'Exploitant portant sur l'avancée des zones en travaux, en vue d'anticiper le *point de démarrage de la mesure de réduction prévoyant la mise* en place d'une prairie le long de la Jenotte dont le *tracé aura été réaménagé (MA2).* **L'Exploitant informera le preneur de la nécessité de mettre en œuvre La Mesure MR9 au moins une année à culturale à l'avance.**

- *communiquer entre elles toutes informations utiles pour permettre la bonne exécution de la présente convention.*

ARTICLE 4 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie pour une durée équivalente à la durée de l'Autorisation *(durée* de 15 ans sollicitée) augmentée d'une durée de 10 années pour la mise en place et le maintien des *modalités de gestion de La Mesure MR9, objet de la présente convention.*

Elle prendra effet à la date de réalisation de la condition suspensive prévue par l'article *5 de la présente convention.*

ARTICLE 5 – CONDITION SUSPENSIVE

La présente convention est soumise à la réalisation de la condition suspensive d'obtention par Carrières MBTP de l'Autorisation d'extension de sa carrière.

Il est précisé que cette condition suspensive sera considérée comme étant levée à la date à laquelle ladite Autorisation sera devenue définitive, *c'est-à-dire à la date à laquelle elle sera purgée de tous droits de recours et de retrait.*

ARTICLE 6 – LITIGE- ELECTION DE DOMICILE

Les parties s'efforceront *de régler entre elles, de bonne foi et à* l'amiable, tout litige qui surviendrait dans l'interprétation et/ou l'application de la présente Convention.

En l'absence de règlement amiable, les Parties décident que tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution des présentes sera *soumis à la juridiction compétente de LYON.*

Les parties font élection de domicile aux adresses indiquées en tête des présentes.

PARAPHES		
Le Propriétaire	Le Preneur	L'exploitant de carrière
G B.	J PC	

Fait en trois exemplaires,
A Murs-et-Gélignieux,
Le 21.11.2024

M. Jean-Paul CONAND



Pour la SCI DES ILES MARIANNES
M. Gérard BETTANT



Pour CARIERRES MBTP
M. Yves GIAIOURAS



Annexe 1 : Localisation de la mesure de réduction MR9



Carrières METP
Extension de la carrière de Coudain à Mars-et-Gélignieux (01)

Localisation de la mesure de réduction visant la création, en dernière phase, de deux bandes de prairie le long de la clôture

Emprise demande d'autorisation

MA1 : Aménagement d'habitats favorables aux reptiles

Création d'un habitat favorable à la Cistude sur 5 000 m² > Ensemencement en prairie et fascie herbeux

Mesures d'entretien :

MA1 : aménagement d'habitats favorables aux reptiles et amphibiens :

Margeon

Mare

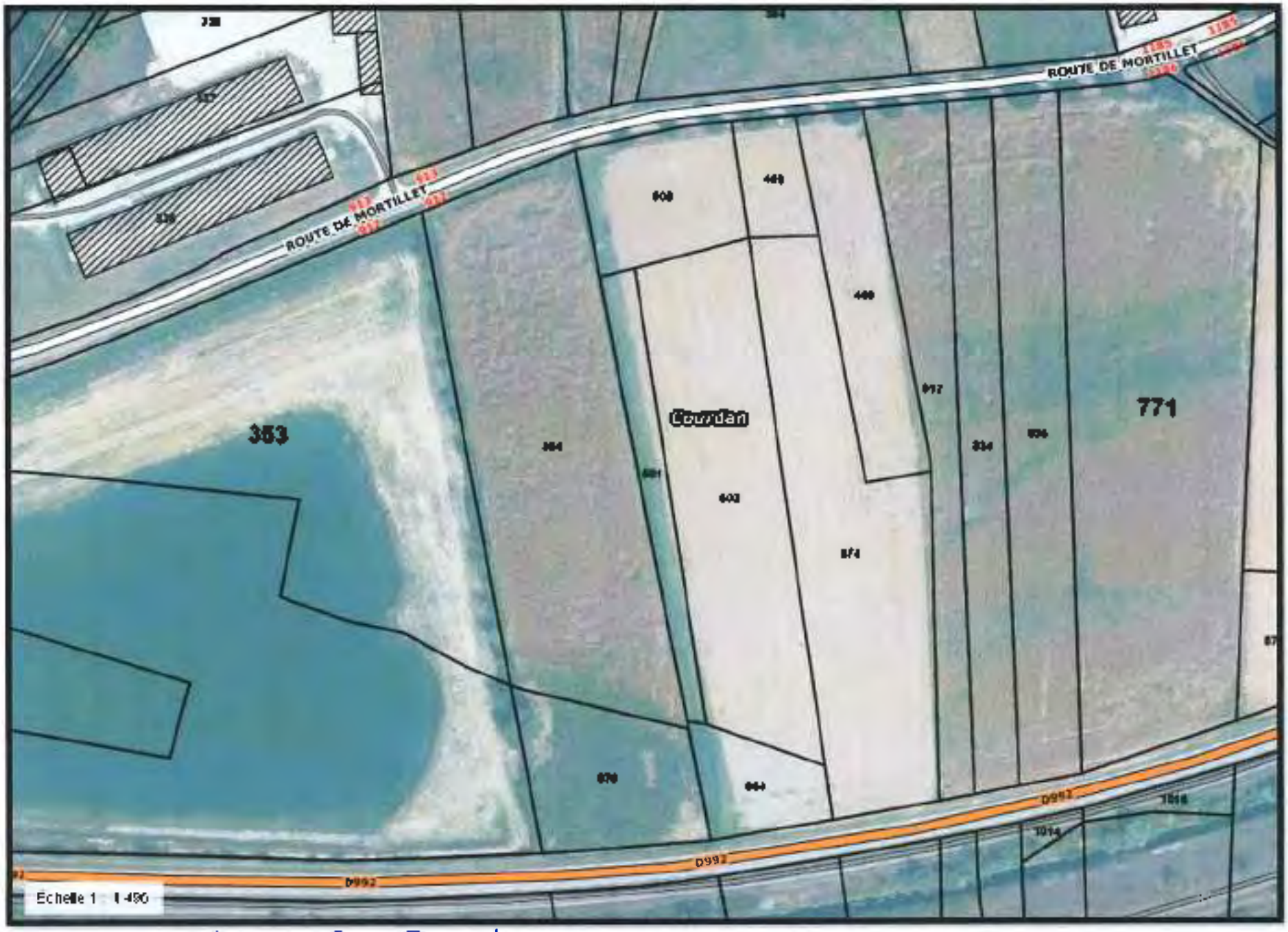
MA 2 : Cours d'eau créé et lit

30 0 30 60 m

Source : IGN
Projection : RGF93 v1 / Lambert-93

Cig. CJP YG

Annexe 2 : Plan cadastral



BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-135-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-135 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

RETROCESSION D'UN TENEMENT FONCIER DANS LA ZONE D'ACTIVITE DE L'OUSSON NORD A MAGNIEU.

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.

Il est rappelé le projet porté par la SCI MUT-IMMOB 1, qui a acquis, par acte de vente en date du 14 septembre 2012, un tènement de 5 300 m² appartenant à la communauté de communes Belley-Bas-Bugey au sein de la zone d'activités de Magnieu pour y construire le siège d'une autre société relevant du même dirigeant.

Il est également à noter qu'au 1er janvier 2014, la communauté de communes BUGEY-SUD (CCBS) est née de la fusion des communautés de communes BELLEY BAS BUGEY, BUGEY-ARENE-FURANS, COLOMBIER, et TERRE D'EAUX et s'est substituée auxdites communautés de communes dans tous les actes et délibérations prises par ces dernières et notamment au sein de l'acte de vente du 14 septembre 2012.

Conformément aux conditions particulières figurant dans l'acte authentique de vente signé le 14 septembre 2012, un bâtiment d'activités devait être construit dans le cadre du lotissement dénommé « Zone d'activité de l'Ousson Nord Sous la Vuaz » dans un délai de trois ans, prolongeable une seule fois.

Les stipulations contractuelles précisent également que la communauté de communes pourra solliciter la rétrocession des biens au prix de vente initial en cas de carence de la SCI MUT-IMMOB 1 quant à son obligation de construire.

Or, malgré une prolongation de ce délai jusqu'en 2016, aucune construction n'a été à ce jour réalisée.

En outre et depuis 2016, des dépôts de matériaux divers ont été observés sur le terrain, situé en proximité immédiate de la tourbière de l'Ousson, classée depuis en zone humide, causant des nuisances répétées et entravant l'entretien du site naturel.

Malgré plusieurs relances entre 2017 et 2023, engagements partiels et échanges avec la collectivité (promesses de remise en état, projet de permis de construire, mandat à un architecte), aucun début effectif de chantier ni mise en conformité du site n'a été constaté.

Par ailleurs, des plaintes de riverains et d'entreprises voisines (fumées, gravats) se sont multipliées, et le terrain demeure encombré de dépôts dont l'origine reste incertaine.

Face à cette situation d'inaction persistante, la communauté de communes Bugey-Sud a engagé, depuis fin 2023, une procédure visant à récupérer la parcelle conformément à la clause de rétrocession prévue dans l'acte de vente.

Après deux courriers officiels de mise en demeure à la Société SCI MUT-IMMOB 1 et un dépôt de plainte du maire, un projet d'acte de rétrocession a été validé par notaire et présenté en commission économique le 22 avril 2025 pour un rachat de la parcelle au prix de vente initial soit 55 532.55 euros.

CONSIDERANT l'avis favorable à ce projet d'achat rendu par la commission développement économique du 22 avril 2025 ;

VU la délibération du conseil communautaire de l'ancienne communauté de communes DE BELLEY BAS-BUGEY en date du 7 juillet 2009 ;

VU l'acte de vente en date du 14 septembre 2012 conclu entre la Société MUT-IMMOB 1 et l'ancienne Communauté de communes DE BELLEY BAS-BUGEY portant sur les parcelles cadastrées section ZD 195, 197, 203, 208, 209, 214, 220 et 223 « sur la Vuaz » à Magnieu et section ZC 45 et 47 à Belley ;

VU les courriers de mise en demeure adressés à la Société SCI MUT-IMMOB 1 en date du 24 janvier 2024 et 16 mai 2024 ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la présidente à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la clause de rétrocession prévue dans l'acte authentique de vente du 14 septembre 2012 conclu entre l'ancienne communauté de communes Belley-Bas-Bugey et la SCI MUT-IMMOB 1 annexé à la présente délibération.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer l'acte de rétrocession de terrain, pour un prix de 55 532,55 euros (montant initial) suite au constat de l'inexécution par la SCI MUT-IMMOB 1 de son obligation de réaliser les constructions dans le cadre du projet de lotissement dans un délai de trois ans, dont le projet est annexé à la présente délibération.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer tous documents et actes nécessaires à cette rétrocession, et à engager toute action utile à la rétrocession du tènement et à sa remise en état.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

DOSSIER : CCBBB/ MUT-IMMOB 1
NUMERO DU DOSSIER : 2011136
NATURE : Vente de plusieurs immeubles
NUMERO DE COMPTE : 00028298 0001
REFERENCES : KR/AT

L'AN DEUX MILLE DOUZE
Le QUATORZE SEPTEMBRE

Maître Karine RENOUX, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle "Christian BIGOT, Pascal FAURE, Karine RENOUX, notaires associés", titulaire d'un Office Notarial à BELLEY, 11 Bis Rue des Barons.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : VENTE DE PLUSIEURS IMMEUBLES.

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

La communauté de communes dénommée COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, dont le siège est à BELLEY (01300), 34 Grande Rue, identifiée sous le numéro SIREN 240100354.

Ci-après dénommée 'LE VENDEUR'.

ACQUEREUR

La Société dénommée MUT-IMMOB 1, Société civile immobilière au capital de 1.500,00 € ayant son siège social à BELLEY (01300) ZA de la Pélissière identifiée sous le numéro SIREN 503810228 RCS BOURG EN BRESSE.

Ci-après dénommée 'L'ACQUEREUR'.

PRESENCE - REPRESENTATION

La COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY est ici représentée par Monsieur Michel DUCELLIER, 1er Vice-Président, 1er vice-président de la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, ayant tous pouvoirs suivant arrêté du président de la Communauté de Communes Belley Bas Bugey en date du 11 mai 2011 transmis au contrôle de légalité en date du 11 mai 2011 et publié et affiché en date du 11 mai 2011, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

Le représentant de la Communauté de Communes Belley Bas-Bugey est spécialement autorisé à réaliser la présente opération pour le compte de celle-ci aux termes d'une délibération motivée du Conseil Communautaire en date du 18 octobre 2011 transmise au contrôle de légalité le 26 octobre 2011, dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

La Société dénommée MUT-IMMOB 1 est ici représentée par Monsieur Stéphane MUTTONI agissant en sa qualité de gérant, ayant tous pouvoirs aux présentes en vertu d'un procès-verbal d'assemblée générale dont une copie certifiée conforme est demeurée jointe aux présentes et annexée après mention.

VENTE

Par les présentes, LE VENDEUR s'obligeant à toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, vend à L'ACQUEREUR qui accepte, les biens dont la désignation suit :

DESIGNATION

1/Sur la commune de MAGNIEU (01300) Sur la Vuaz .
une parcelle de terrain à bâtir
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Contenance		
			ha	a	ca
ZD	195	Sur la Vuaz		29	14
ZD	197	Sur la Vuaz		03	72
ZD	203	Sur la Vuaz		01	60
ZD	208	Sur la Vuaz			96
ZD	209	Sur la Vuaz			39
ZD	214	Sur la Vuaz		02	54
ZD	220	Sur la Vuaz		04	85
ZD	223	Sur la Vuaz		01	41
				44	61

Matérialisé sous teinte jaune au plan cadastral demeuré joint aux présentes et annexé après mention.

Formant le lot numéro UN du lotissement dénommé « ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ », autorisé par arrêté délivré par Monsieur le Maire de MAGNIEU en date du 20/07/2007 numéro LT0122707A3002, dont l'ensemble des pièces constitutives a fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître Karine RENOUX, notaire associé soussigné, suivant acte reçu le 21/06/2012, ***dont une copie authentique est actuellement en cours de publication au bureau des hypothèques compétent***.

Telle que cette parcelle existe avec ses dépendances, aménagements et immeubles par destinations et figure sur le plan demeuré annexé.

Il est ici précisé que la surface de plancher constructible de la parcelle vendue est de 3.568,80 m², ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par le LOTISSEUR, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

2/Sur la commune de BELLEY (01300) sous la vuaz .
Deux parcelles rattachées au lot numéro UN du lotissement dénommé "ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ" ci-dessus
Figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sect.	Numéro	Lieudit	Contenance		
			ha	a	ca
ZC	45	sous la vuaz		07	31
ZC	47	sous la vuaz		01	08
				08	39

Matérialisé sous teinte orange au plan cadastral demeuré joint aux présentes et annexé après mention.

Il est ici précisé que la surface de plancher attachée à ces parcelles est de 671,20 m².

Tel que cet immeuble se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

Ci-après dénommés " LE BIEN " ou "LES BIENS".

NATURE ET QUOTITE

NATURE ET QUOTITE DES DROITS VENDUS

LE BIEN objet des présentes appartient à :

La communauté de communes dénommée COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY à concurrence de la totalité en pleine propriété.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS ACQUIS

LE BIEN objet des présentes est acquis par la société dénommée MUT-IMMOB 1 à concurrence de la totalité en pleine propriété.

REFERENCES DE PUBLICATION

EFFET RELATIF

Concernant les parcelles sises sur la Commune de MAGNIEU :

Parcelle ZD 195 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 8 et 22 juillet 2003 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 11 août 2003, volume 2003 P, numéro 6464

Parcelles ZD 197 et 203 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 8 Juillet et 14 octobre 2003 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 10 novembre 2003, volume 2003 P, numéro 8932

Parcelles ZD 208 et 220 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) le 29 juin 2007 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 14 avril 2008, volume 2008 P, numéro 3138

Parcelle ZD 209 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 23 et 24 février 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 15 avril 2004, volume 2004 P, numéro 3229

Parcelle ZD 223 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 23 et 24 février 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 10 mai 2004, volume 2004 P, numéro 3876

Concernant les parcelles sises sur la Commune de BELLEY :

Parcelle ZC 45

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 8 et 22 juillet 2003 dont une copie authentique a été publiée au

bureau des hypothèques de NANTUA le 11 août 2003, volume 2003 P, numéro 6464.

Parcelle ZC 47 :

Acquisition suivant acte reçu par Maître ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) le 29 juin 2007 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 14 avril 2008, volume 2008 P, numéro 3138

CHARGES ET CONDITIONS

Les charges et conditions générales du présent acte sont énoncées en seconde partie.

PROPRIETE – JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire du BIEN vendu à compter de ce jour.

Il en aura la jouissance à compter de ce jour, par la prise de possession réelle, LE BIEN vendu étant entièrement libre de location ou occupation, ainsi que LE VENDEUR le déclare et que L'ACQUEREUR a pu le constater en le visitant.

PRIX

La présente vente est consentie et acceptée moyennant le prix, taxe à la valeur ajoutée sur marge incluse, de CINQUANTE CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS CINQUANTE-CINQ CENTIMES (55.532,55 €).

Ce prix s'entend taxe à la valeur ajoutée sur la marge comprise.

L'acquisition par le VENDEUR n'a pas ouvert de droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée, mais ce dernier entrant dans le champ d'application de l'article 256 A du Code général des impôts déclare néanmoins opter pour la taxe sur la valeur ajoutée sur la marge telle que déterminée par le rescrit fiscal numéro 2010/21 du 27 Avril 2010 et par l'article 268 dudit Code. Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur marge Le montant de la taxe sur la valeur ajoutée sur marge fourni par le VENDEUR s'élève à SEPT MILLE HUIT CENT TRENTE DEUX EUROS ET CINQUANTE CINQ CENTIMES (7.832,55 €)et permettra à l'ACQUEREUR de ne supporter les droits que sur la partie du prix hors cette taxe.

PAIEMENT DU PRIX

L'ACQUEREUR a payé le prix comptant par la comptabilité du notaire soussigné à la caisse de la recette municipale de la commune, ainsi que le reconnaît le receveur municipal intervenant aux présentes en sa qualité.

Le receveur municipal donne à L'ACQUEREUR bonne et valable quittance, de la somme ainsi payée.

DONT QUITTANCE

DESISTEMENT DE PRIVILEGE - ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus constaté, l'ancien propriétaire déclare se désister de tout droit de privilège et action résolutoire en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

DECLARATION D'ORIGINE DES DENIERS

L'ACQUEREUR déclare que sur la somme ci-dessus payée lui provient du prêt d'un montant total de soixante mille six cent trente-deux euros et cinquante-cinq centimes (60.632,55 €) qui lui a été consenti par la société

dénommée SOCIETE GENERALE Société anonyme, au capital de 970.099.988,75 € ayant son siège social à PARIS (75009) 29, boulevard Haussmann, identifiée sous le numéro SIREN 552120222 RCS PARIS, suivant acte reçu par Maître Karine RENOUX, notaire associé soussigné concomitamment aux présentes.

PRIVILEGE DE PRETEUR DE DENIERS

Par suite des stipulations et déclarations respectivement contenues dans l'acte de prêt précité et dans le présent acte de vente, tous deux passés en la forme authentique, LE PRETEUR se trouve investi par la loi du privilège prévu par l'article 2374-2 du Code civil, lequel garantit le principal du prêt, les intérêts dont il est productif et ses accessoires à concurrence de cinquante-cinq mille cinq cent trente-deux euros et cinquante-cinq centimes (55.532,55 €).

HYPOTHEQUE COMPLEMENTAIRE

L'ACQUEREUR déclare réitérer formellement ici l'affectation hypothécaire complémentaire prise en garantie à concurrence de cinq mille cent euros (5.100,00 €).

Cette hypothèque complémentaire garantissant le montant non garanti par le privilège ci-dessus visé

INSCRIPTIONS

Le privilège bénéficiant au PRETEUR sera, conformément à l'article 2379 du Code civil, conservé par l'inscription qui sera prise au profit dudit PRETEUR dans le délai de deux mois à compter des présentes.

Les inscriptions seront requises pour une durée qui cessera d'avoir effet pour leur montant total, faute d'avoir été renouvelées en temps utile, à l'expiration d'un délai de un an à partir de la date de l'échéance du prêt garanti.

ABSENCE DE COMMISSION D'INTERMEDIAIRE

Les parties déclarent que la présente vente a été négociée directement entre elles sans recours à aucun intermédiaire.

DECLARATIONS FISCALES

TAXATION DES PLUS-VALUES

La mutation n'entre pas dans le champ d'application des dispositions du Code général des impôts relative aux plus-values des particuliers.

En conséquence, aucune déclaration de plus-value ne devra être déposée à l'occasion de la publication ou de l'enregistrement du présent acte.

La présente mutation n'entre pas dans le champ d'application de l'article 1605 nonies du Code général des impôts qui a institué une taxe sur la cession à titre onéreux de terrains nus ou des droits relatifs à des terrains nus rendus constructibles, le BIEN vendu étant devenu constructible avant le 13 Janvier 2010.

IMPOTS SUR LA MUTATION

Pour la perception des droits, LE VENDEUR déclare :

- être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, dans le cadre de son activité économique ;
- agir en tant que tel ;

MD

- que LE BIEN vendu est un terrain à bâtir au sens de l'article 257 I-2 1° du Code général des impôts et que son acquisition ne lui a pas ouvert droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée.

De son côté, L'ACQUEREUR déclare :
- être assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée, dans le cadre de son activité économique ;
- prendre l'engagement de construire dans les quatre ans de la présente mutation aux conditions prévues par l'article 1594-0 G A I du Code général des impôts.

En conséquence, la présente mutation est soumise :
- à la taxe sur la valeur ajoutée dont la base d'imposition est constituée par la marge telle que définie à l'article 268 du Code général des impôts et est supportée par LE VENDEUR qui en est le redevable légal,
- au droit fixe d'enregistrement prévu à l'article 691 bis du Code général des impôts, qui est dû par L'ACQUEREUR.

Dans l'hypothèse où L'ACQUEREUR ne respecterait pas l'engagement ci-dessus, il devrait alors à première réquisition de l'administration acquitter les droits normalement exigibles majorés des intérêts de retard.

Calcul des droits

Droit fixe : CENT VINGT CINQ EUROS (125 €).

L'acte sera soumis à la formalité d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques de NANTUA.

MENTION DE CLOTURE

Le notaire soussigné atteste que la partie normalisée établie sur SIX pages contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication et à l'assiette des droits.

FIN DE PARTIE NORMALISEE

PROTECTION DE L'ACQUEREUR

Les parties déclarent que le présent acte a été précédé d'un avant-contrat ; L'ACQUEREUR déclare ne pas avoir exercé la faculté de rétractation prévu par l'article L 442-8 du Code de l'urbanisme.

DECLARATIONS DES PARTIES

Les parties aux présentes attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles vont prendre et déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation des paiements ou frappées d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires ;
- qu'elles ne font pas et n'ont jamais fait l'objet de poursuites pouvant aboutir à la confiscation de leurs biens.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile :

- LE VENDEUR et L'ACQUEREUR en l'étude du notaire soussigné Et spécialement pour la validité de l'inscription à prendre, élection de domicile est faite en l'office du notaire soussigné.

CHARGES ET CONDITIONS GENERALES

ETAT DU BIEN

L'ACQUEREUR prend les BIENS dans leur état au jour de l'entrée en jouissance, tel qu'il les a vu et visités, sans recours contre LE VENDEUR pour quelque cause que ce soit et notamment pour mauvais état du sol ou du sous-sol, vices même cachés, erreur dans la désignation, le cadastre ou la contenance, toute différence, excédât-elle un vingtième devant faire son profit ou sa perte sauf pour les lots de copropriété entrant dans le champ d'application de la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996.

Pour le cas ou le vendeur serait un professionnel de l'immobilier, la clause d'exonération des vices cachés ne pourra pas s'appliquer, puisque ce dernier devra garantir à l'acquéreur la contenance indiquée à un vingtième près ainsi qu'il est prévu à l'article 1619 du Code civil.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LES BIENS, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

Rappel de servitudes

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme, du cahier des charges de lotissement ou de la loi ou de celles relatées matérialisée au plan de bornage demeuré joint aux présentes et annexé après mention, savoir survol des quatre lots dans leur partie Nord par une ligne électrique moyenne tension.

IMPOTS ET TAXES

L'ACQUEREUR acquitte, à compter de l'entrée en jouissance, toutes les charges fiscales afférentes au BIEN.

Concernant les taxes foncières, L'ACQUEREUR remboursera au VENDEUR, à première demande, le prorata de la taxe foncière couru depuis la date fixée pour l'entrée en jouissance jusqu'au 31 décembre suivant.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE BIEN VENDU

DROIT DE DISPOSER

LE VENDEUR déclare que LE BIEN ne fait l'objet d'aucune restriction à sa libre disposition pour quelque cause que ce soit, ni d'aucune procédure en cours.

SITUATION HYPOTHECAIRE

Il résulte d'un état hors formalité du chef du vendeur, encours de validité que LE BIEN vendu n'est grevé d'aucune inscription.

Le VENDEUR déclare qu'à sa connaissance la situation hypothécaire n'est pas modifiée à ce jour.

Risques naturels et technologiques

Concernant le bien sis à MAGNIEU (01300)

LE VENDEUR déclare qu'au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire de la commune, LE BIEN objet des présentes n'est à ce jour concerné ni par un plan de prévention des risques naturels, ni par un plan de prévention des risques technologiques. Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 3 modérée et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques en date des présentes, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé.

De même, il déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

Concernant le bien sis à BELLEY (01300)

LE VENDEUR déclare qu'au vu des informations mises à sa disposition par le Préfet du département ou par le maire de la commune, LE BIEN objet des présentes n'est à ce jour concerné ni par un plan de prévention des risques naturels, ni par un plan de prévention des risques technologiques. Les parties sont informées que l'immeuble objet des présentes se situe en zone de sismicité 3 modérée et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques en date des présentes, soit de moins de six mois, a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé.

De même, il déclare qu'à sa connaissance, LE BIEN n'a jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Le notaire soussigné informe L'ACQUEREUR qu'un diagnostic d'archéologie préventive peut être demandé par le préfet sur LE BIEN objet du

présent acte et que ceci peut avoir des conséquences sur les délais et les coûts de construction.

VESTIGES ARCHEOLOGIQUES

L'ACQUEREUR reconnaît avoir été informé par le notaire soussigné des dispositions de l'article L. 541-1 du Code du patrimoine qui prévoit que par exception aux dispositions de l'article 552 du Code civil, les vestiges archéologiques immobiliers éventuellement découverts dans son terrain seront présumés appartenir à l'Etat.

Cette présomption étatique de propriété ne peut être combattue que par un titre ou par la prescription.

CONTRAT D'AFFICHAGE

LE VENDEUR déclare sous sa responsabilité n'avoir consenti aucun contrat d'affichage pouvant grever à ce titre LES BIENS

CONDITIONS PARTICULIERES DU LOTISSEMENT

La vente a lieu, en outre sous les charges et conditions résultant de l'autorisation de lotir et du cahier des charges du lotissement énoncé sous le paragraphe « DESIGNATION », et de ses arrêtés modificatifs et complémentaires.

L'ACQUEREUR déclare avoir pris préalablement connaissance de ces documents.

Il sera subrogé, tant activement que passivement, dans les droits et obligations résultant de ce lotissement et de ses éventuels modificatifs. Il s'oblige à les exécuter de telle manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre le VENDEUR par qui que ce soit.

une copie du cahier des charges et des arrêtés a été remise à l'ACQUEREUR qui le reconnaît.

CONDITIONS PARTICULIERES

Il ressort de la délibération du conseil communautaire en date du 7 Juillet 2009, annexée aux présentes, ce qui suit littéralement rapporté :

"M. Pasqualin, Vice-président chargé du développement économique propose au conseil communautaire de mettre en place des modalités de vente des terrains situés sur les zones d'activités communautaires afin d'éviter certaines dérives.

Ces modalités définies par la commission compétente sont les suivantes :

- les coûts d'arpentage et de bornage (si nécessaire) ainsi que la charge des branchements eau, assainissement, électricité et téléphone sont aux frais du preneur.

- l'acquéreur a obligation d'avoir construit un (ou plusieurs) bâtiment(s) d'activité(s) dans les trois ans qui suivront la signature de l'acte de vente. Il aura la possibilité de demander à la Communauté de communes une prolongation d'un an de ce délai (cette demande ne pourra intervenir qu'une seule fois et devra avoir lieu au moins trois mois avant l'expiration du délai).

- au-delà de ce délai, si la société n'a pas créé d'activité économique sur ce terrain (validé par une inscription au registre du commerce et des sociétés, à la Chambre de métiers...), elle devra revendre à la Communauté de communes le terrain au prix de vente initial sans pouvoir prétendre à la

moindre indemnité considérant que cette zone a été aménagée par la Communauté de communes en vue du développement économique de son territoire.

- en cas de revente totale ou partielle du terrain dans le délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente, la Communauté de communes sera acquéreur prioritaire au prix de vente initial.

- la nature de l'entreprise et les nuisances possibles de l'activité développée seront prises en considération lors de l'étude des demandes d'acquisition de terrains.

M. le Président demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Le conseil communautaire, après ***avoir délibéré :***

A l'unanimité des membres présents,

FIXE les modalités de vente des terrains situés sur les zones d'activités communautaires selon les critères énoncés ci-dessus,

AUTORISE M. le Président à signer toutes pièces utiles,

DIT que la présente délibération sera transmise à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Belley".

Après avoir pris connaissance des termes de cette condition, l'acquéreur prend l'engagement de construire dans le délai de 3 ans à compter des présentes.

Monsieur DUCELLIER ès qualité prend acte de cet engagement, considérant que celui-ci est conforme aux conditions votées le 7 Juillet 2009.

DOSSIER DE LOTISSEMENT

Il a été établi un dossier de lotissement comportant :

- Les plans faisant apparaître la situation et l'état actuel du terrain, le morcellement, les réseaux et l'aménagement paysager ;
- Le programme des travaux indiquant les caractéristiques des divers ouvrages à réaliser et les conditions de leur réalisation ;
- Le règlement fixant les règles et servitudes d'intérêt général imposées dans le lotissement et concernant notamment les caractères et la nature des constructions à édifier, la tenue des propriétés, les plantations et les clôtures.

Autorisation du lotissement

La création du lotissement a été autorisée aux termes de l'arrêté susvisé approuvant le projet déposé et régulièrement publié.

Ledit arrêté déposé au rang des minutes de l'Office Notarial ainsi qu'il est dit ci-dessus.

L'affichage de l'arrêté de lotir et l'absence de procédure de retrait ou recours, ont fait l'objet d'une attestation délivrée par la Mairie de MAGNIEU le 19 Décembre 2011 dont une copie est demeurée ci-jointe et annexée après mention.

Absence d'Association Syndicale

Le VENDEUR déclare que l'ensemble, sans aucune exception, des

équipements communs de ce lotissement restera, une fois tous les travaux achevés, conservé par la COMMUNAUTE DE COMMUNES, personne morale de droit public qu'il représente, qui en restera propriétaire et devra en assurer, par voie de conséquence, la gestion et l'entretien.

Exécution des travaux

L'autorisation de vente anticipée des lots a été délivrée le 8 avril 2009 aux fins d'autoriser la vente des lots avant d'avoir exécuté les travaux prescrits par l'autorisation de lotir.

Il résulte dudit document que les travaux devaient être achevés avant le 20 Septembre 2010.

Une copie de l'autorisation de vente anticipée des lots est demeurée jointe et annexée après mention.

Le VENDEUR a fait exécuter partiellement les divers ouvrages indiqués au programme du lotissement.

Conformément aux prescriptions de l'article R 462-1 du Code de l'urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux effectués a été produite.

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux en date du 6 Mai 2010 a été déposée à la Mairie de MAGNIEU le 10 Octobre 2010.

Une copie de cette déclaration est demeurée jointe aux présentes et annexée après mention.

Le VENDEUR déclare que les travaux de finitions prescrit par l'arrêté d'autorisation de lotir seront réalisés après la vente de la totalité des lots constituant le lotissement et achèvement des constructions à édifier sur chacun des lots, ce que l'ACQUEREUR reconnaît.

Le notaire soussigné attire l'attention du VENDEUR, qu'il peut se trouver contraint à terminer les travaux de finition, par les personnes physiques ou morales visées à l'article R 442-15 du Code de l'urbanisme.

La déclaration d'achèvement et de conformité des travaux restant à effectuer sera produite par le VENDEUR dès l'accomplissement de ceux-ci et l'attestation de conformité sera déposée au rang des minutes de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, aux frais dudit VENDEUR.

URBANISME

PERMIS DE CONSTRUIRE :

Il a été obtenu, sur LE BIEN objet des présentes, un permis de construire un entrepôt artisanal, délivré par Monsieur le Maire de MAGNIEU en date du 12 Juillet 2012 sous le numéro PC00122712C0006 dont une copie est demeurée jointe aux présentes et annexée après mention.

L'acquéreur aux présentes déclare qu'il a n'a pas fait procéder à la constatation par exploit d'huissier de l'affichage sur le terrain du permis de construire, mais déclare avoir procéder à l'affichage dudit permis de construire sur le terrain depuis son obtention, mais être parfaitement informé de ce que le délai de recours dudit permis de construire ne court à l'égard des tiers qu'à compter de ladite la plus tardive des deux dates suivantes :

- le premier jour d'une période de deux mois d'affichage en mairie du permis de construire
- le premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du permis de construire. Et qu'en cas de contestation, la preuve de la réalité de la continuité de l'affichage du permis de construire et sa conformité avec les dispositions réglementaires devra être apportée.

L' ACQUEREUR reconnaît que le notaire associé soussigné a attiré son attention sur le fait que ledit permis de construire n'est purgé de toute procédure en retrait ou en annulation de trois mois à compter de la réception

MD

dudit permis en Préfecture à raison du contrôle du légalité du Préfet dans les termes de l'article L424-55 alinéa du Code de l'Urbanisme.

Toutefois, désirant réaliser la vente dans les plus brefs délais, l'ACQUEREUR reconnaît avoir été parfaitement informé par ledit Notaire associé soussigné de tous les inconvénients de cette situation et passant outre à ses recommandations, il l'a en toute connaissance de cause requis de dresser le présent acte de vente.

Il déclare être parfaitement informé des conséquences de cette situation et déclare en faire son affaire personnelle.

AVERTISSEMENT DU NOTAIRE SUR LA PEREMPTION DES REGLES D'URBANISME

L'ACQUEREUR reconnaît que le notaire soussigné lui a donné connaissance des dispositions de l'article L 442-9 du Code de l'urbanisme , qui stipulent que les règles d'urbanisme contenues dans les documents approuvés d'un lotissement deviennent caduques au terme de dix années à compter de la délivrance de l'autorisation de lotir , sauf si une assemblée de colotis a demandé et obtenu à la majorité requise par l'article L 442-10 du même Code, le maintien de ces dispositions.

Sur l'occupation ou l'utilisation de la parcelle :

L'ACQUEREUR reconnaît avoir eu connaissance de l'article R.315-39-1 du Code de l'urbanisme ci-après littéralement retranscrit :

'L'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol peut être sollicitée mais ne peut être accordée avant l'obtention du certificat prévu par l'article R.315-36.

Toutefois, lorsque le lotisseur a été autorisé, en application des dispositions de l'article R.315-33-b), à procéder à la vente ou à la location des lots avant exécution des travaux, l'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol peut être délivrée dans les six mois précédant la date fixée en application de l'article R.315-33 b), dès lors qu'est jointe à la demande une attestation par laquelle le lotisseur certifie, sous sa responsabilité, que les plates-formes des voies desservant le terrain faisant l'objet de la demande et les réseaux compris sous celles-ci ont été réalisés.'

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Concernant le bien sis à MAGNIEU (01300)

LE BIEN est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain et son aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'aliéner a été notifiée au maire de la commune de la situation de l'immeuble ou à son délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Maire de ladite commune a expressément renoncé à l'exercice de ce droit ainsi qu'il résulte d'une lettre ou d'un document administratif régulièrement visé, dont l'original est demeuré ci-annexé.

Concernant le bien sis à BELLEY (01300)

LE BIEN est situé dans le champ d'application territorial du droit de préemption urbain et son aliénation donne ouverture au droit de préemption institué par les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

En conséquence la déclaration d'aliéner a été notifiée au maire de la commune de la situation de l'immeuble ou à son délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Maire de ladite commune a expressément renoncé à l'exercice de ce droit ainsi qu'il résulte d'une lettre ou d'un document administratif régulièrement visé, dont l'original est demeuré ci-annexé.

REMISE DE TITRES – CORRESPONDANCE

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à L'ACQUEREUR concernant LE BIEN, mais il pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du VENDEUR à ce sujet.

Par suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à L'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'adresse suivante : indiquée en tête des présentes. La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

ORIGINE DE PROPRIETE

Parcelles ZD 195 (Commune de MAGNIEU) et ZC 45 (Commune de BELLEY):

Lesdites parcelles appartiennent à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, LOTISSEUR aux présentes, par suite de l'acquisition faite, avec d'autres biens, de Madame Chantal Marie-Thérèse MUARD, assistante maternelle, demeurant à MAGNIEU (Ain) épouse de Monsieur Jean Bernard DUVERNAY, née à BELLEY (Ain) le 7 Janvier 1951, soumise au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée en la Mairie de MAGNIEU (01300) le 5 Juin 1971, de nationalité française, moyennant le prix de six mille cent dix-sept euros et huit centimes (6.117,08 €), payé et quittancé dans l'acte reçu par Maître Hélène ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 8 et 22 Juillet 2003 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 11 Août 2003 volume 2003P numéro 6464.

Parcelles ZD 197 et 203 :

Lesdites parcelles appartiennent à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, LOTISSEUR aux présentes, par suite de l'acquisition faite, de Monsieur Michel Maurice DEQUATRE, agriculteur, et Madame Jacqueline Marie Louise GARIOUD, son épouse, demeurant ensemble à PEYRIEU (Ain), Les Isles, nés savoir Monsieur à BELLEY (Ain) le 16 Janvier 1947, Madame à BELLEY (Ain) le 23 Mars 1947, soumis au régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée en la Mairie de PEYRIEU (01300) le 30 Mars 1970, oyennant le prix de six mille cinq cent seize euros et deux centimes (6.516,02 €), payé et quittancé dans l'acte reçu par Maître Hélène ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 8 Juillet et 14 Octobre 2003 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 10 Novembre 2003 volume 2003P numéro 8932.

Parcelles ZD 208, ZD 220 et ZC 47:

Lesdites parcelles appartiennent à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, LOTISSEUR aux présentes, par suite de l'acquisition faite, de l'association dénommée ASSOCIATION FONCIERE DE LA COMMUNE DE MAGNIEU, dont le siège est à MAGNIEU (Ain), identifiée au SIREN sous le numéro 290 100 171,moyennant le prix de trois mille cinq cent soixante-dix euros et quatre-vingt-quatorze centimes (3.570,94 €), payé et quittancé dans l'acte reçu par Maître Hélène ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) le 29 Juin 2007

In 4 MD

dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 14 Avril 2008 volume2008P numéro 3138.

Parcelle ZD 209:

Ladite parcelle appartient à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, LOTISSEUR aux présentes, par suite de l'acquisition faite, avec d'autres biens, de Madame Marie-Paule Jeanine VERON, secrétaire, demeurant à MAGNIEU (Ain) veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Yves GRACE, née à BELLEY (Ain) le 24 Juin 1952, de nationalité française, moyennant le prix de dix-sept quatre cent quarante-six euros (17.446,00 €), payé et quittancé dans l'acte reçu par Maître Hélène ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 23 et 24 Février 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 15 Avril 2004 volume 2004P numéro 3229.

Parcelle ZD 223 :

Ladite parcelle appartient à la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, LOTISSEUR aux présentes, par suite de l'acquisition faite, avec d'autres biens, de Madame Thérèse Claire Marie JACQUET, Retraitée, demeurant à MAGNIEU (Ain), Musin, née à MAGNIEU (Ain) le 12 août 1929, veuve en premières noces et non remariée de Monsieur Alfred MOLLIARD, de nationalité française ;Mademoiselle Marie Catherine Georgina Pierrette MOLLIARD, Professeur, demeurant à LYON 7ème (Rhône), 218 Grande Rue de la Guillotière, née à BELLEY (Ain) le 11 décembre 1954, célibataire, de nationalité française ;Madame Véronique Andrée Monique Marie MOLLIARD, Educatrice, épouse de Monsieur André CABELLO, demeurant à MAGNIEU (Ain) "Musin", née à JALLIEU (Isère) le 15 janvier 1964, soumise au régime légal de la communauté de biens acquêts à défaut de contrat préalable au mariage célébré en la Mairie de MAGNIEU (Ain) le 23 août 2003, de nationalité française, moyennant le prix de six mille neuf cent soixante-treize euros (6.973,00 €) payé comptant et quittancé dans l'acte reçu par Maître Hélène ACHOUR, notaire à BELLEY (Ain) les 23 et 24 Février 2004 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de NANTUA le 10 Mai 2004 volume 2004P numéro 3876.

ORIGINE ANTERIEURE

Les parties dispensent le notaire soussigné d'établir plus longuement ici l'origine de propriété de L'IMMEUBLE, déclarant vouloir s'en référer aux anciens titres de propriété.

PUBLICITE FONCIERE

Cet acte sera soumis par les soins du notaire soussigné à la formalité fusionnée d'enregistrement et de publicité foncière au bureau des hypothèques compétent dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires et aux frais de L'ACQUEREUR.

Si LE BIEN est grevé d'inscriptions, LE VENDEUR sera tenu d'en rapporter à ses frais mainlevées et de justifier de l'exécution de la radiation de ces inscriptions, dans les quarante jours de la dénonciation amiable qui lui en sera faite au domicile élu.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à

l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires cadastraux ou d'état civil.

FRAIS

L'ACQUEREUR paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment des formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques, en vue de la publicité foncière ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables, fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : notaires.belley.01302@notaires.fr.

BASE DE DONNEES IMMOBILIERES

Les parties sont informées que les données descriptives et économiques contenues au présent acte sont partiellement transcrites dans une base de données immobilières, déclarée à la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, pour assurer la production d'informations statistiques d'intérêt général.

Ces données ne contiennent aucun caractère directement nominatif sur les contractants au présent acte. En application des articles 56 et 57 de la loi n°78-17 du 06 janvier 1978, les parties disposent d'un droit d'opposition à ce que des informations à caractère nominatif les concernant fassent l'objet d'un traitement informatisé, ainsi que d'un droit d'accès et de rectification.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix. En outre, elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

Le notaire soussigné affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

CERTIFICATION DE L'IDENTITE DES PARTIES

Le notaire soussigné certifie et atteste que l'identité complète des parties dénommées aux termes des présentes, telle qu'elle est indiquée à la suite de leurs noms et dénominations, lui a été régulièrement justifiée.

Et notamment en ce qui concerne la société dénommée MUT-IMMOB 1 au vu d'un extrait K-bis de son inscription au Registre du commerce et des sociétés.

DONT ACTE sur SEIZE pages

FAIT en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an ci-dessus.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

Cet acte comprenant :
- Lettre(s) nulle(s) : 0
- Blanc(s) barré(s) : 0
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) : 0
- Chiffre(s) nul(s) : 0
- Mot(s) nul(s) : 0
- Renvoi(s) : 0

SA HD

Monsieur Michel DUCELLIER ès qualité

Monsieur Stéphane MUTTONI ès qualité

Monsieur le Receveur Municipal

Maître Karine RENOUX

MENTION COMPLEMENTAIRE

Pour les besoins de la publicité foncière, Maître Karine RENOUX, apporte la rectification suivante à l'acte de vente COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS BUGEY/ MUT-IMMOB1 régularisé le 14 Septembre 2012, savoir :

Au paragraphe « PRIX »

Ajouter :

Ledit prix s'appliquant :

-aux parcelles sises sur la Commune de MAGNIEU à concurrence de QUARANTE-SIX MILLE SEPT-CENT QUARANTE-ET-UN EUROS ET SOIXANTE-QUATRE CENTIMES,

-aux parcelles sises sur la Commune de BELLEY à concurrence de HUIT MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX EUROS ET QUATRE-VINGT-ONZE CENTIMES (8.790,91 €).

Ladite TVA sur marge d'un montant de SIX MILLE CINQ CENT QUATRE-VINGT-DOUZE EUROS ET SOIXANTE-QUATRE CENTIMES (6.592,64 €) pour les parcelles de MAGNIEU, et de MILLE DEUX CENT TRENTE-NEUF EUROS ET QUATRE-VINGT-ONZE CENTIMES (1.239,91 €) pour les parcelles de BELLEY.

Fait à BELLEY
Le 25 SEPTEMBRE 2012

PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Annexé à la minute d'un acte reçu par le Notaire soussigné ce jour.

L'AN DEUX MILLE DOUZE
LE DEUX JANVIER
A BELLEY, au siège de la SCI MUT-IMMOB 1

Les associés de la Société dénommée

La société dénommée MUT-IMMOB 1, société civile immobilière, au capital de 1.500,00 euros, dont le siège social est situé à BELLEY (01300), ZA de la Pélissière, immatriculée au registre du Commerce des Sociétés de BOURG EN BRESSE sous le numéro 503 810 228.

Se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation de la gérance.

ASSOCIES

Tous les associés sont présents.
L'assemblée est présidée par Monsieur Stéphane MUTTONI,

ORDRE DU JOUR

ACQUISITION DU BIEN CI-APRÈS DÉSIGNÉ :

Une parcelle de terre à prendre sur une propriété d'une plus grande superficie située à MAGNIEU (Ain) Sur la Vuaz , figurant au cadastre sous les références suivantes :

Sur la commune de MAGNIEU						
Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
ZD	195	Sur la Vuaz			29	14
ZD	197	Sur la Vuaz			03	72
ZD	203	Sur la Vuaz			01	60
ZD	208	Sur la Vuaz				96
ZD	209	Sur la Vuaz				39
ZD	214	Sur la Vuaz			02	54
ZD	220	Sur la Vuaz			04	85
ZD	223	Sur la Vuaz			01	41
Contenance totale					44	61

Sur la commune de BELLEY						
Sect.	Numéro	Lieudit	Nature	Contenance		
				ha	a	ca
ZC	45	Sous la Vuaz			07	31
ZC	47	Sous la Vuaz			01	08
Contenance totale					08	39

Moyennant le prix de CINQUANTE CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS CINQUANTE-CINQ CENTIMES (55.532,55 €)payable le jour de la signature de l'acte authentique.

EMPRUNT :

Montant du prêt : SOIXANTE MILLE SIX CENT TRENTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE-CINQ CENTIMES (60.632,55 €)

Durée du prêt : 84 mois

Taux d'intérêt annuel maximum hors assurance : 4,75 %

Ce prêt étant destiné à financer l'acquisition du bien sus-désigné.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- Les lettres de convocation à la présente assemblée.
- Le rapport de la gérance.
- Et le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

Le président indique que tous les documents nécessaires à l'information des associés leur ont été communiqués dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance.

La discussion est ouverte.

Personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

RESOLUTION(S)

DEUXIEME RESOLUTION :

-Emprunter la somme de 60.632,55 euros .

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Stéphane MUTTONI à l'effet d'effectuer toutes opérations, de signer tous actes et documents relatifs aux résolutions adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de séance et tous les associés ou leurs mandataires.

Pour copie certifiée conforme

DEPARTEMENT DE L'AIN

ARRONDISSEMENT
DE BELLEY

COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES
BELLEY BAS-BUGEY

Délibération n°D-2011-92

Objet de la délibération :
Vente d'un tènement immobilier ZA de l'Ousson Nord à Magnieu
Compromis de vente entre Communauté de Communes Belley Bas-Bugey / SCI MUT-IMMOB 1

Nombre de Conseillers :

En exercice	41
Nombre de présents	31
Nombre de votants	35

Le Président,
Jean-Marc FOGNINI

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU MARDI 18 OCTOBRE 2011

à 18 HEURES 30

L'an deux mille onze et le dix huit octobre, le conseil communautaire Belley Bas-Bugey, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle des fêtes de Massignieu de Rives sous la présidence de Monsieur Jean-Marc FOGNINI, Président.
Date de convocation : mardi 4 octobre 2011.
Monsieur Jean-Marc PAITA est désigné secrétaire de séance.

Annexé à la minute d'un acte reçu par le Notaire soussigné ce jour.

Etaient présents :

Mmes et Mrs. BASTIAND André
BETTANT Gérard
BETTANT Maurice
BIONDA Annie
BLACHERE Pierre
BONNARD Didier
CAMINET Régine
CARNAT Guy
CHEVAT Jacques
DELARUELLE Yves
DOMAIN Daniel
DUCELLIER Michel
FOGNINI Jean-Marc
FOURNIER Jacques
GENS Marcel
GIRARDET Daniel
GONOD Pierre
GUILLON Pascale
HERAULT Valérie
LANDOT Baptiste
LERIGET Jean-Claude
PACALET Jacques
PAITA Jean-Marc
PASQUALIN Alain
PUTHOD Bernard
ROUX Jean-Jacques
RYCHLEWSKI Emilie
SAUREL Alain
STRELETSKI Philippe
THOUMINE Yves
TURELLO René

Excusés :
M. BLANC Jean-Paul donne pouvoir à M. CARNAT
M. COUVÉ Jacky donne pouvoir à M. DOMAIN
M. GUILLAND Jean-Claude donne pouvoir à M. CHEVA
M. RODRIGUEZ Philippe donne pouvoir à M. FOGNINI
Mme BLANCHARD Colette
Mme CHENE Jacqueline
M. FOESSEL David
Mme GARÇON Nathalie

Délibération n°D-2011-92

Objet : Vente d'un tènement immobilier ZA de l'Ousson Nord à Magnieu
Compromis de vente entre Communauté de Communes Belley Bas-Bugey / SCI MUT-IMMOB 1

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

A l'unanimité,

Décide

DE LA VENTE
A la SCI dénommée MUT-IMMOB 1, au capital social de 1 500 euros, dont le siège social est à BELLEY (01300), ZA de la Pélissière,
Ou toute personne physique ou morale qui se substituera

Moyennant le prix de neuf euros (9 €) hors taxe le m².

Du tènement immobilier suivant :
Une parcelle de terrain à bâtir d'environ 5300m² :
Commune de MAGNIEU – Ousson Nord section ZD lieu-dit « sur la Vuaz », d'une superficie d'environ 4 458 m².
Commune de BELLEY – Ousson Nord section ZC lieu-dit « sur la Vuaz », d'une superficie d'environ 842 m².

Sous les conditions particulières énoncées dans le compromis à intervenir et notamment les conditions de vente de la délibération du 07 juillet 2009 ainsi qu'aux charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière.

DE DONNER TOUS POUVOIRS
à Monsieur le Président pour signer toutes les pièces nécessaires à l'accomplissement de la présente résolution et d'une manière générale, effectuer tout ce qui sera utile à la conclusion du contrat.

- **DIT** que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Sous-préfet de Belley.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président,
Jean Marc FOGNINI.

Le Président soussigné certifie le caractère exécutoire du présent acte :
- transmis au contrôle de légalité le 26/10/11
- publié, affiché ou notifié le 26/10/11

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :	Vente de terrains sur la ZA Ousson nord à Belley à SCI MUT-IMMOB 1
Date de transmission de l'acte :	26/10/2011
Date de réception de l'accusé de réception :	26/10/2011
Numéro de l'acte :	D-2011-92 (voir l'acte associé)
Identifiant unique de l'acte :	001-240100354-20111018-D-2011-92-DE
Date de décision :	18/10/2011
Acte transmis par :	Jean-Marc FOGNINI
Nature de l'acte :	Délibération
Matière de l'acte :	7. Finances locales 7.4. Interventions economiques 7.4.3. Ventes de terrains aux entreprises

Département :
AIN

Commune :
BELLEY

Section : ZC
Feuille : 000 ZC 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 17/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

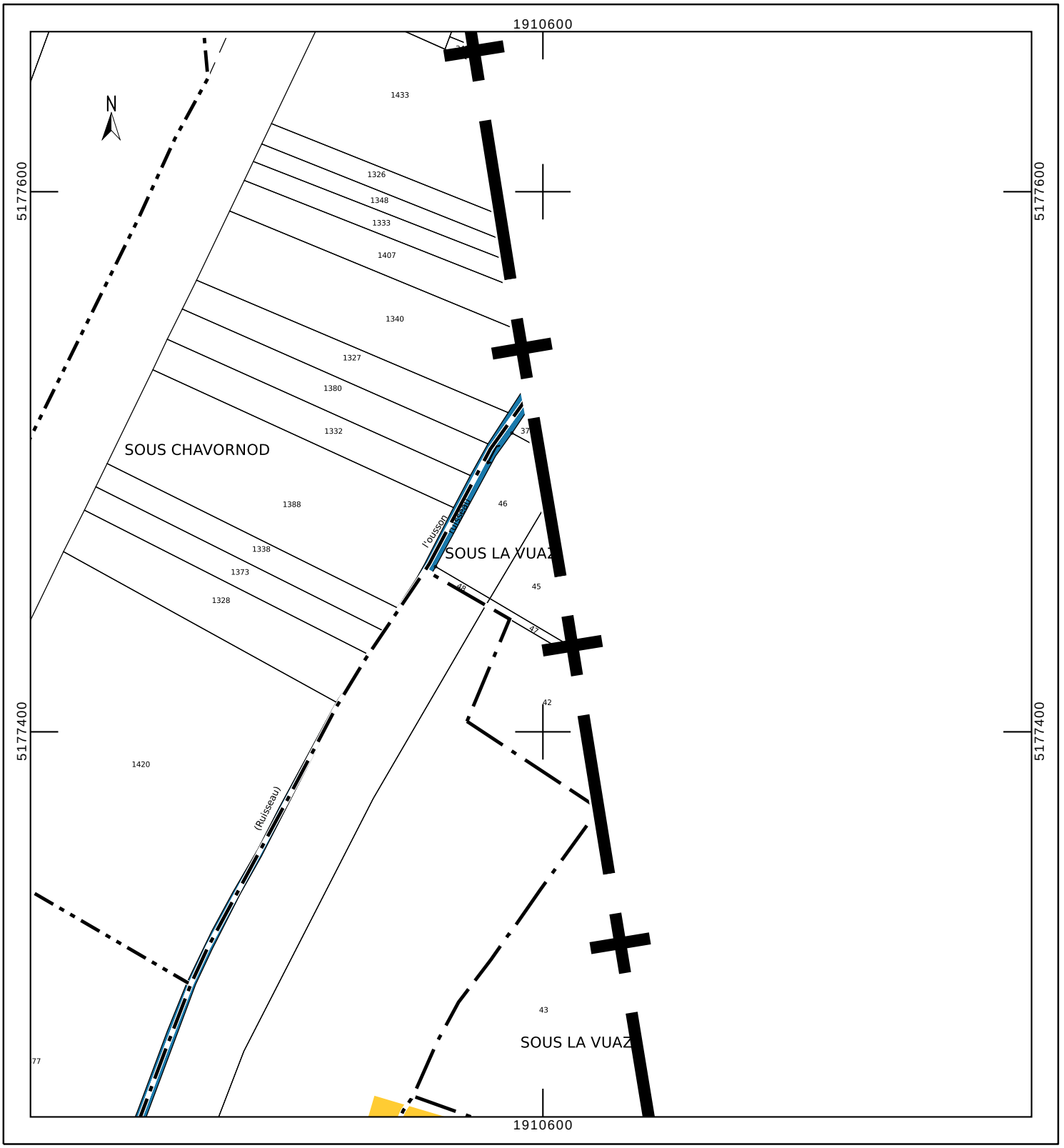
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
BOURG-EN-BRESSE
PTGC Ain 5 rue de la Grenouillere 01012
01012 BOURG EN BRESSE Cedex
tél. 04 74 45 86 00 -fax 04 74 45 86 08
ptgc.ain@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Département :
AIN

Commune :
MAGNIEU

Section : ZD
Feuille : 000 ZD 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 17/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
BOURG-EN-BRESSE
PTGC Ain 5 rue de la Grenouillere 01012
01012 BOURG EN BRESSE Cedex
tél. 04 74 45 86 00 -fax 04 74 45 86 08
ptgc.ain@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



100248301

CD/EJ/

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ,

Le à

A BELLEY (Ain), au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Claire DALIGAND, Notaire associé membre de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée dénommée « Office Notarial de Belley-Valromey : Claire DALIGAND et Karine RENOUX », titulaire d'un Office Notarial à BELLEY (01302), 11 bis rue des Barons, identifié sous le numéro CRPCEN 01082,

A DRESSÉ LE PRÉSENT ACTE DE RETROCESSION DE TERRAIN SUITE A LA NON REALISATION D'UNE CONDITION PARTICULIERE

ENTRE :

La Société dénommée **MUT-IMMOB1**, Société civile immobilière au capital de 1500,00 €, dont le siège est à BELLEY (01300), la Pelissière ZA, identifiée au SIREN sous le numéro 503810228 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE.

ET :

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'AIN, dont l'adresse est à BELLEY (01300), 34 Grande Rue, identifiée au SIREN sous le numéro 200040350.

Etant ici précisé que la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD est née de la fusion des communautés de communes BELLEY BAS BUGEY, BUGEY-ARENE-FURANS, COLOMBIER et TERRE D'EAUX.

La COMMUNAUTE DE COMMUNES s'est substituée à l'ancienne communauté de communes dénommée « BAS BUGEY ».

DÉCLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITÉ

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises ;
- qu'elles ne sont concernées par aucune demande en nullité ou dissolution ;
- que les éléments caractéristiques énoncés ci-dessus les concernant tels que : capital, siège, numéro d'immatriculation, dénomination, sont exacts ;
- qu'il n'a été formé aucune opposition au présent acte par un éventuel cogérant.
- que la conclusion et l'exécution du présent contrat ne contreviennent ni aux statuts, ni aux décisions des organes délibérants ou mandataires, ni à aucun engagement, décision judiciaire, administrative ou arbitrale leur étant opposable, et dont la violation pourrait entraver la bonne exécution des obligations découlant de l'acte.

L'**ACQUEREUR** déclare ne pas être, soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-26 du Code pénal.

DOCUMENTS RELATIFS À LA CAPACITÉ ET À LA QUALITÉ DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant la société MUT-IMMOB1

- Extrait K bis. (débours à demander lors de la fixation du rendez-vous)
- Certificat de non faillite. (débours à demander lors de la fixation du rendez-vous)

Concernant la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD

- Délibération du conseil communautaire (à adresser)

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

PRÉSENCE - REPRÉSENTATION

- La Société dénommée MUT-IMMOB1 est représentée à l'acte par :

Monsieur Stéphane MUTTONI, ayant tous pouvoirs en vertu d'un procès-verbal d'assemblée de ladite société dont une copie est annexée aux présentes

(PV à préparer et à adresser lors de l'envoi du projet)

- La COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD est représentée à l'acte par :

Madame Pauline GODET agissant en sa qualité de Présidente de la Communauté de Communes Bugey-Sud.

Madame Pauline GODET est non présente mais représentée par xxxx ayant tous pouvoirs à cet effet en vertu d'un arrêté portant délégation de fonction et de signature en date du xxxxx dont une copie est annexée aux présentes.

Le représentant de la collectivité territoriale est spécialement autorisé à réaliser la présente opération aux termes d'une délibération motivée de son conseil en date du xxxx télétransmise à la Préfecture le xxxxx dont une ampliation est annexée.

La délibération a été prise après avis de la direction de l'immobilier de l'Etat en date du xxxx dont une ampliation est annexée, la commune ayant une population dépassant les deux mille habitants, conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article L 2241-1 du Code général des collectivités territoriales.

Il déclare :

- que la délibération a été publiée dans la huitaine sous forme d'affichage d'extraits du compte-rendu de la séance ainsi que sur le site internet de la commune, tel que l'article L 2121-25 du Code général des collectivités territoriales le prévoit,
- que le délai de deux mois prévu par l'article L 2131-6 du Code général des collectivités territoriales s'est écoulé sans qu'il y ait eu notification d'un recours devant le tribunal administratif pour acte contraire à la légalité, ainsi déclaré par le représentant du vendeur.

A m'adresser :
-délégation de pouvoirs
-délibération du conseil

EXPOSE

Suivant acte reçu par Maître Karine RENOUX notaire à BELLEY (01300) le 14 septembre 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de NANTUA, le 29 septembre 2012, volume 2012P, numéro 7994, il a été constaté la **VENTE :**

PAR la communauté de communes dénommée COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLEY BAS-BUGEY, dont le siège est à BELLEY (01300), 34 Grande Rue, identifiée sous le numéro SIREN 240100354.

AU PROFIT de la dénommée MUT-IMMOB 1, Société civile immobilière au capital de 1.500,00 € ayant son siège social à BELLEY (01300) ZA de la Pélissière identifiée sous le numéro SIREN 503810228 RCS BOURG EN BRESSE.

AYANT POUR OBJET LES BIENS CI-APRES DESIGNES

Immeuble article un
A MAGNIEU (AIN) 01300 Lieu-dit Sur la Vuaz,
Diverses parcelles de terrain à bâtir. .
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface	Nature
ZD	195	SUR LA VUAZ	00 ha 29 a 14 ca	SOL
ZD	197	SUR LA VUAZ	00 ha 03 a 72 ca	PRE
ZD	203	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 60 ca	PRE
ZD	208	SUR LA VUAZ	00 ha 00 a 96 ca	SOL
ZD	209	SUR LA VUAZ	00 ha 00 a 39 ca	PRE
ZD	214	SUR LA VUAZ	00 ha 02 a 54 ca	PRE
ZD	220	SUR LA VUAZ	00 ha 04 a 85 ca	SOL
ZD	223	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 41 ca	PRE

Total surface : 00 ha 44 a 61 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Formant le lot numéro UN du lotissement dénommé « ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ », autorisé par arrêté délivré par Monsieur le Maire de MAGNIEU en date du 20/07/2007 numéro LT0122707A3002, dont l'ensemble des pièces constitutives a fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître Karine RENOUX, notaire à BELLEY (01300) suivant acte reçu le 21/06/2012 dont une copie authentique est publiée au service de la publicité foncière de NANTUA, le 28 juin 2012, volume 2012P, numéro 5508.

Telle que cette parcelle existe avec ses dépendances, aménagements et immeubles par destinations et figure sur le plan demeuré annexé.

Il est ici précisé que la surface de plancher constructible de la parcelle vendue est de 3.568,80 m², ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par le LOTISSEUR, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

Immeuble article deux

A BELLEY (AIN) 01300 Lieu-dit Sur la Vuaz,

Deux parcelles rattachées au lot numéro UN du lotissement dénommé "ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ" ci-dessus. .

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface	Nature
ZC	45	SUR LA VUAZ	00 ha 07 a 31 ca	LANDE
ZC	47	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 08 ca	SOL

Total surface : 00 ha 08 a 39 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Il est ici précisé que la surface de plancher attachée à ces parcelles est de 671,20 m².

MOYENNANT UN PRIX PRINCIPAL taxe à la valeur ajoutée sur marge incluse de CINQUANTE-CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE-CINQ CENTIMES (55 532,55 EUR).

La présente vente a été conclue sous une clause intitulée CONDITIONS PARTICULIERES, ci-après littéralement retranscrite :

« C O N D I T I O N S P A R T I C U L I E R E S

Il ressort de la délibération du conseil communautaire en date du 7 Juillet 2009, annexée aux présentes, ce qui suit littéralement rapporté :

"M. Pasqualin, Vice-président chargé du développement économique propose au conseil communautaire de mettre en place des modalités de vente des terrains situés sur les zones d'activités communautaires afin d'éviter certaines dérives.

Ces modalités définies par la commission compétente sont les suivantes :

- les coûts d'arpentage et de bornage (si nécessaire) ainsi que la charge des branchements eau, assainissement, électricité et téléphone sont aux frais du preneur.

- l'acquéreur a obligation d'avoir construit un (ou plusieurs) bâtiment(s) d'activité(s) dans les trois ans qui suivront la signature de l'acte de vente. Il aura la possibilité de demander à la Communauté de communes une prolongation d'un an de ce délai (cette demande ne pourra intervenir qu'une seule fois et devra avoir lieu au moins trois mois avant l'expiration du délai).

- au-delà de ce délai, si la société n'a pas créé d'activité économique sur ce terrain (validé par une inscription au registre du commerce et des sociétés, à la Chambre de métiers...), elle devra revendre à la Communauté de communes le terrain au prix de vente initial sans pouvoir prétendre à la moindre indemnité considérant que cette zone a été aménagée par la Communauté de communes en vue du développement économique de son territoire.

- en cas de revente totale ou partielle du terrain dans le délai de cinq ans à compter de la signature de l'acte de vente, la Communauté de communes sera acquéreur prioritaire au prix de vente initial.

- la nature de l'entreprise et les nuisances possibles de l'activité développée seront prises en considération lors de l'étude des demandes d'acquisition de terrains.

M. le Président demande à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

*Le conseil communautaire, après **avoir délibéré** :*

A l'unanimité des membres présents,

FIXE les modalités de vente des terrains situés sur les zones d'activités communautaires selon les critères énoncés ci-dessus,

AUTORISE M. le Président à signer toutes pièces utiles,

DIT que la présente délibération sera transmise à M. le Sous-Préfet de l'arrondissement de Belley".

Après avoir pris connaissance des termes de cette condition, l'acquéreur prend l'engagement de construire dans le délai de 3 ans à compter des présentes.

Monsieur DUCELLIER ès qualité prend acte de cet engagement, considérant que celui-ci est conforme aux conditions votées le 7 Juillet 2009 ».

Aux termes de cet acte de vente, il a été constaté la délivrance d'un permis de construire autorisant la création d'un entrepôt artisanal délivré par Monsieur le Maire de MAGNIEU, en date du 12 juillet 2012 sous le numéro PC00122712C0006 au profit de la société MUT-IMMOB1.

Une copie dudit arrêté a été annexé à l'acte de vente du 14 septembre 2012.

Il est ici précisé, que l'autorisation d'urbanisme délivrée par la Commune de MAGNIEU est aujourd'hui expirée.

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a constaté que la société MUT-IMMOB1 n'a pas rempli son obligation de construire dans un délai de trois ans qui ont suivi la signature de l'acte de vente du 14 septembre 2012.

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD souhaite se prévaloir de la non-réalisation de la condition particulière pour mettre en œuvre la rétrocession des biens immobiliers faisant l'objet de l'acte de vente du 14 septembre 2012.

Pour ce faire, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a effectué plusieurs démarches auprès de la société MUT-IMMOB1.

1° La COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a adressé un courrier de mise en demeure de respecter les engagements contractuels en date du 24 janvier 2024 à la société MUT-IMMOB1.

Aux termes de ce courrier, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD constate que la société société MUT-IMMOB1 n'a pas respecté ses engagements contractuels, à savoir :

- le non-respect des délais de trois ans pour la construction d'un bâtiment
- le dépôt de gravats inconnus

Aux termes de ce courrier adressé en recommandé, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a mis en demeure la société MUT-IMMOB1 de respecter ses engagements contractuels dans un délai restreint de trois mois.

La copie du courrier recommandé en date du 24 janvier 2024 est annexée aux présentes.

Etant ici précisé, que la société MUT-IMMOB1 a adressé un courrier de réponse à la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD, par lettre recommandée en date du 20 février 2024 aux termes duquel Monsieur Stéphane MUTTONI explique les raisons du non-respect de ses engagements contractuels.

Une copie de la lettre recommandée du 20 février 2024 est annexée aux présentes.

2° La COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a constaté que l'inexécution contractuelle perdurait et a adressé un courrier recommandé en date du 16 mai 2024 aux termes duquel, elle indique faire valoir la clause « conditions particulières » de l'acte de vente du 14 septembre 2012 et acter la rétrocession des terrains à son profit.

La copie du courrier recommandé en date du 16 mai 2024 est annexée aux présentes.

Par suite, la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD a sollicité du notaire soussigné la rédaction de l'acte de rétrocession et a mandaté le notaire soussigné de convoquer Monsieur Stéphane MUTTONI en sa qualité de représentant de la société MUT-IMMOB1 à se rendre à l'office notarial, le xxxxx à xxxx pour signer l'acte authentique de rétrocession des terrains.

Le notaire soussigné a adressé une convocation Monsieur Stéphane MUTTONI représentant de la société MUT-IMMOB1 par lettre recommandée avec

accusé de réception en date du xxxx pour lui indiquer que le rendez-vous de signature est fixé à l'Office notarial de BELLEY (01300) le xxx à xxxx.

La convocation adressée à Monsieur Stéphane MUTTONI représentant de la société MUT-IMMOB1 comprend les pièces suivantes :

-le projet de l'acte de rétrocession

-le procès-verbal d'assemblée générale de la société MUT-IMMOB1 donnant tous pouvoirs à Monsieur Stéphane MUTTONI de signer l'acte de rétrocession

-que l'absence de présentation au rendez-vous de signature programmé entrainerait la rédaction d'un procès-verbal de carence.

La copie du courrier de convocation est annexée aux présentes.

Le notaire soussigné a indiqué à la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD, qu'en l'absence de présentation de Monsieur Stéphane MUTTONI au rendez-vous de signature fixé le xxx à xxxx ; l'acte de rétrocession ne pourrait pas être régularisé et qu'un procès-verbal de carence serait régularisé.

Les frais du procès-verbal de carence seront supportés par la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD.

Le notaire soussigné a indiqué à la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD, que dans ces conditions, la mise en œuvre de la rétrocession des terrains devra faire l'objet d'une procédure judiciaire.

CECI EXPOSE, le notaire soussigné constate la présence des parties, il est passé à la RETROCESSION objet du présent acte.

RETROCESSION

La rétrocession objet des présentes a pour objet la mise en œuvre de la clause « conditions particulières » stipulée dans l'acte de vente du 14 septembre 2012 publiée au service de la publicité foncière de NANTUA, le 29 septembre 2012, volume 2012P, numéro 7994.

RETROCESSION :

PAR :

La Société dénommée **MUT-IMMOB1**, Société civile immobilière au capital de 1500,00 €, dont le siège est à BELLEY (01300), la Pelissière ZA, identifiée au SIREN sous le numéro 503810228 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BOURG-EN-BRESSE.

Ci-après nommé « VENDEUR »

AU PROFIT DE :

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD**, collectivité territoriale, personne morale de droit public située dans le département de l'AIN, dont l'adresse est à BELLEY (01300), 34 Grande Rue, identifiée au SIREN sous le numéro 200040350.

Ci-après nommé « ACQUEREUR »

IDENTIFICATION DU BIEN

Immeuble article un

A MAGNIEU (AIN) 01300 Lieu-dit Sur la Vuaz,

Diverses parcelles de terrain à bâtir. .

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface	Nature
ZD	195	SUR LA VUAZ	00 ha 29 a 14 ca	SOL
ZD	197	SUR LA VUAZ	00 ha 03 a 72 ca	PRE
ZD	203	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 60 ca	PRE
ZD	208	SUR LA VUAZ	00 ha 00 a 96 ca	SOL

ZD	209	SUR LA VUAZ	00 ha 00 a 39 ca	PRE
ZD	214	SUR LA VUAZ	00 ha 02 a 54 ca	PRE
ZD	220	SUR LA VUAZ	00 ha 04 a 85 ca	SOL
ZD	223	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 41 ca	PRE

Total surface : 00 ha 44 a 61 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé aux présentes.

Formant le lot numéro UN du lotissement dénommé « ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ », autorisé par arrêté délivré par Monsieur le Maire de MAGNIEU en date du 20/07/2007 numéro LT0122707A3002, dont l'ensemble des pièces constitutives a fait l'objet d'un dépôt au rang des minutes de Maître Karine RENOUX, notaire à BELLEY (01300) suivant acte reçu le 21/06/2012 dont une copie authentique est publiée au service de la publicité foncière de NANTUA, le 28 juin 2012, volume 2012P, numéro 5508.

Telle que cette parcelle existe avec ses dépendances, aménagements et immeubles par destinations et figure sur le plan demeuré annexé.

Il est ici précisé que la surface de plancher constructible de la parcelle vendue est de 3.568,80 m², ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par le LOTISSEUR, dont une copie est demeurée jointe et annexée aux présentes après mention.

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Karine RENOUX notaire à BELLEY (01300) le 14 septembre 2012 publié au service de la publicité foncière de NANTUA le 29 septembre 2012, volume 2012P, numéro 7994.

Immeuble article deux

A BELLEY (AIN) 01300 Lieu-dit Sur la Vuaz,

Deux parcelles rattachées au lot numéro UN du lotissement dénommé "ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ" ci-dessus. .

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface	Nature
ZC	45	SUR LA VUAZ	00 ha 07 a 31 ca	LANDE
ZC	47	SUR LA VUAZ	00 ha 01 a 08 ca	SOL

Total surface : 00 ha 08 a 39 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé aux présentes.

Il est ici précisé que la surface de plancher attachée à ces parcelles est de 671,20 m².

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Maître Karine RENOUX notaire à BELLEY (01300) le 14 septembre 2012 publié au service de la publicité foncière de NANTUA le 29 septembre 2012, volume 2012P, numéro 7994.

PROPRIÉTÉ JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

PRIX

La rétrocession est consentie et acceptée moyennant le prix de **CINQUANTE-CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE-CINQ CENTIMES (55 532,55 EUR).**

Lequel prix correspond au prix de vente initial du terrain qui a été déterminé dans la clause « conditions particulières » ci-après retranscrite :

« *au-delà de ce délai, si la société n'a pas créé d'activité économique sur ce terrain (validé par une inscription au registre du commerce et des sociétés, à la Chambre de métiers...), elle devra revendre à la Communauté de communes le terrain au prix de vente initial sans pouvoir prétendre à la moindre indemnité considérant que cette zone a été aménagée par la Communauté de communes en vue du développement économique de son territoire ».*

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX - MODALITES

Le paiement doit intervenir, conformément aux dispositions de l'annexe I de l'article D 1617-19 premier alinéa du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des communes, départements, régions et établissements publics locaux.

Toutefois, le **VENDEUR**, conformément aux dispositions de l'article L 2241-3 du Code général des collectivités territoriales, requiert l'**ACQUEREUR** de faire effectuer le paiement du prix entre les mains du notaire soussigné, qui accepte, à charge par celui-ci, s'il y a lieu, de procéder sous sa responsabilité à la purge de tous privilèges, hypothèques ou saisies pouvant grever l'immeuble.

Le comptable public étant déchargé de toute responsabilité par ce mode de paiement, l'**ACQUEREUR** s'oblige à faire émettre le mandat administratif nécessaire pour que celui-ci ait lieu entre les mains du notaire soussigné dans les plus brefs délais.

A cet effet, le notaire remettra à Jean-Yves HEDON, premier adjoint de la commune, qui devra en faire communication au comptable public, avec copie de la délibération autorisant la vente :

- une copie simple des présentes avec les annexes sans mention d'inscription au fichier immobilier,
- le décompte des sommes dues par l'**ACQUEREUR**,
- un certificat par lequel il atteste, sous sa responsabilité, qu'il n'existe pas, à sa connaissance, de vente ou de promesse de vente antérieure.

Le règlement ainsi effectué libérera entièrement l'**ACQUEREUR**.

En raison de ce que la remise des fonds sera ainsi effectuée au notaire soussigné, la présentation au comptable public d'un état des inscriptions hypothécaires délivré sur formalités ne sera pas nécessaire.

FORMALITÉ FUSIONNÉE

L'acte sera soumis à la formalité fusionnée, dans le mois de sa date, au service de la publicité foncière de l'AIN.

DECLARATIONS FISCALES

IMPÔT SUR LA PLUS-VALUE

La présente rétrocession n'est pas soumise à l'impôt sur la plus-value puisque le prix de cession est égal au prix d'acquisition.

IMPÔT SUR LA MUTATION

La vente est exonérée de taxe de publicité foncière en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de CINQUANTE-CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS ET TRENTE-CINQ CENTIMES (55 532,35 EUR).

DROITS

			Mt à payer
Taxe départementale 55 532,55	x 0,00 %	=	0,00
Frais d'assiette 0,00	x 0,00 %	=	0,00
		TOTAL	**0,00**

CONTRIBUTION DE SÉCURITÉ IMMOBILIÈRE

Les dispositions du présent acte à publier au fichier immobilier sont exonérées de la contribution de sécurité immobilière en application des dispositions du II de l'article 879 du Code général des impôts.

CONDITIONS ET DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

La rétrocession est faite dans les mêmes conditions et charges que l'acte de vente initial en date du 14 septembre 2012.

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'ÉVICTION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété, à **l'exception de la rétrocession objet des présentes.**
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

REMISE EN ETAT DU BIEN

Le VENDEUR déclare qu'il a effectué des travaux de remblaiement sur le BIEN objet des présentes.

La présente rétrocession nécessite la reprise du terrain dans son état initial par la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD.

Par suite, le VENDEUR déclare qu'il a effectué les travaux nécessaires pour remettre le BIEN dans son état initial et retiré tous les encombrants afin que le BIEN soit libre de toute occupation.

La COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD déclare que le BIEN objet des présentes correspond au BIEN dans son état initial, à savoir, des parcelles de terrain.

Un état des lieux a été dressé contradictoirement par les parties.

La COMMUNAUTE DE COMMUNE BUGEY SUD s'est rendue directement sur place pour constater l'état du BIEN avant la signature des présentes.

SITUATION LOCATIVE

Le **VENDEUR** déclare :

- Qu'il n'y a actuellement aucune location,

Le VENDEUR déclare que le bien vendu, depuis son acquisition, n'a jamais été donné à bail à une personne qui pourrait prétendre à un quelconque droit de préemption ou droit à indemnité et n'ont jamais été occupé par une personne autre que son propriétaire.

Il déclare ne jamais avoir laissé occuper le terrain par un agriculteur, fermier ou assimilé, même avec lequel il n'aurait conclu aucun bail écrit et n'a touché aucune contrepartie qu'elle soit financière ou en nature.

- Que la vente n'a pas été précédée de la délivrance à un locataire, et ce en vue de la vente, d'un congé non relaté aux présentes pouvant ouvrir un quelconque droit de préemption.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHÉCAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire obtenu à la date du 10 avril 2025 dernier arrêté d'enregistrement, ne révèle aucune inscription ni prénotation.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'ACQUEREUR supporte les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever LES BIENS, sauf à s'en défendre, et profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, et sans recours contre LE VENDEUR.

Rappel de servitudes

LE VENDEUR déclare qu'il n'a créé aucune servitude et qu'à sa connaissance il n'en existe aucune à l'exception de celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, de l'urbanisme, du cahier des charges de lotissement ou de la loi ou de celles relatées matérialisée au plan de bornage demeuré joint aux présentes et annexé après mention, savoir survol des quatre lots dans leur partie Nord par une ligne électrique moyenne tension.

L O T I S S E M E N T

L'ACQUEREUR déclare avoir parfaitement connaissance que le BIEN objet des présentes se situe dans le LOTISSEMENT dénommé « ZA DE L'OUSSON NORD SOUS LA VUAZ »,

L'ACQUEREUR déclare avoir pris préalablement connaissance des pièces du lotissement ainsi que le cahier des charges du lotissement.

En raison de sa qualité, l'ACQUEREUR dispense le notaire soussigné de relater le dossier du LOTISSEMENT.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

Enonciation des documents obtenus

Certificat d'urbanisme d'information

Un certificat d'urbanisme d'information délivré par la Commune de BELLEY (01300) en date du 14 août 2024 sous le numéro CU00103424C0137 est annexée aux présentes.

Un certificat d'urbanisme d'information délivré par la Commune de MAGNIEU (01300) le 05 septembre 2024 sous le numéro CU00122724C0016 est annexé aux présentes.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnaissent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

L'ACQUEREUR déclare avoir parfaitement connaissance de la règlementation applicable aux terrains faisant l'objet de la présente rétrocession.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PRÉEMPTION

La présente rétrocession n'est soumise à aucun droit de préemption ; en ce sens qu'elle intervient au profit de la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD, propriétaire des terrains avant la signature de l'acte de vente du 14 septembre 2012.

Etant ici précisé, qu'aux termes de l'acte de vente du 14 septembre 2012, il a été conclu un droit de préférence au profit de la COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD.

Par suite, aucun droit de préemption ou de préférence n'a vocation à s'appliquer à la présente rétrocession.

ORIGINE DE PROPRIETE

La société MUT-IMMOB 1, susnommée est devenu propriétaire du BIEN objet des présentes, par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

La COMMUNAUTE DE COMMUNES BAS-BUGEY, susnommée,

Suivant acte reçu par Maître Karine RENOUX notaire à BELLEY (01300) le 14 septembre 2012 dont une copie authentique a été publiée au service de la publicité foncière de NANTUA, le 29 septembre 2012, volume 2012P, numéro 7994.

Moyennant le prix principal de CINQUANTE-CINQ MILLE CINQ CENT TRENTE-DEUX EUROS ET CINQUANTE-CINQ CENTIMES (55 532,55 EUR), prix payé comptant et quittancé à l'acte grâce à un prêt hypothécaire.

L'état délivré sur cette publication révèle une inscription périmée.

La COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD dispense le notaire soussigné de relater son origine de propriété antérieure.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'ACQUEREUR devront s'effectuer à l'Hôtel de ville.

La correspondance auprès du VENDEUR s'effectuera à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Le **VENDEUR** s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

MODALITES DE DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur adressera, à l'attention de l'ACQUEREUR, une copie authentique, sur support papier ou sur support électronique, des présentes qu'ultérieurement, notamment en cas de demande expresse de ce dernier, de son mandataire, de son notaire, ou de son ayant droit.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie scannée de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme.

L'ACQUEREUR donne son agrément à ces modalités de délivrance, sans que cet agrément vaille dispense pour le notaire de délivrer ultérieurement la copie authentique.

POUVOIRS - PUBLICITÉ FONCIÈRE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

- les établissements financiers concernés,

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,

- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITÉ

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIÉ AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-136-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-136 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ACQUISITION DU TERRAIN « LE TANNEUR » SUR LA COMMUNE DE BELLEY AUPRES DE L'EPF DE L'AIN

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.

La commune de Belley est confrontée depuis de nombreuses années à une problématique de friches industrielles sur son territoire. La municipalité a identifié six friches stratégiques devant faire l'objet d'une réflexion globale en relation avec l'ensemble des dynamiques urbaines du territoire.

La friche de l'entreprise « Le Tanneur » cadastrée AT 83 pour 9 416 m² et AT 85 pour 436 m² à titre indivis et à hauteur de la moitié, située à l'entrée de la commune sur l'avenue Charles de Gaulle a retenue l'attention de la collectivité.

Désaffecté depuis la cessation d'activité en juin 2021, ce tènement a fait l'objet d'une acquisition par l'EPF de l'Ain en 2022, pour le compte de la commune moyennant le prix de 300 000 €.

L'EPF de l'Ain a réalisé la démolition du site et le montant total de l'opération s'élève à 710 319,79 € HT soit 852 383,75 € TTC.
Cette opération a bénéficié d'un fonds friche de l'Etat sur demande de l'EPF de l'Ain à hauteur de 500 000 €.

Cette acquisition s'appuie également sur le projet de redynamisation du centre-ville matérialisé par les programmes Petite Ville de Demain et l'Opération de Revitalisation Rurale en 2022 dans lesquels la Ville et l'EPCI collaborent étroitement au renforcement des fonctions de la ville centre.

Depuis les ateliers Flash conduits avec l'aide de la Caisse des dépôts en novembre 2022, la ville de Belley et la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) ont poursuivi le travail de préfiguration du devenir du site en l'augmentant du périmètre de la friche voisine dite « Oxyane » permettant de disposer d'un tènement plus conséquent et de proposer une opération d'aménagement d'ensemble de cette entrée de la ville. Les négociations menées par l'EPF de l'Ain pour l'acquisition du terrain Oxyane n'ont pas pu aboutir à ce jour du fait d'un désaccord profond sur la valeur de ce terrain.

Un travail complémentaire mené par le cabinet EPODE (de mars à décembre 2024) a ouvert la voie à un projet d'aménagement économique d'ensemble, pouvant être mené en deux phases en fonction des opportunités d'acquisition du tènement d'Oxyane, appelant désormais la CCBS de pouvoir disposer de la pleine propriété du foncier du tènement du Tanneur.

L'EPF de l'Ain a été sollicité afin de connaître le prix de vente en tenant compte à la fois du bilan de l'opération, des frais de portage à la commune et à l'EPF et de la subvention obtenue par le fond friche.

Ce montant à verser correspond au prix de vente de 210 319,79 € HT et aux frais de portage à rembourser à la commune de Belley et à payer à l'EPF de l'Ain d'un montant estimatif de 10 206,94 € HT, soit un montant total estimatif de 220 526,73 € HT (représentant 22,89 €/m²) soit la somme de 364 632.08 € TTC (TVA 20 %).

Par ailleurs, le déficit foncier étant moins important que celui initialement prévu dans le cadre du fonds friche, l'EPF de l'Ain serait susceptible de rembourser à l'Etat une somme d'environ 70 000 €. A ce titre, la CCBS devra rembourser l'EPF de l'Ain de cette somme à première demande.

VU l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques sur la cession à l'amiable sans déclassement préalable entre personnes publiques ;

VU l'article L 5214-16 du CGCT sur les compétences des collectivités locales dont les compétences obligatoires en matière d'aménagement de l'espace et sur les actions économiques ;

VU la lettre de la DGFIP valant avis du domaine en date du 30/04/2025 ;

CONSIDERANT que le montant par l'EPF de l'Ain permet à la ville comme à la CCBS d'avoir une opération équitable tant en termes de recette qu'en terme de coût d'acquisition du foncier ;

CONSIDERANT que la CCBS souhaite poursuivre la réhabilitation de cette friche économique sur le territoire ;

CONSIDERANT l'avis favorable à ce projet d'achat rendu par la commission développement économique du 22 Avril 2025 ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** l'acquisition parcelles cadastrées Section AT n°83 pour 9416 m² et AT n°85 pour 436 m² à titre indivis et à hauteur de la moitié.

- **AUTORISE** l'acquisition de ces terrains aux conditions de vente précisées par l'EPF de l'Ain pour un prix de vente de 210 319,79 € HT, auquel il convient d'ajouter les frais de portage à rembourser à la Commune de Belley et à payer à l'EPF de l'Ain un montant estimatif de 10 206,94 € HT qui devra être réajusté au moment de la cession au prorata temporis, soit un montant total estimatif de 220 526,73 € HT (364 632,08 € TTC) et de prévoir une enveloppe supplémentaire de 70 000 € au titre d'une éventuelle demande de remboursement de la part de l'Etat du fonds Friches.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale Des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de l'AIN

Pôle d'évaluation domaniale

11 Bd du Maréchal Leclerc – BP 40423 – 01012 BOURG EN BRESSE CEDEX

téléphone : 04 74 45 68 00
mél. : ddfip01.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Jérôme PINTON
Courriel : jerome.pinton@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04.26.37.70.21

Réf DS: 23890986
Réf OSE : 2025-01034-31829

Le 30/04/2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de l'AIN

à
Monsieur le Directeur
EPF de l'Ain
26B, Avenue Alsace Lorraine
01000 BOURG EN BRESSE

LETTRE VALANT AVIS DU DOMAINE

Objet : Votre demande d'avis domanial du 25 avril 2025
Vente EPF de l'Ain/communauté de communes Bugey Sud
Affaire suivie par Batiste JAMOT

Monsieur le Directeur,

Par demande visée en référence, vous avez saisi le Pôle d'Évaluation Domaniale sur les conditions de cession d'un tènement nu d'une superficie totale de 9.852m² (parcelle AT 83 de 9.416m² et parcelle AT 85 de 436m² à titre indivis pour moitié), situé 694 Avenue Charles de Gaulle 01110 BELLEY.
Cette ancienne friche industrielle, démolie par l'EPF, a fait l'objet d'un portage foncier entre l'EPF et la commune de BELLEY le 6 juillet 2022.

La cession doit intervenir dans les conditions suivantes :
Prix d'acquisition : 300.000,00€
Frais d'acquisition : 3.834,12€
Frais de géomètre : 2.879,00€
Frais de démolition : 430.598,59€
Remboursement du vendeur : -26.991,92€
Subvention : -500.000,00€

Prix de cession HT : 210.319,79€

Le prix de cession n'appelle pas d'observation du service.

La présente lettre valant avis est valable 12 mois.

Je me tiens à votre disposition pour tout renseignement complémentaire et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

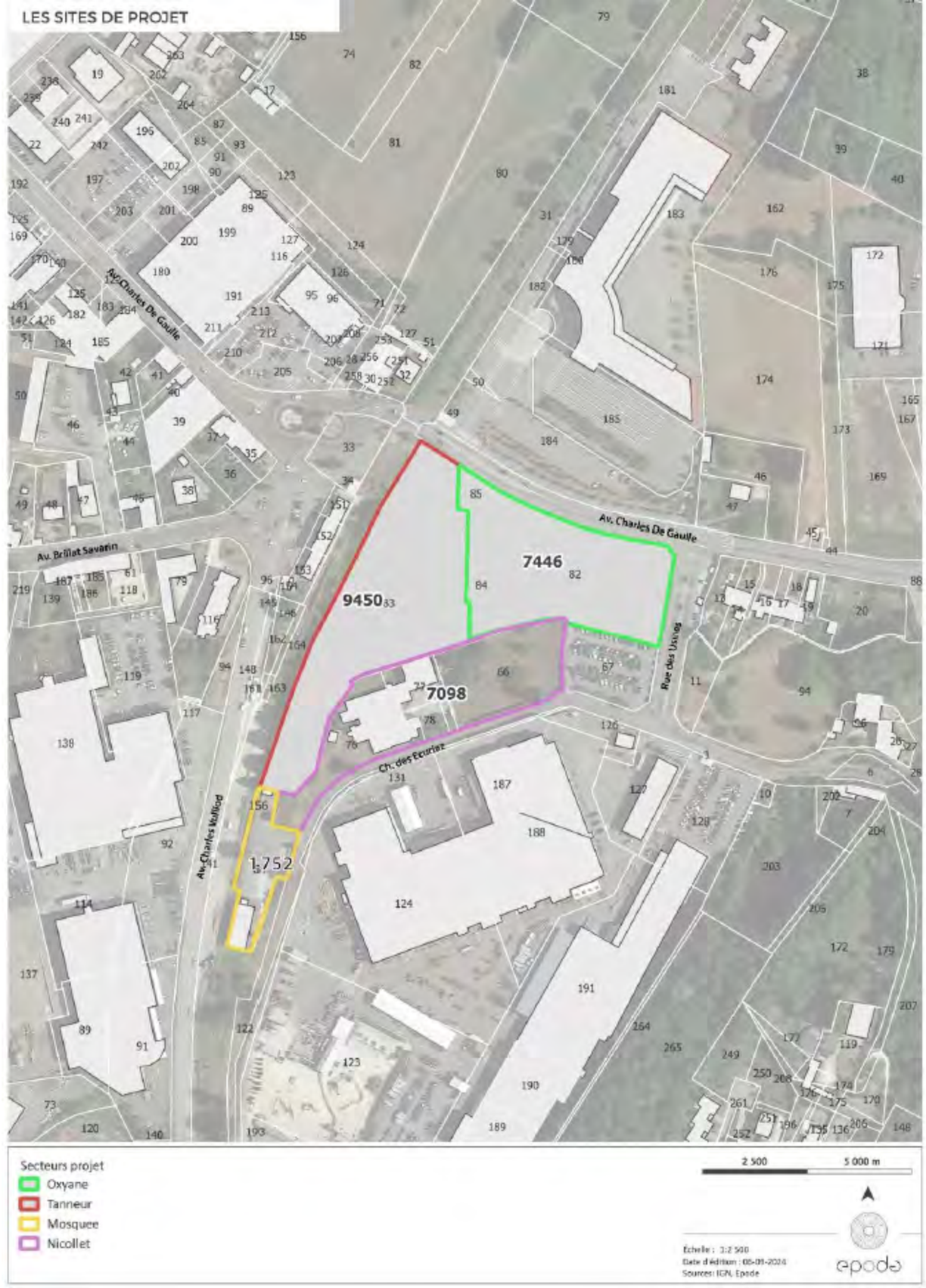
Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par délégation,

Jérôme PINTON
Inspecteur des Finances Publiques

Périmètres de projet

4 sous-secteurs

- Oxyane = 7446m² } 16 896 m²
- Tanneur = 9450m² } 16 896 m²
- Nicollet = 7098m²
- Mosquée = 1752m²



Département :
AIN

Commune :
BELLEY

Section : AT
Feuille : 000 AT 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 17/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

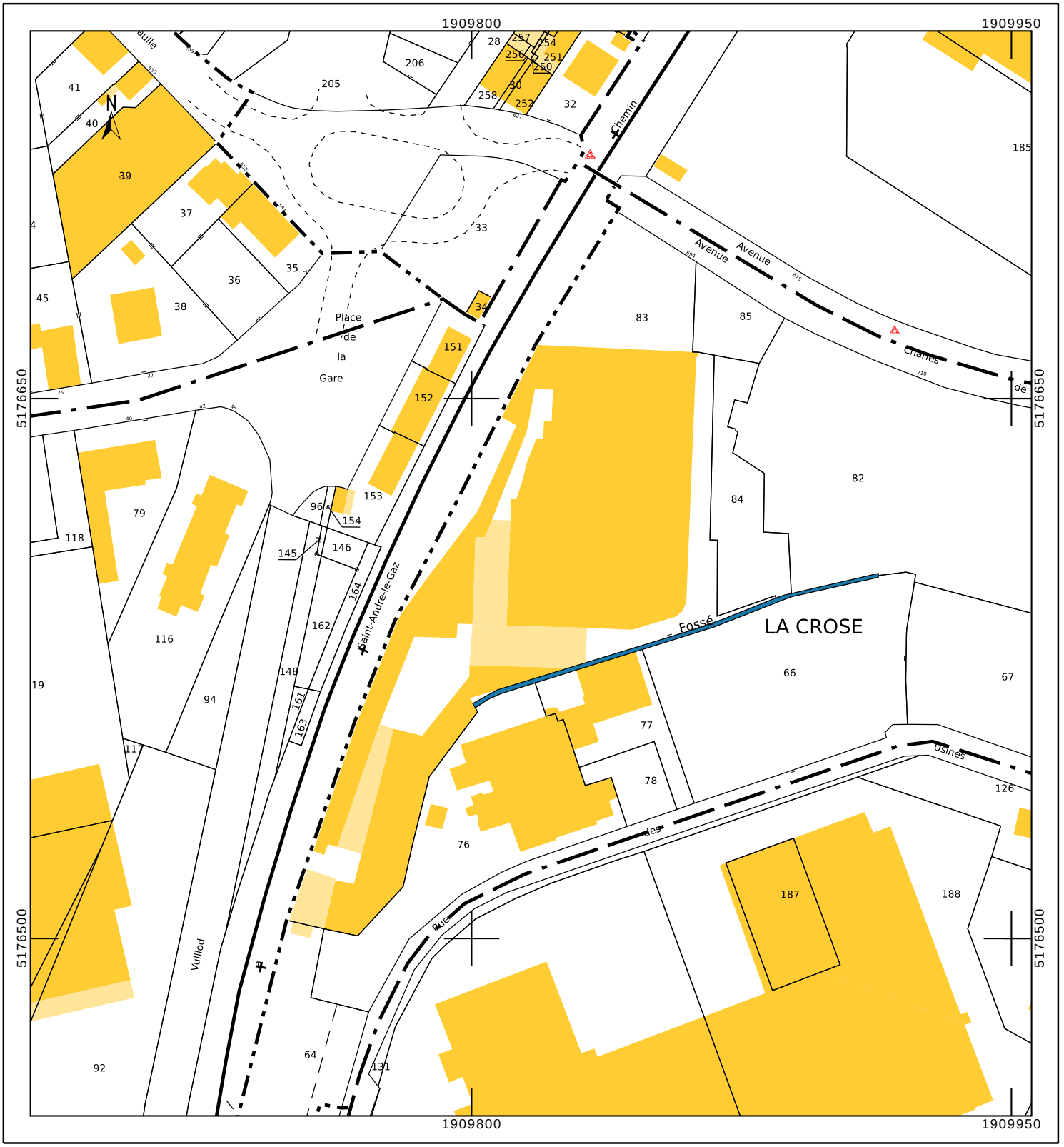
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
BOURG-EN-BRESSE
PTGC Ain 5 rue de la Grenouillere 01012
01012 BOURG EN BRESSE Cedex
tél. 04 74 45 86 00 -fax 04 74 45 86 08
ptgc.ain@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-137-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-137 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

VENTE D'UN TENEMENT SUR LA COMMUNE DE BELLEY AU PROFIT DE L'ASSOCIATION ODYNEO.

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.

L'établissement Odynéo est une association de familles qui agit dans le Rhône, l'Ain et le Jura, pour les personnes en situation de handicap et de leurs proches. La structure se compose de 5 établissements sur le secteur tous dédiés aux adultes et employant 60 travailleurs.

En décembre 2022, un premier échange a eu lieu entre les représentants d'Odynéo et l'exécutif de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) sur une recherche de nouveaux locaux permettant de regrouper une grande partie des activités de l'association. Le besoin foncier initial était de 3 à 4 000 m² de terrain avec espace verts pour un bâtiment de plain-pied de 1 500 m² environ.

Le cahier des charges initial prévoyait la création d'un bâtiment moderne économe en énergie et en surface (panneaux solaires, isolation, BSO, etc...) permettant aussi de réorienter la stratégie de l'ESAT essentiellement industriel à un ESAT tertiaire avec maintien d'une partie de l'activité industrielle légère.

La localisation du projet a restreint la liste des sites potentiels puisque le projet ne pouvait se matérialiser que sur Belley dans la mesure où la majorité des personnes concernées vivent ou vont vivre à Belley et ont besoin de se rendre facilement sur le site. L'autre demande portait sur un site à proximité du Centre Hospitalier dans une recherche des coopérations et des synergies autour d'un projet de santé.

Cet échange a fait l'objet d'un courrier en date du 13 janvier 2023 rappelant les éléments de la demande initial. Les services de la CCBS et d'Odynéo ont donc travaillé sur différents schémas d'implantation et de configurations afin de répondre au cahier des charges. Le choix du site s'est arrêté sur la parcelle cadastrée n°273 se localisant sur le lieu-dit « En Erbaz » route de la Pélissière en proximité immédiate du centre hospitalier.

Les échanges ont conduit à une évaluation des Domaines et la formulation d'une proposition écrite de la CCBS en date du 14 mars 2025 a un prix de cession de 269 000 € H.T et hors charge (soit 44,22 € HT/m²) pour une surface maximale de 7 490 m² permettant de valoriser la totalité de la parcelle découpée.

Le conseil d'administration en date du courrier du 21 mars 2025 a donné son accord en faveur de l'achat de la parcelle n°0273 aux conditions de vente énoncées dans le courrier de la CCBS du 14 mars 2025.

VU l'article L 5214-16 du CGCT sur les compétences des collectivités locales dont les compétences obligatoires en matière d'aménagement de l'espace et sur les actions économiques ;

CONSIDERANT l'avis rendu par les Domaines en date du 28 mars 2025 joint en annexe proposant un prix de cession de 298 000 € H.T (44,22 € H.T /m²) avec un prix minimal après abattement de 10 % de 268 200 € H.T (35,81 € H.T/m²) ;

CONSIDERANT l'avis favorable rendu par la commission développement économique du 22 Avril 2025 en vue de la vente en faisant bénéficier Odynéo de l'abattement de 10 % ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** la cession d'un tènement de 7 490 m² de la parcelle n°0273 au prix de 268 200 € H.T conformément à l'avis des Domaines.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances Publiques de l'Ain

Pôle d'évaluation domaniale 01

11 boulevard Maréchal Leclerc

01 012 BOURG-EN-BRESSE CEDEX

Courriel : ddfip01.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Jérôme PINTON
Courriel : jerome.pinton@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 04.26.37.70.21

Réf DS: 23229697
Réf OSE : 2025-01034-22689

Le 28/03/2025

Le Directeur départemental des Finances publiques de l'Ain

à

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BUGEY SUD

AVIS DU DOMAINE SUR LES VALEURS VÉNALE ET LOCATIVE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Cession terrain à bâtir
Adresse du bien :	Lieu-dit « En Erbaz », Route de la Pélissière – 01110 BELLEY
Valeurs :	298.000€ HT, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe « détermination de la valeur »)

1 - CONSULTANT

Communauté de Communes Bugey Sud
affaire suivie par : Maxime BEJUIT, directeur du pôle aménagement, développement et promotion.
Courriel : m.bejuit@ccbugeysud.com

2 - DATES

de consultation :	24/03/2025
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	30/05/2024
du dossier complet :	24/03/2025

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession

3.2. Nature de la saisine

Saisine réglementaire

3.3. Projet et prix envisagé

La CCBS envisage de céder une parcelle de terrain pour une partie à l'hôpital en vue d'un agrandissement et d'un parking, et pour une autre partie au groupe ODYNEO afin de construire un ESAT.
La CCBS souhaite se séparer d'un tènement de 7.490m² environ, au centre de la parcelle, à ODYNEO.

Échanges avec Odynéo sur un prix de 269.100€.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation du bien - Environnement - Accessibilité - Voirie et réseau

L'emplacement retenu pour le projet est localisé au Sud du centre-ville de BELLEY, commune située au Sud-Est du département de l'Ain.
Le tènement, limitrophe du centre hospitalier Bugey Sud, est bordé à l'Est par une voirie communale (Route de la Pélissière), à proximité immédiate de la route départementale D 992 qui traverse la ville du Nord au Sud.

Réseaux supposés présents à proximité.

4.2. Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre sous les références suivantes :

Commune	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie
BELLEY	AX 273p	EN ERBAZ	1ha 50a 62ca
		TOTAL	1ha 50a 62ca





4.3. Descriptif

L'emprise foncière du projet représente une surface totale de 7.490m² environ, à détacher de la parcelle AX 273.

Le tènement, non viabilisé, est en forme de rectangle, dont une des longueurs longe la Route de la Pélissière, et dispose par ailleurs d'une assez bonne planimétrie.

Au vu du PLU (cf 6-Urbanisme), le terrain sera considéré comme un terrain à bâtir et évalué en tant que tel.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire présumé : Communauté de Communes Bugey Sud

5.2. Conditions d'occupation

Bien estimé libre de toute occupation au jour de la signature du bail.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

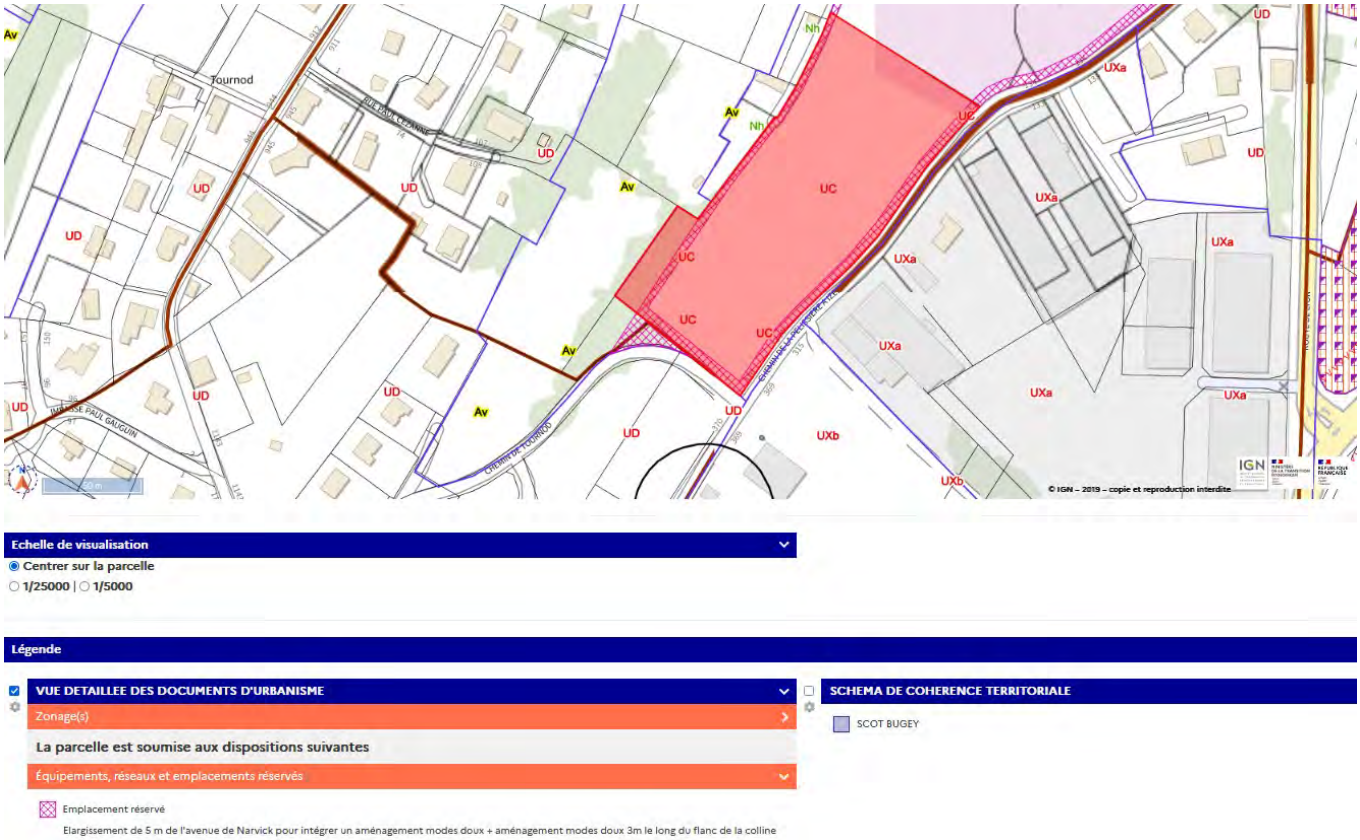
- Parcelle couverte par le PLU de la commune de BELLEY, dont la dernière procédure a été approuvée le 28/11/2017

- Parcelle située en zone UC, qui correspond aux premières zones d'extension du centre de Belley qui, associées au centre ancien, forme un centre élargi de la ville.

Une mixité des fonctions y est autorisée à l'exception de la destination commerciale qui est interdite en dehors des secteurs identifiés au plan de zonage afin de contribuer à la protection du tissu commercial du centre ville.

L'emprise au sol maximale des constructions, qui sont par ailleurs limitées à 12m de haut (R+3), ne peut excéder 50% de la superficie du terrain.

La parcelle est bordée au Sud ainsi que sur les flancs Est et Ouest par un emplacement réservé prévu pour l'élargissement de 5m de l'avenue de Narvick pour intégrer un aménagement modes doux ainsi que pour l'aménagement de modes doux de 3m le long du flanc de la colline.



6.2. Date de référence et règles applicables

sans objet

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale du bien sera déterminée par comparaison, méthode la plus couramment utilisée par l'administration, par les experts privés et par les juridictions, qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective et complète des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Remarque : Une première étude relative à la cession d'un tènement de 6.000m² a été réalisée le 12/02/2025 (référence dossier 2025-01034-10135) et est toujours en cours de validité.

Ce nouveau projet se rapportant à la cession d'un tènement plus important mais venant de la même parcelle d'origine, l'étude comparative reprendra donc in extenso celle réalisée pour le dossier susnommé.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Étude de marché

8.1.1. Apport du bailleur – Termes de comparaison

La recherche de termes de comparaison (TC) a été effectuée à l'aide de l'application PATRIM, dans un rayon de 1.000m autour de la parcelle supportant le bâti à évaluer.

La période de recherche a été resserrée entre juin 2021 et juin 2024 (les transactions plus récentes n'ayant pas été enregistrées par les services de publicité foncière et n'étant donc pas opposables), et les mutations recherchées se rapportent à des terrains à bâtir d'une superficie supérieure à 600m².

Les résultats sont retranscrits dans le tableau ci-après, les prix et surfaces des biens ayant été corrigés à la lecture des actes notariés si besoin :

TC n°	Ref. enregistrement	Ref. Cadastrales	Adresse	Date mutation	Zonage	Surface terrain (m²)	Prix total	Prix/m²	Observations
1	0104P02 2021P06236	34//BI/399//	LES CAROSSES	01/06/2021	UD	724	48 000	66,30 €	Parcelle de terrain rectangulaire formant le lot n°5 du lotissement « Clos Matisse ».
2	0104P01 2022P26105	34//AX/289-295//	CROIX DE TOURNOD	07/11/2022	UD	713	83 000	116,41 €	Parcelles contiguës de terrain à bâtir formant un tènement rectangulaire.
3	0104P01 2022P27913	34//AX/288//	CROIX DE TOURNOD	30/11/2022	UD	828	77 000	93,00 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
4	0104P01 2021P12594	34//AX/275-276-277-281//	EN ERBAZ	25/11/2021	UD	1121	90 000	80,29 €	Parcelles de terrain à bâtir formant un tènement rectangulaire, formant le lot n°1 du lotissement « Rigotaz ».
5	0104P01 2022P03477	34//AX/276-277-278//	EN ERBAZ	04/02/2022	UD	932	77 000	82,62 €	Parcelles de terrain à bâtir formant un tènement rectangulaire, formant le lot n°2 du lotissement « Rigotaz ».
6	0104P01 2023P10980	34//AX/291//	EN ERBAZ	26/04/2023	UD	851	73 888	86,82 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
7	0104P01 2023P10984	34//AX/292//	EN ERBAZ	26/04/2023	UD	815	71 287	87,47 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
8	0104P01 2023P10978	34//AX/293//	EN ERBAZ	26/04/2023	UD	736	68 565	93,16 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
9	0104P01 2022P00941	34//D/437//	LA FULIE	15/12/2021	UD	897	68 000	75,81 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
10	0104P01 2022P10154	34//D/1461//	A MEUILLENS	21/04/2022	UD	739	74 200	100,41 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
11	0104P02 2021P07324	34//AV/259//	LA SABLIERE	25/06/2021	UD	672	68 900	102,53 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
12	0104P02 2021P07325	34//AV/258//	LA SABLIERE	25/06/2021	UD	880	77 350	87,90 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
13	0104P02 2021P07323	34//AV/260//	LA SABLIERE	25/06/2021	UD	765	78 750	102,94 €	Parcelle de terrain à bâtir de forme rectangulaire.
14	0104P01 2023P09922	34//D/1643//	SUR TOURNOD	18/04/2023	UD	1640	140 000	85,37 €	Terrain à bâtir rectangulaire formant le lot n°3 du lotissement « La Garenne »
15	0104P01 2024P04786	34//D/1644//	SUR TOURNOD	28/02/2024	UD	1591	159 000	99,94 €	terrain à bâtir rectangulaire formant le lot n°2 du lotissement « La Garenne »
16	0104P01 2022P01198	34//AX/285//	EN ERBAZ	17/12/2021	UD	839	32 500	38,74 €	Terrain ne bénéficiant d'aucun accès direct à la voirie publique
17	0104P01 2022P20808	34//BN/120//	LA PELISSIERE SUD	12/09/2022	Uxb	11237	280 925	25,00 €	Parcelle de terrain rectangulaire affectée à la construction d'un bâtiment à usage industriel

Dix-sept termes de comparaison ont été retenus, avec des valeurs vénales unitaires (VVU) comprises entre 25,00€/m² et 116,41€/m².

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

Premier constat, aucun des résultats de la recherche ne se rapporte à la mutation d'un terrain à bâtir situé en zone UC.

Deux termes de comparaisons (TC) seront par ailleurs exclus de l'étude :

-Le TC n°17 qui se rapporte à la mutation d'un terrain de 11.237m², situé en zone UXb, zone correspondant aux secteurs d'activités économiques de la commune ;

-Le TC n°16 qui se rapporte à la mutation d'un terrain enclavé de 839m², situé en zone UD, ne bénéficiant d'aucun accès direct à la voie publique.

Les quinze termes de comparaisons restants, regroupant des terrains viabilisés et non viabilisés, sont tous localisés en zone UD, zone correspondant aux secteurs périphériques de la commune dominés par l'habitat individuel, et dont l'emprise au sol des constructions, qui ne peuvent excéder 6m de hauteur (R+1), est limitée à 30 % de la superficie du terrain (conditions plus contraignantes que la zone UD).

Par ailleurs, les superficies de ces terrains sont majoritairement inférieures à 1.000m² (seuls les TC n°4, 14 et 15 disposent de surfaces comprises entre 1.000m² et 2.000m²).

Dès lors, avis de retenir la VVU moyenne des terrains non viabilisés (hors lotissements au cas d'espèce), soit 94,64€/m², diminuée d'un abattement de 15 % afin de prendre en compte la grande superficie du terrain, comparativement à celle des termes de comparaisons, et nonobstant la différence de zonage avec le tènement objet des présentes.

On obtient ainsi une valorisation du terrain de :

6.000m² x 94,64€/m² x 85 % = 482.664€, arrondie à 482.700€.

Addendum : Nonobstant tout ce qui précède, deux mutations plus anciennes ont été relevées, mais situées à proximité immédiate du tènement objet des présentes, constituants des termes de comparaisons privilégiés :

-A/ Cession de diverses parcelles limitrophes représentant un tènement d'une superficie de 5.158m².

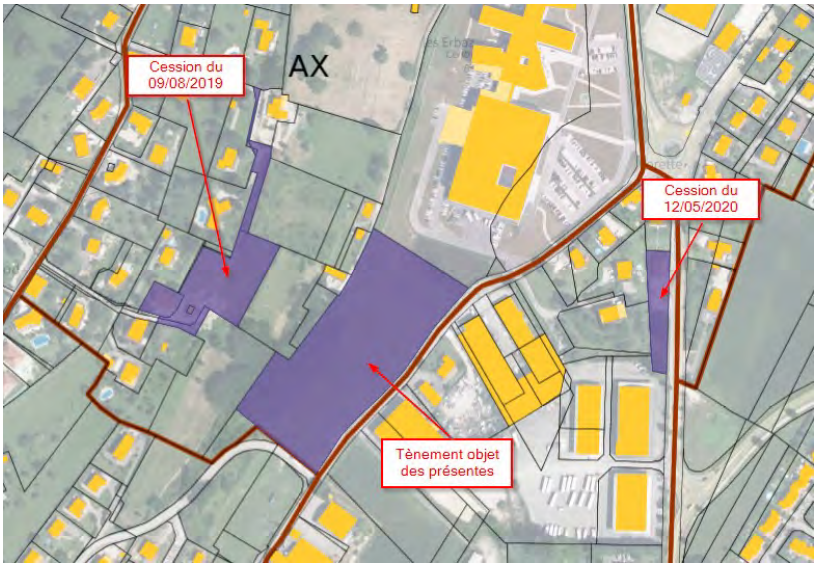
Sect.	Numéro	Lieudit	ha	a	ca
AX	99	EN ERBAZ			13
AX	100	EN ERBAZ		06	77
AX	191	EN ERBAZ		42	01
AX	193	RUE DE TOURNOD		02	41
AX	71	RUE DE TOURNOD			26
Contenance totale				51	58

L'ensemble est situé en zone UD, et a été cédé le 09/08/2019 au prix de 110.000€, soit 21,33€/m² ;

-B/ cession d'une parcelle de terrain à bâtir de 1.470m², affecter à la construction d'un bâtiment professionnel.

Section	N°	Lieudit	Surface
BM	0003	EN LORETTE	00 ha 14 a 70 ca

L'ensemble est situé en zone UD, et a été cédé le 12/05/2020 au prix de 65.000€, soit 44,22€/m² ;



Ces faibles valeurs vénales unitaires (VVU) pouvant s'expliquer par la proximité des terrains avec la zone d'activité (zonage Uxa).

Considérant l'antériorité de la vente du second terme (moins de cinq ans), ainsi que sa configuration rectangulaire, avis de retenir la VVU de 44,22€/m², diminuée d'un abattement de 10 % au vu de la différence de superficie avec le tènement objet des présentes.

On obtient ainsi une valorisation du terrain de :

7.490m² x 44,22€/m² x 90 % = 298.098,02€, **arrondie à 298.000€.**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à **298.000€.**

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 268.200€.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques et par délégation,

Jérôme PINTON
Inspecteur des Finances Publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Département :
AIN

Commune :
BELLEY

Section : AX
Feuille : 000 AX 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 17/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
BOURG-EN-BRESSE
PTGC Ain 5 rue de la Grenouillere 01012
01012 BOURG EN BRESSE Cedex
tél. 04 74 45 86 00 -fax 04 74 45 86 08
ptgc.ain@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-138-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-138 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 46
Votants : 55

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER AVEC L'EPF (ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER) DE L'AIN POUR LES PARCELLES A1435, A1436, A1437, A1441 ET A1443 SITUEES SUR LA COMMUNE DE BELLEY

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.

Dans le cadre du projet de réalisation du centre aquatique sur la zone de l'Ousson, la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) avait entamé par l'intermédiaire de l'EPF de l'Ain une série de contacts avec les propriétaires de biens présents sur le périmètre du projet.

Ce projet ayant été stoppé en 2022 sur décision du conseil communautaire, l'exécutif de la CCBS a décidé d'entamer un travail prospectif sur le devenir de cet espace en entrée de ville et de son devenir économique pour les années à venir.

A ce titre, des travaux préparatoires sur une extension de la zone économique de l'Ousson tout comme le déploiement de projets économiques privés ont démontré tout l'intérêt des investisseurs pour venir aménager cet espace. Fort de ces demandes et du poids économique de la ville de Belley, les élus ont

décidé de poursuivre la constitution d'un ensemble foncier cohérent afin de disposer d'une réserve foncière attractive sur cet espace.

Cette réserve foncière a d'ailleurs fait l'objet d'une délibération le 14 mars 2024 (D-2024-020) qui a autorisé madame la présidente à acquérir les terrains mentionnés aux conditions de vente précisées dans le courrier de la DGFiP du 30 janvier 2024, à savoir les parcelles cadastrées A 702-703-704-1653-682-2257-2259-2261 sur la commune de Belley.

S'appuyant sur sa compétence première en matière de développement économique et d'aménagement de zones d'activités économiques, renforcée par la loi Notre du 7 août 2015, la CCBS a souhaité poursuivre les échanges avec les autres propriétaires de biens sur le secteur dans cet objectif de constitution d'une réserve foncière cohérente et entière dans ce secteur de Belley.

L'EPF de l'Ain serait ainsi mandatée pour procéder à l'acquisition d'un tènement nouveau localisé sur la commune de Belley et se composant des parcelles cadastrées suivantes :

N° de Parcelle	Nature terrain	Lieudit	Superficie
A n°1435	Bâti	*Coron*	911 m²
A n°1436	Nu	*Coron*	946 m²
A n°1437	Nu	*Coron*	118 m²
A n°1441	Nu	*Coron*	598 m²
A n°1443	Nu	*Coron*	229 m²
		Superficie totale	2 802 m²

Il s'agit d'une maison d'habitation et son terrain attenant d'une superficie totale de 2 802 m².

Cette acquisition sera conduite dans le cadre de la constitution de réserves foncières pour la CCBS dans le cadre du développement futur de la zone de l'Ousson.

Cette acquisition sera réalisée par l'EFP de l'Ain moyennant le prix de 160 000 € H.T (frais de notaire et autres en sus). L'EPF doit maintenant procéder à l'acquisition de ces parcelles, aux prix susmentionnés, pour le compte de la CCBS.

Le portage d'une durée de 12 ans est proposé dans le cadre de la convention de mise à disposition proposée par l'EPF de l'Ain. Cette durée offre l'avantage de lisser la charge financière pour la collectivité, et de sécuriser durablement le foncier dans un contexte de pression foncière accrue. Ce délai permettra également de caler le projet avec les financements extérieurs et les procédures réglementaires, sans précipiter les choix d'aménagement.

La CCBS s'engage à racheter le tènement immobilier à l'EPF au terme du portage de 12 années.

Le tableau annexé à la présente délibération détaille les frais de portage appliqués à partir de 2026 par l'EPF pour une durée de 12 ans avec les annuités prévisionnelles. Il est porté à la connaissance des membres du conseil communautaire que ce montant estimatif sera ajusté en fonction des frais de notaire définitifs.
Pour rappel les frais de portage sont calculés sur la base d'un pourcentage TTC sur le capital restant dû prenant en compte le prix d'acquisition, les frais de notaire, les impôt et taxes, les charges de propriété, les dépenses liées à la gestion du bien pendant la durée du portage par l'EPF de l'Ain), diminué des annuités précédemment versées.

Le coût total du portage foncier est estimé à 183 299,70 € HT.

VU la décision prise à l'unanimité au cours du conseil communautaire du 8 septembre 2022 d'abandonner le projet d'intérêt public d'un centre aquatique porté sur la ZA de l'Ousson Sud à Belley au regard du contexte économique et de la volonté de ne pas consacrer tous les moyens financiers sur ce projet, en lien avec le projet de territoire ;

VU l'article L 5214-16 du CGCT sur les compétences des collectivités locales dont les compétences obligatoires en matière d'aménagement de l'espace et sur les actions économiques ;

VU la délibération n°2024-020 du 14 mars 2024 actant l'achat des parcelles cadastrées A 702-703-704-1653-682-2257-2259-2261 sur la commune de Belley propriété de l'Etat au titre de la constitution de réserves foncières économiques ;

CONSIDERANT que la CCBS souhaite poursuivre le projet d'acquisition des terrains de l'ex-centre aquatique afin de doter le territoire d'une réserve foncière en entrée de ville de Belley et à proximité de la ViaRhôna ;

CONSIDERANT l'avis favorable à ce projet d'achat rendu par la commission développement économique du 20 mai 2025 ;

CONSIDERANT l'accord du Conseil d'Administration de l'EPF de l'Ain en date du 3 juin 2025 de procéder à l'acquisition d'un tènement sis sur la commune de Belley, composé des parcelles cadastrées comme mentionné précédemment ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer la convention de portage foncier avec l'EPF pour les parcelles A1435, A1436, A1437, A1441 et A1443 situées sur la commune de Belley.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer la convention de mise à disposition à titre gratuit par l'EPF à la CCBS desdites parcelles ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER

ENTRE :

L'Etablissement Public Foncier de l'Ain (SIREN n° 493 349 773), ayant son siège social à BOURG-EN-BRESSE (01000), 26 bis, avenue Alsace Lorraine et ses bureaux à BOURG-EN-BRESSE (01000), 22, rue Gustave Léger.

Représenté par Monsieur Pierre MORRIER, Directeur de l'Etablissement, fonction à laquelle il a été nommé aux termes de délibérations du Conseil d'Administration en date du 28 mars 2007 et du 17 mars 2010.

Et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa dite qualité de Directeur en vertu des dispositions de l'article L. 324-6 du Code de l'Urbanisme.

désigné ci-après par "L'EPF de l'Ain"

ET :

La Communauté de communes de Bugey Sud, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Pauline GODET, demeurant professionnellement : Communauté de communes de Bugey Sud – 46, rue Lieutenant André Argenton – 01300 BELLEY

désignée ci-après par "La Communauté de communes"

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

Dans sa séance en date du 3 juin 2025, le Conseil d'Administration de l'EPF de l'Ain a donné son accord pour procéder à l'acquisition d'un tènement sis sur la commune de BELLEY, composé des parcelles cadastrées suivantes :

N° de Parcelle	Nature terrain	Lieudit	Superficie
A n°1435	Bâti	*Coron*	911 m²
A n°1436	Nu	*Coron*	946 m²
A n°1437	Nu	*Coron*	118 m²
A n°1441	Nu	*Coron*	598 m²
A n°1443	Nu	*Coron*	229 m²
		Superficie totale	**2 802 m²**

Il s'agit d'une maison à usage d'habitation et son terrain attenant, d'une superficie totale de 2 802 m².

Cette acquisition permettra à la Communauté de communes de constituer des réserves foncières.

Cette acquisition est réalisée par l'EPF de l'Ain moyennant le prix de 160 000 € HT (frais de notaire et autres en sus).

MODALITES D'INTERVENTION

Conformément au règlement intérieur de l'EPF de l'Ain, les modalités d'intervention de l'EPF de l'Ain et le mode de portage pour cette opération sont définis comme suit :

- La Communauté de communes s'engage à racheter ou à faire racheter par un organisme désigné par ses soins, sans condition, à la fin de la période de portage, les biens objet des présentes.
- Lorsque le bien acquis est libre de toute occupation, il sera mis à disposition de la Communauté de communes par convention et cette dernière pourra le louer à titre gratuit ou onéreux avec l'accord préalable de l'EPF de l'Ain. La gestion du bien sera assurée par la Communauté de communes sous son entière responsabilité.
- Lorsque le bien acquis comporte des locataires en place ou futurs, les loyers seront perçus directement par la Communauté de communes dans le cadre d'une convention de mise à disposition. La gestion du bien sera assurée par la Communauté de communes sous son entière responsabilité.
- En outre, la Communauté de communes sera dépositaire des éventuels dépôts de garantie et sera expressément autorisée à percevoir directement lesdits dépôts de garantie au moment de l'acquisition du bien par l'EPF de l'Ain.
- La Communauté de communes s'engage à ne pas faire usage des biens sans y avoir été autorisée au préalable par l'EPF de l'Ain.
- La Communauté de communes s'engage à n'entreprendre aucuns travaux sans y avoir été autorisée au préalable par l'EPF de l'Ain.
- La Communauté de communes, ou ses ayants-droit, s'engagent à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'EPF de l'Ain et s'engagent :
  - ➢ À rembourser à l'EPF de l'Ain, par anticipation, la valeur du stock **par annuités constantes sur 12 ans**. La première annuité sera versée à la date anniversaire de l'acte d'acquisition du bien.

    La valeur du stock comprend : le prix d'acquisition, les frais de notaires, les frais de géomètre, les indemnités des locataires en place, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) non déductible pour l'EPF de l'Ain, l'ensemble des frais en lien avec la démolition de tout ou partie du bâti, les travaux donnant de la valeur au bien, ainsi que tous les frais avancés par l'EPF de l'Ain bonifiant le stock.
  - ➢ Au paiement à l'EPF de l'Ain, chaque année, à la date d'anniversaire de la signature de l'acte de vente, des frais de portage correspondant à **1,50% HT l'an,** du capital restant dû.

    Le capital restant dû comprend : le prix en principal du bien payé par l'acquéreur, les frais de notaire, les impôts, les taxes autres que la taxe foncière, les charges de propriété, l'ensemble des frais en lien avec la démolition de tout ou partie du bâti, les travaux réalisés dans le cadre de la bonne gestion du bien et plus généralement toutes les dépenses liées à la gestion du bien pendant la durée du portage par l'EPF de l'Ain, **diminués des annuités précédemment versées**.
  - ➢ Au remboursement immédiat de tous les frais supportés par l'EPF de l'Ain au titre des frais annexes non stockés tels que la taxe sur les logements vacants, charges de propriété, menus travaux, frais d'avocats...
- La revente du bien, au profit de la Communauté de communes ou de tout organisme désigné par ses soins, interviendra avant affectation définitive au projet d'urbanisme défini dans l'exposé de la présente.
- La présente convention vaut promesse d'achat et de vente entre les parties.
- La présente convention prendra effet au jour de la signature, par le Directeur de l'EPF de l'Ain, de l'acte authentique d'acquisition.
- Toute demande d'intervention de l'EPF de l'Ain par une Collectivité emporte automatiquement autorisation de cette dernière de publier sur le Site Internet, dans la rubrique « réalisations », les acquisitions réalisées dans le cadre de cette opération. Cependant, la Collectivité qui, pour quelque raison que ce soit, ne souhaite pas de publicité autour de l'opération, devra en faire la demande expresse auprès de l'Etablissement. Sachant que seules les surfaces et la nature du projet pourront être divulguées, et que toute indication de prix sera

proscrite. Par ailleurs, lorsqu'un projet d'aménagement futur a été validé en cours de portage, il pourra, après accord de la Collectivité, également être publié sur le site.

Le Conseil Communautaire, par délibération du ....., a décidé :

- d'approuver les modalités d'intervention de l'EPF de l'Ain pour l'acquisition des biens mentionnés ci-dessus.
- d'accepter les modalités d'intervention de l'EPF de l'Ain, en particulier, le mode de portage de cette opération et les modalités financières.
- de charger Madame la Présidente, de signer tous les actes, conventions ou avenants nécessaires à l'application de la délibération ci-avant mentionnée.

Fait à Bourg-en-Bresse, en deux exemplaires, le .....

Monsieur Pierre MORRIER
Directeur de l'EPF de l'Ain

Madame Pauline GODET
Président de la CC Bugey Sud

EPF de l'AIN
Établissement public foncier local

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE :

L'Établissement Public Foncier de l'Ain (SIREN n° 493 349 773), ayant son siège social à BOURG-EN-BRESSE (01000), 26 bis, avenue Alsace Lorraine et ses bureaux à BOURG-EN-BRESSE (01000), 22, rue Gustave Léger.

Cet établissement a été créé en application des articles L. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme, de l'article 1607 bis du Code général des impôts et de l'article L. 302-7 du Code de la construction et de l'habitation, suivant arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2006.

Représenté par Monsieur Pierre MORRIER, Directeur, nommé à ses fonctions par délibérations du Conseil d'Administration en date du 28 mars 2007 et du 17 mars 2010,

Et spécialement habilité à signer les présentes en vertu de la délibération du Conseil d'administration en date du 3 juin 2025,

Désigné ci-après par "L'EPF de l'Ain".

ET :

La Communauté de communes Bugey Sud, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Pauline GODET, demeurant professionnellement : 46, rue Lieutenant André Argenton – 01300 BELLEY.

Désignée ci-après par "La Communauté de communes".

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'EPF de l'Ain doit prochainement acquérir un tènement immobilier, sis « *Coron* » sur la commune de BELLEY, appartenant à l'Indivision OLIVIER, cadastré :

N° de Parcelle	Nature terrain	Lieudit	Superficie
A n°1435	Bâti	*Coron*	911 m²
A n°1436	Nu	*Coron*	946 m²
A n°1437	Nu	*Coron*	118 m²
A n°1441	Nu	*Coron*	598 m²
A n°1443	Nu	*Coron*	229 m²
		Superficie totale	2 802 m²

Il s'agit d'une maison à usage d'habitation et son terrain attenant, d'une superficie totale de 2 802 m².

Cette acquisition intervient à la demande de la Communauté de communes Bugey Sud qui par convention s'engage à racheter ce tènement immobilier à l'EPF de l'Ain au terme d'un portage de 12 années.

Afin de permettre une gestion efficace et à coûts minimisés, il est convenu que l'EPF de l'Ain met à disposition de la Communauté de communes Bugey Sud les biens ci-après désignés dans les conditions suivantes :

Article 1 : Biens mis à disposition

L'EPF de l'Ain met à disposition de la Communauté de communes Bugey Sud, une maison à usage d'habitation et son terrain attenant, sise *« Coron »* à BELLEY située sur les parcelles cadastrées Section A n°1435, 1436, 1437, 1441 et 1443 pour une superficie totale de 2 802 m².

La Communauté de communes s'engage à prendre en charge la gestion et l'entretien de ce tènement et devra en assumer toutes les charges induites.

Il est rappelé que dans le cadre du portage foncier de ce tènement, la Communauté de communes s'engage à n'entreprendre aucuns travaux autres que ceux nécessaires à la préservation des biens mis à disposition, sauf à avoir recueilli l'accord express et préalable de l'EPF de l'Ain.

Article 2 : Loyer

Conformément à la convention de portage entre la Communauté de communes Bugey Sud et l'EPF de l'Ain et aux conditions générales d'intervention de l'Établissement visées dans son règlement intérieur, il est convenu que la présente mise à disposition est faite à titre gratuit.

La Communauté de communes pourra mettre en location les biens objets des présentes et percevoir directement les loyers.

Article 3 : Durée

La présente mise à disposition est consentie pour une durée égale à la durée de portage du bien par l'EPF de l'Ain.

Article 4 : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter de la signature de l'acte authentique d'acquisition.

Article 5 : Champ d'application de la convention

La Communauté de communes Bugey Sud s'engage à entretenir et à sécuriser, à ses frais, le bien objet de la présente sous son entière responsabilité.

Lorsque le bien acquis est libre de toute occupation, la Communauté de communes est expressément autorisée à louer et percevoir directement les locations après autorisation expresse de l'EPF de l'Ain. La Communauté de communes assurera la complète gestion locative du bien mis à disposition et s'engage à adresser à l'EPF la convention ou le bail qui lie l'occupant à la collectivité.

Article 6 : Assurance – Responsabilité

La Communauté de communes répond, dans les conditions de droit commun, de tout dommage pouvant résulter de son fait ou de sa faute, de ceux de son personnel ou du matériel employé et fera son affaire personnelle de toute responsabilité qu'elle pourrait encourir et notamment celle qui serait fondée sur les dispositions des articles 1382 à 1384 du Code Civil à l'occasion de tout accident qui pourrait survenir pour quelque cause que ce soit.

Dans l'hypothèse d'un bien bâti, l'Etablissement Public Foncier de l'Ain assurera ledit bien pour le compte de la Communauté de communes. Dès lors, cette dernière sera dispensée de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le bien, objet de la présente mise à disposition.

Les parties en présence, EPF et Collectivité, renoncent aux recours susceptibles d'intervenir entre elles en cas de sinistre engageant la responsabilité de l'une ou l'autre et il en sera de même de leurs assureurs.

Fait en 2 exemplaires à Bourg-en-Bresse, le .....

Pour l'EPF de l'Ain,
Monsieur Pierre MORRIER

Pour la Communauté de communes Bugey Sud
Madame Pauline GODET



Département :
AIN

Commune :
BELLEY

Section : A
Feuille : 000 A 05

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 17/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

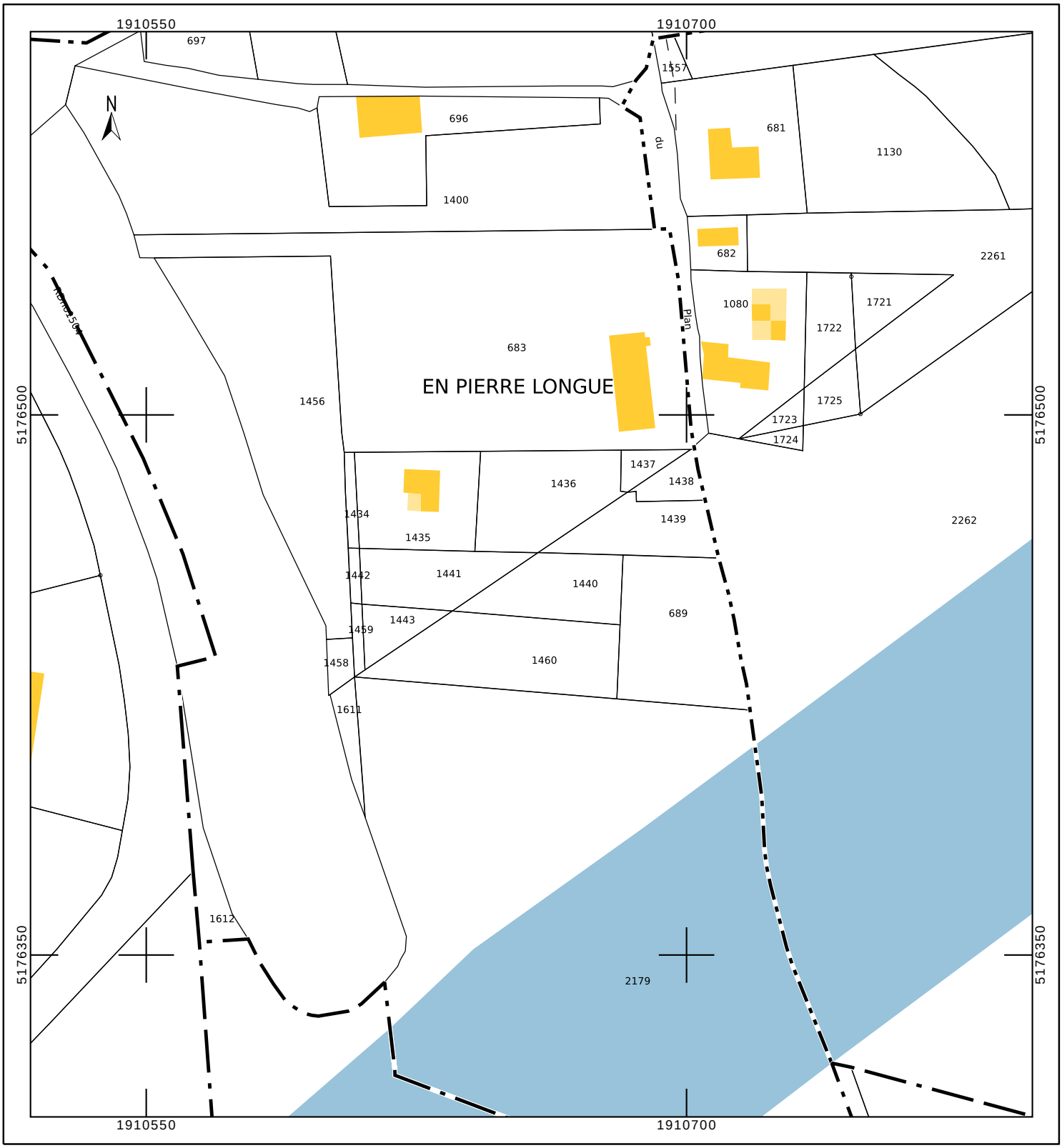
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
BOURG-EN-BRESSE
PTGC Ain 5 rue de la Grenouillere 01012
01012 BOURG EN BRESSE Cedex
tél. 04 74 45 86 00 -fax 04 74 45 86 08
ptgc.ain@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



CC BUGEY SUD - BELLEY - Indivision OLIVIER [19.01034.06]

Simulation du coût du portage foncier TTC | Prévision d'acquisition en 2025 | 1er versement à partir de 2026

Achat année N - Premier versement à l'EPF année N+1

Valeur du stock * 164 100 € | Terrain : 160 000,00 € | Notaire : 4 100,00 € | Commission : | Indemnité :

			2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	2039	2040
Durée	**Coût total HT**	**Rubriques**	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5	N+6	N+7	N+8	N+9	N+10	N+11	N+12	N+13	N+14	N+15
12 ans annuités constantes	**183 299,70 €**	annuité HT	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €	13 675,00 €			
		portage 1,8% **	2 953,80 €	2 707,65 €	2 461,50 €	2 215,35 €	1 969,20 €	1 723,05 €	1 476,90 €	1 230,75 €	984,60 €	738,45 €	492,30 €	246,15 €			
		total TTC/an	**16 628,80 €**	**16 382,65 €**	**16 136,50 €**	**15 890,35 €**	**15 644,20 €**	**15 398,05 €**	**15 151,90 €**	**14 905,75 €**	**14 659,60 €**	**14 413,45 €**	**14 167,30 €**	**13 921,15 €**			

* valeur du stock : prix d'acquisition, frais de notaires (+ le cas échéant, les indemnités des locataires en place, les travaux donnant de la valeur au bien, ainsi que tous les frais avancés par l'EPF de l'Ain bonifiant le stock).

** frais de portage : 1,8% TTC du capital restant dû (prix d'acquisition, frais de notaire, impôts, taxes, charges de propriété, dépenses liées à la gestion du bien pendant la durée du portage par l'EPF de l'Ain), diminué des annuités précédemment versées.

NB : dans cette simulation, seul le prix de vente est pris en compte
ne sont pas pris en compte les autres frais composant la valeur du stock ou des frais de portage, inconnus à ce jour

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-139-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-139 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ADHESION AU GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT, L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE) ET HYBRIDES RECHARGEABLES COORDONNE PAR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ENERGIE ET DE E-COMMUNICATION DE L'AIN (SIEA).

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L2113-6 et L2113-7 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2224-37 et L1414-3 ;

VU le code de l'énergie ;

VU l'arrêté n°2017-26 du 12 janvier 2017 portant définition d'une IRVE ;

VU la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et la loi n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat ;

VU la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, et notamment son article 118, modifiant l'article 64 de la loi n° 2019-1428 d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L113-11 à L113-15 et R113-6 ;

VU la délibération n°DE202307070 adoptée par le Bureau Syndical du SIEA en date du 07 juillet 2023 :

- Instituant la création d'un groupement de commandes pour l'achat, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et hybrides rechargeables, dont le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA) a été désigné coordonnateur.
- Approuvant les termes de la convention constitutive dudit groupement de commandes.

VU la délibération n°DE202402013 adoptée par le Comité Syndical du SIEA en date du 16 février 2024 approuvant la modification du groupement de commandes pour l'achat, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et hybrides rechargeables. Les modifications portaient sur la participation financière de chaque membre afin d'indemniser le coordonnateur des frais engagés dans le cadre des missions réalisées ;

VU la convention constitutive du groupement de commandes jointe en annexe ;

CONSIDERANT que le développement de la mobilité électrique incite les collectivités à installer, sur leur territoire, des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) afin de répondre aux besoins de leurs administrés, des professionnels, des personnes de passage, mais aussi aux besoins de leurs propres flottes de véhicules électriques ;

CONSIDERANT les obligations réglementaires s'imposant aux collectivités en la matière et notamment l'obligation d'équipements en IRVE des parcs de stationnement de plus de 20 places, pour le 1er janvier 2025 en application de la loi LOM et du Code de la Construction et de l'Habitation ;

CONSIDERANT que, le SIEA souhaite mettre ses compétences et son expertise sur le sujet, en tant que coordonnateur du groupement de commandes, au profit des acheteurs publics de l'Ain (communes, communautés de communes, communautés d'agglomération etc.) et plus généralement de toutes personnes morales compétentes pour l'installation d'IRVE, en les associant au sein d'un groupement de commandes dédié à l'achat, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables ;

CONSIDERANT que le regroupement de pouvoirs adjudicateurs, d'entités adjudicatrices et acheteurs notamment de droit privé soumis à ces différentes obligations, sous la forme d'un groupement de commandes, tel que prévu par les articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique, représente un outil susceptible de permettre d'effectuer plus efficacement et de manière mutualisée les opérations de mise en concurrence afférentes ;

CONSIDERANT l'intérêt départemental d'uniformiser la démarche de déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, de rationaliser les achats et de mutualiser la maintenance de ces équipements tout en réalisant des économies d'échelle et gain d'efficacité ;

CONSIDERANT le besoin prégnant d'équiper le territoire du département de l'Ain en bornes de recharges pour véhicules électriques accessibles à tous ;

CONSIDERANT que la communauté de communes Bugey-Sud souhaite installer, maintenir et/ou exploiter des infrastructures de recharge pour véhicules électriques pour ses besoins propres, pour ceux de ses administrés et également pour les usagers en transit notamment par la mise en place d'un service d'autopartage ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'adhésion au groupement de commandes pour l'achat, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et hybrides rechargeables, pour lequel le Syndicat Intercommunal d'Energie et de e-communication de l'Ain (SIEA) est désigné coordonnateur.

- **APPROUVE** les modalités de la convention constitutive du groupement de commandes.

- **S'ENGAGE** à verser au SIEA les montants d'indemnisation du coordonnateur dont la participation financière est précisée dans la convention constitutive du groupement de commandes.

- **S'ENGAGE** à inscrire les dépenses associées au groupement de commandes au budget de la communauté de communes Bugey-Sud et donne mandat à Madame la présidente pour régler les sommes dues.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer tous les actes nécessaires à l'adhésion au groupement de commandes.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Des services innovants
pour vos territoires

Syndicat Intercommunal d'Énergie et d'E-communication de l'Ain

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ACHAT, L'INSTALLATION, L'EXPLOITATION ET LA MAINTENANCE D'INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES (IRVE) ET HYBRIDES RECHARGEABLES

Approuvée le 09/02/2024 par le Bureau Syndical
et le 16/02/2024 par le Comité Syndical du SIEA

Modification de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'achat, l'installation, l'exploitation et la maintenance d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) et hybrides rechargeables
Annexe 1 - Délibération n °DE202402013

PREAMBULE

Le développement de la mobilité électrique incite les collectivités à installer, sur leur territoire, des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) afin de répondre aux besoins de leurs administrés, des professionnels, des personnes de passage, mais aussi aux besoins de leurs propres flottes de véhicules électriques ainsi qu'aux obligations réglementaires.

L'objectif de ce groupement de commandes est d'uniformiser l'offre publique en matière d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et de mutualiser la maintenance de ces équipements tout en réalisant des économies d'échelle.

ARTICLE 1 - OBJET

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention un groupement de commandes permanent conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique, ci-après désigné « le groupement ».

A cet égard, la présente convention précise les modalités de fonctionnement de ce groupement ainsi que les obligations respectives de chacune des parties.

Il est expressément rappelé que le groupement n'a pas de personnalité morale.

ARTICLE 2 - NATURE DES BESOINS VISÉS

Le groupement objet de la présente convention vise à répondre aux besoins récurrents de ses membres, sur le périmètre géographique du département de l'Ain, en matière de :

- Fourniture et mise en place de nouvelles infrastructures de recharge de véhicules électriques à des fins d'usages publics (bornes accessibles à tous) et privés (bornes à l'usage « privé » des membres), y compris la signalisation verticale et horizontale ;

Pour les installations existantes et projetées, la convention vise à répondre aux besoins récurrents de ses membres en matière de :

- Supervision (vérification en temps réel de l'état de fonctionnement, partage de ces informations avec le maitre d'ouvrage, interventions à distance, etc) et l'exploitation des infrastructures ;
- La gestion de la monétique, des flux financiers et de l'interopérabilité ;
- Récupération de la monétique par l'opérateur et qui reverse les recettes aux membres par la suite ;
- La maintenance technique (maintenance préventive, prédictive et curative) ;
- Dépose éventuelle d'infrastructures ;

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

- La gestion des abonnements et du service clients auprès des abonnés (demande d'abonnement/résiliation, gestion des réclamation et contentieux, ...) ;
- L'assistance technique auprès de l'ensemble des utilisateurs des infrastructures.

Le groupement couvre l'ensemble du foncier public et privé des membres du groupement.

Les contrats conclus pour répondre à ces besoins pourront constituer des marchés publics ou des accords-cadres au sens du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - DURÉE DU GROUPEMENT

Le présent groupement est permanent.

La présente convention constitutive entre en vigueur à la date d'acquisition de son caractère exécutoire pour chaque membre concerné.

ARTICLE 4 - COMPOSITION DU GROUPEMENT

Le groupement est ouvert aux acheteurs publics du département de l'Ain (communes, Etablissements Publics de Coopération intercommunale (EPCI), établissements publics ,...) et aux personnes morales de droit privé sous réserve des conditions fixées par l'article L2113-6 du Code de la commande publique.

Les parties-prenantes à la convention susmentionnée sont ci-après désignées « les membres ».

ARTICLE 5 - ADHÉSION ET RETRAIT DES MEMBRES

5.1 - CONDITIONS D'ADHÉSION

Chaque membre adhère au groupement suivant un processus décisionnel conforme à ses propres règles. La décision d'adhésion est notifiée au coordonnateur.

L'adhésion des personnes relevant du Code Général des Collectivités Territoriales est soumise à l'approbation de leur assemblée délibérante, dans les conditions prévues par ce Code.

Les membres du groupement de commandes, acceptent, sans qu'il soit besoin de délibérer, l'adhésion au groupement de tout autre membre tel que défini aux articles 3 et 4.

Le coordonnateur modifie en conséquence la liste des membres, la dépose en Préfecture et la notifie aux autres membres du groupement.

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

L'adhésion d'un nouveau membre peut intervenir à tout moment, y compris en cours d'exécution d'accord-cadre le cas échéant. Toutefois, un nouveau membre ne saurait prendre part, dans le cadre d'un contrat conclu sous forme d'accord-cadre, aux marchés subséquents en cours d'exécution au moment de son adhésion. En conséquence, toute adhésion prendra effet, dans le cadre d'un contrat conclu sous forme d'accord-cadre, à l'occasion du lancement d'un marché subséquent faisant directement suite à l'adhésion.

5.2 - RETRAIT DES MEMBRES

Le présent groupement est institué à titre permanent mais chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement.

Le retrait d'un membre du groupement est constaté par une décision écrite selon ses règles propres. Cette décision est notifiée au coordonnateur en respectant un préavis de 3 mois.

Dans le cadre d'un contrat conclu sous forme d'accord-cadre et dans le cas où le membre concerné est partie prenante à un marché subséquent, le retrait ne pourra prendre effet qu'à l'échéance du marché subséquent en cours d'exécution.

ARTICLE 6 - DÉSIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

6.1 - DÉSIGNATION DU COORDONNATEUR

Le Syndicat Intercommunal d'énergie et d'e-communication de l'Ain (SIEA), ci-après « le coordonnateur », est désigné par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnateur pour les missions décrites ci-après.

Le coordonnateur est désigné pour la durée de la convention.

6.2 - MISSIONS DU COORDONNATEUR

Le coordonnateur est chargé d'assurer, dans le respect du droit de la commande publique, l'ensemble des opérations propres aux procédures de mise en concurrence, de sélection d'un ou de plusieurs prestataires afin de permettre de répondre aux besoins exprimés par les membres du groupement.

Le coordonnateur est également chargé de signer et notifier les marchés, accords-cadres et marchés subséquents conclus pour le compte des membres du groupement ; chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de leur bonne exécution.

En outre, le coordonnateur est chargé de conclure les avenants aux marchés, accords-cadres et marchés subséquents précités.

En pratique, le coordonnateur a pour mission :

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

- d'assister les membres dans la définition de leurs besoins et de centraliser ces besoins sur la base d'une définition préalable établie par lui en concertation avec les membres;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation et de procéder notamment, à ce titre, au choix du type de contrat et du type de procédure appropriés;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants dans le cadre des procédures afférentes (publication des avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, gestion courante des procédures de consultation, préparation et organisation matérielle des opérations d'analyse des candidatures et des offres, réception des offres, analyse des candidatures et des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appel d'offres,...);
- de signer et notifier les marchés, accords-cadres et marchés subséquents passés sur le fondement de ces derniers au nom et pour le compte des autres membres du groupement;
- d'assurer l'ensemble des opérations postérieures à l'attribution des marchés, accords-cadres et marchés subséquents et antérieures à leur notification et notamment d'assurer la transmission des pièces nécessaires aux autorités de contrôle;
- de transmettre aux membres les documents nécessaires à l'exécution de leurs contrats et notamment une copie du/des marché(s);
- d'assurer la passation des avenants aux marchés, accords-cadres et marchés subséquents le cas échéant;
- de coordonner la reconduction des marchés, accords-cadres et marchés subséquents et notamment la préparation des procédures de consultations à intervenir;
- d'assurer la gestion des recours contentieux formés par ou à l'égard du présent groupement à l'exception des litiges formés à titre individuel par un membre du groupement;
- de restituer d'éventuelles subventions du FACE aux collectivités membres du présent groupement pour la commande et l'installation d'IRVE sur les territoires géographiques éligibles aux subventions du FACE;
- d'accompagner et de conseiller les collectivités du groupement.

D'une façon générale, le coordonnateur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que les marchés, accords-cadres et marchés subséquents conclus dans le cadre de ce groupement répondent au mieux aux objectifs des membres en matière d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, en favorisant notamment la réalisation d'économies d'échelle.

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

Le coordonnateur peut percevoir des subventions destinées au déploiement de bornes de recharges pour véhicules électriques pour le compte des membres du groupement. Dans ce cas, il reverse ces subventions selon les mêmes critères d'attribution.

Les subventions issues de programmes du FACE pour le déploiement de bornes de recharges pour véhicules électriques ne pourront être reversées qu'aux collectivités membres, pour l'installation de bornes de recharge accessibles au public et situées sur les territoires éligibles aux subventions du FACE. Le reversement de ces subventions est conditionné à la transmission d'une facture acquittée de la part du membre.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DES MEMBRES

Les membres du groupement sont chargés :

- de communiquer au coordonnateur leurs besoins en vue de la passation des procédures de consultation à intervenir,
- de communiquer au coordonnateur les nom, prénom, fonctions et coordonnées (téléphone, mail) de la ou des personne(s) chargée(s) de participer à l'organisation technique de la procédure de passation, en partenariat avec le coordonnateur ;
- de respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans les délais impartis;
- d'assurer la bonne exécution des contrats portant sur l'intégralité de leurs besoins respectifs, éventuellement ajustés en cours d'exécution ;
- de respecter les clauses des marchés, accords-cadres et marchés subséquents signés par le coordonnateur;
- de participer à la bonne exécution des contrats portant sur l'intégralité de leurs besoins respectifs, éventuellement ajustés en cours d'exécution ;
- d'organiser les différentes réunions avec le ou les prestataire(s) retenu(s) pour l'exécution des prestations qui les concernent ;
- d'assurer l'exécution comptable des contrats afférents pour les prestations qui les concernent ;
- d'informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution des contrats ;
- de participer financièrement aux frais de fonctionnement du groupement de commandes conformément à l'article 9 ;
- de laisser libre accès aux sites retenus pour la mise en œuvre ou la maintenance d'équipements ou pour faciliter leur mise en œuvre ou leur maintenance ;
- de prendre les arrêtés de voirie nécessaires à la bonne tenue des travaux ;
- de communiquer au coordonnateur l'ensemble des éléments sollicités par le coordonnateur en cours ou à l'issue de l'exécution des prestations ;
- de communiquer au(x) prestataire(s) l'ensemble des éléments sollicités pour la réalisation des prestations ;

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

- de transmettre tous les justificatifs nécessaires à l'obtention d'éventuelles subventions.
- de passer commande directement au(x) titulaire(s) en fonction de leurs besoins
- de s'acquitter des factures associées aux commandes effectuées dans les délais prévus et de les transmettre au coordonnateur dans un délai de 5 jours ouvrés.

ARTICLE 8 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)

Conformément à l'article L1414-3 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres compétente dans le cadre des différentes procédures de consultation à intervenir est celle du coordonnateur.

Cette dernière interviendra dans les conditions fixées par les règles de la commande publique et se réunira en tant que de besoin.

Le coordonnateur peut désigner les personnes compétentes pouvant siéger à la CAO avec voix consultative.

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

9.1 - INDEMNISATION DU COORDONNATEUR

La mission de coordonnateur est exclusive de toute rémunération.

Toutefois, le coordonnateur est indemnisé des frais qu'il engage dans le cadre des missions qu'il réalise par une participation financière versée par les membres et dont le montant et les modalités sont détaillés à l'article 9.2 de la présente convention.

A cet effet, le coordonnateur émettra un titre de recette à l'attention des membres concernés après envoi du bon de commande.

La participation est due au coordonnateur au plus tard dans les trois mois à compter de la date d'émission du titre de recette.

9.2 - MONTANT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

Pour l'ensemble des membres du groupement, le montant de la participation (P) exprimé en Euros est déterminé de la façon suivante :

P = 500 € par membre

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

La participation est due dès la première commande, dans la limite de 5 bornes par membres (bornes à créer ou à intégrer en maintenance ou supervision).

Les coûts comprennent les éventuels frais d'AMO et les ressources du SIEA mobilisées dans le cadre du groupement de commande.

Le coordonnateur est exonéré de cette participation.

ARTICLE 10 - CAPACITÉ A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge.

Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 11 - MODIFICATION DE LA PRÉSENTE CONVENTION

Les éventuelles modifications de la présente convention constitutive du groupement de commandes doivent être approuvées dans les mêmes termes par les 3/4 des membres du groupement.

ARTICLE 12 - DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le groupement est dissout par décision d'une majorité qualifiée des 3/4 de ses membres. La décision devient effective et le groupement est dissout à l'issue des contrats en cours d'exécution.

Fait à

Le

En un exemplaire original

32, cours de Verdun - CS50268
01006 BOURG-EN-BRESSE Cedex
Tel. 04 74 45 09 07
Email : courrier@siea.fr
www.siea.fr

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-140-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-140 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	

Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ADAPTATION DE LA TAXE DE SEJOUR AU REEL ET DE SES TARIFS A COMPTER DU 1er JANVIER 2026.

- ✓ Axe 1 du projet de territoire : redynamiser le territoire et renforcer son attractivité résidentielle, économique et touristique.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2333-26 et suivants, et les articles R.5211-21, R.2333-43 et suivants ;

VU la délibération n°D-2020-121 du 17 septembre 2020 relative à l'adaptation de l'application de la taxe de séjour au réel et de ses tarifs à compter du 1er janvier 2021 ;

VU la délibération n°D-2023-167 du 29 juin 2023 relative à l'adaptation de l'application de la taxe de séjour au réel et de ses tarifs à compter du 1er janvier 2024 ;

VU la délibération n°D-2024-049 du 11 avril 2024 relative à l'adaptation de l'application de la taxe de séjour au réel et de ses tarifs à compter du 1er janvier 2025 ;

CONSIDERANT qu'il convient de délibérer avant le 1er juillet 2025 pour adapter les tarifs de la taxe de séjour applicable sur le territoire de la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) au 1er janvier 2026 ;

VU l'avis favorable de la commission tourisme-patrimoine-culture du 24 juin 2025 ;

Afin d'augmenter les recettes de l'Office de tourisme Bugey Sud Grand Colombier pour renforcer ses actions notamment en matière de promotion-communication, il est proposé de poursuivre l'augmentation des tarifs de la taxe de séjour au réel engagée depuis le 1er janvier 2024 sur les bases suivantes :

- Augmentation plafonnée à 10% avec évolution annuelle régulière,
- Tarif plafond applicable pour les terrains de camping 3 et 4 étoiles.

Il est proposé d'adapter l'application de la taxe de séjour au réel et de ses tarifs, sur l'ensemble du territoire de la CCBS, à compter du 1er janvier 2026 comme suit :

Article 1 : Institution d'une taxe de séjour au réel
La CCBS a institué une taxe de séjour au réel sur l'ensemble de son territoire depuis le 1er avril 2014.

La présente délibération reprend toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour sur son territoire et annule et remplace toutes les délibérations antérieures à compter du 1er janvier 2026,

La taxe de séjour est perçue au réel par toutes les natures d'hébergement à titre onéreux proposés :
- Palaces,
- Hôtels de tourisme,
- Résidences de tourisme,
- Meublés de tourisme,
- Village de vacances,
- Chambres d'hôtes,
- Emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures,
- Terrains de camping et de caravanage,
- Ports de plaisance,
- Les hébergements en attente de classement et les hébergements sans classement qui ne relèvent pas des natures d'hébergement mentionnées aux 1° à 9° de l'article R. 2333-44 du CGCT.

La taxe de séjour est perçue auprès des personnes hébergées à titre onéreux et qui n'y sont pas domiciliées (article L.2333-29 du Code général des collectivités territoriales).

Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Le montant de la taxe due par chaque touriste est égal au tarif qui lui est applicable en fonction de la classe de l'hébergement dans lequel il réside, multiplié par le nombre de nuitées correspondant à la durée de son séjour. La taxe est ainsi perçue par personne et par nuitée de séjour.

Article 2 : Période de perception
La taxe de séjour est perçue sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.

Article 3 : Taxe de séjour additionnelle

Le conseil départemental de l'Ain, par délibération du 26 mars 2013, a institué une taxe additionnelle de 10% à la taxe de séjour. Dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article L.3333-1 du CGCT, la taxe additionnelle est recouvrée par la CCBS pour le compte du département dans les mêmes conditions que la taxe à laquelle elle s'ajoute. Son montant est calculé à partir de la fréquentation réelle des établissements concernés.

Article 4 : Fixation des tarifs de la taxe de séjour
Conformément aux articles L.2333-30 et L.2333-41 du CGCT, les tarifs doivent être arrêtés par le conseil communautaire avant le 1er octobre de l'année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Le barème suivant est appliqué à partir du 1er janvier 2026 :

Catégories d'hébergement	TARIFS CCBUGEY SUD 2026	Part taxe additionnelle de 10%	Tarifs applicables (TAD de 10% incluse)
Palaces	2,66 €	0,27 €	2,93 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,66 €	0,27 €	2,93 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	0,94 €	0,10 €	1,03 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	0,67 €	0,07 €	0,74 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,67 €	0,07 €	0,74 €
Hôtels de tourisme 1 étoiles, résidences de tourisme 1 étoiles, meublés de tourisme 1 étoiles, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,67 €	0,07 €	0,74 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €	0,06 €	0,66 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €
Hébergements sans classement ou en attente de classement hors hébergements de plein air	4%	0,40 €	4,40%

Pour tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des catégories d'hébergements mentionnées dans le tableau, le tarif applicable par personne et par nuitée est de 4.40 % du coût par personne de la nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité ou, s'il est inférieur à ce dernier, du tarif plafond applicable aux hôtels de tourisme 4 étoiles. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Article 5 : Exonérations
Sont exemptés de la taxe de séjour conformément à l'article L. 2333-31 du CGCT :

- Les personnes mineures ;
- Les titulaires d'un contrat de travail saisonnier employés dans la commune ;
- Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire.
- Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant de 1 € par nuit, quel que soit le nombre d'occupants.

Article 6 : Modalités de déclaration et de reversement de la taxe de séjour
6.1. Déclaration
Les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires doivent déclarer tous les mois le nombre de nuitées effectuées dans leur établissement auprès du service taxe de séjour de la CCBS.

Cette déclaration peut s'effectuer par courrier ou par internet.

En cas de déclaration par courrier, le logeur doit transmettre chaque mois avant le 10, le formulaire de déclaration accompagné d'une copie intégrale de son registre des séjours.

En cas de déclaration par internet, le logeur doit effectuer sa déclaration avant le 15 du mois.

6.2. Reversement

Le service taxe de séjour transmet à tous les hébergeurs un état récapitulatif portant le détail des sommes collectées qu'ils doivent retourner, accompagné de leur règlement.

Il est proposé d'arrêter des périodes de collectes trimestrielles et des échéances de paiement dans les 15 jours au plus tard, suivant la fin de chaque trimestre, soit :

- du 1er janvier au 31 mars, avec paiement au 15 avril de l'année n,
- du 1er avril au 30 juin, avec paiement au 15 juillet de l'année n,
- du 1er juillet au 30 septembre, avec paiement au 15 octobre de l'année n,
- du 1er octobre au 31 décembre, avec paiement au 15 janvier de l'année n + 1.

Tout retard dans les versements donnera lieu à l'application des pénalités prévues par la loi.

Le règlement sera effectué auprès du régisseur de la taxe de séjour par chèque, virement bancaire ou paiement en ligne par carte bancaire.

Article 7 : <u>Reversement de la taxe de séjour</u>
Le produit de cette taxe est intégralement utilisé pour le développement touristique du territoire au travers du financement de l'office de tourisme conformément à l'article L.2231-14 du CGCT.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** toutes les modalités et les tarifs de la taxe de séjour au réel sur son territoire applicables à compter du 1er janvier 2026 comme exposés ci-avant ;

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La Présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTE DE COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-141-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-141 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

ATTRIBUTION DE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS ET AUTRES ORGANISMES.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

VU l'article L.2311-7 du Code général des collectivités territoriales qui stipule que l'attribution des subventions donne lieu à une délibération distincte du vote du budget ;

VU la délibération n° D-2025-081 en date du 10 avril 2025 par laquelle le conseil communautaire a approuvé le versement des subventions aux associations et organismes divers pour l'exercice 2025 ;

CONSIDERANT la nécessité d'ajuster les subventions à la suite de nouvelles attributions ;

Il est proposé au conseil communautaire de modifier le tableau des subventions initialement voté au titre de l'exercice 2025 comme suit :

1 - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT VOTEES 2025

BUDGET PRINCIPAL

		2025
TOTAL GENERAL DU CHAPITRE 65 et 014 (A+B+C+D)		**1 127 618,42 €**
657-Subvention de fonctionnement versée aux associations (A)		**354 788,16 €**
65748- Subvention de fonctionnement versée aux associations		**354 788,16 €**
SPORT		**34 500,00 €**
Ain Bugey Valromey Tour : course	Sport	13 000,00 €
Ain Bugey Valromey Tour : sponsoring	Sport	9 000,00 €
Ain Bugey Valromey Tour : course féminine	Sport	5 000,00 €
UCCB - sponsoring	Sport	500,00 €
Les Intenses Sessions- Ultra trail Grand Colombier	Sport	5 000,00 €
Cyclo Bugey - Randonnées des lacs en Bugey (31ème randonnée des lacs)	Sport	1 000,00 €
Valromey cyclo "la valromeysanne"	Sport	1 000,00 €
TOURISME CULTURE PATRIMOINE		**32 200,00 €**
Bugey Sud Actif- les mardis spectacles	Culture	1 200,00 €
Les marionnettes de la Tour- Opéra sous les étoiles	Culture	300,00 €
Brass at Home - Festival Bugey en Musique	Culture	3 000,00 €
Val'Muse -Jazz Muse / saison culturelle et Jazz Muse	Culture	6 000,00 €
Observatoire Astronomie Nature du Valromey -Objectif lune	Culture	2 500,00 €
Obatala : Microfolie en Bugey Sud	Culture	5 000,00 €
Musique en Bugey : les concerts de Ceyzerieu	Culture	3 000,00 €
Chantelouve - concerts	Culture	500,00 €
Foyer rural de Ceyzérieu : spectacle jeune public	Culture	1 200,00 €
Chandelain : concerts au fil des saisons	Culture	500,00 €
Louv Folk : Folk en Bugey	Culture	1 500,00 €
comme un arbre créations : un chant pour wangari	Culture	1 500,00 €
Compagnie la Pierre d'Amyon : théatr sans animaux	Culture	1 500,00 €
Santecom théatre : Cie L'oiseau Blanc : Valisère	Culture	1 500,00 €
Comité intercommunal du mémorial départemental aux morts 39/45 du Valromey : les sons du maquis	Patrimoine	1 000,00 €
Cercle amical de Songieu - "Chateauneuf en Valromey"	Patrimoine	500,00 €
Le jardin des plans : jardin botanique	Patrimoine	1 000,00 €
Archéologie préhistorique entre Saône et Rhône : les journées européennes	Patrimoine	500,00 €
ECONOMIE		**77 621,00 €**
Initiative Bugey -"Participation créateurs et repreneurs d'entreprises"	Economique	41 500,00 €
Initiative Bugey -"2ème local actipôle"	Economique	3 600,00 €
Bugey Développement : Salon Smile	Economique	15 000,00 €
UCAB "Bugey expo"	Economique	15 000,00 €
CAE "La Batisse "	Economique	2 521,00 €

AGRICULTURE		33 366,00 €
SOLIDARITE PAYSANS RHONE ALPES	Agriculture	3 762,00 €
AFOCG 01- "l'Ain de ferme en ferme"	Agriculture	1 000,00 €
ADDEAR -animation local 2022 installation transmission agricole	Agriculture	2 520,00 €
Groupement de défense sanitaire de l'Ain (GDS) lutte frelons asiatiques	Agriculture	6 238,00 €
GAEC BEL : convention de partenariat "sols du Bugey : mettons le couvert !"	Agriculture	2 359,00 €
GAEC Maison FUSILLET : convention de partenariat "sols du Bugey : mettons le couvert !"	Agriculture	2 360,00 €
GAEC de la Grange Ronde : convention de partenariat "sols du Bugey : mettons le couvert !"	Agriculture	2 360,00 €
GAEC BLACK ANGUS : convention de partenariat "sols du Bugey : mettons le couvert !"	Agriculture	2 230,00 €
Mr Philippe VEYRON agriculteur : convention de partenariat "sols du Bugey : mettons le couvert !"	Agriculture	2 360,00 €
Association les témoins de la fiancé : la fiancée du picrate	Agriculture	2 500,00 €
FIBOIS : animations scolaires 2025-2026	Agriculture	3 677,00 €
ASS AMAP TERRE AIN D'ENTENTE	PAT	2 000,00 €
SOCIAL		**169 657,00 €**
ADAPA	Social	20 600,00 €
ADMR VALROMEY	Social	5 130,00 €
ADMR BELLEY		7 580,00 €
AIN DOMICILE SERVICE	Social	5 130,00 €
Mission Locale jeunes (D-2022-94 du 13/10/2022 convention 3 ans - participation 1,20 €/habitant)	Social	40 707,00 €
SCOP GO ON (formations compétences clés Français Langue Etrangères DELF) ↳ ***Financé par le dispositif BOP 104 (subvention perçue de l'Etat - SGAR)***	social - politique de la ville	69 000,00 €
AFI (Association Formation Ingénierie) /ECRIT 01 : action politique de la ville (coordination linguistique)	social - politique de la ville	1 000,00 €
SCOP GO ON (atelier je clique donc j'apprends - lutte contre illetrisme)	social - politique de la ville	2 000,00 €
Association du conseil citoyen de Belley ACCB (cantine des découvertes)	social - politique de la ville	500,00 €
Association du conseil citoyen de Belley ACCB (Fête de quartier)	social - politique de la ville	1 000,00 €
Compagnie ThéArt et Co (mini saynètes sur le thème du Vivre ensemble)	social - politique de la ville	2 000,00 €
CIDFF (permanences d'accès aux droits- permanences juridiques à Belley)	social - politique de la ville	2 500,00 €
AVEMA France Victimes 01 : dispositif d'intervenants sociaux (convention 2024 2026)	social	3 400,00 €
Comité Départemental olympique et sportif de l'Ain (CDOS) : "Talents sportifs au cœur de quartiers"	social - politique de la ville	500,00 €
ALFA 3A - Clauses sociales sur le territoire dans les marchés publics (convention du 23/06/2020 - subvention 3 610 €/an)	social	3 610,00 €
Croix Rouge : aide d'urgence à Mayotte	social	5 000,00 €

BATIMENT		**500,00 €**
Association les chats errants de Bugey Sud	Bâtiment	500,00 €
POLITIQUE DE L'HABITAT - PCAET OPAH		**6 944,16 €**
Association Tremplin (SIAO) (action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées : convention 2020 à 2022)	Politique habitat	3 444,16 €
ADIL de l'Ain (information sur le logement)	Politique habitat	3 500,00 €
657-Subvention de fonctionnement versée aux organismes (B)		**593 648,74 €**
657381- Subvention de fonctionnement versée aux autres établissements publics locaux		**436 800,00 €**
Office de tourisme Bugey Sud	Tourisme	362 800,00 €
EID (Maison du marais de Lavours)	culture	74 000,00 €
657382- Subvention de fonctionnement aux organismes publics divers		**- €**
Chambre d'agriculture : appui technique et animation PAEC	Agriculture	
65733- Subvention de fonctionnement versée au Département		**39 298,74 €**
Département de l'Ain subvention poste éducateur (convention prévention spécialisée 2024 2026) participation 2024	Social - politique de la ville	12 115,74 €
Département de l'Ain subvention poste éducateur (convention prévention spécialisée 2024 2026) partcipatin 2025	Social - politique de la ville	27 183,00 €
657341 - Subvention aux collectivités		**6 000,00 €**
Ville de Belley : Les Epicuriennes de Belley - festival de la gastronomie	Patrimoine	6 000,00 €
65741 - Subvention aux ménages		**62 500,00 €**
Particuliers : dispositif social de l'eau	Social	62 500,00 €
65742 - Subvention aux entreprises		**29 050,00 €**
Foyer de vie Roche Fleurie ORSAC : logement temporaire	Politique habitat	1 050,00 €
SCI POLE DES BERGERS : subvention aide démarrage	Agriculture	10 000,00 €
Comuto Blablacar daily incitation covoiturage	Mobilité	18 000,00 €
657363 - Subvention au CCAS		**20 000,00 €**
CCAS de Belley : action d'animation politique de la ville : animations	social - politique de la ville	20 000,00 €
		- €
655- Contributions (C)		**60 791,00 €**
65568- autres contributions		**55 086,00 €**
CC HAUT BUGEY AGGLOMERATION - Dispositif replantation forestière (convention 2020-2023)	Agriculture	18 000,00 €
CC HAUT BUGEY AGGLOMERATION - Dispositif replantation forestière (convention 2020-2023)	Agriculture	10 501,00 €
CC HAUT BUGEY AGGLOMERATION - Dispositif replantation forestière (convention 2024)	Agriculture	21 000,00 €
SEMA - Contribution plan pastoral de 2022 à 2026	Agriculture	5 585,00 €
65574 - contribution politique de l'habitat		**5 705,00 €**
DPT 01 : convention obersavatoire départemental de l'Habitat (ODH)	Polique habitat	5 705,00 €
014- Atténuation de produits (D)		**118 390,52 €**
73918 Reversement, restitutions et prélèvement divers		**118 390,52 €**
Office de tourisme Bugey Sud (reversement taxe de séjour)	culture	118 390,52 €

2 -SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VERSEES		
TOTAL GENERAL DU CHAPITRE 204 (A+B+C+D+E+F+G)		**1 003 198,00 €**
2041582- Subvention d'équipement aux organismes publics (A)		**138 209,00 €**
ECONOMIE		138 209,00 €
SIEA : extension réseau fibre (convention 2020 -2035)	Economie	108 209,00 €
Siea : branchements projets implantation	Economie	30 000,00 €
204182- Subvention d'équipement aux organismes publics divers (B)		**244 989,00 €**
OPAH		244 989,00 €
Particuliers : lutte contre la vacance du logement, soutien à la redynamisation de Belley et réaménagement du centre ville (conventions)	Politique de l'habitat OPAH	244 989,00 €
2041412 - Subvention d'équipement versée aux communes (D)		**600 000,00 €**
		600 000,00 €
Communes fonds de concours		600 000,00 €
20422 - Subvention d'équipement versée aux personnes de droit privé (E)		**20 000,00 €**
		20 000,00 €
aide directe aux candidats à l'installation d'agriculteurs	Agriculture	20 000,00 €

BUDGET ANNEXE GESTION DES DECHETS		
65748- Subvention de fonctionnement versée aux associations		**22 200,00 €**
		22 200,00 €
VALORISTE BUGEY SUD		21 000,00 €
Association SIAFM : soutien déshérités de Madagascar		1 200,00 €
655- Contributions		**135 000,00 €**
65568- autres contributions		**135 000,00 €**
COM COM DE YENNE		50 000,00 €
HAUT BUGEY AGGLOMERATION		22 000,00 €
SYCLUM ARANDON		25 600,00 €
COM COM PLAINE DE L AIN		36 000,00 €
AMORCE		1 000,00 €
RESEAU COMPOST CITOYEN		400,00 €

BUDGET ANNEXE GEMAPI		
655- Contributions		**150 000,00 €**
65568- autres contributions		**150 000,00 €**
SYNDICAT DU RHONE (SYDCEHR)		50 000,00 €
SYNDICAT DU HAUT RHONE (SHR)		100 000,00 €

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** la mise à jour du tableau des subventions aux associations et organismes divers comme présenté ci-dessus au titre de l'exercice 2025.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-142-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-142 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	

Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	
Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

POURSUITE DU CONTRAT LOCAL EN SANTE MENTALE.

✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

CONSIDERANT l'engagement de la communauté de communes Bugey-Sud dans le co-pilotage du contrat local en santé mentale (CLSM) depuis 2023 ;

CONSIDERANT la mobilisation partenariale dans les actions et groupes de travail du CLSM, ainsi que les éléments de bilan présentés à l'Assemblée plénière du CLSM du 16 juin à laquelle les élus ont été conviés ;

Le CLSM est co-piloté avec le CCAS de Belley, et animé par un poste de coordination à mi-temps dont le financement est assuré par l'ARS (Agence Régionale de Santé) et le portage par le Centre psychothérapique de l'Ain.
Depuis 2023, la communauté de communes Bugey-Sud (CCBS) a soutenu à hauteur de 3 000 € annuels la mise en place des 10 actions de la feuille de route 2023-2025 rédigées autour de 3 axes :

- Santé mentale et sensibilisation de la population.
- Accès au soutien et aux soins et leur continuité.
- Renforcer l'inter-connaissance entre les acteurs du territoire.

Le CCAS de Belley souhaite renouveler son engagement dans le co-pilotage du CLSM, et l'ARS a été interpellée sur la possibilité de renouveler son soutien au financement du poste de coordinateur.

Il est rappelé que le territoire de Belley est entré en géographie prioritaire en 2014.

Sous réserve de l'engagement de l'ARS, il est proposé de :
- Renouveler l'engagement de la communauté de communes dans le copilotage du CLSM,
- Consacrer une enveloppe financière annuelle de 3 000 € pour soutenir la mise en œuvre d'actions.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le renouvellement du co-pilotage du CLSM.

- **APPROUVE** le fléchage d'une enveloppe financière annuelle de 3 000 € pour soutenir la mise en œuvre d'actions.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

Assemblée plénière
Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) Bugey-Sud

16 juin 2025

Ordre du jour :

- **Ouverture avec rappel du lancement du CLSM Bugey Sud**
- Rappel de la définition du CLSM et de l'approche communautaire
- **Structuration du fonctionnement du CLSM Bugey Sud**
- **Axes de travail prioritaires 2024-2025**
- **Bilan des réalisations concrètes 2023-2025 et prévisions d'actions 2ème semestre 2025**
- **Renforcement de la prévention et de la prise en charge du suicide : un enjeu majeur pour le territoire**
- **Clôture et apéritif**

Ouverture :

Madame Pauline GODET, Présidente de la Communauté de communes Bugey Sud
- *Emergence du CLSM sur le territoire : contexte de mise en place, apports du CLSM sur le territoire*

Madame Annie DELPON, Adjointe à la Ville de Belley en charge du social, de la famille, du logement, de la politique de la ville et de la santé
Etapes de la mise en place du CLSM, apports du CLSM sur le territoire

Madame Charlotte COLLOD, Chargée de mission santé publique à l'Agence régionale de santé, DD01
- *La santé mentale, ses déterminants et leur prise en compte dans un CLSM*

Madame Cécile DURUPT-Cadre du CMP au Centre psychothérapique de l'Ain
- *Place de la psychiatrie dans une démarche CLSM et dans l'Ain*

Historique du CLSM Bugey Sud

Elaboration de la feuille de route de façon participative

Diagnostic local de santé mentale	Définition des axes stratégiques	Élaboration du plan d'actions	Rédaction et validation de la feuille de route	Déploiement des actions
2023	**2023**	**2024**	**2024**	**(2023) 2024-2025**

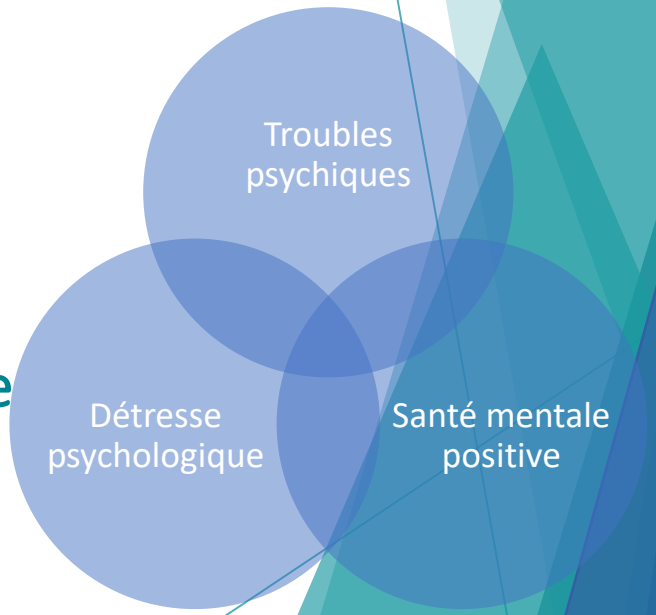
Santé mentale



La santé mentale est une question d'équilibre, on a tous une santé mentale, qui se réalise dans une logique de continuum.

Une personne peut, tout à fait, vivre avec un trouble psychique et ressentir un bien-être mental global, avoir des relations sociales satisfaisantes, une activité épanouissante, une bonne estime personnelle, ce qu'on appelle la santé mentale positive.

A l'inverse, une personne peut vivre sans trouble psychique et se sentir en détresse psychologique.



Vidéo (1'46min) pour présenter les 10 messages clés sur la santé mentale que l'on considère PRIMORDIAUX chez « minds » !») : https://www.youtube.com/channel/UCu4200niDlrIdfLFdqWdzEQ

Les facteurs déterminants de la santé mentale

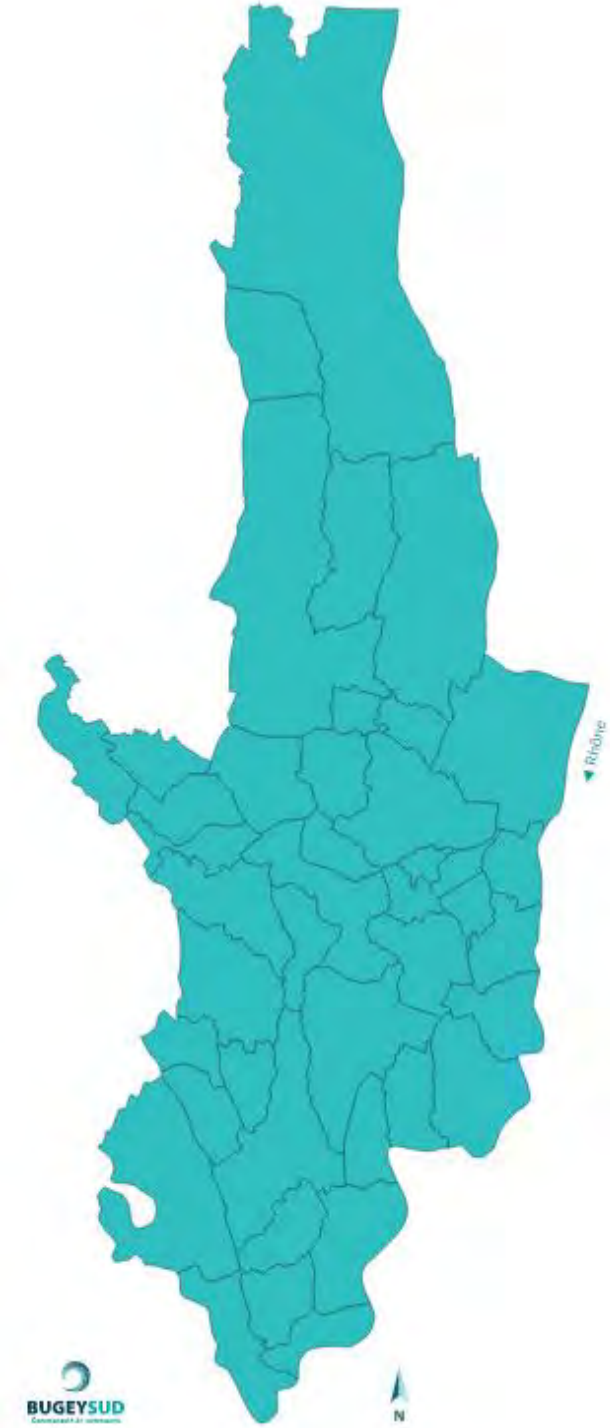


- Les CLSM sont reconnus juridiquement par la loi de modernisation de notre système de santé 2016 et sont inclus dans la feuille de route Santé mentale et psychiatrie 2018 -2026

- En 2025, le gouvernement français a érigé la santé mentale en **Grande cause nationale**, marquant ainsi une mobilisation inédite pour répondre à une crise de santé publique qui touche près d'un Français sur cinq. Lors de cette annonce le 1er ministre a fait part de son **souhait de généraliser les CLSM** en tant qu « outils de coordination territoriale permettant d'organiser les parcours et de favoriser une mobilisation des acteurs au niveau local

- Les CLSM rassemblent les acteurs locaux dont la psychiatrie publique et les personnes concernées pour agir de manière concertée sur les déterminants de la santé mentale au bénéfice des habitants du territoire.

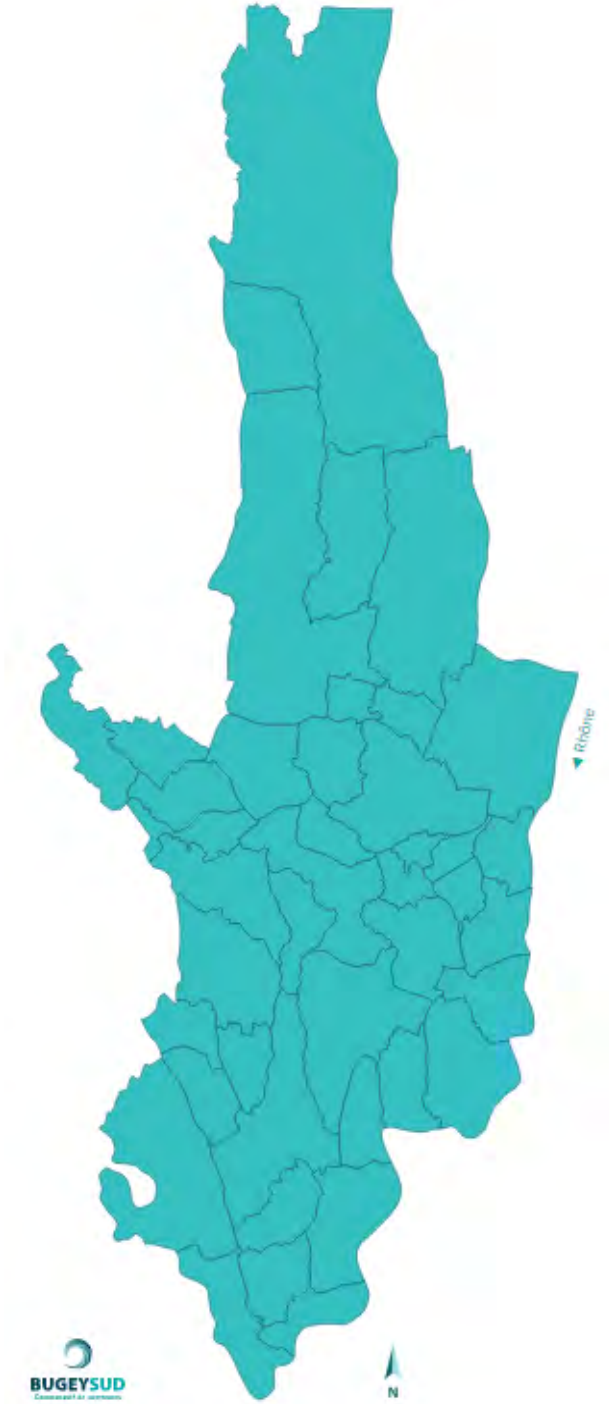
CLSM Bugey-Sud



Conseil Local en Santé Mentale

- Le CLSM est **un espace de concertation et de coordination** entre toute personne se sentant concernée par la santé mentale sur un territoire donné (élus, psychiatre, représentants des usagers, aidants, professionnels, associatifs, etc)
- Son objectif : définir et mettre en oeuvre des politiques locales et des actions permettant l'amélioration de la santé mentale des populations concernées.



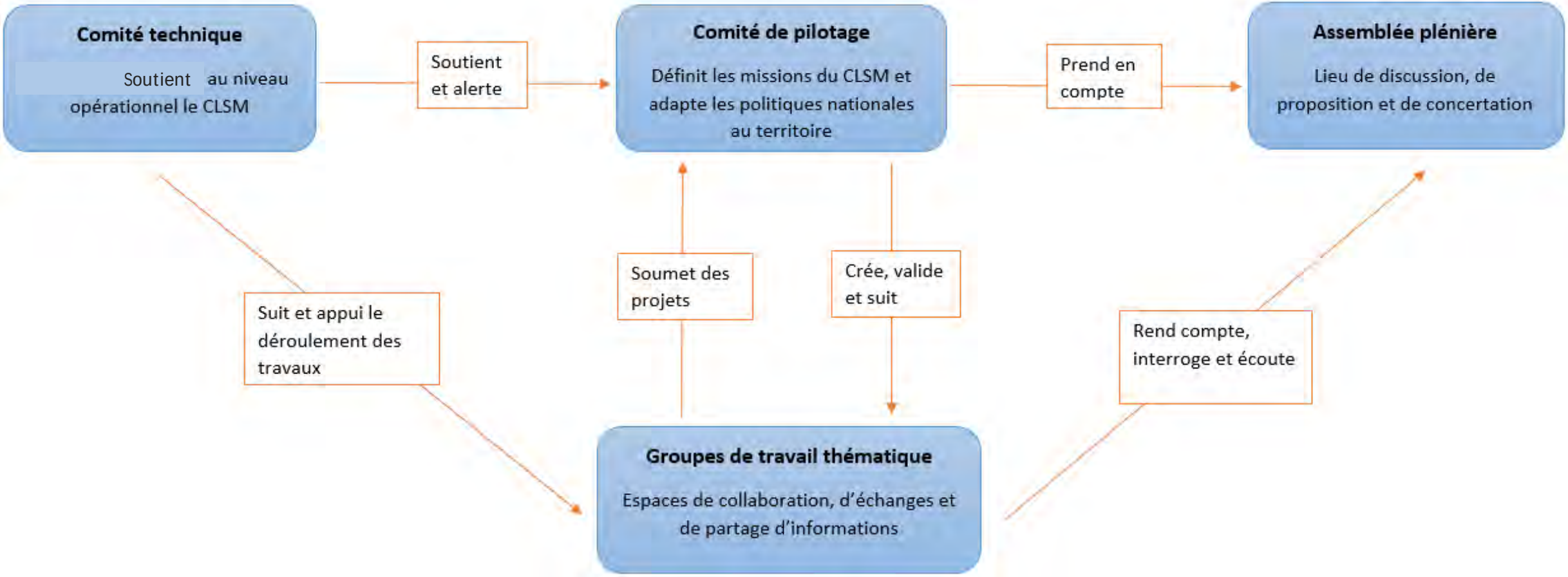


Approche communautaire



Structuration du fonctionnement

Gouvernance du CLSM de Bugey-Sud



Instances de gouvernance - Membres du comité de pilotage

- Ville de Belley via le CCAS
- Commuauté de communes Bugey Sud
- Centre Psychothérapique de l'Ain
- Agence Régionale de Santé (ARS)
- CPTS Bugey-Sud
- Centre hospitalier Bugey-Sud
- Etablissement pour Adolescents MGEN de Chanay
- Département de l'Ain
- Education nationale
- Union Nationale des Associations de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) de l'Ain
- COnseil de DEVeloppement Bugey Sud (CODEV)
- Service de la CoSM01 (lien PTSM, SISM)

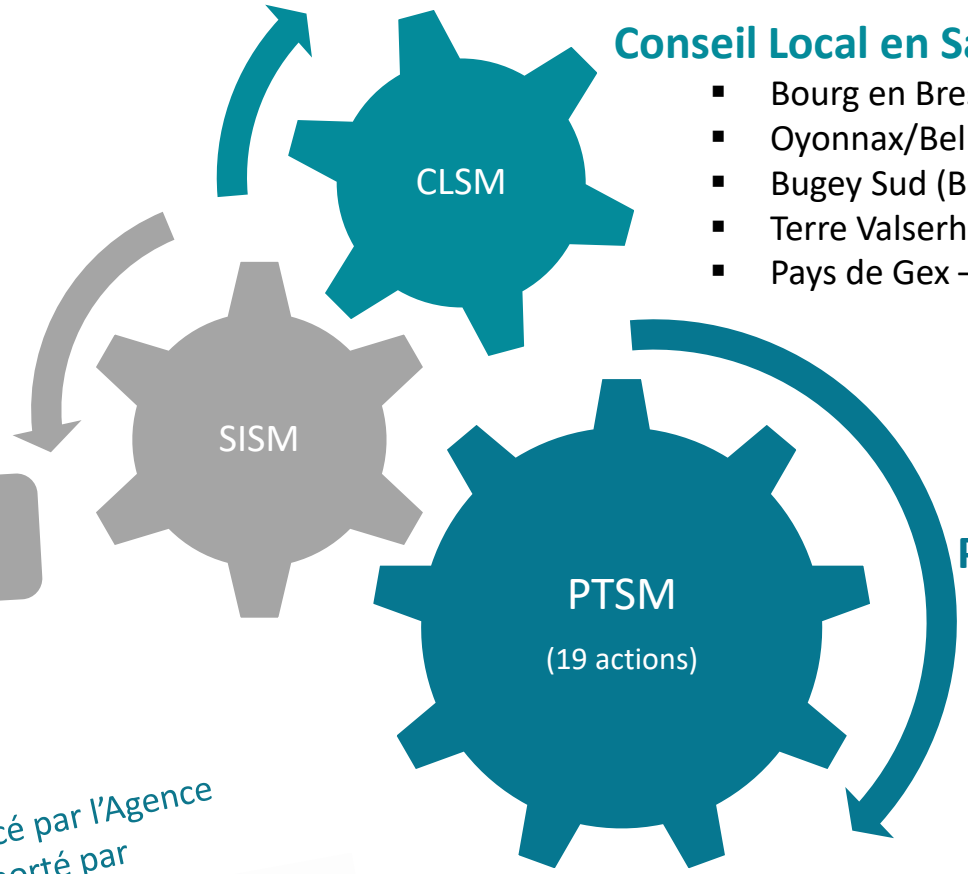
+ Invités occasionnels

Coordination Santé Mentale de l'Ain (CoSM01) coordonne : Animation des CLSM

A l'échelle d'un territoire (commune, intercommunalité,...)

Conseil Local en Santé Mentale (CLSM)

- Bourg en Bresse (extension probable à St Denis les Bourg et Péronnas)
- Oyonnax/Bellignat
- Bugey Sud (Belley) – Communauté de communes
- Terre Valserhône l'Interco – Communauté de communes
- Pays de Gex – Communauté de communes



Semaines d'Information en Santé Mentale (SISM)

A l'échelle du département

Projet Territorial de Santé Mentale (PTSM)

- Pilotage des 19 actions
- Portage d'actions (site, CLSM…)

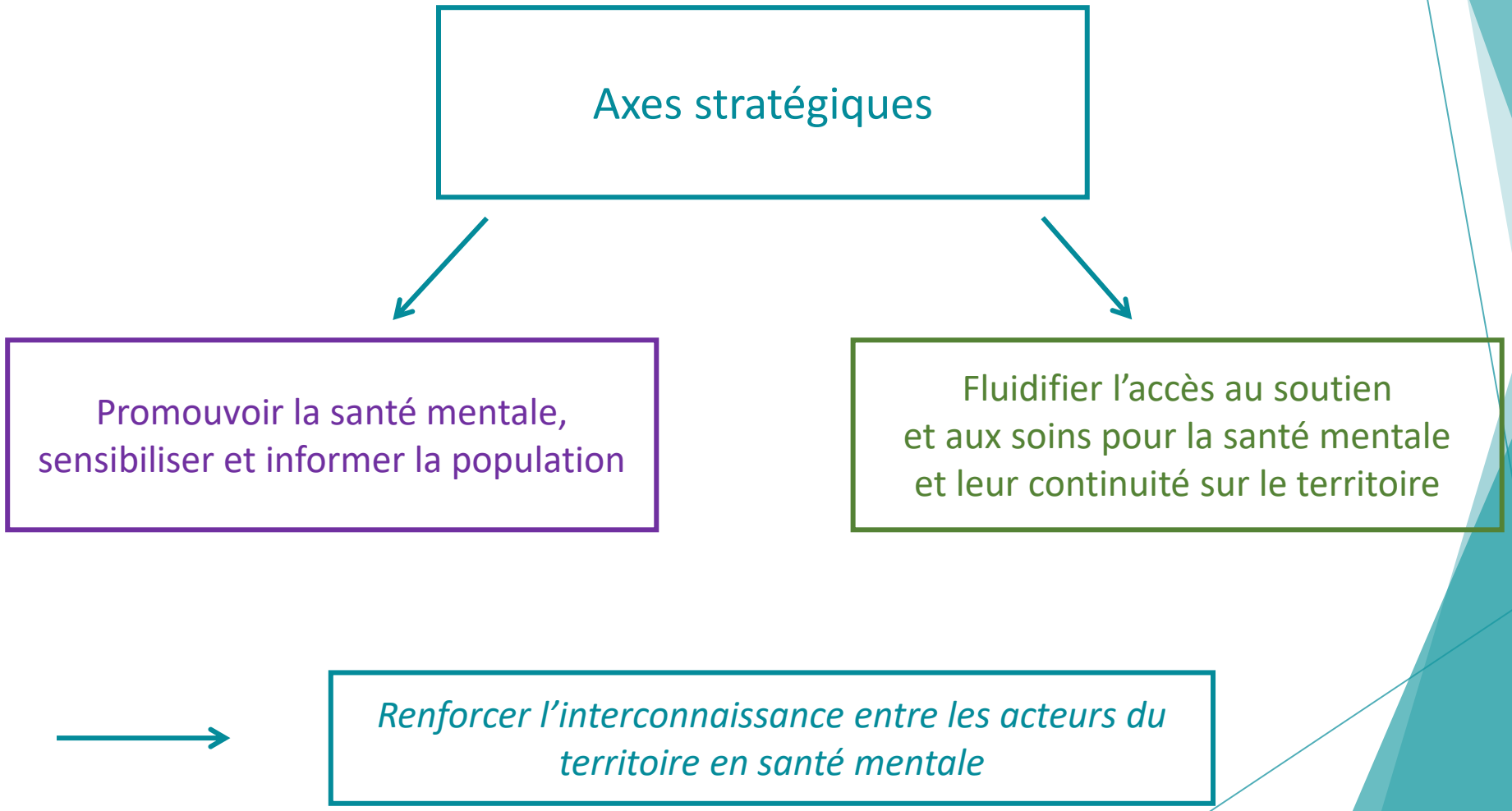
A l'échelle du département

Un ensemble de dispositifs financé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) porté par

ORSAC Centre Psychothérapique de l'Ain Santé mentale

Axes de travail prioritaires 2024-2025

Axes stratégiques du CLSM



Feuille de route 2024-2025 :

10 fiches Action

AXE 1 Santé mentale et sensibilisation de la population	FA 1.1	Prévention des troubles et prise en charge de leurs conséquences
	FA 1.2	Sortie de l'isolement et développement du lien social
	FA 1.3	Démystification des questions de santé mentale et amélioration du repérage de situations
	FA 1.4	Prévention et formation sur le suicide
AXE 2 Accès au soutien et aux soins et leur continuité	FA 2.1	Prise en charge des souffrances psychosociales
	FA 2.2	Lutte contre le décrochage scolaire sévère
	FA 2.3	Prise en charge des dépressions post-partum
	FA 2.4	Optimisation de la prise en charge de situations de violences conjugales et intrafamiliales
	FA 2.5	Soutien à la continuité des soins pour les personnes fragiles et/ou vivant avec un trouble ou une maladie chronique
AXE 3 Renforcer l'inter-connaissance entre les acteurs du territoire	FA 3.1	Renforcement de l'interconnaissance des acteurs et des dispositifs existants de prise en charge

Réalisations concrètes 2023-Mai 2025

Axes stratégiques du CLSM

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES

Travail entre **l'Education nationale (secteur, collèges, lycées) et des acteurs du CLSM (MGEN, CPTS, Ville, CCBS)** sur les passerelles possibles entre dispositifs et des actions partagées

Prévention des troubles chez les enfants et les jeunes

Formation sur le développement des compétences psychosociales chez les enfants de 6 à 12 ans

Action sur les addictions aux écrans

13 PROFESSIONNELS

dont plusieurs de l'éducation nationale

21 et 25 mars 2024

VIRIGNIN

Animation : Addictions France

CCBS, Belley, CD01, CoSM01

SEMAINES D'INFORMATION SUR LA SANTE MENTALE (SISM)

« Devenez des KracK de la santé mentale »

20 Jeunes du collège d'Artemare et de l'Etablissement de soins de Chanay MGEN

15 octobre 2024

Musée du Bugey Valromey LOCHIEU

Animation : Ainterlude, EHPAD Champagne, musée, MGEN,

CoSM01

Lien avec article du rectorat sur le Rallye de Lochieu pour les ambassadeurs du harcèlement : https://www.ac-lyon.fr/toutes-et-tous-unis-au-college-du-valromey-contre-le-harcelement-a-l-ecole-129197





Projet « Vivre en corps » :

Médiation avec une création autour de la danse et de l'écriture

140 jeunes de primaire et du collège

Représentation 26 novembre 2024, à l'Intégral, à Belley

Part. Education Nationale, Ecoles primaires Brens, Champagne, Chazey Bons, Virignin, collège de Belley, CoSM01

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS EN COURS OU PREVUES SUR 2025

Prévention des troubles chez les enfants et les jeunes

Action de prévention des Addictions via le renforcement des compétences psychosociales (CPS)

Focus sur les comp. Emotionnelles

44 jeunes, niveau BAC

2 sessions de 4 séances sur mai et juin 2025

Lycée de BELLEY

Animation : Addictions France

CCBS, Ville, CoSM01

Sensibilisation CPS

Enseignants des lyçées professionnels et général

BELLEY

Juin 2025 Animation : Addictions France

CCBS, Ville, CoSM01

Projet « Série Vivante »

Médiation via une création de théâtre, transcrite en « Mini épisodes de séries filmées

Création d'un outil de sensibilisation sur les addictions et la Santé mentale

15 jeunes

Collège d'Artemare

Mai-Juin 2025

Compagnie ThéArt' and Co

CCBS, Ville, CoSM01

SISM ?

Action de sensibilisation et de prévention des jeunes sur les troubles et les souffrances psychosociales

Médiation via une série de podcasts audio et/ou vidéos

MGEN, ADSEA, Espace d'écoute CPTS/CPA



Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES



SISM

Découverte de la gym douce

Belley

3 participants

2 séances

Plate-Forme Sport santé

Articulation avec transports Ville et CCBS

Ateliers mensuels adultes sur la thématiques Santé Environnement

« Reconnexion à la nature, reprendre goût à la vie »

87 participants

2023-1er sem 2024

Animation : Centre social Belley, Maison du Marais de Lavours

CCBS, Ville, Département et 8 autres acteurs locaux

Sortie de l'isolement et Dév. Lien social

SEMAINES D'INFORMATION SUR LE SANTE MENTALE (SISM)

Motiver les séniors à l'activité physique : techniques et stratégies !

Actipôle Virignin

13 Personnes intervenantes auprès des pers. Agées

Plate-forme Sport Santé, CLIC, CoSM01



Participation à l'installation de l'Espace d'Ecoute

Membre Comité de pilotage et Comité technique

CPTS/CPA



Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population



ACTIONS SISM EN COURS OU PREVUES SUR 2025

« Je(ux) rencontre et ballade à la découverte de Champagne-en-Valromey pour rompre l'isolement et créer du lien »

Temps intergénérationnel

Octobre 2025

Champagne en Valromey

Ainterlude, EPADH, Musée Bugey Valromey, Habitant

Projet « Les liens gourmands »

2 temps intergénérationnels autour d'animations et d'un goûter partagé

Publics jeunes et séniors

Octobre 2025

Belley + Groslée ?

ADAPA, ADMR, ADS, ADOM01, AMICAL, Mission Locale

Sortie de l'isolement et Dév. Lien social

Café Sénior Belley

Octobre 2025

CCBS, CLIC, CPTS/CPA

« Cantine des découvertes » Belley

11 octobre 2025

CCBS

Ciné-débat

Film « Un jour tu vieilliras »

Champagne en Valromey - 17 octobre 2025

Cellule de Prévention Ain Appui, CLIC

Autres actions en réflexion avec :

CMP de Belley

UNAFAM

MGEN

Espace d'écoute/ADSEA Prévention

CCAS Culoz

Ecole Jean Ferrat / IEN

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES

Démystifier questions Santé Mentale et amélioration du repérage



Formation PSSM base
13 participants
9 profls, 4 habitants
23 et janvier 2024
Intervenant INFIPP
CoSM01

Animation sur la Santé Mentale
Une 15aine de participants
Octobre 2024
Marché de Belley
Intervenant SYNAPSE
CPTS





Sensibilisation sur les troubles psychiques
18 participants
17 profls, 1 élue
7 juin 2023
Intervenant UNAFAM
UNAFAM, CoSM 01



Formation PSSM base
16 participants
9 profls, 4 habitants
19 et 22 novembre 2024
Intervenant SYNAPSE
CoSM01

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS EN COURS OU PREVUES SUR 2025

Formation PSSM base
Octobre/Novembre 2025
CoSM01

Formation PSSM Jeunes ?
Novembre 2025
CoSM01

Démystifier questions Santé Mentale et amélioration du repérage



Sensibilisation des agents des collectivités locales sur la Santé Mentale

En lien avec la semaine QVT

68 agents

16 juin 2025

Belley

Intervenants Promotion Santé, CoSM01

CCBS, Ville, CoSM01

Sensibilisation sur les troubles psychiques ?

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES

Prévention du suicide

Campagnes de communication sur le suicide :

31 14 / Cellule de Prévention/ VigilanS

Septembre 2024, Avril 2025

Tout public, professionnels

Relais CPTS, CCBS, Ville, Etablissements scolaires

2 Formations sur la crise suicidaire

Nov/Déc. 2023 + 1 en 2024

Intervenant ADESSA/Promotion Santé

ADESSA, CoSM01

Etat des lieux et soutien au renforcement de l'activation du dispositif VigilanS par le Centre Hospitalier et les médecins libéraux via la CPTS

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS EN COURS OU PREVUES SUR 2025

Demi-journée inter-professionnelle pour les personnes formées sur le territoire depuis 3 ans

BELLEY

18 septembre 2025

Promotion Santé, Cellule de Prévention AA, CLIC, MSA, partenariats IEN et MGEN

Sensibilisation sur le risque suicidaire

Tout public

BELLEY

18 septembre 2025

Promotion Santé, CoSM01

Prévention du suicide

Nouvelle Campagne de communication sur le suicide :

31 14 / Cellule de Prévention/ VigilanS

Novembre 2025

Tout public, professionnels

Relais CPTS, CCBS, Ville, établissements scolaires

Sensibilisation lors de cette Assemblée plénière

Axes stratégiques du CLSM

Axe 2 :
Fluidifier l'accès au soutien et aux soins pour la santé mentale et leur continuité sur le territoire

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES

Décrochage scolaire

Réunion d'état des lieux partagé et sur la définition d'axes de travail partagés

Lundi 2 juin 2025

Virignin

11 structures ou dispositifs des secteurs éducatifs, social et sanitaire

Enjeux élergents d'un besoin d'interconnaissance et de mobilisation de dispositifs, ainsi que de mutualisation éventuelle de moyens

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTIONS REALISEES

Au sein de l'hôpital, recrutement d'un psychologue pour la maternité pour favoriser cet accompagnement

Prise en charge dépression post-partum au sein de l'hôpital

En parallèle, réflexion du GHB pour la création d'une antenne d'une unité de psychopathologie périnatale (UPPN)

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTION LANCEE

Prise en charge des violences

Réunion sur la détermination d'axes de travail partagés

Mardi 23 juin 2025

Belley

CCBS, Ville, CD01, Centre hospitalier, CCBS, Etat via la délégation aux droits des femmes de l'Ain

Axe 1 :
Promouvoir la santé mentale, sensibiliser et informer la population

ACTION LANCEE

Souffrances psychosociales

Réunion sur le renforcement de parcours pour améliorer la détection, l'orientation et la prise en charge précocement des situations

Lundi 30 juin 2025

Belley

16 structures inscrites

Renforcement de la Prévention et de la prise en charge du suicide :

un enjeu pour le territoire

Intervention de
Nathalie Garnodier

Psychologue coordinatrice et formatrice en Prévention du suicide

Cellule de Prévention des situations de détresse de la personne âgée de l'Ain

Sensibilisation Prévention du Suicide

18 septembre 2025
9h15-12h
Tout public

Promotion Santé



Mot de Clôture :

Sujets souhaitant être portés pour la suite

Merci de votre participation !

Poursuite des échanges autour d'un verre

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-143-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-143 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D'UN VEHICULE DE FONCTION A LA DIRECTRICE GENERALE DES SERVICES

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général des impôts, notamment son article 82 ;

VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature ;

VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

VU la délibération n°D-2024-160 du conseil communautaire du 4 juillet 2024 ;

CONSIDERANT que la Directrice Générale des Services exerce des fonctions nécessitant des déplacements fréquents et une grande disponibilité ;

CONSIDERANT que l'attribution d'un véhicule de fonction constitue un avantage en nature soumis à délibération annuelle ;

CONSIDERANT que cette attribution est strictement justifiée par les nécessités de service et les responsabilités de l'emploi fonctionnel occupé ;

CONSIDERANT que le remisage à domicile est autorisé à titre exceptionnel et fait l'objet d'une autorisation écrite précisant les conditions d'usage et de sécurité ;

CONSIDERANT que le conducteur du véhicule est responsable des infractions au Code de la route conformément aux articles L.121-2 et L.121-3 du Code de la route ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **DÉCIDE** de renouveler l'attribution d'un véhicule de fonction à la Directrice Générale des Services de la CCBS, à usage professionnel et personnel, dans le cadre des dispositions réglementaires en vigueur ;

- **AUTORISE** la mise à disposition permanente et exclusive du véhicule à l'agent concerné ;

- **RETIENT** le mode d'évaluation de l'avantage en nature suivant le forfait annuel :
  - à hauteur de 12 % du coût d'achat TTC du véhicule (véhicule de moins de 5 ans) jusqu'au 13 novembre 2025,
  - à hauteur de 9 % du coût d'achat TTC du véhicule (véhicule de plus de 5 ans) à compter du 14 novembre 2025 ;

- **PREND EN CHARGE** les frais suivants :
  - Carburant,
  - Entretien,
  - Assurance ;

- **DECIDE** que la dépense correspondante sera inscrite au chapitre 012 du budget primitif 2025 ;

- **AUTORISE** Madame la Présidente à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTÉ de COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-144-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-144 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

INSTITUTION DU CONGE DE TRANSITION PROFESSIONNELLE.

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

La communauté de communes Bugey-Sud (CCBS), dans le cadre de sa politique des ressources humaines, souhaite favoriser l'évolution professionnelle de ses agents.

L'article L. 422-3 du Code général de la fonction publique et le décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale, notamment ses articles 34 à 40, autorise la mise en place d'un congé de transition professionnelle permettant aux agents de suivre une formation certifiante ou qualifiante en vue d'exercer un nouveau métier dans le secteur public ou privé.

Il est proposé au conseil communautaire d'instituer un congé de transition professionnelle pour les agents de la CCBS.

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **AUTORISE** la mise en place d'un congé de transition professionnelle ouvert aux agents de la CCBS selon les modalités suivantes :

Article 1 - Mise en place du congé de transition professionnelle
La Communauté de communes Bugey-Sud met en place le congé de transition professionnelle pour ses agents, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 2 - Conditions d'éligibilité
Peuvent bénéficier de ce congé :

- Les agents de catégorie C ne disposant pas d'un diplôme ou titre professionnel de niveau 4 ;
- Les travailleurs en situation de handicap ou titulaires d'une pension d'invalidité ;
- Les agents exposés à un risque d'usure professionnelle, sur avis du médecin du travail.

Article 3 - Modalités de mise en œuvre
Le congé est accordé pour suivre :

- Une formation d'au moins 120 heures menant à une certification professionnelle inscrite au RNCP ou au répertoire spécifique ;
- Une formation d'au moins 70 heures pour accompagner un projet de création ou de reprise d'entreprise.

La demande doit être formulée au moins trois mois avant le début de la formation, et préciser la nature, la durée, l'organisme formateur et l'objectif professionnel visé.

Article 4 - Statut de l'agent pendant le congé
L'agent est maintenu en position d'activité. Il conserve son traitement brut, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement, et, le cas échéant, certaines primes et indemnités.

Article 5 - Prise en charge financière
La collectivité peut prendre en charge les frais de formation ainsi que les frais de déplacement liés à la formation. La prise en charge des frais de formation se fera dans la limite d'un montant plafond défini au cas par cas en fonction de la nature et du contenu de la formation demandée.

Article 6 - Suivi et contrôle
L'agent doit fournir des attestations d'assiduité. En cas d'abandon injustifié de la formation, le congé est interrompu.

Article 7 - Décision de la collectivité
La collectivité statue sur la demande dans un délai de deux mois. L'absence de réponse dans ce délai vaut rejet. En cas d'acceptation, le congé peut être différé pour nécessité de service.

- **DECIDE** d'inscrire au budget de l'exercice concerné les crédits correspondants.

- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.

BUGEYSUD
Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
001-200040350-20250626-D-2025-145-DE
Date de télétransmission : 01/07/2025
Date de réception préfecture : 01/07/2025
Date de publication : 01/07/2025

DELIBERATION N°D-2025-145 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE EN DATE DU 26 JUIN 2025

Le 26 juin 2025 à 18 heures 30, le conseil communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, à Culoz-Béon, sous la présidence de Madame Pauline GODET.

Date de convocation : 17 juin 2025
Secrétaire de séance : Serge BAL

Nombre de membres :
En exercice : 66
Présents : 45
Votants : 54

Présents :

Ambléon	BIONDA Annie	
Andert-et-Condon	MARTINAT Francine	
Arboys-en-Bugey	RIERA Michel Charles	
Armix	VUILLOUD Véronique	
Belley	BERTHET Jean-Michel	Pouvoir de DA COSTA Angélica
Belley	CANOT Dominique	
Belley	DELPON Annie	
Belley	DEMENTHON Charlotte	Pouvoir de ROZIER Marie-Christine
Belley	DESCHAMPS Marie-Hélène	
Belley	HEDON Jean-Yves	
Belley	LAHUERTA Dimitri	
Belley	PONCY Daniel	Pouvoir de CLUZEL Annie
Belley	ROUX Pierre	
Belley	SCHREIBER Sylvie	
Belley	THEVENOT Nadine	
Brens	LACHIZE-PICCINO Sandrine	Pouvoir de AUBRUN Norbert
Champagne-en-Valromey	HAMEL Philippe (suppléant)	
Cheignieu-la-Balme	BUET Marc	Pouvoir de MASSÉ Emmanuel
Colomieu	BORGEY Gilles	
Contrevoz	BALASTRIER Jean-Daniel	
Conzieu	PEZANT Pascal	
Culoz-Béon	ANDRÉ-MASSE Franck	Pouvoir de FORT bruno
Culoz-Béon	FELCI Claude	
Culoz-Béon	PETITE Anne-Laure	
Culoz-Béon	RAVIER Danielle	Arrivée au vote de la délibération 5
Cuzieu	MARCHAND Stéphanie	Départ au vote de la délibération 21
Flaxieu	BAL Serge	
Groslée-Saint-Benoit	SOUDAN Henri	Pouvoir de KJAN Marie-Odile
Haut-Valromey	ANCIAN Bernard	
Haut-Valromey	BROUSSART Pierre	
Izieu	MARTIN-BARBAZ Denis	
Magnieu	GUITTET Thierry	
Marignieu	BARBIER Guy (suppléant)	

Massignieu-de-Rives	CAROTTE Alain (suppléant)	
Murs-et-Gélignieux	VALLIN Pierre	Arrivé au vote de la délibération 4
Parves-et-Nattages	BIJOT Jean-François	
Peyrieu	COCHONAT Pierre	
Pollieu	DASSIN Sylvain (suppléant)	
Rossillon	COUILLOUD Jean-Yves (suppléant)	
Saint-Germain-Les-Paroisses	CASTIN Régis	Pouvoir de VERGAIN Thierry
Saint-Martin-de-Bavel	VINCENT Xavier	
Talissieu	DEGUISNE Sabrina	
Valromey-sur-Séran	BOLON André	
Valromey-sur-Séran	GODET Pauline	Pouvoir de MEURIAU Annie
Virieu-le-Grand	VALLIN Yvette	
Virignin	BANDET Marcel	

Excusés

Artemare	MASSÉ Emmanuel
Arvière-en-Valromey	MEURIAU Annie
Belley	CLUZEL Annie
Belley	DA COSTA Angélica
Belley	ROZIER Marie-Christine
Brégnier-Cordon	VERGAIN Thierry
Brens	AUBRUN Norbert
Ceyzérieu	KELLER Myriam
Chazey-Bons	FORT Bruno
Groslée-Saint-Benoit	KJAN Marie-Odile
Prémeyzel	ROPELE Jean-Pierre

Absents

Artemare	ROUX Isabelle
Belley	MEYRAND Bernard
Belley	RODRIGUEZ Philippe
Cressin-Rochefort	CHIFFE Frédéric
Culoz-Béon	GUILLAND Marc
Culoz-Béon	LE CERF Céline
La Burbanche	MARIÉ Patrick
Lavours	CASANOVAS Chantal
Vongnes	GUILLON Pascale

FINANCEMENT DE LA FORMATION DIPLÔMANTE ÉLECTRICIEN D'ÉQUIPEMENT DU BATIMENT A UN AGENT DE LA CCBS

- ✓ Axe 3 du projet de territoire : organiser et coordonner l'action publique au service de la mise en œuvre du projet commun.

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la fonction publique ;

VU le Code du travail, notamment les dispositions relatives à la formation professionnelle ;

VU le projet professionnel de M. [redacted], agent de la CCBS ;

VU le programme de formation proposé par l'AFPA (Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes) ;

VU le devis n° D00088307 émis par l'AFPA en date du 12 mai 2025, pour un montant total de 10 892,00 € TTC ;

CONSIDERANT que cette formation vise l'obtention du Titre Professionnel de niveau 3 (CAP/BEP) délivré par le Ministère du Travail ;

CONSIDERANT que cette montée en compétences s'inscrit dans le cadre du développement des compétences internes et de l'évolution professionnelle de l'agent ;

CONSIDERANT que M. [redacted] suivra cette formation dans le cadre d'un congé de transition professionnelle, dispositif permettant à un agent de s'absenter de son poste pour suivre une formation certifiante en vue d'un changement de métier ou d'évolution professionnelle, tout en bénéficiant du maintien de sa rémunération sous conditions ;

CONSIDERANT que la formation se déroulera du 24 novembre 2025 au 12 juin 2026 à l'AFPA de Chambéry, pour une durée totale de 848 heures, incluant des périodes en entreprise et une session de certification ;

VU l'exposé du rapporteur, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir se prononcer.

Après avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

- **APPROUVE** le financement de la formation « TP Électricien d'Équipement du Bâtiment » pour M. [redacted], agent de la collectivité.
- **AUTORISE** la prise en charge financière de cette formation à hauteur de 10 892,00 € TTC, selon les modalités prévues dans le devis de l'AFPA.
- **AUTORISE** l'agent à suivre cette formation dans le cadre d'un congé de transition professionnelle, conformément à la réglementation en vigueur.
- **DECIDE** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice concerné.
- **AUTORISE** Madame la présidente à signer toute pièce de nature administrative, technique ou financière nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Culoz-Béon, le 26 juin 2025.

La présidente,
Pauline GODET

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES BUGEY SUD (Ain)

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux.